





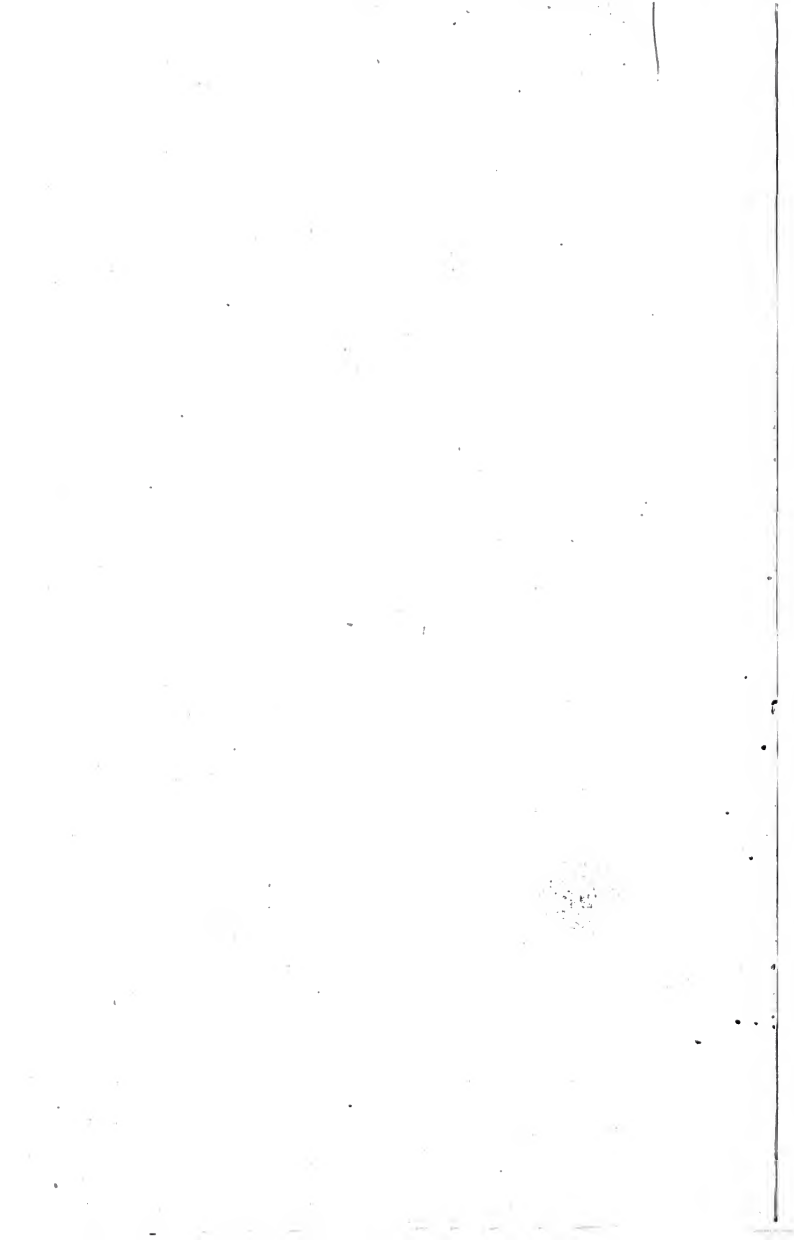
MAG 3420

Ex Bibliotheca
majori Coll. Rom.
Societ. Jesu

13-4'D'16

67.1.26.

Los niños esculpen del homo encefaloide



CORPS UNIVERSEL
DIPLOMATIQUE
D U
DROIT DES GENS;
CONTENANT UN
RECUEIL
DES

TRAITEZ
D'ALLIANCE, DE PAIX, DE TREVE,
*DE NEUTRALITÉ, DE COMMERCE, D'ÉCHANGE,
de Protection & de Garantie, de toutes les Conventions, Transactions, Paixes,
Concordats, & autres Contrats, qui ont été faits en EUROPE, depuis le
Regne de l'Empereur CHARLEMAGNE jusques à présent;*

AVEC
LES CAPITULATIONS IMPERIALES ET ROYALES;

les Sentences Arbitrales & Souveraines dans les Causes importantes; les Déclarations de Guerre, les Contrats de Mariage des Grands Princes, leurs Testamens, Donations, Renonciations, & Protellations; les Investitures des grands Fiefs; les Erections des grandes Dignités, celles des grandes Compagnies de Commerce, & en général de tous les Titres, sous quelque nom qu'on les désigne, qui peuvent servir à fonder, établir, ou justifier

LES DROITS ET LES INTERETS DES PRINCES ET ETATS DE L'EUROPE;

Le tout tiré en partie des Archives de la TRES-AUGUSTE MAISON D'AUTRICHE, & en partie de celles de quel ques autres Princes & Etats; comme aussi des Protocoles de quelques Grands Ministres; des Manuscrits, de la Bibliothèque Royale de BERLIN; des meilleures Collections, qui ont déjà paru tant en ALLEMAGNE, qu'en FRANCE, en ANGLETERRE, en HOLLANDE, & ailleurs; sur tout, des Actes de RYMER, & enfin les plus estimés, soit en Histoire, en Politique, ou en Droit;

P A R

MR. J. DU MONT, BARON DE CARELS-CROON,
ECUIER, CONSEILLER, ET HISTORIOGRAPHE DE SA MAJESTE
IMPERIALE ET CATHOLIQUE.

TOME VII. PARTIE II.



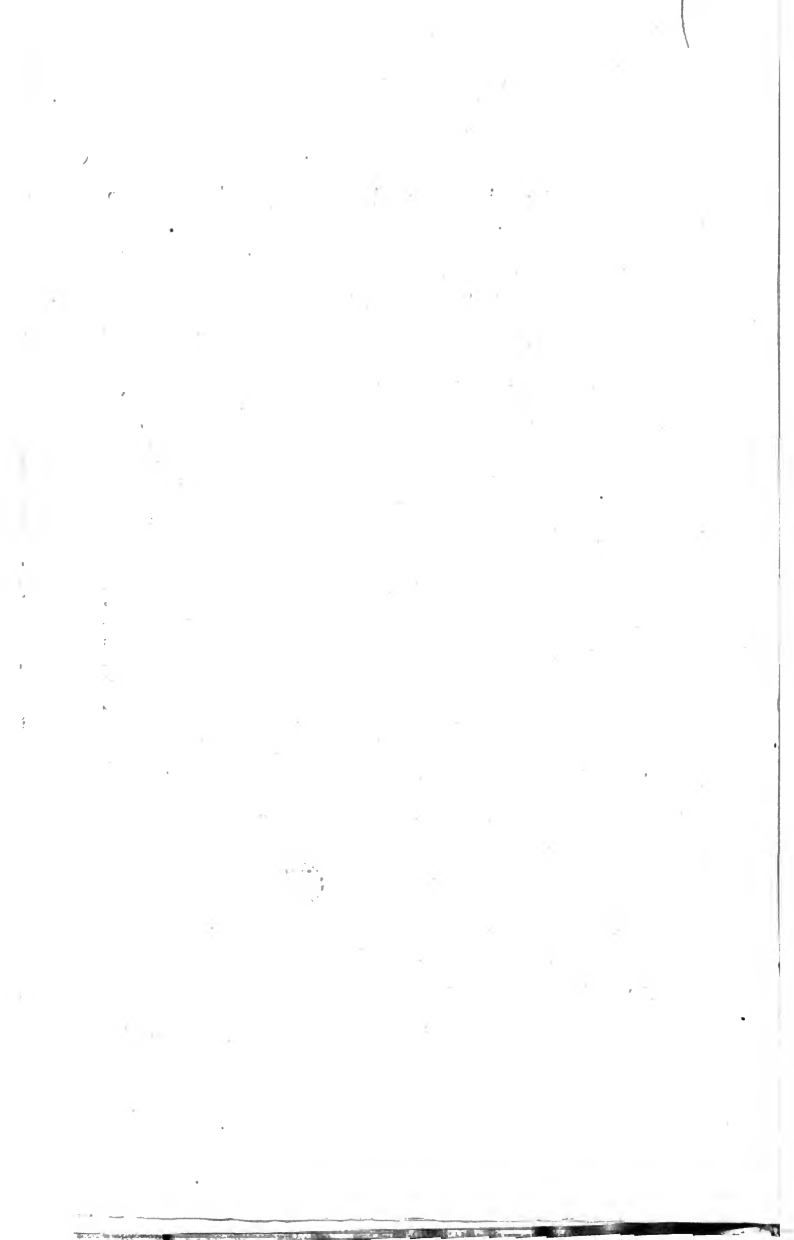
A A M S T E R D A M,

Chez P. BRUNEL, R. ET J. WETSTEIN, ET G. SMITH,
HENRI WAESBERGE, ET Z. CHATELAIN.

A L A H A Y E,

Chez P. HUSSON ET CHARLES LEVIER.

MDCCXXXI.





CORPS DIPLOMATIQUE
DU
DROIT DES GENS;
OU
RECUEIL
DES
TRAITEZ D'ALLIANCE,
DE PAIX, DE TREVE, DE NEUTRALITÉ,
DE COMMERCE, D'ÉCHANGE, &c.

Faits entre les Empereurs, Rois, Princes, & Etats de l'Europe,
depuis CHARLEMAGNE jusques à présent.

ANNO
1680.

1. Mai.
DES PROVINCES-UNIES ET ALGER.

I.

Addio au Traité de Paix entre les PROVINCES-UNIES & la Ville d'ALGER, fait au mois d'Avril, 1679. lesdites Additions conclues le 1. Mai, 1680. [Recueil des Traitez faits entre les PROVINCES-UNIES & divers Etats]



Eu que le premier & le vingtième Articles de ce Traité, après avoir été ratifié & signé, n'ont point été observés en tous leurs points, il est depuis convenu, que la Paix susmentionnée commencera du jour que le Navire de Guerre desdits Seigneurs Etats avec le present a donné fonds à la Rade d'Alger, à sçavoir des le vingt-deuxième jour d'Avril selon le Sile nouveau de l'Année presente mil-six cents quatre-vingt; Et en suite tout ce qui sera pris depuis ledit jour inclusivement, sera restitué de bonne foi.

Pour l'éclaircissement de l'Article douzième touchant le Point de la diminution des Droits deus à la Maison Royale d'Alger, comme aussi d'autres frais, qui se payent à l'occasion du rachat des Esclaves, il est convenu, que les Esclaves étant Sujets & Habitans desdits Seigneurs Etats, après leur affranchissement, payeront à ladite Maison en tout la Somme de trente-neuf & trois quarts Piece de huit, sans plus rien, ni sans être tenu à payer d'autres Droits de quelque

nom qu'ils puissent être: En outre si quelque Esclave ou Esclaves de toutes sortes de Navires étant rachetés par le Consul ou autres Ministres desdits Seigneurs Etats, eussent à s'embarquer pour leur Transport sur un Vaissseau François, Anglois, ou d'autres Nations, ils ne seront nullement tenus de passer un Acte d'obligation devant les Ministres desdites Nations, de quelque autorité qu'ils fussent, ainsi leur ayant payé les Patentes de Santé, ils partiront librement sans aucun empeschement.

Il est encore convenu que tout l'Argent que lesdits Seigneurs Etats, ou leurs Sujets enverront à Alger, pour être employé au rachat de leurs Esclaves, ne payera point de Droits à ladite Maison Royale, ains il en sera exempt tout à fait.

Nuls Patrons d'Alger ne pourront leurs Esclaves, étant Sujets & Habitans desdits Seigneurs Etats, vendre à d'autres Nations, ni les transporter ailleurs pour y être vendus.

Ainsi confirmé, signé & scellé en présence de Dieu, le premier jour de May l'an de grace mil six cents quatre-vingt, étant sur la fin de la Lune Rabia Eloul, en l'Année mil nonante & un de Hegira.

Etoit signé,

(L.S.) THOMAS HES.
(L.S.) JACOB DE PAZ.
(L.S.)
(L.S.)
(L.S.)
(L.S.)
(L.S.)

A

II. Traj.

ANNO
1680.

II.

28. Mai. *Traité entre la SUEDE & le DANNEMARC, sur le Passage du Zund & du Belt. Fait par l'entremise du Roi de FRANCE, à Copenhague le huitième Mai, 1680. [FREDER. LEO-NARD. Tom. V.]*

Pour ce qui regarde les différends nez à l'occasion du Passage du Zund & du Belt, le très-haut & très-puissant Prince LOUIS XIV. Roi de France & de Navarre, mû d'un louable dessein d'augmenter la bonne intelligence, qui a déjà été retable entre leurs Majestez, auroit en conséquence du sermement Article du Traité de Fontainebleau, nommé son Conseiller & Commissaire député le Sieur de la Piquetiere, pour assister en son nom aux Conférences, qui se tiendroient sur ce sujet, & terminer à l'amiable toutes les difficultés, qui s'y pourroient rencontrer, lequel y aiant employé son entremise avec toute la diligence possible, nous sommes convenus de ce qui suit.

Premièrement. Il a été accordé, que les noms des participants doivent être exprimés dans tous les Passeports Suedois, qui seront montrés au Bureau de la Douane du Roi de Dannemarc, au Zund & au Belt, pour être exemptés desdites Douanes.

II. Les participants, qui seront présents lorsque les Passeports s'expédieront, affirmeront par serment convenable devant le Magistrat des Lieux, la part qu'ils auront dans un Vaissau, & les aïens enverront leur serment par écrit, ou le feront faire par leurs Procureurs aïns pouvoir d'eux.

III. Il est aussi convenu, que les Personnes de Qualité, qui ne sont point Marchands, & qui se trouvent intéressées dans un Vaissau, seront exemptes de prêter ledit serment, mais que néanmoins elles donneront leur déclaration & leur revers par écrit, au lieu dudit serment.

IV. On n'accordera point de Passeport à aucun étranger, sous quelque nom que ce puisse être, mais seulement aux véritables Sujets du Roi de Suede, qui demeurent & sont habituez en Suede, ou dans les Provinces, qui en dépendent, entre lesquels seront compris les Ministres Suedois qui se trouveront dans les Pais étrangers pour les affaires publiques, & non ceux qui y vivent en Bourgeois, & y trafiquent.

V. Si quelqu'un, sous quelque pretexte que ce soit, entreprend d'y contrevainir, & en peut être convaincu, en cas qu'il soit pris dans les Royaumes & Pais de leurs Majestez, il sera puni selon les Loix de chaque Royaume, & son Vaissau & effets, ou la part qu'il se trouvera y avoir, sujets à confiscation.

VI. Si quelqu'un desdits participants dans un & jour, qui est le tems que chaque Passeport doit être renouvelé, veut céder ou vendre la part qu'il a dans un Vaissau à quelqu'un, qui n'a pas la franchise Suedoise, il doit aussitôt le faire savoir au Magistrat, qui a expédié le Passeport; faute dequoy il sera sujet à la peine ci-dessus mentionnée, pour la part qui le touche.

VII. Et pour plus grande sécurité, quand on renouvelera les Passeports, les nouveaux participants seulement, & non les anciens, prêteront le serment en la manière ci-dessus dite.

VIII. Les Certifications touchant les Biens des Suedois & Marchandises qui entreront dans le Royaume & Provinces qui en dépendent, ou qui en sortiront, ne seront point expédiées en blanc par le Magistrat, ou celui qui commande dans le lieu de la part du Roi de Suede, & ne seront accordées à aucun autre qu'aux véritables Sujets Suedois, & habituez dans le Royaume, à voir après le serment ou revers mentionné dûment fait, que les Biens & Marchandises qui sont exprimés dans les Certifications, font pour leur propre compte, & leur appartiennent à eux seuls; & le tout doit être écrit d'une seule main, sur les lieux, où les Certifications s'expédient, excepté le nom du Vaisseau & du Maître de Navire, ou Schipre, & l'ouïgné du Secrétaire, ou de celui, qui sera en sa place, sur peine de confiscation, si quelque chose se passe autrement, comme aussi les Secrétaïres feront déposer de leurs charges, s'ils font au contraire de ce qui est dit ci-dessus.

IX. Et afin que les Certifications ne puissent être

expédiées en blanc, on y exprimera seulement combien de tonneaux, quilles, ou ballots, sans spécifier les Marchandises, qui seront dedans; & si au pillage du Zund & du Belt, en trouve plus de ballots, tonneaux, ou quilles, qu'il n'en aura été marqué dans la Certification, alors on en devra payer la Douane; mais s'il s'en trouve moins, cela ne prejudiciera point au Marchand.

X. Les Maîtres des Navires Suedois, & des autres Nations, seront obligés dans vingt-quatre heures après leur arrivée au Zund ou Belt, de se rendre à la chambre de la Douane desdits lieux, & d'y montrer leurs Passeports, à moins qu'ils n'en fussent empêchés, par le mauvais tems, ou tempête, en sorte que personne ne pût aller audits Vaisseaux, ni en venir; ce qui s'entend aussi des Vaisseaux étrangers portans des Marchandises qui appartiennent aux Suedois.

XI. Et quand quelque Vaisseau aura été long tems dans son voyage, & qu'on pourra voir à son Passeport qu'il est Suedois, & qu'il a passé le Zund la même année, en ce cas son Passeport vaudra, & il ne lui sera point nécessaire d'en avoir d'autre. Ce qui ne s'entendra pourtant pas des Vaisseaux, qui seront partis directement du Duché de Brene, de Halland, de Gothenbourg, ou Malstrand pour un voyage de long cours, & ensuite passeront le Zund & le Belt.

XII. Quand les Passeports & Certifications auroient été dressés selon le formulaire des Traitez, les Officiers des Douanes du Zund & du Belt, expédieront les Vaisseaux Suedois incessamment, & sans aucun retardement, sous quelque pretexte que ce soit.

XIII. Les Vaisseaux Suedois qui viennent de la Mer du Levant, seront expédiés en la manière accoutumée au Zund & au Belt, pendant trois mois après la Ratification du présent Traité; & ceux qui viennent de la Mer d'Occident jusqu'à la fin de la présente année; après quoi de part & d'autre on se reglera sur le présent Traité.

XIV. En cas qu'à l'avenir une des deux Parties eût à se plaindre de quelque contravention audit Traité, on l'ajustera à l'amiable & de bonne foi, en sorte que les Sujets de leurs Majestez soient satisfaits sur les prétentions qu'ils pourroient avoir avec justice.

XV. Le présent Traité sera ratifié dans trois semaines, ou plutôt si faire se peut.

Fait à Copenhague le huitième Mai 1680.

Signé par

M. JEAN GULLENSTIERN, *Secrétaire de Suede;*
Et Messieurs ALLEFELD, *Chancelier de Dannemark;*
Et le Comte ANTOINE D'OLDEMBOURG,
Et le Baron JULL, *Conseillers privés.*

III.

Fœdus desynonum inter CAROLUM II. Regem 10. Jun.

*Hispaniarum & CAROLUM II. Regem Ang-
nae Britanniae, cuius pro fundamento, Fœdera 30.
Augusti 1673, inter presumpsum Regem Hispania-
rum & Ordinis Generales UNITI BELGII,
nec non 31. Martii 1678, inter eundem Ordines
& Regem Britannicam inita, ponuntur, omniaque
ad nuperius rescriptum Pacem Generalem factam
istam servandam constituantur. Actum in Arce
Regis Windsorienſis die 10. Junii 1680. [Tiré
de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la
Cour de Sa Majesté Impériale.]*

Quandoquidem Serenissimus & Potentissimus Princeps, Magnus Britanniae Rex, universæ Europæ salutem dedit, quanto zelo, quantoque affectu, dum Mediatoris munere, in Congressu Neomagi habito,ungebatur ad reducendum Orbem Christiano Pacem, operam navavit, quæ Deo favente ad felicem exitum producta est, quumque Majestati Suae semper in animo fuerit, pari studio tranquillitatis publicæ conversationi prospicere, cui nihil magis conducere potest, quàm ut arcta Defensionis Fœdera cum suis omnibus Principibus, Statusibus quorum interest, ut reſtituta Pax Generalis firma servetur, incantur, præcipue verbò cum Serenissimo & Potentissimo Prin-
cipe

ANNO cipe Hispaniarum Rege Catholico, cui cum Majestate
1680. sua constans intercedit amicitia, quam & Majestas

Sua, prout fœs obulit occidit, indies augere cupit, quæque Rex Catholicus pariter declaraverit, nihil ipsi magis cordi esse, quam media, rationesque amplecti quæ ad tam iustum tamque laudabile consilium conducere possint, Serenissimum duo Reges animo perpendentes Fœdera Defensivæ, scilicet illud quod 15. Mensis Augusti 1673. initum inter Hispaniarum Regem & Dominum Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum, & illud quod 21. Mensis Martii 1678. inter Magne Britannicæ Regem & præfatos Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum conclusum est, tanquam solida fundamenta ad Pacem Generalem conservandam, & Ditionis hinc inde suas defendendas, consilium & visum est præfatis Serenissimis Regibus par Defensionis & Unionis Fœdas invicem intrare, eo præcipue consilio, ut tamen momenti Confederatio, Europæ Pacem securior reddat. In quem finem Magne Britannicæ Rex Commissarios & Plenipotentiarios suos nominavit & constituit, Robertum Comitem de Sunderlând Primarium Status Secretarium unum, Laurentium Hyde Armigerum, Thelaurum qui primum Commissarius, Leolinum Jenkins Equitem auratum primarium Status Secretarium alterum, & Sydeum Godolphum Armigerum, à Sæpienti & Intimiori suo Consilio omnes, uti & Rex Hispaniarum Dominum Petrum de Ronquillo Legatum suum in Aula Britannicæ, qui quidem Commissarii sufficientibus ad id instructi Mandatis conveniunt in Articulis sequentes.

I. Pax fit perpetua inter Regem Magnæ Britannicæ ex una, & Hispaniarum Regem Catholicum ex altera parte, ut & inter ipsorum Successores & Regna, Ditiones & Terras ad alterorum spectantes, eorumque hinc inde Subditi, nec non fœdera, firma & perpetua Amicitia & bona Correspondentia tam Mari quam Terra, & ubivis Locorum tam extra quam intra Europam.

II. Erit præterea inter prædictos Serenissimos Reges, eorumque Successores, Regna, Ditiones, & Terras ad ipsos spectantes, archus Defensionis, & Unionis Fœdas, ad se invicem tuendos & conservandos in possessione eorum omnium Ditionum, Urbium, Locorum, & Regionum ad ipsos spectantium, nec non in fructu eorum omnium Jurium, Immunitatum & Libertatum, Navigationis, Commerci & aliorum quorumcumque, cujuscumque demum generis sint, tam Mari quam Terra, quibus jam gaudet, vel de jure communi gaudere debent, & quibus jam possident, aut in possessionem potuerunt, ex vi quorumcumque Tractatum, Pacis, Amicitie, ut Neutralitatis, olim interorum (& eorum omnium Jurium quæ Tractu Neomagi nuper ipso comprehensa existunt) aut dehinc in eorumdem conjunctum & de communi consilio, cum aliis Regibus, Rebuspublicis, Principibus & Civitatibus, illud verò omne intra Europæ duntaxat limitet.

III. Atque ita pollicentur utroque sese obstringunt prædicti Serenissimi Reges, mentione sua præfata, & vadicare non solum eos omnes tractatus, quos vel jam inierunt cum aliis Regibus, Rebuspublicis, Principibus & Statibus (qui antè extraditionem Ratificationum invicem communicabuntur) verum eos etiam omnes, quos conjunctim, & de communi consilio impellerent inire potuerunt, nec non se mutuo rueri, auxiliari & conservare in possessione Ditionum, Terrarum, Urbium, & Locorum, quæ jam possident, aut impellerent spectabunt, tam ad Serenissimæ Magnæ Britannicæ Regem, ejusque Successores Reges, quam ad Serenissimum Hispaniarum Regem, ejusque Successores Reges juxta præfatos Tractatus, aut alio quocumque modo, quocumque demum Europæ parte dicte Ditiones, Terræ, Urbes & Loca sua sint, adeo ut, si contigerit dictos Serenissimos Reges vel eorum Successores Reges, aut alterorum eorum invadit, aut quocumque demum modo turbati in possessione aut fructu Ditionum, Locorum, Regionum, Urbiumque, Jurium, Immunitatum, & Libertatum, Navigationis, Commerci, aut aliorum quorumcumque, cujuscumque demum generis sint, tam Mari, quam Terra, quæ jam possident, aut quibus fruuntur, vel de jure communi, aut juxta Tractatus jam initos, aut impellerent modo supradictum in eundem, gaudere & frui debent; prædicti Reges ea de re rogati, & alter ab altero requisiti omnem operam conjunctim adhibebunt, ut Hostilitas, aut turbatio cesset,

& ut Damna & Injurie, quæ alterutri Confederatarum illata fuerint, reatantur.

IV. Sin verò illa Aggressio aut Turbatio in apertum Bellum proruperit, Confederatarum ille, qui aggressus non fuerit, intra tres Menses à prima Requisitione die, Confederati illius, qui jam Bello implicatus fuerit, numerandos, in apertè Belli Societatem se jungere tenebitur, quo tempore labente per Legatos suos aliove Ministros omnem operam adhibebit, ut inter Aggressorem five Invasorem, & Partem læsam seu invasam, Pax æquis conditionibus reintegretur; Interea verò temporis Confederato læso auxilium subministrabit octo mille Peditem, prode armaorum, qui in tales Legiones & Centurias redigunt, nec non iis Tribunis, autque Præfectis, quibus visum fuerit, subijcientur, dictumque auxilium subministrabit, & propriis sumptibus in eum læsi seu invasi Confederati sustentabit, per totum illud tempus, quo juxta hunc Tractatum in apertè Belli Societatem venire non tenebitur; liberumque erit Confederato læso seu invaso, prædictum auxilium vel totum Militibus, vel totum Pecuniâ, Navibus, Armis, apparatu bellico aut aliis rebus in Belli usum necessariis recipere, singulis mille Pedibus pretio decem mille Florenorum (quorum unus viginti Snyveris monetæ Britannicæ contabit) pro quolibet Mense æstimandis, juxta cursum Cambii Londini vel Antwerpæ, duodecim Mensibus quovis anno numerandis, initio autem cujusvis Mensis solutio æquibus portionibus præstabitur Londini vel Antwerpæ respectivè; sin autem dictum auxilium vel totum vel ex parte apparatu læso, Navibus aut aliis rebus in Belli usum necessariis subministraretur; Is Confederatarum, cui auxilium submittitur, petere & accipere illud tenebitur, in illius Ditionibus, qui auxilium prestare debet, ea habita ratione, si Confederato, cui suppedit sunt, minores placuerit subveniri, in Exercitu servituri, ut in Obsequio, & Custodiis Civitatum, & ubique aliter, prout rerum necessitas & utilitas postulabit, ea tamen Lege, ut licitum non sit, Centurias singulas prorsus à se invicem distrahere & segregare, sed ut ad minimum ducenti aut trecenti Milites ex utraque Legeone misissent sub eisdem Insignibus, cum verò constituerit, rebus sit urgentibus, necesse esse datarum & promissarum Copiarum numerum augeri, Serenissimi Reges ea de re inter se conveniunt, elapsi verò dictis tribus Mensibus, optio erit penes Confederatarum, qui invasus seu læsus fuerit, iisdem auxiliis diutius frui, si temporis & rerum suarum habita ratione, id ex se sua magis esse judicaverit, quam Confederatarum fidem in apertè Belli Societatem trahere.

V. Stabilita hunc in modum & promissa mutua Fœderatione, cum alterum Confederatarum invadit aut turbati contigerit, & idem Bellum intrare coegerit, alter Confederatarum Bellum adversus Aggressorem five Invasorem suscipere pariter tenebitur, & omnes vires, Copiasque suas, tam Mari quam Terra adhibere, easdemque belli seu turbati Confusoriarum Copias adiungere ad communem Hostem in Pacis honestate, securæ & æquæ Conditiones cum ambobus Confederatis, impellendum.

VI. Hoc verò casu emergente, Serenissimum Regem Copia Bellum gerent conjunctum aut seorsim, prout magis particulari hæc de re fiet inter ipsos tam temporis Conventio, consilia insuper inibunt, & eadem sibi invicem communicabunt, quibus potissimum modis communis ipsorum Hostis Belli urgen aut premi possit, idque vel per viam diversionis (ut vulgo dicitur) vel alio quocumque modo, cum nempe in finem, ut sicut prædictum est, Pacem quoniamvis amplecti cogatur.

VII. Et quamvis hujusce Tractatus obligatio prout sub finem Articuli secundi statutum est, inter Europæ limites circumscriptur, id tamen ita intelligendum est, ut, si Serenissimum Magnæ Britannicæ Regem, aut Serenissimum Hispaniarum Regem dehinc invadi, aut quocumque demum modo turbati contigerit, in possessione aut fructu Ditionum, Locorum, Regionum,

ANNO
1680.

num, Urbumque, Jurium, Libertatum, & Immunitatum, Navigationis, Commerci, et aliorum quorumcumque, ejusquecunque demum generis sint, tam Mari quam Terri, quibus jam gaudent & fruuntur, aut frui & gaudere debent, etiam extra Europam, & in quacunque Mundi Regione, de Jure communi, aut juxta Tractatus jam initos aut impolitum, modo supradicto incedens, Serenissimi Reges ea de re rogati & invicem requisiti, omnem omnino operam & studium adhibebunt, quod ejusmodi hostilitas, aut molestia cesset, & ut Damna, & Injuriae, quae alterutri Conföderatorum illata fuerint, referantur; Quod si verò viâ amicabili id intra quatuor Menses effectum dare nequeant, itaque ille Conföderatorum, qui licet invasus aut turbatus fuerit extra Europam, quacunque Mundi Regione sit, Atma sua adversus Turbatorem sivè Invasorem intra Europam adhibere cogitur, ut ad æquam Pacem amplectendam redigatur, ille Conföderatorum, qui invasus aut turbatus non fuerit, prædictum auxilium alteri, qui invasus aut turbatus est, subministrare tenebitur, posteaque in aperti Belli Societatem adversus Turbatorem seu Invasorem erumpere, eodem planè modo ac si invasio seu molestia intra Europæ Limes contigisset.

VIII. Erupto fœmel inter Contöderatos juxta hunc Tractatum Bello in facultate alterutrius Conföderatorum non erit, suspensionem quampiam Armorum inire de inter Hostesque, nisi conjunctim & de communi consensu.

IX. Causa quoque verò veniente, ut de Pace aut Treugâ fivè Inducias quorundam annorum Tractatus proponatur, eum incipere non poterit, alteruter Conföderatorum sine alterutrius participatione, & nisi Pars, quæ pacificum animum habet, alteri Parti eodem quo sibi tempore procuret facultatem, & Salvos conductus necessarios solitosque, quibus freta Ministros ad locum Tractatus destinatum tuto mittere possit, & nisi successivè, & de tempore in tempus communicet ea omnia, de quibus in dicto de Treugâ Paceque Tractatu agitur: neuter verò Conföderatorum in conclusionem prædictæ Pacis aut Treugæ consentire poterit, nisi Conföderato simul comprehenso, eodemque, si ita voluerit, restituo in possessione Ditionum, Terrarum, & Locorum, quin etiam omnium Jurium & Immunitatum, quibus ante Bellum utebatur, & gaudebat, tum etiam nisi obtentis & concessis suo Conföderato à communi Holte iis Juribus, Immunitatibus, Exemptionibus, & Prærogativis, quos sibi ipsi paciscent, nisi alter inter ipsos convenierit.

X. Quod verò omni meliori modo propiciatur, ne fincerum illud Serenissimorum Regum studium, ad stabilendam præ præsentem Tractatum inter ipsos, eorumque hinc inde Ditiones & Subditos, arctiorem Amicitiam & Unionem, cuicunque demum mutationi sit obnoxium, non solum conventum est haud licere tam Serenissimo Magnæ Britannie Regi, quam Serenissimo Regi Hispaniarum, ullam omnino Conventionem hinc contrahant deinceps inire, verum etiam nullum quidem Tractatum, nisi altero Conföderatorum, si ita voluerit, eodem comprehenso, & omnibus factis in tempore communicatis, ut de dicta comprehensione consilium suum decleat.

XI. Cumque præcipui hujusce Fœderis scopus sit, ut publica tranquillitas & restaurata Orbi Christiano Pax illæta & inviolata maneat, rogabitur Serenissimus Romanorum Imperator, ut & alii Reges, Principes, & Status rogabuntur, eas cum ambebus Fœderatis rationes & causis inire, quæ ad tam salubrem finem conducere maxime possunt, præsertim verò omnia opera hinc inde dabitur, ut Tractatus Neomagi nuper initus (quibus Orbi Christiano quies reddita est) in pleno vigore maneant & conserventur.

XII. Tractatus Pacis & Amicitie Anno 1667. inter Serenissimos Reges Madridi initus, itidemque alter Tractatus pro stabilendi inter Magnæ Britannicæ & Hispaniarum Regna, Pace &c. in America, Madridi pariter Anno 1670. initus, ut & alii omnes Tractatus & Pacta inter Serenissimos Reges conventa, in singulis eorum Articulis sincerè observabuntur, & tam Serenissimi Reges, quam eorum hinc inde subditi, omnibus rebus, quæ in eisdem contentæ sunt, quæ publicæ, quæ privatæ res præstant, liberè & cum effectu gaudebunt & fruentur.

XIII. Fœdus hoc usque ad 31. diem Mensis Augusti Anno 1693. durabit, & vigebit, & ante illius temporis decessum convenienter inter se dicti Serenissimi Reges de

ulteriori ejusdem in publicum commodum prorogatione, & intra duos Menses, à die subscriptionis numerandis hinc inde ratificabitur.

Actum in Arce Regiæ Windesforciensi decimo die Mensis Junii, Anno Domini 1680.

(L.S.) SUNDERLAND. (L.S.) DON PEDRO
DE RONQUILLO.
(L.S.) L. HYDE.
(L.S.) L. JENKINS.
(L.S. S. GODOLPHIN.

Articulus Separatus.

Conventum & conclusum est præsentis Articuli comparato, quod si DD. Ordinibus Generalibus Fœderatarum Belgii Provinciarum consilium vitumque fuerit, Copiarum numerum Articulis 4. & 7. Tractatus inter Regem Hispaniarum & Ipsos 30mo die Mensis Augusti Anno 1673. initus, memoratorum, classè seu viribus maritimis adaugere, Serenissimus Magnæ Britannicæ Rex pollicetur, se quoque præter Navium Bellicarum numerum Serenissimo Hispaniarum Regi in auxilium misurum præter Copias illas, de quibus 4. & 7. Articulis hujusce Tractatus mutuo conventum est.

Actum in Arce Regiæ Windesforciensi 10. die Mensis Junii Anno Domini 1680.

(L.S.) SUNDERLAND. (L.S.) DON PEDRO
DE RONQUILLO.
(L.S.) L. HYDE.
(L.S.) L. JENKINS.
(L.S.) GODOLOPHIN.

IV.

Verbond of Tractaat van Vriendschap, Navigatie Sept. en Commerce, tusschen Sultan MAHOMET de IV. Turksche Keiser en de Heeren Staten Generael der VEREENIGDE PROVINCIEN, gesloten tot Constantinopelen in September 1680. [Titre des Archives de L. H. P. les Etats Generaux des Provinces-Unies.

C'est-à-dire,

Capitulation ou Traité de bonne intelligence, de Navigation, & de Commerce, entre MAHOMET IV. Sultan & Empereur des Turcs & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, contenant les Privileges accordés à tous leurs Sujets & Habitans, pour leurs Personnes, Vaisseaux, & Marchandises également comme aux François & Anglois. Donné à Constantinople, au commencement des Mois de Ramadhan 1091.

Inden Name van den Hogen ende Alderverhevensten God, want het is recht ende behorelyk eerst synen Name aan te roepen.

NAdemael den tegenwoordigen aldergoedertiensten ende hoogsten Heere Koninck, mildadigsten, ende alderheyligsten geve, sonder eenige gelykenisse, suver in magt, ende van onrechtverdigheyd, wiens kragt van alle Eeuwighedy bestaet, ende goetghed tot alle Eeuwigheden sal duren, by ons byst, ende den alderheyligsten Son der Prophetie, ende van de gesternte het alder klarste reykten der Heerlykheyden van den Sodick, den Voorganger van het Heyr der Propheten, d'eerste der Heiligen, die op den rechten wegh gaen, beminde van God, Middeler der Sondaren in den dag des Oordeels, Muhamed Mustafa (op wien zy de rust

ANNO 1680 en Vreede van den hogst God) naer syne menichvuldige Miraculeuse Iegeningen, vrient van de uiverkorene syne oprichte navoelgers (het welbehagen der hohen God zy over haer allen, en alle Vrienden Gods, die by den rechten wegh blyven, ende heylige alle de Secreten van die geenen, die de reynigheiden en geluckzaligheyt befiten, tot den dach des Oordeels toe, met de heylige Zielen van hare medemackers) met ons is.

Esst naer volght de Teekeninge van den Kreyser, over een in een gouden Streif bevestigde dese Worden;

Sultaan Muhamed Ghan, Soon van Sultaen Ibrahim Ghan akyd Vermeerder.

Ben ik een Coning van de Magtigste Coningen, een van alle die heerschappyen voeren, een schenker der Croonen van de grootste Coningen die de hoogste Tronen befiten; Een verdelger van de ongelovige Keyserlyke luthoven, ende een verbreker van derleiver aldermagtigste huysen; schrickelke tot Water, ende te Lande, een Schaduw Gods op de valte Aerttryken, ende op de heylige plaatsen, misgaders een waersachtige volmaght van God op der Aerden. Dienaer van de heylighe en geluckigste Landen, en Steeden der gebenedeyde twee Tempelen, Beischermer ende Rechter van 't gebenedeyde Jerusalem, ende van 't hoogste Coninklyk Hoff, ende de heylighe Stad Constantinopolen, (benimt by alle Prinzen, ende bevyt zy van alle quaet) ende van het welbewaerde Adrianopolen, ende van het beischermede Brussa, van Griekenland, ende Temisour, ende van de Landen van Boffina, van Buda, van Segitwar, van Egri, van Kanser, van Semendra, van Belgraed, ende van Landchappen in Anatolia, van Caramanie, ende van geheel Arabien, van de suyvere Siplactie Damasco huys des Vreedes, ende van de onvergelykelyke ende voornaemste Stad Cairo, van 't geluckige Yemen, van Egipten, van Adem, ende delfels Landchappen, van Babibonen, van Bursa, van Lachia, van Suwackien, van Senan, van Aleppo, van Saladrie, van de Stad Soul, van Adena, van Tefes, van Adalia, van Selo, van Diarbeckir, van Caidir, ende van de Amadische Landen, van 't geheele Kiurdistan, van Kars, ende Arifoon, ende van Jurzufftan, van Caffa, van Inllewe, ende van de Quartieren der Tartarische Valeyen, van de Westeryke Landen, ende huysen des Oorloghs, Tunis, Tripoli, ende Algiers, misgaders derleiver Landen, van Transilvanien, Moldavien, Walachien, ende meer andere groote ende kleyne Steden, uyt de vyandtyke huysen door de schrickelke Magt ende kragt van onse Keyserlyke ende Coninklyke Majesteyt, met de hulpe van God, den Conink der overwinninge, omvat, overwonnen, ende tot ons getrokken. Keyser van alle aan een gebondene Ryken, Provinien, Zeen, ende Landen; Croondraeger van Verhevene valte Siplactie, ende een Rechvaardigh Keyser van de Witte ende Swarte Zeen, ende van koo veel Ryken, Eylanden, ende passagen, en van soo menichmaal honderd duysend Soldaten, misgaders een schryf-plaetie van Doorluchtighe gelaggen, een mode hulpende, ende handreikende Keyser, beguntigt met continueele Gratien van den waersachtige Muhammetaanische gelove, Sultaan Muhamed Ghan Soon van Sultaen Ibrahim Ghan, Soon van Sultaan Achmed Ghan, Soon van Sultaan Muhamed Ghan, Soon van Sultaan Murad Ghan, Soon van Sultaan Selim Ghan, Soon van Sultaan Soliman Ghan, Soon van Sultaan Bajazid Ghan, Soon van Sultaan Muhamed Ghanum, God den aldergoederteremsten Coninck zy haer genadich, Heere ende Patroon van het geluckige Paert der Monarchyen, aan onse omgrypende Cracht ende Macht bevestigt, synde alle de vier bewoonde gedeelten, ende seven Climaten des Werelts aan delfels hooft stuck allen verknoght, en door den rechvaardigen, groeten onvergelykelyken, ende indubitabelen Heere, uyt onsebare genaden, een Wyck ende toevlucht van Doorluchtighe Coningen, blyfder van de hooge geluckige Trone, ende valte Drumpl van voorspoet, ende eeuwige verblyf plaets van groote, geleerde, ende goede persoenagen voor desen. ten tyde dat het geluck was by onsen groot Vader Sultaan Achmed Ghan. Saliger, Bermhartiger, ende glorieuser Memorie, die in het binne van het Paradyf syn woonplaetie heeft, is van

wegen de voornaemste Grooten onder de Prinzen der Christelike Religie, Bemiddelars onder de Magtighe van den Gelove van Jesus, Belicthers van de negotien van alle de Nazareenische Natien, Patroonen van Onderdanen, eere, ende voorrigheyt, Heeren van Macht ende beleeftheid, de Generale Staten, ende Rechteren van hare onderdange Provincien, als Gederlandt, Hollandt, Zeelandt, Utrecht, Vrielandt, Overijssel, Groningen, ende Groningerlandt, en van soo veel onderwurpene Coninckryken in de Oost-Indische Landen (zy wiens eynde geluckig zy:) eenen brief verlegelt met sinceriteyt door den heeg Ed: van de Wetten des Meffias Cornelio Haga, haeren geloofwaardigen Ambassadeur (welckers minneligheyt altyd vermeerder:) aan sijne Majesteyt gekomen, ende derleive brief gelezen, ende gecamineert wende, behelide verfoek van oprechte Vriendichpeit ende genegentheyd met alle bodenckelike gedachten uyt het diepste des harten te houden, ende daer beneffens, dat sya Schepen van Vyandlijke Natien Turcke Slaven hebben gevonden, derleive met alle civilityt naer haere Landen hadden gesonden, dienvolgende, dat haer Schepen, en Volckeren, ook in eeniger tijden in onse beischermede Coninkrijken komende geringe meejte ofte quellinge moogten aangeden, ende derleive kerwijs onse hooge Troone met Frankrijk ende Engelandt vereenigt is, dat de Cooplyuden, Persoenen ende Draglyuden van de plaetien haer onderwurpen, in onse beischermede Rijken in ruft ende vrede met haer goederen komende, gaende, en handelende in conformiteit van de aan haer verleende Vriendelike ende Excellente Verbont-brief van sijne Majesteyt, ende delfels heylige gehoorsame bevelen, hebben de hooggedagen vriendelijc verloght het sive aan haeren kant meede moogte werden vergunt, ende alle het gene anders geschreven ende begeert was, by moode aan het hooge rustbedde vol geluk overgelevert ende bekent gemackt sijnde, is derleive begeerten ofte verfoek aangenomen, ende heeft haeren Ambassadeur t'angeliclyc geveven aan den Keyserlijken Stegel-reep, op dat den opgemelten Cornelio Haga, gelid de andere Ambassadeurs aan onse geluckige Trone den dienst van 't Ambassatichap soude exercereen, en geboden omme in de havens van onse beischermede Rycken Consul te stellen, en trielvier tijde met de hooggedage Heeren de Nederlandse Generale Staten, diegelijke geluckigen Verbont-brief, en Accoort, gepasseert wende, heeft den meergemelten Ambassadeur (zy wiens eynde voorspoedig zy:) derleive in onse rechvaardigen Divan gebracht, ende daer benevens verloght, dat ten respecte van de oprechte ende sinere Vriendichpeit by haer ende mijnen grooten Oorn Sultaan Murad Ghan, die in den Heere ruft, onderhouden, uyt deselve Verbont-brief eenige Articulen mogten werden gerooyt, ende de plaetien met andere Pointen ingevuit, soo heeft sijne Hoge Voorpoedige Majesteyt die minnelijke begerte buyten delfels schade, leer gieren ingewilligt, tot welken eynde in voregen voorz. alsdoen eenen nieuwe Keyserlijken Verbont-brief is vergunt; dewelke jegenwoordig by den uitteek ende onder de Grooten van den Gelove des Meffias Justinus Colyer Ordinaris aenwende Ambassadeur van hooggedagen Heeren Staten Generaal, aan mijn geluckige Trone geprefenteert wende, met verfoek, dat in de plaetie van deselve, achtervolgens d'oprechte Vriendichpeit ende suyvere genegentheyd met ons gehouden, eenen nieuwe Keyserlyke Verbont-brief mogte werden vergunt, is delfels verfoek volgens het oude Verbont, by onse voorspoedige Majesteyt in diervogten seer gaven aangenomen ende geprobecert, tot welken eynde wy nu by desen Keyserlijken verbontbrief sodanig hebben geordonneert.

I. Dat men van de Daeders ende het Gout waarmede de voorz: Nederlandische Cooplyuden komende gen handelen, en in onse beischermede Rijken fallen brengen, geen Toll fal mogen afnemen, ende dat de Beilerbey, Rechter, Tickdauers, Muntsmeesters, nogre de opdienders, haer dien aangeende enige quellinge fallen hebben antoonden, ofte haer enige moeyelikheden verooraken met te seggen; wy willen van uw Daeders Alsers slacen.

II. Ende soo eenige Nederlandische Cooplyuden haer in vyantighe Schepen komen r'inbarquieren, haere eygenen affaires doende, genomen werden, fallen deselve geen Slaven gemackt, nogre haer goet niet prys verclaert werden, met het leggen dat sy op een

ANNO 1680.

ANNO
1680.

vyandig Schip gevonden zijn, nademaal fy haere faken doende met de vuyfhyed der Roofſchepen niet bemoeven, ende daerom ſal haer goed niet genomen, nog fy tot geen Slaven gemaakt mogen werden.

III. Ende innegavale een Chriſten Schip met Vichale geladen uit myne beſchermden Ryk vaterde, genomen wend, ſoo ſullen evenwel de Nederlanders die daer in fouden mogen werden gevonden, met d'andere tot geen Slaven gemaakt werden.

IV. Ende gelijk de Franſe Keyſers van outs met onſe geluckige Trone in Vriendſchap bennen geweest, ende daer tegens nooyt iets hebben onder-nomen, is ten tijde van mijn Groot-Vader Sultaan Selim Ghan Saliger verloft, omme verboden goederen als Cartoenen, Cartoenen Gaten, ende Corteden te mogen kopen, ende daer toe uitgegeven wendeſe eene heylige ordre, is ten tijde van mijn Grootvader Sultaan Muhamed Ghan Saliger tot onderhouding van de oprechte Vriendſchap mede toegeſtaen aen haer voor haere gelden, Was, ende Huyden te geven, ſonder dat haer het ſelve mogte werden belet, is het ſelve in den Keyſerlyken verbond-briefſe geinſerced geworden, heeft hoogſt gedagden Sultaan Achmed Ghan, die in het licht rult, het ſelve mede geconfirmeert ende het gene voorſij, is van wegens de Nederlanders aan onſe geluckige Trone onder oprechte ende fuyvere Vriendſchap mede verſocht ſijnde, is het gemekte ook in ſijne geluckige tijden aan deſſelvs verheven rult-beide te kennen gegeven, ende daer op alle haer Vriendelyke begeerten voor gret geaprobeert wendeſe, is haer toegelaten omme voor haer geld, gelijk aan de Franſchen, Cartoenen, Cartoenen Gaten, Corduonen. Was ende Huyden werden gegeven, ende niemant het ſelve mogende be-letten, nog ſij daer mede bemoeven, is tot achtervolgens eene Keyſerlyke Licentie uitgegeven, ende het voorſchrevene in heren verbontbriefſe verklaert ſtaende, het bovenſtaande in voegen als hier voren, nogmaels geconfirmeert.

V. Ende ſoo ſy door contrarie weder niet naer haer Land, ofte deſe quarteren konnende gaen, ofte komen, ſullen ſy in de haven van myne beſchermden Ryken mogen in lopen, kopende, ende verkopende, in haere particuliere affaires niet mogen werden gemoleſteert.

VI. Ende ſoo tuſſchen de Nederlanders queſtie ontſtont, dat daer door verſchillen van Doodlagen, ende Moorden werden veroorſaekt, ſoo ſullen die ſaken door hare Ambaſſadeurs, ende de Confuſſen (ag-tervolgens haere Wetten, ende Coſtuymen;) geſien ende gedeceideert werden; ſonder dat de Rechters ofte Gouverneurs haer eeniger maten daer mede ſullen mogen bemoeven.

VII. Ende ſoo ymant ietwets heeft te pretenderen van de Confuſſen, die geſelt ſyn wegens de affaires der Cooplyuden, ſullen deſelve Confuſſen daer over niet mogen gevangen, nogte hare huyden verſegete werden, maar die Rechters-pieginge tegens de Confuſſen ende Draglyuden ſullen voor myne geluckige Trone gehoort werden.

VIII. Ende ſoo tegens de Articulen in deſen gemet van te voren, ofte hier naer Commandementen quamen te verſchynen, ſal men aan deſelve altoos geen gehoor geven, maar deſelvice Articulen volgen den inhoud van den Verbont-briefſe ſtand doen blyven.

IX. Ende ſoo een onderſaet van de Nederlanden quame te ſterven, ſullen ſijne goederen ende effecten tegens den teneur van mynen Verbont-briefſe by de Reſden met het ſeggen, dat het goederen ſonder eigeners ſijn, ofte onder andere pretexten, niet moge-ben te bemoeven.

X. Ende alle heylige bevelen die aan de Nederlandſche Naſte werden gegeven, ſullen ten profyte, ende voordeel van de voorſij. Naſte in kragtge-vermen werden ingeſet, op dat de Curateurs, ofte die van den Gerechte, van haer Recht der Curateelen niet mogen aſteycken.

XI. De Ambaſſadeurs ende Confuſſen ſullen volgens het onſe gebruyk haer laten bedien van foodanige perſoenen tot Tolken, ende Janitars, als haer beſcheyen ende wel gevallen ſal, ſonder dat niemant van de Janitars, ofte andere die ſy in haren dienſt niet bezegen, met haren dienſt ſullen bemoeven.

XII. Ende in de huyſen van hare Woonſteden,

voor haer, ende haer Volck genoegſaemlyk moſt perſende, ende daer van Wyn makende ſal niemant haer het ſelve mogen beletten, waer over de Slavi-ge Janitars, ofte andere ſy fy wie ſy wil, ofte ſoude mogen ſijn, van haer niet ſullen mogen pre-tenderen, ofte met geweld daer over eenig ongeluk aendoen.

XIII. Ende van de goederen die de Cooplyuden met permiffie van de hoogedagten uit haere Landen voeren, ende weder daer nae toebrengen, ſoo wel in Aleppo, Alexandrien, ende andere plaetſen, ſal drien van het honderd voor Tol werden betaeld, ende geen meer; ende ſullen haere Coopmanſchappen niet boven de vierde mogen werden geſteimert.

XIV. Ende alderhande loorte van Cooplyuden r'ij Nederlanden, ofte van wat andere Naſien deſelvice fouden mogen ſijn, ſullen gehouden ſijn van alle foodanige goederen als deſelvice op Nederlandſche Schepen laden, ende daer mede bekomen ende verſenden, van waer het ſelve ſoude mogen ſijn (daer Tol vol-gens gebruyk van genomen werd) het Ambaſſiet ende de Confuſſen-Recht, dat by de Staten Generaal van de Nederlanden, daer toe door Ulanſe veronlonners is, aan haer Ambaſſadeur, ende Confuſſen hebben te betalen; waer tegens niemant ſig ſal mogen oppoſeren.

XV. Ende van de goederen die ſy uit haere Schepen loſſen, ſullen ſy aleenlyk den Toll hebben te betalen, maar van de effecten die daer in blyven, omme tot Conſtantinopolen ofte eenige andere Havens te brengen, ſal men geen Tol mogen af vorderen. Ende het brengen van deſelvice naer een andere plaetſ, ſal haer niet belet werden; Ende de nieuwe Impoſitie van Caſſabie, Reſt, Baz, ende Jaſakulli, ſal by haer niet werden betaeld.

XVI. Ende als hare Schepen vertrekken, ſal men daer van geen meer als drie honderd Alpers voor Salemetry ofte Aneoraggie-Gelt mogen af eſycken.

XVII. De Rovers van Algiers in de Nederlandſche Havens lopende, ſal haer Cortſie werden aangedaen, ook Cruyt, Loot, Seylen, ende andere Oor-logt beſoefen (van noden hebbende) werden ge-given; Dog innegavale die Rovers Nederlandſche Cooplyuden komen te ontmoeten, ſullen ſy de ſelve tot geen Slaven maken, nogte hare goederen niet mogen conſequeren, ofte verſpreiden, want die ſaekte tegens myne ſouvraine wille is; ende ſoo eenige van de Nederlandſche Onderſaeten in diervoegen tot Slaven wierden gemaakt, ſullen ſy verlost, ende deſelvice effecten aan haer wedergegeven werden.

XVIII. Ende by alden deſelvice Corſairen eenige quade feyten bedryven, ſullen de hooggemelde het ſelve by Miſſive ons te kennen geven, ende die Gouverneur in welkers tyd het ſal geſchieden, ſal daer over aſgeſet, ende de geconſequerde goederen ende effecten by hem vergoet ende de Slaven die ſy gemaakt ſullen hebben, bevryt werden; ende ſoo ſy mynne heylige bevelen niet komen te obedieren, ſoo ſullen deſelvice Rovers naer de Nederlanden gaende, binnen haere Caſteelen mede niet worden ontlaſſen, ende waer 't ſehoon, dat ſy haer qualyk traetorden, ſoo ſal daer door aan dit Verbont geen inbreuk ge-given werden; ſullende de klagen, ende lamentationen in deſen by ons voor aangenaem aangenomen werden.

XIX. Ende aan alle de Prinſen der Prinſen, Rechters, Prinſen, ende Tollentaren van de Havens in myne beſchermden Coninkryken, ſullen de bevelen van myne heereyckheyd werden toegeſonden, omme te weten, dat dit ons Hoogmaghtig gebod in deſer manieren is uitgegeven, dat ſoo lange van wegen de hooggemelten, deſe Capitulen van Verbont in fuyvere opregte Vriendſchap, gelijk het behoort, werden onderhouden, ſoo ſal van deſen kant ook aan hare effecten ende goederen, nochte Coopmanſchappen, met deſelvice Gallioenen, ofte andere Schepen, ook mede derſelver inhebbent Volck, mitgaders goederen ende koopmanſchappen te Water, ofte te Lande niet haer laſt-beſten komende, geene de minſte moleſtie werden aangedaen; ende men ſal haer, in hare affaires ende winſten laſen bewerden.

XX. Ende alle de Slaven die tot nu toe in onſe beſchermden Coninkryken werden gevonden, ſullen vry-gelaten werden, ende haeren Pryz ſal men niet van de Nederlanders, maar van die geneen, die deſelvice genomen hebben, aſteycken.

XXI.

ANNO
1680.

ANNO XXI. Ende foo de Inwoonders van Nederlant met
1680. licentie, van de Turcke Schepen Vicalie' kopen ende
daer mede naar haere Landen gaende, ende niet naer
die van de Vyanden (naet den ontfang) Turcke
Schepen incoortreuen, fulen haer Schepen niet ge-
potten, nogte haer inhebbende Volckeren tot geen
Slaven gemaekt mogen werden, ende diegelyke sla-
ven van de Nederlande vindende, fulen met de rellitue
van haer goet wederomme in Vryheyd werden
geleest.

XXII. Ende foo de kooplyden van Vyandlyke
Natiën in de Nederlandische Schepen Coopmanfchap-
pen komen te laden, fulen deselve onder present, dat
het Vyandlyk goedertien fijn, de minste moleftien niet wet-
den aangedien, ende foo fy nae onse beſchermede Ry-
ken, ofte andere plaetfen in haten Coophandel ko-
men, ofte van daer gaen, by occasie van ongelucky
in Slaveryn quamen te vervallen, diegelyke fulen ver-
loft werden.

XXIII. Welke voorz. Schepen in onse beſchermede
Ryken, onder Vreede ende ſeekerheit komende,
ende gaende, op Zee door Storm beniuwt werdende,
fal het Volk van onse particuliere Schepen, foo wel
als andere, in cas van nootdakeykheit, haer alle no-
dige hulpe verreyken, ende haer voor deſelfe geld met
enig Vicalie willende voorſien, fal niemant het ſelve
mogen beleeten, nogte haer daer over eenige moleftien
aan doen.

XXIV. De Nederlandische Kooplyden, Dragelyden,
ende andere Perſonen, die te Water ofte te Lande in onse
beſchermede Ryken komen handelen, ende negotie-
ren, naet dat fy volgen gewoonte ende gebruyk d'im-
poſten hebben betaald, tulen in 't komen ende gaen,
van de Zeevarende Schippers, ende Capiteynen der
Schepen ofte Galeyen, ofte andere, nogte van 't Crygs-
Volk niet gemoleſteert werden, nogte de Rechters
fulen haer enige overlaſt ofte verhanderinge mogen
aan doen; ende fy, haer Volk, goet, ofte laſt-beleeten
fulen geene hot minſte leet onderwerpen ſijn.

XXV. Ende ingevallende haere Schepen van een over-
harde Wind, door de Zee aan 't Land wienende geſmeten,
fulen de Princen, Rechters ende andere, haer alle
mogelyke hulpe doen, ende alle de geberghde effecten,
ende Coopmanſchappen aan haer wederom conſigneren,
ſonder dat de Ficaſi haer daer mede fulen mogen be-
moeien.

XXVI. Ende foo ymant van de Nederlanders
verſchult worde, fal ſijn ſchuld van den ſchuldner
geeyft, en genomen werden, maer ymant anders daer
voor geen borg begeben zynde, fal daer over niet aan-
getuſt, of den ſchult van hem geeyft werden.

XXVII. Ende ingevallende ymant quame te ſterven,
fulen alle ſyne goederen ende effecten aan die geenen, die
hy by Teſtament tot erfgaemſen ſal hebben verklaert,
worden gegeven; ende ſonder uytterſte wille komende
overlyden, fulen deſelve goederen ende effecten,
mer goetvinden van den Ambaſſadeur ofte de Conſuls,
aan ſijn Compagnon werden geconſigniert, waer inne
niemant anders igh ſal hebben te ſteeken.

XXVIII. Ende foo de onderwerpene ingefetenen
Nederlandiſche Kooplyden, Conſuls ende Dragelyden
in onse beſchermede Ryken, wegens Handel, Coopman-
ſchap, borgtocht, ofte andere rechtsvorderinge voor-
valende, voor den Rechter gaende, omme deſelve te
doen regiltreeren, ofte daer van Hogiet nemen, ende
daer naet dien gaende queſtie ontſtende, fal men
het Hogiet, ende het Regiltreer nae ſien, ende ingevolge
van deſelver inhouden contentieren; Edog van deſe
twee geene vindende, ende dat fy evenwel door ymant
tot 't Gerecht geroepen wieden, omme iets van bier
te bekomen, fulen ſodanige recht-pleginge niet mo-
gen werden aangehoort, mer reſpecte dat van geen Re-
chters Hogiet werd veruont, nochte in het Regiltreer
niet aangekeent en werd bevonden, want tegens de
heyligen Rechten ſal niemant ongelucky werden aange-
daen.

XXIX. Ende foo ymant van deſelve verſchult was,
ende door quade actien ſig quame te abſenteren, foo
ſal niemant die voor hem geen borg begeben is
daer voor werden aangeſt.

XXX. Ende foo eenige Perſonen met valahey
ofte bedroch mochte ſeggen, ghy hebt ons geſloekt
ofte geſloet, omme haer daer mede eenigh geld
af te perſen, fulen haer klagen niet mogen werden
gehoort, nogte onder dat pretext, tegens het heylige

Recht haer eenige moleftien mogen aandoen, maer
men ſal diegelyke ſaken vernietigen.

XXXI. Ende ſoo na deſen d'Underdanen van Ne-
derlandt in Slaveryn verſeiden, ende by deſelver Am-
baſſadeur ofte Conſuls geeycht wieden, ende be-
leeten werd, van haer Land te ſijn, ſal men deſelve
na ſig nemen ende aan de Nederlanders geven.

XXXII. Van de Onderdanen der ſelver die in onse
beſchermede Ryken wonen, hy zy getrouwt ofte on-
getrouwt, Negotie dryvende, ſal geen Garaz gevor-
det werden; gelyk mede de Conſuls ende Dragelyden,
in dienſt van de Ambaſſadeur ſijn, van Garaz,
Caſſibie, ende andere Keyſerlyke beſtwienlieden, vol-
gens oud gebruyk, vry ende except fulen ſijn.

XXXIII. Ende foo ſyn in Cairo, Alexandrien, Aleppo,
Tripoli di Soria, in de Scalen van Sada, Cipro, ende
in 't Weſterlyke Algiers, Tunis, Tripoli, ook in Mo-
rea, Smirna, Scio, ende andere Havens van myne
beſchermede Ryken, haere Conſuls doen veranderen,
ende in deſelver plaetſe, tot dien dienſt andere be-
quame perſonen verordonneren, ende derwaerts ſen-
den, ſal niemant haer het ſelve mogen beleeten.

XXXIV. Ende regens het begetren der Kooplyden
ſal niemant haer eenige waeren op willende dringen,
dieſwegen genige force mogen aandoen.

XXXV. Ende foo ymant met een Nederlander
verſchilt is hebbende, voor den Rechter gaet, ende
den Nederlandiſchen Drageman daer by niet preit
wefende, ſal den Rechter ſijne pretentie niet mogen
aanhoren, dog by alden ſake van nootdringende
gewigte is, foo ſal men hem ophouden, tot dat den
Drageman komt, mit dat ook de Nederlanders, mer
het ſeggen, onſen Drageman is nietpreſent, geene uit-
vlagen fulen hebben te ſoeken, dat de ſake daer door
opgehouden werd.

XXXVI. Ende foo de Roof-Schepen ofte Roey-
barken ymant van de Nederlanders tot Slaven ge-
maekt, ende naer Grieken-Landt ofte Aſien gevoert
hadden, ende hem alderſt komen te verkopen, foo
ſal daer nae ſteke onderſoeking geſchieden, ende
diegelyke in wiens handen deſelve werden gevonden,
fulen vry ſijn; ende ſoo den voorz. Slaef Turcx ge-
worden waere, ſal ſijn Patoot te kennen moeten ge-
ven, van wie hy hem heeft gekregen, ende ſal ſijn
Geld by den Verkoper werden gereſtueert, ende die
geenen daer by hy gevonden ſal ſijn, ſal hem vry
moeten maken, ende los laten lieten gaen.

XXXVII. De Schepen, Galeyen ofte Armaden
uit myne beſchermede Ryken in Zee ſteekende, al-
daer Nederlandiſche Schepen ontmoeten, fulen milkan-
deren Vrindſchap bewyſen, ſonder den anderen ge-
nige ſchade ofte verlies aan te doen; ende ſoo fy in
Zee ofte in de Havens geene preſenten met hore vrye
wille begeten te geven, foo ſal men haer nogtans geen
Scheeps Gereſtueert, ofte goet, nogte jongens, ofte
eenige andere lieden met geweld ofte force mogen af-
nemen, ofte haer daerom eenige overlaſt nogte queſſing
aan doen.

XXXVIII. Ende alle het geene in de vergunde
Keyſerlyke Verbont-Brieven van Frankryk, ende En-
gelande is roegelaen, beneffens alle ſaken ſoo wel
te regarde van goedertien als anders, wert nogmaels
op het Recht van de Nederlanders geconſirmiert;
ende invoegen als het ſelve by die Keyſerlyke Ver-
bonteniffen is verſeent, ſal het ſelve ſoo wel in 't re-
gularde van Coopmanſchappen als andere affaires even
gelyk ſijn eſteck hebben, ende deſe myne heere Key-
ſerlyken Verbont-brief, ende heylige Wet ſal niemant
reſtueeren, ofte haer daer over eenige moeyten mo-
gen aandoen.

XXXIX. Haere Gallioenen ende Schepen gereet
leggende om te vertrekken, eens in Conſtantinopel,
ende andermaal voor de Calceen van de Dardanelen
beſocht wefende, fulen mogen weggaan, ende regens
myne Keyſerlyken Verbont-brief in Galipoli niet ge-
vireet werden, veel min ſal men haer om die oor-
ſake eenigh Geld afnemen, nogte in eeniger wyſe
leer aandoen.

XL. Haere Gallioenen ende Schepen die in de Ha-
vens van onse beſchermede Ryken Coopmanſchappen
hden, ende daer van den volſten Tol beſocht heb-
bende, ſal niemant, omme van haer Geld af te perſen,
mogen vultieren, ofte onder dat pretext moeytyheden
aandoen.

XLI. Ende in Aleppo ofte andere onſer beſcherme-
de

ANNO
1680.

ANNO 1680. de Rycken Syd, ofte andere waeren kopende, naer dat sy den Toll daer van fullen hebben betaelt, met haere Schepen tot Ciprus, ofte in andere Havens komende, aldaer eenige Koopmanfchappen uit loffen, niet om te verkoopen, maar omme deelve door nootfackelykheid in een ander Schip te laden, ofte wel om voor eenige dagen in een Magazyn te leggen, fal niemant, om dat sy haere goederen geloof hebben, haer eenige moeyelikheden andoen, nogte onder dat pretent eenig Geld afnemen, ende tegens desen mynen Verbont-brief fullen de Rechters, nogte Justiciers, ofte andere Keyferlyke Officiëren geene de minste overlast andoen.

XLII. De Gallioenen ende Schepen van de Nederlandfche Onderdanen fullen in Cipro ofte andere Havens van onse beichermde Ryken, voor haer Geld foo veel foot als het haer belieft, mogen kopen, tot foodraghen Prys, als de Turken dat volghen den zyst feils aannemen; ende het felve ladende, fal niemant haer daer over eenig moeyelikheden mogen andoen, noch meer als den ordinariften Prys van haer mogen afnemen.

XLIII. Ende gelyk de Schepen in het Eylant Ciprus tot ballast foot inneten, overmits het felve foot niet in van fullen waerdigheyd als ander, ende voor yder Karre daer van maer komen te betalen een en 't feventig Afpers; foo fullen de Nederlandfche Gallioenen, ende Schepen daer komende, ende van dat foot kopende, ende lat felve in haere Schepen in plaats van ballast ladende, ook volghen 't out gebruik voor een en 't feventig Afpers, ende geen meer, yder Karre kunnen kopen, om dese fake fullen de Rechters, nogte de Tollenaers, ofte andere Keyferlyke Officiëren haer geene de minste molestie mogen andoen.

XLIV. Ende in onse beichermde Ryken, Loot, Tin, Yfer, Stael, ende andere Cameryen brengende, fal niemant haer daer over eenige molestie andoen, ende gelyk in mynen Keyferlyken Verbont brief gefchreven is, fal daer van maer drie ten honderd voor Toll werden genomen, fonder meer te mogen pretenderen, ofte dat onder dat pretext van Toll haer eenige verdere ongelegenheden fal werden aangedaen.

XLV. Ende foo in de Gallioenen ende Schepen van de Nederlanders tot Damata, Alexandria, ofte andere Havens, by de Turcken, met haere vrye wille Koopmanfchappen, ofte goederen werden geladen, omme na Conftantinopolen ofte andere onse beichermde Ryken te brengen, fal niemant mogen beletten; ende om dat deelve in Nederlandfche Schepen geladen fijn, fal men daer van geen meer als andere Turcken gewoon fijn voor Toll te betalen, mogen afnemen.

XLVI. Haere Gallioenen ende Schepen in wat Havens dat deelve fouden mogen wefen, haeren vollen Toll, ingevolge van den Keyferlyken Verbont-brief betalende, fullen genige dienften mogen werden opgedrongen.

XLVII. Ende foo ymant van haere Coopluyden met Koopmanfchappen komende, Turcx wierde, fullen de goederen, ende Contanten, die hy van de Coopluyden van fijn Land heeft gekregen, met kenniffe van den Ambaffadeur, ofte de Confuls hem afgenomen, ende aan fijne Repræfentanten gegeven werden, omme deelve haere eygenzets toe te fenden, fonder dat ymans Recht op hem blyve, waer tegen de Justiciers, Rechters, ofte yemant anders haer niet fullen mogen oppoferen.

XLVIII. Ende foo ymant tegens de Heylige Rechten, aan een Nederlander feyde, ghy zyt Turcx geworden, om hem daer mede eenig Geld af te perfen, ofte moeyelikheden nae te doen, dat fal niet valideren, maer foo hy voor een Draegman, met fijne vrye wille komt te fignen, ik ben Turcx geworden, dat is feer wel, dog tot de komfte van den Draegman toe, fal niemant hem mogen molefteren, ende fy fullen haeren Draegman fonder wyffel daer by doen kumen.

XLIX. De inkomende goederen van de Gallioenen ofte Schepen der Nederlandfche Onderdanen by de Effimateurs die in den Toll fijn (omme te fappazzeeren) boven de waende geelmeest vorende, foo fal den Toll foo veel de felve komt te importceeren, goederen moeten aannemen, ende geen Gelt mogen vordere.

L. Ende foo haere Gallioenen ofte Schepen uitoepende omme te verchten, met die geenen die geen

Vreede met onse geluckige Trone en hebben, ende ANNO 1680. flande, de Schepen van haere Vyanden komen te nemen, in wat Plaete, en Havens, ofte Porten van onse beichermde Ryken fy daer mede 't met haere vrye wille) fullen in lofen, ofte door Sium intukmen, fal niemant haer eenige moeyte mogen andoen, ende aldaer alle nootfackelyke provisie voor haer Gelt mogen kopen, fonder dat ymant dat fal beletten.

LI. Ende foo de Onderdanen van de Nederlandfche Plaetfen in ruft ende vrede Jentulden wils in beighten, fullen in 't gaen, ende komen geen molestie aangedaen werden, ende de Prietfers van de Kerke, (Kamame genaemt) ofte andere, fullen onder pretext van te leggen, gy zyt van de Luterienfche Religie, haer geene moeyte ofte ongelijk mogen andoen; maer ter contrarie de nootfackelyke plaetfen laeten beighten.

LII. Haere Gallioenen ofte Schepen in onse beichermde Ryken komende, fullen te lueren, ende beichermat werden, ende in ruft en vrede wederomme mogen weg gaen.

LIII. Ende innegevalle haere goederen, ofte Koopmanfchappen mogten verftrooyt ofte gefloten wefen, fal men om haer verloren goet ofte Volk weder te vinden, ende voor den dag te brengen, alle mogelyke devouten, en naerftigheden aanwenden, ende fal den handaliger van dat werk, hy fy wie hy wil, naar fyne verdienfte werden gelraift.

LIV. Ende van derfcliver Ambaffadeurs, Confuls Draghuydens, ofte haer Volcxk kleecken, Eet-ende Drink-waeren, die fy met haere penningen doen kumen, fal men altoos geen Toll, Barz, Relt, nogte Caffie-Gelt mogen eytichen, fullende de Gouverneurs, Commandeurs, Admiralen, myne Slaven, Rechters, Officiërs, Tollenaers, Lant-ende Zee-Capiteynen, ook Vrywillige, mitgaders alle het Volk van myne beichermde Ryken, diefe oprache ende fincere Verbont-brief met fijne intentie doen achtervolghen, fonder iets daer tegens in te willeghen, fodanig dat die geene, die tegens ons hoog magtig gebod lig fal oppoferen, voor fchelmfche, ende ongehoofame benden fullen werden gehouden, ende fonder tyd ofte wyffel aan haer te geven, naer merite, ande ten exempel werden gelraift.

L.V. De Nederlandfche Coopluyden, ofte ander Volk, met haere gekogte goederen negotieerende nae Trapifonda, Caffa ofte andere Plaetfen in de Swarte Zee, ofte Havens van onse beichermde Ryken brengende, ofte van daer over Land door den Revier Ten, na Hafack, Molcovien, ende de Ruffifche Landen willende gaen, ende van die Quartieren wederom in onse beichermde Ryken Koopmanfchappen brengen, omme te handelen, fal die Negocie haer niet mogen werden verboden, ende van haere goederen geen meer (in gevolge ende conform dese Verbont-brief) als drie ten hondeid voor Toll mogen werden genomen.

LVI. Ende foo haere Schepen door contrarie Wind per Conftantinopolen komende in Caffa, ofte de Plaetfen daer omtrent quamen te vervallen, ofte met haere vrye wille daer nae toe gingen, ende volghen haere Intentie haere Wten niet konden verkoopen, fal niemant deelve Goederen met gevvel moegen loffen, ofte nae fign nemmen, nogte de Gallioenen, ofte Schepen, die in die Quartieren komen, geene molestie mogen andoen, ende in de vreesgrige ofte periculoufe Plaetfen fullen de Regenten haere Schepen, ende derfcliver inhebbende Volckeren, en Koopmanfchappen beichermen, ende fooding doen bewaren, dat haer geene Schade nogte Verlies over en kumen, ende haere nootfackelyke Provise van de Plaetfen daer deelve gevonden werd, met beuighinge van Vrindfchap, voor haer Gelt doen hebben, ende foo fy tot de Ladinge van haere Goederen, Karre, ofte 't ucx Vaertuig begeerden te huuren (foo deelve te voren niet genomen fyn) fal niemant dat mogen beletten; ende van de Goederen die fy van die Quartieren naar Conftantinopolen brengen; foo fy deelve om te verkoopen onderwegen niet en loffen, fal, tot datfe in Conftantinopolen komen, geen Toll werden genomen, maer alhier gearriveert fynde, fal van haere ge-lofte effecten Toll genomen werden, ende haer in ruft en vrede laeten negotieeren, maer van de onge-lofte Waren fal geen Toll genomen werden; Edog in Conftantinopolen fal van deelve Koopmanfchappen geene meer als drie ten hondert werden gevordert, in con-

ANNO 1680. conformit von die Verbond. Ende soo lange sy met oprege suyerheyd des gemoeu huer Woord stant doen houden / so neme ik ook hare Vriendschap aan belovende , ende sweerende by den Alderhoogsten Goederdien van God, die Hemel ende Aerde geschapen heeft, vol van oneyndelyke Genade, ende buyen de welcke geen anderen en is, en by de heylige Zielen van myne fouveraine alder-Doorluchtigste Grootvaders, die den hogen God in syne ewigwe Glorie wil verlijen, dat van onsen kant tegen dit Verbond, een Verdrag, ofte tegen dese Verleninge nien sal werden gesaden; toe welken eynde dese myne geluckige Keyserlyke Verbontbrief, met syne heylige Inhouden sal werden onderhouden, dat een yder soo voor waeragge moet weten, ende aan dit heylige teeken Geloof geven; Geschreven in den beginne van de heylige Maent Ramadan Anno 1091. In onse bechermdt verbyst-Plaetse Constantinopolen.

V.

22. Oa. Reces zwischen Ihrer Kaiserlichen Majestät Leopold und Ihr Churfürstlichen Durchleucht in Bayern Maximilian Emanuel / durch die darzu benannte Commissarios mit und neben des Herrn Grafen von Preysing Johann Franzens als mit-interessirten / Gewalthabers / bis auf aller-und gnädigste Ratification geschlossen / wodurch die zwischen der Herrschaft Kuffstein und der Herrschaft Aichau wegen der Widmarchen und Confinen / Heben und Niedern Obrigkeiten und andern Recht-und Gerechtigkeiten entstandene Spänn und Irrungen geschlichtet und benaget werden. Kuffstein den 21. Octobr. 1680. [Die de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Impériale.]

Cest-à-dire;

Recis conclu, sub Spe Ratificationis, entre les Commissaires de LEOPOLD Empereur des Romains & ceux de MAXIMILIEN EMANUEL Electeur de Baviere, avec l'intervention d'un Mandataire de JEAN FRANÇOIS Comte de Preysing comme interessé dans l'Affaire, par lequel toutes les Différens survenus au sujet des Droits, Jurisdictions & Limites des Seigneuries de Kuffstein & d'Aichau sont accordés & terminés. A Kuffstein le 21. d'Octobre 1680.

Zu wissen / als sich nach deme in Anno 1670. zwischen dem Alderdurchleuchtigen Großmächtigen und unüberwindlichen Fürsten und Herrn Herrn Leopold des Heiligen Römischen Kaiser / zu Hungarn und Böheim König / Erzhertog zu Österreich / Herzogen zu Burgund / Grafen Graffen zu Tyrol und Görz an einem / dann dem Durchleuchtigen Fürsten und Herrn Herrn Ferdinand Maria in Obern und Niedern Bayern / auch der Oberrhein Pfalz Herzogen / Pfalz-Graffen bey Rhein / des Heiligen Römischen Reichs Erbtzuchts / und Churfürsten / Landgraffen zu Leuchtenberg / Hochseligen Andenkens / am andern Theil wegen der Greniken beider dero Fürstenthumb Tyrol und Bayern aufgerichteten Haubt-Vertrags / auch wiederliche Spän und Irrungen zwischen der Herrschaft Kuffstein und der Herrschaft Aichau / so wohl der land Widmarchen und Confinen / auch der Heben und Niedern Obrigkeiten / als der beiderseitigen darum geschessenen unterhanen habender Bahn und Waldr: Plumb / besuch / solchfelliger / und anderer Recht-und Gerechtigkeiten halber eraignet und jugetragen; indeme die

TOM. VII. PART. II.

terentwegen noch in Anno 1541. und 1555. aufgerichtete Vertrag ein und andern Theils in ansehung der stand aussehungen und interpretet werden wollen / und nun obaltersichig-gehörte Keyserliche Majestät / wie auch der Durchleuchtigste Fürst und Herr Herr Maximilian Emanuel in Obern und Niedern Bayern auch der Oberrhein Pfalz Herzog / Pfalz-Graff bey Rhein / des Heiligen Römischen Reichs Erbtzuchts / und Churfürst / Landgraff zu Leuchtenberg u. u. auf inßahng und unterschieden Anhalten und Bitten Seiner Churfürstlichen Durchleucht landtlassen / des Hochwohlgebornen Herrn Herrn Maximilian Johann Franzens als des Heiligen Römischen Reichs Grafen von Preysing / Herzogen auff alten Preysing / in Obern und Niedern Bayern / auch der Fürstlichen Hochsitzes Freising Erbschenden / Herrn der Herrschaft Aichau / Grammisch / Eßlbuben / Farnach und Stollenberg / der Churfürstlichen Durchleucht in Bayern Cammer-Rath und Obristen Hofmarschallens / dann Gemeiner Hochlöblichen landtschaft in Bayern mit-Verordneten Oberlandes für gut angesehen und sich gnädigst entschlossen / folgende Differentien in der Güte beyliegen lassen / zu welchem Ende auch dero oberortliche Räte und Commissarii an die Eprenigkeits-Orth abwesenden und dahin jubemaltigen / nicht allein das erforderlichen Zugewöhn bierüber einzunemen / die etwa abkomme Warungen an die alte verglichene Orth zu setzen / die schadhafte repariren / jumahlen / wo Noth / auch noch andere neue Untermarkungen an gelegenen Orthn auffrichten / oder legen zu lassen / so wohl die sich darby erignete Difficultäten / als zwischen beiderseitigen unterhanen erhobene Differentien / auff aller und gnädigste Ratification von seiten Ihrer Kaiserlichen Majestät dero Rath und D. D. Reichs Vice-Camlers auch D. D. Hoff-Cammer-Rath / Herrn Johann Peter Dader von Paderstich zu Steinreng / des Heiligen Römischen Reichs Rats / und Herrn Johann Paris von Westphalen / Pfandbesitzers der Herrschaft Aichau / durch den am 2ten / 1ten parte Churfürstlichen Durchleucht aber dero respective Hoff-und Visitation / und Hoffcammer Eprenigste Räte / Herrn Wolfgang von Schmeper / und Herrn Johann Paul Willaver / hien zu pro Commissariis angesehen worden / welche dann mit Zugewöhn gewisser beiderseitigen Raths- und nachgehenden Obristen / absonderlich obgedachten Grafen von Preysing / und dessen darby verordnet Herrschaftlichen Interelle wegen hierzu abgethanen Gewalthabers Johann Ertzen Pfaltz / V. Licentiam der Churfürstlichen Durchleucht in Bayern Rath und Verwaltern der Herrschaft Aichau / auch verschiednen unterhanen / sei ad loca controversa in mehrmalen dogben / die Beschaffenheit der streitigen Gemarkten stüßig considerirt / nach dem Buchstabilichen Inhalt der obangezogenen beider Verträgen gehalten und errogen / auch darüber andere dienliche Dogben die gehörigste Information eingenommen / darauf hin theils abkomme Markstein gesetzt / theils deren repariren / theils neue auffrichten lassen / mit welchem gewisser noch zu setzen habender Untermarken halber sich veremparet / jumahlen nach gehaltenen unterschiednen Conferenzen auf dero aller-und gnädigste Herrn Principalen und Committenten aller-und gnädigste Ratification, nachfolgender massen verglichen.

Membrichen und bieweil nach Aufweis des Vertrags de anno 1555. der also genannte Berg Prentenstein für ein Haubt-Gränz-marc verglichen worden / heruff / auch darauf hin damals ein dreyerger land-Gränz-marc-Caulen / so die dero Herrschaften und Erbsitz Kuffstein / Markmarchen und Aichau von einander geschiedt / aufgerichtete / die aber demalthen schickhaft befunden worden / als hat man in Weisheit der heutz auf beschriebenen Chur-Vertrages Weanden der Herrschaften und Pfleg-Gränzen Markmarchen und Aichau an dreyerger neue land-Gränz-Caulen an die alte Stollwogender Gestalten aufgericht / dass das Prentenstein eingekaupte Bayern aus dem Mittelpunct stüßte Mark-Caulen zwischen der Ruckelsburg und daran liggenden Alben war / wie auch der Alben seinem / hingegen den Gering Keyser genant auf 123. 1/2er Mirtz / das Chur-Vertrages hinad auf das Dorff Cambank auf 4. 1/2er Mirtz / und das Graflich Preysingser gegen der Alben Oker-Kaiser / auf 9. 1/2er gegen mirtz-Nacht samst eingekaupte Jahr-Zahl 1679. gegen stur / und ist zu weiserer Markmarch ober dem Prentenstein Bayern der Buchstab K. die Herrschaft Kuffstein / auf dem Chur-Vertrages der Buchstab M. das Pfleg-Gräfle Markmarchen

ANNO 1680. sein und auf den Gräflsch-Präussischen der Buchstab A. die Herrschaft und das Gräflsch-Arkow bedeutend eingehant worden.

Von bannen geht nach obig abgemelten abgetheilten Vertrag de anno 1555. das weitere Land-Grämlsch-Arkow sein und gehen grab auf 51. Uhr gegen West herab über den Vießberg und durch den West-Weid auf die Alten Kienpach zu / dem abgehend derselben stehenden anderen Land-Grämlsch-Arkow / welcher auf eine von rothen Marbelen aufgeschalteten dreieckigen Säulen und darin die Jahrszahl 1555. eingehant ist und zeigt das Tyrolische Wapen dem Berg Compais nach / auf 27. Uhr gegen West / das Chur-Weysische auf 6. Uhr morgen / und das alte Freybergsche auf 10. Uhr gegen West / nach und dem Landen-Bach zu / jumbelst aber die Land-Grämlsch-Arkow / Säulen in etwas schräghaft / als hat man sich allersitz dahin verglichen / daß mit Eckigkeit / der jumbelst dem Præsenten und diesem also genannter Kiensteinen veranlaßt seym einige Unterwartung / auch dießelbe reparirt werden sollen.

Von bicken andern Marbelen ist das weitere Marck durch die Alten Kienpach der jegen lichen nach / hin auf bis auf die mit dem Gräflsch / allwo jumbelst den bicken hiesigen gegen / Westen / an fast bis jumbelst / ein neuer Marbelen mit eingehanten beiden Kiensteinen Tyrolischen und Weysische / dann das Gräflsch-Präussischen Wapen sammt der Jahrszahl 1679. solcher Gestalt zu sein vercompirt worden / daß das Tyrolische gegen der Alten Kienpach / das Weysische gegen Arkow / und das Präussische gegen den Seegrang in jegen thun sollen.

Und obwar nach obig nicht angeregten Vertrags de anno 1547. von bicken das weiche Marck der Seegrang beruhen wird / jumbelst aber in denselbigen Thailen nichts exprimirt ob die gerade Lini von diesem zu sein gegogen / oder nie viel mehr von einem zu dem andern das Marck / der Berg-Weid nach / genohmen werden solle. Als ist die einkent- und respective Vergeltung dahin und der Gestalt beschien / daß von erst beuenden Seckig bis auf den Seckstein die lichen / allwo massen sich jumbelst befinden / den gegen und schick geschickt nach herab bis an der Kiensteinen unter / Säulen / und von dar die gerade Lini hin / bis auf die höchste Höhe des Secksteins das rechte Land-Grämlsch- und Gräflsch-Arkow / auch zu mehrerer richtigstellung einige unter- oder mittel-marchen an beuendenden Orthem mit Einbauung der Buchstaben K. und A. die Herrschaft und Land-Grämlsch-Kienstein / auch die Herrschaft und Land-Grämlsch-Arkow / sammt der Jahrszahl 1679. gesetzt werden sollen / doch denen dabei mit Ruhn und Weid / Plumb / besuch / und holschick beuendenden Unterthanen an jren dinst-Orthig habenden Recht und Grædigkeit / nach / Zufuhr der hies unter einfallenden General-Reservatori-Clausul / unmaß / theilig.

Insolchen soll auf den höchsten Kopf des erst- obigen Secksteins ein vorgesetzter Marbelen mit beider Land-Grämlsch / und den Gräflsch-Präussischen Wapen / benn das Kaiserliche Tyrolische gegen Kienstein / das Chur-Weysische gegen der Herrschaft und Gräflsch-Arkow / und das Gräflsch-Präussische gegen den nach darunter ausser des Secksteins Gebirg-Zeuan stehenden Marbelen mit der Jahrszahl 1679. jegen thun / gesetzt werden.

Von diesem gleich Gestalt der geraden Lini nach auf 7. Uhr gegen Mitternacht / zu necht ausser des Secksteins Gebirg-Zeuan hat man sich abemahlen eines neuen Marbelen verglichen / und ist derselbe der gestaltens gesetzt worden / daß das Tyrolische Wapen gegen des Secksteins Gut und Wärdere / das Weysische gegen den Seegrang / und das Gräflsch-Präussische auf 7. Uhr gegen Mitternacht / in den hernachfolgenden Marbelen beyen Pödel zu jumb / jegen thun.

Von bannen wiederum der geraden Lini nach auf 7. Uhr gegen Mitternacht / jumbelst zu der Landstassen und bicken Pödel zu jumb / allwo hin gleich gesetzt ein neuer dreieckiger schwarz Marbelen mit dinst-Grämlsch-Stein / jumbelst verglichen / und als würdlich gesetzt worden / daß das Tyrolische Wapen auf 7. Uhr Mitternacht / das Chur-Weysische gegen Seewärdere und den jumbelst sein auf 10. Uhr gegen Mitternacht / das Gräflsch-Präussische aber gegen den Seckstein auf 7. Uhr gegen Mittag in jegen thun.

Und wenn dann fernter die angeregte Vertrag de anno 1547. abemahlen an sich deutlich nicht begreiffet / wie von dem Pödel zu jumb / oder auch den Pödel zu ein Marck zu den andern aneinander der geraden Lini

ni nach / oder auf andere Weis genohmen werden solle. ANNO 1680.

So hat man sich weiters und künftiger besserer Anstalt willst dahin verglichen / daß von erst-abgetheilten dreieckigen dreieckigen schwarzen Marbelen Land-Grämlsch-Arkow gleichfalls der geraden Lini nach / etwas schräghaft / hinauf auf 11. Uhr gegen Mitternacht / die auf des Tyrolischen Secksteins gegen unten jumbelst gegen Seegrang / ein neuer Marbelen sammt der Jahrszahl 1679. auf sol die Weis gesetzt werden solle / daß das Tyrolische gegen Kienstein / das Chur-Weysische gegen Seegrang und Arkow / und das Gräflsch-Präussische Wapen gegen den Wärdere Gut zu jegen thun. Allwohin / weilen dermalen kein solcher Landstassen sich der Seck stein / ein Pödel aben / gestalt / und das nach daran stehende Secksteins mit einen eingehanten Kreuz gemerct worden.

Von dar wiederum hinauf zu des Oben Secksteins Oben Pödel / auch der geraden Lini nach auf neuen Uhr gegen Mitternacht / allwo ebenemahlen ein neuer Marbelen mit ost-oberer Jahrszahl und Wapen auf solchen Formb gesetzt werden / daß das Kaiserliche Tyrolische gegen den Gut zu jumbelst / das Chur-Weysische gegen den Seegrang / und das Gräflsch-Präussische gegen den Wärdere-Gut / die gerade Lini nach / auf 10. Uhr gegen Mitternacht zu jegen und sich befinden thun.

Und obwar / volgende nach laut oft angeregten Vertrags de anno 1547. das ferne Marck mit den beuendenden Secksteins Herrschaft jumbelst here / so ist doch auch gewisse vorkommenden Ursachen / die weitere Abwehr und Vergeltung dahin beschien / daß von erst jumbelst sein gestalt Marbelen zu Annehmen der geraden Lini nach auf 10. Uhr gegen Mitternacht / nach / ausser sin des Secksteins Haus in des unteren Weid / gleich an den Zaun / wiederum ein dreieckiger Marbelen gesetzt werden / an welchen das Kaiserliche Tyrolische Wapen gegen der Gräflsch-Stein / das Chur-Weysische gegen den grünen Weid / und das Gräflsch-Präussische gegen der Neidman in jegen thun.

Nach dem aber der so gegengenen geraden Lini einige in die Secksteins Secksteinsberger Gut und Secksteins Gut gehörige Grund und Boden in das Chur-Weysische Territorium und respective in das Arkow-Gebiet / und es aber eine gleichmäßige Benennung mit den Geraden Secksteins und so genannten Grämlsch-Arkow Gut als so und der gestalt hat / daß auch gewisse in selbige gehörige Grund in das Tyrolische Territorium eingemacht werden / so ist fernter bedacht / und verglichen / daß die Secksteinsberger Gut in ein und andern Secksteins sich beuendender der jumbelst und Mitternacht-Grämlsch / es jegen Inventuren / Einfall / Vertrag / Wärdere / Kienstein / Weis / oder wie sich auf ein und andern jumbelst die Handlung beuend und jumbelst möchte / fernter jumbelst aufgenohmen / jedes Ortho Dristzeiten jumbelst und jumbelst auch nach jumbelst Secksteins Secksteins sich auf die / als rechte Perimenter dinst gehörige Boden und jumbelst Grund / auch jegen und jumbelst jumbelst verhandeln sin sollen / als vnt aber die auf solchen in das ein oder Territorium durch die Secksteins genommenen Grunden sich in das künftige jumbelst jumbelst / es jumbelst jumbelst der jumbelst und Mitternacht Jurisdiction anheim / anbelangen / solle es jumbelst der gestalt gehalten werden / daß dießelbe durch jumbelst Dristzeiten in dem Territorio oder Gebiet / jumbelst selbige sich erziegn / abgemerct / gestalt und gestaltend werden / und als in allen übrigen Fällen durch die ansehnliche Secksteins Grämlsch Benennung alle jumbelst Mitternacht Dristzeiten jumbelst einander gestaltend / und verglichen sin sollen / jedoch nach / Andeutung der hiesigen annojsten General-Reservatori Clausul.

Von diesem jumbelst jumbelst neuer verglichen Marbelen solle auch der geraden Lini nach das weitere Marck gehen auf die höchste Höhe des jumbelst Steins / allwo an gelegenen Orthem einiges Kreuz sammt bicken Buchstaben T. B. K. und A. auch der Jahrszahl 1679. ein jumbelst / und von selbigen den grab und auch aller jumbelst nach / hin bis zu Ende der Alten stein / und in Anfang der Alten stein / allwo wiederum ein neuer Marbelen gesetzt / oder also stöben an Grämlsch-Stein an gelegenen Orth / mit Expansum beuend / Land-Grämlsch Tyrolische und Weysen / dann das Gräflsch-Präussische Wapen / sammt der Jahrszahl 1679. eingehant werden solle.

Von bannen durch und aber jumbelst Alben jumbelst auf 2. Uhr gegen Mittag / sein und fernter grab in den Marbelen auf der Zaun zu Clausul / allwo sich jumbelst

ANNO 1680. Imar v. vizegetz. Marekzin / so aber auffin mit den
Zerkerischen und Freyherzogen / dieses samter der
Jahrzahl 1554. bequindt / das Chur-Beyrerz / aber gar
nicht eingehantr bequindt thut / dahere die bequindte Ver-
anlassung dahin bequindt / dasz erlich an plan des Be-
stereffen / das gewandene Verrellit / an 5. Uhr gegn
Nacht zogen thut / das das Chur-Beyrerz gegn
nach grundten landwardt Wirt / so auf 11. Uhr gegn
Mitternacht zueigt / und an plan des Freyherzigen das
Grajnd-Prangung / an 5. Uhr gegn Worgen einge-
hant werden solten.

Folgte von diesem jetzt besetzten Markstein auf 117. Jahr gegen Mühlbach abermalen sein und seiner Gemahlin durch die Alten Clauten zu vorgedachten Landmark auf dem Wärb, welches etwas höher und erlauchter eintritt, und das Trölleise an fast des demahlen sich alda befindenden unsichtbaren Delfterseisen Wappens einzuhaben / auch das Chur-Versteisse alda ebenmalen mehrmals befändlich gesehen. Des gleichen das Gräblich-Prangisse an fast des Freyberges einzuhaben sein wird.

So haben auch dieken alle neun einjündigen habenden Landmark widerinander sein und seinre gar; jedoch einen freyde durch die abtzen jetz bestirndten Alben-Clausen himal jetz der Xoten liden/ allzins sich dato jetz drey Landmark = Saulen geflanbt/ unter diesen hieuerigen Wertheil alle benandt/ anjete aber auch allerfirts freyde erbedenken liden/ janzlich aufzuheben und den dreyen Landmarken zu dem dreyen Landmarken zu eigen Landmark-Saulen mit der Jehrzahl 1679. folcher Gestalt geset worden/ haß das Trostliche Karpen von Jundunten folcher Saulen gegen der Alben Wertheil und den Trudempach auf 21. jhr gegen Abend das Chur-Wertheil gegen der Hohen Alben/ auf 10. jhr gegen Winternach/ und das Graften-Preilshaus gegen der Alben Alben/ auf 6. jhr Wertheil/ beschieden an jete gegen den dreyen Landmarken janzlich gar abtzen jetz jehrsach auf 10. jhr gegen Winternach und rechte inders Winternach Mark beschieden liden.

Wermie dann die sammentliche land- und Gräniz auch respective Gerichts-Markungen der Kayserlichen Tyrolischen Herrschafft und land-gerichts Kurfürsten gegen der in Churbayrischen Territorio gelegenen Herrschafft und Gericht Tschann vereinbart / aufgesetzte und verhängen / auch respective beide Einmüthe alzirte Gräniz-Vertrag de anno 1541. und 1555. declarirt und erläutert.

Sin übrigen aber es bey demselben und in allen andern darin enthaltenen und nicht immutirten Punkten sich gänzlich und ungetrübtes Verbleiben haben / so die Öffnungen aus beiderley darnach eingericht. und respective veränderet / zuwahrn die solcher Gestalt neu gekleidet so wohl Zahlverdräng. und Verdräng-Wartungen / als die noch in verglichen beyvortheiliche Wirtschafft / bezeichnen man sich auf fünfzigste frühe Jahr einer gewissen Zusammennehmung in voreinander und derenemgen mit einander in correspondenz hat / dahin gleichfalls zu veränder. sein sollen.

Jede dieser gesammten Erörterungen des Vertrags de anno 1541, und die respective verglichene neue Gränz- und Gerichts-Verordnung, welcher beiden Landes-Ärztlichen Hofrathen in ander Theil an Ihren jüdischen und hebräischen Landes-Ärztlichen Dristgen und Regalen (Ewern, Rissen und dergleichen a Jure Territori dependenten Gerichtsherrn) noch auch beiden Land- und Hof-Ärztlichen Ruffen und Äthsam an ihren herabgeordneten Sachbarren, Jüdischen und andere Gerichtigen oder ungerichten Jurben, wie auch sonst an jedweden hiezu specific mit beinauen, seine Redt- und Gerichts-Äthsam an Blum- und Blau-Blum, beid- oder beidseitig, auch andern dergleichen Gerichtsamen per excellen, verschalten sein und verbliden.

und dann allen alle und jede dieser Land-Gemein-
 dalen zu wissen geben als: und hochwürdigsten Land-
 fürstlichen Herrschaften, aus dem Zinhaber der Herr-
 schaft und Herrschaft Hsaw aufstehen und abwechsel-
 te (Epen) und Gemeinen angesetzt, auf hingelien für
 und verbleiben, umwunden die alle Despuungen nach dem
 Inhalt stämmigerer neuer Veränderung eingerichtet, daß
 die alle hier eingehen in sich anders verzeichnen neu
 erneuerten Punkten: mit hin die alle absetze-
 te Land-Gemein und Gerecht-3-Malr mein reinesmal
 und die alle Gerecht-3-Malr die Gemeinen der Gemeinen
 Gemeinen und Gemeinen der Gemeinen der Gemeinen
 oder absetzen nicht hierin ansetzen und benannt werden
 möge, in der Oede Egdal übergeben und be-
 TOM. VII. PART. II.

fichtiger / die befndliche geringe Menge auf leichten Un-
 kosten reparirt / verbessert / die grösste aber / sonderlich
 an denen Haupt-Gracht-märgen an seine allerfällige ge-
 horte berichtigt / wie mit weniger über den Erfund und
 Verrichtung der Ersten und gleicher Beschale / wo hin es
 sich gehühre / alle Beschaffenheit berichtigt hinterbrachte
 werden.

ANNO 1680.

Zu Urkund und mehrerer Bestätigung dessen alles haben Eingangsbenante Commissarii mit und neben dem Gräplich-Preussingsischen Gemalhaber und Varnalter zu Achaw / die auf anlangende aller- und gnädigste Ration, gegenwertigen Recesß eigenhändig unterschrieben / und mit den angehörigen Adelichen und gewöhnlichen Puschafften gefertigt / So beschien zu Kueslein den an und zwanzigsten Tag Monats Octobris im ein tausend sechshundert und achtzigsten Jahr.

(L.S.)

(L.S.)

VI.

Protestation Churfürst Johann Georg II. Dec:
des III. zu Sachsen/ wieder einige/ in
dem/ zwischen der Herrn Warten/ in-
gen/ und seinen Deren Brüdern Anno
1657. aufgerichteten Hauß-Vergleich/
begriffene Puncta, und vornehmlich/
wegen der Appellation, Juris Belli &
Pacis, Publication der Landes-Ordn-
nungen/ und anderer vom Jure publi-
mi Territorii dependirenden Gerech-
tsamen/ übergeben der versamlten
Landtschafft-Deputirten zu Weissen.
Geben auff Schloß Ortenburg zu
Windsien den 3. Decembris 1680. [LU-
NIC, Teutsches Reichs Archiv. Part.
Spec. Continuat. II. Absatz II. pag.
630.]

C'est-à-dire,

Profession de JEAN GEORGE III. Elécteur de Saxe contre certains Chefs compris dans l'Accord General Héreditaire conclu par l'Elécteur JEAN GEORGE II. son Pere, avec ses Freres l'an 1657. au sujet des Appels, du Droit de la Guerre & de la Paix, de la Publication des Loix du Pais, & de divers autres Droits qui appartiennent à la Supériorité Territoriale, délivrée aux Députés Provinciaux assemblés à Meissen. Fait au Château de Ortenbourg à Bnaissin le 22. Decembre 1680.

[illegible]

ANNO
1680.

Nachst hergebrachten Juri Primogenituræ, und Provinz-
ni Majorum, ja öfters unserm Chur-Fürstl. hohen Res-
pect ganz zu wieder ertheilt; die von höchstgedacht un-
sern Herrn Vaters Gnaden, und dessen Politischer be-
dingene so genannte Reservata entweder gänzlich in
Zweifel gezogen; oder doch dergestalt eingeschränkt und
limitirt worden, weilen / daß selbige hindurch ganz unnuß
und unbedeutend genöthet, / auch einige freckbarliche
Effect davon (tünzlich weiter nicht zu verführen) sein
wird; / Gehalt denn nicht unbekant, was in puncto
Appellationis, beyrn Jure Belli & Pacis, mit Publica-
tion der abgefaßten Ordnungen in Policz- und Kirchen-
Sachen / und andern vom Jure sublimi Territorii &
Superioritatis, auch der landes-Fürstl. hohen Rath-
mässigkeit dependencie hohen Gerichtsamen vorgegan-
gen.

Unermassen wie nun noch zur Zeit von höchsten
Groß-Väterlichen Testament / und freundschaftlichen
Haupt-Vergleich gütlichen abzuweichen / oder beydes
auszuweichen nicht gemeinet; Also sind wir auch / the
und davor man sich unter einander nothdürftig vernommen /
und einst gewissen vereinigt / und dadurch denen hiesi-
gen / wieviel unsehrtheils ohne Noth genöthet dubis
gründlich abgeloßten / so daß ungenöthet nicht gebohen;
Jammern wie diese dannerbey unsern Herrn Vatern
Id. Id. Id. vernommen / und verstanden in copia begri-
ffet; / zu dergleichen abgesetzter Schreiben / zu erkennen
zu geben / und diese alle mit gungsauner Protection
zu vermahnen / genöthet worden / haben auch ferner der
Nothdurft zu sein erachtet / dieses alles unserer getreuen
Landtschaft von Vaterschaft und Städten / wissend zu
machen / auch unser hierunter tragende gnädige Inten-
tion und Gemüthe / Verlegung in Gnaden zu erkennen zu
geben / und die allertieff ergangne Protection auch ge-
hen die anwesende Deputirten von Vaterschaft und
Städten / als welche vorthe das ganze Corpus einer
getreuen Landtschaft repræsentiren / wiederfahren zu las-
sen.

Und lassen diesem nach gegen Sie / Kraft dieses /
hiermit ausdrücklich protestiren / daß / wenn gleich ein
oder das andere / woraus quocunque modo eine Agnitio
oder Approbatio nicht beruhen; Groß-Väterlichen Te-
stament / und freundschaftlichen Haupt-Vergleich / er-
wungen und geschlossen worden / sind; / entweder zu un-
sern / oder unsern Herrn Vatern Id. Id. Id. Seiten / o-
der auch bey der getreuen Landtschaft mit unserer Einwil-
ligung vorgehen möchte / so daß jedermann nicht dahin an-
gen / verstanden oder gedoutet sein soll. Unmüßel
oder wollen wir vor uns das Jus sublimi Territorii &
Superioritatis und die landes-Fürstliche hohe Weismä-
ssigkeit ausdrücklich in Kraft dieses bekennen / eine gesun-
te getreue Landtschaft / und insbesondere die unter unsere
Herrn Vatern Id. Id. Id. hiesigen angehörende Unterthan-
en / ihrer dergleichen obliegenden schweren Pflicht gegen
uns / alles Ernstes erinnert und anermahnet haben / daß
sie sich derselben allemalben gemäß erzeigen / auch dar-
wieder in keine Wege handeln sollen; Wie wir dann fer-
ner unsere Herrn Vaters / Herzog Johann Adolphs Id.
Unterthanen ausdrücklich vermahnen / daß / the und be-
vor wegen der vorstehenden Erbhabung ein gewisses ab-
gekauft und geschlossen / sie selbige / bey Vermeidung
unserer Ungehe / nicht leisten sollen.

Alldieweil wir auch die etwa ergangne Veräußerung
und Ubergabe der Ederischen Landtschaft in denen
Verträgen der Ambter Weissenfels / Freyburg / Dö-
litz / Bitterfeld und Jöbich / und was sonst derglei-
chen / oder in andern Dingen vorgegangen / durchaus
nicht und keine Wege billigen / und vor gehen halten
können; So wir auch getreuen Landtschaft auch sol-
ches hiermit kund geben / insbesondere denen Weis-
senfelschen und Freyburgischen Schrifft-Gassen / so in
ferner Pflicht nicht einzulassen / nachdrücklich unter-
setzt.

Wie wir nun unsere Bestimmung halber uns dergleichen
zu vermahnen vor nöthig erachtet; Also haben wir diese Pro-
tection vor die Hand genommen / mit Unterschrift und
Eigelt vollzogen / durch unsern geheimen Rath und Kanz-
ler / Heinrich Gebhardten von Wiltz / zu Würdendörff
/ zu den wir hiesig absonderlich bevolmächtigt; / vor de-
nen zu Weissenfels verordneten Landtschaft-Deputirten über-
geben; und daß durch einen dorzu erschedten Notarium
ein Instrument zu copia nöthig habender Bezeugung
aufgerichtet worden möge / Verlegung gehen; / So ge-
hehen auf unserm Schloß Ortenburg zu Rudolff / den
20 / 30. Decembris, 1680.

(L. S.) Johann Georg, Chur-Fürst.

VII.

ANNO
1681.

*Instrumentum Pacis ad viginti annos prorogata, inter
Sacram Cesarum Regiamque Majestatem LEOPOL-
DUM, & MEHEMETIV. Han Turca-
rum Sultanum. Anno Constaninopoli Anno 1681.
[Tirée de la Chancellerie Imperiale Aulique de
Guerre.]*

Postquam Serenissimus, Potentissimus atque In-
vincibilis Princeps se, Dominus, Dominus
Dominus LEOPOLDUS Dei gratia Electus
Romanorum semper Augustus, Hungarie, Bohemie,
Dalmatie, Croatiae & Slavoniae Rex, Archi-Dux
Austrie, Dux Burgundiae, Syriæ, Carinthiae, Carniole
& Wirtemberge, Superioris & Inferioris Silesie, Mar-
chio Moraviae, utriusque Lusacie, Landgravius Alsatiae,
Comes Tyrolis & Goritiae, Dominus meus Clemen-
tissimus, ad Serenissimum & Potentissimum Principem
se, Dominum Sultan Mehemet Han, Turcarum
Asiae & Graeciae Imperatorem, me Residentem suum
Georgium Christophorum de Kunitz, mutuae Amicitiae
& Vicinitatis ergo & simul prolongandae Pacis, Au-
thoritate & Plenipotencia instructum Residentem be-
nignissime ablegavit, atque ex termino prioris Rati-
ficationis non nisi tres anni superesset, ideo alii viginti
anni adjuncti sunt, ut à dato praesentium Pacis hujus
ab utraque Parte stabiliti sint anni viginti tres. Cum
Excellentissimus Dominus suus meus Vezirius et sua ab-
soluta Plenipotencia, Sigillo proprio & Subscriptione man-
uum Instrumentum horum Tractatum juxta consue-
tudinem in Lingua Turcica mihi Caesare Residenti
tradidit; Ego vicissim pro more veteri Latino Idio-
mare Instrumentum horum Tractatum sua Articulo-
rum sequentes Sigillo & Subscriptione meae roboratum,
ad Ratificationem tamen Augustissimi Imperatoris Do-
mini mei Clementissimi, praedicti Excellentissimo Do-
mino Vezirio exhibui.

I. Quandocumque contra Pacem Anno millesimo Sex-
centesimo sexagesimo quarto in Castra Turcica
ad Pagum Vasvar locatis conclusum injuria tempo-
rum multae res contigerunt, quae Rempublicam tur-
bare possent, necessarium est, ut dicta Pax de no-
vo roboretur, & ad rectam viam reducat. Itaque
haec sancta Pax ad Vasvar conclusa & stabilita salva
permaneat, atque terminata alii viginti anni duret &
observetur.

II. Pagi qui contra Pacificationem impediti sunt
solutione Tributorum, legitimis Dominis suis juxta cen-
sum antiquum solvant absque impedimento; qui verò
clam ex metu aut vi & coacte deditioni sunt facti,
liberentur, & non amplius molestentur.

III. Quia per totam Hungariam à Subditis Tribu-
tum Turcis pendens contra illorum Superiores,
quibus Tributum solvere coguntur, multae lamen-
tationes inferuntur, quod nimis ad prestanda Tribu-
ta insolita ipsos compellant, idcirco conclusum est,
ut impofterum ab auctione Tributi abstant, census
Pagorum non augeat, & si auctur, rursus diminuat,
sine solutione, ante Bellum Turcicum confusa,
contenti maneant, & injurias atque calamitates tollant.

IV. Ut Arces invadere & occupare, nec clam, nec
palam, nec aliquis practica sit licitum, neque tentando
illas sub quovis praetextu occupare, nec ab illis parte
homines in Captivitate ducere, nec receptaculum
aut foveam dare malis hominibus, maxime Rebelli-
bus aut Inimicis virtutis Caesaris.

V. Ut Arces in suis antiquis locis licet cuilibet Parti
reparare & fortificare, de novo autem Castra & Cas-
tella aedificare, haud liceat.

VI. Ut duo Comitatus Sacrae Caesaris Majestatis
Zathmar & Zaboch, prout etiam ceteri Comitatus
Regni & Province Suae Majestatis cum suis Statibus,
Subditis, Civitatibus, Arcibus, Palatki & Pagi,
ceterisque omnibus Appartinentiis in specie, liberis Hay-
donibus ad Suam Majestatem Caesarem ab antiquo
spectantibus, cum illorum Oppidis & Castellis nullo
modo, & sub nullo penitus praetextu molestentur à Tur-
cis, vel ipsismet Transilvanis, sive ab illorum Principe,
aut à quovis alio, Tributis aut Contributionibus, sub-
lata omni tali Praetensione, quae hactenus fuit, & im-
pofterum nil amplius petatur, tollaturque omnis im-
munitas

ANNO usque contra hunc Articulum facta subjugatio, & impo-
 1681. sterum strictè observetur.

VII. Omnia in Transylvania in antiquo tranquillo
 statu permanent, & quando Principatum vacare con-
 tingerit, ut Status Transylvanie, secundum illorum an-
 tiquas Imperiales Capitulationes libere Principem inter
 se eligere possint, & fruantur omnimode antiqua Li-
 bertate, Prærogativa & Jurisdictionibus.

VIII. Tandem cum Experientia docuerit, quod
 Principes Transylvanie per hostiles & finitimas actiones
 mutuum amborum Potentissimorum Imperatorum
 concordiam sæpius interrompere attentaverint, quin
 contra ipsos Potentissimos Imperatores excusationes &
 injuncta Alima movere præsumerint, utique Serenissi-
 mus Imperator ferèd cunabit, ut ad Pacis vinculum eò
 firmius necedendum, omnis future disceptationis occa-
 sione præcedatur, dicti Principes polypolis quibuscum-
 que insolentia, in quiete vivant, & Loca sua, præ-
 fertim vero Castella & Comitatus Hungarie Superi-
 orior, signanter supra nominatus Zathmar & Zabolch
 imperturbatos, & ab omni gravamine liberos relin-
 quant.

IX. Religiosi, Jesuitæ, Monachi & Sacerdotes Re-
 ligiosis Catholicæ Romanæ, qui in Locis Turcici
 habitant, non assurgent neque verabuntur injuste, sed
 conservabuntur, juxta Capitulationes & Decreta Portæ
 obstenta, neque permittent ut sint molestati.

X. Omnes & lingule ad sanctam Pacem spectantes
 Conclusiones, earumque Articuli, videlicet Situatores
 kienties, Vienneuses, Comaronies, Giarmathienies,
 Stronies, Constantinopolitani & Valsuities, qui
 antehac facti & conclusi sunt, jamque aliter additi &
 renovati non sunt, in omnibus partibus, clausulis &
 punctis permanent, sanctæque & inviolabiliter utrinque
 observentur.

XI. Conclusum est, ut hæc alima Pax in solatium
 Subditorum & publicum gaudium per solemnes Le-
 gationes & Diplomata confirmetur, & afferret utrius-
 que Potentissimi Imperatoris Legati in signum Amicitie
 reciproca spontanea & æquivalentia munera, si que
 permuatio Legatorum juxta morem hæctenus observa-
 tum in loco & modo conclusio.

Super his undecim Articulis duo ejusdem Instrumen-
 ti Pacis Idiomate Latino & Turcico confecta, atque
 à dictis Plenipotentariis inter se subscripta, Signis
 corroborata, & secundum consuecudinem permuati
 sunt, ita ut Latium in manibus dicti Illustrissimi &
 Excellentissimi supremi Vezirii manserit, Turcicum ve-
 ro dicto Domino Residenti traditum, & ad Aulam
 Cæsaream transmissum est.

VIII.

28. Avril. *Acte de Foi & Hommage rendu au Roi de France*
 FRANCE LOUIS XIV. par le Comte de LINANGE
 ET LI pour les Terres & Seigneuries de Stadelck & de
 NANGE. Landsberg, faisant partie de la Comté de Veldens,
 relevant de l'Eglise de Verdun. Du vingt-huitième
 Avril 1681. [FREDER. LEONARD. TOM.
 VI.]

*Extraits des Registres de la Chambre Royale
 établie à Metz.*

Ce jour Emich Comte de Linange, tant pour
 lui que pour Elizabeth Chrétienne Princesse
 Palatine de Deux-Ponts son Epouse; Jean Phi-
 lippe Comte d'Illembourg & de Badingue, & Charlot-
 te Amelie aussi Princesse de Deux-Ponts son Epouse:
 Se sont présentés à la Chambre, en execution de la
 Declaration du Roi du dix-septième Octobre dernier,
 & publication d'icelle, par Thierry Cajot fondé de
 Procuration spéciale, lequel entré en ladite Chambre
 sans bandier, ceinture, épée ni éperons, précédé du
 Greffier & du premier Huissier, le seroit approché de
 Monsieur Bazin, Conseiller du Roi en ses Conseils,
 Maître des Requêtes ordinaire de son Hostel, Inten-
 dant de la Justice, Police & Finance en la Généralité
 de Metz, l'un des Commissaires de ladite Chambre,
 & y Présenté; étant à genoux sur un carreau, les
 mains jointes, lecture faite du Memoire par lui don-
 né; contenant à quel Titre ils possèdent leurs Fiefs,
 à sçavoir pour eux leurs foy & hommage dûs à Sa Ma-

jesté à raison des Terres & Seigneuries de Stadelck &
 de Landsberg, faisant partie du Comté de Veldens,
 relevant de l'Eglise de Verdun: Sur lesquelles Terres
 & Seigneuries les deniers dotaux desdites Dames font
 assignez, à promiss foy, loyauté & service à Sadite
 Majesté envers & contre tous, & se comporter com-
 me bons & fideles Vassaux, lesquels font tenus faire
 envers leur Souverain Seigneur; auxquels foy, hom-
 mage & serment de fidelité, ils ont esté receus sous
 le droit du Roi & l'autry, à la charge de donner en
 la Chambre leur aveu & dénombrement dans quaran-
 te jours suivant l'Ordonnance, de payer les Droits &
 Devoirs à Sa Majesté, si aucuns d'us, dont a esté
 octroyé Acte. Fait à Metz en la Chambre Royale,
 le 28. Avril 1681.

Collationné, & signé.

TAONIER.

L OUIS par la Grace de Dieu Roi de France
 & de Navarre: Au Juge Royal de Stierck ou
 son Lieutenant, Substitut de nostre Procureur
 General, Receveurs des Domaines, ou leurs
 Commis, Salut. Sçavoir faisons, à la relation de nos
 amez & feaux les Commissaires de la Chambre Royale,
 par Nous établie en nostre Ville de Metz, que
 nostre bon amé Emich Comte de Linange, tant
 pour luy que pour Elizabeth Chrétienne Princesse Pa-
 latine de Deux-Ponts son Epouse; Jean Philippe Com-
 te d'Illembourg & de Badingue, & Charlotte Amelie
 aussi Princesse de Deux-Ponts son Epouse, ont cepor-
 d'hui fait en nostre dite Chambre, en execution de nostre
 Declaration du dix-septième Octobre dernier, par
 Thierry Cajot, fondé de Procuration spéciale, les foy
 & hommage qu'ils estoient tenus nous rendre; à raison
 des Terres & Seigneuries de Stadelck & de Landsberg,
 faisant partie du Comté de Veldens, relevant de l'E-
 glise de Verdun, sur lesquelles Terres & Seigneuries
 les deniers dotaux desdites Dames font assignez, icelles
 mouvans de Nous; auxquels foy, hommage & ser-
 ment de fidelité, lesdits Sieurs Comtes de Linange &
 d'Illembourg, & les Dames leurs Epouses ont esté re-
 ceus, comme il paroit par l'Acte cy-attaché sous le
 contrescel de nostre Chancellerie, aux charges ordina-
 res, & de donner leur aveu & dénombrement dans
 quarante jours suivant l'Ordonnance. Si mandons &
 ordonnons à chacun de vous en droit foy, comme à
 luy appartiendra, que si pour cause desdits foy & hom-
 mage non faits, ou autres empêchemens, lesdites Ter-
 res & Seigneuries sont ou estoient mises en nostre
 main, ou autrement empêchées, vous mettiez ou fas-
 siez mettre incontinent & sans délai par provision, les-
 dits Sieurs Comtes de Linange & d'Illembourg, & les
 Dames leurs Epouses, en pleine & entiere jouissance,
 & des honneurs, Droits, Fruits, Profits, & Revenus
 d'icelles, comme ils en ont joui ou des jouir cy-de-
 vant, pourveu que dans les quarante jours portez par
 l'Ordonnance, ils baillent en nostre dite Chambre leur
 aveu & dénombrement en bonne & dûc forme, &
 fassent & payent les autres devoirs & droits, si aucuns
 sont dûs, & qu'il n'y ait aucune chose contre nos
 Droits & Domaines, ou autres causes raisonnables
 d'empêchement; desquelles en ce cas vous donerez
 avis à nostre Procureur General. Donné à Metz en
 nostre dite Chambre le vingt-huitième jour d'Avril l'an
 de grace 1681. & de nostre Regne le trente-huitième.
 Par la Chambre,

Signé.

BREVOT.

IX:

*Capitulazioni di reciproca Convenzioni che si stabiliscono fra la Maestà del RE CHRISTIANIS- 20. Août.
 SIMO & l'Altezza Serenissima del Signor Du- 16. Sept.
 ca di MANTOVA da osservarsi inviolabilmente
 con buona fede, e ciò inobbedendo a i Trattati già
 maneggiati nella Corte di Mantova, che si stringono
 per finale stabilimento nel presente Contratto.
 [Simple Copie manuscrites.]*

ANNO
1681.

H Avendo il Serenissimo Duca di Mantova per munificare al modo la tina, che ha sempre fatto della gratia di Sua Maestà Cattolica & Augustissima Cesare d'Austria, procurato di fare penetrare per mezzo di molti suoi Ministri inviati alla Maestà Cesare & Cattolica, l'esistimento della per avanti meneggiata Permessa della Provincia del Monferrato, e Ragioni sopra di essa, con il Cremonese, ma volendosi detta Maestà ritenere la Fortezza di Pizzighione, firmata chiave del Cremonese, & a cui non allentando la Serenissima Altezza Sua, si è ritirata negli ultimi maneggi di rilesare alla Maestà Cattolica oltre il Monferrato il grossissimi crediti, che tiene con essa Maestà, non per altro fine, che per essere il Monferrato diviso dal rimanente de' suoi Stati, e che non poteva essere difesa da S. A. dall'armi straniere, come ricercava il bisogno, alla quale Offerta ne meno allentando la Maestà Sua, causò il diseioglimento totale di detti Trattati senza conclusione alcuna: La onde nelli seguenti tempi essendo rimasta alla Francia con minacce di passare hostilmente all'acquisto del Monferrato, & avendo ricercato da Sua Maestà Cattolica la soddisfazione de' sudetti grossissimi crediti, e foccorsi all'Imperatore, & a tutti li Principi d'Italia, per metterli a valida difesa per la causa commune, delli quali non avendo potuto ottenere cosa veruna, & essendo vicina i suoi Stati l'Armata di Sua Maestà Christianissima, alla quale non avendo forze da opporsi, & per isfuggire le rovine che la medema minacciava a suoi Stati, è stato sforzato per minor male di passar in colleganza con la detta Maestà, & per le Trattazioni meneggiate dalli Ministri di Sua Maestà Christianissima nella Corte di Mantova di conchiudere con Sua Maestà una

* Il maneggio
sopra
di sopra

I. Che mancando S. A. senza legittimi heredi, dopo la sua morte, lascia, & aliena in ogni più valida forma la Provincia di Monferrato e Ragioni sopra di esso alla Maestà Christianissima in perpetuo.

II. Che l'Altezza Sua cede alla Maestà Christianissima tutte & ciaschedune sue Ragioni sopra la Città di Novara, Morra e Valenza, e suoi Territorii, Villaggi, Castelli, Giurisdizioni, & ogn'altra cosa da quelle dipendenti, senza ritenere parte alcuna di quelle.

III. Che ricercando Sua Maestà per hostaggio, e pegno delle cose che nelli presenti Capitoli si stabiliscono, la Cittadella di Calale, concedendola l'A. S. a dargliela, con condizione però che si estrarà tutto il Cannone, Mochetti, Spade & altre armi, e munizioni di qualsivoglia sorte dell'Arsenale di detta Piazza, come pure l'Artiglieria che si ritrova al presente sopra le mura di essa, le quali tutte cose con il Preldio, che si ritrova, dovrà essere condotto dal Governatore dove li farà da Sua Altezza ordinato.

IV. Che in Permessa di detto Monferrato Sua Maestà Christianissima darà a Sua Altezza il Principato di Retel, e che li Ducati di Umene e Carlevilla nella Francia in ogni più valida forma, e che possi liberamente disporre a sua voglia, & anco vendendo il caso, investire in detti Principati che a lui piacerà come di cosa propria.

V. Che Sua Maestà Christianissima in ogni miglior modo, & in riguardo delle infrascripte cose che farà Sua Altezza in servizio di Sua Maestà, gli consegnerà la Patente di Generalissimo delle sue Armate in Italia con tutte le preminenze, Honori, Grazie, e Privileggi, che si sogliono dare alli Generalissimi di Sua Maestà Christianissima & farà fornisire alla persona di Sua Altezza le convenienti Mense, cioè a ragione di quello si è stabilito con altri Principi in simil caso, & conferme l'intelligenza stabilita a parte, & ciò s'osservare per il tempo, che s'impiegarà Sua Altezza in servizio di Sua Maestà.

VI. Che per hostaggio, che concederà a Sua Maestà della Cittadella di Calale si darà a Sua Altezza 50000. doppie, e per la rinunzia di tutte le sue Ragioni sopra la Città di Morra, Novara, e Valenza 20000. doppie, che li faranno contate nella forma seguente: cioè 50000. suavanti, & 20000. dopo la consegna della Cittadella di Calale.

VII. Che faranno datti per l'avenire a Sua Altezza tutti quelli honori, immunità, & privilegi, che sogliono darsi alli Principi di Sangue, & Duchi e Pari di Francia.

VIII. Che acquistandosi con l'armi di Sua Maestà da Sua Altezza lo Stato di Milano, la Città di Cremona,

Giudadada, e suo Territorio, Castelli, Villaggi e Patronanze, & ogn'altra Giurisdizione da quelle dipendenti, debbono restare a Sua Altezza e Successori, & il rimanente di detto Stato resti a Sua Maestà per le sue ragioni, che intende avere sopra di esso.

IX. Che dopo cambiato il presente Trattato Sua Maestà non possa ingerirsi punto nella Città di Calale ne meno nelle altre Città, Terre, Luoghi del Monferrato, sue rendite, Sudetti, Giurisdizioni, Abbatte, Castellanie, Villaggi, e giurisdizioni di qualsivoglia sorte, niuna eccettuat, le quali cose tutto restare debbono a libera disposizione di Sua Altezza, di modo che resti contenta Sua Maestà della Cittadella sola, mentre che rimanesse Sua Altezza senza heredi, *et supra.*

X. Che in detta Cittadella non possa esservi posto da Sua Maestà di presidio più di 4000. persone, cioè 1000. Cavalieri, e 3000. Fanti.

XI. Che Sua Altezza non possa mantenere in piedi stante la detta Unione meno di 4000. Fanti e 2000. Cavalieri.

XII. Che le Truppe le quali faranno mantentute da Sua Maestà in Italia a Guerra guerreggiata non possino esser meno di 30000. tra Fanteria, e Cavalleria, acciò che aggiunte alle sudette Truppe di Sua Altezza fieno habili a qualsivoglia Impresa, e in beneficio di Sua Maestà e di Sua Altezza contro quei Principi, che contro il Rè di Francia e il Duca di Mantova si faranno dichiarati, o che per l'avenire si dichiareranno.

XIII. Che Sua Maestà e suoi, o altri Principi del Sangue non possino contravenire alli sopradetti Capitoli, e contravenendo in uno, o vero in parte de medesimi, s'intenda essere libera Sua Altezza dalli Trattati con Sua Maestà come se fatti non fossero, e in conseguenza possi appigliarsi a qualsivoglia altro partito che più li farà vantaggio.

XIV. Che debba Sua Maestà reintegrare Sua Altezza di quanto potesse perdere in Italia in qualunque caso, e sotto qualsivoglia pretesto de suoi Stati, come di rendite, e giurisdizioni dopo la presente dichiarazione, e questa reintegrazione debba seguire con alterarsi Stati nella Francia quando non sene acquiesce per ragione di Guerra, o altri titoli.

XV. Che a Contemplazione di tutto ciò sia tenuta Sua Altezza, come fin adesso in parola di Principe si obliga, & promette a Sua Maestà, che dopo fatto scritto questa Capitulatione vengendo occasione di dichiararsi si dichiarerà con atti positivi, e palesi in Liga offensiva, e defensiva con le armi di Sua Maestà, insieme con quelle di Sua Altezza, la sudetta Piazza de Armi & sudetti contro quelli, alli quali sarà dichiarata la Guerra, a quelli, che verranno opposti all'armi loro. Di più impiegarà tutte le forze che le saranno consegnate e le sue proprie in quelle operazioni, che faranno stimate necessarie per opprimere li tentativi di quelli, che procureranno opporsi alle giustissime ragioni sopra quelli Stati, che si procurerà acquistare tanto la Sua Maestà quanto da Sua Altezza per le loro giustissime ragioni che hanno sopra di essi, obbligandosi specificamente e subito dopo essersi firmato il presente Trattato, a non permettere, che da suoi Stati, Piazze, e Sudetti fuori qualsivoglia pretesto si contribuisca cosa, benchè minima, toccante a viveri, munizioni, o qualsi sia altra forniture alli Nemici, non permettendo loro, ne meno comodità di passaggio per il Po, Carri, Barche, o Cavalcature, di maniera che nessuno d'essi Nemici possa la minima agguievolza, al qual effetto farà Sua Altezza le opportune gride e farà procedere con tutto rigore contro li contravenienti.

XVI. All'incontro Sua Maestà promette in parola di Rè, & in corrispondenza delle obbligazioni, che fa Sua Altezza, di farlo soddisfare pienamente di tutti li crediti, che ha con la Spagna, di difendere con le sue armi Reali li suoi Stati da qualunque Principe il quale pensasse invaderli, & se occorri, anzi d'impiegarli nella ricupera di quelli che più li dispiacciono di Sua Altezza hora vengono da altri Principi usurpati.

XVII. Che il presente Trattato poi dovrà durare fin ad una Pace generale, o particolare d'Italia, promettendo Sua Maestà di non conchiudere mai con alcuna senza l'inclusione particolare di Sua Altezza, dovendo il presente Trattato essere registrato nelle Corti di Parigi, & nella Camera del Senato di Mantova. Tutto ciò tanto Sua Maestà quanto Sua Altezza promettono d'osservare realmente & da eseguirsi immediate dopo le sottoscrizioni del Rè di Francia e Duca di Mantova,

ANNO
1681.

ANNO e perciò ambedue hanno firmato i prefenti Capitoli, 1681. e fatti figurare con loro Sigilli.

LOUIS.
(L.S.)

Data in S. Germano in Loya
16. Sept. 1681.

FERDINANDO CARLO DUCA.
(L.S.)

Data in Mantova
20. Agosto 1681.

X.

30. Sept. *Articles propofez par les Pretreurs, Confuls & Magiftrat de la Ville de STRASBOURG, & accordes pour la reduction de ladite Ville à l'obeiffance du Roi de France LOUIS XIV. le 30. Septembre 1681. [FREDER. LEONARD. Tom. VI. d'où l'on a tiré cette Pièce qui se trouve auffi dans le Theatrum Europaeum Tom. XII. pag. 276. en Allemand, & dans le Theatrum Pacis, Tom. II. pag. 997. en Latin & en Allemand.]*

NOUS François Michel le Tillier, Marquis de Louvois, Secrétaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté, & Joseph de Ponts, Baron de Muncier, Lieutenant General des Armées du Roi, Commandant pour Sa Majesté en Alsace, avons en vertu du Pouvoir à nous accordé par Sa Majesté, pour recevoir la Ville de Strasbourg à son obéissance, mis les Assistants cy-dessous, dont nous promettons fournir la Ratification de Sa Majesté, & la remettre au Magistrat de Strasbourg, entre cy & dix-jours.

LA Ville de Strasbourg, à l'exemple de Monsieur l'Evêque de Strasbourg, le Comte de Hanau, Seigneur de Fleckenstein, & de la Noblesse de la Basse Alsace, reconnoît Sa Majesté Tres-Christienne pour son Souverain Seigneur & Protecteur.

Le Roy reçoit la Ville & toutes ses Dépendances en Sa Royale protection.

II. Sa Majesté confirmera tous les anciens Privilèges, Droits, Statuts, & Coutumes de la Ville de Strasbourg, tant Ecclesiastiques que Politiques, conformément au Traité de Paix de Westphalie confirmé par celui de Nimègue.

Accordé.

III. Sa Majesté laissera le libre exercice de la Religion comme il a esté depuis l'année 1624. jusques à présent, avec toutes les Eglises & Ecoles, & ne permettra, à qui que ce soit, d'y faire des prétentions ni aux biens Ecclesiastiques, Fondations & Convents; à sçavoir l'Abbaye Saint Etienne, le Chapitre de Saint Thomas, Saint Marc, Saint Guillaume, aux Tous-Saints, & tous les autres compris & non-compris; mais les conservera à perpétuité à la Ville & ses Habitans.

Accordé, pour jouir de tout ce qui regarde les biens Ecclesiastiques, suivant qu'il est prescrit par le Traité de Munster, à la réserve du Corps de l'Eglise de Notre-Dame, appelée autrement le Dome, qui sera rendu aux Catholiques; Sa Majesté trouvant bon néanmoins qu'ils puissent se servir des cloches de ladite Eglise, pour tous les usages cy-devant pratiqués, hors pour sonner leurs prières.

IV. Sa Majesté veut laisser le Magistrat dans le présent état avec tous ses Droits, & libre élection de leur College, nommément celui de Treize, Quinze, Vingt & un, Grand & Petit Senat, des Eschevins, des Officiers de la Ville & Chancellerie, des Convents Ecclesiastiques, l'Université avec tous leurs Docteurs, Professeurs, & Ecoliers en quelque qualité qu'ils soient, le College, les Tribus & Maistrises, tous comme ils se trouvent à présent, avec la Jurisdiction Civile & Criminelle.

Accordé, à la réserve que pour les causes qui extendront mille livres de France en capital, on en pourra appeller au Conseil de Brjrac, sans néanmoins que l'Appel suspende l'exécution du Jugement, qui aura esté rendu par le Magistrat, s'il n'est pas question de plus de deux mille livres de France.

V. Sa Majesté accorde aussi à la Ville que tous les Revenus, Droits, Peages, Pontengages, & Commerce, avec la Douane soient conservés en toute liberté & jouissances, comme elle les a eus jusques à présent, avec la libre disposition de la Penninghurn, & la monnoye, des Magalins de Canons, Munitions, Armes, tant de ceux qui se trouvent dans l'Arsenal, qu'aux remparts & maisons de la Bourgeoisie, des Magalins de Bleds, Vins, Bois, Charbons, Suif, & tous les autres, les cloches; comme aussi les Archives, Documents, & papiers de quelque nature qu'ils soient.

Accordé, à la réserve des Canons, Munitions de Guerre & Armes des Magazins publics, qui seront au pouvoir des Officiers de Sa Majesté, & à l'égard des Armes appartenantes aux particuliers, elles seront remises dans l'Hôtel de Ville en une salle, dont le Magistrat aura la Clef.

VI. Toute la Bourgeoisie demeurera exempte de toutes Contributions & autres Payemens. Sa Majesté laissant à la Ville tous les Impôts ordinaires & extraordinaires pour sa conservation.

Accordé.

VII. Sa Majesté laissera à la Ville & Citoyens de Strasbourg, la libre jouissance du Pont du Rhin, de toutes leurs Villes, Bourgs, Villages, Maisons champêtres, & Terres qui leur appartiennent, & fera grâce à la Ville de luy octroyer des Lettres de Répit contre ses Créanciers, tant dans l'Empire que dehors.

Accordé.

VIII. Sa Majesté accorde aussi Amnistie de tout le passé, tant au public, qu'à tous les particuliers, sans aucune exception: & y fera comprendre le Prince Palatin de Veldentz, le Comte de Nassau, le Reident de Sa Majesté Imperiale, tous les Hostels, le Bruderhoff avec ses Officiers, Maisons & Appartenances.

Accordé.

IX. Il sera permis à la Ville de faire bâtir des Cazernes, pour y loger les Troupes qui y seront en garnison.

Accordé.

X. Les Troupes du Roi entreront aujourd'huy 30. Septembre 1681. dans la Ville à quatre heures après midy. Fait à Jllkirch ce 30. Septembre 1681.

Signé,

DE LOUVOIS.

JOSEPH DE PONTS BARON DE MONTCLAR.

JEAN GEORGE DE ZETLITZ ESCUYER ET PRETEUR.

DOMINIQUE DIE'TRICH,

JOAN LEONARD FROREIEN,

JOHANN PHILIPPE SCHMIDT,

DANIEL RICHHOFFER,

JONAS STURM,

J. JOACHIM FRANTZ,

CHRISTOPHE GUNZER.

XI.

Fœdus inter CAROLUM XI. Regem Sueciae & 30. Sept. Ordines Generales FOEDERATI BELGII pro firma conservatione & GUARANTIA PACIS Neomagenfis, immo & Monasteriensis, contra quoscunque Violatores eorum. Altum Haga Comitibus die 30. Septembris 10. Octobris 1681. [Simple Copie, mais plus sûre, & plus entière que celle qui se voit dans la premiere Edition de ce Grand Recueil. Tom. IV. pag. 751.]

Quar.

ANNO
1681.

QUandoquidem divini favente gratiâ, nuperâ Pacis Conventionione longè desideratissima quies Orbis est reddita Christianis, atque nihil æquè cuius Regi aut Principi Statuere Christiano cordi esse aut possit aut debeat, quam ut funestissimæ istæ devastations, sanguinis effusiones, quæ Belli flamma perpetuò secum trahit, id quod vel maxime Bello proximo compertum habebatur, omnibus piis & efficacibus consiliis & mediis avertantur.

Proinde Serenissimus & Potentissimus Princeps ac Dominus, Carolus Undecimus, Dei gratiâ, Succorum, Gothorum, Vandalorumque Rex, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verder, Stetini, Pomeraniæ, Castubiæ, & Vandalis, Princeps Rugiæ, Dominus Ingrizæ & Wismariæ, nec non Comes Palatinus, Rheni, Bavaris, Juliaci, Civis & Montium Dux &c. atque Celsi & Præpotentes Domini Ordines Fœderatarum Belgii Provinciarum Generales id ipsum reputantes, atqueque expeditores tot Terras ac Regiones ex recentibus miseriis, Bellique calamitatibus adhuc anhelantes, tum quanto labore & difficultate Pax isthæc non absque singulari divini Numinis auspicio Orbis conciliata fuit, amissus voverentes, ut eadem Pax facta tecta maneat, ac per incrementa mutui consensus & sinceræ Amicitis inter omnes & singulos Principes & Status, qui eandem invenerunt, magis magisque stabilatur & confirmetur, etiam atque etiam officii sui esse existimant, quantum quidem in ipsa fuerit, eò conferre id omne, quod ad consequendum finem adò salutare & Christianum conducere possit, atque de eodem non secus ac de propria utriusque securitate pacifici & convenire, &c. et propter per ritè constitutos utriusque Plenipotentiores, à parte quidem Sacre Regis Majestatis per Ablegatum ejusdem Extraordinarium, Dominum Nicolaum Guldenföldo, Hæreditarium de Jacoils & Segerlad, & à parte Cællorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium per Dominos Walraven de Heckerex, Dominum de Nethorst, Comitæ Zuphanisæ Sacrapam, Danielen de Wyngaerden, Liberum Baronem de Wyngaerden, Rubwick, Benhuysen, Dominum de Werckendam, Soetermeer, Moormont, in Renesse, Zuydland & Norville, Gasparum Fagel, Consiliarium Pensionarium & Custodem magni Sigilli, Dominorum Ordinum Hollandiæ & West-Frisiæ, Aggerumque Rhénodandis, Chomarcham, Johannem de Maurandis, Jacobum de Dinter, Civitatis Ultrajectensis Exconsulem, Lubberum Lyklama à Nyehol, Grietmannum de Stellingwerf Ofscheyde, Henricum Krue, Civitatis Swollenis Consulem, & Johannem van Borck, in Lappersum & Wierum Nobilem Toparchum, ad Consellum nostrum nomine Dominorum Ordinum Gelrizæ, Hollandiæ & West-Frisiæ, Zelandis, Ultrajecti, Frisiæ, Transilvaniæ & Civitatis Groningæ & Omlandorum respectivè Deputatos, hocce Instrumento in modum sequentem conventum est.

ART. I. Sincerè & foelenniter sese invicem alte memorat. Sacra Regia Majestas & Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales adstringunt, non solummodo ad quamvis efficacissimam operam pro mutua tranquillitate & securitate juxta Pacta Conventa antehac inita, sed & quod ad communem Orbis Christiani quietem in Pace nuperâ Neomagensi de Anno 1678. & 1679. fundatam, quæ ipsa etiam ex Pace Onabrugiensi & Monasteriensi de Anno 1648. cujus quodam Sacra Regia Majestas Succis, ex primis & principibus Guarantiis est, sua tenet fundamenta, sibi utriusque pollicentur, & promittunt sese fideliter, sedulo, omnique industriâ rationem Consiliorum suorum eò directuros, mutuaque curam & operam conjunctim adhibituros, ut dicti Tractatus Pacis Onabrugiensis in pleno vigore secundum eorum genuinum sensum maneat & ritè observetur, omnesque ejus infractiones seu violationes preveniantur & evitentur; Controversiæ verò omnes quæ circa sensum genuinum eorundem orti poterint, amicè dirimantur.

II. Si verò, quod DEUS clementer avertat, acciderit, ut violatione dictorum Pacis Tractatum novum Belli incensum inter Principes & Status, qui eos invenerunt, aut aliquot ex iis, exoritur, eo casu alte memorat. Regia Sua Majestas Succis & Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales omnem operam, omnemque industriam, ubicunque hoc ex re communi creditum fuerit, adhibuit sunt, ut amicis officiis Partes dissentientes sibi invicem concilien-

tur, ignisque ille insuflus in ipso ortu suffocetur.

III. Nihilominus etiam altè memorat. Regia Sua Majestas & Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales sine morâ inter sese sollicitè collaturæ & deliberaturæ sunt de eo, quod si amica officia successu caruerint, à se vel seorsim vel conjuncta opera communium Amicorum & Fœderatorum aliorumque Pacis amantium Principum & Statuum ai possit efficacius, ad eum, apud quem benigniora media nihil efficeret, potuerunt, fortioribus efficacioribusque rationibus ad id, quod æquum & iustum erat, inducendum. In quo hunc finem quim promptissimè collaturæ & conventuri sunt de adhibenda Terræ marique tali Militum manu, qualem periculi magnitudo exigit, qualisque pro ratione temporis, Regionum & Locorum maximo cum fructu adhibere poterit.

IV. Et quoniam Christianum adèd propositum, sine omni partium studio communem tranquillitatem inter Christianos Principes, Tractatusque ad eam subilientem servandi, ab omnibus Christianis & Pacem amantibus approbatur iri præsumitur, idque pollicere & exigere videntur, ut & apud alios Christianos, Pacemque amantes Principes & Status animò æque sincerò pioque zelò hoc propositum excipiantur suscipiantur ad firmam solidamque tranquillitatem in Orbe Christiano eò plenius perfectiusque procurandam tendendam, omnibus ideoque Principibus & Statibus Christianis, & maxime iis, inter quos dicti Tractatus Monasteriensis, Onabrugiensis & Neomagensis initii sunt, liberum esto, ut in eandem hanc Conventionem & Pacta transiant.

V. Quod si autem præter omnem opinionem contigerit, ut aliquis, quicunque etiam ille sit, hoc amicum & ab omni partium studio alienum piumque propositum circa conservationem communis tranquillitatis contra veram intentionem altè memorat. Regis Sua Majestatis Succis, & Cællorum & Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium, in finitimum & iniquam partem accepit, adèd, ut hoc nomine utroque vel alterutrum eorundem vi aut Bello aggrediat ut prosequatur, tenebantur altè memorat. Partes utriusque munum prompèque invicem ad primam requisitionem auxilium Terræ vel Mari, & quibuscunque modis ac mediis conducibilibus & efficacibus fideliter ad vim omnem propulsiendam prestare, Regnaque Provincias, Terras, Jura, & Privilegia, quæ sibi utriusque omnibus viribus mutuo tueri, neque ab isto auxilio alterutri prius licetè desistere, quam Parti læsæ, aut Bello impetite refutata fuerit (si id desideraverit) Possessio Terrarum, Urbium & Locorum, nec non Jurium, Privilegorum, & Immunitatum, quibus gaudebat, antequam dicta vis aut Bellum illi illatum esset, tenebatur præterea unaquique Pars Contrahentium eadem Jura, Privilegia, Immunitates, Exemptiones & Prærogativas alteri stipulari, quas sibi stipulata est, nisi altè memorat. Contrahentibus alter visum fuerit.

VI. Pacta hæc Conventa non tantum non derogant Pactis & Conventionibus istis, quæ Contrahentes jam ante inter se invenerunt, in quantum hisce repugnare nonseperientur, sed & eas magis magisque corroborant & confirmant in communem Christiani Orbis & utriusque Regnorum, Terrarum & Ditionum utilitatem & commodum.

VII. Durabit hoc Fœdus inter Sacram Regiam Majestatem & Cælos & Præpotentes Domini Ordines Generales per subsequentes viginti annos à tempore Ratificationum computandos, quibus ad finem vergentibus maturè pro re nata ulterius de prolongatione conveniant; Liberum autem esse iis Regibus, Principibus & Statibus, ut huic Fœderi accedere voluerint, ut eum annorum numerum pro se quique præstet, proliè rebus suis conveniens esse duxerit.

Ratificationes etiam utriusque intra sex Septimum spatium à signatura Instrumenti hujus mutuo Holmis extraxerunt; & omnia & singula hisce Pactis Conventionis contenta, sincerè ac religiosè fide ab utraque Parte integrè observabuntur. In quorum majorem fidem & robur utriusque Partis Plenipotentiarum manibus ac Sigillis propriis Instrumentum hocce firmatum & muniverunt, Hæc Comitibus &c. Anno 1681:

ANNO
1681.

ANNO
1682.

XII.

ANNO
1682.

Constitution Ihre Königl. Majestät in Schweden CAROL XI über und wegen der Reduction der veralienirten Königl. Cron Güter. 1682. [LONDORP *Acta Publica* Part. XI. Cap. 223. pag. 426. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans *Relationis Historiar.* Francofurt. Contin. Autumnal. pag. 67.]

Cest-à-dire.

Constitution de CHARLES XI. Roi de Suède, pour la Reduction de tous les Biens aliénés de la Couronne. 1682.

Ellen alle die von denen vorigen Königen / in aufrichterlicher Linie / auf veräußerte Güter / so gleich durch die von Seiner Majestät darzu Erordnete und Bevollmächtigte exacte aufgezichnet werden / und soll ein jeder Donarius innerhalb eines gewissen ihm vorgeschriebenen termins, seine exceptionen, oder was er sonst einzubringen hat, schriftlich beyzubringen schuldig seyn. Dessen nach voreröfnet vor sich und unsrer nachkommenden Schwelbische Könige / daß keine Güter allodialer, oder auf ewige Zeiten fallen und mögen weggeschender werden / da aber der ein oder der ander König solches thut / so hat der ihm in der Cron folgende Successor Macht / solches aufzuheben / und zu annulliren, damit ein jeder König seine aufrichtige und getreue Unterthanen / gleich andern seinen Vorfahren / benehmen könne / die Unterthanen auch selbst / sowohl unter sich einen als den andern Könige Regierung der Ehrwürdtlichen Gnade genießen / sich deren meriten machen / und nach Ehre und Tugend streben mögen.

2. Wann jemand etwas der Cron-Güter / welche ihm allodialer geschenkt worden seynd / einem oder dem andern verkauft hat / so soll der Verkäufer kassirte / was er schuldig weis / ihm erkaufft hat / zu leisten schuldig seyn / so daß der Käufer ein von einem andern erkaufftes Gut ohnehintritt / und ewig in Ruh besitz und behalten möge / der Verkäufer aber soll den König und die Cron in allem schuldig halten.

3. Jedet Seine Königl. Majestät der Inverficht / es werde ein jeder / so da pretendiret, bey dero Vorfahren Zeiten eigene Güter von der Cron durch Kauff / Donation oder Tausch bekommen zu haben / seine Briefe und Documenta in dem Königl. Reductions-Collegio eingeben haben. Sollte aber diesen nicht nachgeliefert seyn / so wird ihm hiemit ein gewisser termin, worinnen man examiniren möge / mit was Recht er solche Güter besitze und ihnen habe / gesetzt. Sollte jemand durch Jeneres Noth / Krieg oder andern unvermuthlichen Fall / seine Documenta und Briefe vermisst und verlohren haben / so wollen Ihre Königl. Majestät gnädigst gestatten / daß er aus dem Königl. Archiv oder Langley inverteilsfeste Copias, da sie darinnen gefunden werden / abheben / oder durch andere recht-mässige Beweise seine Gerechtigkeit defendiren möge.

4. Nachdem auch Seine Königl. Majest. so wohl als dero Vorfahren / der Schweden Könige / befunden / daß gewisse Land-Güter / so wol zu der Cron eigener Bequemlichkeit / als auch der Miltz, der Admiralität / der Bergwercke / und anderer nothwendiger Unterhaltung verortheilt / und inalienable gesetzet seyn als meinen und erblischen Ihre Königl. Majestät nicht allein selbige für sich / welche von dero Vorfahren von dieser Natur seynd gesetzet / sondern auch die / welche ihrer eignen Beschaffenheit halber / allezeit von der Cron inalienable gehalten werden. Und seynd dieselbe 1. Königl. Schloßer / so seyn entweder bey Königl. Residenz-Städten und Haupt-Beziehungen gelegen / oder sonst in vorigen Zeiten von Königen getraut und aufgerichtet. 2. Die jenseit Wästen / welche an bequamen Orten liegen / und können bewiesen werden / daß sie unter des Königs Stall und Fournage von alters her gehörig gewesen / und gebraucht worden / nachmals aber unter gewissen Patere daron abalienirt seynd. 3. Der Cron ubralte Haupt / Fiskery in den

grossen Strömen. 4. Der Cron alte eygenthümliche Schätze / mit denen darzu gehören und davon ununterbrechlichen Gelegenheiten / als auch die Köhlen / Erze und Eigenthum / samt der Hydrotherm und Holz-Förder Zeichnungen dinstlich. 5. Die Güter und Gekschmilt / so zu der Erbl. Academie, Gymnasien, Hospitälern / Schulen und Kirchen / Priester und Kister Unterhalt seynd fundirt und gestiftet / und hernachmals von Privat-Personen dem / wozu sie anfangs gewidmet gewesen / entzogen worden. 6. Alle Güter oder Erbe / so den Amteleuten / oder sonstigen einigen Justiz-Beidienten / eigentlich von Alters her gewidmet seyn. 7. Erbe / so zur Factory und Schloß-Beauung / und dergleichen allgemeinen / und dem Reich hoch-nützlichen Wercken seynd verwendet worden. 8. Vögel-Bauen / Krüge und Galt-Höfe / welche von den allgemeinen / und die Cron Untertanen / bey deren Herr-Strassen die Vertheidigung und Galt-Gebercy desto besser zu unterhalten seynd / verwendet werden / sollen auch der Cron wieder anheim fallen. 9. Die zu der Admiralität mit deren Unterhaltung verbunden nötig erlaubte Dreyer. 10. Gleicher weise die zur Admiralität nothwendig befunden / oder noch ins hinlänglich bestehende Steuer-Blanne-Höfe. 11. Bergwercke / seynd vor allen Dingen unter der Cron nothwendigste Güter zu rechnen / wie weit sich aber selbige erstrecken sollen / ist theils von uralter Observanz, theils aus dem Bergwercken ihren selbst-ständigen Wesen gemaß befand. 12. Absonderlich seynd die groste Wäseing / Salpeter- und Pulver- auch andere allgemeine Bergwercke / sampt denen / so zu Verbesserung gewisser Handwercke / auf der Cron Köhlen / und mit sonderlichen Privilegien aufgerichtet seynd / der Cron nicht zu entziehen / nichtweniger können deren Erbrechtszeiten einigen Particularen und Privat-Personen / zu ihrem Nutz und Einfluß gelassen werden. 13. Die Königl. Geträdte / und andere ansehnliche Mühlen / welche in des Reichs Städten / oder deren Schloßer und Befestungen / so nahe gelegen / daß die Cron wieder innerhalb der Freyheits-Wählen liegen / oder sonst ihrer Gelegenheit halber / nicht zu entziehen seynd / sollen denen Königl. Wäseing / welche dergleichen Mühlen unter andern ihren Gerechtigkeiten vor allem gehabt / wiederum heimfallen. 14. Wästen das Schloß und Land Schwartshof / sampt denen darzu gehörenden Eplanden / wegen deren sonderbarthen bequemen Standort / zu des Königs Hoff-Beauung und Lust allezeit seyn erlaubt / so scheint auch / daß die Dörfer und Gelegenheiten / welche in selbigen lagen von der Cron an Privat-Personen vertheilt werden / hüth / wie andere Güter / der Cron wieder anheim fallen müssen. 15. Reale und geistliche Gräben- und andere Befestungen / welche zu dem Reichs Sicherheit und defension von vorigen Königen aufgebauet worden seynd. 16. Alle Hammer-Schlagung / Erzen-Geträdte / groste und kleine Wäse / und andere Gerechtigkeiten / welche von denen Reichs Städten / so da immedie unter der Cron / aufgebauet / und von alters hero darzu gehört haben / auch expresse zu den Königen und Reichs sonderlichen Einflüssen verwendet seynd / sollen dieselbe noch weiter daby bleiben / und im Fall einige davon veräußert werden / solche der Cron wieder eingebracht werden.

5. Welche von diesen abgemelten Dörfern / bloß auf Königl. Milde und Güte seynd verwendet worden / es seye dann / daß das Gut mit grosten Unkosten und daerem Geld mercklich verbessert worden / so soll festhafte Verbesserung durch theils Adliche / theils andere ehrliche Männer administriert / und denen Eigenthümern daß falls Satisfaction gegeben werden.

6. Wann jemand von einem Bauern von denen Gütern / welche er in vorbenannten Dörfern geschenkt bekommen / etwas erkaufft hat / so soll er beweisen / was er darfür aufgelegt / solches soll ihm restituirt / und guth gehalten werden.

7. Behalten Ihre Königl. Maj. die freye Wahl dergleichen Güter / so von der Cron freierhand Anno 1632. an obenbenannten verbannten Dörfern seynd erkaufft worden / wieder einzukauffen / doch soll der Käufer nicht ecktaufft werden / wieder begehren oder mit gegengewerter Wieder-Bezahlung versehen werden / de und bevor er die Güter abtrug.

8. Auch eigenen Ihre Kön. Majest. gewissen Städten und Dörfern Freyheits-Meylen zu / als Upsal / Nydöping / Alexia / Åmberg / Nydöping / Calmar / Jönköping / und andern / die Meylen / Åker Åbo und Åbyrg ino Meylen / und erlassen selbige von den der Eigenschaft / als die übrigen unentzerrlichen Dörfern.

9. Die verbannten Provinzen / oder darinnen gelegene /

C

ANNO
1682.

und schon zu unterschiedlichen Zeiten public declarirte Güter / gehören gleicher Weise ewiglich zu dem Reichs nachwendigen Nutzen unverrückt zu bleiben / über die andern aber wollen Ihre Majestät nach einer jeden Provinz Separatlich und Statu zu disponiren und zu verordnen in alle Weisheit vertheilen haben.

10. Welchen Ihre Königl. Majestät anbelangt Vorfrage tragen / daß hierüber gewisse Land & Wälder anstaltlicher werden / welche nun / zu den vorigen Zeiten mehrentheils nicht waren / mit dem König / wozu sie determinirt / und aufsehn sind / unverrückt beyzubehalten werden sollen.

11. Was die Güter betrifft / welche anstaltlich denen unentbehrlichen und vorbenannten Dörfern gehören sind / und annoch Donations-Güter unter dem Titel beruhen / wollen Ihre Königl. Maj. hierüber eine richtige Specification verfaßten lassen / damit sie darauf ersehen möge / wie weit ihre / und ihres Reichs / Zustand erlauben können / daß sie unter deren Donatarien Händen bleiben / und desto besser von einer jeden Donation Statu und Eigenschaft unterschieden werden mögen. Ordnen / wie weit einer oder der andern / vermittelst dessen getreuen Diensten / liebe und unterthänigen Eifer von E. Majestät möge benehmet werden / da sie dann eines jeden Beschlusses heit / und der Sachen umständen nach / darüber disponiren wollen.

XIII.

29. Janv. (a) *Articles & Conditions de Paix traites par l'ordre exprès de tres-haut, tres-puissant, tres-excellent & tres-invincible Prince LOUIS XIV. par la Grace de Dieu Empereur de France & Roi de Navarre, avec les Ambassadeurs de tres-haut, tres-excellent, tres-puissant & tres-invincible Prince MULEY ISMAÏL, Empereur de Maroc, Roi de Fez & de Sus. Fait à Saint Germain en Laye le vingt-neuvième Janvier 1682. Avec les FORMULAIRES du PASSEPORT dont les Vaisseaux François devront être munis; Et du CERTIFICAT du Consul de la Nation Française à Sald. [FREDER. LEONARD. Tom. V.]*

TOUS Actes d'Hostilité cesseront à l'avenir entre les Armées de Terre & de Mer, & les Vaisseaux & Sujets de l'Empereur de France, & ceux de l'Empereur de Maroc

Roi de Fez & de Sus.

II. A l'avenir il y aura Paix entre l'Empereur de France & ses Sujets, & l'Empereur de Maroc, Roi de Fez & de Sus, & les siens: & pourront ledits Sujets reciproquement faire leur commerce dans les deux Empires, Royaumes & Pays, & naviguer en toute liberté sans en pouvoir estre empêché, pour quelque cause & sous quelque pretexte que ce soit.

III. Les Vaisseaux armez en guerre dans les Ports de l'Empereur de Maroc, rencontrans en Mer les Vaisseaux & Bâtimens navigans sous l'Etendard de France, & les Passaports de l'Admiral de France, conformes à la copie qui sera transmise en fin du present Traité, les laisseront en toute liberté continuer leur voyage sans les arrester ni donner aucun empêchement, sans leur donneront tout le secours & assistance dont ils pourrout avoir besoin: & reciproquement les Vaisseaux François en usant de même à l'égard des Vaisseaux des Sujets de l'Empereur de Maroc, qui seront porteurs des Certificats du Consul François qui sera établi à Sald, desquels Certificats la copie sera pareillement transmise en fin du present Traité.

IV. Les Vaisseaux de Guerre & Marchands des deux Nations, seront reçus reciproquement dans les Ports & Rades, tant de la domination de l'Empereur de France, que de celle de l'Empereur de Maroc, & il leur sera donné toute sorte de secours pour les Navires, & pour les Equipages & Passagers en cas de besoin. Comme aussi il leur sera fourni des vivres, agrez, & generalement toutes autres choses necessaires, en les

payant aux prix ordinaires & accoutumés, dans les lieux où ils auront relaché.

V. Si arrivoit que quelque Vaisseau marchand François étant dans l'un des Ports ou Rades de la domination de l'Empereur de Maroc, soit attaqué par des Vaisseaux de guerre Ennemis, mêmes par ceux d'Alger & de Tunis, & des autres Ports de la Côte d'Afrique, ils seront defendus & protegez par le Canon des Châteaux & Fortereses, & il leur sera donné un temps suffisant pour sortir & s'eloigner delà Ports & Rades, pendant lequel seront retenus ledits Vaisseaux Ennemis, sans qu'il leur soit permis de les poursuivre: Et la même chose s'excutera de la part de l'Empereur de France, à condition toutefois que les Vaisseaux armez en Guerre par l'Empereur de Maroc ou ses Sujets, ne pourront faire des prises dans l'étendue de six lieues des Côtes de France.

VI. Tous les François pris par les Ennemis de l'Empereur de France, qui seront conduits dans tout les Ports & les Terres de la domination de l'Empereur de Maroc, feront mis aussitôt en liberté sans pouvoir estre retenus Esclaves, même en cas que les Vaisseaux d'Alger, Tunis, Tripoly, & autres qui sont ou pourront estre en Guerre avec l'Empereur de France, misent à terre des Esclaves François, ledit Empereur de Maroc donnera des à present ordre à tous ses Gouverneurs de retenir ledits Esclaves & de travailler à les faire racheter par le Consul François au meilleur prix qui se pourra; & pareille chose se pratiquera en France à l'égard des Sujets de l'Empereur de Maroc.

VII. Tous les Esclaves François qui sont à present dans l'étendue des Terres de la domination dudit Empereur de Maroc, pourront estre rachez moyennant trois cens livres piece, sans que ceux qui s'en servent à present puissent en demander un plus grand prix; ce qui sera pareillement observé à l'égard des Esclaves Sujets dudit Empereur de Maroc qui pourroient estre en France. Et comme par le projet de Trêve fait entre le Sieur de la Barre & l'Alcayde Omar, ledit Alcayde est convenu par le Billet signé de sa main, remis à mains dudit Sieur de la Barre, qu'il seroit restitué le même nombre de François Esclaves qu'il y avoit de Maures sur le Vaisseau du nommé Aly Baudy, ledits Ambassadeurs assurent qu'aussi-tôt que ledit Empereur de Maroc leur Maître aura connoissance de la verité du Billet donné par ledit Alcayde, il fera restituer le nombre de soixante-cinq François, pour avec vingt que ledit Alcayde a fait restituer, faire le nombre de quatre-vingt cinq, pour l'équivalent du même nombre de Maures qui ont esté restitués par ledit Sieur de la Barre.

VIII. Les Etrangers passagers trouvez sur les Vaisseaux François, ni pareillement les François pris sur les Vaisseaux Etrangers, ne pourront estre faits Esclaves sous quelque pretexte que ce puisse estre, quand même le Vaisseau sur lequel ils auroient esté pris se seroit defendu. Ce qui aura pareillement lieu à l'égard des Etrangers trouvez sur les Vaisseaux de Maroc, & des Sujets dudit Empereur de Maroc fur des Vaisseaux Etrangers.

IX. Si quelque Vaisseau François se perdoit sur les Côtes de la dependance de l'Empereur de Maroc, soit qu'il fust poursuivi par les Ennemis, ou forcé par les mauvais tems, il sera secouru de tout ce dont il aura besoin pour estre remis en Mer, ou pour recouvrer les Marchandises de son chargement, en payant le travail des journees de ceux qui auront esté employez, sans qu'il puisse estre exigé aucun droit ni tribut pour les Marchandises qui seront mises à Terre, à moins qu'elles ne soient vendues dans les Ports de la domination dudit Empereur.

X. Tous Marchands François qui aborderont aux Ports ou Côtes de Maroc ou Fez, pourront mettre en Terre leurs Marchandises, vendre & acheter librement sans payer autre chose que ce qu'ont accoutumé de payer les Sujets dudit Empereur de Maroc, & il en sera usé de la même maniere dans les Ports de la Domination de l'Empereur de France, & en cas que ledits Marchands ne misent leurs Marchandises à terre que par entrepos, ils pourrout les rembarquer sans payer aucuns Droits.

XI. Il ne sera donné aucun secours ni protection contre les François Vaisseaux de Tripoly, Alger, Tunis, ni ceux qui auront armé sous leur commission: Et sera led. Empereur de Maroc desormais expressés à

ANNO
1682.

(a) L'Original de le Traité contient le même Titre de mot à mot que le voit ici [D.M.]

ANNO 1682. tous les Sujets d'armer sous commission d'aucun Prince ou Etat Ennemi de la Couronne de France. Comme aussi empêchera que ceux contre lesquels ledit Empereur de France est en Guerre, puissent armer dans ses Ports pour courre sur ses Sujets.

XII. Pourra ledit Empereur de France mettre un Consul à Salé, Tetouan, ou en tel autre lieu qu'il trouvera bon, pour assister les Marchands François dans tous leurs besoins : & pourra ledit Consul exercer en liberté dans sa Maison la Religion Chrestienne, tant pour luy que pour tous les Chrestiens qui y voudront assister. Comme aussi pourront les Sujets dudit Empereur de Maroc qui viendront en France, faire dans leur Maison l'exercice de leur Religion : & aura ledit Consul tout pouvoir & juridiction dans les différens qui pourront naître entre les François, sans que les Juges dudit Empereur de Maroc en puissent prendre aucune connoissance.

XIII. S'il arrivoit quelque différent avec un François & un Maure, ils ne pourront estre jugés par les Juges ordinaires, mais bien par le Conseil dudit Empereur de Maroc, ou du Commandant pour luy dans les Ports où ledits différens arriveront.

XIV. Ne fera ledit Consul tenu de payer aucune dette pour les Marchands François, s'il n'y est obligé par écrit : & seront les effets des François qui mourront audit Pays remis es mains dudit Consul pour en disposer au profit des François, ou autres auxquels ils appartiendront. Et la même chose sera observée à l'égard des Sujets de l'Empereur de Maroc qui voudroient s'établir en France.

XV. Jouira ledit Consul de l'exemption de tous droits pour les provisions, vivres & Marchandises nécessaires à la Maison.

XVI. Tout François qui aura frappé un Maure ne pourra estre puni qu'après avoir fait appeller ledit Consul pour defendre la cause du François ; & en cas que ledit François se fauve, ne pourra ledit Consul en estre responsable.

XVII. S'il arrive quelque contravention au présent Traité, il ne sera fait aucun acte d'hostilité qu'après un déni formel de justice.

XVIII. Si quelque Corsaire de France, ou du Royaume de Maroc, fait tort aux Vaisseaux François, ou Maures qu'il trouvera en Mer, il en sera puni & les Armateurs responsables.

XIX. Si le présent Traité de Paix conclu entre l'Empereur de France & celui de Maroc, venoit à estre rompu, ce qu'à Dieu ne plaise, tous les Marchands François qui seront dans l'étendue des Terres de la domination dudit Empereur de Maroc, pourront le retirer par tout où bon leur semblera, sans qu'ils puissent estre arrestez pendant le temps de trois mois.

XX. Les Articles cy-dessus seront ratifiez & confirmez par l'Empereur de France & celui de Maroc, pour estre observéz par leurs Sujets pendant le temps de six ans ; & afin que personne n'en pretende cause d'ignorance, seront leus, publiez & affichez par tout où besoin sera. Fait & arresté à Saint Germain en Laye, ce vingt-neuvième jour de Janvier, 1682.

Signé,

COLBERT DE SEIGNELAY.

COLBERT DE CROISSY.

Passeport dont les Vaisseaux François seront porteurs.

Louis, Comte de Vermandois, Admiral de France, A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Sçavoir faisons, que Nous avons donné Congé & Passeport à Maître de nommé du Port de ou environ, estant de présent au Port & Havre de des'en aller à chargé de & armé de après que visitation d' aura esté bien & dûement faite. En témoin dequoy Nous avons fait mettre nostre Seing & le Seel de nos Armes à ces Presentes ; & icelles fait contraindre par le Secretaire General de la Marine. A Paris le jour d mil six cens quatre-vingt.

TOM. VII. PART. II.

ANNO 1682.

Signé,

Louis, Comte de Vermandois, Admiral de France.

Et plus bas :

Par Monseigneur, LE FOUIL.

Et scellé.

Certificat du Sieur Consul de la Nation Française à Salé.

Nous Consul de la Nation Française à Salé, Certifions à tous qu'il appartient que le nommé commandé par du port de ou environ, estant de présent au Port & Havre appartient aux Sujets de l'Empereur de Maroc, & est armé de En témoin de quoy Nous avons signé le présent Certificat & apposé le Seel de nos Armes. Fait à Salé le jour d mil six cens quatre-vingt.

XIV.

Accessio Romanorum Imperatoris LEOPOLDI ad 28. Fev. Fecit inter CAROLUM XI. Suecia Regem, & Ordine Fœderati Belgii Generales Anno 1681. initum. Datum 28. Februarii 1682.

* Voyez-la ci-devant sous le 30. Septembre, 10. Octobre 1681. pag. 15.

XV.

Declaratio DD. Ordinum Fœderati BEL-28. Fev. CII Generalium, quâ Accessionem LEOPOLDI Cæsaris ad Tractatum Guarantia die 30. Septembris 10. Octobris 1681. inter ipsos & Regem SUECIE initum accipiunt, se obligantes ad omnia sua Cæsarea Majestati præstandum, quæ in prædicto Tractatu continentur. Altem Hage Comitii die 28. Februarii 1682. [Copie Manuscripte & sûre.]

ORDINES Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum notum testamurque facimus omnibus & singulis quorum interest aut quomodolibet interesse poterit, quod cum Majestati suæ Cæsareæ placuerit Conventionem inter Regiam suam Majestatem Sueciæ & Nos, anno 1681. initam pro se approbare, accessione suâ roborare, & per Ministerium suum nomine suo Cæsareo subscribere & Majestatem suam ad omnia obligare que in dicta Conventione posita, ac si hic de verbo ad verbum inserta essent, cum expressa tamen declaratione, uti sua Majestas Cæsareæ se obstringit in omnibus supradictis erga Coronam Sueciæ & Rempublicam Nostram, ita eadem Corona & Republica Nostra conjunctim & unâ per se obligentur vicissim ad præstandum suæ Majestati Cæsareæ omnia que in prædicta Conventione continentur, ac si cum illa ab initio pacta & conventa fuissent, proprietate Declarationem in validissima forma circa tempus Ratificationis à sua Majestate Cæsareâ securum extrahent. Nos itaque exhibitis nobis prædictis suæ Majestatis Cæsareæ Ratificatione, hanc expressè declaramus, & nos obligamus ad præstandum suæ Majestati Cæsareæ omnia que in prædicta Conventione continentur, ac si cum illa ab initio pacta & conventa fuissent, & uti sua Majestas Cæsareæ se obstringit in omnibus supradictis erga Rempublicam nostram. In cujus rei idem hæc Sigillo nostro muniti, & per Consiliis nostri Præfidentem signati curavimus, ut & per Graphiarum nostrum subscribi jussimus, ut & per Graphiarum nostrum subscribi jussimus.

C 2

1018

ANNO mus. Actum Hagæ Comitibz die vigesimo octavo
1682. Februarii anno 1682.

DE WEEDE. Vt.

Ad mandatum altè memor. Dominorum Ordinum Generalium.

H. FAGEL.

XVI.

10. Avril.
L'AN-
GLETER-
RE ET
ALGER.

Articles de Paix, & de Commerce, entre le Serenissime & très-puissant Prince CHARLES II. par la Grace de Dieu, Roi de la Grande Bretagne, France & Irlande, Défenseur de la Foi Chrétienne &c. Et les très-Illustres Seigneurs, les Bassa, Dey, Aga, & Gouverneurs de la Faméuse Ville & Royaume d'ALGER en Barbarie, conclus par Arthur Herbert, Esquyer, Admiral de la Flotte de Sa Majesté, sur la Méditerranée, le 10. jour d'Avril vieux style 1682. & le 11. de la Lune d'Avril de l'an de l'Hégire (1) 1094. Avec un double Formulaire des PASSE-PORTS dont les Navires devront être munis. Et un Article séparé touchant ce même Formulaire, fait le 5. Mars de l'an de Notre Seigneur J. C. 1682. & le 17. Jour de la Lune Moutamir de l'Année de l'Hégire 1094. [Manuscrit, d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le Theatrum Europæum, Tom. XII. pag. 463, en Allemand.]

I. **E**N premier lieu, il a été accordé & conclu que d'aujourd'hui en avant, il y aura une trêve, ferme, & inviolable Paix, entre le Serenissime Roi de la Grande Bretagne, France, & Irlande, Défenseur de la Foi Chrétienne &c. & les très-Illustres Seigneurs le Bassa, le Dey, l'Aga, & les Gouverneurs de la Ville & Royaume d'Alger, & entre tous les Etats & Sujets de part & d'autre, & que les Navires, ni autres Vaisseaux, les Sujets, ni les Peuples de part & d'autre, ne feront dorénavant aucun mal, tort, ou injure, les uns aux autres, ni de fait ni de parole; mais se traiteront l'un l'autre avec tout le respect & toute l'amitié possible.

II. Que tous Navires ou autres Vaisseaux appartenans audit Roi de la Grande Bretagne, ou à ses Sujets pourroient en toute sûreté entrer dans le Port d'Alger, ou en quelquel'autre Port que ce soit de ce Royaume, pour y acheter, & vendre en payant les Droitures accoutumées de dix pour cent, ainsi que par le passé, pour les Marchandises qu'ils vendront; & à l'égard de celles qu'ils ne vendront pas, ils pourroient les remporter à bord de leurs Navires, sans payer aucune Droite, & qu'ils en pourroient partir librement, quand il leur plaira, sans aucun retardement, ni empêchement quelconque, & à l'égard des Marchandises de Contrebande, comme de la Poudre à Canon, du Soufre, du fer, des planches, & de toute sorte de Bois de Charpente propre pour bâtir des Navires, des Cordages, de la Poix, du Godrôn, des Fusils, & autres Equipages de Guerre, les Sujets de sadite Majesté ne payeront aucuns Droits pour ceux à ceux d'Alger.

III. Que tous Navires & autres Vaisseaux, soit qu'ils appartiennent audit Roi de la Grande Bretagne, ou à ses Sujets, ou qu'ils appartiennent au Royaume & aux Peuples d'Alger, pourroient passer librement les Mers & traquer, sans aucune visitation, empêchement, ni molestation de part & d'autre, & que toutes personnes, ou Passagers, de quelque Pais qu'ils soient, & tout l'argent monnoyé, Denrées, Marchandises & meubles, à quelque Nation, ou Peuples, qu'ils

puissent appartenir, étant à bord dedit Navires ou Vaisseaux, seront entièrement libres, & ne pourront être arrestez, pris, ni pilléz, ni recevoir aucun dommage ni molestation quelconque de l'une ou l'autre Partie.

IV. Que les Navires de Guerre ni les autres Vaisseaux d'Alger rencontrant des Navires marchands ou autres Vaisseaux des Sujets de sadite Majesté, qui ne seront pas sur les Mers appartenantes aux Domaines de Sa Majesté, pourroient envoyer à bord une simple Chaloupe avec deux hommes, outre le nombre ordinaire de Rameurs, & si n'y aura que ces deux hommes qui entreroient dans les Navires marchands ou autres Vaisseaux, sans la permission expresse du Commandant du Vaisseau, & qu'après qu'on leur aura fait apparoir du Passeport, signé & scellé du Seigneur Grand-Admiral d'Angleterre & d'Irlande, ou de celui du Seigneur Grand-Admiral d'Ecosse, pour ledits Roiaumes respectivement, ou qui seroit pour les seings & Seaux des Commissaires deputez pour exercer la charge de Seigneur Grand-Admiral d'aucun dedit Roiaumes; ladite Chaloupe sera tenue de s'en retourner incontinent, & le Navire ou Vaisseau marchand, poursuivra librement son Voyage; ou si au cas que durant l'espace de quinze mois, à compter du jour de la conclusion du présent Traité, ledit Commandant du Navire, ou Vaisseau marchand ne produisit pas un tel Passeport, néanmoins, si la plus grande partie des Matelots dudit Navire, ou Vaisseau se trouve être compolée des Sujets dudit Roi de la Grande Bretagne, ladite Chaloupe ne laissera pas de s'en retourner, & ledit Navire ou Vaisseau marchand pourra de même poursuivre librement son voyage, mais après ledits quinze mois, tous Navires ou autres Vaisseaux marchands appartenans aux Sujets de sadite Majesté seront obligez de représenter de tels Passeports & Certificats, ainsi que de repré-
senter de tels Passeports & Certificats, ainsi que de repré-

V. Que les Commandans, ni autres personnes d'aucun Navire, ou Vaisseau d'Alger, ne pourroient enlever de dessus aucun Navire, ou Vaisseau des Sujets de sadite Majesté, quelques personnes que ce soit, pour les porter en quelque lieu que ce soit, pour y être examinées, ni pour quelque autre pretexte que ce soit, & ne pourroient user de torture, ni d'aucune violence envers aucune personne, de quelque Nation, ou qualité qu'elle soit, étant à bord d'aucun Navire, ou Vaisseau des Sujets de Sa Majesté, sous quelque pretexte que ce soit.

VI. Arrivant que des Navires appartenant audit Roi de la Grande Bretagne, ou à aucun des Sujets de Sa Majesté fassent naufrage, en aucun endroit des Côtes du Domaine d'Alger, ils ne pourroient être repetez, ni declarés de bonne prise, & ce qui sera sauvé, ne pourra être saisi, ni les hommes qui y seront, ne pourroient être faits Esclaves; mais tous les Sujets d'Alger seront tenus de faire leurs efforts pour en sauver les hommes & les biens qui seront dessus.

VII. Qu'aucun Navire, ni autre Vaisseau d'Alger, ne pourra avoir permission d'être employé pour aller à Salé, ni en aucune autre place ennemie dudit Roi de la Grande Bretagne, pour y servir de Courriers, ou d'Esclumeurs de Mer, contre les Sujets de sadite Majesté.

VIII. Qu'aucun des Navires, ni autres plus petits Vaisseaux d'Alger, ne pourroient croiser près, ni à la vue de Tanger, ni des autres Rades, Havres, Ports, Villes, ni Places de Sa Majesté, ni en quelque maniere que ce soit, en troubler la Paix & le Commerce.

IX. Que si quelque Navire ou Vaisseau de Tunis, Tri-

(1) La Dey de ce Traité & celle de l'Article séparé qui le suit font conséquemment de incommodes. L'un de l'Hégire 1094 ne répond pas non plus à l'an de Notre Seigneur 1682, mais bien à l'an 1683. La Copie Autographe du Theatrum Europæum outre cette double erreur en donne le Traité principal de l'an de Notre Seigneur 1682, & de l'Hégire 1093. L'Article séparé y manque, mais du moment que la première date est trouvée, l'autre doit de nécessairement être diti être de l'an de Notre Seigneur 1683, & de l'Hégire 1094. [D. u. m.]

ANNO
1682.

ANNO 1682. Tripoli; ou de quelque autre Place, amène aucuns Navires, Vaisseaux, Hommes, ou Biens appartenans à aucuns des Sujets de Sa dite Majesté, dans le Port d'Alger, ou en quelque autre Havre, ou Place, de ce Royaume; les Gouverneurs qui y seront, ne pourront pas permettre qu'ils soient vendus dans l'Étendue du Domaine d'Alger.

X. Que si quelques uns des Navires de Guerre du dit Roi de la Grande Bretagne arrivent en Alger, ou en quelque autre Port, ou Place de ce Royaume; à avec quelle prise, ils la pourront vendre librement; ou en disposer autrement, comme il leur plaira, sans y être troublés par qui que ce soit. & que ledits Navires de Guerre de Sa Majesté ne seront point tenus de payer aucuns droits de Doiane, en quelque manière que ce soit, & que s'ils ont besoin de provisions, de vivres, ou de quelque autre chose, ils les pourront acheter librement aux prix courans du Marché.

XI. Lors que quelques uns des Navires de Guerre de Sa Majesté paraîtront devant Alger, on fera aussitôt faire un cy public par l'advis qui en sera donné par le Consul Anglois, ou par les Commandans de ces Navires; aux Gouverneurs en Chef d'Alger, pour refuser les Captifs Chrétiens: & si après cela, quelques Chrétiens que ce soit trouvent moyen de se sauver à bord de quelqu'un de ces Navires de Guerre, on ne pourra pas les redemander, ni ledit Consul, ni le Capitaine du Vaisseau, ni aucun autre des Sujets de Sa Majesté, ne seront pas obligés de payer aucune chose pour ledits Chrétiens.

XII. Que du moment que la Ratification du présent Traité par le Roi de la Grande Bretagne sera délivrée aux Gouverneurs en Chef d'Alger, aucuns Sujets de Sa dite Majesté ne pourront être achetés, ni vendus, ni faits Esclaves, en aucun endroit du Royaume d'Alger, sous quelque prétexte que ce soit. Et ledit Roi de la Grande Bretagne ne sera point tenu en vertu du présent Traité de Paix de racheter aucuns de ses Sujets qui sont présentement en Esclavage, ou qui pourroient être faits Esclaves avant ledite Ratification. Mais il prendra absolument de Sa Majesté, ou des Parents, & amis des personnes qui seront en Esclavage, de racheter de tems en tems, sans aucune limitation, ni restriction, ceux qu'il jugera à propos. & en tel nombre qu'il leur plaira, après être demeuré d'accord avec leurs Patrons ou Maîtres du prix de leur rachat, au plus raisonnablement possible, que faire se pourra, sans obliger ledits Patrons, ou Maîtres d'en mettre aucun en liberté contre leur gré, soit qu'ils soient Esclaves sur le Beylique, ou sur les Galeres, ou qu'ils appartiennent au Bissa, Dey, Gouverneur, Aga, ou à quelques autres personnes que ce soit. Et tous les Esclaves qui se trouveront être Sujets de Sa Majesté jouiront après qu'ils auront été rachetés, de l'avantage & du bénéfice des diminutions de Droits dus à la Maison Royale, & des autres frais, en payant des sommes aussi raisonnables qu'aucuns Esclaves des autres Nations payent ordinairement quand ils sont rachetés.

XIII. Arrivant que quelques Sujets dudit Roi de la Grande Bretagne viennent à decéder en Alger, ou en aucun endroit de son Territoire, les Gouverneurs, Juges, ni autres Officiers à Alger, ne pourront pas faire saisir les biens ni son argent monnoyé, & si ne leur sera pas permis d'en faire perquisition, mais ledits biens & argent seront mis entre les mains & en la possession des personnes que le défunct aura instituées ses Héritiers par son Testament, au cas qu'ils le trouvent par le lieu, ou le Testament sera decédé: mais au cas que les Héritiers n'y soient pas, les Exécuteurs dudit Testament, dûement établis par le défunct, après avoir fait Inventaire de tous les Biens & de tout l'argent par lui laissés au jour de son décès, les prendront en leur garde sans aucun empêchement, & prendront le soin de les faire remettre par quelque voye sûre, entre les mains des vrais & légitimes Héritiers du défunct, & au cas que quelques Sujets de Sa dite Majesté viennent à decéder sans avoir fait aucun Testament, le Consul Anglois se mettra en possession de ses biens & de son argent, après en avoir fait l'Inventaire pour être conservés aux Héritiers & Parents du défunct.

XIV. Que les Sujets de Sa Majesté qui sont Marchands, demeurans & trafiquans en la Ville & Royaume d'Alger, ne seront tenus d'acheter aucunes Marchandises contre leur gré, mais qu'il leur sera libre

d'acheter telles Marchandises que bon leur semblera, & que les Capitaines ou Commandans des Navires ou Vaisseaux appartenans aux Sujets de Sa dite Majesté ne pourront être obligés à embarquer contre leur gré, aucunes Marchandises, pour les porter, ou pour faire Voyage en aucune Place où ils n'auroient pas envie d'aller. Et le Consul Anglois ni aucun autre Sujet dudit Roi, ne seront tenus de payer les dettes d'aucun autre Sujet de Sa Majesté, à moins qu'ils n'en fussent devenus cautions par un Acte public.

XV. Que les Sujets de Sa dite Majesté, demeurans en Alger, ou dans les Territoires, ne seront point sujets à aucune autre juridiction, en matière de différends qu'à celle du Dey, ou du Divan, à moins que ces différends n'arrivent entre eux mêmes, auquel cas ils seront tenus de s'en rapporter au Consul seul, pour les décider.

XVI. Arrivant que quelque Sujet de Sa dite Majesté estant en quelque endroit que ce soit du Royaume d'Alger, vienne à frapper, blesser, ou tuer un Turc, ou un More, au cas qu'il soit pris, il sera puni de la même manière, mais non pas plus severement qu'un Turc, qui aura commis pareil crime, le devra être, mais s'il arrive qu'il le lauve, le Consul Anglois ni aucun autre des Sujets de Sa dite Majesté n'en pourront estre en aucune façon troublés ni recherchés.

XVII. Que le Consul Anglois qui est à présent, ou sera en quelque temps que ce soit ci-après, demeurant en Alger, y sera en tout temps en pleine & entière liberté, & seureté de sa Personne & Biens, & il lui sera permis de choisir son Dragoman ou Courtier & d'aller librement à bord de quelque Navire que ce soit, qui sera à la Rade, aussi souvent & en tel temps qu'il lui plaira, & jouira de la liberté d'aller à la Campagne, & qu'on lui accordera un lieu, dans lequel il pourra faire ses prières, sans que personne lui puisse faire aucune injure ni de paroles ni de fait.

XVIII. Que non seulement pendant la durée de la présente Paix & Amitié; mais encore, au cas qu'il arrivât quelque Rupture ou Guerre ci-après, entre ledit Roi de la Grande Bretagne & le Royaume d'Alger, le Consul Anglois, & tous les autres Sujets de Sa dite Majesté, demeurans dans le Royaume d'Alger, auront toujours & en tout temps, tant en Paix qu'en Guerre, pleine & entière liberté d'en sortir, & d'aller en leur propre Pays, ou tel autre qu'il leur plaira, sur tel Navire ou Vaisseau de la Nation qu'ils adjuureront bon estre, & de transporter avec eux, tous leurs Biens, Marchandises, Familles & serviteurs, quoi que cet acte dans le Pays, sans aucun obstacle, ni empêchement.

XIX. Qu'aucun Sujet de Sa dite Majesté, estant Passager pour aller en quelque Port que ce soit, ou en sortir avec son bagage, ne pourra en aucune façon estre molesté ni inquiété, quoi qu'il fût à bord de quelque Navire, ou Vaisseau d'une Nation ennemie d'Alger: de la même manière qu'aucun Passager d'Alger, estant à bord de quelque Navire ou Vaisseau d'une Nation ennemie du Roi de la Grande Bretagne, ne pourra être en aucune façon molesté fût en sa personne ou en ses Biens, qu'il pourroit avoir embarqué sur ledit Navire ou Vaisseau.

XX. Que toutefois & quantes que quelque Navire de Guerre du Roi de la Grande Bretagne, portant le Pavillon de Sa Majesté au haut du grand Mât, paraîtra devant Alger, & viendra mouiller l'ancre à la Rade, immédiatement après que le Consul, ou quelque Officier du Navire en aura donné avis au Dey, & au Gouvernement d'Alger, pour marque de l'honneur & respect qu'ils portent à Sa Majesté ils feront faire une foule de vingt-cinq volées de canon, des Châteaux & de la Ville, & le Navire rendra un salut de pareil nombre.

XXI. Qu'immédiatement après que les présents Articles auront été signés & scellés par le Baisa, Dey, Aga, & les Gouverneurs d'Alger, toutes injures & dommages soufferts de part & d'autre seront entièrement oubliés, sans s'en ressouvenir, & la présente Paix demeurera & durera en sa pleine & entière force & vertu pour jamais. Et à l'égard de toutes les depredations & dommages qui seront faits, ou commis de part ou d'autre ensuite, avant qu'on puisse donner avis de la présente Paix, on en fera incontinent pleine & entière satisfaction, & tout ce qui se trouvera encore en nature, ou en espèce, sera rendu & restitué sur le champ.

XXII. Arrivant cy-après que quelque chose soit faite



ANNO faite, ou commise, contre, & au préjudice du présent
1682. Traité, par les Sujets de l'une ou l'autre Partie, ledit

Traité ne laissera pas de subsister en sa pleine force & vertu; & de telles Contraventions ne causeront pas la Rupture de la présente Paix, Amitié, & bonne correspondance; mais la Partie à qui on aura fait tort, demandera amiablement satisfaction prompte, pour lesdites Contraventions, avant qu'il soit permis de rompre la Paix, & si la faute est commise par quelques Sujets particuliers de l'une ou l'autre Partie, il n'y aura qu'eux qui seront punis comme infractions de la Paix, & perturbateurs du repos public, & notre foi sera notre foi, & notre parole sera notre parole.

Confirmé & scellé en la présence de Dieu tout-puissant le dixième jour d'Avril de l'an de notre Seigneur Jésus-Christ 1682. & le onzième jour de la Lune
* Lijfe 1091: d'Avril de l'an de l'Hégire * 1094.

(L.S.) (L.S.) (L.S.)

Comme le dixième jour d'Avril 1682. il y a eu un Traité de Paix conclu, entre le Serenissime Roi de la Grande Bretagne, France, & Irlande, Défenseur de la Foy Chrétienne, &c. Et les tres-illustres Seigneurs le Bassa, Dey, Ags, & les Gouverneurs de la Ville & Royaume d'Alger, auquel Traité, on a annexé un Formulaire de Passeports, pour les Navires appartenans aux Sujets dudit Roi de la Grande-Bretagne, il a été conclu & expressément déclaré par ces présentes, que ledit Formulaire, annexé audit Traité, ne faisant pas partie d'icelui, les Seigneurs Grands Amiraux, ou Commanditaires de l'Amirauté des Etats de Sa Majesté sont en pleine & entière liberté en donnant ledits Passeports, de se servir du Formulaire de paroles annexé à ces présentes, qui seront bonnes, & suffisantes à toutes intentions & dispositions.

Confirmé & scellé en la présence de Dieu tout-puissant le cinquième jour de Mars l'an de notre Seigneur Jésus-Christ * 1682. qui est le dix-septième jour de la Lune Moolout, de l'année de l'Hégire 1094.

(L.S.) (L.S.) (L.S.)

Formulaire du Passeport.

Laisser le Navire passer avec sa Compagnie, Passagers, Denrées & Marchandises, sans aucun obstacle, empêchement, fausse, ou molestation, ledit Navire m'apparaissant (ou à nous) par bon témoignage appartenir aux Sujets du Roi notre Souverain Seigneur, & non pas à des Etrangers: donné sous mon sceau (ou nos sceaux) & le Sceau de mon (ou notre) Bureau de l'Admiral à le ... jour de de l'an de notre Seigneur mil six cent quatre-vingt.

A toutes personnes que ces présentes peuvent concerner.

Par le Commandement de

Remarques.

Que la dernière Commission de l'Amirauté d'Angleterre étant finie, & l'Administration des affaires d'icelle, (& particulièrement celle de signer les Passeports) ayant passé dans les propres mains Royales de Sa Majesté, le Formulaire du Passeport cy-dessus mentionné, a reçu les changements suivans, à savoir.

Jacques second, par la grace de Dieu, Roi d'Angleterre, d'Ecosse, France, & Irlande, Défenseur de la foy, &c. A toutes personnes qu'il appartiendra, salut; laissez le Navire

(place du Sceau)

passer avec sa Compagnie, Passagers, Denrées & Marchandises sans aucun obstacle, empêchement, fausse ou molestation, ledit Navire nous apparaissant par bon témoignage, appartenir à nos Sujets & non pas à un étranger. Donné sous notre Seing manuel, & sous le Sceau

de notre Amirauté, en notre Amirauté, en notre ANNO
Cour de ... jour de ... de l'an de notre 1682.
Seigneur mil six cent quatre-vingt

JACQUES R.

Par Commandement de Sa Majesté

S. PEYRE.

XVII.

Akte par lequel L'ESPAÑE entre dans le Traité 1. Mai.
de Garantie conclu le 30. Sept. 10. Octobre
1681. entre la Couronne de SUEDE, & les
Etats Généraux des PROVINCES-UNIES.
A la Haye le 1. Mai 1682. [Tiré des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye, du temps du Roi CHARLES II.]

TOUT le monde est pleinement persuadé du penchant que Sa Majesté Catholique, à tousjours eu pour le repos de la Chrétienté, & des demarches qu'elle a faites à son desavantage pour conserver la tranquillité publique qui sembloit devoir être rétablie par la dernière Paix conclue à Nimègue, bien qu'elle ait été si contraire aux Intérêts de Sa Majesté, & de quoi qu'il ne soit pas besoin d'autres preuves de la sincère intention avec laquelle Sa Majesté tâchera de solliciter un bien aussi nécessaire que celui de la Paix, qu'elle a jusqu'à présent observée avec autant d'exactitude que de préjudice. Néanmoins pour une plus grande Confirmation dudit Traité Don Balthazar de Fuen Mayor, Chevalier de l'Ordre de St. Jacques, Gentilhomme de la bouche du Roi, de son Conseil, & son Envoï Extraordinaire auprès des Etats Généraux des Provinces-Unies, se trouvant autorisé dûment & en bonne forme pour conclure tous les Traitez qui auroiront à la fin louable que Sa Majesté s'est proposée de procurer une tranquillité commune & générale, veut bien prendre part à un ouvrage si saint & si faire connoître qu'il n'a eu que la même vue que celle du Traité de Garantie de la Paix de Nimègue, de Munster & d'Olinabrug, conclu depuis peu à la Haye le 10. Sept. de l'an 1681. entre le Roi de Suede & les Etats Généraux des Provinces-Unies, lequel a été depuis pleinement ratifié par les deux hautes Parties mentionnées, & pareillement signé & ratifié par Sa Majesté Impériale: Et ainsi Don Balthazar de Fuen Mayor, en vertu du Pleinpouvoir ci-joint, s'oblige au nom de Sa Majesté à tout ce qui est contenu dans ledit Traité de Garantie, tout de même que s'il y avoit été inséré mot à mot, mais avec cette expresse déclaration que de la même manière que Sa Majesté Catholique s'oblige à tout ce que contient ledit Traité de Garantie à l'égard de Sa Majesté Impériale, de Sa Majesté Suedoise & des Etats Généraux des Provinces-Unies, ainsi Sa Majesté Impériale, Sa Majesté Suedoise & les Etats Généraux, tous ensemble & chacun en particulier, s'obligeront respectivement envers Sa Majesté Catholique pour tout ce qui est compris dans ledit Traité de Garantie, comme s'il avoit été arrêté & contracté dès le commencement avec elle; & que lorsque la Ratification de cet Acte sera délivrée de la part de Sa Majesté, on donnera au soussigné une semblable Ratification de la part de Sa Majesté Impériale, & de Sa Majesté Suedoise & des Etats Généraux. C'est pourquoi Don Balthazar de Fuen Mayor, signe cet Acte & y fait apposer le Cachet de ses armes, réservant seulement à Sa Majesté Catholique la faculté de ratifier cet Acte dans l'espace de huit Semaines, & de limiter le temps que cette Convention devra durer. Fait à la Haye le 2. Mai 1682.

XVIII.

Larenburgische Allianz zwischen Ihro 10. Jun.
Kaiserliche Majestät Leopoldo an
nem / und des Heiligen Römischen
Reichs hierzu veralliierten getrunen /
Brande.

ANNO
1682.

Frank- und Ober-Rheinischen Creysen diffests Rhein / samt einigen anderen Ständen am andern Theil geschlossen/ zur Defension des Reichs gegen allen feindlichen gewaltthätigen Vor- und Einbruch / Abstellung aller Contraventionen wider den Münster- und Nim- megen Frieden / Abwendung aller Ge- waltswägen Invasionen / Turbationen / und widerrechtlichen Zumuthungen vom Reich und dessen Ständen ic. Gegeben den 10. Junii 1682. Nach der Chur-Brandenburgischen Declaration darüber gethan. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheil. I. pag. 475. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LONDORP II *Acta Publica*, Tom. XI. pag. 430.]

C'est-à-dire:

Traité de Luxembourg entre LEOPOLD Empereur des Romains d'une part, & les Cercles confédérés de FRANCONIE & du HAUT RHYN ciens, avec quelques autres Etats de l'Empire d'autre part, pour la défense de l'Empire contre toutes fortes d'Hostilités, de Violence, & d'Irruption, pour le maintien des deux Paix de Munster & de Nimègue, & pour s'opposer efficacement à toutes fortes de Contraventions, & Invasions faites ou à faire, comme aussi aux injustes Demandes & Pretensions qui ont été formées contre l'Empire & contre ses Membres. Du 10. Juin 1682. Avec la DECLARATION de l'Electeur de BRANDENBOURG sur ce sujet.

Bund und zu wissen sey hiermit jedermänniglich: Nachdem bey letztgenannten geschwunden und gescheitlichen Conjunctionen beobachtet worden / wie die zur Conservation des gemeinen Reichs Ansehens und Friedens / auf der noch wehrenden allgemeinen Reichs-Versammlung zu Regensburg intendirende de theils noch abgehende heilige Reichs-Versammlunge sehr Zeit / und desto viel Execution und Wirksamkeit einbringen / erfordert / als die andringende Gefahr und dero eusestliche Gegenwehr gelassen wollen: daß daumero zu solch unversetzlichen Defension und die ermedte allgemeine Reichs-Versammlunge zu ihrer vollkommenen Wirksamkeit und Wirksamkeit gebracht werde / im Namen Ihrer Kaiserl. Majestät als des Heil. Reichs Oberhaupt dero dazu guldigste deputirte geheimer Reichs an eum / und dann dero und des Heiligen Reichs hierzu verallteten getrenn Frank- und Ober-Rheinischen Creysen diffests Rheins / samt einiger andern / zu denselben stehenden Reichs-Ständen / durch Ihre an Kaiserl. Hoff abgeordnete Accreditierte und Bevollmächtigte anders theils / nachfolgendes schließlich verabredet / beliebt und recessirt worden.

1. Daß zwischen allerböchstdenckter Ihrer Kaiserlichen Majestät und erwehnten beyden Frank- und Ober-Rheinischen diffests Rheins und denen unierten Reichs-Ständen / hiermit eine Particular-Zusammenkunft be- gestellt geschlossen seyn solle / wann das Haupt- Werk vorerwehnter Reichs-Versammlunge zum Stand kommen würde / alsdann dieses darauf / denen ausfallenden Reichs-Conclusis nach / eingerichtet werde / wann dasselbe aber uns steten gerathen solte / gleichwohl diese Particular Zusammenkunft einen als den andern Theil ihren vollen Effect haben und gewinnen solle.

2. Welches 2do vernünftig noch anders kein Ziel und Weichen habe / als die Defension des Reichs gegen allen feindlichen gewaltthätigen Vor- und Einbruch / so jedoch in ihrer Nachsehung und auf den Fall / da zu keinem sichern und reputirlichen Frieden anders zu gelangen silte

de / hiernächst auch dahin ausgehen solte / daß inwieweil derselben der Friede im Reich nach Zustand der Münster- und Nimegenischen Tractaten aufrecht erhalten / die Contraventiones abgestellt / und die bestehende gewaltthätige Invasionen / Turbationen / und widerrechtliche Zumuthungen vom Reich und dessen Ständen mit Nachdruck abgemindert / und wohl auch über den bestehenden Ansehnung jährlingliche Reparation ersetzt werde.

3. Daß solche Defensions-Versaffung und Particular Zusammenkunft Ihrer Kaiserlichen Majestät mit denen sich hierzu einfindenden Reichs-Ständen / in drey verschiedene Armeen oder Heilbägen am Ober-Rhein betrad bis nach Philippsburg am Wintern / ferners hiemit bis nach Coblenz / und am Untern Rhein wirtschende hiemit bis zu dem Reichs-Gränzen dergestalt abzurufen seyn / daß doch allenfalls nach erfordender Noth oder des lauffs der Kriegs-Operationen / eine der andern / unter Ihrer Kaiserlichen Majestät Haupt-Direction und Ober-Commando / und nach dem von denen Ständen zu bestim- menden Kriegs-Nach mit gutsefinden allgemeinen Concere die hülfliche Hand zu bieten / zu succurriren / und des stens beyzutheilen / noch selb dessen ein oder ander Theil eines Theils zu entsenden habe.

4. Daß die Formirung der Oben-geen itzgedachten dreyen Armeen Ihrer Kaiserliche Majestät übernehmen / und Ihrer Kaiserl. Durchl. zu Bayern dahin werden be- handeln lassen / daß auch sie darzu so wohl mit ihren eigenen als des Bayerischen Creyses Versammlungs-Mo- lern concurriren / und also gegen den Ober-Rhein / ohne die zu denen Befestigung erforderliche Mannschafft ein Corpo wenigstens von 30000. Mann in Weichschafft gestellt werde.

5. Massen dan / Ihre Kaiserliche Majestät 2to. zu solchem Ende schon zu ihren vorhin in dero Ober- und Vorder-Oesterreichischen landen stehenden Mannschafft von circa tausend und etliche hundert zu Fuß und Fuß / noch fünf tausend zu Fuß anmar- chiren lassen / den gleich darauf auch anders acht tausend und so viel hundert zu Fuß folgen / und also allem an Reichs-Veld über die Garnison bis in prangst tausend Mann gegen dem Ober-Rhein im Feld stehen werden.

6. Zu dem schließ / daß auch Ihre noch ferners ob- handene Werb- und Recrutierung zum Vordienst der re- solvirten Armatur von 63000. Mann continuiren.

7. Auch 7mo. den gehörigen Anstalt machen lassen / damit nicht allein die Verpflegung-Mittel und nöthiges Proviant vorhanden seyn / sondern auch die nöthige dar- aufhin schickte Kaiserliche Artillerie mit nöthigerem Zeug und Ammunition zum Gebrauch bereitig gemacht werde.

8. Welchem nach Sie auch 8vo. um so mehr alles Ernstes darob seyn werden / daß gegen solche Reichs- Zahl- und Verpflegung die militärische Disciplin aufs ge- nau- und schärfste observiret / nach zu leichtest Fort- und Aussonnung aller längerer Tröge und Bagage von ihren Wäldern geschafft und abgehoben bleibe / zumahl aber auch denen Officieren vom Oberst bis zum Untersten nicht nach ihren Herkommen / sondern nach der Bedie- nungs-Stelle / die Anzahl von münchenden feuren und Kassen passirt werde.

9. So werden auch 9. Ihre Kaiserliche Majestät so wohl zu Bekräftigung dieser Particular-Zusammenkunft / als auch zu forderstamter Formirung der dritten zum Unter-Rhein destinirten Armee mit des Herrn Chur- fürsten zu Sachsen und Herrn Herzogen zu Hannover Durchl. Durchl. nach dem Fuß gegenwärtiger Haupt- Abrede die obhandene Tractaten fortsetzen und möglich zum Schluß besterben lassen / damit Ihre Kaiserl. Durchl. mit Ihrer zu Feld stehenden Mannschafft auch fernere Ihre Kaiserliche Majestät Anweisung zum Augus und Operation in Weichschafft seyn / gedachte Herrn Her- zogs Durchl. aber auch in Ihre Kaiserliche Majestät Mahnen noch einige andere Reichs-Stände zu sich be- rufen / mit denselben ein Corpo von 20000. oder mehr Tausend zusammen bringe / und gedachte untere Station ches zu beisehen / auch bey erforderender Noth der Oben und Unten Armeen reciprocisch beyzutheilen und zu succurriren fertig halt.

10. So viel aber 10. die Formirung der Unten Armee belangt / werde die Reichs-Defension von Phi- lippstung hiemit bis nach Coblenz zu beobachten dar / gleichwie obgedachte beede Frank- und Ober-Rhein- Creysen / samt denen Allirten und unierten Ständen und Reichs-Nachschafft / übernehmen / ein Corpo von 17. bis 18000. Mann / so zu Fuß als zu Fuß auf- bringen / und zu der abgehenden Reichs-Defension samt

ANNO
1682.

ANNO der darzu gehörigen und proportionierten Feld-Artillerie
1682. in Bereitschaft zu halten. Als ersehen sich auch Ihre

Kaiserliche Majestät allergnädigst / daß zu Verpfändung
mehrere Anweisung bestanden / Sie von then auf den
Resignierten Offizieren halbsenden Soldaten 3000. Mann
zu Hoff solch an Curatiren / oder dreien Theil
an Dragoonen / auch Ihrer Kaiserlichen Majestät dinstalls als
legationellen Bedienen / oder dergleichen Bedienen (die
Sie so fern benennen werden) dinstalls beordnen wol-
len / daß so bald bey erforderlicher Noth der Aufkom-
mung / in auf Veranlassung des bey der ersten unter-
nehmung / in auf Veranlassung des Generals (als worzu Ihre
Kaiserliche Majestät den zu Veranfassung vorgeschlagenen
Herrn Grafen Georg Friedrich von Waldeck vor ihren
General Feld-Marschall gnädigst ernennen und sich ge-
fallen lassen) alldahin und ohne weitem Zurückhalten in
die Gräyze anmarchiren / sich unter eigenschädlichen Herrn
Feld-Marschall Commano sollen und darunter behändig
verloren und operiren solten / es sey dann Ew. /
daß auf vorgedachtem Concert zwischen Ihrer Kaiserliche
Majestät und denen untern Ständen beunden würde/
daß gedachte 3000. Mann bey solchem untern Corpo-
re nicht / wohl aber zu Ihrer Kaiserlichen Majestät an-
dermänniger Defension hinwiederum wäre.

11. Und wie dann 11. Ihre Kaiserliche Majestät vor-
ernannte 3000. Mann / auch währenden Zeit / da dieselbe
mit erweiter untern Armee conjungirt seyn wird / aus
ihren eignen Mitteln versorgen / mit Proviant und sol-
chem zulänglichen Sold versehen zu lassen / übernommen /
daß sie so wol in Marchen als Ew. / übernommen /
in bliesen Rath und Rath zu befehlen haben) und kä-
gen / also wie die warte Militz / neben dem Brodt
auch das glatte und rauhe Futter / mit baarem Fleisig
bekahlen können / also auch da erndte 3000. zu Hoff mit
und neben der untern Stände Soldaten ausser deren laubten
sich und operiren solten / wird es auch erweiter Verpfän-
gung halber durch mit ihnen als mit diesen zu halten seyn.

12. Gleich nun auch Ihre Kaiserliche Majestät zu
gnädigsten Offizien gerichtet / daß nachdem erndte allern
Erfrey und Stände die vorige Verpfänzung und unterpal-
tung dieser untern Armee von 17.00. bis 18000.
Mann / und deren Zugehör auf den Fuß der durchge-
hende zu haben bedürft 130. Rother / Monate gestül-
tet haben / Also / und da alle Nothdurft genugsamlich das-
mit kan bestritten werden / befehlen Ihre Kaiserliche Ma-
jestät mit allen billig zu seyn / daß sie von Reich wegen
zu fernen fernem Vortritt zur Kriegs-Kasse / anders ge-
gen werden / es wider dann Ew. / daß das gesagte
Reich neben allgemeiner Einmahlung erndte 130. Rother
Monate noch ein mehrers zu denen neben / Reich-
Nothdurft bezeugen reicherte / sondern sie ver-
stehen auch und alsercuren hiernit / daß Sie bey Ew. /
und Præstition alles obigen / mehrertheils Grund-
und Ober-Nachlass Erfrey durch Rhans samt denen dazu
concurrirnden beyder Erfrey Nachlass / wie auch
die unter selbiger Allianz bestritten Nachlass / wie auch
Ew. / als daß die Kaiserliche Haus Hofaus und Graf.
Mäster Haus und Reich / wenn die darzu stoffende
Ew. / beywunderliche Häuser mit einigen fernern Ein-
quartierung und andern lassen nicht belegen noch be-
schweren werden / Jedoch aber mit dem ausdrücklichen
Vorbeyhalt / daß ohne Kaiserl. Bewilligung und Einwilli-
gung kein Nach-Erstand zu erweiter Allianz nicht an-
genommen werde / dann der obenerwähnte Quarantierland
dadurch nicht aufgehoben / und untern diese Befreyung
impossibler werde.

13. Wie dann auch / wenn bey dieser Defension oder
auch künftige ausbrechender Kriegs-Ruptur die
March und Remache obgedachter untern Stände lan-
den bestritten solten / der marchierende Soldat die genies-
sende Victualien und Futterer soldergestalt in allwege
wird zu bekalen haben / wie es zwischen ihnen Allirten
selbst eventualiter abgeteilt / und nicht werden / nemlich
die Mund / Portion für 2. Pfund Brodt täglich woy
Ew. / für ein Pfund Getreide 2. Kreuzer / für 1.
Pfund Fleisch 2. Kreuzer / auf ein Pferd für 6. Pfund
Heu 2. Kreuzer / und für ein Pferd und Stroh oder das
Ew. / für 2. Kreuzer gerechnet.

14. So befehlen auch Ihre Kaiserliche Majestät die
nen Operationen dieser untern Armee nun ankündigsten
zu seyn / daß wie das ganze Defension / Werd unter
ihren Ober-Nachlass und Commano dinstalls zu seyn
daß / daß die Haupt-Concurrenz für den ganzen Feld-

(L.S.) J. A. F. v. Schwarzenburg.

(L.S.) Hermann W. zu Waden.

(L.S.) J. Hocher.

ANNO der darzu gehörigen und proportionierten Feld-Artillerie
1682. in Bereitschaft zu halten. Als ersehen sich auch Ihre
Kaiserliche Majestät allergnädigst / daß zu Verpfändung
mehrere Anweisung bestanden / Sie von then auf den
Resignierten Offizieren halbsenden Soldaten 3000. Mann
zu Hoff solch an Curatiren / oder dreien Theil
an Dragoonen / auch Ihrer Kaiserlichen Majestät dinstalls als
legationellen Bedienen / oder dergleichen Bedienen (die
Sie so fern benennen werden) dinstalls beordnen wol-
len / daß so bald bey erforderlicher Noth der Aufkom-
mung / in auf Veranlassung des bey der ersten unter-
nehmung / in auf Veranlassung des Generals (als worzu Ihre
Kaiserliche Majestät den zu Veranfassung vorgeschlagenen
Herrn Grafen Georg Friedrich von Waldeck vor ihren
General Feld-Marschall gnädigst ernennen und sich ge-
fallen lassen) alldahin und ohne weitem Zurückhalten in
die Gräyze anmarchiren / sich unter eigenschädlichen Herrn
Feld-Marschall Commano sollen und darunter behändig
verloren und operiren solten / es sey dann Ew. /
daß auf vorgedachtem Concert zwischen Ihrer Kaiserliche
Majestät und denen untern Ständen beunden würde/
daß gedachte 3000. Mann bey solchem untern Corpo-
re nicht / wohl aber zu Ihrer Kaiserlichen Majestät an-
dermänniger Defension hinwiederum wäre.

15. Wie dann auch 15. wann ein oder ander hiernit
bezüglicher Erfrey und anderer fand denen Allianz-Pun-
ten und Præstitionen sein genügen thun sollte / daß solcher
vom Erfrey oder gestalter Mann, woyen / durch execution
dazu anzuhalten werde.

16. Und ferner auch 16. wann die Kaiserliche Majestät nach er-
folgender Noth oder sonst nach Erfreyung des Kriegs-
kauffs / denen andern Ober-und untern-Armee die Hand
zu diehen / oder bezeugen sollte / dann untern Vorbe-
de / in dem Postho viel Soldat zur laub-Erfreyung zu be-
halten / daß es einem Corpo volanti oder Einsatz der nach-
sten feindlichen Garnison bezeugen und widerlegen könne.

17. Wie Ihre Kaiserliche Majestät obermirt maßen
an Ihre nicht werden erweisen lassen / dann auch die
drute Armee am letzten Rhein zum Ew. / erndte
werde / also und damit sich dahin das gesagte Reich und
in particular die untern Erfrey und Stände der feind-
lichen Invasion ohne Widerstand nicht offen seyn könn-
den / solle die drute Armee bey andernder Noth
(wenn auch erndte drute Corpus wider Werben
noch nicht im Ew. / sein sollte) die Defension in ihrem
Postho so gut als möglich anzuhalten / oder auch die
drute Armee / wie obermirt / mit allern Genie /
den / zu conjungiren und zu operiren (welches reciproc
zu verstehen ist) nicht unterlassen.

18. Ertheilen sich Ihre Kaiserl. Majestät so wol we-
gen der Ober-Armee, als dinstaligen Stände / daß die Wä-
der unter diese militäre Armee und deren Commando
stellen / dieselbe weder im Sommer noch Winter jurid zu
fornen / sondern dieselbe allzeit in denen Ew. / Quar-
tieren zu reconvalesciren und zu bekalen / damit die nöthige
Kriegs-Operationen und des Reichs Dienst nicht ge-
m. / noch interruptirt werde.

19. Wann Haupt-Bezeugungen solten vorgenommen
werden / wollen Ihre Kaiserl. Maj. die benachbarte Stän-
de zu Verpfänzung des schweren Geschütze zu vermag /
an ihrem Kaiserlichen Officio nichts erweisen lassen.

20. Wann der Friede erfolgen oder sonst Tractaten
vor dem Krieg gemacht werden solten / wird reciproc
dafür zu trachten seyn / daß dasjenige dabey reitunirt
werde / was etwa ein oder der andern Stände bey währen-
dem neuen Krieg oder auch dieser Armarial halber / möchte
seyn abgenommen werden.

21. Gleichwie die Obligation dieser Wärd und Zusam-
menfassung reciproc zu verstehen / als werden Ihre Kap-
serliche Majestät darob seyn / daß bey der untern Ar-
mee auch alles an den Fuß und Consonanz gegenwärti-
ger Verabredung gestül- / und weiln mehr
hochgedachte Ihre Kaiserliche Majestät diese Zusammen-
fassung ihres Reichs bis zu Erlangung eines definitiven
Kuhelandes zu continuiren geneigt seyn / demnach
aber anfangs erndte Ihren Goodwilligkeit und Acce-
dierte beständig vorgibt / daß der untern Stände Ver-
abredung dinstalls allein auf drei Jahr gestül- / ist.
haben auch ichtwendige Ihren Goodwilligkeit und Ac-
creditierte vornehmen / erndte Kaiserliche Intention de-
nen untern Ständen bey ihrer Zurück-Lunft vorzubrin-
gen / und deren feindschaftliche Erklärung darüber unvorteilhaft
anzustellen.

Zu dessen mehrern Irtum und sich darüber von denen
afterhöflich und hohen Herren Principeln selbst die Ra-
tificationes (wozu dann zwey Monate von jetzt aus
dinstalt werden) / erfolgt und angedeutet worden / sind
dieses Reccesse zwey gleich-lauende Exemplaria verfert-
igt / von anfangs erndte Ihren Depuirten und Ge-
vollmächtigten unterschreiben und bezeugen werden.

Eben zu Leuzburg den 10ten Junij Anno 1682.

(L.S.) Leopold Wilhelm / Graf zu Königsegg.

(L.S.) Georg Fritz / Graf zu Habsburg.

(L.S.) Wolff Philipp von Schrottenberg.

Chur.

ANNO
1682.Eure-Brandenburgische Declaration über diese Varenburg:
für Allianz.ANNO
1682.

Ich, Christian Fürstlich Durchl. zu Brandenburg seyn
jüngstlich benachrichtigt, Abstricht, eint gewissen bey
Ankunft des Herrn Grafen von Malder zu Wien
wissen Ihrer Kaiserlichen Majestät und einigen Reichs-
Erzherzogen und Ständen den 10. Juni geschlossene Bünd-
niß communicirt, welches hochbedachtete Ihre Curfürstl.
Durchl. so wohl ratione, als iure, überaus be-
denklich, und dergestalt beschaffen finden, daß sie darzu
sich zu bewegen nicht vermögen, sondern vielmehr
der äußersten Nothwendigkeit trachten, so wohl das ge-
meine Reichs-Interesse, als Ihre auch einiger mit Ihro in
vertraulich Correspondenz begriffenen Curfürsten, Für-
sten und Ständen Sicherheit und Wohlfahrt dabey
ausser sorgfältig zu beobachten / Die ganze Bündniß
sey nirgends anders hingestrichet, als die Ruptur mit
der benachbarten Eron Frankreich, auch ohne Erwartung
eines Reichs-Schlusses, zu beförhern.

Es sey zwar an dem, mit hiesigen Curfürstl. Durchl.
zu Brandenburg es zum offtern constellirt, daß sie die
von gedachter Eron bisher vorgenommene, so genannte
Reuniones, Incorporationes verschiedner zum Reich ge-
höriger Dörfer, und insbesondere die Occupation der
Stadt Straßburg ungern gesehen, auch nimalen davor
gehalten, daß solch mit denen Frieden-Schlüssen zu Wäls-
ten und Minwegen conciliirt werden könnten. Nach-
den allen es aber an Tage, was schlast wegen rechter
und eigentlicher Explication des Münsterischen Friedens
bereits für vielen Jahren zwischen dem Reich, und der
Eron Frankreich, Zerrungen und Mißverständt ermachsen,
zu deren gütlichen Abhandlung ein gewisses Arbitrium
bedorffts bedacht worden, welches aber nachgehends
durch den eingestrichnen Krieg unterbrochen, u. ohne Kraft
geblieben, so wäre zu wünschen, daß die Kaiserliche Ge-
schicklichkeit zu Minwegen bey den Tractaten aufs neue
wiederum reitlicher und reinerger, oder die süßgewessene
Dubit und freitige Sache dergestalt, und mit solchen
haren Worten abgethan und verhandelt wäre, daß man
sich bemachmalte dieser neuen Unruhe und Strängigkeit
nicht zu besorgen gäbe, Es wäre aber solches gutes
Tempo, und eine so nöthige Sache, leyder, mit unvor-
derbrüchlichen Schaden des lieben Vaterlands, und zu
bessef sich unauflöslichen Schmutz, verachtmassig, und
hies gemachte Geschäftigkeit, lüßet einen ungewissen
unverschämten, und schädlichen Frieden, oben einig
Nachtzwangheit, ja wider Ihrer Curfürstl. Durchl. zu
Brandenburg und andern wohl intentionirten Rath und
Einnem, und wider die so wohl auf dem Reichs-Tag
gemachte Schlüsse, als aufgerichtete harte Verbindlich-
keiten, als die gerecht Reichs-Waffen, welche der
Archiduchse fast aller Orten und Enden mit gemeinlichen
Sutessen setzet, zu Erlangung eines schiden und so
einen Friedens contrarium wollen. Was sit unglück
Eure-Fürstl. Durchlauchtigkeit zu Brandenburg und an-
dern getrennen Ständen daraus zugemachsen, solches
sey am Tage, an Eichen Curfürstl. Durchl. zu Bran-
denburg offters vorgefallen, und nicht nöthig zu wieder-
holen.

Daß man aber durch dergleichen neue Bündnisse
das Zeug, und wegen vorigen Drangsalen noch stussende
Vaterland, wider so vieler streuen Curfürsten, Für-
sten und Ständen wohlmeinendes Eintrachten, und aller
ihrer gethanen Remonstrationen ungeachtet, aufs neue in
einen so gefährlichen Krieg impliciren wollen, solches kon-
ten Curfürstl. Durchl. zu Brandenburg so wenig gut
heissen, als Sie daselbst bitten, daß des Mit-Stände/
und insbesondere die Nieder-Rheinische, der Gefahr am
nächst gefestete Herten Curfürsten, damit einig seyn
würden, als in drei Lauden die Armeen so fort zu An-
fang geschick, darun ieder belli und die Envasationem
habilit werden soll. Im ganzen Cedere sey von seinen
gütlichen Mithien, oder zum Frieden jetzenden Wegen,
das geringste Wort zu finden, sondern alles auf Krieg
und Extermidiaten gerichtet, und welches das allernach-
theilichste, würde der ganze Rhein-Strom in drey Theil
abgetheilt, und denen Kaiserl. und Allirten Exerciti-
bus und Soldateque, wider alle Rechte, Reichs-Con-
stitutiones, Instrumenta Pacis und Vincula, damit ein
Stand dem andern verordnet, und gegen die Tren, die
man einander als membra unius Corporis aus Reipub-
lice schuldig, assignirt, ohne, daß man Ihre, Curfür-
stl. Durchl. zu Brandenburg und hochbedachteten
Herten Mit-Curfürsten, wie auch andern bey des
TOM. VII. PART. II.

ser Sache zum höchsten interessirten Ständen einmahl
ein Wort davon geordnet, und viel anderer nachthei-
licher und prajudiclicher in gedachter Bündniß enthal-
tener Handl zu geschweigen, so wäre unerhört, und ein
solches Attentatum, daran wohl vor dem noch niemand
gedacht, daß ein Graf und einer von Adel, in einem
andereihl Gerichte, Ihne die dem gedachten Reich und
allen Ständen conjunctim aufstehende Jura und Potestät
arrogiren, sich an dessen Stelle erheben und setzen, es
vertreten, dessen Defension übernehmen, es zum Reichs-
Krieg veranlassen, Frieden machen, und unerachtet, daß
zu Gegenfugung auf dem Reichs-Tag die materia securi-
tatis & defensionis publice in formliche Consultation kom-
men, und darinn unterschiedliche Gutachten der Kaiserl.
Majestät zugestimmt worden, benach ein Graf und ei-
ner von Adel sich so vernehmen, und wie der Art. 2. und
3. rohet, die Defension des Reichs gegen aller Ständen
schädlichen gewaltsamen Dar- und Einbruch zu paction,
und auf sich zu transferiren, daß nicht solcher Defen-
sions- und Particular-Zusammenfügung der Freide im Reich,
nach dem Münster- und Munsterischen Tractaten erhal-
ten, die Contraventiones abgetheilt, die geschähe ge-
waltsame Invasiones, Turbationes, von dem Reich und
dessen Ständen abgemendet, und wohl auch über den be-
stehenden Attentatum jährlingliche Reparation erlassen wer-
de. Es wären dieser Sachen und Jura, so vor das ge-
schähe Reich gehörten, und stie in dem Instrumento
Pacis austrücklich, daß sit bellum decernendum, tri-
buta indicenda, pax aut foedera facienda, & alia ejus-
modi publica negotia peragenda fuerint, folches auf
seine andere Weis, nisi de comitali liberorum omnium
Imperii Stanum Suffragio & Consensu geschähe könnte.
Man habe auch diese gewisse Majestät, daß ein fremd-
der König ersicht, und mit demselben tractirt werde,
daß er mit einer Arme mit sich kommt, den unter an-
dern Conditionen gute Quartier darin offerirt hab, und
mangelte es dem Verlauf nach, gleichsam an nichts mehr,
so die Ubertunft dieser fremden Hölzer bisher remoyrt,
als an den zu deren Transportation nöthigen Geldern, um
deren Bezahlung man sich an einem und andern Ort be-
mühete.

Wey diesen sich ereygnenden über die massen weit aus-
schenden Dingen, daraus den Könissen Reichs gütlich-
keith, der Betrugung oder gänzlich Verwundung, und dem nach
ohn Mißsch zu besorgen, hies Curfürstl. Durchl.
zu Brandenburg dero geschicklichen Geschäftigkeit zu Re-
gungung gnädigsten Befehl ertheilt, mit derjenigen Dero-
ren Curfürsten und Fürsten Ständen, welche die Freide-
stehende Conilia dergleichen geschähe, und zur Rup-
tur oder neuen blutigen verdrüßlichen Krieg abzuenden,
oder folche gut mit sich fahrenden Zeitweisen, vorziehen,
vertraulich auf diese Sache zu communiciren, und dero
vermündliche Gebunden, und ihnen beschaffende prei-
sende Expedientia zu vernehmen, auch den Instrumenten
nach, wider folches höchstschädliche, dem Instrumento
Pacis, auch Juribus, Libertati & Securitati Stanum
& Imperii ungemässes Beginnen in publico zu prohi-
biren, die gefährliche Consequenter festharter Bündniß,
und Vorhaben zu remonstrieren, und dabey zu bedungen,
daß man in specie ben darinn indigirten eigenmohli-
chen Quartier-Rehen keine fact zu geben, sondern folches
als rem injulium, als in Instrumento Pacis & Sanc-
tionibus Imperii, nec non Capitulatione Caesares expres-
se prohibendum, mit aller Macht und Hülff, wie es dama
die Reichs-Naturliche, und Völkser-Rechte von selbst mit
sich bringen, ja gebieten, möglichst abzuwehren, auch ju-
gleich das Arbitrium Pacis & belli dem ganzen Reich zu
vindiciren, nicht aber einigen wenigen Ständen zu aban-
dominiren, Curfürstl. Durchl. zu Brandenburg junc-
tiffen seines Reichs, es werden andern wohl intentionir-
ten Stände dero höchste Geschäftigkeit hierinnen nachbeder-
lich secundiren, und bey einer so hoch importirenden Oc-
cation und Frangente so wohl das Reichs gemeine Ruhe,
Sicherheit und Consistenz, als mithen ihre eigene Wohl-
fart und Interesse gebührend beobachten. Wobey dann
auch der von dem Tüchten antretenden widerlich aus-
brochenden Gefahr nicht zu vergessen, welche das Reich
zu Stabilitt der innerlichen Vertraulichkeit und Ruhe,
nicht aber zu dergleichen Zerrungen und Extermidiaten
billig bewachen soll.

Schließlich omniren die sich von dem Reich und dem
Comitiis universalibus separare Allirte, von ihrent
D
Inter-

ANNO intendirten neuen Krieg wenig Gemuth, und Eröderung
1682. land und Leute / indem sie Art. XX. allem disponiren /
und ihre Vererbung darauf stündten / wie dahin zu
trachten sey / doch dasjenige revidirte werde / was etwa
einem oder dem andern / theils bey wärendem neuen
Krieg / oder auch dieser Armatur halben / möchte seyn ab-
genommen worden. Wann sie den Frieden cultiviren /
behalten sie integre, was sie sich dessen / welches nächst
lieber und gewisser seyn / als etwas davon verlieren /
nad zu sorgen / wor dessen Reklamation wider zu er-
langen.

XIX.

12. Sept. Elucidations-Receß zwischen Churfürst
Johann Georg dem Dritten / und
Adolph Herzog zu Sachsen-Weissen-
fels / über den de dato 22. Aprilis
1677ten Jahres aufgerichteten Erb-
Vertrag beschehen. Wodurch dersel-
be in ein und andern Punktis weiters
erleutert / da darüber erwachsene Du-
bia, und widrige Interpretationen er-
kläret werden. Geschehen zu Dres-
den den 12ten Septembris Anno 1682.
[LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv.
Part. Spec. Continuat. II. Absatz II.
pag. 646.]

Cest-à-dire.

Receß entre JEAN GEORGE III. Eleveur de
Saxe, & ADOLPHE Duc de Saxe-Weissenfels,
sur l'Accord Hereditaire du 22. Avril 1677. par
lequel d'un consentement mutuel, ledit Accord est
clairci en divers Points, & les Doutes survenus
à cette occasion expliqués, & résolus. A Dresde
le 12. Septembre 1682.

Die Mahnen der Heiligen Preysfalschheit / so
hiermit Land und zu wissen / Demnach der
Weyland Durchleuchtigste Churfürst und Herr /
Herr Johann Georg der Erste / Herzog zu
Sachsen / Jülich / Elze und Berg / des Heiligen Rö-
mischen Reichs Erb-Marggraf und Churfürst / landgraf
in Thüringen / Marggraf zu Weissen / auch Ober-und
Nieder-lauß / Burggraf zu Magdeburg / Graf zu der
Mark und Kauenstein / Herr zum Kauenstein / bey sei-
nem todtlichen Intestirten sein untern dato den 20. Juli bey
1672. Jahres aufgerichteten Testament hinterlassen / und
darinnen Dero nachmaligen Chur-Pringen und Erstge-
borenen Herrn Sohn / den auch Durchleuchtigen Fürsten
und Herrn / Herrn Johann Georgen den Andern / Her-
zogen zu Sachsen / Jülich / Elze und Berg / des Heili-
gen Römischen Reichs Erb-Marggrafen und Churfür-
sten / landgrafen in Thüringen / Marggrafen zu Weissen /
auch Ober-und Nieder-lauß / Burggrafen zu Magde-
burg / grafischen Grafen zu Weissenberg / Grafen zu der
Mark / grafischen Grafen zu Kauenstein / Grafen zu der
Mark / Kauenstein und Warth / Herrn zum Kauenstein /
in dem auch Churfürstenthum und allen dartzu ge-
brachten Landen und Marggrafthümern / auch Graf-
und Grafschaften / so wohl allen Landen und Leuten /
auch andern / so Seine Churfürstliche Durchleucht da-
malis gehabt / oder künftig durch Gottes Segen woh-
nmalis erlangen und überkommen möchten / zu ihren rech-
ten weichen Universal-Erben eingestift / darinnen aber
auch / wie Einer Churfürstlichen Durchleucht jüngere
bey Herrn Sohn / des Hochwürdigsten / Hochwürdigsten /
Durchleuchtigsten Fürsten und Herren / Herrn Augustus /
Herr Christian / und Herr Moritz / zc. mit gewissen De-
putatzen / civilo institutionibus honorabil. und nach des Jus
Primogeniturs, und anderer Fürstlichen Häuser Ge-
wönheit / und darinnen specificirten Landes-Portionen /
abgeschlitten werden / selten / Vorordnung geben / und
aber an einem Theil Seine Churfürstliche Durchleucht
Herzog Johann Georg der Andern / davon gehalten / daß
durch die des Herrn Vaters Disposition Ihn ein möch-
ter / als die übrigen des Jus Primogeniturs, auch
nach Anleitung der Provisionis Majorum, und dieses

Churfürstlichen Hauses Personem genöth / denen 3. jün-
geren Herrn Brüdern schuldig gewesen / auffgelegt wer-
den wollen / andern Theils höchlichdachte Dero Brü-
dere Fürstliche Durchleucht Durchleucht Durchleucht
Durchleucht einige Punkte darinnen anders / als
Churfürstliche Durchleucht / auslegen wollen / auch hiezus
so wohl sonst alterhand Mißverständnisse zu belegen
gewesen / So haben Churfürstliche Durchleucht bey vor-
berührten väterlichen Testamenten also schlechter Dinge es
besuchen zu lassen / angesehen / und darauf allerley
Churfürstliche und Fürstliche Fürstliche Fürstliche Durch-
leucht Durchleucht vernöthe eines untern dato den 22.
April. 1677. aufgerichteten Vertrags / so der Freund-
schafftliche Haupt-Vergleich genennet wird / wie es al-
lenhalben zu halten / sich Grundverderblich zu verglei-
chen / vor gut befunden / bey welchem Vergleich aber nach-
gehends wahrgenommen worden / daß es hin und wieder
jemlich duntel / wie denn auch darneben mit der Zeit
aus denselben unterschiedliche ansichte / und der an den
beiden Theilen gestrichen Intention / auch dem Fundamen-
tis Domus jumbelantende Interpretationen erwachsen
müssen / also / daß nicht allezeit noch bey lebzeiten der
jüngsten verstorbenen Churfürstlichen Durchleucht Her-
zog Johann Georg des Andern / sohmwürdigen Anden-
kens / hiezüber vielfältige Differenzen sich hervor ge-
than / sondern auch der Durchleuchtigste Fürst und Herr /
Herr Johann Georg der Dritte / Herzog zu Sachsen /
Jülich / Elze und Berg / des Heiligen Römischen Reichs
Erb-Marggraf und Churfürst / landgraf in Thüringen /
Marggraf zu Weissen / auch Ober-und Nieder-lauß /
Burggraf zu Magdeburg / Grafischer Graf zu Kauen-
stein / Graf zu der Mark / Kauenstein und Warth /
Herr zum Kauenstein / als ists regierender Chur-Fürst
und landes-herr / bald bey Antritt Seine Churfürst-
lichen Durchleucht löblichen Regierung / solchen Vergleich
blosshin / oder the und bevor derselbe genugsam elucidi-
ert / und von wichtigen Interpretationibus gänzlich be-
freiet / zu ungeschieden Bedenken gehet / welchem am
7. Jan. des abgelaufenen 1683. Jahres mit einer zu
Weissen von der damals dazuliege anwesenden landtzeig-
Deputation dazuliege eingewandten Proclamation sich nöth-
dürftig darwider vermahret / dieses auch Dero Fürst-
lichen Herren Vatern zu Weissen / Warburg und
Zak / und zwar eben besonders / darneben aber zugleich
ihre rühmliche Inclination zu gütlicher Absehung aller
daranthats begehren / ersaget / in Churfürsten
Freund-vertrich zu erkennen gegeben. Alldieweil nun
hiezuf der Durchleuchtigste Fürst und Herr / Herr Jo-
hann Adolph / Herzog zu Sachsen / Jülich / Elze und
Berg / landgraf in Thüringen / Marggraf zu Weissen /
auch Ober-und Nieder-lauß / Grafischer Graf zu Kauen-
stein / Graf zu der Mark / Kauenstein und Warth /
Herr zum Kauenstein / als des Herrn Administrators
des Primat- und Erb-Erbsitz Magdeburg / Herzogs Aug-
usti Fürstliche Durchleucht Primogenitus, und Erstge-
borener Herr Sohn und Successor / sich Erheben
mit Freund-vertrichlichen Dand acceptirte / auch zu Be-
zeugung Dero gleichmäßigen Intention gegen Ihre Chur-
Fürstliche Durchleucht sich Freund-vertrichlich bezeugen ge-
lassen / was massen Sie sich dazuliege in einige Bezeu-
gung zu setzen nicht gemeinet / sondern vielmehr mit Ih-
ren Churfürstliche Durchleucht sich hiezüber allenthalben
zu vernehmen / und daß denen genaden Dubia und
daraus erwachsenen oder sonst begehrenden Fragen
auf dazumahl abgeholfen werden möchte / höchlich Der-
langen tragen / So haben mehr höchsternemte Seine
Churfürstliche Durchleucht Ihre söhne wohl gefallen las-
sen / und hieniederum Seine Fürstliche Durchleucht
aller Freund-vertrichlichen liebe / Zuneigung und Affection,
auch wie Sie ihres Ders etwas / so der Billigkeit und
dem Recht jumbier / hienunter nicht intendiren / noch
Seiner Fürstlichen Durchleucht das geringste / so Dersel-
ben schuldig / zu erweisen gesonnen / verhöret. Wodurch
Ihre Chur- und Fürstliche Durchleucht Durchleucht durch
Ihre absonderliche zu solchen Ende niedersetzte Ge-
heimde und andere Räte / dieses Bedr / seiner Billig-
keit nach / mit allen Fleiß genau untersuchen lassen /
und sich nach geschriebnen reifen Rath / vor sich / Ihre
Erben und Nachkommen / folgender Gestalt verglichen
1. Und zwar anfanglich daß sich befinden / daß / ver-
mögt anstossigen untern dato den 22. April. Anno 1677.
aufgerichteten Grund-vertrichlichen Haupt-Vergleich /
Seine Fürstlichen Durchleucht nimmern in GdH zu-
henden Herrn Vaters / Herzogs Augusti / posthumen
Administrators des Primat und Erb-Erbsitz Magde-
burg Fürstliche Durchleucht Christmüßigen Andenkens /
die

ANNO
1682.

ANNO 1682. die Schloß/ Stedt und Zembert Sachsenburg/ Petersberg/ Witten/ Freyburg/ Sangerhausen/ Langensalza/ Weissenfels/ Eintrachtburg/ Heiligenstein/ Nienstedten und Weissenfels/ benachbeter der Anstaltigen Ritterschaft/ und denen in dem Amte Sachsenburg beygethenen Schriftsassen/ ingeleichen das Amt und Stadt Thomandrusche/ Döblingen/ Laucha/ Mücheln und Kumbelbrunn/ wie nicht weniger die in Thüringen befindlichen Klöster und Stifte/ Rantzsch/ Langensalza/ Weissenfels/ Zumbert/ Bernsdorf/ Colditz/ Klöster und Stifte Gera/ Salschleben/ Kolditz/ Jena/ und St. Ulrich/ so weil Ihre Churfürstlichen Durchleucht Herzog Johann Georgen dem Ersten/ Christenlichen Ansehens/ daran zuständig gewesen/ dann ferne die vier Magdeburgischen eximierten respective Ritterschaften/ Nienburg und Elbstedt/ Querfurt/ Günnerode/ Dähma und Burg/ erbliehen zutommen.

2. Dieses alles nun verbindet Einer Churfürstlichen Durchleucht und zwar/ wie es Derzeiten in Oben ruhender Herr Vater/ in inhalte des Freund-Brüderlichen Haupt-Vertrages/ überkommen/ und in nachfolgenden erläutert/ mit der angelegten fernern Erklärung/ daß nach demselben Ihre Churfürstlichen Durchleucht die zu dem Churfürstlichen Sachsen gehörige Lehen-Briefe/ Schenkungen/ Acta und Documenta/ so weit Sie daran inrerthet/ zu Dero Würbursig/ jedochmals aus dem Churfürstlichen Archiv communiciret/ und auf Beggeren Copien in beständiger Form davon ertheilet werden sollen. Insbesonderet und nachdem die höchstselige Churfürstliche Durchleucht Herzog Johann Georg der Aeltere/ das gehabte Jus Superioritatis und Reservata über die so genannte vier Magdeburgischen eximierten respective Ritterschaften/ Ämter und Städte/ Querfurt/ Günnerode/ Dähma und Burg/ wie ingeleichen über die drey Ritterschaften und Ämter/ Heiligenstein/ Nienstedten und Eintrachtburg/ vermög eines untern dato zueigig den 17. Febr. 1663. ausgefertigten Vertrages/ resignirt/ solche Drey heraus in formam & statum eines absonderlichen Fürstenthums gesetzet worden/ Es hat es darbey/ wie auch bey dem disfalls zu Torgau untern dato den 12. Maji 1681. ausgefertigten Vergleich/ nochmahls sein Verwenden. Und inwiewol Ihre Churfürstliche Durchleucht unter dero Willkühr/ so Ihre Churfürstliche Durchleucht zuständig/ blieb die Jagden in denen Ämtern/ und nicht auf denen Churfürstlichen Gütern/ verstanden/ so ist es doch auf gesetzliche Handlung dahin verglichen worden/ daß auch auf solchen Ämtern Churfürstliche Durchleucht dieselben erblieh und dergestalt veroleiden sollen/ daß keine neue Schöge gemacht/ denen Schriftsassen/ welchen die Hof-/Mittel-oder Nieder-Jagden zugehören/ hierbey kein Eintrag geschehen/ auch da darüber einige Streitigkeiten entständen/ dieselben vor Churfürstliche Durchleucht aufgetragen werden sollen.

3. Ebenfalls sollen Ihre Churfürstliche Durchleucht an allen von Königen/ Kurfürsten/ Königen und sonst verfahrenen Lehen-und anderen Anpartungen/ ingeleichen an denen Gold-Bergwerken/ so sich deren in diesem Churfürstenthum/ existieren und landen durch Obdies Eigen erlangen möchten/ so wohl an denen Jülichischen/ Pfälzischen/ Pommernischen und Frankischen Sachen/ vermög mehreremals Freund-Brüderlichen Haupt-Vertrages/ ihren Antheil und Recht haben und behalten.

4. Gleichwie aber in Thüringischen Ihre Churfürstlichen Durchleucht in mehrer/ als in vorhergehenden N. 1. specificirt/ nicht zuhastet/ Also verbleiben Ihre Churfürstlichen Durchleucht also darinnen befindliche Ballggen/ Compurpen/ fundt deren Pertinenzien/ alle und jede Grafen/ Herren/ auch Graf- und Herrschaften/ so wohl Churfürstliche Ritterschaft/ ingeleichen alle Churfürstliche Ritters/ wie nicht weniger die so genannten neuen Churfürstlichen in denen Ämtern Weissenfels und Freyburg/ welche/ by Churfürst Johann Georgen des Ersten/ Christenlichen Ansehens/ Absterben/ die Churfürstliche Erb-allerbey gehabt/ benachbeter denen ihnen verordneten Verpferten/ so inmerdar auf Churfürstlichegalt auswendlich gesetzet/ oder solche/ sonsten zu Recht bekländig bedracket/ fundt deren Zugubörungen/ (welcher allerkins halben es sonderlich bey angelegten zu Torgau am 12. Maji 1681. ausgefertigten Vergleich/ nochmahls benachbeter) wie auch das Amt und Wäpser Treysch/ Schul-Porta/ fundt denen darzu gehörigen Dorfhausen/ die Stadt Zennstätt/ ingeleichen die Erbknecht-Gerechtigket bey denen Städten Erfurt/ Mühl- und Nordhausen/ die peinliche Gerichts-Wäpser in itzgedachter Stadt Nordhausen/ die Leibe-Gerechtigket vor S. Johann und Andreus Thore bey der Stadt Erfurt/ und die Catholische Geistlichkeit in Erfurt/ so weit solche in dem Thüringischen

Erbsitz begriffen/ werden denjenigen/ was Ihre in der Grafschaft Mansfeld und in Thüringen/ ingeleichen der zwischen Churfürst Augusto und dem Erstigen Haderstätt Montags nach Severi den 26. Octobr. 1573. ausgefertigten Bechtstetendungen/ und mit dem Erstigen Stist und dem Capitul zu Magdeburg ergangenen Permutation-Abtheils/ de dato den 1. Jan. 1579. und sonsten in gedachter Grafschaft Mansfeld geschiet/ Es solt aber die Dörffer Zuerbach/ Nieder-Zoppstätt/ dem Compur-Hof zu Weissenfels/ den Weissenfelschen Ritters/ oder das Haus zu Sangerhausen/ Dalmatin Welsch von Hanka Ritters/ oder Wobsthaus in Schönstätt/ das hiebervorn Hartmannstift/ ideo Nientich Christoph von Hoppfgarten Guch zu Gross-Wötern/ das Guch und Dorf Ober-Kreutzin/ die Wäpsern Büdelt und Lündhausen/ wie auch Schönewerda betriff/ (besten letzten halben es doch bey denen disfalls ergangenen Urtheilen/ wie auch wegen Nieder-Zoppstätt/ bey der hiebervor bekländig und angeordneten Communion verbleibet) wird solches alles auf weitere Verordnen aufgeschleht/ und inmittelst diß zur Erörderung in vorgem Stande/ auch der Steuer wegen/ auf Mals und Zeif/ wie unten bey 40. Punkt N. 1. mehrere enthaltet/ gehalten.

5. Jedoch sollen bey denen Dorfhausen/ so hiebervorn zu denen Ihre Churfürstlichen Durchleucht zuständigen Ämtern gehörig gewesen/ und davon veräußert worden/ alle bey vorgesagtem Alienation und Vererbung ermelnden Anderen vorbehalten Jura. worunter aber das Jus Superioritatis in feinerley wege zu verziehen/ nochmahls verbleiben/ Auch da in Thüringen an dero Churfürstlichen Ritterschaft ein oder etliche Guch über luth oder lang/ durch Absterben des letzten Besten oder etliche Leibes-Lebens-Erben oder Wit-behalten/ apert/ und Ihre Churfürstlichen Durchleucht beifällig widet/ möcht Disfalls/ in inhalte des obfervirten Freund-Brüderlichen Vertrages/ Ihre Churfürstlichen Durchleucht und Ihren Leibes-Lebens-Erben solche verbliebte Lehen-Gühre in dem Stande/ wie sie sich alsdenn befinden/ erlangen und leihen/ doch daß Sie sich keines Lehen anmassen/ es sey denn/ auf erregnete marhafte Apertur/ Ihre die Poilets gegeben/ oder das Guch in luth gericht/ oder auch/ da die Apertur zweifelhafft/ und sich ein Contra-dictor angeht/ handlet denen Lehen-Nachem gemäß ordentlich erlassen. Es sollen aber Churfürstliche Durchleucht ante aperturam die Hände nicht gebunden seyn/ Consensu zu ertheilen/ in die Alienationen der Lehen-Gühre/ und bey Erhaltung derselben/ in Benennung neuer Wit-behalten zu verwilligen/ ausser wenn ein Lehen auf den lezten Poiletsore befinde/ da Ihre Churfürstliche Durchleucht Ihre dergestalt in die Lehen-Gühre und Erbsitzungen/ wie auch in Verfügen der Lehen/ annehmene Erbschuln zu continerem/ allerdings vorbehalten/ wie Ihre denn auch alle andere Rechte/ so dergestalt Vorfahren gehabt/ ohne Eintrag sich zu gebrauchen/ in alle Wege frey und offen verbleiben/ und soll hiermit kein Abulva/ vielmehr simultanea Inveclitura generari/ dieses auch diß auf der Churfürstlichen Ritterschaft Wäpser/ nicht aber auf Graf-und Herrschaften/ Ballggen und Compurpen verstanden/ noch hierbey der Ritterschaft an ihren hohen Privilegien und Ex-rectigkeiten/ insunderbey/ wo bey einer Familie gewisse Pacta gentilitia vorhanden/ oder von Herzog Johann Georgen des Ersten/ Churfürstliche Durchleucht/ und dero Vorfahren/ einem ganzen Geschlecht oder absonderlichen Personen gnädigste Concessionen super Facultate restant de Feudis/ vel de iudicio inter vivos disponendi/ oder eine Exspectanz auf ein Churfürstliches Nier-Guch ertheilt worden/ daran kein Eintrag geschehen/ sondern dieselbigen allerdings und allenfalls in ihrem Vigore/ Kräften und Wäpsern verbleiben/ Da auch ein Lehen-Fall an Ihre Churfürstliche Durchleucht oder derselben Successores käme/ sollen dieselbigen von dem angefalls Lehen lehen die schuldige Nier-/Dienste zu lassen/ die Lehen auf gehörige Fälle zu suchen/ und alles andere/ was vorige Besten davon zu thun schuldig gewesen/ ungenüßlich zu practiren/ insunderbey die verordnete Erbschuln/ schuldige Unterthanen/ Aufseher/ Väter/ Söhne/ Erbknechte/ und andere Oken Feudal zu agnoscieren/ und hierinnen niemanden gestehen zu lassen/ verbunden seyn.

6. Hiernächst soll diese Freund-Brüderliche Vergleichung Ihre Churfürstlichen Durchleucht Ämtern/ Städten und übrigen Orten/ wie auch der darmit begriffenen Ämter und Churfürstlichen Ritterschaft nicht weniger/ als denen Churfürstlichen Vassallen und Unterthanen/ an ihnen

ANNO 1682.

ANNO erlangten Privilegiis, Immunitäten / Reversalien / Leben /
1682. gesunder Hand / Antvarium / Achten und Gerech-
teiten / auch röhlichen Gewerheiten ungeschädten sein /

und ein Jahr darüber herum gelassen werden / auch ein Drit theil den andern sich seiner Befreyung /
Grates / Hertzlichkeit / Augens / Gelder / des Brauens /
Malzens / Schenkens / Handels / Handwerker / Zölle /
Ungelder / Steuern / Hühnchen / Trifften in Hölgern /
Feldern und Auen / wie sie solches in Zeiten Herzog Jo-
hann Georg des Ersten Churfürstlichen Durchleucht / Ad-
miralen oder auch nach der Zeit notwendig nach dessen
des begehrt / und nach demselben inwendig abzuhandeln / und
gleichwie veranlaßt wirdt die wahren / in Gottes Wort
gegründeten Religion / welche in diesen landen / durchson-
derbare Ertliche Güter und Gnade / disj. daro rein und
lauter erhalten werden / Vermöge des Synodischen
Friedens / Schluß / ohne den einige Aenderung nicht vor-
zunehmen / sondern vielmehr die Unterthanen von Eurer
Churfürstlichen Durchleucht und Dero Postscript beybey
zu wissen / Als erklären auch Ihre Churfürstliche
Durchleucht und Fürstliche Durchleucht vor Ihre Per-
sönen und Nachkommen sich seiner hiermit / daß Sie
Ecknachs ihres Heils bey solcher wahren Christlichen
Religion / wie sich in Dues Wort / denen Prophe-
tischen / Apollischen Schriften / gelehrt / auch in der
angenehmen Augenschriften / Apostolischen / Apostol-
ischen / Schmaldrischen Artikeln / gessen und klaren Ca-
tholico Luthern und Formula Concordie verfaßt / disj.
an Derselben Lebens / Schluß / feste beharren / weniger
emig / auch nur Privat Exerciis dier widrigen Reli-
gion sich annehmen wollen.

7. Ferner behalten Ihre Churfürstliche Durchleucht
Ihre die Kirchenbank der Unterthanen Folge / vermehrt
eines Neben Aufseher / und was dierbeyen zwie auch in
den Juren der land / Lög / Bewilligungen / dem
Jure Belli et Pacis / und sonst mit mehreren in nachfol-
genden verbleiben worden / davor / wie denn gleichfalls
Ihre Fürstlichen Durchleucht / Amter / Städte und über-
gehe Unterthanen alle andere Præbationen / womit Eurer
Churfürstlichen Durchleucht wie auch dem Lande und in-
sonderheit denen pui causis / se beständig verhaftet / noch-
malis unangenehm zu seyn haben / und sollen diesen
nach auch die Bestellungen der Professoren / auf denen
Universitäten / Leipzig und Wittenberg / Suspendia /
Legata und andere Einsetzungen vor die Communitäten /
land / Schulen / Pui / Witten oder sonst ad pias causas /
und was mehr von einem und dem anderen Ort von
langen Zeiten her abzuhalten gewesen / bey dem Hertum
von Bairen / die Inaction davor aus den Juren /
Stipendien / und anderen Gütern / mouten / se lassen /
samt denen aufgeschlossenen Vösten / richtig abgeführt
werden / in specie sollen sie in das Amt langen / Salza
gehörige Dorf / Schaffhausen und Gressen / Ge-
tern / neben dem Hagedeyen / das Churfürstliche
Schloß / Kunda in Hagnitz / die landrecht genannt /
und das Grenz / Thun / wieder in guten ruhigen Stand
zu setzen / und selbige dinstags betreiben zu erlauben / die
bennothigten Dienste / nurzu se von Alters her ver-
bunden / lassen. Es wollen auch Ihre Fürstliche Durch-
leucht die Reichs / und Gress / Anlagen / Amter / Lög / und
was zur Cammer / Gerichts / Unterhaltung nöthig / dastern
hietzu von der landbank / die Nothdurft nicht abson-
derlich bewilligt wird / pro rata tragen / wegen der Ge-
samtschafft / pui / an verbleiben es bey dem / was Anno
1661. den 17. Febr. in Leipzig verbleiben worden /
Gleichfalls wollen Seine Fürstliche Durchleucht die un-
bezahlten Kaufschö / und andere Capitalia / so sich ein-
nem oder den anderen Amte / Kloster / Stifte und Chur-
te / insonderheit auff denen Amtern / Hebrungen /
Städten und Wenden / amnoch unabgeführt se-
ben / ohne Zubehung Ihrer Churfürstlichen Durchleucht
abtragen / se barre aufgeführt Churfürstliche Besche /
und Lög einlösen / und in die Churfürstliche Cam-
mer einliefern / vornehmlich auch die Wechselstien-
se Communion mit den Wittenbischen und Gressen
Erben nach Möglicht fürderlich zu Ende bringen / und
die Intercession / so weit solches nicht bereits gegeben /
bedürftig / so wohl denen Bekwerungen / wegen der
Schule Witten / abstellen. Nachdem auch erinnert
wirdt / daß von dem Aufseher / Thun / die Steuern
zu Gressen / Mansfeld / Churfürstliche / Schloß /
Heber zu erheben / und disj. als an Reichs / und Gress-
Stetten / Cammer / Gerichts / Zölen / Contributionen /
March- und Einquartierung / Kosten / ein großer Rückstand
aufzuheben / Ferner das Gewinnschaff Holz / welches
Ihre Fürstliche Durchleucht vorzu in Besz und Ge-

brauch haben / Ihrer Churfürstlichen Durchleucht zu-
ständig an Ertzen Ihre Fürstliche Durchleucht vor /
daß es an nöthigster Information manet / ver-
schickt worden: Es wollen Ihre Chur- und Fürstliche
Durchleucht Durchleucht so wohl befragen / als davor
Ihre Churfürstlichen Durchleucht höchstenfalls Herrn Dae-
ters Churfürstliche Durchleucht in den Freund- brüder-
lichen Haupt- Vergleich vorbehalten alten Rechts halber /
so wohl und was die Churfürstliche Rath- Cammer an
Ihre Fürstliche Durchleucht und den Amte / insgleich
an Dero Cammer und Einkünften / dier bey zur Tra-
dition der von Monat Mayo 1677. revidierten Achtun-
gen und Reita halber so wohl in denen Achtungen wegen
der disj. Anno 1650. bewilligten Solbaten- Contribution /
auch anderer Ertzen prozendirte / auf das förderlichste ge-
wisse Depurite niederköhen / welche es genau unterrich-
ten nach Weiden Berechnungen vornehmen / und in Rücks
tiset bringen sollen.

8. Behalten Ihre Churfürstliche Durchleucht noch-
malis in denen obbedekten No. 1. verordneten Amte-
ren / Städten und übrigen Orten / (ausgenommen das
Fürstenthum Ansbach / und dazü gesessene Herrschaf-
ten und Amter Hebrungen / Wenden / und Ertzen-
bach / welches / wie altert erreicht / in seinen Zustand
gelassen wird /) das Jus sublimis Territorii et Supera-
ritatis / samt allen davor dependierenden Befugnissen /
Rechten und Gerechtigkeiten / so wohl in Ecclesia
als Secularibus. Jedoch verbleiben Ihre Fürstlichen Durch-
leucht die dierelben / vermöge des Freund- brüderlichen
Haupt- Vergleichs / zukommende landes- / Fürstliche Jura-
so in denselben und folgenden klüchlich enthalten / spe-
cificiret / auch weiter erläutert und erweiter / worunter
auch das Jus moratoria et veniam exco. concedendi /
welcher halber sich anders absonderlich gemeinert werden
wollen / nicht mit begreifen. Eschalt dann in dessen Be-
trachtung / und damit Ihre Fürstliche Durchleucht
dieser Reservaten imd Jurium halber gangen verhöret
seyn mögen / zugleich abgehandelt und beschloffen worden /
daß nicht allein vorihro Ihre Fürstliche Durchleucht
und künftige Dero Nachkommen in der Regierung / so
oft ein Juhl und Veränderung / welches doch Göt
auf sehr lange Jahr verbleiben wird / se begreift / So-
nen Fürstlichen Durchleucht eruchen / sämtliche Vassallen
und Unterthanen / nach der zu Ende dieß Vergleichs
sub lit. A. beschriebenen Maß und Weis / auch bege-
fügten Exco. Notal / die Erbschuldung absonderlich le-
sen / fordern auch hinführo / bey Annehmung neuer
Vassallen und Unterthanen in denen Amtern / Städten
und kasten / dieselben nach / dem dem / die in
Vasall genommen werden sollen / jedoch ist im übrigen
dieser Indulgenz und Pflichtleistung Ihre Fürstl. Durch-
leucht hohen Respekt / auch der unterthänigen Treue
und Ehrsam / womit dierelben die Unterthanen ver-
bunden / ganz unmaßtheilig.

9. Was diesen nach die Jura Superioritatis in Ec-
clesiasticis anlangt / behalten Seine Churfürstliche
Durchleucht in oberghen Amtern / Städten und übr-
igen Orten / jedoch unbeschadet deroer Ihre Fürstlichen
Durchleucht nach vorhergehenden 8. und aus den Freund-
brüderlichen Haupt- Vergleich disj. als gelehrt / und in
folgenden specificiret und erweiteren Jurium / das Jus
Episcopale. Und wie in Ihrer Fürstlichen Durchleucht
landes- Portion in Schul- und Kirchen- Ertzen / auch in
Adiaphorais nicht zu verändern: Als sollen Ihre Chur-
fürstliche Durchleucht und Dero Nachkommen an der
Chur / in Erhaltung deroer disj. als und sonst als Ca-
piti Familie / gebührenden Respects / bey allen dattinen
besindlichen Kirchen / nach der vorgelassen sub lit. C.
begefügten Notal / mit ausgebreutem Nahmen / in das
gemeine Kirchen- Ertzen eingeschlossen / auch wenn ein
Churfürst / nach Dues bestigem Willen / die Kirchengelt
schneht / und damenten ein abgemessene Taxen
annehmen nöthig / solches in der besterter Ihre Für-
stlichen Durchleucht landes- Portion / nach bescheh-
ter Notification / auff derselben oder Dero Nachkommen Dero
figungen / die ganze Zeit über / ba es von denen Chur-
fürstlichen Unterthanen gehalten wird / ebenfalls gehalten
werden.

10. Kraft dieses Jura Episcopalis steht auch Ihre
Churfürstlichen Durchleucht allein in / Deroer Lög und Ver-
ordnungen generales auszuüben / Land- / Schul- und Weis-
auch Zeit- / Lög / Veränderungen der Kirchen- Ertzen /
durch das ganze Land anzuordnen / wie auch das Jus
dispendandi in gradibus prohibitis / die Conferierung de-
rer in die leipzigerse und Wittenbergische Suspendien-
Cala gehörigen Suspendien / dann die Inspection und

ANNO
1682.

Direction über solche Casten; Es wollen auch Ihre Fürstliche Durchleucht aus Ihren Aemtern dahin zu entrichten / obdenkter maßen / zu rechter Zeit begehrt abgeben / so wohl die bisshero ansehnliche Kelta abtragen lassen, / und damit bey diesen Juristen, wie es hierunter zu halten / durch seine Bestenleistung sich erweisen möge / hat man sich hierüber / wie hernach beschreiben vermerket.

11. Wenn diesem nach vor gut befinden wird / eine General-Visitation anzuordnen / soll mit Ihre Fürstlichen Durchleucht daraus janz communiciret / soledes auff einem allgemeinen Landtag vorgelesen / darben die Instructiones, und wie die hierzu erforderlichen Urtheile auszusprechen / verlesen / so dann das Aussehen, in dem Churfürstlichen Durchleucht Mahmen / aus dem Churfürstlichen Kirchen-Rathe ausgefertigt / die Expedition selbst von Seiner Churfürstlichen Durchleucht hierzu Deputirten vorgenommen / und nachdem es der Zustand erheischt / eingerichtet / die darben benötigten Verordnungen in Ihre Churfürstlichen Durchleucht und Fürstlichen Durchleucht Mahnen abgefaßt / auch so dann die gehaltenen Protocola und Acta verworfen durch Seine Fürstliche Durchleucht / so oft Sie dem dienlichste, die Communication nicht zu verlegen / bey erwehnten Churfürstlichen Kirchen-Rathe eingeschickt und verwahrt bescheylet / von datums das General-Visitation-Decret, wenn man ebenfalls auff einem allgemeinen Landtag sich hierüber vereinigt / in Ihre Churfürstlichen Durchleucht Mahnen / auf Maß und Weise wie unten No. 35. von Publication der übrigen Landes-Ordnungen verlesen / publiciret werden; / Jedoch sollen Ihre Fürstliche Durchleucht Fürst oder Deputirte zu diesen Visitationen in der Landes-Portion überhaupt befehlet gegen werden / daß Sie denselben mit beynahmen / auch da in einem und dem andern Oedrethen verfahren / soles anzeigen / hiernach deren Befehlung befördern / so wohl seinen nöthige und Ihre Fürstlichen Durchleucht Unterthanen erspessliche Erinnerungen thun mögen.

12. Wenn Jahr-Buch und Reich-Tage / in welchen Land-und andere Feste und Zeremonien der Kirchen-Gebäude / durch das ganz Land anzuordnen / wollen Ihre Churfürstliche Durchleucht Seiner Fürstlichen Durchleucht janz hiervon Nachricht erhehlen / und das Aussehen communiciren / welche ferner vermehrt des kaiserlichen Consistorii an der Superintendenten bey den übrigen die Gerichte / nach der Noth sub lit. D. verfahren werden / so soll sich schreyen bey den von Ihren Churfürstlichen Durchleucht gefakten Tage allorweg verbleiben / und an dessen statt kein anderer substituirt werden.

13. Betreffende das Jus dispensandi, soll es also damit gehalten werden / daß / wenn Ihre Fürstlichen Durchleucht Unterthanen Dispensation in gradibus prohibitis zu suchen gemeint / dieselben bey dem Churfürstlichen Kirchen-Rath zu Werfen sich deswegen schuldig anwenden / mit da dieser / nach reifer der Sachen überlegung / die Dispensation verweigert / soll Er selbste Ihre Fürstlichen Durchleucht nach der begehnten Noth sub lit. E. gebührend eröffnen / welche dem deshalb entweder immediate oder durch das Consistorium zu kaiserlich an den Superintendenten / unter dessen Inspection die Personen / so die Dispensation erhalten / gekissen / ferner Verordnung zu ertheilen haben. Trüge fies aber zu / daß ohne des Churfürstlichen Kirchen-Raths und Ober-Consistorii Bewilligung / Heyrathen bey in verbotenen Grad hinein veranndten Personen verlaggen werden wolten / soll das Consistorium zu kaiserlich soles bey dem Pfarrer oder Superintendenten / dessen Inspection erwehnte Personen untergeben / in Ihre Churfürstlichen Durchleucht Durchleucht Mahnen inhibiren / und da dessen ungeachtet / oder unerwartet der Inhibition, mit der Copulation verfahren würde / befristet Superintendenten oder Pfarrer mit der Remission oder sonst gebührend bestrafen; Extra casum derer Heyrathen in verbotenen Grad, mögen Ihre Fürstliche Durchleucht des Jus dispensandi sich selbst geraden / doch daß Sie selbes anders nicht / als unthun des Consistorii zu kaiserlich erweisen.

14. Die übrigen Actus Juris Episcopalis, von denen im Fremdbischoflichen Haupt-Bericht und diesem Recces etwas Obweiss ausdrücklich mit verfahren / soles das Consistorium zu kaiserlich bisshero nicht in einem solchen / verbleiben dem Churfürstlichen Kirchen-Rath allein / welcher dem deswegen in Seiner Churfürstlichen Durchleucht Mahnen an das Consistorium zu kaiserlich Verfassung zu thun / dieß aber in Ihre Chur-

fürstlich- und Fürstlichen Durchleucht Durchleucht Mahnen ferner zu verordnen habe. Sollten aber dabeiten Ihre Fürstliche Durchleucht das Jus Patronatus, wo Sie selbes begehrtet / so hat auch dieselbe das Jus vocandi Doctores Ecclesiasticos und Superintendentes, eodem substandi & viciandi, so wohl Local-Synodos, der Kirchen-Ordnung gemäß / durch befristet den Superintendenten anstellen. Dann ferner ist Es wegen Erhaltung der Gerechtigkeit und Hoffentlich / richtiger Ausübung der Stipendiorum, welche von der Aemtern und Städten abzuführen / und nicht in barem Universalität Stipendium allen gehörig / wie auch der Provision der Pfarr-Stellen halber / durch der zu Reformation verordnete Räte / mit Zusendung Geistlicher Personen / Verordnungen zu thun befristet / doch wollen Ihre Fürstliche Durchleucht an besagter Verlegung ein wechters / als icht können / nicht vor sich zu gehen / Verfassung thun / dem kaiserlichen Consistorio aber icht hinein / wegen der Kirchen Einkommen / mit dessen Beschaffenheit nachzufragen / und Zuordnung zu machen / frey / und sollen alle Superintendenten und Pastores, auch andere Kirchen- und Schul-Pfarrer so wohl / als die übrigen Pfrister / insonderst bey gedachtem Consistorio examiniret und confirmiret / auch die Churfürstliche Gesandte reserviren Jura und dessen Verstand / nach dem Notum sub lit. F. & G. mit verfertigt werden / che und bevor sie dergleichen Confirmationen erhehlen / sijn sie icht Amt anzutreten nicht befähigt.

15. Alle und jede Cause Ecclesiastica, so sich zwischen Ihre Fürstlichen Durchleucht Unterthanen erhehlen / oder in der Aemtern und Städten und anderen Orten vor kommen / sollen insonderst als vor dem Consistorio zu kaiserlich tractirt / und beschelt durch selbste die Jurisdiction Ecclesiastica alleine exerciret / denselben aber der starcke lauff gelassen werden / und weder durch Recepta, noch fassen / einiger Einhalt gehalten / esalst dann Ihre Fürstliche Durchleucht Regierung / wenn etwas / so cognoscens Ecclesiastica ist / an sie gebracht würde / selbst gesalst an einwechters Consistorium zu verworfen hat.

16. Dieses kaiserliche Consistorium soll / vermocht des Fremdbischoflichen Haupt-Berichts / in der Gewissenhaftigkeit / insonderst durch selbste die Gewissenhaftigkeit / gehalten und gehaltenen Dämmen / als ampern Theologis und prope Doctores Juris, wezu bey jeder begehnten Vacanz das Collegium der richtigsten und angestimmten qualificirten Subjecta zu denominiren hat / befristet / dieselben mit dem Juramento Religiosius befristet / Ihre Fürstlichen Durchleucht Durchleucht mit auch befristet Nachkommen / pflichtbar gemacht / und dahin adstrangirt werden / daß sie sich Zuhilf des zeit getreulich werten / auch da deswegen von Ihre Fürstlichen Durchleucht in denen das Unterthanen angehen / vor ihnen anhängen / oder sonst vor Sie gehörigen Sachen Bericht erlangen / selben gehörend in acht nehmen / Ihre icht / Befehle und Anordnungen in geistlichen und weltlichen Rechten / insonderst auch denen Landes- und Kirchen-Ordnungen / so wohl gemachten Unterthanen / gründen / die ihnen vornehmende Sachen schleunig expediren / und männiglich unparteyisch Justiz widerfahren lassen; In übrigen verbleibt es / so weil Ihre Chur- und Fürstliche Durchleucht betrifft / bey der Verfassung solchen Consistorii, wie Es in dem Fremdbischoflichen Haupt-Bericht befristet / nachmalis alleine haben / es soll auch dabeiten / so bald Ihre Churfürstliche Durchleucht mit Ihre Herrn Deputirten zu Werfen und Zeit Fürstliche Fürstliche Durchleucht Durchleucht sich eines Gewisses verziehen / eine Visitation mit Zusendung Ihrer Fürstlichen Durchleucht Deputirten angestalt / und denselben eine nach igtigen Zustand eingerichtete Instruction von Ihre Churfürstlichen Durchleucht und Fürstlichen Durchleucht ausgefertigt und ertheilt werden / und sollen die Verordnungen an Ihre Fürstlichen Durchleucht Superintendenten und Pfarrer / auch Aemtern / Städte und übrige Orthe in Ihrer Fürstlichen Durchleucht Mahnen alleine ergehen. Gleichverhalt verbleibt es wegen der Universalität zu kaiserlich / mit Vorbehalt der Proccellation gegen die übrigen Fürstlichen Herren Deputirten / bey dem Fremdbischoflichen Haupt-Bericht und gegenwärtigen Zustand / jedoch behalten Ihre Churfürstliche Durchleucht die Regalien und Jurisdiction darüber / insonderst über den Status Academicum, wie auch quoad disciplinam die Dispensation mit Direction alleine; wenn auch neue Leges und Statuta, so die Verfassung an sich selbst angehen / nöthig wären / wollen Ihre Churfürstliche Durchleucht insonderst mit Ihre Fürstlichen Durchleucht hiervon communiciren / auch wenn man sich hierüber

ANNO
1682.

ANNO 1682. aus dem Gerichte vereinigt; solche Lege gleich in Ihrer

17. Die Vorurtheile über die in Ihre Fürstlichen Durchleucht Ämtern und Städten; oder andern Orten; beschickte Geistliche Personen; soll durch das kaiserliche Consistorium alleine ausgeteilt werden/Sie auch in personibus niemand anders / als dafelbst zu sehen; oder Nicht zu sehen/schuldig seyn/da Sie aber ein Decretum; so die Inquisition nach sich zieht / begangen hätten / soll emendates Consistorium selbst Inquisition wider sie anordnen; und durch einen Beamten oder andern Geistlichen Herrn Ihre Fürstlichen Durchleucht verurtheilen lassen. Wann nun rechtliche Erklärungen eingehet; und etwas Verändertes erkannt würde / soll Ihre Fürstlichen Durchleucht das Consistorium es so fort bekräftigen; und so dann von Derselben; wie im Processus weiter zu verfahren; verordnet werden.

18. Der Superintendenten / Pastoren / Pfarrer / Schultheissen und anderen Geistlichen Personen Requisitionen, Substitutionen; und sonstiger Schreiben / hat das Consistorium zu leisten alleine zu vollziehen.

19. Wenn Geistliche Personen in einem von Ihrer Fürstlichen Durchleucht Unterthan einbelaufen wollen; sollen sie ihre Klage / nach Gelegenheit der Sachen und der Verhältnisse / vor dem Amtschreiber / Raths in Städten und übrigen Gerichten; Herrn in der Fürstlichen Regierung oder in dem gesamten Ober-Obst-Gerichte zu Leipzig anstellen; wie sie denn auch in actionibus realibus vor der Obrigkeit / voran das Recht gehet; entgegen gestellt werden / setzen / zu sehen schuldig seyn.

20. Da in denen Sachen / so vor dem kaiserlichen Consistorium anhängig / die Parteyen durch dessen Urtheil und Abschiede oder Verordnungen graviret würden; soll dem beschwerenden Theil davon an Seine Churfürstliche Durchleucht zu appelliren / nachgelassen; auch dem Churfürstlichen Kirchen-Rath zu Dresden; ob gleich an denselben die Appellationen nicht ergien; und also extra ordinem Appellationen nach Bedingung Recht zu erfordern; und im Nahmen Seiner Churfürstlichen Durchleucht Anordnung zu machen; und annehmen seyn; jedoch; daß wenn dergleichen Anordnungen das ganze Land und dergestalt auch Seiner Churfürstlichen Durchleucht Unterthanen betreffen / mit Derselben zuvorstelt hieraus communiciret werden.

21. Wenn bey dem kaiserlichen Consistorio eine gewisse Schuld ausgelaget / und von demselben Executions rathes an Ihre Fürstlichen Durchleucht Ämter / Räte und Städte; oder andere Gerichte; Herrn ertheilt worden; sollen dieselben; bey Strafe der säumigen Execution; die Execution zu verrichten schuldig seyn / die Nullität-Dollstreckung auch wider durch Recepta / nach in andere Wege gehmnet werden.

22. Dieweil auch in dem oft angezogenen Brandenburgischen Haupt-Bergleich unter andern enthalten; daß wenn die damals pacificirten Churfürstliche Herrn Schwürer befinden müßten; daß durch die Gemeinschaft des kaiserlichen Consistorii / der fürgelegte Geistliche Zwang nicht zu erlösen seyn wolle; demselben das aus dem Datterischen Testament erlangte und sonst habende Recht ausdrücklich reserviret / und vorbehalten seyn solle; und man nach Überlegung der Umstände erkannte; daß hierdurch die geübte Invention zu erhalten; So erlassen Ihre Fürstliche Durchleucht sich hiermit / daß der einst Trennung von viel besagten Consistorio; oder ein anderlich Geistlich Gerichte zu formiren; weiter nicht gehmnet; sondern es allenfalls in dem Stande / wie es in verhanden abgetretet / lassen wollen / gesalt Ihre Churfürstliche Durchleucht sich an anders wider des Heiligen Römischen Reichs Hülftmann Religion und Pfaffen; wider den dem Lande-Durchleucht gemäß erlassen; und daher nicht einräumen noch gestatten lassen / hingegen Ihre Fürstliche Durchleucht und ihre Nachkommen bey dem; was dafelbst abgehandelt und dergleichen / unverändert und unentrichtlicher jederzeit billig zu lassen.

23. Es viel die Secularia betrifft / haben zuvorstelt Ihre Churfürstliche Durchleucht alleine die sämtliche Lande; woran auch die Ihre Fürstlichen Durchleucht unterthanen Ämter; Städte und übrige Orte in Thüringen befragen; bey dem Recht zu verfahren: Das Jus interdicti; Legation; Reichs-Greys-Probation-und Depuration-Lage; so wohl alle andere dergleichen Convente zu befragen und zu beschließen/darüber verliedet derselben das Jus Belli et Pacis; wie durch das ganze Land; also auch in der bündelter Seiner Fürstlichen Durchleucht zu

ANNO 1682. schalten Portion; neben denen dazu gehörigen Bündnissen; Abzügen / Einmündung; Waisenpfeilen; Einquartierung; Drängen; Collecten; Contributionen; Zwang; Unterhaltung; Abzahlung der Soldatesca; so doch alles nach Proportion und Billigkeit / Ingleichen das Aufsehe an Rier-und Mannschaften; zu Musculationen; Feld-Zügen; oder in Bezeichnung zu seyn; alleine nur daß dieses Aufsehe mediä verurtheilt; die Einquartierung zu rechter Zeit nachrichte; die oberste Proportion möglichst inacht genommen; und zu Verbesserung billigen; und richtigen Einbringung des Seiner Fürstlichen Durchleucht Lande-Portion in Thüringen zukommenden Coningens; neben denen dafelbst beschickten von Churfürstlicher Durchleucht verordneten Land-und anderen Commissarien / mit Vorbehalt der Direction und Disposition; auch die Fürstliche Commissarien und Beamte administrirt; und die ausgelassenen Ordonanzen; so wohl der Disziplin; als sonst; / ideomalt bedacht werden. Wenn Seine Churfürstliche Durchleucht auf irgendein Reichs-Geistlich; sich in Kriegs-Verfassungen finden wollen; dieweil sie sich in ihre Disposition; nach denen Reichs-Entscheidungen; Erb-Verbindungen; und Erb-Verzinsung; / doch bei es einer getreuen Landtschaft auf einem allgemeinen Land- und Ausschuss-Lage proponirt; und über den Modo; die hierzu bedürftige Mittel aufzubringen; deliberirt; auch damit; wie sonst bey landtäggen abgetretet / gehalten werden; Dohert aber Seine Churfürstliche Durchleucht sich vor sich selbst in eine Verfassung zu stellen genötigt werden; soll zuvor mit Ihre Fürstlichen Durchleucht communicirt; auf einem allgemeinen Land-oder Ausschuss-Lage die Ursachen proponirt; und wie chemalig; zu dem Behrftußig zu gelangen; bratschlagel; auch im übrigen den Brüderlichen Haupt-Bergleich; so weit es nur practischlich; nachgelassen werden; In unvernünftigen und geschwunden überlassen aber mögen Ihre Fürstliche Durchleucht der ihr zukommenden Mannschaft; und Folge sich schuldig werden; jedoch; daß als bald Ihre Churfürstlichen Durchleucht bereit; und dabei habenden Juri Belli nicht zu nahe getreten werden. Da auch eine Aufforderung geschicket; wollen Ihre Fürstliche Durchleucht von denen Ihre jagdigen Güthern; darauf Rierverstele hassen / die Rierverstele ungeläumt Ihre Churfürstlichen Durchleucht zuführen.

24. Wenn in Kriegs-und Friedens-Zeiten zu dem Lande-Belehrer ein landtäggen-Verordnen; oder ein Ausschuss; zu verhandeln nötig befunden wird; wollen Ihre Fürstliche Durchleucht solche Ihre Fürstlichen Durchleucht neben den Ursachen zu erkennen geben; auch zugleich Zeit und Ort benennen; und sollen so dann Ihre Fürstliche Durchleucht Dero Unterthanen auferlegen; auf bestimmte Zeit und Ort; dem üblichen System nach; bey dem angehöret Land-und Ausschuss-Lage zu erscheinen; und neben Seiner Churfürstlichen Durchleucht Unterthanen die Lande-Notdurft bedenden; und beschließen zu lassen; was nun auf solchem Land-und Ausschuss-Lage bemittelt; und beschließen; das soll nach Anleitung des Steuer-Bergleichs und Instruction an einem Orte; wie am andern; auf der Ober-Einnahme ausgeführt werden; Es wollen auch Ihre Fürstliche Durchleucht Dero Räte zu dem Land-oder Ausschuss-Lagen schicken; und soll demselben die Propositionen; und davor Sit an die Landtschaft geschickt; communicirt werden; dorch dem; wie auch den übrigen Vordringen; da Ihre Fürstliche Durchleucht Unterthanen interelirt / Sie ihre Erinnerung bey Churfürstlicher Durchleucht oder dero Geheimten Rath; nicht aber bey der Landtschaft thun können; und ob zwar Ihre Fürstliche Durchleucht in ihrer und ihrer Unterthanen eigenen Angelegenheiten dieselben nach Bedingung zu convociren unternehmen; So sollen doch solche Convocationen denen von Churfürstlicher Durchleucht angehöret Land-und Ausschuss-Lagen nicht hinderlich seyn / auch wenn herbe auf eine Zeit angelegt würden / die von Churfürstlicher Durchleucht angehöret Lande-Verhandlungen vor Ihre Fürstlichen Durchleucht Convocationen in alle Wege den Vordring behalten.

25. Was auf allgemeinen Land-oder Ausschuss-Lagen eine getreue Landtschaft an Land- und Trand-Enteuren; dann vor der Muz und Unterhaltung der Garmisonen zu denen Verdingen-Geldern; und Bezahlung Churfürstlicher bis auf den 6. Octobr. 1677; ungewöhnlichen Commere-Schulden; zu Befriedigung und begleichem; vermüget; hierzu soll von Ihre Fürstlichen Durchleucht Unterthanen; der ihnen zukommende Anteil unverzüglich bezogen; auch in die Obersteuer-Einnahme; oder wohin sonst

ANNO
1682.

sonsten die Abfassung; vermög der landtags-Handlung; weislich gehört; ohne Zusage gelistet werden; wenn es zu gerate landtischke in Zusage der beifigen Churfürstlichen Cammer-Exzellenz ein Gewisses verwilligt; so verbleibt solches; Einmal des fremd-drückerlichen Haupte-Bezugs; Einmal Churfürstlichen Durchlaucht alleine; da aber zur Cammer-Kasse und Einnahme-Unterhaltung etwas verwilligt werde; haben Ihre Fürstliche Durchlaucht drei landes-Portion-Contingent zu erheben und vor sich zu behalten; dahier die Ritterschafft von denen Ritterschafft; etwas als ein Präcent. Donativ. oder unter einem andern Nahmen zu des landes Wehrdienst; und demselben zum Heilen oder zur Miliz beyzutragen sich anheischig gemacht wird solches einzig und alleine dazu vorzu; es angesehen; billig verwendet; Contien aber; und wenn das Präcent oder Donativ Churfürstlicher Durchlaucht officiert wird; ist der Unterschied zu halten; ob die Verwilligung zur unterthänigen Dankbarkeit gegen einen zu erst in die Regierung tretenden Churfürsten; oder ausdrücklichen anstatt der Ritterschafft; und damit die Vallen auf gewisse Zeit mit der Aufforderung versehen bleiben; auch sonst auf gewisse maße die Ritterschafft zu redimiren; oder zu einer Cammer-Kasse gegeben; und zwar haben auf den ersten und andern Fall; I. Seine Churfürstliche Durchlaucht aus dem Nachkommen an der Regierung; solchen Präcent oder Donativ sich allein anzunehmen; aufm letzten Fall aber mögen Ihre Fürstliche Durchlaucht dasjenige; so drei Vallen hierzu contribuiren; vor sich einbehalten; und behalten; doch daß es bey der jedesmal beiliebigen Einnahme durch richtige Belege zugerechnet werde; Jedoch weilen Ihre Churfürstliche Durchlaucht aus fremd-werthlicher Affection vor diesem ohne Consequens gegeben lassen; daß Seine Fürstliche Durchlaucht das Contingent; so ererbte drei Vallen zu dem bey jüngst gehaltenen allgemeinen landtags verwilligten Präcent entrichten; an sich nehmen; und solches betrübeter massen bey ihm vererbter Einnahme gehörig eingerechnet werde; In übrigen sollen die beschriebenen Verwilligungen obsehrter weilen an Ihre Fürstlichen Durchlaucht Unterthanen; nach der Art und Weise; wie es in dem Anno 1661. aufgerichteten Steuer-Bezugs und landrathlichen Abschied; aus der Ober-Steuer-Einnahme; und nicht von Ihren Fürstlichen Durchlaucht; ausgeschrieben werden; wie es dann auch schon wegen des ganzen Steuer-Rechts zwischen Ihren Churfürstlichen und Fürstlichen Durchlaucht durchlaucht bey ihr angeregten Steuer-Bezug und Instruction nachdem sich zu vernehmen hat.

26. Dafray bey Ihren Fürstlichen Durchlaucht Unterthanen eine ganze Stadt; oder ein ganzes Dorf; wegen mitterlicher Abnahme der Nahrung oder erlittenen Mißwachs; Brand-und-Wetter-Schaden; das völlige ihnen zukommende Quantum; so Sie zu denen Quembren und Pfennigen; oder was sonst in Zukunft vor ein Modus co-actandi beilich werden möcht; zu entrichten haben; abzulösen nicht veranlassen werden; und damenthero solches moderire werden müße; soll die Moderation oder Erlässung nicht bey Fürstl. Durchl. Cammer; sondern einzig und allein; inmassen mit dem Churfürstlichen Unterthanen es eben also gehalten wird; bey der Ober-Steuer-Einnahme geschehen; oder widrigen Falls das volle Quantum in Entziehung gütlicher Abstattung durch militairische Execution eingetrieben werden; und wollen Ihre Fürstl. Durchl. drei Unterthanen; außer was dieselben an Zins-und Erbschyn Besitzen zu entrichten haben; oder auf denen land-und Ausschuß-Zügen verwilligt sein; mehrers nicht abfordern; auch die Verfertigung thun; die Einnahme der Verwilligung und ererbte Zins-und Erbschyn Besitze nicht confundirt werden mögen.

27. Nachdem auch nicht alleine Ihr. Churf. Durchl. allerhöchste Rath-Collegio; dem ganzen lande und bergeshalt zugleich Ihr. Fürstl. Durchl. Unterthanen um besten und vor dem Conservazion viel behermeltere Mühe und Arbeit übernehmen müssen; sondern auch hochbedachte Ihr. Fürstl. Durchl. an dem Ober-Hofgericht zu Leipzig und dem Consistorio detselbst; auf verglichene Weise; in Gemeinschaft stehen; und die in beiden solchen Collegis bestimmten Actiores ihre Verfolgung aus der Höchst-Steuer-Cass erhalten; so erklären Ihre Fürstl. Durchl. sich hierzu; daß von dem in ihrer landes-Portion gehaltenen Höchst-Pfennig; so lange solches von der landtischke verwilligt wird; Sie keineswegs höher als 300. fl. in die Höchst-Steuer-Cass entrichten lassen wollen; Jedoch lassen Ihr. Churf. Durchl. gewisser und dementhero Ursachen halber geschehen; daß diese Ver-

willigung über Fürstl. Durchl. auf jedes Jahr nur 420. fl. betragen; und dementhero Actiores bey gedachten Ober-Hofgerichte und Consistorio aus beiderley Höchst-Steuer-Cass befolhet werden mögen.

28. Wenn wegen derer landes-Strucken; an welchen Ihr Fürstl. Durchl. Kammer; Städte und übrige Orte gelegen; mit dem benachbarten sich Entzungen über Grund und Boden; und so weit davon Ihr. Fürstl. Durchl. interessirt; erweisen; sollen solches von Churf. und Fürstl. Durchl. nach vorher gegangener Vernehmlich Communication; zugleich ausgetragen werden.

29. Wenn seine Churf. Durchl. Personen; so zu oder von derselben reisen; und Ihr. Fürstl. Durchl. landes-Portion betühren; beglitten lassen wollen; soll solches auf dem Koken; und die Ausweisung; wo möglich; in Wirtshäusern geschehen; wenn sie aber auf Ihr. Fürstl. Durchl. Häusern logiren wollen; soll dieselbe ihnen dazumit ersucht werden; In sol einer durch diese laße reise; so zu Ihrer Churf. Durchl. nicht wohl; noch von derselben kommt; sondern bey Er. Fürstl. Durchl. sich angiebt; den solten dieselben auf ihre Kosten beglitten zu lassen; wohl befragt seyn; wer nun die Beglitterung vertritt; den wie auch die Annehmung verplant; Jedoch bedenklich; wenn dementherge nicht anders. In übrigen sollen die beschrifteten fremd-landes-Strassen; so durch Ihr. Fürstl. Durchl. Kammer; Städte und übrige Orte gehen; nebenst dem; was nach Annehmung der Königs-Satzungen und anderer Rechte jedesmal dabei zu verordnen; Churf. Durchl. alleine zu Mahden aber Ihr. Fürstl. Durchl. die Zoll-und Geleits-Gelder; so in drei Erbschyn und Kammer entrichtet worden; erheben; so soll dieselbe die reisenden Kauf-und Handels-Leute auf drei Kosten beglitten; nicht alleine befristete Strassen; so weit ihre Bestimmung sich erstreckt; zu verzeihen; in guttem Zustande unterhalten; inlichten daran seyn; daß sie von Strassen-Wärdern und andern leuten Geleide befristet bleiben; sondern auch ererbte Zölle und Geleits; wider das bey Churfürsten Johann Georgen des Ersten Absichten stillste Personnen; nicht erheben; wo Sie bisher nicht anders verfahren nicht anrichten; die gedachten Personnen nicht verändern; sondern verfahren die Zölle; solches genau zu halten; anweisen; auch die ausländischen Kauf-und Kraben-Boaren; den Wein; Salz; Viehweiden; Consumtionen und alles andere; wie es Nahmen hat; es mögen die Reisenden Frachtbrief haben oder nicht; wenn Sie in Ihr. Fürstl. Durchl. in welchen Orten nicht wirklich niedergelassen; und abgekommen werden; mit keiner Accien oder andern befristeten Tobagen belegen; sondern überall frey durchreisen lassen; was aber in Ihr. Fürstl. Durchl. landes-Portion zu jedes dritte Nothdurft abgeben; oder nicht geteget wird; und nicht ein bloßer Durchgang ist; davon haben Sie diese Accien; so lange solches nicht bittich zu erheben; doch daß Sie hierbey sich einiger Etapel nicht annahmen; wiewohl auch Er. Churf. Durchl. sich gungem fundirt erweisen; daß alle Beschlüsse; so in drei Vallen und Unterthanen Gerichten zu binden; Ihr alleine jughörig; Es verwilligen Sie doch hiermit; daß Er. Fürstl. Durchlaucht. von ihr besagten Bergleuten; diese; welche sie und drei in G.D. ruhender 32ter Vater stücker Anno 1657. biß daz in ihrem Nuz und Gebrauch schatz; erlich behalten; aber nicht geteget nur ein Zeßel; wiewohl doch die Ritterschafft der Amtes N. und kein Wapen zu Bindung; auch anders nicht; als mit Vorwissen und mit Zuehung der in demselben verordneten Amtmanns zu Lande; an die Höchst-Häuser aufzulegen lassen; so wohl sich damenthero einziger Jurisdiction; in keine Wege annahmen; auch die Strassen an solchen Orten; so weit es Herkommen; besten und unterhalten sollen; betreffende aber das so genannte Seckenthürliche Bergleuten zu Kirchhofen; dementher auch ein Churf. Durchl. Exten davor gehalten; daß solches namentlich und dem Anden Remissio zu verfahren; in welchem angedacht; auch allezeit zu gütlicher Information nicht zu gelangen; so soll dieser Punkt vor ihm ausgeföhrt werden; daß bey No. 7. beilichte Deputacion untersuchet; auch wie es in Zukunft darauf zu halten; erörtert werden; Es mögen auch Ihre Fürstliche Durchlaucht keinen fremden Kriegs-Zoll; es sey wie oder wenig; Geleits geben; und Durchgang verhalten; sondern bei einem befristeten belegen wird; wollen Sie solches allezeit an Ihr. Churf. Durchlaucht Freundtverdienst bringen; und auf der ersten Verordnung; wenn es dieselbe vergönnet; soll so wohl in diesem Fall; als wann seiner Churf. Durchl. eigene Wälder marschieren;

ANNO
1682.

ANNO
1682.

die Durchföhrung von denen Ihrigen verrichtet / Jedoch dabey Ihr. Fürstl. Durchl. Commissarii admittiret werden / keineswegs aber die Appellationen von sich abzuschlagen / oder in Luterung oder Ober-Leutungen zu verurtheilen / noch durch Straff-Geböth oder in andre Weise die Parteyen davon abzuhalten / befigt sich / wo hingegen Ihre Churfürstliche Durchleucht die Verordnungen thun wollen / daß die Cravamina derrer eingewandten Appellationen genau unterfuchet / und da sie unerböhlid / oder die Causa nicht appellabilis / könne nicht angenommen / die Resolution auch aufse möglichst befördert werden sollen / da auch niemand in Justiz-Cammer und dergleichen Causen / so nicht bey der Regierung / sondern in andern Expeditionibus tractiret werden / und dennoch den Passum Juris & Justitiae betreffen / durch die düsselbs ergangenen Bescheide / Verordnungen / oder Resolutionen / ob sie gleich in Ihre Fürstlichen Durchleucht Mahnen ausgesetzt / gravet würde / soll demselben auch hiervon zu appelliren frey und nachgelassen seyn.

30. Wenn entweder durch Ihr. Churf. Durchl. oder aus der Fürstl. Durchl. und beiderseits unterthanen Gerichte / Gerichte zu führen seyn / soll hiermit / nach Anleitung des §. 44. der Erledigung der landes-Gebühren de Anno 1661. die von Justitien-Caden / es gehalten werden / und hiernach Ihr. Churf. Durchl. und Ihre Fürstl. Durchl. auch durch Valuation und unterthanen an ihren Jurisdictionen nichts nachtheiliges geschehen.

31. Wenn einen Delinquenten unter Einer Churf. Durchl. oder dero Vassalen und unterthanen Jurisdiction, die landes-Derreichung mit oder ohne Stauenschesz zu erlanbet werden / soll derselbe die ganze lande / und also auch Ihr. Fürstl. Durchl. landes-Portion zu räumen schuldig seyn / wie denn demselbigen im Eigenthum / wenn er in Et. Fürstl. Durchl. oder dero Vassalen und unterthanen Gerichten verurtheilt wird / derselbe gleichesgehalt in dem ganzen lande / und also auch nicht in denen Churf. Gerichten gebuldet werden solle.

32. Das was aggregirte, wie auch alle Bona caduca, so in Fürstl. Durchl. landes-Portion sich ihu oder künftighin finden mochten / verbleiben derselben nebenst der hohen Willkühr und Tugten / in dero Kamberten / da sie nicht einem andern zuleben / allene.

33. Es mögen ferne Ihr. Fürstl. Durchl. dero unterthanen gewisse Privilegia, so weit es nicht in Prejudicium tenen gerichtet / auch ohne Verbruch der allgemeinen Gesez des landes und dessen Verfassungen / so wohl ohne Eintrag Ihre Churfürstliche Durchleucht hohen Jurium geschehen / in inseligen Jurist und Jünglingen aufstehen und confirmiren / doch daß solches ohne Nachtheil der freyen Commercioium geschehe / auch Einer Churfürstlichen Durchleucht unterthanen und dem lande nicht schädlich seyn / wie es von Ihre Churfürstliche Durchleucht reciproce gegen Ihre Fürstliche Durchleucht unterthanen auch also halten werden.

34. Wenn Churfürstliche Durchleucht allgemeine landes-Gesez und Ordnungen / in Reichthum und Reichthum Caden zu publiciren / nöthig oder möglich befinden / wollen sie solches mit Ihre Fürstlichen Durchleucht communiciren / dero Erinnerung und Bedenken darüber vernemen / und bey einem landesratz proponiren / was nun so dann abgehandelt und beschloffen wird / daß soll in Ihren Churfürstlichen Durchleucht Mahnen abgesezlet verbleiben / jedoch aber in Ihre Fürstl. Durchleucht landes-Portion von derselben publiciret / und zu Werde gerichtet werden / Derselbe auch gewisse das ganze lande ansehende Fälle vorländen / da Ihre Churfürstliche Durchleucht sonderliche Mandata in Ecclesiasticis oder Secularibus, in Militaribus oder Criminalibus, in Münz-Caden oder dergleichen / dem Personum nach / auszuföhren genöthiget würden / soll die Publication solcher Mandatorum in Ihre Fürstlichen Durchleucht landes-Portion in Ihre Churfürstlichen Durchleucht Mahnen / jedoch mediate und von Ihre Fürstlichen Durchleucht auf diese Weise geschehen / daß zwar Ihre Fürstliche Durchleucht zu solchem Behuff / ein gewisses Patent, nach der Nocal sub sic. H. fertigen / demselben aber das Mandat ingrossiren lassen möge.

35. Weß der / Demüß der Freund-schädlichen Haupt-Vergleiche von Einer Fürstlichen Durchleucht in GOTT ruhenden Herrn Neuer Fürstlichen Durchleucht aufgerichteten Regierung lassen es Eine Churfürstliche Durchleucht nachmalis verwenden / Es soll aber diese Regierung weiter als ad passum Jurisdictionis, und auff die Ihre Fürstlichen Durchleucht in dem Freund-schädlichen Haupt und diesem Vergleich zukommende Rechte und Actus, sich nicht erstrecken / noch verstanden werden / könne auch mit dem Ober-Hofgerichte zu Leipzig concurrentem Jurisdictionem haben / und dem Kaiser frey seyn / dem Eine Sache vor der Fürstlichen Regierung, oder der Ober-Hofgerichte anhängig zu machen / da auch niemand durch die bey besagter Regierung publiciret Urtheil und Abscheide / oder gethane Verordnungen und ertheilte Resolutionen graviret würde / Es soll demselben an Seine Churfürstliche Durchleucht hiervon zu appelliren frey seyn / wie die Regierung aber hierauf behörige Apollotus zu ertheilen / und solche in die Churfürstliche landes-Regierung wiederum / ohne Unterseß / demselben dann ergangenen willigen Actis in originali eingestrichen / pendente Appellatione mit ferneren Verfahren in Ruhe zu seyn / und der an' Eit in Ap-

pellationen-Sachen ergangenen Inhibition oder andern Verordnungen allereingest sich gemäß zu befragen schuldig / keineswegs aber die Appellationen von sich abzuschlagen / oder in Luterung oder Ober-Leutungen zu verurtheilen / noch durch Straff-Geböth oder in andre Weise die Parteyen davon abzuhalten / befigt sich / wo hingegen Ihre Churfürstliche Durchleucht die Verordnungen thun wollen / daß die Cravamina derrer eingewandten Appellationen genau unterfuchet / und da sie unerböhlid / oder die Causa nicht appellabilis / könne nicht angenommen / die Resolution auch aufse möglichst befördert werden sollen / da auch niemand in Justiz-Cammer und dergleichen Causen / so nicht bey der Regierung / sondern in andern Expeditionibus tractiret werden / und dennoch den Passum Juris & Justitiae betreffen / durch die düsselbs ergangenen Bescheide / Verordnungen / oder Resolutionen / ob sie gleich in Ihre Fürstlichen Durchleucht Mahnen ausgesetzt / gravet würde / soll demselben auch hiervon zu appelliren frey und nachgelassen seyn.

36. Es wird die Ober-Hofgerichte betrefft / soll es bey dessen Verfassung / wie dieselbe in dem Freund-schädlichen Haupt-Vergleich abgesezt / was Ihre Fürstliche Durchleucht anlangt / nachmalis sin Verwendung haben.

37. Dieses Ober-Hofgerichte stardet lauff aber soll / Imbalde der Ober-Hofgerichte-Ordnung / in seine wege geschmet werden / wie denn demselbigen auf seine ertheilte Executoriales die Hülff ohne alle Hinderung zu vollstrecken.

38. Das Appellation-Gerichte bleibet wie vorhin / also gleichfalls hinfort Ihre Churfürstlichen Durchleucht allein / gleichwohl wollen Eit der Befugung thun / daß / wenn mit dem Appellation-Rath / welcher hiervor auf des Herrn Administratoris des Erz-Erzstifts Alaburgs Fürstliche Durchleucht seligen Andenken Recommendation ins Collegium genommen / einige Veränderung vorgehen möcht / zu Erlebung dieser Vacanz drey tüchtige Subiecta aus Einer Fürstlichen Durchleucht Räten und Vassalen nominiret / ins künftige aber und bey requiriren ferneren Fällen / bey denen Denominacionibus zu dieser Stelle Nachfolge auf Einer Churf. und Fürstlichen Durchleucht Vassalen und Räten das Absehen genommen werden soll / doch fern dierigen / welche hierzu eligirt und befristet / was Ihre Fürstlichen Durchleucht alleine und zum Judio pflichtbar zu machen.

39. Nachdem auch Ihre Churf. und Fürstlichen Durchleucht unterthanen und Vassalen in Schillingen jählich unter einander geordnet / und hiernach zuweist Praelectiones reciproce zu leisten schuldig / so sollen selbige von idem Theil dazzu gehörend angemeßen / und insunderheit / zu Verbütung allerhand Unordnung / es folgender Gestalt gehalten werden / t. die Schriftschaffen / als welche unter Churfürstlichen Durchleucht allein verbleiben / sollen derselben und den Ober-Hofgerichte zu Leipzig raione Jurisdictionis allein unterworfen seyn / die idem bey Churfürstlichen Durchleucht seyn / die Steuer und andere Praelectiones derselben besollet Creyß-Steuer-Einnahmen abtragen / und mit denen Auser-Deuten / Aufgeboth und Folge Ihr. Churf. Durchl. unmittelbar verwandt verbleiben / jedoch / da sich Schriftschaffen finden mochten / welche von Anno 1677. die 1660. mit ihnen und ihrer unterthanen Steuer bey denen Kamberten unvertheilt blieben / und nicht zur Creyß-Einnahme kommen / solche soll bey der im Vorangehenden Reces de Anno 1681. kollosten Commission / dabey auch dasjenige / was wegen der von ihnen an die Schriftschaffen verordneten Derschriften vorbestehenden Steuern auch noch zu erörtern / aufgesetzt wird / ein anders vertheilt / mit denen Steuern bey denen Kamberten gelessen werden / hingegen sollen 2. die Ambtsstellen / welche Ihre Fürstlichen Durchleucht zukommen / derselben Jurisdiction unterworfen seyn / in den Kamberten seyn / von denen wir auch die unterthanen in Städten / so wohl andere von denen Räten des Orths / an gebührend Ober-Hofgerichte / oder Ihre Fürstliche Durchleucht Regierung / von solcher weiter an Churfürstlichen Durchleucht zu appelliren befigt seyn / die idem in angeregt Fürstlichen Regierung seyn / die Steuern und andere Praelectionen in den Kamberten / von denen sie sammt der Kamberten unterthanen Steuern / ferne an schriftl. Drey zu leisten / ertheilen / die Aufsatzung nebenst der Ambts-Folge Ihre Fürstlichen Durchleucht die unterthanen aber so wohl zu Creyß-Steuer als Aufhebungen Ihrer Churfürstlichen Durchleucht leisten. Dage 3. ein Schriftschaffen zugleich ein Fahrverder / Dorf oder andere Güter / so ambtschaff / so sollen von dergleichen Gütern die idem / da sie nicht anders

ANNO
1682.

ANNO 1682. anders wohin gehörig / bey Ih. Fürstlichen Durchleucht gesucht / die Steuern davon in die Aemter entrichtet / der Besten auch in actionibus realibus, welche solcher ambtsfähigen Städte halber angestellt werden / weiter aber nicht / bey dem Amte justen schuldig seyn.

4. Güter auch ein Schriftstück in seinen Schriftstücken Güter oder Pächte aus der Erb-Erbschaft des Amtes aber darüber die Ober-Gerichte / so soll der Schriftstücken die Güter / so in die Erbgerichte / vermöge der Landes-Ordnung / und jedes Orts beständig hergebrachter Gewohnheit gehören / richten / das Amt aber in denen Fällen / welche in die Ober-Gerichte zu gehen / Richter verbleiben. Wenn 5. die Schriftstücken entweder vor sich / oder wegen Ih. Unterthanen / an Zinsen / Pächten / oder dergleichen Gefällen / in die Aemter einzunehmen schuldig / darüber soll es / und wo die Execution denen Aemtern reservirt worden / nochmals hülich beenden / jedoch daraus keine Ambtsfähigkeit erzwungen werden / wie denn auch hingegen / wenn die Schriftstücken Aemterhöfe und Städte / so Pächte / Zinsen und Früchten unter den Aemtern haben / bey solchen ihren Juribus hülich ruhig verbleiben / und ist ein Richter dem andern zu Einleitung solcher Gefälle hülfliche Hand zu leisten schuldig. Wenn 6. ein Ankauf gültig der gesandten Hand an einem Schriftstücken Gut hat / soll er selbiger bey Churfürstlicher Durchleucht Folge zu leisten verbunden seyn / in actionibus realibus vor dem Amte / darunter Er mit seinem Gute gehört / in actionibus personalibus aber mit dem Kläger frey gelassen seyn / ob Er ihn vor ermitteltem Amte / oder dem Ober-Hofgericht zu einig / oder bey Sr. Churfürstlichen Durchleucht belangen wollte / es wäre denn / daß die Sache die Schriftstücken Ambtschaff / und was von denselben herkömmt / betrifft / und in Curia seuali zu trachten wäre / da Sie anderswo / als vor Churfürstlicher Durchleucht nicht anhängig gemacht werden möchte. Da 7. ein Schriftstück Ambtschaff an einen Ambtsfähigen Gute hat / soll Er zwar der gesandten Hand bey Ih. Fürstlichen Durchleucht Folge leisten / deswegen aber vor seinen Ambtsfähigen / che der Fall an ihn kommt / gehalten werden / sondern in personalibus & realibus allein vor Churfürstlicher Durchleucht oder in dem Ober-Hofgericht zu strey belangen werden / es wäre denn / daß es die gesandte Hand dem Ambtsfähigen Gute / und was von denselben herkömmt / concernirt / auff diese Fall / auff Er vor Ih. Fürstlichen Durchleucht von welcher Er die gesandte Hand empfangen hat / hülich antworten.

Wenn 8. zwischen Ih. Chur- und Fürstl. Durchl. Durchl. Unterthanen / Jungen in Ob- und Sachen zu strey / oder es wider nicht geschehen / daß Er ein Ambtsfähiger / oder es würde ihm auch gleich von Fürstl. Seite selbst die Schriftstücken strey gemacht /

(S. L.) Johanna George Churfürst.

ANNO 1682. sollen von beiderseits Chur- und Fürstlichen Durchleucht Durchl. gewisse Commissarii verordnet / diese Sache in summarische Vorhöre gezogen / der Augenfein nach Gelegenheit eingenommen / und alsobald ein Decretum darüber ertheilt / oder im Fall sich die Commissarii der Meinung halber nicht vergleichen können / die Acta in die Decretaria dieser Lande nach rechtlichem Erkenntnis verfertigt / dem beschwerten Theil eine Appellation an Churfürstliche Durchleucht / wie auch eine Reurung so wohl in prima, als appellationali instanz vorbehalten / der Schrift- oder Ambtsfähigen in dem Standt / darinnen Er befunden wird / unterlassen gelassen / und die Suchung der ighen so lange salvo ius Jure suspendirt werden.

40. Da zwischen Ih. Churf. und Fürstliche Durchleucht Durchleucht über dero Nachkommen sich in Zukunft welches doch G.D. in Guaden verbleiben sollte / einige Differenzen ereignen würden / sollen beiderseits Räte zusammen geschickt / diese Mißverständnisse bereut / und durch gültige Vergleichung bezogen / oder nach dem zwischen Churfürst Morizen und dessen Herrn Brüdern Churfürst Augusto, Christl. löblichen Gedächtniß / am 8. Augusti 1547. bekräftet und veranlassen modo erbrüt werden.

41. Ergehe sich auch / daß Ih. Fürstliche Durchleucht Durchleucht doch G.D. den langen eben seyn wollte / oder einer dero Nachkommen / diese Zeitlichkeit gesamt / und unumwundene Söhne hinterläßt / so soll Ih. Churf. Durchl. oder dero Successoribus an der Chur die administration in Sr. Fürstlichen Durchleucht oder dero Successoribus nachgelassen landes-Portion allein / im Ubrigen aber das Jus agnationis bey seinen Keßten verbleiben / und ist außer dem Ih. Fürstl. Durchleucht durch Testament oder andrer Verordnungs zu disponiren unbenommen / und weil durch gegenwärtigen Reces die oft angezeigte Fremd-erbsliche Haupt-Verdacht noch dinstig und dergestalt erleutert und erläutert / daß hierdurch allem fernem bezüglichen Zweifel und Zweifeltigkeiten verhoffentlich gänzlich abgeholfen / Als wollen Ih. Churfürstliche Durchleucht die Eingangs erwähnte Proclamation, so weit dieselbe Ih. Fürstl. Durchl. angeht / kraft dieses gänzlich cassirt und aufgehoben / auch daß durch diesen Vergleich dem Jura Primogenitur nichts derogirt seyn / sondern dasselbe in seinem vigore gelassen werden solle / bedungen haben.

Zu Urkund haben Sr. Chur- und Fürstl. Durchleucht diesen Vergleich eigenhändig unterschrieben / und mit dero Churfürstlichen und Fürstlichen Siegeln beschriftiget. Es geschehen zu Dresden den 12. September. nach Christi unser HERRN und Seligmachers Geburt / ein tausend sechs hundert und zwey und achtzigsten Jahr.

(S. L.) Johann Adolph Herzog zu Sachsen.

A.

Auff was Maß und Weise bey der allgemeinen Huldigung / so Seiner Churfürstlichen Durchleucht auf dero hohen Reservata und Jura von Ih. Fürstlichen Durchleucht (samlet, Vassallen und Unterthanen zu leisten / zu verfahren.

Demnach im vorhergehenden Vergleich unter andern / und zwar bey dem No. abgehandelt worden / daß Ih. Churfürstliche Durchleucht und dero Nachkommen in dero Regierung auff dero hohen Reservata und Jura von Sr. Fürstlichen Durchleucht sämtliche Vassallen und Unterthanen die Huldigung absonderlich geleistet / auch wie hierbey zu verfahren / verglichen werden sollte: So hat man sich nach unterschieden hierüber gepflogenen Conferenzen dinstalls dahin vereinigt / daß Seiner Fürstliche Durchleucht wenn mit Churfürstlicher Durchleucht dieselbe des Tages halber sich zuwider Fremden vernehmen / auff das forderlichste die Huldigung an dero Vassallen und künftliche Unterthanen / so wohl wegen Ih. Churf. Durchl. als vor sich / nach der unten sub n. 1. bekräfteten Noval ausgehen soll / da denn Ih. Churf. Durchl. einen gewissen / jedoch sine character Legat deputierten gewollmuthigten Commissarium an dero Ort / wo die Huldigung eingenommen wird / abschicken wollen / welcher bey Sr. Fürstl. Durchl. vermehrt eines Fremd-verordneten Creditivs sich zu legitimiren hat / auff den Tag der Huldigung käffen nun / soll zuerster / auch che und bevor Ih. Fürstl. Durchl.

TOM. VII. PART. II.

vor sich die Huldigung einnehmen / von dero Seiten die Aemterhöfe oder andere Besten der Adlichen Güter desjenigen Bezirks / woselbst die Huldigung geschieht / und dann die darinnen befindlichen Räte der Städte an ihren gewissen Ort bescheiden / darauf an denselben vom bekräftigten Churf. Commissario, vor welchen ein öffentlich erhabener Platz zu bereiten / auch ein Stuhl mit Stühlen zu setzen / der Vortrag sub n. 2. geschehen / und fernern hietauf die Huldigung nach der Noval sub n. 3. so durch einen Secretarium abzuweisen / und zwar von denen von der Aemterhöfe / vermehrt eines Hangsdiener / von denen Räten in Städten aber / auch deren Angehörigen / durch würdige Pflicht geleistet / und wenn diese Actus gänzlich vollbracht / in Urtigen von allerley Biergen / in Städten / auch Aemter-Unterthanen / nur ohne besondern mehr ermittelten Churf. Commissario, jedoch nach der formel sub n. 4. der Huldigungs-Geß abgelegt / und von Seiten Ih. Fürstlichen Durchleucht bey dem Betrage des besagte Räten und Unterthanen der hohen Churf. Reservata dinstlich erinnert werden. Gleichwie aber die vorher beschriebene Maß und Weise bloß vorbey / und bey gegenwärtigen Fall / da nach des Allerhöchsten G.D.

ANNO 1682. **unterforstlichen Rath und Willen / so wohl Er. Churfürstlichen Durchleucht Herzog Johann Georg des Andern / löblichstigen Andenkens / als Er. Fürstlichen in GÖTT ruhenden Herrn Vaters Fürstlichen Durchleucht**

seht fast zu einer Zeit die Welt gekniet / predichlich und beliebt: also begehnen Ihr. Churfürstliche Durchleucht aber Succesoren hienüt / daß dieselben / wenn sie auf künftige begehende Fülle in die Regierung treten / die Huldigung von Er. Fürstlichen Durchleucht Vasallen und Unterthanen / ungedruckt bey Ihr. Fürstlichen Durchleucht Nachkommen derselben nicht eingenommen wird / absonderlich vor sich zu fordern befügt / ermelte Vasallen und Unterthanen auch solche also dann auf Ihr. Fürstlichen Durchleucht oder des Nachkommen Ausfertigen zu laßen schuldig und verbunden seyn sollen; darsien aber an Seiten Ihr. Fürstlichen Durchleucht oder des Nachkommen ein Todes-Fall sich begehrt / hingehen dem zu der Zeit regierenden Churfürsten allereits einmahl gebühlet / haben so dann Ihr. Fürstlichen Durchleucht Nachkommen die Huldigung vor sich / jedoch unbedacht / auch mit Erinnerung drey Churf. hohen Reservaten alleine einzunehmen.

No. I.

Johann Adolph.

Demnach wie zu Einnehmung der gewöhnlichen landes-Huldigung mit Gönlicher Beilehung den N. anderaumt / darbey denn auch zugleich des Herrn Churfürsten zu Sachsen / unsers fremdblichen Geübten und Hochgelehrten Herrn Dietrich und Gwaners / uns die gewöhnliche Pflicht auf dero hohe Reservata geleistet werden soll; Als derselben wir die Herabdrück gnädig / da woßst den N. verker zu N. einnehmen und beiß gefast haben / des folgenden voranbezeichneten Tages solche Huldigung / dem Herrn kommen nach / ghorfamlich abzustatten / auch biß davon nichts / als leibes Unschuldigkeit abhalten lassen / daran geschieht x. Datum Etc.

No. II.

Demnach / als nach löblichem Hinterr des neyländ Durchl. Fürsten und Herrn / Herrn Johann Georgen des Ersten / Herzogs zu Sachsen / Jülich / Elwe und Berg / des Heiligen Römischen Reichs Erbmarschall und Churfürsten / Landgrafen in Thüringen / Marggrafen zu Meissen / auch Ober- und Nieder-kaufs / Burggrafen zu Magdeburg / Graffen zu der Mark und Ravensberg / Herrn zum Ravensstein / E. Vermöge des zwischen Er. Churfürstlichen Durchleucht hinterlassenen Herrn Sohnen / dem Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Johann Georgen dem Andern / des Heil. Röm. Reichs Erbmarschall und Churfürsten / vor. tit. dann dem Nachwörligsten Durchl. Fürsten und Herrn / Herrn Augusto / Herrn Christian und Herrn Marien / allerseits Herzogen zu Sachsen / Jülich / Elwe und Berg / postultierten Administratoren dertren Primat- und Erbk. auch Ertzherzog Magdeburg / Wittenburg / und Raumburg it. Landgrafen in Thüringen / Marggrafen zu Meissen / auch Ober- und Nieder-kaufs / geürsteten Graffen zu Heineberg / Graffen zu der Mark / Ravensberg und Warby / Herrn zum Ravensstein / unterm dato den 22. April Anno 1657. aufgerichteten Freund- / brüderlichen Dopp-Verleichte / höchstgedachten Herzog Augusti Fürstliche Durchleucht eine gewisse landes-Portion. und mit derselben auch gegenwärtige Stadt / Amt it. zutommen / und zwar von Er. Churfürstlichen Durchleucht Herrn Johann Georgen dem Andern / die unterthanen der Pflicht auf gewisse Masse erlassen / darneben aber die derselben zugestandene sonderer hohe Reservata und Jura vorbehalten worden / auch ihr und nur Personen dardurch in höchsteracht Er. Churfürstlichen Durchleucht Pflicht dardurch verbleiben / so wohl die Erbshuldigung derselben zugleich mit derauff geleistet / und nummehr nach des grossen Cölers unterforstlichem Rath und heiligen Willen es sich begehrt / daß in abgeminem 1680. Jahre nicht allein mehr höchstbedachte Herzog Johann Georg des Andern Churfürstliche Durchleucht / sondern auch des Herrn Administrators des Primat- und Erbk. Cessis Magdeburg it. Fürstliche Durchleucht die Zeitlicheit gegeben / und dardurch die Nachdruck erhebet / daß bedachte Ihre Chur- und Fürstlichen Durchleucht Durchleucht hohen Herrn Succesoren schuldlich / denen Durchleuchtigsten Fürsten und Herren / Herrn Johann Georgen dem Dritten / des Heiligen Römischen Reichs Erbmarschall und Chur-Fürsten it. auch Burggrafen zu

Magdeburg it. und dann Herrn Johann Adolph / ANNO 1682. **beden Herzogen zu Sachsen / Jülich / Elwe und Berg / Landgrafen in Thüringen / Marggrafen zu Meissen / auch Ober- und Nieder-kaufs / geürsteten Graffen zu Heineberg / Graffen zu der Mark / Ravensberg und Warby / Herrn zum Ravensstein / it. und zwar eines leibes Ihre Chur- und Fürstliche Durchleucht Durchl. zu dero Nachkommen / vermöge unsers unterm dato den 12. September. des 1657ten Jahres getroffenen Vertrags-geinagelamt andernweit rühmbar gemacht werden sollen: Als ist diesem nach von höchstemerletem Herrn Herzog Johann Adolph Fürstlichen Durchleucht heutiger Tag in der Pflicht-erkennung / so Er. Churfürstlichen Durchleucht zugleich ge-
schen soll / anderaumt worden / und wie Ihre Churfürstliche Durchleucht in Gnaden vermerket / daß dem an E. Chur-ergranneten Fürstl. Ausfertigen zu schuldiger Pflicht / hier an gegenwärtigen Dritte ihr auch ghorfam eingegeben / also werbet ihr hienüt sammt und sonderlich ernstlich vermahnet / daß oft höchstbedachte Er. Churfürstlichen Durchleucht / auf oben angezeigte hohe Reservata und Jura ihr jedes / wohl / berühren fremd-verleichten Vergleich gemäß / auch unterthänig / getreu / holdt und ghorfam erweist / und alles dardemig that und verrichtet / worzu auch der Eyd / welcher / auch anseits vorgehalten werden wird / verbleibet / jedoch höchstbedacht / und also / daß solches in übrigen ungeschadet der auch obliegenden Pflicht / wormit euerer gnädigsten Fürsten und Herrn / Herrn Johann Adolph Fürstlichen Durchleucht ihr verwandt / geschehe / die S. Churfürstliche Durchleucht geleistete Huldigung auch der unterthänigen Treue / devotion und Ghorfam / wormit S. Fürstlichen Durchleucht ihr verhasstet / ganz unnahechthung seyn.**

No. III.

Huldigungs-Eyd.

Ihr selet geloben und schwören / daß ihr dem Durchl. Fürsten und Herrn / Herrn Johann Georgen dem Dritten / Herzogen zu Sachsen / Jülich / Elwe und Berg / des Heil. Röm. Reichs Erbk. Marschall und Churfürsten / Landgrafen in Thüringen / Marggrafen zu Meissen / auch Ober- und Nieder-kaufs / Burggrafen zu Magdeburg / geürsteten Graffen zu Heineberg / Graffen zu der Mark / Ravensberg und Warby / Herrn zum Ravensstein / it. wie auch S. Churf. Durchl. Nachkommen in der Regierung / wegen der auch anseits angezeigten hohen Reservaten und Gerechtsame / Inbalts des zwischen S. Churfürstlichen Durchleucht und des auch Durchleucht. Fürsten und Herrn / Herrn Johann Adolph Fürstlichen Durchleucht unterm dato den 12. September. des 1657. Jahres aufgerichteten Elucidations Vergleichs / ihr wider jezt wollet treu / hold / und ghorfam / auch nicht in dem Rath / vilmehriger key der That seyn / da wider S. Churfürstliche Durchleucht gehandelt und gerathschaltet wird / drockben / wie auch dero Nachkommen / Frommen / Ehr und Nutzen fördern / Schaden warnen und meiden / nach euerem besten Vermögen / insonderheit da ihr erfahret / daß etwan Ihre Churf. Durchl. an leib / Ehr / Würden und Stande wegen / und Nachteil / oder ihre Chur- und Fürstenthümer / Herrschaften / landen und leuten zu Abbruch / von irmanden wolte vorgekommen werden / solches offenkundig / und diß durch euch oder die eueren treulich verhalten / auch von Person wissentlich nichts vornehmen / das Ihre Churf. Durchl. zu Schaden / oder Nachteil kommen möchte / und Ihre Churf. Durchl. mehr berührtem Verleichte gemäß / schuldige Dienste / Pflicht und Ghorfam / auch allen darinnen begriffenen Punkten unverrücklich Folge laßen / und sonsten alle andere zu thun / halten und laßen / was euch beehrer von Gores / auch Ehrenpflicht und Rechtswegen zu thun und zu laßen gebühret / ganz treulich und ohne Gefährde.

Eyd

Mit aufgeschobenen Fingern.

Alles was mir ideo deutlich vorgelesen ist / welches ich denn auch wohl vernehmen / das will ich hier / seht / und unbedrücklich / auch getreulich und ohne Gefährde halten / Es wahr mir GÖTT durch Jesum Christum seinen Sohn / unsern Herrn.

No. IV.

Nout.

Nach welcher S. Churfürstlichen Durchleucht auß dero hohen

ANNO beßen Reservata und Jura von Ihr. Fürstl. Durchl. 1682. sämtlichen Fürsten und Erzbischofen; auch Ausweis und andern Hintersassen; die allgemeine Nuzigungs-Pflicht zu leisten.

Hier ist der ganze Nuzigungs-Epdt; welcher Ihre Fürstlichen Durchleuchte geschworen wird; zu prämitiren; und bey Ende desselben selbigen zu annectiren;

Nachdem auch absonderlich dem Durchl. Fürsten und Herrn Herrn Johann Georg den Dritten; Herzogen zu Sachsen; Jülich; Cleve und Berg; der Fürstl. Röm. Kaisers Erb-Marschall und Churfürsten; Landgrafen in in Thüringen; Burggrafen zu Meissen; auch Ober- und Nieder-Laufen; Burggrafen zu Magdeburg; geistlichen Grafen zu Hanneberg; Grafen zu der Mark; Ravensberg und Warb; Herrn von Ravensstein u. in Ex. Fürstl. Durchl. Landes-Portion besondere hohe Reservata und Jura suchen; Als solte Ihr gleichfalls stoben und schwören; daß S. Churfürstl. Durchl. Ihr besagtes Juhannis des untern dato den 12. Septemb. des 1682. Jahres zwischen Ihr. Ehr- und Fürstlichen Durchleuchte ausgetheilten Verträge; idemselbst gehorsam; treu und getreulich fern; auch alle dasjenige; was auch hier; unter obigkeit; treulich und unmaßlich thun und lassen wollet.

Epdt

Mit ausgehobenen Fingern.

Alles was wir ideo deutlich vorgelegt; und vorgelesen worden ist; welches ich denn auch wohl vernommen; das will ich hier; fest und unverrücklich; auch getreulich und ohne Schwärze halten; So wahr mir GDN helfe; durch Jesum Christum; seinen Sohn; unsern Herrn.

B.

Notul

Der Particular-Nuzigungs; nach welcher die neuen Vasallen und Unterthanen in S. Fürstl. Durchl. Röm. k. und Städten künftig idemselbst in Pflicht zu nehmen; Anfanglich ist der vollständige Epdt; wie folgender an jedem Orte genöthlich; zu prämitiren; und dem demselben beyem Schluss nachfolgendes beynügen;

Nachdem auch absonderlich dem Durchl. Fürsten und Herrn Herrn Johann Georg den Dritten; Herzogen zu Sachsen; Jülich; Cleve und Berg; des Römischen Kaisers Erb-Marschall und Churfürsten vor. tit. nennen auch gnädigsten Fürsten in S. Fürstl. Durchl. Landes-Portion besondere hohe Reservata und Jura suchen; Als solte auch gnädigsten Fürsten gleichfalls; daß S. Churfürstl. Durchl. und dero Nachkommen; ich besorgen; Juhannis des untern dato den 12. Sept. des 1682. Jahres zwischen Ihr. Ehr- und Fürstlichen Durchleuchte ausgetheilten Verträge; idemselbst gehorsam; treu und getreulich fern; auch alle dasjenige; was wir hierunter obigkeit; treulich und unmaßlich thun und lassen wollet; So wahr mir GDN helfe u. u.

C.

Notul

Des allgemeinen Kirchen-Oberthe.

Wollst auch der weltlichen Obrigkeit; dem Römischen Kaiser; allen Christl. Königen; Fürsten und Herren; verständigend dem Haupte des Ehrs- und Fürstl. Kaisers Sachsen; Fürstl. Durchl. zu Sachsen u. Herzog Johann Georg den Dritten; unsern gnädigsten Churfürsten und Herrn; insonderheit aber u. u.

D.

Notul

Nach welcher die wegen angeordneter Fast- und Wuch-Tag; ergangene Churfürstl. Anordnungen in S. Fürstl. Durchl. Landes-Portion zu publiciren;

Vou O. d. d. Gnaden Wir Johann Adolph; vor. tit. thun hiermit männlich funde und zu wissen; demnach der Durchl. Fürst und Herr Herr Johann Georg der Dritte; vor. tit. in Betrachtung der gegenwärtigen geistlichen und welt ausgetheilten Zeiten eines; 2. oder 3. allgemeine Wuch-Fast- und Wuch-Tag; in diesem letztlaufenden

TOM VII. PART. II.

den Jahre; und zwar auff den (ponatur dies) ausge-schrieben; und halten zu lassen; mit GDN entschlossen; auch darbey; daß 1) den Tag vorher; mit dem Einlass; dann an den Fast-Tag; selbst und mit Zugest; der Predigten; wie an einem der höchsten Fast-Tag; es gehalten; 2) aller Handel und Gewerbe; auch Ackerbau; alle ippide; laß; wie die Mahnen haben mag; die den ganzen Tag allerdings unterlassen werden; auch zu desto mehrerer Andacht; Beförderung und Bewegung eines recht demüthigen Geistes gegen GDN mählich (ausgenommen Schwache; Schwangere; Weiblein; Kinder und Kranke;) sich gütlich über Essen und Trinken; bis nach genugsam Vorberathen; und keine es möglich; bis gegen Abend; nach Artz der alten Kirche; damit der Lab auch hierbey seine Casung erzhende; und der Geist desto freyer mit GDN dem Herrn in Bethen und Sagen handeln möge; enthalten; 3) dann mit dem Nieder-Knieen beyen Vater unser; mit der Litany und denen Wuch-Geßagen ebendamlich bey voriger mittheilung es verbleiben; ferner bey solchen Wuch-Tagen folgende (ponatur die in Churf. Ausfertigung verglichene Texte) gebraucht werden sollen; Verordnungen gethan; auch dieses alles Uns Secund-Verordlich zu erkennen geben; und diesem nach es hierunter allenfalls in unsere Landes-Portion ebendamlich also zu halten; Als befehlen wir hiermit gnädigst; daß die unsrigen dieser Verordnung in allen und ideo gehorsamlich nachkommen; und darwider in Feindtzig Wege handeln solten u. u. Darum &c.

Der Titel dergleichen Anordnungen kan syn; des Durchl. Herrn Johann Adolph; vor. tit. Anordnung; daß die von S. Churfürstlichen Durchleuchte zu S. Herzog Johann Georg dem Dritten; auch diese Jahr ausgefertigte Fast- und Wuch-Tag; auch in S. Fürstlichen Durchl. Landes-Portion gehalten werden solten u. u.

E.

Formular.

Nach welchem der Churf. Kirchen-Kath bey vorgestelltem Dispensationibus; in casibus prohibitis; S. Fürstl. Durchl. zu Sachsen hat; neben einer Notul des Dispensation-Ertheilens; in denen Personen; so die Dispensation erhalten; von letztbesagtem Kirchen-Kathe zu ertheilen.

P.

P.

Endigster Fürst und Herr;

Wey des Durchl. unsers gnädigsten Churfürsten und Herrn Kirchen-Kathe haben N. N. in N. N. welche an N. N. mit Wuch-Fremdschaft (Schwägerchaft) (in grad.) verandt; und gnädigst Dispensation und Verleistung einander zu ertheilen; unterthänigst und demüthigst angeflehet; Es ist auch dahist solch Eudern geschehen überlegt; und nachdem besunden; daß dergleichen Ehe zwar wohl in der Ehe-Ordnung dieser Landes nicht aber den Götlichen Rechten verbotden; aus diesem und andern bewegenden Ursachen Supplicanten die Heps; auch; vermittelst vorhergehenden Aufseherthe und Priesterlichen Einsegnung; zu vollziehen gegen weltliche Dispensation genöthig bedürftig; und ein besondere Eiden unter der Kirchen-Kaths- und Ober-Consistorii Aufsicht ausgeleitet worden; damit nun obgenante in S. Fürstl. Durchl. Ambt N. (Stadt N.) wohnhafte Personen dessen; was ihnen der Ehe halber verlanzt; was so viel desto mehrerlicher süßig werden mögen; So haben S. Fürstl. Durchl.; nach Anleitung des Ehrs- und Fürstl. am 12. Septemb. des 1682. Jahres getzessenen Freund-verordlichen Erlautungs-Recess; wie folches; und was auf der Supplicanten Ansuchen allzeit verordnet; gehorsamst hinterbringen solten; nicht zweifelhafte; S. Fürstl. Durchl. in Gnaden ihr gefallen lassen werden; zu verfügen; daß die proclamacion und copulation oben besagter Personen; der Kirchen-Ordnung gemäß; ergehen möge; und S. Fürstl. Durchl. sind wir zu andendertem Eobeth und gehorsamen unterthänigsten Diensten idemselbst willig und gesessen; Darum Preßden u.

E. Fürstl. Durchl. u. u. u.

Verordnete Präsident und Räte des Churf. Kirchen-Kaths; und Ober-Consistorii also hier.

Der Durchl. Churfürst in S. und Burggraf in Magdeburg u. hat vermittelst des Kirchen-Kaths auf N. N.

E 2

ANNO 1682.

ANNO N. unerschütterlich Suppliciren gnädigst verlesen / und
1682. antworten lassen / daß begeret N. N. mit N. N. we-
le in grad der Blutsverwandtschaft (Schwiegerknecht)

verwandt / in Ehegeseßniß sich angeschlossen / auch nach
erhaltener Erlaubniß an den Superintendenten zu N.
N. dinstags bey S. Fürstl. Durchl. zu Württemberg Er sich
gehörig ankommen / der Kirchen-Ordnung gemäß / of-
fentlich proclamirt / und hernach copulirt werden möge /
worüber unter S. Churfürstlichen Durchlucht Kirchen-
Raths- und Ober-Consistorio Inspecit ihm dieser Ehedin
ausgeschiedet worden / Es geschähe zu Drifden am N.
des Jahres.

F.

Eptes/Notul.

Nach welcher die Superintendenten zu
vergeben.

Ihr sollet geloben und schwören / daß ihr dem Durchl.
Fürsten und Herrn / Herrn Johann Adolphsen / Herzogen
zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / Landgrafen in
Thüringen / Marquisen zu Meissen / auch Ober- und
Nieder-lauß / geürteiten Graffen zu Hymberg / Graf-
sen zu der Mark / Ravensberg und Barby / Herrn zu
Ravenslein / Unserm gnädigsten Herrn / vermöge eurer
Vocation und Ambts / unbedenklich auch S. Churfürst-
lichen Durchlucht zu Sachsen / Herzog Johann Georg
dum Dritten / unserm gnädigsten Herrn / auf die beschei-
den in S. Fürstl. Durchl. Lande-Portion zu gehenden
höhen Reliquien und Gerechtigkeiten / Inhabts des jwei-
feln Jhr. Churf. Durchl. und Fürstl. Durchl. unserm
daro Drifden den 12. Septemb. des 1682ten Jahres
ausfertigten Vertrags / getreu / hold und getreulich sein
wollt / bey der reinen Lehr und Churf. Beschaffenheit die-
ser Lande / wie dieselbe in der ersten ungedruckten Aug-
sburgerischen Confession begriffen / und im Churf. Con-
cordien-Buche repetirt und erläutert / und wider alle
Verfälschung verordnet ist / beständig und ohne einz falsch
verleihen und verharren / darwider nichts heimlich und
öffentlich practizieren / auch da ihr verordnet / daß sol-
ches andere thun wollen / dasselbe nicht verhalten / son-
dern hochschädelich Jhr. Churf. Durchl. und Fürstl.
Durchl. ohne Ehed alsobald offentlich zu thun / und
verhängen möcht / das Er doch gnädig abenden wolt /
daß ihr euch selbst durch Menschen-Biß und Wahn von
solcher reinen Lehr und Erkenntniß Genuß / entweder zu
den Papisten / Calvinisten / und andern off bemerke rei-
nen Confession widrigen Seiten abenden würdet / sol-
ches wolt Jhr Churf. Durchl. und Fürstl. Durchl.
alsobald / vermöge eures geistlichen Eptes / ungeschänt
anmelden / und ders fernern Verordnungs und Resolution
erwarten / insbesond / daß ihr wolt alle zur Superinten-
denz gehörige und alle stehende Saden getreulich und
stetig nach euren besten Verstande und Vermögen bedene-
len und verrichten / eines mehrern als euch zukommt /
sonderlich aber einigen Eingriff in bescheide Churf. hohe
Geistliche reterivire Jura / auch nicht anmassen / auch da
dagegen von andern gesehen / oder euch ein widriges
jungenicht werden wolt / solches ungeschänt / wie auch
die in eurer Inspection vornehmende geistliche Saden /
vermöge des angezogenen Vertrags / in das Consisto-
rium zu Leipzig gehörig berichten / und dessen Verord-
nung darauf erwarten / auch dahin sehen / damit in der
euch und eurer Inspection anvertrauten Kirchen / keine
Verwirrung in Glaubens-Saden / so unserer reinen E-
vangelischen Lehr wider laufft / auf die Bahn gebracht
werde / und daß ihr überhilt wolt bescheiden / was den
seligmachenden Wert unser Churfürstlichen kaiserlichen Be-
kannniß und Erbsatz gemäß / auch zu Heiligung und
Aufbauung der hohen Geistlichen Mairsch / Mairnen
und Werts / und dem zu Fortpflanzung und Erhaltung
Gotteskirch / eusrischen Juchts / Friede / Ruhe und Ei-
genheit in der Kirchen und ganzen Gemeine gereichen /
sunderbar-müß und dienlich sein mag / und solches un-
ten eigenen Muth / Eptes / oder eigenen Willen / thun
oder lassen / sondern alles dasjmag in acht nehmen wolt-
le / was einem gemüßhafften und reinen Superinten-
den und Pastorat wohl ansteht und gebührt / auch
Jhr. Churf. und Fürstl. Durchl. Durchl. zu gehende E-
rechsane erforschen / und solches alles getreulich und ohne
Geschänt.

Eptes/

Nach / was ich N. N. gerödet und gelehet habe / wie
mit das mit unterschiedlichen Worten und Punkten vorge-

lesen und vorgefagt ist / das will ich stet / fest und un-
verrücklich / auch getreulich halten / als mir GOTT beif-
k / durch JEHEU Hympha seinen Ehed / unsern Herrn.

ANNO
1682.

G.

Eptes/Notul.

Nach welcher die Pater / so nicht Superintendenten
sind / zu vergeben.

Ihr sollet geloben und schwören / daß ihr dem Durchl.
Fürsten und Herrn / Herrn Johann Adolphsen / Herzogen
zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / Landgrafen in
Thüringen / Marquisen zu Meissen / auch Ober- und
Nieder-lauß / geürteiten Graffen zu Hymberg / Graf-
sen zu der Mark / Ravensberg und Barby / Herrn zum
Ravenslein / Unserm gnädigsten Herrn / vermöge eurer
Vocation und Ambts / unbedenklich auch S. Churf.
Durchl. zu Sachsen / Herzog Johann Georg dem Drit-
ten / unserm gnädigsten Herrn / auf die beschei-
den in S. Fürstl. Durchl. Lande-Portion zu gehenden hohen
Reliquien und Gerechtigkeiten / Inhabts des jweifen S.
Ghur- und Fürstl. Durchl. unserm darto den 12.
Septemb. des 1682ten Jahres aufgesetzten Vertrags /
getreu und getreulich sein wolt / bey der reinen Lehr und
Christlichen Bekannniß dieser Lande / wie dieselbe in der
ersten ungedruckten Augsburgerischen Confession begriffen /
und im Churfürstlichen Concordien-Buche repetirt und er-
läutert / und wider alle Verfälschung verordnet ist / be-
ständig ohne einz falsch verleihen / und verharren / dar-
wider nichts heimlich oder öffentlich practizieren / auch wo
ih verordnet / daß solches andere thun wollen / dasselbe
nicht verhalten / sondern ohne Ehed alsobald offentlich zu
thun / und verhängen möcht / das Er doch gnädig ab-
enden wolt / daß ihr euch selbst durch Menschen-Biß
und Wahn / von solcher reinen Lehr und Erkenntniß Genuß
/ entweder zu den Papisten / Calvinisten / oder andern
abenden reinen Confession widrigen Seiten abenden
würdet / solches wolt Jhr. Churf. und Fürstl. Durchl. Durchl.
alsobald / vermöge eures geistlichen Eptes / ungeschänt
anmelden / und Jhr. Churf. und Fürstl. Durchl. Durchl.
fernen Verordnungs und Resolution erwarten wolt / und
solches alles getreulich und ohne Geschänt.

Eptes/

Alles was Ich N. N. gerödet und gelehet habe / wie
mit das mit unterschiedlichen Worten und Punkten vorge-
fagt ist / das will ich stet / fest und un-
verrücklich / auch getreulich halten / als mir GOTT beif-
k / durch JEHEU Hympha seinen Ehed / unsern
Herrn.

H.

Notul

Des Publication-Patents / welchem die Churfürstliche
Mandata zu ingrossiren.

Der Gottes Gnaden / Wir Johann Adolph tot. it.
thun hiemit kund und zu wissen / demnach der Durch-
lauchtigste Fürst und Herr / Herr Johann Georg der Dritte
tot. it. wegen (insinuat generaliter causa vel occasio
mandati) vermisst eines öffentlichen Mandats / wel-
ches nachfolgenden wörtlichen Inhalts ist / (insinuat
mandatum integrum) Verordnungs zu thun / der Noth-
durft erachtet / und auch solches Freund / Weiterlich zu
erkennen gegeben / und demnach dieselbe in unser landes-
Portion demnächst zu publiciren / und zu Werck zu rich-
ten / Als beschien mir hiemit untern N. Daß ich
angeregtem Mandat attenshaften sich gemäß bezeugen sol-
ten it.

XX.

* *Confederatio inter Regiam Majestatem DANIAE, 14. Sept.
Serenissimum Electorem BRANDENBURGICUM & Episcopum MONASTERIENSEM,
ad promovendam Pacem, avertendam noxam Belli*

* Ce Traicté est le même qu'on avoit publié en France dans la
premiere Edition de ce Recueil. Tom. IV. pag. 471. Sous le mois
de Mars 1682. Mais cette Date est fautive; et celle qu'on donna
est elle la véritable.

ANNO calamitatem inter IMPERATOREM, IMPER-
1682. RIUM, & REGEM GALLIÆ, Desfontenemque
mutuam. Datum die 14. Septemb. 1682. [Tiré
de la Régistrature d'États de la Chancellerie de
la Cour de Sa Majesté Impériale.]

I. Si Amicitia vera & intima inter Dominos Con-
federatos, inextinguibile illorum Minutiorum, in Con-
siliis Imperialibus & Circulibus, aliisque om-
nibus Conventibus, tam Ordinariis quam Extraordi-
nariis, omnia fiant & integrè agantur & comuni-
cato consilio fiant.
II. Nemini Interfententium Confederatorum licebit
posthac aliud Fœdus inter, quod in aliorum præjudi-
cium vel detrimentum directè vel indirectè vergere
possit, & si cùdam Confederatorum novum aliquod
Fœdus ab uno & altero offeratur, tenebitur ille Con-
federatos reliquos hujus certiores reddere, eosque si
voluerint pangendo novo Fœderi includere.

III. Confederati promittunt, se communi operâ
consilium Pacis ita promoturos, eoque unanimi studio
laboraturos, ut pro averenda nova Belli calamitate inter
Imperatorem, Imperium & Regem Gallie secun-
dum oblatas per Legatos Gallie conditiones, aliavé
quibus res controversa amicebilitè transigi potest,
stabilitur, si unus Confederatorum in suo Territorio
suisque Juribus turbetur, invadatur, hospitibus mili-
tariis, aliisque exactionibus contra Instrumenta Pacis,
Imperique Constitutiones opprimatur, vel in alio
evidenti periculo versetur, reliqui Confederati tene-
buntur ipsi quantumvis fieri possit, determinato auxilio
succurrere.

IV. Militia illius subsidiarii numerus ita est definitus,
ut à Rege Danie 1400. ab Electore Brandenburgico.
2400. & à Domino Episcopo Monasteriensis. 1200.
pro muneri suppeditis mitti debeant, cujus quarta pars
in Equitum semper constitit, ingravescente malo, vel
periculo Confederati copias has duplo, triplo & qua-
druplo necessitatis tempore adaugebunt.

V. Si Bellum absque Imperii solemnitate, & univer-
salis consensu ab uno vel altero contra Regem Francie
moveatur, Confederati suppeditas illas, ad quas pro rata
Ditionum suarum, Imperio illas tenerentur, non præ-
stabant, ne inde numerum vires accrescant, si verò
ejusmodi Bellum unanimi Imperii consensu solemniter
decretatur, Confederati Declarationibus & oblatis
suis super hoc casu ubi jam in eventum factis con-
stanter inobtemperant.

VI. Federationi huic quoad Regem Danie Duces
Silesiæ, & Comitatus Oldenburg, quoad Electo-
rem, & Episcopum vero, omnis illorum Ditionis Al-
bim cum Episcopatu Hildesheimensi includatur.

VII. Miles auxiliiarius à mittentibus aletur, nec inde
recedet, nisi requirantur Pax & Securitas restituantur,
acceptæque Injurie reparatio facta sit.

VIII. Fœdus hoc tres annos durabit, & integrum
erit omnibus, eodem bonæ Pacis studio flagrantibus,
quantumcumque voluerint, accedere.

IX. Ratificationum commutatio intra 6. septimanas
fiat. Separato & secreto Article in favorem Epi-
scopi casum est, si Regi Danie, vel Electori Bran-
denburgico ob præstationem auxilii, ad quod uni, vel
alteri Principi vigore Fœderum intorum tenentur,
periculum imminet, vel arma à quoquam inferantur,
aut etiam ipsi bello quendam impetere, & re sua
putent, quod Dominus Episcopus in utroque casu
quædam inter Confederatos sua Conventio facta non
fuerit, à mittendo quidem auxilio immunitus, ad neura-
litate tamen observandam obstrictus esse, & id cu-
rare debet, ne per illum illiusve Subditos Confedera-
tis, eorumque rebus directè, vel per indirectum nova,
vel detrimentum inferatur, aut eorum Hostibus suppe-
ditæ ferantur. Datum 14. Septemb. 1682.

XXI.

Traité d'Alliance entre LEOPOLD Empereur, &
CHARLES XI. Roi de Suède. Fait à Stock-
holme le 12. Octobre, 1682. [Traduction Fran-
çoise du Mercure Hollandois de 1682. pag. 244.
d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi
dans le *Theatrum Europæum*, Tom. XII. pag.
429. en Allemand; dans LUNY *Traité*]

12. OŒ.
L'EMPE-
REUR,
ET LA
SUEDE.

Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. I. pag. 480. ANNO
en, François & dans LONDORP *Alla publi-
ca* Tom. XI. pag. 442. en Allemand par Ex-
trait.] 1682.

Comme ainsi soit que les discordes & défensions
s'augmentent dans l'Empire d'Allemagne &
aux Royaumes voisins, le Tres-Illustre & Tres-
Puissant Seigneur, le Sieur LEOPOLD élu Empereur
Romain toujours Auguste, Roi de l'Allemagne, de
Hongrie, Bohême, Dalmatie, Croatie, Esclavonie,
Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant,
Sirie, Carinthie, Carniole, Marquis de Moravie, Duc
de Luxembourg, de la Silecie Supérieure & Inférieure,
de Wirtemberg & de Teckle, Prince du Pays de
Suabe, Comte de Habsburg, Tirol, Fernet, Kyth-
burgh, & Goritz, Land-Grave de l'Alsace, Marquis
du St. Empire Romain, Bourgrave, & de la Luitze
Supérieure & Inférieure, Seigneur du Marquisat d'Es-
clavonie, Portas, Nudis, & des Salines; & le Tres-
Illustre & Tres-Puissant Prince & Seigneur, le Sieur
CHARLES Roi de Suède, des Gots & des Vandales,
Grand Prince de Finlande, Duc de Scanie,
Esthonie, Livonie, Carelie, Brema, Verden, Stei-
tin, Poméranie, Cassubie, & de Vandalie, Prince de
Rügen, Seigneur d'Ingrie & de Wismar, Comte Palai-
nin du Rhin & de Bavière, Duc de Juliers, Clèves,
& Berque; ont trouvé bon tant pour conserver le
Repos Public & pour leur propre sécurité, que pour
nouer entre eux une plus ferme Amitié, de faire une
Alliance défensive. C'est pourquoy après que les Mi-
nistres Impériaux, & le Sieur Comte Gabriel Oren-
stern Ambassadeur & Plenipotentiaire Royal de Suède
assemblés à Vienne, ont eu fort bien avant quelques
Articles & Conditions, l'on a eu soin de faire entre-
prendre cet Ouvrage par celui que Sa Majesté Impé-
riale a trouvé bon (pour y mettre la dernière main)
d'envoyer à Sa Majesté Royale en qualité de Plenipo-
tentiaire; à sçavoir l'Illustre Seigneur Michel Wen-
cellaus François, Comte du St. Empire en Athen, à
Baron de Guldshurg & Muret, Seigneur de Grul-
lick, Mittelwald, Schoonfeld, Woltersdorf, Dura, Krut
& Theybowitz, Chancelier de la Comté Royale suédoise
de Sa Majesté Impériale, & Premier Capitaine de la
Forteresse de Glucens. Et afin que cette Negotiation
que l'on avoit commencée, peut être conduite à la fin
que l'on se proposoit, par des soins reciproques; Sa
Majesté Royale a établi Commisaires & Plenipoten-
tiaires, l'Illustre, l'Excellent, & Generoux Seigneur, le
Sieur Benoit Oxenstern, Comte de Norsthem & Vasa,
Baron de Morthoy & Lindholm, Seigneur de Kifer-
cos & Kantila, Conseiller de Sa Majesté Royale de
Suède, Chancelier des Academies d'Abcon, & Pre-
mier Legistateur d'Ingrito & Ketholm; le Sieur Edu-
ard Ehrensteen, Hereditaire de Forsbygan & Barker-
torp, Président du haut Tribunal Royal de Wismar,
& le Sieur François Joel Orstedt, Hereditaire & Sei-
gneur de Schottorp, Kreutshoff & Haffeldt, Chancelier
de la Cour de Sa Majesté Royale; lesquels étant
refusés les affaires qui avoient esté entamées à Vien-
ne, avec les Sieurs Ambassadeurs Impériaux mention-
nez cy-dessus, après que les Lettres de Pouvoir ou
de Pleinpouvoir ont esté approuvées de part & d'au-
tre, & après avoir conféré ensemble, sont convenus
des Articles suivans & ont stipulé au nom de leurs
Illustres Seigneurs & Principaux, qu'ils seroient obli-
gés inviolablement.

I. Qu'il y aura une Paix ferme, & un lien invio-
lable d'Amitié entre Sa Majesté Impériale & la Mai-
son d'Autriche d'une part, & Sa Majesté Royale &
le Royaume de Suède de l'autre, que l'on employera
de coût & d'autre tout ce qui pourra tourner au bien
& profit des deux Parties & que l'on prendra fœ-
deralement tous les perils & dommages dont les
Royaumes, Provinces, & Seigneuries de l'un & de
l'autre pourroient être menacés, par une communi-
cation amiable & faite à tems, ou par quelque autre
moyen convenable.

II. Que le but de cette Alliance défensive sera de
conserver le Repos Public & la sécurité mutuelle, &
ce sur le pied qu'elle a esté établie par la Paix de
Westphalie l'an 1648. & les Traitez de Nimègue
des années 1678. & 1679.

III. Que partant les Alliez s'obligent reciproque-
ment d'employer tout ce que leurs forces & leur de-
voir

ANNO voir pourrout permettre, & d'adresser les Résolutions
1682. de leur Conseil à ce que les Traitez de Westphalie

de de Nimègue fussent pleinement satisfait en tous & chacun de leurs points.

IV. Mais s'il arrivoit qu'il se levât quelque différend à cause de l'ambiguïté du sens des Traitez susdits, ou que l'un vint à entreprendre quelque chose au contraire, ou tout autrement que ne porte leur contenu les Alliez s'obligent en ce cas d'aler de toutes les forces de devoirs, & d'employer tous les moyens possibles pour assoupir le mal, d'abord qu'il commencera à naître; mais si cela n'est pas alliez fort pour produire l'effet que l'on le propose, les Alliez susdits seront tenus d'agir contre les Agresseurs de la Confédération, par Conseils & avec Forces, selon l'exigence de la chose, & la grandeur du peril.

V. Sous Conditions reciproques de deffence & de secours, les Alliez seront tenus de secourir & de defendre les Provinces, Pays & Seigneuries les uns des autres, qui sont spécifiés ci-dessus, avec tous leurs Droits & Prerogatives, en cas qu'ils soient attaquez par les Armes ennemies; à sçavoir du costé de l'Empereur les Provinces & Seigneuries que Sa Majesté Imperiale possede paisiblement dans l'Empire depuis les Traitez de Munster & de Nimègue, le Royaume de Bohême, avec les Provinces qui lui ont été incorporées; & par même raison du costé du Roi de Suède; les Provinces & Seigneuries qui lui ont été assijetées en vertu des mêmes Instrumens de Paix, jusques à la Province de Scanie inclusivement.

VI. Auquel effet il faudra que pour la deffence mutuelle des Seigneuries susdites, en cas qu'elles soient troublées en quelque maniere que ce soit, l'on tienne prest dans les Provinces des Alliez, un Camp de 11000. Hommes armés, dont le tiers sera de Cavallerie & le reste de Gens de pied.

VII. Il faudra que Sa Majesté Imperiale & le Roi de Suède contribuent 3000. Hommes au nombre susdit de Gens de Guerre, lesquels seront menez sur les Lieux où la Patrie qui en aura besoin les jugera nécessaires, selon la conjuncture du tems & la grandeur du peril.

VIII. Mais si la necessité & le peril requeroient une plus grande quantité de Monde, il faudra en traiter & convenir expressement entre lesdits haus Alliez.

IX. Mais en cas qu'il parût que quelqu'un menaçât de la Guerre l'un des Alliez, ou que quelque infraction ouverte fût naître du peril; l'autre exhortera la Partie offensée, par ses Ministres & Ambassadeurs, à se deporter de toute Violence & Voye de fait, & osera les pierres d'achoppement qui pourroient empêcher l'accommodement de la Querelle. Toutefois si l'un ne pouvant rien effectuer par là, ou que l'Agresseur ne vouloit pas écouter cette exhortation amiable, il faudra proceder contre lui par Armes & Conseils communs, & le poursuivre de telle sorte, qu'il soit réduit à la réparation des dommages, & à offrir d'honnêtes Conditions de Paix; au contentement & satisfaction de l'offensé.

X. Mais afin que chacun des Alliez puisse avoir du tems à suffisance pour assembler le nombre susdit de Gens de Guerre sur le Lieu assigné, celui qui en sera requis livrera ses Troupes où le Requerant voudra les avoir, dans trois Mois après la requisiion, en cas qu'il ne puisse le faire plutôt, à la charge toutefois que suivant le Contenu de l'Instrument de Paix, Sa Majesté Imperiale pourvoira au libre Passage des Soldats Suedois, par les Terres des autres États de l'Empire, en vertu des Constitutions Imperiales.

XI. Pour ce qui concerne les moindres Instrumens de Guerre, & autres Equipages militaires, chacun des Alliez aura soin de les fournir à ses Troupes, mais pour ce qui est des Machines de plus grand volume, ce sera à la Partie requérante de les contribuer.

XII. Les Troupes de tous les deux Alliez, lesquelles en vertu de la Confédération, l'on aura envoyées pour secourir, combattre au profit du Requerant, tant qu'elles demeureront dans les Terres, ou qu'elles seront employées ailleurs à ses affaires, mais en cas qu'elles prennent leur secours dans les Villes ou Fortereses de l'un des Alliez, il faudra qu'elles fassent aussi le Serment Militaire au même Requerant, & tous les autres obéissent tant que l'Expedition durera, au General

ANNO que le Requerant fassit auss constitué sur la Milice
1682. avec Pouvoir absolu; de sorte pourtant que tous les deux Generaux tant du Requis que du Requerant auront la même dignité & Caractere, & que le General des Troupes Auxiliaires assistera toujours au Conseil de Guerre, & sera participant d'une maniere speciale des expeditions que l'on entreprendra.

XIII. En cas qu'il arrive que dans le tems que l'on demande les Troupes Auxiliaires à un des Alliez, il soit attaque par Guerre dans son propre Pays, il ne sera pas obligé de satisfaire à ce present Accord, ni à fournir les Troupes Auxiliaires au nombre mentionné ci-dessus; laquelle invasion il faudra entendre ne se le pouvoir appliquer à un leger & premier effort d'une invasion ennemie, mais seulement à une invasion qui apporte comme une impossibilité morale d'envoyer les Troupes ailleurs, pour en avoir besoin dans son propre Pays. Au reste le Requis fournira à ses Troupes Auxiliaires les Frais, la Solde, & les Equipages nécessaires de Guerre, tant que l'Expedition durera; mais les Logemens & Services comme on veut les appeler, leur seront fournis par la Partie requérante, en la même maniere qu'elle les donne à ses propres Soldats.

XIV. Si l'un des Alliez gaigne quelques Places sur les Pays Ennemis par l'heureux succès de ses Armes, & qu'il la tienne en son pouvoir durant l'expédition, il ne pourra la rendre aux Ennemis sans le consentement de l'autre Allié, mais l'est de la Religion & des Eglises y demeurera en son entier, sans y rien changer sous quelque pretexte & en quelque tems que ce puisse être. On laissera aussi le libre exercice de la Religion aux Troupes Militaires de l'Armée, sans leur donner aucun empêchement; & pour ce qui est des Butins que l'on fera sur l'Ennemi, & de ce que l'on prendra pour la subsistance des Soldats, cela leur sera distribué à proportion du nombre, entre les Limites des Pays des deux Alliez; Mais on gardera les principaux Prisonniers, pour en faire des échanges, ou quelque autre profit de Guerre.

XV. La Partie requérante fera en sorte que les choses nécessaires pour l'entretien des Soldats ne viennent pas à manquer, tant qu'ils se trouveront dans ses Places; mais qu'ils puissent les avoir à juste prix dans les Villes voisines, craignant que faute des choses nécessaires ils ne soient contrainsts de desserter, & de se jeter dans les Troupes Ennemies.

XVI. L'on tiendra les Soldats en une bonne Discipline, & on en fera une justice rigoureuse, tant dedans que hors des Pays des Alliez, de peur que ne punissant pas leurs dissolutions, elles ne tournent à la ruine des Sujets, & ne causent le défaut des choses nécessaires pour la subsistance de la Milice.

XVII. Sa Majesté Imperiale pourvoira autant qu'il sera en elle, que Sa Majesté Royale de Suède ait la liberté de conduire ses Soldats par tout dans l'Empire, & d'y acheter toutes sortes d'Armes & de Chevaux, suivant les Constitutions de l'Empire, mais ce pouvoir sera dénié aux Ennemis des deux Alliez.

XVIII. Les deux Alliez promettent aussi que tant que cette Alliance durera, ils ne feront avec personne, sans le consentement mutuel de l'un & de l'autre, aucune Paix, ni Cession d'Armes, ni Traité, qui soit contraire à la présente Convention, ou qui la détruise en aucune maniere; & comme la présente Alliance a été contractée par amour de la Paix & du repos public, & pour la sécurité des deux Parties, les autres Roys & Princes par la conjonction desquels la tranquillité de l'Empire se puisse alléger, & qui desireront d'être compris spécialement dans cette Alliance, y seront admis du consentement des deux Alliez.

XIX. Cependant l'on reçoit dans la présente Alliance & la Garantie qui en émane, le Duc de Holstein-Gottorp le Sieur Chrétien Albert, avec ses Domaines de Sleefwyck & Holsteyn, & leurs Majestés Imperiales, & Royale de Suède stipulent de le vouloir protéger & defendre dans ses Droits & Prerogatives, suivant les Traitez de Westphalie & de Nimègue, affermis par cet Instrument d'Alliance, & les Conventions de Rorichsd & Hafnen, en la maniere que le Sieur Duc fassit les a posséder devant les Troubles de la dernière Guerre. Sa Majesté Imperiale procurera par la presente que ledit Sieur Duc jouisse de cela même, suivant les Conclusions du Cercle de la Saxe In.

ANNO 1682. feriere, prises depuis peu à son avantage, & que reciproquement le Sieur Duc accomplira avec exactitude tout ce qu'il promet alors au Cercle de Saxe pour la conservation, le bien, & tranquillité de l'Empire Romain, & qu'aux occasions il aidra les Alliez de toute sa puissance.

XX. Cette Alliance durera & sera observée estreitement par les Alliez en toute & chaque chose à part, l'espace de dix Ans, lesquels écoulés l'on traitera de la Prolongation du contentement des deux Parties, ce qui sera conclu dans deux mois, ou d'autant plutôt qu'il se pourra. Pour assurance de quoy & afin de donner plus de vigueur à la vérité & la bonne foy. Nous les Deputez & Plenipotentiaires suldis avons signé cet Instrumēt & en avons echangé reciproquement deux Exemplaires de même contenu, signé de nos Seings. Fait à Stockholm le 12. du Mois d'Octobre de l'Année Mil six cents quatre-vingts deux.

(L.S.) BENOIT OENSTIER- (L.S.) FRANÇOIS JOEL
NA. ORNED.

(L.S.) EDUARD EHRENT-
TEIN.

XXII.

22. Nov. Erklärung der Stände und Rätthe des Königreichs Schweden/ belangend des Königs Verordnunge in den Provinzial-Gesetzen. Geben den 22. Novemb. 1682.

C'est-à-dire,

Declaration des Conseillers & Etats du Royaume de Suede, touchant les Droits du ROI, à l'égard des Loix Provinciales. Du 22. Novembre 1682.

* Voyez-la ci-après sous le 3. Janvier 1683.

XXIII.

29. Nov. Versicherung der Rätthe und Stände des Königreichs Schweden/ angehend der Königin Verlobding. Geben den 29. Novemb. 1682.

C'est-à-dire;

Assurance & Declaration des Conseillers & Etats du Royaume de Suede, touchant la Dot de la REINE. Du 29. Novemb. 1682.

* Voyez-la ci-après sous le 3. Janvier 1683.

XXIV.

1683. Puncta, welche des Heiligen Römischen Reichs-Stadt Frankfurt bey der zu Erhaltung dero mehrerer Sicherheit beschlenen Zutretzung zu der Rhein- und Fränkischen Ereyß-Allians sich beddingen. [LONDORPII *Acta Publica* Tom. XI. pag. 537.]

C'est-à-dire,

Points stipulés par la Ville Imperiale de FRANCKFORT pour sa plus grande securité, dans son Ac-

cession à l'Alliance des Cercles du RHYN & de FRANCONIE. 1683.

Willen wöllen Burgermeister und Rath die schein in ihrer Stadt habende Garnison von eegen geworbener Mannschafft/ und noch ferret etliche hundert Mann zu ihrer und gemeiner Stadt mehrer Sicherheit werben/ und dieselbe auf ihren Wäueln erhalten/ solde ihre bey Handen haben/ und noch weiter anwerbende Mannschafft auch sampt und sonder/ zu der Stadt Defension bedänglich/ und dergleichen darinnen bestellen/ dasz sie einige zeit verbleiben sollen zu lassen/ nicht verdrüben sein lassen.

Esste aber Inyenent/ auff eine Ruptur, oder anstehende Gefahr/ über die sists zu wegen gebracht Mannschafft/ von den uniren Völkern wenig oder viel zu ihrer Stadt Defension einzunehmen/ von ihnen sists für nöthig crachtet werden/ so solte dieselbe auß der nachfolgenden Miliz genommen/ und ungesäumt abgefolgt werden/ und auff ihr Begehren und erstes Ansuchen/ die in der Nachbarschafft sitzende Völkern/ von Compagnien zu Compagnien in die Stadt zu marchiren gehalten seyn/ sothane Mannschafft aber/ sampt hohen und nidrigen Officieren/ niemand aufgenommen/ Burgermeister und Rath vor allen Dingen mit Hengsbüßnuss/ an stat würdlichen Eystellung versprechen/ darauff hin ihren zeitlichen Commandanten also und dergleichen untergeben werden/ dasz sie/ gleich ihrer eegen geworbenen Mannschafft/ auff ihre und der übrigen Bedröckes/ hoher jeweiliger Verordnung allenthalben/ no es der Stadt Defension erfordert/ sich willig gestanden lassen und in keinem widerstehen/ auch außser dero nöthigen Defension, keinen einzigen/ hohen oder niedrigen Standes/ viel weniger Wadhabarten/ einige Hostilitäten oder Feindseligkeiten bezeugen solten noch wollen. Wam auch sie über kurz oder lang solcher Auxiliar-Mannschafft ferret nicht bedürffen würden/ und dieselben abmarchiren lassen wolten/ solten sie gehalten seyn/ unverzüglich/ mit guter Ordre, ohne Hinterlassung einiger Geschwen/ dene nachzukommen/ immittelst aber in Zeit ihrer Abwesenheit in strengster Disciplin zu seyn/ und der Stadt alle Insolentien/ Verbrechen und Uebertretungen/ Kriegs-Gebrauch nach zu bestrafen/ mithin in Civilibus & Criminalibus zu cognosciren und exequiren verdröcken seyn.

Damit aber solthane gute Ordre und Kriegs-Disciplin gehalten werden möge/ so solte dero Rath der Unions-Cassa (ohne einzig der Stadt Zutritt/ Kosten oder Beschwerden/) ordentlich gerichtet von Monat zu Monaten begahet/ und von derselben (der die Logierung einig und ohne Eintrag verbleiben solte/) oder den Bürgern und Einwohnern ein mehrers nicht als das Obdach/ und der Gebrauch Feuer und Lichts gebühret und angemessen werden.

Baum auch Dierdens die Nothdurfft erfordern/ und die Stadt in Gefahr gerathen würde/ solte von dem ganz uniren Corpore derselben unverzüglich succurrirt/ und/ nach erforderter Nothdurfft/ auff der Union Kosten gerettet werden/ dergleichen auch an diese Stadt eine besondere Inforderung nicht geschehen.

Obwohl aber Dierdens/ Burgermeister und Rath geschehen halten/ in Ansehung obiger/ und vieler anderer extraordinar-Speisen und Zugaben/ sies Munition, Proviant, Anordnung der jungen Mannschafft/ wie auch der sehr kostbaren Fortification, und des hohen Matricular-Anschlags/ bevorab an der 130. Römern-Monat beschlenen Multiplication, mit fernem Geld-Vertragen versehen zu bleiben/ damit der Stadt noch übriger Nervus, Kräfte und Vermögen zu der Defension desto besser und nachtheillicher angewendet werden möchte/ So blieben sie schuldig/ zu Bezeugung ihrer strengen Particularien Gemüths/ und dasz sie sich auff dero lauffte angestien/ und nichts/ was zu Vortheil der gemeinen Befess dient/ unterlassen wolten/ und endlich auff Köstlicher Gefandtschaft be-eigendes Zusprechen/ dahin sich ferret erllart/ dasz sie noch über dieses alles/ so wohl wegen der gemeinen Reichs-Verfassung/ als dieser Particular-Zusammensetzung/ Monathlich sies alles ein tausend Gulden ad Cassam, von dero dieser Verrechnung seyn/ zu weittern aber gar nicht/ weder pro praerogato, oder sonst vor/ noch nach einiger Ruptur gehalten seyn wolten.

So viel aber zum schülsten den Terminum ad quem dieser Particular-Verrechnung betrifft/ obwolten Burgermeister und Rath wolischen mögen/ gleich wie in anderen Fällen

ANNO 1683. Fällen / alsß auch hierinnen der höchstlächlichen Kayserlichen Gesandtschaft innschändigen Ansehen zu weichen /

hätte man jedoch / in Erwegung vieler mitanlassender particular-umständen / sich gewiser nicht / alsß auff ein Jahr / von dero dieser Erklärung / oder da die Bestätigung des lichen Friedens innsich erfolgen solte / verbindungen können / mit Constellation und Versicherung / man innsich der liche Frieden / oder Festhaltung der allgemeinen Securität auff dem Reichs-Convent zu Regensburg nicht erfolgen solte / sie sich ferner disfalls erklären wolten / wie es die Treue gegen Ihre Kayserliche Majestät / und das allgemeine Interesse / wie auch ihrer Stabts Conservation von ihnen ferner erfordert würde.

XXV.

TURC ET Traité entre MAHOMET IV. Empereur des TURCS. & le Comte EMERIC TEKELI. Fait en 1683. [Traduction Française du Mercure Hollandais, de 1683. pag. 157.]

I. **Q**ue le Comte Emeric Tekely de Rietzmark, de l'illustre Maison du Prince Gabriel Beilsem sera infaillible Roi de Hongrie, & qu'au cas qu'il vienne à mourir, le Grand Seigneur prendra la Reine son Epouse en la protection tant pour la Personne que pour les Biens.

II. Qu'après le mort du Comte Tekely & de ses Enfants les Hongrois choisiront tel Roi qu'il leur plaira, pourveu qu'ils en donnent connoissance à la Porte Ottomane.

III. Que le present que les Hongrois ont promis de donner à la Porte Ottomane ne pourra jamais être rehaussé en quelque maniere que ce soit.

IV. Qu'ils pourront jouir entierement de leurs Privileges, Libertez, Immunitéz & Franchises, sans que jamais on les leur diminue.

V. Que par les Turcs ils seront protegez, contre tous leurs Ennemis, quels qu'ils puissent être.

VI. Que les Turcs observeront religieusement & inviolablement les Conditions de Paix faictes à Sr. Gothard avec les Allemands, autant qu'elles concernent la Hongrie.

VII. Que les Jésuites comme perturbateurs du Repos public seront chassés de la Hongrie & n'y seront jamais plus recueus, & que l'on procedera avec rigueur contre ceux qui oseront parler à la Porte de leur établissement, ou les favoriser.

VIII. Que les Tributs des Places qui seront rendues ne seront jamais augmentez, mais ce qu'ils ont contribué aux Turcs & aux Hongrois jusques à ce temps ci demeurera perpetuellement au même estat.

IX. Que les Thesoriers de la Hongrie auront le passage libre par toutes les Terres de la Domination Ottomane.

X. Et que quand ils apporteront à la Porte le present d'honneur qui lui a esté promis, ou y viendront pour quelque autre affaire, ils y seront recueus magnifiquement.

XI. Et que finalement comme il a esté dit ci-dessus le present de 40000. Ecus annuels ne pourra jamais être augmenté.

XXVI.

3. Janv. Der Königlich Schweden Råthe und der sämtlichen Stände Schluß / so einhelliglich von denselben gemacht / bewilligt / und verabschiedet worden auf den allgemeinen Reichs-Tag in Stockholm / welcher auff das Jahr 1682. angesetzt / und den 3. Janv. 1683. geschlossen worden / wodurch das Königreich Schweden nicht nur vor ein Männlich / sondern Weiblich Erb-Königreich erklärt / die vom König ent-

worffene und Anno 1682. den 29. ANNO Novemb. unterschriebene und besiegelte

1683. Regierungs-Form gänzlich approbirt /

die so Königs Caroli Gustavi Testa-

ment befristet gesetzt und pertrugirt /

vor ungerreue Unterthanen erklärt /

dem König freye Macht gelassen / der

Königin ein Leibgeding nach seinem

Belieben zu machen / Leben-Güter zu

verschenden / die Verschendte zu redu-

ciren / die grosse Commission und Li-

quidations-Commission approbirt / dem

König ferngestellte Befehle zu machen /

und die Erhaltung der Armen regu-

liert wird. Nechst der Råthe und Stän-

de Erklärungen über Königs Caroli

Gustavi Testament den 19. Decemb.

1683. Derkischen Versicherung wegen

der Königin Leibgeding. Sub 29. Nov.

1682. Und ferner derkischen Erklä-

rung belangend des Königs Gerech-

samte in Provincial-Gesetzen. De 22.

Novemb. 1682. [DIARII Europ.

Contin. XLIII. Append. pag. 124. d'où

cette Pièce est tirée, qui se trouve aussi

dans le Theatrum Europæum, Tom. XII.

pag. 124. mais seulement en abrégé.]

C'est-à-dire.

Conclusion unanimement prise & passée en Loi par les Conseillers du Roi de Suède, & par tous les Ordres du Royaume, dans la Diète Generale de Stockholm commencée en 1682. & finie le 3. Janvier 1683. Par laquelle la COURONNE DE SUÈDE est déclarée Héritaire en faveur des Mâles, & à leur défaut en faveur des Femelles. On y approuve sans exception la Forme de Gouvernement proposée & signée par le Roi le 29. Novemb. 1682. On y déclare mauvais & infidèles Sujets ceux qui se sont opposés au Testament de CHARLES GUSTAVE, & qui ont voulu le restreindre. On y accorde au Roi la Puissance de faire les Loix, de confisquer aux Reines leurs Dots, de donner les Fiefs de la Couronne, & de reprendre les Choses données. On y approuve la Grande Commission, & la Commission des Liquidations; & on y fait des Reglemens pour le maintien & l'entretien des Troupes. Avec la DECLARATION desdits Conseillers & Estats sur l'Affaire du Testament dudit Roi CHARLES GUSTAVE du 19. Decembre 1683. Leur ASSURANCE & DECLARATION touchant la Dote de la Reine, du 29. Novemb. Et enfin leur DECLARATION touchant les Droits du Roi, à l'égard des Loix Provinciales; du 22. Novembre 1682.

Die unterschriebene Des Königlich Schweden Råthe und sämtlichen Stände / Grafen / Freyherrn / Bischöffe / Clericatus / und Reichs-Versammlungen / der gemeine Mann / so auff diesem bestimmten Reichs-Tage synd besessen / und versammelt gewesen / so wohl für uns selbst als Bevollmächtigte von unserm dahimb abziehenden Mit-Brüdern / thun kund / daß nachden die Großmächtigste Hochgeborene Fürst und Herr Herr Carl der Schweden / Gothen und Wendens König / Groß-Fürst zu Zimland / Herzog in Schonen / Estland / Livland / Carelen / Wehten / Bothnen / Gertten / Smolmen / Esthonen und Wendens Fürst zu Alagna / Herr über Inggermanland und Wismar / wie auch Prælatz zu dem Hohen-

ANNO in Papereu/ zu Jülich/ Cleve und Bergen Herzog 12.
1683. Unser Allergnädigster König und Herr/ uns sonderlicher
und höchster Gnaden Vorlesung und in des Raths als

auffs allerfleißigste bey uns wechsehnend überleget, und Anno
mit einander endlichen einwilliglichen darinnen verabschei- 1683.
det, und beschloßten auf Rath und Wissen mit Schreibe

ANNO sicher seyn und verbleiben mögen / so lange als jemand
1683. davon an leben seyn wird.

II. Wollen auch Ihr Königl. Majestät als ein
Christlich- und Christlicher König und Herr / bey Erwe-
nung Ihrer Geschichte / mit sonderbarer Königlichem
Besorge und Gnade die unterthänigste Erinnerung / so
die Reichs-Geschichte bey dem jüngsten Reichs-Tage Anno
1680. zu thun sich ertheilt und unterthanen / auf und
angenehmen haben / und nun ferne sich höchlich ange-
legen seyn lassen / daß die Regierung und Administration
des Reichs nach Der irdischen Hütten / da solcher bey
Ihre Königlichem Sobort / Ihr Königl. Majestät Herrn
Sehns / Prinz Carl / jungen und unwilligen Jahren
anfallen sollte / nicht in einige Confusion und Unord-
nung gerathen möchte / und also auf einen solchen Fall
und Bedacht der Herr für das Reich Schweden unse-
rliches Vaterland wohlgenante Obhanden geworfen / und
dahero die von Ihro wohlverfaßte gnädigste Disposition
und Regierungs-Form und gnädigst vorstehen lassen / wie
solche den 29. Novembr. jüngst verfaßten Jahres ist
unterthanen und besagt werden / und also für ein Ge-
setz und Regierungs-Constition unverrücklich gehalten
und in acht genommen werden soll und auch / dahero
etwas unvernünftigen und menschlichen von Gott dem
Allmächtigen / warum wir demnach den Unterthanen an-
sehen / daß Er noch lange damit versehen wolle / Ihr
Königl. Majestät wiederfahren und zulassen solle / als
sagen wir derselben unterthänigst-bemühten Stand we-
gen euer so gnädigen und hohen Sorgfalt für das Kö-
nigliche Haus / des Reichs Ruhe und Sicherheit / wie
auch für dero aller Ihr. Majestät von Gott anvertrauten
Unterthanen bekändigste Wohlthat / welches alles dann
Ihr. Königl. Majestät nicht anders / als zu Dero
erwähnten Nahen gerathen kan / indem daß sie nicht
allein bey Dero Lebens-Zeiten mit einem so unaussprech-
lichen Fiehl und Wachsamkeit das Reich und dero Land
und Leute regiren / sondern auch über das mit einer
so wohlbedachten Vorsichtigkeit alles untersehn und Con-
sulten und fürsichtig verwalten sehen / wie wir dann
auch alle unseßbaren / und ein jeder unter uns oberste
Regierung-Form und für eine gewisse Regel und Richt-
schein vorstellen / und auf vorerregtem Fall für eine
unveränderliche rechtsame Constition annehmen / auch
derselben gehöriglich nachsehen und folgen / und nimmer-
mehr davon / als etwa vor dem geschehen seyn möchte /
abweichen wollen und sollen. Und sehen jemand / doch
oder mehr von den Schwaben in Schweden / oder ja
manch so da in Reichs-Schweden oder dessen innerlich-
ten Provinzen wehnet / und gesessen ist / oder sonst mit
Nacht und Chorfan verbunden ist / sich etwa erthän-
nen sollte oder gedachte Disposition auf einigerley Wei-
se sich zu widerlegen / und dargen ihres hämlich oder
offentlich zu handeln und vorzunehmen / dergleichen soll von
uns / allen unsern Unterthanen und Nachkommen / für
einen Feind der eigenem Ruhe und Sicherheit und
als der Feind Christi gegen die Dörigkeit angesehen hat /
geachtet und gehalten / wie auch als ein Verräther und
von dem Vaterland abgefordertes Glied angesehen / und
da er einer solchen Turbation / Mißthaten oder über-
tretung beschuldigt und überwießen wird / ohne alle Gna-
de als einer / der dem König ungetreu ist / abgethan
werden.

III. Gleich wie auch Ihr. Königl. Majestät wegen
Dero angebörte Liebe zu Dero höchstgeliebten Herrn
Vater / Göttermächtigen Kaiser / und auch wegen
der Devotion / damit Ihr. Königl. Majestät derselben
glorieuse und Preßwürdige Actiones beherzigen und
betrachten / und als sammtliche Ständen zu unserm un-
terthänigen Gehorsam anheim zu stellen geruhen wollen /
was etwa Anno 1660. so wohl in Göthenburg / als hier
in Stockholm also bei dem damals gehaltenen Reichs-Tage
vorgelaufen ist / belangen mehr Hochgedachten sel.
Königl. Majestät zu des Reichs Wohlstand und Ge-
wehrt wohlgenamtes und rechtsamstes Regime-
ment / und da wieder hochbedachte Ihr. Königl. Ma-
jestät griffen schwer und unbekante Riden und Ca-
lumnien / also haben wir / vermuthet einer sonderbaren
Art von 19. Decembr. verwichenen 1682. Jahres dar-
über unsere unterthänigste Erklärung verfaßt / und solbige
Ihre Königlichem Majestät in aller Unterthänigkeit zuge-
schickt / wie wir dann auch für uns und unser Nachkommen
und vermuthet dieser Erklärung zu einem Jehen / hiermit
gleich als dergleichen von Wort zu Wort hier ein-
geführt / bezeugen und bekräftigen / und wolke den oder
die / so da nach Zubehalt erwachener unser Acte und Er-

klärung schuldig befunden würden / bezeugen ihm zu ANNO
eurer Schantz und Spot / wie auch andern zu euer 1683.

Warnung / für ungetreue Unterthanen erklären. Wir
annuliren und verurtheilen auch hiemit die Anno 1660.
gehaltenen Protocollo insbesondren alle solbige Sachen an-
gehenden Acten / und erklären solbige für ungültig.

IV. Weiterem will uns auch von Jhnen darüber
erfreuen / daß Gott der Allmächtige Ihr. Königl. Ma-
jestät mit einem so hochbegabten und mit so vielen und
ungemeinen Könighchen Qualitäten wohlgegrünten Gemuth
und Königin gnädiglichen begünstet hat / indem daß nicht
allein Ihr. Königl. Majestät Hertum und Ge-
sundheit von Jhnen und in der Welt wohlbestanden
Könighchen Blut entsprossen / sondern auch Ihr. Königl.
Majestät selbst eigene hohe und rühmliche Meriten sich
im Reich so weit ausgedehnt / und fundirt worden / daß
sie aller getreuer Unterthanen Herzen mit sonderbarem
Wohlgefallen eingenommen / und gegen Ihr. Königl.
Majestät solbige zu aller unterthänigsten Devotion und
Ehrerbietung verbunden haben / und weiln dahero nun
auch Seine Königl. Majestät der König Ihr. Köma-
liche Majestät dero Gemahlinn mit sonderlichen Liebes-
gaben begünstet werden / daß sie auf Dero Erbver-
bünd (den der gültige Gott noch lange in Gnaden abwenden
wolle) deroelben ein dero hohen Stande und Könighchen
Würde gemäsigtes Erbverbünd und Unterthänigst nach andern
Einkommen begünstigen und zu versehen beliben wollen /
Es steht solches alles in Ihr. Königl. Majestät
freyen Macht und Disposition / wie wir uns denn auch
höchlich darüber erfreuen / und ein innerliches Wohlge-
fallen dero hoch / und beliben als allerdinges bey
der Versicherung und Versicherung / der wir für uns
und unsere Unterthanen und Nachkommen den 6. Nov.
jüngst hingelegeten Jahres darüber aufgeführt und un-
terschrieben haben / welche unsere unterthänigste Verpflich-
tung wir auch gleichfalls hiermit noch weiters bekräftigen
und bekräftigen / andern willkühnen / daß der All-
mächtige / der Herr Ihr. Königl. Königl. Majestät Ma-
jestät auf Jhnen sonderbaren Ehrliehen Provinz / und
Beschäftigung zusammen gesigelt hat / Ihr. Majestät Ma-
jestät lange und wohl bezaubert leben lassen / und sie mit
allen Könighchen Glückseligkeiten betruhen wolle.

V. Demnach auch Ihre Königl. Majestät dero
sammtlichen Stände unterthänigen Überlegung heimzufel-
len in Gnaden geruhen wollen / wie das vierte Capitul
in dem Titel von Könighchen-Rechten / in dem Provin-
zial-Geist für verstanden werden / und wie Kraft
besagten Capituls Ihr. Königl. Majestät beständigst (sind)
die Jehen zu geben / und wie weit nach dem 5. folgenden
Capituls / bey großem Mangel und unvernünftigen nö-
thigen Aufgeben Ihr. Königl. Majestät entweder mit
oder ohne der Stände ins gemain / eines Standes be-
sonder / oder eines jeden Donazarii / Consens und Bewil-
ligung / solbige Jehen mit Recht wider zu nehmen / und
darnit zu des Vaterlands Ruh und Besten zu dispo-
niren / Macht und Gewalt haben / Als Jehen wir ein-
helliglich bey der Erklärung verbleiben / daß Ihr. Königl.
Majestät als unser vollmächtiger König Macht und Ge-
walt habe / die Jehen zu geben / und der Cron-Güter un-
ter einem oder andern Nahmen und Titel von größ-
tem oder kleinsten Quanto. Donations-Weise an Dero
getreue Unterthanen über zu lassen / wie dan auch / daß
gleichwie das Jehengeben in Ihr. Königl. Majestät Macht
und Gewalt steht / demselben auch Ihr. Königl. Majestät
Gewalt haben / es mögen allobdort / oder auf andere
Conditiones und Bedingung verleihten Güter Jehen / be-
stimmte zu widerrufen / und zu des Vaterlands Ruh und
Besten darüber zu disponiren / allerdings wie diese unsere
Erklärung von uns sammtlichen ausschreibenden in jünge-
stergangenen 22. Novembr. in einer sonderbaren Acte /
verfaßt / unterschrieben / und Ihre Könighchen Majestät
in Unterthänigkeit überreicht ist. Confirmiren also hier
mit nicht allein nach Jhren bezauberten unsern unterthänig-
sten Erklärung / vermuthet welcher alle auf diesen Reichs-Tage
voraus wegen der Reduction der Güter / sowohl in jenen
Provinzen / als sonst / und von dem primo acquirente
vorgedachte Deliberationen und projectirte Bewilligungen
unter Ihr. Königl. Majestät eigener Jehen Macht und
Disposition erstat und declarirt Jehen / sondern weil
auch Ihr. Königl. Majestät darüber einen gewissen
Schalt einm Jehen zur Unterthanen / und dann auch be-
langend die Güter und dero Widerrufung unter die Cron
ein neues Reductions-Placet von 19. Decembr. jünge-
steden Jahres haben aufgeben / und dero Ständen com-
municiren lassen / Als Jehen es ebenfalls auch Jhen und
unverrückt dabey und getruert und die Sorgfalt die Ihr. Kö-

ANNO Königl. Majestät für die Wohlthat seines Reichs
1683: hierinnen haben verschaffen lassen / mit unterthänigster
Dankschuldigst sich zu erkennen / und derselben einge-
dankt zu seyn. Es lobet daimoch andrer der Muthschafft
und der Adel / zusehend denen Kriegs-Officieren in der
unterthänigen personlichen Hoffnung / Jhr. Königl.
Majestät werden höchsten insonderheit mit Gnad und
Königlicher Guld und Mühe ansehen / und ihrer einge-
dankt seyn / die Jhr. Königl. Majestät bejunden und er-
achtet können / daß sie sowohl durch deren Vorfahren /
als ihr eigene merckliche Dienste / wie auch Capacität /
Trenne und Eide zu Jhr. Königl. Majestät auch Dero
Königlichen Familie / Jhr. Königl. Majestät sich entweder
allerzeit würdig gemacht haben / oder unflüchtige noch sich
derselben würdig machen können.

VI. Nachdem wir auch unterrichtet worden seyn / wel-
cher Gestalt die Commission, die bey jüngsten Königs-
Tage von denen sammelichen Ständen verordnet / und
darauff von Jhr. Königl. Majestät authorisirt ward /
die Administration und Verwaltung der Adel / wäh-
render Zeit Jhr. Königl. Majestät Minorität / zu
unterstehen / mit allen gehörigen Fleiß und Umsicht
ist fortgesetzt und vollbracht worden / so können wir nicht
andere dank comethen und bezeugen / wir uns und
angesehen es und seyn / daß ein so schweres und mühsa-
mes Werk / als die Commission gewesen / zu einem
rechtwärtigen Ende und Aufgang gebrach ist / wesne-
gen wir uns ohnehin gegen Jhr. Königl. Majestät
für Dero hohe Gerechtigkeit zum unterthänigen bedanken /
daß sie dieses hohe Werk zu einem endlichen Schluß
zu vertheilen / Jhr. gnädigst haben anstellen seyn lassen.
Und wir hette Schande Departire groff Mühe / Arbeit
und Ungemach darunter gehabt und aufgeschoben ha-
ben / so vertheilen sie auch beschluß billich und mit allem
Recht / nicht allein bey denen Ständen Dank und Ruhm
sondern werden auch von uns für sich und Ihre Nach-
kommen darüber vergessert und verachtet / daß was
verordnete derer sammelichen Stände bevollmächtigte
Commissionir gethan / verrichtet und getheilt haben Wir
und unsere Nachkommen für sich selbst als ein Mann
halten sollen / so daß sie Jhr. Kinder und Nachkommen
werden nicht noch in künftigen bey wasserlo Veränderung
der Zeiten es seyn möge einigen Haß / Verfolgung und
Verweis von denen Ständen sammelichen / oder von ei-
nem Stand insonderheit / oder von einem Glied in ei-
nem Stand zu befürchten haben sollen : Welches wir
ebenmäßig auf alle Reich / Art und Weise von der
Commission wollen weiter gehend und aufschreiben
wollen / den Reichs-Tag zu Upsal verordnet ward / berufen
und auch / anlangend die Execution von obgedachten
angetroffenen Diensten / auf Unsere / auf Jhr. Kö-
nigliche Majestät gehenden Auftrag und Proposition ge-
geben unterthänig Antwort / welcher wir hiermit durch
gemeldeten Reichs-Schluß bekräftigen und bestäti-
gen.

VII. Gegen die Respective Herten / so auf den letzt
vorgeschenden Reichs-Tage verordnet worden / das neue
Reductions-Werk zu verrichten / befinden wir uns zu
gleichmäßig Dank verbunden / wegen der großen viel-
fältigen Beschwerung und langwierigen und mühsamen
Arbeit / die sie gehabt und verrichtet haben : Dagegen
seind wir Ihnen verpflichtet / daß wir für Jhr. höchste
Milde / Güte und Ungemach / sie selbst und alle
Ihre Nachkommen / seit und in künftigen / der Herten
bey vorigen Reichs-Tage ertheilten Versicherung gemäß /
von aller Antracht freysprechen und erlassen.

VIII. Gleichfalls können wir auch nicht vergessen noch
unterlassen / Jhr. Königl. Majestät allen unterthänigen
Dank zu offen für die zu des Reichs Nutzen und
Besen angetrachte Liquidations-Commission, durch der
Arbeit und genaue Untersuchung dem Reichs wider-
der Nutzen ausfinden / und die Schuld der Cron ver-
mindert worden ist / daher wir vorurtheil seind / inner
in unterthänig anzuhalten und Jhr. Königl. Majestät
anzusehen / daß was annoch von vorgedachter Li-
quidations-Commission unverrichtet und inliquidirt seyn
möcht / damit auf solche Art und Weise / und nach
denklichen Regeln / wie bisher liquidirt ist / möge fort-
gesetzt werden.

IX. Nachdenklichen auch Jhr. Königl. Majestät ist
veranschlagt worden / derer Schuld unterthänigst Beden-
ken hierfür zu nehmen / wir weit nemlich hochgedach-
ter Jhr. Königl. Majestät zuständig seyn / zu Dero
Reichs-Regierung und Administration gemess Constitution-
en, Reglemente, Placate und Verordnungen zu
machen / und wie weit eine könne besaget seyn / zu be-

TOM. VII. PART. II.

gehen / daß was nachmals sollte überlegt werden / was vor-
hin von Jhr. Königl. Majestät gemacht und ver-
richtet ist : Dabero weil wir uns hierüber solcher Ge-
stalt ausgesprochen haben / wie unsere Erklärung vom 16.
Novemb. jüngst verlossen 1682. Jähre aufweist :
Als bekräftigen und confirmiren wir daselbige daimoch
und wollen / daß selbst allen und jeden zu einem voll-
ständigen und unabweislichen Ausdruck denen fol-
let / allermassen nemlich unter uns ist / der nicht un-
schuldig Devotion sich zu erkennen und zu erzeigen
wird / daß eine sothane Macht und Gewalt Jhr. Königl.
Majestät als einem regierenden Könige / vermög der
Schwedischen beschriebenen Befehle eigne und gebühre / und
daß wir Jhr. Königl. Majestät geradeaus vermögen zu
geben / also auch den unterthanen oblige zu ge-
ben lassen.

X. Gleichwie nun dasjenige / was wir auf oberscha-
te Art und Weise declarirt / bekräftigt / bekiet und be-
schlossen / und uns deshalb vermerkt haben / von uns
aus einem freyen Willen und wolbedachten Rath / wie
auch nach reiflichem überlegen zu Jhr. Königl. Majestät
und des Reichs Eidrecht / wie auch uns allen sammt
unsren lieben Vaterlande in Flüg und Eure gethan
und abgedacht worden : Also soll es selbst ertz und
unflüchtig weis und bekändig bleiben : Und sollen dabero
wir / unsere Mitbrüder und Nachkommen verpflichtet und
verbunden seyn / daselbe zu bekräftigen / zu vollziehen
zu verantworten / zu vertretten / und zu handhaben / gesalt
dann auch der jener / der hierüber einige Euren thun
sollte / oder darwider sich vertheilen / und heimlich oder
öffentlich etwas darwider vornehmen wolle / sit einen
Verwundigen und als einen / der der Jhm obliegenden
Eidverbindung / Pflicht und Schuldigkeit gegen Gott / dem
König und dem Vaterlande verzeihen / scheitern / und des-
wegen ernstlich abgestraft werden soll.

XI. Was sonsten dasjenige / so zu des Vaterlandes
Schutz und Schirm / wie auch zu unverrückter Unter-
stützung des Reichs-Nothdurft erfordert wird / anlangt /
so haben Wir von der Muthschafft und Adel / nemlich
den Kriegs-Befehlshabern den großen Schwedmann / wor-
innen sich das Reich befindet / in unterthänig schuldige
Verpflichtung genommen / und bezeugen auf einige er-
tliche Weise denselben nach Muthschafft zu schenken ge-
trachtet. Wiewohl der Muthschafft und des Adels je-
genen Zustand und Gelegenheit in ein und andere Weise
sich vermindert ist / so segen wir daimoch solche unter-
thänigste getreue Dienste / und suchen mit eussersten
Vermögen und Muthschafft das allermassen zu er-
stärken / und dabero haben wir auf ein ganzes Jahr
bey friedlichem Zustande darzu gewilligt / daß von allen
Chargen / Diensten und Characteren im ganzen Reich der
Stände Pfennig aufgegeben werde / welches solcher Ge-
stalt soll verstanden werden / daß ein jeder / sowohl mil-
itar als civil Personen / die eine Charge / Character oder
Titel von einigen Diensten / Et selbstselbigen widerlich
oder nicht / Et für auf dem Stat geführt oder nicht / Et
seyn jemals vorhin auf einem Stat aufgeführt gewesen
oder nicht / derselbe soll in Proportion wegen seines Cha-
racters / Diensten und Charge an Jhr. Königl. Majestät
und die Cron den jährlichen Pfennig erlegen / von
dem sohn / der einen solchen Dienst und Character auf
dem Stat zuerhand und bezoglet worden. Alldieweil
auch die allgemeine Wohlthat / Fried und Ruh dem
Reich sowohl als dem Menschen im Reich zu freun-
den und Erwerbe gereicht / als ist es billich / daß ein
jeder seinen Antheil zu dessen Vertheilung gebe und
daranne / welcher Ursache halber Wir dann auch hierzu
bewilligt haben / daß alle der Muthschafft und des Adels
wie auch der Kriegesbefehlshabern bediente / Dienstvorben /
Knechte und Schinde / beides auf dem Lande und in den
Städten / seint aufgegeben / ohne der unter 15. und
über 60. Jahr / sollen bey besser Vermögens sich
Gestalt ansetzen werden / daß ein Bedienter / der 60.
Jaher Kurfürst-Wittig / und darüber zu sehn hat / geben
von seinem sohn jeden 10. Pfennig / gleich Gestalt die
Abdes-Personen / die da 30. Jaher Kurfürst-Geld
haben / geben gleichen den 10. Pfennig davon. Ein
Knecht aber / der wenig oder gar keinen sohn hat / gibt
2. Jaher Silber-Wittig / mit eine Maß 1. Jaher Sil-
ber-Wittig / und weil der Jhm und Jhmweib für ihre
Schichten / Knechte oder Schinde die Vermählung be-
trägt / so soll der Jhm und Jhmweib Macht haben / sel-
biges zu seiner Vertheilung von deren sohn hinweg zu
führen. Dingen Personen / so da unter einem gerech-
ten Stand nicht eigentlich gehören / als da unter einen Ar-
radores, Inspectores und dergleichen mehr / sollen eben-
mäßig

ANNO
1683.

ANNO
1683.

mäßig nach ständiger Proportion so für sich / als für ihre Bediente gestrichet werden. Ingleichen erachten wir von der Ritterchaft / und von Adel / sammt den Kriegs-Be-schlahenen nöthig zu sein / daß ein jeder richtige Ver-dienste von alten seinem Veldt aufsehe / an welchen Ort sie sich anhalten / und gestrichet seyn möchten / die-die-ge untertreibe / und an die Gouverneurs übergebe / Einmalen der Bedienten in Geschicklichkeiten / und was sie zu thun haben / richtig angeordnet werden muß / solte sich jemand so unrichtig erzeigen / daß Er eine Person / von welcher Contribution ihm gegeben werden / verhehlen wollte / ständiger soll deswegen zweifach bestraft werden. Diese Specificationen und Verordnungen sollen in Schweden den nächstfolgenden 1. Martii / in Finnland aber dis-den 1. Mai endlich und unaufschieblich eingeleitet werden. Unter dieser Bewilligung wird ingleichen der Adelichen Bauren-Gebäude verstanden / als die in diesem Fall gleich denen Freyund Kron-Bauren angesehen werden. Was die Freyund Kron-Bauren auf diesem Reichs-Tage an Ihre Königl. Majestät zu geben / auf sich genommen haben / davon berühren wir / daß unsere Bauren die Hälfte geben sollen und soll sowohl dieses / als was von Ihrem Gehalte erlegt wird / auf unsern Antheil der Contribution berechnet werden. Aber dieses mit der Ritterchaft und der Adel / nebst denen Kriegs-Beschlah-ten auf sich / allermessen bereits oben verordnet ist / auf seines Jähres Ende sehr friedlich und ruhigen Zustande / daß ein jeder ganz der Bauren-Hof 7. Thaler Silber-Münz aufzuwenden soll / auf gleiche Art und Weise / wie es in dem Anno 1680. gehaltenen Reichs-Tage-Be-schluß aufgedruckt steht / so daß 2. halbe / oder 4. Vier-theile für einen ganzen Hof / und in Finnland ein so genanntes Gardsmanthal gegen einen ganzen Hof in Schweden berechnet wird. Und im Fall jemand solte gefunden werden / der sich auf den vorgeschten Termin die 7. Thaler Silber-Münz nicht richtig aufgab / so soll Er bestraft zur Straff zweifach bezahlen / so daß Er an sein 5. 10. Thaler Silber-Münz erlegen muß / Und soll von der Gouverneurs-Verwaltung sich / so viel von den Rechten oder Intraden des Gutes für Jhr. Königl. Majestät und die Kron zu liquidiren / als zur Bezahlung der Bewilligung selber / und der Straff ver-mögen ist. Diese Bewilligung soll so wohl von Bäckern / als Pöppeln und unumwundenen Kindern erlegt werden. Hat auch jemand sein Gut an einem andern verpfändet / so liegt der / der die Hypothec bezieht / die 5. Thaler Silber-Münz so lange auf / hat aber hinwider seinen Regels an den Eysenmacher. Von dieser Contribution der 5. Thaler Silber-Münz befreien wir unsere rechte Adliche Gese und Norweger / nicht denen / so nach dem Piacé von Anno 1638. oder der nachst verfertigten Verordnung innerhalb deren Bezirk / Grenzen und Obdiecte zu liegen befinden werden / Item / die wüste Hesse / kriegsdiensts-Höffe / die in perperuum / und auf ewig verurtheilt und zur Freyheit auf und ange-nommen seyn. Diese Bewilligung soll in Schweden / Finnland / Holland / Westung / Bahyschen allerdings gleich so wohl von Alodial-als Feudal Gesehen auf-geleget werden. Von denen Kron-Reuten / die an Pri-vaat-Kaufen verpfändet seyn / soll der vierte Pfennig ge-geben werden. Den fruchtbaeren Capitalien / Schiff-Parren und Compagnien für 100 gehaltenen gewissen In-teresse und Gewinnen / soll ingleichen der vierte Pfennig gegeben werden / von denen Finken der fruchtbaeren Capitalien / die bey Jhro Königl. Majestät und der Kron stehen / soll der vierte Pfennig abgezogen wer-den / so fern man jemand sein Capital verleiheret / und beson-nig nicht richtig erlegt / was von solchem für jetzt besondlichen Germin und behaltene In-teresse soll abgezogen werden / bestrafe soll zur Straffe des ganzen Jahres Interesse verlißig seyn / dessen er schuldig befinden und dessen überweisen wird. Und sollen alle oben erordnete Verordnungen so in Schweden als in Finnland / Ostund West-Gesehen / gegen die Zeit und den Tag aufgetragen werden / als wie in unserer über-lieferten unterthänigen Antwort / auf Jhro Königl. Ma-jestät endliche Proposition angeordnet und angeführt ist. Es nehmen wir alle diese vorgeschene Bewilligungen / wie bereits gesagt / in fruchtlichen Zustande nur allein für einmal / an / welche in diesem 1683. Jahre auf vorge-setzte Termine folgen erlegt werden / Solte aber Euer Chou das Land mit Krieg straffen / so wollen wir alle die-se von uns gemachte Bewilligungen gehorrigt oder porze-für / aber nur allein für einmal aufgeben / und dieses letztjährige 1683. auf die vorgesezte Termine aufheben. Wobey wir in der gewissen unterthänigen

Interesse leben / daß / was wir selber Gestalt nach un-serem geringen Vermögen thun / Jhr. Königl. Majestät in Gnaden auf uns einwirken. Vernehmen auch bane-den / daß diese unsere Bewilligung nimmer zu einer Nachschuß und Exempel gegeben / oder uns in einigen Privilegien zu einigen Præjudiz und Nachschuß gereichen werde.

XII. Und gleichwie alle Jhr. Königl. Majestät geruher Unterthänigen unterthänigst Pflicht und Schuldigkeit ist / Jhr. Königl. Majestät und des gemainen beifis Wohlstand zu befördern / in welcher Considerazion und Verachtung wir von der Ritterchaft und dem Adel / sammt denen Kriegs-Beschlahenen / diese schwäre Contribution in Ma-terialien auf uns genommen haben / Also lau man auch nicht vermeynen von dem Vergewerds-Gebühr / und denen / so Vergewerde haben / vermeynen / als daß sie als getreue und willige Unterthanen diese schwere Last be-tragten / so daß so wohl das Vergewerds-Gebühr in-gemein / als ein jedes Werk insbesondere / Ihre Liebe zu Jhr. Königl. Majestät und dem lieben Vaterland sehen und daher sich willig finden lassen werden / wann Jhr. Königl. Majestät durch diese darzu verordnete Commis-sarien mit Ihnen darüber werden handeln lassen / Was aber Ihre Bediente / Gese / Vergewerds-und Arbeit-ere auch Tagewerks-Lustbe anlangt / so können ständi-ger nicht sehr seyn und verhöret werden / nimmlich auch / im Fall das Vergewerds-Gebühr / und die Werke sich dessen entgegen seyen / solcher Gestalt ein großes dar-über wurde entzogen werden.

XIII. Gleiches Gestalt ist auf dieses bestridet worden / daß der Edelman / der in seiner eigner Erbe Erz treu-ten / und selber Erben davon vererbtet lassen / besage des 25. Puncts von der Ritterchaft und Adel-Privi-legien nur allein den 30. Theil an Jhr. Königl. Ma-jestät und die Kron von solcher Vererbung / beziehe aber / der das Erb von anderen an sich kauft und er-handelt / ein jedes lebendes Schiffmann von seinem ver-fertigten Erben geben solle / ständiger sey eine von Adel oder nicht / nachdem auch anverwogen / daß alle Erben vor ein Regale gehalten werden / und daher nach Inhalt der Privilegien / der Edelman von dem / was Er selber vererbtet lassen / den zehnten Theil zur Recognition zu-gaben gehalten ist / als muß auch derjenige / der einen hohen Ofen hat bauen lassen / und selber seine Erben hat / sich unter ständiger Condition nicht schülen können. Und wiewohl der Edel-tenntz-Erbe Finken und die Emdie-de / vermöge der Privilegien / bis anders sein Abgibt an Jhr. Königl. Majestät gegeben haben / so hat dannoch die Ritterchaft und der Adel alle darzu benützig / daß nach diesen zu allen Zeiten der Edel-Lustbe Emdie-de-herren / von denen verfertigten Erben die Hälfte geben sollen gegen den / was etwa die anderen so nicht von Jhr. Königl. Majestät zu geben gehalten seyn. Gleichermassen ist bestridet worden und befestigt / daß eben sowohl nach diesen zu allen Zeiten von den Land-Güter-n / so in den Schweden liegen / die Haupt-Rente / die an Fischen aufgegeben wird / für eine Aufhängs-Versil seyn solle / wovon eine jede Rente zu 3. Thaler Silber-Münz nach der Aufhängs-Ordinance berechnet wird.

XIV. Allermessen auch Jhro Königl. Majestät von wegen der brüderlichen Sorgfältigkeit / die Sie für das Reich Schuß und Schirm tragen / darauf bedacht gewesen / wie die Reichs-Milice beydes zu Ross und zu Fuß solcher Gestalt eingerichtet werden möge / daß dieselbe in Stand seyn könne / und dem feindlichen An-fall mit Nachdruck entgegen zu gehen / Als ist dem Auf-satz Jhr. Königl. Majestät hohe Vorse / daß gleich wie die Regimenter zu Ross / beydes in Anführung der Of-ficier / und derrer die Küßung halten / vermuthet sich Widerstands oder der Revocation der Milice-Höffe in den Stand gesetzt seyn / daß vermuthlich nichts weiter daran wird zu veredessern sich; Also auch gleichermas-sen die Regimenter zu Fuß auf eine gewisse Anzahl ein-geschiedet werden möchten / nachdem der Abgang in dem letzten Krieg compleiret und ersetzt worden ist. Da-her nun auch / nachdem es Jhr. Königl. Majestät Ma-jestät gefallen hat / zu unserer unterthänigen Überlegung zu stellen die große Verantworlichkeit / so vor diesen nahe auf einander erfolgte Aufsehrreibungen allemal mit sich geführt / und der Ursachen halber zugestanden und ver-gestanden / andere Mittel und Wege zu erdenken / wodurch die Milice zu Fuß zu einer Anzahl gebracht / und den eini-gen Abgang bey ihrer besten Zahl erhalten werden könn-te. Als haben wir von der Ritterchaft und dem Adel nebst den Kriegs-Beschlahenen / dieses in so viel gemau-er beandten genommen / als diese Jhr. Königl. Majestät

ANNO
1683.

ANNO
1683.

gnädige Vorseyh zu unsrer eignen Ruhe und Sicherheit gerichtet / und dahero unterhängig darinn verwilligt / daß nach desm ein jedes Regiment / nach dem Aufsat und zu der Anzahl / als in unsrer unterhängigen Antwort auf Ihr Königl. Majestät Proposition vermerkt ist / über Schanden und Schimpfen eingeordnet werden möge / und auch erst erst den Abgang zu erkennen / der durch den jüngsten Krieg ist verursacht worden / so verwilligen wir in eine solch Aufschreibung / wie nachst vergangenes Jahr nach den Köpfen ist gehalten worden / von welcher Aufschreibung wir aber besorgen / nach Inhalt der Privilegien / unsrer recht Adliche / Edle / Barone / und Meyern / Höfe / inlich mit dem Hofen / die Vermöge des Anno 1633. publicirten Placets und der jüngst gemachten Verordnung / so imnachst derselben Gränz-Steinen liegen / wie auch die wüsten Höfe / die noch nicht mit Nennen belegt Katter oder Hauslinge / samt den Dienern / so auf alle halbe Jahr genommen werden / nicht allen notwendigen Handverordnungs- und Schutz-urtheilen / wie auch die zur Freyheit angenommen Höfe / die über 60. und unter 15. Jahren demnach von der Decimation oder Aufschreibung frey erlannt. Und wiewohl unsrer Bedienen Höfe / die ihnen wegen gethaner Diensten aufschreiben verlichen und gegeben seynd / bisher / Knecht der Privilegien / für der Decimation und Notierung frey gewesen / so wolten wir von der Knechtschaft und Adel / samst den Kriegs-Beischhabern demnach nach diesem solch unser Bedienen Höfe nicht hiervon erheben / sondern selben dinstliche abtellen mit in die Decimation oder Notierung frey erlannt. Doch solch Gehalt und mit dem Vorbehalt / der wann der Aufschreibung nach den Köpfen geschicket / biak der Gehalte für seine Person zwar frey / aber alle seine kintliche männliche Geschlechts werden decimirt oder notirt. Geschicket aber die Aufschreibung nach Anzahl der Höfe / so steht auch der Hof mit in der Notiz zu Erlös und Bezahlung des Soldaten-Geldes / doch also / daß kein lands-Knecht von demselben Hof genommen werden möge. Die der bedienten Bedienen soll es dinstliche gehalten werden. Es wird auch hierbey unterhängig erinnert / wegen des Mißbrauchs / der so wohl von den Erben / als anderen Unabidigen Personen / mit Verhehlung und Entschung des Wolds verurtheilt wird / wie auch wegen der Dorffschaffen / daß also / daß kein lands-Knecht unter des Begnadeten-Gehalts und Wohlthuns Haltung gezogen werden / so daß selbes alten / nicht dem / was sonsten in den vorigen Reichs-Edlüssen vermerkt sehet / genau unterrichtet und redelichet werden möge / wie denn auch hiermit Anführung gethan wird / daß die Cron-Vöge nicht mehr als 2. Knecht für die Notierung und Decimation frey erkennen mögen / und daß alle Unabidige Erben mit Nenn belegt Katter und Hauslinge notirt werden mögen der Begnadeten Factoren / des Jäger- und Staats / der Gilmarschlüsse und der Salpeter-Edelrey / wollen ebenfalls auch Ihr Königl. Majestät solch Gehalt eingedacht seyn / daß ihnen wegen des Mißbrauchs / so darbey verurtheilt wird / eine gewisse Anzahl von Leuten verordnet werden / die sie beschallen können. Und weil wir befinden / daß der Reichs Wohlthun und Nutzen so wohl als unsrer eigene Sicherheit erfordert / daß eine gewisse und beständige Mülce angewidert werde / solch Gehalt / daß ein jedes Regiment zu der gewissen Anzahl gebracht / gleich wie es oben bereits vermerkt ist / als es in unsrer unterhängigen Antwort specificirt sey / und daß selbige Zahl auch immer beständig bey Mächt erhalten werden möge / und daß gleichwohl begeben könne / daß die vorgelegte Summe durch einigerley Zufall abgehen kan / wir aber dochey gunstam tragen / mit was Schickel Reichs-Löge schalen werden / und daß die Einkünfte nicht allenthal in solchey Epl / als es die Nothwendigkeit etwas erforderen möchte / zusammen kommen können. Als selben wir unterhängig in Ihr Königl. Majestät eigenen gnädigen Gesallen und Schieben / sobald einiger Abgang beschicket / munter oder mehr / alsdann Aufschreibung zu Erklärung und Erklärung der Regimenter zu halten / ohne daß die Einkünfte derselben in einem Reichs-Löge kerraffen werden müssen / welcher wir harnoch vermuthen / und auch unterhängig bitten / daß / wann der Abgang weniger ist / alsdann auch die Aufschreibung nicht öfter gemacht möge / als es die Nothwendigkeit erfordert / und daß die Aufschreibung bey freidlichen Zeiten nach Anzahl der Höfe 15. Adliche gegen 10. Frey-Bauern-Höfe gehalten werden. Ist aber der Abgang mercklich groß / entweder durch Krieg oder sonst ansonst Todes-fälle / so halten wir von der Knechtschaft und Adel samst den Kriegs-Beischhabern darfür / daß die Ergänzung und Erfüllung

in solchem Fall am schicklichsten nach dem Anno 1632. Anno gemacht Reichs-Löge Beschluß verordnet werden könne / welches es demnach zu Ihr Königl. Majestät gnädigen Gesallen nur bloß / als ein Project und Entwurf hier zu vermerkt wird. Es auch einige Province oder auch einige Personnen aus gewis und beständige Anzahl Soldaten zu halten willens seyn solten / so wird hiernach in unterhängigster Anführung gethan / daß Ihr Königl. Majestät solches / doch unter laibliche Conditiones / zulassen und admittiren wolten.

XV. Nachdem es auch nicht minder zu der Knechtschaft und des Adels / wie auch derrer Kriegs-Beischhabere und des gemeinen bestes Nutzen gerichtet / daß der lands-Knecht conservirt und wohl erhalten werde. Als wolten wir von der Knechtschaft / dem Adel und den Kriegs-Beischhabern solchey Gehalt verordnen / und unter sich gesetz haben / daß 4. Adliche gegen 2. Frey-Bauern-Höfe sich vergleichen / für den lands-Knecht eine Erbe mit einem Bauernhof und einen Stall zu bauen / dabeneben auch denselben einen Kohl-Garten zu ordnen / und jährlich ein Fuhr Heu und ein Stieg Stroh zu geben. Der ihm aber kein Stroh nach Heu geben will / schickiger muß ihm so viel ungetauetes Land zu theilen / davon Er durch dessen Bau und Bearbeitung etwa ein Fuhr Heu und ein Stieg Stroh haben mag / doch soll es in des Eigenthumers von dem Adlichen Bauer-Höfe eignen will / sichlichen Gesallen stehen / welches Er von demselben beehren werden möge. Des Sommers bedient der lands-Knecht sich des Dorfes Wirthschafft für eine und zwö Kiste und etliche Schenke / so weit als die Beischhabere der lands-Erbs es leben und zulassen will. Wollen die Häuser nicht jurieren / so die 4. Adliche und 2. Frey-Bauern-Höfe aufbauen / so vermuthen wir von der Knechtschaft / dem Adel / und den Kriegs-Beischhabern in aller unterhängigkeit / daß Ihr Königl. Majestät das / was noch fehlt / werden ersehen / und entweder auff die Communen oder gemeinen Erben / da es sich will thun lassen / und ohne des Königs und des Reichs Schanden und Nachtheil geschehen kan / für sie Wohn-Platz ausfinden lassen / die das Land in solchem Fall aufbauen müsse / oder auch auf die reduicirte und heimgefallene Adliche / oder andere Ihr Königl. Majestät Höfe ihnen etwas zum Wohn-Platz unthun lassen / ist also zu vermuthen / daß wenn der lands-Knecht erwehnter maffen kein Haus und gewis Wohn-Erdte hat und auch den Anstalt den Ihr Königl. Majestät Ihm etwas anschlagen werden / darzu bedürft / er alsdann wohl werde können jurirt kommen / als der mit arbeiten den übrigen Unterhalt sichlich verdienen kan. Wird der lands-Knecht zu sich commandirt / entweder in lante oder außerhalb des Reichs-Geländes / so soll der selbige bey seiner Heimkunft nicht berechtigt seyn für die Zeit / welche Er weg gewesen ist / den gewissen Entschuld wegen der Häuser / des Heu oder Stroh zu fordern / noch die geringste Forderung dinstliche zu thun / wie es dann auch den lands-Knecht nicht verstatet und zugulassen wird / daß Er einen anderen Anwohner an seine Erdte für / sichige Wohn-Erdte zu gebrauchen / nutzen und besizen / hat er aber Weid und Knecht / so mag sie es zu ihrem Nutzen gebrauchen / wann sie zu Hause sitzen bleibt / so lange der Mann lebt. Sterbet der lands-Knecht / so soll die Weide oder die Kinder zu der Wohn-Erdte sein Recht nach einige Bezahlung und Entschuld wegen angewandter Unkosten und Verlesung oder Mediation zu gewarten haben / angesehen / daß dinstliche Wohn-Erdte so fort einem anderen in des abgezogenen Erdte angeschlagen werden muß / und damit der lands-Knecht das Haus nicht müge verordnen / und durch unangemessen und Verordentlichkeit verurtheilt lassen / so soll den Eigenthumern frey stehen / selber anschlagen und auf darauß zu haben. Begehrt der lands-Knecht einige Eigenthümlichkeiten / führt ein böses und unvernünftiges Leben / mit Schlägereyen und anderen unvernünftigen Dingen / pochet dem Bauern Weid und Wandereyen ab / so er studen wir von der Knechtschaft / dem Adel / und den Kriegs-Beischhabern / daß Ihr Königl. Majestät denselben wollen / zu beschaffen / zu verurtheilen / und zulassen / daß Gouverneure selbes allderey aufsuchen / und auf geduldeten Ort und Weis richten und abstraffen mögen / maffen es bedes lange Zeit und Unkosten erfordert wird / die Saden fürs ordentliche Gericht zu gehen. Es wird ingleichen dem lands-Knecht allderey verboten / Bau- und Brenn-Holz zu hauen / Land abzurecken / Hühner zu gebrauchen / Wögel und Wild zu jagen / Weiden zu fällen / Schen zu brennen / Wald zu fällen und abzurecken / oder dergleichen zu thun. Brand-

ANNO
1683.

ANNO 1683. Solch geneßt Er / da Bald ist von Winterfall / zur Vorbüß / ohne Nachtheil des Eigenthums / da aber kein Brand-Holz ist / so muß Er sich nach Vorbüß mit solcher Holzguth / wie die andere Bauren an seinen Orte vergütet / den Adel und den Krieg-Verführern / aus unterthäniger Devotion / wie auch und unser Bedürde und Eßter zu beweisen Jhr. Königl. Majestät gnädigste Befallen gehorsamst zu vollbringen / und auch zum Dienst des Vaterlandes / die so auch und genommen haben / wie beschwerlich es uns gleich fällt: So vorhalten wir uns darbey / daß man diese nicht ins künftige durch einiger Veränderung der Zeiten zum Nachtheil durch einiger Veränderung des eigenen Eigenthum / Privilegien und Freyheiten gerathen / wie weniger / daß gedachter Häuser und Wohn-Plätze der ländl. Kirchthei jemahls nach dem Nahmen / Platz oder Vertheilung in der Erone ländl. Häuser aufgeführt werden sollen / oder unter einiger Titel / Prætext: und Dornen jemahls von den Adlichen Bauren / Hoff sich abgeben werden: sondern selbes soll nach wissen ihnen einmüthig Abrede / und als es ihnen bequien und gelegen fällt / die Wohn-Häuser der ländl. Kirchthei auff die eine oder andere Stelle setzen zu haben.

XVI. Wir von der Reichs-Certhey seynd ingeleichen als getrene Unterthanen darauß bedacht gewesen / welcher Gestalt notwendig Mühe zur Hand geschafft werden konten / damit nicht das Regiment von aus Mangel dessen jähren und Eßden leben müßte / wozu wir nicht den nachdenken / was ein jeder unter uns von dem Einigen jähren muß / nur allein / daß das gemeine Beste dadurch geboßen und erhalten werden möge. Wie gene wir aber uns beßessigen / ganz und bequane Luste und Aufsehe zur wärdlichen Beförderung unser ergebene und schuldigen Mühen zu erfinden / so führen wir damoh die Unternehmung bey unserm Stande / uns in Wege zu legen / daß wir das Reich nicht so kräftig und nachdrücklich / als dessen Nothdurft erfordert / und unser unterthäniger Willen wünschet und verlangt / zu unterstützen nicht vermögen. Nichts beschwemget / weil wir langsam können und wissen / daß zu nachdrücklicher Unterstützung und Erhaltung des Reichs / wie auch zu jetzigen Wohlstand aller fernere Bedacht / bewundliche Hülff und Mühe erfordert werden: als haben wir uns bereitwillig wollen erweisen lassen / als haben wir von unserm Eßgerthum nichts so lieb haben / das nicht mit fremdigen Gemüthe solle angewendet werden / um den lieben Frieden zu beßessigen und beyzubehalten / und das Vaterland bey langwieriger Eßcherheit und Wohlstand zu erhalten / und haben wir daher auch unterthänigster Pflicht und schuldigen Gehorsam nachfolgende Bewilligungen gemacht und eingestanden (1.) daß die Reichs-Superintendenten und Pastores in den Städten zu des Reichs jetziger allgemeiner Nothdurft den flinsten Pflanzung von ihrem Unterhalt hergeben / den sie von Jhr. Königl. Majestät und der Erone geneßten / selbste beßesse in Getrayde oder Geld / da alsdann das Getrayde an Geld nach der Erone bedient wird / welches selbste Gehalt soll verstanden werden / daß sie bey einfallender Nothdurft / auf ein Jahr die ganze Bewilligung hergeben / daß auf 2. Termine / wie die angestrichene Verordnungs beßaget: solte aber der liebe Gott das Land mit solcher Eßter gnädig versehen / ausserordentlich se alsdann wie die Hülff als den 10. Pflanzung / allerdings wie der Reichs-Adel / und die Bürgergeschafft / werden 10. Pflanzung se dan auff die in obgedachter Verordnungs angestrichene Termine erlegen wollen: die Pastores in Eßscholm und denen andern Städten / die unterhalb-Getrayde oder Geld geneßten / geben gleich Gehalt zu Kriegs-Zeiten jeden 5. Pflanzung der Lohne davon ab / können aber den Zehenden / wie die Beßessene und Superintendenten. Und über dieses contribuieren die Pastores / so wohl die / so da von der Erone kein Lohn zugewandt ist / nach dem Zufall / als in allen außerordentlichen Verordnungs zu finden ist / welche Bewilligung einer malen auff drei Jahren erlegt werden soll: 1. Als auch die Pastores in dem Begnadeten Eßcherthei / die da vor diesem selbsten Contribution nicht unterworfen gewesen sind. 2. Die Pastores auff dem ländl. Geboden und versprochen von 64. wölzgebanten und beßessenen ganzen Hefen (zween halbe und 4. viertel

für einen ganzen Hof genachtet) 12. und einen halben Halter Silber-Münze in Friedens-Zeiten auszugeben / welches bey einfallender Kriegs-Noth summt widerbehalten wird. Und wiewohl die Bewilligung größt / als sie vor dem getreuen / so vermehren wir damoh wohl / daß dießelbe gegen den uns vor Augen gestellten Mangel der weichen nicht zulangen will / damohher seynd wir verurtheilt worden / obderbege Bewilligung ebenfalls auff diejenige zu extendieren und auszustrecken / die aus unserm Stande sonsten pflegen exempt und frey zu seyn / als da seyn Proceßoren auf Academiis / sammt denen darauß so wohl auch die Thun-Kirchen und Consistoria stehende Bedienten / Lectores auch Gymnasien / Rectores und Conrectores an den Schulen / welche von ihrem Lohn jeben gleichen Pflanzung geben sollen. Die Capellane oder Diaconen und Küster beßesse in den Städten und auf dem ländl. contribuieren nach einer außerordentlichen überhöferten Verordnungs / damit auch diese zu des Reichs Besten bewilligte Zubuß desto erleichtert werden möge / so soll gleichfalls von den Lehnen unser Eßscholm und in empfangen hat / etwas zu des Reichs Eßch und Defension herzugeben werden. Nemlich für einen Dienst-Knecht 2. Halter Silber-Münz / und für eine Wadl 1. Halter Silber-Münz / welche Gelder nun die Zeit / als wie in oft erwehnter einfallender Verordnungs verwendet ist / bendem eine richtigen und unterschiedenen Specification der Dienst-Vertheil / angestrichen / und hernach von ihrem Lohn abgezogen werden sollen: wozu denn wir auch / der Bitte der Dienstherren belangend / se selbste Gehalt werden verstanden haben / als wie es die Nothdurft und der Adel wegen Jhrer Bediente beßebet. Und wozu ein Krieg emblehen solte / so wollen wir diese auf die Dienstherren gelegte Bewilligung widerholen / und zwar um die Zeit / als vorgedachte Verordnungs emblehen / ausgeben / Auch sollen alle dergleichen / so auf unserm Stande fruchtbarere Capitulen haben / jeben vierten Pflanzung von der Hufe mit dem Gewinn hergeben / welcher in Kriegs-Zeiten reinereit und widerbehalten soll. Weil nun diese ein Eventual-Kriegs-Pflanzung ist / so macht Jhr. Königl. Majestät Gnade uns langsam verzeihen / daß wann der liebe Gott Krieg und Unruh in Gnaden abwendet / wir alsdann mit dieser bewilligten Beßchulter auff den After-oder andere Termin versehen bleiben. So wird ebenfalls auch anbey bewilligte Pflanzung hergeben / daß die Doctoren / so durch die ländl. Erone Kriegs-Planne seynd verheeret und ausgeplündert / durch solche re Durchzüge / und sonsten außersand Hülff veranret / oder durch Mißmachs und Brand entseisset seyn / welche alle auff ein besonderes Register nemlich ihrem Zustand be angestrichen gefunden werden / mit obgedachter Bewilligung versehen werden mögen. Ingleichen auch / da eine oder der andere seyn müßte / so man nun nicht eben zu nennen weiß / dem es unzulänglich fallen müßte / dieses alles zu leisten / und welches mit zugewandten Beßchulter bey dem Gouverneur oder ländl.-Hauptmann und bey den Hülffschossen darthun und bezeugen hat / daß selbige alsdann auch in gleichmäßige Consideration kommen möge. Wir die Wärdigen und Wärdigen aber vermuthen wir unterthänigst / daß solcher vermöge Kön. Mühe und Gnade gänzlich excipiert werden. Jährlieh leben wir auch sonsten in der unterthänigsten Zuversicht / daß gleichwie obderbege Bewilligung groß ist / und sich weit über die vorige erstreckt: Als auch Jhr. Königl. Majestät nicht allein unsere unterthänigste Bereitwilligkeit / die wir hienunter gehorsamst beweisen / mit Königl. Gnade auf und annehmen: sondern auch diese unter Bewilligung immer weiter zu einiger Nachfolge werde geboßen werden / oder Uns an unsere Freyheit und Beßchulter zu einigen Præjudiz / Schaden und Nachtheil geraden.

XVII. Wir von der Bürgergeschafft haben ebenfalls auch in Betrachtung dessen alles / was in des Vaterlandes Eßch und Eßch / auch unzulänglichste Eßch und Eßch / andere Reichs-Notdurft erfordert wird / aus unterthäniger Devotion nicht allein Uns zu der gewöhnlichen einfachen Haltung der Nothdurft / willig erklärt / sondern / wozu (welches Gott in Gnaden abwendet) das Reich in einige Gefahr des Kriegs und Unruhe gerathen solte / bewilligen auch die gewöhnliche Bedienung einmüthig der Hufe zu unterstützen und beßessigen / daß solcher Gehalt / daß die Contributionen und Eßch der abgezogenen Mannschafft nicht eher dann das hernach folgende Jahr gegeben möge / und mit dem unterthänigsten Vorbehalten / daß so bald der liebe Friede wieder verlichen wird / wir alsdann für solche Wiederpflanzung versehen und beßessigen seyn mögen / und daß

ANNO 1683.

ANNO 1683. daß diejenige welche auch Geld an fluss der Reichs-leute in Unterthänigkeit acceptiren haben nicht auf andere Weise; dann als ihre eheliche Contracte es mitgeben / conseruirt werden mögen.

XVIII. Und wiewohl wir / wann wir die Schwürigkeit erweigen; wir von den jüngst hingelegten Krieg und seit dem darauff erfolgten Widerstande noch empfinden / Ursache haben kosten in Unterthänigkeit zu Ihr. Königl. Majestät um Verpflegung einiger Aufzüge und Aufzüge in sich / gleichwohl aber; und noch weiter unsere unterthänige und getreue Ergebenheit zu bezeugen / wollen wir zu des Vaterlandes Wohlthat / auch Geduld und Geduld unser geringes Vermögen ungeschädter lassen; haben also dem zu Folge / nach Art und gewöhnlicher Proportion einer jeden Stadt / in Unterthänigkeit eine solche Bewilligung gemacht / als in von uns unterthänigst übersehener Reparations-Verzeichnis verfaßt ist: Welche Bewilligung wir auch denselben auf die Zeiten / wie in unserer unterthänigsten Antwort auf Ihr. Königl. Majestät gnädigste Propositionen zu sehen / dieses Jahr erliegen und bezahlen wollen; ferne wollen wir uns auch / in dem Fall dem Reich (welches der grundgesetzliche Gesez andächtig abwechseln wollte) einige Hingelangeit von Krieg und Unruhe zufließen wollte / der Verdoppelung der jetzt gemachten Bewilligung nicht mehr / als die andere Städte / entgegen / sondern alles thun / was uns möglich ist / und zu Ihr. Königl. Majestät und des Reichs-Vertrauen unser ansehnliches anfragen; worbey dann unser unterthänigste Begehren und Ersuchen ist / daß der Magistrat in Ihren Städten mit dem Ober-Schultheiß in Gersfelden / und denen Gouverneuren und Land-Haupt-Leuten an anderen Orten autorisirt und bevollmächtigt werden mögen / daß sie neben einigen von derer Bürger-Schaft / die hierzu am richtigsten und dienlichsten befunden werden: einen jeden / der da in der Stadt handelt und wandelt / oder etwaig eigentümliches dabeistehen hat / wie sie auch unter dem immer mögen verfahren gewesen seyn / und unter ihrer Jurisdiction foriren / solcher Gestalt; daß vorzüglich nicht unter der Würdigkeit und dem Adel oder Clerico gehöre; und unter den Privilegien und Freyheiten begeben seyn / und keine Bürgerliche Nahrung gebrauchten / ihnen aufzuerlegen / so viel als man erweisen könnte / daß ein jeder zu gleicher Vermögende / und daß derer Dienstboten in geringer Consideration mit den anderen von der Bürger-Schaft kommen mögen; welches man in Unterthänigkeit begehrt / solcher Gestalt; daß vorzüglich nicht fremde Expectoranten / so da concurrenlich in den Städten sich aufhalten / und dabeistehen ihren Handel treiben / verstanden werde; wie auch diejenige / die sich einiger Ursachen halber Frey-Werke ausgewandert haben / oder ins-Linffrige auswandern wollen / hiervon nicht eximirt seyn / sondern zugleich mit denen anderen des Reichs Nothdurft zu Hülffe kommen mögen.

XIX. Ferner auch / und so viel mehr unsere unterthänige Ergebenheit zu bezeugen / Ihr. Königl. Majestät nach nächsten Vermögen unter die Krone zu greiffen / und das gemeine Wohl befördern zu helfen; so haben wir ungeachtet aller Unmöglichkeit / in Unterthänigkeit versprochen und bewilligt / für ein Jahr den 4ten Pfennig aller behaltenden Zinsen und Gewinnst von allen fruchtbringenden Capitalien / Schiff-Frachten und Compagnien zu geben / so da in Kriegs-Zeiten reitert; und wiederholt werden soll / worunter auch auf erwachte Zeit und Weisheit die Capitalien verstanden werden; die wir bey Ihr. Königl. Majestät und Krone von gleicher Beschaffenheit stehen haben / so daß von den für solche Zeit bevorstehender Interessen der vierte Pfennig deductirt und abgezogen werden möge.

XX. Aber diese vorerwähnte Bewilligung haben auch wir Bürger-Schaft und Räte in den Städten / und auch ferne unsere unterthänigste Bezeugen zu wissen / Ihr. Königl. Majestät und dem Reich nach unsern Vermögen zur Sublevation und Hülffe zu kommen / gleichwie die Kurfürstliche und Adel / den lebenden Pfennig von einem jeden Lehn / der aus von Ihr. Königl. Majestät in Gnaden gelanden wird / bezugehen: Und wollen auch diese Massen von dem Lehn / den unser Dienstboten von uns zu haben haben / des Reichs Nothdurft zur Hülffe für einen Knecht / der 60. Thaler besitzet / und eine Waise / die 30. Thaler hat / den 10. Pfennig davon geben: für einen Knecht aber / der weniger oder gar keinen Lehn hat / 2. Thaler / auch für eine Waise 1. Thaler Silber-Münz / doch werden hierzu bey diegenige aufgenommen / die unter 15. und über 60. Jahre seynd; und ist der Hausvater / der diese Bewilligung für sein Verbleibe ausgiebt / berechtigt / solchen

von ihnen Lehn zu seiner Wider-Bezahlung abzulösen. ANNO 1683. Die Kaufmanns-Gesellen und andere Bediente / die über 60. Thaler zu gewinnen haben / geben auch den 10. Pfennig dem Vaterland zum Dienste von dem / was ihnen versprochen und zugesagt ist; Ebenfalls müssen auch die Handwerks-Gesellen / die in den Städten zu finden seynd / von ihrem Verdienst ein jeder für sich 2. Thaler Silber-Münze geben. Welches alles mit Keiteration und Wiederholung in Kriegs-Zeiten soll verstanden werden.

XXI. Wir von der Gemeine ersehen dert massen / wie notwendig es bey diesen vorerwähnten Conjunctionen und an aller Orten nachdrücklichen großen Kriegs-Verfassungen / daß die Kriegs-Macht des Reichs verstärkt werde; damit / nebst kräftigen Bestand des Reichs höchsten / vermehrt Ihr. Königl. Majestät Cassefort / die Defension des Reichs und die Sicherheit unser aller durch dieses Mittel wohl versehen werden / und wir desto gewisser / lange und unverletzt den lieben Frieden zu Gute gemessen mögen / dahero haben wir nicht allein den finden / daß mehrere Ausweisungen zu Ergänzung der Regimenter vorrücken seyn / sondern auch dabeistehen wollen / und genau miteinander überlegt / wie man bey Zeiten darauff bedachte und bereit seyn möge / würdlich und mit einem kräftigen Nachdruck gleich alle schädliche Nationen und entstehendes Unheil zu bündert und zu dämpfen; zu welchem Ende wir dann vor allen Dingen hoch nöthig achten / eine starke Mann-Schaft immer in Bereitschaft zu haben / und damit also mehr und fast kräftiger / als jemals vorher gewesen ist / Ihr. Königl. Majestät und des Reichs Sicherheit zu unterstützen / welches wir von der Gemeine in Wälsch / Ost-Gothland / Silbermannland / Westmannland und Herce / als die bisher der Ausforderung unterworfen gewesen seynd / nach unserer unterthänigen Pflicht / wie auch nach Anweisung Ihr. Königl. Majestät gnädigster Proposition / bey uns wohl bedacht / überlegt und endlich haben befehlen lassen / daß wir die Freyverpflichtung und Haltung einer gewissen Anzahl Landes-Knechte über uns zu nehmen gestattet seyn / eben wie andere Provinzen im Reich / nemlich Ost- und West-Preußen / Brandenburg / Schlesienland / Westphalen / Ostfriesland / West- und Ost-Gothland und Westburg-chen im Groß-Fürstenthum Jülichland / allezeit vor uns gethan haben / welches wir dann auch aus Ihr. Königl. Majestät Regimenter zu Fuß in denen Provinzen bey Wälsch / und also ein jedes Regiment bey der Anzahl bestimmt zu erhalten / als wir von unserer an Ihr. Königl. Majestät in Unterthänigkeit eingeleiteten Antwort aufgeschrauet haben / ansehe nun nach Anzahl der Höfste entgegen nehmen wollen / und zwar solcher Gestalt / daß zwey ganze Höfste beides von den Frey- und Kron-Beuten ohne Unterschied einen Landes-Knecht verschaffen / unterhalten / und auch alle unvermuthliche Fälle in steter Bereitschaft haben sollen / allerdings solgend des von denen hiezu vorordneten Ihr. Königl. Majestät hochvertrauten Räten neulich mit uns geschlossen Contractis / dargegen / so lange dieses von uns versprochene verantwortliche massen preliert und gehalten wird / wie / unsere Kinder und Gefinde / so zu der Hofes Bau und Erhaltung / wie auch Ergänzung des Abgangs von der Mann-Schaft notwendig etwas vorrücken seyn werde / für die Ausforderung und alle daran hangende Verpflegung / was Mahnen selbst immer haben mögen / als auch Verdoppelung und gewaltsame Überdrehen ist und in zulässigen Zeiten gänzlich freizugehen und frey seyn sollen. Und damit zu dieser allgemeinen Defension des Reichs die Last für jeden auf allen wirrigen Fall und Unglück / absonderlich bey Kriegs-Zeiten / erträglich / und Ihr. Königl. Majestät Regimenter allzeit bey ihren gewissen Anzahl unterhalten werden mögen / so dürfen wir unterthänigst / daß die Anwohner auf alle reducirt und domirt Güter / die bisher der Unterforderung unterworfen gewesen / vermöge Ihr. Königl. Majestät gnädigsten Versprechen / bey Einrückung der Theilung uns hietinnen zur Sublevation und Erleichterung vorderordnet und daß alle Stände-Personen / ansehnlich dem Adel / so da bisher der Ausforderung theils untergegangen / theils zu weilen sich dert entgegen / also aber zu Unterhaltung einer gewissen Anzahl Kriegs-Knechte / in Ansehung ihrer Höfste billig angethan werden können / ohne Einmischung einiger Privilegien in diesem Reich / der Gemeine gleich gemacht werden müssen / welches zur Sublevation und Linderung der Gemeine / in Haltung der Kriegs-Knechte / geraden würde.

XXII. Wir von der Gemeine / so der Ausforderung annoch unterworfen seynd / nemlich West-Gothland / Schwabenland / Pfälzen und das Groß-Fürstenthum

ANNO 1683. **Simland** (Woburg-Lehen aufgenommen / so nachher für die Haltung eines gewisss Anzahl Kriegs-Knecht gleichfalls aufgenommen hat) / welchem gleicher Gehalt / wie nothwendig es seye zur Sicherheit und Bestimmung des Reichs eine starke Mannschafft auf solche Weise kriegen in setzen. Darnachher wir auch die Ausfertigung die bey jüngstem Reichs-Lage Anno 1680 mit der Condition ist bewilligt worden / daß bestbe nach jedem folgenden Hoff dieses Regie 1683. / Jahr solle vermindert werden / in so fern in vorandern das selbige nach den Absichten von der Mannschafft geschehen mag / bey dem allen / welche der Ausfertigung noch unterworfen / nicht aber bey denen Knecht / so da der Haltung der Knecht / Woburg-Lehen / oder einer gewisss Anzahl der Kriegs-Knechte also untergeben seynd / und daß die Adeliche mit den Cron- und Frey-Bauren in Kriegs-Lanckten gleich vertheilt werden: wiewol alle die jense / so über 60. und unter 17. Jahre nicht den Haupt-Armen oder Mannschafften und geschickten mit der Ausrüstung versehen werden. In 3. Ursachen müssen alle Mannschafften / so bey denen Knechten / mit welcher Bestimmung untergeschickter seynen unter dem Vorwand / daß selbige unter dem Gebotung innerhalb den Grenzen eines Rittersitzes nicht gehöret und gesessen seynd / wie auch von den Städten und andern baulichen Personen / mit Zuehung und Annehmung des Volcks vertheilt werden / sammt dem / daß diese Kirchspiele und Dorfschafften gegen ihre Natur und Eigenschaft unter die Weir-Mannschafften und die Kriegswelt übergeben werden / und bestgen Hülffe nicht thun und eigentlich unterseht und rediret werden. Und im Jahr 1683. Königl. Majestät Kommen auch solcher Gehalt noch und in jeder gewisss Anzahl completet werden / so konnlich wir eine dergleichen Ausfertigung von einem jeden solchen Mann für das 1683te und dan so fern / wie es die Beschaffenheit der Zeiten und des Reichs Nothdurft erfordert nach Anzahl der Mannschafft oder Hoff zu versehen mögen / und 3. Königl. Majestät nach eigenen gütigen Gefallen vermittelst ihres ersten Befehl an die bevolgen Exter schreiben und thun lassen / besonders wann die Kriegs-Noth am härtesten ist / und die Zeit in Ansehung dieser Proemien alleine das West-Gothland und Emdenland / und dan wegen Entlegenheit des Gresh-Fürstenthums Simland und Ostfriesland / bloß mit der Ausfertigung in bewilligen / keine allgemaine Insumption der Städte thun / welche aber so oft je beschwer / wir uns vollummd vorbehalten haben / insofern wir es allenthalb vertheilt / vertheilt haben / gleich wie die andere Städte mit beymehnen und dergleichen unsere freye Einne demnach zu haben. Was aber die Ausfertigungen für sich belangt / so bleibet es sich darbey als oben gemeldet / wie auch der ausgefertigten Kriegs-Knecht Wohnungen und Unterhalt von ihrer Reut / hat es sein Verbleiben bey der beschriebenen Kriegs-Knechts-Einrichtung / so daß die Ausfertigungen nach dieser Zeit über alle die jense / die denkwürdig noch unterworfen seynd / wie auch die Cron- und Frey-Gronland Adelichen Bauren mit gleichen Rechte ihre anstündigen und auflegen mögen / und auff den Reichs-Lage oder allgemainen Versamlungen der Städte und anderst dergleichen baulichen und tractiren lassen dürfen: doch aber wir auch dem Gresh-Fürstenthum Simland tuns hiermit unterthänig verordnen haben / fern / da es unsrer in Kraft sich befindende Matz-Bücher seynen auf befinden würden / und die gütige Permission und Vergütung anhalten / daß wir auff solge Art und Weise / als Woburg-Lehen schon geihan hat / eine gewisss und beständige Anzahl Kriegs-Knechte zu halten annehmen mögen: Darum auch West-Gothland / Emdenland und Ostfriesland demnach in Unterthänigkeit bey uns / wiewol es sich mit der Zeit würde thun lassen / und sie es lieber als die Ausfertigung dergleichen und verlangen werden: Es sollen aber die Ilme Wohn-Städten / die zu der Kriegs-Knechte Unterhalt einander denen / die eine gewisss und beständige Anzahl Kriegs-Knechte zu halten auff sich genom-

men / oder von denen / die der Ausfertigung noch unterworfen seynd / angeboten werden / von den Mannschafften nicht abgehört / oder unter andern Zeit durch die Land- oder für Allee-Hoffe mit der Zeit erworben werden / sondern nach Inhalt 3. Königl. Majestät vor dem p-bliciter Placate, ansehung die Zuehung eines Frey-Bauren Gutes oder Hofes / zu allen Zeiten bey uns redet Hefen unabhöretlich verbleiben.

XXIII. und dann 3. Königl. Majestät bey unsern andern sonderlichen Begierden das bey uns unterseht werden / so haben wir eubilliglich beschließen und bewilligt / wir nam die künftliche Summe in Schweden und darunter wogende Proemien / wie auch im Gresh-Fürstenthum Simland hiermit beschließen und bewilligen in einer Kriegs-Beyleger (ohne die amnoch bey uns stehende Cronungs-Beyleger / welche wir in jert der vorstehende Eidmüß erlagen solten) nachst das wir sie einen jeden Knecht / der über 15. Jahr alt ist / 1. Thaler beschließen auch für eine Woch / die über 15. Jahr alt ist und bey uns dienst / einen halben Thaler Silber / 2. Thaler / so bey uns in Dienst seyn / unter dieser Dienst-Beyleger nicht mit verstanden und gemeint / als welche in Ansehung / daß wir sie für das gewöhnliche Korpssold aufgeben müssen / davon jährlich mögen der frey werden. Und im Jahr 1683. / welches das Cron in Gnaden abenden wolle / antzihen sollen / verfahren wir diese oberwachte Kriegs-Beyleger noch einmal zu vermindern / doch solcher Gehalt / daß wir nicht mehr als die Hälfte von den Dienstlochen Gölde / welche wir und die in oberwachter unser Schrift specificirt seyn / verfahren haben / aufgeben / nämlich 6. Mark 10. Schilling für einen Knecht / und 3. Mark 10. Schilling für eine Woch / die 2. Thaler aber für einen jeden Hoff / müssen und den in unsrer mehr erwehnter Schrift specificirten Termin des 1683. Jahres abgeben eines Abgangs bezahlt werden. Und diesen hienemst unterthänig / daß die Hängsling / so dazu arbeiten vermögen / und ander dergleichen Leuten dieses demnach beklagt werden und nicht frey bleiben mögen / damit sie nicht eckeln und lirsade haben mögen / sich aus dem Dienst ziehen / indem daß sie solch Kriegs-Beyleger als besser als die Dienstlochen haben würden. Wiewol wir aber nichts feindliches solch zugemuthet werden: so sehn wir die unterthänigen Anverwandt / vermöge 3. Königl. Majestät gütigsten Befehlens / daß wir mit dieser letzten und vermehnten Aufgab versehen und jährlich darvon der frey verfahren werden: wie auch daß die Bewilligung nicht auf die Dienstlochen oder andere Städte in einer Holz und Ernpol gegen werden. Wiewol es zum fräglichsten und unterthänigst hienit zu unser und unser Nachkommen Sicherheit wollen können haben. 3. Königl. Majestät bitten wir unterthänig / daß sie diese Bewilligung / die Verstärkung der Kommen zu 3. Königl. vermehrt färet Ausfertigungen an vornehmten Orten / wie auch in denen andern Provinzen nach Inhalt unserer Contracte / mit derer beständige Unterhaltung bey ihrer gewisss Zahl betreffend / und dann auch die rühmliche Erlohung der Kriegs-Beyleger auf verabredete und verschiedene Termine auff uns annehmen in Gnaden grüben wollen / als die wir so wenig und geben / als schuldig und pflichtig seynd / und eben / samt diesen / was in unsrem Vermögen steht / zu 3. Königl. Majestät und dem Barmenland Ehre und Ehrl. gerne zu mögen und bereit zu seyn. Doh wir zum dieses alle / als vor erwehnt / insofern wir es nicht anders annehmen tun / und in Nahmen unser so wohl als als annehmenden Mitbrüder auff diesem in jert verfahren 1683ten Jahre angestanden / und in diesem nächsten Jahr gedachten Reichs-Lage eubilliglich auf befinden / beschließen / und tuns darüber vollummd vereinigt haben / und als getrene und rechtsinnige Unterthanen bemelden geben und schuldig nachkommen wollen und sollen: Es haben wir hiermit gefirmit 3. Königl. Majestät Rache und Städte dieses mit unsern eigenen Händen unterschrieben / und unsere eigene / wie auch unser Seid und Ampter Insezel wohlvorsentlich hienit recht lassen.

So gegeben und geschrieben in Stodholm den 7. Tag des Monats Januarii im Jahr nach Christi Geburt im tausend sechs hundert und drey und achtzig. Doro

ANNO Dero Königlischen Majestät Rätthe / und derer sämtlichen Stände Erklarung / be- ANNO
1683. treffend höchstseliger Königl. Majestät Caroli Guiltavi Testament, 1683.

Wir unterzeichnete Ihr. Königl. Majestät Rätthe und Stände / Grafen / Freyherrn / Bischöfe / Fürstbischöfe und Adel / Priester / Krieger / Weidwälder / Wälderscheffere / und ganze Gemeinde / so auff jetzverlebenden Reichs-Tage berufen und versammelt seynd / thun hiernit kund und jurirsen / das nachdem Ihre Königl. Majestät in Gnaden beliebet / und allen vorzuziehsten / welcher Beschale in denen Anno 1660. verlesenen Proceßten sich befinden solle / das einige mit schriftlichen Expressionen und Calumnien Ihr. Königl. Majestät hochseligen Herrn Vater / Glorwürdigsten Andenkens / wegen zu des Reichs-Nothstand und Eckerheit noch verbleibenden und den Befehlen gemäß gemachten Testaments / unverantwortlicher Weise angegriffen haben / nemlich das Hochgemelte hochselige Königl. Majestät darinnen gegen dero Erbt / wider die Befehle und Dero eigene Versicherung gehalten / versprochen Ihr. Königl. Majestät verurtheilt / und sämtlich in Gnaden anzuweisen / das wir uns erklären / und mit unsern unterthänigsten Bedenken einstimmen möchten / ob dieselbe als christliche Patrioten getheilt haben. Gleichwie wir nun höchst beklagen / das durch eines oder anderen Proposition und calumnische Reden / gegen einen so Höchstreich würdigen König / nach dessen seligen Versterben / und bey dessen Ruhe im Grab / solches so allerdings unverantwortlich vorgesaunten seyn solle / das Ihr. Königl. Majestät seynd verurtheilt worden / nicht allein darnach inquiriren zu lassen / sondern auch die bestrafte schwere Calumnien und Verwürfe / der Ehre unterthänigsten Bedenken arbeits zu stellen / wir auch darneben gungsam bemerken können / die angeborne Liebe / so Ihr. Königl. Majestät zu Dero Herrn Vater / und desselben glorreichen Actionen tragen / und anbey begehren / das unsern unterthänigen Devotion und Pflicht von uns erfordert / nicht allein unsere unterthänigen Geservsamkeit gegen Ihr. Königl. Majestät als unsern jetzt regierenden König und Herrn zu bezeugen / sondern auch stets unsern zu höchstseligen Königl. Majestät tragenden Respekt und Ehren-Gedächtnis zu beweisen / als die wir nicht allein in Dero Leben bestlich geliebt und gehret / sondern auch nach

Dero tödtlichen Hinterricht höchst geduldet und beklaget / so geduldet und gegemet und dahero nicht auff andere Weise darüber zu erklären / als das diejenige Personen / wes Stands / Condition und Würden sie auch seyn mögen / die solche hatte und unverantwortliche Reden und Calumnien gegen Hochseligste Königl. Majestät geführt und ausgesprochen haben / und solchere Equivok Authores und Redens-Führer zu solch ansehnlichen Expressionibus gewesen / nicht anders angesehen werden können / als für solche die Gerechtigkeit Erbt und den unterthänigsten Respekt / so sie einem so großen und ruhmwürdigen König schuldig gewesen / verzeihen / und das sie deswegen nicht als christliche und rechte Patrioten gehalten haben / woran wir übrige Ihr. Königl. Majestät Rätthe und Stände ins gemein und insonderheit keinen Part oder Antheil nehmen / sondern solches zu ihrer Verantwortung lassen / die auf obgemelte Weise schuldig befinden werden können / und solch dergleichen ihnen schiden zum ewigen Eren und Ruhm / andern zu Warnung und Exempel / vor ungutrecht declarirt werden. Nachst diesen erklären wir auch / das nicht allein gemelte Proceßten / zugleich mit allen Acten / so diese Sache angehen / allerdings annullirt werden / gleich wie sie auch hiernit gänzlich annullirt und ungültig gemacht werden / sondern auch dergleichen / wor sich hernachmals unterrichten solle / hinauff eine Ansprach zu machen / oder auch so verurtheilt seyn / und sich schiden / gegen unsern allergnädigsten König und dessen Actionen oder Dispositionen etwas zu reden / derselbe gehalten werden solle / als der da gegen seinen Erbt / Treu und Pflicht gehandelt hat. Zu mehrer Versicherung / das wir uns solcher Gesalt vor uns und unsere zu Haus stehende Mitbrüder und Nachkommen erklären haben / als haben wir nachgeschriebene Ihr. Königl. Majestät Rätthe und Stände unserer und der andern wegen / dieses unterthänigen / und wohlwundersüchlichen unser und unserer Gesalbte und Heiliger Insignel darunter drucken lassen. Geschehen aus dem Königlischen Schloß zu Stockholm den 19. Decembre. 1683.

Dero Königlischen Majestät Rätthe und derer Stände Versicherung /

Ansehend Ihr. Majestät der Königin Leibeskind und Unterhalt.

Wir nachgeschriebene Dero Königl. Majestät Rätthe und Stände / Grafen / Freyherrn / Bischöfe / Fürstbischöfe und Adel / Priester / Krieger / Weidwälder / Wälderscheffere / und sämtliche Gemeine / die zu diesem in Stockholm nunmehr noch überlebenden Reichs-Tage seynd berufen und versammelt gewesen / beydes für uns selbst / und auch als Bevollmächtigte von unsren aus ihrem Orte zu Haus sich befindenden Mitbrüdern / thun kund / das nach dem Großmächtigsten T. pl. Carl der XI. der Schweden / Gothen und Wendens König u. unser allergnädigster König und Herr / in Erwägung der zeitlichen Dinge vorgänglichkeit / auff allen tödtlichen Fall (den wir von Herzen wünschen / das der allgewaltige Gott und Herr noch lange zu Seine Königl. Majestät damit versehen wolle) Ihr. Königl. Majestät Dero Heilichsten Gemahl / die Großmächtigste Fürstin und Frau / Frau Ulrica Eleonora / der Schweden / Gothen und Wendens Königin u. Erb-Prinzessin zu Dänemark / Dierwegen / der Gothen und Wendens u. unser allergnädigste Königin / auff ihrem Unterhalt / und die Einkünfte und Gelegenheiten die Seine Königl. Majestät beliebet und gesalben hat / auff bestlicher Liebe und Affection Ihr. Königl. Majestät bezugeln und zu versichern / von den sämtlichen Ständen haben wollen versichern lassen / und zu dem Ende gnädigst von uns begehrt / das wir eine solche Versicherung für uns und unsere Nachkommen geben und hinterlassen wollen. Darunter / weil höchstseliger Ihr. Königl. Majestät Gnade zu uns allen /

Tom. VII. Part. II.

wie auch dero große Verdienste gegen das Reich / so wohl als unser schuldiger Respekt und Dankbarkeit erfordert / beydes in diesem und allen andern Dingen unsere unterthänigste Willigkeit und Gehorsam darzu thun und beweisen / wie darzu auch umh den nachfolgenden / worzu Wir Ihr. Königl. Majestät unsern allergnädigsten Königin ihrer eignen hohen Person wegen verpflichtet und verbunden seynd / als verobliegen und verpflichtet wir uns / unsere Mitbrüder und Nachkommen / bey christlicher Leuthe Treue und Glauben / hienit aufs beste und kräftigste / als geschehen kan / das diejenige Disposition. die Ihr. Königl. Majestät unser allergnädigsten Königin zu Ihr. Königl. Majestät Unterhalt / weß andern Einkünften und Gelegenheiten zu machen / und schriftlichen verfaßten zu lassen / für gut befinden haben / von uns und eruchten Mitbrüdern und Nachkommen unverschränkt gehalten / in acht genommen und bestrachtet / auch in feinerley Weise und Wege / weder jetzt noch ins künftige übertreten werden solle. Zu mehrer Versicherung haben wir nachgeschriebene Ihre Königlischen Majestät Rätthe und Stände unser und der andern wegen dieser eingehändig unterzeichnet / und wohlwundersüchlich unser wie auch unserer Stände und Heiliger Insignel darunter drucken lassen. Es geschehen aus dem Schloß zu Stockholm den 17. Novemb. 1682.

Dero

ANNO Dero Königlich Majestät Rätthe und der Stände Erklärung: betreffend das 4. ANNO 1683. Capitul in dem Titulo ober Rubrica von des Königs Gerechtsame in den Provincial-Gesetz.

1683.

Wir unterschiedene Ihr. Königliche Majestät Rätthe und sämtliche Stände, die auf diesen allgemeinen Reichstag hier in Stockholm sind versammelt gewesen / thun kund / daß / nachdem Ihr. Königl. Majestät durch die Ihre so wohl von der Ritterschaft und dem Adel / als Priesterschaft / Bürger- und Gemeine überreichte Schreiben / sich veranlaßt worden / Dero Stände unterschiedenest Weisung gnädigst einzuholen / wie und welcher Gestalt das 4te Capitul von des Königs Gerechtsame in denen Provincial-Gesetz von ihnen verhanden werde / und den freier / wie weit Kraft besagten Capituls Ihr. Königl. Majestät berechtigt seyn / das Leben zu geben / auch wie weit nach dem 1. 5. keltigen Capituls bey des Reichs großen Drangsalen und unvermeidlicher Nothdurft Ihr. Königl. Majestät Macht und Gewalt haben / solches entweder mit oder ohne der Stände insgemein / eines Standes besonders / oder eines jeden Donatarii Consens und Bewilligung mit Recht wider zu nehmen / und damit zu des Vaterlandes Gut und Besten zu disponiren / Als haben wir unsere unterschieden obliegenden Schweligkeit dieses solches ganz genau und eigentlich überlegt / und solches Gestalt unser unterschieden Gedanken und Weisung hierüber eröffnen solten / daß wir es für ganz ungernmalt halten / von anderer Weisung und Gedanken zu seyn / als daß Ihr. Königl. Majestät als unser vollmächtiger König Macht und Gewalt habe / das Leben zu geben / und die Cron-Güter mitre einem oder andern Nahmen / Tital und Condition / Donatarien-weise an dero getrene unterthanen überzulassen. Gleich wie nun das seyn-geden in Ihr. Königl. Majestät Macht und

Gewalt steht / also halten wir auch ebenmäßig dafür / daß sie gleichfalls Gewalt haben / es mögen alldieweil oder auf andere Conditioes und Bedingen verordnete Güter seyn / dieselbige mit allem Recht zu verwehren / und bey des Reichs großen Drangsalen und unvermeidlicher Nothdurft darüber zu des Vaterlandes Nutzen und Besten zu disponiren / und daß weder die Stände uns gemein / oder einiger Stand insonderheit / widernüchiger Donatarius / hierinnen zu wider / zu widerprechen / oder anzuwürgen haben / sondern daß solches alleine von Ihr. Königl. Majestät als unsers allgemächtigsten Königs und Herrn gnädigsten Selbsten und Gesellen deponire / und können jemand Privilegien oder Privat-Nutzen dafelbe im geringsten nicht hindern / zumahlen solches nicht mehr gethen kan und muß / als des Königs Gerechtsame und des Reichs allgemeine Wohlthat / Es ist aber hierbey unser unterschiedenest Beghehen und Ersehen / daß die Cronen-Güter und unverweiglichtes Eigenthumb alldieweil und zu ewigen Zeiten nicht veräußert werden mögen / welches wir demnach Ihr. Königl. Majestät Gebundenheit unterschiedenst einheimlich. In solcher Bewilligung / daß wir uns solches Gestalt / als oben verordnet ist / und von uns / auch unseren anheimlich fremden Mitbrüdern und Nachkommen unverträglich soll in acht genommen werden / erkläret haben / Es haben wir Nachgedruckte ne Ihr. Königl. Majestät Rätthe und Stände / unseren und der andern wegen / dieses eingebracht unterschieden und wohlweisentlich unser / wie auch unser Elde und Heubter Inseßel darunter seyn lassen. Geschien auffn Königlichem Schloß in Stockholm den 22. Nov. 1683.

XXVII.

10. Janv. Vergleich im Nahmen Johann Georgs des Dritten Churfürsten zu Sachsen / und denen Graffen zu Schwarzburg / Albrecht Anton / Christian Wilhelm / und Anton Guntherm / wegen praelirung einiges von denen Graffen Reichs-Contingents / auff 3. Jahr getroffen. Worinn Ihre Churfürstliche Durchleuchte versprechen / die benannte Graffen währenden gefährlichen Laufften von allen Einquartirungen / Durchzügen / und Exactionen zu garantiren / auch wann eine Bewilligung an Volk oder Geld aus Reichs-oder Ehren-Völkern beschefte / solche / statt ihrer zu stellen und zuzahlen. Dahingegen aber obbesagte Herren Graffen Ihre Durchleuchte jährlich zwey und zwanzig tausend Thaler zu erlegen sich verpflichten. Geschchehen zu Leipzig den 10ten Janu. 1683. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. II. Absatz II. pag. 659.]

C'est-à-dire.

Convention pour trois ans, entre JEAN GEORGE III. Elekteur de Saxe, & ALBERT ANTHOINE, CHRISTIAN GUILLAUME, & ANTOINE GUNTHER Comtes de Schwarzbourg; par laquelle l'Elekteur promet de les garantir en cas de Guerre de tous Quartiers, & Passages de Troupes, & de toutes exac-

tions Militaires, comme aussi de fournir pour eux les Quotes au Continent qui pourroient servir à leur charge tant en hommes qu'en argent, moyennant la somme de 22. mille écus par an qu'ils promettent de lui payer. A Leipzig le 10. Janvier 1683.

Iu wissen / Nachdem dem Durchlauchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Johann Georgen dem Dritten / Herzogen zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / des Heil. Röm. Reichs Erb-Marschall und Churfürsten / Landgrafen in Thüringen / Marggrafen zu Meissen / auch Ober- und Nieder-Lauff / Burggrafen zu Magdeburg / gefürsteten Graffen zu Hainneberg / Graffen zu der Mark / Ravensberg und Rudow / Herrn zu Ravensstein u. d. sämtlichen Herren Graffen zu Schwarzburg / als Herr Albrecht Anton / Herr Christian Wilhelm / und Herr Anton Gunther / Gewerter und Gebrüder / der Dero-Graffen des Reichs u. unterschiedenst zu erkennen gegeben / was massen sie die gegenwärtig gefährliche Conjunctionen / da alle Stände des Reichs in Verlesung seyn / angehen / auch wie bey so bevorstehenden Laufften sie mit Beytrag oder widerlicher Bequartierung nicht wohl versehenet bleiben dörfen / reichlich erlegen / und darneben zu Verhütung dessen mit Ex. Churfürstl. Durchl. zu Sachsen wegen eines Beytrags sich zu vergleichen gemeiner waren / eröffnen / auch zugleich ein und andere Veranlassung zu solchem Ende geben / Als haben wir hochfürstliche Ex. Churf. Durchl. zu Weisung dero dem Churf. Hauß Schwarzburg zugehörigen Churfürstl. Stände / des Landes und Herrzen des oberschiedlichst angenommen / eine Zusammenkunft nach kürzlig betheilt / und ihrer Seiten dero Ober-Post-Marschall / würdlichen geheimen Rätthe u. insgeden dero Cammer- / Directoren / Herrn Friedrich Wolffen von Langewitz zu Spremberg u. und Herrn Christoff Dietrich Wosken zu Francken und Wolbitz u. die Herren Graffen aber ihres Theils / den Cantzler zu Sonderrhausen / Herrn Gultav Christian Happen / Com. Palat. Cejar. obden abgefertigt / welche denn nach producierter Legimation zur Conferenz erschienen / und nach angenommener künftiger Unterredung / folgendes behandelt und verglichen:

1. Versprechen Ihre Churfürstl. Durchl. zu Sachsen u. die Herren Graffen zu Schwarzburg / und dero Graf-

ANNO 1683. und Herrschaften / so lange diese Tractaten stehen / von aller Einquartierung / Durchzügen / Sammel-Plätzen und Exactionen zu garantiren / da es nöthig / zu ihrer und der Graffschafft Weidung einige Troupes in solches einrichten zu lassen / jedoch / daß von ihnen / außer dem bloßen Bedarf / nichts gefordert / sondern der Officier und Soldat vor sein Geld in jeden gehalten werden / dahero auch derer Herren Graffen Erinnerungen von dem commandirenden Officiere jedesmahl gerne angenommen / und der Befehlere / da sich einige ereignete / abgeholfen werden soll.

2. Würde während Vergleichs einige Verwundung am Leib und Gliede auf Reichs- oder Graffschaff-Belagerungen / müssen Thun. Durch. zu Geschehen / die besten Heere Graffen nach der Matricul. oder sonstigen gemachtem reparation zusammenbe Contingent der Mannschafft / auf ihr unterthänigstes Erinnen / jedesmahl vor sie stellen / und ohne derselben Zuthun bezahlen. Solt auch / welches GOTT gnädiglich verhüte /

3. Die Contagion in solcher Zeit bey der Graffschafft der gefalt überhand nehmen / daß einige Städte oder der größte Theil eines Landes zur Abtheilung unweidig gemacht würde / und auch die Herren Graffen vor sich heraus nicht erheben könnten / auf den Fall wolten ihre Churfürst. Durch. solches in Consideration ziehen / und sich mit der moderation derauf bezeigen / daß dero gnädigste Zuzugung und Mitleiden / in dinstündiger moderation zu führen seyn solte / und wolten

4. Die Künere Heringen und Keldra jederzeit mit Thüringen nach proportion die Einquartierung tragen müssen / so hat es dabey nachmahls sein Bewenden. Jedoch wolten ihre Churfürst. Durch. an dero Graffschafft- und Künernem jedesmahl die billigmäßigst-Üblicher hiehin zu beobachten / Beschl ertheilen / und der gefalligen Ungleichheit abhelfen.

5. Künernem versprechen die Herren Graffen zu Schwarzburg. Churfürst. Durch. / so lange dieser Tractat steht / jährlich zwey und zwanzig tausend Thaler zu bezahlen / den 1sten Febr. nächst künftigen zum Anfang zu thun / zu Ende desselben Monats die Zahlung an 1683. Thaler 8. Gr. zu leisten / auch also Monatlich damit zu communiciren / worzu dem ihre Churfürst. Durchlaucht. denen Herren Graffen / wou der Unterthanen und Vassallen sammt waren / durch militärische Execution an die Hand zu geben / gnädigst erdösigen.

6. Soli dieser Vergleich von gedachtem 1. Febr. nächst künftigen angetrucken seyn / und bey 1. Febr. nächst zum 1. Febr. 1686. communicirt / so wirt denn / daß durch des Allerhöchsten Gnade binnen dieser Zeit mit der Eon-Rundreich der Friede erfolget / und der Friede geschlossen worden / auf welches Fall diese Abhandlung und reciprocierte praestitum / so dann jedoch ipso facto cessiren. Alles gerentlich und sonder Geschre.

Zu Urkund haben die Churfürst. Sächs. auch Gräff. Schwerburgische anwesende Abvocatene / diß auf ihrer reip. Durchlauchtigsten gnädigst und gnädigen Herren Principalen Ratification / diesen Vergleich unterschrieben / und mit ihren Adelschen angehörnen auch gemöthlichen Persönlichkeiten bekräftiget. Und ist jedem Theil ein Exemplar ausgefertiget worden. Geschehen zu Leipzig den 10. Jan. 1683.

(L.S.) Friedrich Adolph von Hanzewik.

(L.S.) Christoph Dietrich Rosp.

(L.S.) Caspar Christian Rapp.

XXVIII.

14. Janv. Reces zwischen Ihre Kaiserliche Majestät Leopold. und Seiner Fürstlichen Durchlaucht Ernest August Bischoff zu Osnabrück / und Herzog zu Braunschweig Lüneburg aufgerichtet / damit die Intendirete heylsame Reichs-Verfassung zur Wirklichkeit gebracht / mittelst dessen der Friede im Reich nach Inhalt der Münsterischen und Nimwegenischen Tractaten aufrecht erhalten / und alle Stücker in. Hannover den 14. Januarii 1683. Absch des Her-

TOM. VII. PART. II.

1683. Ratification vom 20. Jannar ANNO 1683. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

C'est-à-dire,

Traité conclu entre Sa Majesté Imperiale LEOPOLD & le Serenissime Prince ERNEST AUGUSTE Evêque d'Osnabrück Duc de Brunswick-Lüneburg, en conformé & en execution des Résolutions saluaires de l'Empereur & de l'Empire, pour la défense de la Patrie & pour y conserver par ce moyen la Paix & la sûreté selon la Tenue des Traité de Westphalie & de Nimègue. A Hanover le 14. Janvier 1683. Avec la RATIFICATION du Prince, Evêque d'Osnabrück. A Hanover le 20. Janvier 1683.

On Gottes Gnaden Die Ernst August / Bischoff zu Osnabrück / Herzog zu Braunschweig und Lüneburg etc. Iründlich hienit und bekennen / Demnach zwischen dem Allerhöchsten Kaiserlichen / und unüberwindlichen Fürsten und Herrn Herrn Leopold / Erwehnten Römischen Kaiser / zu allen Zeiten Meistern des Reichs / in Germanien / zu Hungarn / Böheim / Dalmatien / Croatien und Slavonien König / Erb-Prinzogen zu Österreich / Herzogen zu Burgund / Brabant / Savoy / Elsbeyn / Graubündens / Böhmen / Ober- und Nieder-Schlesien / Fürsten zu Schwaben / Maragassen des Heiligen Römischen Reichs / zu Burgau / Wäthen / Ober- und Nieder-Löwen / Fürstlichen Graffen zu Habsburg / Tyrol / Pfirt / Kyburg / und Gört / Landgraffen in Elßass / Herrn auf der Windischen Mark / zu Vorteman und Salins etc. und uns / zu des allgemeinen Reichs Erbherren / Bischoffern / Grafen / Freiherren / und sonstigen Standen / die durch die Reichs-Verfassung und darauf gegründeten Gemeinlichen Friedens / durch besterbest dazu bewilligte Minnros abgetret und geschlossen worden / allermaßen der darüber ertheilte Reces von Wort zu Wort lautet / wie folgt.

Zumissen seye hienit / nachdem die Römische Kaiser auch zu Hungarn / und Böheim Königlich Majestät in fröhllicher allerhöchster Erhebung des geistlichen Obermeinen Zustandes / zu auffrecht-Stellung des Reichs-Friedens / und darauf gegründeten Gemeinlichen Friedens / auf Reichs-Materieller side und Worzug / gut zu seyn trachtet / sich gegen alle androhende Gefahr und Wodruck / sinemahlen die zu Regensburg bewilligte allgemeine Reichs-Verfassung zu gehöriger Würdlichkeit noch nicht gelangt ist / mit einigen Ständen im Reich / welche zur gemeinen Defension vor andern auflösen gesist / in Vertheilung sich (noch ohne herdurch denen künftigen allgemeinen Reichs-Conclaus zu derogiren) zusammen setzen / und den / nach gegessener Communication befunden haben / daß der Hochwürdigste / durchlauchtigste Fürst und Herr / Herr Ernst August Bischoff zu Osnabrück / Herzog zu Braunschweig und Lüneburg etc. in tren-officiärer / patriotischer / höchst-rühmlicher Bestimmung zu solcher Kaiserlicher gnädigsten Intention zu concurriren allerbeyn genügt / bereit / und erwiekt seye / daß demnach zwischen Allerhöchsten Kaiserlichen / und Kaiserlichen Majestät und höchsten nanter Ihrer Durchlaucht von besterbest dazu Bewilligten Gesandten solche Zusammenkunft abgehandelt und verglichen seye / wie folgt:

1. Solle der Zweck dieser Zusammenkunft seyn / damit die von der Kaiserlichen Majestät und dem Reich vorläufig intendirte heylsame Reichs-Verfassung gegen wärtigen geschiedten und geschehen können / auf Eingangs besagte Maß / endlich zur Execution und Wirklichkeit gebracht / und muelich dessen der Friede im Reich / nach Inhalt des Münsterischen / und darauf fundirten Nimwegenischen Tractats / aufrecht erhalten / die Contraventionen abgetret / und alle ständliche Störungen / Evacuationen / Invasionen / Turbationen / Gewalts / und widerrechtliche Zusammenkünfte von dem Reich / dessen Ständen und Gliedern mit V�druck abgetret / dieselbe hingegen bey der nothwendigsten Umständen Libertät / Reden und Geredlichkeiten / in Fried / Ruh / und Sicherheit manumetret werden können und mögen.

ANNO 1683. II. Zu welchem Zweck an Ihre Durchleucht inclusive

Ihres zu einer Reichs-Commiss von sechzig tausend Mann zu stellen haben den Comingen / ein Corpo von zehn tausend Mann / als sieben tausend zu Fuß / und drey tausend zu Pferd / die Dragoner darunter begriffen / oder aber sechs tausend zu Fuß / drey tausend zu Pferd / und fünf hundert Dragoner / alles Geworbenen / guten und wohlgeübten Weibes / inclusive der prima Plana, ohne Verzug der gestalt zu stellen annehmen / wie in dem hies nach folgenden vierzehenden Artikel determinirt.

III. Und damit dieses Corpo so viel und so bald möglich verstärkt / und eine glückliche Armee, mo möglich / von sechzig von sechzig tausend Mann daraus formirt werden sollte / wollen wir Ihre Durchleucht sich euffricht bemühen / ohne sich doch in dem Effect zu obligiren / nicht allein die übrige Glieder Dero Durchleuchtigen Hauses / doch die Ihrigen und anderer Reichs-Stände / etwa übernehmendes Comingen in der Reichs-Verfassung mit Ihrer Kaiserlichen Majestät gnädigster Bewilligung dieses Corpo an Mannschafft ohnvermehrt dergestalt annehmen / sondern auch noch einige andere Witt-Einzelne / doch die Ihrigen / in einbringen. Es wollen aber Ihre Kaiserliche Majestät zu diesem Ende / und in mehrerer theil Facilität / damit es förmlich unter dero allerhöchsten Autorität und Statuten gehörend beschick / an die Stände / so darzu in Vorschlag kommen / allergnädigste Requisitionales ertheilen / und Ihres Allerhöchsten Erbes es dahin / damit auch andere Stände mehr zu begünstigen sich versehen mögen / dirigiren.

IV. Zu diesem ganzen Corpo werden Ihre Durchleuchtigen General-Statthalt / und in Ihrem absonderlichen Corpo der zehn tausend Mann / auch die Regimente alles mit guten erfahrenen / Ihrer Kaiserlichen Majestät und dem Reich sowohl / als Ihrer Durchleucht getreue Officiere zu nominiren / auch die zu gedachten Ihrem Corpo der zehn tausend Mann benötigte Feld-Artillerie mit allem Zubehör hergeben / wassien auch die allocierende Einkünfte ihrer componirten Truppen die proportionirte Artillerie, und deren Zubehör beyzulegen zu des Reichs Diensten sich nicht entziehen werden.

V. Mit diesem Corpo verbinden sich Ihre Durchleucht in dem in dem ersten Artikel ausgedruckten Ende / und also an solchen Orten zu agiren / also / und wie die Kriegs-Operationes zu führen / von denen ständlichen commandirenden Häubtern zu Anfang der Campagne concertiren / und darauf notwendig alleit von Ihrer Kaiserlichen Majestät approbirt / und gut befinden zu lassen soll / wassien das ganze Brevet unter Ihrer Kaiserlichen Majestät Direction steht / doch daß Ihre Durchleucht Corpo, wann es die Kriegs-Ration nicht anders erfordert / am unteren Rhein-oder Mosel-Ströhm gelassen werden soll / sie auch Ihre unterhabende Mannschafft einiger qualitätsreichen Erben oder Potenz zu Hülf zu führen / oder zu suchen so wenig obligirt / als befragt und beauftragt sein sollen: Es sey dan das letztere mit Vorwissen oder Gutbefinden Ihrer Kaiserlichen Majestät / oder daß der Gemeinen Reichs-Rath circa in der nahe stehenden Allüren / bey einer verhandenen Importation unternommen / oder andringenden Gefährlichkeit zu succurriren erfordert / und die Zeit nicht eilte / Ihrer Kaiserlichen Majestät Approbation darüber einzuholen.

VI. Wollen Ihre Durchleucht zu keiner Zeit obligirt sein / Ihre eigene Bolder eines andern Commando zu untergeben oder zu theilen / sondern es sollen sowohl die Truppen / welche Ihre Kaiserliche Majestät aus den übrigen darzu zu stellen / allergnädigst gut finden mögen / als die jungen / welche ein oder andere Stände / zufolge des dreien Artickels hinzusetzen werden / unter Ihrer Durchleucht Commando stehen.

VII. Ihrer Kaiserlichen Majestät steht bevor / dieselbe Bolder / wann sie sich auf Ihrer Durchleucht landen / wie auch alle Jahr bey anstehenden Wählung aus den Quanten nominiren / wassien zulassen / drey einen Militarium zuhalten / welcher mit zum Kriegs-Rath gezogen werden / und über die vornehmende Operationes, nach Dero Kaiserlichen Intention zu consultiren / doch Ihrer Durchleucht da / und so lang Sie mit diesem Corpo absonderlich agiren / das Votum decisivum (in so weit dasselbe auf den Effect des gemachten Haupt-Contractus collumirt) allein vorbehalten sein soll. Wann aber sich ein solches Occasion zu Wählung der gemeinen Reichs-Rathes erheben / oder sich erheben / und die Zeit nicht eilende mehr / mit den übrigen Commandirenden Häubtern daraus zu communiciren / solchen falls hat es nicht die Meynung / daß Ihre Durchleucht alsdann

die Hände dergestalt gebunden sein sollen / daß Sie solches Gelegenheit / in so weit dieselbe auf das gut des gemachten Haupt-Contractus absteht / aus Händen selbst ziehen lassen müssen.

VIII. Dessen aber Ihre Durchleucht unterhabendes Corpo zu der Kaiserlichen oder anderer Reichs-Armee stoßen soll / bleibe Ihrer Durchleucht nach das Commando darüber einen Weg als den andern / es wolle dan / daß Kaiserliche Bolder mit darunter begriffen / welche im Fall der Conjunction, so lang dieselbe nöthig / zur Kaiserlichen Haubts-Armee dithen göllich / es müssen aber unter denselben ständlichen commandirenden Häubtern mit guttem Berathen und Harmonie in ordentlichen Kriegs-Rath / die Kriegs-Actiones concertirt / und folglich geführt werden.

IX. Ihre Kaiserliche Majestät wollen bey denen Ständen / so nach Ertrag Ihres Kaiserliche-Contingents Ihre Bolder auf deroelben gut finden / und Requisition unter Ihrer Durchleucht Corpo und Commando stellen / daran sein / doch die Ihre Officiere und Officiere / damit schärfst Dreyer und Discipeln gehalten werden förm / richtig begehren / auch Ihre Truppen / weder im Sommer noch Winter zurück setzen / sondern dieselbe alleit unter Ihrer Durchleucht Commando, an denen Dreyer auch recruitiren und zahlen lassen / wie die Kriegs-Ration es erfordert / und des Dancianisches Dienst und Besatz erfordert / auf daß die Kriegs-Operationes nicht gehindert werden mögen.

X. Wann Hauptbelagerungen sollen vorgenommen werden / wollen Ihre Kaiserliche Majestät die Belagerte Stände zu Besatzung und Dancierung des fortwährenden Gefährtes / wie auch das gesamte Reich / daß die Belagerungs-Kosten / misst ein absonderlichen Anlage / beygebracht werden mögen / allergnädigst requiriren / zumahlen von Ihrer Durchleucht Dero Wunsch ein mehreres / als dero Reichs-Quota nicht erwartet werden fan / nach solle. XI. Dagegen sollen die mit diesem Corpo recuperirte Dreyer dem oder denen jenen Ständen unter Ihrer Kaiserlichen Majestät mit des Reichs Oberbesten Rathestat restituirt werden / wassien dieselben wassien zugehört / und entzogen sind / jedoch mit diesem Vorbehalt / daß unter Ihrer Kaiserlichen Majestät allergnädigste Genehmigung die Restitutio nicht ehe zu geschehen / bis die Ratio Belli es zulassen könne.

XII. Wann dieses Corpo von einem Drey in Reich nach andern marchiren soll / ist der Dreyer nach dem Reichs-Constitutionibus, und der Kriegs-Ration einzurichten / auch außer dem Dreyer und Nach-Dreyer das geringste / wie es Statuten haben mögen / nicht zu präcediren / weniger zu exziren / gleichwohl aber höchsten Autorität / allenthalben frey / offen / und ungehindert / doch obnachtheilig zu verfahren.

XIII. Dagegen haben Ihre Kaiserliche Majestät auch Ihre Durchleucht in Dero guten Intention zu stellen / so wohl zu einiger Erhaltung der verwilligten Drey- und jeheden aneinander Unterhaltungs-Kosten / als künstlich zu Sublevation der monatlichen Verpflegung des Corpo der zehn tausend Mann mit alle Zuggehör deroelben allergnädigst zugesagt und versprochen / daß die Ihre Jährliche und alle Jahr / so lang diese Tracht währet bey denjenigen Ständen / welche Ihre Mannschafft selbst nicht stellen / eine ergiebige Summe assigniren / Dero Kaiserliche Anweisung und Requisitionales-Ertheilen aber nicht ausantworten lassen wollen / bis die Kriegs-Actiones, es sey defensiv oder offensiv wirklich aufgehen werden.

XIV. Damit aber solche Zeit abzuwarten / und inzwischen die soll des Unterhalts allen gutragen / Ihre Durchleucht nicht zu schwer fallen möge / versprechen Ihre Kaiserliche Majestät allergnädigst hiemit / daß Sie deroelben für erst zum Dubio solches Zuwartung auff drey Monath von der Ratification dieses Tractats an zu rechnen fünfzig tausend Reichsthaler es proprio rationem / und zwar die Hälfte so fort bey der Ratification dieses Tractats / die andere Hälfte aber sechs Wochen hernach ausgeben lassen wollen. Dagegen Ihre Durchleucht sich obligiren so fort von Zeit der Ratification anzu-

* Assigniren wollen 700000. Reichsthaler / und zwar der gestalt / daß Sie davon inden Monath 1683. Reichsthaler 20. Tausend zu erheben haben sollen / und die übrigen von Ihrer Kaiserlichen Majestät zu dem Ende benannte Stände henden in einer absonderlichen mit unterzeichneten Designation lit. A. specificirt.

ANNO 1683.

ANNO
1683.

anzurechnen / für erst sieben tausend Mann / nemlich
fünf tausend zu Fuß / und zwey tausend zu Pferd / zu
Marche parat zu halten / und das Supplementum zu
den obgedachten zehn tausend Mann / gleich nach Ablauf
sechs Wochen / nach folgender Marche gleichfalls zu stellen
bistern nun in der Zeit der drey Monath die Esachen
noch nicht in solchen Zustand kommen / daß die Marche
Ihrer Durchleucht Dilecti mit Ablauf der drey Mo-
nath zu Werde zuweilen / wollen Ihre Kaiserliche Ma-
jestät Ihre Durchleucht zeitig vor deren Endigung / der
Zurichtung halber mit weiterer Satisfaction / nach Pro-
portion vorgemelter fünfzig tausend Personen ver-
sehen / Ihre Durchleucht hingegen mit Parat-Haltung der
zehn tausend Mann für erst / und in der Obligation
das Supplementum zu zehn tausend Mann / gleich nach
Ablauf der sechs Wochen nach der Marche zu stellen /
continuirn. Sobald es aber zur würdlicher Movirung
kommen solte / * muß der Effect der in vorgeschriben
Articul bedachter Kaiserlichen Anweisung und Requi-
sitionen-Eschreiben einen würdlichen Anfang.

XV. Und überdem Ihre Kaiserliche Majestät zu
solcher Obligation nicht allein die assignirte Schinde
genüßig zu vermerken / sondern übergeben auch Ihrer
Durchleucht die strege Execution auff das gesamte alig-
nirte Quantum / und so lang sich / Vermög dieses
Tractatus / ein Nothstand erfinden wird. Ihre Kaiserliche
Majestät wollen sich zwar nicht versehen / daß einiger
Abgang an dem assignirten Beytrag sich finden werde /
gestalt Sie und Ihre Durchleucht dessen würdlich hab-
haft zu machen / Dero Autorität nachdrücklich zu inter-
poniren / und alles justum erheben und bereit seyn / was
Ihre Durchleucht Kaiserliches Ampt diefalls mit sich bringet
bistern jedoch solcher Gestalt das intendirte Quantum
nicht jureichig seyn / sondern ein Abgang sich zeigen
würde / den Ihre Kaiserliche Majestät durch Dero
Autorität nicht remediren können / wollen sie dafür
nicht einstehen / noch zur Indemnification oder Satisfaction
verbunden seyn / bezeugen auch solchen falls Ihre Durch-
leucht das velle Quantum der zehn tausend Mann zu
unterhalten nicht obligirt seyn / sondern Ihre bevor-
zugt solle / sich nach Proportion des abgehenden Bey-
trags zu reduciren.

XVI. So reserviren auch Ihre Kaiserliche Majestät
dabey per expressum / daß in der assignirten Schinde-
landen / die Residenten / Besessenen / Schöffen / Städte
und begrieffen beyder Orten / noch daß Sie sich zu
dem assignirten Beytrag zuverleihen bequemen / von Ein-
quartirungen frey / und zu völliger Disposition der pos-
sederenden Esachen und Herrschaften / und ein jeder deren
bey dem geschribenen Respekt / absonderlich aber auch die
Religion / und deren Exercitium / Geistliche Güter / und
sonst alles nach denen Friedens-Instrumenten in salvo
erhalten / und in statu quo opprobriert gelassen werden.

XVII. Dahingegen versprechen Ihre Durchleucht / daß
Sie Dero Truppen ohne jemandes Beschwerde nicht
besahen / Winter und Sommer unterhalten / auch auf
Dero eigene Kosten idemahel rekrutiren / auch so wohl
im Feld / als auff Marchen / auch in Städten / und Dör-
fern / wo sie / der Kriegs-Ration nach / verlegt werden
möchten / für Ihr dabeyes Galt zehren / ausser dem blossen
Obdach und rauch feuer (worunter das Fouragiren / von
die Truppen im Feld seyn / der Unangenehmkeit nach /
mit begrieffen) von niemanden ohne Bezahlung etwas
pretendiren / jedweder Landes-Herr aber willig seyn solle /

* Nömen die Assignationen auff die jährliche 20000.
Reichsthaler oder 8333. Reichsthaler 30. Crei-
zer monatlich ihren Anfang / und damit Ihre Durch-
leucht wegen des vorgestanden Vorwurfs auch einiger
Erlaubung sich zu erretten habe mögen / so sollen nach
des Reichs-Beurtheilung oder Friedens-Vortheil abgemessene
für sichbende Assignationen auff so viel Schinde / als
monatlich 2100. Reichsthaler austragen / nach 6. Monat
währen / und so solchen Schuch noch denen Assigna-
tionen die Anweisungen und Requisitions-Eschreiben an so
viel Städte / nach Inhalt der auch mit unterschribenen
Designation lit. B. von welchen monatlich 16000. Reichs-
thaler ersolgen können / unterantworten lassen / und sollen
selbige bis zu erledigender würdlicher Movirung der Dile-
cti aus Ihrer Durchleucht landen / lauffen und bezie-
hen werden. Solte aber Ihre Kaiserliche Majestät noch nicht
gut befinden / diese Interims-Assignation nach Ablauf der
vorgemelten 3. Monathen in Effect zu setzen / wollen Sie
Ihre Durchleucht zu 16000. Reichsthalern so viel aus der
größten als in Compilung berührter Summe nöthig /
zugestehen werden.

auff Requisition / die Lebens-Nothdurft für Menschen
und Pferd und billigen Kauff / und wo möglich auch an-
den durchgehends im Reich anordnenden gleichen Preis
und Taxa anzuweisen julleßen.

XVIII. Zum wenigsten aber wollen Ihre Durchleucht
für diese zehn tausend Mann / noch unter einigen Pretext
von Ihrer Kaiserlichen Majestät oder den Reichs-Stän-
den und Gliedern einige weitere Anlagen / Quartier /
oder sonst etwas / wie es Nothmen haben möge / for-
derren.

XIX. So wollen Ihre Durchleucht auch der Ihre
assignirte Schinde mit diesem Corpo / so viel möglich /
und so gut als Ihre eigene Lande / gegen Gewalt zu de-
fendiren / verbunden seyn.

XX. Wan einige Contributiones ex officio mit die-
sem Corpo solten behauptet werden / send Ihre Kaiser-
liche Majestät zuversich / daß dieselbe Ihrer Durchleucht
ohne Xingierung Ihrer Assignationen / und denen so Ihre
Truppen mit Ihre conjungiren lassen / nach Proportion
verbleiben.

XXI. Dessen Ihre Durchleucht mit Spanien / En-
geland / oder Holland / oder sonst jemanden ein bishen
nicht unvorteilhaftes Feder / zu des Gezeiten und
mithin des Reichs Besten Beförderung treffen / und zu
dessen Beförderung noch ein ander Corpo formiren würde
solte Ihre solches frey stehen / und von Kaiserlicher Majestät
darin keine Hinderung gethan werden / Dessen aber
höchstdenckliche Ihre Durchleucht das in diesen Focdere
vorgedachtes Corpo von zehn tausend Mann ganz /
oder halb denen Reichs-Aliiirten ausser Zweifel zu
führen wollten / solte darüber in alle Weis verordnet
Ihre Kaiserlichen Majestät Consens / und Einwilligung er-
fordern werden. Und falls Ihre Kaiserliche Majestät
denselben ertheilen würden / zeigten die von Ihrer Kai-
serlichen Majestät Ihrer Durchleucht ertheilten Assigna-
tionen / nach Proportion der ausführenden Truppen /
Es sey bann / daß es anders verfahren werde.

XXII. Dahingegen bleiben auch Ihre Durchleucht
verbunden / wann es Ihre Kaiserliche Majestät oder des
Hanselands Rath oder Dinst erfordert / das Corpo
wiederum auff dem Ruckfah Boden zu stellen.

XXIII. Ihre Durchleucht send ganz willig / und es
bierig / so wohl auff diesem Deputations-als Reichs-Grat
und anderer Conventen / mit Ihrer Kaiserlichen Ma-
jestät zum Behen des Reichs anzuwenden heysamen In-
strumenten über alle Occurrenten in verordneter Commu-
nication vorsehen / und mit derselben die Voia und Weis-
ungen concertiren julleßen.

XXIV. Ihre würdlichen Kriegs-Action und
Rupur wird kommen seyn / solte kein Theil ohne des
anderen Bewilligung / auch Retention dessen / daß ein
oder anderer / da Gott vor sey / an Land und Leuten bey
dem Krieg verliert möchte / Fried oder Einstand ma-
chen / noch ohne des anderen Participation sich darüber
in Tractaten einlassen / und damit Ihre Durchleucht
durch Ihre Ministros zu concurriren auf keinerley Weis
schwer gemacht werden möge / So wollen Ihre Kaiser-
liche Majestät die allergnädigste Verordnung ihrem Am-
bassadeurs mitgeben / daß Sie bey Ihnen / oder sonst
keinem solchen Unterscheid vorgeden sollen / so Ihre
Durchleucht Dignität nachtheilig seyn solte könne.

XXV. Wären auch Ihre Durchleucht / aus was Ur-
sachen / und unter was Pretext es geschehen möchte / in
ders eigenen Landen angegriffen werden / oder auch die
Graß / worin dieselbe gelegen / oder die von Ihrer Kai-
serlichen Majestät Ihre Durchleucht assignirte Schinde
in Gefahrlichkeit gerathen solten / ertheilen Ihre Kaiser-
liche Majestät sich dahin / daß Ihre Durchleucht solchen
falls nicht allein einen Theil Ihrer Truppen / oder auch
das ganze Corpo der zehn tausend Mann / zu deren
defension dahin abführen mögen / sondern wollen auch
diesseits nach aller Möglichkeit / so wohl selbst assistiren
als möglich beförderen / daß es durch andere / so direct
als durch Diversion geschehe. Dahingegen Ihre Durch-
leucht auch Ihre Kaiserlichen Majestät in fall sie ac-
taquirt werden möchten / gleichfalls mit Ihrem Corpo
der zehn tausend Mann nach Proportion der Gefahr /
so lang Ihre Durchleucht obgedachter Assignationen ge-
nügen

G 3

* Was aber Ihre Durchleucht / in Recuperierung des Vor-
wurfs auff 6. Monath nach dem Frieden Art. 14. ac-
cordirt / solches solte derselben einen Weg als den an-
deren allerdinges julleßen kommen / und befordern / und
zu exequiren erlaubt seyn.

ANNO
1683.

ANNO nüssen / genehmlich und unverfälscht zur Hand sehen /
1683. und unter die Arm greiffen wollen.

XXVI. Dieser Tractat solle dauern / und beyderseits verbindlich seyn / bis der ein dem Reich gleichsam andros- benen Krieg gendigt / oder dadurch / oder sonst den Teufel Fried / nach Zuhilf und wahren Verstand des Reichspräsidenten / und darauf gegründeten Römischkei- tigen Tractats auf Wais und Wais / wie es von von Ihrer Kaiserlichen Majestät und dem Reich wird verglichen werden / versichert / und also die in Articulo primo ex- primirte Zweck dieser Zusammenkunft durch Gottes Gnad wirklich erreicht seyn wird. Gestalt den Ihre Kaiserliche Majestät allernächst verwilligt / daß sich dahin auch die Verbindlichkeit dieses Tractats sich auf Ihrer Durchleucht Postzeit und Succession an der Re- gierung erstrecken solle.

XXVII. Die Ratificationen dieses Tractats sollen zu Wien innerhalb vier Wochen gegen einander ausgewech- felt werden.

Dessen zu Urkund synd bey gleichlautende Exemplar darüber verfertigt / von denen hierzu Deputirten so wohl Kaiserlichen Herrn Commissarien / als mehrhöflich- beider Ihrer Durchleucht Großmündigstem unterschrie- ben und besigelt worden. Actum Wien den vierze- henden Januarii Anno sechshundert drey und achtzig.

(L.S.) J. P. Föcher Freyherr.

(L.S.) Leopold Wilhelm Graf zu Königsegg.

(L.S.) Freyherr von Falkenhaym.

Daß wir demnach verinscribten Reces in allen seinen Punkten und Clausulen und dessen ganzen Begriff so- flüchtig genehm halten und ratificir haben / Thun wir selb- ste auch hienit bekräftigt / und also / daß wir den jeun- stens aus uns / Kaiserlichen zu präsen / und wir den jeun- übernehm / allerdings gelben und nachkommen wollen / alles getreulich und ohne Erscheide. Urkundlich haben wir dieß Ratification mit unserm Handzeichen und neben ge- druckten Inseel besigelt. So geschehen in unser Resi- denzstadt Hannover den jüngsten Tag Januarii An- no sechshundert drey und achtzig.

(L.S.) Ernst August.

XXIX.

26. Janv. Defensiv-Allians zwischen Ihrer Köm- lichen Kaiserliche Majestät Leopold / und Ihre Churfürstliche Durchleucht zu Bayern Maximilian Emanuel / zu des Heiligen Römischen Reichs / und darinnen stewart eigener respective Königlicher Runden und Herrschafften mündlicher Beschlußung geschlossen den 26. Jenner 1683. [LONDORPII *Acta Publica*, Tom. XI. Libr. XII. pag. 536.]

Cest-à-dire.

Traité d'Alliance entre LEOPOLD Empereur des Romains, & MAXIMILIEN EMANUEL Electeur de Baviere, pour la defense de l'Empe- reur, & pour celle de leurs Royaumes, Etats, & Seigneuries qui y sont jointes. Fait le 26. Jan- vier 1683.

Sinnach bestand in was geschickten Stand das J. Rom. Reich / und respective die ganze Christenheit / wegen der antragsbaren Tücken / und andern Gefahr verur / und daher die höchste Noth erfordert / daß sich Haupt und Glieder zu gemeinsamen Conferenzen auf bei getreue miteinan- der wahrnehmen / und alle Kräfte zusammen setzen / So haben Jh. Kayserl. Majest. und Churf. Durchl.

ANNO folgendes Fœdus Defensivum zu seines Menschen Offen-
1683. sion / sondern tñg und also zu besch. Kommen Reichs / und darinnen stewart eigener resp. chiv. Königreichen / landen und Herrschafften mündlicher Declination geschlo- sen / also daß

I. Dieß Verbindung kein andres Ziel und Ende ha- ben solle / als daß man beyderseits des Kommen Reichs Ruhe und Wohlstand / neben den Reichspräsidenten und Römischkei- tigen erhalten / dann die allgemeine Reichs-Verfassung nach Inhalt der ergründeten / oder auch ergründeten Reichs-Verfassung / auf alle Weis befor- dern / und wissen / daß ergründete Reichs-Verfassung in seinen Stand und Perfection kompt / und sammt and- ern zueigen und künftigen Alliierten fremden Gewalt und Einbruch möglichst verhindern helfen.

II. Zu den Ende förderst dahin zu sehen / auch alle Fleiß und Eysr anzuwenden / daß die Friedens-Trac- taten mit der Kron Frankreich zu Rügenfort continuirt / und dabey solche Conditiones erhalten werden / welche bil- lich / und abgemessen Beschül / und Römischkei- tigen gemäß seyn.

III. Im Fall aber die im nachstehenden Punkten erwähnte Conditiones wider alles Verhoffen nicht zu erhalten wären / sondern von der Kron Frankreich die so genannte Reuniones / piazjudiciale Argentaria und Usur- pationes im Rom. Reich vorgenommen werden wolten / haben Ihre Kayserl. Maj. und Churfürstl. Durchl. sampt andern Alliierten conjunctis viribus möglichst dazw zu seyn / daß handt der Gewalt absterben / und ein jeder bey seiner Gerechtfame und Pollution gelassen werde / Deswegen

IV. Ihre Kayserl. Majestät in Dero Ober- und Nie- der-Österreichischen landen / über die in Wägen stehende Völcker dernaht / und bis die Tücken-Gefahr vergeht / auf 15000. Mann / als jezt dreyßig zu Fuß / und ein dreyßig zu Pferd / mit allen und jedem notwendigen Kriegs- Requisitionen dergestalt beständig unterhalten wolte / daß hiervon 5000. Mann in die Besatzung gesetzt werden / die übrigen 10000. Mann aber im Feld verbleiben / welche sie samptlich mit und neben Ihre Churfürstl. Durchleucht eigenen und andern Alliierten Völckern das liebe Vater- land Teutscher Nation / und darinnen gelegene eigene Laube / Graf- und Herrschafften / wider alle Invasiones und Violentien möglichst bedecken / schützen und sichern solten.

V. So fern aber Oben die Tücken-Gefahr abwenden / und unumwilt der Reichs-Frieden wider alle bösser Ver- hoffen nicht stabilis seyn würde / obligiren sich Jh. Kay- serliche Majestät / über oberwachte 15000. Mann noch ein andres considerables Corpus zu versamlenden Ende der gemeinsamen Defension ins Reich zu schicken / und bis zu dessen nicht stabiliren Frieden zu unterhalten.

VI. Daben absonderlich bedungen worden / daß Jh. Kaiserliche Majestät / Sr. Churfürstl. Durchl. lande / Graf- und Herrschafften nicht allein mit ihren Quartieren / oder andern Exactionen / wie es ihnen haben mög / jemahls beschwären / noch andere beschwären lassen / son- dern noch dazu mit denen Durchleuchtigen so viel es im- mer möglich / zu verschöhen.

Da aber absonderliche Durchleucht unermesslich / und nicht zu erwidern wären / dazwische folcher Gefahr wahr- nehmen lassen wollen / daß der türkische Weg durch die Churfürstliche lande und Herrschafften genommen / als- bald fleißig begehrt / und streng Disciplin gehalten / auch in allem dem Reichs-Constitutionibus hienach nachgesehen werde.

Im übrigen Jh. Kayserl. Maj. / Sr. Churfürstl. Durchl. alle erwünschte Excessen und Schaden / welche nicht etwa auß Noth und unumgänglichkeit der marchierenden Völ- der geschehen / zu revidiren / dazwischen auch Jh. Chur- fürstl. Durchl. Ihre Kayserl. Majestät ein gleichmäßiges durchgehends verfahren.

VII. Obligiren sich Jh. Churfürstl. Durchleucht mit 2000. Mann / als 5000. zu Fuß / und 2000. zu Pferd / mit Einschluß der Dragonen / außser die Kriegsvölcker / sampt allen dazw gehörigen Requisitionen parat zu seyn / damit sie sich auß dem oben im dritten Articul gesetzten und erregenen Fall / mit denen Kaiserlichen und andern Alliierten Völckern defensiv möglichst conjungiren kön- ne.

VIII. Jedoch solle Jh. Churfürstl. Durchl. das Com- mando über dero Völcker allzeit verbleiben / also vor / daß wann schon die Conjunctur mündlich erfolgt seyn wird / die Kaiserlichen Generals und Officiers hienach über die Chur / Bapst. Völcker keine Gewalt oder Com- mando haben / sondern mit und neben dem conjungiren Al-

ANNO 1683. Allirten gesambter Hand delibrieren / und was nach Ob-

erhaltung der Conjunctionum zu thun oder zu lassen / zu

beschließen / deswegen auch eine gemeinliche Abrede ge-

schlossen solle. In dessen hi.

IX. Verordnet bleibet worden / daß allezeit derjeni-

ge / in dessen Landen die Kriegs-Operation geschieht / das

Directorium cum Voto Decisivo, wann die Vota para-

seyen / haben solle.

X. Auch daß Et. Churfürstl. Durchl. besagt seyn sol-

le / dero Völder von dem Corpo zu eigener Deution zu

deputiren / wann sich der Feind vertheilt / und theils

Völder in die Eurschlagische / theils aber in andere

Land abmarchiren lassen müßte / dabey der Kayf. jedes-

mal nach aller Möglichkeit getreulich assistiren / und be-

stehen auf dem Churf. Landen und Herrschaften ab-

stehen solten / welches Derachement und Assistenz re-

ciproce zum Abschluß der Deserteichischen Lande geschah

solle.

XI. Damit aber dieser Succurs und Assistenz den Be-

trägen nicht beschwerlich fülle / soll von dem Succur-

ren allen / außer des Churfürstl. und der Landen Hil-

ferung / und hülfen Abtheil. realisch bezahlt / im übr-

igen alle crassestliche Kosten und Schaden / inmassen im

6. Artikel gemeldet / refundirt werden. Wie dann

auch

XII. Auf alle Weise zu präcaviren / daß andere

Reichs-Stände mit Durchzügen / Einquartierung und

andern Pressuren / wider die Reichs-Constitutionen und

Executions-Ordnung nicht gravirt / sondern denselben stet-

ig nachgefolgt werden.

XIII. Soll von keinem Theil wider dieses Foedus ius-

was präjudicialiter gehandelt / noch einiger Feinde /

Stillsand der Waffen / oder Krieg / ohne daß andern

Alirten und Bülden tractirt / viel weniger geschlossen wer-

den / sondern allen communi consensu / wie es unter

fociis belli & Pacis gebührend / geschehen / und sich

ein jeder angelegen seyn lassen / daß andern Nutzen zu be-

fordern / und den Schaden zu wenden / nicht weniger

libre alle Vorfallenheiten vertheidlich und iustich zu com-

municiren / damit die nachstehenden Consilia conjunctio-

nis temporelle geschosse / und exequirt werden mögen /

und eben

XIV. Dieses Foedus allein auf Ihre Kaiserlichen

Majestät und Churfürstl. Durchl. eingerichtet ist / und

dahero andere Alirten Consens nicht vornehmlich hat /

nachdemmalen aber dasselbe sich zugleich auf andere Th.

Kayf. Maj. Alirte Status an dem Reich bezieht /

und die hohe Reichs-erhöhet / daß diese Alirte insge-

sumpt in eine rechte Harmonie gebracht / auch mit Ge-

meinschaft und Waffen noch vereinbart / und concenirt wer-

den / damit sie auf den im 3. Artikel gesetzten Fall /

eines feindlichen Eindringens / getreu und patriotisch einan-

der succurriren.

So erbiethen sich Th. Kayf. Maj. dero höchste

Authorität dahin zu inseriren / daß hiernächstens zu-

fügen allen untern Reichs-Ständen ein gemeines Concer-

to / wann und welcher Gestalt zu operiren / geschlossen

und die reciprochliche Assistenz recht stabilirt werde /

worzu auch Th. Churf. Durchl. nach Möglichkeit

concurrirt werden.

Alles getreulich und ohne Gesäße. Dessen zu wahrer

Urkund ist dieses Foedus Defensivum von Th. Kayf.

Maj. und Churf. Durchl. auf nachfolgendes Jahr von

dato an geschlossen / eigenhändig unterzeichnet / und mit

dem Kayf. und Churf. Signet corroborirt worden / den

26. Januarii, 1683.

XXX.

6. Fevr. Convention particuliere conelus entre LEOPOLD
L'EMPEREUR, CHARLES II. Roi d'Espagne,
CHARLES XI. Roi de Suede & les Etats
Generaux des PROVINCES-UNIES des Pays-
Bas le 6. Fevrier 1683. [Manuscrit.]

A Près que la Convention faite sous les auspices
de Dieu, entre le Roi de Suede, & les Etats
Generaux des PROVINCES-UNIES des Pays-Bas
le 25. Mars 1681. pour leur seureté mutuelle, la
Convention de la Paix de Westphalie & de celle de Nime-
gue, s'est trouvée augmentée & fortifiée par l'accession
de S. M. I. & du Roi d'Espagne à ladite Convention,
qui concourent unanimement au pieux & salutaire des-

sein unique but de ladite Convention, qui est de faire
ANNO 1683. en sorte que la Paix soit ferme & durable, en empê-

chant autant qu'il sera possible que la tranquillité dont

la Chrétienté jouit précieusement ne soit jamais trou-

bée, & que les fondemens sur lesquels ledits Traitez

ont été faits ne puissent pas être ébranlez, & comme

dans l'Article troisième de la même Convention, il a

été convenu entre les Parties contractantes des moyens

pour faire réussir avec plus de succès le dessein de

conserver la Paix à la Chrétienté, & de détourner

les insultes qui pourroient troubler leur seureté & don-

ner atteinte à leurs droits contre le contenu desdits

Traitez, estimant encore qu'il étoit nécessaire suivant

les regles d'une raisonnable & juste prevoyance de re-

gler de bonne heure quelque chose de certain pour as-

surer leur Alliance, & les secours nécessaires pour ce

sujet, crainte que le mal ne prevint le remede &

que les projets formez pour la conservation de la Paix,

& pour l'union reciproque des Parties ne vinissent

trop tard, & sans fruit, ou ne fussent rendus plus dif-

ficiles, pour ces causes Sa Majesté Imperiale, les sul-

tas Rous & ledits Etats Generaux se sont obligés, &

engagé pour cette même fin par le moyen de leurs

Plenipotentiaires à ce depuiz ainsi qu'il est expliqué

par les Articles suivans.

I. Les Parties contractantes se fourniront les uns aux

autres à la premiere requisition qui leur en sera faite,

& sans aucun delay, un secours reciproque de 6000.

hommes de pied munis des armes necessaires, com-

mandez par leurs propres Officiers, & 12. Vaisseaux

de Guerre equippez & fournis de toutes les choses

necessaires tant pour les Matelots, que pour les Soldats,

& generalement tout ce qui concerne un armement

naval, en sorte que celui qui l'a requis de fournir les

solidus secours sera obligé de les donner à celui qui les

lui demandera.

II. Les Vaisseaux de Guerre qui seront fournis se-

ront, savoir 2. du premier Rang, 4. du second, 4. du

3. & 2. du 4. en sorte que ceux du premier rang soient

de plus de 80. pieces de Canon, ceux du second

au-dessous jusqu'à 70. ceux du 3. depuis 70. au-

dessus jusqu'à 60. & enfin ceux du 4. depuis 60.

jusqu'à 38.

III. Ceux qui en seront requis enverront ces se-

couurs à leurs depens & les entreprendront de même,

tant que celui qui les aura demandés le fournira ou

en pourra avoir besoin pour parvenir au but que l'on

s'est proposé, c'est-à-dire que toutes choses soient

remises dans leur premier état suivant la teneur des suivans

Traitez.

IV. Celui qui aura requis ces secours fera trouver

dans les lieux où ils seront quelque séjour tout ce qui

est nécessaire pour la conservation des Soldats, en pren-

dra le même soin que si c'étoient les siens propres, &

leur fera fournir pour de l'argent toutes les choses dont

ils auront besoin.

V. Il sera libre à celui qui requerra ce secours de le

prendre en son entier en Infanterie ou la 3. partie &

moins encore, mais non pas de demander un plus grand

nombre de Cavaliers & Dragons, & en ce cas on

comptera pour un Cavalier ou Dragon 3. Fantasi-

as.

VI. Celui qui demandera ce secours s'en servira

comme bon lui semblera, ou pour la defense de ses

Etats, ou pour attaquer l'Ennemi, suivant que la ne-

cessité l'exigera conformément à l'esprit du présent

Traité.

VII. Que si le feu de la Guerre s'augmentoit, ce

qu'à Dieu ne plaise, & que ledit secours ne fut pas

suffisant pour repousser la force par la force, & réta-

blir la Paix, on doublera pour lors & même on tri-

plera, le nombre des Troupes de Terre, suivant que

les Conféderez le jugeront plus, ou moins nécessaire,

& l'on observera ce qui est porté par l'Article 5. de la

suivante Convention.

VIII. Que si celui qui seroit requis de fournir ce

secours étoit lui-même engagé dans la Guerre, ou que

deux ou même un plus grand nombre des Parties con-

tractantes se trouvaient attaquées en même temps /

alors il faudra agir suivant la pluralité des avis des

Conféderez, & faire ce qui sera par eux jugé plus

convenable pour le bien de la cause commune, ou

même en ce cas l'Article precedent aura lieu; la même

chose s'observera, si l'un des Conféderez, ayant

fourni le secours à un autre, apres en avoir été re-

quis, venoit lui-même à être menacé d'hostilité ou

d'invasion.

ANNO 1683. IX. Mais celui qui en haine de la présente Convention, osera attaquer soit directement ou indirectement

quelqu'un des Confédérés ou l'inquiéter en façon quelconque, sera réputé pour Ennemi commun, ainsi qu'il est porté par l'Article 5. de la susdite Convention, & sera poursuivi comme tel par toutes sortes de voyes, jusques à ce qu'il se soit défilé de son injuste entreprise, & qu'il ait donné des assurances bonnes & valables pour l'avenir.

X. On ne prétend point par le présent Accord ôter aux Confédérés le pouvoir de servir des voyes portées par le 1. & 2. Article de ladite Convention pour terminer à l'amiable les différends au sujet de la Paix de Westphalie & de celle de Nimègue, & quoi qu'il soit convenu entre eux que ledits secours seront fournis à la première instance de celui qui les demandera & sans délai, néanmoins il sera libre à ceux qui en seront requis de satisfaire à cet engagement de la manière qu'ils croiront la meilleure.

XI. Que si tous les Confédérés ou même quelques-uns d'eux en particulier veulent faire entre Eux quelque nouvelle Convention concernant celle-cy, ils se la communiqueront réciproquement.

XII. Et comme par ledit Article 4. de la Convention il est permis en général à tous les Princes & Etats Chrétiens, & à ceux en particulier qui ont d'abord été compris dans les Traitez de Westphalie & de Nimègue, d'entrer dans ladite Convention qu'il n'a point but que la conservation de la Paix, de même aussi les susdites Parties contractantes pour faire d'autant plus connaître que le présent Accord ne tend qu'à perpétuer la Paix & non pas à faire préjudice à qui que ce soit, ce qui seroit contraire au contenu dedit Traité de Paix, ont voulu repeter ici la même chose & déclarer, que ceux qui par amour pour la Paix voudront entrer dans la présente Convention, ils y trouveront pour Eux la même sécurité & les mêmes secours. Ainsi s'il arrive que quelque Electeur, Prince ou Etat de l'Empire desire d'entrer dans la présente Alliance dans la vue d'affirmer cette sécurité réciproque, il lui sera libre de donner tel nombre de Troupes qu'il lui plaira, & que les forces lui pourront permettre, & les susdits Confédérés s'engagent de lui fournir le double du secours qu'il leur aura donné, pourvu que ce double n'excede point le nombre de 6000. hommes de pied, & ledit Electeur, Prince, ou Etat qui se joindra à la présente Union jouira de tout ce que ledits Confédérés ont stipulé pour leur sécurité dans la précédente & dans la présente Convention, les autres Princes & Etats Chrétiens, quels qu'ils soient, jouiront aussi de cette sécurité mutuelle, pourvu qu'ils entrent incessamment dans la présente Union & qu'ils conviennent avec les Parties contractantes des moyens & des conditions auxquelles ils y pourront être admis; on ne recevra aucun Prince, ou Etat dans la présente Convention, que du sceu & du consentement unanime de tous les Confédérés, de même qu'à chacun des Princes ou Etats qui seront reçus, seront censés engagés également avec un chacun dedit Confédérés en particulier.

XIII. La présente Union durera entre les susdits Confédérés, ainsi que la première & générale Convention, l'espace de 20. années vers la fin desquelles ils pourront la renouveler s'ils le trouvent à propos, de même il sera libre à ceux qui y entrèrent dans la suite de fixer le temps de la durée de leur engagement à tel nombre d'années qu'ils jugeront à propos, les Ratifications de la présente Convention délivrées de part & d'autre ici à la Haye dans l'espace de six semaines du jour de la signature, En foi dequoy les susdits Plénipotentiaires ont signé chacun en particulier le présent Traité & y ont fait apposer le cachet de leurs armes, & chaque Partie en fera trois copies pour en donner une à chacun des Confédérés. Fait à la Haye le 6. Février 1683.

Articles séparés de la Convention ici dessus.

I. Comme par la Convention particulière conclue ce jourd'huy 6. Février entre S. M. I. les Rois d'Espagne & de Suede, & Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, il est porté que le secours réciproque que les Confédérés, se donneront les uns aux autres sera de six mille hommes de pied & de douze Vaisseaux de Guerre, les susdits Confédérés ont jugé à propos d'y apporter par la présente Declaration les res-

trictions suivantes, savoir, que comme les Etats & Pays de la domination de Sa Majesté Impériale sont fort éloignés des Ports de Mer & que pour cette raison Elle n'entreprend point d'Armée navale, S. M. I. ne sera pas obligée de fournir ledit secours de douze Vaisseaux & ne pourra pas aussi le demander, ladite obligation de fournir des Vaisseaux & des Troupes suivant la teneur des 1. 2. 3. 4. 5. & 6. Articles de ladite Transaction n'aura lieu qu'entre les Rois d'Espagne & de Suede & les Etats Generaux, mais celle de fournir des Troupes suivant le 1. 2. 3. 4. 5. & 6. Articles de la même Transaction restera seulement entre S. M. I. les Rois d'Espagne & de Suede & les Etats Generaux dans toute la force & vigueur.

II. Et comme entre chacun des susdits Rois en particulier & les Etats Generaux il y a des Traitez d'Alliance défensive qui portent pareillement obligation de fournir de certains secours, il est expressément marqué par le présent Article qu'il sera libre aux susdits Rois d'Espagne & de Suede d'exiger ces secours, soit en vertu de la susdite Convention particulière ou en vertu dedit anciens Traitez qui sont entr'eux, selon qu'ils trouveront plus à propos, en sorte cependant que si en vertu dedit précédents Traitez, on a exigé des secours plus considérables que ceux qui sont portés dans ladite Convention, & que ces secours aient été accordés à la requisiion de celui qui les aura demandé, il ne sera plus permis à ce dernier d'exiger ceux qui sont portés par ladite Convention, & celui qui en sera requis, sera censé avoir entièrement satisfait à tous ses engagements, en donnant en vertu des anciens Traitez un nombre plus considérable de Troupes que celui qui est stipulé dans ladite Convention particulière. Mais si les secours convenus par ledits anciens Traitez sont moindres que ceux qui sont portés par ladite Convention, il sera libre d'exiger le nombre de Troupes porté par ladite Convention, en sorte cependant que celui qui aura fourni ce secours ne sera point tenu de fournir celui qui se trouvera marqué dans les anciens Traitez, de manière que les Parties contractantes qui demanderont le secours le plus considérable, soit en vertu des anciens Traitez ou en vertu de ladite Transaction, ne pourront plus en exiger d'autre, & ceux qui en auront été requis seront en donnant le plus grand nombre libres & exempts de fournir le plus petit, soit qu'il soit spécifié dans les précédents Traitez ou dans la Convention, & le plus petit nombre sera toujours censé enfermé & compris dans le plus grand.

Laquelle regle sera appliquée à tous les Articles des Traitez particuliers faits cy-devant entre S. M. I. & le Roi de Suede, & aussi à ceux de la présente Transaction.

III. Il a aussi été convenu entre les Rois d'Espagne & de Suede & les Etats Generaux que lors qu'il s'agira de demander & de fournir entr'eux le nombre de Vaisseaux de guerre porté par ladite Transaction le Roi de Suede & les Etats Generaux exigent & fourniront s'ils en sont requis, ledit nombre de Vaisseaux en espèce, ainsi qu'il est porté par la Convention, & ledits Vaisseaux équippez & armez comme il faut & en état d'agir & de combattre; mais si S. M. Catholique venoit à être obligée de fournir le même nombre de Vaisseaux, il sera au choix du Roi de Suede & des Etats Generaux d'exiger ledits Vaisseaux en espèce, c'est-à-dire des Vaisseaux effectifs équippez, armez & en état d'agir, & de combattre, ou de demander de l'argent comptant à la place, en sorte que la solde des Capitaines, des Soldats & des Marclots & tous les autres frais à faire pour l'armement & pour la réparation des Vaisseaux & les dommages qu'il y a à souffrir lorsqu'ils viennent à se perdre seront compris & estimés sur le pied de la Convention de l'année 1677; faite entre Dom Emanuel François de Lyra Envoyé Extraordinaire de S. M. Catholique & les Deputez des Colleges des Amiraux des Provinces Unies, & ainsi pour chaque un des Capitaines, Soldats & Marclots qui sont nécessaires pour équiper & armer un Vaisseau S. M. Catholique payera ou fera payer en son nom sans aucun délai cinquante cent florins monnoye de Hollande par mois, savoir à Hambourg pour le Roi de Suede & à Amsterdam pour Messieurs les Etats Generaux, & fera payer entièrement tout le dommage que les Vaisseaux auront souffert soit dans un Combat, soit par tempête ou qui seront peris par quelque autre accident; pour cet effet afin de régler quel-

ANNO 1683.

ANNO quelque chose de certain sur ce sujet, ledits Vaisseaux
1683. seront visités avant leur sortie des Ports, & on fera un Inventaire des choses qui dependent desdits Vaisseaux, afin que l'estimation s'en puisse faire en suite suivant cet Inventaire par des gens du métier, & en présence du Ministre de S. M. Catholique requis pour cet effet, ou de telle autre personne qu'elle aura commis pour cela.

IV. Enfin parce que les Accords faits entre S. M. Catholique & les Etats Generaux le 30. Aout de l'année 1673. & les Resolutions prises & données en conséquence desdits Accords subsistent encore, S. M. C. & Messieurs les Etats Generaux ont voulu reciproquement se declarer au sujet de cette nouvelle & particuliere Convention, que bien que par cette même Convention particuliere les secours mutuels que les Confederés doivent se donner les uns aux autres soient exprimés en general & ne soient point limités; néanmoins pour ce qui regarde S. M. Catholique & Messieurs les Etats Generaux en particulier, leur intention n'est point que ladite Convention particuliere adjoitte, diminue, ou change rien à ce qui a été réglé par ledits anciens Accords qui sont entrés, mais qu'elle les engage seulement à fournir les douze Vaisseaux de Guerre suivant la maniere prescrite, & qu'elle règle aussi la maniere dont ledits secours qui seront stipulés soient en vertu desdits anciens Accords ou de la susdite Convention particuliere, doivent être fournis, quant au reste, les susdits anciens Traitez demeureront dans toute leur force & vigueur & serviront en cas de besoin de règle pour les secours que S. M. Catholique & Messieurs les Etats Generaux auront à se donner reciproquement.

V. Mais comme certains choses qui avoient été exprimées dans la susdite Convention particuliere ont été par ces Articles separez, changées, restrainues ou déduites avec plus de circonstances, dans le dessein seulement d'enoncer plus clairement la maniere dont elles doivent être exécutées par les susdits Confederés pendant le temps que durera cette Convention, & aussi n'ont-on prétendu par ces mêmes Articles separez déroger en façon quelconque à ceux des Articles de ladite Convention auxquels on n'a point apporté d'éclaircissement, & beaucoup moins encore déroger à ladite Convention. Mais toutes & chacune des choses y spécifiées seront observées de bonne foi & exécutées reciproquement entre les susdits Confederés, & on fera en sorte d'avoir la Ration de ces Articles separez ensemble avec celle de ladite Convention particuliere, de laquelle les présents Articles separez, seront censés être des Parties essentielles. Fait à la Haye le 6. Fevrier, 1683.

W. Baron de HECKEREN.

D. van WYNGAERDEN.

GASP. FAGEL.

JOAN BECKER.

E. de WEEDE.

E. A. Baro de PALLANDY.

XXXI.

18. Mars. *Specialis Conventio inter Romanorum Imperatorem LEOPOLDUM, CAROLUM II. Hispaniæ, & CAROLUM XI. Suecæ Reges, atque Dominos Ordines Generales Unius Belgii, de mediis necessariis ad Conservationem Fœderis primò inter Coronam Suecicam, & ditlos Ordines Generales Hagæ Comitum 12. Decembris 1681. initii, & post accessione Sacræ Cæsareæ Majestatis & Coronæ Hispanicæ corroborati. Hagæ Comitum 18. Martii 1683. Cum RATIFICATIONE Cæsareæ hujus Conventionis. Vienna 17. Maji 1683. Quidam sequuntur ARTICULI SECRETI inter Eisdem de auxiliis sibi invicem mitterendis, Hagæ Comitum die Februarii 1683. [Titre de la Registrature d'Elle de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]*

TOM VII. PART. II.

ANNO Nos Leopoldus, Divina favente Clementia
1683. Electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatia, Slavoniæ, Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Syriæ, Carinthiæ, Carinthiæ, & Wirtembergiæ, Comes Tyrolis & Goritii, Notum relinquitur facimus omnibus & singulis, quorum interest aut quomodolibet interesse poterit. Quod cum ad majorem nuper inter Serenissimum & Potentissimum Principem Dominum Carolum, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem &c. Fratrem, Con sanguineum, & Amicum Nostrum Charissimum; atque charissimos nostros Amicos Generales Federatæ Belgii Status, pro mutua Securitate ac Pacis Westphaliciæ & Neomagensis conversatione Hagæ Comitum 12. Decembris 1681. initæ, ac postmodum Nostræ, & Serenissimi ac Potentissimi Hispaniarum, Indiarumque Regis Catholici, Archiducis Austriæ, Ducis Burgundiæ &c. Domini Negotiorum, Affinis, & Fratris nostri charissimi Accessione roboratæ Conventionis efficaciam & effectum, necessarium visum fuerit, ut de mediis ad eam finem obtinendum quum maxime conducibilibus transigeretur, eoque, que hinc inde præstanda sunt, speciatim determinarentur; atque inter Nostrum Consilium Hagæ Comitum Residentem, Ordinis Sancti Mauriti Equitem, & Fidelem nostrum Dilectum Joannem Crampich de Cronenfeld; nec non supra memoratorum Charissimorum nostrorum Amicorum Generalium Federatæ Belgii Status ad ad Deputatos Ministros ac Plenipotentiarios convenient tenore sequenti.

Postquam Conventio inter Sacram Regiam Majestatem Suecicæ & Celsitudinem DD. Ordinum Generalium Federatæ Belgii die 12. Decembris 1681.

pro mutua securitate ac Pacis Westphaliciæ & Neomagensis Conversatione (sub auspicio Divini Numinis initæ, ac ulterius acceptæ incrementa, ut Sacra Cæsareæ Majestas atque insuper Sacra Regia Majestas Hispanicæ tandem accessione sua roboratur, concurrenter unanimiter in pio illo & salutari proposito, quod dictæ Conventioni unice pro scopo est, ut Pax facta resta maneat, & quies Orbis Christiano tandem quantum possibile fuerit, diffusio non proficiatur, nec ejusdem Fundamenta dictis Pacis Tractatibus contenta temere convellantur; Proinde cum in Art. III. memoratæ Conventionis inter alii memoratos Contrahentes transactum sit, ut pro obtinendo majore eum successu Christiano illo & pacifico instituto, advertendisque Insultibus, quibus Jura, securitas aliæ memoratorum Pacificentium in prænominitis Pacis fundata infestari, aut quovis modo turbari possint, de mediis ad hunc finem obtinendum maxime efficacibus, aliæ memorati Pacificentes quomocumque cogitent, ac ipsa quoque sibi, providique ratio exigit, ut certè quid in tempore statueretur, quo mutua fides & opus fieri innixa, ne remedium à malo prævenitur, seraque & instructuosa aut magis difficilia præstare mutuo fidei Pacique conservandæ consilia reddantur; Hinc est, quod Sacra Cæsareæ Majestas, atque aliæ memorati Reges, & DD. Ordines Generales hoc Pacto sese invicem pro laudato scopo obtinendo & conservando per Plenipotentiarios ad id rite constitutos devinverunt, prout in Articulis sequentiibus exstat expressum.

I. Si auxilium mutuum Partibus contrahentibus invicem ad primam requisitionem statim & immediate præstandum sex mille Pedum sub fidei Officialibus in Turmas distributorum, armisque necessariis instructorum, & duodecim Navium bellicarum pariter necessarios omnibus, quæ Nautas & Milites, alioque navali apparatu instructurum, ita videlicet, ut singuli requisiti prædictum hunc numerum requirere præstare teneantur.

II. Navium bellicarum hæc series erit, ut duæ sint primi Ordinis, quatuor secundi, quatuor item tertii, & duæ denique quartæ, videlicet ut Naves primi Ordinis sint Tormentorum ultra octoginta, secundi autem infra, usque ad septuaginta, tertii verò inde ad sexaginta, & quartæ denum inde ad sex & triginta Formicæ.

III. Requiriti fidei impensis dicta auxilia mittent, eaque sustinebunt usque quamdiu requiruntur, si pro præfato scopo restituerent, secundum tenorem nuncupatorum Pactorum, causæ, si ita omnino declaraverint, opus habuerit.

H

IV. Re.

ANNO
1683.

IV. Requiritur autem curam horum auxiliorum in Hospitationibus, aliisque, quæ ad conservandum Militem pertinent, non lecus ac de proprio Milite habere tenebunt, & omnino efficere, ut necessaria eis pro pecunia suppetant.

V. Liberum requiritur esse, vel totum hunc numerum Militie pedestræ postulare, vel partem tertiam, aut minus, si libuerit, non verò ultra in Equitatu aut Dimachiis, quos Dragones vocant, atque tunc tres Pedites pro uno Equite vel Dimacho numerandi sunt.

VI. Requiritur pro suo libitu, prout res secundum hæc Pacta postulerit, dictis auxiliis in sui, Ditionumque suarum defensionem aut Hostis persecutionem utatur.

VII. Si verò, quod Deus clementer avertat, Belli Flamma invaluerit, & vires præsentis ad vim propulandam, Pacemque vindicandam non suffecerint, tum duplicandus erit numerus Militiæ terrestri, tum triplicandus, prout necessitas Confederatis sua fuerit requirere, sed & observatur pariter id, quod Articulo quinto prænominate Conventionis diffusum est.

VIII. Quid si verò requiramus ipsi Bello inspectus fuerit, aut unus pluresve simul ex pacificis Partibus hostiles patiantur Invasiones, tum ibi agendum, ubi ex diffamine, & pluralitate Confederatorum magis è re communis necessarium videbitur, vel etiam tali casu Articulus præcedens locum habebit; Par ratio ejus esto, qui jam auxilia alteri Confederatorum ad requisitionem miserit, si ipsum aliquis invasione minatus fuerit.

IX. At ille qui aliquem Confederatorum occasione horum Pactorum per directum aut indirectum agredi, aut quovis modo turbare vel impedire ausus fuerit, pro communi Hoste, vi Articuli quinti prænominate Conventionis, censendus erit, atque pro tali donec is ab iniquo suo instituto plane abstineat, debitamque ejus pro futuro fidem & securitatem præstet, modis omnibus persequendus.

X. Hæc autem non præcindatur Confederatis via Articuli primi & secundi Conventionis sæpe nuncupate expressa, amicislibus mediis diffidit circa Pacem Westphalicam & Neomagensem exorta compoendi, quam nihilominus (est prædicta auxilia ad primam requirunt instantiam, quod omnino inter Federatos convenum est, præstari teneantur) quovis meliori modo Requisitis experiri liberum esto.

XI. Quod si alia aliqua Conventa inter sese Confederati simul aut aliqui eorum inire voluerint, hæc Pacta continentis, fiet id cum communicatione mutua.

XII. Veluti etiam in Articulo quarto expeditæ Conventionis liberum quibuslibet Principibus ac Statibus Christianis relictum est, huic pro Pacis conservatione inire Conventioni accedere, & eis quidem sigillatim, qui Pace Westphalica ac Neomageni primario comprehenduntur, ita pro testificando ulterius pacifico hoc, inique nullius præjudicium contra prædicta Pacta fundamentalia vergente instituto, alit memorati Pacifices & Confederati idem adhuc repetere voluerit, idque adeo, ut infirmis eorum, qui ex eodem Pacis studio huic Transactioni accedere voluerint, securitati mutuzque opi hoc modo prospectum fit, ut si ex Statibus Germaniæ Elector aliquis aut Princeps, Statusve huic mutuz securitatis protectioni adjungi voluerint, liberum ipsis erit, cum numerum Militem, quem eis placuerit, & facultas permiserit, exhibere, obstringuntque sese alit memorati Pacifices duplum eisdem pro numero, quem illi posuerint, præstare; modo summatim sex milium Pactum id duplum non excedat, gaudent præterea eadem Elector, Princeps & Status omnibus istis, quæ priore & præfenti Conventioni Confederati invicem pro mutua securitate stipulati sunt; Alii quoque Principes & Status Christiani quicunque eandem mutui auxilii fidem experientur, dummodo quamprimum sese huic Pactis adjunxerint, atque de modo & ratione cum Partibus pacificis conveniant; omnis verò cujuslibet accessio fiet scitu & consensu communis alit memoratorum Pacificum & Confederatorum, quemadmodum etiam quavis accedens uni & alteri Confederatorum æqualiter omnino tenebitur.

XIII. Tempus durationis hujus specialis Conventionis esto inter alit memoratos Pacifices ad normam expeditæ Conventionis primariæ & generalis 20. annorum, renoveturque circa eorundem elapsum ita videri fuerit, aliis verò, qui accesserint, pari modo relictum esto,

quem quisque pro se voluerit annorum numerum præfigere; Ratificationes hujus Conventionis specialis ex una & altera parte intra spatium sex septimanarum à die Subscriptionis hæc Hagæ Comitibus tradendæ. In quorum robur & fidem prædicti Plenipotentarii Subscriptionibus & Sigillis suis, quisque pro sua parte hæc Conventionis expediri curabunt, unum pro quolibet Confederatorum. Quod actum Hagæ Comitibus die 18. Martii Anni 1683.

(L.S.) JOANNES CRAMPRICH DE CRONENFELD
&c. Sacre Cæsareæ Majestatis Plenipotentarius.

Ideò cum hæc omnia & singula per Consiliarium nostrum prædictum gesta, peracta, & convenia sint, nos eadem omnia & singula approbamus, ratificamus, & confirmamus, ratique & firma esse, virtute præsentium declaramus, simulque verbo Imperatori promittimus, nos omnes & singulos supra descriptos Articulos firmiter & constanter servaturos, nec ut iidem alia ratione contraveniri permittimus; In cujus rei fidem hæc manu nostra subscriptis Sigilli nostri Cæsarei appositione muniri justimus. Dabantur in Civitate nostra Viennæ die 17. Maii Anno 1683. Regnorum nostrorum Romani vigesimo quinto, Hungarici vigesimo octavo, Bohemici verò vigesimo septimo.

LEOPOLDUS.

(L.S.)

Ad Mandatum Sacre Cæsareæ Majestatis
proptium.

JOAN GEORGIUS KOCH.

(1) Articuli separati

Hujus Conventionis specialis inter Sacram Cæsaream Majestatem suasque Regias Majestates Hispanicæ & Suevicæ & Celsitudinis Ordinum Generalium initæ. Hagæ Comitibus 1683. Mense Februar.

I. Quoniam in speciali Conventione inter Suam Cæsaream Majestatem, suasque Regias Majestates atque Ordines Generales Federatos Belgii hæc videlicet 6. Februar. transactum est, ut mutua auxilia sex milibus Pedum & duodecim Navibus Bellicis content, id ipsum hæc subsequente Declaratione mutuz alit memoratorum Pacificum consensu ita limitatum est, ut cum Sacre Cæsareæ Majestatis Ditiones à Portibus Maris longius distaret, proptereaque alia Classes Navales non sultenter, proinde Navium præstatio in auxiliis ratione Sue Cæsareæ Majestatis petendis dandisque plane cessabit, manebitque tantum ista præstatarum Navium & Milium obligatio secundum tenorem 1. 2. 3. 4. 5. & 6. dictæ Transactionis inter alit memoratos Reges & Dominos Ordines Generales in pleno vigore; ac verò illa præstatarum Militum tantum obligatio secundum Art. 1. 2. 3. 4. 5. & 6. dictæ Transactionis inter alit memoratos Cæsares Regiasque Majestates & Dominos Ordines Generales est iidem in pleno robore & vigore.

II. Cum etiam inter utroque Reges separatim atque Ordines Federati Belgii Pacta-conventa antehac in mutua defensionem inita essent, quibus certa pariter auxilia expressa continerentur; proinde hoc Articulo cavetur, ut alit memorati Regibus & Ordinibus Generalibus liberum sit, ea auxilia tamen vi dictorum Pactorum priorum, sive vi hujus dictæ Transactionis exigere, quemadmodum eis visum fuerit, ita tamen, ut si ex dictis Pactis-conventis prioribus major auxiliorum numerus petitus, & ad requisitionem petentis concessus fuerit, quam qui præfata hac concessione continetur, petenti integrum non erit etiam exigere numerum hac Transactione præfatum, sed requisitus præstando dictorum Pactorum priorum majorem numerum, quam hæc dicta Transactio promissum est, omnino liberabitur, mistendo dictum majorem numerum.

(1) Ces Articles séparés ne s'étant point trouvés dans le Manuscrit de la Régistrature d'Elbe, on les ajoute ici, tels qu'on les voit dans la première Edition de ce Grand Recueil Tome IV, pag. 755. [D u M.]

ANNO 1683.

rum, si verò dictis Pactis prioribus minor auxiliorum numerus praefinitus sit, quam hac Transfatione, liberum pacificentibus vi hujus Transfationis erit, petere numerum hac Transfatione praefinitum, sic tamen, ut si qui numerum hac Transfatione praefinitum praestiterit, non teneatur praestare numerum prioribus Pactis praefinitum, ita ut Partes pacificantes petentes majorem auxiliorum numerum, si ve priorem Paſtorum, si ve vi hujus dictae Transfationis minorem numerum, insuper petere non possint, & requiritur numerum majorem praestando semper liberi & immunes erunt à praestatione minoris numeri five dictis Pactis five dicta Transfatione praefinita, atque minor numerus praestari praestiterit, & comprehensus censetur, quod hoc Articulo inter alte-memoratos pacificantes conventum est: idem intelligatur in omnibus cautum ratione Paſtorum inter Suam Majestatem Celsarem & Suam Regiam Majestatem Sueciae antea separatim & praesenti Transfatione intromissum.

III. Cautum praeterea erit inter Sua Regia Majestates & Dominos Ordines Generales, ut quando Navium bellicarum numerus praefinitus dicta Transfatione petendus praestandus venerit, Rex quidem Sueciae & Ordines Generales eadem Naves, si quando dictae Naves ab ipsis petentur, praestabunt in specie id, est, quemadmodum dicta Transfatione expressum est, in Navibus ipsis, prout decet, ad agendum & pugnandum instructis & armatis, praestare teneantur, at verò si quando Sua Regia Majestas Catholica ex sua parte eadem Naves praestare teneatur, Sua Regia Majestas Sueciae & Dominos Ordines Generales liberum erit, eas exigere, vel in specie, id est in Navibus ipsis, prout decet ad agendum & pugnandum instructis & armatis, vel eorundem loco pecuniam paratam, ita ut stipendia in Duces, Milites & Nautas alias omnia ad armandas & reparandas Naves expensa & damnum amittendarum Navium compentur & restituantur, quemadmodum in Conventionione Anno 1677, inter Dominum Manuelem Franciscum de Lyra S. R. M. C. Ablegatum Extraordinarium & Deparatos Collegiorum rebus maritimis in Unio Belgio praefectorum factum fuit, adeoque per singulos Ducibus, Militibus & Nautis, quibus una quaque earundem Navium ad agendum pugnandumque armata & instructa esse debet, 54. Floreni Monetae gravioris Hollandicae Hamburgi, respectu Suae Regiae Majestatis Sueciae, vel Amstelodami, respectu Ordinum Generalium, singulis Mensibus à Sua Regia Majestate Catholica aut ejus nomine in solidum absque omni mora intergerere persolvantur, & etiam in solidum reſarciantur omne damnum earum Navium, quae in pugna navali aut actu ipso, aut alioquin quae vi tempestatis aut simili casu fortuito perire poterunt, in quantum rem ut certum quid definiti possit, dictae Naves ante egressum earum inspectum & Inventarium earum rerum quae ad eadem Naves spectant, conficiatur, ut earundem aestimatio secundum illud Inventarium à peritis in arte fieri queat, ad id requirero Suae Regiae Majestatis Catholicae praesente Ministro, vel eo cui id à Regia Majestate Catholica mandatum erit.

IV. Hinc denique quoniam inter Suam Regiam Majestatem Catholicam Hispaniae & Celsitudinem Dominorum Ordinum Generalium Federati Belgii Pacta-conventa Anno 1673, die 30. Augusti, inita, datæque in consequens istorum Paſtorum Resolutiones existunt, proinde Sua Regia Majestas & Domini Ordines Generales hoc Articulo ita sese ad invicem ratione hujus novae & specialis Conventionis declarare voluerunt, quod etiam in hac speciali Conventionione mutus auxilium absque limitatione inter Conföderatos posita sit, nihil tamen quantum ad Suam Regiam Majestatem & Dominos Ordines Generales inter sese tantummodo vel addit, vel immutet, aut innovabit hac specialis Conventionio ex his, quae praedictis Pactis & Anteaſſa mutuo transſata sunt, nisi quod ad duodecim Navium bellicarum numerum sibi invicem praestandum sese modo praescripto obstringant & declarent, quemadmodum auxilia vi dictae specialis Conventionis, & dictae Transfationis petenda veniant praestanda, quod cetera verò sint, manentque praedicta Pacta & Anteaſſa in pleno & immutato vigore, & casu existente pro norma auxiliorum inter Suam Regiam Majestatem & Dominos Ordines Generales, plane & omnimode, ut antea, inserviant.

V. Quemadmodum verò Articulis haece separatim aliqua in praesenti Transfatione & Conventionione specialiter expresse immutata & restituta, aut pluribus circum-

TOM. VII. PART II.

stantis declarata sunt, eo tantummodo sine, ut de modo & ratione executionis inter alte-memoratos Pacificantes tantò clarius & expeditius omni & toto tempore durationis ejusdem constet; Ita hisce nihil plane reliquis Articulis saepe dictae Conventionis, qui explicati aut declarati non sunt, multò minù vi & robore ipsius Conventionis quicquam ullo Pacto derogatum existimabitur, sed omnia & singula integra optimaque fide observabuntur, & mutuo inter alte-memoratos Pacificantes & Conföderatos exequentur, atque procurabuntur horum Articulorum separatim Ratificatio una cum Ratificatione ipsius Conventionis specialis, censebunturque hi Articuli tanquam partes essentiales illius rei ejusdem Conventionis. Actum Hagae Comitibus die Februario 1683;

(L.S.) W. BARO DE HECKEREN.

(L.S.) D. VAN WYNGARDEN.

(L.S.) CASPAR FAGEL.

(L.S.) JOHAN BECKER.

(L.S.) E. DE WEEDE.

(L.S.) E. A. BARO VAN PALLANT.

XXXII.

Reverſales Serenissimi Regis Poloniae JOHANNIS 25. Mars.

III. quod Alis Homagii in Investitura Ducatus Curlandia à Duce FREDERICO CASTRO per Legatos accepta, recepta alias consuetudini & solemnitati Infusionis prejudicare hand debeat. Data Varſaviae die 25. Martii Anno 1683. [CHWALKOWSKI Jus Publicum Regni Poloniae. Pag. 389.]

Johannes Tertius Dei gratia Rex Poloniae, Magnus Dux Lithuaniae, Ruthenae, Prussiae, Masoviae, Samogitiae, Kyoviae, Volhyniae, Podoliae, Podlachiae, Livoniae, Smolensciae, Severiae, Gemnicovichaeque. Significamus praesentibus Litteris nostris, quorum interit universis & singulis: Missile ad Nos pro Termino recipiende investiturae assignato Illustrissimum Principem Dominum Fredericum Castnum in Livonia, Curlandiae & Semi-Galliae Ducem, Legatos suos Generatos Christophorum Henricum, Liberum Baronem de Putnammer, supremum Ducatus Sui Praefectum, & Dietricum ab Altenboku, Supremum suum Marchalcum, Supremoque Consiliarios Ducatus sui Curlandiae, & quoniam Nos in hoc actu Homagii, more veterum Investiturarum Regalia indutos, Coronaque homagiali redimitos esse, certe non permittent Legalitates, declarandum censuimus, declaramusque hisce Litteris nostris, quod Actus hic nihil recepte consensuimus & solemniter Infusionis ex pacto & providentia prejudicare, nec pro exemplo suo puzjudicio in futuris, DEO dante, Homagii reputari poterit. In cujus rei fidem praesentes manu Nostra subscriptas, Sigillis Regni & M. D. Lithuaniae communiter iussimus. Datum Varſaviae die 25. Mensis Martii Anno Domini M. DCLXXXIII. Regni Noſtri IX. Anno.

(L.S.)

Majoris Regni.

(L.S.)

Minoris M. D. Litt.

CHRISTOPHORUS TARANOWSKI, Cancellarius Varſaviensis, Canonicus, Sacrae Regiae Majestatis Secretarius.

HOLOWNIA, Sacrae Regiae Majestatis Secretarius.

XXXIII.

Defensiv-Allianz zwischen Ihro Churfürstliche Durchleucht von Bayern Maximilian Emanuel, und dem Köblichen Bayerischen Erantz an einem; dann dem Köblichen Fränkischen Erantz

H 2

am

ANNO neben seinen im Eingang specificirten Allirten, ohne das-
1683. jenige, was Ihre Hochfürstl. Durchl. zu Braunschw.-
Lüneburg-Hannover, in Kraft des bereits geschlossen-
ten und auf der beiderseitigen Expedition und Vollzie-
hung beruhenden Federis, besonders fallen / gegen 20000.

Manu auff den Rhein; und ferner den wiederhol-
ten General- Befehl der Artillerie, Compagnie- und
Proviant-Wägen / so wol auch alle übrige dazzu gehörige
Nachhelfen fertig / und zum March parat hat / so / daß
die allerhöchste Negimenter und Truppen bey folgender
Conjunction in formam juli exercitus coalescent son-
nen; Als überhoben

10. Ihre Durchfürstl. Durchl. zu Wapern auch ein
bedeutendes Gefohrte / oder dergleichen Heilich / nicht
hinlänglich Corpus mit allen Requisitis heill, indem
denen Allirten auch den löblichen Bayerschen / und den
auch löbl. Schwäbischen Creyß / oder so diese letzterwäh-
nte nicht unversäuerl zu gewannen / mit denen übrigen
volgefinnten Heilen und Ständen / (worunter mit den-
selben ferne Handlung zu pflegen / Et. Durchfürstl. Del.
überlassen worden) / zu dienst der Allianz / und Erhal-
tung gemeiner Sicherheit zu stellen / und zu unterhalten /
und damit die Drey gegen den Ober-Rhein zu beobachten /
mit dem besterhöchsten vernünftigen genommenen Verlaß / daß
diese Corpora an Ort und Enden / wo es der feindliche
Vor- und Einbruch erfordert / und daro beill an Hand
gehen wird / dividirt / und zwar jedes unter seiner Gene-
ralität besondert agirt / in casum indigentiae aber / und so
die feindliche Macht zu groß / oder dazum ein Corpus
Schwehr und Abfall genommen hätte / die Conjunction
alobann nach dem Concert, dessen man sich einmüthig zu
vergleichen / beschließen / und also conjunctim agirt werden
sollt.

Wie und wann aber die beiderseitige Armeen in casum
hostilis et actualis rupture zusammen geführt / und so
fort der Operation im Feld der würdliche Anfang ge-
ben werden sollt / dahin hat man sich auff Waack und
Weise verglichen / wie in den letzten Fränkischen zu Mürt-
breg beschlossenen Recels Puncto 8. weitläufig und
umständlich verfaßt / Gestaltet derselbe deswegens lieber
per expremum wiederholt wird / von Wapern zu Wapern
also lauteb; Der 8. unter den Deliberanda hauptfäch-
liche Punct ist in genau und sorgfältige Überlegung ge-
zogen / und bekräftigt worden / daß / nachdem bey mehr-
angeregtem Würzburg. Correspondenz-Convent Art. 10.
11. & 12. der Beschluß dahin angefaßt / daß die Con-
junction der Allirten Völkern auff dem Fall eines feind-
lichen Überzugs ehender nicht beschloß seil / es sey denn
verlangt die mit H. Kayserl. Majestät concessirte Ö-
der Arme Ihre Hochfürstl. Durchl. zu stellen köbte
3000. Caroussier und Dragoner bey der Hand / alsdann
erst die dinstige Allirte Waffen gegen die Gefahr an-und
zur würdlichen Operation im Feld geführt werden sollen /
ein solches ander beschließen dahin annehmen und
verstehen möchten / ob hien sich auff so concessirte Weise
weder die hohe Allirte unter sich selbst der muuellen Allir-
ten / und weniger aber andere des H. Reichs getreue
Mitglieder in casum invasionis hostilis, von denselben
der Reichs-Ordnung indiffinit Hülfsleistung zu gestehen /
wenn sich zumahlen der Fall so ergeben möchte / daß H.
Kayserl. Maj. wegen etwan bevorstehenden feindlichen Tür-
cken-Kriegs die Öder Arme nicht formiren könten / son-
dern bemüssigt würden / Ihre ganze Macht in Ungarn
zu ziehen / da sich dann immittelbar ferne ereignen dürfte /
daß von einer benachbarten Potenz ein oder mehr getreue
Reichs-Mit-Stände gewaltsam angegriffen / und damit
die gemeine Reichs Ruhe gefährdet würde / überlassen nun
H. Kayserl. Maj. bey solcher Ihre ungleich vertheil-
tenen Verfaß / von denen hohen Allirten durch Dero
Kayserl. Befehlenden Herrn Grafen von Hohenlohe Ex-
cell. allergnädigst determinirt zu lassen brnogen worden /
daß dieser Pällus / nach der Compacification, bey Auf-
nehmung des Allianz-Vertrags geführtet eigenlicher In-
tention und Vermanng erläutert werden mögt; Als hat
man sich von allenem Consens und der Beschloß-
Ober-Rhein und Westerrheinischen Allirten wegen
anderrorts verglichen / und den Casum Conjunctionis
folgender maßen fest gesetzt / und zwar sollt es nach wie
vor der Arme allerdings verbleiben / daß / gleich wie diese
Allianz in Vertheilung des allgemeinen Ruhestands /
und Handhabung der denden Mäntler- und Rheinischen
Friedens-Schlüss / dann Abwendung von der Allirten
landen aller Quartier, irregulirte march, und anderer
verschieden Kriegs-Verwälfungen / so Ihnen inestamp /
oder durch andernfalls zulassen / oder jugendlich werden son-
ten / mithin zu seiner allgemeinen Detention, und zu rei-

nes Menschen offension oder invasion des Weßens an-
fangs gehabt / und amodig ganz unverändert hat; als
so man wie vormalis lediglich darbey zu bestehen / sich
und fette Allirte wider unbilligen Gewalt / und hingen-
gen bey der Reutischen Freyheit / denen Nachs Continua-
tionen und Juribus Statuum zu stellen; inuandol aber
zur Collision oder Ruptur die geringste Anlaß zu geben
sondern vielmehr zu den bevorstehenden Friedens- Tra-
ctaten, so wol bey denen Reichs-Comitiis zu Regensburg /
als sonst auff alle andere thutliche Weise und Wege / das
künige zu contribuiren / auch alle zu gültlicher Begleitung
dieserhöher Differenzen und Anstisigkeiten / mit heringe-
giger Vertheilung guter Wohlverstandnis beflusne und
ausreichliche Hülf / überannant Instrumens Facis ge-
mäh / zu ereignen verpflichten / geschloß ehender nicht /
als da man durch feindliche Aggression dazum vernünftige
und gerechten / beendigt auff verführt seyn würde / daß
nicht minder andere in armis stehende mächtige Stände /
welche sich mit dieserhögen hohen Allirten / einer muuel-
len Allirten allerters verglichen / oder noch verglichen
müßten / zur Hülfsleistung / und mit-Operation resolvirt /
und dahin allsich in Bereitshaft / und zum amarch
krieg und wider / mit denen Bundes-Völkern auff
der Allirten landen und sich zu wider / vor unanm-
geschloß / unter dem weiten Verlaß / so / wann die
hohe Allirte ins gefahrt / oder einer auff Ihnen wider
die in denen Bündnis-Recellen bedingte Allirten-Schlüss /
im Reich mit Kriegs-Macht unzulässig angegriffen / oder
solcher Gestalt angegriffen zu werden veranfaßt würde /
es geschähe nun unter dem Prætext, oder mit militärischer
Hand exequendens Reunionen, oder auff andere Weg-
inscheiden / da vor Augen stünde / daß ein benachbarte
mächtige Staat eine groß Kriegs-Macht zusammen ge-
be / sich damit ins Reich zu geben anlaß / folglich die Ge-
fahr zum feindlichen Überfall obhandeln seye / alsdann die
posturung dieses Creyß Völkern / nach des Hochfürstl.
Creyß-Obersten Ampts / mit Zustimmung eimer auff den
Mitteln der Kriegs-Räthe an Hand gegebenen Alligato-
unverzüglich und solcher maßen veranfaßt werden sollt /
daß seil in Zeit von zweymahl 24. Stunden innerhalb
des Creyßes zusammen geführt / und so fort die Vires
gesamter Allianz conjungirt; bennoch befohle an Ort
und End / wo sie am sichersten und günstigsten von densel-
ben abzuwenden / auff Vernehmung der Allirten gesam-
ten Hochfürstl. Directorien, und respective Aufseher-
Compten / (von denen gleichwohl denen Derten Mit-Stän-
den herneher Creyß-herkommliche Nachrichten zu geben)
dann der hohen Generalität (denn die Völkern sollt so
ihnen Fall zusammen zu ziehen / von gesandten Creyß
wegen nothdürftige zulänglich Anweisung / unter
den zu ihrer hohen Prudent und beherziger incurvirende ge-
stalten guten Vertrauen hienit geben wird) / so wol
auch mit Vorwissen und Rathen der Kriegs-Räthe / in
solcher Eil / als man es allerters nöthig zu seyn erweisen
wird / gestellt / auch andere die mit dinstigen hohen Al-
lirten in ebenmäßiger Defensiv-Bündnis / sich / zu ei-
nen gleichförmigen anzuwint / und vermocht / als ein
ganzer Hand / nach dem am Kayf. Hof so weissen auff
im Feld der Operation halber künig zu verglichen se-
henden Concerto agirt / und die compacification Allirten
und Guarantien unitis Consiliis & viribus einander mu-
tuo prestat werden sollt.

Als man nun hiebey auff die Frage gekommen / wie
weit diese Friedens-Guarantie ihre Würdigung haben /
und mit was extension selbige geleiht werden sollt; Hat
man sich

11. Dahin vereinbaret / daß alle fremde / außer den
inwärtigen Friedens-Instrumenten malteb; und extra-
ganze Casus angefohlen / was hingen aber durch
erst-gemelter Friedens-Schlüss bedestigt sey Waack und
Ordnung erlangt / und de präsent oder in futurum durch
Gewaltsam Hand angefochten wird / in solcher Garantie
lediglich und allein begriffen seyn sollt. Und nachdem die
ad exemplum Cas. Maj. an Euren der Franz. Kaiserl.
Ober-Rhein und Westerrheinischen Allirten beschä-
re Accession, zum Esen, Schwed. und Estnischen Allig-
ation verfaßman hat man durch die H. Kayserl. Majestät
Beile / unter ihrer verpflichteter guter inclination, sich
hieninnen also zu erklären und zu bewegen veranfaßt la-
sen / daß die gesampete Allirte Ihrer Durchfürstl. Del.
sonderbare Begierde zu den gemeinen Reichs-Beile /
hieninnen auch im Betre zuernehmen haben würden.

Wegen der von Fränkischen und Allirten Seiten

bedestigt verglichenen Truppen / hat man sich
12. Auch dahin verfaßman / daß den dinstigen Re-
glement Cur-Bayer, und Schwäbischen Heils con-
miter

ANNO
1683.

müß observirt / namentlich aber auff eine portion tägli-
lich 2. Pfund Brod à 2. Kr. 1. Maas Etrandt à 2.
Kr. 1. Pfund Fleisch à 2. Kr. und auff ein Pferd 6.
Pfund Stroh à 2. Kr. gefohlet / und zwar dieses sowohl
für den marchen als den Etand. Quartieren sol-
den massen gehalten werden solle;

Ratione Terminii ad quem, und wie lang diese Al-
lianz dauern solle / ist der Weisheit
12. Zuruffs bestanden / daß dieselbe auf 3. Jahr
gestillet / und gleichwohl denen Compacienten die Hand
offen bleiben solle / sothanen Terminum bey innertli-
cher seigern sitzen / oder außstehender Beschaf / zu en-
gen / oder nach allseitigen auff beiderley / fallen geset-
ten Gutsbefinden / weisers zu extendiren / Inzwischen al-
der und biß dahin solte dieses vinculum mutuum fest
stehen / und von niemand in particulari auffgelöst / auch
eine Tractaten mit den einmahl declarirten Jüden sin-
gulariter & diviniis, sondern mit und von gesamelter
Hand unter allen Alliren Theilen mittinander auffge-
nommen / also diese Defensionis-Verbindung in allen
sanctis & inviolabiliter gehalten werden.

XXXIV.

31. Mars. *Fœdus perpetuum offensivum & defensivum inter Se-
renissimum LEOPOLDUM Imperatorem Romanorum
Hungariae & Bohemiae Regem, & JOAN-
NEM III. Regem & Regnum Poloniae magnan-
tem Ducatum Lithuaniae; initum Varsovia 31.
Martii 1683. Cum RATIFICATIONE Suae
Caesariae Majestatis. Datum in Arce Laziburgi
die 2. Maji 1683.* [Titre de la Régistrature
d'Est de la Chancellerie de la Cour de Sa
Majesté Impériale.]

Nos Leopoldus divina favente Clementia elec-
tus Romanorum Imperator semper Augustus,
ac Germaniae, Hungariae, Bohemiae, Dal-
matiae, Croatiae, Slavoniae Rex, Archidux
Austriae, Dux Burgundiae, Brabantiae, Styriae, Carin-
thiae, Carniole, &c. Marchio Moraviae, Dux Lu-
emburgiae, ac Superioris & Inferioris Silesiae, Wir-
tembergae, & Teckae, Princeps Sueviae, Comes Habs-
burgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi & Goritiae, Land-
gravius Alsatiae, Marchio Sacri Romani Imperii Bur-
goviae, ac Superioris & Inferioris Lusitaniae, Dominus
Marchiae Slavonicae, Portus Naonis & Salinarum.

Norum testamentum facimus tenore praesentium,
Quod cum quotidiana experientia compertum habe-
atur, Potentiam Ottomanicam vel ideò Christianitati
gravem, atque indies proficere, quod in commune
minime consilium, nec ullis ad propulandum commu-
ne periculum, Armorum Societatibus & Fœderibus
provisum fuit, in praesens quoque ea per universis in
Europa Turcicae Ditione, ipsamque Asiam Belli sunt
preparamenta, quae non nisi Populi Christiani, pos-
sunt autem nostro Hungariae, vicinorumque Poloniae
Regnis possunt esse nociva, unde nec aliter plena eorum
securitas consequenda videatur, quam si ad invicem
ab immixtissimi Hostis aggressionem propiciatur,
ablitae totis viribus recuperentur, stimulare praeter-
itum ad id Paterna Universalis Pastoris Innocentii
XI. sollicitudine, qui tam aliquot ab Annis pro Sa-
crofidei Fidei & Religioni Zelo, pro tot Populo-
rum Salute & Christiani Nominis Gloria Sacrum Fœ-
dus in eundem efficacissimis institit adhortationibus,
Quapropter perpendentes simul ipsam Turcarum per-
fidiam, quae necdum elapso Induciarum decursu, sus-
cepta Subditorum nostrorum tumultuantium Protec-
tione, Regno nostro inhiat, Polonia quoque Pacis pau-
lo ante conclusae infractionem sentiat, & denique suc-
cessive omnibus universisque diffidens imminet, ordi-
navimus & consuevimus Plenipotentiarios nostros, il-
lustrem & Magnificos nostros Sacrique Imperii fideles
dilectos Carolum Ferdinandum Comitem à Waldstein
Baronem in Zuigau, Munchengraz, Leutschin, &
majore Auges, nostrum Consiliarium, Arcanum Came-
rarium, & Augustissimae Imperatricis Viduae Eleonorae
Dominæ Maris nostrae amantissimae supremam Aule
Praefectum, Aurei Velletis Equitem, Legatum, &
Joannem Christophorum Ziwersky Liberum Batonem
de Zierwa in Hennerdorff, Geltendorff & minore
Schatkau Consiliarium & Ablegatum nostrum, pridem in

ANNO
1683.

Polonia versantem, quibus vigore Literarum nostrarum
Plenipotentialium secunda Mensis Januarii praesentis
millefimi sexcentiesimi octuagesimi tertii Anni datarum,
plenam & integram Facultatem ac Potestatem concessi-
mus, dedimus & tribuimus, ut nostro & Successorum
nostrorum Regum Hungariae & Bohemiae, ac Archi-
ducum Austriae nomine, cum Serenissimo & Potenti-
ssimo Principe Domino Joanne Tertio Rege Poloniae,
magno Duce Lithuaniae, Ruthiae, Prussiae, Altoniae,
Samogitiae, Kioviae, Volhyniae, Livoniae, Podoliae,
Podlachiae, Smolensciae, Severiae, Zernichoviae, Ordini-
busque Regni Poloniae, & Magni Ducatus Lithuaniae,
Fœdus offensivum & defensivum simulante, vel si al-
teruter eorum impeditus, abiens, vel non valens fuerit,
seorsive tractare, perficere & concludere potens ac
valeant. Et illi quidem per frequentiores cum Sere-
nissimo, & Potentissimo Poloniae Rege, Ordinamento
Regni Poloniae & Magni Ducatus Lithuaniae deputatis
ad id Commissariis Varsoviae in loco Comitiorum
Regni Generalium habitas Conferentias, post invocatum
divini nominis auxilium, praevisaque matura deli-
beratione, in mutuas Fœderum Leges conveniant,
eò quo sequitur modo, videlicet.

Notum fit universis & singulis quorum interest, &
quomodolibet interese poterit, Rod cum inter Se-
renissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum
Dominum Leopoldum electum Romanorum Impera-
torem semper Augustum, Germaniae, Hungariae, Bo-
hemiae, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniae Regem, Ar-
chi-Ducem Austriae, Ducem Burgundiae, Brabantiae,
Styriae, Carinthiae & Carniole, Marchionem Moraviae,
Ducem Luxemburgiae, ac Superioris & Inferioris Si-
lesiae, Wirtembergae, & Teckae, Principem Sueviae,
Comitem Habsburgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi &
Goritiae, Landgravius Alsatiae, Marchionem Sacri
Romani Imperii Burgoviae, ac Superioris & Infer-
ioris Lusitaniae, Dominum Marchiae Slavonicae, Portus
Naonis & Salinarum ex una; & Serenissimum ac Po-
tentissimum Principem & Dominum Dominum Joannem
Tertium Poloniae Regem, Magnum Ducem
Lithuaniae, Ruthiae, Prussiae, Altoniae, Samogitiae,
Volhyniae, Livoniae, Kioviae, Podoliae, Podlachiae,
Smolensco, Severiae, Zernichoviaeque, Regnum ac
Rempubliam Poloniam Magnamque Ducatum Li-
thuaniam ex altera parte de ardore Amicitiae, Corres-
pondentia & Fœdere inter se pro mutua Regnorum,
Provinciarum & Ditionum suarum Defensione ac
Securitate in eundem, ab aliquot retro annis actum, nunc
velo mœuendum fit, ne vicini in Hungaria mala
longius serpent, & compunctis animis memoriam
suarum Majestatum Regna & Ditiones corripiant;
Idcirco utrique placuit, inceptum tam salutare opus
per certos ad id concludendum specialiter deputatos
Ministros reordiri, maturare ac perficere. Congressi
itaque utrinque legitime constituti Plenipotentiarii,
nempe ex parte Sacrae Caesariae Majestatis Illustrissimus
& Excellentissimus Dominus Dominus Carolus Ferdi-
nandus Comes à Waldstein Baro in Zuigau, Munchengraz,
Leutschin, & majore Auges, Sacrae Caesariae
Majestatis Consiliarius, Arcanum Camerarius, & Au-
gustissimae Imperatricis Viduae Eleonorae supremus Au-
le Praefectus, Aurei Velletis Eques, Legatus, & Do-
minus Joannes Christophorus Ziwersky Liber Baro de
Zierwa in Hennerdorff, Geltendorff & minore Schat-
kau, Sacrae Caesariae Majestatis Consiliarius & Ablegatus;
Ex parte vero Sacrae Regiae Majestatis Poloniae & Magni
Ducatus Lithuaniae, Regi ac Reipublicae Poloniae, Ma-
gnaeque Ducatus Lithuaniae Deputati, Reverendissimi,
Excellentissimi & Illustrissimi, Illustres magnifici &
generosi Domini, Domini Joannes Mataschouki Epis-
copus Cracoviensis, Nicolaus Stephanus Pac, Episcopus
Vilnensis, Michael Radecousky Episcopus Princeps
Varmen- & Saml. Sacri Romani Imperii Princeps,
Stanislaus Witwicki, Episcopus Lucconensis & Pres-
biterus, Calixtus Opalsky Episcopus Caloniensis, &
Pomeraniae, Stanislaus Woiensky Episcopus Camen-
ensis, Andreas Potocky Castellanus Cracoviensis,
Felicianus Potocki Palatinus Cracoviensis, Christophorus
Gzymutousky Palatinus Pofnan. Calixtus Sapie-
ha Palatinus Vilnensis supremus, Etericum Magni
Ducatus Lithuaniae Dux, Michael Dux Zartoriski
Palatinus Sandominiensis, Martinus de Kojesko
Opalsky Palatinus Troceniensis, Stanislaus Joannes Job-
ousky Palatinus & Generalis Terrarum Ruthiae,
Exercituum Regni Poloniae supremus Dux, Nicolaus
à Granow Senicusy Palatinus Volhyniae, Campidux
Exer-

ANNO Exercitum Regni, Martinus in Zamofca Zamofski
1683. Palatinus Lublinitis, Joannes de Kozielecki Oginski
 Palatinus Posenensis Campidux Magni Duc. Lithuanie,
 Joannes Antonius Chrapovicki Palatinus Viteplunus,
 Franciscus Pielski Palatinus Marieburgensis, Uladius
 Donhoff Palatinus Pomeranie, Martinus Kysky
 Castellanus Leopoldinis, Generalis Artillerie Regni
 Præfectus, Stanislaus Carolus Lutzecky Castellanus
 Podlachie, Otto Föderfamb Castellanus Livonie,
 Stanislaus Lubomirski Supremus Regni Marchialis,
 Joannes Wielopolski Supremus Regni Cancellarius,
 Joannes Grimsky Procancelarius Regni, Dominicus
 Nicolaus Duc. Razivilsky Procancelarius Magni Duc.
 Lithuanie, Benedictus Sapieha Thesaurarius Supremus
 Magni Duc. Lithuanie, Lubomirsky Eques Melitenis
 Marchialis Curie Regni, Andreas Zaluzki Magnus
 Regni Secretarius nominatus Episcopus Kyovientis
 Sive Regie Majestatis Cancellarius, Christophorus
 Grimsky Regni Referendarius Abbatum, Wygroucent.
 Raphael Comes in Leczno Vestifler Regni, Comiti-
 rum Regni Generalium Marchialis, Franciscus in
 Zakliczina Jordan Pincerna Regni, Capitaneus Dobel-
 nens. ex Provincia minoris Polonie Deputatus, Joannes
 Krasinski in Krasne, Referendarius Regni Capita-
 neus Varaviensis ex Provincia Majoris Polonie De-
 putatus. Franciscus Sapieha supremus Præfectus Sta-
 buli Magni Duc. Lithuanie ex Magno Duc. Li-
 thuanie Deputatus, Josephus Stankiewicz Vestifler Magni
 Duc. Lithuanie Deputatus, ex Equitum Ordine An-
 dreas Joannes a Zydyd Zydydovsky Vice-Capitaneus
 & Judex Castren. Cracoviens. Martinus Olszowsky
 Capitaneus Wiednens. Martinus Zaphic de Szpanou
 Succernarius Wicoviens. Deputatus de Minori Polo-
 nia, Casimirus Sapieha Capitaneus Præfentis, Stephanus
 Zahorowski Capitaneus Wlodimiriensis Deputatus
 de Minori Polonia, Alexander Propiemsky Vestifler
 Calidensis, Hieronimus Kuropatky Judex Terrestrius
 Leopoldinis Deputatus ex Majori Polonia, Michielius
 Gurovsky Pocillator Pofanenensis, Hyacinthus Koslawo-
 vsky Vestifler Livenfis, Jacobus Wilkowsky Judex
 Surrogatus Castrenfis Wicoviens, Seraphinus Siem-
 bocky Venator Juniludalavienfis, Eustachius Grothus
 Capitaneus Raygrodensis. Post Plenipotentiarius Ta-
 bulis utrique rite commutatus in mutuas Federis
 articulos offensivi & defensivi Conditiones, Leges &
 articulos ut sequitur convenit.

In nomine Sanctissimæ & Individuæ Trinitatis.

Sit inter Serenissimos & Potentissimos Principes Do-
 minum Leopoldum divinæ favente Clementiæ Im-
 peratorem semper Augulum, ejusque Regnum Hungar-
 iæ ac Bohemiæ, nec non Archiducum Austriæ &
 cæterarum Sive Majestatis Provinciarum Hereditariarum
 Successores ab una; & Dominum Joannem ter-
 tium Dei gratia Polonie Regem, Magnum Ducem
 Lithuanie, Regnum Polonie, Magnamque Ducatum
 Lithuanie à parte altera, illi animorum & Armorum
 Societas, quæ utrique Majestatis Regna & Provin-
 cias ut vicinate mutua, ita communione periculo-
 rum Belli Othomannici conjungat; & in eis Sacro-
 sanctæ Fidei cultum tot potestatum salutem, non
 solum ab ulteriori immensissimi Hostis aggressionem, in
 tuto conservare, verum etiam recuperatas ab utrique
 ablatas firmæ & stabili Pate valeat beare.

Et hæc verè erant motiva, quæ Sacram Regiam
 Polonie Majestatem & Rempulicam ad Federis
 hujus necessitatem inducere, utpote eam, quæ vicina
 ut propria considerans pericula, conclusam antè aliquot
 Annos cum Turcis Pacem multis infractionibus laesam,
 nec diu duratam bene provididerat, maxime verò
 dum Paterna universitatis Palfiori Innocenti undecimi
 sollicitudo, aliquot ab Annis Regie Majestatis magne-
 nimitatem Statuque Regni Pietatem, ad Sacrum
 hocce Bellum ferrentissimis, ardentissimis, & creber-
 rimis Adhortationibus ac Favoribus Subsidiorum pro-
 missis sollicitare non destitit.

Sit ergo inter alementoratas Majestates earumque in
 Throno Successores, Regna & Provincias offensivi &
 defensivi Belli Societas. Prima ad gloriosam & stabilem
 cum Hoste communi utrique Partis Pacificationem
 duratura. Altera ad eisdem Pacis perennem
 Conservationem perpetuum permanens.

Quò autem majori robore & indissolubili vinculo
 solidetur tam sacrum piisque opus, utraque Pars

communem Patrem Pontificem Maximum Sacra hujus
 Societatis Protectorem, Mantentorem, ac in virtute
 Guarantiæ Evictorem, suis cum Successoribus maximis
 Pontificibus veneranda assumit, minime dubia,
 Sanctitatem suam id facturam, ut neutram Partem
 penitet Paternis ardentissimisque Sive Sanctissimis
 adhortationibus pronas decille aures, & fiamem sub-
 missile promptitudinem.

Obligant idemdem tam Sacra Cæsarea Majestas,
 quam Sacra Regia Majestas Polonie, una cum Regni
 & Magni Ducatus Lithuanie Quodvis sub onore
 Juramenti propriarium manum præfentis Tractatus
 Subfcriptione, omnique alio vinculo, quod firmæ
 & indissolubili Principum & Populorum solet reddere
 Federa, intam hæc præfentem Belli Societatem sacro-
 sanctè inviolabiliter in omnibus Punctis, Clausulis,
 Articulis, per se & Successores suos conservaturos.

Quod ut majorem habeat vigorem ac Religionem,
 ipsum Juramentum Sacramentum Eminendissimi Cardina-
 les, nominatim Eminendissimus Pro, & Eminendissimus
 Barberini, uti eorumdem Gentium Protectores &
 Representantes, intra decursum finium mensium, in
 manibus sue Sanctitatis in eam Juramenti formam,
 quæ scilicet Articulo pacti est, & in hoc Tractatu
 ab utrique subfcripta habetur, nomine Suarum Ma-
 jestatum tanquam Principum suorum corporali-
 ter præstant. Iisdem Sive Majestatis Cæsarea Præfentio-
 nes ex Tractatu tempore Belli Societatis, occasione Sub-
 sidiorum factis, reducentes annihilat; de hisque Sacram
 Regiam Majestatem & Rempulicam totitè quiescit,
 nominatim verò Diploma ex Senatû Consilio emanatum
 de Electione nullum declarat; Eidem renuntiat,
 Regnoque Polonie & ejus liberis suffragiis restituit, &
 Hypothecam si quæ est, Inscriptiones & Præfentiones
 ad falus fodinas Vicicentes integrè remittit in perpetuum
 & annihilat. Vicicium Sacra Regia Majestas &
 Republica Polonie ex supradicto Tractatu resistentes
 Obligationes omnes vel Præfentiones in perpetuum
 solvit & annihilat: ut his ab utrique subfcriptis in perpetuum
 Præfentionibus, omnino præfentis Conjunctio excludat
 Scrupulos & Confidentis obices. In Societate
 itaque Belli offensivi permanentes Partes nullo modo
 ex prætextu foederis, etiam opina, voiva, & maxime
 favorabilis alterutri illarum efficit oblata, acceptabant
 Pacem, nisi simul & semel in eandem utraque Pars
 consensisset, eandemque acceptaverit.

Hæc Belli Societas erit inter Serenissimos & Potentissimos Imperatorem, quæ est Hungariæ & Bohemiæ Rex, Archidux Austriæ, tum aliarum Provinciarum
 Dominus ac Heres. Ità ut Sive Majestatis in Hæreditaria Regna & Provincias Successores teneantur
 ad hoc Fœdus, & eidem Punctis, Clausulis, ligamen-
 tis obligentur. Ad quod Sacra Regia Majestas Polonie
 ejusque in Throno Successores, Regnum Polonie, magne-
 que Ducatus Lithuanie viciveria obligentur.

Eadem Belli Societas limitatur solius Belli Turcici
 necessitate, nec ad aliud quodvis Bellum ullo profus
 colore & prætextu extendi unquam poterit.

Declarat itaque Sacra Cæsarea Majestas vigore præ-
 fentis Societatis sexaginta milia Hominum ad Bellum
 in Hungaria gerendum, quo numero comprehendun-
 tur viginti milia Subsidiorum Cæsareæ Majestatis Ami-
 corum Principum, & Legiones in Præfidiis fortaliorum
 in Italia permanentes.

Declarat vicicium Sacra Regia Majestas, Regnum
 Polonie, & Magnus Ducatus Lithuanie Bello gerendo
 competentes quadraginta milium Exercitus Viros du-
 rant eodem Bello alturas.

Cafu verò, quò Viennefis vel Cracoviensis Urbis
 obfidio imminet, eo tempore utraque Cæsarea &
 Regia Majestas actualium Armorum suorum Conjun-
 ctionem, mutuo & ad invicem fibi adpromissum,
 Exercitibusque integris Pars Partem pro liberanda illa
 Urbe, quæ Caput & Metropolis est, juvabit, &
 propulsandam obfidionem curabit. Idem utraque Pars
 factura, quoties bellico auxilio affitendi fibi mutuo
 integris viribus vel earum parte necessitas postulerit.
 Quo fine intimiorique Communicationis ergo Resi-
 dentes ab utrique Officiales Belli garii, specialiter ad
 id selecti circa Partes ad invicem manebunt.

Alias per diversionem Bellum geri debet, videlicet
 Sacra Cæsarea Majestas Regno Hungariæ Fortaliorum
 ejus vindicandis, Sacra verò Regia Majestas Polonie,
 Cameraco, & Podolie ac Ukraine vindicandis
 incumbent. Bello acquiescive rehatas ex ablati pro
 Jure, quibus antea pertinebant, Partibus cedent.

Quo-

ANNO 1683. Quoniam verò Bellum præ fortibus jam adest, Executio autem Convictum in Contributionibus præstandis tam cito haberi nequit. Tum Sacra Cæsarea Majestas duodecim centenis nullis Florenorum Polonicum currentis in Regno Monetæ Regio Poloniz & Magni Ducatus Lithuaniz succurrit pro primis & præsentibus Belli expensis, idque in continenti post Subscriptionem præsentis Tractatus : Cujus summe resolutionem nunquam à Republica præterdet. A sanctissimo nihilominus Pontifice ejusdem omnimodum sibi fieri compositionem curare liberum erit.

Promittit insuper Sacra Cæsarea Majestas præsentis Tractatus vigore, quam efficacissima apud Regem Catholicum sine mora interponenda officia pro extradendis decimis per Dioceses Saxe Majestatis Italicas, videlicet tam in Regno Neapolitano, quam in Statu Mediolanensi, quam primum eas Sanctitas Sua imposuerit. Quorum decimarum Subsidium usque ad honestam Pacem duraturum sibi Regno Poloniz applicabitur, nullatenus Sacra Cæsarea Majestas pro suis inventis eadem dividi prætendente vel impediende.

Cum autem ad hæc Societatem non solum invitandi sunt Christiani Principes, sed & ultrò se offerentes admittendi; Idem utraque Pars se obligat pro posse invitaturam ad eam Amicos & Fœderatos Principes; Ita tamen ut utriusque Partis Consensus accedat assensu, quoties aliquis Principum admittendus erat; nominatim utraque Pars Serenissimo Moschorum Zaros omni cura ad hanc Societatem invitabunt, fœctenque. In quantum verò utriusque Partis consensu coningeret, silentram Majestatem in Cæsis fore præsentem eo casu generalis Gubernatio penes præsentem foret.

Quod quidem Fœdus antiquis inter eosdem Serenissimos Principes, Regnaque ac Dominia eorum compactis, & limitatis Graniterum Commissionibus nullum præjudicium adferre debet; imò perpetuum illis robur addit & præstat.

Juramenti verò supramemorati ab utraque Parte in manibus summi Pontificis per Eminentissimos Cardinales, Protectores & Representantes præstandi talis debet esse tenor.

Ego N. N. Serenissimi & Potentissimi Principis Leopoldi I. Imperatoris semper Augusti, qui est Hungariæ & Bohemiæ Rex & Archidux Austriæ, aliarumque Provinciarum Haeres, uti Principis mei speciali Mandato ad id intrusus, ejusque Majestatis in Regna & Provincias Hereditarias Successorum nomine sanctè juro.

Vel Ego N. N. Serenissimi & Potentissimi Principis Domini Joannis Tertii Regis Poloniz, & Magni Ducis Lithuaniz, Principis mei, ejusque in Throno Successorum Regum Poloniz & Magnorum Ducum Lithuaniz, Universæque Reipublice Polonæ & Magni Ducatus Lithuaniz, quorum specialibus Mandatis ad id intrusus sum, nomine sanctè juro.

Quia Fœdus offensivum & defensivum contra immanissimum Christiani nominis Hostem, inter ætemoratis Majestates initum & Varsoviæ die trigesima prima Mensis Martii Anno currenti millesimo sexcentesimo octuagesimo tertio, per earundem Majestatum Plenipotentiarios conclusum, & manuum Subscriptionem munium, & ab eisdem ætemoratis Majestatibus ratum, gram, acceptatum, ac propriarum manuum Subscriptionem firmatum, in omnibus ejus Punctis, Pac-

tis, Clausulis, Articulis ac Ligamentis bona fide jurata tenorem verborum, & genuinum eorum significacionem Serenissimus & Potentissimus Princeps Leopoldus primus, Imperator semper Augustus, ut Hungariæ & Bohemiæ Rex & Archidux Austriæ observabit, tenebit & adimplebit. Ejusque Majestatis Successores Hungariæ & Bohemiæ Reges, Archiduces Austriæ observabunt, tenebunt & adimplebunt.

Vel Serenissimus & Potentissimus Princeps Joannes III. Poloniz Rex, & Magni Dux Lithuaniz ejusque Majestatis in Throno Successores Reges Poloniz & Magni Ducis Lithuaniz, ac Universi Regni, & Magni Ducatus Lithuaniz Status ac Ordines, observabunt, tenebunt & adimplebunt.

Neque de hoc Absolutionem petent, nec oblatam suscipient, sic me Deus adjuvet & hæc sancta Dei Evangelia.

In quorum fidem, nomine Serenissimorum suorum Principum, eorundem Litteris Plenipotentiariis mediantibus, Nos Legatus & Ablegatus Augustissimus Cæsareæ Majestatis Extraordinarius ac Sacre Regiæ Majestatis Regni & Magni Ducatus Lithuaniz ex Senatorio & Equestris Ordine Deputati Commisarii manibus propriis subscribitur & Signillis munimus. Quod & Sacre & Serenissimæ ætemoratae Majestates, Domini nostri Clementissimi, uti Principales in festo unius Mensis præstabit. Actum Varsoviæ sub celebratione Generalium Comitiorum Regni, die trigesima prima Mensis Martii Anno Domini millesimo sexcentesimo octuagesimo tertio.

CAROLUS Comes de Waldstein;

JOANNES CHRISTOPHORUS Liber Baro de Zierova Zierouski.

Quem quidem Tractatum nobis relectum eam omnibus suis Articulis, Punctis & Clausulis confirmavimus, ratihabimus & approbavimus: Quemadmodum illum per præsentem confirmamus, ratihabemus & approbamus. Promittentes in verbo Imperiali, Regio, & Archiducali, ac pro nobis Hereditibus & Successoribus nostris, Regibus Hungariæ & Bohemiæ, ac Archiducibus Austriæ firmiter spontentes omnia & singula jurata Conventionem præsentem per Plenipotentiarios nostros tractata & conclusa, integre, strictè, & invariabiliter observanda. Harum Fidei & Testimonio Litterarum, Subscriptionem manibus nostris ac Signilli nostri Cæsarei appensione expedituram. Que dabantur in Arce nostra Laxburgi die secunda mensis Maji Anno Domini millesimo sexcentesimo octuagesimo tertio, Regnorum nostrorum Romani vigesimo quinto, Hungarici 28. Bohemici verò vigesimo septimo.

LEOPOLDUS.

(Locus Signilli in piride argentea deaurata filo aureo appensæ contentæ, cerâ verò rubrâ expressi.)

LEOPOLDUS GUIHELMUS Comes in Koenigsberg.

Ad Mandatum Sacre Cæsareæ Majestatis proprium.

JOANNES PROBIT.

XXXV.

26. Mai. *Tractat van Vrede en Koophandel gesloten tusschen LES PROVINCES-UNIES ET MAROC.* MULEY ISMAEL, *Keiser van Marocco, en de Heeren Staten Generaal der VEREENIGDE PROVINTIEN, uessou sine Hoogheit den Heere Prince van ORANGE in den Hage 26. May 1683. en geratificeert door den Keiser van Marocco in Augusti 1684.* [Recueil de divers Traitez faits entre les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, & les autres Princes & Etats.]

De

XXXV.

Traité de Paix, de Navigation, & de Commerce, 26. Mai. entre MULEY ISMAEL, Empereur de Maroc d'une part, & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Unies, Bas, avec son Altesse le Prince d'ORANGE ET d'autre part. Ratifié à la Haye de la part de Leurs Hautes Puissances le 26. Mai 1683, & par l'Empereur de Maroc le 10. du Ramadan 1095.

Lit

ANNO
1683.

DE Staten Generael der Vereenighde Nederlanden: Allen den genen die dien sullen sien ofte hooren lesen, Salut. *Dien te weten:* Dat tusschen sijne Majesteit Muley Ismaël, Keyser van Marocco, Koningh van Fez, Taflet, Garbe, ende Africa ter eenre; ende Ons ende sijne Hoogheyt den Heere Prince van Orange, ter andere zyde; is gesloten ende opgerecht het Tractaet van Vrede ende van Commercie, volgende hier naer van woorde te woorde geinseerct.

I. **I**S vast geslote ende belloten, datter in liet toekomende tusschen sijne Majesteit Muley Ismaël, Keyser van Marocco, Koningh van Fez, Taflet, Garbe ende Africa ter eenre, ende de Hoogh Mog. Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden, ende sijne Hoogheyt den Heere Prince van Orange, ter andere zyde, sal zyn eene goede, vaste ende onverbreckelijke Vrede, de welke haer aenvangh sal nemen van den dagh af dat de Ratificatie van het tegenwoordige Tractaet van wegen de hooghgemelte Heeren Staten Generael, in handen van sijne Majesteit Muley Ismaël sal zyn gekomen en overgelevert, sulende alle Acten van hostiliteit van die tydt af van wederzyden cesseren ende ophouden, verderende het tegenwoordige Tractaet door hooghst-gedachte sijne Majesteit Muley Ismaël, van nu af aan in alle en jegelicke sijne deelen ende Articulen behoortlyck geapprobceert, geratificeert, ende geconfinmeert.

II. De Schepen of andere Vaertuygen van de hooghgemelte Heeren Staten Generael, of die van hare Onderdanen ende Inwoonders soo Christenen als Joden, sullen altoos hebben een vrye intrede binnen de Reeden ende Havens van hooght-gemelte sijne Majesteit, ofte in andere Plaetsen van des sels Koningrycken, so om alder op Anckers, soo langh als 't haer belieft, te blijven, als om in alle vryheit te negotieren, koopen ende verkoopen, midts betalende Tollen voor de Koopmanschappen die verkocht sullen werden sonder meer, onder wat Naem, Titul, ofte pretext het soude mogen wesen; doch de gene die niet verkocht sullen werden, sullen in alle vryheyt verdueren te rugge gebracht ende herlicheyt, sonder eenige Rechten of Imposities daer van te betalen, en sullen mogen vertrecken als 't haer belieft, sonder eenige ophouding ofte veranderinge; ende aengende de Waren van Contrebande, als Bus-poeder, Sulpher, Deelen, ende alerhande Scheeps-Timmerhout, Touwerck, Pick, Toer, Roers, ende andere ssecken tot den Oorlogh dienende, sullen de Inwoonders van de gemelte Vereenighde Nederlanden niet gehouden zyn eenigh recht aen hooght-gedachte sijne Majesteit te betalen.

III. De Schepen ofte Vaertuygen, soo die van hooght-gemelte sijne Majesteit ofte van des sels Onderdanen, als die van Hoogh-gemelte Heeren Staten Generael, ofte van yemant van hare Onderdanen, sullen die Zee mogen bevaeren ende negotieren, sonder de een doot de ander te werden geuilteert, opgehouden ofte gemoelceert, oock sullen alle Personen en Passagiers, van wat Landtschap ofte Natie de selve mogen zyn, met alle haer Geldt, Goederen, Koopmanschappen ende Meublen, in eenige van de boven-gemelte Schepen bevonden werdende, t'eencemal vry zyn, ende van geen van beyde zyden mogen werden gearresteert, aengehouden, berooft, ofte eenigins beschadicht.

IV. De Oorlogh-Schepen van hooght-gedachte sijne Majesteit, ofte andere Vaertuygen ontmoetende in de volle Zee, en buyten de Plaetsen dependende van de hoogh-gemelte Heeren Staten Generael, sullen aen boort van de gemelte Schepen der Vereenighde Nederlanden mogen senden hare Sloop, alleen met twee Mannen, de welke in de gemelte Sloop sullen treden behalven de Roeyers, en sal vervolgens geen meer getal van Volk; als die twee Mannen in eenig Koopvaerdy-of-e ander Schip, sonder permillie van den Capiteyn of-Schipper mogen overgaen, de welke haer een behoortlyck Passpoort getoonst hebbende, sal de voorsz. Sloop gehouden zyn seillonts te vertrecken, en sal het gemelte Koopvaerdy-Schip sijne reyt, sonder eenigen hinder ofte belet vervolgen, ende

TOM. VII. PART. II.

L Es Etats Generaux des Provinces-Unies, à ANNO
tous ceux qui ces presentes verront ou entendront lire, Salut. *Scavoir faisons,* Qu'entre Sa Majesté Muley Ismael Empereur de Maroc, Roi de Fez, Taflet, Garbe & Afrique d'une part & les Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, & son Altesse le Seigneur Prince d'Orange d'autre part, a été conclu & dressé le Traité de Paix & de Commerce inséré ci après mot pour mot.

1683.

I. **E**st arrêté & conclu, qu'à l'avenir, il y aura entre Sa Majesté Muley Ismael, Empereur de Maroc, Roi de Fez, Taflet, Garbe & Afrique d'une part & les Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, & son Altesse le Seigneur Prince d'Orange d'autre part, une bonne ferme & inviolable Paix, qui aura son commencement du jour que la Ratification du présent Traité faite de la part des susdits Seigneurs Etats Generaux, sera livrée entre les mains de Sa Majesté Muley Ismael; Et dès ce jour cesseront tous Actes d'hostilité de part & d'autre, ledit présent Traité étant dès à présent comme pour lors approuvé, ratifié & confirmé dans tous & en chacun ses Points & Articles.

II. Les Vaisseaux & autres Bâtimens des susdits Seigneurs Etats Generaux, ou ceux de leurs Sujets & Habitans tant Chrétiens que Juifs auront toujours une libre entrée dans les Rades & Ports de ladite Majesté, ou dans les autres Places de ses Royaumes, pour y demeurer à l'ancre aussi long-temps qu'il leur plaira, comme pour y négocier, vendre & acheter en toute liberté, en payant les Droits pour les Marchandises qui seront vendues, sans plus, sous quelque nom, titre, ou prétexte que ce puisse être; mais celles qui ne seront pas vendues, pourront être rembarquées & emmenées en toute liberté, sans en payer aucun droit ou imposition, & pourront partir quand bon leur semblera, sans aucun retardement ni empêchement; Et à l'égard des Marchandises de contrebande, comme Poudre à canon, Salpêtre, Planches, & toutes fortes de bois à construire des Vaisseaux, Cordage, Gondron, Poix, Fusils & autres choses servant à la Guerre, les Habitans des susdites Provinces-Unies ne seront tenus d'en payer aucun droit à sa susdite Majesté.

III. Les Bâtimens, & Vaisseaux marchands, tant ceux de ladite Majesté ou de ses Sujets, que ceux des susdits Seigneurs Etats Generaux ou de quelqu'un de leurs Sujets, pourront tenir la Mer & négocier, sans être visités de l'un l'autre, ni retenus ni molestés, aussi toutes personnes & passagers de quelques Provinces ou Nation qu'ils puissent être, en quelqu'un desdits Vaisseaux qu'ils puissent se trouver, seront entièrement libres avec leur argent, denrées, Marchandises & meubles, & ne pourront être arrêtés de part, ni d'autre, ni retenus, pillés, ni endommagés, en aucune manière.

IV. Les Vaisseaux de guerre de ladite Majesté, ou autres Bâtimens marchands, rencontrant en pleine Mer & hors des lieux dépendans des susdits Seigneurs Etats Generaux quelque Vaisseau marchand ou autres des Sujets des susdits Seigneurs Etats Generaux, pourront envoyer leur Chaloupe, à bord desdits Vaisseaux des Provinces-Unies, seulement avec deux hommes qui entreranno dans ladite Chaloupe excepté les Ramurs, & il ne pourra passer dans aucun Vaisseau marchand ou autre Bâtiment, plus grand nombre que ledits deux hommes, sans permission du Capitaine, ou Maître du Bâtiment, lequel leur ayant montré un Passaport convenable, ladite Chaloupe sera obligée de se retirer aussitôt; & ledit Vaisseau marchand continuera son voyage, sans aucun empêchement ou obstacle; Et réciproquement au cas que quel-

ANNO ende reciproukelyk in ghevalle eenigh Schip ofte
1683. Schepen van hooght-gedachte fyne Majesteit, ende den
Capiteyn van een van de voorsz. Schepen hebbende
verhouwt een dehoorlyck Passpoort door ordre van
hooght-gemelte fyne Majesteit onderteeckent, nevens
een Certificat van de Consul van de hooght-gemelte
Heeren Staten Generael, die als dan tot Sale ofte an-
ders sal resideren, soo sal het gemelte Schip ofte Vaer-
tuygh syne reyse vryelyk mogen vervolgen.

V. Geen Capiteyn ofte ander Persoon van eenigh
Schip ofte Vaertuygh van hooght-gedachte fyne Ma-
jesteit sal vermogen te lichten uyt eenigh Schip, de
Onderdanen van hooght-gemelte Heeren Staten Gene-
rael, toebehoorende eenigh Persoon ofte Personen,
wie het oock soude mogen wesen, om elders heen te
vervoeren ofte doen vervoeren, en om aldaer te wer-
den ge-examineert, ofte onder hoedanigh pretext het
soudde mogen wesen, veel min sal het haer geoorloft
zyn te torture ofte eenigh ander geweld te exerceren
tegen eenige Personen, van wat Natie ofte conditie
de selve soude mogen zyn, de welke in eenige Schep-
pen, de Onderdanen van haer Ho. Mo. toebehoorende
geleicheit sullen wesen, onder wat pretext of voorwen-
dingen het oock soude mogen wesen.

VI. Ingevalle eenige Schepen ofte Vaertuyghen van
hooght-gemelte Heeren Staten Generael, of van yemands
van hare Onderdanen en Inwoonders op de Kusten
van hooght-gedachte fyne Majesteit komen te stan-
den, sullen voorsz. Schepen met hare Gerechtschappen
en toebehooren, Goederen en Ladinge niet werden
gheconfisqueert, noch 't Volck tot Slaven gemaect;
maer sullen ter contrarie alle de Onderdanen van
hooght-gedachte fyne Majesteit gehouden wesen alle
mogelycke devoirs aan te wenden, om het Volck en-
de de Goederen te bergen.

VII. Geen Ingeleeten van fyne Majesteit, ofte
van hooght-gedachte Heeren Staten Generael sullen
mogen Commissie nemen van eenige andere Poten-
taten of Princen, om met Schepen haer toebehoorende,
oock met Schepen van andere te interfieren, ofte
eenige moeylyckheydt toe te brengen aan de Ingeleeten
van deselve fyne Majesteit, ofte van de hooght-gemelte
Heeren Staten Generael respectie.

VIII. Geen Schepen van hooght-gedachte fyne
Majesteit, het zy groot ofte klein, sullen mogen
kruyssen ofte goet varen ontrent de Reeden, de
Havenen, Steden en Plaetsen, liggende onder het
Gebiedt van de hooght-gemelte Heeren Staten Gene-
rael.

IX. De Vyanden van fyne Majesteit, ofte van de
hooght-gemelte Heeren Staten Generael, sullen in de
Havenen van fyne Majesteit, ofte van de Heeren
Staten Generael respectie, niet mogen opbrengen
eenige Prysen, of de voorsz. Ingeleeten gemaect,
ofte hare Schepen, Goederen, ofte Persoonen aldaer
verhandelen ofte verkoopen.

X. In gevalle eenige Oorlogh-Schepen van de
hooght-gemelte Heeren Staten Generael, in de Ha-
vens van hooght-gedachte fyne Majesteit met eenige
Prinsen quamen in te vallen, sullen sy de voorsz. Prin-
sen in alle vryheyd aldaer mogen verkopen, ofte daer
van na haer goetduncken disponeren, sonder door ye-
mande te werden gemoelteert, wie het oock soude
mogen zyn, daer en boven sullen de Oorlogh-Sche-
pen van de hooght-gemelte Heeren Staten niet ge-
houden zyn, eenige Rechten ofte Gabelen te beta-
len, maer ter contrarie in gevalle haer eenige Vires
mochten ontbreken, sullen sy alle het gene sy van
nooden sullen hebben, vryelyk voor couranten prys
mogen kopen.

XI. Soo haest als eenigh Oorlogh-Schip van hooght-
gemelte Heeren Staten Generael, in eenige van de
Havens van hooght-gedachte fyne Majesteit sal arri-
ven; ende dat den Consul der Vereenigde Nederlan-
den, ofte den Capiteyn van 't gemelte Schip, aan de
Gouverneurs van de voorsz. plaetsen daer van kennis-
se sal hebben gegeven, sal het selve werden gepubli-
ceert, op dat een yder fyne Slaven beware; doch in
gevalle des niet regentelike eenige Slave quam te
elchappen, ofte daer vermoeden was dat yemande
ge-elchappeert mochte wesen, sullen de voorsz. Gou-
verneurs niet toelaten dat ter diert cortiche eenige
insolentie tegens den voornoemden Consul ofte
eenigh ander Onderdanen van de Vereenigde Nederlan-
den

ANNO
1683. *quelque Vaisseau, ou autre Bâtimens marchand des
sûsdis Seigneurs Etats Generaux, viennent à rencon-
trer quelque Vaisseau ou Vaisseau de sa sùsdis Ma-
jeste, & un Capitaine d'un d'icieux Vaisseau ayant
montré Passpoort convenable signé par ordre de sùsdis
Majeste, ensemble un Certificat du Consul des sùsdis
Seigneurs Etats Generaux, qui résidera pour lors à
Salé ou autrement, alors le sùsdis Bâtimens ou Vais-
seau marchand pourra poursuivre librement son voyage.*

*V. Aucun Capitaine ou autre personne de quelque
Vaisseau ou Bâtimens marchand de sa sùsdis Majeste,
ne pourra enlever d'aucun Vaisseau, aucune personne
ou personnes appartenant aux Sujets desdits Seigneurs
Etats Generaux, quelles qu'elles soient, pour les am-
ener ou faire amener ailleurs, & pour y être exami-
ner, ou sous quelque pretexte que ce puisse être; bien
moins sera-il permis d'exercer la torture ou question,
ou autre violence contre aucune personne de quelque Na-
tion ou condition que ce puisse être, qui seront sur les
bords de quelques Vaisseaux appartenant aux Sujets de
leurs Hautes Puissances, sous quelque pretexte ou al-
legation que ce puisse être.*

*VI. Au cas que quelques Bâtimens ou Vaisseaux
marchands des sùsdis Seigneurs Etats Generaux, ou
de quelqu'un de leurs Sujets ou Habitans viennent à
échouer sur les côtes de sùsdis Majeste, lesdits Vais-
seaux, ni leurs dependances, Marchandises & charges
ne seront confisquer, ni l'Equipage fait esclave,
mais seront au contraire tous Sujets de sùsdis Ma-
jeste tenus d'employer tous les devoirs possibles pour
sauver l'Equipage & les Marchandises.*

*VII. Aucun Sujet de Sa Majeste ou desdits Sei-
gneurs Etats Generaux, ne pourront prendre de Com-
mission de quelque autre Potentat ou Prince pour in-
terferer ou molester avec leurs Vaisseaux à eux apparte-
nant ou autres les Sujets de sa sùsdis Majeste ou des
sùsdis Seigneurs Etats Generaux respectivement.*

*VIII. Aucuns Vaisseaux de sa sùsdis Majeste,
soit grands ou petits, ne pourront croiser ou prêter à
environs des Côtes, Havres, Villes & Places de la Do-
mination desdits Seigneurs Etats Generaux.*

*IX. Les Ennemis de Sa Majeste, ou des sùsdis
Seigneurs ne pourront amener dans les Havres de sùsdis
Majeste ou desdits Seigneurs Etats Generaux aucu-
ne prise faite sur lesdits Sujets ou à vendre & trans-
porter leurs Vaisseaux, Marchandises & Personnes.*

*X. Au cas que quelque Vaisseau de guerre des
sùsdis Seigneurs Etats Generaux vienne à tomber
dans les Ports de sa sùsdis Majeste avec quelque
prise, ils les y pourront vendre en toute liberté, ou
en disposer selon que bon leur semblera sans être mo-
lestés de personne, qui que ce puisse être; de plus
les Vaisseaux de Guerre desdits Seigneurs Etats Ge-
neraux ne seront point tenus de payer quelque Droit
ou Gabelle, mais au contraire, s'il leur manque
quelques vivres, ils pourront acheter librement ce
dont ils auront besoin, au prix courant.*

*XI. Aussiôt que quelque Vaisseau de Guerre des
sùsdis Seigneurs Etats Generaux sera arrivé dans
quelqu'un des Havres de sùsdis Majeste; Et que le
Consul des Provinces-Unies, ou le Capitaine du sùsdis
Vaisseau en aura donné connoissance au Gouverneur
de la sùsdis Place, cela sera publié, afin que cha-
cun garde ses Esclaves; mais s'il arrivait que quel-
qu'un de ces Esclaves vint à s'échapper, ou qu'on
soupçonnât qu'il en serait échappé quelqu'un, le sùsdis
Gouverneur ne souffrira pas que pour ce sujet
il soit commise aucune insolence contre le sùsdis Con-
sul ou contre d'autres Sujets des Provinces-Unies;
mais*

ANNO
1683.

den werde geplegh; maer sullen aen de Meesters van foodanige Slave ofte Slaven belasten dat sy de selve niet alle discretie van den Capiteyn ofte Commandeur, by wien sy haer soudon mogen hebben geselveert, afvoerden; en in gevalle dien Officier sulst staatsvastelyc ontkende, of dat men daer geen volkomen kennisse van hadde, sal den Meester of Meesters gehouden zyn, volkomen geloof aen de woorden van den voornoemden Officier te geven, sonder daer over den Consuil ofte de voornoemde Onderdanen in eenigherhande manieren te mogen molesteren, niet te min indien het seker was, dat foodanigh Officier de waarheid van de sake quam te verbergen, sullen de voornoemde Gouverneurs van weghen hooght-gedachte syne Majesteyt als dan den voornoemden Consuil vercoeken daer over aen de Staten Generael te schryven, op dat satisfactie sonder uytstel aen de Meesters van foodanigh ge-schapteerde Slaven gegeven werde.

XII. Van den dagh af dat de Ratificatie van het tegenwoordig Traictat van weghen die Heeren Staten Generael aen meer hooght-gedachte syne Majesteyt sal zyn over gegeven en ge-extradeert, sullen geene Onderdanen of Inwoonders der Vereenighde Nederlanden, soo Joden als Christenen, binnen alle de Koningsrycken van hooght-gedachte syne Majesteyt tot Slaven gemaect mogen werden, onder wat pretext het soude mogen wesen, daer en boven sullen de hooght-gedachte Heeren Staten Generael, ut kracht van dit Traictat, geenints gehouden zyn, eenige van hare Onderdanen ofte Inwoonders, zynde tegenwoordigh in Slavernye, of die voor het uytwillen van gemelte Ratificatie daer toe soudon mogen komen te vervallen, vry te kopen, maer sal het absolut van hare vrye wille dependen sonder eenige limitatie ofte restrictie van tyd, hare mededogenheyt in 't werck te stellen, ende foodanige, ende soo veel 'allen tyden als het haer goet duncken sal, te verlossen, midts conditie van over den pryx van haer rantion tuet hare Meesters op de redelycke manier te accorderen, sonder dat men haer sal mogen confringeren eenige tegens haer danck te lossen, het zy van de Slaven van de Galeen, Gouverneur, Alcaide, ofte wie het oock soude mogen zyn, toebehooren, niet goet vindende om vele reedenen te stipuleren, dat de Meesters gehouden soude zyn haer Slaven, zynde haer eygen Goet, voor den pryx van haer eersten inkoop te moeten af-laffen, nochte dat oec de hooght-gemelte Heeren Staten gehouden sullen zyn, foodanige aen te nemen, als men haer met geweld soude willen doen lossen; belovende meer hooght-gedachte syne Majesteyt sijn Authorityt in dese sake te sullen employeren, om beyde de Partheyn te vreden te stellen; ende is vervolgens geaccordeert, dat alle de Slaven, zynde Onderdanen en Inwoonders van die hooght-gemelte Heeren Staten Generael, ter occasie van hare lossing, sullen genieten het Profit ende de Emolumenten van den slyng ofte verminderinghe der Rechten die syne Majesteyt toekomen, gelyck oock van de andere Onkosten, midts voor de selve betalende soo redelycken Prijs als eenige Slaven van andere Natien, ten oplichte van hare lossing, het zy naer den gellosten Vrede, ofte by weghen Aelmoessen zyn ghevoen te betien; wel-verstaende, dat foodanige Slaven, Inwoonders der Vereenigde Nederlanden, die dit Emolument sullen willen genieten, door de Commissarissen of andere Ministers van den Staat der Vereenigde Nederlanden, die naer desen binnende de Rijken van hooght-gedachte syne Majesteyt soudon mogen komen, sullen moeten werden geloof, sullen andere Slaven, Inwoonders van de hooght-gemelte Provincien; die dat Voordeel der gemelte Rechten niet sullen willen genieten, haer Vryheyd doo andere Persoonen, soo sy te nade sullen verdoen, mogen procureren; de voornoemde Commissarissen ofte andere publicque Ministers, die naer desen van weghen de hooght-gemelte Vereenigde Nederlanden, in de Rycken van hooght-gemelte syne Majesteyt soudon mogen werden aengestelt, sullen de Vryheyd ende Macht hebben van voor haer, ofte hare Secretarissen, Contracten, ende Accorden te doen passeren opene Brieven ende andere Depeches in haer Naem te verleenen, ende verders te doen alle 't gunt de lossing en het verreck der geloste Slaven van noeden is, zyn, sonder dat vermaent, wie het oock soude mogen wesen, sich daer tegen sal mogen stellen, of de geloste Slaven molesteren; wyders sullen de voorsz. Ministers niet al-

TOM. VII. PART. II.

soo

mais il sera enjoind aux Maîtres d'un tel Esclave ANNO
1683.
aux Esclaves, qu'ils les redemandent avec toute direction au Capitaine ou Commandant auprès de qui ils pourroient être sauvés; Et au cas que l'Officier le denie constamment, & que l'on n'en ait point de connoissance certaine, le Maître ou les Maîtres seront tenus d'ajouter une foi entière à la parole du susdit Officier, sans pour cette occasion pouvoir molester le Consul ou les susdits Sujets en aucune manière; Néanmoins s'il est certain, que tel Officier vise à cacher la vérité, lesdits Gouverneurs de la part de Sa Majesté demanderont au Consul qu'il en écrive aux Etats Generaux, afin qu'il soit donné sans délai satisfaction aux Maîtres de tels Esclaves qui se seroient échappés.

XII. Du jour que la Ratification du present Traité aura été fournie à sadite Majesté de la part desdits Seigneurs Etats Generaux, aucun Sujet ou Habitant des Provinces-Unies, tant Juifs que Chrétiens, ne pourront être faits Esclaves dans tous les Roiaumes de sadite Majesté, sans quelque pretexte que ce puisse être. De plus les susdits Seigneurs Etats Generaux, en vertu de ce Traité ne seront nullement tenus de racheter aucun Sujet ou Habitant qui sont presentement Esclaves ou qui pourroient l'être, sans échanger des susdites Ratifications; mais il dépendra absolument de leur franche volonté, sans aucune limitation ni restriction de tems, de mettre leur compassion en effet & ainsi de les racheter dans le tems qu'ils le jugeront à propos. A condition de convenir avec leur Maître d'un prix raisonnable pour leur rançon, sans qu'on les puisse contraindre d'en délivrer aucun malgré eux, soit des Esclaves des Galeres, Gouverneur, Alcaide, ou à qui qu'ils puissent appartenir; ne trouvant pas à propos pour plusieurs raisons de stipuler, que les Maîtres soient obligés de se défaire de leurs Esclaves, étant leur propre bien, pour le prix de leur premier achat; ni que les susdits Seigneurs Etats soient obligés de les prendre, si on les leur veut faire racheter de force. Promettant à Sa Susdite Majesté d'employer son Autorité en cette affaire, pour que les deux Parties soient satisfaites: & est ensuivy accordé que tous les Esclaves, étant Sujets & Habitants desdits Seigneurs Etats Generaux, à l'occasion de leur rachat, jouiront du Profit & des Emolumens du rabais & diminution des Droits qui appartiennent à Sa Majesté, comme aussi des autres frais, en payant pour iceux un prix aussi raisonnable qu'aucun Esclave d'autres Nations à l'égard de leur rachat, comme on a coutume de les payer, soit après la Paix conclue, soit par manière d'Amortissement. Bien entendu que tels Esclaves, Habitants des Provinces-Unies, qui vendront pour de cet Avantage, devront être rachetés par les Commissaires ou autres Ministres de l'Etat des Provinces-Unies, qui ci-après vendront dans les Etats de Sa Susdite Majesté. Et les autres Esclaves, Habitants des susdites Provinces qui ne vendront pas pour de l'avantage des susdits Droits, pourront procurer leur Liberté par d'autres Personnes, s'ils le jugent à propos. Les susdits Commissaires, ou autres Ministres publics, qui seront ci-après établis de la part desdits Provinces-Unies, dans les Roiaumes de Sa Susdite Majesté auront la Liberté & le Pouvoir de faire par devant eux ou par devant leurs Secretaires passer tous Contrats, Accords, Lettres Patentes, & autres Depêches en leur nom, & faire en outre tout ce qui est nécessaire pour le rachat & retour des Esclaves qui seront délivrés, sans que personne, qui que ce puisse être, puisse s'y opposer, ou molester les Esclaves rachetés. En outre les susdits Ministres pourront faire & passer par devant eux toute force d'Instruments & Contrats au profit d'au-

I 2

tres

ANNO 1683. soo veel Authoriteit, als eenige Ministers van andere Prinzen of Potentaten vermogen te maken, en voor haer te doen passeren allerhande Instrumenten en Contracten ten behoeve van andere Christen Natien, oock mogen

valereen Paspoorten sonder contradictie van yemant.

XIII. Indien het gebeurde dat eenige Onderdanen van de hoog-gemelte Heeren Staten Generael binnen eenige van de Placien ofte Steden van hoogst-gedachte Synce Majesteyt quam te overlyden, sulen des selis Goederen of Penningen door de Gouverneurs, Rechters, ofte andere Officiëren van wegen hoogst-gedachte Synce Majesteyt niet mogen werden aengellagen; selis en sal niemant van de gemelte Gouverneurs ofte andere Officiëren daer van kennisse mogen nemen, ofte daer omtrent eenige de minste rechte werden geden, maer sulen loodange Goederen en Penningen werden aengeveert by die gene, die den Overledten tot sijn Erfgenaem ofte Erfgenamen by Testament sal hebben geïnstituert. In gevalle de selve ter placie van den Overleden mochten wesen; ende indien de Erfgenamen alder niet present souden mogen zijn, sal den Executeur van 't selve Testament door den Overleden beoorloofte geïnstituert, naer dat by een perfecten Inventaris van alle de nagelaten Goederen en Penningen ter goeder trouwen sal hebben gemaect, de selve sonder eenigh beleg in sijn bewarighe nemen; ende sal besorgen dat alles in handen van de ware ende wettige Erfgenamen door veylige wegen geschildt werde; maer indien yemant van de voornoemde Onderdanen, sonder Testament quam te overlyden, sal den Consul der hoog-gemelte Vereenighe Nederlanden sodanige Goederen en Penningen onder een beoorloofte Inventaris aenvaardten, om de selve aan de naeste Vrienden en Erfgenamen der Overledten ter handt te stellen.

XIV. De Kooplyden soo Christen als Joden van hoog-gemelte Vereenighe Nederlanden, de welke haer binnen eenige van de Steden van hoogst-gedachte Synce Majesteyt bevinden, sulen geenints gehouden zijn Goederen tegen haer danck te kopen, maer sal altydt tot haer keure stien sodanige te kopen, als sy oordeelen sulen haer dienstigh te zijn; van gelijken sal geen Capiteyn ofte Schipper van de hoog-gemelte Provincien gehouden zijn eenige Goederen tegen sijn danck in te laden, om de selve te vervoeren, ofte om een Reysje te doen naer eenige Placien daer hy niet soude willen varen; oock sal den Consul van hoog-gemelte Provincien niet gehouden zijn eenige Schulden van een ander Onderdanen van de selve Provincien te betalen, ten ware dat ten dien oorfaeke eenige Borgtocht, ofte Cautie by publike Acten gestelt ware.

XV. De Onderdanen, soo Christenen als Joden, van hoog-gemelte Heeren Staten Generael, sulen in cas van Pleydoyen of Proceffen in de Rijken van hoogst-gedachte Synce Majesteyt niet gehouden zijn sich te submitteren onder eenige Jurisdicte van de Landen, maer indien'er waren eenige questien, soo Civile als Criminele, tusschen die van de Natie van de Vereenighe Provincien alleen, in welken gevallen sy niet gehouden sulen wesen te compareren voor een andere Rechter als voor hazen Consul, dewelcke sal hebben volkomen Authoriteit om te termineren alle differenten, soo in 't Civil als in 't Crimineel, als Doofliken, Querzaken, en andere Delicten, en te procederen volgens de Instructie en Ordre van de hoog-gemelte Heeren Staten Generael.

XVI. In gevalle eenigh Onderdanen van de hoog-gemelte Heeren Staten Generael, sich bevindende in de Rijken van hoogst-gedachte Synce Majesteyt een Moor quam te bedriegen, te quetsen, of neder te lepen, sal hy op de selve wyse en niet stinger als een Moor werden gestraft, indien by diegelijcke Misdaden began hadde; doch by quo verre hy quam te escapperen, sal den Consul noch eenige andere Onderdanen van de gemelte Heeren Staten daarom niet mogen werden geinquireert noch gemolesteert.

XVII. Den voorn. Consul van de hoog-gemelte Heeren Staten Generael in de Rijken van hoogst-gedachte Synce Majesteyt sal alder woenen in alle vryheit en veylighheit, soo ten velen van sijn Persoon, als van sijne Goederen; en sal hy vermogen sijn Tolck en Miskeizer te verkiezen, oock te gien een boot van alle Schepen, in de Havenen en op de Reeden ten

An.

tres Nations Chrétiennes, comme les autres Ministres des autres Princes & Potentats & même accorder des Passports sans contradiction de personne.

ANNO 1683.

XIII. S'il arrive que quelqu'un des Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux vienne à mourir dans quelque une des Places ou Villes de Sa dite Majesté, ses Effets & Deniers ne seront point saisis par les Gouverneurs, Juges ou autres Officiers de la part de Sa dite Majesté, même nul desdits Gouverneurs ou autres Officiers n'en pourront prendre connoissance ou en faire aucune recherche, mais tels Effets & Deniers seront mis à mains de ceux que le desfont aura institué à cet effet par son Testament, au cas qu'ils soient dans les Lieux où ledit desfont sera decédé, & si les Héritiers ne sont pas présents au lieu, l'Executeur testamentaire que le desfont aura institué, après qu'il aura fait un Inventaire fidele desdits Marchandises & Deniers les prendra en sa garde; & au cas qu'il n'y puisse par voyes sûres être mis à mains de l'Héritier légitime. Mais si quelques desdits Héritiers vient à décider au Conseil, le Consul desdits provinces-Unies, prendra lesdits Marchandises & Deniers en la garde, sous un Inventaire convenable, pour être restitués aux plus proches Parents & Héritiers du desfont.

XIV. Les Marchands tant Chrétiens que Juifs desdits Provinces-Unies, qui se trouvent dans quelque une des Villes de Sa dite Majesté, ne seront point obligés à acheter des Marchandises contre leur gré; mais il sera toujours à leurs choix d'en acheter de telles qu'ils trouveront leur être utiles, semblablement, aucun Capitaine ou Maître de Vaisseau desdits provinces, ne sera obligé de charger aucune Marchandise malgré soi pour la transporter, ou de faire un Voyage, en quelque Place où il ne voudrait pas aller. Aucun Consul desdits provinces ne sera pas non plus tenu de payer les dettes d'un autre sujet desdits provinces, à moins que dans cette occasion il ne se soit rendu Caution ou Rependant par quelque Acte public.

XV. Les Sujets, tant Chrétiens que Juifs, desdits Seigneurs Etats Generaux, ne seront pas tenus, en cas de Plaidoirie ou de Proces, dans les Etats de Sa dite Majesté, de se soumettre à la Jurisdiction de ces Pais; mais s'il arrive quelque différend, soit Civil ou Criminel, entre ceux de ladite Nation des Provinces-Unies seuls, ou en cas si ne seront pas obligés de comparoir par devant un autre Juge que leur Consul, qui aura entre autre Autorité, de terminer sous les différens tant au Civil qu'au Criminel, comme Meurtre, Blessures & autres Delicts, & de proceder suivant l'Instruction & Ordre desdits Seigneurs Etats Generaux.

XVI. Au cas que quelques Sujets desdits Etats Generaux se trouvent dans les Etats de Sa dite Majesté, vienne à faire tort à un Nègre, le blesser, ou le tuer, il sera puni de la même manière, & non plus rigoureusement qu'un Nègre qui auroit commis la même Faute ou Delict; Mais s'il venoit à s'échapper, le Consul ni aucun autre Sujet desdits Seigneurs Etats Generaux n'en pourront pas à cette occasion être inquiétés ni molestés.

XVII. Le Consul desdits Seigneurs Etats Generaux étant dans les Etats de Sa dite Majesté, y pourra vivre en toute liberté & sûreté, sans l'égard de sa Personne que de ses Effets, & il pourra choisir son Truchement & son Courier, & aller à bord de tous l'vaisseaux, qui seront dans les Havres &

ANNO Ancker leggende, soo menighmael als 't hem believen
1683. sal, als oock dogh het Land te reynen, daer en bo-
ven sal het hets vry staen, en gemeinsceet zijn pu-
blycqueleijk in sijn Huys te doen oeffenen en exet-
ceren de Christelijke Gereformeerde Religie, sonder
eenige verzie of molestatie, het zy niet wouden
of met werken, van wie het oock soude mogen zijn.

XVIII. Is mede geaccordeert en geconveniert, dat
niet alleen geduyrende de continuatie van Vrede en
Vrundschap, maer oock in cas van eenige interruptie
of rupture van de selve, sulcken hoogst-gedachte
sijne Majesteit hogh-gemelte Heeren Staten Gene-
rael den Consul en andere Onderdanen van meer
hoog-gemelte Heeren Staten Generael, in de Rijken
van hoog-gemelte Syne Majesteit woonende, te we-
ten soo wel in tijdt van Oorlogh als van Vrede, sul-
ken hebben volkomen vryheyt, om sich na haer ey-
gen of andere Landen te begeven, niet soodanige
Schepen, van wat Natie het zy, als 't haer goetdun-
cken sal, ende haer Goederen, Familien, en Dieners
met haer te nemen, sonder dat haer daer ontrent
eenige hindernisse magh werden toegebracht.

XIX. Geen Onderdanen van de hoog-gemelte Hee-
ren Staten Generael, 'zy Jood of Christen, zijnde
Passagier, gaende of komende met sijn Bagagie van
ofter na eenige Havenen, sal mogen werden gemolest-
teert, schoon soodanigen Passagier in een Vyandlijk
Schip van de laagst-gemelte Syne Majesteit
was; van gelijcken sal geen Passagier van hoogst-gedachte
Syne Majesteit, zijnde in een Vyandlijk
Schip van de hoog-gemelte Heeren Staten in sijn Per-
soon of Goederen, die hy in 't gemelte Schip geladen
sal hebben, mogen werden gemolestteert.

XX. Soo haest als de Ratificatie van 't gemelte
Tractaet van wegen hoog-gemelte Heeren Staten Ge-
nerael, an handen van hoogst-gedachte Syne Majes-
teit sal zijn overgegeven, sulken alle Injurien ende
Schaden ten wederzyden geleden, in een eeuwige ver-
getenheyt gestelt en gehouden werden, en sulken aller-
hande Hostiliteiten en violentien ten wederzyden ceis-
seren, en sal dese Vrede in haer volkomen kracht en
vigueur blijven, en voor altijd continueren; en in Ge-
valle na den dag, de de voorzij Ratificatie in han-
den van hoogst-gedachte Syne Majesteit gestelt sal
zijn, eenige Prinzen ofte Schaden ten wederzyden qua-
men voor te vallen, voor dat de Vrede een yder der
Onderdanen bekend was, sal daer van een prompte
satisfactie gegeven werden.

XXI. In gevalle dat by inadverentie of andersints
eenige Contravention in het tegenwoordige Tractaet
van wegen hoogst-gedachte Syne Majesteit, ofte van
de hoog-gemelte Heeren Staten Generael voortvleij-
st, sod sal eccliet de voorzij Vrede in volle vigueur bli-
ven, sonder dat men daerom tot Rupture van de voor-
zij Vrede, Vrundschap, ende goede Correspondentie
sal komen; maer sal die beledighde Parthey een promp-
te Reparatie van soodanige Contraventie in der minne
vorderen, alvorens tot de Wapenen te komen; ende
in gevalle sulcks by eenige particuliere Onderdanen
mocht by-komen, sulken 't als Infracteurs van Vrede,
en Verstoorders van de gemeene Ruste, sonder eenige
conveniente, daer over werden gestraft.

Soo ist, Dat wy het voorzij Tractaet ende yeder
Articul van dien hebben geaggreert, geapprobeert en-
de geratificeert, gelijk Wy het selve aggreeren, ap-
proberen, ende ratificeren mis desen, belovende ter
goeder trouwe ende oprechtelijken, het selve onver-
brekelijken te onderhouden ende naar te komen, en-
de niet te gedogen dat het selve by yemenden, directe-
lijken ofte indirectelijken, gekrenckt ofte verbroken
werde, onder wat pretext het oock soude mogen we-
sen: Ten oirkeonde hebben Wy desen met Ons Groot-
Zegel doen bekrachtigen, ende door den Pleidieren-
de in Onse Vergaderinge laten paraphreren, ende door
Onsen Griffler doen tekenen. Aldus gedaen in Onse
Vergaderinge, in den Hage den ses en twintighden Mey
seftien hondert drie en tachtigh.

De Ratificatie over dit Tractaet, ten ausen van syne
Keyserlijke Majesteit van Marocco, is gecreekt op den
vienden Ramadan in 't Jaer 1095. bet welcke naar Onse
rekeninge is den . . . August 1684. volgens ende in on-
fer.

& à la Rade, & ce aussi souvent qu'il lui plaira, ANNO
comme aussi de voyager par le Paix. Outre cela il 1683.
lui sera loisible & permis de faire publiquement dans
sa Maison l'Exercice de la Religion Reformée sans
aucune vexation ou moleste, soit de parolles ou de
fait, de qui que ce puisse être.

XVIII. Est aussi accordé & convenu que non seu-
lement, pendant la continuation de Paix & Amitié,
mais même en cas de quelque interruption & rup-
ture d'iceiles, entre Sa Majesté & lesdits
Seigneurs Etats Generaux, le Consul, & autres Su-
jets des susdits Seigneurs Etats Generaux, qui sont
demeurant dans les Etats de Sadite Majesté, se voir
tant en tems de Guerre qu'en tems de Paix, auront
entiere liberté de se transporter dans leur propre
Pais ou dans d'autres avec des Passagers de quelque
Nation, que ce soit, quand bon leur semblera &
d'emmener avec eux leurs effets, Familles & Servi-
teurs, sans qu'on leur puisse à cet égard apporter aucun
empêchement.

XIX. Aucun Sujets des susdits Seigneurs Etats
Generaux, soit Juifs ou Chrétiens, étant Passagers,
allant ou venant dans ou de quelques Havres, ne
pourront être molestés, encore que ces Passagers fussent
dans quelque Vaisseau ennemi de Sadite Majesté;
semblablement aucun Passager de Sa Majesté
étant dans un Vaisseau ennemi desdits Seigneurs Etats
Generaux ne pourra être molesté dans sa Personne ou
effets qu'il aura sur ledit Vaisseau.

XX. Ausstößt que la Ratification du susdit Traité
de la part desdits Seigneurs Etats Generaux aura
été dévorée à Sa Majesté, toutes les Injures,
& les Dommages soufferts de part & d'autre seront
mis en un perpetuel oubli, & cessent d'un & d'autre
côté toute sorte d'Hostilité & violences, & de-
mentra cette Paix en sa parfaite force & vigueur,
& continuera à toujours. Et au cas qu'après le
jour que ladite Ratification aura été mise & mis de
Sadite Majesté, il se fit quelque prise, ou que
quelque Dommage vint à être souffert de part ou
d'autre, avant que la Paix vienne à la Convoissance
de chacun des Sujets, il en sera fait une prompte
satisfaction.

XXI. Au cas qu' par inadvercience ou autrement
il se fit quelque Contravention au present Traité de
la part de Sadite Majesté, ou de celle des susdits
Seigneurs Etats Generaux, ladite Paix demeurera
néanmoins en son entiere vigueur, sans que pour ce
on en vienne à la Rupture de ladite Paix, Amitié
& bonne Correspondance; mais la Partie lésée de-
mandera une prompte Reparation à l'amiable, avant
que d'en venir aux Armes; Et au cas que ce soit
quelque Sujet particulier qui l'ait fait, il sera puni
sans aucune connivence, comme Infracteur de Paix
& Perturbateur du Repos public.

Cest pourquoi, Nous avons ledit Traité & chaque
Article d'icelui agréé, approuvé, & ratifié, comme
nous l'agréons, approuvons & ratifions par ces presen-
tes, promettons en bonne foi & sincerement de l'entre-
tenir & observer, le faire exécuter & observer in-
violablement, & ne permettrons qu'il y soit donné au-
cune atteinte & qu'il soit enfreint par qui que ce soit directe-
ment ou indirectement, sous quelque prétexte que ce
puisse être. En témoin de quoi Nous avons couché
ces presentes de notre grand Sceau, & fait icelles para-
pher par le Président de notre Assemblée, & fait signer
par notre Greffier. Ainsi fait en notre Assemblée à la
Haye le vingtième May mil six cent quatre-vingt
& trois.

La Ratification de ce Traité à l'égard de Sa
Majesté Imperiale de Maroc, a été signée le 10.
de Ramadan l'an 1095. qui suivant notre compu-
tation est . . . d'Avril 1684. suivant & en
13
COU

ANNO formé van de Missive van boesht-gedachte syne Keyserlijke
1683. Majesteyt, vernint het voorsz. Tractate aen baer Hooch-
Mog overgezonden, ende in de secrette Notulen van den vijft-
thienden December 1683. vermeldt.

conformité de la Lettre Missive de Sa sultane Ma- ANNO
jessé Imperiale. & qui a été envoyée, avec ledit 1683.
Traité à leurs Hautes Puissances, & mentionnée
dans les Notules Secretes du 15. Decemb. 1683.

XXXVI.

30. Juin. Declaration und Revers Carl Land-
Graffs zu Hessen-Cassel / an dero
Herrn Bettern Ermt zu Hessen-Rhein-
feld wegen der Weitung Rheinfelds
ausgeteilt; Worinn sich derselbe zu
Verweisung so wohl dero an besagter
Weitung / und der Niedern Graff-
schaft Eagenlenbogen / sich reservierten
Jurium, als auch zu Handhabung
derer hieran Herzog Ernsten / be-
denen zwischen Ihnen errichteten Ver-
trägen / zusehenden Gerechtsamen /
anerbietet / Item einen gewissen Ca-
pitain mit einer Compagnie von hundert
Köpfen zu zuschicken. Geschehen
Cassel den 30. Junii. 1683. [LUNIG,
Teutsches Reichs- Archiv. Part. Spec.
Contin. II. Abtheil. IV. Absz. VIII.
pag. 927. d'où l'on a tiré cette Pièce,
qui se trouve aussi dans les *Actes &
Memoires de la Paix d'Utrecht*, Tom.
VI. pag. 975. en François.]

C'est-à-dire,

*Declaration & Revers de CHARLES Land-Grave
de Hesse-Cassel, par lequel il s'engage & promet
à ERNEST Land-Grave de Hesse-Rheinfelds de
défendre sa Forteresse de Rheinfelds contre toute
Violence Etrangère, de le maintenir dans les Droits
qui lui appartiennent en vertu des Traitez sur le
Bar-Comté de Catzenelbogen, & lui fournir à cet
effet un certain nombre de Troupes à ses pro-
pres dépens. A Cassel le 30. Juin 1683.*

Bund und zu wissen sey / nachdem einige zeitlich
der Zustand im Römischen Reich / sonderlich am
Rheinstrom / und angrenzenden Landen / sich
solcher Gefahr veranlaisset / daß nicht ohnzeitig
ein und ander ohngemach / sonderlich aber zu besorgen
sehet / daß die Weitung Rheinfelds in der Nieder-Grav-
schaft Eagenlenbogen / hierunter Gefahr leiden möch-
te, und aber wir / als der regierende Fürst zu Hessen /
die billige Vorseyte tragen / damit nicht allein unser in
besagter Nieder-Gravschafft reservierte Jurz ohngestört
bleiben / sondern auch unsern Fürst. vielgeliebten Deuten
und Verwandten / Herrn Landgraf Ernsten zu Hessen
sich / bey dem durch die Verträge Ihre zusehende
Gerechtsam / desto besser geschützt und geschmachtet werden
mögen / Dess wir demnach zu folgenden Ende zu unserer
Eidreue / und aller möglichen Assistenz / in specie auch
dahin erobten haben / daß wir Unsern lieben mit einer un-
ser einen gewissen Ihre anhängigen Capitain und Officier
schickter Compagnie von ein hundert Köpfen zu Fuß /
auch einigen Contablen / Feuerwercken und Mörtern /
und zwar auf unsern künftigen Kosten / auf den Wäch-
rungs-Gast / und sich damit nebst seiner lieben eigenen
Besatzung / gegen alle besorgende feindliche Gewalt desto
besser haben zu defendieren / assistiren und zu helfen
kommen wollen / damit aber Unsern unsern Fürst. geliebten
Deuten und Verwandten sich / desfalls ausser allen
ihnen etwas vorgestelltem Nachtheilen und Verhabe
gesetzt und verhindert werden mögen / So versprochen

wir hiemit bey Fürstlicher Parole / ganz festiglich / falls
hochwachtet unsern Fürst. vielgeliebten Herrn Deuten
und Verwandten / Herrn Landgraf Ernsten zu Hessen
sich den gegenwärtig gefährlichen Conjunctionen / von
ihnen selbst vor nöthig adven werden / einige Assisten-
zelder von uns / zu desto besser und nöthwendiger
Verthigung zu begeben / und diese unsere beschalter in
die Nieder-Gravschafft stehende Wölder auf dero Besi-
zung-Erbschloß und Weitung Rheinfelds an sich zu ziehen /
daß solches in künftiger Zeit und Wege vortheil / ge-
gen den klaren Inhalt des künften / was folgen in
dem von H. Johann 1644. zu Neuenburg getroffenen
und von Kaiserlicher Majestät / und dem der Zeit dachst
ergangenen Reichs-Erbschloß / confirmirten Vertrag ent-
halten ist / im geringsten weder per directum noch per
indirectum zu prejudiciren / anschauen sich keine noch
solle / sondern auch über das / daß wir dasjenige / was
in besagtem Vertrag / der Definition halber / gemeinet
und dem regierenden Fürst reservirt sich befindet / Ein-
ner sich den zu Nachtheil im geringsten nicht ohngleich
deuten / noch zu wider Unsern Herrn Landgraf Ernsten
sich / oder auch Dero selbst eigenen hantlichen Guar-
tionen / versetzen und angestehen wollen / über das ver-
sprechen und versichern wir ebenfalls auf diese und
dünckliche / als geschehen soll und kan / Gleichwie bey
unser hochgedachten unsern Fürst. vielgeliebten Deuten und
Verwandten Herrn Landgraf Ernsten zu Hessen sich selbst
eigenen Willen und Wohlgefallen / transsum und qui be-
finden es übertragt bloß und alleine sich soll / diese un-
ser Ihre einzig und allein zur Assistenz. geschickte Wöl-
der einzunehmen / und dero selbst eigener Communität
und Geschallen nach zu logiren / und auf die Posten und
Wachen zu stellen / daß also gleichfalls bey Ihre
übertrag alleine und lediglich sehen sollen / solche / wann
es Ihre gefallen wird / anderns in der Stadt / oder
also auf dem Land zu verlegen / und gleich wie die Wöl-
den dessen zu verhandeln / mitte der aber / und so
lange solche unsere zur Assistenz geschickte Officier und
Mannschafft in der Nieder-Gravschafft Eagenlenbogen
in oder ausser der Weitung sich befinden / so sollen solche
unter Unsern Deuten und Verwandten Herrn Landgraf
Ernsten zu Hessen sich / Ihren und denen zugehörigen
Commandanten absoluten Commando und Jurisdiction
sich / auch eben besagten vorher / und vor der Einna-
me auf Rheinfeld / die Officier so wohl / als die gemeine
Knechte / was es vor eine Begehret damit habe durch
Zusand von uns darzu expedire Depuitten verhandelt
get werden / und an Eyns statt dem Fürst. Rheinfelds
selben Commandanten Handgeleitschiff desfalls ledigklich
lassen / auch bey Heller und Störung alles dasjenige
was erforderlich Nothdurft nach / aus dem Wälsung
oder sonst in ihrem nöthigen Unterhalt wird / gerad
werden soll / bezahlen / auch im Fall einer Bedrängung
pro exercicio Requirits mit demjenigen Ort oder Pün-
ner auf dem Schloß Rheinfelds bedrängte seyn sollen /
wider Ihre darzu bequelliche von offst hochbegnaden
Unsern Deuten und Verwandten sich / oder dero Com-
mandanten desfalls nicht anzureichen werden / Geschallen
ist auch im übrigen und so lange sie zu solcher Assistenz
dastehen liegen / sein Herrn Landgraf Ernst zu Hessen
sich / dero / Communitäten oder sonst darzu Depuitten
Leute und Befehlsh / gleich ihre selbst eigene Officier
und Soldaten thun müssen / sich gehalten sollen / alles
rechtlich und ohne Geschick / unserer wir dann zu un-
ser Vertheilung d. r. alle / diese Declaration und Re-
vers. nur zwischen selbst eigenen Händen freywillig und
wohlbedachtlich unterzeichnet / und mit Vertheidigung un-
ser Fürstlich. Jenseits bekräftiget / So geschehen Cassel
den 30. Junii 1683.

Carl.

(L.S.)

ANNO
1683.

XXXVII.

19. OÙ.
FRANCE
ET
ESPAGNE.

Convention faite entre le Marquis de Feuquieres, & le Marquis de Los Barbazes, pour la liberté de la Pêche, & de la Navigation dans la Rivière de Bidassoa, en faveur des Sujets de Louis XIV. Roi de France & de CHARLES II. Roi d'Espagne, avec toutes sortes de Vaisseaux, sans distinction. A Madrid le 19. Octobre 1683. [FREDER. LEONARD. Tom. IV.]

LE Roi Tres-Christien, & le Roi Catholique, aiant un desir sincere d'oblervier religieusement de part & d'autre la Trêve, qui a été conclue l'année passée entre les deux Couronnes, & d'éloigner de bonne foi tout ce qui pourroit en interrompre la durée; Sa Majesté Tres-Christienne declare provisionnellement que son Intention est, que pendant le temps de la présente Trêve les Sujets du Roi Catholique, tant de Fontarabie que des autres lieux, puissent librement naviger & pêcher, avec toutes sortes de Bâtimens à quille ou sans quille dans la Rivière de Bidassoa, son Emboucheure & Rade du Figuier, & en tous autres lieux de la Mer cloignés, ou proche d'Andaye: avec defences cependant de passer avec gens armés qui puissent donner du soupçon à ladite Place, sans une permission expresse du Gouverneur d'Andaye, ainsi qu'il se pratique à l'égard de toutes les Places de Guerre, sans néanmoins que sous le pretexte de cette défense, ou pour quelque autre que ce puisse être, ledit Gouverneur d'Andaye, ni aucun autre Officier ou Sujet de Sa Majesté Tres-Christienne, puisse visiter ou faire visiter les Bâtimens Espagnols, ou d'aucune autre construction appartenans aux Sujets du Roi Catholique, ni pareillement, que le Gouverneur de Fontarabie, ni aucun autre Officier ou Sujet du Roi Catholique, puisse sous quelque pretexte que ce soit visiter ou faire visiter aucuns Bâtimens François ou d'aucune autre construction appartenant aux Sujets de Sa Majesté Tres-Christienne. Et ain que le présent Acte puisse avoir son plein & entier effet, Sa Majesté Tres-Christienne donnera ordre au Commandant d'Andaye, aux Officiers & Soldats qui seront en garnison dans le Fort, & généralement à tous les Habitans & Bourgeois dudit lieu & autres des environs, & aux Commandans de toutes sortes de Vaisseaux & Bâtimens, de n'apporter aucun trouble ni empêchement aux Sujets de Sa Majesté Catholique dans ladite pêche & navigation, sous peine de desobéissance. Et en cas de contravention, elle fera proceder rigoureusement contre les coupables comme perturbateurs du repos public, lequel leurs Majestés veulent maintenir. Et pour faire observer ledit ordre avec plus d'exactitude, sadite Majesté Tres-Christienne enjoinra à tous ses Commandans du Fort d'Andaye, & autres lieux, comme aussi aux Commandans de toutes sortes de Vaisseaux, & à tous autres ses Officiers & Sujets, de faire exécuter, & d'exécuter ponctuellement le contenu ci-dessus, & en cas de contravention, de proceder contre les perturbateurs, & contre ceux qui auroient la hardiesse d'entreprendre quelque acte d'hostilité contre les Sujets de Sa Majesté Catholique, & contre la teneur de cet acte reciproque; Lequel demeurera ferme & établi, en la maniere ci-dessus, à commencer d'aujourd'hui jour de la date d'icelui, sans préjudice des droits & raisons des deux Couronnes.

Et Sa Majesté Catholique de sa part, declare aussi provisionnellement, que son intention est que pendant le temps de la présente Trêve, les Sujets du Roi Tres-Christien, tant d'Andaye que des autres lieux, puissent librement naviger & pêcher avec toutes sortes de Bâtimens à quille, & sans quille, dans la Rivière de Bidassoa, son Emboucheure & Rade du Figuier, & en tous autres lieux de la Mer, cloignés ou proches de Fontarabie, avec défenses cependant de passer avec gens armés, qui puissent donner du soupçon à ladite Place, sans une permission expresse du Gouverneur de Fontarabie, ainsi qu'il se pratique à l'égard de toutes les Places de Guerre; sans néanmoins que sous le pretexte de cette défense, ou sous quelque autre que ce puisse être, ledit Gouverneur de Fontarabie, ni aucun autre Officier ou Sujet de Sa Majesté Catholique, puisse visiter ou faire visiter les

Bâtimens François, ou d'aucune autre construction appartenans aux Sujets de Sa Majesté Tres-Christienne, ni pareillement que le Gouverneur d'Andaye, ni aucun autre Officier ou Sujet de Sa Majesté Tres-Christienne, puisse sous quelque pretexte que ce soit visiter ou faire visiter aucuns Bâtimens Espagnols, ou d'aucune autre construction appartenans aux Sujets de Sa Majesté Catholique. Et ain que le présent Acte puisse avoir son plein & entier effet, Sa Majesté Catholique donnera ordre au Commandant de Fontarabie, aux Officiers & Soldats qui seront en Garnison dans le Fort du Figuier, & généralement à tous les Habitans & Bourgeois dudit lieu, & autres des environs, & aux Commandans de toutes sortes de Vaisseaux & Bâtimens, de n'apporter aucun trouble ni empêchement aux Sujets de Sa Majesté Tres-Christienne, dans ladite pêche & navigation sous peine de desobéissance; Et en cas de contravention elle fera proceder rigoureusement contre les coupables, comme perturbateurs du repos public, lequel leurs Majestés veulent maintenir: & pour faire observer ledit ordre avec plus d'exactitude, sadite Majesté Catholique enjoinra à tous les Commandans de Fontarabie, du Fort du Figuier, & autres lieux, comme aussi aux Commandans de toutes sortes de Vaisseaux, & à tous autres ses Officiers & Sujets, de faire exécuter ponctuellement le contenu ci-dessus: & en cas de contravention, de proceder contre les perturbateurs, & contre ceux qui auroient la hardiesse d'entreprendre quelque acte d'hostilité contre les Sujets de Sa Majesté Tres-Christienne, & contre la teneur de cet Acte reciproque, lequel demeurera ferme & établi, en la maniere ci-dessus, à commencer d'aujourd'hui jour de la date d'icelui, sans préjudice des droits & raisons des deux Couronnes. Fait à Madrid le dix-neuvième Octobre mil six cent quatre vingt-trois. Signé pour le Roimon Maître, ISAAC DE PAS, Marquis de FEUQUIERES, Ambassadeur Extraordinaire du Roi Tres-Christien.

ANNO
1683.

XXXVIII.

des Königreichs Schweden Råthe und 19. Dec
Stände Erklärung über Königs Car-
oli Gustavi Testament, geben zu Stock-
holm den 19. Decemb. 1683.

C'est-à-dire,

Declaration des Conseillers & Etats du Royaume de Suede sur l'Affaire du Testament du Roi CHARLES GUSTAVE. A Stockholm le 19. Decembre 1683.

* Voyez la cy-devant sous: t. 3. Janvier de la même Année 1683. pag. 49.

XXXIX.

*Fœdus Offensivum & Defensivum Inter Cæsarem 1684.
Majestatem LEOPOLDUM, Regem Poloniae & Mars.
JOANNEM SOBIESKI & Rempubliam
VENETAM contra TURCAM Ejuque Ad-
hærentes, initum in Arce Licentiæ die 5. Martii 1684.
[Copie Manuscrite & sûre.]*

In Nomine Sanctissimæ Trinitatis.

SI inter Serenissimos Principes Dominum Leopoldum Divinæ favente clementiæ Imperatorem semper Augustum, & Dominum Joannem tertium Dei gratia Poloniae Regem horumque in throno Successores, Regna & Provincias, & Serenissimam Rempubliam Venetam quæque Successores, Status, & Provincias Offensivi, & Defensivi Belli Societas, prima ad gloriosum, & stabilem cum hollæ communium omnium trium Partium pacificationem duratura; altera ad quædam Pacis perennem conservationem in perpetuum permanfura.

II. Quo

ANNO
1684

II. Quo autem majore robore & indissolubili vinculo solidetur tam huiusmodi Opus, Confederatae Partes communem Patrem Pontificem Maximum Sacrae Iulianae Societatis Protectorem, Mantentorem, ac in virtute Garantiae Evictorem, suis cum Successoribus Maximis Pontificibus veneranda assumunt, nimis dubia Sanctitatem suam id futurum, ut nullam earum poenitent paternis adentissimisque Suae Sanctitatis adhortationibus prorsus desiste aures & filiales submissis promptitudinem.

III. Obligant se eidem tam Sacra Caesarea Majestas, quam Sacra Regia Majestas Poloniae una cum Regni & Magni Ducatus Lithuaniae Ordinibus, & Serenissima Republica Veneta, sub onere Juramenti inferius inferendi, omnique alio vinculo, quod firma, & indissolubilia Principum, & Populorum solet reddere Foedera, ad intam praesentem belli Societatem sacrosanctam, inviolabiliter in omnibus Punctis, Clausulis, Articulis, per se, & Successores suos conservandam.

IV. Quod ut majorem habeat vigorem ac Religionem, ipsum Juramenti Sacramentum, Eminentiissimi Domini Cardinales, nominatione Eminentiissimi Pio, & Eminentiissimi Barbirini, & Eminentiissimi Ottononi, duo primi Germaniae & Poloniae Gentium Protectores, Tertius vero Venetorum Cardinalium Senior qui Representantes intra decursum binorum mensium in manibus Suae Sanctitatis in eam Juramenti formam, quae fessivo Articulo praefata est, nomine suorum Majestatum & Serenissimae Reipublicae Venetae tanquam Principum suorum corporaliiter praestabunt.

V. In Societate itaque Belli offensivi permanentes, Partes nullo modo & praetextu fessivae, etiam optima vota, & maxime favorabilis alterutri illarum esset oblata, acceptabant Pacem nisi simul & semel in eandem omnes res consenserint eandemque acceptaverint.

VI. Haec Belli Societas erit inter Serenissimum, & Potentissimum Imperatorem, qui est Hungariae & Bohemiae Rex Archidux Austriae, tum aliarum Provinciarum Dominus, ac Heres, ita ut Suae Majestatis in hereditaria Regno, & Provinciis, Successores teneantur ad hoc Foedus, & iidem Punctis, Clausulis, Ligamentis obligentur, ad quod Sacra Regia Majestas Poloniae, ejusque in rhono Successores Regnum Poloniae, Magnificus Ducatus Lithuaniae, uti & Serenissima Republica Veneta, ejusque Successores, Status, & Provinciae vice versa obligantur.

VII. Eadem Belli Societas limitatur solum Belli Turcici necessitate, nec ad aliud quodvis Bellum ullo proferat colore & praetextu extendi unquam poterit.

VIII. Declarant itaque Sacra Caesarea Majestas, & Sacra Regia Majestas Poloniae una cum Ordinibus Regni, & Magni Ducatus Lithuaniae, se validissimis Exercentibus omni apparatu bellico instructis, & Serenissima Republica Veneta potentissima maritima classe, & terrestribus in Dalmatia Copiis, adeoque omnes tres Partes majoribus viribus possunt viribus, hoc bellum usque ad ejus, juvante Deo, gloriosum finem, & communem pacem bona fide gesturos.

IX. Causa vero, quo unius, aut alterius Partis Confederatae Status ita periclitaretur, & ab hoste prementur, ut omnino ad eorum liberationem subsidio auxilium Confederatorum, suorum Copiarum opus esset; promittunt sibi Domini Confederati actuale pro subsidio armorum suorum conjunctionem.

X. Idem semper futurum, quoties ex bellico Consilio assensum sibi mutuo integris viribus, vel earum parte necessitas postulare; Quo hinc interjuris quoque communicationis ergo, Residentes à Dominis Confederatis Officibus Belli generis, specialiter ad selecti circa Partes ad invicem manebunt, & ad Consilium bellicum admittentur.

XI. Alias per diversionem Bellum geri debet, videlicet Sacra Caesarea Majestas Regno Hungariae, Fortitudinis ejus vindicanda; Sacra vero Regia Majestas Poloniae Cameraco & Podoliz, ac Ukraine vindicandis incumbunt. Idem faciet Serenissima Republica ad vindicanda & recuperanda ab Hoste ea quae perdidit. Bello acquiescit, sive rebus ea ablati, pro jure quibus antea pertinebant Partibus cedent.

XII. Ut autem expeditiones militares semper ad communem rei bene gerendam scopum tantò melius intendantur, deliberabunt eo illis statim post ratificationem hoc Foedus & quocumque maturè inter Dominos Confederatos, illaque, quantum possibile erit, & rerum

circumstantiae permittent, ita intendentur, ut inter Confederatos & re communi conveniant fuerit.

XIII. Cum autem ad hanc Societatem non solum invitandi sunt Christiani Principes, sed & ultro se offerentes admittendi, ideo Domini Confederati se obligant pro posse invitandos ad amicos & Foederatos Principes, ita tamen, ut omnium consensus accedat assensus, quoties aliquis Principum admittendus erit, nominatione Serenissimorum Moschorum Czarorum omni cura ad hanc Societatem invitandos Reveniens.

XIV. Quod quidem Foedus antiquis inter eodem Serenissimi Principes Regnaque, ac Dominia eorum, & Serenissimam Rempublicam Venetam, ejusque Status & Dominia compactatis, & limitantibus Commissionibus nullum praedictum adferre debet, imò perpetuum illis robur addit & praestat.

XV. Hoc Foedus triplex in nullo derogat illi, quod inter Sacram Caesarem Majestatem & Regiam Majestatem, Regnumque Poloniae, & Magnam Ducatum Lithuaniae scriptum praecedente anno idem est, sed unum, non minus quam alterum respectivè in omnibus Articulis, Punctis, & Clausulis in suo robore sanctum & inviolabile maneat.

XVI. Diplomata Ratificationum hujus Confederationis Domini Commissarii & Legati Plenipotentarii mutuo in Aula Caesarea intra Mensis spatium, vel citius commutabunt.

In quorum fidem nomine Aug. Sae Majestatis Caesare, & Serenissimae Regiae Majestatis Poloniae, Magni Ducis Lithuaniae, uti etiam Serenissimae Reipublicae Venetae Litteris Plenipotentiarum mediantibus: Nos Commissarii Caesari Plenipotentarii, & nos Legati Plenipotentarii, Regius & Venetus, manibus propriis haec subscripsimus, & Sigillis munivimus. Actum in Arce Licenti die 5. Mensis Martii Domini millesimo sexcentesimo octogesimo quarto.

XL.

Contrat de Mariage, de VICTOR AMEÉE, 9. Avril. Duc de Savoie, avec la Princesse ANNE, Fille FRANCE du Prince PHILIPPE, Duc d'Orléans, Frère Unique de Louis XIV. Roi de France. Fait & SAVOYE. passé à Versailles le 9. Avril 1684. [FREDER. LEONARD. Tom. IV.]

A U nom de Dieu le Createur. Soit notoire à tous, que tres-haut, tres-excellent & tres-puissant Prince LOUIS XIV. par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, conserve toujours un sincere desir de donner en toutes occasions à tres-haut & tres-puissant Prince VICTOR AMEÉE, Duc de Savoie, les témoignages d'affection que Sa Majesté fait de sa personne, de l'affection & tendresse qu'elle a pour lui, & de la singulière considération qu'elle fait de sa Maison, non seulement par tant d'Alliances reciproques si souvent contractées depuis plusieurs siècles, entre la Maison de France & celle de Savoie; mais aussi à cause du constant attachement que tres-haute & tres-puissante Princesse Marie Jeanne Baptiste de Savoie, Mere dudit Seigneur Duc, a fait paroître pendant le temps de sa Regence aux interets de Sa Majesté, & qu'elle a si bien inspiré audit Seigneur son Fils, que Sa Majesté ne peut douter qu'il ne continue dans les memes sentimens. C'est aussi pour estreindre de plus en plus cette union & par-faire liaison, & pour la perpetuer à la gloire de Dieu, à l'avantage du nom Chrétien, & au commun bien des Peuples & Estats qui sont soumis à l'obéissance de Sa Majesté & dudit Seigneur Duc, que Sa Majesté a eu bien agreable la demande que ledit Seigneur Duc lui a fait faire par son Ambassadeur, de tres-haute & tres-puissante Princesse Anne, Niece de Sa Majesté, & Fille de tres-haut & tres-puissant Prince Philippe, Fils de France, Frere Unique de Sa Majesté, Duc d'Orléans; & de deslinée tres-haute & tres-puissante Princesse Henriette Anne d'Angleterre, ci-devant Epouse & Compagne dudit Seigneur Duc d'Orléans: Et comme Sa Majesté a pour cette Princesse toute la tendresse & l'affection que merient les grandes & aimables qualitez qu'elle possède, Sa Majesté a cru ne pouvoir mieux procurer l'avantage & le contentement reciproque de deux personnes qui ont l'honneur de le

ANNO 1684. toucher d'une parenté si proche, qu'en les unifiant par le Mariage.

C'est dans cette vue qu'elle auroit nommé des Commissaires, pour conjointement avec celui dudit Seigneur Duc de Savoie, convenir des Articles & conditions nécessaires pour parvenir à l'accomplissement de ce Mariage, suivant le contentement qu'en a donné nostre Mere sainte Eglise, en levant l'empêchement que les degrés de parenté dont madite Damoiselle & ledit Seigneur Duc s'attachent, y pouvoient apporter. Lesquels Articles & conditions auroient esté signez & arrestez, suivant les Pouvoirs respectifs dedits Commissaires, & depuis ratifiez par ledit Seigneur Duc de Savoie.

C'est par ces memes motifs qu'en preference, & du contentement & vouloir de tres-haut, tres-excellent & tres-puissant Prince LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, de tres-haut & tres-puissant Prince Philippe, Fils de France, Frere Unique de Sa Majesté, Duc d'Orleans; de tres-haute & tres-puissante Princeesse Elisabeth Charlotte, Comtesse Palatine du Rhin, Duchesse de Baviere, à present Epouse & Compagne dudit Seigneur Duc d'Orleans; & en preference aussi de tres-haut & tres-excellent Prince Louis Dauphin de France; de tres-haute & tres-excellente Princeesse Marie Anne Chrétiennne de Baviere, Epouse & Compagne de mondit Seigneur le Dauphin; de tres-haut & puissant Prince Philippe d'Orleans, Duc de Chartres; de tres-haute & puissante Princeesse Elisabeth Charlotte d'Orleans; de tres-haute & puissante Princeesse Anne Marie Louise d'Orleans, Duchesse de Montpensier, Souveraine de Dombes; tres-haute & puissante Princeesse Marguerite Louise d'Orleans, Grande Duchesse de Toscane; tres-haute & puissante Princeesse Isabelle d'Orleans, Duchesse de Guise; tres-haut & puissant Prince Henri Jules de Bourbon, Duc d'Anguien, Grand Maître de la Maison du Roi; tres-haute & puissante Princeesse Anne Palatine de Baviere, Duchesse d'Anguien; tres-haut & puissant Prince Louis Armand de Bourbon, Prince de Conti; tres-haute & puissante Princeesse Marie Anne de Bourbon, Legitimée de France, Princeesse de Conti; tres-haut & puissant Prince François Louis de Bourbon, Prince de la Roche-sur-Yon; tres-haute & puissante Princeesse Marie Therese de Bourbon; tres-haut & puissant Prince Louis Auguste de Bourbon, Duc du Maine, Legitimé de France, Colonel General des Suisses; tres-haute & puissante Princeesse Louise François de Bourbon, Legitimée de France; tres-haute & puissante Princeesse Charlotte Seguyer, Veuve de tres-haut & puissant Prince Henri de Bourbon, Legitimé de France, Duc de Vermeuil, d'une part. Et de tres-haut & puissant Seigneur Messire Thomas Felix Ferrero, Marquis della Marmora, Comte de Chiavio, Seigneur de Buriene, Berrin & Pralornie, Chevalier de l'Ordre de l'Annonciade, Gouverneur & Lieutenant General du Duché d'Aouste, Ville & Province d'Ivrée, Ministre du Conseil d'Etat & Ambassadeur de tres-haut & tres-puissant Victor Amédée, Duc de Savoie, muni de son Plein-pouvoir, d'autre part. Les Conventions & Traité de Mariage entre madite Damoiselle & ledit Seigneur Duc de Savoie, ont esté accordé & arresté ainsi qu'il ensuit.

I. C'est à sçavoir, que Sa Majesté promet de donner en nom & loi de Mariage, madite Damoiselle Anne d'Orleans sa Niece, à ce present & contentante, sous l'autorité & contentement de mondit Seigneur le Duc d'Orleans, son tres-honoré Seigneur, Pere & Tuteur, à madite Seigneur Victor Amédée, Duc de Savoie, suivant les Constitutions de l'Eglise Catholique Apostolique & Romaine. Comme aussi ledit Sieur Ambassadeur promet au nom dudit Seigneur Duc, de prendre madite Damoiselle Anne d'Orleans, à Femme & Epouse, pour être ledit Mariage solennisé en face de sainte Eglise, le plutôt que faire se pourra, par paroles de present en la Cour de Sa Majesté, par celui qui sera chargé de la procuration dudit Seigneur Duc de Savoie.

II. En faveur duquel Mariage Sa Majesté a donné & constitué à madite Damoiselle d'Orleans sa Niece, la somme de neuf cens mil livres, laquelle somme sera composée de celle de dix-neuf mil deux cens quarre-vingt cinq Jacobus & trois quarts monnoye d'Angleterre, faisant monnoye de France deux cens soixante dix mil livres, & interets d'icelle, qui est encore due

TOM. VII. PART II.

par le Roi de la Grande Bretagne, pour la moitié qui appartient à madite Damoiselle; pour être ledits interets exigés du jour seulement du decret de ladite Dame Duchesse d'Orleans. Et comme ladite somme de deux cens soixante-dix mil livres avec les susdits interets, ne pourra faire celle de neuf cens mille livres tournois, Sa Majesté promet de faire paier de ses propres deniers la somme entiere de neuf cens mil livres; Sçavoir trois cens mil livres content, trois cens mil livres dans le dernier de Juin, & les autres trois cens mil livres dans le dernier Septembre prochain; desquelles sommes & paiements le Roi demeurera garant; & dont moienant ladite garantie, & les paiements aux termes susdits, ledit Sieur Ambassadeur se tiendra pour content, & en quitera Sa Majesté & tous autres.

III. Et moienant ladite constitution dotale faite par Sa Majesté, madite Damoiselle future Epouse, sous l'autorité de mondit Seigneur le Duc d'Orleans, son tres-honoré Seigneur, Pere & Tuteur, & d'abondant autorisée en tant que besoin ferait dudit Seigneur futur Epoux, a renoncé & renonce par ces presentes, à ladite somme de deux cens soixante-dix mil livres, & ausdits interets dus par le Roi de la Grande Bretagne, au profit de Sa Majesté, & à tous autres Droits successifs à elle échus par le decret de feu Madame Henriette Anne d'Angleterre, sa tres-honorable Dame & Mere.

IV. Et de plus mondit Seigneur le Duc d'Orleans donne à madite Damoiselle sa Fille, la somme de trois cens mil livres; Sçavoir, soixante mil livres en bagues & joiaux, & deux cens quarante mil livres à prendre sur les interets qui lui appartiennent de la Dot de feu madite Dame Henriette Anne d'Angleterre, sa tres-honorable Dame & Mere, delà par le Roi de la Grande Bretagne.

V. Moienant quoi madite Damoiselle future Epouse, du contentement & agrément de Sa Majesté, & autorisée comme dessus, a renoncé & renonce à tous Droits successifs paternels, & autres qui lui pourroient écheoir.

VI. Lesdites sommes de neuf cens mil livres d'une part & de trois cens mil livres d'autre, demureront propres à madite Damoiselle; & aux siens de son coût & ligne; & sera ladite constitution dotale assurée & allignée, comme des à present, à ledit Sieur Ambassadeur en vertu de la procuration dudit Seigneur futur Epoux, l'assure & assigne sur tous & un chacun les Biens & Etats dudit Seigneur Duc, & spécialement sur la Ville & Province de Bielle, dont madite Damoiselle future Epouse & ses Enfants, pourront entrer & se mettre en possession dès l'instant de la dissolution dudit Mariage, & prendre à leur profit les fruits & revenus de ladite Ville & Province; jusqu'à la restitution entiere & parfaite de ladite somme de neuf cens mil livres d'une part, & trois cens mil livres d'autre, & sans diminution d'icelles.

VII. Ledit Seigneur futur Epoux donnera à madite Damoiselle future Epouse des bagues & joiaux jusques à la valeur de six vingt mil livres, lesquels avec ceux qui seront portez, par madite Damoiselle future Epouse, lui demeureront aussi propres, & aux siens de son coût & ligne.

VIII. Donnera ledit Seigneur futur Epoux à madite Damoiselle future Epouse, enreusement pour son état & maison, tel qu'à sa qualité & condition peut appartenir, & icelui assignera sur rentes & revenus situées au contentement de madite Damoiselle future Epouse, jusqu'à la somme de cent mil livres par an.

IX. Ledit Seigneur futur Epoux a donné & doit madite Damoiselle future Epouse pour Douaire preix, de la somme de quarante mil livres par cheus an à icelui avoir & prendre sur la Ville de Saintia & son Mandement, avec Pouvoir de nommer aux Offices, Benefices, & autres Droits & Prerogatives appartenans auxdites Terres, qui n'entreront dans l'évaluation de ladite somme de quarante mil livres: & si les revenus de ladite Terre ne montent à ladite somme, ce qui s'en deficit sera fourni & remplacé sur d'autres Terres & Seigneuries de proche en proche; auquel Douaire madite Damoiselle future Epouse demeurera tenue du jour du deces dudit Seigneur futur Epoux, sans qu'elle soit tenue d'en faire demande en Justice.

X. Et en outre a été accordé que madite Damoiselle future Epouse aura pour habitation une Maison meublé

ANNO 1684.

ANNO 1684. blée convenablement à sa qualité & dignité, le tout sans diminution dudit Douaire.

XI. Arrivant la dissolution dudit Mariage par le précédé dudit Seigneur futur Epoux, sera loisible à madite Damoiselle future Epouse de demeurer dans les Etats de Savoie, ou de retourner en France; & en l'un & en l'autre cas elle reprendra ladite constitution dotalle, & ses bagues & bijoux, ensemble tout ce qui lui sera échue pendant ledit futur Mariage par succession, donation ou autrement, & jouira d'édits Douaire, habitation & de l'ameublement d'icelle, le tout franchement & quittement, sans être tenu d'aucunes dettes encore qu'elle se fust obligée, dont les Heritiers & Successeurs dudit Seigneur futur Epoux seront tenus de l'acquiescer & indemniser, & faire en sorte qu'elle ne soit point recherchée ni inquiète pour ce regard.

XII. Et en cas de précédé de ladite future Epouse, ses Enfants reprendront pareillement, & pourront faire porter en France ladite constitution dotalle, bagues & bijoux, & tout ce qui lui sera échue pendant ledit Mariage, & aussi franc & quitte de toutes dettes.

XIII. Et avenant le précédé de madite Damoiselle future Epouse sans Enfants, ses Heritiers & ains causés, & ceux au profit desquels elle aura disposé de ses Biens, pourront faire recueillir en France les bagues & bijoux de madite Damoiselle future Epouse, ensemble tout ce qui lui sera venu & échue pendant & consistant ledit Mariage, par succession, donation ou autrement, même les deux tiers tant de ladite somme de neuf cens mil livres, que de ce qui sera reçu de celle de trois cens mil livres, constitués aussi en Dot par mondit Seigneur le Duc d'Orléans.

XIV. Sera madite Damoiselle future Epouse conduite aux frais de Sa Majesté comme il convient à une personne de sa qualité, jusques aux frontières du Pais dudit Seigneur futur Epoux au tems qu'il sera avisé, où madite Damoiselle future Epouse sera pareillement accueillie & reçue de la part dudit Seigneur futur Epoux comme il appartient.

XV. Et à tout ce que dessus entretenir, garder, observer & accomplir, le sont les Parties obligées & obligent avec tous & chacun leurs Biens meubles & immeubles, présents & à venir, sans jamais y contrevenir, promettant ledit Sieur Marquis Ferrero, Ambassadeur dudit Seigneur Duc de Savoie audit nom & en vertu de ses Pouvoirs & Procurations, de faire les présentes ratifier & approuver par ledit Seigneur Duc, & en fournir les Lettres de Ratification en bonne & due forme dans le tems de deux mois, à compter du jour & date des présentes, renonçant réciproquement ledites Parties à toutes Ordonnances, Loix, Coutumes & choses à ce contraires, & ont signé de leurs propres mains le présent Contrat, duquel l'Original est demeuré pardevant Nous, pour en vertu d'icelui en délivrer les Expéditions nécessaires en la forme ordinaire. Fait & passé dans le Château de Versailles le 9. jour du mois d'Avril 1684. pardevant Nous Conseillers Secretaires d'Etat, & des Commandemens & Finances de Sa Majesté.

Signé,

COLBERT, & COLBERT.

XLI.

23. Avril *Traité fait du consentement du Tres-puissant Empereur de France, entre Nous les tres-illustres Rois, le Duc, & Milice d'ALGER, & le Sieur DENIS DUSAULT, auquel nous avons donné permission de s'aller établir au Bastion de France en Barbarie. Du vingt-troisième Avril 1684. [FREDER. LEONARD. Tom. V.]*

I. **N**ous déclarons ledit Dusaault Propriétaire incommuable des Places du Bastion de France, la Calle, Cap de Roë, Bonne, Staros, le Collo, Bougie, Giger, & autres en dépendantes; excluant dès à présent & à toujours toute autre personne d'y prétendre, ni de faire aucun Commerce sans son aveu & permission expresse.

II. Il est défendu à tous Capitaines de nos Vaisseaux, Galees & autres Bâtimens de donner aucun

empêchement, ni faire aucunes visites à tous ceux qui iront audit Bastion ou Places en dépendantes, ayant Patente de l'Admiral de France, & au retour celle du Gouverneur dudit Bastion, ni aux Bateaux qui seront employés à la Pêche du Corail; & arrivant que l'un y contrevenira, seront ledits Bâtimens & Gens, Agent & Marchandises relâchés, à la requête de l'Agent dudit Dusaault en cette Ville.

III. Et attendu que ledit Bastion, la Calle & Cap de Roë sont fort délabrés & abandonnés, il lui est permis de les repaier & remettre en leur premier état, & de prendre sur les lieux tout ce qui lui sera nécessaire pour cela: Et d'autant qu'un Moulin à vent ne suffit pas pour faire les farines nécessaires à la subsistance des Places, parce que le vent de la terre manque souvent, Nous permettons audit Dusaault de faire bâtir un Moulin sur chacun des Monts dudit Bastion & de la Calle, lesquels il fera enclore d'une muraille pour empêcher les infâmes que les Mores du Pays y pourroient faire.

IV. Arrivant quelque Différent ou Guerre entre les Mores, qui empêchent ledit Dusaault d'avoir du blé pour nourrir les gens qui seront dans ledites Places, il lui sera permis d'en prendre à Bonne ou autres lieux de ce Pays, en payant au prix courant, & d'en envoyer tous les ans deux Barques en France pour la nourriture des femmes & enfans de ceux qui seront à son service pour ladite Pêche du Corail & Negroce.

VI. Il sera payé au Cayd de Bonne trois mille Paques par an, en six payemens égaux, & le premier commencera en même tems que celui d'Alger: Toutes reconnaissances aux Chefs seront payées comme du tems du Sieur Sanfon, cessant toutes les introductions faites depuis, & ne pourra ledit Cayd ni autre, aller audit Bastion sans l'ordre de nostre Divan.

VI. Il ne payera audit Bonne aucun Droit d'entrée ni de sortie. Défendons à tous les Habitans de vendre à autre qu'audit Dusaault, cires, cuirs, laines, fils, ni autres Marchandises, non plus que les cuirs des Agas des Ousatis, qui lui payera comme du tems de Sanfon, ni les cuirs qui resteront après la provision de ladite Ville, à peine de confiscation au profit de nostre Douane. Ses Bateaux pourront charger des Courcouffons, & autres provisions pour les Habitans des Places. Pourra y tenir un Prestre pour y dire la sainte Messe, ainsi qu'audit Bastion, la Calle & Cap de Roë; changer ses Agens & Commis, & généralement faire toutes les choses comme du tems de Sanfon.

VII. Est permis audit Dusaault de faire pêcher le Corail au Bastion, la Calle, Cap de Roë, Bonne, le Collo, Giger & Bougie, sans qu'on lui puisse donner aucun empêchement; mais lui sera donné aide & assistance, & fourni les vivres & autres choses dont il aura besoin, en les payant au prix courant.

VIII. Le Cayd du Collo prendra pour tous droits dix pour cent, pour l'argent que ledit Dusaault enverra audit lieu, pour acheter les cuirs & les cires dépendantes du Bey de Constantine, moyennant quoy est expressement défendu audit Cayd de prendre aucun autre Droit, & à tous les Marchands qui apporteront à vendre des cires de les falsifier ni les vendre, non plus que les cuirs & autres Marchandises à aucuns Mores ni Chrétiens, mais seulement audit Dusaault, d'autant que cela est contre la bonne foy & nostre parole: & y contrevenant seront les Marchandises confiscuées au profit de nostre Douane. Ordonnons par expès audit Cayd & à l'Agas dudit Collo, de tenir la main à l'exécution du présent Article, à peine d'en répondre en cas de plainte du contraire de la part dudit Dusaault.

IX. L'Argent & Corail qui sera envoyé à Alger pour payer les Lyfmes & Tributs, ne seront sujets à aucuns Droits, non plus que ce qui sera envoyé en cette Ville pour la subsistance de son Agent, lequel il sera permis audit Dusaault de changer quand il lui trouvera à propos. Et est défendu à tous ses Agens & Commis d'emprunter de l'argent pour quelque cause que ce puisse être.

X. Que si par malheur il arrivoit quelque différend qui causât rupture de Paix avec l'Empereur de France, ce que Dieu ne veuille, ledit Dusaault ne sera point inquiété ni recherché dans son établissement, n'enten-

ANNO 1684.

ANNO dant point meller une cause particulière avec la generale, ni les affaires d'Etat avec le Negoce, qui s'introduit & s'exerce de bonne foi, mais sera ledit Dufault comme nostre Fermier & nostre bon Amy, main-

1684.

tenus en paisible possession & jouissance dudit Balïon & Places dependantes, attendu le grand avantage qui en revient à la Paye des Soldats, & à tous les Habitans de ce Royaume.

XI. Promet ledit Dufault d'envoyer tous les ans deux Barques en cette Ville pour y faire Negoce, lesquelles il pourra ensuite envoyer charger au Balïon & à la Calle, & autres lieux de la Côte, sans qu'on le puisse contraindre à prendre des cuirs, ni des cires des fondées ni autres Marchandises contre sa volonté.

XII. Et sur la connoissance que nous avons que la defension & mes-intelligence des Affoires, qui ont précédé le present Traité a causé plusieurs delordres, & que les Lyfines & Tributs n'ont pas esté payées à nostre Douanne, ni au Cayd de Bonne, aux termes portez par nostre Ottoman, Nous defendons audit Dufault d'admettre personne dans sa Société, sans nostre consentement exprès; & pour cet effet desiffons aussi à toutes personnes d'aller dans ledites Places que du consentement dudit Dufault.

XIII. Moyennant ledite Permission & Privilege, que Nous accordons audit Dufault & aux siens, le defendons à tous autres sans son consentement; à la charge de payer à nostre Divan trente-quatre mille doubles d'or par chacune année, en six payemens égaux, qui se feront de deux mois en deux mois, au moyen de quoy nous promettons de maintenir ledit Dufault & les siens, en paisible possession & jouissance dudit Balïon & Places en dependances.

XIV. Et voulant auement reconnoître les peines & soins, voyages & dépenses que ledit Sieur Dufault a faits pour parvenir à la Paix que nous avons conclue ce jourd'uy par sa Mediation avec l'Empereur de France, & dont il reste encore chargé de l'exécution d'icelle, Nous lui accordons par ces Presentes deux années de franchise, sans payer aucune Lyfine à nostre Divan & Bey de Constantin, ni au Cayd du Collo, mentionné au present Traité, lesquelles commenceront au premier Aoult prochain, dont nous le déchargeons dès-à-present, & promettons l'en faire décharger par ledit Bey de Constantin & ledit Cayd du Collo; & ledites deux années passées ledit Dufault payera ledites Lyfines d'ordinaire à nostre Divan, Bey & Cayd, aux termes portez par le present Traité. Fait double, & publié en la Maison du Roy, le Divan assemblée, où étoient les tres-illustres Ismaïel Bacha, Agay, Haffon, Dey Gouverneur, le Mufti, le Cayd des Turcs & celui des Mores, l'Agay de la Milice, & les Gens de la Loy, de Justice, & de Guerre, le vingt-troisième jour d'Avril 1684. & de l'Egire le huitième de la Lune de Giuzmazelvel 1095. Nostre foy est foy, nostre parole est parole, avec les Seings & Tapus du Bacha & du Dey.

Signé,

DUFALT.

XLII.

25. Avril Articles de la Paix accordée par le Chevalier de Tourville au nom du Roi de France LOUIS XIV. au Bacha, Dey, Divan, & Milice d'ALGER. Signez le vingt-cinquième Avril, 1684. Avec le Formulaire des PASSEPORTS dont les Vaisseaux François seront porteurs, & du CERTIFICAT du Consul de la Nation Française à Alger. [FREDER. LEONARD. Tom. V.]

I. Les Capitulations faites & accordées entre l'Empereur de France & le Grand-Seigneur, ou leurs Predecesseurs, ou celles qui seront accordées de nouveau par l'Ambassadeur de France, envoyé exprès à la Porte, pour la Paix & repos de leurs Etats, seront exactement & sincerement gardées & observées, sans que de part & d'autre il y soit contrevenu, directement ou indirectement.

TOM. VII. PART. II.

II. Toutes courtes & actes d'hostilité, tant par Mer que par Terre, cesseront à l'avenir entre les Vaisseaux & Sujets de l'Empereur de France, & les Armateurs particuliers de ladite Ville & Royaume d'Alger.

ANNO 1684.

III. A l'avenir il y aura Paix entre l'Empereur de France, & les tres-illustres Bacha, Dey, Divan & Milice de ladite Ville & Royaume d'Alger, & leurs Sujets. & ils pourront reciproquement faire leur Commerce dans les deux Roiaumes, & naviger en toute seureté, sans en pouvoir estre empêché, pour quelque cause & sous quelque pretexte que ce soit.

IV. Et pour parvenir à ladite Paix, il a esté convenu de part & d'autre, de la restitution de tous les François detenus Esclaves dans le Roiaume & domination d'Alger, & de ceux du Corps de la Milice dudit Royaume qui sont sur les Galeres de France, suivant les Rolles qui en seront fournis; le Sieur Dufault, Gouverneur du Balïon de France, le chargeant en son nom d'amener ledits Esclaves du Corps de ladite Milice, par des Balthimens exprès; & le Divan & Puissances d'Alger, de rendre tous les Esclaves François dans le moment dudit échange; & dès à présent toutes les Prises qui seront faites depuis le jour de la conclusion du present Traité, seront rendues reciproquement de part & d'autre, sans qu'on puisse, sous quel que pretexte que ce soit, retenir aucuns Bâtimens, argent, Marchandises, ou robes, ni les Gens trouvez sur ledites Prises.

V. Les Vaisseaux armez en Guerre à Alger, ou dans les autres Ports du Royaume, rencontrant en Mer les Vaisseaux & Bâtimens navigent sous l'Estandart de France, & les Passeports de Monseigneur l'Admiral, conformes à la Copie qui sera transmise en fin du Traité, les laisseront en toute liberté continuer leur voyage, sans les arrester, ni donner aucun empêchement, sans leur donneront tout le secours & assistance dont ils pourront avoir besoin, observant d'envoyer seulement deux Personnes dans la Chaloupe, outre le nombre des Matelots nécessaires pour la conduite, & de donner ordre qu'il n'entre aucun autre que ledites deux Personnes dans ledits Vaisseaux, sans la permission expresse du Commandant: Et reciproquement les Vaisseaux François en usant de même à l'égard des Vaisseaux appartenans aux Armateurs particuliers de ladite Ville & Royaume d'Alger, qui seront porteurs des Certificats du Consul François qui est établi en ladite Ville, desquels Certificats la Copie fera pareillement jointe en fin du present Traité.

VI. Les Vaisseaux de Guerre & marchands, tant de France que d'Alger, seront reçus reciproquement dans les Ports & Rades des deux Roiaumes, & il leur sera donné toute sorte de secours pour les Navires & pour les Equipages, en cas de besoin; Comme aussi il leur sera fourni des vivres, agrez, & généralement toutes autres choses nécessaires, en les payant au prix ordinaire & accoutumé, dans les lieux où ils auront relâché.

VII. S'il arrivoit que quelques Marchands François étant à la Rade d'Alger, ou à quelqu'un des autres Ports de ce Roiaume, fussent ataqués par des Vaisseaux de Guerre Ennemis sous le Canon des Fortresses, ils seront défendus & protégés par ledits Châteaux, & le Commandant obligera ledits Vaisseaux Ennemis de donner un temps suffisant pour sortir & s'éloigner desdits Ports & Rades, pendant lequel seront retenus ledits Vaisseaux Ennemis, sans qu'il leur soit permis de les poursuivre: & la même chose s'exécutera de la part de l'Empereur de France, à condition toutefois que les Vaisseaux armez en Guerre à Alger, & dans les autres Ports du Royaume, ne pourront faire des prises dans l'étendue de dix lieues des Costes de France.

VIII. Tous les François pris par les Ennemis de l'Empereur de France, qui seront conduits à Alger, & autres Ports dudit Royaume, seront mis aussitôt en liberté, sans pouvoir estre retenus Esclaves, même en cas que les Vaisseaux de Tripoli, Tunis, & autres qui pourront estre en Guerre avec l'Empereur de France, missent à terre des Esclaves François.

IX. Ledits Bacha, Dey, Divan, & Milice de la Ville & Royaume d'Alger, donneront dès à présent ordre à tous leurs Gouverneurs de retenir ledits Esclaves, & de travailler à les faire racheter par le Consul François, au meilleur prix qu'il se pourra: Et pareille chose se pratiquera en l'égard des Habitans dudit Royaume d'Alger. K a x. K. Tous

ANNO 1684. X. Tous les Eslaves François, de quelque qualité & condition qu'ils soient, qui sont à présent dans l'étendue dudit Royaume d'Alger, qui ont été pris, non seulement depuis le 18. Octobre 1681, mais même depuis le Traité fait entre l'Empereur de France, & le Bacha, Dey, Divan, & Milice d'Alger, au mois de Février 1670. seront mis dans une pleine & entière liberté, sans aucune rançon; & pour cet effet il sera permis au Commissaire qui ledit Chevalier de Tourville choisira, de se transporter avec un Officier commis par le Gouvernement de ladite Ville, dans tous les Bagnes, & autres lieux où sont retenus ledits François, pour prendre une Liste exacte de leurs noms, sur laquelle ils seront mis en liberté: & en cas que par mégarde ou autrement il en fut oublié quelques-uns, ils seront restitués aussitôt qu'ils seront demandés, encore que ce fut long-temps après le présent Traité, attendu qu'il n'y aura point de prescription sur cet Article.

XI. Et à l'égard des François qui ont été pris avant ledit Traité de 1670. a été convenu qu'ils seront tous rachetés, en payant trois cens livres pour la rançon de chacun, quelque somme qu'ils aient été payez par leurs Patrons.

XII. Les Etrangers passagers trouvez sur les Vaisseaux François, ni pareillement les François pris sur les Vaisseaux étrangers, ne pourront être faits Eslaves four quelque prétexte que ce puisse être, quand même les Vaisseaux sur lesquels ils auroient été pris se feroient défendus; Ce qui aura pareillement lieu à l'égard des Etrangers passagers trouvez sur les Vaisseaux de ladite Ville & Royaume d'Alger, & des Sujets dudit Royaume, sur des Vaisseaux étrangers.

XIII. Si quelque Vaisseau François se perdoit sur les Côtes de la dépendance du Royaume d'Alger, soit qu'il soit poursuivi par les Ennemis, ou forcé par les mauvais tems, il sera secouru de tout ce dont il aura besoin pour être remis en Mer, & pour recouvrer les Marchandises de son chargement, en payant le travail des journées de ceux qui y auront été employés, sans qu'il puisse être exigé aucun Droit ni Tribut pour les Marchandises qui seront mises à terre, à moins qu'elles ne soient vendues dans les Ports dudit Royaume.

XIV. Tous les Marchands François qui aborderont aux Ports ou Côtes du Royaume d'Alger, pourront mettre à Terre leurs Marchandises, vendre & acheter librement, sans payer autre chose que ce qu'on accoutume de payer les Habitans dudit Royaume: Et il en sera fait de la même manière dans les Ports de la Domination de l'Empereur de France; & en cas que lesdits Marchands ne missent leurs Marchandises que leffits Marchands ne missent leurs Marchandises que par entrepos, ils pourront les rembarquer sans payer aucuns Droits.

XV. Il ne sera donné aucun secours ni protection contre les François, aux Corsaires de Barbarie qui seront en guerre avec eux, ni à ceux qui auront armé sous leur Commission: Et seront lesdits Bacha, Dey, Divan & Milice d'Alger, défenses à tous leurs Sujets d'armer sous Commission d'aucun Prince ou Etat Ennemi de la Couronne de France. Comme aussi empêcheront que ceux contre lesquels ledit Empereur de France est en guerre, puissent armer dans leurs Ports pour courre sur les Sujets.

XVI. Les François ne pourront être contraints pour quelque cause ou sous quelque prétexte que ce puisse être, à charger sur les Vaisseaux aucune chose contre leur volonté, ni faire aucun voyage aux lieux où ils n'auront pas dessein d'aller.

XVII. Pourra ledit Empereur de France continuer l'établissement d'un Consul à Alger, pour assister les Marchands François dans tous les besoins; & pourra ledit Consul exercer en liberté dans sa Maison la Religion Chrétienne, tant pour lui que pour tous les Chrétiens qui y voudront assister. Comme aussi pourront les Turcs de ladite Ville & Royaume d'Alger, qui viendront en France, faire dans leur Maison l'exercice de leur Religion. Et aura ledit Consul la jurisdiction sur les autres Consuls, & tout Pouvoir & Jurisdiction dans les Differends qui pourront naître entre les François, sans que les Juges de ladite Ville d'Alger, en puissent prendre aucune connaissance.

XVIII. Il sera permis audit Consul de choisir son Drogman & son Courtier, & d'aller librement à bord

des Vaisseaux qui seront en Rade, toutefois & quantes qu'il lui plaira.

XIX. S'il arrive quelque Differend entre un François & un Turc ou More, ils ne pourront être jugés par les Juges ordinaires, mais bien par le Conseil desdits Bacha, Dey, Divan & Milice de ladite Ville & Royaume, ou par le Commandant dans les Ports où les Differends arriveront.

XX. Ne fera ledit Consul tenu de payer aucune dette pour les Marchands François, s'il n'y est obligé par écrit: & seront les effets des François qui mourront audit Pays, remis & mains dudit Consul, pour en disposer au profit des François, ou autres auxquels ils appartiendront, & la même chose sera observée à l'égard des Turcs, dudit Royaume d'Alger, qui voudront s'établir en France.

XXI. Jouira ledit Consul de l'exemption de tous Droits pour les provisions, vivres & marchandises nécessaires à sa maison.

XXII. Tout François qui aura frappé un Turc ou More, ne pourra être puni qu'après avoir fait appeler ledit Consul pour défendre la cause dudit François; & en cas que le François se sauve, ne pourra ledit Consul en être responsable.

XXIII. S'il arrive quelque contravention au présent Traité, il ne sera fait aucun Acte d'hostilité, qu'après un déni formel de Justice.

XXIV. Et pour faciliter l'établissement du Commerce, & le rendre ferme & stable, les tres-illustres Bacha, Dey, Divan & Milice d'Alger enverront quand ils l'estimeront à propos une personne de qualité d'entre eux résider à Marseille, pour entendre sur les lieux les plaintes qui pourroient arriver sur les Contraventions au présent Traité, auquel sera fait en ladite Ville toute sorte de bon traitement.

XXV. Si quelque Corsaire de France ou dudit Royaume d'Alger fait tort aux Vaisseaux François ou à des Corsaires de ladite Ville qu'il trouvera en Mer, il en sera puny, & les Armateurs responsables.

XXVI. Si les Vaisseaux d'Alger qui sont présentement en Mer avoient pris quelques Bâtimens François, ils seront rendus aussitôt qu'ils seront arrivés en ladite Ville, avec toutes les Marchandises, effets, argent comptant, & robes des équipages, & il en sera fait de même, si les Bâtimens François avoient pris quelque Bâtiment de ladite Ville d'Alger.

XXVII. Toutes les fois qu'un Vaisseau de Guerre de l'Empereur de France viendra mouiller devant la Rade d'Alger, aussi-tôt que le Consul en aura averti le Gouverneur, ledit Vaisseau de Guerre fera salué, à proportion de la marque de commandement qu'il portera, par les Châsseaux & Forts de la Ville, & d'un plus grand nombre de coups de canon que ceux de toutes les autres Nations, & il rendra coup pour coup; bien entendu que la même chose se pratiquera dans la rencontre desdits Vaisseaux de Guerre à la Mer.

XXVIII. Si le présent Traité de Paix conclut entre ledit Sieur Chevalier de Tourville pour l'Empereur de France, & les Bacha, Dey, Divan & Milice de ladite Ville & Royaume d'Alger venoit à être rompu, ce qu'à Dieu ne plaise, tous les Marchands François qui seront dans l'étendue dudit Royaume, pourront se retirer par tout où bon leur semblera, sans qu'ils puissent être arrestés pendant le tems de trois mois.

XXIX. Les Articles cy-dessus seront ratifiés & confirmés par l'Empereur de France, & les Bacha, Dey, Divan & Milice d'Alger, pour être observés par leurs Sujets pendant le tems de cent ans; & afin que personne n'en prétende cause d'ignorance, seront publiez & affichés par tout où besoin sera.

Passports dont les Vaisseaux François feront porteurs.

Louis Alexandre, Comte de Toulouse, Admiral de France; A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Sçavoir faisons, que nous avons donné congé & passport à Maître du Vaisseau nommé _____ du port de _____ de s'en aller à _____ chargé de _____ & armé de _____ après que vilitation de _____ aura été bien & dûement faite. En témoin dequoy Nous avons fait mettre nostre Seing & le Scel de

ANNO 1684.

ANNO de nos Armes à ces présentes, & icelles fait contrefaire par le Secrétaire de la Marine. A Paris, le 1684. jour de mil six cents quatre-vingt

Signé,

LOUIS ALEXANDRE, Comte de Toulouse
Admiral de France.

Et plus bas:

Par Monseigneur, LEFOUIN

Et scellé.

Certificat du Sieur Consul de la Nation Française
à Alger.

NOUS Consul de la Nation Française à Alger, Certifions à tous qu'il appartiendra, que le Vaisseau nommé ou environ, étant de présent au Port de Havre de appartient aux Sujets du Royaume d'Alger, & est armé de En témoin de quoy Nous avons signé le présent Certificat, & apposé le Scel de nos Armes. Fait à Alger, le jour de mil six cents quatre-vingt

Signé,

Fait & publié en la Maison du Roy à Alger, le Divan assemblée, où étoient tres-illustres & magnifiques Seigneurs Ismaël Pacha, Hagi Husein, Dey Gouverneur, l'Agâ de la Milice, le Musy, les deux Cadis, les Gens de Loy & de Justice, & toute la Victorieuse Milice: En présence des Sieurs Hayet, Conseiller du Roy en ses Conseils, Commissaire General des Armées Navales de Sa Majesté, en lieu & place de Monsieur le Chevalier de Tourville; Duault Propriétaire du Bâtiment, & de la Croix, Secrétaire Interpreté de Sa Majesté en Langues Orientales. qui à la le présent Traité, audit Divan le jour de la publication de la Paix, huitième de la Lune Guemazel, l'an de l'Eg're 1095, qui est le vingt-cinquième Avril 1684. Notre foy est loy, & notre parole est parole, avec le Seing & Secau du Bacha.

Signé,

LE CHEVALIER DE TOURVILLE.

Et plus bas:

Par Monseigneur, SICARD.

XLIII.

5. Mai. Traicté van Vrede, Navigatie, ende Commerce, tusschen MULAY ISMAEL, Monarch bevoemt, Koning van Arabia en Tranquia, Keyser van Marocco ter eenre, ende de Hoog: Mog: Heeren Staten Generael der VEREENIGDE NEDERLANDEN ter andere zyde gemaekt. Getranslateert eerst uit d'Arabische taal in 't Spaanscht, en dan uit het Spaanscht in 't Nederdantsch. Exhibitum * den 5. Mai 1684. [Tiré des Archives de L. H. P. les Etats Généraux des Provinces Unies.]

C'est-à-dire,

Traité de Paix, de Navigation, & de Commerce, entre MULAY ISMAEL, Monarque renommé, Roi d'Arabie & de Tranquie, Empereur de Maroc d'une part, & les Hauts & Puis-

sants Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES du Pais-Bas d'autre part. Traduit premierement de l'Arabe en Espagnol, & en suite de l'Espagnol en Hollandois. Exhibé le 5. Mai 1684.

Traictat met den Keyser van Marocco, uit het Spaanscht vertaalt, getranslateert uit de Arabische Taal,

Inden naame van de Almogenden ende Genadigen Godt,

(Zegel)

Gode sy geesoft.

NOTIE van de Accorden van de Vrede, waer door de Vrede ende die geruhtheit sal volgen tusschen den Monarch bevoemt, met den swaarde van de ultimatie in glory gewaent, den glorieuze Koning van Arabia en Tranquia, onien Meester, Heer van de gewoone verwerder van de Moorsdom, Oorloger over de taken van den Heer der Werelden, verheven in geestmeerden Eddelom, adquirerende redentie Mulay Ismael, aen wien den souverainen Godt helpe en conserveer sijn poestlike (Croon) continuerende daer inne sijn siccessie, tot den dagh van den finalen Oordeel. Ende tusschen de Nogende (krachtigen) Duytliche Staten, ende den Prince van Origine.

I. Eerste Accord, van den dagh af dat het adjustement sal sijn geestcheuere, ende dat voor den Coningh onsen Heere, die God helpe, securiteyt sal sijn rakende de poeynten van de Vrede, sal tusschen hem ende U sijn (wesen) perfecte geheele Vrede, ampele getrouwighet ende stercke (valte) verseeckeringe van wederijden tot geruhtheit van de Kooplyden, ende tot genoege van de vreedende.

II. Alle de Schepen van de Staten ende hun Vassalen, het sy Christenen of Jooden vermogen in te komens, wanneer sy sullen begeren (gelieven) in de Havens, die onder het Gebiet staan van den Koningh onsen Heer, die Godt helpe, en vermogen daer in te blijven soo veel tyds, als sy sullen willen (gelieven) en daer uyt vertrecken als sy sullen willen (gelieven) ende kopen en verkoopen, in het gantsch (geheel) Gebied (Dominium) van onsen Coningh, voor haer reekeninge en charge (risico) mits beulende de ordinarij gerechticheyt, als van oudts, de diende van in en uytgaan, ende van haer niet anders sal weden geyseht, ende de koopmanfchap die van het Schip niet sal werden geloft, 't sy om dat sy hun reekeninge niet en vinden, ofte om andere reden en begeerte van den eygenaer, ende dat hy die in sijn Land wil brengen, sal hy dat mogen doen, sonder dat het selve hem iets sal kosten, ende indien in Moorenland eenige van de Vassalen van de Staten mochten wesen met sijn familie, die wilde vertrecken ende naar sijn Land gaen, sal het selve mogen doen, met sijn gantsche familie, ende kinderen ende met het geene hy sal begeren, weynig of veel, sonder dat lig ymant daer tegens sal opoeren nog quaad doen. En de goederen van Comtribanden, als Plancken, Zeyldoek, Tounen, Balcken, ende ter Zee dienende dingen, ende vervolgens Onroeg gerechtfchap, als Batenuyt, Salpeter, vuur Roers en Degens, alles is vry van de gerechigheden, ende alle de Hollandische Kooplyden sijn vry (en libet) in alle Havens van onsen Coningh, die Godt helpe, en sijn land augmenteren.

III. Soo de Schepen van onsen Coningh, die God helpe, ofte Schepen van sijn Vassalen in 't Gebiet, ende van alle die geene, die onder sijn door God verheven Vlagge staen, in Zee reconstreuen met Scheren van de Staten ofte van haer Vassalen, en Gebiet, ofte van de Kooplyden, Christenen, ofte Jooden, niet sullen werden gemuelcheert met de minste molestie, noeg ongenoege, nog de goederen te vlietren nog eenig delay in 't bevorderen van hunne reyse te veroorsaken. En indien in eenig Schip eenig Passagier moge zyn van een ofte andere Natie, is gecomplicheert in de Accorden van de Vrede soo en als sijn de eygenars van de Schepen, en de securiteyt van sijn persoon en goet sonder eenige oppositie.

K 3

IV. Soo

* Cette dernière Date se trouve en son Traité, & la principale, celle de la signature en Hollande y marque.

La Première Date du 11. du Mois Doulja 1093. est ore Date de l'Eg're, suivant le stile des Arabes, qui se expose au Mois de Novembre 1684.

La Seconde Date du 18. du Mois Jyar de l'an de la Creation 1644. spartient à la Periode Judique, & se expose au Mois d'Avril ou de Mai 1684.

La Troisième du 4. Mai 1684. est celle de la Traduction faite de la Langue Espagnole en Langue Hollandoise.

Et la Quatrième du 5. Mai 1684. est celle du jour que le Traité fut présenté & lu en l'Assemblée de L. H. P. [D u m.]

ANNO IV. Soo eenig Schip van den Coningh onsen Heer,
1683: die God helpe, ofte van syn Vaſallen, eenig Schip van

de Staten of haer Vaſallen reconſteiterte, ende willen-
de malkanderen prejen, ſal een Man in een Boot met
Matrooſen gaen, ende vernemen, ende den Capiteyn
(Schipper) ſijn Paſſpoort toonende, ſal daer tegens
geen replich ſijn, ende willende de Man van de Boot
op het Schip gaen, ſal hy dat alleen moeten doen, en-
de ingelycs toonende den Aſia (Capiteyn) ſen 't Hol-
landſche Schip geſchickt by den Conſul geeykent,
die ſynent wegen certificeert, ſal daer over oock geen
replicque ſijn, en yder een ſal ſyn voyage vervolgen,
waer naer toe hy ſal begeren.

V. Soo een Schip vande Koningh, onsen Heer, die
God helpe, reconſteitert met Schepen van de Staten,
of haer Vaſallen, ende dat daer in een perſoon ſal wer-
den gevonden van haer of andere Natie, dat hy uyt
ſyn Schip niet ſal behooven te verſtecken, en op een
ander toe gaen.

VI. Of het gebeurde dat eenig Schip van de Staten
ofte haere Vaſallen en Kooplyuden, op een droogte
quam te geraken, in een Haven van den Coningh on-
sen Heer, ſal in ſodanigen vrydom (ſecuriteyt) ſyn, als
hy in Zee is (of was) hebbende, ende is den Gouver-
neur van de Haven gehouden met die van het vaſt ge-
rekte Schip de Goederen te bergen, ende aliet te
bekomen wat daer ſal ſyn, ſonder hem te verſtecken,
op dat het niet verſtoren ſal gaen, oock ſal het van
die van de Haven niet werden gemoleſteert.

VII. Soo eenig Schip van den Coningh onsen Heer,
ofte van ſyn Vaſallen uyt een Haven quam die van ſyn
Gebiet niet en is, reconſteitrende met eenig Schip van
de Staten, ofte van haer Vaſallen, ende ſeende dat het
in baratie met ſyn Vyand is, ſal hem defendeeren.

VIII. Dat geen Schip te laep varende van den Ko-
ningh onsen Heer, ofte van ſyn Dominium (Gebiedt)
ſal vermogen te naderen de Landen ofte Havens van
de Staten en haer Gebiet (Dominium).

IX. Soo een Kaper, die niet en is onder het Gebiet
van den Coningh onsen Heer die God helpe, een Duytſch
Schip van de Staten of van haer Vaſallen ſal hebben ge-
nomen, ende in een van de Havens van den Coninck
onsen Heer ſal komen, den Gouverneur van de Haven
ſal niet toelaten dat het daer werde verſteekt, ende ſels
niet in die Haven yets van de prys te loſſen.

X. Soo een Kaper vande Staten, ofte van haer Ge-
biet, een prys van andere Chriſtenen, waer mede ſy
Oorlog hebben, ende daer mede quam in een Ha-
ven vande Coningh onsen Heer, ofte van ſyn Gebiet,
ſal deſelve Kaper vermogen ſodanige prys verkopen,
ſoo als hy ſal begeren, ſonder datter oppoſitie ſal
worden gedaen, en ſal in de Haven ſoo langh mogen
blyven als hy ſal willen, ſonder te betalen Ancker-
geldt, noch andere Regten die Koopvaerdy-Schepen ge-
woon ſyn te betalen, ende indien ſy ViQualie van doen
hadde, ſal men die zen hem geven a pris courant.

XI. Soo eenige Kaper van de Staten buyten de Ha-
ven op de Rhee arriveert, is den Capiteyn of Conſul
verboeghen den Gouverneur van die Haven te ad-
verteren, op dat die geene die een Chriſten Slaaf is heb-
bende, deſelve beware, ende indien by daer naer quam te
vlugen, ſal hy van de Conſul, ofte van andere Duytſche
Kooplyuden die in onſe Landen reſideren niets
hebben te preſendere, ten ware datter appaerente ſuſpi-
cie mogte welen, dat den Capiteyn deelachtigh zen
het deſelt was, in ſulcken geval dal tegenwoordigen
Conſul aan de Staten ſchryven, en haer van de ſaeken
Notificeeren, op dat ſy te weeg mogen brengen,
dat den eygenaar van de Slaaf, niet komt te verſie-
ten.

XII. Van dien dagh af dat de Vreede ſal ſyn geſce-
tuert, ſal geen Chriſten of Jood vande Vaſallen van de
Duytſche Staten Slaaf konnen werden gemaakt, in het
gandſch (geheel) Gebiet van den Coningh onsen Heer,
die God conſerveert, ende vervolgens ſyn de Staten
niet gehouden te loſſen de Duytſche Slaven, die voor
date van de Vreede tot Slaven ſyn gemaect, ſchoon
het een Slaaf vande Coningh ofte ſyn bende mogte we-
ſen, ten waere ſy goetwillig een expreſſe periood wil-
den ſenden, omme die te loſſen, ende die geene die
door ſyn middel ſullen werden geloſt, ſal het regt van
uytgaen en koſten werden gemoleſteert, naer die ge-
ne die door middel van particuliere ſullen werden ge-
loſt, ſullen de gewoonlycke Regten in 't geheel betalen,
ende alle de Goederen en verſtoren, die met ſa-
ken van de Staten ſullen komen, ſullen werden ontfangen

geſtimeert ende gereſteitert, ende ſal met haer wer-
den gehandelt, ſoo als wy gewoon ſyn te doen met an-
dere, niet dewelcke wy in Vreede ſyn.

XIII. Soo eenig Duytſch of Joods Koopman in het
Gebiedt van de Koning onsen Heer die God helpe,
komt te ſterven, naer latende eenig goet of geld,
indien den overleden Erigenaem heeit, ſal alles voor
hen weſen, ende ſoo hy Teſtament gemaakt heeit,
ſal het (ſelve) werden gebooreert, ſoo als hy ſal
onndorren, ende ſoo hy geen Teſtament heeit ge-
maect, ſoo ſal dan alles blyven ter bewind van de
Conſul ende een ander Duytſch Koopman, van die
geene die ter Plaatſe reſideren; Ende ſy ſullen Notie
nemen van 't geene hy heeit naergelaten, ende het
ſal onder haer blyven gedeſpoſteert, tot dat die geene
ſal komen, die het naer Regten ſal competeren, ende
den Gouverneur van de Plaats ſal ſigh hier mede niet
hebben te bemoeven, nog geen ander perſoon meer,
als die hier boven ſyn gemenct.

XIV. De Duytſche of Joodſche Kooplyuden, Va-
ſallen van de Staat, ſullen niet werden geconſtrincert,
koopmanſchappen aen te nemen, tot meerder prys als
de ſelve waerdig koopman ſyn, veed min ſullen ſy werden
gedwongen koopmanſchappen te ontfangen, die haer
niet ſullen dienen, tot minder prys, en vervolgens ſal
men haer niet dwingen op Schepen te vare, die
haer niet dienſtig ſullen weſen, oock ſal den Conſul
nogh eenig Duytſch Koopman gebruiken ſyn voor een
ander te betalen, ten waere ſy Cautionarillen gerege-
lyck waten gebleven.

XV. Wanneer queſtie ſal onſtaen tuſſchen Duytſche,
Chriſtenen of Jooden, en andere, ſullen ſy voor het
Gericht gaen dat by den Coningh onsen Heer, die God
conſerveert, zeggelick is, ende ſoo de Queſtie tuſſchen
hun buyden ſels ſal weſen, ſal de Conſul dat juregen,
naer ſyle onder haer gebruyckelyck.

XVI. Soo een Chriſten of Jood van de Vaſallen
van de Staten een Moor quam te injuriëren met
woorden of met ſlaan, ſal hy werden geeygert als of
hy een Moor was, en ingelycks ſoo den Moor de
Duytſche injuriert.

XVII. Den Conſul die by de Staten ſal weſen ge-
ſtelt, reſiderende in de Landen van 't Gebiet van den
Koning onsen Heer, die God beware, ſyn hys ſal
weten gereſteitert, ende daer ſal niemant mogen
inkomen, als die geene die hy ſal begeren ende vol-
komen liberteit hebben, om ſyn Religie te obſerveren,
ende wanneer hy in 't veld ſal willen gaen wandelen,
ſal hy dat mogen doen, als hy ſal begeren, ende met
wie hy ſal willen, ſonder dat ſigh ymant tegens hem
ſal oppoſieren, ende ingelycs ſal hy vermogen buyten
de haven te gaen, om met eenig Duytſch Schip te
ſpreken, ſonder dat hem dat ſal werden verbooden.

XVIII. Soo een ſaecte quam te gebeuren, dat daer
door de Vreede wierde gebrooken, de Duytſche koop-
lyuden, en den Conſul ſullen blyven in ſodanigen
Securiteit en Vreede, als van te voeten, en ſoo ſy naer
hun Landen wilden verſtecken met haer Goederen en
Kinderen, ſullen ſy dat mogen doen, ſonder dat yemant
tegens haer ſal oppoſieren.

XIX. Soo eenig Duytſchman, Vaſal van de Staten
op een Schip varende van andere Volckeren, die met
den Koning onsen Heer, in geen Vreede ſyn, den ſelven
Duytſcher blyft ondet de Accorden van de Vreede,
ende ſal die genieten, ende vervolgens oock wanneer
een Moor, Vaſal van onsen Coningh in een Schip van
de Vyanden van de Staten ſal werden gevonden.

XX. Wanneer de Vreede ſal ſyn geſtuitert in voe-
gen als deſe vooren ſtende Accorden, ende dat de
Coningh onsen Heer, die God beware, deſelve ſal vol-
troeken ende geratificeert hebben, van die uyre af,
ſullen ophouden de violenten en vyandſchappen, die
tuſſchen beyde Parteyen ſyn geweestende ſullen voorge-
komen ſyn de droefheden ende onluſten, ende daer ſal
een perſede Vreede ſyn ende een permanent ende con-
tinuël Verdrigh tuſſchen beyden ſyden, die by ſtiden
naer deſe Ratificatie eenig Schip mogte werden ge-
nomen, door gebreck van kennis, van wederzyden, ſal
het ſelve geheelyck werden geſtuitert, in handen
van den eygenaar.

XXI. Soo een Vaſal van wederſyden eenigh Delic
quam te doen, ſal wel geſtraft werden, ende de Vreede
ſal in haer vigeur blyven, ſonder eenige alteratie.

Alle deſe Accorden hier boven vermeldt, die de
Vreede binden, ende die geruſtigheyt perſeſtueren,
ſlaan wy toe (conſentieren) ende het verband werd ge-
daen

ANNO
1683.

ANNO daen met onse ordre en wetenschap ende met kennis
1684. van onse Vaalen uitsien oys, ende met ons genoe-
gen, beëgen, en verstant, ende wy hebben geteelt
niet onsen bekenden tezel.

De Inspectie de Morden sullen geen aenwang ne-
men, voor dat het *Pecunia*, daer over wynt den Con-
sul en Kooplyden hebben getraet, aangekomen
sal sijn, ende alles aangekomen synde, sal het
Verdrich ende Vrede werden voltoeken (naer-
gekoen) geschreven den 13. van Julij 1693.
jaren. (lager stont) Ick Jacob Saporta Rabinor van
de Joudiche, Portugeseche ende Spanische Natie, heb-
be wel ende getrouweley gedaden de Translaatie van
de bovenstaende Articulen van de Vrede, gemaecte
tusschen den Keyser en Koningh, ende de Hoog
Mogende Heeren Staten Generael der Vereenigde Ne-
derlanden, in Amsterdam den 28. der maand Jary
1644 jaren, naer de scheppinge der Werelt, en was
bywezent, JACOB SAPORTA.

Ick David Torres verkunde de bovenstaende Transla-
tie van de Spanische Tale getrouweley versale te heb-
ben in 's Hage den 4. May 1684. (was geteelt.)

DAVID TORRES.

XLIV.

15. Mai. *Declaration de Guerre du Roi de France LOUIS*
FRANCE XIV. contre les GENOIS, den 15. May 1684.
ET [FREDER. LEONARD. Tom. VI.]
GENES.

De par le Roi.

SA Majesté voulant empêcher la Continuation du
Commerce que les Genois font, tant dans la
Mer Méditerranée que dans l'Océan, & que
tous les effets qui se trouveront à eux appartenans
soient saisis & arrestez. Sa Majesté enjoint aux Offi-
ciers Commandans des Vaisseaux de Guerre, & à tous
ses Sujets de leur courre sus par tout où ils les pourront
rencontrer, & d'arrêter & prendre tous les bâtimens
Genois qu'ils trouveront en Mer, & de les amener
dans les Ports du Royaume, pour y estre confisquez:
Voulant Sa Majesté que les Equipages qui se trouve-
ront dessus, soient remis dans les Prisons les plus pro-
chaines des lieux où ils auront esté arrestez. Veut en
oultre Sdite Majesté, que les Officiers de l'Admirauté
fassent saisir & arrêter tous les Vaisseaux appartenans
aussits Genois qui se trouveront dans ledits Ports,
ensemble les Marchandises & effets dont ils seront
chargez, pour estre pareillement confisquez. Munde
& ordonne Sa Majesté à Monsieur le Comte de Tou-
louse, Admiral de France, aux Vice-Admiraux, Lieu-
tenans Generaux, Intendans, Chets, d'Escadres, Com-
missaires Generaux, & Capitaines de Marine, de tenir
la main à l'exécution de la présente Ordonnance, &
puides Officiers de l'Admirauté de la faire lire, publier
& enregistret, à ce qu'aucun n'en ignore. Fait au
Camp de Tulin le 15. jour de May 1684.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas;

COLBERT.

XLV.

20. Juin. JOANNIS III. Regis Polonia Reverſales erga FRI-
DERICUM CASIMIRUM Ducem Curlan-
die, quod Copia auxiliorum contra Turcas, per eum
extra Pacta & debita, voluntarie hoc anno ſuſpen-
denda, nullatenus in conſequentiam trahi debeat.
dat. Javorovie in Ruſſia die 20. Junii 1684.
[CIWAŁKOWSKI Jus publicum Regni Pola-
nie pag. 586.]

JOANNES Tertius Dei Gracia Rex Poloniae, Magnus ANNO
Dux Lithuaniae, Reſſiae, Pruſſiae, Mähoviae, Samogitiae, 1684.
Livoniae, Volyniae, Kiewae, Podoliae, Podlachiae,
Smolensciae, Severiae, Cierniechoviarque. Significamus
praesentibus Litteris mortuis, quomodo interit univerſis
& ſingulis. Quia ratione peritus Clientis poſſeſſor,
que ſunt illi Hungariae cladem, totique Chriſtianitati
ruinam & interitum minabitur, nos invitavit cum
Regni Ordinibus ea conſultare, quae avenendi hujus
interitus prodeſſe poſſent. Cum vero le oppugnatum in-
genti potentiae aggre ſuſcitet una manus, communis
periculum commune auxilium requireret, requiſimus
ab Illuſtriſſimo Principe Domino Frederico Caſimiro
in Livonia, Curlandia & Semigallia Duce, ut cum No-
bilitate ſua certa nobis auxilia ferret: non deſuit & propoſi-
tiones generoſi Gieplid Notarii Magni Ducatus Lithuaniae
Aulici noſtri ore & ſcriptis factas, clementiſſimis ſolli-
citis noſtris Illuſtratis ſua cum tota ſua Nobilitate Cur-
landica, Semigallica & Pileſis, dum certum numerum
Militum optimae munitorum cum ſuſtentatione unius an-
no computandi a meſe Septembri proſpectuſi ſunt a Caſ-
tra noſtra mittere Litteris ſuis promiſit. Nos hanc decla-
rationem non ſolummodo benevole affectu amplectimur,
verum etiam pro nobis & Sereniffimis Succeſſoribus
noſtris, totaque Republica ex Senatus conſilio, verbo
noſtro Regio cavemus, quod promptitudo illa, quam
Illuſtratis ſua & Ordo equeſtris ſua Pacta, quibus ad
Vaſallagium & ſervitia intra fines Ducatus ſolammodo
praestanda obligatur, in mittere Milae declaravit,
& juxta declarationem praestabit, Pacis conventis ni-
hil derogare, nec quocumque tempore pro imponendo
vel exigendo aliquo Pactis & Aſſecurationibus minas
conferri onere à quocum in ſequam & preiudicium
trahi debeat, quin potius omnia ſua Privilegia, Pacta,
Immunitates, ac Libertates factas teſtibus conſervamus.
Illuſtratiſſimae ſuae cum univerſo Ordine equeſtri, ſeu
Nobilitate Ducatus & Diſtrictus Pileſis, ab hocce ex
propenſa voluntate in praesenti Reipublice periculo
promptiſſimo, ac omni Pactis minus conſorti onere
poſt hac liberis & immunes eſſe, nec quidquam extra
Pactorum tenorem exigi, aut imponi debere. Verbo
noſtro Regno pro nobis & Sereniffimis Succeſſoribus
noſtris promiſimus & covenimus. In cuius rei fidem
praesentes manu noſtra ſubſcriptis Sigillo Regni & M.
D. Lithuaniae communis juſſimus. Datum Javorovie
in Ruſſia die 20. menſis Junii Anno 1684. Regis Noſtri
XL.

JOANNES Rex.

(L. S.)

(L. S.)

Minoris Regis

Majoris M. D. Litt.

STANISLAUS SZETNKA, ALEXANDER JANOWSKI
Poſſellator Viſſiens. Regius
Regni Cancellaria.
Majest. Secret.

XLVI.

Traité entre LOUIS XIV. Roi de France & les 29. Juin.
Etats Generaux des PROVINCES-UNIES DE LA
des Pais-bas pour procurer la Trêve entre la France & l'Espagne. Fait à la Haye le 29. Juin
1684. [Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 1006. CE-UV.
en Latin, en Allemand, & en Hollandois, & NIE.
en François, que l'on a suivi ici. Cette Pièce
se trouve aussi dans le Recueil de FREDER.
LEONARD. Tom. V. dans LONDORPIT
Acta publica, Tom. XII. pag. 57 en Allemand
& en abrégé, dans Anhang zu den Europäischen
Heroldi vier Haupt handlungen pag. 1641, & dans
le Theatrum Europe Tom. XII. pag. 723 en
Allemand.]

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France &
de Navarre; A tous ceux qui ces presentes let-
tres verront, Salut: Comme notre bien-Aimé
& Fiel, Conseiller en notre Conseil d'Etat, le Sieur
de Meimes, Chevalier, Comte d'Avaux, notre Am-
bassadeur extraordinaire en Hollande, en vertu du
Pouvoir que Nous lui avions donné, autoit conclu,
arcelé,

ANNO
1684.

arrêté, & signé à la Haye le 29. de Juin dernier, avec les Sieurs Daniel de Wyngaerden, Baron de Wyngaerden, Rubroock, Benthuysen, Seigneur de Werkendam, Soetermeer, Moormont, ia Renesse, Quidland, & Noortwelle Deputé de la part de l'Ordre de la Noblesse dans l'Assemblée de Hollande, & de Westfrise, Haut-Bailly & Dygrave de la Ville & du Pays de Woerden, Heemraad de Delfland, Curateur de l'Université de Leyden; Jacob Hop Conseiller Pensionnaire de la ville d'Amsterdam; Everard de Weede Seigneur de Dykvelt, Ratoles, &c. premier Conseiller des Etats de la Province d'Utrecht, & Président dans leur Assemblée, Dygrave de la Riviere de Leeg; Siouk Gerold de Burmania Grietman de Wymbristradel; Gysbert Cuper Bourgmestre de la ville de Deventer, & Antoine Gerlacius, Deputé, respectifs à l'Assemblée des Sieurs Etats Generaux, de la part des Etats de Hollande & de Westfrise, Utrecht, Frise, Overysel & Groningue, pareillement munis de Plein-pouvoirs, le Traité dont la teneur s'ensuit.

A Un nom de Dieu le Createur; A tous presens & à venir, soit notoire. Que comme tres-haut, tres-excellent, & tres-puissant Prince LOUIS XIV. par la grace de Dieu Roi tres-Chretien de France & de Navarre, n'a rien eu de plus à cœur que de faire cesser tous les Differends qui alloient troubler le repos de l'Europe & de donner par ce moyen une seconde fois la Paix à la Chrétienté; Sa Majesté n'a rien omis de tout ce qui pouvoit en faciliter le rétablissement, même depuis la Declaration de Guerre qui lui a été faite par le Roi Catholique: Et comme Sa Majesté Tres-Chrétienne a été informée, que les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies témoignent un tres-grand desir de contribuer de tout leur pouvoir à un œuvre si salutaire, Elle leur a ouvert les expédients qu'Elle a jugé de plus propres pour étendre le feu de la Guerre qui commençoit à s'allumer dans leur Voisinage, & qui mettoit non seulement toute leur Frontiere dans un danger inevitable, mais qui étoit encore sur le point d'embraser tout le reste de l'Europe; Et afin que ces differends, dont les suites alloient être si funestes à la Chrétienté, pussent être plus promptement terminées, Sa Majesté a donné plein Pouvoir au Sieur de Melnes, Chevalier, Comte d'Avaux, Conseiller ordinaire en son Conseil d'Etat, & son Ambassadeur Extraordinaire à la Haye, pour arrêter, conclure, & signer avec les Seigneurs Etats Generaux ou avec leurs Deputés, pareillement munis de Plein-pouvoirs, les Articles qui seront jugés nécessaires pour parvenir à un prompt Accommodement avec l'Espagne; & lesdits Seigneurs Etats Generaux recevant avec une entière satisfaction les témoignages que Sa Majesté Tres-Chrétienne leur a si souvent donné de son affection, & répondant de leur part avec une entière confiance au desir sincère que Sa Majesté a de rétablir la Paix dans toute l'Europe, & d'ailleurs particulièrement le repos de leur Frontiere, ont examiné avec application les Offres que Sa Majesté a bien voulu faire pour arriver à une fin si heureuse. Et après en avoir murement délibéré, ils ont jugé qu'on ne pouvoit prendre d'expédients plus prompts, plus faciles, ni plus convenables pour arrêter incessamment le cours de la Guerre, que celui que Sa Majesté Tres-Chrétienne a offert d'une Trêve de vingt années, laquelle pouvant faire cesser dès à cette heure les suites fâcheuses des differends qui sont survenus entre Sa Majesté Tres-Chrétienne & Sa Majesté Catholique, donnera lieu dans la suite de les terminer entièrement par une bonne & solide Paix. C'est pourquoi ils ont nommé les Sieurs Daniel de Wyngaerden, Baron de Wyngaerden, Rubroock, Benthuysen, Seigneur de Werkendam, Soetermeer, Moormont, ia Renesse, Quidland & Noortwelle, Deputés de la part de l'Ordre de la Noblesse dans l'Assemblée de Hollande & de Westfrise, Haut-Bailly & Dygrave de la Ville & du Pays de Woerden, Heemraad de Delfland, Curateur de l'Université de Leyden; Jacob Hop Conseiller Pensionnaire de la ville d'Amsterdam; Everard de Weede Seigneur de Dykvelt, Ratoles, &c. premier Conseiller des Etats de la Province d'Utrecht, & Président dans leur Assemblée, Dygrave de la Riviere de Leeg; Siouk Gerold de Burmania Grietman, de Wymbristradel; Gysbert Cuper Bourgmestre de la Ville de Deventer, & Antoine Gerlacius, Deputés, respectifs à l'Assemblée desdits Sieurs Etats Generaux de la part des

Etats de Hollande & de Westfrise, Utrecht, Frise, Overysel, & de Groningue, pour arrêter, conclure, & signer les Articles dont on conviendrait avec ledit Sieur Comte d'Avaux Ambassadeur Extraordinaire de Sa Majesté Tres-Chrétienne, pour parvenir à un bon & prompt Accommodement; & le dit Sieur Ambassadeur du Roi Tres-Chrétien, & lesdits Sieurs Deputés des Etats Generaux des Provinces-Unies, après une reciproque communication de leurs pleins Pouvoirs respectifs, ont accordé, conclu & arrêté les Articles qui suivent.

ANNO
1684.

I. EN conséquence des Offres, que ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien a faites pour le rétablissement de la Paix, ledits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies s'obligent envers Sa Majesté Tres-Chrétienne, d'employer toutes forces de bons offices, pour faire accepter audit Seigneur Roi Catholique ladite Trêve de vingt années, à compter du jour de la signature de la présente Convention, pendant laquelle Trêve cesseront de part & d'autre tous actes d'hostilité, de quelque nature qu'ils soient, entre ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien, & ledit Seigneur Roi Catholique, tant par Mer & autres Eaux, que par Terre, en tous leurs Royaumes, Pays, Terres, Provinces & Seigneuries. Et toutes choses seront rétablies de part & d'autre, au même état où elles ont été mises par le Traité de Nimègue; à la réserve de ce qui sera autrement réglé dans les Articles suivants, touchant la possession, en laquelle ledits Seigneurs Roi Tres-Chrétien & Catholique demeureront reciproquement pendant ladite Trêve de vingt-années.

II. Ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien demeurera fait, & jouira effectivement pendant ladite Trêve, sans pouvoir être inquiété ni trouble par quelque raison ou pretexte que ce puisse être, de la Ville de Luxembourg & de sa Prévôté, ou des quatorze à quinze Villages ou Hameaux qui sont de sa dépendance, de Beaumont, & des trois ou quatre Villages qui restent de sa dépendance, de Bouvines qui n'en a aucun, & de Chimay avec les douze ou quinze Villages qui en dépendent.

III. Si dans six semaines, à compter du jour de la signature de la présente Convention, le Roy Catholique fait délivrer un Acte de Ratification en bonne & due forme, par lequel Sa Majesté Catholique agree & ratifie les Articles contenus dans la présente Convention, & consent à la Trêve de vingt-années, aux conditions qui y sont énoncées, Sa Majesté Tres-Chrétienne, autorité que ledites Ratifications auront été échangées, restituera au Roi Catholique les Villes de Courtray & de Dixmude, après qu'Elle en aura fait abatre les murailles & fortifications, & rendra pareillement les dépendances desdites deux Villes.

IV. Sa Majesté Tres-Chrétienne restituera aussi à Sa Majesté Catholique, après l'échange desdites Ratifications, tous les lieux que les Armes peuvient avoir occupé, & generalement tout ce dont elle s'est mise en possession, depuis le vingtième d'Aoust mil six cent quatre-vingt trois, à l'exception des Villes de Luxembourg, Beaumont, Bouvines, & Chimay, qu'elle retiendra avec leurs dépendances, en la maniere qu'il a été stipulé par le second Article de la présente Convention. Sa Majesté Tres-Chrétienne, & Sa Majesté Catholique demeurant au surplus dans le même état de possession, auquel elles étoient, lors de la levée du bécus de Luxembourg, sans toutefois qu'en vertu de ladite possession, ou de celle des autres Villes & Places qui demeureront pendant cette Trêve, soit à la France, soit à l'Espagne, il puisse être meu aucune prétention, ni fait aucune réunion de part ni d'autre, ni contre ledits Seigneurs Etats Generaux, sous pretexte de dépendance ou autres Droits, quelques noms qu'ils puissent avoir.

V. Sa Majesté Tres-Chrétienne sera pareillement obligée, après l'échange desdites Ratifications d'Espagne, de retirer entièrement ses Troupes de dessus les Etats de la domination du Roi Catholique, en quelque endroit qu'ils soient situés. Comme aussi le Roi Catholique ne commettra plus aucun acte d'hostilité, & sera tenu d'observer de son côté pour le rétablissement du repos & de la bonne correspondance entre les Sujets desdits Seigneurs Rois Tres-Chrétien & Catholique, les mêmes choses auxquelles Sa Majesté Tres-Chrétienne s'engage par la présente Convention.

VI. Que si sur ce fondement que ledits Seigneurs Roi

ANNO 1684. Rois demeureroient pendant ladite Trêve, en la possession ou leurs Majestés Tres-Chrétiennes & Catholique soient lors de la levée du blocus de Luxembourg, (à la réserve des Places sûrement données, qui demeureroient à Sa Majesté Tres-Chrétienne,) il se trouveroit quelques lieux, dont le tems de la possession, ou l'étendue fut contestée, la décision en sera remise au Roi de la Grande-Bretagne, à la charge néanmoins que ledits Seigneurs Rois ne seront plus recueus à former aucune plainte sur ce sujet, trois mois après l'échange des Ratifications d'Espagne de la présente Convention.

VII. La levée des contributions sera continuée de part & d'autre pour tout ce qui restera à échoir jusqu'au jour de l'échange des Ratifications d'Espagne de la présente Convention, & les Arrerages qui resteront deus, lors du said échange desdites Ratifications, seront payez dans l'espace de trois mois après le terme susdit, & aucune exécution ne se pourra faire pour raison de ce, pendant ledit tems, contre les Communautés redevables, pourvu qu'elles aient donné bonne & valable Caution restant dans une Ville de la domination ou possession de celui desdits Seigneurs Rois, à qui ledites Contributions seront dues; & en cas que quelques différends vinssent à naître à l'égard desdites Contributions, on ne s'en pourra procurer aucune satisfaction par voye de fait, mais cette contestation sera terminée à l'amiable, & si cela ne se peut, on s'en remettra à l'Arbitrage du Roi de la Grande-Bretagne.

VIII. Sa Majesté Tres-Chrétienne s'engage de faire cesser dès à présent toutes sortes d'hostilité dans les Pais-bas, contre les Villes & les lieux appartenant à la Couronne d'Espagne, même dans le plat Pais, si les Espagnols s'en abstiennent; & ledits Seigneurs Etats Généraux s'engagent de ne rien entreprendre contre les Places appartenantes à sa Majesté Tres-Chrétienne, ni contre ses Troupes.

IX. Et si ledit Seigneur Roi Catholique n'accepte pas la susdite Trêve aux conditions stipulées, & que dans l'espace de six semaines, à compter du jour de la signature de la présente Convention, Sa Majesté Catholique n'en fournisse pas un Acte de Ratification en bonne & due forme, ledits Seigneurs Etats Généraux s'obligent en ce cas de retirer immédiatement après ledit tems de six semaines, toutes leurs Troupes des Pais-bas Espagnols, & de ne donner, tant que la présente Guerre durera, aucune assistance à la Couronne d'Espagne, directement ni indirectement, & tant que les différends qui existent présentement ne seront pas terminés, & ils s'engagent aussi de ne commettre aucun acte d'hostilité contre les Troupes, Pais, & Sujets de Sa Majesté, ni contre ses Alliez; Et Sa Majesté Tres-Chrétienne s'oblige réciproquement de n'attaquer ni de s'emparer d'aucune autre Place des Pais-bas, même de nul pouvoir faire la Guerre dans le plat Pais, si les Espagnols s'en abstiennent, Sa Majesté se réservant la liberté de porter ses Armes dans les Etats du Roi Catholique, par tout ailleurs que dans ledits Pais-bas, jusqu'à ce que la Paix soit rétablie entre ledits Seigneurs Rois Tres-Chrétien & Catholique.

X. Et en cas que la Guerre venant à se continuer entre ledits Seigneurs Rois Tres-Chrétien & Catholique, Sa Majesté Tres-Chrétienne fût des Conquêtes sur la Couronne d'Espagne, Sa Majesté promet que quelque succès que ses Armes puissent avoir ailleurs, Elle n'occupera point d'équivalent dans les Pais-bas Espagnols des Conquêtes qu'elle fera pendant la présente Guerre, & qu'Elle ne s'emparera point non plus pendant ledit tems d'aucune desdites Places desdits Pais-bas, soit par revolve, échange, cession volontaire, ou par quelque autre voye que ce soit.

XI. Sa Majesté s'oblige pareillement de donner encore un mois à la Diette de Ratisbonne, à compter du jour que la présente Convention sera signée, pour convenir d'une Trêve avec la France, & Sa Majesté s'engage de ne pouvoir pendant ledit mois surmonter les conditions, qu'Elle a fait proposer, & qu'Elle y a fait reiter depuis quelques mois.

XII. Sa Majesté Tres-Chrétienne, & les Etats Généraux des Provinces-Unies consentent, que le Roi de la Grande-Bretagne, & généralement tous les Princes qui voudront bien entrer dans un pareil engagement, puissent donner à Sa Majesté Tres-Chrétienne & ausdits Seigneurs Etats Généraux leurs promesses &

TOM VII. PART. II.

obligations de Garantie de l'exécution de ce qui est contenu dans la présente Convention. Comme aussi Sa Majesté Tres-Chrétienne, & les Etats Généraux consentent que pareils Actes de Garantie soient donnés à Sa Majesté Catholique, si elle accepte ladite Trêve.

XIII. On est convenu, & il a été déclaré, qu'on ne pretend rien innover aux Traitez faits à Nimègue, entre ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien, & ledits Seigneurs Etats Généraux, & que ledits Traitez demeureront dans leur entière force & vigueur.

XIV. Le présent Traité sera ratifié & approuvé par ledit Seigneur Roi, & par ledits Seigneurs Etats Généraux, & les Lettres de Ratification de l'un & de l'autre, seront délivrées en bonne & due forme dans trois semaines, ou plutôt, si faire se peut, à compter du jour de la signature.

En foy de quoi, Nous Ambassadeur susdit de sa Majesté & Deputé, susdits des Seigneurs Etats Généraux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons écrit noms, signé ces presentes de nos seins ordinaires, & à icelles fait apposer les cachets de nos armes. Fait à la Haye le vingt-neuvième jour de Juin mil six cent quatre-vingt quatre. *Signé de Messieurs Comte d'AVAUT* avec le cachet de ses armes. D. VAN WYNGAARDEN, Hop, de Weede, Burmania, Gibb. Cuper, AGERLACTUS, aussi avec les cachets de leurs armes.

XLVII.

*Traité de Trêve pour vingt ans entre LEOPOLDUS, Aulic Emperour, & LOUIS XIV. Roi de France; L'Emperour fait à Ratisbonne, le 15 Août, 1684. [Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 1039. & en FRAN-ET LA France; çois, d'où l'on a tiré cette Pièce qui se trouve aussi dans FREDER. LEONARD. Tom. V. dans LUNIG *Teutches Reich. Archiv. Part. Gen. pag. 1863 en Latin & en Allemand; dans JAC. BERN. MUETZ, *Repraesentatio Majestatis Imperatoriae Part. II. Cap. VIII. pag. 378. en Latin; dans Aohang an des Europ. Herald's vier Hupr-handlungen, pag. 184 en Latin, dans le Theatreum Europ. Tom. XII. pag. 630 en Allemand; dans Relations Hist. Francofurt. Contin. vernal pag. 93. en Allemand & dans HERM. FRANC. FRID. Baronis ab ANDLERN *Corpus Constitutionum Imp. Tom. I. in Append. pag. 104 en Latin & en Allemand.*]***

IN nomine & ad honorem Sacro-Sanctæ Trinitatis Dei Patris, Filii, & Spiritus Sancti. Notum sit universis & singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse possit, cum pro complandis differentis, que circa executionem Pacis Novissimi Geldronum V. Februarii Anno MDCLXXXIX. inter Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, DOMINUM LEOPOLDUM I. Electum Romanorum Imperatorem semper Augustum, Germaniarum, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatia, Slavoniæ Regem, Archi-Ducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantie, Stirie, Carinthiæ, Carniole, Marchionem Moraviæ, Ducem Luxemburgi, Superioris ac inferioris Silesiæ, Wurtembergæ & Teckæ, Principem Sueviæ, Comitem Habsburgi, Tyrolis, Kyburgi, & Goritiæ, Marchionem Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac Superioris & Interioris Lusitiæ, Dominum Marchiæ Slavoniæ, &c. Sacrumque Romanum Imperium, ex una; & Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, DOMINUM LUDOVICUM XIV. Franciæ &c. Regem Christianissimum, ex altera parte conclusæ, intercesserunt, stabilienque tam dictis Novissimis, quam antioribus Westphalicæ Pace, amicabilis ultioris Tractatus Francofurti ad Moenum institutus quidem fuerit, sed ad exitum perducti non potuerit; Et re autem communi esse vidum sit, eundem nunc Ratisbonæ refutem, quo tranquillitas & securitas non tantum Sacri Romani Imperii, sed etiam totius Christianitatis, maxime nunc periclitata, vel per Pacem vel Armistitium consulatur; Quod ad hunc tam salutarem finem obtinendum, altè-memoratæ Sacræ Cæsareæ Majestatis ad Imperii Comitibus Commissarii, veluti Plenipotentiarii constituti & electi fuerint, ut

L.

juza

ANNO 1684.

ANNO 1684. juxta Conclufum Comitiale XIII. Menfis Januarii, anni proxime preterelapfi, Sacra Cæfarea Majeftate approbata, factum, & Sacra Cæfarea Majeftatis, ac Sacri Romani Imperii nomine tractent, conclufionemque:

Ex parte vero alie memoratæ Sacra Chriftianiffimæ Sææ Regiæ Majeftatis ad hoc Negorium tractandum & terminandum, deputatus fit infra nominatus Plenipotentiarius Regius. Hi quoque utrinque conftituti Plenipotentiarii, convento tempore & loco comparentes, in mutuas Amicitiiæ fivè Induciarum Leges conferuerunt, & conveniunt, tenore fequentæ.

I. Sacra Cæfarea Majeftas & Imperium conferunt in Armiftitium viginti Annorum à die Ratificationis computandum, idque amplectuntur iis ipfis Induciæ Conditionibus ex parte Sacra Chriftianiffimæ Majeftatis per eundem Plenipotentiarium apud Imperii Comitiam existentem, hoc in Loco antehac oblati eo modo quo in fequens Articulis plenius declarantur.

II. Olim hujus Armiftitii Bais & Fundamentum fuit Pacis Weftphalæ & Neomagenfis Inftrumentum, ex dem in suo vigore remanent, eum in modum, ac fi hinc Tabulis verbotenus inferretur.

III. Juxta hoc ita teceptum Armiftitium fit vera fincearæ Amicitia, mutus bonaque Correfpondentia inter Sacram Cæfaream Majeftatem & totum Imperium ex una; & Sacram Chriftianiffimam Majeftatem ex altera, paribus, adeo ut nulla ex nunc fpecie Juris, aut via facti, nullis Hoftilitatibus, Reunionibus, Vindictis, nullis etiam recuperandorum Juriurum prætextu; nulliusve alterius rei caufa, directè vel indirectè turbari queat.

IV. Ideo durante hoc viginti Annorum Armiftitio, Sacra Chriftianiffima Majeftas permaneat in libera quiete poffeffione Civitatis Argentinenfis, cum Fortalitio Kehl, aliisque Munimentis inter Urbem dictamque Fortalitium fitis & conftitutis, Rhenoque adjacentibus, ut & omnium quarumcunque Ditionum & Locorum, quæ ufque ad primum Augufti MDCLXXXI. vigore Sententiarum Tribunalium Metenfis, Brifacenfis, ut & Vefontini in Imperio occupatae funt.

V. Exercet quoque Sacra Chriftianiffima Majeftas in iis Locis ita retentis, liberè & abque ullius Contradictione Jura Superioritatis, supremæque Domini, neque licitum fit cuiquam, alie dictam Sacram Chriftianiffimam Majeftatem, in ipfo Juriurum fuorum exercitio ullo modo turbare.

VI. Reftituit quoque Sacra Chriftianiffima Majeftas Imperio omnia illa Loca, quorum poffeffionem poffidet abque illa refervatione, adeo ut nihil quicquam in iis Locis ita reftitutus, durantibus Induciis, fivè retinere, fivè ullâ ratione pretendere poffit, aut debeat; Exceptis tamen femper Urbe Argentinenfi & omnibus Fortalitiis ad iftam fpectantibus, de quibus Articulo IV. præcedenti conventum eft. Si quid vero fine Authoritate dictorum Tribunalium Metenfis & Brifacenfis ut & Vefontini, quod aliunde ad Regem Chriftianiffimum non perveniret, ante primum Augufti MDCLXXXI. tantum nudâ & fimplici viâ facti occupatum efferet, id quoque Sacra Chriftianiffima Majeftas reftituet.

VII. Si quid etiam in unius vel alterius Partis Territorio ad alteram Partem vel ejusdem Subditos peritens, per modum Reprefentationum arreftatum fuerit, utrinque relaxabitur.

VIII. Rex Chriftianiffimus relinquit Dominos Proprietarios eorumque legitimos Heredes, Succelfores, ac quolibet, qui eadem Juramentum fidelitatis fivè per fe, fivè per alium, nempe Procuratorem, præftiterunt, in fuis Stati & plenaria perceptione Fructuum ad Loca reunita propriè & non ad Superioritatem fpectantium, ut & exercitio in Ecclefiafticis & Politicis, prout Inftrumentis Pacis Monasterienfis & Noviomagenfis difpofitum eft. Reftituit non minus fuprà dicto modo eois, qui adhuc Juramentum Fidelitatis præftabant, fivè in contrarietate antehac fuerint, fivè non, & fi hæcenus in contrarium facta fuere, in priftinum flatum non minus reponantur; ac ipfis & quibuscunque Locorum reunitorum Incolis, ubicunque morantibus, liberum fit, fua Bona pro libito, vel per fe, vel per alios adminiftrare aut alienare.

IX. Concedit quoque Sacra Chriftianiffima Majeftas omnium Locorum reunitorum, fivè vindicatorum Incolis, tam Catholicam Fidem profitentibus, quam Confeffioni Auguftinæ, aut Reformæ (ut vocantur) Religioni addictis, liberam Religionis Exercitium, li-

berimamque fruitionem atque difpofitionem omnium Bonorum, Decimarum, reddituumque omnis generis, tam eorum, qui ad fufultandas Ecclefiarum Redtores, Paftores, Præceptores, ac Adminiftratos, quam ad ipfa eorum Tempia, Scholas, adeoque pertinent, cunctiorumque aliorum, quocunque nomine veniant, nullis exceptis.

X. Et quo Inducie iftæ eò magis fervari poffint neque ullis cafibus obnoxie fit, flatim poft hunc Tractatum tabulis utrinque nominabuntur, inftrumentum Commiffarii ad limites Imperium inter & Galliam juxta fuprà denotatam poffeffionem, designandos, ponendosque, ubi neceffe fuerit, finium Terminos, ita ut exinde nulla oriatur Controverfia in detrimentum Armiftitii hoc Tractatu conclufi: Qui Commiffarii inter fe in id quoque aliorumque, ut fi quid ex alterutra parte defit, vel promiffæ Reftitutionis, vel aliâ executioni præfentis Conventionis, id plenum effectum fortitur.

XI. Pacis Tractatus (quibus finitis hoc Armiftitium cum omnibus fuis hic poffis Conditionibus ceffat:) confeftim inchoentur, & tempus atque locus hic determinetur.

XII. Sacra Chriftianiffima Regia Majeftas renunciat ad tempus harum induciarum omnia & quibuscunque prætenfionibus in Imperium ejusque Status, Membra & Appertinentes, ac in fpecie cunctis Appertinentiis, Dependentiis, Connexis, Protectionibus, ita dictis Reunionibus, & qui prætextu quocunque modo excogitari poterunt. Renuntiam viciffim ad idem tempus Induciæ Imperator & Imperium fupràmo Domino, omnique Juri Superioritatis & Protectionis, vel alteri cuiunque quæ ipfis in Regiones, Urbes aliaque Loca reunita aliis competeant, aut competere poterant.

XIII. Durante hoc Armiftitio libera funt Commercia inter utriusque Partis Subditos, ita ut Mercatorum aliorumque alterutrius Nationis peregrinantium, tam Perfonarum, quam rebus apud alteram reciproce plena fecuritas, & ubi opus fuerit, favor & auxilium concedatur, neque unquam Juftitia & Proteftio denegetur.

XIV. Quod Difcepfationes Civiles, fivè Proceffus judicarios attingit, à inter Subditos ejusdem fupremi Domini orta fit, aut impoffitum oriatur, coram Tribunalibus ab eodem Domino, aut conftitutis, aut approbatis, fe invicem conveniant; fi verò inter Subditos diverforum fupremorum Dominorum conventio nafciatur, aut jam exiftit, fuis commune obfervetur, ut Actor fequatur forum rei.

XV. In hoc Armiftitii Tractatu præter Partes hic tranfigentes, Imperatorem & Imperium ab una, & Regem Chriftianiffimum ab altera Parte, adeoque Sacra Cæfarea Majeftatis Regna & Provincias Hereditarias omnes, quas poffidet, ut & omnes Imperii Elektoratus, Archi-Epifcopatus, Epifcopatus, Abbatis, Prepofturas, Ducatus, Principatus, Marchionatus, Landgraviatus, Ballivias, Commendas, Comitatus, Baronatus, Dynaftias, Civitates liberae, Nobilitatem immediatam, Vafallos & Appertinentes, in quacunque Regione in & extra Germaniam fitæ funt, nullo excepto, omnes Circulos, omnes & fingulos Imperii Status, Regiones, Provincias, Territoria, Dominia, ubicunque funt, comprehendantur Pacis Weftphalæ Confores, & etiam Rex Catholicus, cum omnibus fuis Regnis & Ditionibus.

XVI. Super executione & obfervatione hujus Armiftitii contra quancunque Turbationem fivè directam fivè indirectam, omnis & qualcunque generalis Guarantia inter Partes tranfigentes reciproce & mutuo præftabitur, & jam promittitur, ad eamque alie quoque extræ Chriftianæ Potentæ omnes generaliter & recipientur & invitari poterunt.

XVII. Præftabunt fimiliter hanc reciprocam & communem Guarantiam Sacra Cæfarea Majeftas & Imperium fuprà ille Armiftitio, quod juxta Conditiones inter Gallie Hifpanique Coronas, à Sacra Majeftate Chriftianiffima propofitas, & à Sacra Cæfarea Majeftate nomine Regis Catholici acceptatas conclufum, fimul atque dicti Armiftitii Tractatus Ratificationes permittatæ fuerint, & in eum finem majoremque efficaciam celebretur dictus Tractatus cum Catholico Rege tanquam in hunc Imperii Tractatum de verbo ad verbum infertus efferet.

XVIII. Refervat fibi utraque Pars intra tres ab hujus Tractatus Ratificatione fequentes menses, fuos viros includendos ex communi confenfu nominare.

ANNO XIX. Denique Dubia & Dilectiones super hoc Armistitii Recitatu, aut alias deinceps forsan oriundæ, non vult fâci, aut armorum, directè vel indirectè, nec per se, nec per alios, sed amicaliter secundum Instrumenti Pacis Westphalice tenorem, componantur & rollantur.

XX. Inducias hæc hoc modo factas promittit utraq; Pars in forma debita solitaq; ratiabatur, solemnique desuper Ratiabitionum Instrumenta, intra spatium unius mensis, à die Subscriptions computandū, recipere debet commutatum in.

In quorum fidem roburque præsentis manu nostra subscripsimus, & Sigilla nostra apposuimus. Aulam Ratisbonæ die XV. Mensis Augusti, Anno MDCLXXXIV.

(L.S.) MARQUARDUS
Episcopus & Princeps
Lylyentensis.

(L.S.) LUDOVICUS
VERJUS Comes de
CRECY.

(L.S.) FRANCISCUS
MATTHIAS MAY.

Ratificatio Cæsarea data Viennæ die 18. Augusti
Anno 1684. [JACOBI BERNHARDI
MULZ Representatio Majestatis Imperatoris. Part. II. Cap. VIII. pag. 378.]

Nos Leopoldus Divina favente Clementia Elector Romanorum Imperator, semper Augustus, Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatia, Slavoniæ, &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantie, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchio Moraviæ, Dux Luxemburgi ac Superioris & Inferioris Silesiæ, Wurtembergæ & Teckæ, Princeps Sueviæ, Comes Habsburgi, Tyrolis, Kyburgi & Goritiæ, Marchio Sacri Romani Imperii Burgoviæ, ac Superioris & Inferioris Lusitiæ, Dominus Marchiæ Sclavoniæ, Portus Naronis & Salinarum &c.

Notum testamurque facimus omnibus & singulis præsentis Literas inspecturis, lecturis vel legi audituris, aut quomodocunque infra scriptorum notitia ad ipsos pervenire poterit. Postquam salubre visum est, semper, & ob flagrans hoc tempore atrox cum immanibus Turcibus Belotum, maxime necessarium, sancta communi concordia, quietem & tranquillitatem in Christiano Orbe sitam testamurque servari: Ratisbonæ in Sacri Imperii universalibus Comitibus instituto Tractatu, Divina favente Clementia factum esse, ut per nostras ad dicta Comitum Commissarios & Plenipotentiarios, Induciæ mutux ad viginti annorum spatium inirentur, interea verò de stabilenda universali solida Pace ageretur: Adeoque vicinales hæ Induciæ conclusæ deum & ad Ratificationem nostram perfectæ ius, forma, modo & tenore sequenti.

Fiat Inferio.

Cum igitur hæc omnia & singula per nostros Plenipotentiarios supra nominatos, nostro prædicto, iussu & Mandato, hunc ad modum, prout hic infera & descripta leguntur, gesta, peracta & convenia sint: Nos eadem omnia & singula, præhabita maturæ & diligenti consideratione ex certa nostra Scientia approbamus, ratificamus & confirmamus, ratasq; & firmas esse ac fore virtute præsentium declaramus, simulque Verbo Imperiali promittimus, pro Nobis, Nostrisque Successoribus & Imperio Romano (cujus Status Ratisbonæ modo per Deputatos congregati, vigore Conclut Comitatus, decima tertia mensis Januarii, Anni proximi peripsum, Nobis approbantibus & ratiabentibus facti hoc Vicinales Armistitium prout acceptæ & ratificæ) nos omnes & singulos supra deinceps Articulis & quicquid tota hæ Induciarum Conventione continetur, firmius, constantius ac inviolabiliter servaturos, atque executioni mandatos, nullaque ratione vel per nos, vel per alios ullo unquam tempore contraveniuturos, aut ut per alios contraveniantur passuros, quomodocunque id fieri possit, omni dolo & fraude exclusi. In huius omnium Testimonium & Fidem Sigillum nostrum Cæsareum majus huic Diplomati manus nostra subscripto appendi fecimus. Datum in Civitate nostra Viennæ, die 28. mensis Augusti Anno
TOM. VII. PART. II.

Domini 1684. Regnorum Nostrorum Romani 27mo. Anno Hungarici 30mo. Bohemici vero 28vo.

LEOPOLDUS.

Ratificatio Regis Christianissimi [JAC. BERNH. MULZ loco citato.]

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre. A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, salut! Comme nostre cher & bien aimé Comte de Crecy, Plenipotentiaire à la Diete de l'Empire, en vertu du plein Pouvoir que nous luy en aurions donné, auroit conclu & arrêté, & signé le quinzième du present mois d'Avril, en la Ville de Ratisbonne, avec les Commissaires de nostre cher & tres aimé Frere l'Empereur à la Diete établis Plenipotentiaires, pour traiter & conclure, au nom de nostre dit Frere, & dudit Empire, en vertu de la Conclusion de ladite Diete du 13. Janvier de l'année dernière, approuvée par nostre dit Frere, le Traité de Treve, dont la Teneur s'ensuit.

Fiat Inferio.

Nous ayant agréable le susdit Traité en tous, & un chacun des Points & Articles, qui y sont contenus & declarez, avons iceux acceptez, approuvez, ratifiez, & confirméz; acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roy, garder & observer inviolablement, sans aller ny venir au contraire, directement ou indirectement. En temoing dequoy nous avons signé ces présentes de nostre main & à icelles fait apposer nostre Seal. Donné à Versailles, le 28. Jour d'Avril, l'an de Grace 1684. & de nostre Regne le quarante deuxième.

LOUIS.

XLVIII.

Traictatus Induciarum vicinalium, inter CARO-15. Aulæ, LUM Hispaniarum Regem Catholicum ab una, & LUDOVICUM Christianissimum Gallie Regem ab altera parte. Ratisbonæ 15. Augusti 1684. Cum RATIFICATIONE Regis Catholicis, Nec non (1) Articulis separatis. [Sur l'imprimé à Bruxelles apud Joann. Theodorum Anb. Velpium Typographum Regis 1684, in 4. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Pacis* Tom. II. pag. 1051. en Latin & en Allemand, & dans le Recueil de *Leonard* Tom. IV. en François; dans *FRANC. FRID. Baronis ab ANDLERN Corpus Conflit. Imp.* Tom. I. in Append. pag. 109. en Latin; dans *Anhang zu den Europäischen Herolds* &c. pag. 1337. en Latin, & dans *LONDORP II. Acta publica* Tom. XII. pag. 130. en Latin.]

DON CARLOS, par la Gracia de Dios, Rey de las Españas &c. Por quanto fe hallava antecedentemente el Serenissimo Señor Emperador mi Tio con poder y amplia facultad, para tratar, aceptar, concluir en mi nombre qualquiera Tratado de Paz, & Tregua con el Rey Christianissimo que hallase convenir, & bien visto fe suscitavamos lo havido de fofituído, en virtud de la Clausula que tenia para ello, en sus Ministros residentes en el Congreso de Ratisbona, se ha estipulado y ajustado entre ellos, y el del Rey Christianissimo, que assi mismo fe hallava autorizado, y con Plenipotencia para esse fin, el Tratado de Tregua por veinte años, cuya Copia en Lengua Latina es del tenor siguiente.

In nomine, & ad honorem Sanctissime Trinitatis
L 2
Dei

(1) C'est du *Theatrum Pacis*, & de *Londorpii* que l'on cite l'Article separé. Il ne se trouve point dans l'imprimé de Bruxelles. [Uut]

ANNO
1684.

Dei Patris, Filii, & Spiritus sancti. Norum sit universis & singulis eorum intercessit, aut quomodolibet intercedere possit. Cum Serenissimus ac Potentissimus Princeps, & Dominus, Dominus Carolus Secundus Hispaniarum & Indiarum &c. Rex Catholicus &c. malis & periculis Christianitatis commotus, quae ipsi iterato & vehementer, iam ipsius Summi Pontificis, quam Imperatoris nomine representata sunt, ut & Serenissimus ac Potentissimus Princeps, & Dominus Dominus Ludovicus Decimus-quartus Rex Franciae, & Christianissimus, ex constanti conservandae inter Christianos Pacis desiderio, & etiam crebris, & instantibus Summi Pontificis adhortationibus permotus, decreverit illud bellum, quod inter ipsos jam ardebat, sollicitè pro communi Subditorum, totiusque Christianitatis, iam aliunde nimis afflictæ bono, quam primum vel per Pacem, vel per Inducias extinguere, idcirco cum jam dudum Sacra Majestas Christianissima sua Mandata Ministris suis, tum variis locis, cum hic etiam Ratisbonæ ad negotium tractandum dederit, cum illis, qui ad id conficiendum, à Rege Catholico sufficienti Mandato muniti essent; & re sua quocunque iudicavit Sacra Majestas Catholica, cum videret se à locis Tractatum nimium remotam, Sacram Cæsarem Majestatem requisivisse, ut in eò peragendo partes suas suscipere, & ex ejus Ministris aliquos scilicet vellet, quibus rem totam committeret. Quare sæpius alibi memorata Sacra Sua Cæsarea Majestas, tam proficuo, & utili negotio, in bonum universæ Christianitatis eorum negotium applicatura, suos ad Comitæ Ratisbonensis Deputatos, Cæsares Commissarios delegavit & substituit, ad Armistitii Tractatum loco, & vice sui pro Rege Catholico, cum Regis Franciæ Christianissimi infra nominato Ministro Plenipotentiario inendum, qui etiam Armistitium mutuo concluderet & subsignarentur juxta Conditiones sequentes.

I. Juxta Conditiones à Rege Christianissimo oblatas pro Pacis restitutione, Rex Catholicus amplius vicennales Inducias à die Subscriptionis hujus Tractatus computandas, quibus durantibus cessent utrimque cum Terra, quam Mari, aliisque Aquis omnes Hostilitates in omnibus Regnis & Dominis, in & extra Europam, tam cis, quam trans Lineam, omniaque restituantur hinc inde in eorum statum, in quem Pace Neomageni fuerit constituta, exceptis tamen illis, de quibus sequentibus Articulis ratione possessionis fuerit conventum, qui Reges Catholicus & Christianissimus durantibus Inducias vicennales reciproce gaudebunt.

II. Rex Christianissimus retinebit & fructus, durantibus hiis Inducias, quiete, & sine molestia, quacunque de causa, aut pretextu fieri possit, Civitate Luxemburg, ejusque Praefectura aut quatuordecim, vel quindecim Pagis, vel Vallis ab ea dependentibus, sicut etiam Beaumont & tribus, aut quatuor Pagis qui de ejusdem Dependencia supersunt, item Bovines sine Dependenciis, Chimay cum duodecim vel quindecim Pagis dependentibus.

III. Quam primum post editum Instrumentum Rationabilis in debita forma, qua Regia Catholica Majestas acceptabit, ac ratiabitur est ea quae hujus Conventionis Articulis continentur, Regia Christianissima Majestas, Regiæ Catholice Majestati restituet Oppida Contracum, & Dudum cum utrimque Dependentiis possessionem illorum nisi dejecti, & Munitiis solo iuxta equata.

IV. Restituet etiam Regia Christianissima Majestas post factam Rationabilis permutationem, omnia Loca quae Armis illius fuisse occupata, & generaliter omne illud, cujus possessionem post vigesimum Augusti, Anno millesimo, sexcentesimo, octogesimo tertio apprehendit, exceptis Civitatibus Luxemburg, Beaumont, Bovines, & Chimay, quas cum suis Dependentiis, eò modo retinebit, quo spiritibus Articulis secundo hujus Conventionis stipulatum fuit. Manebunt de cetero Regia Catholica Majestas, & Regia Christianissima Majestas in eadem possessione ac statu, quo tempore solutæ primæ Blockade, sive *Bleus* (ut vocant) Oppidi Luxemburgensis fuisse constitutæ, ita tamen ut ratione talis possessionis, vel aliarum Civitatum aut Locorum, quae durantibus hiis Inducias in unius vel alterius Partium potestate remanebunt, nullatenus liceat quicquam hinc inde pretendere, ullas facere Revisiones.

V. Tenebunt etiam Regia Christianissima Majestas post editam ex parte Hispaniæ Rationabilem Copias suas ex Dominis Regiæ Catholice Majestatis restitue, ubicunque Locorum sita sunt, vicium etiam Rex

Catholicus ab omni Actu Hostilitatis abstinere, etiamque ex parte sua pro Restauratione tranquillitatis publicæ & mutue Amicitie inter Subditos utriusque Regis Catholici, & Christianissimi eadem servabit, ad quæ Regia Christianissima Majestas fide præstiti hac Conventionem obstringit.

VI. Et si ex hoc Fundamento, quod uterque Rex durantibus hiis Inducias, in ea possessione manere debeat, in qua utraque Majestas Catholica & Christianissima, tempore primæ solutæ Blockade, sive *Bleus* (ut vocant) Oppidi Luxemburgensis fuisse constitutæ, exceptis tamen Locis que in Regiæ Christianissimæ Majestatis potestate remanebunt, aliqua Loca erant, de quorum extensione, sive de tempore possessionis illi foret, illius decisio Regi Magnæ Britanniae deferenda, ita tamen, ut supra memorati Reges super hoc nihil ulterius queri possint post ritum mentium spatium à die ratiabit Tractatus elapsum.

VII. Continuabuntur insuper ex utraque Parte evaitiones Contributionum quæ solvende restabant, ad diem usque commutatarum Ratificationum, eoque quæ hoc modo tempore Commutationis adhuc debebantur, exsolventur intra spatium trium mensium à supradictis termino computandorum, nullaque propterea fieri poterit executio intra id tempus contra Communitates debitorum, dummodo sufficientem præstiterint cautionem in Urbe, intra illius alit memoratorum Regum, ad quem dictæ Contributiones pertinebant, Dominium sita; Si vero aliquæ orientur Controrversiones, sive Difficultates, intuitu illarum Contributionum, nulli Partium licitum sit sibi viâ facti satisfacere, sed contentiones istæ terminentur amicabiliter, & si istud fieri nequit, ad Arbitrium Regis Magnæ Britannicæ remittentur.

VIII. Rex Christianissimus promittit ab omnibus Hostilitatibus ex nunc in Belgio contra Civitates, & Loca ad Coronam Hispanicæ pertinentia, etiam agris, sive *Plas Pays*, cessatum iri, sicut etiam ex parte Hispaniæ vicium abstinentum erit.

IX. Nihil hinc inde quod Tractatus Noviomagensis inter Reges Catholicum & Christianissimum innovetur, verum si per omnia in suo vigore salvi maneant, nisi tamen quatenus Articulo primo superius reservatum fuit.

X. Sacra Cæsarea Majestas tam pro se, quam nomine Regis Catholici, ut & Sacra Christianissima Majestas consentiant, ut universum Imperium, Rex Magnæ Britannicæ, Concedaturam Provinciarum Ordines, & denique omnes Reges, Principes, Republicas, & Status, qui hanc Obligationem in se suscipere volent, utrimque promittant se pro restauranda & asscuranda bona Fide, ac universi Orbis Christiani Tranquillitate horum Pactorum Guarantiam in se suscipiuros.

XI. Inducias hæc hoc modo factas promittit Sacra Cæsarea Majestas à Rege Catholico, sicut & vicissim Christianissima Sua Majestas, in debita forma solitaque ratiabitur, solemnique deinceps Ratiabuntur Instrumenta intra spatium sex septimanarum, vel citius si fieri poterit, à die Subscriptionis computandum, vel hic, vel in Aula Christianissimi Regis reciproce, riteque commutatur iri.

In fidem, roburque horum omnium quæ superius descripta, ac nomine Sacre Cæsareæ Majestatis pro Rege Catholico ex una, & nomine Sacre Christianissimæ Majestatis ex altera partibus tractata & conclusa fuerunt, nos Infra-scripti presentes propria manu subscripsimus ac signavimus. Actum Ratisbonæ die decima quintâ Mensis Augusti, Anno millesimo, sexcentesimo octogesimo quarto.

(L.S.) AMADEUS Comes de
WINDISGRATZ(L.S.) LUDOVICUS
VERJUS Comes
de CRECY

(L.S.) FRANCISCUS MATTHIAS MAY.

Y Haviendoe visto, y examinado este Tratado; herefue lo aprobare, y ratificare, como en virtud de la presente le apruebo, y ratifico en la mejor, y mas amplia forma que puedo, prometiendo en fee y palabras Real de cumplirle enteramente, como en el se contiene; Para lo qual mande despachar la presente firmada de mi mano, sellada con mi Sello secreto, y refrendada de mi Infra-scripto Secretario de Estado; Dada en Madrid à diez, y siete de Septiembre de mil seiscientos y ochenta y quatro. YO EL REY Don CRISPIN GONZALEZ BOTELLO.

(L.S.)

Arti-

ANNO
1684.

ANNO
1684.

Articulus separatus.

Convenit insuper est per hunc Articulum separatum, ut, quo illa toti Orbi Christiano adeo necessaria atque exoptata Tranquillitas senior atque firmior erit, quod etiam omnes Principes & Respublice Italiae, Tractatu hodie, inter Catholicam Majestatem, & Christianissimam Majestatem concludunt, includantur, quod etiam pro Genueusibus locum habeat, ita tamen ut etiam Christianissima Majestas tantummodo promittat, nec Urbem Genuam, neque ullum alium Locum munitum (Gallicae, Placentiae) ad illam pertinentem, aut circumvallat, aut obsidione capere, aut alio modo sibi acquirere, nihilominus aliquin facultatem sibi reservet, de desiderata Satisfactione pro Genueusibus persequendi. Cujus Articuli Ratihabitio, una cum Ratificatione ipsius Tractatus exhibenda erit. Si autem Catholica Majestas Articuli hujus separati Ratihabitionem eodem tempore non suppeditaverit, totus Articulus pro omnino & nullo habebitur.

In fidem roborque ejus, quod Articulus hoc separato descriptum, ac nomine Sacrae Caesaris Majestatis pro Rege Catholico ex una & nomine Sacrae Christianissimae Majestatis ex altera, peribit, tractatum & conclusum fuit; nos infrascripti propria manu subscripsimus, ac Sigilla nostra apposuimus. Actum Ratisbonae die 15. Augusti 1684.

XLIX.

Acte de Garantie du Traité de Trêve entre la France & l'Empire donné par Monsieur l'Electeur de Brandebourg, du 4. Novembre 1684.
[FREDER. LEONARD. Tom. V.]

Nous FREDERIC GUILLAUME, par la grace de Dieu Margrave de Brandebourg, Archi-Chambellan & Prince Electeur du S. Empire, Duc de Prusse, Magdebourg, Juliers, Cleves, Bergues, Sietin, Pomeranie, des Castilles, Wandales & en Silecie, de Crofne & Carnovie, Burgrave de Norimberg, Prince de Halberstadt, Münde & Cammin, Comte de la Marche & Ravensberg, Seigneur de Ravenslein, Lauenbourg & Butau. Faisons scavoir à tous ceux à qui il appartiendra; comme en consequence de l'Article 16. du Traité conclu entre l'Empereur & l'Empire d'une part, & le Roi Tres-Christien de l'autre, dont les Ratifications auroient esté échangées de toutes parts, le quatrième Septembre, Sa Majesté Tres-Christienne nous auroit requis de lui donner un Acte de Garantie, nous nous sommes portez d'autant plus volontiers, que nous avons toujours contribué par nos soins, & par tout ce qui a pu dépendre de Nous, à l'Accommodement d'une affaire de si grande importance; & que d'ailleurs nous nous y trouvons obligez, généralement par le susdit Article, avec toutes les autres Parties contractantes. C'est pour ce que nous avons promis & promettons par ce present Acte à Sa Majesté Tres-Christienne, notre Garantie pour l'exécution & l'observation de ce Traité, contre toutes sortes de Troubles qu'on pourroit apporter au contraire, directement ou indirectement, ainsi que Sa Majesté nous a promis reciproquement de son costé la même Garantie par un Acte special & autentique, & de vouloir observer ledit Traité inviolablement sans y contraindre en aucune façon; les Traitez d'Alliance & d'Amitié entre Sa Majesté Tres-Christienne & Nous, demeurans dans leur vigueur, & devant être exécutés de bonne foi avec une entière exactitude de part & d'autre. En foi de quoi Nous avons signé la presente Declaration de notre main, & à icelle fait apposer le Cachet de nos Armes. Fait à Cologne sur la Sprée, le 4. Novembre 1684.

Signé,

FRIDERIC GUILLAUME Electeur.

L

29. Dec. Kauff-Brief zwischen Churfürst Friedrich Wilhelm zu Brandenburg/ und

Fürst Johann Georg zu Anhalt/ über ANNO
das Dorf Belleben aufgeführt; 1684.
Worinn Jener diesem das Dorf mit
allen Zugehörungen/ Lebens-Gerech-
tigkeiten/ Ober- und Unteren-Gerich-
ten vor vierzehnen tausend vier hundert
Thaler verkauft/ und anbey
sich des Lehen-Rechts und directi Do-
minii begiebet/ wie nicht weniger dessen
Successores von Suchung des Lebens/
Abstattung des Lehen-Dienstes/ Erb-
Erbschickung/ und allen anderen Lan-
des-Beschwerungen befreiet/ Jedoch
daß die Unterthanen zu den Lands-
Anlegenheiten in die Magdeburgische
Cassam jährlich 250. Thaler liefern
sollen. Geschehen in Potsdam den
29ten Decembris 1684. [LUNIG,
Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec.
Continuat. II. Abßatz III. pag. 177.]

C'est-à-dire,

Traité, ou Contrat entre FREDERIC Electeur de Brandebourg, & JEAN GEORGE Prince d'Anhalt, par lequel l'Electeur vend à ce Prince le Village de Belleben, situé dans le Territoire de Magdebourg, avec sa Jurisdiction Fodale, & de haute & basse Justice, & toutes ses Dependances, pour le prix & somme de 14. mille 400. Reichsdalers, renonçant même en faveur dudit Prince & de tous ses Successeurs au Domaine direct sur le dit Village, & à toute petition de Fief, Services fœdaux, Hommages, & autres Droits & charges; à la reserve d'une somme de 250. Reichsdalers que les Sujets dudit lieu de Belleben seront obligés d'apporter tous les ans à la Caisse de Magdebourg pour leur Quote des Collectes Provinciales. Fait à Potsdam le 29. Decembre 1684.

Zu wissen sey hiernit iedermäßiglich; daß wir den Durchlauchtigsten/ Groß-mächtigsten Fürsten und Herrn/ Herrn Friedrich Wilhelm/ Marggrafen zu Brandenburg/ des Heiligen Römischen Reichs Erbkammerer und Churfürsten/ in Preussen/ zu Magdeburg/ Jülich/ Cleve/ Berg/ Straß/ Pommern/ der Grafschaften und Wenden/ auch in Schleßen zu Gerssen und Jägerberg/ Herzogen/ Burggrafen zu Nürnberg/ Fürsten zu Halberstadt/ Minden und Cammin/ Grafen zu der Mark und Ravensstein/ Herrn zu Ravensstein/ und der Lande Lauenburg und Butau/ ic. an einen/ und dem Durchlauchtigsten Fürsten und Herrn/ Herrn Johann Georgen/ Fürsten zu Anhalt/ Grafen zu Hessein/ Herrn zu Zerß und Verburg/ Statthaltern der Fürstl. Durchl. verordneten Stadthaltern der Ebn und Stadt Brandenburg/ auch General-Feld-Marshallen/ am andern Theile/ ein zu Recht bestehender und unwiderstlicher Erbkauß abgetret und geschlossen worden; Es verkauft nemlich hißgenichte Et. Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg/ ic. das durch den Todes-/fall Ihres gnädigsten Vassallen/ Ludwig Werners von Jodan/ zu Zerß/ an Sie ererbte/ und im Herzogthum Magdeburg gelegene Dorf Belleben/ mit allen darzu gehörigen Unterthanen/ ländlichen/ lehn-Gerechtigkeiten/ Spann-und Handt-Diensten/ Ober- und Unter-Gerichten/ in dem Dorff und auf dem Feld/ dem Jure Patronatus oder Kirchenlehen/ Jagten/ Holzungen/ Gärten/ Wäldern/ Wiesen/ Teichen/ Wässern/ Mühlen/ Zehenden/ Erb-Zinsen/ Gedenke/ Wäldern/ Landhünern/ Gänßen und allen übrigen Perennien/ Recht und Gerechtigkeiten/ wie es die von Jodan/ und hievore die von Krösigk gehabt/ besitzen/ genuset und gebrandet/ oder nutzen und gebrauchen können und sollen/ Unser Fürstl. Durchl. zu Anhalt/ und mit vor vierzehntausend vierhundert Thaler beschandelter Kauff-Summe.

L 3

ma.

ANNO
1684.

ma, dergestalt und also, daß so fern bey Übergabung des Dorffes Wüden, fünf tausend Thaler, und noch fünf tausend Thaler auf Dñm 1685, gegen Quittung bey An die Magdeburgische Cammer zu Hülde: Einlösung des Andres Schaffarth begehlet; die übrige vier tausend vier hundert Legaturo, und zwar davon zwey tausend Thaler, als ein Legaturo, von dem in Preissen verstorbenen Herzog zu Cöpn, und die übrige zweytausend vier hundert Thaler neben dem Interesse, welche Sr. Fürstl. Durchl. zu Anhalt aus der Christfürstl. Africanischen Compagnie zu fordern haben; compendiando vergütiget worden sollen.

Sie nun Sr. Fürstl. Durchl. zu Anhalt / u. als Käufer, die Summa der fünf tausend Thaler bey Tradirung des Dorffes Wüden; und hiernach auf Dñm 1685, noch fünf tausend Thaler gegen Quittung daß zu begehlen; und wegen der übrigen vier tausend vierhundert Thaler Legaturo, und aus der Africanischen Compagnie Ihre competierenden Gelder, die in Händen habende Documenta und respective Cession auszulösen verforenden; Als haben Seine Christfürstl. Durchl. Dero Magdeburgischen Regierung und Cammer gnädigst begehlet; die Übergabe solches Dorffes cum pertinentiis gegen dem Empfang der Gelder, wie obsteht, sofort getührend ins Werk zu richten; und Seine Fürstl. Durchl. zu Anhalt in eine gerühige Possession zu setzen; und über diesen Kauf-Contract stoff und fest zu halten. Nachdem auch des Fürsten zu Anhalt Fürstl. Durchl. nicht wenig bedenklich gehalten; wegen dieses einigen Dorffes (so sie hoch nullo oneroso erlangen) zu stehen; aber Erhaltung; Selbstgültig sich zu verbinden; / Ehedem; oder andere Servitia zu prästiren; auf denen Magdeburgischen landtügen gleich andern Vassallis o der Unterthanen zu erscheinen; dem Herzogthumb Magdeburg sich subject zu machen; und vor dessen Regierung zu stehen; So haben Sr. Christfürstl. Durchl. in Consideration, daß 1.) kein Interdict auf diesem Dorff mehr haften; und daß 2.) das Kauf-Preitium des halben schlugen worden; und 3.) die Freyheit und Dandte Dreyer der Unterthanen dieses Dorffes (welche doch den meisten Nutzen bringen sollen; und in den Anschlag nicht hoch anlauffen) zu keinem dero andern Amte; / wegen der Entlegenheit stüch gebraucht werden können; dero an dem Dorff Wüden habenden schen-Nachts und directi Domini sich Recht dieses wolbedachtlich begeben; und daneben sich bekändig dahin erkläret; daß des Fürsten zu Anhalt Fürstl. Durchl. dero Fürstliche Erben und andere singulariter Successores (samt derselben Fürstlichen Erben) nicht allein von Einlösung und würdigen Empfang der schen; Abstattung der schen; Pflicht; auch davon dependierenden Rente-oder schen; Diensten; sondern auch von Erb; Huldigung; Personal-Subjection, Kopf-Geld; Accise und allen andern landes-Verforderungen; sie haben Mahnen; wie sie wollen; von nun an gänzlich befreiet; auch auf denen Magdeburgischen landtügen zu erscheinen oder vor der Magdeburgischen Regierung zu stehen; keines weges schuldig und gehalten sein sollen; die Unterthanen des Dorffes Wüden aber; bleibe noch fernere und zu allen Zeiten in denen Pflichten; womit Sr. Christfürstl. Durchl. sie durch die Erb-Huldigung schon verwandt sint; oder gegen die künftige Herzoge zu Magdeburg sich verbinden werden; Und soll derselben der Eyde der Treue und des Echerkunds; welchen Sie hiernächst des Fürsten von Anhalt Fürstl. Durchl. und dero Mittheilnehmern; alsß Gerichte- und Ehedem; zu leisten haben; also oder in künftigen Zeiten nicht abdrückend oder nachtheilig seyn. Was das Jus Collectandi anbelangt; haben Sr. Christfürstl. Durchl. (nachdem Sie gründliche Nachricht eingezogen; daß die Unterthanen des Dorffes Wüden; man dinsten in dem hohen Ansehe; worin Sie also sich befinden; fernere also stehen bleiben sollten; mit der Zeit vollends; wie ein guter Theil schon gethan; entscheiden; und ihre Dienst-Güter zum grüßlichen Ehedem; der schen; und Gerichte; Herren leisten lassen würden) in d. des Fürsten von Anhalt Fürstlichen Durchl. sich zu richten; nach von Entscheidung dieses Kaufes an; und in künftigen Zeiten; erweichte Unterthanen zu den landes-Ansehnlichkeiten in die Magdeburgische landtscheffte-Cassa, oder wohin es fernere verlangt würde; in termino Treynadter; auf einmahl und in einer Summa Jährlich zweyhundert fünfzig Thaler leisten; und dagegen von allen Anlagen; Kopf-Geldern; Accisen; Contributionen; Zinsen; Gütern; Einquartierung; Service-Geldern; oder was sonst ihnen genant werden mag; allerdings ex-empt; seyn; und der modus folge 250. Thaler zu ex-

giren; des Fürsten von Anhalt Fürstl. Durchl. und des Anno 1684. ro Wüden-erben freigelassen; auch darnecht keine provocation an Seine Christfürstl. Durchl. oder dero Magdeburg. Regierung und landtscheff; oder wo es sonst von nöthen; von Sr. Christfürstl. Durchl. ertheilte Befehl sofort ertheilet werden soll. Solten nun unversehliche Durch-Mache sich ereignen; und diese die Unterthanen zu Wüden mit betreffen; so sollen sie dabey nicht mehr; alsß andere unbedingte Magdeburgische Dorffer beschweret; noch durch Eddel-Gezetz; oder andere militairische Executions zum Abtrag der vñdñr-Geldsien antwärtig gemacht werden; Wöden aber diese Unterthanen durch Krieg oder andere ungeschickliche ungeschickte Fälle (welche der höchste Gd in Schaden bringende wolte) dergestalt in Abrechten gerathen; daß das vorher verglichene quantum der 250. Thaler ohn total-Loos von ihnen gar nicht erhoben werden konte; So wolten Sr. Christfürstl. Durchl. und nachkommende Herzoge zu Magdeburg auf diesem quantum so genau nicht bestehen; sondern bis zu erfolgenden besten Zeiten mit einem billigen und erträglichem quantum sich jährlich vergütigen lassen; Weil auch bey denen Gerichten es sich oftmahls jutragten pflegt; daß landtscheffte Leute oder deren Advocati ihre Sache in Zeitdrängigkeit zu ziehen; und ihr Eigenthum dadurch um so viel länger auffzubalten; des sonst heilsamen beneficii Appellationis sich mißbrauchen; So haben Seine Christfürstliche Durchl. und wohlbedachten Rath; vor sich und dero nachkommende Herzoge zu Magdeburg; damit und Kraft dieses verwilligt; daß denen Unterthanen zu Wüden weder in Criminalibus noch Civilibus (so in diesem die Haupt-Summe zweyhundert Thaler nicht erreicht) von denen Gerichten dastelß zu appelliren; oder per viam nullitatis zu provociren gestattet werden soll; Es möre dann jemanden; so viel die Criminalia belangt; die Todes-Straffe zuerkannt; auf welchem Fall Sr. Christfürstl. Durchl. oder dero nachkommende Herzoge zu Magdeburg; als landes-Herren; das Jus appellationi billig verweigern; da aber die Summa appellationis nicht; und die Sache per appellacionem oder querelam nullitatis an die Magdeburgische Regierung gehöret devolvirt würde; So wolten Seine Christfürstliche Durchl. die eventual-Verordnung an dero Magdeburgische Regierung so fort nach vollzogen diesen Kauf; ergehen lassen; daß die Inhibitoriales oder Compulsorias oder andere Recepta nicht immediate an des Fürsten von Anhalt Fürstl. Durchl. oder dero Mittheilnehmern; sondern an den Reambraten oder Reambraten-Verwalter; welcher den Proceß dirigirt hat; gerichtet; und denselben zu Wüden oder Zeit minuiret werden; Welches dann auch auf dem Fall; wann des Fürsten von Anhalt Fürstl. Durchl. und dero Mittheilnehmern von jenem oder kurz oder lang actione reali oder hypothecaria wegen des in Magdeburgischen Hofe gelegenen Hauses Zeit; und dessen pertinentien belangt werden würden; zu extendiren; daß nemlich die Magdeburgische Regierung die darauf ergehende Citationes, Receptas, Monitoria und dergleichen Gerichtliche Verordnungen; an obgedachte Reambraten oder Gerichte-Verwalter richtet; und in derselben Person die Sentenz abfaßt; jedoch die endliche Execution (damit die Sententia nicht inanes seyn) auf benichtigten Fall und nach Gelegenheit der Sache; entweder in die fructus oder substantiam des Hauses Zeit; vollstrecken lassen; Solte aber der Ausspruch wegen des Dorffes Wüden und dessen pertinentien herrschen; So wolten Sr. Christfürstl. Durchl. und dero nachkommende Herzoge zu Magdeburg intuitu der zu leistenden schuldigem Genetz; so fort selbst durch dero Magdeburgische Cammer in das Mittel treten; und ohn einige des Klag. Libells Communication an des Fürsten zu Anhalt Fürstl. Durchl. und dero mittheilnehmende Reambraten; entweder den Kläger in Güte Klage still stellen; oder den Proceß mit denselben antreten; und was erkannt wird; prästiren; auch weil schon ideo die Justitassen solchaulche Geschwinde; die alimenditien und dotation an Wüden prästendirt haben; / so soll Anhalt machen; daß dieselben absconden werden; und sie allen ferneren Anspruch nach vor Auszahlung des gänzlichem Kauf-Geldes zu Recht bekändig waffen renunciren; Wöden dann fernere der in dem Dorff Wüden wohnende von laute mit rüthigen Documentis nicht erwiesen können; daß sie in habendes Gut mit ausrücklichen schen-Herrlichen Contentu von den Spann-Diensten; Zinsen; Gütern; und andern prästendirt haben; / so soll nur dero von solchen Privat-Concession und Handlung vintem und dem andern onere reali entbunden werden; So wolten Sr. Christfürstl. Durchl. bestallben kñm Proceß

ANNO gekauft / sondern gegeben laffen / daß dieses Gut wider-
1684. demum ad corpus servare / so fort gegeben / und folglich
die Dinstel und Gärten in vorigen Zustand wiederum
gesetzt werden: Als auch des Fürsten von Anhalt Fürstl.
Durchl. den selbigen Jahrs die jetzigen Einwohner in
Wetteln und dazwischen fürgesetzt / daß denselben wegen
des erlittenen Unfalls / so gleichsam nurecht sein wür-
de / So haben Sr. Churfürstl. Durchl. dieß thun und
Thun / Gestet / und was sie sonst etwa annoch schuldig
sind / endlich laffen / also / daß sie die Wetzelschen
Untertanen vor der Magdeburgischen Cammer nicht wei-
ter darnach eingemahnet oder beprochen werden sollen. So
viel das Jus Patronatus und davon dependierende Befug-
niß betrifft / so wird dasselbe / wie bald im Eingang die-
ses Kaufs / Weisens schon erwähnt ist / des Fürsten zu
Anhalt Fürstl. Durchl. gleich mit verkauft / und ver-
schrieben Sr. Churfürstl. Durchl. vor sich und der
nachkommenden Störze zu Magdeburg / so wohl dasselbe /
als auch in diesem Kauf mit begriffene pertinenen /
und was danden in einem und andern Stücke absonder-
lich bewilligt und zugestanden worden / kräftigst zu ge-
währen / und weder der Magdeburgische Regierung und
Cammer / noch auch der Landtschaft einige Contraven-
tionen darüber zu gestatten. Alles des Churfürstl. Wör-
ten / Treus und guten Glauben / bestet zu wehren / Ver-
kräftigung haben begehrt / daß / wann Fürst Jo-
hann Georgius in Anhalt Fürstl. Durchl. dieses er-
kauft Gut Weichen / samt seinen erlangten Befreyun-
gen / und das in Handlung habende Kaufs Zeit und des-
sen pertinenen an einen der Herren Wetteln / Jülichen
zu Anhalt / weiter zu verketen / zu übergeben oder zu ver-
kaufen sich einfließen solten / So dardem contenten /
und die Fürstl. Durchl. den geringen Verlust / der
in dem Kauf / Brief beschriebenen Gerechtigkeiten und
Befreyungen laffen / manumetren und schenken wollen;
Es geschieht in Potsdam den Neun und Zwanzigsten
Decembris des Eintausend Sechshundert Vier und acht-
zigsten Jahres.

(L.S.) Friedrich Chur-Princ.

(L.S.) Johann George F. z. Anhalt.

L I.

1685. Déclaration de Louis XIV. Roi de France don-
née à Versailles, le 9. Janvier 1685. en faveur
9. Janv. des Hollandois Sujets des Etats Generaux des
FRANCE PROVINCES-UNIES pour habiter & com-
mercer en France, sans être reputés Ashains, con-
formément à l'Article X. du Traité de Nimègue,
du 10. Aout 1678. Registrée en Parlement le 13.
denot mois de Janvier 1685. [FREDER.
LEONARD. Tom. V.]

L Ouis par la grace de Dieu, Roi de France & de
Navarre; A nos amez & feaux les Gens tenans
notre Court de Parlement à Paris; Salut. Sur
les avis qui Nous ont esté donnez de divers
Procez intentez en differentes Jurisdictions, fue ce
qu'on n'y est pas informé de ce qui est porté par le
X. Article du Traité de Commerce fait à Nimègue
le dixième Aoust mil six cents soixante-dix-huit, par
nos Ambassadeurs & Plenipotentiaires, avec ceux des
Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, &
par Nous approuvé & ratifié le 18. dudit mois, du-
quel Article la teneur ensuit. Les Sujets desdits Sei-
gneurs Etats Generaux ne seront point reputés Au-
bains en France, & ainsi seront exemptés de la Loy
d'Aubaine, & pourront disposer de leurs biens par Tes-
tament, Donation ou autrement, & leurs Heutiers Su-
jets quédits Etats demeurans tant en France qu'ailleurs.

ANNO 1685. recueillir leurs successions même ab intestato, encore
qu'ils n'ayent obtenu aucunes Lettres de Naturalité,
sans que l'estet de cette Concession leur puisse être con-
tente ou empêché sous pretexte de quelque Droit ou
Prérogatives des Provinces, Villes ou Personnes pri-
vées; pourcont pareillement sans ledites Lettres de
Naturalité s'établir en toute liberté les Sujets desdits
Seigneurs Etais en toutes les Villes du Royaume,
pour y faire leur Commerce & Traffic, sans pour-
tant acquerir aucuns Droits de Bourgeoisie, si
ce n'est qu'ils eussent obtenu Lettres de Naturalité de
Sa Majesté en bonne forme, & seront généralement
traitez ceux des Provinces-Unies en tout & par tout,
autant favorablement que les Sujets propres & naturels
de Sa Majesté, & particulièrement ne pourront estre
compris aux Taxes qui pourront estre faites für les E-
trangers, & sera tout ce contenu au present Article
observé au regard des Sujets du Roi dans les Pais de
l'obéissance desdits Seigneurs Etats; Et voulant faire
cesser ledites contentions en rendant ledit Article pub-
lic. En cas causes Nous vous mandons & ocdonnons
par ces Presentes signées de notre main, que ledit
Article X. ci-dessus dudit Traité, vous ayez à faire li-
bre, publier & enregistrer, & le contenu en icelui en-
trentenir & faire entretenir, garder & observer, sans y
contrevient, ni fauult qu'il y soit contrevient en quel-
que sorte & maniere que ce soit; Car ne l'est nient
plaisit. Donné à Versailles le neuvième jour de Janvier,
l'an de grace 1685. & de notre Regne le quarante-deu-
xième.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas,

Par le Roi, COLBERT.

Et scellé du grand Seau de cire jaune.

Registrée, vuy & ce regenant le Procureur General
du Roi, pour être executée, selon les formes & tenues,
& Copies collationnées envoyées des Baillies & Com-
mandemens & Sieges du Ressort, pour y être publiquement
publiées & enregistrées: Enjoint à tenir la main, &
de certifier la Cour dans trois mois, si avant l'Arrest de
ce jour. A Paris en Parlement, le treizième jour de Jan-
vier mil six cents quatre-vingt-cinq.

Signé,

DONGOIS.

L II.

Articles accordez par le Roi de France LOUIS 12. Fevr.
XIV. à la République de GENES, le 12. Fe-
vrier, 1685. [FREDER. LEONARD. Tom. II. pag.
V. d'où l'on a tiré cette Pièce qui se trouve GENES.
aussi dans le Theaurum Patris, Tom. II. pag.
1060. en Latin, François & Allemand; dans LONDORP II. Alla publica. Tom. XII.
pag. 160. en Allemand; dans Abhang zu den
Europäischen Heraldik 4. Handbandungen, pag.
1661; & dans Relations Historie. Francois.
Continuat. Vernal. pag. 51. en Allemand.]

L Ouis par la grace de Dieu Roi de France &
de Navarre; A tous ceux qui ces presentes
Lettres verront, Salut. Comme notre aimé &
féal Conseiller en tous nos Conscils, Président
à Mortier en notre Court de Parlement de Paris, Se-
cretaire d'Etat & de nos Commandemens & Finan-
ces, le Sieur Colbert, Chevalier, Marquis de Croissy,
en vertu du Plein-pouvoir que nous lui en avions
donné, autou conclut, arrêté & signé le 12. Fevrier
dernier, avec le Sieur Marquis de Marini Envoiy Ex-
traordinaire de la République de Genes, parcellent
munni de Plein-pouvoir de ladite République, les Ar-
ticles

ANNO
1685.

tibles par Nous accordez à ladite République, dont la teneur ensuit.

LE Roi ayant rétabli le repos de toute l'Europe par les Traitez de Trêve signez à Ratisbonne le 25. Aout dernier; & Sa Majesté le voyant dans une pleine & entière liberté de prendre contre la République de Genes telles résolutions, qu'Elle auroit estimé être les plus convenables à Sa Gloire & à sa Justice, Elle a néanmoins bien voulu, en considération de Sa Sainteté, dont les foins infatigables pour la conservation de la tranquillité publique ne peuvent être assez estimés, préférer les voyes de douceur à celles de la force de ses armes; & sur les assurances qui ont été données à Sa Majesté par le Sieur Archevêque Ranuzzi, Evêque de Fano, Nonce Extraordinaire de Sa Sainteté, de l'entière résignation desdits Genois aux conditions qu'Elle leur a demandées, & du Pouvoir qu'ils ont envoyé au Sieur Marquis de Marini Envoyé Extraordinaire de la République de Genes auprès de Sa Majesté, pour les accepter en leur nom, & en convenir avec celui qu'il plairoit à Sa Majesté commettre pour en dresser & signer les Articles; Elle auroit autorisé à cet effet le Sieur Colbert, Chevalier, Marquis de Croissy, Conseiller du Roi en tous ses Conseils, Secrétaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté; lequel, en vertu du Pouvoir qui sera ci-après inséré, auroit avec le Sieur de Marini autorisé par la République de Genes, en vertu de la Lettre des Duc, Gouverneurs & Procureurs de ladite République, signée Girolamo de Mari, & C. Malcardi, & datée du 29. Janvier 1685, qui sera ci-après transcrite, arctée, conclue, & signée, les Articles suivants.

I. Que le Doge à présent en charge, & quatre Senateurs aussi en charge, se rendront dans la fin du mois de Mars prochain, ou au plus tard dans le dixième d'Avril, en la Ville de Marseille, ou autre Ville du Roiaume; d'où ils s'achemineront au lieu où Sa Majesté fera; & lors qu'ils seront admis à son audience, revêtus de leurs habits de cérémonie, ledit Doge portant la parole, témoignera au non de la République de Genes l'entière regret qu'elle a d'avoir déplié à Sa Majesté, & le fera dans son discours des expressions les plus solennelles, les plus respectueuses, & qui marqueront le mieux le désir sincère qu'elle a de mériter à l'avenir la bienveillance de Sa Majesté, & de se la conserver soigneusement.

II. Le Doge & les quatre Senateurs rentreront, à leur retour à Genes, dans l'exercice de leurs charges & dignitez, sans qu'il en puisse être mis d'autres à leurs places pendant leur absence. Ni lors qu'ils seront retournés, sinon après que le tems ordinaire de leur gouvernement sera expiré.

III. La République de Genes congédiera dans le tems d'un mois toutes les Troupes Espagnoles qu'elle a introduites dans les Villes, Places & Pays dépendans dudit Etat, & renoncera dès-là, présent en vertu de ce Traité, à toutes Lignes & Attributions qu'elle pourroit avoir faites depuis le premier Janvier 1683.

IV. Lesdits Genois réduiront aussi dans le même tems leurs Galeres au même nombre qu'ils avoient il y a trois ans, & pour cet effet désarmeront celles qu'ils ont fait équiper depuis.

V. Sa Majesté ayant demandé que la République de Genes dédommagerait tous les François, non seulement de ce qui leur a été pris & enlevé, tant dans la Ville de Genes, que dans les Pais qui en dépendent; mais aussi de toutes les Prises qui ont été faites sur eux par les Vaisseaux & autres Bâtimens armés, ou autorisés par ledits Genois, suivant l'Etat qui en seroit dressé & fourni dans trois mois; & ladite République ayant offert de rendre aux Sujets de Sa Majesté tout ce qu'elle a pu retirer des effets qui leur appartiennent, Sa Majesté acceptant ledit Offre, & suivant les mouvemens de sa pitié, a bien voulu se contenter, qu'au lieu des autres dédommagemens cy-dessus dits, ladite République subrogât, comme elle fait par cet Article, de contribuer à la réparation des Eglises & lieux sacrés, qui ont été ruinés ou endommagés par les Bombes, que le refus de donner à Sa Majesté une juste satisfaction, a attiré indistinctement sur ladite Ville, toute la somme d'argent que notre Saint Pere le Pape estimera convenable, Sa Majesté remettant aussi à sa Sainteté de régler le tems dans lequel lesdites reparations devront être faites.

VI. Le Comte de Fiesque ayant imploré la pro-

tection de Sa Majesté sur les anciennes prétentions de sa Maison contre ladite République, Sa Majesté a désiré qu'il fût payé présentement audit Comte de Fiesque la somme de cent mille écus, monnoye de France; & comme ladite République a voulu encore témoigner en cela sa déférence pour Sa Majesté, & mériter d'autant plus l'honneur de ses bonnes grâces, elle s'est obligée par ce seul motif, & non autrement, de payer dans deux mois audit Comte de Fiesque ladite somme de cent mille écus sans préjudice des raisons qu'elle prétend avoir contre ledit Comte de Fiesque & sa Maison, qui ne pourront recevoir aucune atteinte par ledit payement; & en considération de la promptitude avec laquelle ladite République satisfait en cela à la volonté du Roi, Sa Majesté promet qu'elle n'appuiera point de la force de ses armes, ni d'aucune voye de fait, les prétentions dudit Comte & de la Maison de Fiesque, Sa Majesté voulant qu'elles ne puissent être pourlues que par les voyes de Droit; & comme l'intention de Sa Majesté est que le payement cy-dessus dit ne soit fait que par provision & sans préjudice des raisons des Parties, aussi elle déclare que ledit Comte de Fiesque, ses Heirs & ayans cause, poursuivans leurs Droits & Actions en Justice, comme il a été dit, ladite République puisse compenser sur ce qui pourroit leur être adjugé, ladite somme de cent mille écus, que ledit Comte de Fiesque aura reçu en vertu dudit Traité.

VII. Sa Majesté étant contente des satisfactions cy-dessus dites, & voulant bien rendre l'honneur de ses bonnes grâces à la République de Genes, Elle sera bien aise aussi de faire au Doge, & aux Senateurs, tout le favorable accueil qui leur puisse marquer sa bonté & le retour de sa bienveillance Royale; & après qu'ils se seront acquitez des fonctions pour lesquelles ils se doivent rendre auprès de Sa Majesté, ils pourront s'en retourner à Genes, pour y exercer leurs charges, ainsi qu'il est convenu par l'Article deuxième dudit Traité: Sa Majesté déclarant qu'il ne leur sera fait de sa part aucune autre demande, ni imposé d'autres conditions, que celles qui sont exprimées & établies par le présent Traité.

VIII. Tous Actes d'hostilité cessent, & savoir par Terre dès le jour de la signature du Traité, & par Mer dans un mois, à commencer dudit jour: Et s'il y a quelques Sujets du Roi detenus dans les prisons, Galeres ou Vaisseaux de Genes & autres lieux, ils seront incessamment élargis; Sa Majesté voulant bien aussi faire mettre en liberté tous les Genois qui pourroient être retenus, soit dans des prisons ou dans les Galeres, Vaisseaux & autres lieux.

IX. Le présent Traité sera ratifié incessamment par ladite République de Genes, & les Ratifications échangées avec celles de Sa Majesté, au plus tard dans trois semaines. En foi dequoy nous avons signé les susdits Articles, & à iceux fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait à Versailles le douzième jour de Février mil six cent quatre-vingt-cinq.

Signé,

A. RANUZZI, Archevêque, Evêque COLBERT DE
de Fano, Nonce Apostolique. CROISSY.
PAOLO DE MARINI.

Pouvoir du Roi.

LE Roi ayant été informé par le Sieur Evêque de Fano Nonce Extraordinaire de sa Sainteté, que non seulement la République de Genes avoit pris la résolution d'accepter les conditions qui lui ont été imposées par Sa Majesté, pour rucher par cette soumission à rentrer dans ses bonnes grâces; Mais mesmes qu'elle avoit envoyé un Plein-pouvoir au Sieur de Marini, pour en signer en son nom les Articles avec telles personnes qu'il plairoit à Sa Majesté commettre: Sa Majesté a pour cet effet autorisé de sa part, comme elle auroit par ces présentes, le Sieur Colbert, Chevalier, Marquis de Croissy, Conseiller en tous ses Conseils, Président à Mortier en la Cour de Parlement à Paris, Secrétaire d'Etat de Sa Majesté & des Commandemens & Finances, auquel Elle a donné Plein-pouvoir. Commisssion & Mandement spécial d'accepter, conclure, & signer en son nom avec ledit Sieur de Marini les Articles dont il seroit convenus; Promettant ladite Majesté en foi & parole de Roi,

ANNO
1685.

ANNO 1685. Roi, d'accomplir & d'exécuter ponctuellement, & avoir agreable, & tenir ferme & stable à toujours tout ce que ledit Sieur de Croissy aura promis & signé en vertu du present Bouvoir; Comme aussi d'en fournir la Ratification en bonne forme dans le temps qu'il aura été convenu. En témoignage de quoy Nous avons signé ces Presentes de notre main, & à icelles fait apposer notre Scel secret. A Versailles, le neuvième jour de Fevrier 1685.

Signé,

LOUIS,

Et plus bas,

PHELYPEAUX.

Pouvoir de la Republique de Genes.

Duce, Governatori, e Procuratori della Repubblica di Genova.

Molt' illustre nostro Gentiluomo. Dalle vostre Lettere, e dalle Relationi havute di quanto ha rappresentato al Pontefice Monsignor Nuncio Ranucci, si raccoglie, che le demandate soddisfattioni della Massà Christianissima alla Repubblica consistono in una Missione d'officio del Serenissimo Doge, e quattro Tegati; che si disponino le quattro Galee nuovamente armate; che la Repubblica si riduca al stato di Neutralità, che professava per il passato verso le due Corone di Francia, e di Spagna; che si paghino cento mila scudi bianchi al Conte da Bisceio, per saldo d'ogni pretesione di quella Casa, e che si restituiscano alli Francesi, che dimoravano in Genova il mese di Maggio passato, i Beni à loro tosti: il che si suppone ristretto à quella parte che è riuscita alla Repubblica di recuperare. Et si come Sua Massà Christianissima, per mezzo del Signore de Croissy, si era compiaciuto di far significare à Monsignor Nuncio, che farebbe contenta di dette condizioni, e che non demanderebbe cosa alcuna di vantaggio, così si spera che mediante l'efficiu del Pontefice, e della Massà Britannica, sia per radolcire dette Demandate, con dare al mondo un nuovo contrasiglio della sua impareggiabile generosità verso di una Repubblica, che non antiche cose maggiori, che il ristabilimento nella sua Regia Gratia. Ma niente di meno desiderosi di far spiccare gli atti della nostra somma veneratione, vi diamo facoltà di poter trattare e concludere sopra l'emenziate Demandate, & à questo fine dovete nominamente procurare l'efficiu del Pontefice, e della Massà Britannica, si per conservare il ristretto dovuto à detti due Principi, che con singolare benignità si sono interposti in detto Affare, come per il grado di stima, e per gradimento in che sono appresso di Sua Massà Christianissima, dovete significare questi riverentissimi sentimenti à Monsignor Nuncio, affinché si compiacia di rappresentarli al Signor de Croissy, o di accompagnarli con espressioni proprie della sua efficacia & atte à renderli maggiormente graditi da Sua Massà Christianissima; E riuscendovi di concludere l'Aggiustamento, sarà vostra incumbenza, che resti posto in iscritto ciò che dovrà fare la Repubblica con parole chiare & incapaci di equivoci, e con tale spiegazione, che con detto Aggiustamento resti posto fine à tutte le pretenzioni di Sua

Massà Christianissima, Nostro Signore vi guardi. Genova ANNO il dì 29. Gennaio 1685.

Et ont signé.

GIROLAMO DE MARI. CARLO MASCARDI.

Ratification du Roi.

NOUS ayant agreables les susdits Articles, en tous & un chacun des points qui y sont contenus & declarés, avons iceux acceptés, approuvés, ratifiés & confirmés, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons par ces presences signées de notre main, & le tout promettons, en foy & parole de Roi, garder & observer inviolablement, sans aller ni venir au contraire directement ou indirectement, en quelque sorte ou maniere que ce soit: En témoin dequoy Nous avons fait mettre notre Scel à cesdites presences. Donné à Versailles le troisième jour de Mars, l'an de Grace mil six cens quatre-vingt cinq, & de notre Regne le quarante-deux.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas;

COCHERET.

Ratification de la Republique de Genes.

Duce, Governatori, e Procuratori della Repubblica di Genova.

Essendosi compiaciuto il R^e Christianissimo di restituirci alla sua Regia Grazia, medianti i Capitoli sottoscritti à Versailles li 12. del corrente mese di Febbrao da Monsignor Arcivescovo Ranucci, Vescovo di Fano, e Nuncio straordinario apostolico, e dal Signor Marchese Colberi di Croissy Secretario di Stato di detta Massà, & a nome della medesima; e per Noi dal Gentiluomo Paolo de Marini nostro Inviato straordinario appresso di detta Massà, del tenore come segue.

Havendo il R^e ristabilito, &c.

Noi non havendo maggior premura, che di godere il favore della Regia benevolenza di detta Massà, valendoci dell' autorità conferitaci dal nostro minor Consiglio, facto il dì venti tre del corrente mese di Febbrao, accettiamo, ratifichiamo, e comproviamo gli Articoli sopra detti, e promettiamo l'osservanza de medesimi. In testimonianza del che sarà la presente sottoscritta da uno de i nostri Collegi, e dall'Inscritto nostro Secretario, & firmata col nostro solito Sigillo: Date in Genova nel Real Palazzo, il dì 25. Febbrao 1685.

Signé,

GIROLAMO de MARI, Senatore Deputato.

CARLO MASCARDI.

(a) Discorso fatto à Sua Massà Christianissima dal Doge di Genova nella prima Udienza. [LONDRETTI Acta Publica, Tom. XII. pag. 182. en Allemand.]

SIRE,

La mia Repubblica ha sempre havuto fra le Massime più radicate del suo Governo, quella principalmente di segnalarsi nella somma veneratione à questa gran Corona. TOM. VII. PART. II.

(a) Cette Place étant une des conditions de la Paix on a crû ne devoir pas l'omettre.

Harangue du Doge de Genes au Roi, prononcée à Versailles le 5. Mai, 1685.

SIRE;

La principale Maxime d'Etat, de la Republique de Genes a toujours été de se signaler par une profonde veneration pour cette grande Couronne, que Votre

M

ANNO ma, che trameffa alla Maestà Vostra da suoi Angusti
1685. Progenitori ha Ella elevata ad un sì alto grado di poten-
 za e di gloria, con impresse tanto prodigiose & ioudite,
 che la fama, solita in ogni altro soggetto d'ingrandire,
 non farà baltevole, ancora con diminuire, a renderle
 credibili alla posterità.

Prerogative così sublimi, che obbligando qualunque
 Stato a rimarlarle & ammirarle con profondissimo os-
 sequio, hanno particolarmente indotto la mia Repu-
 blica a distinguersi sopra d'ogni altro nel professarle,
 in modo che'l Mondo tutto douesse restarne eviden-
 temente persuaso; nè vi è accidente, che li sia mai
 occorso di prendere nè più funesto nè più fatale di
 quello che veramente potesse offendere la Maestà
 Vostra. Non posso dunque adeguatamente spiegare
 l'istesso cordoglio cagionato alla medesima di haver
 hauro la minima cosa, che ha dispiciuto alla Maestà
 Vostra. Benchè si lusinghi essere ciò arrivato per
 pura sua disgrazia, vorrebbe nondimeno, che tutto
 quello che può essere succeduto di poca soddisfazione
 della Maestà Vostra, fosse a qual si voglia prezzo scan-
 cellato, non solo dalla sua memoria, ma da quella di
 tutti gli huomini. Non è Ella capace di sollevarsi da
 così immensa afflizione, fin che non si veda reintegra-
 ta nella pregeuissima Gracia di Vostra Maestà, che per
 esser fatta degna di conseguirla averta Vostra Maestà
 che li sforzi delle sue più intente applicazioni, s'im-
 piegheranno non solo per procurarne una perpetua con-
 seruatione, ma per habilitarli a meritare ogni maggior
 accrescimento.

In ordine à che non satisfacendosi di qual si sia es-
 pressione più propria, e più officiosa, ha voluto var-
 versì di inuitate e singolarissime forme, inuindole il
 Doge con questi quattro Senatori, sperando che da
 tante speciali dimostrazioni debba la Maestà Vostra ri-
 manere pienamente appagata della skissima stima che fa
 la mia Repubblica della sua Regia benevolenza.

Quanto à me, Sire, riconosco per mia grandissi-
 ma fortuna l'onore di esporre questi vivilimi e di-
 uersissimi sentimenti, & à maggiore segno mi preggio
 di comporre alla presenza d'un sì gran Monarca, che
 iustissimo per il suo valore, & riveritissimo per la
 sua impareggiabile magnanimità e grandezza, come
 ha formati tutti gli altri de' passati secoli, così assicu-
 ra la medesima sorte alla sua Regia Prospia. Con sì
 felice augurio è somma fiducia, che la Maestà Vostra,
 per far sempre più comprendere all'universo la singo-
 larità dell' animo suo generosissimo, si compiacerà di
 riguardare queste dimostrazioni tanto diuote e douute,
 come parti non meno della sincerità del mio cuore,
 che de' sentimenti di quelli Signori Senatori e Cittadini
 della mia Repubblica, che attendono con impatienza i
 contrasgni, che la Maestà Vostra si degnarà volerle
 dare del suo benigno gradimento.

Majesté tient de ses Augustes Ancêtres, & qu'Elle ANNO
a portée au suprême degré de la gloire & de la 1685.
puissance, par des exploits si prodigieux, que la Re-
nommée, qui a coutume d'exagerer en tout autre su-
jet, ne pourra pas même, en les diminuant, les ren-
dre croiables à la postérité.

Tandis que tous les Etats sont occupés à regarder
avec admiration des prérogatives si sublimes, les Ge-
nois ont voulu se distinguer de tous les autres Poten-
tats, à la manière de témoigner leur respect à Votre
Majesté, afin que tout le monde en fût évidemment
persuadé, ne leur étant jamais rien arrivé de plus
funeste, que le malheur d'avoir pu lui déplaire en la
moindre chose. Et bien qu'ils n'en attribuent la cau-
se qu'à leur infortune, ils voudroient néanmoins que
tout ce qui a pu donner sujet à Votre Majesté, d'être
peu contenté d'eux, fut à quelque prix que ce fût
effacé, non seulement de sa mémoire, mais aussi de
celle de tous les hommes: Et rien n'est capable de
les consoler dans une si grande affliction, que l'esperan-
ce de se voir parfaitement rétablis dans l'honneur des
bonnes grâces de Votre Majesté, dont ils s'effor-
cent, avec toute l'application de leur esprit, de meri-
ter non seulement la conservation à jamais, mais enco-
re l'augmentation de plus en plus.

C'est dans cette vue, Sire, que ma République ne
se contentant pas d'employer les expressions les plus
respectueuses, s'est fait un plaisir d'envoyer son Duc
avec ces quatre Sénateurs à Votre Majesté, pour lui
montrer, par cette soumission extraordinaire & sans
exemple, l'estime infinie, qu'elle fait de sa bienveil-
lance Royale.

Quant à moi personnellement, Sire, je compte pour un
bonheur extrême l'honneur que j'ai de paraître en
la présence d'un si grand Roi, d'un Roi, dis-je, qui
aima surpasser tous ceux des siècles passés, en valeur,
en générosité, & en puissance, assure encore le mè-
me sort à ses Descendants. Un si heureux augure
me fait espérer, que Votre Majesté, pour rendre
toute l'Univers témoin de cette grandeur d'âme, qui
lui est si particulière, voudra bien regarder les res-
semblables protestations que je lui fais, comme les plus
vives, & les plus sincères sentiments de mon cœur, &
de celui de ces quatre Sénateurs, mes Concitoyens,
qui attendent, comme moi, avec impatience les mar-
ques, que Votre Majesté daignera nous donner de son
agrément.

LIII.

18. Fevr. Concordien-Recess zwischen der Frauen
 Anna Dorothea Abbtissin und dem
 Stift Quedlinburg eines / und Jo-
 hann Georg dem III. Churfürst an
 Sachsen anderen Theils / wodurch sie
 sich wegen der Formul der von dem
 neuen Quedlinburgischen Unterrhanen
 bey'm Jährlichen Rath-wechsel an Chur-
 Sachsen zukommenden Erbholdigung /
 wegen der Chur-Sächsischer Stüts
 präerendirter Leben-Stück an Wild-
 Bahn / Holzung / Fischen und Ze-
 henden / item wegen der hohen Leben-
 Veröhrung / Stüts-Rechnungen /
 Posten / Kirchen-Ordnungen / der eh-
 ne Chur-Sächsischen Consens im Stift-

nicht zugulassenden frembden Werb-
 und Einquartirungen / Repartition der
 Anlagen / des Stüts-Haubtmanns /
 Gerichts-Sachen / Der Gerächte und
 vielen anderen Dingen vergleichen /
 und zwar so wird es in den wichtig-
 sten Stücken bey dem Vertrag de anno
 1574. sub 17. Augusti gefassen. Geben
 Quedlinburg den 18. Febr. am S. Con-
 cordien Tag 1685. [Deductio, daß ein
 Abbtissin zu Quedlinburg von Anfang
 der Foundation biß hieher ein immedia-
 ter Reichs-Stand gewesen / in Besä-
 gen sub Num. 51. apud LUNIG in
 Grundveste Europäischer Potenzen Ge-
 rechtssamen Part. I. Cap. IV. Absatz II.
 pag. 805. ubi remittit ad suum Reichs-
 Archiv. Part. Special. Continuat. II.
 Abschriftung V. pag. 894.] Cest

ANNO
1685.

C'est-à-dire.

Concordat entre JEAN GEORGE III. Electeur de Saxe d'une part, & ANNE Abbessé de Quedlinburg avec l'Abbaye même d'autre part; par lequel en convient de la maniere dont se doit rendre l'hommage à l'Electeur par les Sujets de l'Abbaye à chaque changement de Magistrat, & des autres Droits prétendus par son Altesse Electorale comme Seigneur Fief, sur les Chasses annuelles, Peches, Coupes de bois, & Dîmes; comme aussi de la Collation des Hauts Fiefs, Police, Reglements Ecclesiastiques, Levées & Logements de Troupes Etrangères, que ladite Dame Abbessé ne pourra accorder sans son Consentement; de la Reparation des Tributs, des Jugements Forenses, & de plusieurs autres Intérêts, en sorte que la Transfation du 17. Aout 1574. demeure en sa force & vigueur. Fait à Quedlinburg le 18. Fevrier jour & Feste de Ste Concordé 1685.

Umahs sich wissen dem Churfürstlichen und Fürstlichen Hause Sachsen an einem/ und denen jeweiligen Abtissinnen und Capitul-Gemeine zu Quedlinburg am äußeren Theil/ von langen Jahren her viel Ehen und Freungen einhalten/ welche zwar durch die sub dato Quedlinburg Donnerstags nach Laurentii Anno 1539. und 17. Aug. 1574. auch andere getroffen Verträge/ etliche malen bezwungen/ aber nicht so gütlich hinweg getrieben/ noch veräußert werden können/ daß sich nicht von Zeit zu Zeiten allerhand neue Ehebreden bestritten/ und nach und nach geschloffen. Solcher der Bedienstet Durchlauchtigste Fürst und Herr/ Herr Johann Georg der Ältere/ Kurfürst zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ des Heiligen Römischen Reichs Erb-Marggraf und Churfürst/ Landgraf in Thüringen/ Marggraf zu Meissen/ auch Ober- und Nieder-Laufitz/ Burggraf zu Magdeburg/ Gesessener Graf zu Henneberg/ Graf zu der Mark/ Ravensberg und Barby/ Herr zu Ravensstein u. d. Christmiller Gedächtnis/ Anlaß ergreifen/ sollte durch Seiner Churfürstlichen Durchlaucht zu Einnehmung der Huldigung der Dero gebohrte Gesandte und sonst nothdürftig untersuchen/ mit dem auf Seiten des Stifts dazu vorordneten Räten überlegen/ und zum Theil bereits in Annis 1659. 1670. 1671. und 1672. zu einiger Aebere bringen lassen. Welche Handlung aber auch Durchlauchtigste Fürst und Herr/ Herr Johann Georg der Dritte/ Herzog zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ des Heiligen Römischen Reichs Erb-Marggraf und Churfürst/ Landgraf in Thüringen/ Marggraf zu Meissen/ auch Ober- und Nieder-Laufitz/ Burggraf zu Magdeburg/ Gesessener Graf zu Henneberg/ Graf zu der Mark/ Ravensberg und Barby/ Herr zu Ravensstein u. d. nicht allein mit der Hochwürdigsten und Durchlauchtigen Fürstin und Frauen/ Frauen Annen Sophia/ Land-Gräfin zu Hessen/ Fürstin zu Hirschfeld/ des Kurfürstlichen freyen weltlichen Stifts Quedlinburg Abtissin/ Gräfin zu Takedenbrunnen/ Des/ Regensberg/ Altdorf/ Schaumburg/ Preburg und Wiedungen u. d. Christmiller Andenkens/ sondern auch nach letztgedachter Frau Abtissin stücker erfolgten Hochzeiten/ Adelen/ und mehr anderweit abthut/ mit der auch Hochwürdigsten und Durchlauchtigen Fürstin und Frauen/ Frauen Annen Dorothea/ Herzogin zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ Landgräfin in Thüringen/ Marggräfin zu Meissen/ des Kurfürstlichen freyen weltlichen Stifts Quedlinburg Abtissin/ Gesessenen Gräfin zu Henneberg/ Gräfin zu der Mark und Ravensberg/ Frau zu Ravensstein u. d. und dem Capitul durch Endes benannte zu Hochgedachter Frau Abtissin Introduction und Einnehmung der gesamt Huldigung außer vorordnete Gestandte realisirten lassen.

Als ist es hiernächst mit göttlicher Gnade so weit gebracht/ daß endlich alles/ was bis dahin in Frenge geschwebet/ nachfolgendes Resultat in Ehen verglichen/ und restirt worden.

I. Huldigung.

Deutlich so viel Erbkind die Erb-Huldigung anbetrifft/
TOM. VII. PART. II.

nachdem ein Churfürst zu Sachsen nicht nur für sich allein bey Antrittung des Churfürstlichen Regiments/ nach der Nouli l.i. A. sondern auch Inbalts des obangelegenen Vertrags de Anno 1574. nicht und mit einer neu erwählten Abtissin/ bey deren Introduction die Huldigung von sämtlichen Stifts-Interthanen nach der Nouli l.i. B. eingunehmen hat/ solche gesamt Huldigung auch bey jehdlichen Nach-Wechsel von denen neuen Interthanen abzugeben ist. Über welchen letzteren sich der Heran halber einiger Mißverstand bisher erzeuget worden/ so hat man sich verglichen/ daß die Nouli l.i. B. (welche nicht der sub lit. A. und fünfzig mehr Richtigkeit müßten diesen Reces als Ende mit beigefügt) auch bey obgedachten Fall/ da die neuen Interthanen zu verordnen/ behalten/ und es also bey angelegenen beygen Formulen unverändert gelassen werden solle.

2. Ermangelnde Rehnstücke an Wild-
Bahn/ Hölzung/ Fischerey und Fischen.

Wiewohl sich auch hiernächst zum andern befinden/ daß Ihrer Churf. Durchlaucht nicht nur die in Erb-Boigeth. Ihr und Dero Chur- und Fürstliche Verfahrnen vom Stift erhalten Ichns-Dressen ausdrücklich mit begriffene Wildbahn/ Hölzung und Fischerey/ sondern auch die weilen darinnen benannten Fischen ermangeln/ und daher deren Verschaffung und Genöhrung dem Stift begehrt worden: So haben Ihre Churfürstliche Durchlaucht sich demnach/ zu Begierung dero gebohrten Willens/ Freund-Verwandte erkläret/ wegen besagter Wildbahn/ Hölzung und Fischerey wider in der Abtissin Fürstliche Durchlaucht noch in das Stift fern zu sein/ send auch zu friden das Hochgedachte Stifts/ wie hiehero in Nach-Sachen/ und was zu deren Conservation und Abkaffung fürgehender Churfürstliche nöthig und dienlich/ vorordnen/ und beschaffen lassen/ auch mit Einlieferung solcher Fische in die Erb-Boigeth versehen werden mögen/ insoch das was extraneo von besagten Etiden usurpiren/ hiernach nicht verstanden/ sondern Ihrer Churfürstliche Durchlaucht und dem Hause Sachsen die deshalb zutommende Besignung vorbehalten/ auch das Stift hierrinnen/ nach allen Kräften mit demselben umzutreiben/ verbunden bleibe/ ingleichen die gedachte malen nachlassene Einlieferung der Fische in die Boigeth nicht weiter nach auf andere Privilegationes in Fischerey-Feldern und dergleichen Befugnisse weniger aber auff einige dabey etwa fürgehende Gerichts-fälle oder Violation der Gränten und Jurisdiction extendiret/ und zur Consequenz wider Ihre Churfürstliche Durchlaucht Erb-Boigeth und derselben zum Nachtheil allegiret werde/ wie dann Ihre Churfürstliche Durchlaucht auch der vorliegenden Fischen halber durch Dero Stifts-Hauptmann/ oder sonst Erbmitgange einzusehen/ und die Nothdurft weiter beschaffen lassen wollen.

3. Hohe Lehn-Verschreibung.

So hat es auch hiernächst wegen Verschreibung hoher Ichns-Angriffe/ daß verglichen ander nicht/ dann wie Ihre Churfürstliche Durchlaucht und Dero Nachkommen Vorwissen gesehen solte/ beyden künftigen Punct des Vertrags de Anno 1574. sein nachmüßiges Verbleiben/ und soll einen Churfürsten zu Sachsen u. d. aus demn Stiftlichen Ichns-Büchern und Registraturen auf Begehren die hißfalls benötigte Nachricht erhalten werden.

4. Stifts-Rechnung.

Altermassen auch viertens Ihre Churfürstliche Durchlaucht in Kraft dero hohen Erbvoigtlichen Amtes befohlt/ zu setzen und darfür zu sein/ daß das Stift nicht in Abnehmen gerathe/ daher die nach Inbalts des künftigen Puncts des Vertrags de Anno 1574. krechrigt/ denen jährlichen Rechnungen/ so eine Abtissin von der dargu bestellten Person in Rechnen des Capituls abgelegt wird/ jemand der Jährigen/ jedoch solcher Gestalt zu ordnen/ daß derselben an dero Regimant kein Eintrag oder Verhinderung zugewiesen werde. Also soll hiñfort der Stifts-Hauptmann nicht allein in gedachten Rechnungen Kraft dieses/ und ohne ferner special Vollmacht jederzeit gezogen/ sondern Ihm auch nach Rechnung dem Stift zum Rechen wider den Regimant M 2 Jährer

ANNO
1685.

ANNO Führer gehörige Anmerkungen zu machen / und nachdies-
1685. tige Ermennung dabey zu thun / frey verbleiben.

5. Policy und andere Ordnung.

Und weil künftens wegen Communication der Poli-
tisch-Juristisch-Polizey-und andere einer Abtiffin zu
machen zukommenden Ordnungen / gleichfalls Irrungen
entstehen / So sollen dieselben revidirt / und was die
Christliche Jurisprudenz wegen der Bussen / und
dass denselben kein Eintrag geschehe / betrefft / dabey ge-
hörig beobachtet / und hernachmals ohne Noth und
grüßlichste Communication nicht geändert werden.

6. Kirchen-Ordnung.

Gefalle denn solchen bey der Kirchen-Ordnung das je-
nige / so dieselbe im 7ten Punct des Vertrags 1774. ver-
fasset und ausgesagt / in acht genommen / und dabey die
beiderseitige mit christen gleichfalls revidirt / nach Gelegen-
heit / und wo darinnen Discrepanz von der Christlich-
lichen Kirchen-Ordnung anzureissen / Veränderung für-
genommen / und so dann mit der Publication in der
Franz Abtiffin Namen gehörender massen verfahren
werden solle.

7. Kath's Wechsel und Ausübung.

Nachdem auch solches Verkommen / dass jährlich
am Sonntag Qualimodogeniti ein neuer Kath aufge-
führt werde / so soll es auch inständige regulariter und
ordinarie darben verbleiben / und allenthalben nach bies-
hero gebräuchlicher Art und Form gehalten / Wann aber
solche Ausübung wegen etwa vorkommender erhebliche Hin-
dernisse zu verhindern / so doch in Zukunft zu Vermin-
dung vieler Inconvenienzen und Unordnungen ausser
sonderbarer Noth unthätig seyn müssen / so soll der
Abtiffin Fürstliche Durchlaucht hierzu einen an-
deren Tag ansetzen / und sich mit dem Stiffts-Hauptmann
darüber vernemen / Jedoch zu Zeiten / wann die Impe-
dicamenta sich etwas lange verzögern möchten / die sonst
gebräuchliche minus solenne Aufzüge und Beihaltung
sein finden.

8. Fremde Werb- und Einquartie- rungen.

Wohin / weil Ihre Christliche Durchlaucht das
Ius Armorum & Religionis, samt was dem allenthalben
nach Recht und Gewohnheit anhängig / im Stifft zu-
stehet / so soll darinne ohne deren Consens und Verord-
nung keinerlei Werb- oder Einquartierung / ausser was
des Stiffts Cessus/Contingenz betrift / welches doch oh-
ne öfentlichen Trummstreich zu richten / verkauft noch
gekauft / sondern auf geschlossener Communication mit
der Abtiffin Fürstliche Durchlaucht vom Stiffts-
Hauptmann unverzüglich abgeschafft und aufgehoben wer-
den.

9. Wachen und Anstalten in den Thoren.

Wiewohl auch nehmend / die ordentliche Thormache
zu Lindenburg bey Friedenszeiten dem Kath danks-
lich noch ferner nach dem Schicksal / welche von der Ab-
tiffin Fürstliche Durchlaucht Ihnen zu dem Ende zu-
gesagt werden / zu lassen / so soll doch bey treuender
Contagion-Gefahr dieselbe sich keine Anstalt in den
Thoren / ohne oder wider des anwesenden Hauptmanns
Instruktion und Ordre / unterfangen / bieser aber mit der
Abtiffin Fürstliche Durchlaucht sich jederzeit davor
vernemen / derselben auch die Thoren nicht richtig ent-
lassen lassen / wie denn nicht weniger der Pöbel halber
gute Correspondenz zu pflegen / und dem Kath nicht nach-
zugeben / dass er dergleichen jemand anders / als denen
Bürgern / wo kein Verdacht obhanden / ertheile. In
Kriegeszeiten aber und bey Sedes Vacante verbleibe
alle zu Befehl-Bewehrung und Beförderung des ganzen
Stiffts dinstliche Disposition Ihre. Churf. Durchlaucht so-
dinstig anheim gestellt.

10. Repartition der Wacht-Gelder und Anno anderer extraordinär Anlagen. 1685.

Und wie schiedens in gemein alter Statuten und An-
lagen halber im vierten Punct des Vertrags de Anno
1547. die Beschneidung gemacht / dass solche / ausser
der Kirche- und Cessus-Contributionen / in welchen dann
Ihre Churfürstliche Durchlaucht der Fran Abtiffin
Fürstliche Durchlaucht wider in deren Proposition noch
Anlagen und Perzequation einigen Eintrag zu thun
begehren / durch einen Christlichen und Abtiffin zu-
gleich denen Stiffts-Unterrathen zu proponiren / zu han-
deln und anzuzeigen / welches denn nicht unthunlich aus
von darzu gehörigen modo collectandi, Revision und
Perzequation der Casaltorum zuverfassen / also soll der-
gleichen auch bey vorkommender Aufbringung der Wacht-
Gelder / wo es deren bedürftig / observirt / die Einrich-
tung conjunctim darzu befristet / verpfundet / und von
Ihren die Rechnung abgenommen werden.

11. Exemption der also genannten Freyen betrreffend.

Und weil zum Eilften etliche Personen im Wesen-
der hiesiger von einigen Abtiffin unter andern
auch von denen Wächtern besetzt seyn wollen / worüber
einige Beschwerde entstanden / und inständige rechte be-
sorget worden. So hat man sich verglichen / dass zwar
denjenigen / so dergleichen Freyheit bisher erhalten / und
verrichten können / dabey / was die Bewachung des
Stiffts-Hauses anbetrifft / dem Verkommen nach / bey
währenden Sedes Vacante / wie auch bey Pest-Zeiten
noch ferner gelassen / aber in Kriegeszeiten / wie auch
bey der Ordinar-Stadt-Wacht / so Frey und von
Hand zu Hand geht / wegen hien zu habender hiermit
dem Kaiser sich ferner Exemption anzuweisen haben sol-
len. Und wollen auch der Abtiffin Fürstliche Durch-
laucht durch dergleichen Befreyung der übrigen Bürger
zu keiner Beschwerde Anlass geben.

12. Grenz-Sachen.

Allenfalls auch zum Vortheil das Ius solium und
des Landes-Grenzen / samt deren Beschneidung und Grenz
mit denen Benachbarten und anhängige Cess- und Be-
zeichnung der Grenz-Steine / mit dem Churfürstlichen
Ihre Churfürstlichen Durchlaucht zulässig ist. Also
wollen Sie hiermit mit Zuweisung der Abtiffin
Fürstliche Durchlaucht verfahren / und dieselbe bey der-
gleichen vorkommenden Dingen mit dem habenden Ein-
trage gehörend in acht nehmen lassen.

13. Neue Dehlmühle belangend.

Was zum Dreyzehnten die vor etlichen Jahren ansehn-
lich der Stadt neu erbaute Dehlmühle anbelangt / ist ist
Abkennung fernerer Werthlosigkeit verglichen / dass
der darauf geschlagene Erbzins von Zeit der Ratification
dieses Vergleichs an positiven Ihr. Churf. Durchlaucht
und der Abtiffin Fürstliche Durchlaucht getheilt wer-
den / und also dieselbe ohne weiteren Widerspruch in ih-
ren Stande und Gange verbleiben soll.

14. Wenden-Zins.

Gefalle auch zum vierzehnten schon vorläufig derglei-
chen Theilung des Zinses von den getreiden Wenden
betrebet / und hiermit nachmalig wiederholt wird / also
soll diese Theilung auch retro von allen dinstliche das daz
umgekehrten Kosten verstanden werden.

15. Concessionen der Schenkenden und Häu- ser vor den Thoren.

Und weil zum 15. so wohl an Seiten der Abtiffin
Fürstliche Durchlaucht als der Kath's / die bisher ertheil-
ten Concessionen neuer Schenk- und anderer Häuser vor
den Thoren aufzubauen oder anzulegen / der Stadt nicht
1685

ANNO 1687. juristisch; auch zu allersand Unterscheid und Umfang ge-
richtet; crachtet werden soll; So sollen derselben mit
Heszen zu beiden Theilen untersucht; und nach Befinden
die Klagsart bestimmet / auch der Erbschlag der verblei-
benden neuen Schenkten unter die Erbvoigey und Aley
Schöfferey getheilet werden.

16. Vom Stiffts-Hauptmann und dessen Leuten.

Gleichwie es auch schonhends mit Bestellung des
Hauptmannes bey den Herrschaften / und daß Ihre Chur-
fürstliche Durchlaucht allein das Subjectum dazu nach
der Belichung zu verordnen; und annehmen haben /
denklich aber darauf nicht der gewöhnlichen Notification
zum Handelsbisch an jedesnahlige Aeltern weisen / sein
Verwenden hat; Also ist derselbe nebst den Einem von
Stifftscher Vorstandschaft bißig eximiret; und hat sein
Forum für Churfürstliche Durchlaucht Regierung oder
Hof-Vericht; die Beichten aber so in seinem Sohn ste-
hen / sollen nach vorher gegangener gehörender Anzeige
und Acquisitionen in Criminal-Fällen und Civil-Klagen
für die Churfürstliche Voigey gestellt; in Fall es aber
abgeschien Verhören betrefft; soll die Sache; wohn sie
nach Unterscheid der Voigey-oder Civil-Fälle gehöret /
verwiesen in die Coercitio auch in gemeinen Umfang und
Disciplin-Sachen von dem Hauptmann selbst gehörend
beobachtet werden.

17. Hauptmanns-Bohnung.

Und weil derselbe zum 17ten in Stiffts-Haus eine
ordentliche Bohnung hat; folche aber für sehr sehr un-
lich eingezogen; und fast unbrauchbar; auch Alters hal-
ber ohne genüliche Inueren- und Erhöhung seines neuen
Gebäudes nicht wohl wieder anjurichten; Als steht mit
der Zeit dahin zu denken / und auf fernere Erweg- und
geleitete Entschliessung; ob sich hierzu / in Fall sonst
kein Mittel dazu zu finden / bey denen Stiffts-Unterthanen
einer gutwilligen Beyflure und Zulage zu erholen /
und soll unterdessen des Hauptmanns anderweitiger Anstalt
habe zu keiner Consequenz gezogen werden.

18. Halberstädtische Land-Guttsche.

Das zum 18. die vor elichen Jahren im Stifft ge-
gen Halberstadt angelegte Land-Guttsche anbetrifft / so
mag zwar dieselbe ferne in ihrem Gange bleiben; doch
daß der Churfürstlich-Sächsischen des Orts durchgehenden
Post planie keine Hindernis zugezogen werde.

19. Juden- und Hausierer Schutz.

Es sollen auch Neumehndens förderhin im Stifft keine
Juden und Hausierer zu Vermehrung der daher begeh-
ren Quarten recipiret noch gebuldet werden.

20. Von der für caduc eingezogenen halben Hufe vor Disturt.

Nicht weniger zum 20ten hat es wegen der von
dem Hauptmann für elichen Jahren für caduc und
heim gelehren eingezogenen halben Hufe vor Disturt /
weil sich befinden / daß selbige für dergleichen nicht zu
achten; bey bereits bestehender Restitution sein Verwen-
den / und sollen die Emolumenta juris Filci in- und auf-
serhalb der Stadt / so wohl in Civil-als Criminal-Fällen /
wie die Consecutio honorum stat hat / gleich gehandelt
werden.

21. Ableitung des Widen-Strohins.

Auch soll zum 21ten wegen der von Stifftscher Seite
ten bestehende Ableitung des Widen-Strohins vom
Hauptmann chies mit Zuzuhung allerorts Irreerleuten
der Augenchein eingenommen; die Bewandniß / wo
die Durchgrabung eigentlich gesehen / ob und wer dar-

ANNO 1687. fiber beständig zu Klagen; oder die Restitution in vorigen
Stand dechret; und wie groß der Schaden oder daraus
beizugende Gefahr sey? gründlich untersucht; das Recht
in gedachter Irreerleuten Gegenwart in richtigen Aley
geachtet; und so dann ferne die Gebühr verfertigt / oder
da nothig; an Churfürstliche Durchlaucht unterthänig-
ster Bericht erhaben werden.

22. Gerichts-Sachen.

Was hiernächst ferne und zum 22ten die Irungen
über den Verdris-Sachen anbetrifft; so ist zwar in denen
Verträgen die Verschlinge gethan / auch sonst unferne;
daß einen Churfürsten zu Sachsen die Ober-Gerichte im
Eist Daulmburg jusehen / nachdem aber in der Voig-
ey-Belichung; so viel solche Churfürstliche Ober-Ge-
richte betrefft; unterschiedliche Clöster und Güter / nem-
lich das Clöster St. Bapert; das Clöster aufhin Witten-
derge; / woy bester Trichter über Dursch und bey
Gersdorf; das Vorwerk im Zwickelberg; und der Zwickel-
in und Sammlungs-Vorwerk auch im Zwickelberg; vier
Höfe in der Alten Stadt Daulmburg; auch der Probst-
in Hoff alda; dergestalt ausgenommen; daß selbige frey
und in die Voigey nicht gezogen werden / sondern wo
sie in den gemelten Clöstern / Vorwerken oder Höfen
eines begibt; daß durch die Ober-Gerichte strafwürdige
wären / ein Churfürst zu Sachsen und dessen Voigey
Beywette sich darunter; als sich das gegen freye Güter
und Höfe gehöret; und von Alters herkommen / halten
und beweisen sollte; welches dann von Stifftscher Seite
nicht allein auf alle und jegliche der Aley andrerger Ver-
söhnen und Bediente; und denkliden richtiglich insu-
dige Orter an Häusern und Gütern; in- und außer-
halb der Stadt und Dörffern erstreckt / sondern die
Verschlinge auch dahin; als ob einer Aeltern hiernächst
eine Cognition über denen bey denkliden sich jureggenen
Ober-Gerichts-Fällen biß auf Vollstreckung der Executio-
mit jugelicht wäre; gezogen; hingegen aber Churfürstlichen
theils folche Exemption allein auf die in remittirte Wö-
nung ausdrücklich benahmet und specificirte Orter; auch
sonst weiter nicht; als vom Einfall und Apprehension
derer Delinquenten; und daß sich hißfäll nach dem
Herrkommen und Gebrauche dergleichen freyen Orter zu
beziehen / verstanden werden. So hat man sich hiernächst
endlich solcher gestalt vereinigt; und Churfürstliche
Durchlaucht zu Beizung derer gemelten Willens ge-
sehen lassen; daß zwar unter obiger massen excipiren
Clöstern / Vorwerken und Höfen / förderhin auch das
Stiffts-Haus; / jedoch angeschlossen die Hauptmanns-
Bohnung dabeil; wann der Stiffts-Hauptmann folche
wirthlich bedovonet; oder auch außer diesen Fall; des Orts;
den er zu seinen Expeditionen dabeil gebrauchet; mit
gerechnet; sonst aber die angeseene Exemption wider
auf einige ander im lehrnrich nicht ausdrücklich speci-
ficirte und benannte Orter; und zumahl auf königley
Feldgüter; noch auf einige Stiffts-oder Adel. Bediente
Wirtshäuser; sie haben Mahmen wie sie wollen; gezogen;
so wohl bloßer Dinge von unmittelbarem Einfall; und
nur dahin verstanden und angeboten werden soll; daß
dem Stifft die dabeil betretene oder befandliche Delin-
quenten (jedemahl unvorigelich und unvorigelich) in
Haft und Verschlingung bringen zu lassen; und über
dieses sich so wenig eimer; ob gleich nur summativischen
Cognition anzunehmen / verstanden sey; darauf auch dabeil
kei jhr Auslieferung an die Churfürstliche Erbvoigey
alsfort; und ohne einigen Instand; / Kosten oder an-
dere Handausgelegt bequeme / hingegen wollen Ihre
Churfürstliche Durchlaucht nicht allein durch den Haupt-
mann in gemein gute Obacht halten lassen; damit aller
bestehen Haffen in allem fürgebanet; mit der Capur zur
Instand; und ohne anseene Indicia nicht verfüh-
ren; und kein Exceß bey Vernehmung unaußschießliche
Straff dabeil verübet werde; sondern auch; wann der
Caus; wie zwar nicht zu vermuthen / Abtheile Mannes-
oder Weibes in wirthlichen Diensten begriffen Verhören
und Kärze betreffen möchte; alsdann gedachten Haupt-
mann Kraft dieses Vertrages die Sache in der Haupt-
mann; jedoch mit Zuzuhung der Erbvoigey Gerichte
hinein; / loquutionen verfahren und ansetzen; mit Ein-
selung rechtlichen Erkenntnis verfahren; wie nicht we-
niger; daß eine Person von Stifftscher Seite adju-
ret werde; darob mit ihr; und ihre Ermmernungen theil
geschehen / sie damit nothdurftig und gemülich hören;
und beobachten / auch wo es verlangt wird; folche ihre
Ermmernungen und Nothdurft ad Acta bringen; mit ver-
schiden /

ANNO 1685. schiden / und bevoras mit der Captur wider dergleichen ausschalt obgedachter Personem / und anders nicht / als nach in besondert beschuldigung / und andern nicht / als auf vorhergehenden unterthänigsten Bericht an Churfürstliche Durchlaucht / und erfolgte Resolution, es wäre dann schickliches Periculum in mora, und ein arox delictum vorhanden / verfahren lassen / gestalt auch die Captur in der Hauptmannen Wohnung aufn Ertzst-Haus auf den Fall / da ein Hauptmann / so hieselbst wohnet / oder auch auf dem / in den von Ihm ausgezogenen Dsche / nicht durch den Voigtey-Knecht gesehen / sondern vom Hauptmann angeordnet / und derselbe hiezü Kraft dieses Vertrages den Ertzst-Bogt jedesmal gebrauchen soll / nicht weniger wird im übrigen denen Westendörffischen / Neuenwegischen und Disturfschen Gerichten die Angeleit und Einziehung der Delinquenten / jedoch daß die Erbvoigtey / wo Periculum in mora die Concurrent habe / und die Prevention stat finde / auch daß die Auslieferung demnach in loco consilio und unversätzlich / wie oben bedungen / erfolge / gegnirt.

Von Aufseß- und Besichtigung der Toten.

Consil will und soll sich auch ins gemein das Stifft nicht anmassen / was denen Rechten und Personem nach in den Erbvoigteylichen Ober-Gerichten gehörig / als da seynd Aufseß- und Besichtigung der Toten (jedoch daß hiernach nicht also fort für einen Eingriff und strafmäßig geadet werde / wann etwa einige in lebende-Gefahr gerathende Person amoch gerettet werden will) / ingleichem Verflattung der lussicierten Uebeltäter zur Sepultur (doch unbenommen / was in solchem Fall circa locum & riuus aus dem Ertzst Consiliorio verordnet werden mag) ferner die Cognicion und Befragung großer und abfchälliger Schandthaten und dergleichen Falscheit (und zwar hiunderum unbekachtet der Kirchen-Censur, so demnach ermittelten Ertzst-Consiliorio in dergleichen und anderen Fällen / zu versigen anheim verbliebet) / wie auch des Hausfriedes Bruchs / so zu Rechte dafür besteht / und daß in Fällen / wo daran zweiffelt wird / über der competentia fort, auf der Ertzst-Regierung Einwenden und Befragungen ihrer Vorwurfs zu thun Actis, rechtlich Erkenntnis von der Erbvoigtey eingeholt / und denselben nachgegangen werde.

Von Exemption der Geistlichkeit und Schulen

Eben so wenig seynd die Geistlichkeit und Schulen für exempt von denen Erbvoigteylichen Ober-Gerichten / in Saden / so dahin gehörig / zu halten / doch wollen Ihre Churfürstliche Durchlaucht durch den Hauptmann / daß / wie ins gemein die Obergerichte und Inquisitiones nicht mißzu gebrauchen / also jamaal gegen Geistliche und Schul-Bewunder mit gebührender Circumspection und Stump verfahren werde / die Voigtey sich auch keinerlei Verfügungen oder Cognicion in Saden dero Predigten und Ambts-Berichtungen betreffend / anmass / genaue Obacht fassen lassen.

Es wollen auch Ihre Churfürstliche Durchlaucht zu Bezeugung dero Freund-Vertriglich geneigten Willens gegen der Abbatissin Fürstliche Durchlaucht und dem Geistlichen Stande in Eren / Verordnungen thun / daß / wenn hinfürher dergleichen Personen in Voigtey-Sachen Zeugniß abzugeben habet / dem Superintendenten solches jedesmal zu vernehmen geben / die Jagen durch Ihn erfordert / und die Abführung in dessen Worsen auf der Superintendent durch den Syndicum und der Voigtey Actuarius verrichtet werden soll / jedoch / daß die Sache hiernach nicht aufgehoben / sondern / wofen dabei vorstehlich Verögerung fürgehen wolte / mit Aufschunung des Zugnisst bey der Erbvoigtey / gleichwie in delictis und zum Obergerichten gehörigen Fällen / an sich selbst einen Weg als den anderen jederzeit unmittelbar verfahren / und obgedachter massen keine Exemption verlauct werden soll.

Vom Herr-Geräthe.

und ob wohl sonst den Sächsischen Rechten nach das

ANNO 1685. Herrgeräthe den Ober-Gerichten gehörig / so hat man sich demnach wegen zweiffelhaft erfindener Obervanz hierunter verhalten / daß solches zu Beständort / Disturfs / in denen Hospitalen und auf dem Mühlengrabe das Stifft abgesehen werden / aber in denen beyden Städten / wie auch auf dem Neuenwege und sonst der Churfürstlichen Voigtey zukommen solle.

Es mögen zwar auch die darüber in der Stadt fürgehende Donaciones und Contractus, sowohl die legund Tarierung derselben / (so gleichwol in Fällen / da es der Voigtey insändig / in Worsen des Stadtvoigts / und nach der Voigteylichen Obervanz / wo selbige nicht lieber durchgehend fürgeschlagener und beider massen zu behaupten / gesehen muß) beyen Seite verbleiben / man verkehrt sich aber / es werde dasselbe nicht nachsehen / daß sich der Voigtey gehöriges Herrgeräthe durch unzeitige Perquisitiones und Unternehmungen derselben schwer gemacht / und per indirectum entzogen werde. Gleichwie es auch im übrigen wegen der Worsen / so von Braun / Blau und anderen Fällen in den Erbgerichten in der Stadt gehörig / so denn der Hülfs halber / so der Voigtey Richter und Schulde und Gült zu Häusern und feldenden Gütern in der Stadt zu thun / und sonst allenthalben beyen dritten und folgenden Punkten des Vertrages de 1539. sowohl auch beyen 7ten Punkt des Vergleichs de 1574. und Inhalt der Voigteylichen Beschlüsse sein Verwenden hat. Also haben Ihre Churfürstliche Durchlaucht der Abbatissin Fürstliche Durchlauchtliche Verlangen so weit gesüß / daß ob wohl sonst nach Churfürstlich Sächsischen Rechten die Fornication oder gemeine Hurterey/Fälle / worauf keine Verhängung folget / für die Ober-Gerichte gehörig / dennoch auch solche in Aufhebung der angezogenen Obervanz / hinfürstig bey den Ertzstlichen Gerichten gelassen / und denselbe bestraft werden mögen.

Jurisdiction über die Müller.

Es bleibet zwar auch die Cognicion und Befragung derer in denen unter des Ertzst-Erbgerichten belegenen Mühlen fürgehende Ober-Gerichte-Fälle / und zu dieser gehörigen über 4. ggr. sich belausenden Deuben nicht inbillig nach wie vor der Erbvoigtey / welche auch denselbe wie Exaction und Apprehension der Delinquenten unmittelbar versighen mag. Aber aber die Aufzeichnung und Publication der Mühl-Ordnung anlangend / so soll das Stifft zwar dabey gelassen / dieselbe aber nicht revidirt / auch das Churfürstliche Interesse und sonderlich daß den Russen kein Eintrag geschehe / dabey gehörend in acht genommen werden.

Von der Steinbrücker Mühle.

Inmassen denn Ihre Churfürstliche Durchlaucht der Abbatissin Fürstliche Durchlaucht auch über die in der Stadt liegende Steinbrücker-Mühle die Erbgerichte / so weit dergleichen dem Ertzst / Inhalts der Verträge und dem Personem nach / sonst gestanden werden / aus Fremd-Vertriglich-geneigten Willen / doch dergestalt überlassen / daß das Jus exzendi der jährlichen auf Michaelis von dem darauf hastenden abtleghen Capital soligen 60. Thaler Zinses der Voigtey unverändert verbleiben solle.

Es ist aber hierbey wegen Abfchlagung des Wassers abgetret worden / daß bey allen Mühlen / wenn etwas daran zu bauen / Gleichpat gehalten / gedachte Abfchlagung bey Zeit wieder werden nothwendig / die Graben zu reutern / sei genant / seltsame unzulässige Abietung des Wassers aus der Mühle in genachte Gräben / neßden mit Ruin des Stroßms neuerlich angemastet fischeren / nach beschöner Erbauung / nicht weiter zugelassen / auch die Voigten an ihren Gerichten / welche derselben bey dergleichen insändig oder hergetracht / wegen in loco mehrer Erkundigung einzuweichen / nicht gehindert werden soll.

Von Connexität der Sachen.

Wenn Saden fürfallen / so zwar ihrer Natur nach für die Ertzstliche Gerichte gehörten / aber von Haupt-sachen / so vor der Voigtey anhängig oder erbtret / dependiren / oder mit denselben verknüpft / und nicht davon

ANNO 1687. zu separiren stund; so werden dieselben den Rächten nach nicht unbillig auch für ermittelte Voigtey angenommen und erlöset. Wo aber Anzeigsel fürsetzt; ob auch der gleichen Conventus; so das Forum der Voigtey fundirt; verhanden; so soll dasselbe bey einem Dilectio rechtlich Erkenntnis; mit Beobachtung der Stifftlichen Nothdurft; wie oben; eingeholt; und denselben nachgegangen werden.

Von Stifftlichen Anordnungen in Voigtey-Sachen.

Nächst dem; und weil im übrigen die Erbvoigtey-Verwaltung ihre dependenz; Direction und Appellation Instanz; allein von Churf. Durchl. zu Sachsen; und dero verordneten Hauptmannen hat. So ist es dabey allerdings zu lassen; und solche hierinnen nicht zu turbiren; noch die Citation der Bürger und Rittershanen in Voigtey. Fällen einiger maßen zu verhindern; sondern wofern einige ungebührliche Bewegungen; oder übles Verfahren wider dieselbe anzuzeigen sich möchte; es bey der Hauptmannen anzuzeigen; oder auch allenfalls Ihre Churfürstl. Durchl. selbst um remediierung anzufragen; jedoch hat der Stadtvoigt auf Befragen von ein oder andern juristischbaffigen Fälle bescheidentliche Nachricht zu erteilen; auch der Abbatin Jürstl. Durchl. den Verträgen und Herkommen nach die Pflicht abzugeben.

Und ob gleich der Abtrey unbenommen; in abhängigen Sachen für die Voigtey dero mit einlaufendes Interesse nach Gelegenheit interveniendes beobachten zu lassen; womit sie auch denen Rächten nach jedesmal zu hören; so soll doch der Process dadurch nicht aufgehalten; noch der Voigtey verwehret seyn; bey verfahrenen Vertheilich in contumaciam zu verfahren; und die Sachen durch rechtlich Erkenntnis; wosfern sie der Wichtigkeit; oder sonst den Rächten gemäß; zu tröten.

Von Consensen über Feld-Gütern.

Obwohl auch abhangigere Massen; nach Inhalt der Verträge; die Erbgerichte außerhalb der Städte; und in allen Feldern; nebst allem; was von ermittelten Erbgütern dependirt; der Erbvoigtey allein jurisdicir seyn und bleiben; dahero auch nicht nur dieselbe weder an denen allda stattfindenden Beschädigung und Ausmessungen durch die Feldtheppen; mit unzulässigen und wider sie solcher ihrer Amtsverrichtungen halber keines weges anzunehmen stehenden Belangenungen ex L. diffamari. nach Ansehung der Wahlweise; und sonst zu haben und zu eintreiben; sondern nicht unbillig auch die Erhaltung der Consense über Verpfändung derrer Feld- und anderer Gülder außerhalb der Städte; ob schon dieselbe dem Stifft zu sehr thölen; den Schloßsen Nothen nach für gedachter Voigtey gehöret; So haben Ihre Churfürstl. Durchl. doch um des angelegenen Personum willen und zu Erhaltung guten Vernehmens bewilligt; daß Consense über Feldgüter; beßelb der Erbvoigtey auch von der Stifftigen Regierung; jedoch keines weges durch das Amt und Untergerichte mögen erteilt; und von gleichen Kräften mit denen Voigteylichen nach Unterfchied der Zeit und Alters geachtet werden; jedoch daß diese der Voigtey ohn alle präjudicir und keines weges dahin geachtet werde; ob würde dem Stifft einerley Jurisdiction in den Feldern hierdurch eingeräumt und gestanden. Damit auch die Bürger hierdurch nicht also sehr beschweret; und die Glaubiger gefährdet werden; So sollen beyde Judicia bey vergehender Anmeldung sich vernehmen; und ein ander mit Nachsicht; wie doch ein jedes bereits contentiert habe; an die Hand gehen; auch ausser dergleichen Nothdication; weßwegen doch die Imperantzen mit keiner besondern Gebühr zu beschweren; sein Consens gültig gehalten; heßgen aber auch nach numeris verglichenen Dinndes über beschweren; sowohl von der Stifftigen Regierung; als Stadt- oder Amt- Gerichten; erteilt; noch künftiger von beagter Stifftigen Regierung zu erteilen stehender Consens gültigkeit bey ermittelten Concuribus; und sonst eiaz disputat verfahren werden. Manu auch Acker veräußert und für der Erbvoigtey angezeig; von den Contrahenten aber auf Befragen nicht angegeben würde; wenn sie zu Erben-Inß gingen; So soll gedachte Erbvoigtey ihnen Inß eigenmächtig darauf zuschreiben; sondern zuvor mit der Abtrey Schloßfor communiciren; und derselben und andern Stifft

Prälatoren; wann sie das Ihrige suchen; auff Anmelden hüßliche Handhabung lassen.

ANNO 1687.

Von Actionen, so von Feld-Gütern herrühren.

Das hiernächst die Actiones antrifft; welche wegen einiger Feld-Händel und Gülder wider Bürger und Rittershanen; die für Ihre Person in Civilibus unter das Stifft gehören; angestellet werden; so sollen beyde die Actiones mere Reales; als von den Mixtis das Judicium finium regundorum; so wohl auch Actio ex contractu Legali; beßelb denen Actionibus ex delictis; so außserhalb der Stadt verübet; samst derten Bestrafung; der Erbvoigtey allein verbleiben.

Wegen der Personal- und übrigen vermengten Ansprüche aber; so von Feld-Gütern herrühren; in Ansehung; daß beyde Theile hierunter ein Personum für sich gehabt; die Concurrenz und prevention fließ finden; und jetzt gedachte prevention von der Zeit insinuirten schriftlich oder beschöffen mündlichen Citation gerechnet.

Auch wenn solche Actiones für den Stifft-Gerichten fließen; der Chur-Schloßfor Process und Rechte; nebst denen in der Hauptmannen und Erbvoigtey hergebrachten Feld-Gerichten in acht genommen; und nach Gelegenheit der Sachen Wichtigkeit mit Verschickung der Acten in Chur-Schloßfor Collegia verfahren werden.

Wie es dann auch in casu connexitatis & continencie; auf Maß und Weise wie oben erwehnt zu halten; und soll in übrigen von der Erbvoigtey den Stifftigen Gerichten mit hüßlicher Hand und Execution der Judicatorum in Sachsen; so vor dieselbe von Reichswegen gehören; auf jenen Requisition und gegen Ablegung der von Parthey schuldigen Gebühr; nicht entstanden werden.

23. Grenz-Mahle der Abtreylichen Stadt-Gerichten.

Weil auch zum 24ten; sowohl voriger als jetziger Abbatin Jürstl. Durchl. über unterschiedliche in Grenz-Mahlen der Gerichte; und an die Stadt eßte oder erneuete Stulen; und daß hierdurch die Stifftigen Gerichte innerhalb der Stadtmauern und Thore wolten beschloßen; auch der Abtrey einschuldige Felder und Acker außserhalb der Stadt mit unter die Voigteyl. Civil Jurisdiction gezogen werden; sich beschweret; So haben Ihre Churfürstl. Durchl. damit Sie und so viel mehr erweisen möchten; daß die Stifftigen Gerichte keines weges zu schwächen; sondern vielmehr zu stärken und juvermehrern geneigt; sich gegen der Frail Abbatin Jürstl. Durchl. hiernier dergestalt heraus gelassen; wie in beßerzelter Beschreibung Lit. C. ausführlich enthalten; welches auch auf Seiten des Stiffts acceptirt; und dagegen hiernit die Erklärung gethan worden; daß auf den Ihnen dergestalt veränderten Feldern und andern Plätzen am Mühlentberge und sonst; gleichwie Ihre Churfürstl. Durchl. außserhalb der Stadt-Gerichte zu thun nicht gemeinet; keine new Wohn-Häuser erbauet; weniger neue Steden und dergleichen concediret; oder wohl gar new Vorstädte angelegt werden sollen.

24. Dirsurter Feld-Gebreden und Dalf-Eisen.

Was zum 24ten die Beschwerungen wider den Richter zu Dirsurt antrifft; so ist man darinnen einig; und daß sich der Stifft erklaret; und eingeräumt; daß denselben nicht zukomme; einige Feld-Händel und Gebreden in cognition zu sehen; und der Voigtey darinnen Eintrag zu thun; auch daß der Pranger oder Dalf-Eisen vor der Schenke alda nicht zu solchen Schuß; sondern allein; wann in Confistorial- und vor das Stifft gehöriem Civil-Sachen darauf ersant wird; zu gebrauchen. Man will aber Chur-Jürstl. Seite geschändt lassen; daß selbe geringe Fälle; so Hutz; Triff und Bede betreffen; jedoch beßer nicht; als bis 5. Wgl. oder 3. Weisnischgl. 4. Pf. bestrafen möge; und daß daraus keine Gerichtsbarkeit gemacht; noch der Voigtey gemacht werde.

ANNO de/ in Sachen/ so ein mehreres importiren/ Verfolgung zu thun/ an dießelbige auch sich dießigen wenden mögen/ 1685.

Welche sich durch des Richter/ Straffe etwa graviter be- finden möchten/ wie denn auch dießigen Gärten/ so in- nerhalb Dorf/Zäune und Gärten gelegen/ mit zum Dorf- fe zu rechnen. Ferner soll derselbe die fürkommenen Ge- richts-Fälle/ so unstrittig für die Dörger gehören/ als fort dahin/ und nicht erst dem Stifft/ was aber seinen Gehalts-nach etwa zweifelhafft/ darnechst und zugleich auch dem Stifft/ damit sich darüber freundlich unter- einander vernommen werden könne/ anzeigen. Wie dann der Dörger auch undenkomen/ neben ihm des Kathes Hörsen/ so lange sie den Pacht/ oder Verwaltung ha- ben/ oder bey erfolgter Aenderung/ einem andern aus dem Dorffe die Mit-obacht und Anzeige gedachter Dörger- Fälle nebst denen Pfändungen ausgetragen.

25. Neuwegger Dörger-Gerichte.

Zum 25ten wegen des Churfürstl. Dörger-Gerichts/ so hiehet auf dem Neuenwege gehalten wird/ hat es da- bey sein Verbleiben/ daß solches/ wie hergebracht/ allein in Churfürstl. Durchl. hohen Räthen/ und ohne son- derliche Rath und erhebliche Hinderniß nicht anders/ als unter blossen Himmel gehöret werde. In überdreyem Fall aber will man auf Seiten des Stiffts/ deme solches ohne präjudiz/ und consequenz seyn soll/ geschehen las- sen/ daß es auf gehöriges Ansehen in Gildherause/ wenn es wiederum erbauet seyn wird/ gehalten werde/ Und ob wohl für solchen nicht nur Dörgerl. sondern auch anderhand andere fürkommende Fälle erörtert werden mö- gen/ So bleibt es dennoch wegen der Straffen beym Her- kommen/ und weil das Stifft hierinnen sich nichts annah- men/ auch die ehemahls abgenommene Dörgerl. Register/ wann solche noch vorhanden/ restituiren lassen/ und weil die also genant 6. Mann oder Geschworene/ welche von der Dörger verordnet und befehlet werden/ allerdings zu solchen Gerichte in specie verpflichtet seyn müssen/ Als soll die Dörger dasselbe nach der vorgelassenen Notul. Lit. D. kenerflichtigen/ und daran vom Stifft nicht gehin- dert werden.

26. Fuhr-Buch.

Daß zum 25ten ein neu Geld- und Fuhr-Buch aufge- richtet und verfertigt werde/ hat man Stifftliche Seiten selbst vor nöthig und nöthig erachtet/ und sich daher er- klärt/ der Dörger daran nicht allein nicht hinderlich zu seyn/ sondern vielmehr alle Beförderungen dinstalls be- zutragen.

27. Scheiden-Schießen.

Wenn zum 27ten ein Scheiden-Schießen auf der Clero- witz zu halten/ sollen die Schützen dinstalls bey der Frau Abbatissin Fürstl. Durchl. sich gezeimend anmelden/ jedoch das Schießen ander gestalt nicht/ als mit Verbe- reit und Begünstigung des Stiffts- Hauptmannes/ wie Personnen/ anstellen und vornehmen.

28. Vieh-Markt.

Und verbleibet es zum 28ten bey dem von Anno 1614. bisher gehaltenen Viehmarkt nicht unbillig.

29. Kath's-Gebrechen.

Als auch zum 29. etliche Gebrechen zwischen der Abba- tissin Fürstl. Durchl. und dem Kath's sich erzeuget/ deren gütliche Erörterung Ihre Churfürstl. Durchl. als des Stiffts Schwärz-Fürst sich nicht unbillig mit anzeigen seyn lassen. Als hien dießelbe nicht minder für die Hand ge- nommen/ und folgender Gestalt erledigt worden/ Näm- lich es haben sich J. J. Fürstl. Durchl. erklärt/ den Kath nicht befehlige/ so im Decreto de ao. 1584. bewilliget und verordnet/ nicht zu beschweren/ und demnach gemei- ne und geringfügige Sachen per figuram noch ferne an sie zu verweisen.

Von Execution in liquiden Sachen. ANNO 1685.

Wie nicht weniger/ daß sie in klaren und liquiden Schulden/ so der Besagte pure und ohne exception ge- siet/ durch bürgerlichen Gehorsam verfahren möchten/ zugesessen/ sie auch in Hundsh- und Beobachtung der ihnen anvertrauten Politz-Ordnung nicht zu hindern sondern vielmehr nachdrücklich zu schreiten/ auch wider ein- kommende Beschwerden jedemahl mit ihrem unterthä- nigsten Bericht nothdürftig zu hören/ und nicht also fort in Process mit denen Verdrößen zu impliciren/ noch der Geistlichkeit und andern exemption daran zu gesellen/ so wohl über der vorhandenen Camley-Sporul-Taxa unausgesetzt halten zu lassen/ jedoch daß der Kath obis- ges alles nicht mißbraude/ die Partheyen zu Gesändnis- sen und Vergleich nicht zwingt/ auch in anseerigen Poli- tzen-Sachen Legaliter und ohne Partheyigkeit verfare/ und dinstalls in allwege der Stiffts-Regierung Direction und Erläutnisse unterworfen bleibe/ dessen sich der- selbe auch gehörend beschreibe/ und in unentzähligem erläut.

Von Consens über Häuser und Gü- ther in der Stadt.

Dieweil aber im übrigen der Kath auch einer Jurisdic- tionis contentiose und Consens-Ertheilung über die Häuser und Güther in der Stadt berechtigt seyn wollen/ und sich dinstalls auf eine neue prescription und lrispen- deng für dem Kaiserl. Cammer-Gerichte zu Exprey bejo- gen/ woran aber das Stifft demselben nicht eingekummet/ so bleibet dieser Punkt bis zu künftiger Vergleich- oder Ausführung ausgezset.

Anschlagung fremder Patente.

Hiernechst/ und weil der Kath Patenta. so ihnen von benachbarten Orten zugeschiedet werden/ bisher angeschla- gen/ so wird er zwar dabey/ jedoch mit Unterschied/ daß er sich in bedenklichen Sachen gehörigen Orts zuvor Be- scheides erholte/ nicht unbillig/ so wohl als bey gezeim- der Convocation der Bürger zu nothdürftiger und un- läßiger Unterredung/ (nicht aber zu Mißthung und Folge/ welches Ihre Churfürstl. Durchl. alleine zustän- dig/ noch sonst zu unmissen Sachen) gelassen. Nicht we- niger bleibet es auch bey demjenigen/ so wegen des We- tendesther Gessen-Bier-Verkauffs im Vertrage de an- no 1539. §. pen. daß nemlich gedachte Einmögner Gese- sen-Bier zu brauen/ auch Kammervetz/ nicht aber bey grossen und kleinen Fassan/ zu verkauffen Macht haben sollen/ klärllich disponirt/ jedoch wenn in der Stadt Mangel oder Gebrechen deswegen vorfiele/ und es ohne dem ausser dem Stifft geholet werden würde/ daß so dann sie des Biers im Bestenbedorfe auch in grossen Gefäßen zu hohlen/ es soll aber zugleich nöthige Vorsetze getragen werden/ daß in der Stadt das Brauen zu rechter Zeit ge- trieben/ und das Brau-Werk in guten Stande erhalten werde.

Kath's-Rechnungen.

Und weil der Kath im übrigen den bisherigen Vergn mit Einföndung der Rechnung entzühliget/ wegen/ daß solche künftigh richtig/ und obangezogenen Decree de 1584. gemäß/ gehalten werden soll/ dann auch sich erklärt/ über der gehörigen Länge der Rechte im Kam- berger Holze/ und daß solche nicht verfürzt/ noch mit Schlich- und Erdfrucht solches Gebreches ungleichheit fütgehe/ sondern die gedächtnis Zeit durchgehend beob- achtet werde/ nachdrücklich zu halten/ auch dasselbe ihnen selbst und gemeiner Stadt/ wie nicht weniger dem ganzen Stifft zum besten/ andern nicht/ als pflichtig zu nutzen und zu schmecken/ und zu dem Ende das also genante Pöden ober Abstellen der Rinde von den Eichen fürfür- der abzupflegen. So hat es auch dinstalls sein Verwenden und Achtigkeit/ und wird/ wie demselben allenthalben nachgeliefert werde/ nebst der Abbatissin Fürstl. Durchl. vom Stiffts-Hauptmann billig mit Inspection geführt/ und da nöthig von diesem unterthäniger Bericht erläuter. Ingleichen sollen die Hols-Förster conjunctim in Pflicht

ANNO genommen / und eine richtige Holz-Ordnung aufgerichtet
1685. und publiciret werden.

Salz, Factory.

Ferner und nachdem der vorigen Abtiffin Fürstl. Durchl. bey letzter Contagion einige personal-Anstalt und Factory wegen des Salzes gemacht / worüber der Rath Bescheid zu fassen wollet / nimmeth aber solche nach G.D. als esirender Pfist / Rath wieder aufgehoben / und hinweg gefallen / als hat es dabey sein Bewenden / und soll gemeine Stade bey der freyen Zufuhr des Salzes gelassen werden.

Wie nun hiermit allerseits hißfere bewusste Vertragen und Gebrechen / entweder gänzlich und zu Grunde abgehen / oder doch auf solchen Fuß gesetzt / daß an deren endlicher und völliger Erörterung nicht zu zweifeln / auch hieauf nimmeth der Abtiffin Fürstl. Durchl. und das Capitul sich erkläret / dem wegen der neuen Oehl-mühle und aller andern freyigen Puncten fürm Käpflichen Cammer-Ordre zu Seyer / und dem Käpfel. Reichs-Hoff-Rath hiebvor angesetzten Proceß zu renunciren / und wie solches geschehen / Ihr Churfürstl. Durchl. binnen dreym Monathen dato beglaubete Urkunde einzusehen / gefalt es im übrigen bey denen alten Verträgen / von Einganges angezogenen datz des 1539. und 1574ten Jahrs / auff Wais und Wais / wie solch genawmärtig in ein und andern erläutert und deutlicher zu fihren / auch sonst allenthalben in ihren Puncten und Clauseln ein nachmaliges Bewenden hat / Also sind dessen zu Ußfund dieser Verträge prope gleiches lautes aufgerichtet / und durch hochgedachter Ihr. Churf. Durchl. zu Sachsen hiezu accreditirte Gesandte und Räte / Carl Augusten von Meißisch auf Wörben und Mannichswalde / Hoff- und Justicien-Rath / und Lic. Salomon Zapfen auf Trauttschen / auch Hoffund Justicien / so wohl zu den Grenz- und Cammer-Ordre Sachsen besaltene Rath / z. neben hochgedachter Frau Abtiffin und Capituls allhier zu Ludwiburg / in vim Consensus Capitularis / für sich und dero Capituls Gemeine / auch gesambte Nachkommen am Ertzt / mit dero respectiv angebotenen und gewöhnlichen Insignien auch Ertzt Weyl. und Capituls-Secret bekräfftet / und mit eigenen Händen unterschrieben. Es geschehen zu Ludwiburg am 13. Februar. als am Tag Concordie nach Christi unser Erleßers und Seligmachers Ehrlich / im Tausend Sechshundert und Fünff und Achtzigsten Jahre.

(L.S.)

Carl Augustus von Meißisch. mpr.

(L.S.)

Salomon Zapfe. mpr.

(Abtey-Siegel.)

Von G.D. Gnaden Anna Dorothea / Herzogin zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / landgräfin in Thüringen / Marggräfin zu Meissen / des Käpfel. freyen weltlichen Ertzt Ludwiburg Abtiffin / z.

e. c. Anna Dorothea / H. zu S.

Abtiffin.

(Capituls Siegel.)

Eleonora Sophia / G. J. S. U. H. Dec.

Maria Magdalena / G. J. S. U. H. Can.

A.

Ich schwere / daß ich dem Durchl. Fürsten und Herrn / Herrn M. N. herzogin zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / des Heil. Römischen Reichs Erb-Marschall und Churfürsten / rot. tit. Meinem gnädigsten Fürsten und Herrn / und derselben allerseits männlichen Erbes-liches Erben / als landes-Fürsten / und Erbvoigten zu Ludwib. getren / halb / gewärtig und gehorsam seyn / Ihr Churf. Durchl. Erben und Nuk / nach meinen besten Vermögen fördern / Schaden warnen und vorkommen lassen. Wenn sich auch also nach G.D. Willen zu truge / daß Ihre Churfürstliche Durchl. und derselben männliche Erbes-liches Erben nicht mehr am leben / (das doch G.D. gnädiglich lange friste) daß ich mich alsdenn

TOM. VII. PART II.

mit solchen Pflichten an denjenigen / auf welcher in den Häusern Sachsen und Hessen / vermaße J. Ehr- und Fürstl. Durchl. allerseits Verbrüderung stündel. Be- lehnung und aufgerichteter Verträge / die Succession und Folge kommen und fallen wird / halten will / ganz getreulich und sonder Geschehe / als mit G.D. helffe / und sein heilig Wort!

B.

Wir geloben und schwören / daß wir sollen und wollen der Hochwürdigsten Fürsten und Frauen M. N. gebornen M. N. des Käpfel. freyen welt. Ertzt Ludwiburg Abtiffin / rot. tit. so wohl dem Capitul sede vacante / und ordentlichen Nachfolgerinnen / getren / halb / gewärtig und gehorsam seyn / Ihr. Fürstl. Durchl. und des Ertzt Ludwiburg Erben / Nuk / und besten Vermaße / Schaden warnen / und nach unserm besten Vermögen verhüten. Wir schwören auch / daß wir dem Durchlauchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn M. N. herzogin zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / des Heil. Römischen Reichs Erb-Marschall und Churfürsten / rot. tit. Unsern gnädigsten Herrn / Ihrer Churfürstl. Durchl. männlichen Erbes- und Erben als Erbvoigten zu Ludwiburg / getren / halb / gewärtig und gehorsam seyn / Ihr Churfürstl. Durchl. Erben und Nuk / nach unserm besten Vermögen / fördern / und Schaden warnen und vorkommen lassen. Wann sich auch nach dem Willen G.D. also zu truge / daß Ihre Churfürstl. Durchl. und dero männliche Erbes-liches Erben nicht mehr am leben (das G.D. lange friste) daß wir uns alsdenn mit solchen Pflichten an denjenigen / auf welchen in den Häusern Sachsen und Hessen / vermaße Ihr Churfürstl. Durchl. allerseits Erb-Verbrüderung stündel. Be- lehnung und aufgerichteter Verträge / die succession kommen und fallen wird / halten wollen.

Wir sollen und wollen auch der Abtiffin Ihr Fürstl. Durchl. Nachkommen und dem Capitul sede vac. hochgedacht Chur- und Fürsten / auch Ihrer Chur- und Fürstl. Durchl. Erben und Mitelichanten Sachsen und Hessen / auf die Fälle / wie oben / alles thun / wie getreue Unterthanen gegen Ihren landes-Fürsten / Erb-Frauen / Erbvoigten und Obrigkeit von G.D. / Bewohnen und Redes wegen zu thun schuldig / alles treulich und ohne Geschehe. So wahr als mit G.D. helffe / und sein heiliges Wort!

C.

Die Gränznahl der Abtey. Stadt-Gründe zu Ludwiburg sind dato nachfolgender gestalt verglichen worden / daß solche vorm Viechhore stehenden Pfahl No. 1. ihren Anfang nehmen / dann zwischen dem Welsendorff und Wüngenberge in Fahrwege herunter nach dem alten Topfe zu auf den daselbst stehenden Pfahl No. 2. Hernach gerade hinter den Gärten des alten Topfes hin nach der Stadtmauer zu auf den Pfahl No. 3. Förder an der Graben Mauer herab / (mit Ausschließung der daran liegenden Acker) bis zu der Fräulein Deanssin Garten an den Pfahl No. 4. Folgende nun solchen Garten und dem auswärtigen Gräberthor / ohne der Pfal No. 5. Von dannen um die Gräbermühle neben den Wüngenbergen hin / (mit Ausschließung des Mühlens-Gartens) auf dem Mühlens-Damm hinauf über die Schleusen nach der Ertz. Ausbrücke zum Pfahl No. 6. Folgende nach der Mühlens-Damm hinauf über die Schleusen nach der Ertz. Ausbrücke zum Pfahl No. 7. und also am Neudörfer-Graben fort zum Pfahl bey den Grundpappen No. 8. bis ans Oehringertor zum Pfahl No. 9. Von demselben am Wassergraben hinauf bis an den Pfahl gegen der Pulverhütte No. 10. Weiter am Stadigraben fort zu dem vorm Ploechhore stehenden Pfahl No. 11. (daß die Gärten zur linken Hand ausgeschloffen bleiben) von daselbst durch die Pfosten Gasse nach dem Pfahl No. 12. neben Cammerer Schullen Garten / förder über den Seiler-Platz nach dem Pfahl No. 13. und weiter durch das Seiler Gäßlein zu dem fürm Neudörferthor stehenden Pfahl No. 14. Von hier an den Pfahl No. 15. auf die Neudörfer-Brücke / von welcher die inwendig des wüden Wüden-Strichs nach einander gestete Pfähle No. 16. 17. 18. 19. 20. bis zu den hißfies des großen Wüden-Strich über der Sandgraben unter der Altemburg stehenden Pfähle No. 21. Dann jenst des Mühlengraben wieder herunter hinter den Capplingarten hin / gegen die Zügelhüte zum Pfahl No. 22. Von dar hinter der Zügelhüte und Kirch- und Kirche zum Pfahl No. 23. Folgende an den Kirch-Damme im Wege herunter zum Pfahl ausserhalb des Wülfst.

N

ANNO Münchs-Mühle No. 24. und wiederum zum Pfahl No. 1. sehen sollen.

Was ferner von den Erbovögteischen Erb-Gezeiten im Felde eximirten Mündenberge betrifft / so soll solche exention hienit nachfolgender Gestalt vermahlet seyn / daß der Anfang von dem unter gedachten Mündenberge neben dem Fahrwege der Mündenmühle gegen über stehen den Pfahl No. 1. am Berge herunter in Wege an der Dorwerds Mocht herunter hin nach den Pfahl vor dem Altentoppf No. 2. Weiter den Weg hin um das Dorwerd herum (mit Ausfchließung der über den Weg herunter liegenden Dorwerds Acker) zum Pfahl Lit. A. und unter dem Zwarg-und Acker zum Pfahl Lit. B. (mit Ausfchließung des Acker.) folgend zum Pfahl vor dem Stroßthal Lit. C. und durch gedachtes Stroßthal hin auf dem Dorwege heran zwischen dem Stroßthum und Münden Berge zur Länden und der Closter-Weite zur Rechten auf den Pfahl Lit. D. wiederum zum Pfahl No. 1. wie oben /

Signatur und Quablung am Tage Concordize den 18. Febr. des 1685. Jahres.

D.

Ich N. N. schwere zu GDU / daß ich dem mit andern trauren Amte eines Schwesternen auf dem Neuenwege getreulich und redlich versehen / bey dem gegetzten Gerichte und sonst / Niemand zur Ungeduld beschweren / noch / wes Standes oder Manges der sey / nachdrücklich hören / ihm gleich durchgehends Recht widerfahren lassen / und von diesen allen nicht weder Eide / Eide / Gabe / Geschenk / Freundschaft / noch irgendwas anders abhalten lassen / auch die Ertreuen treulich beschützen will. So wahr mir GDU helfe.

Carl Augustus von Naissia. mppr.
Salomon Zorff. mppr.

Anna Dorothea H. j. S. Abbatissin.
Eleonora Sophia S. j. S. u. H. Dec.
Maria Magdalena S. j. S. u. H. Cant.

LIV.

ii. Mai. Erb-Vereinigung und Vergleich zwischen Ihro Churfürstliche Durchleucht von der Pfalz / Carl eines / und Ihro Hochfürstliche Durchleucht Philipp Wilhelm / Herzogen zu Neuburg andern Theils / wegen der nach rechtlichen Abgang ohne Hinterlassung väterlicher Ehelicher Leibes-Erben Ihro Churfürstlichen Durchleucht auf Ihro Hochfürstliche Durchleucht fallender Succession in dem Churfürstenthum der Pfalzgraffschaft am Rhein und denen dazzu gehörigen Fürstenthümern und Ländern. Schwäbisch-Hall den 2. May 1685. [LONDORP II. *Acta Publica* Parte XII. Libr. XIII. Cap. 85. pag. 218. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans THÜCELIVS in *Actis publicis S. Rom. Imp. Part. II. pag. 116. dans Relations Histor. Francof. Contin. Vernal. Anno 1685. pag. 40. & dans JOANNIS GEORGII KULPIS in Severino Monzambano *Commentationes* Cap. II. §. V. pag. 257.]*

C'est-à-dire,

Union & Paix Héritaire fait & conclu entre CHARLES Electeur Palatin & PHILIPPE GUILLAUME Duc de Neubourg, portant entre autres choses que si l'Electeur vient à mourir

sons enfans mâles, ce sera ledit DUC PHILIPPE GUILLAUME qui devra lui succéder dans l'Electorat Palatin du Rhyn, & dans toutes les Terres, Domaines & Seigneuries qui en dependent. A Hall en Suabe le ii. Mai 1685.

Wachdem zwischen denen Durchläuchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Carl / Pfalzgrafen bey Rhein / des Heiligen Römischen Reichs Erbschatzmeister und Churfürst / Herzog in Bayern / u. und Herrn Philip Wilhelm / Pfalzgrafen bey Rhein / in Bayern / zu Sulzb / Elze und Berge Herzogen / Grafen zu Welsch / Sponeheim / der Mark / Ravensberg und Würzburg / Herrn zu Ravensstein / u. zu des gesanten Chur-Fürstlichen und Fürstlichen Hauses Pfalz beschländigen Wollfahrt und Annehmen eine Zeit her gewisß Tractaten durch Schriftwechselung gepflogen / und so weit gebracht worden / daß man in dem Haupt-Vertr. miteinander einig / auch ein Reces darüber projectirt worden / und es solchem nach darauf verfahren / daß die dabey hin und wieder nach-beschlene Errumungen / einzelß Inanspruchnehmung beiderseits gewollmächtigter Ministorum und Rathen / volends mit einander verglichen / und der Reces selbst / bis auf unsere gnädigsten Herrn Principalen Ratification und Vollziehung / gezeichnet werde / und dann darauf Wir unterschreibende Churfürstliche Pfälzische / wie auch Hochfürstliche Pfälz-Neuburgische Ministri und Räte / von unsrer beiderseits gnädigsten Herrn anseß geschickt worden / um dieses hochwichtige Verdr. vorzudenken massen zu vollziehen / zu welchem Ende Wir unsrer gehörige Vollmachten gegen einander ausgetauscht / darauf dem / in unserer beyder hoher gnädigster Herrnen / Herrn Principalen Rathen projectirten Reces selbst von Punkt zu Punkt durchgegangen / und nach reifster der Sachen Überlegung / solchem von Wort zu Wort dergestalt verglichen / wie hernach folgt:

Wir Carl von Gottes Gnaden / Pfalzgraf bey Rhein / des Heiligen Römischen Reichs Erb-Schatzmeister und Churfürst / Herzog in Bayern / u. und Wir Philip Wilhelm / von Gottes Gnaden / Pfalzgraf bey Rhein / in Bayern / zu Sulzb / Elze und Berge Herzog / Graf zu Welsch / Sponeheim / der Mark / Ravensberg und Würzburg / Herr zu Ravensstein / u. thun kund und bekennen hiermit / Nachdem Wir uns wohl bedächtig erinnert der gültigen Will / Römischer Kaiserlichen und Königl. Decreten und Satzungen / auch derer von unsrer löblichen Vorfahren Pfalzgrafen / und respective Churfürsten / Christlichen Erbgräff / vor etlichen hundert Jahren / und hernach aufgerichteten Pactorum Gentiliorum / und darinnen enthaltener statlicher Fürsühungen / damit sie nicht allein die / von GDU ihnen andertraute Churfürstenthum und Fürstenthümer / Lande / Leuthe und deren Anseß / bey ihren Ehren / Würden / und aufzunehmender Wohlthat erhalten / sondern auch solches alles fürter also beschaffen und ungetrennt / und auf ihre nachsch-gedachte Erben und Nachkommen devolviren und kommen lassen möchten / Dem zu Folge solches Churfürstenthum und Fürstenthümer der Pfalzgraffschaft am Rhein / samt deren Anseß / nach tödtlichen Hinterr Wepland Duo Heinrich / Pfalzgrafen und Churfürstens / ohne Hinterlassung eheleblicher Leibes-Erben / auf Wepland Friedrich den Dritten / Pfalzgrafen und Churfürsten / und dann fürter in absteigender Linie auf uns / Pfalzgrafen Carl / Churfürsten / aufser dem jenigen / so unsrer Churbauf / laut Westphälischen Friedens / auff gewisse Zeit und Reservation abgangen / geklammet seynd / und dann Wir Pfalzgraf Carl Churfürst / und Wir Pfalzgraf Philip Wilhelm / uns gleichermassen schuldig erkennen abgedachte Römische Kaiserliche und Königl. Ordnungen / wie auch von unsrer löblichen Vorfahren aufgerichteten Erb-und Altväterlichen Verträgen und andern dero heilsamen Fürsühungen / zu mehreren Aufnehmen und Wohlthat unsrer Churfürstlichen und Fürstlichen Hauses der Pfalzgrafen bey Rhein getreuen Fleißes nachzusehen / Wir massen dann Wir ein solches seit unsrer gedachten Regierung nach aller Möglichkeit gethan / und hinfürto mit Ehelichen Wepland zu thun genevnet seynd / Auch Wir Pfalzgraf Carl / Churfürst / solchem nach ferner bey uns erwogen / daß obson Wir durch Gottes Gnade / bey gesunden Leibes-Kräften uns annoch befinden / gleichwohl bißhero mit Ehelichen Leibes-Erben von GDU dem Allmächtigen nicht gesegnet seynd / mithin nach Gottes Will

ANNO
1685.

heiligen Willen es sich begeben möchte / daß Wir / als der einzige noch lebende Pfalzgraf von der ighen Ehrfürst / ohne welche männliche Laub-Erben mit Tode abgehen. Als haben auf solchen in Gottes Händen stehenden Fall / Wir Pfalzgraf Carl Ehrfürst / und Wir Pfalzgraf Philip Wilhelm / vor uns / unsere Erben und Nachkommen / zu Eret- und Verhaltung obangezogener gültigen Bulle / Römisch-Kaiserlichen und Königlichten Decreten und Erzkungen / auch unserer löblichen Vorfahren Disposition und Ordnungen / nun diese Ehrfürstliche Hauff der Pfalz / samt dessen Länden / Leuten und Angehörigen / bey seiner Reputation / Ehren / Hoheiten / Rechten und Gerechtigkeiten / auff künfftige Zeiten und unsere Nachkommen zu erhalten / und allen bey dergleichen Veränderungs-Fällen sich oft ereignenden höchstschädlichen Mißverständnissen und Uneinigkeiten / so viel an uns ist / vorzukommen / dahingegen es ferner dahin zu richten / damit von dem Ehrfürst Pfalz / dem Heiligen Römischen Reich / zu gemeiner Wohlfaht unferer geliebten Vaterlandes / so viel fromlicher gebieten werden möge / uns mit gutem Vorbedacht / und gnugsamer hin und wieder geschehen überlegung / auch mit uns zusamengerückter beständts gewaltmächtiger Ministerorum und Raths ergriffener Aetide / in folgenden Punkten Freundvergleich vereinigt / und darüber verglichen.

I. Daß auff unsers / Pfalzgrafen Carl Ehrfürstens / in Gottes heiligen Willen stehenden löblichen Abgang ohne Verlassung Eheleiblicher Manns-Erben / oder da Wir dergleichen hinterlassen / fibige / oder dero Eheleibliche Männliche Descendenten / ohne fernere legitime Succession an Eheleiblichen Manns-Erben / mit Tode abgehen solten / gleichfalls Wir Pfalzgraf Philip Wilhelm / oder aber / da Wir alsdann nach göttlicher Schickung nicht mehr bey leben seyn würden / unser Pfalzgraf Philip Wilhelms ältester Sohn / der ein- und zwanzig / und dessen Eheleibliche Manns-Erben / oder da dieser ebenfalls keine dergleichen hinterlasse / ein anderer aus unsers Söhnen / so Jüne in den Regierung und Lehen-Stand nachfolget / (massen in allen solchen Successio secundum Pala Familie in unsren kin oberviert werden solle) vermög der gültigen Bulle / auch Römischen Kaiserlichen und Königlichten Erzkungen / Decreten und Ordnungen / wie auch unsere löblichen Vorfahren Pfalzgrafen und respective Ehrfürsten Erb-Vereinigungen / deren im Weisphälischen Friedens-Schluß gekochener Confirmation und erfolgter Kaiserlicher Mit-Bezeichnungen / das Ehrfürstenthum der Pfalzgraffschafft am Rhein / und darzu zugehörige Fürstenthümer / Länd / Leut und Angehörige / wie die zur selbigen Zeit gefunden / oder von uns Pfalzgraf Carl Ehrfürsten verlassen worden / samt ihren Dignitäten / Würden / Rechten / und Erb-Schankmeister-Zint / auch allen ihren Ein- und Angehörigen / wie das alles von unsren Vorfahren Pfalzgrafen / Ehrfürsten / bisß auf den dreissigsten Anno 1634. zu Münster und Osnabrück ausgerichteten Friedens-Schluß Weyland Unseren Herrn Ratsen Gnaden Pfalzgrafen Carl Ludwigten Ehrfürsten / Ehrfürstlichen Gedächtnus / restituirt worden / und auf uns kommen ist / nichts / ausser dem vor- und in gegenwärtigem Reces ausdrücklich disponirt ist / ausgenommen / als zu selbiger Zeit ankommender regierender Ehrfürst / und wahrer / rechter / ungewiesener Erb und Pfalzgraf / Carl Ehrfürst hiemit die Versicherung thun / daß / gleich wie Wir während unserer Regierung beständig unsere Länd und Leut in besten Stand und Aufnehmen zu bringen / mit grosser Sorgfalt / Mühe / und Kosten uns nicht wenig angelegen seyn lassen / also auch solches noch ferner thun / und mit unsren Willen einige Dammbrücken oder Alienation der zur Ehr gezeichneten Güter nicht verfahren noch gestatten / viel weniger selben vernehmen werden.

II. Demnach in dem Weisphälischen Friedens-Schluß ausdrücklich verkehrt / wie es indessen zwischen denen Evangelisch-Reformirten / auch Evangelisch-lutherischen / und denen Catholischen in den Punkt der Religion / absonderlich aber in der Ehrfürstlichen Pfalz zu halten: Als versprechen Wir Pfalzgraf Philip Wilhelm / vor uns / unsere Erben und Nachkommen / daß / außgenommen Fall Wir die Evangelisch-Reformirte und Evangelisch-lutherische Religion in dem Stande / wie obgedachter Weisphälischer Friedens-Schluß durchgehends / absonderlich Art. IV. specialiter mit sich bringet / und in der Ehr-Pfals und darzu gehörigen Fürstenthumben / Länden und Wohnsitzen / gänzlich lassen die Bedienten / Unterthanen und Angehörige der solcher Religion und ihre Gewissens-

Freiheit schütten / alle Evangelisch-Reformirte / und Evangelisch-lutherische Pfarrer und Schul-Diener / in Erbsitten und auf dem Lande die Zeit ihres Lebens bey ihren Bedienungen ruhig lassen / und der abgehenden Stellen mit tüchtigen Subjectis von gedachter Religion jedermahl evangeilich / Reformirten und Evangelisch-lutherischen Kirchen und Schulen / angedordneten Kirchen-Rath / begleichen die zu Unterhaltung der Pfarrer und Schuldiener / wie auch verhängender Reparation der Kirchen / Pfarrer- und Schul-Häuser / und übriger Administration derrer zu obigen Gebrauch gedemorete angedordnete Kirchen-Güter und Güter / auch Ertzungen / angedordnete Corporal- und daß fibige also / wie die beyde Cathen / mit respective Geistlich und Weltlichen Kirchen-Raths / Dermaltern und Zugordneten auß sich begeden auß gemeldeten Successions-Fall / bestellte seyn werden / ungeändert und ruhig zu lassen / auch die erledigte Stellen mit Evangelisch-Reformirter Religion zugehörigen Personen / der Ehr-Pfalsisten ighen Kirchen- und Kirchen-Raths-Ordnungen und Verwaltungen-Instruction gänzlich zu ersehen. Ferner auch die Inspectores und Pfarrer über Kirchen und Schulen / wie vorkom / bestelliden die zur Verwaltung gehörige Geistliche Kirchen-Güter und Güter / auch Ertzungen / und derrer Administration / sammt darauf bestellten Bedienten / sammt und sonder / wie ingleichen die jenigen Geistlichen Güter / so bey der Ehr-Pfalsischen Rent-Cammer absonderlich verwaltet / oder was selbige aus ihren Ertziden demn Chausseiden / zu deren Unterhalt zu reichen schuldig / und auch bisshero darzu angewiesen worden / belangt / versprechen Wir Pfalzgraf Philip Wilhelm gleichfalls es dergleichen vorbey verbleiben zu lassen / und zu handhaben / wie es obvermeldeter massen der Inhalt des Instrumenti Pacis erfordert / und mit sich bringet.

III. Ferner so geloben und versprechen Wir Pfalzgraf Philip Wilhelm / vor uns und unsere Erben / daß Wir auß obgemeldeten Fall alle hochgedachten Herrn Ehrfürsten Carls liebbden angedordnete Causseid-Collegia / als der Geheimde / wie auch Regierungs- und Hoffgerichts-ingleichen bey dero Ehen- und Rent-Cammer bestellte Raths und Secretarien / auch andere zu gedachten Raths-Collegis gehörige Bedienten und Causseid-Verwandten / wie nicht weniger die Ober- und Unter-Beamten und Bedienten in Städten und auff dem Lande / so auff entstehen obgemeldeten Fall sich wirklich in Dienst zu finden werden / bey ihren Bedienungen und Verwaltungen ungewändert lassen wollen / dazwischen nicht etwa einige derselben durch Untren und Unverschulden zu unangenehmer Veränderung bezeugt Ursache wohl unterlassen lassen / die Beflagte gnugsam hören / und gegen die Justiz nichts verhängen wollen.

Wann auch auß gemeldeten Fall / gedachten Raths und Bedienten / wie auch sonst durchgehends allen anderen hochgedachten des Herrn Ehrfürstens Id. Dienenen einiger Rücksand an ihren Befolungen gebühren solte / denselben wollen Wir fürderlich abtragen lassen.

Was anlangt die Ertziden der Vacantien / so in igt gemeldeten Bedienungen / auß sich begeden Successions-Fall / hiernächst ersehen möchten / da hat es inforterst mit dem Kirchen-Rath und Verwaltung / sammt darzu gehörigen / bey Kirchen und Schulen bedienten Personen / als in einer Christlichen Eade / bey dem vorhergehenden zweyten Punkt kein unangenehmes Bedenken: Derselben aber die / obgemeldeten Fälle / bey weltlicher Administration und Landes-Regierung / wie auch in denen Rempstren erfolgende Vacantien und deren Ertzung / haben Wir Pfalzgraf Carl Ehrfürst / und Wir Pfalzgraf Philip Wilhelm / vor uns / unsere Erben und Nachkommen / uns dahin verglichen / daß die Geheimde-Regierungs-Hoffgerichts- und Rent-Cammer-Raths-Collegia / wie auch dazugehörige hohe Ministri / Raths / Causseid-Verwandte / und andere Bediente nach Vorbehalt der weltlichen Landes-Regierung jederzeit sollen bestellte seyn wegen derrer / so sich begedenen Fall in Officiis befinden / hat es / wie obgemeldet / kein Bedenken / es dergleichen gehalten werden / daß kein Theil derrer in dem Instrumento Pacis zugelassenen Religionen darvon excludirt seyn / noch sich bewegen wider den Friedens-Schluß beschworen befinden / sondern selbige ebenfalls mit that gezeiget werden solle. Ebeur massen soll es bey Wiedereröffnung derrer auß dem Lande abgehenden Ober-Beamten oberviert werden: Auch sollen die Evangelisch-Reformirte und Evangelisch-lutherische / so wohl zu denen Ober-Beamten

ANNO
1685.

ANNO als zu Land-Schreiber-Bedienungen / auf abgemeldete
1685. Weise mit gezogen werden; Was anbelangt die Unter-
Beamteten, und andere geringere Land-Beziehungen / sollen
ebenfalls die Evangelisch-Reformirte und Evangelisch-Lu-
therische tüchtige Personen zu Wiederstellung in beglei-
chen Dienste / auf obige Weise mitgenommen werden;
übrigens wollen Wir Pfalzgraf Philip Wilhelm / und
Unsere Erben und Nachkommen / die Unsere Catholische
Religions-Verwandten dergestalt / vermehre ihrer Be-
stellungen / ansehnlichen und verbinden lassen / daß die
Evangelisch-Reformirte und Evangelisch-Lutherische
Bedienten und Unterthanen sich der Religion halber von
ihnen das geringste Abweiche nicht zu besorgen haben /
sondern bey dem jungen / was in diesem Vergleich ent-
halten / beständig und ungrünzt gelassen werden sollen.

IV. Demnach auch Unser Carl Pfalzgraf Chur-
fürstlich löbliche in G.D.Z. ruhende Vorfahren / Pfalz-
grafen Churfürsten / aus Christlichem Eyer in ihren Lan-
den die Schulen / insbesondere aber das General Studium
und Universität / in Ihrer Residenz-Stadt Heidelberg /
zu G.D.Z. Eptz / und Ansehn der studirenden Ju-
gend / loblich fundirt / welche Universität gewisse Statuta
und Ordnungen vorgeschrieben / auch mit staatlichen Pri-
vilgien / Freyheiten / und zu ihrem Unterhalt nöthigen
Einkommen je begabt / und hernach aus erheblichen Ur-
sachen solches geöfnet und gemehrt haben; Und dann
von Unser Pfalzgrafen Carl Churfürsten Herrn Mar-
tens Gnaden nach der Chur-Pfälzischen / vermög des
Beyständigen Friedens-Schlusses erfolgten Restitution / gedachte
Universität mit ihren Statuta / Privilegiis und Einkommen
wieder aufgerichtet / und mit geistlichen und qualificirten
Præfectoribus in allen Facultäten besetzt / auch von Uns
seit wöherdem Unser Churfürstlichen Regierung in sol-
chem guten Stande erhalten worden / und wir solches
ferner zu thun genehmet seynd; Als geloben und verspre-
chen Wir Pfalzgraf Philip Wilhelm / vor Uns / Unsere
Erben und Nachkommen / hiemit ferner / auf wechse-
lachten Succession-Fall besagte Universität / und dero-
selben sitzende Personen in allen Facultäten / samt
allen ihren Gliedern und Collegis / als dem Con-
ventui / Domo Dionysiana / Collegio Principis &
Sapientie / und was sonst zur Universität gehörig / bey
ihren abgemeldeten Statuten / Privilegiis / Freyheiten /
Einkommen / Rechten und Gerechtigkeiten / wie nicht we-
niger die in Städten und auf den Lande angeordnete
Gymnasien und Schulen / samt denen dazu verordneten
und incorporirten Lehrern / Schülern / Gesellen und Ein-
kommen / wie auch allen Zugehörigen / Rechten und Be-
sonnheiten / wie solch alle Statuten haben mögen / ge-
heuchelter Weise zu schützen / und zu handhaben / auch die
Profectores / Rectores und Præceptores / wie in beyden
vorhergehenden Articulis gemeldet worden / auf darin ge-
melten Fall / gleichfalls bey ihren Bedienungen unge-
hindert zu lassen.

Was die Wiedereröffnung der abgehenden Stellen bey
der Universität anlangt / so hat es zwar mit der Theo-
logischen Facultät / als welche von dem obigen zweyten
Punct dieses Vergleichs mit dependent / und darunter
begriffen / dergestalt kein Verwenden / daß nemlich die
bey dieser Facultät abgehende Stellen / jederzeit allein mit
Evangelisch-Reformirter Religion zugestanden tüchtigen
Subjectis / denen Statuten der Universität gemäß / zu er-
füllen Zugelassen hat es wegen Wiedereröffnung der Re-
cto-ri- und Præceptorien bey denen Gymnasien und
Schulen / bey der Disposition des vorhergehenden zwey-
ten Articulis kein ungemachtes Verwenden.

Was aber die andere Facultäten bey der Universität
betrifft / als die Juristische / Medicinische und Philosophi-
sche / solle in selbigen / auf den Fall erledigter Stellen /
jederzeit alternatim / als einmahl durch ein Evangelisch-
Reformirter / Evangelisch-Lutherisches / und das andere
mahl durch ein Catholisches tüchtiges Subjectum / und
so fort alternatim / nach vorhergehender / denen Statuten
der Universität gemäßen Praesentation / die Erste- und
Wiederbestellung geschehen.

Wegen der Abtheilung Mätschlichen Exercitien-Mei-
ster hat es die Meinung / daß beyderseits / so wohl
Evangelische als Catholische nach ihrer in denen Exercitien
erlangten Perfection zugulassen / und keiner von
offgemeldeten beyden Religionen auszuscheiden.

V. Und demnach zwischen Unser Carl Chur-
fürstlichen Pfalz-Grafen Herrn Martens Christliche Be-
dachtung und Unser hochseligen Frau Mutter Gnaden /
und dann ferner zwischen uns und unsrer herzoglichen
Gnaden Idd in denen aufgerichteten Ehepaten / gewisse
Bittums-Vorfahre / nach dem Hertommen bey diesen und

anderen Churfürstlichen und Fürstlichen Häusern seynd ANNO
verglichen / selbige auch hernach von uns / aus begehren
wohlbelegten Ursachen vermahnt und gebeyert / wie in-
gleich mit der verstorbenen Frau Herzogin zu Simmern
Idd. wegen dero eine Zeitlang stettig genossenen Wittums-
den Unterhalt / unläuglich ein gewisser Vergleich getroffen
Se dann denen von unser Herrn Vaters En. hinter-
lassenen künftigen Kaurgischen Kindern ein gewisses
Deputat zu ihrem Unterhalt / laut darüber aufgerichteten
Recess / von uns verordnet worden; Als selbigen
und verprochen wir Pfalz-Gräf Philip Wilhelm vor uns /
unsere Erben und Nachkommen / daß wir denen dinsten-
gen lauggerichteten respective Churfürstliche Bittums-
Versuchen und Verordnungen / auch Simmerischen Wit-
thumsvergleich / und Kaurgischen Alimentations-Recess /
wie selbige unsren Ewollmüthigen / bey dem Schluß
dieses Vergleichs in Originali seynd vorgewiesen / und in
beglaubter Abschrift zugestellet worden / alles ihres Im-
halts weiglich wollen nachkommen / und darwider in
seine Wege handeln / noch daß solches durch andere ge-
schehe / gestatten noch verhehen.

Zugleich versprochen Wir Pfalzgraf Philip Wil-
helm / vor uns und unsere Erben / daß auff offgeschickten
Succession-Fall / da des Herrn Churfürsten Carls Idd.
ohne Erbeldiche Mannes-Erben mit Tode abgehen sol-
ten / wie alle bey dero Churbauß sich befindende Allodia-
lia / so weit solches dem Hertommen und Pactis Gentili-
tis / auch Kayserlichen Bittumsverträgen gemäß / deroelben
Allodial Erben / oder welchen des Herrn Chur-Fürsten
Idd. etwas davon durch ein Testament oder sonstigen
Verfassung möchte ohne Vernehmung und Auffenthalt wol-
len abgeben und überliefern lassen.

Und nach dem uns Pfalzgraf Carl Chur-Fürsten / und
unsere Churbauß / aus dem Bittumsverträgen Friedens-
Schluß und nach dessen Disposition verordnete ansehn-
liche reitwende Ecclesiastica und Politica / samt andern
hohen Rechten und Gerechtigkeiten amold / fundantlich
geblieben / welche zwar unsers Churfürstlichen Herrn Martens
Gnaden so wohl bey dem Kayserlichen Hofe / als bey
vorigem und noch wöherdem Königsstige geachtet haben /
uns aber derselbe de facto immer vorerhalten worden:
Als versprechen Wir Pfalzgraf Philip Wilhelm / daß
wir / als in einer unsers Fürstlichen Hauses Interelle
mit angehenden so wichtigen und rechtmäßigen Sache / so
wohl am Kayserlichen Hofe und bey der Reichs-Versamm-
lung / als sonstigen dienlichen Orten alle mögliche Officia
mit anwenden wollen / damit gedachte reitwende ferd-
samf wieder zur Chur-Pfals gebracht / und darbey erhal-
ten werden mögen.

VI. Demnach auch ferner unser Pfalzgrafen Carl
Churfürsten Vorfahren / Pfalzgrafen Churfürsten / wie
auch wir selbst unterschiedliche Privilegia und Conces-
siones / Begnadigungen und Freyheiten / denen in der
Chur-Pfals gelegenen Städten und Communen / abson-
derlich in Religions-Sachen / Bestellungen der Kirchen und
Schulen / in Vocation ihrer Pareren und Schuldiener /
und sonstigen / wie auch eingen Privats / insbesondere wohl-
merckten Klöchen und Mönchen / aus begehren erho-
lichen Ursachen und dergestalt erhalten / daß dadurch
denen Reichs-Fundamental-Gesetzen und Pactis Familiae
nicht zu nahe getreten worden; Als geloben und verspre-
chen Wir Pfalzgraf Philip Wilhelm / vor uns / unsere
Erben und Nachkommen / daß wir alle solche denen
Städten / Communen und Privats ertheilte Privilegia /
Concessiones / Begnadigungen / Freyheiten und Con-
cessionen / wie auch dergleiche / so Wir Pfalzgraf Carl
Chur-Fürst noch ins künftige / aus begehren erho-
lichen Ursachen mit erfunderlicher Restriktion auf die
Reichs-Fundamental-Gesetz und Pacta Familiae / auch
unsere bey dem ersten Punct gethane Versicherung / und
also / daß ein Successor an der Chur sich darüber zu
beschweren keine Befähigung haben wird / ertheilen mö-
gen / nach dem tenor / dero darüber aufgerichteten In-
strumenten allerdings vor gehen halten wollen.

Wir Pfalzgraf Philip Wilhelm versprechen auch
ferner für uns und unsere Erben / daß wir die von des
Herrn Churfürsten Carls Idd. Zeit dero führenden Re-
gierung bey der Campter und im ganzen Lande beständige
Alter- und selbstgemachte Statuten und ins künftige fer-
ner machende Verordnungen und Regiments-Anstalten /
in so weit selbige demnach / wie wir Churfürst und
Pfalzgraf Carl hiemit versprochen / der gültigen Sinn /
den Bittumsverträgen / dem Pactis Familiae / und
Pactis / auf Waise und Weise / wie selbige in itradicirtem
Bittumsverträgen beständig / auch des Hauses
Hertommen / und dessen beständige Wohlfahrt / nicht
junior

ANNO
1685.

ANNO 1685. zuwider seynd / vielweniger fürtershin zuwider seyn sol-
len / alles ihres Inhalts vor gemeyn halten / beobachten
und befähigen / absonderlich auch die Unterthanen und
Angehörige im ganzen Ehrsürkenthum und angehört-
gen landen / in denen gemeinen Anlagen / oder sonstigen
gegen das Herkommen und über Vermögen nicht beschwe-
ren wollen.

Wobey wir Pfalzgraf Carl Chur-Zürst uns jedoch ausdrücklich bedingen; daß die: Vereiniung und Vergleich einig und allein: wie obgemelbt; dahin zu verstellen; und vor gültig zu erkennen seyn solle; wann wir / so in Gottes heiligen Händen steht; ohne Eheleibliche Manns-Erben verfallen; oder deren legitime Descendentes ohne Eheleibliche Manns-Erben mit Tode abgehen solten.

Schlesischen / so haben wir **Präsident** Carl **Churs-
fürst** / und mit **Präsident** **Philipp** **Böcklin** von **un-**
serer **Erben** und **Blutverwandten** **aus** **dem** **ersten** / so **be-**
merklich **gibt** **unser** **Admiralitäten** und **Seemün-**
den **der** **unser** **Schlesischen** und **Grüßlichen** **Bür-**
ger **und** **Freuen** / an **eines** **rechten** **christlichen** **Er-**
ben **Satz** / **eine** **den** **anderen** **wohlwollend** **luchset**
und **versprechen** / **versprechen** **aus** **einander** **hiermit** **und**
in **Kraft** **dies** **Vergleichs** / **dass** **wir** **alles** **das** **unser** /
so **in** **dieser** **Erbscheinung** **und** **Vergleich** **enthalten** / **in**
allen **Artikeln** **und** **Clausulen** **fest** / **vest** **und** **un-**
verbräut **wollen** **halten** / **und** **treulich** **vollziehen** / **dar-**
über **minnender** **in** **eine** **Zeit** **handeln** / **nach** **dass**
von **anderen** **gescheh** / **vergehen** **oder** **geschehen** **wird**

Es ist nicht genug, / dergleichen that gehalten haben.
 Die Palästina Carl Christian, und die Palästina
 Philip Wilhelm von uns / unser Erben und Nach-
 kommen verzeihen und begnügen, / auch alles und Nach-
 das hierinnen denjenigen, / was sich jemals ge-
 scheit, / dergleichen genommen, was oder noch werden
 möchte, / dargu als Erben, / Geist- und Weltliche, ge-
 genwärtige, und zukünftige Heilig und Excepcionen
 in- / ausschließend, / Rechtens, / auch aller Abstellung, Dis-
 pensation, / Requisition in integrum, und dergleichen
 Wandel, / wie die inner Schyn und Muthen haben, / oder
 werden, / die sie gelangen, / und der Kapprisen gütliche
 Lust, / durch ihre Constitutionen, / Decreten, / Ord-
 nungen, / und Forderungen unsere Vorfahren, / auch ab-
 sichtlich diefer unsere Vereinigung, und Vergleich, / nach
 Abbruch oder junder fröh, / oder verstanden werden
 möchten, / und derselben schuld, / noch unsere Erben
 und Nachkommen minnere annehmen, / zu gelangen, / für-
 zuweisen, / noch zu gebrauchen in seine Rechte.

Ferner haben wir uns freundlich dahin verglichen, daß wir zu desto mehrer Befestigung dieses Vergleichs bey den Aller- Durchlauchtigsten und Großmüthigsten Fürsten und Herrn / Herrn Leopoldo. Römischen Kaysern / zu allen Zeiten Mehreren des Reichs u. s. u. Unseren allernächdigsten Kayser und Herrn / bittlich ansuchen wollen diesen Vergleich durch Dero Kayserliche Confirmation zu bestärken, in trostlicher Zuversicht; solches bey allerhöchstdenckter Ihrer Kayserlichen Majestät unversieglich zu erhalten.

und es wos! wir Pfalzgraff Carl Eurfürst, / und Wir Pfalzgraff Philip Wilhelm gegeneinander das Freund- / verliche voss! Vertrauen haben / wos! wir diesem an- / gerichts! Vergleich und Erbvermigung bedeydet! un- / verdrlich! nachkommen / und dargen in kein! We- / andeln werden; Aus! wir Pfalzgraff Philip Wilhelm / aus! begeden! Fall! zu unfern! Erben und Nachkommen / aus! ein! gleichmä!igen verpfen! und selbig! dahin! reu- / lich! anweisen! wollen; Darneben! aus! wir beydes! seit! der / unterthänig! Zusage!t! auch / das! die! kaiserliche! Kayserliche! Majestät! über! dero! Confirmation! dieses! Ver- / gleich! träftig! halten! werde; Damit! jedoch! solthan! Vergleich! zu! erfüllen! den! Grund! der! Kaiser!-Satzung! und / die! Pflichten! der! Kaiser!-Erben! innertwischen! und / Nachkommen! der! Eurfürstlichen! Pfalz! nicht! nur! in! unfern! / Pfalz! der! Eurfürstlichen! Pfalz! leben!t! sondern! auch! bey / unsern! Erben! und Nachkommen! desto! schändlicher! und / unverdrlich! gehalten! werde; So! haben! wir! Pfalz- / graff! Carl Eurfürst! und! Wir! Pfalzgraff! Philip / Wilhelm! uns! verglichen! die! Verbindung! denen! sämt- / lichen! Garanten! des! Beständlich!en! Frieden!-Schlusses! / gleich! hiermit! geschied! zu! unterwerfen.

Zu wahrer Art und dessen haben wir Pfalzgraff Carl
Ehrfürst / und wie Pfalzgraff Philip Wilhelm / zwey
gleichlautende Exemplaria verfertigen lassen / deren eines
Wir Pfalzgraff Carl Ehrfürst / und das andere Wir
Pfalzgraff Philip Wilhelm neben unserm ältesten So-
hne Pfalzgraff Johann Wilhelm eigenhändig unterschrie-

ben/ mit unsern Chur-Fürstlichen und Fürstlichen In- ANNO
sigeln bekräftiget/ und jeder Theil solches sein gefertig- 1685.
tes Exemplar aufzuwechseln und extradiren lassen. Datum
Hendelberg/ den 5. (15.) Junii 1685.

(L.S.)

Wolff Dietrich von / Graf Frank Ernst / Graf Fugger.
Easel.

(L.S.)

Johann Ludwig Langhans. J. F. Vrsch auf Meßen.

LV.

Recess zwischen Churfürst Fridrich Wil- 23. Mai.
helm zu Brandenburg / und Georg
Wilhelm Herzogen zu Braunschweig
und Lüneburg durch beiderseits Rä-
the / wegen retabirung des auff dem
Elb-Strohm in grossen Abgang ge-
rathenen Commerci auffgerichtz zu
Lengen den 22. May Anno 1685. [L. U-
NIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part.
Spec. Continuat. II. Absatz IV. pag.
345.]

C'est-à-dire,

Recès conclu entre FREDERIC GUILLAUME
Electeur de Brandebourg, & GEORGE GUIL-
LAUME Duc de Brunswick-Lunebourg, pour le
retablissement du Commerce sur l'Elbe à Lutzen
le 22. Mai 1685.

Bei wiffen! als die tüchtige Erziehung nun greun-
 Jahre hro nicht als zu viel zu offenen Tage ge-
 weh, was gefallten das Commercium auf dem
 Eib-Ströhm, fo wohl wegen der hin und wieder
 eingeftandnen Mißbrände, als auch bei theils Ro-
 Eäden vorgegangenen Verdrückungen nicht allein in grof-
 fen Abgang und Verminderung gerathen, fondern auch
 zu befragen geworfen, daß wenn nicht in Zeiten an noch
 Hand angelegt, und nachdrückliche Remedierung ge-
 fchehen folte, daß alle den fämmtlichen hohen Herren
 efferten und dem Publico fülften nun hohen Eäden
 und Nachtheil eiblich gar gerathen, und fo von dem
 Eib-Ströhm gänzlich abziehen und bei noch wenig
 übrige commercirende, mit viel vielen andern gerathen
 befohlen, ferner nicht nachkommen, fondern daß alle gar
 abziehen, und die Eäden nicht mehr zu ftehen, und dem bei
 Durchganglichen ftehen und gehen, und der Friedrich
 Wilhelms Marfarg zu Brandenburg, und der Königin Lu-
 wiffen Königs Erbkammer und Cambrärg zu
 und Herz Georg Wilhelms, Herzog zu Braunschweig
 und Lüneburg u. f. folches nicht allein rathen, fondern
 fehr überlegt, fondern auch darüber in Erzewung ge-
 weh, daß es zwar unter denen fämmtlichen hohen Herren
 Interrefsen zu Reftaurierung diefes gemeinnütigen
 Werkes von Jahren zu Jahren verordnete mißgönne

ANNO Tagesfahrten und Conferentien angestellt und gehalten /
1685. auch noch in Anno 1672. vermittelst damahls auffgericht-
eten Bessers ein und andert dierliche Abrede angenommen

Zaghaftigkeiten und Conferenzen angestelt und gehalten / auch nach in Anno 1672. vermögten / dainmalig aufgerichteten Recesseles und andern künigliche Urtheile gemessen und wie dem Convent hinwider außgekommen / und Verfügung gänzlich obgehoben man allerseits schloß / sich ein. Jedoch alles demnach hiehero uneffectlich geblieben / und in vorgedachter Verhandlung continuiret worden / dabey dem künig zu befehlen / daß weilten die Execution jenes Recesseles de Anno 72. bey vielen bedacht / solch durchgehends um so viel vermehrt von Kisten abgeben möcht / woin nicht mit mehrerem Ernst und Nachdruck zu einem so heilsamen und gemeinnützigen Werck geführet / denselben selbst nachzugehen / und bey anderen haffstige zu gleichmäßigen Zweck befördert werden solte; daß demnach höchstermest Hr. Churfürstliche und Fürstliche Durchleucht Durchlaucht Ihre forstgliche Gebodnen darauf zu richten und dero hochbedacht Rath und Ministros zu solchen Ende mit gehörigen Befehl und Instruction zusammen zu schicken / und wie nicht allein mehr berührter Recess dergleichen zum widerlichen Effect gebracht / sondern auch was sonst zu Aufhebung des Commercii und so nöthig befinden werden möcht / befördert / in streifige Deliberation setzen / und darüber einen Schluß schreibe zu lassen bemogen werden. Vorrauf denn bey der allzeit zu Ende auf den 24. April angestellten Conferenz die künigliche Hand genommen / und durch Verlesung Söndlicher Gnade so weit vor sie verfahren worden / daß man nach Ansehung vorgedachten Recesseles gewisse Punkten abgetret / und sich darüber / jedoch bey der Ratification hochbedacht hohen Chur- und Fürstlichen Herrn Principalen / verglichen / wie folget:

[illegible]

2. Was zum 2.) den Punkt der Reduction und Einrichtung einer jeglichen Zoll-Kollen auf den alten

Juli / wie sie nemlich für dem Krieger-Deßen gewesen / **ANNO**
1685.
 Zerstört / bynd von denen **Chur-Brandenburgischen** Her-
 ren / Abgethan diejenige / gleichwie binggen von
 denen **Fürstlichen** **Sächsische** die **Hiatscheitz** / **Schma-**
und **Landgräve** / **und** **Wittliche** **alte** **Köllen** **productirt** / **und**
einander **eingelaget** / **aus** **darauf** **aus** **schicken** **allerorts**
das **Quantum** **von** **alten** **und** **neuen** **barin** **bestimmbil-**
en **Polstahren** **Wahren** **extrahirt** / **und** **beid** **der** **künftig** **publi-**
cirenden **Polst-Köllen** **eingetragen** **dasjenige** **was** **be-**
solch **Quantum** **nach** **und** **nach** **für** **Anfasse** **geben**
zu **mögen** / **weswegen** / **und** **also** **vorgedachte** **Köllen**
aus **solchen** **Fuß** **wie** **sie** **für** **dem** **Krieger-Deßen** **gewesen** /
und **aus** **dem** **Reces** **de** **anno** **1673.** **desfalls** **gehöriges** **Ge-**
nügen **geleistet** **worden** / **massen** **denn** **dieselbe** **gleichfalls**
nach **Einbalt** **besagten** **Recesses** / **wenn** **es** **auch** **bey** **an-**
deren **Interessenten** **ist** **solchem** **Enten** **gebracht** **zu**
wie / **hiernächst** **durch** **den** **Druck** **publicirt** / **an** **jetzlicher**
Polst-Setze **affigirt** / **und** **der** **Pol** **darnach** **genommen** /
von **den** **Polst-Deßmenten** **aber** **weiter** **nicht** **gegangen** / **son-**
dern **sich** **allerdings** **darnach** **gerichtet** / **dem** **Schiffe** **auch**
jedemahls **nach** **dem** **Fundament** **der** **Polst-Köllen** **und**
deren **Ertrag** **in** **allen** **und** **jetzlichen** **Wahren** / **und** **iwart**
in **seiner** **Gewerantz** **die** **Ausrechnung** **klar** **und** **deutlich**
gemacht / **und** **für** **Zuen** **geleget** / **die** **jenige** **Polst-Deßmen-**
ten **aber** **so** **dagegen** **handelt** / **mit** **stärker** **Befragung**
angehen **werden** **sollen** . **Ob** **nun** **iwart** **so** **viel** **die** **übrige**
des **Jhrs** **Chur-Fürstlichen** **Durchleuchte** **wie** **auch** **in** **specie**
die **Wingeburgische** **und** **Adeliche** **Elb-Zölle** **betrifft** / **zu**
wünschen **gewesen** / **daß** **dieselbe** **vorher** **gleichmäßig**
eingetridet **werden** **förmten** . **Nach** **denn** **jedoch** **diese** **Köllen**
so **fort** **nicht** **bey** **der** **Hand** **gewesen** **so** **ist** **solches** **ausge-**
schick / **und** **haben** **die** **Chur-Brandenburgischen** **Herren**
abschanden **sich** **erkläret** / **daß** **gleich** **wie** **mehr** **höchste**
des **Jhrs** **Chur-Fürstliche** **Durchleuchte** **dem** **verfaßten**
Commercio **aufgehoben** / **aus** **ihres** **hohen** **Ent** **das**
jenige **was** **zu** **Erreichung** **eines** **so** **heilsamen** **gemeinli-**
chen **Zwecks** **ertrifflich** / **zu** **beförder** **ganz** **genügt** **und**
intentionirt / **es** **also** **auch** **baran** **nicht** **vermög** **den**
sondern **mehr** **höchste** **des** **Jhrs** **Churfürstliche** **Polst-**
productes **altes** **Erntes** **die** **gündigste** **Versorgung** **thun** **wer-**
den / **daß** **als** **solcher** **Polst** **haben** **die** **künftig** **publiciren-**
den **Köllen** **nach** **dem** **Fuß** **der** **alten** **gleichfalls** **mit** **dem**
ebenen **eingeridret** / **beß** **künftig** **etwa** **wart** **erfolgenden**
Zusammenkunft **solche** **nach** **den** **alten** **productirt** / **und**
aus **hiernächst** **mehrerem** **Recess** **ein** **sehr** **schweres**
Denken **geleistet** **werde** .

1. Da dem waer so viel die Maass des Verzehres betriff; in den Anno 172. getroffen Rechte verfahren; dafi binnfährig nach Werbürgers Maass verpohlet werden solten; was denn worden solt; Nachdem man jedoch nach fleißiger Unterfuchung und überlegung des Werths befunden; dafi solche Werbürgung alterhand Confusion und Verwirrlichkeit causiert; und an stat besterer Nichtigkeit wider die Difficultäten dadero in gewarren sein möchten; zumalen da von Kaufleuten und Schiffen diehero nicht anders als Magdaburger Maass geladen und verfrachtet; dieselbe auch denen alten Zoll-Kollen nicht ungemäsi; So hat man darvon gehalten; dafi der leichtste und sicherste Weg sein würde; wenn die Magdaburger Maass allweggehoben besohleten; und der gehörende alte Zoll darauf gesetzt; so daß die jedoch damit den fast darneben liegenden Commercio einen Nutzen wider ausschafften; einige Remission durchzuführen; welche werden müste; wie nun zu solchem Ende in Vorforschung zu werden; so man den zehnen oder 15den Bissel jebehalten; an alterhand Getreide frey geben wolte; auch dem Calculo nach befunden; dafi wenn der 15de Bissel nachgegeben werden solte; e auf allen 36ten von 1000. Bissel Nogen Magdaburger Maass 28. Rthr. 3. gr. hingegen bei Freigebung des zehnen 21. Rthr. 2. gr. 3. Pf. Wären der 15de Bissel 36. Rthr. 1. gr. der 20ste 36. Rthr. 27. Rthr. 9. Pf. Wären dem Nogen gleich; dem Schiffere Werthe bringen; und also unter anderen auch durch dieses Mittel das Commercium eine Erleichterung in gewarren haben würde; So ist biefer Punkt zu bederkessen Herrn Principen gnädigster Erklärung und Resolution überlassen worden. Was aber die so genannte Korn-Vermehrung; dafi heißt; Zoll/ Schiff-Geld und Floß-Zoll betrifft; so ist mehr solches nicht so wohl bei dem Euer-Zurück-nehmen; als den Fährleuten Lühnengeldern; Zöllen der Euer- und Fährleute; Cammer-Zöllen befunden worden; doch solches nach Inhalt des Protocolli de Anno 1679. der Schiffere eigenen Befindnis nach; von langen Jahren begriffet; gleichwie auch solches an einigen anderen Zöllen mißbräuchet; auch so wohl

ANNO auf der Nieder-als Ausfahrt Schiff-Zoll untersezt genommen seyn soll / und daher dergleichen ungebührliche Aufschlag und so viel weniger zu gebühren / so wird nicht allein dahin zu sehen seyn / daß ein und andern Ders hierunter keine ungebührliche exactiones vorgehen / und dadurch das commercium beschweret werden möge / sondern ist auch zu desto mehrer Sublevirung des commercii zu bedertheil Chur- und Fürstlichen Durchleucht Durchleucht eigenen Schlüsselung verkleidet worden / ob sie bey unterschieden Zöllen in solchen Stücken zum wenigsten einige Moderation gnädigst belieben und determiniren wollen.

4. Was den 4ten Punkt des Receptes de Anno 1672. nemlich daß die Einnahme der Zölle christlich und gewissenhaft seyen anvertraut / und wie nach denselben von ihnen weiter verfahren werden sollte / betriffe / so hat es dabey nicht sein Bedenken / und ist von jeglicher Zoll-Herrschaft dahin mit allem Fleiß zu sehen / da sich aber bey ein oder andern Zoll ein anders in tage legen / und aus besagten Ursachen gegen ein oder andern Zoll-Bezirke Klage geführt werden sollte / soll darüber so fort gehöriges und rechtliches Einsehen getragen und Remedierung gesucht werden / So kan auch dem Schiffe am besten die Nichtigkeitkeit wissen / wenn er nach dem Fuß der Zoll-Vollen der Gebühr verpfligt / eine General-Quittung der beschonenen richtigen Verpöllung halber gegeben werden.

5. Dieweil es auch bey dem im Reich gegenwärtig sich abwechselnden veränderlichen Zustand des Willens sehr beschwerlich / ja fast unerschwinglich gefallen / zu Verhütung der Zoll-Gelder banco oder Species Rthlr. anzu bringen und dadurch auch das commercium nicht wenig beschweret zu seyn befunden / auch darüber von vielen Jahren her getragene worden / So haben sich höchstbedacht ihre Churfürstliche und Fürstliche Durchleucht Durchleucht denen commercierenden zum besten gnädigst dahin erklärt und entschlossen / daß hinsichtlich und so fort dieses vorhandene Verbot zum Stande bey denen übrigen Intercessionen würde gesetzt seyn / jedoch ein Priodel an gangbarer Münze / die übrigen / aber an Species bey denen Zollstädten soll genommen / der Schiffe aber Kaufmann aber darüber nicht beschweret werden / wiewohl die Chur-Brandenburgerischen Herren Abschieden hierunter in ein favorem commercii noch etwas weiter zu gehen instruit gewesen.

6. Was wegen der den Schiffern und Schiff-Archeten zustehenden geringen Sachen / und was dieselben insbesondere an benötigten Unterhalt in sich führen / in auch erwähnten Recept de Anno 1672. disponirt / so dem wird billig nachzugehen / jedoch aber dieses dabey zu beobachten seyn / daß um besserer Nichtigkeit Willen / zu Verhütung aller Untertheiligkeit / die Angabe nicht mündlich / sondern mit denen übrigen sollhabenden Wahren schriftlich geschehe / wie die projectirte Visitation-Ordnung mit mehreren besagen wird.

7. So behält es auch bey dem in gedachten Recepte folgenden 6. und was wegen unbilliger Aufschlags und Verhinderung der Schiffe darinn mit mehreren verordnet / billig sein Bedenken / wein aber die Ertheilung der Stunden-Zeile verschiedener Ursachen halber / absonderlich aber weil öftters Hindernis und Verzug auch andere unabwehrliche Zufälle / Hindernis und Aufschalt wieder Willen und Vermuthen causiren / nicht practicabel noch zulänglich befunden worden / So ist beliebt / daß dieselben dem Schiffer / wenn er sie begehrt / jedoch ohne Entgelt zwar ertheilet / und die Ursachen des etwa vorgegangenen Aufschlages darinn exprimirt werden können / Es soll aber allen und jeglichen Zoll-Bezirken ernstlich injungirt werden / keinen beßigen und verzögerlichen Aufschalt bey Vermeidung unaussprechlicher Bestrafung / fügen zu lassen / sondern den Schiffer so fort und schleunig als es möglich abzurufen / auch unter verschiedenen zu gleicher Zeit etwa anlandenden Schiffen den Unterstich zu halten / daß derjenige / welcher zu erst ankömmt / auch zu erst und für andern ohne reflexion der Person expedirt werde. Es wird mehr daß jenseit beladene Schiffe so schnellst gehen / und nicht anders fahrende concurrirt / welchen falls die ankommende in Ansehung des aldem eine habenden guten Windes für den andern befördert werden können.

8. Ob dem zwar so viel der Zoll-Bezirken Accidenzien betriffe / daß sie an vorgenannten Chur-Brandenburgerischen und Fürstlichen Kneuburgischen Zöllen regulirt / Nachdem man jedoch in weiterer Untersuchung / und auf eingereichte Specification befunden / daß folgende Stücke dem bisherigen Herkommen nach / wie vorgegeben worden /

erhoben werden / und zwar / daß erstlich wegen des Namens Vernehmung / dem Zöllner 4. dem Gegengeldnehmer 2. der 2. Rthlr. 2. und wegen der Schiff-Vernehmung eben so viel / denn und 2. für die Sperrung dem Zöllner ein Rthlr. und 4. für Schreibgebühr dem Schreiber nach advocatione einige Groschen gegeben werden / So soll zwar so viel die 4. beide letztere Posten betriffe / es dabey sein Verbleiben haben / nemlich daß der Tisch-Rthlr. auch für Schreibgebühr doch nicht über 4. gr. gegeben werden möge / es soll aber kein Zwang oder ungebührlicher Aufschalt dabey vorgehen. Was aber die dreien ersten Posten betriffe / wein solche einiger Orten / dem Vorgehen nach / von Alters hergebracht / So ist zu Chur- und Fürstlichen Durchleucht. eigenen Resolution verordnet / ob sie denen Zoll-Bezirken solch Accidenzien ferne gönnen / oder aber an dessen Statt zu desto mehrer Sublevirung des commercii und Verhütung Untertheiligkeit und ungebührlicher Verdrückung ihnen einige Zulage thun wollen / allenfalls aber / wo an ein oder andern Zoll mehr als ein Zöllner und ein Zoll-Gegengeldnehmer / sollen sie doch ein mehreres zu nehmen nicht befugt seyn / als wenn nur einer da wäre.

9. Was ferner in dem Recept de Anno 1672. wegen gänzlichlicher Abkaffung dessen / was unter dem Titel Commandanten Geld ein oder andern Ort etwa erhoben seyn mag / wie nicht weniger auch.

10. Wegen Verpachtung der Zölle disponirt und verordnet / solches lassen höchstbedacht ihre Chur- und Fürstl. Durchl. Durchl. ihres hohen Orts sich um so viel mehr gefallen / als das erste der Willigkeit zuwider / das andere aber nicht anders als zu Verdrückung der ertrickenden und Nachtheil des commercii zu geraden erachtet werden kan / nicht zuweilen / wie in allen übrigen / also auch hiermit andere Stände dem commercii zum besten sich allerdings conform betragen werden.

11. Was das in Admiration gestaute Jahr her erhobene / und von denen Schiff-fahrenden erpreßt so genannte Baum-Geld betriffe / so will man zwar nicht vernünftigen / daß dergleichen ungebührliche exactiones bis noch fügen sollen / dieweil aber denen Schiffen nicht allernachste richtige Bedienung dessen / was sie von denen fahrenden Bahnen zu verpflichten haben / wie doch billig sein sollte / färgelget wird / dieselbe auch wie die bisherige Klage gegeben / offinalis nicht wissen können / worin ein und anders gefordert und gegeben werden muß / inden an solchen Zöllen alles überhaubt / und ein mehreres als die Waaren austragen können / gefordert wird / oft bodenlos andie ihre Chur- und Fürstl. Durchl. Durchl. auch nicht gemeint / ihre Unterthanen mit dergleichen Auflagen ferner beschweren / noch das commercium bedrücken zu lassen / So sollen bedachte transquidende Unterthanen dessen bedeuert / auf dem widrigen unabwehrlichen Fall aber / ihnen zu Wiedererlangung dergleichen ungebührlicher Auflagen / Rechts-hülffliche Hand und Nachdruck grüßten / auch conjunctlich dahin gehen werden / daß es gänzlich abgestellt / und das commercierende über die Gebühr nicht beschweret werden.

12. Was dem auch 12. gehörig / was in offt allegirten Recept de Anno 1672. wegen harten Tractaments / Arrestirung Schiffe und Güter / und abgewungenen Reversen mit mehreren enthalten / maghen denn / wie eine jegliche Zoll-Herrschaft dahin von selbst bedacht seyn wird / daß dergleichen harte Verfahren / dem commercii zu Nachtheil und Hindernis nicht möge getrieben werden / also ist hingegen zu Beförderung des commercii und Schiffahrt für billig befunden worden / daß wenn ja aus erheblichen Ursachen jweilen ein Schiff angehalten werden muß / daßelbe wenn der Schiffer entweder eiderige Caution stellen / oder so viel an Waaren / als die an ihn habende Præsention möchte seyn können / bey der Zollstadt niederzulegen würde / der Schiffer zum besten das Schiff fortzulaufen werden könne.

13. Was dann den in mehr erwähnten Receptu folgenden Punkt der also genannten Licenzen zu lenken der reist / gleich wie mehr bodenlos andie ihre Chur- und Fürstl. Durchl. Durchl. sich gütlich erinnert / daß sie verordneten des Ob-Commercii halber geschähen Tageszeiten derselben Erwähnung gegeben / und so viel von denen am Zollorten interessirten Ständen / als auch denen commercierenden deshalb insinuirte Anfügung gethan worden / also haben dieselbe dero zu Restaurirung besagten nun fast gänzlich darnieder liegenden commercii tragende Bezirke / auch in diesen Punkten zu erkennen geben wollen / und sich dahin gnädigst erklärt / daß sie zu desto besser Erreichung des vorgesehnen heilsamen Zwecks / die Heiste derselben durchgehends fallen lassen

ANNO
1685.

ANNO
1685.

wollten; der gänzlich Jurevisit, daß so wol in Aufsehung des von Ihro Churfürstl. Durchl. dem gesambten Commercio zum besten gestrichen soßbahnen Gravens; und dergleichen Unterhaltung so vieler darauf der südlichen Seelischen; als auch daß ein großer Theil der Waaren aus der Churfürstenthum und landen darauf geführt; folglich allen und jeden Interessenten zum besten auf die Erde gebracht; und dero Zoll-Intraden dadurch nicht wenig vermehrt würden; denn auch daß dieselbe zu desto mehr Erleichterung der Commercen das schone Evid in allen und jeglichen Waaren/ der eignen/ das manwichtig aber andern fremden Unterthanen von Zoll und Licenzen sich jetzt gänzlich frey und unverzollt passieren lassen/ und also hierin schon ein grosser thäten/ oft höchstgedachter Ihr Churfürstl. Durchl. ein mehrers nicht zugunsten werden könnte/ sondern aus angeführten und andern Ursachen und Gründen/ wodurch Er. Churfürstl. Durchl. die Erhebung dieser also genannten Licenzen zur Genuge zu schuppen gebieten/ auch gerne gönnen würden. Nachdem aber von denen Fürstl. Braunschweig-Lüneburgischen Herrn Abgeordneten dagegen angeführt worden/ daß ob zwar der Gnädigen Herren Durchl. Ihr. Churfürstl. Durchl. gerne alle Satisfaction gönnen/ auch Ihro Dirs was dazu gerichten könnte/ zu befördern geneigt; dieweil jedoch aus dem allerhöchsten gestallten und fest gestellten Principio, daß man es allerwegen auf die alten Zoll-Nollen/ und also auf den Fuß/ wie es vor dem Kriege gewesen/ allerdings setzen und reduciren wollte/ keinen andern Beschluß machen können/ als daß höchsternannte Ihr Churfürstl. Durchl. besagte Licenzen gänzlich fallen zu lassen entschlossen/ und zwar um so viel mehr/ weil durch Beförderung mehrern Verkehrs/ sonderlich daß aus der Menge der überschüssigen Waaren die Erhebung solchen Abganges überflüssig zu hoffen/ und dero Unterthanen Wesen mercklich würde befördert werden/ dann auch weil man die Intention führte/ bey andern Ländern es in gleichmäßige Wege/ nehmlich der Reduktion der Zoll-Nollen auf den alten Fuß/ wie sie fürm Kriegsweg gewesen/ zu richten/ den fürgezeiten Zweck aber/ wenn ihnen solche Einwendung bevorblieben sollte/ nicht würde erreichen/ oder höchst gedachte Ihr Durchl. für sich darüber etwas reserviren können/ daher man auch in Ihro Churfürstl. Durchl. Weltverwandten Generoliat die Hoffnung getragen/ Sie aus solchen und andern Ursachen dem Publico zum besten eine solche Resolution lassen würden/ wodurch man die gute Intention zu erreichen Gelegenheit haben könnte/ zumal das ganze Zweck davon dependiret/ und man denn beyderseits in einem mehrern sich vorho nicht instruirt befinden/ so ist davon weiter zu referiren übernommen/ und dieser Punkt bis etwa zu weiterer desfalls veranlassender Zusammenkunft oder Communication ausgefetzt worden.

14. Betreffend ferner in Recesse wegen der Stadt Magdeburg enthaltenen Punkte/ weils nach Anleitung des 2. Articuls Ihr. Churfürstl. Durchl. nebst andern dero Zöllen auch desfalls die Nothdurft zu verfügen/ und das Werk in gehörigen Stand einrichten/ und folglich davon Communication thun zu lassen gnädigst gewillt/ so befiel es damit bis dahin sein Verbleiben.

Man auch in dießbesagten Recesse de Anno 1672. einige Gravamina wieder die Stadt Hamburg berührt/ dreyer auch bey dieser Konferenz noch mehrere vorbracht/ sonderlich aber von denen Braunschweig-Lüneburgischen Herrn Abgeordneten vorstehende/ und unter andern in specie angeführt worden/ welcher gestalt das Commercium hieselbst in viele Wege gestürzt/ und weß andern/ insbesondere denen Lüneburgischen Unterthanen allerley Hinderung gemacht/ und dadurch das freye Commercium nicht wenig geschwächt würde/ in dem unter andern zu tag liege/ daß/ da man fremden mit fremden zu handeln nicht lassen wollte/ und daher durch beschiedenes langes Aufhalten und soßbahnes hie-ligen der Schiffen denen Waaren gleichsam nach eigenen Willen ein Premium gesezt/ und dadurch das freye Commercium nicht wenig bedrückt würde/ und da endlich durch dergleichen Verfahren der Schiffen sein etwa habendes Getreide an demeris zu schiffen/ und wol gar wieder weg zu fahren genötigt würde/ man auch dieselb ihm nicht frey gestatten wollte/ sondern ihn zuvörderst nöthigen/ solch Getreide nach erlegtem so genannten Baum-Zoll zuvörderst aufzuheben/ und mit schweren Kosten und Verlust ufm Boden tragen zu lassen/ denn wieder da ab/ und zu Schiffen zu bringen. und wann er endlich nach solchen Kosten bahnen Einführungen wieder abfahren dürfte/ zuvörderst

einen schweren Zoll und zwar für den Bisfel bis zu 12. Anno 1685. Xhr. erlegen müßte. Wie nun ein fremder Commerciender durch dergleichen langes stillstehen/ soßbahner Unterhaltung des Schiffes/ Verstopfung der Zeit/ durch Verschleppung der Frucht/ auch dergleichen lagers-Maas-Zoll- und andere Ungedie nicht anders als weit zurück gerissen/ oder gar ruinirt würde/ und also dergleichen billig abgestellt werden müßte/ also werde auch darinn die Lüneburgischen insbesondere mit ungeschätzter Bedrückung verfahren/ daß ihnen wenn Sie je etwas an Getreide verkauft oder soßgeschiffen/ oder auch dergleichen von oben hohlen wollten/ Evid-Güter aufwärts zu befrachten nicht gestattet werden sollte/ wodurch denn die Freyheit des Commerciis abermal nicht wenig bedrückt würde/ dann auch/ daß diejenige/ so sich der freyen Schiffahrt nach der See bedienen/ sich von Praxete eines so genannten Zonnen- und Waaren-Geldes mit ungeschätzten Zoll/ auch Anhaltung/ oder auch wol gar Verstopfung bekräft müßten/ dergleichen auch andere mehr Gravamina aber/ wenn sie nicht abgehen werden sollten/ leicht zur Willkürigkeit ausfallen/ und das Commercium. weils Ihr Durchl. durch der Unterthanen also wider alle Rechte und Willigkeit ferner graviren zu lassen nicht gemeinet/ auch zu anderer Herrschaftigen Nachtheil und Schaden leicht einige Hinderung und Verhinderung erleben könnte/ wie man nun davor gehalten/ daß die Intention geführt würde/ auch der Willigkeit und Rechte genügt/ daß bey allen am Elb-Ströhm interessirten Ländern die ungeschätzte und wieder die alten Nollen laufende Aufsätze/ Verschwerden und Exactionen abgehen/ und wieder Recht und Willigkeit niemand beschwert werden sollte/ die Chur-Brandenburgische Herrn Abgeordneten zwar dieweiligen in specie nichts in instruction gehabt/ diese Gravamina auch ihnen so eigentlich nicht bekannt sey/ so halten sie dennoch vor billig/ daß darauß hinfälligkeit Reflexion mit zu nehmen und dahin zu setzen/ daß was denen alten Nollen/ rechtmaßigen Privilegiis und denen Rechten/ auch der Freyheit der Commerciis nicht gemas/ nachdrücklich abgestellt/ und auch dadurch die von Ihro Chur- und Fürstl. Durchl. Durchl. bey dem ganzen gemeinnützigen Werde stehende löbliche Intention erreicht werden möge/ wie denn auch dahin gesehen werden möge/ daß was wegen des auf den Niederstam zu Hamburg gestrichen Zoll- Schreibens in obberührten Recesse 5. 18. enthalten/ bekräftet/ und auch dadurch das Commercium nicht gestürzt/ insbesondere aber/ weil gegen die Braunschweiger zu Hamburg wegen Anweisung des so genannten Brack-Guts große Beschwerden geführt wird/ daß auch darüber gehöriges Ziel und Maas gesetzt werden möge.

16. Was übrigs in im Recesse de Anno 1672. 5. 19. enthaltene Punkte der Visitation-Confiscation- und Certificacion-Zettel betrifft/ so läßt man es zwar allerdings dabey verwenden/ dieweil aber denen Certificacions-Zeteln/ ob zwar Reflexion darauf genommen werden kan/ allein nicht vollkommlich zu trauen/ und es daher auf die schriftliche Angabe der Schiffen und Visitation der Zoll-Bezirke antwortet/ so wird es auch dadurch billig gelassen/ jedoch aber auch dahin zu sehen/ daß bey der Visitation die Zoll-Bezirke keine unnötige Ertzuel machen/ jedoch aber auch/ was dem Zoll-Recht gemas/ beobachtet indogen/ damit sie aber sich um so viel mehr in ihren Schranken zu halten/ auch der Kauf- und Schiffmann/ woran Sie sich zu achten/ wissen mögen/ ist gut befunden worden/ eine Visitation-Ordnung/ wie die Beilage sub C. anzuweisen/ zu projectiren/ und solche hiernächst nach erfolgbarer Approbation der hohen Herrn Principalen und bescheidenen Communication mit andern Interessenten einzuführen/ allermaßen denn auch

17. Nach Inhalt derselben und mehrgemelten Recelles die Neben-Zettel und mündliche Aufsegen/ zu Verstopfung unterfassen/ weiter nicht zugelassen/ denen Schiffen aber an Deck-Strak- und Lauff-Diensten/ wie gedachte Ordnung gleichfalls mit mehrer ergetet/ jedemahl ein gewisses Zoll-frey passirt werden soll.

18. Dieweil auch einige Waaren fast gänzlich von dem Elb-Ströhm abkommen/ und daher nach Anleitung des Recelles Ihro Chur-Fürstl. Durchl. bewegen werden/ in Anno 1672. bereits in Vorfall zu bringen/ ob nicht von deren einigen/ als Luch/ so drittwärts kömpt/ Kupfer/ Woll und Wachs/ auf etliche Jahre an dem Ordinair-Zoll eine etliche Remission bebetet werden möchte/ so hat man zu Wiederanstellung des Commerciis sich dahin entschlossen/ daß man

ANNO 1685. von besagten vier Speciebus auf drey Jahr lang die Hells- te des Zolls nur nehmen lassen sollte. Und weil auch nach andrer Species, so theils gänzlich von der Elbe ab- kommen, oder doch dahin abkommen dürften, als Arme- dum, Blech, Bleij, Eysen, Holz, Limonien, Och- / Pottasche, Zet, Trahn und Ysca; So hat man die Resolution darüber zu der hohen Herren Principales Er- theilung verfertigt.

19. Ob inwie wegen der Frey-Passe von den Braun- schweig-Fürstlichen Herren Abgesandten vorgeschlagen wor- den, ob man sich dem Commercio zum besten derselben nach dem in Anno 1672. bereits geschickenen Vorschla- ge auf einige Zeit begeben wolle; nachdem jedoch die Ehr- fürstl. Herren Abgesandten zu vernahmen gegeben, daß Ihre Ehr- / Fürstl. Durchl. Intention dahin nicht gerich- tet sey, von denen Reichs-Confederationibus abzuweichen; es alles bey dem Herkommen in diesem Passu gelassen; je- doch daß alle dabey fürfallende Abusus abgeselet werden mögen.

20. Gleichwie auch über die in mentionirte in offi allegirten Reces de Anno 72. enthaltene und solcher ge- stalt abgeredete, in Absehung des Commerciis ausgesche- ne Punkten; man darinn eingi; wie noch ferne das Commercio besorgen; und in besten Förm mit der Zeit gebracht werden mag; also will man auch beyderseits unterthanen in freyen Handel und Wandel in beider- seits Herrschafften kanen alle gute Beförderung erwir- ken; und Sie daran nicht hindern lassen; sonderlich aber wollen es Ihre Ehr- / Fürstl. Durchl. bey Magdeburg und sonst dahin richten, daß denen einbürgischen Han- dterhanen zu Magdeburg Getreide zu kaufen und abzu- kaufen; und sonst beyderseits freyen Handel und Wandel zu treiben nicht verwehret werden möge; wie solches in dem Anno 1672. zu Hamburg aufgesetztem Reces en- thalten.

21. Es ist auch ferner in Vorschlag kommen, daß weilen die meist des Ufers des Elb- / Strohmis stehende Dämme; durch die Gewalt des Wassers gleich yegien ausgerissen; und in dasselbe versenkt zu werden; dadurch die Schiffahrt gefährlich; und die Schiffahrende mit ihren Schiffen leicht in Schaden gebracht werden könn- en; ob nicht jegliche Herrschafft solches am Ufer stehende Dämme auf eine gewisse Distanz abhaben zu lassen; und man dadurch gewisse Gefahr und Kosten die Dämme wieder heraus zu bringen; zu vermeiden hätte.

22. Wie nicht weniger auch ob bey jeglichem Geleite untersuchen werden möchte; was für schädliche Dretter sich hin und wieder befinden; damit sich die Schiffahrende; de um so viel mehr davor hüten; und in acht nehmen könnten.

23. Denn auch; ob an statt der bey jeglichen Schiffe die Elbe abwärts gebrauchende kostbare Vorlöcher; nicht bey jeglicher Zoll- / Stete gewisse Leute zu verordnen; welche um ein billiges von einer Zoll- / Stete zur andern bey jedes- mahl ankommenden Schiff und Floß diese Vorleistung und Bezeichnung der schädlichen Dretter verrichten; wo- durch zugleich dem Schiffer ein ziemliches erspahret werden könte; inwie ein Vorlöcher von Magdeburg auf Ham- burg in die 30. Meil. jeweil zu stehen kommen soll; die an jeglicher Miste wohnende Leute aus des Strohmis fundig seyn; so ist solches alles ad referendum; und sich hiernächst bey fernerer Einrichtung des ganzen Werks auch darüber vernemen zu lassen; auch mit andern dar- ob zu communiciren; übernommen worden.

24. Gleichwie nun alles so hierrinn verabredet; und von beyderseits gnädigsten Herrschafften noch weiter in den noch zu ersuchenden stehenden Punkten wird resolviret werden; auf die Condition gestellt wird; daß von allen und jeglichen bey dem Elb- / Commercio interessirenden Herrschafften diesen in offi geragten Reces de Anno 1672. und hiernieder gefallten Principiis auch ihres Theils nachgegangen; und ein Gemüßen geschehen möge; allermassen denn Ihre Ehr- / Fürstl. Durchl. Durchl. nicht verdrat werden können; daß sie Ihre von GOTZ Huten anvertraute unterthanen und das Commercio von den bisherigen Bedrückungen zu befreien bedacht seyn; also wollen Sie sich auch solches bey andern inter- essirenten Ständen allen Hülffes anlegen seyn lassen; müssen denn

25. Ratione modi agendi dreyerley in Vorschlag kom- men: 1.) Ob man von dem was von Ihr. Ehr- / Fürstl. Durchl. Durchl. hierrinn wird geschlossen und beschlesset werden; allen übrigen interessirenten Ständen conjunctim per literas par zu geben; und Ihre Erthei- lung darüber zu desideriren; oder aber solches 2.) durch eine Abscheidung an Sie zu bewerkstelligen; oder aber 3.)

TOM. VII. PART. II.

eine Conferenz mit ihnen sämmtlich zu veranlassen hätte; ANNO 1685. weil nun das ganze Werck respectue auf Ratification; und weiter Resolution beyderseits Gnädigsten Ehr- und Fürstl. Herrschafften beruht; Also ist auch; was ist al- lerdings ratione modi agendi für nöthig befinden werden; zu dero fernern gnädigsten Ertheilung und besadss nöthig findenden Communication, gestalten Sadem nach; ver- sisset worden. Ithetundlich ist dieser Punctions-Reces von beyderseits Ehr- und Fürstl. Ministris unterseiret ben und besigelt; und zwey gleichlautende Exemplaria ausgefertigt worden. Es geschehen den 23. May Anno 1685.

(L. S.)

(L. S.)

Conrad Barthold
Erdle.

Gottf. Wiße.

(S. L.)

(S. L.)

C. W. Fabricius.

Ehr. Schenk von
Winterfeldt.

Nota. Den in diesem Reces öftters allegirten Hamburgischen Reces de Anno 1672. siehe oben in dem I. Theil dieses Tom- unter besigtem Jahr.

LVI.

Articles & conditions de Paix accordez par nous le 29. juin. Comte d'Esstrées, Maréchal de France, & Vice-ROYALME
Admiral et Mers du Ponant, & Commandant en TRI-
de l'Armée Navale de Tres-Puissant, Tres-Ex-
cellent & Tres-Invincible Prince LOUIS XIV.
par la grace de Dieu Empereur de France, &
Roi de Navarre, aux Tres-Illustres Dey, Bey,
Divan & Milice du Royaume de Tripoly en Bar-
barie. Du 29. Juin 1685. [FREDER. LEON-
NARD. Tom. V. d'où l'on a tiré cette Pièce,
qui se trouve aussi dans LONDORPPII Acta
publica Tom. XII. pag. 227. en Allemand; &
dans le Theatrum Europaeum, Tom. XII. pag.
963, en Allemand.]

I. Q'U'en suite & en consequence du repentir que
leldus Dey, Bey, Divan & Milice dudit
Royaume de Tripoly ont témoigné & té-
moignent, de ce que quelques-uns de leurs
Capitaines de Vaisseaux & Sujets ayant rompu la Paix
faite le vingt-septième Novembre 1681. & du pardon
qu'ils en demandent audit Empereur de France, les
conditions suivantes ont été réglées.

II. Que les Capitulations faites & accordées entre
l'Empereur de France & le Grand Seigneur, ou leurs
Prédécesseurs, ou celles qui seront accordées de nou-
veau par l'Ambassadeur de France envoyé exprès à la
Porte seront exactement & sincèrement gardées &
observées, sans que de part & d'autre il y soit contreve-
nu, directement ni indirectement.

III. Toutes courses & actes d'Hostilité, tant par
Mer que par Terre cesseront à l'avenir entre les Vais-
seaux & Sujets de l'Empereur de France & les Arme-
ments particuliers de la Ville & Royaume de Tripoly.

IV. A l'avenir il y aura Paix entre l'Empereur de
France & les tres-illustres Dey, Bey, Divan & Milice
de ladite Ville & Royaume, & leurs Sujets; & ils
pourront reciproquement faire leur Commerce dans
les deux Royaumes, & naviguer en toute sécurité sans
en pouvoir estre empêché pour quelque cause & sous
quelque pretexte que ce soit.

V. Tous les Vaisseaux Marchands, & effets appar-
tenans aux Sujets de l'Empereur de France, qui ont
été pris & depredés par les Corsaires de ladite Ville
& Royaume de Tripoly, depuis le vingt-septième
Novembre 1681. jusqu'à présent, ne se trouvant plus
en nature, ains tout ayant été partagé & dissipé par
lesdits Corsaires, a été convenu avec leldus Dey, Bey,
Divan & Milice de ladite Ville & Royaume de Tri-
poly, qu'ils en payeront la valeur, suivant l'estimation
qui

ANNO. qui en a été faite par le Sieur Robert, Commissaire
de Marine, député à cet effet par ledit Sr. Maréchal
1685.

d'Éclaves en la présence, avec l'Officier choisi par le
Gouvernement de ladite Ville, à la forme de cinq
cent mil livres, qui font 166666. piastrres, goudes
Siviliennes à soixante Sols, & 200000. Piastrres moins
une de celles de Tripoly, à cinquante Sols Piece, pour
être ladite Somme payée incessamment par ledit Gouver-
nement; Sçavoir, trois cens soixante quinze mil
liv. en argent comptant, & les cent vingt-cinq mil
livres restant en Bled & autres Marchandises cy-des-
sous expliquées, & dans le temps de six mois d'huy
prochains, & finissant le dernier Decembre de la pre-
sente Année 1685. dequels 125000. Livres de Fran-
ce, étant évalué à 60000. Piastrres de Tripoly, il sera
payé dans ledits six mois 20000. Piastrres en Bled, à
raison de sept Piastrres le Cass, 10000. Piastrres en
Orge, à trois Piastrres & demy le Cass, 6000. Piastrres
en Cuir de Marroquins de Levant, & 2000. Piastrres
en Sené, suivant le prix courant du marché, & les
20000. Piastrres restans en toutes sortes de Marchandises
qui se vendront dans la Ville, au choix du Con-
sul; & en cas que ledit Consul ne s'accommodât pas
des Cuir, Sené, & autres Marchandises qui luy seront
présentées, soit à cause du prix, soit à cause de la qua-
lité, les 30000. Piastrres luy seront payées en argent
comptant. Comme aussi le Divan ne pouvant fournir
en nature le Bled & l'Orge cy-dessus, il en sera quitte
en donnant en argent comptant les 30000. Piastrres
qu'ils doivent fournir en Bled & en Orge, sans toute-
fois aucun délai ni retardement.

VI. Les Vaisseaux armez en Guerre à Tripoly &
dans les autres Ports du Royaume, rencontrant en
Mer les Bâtimens navigans sous l'Étendard de France,
& les Passeports de l'Admiral de France, conformes à la copie qui sera transmise en fin
du présent Traité, les laisseront en toute liberté con-
tinuer leur voyage sans les arrêter ni donner aucun
empêchement, à ins leur donneront tout le secours
& assistance, dont ils pourront avoir besoin, observant
d'envoyer seulement aux Personnes sans armes dans
la Chaloupe, outre le nombre de Matelots nécessaire
pour la conduire, & de donner ordre qu'il n'entre au-
cune autre que ledites deux Personnes dans ledit Vais-
seau sans la permission expresse du Commandant. Et
reciproquement les Vaisseaux François en usant de
même à l'égard des Vaisseaux appartenans aux Arma-
teurs de ladite Ville & Royaume de Tripoly, qui seront
Porteurs des Certificats du Consul François qui sera éta-
bli en ladite Ville; dequels Certificats la Copie fera
pareillement transmise en fin du présent Traité: & en cas
que ledits Vaisseaux Tripolins trouvaient un Vaisseau
Marchand avec Pavillon de France sans Passeports,
pourvu que la moitié de l'Équipage fût François, &
même chargé pour le compte des Étrangers, ledits
Tripolins seront obligés de luy laisser faire sa route sans
le troubler en rien.

VII. Les Vaisseaux de Guerre & Marchands, tant
de France que de Tripoly, seront réciproque-
ment dans les Ports & Rades des deux Royaumes, &
il leur sera donné toute sorte de secours pour les Na-
vires & pour les Equipages en cas de besoin. Comme
aussi il leur sera fourni des Vivres, Agrez, & gene-
ralement toutes autres choses nécessaires en les payant
aux prix ordinaires & accoutumés dans les lieux où
ils auront relâché.

VIII. S'il arrivoit que quelque Vaisseau Marchand
François étant à la Rade de Tripoly, ou à quelque'un
des autres Ports de ce Royaume, fût attaqué par des
Vaisseaux de Guerre Ennemis sous le Canon des For-
teresses, ils seront défendus & protégés par les Châ-
teaux, & le Commandant obligera ledits Vaisseaux
Ennemis de donner un temps suffisant pour sortir &
s'éloigner desdits Ports & Rades, pendant lequel temps
seront retenus ledits Vaisseaux ennemis sans qu'il
leur soit permis de les poursuivre. Et la même chose
s'exécutera de la part de l'Empereur de France, à
condition toutefois que les Vaisseaux armez en Guerre
à Tripoly & dans les autres Ports dudit Royaume,
ne pourront faire des prises dans l'étendue de dix lieues
des Côtes de France.

IX. Tous les François pris par les Ennemis de
l'Empereur de France, qui seront conduits à Tripoly
& autres Ports dudit Royaume, seront mis aussitôt en
liberté sans pouvoir être retenus Esclaves, même en
cas que les Vaisseaux d'Alger, Tunis, & autres qui

pourront être en Guerre avec l'Empereur de France, ANNO
milient à Terre des Esclaves François.

X. Ledits Dey, Bey, Divan & Milice de la Ville
& Royaume de Tripoly, donneront dès à présent ordre
à tous leurs Gouverneurs de retenir ledits Esclaves,
& de travailler à les faire racheter par le Consul
François au meilleur prix qu'il se pourra; & pareille
chose se pratiquera en France à l'égard des Habitans
dudit Royaume de Tripoly.

XI. Tous les Esclaves François & Étrangers pris
sous le Pavillon de France, de quelque qualité &
condition qu'ils soient, qui sont à présent dans l'Éten-
du du Royaume de Tripoly, & qui ont été pris non
seulement depuis le vingt-septième Novembre 1681.
mais même auparavant, seront mis incessamment
dans une pleine & entière liberté, & envoyés à bord
du Pavillon. Et pour cet effet il sera permis au Sieur
Robert, Commissaire de la Marine, que ledit Sieur
Maréchal d'Éclaves a nommé, de se transporter avec
un Officier commis par le Gouvernement de ladite
Ville, dans tous les baïegs & autres lieux où sont
retenus ledits François, pour prendre une Liste exacte
de leurs noms, sur laquelle ils seront remis, comme
dit est, en liberté: & en cas que par megarde ou au-
trement il en fût oublié quelques-uns, ils seront res-
tituez aussitôt qu'ils seront demandés, encore que ce
fût long-temps après le présent Traité, attendu qu'il
n'y aura point de prescription pour cet Article, & le
Vaisseau du Patron Jean Carie de Marseille qui se
trouve présentement dans leur Port, sera incessamment
rendu avec ses Maits, Agrez & Canons.

XII. Attendu que le plus grand nombre desdits Es-
claves François & Étrangers pris sous le Pavillon de
France, se trouvent embarquez sur les Vaisseaux dudit
Royaume de Tripoly, qui sont au service du Grand
Seigneur, & ne peuvent par conséquent être actuel-
lement rendus & remis aux Vaisseaux comme les au-
tres, ledits Dey, Bey, Divan & Milice promettent de
les rendre incessamment: & pour cet effet en fera fait
une Liste exacte qui sera signée desdits Dey, Bey & Di-
van, & pour l'exécution de ladite Requête, ils s'engageront
en même temps de la signature du présent Traité, en
otage dix des principaux d'entre eux dont on fera con-
venu conjointement, & dont les noms, surnoms &
qualitez seront connus, pour être conduits dans les
Vaisseaux de l'Escadre à Toulon, où ils seront bien
traitez, & demeureront jusqu'à l'entière restitution
desdits Esclaves, suivant ladite Liste.

XIII. Les Étrangers passagers trouvent sur les Vais-
seaux François, ni pareillement les François pris sur les
Vaisseaux Étrangers ne pourront être faits Esclaves
sous quelque prétexte que ce puisse être, quand même
le Vaisseau sur lequel ils auront été pris se feroit défen-
dendu: ce qui aura pareillement lieu à l'égard des Étran-
gers passagers trouvez sur les Vaisseaux de ladite Ville
& Royaume de Tripoly, & des Sujets dudit Royaume
sur des Vaisseaux Étrangers.

XIV. Si quelque Vaisseau se perdoit sur les Côtes
de la Dépendance dudit Royaume de Tripoly, soit qu'il
fût poursuivi par les Ennemis, ou forcé par le mau-
vais temps, il fera secouru de ce dont il aura besoin
pour être remis en Mer & pour recouvrer les Mar-
chandises de son chargement, en payant le travail des
journées de ceux qui auront été employés, sans qu'il
puisse être exigé aucun Droit ni Tribut pour les Mar-
chandises qui seront mises à Terre, à moins qu'elles ne
soient vendues dans les Ports dudit Royaume. Comme
aussi tous Vaisseaux Marchands François qui y aborde-
ront chargés de Vin & autres Marchandises, en cas
qu'ils n'en trouvent pas un bon débit, pourront se
retirer avec leurs Vins & autres Marchandises pour les
aller vendre où bon leur semblera, sans pouvoir être
obligés pourquoy que ce puisse être de les décharger.

XV. Tous les Marchands François qui aborderont
aux Ports ou Côtes du Royaume de Tripoly, ne se-
ront obligés de porter à Terre, ni leurs Voiles ni leur
Gouvernail, & pourront y mettre leurs Marchandises,
vendre & acheter librement sans payer autre chose
que ce qu'ont accoutumé de payer les Habitans dudit
Royaume, à condition qu'il n'excede point trois pour
cent. Et il en sera usé de même dans les Ports de
la Domination de l'Empereur de France: & en cas
que ledits Marchands ne missent leurs Marchandises
à Terre que par entrepôt, ils pourront les rembarquer
sans aucuns Droits.

XVI. Il ne sera donné aucun Secours ni Protection
con-

1685.

ANNO contre les François aux Vaisseaux de Barbarie qui fe-
1685. ront en Guerre avec eux, ni à ceux qui auront armé
 leur Commiſſion : & seront ledits Dey, Bey,
 Divan & Milice du Royaume de Tripoly, deſſenſés à
 tous leurs Sujets d'armer ſous Commiſſion d'aucun
 Prince ou État Ennemi de la Couronne de France.
 Comme auſſi empêcheront que tous ceux contre qui
 l'Empereur de France eſt en Guerre, puiſſent armer
 dans leurs Ports, pour courre ſur ſes Sujets.

XVII. Les François ne pourront être contrains
 pour quelque cauſe & ſous quelque pretexte que
 ce puiſſe être, à charger ſur les Vaiſſeaux aucune choſe
 contre leur volution, ni faire aucun voyage aux lieux
 où ils n'auront pas deſſein d'aller.

XVIII. Pourra ledit Empereur de France continuer
 l'étaſſement d'un Conſul à Tripoly, pour aſſiſter
 tous les Marchands François dans tous les beſoins : &
 pourra ledit Conſul exercer en liberté dans ſa Maïſon
 la Religion Chreſtienne, tant pour luy que pour tous
 les Chreſtiens qui y voudront aſſiſter. Comme auſſi
 pourront les Turcs de ladite Ville & Royaume de
 Tripoly qui viendront en France, faire dans leur Maïſon
 l'exercice de leur Religion : & aura ledit Conſul
 la prééminence ſur les autres Conſuls, & tout Pouvoir
 & Jurisdiction dans les différends qui pourront naître
 entre les François, ſans que les Juges de ladite Ville de
 Tripoly en puiſſent prendre aucune connoiſſance : &
 pourra ledit Conſul ſcander le Pavillon de France ſur
 ſa Maïſon, & l'arborer ſur ſa Chaloupe tant qu'il luy
 plaira quand il ira à la Mer, la meſme choſe ſe doit
 entendre pour *Derne*.

XIX. Il fera permis audit Conſul de choiſir ſon
 Drogman & ſon Courtier, & de les changer l'un &
 l'autre lorſqu'il le jugera à propos, & pourra aller à
 bord des Vaiſſeaux qui seront en Rades toutesſois &
 quand il luy plaira : & les Marchands François pour-
 ront venir en ce Port prendre du Séné & autres Mar-
 chandiſes pour les porter en France.

XX. S'il arrive un différend entre un François & un
 Turc ou Maure, ſi ne pourront être jugez par les Ju-
 ges ordinaires ; mais bien par le Conſul dedit Dey,
 Bey, Divan & Milice de ladite Ville & Royaume, en
 préſence du Conſul ou par le Commandant dans les
 Ports où leſdits différends arriveront.

XXI. Ne fera ledit Conſul tenu de payer aucune
 dette pour les Marchands François, ſ'il n'y eſt obligé
 en ſon nom par écrit. Et seront les effets des François
 qui mourront audit Pays, remis à ſa main dudit Conſul
 pour en diſpoſer au profit des François, ou autres
 auſquels ils appartiendront : & la meſme choſe ſera
 obſervée à l'égard des Turcs qui viendront s'étaſſer en
 France.

XXII. Jouira ledit Conſul de l'exemption de tous
 Droits pour les Proviſions, Vivres & Marchandiſes ne-
 ceſſaires à ſa Maïſon.

XXIII. Tout François qui aura frappé un Turc ou
 Maure ne pourra être puni qu'après avoir fait appeller
 ledit Conſul pour deſſendre la cauſe dudit François, &
 en cas que ledit François ſe ſauve, ne pourra ledit
 Conſul en être reſponſable. Et ſi un François ſe
 vouloit faire Turc, ſi ne pourroit être reçu qu'au
 préalable, ſ'il n'eût perſéité trois ſeſ 24. heures dans
 ſon mauvais deſſein : & cependant ſeroit remis comme
 en dépôt entre les mains dudit Conſul.

XXIV. S'il arrive quelque contravention au preſent
 Traité, ſi ne ſera fait aucun Acte d'Hoſtilité, qu'après
 un deny formel de Juſtice.

XXV. Et pour faciliter l'étaſſement du Commer-
 ce & le rendre ferme & ſtable, les Tres-illuſtres
 Dey, Bey, Divan & Milice de Tripoly, enverront
 quand ils eſtimeront à propos, une Perſonne de qua-
 lité d'entr'eux reſider à Mariſelle, pour entendre ſur
 les Lieux les Plaintes qui pourroient être faites ſur
 les contraventions au preſent Traité, auquel ſera fait toute
 ſorte de bons traitemens.

XXVI. Si quelque Corſaire de France ou dudit
 Royaume de Tripoly, fait tort aux Vaiſſeaux François,
 ou à des Corſaires de ladite Ville qu'il trouvera en
 Mer, ſi en ſera puny : & pour punition ſa teſte ſera
 remiſe entre les mains du Conſul, & les Armateurs
 reſponſables.

XXVII. Si les Vaiſſeaux de Tripoly qui ſont préſen-
 tement en Mer, avoient quelque Bâtimens Fran-
 çois, depuis la priſe du Vaiſſeau du Capitaine Neigre
 de Mariſelle, ils ſeront rendus ſiſt qu'ils ſeront arri-
 vez en ladite Ville, avec toutes les Marchandiſes, Ef-

TOM. VII. PART. II.

fets, Argent comptant & Robbes des Equipages, ſans
 que cela puiſſe être imputé ſur les cinq cens mil Li-
 vres, dont il eſt parlé dans l'Article cinquième du pre-
 ſent Traité, pour la Reſtitution des Effets pris ſur les
 Marchands François. Il en ſera uſé de meſme ſi les
 Bâtimens François avoient pris quelque Bâtimen de
 ladite Ville de Tripoly.

XXVIII. Toutes les ſois qu'un Vaiſſeau de Guerre
 de l'Empereur de France viendra mouiller dans la Ra-
 de de Tripoly, auſſi-toſt que le Conſul en aura averti
 le Gouverneur, ledit Vaiſſeau de Guerre ſera ſalué
 à proportion de la Charge de Commandement qu'il
 portera, par les Châteaux & Forts de la Ville, & d'un
 plus grand nombre de coups de Canon que ceux de
 toutes les autres Nations, & il rendra coup pour coup,
 bien entendu que la meſme choſe ſe pratiquera dans la
 rencontre dedit Vaiſſeau de Guerre à la Mer.

XXIX. Si le preſent Traité de Paix conclu entre
 ledit Sieur Maréchal d'Eſtrées, pour ledit Empereur
 de France, & les Tres-illuſtres Dey, Bey, Divan &
 Milice de la Ville & Royaume de Tripoly, venoit
 à être rompu, ce qu'à Dieu ne plaiſe, ledit Conſul &
 tous les Marchands François qui ſeront dans l'érendu
 dudit Royaume, pourrout ſe retirer où bon leur ſem-
 blera, ſans qu'ils puiſſent être arreſtez pendant le temps
 de trois mois.

XXX. Les Articles cy-deſſus ſeront ratifiez & con-
 firmez par l'Empereur de France, & les Tres-illuſtres
 Dey, Bey, Divan & Milice de la Ville & Royaume
 de Tripoly, pour être obſervez par leurs Sujets pen-
 dant le temps de cent ans, & ſiſt que perſonne n'en
 pretende cauſe d'ignorance, ſeront publicz & affichez
 par tout où beſoin ſera.

Fait, arreſté & conclu entre ledit Sieur Maréchal
 d'Eſtrées, pour l'Empereur de France, & ledits Tres-
 illuſtres Dey, Bey, Divan & Milice de ladite Ville &
 Royaume de Tripoly, le 29. Juin 1685.

*Paſſeport dont les Vaiſſeaux François ſeront
 porteurs.*

L OUIS, Comte de Vermandois, Admiral de Fran-
 ce : A tous ceux qui ces preſentes Lettres ver-
 ront, Salu. Sçavoir faiſons, que Nous avons
 donné Congé & Paſſeport à Maître de
 nommé du port de ou environ ;
 eſtant de preſent au Port & Havre de de ſ'en
 aller à chargé de & armé de
 après que viſitation d' aura eſté bien &
 deſeuement faite. En témoin de quoy Nous avons
 fait mettre nôtre Seing & le Scel de nos Armes à ces
 preſentes, & icelles fait contresigner par le Secretaire
 General de la Marine. A Paris le jour
 mil ſix cens quatre-vingt.

Signé,

LOUIS Comte de Vermandois, Admiral
 de France.

Et plus-bas ;

Par Monſeigneur, LE FOUIN.

Et ſcellé.

*Certiſicat du Sieur Conſul de la Nation François
 à Tripoly.*

N OUS Conſul de la Nation François à
 Tripoly. Certifiſons à tous qu'il appartiendra,
 que le nommé commandé par du
 port de ou environ, eſtant de preſent au Port &
 Havre de appartenant aux Sujets des Illuſtres
 Dey, Bey, Divan, & Milice de la Ville & Royaume
 de Tripoly, & eſt armé de En témoin
 dequoy Nous avons ſigné le preſent Certiſicat, & ap-
 poſé le Scel de nos Armes. Fait à Tripoly le
 jour d mil ſix cens quatre-
 vingt

ANNO
1685.Juin.
ou
Juillet.
MON-
MOUTH
ET LE
ROI
D'AN-
GLETER-
RE.

Declaration de JACQUES DUC de MONMOUTH, & des Nobles, Seigneurs & autres, présentement armés, pour la Défense & la conservation de la Religion Protestante, & celle des Loix, Droits & Privilèges d'Angleterre, contre l'infraktion qui en a été faite; & pour l'affranchissement de la Tyrannie & usurpation perpétrée dans ce Royaume par JACQUES DUC d'YORK. Donnée au mois de Juin ou de Juillet de 1685. [Feuille volante imprimée.]

Quand Dieu commença à fonder les Etats & les Empires du Monde, & que les hommes choisirent certaines Loix pour y obéir & s'y soumettre, ce fut dans le dessein de conserver parmi les Peuples, la Paix, le bonheur & la tranquillité, & non pas en vue d'un intérêt particulier & personnel, comme pour élever ceux-ci, ou ceux-là au fût de grandeur, & à une Souveraineté qui les rendit arbitraires du sort de leurs Peuples; mais plutôt les Princes furent uniquement établis pour gouverner équitablement les Hommes, & maintenir les Loix des Etats qui leur étoient commis. Aussi voit-on que de tous les Gouvernemens, ceux-là ont été toujours estimés les meilleurs, où le Souverain Magistrat est revêtu de tout le Pouvoir, & de toutes les prerogatives, qui le peuvent rendre capable, non seulement de garantir le peuple de la violence & de l'oppression, mais aussi d'augmenter son bonheur; les Constitutions & les Loix de cette première institution, ne leur donnant aucun Droit d'opprimer, ni de violenter les Peuples.

C'est une Prerogative glorieuse de l'Angleterre par dessus la plupart des Nations, qu'ayant confié à son Prince tout ce qui lui étoit nécessaire pour travailler à l'augmentation du bonheur des Peuples, & tout autant d'autorité qu'il en avoit besoin pour le protéger & le défendre, elle avoit néanmoins tellement borné cette autorité, qu'elle étoit indissolublement attachée aux Constitutions & aux Loix fondamentales de l'Etat, en sorte que le Prince ne pouvoit sans violer son serment, aussi-bien que les Loix, & les Règles du Gouvernement, donner aucune atteinte à ce qui avoit été primitivement établi, & il ne pouvoit pas même exercer aucun Acte d'autorité que par le Ministère des personnes ordonnées pour veiller au Gouvernement, qui devenoient criminelles & punissables, dès qu'elles manquoient à leur Devoir. De sorte que selon cette première institution de Gouvernement, les Prerogatives du Roi, & les Privilèges des Sujets s'étoient si étroitement unis ensemble, qu'ils ne pouvoient être séparés, puisque le Droit que les Peuples s'étoient réservé, ne tendoit qu'à soutenir la grandeur & la gloire de la Couronne, & que les Prerogatives conférées au Roi, avoient uniquement pour but la protection & le repos des Sujets.

Mais comme toutes les choses du monde sont sujettes au changement, & que les Etats les mieux policés, peuvent tomber en décadence, l'Angleterre a eu le malheur d'éprouver cette vicissitude, ayant passé plusieurs fois d'un état à un autre, & vu ébranler les fondemens de ses Loix & de ses premières Constitutions. Mais nous voyons sur tout aujourd'hui les Colonnes de ce Gouvernement renversées, les bornes, & les limites franchées, les Loix méprisées; bref il n'y a rien qu'on n'ait osé entreprendre pour changer notre Monarchie limitée en une Tyrannie absolue. Et bien que nos Législateurs eussent pourvu, autant que la sagesse humaine le peut faire, à la sécurité de la Religion Protestante contre les efforts du Papisme, & à celles des Privilèges du Peuple, contre la Puissance despotique, on n'a pas laissé d'administrer les affaires de ce Royaume d'une manière si contraire aux Loix, que d'un côté notre Religion a reçu de vives atteintes par le complot des Papistes, & de l'autre nos Privilèges nous ont été arrachés par fraude & violence, par les conseils du présent Usurpateur, dont la vie n'a été qu'une suite continuelle de Conspirations contre la Religion Réformée, & contre les Privilèges de la Nation.

On ne doutera point de cette vérité si l'on réfléchit sur l'invention dont il se servit autrefois, pour réduire

en cendre la Ville de Londres; comment par ses sollicitations il nous fit entrer en Alliance avec la France, & en Guerre avec la Hollande; de quelle manière il fomenta la Conspiration des Papistes, & quel soin il prit d'encourager les assassins du S. Edmoundbury Godfrey à commettre cet horrible meurtre, afin d'étouffer par cette mort la découverte de cette Conspiration dont ce défunt avoit une parfaite connoissance: les trahisons qu'il a inventées contre les Protestans, subornant des témoins, qui par leurs parjures, ont fait perdre la vie à plusieurs innocens, nos Compatriotes & nos Freres de Religion; Comment il a loué d'exécrables canailles pour massacrer le dernier Comte d'Essex: en ayant fait écarter plusieurs dans l'espérance de tenir cachée cette noire Action; Et enfin le soin qu'il a pris pour faire proroger les Parlemens & pour les dissoudre quand ils étoient assemblés, afin d'empêcher la recherche de l'enormité de ses crimes, & s'échapper par ce moyen à la justice de la Nation. Après avoir considéré toutes ces Actions, on peut dire qu'il n'y a point de maux, qu'on ne doive attendre pour la Religion & pour le Royaume, si on laisse regner celui qui a envahi le Trône & usurpé le titre de Roi. Les Tyrannies qu'il a déjà exercées depuis qu'il a arraché la Couronne de dessus la tête du feu Roi son frère, ne permettent plus de se flatter d'être maintenu dans la possession de ses Biens, ni de la vie, ni de la liberté de conscience qui nous est plus chère que la vie.

Car nonobstant toutes les Loix & les Statuts établis pour la sûreté de la Religion Réformée, il n'a pas seulement commencé son Usurpation, & son Règne prétendu, en se déclarant ouvertement Papiste, mais il a même fait venir grand nombre de Prêtres & de Jésuites, qui selon les Loix, sont criminels de lèze Majesté dès qu'ils entrent dans le Royaume, & il leur a permis d'exercer leur Idolatrie, lui-même assistant tous les jours à la Messe, & accompagnant en public leurs plus extravagantes superstitions. De plus il a soulevé aux pieds les Loix concernant nos possessions, ayant violé leur autorité, & donné atteinte à nos Biens par 2. Proclamations, dont l'une exige la Collection des Colatumes, & l'autre, la continuation de cette partie des impôts qu'on avoit accordé au feu Roi, & qui en sa mort devoit être éteinte.

Son Usurpation & la Tyrannie ne paroissent pas moins, en ce que pour s'y maintenir, il s'appuie d'un *extra-judicial* Jugement de 7. ou 8. Juges parjures qu'il a subornés; ce qui est une preuve certaine qu'il conspire puissamment contre nos Droits. Ainsi il n'y a point d'autres moïens de nous délivrer de cette cruelle oppression, que la force & les armes; car ayant rempli les Tribunaux de ces Juges iniques (qui sont la honte & le scandale du Barreau) & les ayant continués pour être les Interprètes des Loix, ces gens que les Parlemens ont déclarés infâmes, & corrompueurs des Loix, par là nous sommes privés de toute espérance de trouver aucun remède à nos maux dans la Salle de Westminster, particulièrement aujourd'hui que l'Usurpateur a entassé Cabales sur Cabales, produit de nouvelles Chartres illégitimes & contraires aux Loix, & employé plusieurs moyens pour corrompre des gens qu'il a fait assembler, & à qui il donne le nom de Parlement. Qui ne voit que par cette conduite nous ne pouvons plus trouver du secours dans ces Assemblées qui étoient le refuge de nos Ancêtres? Qui ne voit, dis-je, que ceux-là même qui devoient être les Protecteurs des Peuples & les défenseurs de leurs Privilèges contre la violence & la tyrannie, vont devenir les Ministres de la subversion de tous nos Statuts, aussi-bien que l'établissement de la puissance arbitraire, & de notre esclavage?

De sorte que si nous voulons éviter la ruine totale de notre Religion, & la destruction de ceux qui la professent: l'établissement de la superstition, & de l'Idolatrie Papiste: Si nous ne voulons pas souffrir le renversement des Loix du Pais, l'abolition des Privilèges, & des Droits de la Nation Angloise: Si nous ne pouvons souffrir que tout ce qu'il y a de plus sacré parmi les hommes, soit violé, & qu'un Usurpateur tyrannique sur le Trône: Si nous haïssons l'esclavage, & que nous nous ressouvenions des généreux efforts que nos Ancêtres ont faits pour acquiescer nos Libertés, n'ayant épargné pour cela ni leurs Biens, ni leurs vies: Si nous remettons en mémoire ce que nous devons à Dieu, à notre Patrie, & à la postérité; si nous ne voulons pas être sourds aux cris & aux gémissemens de nos Amis opprésés, nous voir, & eux & nous nous seule-

ANNO
1685.

ANNO ment prisonniers, dépouillés & meurtris, mais même
1685. l'intérêt de la Religion Protestante, trahi par tout le monde, & enfin nous voir livrés à la France & à Rome.

Si, dis-je, nous sommes touchés de ces maux, & que nous ayons envie de les prévenir, nous sommes obligés comme Chrétiens de prendre les armes, tant pour témoigner notre Devoir envers Dieu & la Patrie, que pour faire à l'entente des Nations Protestantes qui font autour de nous. Cependant nous prenons le Ciel & la Terre à témoins que nous ne serions jamais venus à cette extrémité; si la malice de nos ennemis ne nous eût ôté tous les autres moyens de remédier à ces désordres, & si les misères que nous sentons déjà, & les afflictions dont l'Eglise & l'Etat sont menacés, n'étoient plus funestes que la Guerre.

Nous déclarons donc que ce n'est pour aucun intérêt particulier, ou par quelque esprit de vengeance pour les maux faits en nos personnes, que nous nous sommes engagés en cette Guerre, mais uniquement pour maintenir & défendre notre Religion, nos Loix, & les Libertés de la Nation, & pour empêcher qu'elle ne tombe, & nous & nos Familles dans l'esclavage de l'Idolâtrie Papiste. Sur ce principe donc nous protéctions devant Dieu, les Anges & les hommes que nous sommes innocents de tous les maux qui accompagnent Inévitablement une Guerre civile & intestine, & nous réjouissons sur nos ennemis qui en sont la véritable cause, & tous les meurtres, & les dévastations qui en pourront résulter.

Pour toutes les raisons alléguées ci-dessus, nous déclarons solennellement & devant Dieu la guerre à *Jacques Duc d'York*, comme étant *Meurtrier & Assassin des innocents, un Papiste Usurpateur de la Couronne, un Traître à la Nation, & un Tyran du Peuple*, & nous ajoutons que ceux qui paroissent sous ses Etendards ne doivent point s'attendre d'être épargnés, ni que nous fassions aucune grâce; car nous avons fortement résolu de le poursuivre à outrance avec ses adhérents, jusqu'à ce que nous l'ayons réduit à subir ce que les Loix, les Constitutions & les Statuts du Royaume, aussi bien que les Loix de la nature, de l'Ecriture Sainte, & des Nations, ordonnent contre ceux qui sont ennemis de Dieu, de leur Patrie, de tous les hommes en general, & enfin de tout ce qui est vertueux, honnête & bon, promettant de ne jamais faire aucun Accommodement avec cet Ennemi.

Et quoi que nous ne puissions pas dissimuler, ni passer sous silence, que plusieurs personnes par lâcheté, avarice ou par ambition, ont donné les mains pour renverser la Religion, & aider à réduire leur Patrie sous le joug d'un dur esclavage, nous ne touchons pourtant pas que ceux là persévèrent dans leurs crimes, & contiennent de travailler à la ruine de l'Etat, sous prétexte que nous avons déclaré ne vouloir faire aucun quartier, car nous déclarons que ceux qui rentreront dans leur Devoir, & qui se joindront à nous pour rétablir ce qu'ils avoient aidé à perdre, jouiront du fruit de leur repentance, dont nous n'excluons personne, notre dessein n'étant que de nous venger de ceux qui persévéreront dans leur faute, & qui dans la présente conjoncture, auront donné du secours à *Jacq. Duc d'York*, & afin que nous puissions poursuivre le glorieux dessein dans lequel nous nous sommes engagés d'une manière qui fait connoître la sincérité de nos intentions, & pour encourager les gens de bien à nous aider dans une si juste, & si nécessaire entreprise, nous protestons encore en la présence du Seigneur qui connoît les secrets de tous les cœurs, & qui est le vengeur de la fraude & de la tromperie, que nous exposons l'unique but où nous tendons, & que pour y parvenir, nous avons résolu de sacrifier nos vies, que nous perdons avec joie pour une si juste Cause. De plus nous déclarons que nous ne nous sommes pas mis en Campagne pour introduire aucune Monarchie, ni pour donner atteinte à aucune partie essentielle de l'Ancien Gouvernement d'Angleterre, mais que nous prétendons seulement remettre les affaires en tel état, que ceux qui gouverneront, ne pourront plus à l'avenir usurper, ni enfreindre les Libertés du Peuple.

Comme notre Religion, qui est le plus sacré dépôt, & la plus précieuse bénédiction que nous ayons reçu du Ciel, se trouve ébranlée par des Loix injustes, par des Conspirations des Papistes, & qu'elle court grand risque d'être entièrement bouleversée par un Usurpateur Tyrannique & Idolâtre, nous sommes fortement réso-

lus de verser tout notre sang, pour conserver ce saint Dépot, à nous & à notre Postérité, & de ne poser point les armes qu'après avoir vu la Religion affermie, & en état de n'être plus attaquée. Que toutes les Loix penales contre les Protestants qui sont en quelques dissentiments, seront révoquées; qu'ils ne seront plus inquiétés en leurs exercices, & qu'ils jouiront tous, des mêmes privilèges de la Nation.

Pour faire encore mieux connoître à tout le monde la pureté de nos intentions, & la juste modération de nos desseins, nous déclarons que nous n'entreprendons point cette Guerre, pour désole & ruiner personne pour la Religion toute fautive & erronée qu'elle puisse être, de sorte que les Papistes même, pourveu qu'ils ne s'engagent pas dans les intérêts de nos ennemis, pour conspirer notre ruine, n'aient rien à craindre de nous, n'ayant pas dessein de leur faire aucun tort, mais seulement de les empêcher de changer ou d'altérer nos Loix, & de mettre nos personnes en quelque danger pour la profession de notre foi, & l'exercice de notre culte religieux & Chrétien.

Nous sommes aussi résolus de maintenir & défendre tous les justes Droits, & les Privilèges des Parlements, souhaitant qu'on l'assemble tous les ans, sans qu'il puisse être prorogé, ni diffusé jusqu'à ce que toutes les Requêtes soient réprouvées, & qu'on ait remédié à tous les griefs particuliers.

Et d'autant que nous remarquons que la plupart de nos misères viennent de ce qu'on a ôté des Charges de Judicature, les personnes dont l'intégrité ne permettoit pas qu'on fit un mauvais usage des Loix pour favoriser le Papisme & l'autorité arbitraire, & que ces places ont été remplies de gens corrompus & mercenaires, qui étendent les Loix au-delà de la raison, & de leur véritable institution, faisant passer pour Loi ce qui sert à leur dessein. Nous avouons sincèrement que nous n'aurons point de repos que nous n'ayons réformé de tels abus, & mis de si bons ordres, qu'il ne s'en fasse plus de semblables.

Car par le ministère de ces hommes pervers qui sont assis sur les Tribunaux, & qui ne possèdent leurs Charges que, *durante hæc tempore*, quantité de personnes ont été condamnées à des amendes exorbitantes, sans être coupables d'aucuns crimes, ou pour de très légères fautes, plusieurs Statuts faits pour la sûreté des Sujets, & sur tout l'Acte *Habeas Corpus* ont été éludés & enervés à l'oppression des innocents, & fidèles Anglois. Les Lords Papistes qui furent accusés en Parlement d'une diabolique Conspiration tendant à abolir les Droits de la Chambre des Communes, & à soulever aux pieds la Jurisdiction de celles des Seigneurs, ont été déchargés, & mis en liberté, & l'on a justifié l'introduction d'un Maire & des Sherifs méchants & dangereux, qui avoient été élevés à ces Dignités par fraude & violence, & ceux qui par une intégrité de conscience s'y étoient opposés, ont été injustement persécutés & punis arbitrairement. Londres, & d'autres Villes & Corporations ont été dépouillées de leurs Chartres & Privilèges par des jugemens injustes, & sur des crimes supposés. Le Chevalier Armstrong a été exécuté sans permettre d'examiner son affaire. Le Colonel Sidney condamné à la mort sur la déposition d'un seul témoin chargé d'infamie & de crimes scandaleux. Et enfin ce fidèle & excellent homme, dernier Lord Guillaume Russell exécuté à mort pour des crimes supposés, qui, quand ils auroient été véritables, il n'auroit pas mérité la mort selon les Loix. Sur toutes ces considérations, nous déclarons donc que notre résolution est d'exclure à l'avenir de l'administration de la Justice, ces infâmes ignorants, scandaleux, & mercenaires, & que les Juges établis à leur place exerceront leurs Charges selon l'Ancienne Coutume de *quandis se bene gesserint*, laissant à la sagesse d'un Parlement d'établir des moyens sûrs pour faire de bonnes & légitimes Elections.

Et pour ce qui regarde l'atteinte qu'on a donnée aux Droits des Villes, Villages & Communautés, en leur enlevant leurs Chartres sous prétexte de crimes, la procédure aiant été tout à fait arbitraire, illégitime, & contraire aux Loix. Nous déclarons semblablement, que nous ferons tous nos efforts pour les rétablir en la forme & les mêmes Droits qu'elles possédoient avant la dernière usurpation, & que nous tenons pour nuls tous les jugemens donnés contre elles, n'ayant aucun fondement en la Loi, non plus que la rédition de ces Chartres; qui a été faite par un Parti corrompu

ANNO & parjure qui s'est trouvé entre ces Communautés.
1685.

Au contraire nous tenons & déclarons leurs anciennes Chartres bonnes & valables, & en conséquence de cela, nous exhortons & encourageons tous honnêtes Bourgeois & hommes libres, de redemander les Droits & Privilèges qui appartiennent à leur Ville, & Communautés, & nous les avertissons de secouer le joug de ces flâteurs de Cour, & instrumens de tyrannie.

Afin donc de mieux rétablir le Royaume en son premier état de liberté & de félicité nous voulons que l'Acte nommé *Corporation & Militia* soit révoqué & annulé. Que toutes Sentences, & Proscriptions données contre qui que ce soit sous le spécieux prétexte de Conspiration, dont en dernier lieu on a chargé les Protestans, soient révoquées. Pareillement toutes les Proscriptions, Arrêts, Sentences, banniliemens, emprisonnemens, & toute autre sorte de procédures faites contre les Protestans Nonconformistes. Nous voulons aussi ériger de nouvelles Loix pour remettre l'Élection des Sheriffs entre les mains des Bourgeois & les hommes libres de chaque Communauté, d'autres pour commettre la Milice aux Sheriffs & qu'il n'y en ait sur pié que celle qui sera levée & entretenue du consentement & par l'autorité du Parlement.

Et parce que beaucoup de nos Freres tant Gentils-hommes qu'autres se trouvent présentement dans les prisons de ce Royaume, pour avoir été zélés à prendre le parti Protestant; Nous déclarons toutes ces procédures injustes, & illégitimes, & qu'en cas qu'on exerce sur ces prisonniers la moindre violence, nous la vengerons rigoureusement contre ceux de nos ennemis qui tomberont entre nos mains.

Comme le Duc d'York pour empêcher la recherche du meurtre commis en la personne de Darthure Comte d'Essex & pour exécuter son sanguinaire dessein avec les Papistes, pour satisfaire son ambition sans bornes, & pour usurper la Couronne, a empoisonné le Roi, il a marqué par ce crime énorme tant son ingratitude, que sa cruauté envers un Frère, qui s'est ruiné pour le protéger, & le garantir du supplice que ces crimes lui ont mérité.

Nous déclarons que pour cet abominable & dénaté Parricide, & autres crimes mentionnés ci-dessus, & en conséquence de la résolution des Chambres du Parlement qui ont arrêté de venger la mort du Roi, quand elle lui a été arrachée par violence; nous voulons poursuivre à toute outrance Jacques Duc d'York jusqu'à ce que nous l'ayons réduit à subir la punition que les Loix ordonnent pour une si abominable action.

Jacques Duc de Monmouth étant comme il le doit être, extrêmement sensible à ce cruel & barbare crime perpétré en la personne du feu Roi son Père, a formé le dessein & la résolution constante de poursuivre sans remission Jacques Duc d'York comme un ennemi mortel & sanguinaire, & qu'il ne cessera pas de son entreprise qu'il n'en soit venu à bout, tant par lui-même, que par l'aide de ses amis.

Et encore que Jacques Duc de Monmouth maintenant Capitaine General des forces Protestantes de ce Royaume, qui sont assemblées en corps pour exécuter le dessein dont nous venons de faire le détail, ait un Droit légitime à la Couronne d'Angleterre, Ecosse, France & Irlande avec leurs dépendances & Domaines, ce qu'il prétend prouver aux yeux du monde, nonobstant les moyens employés par le feu Roi son Père, par des motifs purement Papistes, & à la sollicitation importune du Duc d'York, pour affaiblir & obscurcir ses Droits: Si est-ce néanmoins que ledit Duc de Monmouth, par générosité, de son propre mouvement, & par l'affection qu'il a pour la Nation Angloise, dont le rétablissement, le bonheur & la prospérité, lui sont infiniment plus à cœur, que tout ce qui le pourroit concerner. Il n'institute point aujourd'hui sur son Droit & sur son Titre, remettant ses intérêts entre les mains d'un Parlement légitimement assemblé qui en ordonnera selon sa sagesse. Cependant il proteste par ce qu'il y a de plus sacré, d'employer tous les dons que Dieu lui a donnés, aidé des forces de ses Amis, pour travailler à la restauration de la Religion Réformée, & de garantir les Peuples de l'esclavage Papistique. Pour cet effet il promet de passer en lui tout ce que nous avons dit ci-dessus, afin qu'il ne soit plus au pouvoir du Prince, de priver de leurs Droits les Sujets, ni de renverser les Loix fondamentales du Gouvernement.

Comme les Nobles & les Peuples d'Ecosse sont en armes pour agir de concert avec nous, sur le même principe, nous approuvons leur zèle, & leur courage, & nous nous donnerons mutuellement du secours, pour avancer & mener à la perfection cet excellent ouvrage dans lequel la Providence nous a engagés. Pour n'être pas trop ennuyés, nous passons maintenant sous silence le récit de toutes les autres infractions faites aux Loix du Royaume, & toutes les dânnables pratiques dont on s'est servi pour y établir le Papisme, & la Tyrannie, remettant à une autre fois à informer les Peuples de toutes Nations, des persécutions, des cruautés & des tyrannies, qui ont été exercées depuis quelques tems sur nous, & nous produisons aussi un fidèle récit des actions criantes de l'Usurpateur à qui nous avons déclaré la Guerre.

Cependant nous protestons devant Dieu & devant tous les Rois, Princes & Etats Protestans, de la justice de notre cause, & de la nécessité qui nous a contraint à prendre les armes: ensuite dequoi nous exhortons & conjurons tous nos Freres Anglois de nous aider contre les ennemis de notre S. Religion, & de notre liberté, espérant qu'ils nous assisteront de leurs prières, de leurs biens & de leurs personnes pour jeter bas du Trône le Tyran & l'Usurpateur Papiste. Et nous ne doutons pas aussi que nous ne soyons secourus par les Rois, les Princes & les Républiques de la Religion Réformée, qui ont du zèle pour l'Évangile de Jésus-Christ, & pour leur intérêt particulier. Mais sur tout nous mettons notre confiance & notre espérance sur l'Éternel des armées, au nom duquel nous allons commencer, lui recommandant notre affaire, & remettant entre ses mains l'événement des démêlés entre nous & nos ennemis pour le jour de la bataille. *Venus donc, & faits vaillans pour notre Peuple & les Villes de notre Dieu: & le Seigneur fasse de nous, selon que bon lui semble.*

LVIII.

- (1) *Traité de Renouvellement d'Alliance entre JA-17. Août. QUES II. Roi de la Grand' Bretagne, & les L'AN- PROVINCES-UNIES des Pays-bas. Fait à GLETER- Windsor, le 17. Août 1685.* [Manuscrit, d'où RE ET l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans les PRO- VINCES- UNIES. *Anhang zu des Europ. Herald's IV. Haubthandlungen pag. 1671. sous date du 11. Augusti; dans le Theatrum Europæum, Tom. XII. pag. 875. sous date 11. Augusti; & dans LONDORP II Acta publica Tom. XII. pag. 227. sous date du 11. Août en Allemand, & pag. 308. en Latin.]*

Quum Celsi ac Prepotentes Domini Ordines Generales Federati Belgii significaverint, se magnopere in votis habere, ut omnes Tractatus, qui inter Serenissimum & Potentissimum Principem Dominum Carolum secundum nuper Magnæ Britannię Regem gloriose memoriz, & ipsos Dominos Ordines Generales diversis temporibus & locis (inferius subtilius memorandi) conclusi fuerint, & etiamnum subsistunt tam ad pacem & bonam intelligentiam inter Coronam Britannicam & Statum Federati Belgii quam ad liberatam, frequentiam & securitatem Commercio, inter Subditos utriusque Status spectantes, continerentur, & de novo confirmarentur, & in eum finem Legatos suos Extraordinarios huc miserint, Jacobum Baronem de Walfzner & de Duyenvoorde, Dominum de Duyenvoorde, Voorschooten, Veur, &c. Arnoldum de Citters nuper Consiliarium in suprema Curia Hollandiæ, Zelandiæ & Westfrisiæ, & dictorum Dominorum Ordinum Generalium apud Serenissimum Regem Magnæ Britannię Legatum ordinarium & Everardum de Weede Dominum de Dyckvelt, Rateles &c. eodemque Commissarios & Deputatos suos in hac parte fecerint plenamque autoritatem & potestatem muniverint.

Serenissimus & Potentissimus Princeps Dominus Jacobus II. Dei Gratia Magnæ Britannię, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor &c. eodem desiderio affectus ad amicitiam antiquam inter predictas duas Na-

(1) Ce Traité est en Flamand dans le *Mercurio Hollandico* de 1685, pag. 191. Mais ce n'est pas l'Original, & ceci a été tiré d'une Copie manuscrite.

ANNO
1685.

ANNO 1685. Nationes continuandam, observandam atque etiam quibusvis Pacis & conditionibus utrinque proficuis augendum Commisarios de parte sua nominavit & constituit pari auctoritate & potestate munitos praedilectos & perquam fideles Confanguineos & Consiliarios suos Laurentium Comitum de Rochester summum Angliae Thesaurarium, Georgium Marchionem de Halifax sanctioris Concilii Regis Praesidem; Robertum Comitum de Sunderlandi, Primarium Status Secretariorum unum & Carolum Comitum de Middleton Primarium Status Secretariorum alterum, dicti autem Commisarii & Deputati tam ex parte Serenissimi Principis Domini Jacobi Magnae Britanniae Regis, quam ex parte Dominorum Ordinum Generalium aliquoties congressi, sermonibusque de praemissis utrimque habitis, juxta auctoritates & potestates sibi ab utraque parte concessas (quarum apographa in fine praesentium inferuntur) conveniunt & concluderunt.

Quod omnes & singuli Tractatus hic recensiti & nominati, videlicet:
I. Tractatus Pacis & Confederationis conclusus 7. Julii die Anni 1667.
II. Tractatus Navigationis & Commericii ibidem eodemque die initus.
III. Tractatus Pacis & Amicitiae apud Westmonasterium 4. die Februarii Anni 1672. conclusus.
IV. Tractatus Maritimus Londini conclusus 1. Decembris 1674. una cum Declaratione qua quidam Articuli dicti Tractatus, ut & Tractatus Marini 7. Februarii & die 1667. initii plenius explicantur, conclusus. Hage Comitatus 12. Decembris a. d. 1675.
V. Articulus ad controversias inter Communitates Anglicanam & Belgicam quae in Indiis Orientalibus commercia faciunt, anevterendas vel amicabiliter componendas conclusus Londini 4. die Martis. Anni 1674.
VI. Foedus defensivum Londini conclusum 3. die Martii, A. 1677.

Omneque & singuli Articuli in iisdem Tractatibus & eorum quibuslibet contenti deinceps in perpetuum continuentur, confirmantur, stabileque manent, eodem sensu ac fine, quo primitus concepti & conclusi fuerunt, eundemque vigorem & vim imposterum habeant & obtineant quomodo antea habere debebant, vel habere putabatur, idque tam amplius modo & forma, prout initio concepti & conclusi fuerunt, ac si in praesentibus singuli Tractatus & Tractatum Articuli de verbo in verbum iterati & inserti essent.

Quod athenemoratus Serenissimus Dominus Rex Magnae Britanniae & praefati Celsi ac Praepotentes Domini Ordines Generales Unitarum Provinciarum omnia & singula Capita in omnibus & singulis Tractatibus priori Articulo recensitis & nominatis convenita & stabilita, sincerè & bona fide observabunt perque suos Subditos & Incolas observari facient, neque illis directè vel indirectè contravenient, aut à Subditis suis vel Incolis contraveniri permittent, quodque omnium & singulorum praedictorum Tractatum confirmationem per Commisarios & Deputatos utriusque Paris jam convenit & conclusam per Literas patentes manibus suis subscriptas magnifico Sigillis utroqueque sigillatim ratihabebunt & confirmabunt in sufficienti, valida & efficaci forma conceptas & exaratas, eisdemque reciproce inter quatuor hebdomadas, post datum praesentium (vel citius, si fieri possit) tradent seu trad faciant bonà fide realiter & cum effectu. Actum in Arce Regia Windesorensi 17. die Augusti Anni Domini 1685.

(L.S.) ROCHESTER.	(L.S.) BARON DE WASSENAR.
(L.S.) HALIFAX.	DUYVENVOORDE.
(L.S.) SUNDERLAND.	(L.S.) ARNAUT VAN CITTÈRE.
(L.S.) MIDDLETON.	(L.S.) DE WEEDE.

LIX.

23. Août. *Traité van Overeenkomst tusschen den Heere FREDERICK WILHELM Markgraaff en Keurvorst van Brandenburg, en de Heeren Staten Generael der VEREENIGDE PROVINTIEN wegens Agerfsallen. Gestelt in den Hage den 23. Augusti 1685. [Mercure Hollandais de l'an 1685. pag. 131.]*

Alsoo tusschen de Hoog Mog. Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden ter eenre; ende den Doorluchtighen Furst ende Heere Fredrick Wilhelm Markgraaff tot Brandenburg, des heyligen Roemlichen Rijck Aerts Camerheer ende Ceurfurst in Pruyßen, tot Maegdenburgh, Gulick Cleve, Berg, Stettin, Pomeran, Hertogh ter andere syde, eenige differenten waeren ontstaen, ende wel particulierlyck ter saecke van pretenstien by hooghgedachte syne Ceurforstelijcke Doorluchtigheyt, gemelte over en uyt de Tractaten tusschen hoogstgemelte haer Hoog Mog. en sijn Ceurforstelijcke Doorluchtigheyt aengegeven inde June 1672. en 1674. ende dat die selve differenten nae eitelijke Jaeren gedurt hebbende tot noch toe door beoogden wederseits gesonden niet hadden konnen werden gesloepert en uyt de wegh geleyt, ende dat echter beyde de Hooghgedachte Partheyen niet foo gelieff tegden dan dat de selve daer over met den anderen tot Richtigheyt soude mogen komen, dat syne Ceurforstelijcke Doorluchtigheyt ten dien sine speciaelick herrewaerts hadden afgesonden synen Werckels geheymen Staets-Raet ende Extraordinaris Envoyé den Heer Paul van Fuchs met genoeghsame Volmaght, ende dat haer Hoogh Mog. Heer

LIX.

Traité d'Accommodement entre FREDERICK 23. Août. GUILLAUME Electeur de Brandebourg, & LES PROLES Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-bas, touchant des res-UNIES tants de Subsidies dus à S. A. E. en vertu des ET Traitez des Années 1672. & 1674. comme aussi BRANDENBOURG. à l'égard des Dommages soufferts par son Pais de Cleves pendant la dernière Guerre contre la France & contre la Suede, & autres Chefs de Pretention, sur quoi on s'accorde à la Somme de 440. mille Rixdaelders, payables par Termes. Fait à la Haye le 23. Août 1685.

Comme, entre leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies d'une part, & le Serenissime Prince & Seigneur, le Seigneur Frederic Guillaume, Margrave de Brandebourg, Archichambellan & Electeur du St. Empire Romain, Duc de Magdebourg, Cleves, Stettin, Pomeranie, d'autre part, il étoit survenu quelques differents, & particulièrement au sujet des Pretentions de Sadite Serenité Electorale, en consequence des Traitez faits entre leurs Hautes Puissances & Sadite Serenité Electorale les années 1672. & 1674. & qu'après que lesdits differents ont duré quelques années, ils n'avoient pu, jusques à present, être terminés par les Deputations qui se sont faites de part & d'autre. Et que cependant lesdites deux Parties ne verroient rien de si agreable que d'en venir de part & d'autre à un Accommodement raisonnable; Que Sadite Serenité Electorale avoit envoyé de déjà pour cet effet le Sieur Paul de Fuchs son Conseiller d'Etat & Privé & Envoyé Extraordinaire avec Plein-pouvoir suffisant. Et que leurs Hautes Puissances

ANNO 1685. Heer geerne aen haer sijde wilden toe brengen alles wat soude mogen dienen om de voorz. differenten uyt de wegh te ruymen, en daer om hadde gecommittéert de Heeren François Verboldt, Burgemeester der Stadt Nimmegen, Daniel van Wyngaerden, Roubroeck, Benthuysen Heere van Werckendam, Soetermeer, Moermout, in Renssele Suylant en Noortwelle. Gedeputeerde wegens de Ridderfchap ter Vergaderinge van de Heeren Staten van Holland ende West-Vriesland, Hooch Bailieu en Dyckgraaff vande Stadt ende Landen van Woerden, Heemraet van Delftilant, Curateur van de Univerfiteit tot Leyden, Caspar Fagel Raet-Pensionaris Bewaarder van het groot Zegel, Stadhouder vande Leenen van Holland, ende West-Vriesland en Hooghheemraet van Rynlant, Willem de Nassau, Heere van Oudick, Corteghe, oerlte ende representerende den Adel ende Staten, ende Raet van het Graefschap van Zeeland, Jan Borre van Amerongen out Burgemeester der Stadt Utrecht, Daniel de Block van Scheltinga, Grietman Overfchotelen, Gerrit Sloot Heer tot Lingraven en Camereveit, en Schako Gockinga respectie. Gedeputeerde ter Vergaderinge van de Hoog. Moog. Heeren Staten Generael wegens de Provincien van Gelderland, Holland ende West-Vriesland, Zeeland, Utrecht, Vriesland, Overfriesland ende Stadt-Groeninge en Ommealanden, ende aende selve gegeven Pleinpoavoir en Volmaght om met den gemelten Heer van Fuchs daer over te tracteren, handelen, ende convenieren, soo is dat de gemelte Heeren haer Hoog. Moog. Gedeputeerde in de naeme ende van wegen de selve Hoog. Mogende ter centre, ende den gemelten Heer Extraordinaris Envoyé in de Naeme en van wegen sijn Ceuvorstelijcke Doorluchtigheyt ter andere zijde naer wederfijts geproceudeerde en uytgewisselde Volmachten, verdragen, geconvenieert ende geaccordeert sijn, gelyck de selve verdragen, convenieren en accordeten.

In den eersten, alsoo sijn Ceuvorstelijcke Doorluchtigheyt voorschreeven ende noch tot den aenvangh van de jegenwoordige onderhandelinge toe hadden gestuut dat haer Hoog. Mogende schuldig ende gehouden waren aen de selve de Subsidien belooft by het Tractaat van de Jaere 1674. te betalen tot een Maent nae dat hooghgedachte sijn Ceuvorstelijcke Doorluchtigheyt de Vreede met sijn Konincklycke Majesteyt van Franckryck hadden gemaect, ende dat haer Hoog. Mogende verclaren daerinnen niet gehouden te sijn, ende dat de selve de Voldoeninge van dien om onwederfegelycke redenen genootfackte waeren geweest, in het liefte van den Jaere 1676. ende het begin van den Jaere 1677. soo wel aende Heeren Ministers van sijn Ceuvorstelijcke Doorluchtigheyt als van andere Hooghgedachte Geallieerden op te seggen, voor (soo veel de obgetemte Subsidien ende Voldoeninge van dien verder soude gaen dan met ende tot den Jaere 1676. incluyt, ende dat het haer Hoogh. Mogende het hielden voor haer te sijn vande ytterste nootfackelijckheyt, dat sijn Ceuvorstelijcke Doorluchtigheyt sijn over de voorz. opfegginge der voorz. Subsidien favorabelijcken verclaren voor ende al eer met de selve te treden tot het afhandelen van de andere pretenfien by de selve sijn Ceuvorstelijcke Doorluchtigheyt daer buyten off boven gevordert, ende daerom hooghgemelte sijn Ceuvorstelijcke Doorluchtigheyt van de voorz. redene wederom hadden doen informeren, soo ist dat sijn Ceuvorstelijcke Doorluchtigheyt de voorz. redenen naer geexamineert, overwogen en in die achttinge genomen hebbende de voorz. opfegginge der voorz. Subsidien wel expresselijck heeft gegreeter en voor nootfackelijck gekent soo als sijn Ceuvorst. Doorl. die ageert ende voor hem verkrygende nae off in het toekomende deswegen geene Actie, pretentie off vordering te sullen doen, maken off laten geschieden directelijck off indirectelijck in eniger manieren, onder wat Naem, Titul of Pretext het ook souden mogen wesen.

Ende wat belangt de andere pretenfien tot laste van haer Hoog. Mogende gemaect, specijfiek over de schade die sijn Ceuvorst. Doorl. in haer Clevefche en andere Westfale Landen sijn overgekomen soo geduyrende den jongsten Oorlogh met sijn Konincklycke Majesteyt van Franckryck als oock naer dat haer

Hoog

tes voubloient bien de leur côté y apporter de leur tout ce qui pourroit servir à assoupir lesdits differens, & pour cet effect avoient commis & député le Sieur François Verboldt, Bourguemairre de la Ville de Nimmègue, Daniel de Wyngaerden, Roubræck, Benthuysen Seigneur de Werckendam, Soetmeer, Moermout, de Renssele, Suylant, & Noortwelle, Deputez, de la part des Nobles en l'Assemblée des Seigneurs Etats de Hollande & de Westfrise, Grand Bailli & Dijk-grave des Villes & Pais de Woerden, Heemraet de Delftilant, Curateur de l'Université de Leyden, Caspar Fagel Confeiller Pensionnaire, Garde du grand Sceau, Stadhouder des Fiefs de Hollande & Westfrise, & grand Heemraet de Rynlant, Guillaume de Nassau Seigneur d'Oudick, Corteghe, Premier Noble & representant la Noblesse du Comté de Zeelande, Jean Borre d'Amerong ancien Bourguemairre de la Ville d'Utrecht, Daniel de Block de Scheltinga de Schotel, Gerrit Sloot Seigneur de Lingraven & Camerevelt & Schako Gockinga Deputez respectifs en l'Assemblée de leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux de la part des Provinces de Gueldres, Hollande, & West-Frise, Zeelande, Utrecht, Frise, Overfriesland & la Ville de Groningue & les Ommealandes, & donné à iceux Pleinpoavoir, pour traiter la-dessus avec le susdit Sieur Fuchs, negocier & convenir. C'est pourquoi les susdits Sieurs Deputez de leurs Hautes Puissances d'une part, & le susdit Sieur Envoyé Extraordinaire, au nom & de la part de Sa dite Serenité Electorale d'autre part, apres l'echange reciproque des Pleinpoavours, ont traité, convenu & accordé, comme ils traitent, conviennent & accordent.

Premierement. Comme Sa Serenité Electorale a soutenu ci-devant, & même jusques au commencement de la presente Negociation que leurs Hautes Puissances estoient obliges & tenues de lui payer les Subsidies promis par le Traité de l'an 1674. jusques à un mois après que Sa dite Serenité Electorale avoit fait la Paix avec Sa Majesté Tres-Christienne le Roi de France, & que leurs Hautes Puissances n'entendoient pas d'y être obliges, & qu'ils avoient été obliges pour les raisons repetées de declarer sur la fin de l'année 1676. & au commencement de l'année 1677. tant aux Ministres de Sa Serenité Electorale qu'à ceux des autres Allies qu'ils ne prenoient plus payer lesdits Subsidies que jusques à l'année 1676. inclusivement; Et que leurs Hautes Puissances pensoient qu'il étoit pour eux d'une nécessité absolue que Sa Serenité Electorale se declarât favorablement sur ce renoncement touchant lesdits Subsidies, avant que d'entrer en Negociation, pour accommoder les autres Pretentions que Sa dite Serenité Electorale demandoit outre celle-là, & qu'ils avoient fait informer Sa dite Serenité Electorale desdites raisons, c'est pourquoi Sa dite Serenité Electorale ayant encore plus mûrement examiné, pesé & considéré les susdites raisons, elle a expressement agréé & reconnu pour nécessaire ledit renoncement touchant lesdits Subsidies, comme de fait Sa dite Serenité Electorale l'approuve & la reconnoît pour nécessaire par ces presentes; promettant pour soy, ses Heritiers, Successeurs & ayant cause, de ne point à l'avenir intenter d'action, pretention ou demande à cet égard, ni de n'en point faire intenter directement ou indirectement en quelque maniere, ou sous quelque nom, titre ou pretexte que ce puisse être.

Et pör ce qui regarde les autres Pretentions, qui sont à la charge de L. H. P. specialement à l'égard du Dommage que Sa Serenité Electorale a souffert dans son Pais de Cleves & autres Pais de Westphalie, tant durant la dernière Guerre avec Sa Majesté le Roi de France, que depuis que leurs Hautes

Puis-

ANNO 1685.

ANNO 1685. Hoogh-Mogende dien voorz. Oorlogh door een Tractat van Vreeden hadden geterminéert, ende gecyndicht, mitgaders over de reparatien ende dedommagemen van veele andere ongemacken, schaden ende ongelegenheden toegebracht ende veroorzaect door de ruptur en Oorlogh by sijne Conincklijke Majesteit van Sweden tegens sijn Ceurvorstl. Doorl. aengengangen, als mede over pretenfien gemaect ter saecke van het niet-betalen van Voerage-gelt aen de Troupen van sijn Ceurvorstl. Doorl. ontrent Maefckj en elders gecompleeyt, en noch 4000. Rijxdaelders en 58078. guldens, die sijn Ceurvorstl. Doorl. uyt het Tractat van de jaere 1672. noch was vorderende, geelyck mede voor Recruty-gelden vande Milicie die sijn Ceurvorstl. Doorl. uyt kraghe van het voorz. Tractat van den jaere 1674. op de been heeft moeten houden. En laetstl. over het Schip het Wapen van Brandemb. door de geedroeyerde West-Indische Compagnie deser Landen, op de Custen van Africa aengehaelt, en geconfequiert, hebben haer Hoogh-Mogende tot extinctie, ende te niet-doeninge der voorz. mitgaders van alle andere rechtmatige Actien ofte Pretentien, die sijn Ceurvorstl. Doorl. fouden mogen hebben sustineren, of maecten ten laeste van haer Hoogh-Mogende, van wat nature of conditie die oock fouden welen, bedacht en onbedacht, geene ter werelt uytselondert, (sonder dat die Particuliere expresse der voorz. Pretensien deroeyere, of eenghlyns vermindere door de voorz. generale Mortificatie en Extinctie, of dat de generale Mortificatie en Extinctie verseye een voorgaende naer expresse van de voorz. speciale pretenfien) beloofd ende haer verbonden te betalen mits desen de somme van 440000. Rijxdaelders, te weten, 150000. Rijxdaelders contant, binnen den tijt van een maent naer de Ratificatie deses, alhier in den Hage of binnen de Stadt Amsterdam, in hart groff Silver-gelt ende Specien van Silveren Ducatons, Rijxdaelders of ander groff Silver-gelt van dry of twee Gulden, sonder onder 't voorz. groff Silver-gelt te mogen rekenen flucken van 28. stuvers ende daer benaden, aen sijn Ceurvorstelycke Doorluchticheyt, of die geene die deselve daer toe volmachtigen sal, ende de refterende 290000. Rijxdaelders met gelyck groff Silver-gelt in thien achter-een volgende jaeren of Termynen, het eerste jaer of Termijn, te rekenen een jaer naer den dagh dat de voorz. somme van 150000. Rijxdaelders contant heeft moeten werden betaelt, en soo van jaer tot jaer successieve, invoeegen dat den eersten Termijn contant sullende moeten werden betaelt op ofte ontrent den 23. October deses jaers 1685, den eersten volgende voorz. 10. jaerige Termijn ten somme van 29000. Rijxdaelders sal moeten werden voldoen een jaer daer nae, te weten op, ofte ontrent den 23. October deses jaers 1686, en soo van jaer tot jaer respectivelyck tot de finale en eyndelycke voldoeninge toe.

Ende heeft sijne Ceurvorstelycke Doorluchticheyt daer mede voor sich, desselfs Erfgename, Erven ende Nakomelingen, of Actie van hem verkrygende, nu altoos en ten eeuwigen dagen gerenuntieert, soo als deselve renuntieert mits desen van alle de voorz. hier vooren genoemde, mitgaders oock van alle andere Rechten, Actien en Pretentien, die sijn Ceurvorstelycke Doorluchticheyt in eniger maniere, hoe, en uyt wat hoorle, titul of pretext het oock soude mogen sijn, tot nu toe, ten laeste van haer Ho. Mog. soude mogen hebben, eylichen, vorderen of preterenderen, niets ter werelt uytselondert, van wat nature of conditie die oock soude mogen welen, sonder dat de voorz. particuliere expresse deroeyere of vermindere aende voorz. generale Renuntatie, of dat de voorz. generale Renuntatie verseye een meer particuliere expresse, en dat mits desen ter saecke van dien alle soo wel in 't generael als in het particulier, ende in het particulier als in het generael by sijn Ceurvorstelycke Doorluchticheyt, desselfs Successeuren, Erven ende Nakomelingen ten laeste van haer Ho. Mog. geene Actie ofte Pretentie sal werden gemaect, gevordert of gepretendeert, onder wat Naem, Titul of Pretext het selve oock soude mogen welen, niets ter werelt uytselondert, directelyck of indirectelyck, in eniger manieren.

En alsoo hier mede tusschen haer Hoogh-Mogende en sijn Ceurvorstl. Doorl. een volkomen richtich en effenheit van alle differenten is goet gevonden en gemaect,

Puissances ont terminé la susdite Guerre par un Traité de Paix ensemble, à l'égard des Reparations & Dedommagements de plusieurs autres incommoditez & Dommages causés & produits par la Rupture & Guerre de Sa Majesté le Roi de Suede contre Sa Serenité Electoralle, comme aussi pour les Pretentions au sujet du deffaut de payement de l'argent du Fourage aux Troupes de Sa Serenité Electoralle employées es environs de Masick & ailleurs, & encore 4000. Risdales & 58078. livres que Sa Serenité Electoralle demandoit en vertu du Traité de l'année 1672. comme aussi pour l'argent des recrues des Troupes qu'il a fallu que Sa Serenité Electoralle ait tenu sur pied en vertu du Traité susdit de l'an 1674. Et enfin à l'égard du Paixtean les Armes de Brandebourg pris & conquis par la Compagnie Occidentale de cet Pais, sur les côtes d'Afrique, leurs Hautes Puissances, pour l'extinction & amortissement des susdites Actions, ensemble de toutes autres justes Pretentions que Sa Serenité Electoralle pourroit soutenir contre L. H. P. de quelque nature ou condition qu'elles puissent être, imaginées ou non imaginées, nulles du Monde exceptées (sans que cette particuliere expresse, déroge, ou en quelque maniere diminue le susdit general amortissement & extinction, ou que l'amortissement & extinction demande une préalable expresse des susdites Pretentions speciales) promettent & s'obligent par ces presentes, de payer à S. S. E. ou à celui qui sera autorisé par elle, la Somme de quatre cens quarante mille Risdales à sçavoir 150000. Risdales contant, dans le tems d'un mois après la Ratification des presentes, & ce ici à la Haye ou dans la Ville d'Amsterdam, en gros argens & especes de Ducatons, Risdales, Pieces de trois francs, ou de deux, sans compter parmi le susdit gros argens les pieces de vingthuit sous, & au dessous, & les 290000. Risdales restans en pareilles grosses pieces d'Argent en dix années ou termes consecutifs; à compter la premiere année ou terme un an après le jour que la susdite somme de 150000. Risdales contant, doit être payée, & ainsi successivement d'année en année; en sorte que le premier terme devra être payé comptant environ le 23. Octobre de cette année 1685; le premier terme des susdites dix années de la somme de 29000. Risdales devra être payé un an après, à sçavoir environ le 23. Octobre de l'an 1686, & ainsi d'année en année respectivement, jusques à la premiere & finale satisfaction.

Et à sa Serenité Electoralle par le moyen de ce, pour elle, ses Heritiers, Successeurs ou ayant cause, dès à présent & pour toujours, renoncé, comme elle renonce par ces presentes, à toutes les Pretentions & Actions mentionnées ci-dessus, ensemble à toutes autres qu'en quelque maniere & de quelque chef, titre ou pretexte que ce puisse être, sa Serenité Electoralle pourroit avoir, demander, exiger ou pretendre contre leurs Hautes Puissances, nulles exceptées, de quelque nature ou condition qu'elles puissent être; sans que la susdite expresse particuliere déroge ou diminue rien de la susdite generale Renonciation ni demande une plus particuliere expresse. Et qu'en vertu des presentes, à l'occasion de ce que dessus, tant en general qu'en particulier, & tant en particulier qu'en general sa Serenité Electoralle ni ses Heritiers & Successeurs ne pourront intenter aucune Action ou Pretention contre leurs Hautes Puissances sous quelque titre ou pretexte que ce puisse être, rien du monde excepté, directement ou indirectement, en quelque maniere que ce soit.

Et comme par ces presentes, il a été fait une Accommodement entier de tous les differens d'entre L. H. P. & sa Serenité Electoralle & qu'ainsi toutes

ANNON 1685. maeck, en dat daer meede alle Questien en Geschieden

sijn gedoot, gemortificiert ende geestingeert; soo is tuschen hooghgedachte haer Ho. Mog. en sijn Ceurvorst. Doorl. wyders verdragen ende overen gekomen, gelyck verdragen ende overen gekomen wert mits desen, dat het Traetaet tuschen haer Hoogh-Mogende en sijn Ceurvorstelycke Doorluchtigheyt in den jaere 1678. wederlycxs gemaect in sijne Poincten en Articulen, niet alleen sal werden vernieuert ende geconfirmiert, soo als het vernieuert ende confirmiert wert mits desen, maer dat het voorz. Traetaet van de voorz. jaere 1678. voor den tijt van noch 12. jaeren begiunende van de Expiratie van de eersten Termijn van 't voorschreve Traetaet, ende sulcx ande 8. Martij 1688. tot den 8. Maert 1700. sal werden gecontinueert ende geprolongeert, gelyck het gecontinueert ende geprolongeert wert mits desen, ende dat mits dien het voorz. Traetaet sal werden gehouden soo wel voor de noch loopende jaeren als den voorz. geprolongeerden Termijn, van deselve kragt, waarde en efficacie als oft het selve Traetaet hierinne van woort tot woort geintereert was, sullende de Hooge Geslieden een jaer eer den voorz. geprolongeerden tyt komt te expireren, haer Gevolmachtichden by den anderen doen komen, om als dan over de verdere Prolongatie en Extensie van dien te handelen.

Ende naedemaal het niet doendelijck is, alle Gevallen in een Traetaet te begrypen, dat hooghgedachte Parthyen in kracite van 't selve Traetaet gehouden ende geobligiert sijnde een des anderen beste te procureren ende bevorderen, ende dat deselve beyde daar by hooglyck sijn geintereert, dat de tegenwoordige ruste in de Christenheyt magh werden geconserveert, in alle trouwen van Oorloge en Onruste voorgekomen, soo is meede goetgevonden ende geconveniert, gelyck geconveniert wert mits desen, dat ingevalle, 't geene Godt genadelyck verhoede, wederom nieuwe trouwen of onlusten soudon mogen komen te ontsien ofte geveelt werden, de beyde hooghligemelte Parthyen daar over tydelick en in vertrouwen d'een met den anderen sullen communicieren, ook aen den anderen daer over besendingen doen, om te overleggen wat tot voorkominge van dien, en tot elkanders gemeene beste, welstant ende conservatie soude konnen of behooren gedaen te werden.

Ende ten eynde ter occasie van de Scheepvaert op de Kusten van Africa ende Guinea tuschen haer Hoogh-Moogh. en sijn Ceurvorstl. Doorl. geene questien of differentien meer soude mogen ontsien, soo is meede met den anderen geconveniert, gelyck geconveniert wert mits desen, dat hooghgedachte sijne Ceurvorstelycke Doorluchtigheyt ten spoedigsten des selvs Minster alhier in den Hage sal instrueren en volmagthighen, om met eenige Heeren Gedeputeerden en Gevolmagthichte van haer Hoogh-Mooghende te arresteren ende te beraemen een Reglement, waar door beyde de selve Compagnie by haere Rechten en Possessien mogen werden mainteneert, en alle differentien en oneenigheden voor het toekomende gepeveniert.

De tegenwoordige Conventie sal by hoogh-gedachte Parthyen respectivelyck werden geratificeert, ende de Ratificaten van dien alhier in den Hage uytgewisselt binnen den tyt van een maent naer dato desen. Aldus gedaen, overeengekomen, en geacordeert, en in oirkinde geteckent in 's Gravenhage den 23. Aug. 1685.

(L.S.) FRANÇOIS VERBOLT. (L.S.) PAUL VAN
(L.S.) D. VAN WEINGAERDEN. FUCHS.
(L.S.) GASPAS FAGEL.
(L.S.) WILLEM VAN NASSAU.
(L.S.) J. B. VAN AMERONGEN.
(L.S.) D. B. VAN SCHELTINGA.
(L.S.) G. SLOOT.
(L.S.) S. GOCKINGA.

leurs questions, & débats se trouvent abouris & éteints; Il a été en outre convenu & accordé entre leursdites Hautes Puissances & ladite Serenité Electorale, comme il est convenu & accordé par ces présentes, que le Traité d'entre leurs Hautes Puissances & la Serenité Electorale fait en l'année 1678. ne sera pas seulement renouvelé & confirmé de part & d'autre en tous ses Points & Articles, comme il est renouvelé & confirmé par ces présentes; mais que le susdit Traité de la susdite année 1678. sera continué & prolongé, comme il est continué & prolongé par ces présentes, pour le tems de douze autres années, à commencer de l'expiration du premier terme du susdit Traité, & ainsi du 8. Mars 1688. jusques au 8. Mars 1700. Et qu'en vertu de ce que dessus le susdit Traité tant pour les années courantes, que pour ledit tems de prolongation, sera tenu & réputé de la même force & vertu, que s'il étoit inséré ici de mot à mot. Et lesdits Hautes Alliez feront un an avant l'expiration dudit tems prolongé, assembler leurs Plenipotentiaires pour traiter encore & convenir ensemble d'une autre prolongation & continuation.

Et comme il n'est pas possible de comprendre tous les cas & accidens dans un Traité, & que les susdites Parties, en vertu de ce Traité étant tenues & obligées, de procurer & avancer le Bien l'un de l'autre, & qu'elles ont toutes les deux grand intérêt que le présent repos soit conservé dans la Chrétienté, & que l'on prévienne tous les troubles de la Guerre; Il a été jugé à propos & convenu, comme il est convenu par ces présentes, qu'au cas que, (ce qu'à Dieu ne plaise par sa grace) il arrivât quelques nouveaux troubles, ou que l'on en craignit quelques uns, les susdites Parties en communiqueront ensemble à tems & en confiance, & s'envoyeront des Deputez pour cet effet, afin de délibérer ce qu'il seroit expédient de faire pour les prévenir, & pour se procurer & conserver l'avantage l'un de l'autre.

Et afin qu'à l'occasion de la Navigation sur les Côtes d'Afrique & de Guinée il n'arrive plus aucune question ni différent entre leurs Hautes Puissances & la Serenité Electorale, il a été aussi convenu, comme il est convenu par ces présentes, que ladite Ser. Elect. donnera au plûs tôt les Instrumens nécessaires à son Ministre qui est ici à la Haye, & Plenipotentiaires de leurs Hautes Puissances un Reglement par le moyen duquel les deux Compagnies soient maintenues dans leur Drois & Possession, & tous différends & division prévenues pour l'avenir.

La presente Convention sera ratifiée par lesdites hautes Parties, & les Ratifications d'icelle échangées dans le tems d'un mois du jour de la date de ces présentes; Ainsi fait, convenu & accordé; En témoin de quoy signé à la Haye le 23. Août 1685.

(L.S.) FRANÇOIS VERBOLT. (L.S.) PAUL VAN
(L.S.) D. DE WYNGAERDEN. FUCHS.
(L.S.) GASPAS FAGEL.
(L.S.) GUILLAUME DE NASSAU.
(L.S.) J. B. D'AMERONGEN.
(L.S.) D. B. DE SCHELTINGA.
(L.S.) G. SLOOT.
(L.S.) S. GOCKINGA.

LX.

20. AOÛT. FRANCE ET TUNIS. Traité de cent ans. Fait pour le renouvellement des Capitulations & Articles de Paix, & confirmation

d'icelle, accordé & arrêté par Nous Maréchal d'Estrees, & Commandant l'Armée Navale en Levant de Tres-Excellent, Tres-Puissant & Tres-Invincible Prince LOUIS XIV. par la grace

ANNO
1685.

grace de Dieu Empereur de France & Roi de Navarre, au nom de l'Empereur son Maître, aux Très-Illustres Bacha, Dey, Divan, autres Puissances & Milice de la Ville & Royaume de TUNIS, le trentième Août 1685. [FREDER. LEONARD, Tom. V.]

I. **Q**ue les Capitulations faites & accordées entre l'Empereur de France, & le Grand Seigneur, ou leurs Predecesseurs; ou celles qui seront accordées de nouveau par l'Ambassadeur de France, envoyé exprès à la Porte pour la Paix & repos de leurs Etats, seront exactement & sincèrement gardées & observées, sans que de part & d'autre il y soit contrevenu directement ou indirectement.

II. Que toutes les prises induciment faites sur les Sujets de l'Empereur de France, ou les Sommes exigées sur eux en argent, ont été réglées & liquidées à soixante mille écus Monnoye de France, dont la restitution, savoir de cinquante deux mille écus, se fera en même tems de la signature du Traité par le Dey & Divan du Royaume de Tunis, en argent & promesses de Marchands François en bonnes formes, & payables dans les termes dont on conviendra avec eux; & comme ledit Dey & Divan représentent que ledit Royaume de Tunis est partagé par les Guerres Civiles, & qu'il ne seroit pas juste que les huit mille écus exigés par Mehemet Bey sur les Sujets de l'Empereur de France, fussent payés par eux, étant leur Ennemi & en Guerre ouverte, on est demeuré d'accord que lesdits huit mille écus, intérêts, dommages & frais en conséquence, seront demandés audit Mehemet Bey & Aly Bey son frere, & que la restitution en sera faite par les Villes qui tiennent leur party.

III. Et parce que le Dey & Divan, suivant l'alternative de restituer en argent ou promesses, ont choisi celle d'emprunter cinquante-deux mille écus du Sieur Gautier & Affociez, par le Sieur Revolot son Procureur, & lui ont cédé la jouissance & propriété du Cap Negre pour assurance de cette avance, pour le tems & aux conditions portées par un Traité fait de notre consentement & participation, entre ledits Dey, Divan, Gautier & Affociez, ledit Traité aura même force & vertu que celui-ci, en tous les points & Articles, comme s'ils estoient inferez ici mot à mot.

IV. Et pour empêcher à l'avenir les contraventions à la Paix, & toutes courses & pirateries, ledits Dey & Divan feront punir exemplairement le nommé Parafoly, pour avoir pris avec beaucoup de violence & d'injustice deux Vaisseaux de Dunkerque, nommez l'un la Ville de Blois, & l'autre le Pic des Canaries, le vingt-septième Septembre 1682. commandant alors le Dragon d'Or.

V. Les Vaisseaux armez en Guerre à Tunis, & dans les autres Ports du Royaume, rencontrant en Mer les Vaisseaux & Bâtimens navigans sous le Pavillon de France, & les Passeports de l'Admiral de France, conformes à la Copie qui sera transcrite en fin de ce Memoire, les laisseront en toute liberté continuer leur voyage sans les arrester ni donner aucun empêchement, ains leur donneront tous les secours & assistances dont ils pourront avoir besoin, observant d'envoyer seulement deux personnes sans armes dans les Chaloupes, outre le nombre des Matelots nécessaires pour la conduire, & de donner ordre qu'il n'entre aucun autre que lesdits deux personnes dans ledits Vaisseaux, sans la permission expresse du Commandant. Et reciproquement les Vaisseaux François en useront de même à l'égard des Vaisseaux appartenans aux Armateurs particuliers de ladite Ville & Royaume de Tunis, qui seront Porteurs des Certificats du Consul François établi en ladite Ville, desquels Certificats la Copie sera pareillement jointe à la fin dudit Memoire.

VI. Les Vaisseaux de Guerre & Marchands tant de France que de Tunis, seront receus reciproquement dans les Ports & Rades des deux Royaumes, & il leur sera donné toute sorte de secours pour les Navires & pour les Equipages en cas de besoin; Comme aussi il leur sera fourni des Vivres, Agrez, &c. generalement toutes autres choses nécessaires, en les payant aux prix ordinaires & accoutumés, dans les lieux où ils auront

relâché, sans qu'ils soient obligés de payer pour raison de ce aucun Droit ni Ancrage.

VII. S'il arrivoit que quelque Vaisseau Marchand François étau à la Rade de Tunis, ou en quelq'un des autres Ports du Royaume, fût attaqué par les Vaisseaux de Guerre Ennemis d'Alger, Tripoly, Salé, ou autres, sous le Canon des Forteresses, ils seront défendus & protégés par lesdits Châteaux, & le Commandant obligera ledits Vaisseaux Ennemis de donner un tems suffisant pour sortir, qui sera du moins de deux jours, & s'éloigner desdits Ports & Rades, pendant lequel seront retenus ledits Vaisseaux Ennemis ou autres Bâtimens de Guerre, sans qu'il leur soit permis de les poursuivre. Et la même chose s'exécutera de la part de l'Empereur de France, à condition toutefois que les Vaisseaux, & autres bâtimens armés en Guerre, à Tunis & dans les autres Ports dudit Royaume pourront faire des Prises dans l'étendue de dix lieues des Costes de France.

VIII. Tous les François pris par les Ennemis de l'Empereur de France, qui seront conduits à Tunis, & autres Ports dudit Royaume, seront mis aussitôt en liberté, sans pouvoir être retenus Esclaves, même en cas que les Vaisseaux de Tripoly, Alger, & autres qui pourroient être en Guerre avec l'Empereur de France, misent à terre des Esclaves François en quelque endroit que ce puisse être de leur Royaume, ils seront mis en liberté.

IX. Tous les Esclaves François de quelque qualité & condition qu'ils soient, même ceux pris sur des Pavillons Etrangers & Ennemis de Tunis qui sont à présent dans l'étendue dudit Royaume, seront mis à une pleine & entiere liberté sans aucune rançon, & seront incessamment renvoyés à bord des Vaisseaux, & aussi tous Etrangers qui ont été pris sous Pavillon de France, & en cas qu'ils soient hors du Royaume, on les fera incessamment revenir pour les remettre entre les mains du Consul, & pour cet effet il sera permis au Sieur Robert, Commissaire à la suite de l'Armée, que nous avons nommé, de se transporter avec un Officier commis par le Gouvernement de ladite Ville, dans tous les Begues, & autres lieux où seront retenus ledits François, pour prendre une Liste exacte de leurs noms, sur laquelle ils seront mis en liberté.

X. Et moiennant la restitution actuelle generalement de tout le contenu aux susdits Articles & desdits Esclaves François, les vingt-cinq de Tunis, contenus dans la Liste ci-jointe, qui ont été pris sous leur Pavillon, seront pareillement mis en liberté.

XI. Les Etrangers passagers trouver, sur les Vaisseaux François, ni pareillement les François pris sur les Vaisseaux étrangers, ne pourront estre faits Esclaves sous quelque pretexte que ce puisse estre, quand même le Vaisseau sur lequel ils auroient été pris, se seroit deffendu, ni moins leurs effets & marchandises retenus.

XII. Si quelque Vaisseau & autres Bâtimens François se perdoit sur les Côtes de la dependance du Royaume de Tunis, soit qu'il fut poursuivi par les Vaisseaux Ennemis ou forcé par le mauvais tems, il sera secouru de tout ce dont il aura besoin pour être remis en Mer, & pour recouvrer les marchandises de son chargement, en payant le travail des journées de ceux qui auront été employez, sans qu'il puisse être exigé aucun Droit ni Tribut pour les marchandises qui seront mises à Terre, à moins qu'elles ne soient vendues dans les Ports du Royaume.

XIII. Les Vaisseaux Marchands François, Polaires, Barques & Tartannes portant Pavillon de France, arrivant aux Rades de Tunis & aux autres endroits du Royaume, pour charger & décharger des Marchandises, ne payeront au plus que vingt cinq Pistres de chaque Bâtiment, de Droit d'ancre, d'entrée & sortie, & cinq Pistres pour les Chiaux & Jannisaires, pourveu qu'ils servent actuellement, & pour toutes choses generalement, quelconque de cette nature.

XIV. Il sera deffendu aux Officiers des Ports & des Châteaux dependans du Royaume de Tunis, d'exiger aucune chose des Officiers des Vaisseaux Marchands François, & même lorsque des Bâtimens toucheroient à la Goulette, ou autres Ports dudit Royaume pour y prendre des rafraichissemens, ils ne payeront aucun Droit d'ancre.

XV. Tous les Marchands François qui aborderont

ANNO 1685. aux Côtes ou Ports dudit Royaume de Tunis, pourront mettre à Terre leurs Marchandises, vendre & acheter librement toutes choses, sans payer que trois pour cent tant d'entrée audit Royaume que de sortie, même pour le Vin & Eaux de Vie, qui seront sur ce même pied que les autres Marchandises, qui est le même Droit que la Nation Française paye à Constantinople, Smirne, Candie, & autres lieux de la dépendance du Grand Seigneur; & ne pouvant ledits Marchands Français, Capitaines & Patrons, portant le Pavillon de France, vendre & débiter leurs Marchandises audit Royaume de Tunis, ils ne pourront charger sur quel Bâtiment ils jugeront à propos pour les transporter hors du Royaume, sans qu'ils puissent être obligés d'en payer les Droits d'icelles. Il en sera usé de la même manière dans les Ports de la Domination de l'Empereur de France: & en cas que ledits Marchands ne misent leurs Marchandises à terre que par entrepos, ils pourront être remboursés sans payer aucuns Droits, & ne pourront être obligés de mettre ni leurs voiles ni leur gouvernail à terre.

XVI. Il ne sera donné aucun secours ni protection contre les Français aux Vaisseaux de Barbarie qui seront en Guerre avec eux, ni à ceux qui auront armé sous leur Commision: & seront ledits Bacha, Dey & Divan, défendus à tous leurs Sujets d'armer sous Commision d'aucun Prince ou Etat Ennemi de la Couronne de France: Comme aussi empêcheront que ceux contre lesquels ledit Empereur de France est ou sera en Guerre, puissent armer dans leurs Ports pour courir sur ses Sujets.

XVII. Les Français ne pourront être contraints par quelque cause & sous quelque prétexte que ce puisse être, à charger sur leurs Vaisseaux aucune chose contre leur volonté, ni faire aucun voyage aux lieux où ils n'auront pas dessein d'aller.

XVIII. Pourra ledit Empereur de France continuer l'établissement d'un Consul à Tunis, pour assister les Marchands Français dans tous les besoins: & pourra ledit Consul exercer en liberté dans sa Maison la Religion Chrétienne, tant pour lui que pour tous les Chrétiens qui y voudront assister. Comme aussi pourront les Turcs de ladite Ville & Royaume de Tunis qui viendront en France, faire dans leurs Maisons l'exercice de leur Religion, & aura ledit Consul la préminence sur les autres Consuls, & tout Pouvoir & Jurisdiction dans les différends qui pourront naître entre les Français, sans que les Juges de ladite Ville de Tunis en puissent prendre aucune connaissance. Comme aussi en cas qu'un Français le veuille faire Turc, il ne pourra être reçu qu'il n'ait persévé trois fois vingt-quatre heures dans son dessein, & sera pendant ce temps remis comme en dépôt entre les mains du Consul Français.

XIX. Les Peres Capucins, & autres Religieux Missionnaires à Tunis, de quelque Nation qu'ils puissent être, seront désormais traités & tenus comme propres Sujets de l'Empereur de France, qui les prend en sa protection, & en cette qualité ne pourront être inquiétés ni en leurs personnes ni en leurs Biens, ni en leur Chapelle, mais maintenus par le Consul Français comme propres & véritables Sujets de l'Empereur de France.

XX. Il sera permis audit Sieur Consul de choisir son Drogman & son Courtier, & le changer tous-fois & quantes qu'il voudra, sans être obligé à l'avenir d'en recevoir un du Dey & Divan de ladite Ville & Royaume. Comme aussi pourra faire arborer le Pavillon blanc, sur sa Maison, & le porter à sa Chaloupe & la Mer allant aux Vaisseaux qui seront en Rade, où il pourra aller toutes-fois, & quantes qu'il lui plaira.

XXI. S'il arrive quelque différend entre un Français, un Turc ou Maure, ils ne pourront être jugés par les Juges ordinaires, mais bien par le Conseil deslits Dey & Divan, & en présence dudit Consul.

XXII. Ne sera tenu ledit Consul de payer aucune dette pour les Marchands Français, s'il n'y est obligé en son nom & par écrit; & seront les effets des Français qui mourront audit Pais, remis es mains dudit Consul, pour en disposer au profit des Français ou autres, auxquels ils appartiendront: & la même chose s'observera à l'égard des Turcs dudit Royaume de Tunis qui voudront s'établir en France.

ANNO 1685. XXXIII. Jouira ledit Consul de l'exemption de tous Droits, pour les provisions, vivres & marchandises nécessaires à sa Maison.

XXIV. Tout Français qui aura frappé un Turc ou Maure, ne pourra être puni qu'après avoir fait appeler le Consul pour défendre la cause dudit Français: & en cas que ledit Français le fauve, aussi bien que d'autres Chrétiens Esclaves, sur des Bâtimens portant Pavillon de France ou autres, ne pourra ledit Consul en être responsable.

XXV. S'il arrive quelques contraventions au présent Traité, il ne sera fait aucun acte d'hostilité qu'après un déni formel de Justice.

XXVI. Si quelque Corsaire de France ou dudit Royaume de Tunis, fait tort aux Vaisseaux Français ou à des Corsaires de ladite Ville qu'il trouvera en Mer, il en sera puni tres-severement, & les Armateurs responsables.

XXVII. Si le présent Traité conclu entre le Mareschal d'Estrées pour l'Empereur de France, & le Bacha, Dey & Divan, & autres Puissances & Milice de la Ville & Royaume de Tunis, venoit à être rompu (ce qu'à Dieu ne plaise) le Consul & tous les Marchands Français qui seront dans l'étendue dudit Royaume, pourront se retirer par tout où bon leur semblera, sans qu'ils puissent être arrêtés pendant le temps de six mois.

XXVIII. Toutes les fois qu'un Vaisseau de l'Empereur de France viendra mouiller devant la Rade de Tunis, aussitôt que le Consul aura averti le Gouverneur, ledit Vaisseau de Guerre sera salué à proportion de la marque de Commandement qu'il portera, par les Châteaux & Forts de la Ville, & d'un plus grand nombre de coups de Canon que ceux de toutes les autres Nations, & il rendra coup pour coup, bien entendu que la même chose se pratiquera dans la rencontre desdits Vaisseaux de Guerre à la Mer.

XXIX. Et afin qu'il ne puisse arriver de surprise dans l'explication dudit Traité, il en sera affiché une Copie Française dans la Douane de Tunis, certifié dudit Consul & des Puissances dudit Royaume.

XXX. Les Articles cy-dessus seront ratifiés, & confirmés par l'Empereur de France, & les Bacha, Dey, Divan, autres Puissances & Milice de la Ville & Royaume de Tunis, pour être observés par leurs Sujets pendant le temps de cent ans. Et afin que personne n'en prétende cause d'ignorance, seront publiés & affichés par tout où besoin sera. Fait & arrêté entre ledit Maréchal d'Estrées pour ledit Empereur de France d'une part; & ledit Bacha, Dey, Divan, Milice de ladite Ville & Royaume de Tunis, le trentième Aout 1685.

Passport dont les Vaisseaux Français seront porteurs.

LOUIS, Comte de Vermandois, Admiral de France: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut, Sçavoir faisons, que Nous avons donné Congé & Passport à Maître de nomme du port de ou environ, étant de présent au Port & Havre de de s'en aller à chargé de & armé de après que visation d' aura été bien & dûement faite. En témoin dequoy Nous avons fait mettre notre sceing & le Seel de nos Armes à ces Présentes, & icelles fait contresigner par le Secrétaire General de la Marine. A Paris le jour d mil six cens quatre-vingt.

Signé.

LOUIS Comte de Vermandois, Admiral de France.

Et plus-bas,

Par Monseigneur, LE FOUIN.

Et scellé.

ANNO 1685. Certificat du Sieur Consul de la Nation Française à Tunis.

Nous Consuls de la Nation Française à Tunis, Certificons à tous qu'il appartiendra, que le nommé commandé par du port de ou environ, étant de présent au Port & Havre de appartient aux Sujets des Illustres Dey, Bey, Divan, autres Puissances & Milice de la Ville & Royaume de Tunis, & est armé de En témoin de quoy Nous avons signé le présent Certificat & apposé le Scel de nos Armes. Fait à Tunis le jour d mil six cens quatre-vingt

LXI.

Octob. Edit de LOUIS XIV. Roi de France, qui revoke l'Edit de Nantes & tout ce qui s'est fait en conséquence, & défend l'Exercice public de la RELIGION nommée PRETENDUE REFORMEE dans son Royaume. Donné à Fontainebleau, au mois d'Octobre, 1685. [BENOIST, Histoire de l'Edit de Nantes. Tom. III. Partie III. dans les Preuves. pag. 184. d'où cette Pièce a été tirée. Elle se trouve aussi dans LONDORP II *Acta Publica*, Tom. XII. pag. 240. col. 1. en Allemand.]

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous présents & à venir, Salut. Le Roi Henri le Grand nôtre Ayeul de glorieuse mémoire, voulant empêcher que la Paix qu'il avoit procurée à ses Sujets, après les grandes pertes, qu'ils avoient souffertes par la durée des Guerres civiles & étrangères, ne fût troublée à l'occasion de la Rel. P. R. comme il étoit arrivé sous les Regnes des Rois ses Predecesseurs, auroit par son Edit donné à Nantes au mois d'Avril 1598. réglé la conduite qui seroit à tenir à l'égard de ceux de ladite Religion, les lieux dans lesquels ils en pourroient faire l'exercice, & établi des Juges extraordinaires pour leur administrer la Justice, & enfin pourvu même par des Articles particuliers à tout ce qu'il auroit jugé nécessaire pour maintenir la tranquillité dans son Royaume, & pour diminuer l'averfion qui étoit entre ceux de l'une & l'autre Religion, afin d'être plus en état de travailler, comme il avoit resolu de faire, pour réunir à l'Eglise ceux qui s'en étoient si facilement éloignés. Et comme l'intention du Roi nôtre dit Ayeul ne put être effectuée à cause de sa mort précipitée, & que l'exécution dudit Edit fut même interrompue pendant la Minorité du feu Roi nôtre tres-honoré Seigneur & Pere de glorieuse mémoire, par de nouvelles entreprises desdits de la Relig. P. R. elles donnerent occasion à les priver de divers avantages qui leur avoient été accordés par ledit Edit: néanmoins le Roi nôtre dit Seigneur & Pere usant de sa clemence ordinaire, leur accorda encore un nouvel Edit à Nîmes, au mois de Juillet 1629. au moyen duquel la tranquillité ayant de nouveau été rétablie, ledit feu Roi animé du même esprit & du même zèle pour la Religion que le Roi nôtre dit Ayeul, avoit resolu de profiter de ce repos, pour essayer de mettre son pieux dessein à exécution: mais les Guerres avec les étrangers étant survenues peu d'années après, en sorte que depuis 1635. jusques à la Treve conclue en l'année 1684. avec les Princes de l'Europe, le Royaume ayant été peu de tems sans agitation, il n'a pas été possible de faire autre chose pour l'avantage de la Religion, que de diminuer le nombre des exercices de la Relig. P. R. par l'interdiction de ceux qui se font trouvez établis au prejudice de la disposition des Edits & par la suppression des Chambres mixtes, dont l'érection n'avoit été faite que par provision. Dieu ayant enfin permis que nos Peuples jouissant d'un parfait repos, & que nous-mêmes n'étant pas occupés des soins de les protéger contre nos ennemis, ayons pu profiter de cette Treve que nous avons facilitée à l'effet de donner nôtre entière application à rechercher les moyens de parvenir au succès du dessein des Rois nosdits Ayeul & Pere, dans lequel nous sommes entrez dès nôtre avènement à la Couronne. Nous voyons pre-

sentement avec la juste reconnaissance que nous devons à Dieu, que nos loins ont eu la fin que nous nous sommes proposée, puis que la meilleure & la plus sûre de partie de nos Sujets de ladite Religion prétendue Reformée ont embrassé la Catholique; & d'autant qu'au moyen de ce l'exécution de l'Edit de Nantes, & de tout ce qui a été ordonné en faveur de ladite Religion prétendue Reformée demeure inutile, nous avons jugé que nous ne pouvions rien faire de mieux, pour effacer entièrement la mémoire des troubles, de la confusion & des maux que le progrès de cette faulx Religion a causés dans nôtre Royaume, & qui ont donné lieu audit Edit, & à tant d'autres Edits & Declarations qui l'ont précédé, ou ont été faits en conséquence, que de revoke entièrement ledit Edit de Nantes, & les Articles particuliers qui ont été accordés en suite d'icelui, & tout ce qui a été fait depuis en faveur de ladite Religion.

I. Savoir faisons, que nous pour ces causes, & autres à ce nous mouvans, & de nôtre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, avons par ce présent Edit perpétuel & irrevocable, supprimé & revoke, supprimons & revocations l'Edit du Roi nôtre dit Ayeul, donné à Nantes au mois d'Avril 1598. en toute son étendue, ensemble les Articles particuliers arrêtez le 2. Mai ensuivant, & les Lettres patentes expédiées sur iceux, & l'Edit donné à Nîmes au mois de Juillet 1629. les declarams nuls & comme non-avenus; ensemble toutes les Concessions faites tant par iceux, que par d'autres Edits, Declarations & Arrêts, aux gens de ladite R. P. Ref. de quelque nature qu'elles puissent être, lesquelles demeureront pareillement comme non-avenus; & en conséquence voulons & nous plaît, que tous les Temples de ceux de ladite R. P. R. situés dans nôtre Royaume, Pais, Terres, & Seigneuries de nôtre obéissance, soient incessamment demolis.

II. Défendons à nosdits Sujets de la Rel. P. R. de plus s'assembler pour faire l'exercice de ladite Religion, en aucun lieu ou maison particulière, sous quelque pretexte que ce puisse être, même d'exercices réels ou de Baillages; comme bien ledits exercices auroient été maintenus par des Arrêts de nôtre Conseil.

III. Défendons pareillement à tous Seigneurs de quelque condition qu'ils soient, de faire l'exercice dans leurs maisons & Fiefs, de quelque qualité que soient ledits Fiefs, le tout à peine contre tous nosdits Sujets qui seroient ledit exercice, de confiscation de corps & de biens.

IV. Enjoignons à tous Ministres de ladite Relig. P. R. qui ne voudront pas se convertir & embrasser la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, de sortir de nôtre Royaume & Terres, de nôtre obéissance, 15. jours après la publication de nôtre présent Edit, sans y pouvoir séjourner au delà, ni pendant ledit tems de quinzaine faire aucun Préche, exhortation, ni autre fonction, à peine des Galeres.

V. Voulons que ceux desdits Ministres qui se convertiront, continuant à jouir leur vie durant, & leurs veuves après leur décès, tandis qu'elles seront en viduité, des mêmes exemptions de Tailles & logement de gens de Guerre, dont ils ont joui pendant qu'ils faisoient la fonction de Ministres, & en outre nous ferons payer audit Ministres aussi leur vie durant, une Pension qui sera d'un tiers plus forte que les appointemens qu'ils touchoient en qualité de Ministres, de la moitié de laquelle Pension leurs femmes jouiront aussi après leur mort, tant qu'elles demeureront en viduité.

VI. Que si aucuns desdits Ministres desirant se faire Avocats, ou prendre les degrez de Docteurs & Loix, nous voulons & entendons qu'ils soient dispensés des trois années d'étude présentes par nos Declarations; & qu'après avoir subi les examens ordinaires, & par iceux être jugés capables, ils soient reçus Docteurs, en payant seulement la moitié des Droits que l'on a accoutumé de percevoir pour cette fin en chacune Université.

VII. Défendons les Ecoles particulières pour l'instruction des enfans de la Rel. P. R. & toutes les choses généralement quelconques, qui peuvent marquer une concession, quelle que ce puisse être, en faveur de ladite Religion.

VIII. A l'égard des enfans qui naîtront de ceux de ladite Rel. P. R. voulons qu'ils soient dorénavant baptisés par les Cures des Paroisses. Enjoignons aux Peres

ANNO 1685. & Meres de les envoyer aux Eglises à cet effet-là, à peine de cinq cens livres d'amende, & de plus grande s'il y échet; & seront ensuite les enfans élevés en la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, à quoi nous enjoignons bien expressement aux Juges des lieux de tenir la main.

IX. Et pour user de notre clemence envers ceux de nos Sujets de ladite Relig. P. R. qui se feront retirer, de notre Royaume, Pais & Terres de notre obéissance, avant la publication de notre présent Edit, nous voulons & entendons, qu'en cas qu'ils y reviennent dans le tems de quatre mois du jour de lad. publication ils puissent & leur soit loisible de remirer dans la possession de leurs biens, & en jouir tout ainsi, & comme ils auroient pu faire s'ils y étoient toujours demeurés; au contraire, que les biens de ceux qui dans ce tems-là de quatre mois ne reviendront pas dans notre Royaume, ou Pays & Terres de notre obéissance, qu'ils auroient abandonnés, demeurent & soient confiscés en conséquence de notre Declaration du 20. d'Août dernier.

X. Faisons tres-expresses & iteratives défenses à tous nos Sujets de ladite R. P. R. de sortir, eux, leurs femmes & enfans de notre dit Royaume, Pais & Terres de notre obéissance, ni d'en transporter leurs biens & effets, sous peine pour les hommes des Galeres, & de confiscation de corps & de biens pour les femmes.

XI. Voulons & entendons, que les Declarations rendues contre les Relaps soient exécutées selon leur forme & teneur.

Pourront au surplus légitimes de ladite R. P. R. en attendant qu'il plaise à Dieu les éclairer comme les autres, demeurer dans les Villes & lieux de notre Royaume, Pays & Terres de notre obéissance, & y continuer leur Commerce, & jouir de leurs biens, sans pouvoir être troublés ni empêchés, sous prétexte de ladite R. P. R. à condition, comme dit est, de ne point faire d'exercice, ni de s'assembler sous prétexte de prières ou de culte de ladite Religion, de quelque nature qu'il soit, sous les peines ci-dessus, de corps & de biens.

Si donnons en mandement à nos amez & feaux les Gens tenants nos Cours de Parlement, Chambre des Comptes & Cour des Aides, Baillis, Seneschaux, Prevôts, & autres nos Jugeurs & Officiers qu'il appartiendra, & à leurs Lieutenants, que ces présentes ils fassent lire, publier & enregistrer, même en vacations, notre présent Edit, en leurs Cours & Jurisdictions, & icelles entretenir & faire entretenir, garder & observer de point en point sans y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu en aucune manière: Car tel est notre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre notre Seel à cédites présentes, Donné à Fontainebleau au mois d'Octobre, l'an de grace 1685. & de notre regne le 43.

Signé,

LOUIS.

Et sur le repli visé.

LE TELLIER.

Et à côté: Par le Roi, COLBERT.

Et scellées du grand Seau de cire verte, sur lacs de soye rouge & verte.

LXII.

6. Oâ. (1) Vergleichs-Recefs zwischen der Grafschaft Baden regierenden acht alten Örtchen der löblichen Endgenossenschaft / und Ihre Fürstliche Gnaden den Bischoff von Eosang / wegen habender Gerechtsamen in der Vogten

(1) Il faut remarquer que ce Traité n'ayant point été ratifié, est compté pour rien de la part de Constance, aussi en l'avait-on procédé de la part des Cantons que pour Information. [D. M.]

und Ambt Elingnau und Zurzach. **ANNO 1685.** Gehehen zu Baden in Ergau den 6. 1685. Octobris 1685. [Tiré d'une *Information de Droit* présentée à l'Empereur en 1616. de la part de l'Eveque & Prince de Constance sous le Titre de: gründliche Information über des Hochstifts Eosang Jurisdiction bey dessen in der Schweiz gelegenen Landschaft. aux preuves. Chap. VII. num. 3.]

Cest-à-dire,

Traité d'Accord entre les Huit louables CANTONS HELVETIQUES Possesseurs du Comté de Baden d'une part, & l'Eveque & Prince de CONSTANCE d'autre part, touchant les Droits & Jurisdictions des Baillages de Klingnau & Zurzach. A Bade en Ergau le 6. Octobre 1685.

Su wissen sey hiemit / nachdem bey vorgenommener Erneuerung der Grafschaft Baden alten Schloß Urbani eine Nothwendigkeit zu seyn crachtet worden / sonderlich des Fürstlichen Eosangischen in der Grafschaft Baden gelegenen Vogten und Amt Elingnau und zur Sach habender Rechtsamen / eine gebührende Erläuterung und Verbesserung zu verschaffen; seynd deswegen von den löblichen acht alten der Grafschaft Baden regierenden Örtchen / Ihr. Fürstliche Gn. zu Eosang schriftlich ersucht worden / jemand der Örtchen zu dem End / für die obwobliegenden löblichen acht alten Örtchen vernünftigen bey einer extraordinari Zusagehung zu Baden versammelte Herren Abgesandte zu verordnen / um sich mit einander der vorstommenden Sachen halber zu ersprechen / und nach Beschluß der Dingen / eins zu verordnen / als auch sonderlich zu Präservierung aller weisses et man zu besorgen stehender Differenzen und Mißverständnissen / denen beschügigen Beamteten dienende nothwendige Erläuterung und Unterrihtung zu geben und zu ertheilen; Allernachst dann erfolget / daß man bedachtweis zusammen geschriben / die vorstommende Sachen ihrer erforderlichen Nothdurft nach gemusam erbaute / und schlichtlichen; diese hernach stehende Verkommnis mit einander gemacht hat.

Als namlich und besondere soll es ausdrucklich bey denen in annis 1451. 1520. und 1679. aufgerichteten und zusammen habenden Verträgen / beßgleichen bey allen von denen Römischen Kaysern und Königen / von dem Bischoffen zu Eosang / wie auch von denen löblichen acht alten der Grafschaft Baden regierenden Örtchen / ertheilten Brief und Siglen / mit Nahmen auch der acht alten regierenden Örtchen Bevolligung-Brief / über unterschiedliche Sachen / und also die Mannschaft in dem Amte Klingnau und Zurzach den regierenden Örtchen zuständig seyn / sein beßständlich und unänderetes Verbleiben haben / jedoch mit dieser nachfolgenden Erläuterung.

Erstlich / daß alle und jede frässel / malefische Handlungen und Thaten / welche sowohl einem Landvogte der Grafschaft Baden / als auch einem Dbervogte zu Klingnau vorkommen / und wiffend werden / für das gewöhnliche Gericht gezogen / und dahinst nach Umsteh der Verträgen bestrafet werden sollen; Wilt dieser Mannschafft und form / wann es allein Civil-Sachen betrifft / daß ein Ober-Vogt zu Klingnau / sonchst in prima als in secunda Instanzia vor Gericht / als auch vor Vogt und Rath / ystgehender Appellation der Urtheil / durchaus beyseßen moge / hingegen aber bey solchen vor Gericht verurtheilenden Civil-Sachen anwesender gegenwärtiger Land-Vogtlicher Gewalthaber / wann es an die Urtheil gehet / abtreenen soll; Bey den Criftlichen Sachen mögen beidseitige Beamtete bey Klag und Antwort und den Rundschaften seßen / und wann es aber zu Verfassung der Urtheil kommt / sollen beidseitige Beamtete oder bera Anwalt abtreenen / jedoch soll biß Urtheil die alte Formalität mit Bezeugung der Zeugen / und protocolliren weiters observirt werden; In Malefische-Sachen aber / darmit ein Mensch sein Ehr / Leib und Leben vermindern möge.

ANNO 1685. mögte; solle nach Innhalt Badenbürgischen Vertrags verfahren; und alles in Versehen beyderseits Baumeisten oder dero Anwohler; so wohl bey Verhörung der Kundschafften; als auch Tortur, und übrigen bey dem Gericht dithero geübten Formalitäten gehalten; vorgenommen; und überwirt werden. In Schlichtungs-Sachen (respectu deren es bey obmöglichen Verträgen durch aus zu vermeiden hat) wann einer über die dahin ergangene Urtheil; das Er den Kläger entweder aufschlagen; oder aber die Zusage probiren soll; weder das ein auch das andere thun will; soll Er der Hohen Obrigkeit untertun werden;

Andern; ist zu eigentlicher Nachricht; wie sich der Richter in Hoch- und Nieder-Gerichtlichen Sachen und der Erkenntnis zu verhalten habe; gemeinlich belichet; hernach folgenden Extract; so aus dem zwischen den löblichen sieben regierenden Herren des Thurgaus; und den löblichen drey Städten; Bern; Freiburg; und Solothurn in anno 1555. angestrichenen Vertrag genommen worden; diesem Verzeich alle eine Regel und Richtschnur interiren; und einwerlen zu lassen; mit diesem Anhang; das wann über obiges dem Richter je einiger Zweifel vorliehe; ob die Sach vor Hoch-Oberkeitlich; oder für Nieder-Gerichtlich zu halten; das Er solche den beyseynigen Baumeisten zu hürlicher Besprach- und Vergleichung heimfallen solle;

Folgen hervor ausgezogene Verzeichnissen der Hoch-Oberkeitlichen und Malefiz-Sachen; Und erstlichen was von hoher Obrkeit und des Malefiz wegen; sich in dem Thurgau von dem Herrn landvogt zu haffen geschähet; laut des Vertrags der sieben Herren; und der löblichen drey Städten de anno 1555. in welchen fund specirirt folgende Zähl.

Alle die von land-Richter; voran eine Herren und Öhren und das land-Gericht mit Worten und Werken schmähen.

Todtschlag.

Große Schwärz und Genslästungen.

Wann eine Person sich selbst entleere; gefüht ihr Gut der Obrkeit.

Diebstahl.

Mordtrep.

Ketzerey.

Herzerey.

Zantstrep.

Welcher einen falschen Eyd schworet; oder sonst Eidbrüch erfinden wird; beschließen einer der an des Gerichts-Stab lobt an Eidswahr; sein Fingerring wahr seyn; und sich ein anders befah.

Frieden mit Worten brechen.

Fremd mit Worten brechen.

Fremd mit Worten brechen.

Fremd mit Worten brechen.

Fremd mit Worten brechen.

Fremd mit Worten brechen.

Fremd mit Worten brechen.

Fremd mit Worten brechen.

Fremd mit Worten brechen.

Fremd mit Worten brechen.

Fremd mit Worten brechen.

Fremd mit Worten brechen.

Fremd mit Worten brechen.

Fremd mit Worten brechen.

Fremd mit Worten brechen.

Fremd mit Worten brechen.

Fremd mit Worten brechen.

ANNO 1685. se Sachen und Thaten; damit ein Mensch sein Ehr; Leib und Leben vernichten mögte; doch in solchen den sieben Herren vorkommen; und ausbreitung die Straff deren; die über Verboeth im Krieg laufen; reiten oder gehen; da ihnen die zulässige seyn soll; ob sie je gleichwohl damit vernichtet henen.

Drittens die Ehehafften betreffend; wann ins künftige in einem oder anderen Schlichtenden Ertrohn einige Willen erbaunt werden wolle; soll die Verwägung dessen allein der Hohen Obrkeit; als landes-Fürsten; zulässig seyn; andere Ehehafften aber sollen; gleich wie hithero also auch inskünftig; einem jeweiligen Herrn Bischoff zu Constanz zu verwilligen; und zu vergeben gehören; den Unterebenen aber welcher solche Ehehafften erlangt hat; solle von dem Ober-Vogt anbefohlen werden; solche auch von einem jeweiligen regierenden Herrn land-Vogt; in Mahnen der Hohen landes-Obrkeit confirmiren und befähigen lassen; so Herr land-Vogt auch zu ertheilen schuldig seyn soll.

Viertens; hat es auch der Ärgsten halten; in dem Amte Klingnau; bey dem zu verbleiben; das von dem Gut; so aus der Stadt Klingnau fähle; solche von denen zu Klingnau selbst; nach Innhalt deren Ärgsten ertheilten Fürstlichen Wilschickung; aus denen löblichen acht Herren der Grafschaft Baden confirmirten Bewandlungen; zu bezeichnen; zu Denningen und Coblenz aber; abgahet Abzug zu des Amtes Klingnau Handen (außer was Ihr Fürstliche Durchleucht denen von Denningen zu ihrem gemeinen Nutzen zu verwenden; aus sonderbahnen Gnaden überlassen; fürans eingekommen werden sollen; hingegen aber sollte der Abzug zu Zuzach; auch zu allen Zeiten; allen den löblichen regierenden Herren zulässig seyn und verbleiben.

Fünftens; mit Erhaltung der Mann-Rechten und Geburt-Rechten; ist es der gehalten zu halten; das jeder Expedition in einem Brief in jeder Oberleuten Mahnen; bey der Caution der Grafschaft Baden; nach einem mit einander zu vergleichen haben Formalar; zu machen; solcher Brief aber alldam; sowohl von einem Herrn land-Vogt als dem Ober-Vogt zu Klingnau bezeugt werden.

Sechstens; wann jemand aus denen Wilschickungen Anderen in ein andere Jurisdiction; um ein dazahl bezogene Wilschickung; sich in stellen und zu veranlassen begehrt wird; solle die Stellung; wann es um einen niedergelassenen Prästel; in thun; von einem Ober-Vogt; wann es aber malchigke Sachen betrifft von einem land-Vogt; mit beyderseits freundlicher Communication geschehen;

Siebendens; der Mandaten halten; last man es bey dem Vertrag de anno 1679. verbleiben; mit dieser beygefügten Erläuterung; das gegen die Urtreuer nach Innhalt Badenbürgischen Vertrags-Geraden zu verfahren; und wann in solchen aus sonderer Befehl der Hohen landes-Obrkeit ergehenden Mandaten; erwann vorkommender landes-Gelegenheit nach Sachen eingestelt werden; welche sonsten an sich selbst allein Niedergelassenen; das nichts davorwärtig solchen Falls die Straff mit einem land-Vogt; sonder dem Gerichts-Herrn zuwenden soll.

Achtens; wegen Verweisung des Zuracher-Markts; bleibet es bey alter Übung und Herkommen; und man erwan solchen Markt zu gutem für nöthig befindende; oder andere heilsame Ordnungen gemade; solle es mit Zuziehung des Herrn Ober-Vogts beschaffen;

Neunens; wann ein Ambmann mit einem; er seye; wer er wolle; etwas zu reiten oder zu handeln hat; so sein Amt berührt und antreffe; und dann derselbe den Ambmann ohne rebliche Ursach stete; baute; schlinge; oder demselben sonst schädlich würde; der soll nach Innhalt landerbürgischen Vertrags Art; 5. gestuß; und die Straff unter beyden Oberkeiten gleich getheilt werden.

Zehndens; ist des Willkührs halten aus Freundschafft gegen einem Herrn und Bischoff zu Constanz; in einem in der Grafschaft Baden gelegenen Vorbezogen und Knechten; damit nach Ausweis des Thurgauischen Vertrags; de anno 1609. und den Wilschickungen Abscheid de anno 1679. zu halten; jedoch; das einem je weilligen land-Vogt zu Baden; gleichwie einem Bischoff; den Ober-Vogt unbenommen seye; nicht allein für sich selbst; sonder auch durch die Jungen; die Er hierzu bestellen würde; weidmännisch in jagen; z. Rentmeieren Oberkeit aber solches jagen jemand andern; wer der auch seye; Verbands-oder in ander Wels zu überlassen befähigt seyn solle;

Barth

ANNO Wann nun bevorstehende Vergleich 6-Puncten allerseits
1685. also betheut ist, hiedr sie mit eigenhändigen Subscrip-
tionen und unterschriebenen Unterschriften corroborirt ist. Geben
und beschreiben zu Wenden in Ergano den 6ten Octobr.
1685.

(L.S.) Johann Caspar
Hirzel Bürgermeister.

(L.S.) Johann Caspar
von Wied.

(L.S.) Abraham Willer/
Erdbeimer.

(L.S.) Johann Heinrich
Köhler, Ober-Weg.

(L.S.) Johann Martin
Schweiger zu Büdingen.

(L.S.) Johann Joseph
Heinrich Frey-Hert
Junker von Evedach.

Auch im Namen übriger Herren Ehren-Gesandten.

LXIII.

10. Dec. Traité entre LOUIS XIV. Roi de France, & le
FRANCE Roi de SIAM, fait entre Monsieur le Chevalier
ET de Chaumont, Ambassadeur Extraordinaire de
SIAM. Sa Majesté Tres-Chrétienne, & Monsieur Con-
stance Phaulkon, Depuis avec ample Pouvoir de
Sa Majesté de Siam, pour accorder en son Roial-
me des Privilèges aux Missionnaires Apostoliques
dans tous ses Roiaumes en la maniere suivante. Fait
à Louvo le 10. Decembre 1685. [FREDER.
LEONARD. Tom. V.]

I. COMME ledit Sieur Ambassadeur de Fran-
ce, dans son Memorial supplie tres-humble-
ment Sa Majesté de Siam, de faire publier
dans toutes les Villes de son Roiaume, de la
premiere, deux, trois, quatre, cinquieme, & sixieme
Classe, que les Missionnaires Apostoliques pourront pre-
cher la Loi Chrestienne, & aux Peuples de les entendre
sans que les Gouverneurs y puissent mettre aucun em-
pechement.

Sa Majesté de Siam fera publier dans toutes les
Villes de son Roiaume, de la premiere, deux, trois,
quatre, cinq, & sixieme classe, que les Missionnaires
Apostoliques peuvent precher la Loi Chrestienne, dans
toutes ledites Villes, & les Peuples les entendre, cha-
cun suivant son inclination, sans que ledits Gouver-
neurs ou autres Officiers, de quelque qualité qu'ils
soient, puissent les molester, en quelque maniere que ce
soit, directement ou indirectement, à condition que
ledits Missionnaires prêcheront la Loy de Dieu, sans in-
sinuer aucune nouveauté dans le cœur du Peuple, con-
tre le Gouvernement & les Loix du Pais sous quelque
pretexte que ce soit, & en cas que ledits Missionnaires
le fissent, le present Privilege sera & demeurera nul, &
le Missionnaire coupable, arrêté & renvoyé en France,
sans que jamais sous peine de la vie, il puisse remettre
le pied dans le Roiaume de Siam.

II. Le Sieur Ambassadeur de France, demande que
les Missionnaires puissent enseigner les naturels du Pais,
& les rendre capables de bien servir Sa Majesté de Siam,
tant dans les affaires du Gouvernement, que dans cel-
les de la bonne conscience, & que pour cela ils aient
Pouvoir de les recevoir dans leurs Couvens, & lieux
de leurs habitations avec les memes Privileges des
autres Couvens, sans que personne puisse les inquieter
là dessus. Sa Majesté voulant que toutes les requestes
qu'on pourra presenter contre eux sur ce sujet, soient
renvoyées à un Mandarin particulier qui sera nommé à
cet effet.

Sa Majesté le Roi de Siam accorde que les Mision-
naires Apostoliques puissent enseigner les naturels de
son Roiaume, à leur volonté en quelque science que
ce soit, & qu'ils puissent les recevoir dans leurs Cou-
vens, Ecoles & habitations avec les memes Privile-
ges des autres Couvens de Siam, sans que personne
puisse les en empêcher, & que ledits Missionnaires
puissent leur enseigner les Sciences, Loix, & autres
études qui ne sont point contraires au Gouvernement,
& aux Loix du Roiaume, & en cas qu'on decouvre
ar la voix contraire de deux témoins qu'ils y aien-

contrevenu, le present Privilege sera & demeurera
nul, le Maître d'Ecole & Disciple seront traitez de
la même maniere, ainsi qu'il est marqué dans le
premier Article, mais au cas que ledits Missionnaires
Apostoliques le conservent dans leurs Privileges, tou-
tes les affaires qu'ils auront seront jugées par un Man-
darin que Monsieur l'Evêque presentera, & que le
Roi nommera, pourvu qu'il soit capable de cet em-
ploi.

III. Le Sieur Ambassadeur de France demande à Sa
Majesté, que tous les Sujets qui se feront Chrétiens,
soient exemptés les Dimanches, & jours de Fêtes mar-
quées par l'Eglise de tous les services qu'ils doivent à
leurs Mandarins, si ce n'est dans une nécessité pres-
sante.

Sa Majesté de Siam accorde que tous ses Sujets, qui
de leur bonne volonté se feront Chrétiens, jouissent
du Privilege des Chrétiens en la maniere demandée par
le Sieur Ambassadeur; & comme il faudra juger de la
nécessité pressante pour éviter tous differends sur ce su-
jet, Sa Majesté nommera un Mandarin de son coûté,
& Monsieur l'Evêque nommera du sien une person-
ne d'autorité, & ce qu'ils régleront ensemble, sera
reçu & ponctuellement exécuté par les Parties.

IV. Le Sieur Ambassadeur de France demande à
Sa Majesté le Roi de Siam, que si quelqu'un de ses
Sujets Chrétiens, par vieillesse ou infirmité est incapable
de servir, il puisse être delivré du service en le presen-
tant à un Mandarin que Sa Majesté nommera à cet
effet.

S. M. de Siam accorde que si quelques-uns de ses
Sujets Chrétiens par vieillesse ou infirmité sont évi-
demment incapables de servir, en le presentant à un
Mandarin, que Sa Majesté nommera à cet effet, ils
pourront être dispensés du service jusques à leur gué-
rison.

V. Le Sieur Ambassadeur de France, demande en-
core que pour éviter les injustices, & les persécutions
qu'on pourroit faire aux nouveaux Chrétiens, Sa Ma-
jesté ait la bonté de nommer quelque Mandarin, Sia-
mois, qualifié homme de bien, & de justice, pour
entendre & juger tous ledits procez, sans que ledit
Mandarin puisse rien prendre pour le jugement des pro-
cez; en sorte que les amendes soient partagées à la fin
de chaque année, partie au Mandarin & à ses Offi-
ciers, & partie aux pauvres, ce qui empêchera que
ledit Mandarin ne vende la Justice.

Sa Majesté le Roi de Siam accorde que le Man-
darin dont il est parlé au deuxième Article, soit Juge
desdits procez, suivant que le demande l'Ambassadeur
de France, & pour éviter toute dispute, requeste, &
longueur de procez, Sa Majesté ordonne que le Man-
darin après s'être instruit de l'affaire demandera l'avis
de l'un des Juges du Roy, avant que de passer Senten-
ce, afin qu'on n'en puisse point appeler.

Et Sa Majesté de Siam ordonnera que tous les Ar-
ticles cy dessus soient publiez par tous ses Roiaumes,
en sorte que tous ses Peuples connoissent que sa Roia-
le volonté est, que les Missionnaires Apostoliques
jouissent desdits Privileges. Fait à Louvo le dix Dec-
embre, 1685.

Signé,

Le Ch. de CHAUMONT,
& par l'ordre susdit PHAULKON.

LXIV.

Recess Eines Pöblichen Fräntzischen 27. Dec:
Erlasses über die Ihro Käyserliche
Majestät wider die Türcken zulestende
Hülffe / wie auch über die Verbesse-
rung des Mänschwens. Nürnberg
den 27. Decemb. 1685. [LONDORP II
Acta Publica Parte XII. Libr. XIII.
Cap. 118. pag. 258.]

C'est-à-dire,

Recès du honorable Cercle de FRANCONIE, touchant
les

ANNO
1685.

les Troupes à envoyer au Secours de Sa Majesté
Impériale contre les Turcs. A Nuremberg le 27.
Decembre 1685.

Runde und zu wissen: Demnach die Königlich
Kaiserliche Majestät aus Väterlicher Vorhoff
so sie gegen das Heilige Römische Reich / und
die gesamte werthe Christenheit tragen / an die
ses löblichen Keyserlichen Aufschreib-Ampt / die
allergeringste Erinnerung thun lassen / daß Fürsten und
Stände / in weiteren glücklichen Progress wider den
Türken / Erbfeind Christlichen Nahmens / ihre bisherige
höchstmögliche getreue Hülff / (sener communiter) einwillig-
lich die in Ihrem Erb-Ende substituierete Creyts-Troup-
pen forderlich recourcirt / und mit richtiger Monarchi-
schen Verpflegung versehen möchten.

Als haben die aussehende Fürsten n. Herr Mar-
quard Ederhain und Herr Christian Ernst n. tot. cit.
tot. cit. nicht unterlassen sollen / in Einrichtung dieses
heilsam- und sehr wichtigen Wercks / einen gemeinen Creyts-
Tag anhero in des Heiligen Reichs-Stadt Nürnberg /
auf den 2. Dec. 22. Nov. aufzuschreiben / um zu deli-
beriren / und zu sehen / wie hierum nach Römischer Kay-
serlicher Majestät allergeringste Intention / die verlangte
weitere Hülff und Zusammenstellung möchte zu stabiliren
seyn: Allermassen der gesunken Fürsten und Stände /
Nächste und Abgesandte / auf das abgelauffene Aufschreib-
den sich willig und parat / mit ihren Erbörigen / und
den Rainbergischen Directorio überreichen Schwelten /
eingefunden / das Wort / und was davon dependirt /
rechtlich überlegt / dann nach unerschütterlich gehaltenen
Schlossen geschlossen wie folgt:

1. Erstlich hat man zu gemeinen Reichs-Defension
und Securität / nach dem Vorschlag gebracht quanno
der 60000. Mann (wovon diesen Creyts 4221. insal-
ten warden / sich dergestalt parat und gefast zu halten
benützt / daß 2. Regimente zu Fuß / dann ein Regi-
ment zu Pferd gestellt werden solte / also / wo hiernächst
bey denen Reichs-Comitien zu Regimenter das völlige
Quantum der 60000. Mann zu Ross und Fuß / belichet /
und von anderen löblichen Creytsen das gehörige Con-
tingent auch aufgestellt werde / man derselben sich nicht
weniger damit parat halten wolle: Imminst ist jeden
Hoch- und Wohlloblichen Stande sein Antheil / und des
der Hoch-Erzstifts Bamberg und Würzburg Concur-
renz / auszuweisen / die hohe und niedere Officiere der
3. Regiments-Ende und Premier Platen / zu welchen
lehrten die concurrenz Creyts / 2 dato dieses Re-
cessus / den gemeinschaftlichen Unterhalt beynutzen
schuldig seyn sollen) beanctet / der Termin zur wär-
digen Stellung und Intruirung der Bölker 2. i. May.
des nechst Jahr hoffenden 1686. Jahres präfixirt / und
dabei per expremum bebürgt worden / daß die frey-
willigen dem Heiligen Römischen Reich und der Christen-
heit zum besten beliebende Verfassung fürs künftige kei-
nen Stand / an seiner habenden matricular-Moderation
nachtheilig / noch in einiger Consequenz oder perpe-
tuirlicher Obligation gezogen werden solle.

2. Fürtz weitz / ist sich verbindet und geschlossen
worden / weilen das Creyts-Corpo dermahlen respectu
voriger Armatur etwas geringet / auch ohne diß denen
aufs eufferst enervirten Unterthanen / nicht wohl mög-
lich seyn wül / die bisshero getragene überschwere Bür-
de der Krieges-Erfren / also länger zu continuiren / daß
denen hohen Generals-Personen wie auch denen Creyts-
Kriegs-Räthen / für ihre bisshero geübte sonderbare gute
Vigilanz und vortrefliche Commando / schuldiger Dank
verleitet / und selbe dabeneben gehörend ersuche wer-
den solten / mit der Verpflegung diß in Endigung dieses
Jahres 2. nov. für sich und Willen zu nehmen / dahin-
gen solle bey nechst vorkommender Zusammenführung /
mit anderen löblichen Allirten Creytsen conferirt / und
dahin angetragen werden / wie dieselbe bey anderweit
vorgehender Conjunction / aus gemeinem Vertrag ver-
pflicht werden mögen: So solle auch zu mehrer Bezeu-
gung schuldiger Dankbarkeit nicht unterlassen werden /
von gesunken Creyts weizen höhöly. Herrn Generals / so
wohl bey Römischer Kaiserlicher Majestät als dem ge-
sunkten Reich / um ihrer hohen Experienz und Kriegs-
Meriten willen / in Erlangung der zu bestellen seyender
Generalität-Chargen / bey denen künftigen Kriegs- oder
Allianz-Corpo zu recommendiren / hoffende / dieselbe wer-
den / zu allen begehrenden Nothfall / ihre gute Propension
gegen dem löblichen Creyts ferner erweisen / und inson-
derheit Herrn Marschgrafen zu Bayreuth Durchleucht

TOM. VII. PART. II.

die im löblichen Creyts verbleibende Truppen / nach des
Heiligen Reichs Constitutionen / auch Execution-Ord-
nung und cheverigen Creyts-Schlichtung / sich zu jeder be-
gehenden Occasion / die meisten lassen ein Commando
und anderen recommendirt seyn / auch sonst alles das
jenige / wie bisshero zu beobachtet / was ihre / als Creyts-
Officiren zukommt. Zu übrigen hat man alle und jeder
an Seiten der Creyts-Cassa südbin zurtragende Kosten
projectirt / und den Calculum / was und wie viel nem-
lich / an Römischen Monaten dahin abzuführen seyn mögte
gezogen / also daß ins künftige beiderley Cassa ein mehr-
ters nicht / dann was diß und allein zum Stabs-In-
terssiden / und anderen unumgänglichen gemeinen extraord.
Ausgaben vornehmten / so dormalen auf 6. Römischer Mo-
nat / jedoch daß solde auf callum quantaliter nicht ab-
gezogen werden / auf ein Jahr auszugeschlagen worden /
ausgerechnet / hingegen der Soldateica Tractament / mit
sinn allen anderen einlaufenden militairischen Kosten / an
Montierung / Recourcirtung / Ross / Wagen / Standarten /
Fahnen und dergleichen / von jedem Hoch- und Wohllob-
lichen Stand in particulari oder respectu in concurrenz
getragen werden solten.

3. So hat man auch drittes per unanimia benützt /
daß die in Kaiserlichen Erblanden stehende Fußvolcker
nicht allein jährlich recourcirt / sondern auch mit der
Monatlichen Gage versehen / und hierzu von sämtlichen
den Ständen die gewisse Veranhaltung gemacht werden
solte. Allein weiln bereits Nachricht eingelaufft / ob /
wann das ganze Regiment / so dormalen in Schlesien
steht / darum grosse Noth leiden thäte / inbeme der
Quartiers-Mann der Soldateica gar wenig zu wüsten /
und die geringste Beyhülff nicht leister / die Commissions-
Mittel für Mann und Ross fasthül auf in solcher Zeh-
nung seyn solten / daß in die Länge / ohne unersetzlichen
Ruin des Regiments nicht zu bestehen seyn würde / als
ist für nöthig geachtet worden / an die Römische Kaiser-
liche Majestät ein allerunterthänigstes Schreiben abgeben
zu lassen / und darinnen bewoglich zu thun / daß denen
armen Leuten / die so treulich mit Ansehung Leib und Le-
bens / das ihre gegen den grausamen Türken gethan /
und noch zu thun bereit und willig seyn / entweder eine
Beyhülff gegeben / oder wenigst die Lebens-Mittel um
leibliche Bezahlung subministrirt werden möchten.

4. Dann ist vierendes der reparire Calculus (was
nemlich / um die aufgenommene Credita wiederum zu
begahlen / und des löblichen Creyts Reputation zu er-
halten / wie auch ins künftige die Stabs-Verpflegung /
und andere unumgängliche Ausgaben zu thun / sich gehö-
ren wül / für recht und gut befinden / mühen auch be-
liebet worden / daß alle Reckenten / von dato dieses Re-
cesses an / innerhalb 4. Wochen / zur Cassa eingeschüttet
oder im Verleibungs-Fall / aufs genaueste / ohne Rück-
halt der Person / eingetriben / wie inselbsten dem Stabs-
Hauptmann Weichl ertheilt werden soll / die Artillerie
und Munition-Wagen / Pferd und Geschütz / quantu-
pluri zu verkaufen / und das Geld der Creyts-Cassa ein-
zuliefern / dann daß zu mehrer Erspargung der Kosten
fürs künftige nur ein Proviant-Meister mit einem Ad-
juanten besetzt / auch andere Bediente / deren man sich
entbehren kan / licencirt / wie nicht weniger alle an-
dere Speien und Aufslagen / so viel immer möglich / ein-
gezogen und erspartet werden solten.

5. und obwohln fünftens alle Hoch- und Wohllobli-
che Stände / durch Ihre Kirch und Abgesandte die gewisse
Litten ihrer noch würcklich im Quartier habender Mann-
schafft zu Ross und Fuß / wie dieselbe montirt / zu die-
sen Creyts-Convent führen einfinden solten / damit we-
gen der recourcirt und dormalen neuen Verfassung / man
darnach desto sicherer versehen könne / was hat es doch
daran meistens emangelst / und dernalen darauf keine
gewisse Reflexion gemacht werden können / daß ohne Hoch- und
Wohllobliche Stand sich mit seinem Contingent / zu
Ross und Fuß / dergestalt gefast halten solte / auf daß
bey vorgehenden Rendezvous kein Mangel erscheinen
möge. Belangend die in Kaiserlichen Erblanden stehende
Dragoner / sollen sich Ihrer Majestät in dem Stand / wie
sie sich dormalen befinden / präsentirt und überlas-
sen werden: Also daß Sie mir diesem zu End. laufende
Jahr / aus der löblichen Creyts-Verpflegung in die
Kaiserliche reuten solten. Wobey Ihre Majestät aller-
unterthänigst zu ersuchen wäre / über die gewünte Hülff
zur künftigen Campaigne / dem löblichen Creyts mit ei-
nem mehreren mit anzusehen / sonderen wegen Feuer / zu
langen Jahr hero getragenen schweren Kriegs-Würde zu
verschonen / wie auch demselben Dragoner-Stabs / und

Q

Das

ANNO
1685.

Dragoun-Regiments Premier-Platen Officier, nach Ihre Kayserliche Majestät allergnädigsten Gutbefinden / beyzubehalten / oder zu dem andernmahl Kayserlichen Krieges-Deutschen zu employiren / jedoch wo ein oder der andere / zumahlen diejenige / so verheyrathet / und im Land gesessen / sich abfordern / und nachder Hauffs kehren wollen / nicht aufgeschoben werden möchten. Gestalten aber höchstgedachte Ihre Kayserliche Majestät solche gehörter Massen zu haben / und sich deren zu gebrauchen / nicht verlangen / wären selbige soderlich zu revociren / und jedum Hoch- und Wohl-loblichen Stand die Einige heim zu weissen.

6. Demnach 6. die Experienz mit sich gebracht / daß auf ein Fall hervorbrechenden auswärtigen Gewalt oder feindlicher Inzision in das Reich / nicht bald ein Creßß allein / sondern in widerseßlichen Inzision / sondern allweg einer mehreren Deeltheil und Zusammensetzung mit vonnöthen seyn. Als haben Fürsten und Stände dieses löblichen Creßßes für gut / und nothwendig befunden / dahin zu seyn / wie / nach Anleitung des Heiligen Reichs-Constitutionen und der Executions-Ordnung / mit Ihre Kayserlichen Majestät / dann Ihre Churfürstlichen Durchlauchtigen in Bayern / und Einen benachbarten löblichen Mayrlichen / Schwäbischen und Ober-Rheinischen Creßßes / wie auch denen Bestverwaldischen Ständen / dann denen Hochfürstlichen Sächsischen Häusern / und wer vermuthet von denen zu allen Reichs- und Creßß-præstantis ordinari concurrenden Potentaten und Ständen conjungirt gewesen / auch wer sich sonst hierzu mit einlassen wolte / die Fortsetzung solcher Conjunction zu continuiren / und alle dergleichen besorglichen Gewalt zeitlich vorzugeben / mithin Fried und Sicherheit im ganzen Römischen Reich zu erhalten seyn möchte / zu welchem End dann sich eines gewissen Tages und Orts zu versamlen / und zusammen in Commun wäre / um dieselbe heilsam und sehr notwendige Hertz / unter Römischer Kayserlicher Majestät allergnädigster Direction zu examinieren / und zu bewerkstelligern / und zwar mit dieser Præcaution / daß kein Mit-Allirter Creßß-Fürst und Stand außer seiner jüdischen habend: Mannschafft / und deren Verpflegung von anderen hohen Mit-Allirten / worin auch die Caus operantis sich lauten mögen / mit Quartieren / Durchgängen / Kostschafft / ohne Reichs-Constitutions-mäßige Bezahlung / noch in einig anderer Wege / beschwert werden / sondern diese wohlmeinende Allocations-Weßz eben und allen zu Troß und Hilff seyn sollen: Altemassn auf die des Kayserlichen Herrn Geheimens Excellenz / dann der hochfürstlichen Churfürstlichen Bayernischen Gesandtschafft zum Convent überreichte Memorialia / die davor heraberr elassene Declarationen dahin bereits collimirt.

7. Fürs folgende / weilen vor Ausgang des Commisarii leuckens-Inquisition und abgehoerter Rechnung / mit künftigen Provianten-Verpflegung und dessen Veranschaltung / das noch nicht ist fortzukommen: Als solche beurlaubte Inquisition und Rechnungs-Verhör befördert / die befundene Mangel-Puncten hiernächst in pleno referirt / und dahin gesehen werden / ob und welcher gestalten der vom Herrn General Wachtmeister von Thunheim recommentirte Kaufmann zu Wien / zu künftiger Verpflegung des Provianten / gegen Gemießung der Wohlthätigen Abzugs-Gelder / behandelt und employret werden möge.

8. Nachdem auch advenit das / ein Hützer in großer Zerrüttung garathenes Müns-Weßen mit in die De-liberation kommen / und diesem je länger je mehr einzis-fenden Ubel / von einem Creßß allein zu steuern / nicht möglich: Als ist davon gehalten worden / Eine hoch-fürstliche Gnaden zu Bamberg der dreyen im Müns-Weßen correspondirenden Creßß Director / hätten soderlich nach Regensburg / jedoch ohne Prejudiz der gewöhnlichen Alternations-Ordnung / einen ordinari-Probations-Tag aufzuschreiben / also nicht allein mit Berath- und Antrag der drey löblichen correspondirenden Fran-cischi-Mayrlich- und Schwäbischen Creßßes / sondern auch des ganzen Reichs / soderlich aber mit Ihre Kayserlichen Majestät allergnädigster Vermittelung / solche Media sich ergeben werden / womit dergleichen eingeisniten Defecten und Mißbräuden radicaler abzuheffen / und das heyl-same Müns-Weßen in vorigen Stand zu richten seyn möge. Inzwischen aber und bis dahin / ist für gut an-gesehen und geschlossen worden / daß 1. keiner von denen Hoch- und Wohl-loblichen Ständen dieses Creßßes / in Besetzung / daß auch andere / außer denselben gesessene Bedenckere / auf ergangene Inquisition dergleichen mit theilen werden / das geringste mit von dergleichen ring-

halten aufzunehmen. 2. Alle Privat- und Heden-Müns- Städte eingestelt / und allein bey denen ordinari Müns- Städten unter denen versprochenen Warbinnen und Müns- Meistern ausgeprägt. 3. Das Aufnehmen niemand mehr auf einmaly Weßz oder Weßz verpacket werden solle: Item / daß 4. alledalben die Verlobung geschehen / und dergleichen geringhaltige ausländische Gorten / bey Verlust und Consecration derselben / nicht mehr in Creßß zu bringen / und daß 5. sämtliche Fürsten und Stände / bey dero Warß und Weßz / darauf die stoffige Inspection versetzen / und gegen die Dardereit wirralich eequiren sollen.

Damit aber insweisen / bis zu allgemeiner Reichs-Re-medierung und Vorlegung / die besorgliche Confusion ver-hütet / auch Handel und Wandel erhalten werden mög- sollen die im Creßß vorhandene dormalige Drey- und Sechßkreutzer / außer den Kauffen-Plaushen und Hals-selbschen / wie solche bisher an Orten und Enden gang und geb gewesen / ferner passirt / die einige aber / die in einem besondern Abdruck specificirt / wo solche die Reichsstadt Nürnberg bereits den 23. Julii nächsthin proclamiren lassen / verurtheilt bleiben / jedoch daß zu deren gänzligen Verstillung und Hinbringung / dem armen Land- und Handelsmann zum besten / von Zeit dieses Re-cesses / noch sechs Wochen verlaßet / und zugelassen / da-beneben auch allen Fürsten und Ständen / wo sie in ihren Landen und Gebieten ein und andern mehreres dien-sam- und zugalslichen Mittels in Abdruck der schlechten- und Verbringung der guten Sorten / sich gebrauchen wol-ten / Ihnen selbige allweg frey verbleiben / und unbenom-men seyn solle.

9. Als nun neuntens von geraumer Zeit her / bey die-sen löblichen Creßß præsident dem Herrn Grafen von Dornbach / und Freyherrn von Schönburg / der Præce-denz halben / sich einige Differenzen erhoben / worauf beyde Theil in jenen Discreet-Weßß getreten / und Hützer wegen der Eaden Erörterung öfters gebeten: Als hat man / nach rasset Iderlegung aller hinc inde militirender rationum / per majora erkannt und geschlos-sen / daß der Vorzug im Seßen und votiren / bemeldtem Herrn von Schönburg zum Reichsleber hützer ge-zühren / und sich künftigt dessen zu bedienen haben werde.

Ferner und lechtens ist vor gut angesehen / ja für hoch-nöthig befunden worden / an Ihre Churfürstliche Gnaden zu Würzburg nachmalen zu strecken / und selbe bewe-glich zu erheben / ob sie sich heiligen lassen möchten / der-mahlen / zu des Creßßes schweren Zusagen / den je oft sollicitirten Hüt zu Laß zu liefern / damit dero hoch-geehrten Herrn Vorstands sichum prästiren zu lassen / widrigen und unvorhersehn falls / hätten sie dem löblichen Creßß nicht zu verurtheilen / wann man die Eade an Ihre Kayserliche Majestät würde gelangen lassen / und auf alle mögliche Mittel bedacht seyn / wie man zur Sub-levation der hochbeschwerteten Mit-Stände / welche den loß bisher gutwillig übertragen / desselben süßg werden möchte.

Schließlichen ist dieser Recces zu Stand gebracht zc. den 27. Decemb. 1685.

LXV.

Convention ou Aile de Renouvellement des Traitéz
fait entre CHARLES XI. Roi de Suede, & les
Etats Generaux des PROVINCES UNIES desir JANV.
Pais-Bas, du ix Janvier, 1686. Manuscrit.

LA
SUEDE
ET
LES PRO-
VINCES-
UNIES.

In Nomine Sacrosanctæ & Individuæ Trini-
tatis, &c.

S Acra Regia Majestas Suecicæ atque Celsi ac Pro-potentes Domini Ordines Generales unius Belgii-
riæ perpendentes quantum utilitas & commo-dum Parti urique accesserit, ex Fœderibus Pactive Convenis, quibuscum invicem ad mutuum Amicitiam atque communis securitatis tuitionem jam à multis retro annis obstricti fuerunt, consilium agitur omnino & pernecessarium duxere, ut flum tam salutaris vin-culi omni meliori modo continuetur, adeoque id ipsum serio effœdri dare starentes, Plenipotentiarios utrimque constituerunt, videlicet ex parte Suez Regie Majestatis Ablegatum ejusdem extraordinarium Inqui-num Nicolaum Guldenstolpe Hæreditarium in Jackoila &c

ANNO & Segerstad ; & ex parte D. D. Ordinum Generalium Dominos Alexandrum, Schimmelpenninck ab Oye , Dominum de Engelenburgh , Danielem de Wyngaerden, Liberum Baronem de Wyngaerden, Zurbroek, Benthuysen, Dominum de Werkendam, Soetermeer, Moormont in Kenelie, Zydlant, Nordwelle, ex Equitibus Ordine in Consilio Dominorum Hollandiæ & Westfaliæ Deputatum, Civitatis & Territorii Woerdenis Prefectum & Prætozem summum, supremi Senatus Præfectum, Delflandiæ Afleflorem & Lyxai in Lugduno Baravo Curatorem, Gaifarum Fagel Dominorum Hollandiæ & Westfaliæ Ordinum Consiliarium, magni Sigilli & Archivorum Custodem, feodorum Præfidem & moderatorem & supremi Senatus Præfecturæ Rhenoandæ Afleflorem , Wilhelmum de Nassau, Dominum d'Odyck, Kortgene, &c. primum Nobilem, Nobiliumque Ordinum eorumque Deputatum in Dominorum Ordinum Zeelandiæ Consessu representantem; Everhardum de Weede, Dominum de Dyckvelt, Kateles, & Fundi Civitatis d'Oudewater Dominum Capituli sanctæ Mariæ Ultrajecti ad Rhenum Decanum, Consiliarium primum & Præsidem, Consessu ejusdem Provinciæ & aggerum Fluminis Lectæ Præfectum, & Prætozem summum, Johannem de Hæerle Dominum de Crancenburg, Gysbertum Cuper Civitatis Darentienfis Consullem & Antonium Geriacum Toparchum in Westerdeld, Langewoldt ; Ordinum Gueldriæ, Hollandiæ, Zeelandiæ, Ultrajecti ad Rhenum, Frisiæ, Transylvaniæ, Groningæ & Omlandorum, in Consessu nostro respectivè Deputatis, qui Sermonibus de præmissis utrique habitis juxta Authoritates & Potestates sibi ab utraque Parte concessas, conveniunt & concludunt : quod

Tractatus inter Sacram Regiam Majestatem Sueciæ & Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Federati Belgii, tam quoad Confirmationem Amicitiz, & mutuam Defensionem quam quoad Commertia, conclusi Holmiæ, primo Septembris anni millesimi, sexcentissimi quadragiesimi, decimo quinto Augusti anni millesimi sexcentissimi quadragiesimi quinti. Elbingæ, 7. Septemb. Anni millesimi sexcentissimi quinquagesimi sexti, Hagæ Comitum, vigesimo octavo Julii anni millesimi sexcentissimi sexagesimi septimi, & Neomagi 7. Octobris anni millesimi sexcentissimi septuagesimi noni renovabuntur & confirmabuntur, quemadmodum vigore presentium renovantur, & confirmantur eodem plane modo, ac si verbotenus hic repetitis & inserti essent, promittunt prorsus spondere Sacra Regia Majestas Sueciæ & Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Belgii Federati se eodem Tractatum sincerè & optimâ fide observaturos neque passuros quicquam, contra tenorem eorundem Tractatum innovari aut attentari, si verò contra eorundem tenorem aliquid minus ritè servatum aut attentatum vel in contrarium fuerit, curaturos se ut id reparetur, & ad normam & tenorem eorundem Tractatum redigatur restituaturque.

Durabit hæc Renovatio & Confirmatio ad tempus viginti annorum, qui initium accipient à die conclusionis hujus Tractatus.

Ratihabitio hujus Tractatus ab utraque Parte expeditur & commutatio earundem Ratihabitionum fiet Holmiæ intra spatium trium mensium à die conclusionis hujus Tractatus numeratiorum aut citius, si fieri poterit.

Actum Hagæ Comitum 7. Januarii anni millesimi sexcentissimi octuagesimi sexti.

Cum Sacra Regia Majestas Sueciæ & Celsi ac Præpotentes Domini Federati Belgii Ordines Generales variorum quæ peegerunt Federum occasione, testati sint, propensam sese voluntatem habere, ad auxilia quæ sibi invicem præstare debent augenda, numerumque eorum faciendum non modo majorem quam antea erat diversis in Factionibus conventum, verum etiam ad Naves Bellicas bene instructas sibi invicem adjuvamento mittendas, cumque Domino de Guldenstolpe Majestatis fuit Ablegato Extraordinario & D. D. Ordinum Deputatis renovatio facta sit, receperunt illi ista de re similiter relatueros & rogauros ut Sacra Regia Majestas Sueciæ ac Celsi & Præpotentes D. D. Ordines Generales circumspiciere ac considerare velint, num numerus quatuor milium Pedum, quem alter alteri ex Legibus Federis anni millesimi sexcentissimi quadragiesimi percussu, subsidio mittere teneretur, possit augeri, ita ut Regia Majestas Sua & Celsi Præpotentes D. D. Ordines Generales promitterent sponderent.

TOM. VII. PART. II.

que sese sibi missuros invicem in auxilium sex Pedum millia & duodecim Naves Bellicas, tres primi, quatuor secundi, & quinque tertii ordinis vel magnitudinis, eademque in finem admittere Articulum sequentem eundemque simul cum ipso Fodere vel pactione ratum habere velint, quem cum in finem subscriptum.

ANNO
1686.

Articulus Separatus.

Cum in altero Instrumento Federis & Pactorum prænominationum Holmenisium, prima Septembris anni millesimi sexcentissimi quadragiesimi de auxiliis præstanda, ita conventum sit, ut eadem quatuor milibus Pedum constarent, id hæc Conventione in tantum mutuo consensu ampliatur est, ut auxilia invicem præstanda sex milibus Pedum & duodecim Navibus Bellicis, tribus videlicet primi ordinis, quatuor secundi, & quinque tertii, necessariis omnibus bene instructis contenti, & si quid ad præstationem hanc faciendam ulterius conveniri poterit, id recto exigente, id bona fide utriusque agatur, intelligenda etiam hæc præstatio eum in modum, ut si ex pactis aliis inter Sacram Regiam Majestatem, & D. D. Ordines Generales intercedentibus, auxilia numerum hic præscriptum exæquantia præstita fuerint, aut aliis communis Federatus eundem numerum vi mutuum Pactorum jam obtinuerit, tum nova auxilia ex hisce Pactis requiri & postulari ab alteruto Federatorum non poterunt, nisi pro negotiorum & rerum exigentia atque vi horum quæ de auxiliis augendis stipulata sunt, aliter conventum fuerit. Pleno autem numero hic præscripto, non præstito, residuum peti & requiri poterit, atque omnino integra fide præstari debet. Actum Hagæ Comitum 7. Januarii, anni millesimi sexcentissimi octuagesimi sexti.

LXVI.

Tractatus novi Federis defensionis inter CAROLUM IO. FEV.

XI. Suecia Regem, & FRIDERICUM WILHELMUM Electorem Brandenburgicum per eorum Pleipotentiariorum, pro conservatione & tutela utriusque Ditionum ad 10. annos & ultra initum, Actum Berolini die 10. Februarii anno 1686. Accedunt ARTICULI SECRETI in puncto assistit Religionis Evangelicæ, Faciunt in Polonia conservanda, nec non Ratificationis commutanda inter eodem ut supra conclusi. [LUNIG Teutsch Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abtatz III. pag. 189.]

Cum sancta olim inter Sueciæ Regem, ac Electorem Federa, ac conciliata iidem artior Amicitia exortis novissimis Bellis aliquantum fuerit interrupta, neque hæcenus temporum ratio liverit, Pace quidem redintegrata, per novi Federis nexum intimioris confidentiæ cultum denuò stabiliri, summe memorata verò Sua Regia Majestas, ac Serenitas Sua Electoralis pro ea qua pollent prudentia reputantur secum, atque perpenderit, quàm penè nusquam non Terrarum turbulentis glicant motus, adeoque atrocita quævis minetur, ut vir aliud quam graves rerum vicissitudines, ac penè universalis Status publici convulsio metuenda sit; prætereaque faciliè intelligi possit, diffidentiz semina, quæ ab aliis hæcenus magna cum industria impediendæ confidentiori Amicitiz inter Suam Regiam Majestatem, ac Serenitatem Electoralem evaluaturæ facta, sparsaque sunt, bono publico, atque utriusque Ditionibus summum altitaturæ præjudicium, atque detrimentum; proindeque non publicæ tantum rei profuturum, sed & utriusque Status securitatem, atque emolumentum magnopere consilium iri, si pristina tantis inter vicinos intimioris benevolentiz, ac strictioris Amicitiz cultura novi Federis vinculo firmata reforescat. Quocirca pro affluendo tm præclaro, tamque salutari scopo visum utrique fuit, Consiliariis suis, atque Ministris id negotium periclitandum committere, itaque quidem, ut Sua Regia Majestas Sueciæ Ablegato suo Eberhardo à Grafenthal plenis ad id Mandatis instructo, Serenitas autem Sua Electoralis Consiliario Status sui intimo Paulo à Fuchs, iidem

Q 3

plena

ANNO plena Potestate ad id munito, id muneri in iunxerunt. Illi igitur institutis Congressibus & commutatis invicem Plenipotentiis ad calcem Tractatus huius adiectis, sequentes Federis defensionis, atque Articulis concinnantur, concluduntur & fassuntur.

I. Sit inter suam Regiam Majestatem Suecicę, ejusque Successores ab una, & Serenitatem suam Electoralem Brandenburgicam, ejusque Successores ab altera parte sincera, firmaque Amicitia, ac fide vicinias vi huius defensionis Federis constituta ac stabilita, ab utraque parte sanctę ac inextinguenda colenda, adeo ut Confederatorum alter alterius commoda, atque emolumenta procuret, damna verő, atque præjudicia omni modo amoliat, atque avertat; eoque si Parti uni compertum quidquam fuerit, quod tendat in alterius præjudicium, atque noxam, id ei bona fide communicare ne intermitat.

II. Neutri Confederatorum fas sit Pacta inire, aut Fœdera cum aliis Statibus, quæ alteri Parti quocunque modo sive directè sive indirectè præjudicii quidquam, aut damni afferant, aut diffensionis alicui inter ipsos, diffidentięque materiam, ansemque præbere queant, aut denique us, quæ hoc Fœdere promissā, ac sanctā sunt, impedimento esse possint; prout utraque Pars hoc ipso prohietur, ac declarat, nullā sibi esse Fœdera, quæ præsentī Conventioni adversentur, ac si forte una vel altera pars Fœdus aliquod pangere ē re sua duxerit, id ante conclusionem alteri Parti sincerè communicare tenebitur.

III. Quemadmodum hoc Fœdus defensionis in nullius offensionem, seu lesionem tendit, sed potius pro bono publico & imprimis ad conservationem, ac tutelam utriusque respectivè Regni, atque Electoratus, nec non utriusque Ditionum, Provinciarum, ac Subditorum initium est; ita eidem pro fundamento erit conservatio Pacis Westphalicę, nec non Pacificationis postmodum anno 1679. ad S. Germanum conclusę, atque ab utraque Pacificationem parte ratihabite, dabiturque à Confederatis opera, ut dicti Tractatus absque contraventione secundum genuinum eorundem sensum serventur inviolabiliter. Quoad Armistitium Ratisbonę novillimè inter suam Cæsaream Majestatem & Imperium Romano-Germanicum ab una, & Coronam Gallicę altera à parte conclusum, Confederati junctim cum Cæsare, & Imperio consensim prospiciunt, quibus modis illi vires vigor constare possint.

IV. Quasquodidem etiam Confederati utriusque summopere interfect, Imperium Romano-Germanicum sacrum totum, illiusque permanere, nec quidquam ab ejus compage, atque corpore imminui, decipi, aut avelli; itaque se mutuo hoc Fœdere obstringunt, si Imperium Romano-Germanicum, vel etiam unus alterve ex ejusdem Statibus ab aliqua externa Potestate vi aliqua, aut Bello impetatur, aut infestetur, illos illico de eo inter se confiderenter acturos & deliberaturos, quemadmodum efficaciter, ac per media adæquata vis illa externa arceri, atque averti, Romanum Imperium suum intra limites, ac fines inconcussum manere, juraque illius illibata retineri, ac unusquisque Imperii Status fidelis Juribus, Immunitatibus, ac Præeminentiis suis absque perturbatione frui possit.

V. Pari ratione cum pars magna Ditionum utriusque Federati sita sit in duobus Circulis Saxonici, Superiori ac Inferiori, promittunt eisdem utriusque eo curam suam conferre velle, ut Pax atque Tranquillitas utroque in Circulo Saxonico ut & in Circulo Westphalico conservetur, removeaturque omne id, quod interurbare eandem, aut destruere valeat. Quem in finem utriusque animus est, Ducalem Domum Brunovico-Luneburgicam, utpote ad cujus rationes res eadem magnopere pertinet, queque eundem habet sibi præstitum scopum, in Confederationis huius Societatem invitare, & adsciscere.

VI. Porro quemadmodum diffidia inter Regem Danicę & Ducem Slesvici atque Holstatie Linę Gortorpiensis, nunc quā maxime fervente, ejus sint indolis, ut turbę inde, bellique aliquod incendium in Circulo Inferiori Saxonie, ejusque vicinia facile oriri possit; pollicetur atque spondet Serenitas sua Electoralis officia sua, studique, ubicunque Locorum id fieri utiliter poterit, serio, omnique conatu impensurum, atque eò collaturum, ut diffidia illa quantocius sopiri, amicabiliter componi possint.

VII. Imprimis verò se mutuo obstringunt Confederati vi huius Federis, si alterutri ab alio quocunque in eorum respectivè Regno & Electoratu, nec non

eorundem Ditionibus ac Terris, vel denique quoad Jura sua vis, vel injuria, vel turbatio fiat, ac inferatur, aut Ditiones eorundem ac Terrę Hospitacionibus, Transitu, Stuvibus, Militum Collectionibus, & Conquisitionibus, Contributionibus, Exactionibus commeatuum, aliarumque rerum ad adparatum Bellicum pertinentium, vel aliis oneribus, atque potulatis devexatę, atque afflictę fuerint, ut talia adversus eosdem parari cerō constiterit, in eum casum alteri incumbit Turbatorem feris admonitionibus, & ab ejusmodi molitionibus dehortari, & si irritum id fuerit, gravato opem ferre, atque suppetias hoc Fœdere facitas atque promissas, & quidem intra duos menses à die requisitionis factę, ita ut ad id tempus illę res ipsę ac in effectu præstentur.

VIII. Quò verò enatę inter Confederatos, nec dum complatę controversię circa limites, & alia quedam negotia huius Federis destinato scopo nihil obicis atque remore ponant, conventum est, ut de iisdem porro amicabiliter agatur, ac utraque ex parte expediendis iis quęcunque fieri potest facilitas affertur, quo per amicabilem compositionem vel inter ipsosmet, aut per Arbitros ad id deoaminatos dirimatur, nihil verò interea culquam via facti durante hoc Fœdere sub quocunque prætextu tractare liceat.

IX. Includuntur & comprehenduntur hoc Fœdere Confederatorum respectivè Regnum & Electoratus, nec non utriusque Ditiones & Provincias ubicunque Locorum sitę, ita ut quocunque in Loco aggressio, aut turbatio facta fuerit, ad mutuum sibi opem ferendam teneantur. Ceterum quod modum auxiliorum, ita placium conventum est, ut quavis alterutrus Confederatorum Ditiones extra Romanum Imperium jacentes hostili turbatione & invasione infestari contigerit, auxilia tamen à Confederato altero mittenda atque prestanda ad Operationes Bellicas non extra Imperii limites trahantur, aut transferantur, sed ab utraque parte ad eorum saltem Ditionum securitatem atque defensionem adhibeantur, quę intra complexum Imperii Romano-Germanici continentur, & qua inde Hosti maxima clades inferri possit.

X. Jam quod ipsas attinet Copias, inter Confederatos conventum est, ut sua Regia Majestas Serenitatis sue Electoralis 5000. Pedum, 1000. Equitibus & 1000. Dimachiis, vulgò Dragones; vicissim sua Serenitas Electoralis sue Regię Majestati 4000. Pedum, 1500. Equitibus, & 500. Dimachiis, vulgò Dragones, auxilium vel subvenire velit.

XI. Quò si tamen expresse superiori Articulo suppetię ad propulanda pericula læsę Parti illata atque intentata hauri sufficere censentur, eum in casum Confederati de augmento Copiarum ad dimidium vel duplum usque inter se paciscuntur, auxiliumque ad proportionem periculi determinabunt ac metuentur, erique penes requirentem optio, utrum promissum auxilium sive totum sive ex parte velit exigere.

XII. Uterque Confederatorum tenebitur stipulatas suppetias duos intra menses à die requisitionis factę in requirentis Terras vel Ditiones, quem in Locum id desiderabitur, salva tamen distinctione nono Articulo circa utriusque Provincias extra Imperium sitas, commemorata, effective & nulla absque exceptione, contradictione, aut cunctatione, sub quocunque prætextu id fieri possit, submittere atque exhibere, citrà tamen necessitatem cum invasore rumpendi, nisi forte in posterum alter de hoc statum atque conventum fuerit. Tenebitur tamen requisitus efficacia quęvis interponere officia ad obtinendam Parti læsę æquam satisfactionem. Et sive officia illa futura sint frugifera, sive irrita, nihilominus requisitus adstrictus erit ad auxilia ex Pactorum formula submittenda, & ad eandem eousque continuanda, donec Pars læsā priori statui, in quo ante turbationem vel invasionem fuerat, plenariè restituatur, damnnumque sarcitum, atque injuria illa debite reparata sit. Si verò requisitus, vel auxiliator ipse invasione, vel violentia aliqua obstruat, adeoque auxiliariis Copiis ad propriam suam defensionem, atque incolumitatem tuendam sive in totum, sive ad partem egerit, ad mittendas suppetias hauri obligabitur.

XIII. Quę durante hoc Fœdere observanda erunt circa Imperium militare, Jurisdictionem, rem tormentariam, & apparatus Bellicum, Alimentationem, atque commeatum & similia, de iis per species mox Articulus mutus inibitur Conventio, quāprimū hoc Fœdus ad Conclusionem & Subscriptionem fuerit per-

ANNO
1686.

ANNO ducum, & quidem Conditionibus, quibus communitur Federati hisce de rebus convenire solent.

1686.

XIV. Durabit hoc Fœdus primum decem annis, atque intra eorum decursum, si id ē re visum fuerit, ulterius agetur, & tractabitur. Sin autem evenierit, ut elabente, & ad finem propere dicto temporis spatio, præfenti periculo, aut Bellicis Operationibus Confoederati jam sint impliciti, continuabuntur ea, quæ ex Fœderis hujus Legibus præstanta sunt, nec omittentur, donec periculum, aut Operatio Bellica cessaverit.

XV. Instrumentum Ratificationis super hoc Tractatu tam nomine Sux Regie Majestatis quàm Serenitatis Sux Electoralis manu subscriptum, & solenni forma utrinque expeditum intra spatium sex hebdomadum, aut citius si fieri poterit, à Subscriptione hujus Tractatus utrinque rite commutabitur. In quorum fidem & securitatem majorem duo Tractatus hujus Exemplaris pari tenore confecta, nomen utrorumque nostrorum Subscriptionis & Sigillorum impressione firmavimus. Actum Berolini die X. Februarii Anno 1686.

Articuli Secreti.

I. Cum majorem in modum dolendum, & ad alterum animi sensum hauri injuria revocandum sit, quod non ita pridem nonnulli Locorum inopinitis prorsus, atque atrocibus casibus res Evangelicæ vehemētiūssimè affligi, atque alterari ceperit, ingravescēte indes malis, & ad ulteriora velut torrente quodam sese diffundente, quo circa Sux Regia Majestas Suecicæ, atque Serenitas Sux Electoralis Brandenburgicæ apud se reputantes, quantis calamitatibus, ac turbis fores pandi facile possent, si malum latius serpat, ipsūque tandem Imperium Romano-Germanicum quancunque ratione involvat, communi opera, atque studio illud prævenire, atque omnino avertere summo opere exoptant. Proinde vigore hujus Articuli statuunt, atque promittunt, velle se cum Sux Cæsaris Majestate, Impericque Statibus, ex quibus etiam Religioni Romano-Catholicæ addictos à tam funestis ceptis, atque ausis prorsus abhorreere minime ambigunt, eas inire rationes, per quas ejusmodi perniciosis atque periculosis machinationibus, atque attentatis maturè obstat; imprimis verbò Imperii Romano-Germanici Statibus, atque Membra singulis, atque universis ea Religiosis, atque Conscientiarum servituti atque præfetur Libertas, profaneque æque, ac Religio pacis Securitas, quæ illis ex Pacis Westphalicæ luculenta Dispositione, aliisque Imperii pragmaticis Sanctionibus competit & debetur.

II. Et quoniam amborum quoque Confoederatorum plurimum interest in vicinia, præfentem verò in Polonia Tranquillitatem Pacemque manere inconcussam, eidem conservandæ atque tuendæ communem, sedulamque operam impendunt, prospecturi, quâ fieri poterit, ut Regno, Reique publicæ Polonicæ, quocunque eveniente casu Jura, atque Privilegia relinquuntur integra, atque illibata.

III. Quod in Fœderis Articulo nono statutum, conventumque est, nimirum auxilia ab alterutra parte præstantia, extra Romani Imperii limites non trahenda, aut transferenda esse, id etiam de Livonia atque Borussia in specie intelligi debet, scilicet si alteruter Confoederatorum in eisdem Provinciis hostilem aliquam Turbationem atque Invasionem patitur, & de auxiliis mittendis Confoederatum requirerit, illa Auxilia in Provincia in Imperio sita, quam requirens indicaverit, fuisse, ac mitti debeant, nisi tunc temporis cum casus existeret, aliter inter Confoederatos conveniat.

IV. Non tantum Articuli hi secreti, sed etiam Fœdus ipsum adhuc dum secreto habebitur, nec nisi utraque Parte consentiente communicabitur.

V. Instrumentum Ratificationis super his secretis Articulis intra tempus in Fœdere expressum, & conventum utrinque commutabitur.

LXVII.

14. Avril. Articles (1) par extrait du Traité d'Alliance offen-

seu conclu entre JEAN & PIERRE Czars de ANNO
Moscovie d'une part, & JEAN Roi de Pologne 1686.
d'autre part, contre les Turcs, le 14. d'Avril
1686. [Histoire des Troubles de Hongrie.
Tom. III. Liv. XVIII. pag. 222.]

I. Que la Paix & l'ancienne Amitié seroient retables entre les deux Couronnes.

II. Que les Titres des Czars & du Roy de Pologne seroient reglez pour éviter toute contestation sur ce sujet.

III. Que les Polonois cederont aux Moscovites les Palatinats de Kiovie & de Smolensko & quelques autres Places spécifiées par cet Article.

IV. Que les Cosaques des Pays cèdez seroient reciproquement dechargez du serment de fidélité envers l'une ou l'autre Couronne.

V. Que les Rebelles & les Deserteurs ne recevroient aucune protection de part ni d'autre.

VI. Que les Czars payeroient quinze cens mille florins, monnoye de Pologne, en deux payemens égaux; le premier après la signature du Traité, & le deuxième à la prochaine Diète.

VII. Que les Places du long du Boristene depuis Kiovie jusqu'à la Riviere de Tazmin, qui passe près de Czerchenir, demeureroient en l'estat qu'elles se trouvoient sans estre repeuplées ny rebâties, jusqu'au reglement des Limites, pour lequel les Ambassadeurs n'auroient point de Pouvoir.

VIII. Ces Places sont spécifiées dans le présent Article.

IX. Que les Catholiques, nonobstant l'opposition du Patriarche de Moscovie, auroient l'exercice libre de leur Religion dans les Fauxbourgs de Kiovie & de Smolensko.

X. Que les Czars promettoient de déclarer la guerre aux Turcs, & que dès la présente année ils attaqueroient les Tartares de Krimée, qu'ils assiégeroient les Places que les Turcs ont vers le Parowis ou l'Isle du Boristene, qu'ils seroient avancer par cette Riviere & par terre les Cosaques Zaporogues, & ceux du Don par le Volga contre les Tartares, qu'ils seroient aussi attaqués du côté de Casan & d'Astrachan.

XI. Que si les Turcs attaqueroient Kiovie ou quelque autre Place des Moscovites, en ce cas les Polonois enverroient une Armée à leur secours, comme seroient aussi les Moscovites si Leopold ou quelque autre Place des Polonois estoit attaquée par les Turcs.

XII. Que les Czars donneroient avis aux Turcs de cette Alliance, & leur déclareroient aussitôt la guerre, & si la Porte offroit de satisfaire les Polonois en leur restituant les Places usurpées par la Pologne, la Paix ne pourroit estre conclue sans le consentement de tous les Alliez.

XIII. Que les Czars s'obligeoient reciproquement à ne point faire de Paix particulière avec les Infidèles.

XIV. Que les Czars enverroient des Ambassadeurs en France, en Angleterre, en Dannemarck & en Hollande, pour exhorter ces Puissances à joindre leurs forces contre les Ottomans.

XV. Que si la Paix estoit conclue d'un commun consentement avec les Turcs, & que quel'un des Alliez recommencât la Guerre, les autres ne seroient pas obligés à la déclarer.

XVI. Que le Règlement des Limites seroit remis à la décision des Commissaires.

XVII. Qu'on nommeroit une Commission spéciale pour regler les Limites & les dépendances de Kiovie.

XVIII. Que le Commerce seroit rétabli de part & d'autre.

XIX. & XX. Qu'on se feroit reciproquement Justice sur les dettes des particuliers, & sur tout ce qu'ils pourroient commettre au prejudice du Traité.

XXI. Que les différends qui ne pourroient estre terminés par les Commissaires, seroient remis à la décision des Souverains.

XXII. Que la Paix & bonne correspondance seroit entretenue sur la Frontiere entre les Sujets des deux États.

XXIII. Que les moindres différends qui pourroient survenir, seroient réglés par les Palatins, & les autres par des Commissaires.

XXIV. Qu'on ne donneroit aucune assistance secrète aux ennemis les uns des autres, & que les Moscovites ne recevroient pas dans leurs Troupes des Polonois, ny les Polonois des Moscovites.

Q.3

XXV.

(1) Ces mêmes Articles ou à peu près, se trouvent au nombre de XXXI. dans la premiere Edition de Recueil de Hollande Tom. IV. pag. 520. traduits du Flamand; sur la Copie du *Mémoire Hollandois* Anno 1686. pag. 244. mais ils sont icy plus étendus, & plus expliqués. La date de la Copie du *Mémoire Hollandois*, est du 25. Avril. Ils sont mis en Allemand dans LONDRES, *Acta pacis* Tom. XII. pag. 215. [D. M.]

ANNO XXXV. Que les Czars jureront l'observation de ce
1686. Traité en présence des Ambassadeurs de Pologne, & que le Roy de Pologne feroit le même serment en présence des Ambassadeurs Moscovites qui seroient envoyez à la prochaine Diette.

XXXVI. Que le Traité seroit échangé en la forme ordinaire.

XXXVII. Que ceux de la suite des Ambassadeurs pourroient commercer de part & d'autre, mais que les Polonois ne pourroient au préjudice des descendans anciens, porter de l'eau de vie ny du Tabac en Moscovie.

XXXVIII. Qu'on donneroit de part & d'autre passage libre aux Ambassadeurs.

XXXIX. Que pour faciliter la communication des Nouvelles, il y auroit une Poste établie que les Polonois entretiendroient jusqu'à Cadzin sur les frontières de Smolensko, & les Moscovites jusqu'au même lieu, & que les Lettres du Roy & des Czars seroient franches.

XXX. Qu'ils donneroient part de ce Traité à leurs Conféderez.

XXXI. Qu'il subsisteroit quand même un des Princes contractans viendrait à mourir avant la Ratification à laquelle son Successeur seroit obligé.

XXXII. Que ce Traité subsisteroit quand même l'Acte Original seroit perdu.

XXXIII. Et qu'enfin il dureroit à perpétuité, même après la mort des Princes qui l'avoient conclu.

LXVIII.

11. Avril. *Articles de Paix, & de Commerce entre le Sérénissime & très-puissant Prince JACQUES SECONDE, par la grace de Dieu, Roi de la Grande Bretagne, France & Irlande, Défenseur de la Foi Chrétienne, &c. & les Très-Illustres Seigneurs, le Doucteur Bassa, Aga, & Gouverneurs de la fameuse Ville, & Royaume d'ALGER en Barbarie; Ratifié, & confirmé par le Chevalier Guillaume Soame Baronnet, Ambassadeur de Sa Majesté vers le Grand Seigneur, le 5. Avril 1686. Vieux Style [Manuscrit.]*

I. **E**N premier lieu, il a été accordé, & conclu, que du jour du présent Traité, & d'après ce qui en sera fait, le Traité de Paix fait par Arthur Herbert Eucyer, Admiral de la Flote de Sa Majesté sur la Méditerranée, sera confirmé, & inviolablement observé entre le Sérénissime Roi de la Grande Bretagne, France, & Irlande, Défenseur de la Foi Chrétienne, &c. & les Très-Illustres Seigneurs le Doucteur, Bassa, Aga, & les Gouverneurs de la Ville & Royaume d'Alger, & entre leurs Etats, & Sujets de part & d'autre, & que les Navires & autres Vaisseaux, les Sujets & Peuples de part & d'autre ne feront aucun dommage, offense, ni injure, de fait ni de parole, mais traiteront l'un l'autre avec tout le respect & amitié possible, & que toutes demandes, & prétentions quelconques jusqu'à ce jour d'entre les deux Parties, cessent, & demeureront nulles.

II. Que tous les Navires, ou autres Vaisseaux appartenans audit Roi de la Grande Bretagne, ou à aucuns des Sujets de Sa Majesté, pourront entrer dans le Port d'Alger, ou en tout autre Port, ou autres Lieux de ce Royaume-là pour y acheter & vendre, en payant les Droits accoutumés de dix pour cent, ainsi qu'au paravant, pour les Marchandises qu'ils y vendront; & à l'égard des Marchandises qu'ils ne vendront pas, ils pourront les reporter à bord des Navires, ou autres Vaisseaux, sans payer aucuns Droits pour icelles; & qu'ils pourront en partir toutefois & quantes qu'il leur plaira, sans aucun obstacle ou empêchement quelconque; à l'égard des Marchandises de Contrebande, comme Poudre à Canon, Souffre, Fer, Planches de toutes sortes de bois de Charpente, propres à bâtir des Navires, Cordes, Poix, Gaudron, Fusils, & autres équipages de Guerre, les Sujets de Sa Majesté ne payeront aucuns Droits pour iceux à ceux d'Alger.

III. Que tous Navires & autres Vaisseaux, tant ceux qui appartiendront au Roi de la Grande Bretagne, ou à aucuns des Sujets de Sa Majesté, que ceux

qui appartiendront au Royaume, ou aux Peuples d'Alger, passeront librement les Mers, & trafiqueront sans aucune visite, empêchement, ou molestation de l'un & l'autre, & que toutes personnes, ou passagers de quelque Pais que ce soit, & tout l'argent monnoyé, Marchandises, & Meubles appartenans à quelque Peuple ou Nation que ce soit, entrant à bord d'aucuns dits Navires ou Vaisseaux; pris entièrement libres, ne feront point arrêtez, pris ou pilliez, & ne recevront aucun tort ou dommage quelconque de l'une ou l'autre Partie.

IV. Que les Navires de Guerre d'Alger, ou autres Vaisseaux rencontrans aucuns Navires Marchands, ou autres Vaisseaux de Sujets de Sa Majesté, n'étant pas sur aucunes des Mers dépendantes des Domaines de Sa Majesté, pourront envoyer une simple Chaloupe, avec deux hommes seulement, outre le nombre ordinaire de Rameurs, & qu'il n'y en aura pas plus qui entreront dans de tels Navires, ou Vaisseaux Marchands, sans la permission expresse du Capitaine, mais seulement les deux hommes, & qu'en produisant un Passeport signé, & scellé de Sa Majesté, ou de quelque personne que ce soit, qui sera établi pour être Seigneur Grand Admiral, ou pour exercer la Charge de Seigneur Grand Admiral pour l'Angleterre, & l'Irlande, ou de Seigneur Grand Admiral d'Ecosse, pour ledits Royaumes respectivement, ledite Chaloupe s'en retournera incontinent, & le Navire, ou Vaisseau Marchand, navigera en même tems, & poursuivra librement son Voyage, & les Navires de Guerre, ou autres Vaisseaux de Sa Majesté rencontrans aucuns Navires, ou autres Vaisseaux d'Alger, si le Capitaine du Navire, ou Vaisseau d'Alger, représente un Passeport expédié par les Gouverneurs en Chef d'Alger, & un Certificat du Consul Anglois, qui y sera demeurant, ledit Navire, ou Vaisseau d'Alger poursuivra librement sa route.

V. Qu'aucun Capitaine, ou autre Personne d'aucun Navire ou Vaisseau d'Alger n'enlèvera d'aucun Navire, ou Vaisseau des Sujets de Sa Majesté aucune Personne ou Personnes que ce soit, pour les porter quelque part que ce soit pour être examinez, ou sous quelque autre prétexte que ce soit, & n'usent d'aucune torture, ou violence envers aucune personne de quelque Nation ou qualité qu'elle soit, étant à bord d'aucun Navire, ou Vaisseau des Sujets de Sa Majesté, sous quelque prétexte que ce soit.

VI. Que les Effets d'aucun Naufrage appartenans audit Roi de la Grande Bretagne, ou à aucuns des Sujets de Sa Majesté, qui arrivera sur aucune partie des Côtes appartenantes à Alger ne pourront être déclarés ni faits de bonne prise, & que les Marchandises d'icelui ne pourront être saisies, ni les hommes faits Esclaves: mais au contraire, que tous les Sujets d'Alger feront tous leurs efforts pour sauver ledits hommes, & leurs Biens.

VII. Qu'aucun Navire, ni aucun autre Vaisseau d'Alger n'aura permission d'être mis entre les mains de ceux de Salé, ou d'y aller, ni en aucune autre Place ennemie audit Roi de la Grande Bretagne, pour servir de Corsaires, ou d'Ecumeurs de Mer, contre les Sujets de Sa Majesté.

VIII. Qu'aucuns des Navires, ou autres plus petits Vaisseaux d'Alger ne demeureront croisières près, ou à la vue d'aucunes des Rades, Havres, ou Ports, Villes, & Places de Sa Majesté: & ne troubleront la Paix, & le Commerce d'icelles en quelque manière que ce soit.

IX. Que si aucun Navire, ou Vaisseau de Tunis, Tripoli, ou de Salé, ou de quelque autre Lieu qui en dépendra, amène aucuns Navires, Vaisseaux, hommes, ou Marchandises appartenantes à aucuns des Sujets de Sa Majesté, en Alger, ou en aucun Port ou Place de ce Royaume-là, les Gouverneurs d'icelui ne permettront point qu'ils soient vendus dans l'étendue des Territoires d'Alger.

X. Que si aucuns des Navires de Guerre dudit Roi de la Grande Bretagne entre en Alger, ou en quelque autre Port, ou Place de ce Royaume-là avec quelque Prise, il la pourra vendre librement, ou en disposer autrement comme bon leur semblera, sans être molesté par qui que ce soit, & que ledits Navires de Guerre de Sa Majesté ne seront tenus de payer la Douane en aucune manière que ce soit, & que s'ils manquent de provisions de bouche, vivres, ou d'aucune autre chose, ils pourront les acheter librement au prix courant.

XI. Que

ANNO 1686.

ANNO 1686. XI. Que lors qu'aucun des Navires de Guerre de sadite Majesté paroitra devant Alger, sur l'avis qui en sera donné par le Consul Anglois, ou par le Capitaine dudit Navire aux Gouverneurs en Chef d'Alger, on fera incontinent un cri public, pour mettre en sûreté les Capifs Chrétiens, & si après cela il arrive que quelques Chrétiens que ce soit, se fassent à bord desdits Navires de Guerre, on ne les pourra redemander, & ledit Consul, ni le Capitaine, ni aucun autre des Sujets de Sa Majesté ne seront tenus de payer aucune chose pour ledits Chrétiens.

XII. Qu'aucuns Sujets de Sa Majesté de la Grande Bretagne, &c. ne pourront d'ordinaire être achetez, ou vendus, ou être faits Esclaves en aucun endroit du Royaume d'Alger, sous quelque prétexte que ce soit, & Sa Majesté ne sera point tenue, en vertu du présent Traité de Paix, de racheter aucuns de ses Sujets, qui sont présentement en Esclavage, & il dépendra absolument de Sa Majesté, ou des Parens, & Amis desdites Personnes qui seront en Esclavage, d'en racheter tels, & autant qu'ils jugeront à propos de temps en temps, sans aucune limitation ou restriction de temps, en convenant pour leur rachat avec leurs Patrons, ou Maîtres, d'un prix aussi raisonnable que faire se pourra, sans obliger ledits Patrons, ou Maîtres, d'en mettre aucuns en liberté contre leur gré, soit qu'ils soient Esclaves du Boylique, ou des Galeres, ou qu'ils soient de ceux qui appartiennent au Bassa, au Dey, au Gouverneur, ou à quelques autres personnes que ce soit, & tous Esclaves qui seront Sujets de Sa Majesté, jouiront de l'avantage, & du Bénéfice des diminutions des Droits dûs au Palais Royal, & des autres frais, après qu'ils auront été rachetez, en payant des sommes autant raisonnables, qu'aucuns Esclaves des autres Nations ont accoutumé de payer quand on les rachète.

XIII. Que s'il arrive qu'aucun Sujet dudit Roi de la Grande Bretagne vienne à décéder en Alger, ou en aucun endroit des Territoires qui en dépendent, ses Effets, ni son argent monnoyé ne pourront être saisis par les Gouverneurs, Juges, ou autres Officiers, qui ne pourront non plus en faire aucune recherche; & ledits Effets, ou argent monnoyé, seront possédés ou reçus, par telle personne, ou personnes que le Défunt aura institué son Héritier, ou ses Héritiers, au cas qu'elles soient sur le Lieu où le Testateur sera décédé. Et au cas que les Héritiers ne soient pas là, alors les Exécuteurs dudit Testament, dûement influéz par le Défunt, après avoir fait Inventaire de tous les Effets, & argent par lui délaissés, s'en chargeront, & les garderont sans aucun empêchement, & prendront soin de les faire tenir par quelque voye sûre aux véritables & légitimes Héritiers du Décédé; & le cas arrivant qu'aucun des Sujets de sadite Majesté vint à décéder sans avoir fait aucun Testament, le Consul Anglois se mettra en possession de ses Effets, & de son argent monnoyé, après en avoir fait Inventaire, pour les usages des Parens, & Héritiers du Défunt.

XIV. Que les Marchands demeurans & trafiquans en la Ville & Royaume d'Alger, étant Sujets de Sa Majesté ne seront point obligés à acheter aucunes Marchandises contre leur gré, & ils auront toute liberté d'acheter telles Marchandises qu'ils jugeront à propos, & aucun Capitaine ni Commandant d'aucun Navire, ou Vaisseau, appartenant aux Sujets de sadite Majesté ne sera tenu contre son gré, de charger aucunes Marchandises pour les porter, ou faire Voyage en aucune Place où il n'aura pas envie d'aller. Et le Consul Anglois, ni aucun autre Sujet dudit Roi ne seront obligés à payer les dettes d'aucun autre des Sujets de Sa Majesté, à moins que lui ou eux ne fussent devenus Caution pour lui par un Acte public, & authentique.

XV. Que les Sujets de sadite Majesté étant en la Ville d'Alger, ou dans ses Territoires, en matière de différens, ne seront point Sujets à d'autre Jurisdiction que celle du Dey, ou Divan, si ce n'est qu'il arrive qu'ils aient des Différens entr'eux-mêmes; auquel cas ils ne seront Sujets qu'à la Décision du Consul seulement.

XVI. Que le Consul, qui est à présent, ou demeurera en quelque temps que ce soit en Alger, y sera en tout temps en parfaite & entière liberté, & sûreté de sa personne, & Biens; & il lui sera permis de choisir son Truchement ou Courtier; & d'aller librement à bord des Navires qui seront à la Rade, aussi

souvent, & en tel temps qu'il lui plaira. & aura la Liberté de la Campagne: Et qu'on lui accordera un Lieu pour y faire des Prières; & que personne ne lui fera aucune injure de fait, ni de parole.

XVII. Que non seulement pendant la continuation du présent Traité de Paix & d'Amitié, mais pareillement s'il arrive quelque rupture à l'avenir par Guerre entre ledit Roi de la Grande Bretagne, & le Royaume d'Alger, ledit Consul Anglois, & tous autres Sujets de sadite Majesté demeurans dans le Royaume d'Alger, auront toujours, & en tout temps, soit de Paix, soit de Guerre, une pleine & entière liberté d'en sortir, & de se retirer en leur País, ou en quelque autre País que ce soit, sur tel Navire ou Vaisseau de telle Nation qu'ils jugeront à propos, & d'emmener avec eux tous leurs Biens, Meubles, Familles, & Serveiteurs, sans aucun trouble, ni empêchement.

XVIII. Qu'aucun Sujet de sadite Majesté étant passager, arrivant ou s'en allant avec son Bagage de quelque Port que ce soit, ne pourra être molesté ni empêché, quoi qu'il fût sur un Navire ou Vaisseau ennemi du Royaume d'Alger. Comme pareillement aucun Sujet d'Alger, qui fera passer étant à bord d'un Navire, ou Vaisseau d'une Nation ennemie dudit Roi de la Grande Bretagne, ne sera en aucune manière molesté en sa personne, ni en ses Biens qu'il pourra avoir chargés sur ledit Navire ou Vaisseau.

XIX. Que toutefois & quantes qu'aucun Navire de Guerre du Roi de la Grande Bretagne, portant le Pavillon de Sa Majesté au bout du grand Mast paroitra devant la Ville d'Alger, & viendra mouiller à la Rade, incontinent après que l'avis en aura été donné par le Consul de sadite Majesté, ou par un Officier du Navire, au Dey, & au Gouvernement d'Alger, ils seront tenus par honneur envers Sa Majesté, de faire une falve de vingt-un coups de Canon tirez des Châteaux & Forts de la Ville, & ledit Navire rendra le Salut par le même nombre de volées de Canon.

XX. Qu'incontinent après la signature, & le sceau desdits Articles par le Bassa, le Dey, l'Aga, & les Gouverneurs d'Alger, tous torts & dommages soufferts de part & d'autre seront effacés de la Memoire & mis en oubli, & le présent Traité de Paix sera en sa pleine force & vertu, & continuera pour jamais; & à l'égard de toutes les depredations & Dommages qui pourront être cy-apres faits ou commis de part & d'autre, avant qu'on puisse donner avis du présent Traité, on en fera incontinent réparation, & tout ce qui se trouvera encore en nature sera incontinent rendu.

XXI. Que le cas arrivant qu'il se fît ou commît quelque contravention au présent Traité par les Sujets de l'une ou l'autre des Parties, cette Paix ne laissera pas de subsister en toute sa force, & cette inobservation ne causera point la rupture du présent Traité d'Amitié & bonne correspondance, mais la Partie qui se sentira molestée demandera qu'on lui donne incontinent satisfaction pour ledites contraventions, par une voye amiable, avant qu'il lui soit permis de rompre la Paix, & si la faute est commise par des Sujets particuliers de l'une ou l'autre des Parties, il n'y aura qu'eux qui seront punis, comme infractions de la Paix, & perturbateurs du repos public. Et notre Foi sera nôtre Foi, & nôtre parole sera nôtre parole.

Confirmé & scellé en la présence de Dieu tout puissant le cinquième jour d'Avril, l'an de nôtre Seigneur Jésus-Christ mil six cents quatre vingt six & en l'année des l'Egire mil quatre-vingt dix-sept & le vingt troisième jour de la Lune Gemadiel.

(L.S.)

(L.S.)

LXIX.

Fœdus defensionum inter Sacram Cæsaream Majestatem. 7. Maii.
 TEM LEOPOLDUM, & FRIDERICUM
 WILHELMUM Electorem Brandenburgicum,
 in Conservationem Imperii, Paciscentissime Dictionum, nec non in Defensionem Successionis Palatine Electoralis, contra putativas Præfensiones Ducis Aurlantiensis. Colonia ad Spream die 7. Maji 1686. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chanc.]

ANNO Chancellerie de la Cour, de Sa Majesté Impé-
1686. riale.]

Cum Serenissimus ac potentissimus Princeps, ac D. D. Leopoldus Electus Romanorum Imperator semper Augustus, Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiae, & Slavoniæ Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Wirtembergiæ & Silesiæ, Marchio Moraviæ, Comes Habsburgi, Tyrolis & Goritiæ: Serenissimus itidem Princeps ac D. D. Fridericus Guillelmus Marchio Brandenburgicus Sacri Romani Imperii Archicamerarius & Princeps Elector (tot. titulus) matura deliberatione præsentium temporum conditionem ob oculos posuerint, quæ & quanta nimirum damna, diminutiones ac discrimina Sacro Imperio Germanico partim ex intestinis Dissidiis, Divisionibus, & finitrimis intelligentiis, præcipuè verò exterorum Hostium fraudulentis insidiis periculose constitutis ab aliquo tempore imminuerint, atque deinceps potissimum Successionis Electoralis Palatinæ causa sint pertimescenda, à quibus gravissimè in publicis convulsionibus, nisi decantibus, ac idoneis mediis tempèstivè præveniatur, exsurgunt: aliissimè memoratæ Sacre Cæsareæ Majestatis, nec non altè memorato Serenissimo Principi Electori vires, & copias Divinæ Clementiæ indultas archiori Fœderis nexu adeo conjungere, & unire necessarium omnino visum fuit, quò tam Sacri Imperii, omniumque ejusdem fœditi Statuum, & Membrorum, quàm utriusque Pacificentis Regnorum, Principatuum, Archiducatum, aliarumque Eorundem Provinciarum Defensionis, Auxilio, Libertati, & Quietis contra omnem imminentem internam, & exteraneam hostilem Potentiam, & quascunque Machinationes, Deo optulante, plenius consulatur.

Art. I. Inprimis fit inter Sacram Cæsaream Majestatem, Ejusque Successores & posteros Archiduces Austriæ ab una, atque Serenissimum Principem Electorem Brandenburgicum, Ejusque Successores & posteros Marchiones Brandenburgicos ab altera parte, tenore præsentium, & virtute hujus Fœderis defenlivi, syncera, firma, vicina Amicitia, Fœdus & concordia à Pacificentibus sincerè, & sine fūco conservanda, ita, ut alter alterius commodum & utilitatem promoveat, ac quæcunque alterius Personæ, Regnis, Ditionibus, & Subditis in damnum, aut præjudicium cedere possent, avertere, & impedire studeat, statimque, ubi quid simile in notitiam venerit, sincerè adaperiat. Singularem utriusque Paris Legatis & Ministris tam Ratisbonæ, quàm alibi in aut extra Sacrum Imperium in Legatione degentibus demandatur, ut hi tam pro Eiusdem Impèii, quàm utriusque Serenissimæ Domus emolumento inter se conferant, in casu verò, ubi præmissa Consiliorum communicatione in unam mentem convenire non poterunt, nihilominus absque strepitu omnia agantur.

II. Præfens defenlivi Fœdus, cum tantum pro bono publico Conservationem & Propagationem Sacri Imperii, Pacificentium Regnorum, Electoratus, Archiducatum, aliarumque Provinciarum & Subditorum intendat, pro fundamento habeat Pacem Westphalicam, nec non ultimum Ratisbonæ inter Sacram Cæsaream Majestatem, & Imperium ex una: & Coronam Gallicæ ex altera parte initum Armistitium: Si quidem ambo Pacificentes eo collimare se obligant, ne dictis Tractatibus contraveniantur, sed hi inviolabiliter ferventur.

III. Si itaque Sacrum Imperium, ejusvè unum aut plura Membra violentiâ aliquâ, Armorum invasione, quæcunque demùm illa foret, aut sub titulo Reimionis, Dependentiæ, similibusvè prætextibus in suis Provinciis & Juribus turbati contingeret, Sacra Cæsareæ Majestatis & Serenissimus Princeps Elector agent inter se, & fideliter cum effectu adlaborabunt, ut per congrua Remedia omni hujusmodi violentia & hostilitate remota, Imperii finibus & Juribus nihil ultra dematur, sed cuius ejusdem Status salva sint & integra Jura sua, ac Jurisdictionis ante omnia, si quid detrimenti patenteretur, debicè acque integrè restituerentur.

IV. Purgatæ Præfentionis Dacis Aurelii nomine Conjugis suæ contra Serenissimum Principem Electorem Palatinum & Provincias ad hunc indubio Successionis Jure devolutas, quoad certas magnæ confederationis Appertinentias motæ aut movendæ, cum ejus

sent nature, ut in publica Belli flammam erumpere possint, promittit Serenissimus Princeps Elector Brandenburgicus, ubi eundem Serenissimum Electorem Palatinum sive in Palatinatu & pertinentibus ad Palatinatum Provinciis à proximè defuncto & moderno Principe Electore possediss, sive in Ducatu Juliacensi, sive aliis eidem atinentibus Ditionibus & Territoriis, Bello impeti, aut in suo Jure & legitima Possessione sub quocunque colore & titulo, vel maxime Reunionum Dependentiæ, & neglecto Juris Ordine per vim infestari contingeret, nec omnia & singula attentata pro casu præsentis Confederationis habenda, accipiendâ, Copiis auxiliariis infra conventis succurrendum, atque effectum in casu invasionis ab aliissimè & altè-memoratis Pacificentibus Articulo sexto sibi invicem stipulatum opitulando procurandum esse, cæ tamen lege, ut Sacra Cæsareæ Majestas præfatis Copias neque duplicatas, neque alibi Locorum desideret: E contra reciprocam Serenissimus Elector Brandenburgicus, si invaderetur, pro possibilibus & viribus Serenissimi Electoris Palatini sibi effectivam confidit opem & assistentiam.

V. Præcipuè autem vi hujus Fœderatorum Ligæ conventum est, si aliterut Pacificentium ab aliquo, quiscunque tandem ille futurus esset, in suis Regnis, Electoratu, Archiducatibus, Territoriis & Provinciis, aut in Jure & Jurisdictione sibi competente invaderetur, infestaretur, turbareturque, aut si in-vel ex illis Tributa, Quartiriæ, Subarrhationes Militum, Transitus, Armilutria, Annonzæ, Apparatus Bellici, aliavè Gravamina, quæcunqueque nominandæ, exigeret, aut exigenda comminaretur, ut alter turbatorum emphasibè, & severè dehortetur, & si nihilominus in Gravaminibus contingeret, Copias infra conventas spatio duorum mensium à die interpositæ requisitionis sistendo opem ferat, donec sublatâ turbatione, molestiis, & gravamine, omnia in eum statum, in quo ante Invasionem extiterunt, præter Reparationem damnorum omnium restituantur, nullâ contra talem opem & assistentiam valiturâ exceptione, nisi fortè requisitus in propriis suis Ditionibus invasus ad eorum Defensionem promissio auxiliari Militi indigeret, quo casu illum sistere non tenebunt.

VI. Comprehenduntur in hoc Fœdere tam universæ præfentia, quàm futura Regna, Electoratus, Archiducatus, Provincie & Territoria, quæ Fœderati nunc possident, aut Deo dante futuri temporis eis, earumque Hæreditibus & Liberis Jure Successionis, vel alio quocunque legitimo titulo accrescent, ubicunque Locorum itaque in præmissis Ditionibus fieret invasio, illi pateret casus Defensio, sibi que invicem Pacificentes Conventionem præfate tenerentur, cum hac item iurum cautela, ut devoluti per Altissimi Providentiam aliquando ad Sacram Cæsaream Majestatem Successione Hispanica, indeque orituro generali totius Europæ motu, Serenissimus Princeps Elector Brandenburgicus Copias suas in remotas Hispaniæ, Italiæ, Indiæ oras, Belgium aut Regna & Provincias Altissimæ Majestati Cæsareæ Hæreditarias ducere non sit adstrictus, sed de modo & ratione ulteriori agendi de novo singulariter agatur.

VII. Numerum Copiarum auxiliarium quod atinet, eam utrique Pacificentium proportionem amplecti libuit, ut Sacra Cæsareæ Majestatis Serenissimo Principi Electori duodecim virosum milibus: nempe ter mille Equitibus, mille Desultoriis & octo mille Pedibus: Serenissimus Princeps Elector verò Sacre Cæsareæ Majestati octo virosum milibus: nimirum mille ducentis Equitibus, octingentis desultoriis, & sex mille Pedibus, ex utraque Parte propriis, itaque certis alendorum mediis & sumptibus, assilant, & auxilietur.

VIII. Quod si dicere in priori Articulo Copiæ & vires invasioni, & periculo non fuissent, ageretur inter Pacificentes de augendo quoad dimidietatem, aut etiam duplicando Milite.

IX. Circa Directionem & Præfaturas mittendarum Copiarum auxiliarium, Jurisdictionem, apparatus Bellici, sive impeditentorum, annonæ, solutionum, servabuntur inter Confederatos alias usitata, certaque subscripto hoc Fœdere defenlivo norma statueretur.

X. Præfens ita inter Pacificentes idem Fœdus per viginti annos durabit, & hoc termino ad finem vergente de prorogatione convenietur. Quod si unâ cum hiis annis susceptæ Expeditiones non finirent, in ope ferenda, donec pericula cessaverint, continuandum erit.

ANNO
1686.

ANNO 1686. XI. Ut quoque hoc Foedus tamdiu firmis quavis sinistra suspitione careat, nullus Contrahentium ulla Foedera, aut Ligas, quibus alterutri directè vel indirectè noceri, ulla turbatio, aut sinistra intelligentia vel etiam hoc causari possit, quò minus hæc Conventa ad effectum deducantur, cum aliis Principibus ineundi facultatem habeat. Verùm, si quæ ineunda forent, ante conclusionem sibi invicem sincere communicent: Pacta verò & Foedera, quæ Partes pacificentes inter se jam sancta habent, his non adversari declarantur, aut si contraria forent, veluti non sunt, eatenus illis in genere & specie plenè derogatur.

XII. Quòd si ad Bellum & casum præsentis Conventionis deveniendum esset, nulli Pacificentium sine alterius consilio & communi assensu Pacem, aut Armistitia ferre licebit.

XIII. Experiencia quotidiana comprobante per propriam Quaritorum apprehensionem magnas in Imperio excitari molestias & confusiones, visum fuit utrique Pacificentium sibi invicem ita manum præbere, ut Assignatio, & Distributio eorum pro circumstantia Bellicarum Expeditionum, ac temporis, cum præseint & consensu Suz Majestatis suscipiatur, & Serenissimi Principis Electoris, veluti iam archè Foederati Copiæ Cæsareis quoad hæc æquales habeantur.

XIV. Hujus Tractatus Ratificatio spatio quatuor Septimanarum, à die signature hujus roborabitur, & invicem permutabitur. In quorum fidem duo Exemplaria ab utroque Partis Deputatis, & Plenipotentiaris respectivè Abligatis & Ministris subscripserunt, eorumque Sigillorum appensione roborata sunt. Colonizæ die 7. Maji Anno 1686.

Frank Heinrich von Fredach Gödens.
(L.S.)

Joachim Ernst von
Brunsham.
(L.S.)

Frank von Meindert.
(L.S.)

Paul von Fuchs.
(L.S.)

Jo hann Friederich
von Reth.
(L.S.)

LXX.

26. Juin. Prorogation der Allianz zwischen denen löblichen Bayrischen und Fränkischen Creysen auf 2. Jahr / zu besserer Beschützung und Sicherheit beschehen. Ausfertigung den 26. Junii 1686. [LONDORP II *Acta Publica* Parte XII. pag. 527. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Spec. Abtheil. II. pag. 343. sous date du 25. Juin 5. Juillet & dans Anhang zu des Europäischen Heroldts vier Haupt-Handlungen pag. 1374.]

C'est-à-dire.

Prolongation pour deux ans, du Traité d'Alliance conclue auparavant entre les Illustres Cercles de BAVIERE, & de FRANCONIE pour leur commune défense & sûreté. A Augsbourg le 26. Juin 1686.

TOM. VII. PART. II.

ANNO 1686.

3. u wissen. Als die Königlich Kayserliche Majestät unser allergnädigster Herr / zu manutention des wehrten Marcellandes Freyheit / auch Beschützung und Sicherheit dessen getreuer Creys / und Stände / sich allergnädigst gefallen lassen / in je näherer Intelligenz von einigen Jahren her gestandene Creys / und hohe Stände / Kraft deren / vom 29. Aprilis letzten allergnädigst erlassenen Receptes. zu Erhaltung und Festhaltung solcher gehöri genen Verhältniß / und Correspondenz / auf hiebei in des Heiligen Römischen Reiches Stadt Augsburg zu invitiren / und nebst anderen Ihrer Ehr. Fürstlichen Durchleucht in Bayern / auch die Fränk- und Schwäbische Gesandtschaft / auf diese ein- gelanget / daß man darauf derjenigen / weissen höflichkeit Ihrer Ehr. Fürstlichen Durchleucht und selbigen dann dem Fränk- und Schwäbischen Creys aufgerichteter engerer / zu facilitierung der Executions-Ordnung / adjecter Verhältniß / sich zeitlich und zugleich dessen erinnert / daß der darüber genommene Termin vergangenem Monat May / ersichtlichwahls ausgelassen / und nun an dem seyt / dieselbe unter ihnen als nächsten Nachbarn / und von Alters her / auch sonst correspondierenden Ständen und Creysen / bey ohne dem noch immer obstehenden / so sehr beschwerlichen Zeiten und kläglichen / vor allen Dingen wiederum zu erneuern / und auf weitere Jahre und Zeit / vertraulich zu extendiren und fortzuführen / inmassen sich dann zu solcher Extension und Fortsetzung auch alle Theile / und zwar die anwesende Ehr. Bayerische Gesandtschaft / wegen des löblichen Bayerischen Creyses / sich seie rat dahin verstanden / daß am 28. May 1783. Junii 1684. einander gethane / und schriftlich aufgestellte Declarationen und Gegen-Declarationen, ihren unständlichen Inhalt und Begriff nach / hieselbst würdlich wiederholt / und eine recht vertraute Correspondenz und Zusammenkunft / wieder allen Feindschaften Gewalt / irreguläre Marche und Remarche. eigens angewandte Winter- und abget Quarteir / auch anderen gegen Recht und Billigkeit streitende Zumuthungen / von dato wiederum auf 2. Jahr in Kraft dieses stabiliret / und festgestellt seyn solte / also und dergestalt / daß / wie man nach der hievorigen Verabredung in casum hostilis invasionis, oder übergangung / sie gleiches gleich von dem / aus was Ursachen / oder unter was Schein selbige wollen / dergleichen zu Anwendung anderer Reichs-Erkantungen ohngewässen Zumuthung / beinträchtigt- oder gewaltsamen Zumuthung / mit 1000. Mann zu Pferd / und 4000. zu Fuß einander zu assistiren / allerseits zugesaget / als nunmehr von Seiten Ihrer Ehr. Fürstlichen Durchleucht in Bayern / und des löblichen Fränkischen Creyses / nach der hienächst zu communiciren stehenden Repartition mit 1000. zu Pferd / und 4000. zu Fuß / ex parte des löblichen Fränkischen Creyses hingegen mit 1000. zu Ross / und 3200. zu Fuß / bestehend bestet in 3. Regimenten / als einem zu Pferd / und 2. zu Fuß / von löblichen Schwäbischen Creys aber mit 1000. zu Pferd / und 3000. zu Fuß / so dinstmal in 4. Regimenten bestehen / pro exigentia rerum & Casuum, die Hülffe würdlich geleistet werden solte. Als inmassen dann gesamte Höchst-Höhe- und löblichen Stände dieser dreyen correspondierenden Creys / durch Ihre hier anwesende Gesandtschaften zu Continuation solch ihres vornahmigen Reichs-Executions-mässigen Vinculi, sich / obpactirter massen / also de novo mit einander verstanden / auch allerseits Ratificationen über diese nähere Verhältniß / von dato inner 9. Wochen / zu denen Fürstlichen Creys-Ausschreib-Comiten einzusenden / und gegeneinander auszuwechseln zugesaget / wie sie dann von solchen allem / der hieselben Kaiserlichen Gesandtschaft mit Constestierung gegen der allerhöchsthochadere Kayserlichen Majestät allerseits tragenden allergnädigsten Devotion, auch gemeinlicher Nachricht gegeben / und ob man zwar von denen nicht weniger / als der anwesenden Ehr. Bayerischen- und löblichen Fränkischen Gesandtschaft ge- geben hant / daß an Seiten des löblichen Schwäbischen Creyses / zu dem unter Handen stehenden grossen Conjunctions-Werd / nach dem Grund des Heiligen Reichs- Satz- und Executions-Ordnung / der Weyrte gleich dinstmalen mit geschehen wäre / inmassen / und daß der / zwischen den höchsten und hohen Bundes-Verwandten prorogirte Recess. eine ganz innocente Intention führe / in mehreren zu erkennen gegeben worden : Nachdem jedoch Fürsten und Stände des löblichen Schwäbischen Creyses vor dinstmal hauptsächlich auf die vorige Correspondenz gesehen / und ihrer Gesandtschaft teinen weiteren Befehl ertheilet / dabeneben aber so viel coniecturen und versichern lassen / daß ob es schon zu keiner

R.

For-

ANNO 1686. Formel-Verständens / nach dem mit übrigg höchst- und hohen Alliirten beverfahenden Concert für jetsu antommen / so bannoch mit selbigen Xeren Potenzen und

Grefen jederzeit gerne sehen / auch auf den Nothfall sich mit denen biß daher correspondirenden hochlöblichen Grefen und Ständen / über das / so die Wohlthat des gemeinen Vaterlandes erfordert / allemahl zeitlich und Patriotisch vernemen wolten / zumahlen eben diese nöthige Intelligenz / zwischen hochlöblichen gedachten 3. Reichs-Grefen und Ständen insonderheit dahin anschauen / daß ein Theil wie der bisher sich das Publicum jederzeit bestend angelegen seyn lassen / auch die Manutenez der in- und mit dem Reich aufgerichteter Instrumentorum Pacis & Armistitii zu Befähigung der hierunter intercessurten Ehre-Gütern und Stände Freyheit in Ecclesiasticis & Politicis mitbefördern heissen solle und wolle / so hat man es bey solcher Consecration allerseits bevesten lassen / und ist / was unter übrigen hohen Alliirten theilen weiter zum Reces kommen / an Fürsten und Stände des löblichen Grefes geschreibend und umständlich zu referiren / von selbiger Geschäftschafft übernommen worden. Datum Wien zu Urkund ic.

Datum Aufzug den 26. Junii 1686.

LXXI.

28. Junii. *Tractatus inter LEOPOLDUM Cæsarem Augustissimum ac Hungarie Regem & MICHAHELEM APAFFI Principem, Statusque & Ordines Transylvanie, de Defensione, Praesidio, atque Statu civili & politico Principatus. Datum Vienna die 28. Junii 1686. [Brevissimum Compendium Principatus Transylvanici Historiae; inter Diplomata pag. 12.]*

Notum fit quorum interest Universis. Quod postquam Sacra Cæsarea Regiaque Hungariae & Bohemiae Majestas, à Turcarum Sultano, Armis foedifragis lacerata, ad Societatem Sacri Belli, inter alios, etiam Dominum Principem, Statumque & Ordines Transylvanie, ac Partium Hungariae, eidem annexarum, pro Defensione communi adhortata esset, & Dominus Princeps, Status & Ordines Transylvanie, devotum suum erga Sacram Cæsaream Regiamque Majestatem & Rempubliam Christianam affectum animumque per expressam Legationem testati essent propositis nonnullis desideris, de quibus conveniretur, in sequentes Articulos itum est.

I. Sacra Cæsarea Regiaque Majestas suscipit Defensionem Transylvanie, Partiumque Hungariae eidem annexarum, & postulante occasione, pro ejus Defensione contra Hostem, ad requisitionem Domini Principis, & Statum tempestive Copias Auxiliares, mittit, quandocunque opus erit, quae quidem, sub Jurisdictione & Imperio Militari Cæsareae Generalitatis manent, quandoquidem autem, intra Terminos Transylvanie commorantur, Sacra Cæsarea Regiaque Majestas, Directionem Armorum Domino Principi, & ejus Successoribus committit, penes quos etiam statit, quandoquidem illis opus habeant, iis vero Copiis Sua Majestas stipendia persolvit, & commatu & annona Transylvani providebunt.

II. Quid Territorii Turcici aut Locorum Hostieripietur, Jure Belli, sit occupantis, quicquid autem ad Transylvanos spectare dignoscetur, in ejusdem Jurisdictione manutenebitur.

III. Transylvaniam cum Partibus Hungariae Transylvanie annexis, intra veros suos Terminos, Dominus Princeps & Status eo, quò hæcenus Jure gaudent, conservent, declarare Sacra Cæsarea Majestas, se in eis, contra Jura & Dominio Principi competentia nec Telonia, nec Tricemas, nec Praesidia, aut Fortalitia invito Principe erigi curaturam, idem intelligatur de Debricino.

IV. Sacra Cæsarea Majestas, circa Bona Transylvanici Subditis restituenda, habitis necessariis Informationibus, Justitie & Officiorum Domini Principis, & Statum sicut & Privilegiorum, condignam rationem habebit.

V. Neque Comitum Ladislav Cákhi, utpote Domino Principi suspectum, Copiis suis in Confinis Transylvanie, praeciet, aut adjunget, nec permittet

Sua Majestas ut ab ipso Statibus Transylvanie damnum aliquod inferatur.

VI. Neque quatuor Religiones in Transylvania, partibusque Hungariae Transylvanie annexis receptas ullo ibidem modo, tempore, & pretextu, turbare curabit, nec allaborabit in Templorum, Scholarum, Parochiarum, conventuumque & bonorum eorum occupatione, juxta Leges eorum approbatas.

VII. Libera pariter sint Jura Foederum Domino Principi Transylvanie, ejusque in Principatu legitimi Successoribus, ita tamen, ut hic perpetuo Tractatus non repugnet, sed contra communes Hostes, pro utilitate Christianitatis, & inprimis Sacrae Cæsareae Majestatis, ejusque Domus, Regnorumque & Provinciarum iocantur.

VIII. Legitimus Transylvanie Princeps, Dominus Michael Apaffi, nullatenus turbabitur, nec minus ejusdem Domini Filii Michaelis similiter Apaffi electio nem jam factam, gratam ratamque habebit Majestas, post eorum verò sera (ut sperandum est) fata, libera maneat penes Transylvanie Status, juxta eorum Jura, Electio.

IX. Maneant etiam Titulus & Insignia Principum, more hæcenus usitato, nec ea sibi Cæsarea Majestas attribuet.

X. Sacrae Cæsareae Majestatis Subditis in Transylvaniam, & hujus vicissim Incolis, in Suez Majestatis Regnis & Provinciis, libera Quæstus & Commercio sint Jura.

XI. Nunquam allaborabit Sua Majestas in Transylvaniam erigere Jus Patronatus, aut Sacerdotale, nec de mandatis, eam materiam Statibus proponi.

XII. Transfuge & Proditores Sacrae Cæsareae Regiaque Majestatis non recipiunt in Ditione Transylvanie, nec hujus vicissim in Regnis & Provinciis Suez Majestatis, idem intelligatur de Jobbagionibus aut Hominibus propriis ejus adscribere.

XIII. Subditi Sacrae Cæsareae Regiaque Majestatis in Transylvania & vicissim hi, in Regnis Provinciisque Suez Majestatis, causas suas in Judicio agere & prosequi libere poterunt, Procuratorumque Constitutiones & aliae literæ Causales, in Locis & eorum Personis solitis & authenticis, in ejus Territorio legitime factæ, ubique pro firmis & validis habeantur.

XIV. Tamen pro defensione & amplificatione Rei Christianæ, statim notis viribus, libenter palam concurrerent Domini Princeps & Status Transylvanie, ne tamen intempestive ostentatione Armorum, Turcicis & Tartaricis direptionibus exponantur, consentit Sacra Cæsarea Regiaque Majestas, ut non ante expugnationem Varadini & Temevarini, se palam Cæsareis Armis conjungant, sed interim Armis, commatu & vecturis tolerabilibus, usque ad limites Transylvanie Ditionis, si Arma Cæsarea ad illa Fortalitia expugnanda, quæ in Partibus Hungariae Transylvanie annexis à Turcis possidentur, admovebuntur, juvent, ad quod Dominus Princeps & Ordines se obligant.

XV. Neque Transylvaniam & Partes Hungariae eidem annexas, Turcis hæcenus non obligatas, Sacra Cæsarea Majestas gravabit Hybernias, nisi ipsius Transylvanie, & contra Hostem excubandi necessitas extigerit.

XVI. Cum ad Aulam Cæsareae Majestatis Legati Transylvanici expeditur, pro more honeste habeantur & recipiuntur.

XVII. Cum Loca Turcis eripiuntur, Bona, quæ in iis ad Transylvanos spectare dignoscuntur, iisdem restituentur, salvo Sacrae Cæsareae Majestatis in iisdem Jure Superioritatis & Feudi.

XVIII. Infecuturis cum Turca Induciarum aut Pacis Tractatibus, ex parte Sacrae Cæsareae Majestatis, juxta Capita, eo tempore exhibenda, & huic Tractatui correspondentia, includitur Transylvania, Moldavia, & Valachia, ubi etiam modo omnibus efficere conabitur Sua Majestas ut Transylvani, à Tributo ultierius Turcis pendendo liberentur.

XIX. Vicissim se obligant Dominus Princeps, Status & Ordines Transylvanie, quod non tantum honorem & commodum Sacrae Cæsareae Regiaque Majestatis, ejusque Domus, Regnorum & Provinciarum, ubique Locorum bona & Christiana fide, consiliis & opera promovebunt, verum etiam, quod, pro superius stipulata Regia Defensione & Protectione, annuat recognitionem viginti quatuor millium Aureorum Ducatorum, vel quinquaginta millium Thalerorum Imperialium, in speciebus, perpetuis temporibus pendunt, casu

ANNO 1686.

ANNO casu etiam urgentissime necessitatis, possibili annonæ,
1686. comæus, vectarum & virum subministracione as-
sistent, & pro majori, tam hujus Tractatus, quam
ipsum Transylvaniam securitati, pendente hoc bello &
periculo, Sacra Cæsareæ Majestati, sequentia duo Loca,
nempe: Claudiopolim, & Fortalicium Deva eum in
modum consignabunt, ut Cæsareo Præsidio, pro duobus
tertius, Transylvanico vero, pro una tertia, mu-
niantur, cui Præsidio Cæsareæ stipendia Sua Majestas
persolveret, panem autem, & servitia Transylvani submi-
nistrabunt, quæprimùm verò præfens Bellum cessave-
rit, ambo Loca iterum evacuantur & restituentur.

XX. Tractatus hic in secreto quidem servabitur, ob-
ligabit verò sub Christiana Fide tam Sacram Cæsaream
Majestatem, quam Dominum Principem & Status
Transylvaniam, & utriusque Partis Hæredes & Successores
in perpetuum & non unquam Turcis etiam post fa-
ctam Pacem revelabitur.

XXI. Diplomata, ratificata intra mensem, aut quod
civitas, si fieri poterit, in bona & consueta forma ex-
pedita commutabuntur; in quorum omnium fidem,
præfens Tractatus, tam à Dominis Commissariis
Cæsareis, hac in re deputatis quam à Dominis Legatis
Transylvanis, subscriptis quorumque Sigillis conclusis
corroboratus est Vienne 28. Junii Anno 1686.

FERDINANDUS Princeps à Dietrichstein, Mp. (L. S.)	HERMANNUS M. Ba- denis, Mp. (L. S.)
JOHANNES HALLER, Mp. (L. S.)	(L. S.)
MATTHIAS MILES, Mp. (L. S.)	STA. E. Comes STRAATMAN.
	SIGISMUNDUS PER- NYESI, M. p. (L. S.)
	MICHAËL INCZE- DI, Mp. (L. S.)

LXXII.

28. Juin. Augsburgische Allianz / so zwischen der
9. Juil. Römischen Kayserlichen Majestät / der
Eron Spanien wegen Burgund / der
Eron Schweden wegen dero im Heil-
igen Römischen Reich gelegenen Lan-
den / Chur-Bayern / denen Bayrisch-
Fränckisch-Schwäbischen Erantzen / dem
Hochfürstlichen Hauß Sachsen / und
denen disseitßs Ober-Rheins gelegenen
Fürsten und Ständen / zu Handha-
bung des Armisticii Germano-Gallici,
dann zu Erhaltung Ruhe und Friede-
stands im Heiligen Römischen Reich/
wie auch zur mutuellen Defension
wieder alle Feindliche Beeinträchtigung-
en auff den Jahr auffgerichtet wor-
den / den (1) 29. Junii 9. Julii 1686. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part.
Special. Abtheil. II. pag. 337. d'où l'on
a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi
dans LONDORP II *Acta Publica*
Tom. XII. pag. 522. dans l'Anhang zu
des Europäischen Vertrags IV. Haupt-
Handlungen pag. 1367.]

(1) On suit ici la Copie de Mons. Lunig & sa Date, qui est du
20. Juin, 9. Juillet, en quoi il s'accorde avec l'Europäische Herald.
Celle du Continuatour de Landerer est du 19. Juin, & celle de la
première Edition du Grand Recueil de Hollande du 19. 29. Juillet.
[Dum.]

C'est-à-dire.

ANNO
1686.

Ligue d'Ausbourg conclue pour trois ans & an de-
la, entre l'EMPEREUR, le Roi d'ESPAGNE
comme Duc de Bourgogne, la Couronne de SUR-
DE pour les Provinces qu'elle posside dans l'Empe-
re, l'Electeur de BAVIERE, les Cercles de
BAVIERE, de FRANCONIE, & de SAVA-
RE, les Ducs de SAXE, & autres Princes de
l'Empire par delà le Rhyn, pour le maintien de la
Trêve conclue à Ratisbonne entre l'EMPIRE, &
la FRANCE, pour la conservation de la Paix &
de la Tranquillité dans tout l'Empire & pour la
defence reciproque des Droits, Interêts & Regales
desdites Parties. A Ausbourg le 29. Juin. 9.
Juillet 1686.

¶ Und zu wissen! nachdem die Röm. Käyser
liche Majestät / unser allerdignistigster Käyser und
Herr / aus vorstündigst-und Reichs-väterlicher
Vorsorge für das gemeine Heil und Aufsehung des ge-
liebten Vaterlandes nemlich hißhero in engerer Corre-
spondenz gesandten Erantzen / auch Churfürsten / Fürsten
und Ständen / sowohl als andern / Ihro Käyserl. Ma-
jestät / und dem heiligen Reich / durch unumwideltbare
Reichs-Lande und Confoederation zugestanden Potentien /
vermöge ihres untern dato den 24. April. nachsthin an
sie erlassenen Käyserlichen Rescripten, mit mehrern zu er-
kennen gegeben / wie hoch-nothwendig es sey / nebst
Fortsetzung des noch immerhin offenkündigen blutig-
und gefährlichen Türcken-Krieges / auf des innerlichen Aus-
besandtes Befehligng bestmüßigst zu reflectiren / da be-
vorab der unter den mit der Eron Frankreich ohnängig
gebliebenen Armistitio veranlasset-und beubogene punctus
secundatus publicæ amoch in seiner Consistentz, und zu
besorgen / es bößte sie entliche Wolschung desselben noch
viel Zeit gebrauchet / inwendig aber bey gegenwärtig ver-
wirren Zeiten dem heil. Reich / und dessen geraden Stän-
den viel Widermüßigkeits jussisset / um so mehr dann die
ohnungsmängliche hohe Nothdurfft erfordert wolte / daß vor
höchst-hoch-und wohlbedachte Erantzen und Stände aus
Devotion, Liebe und Eifer gegen allerdignsternante Ihre
Käyserl. Majestät und das gemeine Vaterland / auch zu
Behauptung ihrer selbsteigenen Eiderkeit / und deren Ver-
theidigung gegen allen feindlichen Gewalt / die eine zeit-
ro unter sich gepflogene gute Einverständniß fortsetzen / und
zu deren wieder Erneuer-auch Feststellung (dievorab ein-
zig und allein zu Maintinirung des lieben Vaterlandes
Freiheit / Ehre und Wohlfahrt / auch Eiderkeit und Ver-
schüßung dieser geraden Stände / keinesweges aber zu je-
mandes Offension, Beleidigung oder Nachtheil abziehen
solt) einen gemeinen Correspondenz-Tag veranlassen
möchten / geschehen mehr allerdignstbedachte Ihre Käyser-
liche Majestät denselben auch ihres höchsten Erb / vermit-
telst dero Käyserlichen Befehlßs / zu bestünden sich al-
lerdignst anetläßet / pro loco & terminis Nachstauum
aber dieß des heil. Reichs Stadt Augsburg / nebst den
Anfang des Monats Junii benennet / auch die höchst-und
hohe Herren Interessenten daselbst hin invitiret / die sich
dann zu Erweisung ihres zu des heil. Reichs Wohlfahrt /
auch der Röm. Käyserl. Majestät allerunterthänigst zutra-
genden Respects, vermittelst abgedachter L. gationen (je-
doch ausser der Ober-Rheinischen) disseite Rhein gelege-
ner / dann der concurrirender Westrvaldischen Fürsten
und Ständen / welche verhoffentlich noch vor Eröffnung
dieses Convenis einlangen / oder in Beurlaubung dessen /
den Zutritt ausser allen Zweifel nehmen werden) einge-
finden / ordentlich legitimirt / und so fort die Haupt-
Sache unter gleichem Gnaden-Beystand mitralich ange-
treten / darauf hin / nach reifster der Sachen Deliberation
und Berathschlagung / folgendes zu gemeinem Ein-
verständnis herkommen lassen / und war:

I. Solte eine aufrichtige Zusammenkunft / und ver-
trauliche Correspondenz zwischen Ihro Käyserl. Ma-
jestät / und dero gangen hochgeliebten Erb-Hauß / absonder-
lich auch Ihro Königl. Majestät zu Hispanien / wegen
ihres Burgundischen Reichs-Erthes / so dann Ihro Kön-
igl. Majestät in Schweden / wegen ihrer in verschiednen
Erantzen gelegenen Reichs-Landen / wie auch Ihre Chur-
fürstl. Durchl. zu Bayern / für sich / und wegen des
Bayrischen Erthes / weniger nicht dem Fränckischen Erth /
dem völligen hochfürstl. Hauß Sachsen / dann denen O-
ber-Rhein / disseite Rheins gelegenen / auch hierzu con-
cur-

ANNO 1686. curirenden Westerrindischen Fürsten und Ständen seyn und verbleiben.

II. Sollte diese Defension und Zusammenkunft oben-gegrüeter Ihre Kayserl. Majestät hierbey stehender Intention genutz / bis auf erfolgende allgemeine Stabilir- und Einrichtung des puncti publicae securitatis Imperii, stehen / und zu nicanandts Verleibung / inner-oder außerhalb des Reichs / noch zu Erregung einiger moruum, sondern zu allseitiger Vertheilung Tauscher Freyheit / Ruhe und Frieden / Standes / Vertheilung und Eiderheit des heil. Reichs / dessen Churfürsten / Fürsten und Ständen incommon (gestalt dann in denen nachfolgenden Articulis weitrer klärtet wird) insonderheit aber der zu gegenwärtiger Conjunction würdlich eingetretenen Runds-Genossen / oder die ins künftige den Weyrre zu nehmen sich noch resolviren werden / nicht zu allganzener Quarantierung der Weyrre-Ständes und anderer dazu gehöriger oder darinnen gerathener Frieden-Schlüsse / wie auch des ohnfinstlich zu Regenspurg mit der Eron Frankreich angetretenen 20. jährigen Stillstandes / alles ihres Inhaltes / in Ecclesiasticis & Politicis ansehn / und auf die Reichs-Executions-Ordnung forsch / als andere Constitutiones Imperii, und die zu gebotenen Regenspurg circa punctum securitatis & generalis Guarantiae, wegen Neu- und Vertheilung verschiedener Reichs-Churfürsten und Stände / in so weit solche von Ihrer Kayserl. Majestät / dem Reichs-Ältesten stillo genutz / bereits allernachst approbiert / oder ins künftige approbiert werden möchten / ausgefallene Reichs-Conclusa gerührt seyn.

III. Allermassen nun vermöge derselben je ein Reichs-Stand und Erczß dem andern so feindlich angegriffen / oder gegen abseitziger heilfamen Reichs-Satzungen / Frieden-Schlüsse und Stillstand beinträchtigt / oder vergemächtig / oder mit irregulären Marchen / egnos angemessenen Winter-oder andern-Quartieren / oder sonst gegen Rechte und Willkür streitenden Zusammenhungen beschwörtet würde / beyzuehrigen verbunden ist / also übernehmen Ihre Kayserl. Majestät Kraft ihrer als des heiligen Reichs allerböchsten Ober-Hauptes trogender Obhegenschaft / alle und jede / absonderlich bezeugten getreue Reichs-Erczß und Stände / die sich vor ideo / oder ins künftige zu gegenwärtiger Schutz-Verfassung einwilligen / bey den ihren Kräftig zu maintainiren / vorgedachte Frieden / Schlüsse / Stillstand und Reichs-Conclusa zu handhaben / Gewalt und Muthet aber nach aller Möglichkeit zu verhalten und abzuwehren. Wann sich auch einige Gefahr von ein-oder anderseitigen Angriff gegen die oder jene Runds-Verwandte offenbaret / und hehrlich thum / würdlich androhet / oder sonst mit schwebendem Grund befürchtet würde / so halben Ihre Kayserl. Majestät dessen berichtet / oder gewar werden / den zur Verleibung sich anstehenden Theil ernstlich abzunahmen / und zugleich die sammtliche Allocirte zu erinnern / sich dergestalt gefast zu halten / daß bey weiterer Änderung der Gefahr / und es die seld zur würdlichen Vertheilung heraus / den bedrohten und Gefahr-leidenden Runds-Verwandten auf dessen Begreiffen die nachdrucksame Hülffe geleistet werden möge / Wie dann auch in solchen Fall / noch mehrers aber / da die feindliche Invasion bereits geschehen / oder damit der Anfang gemachet wäre / aus was Ursachen / und unter was Ethen oder Mahnen solches auch seyn möge / sämtliche Allocations-Verwandte / insonderheit aber die nachstgenannte und die ihre Völder zum leicht- und geschwindesten durchbringen können / Kraft dieser also genommenen Abrede / schuldig seyn sollen / ohne eunige faumtlige Zuwartung oder Entschuldigung / wie auch diese seyn / oder geschehen konnte / oder möchte / auf des angegriffenen Runds-Genossen gezeimendes Begehren / die verlangte Hülffe / nach der in folgenden Articulis mehrers ausdrückten Maaß eiligt zuzuschicken / und denselben vor weitrer Gewalt retten zu helfen. Gleichwie nun

IV. Im Fall eines erfolglosen Angriffs / oder gewaltsamer Weinträchtigung / nicht der / den bedrohten zuzuschickenden Hülffe / bevorzehen solle / wofür man es ratsam befinden möchte / von gesamter Alliance wegen / oder von wegen einiger Allirten ins besondere dem feindlichen Theil durch Schreiben oder eigene Schickung von seinen Armentis abzunehmen / und sich dahin zu bearbeiten / daß nicht nur fernere Gewalt eingestellt / sondern auch für bereits bestehende Abnahme und erlittenen Schaden / gezeimende Wieder-Erhaltung / denen ostantgezeimten Friedens-Schlüssen und Stillstand gemäß geleistet werden möge / Also sollen auch in obermelten Fällen die gesamte Allirte an einer wohlgelegenen Wahlstat cheffens zusammen kommen / oder zusammen schicken / und daselbst unter Ihre Kayserlichen Majestät allerböchsten

Direction. auch mit Zugichung derrer Allirten Generalität beschließen und beschließen / wie den bedrängten Runds-Genossen / im Fall zumahlen der bedrängten Theil denselben kein Restituzion oder billige Satisfaction / wie oben gedacht / lassen wolle / oder auch die gegenwärtig abgeschickte Hülffe zu Reprimierung weitrer Gewalt / nicht zulänglich wäre / durch stärkere Zusammenkunft weitrer ohnverlangt zu helfen / in dem Ende dann die sammtliche Allocirte alle ihre Kräfte / nachdem es die Nothdurfft erfordert / und zu dem abgeleiteten Zweck erschicklich seyn wird / anwenden / und bis zu dessen Entlassung getreulich bey einander stehen / sich auch um einiger Ursachen willen von einander nicht trennen lassen / dabey aber auch dasjenige / so im Fräid. Erczß-Abtheide de dato des 8. April. (29. Martii) zu besser Vertheilung der moruum im Reich vorgesehen worden / in so weit es nach geänderter Conjunctionen kein neuer Umstand alieriert / wünschlich bedürftig / und die gegen solchen größten Gewalt zu vertragen halbare Veranlassungen / darnach so wohl / als denen Reichs-Satzungen insondem angeordnet werden sollen.

V. Diese nöthig auch / in die Erczß-Ordnungen mit gangbarer Mannschafft / Munition / und andern zeitlich zu versehen und zu versehen / als wodurch der geschwinder überfall würdlich ab-und anzuhalten / folches dann die vornahmliche höchstschickliche Experientia / wann dieselbe auf ein oder andere Weise noch verfeinert werden / vielfältig erwiesen / um so mehr dann die Nothdurfft / in Kraft also beliebigen Schlusses / erfordert will / daß ein jeder höchst-und hoher Allirte seine halbare Plätze mit aller Nothdurfft in Zeiten wohl versehen / und daran keinen Mangel erkennen lasse / von daraus seitzige Runds-Schafft einziehe / und alle ausbrechende Gefahr / an die nachstgelegene Allirte und Generalität berichtet / die dann / bis zu endlicher der völligen Macht Zusammenkunft / obligirt seyn sollen / die Vertheilung zu secundiren / und so gleich die übrige hohe Runds-Verwandte / absonderlich aber ansatzende Fürsten / Erczß / auch andere unter denen beygetretenen Runds-Genossen angriffen / oder noch aufzurichten habende Directoria und Erczß-Plätzen / Aemtern / ohnverwartet einer gemeinlichen Zusammenkunft / (die doch / wie S. 4. vermeldet / insondem veranlaßt / zu dem Ende auch / und zu weiter allernachstiger Anordnung Ihre Kayserl. Maj. alles seitzunglich hinterbracht werden solle) insondem ihren Generalen Bescheid geben können / alle Trouppen zusammen zu ziehen / und wo es so wohl der nothwendigen Theil / als die Kriegs-Raision an sich selbst erfordert würde / sie zur nöthigen operation zu postiren. Sollten aber ein-oder andere Associat de presenti / oder die sich silt künftige zum Weyrre noch erklären werden / sonderbar aber diejenige / deren Lande der feindlichen überzuehung zum meisten unterworfen / und da aus selbigen Befestungen dem angreifenden Theil gute Gelegenheit zumachen könnte / denen übrigen Allirten / oder auch dem gesamen Reich großen Verlast und Gefahr insuziehen / diese ihre Plätze aus eigenen Kräften zu versehen / und zu besetzen nicht vermögen / auf solchen Fall hätten die sammtliche Runds-Genossen die gemeine Sorge zu tragen / daß dergleichen Bedenken von gesamter Runds-Verfassung wegen / oder welche Allirte es der näheren Situation oder andern künftigen Ursachen wegen übernehmen sollten / befestigt und mit aller Nothdurfft versehen werden mögen / doch daß die zu verzeihen stehende Conditiones hiebey identlich und erträglich / und hingegen die schickende Hülffe solle so lange continuiret werden / als es der Hülffsuchende Theil verlange / und die Nothdurfft erfordert wird / es wäre dann / daß der oder diejenige / so solches Geld dargeliehen / dessen zu eigener Sicherheit hienach selbst bedürftig wären / welches jedoch denen sämtlichen Allirten und deren hohen Generalität zeitig fund gethan werden solle. Inmassen dann unter S. 16. weitrer vorgesehen ist.

VI. Insonderheit ist zwischen höchst-und hochbegabten Associations-Verwandten auch dieses verordnet worden / daß man über alle bewendliche und in das besuchte dieser Bündnis einlauffende Veranlassungen miteinander vertraulich correspondiren / einer der andern Hülffen / und die gemeine Allirte eilfertig beistehen / befordern / bey Reichs-und Erczß-Veranlassungen / und sonst in allen andern Wege / absonderlich aber circa materia securitatis publicae & Guantiae generalis / ut & Executionem Armistitii Germano-Gallici, insondem / auch derrer dargegen zu Regenspurg fürkommenen conventionum in Ecclesiasticis & Politicis ins besondere / einmüthige Consilia stören / und die Conversation des erwünschten Freund und Frieden-Standes im heil. Reich / Nichtigmachung

soltha

ANNO 1686.

ANNO 1686. setzen puncti securitatis & Garantie generalis, Ex-

cution gegenständlich und Verthaltung angestrichen Contraventumum, nach aller Möglichkeit suchen sollen. Auf die Frage aber, wie stark diese Bundes-Armada aufgestellt, und was für hoch- und hohe Artillerie, als Bundes-Verwandte angenommen und erkennen werden sollte? da hat man sich mit einander dahin verstanden, daß

1. Ihre Kayserl. Majestät nach dem Fuß der in Comitibus in einer Reichs-Armatur eventualer reparierten 60000 Mann 16000.

2. der Burgundische Creyß 6000, jedoch derfalls / daß nach Inhalt des 17. Article des Aufsurghischen Vertrags de Anno 1543, in ihrer Königl. Majestät in Hispanien Willkür stehen solle; dieses quantum in Gold oder Silber, oder theils in Gold, theils in Geld bezuzugeln.)

3. Wegen der Cron Schweden im Reich habenden landen und Provinzen hat zwar dieselben um unterschiedlicher darsich vorgeschommene triftiger Ursachen willen kein eigentliches quantum angenommen werden können. Nach-demnach aber der Schwedische Gesandte Verpfändung gethan; Ihre Königl. Majestät zu diesem bedere, ergründeter landen halber, mit einem so proportionirten und sufficienten quanto concurriren; daß darauß derselben auch Zuneigung zu des heiligen Raths Wohlfand und Erfüllung hochgedachter Bundes-Verwandten bester Intention in effectu zu verschaffen seyn werde: Als solle bey oder noch vor der Ratification das eigentliche quantum von gedachten Gesandten denen übrigen Concedirten fund gemacht; und von nun an diesen Reces für würdlich benurtheilt gehalten werden.

4. Ihre Churfürstl. Durchl. zu Bayern für sich 8000, dann wegen des Bayerschen Creyßes sub spe rati 2000, Mann.

5. Der Pfälzische Creyß 4000. Mann.

6. Die kaiserliche Hofkammer, Edl. Fürst (doch exclusive Einkünften aus Einkünften) / und so viel davon Casch-Blumens oder Zeh zukommt, welches sein Contingent zur Pfälzischen Miliz stellen ein Regiment zu Fuß von 1000 Mann; mit dem Anhang; daß wenn die hochlöbliche Kayserl. Commission dieses falls auf noch 1000. Mann Insanz gemacht; der dinstmal noch allein anwesende Casch-Contingente Gesandte aber sich nicht dazu bevollmächtigt befinden; / Er es ad referendum angenommen; und versprochen; daß darüber mit nachher, und noch vor der Ratification dieses Allianz-Reces; derer hohen Herren Fürstl. Principales Erklärung einlangen solle; alles jedoch mit der ausdrücklichen Bedingung; daß hierunter nebenst denen Pfälzischen; auch ihre zum Ober-Sachsischen Creyß gehörige Lande; und die hainneher ruhende Coningenten bezogen seyn; und deshalben Ihre Kayserl. Majestät allerhöchstdiß darauf zu seyn gerufen; damit das Hofkammer. Haupt so lange bisch Wodnisch; und dabezu eintragende Darlegungen wider; mit dergleichen prelationen (jedoch mit Vorbehalt der zur Pfälzischen Casch; wegen der selbigen Creyß affectirten Landen; / absonders in particulari feindlicher Hörsen-mittel. Zahlung) anderwärts von Reichthum. Creyß wegen verschonen bleiben möge. Endlich

VII. Die dinstliche Miliz gelassene Ober-Obersteine und concurrirnde Wehrwäldische Fürsten und Stände sub eadem spe rati 4000. Mann; würdlich und mit allen Requisitionen an Regiments- / Ersten / Compagnie und Proviant-Wagen stellen sollen.

VIII. Damit man die Ausbreitung Creyß-Obersteine, Ambler und Directoria, nebst der gemeinshaftlichen Generalität desto mehrers verbessert seyn mögen; daß die Bundes-Wälder; der Wälder gung; würdlich ausge- / stellet; auch in richtigen Leuten und guter Montierung versehen. So ist ferner zu gemeinen Schluß kommen; dieselbe in beständigem Krieg-Exercitio unterhalten; und jährlich auf 4. oder 6. Wochen lang; erheffender Nachdruck; / campiren zu lassen; jedoch demjenigen Stand oberschneider; dessen Land solches Compement bereyten; / werden; aber und so viel überzige Compement anlangt; hat es keine andere; dann die Meinung; daß dieselbe von Seiten eines jeden Creyßes; oder gemeinshaftlichen Contingents, intrinsec beschaffen; keineswegs aber von einem in den andern Creyß zu denen lustrationen und Exercitien vertrieben und gezogen werden sollen. Nachdem auch

IX. Ein solches Corpus ohne hohe und subalterne Generalität; bey dessen künftiger Zusammenführung; so wenig als ohne die darzu gehörige Artillerie versehen

sein; So hat man von Seiten gesanter hoch- und hoher Bundes-Verwandten dafür gehalten; daß vornehmlich zur Churfürstl. Durchl. zu Bayern; so wohl wegen verschiedener anderer hohen Considerationen; als fürnehmlich wegen ders in so vielen Gelegenheiten dem Reich und gemeiner Christenheit zum besten bereits trachten; und noch gegenwärtig erwünschten Hilfen-Mittel; zu reflectiren; annehmlich aber Ihre Hofkammer. Gen. zu Walder zum General-Feldmarschall; / Ih. Hoch. Erbl. zu Brandenburg-Bayreuth zum General von der Cavallerie; und zum General-Wachmeister zu Fuß; in den General-Wachmeister Ramm Carl von Büdingen; (als welche insgesamte Ihre Liebe zum Vaterland; / Tapferkeit und Kriegs-Erfahrungheit gegen den Erbfeind Christlichen Mähmens; und in andern Begebenheiten ebenmäßig vielfältig bezeugt) von nun an benommet; nicht zweifeln; / dieckste sich mit solchen Chargen; dem publico und gemeinem Vaterland zum besten; gewürdig; und gern beladen lassen werden; deren und der übrigen noch zu bezeichnen habender General- und Artillerie- / Stabs-Verwandten Tractament hingegen; aus gemeiner Cassa; / solget werden solle.

X. So viel aber die Artillerie betrifft; da ist die Verabredung dahin ergangen; daß; wenn den zu Hülf-russenden Theil die Artillerie zu stellen; allein zu schwer fallen würde; von denen 12. Pfälzischen Ständen an; / bis auf die unterste Classe; die Reparation unter denen Herren Ältern zu machen; und so viel die Regiments-Zahl betrifft; solche mit denen Regimenten zu stellen; die halbe Carthausen aber von demjenigen Creyß; und Landen; wo die operationes geschehen; cum ceteris necessariis herbeizien; was aber davon aufsum; zu Vermo gethet; der gemeinen Cassa aufzurechnen; und von daraus zu decken seye.

XI. Damit nun alle diese Kosten ihren richtigen Lauff guter Ordnung; und ohnungsgeldiger Nothdurft nach; fortgeführt werden mögen; so ist von gesanter Bundes-Verzinsung wegen für sehr besunden und würdlich abgeschlossen worden; in des heil. Reichs-Stadt Frankfurt ein gemeinshaftl. Cassa aufzurichten; welche einem wohlangeordneten zu dem Ende alle Ältern generaliter verpflichteten Reichs-Herrn alldorten (wozu Peter Newfrille in Verpfändung alldorten) gegen einen; mit ihne zu tractiren stehenden salario, angewertrauen; und derselbe wegen der in thut habender Ausgab; so aus der Cassa zu nehmen; auf den dinstmalen für ihn aufgekündeten Besallungs-Wieß begeben; zu verweisen sey; daß ihne selbigen; um feinerley Ursachen willen zu überschreiten erlaubt seyn solle. Den modum contriubendi aber belangen; da ist ferner verabredet worden; daß die Unterpfälzischen-Cassen der General-Stabs; die Artillerie und andere aus der Cassa zu bestreiten stehende Spesen für sich auszuweisen; und die zutüchtige Mittel hierzu; gemeinshaftlich; in specie aber auf jedes 1000. Mann; ein etwelches ange- / setzt; und ad Cassam monatlich oder quartaler contri- / buirt; auch dieses Werk noch vor Ratification zu Ver- / genpung durch die Ältern dinstlich substituirt; Besall- / te vollständig ausgemacht; und fest gestellt werden solle; Dabey jedoch die Kayserl. Commission bezeugen; daß von diesem Vertrag Ihre Kayserl. Majestät; weilen sie solchen Falls; nebenst denen stehenden 16000. Mann auch die zugehörige Generalität, Artillerie, Munition und andere; aus eigenen Kosten zu unterhalten; mithin auch die Spesen derjenigen Legationen; so Ihre / wie obgedacht; als des Reichs allerhöchsten Oberhaupt oblie- / gen; allein zu tragen; gänzlich und allerdings exent seyn und bleiben mögen. Von denen übrigen Gesandten a- / ber ist es bloß ad referendum genommen; und ferner insgemein präsupponirt und dafür gehalten worden; daß andere Reichs-Cröße und Stände; so in dieser Bünd- / nis gegenwärtig noch nicht begriffen; sondern erst ins künftige begehren; zu besserer Daltung geblühender Gländheit; ihnen nicht missfallen lassen werden; obge- / dachter Proportion nach bey ihrer Einmischung; so viel beywoher nachzutragen; als die schon in der Wahlm- / stehende Creyß; und Stände in die Cassen einzutragen; / und darinnen in selbiger Zeit noch vorhanden seyn wird; es wäre dann; daß einiges große Bedenden halber; man von gesanter Allianz wegen; mit einem oder andern sich alsdenn hierunter anders verglichen wolle. Gleiches Men- / nung hat es

XII. Wie Anordnung des bey allen Kriegs- / Stet ohnentschuldigen Magazins; da dann hierbey fernerrath veranlaßt worden; daß ein jeder Creyß; und hoher Äl- / tierer sich selbst ein Magazin-Det erwehlen wolle; / strads den neyften Monat nach erfolgter Ratification ein Noth- /

ANNO
1686.

durft auff 6. Monat vor die Seinige dahin verschaffen / und alle Jahr, so lange diese Bündnis währet, verneuen lassen / wann es aber gegen Vorhoffen unterzeit zur raptus kommen würde, sollten denen allerseits inuicem die Thellen / de Concerto geschlossen werden / wohn das General- Magazin, nach gelast der künftigen Kriegs-Station, und wo sich der feindliche Vorbruch erzeuget werden möchte, weiter zu transferiren / gestalten zugemessene Reichthümle, die solches Magazin am süßlichst auszuweichen hätten / zu dem Ende hiernächst geziemend erndt werden solten / unter der weiters genommnen Abrede, dasz Franz Adam Wadon zum Obr-Commisario bestellet werden solte. Betreffend

XIII. Die Operationes an und vor sich selbst / so solten dieselbe unter Ihro Käys. Maj. allerschönsten direction, nach desjenigen hohen Alliiren, in dessen Landen sie geschähen, und der zu Hülff erfordert hat / an Handgebung vergemessen / gleichwohl aber mit der Hülffschickenden Thellen Commendanten / und anseherlich mit der gemeinschaftlichen Generalität darinnen de concerto gegangen / und nicht einseitig / und ohne Bewüssen und Einwilligung derselben ergriffen werden / dahingegen der Hülffschickende Theil neben dem Obdach das raube Juter und Graß ohnentschiedlich / der Hülffschickende Theil aber denen Seinigen den ordinari- Sold reichen / und die übrige Lebens-Mittel vor Mann und Pferd auff den Anschlag zahlen und gut machen solte / wie es dornahiger Vergleich dahu mit sich gehort; dasz neml. für täglich 2. Pf. Brodt 2. Cr. für ein Maß Getreid 2. Kreuzer / für 6. Pfund Safer täglich drey Kreuzer / und für das raube Juter 2. Kreuzer bezahlet werden solte; Es wäre dann / dasz wegen einfallender unverhoffter Theurung oder anderer erheblichen Ursachen man billich befinden würde / sich bey ereignenden Fall darüber anderwärts zu vergleichen: Es versteht sich aber diese des rauhen Juters Zahlung nurauff die Marchen / und wann man noch auff der Hülffschickenden Thellen Landen ist / befindet man sich aber wirklich darinnen / so soll das raube Juter / wie oben bereits genebet / denen Hülffschickenden ohnentschiedlich geliefert werden.

XIV. Darnach soll die Allirte Theile die Marchroute zeitlich abreden / und nach dem verglichenen Reglement die Marchen / ohne unnötige Umschweif / und mit solcher Ordre vorzunehmen / dasz der marchirende Soldat in guter disciplin erhalten / mit der Lebens-Nothdurft aber gegen veraccordirte Zahlung von dem Territorial Herrn durch dessen Lande die Route geht / versorget werde.

XV. Bey erfolgender Conjunction der Troupen bleibet die Justiz und das particular-Commando jedem commandirenden Officiere über die Seinige / so / dasz keinem Theil hierunter einiger Eintrag beschähen / vielmehr aber ein jeder von der hohen Generalität dabey manutrenirt werden solte. Wegen der zusammenstoßenden Officiere aber unter sich solte es in Bezeichnung schädlicher Competenzen dem bisherigen üblichen Kriegs-Gebrauch nach gehalten werden.

XVI. Im Fall der zu Hülff geruffene vor oder nach Aufhebung einer Wölcker auch feindlich ausgegriffen und überzogen würde / kan und mag derselbe seine Troupen zur eigenen Defension behalten / und die bereits abmarchierte wieder zurück fordern / davon gleichwohl denen sämtlichen Alliiren / wie auch der hohen Generalität also gleich Nachricht gegeben / und von ihnen insgesamte dahin gesehen werden solte / damit dieser Abgang / nachdem es die Nothdurft erfordert / so bald und gut es immer möglich / anderwärts ersetzt / und bedien nothwendigen Bündnisse auff diese geschlossen werden möge.

XVII. Was nun über obig-specificirte höchst / und hohe Allirte / für weitere Churfürsten / Fürsten und Stände / oder ganze Creys / dieser Conjunction beytreten / und sich nach Proportion obdertheilten Reichs-Alignati, auch ihrer Kräfften und Landen / mit einem quatio auf obige Conditiones über kurz oder lang einlassen wollen / dieselbe werden nicht allein von sämtlichen Bünden-Berechtigten ganz gern eingenommen / sondern auch für wirklich recipirt gehalten: Nur / dasz sich Ihro Käysl. Majestät sie sich vortheilhaft barum überunterthänig annehmen belieben / allermassen man auch deroelben die Admission der auswärtigen Provenzen / und die seine Status Imperii synd / auch mit dem Reich weder ordinär noch extraordinärlich haben und legen / Kraft dieses allermuthmaßlich überlassen / und anheim gegeben haben will / welche alsdann allen übrigen Alliiren so balden davon allernächste communication wiederfahren zu lassen /

genügen werden; Quoad terminum aber / und irella XVIII. Willen Theilen daran gelegen / dasz sie verstand / wie lang man sich dieser Zusammenkunft und mutualen Defension zu erweisen habe; Es ist von sämtlichen hohen und hohen Alliiren beliebt und beschlossen worden / dasz sechane Allianz / jedoch ohne Abbruch theils Allirte unter sich bereits habender anderweirer Bündnisse / als denen hierunter in nichts derogirt wird / die nachfolgende drei Jahr nach einander in ihrem vollen vigore bleibe. Würde nun unter solcher Zeit der punctus securitatis publicae und Art. 16. Tractatus Amicitiae verprender generalis Guarantia zu seiner Consistenz gebohen; So cessire alsdann diese in defectum jener / noch mündigen demahlen surrogirte Verfassung: In sequentem triennalem isters erannter punctus securitatis demodh nicht / ausgemacht werden solte / so wird die Extension auf mehr Jahr und Zeit / Kraft dieses reerirert und vorbehalten. Dasz nun

XIX. Unter denen Herren Alliiren eine besondere / aufrichtig- und beschuldigte Freundschaft erhalten werde; Es ist nicht obigen auch in specie veranlaßet / dasz / wann einige Forderungen / Ansprüche oder Differenzen zwischen ihnen selbst / gegen Derselben / entstehen / kluge nicht unter dieses Laus gegeben / sondern entweder durch gütliche Neg und Interpolation der hohen Allianz-Berechtigten gehoben / oder / da dieses nicht klar finden wolte / per viam juris ordinariam decidirt und entschieden / immittelst aber alle Thätigkeiten und Verweglichkeiten / wie oben das Rechten) gänzlich eingestellet werden / und bleiben solten.

XX. Zu so kräftiger Bebehaltung dieses Vinculi ist ferner zu Schluss kommen / dasz kein Theil sich mit dem declarirten Feind / unter widerer Allianz in Particular-Tractaten einlassen / sondern wo ihm solchert Friedens-Neutralität / Stillstand / oder auch andere dieser Allianz in einige Wege umder laufende Handlungen zugemuthet würden / mit denen übrigen hohen Alliiren daraus communiciren / in effectu aber hierunter nicht vornehmen und schliessen solte / es geschähe dann mit aller Inuerestirten und Alliiren mutuo Consensu und allgemeiner Vermittlung.

XXI. Nachdem auch ohne Feststellung eines gemeinsamen Articuli-Briefs bey der Hohen-Disziplin nicht wohl fortzukommen / und darinnen billich eine dargehende Gleichheit zu halten; Als ist zu ebendahiger Schluss gebohen / dasz sich hierunter weiter vernommen / an Project entworfen / und hohen Theilen nachrichtig communicirt werden solte.

XXII. Schließlichen / weilen aus obsehenden Articulis erhellet / wie hoch einem jeden / welcher in diesem Bündnis begriffen ist / oder ins künftige sich in selbige begeben wird / daran gelegen / dasz solche kräftiglich unterhalten und exequirt werde; So wird und soll ein jeder Bünden-Berechtigter seines Orts daszselbe sich dergestalt anlegen spen lassen / damit er so wohl seinem Bünden-Berechtigten / als hinwiderum ihrer Hülff / wann er deren bedürftig ist / erfreulich zu genießen haben / nicht aber wegen eigener Verschuldung derselben unschicklich werden möge. Zu uhrkund dessen synd dieses Recelles sieben gleichlautende Exemplaria von denen allerseits großmüthigsten Gesandten / Räthen und Deputirten hie auf der höchsten und hohen Herren Compacienten Ratification. welche inner den nächsten acht Wochen von dato dieses Recelles anzurechnen / oder auch eher / wann es möglich / folgen / und zu Regenspurg ausgemacht werden solte / unterschrieben und gesiegelt / auch jeden interessirten Theil derselben eines ausgelieffert worden. So geben und geschähen in Augspurg den 29. Jun. (9. Jul.) 1686.

Im Nahmen Ihro Käysl. Majestät Ludwig Guslaph
Graf von Hohenlohe.

(L.S.)

Johann Friedrich Fr. von Seilern.
(L.S.)

Im Nahmen Ihro Königl. Majestät zu Hispanien wegen des Burgundischen Creyses.

Lud. de la Neuforgue.

(L.S.)

ANNO
1686.

ANNO Im Nahmen und von wegen Ihrer Königlichten Majestät
1686. in Schweden im heil. Römischen Reich gelegener
Länden und Provinzen!

Storg Friedrich von Smolby. (L.S.)

Im Nahmen Ihrer Churfürst. Durchl. in Bayern für
sich und in dermahligter Vertretung des
Bayr. Erzfürst.

Joan Rud. Wündel. (L.S.)

Im Nahmen des Gränztischen Erzfürst/
Friedrich Erdmann von Sickingen. (L.S.)

Carl Franz Püdel/ Herr zu Grobisch. (L.S.)

H. F. Stang. (L.S.)

Johann Conrad von Scherff/ genannt Jirisch. (L.S.)

Im Nahmen des hochlöbl. samtbl. Hauses Sachsen
beder Linien.

Boit Ludwig Stedl. (L.S.)

L'EM-
PIRE.

(1) Le même Traité tel qu'il a paru en François dans
la premiere Edition de ce Grand Recueil. (2) Tom.
IV. pag. 521. [Manuscrit.]

A Tous présens & à venir soit notoire, que Sa
Majesté Imperiale nôtre tres-gracieux Empe-
reur & Seigneur par une prevoyance toute
louable & paternelle pour le salut & l'avantage commun
de la chere Patrie, ayant représenté tant aux Cercles
unis jusqu'ici ensemble, par une étroite correspondance,
qu'aux Electeurs, Princes & Etats & aux autres
Puissances attachées à Sa Majesté Imperiale & à l'Em-
pire ou par des Etats immediats qu'ils possèdent ou par
Alliance en vertu d'une Lettre datée du 24. d'Avril der-
nier, combien il étoit nécessaire en continuant la fin-
gante & dangereuse Guerre avec le Turc qui dure toijours,
de réfléchir aussi en même tems du mieux qu'il
seroit possible sur l'établissement du repos interieur, sur
tout le point de la sureté publique, qui a esté stipulé
en concluant la Trêve avec la France, n'ayant encore
quelle consistance, & étant à craindre que pour y metre
la dernière main, il ne faille encore bien du tems,
& que cependant dans les présentes conjonctures fort
embrouillées, il n'arrive bien des siverités à l'Empire
& à ses fidelles Etats, d'autant plus qu'il est de la ne-
cessité indispensable que ledits Cercles & Etats par
amour & zele pour Sa Majesté Imperiale & la commu-
ne Patrie, pour le maintien de leur propre sureté &
pour leur propre defence contre toute hostilité con-
tinuant la bonne intelligence cultivée depuis quelque
tems entr'eux, & que pour renouveler & affermir cette
bonne intelligence qui doit tendre uniquement à la
manutenion de la liberté de la chere Patrie, & à la
gloire, au salut, & à la sureté & defence de ses fi-
delles Etats, & nullement à l'offense ou au prejudice
de personne, ils aient à convenir d'un abouchement
pour cette correspondance commune, & Sa Majesté
Imperiale ayant daigné declarer qu'elle y seroit trou-
ver ses Ambassadeurs & que pour le tems & le lieu de
ces Traitez elle a invité tous les Interressés à se rendre à
Ausbourg vers le commencement du mois de Juin, les-
quels pour témoigner leur soin touchant le salut de
l'Empire & leur profond respect envers Sa Majesté Im-
periale y étoient comparus par leurs Deputez, envoiés
& munis de Pouvoirs nécessaires pour ce sujet (à l'ex-
ception toutefois des Princes & Etats du haut Rhin si-
tuez en deça & du Westervald qui viendront sans doute
encore avant la fin du Congrès, ou qui ne laisseront
pas de consentir à ce qui y sera conclu & arrêté quand
même ils n'y viendront pas, & les Affaires mêmes ayant
esté entamées après y avoir imploré l'assistance divine,
& toutes choses ayant esté bien meurement examinées
& considerées, il y a esté arrêté & conclu ce qui
suit:

I. Il y aura une bonne Union & fidelle Correspondance
entre Sa Majesté Imperiale, toute la Maison d'Au-
triche & principalement le Roi d'Espagne, touchant
le Cercle de Bourgogne d'une part, & le Roi de Suede
touchant les Etats qu'il a dans plusieurs Cercles de

l'Empire, l'Electeur de Baviere de sa part & au nom du
Cercle de Baviere, le Cercle de Franconie, l'ancienne
Maison des Princes de Saxe, & les Princes & Etats
du haut Rhin situez en deça & du Westervald de
l'autre.

II. Cette union & mutuelle defence conformément
à l'intention de Sa Majesté Imperiale subsistera jusqu'à
l'entier établissement du point de la sureté publique de
l'Empire, son but ne sera point d'offenser qui que
ce soit au dedans ou dehors de l'Empire, ou de causer des
troubles, mais uniquement celui de conserver la Libé-
té Germanique, le repos, la Paix, la defence, & la
seureté de l'Empire, & des Electeurs, Princes, & Es-
tats en general, comme il sera dit plus amplement ci-
après; & principalement, la seureté & la defence de
ceux qui sont entrez, ou qui entreront encore dans cette
Union en particulier & de garantir generalement les
Traitez de Westphalie & de Nimègue aussi bien que
la Trêve conclue à Ratisbonne pour vint ans avec
la France tant à l'égard du temporel qu'à l'égard du
spirituel, & aura pour fondement l'Ordonnance d'ex-
ecution & toutes les autres Constitutions de l'Empire &
enfin toutes les Conclusions generales faites à Ratis-
bonne touchant le point de la sureté publique, & de
la Garantie generale, pour la defence & le soulage-
ment de plusieurs Electeurs, Princes & Etats, entant
que ces Conclusions auront esté ou seront encore
approuvées par Sa Majesté Imperiale conformément au
stile usité dans l'Empire.

III. Pour cette fin comme en vertu de ces mêmes
Constitutions & Conclusions de l'Empire, chacun des
Cercles & Etats de l'Empire est de lui même obligé
de secourir celui d'entr'eux, qui se trouvera hostillement
attaqué, offensé, ou violé contre la teneur des Con-
stitutions & Traitez de Paix & de Trêve ci-dessus alle-
gués, chargé de Marches irregulieres & de Quartiers
d'hiver ou inquieté par d'autres recherches ou proposi-
tions injustes ou illicites, Sa Majesté Imperiale en
qualité de Chef suprême de l'Empire, se charge de
maintenir fortement tous les Cercles & Etats de l'Em-
pire en general & en particulier, & sur tout ceux qui
sont entrez, ou qui entreront encore dans la suite du
tems dans cette Union & Defence commune, de tenir
la main à l'observation des Traitez de Paix & de Trêve
de des Refusats de l'Empire, & d'eloigner & détourner
autant qu'il lui sera possible toute violence, tout & in-
justice, Sa Majesté Imperiale se charge aussi en cas que
quelqu'un des Membres de cette Ligue se trouverait en
danger apparent d'être attaqué d'un côté ou d'autre,
qu'il en fût menacé tout de bon, ou qu'il y eût seule-
ment quelque fondement plausible pour le craindre,
aussi-tôt qu'elle en auroit esté avertie ou qu'elle s'en
seroit aperçue elle-même, d'exhorter ferveusement ce-
lui qu'elle verroit se preparer ainsi à offenser quelqu'un
des Alliez, d'en quitter le dessein & d'avertir en même
tems tous les Alliez de se tenir prêts, de maniere
qu'à l'approche du danger, & avant qu'on en ressentit les
effets, on puisse donner secours à celui des Alliez,
qui en sera menacé, comme pareillement, & au même
cas & encore plus si l'invasion étoit déjà arrivée ou
au moins commencée pour quelque raison ou pre-
texte qu'elle le fût, tous les Alliez & principale-
ment ceux qui étant dans le voisinage pourrout plus
aisément & plus promptement faire passer leurs Trou-
pes, seront obligés en vertu de ce Traité d'envoier
sans aucun délai ou retardement pour quelque raison
que ce fût, à la requisiion de celui des Alliez qui
sera attaqué, le secours conformément aux Articles sui-
vants, & d'aider à la garantir d'une plus grande violence.

IV. Et comme en cas d'attaque ou de violence on
se reserve la liberté conjointement avec le secours
qu'on donnera à l'offense, d'exhorter si on le juge à
propos par écrit ou par envoi de la part de toute l'Al-
liance en general ou seulement au nom de quelques-
uns des Alliez en particulier, l'Ennemi de désirer de
ses attentats, & de tâcher, que non seulement toute
violence cesse, mais que le dommage ou le tort déjà
fait & souffert soit réparé conformément aux Traitez
de Paix & de Trêve; ainsi tous les Alliez dans le susdit
cas s'assembleront incessamment en personne ou par
Deputez dans un lieu propre & commode pour cela,
ou sous la suprême direction de Sa Majesté Imperiale
& en y appelant la Generalité de l'Alliance, ils délibé-
reront & concluront, comment, en cas que celui qui
aura offensé l'un de leurs Alliez, refuse de le restituer,

(1) C'est ici le Traité qui a tant fait de bruit, & dont la France,
après la Conclusion, voulut se meslanceler, qu'on lui en remit
l'Original.

(2) Ce n'est qu'une Traduction du Latin. On en a imprimé di-
vers fragments mais tous faux. Celui-ci a été tiré de bonne
part, & est le plus pur qu'on ait pu avoir.

ANNO
1686.

ou de lui donner satisfaction, ou que le secours qu'ils auroient donné ne fût pas suffisant pour réprimer une plus grande violence, ils formeront incellamment une plus vigoureuse Assistance, pour lequel effet tous lesdits Alliez emploieront toutes leurs forces conformément au besoin, & au but proposé & demeureront inviolablement unis ensemble sans se séparer les uns des autres jusqu'à ce qu'ils l'ayent obtenu, en quoi on observera aussi ce qui a été prévu & ordonné dans le Réces de Franconie du 8 Avril 1683, pour empêcher les troubles dans l'Empire, tant que cela ne se trouve point altéré par les conjonctures qui ont changé depuis, & on reglera la dessus & sur les Constitutions de l'Empire les mesures qu'il faudra prendre contre une plus grande violence.

V. Et comme l'expérience des tems passés a fait voir combien il est nécessaire de garnir de bonne heure les Places frontières d'hommes & de munitions, moyennant quoi les invasions imprévues peuvent être arrêtées, c'est pourquoi la nécessité en vertu de ce Traité veut qu'un chacun des Alliez ait soin qu'il ne manque rien dans ses Places qui sont en état de défense de tout ce qui y est nécessaire, qu'il envoie de là soigneusement aux avis & y fasse la Guerre de l'œil, & qu'il donne avis du danger qu'il découvrira à la Generalité & aux Alliez plus voisins, lesquels en attendant l'union de toutes les forces de l'Alliance seront obligés de secourir ceux qui seront en danger & d'en donner aussi-tôt part aux autres Alliez & sur tout aux Directeurs des Cercles & aux autres Directeurs établis pour cela par les Alliez; afin que ces Directeurs sans attendre une Assemblée générale (qu'on ne laissera pas de convoquer selon le quatrième Article en donnant pour cela promptement avis de tout à Sa Majesté Impériale) puissent en attendant donner les ordres nécessaires aux Généraux, assembler des Troupes, & les porter où il le faudra par raison de Guerre, & pour le service de celui des Alliez qu'on assistera, & si quelques-uns des Alliez compris dès-à-présent dans cette Alliance ou qui y entreront dans la suite du tems, & sur tout ceux dont les Etats sont plus exposés aux invasions & dont les Places entre les mains de l'Ennemi seroient capables de faire bien du mal à l'Empire & aux autres Alliez, n'étoient point en état de pouvoir eux-mêmes lesdites Places des choses nécessaires ou de les conserver, en ce cas-là tous les Alliez en commun auront soin que ces Places soient munies & garnies de tout au nom de toute l'Association en général ou par quelques-uns d'entr'eux en particulier, qui pour le voisinage ou pour d'autres raisons légitimes voudront bien s'en charger, de manière toutefois que les conditions dont on conviendra soient tolérables, comme le secours doit être suffisant & proportionné aux lieux & Pais, & ce secours sera continué tant qu'il plaira à celui à qui on le donnera, & qu'il en fera besoin; à moins que ceux qui fourniront ce secours n'en aient besoin eux-mêmes, de quoi il faudra toutefois donner de bonne heure avis aux Alliez, & à la Generalité, ainsi qu'il sera plus amplement expliqué dans l'Article sixième.

VI. De plus il a été arrêté entre les Alliez qu'il y aura entr'eux une étroite Correspondence, sur tout ce qui peut avoir rapport à cette Alliance, qu'un chacun procurera l'avantage de l'autre en particulier & la sécurité commune de tous en général; qu'il y aura entr'eux une unanimité de Conseils tant dans les Assemblées de l'Empire, & des Cercles que par tout ailleurs, & principalement, touchant le point de la sécurité publique & de la Garantie générale & touchant l'exécution de la Trêve faite avec la France en général, & les Contraventions produites à Ratisbonne à l'égard du temporel & du spirituel en particulier, & qu'ils feront tout ce qu'ils pourront pour conserver le repos & la Paix si désirables dans l'Empire pour faire mettre la dernière main à la sécurité publique, à la Garantie générale & à l'exécution de la Trêve, & pour faire remédier auxdites Contraventions.

VII. Sur la question, quelles seront les forces de l'Alliance & qui seront les Allis, qui seront reconnus pour tels & reçus dans la Ligue, on est convenu qu'il sera fourni premièrement par Sa Majesté Impériale 16000. hommes sur le pied de la répartition des 6000. hommes fait à la Diète de l'Empire. 2. par le Cercle de Bourgogne 6000. de façon néanmoins, que suivant le dix-septième Article de la Transaction d'Ausbourg, faite en 1548. il sera libre à Sa Majesté Catholique de

fournir sa quote part en hommes ou en argent ou une partie en hommes & l'autre en argent. 3. par la Suede touchant les Provinces qu'elle a dans l'Empire.... Comme pour d'importantes raisons la quote part de cette Couronne n'a pu être déterminée, & que néanmoins le Ministre de Suede assure que le Roi son Maître ne manquera pas de concourir à raison de ses Etats en Allemagne d'une manière qu'on ne pourra douter de son inclination pour le salut de l'Empire, & pour le succès de l'intention salutaire de tous les Alliez, la quote part de la Suede sera spécifiée aux Alliez par ledit Ministre avant ou dans le temps même de la Ratification & sera censée d'être dès à présent insérée dans le présent Réces. 4. par son Altesse Electorale de Baviere pour elle 8000. & pour le Cercle de Baviere si celui-ci l'approuve comme on espère 2000. hommes. 5. par le Cercle de Franconie 4000. 6. par les Maisons des Princes de Saxe à l'exclusion de Schleisingen & de ce qui en appartient à Saxe Naumbourg ou Zeitz qui fournit son contingent à la milice de Franconie, un Regiment d'Infanterie de mille hommes avec cette addition, que la Commission Impériale ayant insisté que ces Maisons voullussent encore fournir un autre Regiment de même nombre, & le Ministre de Saxe-Gotha, qui seul étoit encore ici n'ayant point de Pouvoir de l'accorder, ce Ministre s'est chargé d'en rendre compte, & a promis que ses Maîtres le déclareroient là-dessus au plutôt, & encore avant la Ratification de ce Traité d'Alliance, néanmoins entant & avec cette condition expresse que les quotes parts que ces Maisons doivent dans le Cercle de Franconie & dans celui de la haute Saxe y doivent être comprises, & que Sa Majesté Impériale daignera faire en sorte que la Serenissime Maison de Saxe soit dispensée de toutes ses autres obligations envers l'Empire & les Cercles, à l'exception des Mois Romains qu'elle paye à la Caisse de Franconie, tant que durera cette Ligue & les charges qui y sont annexées. 7. par les Princes & Etats du Haut Rhin & du Westwald 4000. sans leur approbation & Ratification, & qu'on y joindra les Pieces d'Artillerie, les chariots & les caissons nécessaires.

VIII. Et afin que les Directeurs & la Generalité de la Ligue soient d'autant plus assurés, que ces Troupes de la Ligue le trouvent effectivement sur pied, & qu'elles sont composées d'hommes de service & en bon état, il a aussi été conclu qu'il faut les tenir en bonne discipline & les faire camper tout les ans pendant un mois ou six semaines, néanmoins sans dommage de celui sur les Terres de qui se feront ces Campemens, bien entendu que ces Campemens se feront dans chaque Cercle ausdés, & que les Troupes n'en seront point tirées pour entrer dans un autre sous prétexte d'en faire revue aux exercices.

IX. Et comme un Corps d'Armée ne peut être sans Généraux non plus que sans Artillerie, on a jugé de la part de tous les Membres de la Ligue qu'il faut principalement réfléchir sur la personne de S. A. E. de Baviere tant pour plusieurs considérations que principalement pour sa valeur héroïque dont elle a déjà donné & donne encore tous les jours des preuves en toute occasion, à l'Empire & à la Chrétienté, mais on a en même tems, & dès à-présent nommé pour General-Feld-Marschal de la Ligue, le Prince de Waldeck; pour General de la Cavalerie, le Marquis de Bareith; & pour General-Major d'Infanterie Jean Charles de Tungen, comme ayant tous donné des preuves de leur affection pour la Patrie, & de leur valeur & expérience, contre le Turc, & dans d'autres occasions, ne doutant pas qu'ils ne veuillent bien pour l'honneur de la Patrie recevoir ces Charges, & on est tombé d'accord que les Appointemens comme ceux des autres Généraux qu'il faudra encore nommer & des Officiers d'Artillerie seront payés par la Caisse commune.

X. Et pour ce qui est d'Artillerie, il a été arrêté que comme il seroit trop pénible à celui qui demandera le secours de fournir seul toute l'Artillerie, la répartition, depuis les Pieces de douze livres jusqu'à celle du plus bas calibre en doit être faite parmi les Alliez & pour ce qui est des Pieces des Regimens qu'elles seront fournies avec eux; mais pour les demi-basiliques les Cercles plus voisins, du côté où on agira, les fourniront avec tout ce qu'il faut pour cela, & ce qui en sera usé, ou ruiné, sera retabli sur le compte de la Caisse commune.

XI. Et

ANNO
1686.

ANNO
1686.

XI. Etain que tous ces frais & dependances puissent être faites avec ordre & selon les besoins inevitables, il a été trouvé bon & arrêté par toute la Ligue, d'établir dans la Ville de Francfort une Caisse commune & de la confier à une personne bien domiciliée & engagée par serment à la Ligue (à laquelle Charge Pierre Neufville a été proposé moyennant des appointemens dont on conviendra avec lui) lequel fera obligé dans les payemens qu'il aura à faire de suivre exactement l'Etat qui lui en sera donné, sans qu'il lui soit permis d'en sortir pour quelque raison que ce soit; mais pour ce qui est de la maniere de contribuer à cette Caisse, on est convenu, qu'il sera fait un Etat de la dépense pour la Generalité, pour l'Artillerie & pour des autres frais qui doivent être payez par la Caisse commune, que la somme totale qu'il faudra pour cela soit divisée en commun, parmi les Alliés à raison d'une quote part suffisante pour chaque mille hommes, que ces quotes parts soient payées à la Caisse tous les mois ou par Quartiers, & que tout cela soit réglé, & entièrement arrêté à Ratisbonne par les Ministres de ceux des Alliés qui y subsistent encore avant la Ratification, sur quoy néanmoins il a été réservé par la Commission Imperiale, que Sa Majesté Imperiale qui en fournit un Corps de 16000. hommes en fournit aussi les Generaux, l'Artillerie & les munitions nécessaires pour cela, & dont le devoir est d'ailleurs, de porter seule tous les frais des Envoyez dont il est parlé ci-dessus, comme Chef de l'Empire, soit entièrement exemptée & dispensée de contribuer à cette Caisse, mais cela n'a été reçu par les autres Ministres que pour en rendre compte à leurs Maîtres, & on a plus pressupposé & jugé que les autres Cercles & Etats de l'Empire qui ne sont point encore compris dans cette Ligue, & y entreroient à l'avenir, voudront bien pour observer une parfaite égalité, payer en y entrant conformément à l'Etat dont il est parlé ci-dessus autant qu'il se trouvera, que les autres Cercles & Etats compris dans la Ligue auront déjà fourni à la Caisse, à moins que de la part de toute la Ligue on n'en vult convenir autrement avec quelques-uns pour de bonnes raisons.

XII. Il en est de même des Magazins absolument nécessaires dans tous les Etats de Guerre, surquoy il a été conclu, que chaque Cercle & Allié se choisisse lui même un lieu pour les Magazins, que dans le premier mois après la Ratification de ce Traité il y fera porter ce qu'il faut pour faire subsister ses Troupes, pendant six Mois, & qu'il se fera renouveler tous les ans, tant que durera cette Ligue, mais si contre toute attente on en venoit à une rupture, on conviendra de concert avec tous les Interezz où on établira le Magasin général selon les Stations qu'on occupera, & selon l'endroit où l'hostilité commencera, pour lequel effet les Etats de l'Empire qui pourroient se charger de ce Magasin avec plus de commodité en feront dans quelque tems d'ici seulement requis, cependant on est tombé d'accord de donner à François Adam Baden la Charge de premier Commissaire.

XIII. Quant aux opérations de Guerre, elles doivent se faire sous la suprême direction de Sa Majesté Imperiale, suivant l'avis de celui des Alliés, chez qui elles se feront & qui aura demandé le secours, de façon néanmoins que tout se fasse de concert avec les Commandans des Troupes auxiliaires, & sur tout avec la Generalité de la Ligue & qu'il ne s'entreprene rien à leur insçu, & sans leur consentement, auquel cas celui qui reçoit le secours sera obligé de fournir gratuitement outre le couvert encore le fourrage & l'herbe comme celui qui envoie le secours sera obligé de donner à ses Soldats la solde ordinaire, & de payer les autres vivres & denrées tant pour les hommes que pour les chevaux sur le pied de l'Accord fait à cet égard, savoir qu'il payera pour deux livres de pain un sol quatre deniers, autant pour un pot de Vin, ou de Biere, la même chose pour une livre de Viande, & pour six livres d'Avoine, par jour, & un sol quatre deniers pour le gros fourrage, à moins qu'à cause d'une cherté de vivres ou pour d'autres raisons importantes on ne juge à propos d'en convenir autrement, & pour ce qui se dit du payement du gros fourrage, cela ne s'entend que pour les marches, & tant qu'on est hors des Etats de celui qu'il s'agit de secourir, car aussitôt qu'on sera arrivé dans les Etats, le gros fourrage y sera fourni gratuitement comme il a été dit ci-dessus.

XIV. Quand on verra qu'il faudra tout de bon faire marcher & avancer les Troupes, les Alliés tombe-

ront de bonne heure d'accord d'une route & la feront observer sans souffrir que le Soldat prenne des detours. On lui fera aussi observer la discipline, mais les vivres seront fournis au prix ci-dessus marqué par les Seigneurs des lieux qui se trouveront marqués dans la route.

XV. Les Troupes étant jointes chacun fera commander les siennes par ses Officiers, & y fera exercer la Justice, sans y être troublé, au contraire la Generalité sera tenue de les y maintenir, & pour ce qui regarde les Officiers entr'eux, on suivra l'usage de guerre pour éviter toute competence.

XVI. S'il arrivoit que celui qui aura été appelé au secours fût lui-même attaqué hostiellement, avant ou après que ses Troupes seroient parties, il lui sera permis de garder ses Troupes ou de les rappeler pour sa propre defence, il en donnera néanmoins aussitôt avis aux Alliés & à la Generalité, qui fongeront aux moyens d'y remedier du mieux qu'il se pourra & d'assister l'un & l'autre des Alliés.

XVII. Outre les Alliés ci-dessus specifiés s'il y a d'autres Electeurs, Princes, & Etats ou des Cercles entiers, qui veuillent se joindre à cette Union & y entrer tôt ou tard en y fournissant leurs quotes parts à proportion de l'Armement de l'Empire, & des forces de leurs Etats & suivant les conditions ci-dessus alleguées, non seulement ils y seront tres-volontiers reçus de la part de tous les Membres de la Ligue, mais ils seront même dès-à-présent censez d'y être reçus pourveu qu'ils veuillent s'adresser pour cela auparavant à Sa Majesté Imperiale, à laquelle on remet aussi l'admission des Puissances étrangères & de ceux qui n'étaient points Etats de l'Empire ne pouvoient point ordinairement ni même extraordinairement avec lui les mêmes Interezz, laquelle voudra bien en donner aussitôt communication aux autres Alliés.

XVIII. Et comme il importe à un chacun de savoir & d'être assuré du tems pendant lequel on pourra jouir de cette Union & defense mutuelle il a été trouvé bon par tous les Alliés & conclu que cette Alliance durera inviolablement pendant l'espace de trois ans consécutifs (sans prejudice toutefois des autres liaisons que quelques-uns des Alliés pourroient avoir d'ailleurs entr'eux, auxquelles on ne pretend déroger en rien par ceci) pendant lequel tems le point de la feureté publique & de la Garantie generale promise par le 16. Art. de la Trêve venant à avoir de la consistance, cet Armement fait au defaut de celui dont il est encore incertain s'il se fera, cessera aussitôt, mais si au contraire dans l'espace de trois ans le même point de la feureté publique n'étoit point réglé ni achevé, les Alliés se releveront en vertu de ce Recès le pouvoir d'étendre cette Ligue au là de trois ans.

XIX. Et afin que l'Amitié parmi les Alliés soit plus solidement établie, il a encore été arrêté outre tout ce qui est marqué ci-dessus, que quand il y auroit entr'eux quelque Dispute, differend ou pretention, ces differens n'auroient rien de commun & ne seront point mêlés avec cette Alliance, mais qu'ils seront vuidés par des voyes amiables & par l'interposition des Hauts Alliés, ou décidés par la voye ordinaire de la Justice & que cependant on s'abstiendra comme de raison, de toute voye de fait.

XX. Pour rendre l'Union de cette Alliance plus forte il a été de plus resolu qu'aucun des Alliés ne pourra pendant que durera cette Alliance entrer en Traité séparé avec l'Ennemi déclaré; mais que s'il venoit à être recherché pour une Negotiation soit de Paix, de Neutralité, de Trêve, ou de quelque autre contraire à cette Alliance, il en communiquera avec les autres Alliés, & ne fera ni n'entreprendra & ne conclura rien, si ce n'est du consentement unanime des Alliés & de tous les Interezz.

XXI. Et comme au reste il seroit difficile de faire observer la discipline parmi les Soldats, sans en faire un Règlement qui soit observé generalement de tous, il a été conclu, qu'on s'en expliqueroit davantage, qu'il en seroit fait un Projet, & qu'on le communiqueroit à tous les Alliés.

XXII. Finalement comme par tous les Articles précédens on peut juger, combien il importe à un chacun de ceux qui sont compris dans cette Ligue, ou qui y voudront entrer à l'avenir qu'elle soit observée & executée ponctuellement, chaque Membre de cette Ligue en particulier aura soin non seulement qu'il assiste lui-même ses Alliés, en cas de besoin, comme il est porté ci-dessus, mais qu'il puisse aussi en

S

échange

ANNO
1686.

ANNO échange être assisté & secours lors qu'il le voudra & qu'il ne s'en prive point lui-même à cause de la propre négligence envers les autres.

En foi de tout ce que dessus, il a été fait sept Exemplaires semblables de ce Recès, en attendant les Ratifications des Maîtres qui seront échangées à Ratisbonne dans huit semaines à compter du jour de la date de ce Recès, ou même plutôt si cela se peut, lesquels Exemplaires ont été signés, scellés, & distribués parmi tous les intéressés. Fait & passé à Augsbourg le 17. Juillet 1686.

LOUIS GUSTAVE Com- JEAN FRIDERICH Baron
te de Hohenb. (L.S.) de Seiler. (L.S.)

Au nom du Roi d'Espagne pour le Cercle
de Bourgogne.

LOUIS DE LA NEUVERGÈRE. (L.S.)

Au nom & de la part du Roi de Suede pour les
Provinces qu'il a dans l'Empire.

GEORGE FRIDERIC SNOILKY. (L.S.)

Pour l'Electeur de Baviere, & pour le Cercle
de Baviere.

JEAN RUDOLPHE WAMPE. (L.S.)

Pour le Cercle de Franconie.

FRIDERIC SIGISMUND (L.S.) CHARLES FRANÇOIS
DE SIKING. PUCKLER Baron de
Greditz. (L.S.)

JEAN PAUL STANG. JEAN CONRAD ALIERD
(L.S.) DE ZITWITZ (L.S.)

Pour la Serenissime Maison de Saxe.

LOUIS GOKEL pour Saxe Gotbe. (L.S.)

Declaration der Ober-Rhein-und West-
erwaldischen Fürsten und Stände /
wodurch sie die obstehende zu Aug-
spurg aufgerichtete Bündnis acceptiren.
Geshchen Augspurg den 17. Julii
1686. [LONDORFII *Acta Pu-
blica* Tom. XII. pag. 533. d'où l'on a
tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans
LUNIG Teutsches Reichs- Archiv.
Part. Spec. Abtheil. II. pag. 533. &
dans Anhang zu des Europäischen
Herolds IV. Haupt- Handlungen
pag. 1375.]

C'est-à-dire,

Declaration des Princes & Etats du HAUT-
RHYN & du WESTER-WALDT, con-
tenant leur Accession à la Ligue d'Augsbourg. A
Augsbourg le 17. Juillet 1686.

Wiss die von dem höchst-anknlichen Kayserlichen
Gesandten und Commisario Herrn Johann
Friedrich / Freyhern von Seyler / geschene
Communication des am 29. Jun. 9. Jul. nachst-
hin in des Heiligen Reichs-Freyen Stadt Augspurg /
zwischen Ihro Kayserliche Majestät und andern hohen
Erzsen und Ständen aufgerichteten Recesses, erklären
sich derer Ober-Rheinisch-Westend Rheins gelegener Alliir-

ten und deren concurrirenden Bestes-Wäldischen Für-
sten und Ständen anhero Angehörte / aber gegen Ver-
hoffen etwas zu spät eingelangte Deputirte / nachst Er-
stattung gehörenden schuldigen Danks vor angetreue
Communication, in Krafft dieses dahin; dass gleich
wie sie sothanen Reces in dem Hauptworte ihre gna-
digsten und hohen Herrn Principalen Invention, und
obstehender Instruction conform eingerichtet besunden /
sie denselben auch hiermit in ihren Mägen dergestalt
mit annehmen / und approbiren / als ob sie solchen gleich
von Anfang würdlich mit vollem Jagen gleichwohl
so viel die in solchen Reces §. 7. Ihren gnädigsten
hohen Herrn Principalen sub spe rati zugesicherte
Hunds-Hülfe der 4000. Mann betrieft / mit der aus-
trüßlichen Verwahrung / dass sie sich zu sothanen Quan-
to, wegen der dabey am Tag liegenden disproportion,
gegen einigen andern Erzsen und Ständen / nicht ver-
binden können / sondern ertheilen sich obgedacht dero gna-
digste und hohe Herrn Principalen / an stat dessen / mit
einen proportionirten Quanto, und zwar 2500. Mann
bey dieser Allianz zu concurriren / solches Quantum auch
fürs künftige nach der Proportion zu erhöhen / wann
und wie hoch besagte Erzsen und Stände ihr übernom-
menes Quantum vermindern würden; Im übrigen wegen
weiterer Bestimmung der Generalität; wie auch der ge-
meinen Cassa, so viel davon in obangegenen Reces
zu anderweiter Handlung ausgeschiedt worden / dabey sich
alle fernere Nachdurst / mit der angestemten Verschö-
nung / dass ihre gnädigsten und hohen Herrn Principa-
len Ratification in dem im Reces darzu allerorts be-
stimmten Termino von acht Wochen oder auch eher er-
folgen solte. Dessen zu Urkund haben mehrgemelte De-
putirte diese Declaration eigenhändig unterschreiben und
gesiegelt. So geschchen Augspurg den 17. Jul. 1686.

(L.S.) Wilhelm von Hoff.

(L.S.) Joh. Ludwig Johannis Eanßer.

(L.S.) Niclas Wilhelm Greditz.

Accessions-Declaration Ihro Hochfürstli-
chen Durchleucht von Dölslein-Gottorf
zu dem Augspurgischen Allianz-Trac-
tat. Nürnberg den 7. Sept. 1686.
[LONDORFII *Acta publica* Tom.
XII. pag. 541.]

C'est-à-dire.

Declaration du Serenissime Duc de HOLSTEIN
GOTTORP contenant son Accession à la Ligue
d'Augsbourg à Nuremberg le 7. Sept. 1686.

Wacheme die zu Schleswig-Holstein-Gottorf
regierende Hoch-Fürstliche Durchleucht mein
gnädigster Fürst und Herr auf geheimeres An-
suchen von der höchst-anknlichen Kayserlichen
Commission, und der übrigen höchst-und hohen Herrn
Alliirten Gesandtschaften bey der jüngst in Augspurg
gehaltenen Versammlung / nach Inhalt des §. 17. Aug-
spurgischen Recesses, pro recepto erklärt / und in sothane
Allianz aufgenommen / nunmehr aber vermög der da-
selbst ertheilten Resolution bey der jüngst Versammlung
zu Nürnberg / ratione Quanti, zu ein tausend Fuß-
Knechte / und wegen der übrigen prestantorum auch jureci-
dend und vergnügt / hiermit nochmals erklärt / und
also ihrer Seits / was zu völliger Admission erfordert
worden / erfüllt haben; Es geht ferne von wegen Ihrer
Hoch-Fürstlichen Durchleucht meines gnädigsten Herrn /
die Erklärung dahin; dass weil erworbene Allianz zu al-
ter und jeder Alliirten Eidehre und Schutz wider aus-
wärtige Gewalt angesehen / ich dieselbe auch in dero ho-
hen Mägen dergestalt mit annehmen und approbire / als
ob ich selbige gleich von Anfang mit entworfen hätte /
unter dem sichern Vertrauen / es werde meinem gna-
digsten Herrn und Principalen gleich allen andern höchst
und hohen Alliirten solche Bündnis zum Genuß und
Garantie dero Herzsogüter und Landen würdlich ge-
geben / und after darauf anspringende Nutzen und Erhö-
hen und Verschönerung nicht zu lassen können / mit
angestemter dieser Verschönerung / dass Ihre Hoch-Fürst-
liche Durchleucht meines gnädigsten Herrn Ratification bey

ANNO 1686. bey nechst-angestelltem Convent alhier gewiss erfolgen sollte; dagegen die höchst-aufsichtliche Kayserliche Commission demüthigst ersucht wird / sie von wegen der höchst-und hohen Herrn Allirten eine Gegen-Acte, daß Ihre Durchleucht nunmehr in die Allianz völlig aufgenommen / und aller derselben Effecten würcklich fähig seyn sollen / wie mitzuthun gerathen wollen.
Nürnberg den 7. Sept. 1686.

(L.S.)

SAMUEL RACCHILIUS.

Ihro Churfürstlichen Durchleucht zu Pfalz Accessions-Declaration zu dem Augspurgischen Allianz-Tractat. Nürnberg den 2. Sept. 1686. [LONDORPII Acta publica. Tom. XII. pag. 541.]

C'est-à-dire,

Declaration du Serenissime Prince Electeur PALATIN, contenant son Accession à la Ligue d'Ausbourg à Nuremberg le 2. Sept. 1686.

Nachdem Seine Churfürstliche Durchleucht zu Pfalz in Zeit des unlängst in des Heiligen Römischen Reichs-Stadt Augspurg gehaltenen Convent der correspondirenden löblichen Creyße nicht nur durch die dabey gegenwärtig gewesen ansehnliche Kayserliche Gesandtschaft / sondern zuvorbereits auch von Ihro Kayserlichen Majestät selbst zum Beystritt des andorthern sub dato 8. Julii jüngsthin aufgerichteten Associations-Federis invitirt worden. Als wird im Namen höchstgedachter Ihrer Churfürstlichen Durchleucht zu Pfalz hienit declarirt; daß sie erst-verstandener Associations-Verständnis nicht allein mit und wegen dero Herzogthum Neuburg / sondern auch wegen der andern inhabenden Churfürstlicher und Landen / auf Art und Weis / wie der Inhalt solcher Federis / und dessen Articuli es nach sich führen / beystreten; zu welchem Ende Churfürstliche Durchleucht ihres Quanti halber 1000. Mann zu Fuß / und 400. Dragoner offeriren / in der Zuversicht / man werde auch sie recipirer dessen / was solcher Associations-Punct in sich hält / effective und in der That vollkommenlich gemessen lassen; Im übrigen werden Seine Churfürstliche Durchleucht zu Pfalz bey Abhandlung dero in diese Werck einschlagender und nicht ausgemachter noch verestellter Materien sich ebenmäßig vernemen zu lassen / nicht erzwungen.

Nürnberg den 2. Sept. 1686.

(L.S.)

Johann Friderich von Kreitz.

Der Kayserlichen Gesandtschaft gegen-
Erklärung auff die Chur-Pfälzische
Accession zur Augspurgischen Allianz.
Geschehen Nürnberg den 2. Sept. 1686.
[LONDORPII Acta publica Tom. XII. pag. 541.]

C'est-à-dire,

Declaration de l'Ambassade Imperiale contenant l'acceptation de l'Accession de S. A. E. Palatine à la Ligue d'Ausbourg. Nuremberg le 2. Sept. 1686.

Nachdem Seine Churfürstliche Durchleucht zu Pfalz in Zeit des unlängst in des Heiligen Römischen Reichs-Stadt Augspurg gehaltenen Convent der correspondirenden löblichen Creyße nicht nur durch die dabey gegenwärtig gewesen
TOM. VII. PART II.

Kayserliche hochansehnliche Gesandtschaft / sondern zu fordern auch von Ihro Kayserliche Majestät selbst zum Beystritt des andorthern sub dato 8. Julii jüngsthin aufgerichteten Associations-Federis invitirt worden; Als haben Ihre Churfürstliche Durchleucht durch dero Gevöllmündigten Abgesandten und Ministern, Herrn Johann Friderich von Kreitz auf Gienethen etc. bey der Kayserlichen und andern höchst-und hohen Herrn Allirten Gesandtschaften alhier / eine schriftliche Declaration gethan / daß sie erst-verstandener Associations-Verständnis nicht allein mit und wegen dero Herzogthum Neuburg / sondern auch wegen der andern inhabenden Churfürstlicher und Landen / auf Art und Weis / wie der Inhalt solcher Federis / und dessen Articuli es nach sich führen / beystreten; zu welchem Ende Churfürstliche Durchleucht ihres Quanti halber 1000. Mann zu Fuß / und 400. Dragoner offeriren / solemmnlich declarirt hienit die Kayserliche Gesandtschaft Johannes Kayserlicher Majestät und von sämtlichen höchst-und hohen Herrn Allirten wegen / daß Einer Churfürstlichen Durchleucht zu Pfalz Beystritt zu dieser löblichen Associations-Verständnis nicht allein Kayserlicher Majestät / sämtlich höchst-und hohen Herrn Allirten sondern lieb und angenehm seyn / sondern sie dieselbe auf Krafft dieser von der Kayserlichen Commission im Nahmen allerseits Allocuirten hienit von sich gehenden Gegen-Versicherung / in das zu Augspurg gemachte Federis würcklich mit eingenommen haben / nicht allein wegen dero Herzogthum Neuburg / sondern auch wegen anderer Churfürstlicher und Landen / auf Art und Weis / wie der Inhalt solcher Federis mit sich führt / und werden Einer Churfürstlichen Durchleucht alles dessen / was solcher Associations-Verständnis in sich hält / effective und in der That vollkommenlich gemessen lassen / maßen gleich wie man ebenfals Ihre Churfürstliche Durchleucht eingehändige Ratification über die von dero Gesandten angestellte Declaration erwartet / die Kayserliche Gesandtschaft auch nicht erzwungen wird / die allernächste Ratification über diese Gegen-Versicherung ohne zu verschieben. So geschehen in Nürnberg den 2. Sept. Anno 1686.

(L.S.)

Ludwig Gustav Graf von Hebelode.

LXXIII.

Copia der Protestations-Schrift Pfalz-
Graffen Welfens / wieder die Succession
Philipp Wilhelms Pfalz-Graffen
am Rhein in denen Chur-Pfälzischen
Länden / so dem Reichs-Convent über-
gegeben worden / den 4. Julii 1686.
[JOANNIS GEORGII KULPIS in Severino de Monzambano Commentationes
Cap. II. §. V. pag. 295.]

C'est-à-dire,

protestation du Comte Palatin de Veldenz, contre
la Succession de PHILIPPE GUILLAUME
Comte Palatin du Rhyn dans les Etats Electoraux,
donnée au Directoire de Mayence le 4. Juillet
1686.

Nachdem auff eodentliches Ableben des Durchleuchtigsten Herrn Carls / Pfalzgrafen bey Rhein / des Heiligen Römischen Reichs Erzhoch-
meisters und Churfürstens selbige Chur- und angehörige Länden / dem auch Durchleuchtigen Fürsten / Herrn Leopold Ludwig / Pfalzgrafen bey Rhein etu
proximiori gradu jure Sanguinis zu- und angeschlossen / hingegen der auch Durchleuchtige Fürst / Herr Philipp Wilhelm Pfalzgraf sich hierzu ob prioritatem Lineæ
berechtigt zu seyn erachtet / und also die wischen Pfalz-
Neuburg und Pfalz-Welfens streitige Succession-
sach ihrer hohen Bewandnis nach / an die Römische Kayser-
liche Majestät erwachen / haben dieselbe auff den Pfalz-
Adel

ANNO 1686. Welchenjche unterthänigste Ansuchen / allergnädigst rescribirt / daß sie hierin nach des Reichs-Fundamental-Gesetz Recht strecken wolten / und zugleich nichts thätliches fürzunehmen / noch den Process andertwos / als vor Ihro Majestät auszubringen / anbefohlen. Wann aber die Fürstenthum- und Entschreibung dieser Sach / sich je länger je weiter verzögern wüll / und unterdessen daß Pfälz-Neuburg / die wider den Inhalt der Pfälzischen Aufschreib-ergreifene Possession der gesamten Landen thätlich fortsetzt / und die Chur-Sach selbst unvertetert hängt / Welches an Prosecution so wohl der von Churf. Da Rhein-richs Verlassenschaft herkommenden Erbforderung / als auch durch Erbhochgedachte Herrn Carlis Churfürstlichen Abkömmling / abermal eröffneten Succession in den übrigen / der Chur nicht einverleibten Fürstenthum und Landen / gehindert und aufgeschoben werden. Als befinden sich Pfälz-Neuburg Fürstliche Gn. genöthiget / wegen sothaneu Aufschreib und Verzögerung dero respective habende Jura Successionis und Anfordrungen / con- & processando gemiender massen / wie hiezu geschieht / zu vermahnen / ein Hochlöblich Reichs-Convent inländisch ersuchend / dieses nicht allein ad Protocolum zu nehmen / und desswegen ein Actuelatum zu ertheilen / sondern auch bey der Römischen Kayserlichen Majestät unserm allergnädigsten Herrn dahin zu intercediren / damit diese rechtschändige Chur-Sach / nach Anleitung der Erbdomen und Pfälzischen Special-Wüll / auch der in dinstigste Deduction angezogener Pfälzischen Verträge und besondern Observeanz fürderlich entschieden / und folgend alle übrige Anligensheiten glücklich enden möge. Wollten dieses auff empfangenen Special-Beschl. gegen einem Hochlöblichen Reichs-Convent in unterthänigst schuldigen Treue abgelegt / gebeten und vorträt haben wüll. Euer Excellenz Hochwürden / und meine Hochgedachte Herrn dabeneben mich geschonam und dienlich empfehlend.

Euer Excellenz Hochw. und meiner Hochgedachten Herrn

Dienstbestellener
Fürstlich Pfälz-Neuburgischer Gewalthaber.

LXXIV.

2. Orob. *Traité de Paix & de Commerce entre le Serenissime & tres Puissant Prince JACQUES II. Roi de la Grande Bretagne, France & Irlande, Défenseur de la Foi, &c. & les tres Excellens Seigneurs les Gouverneurs de la noble Ville & Royaume de TUNIS, Hadge Bechash, Hogia Dey, Mahomet Bey, & Ibrahim Aga du Divan & Milice de la Ville & Royaume, par lequel les anciens Traités de l'an 1662. & de l'an 1677. sont confirmés & renouvelés, par Thomas Goodwin Ecuier, Agent & Consul de Sa Majesté, le deuxième jour d'Octobre 1686. [Sur une Copie manuscrite.]*

Comme il y a eu durant plusieurs années une ferme Paix & Amitié entre le Serenissime & tres-Puissant Prince Charles Second par la grace de Dieu Roi d'Angleterre, Ecosse, France & Irlande, Défenseur de la Foi Chrétienne, & les tres-illustres Seigneurs les Gouverneurs de la noble Ville & Royaume de Tunis, ainsi qu'il est notoire par les Articles de Paix & de Commerce faits & conclus au mois d'Octobre 1662. par les tres-Excellens Seigneurs Mahomet Bassa, Multapha Dey, Morat Bey, & le Divan de ladite Ville de Tunis d'une part, & le Chevalier Jean Lawfon d'autre part, & renouvellez & confirmez en l'an de notre Seigneur Jesus-Christ 1677. qui est l'an 1085. de l'Hegire par Multapha, Bassa, Hadge Mammé Dey, Morat Bey, Mahomet Hoffé Bey, & le Divan de ladite Ville & Royaume de Tunis d'une part, & par le Sieur Jean Narborough Chevalier, Admiral du feu Roi pour la Mer Méditerranée d'autre part, & comme il a plu à Dieu tout-Puissant de tirer hors de ce Monde Sadite Majesté Charles Second, d'où il est arrivé que les Royaumes d'Angleterre, d'Ecosse, France, & Irlande sont jullement venus par Ligne de descence conformément aux

Loix à la Personne Royale de son Frere le Serenissime, **ANNO 1686.**
& tres-Puissant Prince Jacques Second par la grace de Dieu Roi d'Angleterre, France & Irlande, Défenseur de la Foi Chrétienne, qui regne à present; & comme les Terres de nostre obéissance, après avoir été extrêmement affligées & broulées par des Guerres Civiles sont à present (graces à Dieu tout-Puissant) retables en tranquillité, & dans un Gouvernement stable & ferme.

Nous les tres-Excellens Seigneurs Gouverneurs d'à present de la noble Ville & Royaume de Tunis, Hadge Bechash, Hogia Dey, Mahomet Bey, & Ibrahim Aga du Divan & Milice de nostre dite Ville & Royaume, avons vû, examiné, approuvé les susdits Articles de Paix, & par ces présentes, nous agréons, approuvons, ratifions & confirmons, tant pour nous, que pour tout le Corps de nostre Milice, tous & chascuns les susdits Articles de Paix, & de Commerce, en la même forme & teneur qu'ils sont inferez & declarez dans & par ledits Articles de Paix, promettant fermement & en bonne foi, d'observer & entretenir sincerement & inviolablement ladite Paix en tous ses Points & Articles avec Sadite Majesté Jacques Second Roi de la Grande Bretagne, France, & Irlande, & avec tous ses Sujets & de faire ponctuellement garder & observer tous & chascuns les Articles d'icelles, dorénavant pour jamais, par tous nos Sijet de quelque qualité & condition qu'ils soient, & si aucuns de nos Sujets violent & enfreignent aucune partie desdits Articles, ils seront punis avec la dernière severité à leur retour dans nos Domaines de Tunis.

Et à l'égard de l'argent qui est deu par le Divan, & plusieurs autres Personnes dépendantes de nos Domaines, à la Nation Angloise, suivant un compte que nous avons reçu de Thomas Goodwin, Ecuier, Agent & Consul pour Sadite Majesté Jacques Second, Roi de la Grande Bretagne, &c. en nostre dite Ville & Royaume de Tunis, nous promettons sincerement, par ces présentes, de tenir la main à ce qu'il leur soit donné entiere satisfaction dans le temps & espace de douze mois au plus tard, à commencer de la date d'icelles. Et comme nous avons depuis peu fait une diminution de sepe pour cent à la Nation Françoisie fur les Doijanes de toutes les Marchandises qu'ils feront venir & entrer dans nos Domaines ou les en feront sortir, ayant réduit ledits Doijanes de dix à trois pour cent, nous promettons sincerement aussi, en la manière susdite, qu'à l'expiration de six mois au plus tard, d'accorder la même diminution aux Marchands Anglois, qui traquent ici, & de ne prendre d'eux de la en avant que trois pour cent de Douane fur toutes les Marchandises quelconques qu'ils apporteront & feront entrer dans l'estendu de nos Domaines ou qu'ils en feront sortir, ou bien à l'expiration des susdits six mois, sans attendre plus long-temps, nous ferons payer à la Nation Françoisie leurs anciens Droits de Douane de dix pour cent, comme auparavant, & à l'exécution de tout ce qui est contenu en ces présentes nous nous obligeons formellement, promettans en nostre foi de les observer inviolablement, & chaque Point d'icelles, & pour cette cause nous les avons scellées en la presence de Dieu tout-Puissant, en nostre Hostel, dans la noble Ville de Tunis le deuxième jour d'Octobre 1686.

(L.S.) (L.S.) (L.S.) (L.S.)

LXXV.

Königliche Dänische Declaration gegen : Oa.
die Stadt Hamburg; Wodurch derselben von Ihro Majestät gefaste Ungnade nachgelassen / die angehaltene Schiffe und Waaren restituirt / wie auch das freye commercium zu Wasser und Land / sammt allem / was im Binnenbergischen Reccel abgederet worden / zu gedehen gelassen wird; Jedoch / daß die Stadt Ihro Majestät Land und Güter in vorigen Stand setze.

ANNO
1686.

ße/ wie auch dem Pinnenbergischen
Recess nachließe. Geben aufn Schloß
Gottorff den 2^{ten} Octob. 1686. [JOAN-
NIS GEORGII KULPIS in Seve-
rino de Monzambano Commentationes
Cap. II. §. XIII. pag. 587.]

Cest-à-dire,

*Declaration du Roi de DANNEMARCK en fa-
veur de la Ville de HAMBOURG, portant qu'il lui
rend ses bonnes graces, avec promesse de lui res-
tituer ses Navires & Marchandises, & de la retab-
lir dans toute la Liberté du Commerce tant par
Terre que par Eau, & dans tous les Avantages
contenus dans le Récès de Pinnenberg, à condition
qu'elle l'observera de son côté, qu'elle évacuera les
Domaines Royaux, & en fera servir les Trou-
pes auxiliaires. Donné à Gottorp le 2. Octobre
1686.*

Die Königl. Majestät zu Denmark / No-
wen / haben sich allunterthänigst referiren
lassen / was in denen bißher zwischen dero
committirten Ministriß, und denen Chur-Brand-
enburgischen Fürstlichen-Küniglichen und Heßsen-Cass-
elischen Ministriß gehaltenen Conferenzen des Hambur-
gischen Weßens halber vorgefallen; und welcher Gestalt sie
im Mahnen ihrer Herten Principalen / amnoch ferne-
re bewegliche Intzucht thun / daß Ihre Königl. Majestät
aus Königlichem Clemence und Gültigkeit dero Reilen-
timent gegen die Stadt gänzlich fahren / und die ihren
Bürgern / Einwohneren und angehörigen jüdischen von
ihrer Königl. Majestät angelegene Schiffe / Woh-
ren / Güter und Leebden allernachst relaxiren / und
das freye commercium der Stadt aller Dren wieder
öffnen / auch im Königlich den Pinnenbergischen
Recess ferne in Königlich Gaben bewenden lassen
wollen. Man nun die Stadt in einem an Ihre Königl.
Majestät den 16. dieses abgelaßenen Schreiben ebenfalls
darum unterthänigste Ansuchung gethan / so erklären sich
allerschöndest Ihre Königl. Majestät, daß in meh-
rer Begehung ihrer Inclination gegenwärtige Irungen
zur Zufriedenheit zubringen / und wie gern sie der Stadt
Mahrung / Wohlstand und commercium mithin auch
den Ruhestand dieser Quartier befördert sehen, dero gegen
die Stadt gefasste Ingnade und Indignation hiermit
gänzlich fallen / deroßelben die angehaltene Schiffe / Wä-
ren / Güter und Leebden wiederum losgeben und reli-
viren / und die von der Stadt geforderte Satisfaction
zu der bevorstehenden Handlung / wegen des Homagial-
Punctes und übriger Ernstigkeit und Gravaminum
ausgesetzt / auch der Stadt noch einer gänzlich An-
merckung das freye commercium in Wasser und Land
aller Dren / nach wie vor / allerschöndest ohngestrenkt ge-
nießen / so dann alles dasjenige was in dem Pinnen-
bergischen Recess deroßelben zu gut und sonst verabre-
det und stipuliret worden / Ihre gedenken lassen wollen.
Jedoch daß hingegen auch die Stadt in regard Ihrer Kö-
nigl. Majestät dero Landen und Unterthanen / auch dero
Güter und Leebden / so dann Handel und Wandel
alles wieder in vorigen Stand setze / auch die Auxiliar-
Bölcker aus derselben dimittire / und mischt eines nach-
maligen unuerthiglichen Schreibens / weil Ihre Königl.
Majestät die reschivire Deputation nicht abwarten
wollen / so vorgesehen sich verbindlich mache / und da-
neben von neuen schicklich zulage und verspreche / daß sie
auch ihres Orts den Pinnenbergischen Recess und wor-
zu sich dieselbe darinnen verbunden / in unterthänigster
Devotion / allerschöndest nachleben wollen. Verständlich
unter allerschöndest Ihrer Königl. Majestät
Handschreiben und vorgedachten Inseßel. Geben auf dero
Schloß Gottorff den 2^{ten} Octobris 1686.

Christian.

(L.S.)

R. M.

LXXVI.

ANNO
1686.

*Traité de Neutralité conclu à Londres le sixième
Novembre 1686. entre LOUIS XIV. Roi de
France, & JACQUES II. Roi d'Angleterre, tou-
chant les Pays des deux Rois en Amérique. [FRE-
DER. LEONARD. Tom. V. d'où l'on a ti-
ré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le
Theatrum Europaeum, Tom. XII. pag. 105.
en Allemand, & en abrégé; & dans LONDOR-
PIT Acta publica Tom. XII. pag. 568. en Al-
lemand par extrait.]*

LE Tres-Haut & Tres-Puissant Prince Louis
XIV. Roi Tres-Chrétien de France & de
Navarre, & Tres-Haut & Tres-Puissant Prin-
ce Jacques II. Roi de la Grande Bretagne,
n'ayant rien plus à cœur que d'établir tous les jours de
plus en plus une Amitié mutuelle entre eux, & une
sincère concorde & correspondance entre les Ro-
yaumes, États & Sujets de leurs Majestés; & à cet
effet ayant jugé à propos de faire un Traité de Paix,
bonne Correspondance & Neutralité en Amérique,
pour prévenir, autant qu'il seroit possible, toutes les
contestations & les différends qui pourroient naître
entre les Sujets de l'une & de l'autre Couronne dans
ces Pays éloignés: Leurdites Majestés ont résolu
d'envoyer de part & d'autre leurs Plénipotentiaires
pour en traiter, & en convenir: Sçavoir, Sa Majesté
Tres-Chrétienne, le Sieur Paul Barillon d'Amoncourt,
Marquis de Branges, Conseiller ordinaire en son Con-
seil d'État, & son Ambassadeur extraordinaire; & Sa-
dicte Majesté Britannique, les Sieurs Georges, Baron de
Jeffreys de Wem, Grand Chancelier d'Angleterre;
Laurent Comte de Rochester, Grand Trésorier d'An-
gleterre; Robert Comte de Sunderland, Président du
Conseil Privé, & Secrétaire d'État; Charles de Mid-
dleton aussi Secrétaire d'État; & Sidney, Sieur de Go-
dolphin, tous du Conseil Privé de Sa Majesté: pour
convenir, après l'échange des Lettres de Pleinpouvoir
des Articles qui suivent.

I. Il a été conclu & accordé, que du jour du
présent Traité il y aura entre la Nation Française &
la Nation Angloise, une ferme Paix, Union, Concor-
de, & bonne Correspondance, tant sur Mer, que sur
Terre, dans l'Amérique Septentrionale & Meridionale,
& dans les Isles, Colonies, Forts & Villes, sans au-
cune distinction de lieux, scilicet dans les États de Sa
Majesté Tres-Chrétienne, & de Sa Majesté Britanni-
que, & gouvernées par les Commandans de leurdites
Majestés respectivement.

II. Qu'aucuns Vaisseaux, ou Bâtimens, grands ou
petits, appartenans aux Sujets de Sa Majesté Tres-
Chrétienne, ne seront équipés, ni employez dans les-
dites Isles, Colonies, Forteresses, Villes & Gouver-
nemens des États de Sadite Majesté, pour attaquer
les Sujets de Sa Majesté Britannique, dans les Isles,
Colonies, Forteresses, Villes, & Gouvernemens de Sa-
dicte Majesté, ou pour leur faire aucun tort ni dom-
mage. Et pareillement qu'aucuns Vaisseaux ou Bâti-
mens, grands ou petits, appartenans aux Sujets de Sa
Majesté Britannique, ne seront équipés ou employez
dans les Isles, Colonies, Forteresses, Villes, & Gouver-
nemens de Sadite Majesté, pour attaquer les Sujets
de Sa Majesté Tres-Chrétienne dans les Isles, Colo-
nies, Forteresses, Villes, & Gouvernemens de Sa-
dicte Majesté, ou pour leur faire aucun tort ni dom-
mage.

III. Qu'aucuns Soldats ou Gens de Guerre, ou
autres Personnes quelconques, qui habitent & deme-
urent dans lesdites Isles, Colonies, Forteresses, Villes,
& Gouvernemens de Sa Majesté Tres-Chrétienne, ou
qui y viennent d'Europe en Garnison, n'exerceront
aucun acte d'hostilité, & ne feront aucun tort ou
dommage, directement ou indirectement, aux Sujets
de Sa Majesté Britannique dans lesdites Isles, Colo-
nies, Forteresses, Villes, & Gouvernemens de Sadite
Majesté; & ne prêteront ni donneront aucune aide,
ou Secours d'hommes ou de Vives, aux Sauvages
contre qui Sa Majesté Britannique aura la Guerre.
Et pareillement qu'aucuns Soldats ou Gens de Guerre,
ou autres Personnes quelconques, qui habitent &
demeurent dans lesdites Isles, Colonies, Forteresses,
Villes, & Gouvernemens de Sa Majesté Britannique,
ou qui y viennent d'Europe en Garnison, n'exerce-
ront

ANNO
1686.

ront aucun aïe d'Hostilité, & ne feront aucun tort ou dommage, directement ou indirectement, aux Sujets de Sa Majesté Tres-Chrétienne dans lesdites Isles, Colonies, Forteresses, Villes, & Gouvernemens de Sadite Majesté; & ne prêteront ni donneront aucune aide, ou Secours d'hommes ou de Vivres, aux Sauvages avec qui Sa Majesté Tres-Chrétienne aura Guerre.

IV. Il a été convenu que chacun desdits Rois aura & tiendra les Domaines, Droits & Prééminences dans les Mers, Détroits, & autres Eaux de l'Amérique, & avec la même étendue qui leur appartient de Droit, & en la même manière qu'ils en jouissent au présent.

V. Et que pour cet effet les Sujets & Habitans, Marchands, Capitaines de Vaisseaux, Pilotes & Matelots des Royaumes, Provinces & Terres de chacun desdits Rois respectivement, ne feront aucun Commerce ni Pêche dans tous les Lieux dont l'un ou l'autre fera en possession de part & d'autre dans l'Amérique. C'est à savoir, que les Sujets de Sa Majesté Tres-Chrétienne ne se mêleront d'aucun Trafic, ne feront aucun Commerce, & ne pêcheront point dans les Ports, Rivières, Bayes, embouchures de Rivières, Rades, Côtes, ou autres Lieux qui sont ou seront ci-après possédés par Sa Majesté Britannique en Amérique: Et reciproquement les Sujets de Sa Majesté Britannique ne se mêleront d'aucun Trafic, ne feront aucun Commerce, & ne pêcheront point dans les Ports, Rivières, Bayes, embouchures de Rivières, Rades, Côtes, ou autres Lieux qui sont ou seront ci-après possédés par Sa Majesté Tres-Chrétienne en Amérique. Et au cas qu'aucun Vaisseau, ou Barque, soit surpris faisant Trafic, ou pêchant, contre ce qui est porté par le présent Traité, ledit Vaisseau, ou Barque, avec sa charge, sera confisqué, après que la preuve de la contravention aura été légitimement faite. Il sera néanmoins permis à la Partie qui se sentira grevée par la Sentence de confiscation, de se pourvoir au Conseil d'Etat du Roi, dont les Gouverneurs ou Juges auront rendu ladite Sentence de confiscation, & d'y porter la plainte, sans que pour cela l'exécution de la Sentence soit empêchée: Bien entendu néanmoins que la liberté de la Navigation ne doit être nullement empêchée, pourvu qu'il ne commette rien contre le véritable sens du présent Traité.

VI. De plus, il a été accordé que si les Sujets & Habitans de l'un ou de l'autre desdits Rois, & leurs Vaisseaux, soit de Guerre & publics, soit Marchands & particuliers, sont emportés par les tempêtes, ou étant poursuivis par les Pirates ou par les ennemis, ou pressés par quelque autre nécessité, sont contraints pour se mettre en sécurité de se retirer dans les Ports, Rivières, Bayes, embouchures de Rivières, Rades & Côtes quelconques appartenantes à l'autre Roi dans l'Amérique, ils y seront bien & amiablement reçus, protégés & favorablement traités: qu'ils pourront, sans qu'on les empêche en quelque manière que ce soit, s'y rafraîchir, & même acheter au prix ordinaire & raisonnable, des vivres, & toutes sortes de Provisions nécessaires, ou pour la vie, ou pour radoubler les Vaisseaux, & pour continuer leur route: qu'on ne les empêchera non plus en aucune manière de sortir des Ports & Rades, mais qu'il leur sera permis de partir, & s'en aller en toute liberté quand & où il leur plaira, sans être molestés ou empêchés: qu'on ne les obligera point à se désister de leur charge, ou à décharger & exposer en vente leurs Marchandises ou Balots: qu'aussi de leur part ils ne recevront dans leurs Vaisseaux aucunes Marchandises, & ne feront point de Pêche sous peine de confiscation desdits Vaisseaux & Marchandises, conformément à ce qui a été convenu dans l'Article précédent. De plus a été accordé que toutes & quantes fois que les Sujets de l'un ou de l'autre desdits Rois seront contraints, comme il a été dit ci-dessus, d'entrer avec leurs Vaisseaux dans les Ports de l'autre Roi, ils seront obligés, en entrant, d'arborer la Bannière ou marque de leur Nation, & d'avertir de leur arrivée par trois coups de Mousquet: à suite de quoi faire, & d'envoyer une Chaloupe à Terre, ils pourront être confisqués.

VII. Pareillement si les Vaisseaux de l'un ou de l'autre desdits Rois, & de leurs Sujets & Habitans viennent à échouer, jeter en Mer leurs Marchandises, ou, ce qu'à Dieu ne plaise, faire naufrage, ou qu'il leur arrive quelque autre malheur que ce soit, on don-

nera aide & secours avec bonté & charité à ceux qui seront en danger, ou auront fait naufrage: il leur sera délivré des Saisconduits, ou Passeports pour pouvoir se retirer dans leur Pais en sécurité, & sans être molestés.

VIII. Que si les Vaisseaux de l'un ou l'autre Roi qui seront contraints par quelque aventure ou cause que ce soit, comme il a été dit, de se retirer dans les Ports de l'autre Roi, se trouvent au nombre de trois ou de quatre, & peuvent donner quelque juste cause de soupçon, ils feront aussitôt connoître au Gouverneur ou principal Magistrat du lieu, la cause de leur arrivée; & ne demeureront qu'autant de tems qu'ils en auront permission dudit Gouverneur ou Commandant, & ce qu'il leur sera juste & raisonnable, pour se pourvoir de vivres, & pour radoubier & équiper leurs Vaisseaux.

IX. De plus on est convenu qu'il sera permis aux Sujets de Sa Majesté Tres-Chrétienne, qui demeurent dans l'Isle de Saint-Christophe, d'entrer dans les Rivières de la grande Baye pour faire de l'Eau, & s'en fournir: qu'il leur sera aussi permis aux Sujets de Sa Majesté Britannique de prendre du Sel aux Salines dudit lieu, & de l'enlever, tant par Mer, que par Terre, sans être inquiétés, ni empêchés; pourveu néanmoins que ledits Sujets de Sa Majesté Tres-Chrétienne puissent de l'Eau pendant le jour seulement, & qu'aussi ledits Sujets de Sa Majesté Britannique ne chargent du Sel dans leurs Vaisseaux ou Barques que pendant le jour: & que les Vaisseaux ou Barques de l'une & de l'autre Nation respectivement, qui viendront se fournir d'Eau ou de Sel, seront sçavoir leur arrivée en arborant la Bannière ou marque de leur Nation, & en avertiront par trois coups de Canon, ou s'ils n'ont point de Canon, par trois coups de Mousquet. Que si aucun Vaisseau de l'une ou l'autre Nation, sous prétexte de venir prendre de l'Eau ou du Sel, entreprend de trafiquer, il sera confisqué.

X. Qu'aucuns Sujets de l'une ni de l'autre Nation ne retireront les Sauvages Habitans du lieu, ou leurs Esclaves, ou les Biens que ledits Habitans emporteront, appartenans aux Sujets de l'autre Nation; & qu'ils ne leur donneront aucune aide ni protection dans lesdits enlèvements ou pillages.

XI. Que les Commandans, Officiers & Sujets de l'un des deux Rois ne troubleront ni molesteront les Sujets de l'autre Roi dans l'établissement de leurs Colonies respectivement, ou dans leur Commerce & Navigation.

XII. Et afin de pouvoir plus pleinement à la sûreté des Sujets, tant de Sa Majesté Tres-Chrétienne, que de Sa Majesté Britannique, & à ce que les Vaisseaux de Guerre, ou autres Vaisseaux armés en Guerre par des Particuliers, ne leur fassent aucun tort ni dommage, il sera défendu à tous les Capitaines de Vaisseaux, tant de Sa Majesté Tres-Chrétienne, que de Sa Majesté Britannique, & à tous leurs Sujets qui équipent des Vaisseaux à leurs dépens; comme aussi aux Privilégiés & aux Compagnies, de faire aucun tort ou dommage à ceux de l'autre Nation, sous peine d'être punis en cas de contravention, & de plus d'être tenus à tous dommages & intérêts, à quoi ils pourront être contraints, tant par saisie de leurs Biens, que par emprisonnement de leurs Personnes.

XIII. Et pour cette cause tous Capitaines des Vaisseaux armés en Guerre aux dépens des Particuliers, seront dorénavant tenus, avant qu'on leur délivre des Patentes ou Commissions spéciales, de donner pardevant un Juge compétent, bonne & suffisante caution de Gens solvables, & qui n'aient aucune part ni intérêt dans ledit Vaisseau, pour la Somme de mille livres Sterling, ou treize mille Livres; & lors qu'il y aura plus de cent cinquante Hommes, pour la Somme de deux mille livres Sterling, ou de vingt six mille Livres: s'obligeant de satisfaire entièrement à tous torts & dommages quelconques, qu'eux ou leurs Officiers, ou autres Gens étant à leur service causeront, pendant le cours de leur Navigation contre le présent Traité, ou autre Traité quelconque fait entre Sa Majesté Tres-Chrétienne, & Sa Majesté Britannique; sous peine aussi de revocation, & cassation de leurs Commissions & Lettres spéciales, dans lesquelles il leur est toujours fait mention qu'ils auront, comme dit est, donné caution. Et de plus, il est convenu que le Vaisseau même sera tenu de satisfaire aux torts & dommages qu'il aura causés.

XIV.

ANNO
1686.

ANNO XIV. Et d'autant que les Pirates qui courent les
1686. Mers de l'Amerique, tant Septentrionale que Meridionale, font beaucoup de tort au Commerce, & causent de grands dommages aux Sujets de l'une & de l'autre Couronne, qui trafiquent, & font Commerce dans ces Pays; il a été accordé qu'il sera expressément

enjoint aux Gouverneurs & Officiers de l'un & de l'autre dedités Rois, de ne donner en quelque maniere que ce soit aux Pirates, de quelque Nation qu'ils soient aucun Secours, aide, ni retraite dans les Ports & Rades (cités dans leurs Etats respectivement; & qu'il sera expressément ordonné audit Gouverneurs & Officiers, de punir comme Pirates, tous ceux qui se trouveront avoir armé un ou plusieurs Vaisseaux en cours, sans Commission & autorité legitime.

XV. Qu'aucun Sujet de l'un ou de l'autre des deux Rois, ne demandera ou prendra d'aucun Prince ou Etat que ce soit, avec qui l'autre aura Guerre, aucun Pouvoir ou Commission d'armer, & équiper en cours un ou plusieurs Navires dans l'Amerique Septentrionale ou Meridionale; & que si quel'un prend un tel Pouvoir ou Commission, il soit puni comme Pirate.

XVI. Que les Sujets de Sa Majesté Tres-Chrétienne auront pleine & entiere liberté de pêcher des Tortues dans les Isles de Cayman.

XVII. Que s'il survient des contestations ou différends entre les Sujets de leursdites Majestés dans les Isles, Colonies, Ports, Villes, & Gouvernemens qui sont sous leur Domination; la Paix faite par le présent Traité, ne sera pour cela ni interrompue ni enfreinte; mais ceux qui commanderont dans les Lieux où les contestations seront arrivées, ou qui seront par eux députés, connoîtront dedités contestations survenues entre les Sujets de leursdites Majestés, & les regleront & decideront. Et au cas que ledits Commandans ne puissent vider & terminer ledites contestations dans un an, ledits Commandans les enverront au plutôt à l'un ou à l'autre dedités Rois, pour être fait droit en la maniere qu'il sera convenu entre leursdites Majestés.

XVIII. De plus, il a été conclu & accordé, que si jamais, ce qu'à Dieu ne plaise, il arrive quelque rupture en Europe entre ledites Couronnes, les Garnisons, Gens de Guerre, ou Sujets quelconques de Sa Majesté Tres-Chrétienne, étant dans les Isles, Colonies, Ports, Villes, & Gouvernemens qui sont à présent ou seront ci-après sous la Domination de Sa dite Majesté dans l'Amerique, n'exerceront aucun acte d'Hostilité par Mer ni par Terre, contre les Sujets de Sa Majesté Britannique qui habiteront dans quelques Colonies que ce soit de l'Amerique, ou y demeureront. Et reciproquement, audit cas de rupture en Europe, les Garnisons, Gens de Guerre, ou Sujets quelconques de Sa Majesté Britannique, étant dans les Isles, Colonies, Ports, Villes, & Gouvernemens qui sont à présent ou seront ci-après sous la Domination de Sa Majesté Britannique en Amerique, n'exerceront aucun acte d'Hostilité, ni par Mer ni par Terre, contre les Sujets de Sa Majesté Tres-Chrétienne, qui habiteront dans quelques Colonies que ce soit de l'Amerique, ou y demeureront. Mais il y aura toujours une veritable & ferme Paix & Neutralité entre ledits Peuples de France & de la Grande Bretagne, tout de même que si ladite Rupture n'étoit point arrivée en Europe.

XIX. Il a été réglé & accordé que le présent Traité ne derogera en aucune maniere au Traité conclu entre leursdites Majestés à Breda le 11 jour du mois de Juillet 1667. mais que tous & chacuns les Articles & Clauses dudit Traité demeureront dans leur force & vigueur, & seront observez.

XX. Et que tous les Traitez & Articles conclus & arrêtez cy devant, en quelque tems que ce soit en Amerique, ou ailleurs, entre ledites deux Nations, touchant l'Isle de Saint Christophe, demeureront dans leur force & vigueur, & seront observez de part & d'autre, comme ils l'ont été ci-devant, si ce n'est en ce que si y trouvera de contraire au present Traité.

XXI. Enfin il a été convenu & accordé, que le present Traité, & toutes & chacunes choses contenues en icelui, seront ratifiés & confirmées de part & d'autre le plutôt qu'il sera possible; & que les Ratifications seront reciproquement échangées en bonne forme de part & d'autre dans un mois, à compter de la date du present Traité: & que dans huit mois,

ou plutôt s'il est possible, le present Traité sera publié dans tous les Royaumes, Domaines & Colonies de l'un & l'autre dedités Rois, tant en Amerique qu'ailleurs.

En foy de toutes & chacunes lesquelles choses, Nous sultis Plenipotentiaires avons soussigné de nos propres mains le present Traité, & nous y avons apposé les Sceaux de nos Armes. Fait dans le Palais Royal de Wihal, le 11 jour de Novembre mil six cents quatre-vingsix.

Ainsi signé,

BARILLON D'AMONCOURT.

JEFFREYS.

C. ROCHESTER.

SUNDERLAND.

P. MIDDLETON.

GODOLPHIN.

Avec les Sceaux.

LXXVII.

Vertrag zwischen der Hochfürstlichen Dettingischen Vormundschaft / und dem Reichs-Gräflichen Collegio in Schwaben / wegen der Fürstlichen Dettingischen Translocation und Exemption Geschehen den 14. Decemb. 1686. [LONDORP II. *Acta publica* Part. XIII. pag. 27. On trouve aussi cette Pièce dans LUNIG *Teutsches Reichs-Archiv*. Part. Spec. Cont. II. *Abtheilung* IV. Absatz XXVII. pag. 650.]

C'est à-dire,

Transfession entre les Princes Curateurs du Prince d'OTTINGEN d'une part, & le College Imperial des COMTES de SUABE, sur la translation de la Maison d'OTTINGEN dans le COLLEGE des Princes, & l'exemption des Contributions qu'elle devoit au College des Comtes. Faite le 14. Decembre 1686.

Sil wissen / Als die Königl. Kaiserliche Majestät unser allernachbarlichster Herr / in gleichem Herrn Albrecht Ernsten Grafen von Dettingen zu Dettingen / Christlichen Ansehens die Kayserliche Gnade gütlich / und dieselbe samt der Herrschafft in dem Reichs-Fürstlichen Stand erhoben / und aber von dem Reichs-Gräflichen Collegio in Schwaben / darinnen Ihre Fürstlichen Durchleucht land und leuth / wie andt der Grafen und Herren Güter in Schwaben incorporiret gewesen / die Collegial-Vertrag de preterito sowohl als in futurum von Seiner Durchleucht wie vorhero pretendiret / von dieser aber aus verschiednen vorgestellten Ursachen / sie dero entlobigt zu seyn / gütlich dafür gehalten worden / daß auff Interpolation der Hochfürstlichen Dettingischen Vormundschaft die Sache mit einem löblichen Reichs-Gräflichen Collegio auff ein End dahin verglichen worden / daß hochgedachte Hochfürstliche Vormundschaft in die Gräfliche Collegial-Cassam jeto gleich barz sollt und wolle ausschütten lassen 350. fl. mit dann auff widerumb Nativitas Martis Anno 1687. 350. fl. also in Summa 700. fl. und gegen dieser Ergelung / sprichet das Reichs-Gräfliche Collegium in Schwaben / das Hochfürstliche Haus Dettingen zu Dettingen auff jeto und ewig alles Vertragen und Collegial-Forderung / die hätten dahinen wie sie wollen / quit und ledig / wie auch daß die Introduction in den Reichs-Fürstlichen Rath nicht länger suspendiret werde / dero Orths alle vermögliche Vertragen / jedoch daß dem Hoch-Gräflichen Haus Dettingen / Wallerkein seiner Particular-Auspruch wegen / durch obige beschreibung und Introduction von seinem Theil prejudiciret / es auch in übrigen dem Reichs-Gräflichen Schwabischen Collegio circa Prajudicium seyn solle / dessen zu urkundt seyn dieses Vergleiches wegen

ANNO gen 2. Originalia verfertigt / und mit hienach gestellten
1686. Wormundtschlichen Secret-Insigel Seiner Hoch-Fürst-
lichen Durchleucht zu Brandenburg-We-
renth / und des Herrn Administratores und Herzogen
zu Sibirienberg / so dan beyder des Reichs-Christlichen
Collegii Directori / Ensch und Eiser-Tormenten be-
wahrt worden. So geschien den 14. Decembris 1686.

(L.S.)

(L.S.)

(L.S.)

(L.S.)

LXXVIII.

1687. *Traité entre LOUIS XIV. Roi de France, &
4. Janv. CHARLES II. Roi d'Espagne, sur les Potteaux
FRANCE plantés à la veue du Château de Namur. Signé
ET à Philippeville le quatrième Janvier, 1687.
ESPAGNE. [FREDER. LEONARD. Tom. IV.]*

LE Roi Catholique s'estant plaint au Roi Tres-
Chrétien, que les Potteaux que le Sieur Faul-
trier son Intendant dans le Haynaut avoit fait
planter le vingt-quatrième Septembre dernier, sur la
Montagne depuis l'Hermitage de Saint George, &
plus bas vers la Riviere de Sambre, à la veue de la
Ville & Chateau de Namur, renfermoient l'espace de
Terrain qui est entre ledits Potteaux, & l'endroit
appellé la Roche du Vieux Mur, dont ledit Seigneur
Roi Catholique soutenoit avoir eu la possession im-
memoriale, & l'avoir continuée jusqu'audit jour ving-
quatrième Septembre, dont il pretendoit par consé-
quent que ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien n'avoit
pas pris possession; Sa Majesté Tres-Christienne auroit
répondu qu'on n'avoit jamais douté qu'Elle ne fut en
possession dès le quatrième Juillet 1681. du lieu où
ledits Potteaux avoient été plantés, pour former une
lisière entre les deux Estats; Mais qu'Elle n'avoit pas
intention de troubler la bonne Intelligence qui estoit
entre les deux Couronnes, ni l'exécution paisible &
sincere du Traité de Trêve; qu'Elle nommeroit un
Commissaire pour examiner la question, avec celui
ou ceux que ledit Seigneur Roi Catholique nomme-
roit aussi de sa part, qu'ils s'assembleroient pour cela
à Philippeville, & qu'Elle luy donneroit Pouvoir, non
seulement de ceder cet espace de Terrain contentieux,
s'il en avoit pris possession devant le vingt-unième
Mars mil six cens quatre-vingt deux, mais même un
plus grand dans l'étendue non contestée, pour éloi-
gner davantage la Frontière dudit Chateau de Namur,
en luy laissant par ledit Seigneur Roi Catholique un
équivalent. En effet dès le vingt-huitième Novembre
mil six cens quatre-vingt six, Elle a envoyé un plein-
pouvoir audit Sieur Faultrier, lequel s'est rendu audit
Philippeville le quatrième du mois de Decembre sui-
vant; & ledit Seigneur Roi Catholique a pareillement
donné sa Commission au Sieur Tirimont, Conseiller
en son Conseil d'Etat, & une autre au Sieur Martin,
son Procureur General au Conseil Provincial de Na-
mur, qui s'y sont rendus le septième du même mois,
lesquels Sieurs Commissaires ayans travaillé depuis le
huitième suivant, qu'ils commencèrent leurs Conféren-
ces à examiner la question de la Possession dudit Lieu
contentieux, & n'ayans pu convenir, ils ont suivent
l'intention & contentement dedit Seigneurs Rois,
pour faire cesser toute contestation, & pour mainte-
nir l'exécution dudit Traité de Trêve, en réglant la
difficulté, & prevenant celles qui pourroient alterer la-
dite Intelligence, à l'occasion de ladite contestation,
fait le Traité qui ensuit.

Premierement. Que ledit Seigneur Roi
Catholique possederait tout ainsi qu'il a prétendu avoir
possédé, l'espace qui est entre ledits Potteaux jusques
à celui du Vieux Mur, & qu'il possederait aussi tout
ce qu'il y a de Terrain depuis ledit Vieux Mur dans
toute son étendue, entre la Riviere de Meuse & la
Sambre, tout ainsi qu'il le possedoit au temps du
Traité de Paix conclu à Nimègue, jusqu'à la distance
de trente toises approchant de ce qui est planté en
bois de haute Futaye de la Forêt de Montegnè, sui-
vant que le tout est plus expressement marqué & de-
signé dans la Carte hécuree qui a été levée dudit Ter-
rain, & dont ledits Commissaires ont chacun un doub-
ble par eux paraphé, pour servir dans la suite pour

l'exécution du présent Traité, sans de tout ledit Terrain
renseimer depuis ladite distance de trente toises au de-
vant de ladite Futaye, jusques à la ligne que formoient
ledits Potteaux, & depuis ladite Riviere de Meuse
d'une part, le Bois de Liege & la Riviere de Sambre
d'autre, aucune chose réserver, retenir & garder, &
en conséquence, ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien
jouira pendant la durée de la Trêve de la Ville de
Walcourt & du Village de Bioulx, leurs dépendances,
circonstances & annexes (sous les restrictions néan-
moins cy-après expliquées) tout ainsi que ledit Sei-
gneur Roi Catholique les possède & en jouit actuel-
lement, & ainsi que ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien
jouit des autres Terres & Lieux, dans la jouissance
desquels il a été dit qu'il demeureroit par ledit Traité
de Trêve, & comme si ledits Lieux de Walcourt
& de Bioulx avoient fait partie de ceux dont il a
pris possession devant la levée du Blocus de Luxem-
bourg, & par conséquent sous les mêmes conditions
dudit Traité, & encore sous celles qui suivent; c'est
à sçavoir que les dépendances, circonstances & annexes
desdits Lieux de Walcourt & Bioulx, ne comprennent
que ce qui est limitativement contenu dans
leurs Paroisses & Terroires, & tels qu'ils se trouvent
actuellement enclavés dans les autres Terres, dont ledit
Seigneur Roi Tres-Chrétien jouit, & qui sont par
conséquent separés de celles de l'obéissance de Sa Ma-
jesté Catholique, en sorte que si ledits Walcourt &
Bioulx avoient & donnoient à Sa Majesté Tres-Chré-
tienne quelque Droit, comme de Fiefs, Vauxaux &
Mouvances, ou autres, sur les Hommes, Terres, ou
Dépendances situées dans les Estats de Sadié Majesté
Catholique, elles luy demeureroient, pour en jouir
comme Elle a fait jusques au jour du présent Traité,
sans que ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien puisse étendre
la jouissance desdits Walcourt & Bioulx au delà
des bornes de leurdit Territoire, ni comprendre à l'é-
gard dudit Walcourt dans ladite jouissance celle du
Domaine, attendu qu'il a été vendu par ledit Seigneur
Roi Catholique à l'Abbé, Religieux, & Monastere
du Jardin dans le Territoire dudit Walcourt. Et
d'autant que le présent Accord n'est fait qu'à l'occa-
sion de la contestation qui a été meue incidemment
dans l'exécution dudit Traité de Trêve, il est expres-
sément convenu que celui-cy en fait une dépendance,
tout comme s'il en avoit fait une partie dans le temps
auquel ledit Traité a été signé; & par conséquent
sujet aux mêmes Conditions, sans y rien changer ny
innover en quelque maniere que ce puisse estre. Ce
qui a été convenu, accordé & accepté par ledits
Sieurs Faultrier & Tirimont, respectivement pour
ledits Seigneurs Rois en vertu de leurs Pouvoirs, dont
ils se sont aussi respectivement donné copie; lesquels
dits Seigneurs Rois seront tenus, suivant la promesse
par eux faite dans ledites Commissions & Pouvoirs
par eux donner audit Commissaires, de ratifier l'exé-
cution du présent Traité, & de ladite Ratification
en fournir & échanger respectivement l'acte valable
dans deux mois. Fait double à Philippeville, le qua-
trème de Janvier mil six cens quatre-vingt sept. Et
ont ledits Commissaires paraphé chacune marge au
bas d'icelle, & signé à la fin, & apposé leurs Cachets.

FAULTRIER:

TIRIMONT.

LXXXIX.

Traité entre le Serenissime & tres-Puissant Prince 7. Fevr.

JACQUES II. Roi de la Grande Bretagne,
France & Irlande, Défenseur de la Foi, &c. &
les Tres-Illustres Seigneurs ISMAEL Balcha, BRA-
HEM Dey, JOSEPH Bey, HASSAN CALLI-
GE' Almiral Aga du Divan, de la Ville &
Royanne de TRIPOLI, pour le renouvellement &
confirmation de la Paix conclue le 1. de Mai
1676. Fait à Tripoli au nom de Sa Majesté
par le Consul Daniel Ledington le 7. Fevrier
1681. [Sur une Copie manuscrite.]

Com:

ANNO
1687.

Comme il a plu à Sa Majesté sacrée Jaques Second Roi de la Grande Bretagne, France, & Irlande, &c. de faire savoir par les Lettres aux Gouverneurs de cette Ville & Royaume de Tripoli, que Sadite Majesté a donné Plein-Pouvoir à Nathaniel Ledington Resident ici de confirmer les Articles de Paix qui furent accordés le premier jour de Mai 1676. qui estoit le 26. jour de la Lune Zaphire, de l'an 1087. de l'Egriere, par Hallil Bassa, Multapha Dey, & Aga du Divan d'une part; & le Chevalier Jean Narborough d'autre part, au nom de feu Sa Majesté Charles Second de Glorieuse Mémoire, avec lequel nous avions une sincère Paix.

Pour la continuation, de laquelle Amitié avec Sa Majesté Sacrée Jaques Second, qui régné à présent, Nous Ismael Bassa, Brahem Dey, Joseph Bey, Hassan Calligée Admiral, Aga du Divan, ayant revu lesdits Articles, nous les confirmons tous par ces présentes & avec ledit Consul Nathaniel Ledington en la même manière qu'il sont écrits: Promettans en nôtre foy par ces présentes, tant nous que tous nos Sujets d'entretenir ponctuellement pour jamais ladite Paix à présents ratifiée. Confirmés & scellés en la présence de Dieu Tout-Puissant en nôtre Château de la Ville de Tripoli, le 7. jour de Février 1687. Vieux Style, qui est le second jour de la Lune Herby en l'année 1098. de l'Egriere.

(L.S.) (L.S.) (L.S.) (L.S.) (L.S.)

LXXX.

25. Mai. Abschied zwischen dem Eoblichen Schwäbischen Creysse / dann der Oesterreichischen Landtschaft ob und unter der Enß außgerichtet; Worinn dieselbe wegen Transportirung der Ihro Majestät zuschickenden Hüßs-Wölckern / sich untereinander verabreden. Actum Ulm den 25. Maji. 4. Junii. 1687. [LUNIG Teutsches Reichs. Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Fortsetzung II. pag. 366.]

C'est-à-dire,

Recès conclu entre les Deputés du Cercle de SUABE d'une part, & ceux de la HAUTE & BASSE AUTRICHE d'autre part, pour le Transport des Troupes Auxiliaires qui doivent être envoyées à Sa Majesté Imperiale. A Ulme le 25. Mai 4. Juin 1687.

U wissen: Als die Königlich Kayserliche Majestät / unser Allergnädigster Herr / gegen Fürsten und Ständen des Eoblichen Schwäbischen Creyses / wegen der weiteren Hülffs-Hülff / so auf die heutige Campagne Seiner Majestät von diesem getreuen Reichs-Creyse abernählig zugesichert wird / unter anderen sich dahin allergnädigst declarirt / daß / wen die Cavallerie und übrige zu erwähnten Hüßs-Wölckern gehörige Pferde alhier in Ulm auf Schiff und Flößen gebracht / und hiß nach Wien transportirt werden könnten / dieselbe alsdann zu gedachten Hüßs-Höfen von Dero treu-gehorfamsten Landtschaft des Erb-Hertzogthums Oesterreich ob und unter der Enß auf ihren Kosten daselbst angenommen / und ferner hiß nach Preßburg transportirt werden sollten / Fürsten und Stände dieses Creyses auch / wie vorher es gleich gefallen / nach Möglichkeit das Jünger hierunter zu prästiren / mit allem unterthänigsten Reispet überkommen / von Eoblich gedachte Oesterreichische Landtschaft ob und unter der Enß aber durch eigene Schickung an diesen Convent die zeitliche Remonstration geschehen / daß / weiln die Chur-Bayrische und Pfälzische Creys-Wölckern allereerst neulich der Orten auch embarquirt und transportirt worden / man unmöglich nun diese Zeit mit dem Fahrzeug aufzukommen vermöchte / mit dem angehangenen Erbiten / wann man die Schiff und Flöße von daraus vollends auf

TOM. VII. PART. II.

Preßburg bringen würde / dem Hochlöblichen Schwäbischen Creysß der Enß wegen des Transports / was solcher von Hüßs-Höfen aus weiter kosten möchte / mit daran Geben gut zu thun.

Und man nun / auf vorgangene ungehehr Berechnung / Examination und Untersuchung der Eanten / bederseitig für convenabel befunden / sich hierunter eines Bewußt sein mit einander zu verglichen / in Ansehung der Trans- mit den Flößen / Creyses wegen / auf 85. Gulden von hier hiß auf Wien / doch daß die Flöße dem Flößen selbst verbleiben sollten / vorhin schon geschlossen / und in einfacher Handlung allein noch zu determiniren gewesen wäre / was dann ein-oder anderen Theil an solchen Quanto zu übernehmen gebühre / über welches sich auch Fürsten und Stände weiter nicht einlassen wollten und können / Daß man darauf für besagten Transport von Hüßs-Höfen hiß nach Wien per Waßch und überhaupt 6500. Gulden sich dergestalten mit einander verglichen / daß solche Summe von mehr Eoblich gedachte Oesterreichischen Landtschaft ob und unter der Enß an Fürsten und Stände dieses Creyses durch einen richtigen Abschluß in Wien bezahlt / und solcher Wechsel-Zeug zu Wien oder sonst dem Commisarius Damian Wüßthardt extrahirt werden sollte / Dahingegen übernommen Fürsten und Stände dieses Creyses / den völligen Transport von hier hiß auf Wien an die gebührte Schiff und Flöße aus ihrer Cassa selbst zu bezahlen / haben auch im übrigen die Anstalt gemacht / und den Flößen angeschlossen / daß sie / wann ihnen von jedem Flöß von Wien hiß nach Preßburg über die vom Creysß anfangende 85. Gulden noch weiter 24. Gulden aus der Oesterreichischen Landtschaft-Cassa durch Händen des Schwäbischen Provinz-Commisarii zu Wien / Matthei Ignati Teynecky / wirklich bezahlt werden / die Wölckern vollends hiß nach Preßburg zu liefern / und das Flöß selbst den Oesterreichischen Herren Ständen zu überlassen / Welches Erbiten der angewandte Oesterreichische Herr Deputirte auch in Kraft dieses acceptirt / und daß über obige Summe der 6500. Gulden noch weiter an besagten Teynecky für die Flöße auf idem Flöß 24. Gulden ohne einigen Abzug bezahlt werden sollen / in Kraft habender Vollmacht ausdrücklich zugesagt und versprochen / mit dem weiteren Erbiten / auch denjenigen Flößen / welche sich entschuldiget / daß sie den Stroh von Wien hiß nach Preßburg noch nie gebracht / und daher die Transportirnde in Gefahr zu sein nicht übernehmen könnten / von Wien aus ohne ihren Kosten solche Adjunction zu thun / damit auch hierunter kein Anstand oder Gefahr entstehe.

Zu Urkundt solcher Verhandlung seynd über gegenwärtige Urrede zwey gleichlautende Exemplar gefertigt / und das eine von wegen Fürsten und Stände dieses Creyses / das andere aber wegen einer Eoblichen Landtschaft zu Oesterreich / durch beider Bevollmächtigten Herrn Deputirten unterschrieben und gesigelt worden. Es geschehen in Ulm den 25. Maji. 4. Juni 1687.

LXXXI.

Vergleich zwischen Ihro Churfürstliche Durchleucht Friedrich Wilhelm von Brandenburg eines / und Ihro Hochfürstliche Durchleucht Johann Adolph / Herzogen zu Sachsen-Weissenfels andern Theils / worüber Ihro Churfürstliche Durchleucht auf die drey. Herrschaften Querfurt / Jüterbock und Dahme / in specie aber dem auß dem Prager Frieden / und dessen Neben-Recesss de Anno 1635 samt dem Calbschen Tradition-Recesss de Anno 1638. präzendirten Dominio directo renunciren / und solche hergegen als unfreie Sachsen / dem Fürstlichen Haus Weissenfels / und der Succession nach / dem gesamten Chur-Haus Sachsen / zuständige Territorial-Stücke und immediate Reichs-Lehen

22. Juli

ANNO
1687.

erkennen; dagegen Ihro Hochfürstliche Durchleucht von Weissenfels, jenen das Amt und Stadt Burg abtreten. Edlén an der Spree den 22. Juli 1687. Mit der darüber von Ihro Kaiserlichen Majestät Leopold I. ertheilten Confirmation. Wien den 10. Martii 1688. [LONDORPII Acta publica, Part. XIV. Libr. XV. Cap. XXIV. pag. 653.]

Cest-à-dire,

Accord entre FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg & JEAN ADOLPHE Duc de Saxe Weissenfels, par lequel son Altesse Electorale renonce au Domaine direct prétendu par elle sur les trois Seigneuries de Querfurt, Jüterboch, & Dahme, & spécialement aux Droits qu'elle pouvoit tirer à cet égard de la Paix, faite à Prague en 1635. & du Réceit particulier de la même année, comme aussi du Réceit de Tradition de l'an 1638. reconnaissant lesdites Seigneuries pour véritables Fiefs immédiats de l'Empire, appartenants avec leurs Territoires incommutablement à la Serenissime Maison Ducale de Saxe Weissenfels; en échange de quoi le Duc cede & transporte au Serenissime Electeur le Baillage & Ville de Burg. Fait à Cologne sur la Spree le 22. Juillet 1687. Avec La CONFIRMATION de l'Empereur LEOPOLD fur ce Traité. A Vienne le 10. Mars 1688.

WIR LEOPOLD von Gottes Gnaden/erwählter Römischer Kaiser/ zu allen Zeiten Mehrer des Reichs/ &c. Belennen öffentlich mit diesem Brief/ und thun kund allerwärts/ daß uns der (Tit.) Johann Adolph/ Herzog zu Sachsen-Weissenfels/ in unterthänigkeit zu vernehmen geben/ wie daß Er. Lieb. Vater Herzog August/ das Fürstenthum Sachsen-Duerfurth/ allerwärts besitze vermag eines mit Weyhl. Johann Georgen dem Andern/ Chur-Fürsten zu Sachsen/ am 27. Febr. 1663. zu Leipzig aufgerichteten Vergleichs/ folches innehat/ auf sich erlich gefallen/ sich mit des Chur-Fürstens zu Brandenburg/ Marggrafens Frederich Wilhelms liebden/ über dem/ an den dazu gehörigen vier Orten/ Duerfurth/ Jüterboch/ Dahm und Burg/ in dem Prager-Frieden de Anno 1635. reservirten Dominio directo gütlich verglichen/ und letzt-erwähnten Chur-Fürstens zu Brandenburg liebden/ an einen ersten drey Orten/ Duerfurth/ Jüterboch und Dahm/ gegen Cession der Stadt Burg/ allen Rechten/ An- und Zuspruch/kräftiglich renunciret hätten/ wie folches alles der/ dementwegen von ihnen dazu bevollmächtigten Räten zu Eöln an der Spree den 14. Jun. 1687. aufgerichtete/ auch durch erneuerten Chur-Fürstens zu Brandenburg liebden/ den 22. Julii darauf ratificirte/ und uns in beglaubter Form vorgedachte Vergleich mit mehreren embleiten/ auch hernach geschrieben steht/ und von Wort zu Wort also lautet:

Wir Frederich Wilhelm/ von Gottes Gnaden/ Marggraf zu Brandenburg/ des Heil. Römischen Reichs Erb-Kammerer und Chur-Fürst/ in Preussen/ zu Magdeburg/ Jülich/ Cleve und Berg/ Stetin/ Pommern/ der Caltschen und Nenden/ auch in Schlesien/ zu Grotzen und Schwibus Herzog/ Burggraf zu Nürnberg/ Fürst zu Halberstadt/ Minden und Cammin/ Graf zu Hohen-Jollern/ der Mark und Ravensberg/ Herr zu Ravensstein/ und der Lande lauburg und Bitau. Thun kund und bekennen hiermit für uns/ unser Erben und Nachkommen/ Chur-Fürsten zu Brandenburg/ und Herzoge zu Magdeburg/ auch sonst jederzeitlich/ demnach zwischen dem Durchlauchtigen/ Hochgedohnten Fürsten/ unsern freundslichen lieben Vatern und Schwatern/ Herrn Johann Adolph/ Herzogen zu Sachsen/ Landgrafen in Thüringen/ Marggrafen zu Meissen/ auch Ober- und Nieder-laupm/ Geschirten Grafen zu Semsdorf/ und Grafen zu Warby/ an einen/ und uns ander Theil/ wegen des/ Krafft des Prager Friedens/ und dessen Ma-

ben-Recess de Anno 1635. über die vier eximirte respec. ANNO
tive Herrschaften/ Amt und Städte/ Duerfurth/ 1687.
Jüterboch/ Dahm und Burg/ dem damaligen Erb-Erbs/ und nunmehrigen Herzogthum Magdeburg/ reservirten Dominio directi. durch bedertheit dazu bevollmächtigte Räte und Ministros ein gewisser Vergleich sub dato Eöln an der Spree den 14. Junii jüngstgen getroffen/ schriftlich abgesset/ auch unterschrieben und versiegelt worden/ welcher von Wort zu Wort also lautet:

Zu wissen/ nachdem auf hochseligen Fürsten des Brandenburg Hochwürdigsten/ Durchlauchtigen Fürsten und Herrn/ Herrn Augusti. postulirten Administratoris des Primat- und Erb-Erbs Magdeburg/ Herzogs zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ Land- Grafen in Thüringen/ Marggrafen zu Meissen/ auch Ober- und Nieder-laupm/ und Grafen zu der Mark/ Ravensberg und Warby/ Herrns zu Ravensstein/ zu Folge des Obinabrieflichen Friedens-Schlusses/ ermittelte Erb-Erbs in Qualität eines Herzogthums an den Durchlauchtigen Fürsten und Herrn/ Herrn Frederich Wilhelm/ Marggrafen zu Brandenburg/ des Heil. Röm. Reichs Erb-Kammerer und Chur-Fürsten/ in Preussen/ zu Magdeburg/ Jülich/ Cleve und Berg/ Stetin/ Pommern/ der Caltschen und Nenden/ auch in Schlesien/ zu Grotzen und Schwibus Herzog/ Burggrafen zu Nürnberg/ Fürsten zu Halberstadt/ Minden und Cammin/ Grafen zu Hohen-Jollern/ der Mark und Ravensberg/ Herrn zu Ravensstein/ und der Lande lauburg und Bitau/ endlich gefallen/ und aber wegen der/ durch den Prager Frieden/ und dessen Neben-Recess de Anno 1635. davon eximirten respective Herrschaft/ Amt und Städte/ Duerfurth/ Jüterboch/ Dahma und Burg/ zwischen hochst. meldter Ex. Chur-Fürst. Durchl. und dem auch Durchlauchtigen Fürsten und Herrn/ Herrn Johann Adolph/ Herzogen zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ Land- Grafen in Thüringen/ Marggrafen zu Meissen/ auch Ober- und Nieder-laupm/ Grafen zu der Mark/ Ravensberg und Warby/ Herrn zu Ravensstein/ u. über den/ darauf in besagtem Prager-Frieden reservirten Dominio directo Streitigkeit entstanden/ beswogen auch vielerl. Weiterung zu beschaffen gewesen/ darauf der Durchlauchtige Fürst und Herr/ Herr Johann Georg des Dritten/ Herzog zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ des Heil. Röm. Reichs Erb-Marggraf und Chur-Fürst/ Land- Graf in Thüringen/ Marggraf zu Meissen/ Graf-Fürst Graf zu Heimbürg/ Graf zu der Mark/ Ravensberg/ und Warby/ Herr zu Ravensstein/ Dero freundsliche Officia durch Schlichtung/ und sonst unterschiedlich interponiret/ und benötigte Remonstrantion gethan/ die Sache aber zur Richtigkeit nicht gebracht werden können/ doch endlich durch Gottes Gnade/ und auf allergnädigstes Ansuchen und Einrathen des Altdurchlauchtigen/ Großmächtigsten und Inndererwähltesten Fürsten und Herrn/ Herrn LEOPOLDI. erwählten Römischen Kaisers/ zu allen Zeiten Mehrern des Reichs/ in Germanien/ zu Hungarn/ Böheim/ Dalmatien/ Croatien und Slavonien Königs/ Erb-Herzogs zu Oesterreich/ zu Burgund/ Steyer/ Kärnten/ Crayn/ und Württemberg/ in Ober- und Nieder- Schlesien/ Marggrafen zu Wäbren/ Ober- und Nieder laupm/ Geschirten Grafen zu Halzburg und Arrol/ &c. Die Streitigkeit zwischen bedertheit Chur-Fürsten/ auch Verhaltung überwehnter Weiterung/ auf nachfolgende Conditiones durch die darzu bedertheit deputirte und großmächtigste Räte und Ministros verglichen worden.

1. Seine Chur-Fürst. Durchl. zu Brandenburg renunciren vor sich und Dero Nachkommen an der Regierung des Herzogthums Magdeburg/ an den drey Herrschaften/ Ämtern und Städten Duerfurth/ Jüterboch und Dahme/ deren Einund Zugedörungen/ wie sie Herzog Johann Adolph/ Fürst. Durchl. zuständig/ auch dieklbe solche in Besiz und Gebrauch haben/ oder im Gebrauch und Besiz haben könnten und solten/ samt der eingebrachten Kirchschafft und Unterthanen/ allen und jeden Rechten und Ansprüchen/ sie eilthen her/ wo/ und wegen Wannen haben/ wie sie wollen/ in specie ver dem bißher/ aus obbesagtem Prager Frieden/ und dessen Neben-Recess de Anno 1635. wohl dem Caltschen Tradition-Recess de Anno 1638. präcedirtem Dominio directo. allen daraus fließenden oder inferirten Effectibus. oder die/ quocunque modo daraus inferire werden können/ sie seynd vorhero gesuch/ oder ungefüht/ bekannt oder unbekannt/ ohn einigem Anzug und Vorbehalt/ samt dem/ was ratione pretenzie excoemtionis plene facte und sonst des Herzogthums Magdeburg we.

ANNO wegen / einigerley Nachb. daran präzendirert werden könnte /
1687. eximien selbige drey Ort. de novo völlig / und cum
omni jure, causa, & praestatione aus demselben Her-
zogthum / und dessen Territorio, erklären und erkennen
sie hingegen vor unsre Reichs / Eadsche / dem Fürstl. Haus
Sachsen-Weissenfels / und der Succession nach / dem ge-
santen Chur- / Hauß Sachsen / ohne Recognition von
dem Herzogthum Magdeburg / und ohne einige / auch ra-
tionis praerogativ. dahin zu thun habende Praestation an
Reichs- und Cerey-Steuren / Cammer-Zielen und andern /
sie mögen genannt werden / wie sie wollen / zukünftige
Territorial-Einkünfte / und immediat-Reichs- / Lehen / cas-
siren / alle dazogen stehende / und so wohl vor als bey und
nach gemeldtem Obsequatordictionen / Frieden / Edict / ge-
hehe Reservationen, Protectiones, und was Er-
Chur-Fürstl. Durchl. zu Brandenburg und Dero Suc-
cessoren an der Acquisition des Herzogthums Magdeburg /
dawider zu staten kommen kan / wollen alle / diese drey
Orte concernirende / in ihren Archivis befindliche Urhe-
kunden / Acta und Documenta des Herzogs zu Sach-
sen-Weissenfels Fürstl. Durchl. extrahiren und ausant-
worten lassen / auch dieselben an der Kaiserl. unmittelba-
ren und absonderlichen Investitur über Dero Fürsten-
thum Sachsen-Durfsch nicht hindern / sondern solche
vielmehr durch solenne Declaration bey dem Kaiserl.
Reichs-Hof-Rath / und wo es sonst nöthig / daß sie an
den besagten / als wider zu ihrem Magdeburgischen Ter-
ritorio gehören / noch sonst mit einigen Vinculo Ihre
verwandten landen / nichts zu sprechen haben / Er. Her-
zog Johann Adolphs / Fürstl. Durchl. die schon darüber
geschickte unssen zu erklären in ihre vollkommenste Nichtig-
keit und Freyheit / so viel an ihr / stehn.

2. Wollen Er. Chur-Fürstl. Durchl. bey der Röm.
Kaiserl. Majestät und dem Reich / so dahin / durch alle
mögliche Officia, und so viel an ihr / vermählen und
bringen / daß die Introduction des Sachsen-Durfsch-
schen Voti, gegen einen moderierten Anschlag an 76. fl.
in dem Reichs-Fürsten-Rath ohne Separation von denen
Fürstlichen Sächs. Häusern auch / mit der im Ober-
Sächs. Cerey hergebrachten Alternation, wie es am be-
sten zu beverständigen / wirklich vollstreckt / darneben
auch ein proportionirtes Quantum an Cammer-Zielen
constituirt und angenommen werden möge / jedoch daß
dieser Abgang das nöthige matricular-Quantum des
Herzogthums nicht verhöre / nicht deneben etwas me-
hres zugeschieden werde / ausser dem Quantum dieses Amtes
und Stadt Burg / als welches vermählich dieses Trac-
tates, dem Herzogthum wieder incorporirt wird / und da-
her auch hülff bey der matricular-Quote jundacht.

3. Weil auch die drey Dörter Durfsch / Güterboch
und Dame / von dem Nieder-Sächsischen Cerey noch
nicht abgeschieden / und gleichwohl bey dem Ober-Säch-
sischen mit denen Reichs-Praestationen wirklich vertreten
werden / so wollen Seine Chur- / Fürstliche Durchl. zu
Brandenburg die Absehung bemeldter Dörten von dem
Nieder-Sächsischen Cerey nicht weniger vermählen und
bescheiden helfen / inmaassen aber / und so lang solche
nicht geschehen / den Herzog zu Sachsen-Weissenfels /
und Er. Durchlaucht Nachkommen bey der Exemption
aus dem Nieder-Sächsischen Cerey / so viel an ihr /
conserveren.

4. Hingegen wollen des Herzogs zu Sachsen-Weissen-
fels Durchl. Er. Chur-Fürstlichen Durchl. zu Branden-
burg vier Monat / nach Aufsehung der über diesen
Vergleich ausgefertigten Rationes / so wohl der Kai-
serlichen Majestät und des Reichs / auch wider hohen Her-
ren Transigenten Herren Agnaten und mittelbarten er-
langte Genesung und wirklichen Vernehmung der
Herzbergischen für den Zunt und Geleit zu Weissenfels ver-
schaffte Schuldvermehrung / jezo an Capital und Zinsen zu-
sammen vier und dreissig tausend und vier hundert zwep
und funffzig Reichsthalr. drey und zwanzig Gr. 6. Pf.
und was ditz zur Tradition der Stadt Burg / an Zin-
sen / noch anlauffen wird / so wohl gegen Verschreib-
und Eignung der zwep erst-vacanten Major-Prebende in
dem hohen Stifft zu Magdeburg und Halberstadt / das
Geleit und Nieder-Amte / und die Stadt Burg / sammt
allen darzu gehören pertinenten und Zubehörung wie
auch mit allen darzu gehörigen brieflichen Urkunden und
Documenten / cum onere & commodo / salvo statu
Religionis, und unbedacht der Einwohner Verschaffung
Privilegien / Immunitäten / Rechten und Gerechtigkeiten /
auch mit Vorbehalt der angestimmten Rechten an Ver-
wundungen und Fisis / und wie sie sonst Namen heissen
mögen / jedoch andern nicht / als daß vorher Seine Chur-
Fürstliche Durchl. in obgemeldten vier Monaten /

TOM. VII. PART. II.

durch alle mögliche und bündliche Officia die Introduction
des Sächsischen Durfschischen Voti vermählen und be-
werthsetzigen helfen / Erb- und eigenthümlich einräumen
und abtreten.

5. Es wollen auch Ihre Fürstliche Durchl. und Dero
Chur- / Fürstliche Haus die Expectanz an denen drey
Ämtern / Durfsch / Güterboch und Dame gerne genöth
auch selbige Ihres Dros nicht hindern.

6. Auch ferner so wohl die Kaiserliche Confirmation
über diesen Vergleich / als den Chur- / Fürstlichen Säch-
sischen der Wirtheinschaft halber / dazu nöthigen Consens
nach Möglichkeit befördern.

7. Zu Urkund ist dieser Vergleich von beiderseits hoher
Principalen unten benannten Raths und Ministri voll-
zogen / und zum längsten innerhalb sechs Wochen / ober
ocher / wann es möglich / auf zweyehenden versprochen wor-
den. So geschehen und geben zu Eßlen an der Spree den
24. Jul. des 1687ten Jahrs.

(L. S.) Franz von Weidners.
(L. S.) Paul von Jungs.

Daß wir obinirierten Vergleich und Transaction in
allen Punkten / Clausuln und Articulen approbirt / rati-
ficirt / und genöth gehalten haben / thun auch solches /
ratiificiren / approbiren / und bekräftigen denselben hienit
und Kraft dieses beset und bekräftigter massen / verspre-
chen auch bey unserm Chur- / Fürstl. Wort und Glauben /
alles dasjenige / was gedachter Vergleich in sich begreift /
fest / und unverzüglich zu halten / zu erfüllen / und zu voll-
strecken / keines weges aber deneben / weder selbst ober
durch einige andere / auf was Art und Weis solches
auch geschehen möchte / zu widerhandeln / getrennt und öf-
ne Offähete. Des in Urkund / haben wir diese Rati-
fication eigenhändig unterschrieben / und mit unserm Chur-
Fürstlichen Insegul bedrucken lassen. Gegeben zu Eßlen
an der Spree den 22. Julii / 1687.

Friederich Wilhelm Churfürst.

Und thus darauf obbesagten Johann Adolphs / Her-
zog zu Sachsen sieben gehorsamlich angereffen und
gegeben / daß wir sothanen inirierten Vergleich / alles
seines Inhaltes zu confirmiren und zu befähigen / Gnä-
digh gerühen wolten / und wir nun angesehn und betrach-
tet solch Er. sieben demüthige Bitte / auch die ange-
nehme / ansehnliche Treu / Mus / und wohlverpfliechliche
Dienste / so wolpland Dero Vor- / Eltern / Chur- / Fürsten
und Herzoge zu Sachsen / unsern löbl. Vorfahren am
Reich Königlichem Kaiser und König / und dem Heil.
Reichs mit Darstellung Ihrer löbl. Willen in man-
nigfaltige Weis / unverbrochentlich ergetet und erwiesen
haben / dergleichen Er. sieben hiesigro auch gelistet / noch
tätlich thut / und aus künftige wohl than kan / mag
und soll / Und haben darzu mit wohlbedachten Muth
guten zeitigen Rath / und reichten Willen / auch nach
Vernehmung beverpfligten Interessenten Agnatorum und
zu Verbehaltung und Feststellung eines guten nachbarli-
chen Vernehmens / und Verhütung aller sonst / zwischen
beverpfligten Chur- und Fürstl. Häusern Sachsen und Bran-
denburg besorgender Weirung / auch aus andern mehr
unser Kaiserlich Gemäch bewegenden Ursachen / erwöh-
ten obinirierten Vergleich in allen seinen Punkten / Arti-
culn / Clausuln / und Einhaltungen gnädighlich confir-
mirt und bekräftigt / thun das / confirmiren und bekräfti-
gen denselben / auch hienit von Königlich Kaiserlicher
Macht Vollkommenheit wissenschaft in Kraft dieses Briefes
und meppen / stehn und wollen / daß obinirierter Ver-
gleich in allen und jeden Worten / Punkten / Articulen
Clausulen / Innhalt / Meynen und Begreifungen / schäffig
und mächtig seyn / stet / vest / und unverrücklich ge-
halten und vollzogen werden / und des bemeldten Johann A-
dolphs / Herzogs zu Sachsen sieben / Dero Erben /
Successores und Nachkommen sich desselben erfreuen / ge-
brauchen und genieffen sollen und mögen / von allemän-
nighlich unverbindert / doch thus und dem Heil. Reich / an
Ihrer Obrigkeit / Gerechtigkait / und Dero / eichenher-
schafft / auch sonst mannighlich an seinen Rechten unvergri-
fen und unerschädlich / und gebieten darauf allen und je-
den Chur-Fürsten ernstlich und verständig mit diesem Brief
und wollen / daß sie weß gedachten Johann Adolphs /
Herzogs zu Sachsen sieben / Dero Erben / Successores
und Nachkommen / an obinirierten Vergleich / und diese
unser durch theilten Kaiserlichen Confirmation und

ANNO 1687. Beschätzung; nicht ihren noch hindern / sondern sie dabey von Lusten wegen möglich handhaben / schützen / schirmen und allerley desselben gerühlich gebrauchen und genießen / und gänzlich dabey bleiben lassen / darwider nichts thun / handeln oder fürnehmen / wemmer Seine Liebden / Dero Erben / Successoren und Nachkommen / darwider beschweren / belästigen oder betrüben / noch vergleichen jemand andern zu thun bewilligen oder versäßen / in teine weiß noch weg / als lieb einem jeden ist / Außer und des Reichs schwerer Missethat und Straffe / und darzu die Pön von 50. Mark löstigen Geldes / die ein jeder / so oft er freventlich hiewider thut / uns halb in unsere Kayserliche Cammer / und den andern halben Theil offsigedachten Johann Adolphs / Herzogens zu Sachsen stieben / Dero Erben / Successoren und Nachkommen unmaßlässig zu bezahlen / versallen seyn solle / zu verneynen / Mit urthumb Wien den 10. Martii Anno 1688.

LXXXII.

11. Sept. *Translatio inter PHILIPPUM WILHELMUM Electorem Palatinum, & Ducissam AURELIANENSEM, in puncto Hereditatis Alodialis. Aulam Heidelberg 11. die Septembris 1687. Cum RATIFICATIONE Ducis & Ducissae Aurelianiensis. Data 11. Januarii 1688.* [LUNIG *Teutsches Reichs Archiv. Part. Special. Abtheil. IV. Absatz I. pag. 741. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LONDORP II. *Acta publica* Tom. XIII. pag. 170. dans THUCELIUS *Altorum Publicorum* Tom. III. pag. 209. & dans la *Continuation des Actes & Memoires de la Paix de Rynwick* pag. 151. en François.]*

PHILIPPE *Fils de France, Frere unique du Roy, Duc d'Orleans, de Valois, de Chartres & de Nemours, Duc de Simmeren, Comte de Sponheim; Et ELISABETH CHARLOTTE* Duchesse d'Orleans de luy autorisée à l'effet des présentes, ayant veu & examiné en Nostre Conseil le Traité fait entre le Sieur President de Morosus chargé de nos Pouvoirs, & les Sieurs Stinckfeld & Sikengen, chargés des Pouvoirs de Monsieur l'Electeur Palatin, le onzième Septembre 1687, par lequel toutes Sommes deduites & payées aux termes portés par ledit Traité, Monsieur l'Electeur Palatin a donné son Obligation de la Somme de vingt-sept mille deux cents quatre-vingt dix-huit Florins trente-quatre Creutzer, lequel Traité est ici descript.

Postquam à morte Serenissimi Domini Electoris Palatini Caroli pie defuncti, Serenissimorum Principum, Ducis & Ducissae Aurelianiensis Regiarum Celsitudinum Dominus Plenipotentiarius ad Aulam Electoralem Palatinum missus, per aliquod temporis intervalum, rerum ad Alodialem Hereditatem spectantium mobilium & fungibilium, per Serenitatis Suae Electoralis Aulam & Cameram hucusque partim consumptarum, partim vnde emptarum æstimationem & solutionem, tum per Memorialia tum oratenus postulavit, & tandem habitis aliquoties Conferentiis & facto in iis diligenti examine ac discussione tam prætensionis Alodialis quàm debitorum per Cameram Electoralem solutorum & erogatorum, ad id perventum, ut hæc res in subsecquentibus Articulis sigillatim designatis existentis amicaliter diremta & composita fuerit.

Prætensio Alodialis.

In parata pecunia juxta Tabellam ex Camera traditam Inventario insertam tempore mortis Domini Electoris Caroli nimirum 22. Mensis Maji 1685. adfuit. 26579. 57.
In vino 497. cadi 3. ohmæ 6. quadr. Inventario fuerunt inserti: de hisce deductis 6. cadis per Dominam Electricem seniore viduum consumptis, & ad vendendum acceptæ quantitate, nec non in repletionem dolorum hucusque impenis, & in

	Floreni	Cruc.	ANNO 1687.
salarium promeritum datis superfuert 227. cadi 9. ohmæ 4. quadr. 2. mensuræ, quæ Summa juxta Taxationem ab Alodio factam insert.	12132.	58.	
Vina Boxbergensia viliora 125. cadis, 8 Ohmæ existentia faciunt secundum æstimationem in loco peractam	2178.		
Siliginis quantitas reperta fuit ad 1142½ moderato Salario 459½ mod. residuum in Taxationem venit	1611.	10.	
In tritico adfuert 79½ mod.	198.	45.	
Pis 11½ mod.	22.	15.	
Frumento Saracenico 159½ mod.	213.	10.	
Hordeo 130½	260.	30.	
In farte five Zea 2065. mod.	2753.	20.	
Avena comprehendebat 2692½ mod. detractis detractendis in solutionem venerunt 170½ mod.	1421.	6.	
In ligno Heidelbergæ, Frackenthalis & Fridericoburgi computatis summis 1409. currus.	1060.	6.	
in Bobus 192.	6528.		
Vervicibus 1452.	4296.		
Agnis 211½	242.	54.	
In aromatibus & victualibus	3450.		
In Confectionibus five rebus conditis	1000.		
Equi ex stabulo Electorali empti fecerunt in computo 285½ fl. 30. cr. & cælum ex rubro holoierio 1500. fl. In horum pretii defalcationem antea soluti fuere 3333. fl. Restat igitur ex dictis equis	1018.	30.	
Equi ex Architecturæ domibus 90.	1444.	30.	
Mobilia Heidelbergensia & Fridericoburgensia	6036.	44.	
Tapetes, 10. de Tobia 5. de Moïse & Aaron communis	1000.		
In Panno Damasceno viridis coloris	49.	30.	
In stanno 978½ libris	326.		
In cupro trito 46. libris	11.	30.	
Libra aulica cum ponderibus	34.		
Pro rivis ad capiendum pisces trutas & fundulos, assignandis	60.		
Pro ligno Dotalitii	188.	24.	
Pro Lucis & Ciprenis	83.	30.	
Pro Cervis & apris	89.	53.	
Pro Rhedis & vectoris rebus solummodo taxatis	594.		
Mobilia Frackenthalensia	110.		
Summa Prætensionis alod.	75003.	42.	
<i>Contraria Prætensio Electoralis ex parte Alodii agnita.</i>			
Pro victu & Consumptis per Dominam Electricem viduam	5000.		
In sceno pro Dominæ Electricis viduæ stabulo plus erogatum, quam adfuit.	67.	30.	
In sceno adhuc vivente Domino Electore empto	194.		
In stramine	44.	27.	
Dimissis pueris Nobilibus aulicis datum	949.	30.	
Expensæ Culinaris	4841.	27.	
Pro victu Nobilium & aliorum usque ad 23. Maii 1685. debito	350.	36.	
Concionatori Achenbach, Secretario Eilero & Kniernio pro victu & Salario	258.		
Cellario Aulico pro vini Alodialis expensis factis.	107.		
Summa	11813.	17.	
Ratione sumtuum lugubrium permittuntur usque dum hæc res composita fir, in retentione permanere	11512.	24.	
Pro cera alba	331.	46.	
Pro facibus paratis	30.	16.	
Pro Vasallorum conscriptorum ad funerationis actum expensis	210.		

Pro

ANNO 1687. Pro plauſtro 8. ohmis. 5. quadr. vini in exebuiſ & humationis actu conſumpti — 92. 12.

In avena — 14. 50.

In feno 3½ vehicula — 10. 30.

Summa 12192. 2.

Summa utriusque Debiti paſſivi conjuncta facit 24005. 19.

Hac quantitate ex præcedenti ſumma alodialis prætenſionis deducta remanet Alloidio reſtituendum ſive ſolvendum 50998. 23.

Sequentes Articuli hucusque fuerunt controverſi.

Prætendebatur ex Camera Electorali pro Domine Electricis viduz victu ulterius 750. —

Pro plauſtro 2. ohmis. 9. quadr. 3. menſuris Buccaraceniſ & Moſellani nec non 7. cadis 3. ohmis 1. quadr. 3. menſuris Rhenani vini, quæ quantitas juxta Cellarii Aulici aſſertionem etiam conſumpta eſſe debuit, & quidem pro cado prioris ſpeciei 120. fl. de altera vero cadus æſtimatus 50. fl. 519. 28.

Pro reliquorum alodialium Miniſtrorum Salario & victu 1156. 55.

Pro vino 1. cad. 3. quadr. 41. —

Pro ſilagine 20. modii 4. menſuræ 47. 50.

Avena 52½ mod. 43. 36.

Feno 5. vehiculis 15. —

Pro 66. equis ex architecturis, quoniam ex dimachiſ venerint. 1056. —

Pro detractiōne facta in debito culinario 150. 40.

Pro detractiōne à taxatione minorum per Alloidium facta — —

Pro veſtimentis lugubribus quibusdam officiariis noviter attributis 226. 15.

In detractiōne pecunie pro veſtimentis ordinatæ. 466. 48-4.

Summa debiti controverſi 5699. 39.

Hac deducta à quantitate Alodialis prætenſionis remanet alloidio 45298. 34.

Cum de ſumma controverſa Dominus Plenipotentiarius finiendi negotii cauſa in fe receperit prætenſionem Alloidii deſalcanda 3699 fl. 39. Cr.

Et Sereniſſimus Dominus Elector per ſuos Miniſtros declaraverit reſiduam 2000. fl. in fe receperit Alloidio præſtandum, quod ſupra dictæ Alloidii prætenſionis ſummæ iterum adjectum, facit ſimul 47298. 34.

Reſervato ab utraque Parte circa plus vel minus calculo in Rationum Reviſione & Examine imppolſorem apparente.

Igitur Serenitatis Suez Electoralis Domini Deputati non ſolum præcedentem pro Alloidio deductis erogationibus & Prætenſione Electorali, ut & retenta pro veſtibus lugubribus designata Quantitate uſque dum hæc Quæſitio diſcreta erit, reſultantem Summam 47298. fl. 34. Cr. agnoverunt, ſed etiam Juſſu & Mandato alie-memorati Sereniſſimi Domini Electoris promiſerunt, quoniam primum hæc Conventio Subſcriptionibus perfectâ, in Deſalcationem dictæ Summæ ac debitum Apocham 20000. fl. numerare, reſiduum 27298. fl. 34. Cr. verò intra illud tempus, de quo facta à Domino Plenipotentiario Relatione ad Sereniſſimos Suos Principales & deſuper obtento Mandato amicabiliter conveniatur, ſine ulla mora in bonis Florenſis, Dimidiis, Quadrantibus & Denariis ſive Groſſis, Francofurti valentibus ſolvere, eamque Solutionem in dicto tempore ſub nullo Juris vel facti prætextu vel

exceptione retardare, aut cujuſdam Ceſſione, quæque ſit, niſi Regie Suez Celſitudines in id conſenſerint, utrum in ſinem pollicentur, à Sua Serenitate Electorali Domino Plenipotentiario in ſui certiorationem ſubſcriptam Conſeſſionem fe extradituros. Viciliſim ſpondidit Dominus Plenipotentiarius ſuper hac Conventiōne ab altè memoratis Regiſ Celſitudinibus ſpecialem Ratihabitionem quamprimum fe obtenturum, & Serenitati Suez Electorali exhibiturum. In quorum fidem infra nominati Domini Miniſtri hæc Conventiōnem propriis manibus ſubſignarunt & Sigillis ſuis corroborarunt. Actum Heidelberge die undecima menſis Septembr. 1687.

STEIN CALLENFELS.
(L.S.)

FRANTZ Freyher von Eſſingen,
(L.S.)

Nous avons ratifié ledit Traité & ratifions par ces préſentes ſignées de notre main. Nous voulons que à nous qu'il ſorte ſon plein & entier effet, à condition néanmoins que Monſieur l'Electeur Palatin fera payer la dite Somme de vingt-ſept mille deux cent quatre-vingt dix-huit Florins trente-quatre Creizer audit Sr. President de Morovas dans le quinze de Mars prochain & ſans prejudice de nos Droits, Prætenſions & Actions pour raiſon de la Succeſſion de Monſieur l'Electeur Charles notre Beaufreire, & Frere. En ſoy de quey nous avons ſigné ces préſentes, y fait appoſer le Cachet de nos Armes & ſait contreſigner par notre Conſeiller & Secrétaire de nos Commandemens, Maïſon & Finances. Donnè en notre Palais de St. Cloud le dernier jour de Janvier mil-lix cent-quatre vingt-huit.

PHILIPPE.

Elſabeth Charlotte.
(L.S.) Terræ. (L.S.)

Der Herzogin von Orleans Deputirten/
Herrn Präſident von Morovas Quittung über das jemige/was Er verordnete vorſtehenden Vergleichs empfangen/ de Anno 1688.

Quod à Camera Aulica Electorali Palatina reſiduam pretii, pro emtis Mobilibus & Conſumptiſſimis in calculum deductis, vigore Conventiōnis ſpecialis, undecima Septembris 1687, deſuper utrinque iniitæ, Sereniſſimi Ducis Aurelianenſis Regiſ Celſitudini debiti viginti ſeptem millia, ducentos nonaginta-ocho Florenorum, triginta quatuor Cruc. in ſumma adhuc completentis, mihi infra nominato ejusdem Regiſ Celſitudinis Plenipotentiario, prævia Sereniſſimi Domini Electoris Palatini mihi ſupra hanc ſummam reſtantem traditæ Conſeſſionis redditiōne & à Regia Sua Celſitudine ſuper præſata Conventiōne ſubſeque Ratihabitionis originalis exhibitiōne, hodierno die actualiter perſolutum ſicque modo dictæ Conventiōni ex parte Electorali Palatina plenariè ſatiſfactum fuerit, Id meæ manus ſubſcriptione & Sigilli appreſſione fateor & atteſtor. Heidelberge prima Julii 1688. 27298. fl. 34. Cruc.

(L.S.) Freymy de Morovas.

LXXXIII.

Tractatus inter CAROLUM Duceſſem Latharingia, Sacra Ceſaræa Regiæque Maieſtatis Locum-tenentem Generalem, & Principem MICHAELIS APPAPY Statiſque Tranſylvaniæ de hybernandis & ſuſtentandis Militibus Celareis. Actum in Caſtris Ceſaræis penes Balauſalva poſitis die 27. Octobris 1687. [Breviſſimum Compendium Principatus Tranſylvanici Hiſtoriz, inter Diplomata pag. 15. lit. B.

T 3

Postea

ANNO
1687.

Postquam divina Bonitas, inscrutabili Providentia consilio, confederata Christianitatis Arma, in præsentis adversus Turcas & Infideles Bello, tantis, tamque felicitibus hucusque Successibus, eum in modum cumulare digna sit, ut non tantum de obtentis tam insignibus hæcenus Victoris gratulari sibi debeat Christianus Orbis, sed & firma fiducia appromittere possit, venisse tandem, & offerri desideratam diu à Superis occasionem, à Barbaro Ottomannæ Tyrannidis jugo, sub quo tot annis ingemuit, Christianitatem vindicandi; noluit Sacra Romanorum Imperatoria Regique Majestas tanto Christianitatis bono ullatenus desistere, sed intentis eum in finem Operationibus, benignissime relolvit, præsentibus utendo, futuros quoque prosperiores à Divini Numinis assistentia progressus provocare. Hinc ut salutaris ista intentio facilius & melius ad optatum finem redigi posset, considerationibus, & attentis gravioribus quibusvis utrimque rationibus, tandem inter Serenissimum Lotharingæ Ducem, Suez Cæsareæ Regique Majestatis Armorum Locumtenentem Generalem, ex summe dicte Suez Majestatis nomine, ex una; & Celsissimum Principem, nec non Inclitos Status, ac Ordines Transylvaniæ, ex altera parte, cum Dominis eorundem Ablegatis, in sequentes conventum est Conditiones, nimirum:

Capite primo.

I. Contestando magis erga Sacram Cæsaream Regiamque Majestatem & communem Christianitatis causam, fidele Devotionis suæ studium, suscipit Celsissimus Transylvaniæ Princeps partem exercitus Cæsarei, per Hyemem præsentem, in Transylvania Quartiris, ex quo mox dicitur modo alendam & intentendam. Quæ tam turandæ adversus quosvis Hostes Provincie, quæ præcavendis tam magis excursionibus, pro meliori securitate, per Stationes distribuatur, & cum Observatione bonæ militaris Discipline, in Civitates & Arces, Cibinium, Claudiopolim, Bistricium, Albam Juliam, Szaz Sebes, Szaz Varos, Vasarhely, Deva, Szamos-Vjvar, Somlyo, Morrostor, & Govis, proportionabiliter collocabitur.

II. Suppeditabunt pro hoc modo in stativis distributi Cæsarei Militis subsistentia, Celsissimus Princeps, & Ordines, in natura, per totum Hybernium, Trinitati, aut farinæ Cubulos Transylvanicos, quemvis Cubulum pro quatuor metretis Transylvanicas sumendo sexaginta sex millia. 66000.

In Carne triginta novem mille sexcentos Centenarios, pro Centum libris sumptos. 39600.

Dolia Vini septem millia, quodvis quadraginta urnis Transylvanicas constans. 7000.

Avenæ Cubulos Centum viginti millia. 120000.

Fœni dietim Centenarios oculos centenos, menstruatim vigefies & quatuor mille centenarios, per sex vero menses centum & quadraginta quatuor mille Centenarios. 144000.

Sutraminis manipulos. 480000.

III. Quæ victualia quovis mense, provisionaliter, ad Stationes hybernantis Militis, iuxta faciendam ætenuis Generalis Commissarii Bellici Reparitionem administrabuntur, & quidem statim à die Introitus Militiæ, pro ejus sustentatione, à loco aut vicino ubi Stationes habebit necessarias Victualibus, anticipatim in Rationem summæ post modum defalcandis, provideatur. Quod vero Lignum, Salem & Lumen atinet, quivis Miles cum suo Hospite ubi habitat eorum usum communem habebit.

IV. Obligant se præterea sua Celsitudo & Incliti Status, præter hanc naturalem Victualium præstationem, ad Subsidium pecuniarium pro toto Hybernio septies centena Florenorum millia, pro subsequenti terminis exsolvendum, & quidem ut Militi statim aliquid provideatur, deponent ante decimam Florenorum Rhehenium Summam quinquagesies mille Imperialium, sive septuaginta quinque millia Fl. Rhen. 75000.

Pro secundo Termino, ad primam Januarii, sexcentesimo octogesimo octavo Anno, præstabitur centum quinquaginta millia. 150000.

Pro tertio Termino ad primam Februar. 125000.

Pro quarto Termino, ad primam Maril. 100000.

Pro quinto Termino, ad primam Aprilis. 100000. ANNO
Pro sexto Termino, ad primam Maii. 100000. 1687.
Pro septimo Termino, ad primam Junii. 50000.

V. E contra exprimiuntur hæc clari Terminus quæcunque tam in pecuniaria, quam in Victualium naturali administrationis Summa, pro hoc Hybernio, præfenti Tractatu conventa sunt, ad solam Transylvaniam, non vero Partes Hungariæ eidem annexas extendantur, utpote quæ pro hoc Hybernio Transylvaniæ nihil contribuent in Summam, nec vicissim Transylvaniæ illis Partibus, sed separatam Hyberniæ habebunt dispositionem, hæc tamen expressa Conditione reservata, ne hæc Quartiriorum separatio ullam Dionis aut Jurisdictionis cujuscunque separationem inducere, aut Juribus Transylvaniæ præjudicare possit.

VI. Quibus omnibus conventis quemadmodum ex parte suæ Serenitatis nequaquam dubitatur Celsissimum Principem & Status Transylvaniæ omnimodo satisfacturos, ita vicissim ad eorum Infantiam in firmamentum Cæsareæ Regique Protectionis, à præfato Serenissimo Lotharingæ Duce, Suez Cæsareæ Regique Majestatis nomine iidem asscuretur, sequentes illis Conditiones & Puncta ab iis proposita, quali de verbo ad verbum, vigore præfenti Tractatus, conceduntur, & sanctè observanda promittuntur.

Capite secundo.

I. Celsissimus Princeps Transylvaniæ; Celsissimus Principissa, Dominus Junior Princeps, omnes denique qui in Urbe Cibiniensi sunt, Domini Consilarii, Deputati, Magnates, Proceres, Nobiles, Milites nunc constituti, cum tota Familia, & Bonis eorum propter evitandam confusionem Prædicii Suez Serenissime Cæsareæ Regique Majestatis affuturi, Cibinio egredi poterunt, & de itineris securitate sufficienter sub bona Fide Christiana asscurebuntur, ac antiquam Suez Celsitudines Cibinio egredierentur, Antiguardie, seu præmiffæ Copiæ evocabuntur. Si qui ex Regnicolis suæ Celsitudines non comitabuntur, sed aliorum tendent, illis quodvis securus passus concedetur.

II. In Hospitia suarum Celsitudinum, utriusque Celsitudinis, scilicet Principis, & Principissæ, Dominorum Consiliorum, Deputatorum, Procerum, Magnatum, & Nobilium Domus, etiam Officialium Cibiniensium ac Senatorum Urbis, scilicet & forum publicum, Hospites & Milites non ordinabuntur, ita tamen ut etiam Generali Cæsareo Commandanti, cum cæteris Prædiciariis, de honestis & sufficientibus Hospitiis provideatur, quorum Distributio Magistratus dispositioni relinquatur.

III. Quosvis receptæ Religiones in tota Transylvania, ut & Ministri Scholæ, Ecclesiæ, Parochiæ, in suis liberis Exercitiis, Cultibus, provenientibus nullo modo turbabuntur, sed juxta susceptam & usatam illorum Legem, & consuetudinem, & morem usitatum libero Cultu utentur & fruuntur, neque injuriabuntur & damnificabuntur, Domus Parochiales & Professionales, Scholæ ut nullibi Locorum, ita nec Cibinii Hospitium dare tenebuntur.

IV. Moderni Principis Transylvaniæ Appassi Senioris, ita & Junioris similiter Michaelis Appassi, principalis Autoritas, juxta Leges Transylvaniæ Patriæ conservabitur, eorumque Regimini & Jurisdictioni ac Autoritati se non immiscebunt, ita & in Comitatu Regnicolarum in Proventus suarum Celsitudinum, Arcium, Civitatum, Tricelmarum, Portuum, Salis & Auri, ac Argenti fodinarum, Teloniorum provenus, nullam penitus facient Ingressionem ac Perceptionem.

V. Celsissimi Domini Principis Consilarii, Tabulæ Assessorum, Supremæ & Vice-Comites, Judices Nobilium, Capitanei, Judices Regii, Civitatum ac Urbium Consules, alique Officiales Saxonicæ, ac Siculicæ in suis functionibus & autoritatibus conservabuntur, Arces, Urbes in suis Legibus, Privilegiis ac Directionibus, in quæ tub nullo prætextu se miscbunt, verum Regnicolæ hæcenus utitis suis Legibus, & Liberatæ, Privilegiis & Canonibus illæzæ frui poterunt.

VI. Antiquorum, ita & modernis, & futurorum Principum Transylvaniæ Donationes, Collationes, Privilegia, Consensus, sanctè, inviolatè conservabuntur, quin deinceps manebit Autoritas etiam penes Principes Transylvaniæ conferendi, si quas penes Literas Donationes.

ANNO 1686. tionales & Collationales, & Confensuales Principum in Transylvania, Partibus Hungariæ eidem annexis Stationibus, sive Immissionibus agere volunt, in his non impedientur.

VII. Convenus Capitulares intacte in eorum libertate & securitate relinquuntur.

VIII. In Proventus Regnicolarum, Dominorum scilicet Consiliariorum, Magnatum & Nobilium, aliorumque Regnicolarum, sicut & Arcium, Civitatum, Oppidorum & Pagorum & Officialium non se immiscebunt vel sibi appropriabunt.

IX. Nullius Bona, tam Mobilia, quam Immobilia, ut & Frumenta & Vina aliisque Suppellectilia, Cibaria, Claudiopoli, aliisque Locis, ubi prædicia sunt, vel erunt locata, non occupabuntur, liberam concedent in suis cuicunque Dispositionem, Venditionem, vel si voluerint, ex illis Locis Exportationem, nulloque modo impediunt. Loca prædicienda, vel prædiciata, ab Jurisdictione Transylvanica per Hereditatem non existunt, sicut & in adjacentes Provincias, Civitates, Oppida, Pagi tam in Transylvania quam in Partibus Hungariæ eidem annexis, alioquin promissa pecunia, annona & reliqua non poterunt administrari.

X. Suis Celitudinibus Principibus supra memoratis, cum tota Aula sicut & cujuscunque Ordinis Regnicolis, Magnatibus & Militaribus Homines, Civitatibus, Oppidis, libera & secuta, in suis Bonis & Dominibus permittit Habitatio, neque liber eorum ius vel reditus per totum Regnum impediuntur.

XI. Celissimi Principes, & Principissa, Magnates, Nobiles & Militares Homines, si in loca prædiciata, vel prædicienda, Arces, Civitates pro sui defensione ingredi voluerint, immittuntur, & honeste tractabuntur nec damnificabuntur, nec injuriabuntur, de Hospitiis commodam habebunt Provisionem, præcipue in metu Turcarum & Tartarorum, si hoc facere debent, prædicia quoque in casu, si vis hostilis ingruat, Transylvaniam ejusque Status, mutua Fide iurejurando utrique obligata cum Transylvanicis defendere, & conservare tenebuntur.

XII. Vani Delatores Sive Celitudinis, Dominorum, Magnatum & Urbium, si qui forent, non admittuntur, neque Fides talibus adhibebitur, sed Sive Celitudinis, & Dominis Consiliariis ad notitiam dabuntur, nemini ex Regnicolis prosequenter vel arrestabunt, neque uni contra alterum patrocinabuntur.

XIII. Nullius Bona, multo magis suarum Celitudinum, aggrediuntur, neque Frumenta, Vina, Jumenta, Pecora, Fœnum, Stramen, nullius denique generis Suppellectilia auferri curabunt, neque Subditos cogent ad sua Servitia.

XIV. Currus, Boves, occasione Vecharum non accipient, nec detinebunt.

XV. Indifferenter omnibus, cujuscunque Status & Conditionis, ac Præsentationis sint, iis perpetualis & generalis Amnistia dabitur cum bona Asseruatione, ad eorum tamen Infirmitatem.

XVI. Nec in Cibinium, nec in alia Loca, supra necessitatem Prædicia imponuntur.

XVII. Liber Quæstus in Transylvania, & Partibus Hungariæ eidem annexis non turbabitur, neque eorum Tricessimis, Telonius, Juribus & Legibus se immiscebunt, neque Græci, Armenii aliique Negotiatores, in hoc Regno turbabuntur.

XVIII. In quibus Locis prædiciatis vel prædiciandis, sive Celitudinis, vel Domini Consiliarii, Magnates Nobiles, vel Militares Homines propria habentes Hospitia, & Jurisdictiones, si qui in iis manere & subsistere voluerint, non injuriabuntur, neque ubi ipsimet erunt, neque ubi Bona sua & Familias suas reservaverint, Hospitiis aggravabuntur, nec Proventibus illi frustrabuntur.

XIX. Futuro Vere ex omnibus locis prædiciatis, & prædiciandis, Prædicia ex Quarannis, sine omni lesione Regnicolarum educuntur, neque iisdem impostum onerabuntur, Si tamen id prægnans ratio Belli non permitteret, de hoc Sacratissima Majestas, ulterius cum Celissimo Principe amicitabiliter tractabit.

XX. Munitionibus quovis vocabulo vocatis tam Civitatum quam Arcium & Castellorum, manus suas non amovebunt, nisi in casu urgentissimæ necessitatis.

XXI. Prædiciarii Magnates, Nobiles, Militares Homines & Civitates non inquietabuntur, & damnificabuntur, neque ad ullam gravitatem Hospitalitatem cogentur, neque fœmineo seavi inferentur.

XXII. Civitates ad Provisoribus Portarum, Turarum, Propugnaculorum non excluduntur, & custodia Clavium ad Locorum Portas, erit secundum Saxorum Privilegia, penes Consulem Loci prædiciarii, vel prædiciandi, sed quotiescunque Commendans Officialis Cæsareus desiderabit, sine ulla mora aut difficultate Portæ claudantur & aperiantur.

XXIII. Nulli a Fidelitatibus suarum Celitudinum Principum Transylvanice fascinantur, vel avelli intendunt, neque fides finitæ alicui informationi de sua Celitudine, ac de Regnicolis adhibebitur, sed a Sua Celitudine Informatio de iis accipitur.

XXIV. Et si qui ex parte Sive Majestatis, aut Celissimi Principis transigerint invicem, nullo modo recepti aut detenti restituantur, ad Turcas transmittendi licentiam pro sua excusatione habebunt.

In Szasz, Vars, Szasz, Szekes, Bistritz, Kolosvar, Monostor, Albam Juliam, Cibinium, Devam, Vassahelly, Tovis, Quartaria imponuntur, & alia Loca si non jam prædiciata forent, ab onere Militum libera manebunt, nisi per subsecuturos Contractus aliud placere.

Si quando inter Suam Sacram Cæsarem Regiamque Majestatem, & Turcam Pax fieret, res penes Declarationem a Sua Sacratissima Majestate, Viennæ Domino Gyulai factam maneat.

Si quando Comitibus Statibus Regni per Celissimum Principem indicentur, non impediuntur.

Sicuti in Fortaliciis, & Civitatibus Annona sit disposita, a nullo impediuntur, sed expectabuntur Annona in rationem Militæ, ex dispositione Celissimi Principis.

Hinc itaque omnia & singula supra recensita Puncta eo modo placita & conventa intelliguntur, ut Celissimus Princeps & Ordines sui ex parte quoque omnia & singula accurate observent, & adimplant, nec quicquam directè vel indirectè, aperte vel occulte, contra Fidelitatem, aut Servitium Sive Serenissimæ Cæsareæ Regique Majestatis, agant, vel agi aut machinari possint die 27. Octobr. Anno 1687.

In quorum mutuum, bonam Christianam, ac sinceram Fidem quo ejusdem tenoris Instrumenta desuper confecta & nomine Serenissimæ Cæsareæ Regique Majestatis, supradicti Serenissimi Lotharingæ Ducis manu propria, ac majori Sigillo, nomine vero Celissimi Transylvanice Principis, Statu quoque Dominorum huc ad Tractatum Ablegationum Subscripserunt, ac Sigillis munita roborataque, & utrinque extradita fuerunt. Actum in Caltris Cæsareis penes Balasfalva post die 27. Octobr. Anno 1687.

LXXXIV.

(1) *Lettre écrite par Monfr. FAGEL Penfionnaire 4. Nov. de Hollande, à Monsieur JACQUES STEWART, ANGLE- Avocat; Pour l'informer des Sentimens de lenr TERRE Altesse Royale, Monsieur le Prince, & Madame la Princesse d'ORANGE; sur l'abolition du ORANOB. Test & des Loix Penales. Traduite de l'Anglois. En date du 4. Novembre 1687. [Histoire Abregée de l'Europe. Tom. IV. pag. 103.]*

MONSIEUR.

JE suis fort fâché, que ma mauvaise santé m'ait si long-tems empêché de répondre à vos Lettres, par lesquelles vous témoigniez souhaiter passionnément de savoir de moi, quels étoient les Sentimens de leurs Altesces à l'égard de l'abolition des Loix Penales, & plus particulièrement celle du Test. Je vous prie d'être persuadé, que je veux vous parler à cœur ouvert & sans réserve, sur cette affaire, d'autant plus que vous dites, que vos Lettres ont été écrites de la connoissance & de l'aveu du Roy. Je vous assurerai donc premièrement très-positivement, que leurs Altesces ont souvent déclaré, comme ils firent très-particulièrement au Marquis d'Albeville, Envoyé Extraordinaire de Sa Majesté aux Etats, qu'ils sont de sentiment, que l'on ne doit faire violence à aucun Chrétien.

(1) Qui que ce ne soit pas ici un Traité, cette Lettre a une si grande influence sur les Affaires générales qu'on est persuadé que la plupart des Lecteurs seront bien aises de la trouver ici.

ANNO
1687.

rien en sa conscience, & que l'on ne doit maltraiter personne, à cause qu'il diffère de la Religion établie & dominante. C'est pourquoi ils peuvent bien consentir, que les Papistes en Angleterre, Ecosse & Irlande soient soufferts, avec la même Liberté de Religion qui leur est accordée par les Etats dans ces Provinces; dans lesquelles on ne peut pas nier qu'ils ne jouissent d'une pleine Liberté de Conscience. Mais pour ce qui est des Non-conformistes, Leurs Altesse ne consentent pas seulement, mais approuvent de tout leur cœur qu'ils aient une entière Liberté pour l'Exercice de leur Religion, sans aucun Trouble ni empêchement; en sorte que personne ne puisse les inquiéter le moins du monde sur ce sujet.

Et Leurs Altesse seront toujours prêtes, quand il plaira à Sa Majesté, de leur témoigner sa volonté sur ce sujet, de déclarer l'inclination qu'Elles ont à concourir à l'établissement & à la confirmation de cette Liberté, & à la maintenir & défendre, autant qu'il sera en leur pouvoir de le faire; & selon le Sûle des Traités, Elles la confirmeront en donnant de leur part la Garantie, dont vous me parlez dans les vôtres.

Et si Sa Majesté juge à propos outre cela, de soutenir qu'Elles joignent aussi leurs efforts aux Siens pour l'Abolition des Loix Penales, Elles sont prêtes de le faire: *Pourvu qu'on confesse en leur pleine vigueur, ces Loix par lesquelles les Catholiques Romains sont exclus des deux Chambres du Parlement, & de tous Emplois publics, tant Ecclesiastiques que Civils & Militaires*: Comme aussi toutes ces autres Loix, qui confirment & assurent la Religion Protestante contre tous les attentats des Catholiques Romains.

Mais Leurs Altesse ne peuvent point consentir à l'Abolition du Telt, ou de ces autres Loix Penales ci-dessus, qui tendent à assurer la Religion Protestante; vu que les Catholiques Romains n'en reçoivent aucun autre préjudice, sinon qu'ils sont exclus par elles des Parliemens, & des Emplois publics. Et que par leur moyen la Religion Protestante est à couvert des Deseins que les Papistes pourroient former contre'elle, ou contre la sûreté publique; on ne peut point dire aussi, que le Telt ni ces autres Loix établissent aucune rigueur contre les Papistes, à l'égard de leurs Consciences. Ce sont seulement des Précautions & des Conditions qui qualifient & rendent les Personnes capables d'être Membres du Parlement, ou de remplir quelque Office; par lesquelles il faut aussi qu'ils déclarent devant Dieu & devant les Hommes, qu'ils sont de la Religion Protestante. De sorte qu'effectivement le Desein de leur établissement n'est autre que de garantir la Religion Protestante du préjudice qu'elle pourroit recevoir de la part des Catholiques Romains.

Leurs Altesse ont cru & croient toujours, que l'on ne doit pas demander ou attendre d'Elles davantage: puis que par ce moyen les Catholiques Romains, & leur Postérité seront mis à couvert pour toujours de toute peine tant en leurs Personnes & Biens, que dans l'Exercice de leur Religion; & Elles jugent que les Catholiques Romains se doivent contenter de cela, & ne pas inquiéter le Royaume, sous prétexte qu'ils ne peuvent pas être reçus dans le Parlement, ou être admis aux Charges; ou que l'on ne casse pas les Loix, dans lesquelles consiste principalement la sûreté de la Religion Protestante; car si on faisoit ce qu'ils souhaitent, cela les mettroit en état de la renverser facilement.

Leurs Altesse croient aussi, que les Nonconformistes seront très contents, quand ils se verront pour toujours à couvert du péril d'être inquiétés ou maltraités pour l'Exercice libre de leur Religion, sous quelque sorte de prétexte que ce soit.

Leurs Altesse s'étant déclarées si positivement sur ces sujets, je voi manifestement, qu'Elles sont bien éloignées de vouloir empêcher que l'on affranchisse les Nonconformistes de la lévérité des Loix Penales, puis qu'Elles sont prêtes d'employer tout leur crédit & de faire tous leurs efforts pour les établir en cette Franchise: Elles n'insistent point du tout aussi, à ce que l'on refuse aux Catholiques Romains l'Exercice de leur Religion, pourvu qu'ils en usent avec modestie & sans pompe ni ostentation. Pour moi, j'ai toujours été & suis encore fort contre tous ceux, qui veulent qu'on persécute les autres Chrétiens, parce qu'ils diffèrent de la Religion publique établie: Et j'espère avec l'aide de Dieu, que je ferai toujours de ce Sentiment-là; Car

comme la Lumière dont la Religion éclaire nos Esprits est, selon mon sentiment, un pur effet de la Miléricorde de Dieu envers nous, il me semble que nous en devons remercier Dieu de toutes les Puissances de nos Ames: Et avoir pitié de ceux qui sont encore plongés dans l'Erreur, comme Dieu a eu pitié de nous, & que nous devons prier Dieu ardemment, à ce qu'il lui plaise d'amener dans le chemin de la Vérité ceux qui s'en écartent, & nous servir des moyens les plus doux & les plus agréables pour les attirer.

Mais j'avoue, que je n'ai jamais pu comprendre, comment des Gens qui sont profession d'être Chrétiens, & qui peuvent jouir sans peine ni fâcherie de l'Exercice de leur Religion, peuvent croire qu'il leur soit permis de troubler le repos d'un Royaume ou d'un Etat, & de renverser les Loix du Gouvernement, pour pouvoir entrer par ce moyen dans les Charges, sans faire difficulté de sapper & de détruire les Loix qui sont la sûreté & le repos de la Religion établie.

Il est certain, que la Religion Réformée est par la Grace de Dieu & par les Loix du Pays faite par le Parlement, la Religion établie & publique des Royaumes d'Angleterre, d'Ecosse & d'Irlande: Et on a pourvu par ces Loix-là, qu'aucun ne puisse être admis soit à être Membre du Parlement, soit à quelque autre Emploi public, excepté ceux qui déclarent ouvertement qu'ils sont de la Religion Protestante, & qu'ils ne sont pas Catholiques Romains: Et on a aussi pourvu par ces Loix, que la Religion Protestante fût à l'avénir en sûreté contre toutes les entreprises que les Catholiques Romains pourroient former contre'elle: Or en toutes ces choses, je ne voi pas que ces Loix contiennent aucune rigueur contre les Personnes ou contre les Biens de ceux qui ne peuvent pas prendre ces Telt, qui ne s'accordent pas avec la Religion Catholique Romaine: Tout l'inconvenient qui leur en peut arriver, est qu'ils ne peuvent avoir de part au Gouvernement, ni aux Offices d'importance, pendant que leurs Consciences ne leur permettent pas de prendre ces Telt: Et que l'on ne souffre pas qu'ils fassent aucune chose qui soit au préjudice de la Religion Réformée. Du reste leurs Personnes & leurs Biens font en sûreté, & l'Exercice même de leur Religion leur est assuré.

Puis que, comme j'ai déjà dit, Leurs Altesse sont prêtes de se joindre à Sa Majesté pour l'Abolition de ces Loix Penales par lesquelles les Hommes sont exposés aux Amendes & autres rigueurs; je ne voi pas qu'il reste d'autre difficulté touchant l'Abolition des Loix Penales, excepté celle-ci, que quelques Gens voudroient que les Catholiques Romains fussent rendus habiles à entrer dans toutes les Charges & Emplois publics, & que par conséquent les Loix qui mettent à couvert la Religion Protestante contre les Deseins des Catholiques Romains, fussent abolies. Au lieu qu'au même tems les autres ne souhaitent pas avec un moindre ardeur que ces Loix demeurent en leur pleine & entière vertu; & croient, que la principale sûreté de la Religion établie consiste, à les conserver comme une chose sacrée & inviolable.

Il est certain, qu'il n'y a point de Royaume ni de Republique, ni aucun autre Corps ou Société d'hommes, quelle qu'elle puisse être, qui n'ait établi des Loix pour sa sûreté; par lesquelles ils pourroient à toutes les entreprises qui se peuvent faire contre leur Repos, & qui prescrivent & marquent les Qualités qu'ils jugent nécessaires à tous ceux qui peuvent avoir de l'Employ dans ce Royaume, Etat ou Société; & aucun ne peut prétendre, qu'on lui fasse tort, en ne l'admettant pas aux Charges, lors qu'il ne remplit pas les Conditions & Qualités qui leur requises pour cela.

On ne peut pas aussi nier, que l'on ne remarque une grande différence entre la conduite de ceux de la Religion Réformée, & celle de ceux de la Religion Romaine les uns envers les autres: Les Catholiques Romains, ne se contentant pas d'exclure les Réformés de toutes les Charges lucratives ou d'Autorité, suppriment outre cela absolument l'Exercice de cette Religion; & persécutent cruellement tous ceux qui la professent; Et ne manquent point de faire cela, par tout où ils peuvent exercer ces rigueurs sans danger. Et j'ai beaucoup de douleur que nous ayons à présent devant nos yeux tant de déplorables Exemples de cette cruauté, qui est exercée en tant de Lieux différens à la fois.

C'est pourquoi je voudrois de bon cœur voir une seule raison qui puisse porter un Protestant qui aura

ANNO
1687.

ANNO la crainte de Dieu, & qui aimera fa Religion, à conten-
1687. tir à l'Abolition de ces Loix, qui ont été établies
par l'Autorité du Roi & du Parlement, qui ne tendent
à autre chose qu'à affurer la Religion Reformée, & à
empêcher que les Papiftes ne foient en état de la ren-
verfer. Ces Loix n'ont ni amendes ni châtimens,
& ne font qu'écarter les Catholiques Romains des
Charges du Gouvernement; lefquels, s'ils y étoient ad-
mis, ne penferoient à autre chose qu'à augmenter leur
Parti, & à acquerir plus de Crédit & de Pouvoir; qui,
 felon ce que nous voyons arriver tous les jours, ne
pourroit manquer d'être extrêmement dangereux à la
Religion Reformée, & tourneroit à son grand déavan-
tage: Puis qu'en tous Lieux, ceux qui font dans les
Emplois publics, favorisent naturellement la Religion
de laquelle ils font, peu ou beaucoup. Et comment
me voudroit-on perfuader, ou à quelque autre, de faire
nos efforts pour porter Leurs Alteſſes, lefquelles Dieu a
tant honorées que de les faire les Protecteurs de ſon
Eglife, à approuver ou donner leur conſentement à
des chofes fi préjudiciables, tant à la Religion Reformée,
qu'à la ſûreté publique. Et je ne puis, Monſieur,
avec votre permiffion vous accorder ce que vous dites,
que la Religion Reformée n'en recevra aucun
préjudice.

Je ſai que l'on dit communément que le nombre
des Catholiques Romains dans l'Angleterre & dans
l'Ecoſſe, n'eſt pas conſiderable; & qu'ils ne poſſèdent
qu'un petit nombre de Charges importantes; quoi qu'on
ne puiſſe nier, qu'il en va tout autrement en Irlande:
Mais il ſuit néceſſairement que vous m'accordiez ce-
cy, que ſ'ils font en petit nombre, il ne ſeroit pas rai-
ſonnable que la Tranquillité publique fût troublée pour
l'amour d'un petit nombre de Perſonnes, principale-
ment lors qu'on peut leur offrir une auſſi grande Gra-
ce, comme eſt la Liberté de l'Exercice de leur Reli-
gion: Et ſi leur nombre eſt plus grand, on en a d'au-
tant plus de raifon de les craindre.

Je croi véritablement que les Catholiques Romains,
en l'état où ſont les chofes à préſent, ne ſouhaiteroient
point extrêmement d'être dans les Charges & Emplois
publics, & qu'ils ne feroient point d'entreprises fur la
Religion Reformée, tant à cauſe que cela eſt contraire
aux Loix, qu'à cauſe des grands inconveniens que cela
pourroit attirer dans un autre ſens, ſur leurs Perſonnes,
ou ſur leurs Biens: Cependant ſi les Barrières des Loix
étoient une fois rompues, vous les verriez entrer dans
le Gouvernement, & les principaux Offices & Emplois
ſeroient mis entre leurs mains; & il ne ſeroit pas fa-
cile à Sa Majeſté de ſ'opporer à eux en cela, quelque
ferme qu'Elle puiſſe être; car ſi le preſſeroient affurément
beaucoup là-deſſus, & lui repréſenteroient la
choſe comme une affaire où ſa Conſcience ſeroit in-
terreſſée; & quand ſi ſeroient en poſſeſſion des Em-
plois publics, que feroit-il que ſuſcit les Proteſtans,
qui ne tiroient plus aucune Protection des Loix, &
qui ne devroient gueres attendre de bons traitemens
de ſes Magiſtrats? & au contraire, ſes Avantages
que les Catholiques Romains tiroient de leur Aſſerchiſ-
ſement des Teſts & des Loix Penales, ſont ſi évi-
dents, que ce ſeroit perdre ſon tems, de vouloir ſ'a-
muſer à les prouver. Je ne puis ni ne veux douter
de la ſincérité des Intentions de Sa Majeſté, & qu'il
n'a point d'autre vuë dans cette affaire, ſinon que
ſes Sujets puiſſent jouir en toutes chofes des mêmes
Droits & Libertés.

Mais le Sens commun, auſſi bien que l'Experiance
de tous les Siècles, du préſent auſſi bien que des paſ-
ſez, nous montrent, qu'il ſera impoſſible aux Catho-
liques Romains & aux Proteſtans, lors qu'ils ſeront
mêlés enſemble dans les Charges publiques & dans les
Emplois de vivre paifiblement enſemble, & en bonne
intelligence, ſi ſeront très-affaſſement jaloux les uns
des autres; car ſes Principes & les Maximes des deux
Religions ſont ſi contraires l'une à l'autre, qu'à mon
ſens il ſeroit impoſſible à quelque Prince ou Roi que
ce ſoit, d'extirper tous les ſoupçons & animoſités
pourront ſ'élever & éclater à tous momens.

Pour ce qui eſt de ce que vous apprehendez, que les
Nonconformités ne ſeront point afranchies des Loix
Penales, qui ſont faites contre eux, ſi l'on n'abolit
le Teſt au même tems: ce ſera à la vérité un grand
malheur pour eux; mais les Catholiques Romains en
feront ſeulement à blâmer, puis qu'ils aiment mieux qu'eux
& leur Poſtérité gémiſſent toujours ſous le poids des
Loix Penales, & ſoient expoſés à la haine de toute la

TOM. VII. PART. II.

Nation, que de demeurer toujours dans l'Incapacité
d'attenter contre la Paix, & contre la ſûreté de la
Religion Proteſtante; & d'être privés de ce petit Avan-
tage (ſi l'on doit l'appeler de ce nom) d'avoir part
au Gouvernement & aux Emplois publics; vu qu'en
tous les Lieux du Monde c'a toujours été le Pri-
vilege de la Religion établie par les Loix; & en vérité
ces attentats des Catholiques Romains n'en doivent
être que plus ſuſpects aux Proteſtans qui en doivent
être d'autant plus fur leurs gardes, qu'ils voyent que
les Catholiques Romains, au même tems qu'ils ſont
ſoumis à la rigueur des Loix Penales, ne ſe contentent
pas de n'en ſouffrir point d'incommodité à pré-
ſent, mais tâchent encore de perfuader à Sa Majeſté,
de faire que les Proteſtans bon gré mal gré, détrui-
ſent cette ſûreté qu'ils ont pour leur Religion; &
ouvrent le chemin pour introduire les Catholiques
Romains dans le Gouvernement & dans les Emplois
publics: Auquel cas il n'y auroit plus de Protection
à eſpérer pour eux que celle que l'on peut attendre
d'un Gouvernement Catholique Romain.

Une choſe ſemblable ne peut donc paroître que
fort injuſte à leurs Alteſſes, qui les blâmeroit pour
tous les inconveniens qui en pourroient procéder; puis
qu'Elles ſe font déclarées ſi ouvertement fur ce ſu-
jet, & cela d'une manière ſi avantageuſe aux Catho-
liques Romains mêmes; & puis qu'il ne tient qu'à ce
ſeul Point que les Affaires ne ſoient ajuſtées; Leurs Al-
teſſes ne peuvent donner leur conſentement à des chofes
ſi contraires aux Loix déjà établies, & ſi préjudi-
ciables à la Religion Proteſtante, telles que ſeroient
l'Admiſſion des Catholiques Romains aux Charges du
Gouvernement, & aux Emplois importants, & l'Abolition
de ces Loix, qui ne peuvent produire d'autre eſ-
ſet que d'aſſurer la Religion Proteſtante contre les en-
trepriſes des Catholiques Romains.

Vous me dites: *Que les Catholiques Romains en ces
Provinces ne ſont pas exclus des Emplois & des Charges
importantes.* Mais vous vous trompez beaucoup en
cela. Car nos Loix ſont précieſes là-deſſus, les excluant
en termes expreſ de toute part dans le Gouvernement,
& de tous les Emplois de la Police & de la Juſtice. Il
eſt vrai, que ſi je ne connois point de Loi expreſſe qui
les exclue des Emplois Militaires; cela auroit été vé-
ritablement trop dur, vu que dans la première Fonda-
tion de notre Etat, ils ſe joignoient à nous pour la de-
ſenſe de la Liberté publique, & nous rendirent de
grands ſervices pendant les Guerres; à cauſe de cela ils
ne furent point exclus des Emplois Militaires; & la ſûreté
publique n'étoit expoſée par là à aucun danger, tant
à cauſe que le nombre de ceux de cette Religion
qui ſervoiient en nos Troupes n'étoit pas grand, que
parce que les Etats auroient pu facilement prévenir les
inconveniens que cela auroit pu produire: Ce qui n'au-
roit pas pu ſe faire ſi aſſément, ſi les Catholiques Ro-
mains avoient eu part dans le Gouvernement, & dans
la Police, & dans la Juſtice de notre Etat.

Je ſuis très-certain de ce cy, & j'en pourrois donner
de ſes bonnes preuves, qu'il n'y a rien que leurs Al-
teſſes deſirent tant, ſinon que Sa Majeſté puiſſe regner
heureuſement, & dans une parfaite Intelligence avec
ſes Sujets; & que ſes Sujets, étant perfuadés de l'aſ-
ſeſſion paternelle de Sa Majeſté envers eux, ſoient prêts
de répondre de leur côté à ſa Bonté, & de lui rendre
tout le devoir & l'obéiſſance poſſible; Mais leurs Al-
teſſes ſont convaincues en leur Conſcience, que la Re-
ligion Proteſtante & la ſûreté de la Nation, ſeroient
expoſées à des dangers certains, ſi le Teſt, ou ces au-
tres Loix Penales, deſquelles j'ai déjà fait ſouvent men-
tion, étoient abolies; C'eſt pourquoi Elles n'y peu-
vent pas conſentir, ni ſe joindre à Sa Majeſté pour cela,
car Elles croient qu'Elles auroient un grand compte à
rendre à Dieu, ſi la conſideration de quelques Avan-
tages préſens les portoit à conſentir, & à concourir
à l'exécution des chofes, qu'ils croient être fort dange-
reux & préjudiciables à la Religion Proteſtante.

Leurs Alteſſes ont toujours eu pour Sa Majeſté une
ſoumiſſion profonde, & ſont reſolus de l'avoir tou-
jours; car Elles ſ'y croient obligées tant par les Loix
de Dieu que par celles de la Nature; mais comme le
ſujet dont il eſt préſentement queſtion, ne regarde point
de nouvelles Loix que l'on veuille faire, mais l'Abolition
totale des Loix déjà établies par le Roi & par le
Parlement; Elles ne voyent pas comment on peut at-
tendre d'Elles un conſentement à une telle abolition,
pour laquelle Elles ont une juſte averſion, comme

V

effant

ANNO
1687.

ANNO 1687. étant une chose contraire aux Loix & aux Coutumes de tous les Etats Chrétiens, tant Protestans que Catholiques, qui ne reçoivent personne dans le Gouvernement, ou dans les Emplois publics, que ceux qui professent la Religion publique & établie, & qui mettent peine de Passuer contre toutes les entreprises, que l'on peut faire contre elle.

Je ne croi pas qu'il soit nécessaire de vous montrer combien leurs Alteſſes font dévouées à Sa Majesté; c'est une chose dont ils ont donné des preuves si réelles, que comme l'on n'en peut pas douter, il seroit inutile d'y insister: Et Elles sont résolues de continuer toujours dans la même soumission, respect, & affection; ou plutôt de l'augmenter, s'il est possible. Je suis, MONSIEUR, Votre, &c.

Nov. 4. 1687.

LXXXX.

20. DEC. *Arrest du Conseil d'Etat du Roi de France LOUIS XIV. qui ordonne conformément à l'Article 20. du Traité d'Alliance fait avec les Cantons SUISSES, que les Marchands desdits Cantons pourront transporter hors du Royaume l'Or & l'Argent monnoyé qu'ils auront reçu pour le prix des Marchandises qu'ils auront apportées. Du vingtième Décembre 1687. [FREDER. LEONARD. Tom. IV.]*

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

LE Roi aiant par Arrest de son Conseil du 18. Novembre dernier, renouvelé les défenses faites par les anciennes Ordonnances, Arrests Reglemens, à toutes personnes de quelque qualité & condition, qu'elles soient de transporter ni faire sortir hors du Royaume, Pais, Terres & Seigneuries de l'obéissance de Sa Majesté, tant par Mer que par Terre, aucunes espèces d'Or & d'Argent monnoyé, Barres & Lingots, sur les peines portées par icelui: Et Sa Majesté voulant qu'il ne soit rien innové à l'Article 20. du Traité d'Alliance fait avec les Cantons des Ligues Suisses en l'Année 1658. & qu'ils puissent continuer leur commerce & le transport de l'Or & de l'Argent monnoyé, qu'ils auront reçu pour le prix de leurs Marchandises, en faisant leurs déclarations & prenant des Passeports, suivant & ainsi qu'il est porté par ledit Article: Ouy le rapport du Sieur le Pelletier Conseiller ordinaire au Conseil Royal, Contrôleur General des Finances; Sa Majesté étant en son Conseil, a ordonné & ordonne conformément à l'Article vingtième du Traité d'Alliance fait avec les Cantons Suisses, & aux Lettres Patentes expédiées sur icelui le dix-neuvième Juillet 1658. que les Marchands desdits Cantons pourront transporter hors du Royaume, l'Or & l'Argent monnoyé qu'ils auront reçu pour le prix des Marchandises qu'ils auront apporté; qu'à cet effet il leur sera délivré des Passeports par les Sieurs Intendants & Commissaires départis dans les Provinces & Generalitez du Royaume, sur la representation qui sera par eux faite des acquits de payement des Droits deus pour lesdites Marchandises, des acquits à caution par eux pris ou de l'Extrait des Registres des Bureaux, par lesquels ils auront fait entrer lesdites Marchandises, contenant la declaration de la quantité & qualité d'icelles, au bas desquels Extraits qui leur seront délivrés gratis ils déclareront le prix qu'ils auront vendu lesdites Marchandises, & la somme qu'ils prétendent emporter en espèces hors du Royaume. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 20. jour de Décembre, 1687.

Signé,

COLBERT.

LOuis par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, Dauphin de Viennois, Comte de Valentinois & Diois, Comte de Provence, Forcalquier,

& Terres Adjacentes: Au premier des Huissiers de nos Conſeils; ou autre nôtre Huissier ou Sergent sur ce requis, Nous te mandons & commandons par ces presentes signées de nôtre main, que l'Arrest dont l'extrait est ci-attaché sous le Contre-scel de nôtre Chancellerie, ce jourd'hui donné en nôtre Conseil d'Etat; Nous y étant, tu signifies à tous qu'il appartiendra à ce qu'ils n'en prétendent aucun déſobéissance, & fais pour ion entière execution tous Actes & Exploits nécessaires sans autre permission: Veulons qu'aux Copies dudit Arrest & des Presentes collationnées par l'un de nos amez & feux Conſeillers & Secretaires, soit foi ajoutée comme aux Originaux. Car tel est nôtre plaisir. Donné à Versailles le vingtième jour de Decembre l'an de grace mil six cens quatre-vingt-sept, & de nôtre regne le quarante-cinquième.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas,

par le Roi Dauphin, Comte de Provence.

Signé,

COLBERT.

Et scellé.

LXXXVI.

Manifeste du Comte de TERELI, Chef des Mécontents de Hongrie, publié au commencement de l'année 1688. [Mercure Historique & Politique, mois d'Avril, 1688. pag. 401.]

PEuples Hongrois, il y a long-temps que vos Ennemis & les miens font courir le bruit de ma mort, & néanmoins je respire encore, grâces à Dieu, pour défendre votre Liberté opprimée. Je ſçais bien que c'est à regret que vous vous êtes rangés sous l'étandart de la Maison d'Autriche: il y a trop long-temps que vous la connoissez pour vous y fier, & ce qui vient encore de se passer tout nouvellement à la prétendue élection d'un Roi de Hongrie, vous fait assez voir combien votre vie & votre fortune seroient en danger, si vous étiez obligés de lui obéir: Vous êtes contraints de dissimuler, parce que la conjoncture le demande. Mais enfin je connois vos cœurs comme je connois le mien. Je ſçais que vous avez horreur de tout ce que vous faites: je ſçais encore que vous haïssez ceux qui vous preparent des fers, dont la charge cependant les devoit obliger de les briser. Quelle honte au Comte Esterhazy d'avoir brigué la qualité de Prince de l'Empire, comme si celle de Palatin de Hongrie n'étoit pas incomparablement plus belle? Est-ce là le prix de toutes les infâmes trahisons qu'il vous a faites, & faut-il qu'un homme que j'ai honoré de mon Alliance, me déshonore moi, & toute la Nation? J'aime bien mieux voir mes biens entre les mains de mes ennemis, que d'en jouir à ce prix-là. Quelles offres ne m'a-t-on point fait pour vous abandonner? Ne m'en fait-on pas encore tous les jours, si j'étois d'humeur à le faire? Mais si Dieu a déterminé que je sois malheureux, il n'est pas cependant possible que je sois coupable. Plutôt que de vous trahir, je me trahirai moi-même: j'ai tiré l'épée pour vous dès le moment que j'ai eu la force de la soutenir: j'ai affronté mille périls pour vous garder fidélité: j'ai méprisé le fer & le poison: je suis encore exposé tous les jours à l'un & à l'autre par ma perévérance. Mais enfin je préfère une mort glorieuse à une vie infame, assuré que quelque malheureux que je puisse être, vous avouerez que j'étois digne d'un sort plus heureux. Mais il n'est pas encore temps de se désemparer. Vous ſçavez qu'un puissant Empire me protège, & qu'il est encore tout prêt de vous recevoir en sa protection. S'il a eu quelques revers de fortune, il n'est pas prêt d'être détruit pour cela. Quand il auroit perdu tout ce qu'il possède en Europe, dont il est encore fort éloigné, il lui reste deux autres parties du Monde

ou

ANNO où il commande? Il n'avait pas plus de forces quand
1688. il a renversé l'Empire d'Orient; celui d'Occident n'a-
proche pas de sa puissance; ainsi qui ne voit qu'il n'est
pas encore temps de dire comme on fait tous les jours,
qu'il ne lui faut plus guerres de chose pour être abattu?

Vos ennemis & les miens le savent bien dans le fonds de leur ame. C'est pour cela qu'ils se retiennent dans leurs passions, qui les portent naturellement à verser jusques à la dernière goutte de notre sang. Ne vous souvient-il pas de celui qu'ils ont repandu de sang froid en tant de rencontres, & comment ils ont armé la main des bourreaux, quand la leur a été lassée de nous égorger? qui est celui d'entre vous qui se puisse vanter de n'avoir pas perdu un frere, un neveu, un parent, ou un ami dans cette grande effusion de sang qui se vient de faire par le General Caraffa? Qu'ont produit toutes les plaintes que vous en avez faites, quoi que vous aiez fait pour leur faire voir le jour que tout ce qu'il en faisoit n'étoit que pour dépouiller la veuve & l'Orphelin? On a fait semblant de vous donner des ordres pour que la formalité de justice fût observée; mais avez-vous vu qu'ils aient été exécutés? Depuis qu'il les a reçus nous pouvions conter vous & moi plus de deux cens personnes qu'il a condamnés de sa seule autorité, & quand ils ont demandé à je justifier, il a répondu insolemment qu'on feroit leur Procès dans les auroient été exécutés. Souffrez-vous encore longtemps, Vaillans Hongrois, qu'on triomphe de votre Innocence, & si vous êtes destinés à périr, ne vaut-il pas mieux que ce soit les armes à la main, que sous le fer de vos infâmes bourreaux? Faites un effort pour sortir de la honteuse captivité où vous êtes: il ne vous manque que la volonté. Le pouvoir de nos ennemis n'est pas si grand que vous vous l'imaginez. Combien y a-t-il de temps que je le méprise, & si vous m'aviez assisté de toutes vos forces, en quel état nous trouverions-nous vous & moi? N'attendez pas que vous soyez encore plus bas que vous n'êtes: ils ne demandent qu'à vous abîmer, afin que dans votre impuissance vous playiez le cou sous le joug tyrannique qu'ils vous preparent depuis tant de temps. Soliman le nouvel Empereur des Turcs vous tend la main pour vous retirer d'oppression. Un Prince de son nom a été autrefois la terreur de ceux que vous appréhendez aujourd'hui; & bien que nous ne devions pas ajouter foi aux prophéties qui viennent de ce côté-là, je ne puis m'empêcher de vous dire néanmoins, que les Turcs publient qu'ils en ont une selon laquelle leur Empire presque abattu doit devenir plus florissant que jamais sous un Prince de ce nom-là. Concourez avec moi à la faire trouver véritable, puis que votre salut & le mien dépendent dorénavant de notre union avec ces peuples. Ils nous ont soutenus depuis plusieurs années, comme nous les avons soutenus nous-mêmes: nous avons toujours agi de concert ensemble, pourquoi vous déparitez d'une maxime dont vous vous êtes si bien trouvés? Qu'espérez-vous de la promesse de nos ennemis? Jetez les yeux sur le malheureux Prince de Transylvanie, vous verrez comment ils se sont moqués de sa crédulité? Que feroit-il ait fait un Traité avec eux, s'ils n'en obtiennent pas un seul Article? Mais qu'est-il nécessaire que vous empruntiez un exemple étranger? Combien de fois vous a-t-on manqué de parole, ou pour mieux dire, y a-t-il quel'un de vous qui se souvienne qu'on la lui ait tenue, après la lui avoir donnée? On n'a cherché qu'à vous embarquer dans des Traités pour vous tromper plus facilement. Votre bonne foi n'a été récompensée que de la plus noire infidélité. C'est sous le nom de Paix, & d'Amnistie qu'on a cherché à vous attirer pour vous faire tomber dans le précipice. Je ne demande autre chose que de vous y faire faire réflexion, après cela je m'assure que vous en deviendrez plus sages.

Que si tout ce que je vous remontre ici n'est pas capable de vous toucher, considérez au moins qu'il n'y a point d'autre intérêt que le vôtre qui m'oblige à vous en parler ainsi. Je puis, quand je le voudrai, faire ma Paix à des conditions qui sembleroient assez avantageuses à un homme qui auroit oublié le soin de sa Patrie. Mais puis que grâces à Dieu, je n'en ai jamais perdu le souvenir depuis que j'ai l'âge de connoissance; je m'en souviendrai encore mieux présentement que j'ai tant de bons Compatriotes à venger. Vous devriez aussi-bien que moi entendre leur Voix, qui nous crie que nous ne devons pas souffrir

TOM. VII. PART. II.

que leur sang ait été versé si injustement. Croiez-moi, ne différez pas une chose si nécessaire pour votre sûreté, puis que l'impunité augmentera l'audace de vos ennemis, au lieu que leur punition les rendra plus réservés à entreprendre quelque chose contre vous.

ANNO
1688.

LXXXVII.

Ihro Kayserlichen Majestät Leopoldi I. 10. Mars.
Confirmation desj Anno 1687. den 22.
July, Zwischen Friderich Wilhelm Chur-
Fürsten zu Brandenburg/ und Jo-
hann Philipp Herzogen zu Sachsen.
Weissenfels/ getroffenen Vergleichs.
Geben Wien den 10. Martii. 1688.

C'est-à-dire,

Confirmation de l'Empereur LEOPOLD I. sur
l'Accord fait l'an 1687. le 22. Juillet entre
FREDERIC GUILLAUME Electeur de Bran-
debourg, & JEAN PHILIPPE Duc de
Saxe Weissenfels. Donnée à Vienne le 10. Mars
1688.

* Voyez la ci-devant avec l'Accord sous le 22. Juil-
let 1687.

LXXXVIII.

Declaratio Principis ac trium Nationum TRAN- 9. Mai.
SYLVANIAE de recessu eorum a Protectione
Turcica, & felici reversione ad Regem Hunga-
riae a quo factorum invidia & ambitionis nonnul-
lorum auxilium segregati fuerant, cum amplexione
paterne Protectionis Augustissimi LEOPOLDI
Romanorum Imperatoris, & Hungariae Regis ha-
reditariae, nec non ejusdem Successoris Regis JO-
SEPHI, pro ipsis & omni Posteritate Regni Tran-
sylvaniae. Actum in Civitate Cibiniensi die 9. Maii
1688. [Compend. Principatus Transylvanicae
Historiae, inter Diplomata, pag. 21. Lit. B. B.
B. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi
dans le Mercure Hollandois de l'an 1688, & dans la première Edition de ce Grand Recueil
de Hollande Tom. IV. pag. 533. en François
sur une Traduction Hollandoise.]

N Os Michaël Teleki de Szek Generalis, Gre-
gorius & Alexius de Bethlen, Ladislaus Sze-
kelly, de Boros Jencz, Valentinus Franz Ju-
dex Regius, Christianus Szabo Consul Cibiniensis,
Celsissimi Principis Transylvanicae Consilarii, Nico-
laus de Bethlen, Stephanus Apor de Alfo Torja, Pe-
trus Alvinzi, & Johannes Sarosi Magistri Prothonota-
rum, Michaël Hiltich Judex Coronenis dicti Celsissi-
mi Principis & Statuum Regni Transylvanicae ablegati
Plenipotentiarii.

Damus ad notitiam & pro memoria:
Orbis universus jure meritoque oblitusque, invidi
marcescunt ad magnitudinem divinis Clementiae, quae
post tot cladum & innocentem effudit sanguinis immani-
tatem Christianorum misera, tot Provincias & Regna
Barbarica & intoleranda servitute ad sempiternam
Memoriae, & bonorum omnium consolationem vin-
dicavit.

Non potuit amplius justum in caelis Numen nisi
dolentibus intueri oculis, rabiem & fastuositatem
hostis atrocissimi & jurati totius Christianitatis, qui
jam eo progressus erat potentia, ut formidabilis elict
Orbi, vicinis exitiosus, omnium contempitor. Exfur-
rexit tandem in virtute dextere fuit Dominus Exer-
cituum, causamque & iustissima arma Sacratissimi

V a

Ro.

ANNO
1688.

Romanorum Imperatoris Dom. Dom. nostri Clementissimi, tam felicibus & glorijs coronavit successibus, ut fractas & proritas vires, humilitatem & suppresum ipse Barbarus recognoscit & confiteatur spiritum.

Tanta sunt opera Divinitatis & admirandae providentiae, ut furias ipso jam successu securas ultio subito excipiat, ne vel unquam ad Christianorum extirpationem tyrannicam grassantibus viris, vel spes deesset praesae & vacillanti fortune.

Ingenium à seculo, & quod excedit, sub oppressione Turcica infelix Transylvania, suoque orbata legitimo Rege atque Domino inter tot bella, clades, incendia, & ineluctas, cum quibus conflabatur, discordias, vix non ad extremum praecipitata est exitium; Manebit in aeternitate temporum, Historiarum monumentis inferta fatalis Tragedia, quam hoc regnum sub Protectione Turcica, & inter discordantes Principes sustinuit.

Redit jam ad Regem Hungariae, à quo satorum invidia & ambitionis nonnullorum aulibus segregatum erat, & amplèditur paternam & validissimam protectionem Augustissimi Leopoldi I. Romanorum Imperatoris, & Hungariae Regis Hereditarii, magni, felicitis, iusti, invicti, ejusdemque Successoris, moderni Serenissimi Regis Josephi (cujus vitam & thronum Deus sospitet) ex universali Statuum consensu votisque unanimibus, quæ à multo tempore ad consequendam hanc felicitatem in sinum divinae misericordiae effudit.

Quod igitur hactenus ab omnibus expetitum, Deo Optimo Maximo gratiosum, à praesenti momento ad succedat atque perpetua tempora felix, faustum, fortunatum, omnibusque & singulis nunc viventibus & nascituris notum & contestatum sit; Reveniamus virtute Plenipotentialium, & pro majori cautela in vigore confirmatorum Aulicorum & Conclusorum Celsissimi Principis & Statuum Regni, communi voluntate, motu spontaneo, & ex Christiano zelo Protectionis Ottomanicae, omnibusque in futurum Correspondentibus, donorum & tributis pensionibus, & quicquid vim aut speciem alicujus communicationis cum dicta Porta, ejusdemque Clientibus, affectis, infidelibus,

aliisque Hostibus, cujuscunque generis; Sacratissimi Romanorum Imperatoris Domini Domini Nostri Clementissimi & ejusdem Successorum legitimorum & hereditariorum, Hungariae Regnum obtineant possit, sub pena nota criminis Laeae Majestatis, comperta rei veritate juxta Leges Regni Transylvanicae intelligenda.

Acceptantes & contra sincere atque bona fide aliae dictae Suae Majestatis Augustissimae (sicuti jam declaratum) paternam protectionem pro nobis & omni posteritate Incluy Regni Transylvanicae, & ut hujus nostrae submissiois & accommodationis aliquod de facto exhibeamus Documentum, recipimus ex virtute supra memoratarum Plenipotentialium & confirmatorum Aulicorum & Conclusorum Celsissimi Principis & Statuum Regni, Praesidia Augustissimi Romanorum Imperatoris in Fortalitia Kœvar, Huszt, Gorgeni & Coronense (extra illa, in quibus de facto Praesidia Suae Majestatis sunt collocata) & parati sumus arma sumere contra communem Christianitatis hostem Turcam & quoscunque, quando Sua Sacratissima Majestas nobis mandaverit, submissiois supplicantes, ut Invidissimus Imperator Dominus noster Clementissimus, ex innata Sua Clementia, Libertates & Privilegia nostra, in specie vero liberum exercitium Religionis hactenus receptae benignissime confirmare, nosque & posteritates nostras in isdem protegere & confirmare dignetur, neque dubitamus quin Excellentissimus Dominus Generalis Comes à Karaffa demissis instantias memorati Celsissimi Principis & totius Regni apud Suam Sacratissimam Majestatem Dominum Dominum nostrum Clementissimum efficaciter sit recommendaturus, quod sicuti fideliter à favore Suae Excellentiae & hucusque contestata propensione petimus & speramus, ita praedictus Excellentissimus Dominus Generalis in Libertatibus & Privilegiis nostris nullo modo nos turbabit, interim manet in suo vigore Tractatus cum Serenissimo Duce Lotharingae.

In cujus rei majorem fidem atque firmitatem & ut notitia istius assecurationis nostrae Recessus à Protectione Turcica ad omnem posteritatem transeat, ideo eandem usualibus Sigillis trium Nationum Regni Transylvanicae corroboravimus. Actum in Civitate Cibinensi die 9. Maji 1688.

ANNO
1688.

LXXXIX.

30. Juin. *Traictat van Alliantie tusschen de Heeren Staaten*
LES PRO-
VINCES-
UNIES,
ET
BRANDE-
BOURG.
*Generaal der VEREENIGDE NEDER-
LANDEN en FREDRIK DE III. Keurvorst
van Brandenburg gesloten tot Coln aan de Spree
den 30. Juny 1688. [Manuscrit.]*

DE Hoogmoogende Heeren Staeten Generaal der Vereenighden Nederlanden ende de Doorluchtigsten Vorst en Heere Frederic de Dende Marggrave tot Brandenburg, des Heilige Roomschen Rychs Ertz-Cammerer in Churfursten in Pruylen, tot Maegdenburgh, Gulick, Cleve, Berg, Stettin, Pommeren der Cassuben in Wenden, oock in Silesien, tot Croissen in Schwiebus, Hertogh, Burggrave tot Nurembergh, Vorst tot Halberstadt, Minden en Cammin, Graff tot Hohenzollern, der Marck, ende Ramin, Heere tot Raveltyn, ende van de Landen, Lauenburgh ende Buttauw: overwooghen hebbende de besondere groote nuttyghet ende avantages die haere wederleyse Landen en Onderdanen toegebracht syn door de Tractaten, ende Alliantien tusschen Hoogstged. Hoogmoogende Heeren Staeten Generaal der Vereenigde Nederlanden, ende wylen den Doorluchtigsten Vorst en Heere Heere Frederic Wilhelm, Marggrave tot Brandenburg, des Heyligen Roomschen Rychs Ertz-Cammerer ende Churfurst in Pruylen, tot Maegdenburgh, Gulick, Cleve, Bergh, Stettin, Pommeren, der Cassuben in Wenden, oock in Silesien, tot Croissen, ende Schwiebus, Hertogh, Burggrave tot Nurem-

LXXXIX.

Traité d'Alliance entre les Seigneurs Etats Genève-30. Juin.
raux des PROVINCES-UNIES des Pais-bas, LES PRO-
& FREDERIC III. Electeur de Brande-
VINCES-
bourg, par lequel celui du 26. Fevrier 8. Mars UNIES
1678. est renouvelé, avec l'Article séparé de ET
la même date. Fait à Cologne sur la Spree le
30 Juin 1688. BRANDE-
BOURG.

Les Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, & le Serenissime Prince & Seigneur Frederic troizieme Margrave de Brandebourg, Electeur & Archichambellan du S. Empire Romain, Duc de Magdebourg, Juliers, Cleves, Berg, Stettin, Pommeranie, Cassubie, Vandalie, Silesie, Croisse, & Schwiebus, Duc, Burgrave de Nuremberg, Prince de Halberstadt, Minden, & Cammin, Comte de Hohenzollern, de la Marck, & Ravensberg, Seigneur de Ravensstein, & des Pais de Lauenbourg, & Buttauw, ayant consideré la grande utilité & les avantages dont leurs Pais & Sujets respectifs ont joui par les Traitez & Alliances, cy-devant faits entre leursdites Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-bas & le sen Serenissime Prince & Seigneur le Seigneur Frederic Guillaume Margrave de Brandebourg, Archichambellan, Electeur du S. Empire Romain, Duc en Prusse, de Magdebourg, Juliers, Cleves, Berg, Stettin, Pommeranie, Cassubie, & Vandalie, & aussi en Silesie, de Croisse, & Schwiebus, Duc, Bur-

ANNO 1688. renburgh, Vorst tot Halberstadt, Minden en Camin, Graeff tot Hohenzollern, der Mark en Ravensburgh, Heere tot Ravelstein, ende van de Landen Lauwenburgh en Buttau, syner Churfurstelycke Doorluchtigheyt Heere Vaeder glorieuse Gedaghtenisse, soo wel tot Beveffingh van een goet onderlingh verstand en nabuyligheyt vertrouwen als tot bevoordening van de gemeyne Securiteyt ende Bescherminge opgerecht, ende hoe de voorz. nuttigheyt ende avantaiges door de continuatie van een eenigzelike Verbintenisse niet alleen conserveert, maer oock voor 't toekomende vermeerderd soude kunnen werden, hebben derhalven dienlich ende noodigh gegacht de voorsz. Tractaten en Alliantien te continuieren ende te vernieuwen ende ten dien eynde tot haere Gevolmachtigde geconstitueert te weten haer Hoogh-mogende den Heere Jacob Hop, Raedt en Penionaris der Stadt Amsterdym, Gedeputeerde in haere Vergaderinge, van wegens de Provincie van Holland ende Westvriesland, tegenwoordigh haeren Extraordinaris Envoÿe aen het Hof van meer-hooghegemelte sijne Ceurfurstelycke Doorluchtigheyt, ende deze sijne Ceurfurstelycke Doorluchtigheyt desselfs werckelike geheynte Raets, en Krygs-raeden, oock respective Leens-Directeuren, de Welgeboorne Heeren Frans van Meinders, Paul van Fuelis, ende Eberhard van Dangelman, de welken sich daar op te siemen gevoecht hebbende niet wederzijds geproduceerde en uytgewisselde Volmaghten, waar van de Coppen achter aen het eynde desselfs gevoecht, vendragen, geconstitueert, en geconstitueert sijn in de volgende manieren.

Dat namentlyck de Tractaten en Alliantien, welke tusschen haer Hoog-mogende ter eenre, ende sijne Ceurfurstelycke Doorluchtigheyt glorieuse gedaghtenisse ter andere zyde, op den 26. Febr. ouden ofte den aghtien Maert 1678. nieuwen Styl, met het separaat Article van dien van den selven date tot Coln aen de Sprée ende op den 23. Augusti in den Haagh zyn opgerecht, sullen werden vernieuwt en geconstitueert, gelyck deselve vernieuwt ende geconstitueert werden by desen, even en invoegen als of de voorsz. Tractaten ende Alliantien alhier van woort tot woorde, waeren verhaelt en geinfereert.

Beloven oock verders haer Hoogh Mogende ende sijne Ceurfurstelycke Doorluchtigheyt de boven geroerde Tractaten en Alliantien oprechtelyck ende ter goeder trouwe te sullen onderhouden, ende te doen onderhouden, ende niet te sullen toechten dat ietwets tegens den inhoud van dien werde ondernomen ofte geprept, directelyck ofte indirectelyck, op wat wyte het oock soude mogen wezen, ende indien nochtans sulke buyten vermoeden souden mogen gebeuren, te sullen belorgen, dat het selve ten spoedigsten gerepareert ende naer uytwyfen vande voorz. Tractaten gericht werde.

De tegenwoordige Conventie sal by haer Hoogh-mogende ende sijne Ceurfurstelycke Doorluchtigheyt geratificeert, ende de Aÿdens van Ratificatie van dien sullen ten wederzyden werden uytgewisselt binnen den tydt van twee maanden, of wel eerder indien 't selve kan geschieden, te reekenen van den dagh van de signature: gedaen tot Coln aen de Sprée den dertigsten Juny 1688.

Was geteekent.

(L.S.) J. Hop. (L.S.) FRANTZ VAN MEINDERS.

(L.S.) PAUL VAN FUCHS.
(L.S.) EBERHARD DANGKELMAN.

Burggrave de Nuremberg; Prince de Halberstadt, ANNO 1688. Minden & Camin, Comte de Hohenzollern, de la Mark & Ravensburgh, Seigneur de Ravelstein, & des Pais de Lauwenbourg & Buttau, Seigneur & Pere de Sa Serenité Electorale d'heureuse memoire; ils ont trouvé utile & nécessaire non seulement de continuer & renouveler lesdits Traitez & Alliances, tant pour la confirmation d'une bonne & particulière intelligence, voisinage & confiance, que pour l'avancement & augmentation de la sûreté & protection commune; c'est pourquoi ils ont constitué pour leurs Plenipotentiaires, savoir leurs Hautes Puissances, le Sieur Jacob Hop, Conseiller & Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam, Deputé dans leur Assemblée de la part de la Province de Hollande & West-Frise, présentement Envoyé Extraordinaire à la Cour de la Serenité Electorale; & ledit Serenité Electorale ses Conseillers privés & de Guerre & Directeur des Finances, les Sieurs François de Meinders, Paul de Fuchs, & Everhard de Dangelman, lesquels ayant confecté par ensemble, & s'étant entre-communié leurs Pleins-Pouvoirs dont la Copie est insérée à la fin des présentes, ont traité, convenu & accordé en la manière suivante.

C'est à sçavoir que les Traitez & Alliances qui ont été faites entre leurs Hautes Puissances d'une part, & Sa Serenité Electorale de glorieuse memoire d'autre part le 26. Fevrier vieux Style ou dix huit Mars, stile nouveau 1678. avec l'Article séparé de la même date à Cologne sur la Sprée, & à la Haye le vingt-troisième Mars seront renouvelles & confirmées, comme elles sont renouvelles & confirmées par ces présentes de même & de la même manière que si lesdits Traitez & Alliances étoient icy insérées & répétées mot pour mot.

Promettent aussi de plus leurs Hautes Puissances & Sa Serenité Electorale d'entretenir & d'observer lesdits Traitez & Alliances de bonne foy; & de ne point permettre qu'il soit rien entrepris ni fait contre le contenu en icelles directement ou indirectement de quelque manière que ce puisse être, & si néanmoins cela arrivoit, contre toute attente, de faire en sorte qu'il soit au plutôt réparé conformément à la teneur desdits Traitez.

La présente Convention sera ratifiée par leurs Hautes Puissances & par Sa Serenité Electorale, & les Actes de Ratification d'icelle échangés dans le tems de deux mois, ou plutôt, si faire se peut, à compter du jour de la signature: fait à Cologne sur la Sprée le trentième Juin, 1688.

Etoit signé,

(L.S.) J. Hop. (L.S.) FRANÇOIS DE MEINDERS.

(L.S.) PAUL DE FUCHS.
(L.S.) EBERHARD DANGKELMAN.

XC.

XC.

6. Juillet.
DANEMAR-
C ET LES
PROVIN-
CES-U-
NIES.

Preliminaire Traictat tusschen syn Koninklyke Majestéit van Denemarken CHRISTIAN de V. en de Heeren Staaten der VERENIGDE PROVINTIEN Ghesloten tot Berlyn den 6. July 1688. [Re-

Traité Preliminaire entre les Seigneurs Estats GE. DANEMAR-
C ET LES
PROVIN-
CES-U-
NIES.

V 3

6. Juillet.
DANEMAR-
C ET LES
PROVIN-
CES-U-
NIES.

ANNO
1688.

[Recueil des Traitez faits entre les Estats Generaux des Provinces-Unies, & les autres Princes & Estats.]

N Ademaël tusschen syne Koninghlycke Majesteit van Denemarcken, Noorwegen, &c. ter eenre, ende de Hoogh Mogende Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden ter andere zyde, zedert een geruyen tydt herwaerts verseyde differentien ende oneffenheden ghereken zyn, over ende ter sacke van de Commerce ende Navigatie van de Inghezetenen der Vereenigde Nederlanden, op sijn Koningh. Majesteits Rycken en Landen, midtsdagers in en door de Sund op de Oost-Zee; ende dat alhoewel de voorsz. differentien en oneffenheden tot noch toe niet alleen niet geadjusteert hebben konnen werden, maer ter contrarie meer en meer uytgheborsten zyn, echter sijne Koninghlycke Majesteit en haer Hoogh Mogende altoos hebben gheconserveert een oprechte genegenheit omme de selve ten spoedigsten door een minnyck verdragh getermineert te sien, oock om preliminairlyck te adjusteren 't geen de bevorderingh van soo een goet ende heylsaem ooghmerck eeniger maten soude konnen retarderen, en in dit alles krachtlyck zyn gheconcordt door de interpositie en de goede officien die wylen sijn Churfurstel. Doorl. van Brandenburgh gl. ged. ende by continuatie sijn tegenwoordigh regerende Churfurstel Doorl. van Brandenburgh, als successive Mediateuren in desen belieft hebben te employeren; soo is, Dat, om daer toe te ghereacken, sijne Koninghlycke Majesteit tot deffels Gevolmachthigde gelief heeft te nomineren den Heere *Johan Hugo van Lenten*, tot Sarlulen, sijne Koningh. Majesteits Etats en Landt-Raadt, Vice-Cantzeler in het Hertoghdom Schleswigh, ende deffels Extraordinaris Envoye aen het Hof van sijn Churfurstel. Doorl. van Brandenburgh, ende de Heeren Staten Generael den Heere *Jacob Hop*, Raadt en Pensionaris der Stadt Amsterdam, Gedeputeert ter Vergaderinge van haer Hoogh Mog. wegens de Provincie van Holland ende West-Vrieland, ende haren Extraordinaris Envoye aen 't Hof van sijn Churfurstel. Doorl. dewelcke sich ten famen bevonden hebbende in de Stadt Berlyn, aldaer naer reciproque communicatie van hunne respectieve Volmachten, waer van Copien aen het eynde deses van woorden te worden zyn gevoeght, preliminairlyck zyn geacordeert ende verdragen in volgende maniere.

I. De plaetse van de afhandeling van de bovengheroerde differentien in het algemeen, sal zyn de Stadt Hambourgh of Altena, ten welken eynde beyde de hooge Parliyen haer Gevolmachthighden behoortlyck geïnstrueert aldaer sullen laten vinden, omme ten dage van de uytwisseling van de Ratificatie van het tegenwoordigh preliminair Tractaet aensfondts de voorsz. Negotiatie onder de Mediatie van sijn Churfurstel. Doorl. by der handt te nemen en sonder uytstel te vervolgen.

II. En op dat inmiddels de Navigatie ende Commerce haer voortgangh mogen hebben, is verdragen ende gheconclueert, dat by provisie ende voor den tydt van twee eerst-komende jaren, te reekenen van den digh van de uytwisseling van de Ratificatie van het tegenwoordigh Tractaet, en soo veel langer als voor de expiratie van dien tydt met gemene bewillinge sal werden vastgesteld, de Onderdanen van sijn Koningh. Majesteit in de Vereenigde Nederlanden, ende de Inghezetenen der Vereenigde Nederlanden in de Oost-Zee, Denemarcken ende Noorwegen varende en handeende; sullen werden getraceert, op den voet

ANNO
1688.

nal Accommodement les differents qui durent depuis long-tems entr'eux, & qui s'augmentent de jour en jour, au sujet de leurs Interests de Navigation & de Commerce, Sa Majesté, & leurs Hautes-Puissances enverront leurs Ministres à Hambourg, pour y travailler ensemble audit Accommodement final, sous la Mediation de l'Electeur de Brandebourg, & que pendant le Commerce continuera provisionnellement entre leurs Sujets & Habitans, sur le pied des Traitez des années 1645. 1647. 1666. & 1669. pendant deux ans, &c. Fait à Berlin le 6. Juillet 1688. Avec les PLEIN-POUVOIRS de part & d'autre.

Comme depuis assez longtems il est arrivé plusieurs differens & peu-intelligens entre Sa Majesté le Roi de Danemarck, Norwege, &c. d'une part, & les Hautes & Puissans Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas d'autre part au sujet & à l'occasion du Commerce & Navigation des Habitans des Provinces-Unies des Pays-Bas dans les Royaumes & Pays de ladite Majesté ensemble dans le Sund sur la Mer Baltique & qu'encore que lesdits differens n'ayent non seulement pu être ajustez jusques à present, mais se soient au contraire augmentez de plus en plus, cependant Sa Majesté & leurs Hautes Puissances ont toujours conservé une sincere inclination de les terminer au plutôt par un Accommodement à l'amiable & même d'ajuster par des Preliminaires ce qui pourroit en quelque maniere retarder un dessein si bon & si salutaire, en quoy ils ont été fortement secondez par l'interpositioin & les bons offices de feu Sa Serenité Electorale de Brandebourg d'heureuxse memoire, & par la continuation de ceux de Sa Serenité Electorale à present regnante qu'elle a bien voulu employer, en qualité de Mediateur Successeur. C'est pourquoy, & afin de parvenir à ce but, il a été à Sa Majesté de nommer pour son Plenipotentiaire le Sieur *Jean Hugo de Lenten* de Sarlusen Conseiller d'Etat de ladite Majesté & son Envoyé Extraordinaire à la Cour de Sa Serenité Electorale; & les Seigneurs Etats Généraux le Sieur *Jacob Hop*, Conseiller & Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam, Député en l'Assemblée de leurs Hautes Puissances de la part de la Province de Hollande & West-Frise, & leur Envoyé Extraordinaire à ladite Cour de Sa Serenité Electorale, lesquels s'étant rencontrés ensemble en la Ville de Berlyn, après s'être communiqué réciproquement leurs Plein-pouvoirs respektifs, dont Copie sera insérée moi pour moi à la fin des presentes, ils ont convenu & accordé préliminairement, en la maniere suivante.

I. Le Lieu de la Negociation sur les differents cy-dessus mentionnez, en general, sera la Ville de Hambourg ou Altena, auxquelles fins, lesdites deux Hautes Parties, y seront trouver leurs Plenipotentiaires dûment instruits pour au jour de l'échange des Ratifications du present Traité Preliminaire, en-tamer & continuer aussitôt & sans delay ladite Negociation, sous la Mediation de ladite Serenité Electorale.

II. Et afin que pendant la Navigation & le Commerce puissent avoir leur cours, est accordé & stipulé, que par provision & pour le tems des deux prochaines années à compter du jour de l'échange des Ratifications du present Traité, & pour tel tems plus long, qu'il sera arrêté d'un commun consentement avant l'expiration du tems susdit, les Sujets de Sa Majesté navigant & trafiquant dans les Provinces-Unies des Pais-Bas, & les Habitans des Provinces-Unies des Pais-Bas dans la Mer Baltique, Danemarck & Norwege, seront traités sur le pied & conformément

ANNO 1688. ende conform de letter van de Tractaten Conventien tusschen sijn Majesteit en haer Hoogh Mog. in de jaren 1645, 1647, 1666. ende 1669. respectievelijk gemaect, welke Tractaten en Conventien van alfulcken kracht zullen zijn en werden gehouden, als of de selve van woorde te woorde waren gheinfereert; en is voorts wel expresselyck verdragen en geaccordeert, dat in gevalle het Tractaat ten principalen niet en soude mogen wesen geslooren, voor de expiratie van de voorz. twee jaren, of van dien tyd welke (alcer de selve twee jaren fullen wesen verloopen) met ghemene bewillighingh sal werden vast ghesleert, in sulcken ghevalle wederzyds Onderdanen en Ingezetenen sulien hebben ten tydt van drie maenden, te reeckenen van den dagh af dat dit praeliminair Tractaat sal wesen gescreit, om binnen deselve drie maenden haer Effecten, Schepen of Goederen te mogen revoceren, 't huys outbieden of elders verzedden, fonder in het minste daer in (geduyrende de voorz. drie maenden) verhindert, befuert, belast of geincommodeert te worden, even als of dit praeliminair Tractaat (geduyrende den voorz. tyd van drie maenden) noch effectivelyck plaets hadde, subsisteerde ende gheobferviert moest werden.

III. Dienvolgende sal het vifstien der Schepen en Goederen den Ingezetenen der Geuniceerde Provincien toebehoorende, en door de Zunde passerende, conform het 3. Articul van het Tractaat de Anno 1645. geen plaets hebben, en ontrent de visitatie van de voorz. Schepen die in Noorwegen, 't zy met Houit alleen, 't zy met Houit en ander Waren, of wel andere Waren alleen fouden fouden beladen, sal preciedyck achtervolgt werden het 14. en 15. Articul van het Tractaat van den jare 1647. ende het 10. Articul van dat van den jare 1666. respectie.

IV. Gelyck oock de metinge van de Schepen op Noorwegen varende, gereguleert sal blyven naer het geene dewygen in den jare 1669. is geconvenieert; ende de Tollén van de Houit-lasten en andere Waren en Koopmanfchappen, welke uyt Noorwegen fouden mogen werden uitgevoert, beaelt sulien werden naer het 8. en 10. Art. van het Tractaat van den jare 1666. ten ware de Onderdanen van sijn Koninghl. Majesteit, of wel andere Natien, albereydt verkregen fouden mogen hebben, of noch geduyrende de voorz. tyd fouden mogen verkrygen enige verminderingh in voorz. Tollén, in welcken ghevalle oock de Ingezetenen der Vereenighde Nederlanden dat voordel, volgens het 9. Art. van het voorz. Tractaat de Anno 1666. sulien genieten.

V. Ingeelijck sulien oock, conform het voorz. 9. Articul, de Schepen, in de Vereenighde Nederlanden 't huys hoorende, eenige Waaren of Koopmanfchappen in de Rijken van sijn Koninghl. Majesteit bringende, 't zy dat de selve Waren en Koopmanfchappen gebrachte worden directelyck uyt de eerste hand, of van de Plaets daerle ghevalen, dan niet, geen booger of meerder Tholl betalen als de eygen, Inwoonders of Onderdanen van sijn Koninghl. Majesteit; ende fal dienvolgende oock celferen de viertubbelde Tholl, gelyck op Waren en Koopmanfchappen die niet uyt de eerste hand, of van de Plaeten daerle zijn gevallen, met Nederlandfche Schepen in sijn Majesteits Rijken werden gebracht; gelyck mede ophouden sal het Verbod van de Nederlandfche Schepen, om Waren of Koopmanfchappen tusschen de Rijken van sijn Majesteit, of tusschen Provincien of Stiften in Denemarcken of Noorwegen te vervoeren; daer en boven sulien oock op het verfoeck ende ter requifite van sijn Churfurftel. Doorl. als Mediateur, ophouden de Vorrechten, Immuniteyten en Exemptionen de foo gemaecte Defensions, Exemptions en diergelijke Schepen, 't foo ten respecte van de Thollén die op het inkomen en uytgaen werden betaelt, als ten opfichte van den Orizondrlichen Tholl, door sijn Koninghlycke Majesteit geaccordeert.

VI. Dat volgens het 13. Articul van het Tractaat van den jare 1645. de Passige en Navigatie door de Zunde, als oock de Traffiq in sijn Koninghl. Majesteits Rijken en Landen, vry ende onverhindert sal blyven, en dat derhalve oock op het verfoeck ende ter requifite van sijn Churfurftel. Doorl. als Mediateur

ment aux Traitez & Conventions d'entre Sa Majesté & L. H. P. és années 1645, 1647, 1666, & 1688. 1669, respectivement, lesquels Traitez & Conventions seront de même force & valeur que s'ils étoient icy inferez, mot à mot; & est entre ce expressement accordé & convenu, que si le Traité ne pourroit pas être conclu au principal avant l'expiration des ledits deux années, & du tems, qui (eurent que ledits deux années seront expirés) sera arrêté, en tel cas les Sujets & Habitans de part & d'autre auront le tems de trois mois, à compter du jour que ce Traité préliminaire aura expiré; pour pendant ledits trois mois pouvoir réclamer leurs effets, Vaisseaux ou Marchandises, les faire revœir chez eux ou les envoyer ailleurs, sans (pendant ledits trois mois) pouvoir en être empêchez, troublés, lésés, ou incommodés, comme si durant ledit tems de trois mois ce présent Traité Préliminaire devoit avoir encore effectivement lieu, subsister & être observé.

III. En consequence dequoy la visite des Vaisseaux & Marchandises des Habitans des Provinces-Unies, & qui passeront par le Sond, n'aura point de lieu conformément à l'Article 3. du Traité de l'an 1645. Et à l'égard de la visite des ledits Vaisseaux qui sont chargés en Noruegue, soit avec du Bois seulement, soit avec du Bois & autres Marchandises, ou avec d'autres Marchandises seulement, seront précisément suivis les 14. & 15. Articles du Traité de l'an 1647. & le 10. Article de celui de l'an 1666. respectivement.

IV. Comme aussi la mesure des Vaisseaux qui vont en Noruegue sera réglée suivant ce qui a été convenu à cet égard en l'an 1649. & les Tolls des bois chargés & autres Marchandises, lesquelles pourroient être transportées de Noruegue, seront payées suivant les 8. & 10. Articles du Traité de l'an 1666. à moins que les Sujets de Sa Majesté, ou d'autres Nations n'eussent déjà obtenu ou n'obtiennent pendant le ledit tems quelque diminution desdits Peages, auquel cas les Habitans des Provinces-Unies jouiront aussi de cet avantage, conformément à l'Art. 9. du ledit Traité.

V. Semblablement les Vaisseaux conformément audit neuvième Article, qui appartiennent aux Provinces-Unies, & qui apportent quelques Marchandises ou denrées dans les Royaumes de Sa Majesté, soit que les mêmes Marchandises ou denrées soient amenées directement de la première main, soit du Lieu où elles sont échouées ou non, ne payeront pas de plus grands Droits que les propres Habitans & Sujets de Sa Majesté, & en consequence cesseront aussi les Tolls quatre fois doubles, mis & imposés sur les Marchandises & denrées qui viennent des Vaisseaux des Pais-Bas dans les Royaumes de Sa Majesté non de la première main ou des Lieux où elles sont échouées, comme aussi cessera la desfence faite à l'égard des Vaisseaux des Pais-Bas, de transporter entre les Royaumes de Sa Majesté, en entre les Provinces de Danemarck ou Noruegue. Outre ce cesseront à la requifition de Sa S. E. les Prerogatives, Immunités, & Exemptions accordées par Sa Majesté aux Vaisseaux nommez, de Defence, Exemptions, & semblables, tant à l'égard des Tolls, qu'on paye à l'entrée & à la sortie, qu'à l'égard du Toll de l'Orizond.

VI. Que suivant l'Art. 13. du Traité de l'an 1645. le Passage & Navigation par le Sond, comme aussi le Trafic dans les Royaumes & Pais de Sa Majesté, sera libre & sans empêchement, c'est pourquoi aussi, sur la demande & requifition de Sa Serénité Electorale comme Mediateur cessera la desfence

ANNO 1688.

teur sal celferen het Verbod tegen den invoer van verſcheyde Waaren, Manufacturen en Koopmanſchappen ge-maancert: En is wyders verdragen dat het different 't geen hier over, en over de Deſenſions, Exemptions en dieergelijke Schepen is ontſtan ge-weelt, ende de redenen welke dien-aengende by of van wegen ſijn Koninglijke Majſteyt zyn geallegeert. ſulien werden gerenoveyert tot de Negotiatie ten Principalen (nochtans effict forterende 't geen aengende de voorz. Schepen, en het voorz. verbod by 't vijfde en het tegenwoordighe Articel is geconvenieert) om als dan te ſien hoe verre die ſaecte tot wederzijds ge-nogen ſal kunnen werden ingheſchickt.

VII. Sullen vorders, volgens het 2. Articel van het Tractaet d'Anno 1645. het 13. Articel van dat van den jare 1647. ende het 8. Articel van het Tractaet d'Anno 1666. alle by-Thuſen en andere dieergelijke, laſten, wat naem die oock ſouden mogen hebben, die 'tzeert de voorz. Tractaten, en in prejudicie van de ſelve, ſoo in de Zuudt als in Noorwegen zyn ingevoert, gantſchelijk celferen, en ſal vervolgens afgeſchikt moeten worden alle 't geen bnyten de letter van de boven-gerorde Tractaten de Onderdanen van ſijn Majſteyt in de Vereenighde Nederlanden, ende den Ingeletenen der Vereenighde Nederlanden, 't zy van hare Schepen, 't zy van hare ingelade Goederen, ſoude mogen weſen afgevoerd; maer ſal alles praeciſelijk werden gereguleert naer de ſelve Tractaten, als Art. 2. hier boven is geſeght, ſonder dat aen de generale expreſſien aldaer gebruyckt, en enige prejudicie werdt verſtaen te werden gegeven, door het geen ſpecialijk by de volgende Articulen van dit Tractaet is verdragen ende gheconvenieert.

VIII. Tot beter naerkominge van alle 't geen voorz. is, is verſtaen, dat mede ſal celferen en ophouden de nieuwe Deenſche Tholl-Rolle, by ſijn Koningh. Majſteyt op den 27. Mey 1636. gearſteelt, ende voorts alle andere Ordonnancien, Verboden, Vryheden ende Exemptions, welke tegens de voorschreve Tractaten ſouden mogen zyn ge-maancert ofte aen yemant gheconcedert.

IX. Daer en is van de zyde van Syne Koninglijke Majſteyt bedorogen, ende by hare Hoogh Mogende beloofd, dat de ſelve mede ghejuvende de voorz. tijdt van twee jaren ſullen doen celferen het Verbodt van de Navigatie ende Commerce op het Rijk Noorwegen, miſſyders van den invoer van de Houtwaren die in het ſelve Rijk zyn gevallen, ende van daer of van elders in de Vereenighde Nederlanden ſouden mogen werden gebracht: Gelijk mede de beſtaſtingh van twintigh galdens op het inkomen van yeder Laſt van de voorz. Houtwaren, voor daer van het voorz. Verbodt tegens den invoer van dien gevordert, alies reſpectievelijk conform haer Hoogh Mog. ſuccellieve Placaten ende Waerſchouwingen van den 27. Maert, 1637 ende 17. Mart 1638.

X. Gelijk mede in voegen als vooren ſal ophouden de meerder beſtaſtingh, by hare Hoogh Mogende Reſolutie van den 27. Maert 1637. geſteelt op de Deenſche Schepen, die in de Vereenighde Nederlanden willen laden of onthalen 'ſullende de voordere Beſwaer-niſſen welke van de ſyde van ſyne Koninglijke Majſteyt geſtultneert ſouden mogen werden op de Deenſche Commerce ende Navigatie in de Vereenighde Nederlanden te weſen geleght, gerenoveyert werden tot de boven-gheroorde Negotiatie ten principalen, om als dan op den voet ende naer uytwyſen van de vooren genoemde Tractaten geadjuteert en ingeſchickt te werden.

XI. Het tegenwoordigh Tractaet ſal by Syne Koninglijke Majſteyt ende by hare Hoogh Mogende werden geratificeert, ende de Adens van Ratificatie dien ſullen ten wederzyden in goede en behoorige ſorme werden uytgewiſſelt binnen den tijdt van twee maanden, of wel eerder, indien het ſelve kan geſchieden, te reekenen van den dagh van de ſignature, en zentonds naer de ſelve gedane uytwiſſelinge, dit Tractaet praeciſelijk te executeren.

Tot bevelingh van 't welck, hebben Wy in den Hoofde van dit Preliminair-Tractaet genoemde Bevoelmachtighden van Syne Koninglijke Majſteyt, ende van de Heeren Staten Generael, uyt krachte van de voorschreve Onſe Pouvoirs, in haren Name het tegenwoordigh Tractaet eygenhandigh onderteyckent, ende

de faire entrer divers Marchandises, Manufactures & Denrées. Et est en outre accordé que les diffé-rents mis à ce sujet & sur les Défenses, exemptions & différens Vaisseaux, & les raisons qui à cet égard ont été alléguées par Sa Majesté ou de sa part, seront renvoyées à la Négociation au principal, (sans néanmoins son effet, ce qui a été convenu à l'égard des susdits Vaisseaux, & de ladite défense par l'Article cinquième & par le présent) pour voir alors comment cette affaire pourra être réglée de part & d'autre à la satisfaction reciproque.

VII. Cesseront en outre entièrement suivant l'Art. 2. du Traité de l'an 1645, le 13. Art. de celui de l'an 1647. & le 8. Art. du Traité de l'an 1666. sous les by-Tois & autres Charges semblables de quelque nom, qu'ils puissent être appelées, introduits au pré-judice d'eux, tant au Soni qu'en Norwege, & sera conséquemment abolie tous ce qui, outre le contenu des Traitez, susmentionnez, pourroit avoir été demandé aux Sujets de Sa Majesté dans les Provinces-Unies des Pais-Bas & aux Habitans des Provinces-Unies, soit de leurs Vaisseaux, soit des Marchandises y chargées; mais le tout sera réglé précisément suivant les mimes Traitez, comme il est dit icy par l'Article 2. sans qu'à l'expression generale qui y est employée soit entendu être donné aucun préjudice, par ce qui est spécialement accordé & convenu par l'Article suivant de ce Traité.

VIII. Pour meilleure observation de tout ce qui est dit cy-dessus, est jugé à propos, que le nouveau Toll-Rolle arrêté par Sa Majesté le 27. May 1636. cesse & soit supprimé; Et en outre toutes autres Ordonnances, Défenses, Libertez & Exemptions qui pourroient être émancées contre les susdits Traitez ou concédées à quelqu'un.

IX. D'ailleurs est stipulé de la part de Sa Majesté & promis par leurs Hautes Puissances qu'ils feront aussi cesser durant le susdit tems de deux Ans la Défense de la Navigation & Commerce dans le Royaume de Norwege, ensemble, du Transport des Marchandises de bois qui sont arrivées dans ledit Royaume, & qui dela ou d'ailleurs pourvoient être amenez dans les Provinces-Unies des Pais-Bas, comme aussi l'Imposition de vingt Livres sur l'entrée de chaque Laſt des susdits Marchandises de bois exigée contre le Transport, avant la date de ladite Défense, le tout reſpectivement conformément aux Placards ſuccellifs & Avertisſemens de leurs Hautes Puissances des 27. Mars 1637. & 17. Mars 1638.

X. Comme aussi cesseront comme dessus toutes les autres Impositions, mises par la Resolution de leurs Hautes Puissances du 27. Mars 1637. sur les Vais-seaux Denois, qui veulent charger & décharger dans les Provinces-Unies des Pais-Bas; & les autres Im-positiones que Sa Majesté pourroit soutenir avoir été mises sur le Commerce de Danemarcq & Navigation dans les Provinces-Unies, seront renvoyées à la susdite Négociation au principal, pour en après être ajustez & réglés sur le pied & suivant le contenu des susdits Traitez.

XI. Le present Traité sera ratifié par Sa Majesté & par leurs Hautes Puissances & les Ratifications d'icelui en bonne & due forme seront échangées de part & d'autre dans le tems de deux mois, ou plus-tôt si faire se peut, à compter du jour de la signature, pour en suite de l'échange faite, être ledit present Traité executé précisément de part & d'autre.

Pour confirmation de quoy Nous Plénipotentiaires de Sa Majesté & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos Pouvoirs susdits, avons en leur nom signé le present Traité de nos propres mains & com-munié

ANNO 1688.

ANNO ende met onse Zegelen bekrachtigt. Gedruckt tot Berlin den seften July 1688. nieuwen Seijl.

Was geteekent.

(L.S.) JOHAN HUGO VAN
LENTEN.

(L.S.) J. HOP.

**Folget die Copie von der Vollmacht von
Seiner Königlichen Majestät von Den-
nemarck & Norwegen ic.**

Wir Christian der Fünfft / von Gottes Gnaden
König zu Denmark & Norwegen / der Wendin
und Goten / Herzog zu Schleswig / Holstein / Storm-
arn / und der Dänmarischen / Graff zu Oldenburg und
Delmenhorst / ic. Thun kumb hiemit / nachdem wirsich
Uns und dem Staat der Vereinigten Nederlanden wegen
der Hölten und Commercien / hinc inde einige Irtingen
entstanden / und dan zu Hinflegung derselben gültliche
Tractaten zu pflegen / vorhero aber einige Preliminar-
Puncten abzuordnen / beiderseits für gut befunden und
belehrt worden / das Wir zu solcher Preliminar-Hand-
lung / unsers Derhs / den Wohl-Ehden unsern Erbs- und
land-Nach / Vice-Chancellern im Herzogthum Schleswig
jetzigen Envoyé Extraordinaire am Chur-Brandenburgi-
schen Hoff und lichen Getreuen / Johan Hugo von Len-
ten / auff Carlshausen Erbschaff / committiret und be-
vollmächtigt / sich daffelbe auch hiemit dergestalt und
also / das Er sich unter Interposition und Vermittelung
des jetsu Regierenden Churfürsten zu Brandenburg Durch-
leucht und Edd. mit der Staten General ebenmäßig Be-
vollmächtigtem Ministro in Handlung einlassen / und
wegen angeregter Preliminar-Puncten etwas gewisser
verabreden / beschließen und unterzeichnen möge / Bey Kö-
niglichen Worten versprechende / das Wir dazumale was
er solcher Gestalt handeln / thun und beschließen wird / al-
terdings gench halten und ratificiren wollen. Ubrtünd-
lich / unter unserm Königlichen Handzeichen und fürge-
drucktem Insejle. Geben auff unser Residenz zu Kopp-
enhagen den 26. Maji, 1688.

CHRISTIAN.
(L.S.)

T. B. von JESSEN.

*Folget die Copie van de Volmacht van haer Hooghe-
Mogende.*

DE Staten Generael der Vereenighe Nederlanden.
Allen den geen die desen tegenwoordigen fullen
sien ofte hooren lesen. Salur. *Dorn te weten*, Dat
mademael het Syne Churfurstelijcke Doorluchtigheyd
van Brandenburg, tegenwoordigh regerende, gelieft
heeft te continueren in de Mediatie tot bylegginge en-
de afspieringe van de differenten tusschen Syne Kö-
ninglijcke Majesteyt van Denemarcken ende desen
Staet geseien, ende Wy geerne souden sien, dat de
voorschreve differenten onder de voorschreve Mediatie
van hooghegemelte Syne Churfurstelijcke Doorluch-
tigheyd, hoe eerder soo beter, door een minnelijk
Accommodement mochten werden gheaccommodeert
ende bygheleydt. Wy ten dien eynde goet-ghewon-
den hebben daer toe behoorlijk te qualificeren den
Eddelen, Ehrenfesten, Hooghgeleerden, Wyfen, Voor-
sichtighen Heer Jacob Hop, Raedt ende Pensionaris der
Stadt Amsterdam, Gedeputeerde in Onse Vergaderinge-
van wegen de Provincie van Hollandt ende West-Vri-
sland, ende Onsen Extraordinaris Envoyé aen het Hoff
van meer-hoogh-gemelte Syne Churfurstelijcke Door-
luchtigheyd: Ende wetende dat de selve daer toe van
noode heeft Onse speciale Procuratie, volkomen
Macht, Authoriteyt en Bevel, om alle Scrupulen die
dien aengaende gemoveert soude moghen werden, wegh
te nemen. *See ist*, dat Wy hem gegeven hebben,
gelijk Wy hem geven in krachte deies, volkomen
Macht, Authoriteyt ende special Bevel, om met de
Gevolmachtighe Heeren Ministers of Minister van
hooghst-gedachte Syne Majesteyt, onder de Mediatie
van hooghtgedachte Syne Churfurstelijcke Doorluch-
tig-

TOM. VII. PART. II.

firmé de nos Sceaux. Fait à Berlin le sixième Juil-
let, 1688. Stile nouveau.

Etoit signé,

(L.S.) JEAN HUGO
DE LENTE.

(L.S.) J. HOP.

Suit la Copie du Plein-pouvoir de Sa Majesté le
Roi de Danemarck & Norwege, &c.

Nous Chrétien cinquième par la grace de Dieu
Roi de Danemarck, Norwege, des Vandales
& des Gots, Duc de Sleswick, Holstein, Stormarn
& Diemarsen, Comte d'Oldenbourg & Delmenhorst,
&c. sçavoir faisons par ces presentes, que comme il est
arrivé depuis quelque tems quelques differens entre
Nous & les Etats des Provinces-Unies des Pais-Bas
au sujet de la Navigation & qu'il a été jugé à propos
de les terminer par de bons Traitez & d'en regler
de part & d'autre quelques Points preliminaires,
c'est pourquoy nous avons à cet effect nommé nôtre
fidele & aimé Jean Hugue de Lente, presentement
nôtre Envoyé à la Cour Electorale de Brandebourg, &
nôtre Conseiller d'Etat, & Vice-Chancelier du Du-
ché de Sleswick, & l'avons autorisé & commis,
pour, sous l'Interposition & Mediation du Serenissime
Electeur de Brandebourg, aujourd'huy regnant, entrer
en Negotiation avec le Ministre Plenipotentiaire des
Etats Generaux, & travailler, conclure & signer en-
tre eux lesdits Points preliminaires. Promettant
en parole de Roi d'avoir pour agreable & de ratifier tout
ce qui par lui aura été negocié, fait & conclu. En
tesmoyn dequoy nous avons signé ces presentes de nôtre
main, & à telles apes nostre Sceau. Donné en nôtre
Residence à Copenhague le 26. May 1688.

CHRISTIAN.
(L.S.)

T. B. von JESSEN.

Suit la Copie du Plein-pouvoir de leurs Hautes-
Puissances.

Les Etats Generaux des Provinces-Unies des
Pais-Bas à tous ceux qui ces presentes Lettres
verront ou orront salur, sçavoir faisons, que
comme il a plu à Sa Serenité Electorale de Brande-
bourg presentement regnant, de continuer dans sa Me-
diation pour assoupir & terminer les differens meus
entre Sa Majesté le Roi de Danemarck & ces Etats,
& que nous verrions volontiers que par la susdite
Mediation de Sadite Serenité Electorale les susdits
differens fussent au plutôt terminés & finis, par un
Accommodement amiable, Nous avons jugé à pro-
pos de nommer à cet effect le noble, savant, discret,
sage & prudent Seigneur Jacob Hop, Conseiller &
Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam, Depuis en
nôtre Assemblée de la part de la Province de Hol-
lande & de West-Frise, & nôtre Envoyé Extraordi-
naire à la Cour de Sadite Serenité Electorale, &
sçachant que pour cet effect il a besoin de nôtre pro-
curation speciale & de nôtre Authorité, Plein-pouvoir
& Mandement pour ôter tous les scrupules qui pour-
raient naître à cet égard, c'est pourquoy nous lui avons
donné, comme nous lui donnons à cet égard en vertu
des presentes, Plein-pouvoir, Autorité & Mandement
special, pour, sous la Mediation de Sa Serenité
Electorale, traiter & accorder avec le Seigneur
Plenipotentiaire & Ministre de Sa susdite Majesté
sur

ANNO 1688. tigheyt, over de voorz. Differenten ende Geschillen te tracteren ende te accorderen, de sélve te adjusteren ende te nederleggen, soo als sy onderlinge sullen oordeelen ende bevinden ten wederzyden te behooren: Belovende sineerlijcken, oprechtelijcken ende ter goeder trouwen te sullen houden voor aengenzem, valt, bondigh ende van waerden, alle 'geene by ghemelten Onien Extraordinaris Envoyé in de sélve Qualiteyt sal zijn goden, belooft, geconferceert ende geacordeert, 't sélve onverbreecklijcken naer te komen, te onderhouden ende te observeren, sonder daer tegens nimmermeer yets te doen of te laten geschieden, directelijck of indirectelijck, in wat manieren het oock soude mogen wesen; ende alles te ratificeren ende approberen, ende (des noots zijnde) daer van te verleenen ende te passeren Brieven ende Instrumenten in de beste forme, tot volkomen contentement ende vergenoegen van den hooght-gemelten Koning. Gegeven in den Hage onder Onsen grooten Zegele, Paraphure van den Heere Presidentende in Onse Vergaderinge, ende de Signature van Onsen Griffier, den thienenden Juny Anno 1688. Was gearaphieert, JACOB VAN COEVEDEN, w. Op de Pluycke stont, ter Ordonnantie van de hoogh-gemelte Heeren Staten Generael. Ende was geteyckent, F. FAEL. Zijnde op 't spatium gedrukt het Cachet van hoogh-gemelte haer Hoogh-Mogende op een rooden Ouwel, overdeekt met een Papiereu ruyte.

sur les differens susdits, & de les ajuster & terminer, comme ils jugeront & trouveront de part & d'autre convenir. Promettant sincerement & de bonne foy d'avoir pour agreable, ferme, stable & valable, tout ce qui par nostre susdit Envoyé Extraordinaire aura été en ladite Qualiteé fait, promis, confusé & accordé, & de l'observer & entretenir inviolablement, sans jamais faire ou laisser rien faire auconcre directement ou indirectement, en quelque maniere que ce puisse être, & de ratifier & approuver le tout, & (si besoin est) en passer Lettres & Instruments en bonne forme, au parfait contentement & satisfaction du susdit Roi. Donné à la Haye sous nostre grand Sceau, Paraphre du Seigneur President en nostre Assemblée & Signature de nostre Greffier le 10. Juin de l'an 1688. Et paraphé JACOB DE COUVERDEN, w. & sur le replis étoit, par Ordonnance des susdits Seigneurs Etats Generaux; Et étoit signé F. FAEL, & étoit imprimé dans l'espace le Cachet de leursdites Hautes Puissances en onble rouge converté d'un quarrean de Papier.

ANNO 1688.

XCI.

21. Juill. Jhro Kaysersche Majestät LEOPOLDI I. Extension und Declaration derer Frankischen Ritterschaft Privilegien in Puncto Exemptionis, Executionis, Juris collectandi, der Zoll-Versreyung/ des Einstands-Recht ic. Der Ritterschaft und Adel der Sechs-Ort im Land zu Francken erhalten. Wien den 21. Julii 1688. [LONDORPIJ Acta publica Parte XIV. Libr. XV. sub Cap. XVII. Num. I. pag. 431.]

Celt à dire.

Declaration de l'Empereur LEOPOLD I. pour la Confirmation & l'Extension des anciens Privileges de la NOBLESSE de Franconie, touchant l'Exemption, l'Execution, le Droit de Collette; l'Immunité des Impositions, & le Droit de Rattrait. A Vienne le 21. Juillet 1688.

W Ir Leopold von Gottes Gnaden / erwählter Römischer Kaysr / zu allen Zeiten Kayser, des Reichs / in Germanien / zu Hungarn und Böhmen / Dalmatien / Croaticn und Slavonien / ic. König / Erb-Hertzog zu Oesterreich / Hertzog zu Burgund / zu Brabant / zu Steyer / zu Kärnten / zu Tirol / zu Lüttenburg / zu Böhmen / Ober- und Nieder-Oesterreich / Fürst zu Schwaben / Marggraf des Heiligen Römischen Reichs / zu Hungarn / zu Habsburg / zu Tyrol / zu Pfirz / zu Kyburg und zu Gork / landgraf im Elsass / Herr auf der Bindschen Mark / zu Portenau und Salins / ic.

Wesamen öffentlich mit diesem Brief / und thun kund allermählig / daß uns die Wohlgeböhre und Edle / unsrer und des Reichs liebe Getreue / D. Gemeine Ritterschafft und Adel der sechs Ort im Land zu Francken / als krumterabhängig vorgetragen / wie daß derselbe habendes Collectations- und Executionis-Recht / nem / Zoll-Versreyung und darüber erlangte Kaysersche Privilegia. wie wohlgegründet / heil und klug die auch seyn / jedanoch von etlichen Hebrern / auch andern Ständen und Personen / un-

ter anderley Pretext und Exceptionen angefochten und eludiert werden wollten / wodurch ihrem Corpori. und einnen jeden in Particulari. immer mehr und mehr Gült aus der Siner eingezogen / und dasselbe mit in solchen Abnehmen verfälle / daß halb die gütliche Dissolution zu besorgen / wann nicht durch ernstliche Kaysersche Befehle denen schädlichen Exemptionibus und Executionis-Verhinderungen contra morosos gestuert würde / Uns daher um unsrer allernähligste Kaysersche Confirmation und Declaration gebeten / wodurch vorgemeldtes Ritterschafftlich Steuer- und Executionis-Recht und Privilegia in vollen Kräften erhalten / und sic die Ritterschafft darwider ferner nicht gravirt werden könnte noch solte.

Gleichwie wir nun jekt-gemeldter Reichs-Ritterschafft sowohl um uns / als unsrer Glorwürdigste Vorfahre am Reich und das gemeine Wesen erworbene ständliche Merita, und mit freywilliger Darlegung Guts und Bluts / absonderlich bey noch wärenden Türcken-Krieg erwiesene treue Dienste / in gnädigste Achtung setzen / und daher dieselbe als unsrer treue Edle Knechte bey ihrem hergebrachten wohlverdienten Stand und Vermögen möglich conserviren / auch ihnen sonsten in ständlichen Dingen zu wünschtem allernähligst günstig seyn / Als haben wir und haben in Kayserschen Gnaden erlassen / thun das auch hiemit auf vorgeschlagenen Rath / mit rechem volkommenen Wissen / daß wir nicht allein über vorgedachte Reichs-Ritterschafft vorhin von uns und unsrer Vorfahre am Reich erhaltene Decreta, Mandata & Privilegia, als ohne das Remuneratoria, und vim contractus habemia, in specie das Mandatum sine clausula, im Jahr sechshundert acht und siebenzig / ständlich halten lassen / sondern auch dieselbe ferner mit der Declaration in beständlichster und verbindlichster Form versehen haben wollen / daß wie ersagedachte Privilegia in puncto Exemptionis & Executionis von Anfangs her den Verstand gehabt / daß alle in der Ritterschafft-Matricul von alters her begriffene Gült zusammen ein Corpus constituiren / und keine seines wegs / unter was Pretext es geschäht werden möchte / entzogen und eximirt / sondern von deren Possession mit der Steuer zur Ritterschafft / dem alten Personum gemäß / beständig vertreten werden sollen. Als auch von uns selbst und unsrer Nachkommen am Römischen Reich / Römischen Kaysern und Königen / niemand / was Standes / Würden und Wesen der auch sey / weder jekt noch künftig / auch so gar ex plenitudine Caesaris Poeskatis in einigerley Weise oder Ersalt / durch Ständes-Erhöhung / Exemption oder Erection, solcher dem Ritter-Corpori einnahl afficir genesener Gült / zu Reichs-Graff-und Herrschafften / ungeachtet des Erbienus / einen solchen Abgang bey künftigen Ritterschafft in Consideration oder Wozug zu nehmen / oder was Ursachen und

ANNO 1688. kommen ins künftige aus Vergeßlichkeit und ohne Befehl; so als auch in andere Weg etwas vorgenommen würde; so sollte doch solches keine Kraft noch Macht haben; sondern das jenseitige so wieder diese unsere wohlbedachte Concession in einige Weg verstanden werden kan; aus Königlich Kaiserlicher Macht und in Kraft dieses Briefs; jetzt als dann; und dan als jetzt aufstehen; callirt und verordnet; und denselben hienit ganglich derogirt seyn und bleiben.

Mit Urk und dieses Briefs; besiegelt mit unserm Königlich anhangenden Inseigel; der geben ist in Unser Stadt Wien; den aus und zwanzigsten Tag Monats Julii; nach Christi unsers lieben Herrn nach Seligachters Andenken Geburt; ein tausend sechs hundert und acht und adwiz; unserm Reiche des Römischen in ein und dreyßigstes Hungarischen im vier und dreyßigsten und des Böhmischen; im zwey und dreyßigsten Jahren.

Leopold.

Vt. Leopold Wilhelm / Erbs zu Königsberg.

Ad Mandatum Sacrae Caesaris Majestatis
procurum.

Caesar Florenti Conbruct.

21. Juillet Jhro Kaiserliche Majestät LEOPOLD I. Renovation und Extension des vom Kaiser RUDOLPH II. im Jahr 1609. der freyen Reichs Ritterchaft in Franken ertheilten / und vom Kaiser FERDINANDO II. Anno 1626. imgleichen vom Kaiser FERDINANDO III. im Jahr 1652. confirmirten Privilegii in Puncto Juris Retractus, in welcher unter andern der Terminus retrahendi auf 3. Jahr lang extendirt worden. Bemeldter Ritterchaft ertheilt Wien den 21. Julii 1688. [LONDORFII Acta Publica Part. XIV. Libr. XV. sub Cap. XVII. num. II. pag. 433.]

Celt à dire.

Diplome de l'Empereur LEOPOLD pour la Confirmation des Privileges accordés à la Noblesse IMMEDIATE de FRANCONIE par l'Empereur RODOLPHE II. en 1609. & par l'Empereur FERDINAND II. 1626. & par l'Empereur FERDINAND III. en 1652. touchant le Droit de Retrait, avec extension du Terme à trois ans. A Vienne le 21. Juillet. 1688.

WIR ERDOLD von Gottes Gnaden / erwählter Römischer Kaiser zu allen Zeiten Meherer des Reichs; in Germanien; zu Hungarn; Böhmen; Dalmatien; Croazien und Slavonien; etc. König; Erb-herzog zu Oesterreich; Herzog zu Burgund; zu Brabant; zu Steyer; zu Kärnten; zu Crain; zu Lützenburg; zu Würtemberg; Ober- und Nieder-Schlesien; Fürst zu Schwaben; Markgraf des Heil. Römischen Reichs; zu Burgau; zu Wärdien; Ober- und Nieder-Ober- und Nieder-Schlesien; Fürst zu Habsburg; zu Tyrol; zu Pfird; zu Kyburg; im Elß; landgraf im Wüdtischen Mark; zu Portenau und zu Salins; etc. &c.

Besten und urkundet mit diesem offenen Brief; das uns die Hofscholonyme und Erb; unser und des Reichs liebe Getreue N. N. gewisse Ritterchaft und Adel der sechs Orten im Land zu Franken; in Unterthänigkeit zu erkennen geben; welcher gehalten ist von unserm Herrn Gross-Vater und Glorwürdigsten Vorfahrern aus Reich / Kaiser Ferdinando II. milchsigsten Andenkens; den 17. Martii Anno 1626. in Puncto des Einstands- und Auslösungs-Recht; mit einem künftigen Begnadigungs-Brief

und Kaiserlichen Privilegio versehen worden; von Wirt Anno zu Wirt also lautet:

1688.

Wir Ferdinand der Andere von Gottes Gnaden / erwählter Römischer Kaiser; zu allen Zeiten Meherer des Reichs; in Germanien; zu Hungarn; in Böhmen; Dalmatien; Croazien und Slavonien; etc. König; Erb-herzog zu Oesterreich; Herzog zu Burgund; zu Brabant; zu Steyer; zu Kärnten; zu Crain; zu Lützenburg; zu Würtemberg; Ober- und Nieder-Schlesien; Fürst zu Schwaben; Markgraf des Heil. Römischen Reichs; zu Burgau; zu Wärdien; Ober- und Nieder-Schlesien; Fürst zu Habsburg; zu Tyrol; zu Pfird; zu Kyburg; im Elß; landgraf im Wüdtischen Mark; zu Portenau und Salins; etc. &c. Besten öffentlich mit diesem Brief; und thun kund allermaßen; das uns unsere und des Reichs liebe Getreue N. N. verordnete Director, Hauptleute, Rath und Ausschuß unserer und des Reichs besetzten Ritterchaft und Adel der sechs Orte im Land zu Franken; in glaubwürdigem Schcin unterthänigst fürbringen lassen; einen Renovation- und Declaration-Brief; über ein Privilegium und Rescript der Geheymten Fränkischen Ritterchaft; die aus ihrer Gemeinshaft und Wirt verordnete Adliche Güter belangend; welches von Weyland unserm geliebten Herrn Vater und Vornen Kaiser Rudolph dem Andern; höchlich; Gedächtnis; sub dato Prag den ersten Maii; Jahres ketzchen hundert neun- / zehngemachter Ritterchaft aus ihre allerunterthänigste Ansuchung gnädigst ertheilt worden; so von Wirt zu Wirt hernach geschrieben steht; / und also lautet:

Wir Rudolph der Andere von Gottes Gnaden / erwählter des Reichs; in Germanien; zu Hungarn; Böhmen; Dalmatien; Croazien und Slavonien; etc. König; Erb-herzog zu Oesterreich; Herzog zu Burgund; zu Brabant; zu Steyer; zu Kärnten; zu Crain; zu Lützenburg; zu Würtemberg; Ober- und Nieder-Schlesien; Fürst zu Schwaben; Markgraf des Heil. Römischen Reichs; zu Burgau; zu Wärdien; Ober- und Nieder-Schlesien; Fürst zu Habsburg; zu Tyrol; zu Pfird; zu Kyburg; im Elß; landgraf im Wüdtischen Mark; zu Portenau und zu Salins; etc.

Besten öffentlich mit diesem Brief; und thun kund allermaßen; das uns unsere und des Reichs liebe Getreuen; verordnete Director, Hauptleute, Rath und Ausschuß von der Reichs-besetzten Ritterchaft und Adel der sechs Orte im Land zu Franken; so seinen Anfang zu Frankfurt am Mayn; hinüber auf den Vogels-Berg nach dem Knoll; zu dem Eilings-Wald; an die Werra; dann differtir solches Fluß an den Thüringer- und Wöhringer-Wald herum; hinter dem Nordgau der; bis; an das Herfeld; und hernach des Köcher; die Jagd; hinab; dem Nedar zu gegen Wimpfen; von daumen nach Aßaffenburg; und also den Mayn hinunter; bis; wieder in Frankfurt; von Alters her hat unterthänigst vorgebracht; was massen ihre gemein Ritterlichen Wesen vornehmlich unter andern dahero geschmächt; und fast ganz zum Untergang geriet; in dem durch vieler Geschlechter entstehenden Verkauf; Verpfändungen; Cession; und Verwürfungen; insbesondere aber der Ecken-Herren und Wäldtgrnen vielgeschwundene Occupation; indem sie denen von der Ritterchaft unter dem Schcin des Reichs jedes Guts Eigenschaft; wie aus der Ecken-Herren und Agnaten-Antunft; item; der in Weyden oder Kriegen etwas über die Zeit ausbleibenden Mit-Gliedern Lehen; samt andern dergleichen; ihren Eingriff gerietir Ursachen ein Adlich Gut nach dem andern ohn einig vorgehende rechtliche Erkundung; gewaltsamlich einziehen; und unterdessen sie in solchere unsehrliche Process erziehen; ten thäten; haben solch; Wirt; wie der Alters herkommen; nicht allein nicht wider verlihen; sondern noch; darzu die darauf habende Ritterliche Anlegen ihnen vorerhalten wichen; darob; die last so in Mangel der entzogen Güter gebräht; fürdes ihnen unentrichtlich; uns und dem Heil. Reich die Ritter-Wahl und Contributiones abgegriff; und der alte Fränkische Adel auch allgemach in wenigen Jahren ganz und gar ausgerottet; darauf uns mehr genannte Hauptleute; Rath und Ausschuß unterthänigst angriffen und schen; das wir sie und deroelben getreue Adliche Mit-Glieder zu Vertheilung fest angeschrien und andere mehr ihr zusehender

Re.

ANNO 1688. Beschwerden/ mit unserm Kayserlichen Privilegio und Freyheiten zu versehen gnädiglich geruhet; das haben Wir angesehen/ solch ihr der Kayserlich und Adels in Francken unterthänig jemliche Witz/ auch die angenehmen/ getreuen/ willigen und ersprechlichen Dienste/ so nicht allein ihre Vorbedorfen unserm Hochgehorchen Vorhaben aus Reich/ Römischen Käyfern und Königen/ sohöchster Gedächtnis/ sondern auch sie und ihre Adeliche Wit-Glieder/ uns/ den Kayl. Reich/ und unserm selb. Erb-Haus Österreich/ zumal bey gegenwärtigen wider gemeiner Christenheit Erb-Erb/ den Vürthen/ so viel Jahr gewürthen offenen Krieg/ insonderheit mit Füh- rung der Röm-Fabrien/ unterworfen erzeiget/ und bewiesen haben/ dasselbe noch täglich thun/ und hiñsühro nicht wenige zu thun unterthänig eberig seyn/ auch wohl thun können/ mögen und sollen/ und darum mit wohlbedachten Witz/ gutem jätigen Rath und redlichem Wissen/ vor obemannter unserer gesezten Reichs-Kayserlich und Adel in Francken gemeinlich/ auch einem jeden derselben Adelichen Wit-Glieder insonderheit/ und derselben Erben und Nachkommen/ diese sondere Gnade gethan/ und Freyheit gegeben. Nun auch solches aus Römischer Kayserlicher Macht und Vollkommenheit wissenschaftlich/ in Kraft dñß Weisß/ als und dergestalt/ daß alle und jede unsere und des Kayl. Reichs Höfe und Mitglieder/ Geistliche und Weltliche Stände/ von benennigten Gütern/ so von Alters her mit der Contribution zu der gemeinen freyen Kayserlich in Francken vertreten werden/ und sie die Stände allerorts haben/ oder noch künftig bekommen möchten/ die geschickliche Steuer und andere zu des Römischen Befehl unterthänig/ per Majora unter ihnen benennigten Anlagen/ jedesmal auf ihr der Kayserlich Ausschreiben/ ihren verordneten Truppen-Meistern/ ohne einige Ausfluß und Zeit-Verzög/ lassen/ und davon weder sehn oder eigne/ noch auch Günstlich oder Uebeltüth/ so wohl einschüßliche als gemeine Güter und Herrn-Stand-oder Ritters-Personen/ so entweder durch andere Stände erkaufte/ oder sonst überkommen/ auch die sehn/ so entweder als apert samfallen/ oder aber vermittelst/ oder in andere Wege alienirt werden/ gar nicht unterscheiden oder angestrichen seyn sollen. Über dñß/ so sehn und wollen Wir auch/ wann hiñsühro über Tuzt oder lang/ von einem Adelichen Wit-Glied in Francken ein Adelich Gut einem hohen oder niedern Stand veräußert werden solt/ daß alsdann das Veräußerung wußt-Verwandten und Agnaten/ oder zum fall dñßelben solches nicht zu thun begehren/ folgender einm ander Wit-Glied auch ihr der Kayserlich/ den Tzrit und Einstand zu thun/ ohne allernüchtlighe Eintrag und Verhinderung frey und bevorzugen solt/ dñßelbigen vielberühret und mit dem Reich Zuzugener über der Kayserlich Güter Possession vel quisi in erscheidenden abgemeldeten fristigen Fällen/ auf die sich ansehende nächste Erben oder Agnaten/ bis ein anders mit ordentlichem Reden ausgeführt/ sich erheben/ und ihnen ruhig gelassen werden. Da auch schon einer oder der ander/ was Würden/ Standes oder Befehl der immer seye/ zuwider dieser von uns ertheilten Freyheit/ etwa ein ander Herbringen und Gewohnheit/ oder auch einige Freyheiten/ Berechtigkeiten/ Exemptionen/ Statuten oder Ordnung filiren/ und sich dadurch von der abgemeldeten Bewehrung zu gemeiner Kayserlich von einem oder den andern Gut/ wie auch des erst ansehnigen Adelich/ Einstand und Befehl halten ersuchen wolte/ so wollen Wir doch/ daß alles/ was dñßelbe Namen haben möcht/ dieser unserer Kayl. Freyheit in demjenigen nicht derogiren oder beschneiden/ noch auch die benannte Kayserlich in Francken/ oder derselben Adel. Wit-Glieder/ wie auch derselben Erben und Nachkommen/ in einige Weg präjudicialit seyn solte.

Und gebieten darauf allen und jeden Ehr-/Fürsten/ Geistlichen und Weltlichen Prälaten/ Grafen/ Freyen/ Herren/ Ritters/ Ruedten/ Land-Vögte/ Hauptleuten/ Diödomnen/ Vögten/ Pflegern/ Verweßern/ Amtleuten/ Schultheissen/ Bürgermeistern/ Rüdtern/ Rädern/ Bürgern/ Gemeinden/ und sonst allen andern unsern und des Reichs Unterthanen und Gereuen/ in was Würden/ Stand oder Befehl die seyn/ ernstlich und verhänglich mit diesem Weisß/ und wollen/ daß sie vielschadliche gesezte Adeliche Kayserlich in Francken/ insonderheit/ auch ein jedes derselben Adeliche Wit-Glied insonderheit/ deren Erben und Nachkommen/ dieser unser ihnen mitgetheilten Freyheit und Bewehrung/ alles ihres Ungehorsams freyen/ ernstlich gebiethen/ gemessen/ und gütlich darbey bleiben solten/ in sie daran nicht ansetzen/ irren oder verführen/ in funckel Weisß noch Weg/ als lieb einem jeden seye/ unser und des Reichs schwere Ingnade und Straff/ und dazzu eine Pön/ nemlich sechzig Mark löthiges Goldes/ zu vermeiden/ die ein jeder/ so oft er severlich darwider thät/ uns halb in unser und des Reichs Cammer/ und den andern halben Theil vergebend Kayserlich sämtlich/ oder einem jeden Wit-Glied insonderheit/ auch allen ihren Erben und Nachkommen/ unzulässig zu befehlen/ verfallen seyn solt/ mit unserm dñß Weisß/ befehle mit unserm Kayserlichen anhangenden Insignel. Geben auf unserm Röm. Schloß zu Prag den elfften Maji. Anno sechzig hundert neun.

und Straff/ und dazzu eine Pön/ nemlich sechzig Mark löthiges Goldes/ zu vermeiden/ die ein jeder/ so oft er severlich darwider thät/ uns halb in unser und des Reichs Cammer/ und den andern halben Theil vergebend Kayserlich sämtlich/ oder einem jeden Wit-Glied insonderheit/ auch allen ihren Erben und Nachkommen/ unzulässig zu befehlen/ verfallen seyn solt/ mit unserm dñß Weisß/ befehle mit unserm Kayserlichen anhangenden Insignel. Geben auf unserm Röm. Schloß zu Prag den elfften Maji. Anno sechzig hundert neun.

Rudolph.

Vc. Leopold von Strahlendorf.

Ad Mandatum &c.

Conseil Hertl.

Und da uns darauf obbesagte Kayserlich und Adel der sech. Ort Landes zu Francken unterthänig angereuen und gebeten/ daß wir ihnen obbesagtes Kayserl Rudolphs Renovation und Declaration in allen und jeden ihren Inhabungen/ Wohnungen und Begehungen/ zu erneuern/ zu confirmiren und zu bestätigen/ gnädiglich geruhet/ inmalen jüngst hievor unser auch gleichier Herr Vater und Vater Kayser Mathias/ Christlicher Anbeters gleiches g'stalt gethan hätte/ des halben wir angesehen solch ihre unterthänig jemliche Witz/ auch die angenehmen getreuen/ willigen und ersprechlichen Dienste/ so Ihre Vor-Erben und sie/ verplant unser Vorhaben/ den Kayl. Reich/ und unserm löthigen Haus Österreich/ etliche Jahr unter kriegsamem offnen Krieg/ wider gemeiner Christenheit Erb-Erb den Vürthen/ durch würdliche Reich- und Ritters- Dienst/ und sonst in wech Weg freywillig und ununterbrochenlich ermahle erzeiget und bewiesen haben/ noch täglich thun/ und hiñsühro nicht weniger zu thun/ sich gedorsamlich anerbieten/ auch wohl thun können/ mögen/ und sollen.

Und darum mit wohlbedachten Witz/ gutem Rath/ redlichem Wissen/ erudirter Kayserlich und Adel der sech. Ort Landes zu Francken obbeschnittene Kayserl Rudolphs des Andern Renovation und Declaration/ wie vorertheilt in allen und jeßlichen ihren Puncten/ Inhabungen/ Wohnungen und Begehungen gnädiglich confirmirt und bestätigt/ erneuern/ confirmiren und bestätigen das alles hiemit von Römischer Kayserlicher Macht wissenschaftlich in Kraft dñß Weisß/ was wir von Rechts-und Billigkeit wegen ihnen daran zu erneuern/ zu confirmiren und zu bestätigen haben.

Und meuen/ sehn und wollen/ daß ob-einverleichte Renovation und Declaration/ wie obgemeldt/ in allen ihren Puncten/ Clauseln und Articulen/ Inhabungen/ und Meynungen ganz kräftig und mächtig seyn/ und vöberührte beseyrte Reichs-Kayserlich und Adel der sech. Ort Landes zu Francken/ sammt und sonder/ auch derselben Erben und Nachkommen/ gütlich und gütlich darbey bleiben/ und sich des alles würdlich gebrauchen und genießen solten und mögen/ von allernüchtlig unverbunden.

Und gebieten darauf allen und jeden Ehr-/Fürsten/ Fürsten/ Geistlichen und Weltlichen Prälaten/ Grafen/ Freyen/ Herren/ Ritters/ Ruedten/ Land-Vögte/ Hauptleuten/ Diödomnen/ Vögten/ Pflegern/ Verweßern/ Amtleuten/ Schultheissen/ Bürgermeistern/ Rüdtern/ Rädern/ Bürgern/ Gemeinden/ und sonst allen andern unsern und des Reichs Unterthanen und Gereuen/ in was Würden/ Stand oder Befehl die seyn/ ernstlich und verhänglich mit diesem Weisß/ und wollen/ daß sie die ernannte Kayserlich und Adel der sech. Ort Landes zu Francken bey obbesagten Gnad-und Freyheiten/ auch diese unserer Kayserlichen Confirmation und Bestätigung gütlich bleiben/ deren gebrauchen und genießen solten/ daran nicht irren oder hindern/ noch darwider tringen/ oder beschwehren/ noch des jemand anders zu thun gestatten/ in seine Weisß/ als lieb einem jeden seye/ unser und Reichs schwere Ingnade und Straff/ und dazzu die Pön in obbesagtem Privilegio bestimmt/ zu vermeiden/ die ein jeder/ so oft er severlich darwider thät/ uns halb in unser und des Reichs Cammer/ und den andern halben Theil mehr ernannter Kayserlich sämtlich/ oder einem jeden Mitglied insonderheit/ so darwider bekandte wüßte/ auch ihren Erben und Nachkommen unzulässig zu befehlen/ verfallen seyn solt. Mit unserm dñß Weisß

ANNO besiegelt mit unserm Kaiserlichen anhangenden Inseigel /
1688. daut Wien den siebzehenden Martii. Anno sechshen
hundert und sechs und zwanzig.

Ferdinand / 11.

Vt. Peter Heinrich von Stralendorff.

Ad Mandatum, &c.

Johann Sölbner.

Welcher Begnadigungs-Briefs hernach auch durch Uns-
ren gleichwirdigen Vorstehen am Reich und Kä-
sern / Kaiser Ferdinandum III. den 25. Maji. Anno
sechshen hundert zwanzig und fünfzig folgender Gestalt als
ergänzlich declarirt und extendirt worden:

Wir Ferdinand der Dritte / von Gottes Gnaden
erwählter Römischer Kaiser / zu allen Zeiten Meis-
ter des Reichs / in Germanien / zu Hungarn / Böhmen
/ Dalmatien / Croatien und Slavonien &c. König / Erb-
herzog zu Oesterreich / Herzog in Burgund / zu Sabauden
zu Savoyen / zu Flandern / zu Brabant / zu Luxemburg / zu
Bairn / Ober- und Nieder-Oberbayern / Fürst zu
Schwaben / Marquis des Heiligen Römischen Reichs /
zu Burgau / zu Wäldern / Ober- und Nieder-Oberbayern /
Graf zu Habsburg / zu Tirol / zu Friesland / zu
Kärnten und zu Görz / langzeit im Elsass / Herz
auf der Windischen March / zu Portenau und Salis
&c. &c.

Werkennen öffentlich mit diesem Briefs / und thun fund
allermählichst / dasz uns unser und des Reichs liebe Ge-
reute M. verordnete Director, Hauptmann / Räte und
Aufseher unser und des Reichs besterter Kitterschaft und
Adels / der sechs Ort im Land zu Francken / in gleichwirdi-
gem Schen unterthänigst fähigen lassen / einen Re-
novation- und Declaration-Brief über ein Privilegium
und Rescript der kaiserlichen Grandschützen Kitterschaft / die
aus ihrer Gemeinshaft und Mittel veränderte Adeliche
Güter belangende / welcher von woland unserm gleicheren
Herrn Meinen Kaiser Rudolph den andern / hochlöb-
lichen Gedächtnis / sub dato, Prag den ersten May /
Jahrs sechshen hundert neun- und sechzigster Kitterschaft auf
ihre allermählichste Ansuchen gnädigst ertheilt worden /
aus von Worten zu Worten hernach geschrieben steht / und
also lautet:

Wir Rudolph der Andere / von Gottes Gnaden er-
wählter Römischer Kaiser / zu allen Zeiten Meis-
ter des Reichs / in Germanien / zu Hungarn / Böhmen
/ Dalmatien / Croatien und Slavonien &c. König / Erb-
herzog zu Oesterreich / &c. &c.

Werkennen öffentlich mit diesem Briefs / und thun fund
allermählichst / dasz uns unser und des Reichs liebe
Gereute verordnete Director, Hauptmann / Räte und
Aufseher von der Reichs-besterter Kitterschaft und Adels
der sechs Ort im Land zu Francken / &c. &c.

Mit Verstand dieses Briefs / besiegelt mit unserm Kai-
serlichen anhangenden Inseigel / gegeben auf unserm Königs-
lichen Schloss zu Prag den ersten Tag des Monats
May / nach Christi unsers lieben HERREN und Eer-
signaders Gedurh / sechshen hundert und im neunten
/ unserer Reichs / des Römischen im vier und dreyßigsten
/ des Hungarischen im sieben und dreyßigsten / und des
Böhmischen auch im vier und dreyßigsten.

Rudolph / 11.

Vt. Von Stralendorff.

Ad Mandatum &c.

Confrid Hertel.

Und uns darauf obbesagte Kitterschaft und Adel der
sechs Ort im Land zu Francken unterthänigst angewandt
und gebetten / dasz wir ihnen obgedachtes Rudolphs Re-
novation und Declaration in allen und jeden ihren In-
halt / Meynungen und Begrieffungen / immaffen jüngst
hervor unser geliebter Herr Vater / Kaiser Ferdinand der

ander / Christlichen Andertens / gleich gestalt erthan
hätte / zu erneuern / zu confirmiren und zu bestatigen /
wie auch dasselbe noch ferner / wie hernach folgt / zu ex-
tendiren / gnädiglich gerucheten.

Das haben Wir angesehen solch ihre der Kitterschaft und
Adels in Francken unterthänigst jennliche Bitte / auch die
angenehme / getreuen / willigen und erplichlichen Dien-
ste / so ihre Vor-Etern und sie woland unsern Vorfah-
ren / dem Heiligen Reich / und unsern löblichen Kaiser
Oesterreich etliche Jahr und unter vürgegangenen oeffen-
lichen wider gewanter Christlichen Erb-Feind den Türck-
en / durch würdliche Kitterschaft und Demers- Dienste
und sonst in mehr Weg freiwillig und unverdrossentlich
offenbar erzeigt und bewiesen haben / noch täglich thun
und hinwider nicht weniger zu thun sich geschorwunt anbe-
ten / auch wohlthun können / mögen und sollen.

Und darum mit wohlbedachten Muth / gutem Rath
und Rethen wissen erachtet Kitterschaft und Adel der
sechs Ort im Land zu Francken obgedachte Kaiser Ru-
dolphs des Andern Renovation und Declaration / wie
vorsteht / in allen und jeden ihren Punkten / Innhaltun-
gen / Meynungen / und Begrieffungen gnädiglich confir-
mirt und bestatiget / auch dieselbe breiter extendirt
und vermehrt / thun das / verneuen / confirmiren / be-
stätigen und extendiren / was wir zu extendiren haben
und meinen / sehen / und wollen bedens / dasz wann
hinwider über kurz oder lang von einem Adelichen Mit-
glied in Francken ein adelich Gut einem / hohen oder nie-
dern Stand / verkauft wird / dasz der / wie auch alle an-
dere Kaff eines jeden Orts Ritter- Hauptmannschaft /
darunter die Güter gelegen / vorher angezeigt und denuncirt
werden / oder das solches nicht geschehe / solch Kaff und
Verkauf null und nichtig sein / auch das das Denun-
ciation die Jahres-Zeit / darmit die Widerlösung geschehen
solle / anzeigen und gerechert werden solle / habe sich aber
einer oder ander wegen Enge der Zeit zu beschweren / Re-
het ihm solches gehöriger Orten zu suchen bevor / in allem
wie obgedacht / von allermählichst ungehindert.

Und gebiethen darauf allen und jeden Ehr-Fürsten /
Fürsten / Geist- und Weltlichen / Prälaten / Grafen /
Freyen / Herrn / Ritters / Rächten / Hauptleuten / Land-
vogten / Pflegern / Verwesern / Schultheissen / Bürger-
meistern / Rächern / Räten / Jöllern und Mäuern /
Bürgern und Gemeinden / und sonst allen Wirten und des
Reichs Kitterschaften und Getreuen / was Willen / Stands
oder Wesens die seyn / ernstlich und verpflich mit diesem
Briefs / und wollen / dasz sie ernannte Kitterschaft und
Adel der sechs Ort im Land zu Francken / bey obgegrif-
fer Gnad und Freyheit / auch dieser unfer Kitterschaften
Confirmation / Bestätigung und Extension geruhlich
bleiben / deren gebrauch und gemeinen lassen / daran
nicht irren oder hindern / noch darüber bringen oder be-
schwören / noch das jemanden andern zu thun gestatten
in keine Weis / als lieb einem jeden seye unser und des
Reichs schwere Ungnad und Straff / und darzu auch die
Pön / in obgegriffenem Privilegio bestimnt / zu verur-
theilen / die ein jeder / so oft er freventlich hiernider thäte /
uns halb in unser und des Reichs Gunnen / und den an-
dern halben Theil mehr ernannter Kitterschaft sämtlich
oder einem jeden Mit-Glied insonderheit / so hier wider
beschuldiget würde / auch ihren Erben und Nachkommen un-
nachlässig zu bezahlen verfallen seyn solle. Wir unser
dies Briefs / besiegelt mit unserm Kaiserlichen anhangen-
dem Inseigel / der geben ist / Wien den zwölften Junii.
Anno sechshen hundert zwanzig und fünfzig / &c.

Ferdinand.

Ad Mandatum. &c.

Johann Sölbner.

Welche beide / bey angetretener unfer Kitterschaften
Regierung / aus Kaiserlicher Macht und vorgerhogenem
Rath / von uns allermählichst confirmirt und bestatigt
worden seyn. Ob wolten sie Kitterschaft nun der sichern
Hoffnung geleitet / sie werden dieser höchsten Kaiserlichen
Bestätigung ertheilenden beständigen Versuch empfinden
/ seze sich doch bey der Nachsch / dasz bey jennem abneh-
menden Mithen / so wohl den Mit-Gliedern als dem
Corpori unerschwings- und unumgähliche Fälle / in dem allein
auf Jahr und Tag sich erstreckenden Termino retractan-
di / die bare Kauf-Schilling aufzubringen / oder die be-
dingene Verkaufss-Conditiones zu adimpliren. Wor-
aus

Zum

ANNO 1688. Zum Anden / werde von' denen Mit-Gliedern nicht nur allein das Steuer-Recht dem Corpori nicht per expresse verbehalten / sondern wohl gar in der letzter Aus- schlag mit gesetz / simulat Contractus mit Verletzung des veri empore aut pretii gemacht / allerhand Gravalitäten / als Kinder-Erziehung / Hof-land-oder Kriegs-Charges mit-Einkünften / auch pro parte Taufz-Stück mit einzuweisen / einseitig durch unachtbare Käufer / die Polleis Ritterschaftlichen Steuer-Rechts an sich gerissen / die Gravalitäten einen wessenden Retrahenten zu hoher Geld-Summe angefallen / und wegen der zugeworffenen Taufz-Stücken das Jus Retrahendi gar denegiert und nicht eingelauten; die Ursachen sei uns allerunterthänigst gebeten / Terminum Retrahendi auf drey Jahr zu prolongiren / allen und jeden ihren Mit-Gliedern / bey Confiscation des Kauf-Schillings zu aufrägen / daß sie nicht allein das Ritterschaftliche Steuer-Recht in den Verkaufsschlag nicht setzen / sondern solches auch samt andern der Ritterschaftlichen Common darauf gehörenden Recht = der Gerechtigkeit / wie billig / dem Corpori ausdrücklich vorbehalten und aufheben / so dann den Verum Emporem / und das wahrhaftig bedungene Pretium bey Zuleiden Ehren an Eydß gleich bey Denuntiation des Verkaufs benennen Directorio, worunter das schickende Gut gelegen / erweisen / und das geringste nicht hinterhalten sollen: Die bedungene Gravalitäten und die mit-Einweisung groß oder kleiner Taufz-Stücken / wie dahin Käufel, interpretiren und ausbenten möchten / daß solches einem retrahierenden Riter-Glied nicht um eines Hatters werth von dem Verkäufer angezogen / weniger von dem Retrahenten bezahlt werden / die Taufz-Einweisung aber das Einfall-Recht nicht heuuen / weniger des Einfallers Conditionem duriorum machen soll / mit dem aufhängenden Beschl / daß nicht der Retrahent, sondern der Verkäufer als dieser Gewalt oder Gewerksame die Taufz-Stück tradiert werden / solches weder in natura oder in eum sit mit dem Käufer zu vergleichen haben den Werth / hierbey zu schaffen / oder gut zu thun schuldig und verbunden seyn solle.

Wenn wir dann dieß ihre allerunterthänigste Wit vor- bildlich tractirt / und sonst das Eydß der Ritterschaft zum besten gemeine Privilegium ganz krafftlos zu seyn erfinden / Als haben Wir auch Käufel, hoher Macht / mit redtem Wissen und seinen sonderlich hierzu bewegenden Ursachen / Kraft sich sonderlich Briefs / ihre unsrer Reichs-Ritterschaft in Franken / erlich den Terminum retrahendi, à die Denuntiationis Directorio facta computando, auf drey Jahr lang befristet aller- dingsst extendirt / daß bis zu vollkommener Verjährung der drey Jahren / die Ritterschaft / oder deren jedes Mit-Glied / hiermit vollen Gewalt und erlangtes Recht haben solle / mit Ausübung oder Deponirung des baaren Kauf-Schillings die Auslösung zu thun / und sich dieß Käufel. Wegnahme in gebrauch / gegen welsch erlegt- oder (aus den vom Käufer beschendenden nicht-Annehmungs-Zust) deponiren Kauf-Schilling / der Käufer so gleich schuldig seyn solle / das erkaufte Gut / den ein- sprechenden Mit-Glied oder Corpori ohne fernem Aufschub oder Pretext (der ihm noch nicht wieder gut gemachten Ausfall / Eydß) / der inwissen beschendenden Meliorationen / dieser oder jener ablangenden Ein- oder Zugführungen / unweigerlich abzutreten / und einzuhändigen / mit denen eingeworffenen Taufz-Stücken sich an dem Verkäufer / bestelle aber / auf eine geschwöhrene un- parteyische Estimation sich halten / wie ingleichen nach abgetretenem solch wiederlöschlichem Gut die inwissen be- schendene nötliche Expensen oder Melioration-Kosten via Jus & non retentionis boni retrahendi suchen und behaupten solle; vore Erste.

Zum Zweyten thum Wir mit nochmaliger Wohlbedacht- licher Confirmation verbotenes obinlerirter Käufellicher Einfallers-Vergünstigung / dieselbe dahin allernachst- extendiren und declariren / daß nemlich jedes Riter-Mit- Glied bey beschendendem Verkauf einigß dem Riter-Cor- pori quomodocumque afficirter Gut oder Beschl / es sey wenig oder viel / bey Confiscation des Kauf-Schillings / verbunden seyn solle / solchen Verkauf / den verum Emporem, oder das laetere pretium, bey Zuleiden Ehren / an Eydß statt / dem Directorio, worunter das Gut oder schickende Beschl fixirt, in Zeiten anzeigen / und nicht nur allein das Steuer-Recht / noch andere dem Cor- pori insländige Recht und Gerechtigkeiten / wie die Namen haben in den Verkaufsschlag keines wegs zu bringen / sondern solches dem gemeinen Riter-Wesen / per expresse vorbehalten / und dann interpretiren / erläutern und er- klären Wir aus obangelegener Käufel. Macht / die einbe-

dingene Gravalitäten / wie die Namen haben oder bekommen mögen / samt der Taufz-Stück Einweisung ein vor al- lenmal dieser Unverbindlichkeit / daß nemlich sie oder jedes insonderheit weder dem Retrahenten um einen Hatters werth Ersetzung zu thun / noch das Einfallers-oder An- lösungs-Recht schwerer machen / weniger solches gar aufhe- ben und hincetreiben sollen / mögen / noch können / son- dern sie sollen alle und jede / ba nach dieß unser Käufel. Vergünstigung der Einweisung oder Auslösung interpo- nirt wird / intuitu Retrahentis, pro non aspectu depu- tate und gehalten werden / alles und jedes unter dieß un- serer neuen / und denen vorgehenden Privilegiis begünstig- ter Von und Straf / welche jeder übertreuender halb in unsrer und des Reichs Cammer / und halb dem Directo- rio, worunter der null- und nichtbändige Contract, samt der übertragung dieses unsrer Käufel. erlich den Obden beschendigen / unachtbändig in gebühren verfallen seyn solle. Wir trund dieses Beschl / befristet mit unserm Käufel. anhängenden Inseß / der geben ist in unser Stadt Wien / den ein und zwanzigsten Tag Monats Juli, nach Christi unsern lieben Herrn und Seligmachers Gnaden- reichen Geburt / Anno Sechshen hundert acht und acht- zig / unsrer Reichs des Römischen ein und dreißigsten / des Hymatischen in vier und dreißigsten / und des Böhm- mischen im zwey und dreißigsten.

Leopold.

Vt. Leopold Wilhelm / Graf zu Kö- nigsegg.

Ad Mandatum Sacre Celsæze Majestatis proprium.

Caspar Florent Conbrund.

XCII.

Lettre de LOUIS XIV. Roi de France à Monseigneur le Cardinal d'ESTRÈS, au sujet de la Rome. Franchise des Quartiers à Rome, & de l'Election LA du Prince CLÉMENT de BAVIERE pour Eleiteur FRANCE de Cologne, laquelle peut être considérée comme un Maniège contre le Pape & contre L'EMPE- REUR. Ecrite à Versailles le 6. Septembre, 1688. [Scuille volante imprimée.]

M On Cousin. Quoy que j'aye toujours cru que les preventions du Pape contre ma Couronne estoient plutôt les effets des sug- gestions de mes Ennemis, que de son inclination & de son penchant naturel pour la Maison d'Autriche, néanmoins il vient de me donner des preuves si evi- dentes de sa partialité pour elle, & de son grand eslo- gnement à rétablir avec moy une bonne Intelligence, qu'il ne me reste plus aucune esperance de le porter à reprendre les Sentimens de Pere commun, & à concourir avec moy à ce qui peut & doit affermir le repos de l'Europe. Il y a mesme bien de l'appare- nce, que la conduite que Sa Sainteté tient à present, produira bien-tost une Guerre generale dans toute la Chrestienté. Et comme la prudence ne me permet plus d'attendre de Justice de luy dans tous les diffé- rens qui peuvent avoir rapport à mes interets, je suis bien aise, pour n'avoir rien à me reprocher, que vous luy fassiez connoître encore une fois les justes sujets qu'il me donne de ne le plus considérer, que comme un Prince engagé avec mes Ennemis; & puisse mon Ambassadeur ne peut avoir aucun acces auprès de luy, & que la dignité de Cardinal vous oblige à garder des mesures qui ne conviennent pas avec la force des verités, dont il est nécessaire qu'il soit informé; vous luy ferez la lecture de cette Despeche, & vous luy en laisserez mesme l'original, qui le doit faire souvenir, que depuis son elevation à la Chaire de Saint Pierre, je n'ay rien omis de tout ce qui le pouvoit persuader de mon respect filial pour luy, & du desir sincere que j'avois de contribuer à la gloire de son Pontificat, par toutes les mesures qu'une parfaite Intelligence entre Nous pouvoit établir pour l'augmentation de nostre Religion.

Que tous les Ordres dont j'ay chargé le feu Duc d'Es-

ANNO 1688.

ANNO d'Étréches votre Frere, ne tendoient uniquement qu'à
1688. une fin si salutaire au Bien general de la Chrestienté.

Qu'elle a fait aussi le seul sujet de votre envoy & de votre séjour auprès de Sa Sainteté.

Que c'est dans cette vue que je vous avois permis de consentir à des temperamens sur la Regle, infiniment plus avantageux aux Eglises de mon Royaume, que ne pouvoient être les Pretentions mal fondées de quelques Evêques, quand même j'y aurois acquiescé.

Que quelque satisfaction que m'ayent donné les Insinuations & les Remontrances respectueuses que vous avez faites à Sa Sainteté, & toute la sagesse de votre conduite & de vos Negotiations, néanmoins les preventions du Pape contre ma Couronne ont toujours rendu inutile toute la force de vos raisons.

Que je n'ay pas laissé néanmoins, pour reduire cette affaire aux termes qui pouvoient plaire à Sa Sainteté, d'accorder aux tres-humbles prières du Clergé de mon Royaume, par ma dernière Declaration du 24. Janvier 1682. tous les avantages dont je voulois qu'ils fussent redevables à Sa Sainteté même par le moyen du rétablissement d'une bonne Intelligence entre Elle & moy.

Que j'avois raison de croire que cet éclaircissement de mes intentions devoit contenter Sa Sainteté, & la disposer au moins à avoir pour moi les Sentimens que la Qualité de Pere commun lui devoit inspirer.

Que cependant bien loin de trouver en Elle cette affection paternelle, qui ne devoit faciliter les moyens de ramener au giron de l'Eglise tous ceux de mes Sujets qui avoient eu le malheur d'estre élevez & nourris dans l'erreur, Elle s'est opiniâtée par une dureté inflexible à refuser les Bulles à titre que j'ay nommé aux Evêches vacans de mon Royaume, & que j'ay reconnus les plus capables de travailler avec succès à l'Instruction & à la conversion des Heretiques. Qu'Elle a fondé son refus sur des moyens qui n'ont jamais empêché aucun Pape de pourvoir ceux que les Rois mes Predecesseurs, & moy, avons nommé en vertu du Concordat. Mais comme vous luy avez assez fait voir, & à ses Ministres, tous les inconveniens de ce refus, & que les Evêques de mon Royaume, qui ont acquis le plus de reputation dans toute la Chrestienté, ont suivi les mêmes Maximes, qui font aujourd'hui le pretre d'une pretendue incapacité dans ceux que la Cour ou vous êtes, qualifie d'être pas d'une saine doctrine; il est inutile de rebatre toutes les raisons qui ont été si souvent dites sur ce sujet, & que vous avez si bien expliqué, qu'elles ne peuvent laisser aucun lieu aux foibles excuses & aux prétendus scrupules de Conscience, dont Sa Sainteté, & ses Ministres se font toujours servi pour colorer l'Injustice du retardement qu'elle apporte depuis plusieurs années à l'expédition de ses Bulles, pour des Prelats d'un Merite distingué.

Que les Catholiques anciens & nouveaux sont scandalisés de voir, que pendant que j'employe mes soins, mon autorité, & mes finances à la destruction & à l'entiere extirpation d'Herésie, non seulement je ne puis obtenir de Sa Sainteté les grâces qui peuvent contribuer à l'affermissement de ce grand ouvrage, mais qu'au contraire elle se fait un point d'honneur d'offrir à mon Ambassadeur les Franchises, dont ses Predecesseurs ont toujours joui paisiblement, & qui leur ont été confirmées par le Traité de Pise.

Qu'au lieu de se servir pour cet effet des voyes de douceur, de Negotiation & d'Accommodement pratiquées en pareils cas entre Princes amis, & qui veulent observer les regles de la bienfaisance, il a commencé par le refus de toute Audience au Marquis de Lavardin mon Ambassadeur, dont les instructions ne tendoient qu'à rétablir un bon concert entre Sa Sainteté & moi; & dans une affaire purement temporelle, il s'est servi des armes spirituelles, pour le declarer notoirement excommunié, contre l'avis même de ceux qui sont les plus devotés à ses sentimens, & les plus emportés contre mes intérêts.

Que tous les soins que vous & le Marquis de Lavardin avez pris pour luy faire connoître, qu'on pourroit trouver des temperamens capables de concilier la satisfaction avec la mienne, ont été inutiles: Qu'il en a rejeté toutes les Propositions avec hauteur, faisant même entendre par tout, que votre entremise, ni celle du Marquis de Lavardin, ne pouvoient jamais luy estre agréables.

Que c'est ce qui m'a enfin obligé, pour lever tous les obstacles qui pouvoient l'embarasser, de luy depes-

cher secrettement un Homme de confiance; auquel j'avois donné une Lettre de ma main en creance pour Sa Sainteté.

Qu'il s'est d'abord adressé à Cafoni, & ensuite au Cardinal Cibo, auquel il a fait voir ma Lettre, en sorte que le Pape n'a pu ignorer, que j'avois choisi pour l'informer de mes plus secretes intentions; sans vous en rien communiquer, ni à mon Ambassadeur. Que cependant toutes les diligences qu'il a pu faire n'ont servi qu'à luy faire donner une exclusion formelle, avec plus d'indignité, que s'il eust été envoyé par le moindre Prince de la Chrestienté. Que le des-plaisir de s'en revenir sans avoir exécuté mes Ordres l'avoit enfin obligé de se decouvrir à vous & au Marquis de Lavardin; mais que toutes vos Remontrances par écrit & de vive voix à Sa Sainteté, sur le blâme qu'elle s'attribueroit dans toute la Chrestienté, du refus si injurieux d'une Personne de confiance autorisée d'une Lettre de ma propre main, avec Ordre de ne s'expliquer qu'à Sa Sainteté même, sans l'interposition d'aucun Ministre, n'avoient pu rien obtenir, qu'une espeece de menace de le porter bientôt à de plus grandes extremitez.

Que cependant, non seulement je n'ay jamais refusé d'entendre le Nonce de Sa Sainteté, lors qu'il a eu quelque chose à me représenter de sa part, mais même que pour marquer encore davantage mon zele & ma veneration pour le Saint Siege, je vouls bien donner plusieurs Audiences secretes dans mon Cabinet, au nommé Carlo Caveri Prestre Napolitain, du moment qu'il m'eust fait entendre qu'il avoit une Million secreete de Sa Sainteté, & qu'elle l'avoit chargé de faire des propositions tres importantes, qui pouvoient rétablir une parfaite Intelligence entre nous, quoy qu'il n'eut en effet aucune autre marque de la confiance du Pape, que quelques Lettres de Dom Livio son Neveu, & que je luy eusse assez fait connoître, que s'il me faisoit voir un mot de Sa Sainteté qui l'autorisât, je l'écouterois toutes les fois qu'il le desireroit. Je laisse au Pape à faire la comparaison de ce traitement, à celui qu'il a fait à mon Envoyé, reconnu par ses Ministres, & par Sa Sainteté même, sur les assurances que le Cardinal Cibo luy en a du donner, & que vous luy avez confirmées.

Je suis bien persuadé, qu'il n'y auroit point d'ennemy déclaré de ma Couronne, qui refusât d'écouter celui qui luy porteroit une Lettre de ma main; & m'aurait aussi qu'il n'y a point eu de Pape, & qu'il n'y en aura jamais qui se porte à une extremité si peu convenable à la qualité de Pere commun.

Mais on peut dire, que Sa Sainteté a fait paroître sa haine personnelle contre ma Couronne, & sa partialité pour la Maison d'Autriche, encore plus ouvertement, dans tout ce qui s'est passé touchant la Postulation du Cardinal de Furstenberg à la Coadjutorerie, & ensuite à l'Électorat de Cologne.

On n'auroit pas pu croire, qu'un Doien du Chapitre, qui en a si long-tems administré les plus importantes affaires avec toute la Sagesse & la bonne Conduite qui luy ont acquis l'estime de ses Confreres, qui a été postulé à la Coadjutorerie, du consentement, tant du feu Electeur, que de tous les Chanoines, & qui est de plus honore de la Dignité de Cardinal, n'ait pu obtenir la Confirmation du même Pape qui l'en a revêtu.

Sa Sainteté auroit par ce moi le repos de toute l'Europe, & ne donnoit aucun juste sujet de plainte à ceux qui sont les plus opposés à l'élevation dudit Cardinal, elle n'auroit pas même eu besoin de se servir des grâces, dont la divine Providence l'a rendu le Dispensateur; il suffisoit seulement de luy accorder la permission de se démettre de l'Evêché de Strasbourg, & il n'auroit eu besoin ni de Bref d'Eligibilité, ni de Faveur, ni de Recommandation. Cependant Sa Sainteté ne s'est pas contentée de luy refuser cette Justice; mais on peut dire qu'entrant avec élevation dans tous les Interests de la Maison d'Autriche, Elle s'est dépouillée tout d'un coup de cette rigidité qui luy avoit donné jusqu'alors un si grand éloignement pour toutes les Grâces, & Elle en a fait une profusion si extraordinaire, en faveur d'un jeune Prince, âgé seulement de dix-sept ans, qu'il ne faut que lire le Bref qu'elle luy a accordé, pour voir qu'il ne peut avoir été dicté que par ceux qui ne reconnoissent aucune règle que celle qui convient à leurs passions & à leurs Interests, & non pas par un Pape qui s'est toujours

ANNO
1688.

ANNO fait un scrupule de Conscience d'accorder la moindre
1688. Grâce à mes prières.

C'est cependant ce Bref qui a donné la force & le mouvement à toutes les intrigues, Cabales, Corruptions & Injures, dont le Comte de Kaunitz s'est servy pour gagner trois ou quatre voix, & troubler l'Union du Chapitre qui avoit paru dans la Postulation dudit Cardinal à la Coadjutorerie; ce qui n'a pas empêché néanmoins, que la plus grande & la plus considérable partie ne le soit déclarée en faveur dudit Cardinal, & ne l'ait proclamé.

C'est enfin cette conduite du Pape, & tout ce que je viens de vous écrire, qui porte les affaires de l'Europe à une Guerre générale, qui donne au Prince d'Orange la hardiesse de faire tout ce qui peut marquer un oiseau formé d'aller attaquer le Roy d'Angleterre dans son propre Royaume, de prendre pour prétexte d'une entreprise si hardie le maintien de la Religion Protestante, ou plutôt l'extirpation de la Catholique, & le renversement entier de la Monarchie: Qui donne à ses Emisaires & aux Ecrivains de Hollande l'insolence de traiter de supposition la Naissance du Prince de Galles, d'exécier les Sujets du Roy de la Grande Bretagne à la revolte & se prevaloir de la nécessité où me mettent la partialité du Pape & les violences de la Cour de Vienne contre le Cardinal de Furtemberg, & la plus saine partie du Chapitre de Cologne, à faire avancer mes Troupes pour leur donner tout le Secours & la Protection dont ils peuvent avoir besoin pour se maintenir dans leurs Droits & dans leurs Libertés.

Sa Sainteté peut bien croire aussi, que quelque attachement que j'aye, & que j'auray toujours pour le saint Siege, je ne puis plus m'empêcher de séparer la Qualité de Chef de l'Eglise, de celle d'un Prince temporel, qui éprouve ouvertement les Intérêts des Ennemis de ma Couronne: Que l'obligation qu'elle m'impose, ne me permet plus d'attendre de si part aucune Justice sur les différends qui me regardent: Que je ne puis plus le reconnoître pour Médiateur des contestations qu'a fait naître la Succession Palatine entre ma Belle-sœur & la Maison de Neubourg: Que je sçay bien faire rendre à cette Princeesse la Justice qui lui est due, par les moyens que Dieu m'a mis en main contre les violentes usurpations de l'Electeur Palatin: Que d'ailleurs je ne pretens pas laisser plus longtemps le Duc de Parme mon Allié, dépouillé de ses Etats de Castro & de Ronciglione, dans lesquels il doit estre relégué, en exécution de l'Article premier du Traité de Pié, dont je suis Garant. Ainsi je veux, que pour ne haïr à Sa Sainteté aucun lieu de douter de la résolution qu'elle m'a obligé de prendre, vous luy demandiez en mon nom, qu'elle fasse incessamment remettre ledit Duc de Parme en possession de ses Etats de Castro & de Ronciglione, comme il est stipulé par ledit premier Article, luy déclarant qu'au moindre retardement qu'elle y apportera, je feray entrer mes Troupes en Italie, pour y demeurer, jusqu'à ce que ce Prince mon Allié soit rentré dans la jouissance de sesdits Etats; & que je me mettray dans le même temps en possession de la Ville d'Avignon, soit pour la rendre à Sa Sainteté, après l'entière exécution du Traité de Pié, ou pour la retenir, & donner audit Duc de Parme le prix pour lequel elle a esté engagée, en déduction des Intérêts & des Domaines qu'il pourroit souffrir d'une plus longue privation de sesdits Etats.

Que je continuaye cependant à donner au Cardinal de Furtemberg & au Chapitre de Cologne, toute la protection dont ils pourroient avoir besoin pour la maintenance de leurs Droits, sans refuser à ma Belle-sœur le Secours qui luy sera nécessaire pour le recouvrement de ce qui luy appartient de la Succession des Electeurs Palatins ses Père & Frere.

Je m'assure que tous les Princes & Etats de la Chrestienté, qui considereront sans passion la conduite que le Pape a tenue envers moy depuis son élévation au Pontificat, & qui connoîtront d'ailleurs les soins & les empressements que j'ay toujours eus à rechercher son Amié, tout ce que j'ay fait pour le bien & l'avantage de nostre Religion, mon attachement sincère & ma veneration pour le saint Siege, mon application à maintenir le repos de l'Europe, sans me prevaloir des conjonctures favorables & de la Puissance que Dieu m'a mise en main, s'étonneront plutôt que j'aye souffert tant d'Injures & de mauvais traitements de la Cour

TOM. VII. PART. II.

de Rome, & que j'aye laissé en même temps agrandir l'Empereur contre toutes les règles d'une bonne Politique, que de la juste protection que je suis resolu de donner à des Princes & à un Chapitre, que le Pape & l'Empereur veulent dépouiller de leurs possessions & de leurs Droits, contre toute Justice, & seulement à cause qu'ils les croyent reconnoissans des marques qu'ils ont toujours reçues de mon estime & de mon affection. Je suis même persuadé que si le Pape fait de seneuses reflexions sur ce que je vous écris, il tombera d'accord en lui même, que ma Patience ne pouvoit aller plus loin sans blesser ma reputation, & qu'il ne doit imputer qu'à sa partialité, & aux conseils que lui ont donné les Ennemis de ma Couronne, tous les malheurs que peut causer la nécessité où il me met de faire passer des Troupes en Italie, & de maintenir les Droits & les Libertés du Chapitre de Cologne.

Mais parce que je n'ay pas lieu d'espérer que ce que je vous écris fasse changer de sentiment au Pape, je vous ordonne de voir après vostre Audience chacun des Cardinaux, & de leur laisser copie de ma Lettre, afin qu'ils fassent aussi leurs reflexions sur les Suites d'une Affaire si importante, & à laquelle le sacré College a un si notable intérêt. Sur ce je prie Dieu qu'il vous ait, mon Cousin, en sa sainte & digne garde. Ecrit à Versailles le 6. Septembre 1688.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas,

COLBERT.

XCIII.

Conventio inter CAROLUM XI. Regem Sueciae, 12. Sept. & Praepotentes Ordines Generales UNITATIS-BELGII, de & pro sex Legionibus Militum à Sua Majestate praefatis Ordinibus mittendis. Holmiae die 12. Septembris 1688. [Copie manuscrite communiquée par un des Colonels Suedois. Elle étoit aussi dans la premiere Edition du Grand Recueil de Hollande Tom. IV. pag. 759. mais moins exactement.]

SACRAE REGIAE MAJESTATIS SUECIAE Nos infrascripti Senatores Aulique Cancellarius, Celsorum quorumque Praepotentium Dominorum Ordinum Generalium Federati Belgii, Ego infra scriptus Minister, in Aula Regiae Majestatis Suae Revidens, declaramus testatumque facimus, nos vigore acceptorum Mandatorum, de certo numero Militum à parte SACRAE REGIAE MAJESTATIS supra dictis Dominis Ordinibus Generalibus concedendo ita optime & convenisse, prout sequentibus Conditionum Articulis cautum & expressum est.

I. SACRA REGIA MAJESTAS SUECIAE promittit & recipit, se praebiturum Celsitudini Dom. Ordinum Generalium Federati Belgii sex Legiones pedestris Militiae, quarum singulae duodecim Centuriis (vulgo Compagnies) unaqueque autem Centuria octoginta quatuor Capitibus, connumeratis Gregariis & Officialibus, constabunt. Ita ut dictae sex Legiones, comprehensis Ordinariis Officialibus tam qui ad Legiones quam qui ad Centurias pertinent, à REGIA MAJESTATE constitutis, numerum sexies mille quingenta octo hominum impliant. Ex hoc numero SACRA REGIA MAJESTAS sibi curabit Gothoburgi in Suecia mille infra quindecim dies à requisitione, post peractam hujus Conventionis Ratificationem facta. Deinceps Stadæ vel ad optionem Dominorum Ordinum Generalium Caroloburgi in Ducatu Bremensi aut mille quingenta intra menis spatium, reliquos autem intra sex Septimanas in Pomerania, ut sic locis & temporibus praefinitis à parte Dominorum Ordinum Generalium recipi queant.

II. Vicissim pondent & recipiunt Domini Ordines Generales, sese hac Conventionis ratificationem, concessum Hamburgi soluturos cui REGIA MAJESTAS hoc Negotium commiserit, summam centies & octies mille octingentorum sexaginta quatuor Thalerorum uncialium live Imperialium in specie huius banco, computantes

ANNO in singula Capita tñm Officialium quàm Gregariorum
1688. octodecim Imperiales.

III. Ab eo tempore dieque quo dicta Militia exit
servitio Regiæ Majestatis, transibit & recipitur eadem
in servitium Sacramentum & Sèpèndia Dominorum
Ordinum Generalium, quæ Sèpèndia ab eodem Men-
sis die numerabuntur.

IV. Fiet etiam Impositio in Naves & Transveſtio
in Belgium cura & impensis Dominorum Ordinum
Generalium, qui hinc Militiæ Hospitationibus, Sullen-
tationibus & Sèpèndiis adeoque omnibus necessariis,
solitiis &e promptitudine providebunt, eoque loco
eam habebunt tractantque domi militiæque, prout
reliquit fœz Militiæ, tali præferunt cujus conservatio
imprimis ei cordi est, providere sòlent, sub quibus
emolumentis liberum quoque Religionis exercitium
comprehenditur.

V. Conveniunt præterea est, ut quando Domini
Ordines Generales hoc Milite amplius opus non ha-
bent, eum Sacra Regiæ Majestati vicissim offerre & si
Sacra Regiæ Majestas eum recipere vellet, ita habitum
& munus restitueret teneantur, qualem acceptant.

VI. Quod si in casu restitutionis numerus deficiat,
supplebunt Domini Ordines Generales defectum octo-
decim Thaleris Imperialibus in specie sive banco in
singula Capita numeratis.

VII. Si verò Regiæ Majestas declaraverit, se hoc
Milite opus non habere, tum Domini Ordines Ge-
nerales honesta dimissione sùlvoque conductu eidem
proficiant, neminem autem ex hæc, sive Officialibus
sive Gregariis vel remittent vel exaudorabunt, nisi si-
pèndiis plene solutis, tenebunturque tres menses ante-
quam ad exactionales & dimissiones procedunt, cer-
tiorum de ea re Sacram Majestatem facere, quo tempus
habet animum suum declarandi: post dictos autem
menses si responsum nullum allatum, vel si repetitioni
renunciatum à parte Sacrae Majestatis fuerit, liberum
erit dictam Militiam Sacramento absolvere & dimi-
tere.

VIII. Gaudebunt hujus Militiæ Officiales tñm in-
ferioris quàm superioris Ordinis quodcumque in Pa-
triam reducerent fuerint, in omnibus Locis Sacrae Regiæ
Majestatis subiectis, omnibus Gradibus Munerum &
Titulorum prætergravis, quas vel nunc possident vel
deinde in hac expeditione acquirere poterunt.

IX. Rathabatur hæc Conventio intra mensis spa-
tium, ita utque à Ratificatione significabunt Sacrae Re-
giæ Majestati Domini Ordines Generales, quo tempore
Commissariis & Naves ad supra nominata Loca tran-
smittere velint, eum in finem, ut que Articulo primo
promissum sunt, in tempore expediri possint.

In quorum fidem hujus Conventions bina Instru-
menta confecimus, que nominum nostrorum Subscrip-
tione Sigillorumque appositione firmavimus. Actum
Holmæ die 12. Septembris 1688.

BENEDICTUS ERICUS LIND-
OXENSTIERNA. SCHOLD.

(L.S.) (L.S.)

NICOLAUS
GYLDEN-
STOLPE.
(L.S.)

C.C. Rumpf.

Rathabatur ab Ordinibus
Generalibus Dñi Octob.
1688.

Signature
DE WEEDE.
F. FAGEL.

XCIV.

LA
FRANCE
ET
L'EMPI-
RE.

(1) *Memoire des Raisons, qui ont obligé le Roy de
France Louis XIV. à reprendre les Armes
& qui doivent persuader tous la Chrétienté des
sincères Intentions de Sa Majesté, pour l'affermis-
sement de la tranquillité publique, à Versailles le
24. Septembre 1688. [Feuille volante imprimee,
& FREDER. LEONARD. Tom. VI.]*

(2) Cest le titre qui fut donné à ce Manifeste à la reserve des
mots de, de France Louis XIV. qu'on y a ajoûté afin qu'on sût qui
parloit.

Ceux qui examineront sans passion & sans aucun
Anno
1688.
intérêt que celui du bien public, la
conduite que Sa Majesté a tenue depuis le
commencement de la Guerre de Hongrie jusqu'à pré-
sent, auront une juste raison de s'étonner, qu'ayant
tousjours été bien averti du dessein que l'Empereur
a formé depuis long-tems d'attaquer la France, aus-
sitôt qu'il aura fait la Paix avec les Turcs; & que bien
loin de se servir des promesses que les régies d'une
bonne Politique lui pouvoient suggerer, pour em-
pêcher l'agrandissement de ce Prince, elle ait même
voulu sacrifier au bien de la Paix les justes sujets
qu'on lui a si souvent donnez d'employer les forces
que Dieu lui a mises en main, tant pour aller à la
Cour de Vienne les moyens de lui nuire, que pour
arrêter le cours des injustes & des violentes usurpa-
tions de l'Electeur Palatin: Faire rendre à Madame,
Belle-Sœur de Sa Majesté, ce qui lui doit appartenir
de la Succession de ses Pere & Frere, & diliger de
bonne heure toutes les Lignes & les préparatifs de
Guerre, qui l'ont enfin forcé de porter les Armes
sur les bords du Rhin, & d'attaquer les Places qui
pouvoient donner le plus de facilité à l'Empereur de
recommencer & de soutenir la Guerre contre la
France.

Tout le monde convient aujourd'hui, que le trop
sincere desir que Sa Majesté avoit d'empêcher qu'il
n'arrivât rien qui fût capable de troubler le repos de
la Chrétienté, & les preuves convaincantes qu'elle
a donné de ses bonnes Intentions ont beaucoup con-
tribué à tous les succès de mécontentements qui ont
enfin lassé sa patience.

On a vu que dans le temps qu'elle pouvoit se pre-
valoir de l'embarras que donnoit à l'Empereur la Guerre
d'Hongrie, pour obliger la Cour de Vienne & l'Empire
à lui céder par un Traité définitif, tous les Lieux
qui avoient été réunis à la Couronne, en consequence
des Traitez de Munster & de Nimègue, & faire
cesser par ce moyen tous sujets de mes-intelligence
entre Elle & l'Empire, elle avoit mieux aimé acquies-
cer à un Traité de Trêve ou de Suspension, que
detourner par ses Armes les Princes & Etats de l'Em-
pire de donner à l'Empereur les Secours dont il avoit
besoin, pour repousser toutes les Forces de l'Empire
Ottoman; & que Sa Majesté suivant les mouvemens
de sa Piété & sa Generosité, avoit préféré l'intérêt gé-
neral de la Chrétienté, au bien de la Couronne, se
contentant d'obtenir provisionnellement ce que la Pru-
dence vouloit qu'elle demandât pour tousjours.

On avoit assez remarqué, qu'à peine ce Traité de
Trêve fut ratifié de part & d'autre, que Sa Majesté
voulut bien encore donner de nouvelles marques de
sa moderation; & que qu'elle eût appris, que les
Ministres Impériaux employoient tous leurs soins &
tous leurs efforts dans la plupart des Cours d'Alle-
magne, pour porter les Princes & Etats de l'Empire
à entrer dans de nouvelles Lignes contre la France:
Que par le Traité fait à Aushbourg, ils avoient engagé
un nombre considerable de Princes & d'Etats à
soutenir cette Association; Que dans l'Assemblée de
Nuremberg on s'étoit servi de toutes sortes d'Artifices
& de Suppositions, pour faire entrer dans cette même
Ligue ceux qui étoient retenus par la consideration
des malheurs que pourroit causer une nouvelle Guerre,
& par l'avantage que tout l'Empire trouvoit dans le
maintien d'une bonne Intelligence avec Sa Majesté;
& qu'enfin les Ministres de la Maison d'Autriche
s'étoient clairement expliqués en plusieurs endroits,
que la Guerre de Hongrie ne seroit pas plutôt finie,
que l'Empereur tourneroit ses Armes vers le Rhin,
& que le Traité de Trêve ne seroit pas capable d'ar-
rêter ses desseins: Neanmoins tous ces pressans mo-
tifs, qui devoient obliger dès lors Sa Majesté de por-
ter plutôt la Guerre dans les Pays & les Etats de
ce Prince, que de l'attendre dans son Royaume,
avoient encore cédé au desir empressé qu'elle a tous-
jours eu de faire tout ce qui pouvoit dépendre d'Elle
pour le maintien de la Paix; & Elle n'avoit point
pris d'autres precautions pour garantir ses Etats de
tout le mal qu'on le préparoit à leur faire, que de
bien fortifier les Lieux de ses Frontières qui pouvoient
arrêter les entreprises de ses Ennemis.

Tant de preuves de la sincérité de ses Intentions
avoient fait oublier à la Cour de Vienne, que toutes
les fois qu'on a contraint Sa Majesté de prendre les
Armes,

ANNO 1688. Armes, il a plu à Dieu de faire voir la Justice de sa cause, par les bons succès qu'elles ont eu. On s'est imaginé qu'elle préféreroit d'oresnavant la douceur du repos aux fous indispensables qu'elle est obligée de prendre pour la conservation de ses Etats; & l'espérance de trouver de grands avantages dans un renouvellement de Guerre, a porté la Cour de Vienne à rejeter avec hauteur les insinuations, & même des Ministres du Pape, qui croyoient, avec raison, qu'il n'y avoit pas de moyen plus prompt, plus facile & plus nécessaire pour établir une bonne Union & Concorde entre tous les Princes & Etats Chrétiens, que de faire un Traité de Paix sur le même pied que celui de Trêve, sans rentrer dans des difficultés si souvent débattues, & qui ne peuvent plus être soutenues que pour exciter de nouvelles aigreurs & de nouveaux Troubles.

Mais quand même toutes ces démarches n'auroient pas été suffisantes, pour faire voir clairement à sa Majesté la résolution que la Cour de Vienne a prise de recommencer la Guerre contre la France, en pourroit-on douter, après toutes les preuves qu'elle en a donné, tant au sujet de la Succession Palatine, qu'à l'occasion de la Pollution qui a été faite du Cardinal de Furstemberg, premièrement à la Coadjutorerie, & depuis à l'Electorat de Cologne?

Personne n'ignore le Droit incontestable qui appartient à Madame, Belle-sœur de Sa Majesté, sur la Succession de l'Electeur Palatin Charles son Frere; on fait que tous les Meubles, Biens allodiaux, & Fiefs Hereditaires lui sont acquis, comme à l'unique Héritière de ses Pere & Frere; & quoique Sa Majesté soit assez portée par l'affection qu'elle a pour cette Princesse, à lui donner toute la protection dont elle avoit besoin, pour se mettre en possession des Biens meubles & immeubles de cette Succession, néanmoins les mêmes considérations qui avoient empêché Sa Majesté de faire aucun mouvement qui pût retarder la prospérité des Armes Impériales en Hongrie, l'avoient encore obligé de prêter l'Arbitrage du Pape, quoique déjà déclaré partial contre la France, aux moyens plus clairs & plus prompts qu'elle avoit en main, de faire rendre à Madame, sa Belle-sœur, la Justice qui lui est due, & bien que cet Arbitrage ne fût être sujet qu'à Monsieur, Frere unique de Sa Majesté, néanmoins il a bien voulu y donner les mains, en sorte qu'il n'y a tenu qu'à l'Electeur Palatin de terminer tous ces différends par la décision du Pape; mais quoy qu'il y ait une infinité d'exemples de semblables contestations entre les Princes & Etats de l'Empire, remises au jugement des Puissances qui n'en dependent point, cet Electeur qui a toujours travaillé à fomentier la Guerre entre la France & l'Empire, ne se contentant pas de vouloir envahir pour sa Maison les Electorats & les Dignitez Ecclesiastiques, qu'il s'efforce d'obtenir en toutes occasions par les voyes les plus violentes & les plus contraires aux Regles de l'Eglise & aux Loix & Constitutions de l'Empire, a rejeté l'Arbitrage du Pape sur cette affaire, & s'est non seulement emparé des Terres inéparablément attachées à la Dignité Electorale; mais même il s'est encore fait sans aucune forme de Justice de tous les engagements, Biens allodiaux, Fiefs Hereditaires, & généralement de tout ce qui appartient légitimement à Madame, Belle-sœur de Sa Majesté, à la réserve de quelques Meubles, qu'il a bien voulu abandonner, pour colorer son injustice manifeste, & flatter la bonne foy de Monsieur, Frere unique de Sa Majesté, de l'espérance d'une plus grande Restitution.

Mais comme il a bien reconnu, qu'il ne pourroit pas soutenir long-temps son injuste usurpation contre la protection que Sa Majesté se sent obligée de donner au bon Droit de Monsieur, son Frere unique, & de Madame, sa Belle-sœur, il s'est bien omis de ce qu'il a cru capable d'exécuter entre la France & l'Empire, une Guerre qu'il a considérée comme un moyen de retenir impunément dans la confusion & le desordre qu'elle porte avec elle, des Biens qui ne lui peuvent jamais appartenir légitimement, tant que Madame, ou ses Descendants subsisteront. C'est dans cette vue, que pendant que Sa Majesté apportoit le plus de soin à leur tous précieuses à la Cour de Vienne, de finir la Guerre de Hongrie, & que la Décadence de l'Empire Ottoman faisoit encore éléver à l'Empereur de plus grandes prospérités, cet Electeur a redoublé ses efforts pour obliger la Cour de Vienne à faire la Paix avec

TOM. VII. PART. II.

les Turcs, & porter la Guerre vers le Rhin. Sa Majesté n'a pas ignoré tous les mouvements qu'il s'est donné pour cet effet, les Lignes qu'il a formées; & enfin la Résolution qu'il a fait prendre de conclure au plutôt un Accommodement avec l'Ennemi de la Chrétienté, pour arrêter la France, & surprendre la Vigilance de Sa Majesté.

Il est vrai que l'Archevêché de Cologne demeurant au pouvoir d'un Prince aussi bien intentionné que l'estoit le feu Electeur, pour le maintien de la Tranquillité publique, il faisoit être un si grand obstacle à de nouveaux Troubles: le seul expédient estoit de lui donner de gré ou de force un Coadjuteur entièrement dévoué aux Intérêts de la Maison d'Autriche, & il n'en pouvoit trouver aucun, dont il fut plus assuré pour l'exécution de ce dessein & l'agrandissement de la Maison, qu'un des Princes ses enfants. On peut dire aussi, qu'il n'y a rien qu'il n'ait mis en pratique pour y réussir. Mais comme ses offes & ses Promesses, appuyées de la présence du Duc de Juliers, n'ont pas eu l'effet qu'il en attendoit; les menaces dont il s'est servi contre les Chanoines, & contre l'Electeur même, ont été si violentes & si outrées, qu'elles lui ont attiré l'indignation de ses uns & des autres; & de vingt-quatre voix dont le Chapitre est composé, elles ont été déterminées à pousser le Cardinal de Furstemberg à la Coadjutorerie de l'Archevêché de Cologne, le jugeant avec raison d'autant plus capable de le bien gouverner, qu'outré l'expérience qu'il y a acquise pendant la longue Administration que le feu Electeur lui en avoit confiée; sa Dignité de Doyen, son âge, & ses bonnes Qualités personnelles, le font estimer & aimer de tous ceux du Chapitre qui ne sont point obligés de faciliter leurs inclinations à d'autres Intérêts qu'à celui de leur Eglise.

Dependant cette Pollution si canonique n'a pas été capable de renverser les Projets de l'Electeur Palatin. La partialité du Pape, trop déclarée pour la Maison d'Autriche, lui a donné de nouvelles espérances; & l'impossibilité de réussir pour un de ses fils, lui a fait concevoir un dessein beaucoup plus avantageux pour sa Maison. Il a cru qu'il ne falloit pas attendre, que le Cardinal de Furstemberg parvint à cet Archevêché, & suivant les mouvements de son affection pour la Maison de Bavière, pût faire agréer au Chapitre le Prince Clement pour son Coadjuteur, lorsqu'il auroit l'âge indispensable requis par les Canons. Rien n'estoit plus contraire aux Intérêts de cet Electeur, & il n'avoit garde de souffrir, que l'Electeur de Bavière fut relevable à la Recommandation de Sa Majesté & à l'inclination dudit Cardinal, du retour de cet Electorat dans sa Maison. Mais pour rompre toutes ces mesures & assurer pour ses Enfants, ou l'Electorat de Cologne, ou celui de Bavière, il a estimé qu'il n'y avoit pas de meilleur moyen, que de profiter de la mauvaise disposition du Pape envers Sa Majesté, & de son attachement à la Maison d'Autriche; premièrement, pour empêcher que la Pollution dudit Cardinal de Furstemberg à la Coadjutorerie, n'auroit pas reçu la moindre difficulté sous un Pontificat moins passionné contre la France, ne fut confirmée; & en second lieu, lui donner pour Concurrent ce même Prince, que ledit Cardinal avoit dessein d'obliger si sensiblement.

Il est vrai qu'il n'y a aucune Personne raisonnable, instruite des Principes de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, qui eût pu s'imaginer, que malgré tout ce que les Conciles Œcumeniques, & en dernier lieu le Concile de Trente, ont statué touchant l'âge, la Science, & les Qualitez requises & nécessaires à un Evêque, le Pape qui avoit témoigné par le passé tant d'éloignement pour toutes les grâces, pût se porter à déclarer capable d'être élu à l'Archevêché de Cologne, un jeune Prince de dix-sept ans, & qui n'en est pas même Chanoine. Mais il faut avouer que ce renversement de la Discipline Ecclesiastique est bien moins avantageux à la Maison de Bavière, qu'à celle d'Autriche, & à l'Electeur Palatin; car si ce Projet réussissoit en faveur du Prince Clement, ou il ne seroit que le Dépositaire de l'Electorat de Cologne, pour le faire passer à un Prince de Neubourg, ou s'il le vouloit retenir pour lui-même, avant qu'il ait plu à Dieu de donner des Enfants à l'Electeur son Frere, & dans le temps qu'il expose si souvent sa vie pour le service de l'Empereur, il succéderoit à l'Electeur Palatin la Succession aux Etats de Bavière: & à la

Y 2 Couf

ANNO 1688.

ANNO

1688.

Cour de Vienne l'extinction d'une Maison qui lui a toujours donné une forte jalousie, & que le Merite de l'Electeur qui regne à present ne diminuera pas.

Voilà le véritable motif de ce Bref concerté entre le Pape, les Ministres de la Maison d'Autriche, & ceux de l'Electeur Palatin; & comme ils ont bien jugé, que Sa Majesté ne souffrirait pas le Cardinal de Furstemberg, postulé canoniquement à l'Archevêché de Cologne, en fut depouillé: en haine de l'application qu'il a toujours donnée au maintien d'une bonne Intelligence entre Sa Majesté & l'Empire, ny que la plus considerable partie du Chapitre qui lui a donné ses suffrages fut privée de ses Droits par la force & la violence; ils se sont enfin determinez à faire la Paix avec le Turc, pour la rompre en même temps avec la France.

Mais si Sa Majesté a beaucoup de sujet de se plaindre d'un procédé si contraire à la bonne foy avec laquelle Elle a toujours agi, pendant les plus grandes prosperitez des Armées Imperiales en Hongrie, & aux soins qu'Elle a pris d'empêcher, qu'il n'arrivât rien dans toute l'Europe qui en put arrêter le cours. Il n'y a personne, quelque passionné qu'elle puisse être contre la France, qui ne doive avouer, que tout ce qui s'est fait depuis l'obtention de ce Bref d'Eligibilité, tant par les Ministres Imperiaux, que par ceux de l'Electeur Palatin, a dû achever de laisser la patience du Roy, & lui oter tout sujet de douter de la ferme resolution que l'Empereur a prise de lui declarer la Guerre incessamment.

C'est dans ce dessein que la Cour de Vienne a crû n'être plus obligée à garder aucunes mesures, & qu'encore que le Concordat Germanique, les Constitutions de l'Empire, & le Traité de Munster doivent rendre inviolable la liberté des Elections dans les Chapitres d'Allemagne; & que l'Article 23. du Traité de Nimègue ait dû faire cesser les Injures & les Injustices des Ministres de la Cour de Vienne, contre le Cardinal de Furstemberg; néanmoins le Comte de Kaunitz, voyant bien que ny les promesses ny les menaces n'étoient pas capables d'y branler une assez considerable partie du Chapitre de Cologne, pour faire quelque opposition à l'élevation du Cardinal de Furstemberg, & qu'il n'y avoit que ceux qui par leurs Charges & leurs Emplois étoient indispensablement obligés à suivre les mouvemens de la Cour de Vienne, qui ne voulaient pas concourir à sa Postulation, tous les autres étant pleinement persuadez, qu'ils ne pouvoient faire un plus digne choix, que de la Personne dudit Cardinal, non seulement pour le bien & l'avantage de l'Archevêché, mais aussi pour l'affermissement du repos de l'Empire, il n'y a point eu d'Injures, d'Investitures, & de calomnies, dont ce Ministre n'ait chargé ledit Cardinal, jusqu'à lui donner une exclusion formelle de la part de l'Empereur, & menacer le Chapitre de lui oter ses Privileges; enfin on peut dire, que le mépris & l'infraction manifeste des Traitez de Paix ont paru aussi clairement dans le Discours adressé au Chapitre de Cologne par ledit Comte de Kaunitz, que la moderation dudit Cardinal & son zele pour le maintien de la Tranquillité publique dans la réponse qu'il y a faite.

Mais comme toutes ces violences des Ministres de la Maison d'Autriche n'ont pas été capables d'empêcher, que la plus grande & la plus considerable partie du Chapitre de Cologne ne soit demeurée inseparablement unie avec le Cardinal de Furstemberg, pour maintenir conjointement avec lui les Droits & les Libertez de leur Eglise, la Cour de Vienne fait ses diligences pour assembler les Troupes de la plupart des Princes Protestans aux environs de cet Archevêché, afin de les employer à faire executer conjointement les Brefs qu'elle se flatte d'obtenir de la Cour de Rome contre la disposition des Canons, des Traitez & des Constitutions de l'Empire, & elle ne se soucie pas que l'Archevêché de Cologne soit entièrement desolé, & la Religion Catholique opprimée dans tous les Lieux qui en dépendent, pourveu qu'elle y trouve des moyens & des facilités d'attaquer la France, de soutenir la Guerre contre Sa Majesté aux dépens des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, de contraindre les premiers à deserer au Roy de Hongrie la Couronne de Roy des Romains, avant l'age indispensablement requis par ces mêmes Loix & Constitutions, & enfin d'assujettir toute l'Allemagne à l'Autorité despotique de la Maison d'Autriche, en éloignant de l'Alliance & de l'Amitié du Roy ceux

qui pourroient être les fermes Defendeurs des Droits & des Libertez de leur Patrie.

ANNO

1688.

Ces vertez sont parfaitement connus de Sa Majesté, & il n'y aura personne de bon sens, & bien informée de ce qui se passe dans l'Europe, qui puisse revoquer en doute la moindre circonstance de ce qui est avancé dans ce Memoire. Il seroit même assez inutile de rendre publiques toutes les autres preuves que Sa Majesté a eues de la resolution prise par la Maison d'Autriche, de lui faire incessamment la Guerre. Elle est bien persuadée, qu'à présent toutes celles qu'elle a données du trop grand desir qu'elle a toujours eu d'affermir la Tranquillité publique, tout le Monde avouera, qu'il eût été à souhaiter pour le bien general de la Chrestienté, que ceux qui croyent trouver leurs avantages à exciter de nouveaux Troubles, n'eussent pas eu si bonne opinion de la sincerité des Intentions de Sa Majesté, & que ce ne fût que par eux qu'on rejettera le blâme de la nécessité où l'on mife, de faire marcher ses Troupes, tant pour assiéger Philipsbourg, comme la Place la plus capable de faciliter à ses Ennemis l'entrée dans les Etats, que pour se mettre en possession de Kaiserlauter, jusques à ce que l'Electeur Palatin ait restitué à Madame, Belle-Sœur de Sa Majesté, ce qui lui doit appartenir de la Succession des Electeurs ses Pere & Frere.

Mais quelque succès qu'il plaise à Dieu de donner aux Armes de Sa Majesté, elle a toujours le même desir de faire de sa part tout ce qui pourra contribuer à l'affermissement de la Tranquillité publique: & pour cet effet elle declare, qu'il ne tiendra qu'à l'Empereur & à ses Adherans, de la rendre d'une perpetuelle durée: Sa Majesté voulant bien, que pour oster à l'avenir tout sujet de mes-intelligence entre elle & l'Empire, & ne plus laisser aucune semence de division & de renouvellement de Guerre, il soit fait un Traité de Paix définitif, aux mêmes conditions que celui de Treve, conclu & signé à Ratisbonne le 15. Aoust 1684. bien entendu que Sa Majesté ne pourra être troublée ny inquiétée en quelque maniere que ce soit, touchant les nouvelles Fortifications qu'elle a été obligée de faire pour la sûreté de ses Etats, tant à Huningue, qu'au Fort Louis du Rhin.

Et comme elle n'a pas entrepris le Siege de Philipsbourg pour s'ouvrir des moyens d'attaquer l'Empire, mais seulement pour fermer l'entrée de ses Etats à ceux qui voudroient exciter de nouveaux Troubles, Elle offre pour faciliter davantage le Traité de Paix, de faire demolir les Fortifications de ladite Ville de Philipsbourg, lors qu'Elle l'aura reduite à son obéissance, & la faire rendre à l'Evêque de Spire, pour en jouir de la même maniere que ses Predecesseurs ont fait avant que la Place fut fortifiée, sans en pouvoir rétablir les Fortifications.

Sa Majesté veut bien encore ajouter à ces offres une preuve plus considerable & plus convainquante du desir qu'elle a de rétablir une bonne Correspondance avec l'Empereur & l'Empire, & de la rendre d'une longue durée; & quoy que les dépenses extraordinaires qu'elle a faites pour rendre la Place de Fribourg impenable comme elle est à present, la doivent obliger à ne la détacher jamais de sa Couronne, néanmoins pour procurer une longue Paix à toute la Chrestienté, & pour faire voir qu'elle n'a pensé qu'à fermer son Royaume & non pas à se conserver des moyens de l'agrandir, Elle veut bien aussi faire demolir les Fortifications de cette importante Place, & la rendre à l'Empereur avec ses Dependances, à condition qu'elle ne pourra jamais être fortifiée.

Quant à l'Electorat de Cologne, Sa Majesté offre d'en retirer ses Troupes, aussitôt que le Pape, soit de son pur mouvement, ou à la priere de l'Empereur, aura confirmé la postulation du Cardinal de Furstemberg; & Elle s'emploiera volontiers, lors que ledit Cardinal sera dans la possible possession & jouissance dudit Electorat, à le faire entrer avec le Chapitre dans les temperans qui pourront être proposés pour la satisfaction du Prince Clement & de l'Electeur de Baviere, en sorte que le repos de cet Archevêché ne puisse être troublé ni à present ni à l'avenir.

Sa Majesté veut bien aussi, pour ne laisser aucun reste ni occasion de troubles, terminer incessamment les differens qui regardent la Succession Palatine, & Elle offre pour Monsieur, son Frere unique, & pour Madame sa Belle-Sœur, un desistement de toutes les Places, Terres & Pais, même des Meubles, des

Ca.

ANNO 1688. Canons, & de toutes les autres choses qui leur doivent encore être restituées, moyennant un Dédommagement en argent, suivant l'estimation qui en sera faite, au plus tard dans un an, par les Commissaires qui seront nommez à cet effet: & au cas qu'ils n'en puissent convenir dans ledit temps, Sa Majesté consent, que ce qui restera de différens soit terminé par l'Arbitrage du Roi d'Angleterre & de la République de Venise, sans qu'on en puisse venir de part ni d'autre à aucune voye de fait.

C'est à ces conditions, beaucoup plus avantageuses à l'Empereur & à l'Empire, qu'à Sa Majesté & à sa Couronne, que la Tranquillité publique peut être rétablie & assurée pour toujours, pourvu qu'elles soient acceptées dans le mois de Janvier prochain: A l'effet dequoy Sa Majesté est prête d'envoyer incessamment ses Plenipotentiaires à Ratisbonne. Mais après ce tems, Sa Majesté étant obligée de continuer des dépenses immenses, Elle ne prétend plus être tenue à ses offres; & en cas d'un plus long retardement, ou d'un refus de les accepter, elle proteste dès à présent de tous les malheurs que la Guerre pourra causer à la Chrétienté contre ceux qui l'ont forcée à reprendre les Armes, pour prévenir leurs mauvais desseins, & qui ne voudront pas profiter des expédients qu'elle propose, pour assurer incessamment une Paix durable. Fait à Versailles le 24. jour de Septembre 1688.

XCV.

13. OŒ. *Actes contenant les Protestations solennelles publiées au sujet des prétendus Nullités insusceptibles, faites en Cour de Rome, dans la Confirmation de l'Election du Sérénissime Prince JOSEPH CLEMENT Duc de Bavière, &c. Afin de les rendre notoires au Clergé & au Peuple de l'Archevêché de Cologne. Fait à Bonn au Palais Electoral le 13. d'Octobre 1688. [FREDERIC LEONARD. Tom. IV.]*

AU Nom de Dieu, Amen. A tous ceux qui verront, liront, ou entendront lire cet Acte, fait manifestement connu & notoire: Que l'année depuis la Naissance de notre Seigneur Jesus-Christ 1688. & la treizième du Pontificat de notre très-Saint Pere en Christ Innocent par la Divine Providence, Pape onzième de ce Nom; Indiction onzième, le troisième des Ides d'Octobre, ou le treizième du même mois, entre onze heures & midi: Sont personnellement comparus pardevant moy Notaire Apotolique & les Témoins après nommez: l'Eminentissime Seigneur Guillaume Egon, Cardinal de la Sainte Eglise Romaine, Landgrave de Furstemberg, postulé Archevêque & Prince Electeur de Cologne, &c. Et les autres Reverendissimes & Illustriusseigneurs Seigneurs, Prelats & Capitulaires de l'Eglise Metropolitaine de Cologne, au nombre de huit, lesquels tant en leur nom que des autres Seigneurs absents dont ils avoient procuration; ont fait une interactive Protestation qui a été auparavant lui publiquement en ma présence, & en celle des Témoins, reiterant leur Opposition de nullité, déclaration, & réformation des remèdes, suivant la force, exigence & teneur: Repetans une précédente Protestation qu'ils avoient déjà faite pardevant moy, ils y ont derechef adheré, protestant de nouveau & accusant de nullité, déclarant, & relevant les remèdes convenables, & faisant les autres choses qui sont contenues en cet Acte dans les termes suivans.

Monsieur le Notaire. Vous estes bien informé que l'Eminentissime Seigneur Cardinal Landgrave de Furstemberg qui a été depuis peu canoniquement postulé pour Archevêque & Prince Electeur de Cologne, & les autres Seigneurs, Prelats & Capitulaires de l'Eglise Metropolitaine de Cologne, faisant la plus grande & la plus saine partie du Chapitre & qui ont postulé son Eminence, ont protesté de la nullité insusceptible de toutes les choses en general & en particulier, qui sans qu'ils aient été cités, entendus, ni défendus, pourroient être à l'avenir ou auroient déjà été dites, ordonnées, résoluës, ou expédiées dans la Cour de Rome par notre Saint Pere le Pape, ou par la Sa-

crée Congregation Consistoriale, ou par d'autres Tribunaux, au sujet de l'Election prétendue & qui n'a jamais été faite, du Sérénissime Prince JOSEPH CLEMENT, Duc de Bavière: Ainsi qu'il est plus amplement déduit dans l'Acte ou Instrument qui en a été expédié, lequel a été par Vous Notaire dûment lignifié à l'Illustrissime Seigneur Nonce du Pape résident à Cologne, qui l'a retenu, & lequel a été envoyé à la Cour de Rome pour y être encore infirmé; dont la teneur s'ensuit; Sçavoir:

Au Nom de la Très-Sainte & individuelle Trinité. Qu'il soit notoire à tous ceux qui liront ou verront ce présent Acte public, que l'année de l'Incarnation du Verbe 1688. la treizième année nouvellement commencée de notre Très-Saint Pere & Seigneur en Jesus-Christ, Innocent, par la Divine Providence Pape XI. de ce nom, Indiction onzième, le neuvième des Calendes d'Octobre, qui est le 23. jour de Septembre stile nouveau, entre 11. heures & midi: en la présence de moy Notaire & des Témoins après nommez qui ont été appelés, exprés: Furent présents en leur personne, l'Eminentissime Seigneur Guillaume Egon Cardinal Landgrave de Furstemberg, &c. Doyen & postulé Archevêque & Electeur de Cologne; l'Illustrissime Seigneur Philippe Eward, Prince du Murbach, Comte de Louvenheim, Sous-Doyen, le plus ancien Diacre; l'Illustrissime Seigneur Herman Friedric Comte de Hohen Zollern abient pour les affaires de l'Eglise, & dont il a Procuration; l'Illustrissime Seigneur François Gobert, Comte d'Apremont & de Reckem, Evêque de Chœur, l'Illustrissime Seigneur François Adolphe Comte d'Oostfrise & de Rintberg Ecolatre, tant pour luy que pour l'Illustrissime Seigneur Alexandre Comte de Salm, le plus jeune Diacre abient, & dont il a procuration; l'Illustrissime Seigneur Ferdinand Rodolphe Comte de Furstemberg Meiskirchen, le plus ancien Diacre; le Tres-Haut Seigneur François Bernard Prince de Nassau, Prevost en qualité de Trésorier; l'Illustrissime Seigneur Charles Gobert Comte d'Apremont & de Reckem; l'Illustrissime Seigneur Ernest Dominique Comte de Manderfcheit & de Falckenstein; l'Illustrissime Seigneur Maximilien-Philippe Comte de Manderfcheit & de Falckenstein; le Reverendissime Seigneur Henry Merling le plus ancien Prêtre, le Reverendissime Seigneur Thomas de Quentell Official; le Reverendissime Seigneur Jean-Pierre de Quentell, grand Portefeuille ou Chancelier. Lesquels ainsi priens & assembles, firent premierement lire à haute voye une protestation solennelle, conçue dans les termes suivans. Monsieur le Notaire, l'Eminentissime Seigneur Cardinal Landgrave de Furstemberg, &c. qui a été depuis peu solennellement & canoniquement postulé pour Archevêque & Prince Electeur de Cologne, & les autres Seigneurs, Prelats & Capitulaires de l'Eglise Metropolitaine de Cologne, qui composent la plus grande & la plus saine partie du Chapitre, & qui ont fait ladite Postulation, ont appris avec beaucoup d'étonnement, par des Lettres écrites de la Cour de Rome & d'ailleurs, que Notre Saint Pere avoit renvoyé à la Congregation Consistoriale l'affaire qui concerne ladite Postulation, & la prétendue Election du Sérénissime Prince JOSEPH CLEMENT, Duc de Bavière, &c. Qu'on publie avoir été faite par quelques Capitulaires; que dans cette Congregation il avoit déjà fait traiter par les Eminentissimes Seigneurs Cardinaux & lesdits Seigneurs Prelats & Capitulaires aient été jusques icy, cités, entendus, ni défendus; & sans vouloir à l'avenir les citer, les entendre, ou les admettre à déduire & défendre leurs Droits, tant contre la prétendue Election, qu'en faveur de la Postulation. Mais comme on n'a jamais accoutumé, & que de Droit on ne doit confirmer de semblables prétendues Elections faites en discord, ni rejeter des Postulations Canoniques: qu'après que les Parties intercelées ont été suffisamment entendues, & que leurs Droits & leurs raisons ont été meurement & contradictoirement discutés & examinés en pleine Congregation, observant les formalitez convenables aux Congregations des Cardinaux, sur tout en des affaires d'une si grande importance, & prenant l'avis du saint Tribunal de la Rote, selon qu'il a toujours été & est encore inviolablement observé par les Papes & par la Cour de Rome; comme l'E-

ANNO 1688. minentissime Cardinal de Luca le témoigne dans sa Relation des Congrégations & des Tribunaux de la Cour de Rome, D'icours cinquième du Consistoire, nombre vingt-cinquième. Ainsi quoique l'Éminentissime Seigneur postulé & les Seigneurs Prelats & Capitulaires Postulans, à qui le Droit de faire une nouvelle Election Canonique appartient avec justice, au cas que la Postulation ne fut point admise, ne puissent pas se persuader, que la Sainteté veuille avec tant de précipitation & de nullité confirmer l'Election du Serenissime Prince JOSEPH CLEMENT, qu'on soupçonnerait n'avoir jamais été faite, & rejeter la Postulation; ni qu'Elle ait intention, au cas que la Postulation ne fut point admise, leur ôter, sans qu'ils aient été cités, entendus, ni défendus, le Droit de procéder à une nouvelle Election qui leur appartient suivant les Preuves rapportées sous la Lettre A. Toutefois afin qu'on ne puisse pas dire que l'Éminentissime Seigneur Postulé, & lesdits Seigneurs Prelats & Capitulaires aient expressément ou tacitement renoué au Droit de dire leurs raisons ou de défendre leur intérêt, ou à celui de faire une Election qui leur appartient de nouveau pour cette fois, au cas que la Postulation ne fut point admise, ou qu'ils aient approuvé le Procès fait ou à faire, sans qu'ils aient été cités, entendus ni défendus, ou enfin qu'ils se soient fait quelque préjudice en quelque manière que ce soit: Pour n'ômettre aucune précaution, même surabondante, & sans déroger au respect qu'ils doivent à Notre Saint Pere le Pape & au saint Siege Apostolique, ils protestent solennellement, & font de même leur déclaration de nullité, & protesteront & persisteront toujours dans leur dite déclaration, au nom d'eux douze présents & des autres absents, dont ils ont Procuration, devant voy Notaire, & devant les Témoins, de toutes les choses qui dans la Sacrée Congrégation consistoriale, ou ailleurs, ont justiques icy peut-être été faites, résolues, decretées ou expédies; ou qui à l'avenir contre leur esperance & sans qu'ils aient été cités, entendus ni défendus, pourroient être faites, résolues, decretées ou expédies, par une nullité insolite. Protestans en même temps, qu'ils ne prétendent par aucun Acte que ce soit qui pourroit être fait ci-après, se desister en aucune manière, tacitement ni expressément, de cette protestation & déclaration de Nullité, mais qu'ils veulent y adherer toujours fermement, & qu'ils tiennent toutes ces choses faites ou à faire, résolues ou à résoudre, decretées ou à decretar, expédies ou à expedier, pour non-valables, nulles & non-avenues. Demandans que cette Protestation & déclaration de nullité soit fidèlement mise en notes; qu'en soit fait & communiqué, en payant, un ou plusieurs Actes, ou Instrumens Publics, dans la forme nécessaire & convenable, afin qu'on y ajoute par tout une entiere foy, & qu'elles soient deucment signifiées à l'Éminentissime Seigneur Nonce Apostolique résident à Cologne, comme aussi au Procureur ou Agent du Serenissime Prince JOSEPH CLEMENT, demeurant à Rome ou ailleurs, & dans tous les autres lieux où il sera jugé nécessaire.

Cette Protestation ainsi rédigée en écrit & lue de la manière susdite, fut interposée pardevant moy Notaire, & exhibée pour être mise dans mon Protocole, par les susdits Seigneurs Prelats & Capitulaires, tant en leur nom, qu'en celui des deux absents, dont on assure qu'ils avoient la procuration; & en vertu d'icelle, ils protestoient tous ensemble, solennellement, faisoient leur déclaration de Nullité & les autres choses plus amplement exprimées & inferées dans ledit Acte de protestation, de toutes & chacune les choses faites ou à faire en quelque manière que ce soit, sans qu'ils aient été cités, entendus, ni défendus: Me requérant moy Notaire, de prendre note de tout ce qui avoit été ainsi fait devant moy, & les Témoins, d'en dresser un ou plusieurs Actes & de les communiquer & signifier.

Cela a été ainsi fait à Bonn au Palais Electoral dans l'Antichambre du premier étage, l'année, sous le Pontificat, le mois, le jour & l'heure cy-devant dits, en présence de tres-Reverends & tres-honorables, Messieurs Henri Contzen & Berchtold Lapp, respectivement Docteurs en Droit Civil, & Canon, Écolâtre & Official & Chanoines Capitulaires des Églises Collegiales des Saints Castien & Florent de Bonn & de saint Clement en Schwartz-Reindorf, Témoins dignes de foy & expressément appelez & priez pour cela. Et

parce que moy Jean Silmen de Paterborn Notaire Apostolique & Imperial, admis au College des Ecrivains des Archives de la Cour de Rome, immatriculé à Bonn dans la Chancellerie Electorale de Cologne, & Greffier de la Cour Archidiaconale de Bonn, ay été présent avec les Témoins ci-devant nommez, ausdites publiques lecture, interpolation, protestation, déclaration de Nullité, & à toutes & chacune les autres choses, pendant qu'on les faisoit, que je les ay vû & entendu faire de cette sorte, & que j'en ay pris note: Pour ces raisons j'ay signé le présent Acte que j'en ay dressé, & qui a été mis en grosse par un autre, à cause que j'étois légitimement occupé ailleurs, & j'y ay ajouté pour le confirmer la marque de mon Notariat (L. P.) Jean Silmen le même Notaire que cy-dessus.

Addition sous la Lettre A. Question qui peut arriver. On demande fi, au cas que la Postulation ne fut point admise, l'Éminentissime Chapitre a Droit de faire une nouvelle Election. Comme dans l'exposition du fait il a été prouvé tres-évidemment, qu'il n'y avoit aucune Election qui pût être confirmée par le Pape, mais seulement une Postulation solennelle & Canonique, qui doit être absolument admise pour l'évidente utilité de l'Eglise, & que les Saerz Canons semblent considérer cette admission plutôt comme une grace que comme un Acte de Justice & d'obligation; au lieu qu'une Election donne à l'Élu Droit à la chose, & doit par conséquent de droit être confirmée par le Pape, ainsi que Barbosa le remarque *Cap. publicato* §8. N. 13. de *Elect.* C'est pour cela qu'on demande: Sçavoir, si au cas que le Pape refusât d'admettre la Postulation, il seroit tenu d'accorder à l'Éminentissime Chapitre le Pouvoir de faire une nouvelle Election dans trois autres mois à compter du jour que la Postulation auroit été rejetée. Pour résoudre cette question on répond, que comme l'Election, prétendue faite par la moindre partie est nulle de Droit, tant par le défaut de la matière que par celui de la forme essentielle, & que par conséquent elle ne doit point être confirmée, par les raisons rapportées dans l'exposition du fait, & par d'autres qu'on pourra réduire en temps & lieu, s'il en est besoin; & que d'ailleurs il y a une Postulation faite d'une personne tres-digne: Il est certain, que si par un exemple nouveau jusques icy, le Pape refusait d'admettre une pareille Postulation, il faudroit accorder à l'Éminentissime Chapitre trois autres mois pour faire une nouvelle Election à compter du jour que la Postulation auroit été rejetée. Mandorgé le prouve en termes exprès de *Elect.* part. 1. Cap. 2. Voici les Paroles: „ Comme le temps duquel il est traité ci-dessus, ne „ court point pour ceux qui ont des empêchemens le- „ gitimes, il faut examiner quels sont ces empêchemens. „ Car ce sont des empêchemens légitimes, si par ex- „ emple les Chanoines ont reçu de leur Supérieur dé- „ fenses d'élire sans la permission, pourveu qu'ils n'ayent „ pas été negligens à la demander. Si tous sont ex- „ communiez, suspens ou même interdits & qu'ils „ n'ayent point trop différé à demander la grace d'en „ être absous & délivrez. De même, Si ayant possu- „ le ou élu quelqu'un le Supérieur ne veut pas leur ac- „ corder celui qu'ils ont postulé, ou si celui qu'ils ont élu „ ne veut pas accepter l'Election, ou après y avoir „ consenti, renonce à son Droit, ou si l'Election est „ nulle à cause de quelque défaut caché de la person- „ ne éluë, ceux qui ont postulé, ou élu, pourront de „ nouveau postuler ou élire, & le temps qui aura été „ employé ou qui aura couru, ne sera point compris „ dans les trois ou dans les six mois, au contraire ils „ courront tout de nouveau: Il faut dire la même „ chose à l'égard de tout autre empêchement légiti- „ me, & que de Droit, tant qu'il durera, lesdits temps „ ne courent point. Mais s'ils élisoient ciemment „ un sujet indigne, ou s'ils postuloient quelque person- „ ne criminelle; alors ils ne pourront plus postuler ni „ élire pour cette fois-là, quand même celui qu'on „ auroit élu ne consentiroit pas à l'Election, ou re- „ nonceroit à son Droit; à cause que par la disposi- „ tion des Canons ils sont privez du Pouvoir d'élire. La raison de cela est, que les Chapitres des Eglises Cathedrales & Metropolitaines ne doivent jamais être privez du Pouvoir d'élire que dans les cas exprimez dans le Droit, au nombre desquels n'est pas celui de la Postulation d'une personne digne & capable, dont la Postulation n'a pas été admise. Ainsi en ce cas on doit permettre une nouvelle Election ou Postulation, com-

ANNO 1688.

ANNO 1688. comme l'enseigne le texte dans le Chapitre *gratum. 2. de Populatione, & Vicarius in ration. & Barbosa: & il y a un autre texte sur le sujet de l'Election, dans le Chapitre Si Electio 26. de elect. in 6. dans lesquels deux textes cette matiere est traitée, & quoy que le Droit d'elire soit dévolu au Pape, quand le Chapitre a eü ou postulé un sujet indigne, ou quand il a manqué à observer la forme prescrite par le Concile: Ce n'est pas la mesme chose, quand seulement une partie a manqué, comme il est arrivé dans le cas dont il s'agit, à la moindre partie du Chapitre, qui par conséquent doit pour cette fois estre privée de la faculté d'elire, laquelle doit estre entièrement réunie dans la plus grande partie, &c. Ainsi qu'il a esté plus amplement prouvé dans l'exposition du Droit.*

Au nom du Seigneur, Amen. L'année, sous le Pontificat, l'Indiction & le mois rapportez ci-dessus & exprimez dans l'Acte de la Protestation interposée, & le troisième jour d'Octobre: A la requeste faite conjointement ainsi qu'il a esté dit par les suidits Eminentiſſimes & Reverendiſſimes Seigneurs: Moy Notaire souſigné, voulant ſignifier ladite Protestation cy-deſſus inférée, avec l'addition sous la Lettre A. & l'Acte que j'en ay dressé, expédié & ſigné en Original; à la perſonne de l'Illuſtriſſime & Reverendiſſime Seigneur Sébastien Antoine Tanari, Archevêque de Damas, Nonce Apoftolique, avec puissance de Legat au quartier du Rhin; & au Pais de la baſſe Allemagne, &c. demeurant à Cologne: Je ſuis entré à deux heures après midy, dans fa demeure ſituée dans la place du Pont vulgairement appelée Auff der Brucken, accompagné des deux Témoins cy-après nommez, & par moy priez à ces effets; lesquels étant ainſi préſens avec moy, & ayant reſpectueuſement demandé, & enſuite obtenu la permiſſion d'aller trouver ledit Illuſtriſſime & Reverendiſſime Seigneur Nonce Apoftolique; Lequel ayant comparu en habit Eccléſiaſtique, & étant perſonnellement établi en ma préſence & en celle des Témoins, dans la grande Chambre d'en haut dont la porte regarde le Septentrion; j'y premierement lü devant luy, & publié à voix haute & intelligible, le duplicata de cet Acte, comme auſſi la Copie de la Protestation interjetée & interpoſée, inférée & comprise dans le même Acte, avec l'addition sous la Lettre A. & après avoir lü ce duplicata, je l'ay mis en lieu de Copie ſur la table, pour marque d'une véritable, réelle & effective ſignification, & je l'y ay laſſé; & ainſi en la meilleure forme & maniere que j'ay pu & dû, je l'ay noſtré, intimé & fait connoître. Ce duplicata original en lieu de Copie, ayant eſté laſſé & retenu; ledit Illuſtriſſime & Reverendiſſime Nonce Apoftolique, répondit en ces propres termes: *Je n'admets point la Protestation dont vous parlez, mais je la renvoie à qui il appartient.* Cela a eſté ainſi fait autemps & au lieu rapportez cy-deſſus, préſens Jean Henry Merman, & Herman Iler, Témoins dignes de foy, à ce requis. Et comme moy Notaire cy-devant & cy-après ſigné, ay aſſiſté à toutes & chacune les ſuſdites choſes, & que je les ay faites & vü & entendu faire: A ces cauſes j'ai de nouveau écrit & ſigné le préſent Acte que j'ai rédigé en cette forme. J'y ay mis en eſtant prie la marque ordinaire de mon Notariat. (L.S.N.) Jean Silmen, Notaire Apoftolique & Imperial & immatriculé.

Après que ladite Protestation a eſté faite, l'Eminentiſſime Seigneur Poſtulé & ledits autres Seigneurs Prelats & Capitulaires ont appris aujourd'hui par un bruit public, que Noſtre Saint Pere, de l'avis de la ſacrée Congregation Conſiſtoriale, ayant rejeté la Poſtulation de ſon Eminence, &c. avoit confirmé la prétendue Election du Sereniſſime Prince JOSEPH CLEMENT de Baviere, &c. quoique cette Election n'exiſte pas, & par conſéquent, ſans que ledits Seigneurs Prelats & Capitulaires ayent eſté citez, entendus, ni défendus, ſa Sainteté leur avoit ôté de fait, & par une nullité maniſteſte, le Droit de faire tout de nouveau une autre Election qui leur appartient, au cas que la Poſtulation ne fût pas admise; que deplus en conſéquence de cette prétendue Confirmation, ledit Sereniſſime Prince JOSEPH CLEMENT, &c. avoit fait hier prendre poſſeſſion par Procureur avec une pareille Nullité. Or comme l'Eminentiſſime Seigneur Poſtulé & ledits autres Seigneurs Prelats & Capitulaires, ne veulent pas approuver cette prétendue Confirmation, ni conſentir

à estre privez du Droit de faire une nouvelle Election qui leur appartient inconteſtablement, au cas que la Poſtulation ne fût point admise, ny renoncer tacitement ou expreſſement à leur Droit, & beaucoup moins approuver ladite prétendue priſe de poſſeſſion. Pour ces raiſons, ils on jugé à propos pour n'obmettre aucune ſorte de précaution, de repeter devant vus Notaire & les Témoins, tant en leur nom qu'au nom des Seigneurs abſens, en vertu des Procurations qu'ils en ont la ſuſdite Declaration de Nullité: Proteſtant de nouveau, ſauf en toutes choſes, la devotion filiale & le profond reſpect dûs à Noſtre Saint Pere le Pape, & au ſaint Siege Apoftolique par devant vus Notaire & les Témoins, de la Nullité, tant de la prétendue Confirmation, que de tout ce qui a eſté julques icy geré, dit, fait, decreté, reſolu ou expédié, ſans qu'ils ayent eſté entendus ni défendus; ou de ce qui pourroit l'ayent eſté geré, dit, fait, decreté, reſolu, ou expédié, ſans qu'ils ſoient citez, entendus, ni défendus, comme auſſi de la prétendue priſe de poſſeſſion, faite pareillement avec une nullité inſoutenable; ſauf une Proteſtation ſolennelle, & Déclaration formelle de nullité, non ſeulement en la maniere ſuſdite, mais en toute autre meilleure forme: déclarans qu'ils eſtiment, tiennent & reputent toutes ces choſes pour nulles & comme non faites, & qu'ils les eſtimeroient, n'endront & reputeroient pour telles: Se reſervant en outre, tous autres remèdes legitimes & Droits, pour obtenir la réparation de ces nullitez inſoutenableſes, & qui pourroient ſervir en quelque maniere que ce ſoit à la deſcente & à la conſervation de leur Droit, pour les employer à propos, quand ils le jugeront néceſſaire & convenable: Vous requerrant vus Notaire de prendre note de nouveau de cette Proteſtation confirmative, de cette aſſurance de nullité reiterée, Declaration & Reſervation de Remèdes, d'en drelter un ou plufieurs Actes publics, à qui en tous lieux on ajoûte une entiere foy de lui expedier, & de les ſigner dûement à l'Illuſtriſſime Seigneur Nonce Apoftolique, reſeind à Cologne; au Procureur du Sereniſſime Prince JOSEPH CLEMENT, & aux Illuſtriſſimes & Reverendiſſimes Seigneurs Capitulaires qui ſont à Cologne: Et enſin qu'en les aſſichant aux Portes de l'Eglie Metropolitaine & des autres Eglieſes, tant à Cologne qu'à Bonn & par tout dans l'Archeveſché, vous en donniez une connoiſſance publique à tout le Clergé, à tout le Peuple, & à tous les Sujets du même Archeveſché, & de dreſſer pareillement un ou plufieurs Exploits de ces ſignifications, & d'en communiquer des copies en payant: Se reſervant toujours la faculté de deduire à l'avenir la nullité ou les nullitez inſoutenableſes qui ont eſté commiſes, ou qui pourroient, peut-estre, eſtre encore commiſes. Toutes lesquelles choſes ayant été faites de la maniere cy-devant expliquée, ledits Seigneurs comparans en leur nom & en celui des abſens, n'ont requis moy Notaire, ainſi qu'il eſt pareillement contenu dans l'Acte cy-deſſus interé. Fait ainſi à Bonn, au temps marqué cy-deſſus, dans le Palais Electoral, dans l'Antichambre du premier étage, en préſence de JEAN SEVERIN, & de JEAN ADAM WESTEN. Témoins dignes de foy, appelez exprez, pour cela.

Et comme moy Jean Silmen de Paterborn, Notaire public Apoftolique & Imperial, créé, ordonné, & approuvé dans le College des Ecrivains des Archives de la Cour de Rome, & immatriculé à Bonn dans la Chancellerie électorale de Cologne, comme auſſi Greffier de la Cour Archidiaconale de Bonn; ay eſté preſent en perſonne à toutes & chacune les choſes cy-devant dites & inférées, que je les ay toutes vü & entendu faire ainſi, & que j'en ay pris note; par ces raiſons j'en ay rédigé en cette forme ce préſent Acte public, enſuite je l'ay dressé & l'ayant reſigné & fait, je l'ay ſigné & l'ay confirmé avec la marque ordinaire de mon Notariat en ayant eſté requis (L.S.) JEAN SILMEN le même Notaire que cy-deſſus.

XCVI.

Réponſe de LEOPOLD Empereur aux Raiſons pu-18. Oâ- blies par LOUIS XIV. Roi de France pour les-18. Em- quelles il a repris les Armes. Faite à Vienne le 18. Octobre, 1688. [Feuille volante im- LA FRANCE: primée.]

Notum

ANNO 1688.

ANNO
1688.

Notum est universo Christiano Orbi, quod, cum Pax Neomagensis paulo post ejusdem conclusionem à Corona Gallie multarum labefactetur, amplissimæ Provincie & Regionis, contra ejusdem Pacis expressum tenorem, sub inauditis Reumorum, & Dependuntiarum, aliisque prætextibus, instituta per ludibrium Metis & Brisaci figura quadam Judiciorum, in quibus Ministri Gallici Actorum simul, Testium, & Judicum partes agerent, ab Imperio Romano avellerentur; conventum tandem sit Anno millesimo sexcentesimo octogesimo quarto, die decima quinta Augusti, inter S. Cæsar. Maj. & Imperium ex una, & Serenissimum Galliarum Regem ex altera partibus, de mutua cessatione ab actibus, motibusque hostilibus quibusque, sancte inter ipsos servanda per annos omnino viginti, idque ad obsequium Dei, & laborantis Christianitatis securitatem, nec sine maximo Gallie Rei emolumento, cum pacifica interim, & imperturbabili fœte fere parte Provinciarum, quæ post Pacem Neomagenis Imperio Romano-Germanico superarent, usurpato & possessio permittebatur.

Notum item, quæ interea temporis religione, confidentia in verbum Regis, & interpretatione benigna suspitionum ac injuriarum, quas tum patiebatur ipsæ, tum pari fere causabantur, (& sæpe quidem) à Corona Gallie Principes, ac Status Imperii, ejusdem Armistitii conservationem sectati fuerit, steterique fiducia Pactorum, immota ab omnia S. Cæsarea Majestatis, adeo ut & vehementer mirari Subditos, Exteroscque contingeret, nihil eandem vereri, quod fidei Gallicæ sua ubique paterent, latissimis finibus suis vix una alterave Legione instructis, Federatis ipsis in Hungaricæ curas advocatis, & contentis munitionibus suis, Philippiburgum, Constantiam, & aliis neglectis pene spreteque; nimirum, ut Christi Dei cultum tueretur in distans longe Regionibus, quantumvis cerneret à Gallia augeri quotidie Copiarum nervum enormem, nova strui & minime necessaria Præsidia, pro ripa Rheini non sua; denique agitari passim arma manaque timenda.

Nihil fuit cerèd ad hunc diem, quod jure argueret Cæsarem Rex, seu arguere posset, vel tentarum levissimè Armistitii Pactum, non temeratarum infractionumque sibi dixerit; imò & ipsas, quas amaverat Gallia fingere sibi nonnumquam suspitiones, quod videlicet Cæsar in cogitatu vel voto ipso arcaniore à recto defleceret, disculsi illico S. Cæsarea Majestas, aut ad unquam paravit, temperantia mira, quod aut parceret licitis, aut opportuna in manifesto discrimine generosè omitteret, ne videretur ulatenus si non fœdissimè, ne pupugisse quidem superstitiosæ Gallicanæ Politicæ plus nimio faciem ignem.

Et ecce tamen nunc denuo flammam illam, quam nolens volens aliquandiu tlexerat Aula Gallicana, ex inopinato erumpentem; Occupat Gallia Archi-Dioecelin Coloniensem, Palatinatum invadit, obidet Philippiburgum, nullaque lege servata sive conditii Armistitii, sive antiquissimi moris, quo Reges ad Bella procedunt, Imperatorem & Imperium Romanum quasi ex diurnis indiciis iniquissime premit, tandemque Sacre Cæsareæ Majestati & Imperio non Belli indicti, sed Belli litari pax conciliis, sceleratissimas in furo verborum Litteras porrigi juri, quibus non excusat, sed prædicat audaciam illam, & injustitiam armorum, ac si ca provocantibus, non incogitantibus inferat.

Fabulatur in istis Litteris, quas earundem compilator causas appellat, quibus inductus Rex sit Christianissimus ad arma adversus Cæsarem & Imperium rursus induenda, & quibus de ejusdem sincero, ut ait, stabilienste tranquillitatis publicæ studio Christianissimus Orbis convinci debeat, quod Sac. Cæsarea Majestas jam animum induxerit Bellum cum Turca in Pacem commutare, ut illud Galliarum Regi inferat.

Hoc liquere vult primo ex eo, quod statim ab Armistitio conclusio, nova Fœdera sibi conciliare, & contrahere fateretur, quemadmodum id Augustæ Vindictarum, & Norimbergæ variis artificibus, & altibus contra Gallos omnino acitatum sit.

Secundo, quod, tametsi fassum fuerit Cæsari, etiam à Ministris Pontificiis, ut vicinellæ Armistitii in perpetuum Pacem converti sineret, hoc tantum Gallie concessio, ut, quorum modo per Armistitii dispositionem potius ad tempus, potius jure per-

petuo per beneficium Pacis, Cæsar tamen consentire ANNO
1688.

Tertio, quod Serenissimus Elector Palatinus varia bona mobilia, & immobilia, quæ Aurelianensi Ducis ex hereditate defunctorum Dominorum, Patris sui & Fratris debeantur, violenter invaserit, usurpaverit & hucusque, clausa diu Regis, ejusdemque Fratris patientia, contumaciter detinuerit, nixus protectione Cæsaris, quem propterea ad inendum cum Turcis pacem, & transieranda ad Rhenum arma permovevit, variisque cum in finem Fœdera pepigerit.

Quod denique quarto, Cardinalis de Furstenberg, nomine Cæsareo, abditorum reatum memoria, à Legato Cæsaris pro Capitulati Concessu in medium revocata, contra SS. Canonem, libertatem Capituli, & Instrumenta Pacis ab Electorali Dignitate, diuersi ac palam exclusus, & in eandem turpissimis artibus, seducto ipso Pontifice, Brevisque, ut vocant, Eligibilitatis obtento, cum Gentium scandalo, & excitis in Colonienfis Electoratus fines, variorum Protestantium copiis, Serenissimus Princeps Josephus Clemens ex Ducibus Bavarie intrusus sit, ca malignissima mente, ut evitato illo per Sacerdotum, si (quod facillimum videretur finium, nunte quotidie Serenissimo Electore Bavarie, in pericula Martis Cæsarei) decederet hic, ut est improlis hætenus, tum & perierit Familia Domui Austriacæ suspensa.

Ex quibus omnibus effluere sole meridiano clarius, Cæsarem, insuper habita Archidiecesi Colonienfis defolatione, & Religionis Catholicæ oppressione eo tendere, ut sumptibus ac discrimibus Electorum, Principum, ac Statuum Imperii, arma in Galliam ferantur, Diadema Romanum in caput Hungarici Regis, nempe puri adhuc, per rapinam volvatur, toraque quanta est Allemannia, ab amico Regis avulsa, ad pedes Austriacæ tyrannidis miserabilem fere calamitatem deprimitur; prout ex in supra allegato scripto odiosius latiusque deducta sunt.

Ibellum hunc verè infamem, sed auctori suo suisque, ut legit S. Cæsarea Majestas atque in eo nec umbram rationis, sed impudentissimam potius farraginem convitiarum in sacratissimas tam suam, quam S. Pontificis personas, nec non in Serenissimum Electorem Palatinum improbe confectum vidit, illum equidem à Suae Majestatis Christianissime Regis sensibus plane absolum, multo minus ab eadem lectum, & approbatum, sed ab impotente ipsi Ministro quodam Gallico compilatum esse, facile sibi persuadet, utpote quæ contra scientiam & conscientiam suam, more inter imperatores planè insolito, Majestatem Cæsaris tam indignè, tamque nefandis criminationibus proscindi, aut rationes suas qualescunque tam effroni stylo exarari, tantoque veneno malignissimarum interpretationum aspersi permixtura non fuisset, ac proinde S. Cæsarea Majestas diu dubitavit, an illum responso dignaretur, an contemptu silentio transmitteret? Veruntamen cum non erubescat Aula Gallicana eundem per Ministros suos tam in Aula ipsam Cæsaream, quam Ratisbonæ in Comitibus Imperii, irreverenter evulgare, & methodum illam vix non proditoriam, quæ Imperatori & Imperio, non solum omnia, quæ de Gentium jure, & mutuo sæpe conveniunt, requirebatur, prævia denuntiatione, ut injuriæ, si quam sibi fieri putabat, expositione, sed etiam deceptis omnibus per recentissimas duraturæ constanter amicitie contestationes, & infamationes fucatas, bellum tam atrox inferre, scilicet hujusmodi rationibus & contumeliis justificare satagat; S. Cæsarea Majestas earum vanitatem, & immeritarum plane imputationum futilitatem Orbi demonstrandam censuit.

Ut igitur à fundamento, cui tota ratiocinatio Gallica innititur, statim initium, statuisse videlicet Cæsarem, Pacem inire cum Turca, ut Bello Galliarum petat; id sane eadem nunc haud majore veritate, quam Anno præterito Romæ in propositione à Cardinali Eftresio facta, imputari potest; & quemadmodum apud incorruptos fidem non inveniet, religiosissimum Cæsarem, celesti suffulsum auxilio, optatiquè utentem succellere, neque ultra necessitate coactum, de inuenda, clam etiam Sociis, Pace cum Turca, vel cogitasse quidem, & conscientiam suam violati temere contra Ottomanos Fœderis crimine contaminare, sinistricque tam S. Pontificis quam Serenissimi Regis, Senatque Polonici, & Reipublice Venetice iustissimas repro-

ANNO
1688.

brationes in se concitare voluisse; Ita quam inane sit alterum, quod Suez S. Cæsar. Majestati decretum sit, bello Galliam aggredi, cum nec copie, nec apparatus præsto sint, immo omnes Arces, Urbes & Provincie, nimia, ut eventus docet, in verbum Regis fiducia, milite fere toto, commutato, alique vel ad defensionem necessarii exiit, viresque omnes in hostem Christiani nominis procul amandæ; nemo non facile perspiciat, qui quam vana, fustilique sint argumenta, quibus id adferre conatur Gallia, vel obiter perpendit.

Ilia cerne vi exigue conjecturæ vim habent, & remotissimæ quidem apud iustos rerum; apud scientes pura commenta sunt, quæ neque si vera essent, quidquam probarent. Quis enim ex eo, quod Cæsar studeat innoxius, pro defensione sui, suorumque Fœderibus; quod recuset vicennales Inducias, non auditur interessatis, sine discussione ulla converti in talem Pacem; quod consilio suo, & suis officiis fœderum Electorem sustentent, ne causam decingat Gallia; quod denique fatalem patriæ suæ Furibundum removeat, promoveatque Coloniz in Antistitem summæ expectationis Principem ex Ducibus Bavarie, de patria, & illa ipsa Archi-Episcopali Sede quem optime meritis, consequentiam vel probabilem trahat, Cæsa-rem quam primum Galliz bellum movere velit.

Porro vana opinio & fustila esse argumenta superadducta, & imprimis quidem illud, quod à Fœdere Augustæ Vindelcorum fascio defamitur, ipsamet haud dubie agnosceret Gallia, si meminisse vellet, quæ in hanc rem à S. Cæsare Majestate tam S. Pontifici per Literas, quam Regi Christianissimo per Ablegatum Cæsarem Comitem à Lobkovitz Anno proximi præterito, verbis scriptisque remonstrata sunt; nihil enim hoc studium Fœderis molebatur novi, sed antiqua tantum Pacta Cæsarem inter, ac quosdam Circulos, Principes, ac Status Imperii, resciebat ad opus præsentium temporum; nullius lesionem spectabat, sed innocentissimam duntaxat, omnique jure permissam defensionem recipiendam; prætereaque modicissimum numerum Copiarum, & virum stringebat, de quo, quod potentissima Corona Galliz metueret, non habebat.

Miranda sane est Compilatoris oblitio, dum recordari non vult, suum ipsum Regem, quod Cæsari & Imperio nunquam jure merito succensere debuisset ante pactas Inducias, spondidisse etiam, non refragaturum se, ut post earum confessionem quovis meliori modo Imperii securitati tandem consulatur; Imò & ipsis Induciarum Pactis diserte hoc cautum fuisse, ut qualicunque Guarantia, ut ajunt, etiam exterorum Principum firmarentur. Miranda magis ejusdemmet ignorantia, quod nihil antiquius receptum in Imperio Germanico & consensum Legibus ejus, quam ut Membra cum Capite pro conservatione totius Corporis arctissime semper cohererent. Miranda denique maxime arrogantia, an soliditas? quod dum licere præsumit Regi suo, apparatus bellicos immanes in proprio Regno adornare, imò & prætextu Fœderis cum Capitalibus quibuscumque Colonienfibus iniuste initi, Copias in Archiducem Colonienfem immittere, Imperatorem Romanum in Imperio ipsa nullum existimet, ut cum Imperii Principibus, & Statibus pro afferenda communis Patriæ tranquillitate convenire non possit, sine injuria Galliz, armis vindicanda? Et tamen, quod magis est, hoc ipsum antiquum, innocens, modicum, necessarium, legitimum, & irreprehensibile Fœdus perire etiam suo in ovo permissum est, pro bono mutuz constantiorisque concordie, ne umbram faceret Galliz, si excluderetur in totum.

Ejusdem planè valoris & efficacie est argumentum secundum, quod videlicet renuerit Cæsar in Pacem perpetuam verti Armistitium. Si renuisset omnino sub alii, etiam non ita Cæsare indignis, totique noxiis Imperio conditionibus, quam quas ab Aula Gallicana tum non tam proponi, quam præscribi contigit, quid illi crimini dandum? Standum erat Armistitio vicennali promissio, & eo durante tractandum de Pace, quam nunquam renuit Augustissimus, modo Pacem decoram, maturam, justam placeret Regi componere, infunderetur Congressus, audirentur Partes, & quæ occurrunt maximi momenti controversiæ Jurium super attentatis à Gallia, non ante tantum, sed etiam post Armistitium, in examen revocarentur; tum vero Pacem inirent, suis cuique relictis, applausi omnium dignam & perennatam felicitatem.

TOM. VII. PART. II.

Recordari poterat Rex Christianissimus, pretendente ipso & urgente, protraham fuisse Armistitium in annos omnino viginti, tum ut tempus ad discutandas, uti par erat, discemendisque controversias suppleret; tum ut Electores, Principes & Status Imperii tanto securius arma sua adversus Christiani nominis hostes expedirent; adeoque absque lesione Pacis, verbi Regi fieri non potuisset, ut totius vicennali spatium vitæ elapso abruptum biennio, & durante adhuc Bello Turcico eo usque mentem suam mutaret, ut nihil amplius discutendum, aut discerendum, sed sexta fere Provinciarum Imperii pars uno quasi ictu, pleno & irrevocabili jure transmittenda esset; hoc etiam Cæsar neque poterat licite, si voluisset, præstare, neque legitime præstiteret, repugnante quippe Justitie, & Armistitii tenore, & refragantibus haud dubie, qui se lætos putarent.

Excusavit proinde Augustissimus Cæsar, & nequid suspiciuncule superest, declaravit, non tantum iterato in suis ad S. Pontificem Literis, scriptoque à Comite de Lobkovitz, apud Aulam Gallicanæ tum temporis commutate, Regi exhibito, servandæ a se tam fœdus, quam durante Bello Turcico inviolate vicennales Inducias, sed etiam, si idem & Regi placeret, id jurjurando ad manus S. Pontificis deponendo, corroborare parata fuit; Cum cum tunc acquireret Rex, simulque obtinuerit, ut ne saltem in causam infringendi Armistitii vocari posset immixta illa, quam contra ejusdem Armistitii, uti & Pacis Westphalicæ & Neomagenfis leges inceperat, ac optabat perficere, munitionum extructio, promissæ iterum iterumque sincere amicitie contentia, toto vicennali Armistitii tempore duratura; facile quis colligit, quam frivole nunc idem pretextus obtendatur infractioni Gallicæ, & quæ denum speranda sit pacis perpetuitas, si tam futiles causæ, fallendæ fidei; evertendisque Pactationibus sufficiunt, & vix quadriennio inconsummum stare potest vicennale Armistitium.

Quod ad tertium ex successione Palatina desumptum argumentum attinet, hanc Serenissimi Electoris Palatini causam non ita suam facit Augustissimus Cæsar, ut eandem, licet nondum in judicio instructa aut decisa, tueri velit. Id tamen palam est, non invasisse Principem toto orbe nobilitate sanguinis, probitate morum; prudentia ac sapientia clarissimum, Palatinum Ditionis, sed intrasse placide, servatis omnibus ex præscripto Legum servandis; quæ præter dubium ad Aurelianensem Ducissam spectabant hereditario jure, volens ac lubens sua ipse sponte remitti, quæ disputati obnoxia, non cecit prodigis sui, retinenda putavit, donec per competentem Judicem de statu jurium liquesceret.

Suscipit Aurelianensis causam Rex Galliz, indicendumque Palatino, ut decederet. Hic provocavit ad Forum; sed Forum Palatini Cæsarem; refugit vero Rex. Quid, si susciperet Cæsar hereditatis Lotharingicæ causam nuperam pro Nepote clarissimo, refugereque a foro Regis Galliarum, dum panderetur? Num plus juris in Imperio Galliarum Regi, quam in Gallia Imperatori? Inducto postea sermone de re advocanda ad arbitrium S. Pontificis, Palatinus discrete Mediatorem admittit, quæ Mediator non poterat citra offensam fori sui, & Agnatorum suorum attentum; ablegavit Romanum Ministrum instructum & informatum plenissime, legavit vero neminem Aurelianensis; Monuit hunc Pontifex, sed frustra semper. Unde post moram integri fere anni dimissus tandem ab illo Pontifice, quem Palatinus legaverat. Et tamen nuperime resistens hic Viennæ Ablegatus Regius, Comes de Lusignan certissimum Cæsarem fecit, æquum suo Regi, a Mediatione S. Pontificis non recedere, licet quam nimium averti, & adversi. Sic luditur, illuditur videlicet, dum Rex via facti in Palatinatum irritat. Hæc vera series rerum.

Quod additur de sollicitate Cæsare ab Electore Palatino ad Arma Galliz interenda, pacificum cum in finem Fœderibus, commentum est. Neque tam imprudens Serenissimus Elector, ut ex bello lucrum caperet, quod utcumque eventus cadat. Ditionibus suis funestissimum, & perniciosissimum tutum est.

Superest postremum argumentum de negotio Colonienfium pro extrudendo Furtenbergio & intrudendo Bavarico; tot infamibus factum calumniis, ut vel inde appareat, quam omni ratione, aut rationis, um-

Z

b7c

ANNO 1688. bra, ad legendam infractionis suæ injustitiam destituta sit Gallia.

Quod egit Colonie Cæsar, jure egit, & Sacris Canonibus, justitiæ legibus, Imperatoriæ suæ, & antonibus eidem Imperatrici Ecclesiæ Advocatæ muneri conformiter: Hortatus est Capitulum, ut meliorem & Ecclesiæ utilitorem eligeret, additis rationibus, non cadere; qualitas in Cardinale Fursenbergium non cadere; reatus ejusdem allegari veteres, non aliter, quam quatenus memoriam dudum deposuisset Cæsar, si & Fursenbergius veterem animum exuisset, nec prioribus semper machinari peiora deprehensus esset. Ceterum libertatem omnem, tam in, quam post electionem Capitularibus singulis reliquit integram; promissis aut pollicitationibus fidem eligentium non corrupit, minus vim ullam intenuit, aut adhibuit; exteris Copiis haud magis in Archidiecesis fines exivit, quam immisit proprias; fed controversia tota ad Sacram Sedem Apostolicam, velut unicuique competentem in hac materia Judicem remissa, ejusdem decisionem quietissime expectavit. Et hoc Imperator in Imperio. An idem Gallia? sed plus illi juris non tantum in Regno suo, sed in Imperio Germanico. Nihil illa sacros Canones, nihil Instrumenta Pacis, nihil libertatem suffraganorum temerabat, dum Cardinale Fursenbergium, in consilio & reluctantem Pontificem, secretissimis primum artibus, mox & grandi pecunia Coadjutorem jubebat postulari per compositum in verbum suum Suffragatorum decem jam abhinc nientibus, spondebatque se suis sumptibus non immixturam modo, sed alitum etiam in teris Archidiecesis validissimas copias, quibus præter postulat Coadjutorem, non confirmatus, reprobaturque à Vicario Dei, & Deo invito sustentaretur: dum denique horribiles minus maximis Principibus intente, si accederent ipsi, si contraherent, suos illa exercitus admoveant unicuique invigilantes peccata ista in Apostolicam Sedem, istaque agendi temeritas; non odium ullum in Galliam, non officia Principum, non conspicio sollicita, zelum Sæc Sanctitatis constantissime adversum Fursenbergio fecerant, permoverantque, ut Bavarium Principem, decoratum jam Insulis Frisingensi & Ratipontensi, adolescentem quidem, sed candidissimum pectoris specie alme, & cujus Serenissimus Dominus de Ecclesiâ imprimis merita esset, ipsi ante habendum teneret. An hoc cum gentium scandalolo? Populus Romanus dicit, qui ex fores consistorialis Concilii effusissimè applausit, cum ex unanimi totius Concilii sententia Archi-Episcopum Coloniensem futurum intellexit Josephum Clementem, innocentissimum Principem: Dicit Italia: dicit Germania: dicit etiam Anglia & Hollandia, ubi & homines ipsi nomini Papæ infensi, Papam hinc Innocentium non prius didicerunt laudare, quam docuerunt.

Lubens equidem fatebitur S. Sacra Cæsarea Majestas, gavissimè se, veniente in unam electionis Colonienis, tanto Principe, sequere libentissime ejusdem & Serenissimi Electoris Bavarie votis obsecundasse. Factum autem quod fuerit ex improbitate & sceleratissima mente, ut facilis periret tota familia Bavarica, Domui Austriacæ suspecta, id, quemadmodum cogitare nequissima malitia est, ita carnicum flammis merito expianda esset hujus Compilatoris audacia, impudentia, & temeritas, qui hæc scriberet, vulgare, obicere audaciter Imperatoriæ Majestati, non cogit ejusmodi scelerata, nec parva Aula Cæsarea. An Galliana? ipsa sciverit. Nemo id alibi fieri crederet. Credent autem omnes quod res est, voluisse impudentissimum Scriptorem Gallum Domum Austriacam suspectam facere Bavaricæ, uti mors est Pseudopolinæ Gallicæ, per Emiliarios suos venerare Aulas omnes, feminibus dissidentiarum inferre, quod demum divisio eorum corde, omnes intereat.

Eo certissime respicit, quod, ex ingenio Gallie, per digressionem exorbitantem conatur insinuarere Electoribus, Principibus & Statibus Imperii, studium hoc Cæsari esse, ipsorum sumptibus Bella querere, per ruinam Archidiecesis Colonienis & oppressionem Religionis, Cozonum Romanorum Filio adhuc puero vindicare, & Germanicam totam Gallicæ amicitie subducere, in servitium redigere indecoram & miseram. Suspendere animos gessit, ne conveniant & quædam aliquando ad verum decus, communemque securitatem, fracturo facili singulos Rege, qui præter

ANNO 1688. illum laborem propulsaretur ab omnibus; idque summo pretere nitiur, ut ab Austriacæ potentie clientela & auspiciis Germaniam, quantum maxime valeat, avertat dolo & subtrahat. Sed non ita simplex est Domus Bavarica, vel rudis Natio Germanica, ut malas hujusmodi artes, difficiles regendo, non capiat; & quemadmodum grata mente agrosque Serenissimus Elector Bavaricæ officia à requisito Cæsare Domui suæ in Electione Colonienis commodata, ita ridebit plane pro prudentia sua, & perpicacitate ejusmodi suspitionum incitillas, quas jam dudum risit, expertus garrulos discordiarum procos, scietque, nihil à Gallis sperandum, qui sua denique querunt. Germanus autem, quotiusquis est, immunitas adhuc à jugo ferreo Galli, ex oppressis ipsa in Germania Populis, imo & Subditis ipsis, Nobilibus & Optimatibus Gallie facile dispicere poterit, an sit vicinus Tyrannidi Austriacum Regimen, an Dominatus Gallicus; gaudebitque profecto Romanam Coronam non eo cadere, quo eam sepius, & tum imprimis ostendit destinam à spiritu suo Aula Gallicana, dum, priorum temporum morum secuta, nulla honesti, pactorum, fæmæ & conscientie ratione habita non tantum rebelles in Hungaria Subditos, Turcarum afflectas, ducibus, internuntius, armis, pecunia, promissis fovit; fed etiam, ut sit adhuc hodieum, ipsomet Christiani nominis hostes, ad bellum suum suum S. Cæs. Majestatem extimulavit. Proinde id ex variis emissariarum Gallicorum & Rebellum, aliorumque ambulentis Literis, quæ in promptu sunt, manifeste probari potest.

Et hæc sunt, quæ, quantum fieri potuit, brevissimè ad conuersionem Libellum seu Manifestum Gallicum reponere jussit S. S. Cæsarea Majestas, non ut ipsius Christianissimæ Regis existimationem fugillet, utpote quem, malitiosis falsisque eorum, quibus ejusmodi turbæ in lucro sunt, suggestionibus, ad iniquam hanc infractionem inducunt, neque convitit, in Sacratissimam ejusdem personam irreverenter non minus ac improbe congesta, approbaturum credit; sed ut infamiam tibi, Domuique suæ Austriacæ fed impudenti Scriptore efficit, perque Ministros Gallicos nomine Regis passim disseminata diluat, suamque teneat innocentiam.

Et vero ut hanc ipsam toti Christiano Orbi magis magisque testam reddat, declarat publicè, testemque invocat omnium Deum, nihil cogitatum à de infractione Armistitii, fed fixum animo fuisse semper, & esse verum feruente propositum illius sanctè servandi, si Serenissimo Regi conquiesceret tandem Inducturam l'actis & declarationibus anno præterito Parisiis hinc inde reiteratis, nec novi quicquam moliri, per præpotentem factique vias placuerit. Quod vero ad transitum de Armistitio ad firmam ac perpetuam Pacem: in eo sese perillere, ut exhibitam ejus promptitudinem omnem, facilitatem, & operam candidissimè, ac libentissimè conferat, quatenus instituta Commissione de finibus dividendis, discutendisque variorum juribus controversis eo modo & ordine progrediatur, qui publice imperantium Majestati & Legibus super hoc compactis Imperium inter & Galliam conformis sit. Quam ob rem, si quæ apud Serenissimum Gallie Regem, uti speratur, justis ratio est: confidit merito S. Cæsarea Majestas, fore, ut sua sponte turpissimæ Scripti Gallici calumnias, & venena caligæ, retrahat Alma iustitia, fumaria damna rescribat, reducat omnia in statum pristinum, Serenissimum Principem Clementem, à Sui Sanctitatem jamdum rite confirmatum, Electoratu & Archi-Episcopatu Colonienis quiete gaudere sinat, causamque Palatinam ad forum competentis, in quo abique omni partium studio iustitiam sanctè & integrè administratum iri spondet S. Cæsarea Majestas, remittat; denique Pacem, quam ait se optare, tempore, modo & ordine in Tractatu Armistitii delineatis & prescriptis, procurari permittat. Sin minus; nullus sane aliam resuscitati hujus à Gallia Belli causam interpretari potest, quam quod ci minus grata in hanc diem acciderit Divinæ providentiæ erga Domum Austriacam singularis benevolentia, & prodigiosa tutela; vel quod Augustæ ejusdem Domus enormis auguri præconcepia opinione incrementum, & amplitudinem venerat, ex relictis victoriis, prolatoque jam felicissime ultra Albam Græcam Imperio, vel quod repositus jam, & depressus Ottomannus per diversiones, ut nunciatur, jam promissis, erigere cupiat, ac juvare; vel denique, quod præ nimia cupiditate afferendi non tantum

ANNO tantum sibi Jure perpetuo illud quod per mutua Armistitia placita ad tempus concessum est, sed etiam universum Romanum Imperium sibi subjugandi, nullis se Pactorum & Conventionum vinculis obstrictum esse, eaque sibi quovis tempore pro libitu dissolvere licere autem. Quidquid itur, turpissimum violatæ fidei notam non evitabit gloriosissimum Gallorum Rex, & proinde protestatur sua Sacra Cæsarea Majestas coram Deo & universo Christiano Orbe, liberum esse Regi manus suas extendere ad ignem aut ad aquam, & vel abuti felicitate præsentis potentie suæ, vel provocatas adversitates ab ira omnipotentis Dei formidare in tempore : Se autem utpote adactam ad necessariam tam infamum Provinciarum, quàm Sacri Romani Imperii Electorum, Principum, ac Statuum Defensionem, immunitem & puram fore ab omni culpa, tam secularum ex hoc Bello calamitatum, & effusionis Christiani sanguinis, quàm restauratæ & servatæ in Europa Superstitionis Mahometicæ, nec non perditionis tot Animarum Christianarum sub Jugo Turcico misere gementium. Jacet quidem & gloriatu Scripti exhibiti Author, probata divinitus juxta Serenissimi Regis Armæ, quotiescunque illa movit ; qua fide, ipse ostendit. Sacra Cæsarea Majestas induxit animum suum, ex sua dubia conscientia id omnino præstare, ut si placeat Deo etiam nunc Armæ Gallicæ prosperis cumulare successibus, adoret, collaudetque arcana Dei Confidit, quippe qui & per foveat Atillas flagellavit subinde ad correctionem dilectos. Sed juxta illam, in ipsis quoque humanis multis meliora sperare. Infractorem Pactorum Turcam, licet jamjam expirantium, compescuit ac prodigivæ Altitudinis ; compescit item, profligabatque aliquando Pactorum infractorem Gallum, duraurorum adhuc annos sexdecim. Viennæ 18. Octobris 1688.

XCVII.

Octob. (a) *Mémoire des PROTESTANS ANGLAIS*
 ANGLE- *présenté à leurs Altesse Monseigneur le Prince &*
 TERRE. *Madame la Princesse d'ORANGE. Publié au*
 ET *mois d'Octobre, 1688.*
 ORANGE.

VOS Altesse ne peuvent pas ignorer, que les Protestans d'Angleterre, qui sont fidèlement attachés aux Principes & aux Doctrines de leur Religion, & au Gouvernement juste & legal du Royaume, sont en plusieurs manières horriblement vexés & opprimés par les machinations & pratiques des Papistes, sous le nom & sous le prétexte de l'Autorité Royale.

Que tous les jours on exige d'eux des choses qui sont (b) contre les Loix & contre la Justice, en leurs diverses Vocations & Emplois, & lesquelles ils faveut en leurs Consciences ne le pouvoir justifier ni devant Dieu ni devant les hommes, & avec cela on les y

(a) On n'a rien changé à ce titre, & il est bon d'avertir, que cette Pièce fut imprimée avec les Notes toute telle qu'on la donne ici.

(b) Les exemples en sont en tout grand nombre pour être ici rapportés, mais en voyez quelques uns.

1. La plupart des Protestans font préfix de se déclarer pour l'abolition de toutes les Loix faites pour la Reformation & pour l'établissement de notre Religion.

2. Tous les Sujets sont forcés de se soumettre à obéir à des Juges, Sherifs, Justices de Paix, Maïres, Lieutenans de Roy & autres Officiers, qui ne sont pas légitimes, & tous ceux qui osent tant soit peu résister en sont l'autorité de ces gens-là fort menacés, vexés & pourchassés, comme le Lord Lovelace l'est à présent.

3. On ordonne à tous les Sujets de souffrir que toutes leurs adions & les plus petites fautes de leurs vies soient examinées & que les fautes de leurs cœurs soient pénétrées. Et que leurs plus considérables & plus inviolables Interests soient commis à la discrétion d'un petit nombre de Clergistes du Roi, que l'on appelle les *Commisaires pour les affaires Ecclesiastiques*, lesquels la Commission est de procéder contre les Regles de nos Loix, jusqu'à aller dire même qu'ils ordonnent ainsi, rendant toutes les autres Loix, & tout le Monde est forcé de donner la main à ce pouvoir arbitraire sous peine de leurs corrections, qui s'étendent jusqu'à condamner les Gens à une prison perpétuelle.

4. On exige de tous Ministres fous de terribles menaces d'être les Crisiers publics du Roi, pour prêter dans les Eglises le Poursuoir du Roi à deraîner tout d'un coup toute la force & l'usage de toutes

force, sans avoir aucun égard à leurs Consciences, par ANNO la crainte qu'ils ont de perdre leurs Offices & Emplois, 1688; & par plusieurs autres menaces qu'on leur fait.

Que plusieurs de leurs Libertés fondées sur l'Equité, leurs Bénéfices, & Moyens de Subsistance dans leurs Eglises & Colleges, leur ont été ôtés sans aucun sujet, que le bon plaisir du Roi. Et que l'on fait faire des (c) procès & des poursuites par des Commissaires établis contre les Loix, qui en (d) poursuivent un très-grand nombre sans qu'ils soient le moins du monde coupables, ou qu'ils aient péché contre les Loix du Royaume.

Qu'ils sont exclus & dépouillés de la libre (e) Election de leurs Magistrats & Officiers dans leurs Villes & que l'on établit sur eux de prétendus Officiers & Magistrats qui y sont fourrés ou en sont chassés selon la volonté absolue du Roi, & selon qu'on les trouve prompts à s'accommoder aux Desseins du Pape & à les favoriser soit par ignorance soit par corruption.

Que plusieurs des Corps Politiques de leurs Villes sont déclarés être dissous quand il plaira au Roi pour donner de la terreur aux autres & les soumettre aux volontés du Roi, & que les Citoyens & Bourgeois sont par la exclus de la Franchise (f) & dépouillés de tous leurs Privileges & Libertés, s'ils ne peuvent en conscience se soumettre à des Commandemens illégaux, non autorisés par les Loix, & s'ils ne veulent

les Loix penales faites depuis 400. Ans pour assurer les Droits de la Couronne, les Libertés & les Propriétés du Royaume, & la Protection de la Religion Protestante.

5. Tous les Protestans sont contraints à peine d'encontrer l'indignation du Roi, de souffrir que les Doutes de la Couronne, & la Liberté du Royaume menacés par l'Autorité prétendue & par les Loix des Etrangers, tels que sont la Cout de Bayne, soient publiquement nées & contestées, & que les Loix de ces Etrangers qui y sont contraires soient maintenues dans leur pleine force. Le Roi leur enjoint de voler leurs devoirs envers Dieu, envers la Couronne & le Royaume, & l'obligation ou ils sont de poursuivre en Justice ces crimes qu'ils voyent le commettre tous les jours, pour lesquels on ne peut alleguer aucune excuse valable que l'on puisse trouver sur la Liberté de Conscience.

6. Les Connétables & autres Officiers par tout le Royaume sont forcés de loger les Soldats Irlandais, Ecossois, & autres mécontents dans les maisons de leurs Voisins malges eux, sans avoir égard aux anciennes Loix, & aux termes expressés des derniers réglemens qui le défendent.

7. Tous les Gentilshommes & Gens Privilegiés sont forcés de remonter à la Liberté naturelle qui leur étoit acquise par les Loix, de pouvoir élire les Membres du Parlement.

8. Les Bourgeois francs des Villes sont obligés de remettre au Roi les Droits & la Protection de la Magistature, & tous leurs anciens Usages & Privileges.

9. Toute la Nation est forcée par la crainte des supplices, de souffrir qu'on declare pour l'avenir quelconque de la Couronne un enfant, qui selon les Loix du Royaume ne devant point être reconnu, jusqu'à ce que des témoins nâcles & légitimes de la naissance eussent été d'abord déclarés au Royaume, qui eussent arrêté que la Reine avoit véritablement accouché de cet enfant comme il étoit absolument nécessaire en cette occasion, ou tout le Monde sçait que c'est un Enfant supposé. Nonobstant cela le Peuple est contraint avec confusion & douleur, de faire semblant dans les Prières publiques de le recommander à Dieu comme leur Frère & n'ose demander qui sont les Témoin de la naissance.

10. Plusieurs de leurs Juges font forcés de rechercher les crimes de leurs Voisins, quo qu'ils soient Conscience de les juger innocents, comme il a paru en plusieurs exemples, dans l'histoire de ceux qui expriment d'une manière, si honteuse, la jaye qu'ils avoient de la Justice qui avoit été tendue aux P. Evêques, par des Juges de Justice pour avoir perdu leurs Bénéfices, & sont condamnés pour cela à des Amendes, & quelquefois à perdre la vie, & par des Juges entouppés, & par des Nommations de Juges qui sont contraires aux Réglemens de nos Loix, en se servant de témoins & de Juges qui ne sont pas capables ou qui sont perverses, ou qui ne peuvent avoir de connaissance des faits en question, employant des Sherifs qui s'ont pour partie le serment comme le veulent, & par le Gouvernement entièrement corrompu.

Tout ces exemples font voir assez pour prouver leur tort par nos Adversaires.

(c) Comme par exemple, l'Eveque de London qui a été suspendu. Le Docteur Pasch Vice-Chancelier de Cambridge, & Maître de l'Université, Le Docteur Huet, & 26. Docteurs du Collège de la Magdeline d'Oxford, sans parler des Doyens qui ont été dépouillés de leurs Privileges & de leurs Revenus, & déclarés incapables d'avoir aucun employ, sans avoir commis d'autre crime que de s'être toujours attachés au Droit & aux Statuts de leur Collège & de leurs Statuts. La suspension de près de 100. Ministres, dont le nombre de Doyens, pour avoir refusé de leur Peuple la Déclaration du Roi qui tendoit à dispenser contre les Loix, &c.

(d) Les allegations des Commisaires Ecclesiastiques, Inquisiteurs, Chanceliers, Commisaires & Archevêques du Roi, & de tous les autres des Evêques, pour les obliger à donner les Noms de tous les Ministres qui n'ont pas lu la Déclaration du Roi, & en quoi ils n'ont violé aucune Loi ni Ecclesiastique ni Civile.

(e) La Ville de London & toutes les autres Villes qui font des Corporations, comme on les appelle, en ont un tout exemple, le Roi y établit qui il lui plaît, peut y prendre le Nom & l'essence le Poursuoir de leurs Magistrats qu'ils élisent autrement.

(f) Le Roi en a été de cette manière à l'égard des Anciennes Villes d'Oxford, Worcester, & de la Bourg de Tournay, &c. mémoire de l'ère

ANNO troient pas aveuglément à tout ce qu'on leur deman-
1688. doir de la part de la Cour.

Nous favons aussi qu'on suborna par tout des Juges pour condamner tous ceux qui voudroient défendre leurs Droits, & s'opposer aux *Quevarrants*, comme les Magistrats de Londres furent résolus de faire, leur Conseil ne voulant pas rendre la Charte de la Ville, nonobstant tous les efforts qu'on fit pour l'avoir, parce que ces Messieurs favoient fort bien qu'ils ne pouvoient pas trahir la Ville, & que le Roi ne pouvoit pas non plus dépouiller des Sujets des Privilèges qui leur avoient été accordés par leur grande Charte. Mais on cassa tous les Juges qui ne voulurent pas dis- soudre ce Grand Corps Politique, qui avoit possédé ses Privilèges l'espace de mille Ans & plus. On déclara les Bourgeois, & tous leurs Héritiers déchus de tous leurs Droits & Privilèges: c'est par ces méthodes que le Roy d'aujourd'hui prenoit ses mesures pour le Règne de son Frère pour exécuter le dessein qui éclate si fort maintenant: on en voit maintenant les tristes effets, puisque les Villes & les Bourgs n'ont plus de Magistrats, ou n'en ont plus que dépendant de la volonté du Roy.

Mais ne voit-on pas que nostre Liberté est déjà détruite, puisque ceux qui sont maintenant nos Magistrats n'ont plus procéder selon les Méthodes ordinaires pour choisir les Membres du Parlement.

Le Roy lui-même, tant par ses faveurs secrètes que par ses menaces, a déjà engagé la plupart de nos Magistrats à se soumettre à tout ce qu'il voudra, & comme il avoit coutume de parler dans son Cabinet en particulier à tous les Membres du Parlement, il fait de même maintenant à l'égard des *(p)* *Ellecteurs* & ainsi il les oblige de renoncer à la liberté de leur suffrage en Parlement, à moins de perdre les Charges qu'il leur a données.

Tout le Monde fait les trois Questions que les Officiers de Sa Majesté proposent aux Juges de Paix, & à tous les autres Magistrats.

Les Lieutenant des Provinces firent comparoitre devant eux au nom du Roi tous ceux qui y faisoient plus de figure pour les obliger par menace, ou par flatterie à ne choisir pour Membres du Parlement que ceux qui seroient tout ce que le Roi voudroit: & on faisoit passer tous ceux qui tenoient bon pour les Droits du Peuple, pour des Gens mal affectionnés au Gouvernement.

Il n'y a gueres qu'on envoya une Commission la plus étrange du Monde dans toutes les Provinces pour obliger ceux qui ont droit de choisir les Membres du Parlement, à ne faire choix que de ceux qui consentiroient à l'abolition des Loix penales, & du Test, qui font comme les digues qui empêchent le Papisme d'inonder l'Angleterre, & qui sont les Fondemens les plus surs des Droits de la Couronne, & de la Liberté du Peuple.

Après cela peut-on douter du dessein du Roi, qui est de détruire nos Loix, & nostre Gouvernement pour ouvrir la Porte au Papisme? Mais pour convaincre tout le Monde de la vérité de ce que j'ay dit, on n'a qu'à lire la seconde Declaration du Roi pour la Liberté de *(g)* Conscience, où il dit nettement que personne ne doit espérer de posséder aucune Charge sous lui s'il ne veut contribuer à tous ses desseins & à finir ce qu'il a commencé: Et il déclare de plus que tous ceux qui ne contribueroient pas à faire casser les Loix penales, & le Test, doivent être considérés comme de fort méchans Chrétiens, & comme des Gens qui n'aiment pas le repos, & le bonheur de leur Pais; il adjoute que de sa volonté absolue il a ôté à plusieurs Officiers Civils & Militaires, leurs Emplois pour s'être montrés peu favorables à son grand dessein.

D'où il est clair que le Roi croit qu'il ne doit pas souffrir une Election libre des Membres du Parlement, pendant qu'il y a tant de bons Protestans pour y avoir part, qui ne peuvent en conscience contribuer à achever ce qu'il a commencé: c'est à dire qu'il ne veut pas permettre que le Roi, sous le pretexte d'une Liberté imaginaire de Conscience, fasse un Present au Pape des Droits de Sa Couronne, de la Liberté, & de Privilèges du Royaume, pour nous faire acroire enfin que nous sommes obligés de devenir les Esclaves

de l'Eglise Romaine, & de se soumettre au bon plaisir des Prestres Romains nos Contracés, nos Marriages, ANNO nos Biens, nos Dettes, nos Decimes, nostre Reputa- 1688. tion, & nos Corps même, sous pretexte qu'on les doit mortifier par la Penitence. Voilà l'ouvrage que le Roi a commencé qui rend extrêmement méprisable la Couronne Imperiale d'Angleterre, au même temps qu'il ne tend qu'à détruire la Liberté Naturelle, comme aussi tous les Privilèges, & tous les Droits Civils de la Nation Angloise.

Nos Loix penales ne sont faites que pour prévenir tous ces pretexts pieux de nous priver de ce qui nous appartient par les Loix fondamentales de l'Etat & par la Nature même.

Nos Loix penales n'ont été faites que pour punir les offenses commises contre le Gouvernement Civil, & contre la Société Humaine, & ainsi les Anglois ne peuvent pas s'en exempter à raison de leur Conscience, non plus que de celles qui défendent le larcin, ou le meurtre, au cas qu'on s'avait de dire qu'on a pillé, ou tué selon sa Conscience.

De tout ceci il est evident que le Roi fait tous ses efforts pour empêcher que les Prestres Romains & les Papistes ne soient un jour punis comme ils le merient, pour avoir fait tout ce qu'ils ont pu pour nous ôter nostre Liberté. Il pretend que les nouveaux Coléges qu'il a erigés, les Convents des Moines, ses quatre Evêques Provinciaux, & tous ses Prestres pourroient désormais le soutenir par sa seule Autorité dans les se cours des Loix; que les Canons de l'Eglise de Rome font d'une plus grande Autorité que les Loix du Royaume, que les Protestans n'ont aucun Droit de commander, que tous leurs Biens font confisqués aux Papistes par cela même qu'ils sont Protestans, qu'il leur est permis d'accepter des Dispenses de Rome, de n'obéir pas aux Loix du Royaume que le Pape n'approuve pas; il espere enfin que ses Prêtres soutenus de l'on Autorité pourroient faire acroire aux Anglois qu'ils peuvent entretenir Commerce avec l'Eglise Romaine, avec le Roi de France, & avec tous les Papistes Etrangers, qui sont tout ce qu'ils peuvent pour accabler & ruiner les Protestans de ce Royaume.

Sa Majesté a tellement avancé cet ouvrage, qu'elle a arrêté & empêché l'Execution des Loix penales contre tous ces grands Crimes, qui étoient estimés des Crimes Capitiaux par les anciens Papistes de ce Royaume; Et il déclare que tous les Protestans qui ne voudront pas lui aider à achever cet ouvrage, ne peuvent espérer aucuns Emplois dans le Royaume, encore moins d'être Membres du Parlement. Et par là Sa Majesté entreprend de faire rouler l'Election des Membres du Parlement sur un si petit nombre de Sujets, qu'il n'y en aura pas parmi ceux que nos Loix jugent capables d'être élus, de quarante un, qui soit jugé propre pour être Membre du Parlement, de sorte que le nombre de ceux qui seront à son gré sera si petit, si l'on en excepte les Papistes; qu'il n'y aura proprement plus de Election, au cas que le Royaume subisse cette volonté arbitraire du Roi, comme il a déclaré qu'il le vouloit.

Cela doit convaincre Vos Altesces, que notre condition est déplorable; Car il semble que nos Ennemis ne se contentent pas de vouloir abolir toutes nos Anciennes Loix Penales qui ne sont pas favorables aux nouvelles Doctrines & aux pratiques pernicieuses de l'Eglise de Rome d'aujourd'hui, lesquelles étoient autrefois en horreur même parmi nos anciens *(r)* Papistes Anglois, comme on le voit dans nos *Ordonnances des Loix Penales*: Mais le dessein est outre cela de détruire la forme du Gouvernement libre du Royaume, de laquelle font procédées toutes ces Loix Penales contre l'orgueilleuse & tyrannique Domination de leur Eglise, & contre l'usurpation qu'elle faisoit des Droits de la Couronne & de tout le Royaume.

Elles l'ont par nos Histoires & Memoires que le Parlement qui étoit libre en ce tems-là a toujours porté des plaintes contre leurs pernicieuses & infolentes prétentions, d'avoir de l'Autorité sur nos Rois, sur nos Loix, sur nos Cours de Justice & sur leurs Decisions, & contre leurs Exactions, Impositions, Fraudes & Tromperies qu'ils exeroient envers les Peuples par leurs folles Superstitions, par lesquelles ils se rendirent maîtres du *(f)* tiers des revenus d'Angleterre; & atti-

Z 3

reient

(p) Remarque cela.

(g) ART. 29. 1688.

(r) Voyez les *Plaines des Communes* dans le 25. Ed. 3. & provi-
sions de 6. Rich. 2. f. 29. Ed. 3.

(f) Voyez le *Roll du Parlement* H. 4. & H. 5.

ANNO
1688. rerent une si prodigieuse quantité d'argent à Rome, qu'ils appauvrirent & ruinèrent presque entièrement le Royaume.

Vos Atteintes n'ignorent pas aussi qu'ils ont rendu Esclaves du Pape, &c. des Prêtres plusieurs des plus grands Rois d'Angleterre, qu'ils ont eu le crédit d'obtenir du Roi des *Licences* & des *Pardons* pour transgresser impunément les Loix que le Parlement avoit fait pour défendre les Droits & les Biens des Sujets, & qu'enfin le Parlement fut obligé de faire de nouvelles Loix pour déclarer que telles (*1*) *Licences*, *Dispenses* & *Pardons* accordés par le Roi étoient nuls & de nulle valeur.

Elles savent qu'ils ont persuadé à plusieurs de nos Rois que le Pape pouvoit les absoudre de l'obligation des Loix & des Traités, Promesses, & sermens qu'ils avoient fait à leur Royaume, (*2*) de maintenir leurs *grandes Chartres* & toutes leurs Loix & Libertés: Et qu'ils portèrent l'un d'eux à renoncer entièrement le (*3*) Royaume entre les mains du Pape, en le tenant de lui mouvement un Tribut annuel: Et elles savent que le Peuple dans un Parlement libre declara que telles *Dispenses* & *Resignations* étoient nulles & de nulle valeur, & exiga avec beaucoup de justice que ces Rois renouvellassent leurs sermens au Royaume par lesquels ils s'obligèrent de maintenir leurs Libertés; & méprisa & rejeta avec indignation la prétention du Pape (*4*) pour son prétendu Tribut sur le Royaume, déclarant que leurs Rois n'avoient point de tel Droit patrimonial sur le Royaume qu'ils pussent l'aliéner à aucune puissance qui fût sur la Terre.

Les Papistes ne peuvent pas espérer d'imposer jusqu'à ce point à un Parlement libre, que de lui persuader qu'il fût pour une entière Liberté de Conscience, reconnoître les Loix & les Canons Romains d'une même Autorité que les Loix d'Angleterre, ou de souffrir que les Sujets de l'Angleterre pussent faire Prouvelin publique de croire que leurs Personnes, leurs Mariages, & leurs Biens soient sujets à une Jurisdiction étrangère, & qu'ils dépendent d'Elle dans leurs Charges, Emplois, & dans l'Exercice d'iceux, s'ils veulent être sauves, ce qui seroit effectivement renoncer à leur foy en l'Angleterre, ou de leur permettre d'avoir une Union & des Liaisons étroites avec des étrangers, qui sont professés ouverte d'être les Ennemis mortels de presque toutes les Nations & de se croire obligés en conscience d'en procurer la destruction & extirpation.

Ils ne peuvent pas espérer qu'un Parlement libre puisse ignorer que Jesus Christ n'a jamais rien enlevé qui tendit à détruire ou à altérer les Droits Naturels & Civils des Hommes ni des Nations, ou qu'il ait approuvé que les Sujets d'un Royaume libre pussent entretenir correspondance ou dépendre de ceux qui en sont les plus grands Ennemis: C'est pourquoi ils ont résolu de renverser tous les fondemens de notre Gouvernement, d'ôter au Peuple l'Election libre de ses Députés dans le Parlement, afin qu'il ne puisse plus y avoir de Parlement libre dans le Royaume, ce qui certes est une Conspiration beaucoup pire que leur Conspiration des Poudres.

Il semble qu'ils croient qu'il faut encore pour le présent observer quelque ombre & apparence d'Election pour l'Assemblée qu'ils veulent faire, en formant des Corps Politiques dans les Villes & dans les Bourgs pour nommer ou renvoyer les Gens selon qu'il plaira au Roi, & sous le prétexte specieux d'une Liberté de Conscience, par Promesses & par Menaces obliger les autres qui ont le Droit d'être à recevoir pour leurs Députés au Parlement ceux que le Roy leur présentera; Mais si l'on souffrit cet attentat qui est contre le premier & le plus essentiel fondement de tout notre Gouvernement, le Roy pourra cy-apres avec autant de justice, de droit & de raison, appeler qui bon luy semblera de tous les Endroits du Royaume pour délibérer avec luy, & sous le prétexte des Conseils, que ces Gens luy auront donné, changer nos Loix & nos Coutumes, imposer des Taxes, & changer à leur plaisir le Cours de la (*5*) *Succession de la Couronne*.

(1) Voyez le Stat. 3. H. 1. Stat. 4. 7. H. 2. 8. (2) Ainsi le Pape déchargea H. 3. & Ed. 1. du serment qu'ils avoient fait d'obéir à la Grande Charte.

(3) Ce fut le Roi Jean. (4) Voyez le Stat. 25. Ed. 3. num. 8. Rois. Class. 3. Ed. 1. La Chartre du Roi Jean, & son don au Pape qui étoit une Charte treuveille & sans force, qui fut bannie depuis.

(5) Vous remarquez que Cromwell attaquait l'Autorité de faire

ANNO
1688. Nous sommes obligés avec beaucoup de déplaisir de montrer à Vos Atteintes, qu'ils ont déjà poulé si loin leur dessein contre notre Gouvernement, qu'ils ont fait qu'il est impossible d'avoir un Parlement libre qui soit élu dans les formes en l'état présent où le trouvent les Villes & les Bourgs, les Sherifs & les Officiers, & en la situation où sont ceux qui doivent faire les Elections; parce que la plupart d'entr'eux ne sont plus dans cette Liberté & Indépendance dans laquelle nos Loix veulent que de telles Gens foyent; ils n'y font plus, dis-je, par les menaces que le Roy leur a faites de leur ôter leur Charges & Emplois & autres Bienfaits, s'ils n'acceptent pas pour leurs Députés ceux qui se sont engagés indigne à donner leurs Voix pour l'abolition de nos Loix, comme le Roy le souhaite, sans écouter les Raisons que la Nation allégué pour leur manutention, & conservation, & comme je croi, sans savoir le dessein & le but des Loix qu'ils promettent d'abolir.

Il n'est plus possible à présent d'avoir le contentement libre du Royaume pour faire ou pour abolir quelques Loix, sans lequel pourtant elles ne peuvent être obligatoires, jusqu'à ce que l'on rétablisse les Privilèges & Libertés des Villes & des Bourgs, qui ont été ou abandonnées lâchement & perfidement, ou extorquées & ravies par force injustement, & que l'on ait fait choix de Magistrats légitimement élus pour dresser comme il faut les Ordres pour les Elections, & jusqu'à ce que la terrible Declaration du Roy soit retracée; qui declare incapables d'être Membres du Parlement, & exclut de tous Emplois ceux qui ne voudront pas contribuer au dessein qu'il a formé & qui est déjà fort avancé, d'abolir toutes nos Loix Penales, dont le but est de prévenir & d'empêcher le succès des pratiques & attentats des Papistes contre les Droits de la Couronne, & contre le Royaume; Et jusqu'à ce que l'on ait absolument renoncé à toutes les Promesses, Engagemens & Signatures, que les Ministres de Sa Majesté ont tiré par ses Ordres de ceux qui doivent être les Membres du Parlement, par lesquels ils ont les mains liées. C'est ainsi que l'artifice & la malice des Papistes nous a ôté tous les moyens de remédier aux maux du Royaume par les Concils libres & communs du Royaume, pendant qu'ils sont incessamment tous leurs efforts pour réduire nos corps & nos ames en esclavage.

Il n'est point nécessaire de faire remontrer vos Atteintes, que ces Attentats contre notre Religion & notre Gouvernement, sont une partie de ce grand & general dessein qui fut formé & arrêté il y a plusieurs années dans les plus secrets Concils des Princes Papistes, & conduit particulièrement par les Jésuites pour extirper entièrement la Religion Protestante & les Libertés des Peuples.

Nous ne ferons point mention de l'Execution qui s'est faite de ces Desseins Papistiques en plusieurs Royaumes & (*a*) Etats, ni la persécution de ces Princes dans leurs Traites, Conventions & sermens, ni les Oppressions, Meurtres, & autres choses d'Injustice qui ont été pratiquées par eux en Execution de leur grand & general dessein.

L'exemple seul du Roy de France suffit pour tous les autres, parce qu'il a avoué & déclaré à tout le Monde la part qu'il avoit en ce dessein; Et en comparant les Violences, Banissements & Meurtres commis au même temps contre les Protestans par les autres Princes Papistes, selon leur Pouvoir, avec ce qu'il a publié du dessein qu'il en avoit formé depuis longtemps, en comparant, dis-je, tout cela ensemble, nous pouvons juger justement de toute l'affaire.

Le Roy de France par son Edit (*b*) de 1685. a déclaré qu'il étoit entré dans ce dessein aussi tost qu'il fut parvenu à la Couronne. Et il parut par l'Edit (*c*) qui fut dressé en ce tems-là, & approuvé par son Conseil de Conscience, que tous les Edits qu'il avoit donnés

assemblés par Lettres diverses Personnes sans *Edits*, & leur donna le nom de *Parlement* & si un *Acte* & avoir dessein de changer la Succession de la Couronne & de la faire tomber dans la Famille, si ces Personnes qui étoient les Censeurs avoient pu concourir avec luy.

(a) C'est à dire en France, en Espagne, en Pologne & autres Parts. (b) Cet Edit de 1685. mettoit d'avec lui de tout véritable Protestant.

(c) Il faut voir par cet Edit qui a été publié, l'opinion qu'ils ont des Protestans, ils y sont jugés incapables d'avoir aucun Droit de prendre aux bénéfices des Traites, des Promesses & des sermens des Peuples.

ANNO & renouvelles en faveur des Protestans, & la reconoi-
1688. sance qu'il fait dans les Registres du Parlement, des

grande Services qu'ils lui ont rendus, & l'avancement de plusieurs d'entre eux aux Emplois les plus considérables du Royaume tant Militaires que Civils n'étoient que pour les flatter, afin de les mieux tromper, & il appelle Dieu à témoin des desseins & des résolutions qu'il avoit prises en ce tems-là d'abolir leur Religion peu à peu, & qu'il n'attendoit qu'une occasion favorable pour ce grand Ouvrage, comme il est appelé par notre Roi & par cet Edit.

Pendant ce tems qu'il faisoit si bonne mine aux Protestans & les flouroit solennellement de sa Bienveillance & qu'il le témoignait même à quelques Princes Protestans, en les louant de ce qu'ils lui étoient très-fidèles & promettant d'observer toujours inviolablement l'Edit de Nantes, qui étoit comme la *grande Charte* des Protestans de France; En ce même tems, dis-je, il faisoit secrettement & soudement mille pratiques pour disposer les choses au grand œuvre, principalement en Angleterre, qui étoit regardée depuis long-tems comme le Chef de la Religion Réformée, & la Terreur du Roi de France & du Monde Papistique; il témoignait la crainte qu'il avoit de la Nation Angloise lors qu'il chassait d'une manière barbare Sa Majesté d'aujourd'hui & le dernier Roi avec disgrâce, plutôt que de déplaire à Cromwel; C'est cette peur qui l'obligeait à s'appuyer entièrement à diviser & à affaiblir les Protestans d'Angleterre, & à assister secrettement de ses Conscils & de son argent le dernier Roi pour augmenter & fortifier le Parti Papiste: Pour cela son cher Conseiller le Jésuite la Chaise, eut ordre d'entretenir Correspondance avec Coleman, qui étoit en ce tems-là Secrétaire du Roi d'aujourd'hui, & les (d) Lettres qu'il a avoüées en présence de mille Personnes, montrent que le dessein auquel ils travaillaient, étoit d'exterminer la Religion Protestante sous le nom d'Herésie du Nord, & on auroit appris dix fois davantage des particularités de ce maudit dessein si toutes les dernières Lettres de Coleman écrites depuis deux Ans & demi qui furent portées à Whitehal n'avoient pas été supprimées & dérobées à la vue du Parlement; Cependant Coleman lorsqu'il fut examiné & jugé avoua devant tout le Monde le dessein qu'on avoit formé de renverser la Religion Protestante: Et qu'il n'étoit pas le principal Agent en cette affaire, mais un Ministre subalterne.

Il paroît par ces Lettres que l'argent du Roi de France devoit faire cet ouvrage, & les Lettres produites au Parlement par le Lord Montague d'aujourd'hui, & que le dernier Roy avoit été écrites par son Ordre, prouvent que le dernier Roi vouloir bien être le Pensionnaire du Roi de France moyennant cinq-cent mille Livres Sterling par An pour ne point faire assemblée de Parlement; ce fut alors qu'on découvrit les progrès & l'accroissement de la Papauté, & le danger qu'étoit la Religion Protestante, & sur cela on forma le Test, & on se préparait à faire d'autres Loix pour nous assurer contre les desseins du Papisme.

On sçait aussi fort bien, que dans le même tems les Conscils des Jésuites mirent en pratique toutes sortes de machinations & pratiques pour corrompre la foy & la Religion des Provinces Unies, & pour les faire tomber sous la Domination du Roi de France, ou du moins sous sa Dépendance.

Personne n'ignore aussi, que le Roy de France & le dernier Roi d'Angleterre avoient fait un Traité ensemble pour conquérir ces Provinces & les partager entre eux afin qu'elles ne pussent plus être en secours ni servir de refuge aux Protestans. Que Votre Altesse nous pardonne la hardiesse que nous prenons de lui demander, s'il n'est pas vrai que la pitié & la fidélité en la Religion Protestante, & la fidélité inviolable aux Libertés de la Patrie, furent attaquées & mises à l'épreuve par ces deux Rois, ou du moins par l'un d'eux, & s'il n'est pas vrai encore que la générosité, le mépris & l'indignation avec laquelle elle recut leurs Propositions indignes, ont donné à ces Rois une aversion & haine implacable contre votre Altesse, dont elle a toujours depuis ressentie les effets.

(d) Voyez les Lettres de Coleman imprimées & publiées par l'ordre du Parlement.

Le Monde a aussi vu les effets de l'attachement ANNO qu'à eu le Roi de France à poursuivre ce même dessein en corrompant par ses Pensionnaires les Personnes les plus considérables du Royaume de Suède, & ceux qu'il pouvoit aussi gagner à la Cour de Brandebourg & en celles des autres Princes Protestans, pour les empêcher d'appuyer l'Intérêt Protestant.

Mais la plus considérable dépense étoit employée envers le Roi d'Angleterre & ses Ministres & Conseillers qui avoient part à toutes les pratiques & menées secrètes qui se faisoient pour affaiblir la Puissance des Protestans, & pour porter à son comble la Grandeur, la Gloire, & la terreur du Roi de France; Mais cependant il n'osa pas se joindre ouvertement avec lui dans ce grand ouvrage contre la Religion Protestante, par la crainte qu'il avoit de ses Sujets, lesquels il abulsoit depuis long-tems par grand nombre de Protestations solennelles qu'il faisoit, de vouloir toujours être fidèle à leur Religion, & de la protéger aussi bien que leur Liberté.

Le Roi de France trouva par expérience, que les Parlemens avoient eu le crédit auprès du Roi, de rompre toutes les mesures qu'ils avoient prises ensemble pour la destruction des Provinces Unies, en le forçant à faire sa Paix avec ces Provinces en particulier, ce qui lui fit rabaisser les ailes, & l'obligea à rechercher adroitement une Trêve; C'est pourquoi il n'osa pendant la vie du Roi mettre en exécution son grand Ouvrage, duquel il déclara avoir conçu le dessein si long-tems en son cœur, qui étoit de se servir des Tournemens, des Meurtres & de toutes sortes de cruautés les plus barbares pour exterminer la Religion Réformée & ceux qui la prêchent, & d'en effacer entièrement la mémoire, comme les Edicts & ses pratiques d'aujourd'hui nous marquent ce qu'étoit son Intention.

Le Roi de France n'osoit lever le masque, & se montrer tel qu'il étoit, c'est à dire un Loup devantant contre ses propres Sujets, jusqu'à ce que notre Roi d'aujourd'hui eût épousé publiquement le dessein Papistique, lequel il avoit poursuivi long-tems avec lui en cachette, & jusqu'à ce qu'il eût commencé à violer les Libertés & la sûreté des Protestans, & eût rigé les Forces Militaires entre les mains des Papistes, & eût demandé le Consentement du Parlement pour faire une Loi qui l'autorisait à établir les Papistes pour Gardiens de la Religion & des Vies des Protestans, ce que le Parlement lui refusa.

Le Roi de France vit bien alors que la Nation Angloise n'étoit point en état de se employer à secourir ses Sujets Protestans quand il voudrait les détruire, & comme parle son Edit, étant par le moyen de la Trêve hors de crainte, d'être troublé dans cet ouvrage, il s'appliqua entièrement au grand Dessein, & envoya ses Dragons pour ruiner les Biens des pauvres Protestans, & pour les tourmenter en leurs Personnes avec plus de cruauté & de barbarie que l'on n'en avoit jamais exercé depuis la Creation du Monde; il se résolut pour sa gloire, comme son Clergé en parle, de montrer qu'il étoit le premier & le plus illustre Fils de l'Eglise, & le plus grand Destructeur de l'Herésie Protestante, ce qui étoit, comme ils lui disoient, un nom plus glorieux & plus immortel qu'aucun de ceux qu'il avoit acquis par tous ces Triomphes.

Il proposa alors ce grand Ouvrage d'Extirpation aux Nations étrangères, à la manière de Saul enflammé de menacer & de tuer, il envoya au Duc de Savoie, & comme on le plaignit à cette Cour, il fit peur à ce Prince & le persuada de prendre cette résolution sanguinaire Antichrétienne, de forcer les Anciens Protestans des Vallées de Piémont de se faire incellerment Papistes, lesquels étant fidèles à Dieu & à leur Religion, virent ordonné sur eux les Troupes de ce Duc appuyées des Dragons de France, & furent tourmentés & massacrés par eux d'une manière plus impitoyable que n'eussent été des (e) Serpens ou des Tigres, jusqu'à ce qu'ils aient été entièrement détruits & leur Pays donné aux Papistes. Cette Cour de Savoie semble avoir encore (f) honte de cette horrible méchanceté & allègue pour son Excuse, que le Roi de France avoit

(e) Voyez la Relation qui en est imprimée.

(f) Voyez les Lettres du Dr. Burnet qui fait cela pour s'en être loué à Turin.

ANNO 1688. avait déclaré qu'il voulait les exterminer par ses propres forces, & l'emparer du Fais, si le Duc n'y voulait pas contribuer.

La ruine des Protestans d'Angleterre a toujours été regardée comme le premier Article du dessein de l'Extirpation de la Religion Protestante, c'est pourquoi tous les Conscils Papilliques, leurs ruses & leurs Artifices, leurs Conspirations, empoisonnemens & massacres, y ont été employés il y a longtems, & ils ont entièrement gagné le Roi d'Angleterre pour le faire servir à ce dessein : Ils ont trouvé moyen de le joindre avec le Roi de France, afin que leurs Conscils, leurs Tréfors & leurs forces étant jointes ils pussent venir à bout du complot de soumettre l'Angleterre à l'obéissance de leur Eglise. Il paroit en plusieurs manieres que les deux Rois suivent une même conduite & que nôtre Roi suit les mêmes Methodes, qui ont si bien reüssi au Roi de France pour détruire les Protestans de son Royaume. Son premier attentat est de renverser nôtre Gouvernement & nos Loix, & la Liberté & la nature de nos Parlemens, de même que le Roy de France a commencé en s'emparant & usurpant la souveraine & legale Autorité de France, qui résidoit en l'Assemblée des Etats, de laquelle seule il tient sa Couronne. Nôtre Roi à l'imitation de son Frere de France, s'efforce de faire que toutes les Charges & la Magistrature du Royaume, qui selon les Loix de la Nation doivent dépendre du choix du Peuple, dépendent uniquement & immédiatement de son bon plaisir & de sa Volonté absolue, soit que ces Emplois & Magistratures tirent leur source de nôtre Droit Commun ou qu'elles aient été établies par des Statuts & des Chartres. Il s'efforce par divers artifices d'attirer à lui la disposition de tous les Droits & des Biens de la Nation, & de leurs Libertés & de leurs vies & de les faire dépendre de sa pure volonté en renversant l'Ordre établi de nos Jurés, & par des Juges & par un Chancelier, qui sont tous propres pour ce dessein, & qui dépendent entièrement de lui, travaillent à faire que ses Proclamations & Declarations l'emportent autant sur nos Loix en autorité, que les Edits du Roi de France l'emportent sur les Loix de Dieu, & sur celles de la Nature. Et à son exemple il entretient une armée mercenaire pour assujettir la Nation à sa volonté.

S'il peut parvenir à ses fins en cela, non seulement la forme du Gouvernement sera renversée, & la Liberté de la Religion Protestante selon toutes ses formes en Angleterre, & la Liberté de Conscience qu'il fait semblant de vouloir établir, seront renversées, ou tout au plus on n'en pourra jouir que par une faveur particulière, & il la pourra ôter aussi facilement que le Roi de France a aboli les Edits irrevocables, les Traites & les Loix de son Etat confirmées par son serment, & qui doivent être une aussi grande sûreté à ces Protestans qu'aucune Grande Charte que nôtre Roi nous puisse donner ou qu'aucun Aste d'Assemblée à laquelle il pourra donner le Nom de Parlement comme il en a envie, & il lui sera assez aisé dans l'Etat déplorable où il a réduit le Royaume, de faire une telle Assemblée.

Nôtre Roi suit encore l'Exemple de France, en assurant par écrit les Protestans de sa faveur & de sa bienveillance en leur promettant une Liberté de Conscience pareille à celle qu'auront les Papistes, en élevant aux Offices & aux Emplois ceux qu'il est résolu de ruiner & de détruire, arrêtant l'Execution des Loix contre eux & leur accordant Liberté de Conscience à quelques égards, & d'avoir leurs diverses formes extérieures de Service Divin, pourvu qu'ils n'aient aucun égard à la Conscience & qu'ils ne s'attachent point à la substance de la Religion Chrétienne, qu'il n'inspire que Justice & droiture, & qu'ils ne fassent aucun scrupule de lui complaire, & de l'assister dans les Crimes les plus horribles qu'il commettra contre Jesus-Christ, en usurpant & violant tous les Droits & Libertés du Royaume, & en s'attribuant une autorité tyrannique pour opprimer qui il lui plaît, ce qui est un renversement absolu des premiers fondemens & Regles de la Justice & de la Société humaine & par conséquent de la Religion de Jesus-Christ.

Ces choses de fait se trouvent d'elles mêmes, & montrent clairement que les horribles oppressions que fait nôtre Roi, sont les effets des Conscils du Parti Papiste, dont le Roi de France est le Chef. Que la

Conjuration qui se découvre à présent en Angleterre ANNO 1688. contre la veritable Religion & contre la Liberté, comprend tous les Princes & Etats Protestans de l'Europe; l'Angleterre est seulement attaquée la première comme le principal rempart, du Nom Protestant; Si les trois Royaumes d'Angleterre, d'Ecosse & d'Irlande peuvent être réduits sur le pied de la France dans la forme du Gouvernement & de la Religion, & que leurs forces soient unies contre tel Etat ou Prince Protestant qu'ils jugeront à propos d'attaquer séparément, en tenant les autres divisés entr'eux par leurs artifices, ce qui ne leur sera pas difficile, on doit demeurer d'accord, qu'il y aura peu d'espérance que cet Etat ou ce Prince puissent long-tems subsister.

Le Roi de France semble n'être pas fâché que l'on sache que leur Dessein Papistique regarde généralement tous ceux qui sont professors de la Religion Protestante, quoi que plus particulièrement l'Angleterre, car il a approuvé que la Harangue qu'un Evêque lui fit à Versailles en 1685. ait été publiée, par la bouche duquel tout le Clergé de ce Royaume parloit, puis qu'il l'avoit choisi pour cela; il loue le Roi de ce qu'il détruit les Protestans de son Royaume, & demande quelle chose ils n'en peuvent point encore attendre; L'Angleterre, lui dit-il, offre présentement à votre Majesté une des plus glorieuses occasions qu'elle puisse désirer; Le Roi d'Angleterre par le besoin qu'il aura de votre secours & de l'appuy de vos Armes pour le maintenir dans la Foi Catholique, vous fera bien tôt rencontrer l'occasion de lui donner une protection entière. Nous favons très bien qu'avant que le Clergé de France eût fait cette Declaration par la bouche de cet Evêque, que la même tête qui avoit causé la perversion & la destruction de tant de millions de Protestans en ce Royaume, avoit en vuë la ruine de la Religion & de la Liberté d'Angleterre: Mais ce qui nous surprit, ce fut de voir cette Harangue publiée par l'Autorité du Roy de France; & que nôtre Roi souffrit que la Traduction en fut débitee si publiquement en Angleterre & parmi le Monde. Nous trouvons qu'il estoit au dessous de la Majesté d'un Roi d'Angleterre d'être bien aisé que l'on déclarât à ses Sujets, qu'il s'étoit mis sous la protection d'un Roi de France, sur les Ancêtres duquel & sur son Royaume, les Rois d'Angleterre avoient remporté tant de Triomphes, mais il semble que tout ce qui peut servir au Dessein general d'extirper la Religion Protestante, doit être estimé glorieux.

Il n'est point nécessaire de représenter à Vos Altesces que la même Harangue reconnoît que les Conscils Papilliques, & la Conspiration contre l'Angleterre tendent aussi à la ruine de la Religion & de la Liberté des Provinces-Unies. Cet Evêque dit au Roi, qu'il avoit entrepris la Conquête de nouveaux Etats, pour y rétablir la Prelature, le Culte Religieux, & les Autels, que la Hollande & l'Allemagne n'ont été le theatre de ses Victoires, que pour y faire triompher Jesus-Christ, & afin que les Papistes puissent fouler aux pieds les Protestans & leur Religion, & il dit cela, comme il l'assure, selon le veritable Esprit de l'Eglise, & donne à entendre que les espérances qu'ils ont du succès de leur dessein contre les pauvres Protestans, sont sans bornes; car, dit-il, que ne pouvons nous point en attendre?

Nous devons avoir ingénument que nous n'avons pas été assez prompts à croire cette dénaturee Conspiration Papistique contre tous les Protestans, & qu'à nôtre égard en particulier nous avons été abusés par les promesses que nôtre Roi nous faisoit de protéger & maintenir nôtre Religion, nos Loix & nôtre Gouvernement, jusqu'à ce que nous les avons vus appésés & minés, & la fûce prête à s'allumer par un Conventicule de gens corrompus & gagnés pour servir aux desseins pernicieux du Roi, que le Roi peut faire assembler, qui s'attribueront le nom de Parlement: Nous nous apercevons bien du danger où nous étions à l'égard de la Liberté & de nôtre Religion, & du Gouvernement, lors que nous vîmes que Sa Majesté d'aujourd'hui declara que le feu Roi estoit Papiste; mais nous voyons qu'avec tous leurs secrets Conscils réunis, ils n'avoient pas été capables d'empêcher que nous ne fissions quelques Loix pour la sûreté des Protestans en excluant les Papistes de nos Parlemens & de tous les Emplois, & nous espérons que la vie de nôtre Roi ne seroit pas assez longue pour renverser par degrez

com.

ANNO comme ils avoient commencé, les fondemens de notre
1688. Gouvernement Civil, ni étendre la belle lumière des vérités Chrétiennes, dont nous faisons profession, & nous étions assurés que Vos Alteſſes étoient parfaitement éclairées dans les Doctrines de la Religion Protestante, & dans toutes les Vertés Royales & Chrétiennes & dignes d'occuper le Throne du Monde le plus élevé.

C'est pourquoi nous nous exhortons les uns les autres à souffrir avec patience tous les attentats de Sa Majesté contre nos Loix & Libertés, esperans que Vos Alteſſes nous en delivreroient heureusement dans peu de tems à la confusion éternelle des desseins Papitiques formés contre notre Gouvernement & notre Religion, & pour delivrer tant de glorieux Martyrs, & Confesseurs qui gemissent dans tous les États de l'Europe.

Mais comme Vos Alteſſes étoient les plus grands objets de nos esperances temporelles; aussi la pensée qu'avoient les Papistes de la succession de Son Alteſſe Royale à la Couronne jointe aux vertus de Vôte Alteſſe & à sa pousse & vaillance dans la guerre, étoient un sujet de terreur & de crainte à tous les Conseils Papitiques de l'Europe, c'est pourquoi ils ont eu recours à diverses deliberations; ils ont quelquefois proposé en vertu de l'Autorité du Roi avec celle du Parlement de lier Vos Alteſſes sous les noms trompeurs de Liberté de Conscience & de grande Charte, quand elles viendroient à la Couronne, de les lier, dis-je, par des conditions pareilles à celles qui furent obtenues dans le Parlement dans les affaires de la Reyne Marie & Elizabeth, qu'ils esperoient encore de renforcer en mettant les Papistes en possession des forces & de l'Autorité du Royaume, qui seroient joints à toute la puissance du Roi de France, en sorte que Vos Alteſſes ne peussent être admises paisiblement au trône, à moins que vous ne vous soumettiez aux Papistes & dépendiez d'eux, & des Conditions qu'ils voudroient vous imposer; Mais ils trouverent beaucoup plus de difficulté qu'ils ne s'étoient imaginés au commencement, à obtenir un Parlement qui voulût se joindre à Sa Majesté dans un semblable Projet contre Vos Alteſſes, c'est ce qui fut causé que quelques-uns des Papistes les plus circonspects qui avoient des biens considérables, ne purent supporter la proposition d'employer la force d'une Armée mercenaire & la puissance de France pour faire violence à l'Heritiere de la Couronne, & ils proposèrent que Sa Majesté devoit plutôt se servir de la force du Pouvoir paternel envers Madame la Princesse, & employer tous les arguments tirés de son propre intérêt, pour la porter ou à changer de sentimens pour la Religion, ou au moins à avoir des sentimens modérés à cet égard, & à la faire incliner à consentir à ce qu'ils eussent une entière Liberté. Que si ces moyens étoient inutiles, qu'enfin Vos Alteſſes se laisseroient aller à donner leur consentement à la Declaration de Sa Majesté pour la Liberté de Conscience, & qu'Elles concourroient à demander avec lui au Parlement la Revocation des Loix penales, & du Test. On s'imaginait, que l'on pourroit persuader à Vos Alteſſes, que les Loix dont Sa Majesté vouloit dispenser, n'étoient que deux ou trois Loix faites contre ces Protestans Nonconformistes qui s'assembloient dans leurs Conventuels, & quelques Loix faites depuis la Reformation, pour obliger seulement les Papistes par de grandes severités à aller à l'Eglise, & pour éloigner les Prêtres du Royaume, & on esperoit que la tendresse generale de Vos Alteſſes envers tous les Chrétiens, & le grand penchant qu'Elles ont pour la Liberté des Consciences, les auroit portés sans un plus grand Examen à descendre à la Requête de Sa Majesté.

On croyoit que Vos Alteſſes ne s'informeront jamais des Loix Penales qui avoient été établies par les anciens Papistes, il y a plusieurs centaines d'années, contre les usurpations horribles de l'Eglise Romaine fur les Droits de la Couronne & du Royaume, par lesquelles ils avoient appauvri, réduit en esclavage, & presque ruiné le Royaume. On croyoit aussi que Vos Alteſſes ne s'apercevraient point que le Roi avoit rouvert la porte pour faire revenir toutes ces méchantes pratiques de l'Eglise Romaine, & que la Revocation de ces Loix les retablirait.

On supposoit que Vos Alteſſes ne faisoient pas que les Loix penales contiennoient quantité de Declarations des plus antiques que l'on pût trouver dans

Tom. VII. PART. II.

tous les Memoires, touchant les Droits de la Couronne d'Angleterre, la forme & Constitution de notre Gouvernement, & les Droits & Libertés des Sujets: Les pretensions de la Cour de Rome, son usurpation & ses abus & oppressions insupportables ayant forcé les Rois & les Parlemens à faire ces Declarations qui sont des Témoignages anciens des Droits Hereditaires des Princes & des Peuples & qui font d'un prix incalculable.

On s'imaginait, que Vos Alteſſes ne penetraient point dans les conséquences d'une Revocation generale des Loix penales, laquelle en confirmant la Declaration de Sa Majesté, comme il le propose, auroit été l'établissement le plus parfait & le plus absolu du Papisme que l'Eglise Romaine pût souhaiter. Tous les Canons & les Loix de l'Eglise Romaine auroient eu alors la même force, qu'elles avoient il y a cinq cents ans, & son Autorité & Jurisdiction sur nos personnes & sur nos biens, seroient établies & approuvées par les Parlemens, tout de même qu'elles l'étoient par cy-devant. Cette partie de la *Magna Charta* même sera abolie, qui établit des peines contre ceux qui se laissent séduire par les Prêtres pour donner leurs Terres aux Maisons Religieuses.

On s'alluroit tellement de pouvoir tromper Vos Alteſſes, & d'obtenir leur consentement pour l'Abolition des Loix penales, que les Prêtres faisoient courir le bruit que vous y aviez consenti, & que vous vous entendiez bien avec Sa Majesté sur cela; un méchant Jesuite avoit l'impudence d'en parler tout bas comme d'un Secret, & de dire que leur dessein general ne pouvoit manquer, puisqu'ils étoient assurés secrettement que le Prince d'Orange y concourroit quand il seroit tems de le déclarer.

Nous étions bien avertis de la fausseté de ces bruits, parce que quelques-uns de nous avoient les vains efforts que l'on faisoit pour cela auprès de vous par l'ordre de Sa Majesté. Et nous fumes fort surpris quand un de nos Amis à Whitehal dit à l'un de nous vers la fin du mois d'Aoust dernier, que les bruits que l'on avoit répandus, que Vos Alteſſes convenoient sur ce fait avec Sa Majesté, s'étoient tout d'un coup évanouïs, & qu'il avoit ouï un murmure de gens qui disoient avec beaucoup de dépit, que Vos Alteſſes étoient obstinées en leurs erreurs; qu'Elles voulaient gagner l'affection de l'Eglise Anglicane, & qu'elles ne voulaient plus penser à Vous, mais que Vous vous en repentiriez.

Un petit nombre d'entre nous qui confessoient souvent ensemble, conclurent que le Roi avoit changé de mesures. Mais ils ne pouvoient s'imaginer ce que l'on pourroit proposer à un Parlement au lieu du consentement d'un Successeur Protestant, pour l'obliger à révoquer les Loix Penales, selon le desir de Sa Majesté. Peu de tems après nous entendimes dire tout bas que la Reine étoit grosse, & les Papistes commencèrent à en triompher, & les Prêtres à dire impudemment, que cela éloigneroit Son Alteſſe Royale de la Succession, quand même ce seroit une Fille, & affirmoient avec autant d'ignorance que d'impudence que si la Reine avoit une Fille qui fût née après l'avènement du Roi à la Couronne, elle devoit succéder devant une Fille née pendant qu'il n'étoit que Duc; mais il n'y avoit que les Papistes qui ajoutaient foi aux bruits de sa grossesse, & la Fable de la Requête de la Duchesse de Modene au Ciel ou dans le Purgatoire, & de Notre Dame de Lorette qui lui aidait à concevoir un Fils pour l'occasion prelatée, portoit tous ceux qui n'étoient pas Papistes à croire que c'étoit une pure invention des Prêtres, quelque chose qui en pût arriver.

Les contes qu'on en faisoit marquoient que cette histoire étoit forgée au même coin que les Legendes, & c'étoit un sujet de rictus parmi le Peuple, & propre pour les Lardons des Poètes, & pour leurs Satyres, qui étoient si communes qu'elles paroissent à Whitehal même; & il ne faut pas douter qu'elles ne parvinssent aux oreilles de Sa Majesté & de la plupart de sa Cour. Les Protestans les plus judicieux comprirent d'abord qu'on avoit dessein de supposer un Fils pour rabaisser la grande reputation & la puissance de Vos Alteſſes, tous les Protestans de l'Europe jetans avec raison leurs yeux sur Son Alteſſe Royale, comme étant presomptive Heritiere de la Couronne d'Angleterre, & Vôte Alteſſe devant être à tous égards un Chef tres-propre pour le Parti Protestant contre le dessein general des Papistes.

A a

Ll

ANNO
1688.

ANNO 1688. Ils jugeoient que cette pratique étoit nécessaire pour maintenir la gloire & la terreur du Roi de France, contre la grande réputation de Vos Alteſſes & la grande idée qu'on en avoit, qui s'augmentoit par l'Expectation de la Couronne d'Angleterre.

Tout le monde ſait, qu'il craint que Vous ne redemandiez & recourriez vos Droits, & ne les arrachiez des mains de ſon injuſtice & de ſa violence, & que vous ne foriez le Protecteur du Parti Proteſtant dans toute l'Europe contre ſes deſſeins ſanguinaires & tyranniques.

Il ſait que ſi Son Alteſſe Royale ſuccède à la Couronne d'Angleterre, il ſera incontinent hors d'état de pourſuivre ſes cruels deſſeins contre les Proteſtans des autres Pais, & qu'à peine pourra-t-il même ſe ſoutenir & continuer ſon triomſte ſur ſes misérables Sujets.

La ſeule Expectation où l'on a été pendant huit ou neuf mois que la Reine pourroit accoucher d'un Fils, étoit fort avantageuſe aux Papilles, quand même le tour leur auroit manqué à la fin par quelque accident fâcheux; car il ſuſpendoit pour un temps toutes les eſpérances que tous les Proteſtans avoient conçues de Vos Alteſſes. Cela relevoit les eſpérances de tous les Papilles, & les faiſoit deſirer triompher, fortifier ſes mains & les courages des Papilles Anglois pour leur faire pourſuivre leur deſsein avec vigueur; cela attirait les Proteſtans mercenaires & ſervant au tems, à embraffer leur parti, & portoit pluſieurs des foibles Noncés-formés à croire qu'il y auroit une Succeſſion de Princes Papilles, & qu'ils ne devoient attendre que d'eux la Liberté de Conſcience, & concluoient qu'ainſi ils devoient ſervir à leurs deſſeins.

Quand nous voyions les railleſies que tout le monde faiſoit ſur le gros ventre de la Reine, & les trilles penſées qu'avoient ſur cela les plus judicieux, qui craignoient avec raiſon que pour appuyer le deſſein des Papilles, on n'impoſât au Royaume un Fils ſuppoſé, nous réſolûmes d'obſerver les commencemens, le progrès, & la fin de l'impoſture, autant que nous pouvions en être informez. & nous reconnûmes d'abord que leurs Prêtres étoient les premiers qui répandoient cela par tout, & qui aſſuroient ſans balancer que c'étoit une vérité incontestable, & ne faiſoient pas difficulté de dire que la Reine étoit groſſe d'un Fils, qui ne manqueroit pas d'achever l'établiſſement de leur Eglise en Angleterre; auſſi aſſûrément comme ſ'ils avoient vu le *Fœtus* parfaitement formé dans ſon ventre, ou plutôt comme ſ'ils avoient été complices du deſſein de la ſuppoſition d'un enfant, & qu'ils euſſent eu leur part en cette conduite.

Leurs manières de parler & de ſe vanter augmentèrent le ſouffron que nous en avions. Nous favions que cette engence de Prêtres eſt capable des plus grandes méchanctés pour le ſervice de leur Eglise, & qu'ils le ſont toujours rendus fameux en toutes ſortes d'impoſtures & de fourberies. Ils ont une fois fabriqué un *Evangele Eternel*, comme ils l'appelloient, pour avancer les Ordres des Moines mendians; & ſi nous en croyons quelques uns d'entre eux, ils ont dans les riches Convents un *Pere Titir*, pour faire des Titres, afin d'avoir les champs de leur voiſin qui touchent aux leurs, lors qu'ils en ont envie. Ces mêmes Prêtres en pareille occaſion ſuppoſent que la Reine Marie étoit groſſe, afin de produire un Heritier poſſible qui auroit avancé leurs intereſſes, & on en triomphoit autant à Rome, & on y faiſoit autant de prières ſolemnelles pour cet Enfant, auſſi bien que dans les autres Pais Papilles, comme l'on en a fait en cette dernière occaſion; mais leur deſſein échoua malheureusement lors que l'on attendoit ſa délivrance, & leurs joyes & leurs Oraïſons s'évanouirent en fumée.

Quelques uns de ces Prêtres furent les Agents de l'ſurſurpation cruelle & dénaturée du Roi Richard troiſième. Un Prêtre prêcha à la Croix de Saint Paul, que le Roi Edouard IV. ſon Frere aîné, daquel le Roi Richard avoit malſacré le Fils, étoit un bâtard, & non le Fils légitime de Richard Duc d'York, & que Richard étoit le véritable Fils légitime, & avoit été pendant un long-temps privé injuſtement de la Couronne qui lui appartenait.

C'eſtoit par l'invencion & par la pratique d'un Prêtre que *Lambert Simel* Fils d'un Boulanger, s'éleva contre le Roi Henri VII. ſuppoſant qu'il étoit Comte de Warwick, & fut proclamé Roi en Yrlande, & mar-

cha en Angleterre avec une bonne Armée pour maintenir ſes prétentions. Et ce fut auſſi par le conſeil du même qu'une autre perſonne ſuppoſée, nommé *Perkin Warbeck*, fut propoſé contre le même Henri VII. par Marguerite Duchefſe de Bourgoigne, qui ſuppoſoit que c'étoit Richard le Fils puîné d'Edouard IV. & torma un ſi conſiderable parti en Irlande, & fut ſi bien reçu & aſſiſté en Ecoſſe, qu'il penſa emporter la Couronne. Et nous ne pouvions pas oublier l'impoſture que les Jeſuites ont pratiquée ces derniers temps pour procurer un Heritier à une Couronne qui eſt deyenné leur principal appui dans l'Europe.

Le ſouvenir de ces fraudes & de pluſieurs autres des Prêtres Papilles, pour changer les Succeſſions des Couronnes, afin de ſervir leur Eglise, joint à l'application qu'ils faiſoient paroître de préoccuper les Eſprits du Peuple de l'opinion de la groſſeſſe de la Reine, & que c'étoit d'un Fils, dans un temps qu'il étoit naturellement impoſſible de connoître ſi elle étoit groſſe en effet, tout cela, diſ-je, miſ ensemble, conſormoit le ſouffron que nous avions qu'ils jouoient leur rollet, & qu'on avoit réſolu de nous donner pour Prince de Galles un Enfant ſuppoſé, comme les bruits publics l'aiſſuroient hautement.

Les Recueils & Remarques que nous avons faites depuis ſur les choſes qui ſont arrivées pendant la groſſeſſe ſuppoſée de la Reine, & ſur ſon prétendu accouchement d'un Fils, nous ont rendu la choſe ſi claire, que ce ne ſont plus des ſouffrons que nous en avons, mais nous concluons & croyons fermement que ce prétendu Prince de Galles n'eſt qu'un Enfant ſuppoſé, & nous croyons qu'il eſt de notre devoir envers Vos Alteſſes, envers notre Patrie, & envers tous les Proteſtans, puis que cet Enfant leur eſt contraire à tous, de vous repréſenter les remarques que nous avons faites ſur toute l'affaire, pluſieurs d'entre nous ayant été ſur la fin fort près de la Cour pendant que cette Comédie s'eſt jouée.

Nous demandons tres-humblement permiſſion à Vos Alteſſes de leur repréſenter, qu'avant que nous puiffions avancer d'une manière convainquante les faits particuliers, & les circonſtances que nous avons obſervées ſur ce ſujet, il eſt néceſſaire que nous prouvions la vérité de quelques Concluſions générales tirées des preuves & témoignages qui nous peuvent faire faire un droit jugement de ce Prince ſuppoſé, & ſi Vos Alteſſes font pleinement convaincus de la vérité de ces Concluſions, deſquelles nous ne pouvons douter, elles pourront enſuite d'Elles-mêmes voir tres-clairement ſans autre enquête, qu'on ne peut pas croire, ſelon aucunes regles de Juſtice ni de Droit, que ce Prince de Galles ſoit né de la Reine.

La première Concluſion certaine qu'il faut avoir devant les yeux eſt celle-cy: c'eſt que par les regles univerſelles de la Juſtice & de l'Equité, l'Enfant de notre Reine, qui devoit être Heritier de la Couronne des trois Royaumes, & exclure l'Heritiere preſomptive & les autres Princes & Princeſſes du Sang qui y pouvoient prétendre; cet Enfant, diſ-je, devoit naître d'une manière à ne laiſſer aucun doute qu'il ne fût véritablement de la Reine, en preſence d'un grand nombre de témoins non ſuſpectés, d'une Réputation ſans tache, & dont on ne pût ſouffronner la bonne foy, & ſeuls que les demandeurs une occaſion d'une ſi grande importance, afin que les Preuves de cette Naiſſance ne peuffent être raiſonnablement conteſtées ou revocquées en doute ny en Angleterre ny dans aucun autre Etat.

Un Fils de la Reine entre au moment de ſa Naiſſance dans les Droits de Son Alteſſe Royale Madame la Princeſſe; Elle perd par là, le Droit immédiat qu'Elle a à la Couronne, & il n'y a point de Regles dans la Juſtice, ny dans les Droits du Gouvernement Civil qui permette à qui que ce ſoit d'entrer en poſſeſſion d'un Droit, ou qui exclue un autre des Droits que la Loy lui donne, ſans de ſuffiſantes preuves qu'il a un Droit plus grand que l'autre.

Nos Loix d'Angleterre, & les Statuts particuliers du Royaume faits ſur ce ſujet, ne veulent pas qu'on entre dans le Droit légal d'un autre, & ne le ſont pas deſcendre de la volonté du Roi ou d'aucun Sujet. Ce procédé détruit abſolument la Propriété, diſſout tout le Gouvernement Civil, & renverſe le Droit naturel. Et lors qu'une perſonne entre dans le Droit d'un autre ſans donner une pleine & claire juſtification qu'elle a de plus grands & de meilleurs Droits, c'eſt directement

contra

ANNO 1688.

ANNO contre les Loix éternelles de la justice que Dieu a éta-
1688. blir parmi les hommes.

Sur ces fondemens infallibles nous établissons nôtre Conclusion, & disons qu'il faut que ceux qui prétendent que le prétendu Prince de Galles est né de la Reine, le justifient d'une manière si claire & si évidente qu'elle soit au dessus de toute contradiction, qu'ils y sont obligés par les Loix d'Angleterre, par celles de la Justice Civile, & du Gouvernement, & par les Loix de Dieu; & qu'avant que ses Patrons le puissent faire entrer en possession des Droits de Son Altesse Royale qui est par les Loix reconnu l'héritier la plus proche de la Couronne, ils doivent justifier à l'Angleterre & à toute l'Europe qu'il est véritablement le Fils de la Reine.

C'est une Coutume établie dans tous les Royaumes du monde qui sont Hérititaires, que quand les Princes viennent au monde, les Princes du Sang y sont présents; les principaux du Clergé & de l'Etat, les Ambassadeurs & les Ministres des Princes Etrangers s'y trouvent aussi, afin que tout le monde sache qu'ils sont Héritiers, & qu'on ne puisse contester leur Droit. Et quand on prétend à un Droit de quelque sorte qu'il soit, purement en vertu de la Naissance, ceux qui le prétendent sont obligés de prouver leur Naissance des personnes dont ils se disent Héritiers, sans quoy ils sont évincés de leurs demandes. Pour les personnes du commun il n'est pas à la vérité nécessaire de témoignages si expres & si clairs, & la justice ne le requiert pas. Les choses varient selon les circonstances, & ce qui pourroit suffire pour justifier la Naissance d'un particulier peut avec justice être regardé comme insuffisant pour justifier la Naissance d'un autre. Mais la naissance du prétendu Prince de Galles demandoit nécessairement à cause des circonstances d'être pleinement justifiée, & par un si grand nombre de Témoins qu'on n'en pût avoir le moindre doute. Car toutes les circonstances de cette Naissance prétendue étoient tout à fait extraordinaires.

On étoit généralement persuadé que la Reine, à cause de ses maladies & de ses infirmités, étoit hors d'état d'avoir des enfans, qui pussent vivre. Le fameux Docteur Willis étoit de ce sentiment, & s'en étoit expliqué à l'occasion d'un Enfant que la Reine eut dans un tems qu'elle étoit encore beaucoup plus forte qu'elle n'est à présent, car il disoit qu'il y avoit *mala femina vite*, cela a été confirmé par l'expérience de plusieurs années.

Il est notoire que dans tout le Royaume, quoi que le Roi & la Reine aient pu dire pour persuader cette Grossesse, & qu'on ait ordonné des prières pour cela, il n'y a pas eu de deux cents personnes, une qui l'ait crû.

Elle n'a pas été plus crûe dans les autres Pays Protestans qu'en Angleterre, & il a couru par tout des Ecrits qui ont publié que tout ce qu'on devoit de la Reine n'étoit qu'un artifice des Jésuites, qui pour encourager les Catholiques, & faire des prosélytes, les voulaient flatter de l'espérance d'un Successeur Papiste.

Il étoit de notoriété publique que dans la plupart du Royaume, on soupçonnoit fort le Pape, d'avoir dessein de supplanter un Prince de Galles.

Il y avoit encore des circonstances sur la naissance de ce Prince supposé, qui étoient d'une autre sorte, & qui n'étoient pas moins importantes. On tenoit généralement que la sûreté ou le danger de la Religion Protestante, non seulement en Angleterre, mais dans tous les Royaumes & les Etats de l'Europe, dépendoit de-là.

La Naissance de ce Prince étoit à plusieurs Princes & Princesses l'apparence qu'ils pouvoient avoir part à la Couronne, & exposoit l'Angleterre au danger d'avoir un Roi enfant, & de le voir effectivement assujéti sous la domination de Rome.

Toutes ces circonstances qui se trouvoient en la naissance du supposé Prince de Galles, étant en si grand nombre & si importantes qu'ils ne s'en est peut-être jamais rencontré de semblables en la Naissance d'aucun Prince. Il est clair que dans cette occasion, le Droit Naturel, commun à toutes les Nations, & les Loix, & les Coutumes d'Angleterre voulaient qu'on eût des Preuves incontestables que ce Prince étoit véritablement le fruit de la Reine, & que cette Naissance se fût faite d'une manière si publique & si notoire qu'elle ne put pas laisser le moindre lieu à la défiance, &

TOM. VII. PART. II.

aux soupçons, & qu'elle eût assoupi & éteint tous les ANNO
bruits qui s'étoient répandus près & loin à son préjudice, & fait évanouir tous les fâcheux préjugés qu'on en avoit eû.

1688.

La Justice, les Loix, & la Prudence demandoient nécessairement des Preuves telles que nous les avons représentées dans notre précédente Conclusion.

Il falloit le témoignage de personnes qui en eussent une certaine connoissance. Il falloit qu'il y eût des femmes présentes qui pussent attester avoir vu fort cet enfant du ventre, qui eussent mis aussi tôt entre les mains des hommes, & qui le leur eussent fait voir avec toutes les marques ordinaires d'un enfant naissant, & qui fort immédiatement du ventre de sa Mere; qu'en un mot on l'eût fait voir tout nud & en l'état que se trouve un enfant au moment de sa naissance, & avec toutes les marques visibles & inséparables d'un enfant nouveau né. Circonstances qu'on observe toujours en France en la naissance des Princes du Sang, qu'on qu'éloignés de la Couronne.

Que les Témoins soient propres à témoigner de faits si importants, & dans la qualité qui répond à la grandeur des personnes & des choses dont il est question, & des conséquences qui en peuvent suivre. La lumière de la Nature nous découvre l'équité des Loix Romaines qui veulent que le mariage & la naissance des enfans soient attestés par des témoins irréprochables & dignes de foy. La plupart de ceux qui ont écrit sur les Loix se servent de ces termes, *Matrimonium & filiationem qui afferunt, debent probari per testes idoneos omni exceptione majores*, c'est-à-dire, que ceux qui assurent qu'un Mariage s'est fait, ou qu'un enfant en est né, le doivent faire voir par de bons témoins, & sans reproche. Il en falloit de tels en cette occasion icy, & contre qui ni les Anglois ni les Etrangers n'eussent rien à dire.

Que les témoins de l'un & l'autre Sexe aient l'âge competent, que les femmes soient des personnes graves & modestes, dignes de foy, & propres à se concilier le respect des personnes de qualité, à qui elles sont obligées inévitablement d'exposer les ouvrages de la nature nuement & sans détour.

Il est aussi nécessaire qu'elles aient une connoissance suffisante de la grossesse des femmes, qu'elles sachent par expérience & de quelle manière les femmes se trouvent dans le moment de leur travail, & après quels sont aussi les symptômes & les accidens, où fort souvent les femmes pendant le tems de leur grossesse, jusques à ce que les neuf mois soient expirés, & que le terme de leur accouchement soit venu; qu'elles sachent aussi connoître si un enfant est à terme ou non. Il faut nécessairement que les témoins aient une connoissance exacte de tout cela, ou qu'ils en aient été pleinement instruits & informés par des personnes fideles & d'expérience, que le Royaume soit assuré qu'on ne leur peut avoir imposé, & fait illusion, en leur faisant croire que le Prince prétendu est né de la Reine, quoy qu'il ne le fut pas en effet.

Les règles générales de nôtre Droit Canon portent que les Témoins doivent être des personnes connues dans le Royaume, que leurs personnes, leur nom, leur profession, leurs emplois soient connus. Nos Loix fondamentales ont ordonné que les matieres de fait soient décidées par les Jurés du Voisinage où les faits sont arrivés; que les Témoins soient connus aux Jurés, & quand on produit des témoins inconnus au Voisinage, la chose demeure suspecte, & est sujette à de grands soupçons, à moins qu'ils ne fassent clairement connoître aux Jurés, qu'ils ont plus de connoissance de la chose que ceux qui sont sur les lieux.

Les Raisons de nôtre Loy font en cela d'une force invincible dans le cas du Prince supposé: Il est évident que les Témoins de sa naissance doivent être des personnes connues de tout le monde, sur la connoissance, la fidélité, & la bonne foi de qui tout le Royaume, & toute la Chrétienté puisse se reposer dans un sujet de cette importance. Il ne faut pas s'imaginer que dans cette affaire des personnes obscures & inconnues, & dont on n'avoit jamais pu parler en ce Royaume ni ailleurs, & particulièrement des Etrangers sans nom, comme des François, Italiens ou autres, pussent être des Témoins competents. Et si on considère les Circonstances, il est évident que le témoignage prétendu doit être rejeté; & si on s'en sert, c'est un préjugé de l'injustice de leurs prétentions, veu que l'on avoit un Royaume entier, outre plusieurs personnes éminentes,

As 2

188

ANNO 1688. les Ministres des Princes & des Etats étrangers, desquels on pouvoit choisir facilement des Témoins non suspects, & dont le témoignage n'auroit pu être revocqué en doute, & c'étoit une nécessité de le faire d'autant plus indispensablement que le Roi & toute sa Cour avoient fort bien, que la grosseffe de la Reine étoit généralement revocquée en doute, tant en Angleterre que dans les Pais étrangers.

Les Témoins de la Naissance du prétendu Prince de Galles devoient être ou des personnes considérables dans l'ordre Ecclesiastique, comme sont les Archevêques & les Evêques, ou parmi la Noblesse, comme sont les Seigneurs de la premiere Qualité en Angleterre, ou enfin il falloit qu'ils fussent des gens d'un mérite extraordinaire, & qui eussent possédé les plus grandes Charges du Royaume.

Nos Loix nous ordonnent d'examiner les Témoins en chaque cas particulier d'une manière du monde la plus indifférente, & sans avoir égard à personne, & veulent que nous pensions avec attention toutes les circonstances du fait, & du témoin, comme la capacité & tout ce qu'il avance pour prouver ce qu'il dépose. Mais quoique nos Loix ne supposent pas que la sincérité soit indispensablement attachée à la qualité des personnes, néanmoins elles ne laissent pas d'avoir des égards encore beaucoup plus particuliers pour des personnes illustres en naissance, & considérables dans le Royaume, par la grande quantité des biens qu'elles y possèdent: & en effet on doit préférer leurs témoignages aux dépositions des gens d'une éducation basse, & à qui d'ailleurs la pauvreté imposé comme une nécessité absolue de fuir aveuglément la volonté d'autrui.

Mais puis qu'on peut connoître avec la même facilité les circonstances, & les qualités des témoins, soit qu'ils soient d'un ordre relevé, soit qu'ils ne le soient pas; c'est avec raison que nos Loix ajoutent plus de foi à ceux qui sont distingués par leur Noblesse, & par les grandes Charges qu'on leur a confiées: c'est aussi pour cette raison qu'elles ne veulent point d'autres Témoins pour prouver un fait aussi important que l'est la naissance d'un Prince: car à moins d'en être assuré, on pourroit toujours douter du vrai Successeur de la Couronne; on pourroit exclure le vrai Héritier, & lui substituer un autre qui ne fût qu'un Héritier supposé.

Et puisque nos Loix supposent que les gens de haute Qualité ont plus d'égard que les autres à leur réputation, & plus de tendresse même pour les matières de conscience, il ne faut pas s'étonner si on se contente d'une Protestation faite par une personne de qualité sur son honneur, au lieu qu'on exige des autres un serment positif: d'icy vient que les simples déclarations des personnes de qualité de la naissance d'un Prince ont toujours passé en Angleterre pour des preuves certaines du fait.

On peut encore ajouter d'autres raisons pour lesquelles nos Loix nous obligent de donner plus de crédit aux témoignages des personnes de qualité; c'est que les gens de qualité convertent plus souvent avec le Roi & la Reine que les gens d'une qualité inférieure.

Ces Dames du premier ordre ne gardent pas toutes les mesures que les autres garderont; elles s'approchent hardiment de la Reine en ses couches, pour être les Témoins oculaires de la naissance d'un Prince, qu'elles peuvent considérer de si près qu'il est impossible qu'on les trompe par un enfant supposé. Et on ne doit pas s'imaginer, qu'on les puisse corrompre par argent ou autrement, pour trahir leurs propres intérêts, & ceux de leur Patrie en se déclarant pour un Prince supposé.

On peut juger par tout ce que je viens de dire que si les témoins de la Naissance d'un Prince Anglois doivent être d'une qualité relevée, on y devoit avoir un égard tout particulier dans la présente conjoncture des affaires, je veux dire dans le cas présent d'un Prince supposé. Depuis le premier établissement de cette Monarchie on ne se vit jamais dans une nécessité si pressante qu'à présent, de fermer la bouche à tout le monde pour faire voir à tous les Sujets du Roi, qui ont tant de raison d'être jaloux de ce qui s'est passé à la naissance du prétendu Prince, qu'on avoit choisis des témoins, propres pour déterminer, & pour nous persuader qu'en effet le Prince d'aujourd'hui est né de la Reine. Il falloit de plus qu'il y eut eu un tel nombre de Témoins qualifiés, de la manière que

nous venons d'insinuer, qu'il eût été impossible à qui que ce soit d'entretenir la moindre pensée d'une imposture. ANNO 1688.

Si cette exactitude a été toujours jugée nécessaire à la Naissance des Princes, on a raison de s'étonner qu'on l'a négligée en cette conjoncture, ou plutôt on a tout sujet de croire qu'on l'a négligée à dessein, & pour une fin peu honnête, puis qu'on avoit assez les appréhensions qu'on avoit par tout d'une Imposture, pour exclure par là la véritable Héritière de la Couronne.

La Cour avoit assez les qualités des Témoins nécessaires dans une affaire de cette nature, & il ne tenoit qu'à elle d'y appeler un tel nombre qu'on n'auroit pu douter du fait, puisqu'elle ne pouvoit pas ignorer les conséquences d'une conduite toute contraire.

Les anciennes Loix Romaines pour prévenir l'exclusion du véritable Héritier, quand un enfant devoit naître après la mort de son Père, donnoient trente jours à l'Héritier, & à tous ceux qui y prétendoient quelque intérêt, pour envoyer des femmes qui seroient des Témoins oculaires de la Naissance de l'Enfant, qui devoit être l'Héritier. Les intérêts selon la Loi ne pouvoient envoyer que cinq femmes libres; & la femme qui devoit accoucher avoit droit d'en choisir autant: de sorte que le nombre des Témoins ne passoit pas celui de dix, outre deux Sages-Femmes, & autant de Servantes qui n'avoient pas cette qualité.

On regardoit cette Loi dans l'Empire comme une Loi fondée sur la Nature même, & quoique les Loix d'Angleterre ne nous ordonnent pas d'avoir un certain nombre d'amis présent à la naissance d'un enfant qui doit être Héritier, la Coutume néanmoins nous l'ordonne, puisqu'on ne manque pas d'inviter les Intéressés, & un bon nombre d'amis à la naissance d'un Héritier.

Cette pratique n'est pas une simple faveur, mais un Droit: puisque tout homme qui a quelque Droit à ce qu'un autre possède, le doit faire voir, & doit prouver le fait par un tel nombre de Témoins que la Cour de Justice n'en puisse plus douter. Mais ce nombre de Témoins doit être plus grand ou plus petit, selon la jalouse qu'on a de la vérité du fait.

Ainsi toutes nos Loix, & les Raisons pour lesquelles elles sont fondées, regardent évidemment le cas présent d'un Prince supposé, puis qu'on avoit raison de soupçonner qu'on avoit dessein de nous supposer un Héritier à la Couronne, d'autant plus que le bruit en étoit répandu par tout, & qu'on n'en donna aucun avis à la Princesse intéressée en cette affaire. Selon nos Coutumes dans un pareil cas on ne doit pas croire un petit nombre de Témoins, parce que le Roi qui prétend que l'Enfant étoit né de la Reine devoit appeler tant de Témoins qu'on ne pût plus douter de la chose; je veux dire de la naissance du prétendu Prince.

Il est certain que par nostre Loy commune il faut plus de Témoins de la Naissance d'un Prince Héritier d'un Royaume, que d'un Sujet Héritier des biens d'un particulier. Mais pour nous faire accroire que ce prétendu Prince de Galles est véritablement né de la Reine, il nous falloit produire un plus grand nombre des Témoins que jamais; il falloit produire des Témoins intéressés, & de la premiere qualité, afin qu'on put voir clairement qu'il étoit impossible que tant d'yeux se trompassent en prenant pour enfant de la Reine celui qui ne l'étoit pas.

Je dis plus, on devoit appeler des Témoins connus des Peuples, & de différentes Provinces du Royaume, sans oublier même les Ministres étrangers, selon la Coutume, pour ôter toute sorte de soupçon au Peuple qui ne s'imaginerait pas que tant de gens de Qualité voudroient, ou pourroient même se tromper dans une matière de fait de cette nature; disons donc sans crainte de nous tromper, puis qu'on ne peut s'imaginer pour quelle raison le Roy n'a pas appelé à la naissance du prétendu Prince de Galles un nombre suffisant de Témoins qualifiés, pour mettre la chose hors de doute. Luy qui avoit assez que le bruit étoit par tout répandu que la conception de la Reine étoit fautive, disons, dis-je, qu'on ne peut avec justice obliger ni Votre Altesse, ni les Anglois, ni les Etrangers, à croire que le prétendu Prince de Galles soit né de la Reine.

Com.

ANNO
1688.

Comme la *Loi Commune* d'Angleterre nous marque les qualités des Témoins qu'on doit croire en toutes les différentes matières de justice, nous découvrons aussi quels Témoins on doit rejeter : si donc ceux qu'on dit avoir été présents à la naissance de ce prétendu Prince, ne sont pas des témoins qualifiés, & qu'on doit croire dans aucune Cour de Justice, votre Altesse ne doit faire aucun fond sur ce qu'ils diront du fait dont il s'agit : Et pour vous donner toute la satisfaction que vous pouvez souhaiter en cette matière, je vous ferai voir par les règles de notre *Loi Commune* qu'on ne peut pas écouter les Témoins de la naissance du prétendu Prince de Galles.

Premièrement nos Loix ne veulent pas qu'on admette dans le cas dont il est question pour témoins ceux qui ont reçu de l'argent ou aucune récompense de quelque nature qu'elle puisse être pour aucun service rendu directement ou indirectement à la naissance de l'enfant, & si celui qui donne son témoignage n'ose jurer qu'il n'a reçu aucune récompense pour l'obliger à parler, il est aussi-tôt considéré comme un homme gagné, & qu'on ne doit pas écouter.

Nos Loix ne veulent pas qu'on reçoive pour témoins de la naissance du prétendu Prince de Galles ceux qui eussent été avancés pour lui, ou à qui on a promis des emplois au cas qu'il soit reçu, & reconnu pour Prince de Galles : ceux qui ne peuvent nous alimenter par serment, qu'on ne les a pas gagnés par promesse d'emploi, ou d'autre récompense, ne sont jamais reçus pour témoins dans aucune Cour de Justice, & on ne peut agir autrement à cet égard sans renverser à même temps le premier fondement de toute Justice, & Gouvernement civil : Il nous est aussi défendu par nos Loix de recevoir, en faveur du prétendu Prince le témoignage de ceux qui seront en danger de souffrir aucune perte en découvrant la vérité du fait ; La raison de la Loi est que ces Gens là ne sont pas *sui Juris*, c'est-à-dire ne sont pas libres, mais doivent le soumettre aveuglément à la volonté de ceux de qui leur fortune dépend : on a donc sujet de croire qu'ils sont tous gagnés, & qu'ils n'agissent que par la crainte de quelque récompense.

D'où il est évident que tous ceux qui possèdent des charges lucratives *durante* *Reynolds*, aussi longtemps seulement que le Roi le jugera à propos, ne peuvent être reçus pour témoins de la naissance du prétendu Prince de Galles, parce qu'on suppose qu'ils sont retenus par la crainte ou par l'espérance, & qu'ils n'ont pas dire franchement ce qu'ils en pensent.

On ne doit pas non plus selon nos Loix recevoir pour témoins ceux qui sont les ennemis jurés de la Princesse d'Orange, & de la Religion Protestante, parce qu'ils sont obligés par les Principes du Papisme d'exterminer ce qu'ils appellent Hérésie, & parce que l'Eglise Romaine a déjà déclaré que l'Hérésie due à la Princesse d'Orange, & aux Protestants tout Droit de gouverner, qu'elle suppose être dévolue aux Papistes par ce crime prétendu.

On ne peut nier que tous les Papistes ne croient que la Princesse d'Orange est une Hérétique excommuniée, & par une suite nécessaire selon leurs Principes qu'elle n'a aucun Droit à la Couronne d'Angleterre ; adjoûtez à cela qu'elle se croient obligés en Conscience de faire tous leurs efforts pour empêcher qu'elle ne soit quelque jour Reine d'Angleterre. Je ne dirai rien en cet endroit des Papistes Anglois qui ont tous des liaisons étroites avec le Pape, comme on peut juger par le séjour de son Nonce à Londres, & néanmoins près de deux cents ans avant Henry huitième par les anciens Statuts du Royaume il fut déclaré l'ennemi public de l'Angleterre.

On fait assez que les Papistes Anglois sont ennemis jurés de la Princesse d'Orange, & par conséquent qu'ils s'opposeroient tant qu'ils pourrout à son Droit pour favoriser le prétendu Prince de Galles : on ne doit donc pas se servir de leur témoignage dans le fait dont il s'agit maintenant pour tromper le Peuple.

Adjoûtez à cela que la *Loi Civile* s'accorde si parfaitement avec notre *Loi Commune* pour rejeter le témoignage d'un ennemi dans la cause de l'ennemi même, qu'on ne le reçoit pas à l'Article de la mort, & après qu'on a reçu l'excusatoire, c'est la décision de tous les Docteurs de la *Loi Civile* : *inimicus etiam si in articulo mortis constitutus, & acceptis Eucharistiam percellit à Testimonio caute sui liminetur*. Je fais mention de ceci pour faire voir que non seulement les Loix

d'Angleterre rejettent les Papistes, & ordonnent qu'on ne les receive pas comme témoins de la naissance du prétendu Prince contre le Droit de la Princesse d'Orange, mais que ce procédé est même approuvé par leurs propres Docteurs, & par des anciennes règles de la *Loi Civile*. Mais, Monseigneur, je ne fais mention icy que des Loix d'Angleterre, qui vous donnent tout Droit de prévenir les Conspirations des Papistes contre votre Personne. Je ne parle point en cet endroit de la sincérité des Seigneurs Catholiques en des matières qu'il ne s'agit pas de la cause de leur Eglise à laquelle ils sont indispensablement obligés de s'attacher : Mais parce que dans le cas présent il faut de nécessité par leurs Principes qu'ils s'opposent au Droit de la Princesse d'Orange, nos Loix ne permettant pas qu'on les écoute : ils ne peuvent prétendre d'être des témoins suffisants de la naissance de ce prétendu Prince, sans renoncer à même temps au point d'honneur & à toutes les Maximes d'une bonne Conscience.

Je dis plus, que selon nos Loix la Declaration du Roi & de la Reine même en faveur du prétendu Prince de Galles, comme étant né de la Reine, ne doit pas être acceptée quoi que nous justifions assez ce que nous disons icy par nos Loix mêmes, & nous ne pouvons pas que nos Rois soient témoins en aucun cas Civil, ou Criminel, néanmoins pour d'autres raisons importantes on ne doit pas se reposter sur l'*Affirmation* du Roi touchant la naissance de ce Prince supposé : il y est trop intéressé, & depuis l'établissement du Gouvernement Civil, nul, ni Roi, ni Sujet ne doit être Témoin dans sa propre cause : car si les Princes pouvoient être Témoins, ils pourroient aussi être Jugés dans leur propre cause, ce qui renverseroit le premier fondement de tout Gouvernement Civil.

En quoi je ne dis rien qui doive offenser Sa Majesté, je ne fais que simplement rapporter les Loix & les Coutumes d'Angleterre : Qui déclarent que l'*Affirmation* de Sa Majesté sur la naissance du prétendu Prince n'a aucune force : & le Roi est obligé par son Office, & par son serment de ne point contraindre les Sujets de se fier à sa parole en ce cas, non plus que sur celle de la Reine qui est renfermée dans la même : Et il ne peut prier le Peuple de changer leurs anciennes Coutumes, & de substituer la Parole, ou l'*Affirmation* de leur Prince aux Témoins jurés selon les Loix dans les matières de la dernière importance pour le Gouvernement.

Si la simple *Affirmation* du Roi peut faire un Prince de Galles sans le concours des Témoins qualifiés selon les Loix, toute la Monarchie Angloise seroit renversée, on deviendroit esclave, & on ne seroit plus maître de son bien : Les Loix d'Angleterre s'accordent en ce Point avec celles des autres Etats : quoique la *Loi Civile* ait été faite pour établir un Gouvernement absolu, & qu'une de ces Maximes même étoit qu'il falloit regarder la Parole du Prince comme *Loy*, *Principis verbum pro Legge habendum est*, néanmoins elle ne se fît jamais sur la Parole du Prince en matières de fait qui avoient de la liaison avec les Droits du Peuple, c'est au contraire une règle générale parmi les Docteurs de la *Loi Civile*, en de pareils cas, *Principi indistinctum non creditur*, on ne doit pas adjoûter foi au Prince sans restriction dans les matières de fait qui ont du rapport aux Intérêts des Sujets, établis par les Loix.

Mais ce qui est encore plus considérable, les Savans dans cette *Loy* ont déterminé que l'*Affirmation* du Roy qu'un tel est un traître n'en est pas une preuve, *Regi fides non adhibetur si attestatur talem fuisse proditorem*. De plus s'il déclare qu'il dépouille un de ses Sujets de son bien pour de bonnes raisons, on ne le doit pas croire sans preuve, il faut qu'on l'écoute dans la propre défense.

Les Docteurs de la *Loi Civile* déclarent tous, que si le Roi dit quelque chose au préjudice d'un autre, on ne le doit pas croire, particulièrement s'il parle pour son Intérêt : *Quando ex Affertione Principis ipse principaliter sentiet commodum, & Subditi incommodum, tum ipsi Principi non creditur*.

Henry sixième, Empereur de la Germanie étoit bien persuadé de cette Doctrine, & de la Justice de cette *Loy* il y a 300. ans. Le bruit avoit couru que l'Impératrice Constantine n'étoit plus en état d'avoir des enfans, & qu'elle faisoit tout ce qu'elle pouvoit pour contrefaire la femme grosse. L'Empereur ne se contenta pas de déclarer la vérité du fait, il ne voulut pas

ANNO 1688. qu'on le crut sur fa Parole, ni même l'Imperatrice

Constantia, puisqu'il voulut qu'elle accouchât publiquement, & prèsques à la vûe de toutes les Dames de la Ville: L'Enfant qu'elle mit au monde fut après choisi Empereur Frederic second du nom.

S'il étoit nécessaire, je ferois voir à vostre Altesse que dans l'établissement de cette Monarchie on a pourvu que les Rois ne pussent changer la Succession, ce qu'ils pourroient aisément faire, s'il falloit le tenir à la Parole des Princes sur la naissance de leurs Enfants: si donc c'est assez pour nous faire croire que ce prétendu Prince est né de la Reine que le Roy l'a dit, la Succession seroit déjà interrompue: comme si la Succession dependoit de la volonté du Roi, & non pas des regles prescrites par les Loix.

Quand donc le Roi auroit Pouvoir de forcer le Peuple à croire sur son Témoignage la Naissance de ce Prince supposé, il est clair que selon la Justice Naturelle & les Loix d'Angleterre cela ne pourroit préjudicier à son Altesse Royale dans son Droit d'Héritier Présumptif de la Couronne.

Nous sommes persuadés que les Jésuites & autres Fauteurs de ce Prince supposé ne manqueront pas de contester contre ces Loix, dont la force découvrira & renversera leurs Impostures, & qu'ils prétendront qu'il n'est pas raisonnable de demander de Témoignage de sa Naissance, rendu par de tels témoins & de la manière, dont ils l'ont icy représentés, sans qu'il y ait des Catholiques Romains, mais il n'y a rien que l'on puisse opposer à la raison & à la sagesse de ces Loix, & c'est une grande preuve de leur crime, qu'ils font si contraires aux Loix qui previennent les fraudes & les impostures, & qui demandent des preuves des Faits aussi clairs que le Soleil.

Les Gens de bien ne se plaignent jamais des Loix qui favorisent la Vérité & l'équité; Ces Jésuites savent bien en leur Conscience, qu'il leur est plus aisé de se procurer des témoins tels que nos Loix les demandent pour la Naissance d'un Prince, si la Reine en devoit véritablement accoucher, que d'en produire de pareils à ceux qu'ils avoient apportés, qui supposeroient y avoir été preins, mais d'être contents de cela sans voir le Fait, dont cependant ils devoient avoir été les témoins oculaires.

Il est inconcevable que l'on pouvoit aussi aisément y faire trouver dix Personnes de Qualité Protestantes des deux Sexes avec quelques Ministres de Princes étrangers, comme d'y en faire trouver une Papiste, si l'on avoit voulu procéder droitement & fidèlement avec la Nation, d'autant plus qu'on avoit bien que tous les Protestans de l'Europe, & point du tout les Papistes souhaïtoient qu'on leur donnât satisfaction sur le gros ventre de la Reine & sur ses couches, ayant un fort soupçon que ce seroit un Prince supposé; ils avoient bien que les Amis & les Parens de son Altesse Royale auroient été aussi prompts à y trouver qu'aucuns Catholiques, & ils n'ignoroient pas non plus que la Coutume, le Droit & la Justice Naturelle demandoient, qu'on donnât avis à son Altesse Royale plutôt qu'à aucun autre, du temps auquel on espéroit que la Reine accoucherait, afin qu'elle eût envoyé quelques Nobles Maritons, selon qu'elle l'auroit jugé à propos, qui auroient toujours été auprès de Sa Majesté, & auroient été les témoins non suspects & au dessus de toute Exception, de la naissance du Prince: ils avoient la coutume qui étoit d'appeler les Ambassadeurs pour être préens aux couches de la Reine, ce qui étoit d'autant plus nécessaire que le bruit étoit grand dans les Pays Étrangers Protestans que l'on préparoit cette Imposture, & qu'il y avoit des Envoyez & des Ministres publics de quelques-uns d'eux, & entr'autres que les Hollandois avoient un Ambassadeur là, qui s'attendoit d'y être appelé: Ils savent que ces precautions qui auroient été une preuve indubitable de la Naissance que l'on prétendoit, n'auroient pas empêché que Sa Majesté n'eût eu auprès d'elle autant de Papistes des deux sexes qu'elle auroit souhaité, & elle auroit pu se laisser gouverner aussi entièrement par eux seuls, si elle l'avoit ainsi souhaité, comme si ces Témoins légitimes n'y avoient pas été préens.

Les Conseillers Papistes de Sa Majesté l'abusent, s'ils lui font accroire qu'en alléguant une inadvertence, ou oubli, ou ignorance, ils puissent contenter le Royaume, au lieu des preuves que la Coutume & les Loix d'Angleterre exigent en ce cas: c'est une Règle dans notre Droit, que personne ne peut tirer avantage de

son imprudence, c'est à dire de l'omission de ce qu'il devroit avoir fait; jamais on ne reçoit dans les Cours de notre Justice de pareilles raisons, de dire que la Partie a été ignorante, ou négligente, lors qu'elle devoit connoître son devoir.

Nous nous assurons que Vos Altesse en lisant ceci seront convaincus de la vérité de nos conclusions préliminaires, laquelle on doit toujours avoir devant les yeux pour bien juger de ce Prince de Galles supposé, & pour aviser aux mesures que Vos Altesse doivent prendre, au sujet de Leurs prétensions; Nous ne doutons point que Vos Altesse ne voyent parfaitement bien ce qu'elles peuvent demander avec justice à Sa Majesté sur ce sujet, sans manquer au respect filial.

Nous pouvons de plus représenter à Vos Altesse, que de la manière dont les choses sont, Sa Majesté ne peut pas justement exiger d'Elles, qu'elles reconnoissent ce prétendu Prince de Galles. Il seroit contraire à la Justice & à nos Loix que son Altesse Royale abandonnât son Droit d'Héritier présumptif de la Couronne, pour le remettre à un Enfant, que l'on n'a point encore prouvé légitimement être issu de la Reine. C'est pourquoi nous allons représenter à Vos Altesse une seconde Conclusion, qui est d'une certitude absolue, & sur laquelle on doit insister; c'est celle-cy.

Que ni les Loix de l'Angleterre, ni aucune Justice Naturelle ou Civile n'exigent de Vos Altesse aucune sorte de témoignages ou de preuves, pour montrer que le Prince de Galles est un Enfant supposé, ou qu'il n'est point issu de la Reine.

Quand quelqu'un prétend être l'Enfant d'une Famille, il est lui seul chargé de le prouver par les Loix & par les Coutumes de tous les Gouvernemens Civils, & par la Lumière évidente de la Nature; Ces deux Règles du Droit Civil sont reçues en tous Pais dans les Cours de la Justice, *qualem quis se facit, pro fundamento intentionis sue, talen se debet probare; & Filius qui petit Hereditatem, tanquam Filius, debet probare filiationem*; c'est à dire, si quelqu'un demande quelque chose sur la qualité de Fils, ou sur quelque autre qualité ou Relation, il doit toujours prouver ce fondement & ce titre de sa demande; si celui qui prend avoir Droit à un Héritage en vertu de sa Naissance, ne produit pas des témoignages suffisans selon les Loix du Pays, pour prouver le degré de proximité qui est requis pour cela, ceux qui contestent son origine n'ont point besoin de témoignage, ni de preuves pour l'exclure. Le Cours du Droit & de la Justice d'Angleterre à l'égard de toutes les prétentions qui se font en vertu de la Naissance, est connu de tous les Anglois; Le Demandeur est toujours obligé de prouver en la Declaration qu'il fait, tout ce qu'il avance de sa Naissance & Origine, & la moindre defectuosité dans ces preuves lui est fatale; & si le Défendeur aperçoit que sa Partie ne puisse prouver par des témoignages valables sa Descende, jamais il ne se met en peine de chercher des preuves contre lui, c'est assez pour lui qu'il nie la Descende prétendue; de montrer l'insuffisance des Témoins & du témoignage produits pour la prouver.

Vos Altesse ne sont point obligées ni par nos Loix ni par l'Équité naturelle, d'avoir des Témoins pour prouver que le Prince de Galles est une Imposture, Son Altesse Royale ayant été reconnu pour l'Héritier présumptif de la Couronne, à moins qu'on ne produise des témoins irréprochables, dont la Nation soit contente, qui attestent qu'il est né de la Reine: ni Vos Altesse ni aucuns Princes & États ne peuvent en Justice le reconnoître; Et son Altesse Royale doit être réputée de la Nation, & de tous les Princes & États comme l'Héritier présumptif de la Couronne, au moins jusqu'à ce qu'il naisse un Prince qui soit connu & déclaré; & c'est un outrage & un tort que l'on fait à Vos Altesse, au Royaume & à tout le Parti Protestant, de souffrir sans se plaindre publiquement, que ce Prince supposé prenne le Nom de l'Héritier présumptif de la Couronne.

Lors que la Ligue Papiste s'efforça pour exclure Henry IV. Ancêtre de Vos Altesse, de la Couronne de France, & qu'elle proclama pour Roi le Cardinal de Bourbon, il envoya des Agents au Pape, qui qu'il fût encore Protestant, & à tous les Princes & États de la Chrétienté, pour leur faire reconnoître qu'il étoit le véritable & légitime Héritier de cette Couronne, & la République de Venise, à sa grande Gloire, con-

ANNO 1688.

ANNO 1688. tests sur cela avec le Nonce du Pape , disant qu'il étoit de leur devoir de le reconnoître, parce qu'il paroît qu'il étoit le véritable Héritier.

A la vérité son Droit étoit d'être Roi actuellement en possession, mais son Altesse Royale a la même raison & la même Justice pour maintenir son Droit à la Couronne en *Reversion*, comme parlent les Jurisconsultes, puis qu'on en produit un autre, que l'on ne déclare par tout le Monde, devoir être le légitime & immédiat Héritier, après S. M. d'aujourd'hui.

Il est sans doute juste & raisonnable qu'elle soit reçue à demander que l'on fasse apparoir de la Naissance de ce prétendu Héritier, si suspecte par tant de raisons, & que l'on produise à la Nation des Témoins de cela au dessus de toute exception, selon les Loix & Coutumes d'Angleterre & selon l'Équité Naturelle.

Il peut être d'une dangereuse conséquence, de souffrir qu'une fausse opinion de supposé gagne & prenne pied dans le Monde avec le tems & par une négligence: mais pourtant ni le Droit ni l'Équité n'obligent. Vos Altesse font seulement obligées de déclarer le tort qu'on leur fait & au Royaume par ce prétendu Prince, & de prendre garde qu'aucun Témoignage illégal, imparfait & frauduleux ne soit inventé & mis en avant contre vous & contre le Royaume pour appuyer les Prétentions. Le Droit de son Altesse Royale qui est d'être le plus proche Héritier de la Couronne après Sa Majesté à présent, doit demeurer inviolable selon le Jugement de nos Loix & de tout le Royaume.

Nous ne pouvons pas douter, que tout le Monde ne voye bien par ce que nous avons établi, & que le refus public que Vos Altesse feront de reconnoître ce prétendu Prince de Galles sera fondé sur de si bonnes raisons & si conformes au Droit & à la Justice, qu'on ne sauroit rien alléguer de plausible à l'encontre; c'est pourquoi nous ne voulons point rompre davantage la teste de Vos Altesse, en leur rapportant toutes les circonstances que nous avons déjà remarquées, qui nous font voir non seulement qu'il n'est pas vrai semblable, mais même qu'il est incroyable qu'il soit né de la Reine. Puisqu'il ne nous pas est possible d'envoyer à Vos Altesse des Témoins pour leur prouver en Personne toutes les circonstances que nous avons remarquées, & qu'on ne leiroit pas juste aussi que Vos Altesse les recueillent sans être autorisées de Personnes connues, & que nous ne pouvons pas sans manquer à la prudence mettre nos Noms à ce Mémoire, ni même les Noms de nos Témoins pour les Faits, & qu'aussi la preuve des circonstances ne peut jamais prouver tellement une chose qu'on ne puisse la révoquer en doute, mais peut servir seulement à rendre la fausseté & l'impudence des Jésuites infâme & plus odieuse; & que c'est l'Intérêt de Vos Altesse de ne se départir jamais des Principes manifestes du Droit & de la Justice, qui chargent uniquement les Fauteurs du Prince supposé de prouver qu'il est tel qu'ils prétendent & de le prouver avec toute l'évidence que l'on peut tirer d'un fait par des Témoins, en sorte que le Royaume en soit satisfait.

D'ailleurs tout le monde fait qu'entre les Papistes les Jésuites, qui en cette affaire contestent avec le plus de chaleur contre Vos Altesse, ont la plus prodigieuse impudence de tous, pour nier les choses de fait quelque bien prouvées & avérées qu'elles soient, & qu'ils seroient ravis de pouvoir trouver quelque lieu ou prétexte de disputer sur ce sujet, & de rendre les Faits tant soit peu douteux, afin d'obscurcir la Vérité, & de pouvoir faire illusion au Peuple avec leurs Affirmations équivoques & leurs Sophismes impertinens sur les Témoins de Vos Altesse, si elles en produisoient.

Ces Considérations nous empêcheront de rapporter plusieurs circonstances de grand poids que nous avons rassemblées, qui étant prises conjointement dans leur ordre & dans leur liaison naturelle, forceroient tous les Juges déintéressés à conclure que la Reine ne peut pas être la Mere de ce prétendu Prince de Galles. Nous pourrions donner à Vos Altesse de grandes Preuves & fort circonstanciées pour les convaincre qu'il n'y a jamais eu ni paru aucun signe naturel & raisonnable pour faire croire que Sa Majesté ait conçu un Enfant. Elle n'a jamais eu le premier, le plus naturel, le plus connu & commun signe de Conception; ses mois ou ordinaires ont toujours eu leur cours ordinaire & mal réglé comme auparavant,

pendant tout le tems de sa prétendue grossesse, elle ne cela pas qu'elle étoit dans cet état dans le Voyage qu'elle fit à Bath, & que cela lui dura quelques jours après que le Roi l'eut laissée en ce Lieu là; & tout l'Artifice dont on se pût servir après pour les cacher dans leur faison, ne iuroit de rien; parce que cela vint à la connoissance d'autres Personnes qui n'avoient point de part au secret & au dessein de l'impudence.

Sa Majesté n'ayant point ce signe naturel de la supposition de ses mois, par lesquels les Femmes concluent d'ordinaire qu'elles ont conçu, & sur lequel elle pût se régler pour faire bien son conte, il semble par le Discours du Roi dans le Conseil, que leurs Majestés avoient tous deux jugé à propos de publier que la Conception s'étoit faite au tems du Don fait à l'usage de Notre Dame de Lorete, lors que le Roi retourna trouver la Reine à Bath.

Il étoit encore trop tôt pour eux pour avoir fait provision d'un Enfant supposé, & ainsi ils pouvoient assigner quel tems il leur plairoit à la Conception, & puis chercher un Enfant qui s'y pût accommoder, & il leur sembla que ce seroit une œuvre pie de faire de cette Conception un des Miracles de l'Image de cette Notre Dame, quoi qu'il arriva malheureusement après, qu'ils ne purent ajuster les tems de la Conception & de sa Délivrance supposée, avec le cours le plus ordinaire & le plus constant de la Nature, qui est neuf mois.

Les Confidens, Donneurs d'avis & Fauteurs de cette Imposture entendant la voix de la Renommée; sur ce que le Roi avoit dit qu'il avoit un Fils qui étoit un Prince robuste & vigoureux, après qu'on eut commencé à montrer cet Enfant supposé, ces Gens, dis-je, voyans que toutes les femmes disoient en le voyant, qu'un Enfant de cette sorte venu environ à huit mois, étoit un aussi grand Miracle que la Conception de la Reine qu'on avoit débauchée, & craignant que cela rendit la fiction moins croyable & n'aidât à découvrir la fraude, persuadèrent à Sa Majesté de dire qu'elle s'étoit méconnée au tems de la Conception de l'Enfant, & qu'elle sauroit fort bien qu'elle étoit grosse avant que de prendre les bains; par ce nouveau calcul ils crurent qu'ils pourroient affirmer, que l'Enfant étoit né à son terme, & pouvoit être fort & vigoureux, comme Sa Majesté avoit dit, & ils crurent qu'ils se tireroient aisément d'affaire en disant que les femmes se trompent souvent en leur calcul.

Mais par malheur ils avoient oublié que Sa Majesté avoit continué dans son premier calcul & l'avoit affirmé expressément plusieurs semaines après les prétendues couches: ils avoient oublié que tout le monde avoit vu que Sa Majesté avoit ses mois en son voyage de Bath, & quatre jours que le Roi en fut parti, ce qui étoit une preuve évidente qu'il n'y avoit point alors de Conception; ils ne considèrent pas que s'il est vrai que la Reine fut qu'elle avoit conçu, comme elle l'a dit depuis, en ce cas il ne peut y avoir de mécompte, & le moindre des Médecins, qu'elle avoit à Bath lui auroit pu dire, que si elle croyoit avoir conçu comme elle le dit présentement, que les Bains auroient probablement fait périr l'Enfant.

On avoit oublié que le Roi avoit publié, tout haut de concert avec la Reine, le Miracle du tems de la Conception, qui étoit du tout contraire au conte qu'elle fait à présent, & qu'on ne pensoit point non plus dans le Conseil d'aujourd'hui, comment on pourroit sauver l'honneur de la Reine dans les contes si contraires qu'elle faisoit du tems de sa Conception, même depuis son accouchement supposé; mais qu'est-il besoin de rapporter cela, puisque tout le monde fait assez le peu d'égard que les Confesseurs Jésuites ont pour la Vérité.

La Reine ne fit paroître aucunes de ces marques naturelles de grossesse qui paroissent dans les progrès que la nature fait dans les grossesses, aucun de ces signes qui se suivent pendant quatre mois en toutes les femmes, qui portent des enfans; aucun de ces signes ne paroît en Sa Majesté, il n'y avoit point d'augmentation d'augmentation dans la proportion ordinaire de ses tetons & on n'y vit jamais de lait, quoi qu'une Dame eut une fois l'impudence de l'affirmer; leur proportion étoit visiblement la même qu'auparavant, aux yeux de toutes celles qui en peuvent être de légitimes témoins & qui étoient d'ordinaire auprès d'elle, & pas une de ces Dames d'honneur qui étoient propres à servir de témoins ne put jamais avoir la satisfaction de leur sentir une goutte de lait de son sein, quoi qu'il y allât de

ANNO 1688.

ANNO
1688.

de l'honneur & de l'intérêt de Sa Majesté de le leur montrer, & qu'elle eût dû y prendre plaisir, si elle avoit été véritablement grosse.

Nous informâmes cette circonstance dans notre Mémoire, non sans nous en divertir en notre Assemblée, parce qu'un de la Compagnie dit qu'il étoit à cette heure bien assuré que ni les Medecins de Sa Majesté ni les Jésuites n'étoient de bons Naturalistes, car disoit-il, ils auroient pu sans beaucoup de peine faire venir du lait dans les mamelles de la Reine en si grande abondance, qu'elle auroit pu facilement en faire sortir quantité de lait en présence de la Princesse de Danemark & des autres Dames Protectantes de la Cour; c'est une chose qui se peut faire, dit-il, en tous les animaux, & il nous en donna des exemples avérés où l'on en avoit vu l'expérience & où l'Enfant avoit tété, & pour nous divertir il offrit de nous le faire voir dans un animal, l'ayant déjà percé d'autre fois, & ayant tiré du lait des teignes d'une jeune bête qui n'avoit jamais eu de petit; un autre de la Compagnie dit fort plaisamment, que puis que cet artifice étoit aussi aisé à pratiquer, qu'il s'ennoient que les Prêtres Papistes ne l'avoient point appris, puisque tout le monde savoit, qu'ils ont trouvé l'art de garder le lait de la Vierge Marie plus de 1600. ans & de le multiplier pour le dispenser parmi le Peuple credule.

Nous demandâmes tres-humblement pardon à Vos Alteesses, si nous sommes ici moins sérieux, qu'un si important sujet ne le requiert; nous ne disons rien qui ne soit vrai, mais les Comedies des Prêtres Papistes qui se terminent souvent en Tragedie, nous obligent de les représenter comme ils le méritent.

Il y a un autre signe & témoignage infallible de la grosselle d'une femme, c'est le remuement sensible de l'Enfant dans le ventre. On s'attendoit que Sa Majesté l'auroit montré aux Dames avec joye, principalement aux Dames Protectantes de la Chambre qui doroient aussi bien que le Docteur Protectant qui étoit son Medecin alors, qu'elle fut grosse, & le témoignage assez long qu'elles osoient, comme elles firent quand on prétendit que l'Enfant se remuoit dans son ventre & qu'on le publioit par tout le Royaume; s'auroit dû être un grand plaisir à la Reine, s'il n'y avoit point eu de tromperie, de faire voir le mouvement de l'Enfant aux Dames de la Chambre; qui à tous égards auroient pu être témoins légitimes de cette vérité envers le Royaume qui étoit justement soupçonneux sur ce sujet; elles auroient pu toucher lui ventre, & par leur propre expérience être des Juges compétents des véritables mouvemens d'un Enfant dans le ventre, & quelques unes des Parentes de l'Heiressière présumptive pouvoient être admises à cette faveur comme notre Droit d'Angleterre & la prudence le vouloit, afin d'être tout sujet de soupçon; mais quelque adresse que l'on employât pour répondre au dehors que l'Enfant fe bougeoit, jamais pourtant on ne daigna faire sentir son remuement à aucune de celles qui auroient pu être des Témoins compétens de la grosselle.

L'autre signe le plus naturel après ceux que nous avons allégués du progrès d'une grosselle, est la diffusion de toutes les parties du Corps, qui environnent le sein de la Mere; car le lieu & la maniere de ce lieu que la nature a destiné pour loger l'Enfant croissant dans le ventre, sont de telle nature, qu'à proportion de l'accroissement de l'Enfant & du progrès qu'il fait, & de la quantité des liqueurs, qui font ramolles naturellement & nécessairement en ce lieu-là, à proportion, dis-je, de ces choses, toutes les autres parties qui l'environnent s'étendent par degrés & s'élargissent pour faire place; il n'y a jamais eu ni ne peut y avoir naturellement une extension qui ne soit seulement que dans le Périnée & dans cette Elevation du ventre, pour faire place à l'Enfant; tous les Naturalistes & Anatomistes savent, que si cela étoit, aucun Enfant ne pourroit se tenir en son assise naturelle, ni naître en vie.

Tous les Hommes & les Femmes qui ont quelquefois observé des Femmes grosses, savent que toutes les parties qui enferment la cavité s'enflent jusqu'au tems que le terme de l'accouchement approche, mais ce signe naturel & nécessaire de grosselle manqua si absolument à Sa Majesté, que les habiles Spectateurs des deux Sexes qui observoient cela, s'ennoient qu'on n'employoit point de meilleurs moyens pour faire paroître ce signe visible de l'accroissement de

l'Enfant dans le ventre; Nous fumes informez par Anno
1688. d'habiles Matrones de grande expérience, qui s'attachoient avec beaucoup d'application à observer exactement Sa Majesté, que toutes les parties extérieures de son corps qui environnent le sein où est l'Enfant étoient de la même proportion qu'elles étoient en d'autres tems, excepté seulement son ventre qui étoit excessivement élevé & haut, qui la faisoit paroître comme une femme fort grosse à ceux qui la regardoient par devant; mais, disent-ils, quand nous voyions Sa Majesté se promenant, & que nous la regardions par derrière & des deux côtés, nous n'apercevions pas en elle la moindre apparence d'une Femme grosse, nous donnâmes soigneusement ordre de faire observer par d'habiles femmes la façon du Corps de Sa Majesté, en divers tems pendant la grosselle supposée & une fois entr'autres peu de tems avant ses prétendues couches, & on nous en fit toujours le même rapport, que nous venons de faire fidèlement à Vos Alteesses.

Nous avons comparé cette circonstance avec une autre que nous avons remarqué dont nous avons eu des assurances de tems en tems pendant le tems des quatre derniers mois de la grosselle supposée de la Reine, qui sont les mois où d'ordinaire toutes les parties qui environnent le ventre enflent le plus; nous fumes tres bien informez que pendant tout ce tems Sa Majesté contre sa coutume ordinaire, se retiroit toujours de la Chambre en son Cabinet ou en quelque autre lieu particulier avec deux ou trois Italiens, lors qu'elle changeoit de linge, & ne vouloit jamais permettre qu'aucune des Dames de la Chambre la vit changer de linge, comme elle avoit toujours fait.

Ces deux circonstances s'expliquent l'une l'autre, & montrent manifestement que la forme naturelle, & véritable du Corps de Sa Majesté telle qu'elle étoit alors, ne devoit pas être vue par ceux qui n'en tiroient point dans le dessein de l'imposture. Les seules Personnes qui auroient été capables d'être de légitimes Témoins pour la Reine contre la renommée & l'opinion de tout le Monde, étoient toutes exclues des moyens de pouvoir voir si son ventre étoit véritablement & naturellement gros, & quelque peu d'Étrangères sans qualité devoient savoir le secret de ce que Sa Majesté vouloit faire de ce gros ventre artificiel.

Il n'y a rien de plus clair par ces circonstances prises comme elles le doivent être toutes ensemble, qu'il n'a rien paru de cette simplicité qui accompagne toujours la vérité, dans toute la conduite de Sa Majesté, depuis le tems de la prétendue conception, jusques au tems de ses couches prétendues; tout ce qui a été fait en cette affaire, a marqué ouvertement qu'il y avoit de la fraude & un dessein de cacher & supprimer les œuvres de la Nature, qui auroient dû être les plus exposées à la vue de tout le Monde; s'il y avoit eu dans ce qu'ils avançaient quelque vérité qui eût pu supporter la Lumière, nous pouvions assurer Vos Alteesses en toute vérité, que dans tous les huit mois & quatre jours selon le premier calcul de la grosselle de la Reine, ou depuis le tems de son voyage de Bath selon le nouveau conte; il n'y a jamais eu dans Sa Majesté aucun de ces signes naturels & constants qui peuvent donner à un Homme ou à une Femme entendue dans ces choses, la moindre raison de croire qu'elle avoit conçu d'un Enfant.

La continuation de cette imposture jusqu'à la fin a été proportionnée aux commencemens, dans les préparatifs faits pour les couches supposées de Sa Majesté, on n'a eu aucuns égards aux règles de l'équité naturelle, ou du Droit, ou de la prudence, & on n'a gardé aucune des apparences de cette franchise & de ce procédé ouvert qui devoit avoir fait paroître qu'ils ne craignoient point que la Nature, ou le Monde fissent la vérité de tout ce qui se passeroit dans cette affaire, dans laquelle tout le Royaume & une si grande partie du Monde étoient si intéressés; Si l'on avoit consulté les Coutumes & les Loix d'Angleterre, ou l'Équité naturelle dans les Circonstances des préparatifs nécessaires pour l'accouchement de la Reine, le premier Conseil qu'ils auroient dû prendre auroit été d'avertir de bonne heure Vos Alteesses & les autres que la Succession de la Couronne peut regarder un jour, du tems qu'elle espéroit d'accoucher d'un Prince & du Lieu où elle seroit ses couches en ce tems là, afin que les Matrones de qualité & les autres Dames propres pour cela se fussent préparées, pour s'y trouver, & pour lui rendre

ANNO rendre leurs services, & obvier à tous les soupçons de
1688. Fraude & d'Imposture.

Mais on ne peut pas nier, que non seulement on a manqué à en donner avis à Son Altesse Royale & à son Altesse Royale, & qu'on n'en a pas averti une seule des nobles Matrones d'Angleterre, mais qu'on s'est servi de tous les artifices imaginables pour cacher le temps & le lieu où elle devoit faire ses couches prétendues; car le Roi & la Reine publioient le tems de la Conception supposée, d'une manière, que ni Son Altesse Royale ni aucune Personne de Qualité ne pouvoit prévoir le tems naturel auquel la Comédie qui s'est jouée, devoit commencer.

Le Lieu où on vouloit que Sa Majesté accouchât étoit tenu dans une si grande incertitude, & souvent publié si diversement, tantôt que ce seroit à Richmond, quelquefois à Windsor, tantôt à Hampton-court, qu'aucune Personne de Qualité de leur Sexe, qui étoient ou Amies ou Parentes de l'Heritiere présumée, ni aucun des Nobles Protestans, ne pouvoient savoir comment ni quand ils se devoient préparer à se trouver près de Sa Majesté, comme leur devoir envers leur Majestés, envers Son Altesse Royale & envers le Royaume les y obligeoit.

De même l'on changeoit souvent le nom du Lieu, comme s'ils avoient appréhendé que la Place ne fût surprise; aussi à la fin elle prit un jour ou deux avant ses prétendues couches & en apparence une si précipitée résolution de les faire à St. James, quoique personne ne crût que le terme fût encore près de plus de trois semaines; que l'on donna ordre de préparer les Chambres avec une telle promptitude, que quand Sa Majesté dit le Vendredi qu'elle accoucheroit le Samedi, & qu'il lui fut répondu qu'il n'étoit pas possible que les Chambres fussent prêtes, elle dit qu'elle accoucheroit donc dans la Place.

Tous les Protestans espéroient que la Princesse de Danemark y auroit l'œil de fort près pour son propre intérêt, quand le tems des prétendues couches seroit venu; Et on croyoit qu'il leur étoit impossible d'éviter qu'elle ne fût présente pour voir ce qui en viendrait. Mais on avoit donné ordre que les Medecins lui ordonnassent lors qu'elle avoit besoin de remèdes altringens, d'aller aux eaux de Bath qui s'échient, afin de la tenir à quatre-vingt milles de Londres jusqu'à ce que le prétendu Prince fût né.

Quand nous apprîmes que Sa Majesté avoit déclaré qu'elle vouloit aller coucher au Palais de Saint James le Samedi au soir, on ne s'imagina pas que c'étoit pour mettre au jour un Prince prétendu le Dimanche; on n'en avoit pas dit le moindre mot, & on ne s'aperçut pas même d'aucuns de ces signes qui précèdent d'ordinaire le tems de l'accouchement; Sa Majesté joua bien avant dans la nuit aux cartes sans qu'on remarquât alors aucune indifférence; mais nous jugeâmes bien par l'événement, Dimanche au matin, que Sa Majesté avoit résolu d'aller coucher au Palais de Saint James le Samedi au soir, pour mettre au monde un Prince le Dimanche.

On jugea que le tems le plus propre pour exécuter ce dessein étoit entre les neuf & dix heures du matin quand toutes les Dames Protestantes, ou du moins la plupart sont à l'Eglise; & on résolut à même temps que toute l'affaire seroit faite devant leur retour afin que la sage-femme Mademoiselle Labany & Mademoiselle Tournai son amie intime, qui avoient ordre de mettre au monde ce Prince supposé, pussent mieux prendre leurs mesures.

On choisit une Chambre assez propre pour nous jouer ce tour, mais non pas pour prévenir les soupçons d'un dessein formé de supposer un Prince de Galles; il y avoit une porte secrète, au dedans de la ruelle du lit par laquelle on pouvoit glisser un Enfant dans le lit de la Reine, sans que pas un de ceux qui étoient auprès de la Reine, pas même au pied de son lit, (personne n'entrant dans la ruelle) pût s'en apercevoir. Et par cette porte la Sage-Femme, Mademoiselle Labany & Mademoiselle Tournai glissèrent dans le lit de la Reine tout ce qu'elles voulaient sans qu'on le pût voir.

Si on n'eût pas eu besoin de cette porte pour faire resuivre le dessein, on auroit dû la fermer d'une manière à ne pas donner un nouveau sujet de soupçon au Peuple, qui ne maneroit pas de s'imaginer que la chose auroit été faite par une conspiration secrète; dès aussitôt qu'il auroit qu'il y avoit une telle porte

TOM. VII. PART. II.

ANNO dans la Chambre; mais il parut par l'événement que
1688. cette porte étoit nécessaire pour faire resuivre le dessein qu'on avoit de nous tromper, comme le savent assez les Seigneurs du Conseil qui furent appelés, non pas pour voir ce qui s'étoit passé, mais pour être vus dans la Chambre de la Reine avec le Roi, afin que le Peuple crût qu'ils avoient été les Témoins oculaires de la naissance du prétendu Prince. La Loi civile a ordonné que lors qu'une Femme doit mettre au monde un Enfant *postume*, qui pouvoit exclure l'Heritier présumé, la Chambre dans laquelle elle doit accoucher n'auroit qu'une porte, & que s'il y a plusieurs, on les tiendrait bien fermées après y avoir mis les Deux des deux parts; & elle ordonne qu'on mette des Gardes à la porte qui est ouverte, & qu'on ne laisse entrer aucune Femme sans être foulée, de peur qu'elle n'apporte un Enfant à la Femme qui est en couche. Et quoi que nous n'ayons aucuns Statuts exprès qui nous prescrivent ce qu'il y a à faire dans un cas de cette nature, néanmoins notre *Loi commune* témoigne une horreur extrême pour toute forte de fraude en matière d'Heritage, & veut que douze des plus habiles d'entre les voisins prennent connoissance de l'imposture, & en jugent même sur des présumptions, pour rejeter l'Heritier prétendu quand ils trouvent quelque fondement pour cela: de plus chacun fonder la Loi doit de donner de garde de faire soupçonner le monde qu'il a formé le dessein de le tromper par un Heritier supposé.

Nous avons fait voir à Vos Altesse avec beaucoup de fidélité de quelle manière Sa Majesté s'étoit préparée pour le terme prétendu de son accouchement; par tout ce procédé on voit assez qu'on avoit envie d'imposer à la Princesse Royale, & à tout le Royaume; puis qu'on ne put apprendre par aucune préparation, ou par aucun signe naturel que Sa Majesté appréhendât le danger, & les douleurs ordinaires aux Femmes en couche.

Nous n'apprenons pas même qu'on eût préparé les instrumens ordinaires des Sages-femmes fur lesquels on place les Personnes de Qualité au tems de leurs douleurs pour leur rendre de certains services, qu'on ne peut leur rendre lorsqu'elles sont à genoux, qui est la posture ordinaire des Femmes de basse condition, & beaucoup moins encore si elles sont au lit, dont on ne se sert qu'à l'extrémité, & lorsque les forces manquent à la Femme qui est en couche, à qui la posture du corps contribue beaucoup à faciliter l'enfantement.

Pour ôter tout soupçon au Peuple il eût été à propos d'avertir les Medecins d'être prêts en cas de besoin, pour assister la Reine, mais elle ne prit pas cette précaution, comme n'ayant nulle apprehension d'aucun danger, outre que la Prince supposé parut si robuste qu'on crut pouvoir se passer de l'avis des Medecins.

On jugea par toutes ces procédures que la grossesse n'étoit qu'une feinte, & on en fut entièrement convaincu par la suite; Sa Majesté étant couchée, les rideaux tirés de tous côtés, & tout ce qu'il falloit pour mettre au jour un Prince supposé étant préparé dans l'autre Chambre, elle commença à contrefaire une Femme en travail d'Enfant: aussitôt les Sages-femmes, Mademoiselle Labany, & Mademoiselle Tournai apportèrent, par la porte qu'on avoit ouverte dans la muraille près du lit de la Reine, l'Enfant & tout ce qui étoit nécessaire dans une conjoncture de cette nature, ce fut alors que la Sage-Femme, & les confidentes firent leur devoir, avec grand empressement en apparence, alentour de la Reine dans l'obscurité, desorte que personne ne pût voir ce qu'elles faisoient; elles disposèrent l'Enfant le mieux qu'elles purent à dormir pour empêcher qu'il ne criât devant qu'on l'eût glissé dans le lit, & de crainte qu'il ne fût étouffé dans un lit qui étoit si bien fermé de tous côtés, on mit au jour sans delay le prétendu Prince plutôt qu'on n'auroit pu l'espérer par le secours de notre Dame de Lorette, ou d'aucun autre Saint.

La Reine n'avoit aucune marque d'une femme en travail d'enfant, elle ne sentit aucune des douleurs qui ont coutume d'augmenter peu à peu selon que les ligamens qui retiennent l'enfant se brisent plutôt, ou plus tard elle ne sentit aucune éruption violente, comme il arrive d'ordinaire après une grossesse de huit mois; & quatre jours, au rapport de Sa Majesté même.

Tout ce qu'on devoit contrefaire sur le champ fut
Bb expé-

ANNO
1688.

expédié dans un moment: la Sage-femme ayant donné l'enfant enveloppé dans des langes à Mademoiselle Labany, elles passèrent ensemble par la porte secrète de la ruelle du lit en grande hâte à la Chambre voisine: ce qui est une marque évidente de la feinte, autrement elles n'auraient jamais laissé Sa Majesté dans un moment si dangereux, & lorsqu'elle avoit le plus de besoin de leur secours.

Au lieu de faire voir à tout le monde que la Reine étoit en effet accouchée d'un fils, on fit toutes choses dans l'obscurité, les rideaux tirés, & sous la couverture du lit les confidentes seules, & nul autre soit homme, soit femme, furent les témoins oculaires de ce qu'on emporta du lit de la Reine par la Porte secrète de la ruelle.

Tout le monde s'attendoit que l'enfant par ses larmes donneroit des marques, comme il arrive d'ordinaire, qu'il étoit en vie, mais plusieurs Seigneurs du Conseil qui se trouvaient dans la Chambre m'ont assuré qu'on n'y entendit aucun bruit, quoique la Sage-femme ne voulut pas d'abord déclarer que ce fût un Prince.

Nous n'avons rapporté ici aucune circonstance à vos Altesse qui ne fût d'une notoriété publique, & qui ne pût être prouvée dans toutes les Cours de Justice, où on veut agir sans partialité. Il n'est pas nécessaire de vous dire, en cet endroit nos conjectures, quoique nous les ayons de fort bonnes mains, touchant ce qui se passa alentour de ce prétendu Prince dans la Chambre d'où on le porta, & en laquelle on le rapporta devant qu'on voulut le montrer aux Seigneurs du Conseil, ou qu'on eût dit que la Reine fût accouchée d'un Prince, mais nous savons certainement par les dépositions de ceux qui y étoient présents que durant tout le tems de ce prétendu travail d'Enfant le Roi voulut que les Seigneurs du Conseil fussent toujours au pied du lit de la Reine, sans néanmoins qu'ils pussent ni entendre ni voir quelque chose que ce soit qui leur pût faire croire la Naissance du prétendu Prince, d'où il faut conclure qu'on ne les peut regarder comme des Témoins légitimes & qui soient selon les Loix d'Angleterre: néanmoins les Auteurs de cette farce curent bien l'impudence de publier immédiatement & par ordre du Roi que plusieurs Seigneurs & Dames de Qualité avoient assisté à l'accouchement de la Reine, insinuant par là une équivoque Jésuitique que ces Seigneurs & ces Dames avoient été en effet les Témoins oculaires de la manière que nos Loix l'ordonnent, de la Naissance d'un Prince. Et cependant on fait assurément que les seules Personnes qui étoient intéressées dans l'heureux succès de cette imposture faisoient ce qui se passoit dans la ruelle du lit, & que les autres qui attendoient dans la Chambre en étoient aussi peu instruits que ceux qui étoient à dix milles de là. Le Roi enfin les quitta, & se retira dans l'Anti-Chambre, où il trouva Mademoiselle Labany & ses confidentes avec l'Enfant supposé: & peu de temps après on fit dire aux Seigneurs, qu'un Prince étant né ils pouvoient s'en aller, à quoi plusieurs d'eux obéirent. Il est inutile de dire à Vos Altesse ce qui se passa ensuite, quand on fit voir l'Enfant à ceux qui se referent: néanmoins nous nous appliquâmes avec toute la diligence imaginable à faire toutes les particularités du fait touchant l'accouchement de la Reine, on s'enquit avec grand soin s'il y eut en effet quelques signes auxquels on se pût fier, que la Reine eut mis un Enfant au monde, qui eût forcé le passage d'une manière violente venant avant le tems ordinaire de la Nature, comme on nous l'avoit dit; quelques-uns de nous eurent assez les suites ordinaires d'une telle violence: nous attendions donc qu'on nous informeroit de l'extrême foiblesse de la Reine après une telle fatigue, & qu'elle pourroit même être en danger de sa vie à cause de la fièvre qui est ordinaire en ces occasions: nous fûmes aussi curieux d'apprendre ce qu'étoit devenu cette grande abondance de lait, dont quelques-uns nous avoient parlé long-tems même avant qu'elle en eût nous employâmes des Gens pour savoir quelle Femme avoit eu l'honneur de succer les mammelles de la Reine; si l'on n'y avoit rien appliqué pour faire fuir son lait: nous passâmes sans avoir jamais à nous informer du progrès de ses purifications naturelles qui suivent l'enfantement, & de quelle manière Sa Majesté supportoit tous les accidens de l'accouchement qui accablent quelquefois les Femmes les plus robustes: mais

personne ne nous pût dire qu'on eût découvert en la Reine aucuns de ces effets qui sont toujours ou les avant-coureurs ou les suites naturelles d'un accouchement.

ANNO
1688.

Nous avons à présent donné à Vos Altesse un abrégé de plusieurs des circonstances que nous avons rassemblées, & nous pouvons assurer devant Dieu, que nous n'y avons pu remarquer depuis le commencement jusqu'à la fin aucun caractère de bonne foi, ni de simplicité, & que tout ce qui a été fait en cette affaire depuis la prétendue Conception de la Reine jusqu'au prétendu accouchement, a marqué un dessein profond de cacher la vérité de ces opérations de la nature, qu'ils étoient obligés par les Loix d'Angleterre, & pour leur propre honneur & intérêt de prouver au Royaume par des Témoins dignes de foi, si leurs prétentions avoient été véritables.

Ils ont fait paroître un si grand mépris pour toutes les Regles de Droit & de Justice qui s'observent en matière de Témoins de la Naissance d'un Prince & Héritier de la Couronne, quoi qu'ils fussent que tout le Royaume soupçonnoit le dessein d'une supposition, qu'on peut dire qu'ils ont aussi marqué un grand mépris pour Votre Altesse & pour toute la Nation, comme s'ils ne devoient point donner de satisfaction à Votre Altesse Royale, & qu'elle doit recevoir un Héritier de la Couronne qui sera préféré à elle; ni au Royaume non plus en lui faisant reconnoître un Prince pour le plus prochain Successeur de la Couronne.

Le plus modéré jugement que nous en puissions faire, est de penser que le zèle aveugle d'avoir un Successeur Papiste, les a fait passer par dessus toutes les Regles de l'équité, & a étouffé & éteint toutes les affections naturelles d'un Père envers son Enfant, pour rendre à leur Eglise un service qui eût mérité, selon leurs Principes.

Vos Altesse pourroit mieux juger de toutes les circonstances cy-dessus, si elles veulent se souvenir de l'occasion & du tems auquel ils formèrent d'abord ce dessein de supposer un Prince pour exclure Son Altesse Royale de la Succession immédiate de la Couronne.

Souvenez vous s'il vous plaît de ce que nous avons remarqué cy-dessus, que le voyage de Bath, & la visite rendue à la Fontaine de St. Vinifred, & le Don fait à Notre Dame de Lorete étoient les préparatifs pour le bruit qu'on vouloit répandre de la grossesse de la Reine, & avoient été arrêtés & résolus pour cet effet, vers la fin d'Aoust & le commencement de Septembre 1687. car en ce tems-là ils désespéroient de pouvoir vous attirer à favoriser leur conspiration Papistique.

L'Abbrégé des Lettres de Monsieur Steward à Monsieur Pagel, qui vient d'être imprimé, confirme tous nos Mémoires sur ce sujet.

Le Roi lui pardonna & le choisit pour tâcher de persuader à Vos Altesse de consentir à la revocation des Loix Penales & du Test, ce qui auroit été un parfait établissement du Papisme; En ses deux premières Lettres de Juillet il essaya de persuader à Vos Altesse que le Roi étoit résolu de vous confirmer votre Droit de Succession à la Couronne, & qu'il souhaitoit passionnément que Vos Altesse consentis- sent à la chose, & étoit très fâché de voir que vous y eussiez tant d'averfion: Dans ses autres Lettres de Juillet il insinuoit à ce que Vos Altesse voulsussent bien écouter une Personne habile que le Roi enverroit pour vous informer de tout, & tâcher de vous attirer dans ses Sentimens, & il pressoit extrêmement pour avoir une prompte réponse; il semble que leurs Conseils pour la Supposition d'un Prince avoient déjà commencé.

Cette Lettre semble menacer de ce que nous voyons présentement, si Vos Altesse refuse; il redoubleroit ses assurances à celui qui devoit solliciter Vos Altesse, que si vous étiez obtinées, comme il parle, cela seroit fatal aux Nonconformistes; & sa Lettre du 5. Aoust, semble ne vous donner plus de tems pour délibérer si vous voulez voir l'établissement de la Papauté, ou demeurer fidèles à la Religion Protestante.

Il dit que si Vos Altesse faisoient ce que le Roi souhaitoit, que vous rendriez un grand service aux Protestans, & que vous obligeriez ensemble Sa Majesté, & avanceriez vos Intérêts propres, plus que vous

ANNO vous ne pouviez penser; mais que si vous ne le faiez pas, vous verriez arriver tout le contraire.

1688.

Cela ne pouvoit avoir d'autre sens que celui-cy, si Vos Altesse refusoient, le contraire arriveroit, & que les Papistes ne seroient aucun quartier aux Protestans; que Sa Majesté en auroit tant de resseniment qu'il deviendrait votre Ennemi; & que ce seroit la perte du plus grand Intérêt de Vos Altesse, ce qui assurément ne pouvoit signifier autre chose que l'espérance Julie qu'elle ont sur les trois Royaumes.

Comme ces Lettres vous menaçoient que le Roi vous seroit perdre le plus grand des Intérêts de Vos Altesse, si vous le refuiez, aussi travailleroient-ils à cela bien tôt après.

On fit à présent que les Résolutions furent prises au mois de Septembre & d'Octobre, de publier que la Reine étoit grosse, mais auparavant qu'on le déclarât publiquement, c'est à dire au 8. d'Octobre, Monsieur Steward dit, qu'il n'en parleroit plus à Vos Altesse, mais il déplore que Vos Altesse perdent le tems de la complaisance: *He! dit-il, quel malheur!* que l'on n'entende point les Maximes de la prudence.

Puis après en Novembre il parle plus ouvertement, & dit, *qu'on avoit perdu toute espérance que Vos Altesse voulsent favoriser le dessein du Roi.* & que les hommes étoient devenus aussi froids à cet égard en ce lieu-là, comme Vos Altesse étoient affirmatives lui: Et après la nouvelle Conférence avec le Roi, il montre non seulement le chagrin que le Roi en avoit dans la Lettre, mais il dit expressement, *que la réponse de Vos Altesse avoit été trop différée.* & que le Roi ne pensoit plus à cette affaire, on ne peut donner d'autre sens raisonnable à cela, sinon que le Roi avoit pris la résolution de poursuivre son dessein par une autre voye, & le tems nous a présentement appris que le moyen qu'ils avoient arrêté pour cela étoit de supposer un Prince pour en faire un Successeur Papiste.

Ces Lettres nous ont développée avec l'aide du tems le dessein, lorsqu'il n'étoit encore qu'en Embryon, & servent à former un Jugement de toutes les autres Circonstances que nous avons rapportées; & il ne faut pas douter que le Roi produisoit toutes ces Circonstances dans leur ordre & dans leur liaison, à des Juges désintéressés, ils jugeroient que ce seroit une Présumption aussi forte & aussi bien fondée qu'on en ait jamais vu; & dans les Procédures de notre Droit contre des Criminels, on a prononcé Sentence de mort contre plusieurs, sur des preuves beaucoup moins fortes, celle-ci étant aussi grande que le sujet le peut permettre.

Mais quoi que cette sorte de preuve tirée des Circonstances soit suffisante pour convaincre toutes les Personnes désintéressées, & pour prouver que ce Prince supposé n'est qu'une imposture, & que peut-être Vos Altesse savent encore plusieurs autres Circonstances de cette nature; cependant nous supplions très-humblement Vos Altesse de n'insister pas sur cela aussi fortement, comme si vous ne pouviez avoir d'autres preuves à l'égard de cet Enfant supposé.

Ce n'est point l'affaire de Vos Altesse ni de la Nation, de prouver la fausseté de la Naissance prétendue, ni aucune Circonstance de sa Naissance, & ce seroit une chose fort préjudiciable à Vos Altesse, d'entreprendre de produire des Témoins & des preuves, & de recevoir les Ennemis de Vos Altesse à comester leur force & leur suffisance, puisqu'il n'appartient uniquement qu'à eux de produire des Témoins légitimes en tel nombre que Vos Altesse & la Nation soient convaincues de la vérité de ce qu'ils avancent: Et ce seroit un outrage étrange qu'ils feroient à Vos Altesse & au Royaume de ne l'avoir pas encore fait depuis le tems, si la Reine avoit véritablement accouché d'un Prince.

Puisque c'est le grand Intérêt du Royaume aussi bien que celui de Vos Altesse, nous prenons d'autant plus librement la hardiesse de proposer que l'affaire soit jugée par les Loix & Usages d'Angleterre; c'est à dire que l'on présente une Requête publique au nom de Son Altesse Royale comme Héritière Présumptive de la Couronne, & au nom de toute la Nation, à ce qu'ils déclarent & publient incessamment à toute la Nation un nombre de Témoins suffisants dans un tel cas, qui soient dignes de foy, des deux Sexes, tels que les Loix d'Angleterre, & l'Équité naturelle l'exigent en pareil cas, lesquels attestent, que selon la coutume ordinaire des deux Sexes, lorsqu'ils assistent

à la Naissance des Princes, Héritiers des Couronnes, ANNO ils ont été Témoins oculaires que cet Enfant qu'on appelle le Prince de Galles, est issu naturellement du Corps de la Reine.

ANNO 1688.

Il n'y a rien que de juste, de régulier, & de modeste dans cette Requête, & Vos Altesse peuvent encore demander que cela soit fait incessamment, sans délai; & ce n'est que le Droit de Vos Altesse & de la Nation, qu'aucuns de ceux qui emettent les Loix de la Justice naturelle & du Royaume d'Angleterre, ne peuvent nier. Nos Loix exigent que l'on présente Requête contre tous ceux qui se font dans les Droits & Héritages qui ne leur appartiennent pas. Il est d'une dangereuse conséquence à un Héritier légitime de souffrir qu'un Héritier illégitime passe pendant un long-tems pour le légitime Héritier; c'est une Maxime reçue aussi en notre Droit d'Angleterre comme dans le Droit Civil, *Taciti longo tempore prescriptio confertur*; Celui qui demeure long-tems sans répondre aux prétentions injustes d'un Usurpateur, semble les approuver & y acquiescer.

Nous demandons très-humblement pardon si nous disons librement à Vos Altesse, que nous nous sommes fort étonnés du long silence de Vos Altesse, & de ce que vous avez souffert si long-tems que le Chapelain de Son Altesse Royale fit des Prières publiques pour ce Prince de Galles supposé. Vos Altesse ne peuvent pas souhaiter que le Dieu de la Justice & de la Vérité benisse une Usurpation de vos Droits, & de ceux du Royaume, ni qu'il favorise une entreprise qui n'a été formée, quoi que l'Enfant soit innocent, que pour être un Instrument en la main des autres pour détruire la Religion Protestante, & les Prétentions de Vos Altesse à un grand Héritage, & pour renverser le meilleur de tous les Gouvernemens Civils qui soient au monde. Nous sommes persuadés que Vos Altesse sont de vrais Chrétiens, qui craignent la Majesté Éternelle, & ainsi nous espérons qu'une telle Comédie, si nous l'osons dire, ne sera point jouée plus long-tems devant ce grand Dieu qui fonde les cœurs des Princes & des Sujets.

Si Vos Altesse font cette demande cy-dessus, & que les Fauteurs du Prince supposé n'y faisoient pas sans délai, en ce cas l'Équité naturelle & nos Loix ordonnent, que Vos Altesse exigent une rétraction de tous les Ministres Publics du Roi dans tous les Royaumes & États Chrétiens, des fausses Nouvelles qu'ils ont publiées de la Naissance d'un Prince de Galles, & qu'ils reconnoissent le Droit immédiat de Son Altesse Royale à la Succession de la Couronne.

Quand un injuste Demandeur d'un Héritage ne peut prouver son Droit ni sa véritable origine, le Tribunal où il poursuit sa prétention, non seulement rejette & condamne les fausses prétentions, mais déclare publiquement tous les tours & toutes les mauvaises pratiques qu'on a mis en œuvre pour appuyer la fausse prétention, & nos Loix permettent à l'Héritier qui a été iniqué, de demander satisfaction & réparation contre l'injuste Demandeur, pour l'outrage qu'il lui a fait par son faux titre: & nos Loix exigent de plus qu'il poursuive en Justice tous ceux qui ont eu part au dessein de l'outrage & de la fraude, pour les divers crimes qu'ils y ont commis.

Nous n'ignorons pas que la plupart des Princes Papistes forment un préjugé contre nous, à l'égard des Droits que nous défendons étant que Protestans Anglois, parce qu'ils ne connoissent ni nos Loix ni nos Libertés, & c'est pourquoi nous avons proposé ces deux demandes qui doivent être premièrement faites par Vos Altesse pour l'Intérêt de Son Altesse Royale & des Royaumes, afin que nous puissions les convaincre que nous avons raison selon leurs Loix & leurs Maximes de demander la Protection de Vos Altesse contre les injustes pratiques du Roi, qui nous force à nous humilier devant un Prince supposé, & qui veut renverser la Succession de la Couronne & le Gouvernement entier. Vos Altesse ayant en cela un Intérêt commun avec nous, la Nature même, & nos Loix vous appellent à défendre votre propre Droit & celui du Royaume, & à maintenir la Succession de la Couronne comme elle est établie par les Loix, lesquelles le Roi n'a aucun Pouvoir de changer.

Mais nous sommes aussi obligés de recourir à Vos Altesse pour leur demander leur protection contre l'horrible destruction faite par le Roi de toutes nos Loix établies pour notre Réformation de Religion, &c

ANNO pour notre sûreté contre les ennemis mortels de notre
1688. Religion, le Roi ayant déclaré, qu'il entend que ces Loix ne seroient plus mises en exécution ; & afin que nous ne nous en puissions jamais relever, & que nous en perdions toute l'espérance, il a obligé les Juges de le justifier en ce qu'il a fait.

Nous demandons aussi le secours de Vos Alteſſes contre l'usurpation qu'il a fait de tous nos Droits Civils, & de nos Libres Fondamentales, & contre l'entière abolition du libre Gouvernement d'Angleterre réglé par ses anciens Usages & Loix.

Vos Alteſſes savent fort bien que nous ne nous sommes point plaints de nos oppressions, jusqu'à ce qu'elles font devenues intolérables, ni n'avons cherché aucun secours hormis de Dieu seul, jusqu'à ce que nous avons vu que la Succession de Votre Alteſſe à la Couronne, & notre Gouvernement Civil sont en un extrême danger.

Nous sommes & avons toujours été véritablement fidèles au Roi, & n'avons jamais refusé d'obéir à des Ordres justes, en tout ce qui pouvoit s'accorder avec notre Devoir envers Dieu & envers notre Patrie. Nous avons souffert patiemment les injures personnelles qu'on nous faisoit en particulier; nous attribuons cela à la corruption générale des Hommes, & pensions que dans tous les Gouvernements il se commet des abus & des injustices particulières, que l'on doit supporter patiemment, lors que les fondemens essentiels du Gouvernement Civil & de la Justice demeurent sains & inviolables. La Charité Chrétienne nous enseigne qu'il vaut mieux qu'un petit nombre souffre des injustices, que d'exposer un Etat pour leur délivrance quoi que juste, à de plus grands maux, qui ne pourroient être recompensés par la justice qu'obtiendroient ce petit nombre de particuliers. Nous savions que les Jésuites auroient pu par leurs ruses obscurcir la justice que l'on auroit pu prétendre en des cas particuliers, c'est pourquoi nous sommes demeurés dans le silence jusqu'à ce que l'Équité de nos demandes a éclaté aux yeux de tous ceux qui ne font pas volontairement aveugles, & qui ne se font pas laissé bander les yeux aux Jésuites & Piêtres Papistes.

Nous voyions bien que le Roi se servoit du Nom, de l'Autorité & des Prerogatives Royales pour appuyer tout ce qu'il faisoit contre les Loix, & nous notions demander le secours de Vos Alteſſes contre ces Violences, ni les prendre pour Juges, sur ce qu'il faisoit & fit tous les jours pour le justifier en alléguant la Puissance & l'Autorité des Rois d'Angleterre.

Il est très certain, que la Noble Monarchie & le Gouvernement Anglois avoit un fondement légal, & qu'il étoit & est établi par des Usages, Franchises & Loix particulières à la Nation Angloise. Il a été toujours indépendant de toutes les autres Puissances du monde; les Rois & les Peuples tout & ont de Droit toujours été libres de faire des Loix qui les liassent les uns aux autres respectivement, d'un commun accord & non autrement: ils ne pouvoient jamais recevoir de Loix que d'eux mêmes, & du grand Dieu tout-puissant.

Un Roi d'Angleterre cesseroit d'agir selon l'Autorité du Roi d'Angleterre, ou bien comme Roi d'Angleterre, lors qu'il se laisseroit lier lui ou ses Sujets par d'autres Loix, Canons ou Juridictions, que celles qui étoient faites & volontairement reçues par le commun consentement du Roi & du Parlement qui représente le Peuple.

Il est déclaré dans le St. 16. R. 2. 7. Que la Couronne d'Angleterre a été en tout temps si libre, qu'elle n'a été assujettie à aucun Royaume, & qu'elle ne devoit en aucune manière ni en aucune chose qui regarde le temporel être soumise à l'Évêque de Rome, & que les Loix & Statuts du Royaume ne pouvoient point être annulés ou affaiblis par lui, parce que ce seroit la ruine de la Souveraineté & de la Couronne du Roi, & de tout le Royaume. Les Communes prièrent en ce tems le Roi de faire un examen par voye de Justice pour savoir de tous les Etats du Royaume, s'ils ne seroient pas tout leur possible pour maintenir les Droits de la Couronne & du Royaume contre le Pape, & sur cela il fut ordonné, que tous ceux qui seroient venir ou apporteroient quelques Bulles de Rome contre l'Autorité du Roi ou contre son Royaume, seroient déclarés exclus de la Protection du Roi & encourroient un *Fratricide*, ce qui en ce

tems-là n'étoit pas moins qu'une Permission à tout le monde de les tuer.

Les Statuts de 24. H. 8. 12. & 25. H. 8. 21. disent aussi, que le Royaume a toujours été & est franc de toute sujétion aux Loix des Hommes, hormis à celles qui ont été faites dans le Royaume pour son avantage, ou bien qui ont été reçues de leur franche volonté par un commun consentement.

Le Roi & le Parlement depuis quatre-vingt ans en ça étoient si résolu de défendre les Droits & les Franchises de la Couronne & du Royaume contre les Canons des Papes & contre la Jurisdiction & l'Autorité qu'il prétendoit exercer, que quoi qu'ils fussent Papistes, ils ne laissent pas de déclarer par le Stat. de 18. Ed. 3. St. 1. Rot. Parliament. num. 38. que le Pape étoit l'Ennemi commun du Roi & du Royaume, & cette Déclaration n'a point été révoquée depuis, & le Rôle du Parlement 17. Ed. 3. num. 59. marque aussi la même chose, quoi que ces Statuts n'aient pas été imprimés, ils n'en ont pas moins de force pour faire regarder comme Ennemis du Royaume ceux qui ont Correspondence avec le Pape ou avec son Nonce.

Il n'a jamais été au Pouvoir d'aucun Roi d'Angleterre de céder ou transporter à qui que ce fut les Droits de la Couronne & du Royaume, ni de faire dépendre d'aucun des Loix & des Juridictions en quelque manière que ce soit, contre la volonté du Royaume assemblé en Parlement; cela fut reconnu il y a cinq cens ans par le R. H. en la Lettre au Pape Paſchal, *Notum habet Sanctitas vestra quod me rogante (auxiliante Deo) dignitates mei & totius Populi Anglie non imminuerent, & si ego (quod absit) in tanta me deſſione ponerem, Magnates mei & totus Populus Anglie non paterentur. Que votre Sainteté sache, dit-il, que pendant que je vivrai, avec l'aide de Dieu, les Dignitez & Usages du Royaume d'Angleterre ne seront jamais diminués, & que quand je serais assez lâche pour y consentir, ce qu'à Dieu ne plaise, les Grands de mon Royaume & tous les Peuples d'Angleterre ne le souffriroient en aucune manière.*

Le Roi Jean à la vérité céda indignement la Couronne & tous ses Droits au Pape Innocent III. & à ses Successeurs, & le Prêtre qui en dressa l'acte y inséra fausement que du consentement de ses Barons assemblés en un Conseil, il se feroit à tenir le Royaume du Pape, & encore, que c'étoit à condition d'un Tribut annuel, mais quand le Pape Grégoire II. envoya la troisième année du Règne d'Ed. I. pour avoir ce prétendu Tribut, ce grand Prince (a) répondit généreusement & avec justice, qu'il étoit obligé par le serment de son Couronnement, de maintenir les Coutumes du Royaume inviolablement, & qu'il ne pouvoit rien faire en ce qui regardoit la Couronne sans l'avis de son Peuple assemblé en Parlement, qu'il appelle en cet endroit, (b) *Proceres*. Dans le 40. *Edward* trois, le Pape demanda le même Tribut, & le Roi proposa la chose au Parlement, mais ils déclarèrent, que ni le Roi Jean ni aucun autre Roi n'avoit le Pouvoir de se soumettre, Lui ou le Royaume, ou le Peuple au Pape sans leur consentement dans un Parlement, & que si le Roi Jean l'avoit fait, il l'avoit fait contre son serment du Couronnement, & que si le Pape entreprenoit quelque chose sur cela contre le Roi & ses Sujets, ils lui résisteroient de tout leur pouvoir.

Le même Roi Edouard III. avoit souffert seulement avec trop de négligence que l'Autorité du Pape eût été trop exercée dans le Royaume, contre le Statut de *Carlie* 35. Ed. 1. comme il paroit par le *Parlement Roll* 17. Ed. 3. num. 59. & les Communes du Royaume assemblées en Parlement se plaignirent que les Trésors du Royaume étoient transportés à Rome, & que les secrets du Royaume étoient découverts par des Prêtres étrangers qu'ils envoyoiient ici, & elles représenterent au Roi, qu'elles ne pouvoient ni ne vouloient plus supporter ces grandes oppressions, & demandèrent qu'il leur aidât à exterminer du Royaume par la force l'Autorité du Pape, & sur cela on fit plusieurs Loix Penales sévères contre plusieurs *Pouvoirs* que le Pape s'attribuoit dans ce Royaume, comme celle du 25. Ed. 3. 27. Ed. 3. 1. 38. Ed. 3. Stat. 2. ch. 1.

(a) Voyez Rot. Clar. 1. Ed. num. 9. Shed.

(b) Voyez Cooks Inst. lib. 11.

ANNO
1688.

ANNO 1. lesquelles Loix nôtre Roi a déclaré, qu'elles ne
1688. seroient jamais plus mises à exécution.

Ce Prince victorieux Edouard III. quoi qu'il fut Papiste, ne prétendoit point avoir une Prerogative Royale pour casser les Loix faites par les Rois & par le Parlement contre le Pape; il confessa que ce Statut, du 35. Ed. 1. fait contre l'Autorité du Pape, consisteroit à force n'étant annulé par le Parlement, & qu'à cause de cela il étoit obligé par son serment de le faire observer comme une Loi du Royaume, quoi que par sa négligence on eût tenté d'en empêcher l'exécution.

Si l'on considéroit bien les effets de l'Autorité Papale en ce Royaume, selon qu'ils sont rapportez en ce 38. Ed. 3. 1. on verroit clairement que le Roi qui veut réduire le Royaume en cet état, trahit le devoir & la dignité de Roi; ce Statut dit, que par l'autorité que le Pape & la Cour de Rome exercent, les bonnes & anciennes Loix, Coutumes & Franchises du Royaume étoient horriblement ternies, souillées, & renversées; la Couronne mise à bas; les trésors & les richesses du Royaume transférées ailleurs, les Habitans & Sujets du Royaume appauvris, & que la Noblesse & le Peuple souffroient beaucoup en leurs Corps & en leurs Biens; Certes on ne peut point s'imaginer que le Roi puisse avoir une Prerogative Royale pour arrêter l'exécution des Loix Penales qui empêchent que le Royaume ne retombe dans un état si déplorable; ou pour donner le Pouvoir à ses Prêtres & à ses autres Ecclesiastiques d'exercer toutes leurs pratiques & méchancetez sous prétexte de liberté de Conscience, & de faire tout le mal dont ils sont capables contre ceux qui voudroient délivrer le Royaume de ses vexations.

Vos Altesse peuvent bien être assurées, que le Roi n'agit point en Roi, en autorisant des Crimes d'Etat qui tout tous les jours commis contre le Royaume, par exemple, par le Stat. 31. Ed. 2. Ceux qui donnent ou reçoivent quelque abolition, ou qui se réunissent à Rome, par l'autorité du Pape ou de quelqu'un des Prêtres (ce que le Roi permet & autorise tous les jours) ceux là sont déclarés traités au Roi & au Royaume, & sans doute que des crimes d'Etat déclarés tels par un Statut, sont des Crimes capitaux & de la dernière conséquence; c'est le devoir du Roi de les empêcher & de les punir, & il est directement contraire à l'office de Roi de s'attribuer le Pouvoir d'autoriser ou de permettre ces Crimes.

Il est incontestable que jamais Roi d'Angleterre n'a eu le Pouvoir de donner des Charges à des gens rendus incapables de les posséder, par plusieurs Actes positifs du Parlement faits exprès, & qui sont déclarés être faits pour la sûreté du Peuple; nonobstant cela le Roi a mis la plupart des Charges du Royaume entre les mains de telles gens.

Il est aussi certain qu'il n'a jamais été dans le Pouvoir de nos Rois de déposer selon leur plaisir, aucuns de leurs Sujets des Biens & des Benefices qu'ils possédoient pour toute leur vie; ni de donner Commission à personne pour juger en dernier ressort les Sujets en matieres Criminelles ou Civiles à discrétion, sans avoir aucun égard aux Loix, Coutumes & Privileges du Royaume.

Tous ces Pouvoirs que le Roi s'attribue & qu'il exerce & plusieurs autres que nous pourrions nommer à vos Altesse, ne sont point des Actes d'un véritable Roi d'Angleterre, mais sont des effets d'un Pouvoir Despotique que l'on usurpe sur les Personnes, Libertez, & Biens des Sujets, comme si lui seul étoit le Seigneur propriétaire de leurs personnes & de tous leurs intérêts, ou comme si le Peuple d'Angleterre tenoit tout de la pure volonté, & qu'ils n'eussent aucune part aux benefices des Loix, Usages, & Franchises, & qu'ils ne dussent plus espérer aucune Justice.

Mais il n'y a rien en quoi le Roi marque plus le peu d'égard qu'il a à son devoir & à l'obligation ou est un Roi d'Angleterre, comme fait ce Pouvoir qu'il s'attribue & qu'il exerce actuellement d'ôter aux Cités & aux Bourgs entièrement tous leurs Usages, Privileges & l'Election libre de leurs Magistrats, Droits qui leur ont été confirmés expressément par la grande Charte, par plusieurs autres Loix, & qu'il prive tout le reste du Peuple de la liberté qu'ils ont de choisir selon les Statuts les Membres du Parlement; comme il a déclaré qu'il le veut & entend, & qu'il le pratique tous les jours. Car ainsi faisant l'ancien & le libre Gouvernement d'Angleterre est manifestement & absolu-

ment détruit. & les Anglois n'auront plus de Droit légal en leurs Biens, Femmes & Enfants, ni dans leurs Vies.

C'est fait de la Monarchie légale d'Angleterre, à laquelle les Loix avoient donné des Prerogatives Royales pour l'avantage commun du Roi & des Sujets qui se reconnoissent mutuellement engagez par Serment à maintenir les Usages, les Loix & Franchises du Royaume; & à prendre un soin continuel que les Loix fussent exécutées sans partialité. De la manière dont le Roi en use, tout le monde aura un Droit égal & perpétuel à toutes choses, selon que la Volonté absolue du Roi & les forces Papistiques en voudront disposer, & autant de tems seulement qu'il continuera dans cette même volonté avec les mêmes forces.

C'est avec des larmes de sang que dans cette oppression extrême sous laquelle nous gemissons, nous nous trouvons obligés de demander le secours de vos Altesse pour défendre les Droits de la Couronne & du Royaume.

On ne peut point revocquer en doute le Droit que Vos Altesse ont de défendre notre Monarchie Légale & nôtre Gouvernement établi par nos anciens Usages, Loix & Franchises, de maintenir les anciennes Loix Penales faites contre les Usurpations des Papes, & nos dernières Loix établies pour notre Reformation, & de conserver les Courumes municipales & les Privileges des Villes & des Bourgs; aussi bien que les Usages du Royaume; Nos Usages & nos Loix ont reçu votre Altesse Royale du Droit d'Héritière présumptive de la Couronne d'Angleterre, s'il ne naît point de Prince, *Rege etiam veniente*, quoi que le Roi fasse tout le possible pour l'empêcher.

Si vous souffrez que toutes ces choses soient renversées, ou qu'elles n'aient de force qu'autant qu'il plaira au Roi & à ses Juges, & à tous ceux qu'il établira en Autorité dans le Royaume, la Prétention & les Droits de votre Altesse seront pareillement renversés; & tous ces Magistrats corrompus & son Armée Papiste seront engagez d'intérêt & par le Principe de leurs Consciences idolâtres à s'opposer aux prétentions de votre Altesse selon les Loix & les Coutumes d'Angleterre; il ne se trouvera en effet dans l'état auquel le Roi a réduit le Royaume, ni Magistature ni Gouvernement auquel votre Altesse Royale puisse succéder immédiatement selon les Coutumes & les Loix d'Angleterre; le Royaume ne sera qu'une multitude de gens confuse, & les plus forts pourront se rendre les maîtres des autres à leur volonté.

Comme Vos Altesse ont le Droit de maintenir le Gouvernement par le grand intérêt qu'elles y ont, toute la Nation a aussi un Droit incontestable de demander pour eux le secours de Vos Altesse, & c'est un des principaux Devoirs que la Religion Chrétienne exige d'eux, & ce sera une des plus grandes marques de leur amour envers Dieu d'assister vos Altesse en ce juste dessein de défendre leur Gouvernement Civil, qui a été institué de Dieu pour le maintien de la Justice dans la Société humaine.

Les gens qui aiment leurs prochains, & leur Patrie, comme la Religion Chrétienne pardonne, ne doivent point souffrir par négligence ou irrégularité que leur Gouvernement civil, leurs Loix, & tous leurs Droits & Intérêts tant pour eux que pour leur postérité soient détruits par la Fantaisie ou par la Superstition & Ambition d'aucun Homme.

Un Magistrat Souverain qui meritoit d'être obéi lorsqu'il suivoit les Loix, quoi qu'il fût quelques injustices à des Particuliers, le dépouille lui-même de cet office & de l'obéissance qu'on doit à un Magistrat légitime, lorsqu'il exerce une Autorité qui renverse toutes les Loix.

Les Anciens Rois d'Angleterre reconnoissoient le Droit que le Peuple avoit à maintenir leur *Libre Gouvernement*, en cas que quelqu'un des Rois mêmes eût voulu honteusement abandonner les Droits de la Couronne & du Royaume; Nous avons vu la Lettre de Henri I. au Pape; & ce Grand Edouard I. dans une pareille occasion où le Pape prétendoit avoir un certain Pouvoir, non seulement écrivit au Pape sur le même sujet que Henri I. fit, mais de son consentement des Lettres furent écrites au Pape de la part des Seigneurs & de la Chambre des Communes assemblées en Parlement, dans lesquelles ils disoient au Pape, qu'ils étoient obligés par serment à défendre leur Liberté, leurs Coutumes & Loix anciennes, & qu'ils

ANNO qu'ils les maintiendroient de tout leur Pouvoir, & qu'ils ne fuffiroient jamais que le Roi fit quand il le voudroit, ou essayât de faire ce que le Pape fouhaitoit qui étoit contraire à leurs Usages, parce que cela renverferoit les Droits de la Couronne d'Angleterre, & la Dignité Royale, & tous les Statuts du Royaume, & détruiroit leurs anciennes Libertez & leurs Loix.

1688. Puis donc que Vos Alteſſes ont un Droit incontestable de s'interposer entre le Roi & nous, pour votre intérêt & pour celui du Royaume, & de maintenir notre ancien Gouvernement legal, & particulièrement les Loix faites pour notre Reformation, nous les supplions tres-humblement, qu'outre les premières demandes à l'égard du Prince supposé, Vos Alteſſes demandent & insistent sur ces Points icy.

Que l'ancien Gouvernement libre d'Angleterre suivant ses Usages & Loix faites & approuvées dans le Parlement soit incessamment rétabli en toutes ses parties par tout le Royaume; c'est-à-dire, que les Droits de la Couronne & la Liberté du Royaume soient immédiatement affranchis de toutes soumissions rendus publiquement au Pape par le Roi présent, à la honte & au mépris de la Couronne d'Angleterre & du Royaume, & de toutes prétentions faites par l'Eglise Romaine, & de tous Pouvoirs ou Jurisdiction généralement quelconques prétendus sur les Chrétiens ou sur l'Eglise d'Angleterre.

Que toutes les Loix qui subsistent encore à présent contre la réception des Canons, & la Jurisdiction de Rome, & qui sont contraires à nos Usages & Loix, & contre ceux qui maintiennent ces abus, soient mises à exécution, & que toutes les suspensions ou dispensations données contre ces Loix sans l'Autorité du Parlement, soient déclarées nulles & de nulle valeur.

Que les anciens Usages, Libertez & Privilèges de la Ville de Londres, & la forme & manière ordinaire de son Gouvernement, soient incessamment rétablis, ses Usages faisant partie du *Droit commun* d'Angleterre, & ses Libertez étant établies par la grande Charte & par plusieurs Actes du Parlement, que les Usages, la libre Election des Magistrats & tous les Privilèges de toutes les Villes & Cours d'Angleterre confirmez par la plus grande Charte, & autres Loix, soient dûment rétablis.

Qu'on établisse des Officiers locaux tant Civils que Militaires dans tous les Emplois de Magistrature & dans toutes les autres Charges par tout le Royaume.

Que toutes Commissions de quelque nature qu'elles puissent être, soient incessamment révoquées & déclarées nulles, par lesquelles on donne Pouvoir de traiter à discrétion les Personnes & les Biens des Sujets, & qui sont contraires aux Loix & Usages d'Angleterre, & en particulier la Commission pour les affaires Ecclésiastiques, avec son monstrueux *Non obstant* toutes nos autres Loix.

Que la Liberté des Elections, qui est le fondement du Gouvernement, soit rétablie en son entier, & que tous les engagements indignes pour élire & donner la voix, comme le Roi le souhaite, soient révoqués & qu'on y renonce incessamment.

Que le Royaume soit remis aussi-tôt qu'il sera possible en état d'assembler un Parlement legal, dans la forme & en la manière que les Loix l'ordonnent, par l'aide duquel le Gouvernement civil puisse être rétabli, & que la force & l'Autorité arbitraire y soit entièrement abolie.

Nous demandons tres-humblement pardon à Vos Alteſſes, si nous leur représentons encore, que le tems & les accidens ont toujours apporté des changements dans l'usage des Loix, & qu'il en eût aussi arrivé à l'égard de nos Loix Penales établies pour amener tout le monde à une Uniformité de Creance & de Culte extérieur dans la Religion; quatre de nos Parlements consécutifs ont aperçu l'abus de ces Loix, & le mal qu'elles faisoient à plusieurs bons Chrétiens, & ont déclaré l'invention qu'ils avoient de les ôter si le Roi avoit voulu le leur permettre, & ils tâchèrent d'en arrêter l'exécution, & demandèrent que l'on établit une liberté de Conscience comme elle est due à des Chrétiens.

A ces égards & à cause du renversement entier qui s'est fait depuis dans le Gouvernement, la nécessité &

la charité peuvent tenir lieu de Loi pour appuyer l'exécution de quelques-unes de ces Loix jusqu'à ce que ces affaires soient réglées dans un Parlement.

ANNO **1688.** C'est pourquoi nous supplions tres-humblement Vos Alteſſes de faire une chose qui est de nécessité absolue, c'est que personne ne soit troublé en ce qui regarde sa Religion, jusqu'à ce qu'un Parlement légitime ait réglé cette affaire, qui regarde leur profession de foi; tout ce qu'ils croient & pratiquent, se termine uniquement à Dieu, & ne fait tort à aucun homme sur la terre ni en son Corps, ni en ses Biens, ni en sa réputation, & ainsi ils ne font tort qu'à eux-mêmes s'ils le trompent.

Il ne nous reste plus qu'à nous soumettre entièrement & tout ce qui est contenu en cet Ecrit à la Sagesse, & Charité de Vos Alteſſes, & à prier le Grand Dieu qu'il remplisse vos âmes de toutes les vertus éclatantes qui peuvent orner les Thrones les plus élevés & les plus sublimes.

Monſieur, la grande idée que nous avons de votre mérite, nous fait espérer que vous serez fidèle à rendre promptement l'incluse à Son Alteſſe Monſieur le Prince d'Orange, ou en son absence, à son Alteſſe Royale, Madame la Princesse; nous n'avons pas pu la confier à la poste, c'est pourquoi nous l'avons envoyée par un Exprès, qui sera peut-être long-tems en chemin; l'Exprès a ordre de la délivrer seulement à un de vos Domestiques; nous nous reposons entièrement sur vous, & sommes,

MONSIEUR:

Vos tres-humbles Serviteurs.

Que vous pourriez connoître cy-après.

XCVIII.

Declaration de GUILLAUME HENRI Prince 10. Oâ.

D'ORANGE & depuis Roi de la GRANDE BRETAGNE III. du nom, pour justifier sa Descente à main armée dans le Royaume. Il y publie que c'est pour la conservation de la Religion Protestante, & pour le rétablissement des Loix & des Libertez de l'Angleterre de l'Ecosse & de l'Irlande. Donné à la Haye le 10. Octobre 1688. Avec des LETTRES adiutoriales aux Officiers & Gens de Mer de la Flotte Angloise, & aux Officiers & Soldats de l'Armée de Terre sur le même sujet. Et Le FORMULAIRE d'une Prière pour l'honneur & succès de cette Expedition.

C'est une chose certaine & manifeste, dont tous les hommes conviennent, que la Paix publique & le bonheur d'un Etat, ou Royaume, ne peut être conservé quand les Loix, les Libertez & les Coutumes, qui y sont établies par une Puissance légitime, sont ouvertement violées & anéanties; Sur tout quand on prend à tâche de changer la Religion, & d'en introduire une autre qui est condamnée par les Loix. Cela étant, ceux qui sont immédiatement les plus intéressés en cette affaire, sont indubitablement obligés de prendre garde que les Loix, les Libertez & les Coutumes, & sur tout la Religion & le Culte de Dieu qui est établi, soient maintenus & conservés. Ils doivent aussi prendre un soin effectif que les Sujets de ces Pais ou Royaumes, ne soient pas dépouillés de leur Religion & de leurs Droits Civils. Cette précaution est d'autant plus nécessaire, que la grandeur & la sainteté des Rois, des Familles Royales & de tous ceux qui sont en autorité; aussi-bien que le bonheur de leurs Peuples & de leurs Sujets, dépend d'une manière toute particulière, de l'exacte observation & du maintien de leurs Loix, de leurs Libertez & de leurs Coutumes.

Suivant donc ce Principe, nous n'avons pu différer plus long-tems à déclarer que nous voyons à notre grand regret, que les Conseillers, qui ont à présent le principal crédit auprès du Roy, se sont rendus maîtres de la Religion, des Loix & des Libertez de ces Royaumes,

ANNO mes, & ont assujetti tout ce qui regarde la Conscience, les Libertez & les Proprietez, à un Gouvernement
1688 Arbitraire; & cela non seulement par des voyes cachées & indirectes, mais par des façons de faire publiques & à visage découvert.

Les déplorable suites du Pouvoir Arbitraire, & des pernicieux conseils font si connus dans l'état déplorable du Royaume d'Ecosse, que notre Raison & notre Conscience nous engagent à en avoir horreur. Quand nous considérons donc la misère où cette Nation est réduite, qui cependant a toujours été si affectionnée à la Famille Royale, & qui a été gouvernée depuis plusieurs siècles par les Loix faites par l'autorité de leurs Rois & les Etats de leur Parlement, & leurs Coutumes ordinaires, est réduite aujourd'hui, par les pratiques que l'on a employées pour changer la constitution légitime de la Monarchie, en un Pouvoir Despotique & Arbitraire, on voit clairement que cela s'est fait par la conduite de ces Conseillers qui exercent l'autorité, par des Declarations prémeditées & formelles qu'ils publient, portant que le Roy est un Monarque absolu qui doit être obéi en toute chose & sans réserve. Afin d'introduire par ce moyen telle Religion qu'il leur plaira, sans se mettre en peine de reconnoître la nécessité du consentement de la Nation représentée par les Etats assemblés en Parlement. Ne pouvant donc nous empêcher d'être sensiblement touchés de ces misères nous avons pensé à un remède convenable pour satisfaire à l'attente des gens de bien, & à tous vrais Protestans. C'est la grande affaire que nous nous proposons dans cette expédition, dont l'équité paroitra à tout le monde, quand ce qui a été fait par ces mauvais Conseillers sera examiné de près & sans prévention.

C'est donc une chose connue que les Loix, les Privilèges & les Droits du Royaume ont été enfreints au grand préjudice du Roy & du Peuple, puisque par là on a sapé les fondemens de l'Union & de la confiance. Les Procédures Arbitraires d'un Conseil privé injuste, & entreprenant contre les Loix, ne sont pas moins connues. Car quoi qu'il soit expressément défendu par les Loix faites par l'autorité du Roy & du Parlement que la Religion Papiste ne sera point exercée dans le Royaume: Que les Prestres Missionnaires s'y feront point tolérer, & que les Enfants de pas un Seigneur ou Gentilhomme ne sera envoyé hors du Royaume pour être élevé dans des Collèges Papistes. Néanmoins ces Conseillers ont ordonné ou permis que quelques jeunes Seigneurs aient été enlevés à leurs parents, & envoyés hors du Pais pour être instruits dans des Collèges de Jésuites. Ils ont aussi tant fait qu'il y a des Ecoles établies, gouvernées par des Prestres Papistes, & même dans la Ville capitale du Royaume.

De plus par un mépris manifeste des Loix reçus dans le Royaume, les Papistes sont introduits aux plus grandes Charges tant Civiles que Militaires, & toutes les Forteresses & les Magalins leur sont confiés. Les Droits & les Privilèges des Villes Royales, qui font le tiers Etat du Parlement, & qui ont autant de Deputés que les Provinces du Royaume, sont retranchés. Il est même traversé dans la libre election de ses Magistrats & de ses Conseils de Ville, & cela manifestement contre leurs Chartres fondées sur les Loix, & sur une possession d'un temps immémorial. Tout cela s'est fait par un pur Pouvoir Arbitraire sans donner la moindre assignation, sans aucune Procédure juridique ni Sentence.

Quoi qu'aucune Nation ne puisse subsister sans l'exercice d'une droite & entière Justice, puisque la vie, la Liberté, l'Honneur & les Biens des hommes en dépendent, néanmoins ces Conseillers ont assujetti tout cela à un Pouvoir Arbitraire & Despotique. Ils ont déposé des Juges qui suivant les Loix devoient être continuellement dans leurs Charges toute leur vie, s'y gouvernant en gens de bien, à cause qu'ils n'ont pas voulu se conformer à leurs dessein, ils en ont établi d'autres en leurs places, sans avoir aucun égard à leur capacité, mais seulement parce qu'ils les croyoient plus souples. Ce qui fait bien voir que ces Conseillers tâchent de se rendre entièrement maîtres de la Vie, de l'Honneur & des Biens des Sujets sans s'arrêter à aucune Règle ni Loy.

Par la direction de ces mêmes Conseillers, on s'est servi d'un Pouvoir exorbitant qui impose des sujétions & requiert des sermens des Provinces entières,

ANNO sans être fondé sur aucune Loy, ni sur aucun Acte de
1688. Parlement, comme de loger des Soldats à discrétion, quoi qu'ils aient une paye suffisante pour s'entretenir, ainsi le Royaume est doublement chargé sans qu'on lui en fasse raison: En mettant des Gentilshommes en prison sans en dire les causes, mais au contraire les contraignant de s'accuser & de témoigner contre eux-mêmes. En proposant des amandes selon leur bon plaisir. Faisant trembler & détester diverses courtes en vertu des *Intercommuning* & *Trespas*, qui consistent la Vie & le Bien. Pour la moins coupable & la plus innocente conversation qu'on puisse avoir avec ses parents, on est déchu du bien des Loix, & par ainsi ils ont rempli de confusion la plus grande partie du Royaume, ne se servant contre quantité de personnes que des *Outlawries* & *Intercommuning*, ainsi sur des pretextes mal fondés, ils ont si généralement enveloppé tout le monde dans ce danger, que les Conseillers mêmes ne peuvent s'en garantir, qu'en recourant au pardon ou en le faisant excepter, pendant que le commun Peuple est abandonné à leur discrétion. Ils donnoient Pouvoir aux Officiers & simples Soldats, d'exercer contre tous les Sujets qui vivoient dans une pleine Paix & tranquillité, les plus grandes barbaries du monde, comme de les détruire en les pendans, les tuant ou les noyant sans aucune forme de Procès, & sans aucune considération d'âge ni de sexe, ne voulant pas même donner le temps à quelques-uns de prier Dieu, & cela, sans aucun autre sujet, sinon qu'ils ne vouloient pas souffrir ni répondre à des demandes qu'on leur faisoit sans aucune légitime Autorité, & contre le Droit commun des hommes, qui laisse à chacun la liberté de ne point révéler le secret de sa pensée, sans parler d'une grande quantité d'autres violences & oppressions, à quoi cette pauvre Nation est exposée sans aucune assurance d'en voir la fin, & d'en être délivré.

Ces Conseillers pour soutenir & justifier leurs Procédures Arbitraires & Illegitimes, ont fait fabriquer une Declaration qui renverrait les fondemens du Gouvernement, qui viole toutes les Loix, même les plus sacrées, rendant le Parlement tout à fait superflu, privant la Religion de toutes les défenses, & ôtant les Libertez & les Proprietez par un Pouvoir absolu qu'ils se font attribuer, auquel on veut que l'on obéisse sans réserve, & cette sorte d'obéissance de cœur d'un vrai Chrétien n'appartient qu'à Dieu seul, de qui les commandemens sont toujours justes & bons.

De plus ces Conseillers ont fait leurs derniers efforts pour abolir les Loix Penales, qui excluent de toutes Charges publiques ceux qui ne sont pas de la Religion Protestante, parce qu'elles font trop opposées à leurs dessein pour y parvenir. Ils ont donné la liberté à divers Protestans, mais une liberté qu'ils ne peuvent conserver qu'en tant qu'ils travailleront à l'abolition des Loix Penales qui sont les seules défenses de leur Religion. Outre cela les divers Protestans ont un juste sujet de se délier, lorsqu'ils se souviennent que l'on a chassé de leurs Eglises leurs Ministres par centaines, sans les avoir assignés ni accusés, & que l'on a rempli leurs places de personnes ignorantes, d'une vie scandaleuse, & qui avoient beaucoup contribué à toutes les misères sous lesquelles ce Pais soufre depuis longtemps, les divers Protestans ont donc peu de sujet de faire fond sur leur tranquillité présente, puis qu'elle n'est fondée que sur une Proclamation qui peut être révoquée à toute heure, & qui ne leur a pas été avantagée à la première ni à la seconde Publication. Sur tout s'ils considèrent que quelques mois auparavant on a exercé contre eux les grandes cruautés dont nous avons parlé.

Il y a de grandes & fortes présomptions qui nous font croire que ces Conseillers pour avancer leurs pernicieux dessein, & afin de prendre leur temps de l'exercer à propos pour encourager leurs complices, & pour intimider tous les bons Sujets, ils ont publié que la Reine avoit enfané un *Fils*, bien que durant la prétendue grossesse de la Reine, & dans la manière dont on a pratiqué cette naissance, il a paru tant de justes & de visibles fondemens de soupçon, que non seulement Nous, mais aussi tous les bons Sujets de ces trois Royaumes soupçonneront fortement que le prétendu *Prince de Galles* n'a jamais été mis au monde par la Reine, & c'est une chose écœurée de tout le monde, que beaucoup de personnes ont aurant douté de la grosseur de la Reine que de la naissance de l'Enfant.

ANNO 1688. l'Enfant, & cependant on n'a pas fait le rhoinde chose pour lever ces soupçons, & pour mettre fin à ces doutes.

Et comme la Princesse notre chère & bien-aimée Epouse, & Nous pareillement sommes tout à fait intéressés en cette affaire, ayant comme tout le monde fait tel Droit à la Succession de ces Royaumes, lequel ces personnes-là ont enrichi d'interrompre, & de prévenir les légitimes Successeurs de la Couronne élevés par une singulière providence de Dieu dans la vraie Religion Protestante, d'apporter quelque soulagement à ces misères. Dans une affaire donc d'une si grande importance, nous n'avons pu nous empêcher, d'embrasser les véritables Intérêts de cette Nation, & de contribuer de tout notre pouvoir pour la défense de ses Loix & de ses Libertés, pour le maintien de la Religion Protestante dans le Royaume, comme aussi pour lui assurer la jouissance de tous ses Droits légitimes.

Mais afin que notre dessein soit si évident que personne n'en puisse douter, ni en prétendre cause d'ignorance, pour l'entente de concourir avec nous dans un si juste dessein, entrepris pour le bien général de la Nation. Nous déclarons que notre intention est de garantir ce Royaume de tout danger du Papisme, du Pouvoir Arbitraire à l'avenir, & pour la délivrance des misères à quoy il est présentement exposé, de travailler à l'affermissement de cette Garantie, & de cette délivrance par l'entremise d'un Parlement, & cela sur de très-solides fondemens à l'égard de leur Religion; & pour leurs intérêts temporels, de redresser le tout par des moyens convenables, & d'une manière si efficace, qu'on ne retombera plus dans tous les malheurs susmentionnés. Voilà les vrais motifs de notre entreprise pour ce qui concerne cette Nation.

Les efforts donc que nous voulons faire pour la délivrance d'un Royaume opprimé, nous persuadant, qu'ils ne seront pas seulement pris en bonne part, mais qu'ils seront accompagnés d'une joie & d'une approbation universelle, & même du secours de toute la Nation. Que ceux qui ont été les instrumens pour introduire l'Esclavage dans ce Royaume feront connaître le repentir qu'ils ont de ce qu'ils ont fait, par la grande diligence qu'ils apporteront à leur délivrance, & que ceux, qui ne nous assisteront pas de la manière qu'ils y font obligés à l'égard de Dieu & de l'amour de la Patrie, porteront avec justice la peine de tous les maux qui pourront s'ensuivre pour ne s'être pas acquiescé de leur devoir.

Et comme nous mettons toute notre confiance en Dieu seul pour le succès de nos Armes, nous espérons que tous les gens de bien demanderont ardemment au Seigneur qu'il répande sa bénédiction sur nos dessein, afin qu'ils puissent réussir à la gloire de son grand Nom; pour l'affermissement de l'Eglise Réformée, & pour le repos & le bien commun de ce Royaume. Donné sous notre Sein & sous le Seau de nos Armes à la Cour, à la Haye le 10. Octobre, 1688.

Signé,

GUILLAUME HENRI, PRINCE D'ORANGE.

Plus bas,

Par exprès commandement de son Altesse.

Signé,

C. HUYGENS.

A tous les Officiers & Gens de Mer de la Flote Angloise.

Messieurs, mes Amis.

Comme nous avons donné à notre Fidele & bien aimé Amiral Heybert un Plein-pouvoir, nous espérons que vous prendrez une entière créance à tout ce qu'il vous dira de notre part. Nous avons fait une Declaration qui comprend les raisons que nous avons d'entreprendre cette Expedition, où vous verrez que nous n'avons point d'autre vue que la conservation de la Religion Protestante, & le rétablissement des Loix & des Libertés du Royaume d'Angleterre, puis

qu'il est certain que les Papistes ont résolu la ruine entière de notre Religion, dans la Grand-Bretagne, comme elle l'est en France; elle le fera de même infailliblement chez vous, si les Papistes se rendent les maîtres. Nous sommes persuadés que vous avez déjà aperçu, que l'on ne se sert de vous, que comme d'instrument pour soumettre vous & votre Patrie sous le joug du Papisme, & dans l'esclavage, par le moyen des Irlandais & des Etrangers qui se préparent à mettre la dernière main à votre destruction. C'est pourquoi nous espérons que Dieu vous inspirera des pensées salutaires pour faciliter votre délivrance; & pour vous tirer de toutes ces misères, vous, votre Patrie & votre Religion.

Cela ne se pouvant selon l'apparence qu'en vous joignant à nous, pour nous assister, puis que nous travaillons à votre délivrance, & nous vous assurons que nous n'oublierons jamais les services que vous nous rendrez en cette occasion, & nous promettons de donner des marques particulières de notre faveur à tous ceux qui veulent bien la meriter de nous & de la Nation. Nous sommes sincèrement Votre Ami bien affectonné.

GUILLAUME HENRI, PRINCE D'ORANGE.

Par ordre exprès de Son Altesse.

C. HUYGENS.

*De nostre Cour de Dieren,
le 29. Septemb. 1688.*

Aux Officiers & Soldats de l'Armée Angloise.

Messieurs, mes Amis,

NOUS avons fait connaître avec tant de sincérité & de bonne foi dans notre Declaration quelle est notre intention touchant cette Expedition présente, que nous n'avons rien à y ajouter, aussi sommes nous assurés qu'en cela vous ne pouvez rien souhaiter davantage de nous. Nous venons donc pour confirmer votre Religion, pour rétablir & pour affermir vos Libertés & vos Propriétés: mais comme nous ne pouvons pas seuls exécuter ces choses, nous n'avons jamais douté que tous les Protestants & les bons Anglois, ne viennent & ne concourent avec nous dans le dessein de mettre ces Nations à couvert du Papisme & hors de l'Esclavage. Vous devez être tous convaincus que vous êtes les instrumens dont on se sert pour réduire la Nation à la Servitude & pour ruiner la Religion Protestante. Jugez ce que vous avez à attendre quand cela sera exécuté, par la cassation que l'on a faite en Irlande de tous les Protestants Anglois, tant Officiers que Soldats; & par le transport que l'on a fait en Angleterre des Soldats Irlandais pour remplir vos places, il y en a des exemples si récents qu'il n'est pas besoin de vous les remettre en mémoire. Vous savez aussi comment on en a usé à l'égard de quelques Officiers, vos Compagnons, pour s'être montrés fermes dans la Religion Protestante & pour les Loix d'Angleterre. Vous ne pouvez donc pas vous flatter d'être mieux traités, si vous ne contribuez à les tirer de l'extrémité où ils sont réduits; car vous savez qu'ils ne tiennent point leur parole. Cela étant, nous espérons que vous ne vous laissez pas séduire par un faux éclat de gloire, mais que vous considérerez avant toutes choses, ce que vous devez à Dieu votre souverain Seigneur, à votre Patrie, à vous mêmes, à votre Posterité, qui sont autant de motifs, que des gens d'honneur comme vous doivent préférer à toute autre considération & engagement quel qu'il puisse être. Nous croyons donc que vous préférerez à cela l'honneur que l'on vous offre présentement de contribuer à la conservation des Libertés de votre Pais & à l'affermissement de votre Religion. On se fournira toujours des services que vous rendrez en cette occasion, & nous promettons de repandre des marques singulières de notre faveur sur chacun en particulier, qui seront proportionnés au mérite de la conduite que vous tiendrez; car nous ferons une grande distinction entre ceux qui viendront assez tôt pour joindre leurs Armes aux nôtres, & ils

DOUS

ANNO nous trouveroit pour eux bien affectionné & assuré
1688. Ami,

GUILLAUME HENRI, PRINCE D'ORANGE.

Par l'express commandement de Son Altesse.

C. HUYGENS.

Prière faite pour cette Expedition.

Dieu Tout-puissant, Seigneur des Armées, Payde & le refuge de tous ceux qui se confient en toy : Nous te supplions tres-humblement de benir & de donner un heureux succès à cette entreprise, pour la gloire de ton Nom, & pour l'avantage de ton Peuple. Que nos péchés n'allument point ta colère au point de refuser au Prince ton Serviteur, ta sainte benédiction, mais couvre le de ta grace comme d'un bouclier. Dirige le dans tous ses Conseils, accompagne le toujours & l'assiste dans toutes les Actions, afin qu'il réussisse dans ce grand dessein. Qu'il emploie tout le Pouvoir que tu lui as confié à l'honneur de ton grand Nom, à l'affermissement, à l'avancement de ta vraye Religion, & pour la Paix & la félicité de ces Peuples. Benis cette Flotte, donne d'heureux succès à cette Armée. Fay nous la grace, ô Dieu Pere de Miséricorde, que chacun de nous en particulier le convertisse à toy de tout son cœur. Qu'il se repente avec sincérité de toutes les fautes passées, & s'engage solennellement envers toy, comme nous faisons maintenant tous ensemble de mieux vivre à l'avenir, de faire tous nos efforts, pour rendre notre conduite conforme au nom de Chrétien Reformé, & que notre zèle réponde à notre sainte Religion, & que les principes soient la règle de notre vie. Emuec nous, ô Saint des Saints, fay camper tes Anges à l'entour de nous, car nous mettons toute notre confiance en ta protection & en ton secours, que nous te supplions bien humblement de nous accorder pour l'amour de Jésus-Christ, notre unique Sauveur & Rédempteur, Amen.

La même Declaration plus étendue, & fortifiée d'un plus grand nombre de motifs, causes & raisons. Du même jour 10. Octobre 1688. Avec Une ADDITION par laquelle le Prince presté de nouveau, que son dessein ne tend qu'à rétablir & rassembler les Loix & Libertés de la Nation Angloise, & nullement à conquérir le Royaume. Donnée à la Haye le 24. Octobre 1688.

C'est une chose certaine & manifeste, dont tous les hommes conviennent, que la Paix publique & le bonheur d'un Etat ou Royaume, ne peut être conservé quand les Loix, les Libertés & les Coutumes, qui y sont établies par une Puissance légitime, sont ouvertement violées & anéanties : Sur tout quand on prend à tâche de changer la Religion, & d'en introduire une autre qui est condamnée par les Loix. Cela étant, ceux qui sont immédiatement les plus intéressés en cette affaire, sont indubitablement obligés de prendre garde que les Loix, les Libertés & les Coutumes, & sur tout la Religion & le Culte de Dieu qui est établi, soient maintenus & conservés. Ils doivent aussi prendre un soin effectif que les Sujets de ces Pais ou Royaumes, ne soient pas dépouillés de leur Religion & de leurs Droits Civils. Cette précaution est d'autant plus nécessaire, que la grandeur & la sûreté des Rois, des Familles Royales & de tous ceux qui sont en Autorité; aussi-bien que le bonheur de leurs Peuples & de leurs Sujets, dépend d'une manière toute particulière de l'exacte observation & du maintien de leurs Loix, de leurs Libertés & de leurs Coutumes.

Suivant donc ce principe, nous n'avons pu différer plus longtemps à déclarer que nous voyons à notre grand regret, que les Conseillers, qui ont à présent le principal crédit auprès du Roy, se sont rendus maîtres de la Religion, des Loix & des Libertés de ces Royaumes, & ont assés tout ce qui regarde la Conscience,

TOM. VII. PART. II.

les Libertés & les propriétés à un Gouvernement Arbitraire; & cela non seulement par des voyes cachées & indirectes, mais par des façons de faire publiques & à visage découvert.

Ces mauvais Conseillers pour avancer cette affaire, & la colorer d'abord de quelques pretextes plausibles, ont inventé & attribué au Roy un *Pouvoir Dispensatif*, en vertu duquel ils prétendent qu'il a Droit de *s'insubordonner les Loix & d'en dispenser*, quoi que faites par l'Autorité d'un Roy & d'un Parlement pour la sûreté & le bonheur des Sujets. Par ce moyen ils ont rendu ces Loix sans effet & sans force, quoi qu'il n'y ait rien de plus certain, que comme ces Loix ne peuvent être faites que du consentement mutuel du Roy & du Parlement, parce que les Loix faites de la sorte, & sur tout celles qui établissent le repos public, le bien de la Nation, & la vie & la liberté de chaque Sujet en particulier, ne peuvent être révoquées ni suspendues que par la même autorité d'un Roy & d'un Parlement joints ensemble.

Encore qu'un Roy puisse faire grâce à un particulier du châtiment qu'il a mérité, & à quoi il a été condamné, & même dans le cas de *Haute Trahison* ou d'un autre crime; on ne peut pourtant avec aucune apparence de raison, conclure de-là, que le Roy a le Pouvoir de suspendre absolument l'exécution des Loix faites contre la *Haute Trahison* & les autres crimes; Si ce n'est qu'on veuille soutenir qu'il est revêtu d'un Pouvoir *Despotique & Arbitraire*, & que la vie, les libertés, l'honneur & les biens de ses Sujets dépendent entièrement de sa bonne volonté & de son bon plaisir, & qu'ils lui sont tout à fait assés; ce qui s'enfuit nécessairement si le Roi a le Pouvoir de suspendre l'exécution des Loix, ou d'en dispenser.

Ces dangereux Conseillers pour donner quelque couleur à cette étrange & exorbitante Maxime, ont scélètement conduit cette affaire qu'ils ont enfin porté des Juges à déclarer que ce *Pouvoir Dispensatif* est un Droit de la Couronne; comme s'il étoit au Pouvoir de donner Juges de sacrifier au Roy les Loix, les Droits & les Libertés de toute une Nation, pour en disposer à la fantaisie, selon son bon plaisir, & cela directement contre les Loix faites pour la sûreté des Sujets. Pour obtenir cette Declaration, ces pernicieux Conseillers avoient pressenti auparavant les opinions des Juges, faisant en sorte que ceux d'entre eux qui ne pouvoient en bonne conscience, concourir à une si injuste declaration, ont été déposés & d'autres établis en leurs places. Par ces sortes de changements faits dans les Cours de Justice, ils ont enfin obtenu cette Declaration: Mais ils ont introduit pour cela à des Charges de si grande importance ceux qui font profession publique de la Religion Papiste, quoi qu'ils soient absolument exclus de toutes ces sortes de Charges par les Loix.

Il est aussi constant & manifeste que lors que *sa Majesté* vint à la Couronne qu'elle fut reçue & reconnue de tous les Sujets d'Angleterre, d'Ecosse, & d'Irlande, pour leur Roy, sans faire la moindre opposition, quoi qu'il fit en ce temps-là profession publique de la Religion Papiste. De son côté il promit & jura solennellement à son Couronnement; qu'il maintiendrait les Sujets en la pleine jouissance de leurs Loix & de leurs Libertés; & particulièrement qu'il conserverait l'Eglise Anglicane telle qu'elle est établie par les Loix. Il est certain qu'en divers & différents temps, plusieurs Loix ont été faites, pour la conservation des Droits & des Libertés de la Religion Protestante: Et entre autre sûreté il fut arrêté, que généralement tous ceux qui seroient élevés à quelque Dignité Ecclesiastique, ou qui seroient faits Membres d'une Université; même ceux qui seroient établis en quelque Charge Civile ou Militaire, seroient chacun obligés de déclarer qu'il n'est point Papiste, mais qu'il est de la Religion Protestante, confirmant cet aveu par les Serments d'Allegiance, de Suprematie & du Test. Malgré ces précautions, ces pernicieux Conseillers ont effectivement aboli & annulé toutes les Loix qui ont relation aux Charges Ecclesiastiques & Civiles.

Pour ce qui concerne les Dignités & les Charges Ecclesiastiques, ils ont non seulement sans la moindre apparence de Droit, mais encore contre les Loix les plus expresse, érigé un Tribunal composé d'un certain nombre de personnes, à qui ils ont confié la connoissance & la direction des affaires Ecclesiastiques, & ils ont compris dans ce nombre un des Ministres d'E-

Cc

tat

ANNO
1688.

ANNO
1688.

tar de Sa Majesté, qui faisoit dès lors profession de la Religion Papiste, & qui avoit déclaré en la professant, qu'il la tenoit depuis long-temps pour la seule véritable Religion.

Par tout cela on peut voir le déplorable état où la Religion Protestante étoit réduite, puisque les affaires de l'Eglise Anglicane sont à présent entre les mains des personnes, qui ont accepté une Commission qui est directement contre la Loy, puis qu'un de leurs principaux Membres a abjuré la Religion Protestante, & a déclaré qu'il étoit Papiste, & par conséquent qu'il est devenu incapable d'exercer aucune Charge publique. Ces Commissaires ont jusqu'ici donné de telles Preuves de leur soumission aux instructions qui leur sont données, qu'il n'y a pas lieu de douter qu'ils ne continuent à avancer tous les desseins qui conviendront le mieux à leur parti.

Ces pernicieux Conseillers ont soin que l'on n'élève à la Dignité Ecclesiastique, que des personnes peu zélées pour la Religion Protestante, & qui cachent cette indifférence sous le prétexte specieux de *modération*. Les mêmes Commissaires ont suspendu l'Evêque de Londres, simplement parce qu'il refusoit d'obéir à un ordre de suspendre un digne Ministre sans l'avoir cité devant lui pour défendre sa cause, voulant qu'il fut condamné sans aucune formalité de justice.

Ils ont déposé un Président du College de la Madeleine, qui avoit été élu par les Membres de ce College, & ont ensuite dépouillé tous les Membres sans les attirer dans aucune Cour, qui eut pu prendre une juste connoissance du fait, & même sans avoir obtenu aucune Sentence de Juge compétent contre eux. Toute la raison qu'on donna de leur démission, fut, qu'ils avoient refusé d'être pour Président, une personne qui leur étoit recommandée par les pratiques de ces pernicieux Conseillers, sans considérer que ces Membres sont en Droit, sans contredit, d'être en toute liberté. Ils les ont cependant dépouillés de leurs possessions contre l'ordre des Loix & contre les prérogatives expressées de *Magna Charta*, qui porte que *personne ne perdra sa vie ni ses biens qu'en vertu des Loix du Pais*. Voilà comme ces dangereux Conseillers ont mis à présent entièrement ce College entre les mains des Papistes quoy que déclarés incapables de remplir aucune de ces Places, tant par les Loix du Pais, que par les Statuts du College, comme on l'a déjà dit.

Ces Commissaires ont aussi cité devant eux tous les Chanceliers & les Archidiacres d'Angleterre, & ont exigé d'eux les noms des Ecclesiastiques qui ont publié la Declaration du Roi touchant la Liberté de conscience. Ils leur ont aussi demandé les noms de ceux qui n'ont pas lu cette Declaration, sans considérer que cette lecture n'étoit pas ordonnée au Clergé par leurs Evêques qui est leur forme ordinaire.

L'invalidité de ce Tribunal & l'incompétence de ces Commissaires Ecclesiastiques sont évidentes, & il paroit si clairement qu'ils ne tendent qu'à la ruine de la Religion Protestante, que l'honorable Pere en Dieu Guillaume Archevêque de Cantorbery, Primat & Métropolitain de toute l'Angleterre, considérant que cette Assemblée n'avoit été faite qu'à dessein d'opprimer les personnes qui excellent en vertu, en Doctrine & en piété, refusa d'y prendre séance & d'agir de concert avec eux.

Quoy qu'il y ait plusieurs Loix tres-expresses faites contre toutes sortes d'Eglises & de Chapelles pour l'exercice de la Religion Papiste, aussi bien que contre toutes sortes de Cloîtres & de Convents, & de tres-particulieres contre l'Ordre des *Jesuites*. Ces mechants Conseillers ont néanmoins fait obtenir le Pouvoir de bâtir diverses Eglises & Chapelles pour l'exercice de la Religion Papiste. Ils ont aussi fait en sorte que l'on a édifié plusieurs Cloîtres & Monastères, qui sont tous erigés au mépris des Loix. Ils ne se font pas contents d'avoir fait en divers endroits plusieurs Colleges de Jésuites pour corrompre la jeunesse. Ils ont même élevé une personne de cette Société à la Dignité de Conseiller du Conseil privé & de Ministre d'Etat. Ce qui fait voir bien clairement, qu'ils ne sont retenus par aucune sorte de règles ni de Loix & qu'ils n'ont pour but que d'assujettir l'honneur & les biens des Sujets, & la Religion établie, à un Pouvoir Despotique, & à un Gouvernement Arbitraire. En quoy ils sont bien servis & secourus par les Commissaires Ecclesiastiques.

Ils ont aussi employé la même methode à l'égard des

affaires Civiles, car ils ont tant fait qu'on a ordonné de faire présenter tous les *Lords-Lieutenants*, les *Deputés-Lieutenants*, les *Sherifs*, les *Juges de Pais*, & généralement tous ceux qui exercent quelque Charge publique, pour savoir, s'ils voudroient concourir avec le Roi à l'abolition du *Tith* & des *Loix Perrelis*. Tous ceux dont la conscience repugnoit de s'accommoder à ce dessein ont été déposés, & on en a mis d'autres en leur place que l'on a crû de meilleure volonté & plus penchans à leur but, qui tend à l'abolition des Loix qui sont faites avec tant de prévoyance & de prudence pour la sûreté de la Religion Protestante. Ils ont même introduit des Papistes de profession dans plusieurs de ces Charges, encore que les Loix les en aient déclaré incapables, & dispensé les Sujets de déférer à leurs Ordonnances.

Ils ont de plus fait les Privileges & Chartres de la plupart des Villes qui ont droit d'être des Membres pour le Parlement, & ont tant fait que ces Titres leur ont été apportés par les Magistrats, qui en les livrant, ont abandonnés tous leurs Droits & leurs Privileges à la discrétion & au bon plaisir de ces pernicieux Conseillers, qui ont fait de nouveaux Magistrats dans ces Villes, en qui ils pussent prendre une entière confiance; établissant des Magistrats Papistes en plusieurs endroits, quoique que les Loix les en déclarent incapables.

Encore qu'aucune Nation ne puisse subsister sans l'exercice d'une bonne Justice & désintéressée, puisque la Vie, la Liberté, l'Honneur, & les Biens des hommes en dependent: Ces pernicieux Conseillers néanmoins ont tout assujéti à un Pouvoir Arbitraire & Despotique. Dans les affaires de la plus grande importance, ils ont commencé par découvrir les sentiments des Juges, & par déposer ceux qui ne s'accordoient pas à leurs intentions, en mettant d'autres en leur place, dont ils étoient plus assurés, sans avoir aucun égard à leur capacité, ils n'ont pas même craint d'introduire des Papistes manifestés dans les Tribunaux, quoiqu'ils en fussent exclus par les Loix, & que personne n'eût été obligé de déférer à une Sentence rendue par de tels Juges. Ils ont porté cela si loin, qu'ils ont démis les Juges qui faisoient voir dans l'administration de la Justice, qu'ils étoient dirigés par leur conscience & non par les instructions d'autrui. En quoy il paroit qu'ils font tous leurs efforts pour se rendre entièrement maîtres de la Vie, de l'Honneur & des Biens des Sujets de quelque état ou condition qu'ils puisse être: Et cela, sans avoir aucun égard à l'équité des causes ni à la conscience des Juges, voulant qu'ils soient assujétis en toutes choses à leur volonté & à leur bon plaisir. Ils pretendent par là intimider le reste des Juges qui sont en Charge, & ceux qu'ils trouveront à propos de mettre à la place de ceux qu'ils déposent, & leur faire voir ce qu'ils ont à attendre, lorsqu'ils feront la moindre chose contre leur bon plaisir, & que les fautes de cette nature ne sont jamais pardonnées à qui que ce soit.

Il y a un beaucoup de sang répandu en divers endroits de ce Royaume, par des Juges gouvernez par ces pernicieux Conseillers, & cela contre toutes les règles & les formalitez des Loix, & sans vouloir permettre aux accusés de se défendre.

Ils ont aussi réduit toutes les causes de la Justice Civile dans un état fort chancelant, remettant l'administration de la Justice entre les mains des Papistes, car quelque juste que puisse être leur Sentence, de ce fait, que les Loix du Pais excluent les Papistes de tous les Tribunaux, & qu'ils les en ont déclaré incapables; personne n'est tenu d'acquiescer à leur décision. Toutes les Sentences qu'ils rendent font d'elles mêmes nulles & sans force, de sorte que toutes les personnes tirées en cause devant ces Juges Papistes, ne doivent regarder leur prétendue Sentence, que comme un Jugement rendu par un simple particulier sans caractère ni autorité. Les Sujets sont donc fort à plaindre, qui en toute obligation de répondre devant de tels Juges, qui en toute affaire ne suivent point d'autre règle que celle qui leur est prescrite par ces pernicieux Conseillers. Comme ils leur ont fait avoir ces Charges & qu'ils les en peuvent ôter quand l'envie leur en prend, ils ne peuvent jamais être tenus pour Juges légitimes. Toutes leurs Sentences par la disposition du Droit, ne sont d'aucune force ni efficace.

Ils en ont usé de même à l'égard de toutes les Char-

ANNO
1688.

ANNO 1688. ges Militaires. Car les Loix ne se contentent pas d'exclure les Papistes de ces sortes de Charges, elles stipulent particulièrement, qu'ils seront déshonorés. Cependant au mépris des Loix, ils ne sont pas seulement armés, mais on les a encore élevés aux plus grands Emplois de la Guerre, le tant de Terre que de Mer: les Etrangers aussi-bien que les Naturels du Pais, & les Irlandois comme les Anglois. Par ces voyes ils se sont rendus maîtres des affaires de l'Eglise, du Gouvernement de la Nation, & de l'Administration de la Justice; ils les ont assujettis à un Pouvoir Despotique & Arbitraire, sans d'être en état de se maintenir & d'exécuter leurs damnable dessein avec le secours de l'Armée, & de mettre enfin la Nation à l'esclavage.

Les funestes effets du bouleversement de la Religion, des Loix & des Libertés établies en Angleterre paraîtront encore plus clairement si nous considérons ce qui s'est fait en Irlande. Car là, tout le Gouvernement est entre les mains des Papistes, & les Sujets de la Religion y vivent dans une crainte continuelle de ce que l'on doit attendre de la Justice du Pouvoir Arbitraire qui y est introduit. C'est ce qui oblige une grande partie à abandonner leurs Biens, & à sortir de ce Royaume, le foulevant du cruel massacre qui se fit en cette Isle, en 1641.

Ces mauvais Conseillers ont aussi porté le Roy à déclarer en Ecosse qu'il est revêtu du Pouvoir Absolu, & que les Sujets sont tenus de lui obéir sans réserve en toute chose. Sur cela il s'est effectivement attribué un Pouvoir Arbitraire, sur la Religion aussi bien que sur les Loix de ce Royaume-là, d'où l'on peut conjecturer que ce l'on doit attendre en Angleterre du moment qu'ils auront fait tous leurs préparatifs.

Cette longue & insupportable oppression, & le mépris manifeste des Loix, joint aux funestes suites qu'elle aura infailliblement, ont donné une forte & juste apprehension à tous les Sujets, & leur ont fait penser, pour les éviter, à de légitimes moyens, tels qu'ils sont permis à toutes Nations. Mais tout cela a été sans effet, & ces pernicieux Conseillers ont tâché de faire craindre à tout le monde de perdre la Vie, les Libertés, les Honneurs & les Biens, si on prétendait s'opposer à ces oppressions par des Requetes, des Remontrances ou autres moyens permis par les Loix. C'est de la sorte qu'ils ont traité l'Archevêque de Cantorbri, & d'autres Evêques, pour avoir présenté au Roi une Requete fort soumise & tres-respectueuse. Car cet Archevêque & les Evêques n'excedoient pas le nombre permis par les Loix, & ils expoient en peu de mots les raisons qui les empêchoient d'obéir à l'ordre qui leur avoit été envoyé, & qui avoit été suggéré par ces pernicieux Conseillers. Par cet Ordre il leur étoit commandé d'ordonner à leurs Pasteurs, de lire dans leurs Eglises la Déclaration pour la Liberté de Conscience, ils ont cependant été mis en prison, & ensuite tirés en Justice, comme s'ils étoient coupables d'un crime énorme. Ils n'ont pas seulement été obligés de répondre à cette procédure, mais encore de comparoître devant des Papistes de profession, qui n'avoient point fait le Serment du Tiff, & qui par conséquent avoient intérêt à les condamner; & pour les Juges qui avoient opiné en faveur des Evêques, ils furent déposés.

De quelle façon que l'on colore la chose, & quel que étendu que soit le Pouvoir d'un Roy, & qui exerce le plus absoluement le Pouvoir Despotique & Arbitraire, il n'a jamais imputé à crime à ses Sujets d'être venus avec toute sorte de soumission & de respect, & en petit nombre, lui remontrer qu'il leur est impossible d'obéir à ses commandemens.

Ces mêmes Conseillers ont aussi traité en criminel un Pair du Royaume, pour avoir seulement dit, que les Sujets ne sont pas obligés d'obéir aux Ordres d'un Juge de Paix Papiste, quoi qu'ils sachent bien que les Papistes étant exclus par les Loix de toutes sortes de Charges, personne n'est obligé de déférer à leurs jugemens. Puisque ce sont ces Loix qui assurent au Peuple la Vie, la Liberté, l'Honneur & les Biens, en les empêchant d'être soumis à la Jurisdiction Arbitraire des Papistes, qui font entrez contre les Loix dans les Charges Militaires & de Judicature.

Sur cela Nous & la Princesse notre chere & bien-aimée Epouse, avons tâché avec bien du respect de faire voir au Roy, la juste & profonde douleur que ces procédures nous causent, & même pour satisfaire au desir que Sa Majesté a fait connoître, nous avons de-

TOM. VII. PART. II.

claré tant de bouche, que par écrit à son Envoyé, ANNO 1688. quelle étoit notre pensée, à l'égard de l'abolition du Tiff & des Loix Penales; & cela d'une manière qu'il y avoit lieu d'espérer que par le temperament que nous avions proposé, la Paix de ces Royaumes, & une heureuse Union entre les Sujets de toutes sortes d'opinions pourroit être affermie. Mais ces pernicieux Conseillers ont donné une interpretation si contraire à notre bonne intention, qu'ils se sont efforcés d'éloigner le Roi de plus en plus de nous, comme si nous avions en vue de troubler la Tranquillité & le bonheur du Royaume.

L'unique remède & le plus efficace à tous ces maux, seroit la Convocation d'un Parlement, pour dédire la Nation des méchantes pratiques de ces pernicieux Conseillers; mais la convocation d'un tel Parlement ne se doit point attendre, car ils auroient un juste sujet de craindre qu'on ne leur fit rendre compte des infractions manifestes des Loix, des conspirations & des conjurations contre la Religion Protestante, & contre la Vie & les Libertés des Sujets. C'est pourquoi ils ont tâché sous le specieux pretexte de Liberté de Conscience, de semer premierement la division parmi ceux de la Religion, c'est-à-dire, entre l'Eglise Anglicane & tous les divers Protestans, dont le véritable & commun intérêt est de se préserver de la tyrannie des Papistes, afin que s'ils se trouvoient par cet avis, ce engagé dans des disputes reciproques, ils pussent cependant prendre leur temps pour exécuter leurs Projets, tant pour ce qui regarde l'élection des Membres du Parlement, que pour agir ensuite dans le Parlement même. Car ils voyent bien que si tous les Protestans viennent à être en bonne Intelligence les uns avec les autres, & qu'ils agissent de concert à maintenir leur Religion, qu'il ne sera pas possible à ces pernicieux Conseillers, d'exécuter leurs mauvais dessein.

Ils ont aussi requis dans toutes les Provinces d'Angleterre, & de tous ceux qui sont en quelque Charge ou Consideration, de déclarer par avance qu'ils consentiront à l'abolition du Tiff & des Loix Penales, & qu'ils ne donneront leurs suffrages dans l'élection des Membres du Parlement, à ceux qui feront dans ces mêmes sentimens. Ceux qui ne voulurent point se déclarer par avance, furent dénués de leurs Charges, & on en mit d'autres en leur place, dont une partie étoit Papiste, qui promirent tout ce que l'on voulut, contre les Chartres & les Privileges des Bourgs & des Villes, qui ont Droit d'être des Membres pour le Parlement. Ils ont obtenu pour cela tous les Reglemens qu'ils ont jugé être propres & nécessaires, pour s'assurer des Membres qui doivent être élus par ces Corporations ou Sociétés. Par ce moyen ils ont crû pouvoir éviter le châtiment qu'ils méritent, quoi qu'il soit évident que tous Actes faits par des Magistrats Papistes, ne sont de nulle valeur. Si un Parlement n'est donc pas légitime, dont les Elections & les Certificats d'Election sont faits par des shérifs & des Maires de Ville Papistes, il n'est pas possible d'avoir un Parlement légitime, tant que l'Autorité & le Gouvernement seront en de telles mains. Suivant donc les Constitutions du Gouvernement d'Angleterre & toutes les vieilles Coutumes, toute élection du Parlement se doit faire dans une pleine liberté, sans aucune contrainte & sans qu'il soit permis de requérir ceux qui ont Droit d'être; pour les porter à dire ceux qu'on leur recommande, ceux mêmes qui sont librement élus, doivent opiner en toute liberté sur toutes les matieres qui leur sont proposées; ayant toujours devant les yeux le bien commun de la Nation, & suivant en toutes affaires les mouvemens de leur Conscience.

Dans l'état présent des choses le Peuple d'Angleterre ne doit pas s'attendre au remède d'un Parlement libre, ni légitimement convoqué ni élu, mais il peut voir convoquer un Parlement, où les fraudes & les violences feront les Elections, & qui ne sera composé que de Personnes dont ces pernicieux Conseillers feront auteurs, & où toutes choses seront traitées suivant leurs Ordres & leurs Intérêts, sans avoir aucun égard au bien & au bonheur de la Nation. Cela se confirme, par ce que ces mêmes Personnes ont tâché de gagner les Membres du dernier Parlement, pour les faire consentir à la Revocation du Tiff & des Loix Penales, & ont tant fait que le Parlement fut cassé, voyant que par promesses ni par menaces, ils ne pou-

Cc 2

votent

ANNO voient porter les Membres à exécuter leurs mauvais dessein.
1688.

Mais pour couronner leur conduite, il y a de grandes & fortes présomptions qui nous portent à croire que ces mauvais Conseillers, pour avancer leurs pervers dessein, & pour avoir le temps de les exécuter, tant pour encourager leurs complices, que pour décourager tous les bons Sujets, ont publié que la Reine étoit accouchée d'un Fils. Et comme durant cette prétendue grossesse de la Reine, aussi-bien que dans les Circonstances de cette Naissance, & dans les manières dont cela a été conduit, il paroît tant de justes & visibles fondemens de soupçon, que non seulement nous, mais tous les bons Sujets de ces Royaumes, soupçonnons que le prétendu *Prince de Galles* n'a pas été mis au monde par la Reine. Et il y en avoit beaucoup qui devroient hautement de la grosseffe de la Reine aussi bien que de la Naissance de l'Enfant; & cependant l'on n'a fait aucune chose pour les contenter & pour mettre fin à leurs doutes.

Or comme la Princesse notre chère & bien aimée Epouse & nous pareillement, avons un très-grand intérêt en cette affaire, & le Droit, à ce que chacun fait, à la Succession de la Couronne, & de plus que les Anglois en l'année 1672. lors que les Etats Généraux des *Provinces-Unies* furent attaqués par une très-injuste Guerre, firent tous leurs efforts pour la finir, s'opposant à ceux qui avoient alors le crédit à leur Cour, se mettant au hazard de perdre la faveur du Prince & leurs Charges, & qu'outre cela la Nation Angloise a toujours témoigné une singulière affection tant pour la Princesse, notre bien-aimée Epouse, que pour Nous même. Nous n'avons donc pu nous empêcher dans une affaire si importante de prendre leurs intérêts, & de contribuer de tout notre pouvoir, à maintenir tant la Religion Protestante, que les Loix & les Libertez de ces Royaumes, & pour assurer à leurs Sujets la jouissance de leurs légitimes Droits. Pour exécuter cela, Nous avons été fort instamment priés par un grand nombre de Seigneurs tant Ecclesiastiques que Seculiers, & par beaucoup de Nobles & autres Sujets de toutes conditions.

Sur cela nous avons trouvé bon de passer en Angleterre, & de prendre avec la Bénédiction de Dieu des forces suffisantes, pour nous défendre de la violence de ces perverses Conseillers; & désirant que notre Intention soit bien entendue, nous avons à cette fin, fait dresser cette *Déclaration*, où de la même manière que nous avons rendu un compte véritable des raisons qui nous portent à cette entreprise, nous avons jugé à propos de faire connoître, que cette Expedition n'est à aucune fin, que pour avoir le plutôt que faire le pourra un libre & légitime Parlement assemblé. Que toutes les nouvelles Chartres par lesquelles les Elections des Membres du Parlement sont bornées contre l'ancienne Coutume, soient tenues pour nulles & d'aucune valeur. Que tous les Magistrats déposent injustement & contre les Loix renouvellent dans leurs Charges. Que tous les Bourgs d'Angleterre se mettront en possession de leurs anciennes Prescriptions & Chartres. Que l'ancienne Charte de la très-grande & très-célèbre Ville de Londres demeure dans toute sa force. Que les Lettres Circulaires pour l'Election des Membres du Parlement soient adressées aux Officiers, à qui il appartient de les recevoir selon les Loix & Coutumes. Qu'il ne sera permis à personne d'être ou d'être élu pour un Membre du Parlement, qu'il n'ait les qualitez requises par les Loix. Que les Membres du Parlement étant ainsi légitimement élus, s'assembleront & prendront leur séance en toute liberté. Que les deux Chambres pourront ensemble travailler à la préparation des Loix qu'elles jugeront utiles & nécessaires. Qu'après une pleine & libre agitation, tant pour l'établissement que pour l'exécution, touchant le *Tiss* & telles autres Loix, qui sont nécessaires pour le maintien & la sûreté de la Religion Protestante, ils pourront faire toutes les Loix capables de faire une bonne Union, tant entre l'Eglise Anglicane & les divers Protestans, que pour la défense & le repos de tous ceux, qui veulent vivre paisiblement en bons Sujets sous le Gouvernement, sans souffrir la moindre persécution au sujet de leur créance, les Papistes même n'en étant pas exceptés. Que les deux Chambres pourront aussi pourvoir à toutes les autres affaires qu'elles jugeront à propos pour la Paix, l'Honneur & le salut de la Na-

tion, afin qu'elle ne puisse plus être jamais en danger ANNO
à l'avenir de retomber sous un Gouvernement Arbitraire. 1688.

Nous voulons aussi rapporter à ce Parlement la recherche de la Naissance du prétendu *Prince de Galles*, & tout ce qui a relation à cela, & au Droit de la Succession. Pour ce qui est de nous en particulier, Nous voulons en toutes choses aider à avancer la Paix & le bien commun de la Nation, par les moyens qu'un libre & légitime Parlement aura déterminé, puisque toute notre entreprise ne tend qu'à la conservation de la Religion Protestante: à mettre toutes fortes de personnes à couvert de la persécution au sujet de leur Conscience, & à affermir toute la Nation dans la libre jouissance de tous ses Droits & Libertez sous un juste & légitime Gouvernement.

Voilà la fin que nous nous sommes proposée, en prenant les Armes en cette occasion: pour y parvenir nous tiendrons les Forces qui sont sous notre commandement, dans la Discipline Militaire la plus sévère. Nous aurons un soin particulier que les Peuples des Provinces par où il nous faudra marcher, ne souffrent aucune incommodité de leur part; & aussi-tôt que l'état de la Nation le permettra, Nous promettons de renvoyer toutes ces Troupes Etrangères que nous avons amenées avec nous. Nous espérons donc que tout le monde jugera favorablement de nous, & que l'on approuvera notre procédé; mais pour le succès de cette entreprise, nous nous en reposons sur la Bénédiction de Dieu, en qui nous mettons notre entière & unique confiance.

Enfin nous invitons & requérons toutes Personnes quelle qu'elle puisse être, les Pairs du Roiaume, tant Ecclesiastiques que Seculiers, tous Lords-Lieutenants, Deputés-Lieutenants, tous Nobles, Bourgeois, & Personnes des Communes, de toutes Conditions, de nous venir aider dans l'exécution de nos Desseins, contre tous ceux qui voudront s'y opposer, afin que nous puissions par ce moyen prévenir tous les malheurs qui arriveront infailliblement, si la Nation demeure sous le Pouvoir Arbitraire & dans l'Éclavage; mais afin que toute la violence & tous les désordres qui ont bouleversé toute la Constitution du Gouvernement d'Angleterre, puissent être réparés dans un Parlement libre & légitime; nous sommes d'avis qu'aussi-tôt que l'Angleterre sera mise en repos, que l'on ait à convoquer un Parlement en *Essex*, pour l'établissement des anciennes Constitutions de ce Royaume-là, & pour les Affaires de la Religion, en telle sorte que le Peuple y puisse vivre heureux & en repos, après avoir mis fin à toutes les injustes violences que l'on y exerce depuis une longue suite d'années. Nous tâcherons aussi de mettre le Royaume d'Irlande en tel état que la Loy touchant la possession des Bienes nommée *Settlement*, y sera religieusement observée, & que les Intérêts des Protestans & de tous les Sujets de la grande Bretagne soient mis en sûreté. Nous tâcherons enfin par tous les moyens possibles de pourvoir à de tels Reglemens dans les trois Royaumes que tous les Sujets puissent vivre ensemble en une heureuse Union & bonne Correspondance: & que la Religion Protestante, la Paix, l'Honneur & la félicité de ces Nations, soient solidement établis sur des Fondemens éternels. Donnée sous notre Seing & sous le Seau de nos armes, à la Cour à la Haye le 10. Octobre 1688.

Signé,

GUILLAUME HENRI PRINCE D'ORANGE,

Plus-haut,

Par expres commandement de Son Altesse.

Signé,

C. HUYGENS,

Addition de Son Altesse à la précédente Déclaration.

Après avoir fait dresser & imprimer notre Déclaration, nous avons entendu que les Extraiteurs de la Religion & les Infrauteurs des Loix de ces Royaumes, sur ce qu'ils ont ouï dire de nos préparatifs,

ANNO raais, pour secourir le Peuple contre eux, ont com-
1688. mencé de retracter une partie de leur Pouvoir Arbi-
 traire & Despotique qu'ils étoient attribué, & qu'ils
 ont revocqué quelques-uns de leurs injustes Arrêts &
 Declarations. Que le Sentiment de leur crime & le
 peu d'assurance qu'ils prennent en leurs forces, les ont
 porté à présenter à la Ville de Londres une apparence
 de soulagement, par la suspension de leurs oppreffions
 violentes, esperant par là mettre le Peuple en repos,
 & le détourner de la demande d'un rétablissement
 assuré de leur Religion & de leurs Loix, par le se-
 cours de nos Armes. Qu'ils ont aussi fait courir le
 bruit, que nous nous proposons d'envahir cet Etat, &
 de réduire la Nation à la Servitude, sur quoi nous
 avons jugé à propos d'ajouter ce peu de mots à notre
 précédente Declaration.

Nous sommes persuadés que personne ne peut avoir
 des penfées aînéz dévantageufes de nous pour s'ima-
 giner que nous ayons aucune autre vue dans cette
 entreprife, que d'affaiblir la Religion, les Libertez &
 les Propriétés des Sujets, sur des fondemens si folides
 & si inébranlables, que la Nation ne puiffe jamais plus
 à l'avenir être en danger de retomber dans les mêmes
 malheurs où elle est. Et comme les forces que nous
 avons amenées avec nous font entièrement disproportion-
 nées aux noirs Deseins qu'on nous impute de
 vouloir conquérir la Nation, si nous étions capables
 d'une telle penfée, il fuffiroit de répondre, pour nous
 purger de cette calomnie, que le grand nombre de
 Perfonnes de la Principale Noblesse, qui font tous de
 Qualité & de Condition eminente ne le fouffriroient
 pas, car leur intégrité & leur zèle pour la Religion
 & pour le Gouvernement d'Angleterre, font fort con-
 nus, aufsi-bien que la fidélité inébranlable de leur parti
 pour la Couronne, & dont une Partie nous accom-
 pagne dans cette Expedition, & l'autre nous a fort fo-
 licité de l'entreprendre. Car il n'est pas croyable
 que ceux qui nous ont sollicités, ni que ceux qui font
 venus pour nous aider, vouluissent entrer dans une si
 criminelle entreprife, & remporter pour fruit de leur
 conquête, la perte de leurs propres & légitimes ti-

tres, qui concernent leurs Honneurs, leurs Biens &
 leurs Intérêts. **ANNO**

Nous sommes aufsi fort aîseurez que tout le mon-
 de voit le peu de fondement que l'on doit faire fur
 les Promesses & les engagemens que l'on donne à
 présent, si on confidere qu'avant cela, on a eu fort
 peu d'égard aux Promesses les plus foiblement. Aufsi
 le prétendu redressement que l'on offre aujourd'hui
 prouve manifestement toutes les infractions du Gou-
 vernement que nous avons touchées, & découvre les
 défauts qui s'y rencontrent. Car ils n'accordent rien
 qu'ils ne puissent revocquer quand il leur plait, puis
 qu'ils se réservent leurs pretextes & leurs prétentions,
 pour les faire revivre en leur entier par le moyen du
 Pouvoir Arbitraire & Despotique, fans en faire jusqu'a-
 lors le moindre semblant. Ce qui a été la source
 de toutes leurs oppreffions, & du renverfement entier
 du Gouvernement. Il est aufsi tres-certain qu'aucun
 expedient, ni satisfaction ne peut être offert que dans
 un Parlement, par une Declaration authentique, tou-
 chant les Droits des Sujets qui ont été violés, & non
 par de prétendus Actes de Grace, à quoi ils se re-
 duisent dans l'extreme necessité de leurs affaires. Nous
 avons donc crû qu'il étoit nécessaire de déclarer, que
 nous voulons nous raporter de toutes choses à une
 Affsemblée libre de la Nation, dans un Parlement légi-
 time. Donné sous notre Seing, & sous le Seau de nos
 Armes, à la Cour, à la Haye le 24. d'Octobre
 1688.

Signé,

GUILLAUME HENRY PRINCE D'ORANGE.

Et plus bas,

Par l'expres commandement de Son Altesse.

Signé,

C. HUYGENS.

LES PRO- *Resolutie van de Staten General der VEREENIG-*
VINCES- *DE NEDERLANDEN, beftende de Reden,*
UNIES *derwelke Haer genoodtaekt hebben, om den Prinz*
ET *van Oranien WILLEM HENDRYK met*
ORANGE. *Schepen en Krygsvolk in zyn Passagie na Engelandt*
afstiepen. Den 28. October 1688.

IS naer voorgaende Deliberatie goedgevonden ende
 verftaan, dat een alle de Minifters van den Staet
 buyten 's Lants kenniffe fal werden gegeven van
 de Redenen, die haer Hoog Mogende hebben bewoo-
 gen, om Syne Hoogheydt, in Perfoon naer Engelandt
 over gaende, met Schepen ende Militie te afflitteren,
 met lîst ende ordre, om haer aen de Hoven daer de
 selve refideren, daer van te bedienen sulcks ende daer
 't behoort; ende dat vervolgens de voorft. Minifters
 fal werden aengefchreven, dat het al de werelt kenne-
 lijck is, dat de Engelfche Natie, zedert een geruymen
 tijdt heeft gemurmureert ende geklaght, dat den Ko-
 ningh, ongewiffelfche door den quaden raedt ende in-
 ductie van fyne Minifters, emptende op haer Fonda-
 mentale Wetten, ende arbeide, om door het verbree-
 ken van de selve, ende door het invoeren van de
 Roomfche Catholijcke Religie, hare Vryheydt te on-
 derdrucken, ende de Proteftantfche Religie te ruïne-
 ren, ende alles te brengen onder een arbitraire Ro-
 geringe: dat als die verkeerde ende onrechtmatige
 conduite meer ende meer wiert aengelet, ende het ge-
 vaer van die gevreesde Onheylen grooter wierdt, ende
 daer door foodanige diffidentie ende averfie tegen den
 Koningh was verweckt, dat niet anders als een gene-
 rale desordre ende confufie in dat Rijk was te wach-
 ten; Syne Hoogheydt den Heere Prince van Orange,
 op de menigvuldige representatien, ende het gereite-
 reent ende ernstigh aenfoek, het welck aen Syne
 Hoogheydt door verscheyden Lords, ende andere Per-
 fonnen

Resolucion des Etats Généraux des PROVINCES-LES PRO-
UNIES, portant les Raifons, qui les ont obli-
 gées de secourir de Vaisseaux & de Troupes **UNIES**
GUILLAUME HENRI Prince d'Orange, ET
 passant en Angleterre en Personne. Du 28. **ORANGE**
 Octobre, 1688. [Feuille Volante imprimée.]

A Pris une préalable Délibération a été trouvé
 bon & jugé à propos, qu'il sera notifié à
 tous les Ministres de l'Etat qui sont hors du
 Pais les Raifons qui ont porté L. H. P. d'affister Son
 Altesse de Vaisseaux & de Troupes, dans le dessein qu'e-
 le a de passer en Angleterre, avec Ordre & Man-
 dement de se servir desdites raifons dans les Cours
 où ils résident, ainsi qu'il appartient; Et qu'en consé-
 quence on écrira auxdits Ministres, qu'il est notoire
 à tout le monde que la Nation Angloise s'est plainte
 depuis long-tems, que le Roy, poult sans doute par
 le mauvais Conseil & par l'induction de ses Ministres,
 empietoit sur leurs Loix fondamentales; & travailloit
 par l'infraction d'icelles & l'introduction de la Reli-
 gion Catholique de supprimer leurs Libertez, ruiner
 la Religion Protestante, & de réduire toutes choses
 sous un Gouvernement Arbitraire: Que si cette inique
 conduite venoit à être poussée plus avant; & le dan-
 ger des malheurs qui en sont à craindre à l'augmen-
 ter, cela inspireroit une telle déffiance & aversion
 contre le Roy, qu'on auroit à en attendre un désor-
 dre & une confusion générale dans le Royaume. C'est
 pourquoy sur la représentation souventefois faite, &
 les prières réitérées & pressantes adressées à Son Al-
 tesse, par divers Lords & autres Personnes de gran-

ANNO daer van te bedienen daer ende soo het behoort. Was
1688. geparapheert,

J. V. HAEROLTE.

Onder fouds,

Accordeet met het voorz. Register.

Geteekent,

H. FAGEL.

tion, & pour s'en servir comme il appartient. Etoit
paraphé,
ANNO 1688.

J. V. HAEROLTE,

Et plus-bas doit écrit,

S'accorde avec le fudist Register,

Signé,

H. FAGEL.

XCIX.

17. O^e. Articles & Conditions auxquelles ANSELME FRANÇOIS Eleveur & Archevêque de Mayence remet la Ville & Citadelle de Mayence au Marquis de Boufflers General de l'Armée du Roi Très-Christien. Fait au Camp devant Mayence le 17. d'Octobre 1688. Avec la RATIFICATION de Sa Majesté domini à Fontainebleau le 21. d'Octobre 1688. [Feuille volante imprimée en Hollande en 1688. in 4. en François & en Hollandois.]

I. Remierement. Que la Garnison du Roy, & celui qui commandera dans la Ville & la Citadelle de Mayence, recevra l'Ordre & le mot de S^a A. E. & en son absence de son Statthalter, qui fera toujours du Grand Chapitre au dit Mayence, & lui rendra le même respect que les Troupes propres, l'ans toutefois que la Garnison, ny celui qui la commandera, lui prestera le serment de fide-
lité.

II. Secondement. Que les Gens de Guerre de Son A. E. de Mayence en fortoient avec toute Liberté, Armes, Bagage, & Honneur, & seront escortés là ou il plaira à S^a A. E. mais au delà du Rhin.

III. Troisiemement. Que les Commissaires du Roy entreroient dans l'Arsenal à Mayence, & s'en mettroient en possession par Inventaire de toute l'Artillerie & Munition, & lors que la Garnison de Sa Majesté quittera ladite Place, ils rendront toute l'Artillerie, & payeront ce qui se trouvera estre consommé de ladite munition.

IV. Quatriemement. Que les Troupes du Roy, qui entreroient dans la Ville & la Citadelle auront la subsistance & entretènement du Roy, tant qu'ils y seront, sans que les Bourgeois, Juifs, & autres Sujets de S. A. E. seront tenus d'y fournir quoy que ce soit, & qu'en leur payant, y compris les Réfugiés en la Ville, & leurs effets.

V. Cinquiemement. Que le Commerce sera libre par Terre & par Eau, & passage & repassage des Bateaux & Bateliers, Cours des Postes, & les Correspondances nécessaires à l'entretènement & continuation dudit Commerce à tous les Habitans de la Ville & autres Sujets, avec liberté de pouvoir sortir & entrer avec tout ce qui leur appartient sans aucun empêchement, & qu'ils seront pourvus des Passeports nécessaires.

VI. Sixiement. Que les Contributions, Tailles, & Gabelles, Peages, Impôts, & toutes les autres Rentres & Revenus de l'Archevêché, & de son Clergé, tant du premier, que du secondaire, & Religieux & Religieuses, comme aussi de toute la Noblesse, Ministres, Officiers, & tous autres Sujets de Son A. E. leur demeureront comme du passé.

VII. Septiement. Que Son A. E. demeurera en pleine & libre fonction de sa Régence, tant pour ce qui est de l'Ecclesiastique, que Politique, comme cy-devant.

VIII. Huitiement. Que Son A. E. aura pleine Liberté de s'en aller & revenir, quand il lui plaira.

IX. Neufiement. Le Grand Chapitre de Mayence sera laissé dans les Honneurs, Fonctions, Prerogatives & Privilèges, qui lui appartiennent, comme aussi le

Clergé secondaire, & toute la Noblesse & Ministres, & Officiers, & autres Serviteurs de Son A. E. avec Liberté de pouvoir avec Femmes & Enfants, & toute leur Famille, comme aussi avec leurs effets, & tout ce qui leur appartient, aller & revenir, quand il leur plaira, & même, que Son A. E. & le Grand Chapitre puisse donner à leurs Officiers, Serviteurs, Sujets, & autres, qui leur appartiendront des Passeports, qu'ils auront à faire, qui seront respectés & valables à l'égard de la Generalité.

X. Dixiement. Que les Troupes du Roy conserveront les Etats & Biens de l'Archevêché, & ceux du Grand Chapitre, & de la Noblesse, aussi bien en particulier qu'en general, du Clergé secondaire, & des Religieux & Religieuses, tant en deça qu'au delà du Rhin, & generally tous, & qu'ils en tireront leurs Revenus & Rentres sans aucune diminution ou Impost, comme du passé.

XI. Onziement. Que les Maisons de tout le Clergé, Religieux & Religieuses, de toute la Noblesse, Ministres, & autres Officiers de Son A. E. & du Grand Chapitre, comme aussi celles de l'Université seront exemptes de tous les Logemens, qui se feront dans la Ville & Citadelle des Troupes du Roy, & que la Bourgeoisie en fera épargnée autant qu'il sera possible, Et que la Repartition & Distribution des Balles & Logemens se fera conjointement avec les Officiers de la Ville à ce députés.

XII. Douziement. Qu'en cas que Son A. E. voudra faire quelque voyage hors de la Ville, sa Residence sera & demeurera libre de tout logement, & son Statthalter & autres Officiers, qui pendant son absence y logeront, seront favorisés & traités honorablement pour la conservation.

Moyennant les Articles cy-dessus mentionnés & arrêtés les Clefs & Portes de la Ville & Citadelle seront mises entre les mains de Sa Majesté Très-Christienne, de laquelle son Excell. Mr. le Marquis de Boufflers procurera la Ratification dans un mois de temps, ayant pour cet effet engagé sa Parole, lequel accorde les mêmes Conditions & Articles cy-dessus au Grand Chapitre, au regard de la Ville & Chateau de Bingen, pour y mettre de la Garnison François, excepté, que le Commandant d'icelle ne fera pas obligé de demander le Mot du Baillif, qui y sera de la part du Grand Chapitre, lequel d'ailleurs recevra les mêmes Honneurs & traitemens mentionnés es Articles fudists, desquels on a fait expedier le double signé de part & d'autre. Fait à Mayence le dix-septieme du Mois d'Octobre mille six cents quatrevingt & huit.

Souscritte

Par Son Altesse Electorale & son grand* Chapitre de Mayence.

(L.S.) ANSELMUS FRANCISCUS.

(L.S.)
Capitul.

(L.S.) BOUFFLERS.

Kauf-

ANNO
1688.

Ratification du Roi Tres-Chretien.

LE Roy ayant veu & leu exactement les Articles de l'Accord arresté en son nom par le Sr. Marquis de Boufflers l'un de ses Lieutenants Generaux en ses Armées, Commandant ses Troupes devant Mayence, & Monsieur l'Archevêque de Mayence, & Electeur du S. Empire le 17. du present Mois d'Octobre, desquels Articles Copie est cy-dessus transcrite, Sa Majesté les a approuvé, ratifié, & confirmé, approuve, ratifié, & confirme par la presente, & promet en foy & Parole de Roy de les entretenir & garder, & faire entretenir & garder, sans y contrevenir, ny permettre, que de sa part il y soit contrevenu directement, ny indirectement en aucune maniere, sous quelque pretexte, & pour quelque cause & occasion, que ce puisse être. En témoin de quoy Sa Majesté a signé la presente de sa main, à icelle fait apposer le Seal de son secret, & contre-signé par l'un de ses Conseillers d'Etat, & de ses commandements. A Fontainebleau le 21. d'Octobre 1688.

LOUIS
(L.S.)

TELLIER.

C.

24. GO. Testament Jhro Hoch-Fürstlichen Durchleucht Herzogs Christiani zu Sachsen-Merseburg, in welchem unter andern Hoch-Fürstlichen Verordnungen das Primogenitur Recht unter dessen hinterlassenen vier Herrn Söhnen eingekehrt wird. Merseburg den 24. October 1688. Mit Jhro Kaiserlichen Majestät LEOPOLDI I. Confirmation besagten Testaments. Wien den 7. Januar. 1689. [LONDORP *Acta Publica* Part. XIV. Libr. XV. Cap. XXIII. num. IX. pag. 665.]

C'est à dire.

Testament de CHRISTIAN Duc de Saxe-Mersebourg, par lequel entr'autres Dispositions, le Droit d'Aînesse est introduit entre ses quatre Fils. Fait à Mersebourg le 24. Octobre 1688. Avec LA CONFIRMATION de l'Empereur LEOPOLD sur ce Testament. A Vienne le 7. Janvier 1689.

Einmuth von Gottes Gnaden / Wir Christian / Herzog zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / Postulirter Administrator des Stiffts Merseburg etc. Uns eines Theils die vielen herrlichen Wohlthaten Gottes / des Er uns nicht nur in Geistlichen / sondern auch in weltlichen Dingen / an allerhand Gmüths- und zeitlichen Gütern / Gnaden / milddig und reichlich verliehen / und denn andern Theils der Nichtigkeit und Züchtigkeit menschlichen Lebens / so wohl Veränderung aller weltlichen Dinge erinnert / und dabey durch Göttliche Gnaden Regere und Verlesung dahin gerichtet / wir wir nächst sorgfältiger Versorgung unsrer durch Christi Blut und Tod erlöseten und so theuer erworbenen Seelen / und wegen unsrer hüttenbleibender herrlichsten Gemahlin und Kinder / wie nicht weniger unsrer laide und leuten / und was uns die grundlose Gütigkeit Gottes mehr gegeben hat / eine solche Verordnungs- und Disposition hinterlassen möchten / wodurch denselben / so viel durch menschliche Vorsichtigkeit geschehen kan / aufs beste prospiciert / alles in guter Ordnung

erhalten / und was daran etwa hinderlich seyn könnte / in Anno Zeiten noch vor unserm todtlichen Hinsitz / widerzuleidlich in der Hand Gottes sehen / aus dem Wege geräumt werden möchte / So ist uns zwar unentfallen / das Wir albereit im Jahr 1673. nach damaligem Zustande ein Testament und letzten Willen aufgesetzt / Dieweil aber nach der Zeit mancherley Veränderungen nach Gottes Willen sichgetragen / Als haben wir bey damaliger Disposition nicht allerdings beharren können / sondern seynd aus erheblichen Ursachen benogen worden / angesichts Testaments durch würdliche Anforderung und Abnehmung des Originals und Conceptes / trafft dieses zu cassiren / unsern letzten Willen bey vollkommnen gütigen Verstande / nach reifster Überlegung dieses wichtigen Werks / und Erweckung des gegenwärtigen status publici & privati hiermit aufzusetzen und zu beschließen / und zwar

Erstens / und vor allen Dingen befehlen Wir unsrer Seele in die getreue Hand Gottes / seuffen und glauben vestiglich / das durch das theure Christe. Geld Jesu Christi GDN dem himmlischen Vater eine völlige Befriedigung aller Schuld vor dieselbe geschehen / und sie durch das Blut unsers allerbarmhertigen Heylandes von allen Sünden gereinigt / und mit besten vollkommenen Gerechtigkeit begabt und gesühnet / also dieselbe dabei bis an ein selig Ende unverletzt möge und werde erhalten / und nach dessen in dem himmlischen Glori / Freud und Herrlichkeit / bis zur allgemainen Auferstehung der Todten / in dem Schooß Abrahä aufgehoben werden / auch so dann nach erfolgter Wiedervereinigung mit dem verklärten Leib der unaussprechlichen Seligkeit und Herrlichkeit / die GOTT seinen Auserwählten bereitet hat / in alle Ewigkeit / mit allen Engeln und Heiligen Gottes genießen. Den abgeseelten Leib aber befehlen wir der Erden / davon er gewonnen ist / und wollen / das er mit gewöhnlichen kirchlichen Ceremonien und leichen-Conduct / jedoch ohne übermäßige Gepräng / zu seiner Ruhestatt abhiet / bey unsrer Schloss-Kirche / in das daselbst angewiesene Begräbniß gebracht werde.

Zweytens. Und zweiffeln wir hiernächst vers andere nicht / es werden unsrer geliebten Söhne und Töchter alerleits / die Zeit ihres Lebens / ihren lieben GDN treulich vor Augen haben / und derselben bis an ihr seliges Ende ehren / lieben / und fürchten / also / das sie nicht allein bey der wahren Christlichen auf Gottes Wort allein gegründeten Lehre der unschätzbaren Auszugischen Confession / und deren darauf fundirten Librorum symbolicorum beständig verharren / sondern auch ihr wahres Christenthum durch Gerechtigkeit / und einen Christ-Jüchlichen tugendhaften Wandel / in bestlicher Andacht gegen GDN / fleißiger Betrachting und Anbörung seines allien seligmachenden Wortes / offtern würdigen Gebrauch des hochheiligen Abendmahls / schorfamer kindlicher Bzuegung gegen ihre hoch- und theuergeliebte Frau Mutter / heiliger Verehrung des Ehrwürdigsten zu Sachsen / als Capituli familie / mit denen Erben Erb-Verbrüderten / und insonderheit unsrer freundlich geliebten Webers / Herrn Herzog Dietrich Wilhelm zu Sachsen-Maunburg / herzlich unumassliglicher Liebe / und ungarbarten Bräder- und Schwägerlichen Zuege gesinnenden schloßen / und dann in vernünftiger wohlbedachtamen Bescheidenheit alles ihr Thun und lassen dergestalt an Tag legen / damit alles und jedes zuvordere dem höchsten GDN im Himmel zu lob und Preis / auch mählich zu gutem Exempel / und ihnen selbst zu einem unschätzblichen Nachruch aus schlagen und gegeben möge. Altemassen wir sie sammt und sonders väterlich und ernstlich hiezu ermahnen / und nicht allein Gottes Gnad und Beystand herzlich angewünschet / sondern auch in besser Zuversicht / das sie diese unsrer väterlichen Vermaahnung wohl und beharrlich nachkommen werden / allen väterlichen Segen mitgetheilt haben wollen.

Dahero zum die Einsetzung der Erben das Hauptstück und die Grund-Säule eines jeden Testaments ist / so erinnern Wir uns hierbei zuversetzt / wir durch des durchleuchtigsten Fürsten / Herrn Johann Berghen des Ersten / Herzogs zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / des heil. Röm. Reichs Erb-Marschall und Ehr-Fürsten / land-Ober- und Nieder-könig / Burggrafen zu Württemberg / Grafen zu der Mark und Ravensburg / Herrn zu Ravensstein / etc. Unsern in GDN ruhenden hochgeordneten Herrn Vatters Gnaden / ausgeschiedten letzten Willen / und darauf erfolgte freunds-erblicher. Haupt- und Erbtheilung / Wir zum Eigenthum und Besitze / auch respective Administration unsrer Erblande / und des Stiffts Merseburg

ANNO
1688.

genommen / und was deshalb in unterschiedenen Punten verordnet / pacificirt und verglichen worden / insbesondert auch / welcher gestalt weitere Theilung der Lande in vorbelegte väterlicher Disposition ausdrücklich verboten / und unterlag / gestalt es dann klar und am Tage ist / welcher maßen unsere Länder dergestalt nicht zu rücken / und jeder unser freunds / geliebten vier Söhne / eine eigene Regierung / oder auch nur einen Fürstlichen Staat / an Dienern / Beamten und anderer Nothwendigkeit führen / weniger unsere Fürstl. Hauses Dignität / Respect / Hohheit und Splendor / zumal da hinfüßig / wie zu vermuthen / allerseits mehr Fürstl. Erben erzeugt würden / in ihrer Weisheit und Integrität verbleiben / oder es mit denselben bei solchen vielfältigen Zerstreut und Zerlegungen unserer Lande / um Weisheit der zu Land und Meer succedirenden Herren / als wodurch / gleich einer Abtheilung grosser Schiffreicher Flotte in kleine veränderliche Schiffe / nicht allein vornehm alte Häuser / an ihrem Namen / Reputation und Kräften ausgeschiedlich geschwächt / und herunter kommen / sondern auch Land und Leute / so wohl zu solcher Fürstl. Häuser selbst / als auch des allgemeinen Reichs Schaden und Nachtheil jertzeitt und getzeitt / durch die verderbliche Affortierung Fürstl. Aufkens glücklich erschöpft / und ins Verderben geführt werden / in die Länge unmöglich würde Bestand haben können / anderer ungeliebten handgreiflichen Ungeliebten / die solcher Zersaltung eines hohen Hauses genehmlich zu folgen pflegt / in geschweigen um welcher willen nicht allein bei uns / Tage fast im ganzen Römischen Reich / Teutscher Nation das Recht der Erstgeburt eingeführt / sondern auch selbige in denen vorigen unbedenklichen Zeiten / von denen meisten vfr. alten Teutschen eben so wohl beobachtet / und noch immer in auswärtigen Christl. Königrichen und Landen im Brauch gehalten / und vor einer dem natürlichen Recht nicht zu wieder laufende / sondern vielmehr den würdigen Befall der vernünftigen Weisheit / zu eine nimmehr durchgehende Regel der Observanz / in denen Fürstenthümern vor sich habende / ganz billige / rechtmäßige und höchstnützliche Anstalt erkennen / und darob dieses gar nicht angehen wird / daß bei denselben / gleichwie bei allen zeitlichen Dingen / bevorab denen Landesherrlichkeiten / sie seyn beschaffen / wie sie immer wollen / sich hier und dar ein und andere Unvollkommenheiten und Gebrechen / jezuweilen finden lassen / denen jedoch so viel möglich / vorgebuet / oder dieselbe zum wenigsten gemindert werden können / Als gegen aus solchen fürdergehenden Ursachen unser Fürst nicht unbillig bewegt worden / das Recht der Erstgeburt / wie solches unser in Gdte ruhenden Herrn Vaters / Churfürst Johann Georgens des Erlaus Chans / vermacht Dero von der Röm. Kaiserl. Majestät unserm allernachgeliebten Herrn / confirmiren letzten Willens / in Gradu Nepotum wohlbedacht eingeführt / und dem zu Folge / bei denen Fürstl. Häusern Sachsen / Weissenfels und Naumburg jertzero beobachtet worden / in unsern Fürstl. Hause gleichfalls zu propagiren und vest zu stellen / in welchem Vorhaben denn Wir uns zu unsern nachgebornen freundslich-geliebten Söhnen / gewiss und gnädig versehen / es werden dieselbe zu Beförderung des Wohlstandes und Splendors unsers Fürstlichen Hauses / in diese unser Disposition sich willig ergeben / und derselben in allen Punkten und Clausula dergestalt unterzückt mit Sönnlichen Gehorsam nachzuwenden wissen / damit es den Allerhöchsten Segnisse / unsere Fürstlichen Gemahlinn ertheilich / Ihnen selbst rühmlich / auch Land und Leuten zum Trost und Aufnehmen gedehlich seyn mag.

Wir hoffen auch zu Gdte dem Allmächtigen / er werde zu diesem Heere / zumalen es nicht zu weltlicher Pomp und Pracht / sondern zu desto mehrer befähigender Erhaltung unsrer von seiner Allmacht uns und denen unsern verliehenen Lande / und der darinnen befindlichen reinen wahren Religion in Kirchen und Schulen / so wohl auch Handhabung der lieben Justiz / und gedehlichen Regiments ansehn ist / seine göttliche Gnade und Segen vertheilen / und dasselbe durch Kraft seines starken Arms / jertzer und mehr befördern / fortplanzen und befruchten / setzen demnach im Namen des Allerhöchsten / zu unsern eingen / wahren und Universal Erben und Nachfolger am Regiment / so wohl in denen Erb-Ländern / als zur Capacität der Administration des Stifts Weßburg / in Kraft E. G. Dem-Capitals als schon eventuellicher Erfolger perpetueller Possuktion hiermit ein unsern geliebten ältesten Sohn / Herzog Christian / Herzogen zu Sachsen / u. und dessen Fürstl. Mäntliche Descendenden und künftigen Erben / an sein Abgangs-Fall aber dessen

TOM. VII. PART. II.

und derselben / unsern jetzigen geliebten Sohn / Herrn Augusten / Herzogen zu Sachsen / u. und dessen abzunehmende Fürstl. Mäntl. Posterität / nach dessen und derselben Abgang auch unsern dritten geliebten Sohn / Herrn Philippen / Herzogen zu Sachsen / u. und nach dessen / wie auch seiner Fürstl. Mäntl. Descendenden Abgang / unsern geliebten vierten Sohn / Herrn Heinrichen / Herzogen zu Sachsen / u. samt seinen Mäntlichen Descendenden / dergestalt und also / daß unser geliebter ältester Sohn / oder wie derselbe nach Art der Erstgeburt von unsrer Posterität / in der Succession folgen wird / der einzig regierende Landes-Fürst seyn seyn / und daher alle unsere Lande / samt dem / so vormals darzu gehöret / und von neuem darzu gebracht / und acquirirt werden ist / an Land und Leuten / die Wir jetzt haben und besitzen / oder künftig durch Gdtes Segen erlangen / und überkommen möchten / mit allen uns zusehenden Landes-Fürstl. Herrlichkeiten und Regalien / wie die Namen haben / auch Lehens-und andern / in solchen unsern Landen an Hün- und sonst sich begebenden Anwasch und Hün-fällen / Wiederkauff-Präbendstücken / und insgesamt allen und jeden Leuten / Gütern und Nützlichkeiten / beweg- und unbeweglichen Lehen und Erbe / nichts davon ausschließen / imgleichen verleihe ihm auch unsere Residenz / samt allen dazub / und auf andern unsern Häusern / Schloßern und Vorwerthen befindlichen Vorrath an Nobilien und Moventien / insbesondert auch die Baarschafft / Schmucke und Pretiosa / Gold-und Silber-Gehärr / Kleider-Zierath / Kunst-und Jagdzeug / Reithen / aufsenkündende Schulden / außersich und Aufsprüche / samt denen Amteungen und Erb-Fällen / welche entweder von unsern Chur-und Fürstl. Haus / oder von der Fürstlichen Succession ihrer künftigen Erb-Länder kommen / mündlich erlauset werden möchten. Solches trägt auch der Erstgeborene als einziger regierender Herr / alle Onera der Land und Cammer / wie die Namen haben mögen / gesalt Wir ihm dann hiebei insbesondert und väterlich aufzulegen / und eingebunden haben wollen / alle unsere Handlungen / ertheilte Privilegia / Expectantien und Begnadigungen / und was Wir sonst verordnen und verbrieft / rühlich und Fürstlich zu erfüllen / zu halten / und darüber nichts fürzunehmen.

4. Werdens / damit aber gleichwohl unsern übrigen nachgebornen Söhnen / benamlich Herzog August / Herzog Philipp / und Herzog Heinrichs Idd. Idd. Idd. und Dero allerseits Fürstl. Nachkommen einziger / nach Proportion unserer Lande und Fürstl. Einkünften eingerichteter Fürstl. Unterhalt und Deputat gewährt werden möge / wollen Wir jedochem Derselben / zu einem jährlichen Appanagio / per titulum honorabilium Institutionis / sechs tausend Gulden vermaße und beschließen / auch unsre bereitetes Vermögen zu einer künftigen Hypothek hiezu mit verschrieben und constituir haben / welche Summa ihrer jertzer / und dessen nachfolgenden Mäntlichen Erben / in absteigender Linie / in die Stämme / von unsern ältesten Söhnen / als regierenden Herrn / unweigerlich entrichtet werden soll. Wir wollen auch / wie und auf was Masse solch Deputat abzulassen / und was ihnen vor eine Wohnung einzuräumen / in einem Codicill absonderliche Vorlesung thun.

Fünftens / sollen mit diesem loco Legitime / honorabil Institutionis titulo geordneten Deputat unsre geliebte jüngere Söhne sich aller Dinges begnügen lassen / und dabey bedauern / daß in Ansehung gehörsamten väterlichen Testaments / auch Chur-und Fürstl. Haupt-Vertrag / und anderer angeführten trefflichen Ursachen / es sich anders nicht füge / und dem ältesten Herrn eine große Last / die Regierung zu führen / und darzu gehörige Diener und Hoffen zu erhalten / samt andern schwachen Verlage aufen Hals lege / weshalb sie ihm denn weiter nichts zuunutzen / sondern sich vielmehr einer guten Menage befleißigen / und die Ausgabe nach dieser Einnahme reguliren sollen.

Zum Sechsten / wie nun vorgenannte unsre geliebte jüngere Söhne / und Dero allerseits Fürstliche Nachkommen sich / wie schon erwähnt / zuversichtlich mit ihrem jertzerlichen Deputat werden vergnügen lassen / und ihrem ältesten Herrn Bruder / und dessen Nachkommen / als regierenden Landes-Fürsten / alle künftige hiezu Ehre und Respect erweisen / also versehen Wir uns auch zu unsern ältesten Söhnen / Herzog Christian / und dessen Nachkommen vösliglich / Es werden ihre Herren Brüder / und Dero Nachkommen Fürstl. befalls und sonsten / nach dem bey unsrer Zeitl. Häusern wohlberachteten Freund / brüderlichen Vertrauen und Wohlwollen / möglichst beobachtet / maßen Sie dar-

Da

ju

ANNO
1688.

ANNO
1688.

zu hiemit nochmals trennlich und rüchlich ernachtet werden.

Zum Siebenden, sollte sich aber durch göttliche Vorsehung jura-que; daß von unsern Leuten sehr bekannt zu jüngem Herrn Eoban / einer ohne Mäntliche Leibes-Erben abgelaß / fällt dessen Vermut zwar pure Succession eintrifft und allein dem regierenden Herrn anheim; er soll aber nichts desto weniger vermeiden sein / denen beyden übrigen / oder ihren Mäntlichen Descendenten / secundum stirpem, jedem zwey tausend Gulden zu Verbesse- rung elbsterbendes Unterhalts jährlichen zu reichen. Da auch mit noch einem Descendenten dergleichen Zunderung durch gönl. Schickung ergien sollte; ist des noch übrigen / oder seiner Mäntlichen Descendenten Appanagium absonderl mit zwey tausend Gulden zu erhöhen. Hierüber soll jedem jüngern Herrn / zu Aufschaffung nöthiger Mobilien / als Rachen / Teppichen / kleinen / hölzernen / Stühlen / Geräths / und andern zwey tausend Gulden aus der Verlassenschaft gegeben; und dem / welches EOb in Gnaden verstorben wolle; die ihm zur Residenz oder Wohnung / jedoch ohne einige Vertheilung; bloß zur Habitation und Gebrauch / eingeräumte Häuser oder Schließ / durch Krieg oder Brand ruinirt wurden; sollen solche von dem regierenden Herrn wieder erbaue / oder ihnen andere angewiesen / sonst aber von jedem / auf seine eigene Kosten / in baulichem Wesen erhalten werden.

Nächst diesem / und dieweil Admens unsers verstorbenen und jüngsten Sohnes Herzes Christian's EOb. noch zur Zeit sich nicht vermahlet / so sollen ihm auf den Fall / da sollte die Vermählung mit Entschenden des regierenden Herrn erfolget / aus der Fürstlichen Kuch-Kammer zwey tausend Gulden darzu gestiftet werden.

Neuntes; wieweil EOb nach seinen unterforschlichen und päntlichen allein wieder guten Rath und Willen / unsern ältesten Sohn / Herzog Christian / ohne Mäntliche Leibes-Erben von dieser Welt abfordern / so soll die ganze Vererbung; welche oben auf denselben / als primogenitum gerichtet / auff den andern / Herzog Augustum / und auf mit diesem sich begedenden gleichmäßigen Fall / Herzog Philippen / und eublich Herzog Heinrichen / wie oben vertheilt / hiemit wiederholtet seyn; und zwar mit der Herausgabe der zwey tausend Gulden; an die andern Herren Vererber oder Dero Nachkommen / auf die masse; wie in vorhergehenden diesem Punkt verfahren ist.

Zum zehenden / Nachdem wir auch sorgfältig bedacht seyn / wie unser verzeildichste Gemahlin / die Durchlauchtigste Fürstin / Frau Christiana / Herzogin zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / geliebte Herzogin / in Schloßburg Holftein / langjährig in Ehrlingen / Margen / sich zu Wissen / auch Ober- und Nieder-Laufnis / Gerichte Gräfin zu Drenndorf / Gräfin zu der Mark und Ravensberg / Frau zu Ravensberg / u. dergleichen auf den Fall unsers tödtlichen Hintritts / versorget werden möge; daß gleichwie hochgedachte Ihre Liebden uns in unserm Fürstlichen Ehestande alle ungefähre Liebe und Treue zu unsern höchsten Vergnügen jederzeit und unverrückt erwiesen / also dieselbe auch unsere wohlgeordnete Gegen-Affection und Liebe; nicht allein bey unserm Leben genossen / sondern auch nach angeregtem tödtlichen Hintritt ferner zu empfinden und zu genießen / auch dadurch Ihre Fürstlich Nachkommen und Unterhalt ohne Mangel und Beschränkung haben mögen; So haben wir Ihre Liebden / nicht allein in einer absonderlichen Vertheilung; ein Widuum / dessen sie sich nach unserm tödtlichen Hintritt zu gebrauchen verhoffet; sondern verordnen auch hiemit / daß der älteste regierende Herr / beständig noch hiertüber jährlich aus der Kuch-Kammer das seu- uel / was im Codicill enthalten / folgen lassen solle; und jellen wir Ihren Liebden lebiglich anheim; ob sie dasselbe beizien; oder in der Residenz bey dem regierenden Herrn verbleiben wollen.

Elftens; unsere Frau Tochter / Frau Sibyllen Marien / vermählte Herzogin zu Würtemberg / auch in Schlesien / zur Dess-Vertheilung betreffende; nachdem dieselbe bereits mit Fürstlicher Ausstattung von uns versehen / so tragen wir zu derselben das Mäntliche Vertrauen; sie werde sich daran begnügen lassen / und vermöge ihrer / ohne den geringsten Vortheil und Renomiation weiter nichts von dem regierenden Herrn prästendiren / jedoch wollen wir Ihren Liebden nicht Anweisung Gönlichen Segens und Gebührens / zum fröhmlichen Zubehören / hiemit fünf tausend Gulden aus freundschaftlicher Affection leihen und beständigen haben / welche unser Successor / so bald es möglich / nach unserm sel. Absterben / abführen und erlegen soll.

ANNO
1688.

Zum Zwölften / und nachdem wir uns erinnern / daß nicht allein bey unsern Kindern hin und wieder sich schon vor längsten incorporate nomina, sondern auch andere melioraciones an beweglichen und unbeweglichen Gütern / sammt deren Inventarien / so wohl Mobilien / wie auch bey unsrer Kuch-Kammer / und sonst / nach Abtheilung aller und jeder Passiv-Schulden / einiget / insbesondere durch Gottes Gnade und Segen / und dann vermehlet / erdendlicher Unterhaltung erlangter Vorrath an Baarschaft / Silberwerck / Getreidig / und anders / so wol an neuen constituirten Obligationen befinden; so haben wir auch hiessels zu Verthierung aller Zerrung und Mißverständnisse; sorgfältig Verfassung thun wollen; und sollen demnach nicht allein die hievore den Recepten incorporirte Antzts-Capitalia, immasien sich bereits in denen Rechnungen / und consequenter denen Aufschlagen begriffen / wie auch die zu jedwchem Tante und Formordner gehörige Inventarien / so wohl zu jedwchem Hause destinnirte Mobilien / dabey und insbesondere das gesamte Silber / Kupfer / Zinnwerck und dergleichen / zu Führung der Hoffhaltung nöthige Dinge; sondern auch die neuen constituirten nomina, sammt der Baarschaft und vorhandenen gesamten Vorrath an Getreidig / Wein und dergleichen / auch Jagdheng bey unsrer Residenz und zu Döbring / sammt der Etuerrey / und also dem regierenden Herrn / zu Führung seines Fürstlichen Staats / und der Regierung / sezo und künftige / wie bereits in vorhergehendem wohlbedachtig verordnet / allein verbleiben.

Vorhergehendes / und gleichwie wir ohne vergeblichen Kuch / durch die Gnade Gottes uns in unserm Leben jederzeit besitzen / der großen Güte und Gnade des Höchsten / unter andern herlichen und wohlthätigen / auch vor den bestverreichten Segen / unsrer erlauchtigsten Gemahlin / durch Erbe- und Vertheilung Kinder und Schuten / in bestlicher Submition vor der hohen kaiserlichen Majestät darzustellen; Also wollen wir solches auch bey unserm Tode nicht gänzlich unterlassen / und verordnen demnach hiemit dem Göttes-Casten alhier zu Würzburg / welcher wegen so vielen caducitaten ein großes an seinen Capitalien und daherrührenden Einkünften / bey vorigem Kriegs-Wesen und Verwüstung der Stadt / auch unterforschlichen / so wohl dörfer / als bey dem damaligen Stande vorgegangenen verderblichen Brände / gekommen / also daß die jetzigen Einnahmen / die ordentlichen Ausgaben nicht erreichen / zwey tausend Thaler zu einem Capital, welches an gewisse Orte auszuleihen / und von denen jährlichen Pensionen zu suppliren.

Zum vornehmsten; begabte sich auch / daß die Regierung unsrer hinterlassenen Lande an unsers ältesten Sohns Sohn / der nicht mündig wird / gelangt; so soll unser nachfolgender ander am eben verstorbenen ältesten Sohn / oder des unmündigen ältesten Daters / nebst des unmündigen Frau Mutter die Vormundschafft / Verwaltung über sich nehmen / und die Landes-Regierung darunte rucela führen / des Unmündigen belles beobachten / und ihn und dem Lande rühlich und wohl fürstlichen / welches gleichfalls bey unsrer andern jüngsten Sohne Descendenten also zu observiren / wie es solchen fallt die Rechte / und das Jus agnationis mit sich bringen / woben wir zugleich verordnen haben wollen / daß unsere Nachkommen mit dem Herrschern sich wohl fürstlichen / und ohne des Regierenden Herrn Rath / sich nicht vermahlen noch überlegen / insbesondere auf rechtschaffenste Gemes- sichtigkeit; und eine solche Vertheilung / die seiner fremdben Religion ungen / sezo / auch / so viel immer möglich / bey dem Fürstlichen Stande verbleiben; oder doch sich weiter nicht / als in den Gräflichen Stand / veremigen.

Zum fünffzehenden / wollen wir auch / aus bestlicher Wohlmeinung / dieß Erinner- und Vermaahnung noch hinzu thun / daß jedereit / immasien wir uns / nächst EOb. dadurch bisz dato wohl befinden / die Collegia in ihrem Vigore möglichst und allen Fleißes erhalten / mit qualificirten Subjectis, woben nicht alleine auf die Erudition und Erfahrung / sondern auch zugleich / und vornehmlich auf das Christenthum und Gemüth / daß es gesundt / richtig / gemeinnützig / bündlich / friedlich / und ins gemein Ehrund Angenehmlich sey / zu sezen / befesten / und dergleichen mündig; innahel aber der Religion wegen verbedürftig / typisch / tiefsich / eigenmüthig / hochmüthig und jandtschichtige sezo; / davon lassen / auch angeregte Collegia in ihren pflichtmäßigen Verrichtungen nicht beinträchtigt noch verhindert / sondern vielmehr wohl geführt / geschüet und gehandhabt / und vornehmlich dieses genau beobachtet werde / daß jedes bey seinen

Der.

ANNO 1688. Verrichtungen präcise verbleibe / keines dem andern / noch viel weniger andrer Versehen / demselben Einseitig thun / keine amulation pungen / oder bey ihnen entsehe / sondern sie so wohl unter sich selbst in aufrichtigem Vertrauen und Vernehmen / als gegeneinander in guter Correspondenz beständig und unverrückt verbleiben / und eines dem andern in seinen Actionibus die Hand aufrichtig und redlich biete / wozu dann sonderlich vorraethen / daß weder Adulatoribus noch Calumniis frey Zutritt verstatte / oder ein gefährlicher Schen eines Wohlgefallens daran gegeben / sondern allenthalben höchstes Mißtrauen und ungeliebter Haß wider dergleichen Leute und Begünstigten erweisen / insbesondere aber kein Rath oder andere Dienst aus Ungedenken ansetzen / vielmehr bescheide und abgelehnt werde / et sey den vorhero mit seiner Nothdurft gebührt / und demnach schuldig und strafwürdig befinnen werden :

Und dieses ist nun also unser letzter Willen den wir nach unfreim GdN gebe : Selbigen Willen aus dieser Welt in allen seinen Puncten und Clausulen präcise beobachtet wissen wollen / wiewohl wir dan unser Fürliche Kindt samt und sonderem nachmalig durch das von GdN uns gegebener änderliche Rath / und ihnen ansehnlichen kindlichen Gehorsam / auch durch den Egen und Zuch / welchen das vierde Gebot geborsamen Kindern verheißt / und demit klugheforamen androhet / auf das allerseits verbinden und beschlihen / und do auch diese unser Verordnung nicht als ein persönlich Testament beschlihen solte / so wollen wir / daß es als ein Codicill und Dispositio inter vivos gelte / und seinen Effect so völlig als ein Testament haben und behalten möge. Wir ersinnen darneben die Königlich Kayserliche Majestät / unseren allernachbähtigen Herrn / hermit allernachbähtig / sie wollen / in Erwägung / daß wir bey Ansehung dieses unsrer letzten Willen nach dem Fundament des Ehr-/Fürstlichen väterlichen Testaments / und des Ehr- und Fürstlichen Freund-brüderlichen Hauptvertrags / so Ihre Kayserliche Majestät allernachbähtig confirmirt / und uns darauf nun zweytemal bedlichen / auch unsrer ältesten Sohn / und ferner Successores be- stehen werden / verfahren / um so viel desto mehr / die Allerhöchste und mächtigste Execution dieses unsrer letzten Willens / was wir es nöthig / auf sich zu nehmen / in die besten Vollstreckung nachdrücklich und zulangende Verordnung zu thun / so sich allernachbähtig stellen lassen / insulichen ersinnen wir auch den Durchlauchtigen Ehr- Fürsten in Saden / Herrn Johann Georgen von Drun / und Seiner löblichen Nachfolger an der Ehr / ebenet lassen / und in gleichem Abschen / daß wir nichts anders / als was wir nach ansehnlichen Erwägen / und nach unsrer väterlichen Ehr / Fürstlichen Wohlmeinung thümlich erachtet / und in unserm Hafts Respect und Aufsehn / auch der löblichen Wohlthat dient / verordnet / nach Dero hohen Vermögen diese alle hermit als Testament / auf unsrer geliebten Ehre gemachte Instanz / durchgehends und allenthalten zu ununterbrechenden Zeiten in halten / und nicht zu gestatten / daß denselben über kurz oder lang / durch einseitigen Willen zuwider gelobet werde.

Dessen zu wahrer Erkund / auch ferner unverrücklicher Haltung / haben wir dieses alles / wie vorseht / also ge- setzt und verordnet / und mit unsrer eigenhändigen Untersehrift und anhangendem Fürstlichen Heuen Insestel bekräftiget / und signed / wie die / deshalb gebühre / und ausgesetzte Registratur bezeugt / geschiedt minuter und hinterlegt. Es geschähe zu Merzburg / den vier und zwanzigsten Tag des Monats Octobris . in ein tausend sechs hundert acht und achtzigsten Jahre.

Christian H. Z. Saden.

Kaiserliche allernachbähtige Confirmation verehenden Testaments.

WIR JOHANNES von Gottes Gnaden / erwählter Römischer Kaiser / in allen Zeiten Mehrer des Reichs / in Germanen zu Römern / Böheim / Delmatien / Croatien und Slavonien / it. König / Erb-herzog in Oesterreich / Herzog zu Burgund / zu Brabant / zu Steyer / zu Kärnten / in Graiz / zu Tyrolburg / zu Würtemberg / Ober- und Nieder-Sachsen / Fürst zu Schwaben / Margraf des Heiligen Römischen Reichs / zu Burgau / zu Wäldern / Ober- und Nieder-Sachsen / Gefürsteter Graf zu Habsburg / zu Tyrol / it. Belonnen öffentlich mit diesem Briefe / und thun fund allernachbähtigen / daß uns der hochgeborne Christian / Herzog zu Saden /

Tom. VII. PART II.

Jülich / Cleve und Berg / postulierter Administrator des Stiffts Merzburg / Land-Gräf in Thüringen / Mar- Graf zu Nassau / auch Ober- und Nieder-Sachsen / unser lieber Ehem und Fürst / mittel eines Erbvertrags / unter dem 20. den 5. Nov. nächst abgelegten satzen hure dort acht und achtzigsten Jahres in unterthanigkeit zu vernehmen geben / was geschehen Seine liebe nach unsre zurat gelegten Egen und siebenzigsten Jahre Jülich / Alters / in Veranlassung aller etwa nach todtlicher Absterben unter Dero künftigen Kindern / Erben und Successoren beschädnenden Willensänderungen eine väterliche Disposition / wie es von Dero durchlauchtigen künden / künden / und Vermögen schaltat werden solle / nach Seiner löblichen Willen und Willen / insbesondere aber der Verfassung nepland Johann Georgens des Ersten / Ehr-/Fürsten in Saden / Dero Vaters liebe ansehnlichen Testaments / darauf getroffenen Hauptvertrags / und der von uns erhalten Confirmations / auch erfolgten Beschlüssen gemäß / vom 22. Octob. 1688. Jahres angesetzt / verfertigt / und geschiedt be- gleitet habe. Nachmalig solte nach der uns in be- glauter / Herrn dergeliebten Copia- von Dero zu Dero / wie hernach geschrieben steht / und also lautet :

Zu Mahnen der heiligen Verordneten Dreieinigke- it. it. wie vorseht.

Und uns darauf Eingangs gemeldte Et. Idd. väterliche ansetzen und abgeben / hier selbst Dero väterliche Disposition unsrer Kayserlichen Consens und Confirmation mitzutheilen / auch so dan / wann sie ereignet und es die Nothdurft erfordert / mit uns beidigen Kayserlichen Consens darneben zu halten / und die Execution zu unternehmen.

Dies wir nun nicht erwandt haben / daß Dero selbst insofern seine Willkür nach / durch Niederlegung einiger unsrer hien zu absehnlicher deponierten Geheim- und Nach-geheim-Nachen / in reife Erwägung und De- liberation gehen zu lassen / und demnach so wohl als deren erholden / uns vergeblichen / als auch anderen unsrer Kayserlich Gemüthe darz demwenden lübschen und Motiven / auch in Rücksicht der / von Seiner Idd. Verfahren / und Ihre selbst / uns / und den Reich / und unsrer löblichen Erb-herzog Dilectus / in viele Wege gemachten Nutzen und ersprechlichen Diensten / worinnen Sie zu continuen des unterthänigen Erbietens ist / und wohl thun solt / was und soll / in vorgemelter Seiner löblichen demselben gemachte Bitte / mit welcher bestem Rath / rechtlichem Rath und rechten Willen endgültig gewilligt / und nicht allein in ebenverordnete Dero väterliche Disposition / unsern endgültigen Kayserlichen Consens ertheilt / und dussie confirmirt / sondern auch darüber die Zuehaltung der Execution über uns geteunnen haben. Confirmations / ratificieren und bekräftigen dieses alle hermit als Römischer Kayserlicher Macht Vollkommenheit / wissentlich in Kraft dieses Briefes / was wir daran von Rechts und Willkür wegen zu continuen und zu befähigen haben / solten und mögen / und megen / setzen und wollen / daß obge- schriebene Et. Idd. väterliche Disposition / in allen ihren Worten / Clausulen / Articlen / Item / Umbalt und Dreieinigkeiten / stät / voll / und unverrücklich vollstehen werde. Nachmalig wir auch in dem Ende / wann solche Disposition eröffnet wird / von trauenden allerböhtigen Kayserlichen Amts wegen daran fern / und dard verplich halten wollen / auf daß dieselbe alles dieses Amts exequit und vollstreckt werden solle / jedoch uns / den Heiligen Reich / und sonst mächtig an unserm Reich und Gerechtigkeiten ohne Schaden und Nachtheil / und gebieten darauf allen und jeden Ehr-/Fürsten / Fürsten / Grafen / Wäldern / Prälaten / Grafen / Freyen / Herren / Ritters / Knechten / Land-voigten / Hauptleuten / Bischöfen / Voigten / Pfleigern / Verwaltern / Amptleuten / Land-Richtern / Schultheissen / Burgemeistern / Richtern / Räten / Wäldern / Gemeinden und sonst allen anderen / unken und des Reichs Unterthanen und Ge- treuen / was Willen / Standes oder Rangs die sein / erstlich und schließlich mit diesem Brief / und wollen / daß Sie ebenverordnete väterliche Disposition / und die unsre darüber ertheilt Kayserliche Confirmation den Willen und Kräfte bleiben / die darob interessirt / dard Erben und Nachkommen / daran nicht ansetzen / hindern oder betreiben / sondern Sie derselben gemüthlich imper- turbirt / nugen und genießen lassen / darob nicht thun / handlen / erkennen oder thun-ben / noch das jemand an- deren zu thun gestatten / als heit einem ist / und des Reichs schwere Ungnade und Straffe / und darz eine Por von ein hundert Mark löthigen Goldes zu verur- den /

Ed 2

ANNO
1688.

den / die ein jeder so oft er seyentlich hierwider thut / uns halt in unsere Kaiserliche Cammer / und den anderen halben Theil / nachgedachter Er. kbb. deren Erben und Nachkommen / oder denjenigen / so hierwider beleybiget würde / unumschlagig zu bejohlen / versallen seyn sollen. Wir thetund dieses Briefes / besiegelt mit unserm Kaiserlichen aufhängenden Insignel / der geben ist in unser Stadt Wien / den 7. Tag Monats Jan. nach Christi unsern lieben Herrn und Erlauchters gnadenreicher Geburt im 1689. unserer Reich / des Römischen im 31. des Hungarischen im 34. und des Böhmischen im 33. Jahre.

Leopold.

Vt. Leopold Wilhelm / Graff
zu Königsegg.

Ad Mandatum Sacrae Caesaris
Majestatis proprium.

Caspar Florenz Consbruck.

CI.

16. Nov. *Déclaration de Guerre de LOUIS XIV. Roy de France contre les HOLLANDOIS, du 16. Novembre 1688. [FREDERIC LEONARD. Tom. VI.]*

LA
FRANCE
ET LES
PROVIN-
CES-UNIES.

APrès tout ce que Sa Majesté a fait pour donner la Paix à l'Europe, les Places importantes qu'Elle a restituées pour parvenir au Traité conclu à Nimègue en l'année 1678. & les soins que depuis Elle a apportés, non-seulement pour l'établissement de la Trêve, mais aussi pour la faire convertir en une Paix perpétuelle; Sa Majesté avoit lieu d'espérer que les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, qui avoient témoigné tant d'empressement pour la conclusion de cette Trêve, n'en auroient pas moins pour la maintenir. Cependant Sa Majesté a eu plusieurs avis depuis quelques mois, que certains Etats se laissent emporter aux desirs de ceux qui n'ont d'autre intention, que de voir recommencer la Guerre dans l'Europe, faisoient des levées & armements extraordinaires, & prenoient des engagements avec des Princes de l'Empire, pour traverser par toutes voyes, l'établissement du Cardinal de Furstemberg, dans l'Electorat de Cologne; Et Sa Majesté se trouvant obligée de soutenir les intérêts de ce Cardinal, à l'élection duquel on déclaroit positivement que l'on se opposoit contre toutes sortes de formes, que parce qu'on le croyoit attaché aux intérêts de Sa Majesté, Elle fit envoir lesdits Etats Généraux par le Comte d'Avaux son Ambassadeur, de ne point employer les forces extraordinaires qu'ils mettoient sur pied, à rien qui pût troubler le repos de l'Europe, & leur fit déclarer en termes expres, qu'Elle regarderoit ce qu'ils entendroient contre le Cardinal de Furstemberg, comme il s'en étoit contre ses propres Etats. Sa Majesté a été depuis informée qu'ils n'ont pas laissé de commencer à exécuter leur Projet, & ont fait assembler une Armée sous le Commandement du Prince de Waldeck, laquelle est actuellement jointe aux forces des Princes qui se sont ligués contre les intérêts du Cardinal de Furstemberg, ce que ne voulant pas dissimuler plus long-temps, Sa Majesté a résolu de déclarer la Guerre, comme Elle fait par la présente, audit Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, tant par Mer que par Terre; Ordonne & enjoint pour cet effet Sa Majesté, à tous ses Sujets, Vassaux, & Serveurs, de courir sus aux Hollandois & leur a défendu & défend très-expressement, d'avoir cy-après avec eux aucune communication, commerce ny intelligence, à peine de la vie; Et à cette fin Sa Majesté a dès à présent révoqué toutes Permissions, Passports, Sauvegardes, & Sausconduits qui pourroient avoir été accordés par Elle ou par ses Lieutenans Généraux, & autres ses Officiers, contraires à la présente, & les a déclarés & déclare nuls & de nul effet & valeur; défendant à qui que ce soit d'y avoir aucun égard. Mande & ordonne Sa Ma-

jesté à Monsieur l'Admiral, aux Marechaux de France, Gouverneurs & Lieutenans Généraux pour Sa Majesté en ses Provinces & Armées, Marechaux de Camps, Colonels, Maîtres de Camp, Capitaines, Chefs & Conducteurs de ses gens de Guerre, tant de cheval que de pied, François & Etrangers, & tous autres ses Officiers qu'il appartiendra, que le contenu en la présente, ils fassent exécuter chacun à son égard, dans l'étendue de leurs Pouvoirs & Jurisdiction; Car telle est la volonté de Sa Majesté, laquelle veut & entend, que la présente soit publiée & affichée en toutes les Villes, tant Maritimes, qu'autres, & en tous Ports, Havres & autres lieux de son Royaume, & Terres de son obéissance que besoin sera, à ce qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance. Fait à Versailles le vingt sixième Novembre mil six cents quatre-vingt-huit.

ANNO
1688.

LOUIS;

Et plus bas,

LE TELLIER.

CII.

Déclaration des SEIGNEURS SPIRITUELS II. Dec. & TEMPORELS des Villes de Londres & Angle- Westminster & Lieux Circonvoisins, assemblés, & ANGLES- Guildald, le 11. Decembre 1688. [Feuille volante imprimée.]

NOUS ne doutons pas que tout le Monde ne croie, que dans les grandes & dangereuses Conjonctures présentes, Nous ne nous intéressions de tout notre cœur & avec zèle, pour la Religion Protestante, les Loix du Pays, & les Libertés & Propriétés des Sujets. Et nous ciperons avec Justice, que le Roy ayant fait expédier sa Proclamation & les Lettres Circulaires, pour un Parlement libre; Nous aurions dû demeurer en assurance dans l'attente de cette Assemblée: Mais Sa Majesté s'étant abstenue (comme nous appréhendons,) dans le dessein de sortir du Royaume, par les Conseils pervers de Personnes mal-intentionnées pour notre Nation & Religion, nous ne pouvons, sans manquer à notre devoir, demeurer dans le silence, sous ces calamités, où le Conseil Papistique, qui a prévalu depuis si long-temps, a plongé ces Royaumes. C'est pourquoi, Nous délibérons unanimement de Nous joindre à son Altesse le Prince d'Orange, lequel par sa grande affection qu'il a pour ces Royaumes, une dépense si grande, & tant de périls où il a exposé sa propre Personne, a entrepris par ses soins de procurer un Parlement libre, & de nous délivrer des dangers éminents de la Papauté & de l'Eclavage, avec le moins d'effusion du sang Chrétien qu'il a été possible.

Et nous déclarons par ces Présentes, que Nous assisterons de tout notre pouvoir son Altesse, pour obtenir en toute diligence un tel Parlement, par lequel nos Loix, nos Libertés & Propriétés, seront assurées, en particulier l'Eglise Anglicane, avec une liberté convenable aux Non-conformistes Protestans, & en général la Religion Protestante & ses intérêts maintenus & avancés, à la gloire de Dieu, au bonheur du Gouvernement stable dans ces Royaumes, & à l'avantage des Princes & Etats de la Chrétienté qui y ont intérêt.

Cependant, Nous tâcherons autant qu'il Nous sera possible, de conserver la Paix, & la Tranquillité de ces deux grandes & populaires Villes de Londres & Westminster, & Lieux adjacents, en prenant soin de déformer tous les Papistes, & de s'assurer de tous les Jésuites & Prestres Romains, qui s'y trouveront.

Et s'il se trouve encore quelque chose à faire, pour l'avancement de quelques intentions de son Altesse pour le bien public, Nous serons prêts de le faire, suivant les occasions qui s'en présenteront.

W. CANT.	THO. EBOR.	PEMBROKE.
DORSET.	MULGRAVE.	THANET.
CARLISLE.	CRAVYN.	ALSBURY.
BURLINGTON.	SUSSEX.	BERKELEY.

Ro-

ANNO 1688. ROCHESTER. NEWPORT. WEYMOUTH.
P. WINCHESTER. W. ASAPH. FRAN. ELY.
THO. ROFFEN. THO. PETRIBURG. P. WHARTON.
NORTH AND GREY. CHANDOS. MONTAGUE.
T. JERMYN. VAUGHAN CARBERY. CULPEPER.
CREWE. OSOLSTON.

THO EBOR. HALIFAX. ANNO
CARLISLE. AILESBURY. 1688.
NOTTINGHAM. P. WINCHESTER.
NORTH AND GREY. CHANDOS
OSOLSTON. ANGLESEY.
KENT. BERKELEY.
SUSSEX. TH. ROFFEN.
TH. PETRIBURG. CREWE.
T. JERMIN.

Sur ce que Sa Majesté s'est absentée secrètement ce matin, Nous les Seigneurs Spirituels & Temporels, dont les Noms sont soussignés, assemblez à Guildhal à Londres, étant convenus & ayant signé une Déclaration, intitulée, *Déclaration des Seigneurs Spirituels & Temporels, des Villes de Londres & Westminster & lieux Circumvoisins, assemblez à Guildhal. Le 11. Decemb. 1688.* Requerons le Très-Honorable le Comte de Pembroke, le Très-Honorable le Seigneur Vicomte de Weymouth, le Très-Révérend Père en Dieu, le Seigneur Evêque d'Ely, & le Très-Honorable le Seigneur Culpeper, de se rendre incessamment près de son Altesse le Prince d'Orange, avec ladite Déclaration, & en même temps, faire connoître à son Altesse, ce que Nous avons fait d'abondant à cette Assemblée. Datté à Guildhal le 11. Decemb. 1688.

Nous les Pairs de ce Royaume, estans assemblez avec quelques Seigneurs du Conseil Privé, vous ordonnons & requerons par ces Prédemes, d'imprimer & publier incessamment la Déclaration qu'on vous envoie cy-joinne. A la Chambre du Conseil à Whitehal le 12. de Decembre 1688.

To. EDWARD JONES Printer
at the SAVOY.

CIII.

Confirmation Kayfers LEOPOLDI über 1689.
das Anno 1688. den 24. Octobere von 7. Janv.
Herzogen Christian zu Sachsen-
Mierburg gemachte Testament. Ge-
ben Wien den 7. Januarii 1689.

C'est-à-dire.

Confirmation de l'Empereur LEOPOLD sur le
Testament fait en 1688. le 24. d'Octobre, par
CHRISTIAN Duc de Saxe-Mersebourg. Don-
née à Vienne le 7. Janvier 1689.

* Voyez - la cy - devant sous le 24. Octobre 1688.

CIV.

1689. Declaratie van Oorlogh, mitgeders Placat van de
9. Mars. Hoogh Mogende Heeren Staten Generael der
LES VEREENIGHE NEDERLANDEN, bon-
PRO- dende Verbond regens de Ingeleenten der selver Lan-
VINCES den, en raekende de Navigatie en Commerce
UNIES van Neutralen op de Havenen van Franckryck.
ET LA Als mede de Waeren van Contrabande en Affen-
FRANCE. rancken van Schepen en Goederen de Subjeeten van
den Coningh van Franckryck toebehoorende. [Feuil-
le Volante imprimée.]

DE Staten General des Vereenighde Nederlan-
den. Allen den geenen die desen sullen sien
ofte hooren lesen, Saluyt; *Doen te weten:*
Dat Wy in den jare seshien honderdt twee en seven-
tigh, sitende in een volkomen Ruste en Vreede,
met zoodanigen sinceren vertrouwen op de Tractaten
van Vreede, Vriendtschap ende Alliantie, die tusschen
den Koningh van Vranckryck ende desen Statet inter-
cedeerden, dat wy ons selven vonden gedeficiert
van alle het goede tot onse defensie konde dienen,
om zoo een machtigh Koningh te kunnen resisteren,
indien deilve ons niet hebben kunnen vermoeden dat
den Koningh van Vranckryck de voorst. Tractaten
sonder enenig rechtverdighe reden daer toe te hebben,
soude hebben willen verbroecken, echter tegen alle ver-
wachtinge door den Koningh van Vranckryck met een
seer hevigen Oorlog onvoorleens sijn aengetaelt ghewor-
den, zoo verre, dat door des selfs Macht, afkome-
de van het weerlosen Staat, in weynigh tydt onsen Staat
by na het onderste boven wierde gesmeten, ende wel
licht eenemaal onder-gebracht soude zyn geweest,
ten ware wy onse oogen slende op de redenen die den
Koningh van Vranckryck voorgat, hem tot den voorst.
Oorlogh te hebben bewogen; namentlyck, alleen de
vermeederinge van des selfs eere ende glorie, ons bod-
den laten voortgaan, dat Godt de Heere, ons zoo on-
rechtvaerdige redenen, onse ondergangh niet en soude
gedogen, dat wy daer door waren aengemoedigt om
in een desperaten toestant van seecken, onder het hoog-
wys bestier van sijne Hoogheyt den Heere Prince van
Oranien, de moet niet verlooren te geven, ende alle ex-

CIV.

Declaration de Guerre & Placard de leurs Hautes 9. Mars.
Puissances des PROVINCES-UNIES, con-
LES tenant une Defensé à tous les Habitans de ces Pro-
VINCES Pais, & concernant la Navigation & le Com-
UNIES merce des Puissances Neutres aux Ports de Fran-
ET LA ce, aussi bien que les Marchandises de Contre-
FRANCE. but, les Assurances des Vaisseaux & des Dénrées
appartenantes aux Sujets du Roi de France.

LES Etats Generaux des Provinces-Unies des
Pais-Bas, A tous ceux qui ces presentes ver-
ront ou entendront lire, salut, Sçavoir fai-
sons; Qu'en l'année mil six cent soixante & deux,
étant en pleine Paix & dans une entière tranquillité,
& que nous reposant sur les Traittés de Paix, amitié
& Alliance, qui étoient entre la France & cet
Etat, nous nous irravions distraits de tout ce qui
pouvoit servir à notre dessein & à resister à un si
puissant Roi, s'il venoit à nous attaquer par une Guerre,
d'autant plus qu'il ne pouvoit pas nous entrer dans
l'esprit que le Roy de France eût voulu enfreindre les-
dits Traittés, nous n'estant point atteints nous sommes at-
taquez inopinément par ledit Roy de France par une
Guerre si violente; que ses grandes forces reduisirent
cet Etat à deux doigts de sa ruine, & l'auroient a-
vec facilité entièrement soumis, si nous n'eussions
sur les raisons que le Roy de France disoit l'avoir porté
à la susdite Guerre, sçavoir pour la seule augmentation
de son honneur & sa gloire, nous ne nous fussions
persuadez que le Seigneur Dieu ne permettroit pas notre
ruine pour des motifs si injustes, Que nous étions
par là excités dans l'estat de desespoir de nos affaires à
reprendre courage, sans la grande & sage conduite de
son Altesse le Seigneur Prince d'Orange & à nous ex-
Dd 3 pou

ANNO 1689. extremiteyten uyt te staen, om de ware Gereformeerde Religie, de Vryheyd, ende het lieve Vaderlandt, te gens soo onrechtvaardigh geweldt te beschermen; dat God de Heer syne genade over de Staet uytstortende, eyndelijck nae veel onnoff Bloedt was vergoten, ende onse Ingezetenen veele wrede en ongehoorde Actien van de Franschen hadden uytselgaen, gelijck heeft desen Staet weder aen den anderen te verheelen, ende den voorz. Oorlogh door een Tractaat van Vrede, Commercen, Navigatie ende Marine, in den Jaer 1678. met de Koningh van Vranckryck tot Nymegen opgerecht, te doen eyndigen. Dat wy van onse zyde de voorz. Tractaten niet alleen aetdelijck en religieuselijck, gelijck het oock alloo betamelde, hebben willen naekomen, ende sulcks aenstonds hebben afgesteld alle foodanige belastingen op de Fransche Waren, Manufacturen ende Gewalzen, ende meer andere beswarenissen als den Koningh van Vranckryck konde pretenderen, door ons by forme van retorlie opgesteld te zyn, tegens de exorbitante belastinge die den Koningh van Vranckryck op de Navigatie en Commerce van desen Staet eerst hadde gelieven te heffen, om de selve te enemalen te bederven ende te ruineren; dat wy oock alle occasien hebben vermydt ende veele verongelykinge gedissimuleert, ende om niet wederom in onmin met den Koningh van Vranckryck te vervallen, alle onse actien foodanigh hebben gereguleert, dat aen den Koningh van Vranckryck egen rechtvaardige redenen van misnoegen gegeven mochten worden, dier ter contrarie aen de andere zyde den Koningh van Vranckryck by publyc Edict mede wel heeft geveroort de exorbitante belastinge op de Navigatie ende Commercen van desen Staet geleyt, ende het selvige Edict wel in eenige poyncten ende op eenige plaetien heeft laten executeren, maar 't selve op andere plaetien buyten executie is gebleven; dat den Koningh van Vranckryck daer en boven van tyd tot tyd onse Navigatie ende Commerce foo binnen als buyten Europa, in alle manieren heeft ghetracht te troubleren; het nemen van Schepen en Goederen gefavoriseert, ende voor foo veel in hem is geweest, direct ende indirectelijck de voorz. Navigatie ende Commerce te enemalen ghesocht te bederven, selt onse Schepen van Oorlogh niet latende ongemolesteert, maar de selve met geweldt heeft gedwongen haer te laten visitieren, ende oock vyandelijck in volle Vrede heeft aengestalt ende bevochten; gelijck oock den Koningh van Vranckryck eyndelijck aen de Ingezetenzen van desen Staet, door nieuwe belastingen en veriaten het debet van hare Manufacturen ende het provenu van hare Vischeryen in Vranckryck wederom heeft beleet, ende aen de selve foodanige ongehoorde en ongeoorlofde belemmeringe, op frivole pretexten toegebracht, dat het niet mogelyck was daer mede eenige Negocie op Vranckryck te dryven, ende voorts veele en verscheide Contraventien tegens de voorz. Tractaten bedreven, die den Staet omgevoeghs willen heeft gedissimuleert, dat hoe menighmael daer tegens redres verlocht is geweest, die instantien selckens met groot mepris zyn afgewesen, ende door het verweygeren van de eere, die aldyds de Ministers van desen Staet in Vranckryck hadden genoten, het respect van den Staet in kleyninghe heeft soecken te brengen; dat den Koningh van Vranckryck de schriekelijcke persecucie, tegens die van de Gereformeerde Religie, in syne Rycke hebbende ondernomen, de Ingezetenzen van desen Staet, die haer alleen in sijn Ryck tot het doen van de Commerce ter needer hadden ghesield, onder deselve persecucie mede heeft begrepen, de Vrouwen van de Mannen ghescheyden, de Kinders van haer Ouders, ja niet ontien de Consuls van desen Staet op een ongehoorde ende wreede maniere te handelen, ende aen alle deselve, tegens aller Volckeren Recht, enden den expresse Text van de Tractaten haer vertreck te weygeren, ende met alle rigeur van gevankenisle ende anders effectivelyck te beletten: Dat Wy al kort naer het maecten van de Vrede vermerckende de ongenegentheyd van den Koningh van Vranckryck tegens desen Staet, door de bewegingen by den selven Koningh ontrent onse Frontieren ondernomen, genooftaekt zyn geweest een feer kostelycke Militie aen te houden, ende sware Esquipagen ter Zee te doen, uyt vreesse van op nieuws te sulen overvallen

wor-

ANNO 1689. *poser à toute extremite, pour descendre la veritable Religion Reformée, la Liberté & chere Patrie contre une violence si injuste; Dieu regardant sa benevolence sur l'Etat, apres beaucoup d'effusion de sang innocent, & que nos habitants eurent effusé beaucoup d'actions inouies & cruelles de la part des François, il lui a plu de retablir entierement cet Etat & de faire cesser la susdite Guerre, par un Traité de Paix, de Commerce, de Navigation & de Marine, fait à Nimègue avec la France en l'année 1678. Que de votre côté nous avons non seulement voulu executer exactement & religieusement, & comme il convenoit, ledits Traitez, en sorte qu'aussi nous évitons toutes & telles impositions sur les Marchandises, Manufactures & autres du cru de France, & autres charges que le Roy de France pouvoit pretendre avoir été mises par nous par forme de retorsion à cause des impositions exorbitantes qu'il avoit plu au Roy de France de mettre lui même le premier sur la Navigation & Commerce de cet Etat pour les perdre & ruiner entierement. Que nous avons dissimulé sur beaucoup de torts qui nous ont été faits & que pour éviter toutes les occasions de tomber dans l'inimitié du Roy de France, nous avons tellement composé toutes nos allées qu'il ne lui soit donné au Roy de France aucun juste sujet de mécontentement; Au lieu qu'au contraire le Roy de France de son côté a bien revuqué par Edit public les impositions exorbitantes par lui mises sur la Navigation & le Commerce de cet Etat & il a bien fait executer en quelques endroits & en quelques points, mais en d'autres lieux l'a laissé sans execution; Que de plus le Roy de France a de tems en tems tâché en toute maniere de troubler votre Navigation & Commerce tant dedans que dehors de l'Europe, favorisé l'enlèvement des Vaisseaux & Marchandises, & s'est efforcé tant qu'il a pu directement & indirectement de ruiner entierement lesdites Navigation & Commerce, bien loin même de permettre que nos Vaisseaux de Guerre de mer fussent molestés, les a contrainés par violence de se laisser visiter & les a, qui plus est, attaqué & combattu ostiblement en pleine Paix. Comme semblablement le Roy de France a ensa empêché aux habitants de cet Etat, par de nouvelles charges & vexations, le débit en France de leurs Manufactures & du provins de leur pèche, & leur a apporté tant d'obstacles non permis & inouis, sur des pretextes frivoles qu'il ne leur étoit plus possible de continuer d'avantage leur Negoce en France, & a en outre commis plusieurs autres Contraventions contre ledits Traitez, que l'Etat a bien voulu dissimuler par bienveillance; Que le redressement en ayant été demandé plusieurs fois on a rejeté avec mépris à chaque fois les instances qui ont été faites là dessus, & par le refus de l'honneur dont les Ministres de cet Etat ont toujours joui en France, on a tâché de rendre cet Etat méprisable. Que le Roy de France ayant entrepris une horrible persécution dans son Royaume contre ceux de la Religion Reformée, il a enveloppé dans ladite persécution les habitants de cet Etat qui ne s'étoient établis dans son Royaume que pour y exercer le Commerce, ayant séparé les femmes de leurs maris, les enfans de leurs Peres & Meres, jusques là qu'on a eu si peu d'égard que de traiter les Consuls de cet Etat d'une maniere cruelle & inouye, leur refusant à tous, contre le Droit des Gens & les termes exprés des Traitez, de pouvoir se retirer, les en emprisonnant par les rigueurs de l'emprisonnement & autres traitemens; Que peu après même que la Paix fut faite, remarquant la mauvaise intention du Roy de France contre cet Etat, par les mouvemens qu'il faisoit faire à ses Troupes sur nos frontieres, nous fumes nécessairement d'y en tenir qui nous étoient beaucoup, & d'équiper une Flotte qui nous étoit fort à charge, dans la crainte d'être attaqués, de nouveau, par le moyen duquel le*

Roy

ANNO 1689. worden; daer door den Koning van Vranckryck oogenfchynlyk getracht heeft de Financien van den Staat foodaag te vercracken, dat de felve in hare Commerce, Navigatie, Manufacturen, Vifchereyen ende Financie zynde ghereincet, foo veel lichter overmeestert foudde konnen werden: Dat den Koning van Vranckryck fomtyt wel met foete woorden ende folemnele verfoeckingen, oock door aenbiedinghe van Alliantien, Ons heeft foecchen in ftaep te wiegen, ende te divertieren, om onfe gerusthuyt ende fecuriteyt van andere kanten te bevorderen, maer foo heeft ende foo menighmeel als Wy in alle eenvoudighedyt hebben willen vepigelen, om door defenfive Alliantien, tot niemands offenfie ftreckende, de Nimmeghefche Vrede te verfoeckeren, den Koning van Vranckryck figh daer tegens heeft gooppoteert, niet tegenftaende fulcks te mogen doen by het twintigfte Articul van het Tractaet van Vrede wel expreflyck was bedongen, ende felfs den Staat daer over met eenen nieuwen Oorlogh heeft gedreyght: Dat eyndelyck den Koning van Vranckryck, contrarie de Articulen van de voorzf. Tractaten, tot mutuele fecuriteyt van wederzyds Ingezetenen ter neder gefieldt, in volle Vrede heeft gedaen falferen, ende in effent nemen de Schepen, Perfoonen, Goederen ende Effecten van onfe goede Ingezetenen, welke op de folemnele publycque trouwe van de Tractaten, haer onder defelfd gebied tot dryvinge harer Commerce hebben bevonden, en voorts mede alomte in volkome Vrede heeft doen aenftaen, veroveren ende opbrengen de Schepen ende Goederen van de Onderdanen defen Landen, ende de Relaxatie van alle de felve niet alleen heeft afgewefen, maer de Schippers ende Matroefe mishandelt, gedreyght, geperft om haer Gelooft te verfaeken, in de Gevanckeniffe gefmeten, ende de felve als noch daer is houdende, voorts de Schepen verkocht, alles niet tegenftaende by het vyftiende Articul van het Tractaet van Vrede, ende bet acht ende dertigfte van Navigatie, Commerce ende Marine geacordeert is; dat felfs by opkomende Oorlog, ses ende negen maanden refpectie, aen wederzyds Onderdanen gelaten foudde werden, om hare Perfoonen, Goederen ende Effecten te transporteren, oock aldaer te verkopen, fonder daer in verbanden te worden, nocht dat men binnen de voorfchreven tyd der felfer Perfoonen offe Goederen met eenighe Arceften foudde mogen belemmeren: Dat ten laetften daer op ghevolgt is, dat den Koning van Vranckryck heeft konnen goetvinden, door des felfs Trouppen verfcheyde Dorpen onder het Gebied van den Staat te doen upplunderen ende verbranden, voor dat de publicatie van Declaratie van Oorlogh was gefchiedt, offe ten fchoonften op den felfgen dagh als die tot Parys was gepubliceert, ende hier in r'mintie niet en was bekend, dat defen Staat in Oorlog met Vranckryck was vervallen, ende voorts den Oorlog te verclaren tegens defen Staat, by fijn Declaratie gegeven toe Verfullet den ses en twintigften November voortleden, fonder eenighe anderreden voor te wenden, als dat Wy eenighe extraordinaria Wervingen ende toerustinghen fouden hebben gedaen, het welck Wy ut onwyfelyfbaer ende wettelyck Recht van alle Souveraine Staten zyn vernedigen te doen, ende waer van Wy aen niemant fchuldich zyn eenighe reckenfchap te geven, ende waer toe Wy tot defen allen gekomen zyn, niet om den Koning van Vranckryck eenighints te beledigen, maer ut een nootfaeckelycke voorlichtigheyt, om dat Wy al te wel van de defleinen van den Koning van Vranckryck tegens defen Staat waren gheinformeert: Dat Wy ons weder buyten alle defenfive fouden bevinden, als de defleinen van den Koning van Vranckryck tegens defen Staat foudde uybarften, gelyck die door de voorfchreve Declaratie van Oorlog openbaer zyn geworden, hebbende Wy oock den Koning van Vranckryck op des felfs argwaan ende dreygementen veriekt, dat defen Staat hier met de Elche van een Churffte ende Bifchoff van Keulen niet foudde bemoeven; gelyck oock in der daed noyt fal konnen aengewefen worden, fulcks gefchiedt te zyn, al fchoon Wy daer over geen reden offe reckenfchap aen den Koning van Vranckryck hadden te geven: Maer hebben Wy willen toonen, hoe verre Wy alle occasien fochten te vermijden, die de publycke ruyt foudde konnen verftooren. SOO IST, dat Wy allen ende een yegelycken, voornamently onfe goede Onderdanen ende Ingefetenen wel hebben willen onderrechten van de voorzf. quade defleinen ende machinatie door den Koning van Vranck-

ANNO 1689. Roy de France a apparement tellement voulu affaiblir les Finances de cet Etat, que fes Commerce, Navigation, Manufactures, Pêche & Finance étant ruinée il put d'autant plus facilement s'en rendre maître; Que le Roy de France a taché quelquefois, par des paroles douces & des assurances solennelles, & même par des offres d'Alliance de nous endormir & nous amuser, afin d'augmenter d'ailleurs notre tranquillité, & notre sécurité. Car aussi-bt & toutes les fois qu'en toute simplicité nous avons voulu veiller, par Alliances défensives, ne tentant à offenser personne, à assurer la Paix de Nimègue, le Roy de France s'y est opposé, quoy que par l'Article vingtième dudit Traité de Paix il étoit expressement stipulé qu'on le pourroit faire, & même, il a sur cela menacé l'Etat d'une nouvelle Guerre; Qu'enfin le Roy de France, a contre les Articles des susdits Traitez inférés pour la sûreté mutuelle des Habitans de l'un & de l'autre Pais fait saisir & arrêter en pleine Paix des Vaisseaux, Personnes, & Marchandises de nos bons Sujets, qui sur la foy publique & solennelle des Traitez se font trouvés dans les Etats de son obéissance pour y pousser leur Commerce, & de plus a partout fait attaquer prendre & emmener les Vaisseaux & Marchandises de ces Pais & n'a pas seulement refusé qu'ils fussent relâchés, mais en a mal-traité les Bateaux & Matelots, & les a menacés & sollicités à renoncer à leur foy, les ayant fait mettre en prison, où ils font encore détenus, & de plus fait venir les Vaisseaux, le tout contre l'Article quinziesme du Traité de Paix, & Article trente lixiesme du Traité de Commerce, Navigation & Marine, par lequel il est stipulé que Guerre arrivant il seroit accordé six & neuf mois respectivement aux Sujets de part & d'autre, pour le transport de leurs personnes, biens & effets, même pour les y vendre sans en être empêchés, sans qu'on pût dans ledit tems faire arrêter de leur personnes ou Marchandises; Qu'enfin il s'est ensuivi que le Roy de France, a, de son bon plaisir, fait piller & brûler par ses troupes plusieurs villages situez sous l'obéissance de l'Etat, avant la Publication & Declaration de la Guerre, ou du moins le même jour qu'elle fut publiée à Paris, & lors qu'on n'avoit encore icy la moindre connoissance que cet Etat fut en rupture avec la France, & a en outre fait déclarer la Guerre contre cet Etat par sa Declaration donnée à Versailles le vingt sixième Novembre dernier, sans en donner d'autre raison sinon que nous avions fait quelques levées & équipement extraordinaires, ce que par le Droit incontestable & essentiel de tous les Souverains, nous sommes en Pouvoir de faire; & dont nous ne sommes obligés de rendre compte en aucune manière à personne; à quoy nous en sommes venus non point faire tort à la France, mais seulement par une precaution nécessaire; parce que nous n'étions que trop bien informés des desseins de la France, & que nous aurions été hors de tout état de defence lors que ses desseins seroient venus à éclater, comme en effet ils éclatèrent par diverses Déclarations publiques de Guerre; ayant même assuré le Roy de France sur ses soupçons & menaces, que cet Etat ne venoit en nulle manière se mêler de l'Elektor & Evêque de Cologne, comme aussi en effet il ne s'en avoit été prouvé qu'il s'en soit jamais mêlé, quoy que nous ne fussions nullement tenus de rendre à cet égard aucun compte au Roy de France, ne l'ayant aussi fait que pour montrer comment nous évitions toutes les occasions qui pouvoient troubler le repos public. C'est pourquoi nous avons bien voulu instruire un chacun & sur tous nos bons Sujets & Habitans des susdits mauvais desseins & machinations que ledit Roy de France a de tems en tems effec-

ANNO
1689.

Vrankryck tegens desen Staet van tydt tot tydt in het werck gesteldt, voorts de selve oock vermanen, aenschdelyck te overdencken het Traetement dat de selve soo in het stuck van haer Religie, Liberteit als in haer Persoonen ende goederen te verwachten souden hebben, datse, voor soo veel de ware Gereformeerde Religie aensiet, willen gedenccken aen de wreede persecuten in het stuck van Religie tegens sijn eyghen Onderdanen ondernomen; datse haer oogen willen slaen op de ontrouwe waer mede de Steden ende Plaetsen, die haer meynden op goede ende favorable conditie overgeven te hebben, werden gehandelt, en op de verwoesting van heele Landtschappen, die de selve weder werden genootsaect te verlaten; die van de Roomische Religie haere Mede-Geloofs-genooten alsoo weynigh als de andere sparend, of eenig favorabelder traetement als aen andere latende toekomen, ende sulcks dat de selve op het vertrouwen van onse rechtverdiende saccke, ende in verwachting van den zeghen van Godt Almachtigh, daer over met een volkomen liefde ende eendrachtigheyt ende met alle haer macht ende middelen het verlies van haer Religie ende Vryheydt, ende het verderf van haer Persoonen ende Goederen willen helpen afweten, gelyck Wy tot bescherminge van dit alles, ende tot de reparatie van de verongelykingen ende schaden door onse Onderdanen soo onrechtverdiengh geleden, ghenootsaect werden de Wapenen mede op te vaten, ende den Oorlogh teghen den Koningh van Vrankryck te declareren, soo als Wy doen by desen: Lastende en bevelende alle onse Onderdanen, Bevel-hebberen, Officieren ende Soldaten, ende wie het verder soude aengien, de Landen, Luyden, Ingezetenen, Onderdanen van den Koning van Vrankryck, alomme soo te Water als te Lande, vyandycklyck te vervolgen ende aen te taffen: Ende nademaal Wy ten voorz. eynde, ende wel voornamtycklyck, om soo veel in Ons is, alle verdere afbreuck van die syde voor te komen, verobligert ende gehouden zyn, naer ons vermogen, ende soo verre het buyten verongelykinghe van onse Geallieerden, Vrienden ende Neutraleen naer het Volckeren Recht geschieden kan, hoogst-gemeyne Koningh te benemen ende te verhinderen de commoditeyten en behoeften, daer mede de selve den Staet deser Landen, ende de goede Ingezetenen van dien verder afbreuck soude kunnen doen. SOO IST, dat Wy goed gevonden ende noodigh geacht hebben alle de geenen die onse gehoorzaamheyt zyn onder staende, te ordonneren, ende wel scherpelyck te verbieden, oock in het vrundelyck te adverteren ende te waerschouwen alle andere Natien, met desen Staet in Verbondt, Vrundtschap ofte Neutraliteyt staende, gelyck Wy ordonneren, verbieden ende waerschouwen respectie by desen.

I. Eerstelyck: Dat van nu voorten niemand van de Ingezetenen deser Landen, hem sal hebben te vervorderen uyt dese Landen, of oock uyt eenige andere Landen, Koningrycken, Plaetsen ofte Steden, directelyck ofte indirectelyck te vervoeren na eenige Havenen, Eylanden of Plaetsen van Vrankryck, of andere onder de gehoorzaamheyt van den meerhoogh-gedachten Koning van Vrankryck, eenige Munie van Oorloge, Vivres, ofte eenige Materialen, dienende tot uytrustinge van Schepen, hoe die gensemct, van wat sorte, qualiteyt, conditie of nature die oock soude mogen zyn, geene van de selve uytgefondert, of eenige andere Waren by Placate van den Lande verboden, of eenige Correspondentie ende gemeenschap houden met de Inwoonderen van Vrankryck voornomct, of haer Onderhoorige, door Brieven of anderfins, streckende tot naedel van desen Staet, in eeniger manieren: Dat oock niemand ter werelt, alhoe-wel een Vreemdelingh, ende geen Ingezeten deser Landen zynde, hem 't geene voortz. is uyt dese Landen sal hebben te onderwinden, op pene van daer oover als Vyanden van den Staet fondert eenige conniventie gestraeff te worden.

II. Ende nademaal wy na de plicht van alle wetlige Overgheden, als schuldigh zynde haer goede Ingezetenen ende Onderdanen met alle mogelycke middelen voor geweldt ende overlast te behoeden, ende te beschermen, niet en kunnen, oock volgens het gemeyne Recht ende practycke van alle Volckeren, niet gehoude zyn te gedogen, dat den hoogstgedachten Koning of zyne Subjecten van yemant ter werelt werden geuppandeert eenige Waren van Contraban-

de:

1689. *inter contre cet Etat, & les avertir en même tems de bien considerer attentivement le traitement qu'ils auroient à en attendre, tant à l'égard de leur Religion & Liberteé que de leurs personnes & biens; Que pour ce qui regarde la vraye Religion reformée, ils pensent à la persécution cruelle qu'il a entrepris contre ses propres Sujets; Qu'ils jettent les yeux sur l'insolence avec laquelle sont traités les Villes & Places qui croient s'être rendus sous de bonnes & favorables conditions, & au ravage des Provinces entières qu'ils ont été obligé eux mêmes d'abandonner, n'épargnant pas plus ceux qui dans la Religion Romaine professent avec eux une même foy que les autres, & s'ils ont à en attendre un plus favorable traitement. Et qu'en se confiant sur la justice de notre cause, & dans l'attente de la benediction de Dieu, ils ayent de toutes leurs forces & par tout moyen à aider à prévenir la perte de leur Religion & Liberteé, & la ruine de leurs personnes & de leurs biens; ainsi que de notre part pour la desfence de tous ce que dessus & pour la réparation des sorts & dommages que nos Sujets ont si injustement soufferts nous sommes obligés de prendre les armes, & de déclarer la Guerre au Roy de France, commandant à tous nos Sujets, Commandants, Officiers, & Soldats & à tous & un chacun à qui il peut appartenir de poursuivre & attaquer par tout basilement les Pais, Peuples, Habitans & Sujets du Roy de France, tant par Terre que par Mer. Et comme à cette susdite fin & pour autant qu'en nous est prevenu principalement tout autre dommage, sommes obligés & sensus selon nostre pouvoir & autant qu'il se pourra sans faire tort à nos Alliez, Amis & Neutres, & selon le Droit des Gens, d'inter & empêcher à la France les commoditez & choses nécessaires par le moyen desquelles elle pourroit continuer à apporter du dommage à l'Etat de ces Pais & aux bons Habitans d'iceux; Nous avons srouvé bon & expedient d'ordonner à tous ceux qui sont sous notre obéissance & de leur defendre expressément, comme aussi d'avertir toutes les autres Nations, qui sont en Alliance, Amitié & Neutralité avec cet Etat, comme nous ordonnons, defendons & avertissons respectivement par ces presentes.*

I. Premièrement; Que des maintenant & cy-après aucun des Habitans de ces Pais n'ait à entreprendre de transporter hors de ces Pais, ou même hors de quelques autre Pais, Royaumes, Places ou Villes directement ou indirectement aucune munition de guerre, vivres ou quelque chose servant à l'équipement des Vaisseaux, de quelque nom, sorte, qualité, condition ou nature que ce puisse être, rien excepté, ou quelques autres Marchandises descendues par les Placards du Pais, pour les mener dans quelques Havres, Iles, Villes ou Places de France ou autres de l'obéissance du susdit Roy de France, ou d'entretenir aucune Correspondance ni communication avec les Habitans dudit Royaume de France, ou de dépendance par Lettres ou autrement, tendant au prejudeice de cet Etat, en quelque maniere que ce soit; Qu'aucun personne du monde, quoy qu'étranger & non habitant de ces Pais n'ait à s'ingérer de faire ce que dit est cy-dessus, sur peine d'être puni sans aucune dissimulation comme ennemi de ces Etats.

II. Et comme selon le devoir de bons Souverains légitimes, qui sont sous obligation de garantir & defendre par tous les moyens possibles leurs bons Habitans & Sujets de violence & d'oppression, Nous ne pouvons & même selon le Droit commun & la pratique de tous les Peuples, ne sommes obligés de fournir que personne du monde fournisse audit Roy de France ou à ses Sujets aucune Marchandise de contrebande, Nous

avons

ANNO de: Soo willen wy by desen allen onse Geallieerde,
1689. Vrunden ende Neutraal, ende generallyc alle Volck-
keren en Natien geadvertieert, ende wel ernstlyc ver-
soecht ende vermaent hebben, hier niet te willen
vervorderen, geduyrende den tegenwoordighen Oorlogh
tusshen desen Staet en den hooghgedachten Koning
van Vranckryck opgereis, te voeren of te transpor-
teren uyt eenige Landen, Koninkhycken, Plaetsen
of Steden directelyc noch indirectelyc na eenige
Havenen, Steden of Plaetsen van Vranckryck of an-
deren onder 't Gebied van den meer-hooghgemelten
Koning staende, eenige Waren van Contrabande, al-
soo Wy gement zyn voor goeden Prijsse, ende ver-
beurt te houden de voorz. Waaren van Contrabande
die contrarie dese Onse Advertentie ende Ordonnantie
bevonden sullen werden geladen te zyn, om derwaerts
gevoert te worden; wel verstaende dat ten aenien
van Vrunden en Neutralen, alleen voor Waaren van
Contrabande sullen werden gerekent alle Vuyrwer-
cken, ende 't geene daer toe behoort; als allerhande
Canon, soo groot als klein, Muletten, Pistolen,
ende der selver Loopen, Bulten, Mortieren, Petar-
den, Bomben, Granden, Sauszjen, Peck-kanillen,
Afschuyten, Forquetten, Bandleries, Kruyt, Lont, Sal-
peter, Kogels, soo wel Yzere als Loodse, Dorgens,
Lancen, Piecken, Heilbarieden, gewapende Dors-
viegels, Stormhoeden, Casquetten, Curassen, Schild-
den, Paerden, Zalen, Hollters, Pistool-loopen, Ra-
piet-henghels, ende alle andere Toerustinghen ten
gebruycke van den Oorlogh gestationeert en ge-
maect.

III. Ende omme 't gunt voorz. is des te beter
met sekerheyt te beletten, ende insonderheyt te voor-
sien dat sulcx uyt dese Provincien onder valschie pre-
tentien niet en kome te geschieden, en sal niemant
voortan hier te Lande mogen laden of doen sche-
pen eenige van de voorz. Waren, omme na eenige
Landen, Steden of Plaetsen van de Geallieerden,
Vrunden of Neutralen van desen Staet getransporteert
of vervoert te worden, sonder daer toe alvooren te
hebben bekomen speciaal consent vande Raden ter
Admiraliteyt in welckers Distrikt foodanige ladinge of
insephinge geschieden sal: Ende boven betalinge van
's Landse gerechtigheden, te sullen hebben geset
suffisante cautie voor tweemaal de waarde van de uyt
te voeren Goederen, da die op geen andere als op
der voorz. Vrunden Rycken, Havenen, Steden en
Plaetsen, ende geensints directelyc of indirectelyc
op eenige Plaetsen van Vranckryck of anderen, on-
der het Gebied van den hooghgemelten Koningh
zynde, sullen werden gevoert, ende geloft, ende dat
binnen seckeren tyd in het daer toe te verlenen
Paspoort na de gelegenhuyt ende distantie van de
Plaetsen te exprelleren, behoorlyc ende den Rechten
phenoogh zynde, by de of te leveren Certificaten
of andere genoghname bewysen sullen doen blycken,
dat alle de voorz. Waren in 't geheel ter plaetse
daer op die verklaert en aengegeven zyn, vervoert te
sullen worden, geloft ende aen Land opgelagen sul-
len wesen, oft dat by ghebreeke van dien, ende
den voorz. gepresteerden tyd overtrecken zynde,
de Cautionary van de voorz. dubbeldte waarde
van de onnygegevene Waaren, sulcks als die ten ty-
de van de te stellen cautie getauxeert ende ghewaer-
deert sullen zyn, aenslonds ge-executeert te worden.

IV. Ordonnen voorts allen onsen Ingeletenen en
Onderdanen, adverteerende en vermanen allen onsen
Geallieerden, Vrunden of Neutralen, ende generallyc
alle Volckeren en Natien, willende varen naer eenige
Rijcken, Landen, Steden of Plaetsen van desen Staet,
Oost, West of Noordwaerts gelegen, of die van daer
herwaerts aen souden willen komen, te kiesen, en te
houden de ruytze Zee, alsoo Wy verstaan ende ver-
klaren by desen, dat alle Schepen die op de Kusten
van Vranckryck of andere Landen, Bylandten en
Plaetsen onder 't Gebied van de hooghgemelten
Koning van Vranckryck zynde, ende voornament-
lyc binnen de Baeken en ondiepten langs de selve
gelegen, gevonden sullen worden, en die alsoo niet
buyten suspicie sullen zyn van tegens dese onse Ordon-
nantie en Advertentie yet voor te hebben, soo wan-
neer die in 't geheel of ten deele met eenige van de
voorz. Waaren van Contrabande geladen sullen zyn,
by de Capiteynen en andere Officieren van Oorlogh,
oock Commissie-vaerders deser Landen aengehaelt en
Tom. VII. PART. II. op-

avons bien voulu donner avis à tous nos Alliez, Amis & Neutres & generallycment à tous Peuples & Nations, & les prier instamment de ne point entreprendre, pendant tout le tems de la presente Guerre d'entre cet Etat & ledit Roy de France, de transporter d'aucuns Pais, Royaumes, Places, ou Villes aucune Marchandise de contrebande pour les conduire dans aucuns des Havres, Villes & Places de France, ou autres étant de l'obéissance dudit Roi, et tant éiant l'intention de repuer pour bonne prise & confiscées les susdites Marchandises de contrebande, qui contre notre Avertissement & Ordonnance se trouveront chargées pour y être conduites; Bien entendu qu'à l'égard des Amis & Neutres seront seulement compris dans les Marchandises de contrebande, tous ceux d'artifice, & ce qui en depend, comme toute sorte de Canon, tous grands que petits, Mousquets, Pistoles & leur affinement, Arquebuses, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Saucies, Affuts, Fourchettes, Bandolieres, Poudre, Mèche, Salpêtre, Boulets, Balles de fer ou de plomb, Epées, Lances, Piques, Hallebardes, Morions, Casques, Cuivres, Bouchiers, Chevaux, Selles, Haussecons, Carabines, Port-épées & tout autre équipage & instrumens façonnés & faits pour l'usage de la Guerre.

III. Et pour tant mieux & avec d'autant plus de sûreté empêcher ce que dessus, & particulièrement pourvoir à ce que ce transport hors de ces Provinces ne se fasse sous de faux pretextes, personne ne pourra dorénavant charger & embarquer dans ces Pais aucune des susdites Marchandises pour être transportées & conduites en quelque Pais, Villes, ou Places des Alliez, Amis ou Etats Neutres avec cet Etat, sans au préalable en avoir obtenu un consentement special des Conseils de l'Amirauté dans le district de laquelle tel embarquement se fera. Et qu'outre le paiement des Droits du Pais, on n'ait donné suffisante caution pour deux fois la valeur des Marchandises à transporter, qu'elles ne seront conduites ni déchargées en aucuns autres Royaumes, Havres, Villes & Places qu'en celles des susdits Amis, & en aucune manière, directement ou indirectement en nulles Places de France ou autres de l'obéissance du susdit Roi; Et que l'on sera passioire par les Certificats qui seront fournis ou autres preuves suffisantes que toutes lesdites Marchandises auront été déchargées au Pais, auquel on aura déclaré qu'on les venoit conduire, & ce dans certains tems qui sera exprimé dans les Passaports qui seront accordés à cet effet selon la situation & distance des Places; Et que fautive de ce & ledit tems passé la caution pour le double de la valeur de la Marchandise déclarée, sera exécutée pour ce à quoy elle aura été taxée & estimée, en tems de ladite prestation de caution.

IV. Ordonnons en outre à tous nos Habitans & Sujets, avertissons aussi & exhortons tous nos Alliez, Amis & Neutres & generallycment tous Peuples & Nations qui voudront aller en quelques Royaumes, Pais, Villes, & Places de cet Etat, scitués à l'Est, à l'Ouest ou Nord, ou ceux qui de la voudroient venir icy, de tenir la pleine Mer, entendus & déclarant par ces présentes que tous les Vaisseaux qui seront trouvés sur les Côtes de France ou autres Pais, Iles & Places étant sous la Domination du susdit Roi de France, & principalement dans les Bayes & Golpes le long dudit Royaume, & qui ne seront point hors de soupçon d'avoir quelque dessein contraire à cette notre Ordonnance & Avertissement, mais seront chargés en tout ou en partie desdites Marchandises de contrebande, seront emmenés par les Capitaines ou autres Officiers de Guerre, ou Armateurs de ces Ec Pais

ANNO
1689.

opgefond en worden, om daer over by de Raden ter Admiraliteyt te worden ghefententeert, in maniere als in her tweede Article hier vooren staet ge-expresseert, ten ware nochtans de selve Schepen aldaer gedreeven en geraeckt mogen zijn door storm of andere swaere nootd, en dat het selve by d'opghemelte Raden ter Admiraliteyt uyt de circumstantien in dier voegen opgenomen ende geoordeelt sal konnen worden.

V. Ende om wyders te beter alle bedrogh, het welck teghens delse Ordonnantie ende Advertentie voorgenomen soude mogen worden, voor te komen en te verhoeden: Belaffen ende bevelen wy mits desen alle Schippers ende Koopluyden, Ingezeten ende deser Landen zynde, ofte hunne Schepen en Goederen uyt dese Landen uytvoerende: Advertenten ende vermanen voorts alle anderen, van wat Natie die oock zyn, of van waer die komen sullen, eegen Goederen, Waaren, ofte Koopmanfchappen in hare Schepen te halen of te doen laden, deselve te vervoeren, of doen vervoeren, anders dan met eenderhande Zee-Brieven, behoorlijke Pasporten, volkomen Certe-partijen, Cognoscementen, Vracht, Advijs ende Convoij-Brieven, ofte diergelijcke andere Bescheyden, als na de Weuten en Placaten van de Placfen daer de Goederen, Waren, ende Koopmanfchappen ingeladen sullen zyn, tot deserfver inladinghe ende vervoeringe werden gerequireert, alsof wy voor verbeurt sullen houden, ende van nu af aan voor goeden prinfde verklaren alle de Schepen, misgaders de ingeladen Goederen, Waren en Koopmanfchappen, dier van dat meer als een Zee-Brief, Certe-partij, dubbele Vracht-Brieven, Cognoscementen, ofte andere Bescheyden gevonden sullen worden, misgaders oock alle de Schepen en Goederen, die met de voortverhede gerequireerde Bescheyden niet na behoren versien sullen weien.

VI. Ten eynde oock alle de Officiieren ende Bevelhebbers van Schepen van Oorloge, soo van den Staet, als van Particulieren op onse bestellinge uitgeleest, verseeckert mogen zyn, dat de Schepen die sy in Zee sullen komen te remconteren, op geene der voorz. Havenen, Steden, ende Plactfen van Vranckrijck, ofte anderen onder het Gebiedt, van den hooght-ghemelten Koning van Vranckrijck staende, met eenige van de voorz. Waren van Contrabande mogen hebben ghemunt, soo sullen de voornemde Capiteynen in Zee alle Schepen, daer op eenige suspicie sal vallen, en toe aendien, ende de selve afvorderen hare Zee-Brieven, Pasporten, Certe-Partijen en Cognoscementen, tot blijk waer het Schip soude mogen thuyt behooren, waer, ende op wat plaetse de ladinge zy geschiet, waer in des sels ladinghe bestaet, ende op wat plaetse de onladinghe sal hebben te geschieden, welke aen haer vertoont zynde, ende bevonden wefende dat de voorz. Schepen met geene van de voorz. Waren van Contrabande na eenige Havenen ofte Plactfen, onder het Gebiedt van den hooght-ghemelten Koning van Vranckrijck zynde, hebben gemunt, sullen sy de selve vry en onverhindert laten passeren; maer soo het contrarie van dien by de selve Bescheyden, ofte andersints mochte werden bevonden, soo sullen sy de foodangre Schepen, met haer ingeladene Goederen, in goede verseeckeringhe hebben op te brengen, ende onder hare bewaringe te aenbeveiden alle de Bescheyden, die in deselve Schepen bevonden, ende aen haer vertoont sullen zyn; oock het geene den Schipper ende het vorder: Scheeps-volck, soo ten reguarde van haer voorhebbende Reyse, als oock aengende de gelegentheyte van het Schip en Ladinghe, te dier tijdt sullen hebben verklaert, in de beste forme by geschrifte doen stellen, ende by den Schipper doen onderteekenen, omme namens de voorfchreeve gevonden Bescheyden met het Schip ende des sels Ladinghe, aen de Raden ter Admiraliteyt, daer den Veroveraer uytgevaeren sal zyn, opgefond en overgelevert te werden.

VII. Vorders is mede ons meyninge, dat oock alle de peynen hier vooren gestelt, effect sorteren ende ghe-executeert worden sullen tegens onse Ingeletenen, Overreders, het zy Koopluyden, Schippers ofte andere, wie de selve oock souden mogen wesen, met confiscatie van de Schepen ende van de ingeladen

Goe-

Pais, & seront envoyez pour être jugez & sententiez, par les Conseils de l'Amirauté, en la maniere qu'il est exprimé par le deuxième Article cy-dessus, à moins que lesdits Vaisseaux n'y eussent été pouffez par la tempête ou autre danger imminent, ce qui sera considéré & jugé par ledit Conseil de l'Amirauté selon les Circonstances.

ANNO
1689.

V. Et pour d'autant mieux prévenir & se garantir de toutes tromperies on pourroit entreprendre contre cette Ordonnance & Avertissement; Nous chargeons & ordonnons à tous Bateliers & Marchands étant Habitans de ces Pais, ou qui partiroient de ces Pais avec leurs Vaisseaux & Marchandises; Avertissons & exhortons en outre tous autres de quelque Nation qu'ils soient, ou de quelque Endroit qu'ils viennent, de ne charger ou faire charger dans leurs Vaisseaux aucuns Effets, Denrées ou Marchandises, de les transporter ou faire transporter qu'avec des Lettres de Mer uniformes, Passports convenables, Certificats, Lettres de Connoissances, Voins, Avis & Convoij & autres Titres semblables, qui conformément aux Loix & Placards des Lieux, où lesdites Effets, Denrées & Marchandises auront été chargés, sont requis pour l'embarquement & Transport d'elles, autrement nous tiendrons pour confisqués & déclarons dès-à-présent comme pour lors de bonne prise, tous les Vaisseaux avec les Effets, Denrées & Marchandises y chargés qui seront trouvez avoir plus d'une Lettre de Mer, doubles Lettres de Voins, Certificats, Connoissances ou autres Titres, ensemble tous les Vaisseaux & Marchandises qui ne seront pas convenablement pourvus des Titres requis & cy-dessus mentionnez.

VI. Et afin que tous les Officiers & Commandans des Vaisseaux de Guerre tant de l'Estat que des particuliers équipés par notre Ordre, puissent être certains si les Vaisseaux qu'ils rencontreront en Mer pourroient avoir dessein d'aller en quelques-uns desdits Havres, Villes & Places de France ou autres de la Domination du susdit Roy, lesdits Capitaines pourront arrêter en Mer tous les Vaisseaux sur lesquels il y aura quelque soupçon, & leur demander leurs Lettres de Mer, Passports, & autres Actes prouvans de quel Pais seroient lesdits Vaisseaux ou en quel Lien la charge se fait, en quey elle consiste; ce qui lui ayant été montré, & ayant trouvez que les susdits Vaisseaux n'étoient point destinés avec aucun Marchandise de Contrebande pour aucun Havre ou Place de la Domination dudit Roy de France, ils les laisseront passer sans aucun empêchement; Mais si le contraire de ce se trouve par les Pièces ou autrement, ils pourront emmener tels Vaisseaux en sûreté avec les Marchandises y chargées, & tenir sous leur garde toutes les Pièces, ou Titres, qu'ils auront trouvez dans le Vaisseau & qui leur auront été montrés; & seront mettre par écrit en la meilleure forme, ce que le Patron & autres Gens de l'Equipage auront déclaré dans ce tems-là tant à l'égard du dessein de leur voyage que des circonstances du Vaisseau & de la Charge, & le feront signer par le Maître du Vaisseau, pour conjointement avec lesdits Documents & le Vaisseau & les choses y chargées être envoyés & mis en la puissance du Conseil de l'Amirauté, d'où celui qui aura fait la prise sera parti.

VII. En outre nôtre sentiment est, que toutes les peines ordonnées cy-dessus sortiroient leur effet & seront exécutées contre nos Habitans, Infrafacteurs, soit Marchands, Bateliers, ou autres, quels qu'ils puissent être, par Confiscation des Vaisseaux & des Marchandises

ANNO Goederen, ofte een gedeelte van dien, in voegen
1689. hier vooren verhaelt, ofte andersints, soo de selve
niet voorhanden sullen zyn, met pecunie boeten,

ter concurrentie van de waerde van dien, elcks in
hun regard in gevalle d'aarder aenkomste in dese
Landen, of oock andersints de gelegenheyt daer toe
gehoort zynde, sal vernemen en bewoosn weyden,
dat sy dese onse Advertentie ende Ordonnantie in
enige Pointen: sullen hebben gecontraveniert, even
ghelyck of sy op 't feyt bevonden, ende by de
voors. Schepen van Oorloge daer over uytter Zee
opgebracht, ofte andersints hier te Lande by andere
's Lands-Officiere achterhaelt ende betrappt waren ge-
worden.

VIII. Ende ten eynde door de executie van dese
onse Ordonnantie ende Advertentie, geene rechtver-
dige redenen van klachten mogen werden gegeven
aen eenige Koningen, Republiken, Princen, Po-
tentaten ofte Sieden, met desen Staet in Alliantie
ofte Verbondt staende, soo belasten ende bevelen wy
wel expresselyck by desen alle onse Hoofden ende
andere Officiere ter Zee, soo over Schepen van
Oorloge van den Staet, als over Schepen hy Parti-
culieren op onser bestellinghe ten Oorloge uytgerust,
gesteldt, haer punctueelick te reguleren naer de Ver-
bonden ende Tractaten by ons deien-aengende met
andere Koningen, Republiken, Princen, Potenta-
ten, ende Sieden alreedyds gemaectt ofte noch te
maecken; ordonneren ten seiven eynde onse Raden
ter Admiralityt alle Capiteynen van Oorloge, uyt
hare respectie Districten uytvarende, daer van parti-
culierlyck te advertenten ende te instrueren als naer
behooren.

IX. Ende sal de Judicature over de transgressie de-
ser onser Ordonnantie toekomen de Raden ter Admi-
raliteyt in welckers Districte de contravention sullen
werden ondeckt, of wel de Capiteynen die de achter-
halinge in Zee sullen komen te doen, uytgevaren
sullen zyn.

X. Doch by soo verre de voornoemde Transgres-
sours niet op 't feyt bevonden, maer namens daer
over gheaccuſceert mochten werden, sal alden de ken-
nist die af toekomen de Raden van de Admirali-
teyt, ofte ordinarij Rechters voor den welcken de
selve eerst in Recht betrocken sullen werden: Ende
ten eynde alle de Officiere, midsgaders allen anderen
die den wellstand van desen Staet ter herten souden
mogen gaen, ende Vyanden van de soodanige contra-
vention zyn, des te vlytiger souden moghen letten,
dat dese Ordonnantie oock alomme ende by een yeder
punctueelick werde geobserveert, ende de Contraven-
teurs nae den inhouden derse, andere ten exempel
gestraft: Soo sullen alle de penningen die by confisca-
tie als andersints, uyt dese onse Ordonnantie komen
te resulteren, geapliceert werden, soo als gewoon-
lick alle peynen, multen, ende confiscatie by Placa-
ten van de respectie Provincien deser Vereenighde
Nederlanden geapliceert ende verdeylt werden; te
weten een derde-part ten profijte van den Aenhouder
ofte Aenbrenger, het zy de selve in Eedt ende Be-
dieninghe van het Landt soude mogen zyn of niet,
een derde-part ten profijte van den Officier die de
calange in executie sal hebben ghedaen, ende het res-
terende derde-part ten profijte van de gemeene sake.

XI. Maer behelgende de Schepen en Goederen die
by eenige Schepen van Oorloge van desen Staet, of
van eenige particuliere Commissie, ofte Retorie-Vaer-
ders in Zee achterhaelt, ende van daer ter laecke van
contravention tegens dese onse Ordonnantie ende
Advertentie begaan, opgebracht, ende vervolgens door
de gemelte Raden ter Admiralityt verbeurt, ende
van goeden prinſe verkiast sullen werden, daer van
sal de verdelinge geschieden, volgens die Inſtructie,
Placaten ende Ordonnantien daer van hier bevoorens
ghemaectt ofte noch te maken.

XII. Ten eynde oock alle Schepen ende Goederen
die ter oorsaecke van de contravention teghens dese
onse Ordonnantie ende Advertentie begaan, sullen
werden achterhaelt, aengehouden, ende hier te Lande
opgebracht, aen handen van de gemelte Raden be-
hoorlick overgelevert mogen werden; soo lasten Wy
by desen wel expresselyck, dat de Aenholders van de
selve sich precile sullen hebben te reguleren, oock alle die

dies qui y seront chargés, ou une partie d'icelles, ANNO
en la maniere mentionnée cy-dessus ou autrement à la 1689.
concurrence de la valeur d'icelles, chacun à son égard,
au cas qu'à leur arrivée dans ces Ports, ou autre-
ment selon l'occasion qui en naîtra, il soit prouvé
qu'ils aient contrevenu en quelque Point à ce pré-
sens Avertissement & Ordonnance. & ce tout de ma-
niere que s'ils avoient été trouvés sur le fait & qu'ils
eusſent été emmenés de la Mer par lesdits Vaisſeaux
de Guerre, ou autrement surpris & saisis icy au Port
par d'autres Officiers.

VIII. Et afin que par l'exécution de nôtre présente
Ordonnance & Avertissement, il ne soit donné aux uns
juste sujet de plainte à aucuns Rois, Républiques,
Princes, Potentats ou Villes étant en Alliance avec
cet Etat, nous mandons & ordonnons bien expresse-
ment par ces présentes à tous Commandans & Offi-
ciers de Marine établis tant sur les Vaisſeaux de
Guerre de cet Etat que sur des Vaisſeaux équipés
par des particuliers par nôtre Ordre, de se conformer
ponctuellement aux Alliances & Traitez, déjà faits
& à faire sur ce sujet avec d'autres Rois, Républi-
ques, Princes, Potentats & Villes, ordonnons aux
mêmes fins à nos Conseils de l'Amirauté d'en avertir
& instruire particulièrement, & comme il apparti-
ent, tous les Capitaines des Vaisſeaux de Guerre qui sont
voies de leurs Districts respectifs.

IX. Et ce sera au Conseil de l'Amirauté dans le
District duquel la Contravention aura été découverte,
ou duquel les Capitaines qui les auront avertis en
Mer seront partis, que le jugement de l'infraction
de cette Ordonnance appartiendra.

X. Mais en cas que lesdits contreveneurs ne soient
pas trouvés sur le fait, mais qu'ils soient accusés
dans la suite, alors la connaissance en appartiendra au
Conseil de l'Amirauté ou aux Juges ordinaires par-
devant lesquels ils seront d'abord tirés, en cause. Et
afin que tous les Officiers, ensemble tous autres qui
peuvent avoir à cœur la prospérité de cet Etat, &
qui sont ennemis de telles contraventions, puissent
apporter d'autant plus de soin que cette Ordonnance
soit tant plus ponctuellement observée par tout & par
un chacun & que les contreveneurs, suivant le con-
tenu des présentes soient punis pour servir d'exemple
aux autres; tous les deniers qui par confiscation ou
autrement resulteront de cette nôtre Ordonnance se-
ront appliqués comme les peines, amendes & confis-
cations sont appliquées & partagées suivant les Pla-
cards des Provinces-Unies respectives des Pais-Bas;
ſavoir un tiers au profit de celui qui les aura saisis
& emmenés, soit qu'il soit sous serment, & en ser-
vice du Pais ou non; un tiers au profit de l'Offi-
cier qui aura fait l'exécution, & l'autre tiers restant
au profit de la République.

XI. Mais à l'égard des Vaisſeaux & Marchan-
dises qui par quelques Vaisſeaux de Guerre de cet
Etat ou par quelques Armateurs particuliers auront
été avariés en Mer & en auront été emmenés pour
raison de contravention à cette nôtre Ordonnance &
Avertissement & auront en conséquence été confisqués
& déclarés de bonne prise par les susdits Conseils de
l'Amirauté, le partage en sera fait suivant l'Instruc-
tion, les Placards & Ordonnances déjà faites ou à
faire.

XII. Afin que tous les Vaisſeaux & Marchan-
dises qui pour raison de cette Contravention à cette
nôtre Ordonnance & Avertissement auront été avariés,
saisis & menés en ce Pais, soient comme il
appartient livrés à mains des susdits Conseils, nous
enjoignons bien expressement par ces présentes, que
ceux qui les auront arrêtés aient à se régler, &
fassent en sorte que tous ceux qu'il appartiendra se
ré-

ANNO 1689. die het selve aengaen mochte, doen reguleren, naar onsen Placate op den eersten December tseftien-hondert veertig tegens 't onordentelijk plonderen ende veroveren van foodanige Schepen gecmancert, met vreeschouwinge, dat de poepen by het voorschreive Placate gheslauteert, seveerlijk sullen werden ghe-executeert tegens alle die contrarie het voorz. jets gheateentert sullen hebben.

XIII. Ende ten eynde aen de eene zyde mach werden voorgehouden, dat de schade die by confiscatie van de voorschreive Schepen en Goederen op de Contraventeurs van dese onse Ordonnantie moet vallen, niet door middel van Assurance en kome te redonderen, tot schade van eenige andere Ingezetenen deser Provincien, en dat aen de andere zyde de faculteyt van de Franche Navigatie ende Commerce, 't soo veel doenlijk, werde benoeuyt, SOO IST, dat Wy wel expresselijk ordonneren by desen, niet alleen dat sich niemant van de Ingezetenen voornoemt en sal hebben te bevorderen eenighe Goederen ofte Schepen, de Subiecten van den hooght-ghemelten Koningh van Vranckrijk toebehoorende, nochte oock eenighe Schepen ende Goederen, gheende ofte bevracht naar eenighe Havenen, Steden ofte Plactien van Vranckrijk, ofte anderen onder 't gebiedt van den hooght-ghemelten Koningh staende, ofte oock van de selve Havenen, Steden ofte Plactien komende, te verscheuren, directelick ofte indirectelick, selver, ofte door yemant anders hier te Lande, of daer buyten, op wat maniere het selve oock soude mogen geschieden, nemaer oock het geven ende ontfangen van Renversalen, om daer door desen onsen Placate illusoir te maecten, 't zy selde directelick ofte indirectelick, onder wat pretext mucks oock soude mogen geschieden, op poene dat verbeurt sal zijn ende werden foodanige Somme, als by de Assuranceurs sal wesen verskerkt, ende dat het selve soo wel ten reguarde van 't doen van de Assuranceurs als van het geven van Renversalen plaesie hebben ende effect forteren sal; 't appliceren ende te executeren als vooren. Ende sullen de Officieren die daerinn bevonden sullen worden nalatigh gheweest te zijn, daer over arbitrairlyk werden gecorrigeert, oock met privatie van haere Bedieningen, ofte anders, soo als nae ghelegentheydt bevonden sal werden te behooren.

Ende ten eynde niemant hier van eenighe ignorantie naemacels kome te pretenderen, Ontbieden ende verfoecken Wy de Heeren Staten, Gecommitteerde Raden, ende Gedeputeerde Staten vande respectieve Provincien, ende allen anderen Justicieren ende Officieren van de selve, 't dy dese onse Ordonnantie van stonden aen alomme doen verkondigen, publiceren ende affigieren in alle Plactien daer sulcx noodigh wesen sal, ende men gewoon is foodanige publicatie ende affixie te doen. Laiten ende bevelen voorts de Raden ter Admiraliteyt, de Advocaten-Generaels, midt-geders Admiralen, Vice-Admiralen, Capiteynen, Officieren en Bevelhebbenden, als mede de Commissarissen ende Commissien ter Recherche, soo in de Zee-gaten als elders, dese onse Ordonnantie te achtervolgen ende doen achtervolgen, procederende, ende doende procederen tegens de Contraventeurs van dien, sonder ooghlykinge, faveur, dissimulation ofte verdragh, want Wy sulcx altoen dienste van den Lande hebben bevonden noodigh te zijn. Aldus gedaen ende gearreflect ter Vergaderinge van de Hoogh-gemelte Heeren Staten Generael, in den Hage op den negenden Maert 1689. Was geparaphceert, *Johan Becker*, vt. Onderfoudt, Ter Ordonnantie van de selve.

Geteekent,

H. FAGEL.

Zijnde op 't spatium gedrukt het Cachet derselver Heeren Staten in rooden Wasche.

ANNO 1689. résilent conformément à nos Placards amenez le premier Decembre mil six cent quarante contre le Pillage desordonné de tels Vaisseaux, avec Avertissement que les peines statuées par le susdit Placard, seront severement executées contre tous ceux qui auront attenté quelque chose contre la susdite défense.

XIII. Et afin que d'un côté on puisse prevenir, que le dommage qui par la Confiscation des susdits Vaisseaux & Marchandises doit tomber sur les contrevenants à cette nôtre Ordonnance ne vienne pas à retomber au dommage de quelque autre Habitant de ces Provinces, & que d'un autre côté la Liberté de la Navigation & du Commerce de France, soit autant troublée qu'il est possible; Nous ordonnons bien expressement par ces presentes, non seulement qu'aucun des Habitans susdits n'entreprene d'assurer aucunes Marchandises ou Vaisseaux appartenans à des Sujets du susdit Roy de France, ni non plus aucuns Vaisseaux ou Marchandises allant ou ferez pour quelques Havres, Villes ou Places de France, ou autres de la Domination du susdit Roy, ou même qui viendront des susdits Havres, Villes ou Places directement ou indirectement par eux-mêmes ou par d'autres Personnes, de ce Pais ou de dehors, de quelque maniere que ce puisse être, ni même donner ou recevoir des Renversales pour rendre notre present Placard illusoire, aussi directement ou indirectement de quelque maniere que ce puisse être, sur peine de Confiscation de la Somme pour laquelle l'Assurance aura été faite, & que le même effict sortira, tant à l'égard de l'Assurance qui sera faite que de la Renversale à donner, applicable & à executer comme dessus. Et les Officiers, qui en ce Point auront été trouvez faillir en seront corrigez arbitrairement, même par Demission de leurs Charges, ou autrement selon que les Circonstances l'exigeront.

Et afin que cy-après personne n'en pretende cause d'ignorance, mandons & requerrons les Seigneurs Etats, Conseillers Deputez & les Etats Deputez de chaque Province & tous Officiers de Justice, & autres, qu'ils fassent aussitost publier & afficher cette nôtre Ordonnance, dans tous les Lieux où besoin sera, & où on a coutume de faire telle publication & attache. Mandons & chargeons en outre, aux Conseils de l'Amirauté, Avocats Fiscaux, ensemble, les Amiraux, Vice-Amiraux, Capitaines, Officiers & Commandans, ensemble aux Commissaires & Commis des recherches tant dans les Ports de Mers, qu'ailleurs d'observer & faire observer cette nôtre Ordonnance, procédant & faisant proceder contre les contrevenants à icelles sans connivence, faveur, ni dissimulation ou supports, car nous l'avons ainsi jugé être du service du Pais. Ainsi fait & arrêté en l'Assemblée des susdits Seigneurs Etats Generaux à la Haye le neuvième Mars 1689. Etoit paraphé Jean Becker vt. & plus bas étoit écrit par Ordonnance d'iceux.

Signé,

H. FAGEL.

Et été imprimé sur l'espace le Cachet desdits Seigneurs Etats en creux rouge.

CV.

20. Mars. Traité entre l'Electeur de BRANDEBOURG, & le Marquis de CASTANAGA Gouverneur Gé-

néral du Pais-Bas Espagnol pour quelques Troupes, AVEC la RATIFICATION du Marquis de CASTANAGA. Du 20. Mars 1689. [Tiré des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye.] DON

ANNO 1689. **D**ON Fran. Antonio de Aguirre, Marquis de Castanaga, Gouverneur, Cap. General de los Payes Baxos de S. Magestad, &c. Por quanto entre Don Manuel

Coloma, Cavallero de la Orden de Santiago, de los Consejos Real de Castilla, y Ordenes de S. Mag. y su Embiado Ex. a los Eslados Generales de las Provincias Unidas, y Monsieur de Dieft du Confin privado del Sern. S. Elector de Brandeburg y su Embiado Ex. ad hos Eslados Generales, se fo combenido sobre la Infanteria y Dragones conque el Dbo. S. Elector quiere reforzar la Guarnicion de la Villa de Gueltdres el ajuste del tenor que se sigue en la misma lengua Francesa enque se ha Suido.

Comme on a jugé necessaire pour les Interets communs dans les Conjonctures presentes, & specialement en cette vûe, que les Troupes de Messieurs les Etats Généraux qui sont du côté de Santen, & Cleves, puissent être employées pour grossir le Corps de l'Armée Realits Etats en Brabant, que le Sant quartier de Gueltdres, & specialement la Ville de ce nom soit bien pourvue de Troupes, tant pour couvrir ces Places, que pour empêcher les courées que les Ennemis pourroient faire (comme ils ont fait déjà) par ce Pais aux Terres de Sa Serenité Electorale de Brandebourg & de Messieurs les Etats Généraux, & que son Excellence Monsieur le Marquis de Castanaga, ne se trouve pas en état d'y envoyer de ses Troupes, pour n'en dégarnir les Places qui sont les plus exposées du côté de la France; Sa Serenité Electorale fustite a consenti, & consent de mettre de ses Troupes dans ladite Ville de Gueltdres sous les Conditions suivantes, dont on est convenu entre Monsieur Don Emanuel Coloma Chevalier de l'Ordre de S. Jacques des Conflaux de Castille, & Ordres Militaires de Sa Majesté Catholique & son Envoyé Extraordinaire aux Etats Généraux des Provinces-Unies de la part de Sa Majesté Catholique, & Monsieur de Dieft du Conseil Privé, & Envoyé Extraordinaire auditits Etats de la part de Sa Serenité Electorale de Brandebourg, sous l'Approbation de leurs Maîtres, & specialement de Sa dite Excellence Monsieur le Marquis de Castanaga à cause du tems qui se perdroit en attendant les Ratifications d'Espagne.

I. Sa Majesté Catholique, & de sa part Monsieur le Marquis de Castanaga, fera recevoir dans la Ville de Gueltdres cinq cens Fantassins & trois cens Dragons, avec leurs Officiers sous le Commandement de Monsieur le Baron de Loo de Wissen Colonel de Sadite Serenité Electorale.

II. Toutes ces Troupes n'auront rien à prétendre pour leur subsistance, ni de la Ville, ni du Pais de Gueltdres, que seulement le Logement, c'est à dire le toit, & les Services ou utensiles, qu'on leur fournira.

III. Lesdites Troupes seront payées, & entretenues, comme ci-devant de Sa Serenité Electorale.

IV. Sa Serenité Electorale pourra augmenter ces Troupes selon la Raison de Guerre, mais toujours sur le même pied, sans charger les Habitans de Sa Majesté Catholique, ainsi comme il est dit dans le deuxième Article ci-dessus.

V. Mais comme Sa Majesté Catholique n'est pas encore en Guerre déclarée contre la France, il est convenu que pendant ce tems les Troupes de Sa Serenité Electorale qui se trouveront dans Gueltdres, ne feront aucune courée sur les François, ni sur leurs Possessions, & tandis qu'ils n'entrent pas eux dans les Terres de la Domination de Sa Majesté Catholique, car alors on en usera contre eux, comme contre des Ennemis de Sadite Majesté Catholique, & de son ordre même.

VI. Et si la Raison de Guerre requeroit que Sa Serenité Electorale, ou son Général en voudroit tirer quelques Troupes pour couvrir le Pais de Cleves, en ce cas de besoin on y renverra d'autres Troupes, qui n'auront eu aucun demêlé avec les François.

VII. Mais quand la Guerre sera déclarée entre les sùdites Couronnes, son Excellence Monsieur le Marquis de Castanaga se pourra servir de ces Troupes dans le Sant Pais de Gueltdres, comme les Généraux de part & d'autre le trouveront à propos.

VIII. Lesdites Troupes en sortiront dès que la Guerre sera finie, ou quand Sa Majesté Catholique voudra dégarnir elle-même de ses Troupes, & en donnera préalablement avis convenable. Ainsi arrêté sous l'Approbation ci-dessus. Fait à la Haye le 20. du mois de Mars de 1689.

D. MAN. COLOMA. JUD. GUIL. DE DIEST.

En cuya conformidad aprobado, y ratifico en el Real ANNO nombre de S. Magestad, y por mi parte el inserto ajuste, y sereno que lo observare, y cumpliré sin falta, y inviolablemente, segun su forma, y tenor, como si yo propio le huviesse tratado, ajustado, y concludo, sin Sacer sin ni consentir en ninguna manera que se haga cosa en contrario directa, ni indirectamente a que obligo toda la autoridad que tengo de S. Magestad. En fee dello qual firmé la presente de mi mano, sellada con mi Sello, y refrendada del Infrascripto Secretario de Estado, y guerra de S. Magestad en estos Eslados. Bruselas, a 20. de Marzo 1689. Efectua firmado EL MARQUES DE CASTANAGA; y mas abajo: D. FERNAND PEREZ DE OLMEDO: con el sello en obles roxa.

CVI.

Declaration de Guerre de LOUIS XIV. Roi de 15. Avril. France contre les ESPAGNOLS du 15. Avril. LA 1689. [FREDER. LEONARD. TOM. VI.] FRANCE ET L'ES-PAAGNE.

LE desir sincere que le Roi a eu de maintenir la Trêve conclue en l'année 1684, a porté Sa Majesté à dissimuler la conduite qu'ont tenue les Ministres d'Espagne dans toutes les Cours des Princes de l'Europe, où ils ne le font appliquez qu'à les exciter à prendre les Armes contre la France; Et Sa Majesté n'a pas ignoré la part qu'ils ont eue dans la Negotiation de la Ligue d'Ausbourg; Elle a aussi été informée de celle qu'a eu le Gouverneur des Pais-Bas Espagnols, dans l'entreprise que le Prince d'Orange a faite contre l'Angleterre; mais ne pouvant croire que la conduite qu'il a tenue à cet égard, lui eût été prescrite par le Roi son Maître, qui par tant de raisons de Religion, de sang, & de sécurité pour tous les Rois, estoit obligé de s'opposer à une pareille usurpation, Sa Majesté auroit espéré de pouvoir porter Sa Majesté Catholique à s'unir avec Elle pour le rétablissement du Roi legitime en Angleterre, & la conservation de la Religion Catholique contre l'Union des Princes Protestans. & au moins à garder une Neutralité exacte, si l'état des affaires d'Espagne ne permettoit pas au Roi Catholique de prendre de pareils engagements, Sa Majesté lui a fait faire pour cet effet différentes Propositions depuis le mois de Novembre dernier, lesquelles ont été bien reçues, tandis que le succès de l'entreprise du Prince d'Orange a paru douteux; mais ces favorables Dispositions ont disparu dès que l'on a sçu à Madrid le Roy d'Angleterre sorti de son Royaume, & l'on n'y a plus parlé que de Guerre contre la France. Sa Majesté a appris en même temps que l'Ambassadeur d'Espagne en Angleterre voyoit journellement le Prince d'Orange, & le sollicitoit de faire que les Anglois declarassent la Guerre à la France, que le Gouverneur des Pais-Bas Espagnols levait des Troupes avec empressement; qu'il promettoit aux Etats Generaux de les joindre aux leurs au commencement de la Campagne, & les sollicitoit aussi bien que le Prince d'Orange, à faire passer des Troupes en Flandres pour le mettre en état de faire la Guerre à la France. Tous ces avis ayant fait juger à Sa Majesté qu'il estoit de sa prudence de se savoir à quoi s'en tenir, Elle a donné ordre au Marquis de Rebecque, Ambassadeur à Madrid, de demander une réponse positive aux Ministres du Roi Catholique, lui offrant la continuation de la Trêve, pourvu qu'il voulût s'obliger en gardant une Neutralité exacte, de ne secourir directement ni indirectement les Ennemis de Sa Majesté; mais les mauvais Conseils ayant prévalu, Sa Majesté a été informée que la resolution avoit été prise de favoriser l'Usurpateur d'Angleterre, & de se joindre aux Princes Protestans. Sa Majesté a appris aussi, presque en même temps, que les Agents du Prince d'Orange ont touché des Sommes considerables à Cadix, & à Madrid, que les Troupes de Hollande & de Brandebourg sont entrées dans les principales Places des Espagnols en Flandres, & que le Gouverneur des Pais-Bas pour le Roi Catholique faisoit solliciter les Etats Generaux de faire avancer leur Armée sous Bruxelles. Tous ces avis joints à la réponse que le Marquis de Rebecque a rogié à Madrid, ne laissant à Sa Majesté aucun lieu de douter que l'intention du Roi Catholique ne soit de se joindre à ses Ennemis; Sa Majesté a crû ne devoir

ANNO pas perdre de temps à prévenir les mauvais desseins, & a résolu de lui déclarer la Guerre, tant par Mer
1689. que par Terre, comme Elle fait par la présente. Or-

donne & enjoint pour cet effet, Sa Majesté, à tous ses Sujets, Vaisseaux & Serviteurs de courre sus aux Espagnols, & leur a défendu & déiend tres-expressement, d'avoir cy-après avec eux aucune Communication, Commerce, ni Intelligence, à peine de la vie; & à cette fin, Sa Majesté a des-à-présent revoque & revoke toutes Permissions, Passeports, Sauvetages, & Sauveconduits, qui pourroient avoir été accordés par Elle, ou par les Lieutenants Generaux, & autres ses Officiers contraires à la presente, & les a déclaré & declare nuls, & de nul effet & valeur; défend à qui que ce soit d'y avoir aucun égard. Mande & ordonne Sa Majesté à Monsieur l'Amiral, aux Maréchaux de France, Gouverneurs & Lieutenants Generaux pour Sa Majesté en ses Provinces & Armées, Maréchaux de Camp, Colonels, Maîtres de Camp, Capitaines, Chefs & Conducteurs de ses Gens de Guerre; tant de cheval que de pied, François & Etrangers, & tous autres ses Officiers qu'il appartiendra, que le contenu en la presente, ils fassent executer chacun à son égard dans l'étendue de leurs Pouvoirs & Jurisdictions; Car telle est la volonté de Sa Majesté, laquelle veut & entend, que la presente soit publiée & affichée en toutes les Villes, tant Maritimes qu'aitures; & en tous ses Ports, Havres & autres Lieux de son Royaume, & Terres de son obéissance que besoin sera, à ce qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance. Fait à Versailles le quinziesme Avril mil six cens quatre-vingt-neuf.

Signé,

LOUIS;

Plus-bas,

LE TELLIER.

CVII.

29. Avril. *Traité entre GUILLAUME III. & MARIE Roi & Reine d'Angleterre, & les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES du Pais-Bas touchant l'Armement par Mer, du 29. Avril, 1689.* [Manuscrit.]

LE Roi & la Reine de la Grande Bretagne ayant été requis depuis plus de deux mois par Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, d'exécuter incellamment le Traité du 3. Mars 1671, fait entre le feu Roi Charles second & les Seigneurs Etats Generaux, parce que le cas est arrivé, que le Roi Tres-Chrétien leur a déclaré la Guerre, leursdits Majestez voulant témoigner publiquement leur incérité & l'affection qu'elles ont toujours eu, & auront toujours pour ledits Seigneurs Etats Generaux, ont non seulement trouvé juste d'exécuter ledit Traité suivant fa teneur, mais aussi pour leur donner de plus grandes marques de leur cordiale Amitié, & pour parvenir d'autant plutôt à une bonne Paix, elles ont jugé à propos d'augmenter d'un plus grand nombre de Vaisseaux, le secours stipulé par ledit Traité, pour cet effet & pour mieux convenir de quelle maniere on doit agir sur Mer, leursdits Majestez & ledits Seigneurs Etats Generaux ont nommé des Commissaires, savoir, de la part de leurs Majestez Daniel Comte de Nottingham, l'un des premiers Secretaires d'Etat, & des Commandemens de leurs Majestez, & de leur Conseil privé, Jean Comte de Carbery en Irlande, & Baron Vanghan en Angleterre, un des Commissaires de l'Amirauté, Arthur Herbert Ecuyer, premier Commisssaire de l'Amirauté, & du Conseil privé de leurs Maj. & Eduart Ruffel, Ecuyer Thresorier des Flottes de leurs Majestés, & de leur Conseil privé : Et de la part desdits Seigneurs Etats Generaux, Messieurs Nicolas Witten, Bourguemaitre, Conseiller & Thresorier de la Ville d'Amsterdam, Guillaume de Nassau, Baron de Cortgene, Seigneur d'Odyck, Seyff, Drybergen & Blickenburgh premier & representant la Noblesse au Conseil & l'Assem-

blée des Etats de Zeelande; & Everhard de Weede, ANNO
1689. Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles, Seigneur fondateur d'Oudewater, Président de l'Assemblée des Etats de la Province d'Utrecht, & Deputé à l'Assemblée des Etats Generaux; lesquels Commissaires & Deputés après plusieurs Conférences ont arrêté, promis & accordé au nom de leurs Maj. & desdits Seigneurs Etats Generaux respectivement les Articles suivants.

I. Que leurs Majestez mettront en Mer cinquante gros Vaisseaux de Guerre, à savoir un du second rang, dix-sept du troisième & trente-deux du quatrième rang, avec quinze Fregates, & huit Brulots, lesquels Vaisseaux, Fregates & Brulots auront ensemble pour Equipage dix-sept mille cent cinquante-cinq Hommes effectifs.

II. Que les Seigneurs Etats Generaux mettront en Mer de leur côté trente gros Vaisseaux de Guerre, à savoir huit qui seront montés de septante à quatre-vingt Canons, sept qui seront montés de soixante à septante, & quinze de cinquante à soixante Canons; outre lesquels ledits Seigneurs Etats Generaux fourniront aussi neuf Fregates & quatre Brulots, lesquels Vaisseaux, Fregates & Brulots, auront ensemble pour équipage dix mille cinq cents septante & deux Hommes effectifs.

III. Que la Flotte de leurs Majestez & celle desdits Seigneurs Etats Generaux se mettront à la Mer, & se joindront ensemble en tel Lieu qui sera nommé par le Roi de la Grand Bretagne, le plutôt que faire se pourra.

IV. Que les deux Flottes de leurs Majestez & desdits Seigneurs Etats Generaux se diviseront en trois Escadres, dont la premiere sera composée de cinquante gros Vaisseaux, six Fregates & huit Brulots, & sera employée dans la Mer Méditerranée; la seconde sera composée de trente gros Vaisseaux, huit Fregates & quatre Brulots, & sera employée dans la Mer d'Irlande, & dans la Manche, à moins qu'il ne soit autrement réglé par le consentement des deux Parties; & la troisième de dix Fregates lesquelles seront employées depuis le pas de Calais & Douvres, jusques à Yarmout sur la Côte d'Angleterre, & l'Île de Walchere sur la Côte de Zeelande & les deux dernieres Escadres se donneront mutuellement de l'assistance toutes les fois que l'occasion le pourra requirir.

V. Chacune desdites Escadres sera composée en partie des Vaisseaux de leurs Majestez, & en partie de ceux desdits Seigneurs Etats Generaux, en telle proportion qui puisse répondre au nombre des Vaisseaux en chaque Flotte.

VI. La premiere Escadre sera fournie en abondance de toute sorte de Provisions tant de vivres que de Guerre & navales pour un an entier; & le reste de ce que chaque Navire ne sera pas capable de porter, sera mis dans Porto Mahon en l'Île de Minorca, ou dans Porto Perrara en celle d'Elbe, ou en tel autre lieu que l'Admiral avec le Conseil de Guerre trouvera le plus à propos; & le Roi d'Espagne & le Grand Duc de Toscane, & la Republique de Genes, seront requis de la part de leurs Majestez, & de celles des Etats Generaux de vouloir recevoir favorablement dans leurs Ports les Vaisseaux de ladite Escadre, & leur faire toute sorte de bon accueil. Et les deux autres Escadres seront aussi pourvues de vivres & autres necessitez pour un an entier ou le temps qu'on jugera convenable pour en tirer le plus de service.

VII. Il a été accordé que chacune desdites Escadres, sera commandée pendant cette Guerre par l'Amiral ou par l'Officier commandant en chef l'Escadre de leurs Majestez, & qui s'observera aussi par les Detachemens de chaque Escadre.

VIII. Les Conseils de Guerre seront composés de tous les Officiers, qui porteront le pavillon de part & d'autre, & en nombre égal, mais toutes les fois que les suffrages seront partagés également, on y joindra tous les Capitaines des Vaisseaux, de l'une & de l'autre Flotte ou Escadre; dans tous lesquels Conseils de Guerre, l'Amiral ou le Commandant en chef de la Flotte ou de l'Escadre Angloise, sera Président; & sera assis avec les Hauts Officiers & Capitaines de leurs Majestez chacun selon son rang à la droite de la Table.

Et l'Amiral ou le Commandant en Chef de la Flotte ou de l'Escadre des Etats Generaux, sera assis avec les Hauts Officiers & Capitaines desdits Etats Generaux de

ANNO
1689.

de l'autre côté de la table vis à vis de ceux de leurs Majestez ; & toutes les affaires de quelque nature qu'elles soient, dont il sera question dans les susdits Conscils de Guerre, ou qui y seront proposées seront déterminées à la pluralité des suffrages & tout ce qui sera ainsi ordonné ou résolu sera exécuté ponctuellement, & sans aucun delay en la manière qui sera prescrite.

IX. Lorsqu'il y aura une affaire ou procez qui ne regardera que les Officiers, Soldats, Matelots, & autres gens qui seront au service de leurs Majestez, ladite affaire ou procez sera toujours vuide ou déterminé dans un Conseil de Guerre, qui sera composé seulement des Officiers de leurs Majestez, & pareillement lorsqu'il y aura une affaire ou procez qui ne regardera que les Officiers, Soldats ou Matelots, ou autres gens qui seront au service desdits Seigneurs Etats Generaux, ladite affaire ou procez sera toujours vuide ou déterminé dans un Conseil de Guerre qui sera composé des Officiers desdits Seigneurs Etats Generaux.

X. Mais si l'affaire ou Procez regarde les Officiers, Soldats, Matelots ou autres Gens, de quelque qualité ou rang qu'ils soient, qui seront au service de leurs Majestez & desdits Seigneurs Etats Generaux, ou qui se feront aucunement interfez l'un contre l'autre, dans ce cas-là, un Conseil de Guerre composé des Officiers des deux Flottes en la forme prescrite dans l'Art. 8. prendra connoissance de toute l'affaire, s'en seulement de juger & déterminer quelle partie, ou quelle personne aura été coupable, ou devra être punie ou châtie, lequel jugement aiant été donné, le Conseil de Guerre composé des Officiers de leurs Majestez si le criminel se trouve à leur service, le fera châtier ou punir selon les Loix, Coûtumes & Instructions, établies ou observées en de semblables cas dans celle desdites deux Flottes, à qui le criminel appartiendra.

XI. Toutes les prises seront partagées, entre leurs Majestez & lesdits Seigneurs Etats Generaux à proportion du nombre des Vaisseaux dans chaque Flotte; c'est-à-dire que de huit parties égales leurs Majestez en auront cinq, & lesdits Seigneurs Etats Generaux en auront trois parties, ce qui s'observera toujours quand même lesdites prises auront été faites par les Vaisseaux de leurs Majestez sans l'assistance de ceux desdits Seigneurs Etats Generaux, ou par les Vaisseaux desdits Seigneurs Etats Generaux sans l'assistance de ceux de leurs Majestez.

XII. En cas des prises faites par des Vaisseaux de Guerre, elles seront jugées par la Cour de l'Amirauté à laquelle sera sujet le Vaisseau qui aura fait la prise, soit Anglois ou Hollandois, & le provenu sera partagé suivant le contenu du precedent Article, sans que la portion qui sera delivrée à l'Amirauté qui n'en fera point le jugement soit chargée des Droits véritables pour les Officiers de part & d'autre, mais seulement des depenies necessaires.

XIII. Et si les prises se font par des Vaisseaux, de part & d'autre, joints ensemble, elles seront jugées par la Cour de l'Amirauté de laquelle dépendront les Vaisseaux les plus forts en nombre de Canon qui ont fait la prise.

XIV. Que leurs Majestez, ordonneront que dans toutes les Instructions aux Capitaines de leurs Vaisseaux de Guerre destinez, ou qui seront destinez pour convoier les Vaisseaux Marchands par tout, & aussi qui iront de temps en temps aux Indes Occidentales, il soit inséré un Article, leur enjoignant tres-expressement de proteger contre les insultes ou attaques de qui que ce soit les Vaisseaux Marchands appartenans aux Sujets desdits Etats Generaux, qui suivront la même route que lesdits Vaisseaux de Guerre, & désireront de se mettre sous leur protection.

Et qu'il y sera inséré un autre Article enjoignant aussi tres-expressement ausdits Capitaines, en cas que les Plantations, Colonies ou autres Etats quelconques, que lesdits Seigneurs Etats Generaux possèdent à present, ou qu'ils posséderont à l'avenir dans les Indes Occidentales, ayant besoin de secours pour se defendre contre les attaques ou insultes de leurs Ennemis, qu'aussi tost qu'ils en seront requis, ils donneront toute aide & assistance pour la defense desdites Plantations, Colonies ou autres Etats contre toutes les attaques ou insultes susdites, autant que s'estat des Plantations, Colonies ou autres Etats de leurs Majestez le pourra permettre, & lesdits Seigneurs Etats Generaux ordonneront aussi que dans toutes les Instructions aux Capitai-

nes de leurs Vaisseaux destinez, ou qui seront destinez pour convoier les Vaisseaux Marchands par tout, & aussi qui iront de temps en temps aux Indes Occidentales, il soit inséré de semblables Articles, & tres-expressement à l'égard de la protection que lesdits Capitaines donneront aux Vaisseaux Marchands appartenant à des Sujets de leurs Majestez, qu'à l'égard de l'aide & assistance qu'ils donneront pour la defense des Plantations, Colonies ou autres Etats, que leurs Majestez possèdent à present, ou qu'ils posséderont à l'avenir dans les Indes Occidentales, le tout dans la maniere & forme cy-dessus prescrite.

XV. Le present Traité sera ratifié par leurs Majestez, & lesdits Seigneurs Etats Generaux, & les Ratifications seront échangées dans l'espace de six semaines, si ce n'est qu'un Traité d'une Alliance offensive & defensive entre leurs Majestez & lesdits Seigneurs Etats Generaux soit conclu & signé avant l'expiration de ce terme, auquel cas ce present Traité y sera compris & confirmé; cependant lesdits Commissaires & Deputez font convenus qu'on ne laissera pas de faire executer de part & d'autre, tous & chacun des Articles de ce Traité ponctuellement & de bonne foi de même que si les Ratifications étoient déjà échangées. Fait à Whitehall: ce vingt-neuvième jour d'Avril, 1689.

A été signé.

NOTTINGHAM,
CARBERRY,
RUSSEL,
N. WITSEN.
W. DE NASSAU.
DE WEEDE.

CVIII.

Heuraths-Pacta, zwischen Ihro Hoch-^{1.} Mai.
Fürstlichen Durchl. Herzog Albrecht
zu Sachsen-Coburg einer / und dessen
Gemahlin / Fürstin Ennsamen Elisabethen / gebohrner Gräfin Kempschen /
andern theils / worinnen unter andern
hochbesagter Fürstin das Amt Neustadt samt dem incorporirten Kloster
Amt Mönchbröden und dem Gerichte
Sonneberg mit allen deren Pertinentien
nebst dem Jure Patronatus daseibst zum
Bisthum Eiltz assignirt worden. Coburg
den 1. Mai 1689. Mit ermelde-
ter Hoch-Fürstlichen Durchl. Herren
Herren Gebrüder darüber eheichen
Consens. den 5. Juli 1693. [LOND
DORP II Acta publica, Part. XIV.
Libr. XV. pag. 661.]

C'est-à-dire,

Contrat de Mariage entre ALBERT DUC de Saxe-
Cobourg, & ELISABETH SUSANNE née
Comtesse de Kempinck / son Epouse d'autre part;
par lequel entr'autres choses, il lui assigne pour
Donaire le Bailliage de Neustadt, avec le Bailliage
incorporé du Monastere de Monchreden, & la
Jurisdiction de Sonneberg, avec toutes leurs ap-
partenances, Droits de Patronage &c. A Coburg
le 1. de Mai 1689. Avec LA CONSENTE-
MENT des Serenissime Princes ses Freres. Du
5. Juillet. 1693.

Al Namen der Heiligen / Hochgelobten und uns
erheblichen Dreifaltigkeit / Durch des Mayers
Sohns und Heiligen Geist. Von Euer
Gnaden / Wir Albrecht / Herzog zu Sachsen /
Fürst

ANNO Jülich / Cleve und Berg, (loc. cit.) vor uns und Unse-
1689. ren Erben und Nachkommen; und Wir Susanna Elisabetha / vermählte Königin zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / u. gedachte Gräfin Kempinsky von Schwiff und Alenbessen / bekennen und thun kund öffentlich mit

diesem Brief, daß nach vorhergekauften / andäuligen und unermesslichen Gebär zu Götze / auch reichlich erhaltener Unternehmung / und respectiv Besatz Unserer hohen Anverwandten / wissen uns eine Christliche Eheliche Verählung und Wir Albrecht dergestalt verglichen und beschlossen worden; daß Wir / Herzog Albrecht zu Sachsen / an einem / und Wir Susanna Elisabetha / gedachte Gräfin Kempinsky von Schwiff und Alenbessen / u. an andern Theil / einander zu heiligen Ehe und ehelichen Gemahl nach Christlicher Ordnung haben / nehmen und haben / und begehren einander die Zeit Unserer Lebens / alle eheliche Treue / Liebe und Güte / wie Genuß / ehelichen Gesellschaften und Christlichen Ehegatten wol ausüben / erziehen und erweisen sollen und wollen; und gleich wie Wir das Beylage bereits den 24. May Anno 1683. nach vorgangener Presentialer Copulation. und gewöhnlichen Ceremonien / Christlich vollzogen / Also wollen Wir es wegen des Heiraths-Gutes / Gegenlage / Witthums / Morgens / Gabe / und andern menschlichen Güte halten abgetret / und beschlossener folgenden Wasse gehalten haben.

1. Collen und wollen Wir / Susanna Elisabetha / geborne Gräfin Kempinsky / von Schwiff und Alenbessen / Unser herzog und hochgeliebten Herrn Gemahls / Herzog Albrechts zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / lieben / zwanzig tausend Reichthalers / jeden zu vier und zwanzig guten Westfälischen Groschen gerechnet / an guten gangbarer großer Münze / zum Heiraths-Gute einbringen / vergelten und bezahlen / und derselben zu fernem Gebrauch übergeben / In welchem uns mit solchem Besatzt / Kleiden / Alenbessen / Silbergeschm / und dergleichen versehen / daß Wir damit fürstlichen Stande genüß / und zu Er. Edd. Gesallen und Ehren wohl beschaffen mögen. Ingingen haben

2. Wir Herzog Albrecht zu Sachsen u. den ersten Tag nach vollbrachter ehelichen Beylage / Unserer freundlich geliebten Gemahlin / Frauen Susanna Elisabethen / vermahleten Herzogin zu Sachsen u. Gedächtnis Gräfin Kempinsky u. Erben abgetret / und versprochen wassen eine sonderbare Beschreibung / deren datum steht den 25. May 1683. auf zwanzig tausend Reichthalers Haupt-Geld / zur Morgens / Gabe / neben einem fürstlichen ansehnlichen Kleider oder Praetel überreichen lassen / welche Summa / auf unsern in Gutes Händen stehenden löblichen Abgang / jährlich mit hundert Reichthalers / jeden zu 24. guten Westfälischen Groschen gerechnet / über das Bisthum verpfändt werden soll / und möget Ihre liebden mit der Morgens-Gabe / und den davon stehenden Pfund / als Ihre eigenen Güte thun und lassen / wie Morgens-Gabe / Recht und Gewohnheit ist; Nach Ihrem seligen Hirtin aber / der in den Willen des Allmächtigen steht / wessen sie mit uns Herzog Albrecht zu Sachsen / keine Lebens-Erben / noch der Morgens-Gabe halb / einige besondere Verordnung / Testament und Disposition / so in Ihren freyen Willen besteht / hinterlassen würde; sollen gedachte 2000. Thlr. auf uns oder unsere Erben kommen und fallen; habe aber Ihre liebden solde Morgens-Gabe jemand veräußert / so soll unsern Herzogs Albrechts Erben und Nachkommen / dieselbe 2000. Thaler obiger Währung abzulösen / zu unserm oder der Ihrem guten Gesallen verordnen sein; Dabey dann setzen / und zum

3. Abgetret und versprochen worden; daß Wir Herzog Albrecht Ihre liebden bei unsern ichtigen zum jährlichen Hand / Geld / unsere gegen dieselbe fragende Liebe und geringen Willen besto mehr zu erweisen / jährlich vier hundert Reichthalers / und also jedes Quartal 100. Thaler / und zwar / daß wenn nach dem Beylage ein Quartal verlossen / der Anfang damit zu machen / reichen lassen wollen / mit welchen Hand / Geldern Ihre liebden für sich und zu ihrem selbst eigenen Gebrauch behalten und walten mögen / wie Ihre gefallen wird; doch soll solch Hand-Geld auf dem Fall / da Ihre liebden derer Witthums-Einkünften zu gemessen und gebrauchen anfangen werden / allerdings lacka und auflösen / und hingen die Morgens-Gabe-Verpfändung anhaben; Wir Herzog Albrecht zu Sachsen sollen und wollen herüber noch zum

4. unsern vertrauten Gemahlin / Frauen Susanna Elisabethen / u. Erben über diese uns zugehörten Heiraths-Gute der 20000. Thlr. halbr / gleich gestell und ebenmäßig mit 20000. Thlr. also verliedens

gen; daß solches Heiraths-Gut und Wiederlage / nemlich Anno in einer Summa vierzig tausend Thlr. auf das Haus / 1689. Amt und Stadt Neustadt an der Wein / samt incorporirtem Kloster-Amt Wöndred / und Gerichte Sonnenberg geschlagen / verworfen und versetzt / und Ihre liebden dieselben mit deren Penenomenen und Angehörigen / als das Herrschaffliche Haus / Stadt und Amt Neustadt / wie nicht weniger das incorporirte Gerichte und Stadt Sonnenberg / und Kloster-Amt Wöndred mit den Dörfern / Kirchhöfen und Gassen / auch Leuten / Höfen / Mühlen / Aeckern / Wiesen / Gärten / Gärten / Wäldern / Bächen / Teichen / Fischgründen / Gärten / Kiefern / Scheiden / Zinsen / Gütern / Schaffungen / Müssen und Gesällen / Aeckern / Höfen / Dörfern / auch mit Gerichte / Recht / und allen Herrlich- und Gerichte / regenten / in Bürgerlichen und Penidlichen Sachen / Gerichte / Recht / Böh / Brücken / und andern / was müssen mag / in Wasser / Weizen / Weizen / Feldern / Wäldern / Thälern / wie das gemeint werden mag / alles nach Umhalt einer besondern Specification. zu ihrem Bisthum assignirt und verordnet sein sollen; dergestalt / daß Ihre liebden / wenn sie / nach dem willigen Gutes zum Bisthums-Stand gerathen würde / aus solchem Kanten und deren Penenomenen jährlich vier tausend Reichthalers. Bisthums-oder Morgens-Gabe / Einkommen und Einkommen / oder deductis deducendis. an noch befindlichen wahren Überschüss / nach einem billigen Aufschlag / soll haben / eben und gemessen können / da aber über alles Vermögen solde / oder so viel jährlich Einkommen oder Abzinsungen aus benachbarten Amt nicht erheben werden könnten / so soll solcher Mangel in andere Wege / und aus andern Kanten / insbesondere aber zuverderst aus dem Amt und Kloster Sonnenberg ersetzt werden. Wir Wir dann Ihre liebden hiermit und Kraft dieses darauf versetzen; Was aber

5. Die landes-fürstliche Hof-Ordnung / und derselben anhangende hohe Regalien / als Jus Episcopale. Kirchen- und landes-Ordnen / Appellation. Adel / schenken und Angefälle / Landpfandungen / Folge / Ritters-Dienste / Reichs-Creutz / und land Steuern / Geleit / Münz-Gerechtigkeit / auch Erb-Huldigung und Desponsation und was zur landes-fürstl. Superiorität / von Rechts und Gewohnheit wegen mehr gehörig / anlangt / solches alles soll in diesem Bisthum nicht begriffen / sondern eximirt / und unsern fürstl. Erben und Nachkommen reservirt und vorbehalten sein.

6. Die Befassung der Kirchen- und Schul-Dienere in denen zu dem Bisthum gehörigen Orten anlangend / so wohl das Jus Patronatus / so wie fürstl. Herrschaft solde substat / jedoch den Superintendenten ausgenommen / wessen der weiche von dem regierenden fürstlichen Kist bestell wird / soll Ihre liebden fünfzig und fünfzig / und verordnet sein; doch daß Eine lichter und der wahren ungeänderten Aufspaltung Consession nachhaben. Personen präferire. Im übrigen soll alles dazugehörig / was unser fürstlichen Hauses Consistorial-Kirchen- und landes-Ordnung vermag / auch vermög verordneter Episcopalschen Rechte und Ober-Bismarckigkeit / dazugehörig werden / darbey beobachtet / und sonst bey Verordnend der Inventur. des Bisthums Haupten mit darzu gezogen werden; Ingleichen sollen zum

7. Ihre liebden alle ichtige und fünfzig Haupten / Herrschaft andere Bediente in benachbarten Amt und Stadt Neustadt / Stadt und Gerichte Sonnenberg / Kloster-Wöndred / auch alle inneren haben geloben und schwören / daß sie Ihre liebden nach unserm löblichen Hirtin / so dann / als ihre nächsten Herrschaft / in Jure währenden Bisthums / mit solchem Amt und Stadt Neustadt / und darzu gehörigen Dörfern / Forstweiden / Höfen / Gerichten / Aeckern / Dörfern / Gärten / und allen andern Gerechtigkeiten und Pfundungen / wie verordnet / jedoch ausserhalb oberschreitet landes-Ordnung und Regalien / gewarig / auch treu / hold / und gehorsam sein sollen / alles mehrer Umhalts hierüber aufgeschriebenen Bisthums / Aufschlag / Beschreibung und Gehalts / Briefes; wie dann hienummer auch Ihre liebden die unterhanden bei ihren alten wohlhergeordneten Kanten / Frey- und Gewohnheiten lassen / und sie darüber nicht beordnen sollen; Unser Herzog Albrecht zu Sachsen u. Erben und Nachkommen sollen zum

8. Auch mehr hochgedachte unsere freundliche Liebe bewilligen / wann Ihre liebden zum Witten- und Stadt- und Reich ihres Bisthums greifen sollte; bei solchem ihrem Bisthum und denselben nachkommen / gegen einmüthig für alle Zukunft und alle ansehnliche Rechte vererben / und wie andere land und Leute / als es die Willigen /

ANNO
1689.

leicht ersehert / wider unmaßiglichen beschaffen und ver-
speigen; da auch zum

9. Ertliche Zinsen und Nütungen / oder andere Ertz-
te zu dem Witthum gehörig; wie Ihr jedoch nicht ver-
mühen noch vermeynen / verket / oder sonst mit Pen-
sionen und andern Ertzden beschwertet wären / sollen erwoh-
ne Witthums-Güter / solcher und aller anderer darauf
haffender Ertzden / von uns Herzog Albrechten / und von
unsren Erben und Nachkommen / eintreiset / oder was
dissfalls abget / aus andern / und dem in subdium
verfälschten Ante Sonnenstid erket werden / dasz es
abgetzelter Summ der jährlichen 4000. Rthl. Ehe-Geld /
und vorgedachten 100. Rthl. Morgen-Gad-Zinsen errei-
chen solte; Es soll auch zum

10. Hocherachtet unser Herr geliebten Gemahlin
lieben / wann Sie obderhört unsrer Witthums-Güter
nach unsrem tödlichen Abgang besizzen wird / so viel von
allerhand Nothdurfft / auch an Früchten / Fütterung und
dergleichen / als die Nütungen eines ganzen Jahres aus-
tragen / in dem Ant gelassen werden / oder da so viel / als
auf ein ganz Jahr zu Ihrer Ertzen Hoff und Unterhaltung
genugsam wäre / nicht vorhanden / solches alsofort nach
bedürfftem Todes-Fall / und vor Ihrer Ertzen Einnige
aus andern Aemtern erspizbar erket werden / auf dasz
Ihr Ertz. Dero Witthums-Hoffhaltung damit nicht al-
leine wol anfangen / sondern auch ihr Auskommen auf
ein Jahr bei Handen haben mögen / allen andern übrigen
Nothdurfft aber an erspizlichstem Ertzdey / und sonst /
soll unsren Successoren / sie sich abspizzen zu lassen / vor-
behalten seyn; Daz soll auch

11. Das Haus zu mehrbestigtem Dienst / weil es an
Gehulden und Gemachern dergesalt / dasz eine Fürstin
bey ihrem Witth-Stande darauf wol wohnen / und einen
Fürstlichen Witthams Ertz sitzen köme / nicht beschaffen /
also von uns Herzog Albrechten / und unsren Erben und
Nachkommen genug bequeme Gebäude erhalten / und hier-
nachst mit nothdurfftigen Haus-Nach auch also besizet
werden / dasz Ihre Ertz. daran ihrem Stande und Hoff-
Ertz nach feinen Mangel haben / doch soll / vermöge
eines Inventarij / solcher Haus-Nach erhalten / und dormal-
eicht wieder also gelassen werden / als er im Einnige be-
sunden und erspizet werden; Zum

12. Das Haus zu Ertzen belangen / soll alleine das ge-
nüge / Fürtzert in Ertzshulden von der Fürstlichen
Frau Ertz erhalten / die Haupt- und Grund-Gebäude
aber / da sie einmal / ohne Versten oder der Ihrigen
Verwahrung eingen / sollen unser Successoren wieder
zu repariren pflichtig seyn / als nach mehrerem Inthalt
der absonderlich ausspizlichen habenden Witthums-Versprei-
bung; Es soll auch zum

13. Ihrer Ertz. bey Besizung ihres Witthums so viel
Folzung / als Sie vor ihre Hoffhaltung zum Brauen /
Brennen / Waschen / Waschen / Bauen / auch zu Fassen /
Geschüren / und anderer Hauses-Nothdurfft bedarff / wil-
lig und ohne Entgeld / an bequemen Orten gereicht und
gegeben werden / doch / dasz Sie / wann es in dem Wit-
thum angewiesen wird / durch ihre Fretbare Unterthanen
zu ihrem Witthums-Ertz verschaffen laßt; Gestalt
aber im Fall unvernünftiger Nothdurfft die Anweisung
weiter / so soll es durch unsrer Herzog Albrechts Suc-
cessores an die Witthums-Gründe geliefert / und von dan-
nen durch Dero Witthums-Fretbare Unterthanen abge-
holt werden; Ferner soll zum

14. Ihrer Ertzen an stat der hohen Jagd / (weilen
sie sich des niedrigen Besizers durch die Ihrigen selbst
bedienen mag) in Dero Fürstliche Kide / jährlich zwölf
Hirte oder Ertz Wit / wie und wanzig Khe / oder
in Ermangelung derselben / für zwey Khe ein Hirt / dann
zwölf Baden oder Schwane / ein geliches / wann es zu
seiner Zeit am besten ist / und zu welcher es verlanger wird /
ohne Jäger-Nach und Kosten / in der Haut / durch unsre
Fretbare Bedienten geschafft werden / und sol es der
Fretzung und Zufuhr halber also gehalten werden /
wie vorher wegen des Fretkes disponirt ist; über dieses
zum

15. Wollen und sollen Wir / oder unsre Erben und
Nachkommen / die Verordnung thun / dasz es Ihrer
Ertzen an Zufuhrung des in dem Kants-Weird wohn-
enden oder benachbarten Ertzschiffigen Adels / da sie
Zeit ihres Witthums dessen bedürffig / nicht ermangeln
soll; Zum

16. Von solchem Ihrem Witthum / es sey vor-oder
nach Besizung desselben / sollen Ihre Ertzen nichts an
andere veräußern / verpfänden oder verwenden / noch auch
andern öfthen / oder in Ertzen Ertzen und Einnige ge-
ben / ohne Wissen / Willen und Erlaubung unsrer und un-

TOM. VII. PART. II.

serer Erben und Successoren / sondern alles bespizmen in
guter Pflge halten; Damit nun noch zum

17. Der künftigen Fälle aber gewisz Verordnung
seyn möge / so ist ferer abget und verglichen / da Wir
Herzog Albrecht unser fründlich geliebten Gemahlin /
Prinzessin Eufimien Ertzbeizhen tödlichen Abgang /
welches in dem Willen Gottes steht / erleben würden /
und keine von uns bederseit ergetzte Ertzen vorhanden
wären; so sollen alsdann die zwanzig tausend Thaler
Hewat-Guth / summt Kleiden / Kleinodien / Silber-
Geschüt / und was Ihre Ertzen mehr eingebracht / auch
was sie erkauff / verket oder angeschoren wäre / was das
seyn möchte / doch auf ein richtiges Inventarium / und zwar
die Tage unsres Lebens zu nützen und zu gebrauchen / innen
gelassen bleiben / auf unsren tödlichen Hirtz aber auf
unsrer herrgeliebten Gemahlin Ertzen Erben / wie die
auch vel ex Testamento. vel ab Incestato seyn / pro
rata jurischaffen. Im Fall aber zum

18. Wir Herzog Albrecht / nach dem Willen Gottes
vor ehgemedter unsrer Ehe-Gemahlin mit Tod ab-
gingen / und ihres Ertzen mit-einander hätten und ver-
lassen / die noch unter Ihren mündigen Jahren oder
minderjährig wären / so sollen dieselbe / wie im Fürstlichen
Hause Sachsen herbracht / oder sonst durch eine väterliche
Disposition bedürffig verordnet werden möcht / dero-
minirt / und ohne Abgang des Witthums unterhalten
und ergetzt werden / unsrer Ehe-Gemahlin aber / als
Witth / sich ihres Witthums gebührend / besizzen be-
ziehen / und ihren Fürstlichen Stand und unterhalt / so
lang sie ihrem Witth-Stand nicht verändert oder veretzt
davon haben / und verleben und folgen aber nothdur-
ftiger Hausfrat / wie oben allert bedichtet / darzu Ihre
Kleider / Kleinodien und Geschmet / zu ihrem Ertz ge-
hörig / auch Ihr Geld und Silber / auch alle beweg- und
unbewegliche Güter / die sie ergetzt / für sich gedacht /
ihre gegeben / geschendet / oder auch ihr angeschoren wa-
ren / was dessen ist / nichts abspizchen; Im Fall sie a-
der zum

19. Ihrem Witth-Stand verändern / und sich wie-
derum anderweit verkaranten würde / alsdann soll das
Witthum / und was desselben verordnet / auffheben
und verleschen / und sollen unsre Ertzen und Nachkom-
men / nachgedachte unsrer Ehe-Gemahlin mit den 20000.
Thalern Hewat-Guth / und 20000. Thalern Wieder-
lagen ablegen. Da aber unsre Ertzen die 20000. Thaler
Wiederlage nicht daer erligen / sondern lieber verwen-
den wolten / soll denselben solches mit tausend Thaler jähr-
lich / so lange Ihre Ertzen im leben sind / zu Gun frey
seyn / und Sie deren ohne ihren Ertzen und Khen / auf
bedeuten Ampte / oder gewissen Gütern / oder in an-
derer Wege / damit sie begnügt sey / versichert und ver-
sorget werden / dergesalt dasz sie die Mießung solches
tausend Thaler ihr lebendig haben / und dieselbe / nach
ihrem tödlichen Abfall / an mehrertheil unsre Ertzen
Erben / mit vielgenamter unsrer Gemahlin ergetzt /
oder auch / nach Dero Ertzen Absterben / sondern an unsre
Erben und Successoren kommen und fallen. Ertze sich
aber zum

20. Zu / dasz Ihre Ertzen mit Ihrem andern Ehe-
Gemahl / auch Ertliche Kinder gewinne / die nach ihrem
Tode an leben wären / so soll das angeregte Hewat-
Guth der 20000. Thaler und was sie sonst nicht ver-
lassen / auf ihre Kinder erket und anderer Ehe zugleich fal-
len. Da sie aber zum

21. Mit uns Herzog Albrechten keine Kinder ergetzten
sich auch anderweit nicht verkarante / und also bey dem
Witthum ihr lebendig bleiben würden / so soll nach ihrem
tödlichen Hirtz / unsren Successoren / Herzogen zu
Sachsen u. angeregt Witthum summt dessen Zugehör-
und Nütungen widerum jurisch geben / bezuzen das zu-
gedachte Hewat-Guth / und was sie an Kleiden /
Kleinodien / und Silber-Geschüt hätte / oder ihr sonst
angefallen wäre / und sie unversetzt verliesse / Ihren
Erben juckhen und bleiben / wie bereit S. 17. er-
bet.

Und damit Wir Eufimia Ertzbeizhen / vermählte He-
zogin zu Sachsen u. geborne Gräfin Kemnitz von
Schwizsch und Altenhofen u. summt unsren Erben
der veräußter Bezuzung des Kidefalls der bedienten Ehe-Gel-
der / um so viel mehr versichert seyn / so haben Wir Her-
zog Albrecht / vor uns / unsre Erben und Nachkommen /
kraft dieses zugesagt und verwilligt / dasz Ihre Ertzen
oder Dero Erben / offterwehntes Witthums-Amt / Städte
/ Ertzen / und Kloster / Amps / Verwaltungen / so viel
davon nöthig / so lange innen gelassen bleiben solte / dasz
dieselbe wegen sohanter Ehe-Gelber an Capital und Zins

FF

ANNO
1689.

ANNO 1689. / fen / ihre gütliche Befriedigung erlangt haben / müssen
solches auch der Rechten Verpflichtung mit einverleibt
werden soll; Hierüber und da zum

22. Wir Herzog Albrecht Schulden machen oder ver-
lassen würden / die sollen von unsern nächsten Erben / ohne
unser Gemahlin zuthun / abgethan / wie auch hinwieder-
um die jungen Schulden / so Ihre Liebden in währendem
ihren Witthum / und nach Begebung desselben machen / und
nach sich imbezahlet liessen / von ihren Erben und
Erbenheim abgetragen und bezahlet werden.

Dessen zu wehrer iherund und wehrer Gewissheit seynd
dieser Heuraths-Abrede / junc Exemplar gleiches Inhalts
verfertigt / und nicht alleine von uns / Herzog Albrechten
zu Sachsen / und unsern Erbenheim / gedohr-
ter Gräfin Kämpisch / von Schwitz und Altenhofen
eigenhändig unterschrieben / und mit unsern Jüngelien
bestätiget / sondern auch von unser Herzog Albrechts
Erben / unser freundslich geliebte Herren Gebrüder /
Herzoge zu Sachsen /c. tot. it. zur Unterschrift oder an-
derwertiger geunglauer Erbenheimhaltung; von unser Eu-
genen Elisabeth gedohrte Gräfin Kämpisch von Schwitz
und Altenhofen /c. Erben aber / unser hochgebetter
Herr Vetter und Vater / Herr Egidius Christoff /
Bischoff zu Saybach / des Heiligen Römischen Reichs Fürst
und Graf von Hertsfelden / dahin ersucht worden / dafi
sie diese Heuraths-Pacta eigenhändig unterzeichnet / und
Ihre Fürstliche Jüngelien hiemiten vordrucken lassen / so
geschähen und geschähen / Coburg zur Ehrenburg den ersten
Monats-Tag May Anno 1689.

(L.S.) Albrecht / H. 3. E.

(L.S.) Eufanna Elisabetha / H. 3. E.

(L.S.) Egidius Christoff / Bischoff zu Saybach /

**Consens derer Fürstlichen Fürstl. Herren
Gebrüder vor sich und im Namen
derer unminidigen Vetteren / Herzogen
zu Sachsen / über vorsehende Ehebe-
redung / Witthums- und Morgen-
gabe-Verpflichtung.**

© Ennach der Durchleuchtigste Fürst / unser freundslich
geliebter Vetter und Vetter / Herr Albrecht /
Herzog zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / auch En-
genen und Wessphalen /c. Uns Fürstliche Gebrüder /
einsfalls Herzoge zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg /
auch Engen und Wessphalen /c. freundslich ersucht / über
vorsehende Ehe-Verbindung / unsern freundslich-brüderli-
chen Consens / so wohl für uns / als theils im Ober-
Verwandtschaftlichen Namen unser unminidigen Vet-
tern und Pflegs-Enkel zu Gotha zu ertheilen / und wie
dann Er. Lieb. darinnen zu willfahren / kein Bedenken
gefunden; Als geben und ertheilen Wir trass dieses
wissenschaftlich und rechtsbedachtlich unsern Consens und Ein-
willigung über berührte Ehe-Verbindung / Witthums- und
Morgengabe-Verpflichtung / in so weit wir in solcher Ver-
bindung emkaltene Fülle / oder sonst das Recht uns und
unserer Successores verbindet / haben uns auch zu iherund
und Bestätigung dessen eigenhändig unterschrieben / und
unser Fürstliche Jüngelien ausdrucken lassen; Es geschähen
den 5ten Juli Anno 1693.

(L.S.)

Dafi Wir uns mit obigem conformiren /
haben Wir solches mit eigener Hand
und Siegel richtig unterschrieben.

(L.S.) Bernhard / H. 3. E.

(L.S.) Christian / H. 3. E.

(L.S.) Johann Ernst / H. 3. E.

(L.S.) Ernst / H. 3. E.

CIX.

3. Mai. *Declaration de Guerre, faite par Don FRANCIS-
CO ANTONIO DE AGURTO, Marquis de
ESPAGNE ET LA FRANCE. GASTANAGA, Chevalier de l'Ordre d'Alcantara,
Lieutenant Gouverneur & Capitaine Général.*

des Pays-Bas, &c. pour le Roi d'ESPAGNE, ANNO
contre la FRANCE. A Bruxelles le 3. Mai 1689.
1689. [Feuille volante imprimée.]

A Pres toutes les Paix, Traitez & Trêves si re-
ligieusement observées de la part du Roi nô-
tre Sire, & si légèrement enfreintes, si vo-
lontairement rompuës, & si temerairement violées par
la France par une infinité d'Actes, qu'il seroit superflu
de rapporter, & sans surabondamment connus à toute
l'Europe, & que dans son ambition elle la devrote tou-
te enuier; Sa Majesté après tant de moderation, en
veuë de la conservation de la tranquillité universelle, se
trouve, pour comble de tant d'atentats, accueillie
d'une injuste Declaration de Guerre par Sa Majesté
Tres-Chrétienne du 15. d'Avril, dénuë de toutes for-
tes de pretextes, destituée de toutes raisons & soitiers
de Justice, & même injuriëe à la pieté de Sa Majesté,
s'efforçant de faire passer pour un scandale les Allian-
ces qu'elle pourroit avoir avec les Princes & Etats ses
Voisins, qui ne pourroient rendre qu'à la glorieuse fin
& la sureté du repos de la Chrétienté, & à la grande
reciproque de ses Etats, pendant que les Armes de
France desolent inhumainement & avec des cruautés
& des barbaries inouïes tous les Etats de l'Empire, sans
aucun égard aux Loix de Religion, de la Guerre, &
au Droit Sacré des Capitulations, & que les Ministres
emploient toutes les ruses de la Negotiation & tous au-
tres moyens pour troubler l'harmonie de la Chrétienté,
& attirer toutes les forces Ottomannes à la destruction
de la Hongrie, & traverser au même temps la con-
clusion de la Paix entre Sa Majesté Imperiale, les Hauts
Alliez, & la Porte Ottomane; Et comme Sa Majesté
se trouve attaquée si injustement, Voulons nous servir
& employer utilement tous les moyens que nous avons,
pour la gloire, & pour la grandeur de ses Etats, & par
le principe naturel d'une juste defence, que nous espé-
rons que Dieu benira par sa justice, & secondera les
bonnes & saines intentions de Sa Majesté, comme
c'est lui qui connoit celles de tous les Rois, ainsi nous or-
donnons & commandons à tous Generaux, Gouver-
neurs, Commandans, Chefs & autres Officiers Militai-
res & Soldats, tant de pied que de cheval, de quelque
Nation qu'ils soient, & à tous autres Officiers, & Su-
jets de Sa Majesté, de s'opposer de toutes leurs forces
& pouvoirs aux Sujets de France, leur courre sus, &
faire contre eux tous actes d'Hostilité, tant par Mer
que par Terre, comme contre Ennemis, Agresseurs,
& Infraçeurs des Traitez; Ordonnons à tous Vauxaux
& Sujets de Sa Majesté, qui se trouvent en quelque
lieu de la Domination de la France, de s'en retirer
dans quinze jours de la Publication de cette Ordon-
nance, & de ne tenir aucune correspondance, com-
munication, ou commerce avec les Sujets de la Fran-
ce sans nôtre permission expresse; à peine de la vie, se-
lon les dispositions des Loix, & Placards.

Declaron en outre tous les Biens, Meubles & Im-
meubles, Rentes, Revenus, Droits, Actions, Credits,
& Effets appartenans aux Sujets de la France en ce
Pais, confisquez au profit de Sa Majesté; Et ordon-
nons à tous François Naturels, & Sujets indifferem-
ment de la France, qui sont en ces Pays, d'en sortir
avec leurs Femmes, Enfants, & Familles dans huit
jours de la Publication de la presente Ordonnance, à
peine d'estre faits Prisonniers de Guerre, & tenus de
bonne prië; & s'il arrivoit que quelques Vauxaux de Sa
Majesté vinissent à retirer, ou cacher chez eux ou ail-
leurs quelques Sujets de la France, ils seroient l'A-
mende de mille Pansons pour la premiere fois de deux
mille pour la seconde, & pour la troisieme fois la con-
fiscation de leurs Biens, & autre peine arbitraire selon
l'exigence du cas; lesdites Amendes applicables pour la
moitié au profit du Denoncateur, & pour l'autre à ce-
lui de l'Officier exploitateur. Et afin que la presente Or-
donnance soit connue d'un chacun, Nous ordonnons
qu'elle soit publiée & affichée au plus tost en la forme
& maniere, & es lieux ordinaires, & accommenez.
Fait à Bruxelles le 3. May mil six cent quatre vingt-
neuf.

Ehoit parashé

BLON, vi.

Signé,

ANNO
1689.Signé,
EL MARQUIS DE GASTANAGA.

Plus bas estoit écrit,

Par Ordonnance de Son Excellence.

Signé,

L. A. DE CLARIS.

Et estoit cacheté du Cachet secret de Sa Majesté,
en Hostie vermeille sur une Estaille de papier.

CX.

4. Mai. Allianz zwischen Ihro Kayserslichen Majestät LEOPOLD I. eines/ und Ihro Churfürstliche Durchleucht zu Bayern MAXIMILIAN EMANUEL anderen Theils/ in puncto der unter gewissen Conditionibus Ihro Kayserslichen Majestät von Chur-Bayern furnirenden 8000. Mann/ Wien den 4. Mai 1689. Mit henderseitiger Ratification, sub dato Wien den 5. Mai 1689. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale, Fasc. 23.]

C'est-à-dire,

Alliance défensive entre Sa Majesté Imperiale LEOPOLD & Sa Serenité Electorale MAXIMILIEN EMANUEL Duc de Bavière, par laquelle l'Electeur s'oblige sous certaines Conditions à fournir 8000. Hommes à Sa dite Majesté Imperiale. A Vienne le 4. Mai 1689. Avec les RATIFICATIONS de l'une & de l'autre part. A Vienne le 5. Mai 1689.

Wir Leopold von Gottes Gnaden Erzmöglicher Römischer Kaysler / in allen Zeiten Mehrer des Reichs / in Germanien / in Hungaren / Bohemien / Dalmatien / Croanten und Slavonien etc. Kaysler / Erzherzog zu Oesterreich / Herzog zu Burgund / Steyer / Kärnten / Crain und Württemberg / Graff zu Tyrol und Görz / und wir Maximilian Emanuel von denselben Gnaden / in Ober- und Nieder-Bayern / auch der Ober- und Pfalz Herzog / Pfalzgraf bey Rhein / des Heiligen Römischen Reichs Erbkammerer und Churfürst / landgraf zu Leuchtenberg etc. Urkunden und bezeugen in Krafft dieses vor uns und unsrer Erben. Demnach Wir Kaysler Leopold / und Wir Maximilian Emanuel / Churfürst / in Vernehmung des Heiligen Römischen Reichs / und dessen getreuen Rathen folgende beyderseits hierin deputirte vornehmste Ministros aufgerichten / und geschlossen lassen / folgenden Inhabels.

Im Nahmen der unzertheilten Dreyfaltigkeit / Amen.

Zu wissen / daß auf heut dazo zwischen Ihrer Kayserslichen Majestät einer / und Einer Churfürstlichen Durchleucht zu Bayern anderen theils über verschiedene durch beyderseits hierzu deputirte Herren Ministros gehaltenen Conferenzen eine unverrückliche Bündnis und Fœdus geschlossen / und aufgerichtet sey / auf folgende Conditiones, erlichen laisset man es unverrücklich in allen und jeden bey denen zwischen Ihrer Kayserslichen Majestät und Ihrer Churfürstlichen Durchleucht Occasionen der zwischen Ihnen / und Dero Frauen Gemahlinn Erzherzoginn Maria Antonia Durchleucht gestigter Nothwendigkeith Chur-Vertrich und Allianz-Pacten vom 12. April 1685, ein vor allemahl benutzenden.

Tom. VII. PART. II.

II. Sollen beyderseits Gesandte und Ministri aller Theil then sowohl auff dem annoch währenden Reichs-Tag zu Regensburg / als anderswo / in und ausser Reichs / zu dessen / und beyden hohen Häuser beßen / sowohl in vortzen / als negotiren sich untereinander wohl verstehen / mit einander verträulich communiciren / die Voca, so viel unter möglich / in conformiren.

III. Und damit diese Bündnis desto kräftiger seye / versprechen beyde allerbeydest / und best se Theil / daß keiner von beyden einige Bündnis / Allianz oder Tractat mit einer / oder mehr anderen Potentien / diesen Tractat zuwider / zu machen / solle begehrt seyn / so dem anderen Theil einiger massen directe oder indirecte nachtheilig und schädlich / oder einige Mißverstandnis verursachen werden nach sich ziehen / oder an Erfüllung desselben / so in denen Eyd- und Vertrichs-Pacten / oder auch in diesen Fœdere versprochen / hunderlich seyn könnte / wie sie die dan auch wann einig Fœdus künfftig zu machen / darauß zu vorberst vor dem Schluß mit einander verträulich communiciren wollen. Die bereits habende Fœdera anbelangend / erklären sich beyde Theile hienit / daß darunter keines vorhanden / so diesen jünwider laisset / und daß eines vorhanden wäre / solches so weit es diesem directe oder indirecte jünwider interpretirt werden könnte / hienit aufgehoben / und denselben in genere & specie ausdrücklich renunciret seyn solle.

IV. Erheben Ihre Churfürstliche Durchleucht so lang gegenwärtiger Krieg allent gegen Franckreich / und dessen Achaeranten währet / acht tausent Mann zu Fuß und Fuß / nemlich zwey Theil zu Fuß / und ein Theil zu Fuß eigener geworbener wohlgeübter Mannschafft alle Jahr complet ins Feld zu stellen / dieselbe mit denen Kriegs-Stücken / auch nöthigen Proviant / Munition / und aller Nothdurfft zu versehen / und damit zu des gemeinen Feindes Abbruch / und des lieben Vaterlands besten zu operiren / wo / und wie es Ihre Kaysersliche Majestät und die Kriegs-Rathen erfordern werden.

Zu diesem Corpo der 8000. Mann / wollen Ihre Kaysersliche Majestät einen vierten Theil beßten / so sie von ihrer Mannschafft ins Reich zum Belist destiniret / samt des Bayerns Craysses Quarto an Mannschafft stellen lassen / auch aus eignen / oder anderen Quellen so viel noch dabey fügen / daß es letztendlich bey Anfang der Campagne 20000. Mann zu Fuß und Fuß continuiren solle / und wollen Ihre Kaysersliche Majestät das Mannschafft mit Proviant / Munition / und anderer Nothdurfft / auch Regiments-Stücken versehen lassen.

VI. Unter dieses Corpo sollen Ihre Churfürstliche Durchleucht unter Ihrer Kayserslichen Majestät Obere Direction / allein das Commando führen / und mit der Kayserslichen Hand-Armada / welche Ihre Durchleucht der Herzog von Lothringen commandiren wird / nicht conjungirt werden / sondern wann dieß / oder jenes bey erquickenden Nothfall unumwänglichlich verordnet werden muß / solches durch Deputirtenen jedwemals geschehen / und dieselbe alldam das Commando beßten / zu welchem sie sollen / so lange auch mit untergeben seyn sollen / als lang sie dabey stehen bleiben.

VII. Wenn einige Reisergeria zu führen / wollen Ihre Kaysersliche Majestät die daran noch halbzehen Stände vermögen / darzu das nöthige größere Geschütz hernehmen.

VIII. Was durch Gottes Segen von dem Reich erbebt wird / so schenken zu denen Jahren Reichs-Creyßen gehört hat / solle demjenigen reitruirt werden / dem es verheim gehörig gewesen / wann aber etwas durch dieses Ihrer Churfürstlichen Durchleucht untergebenen Corpo von dem Reich occupirt solte werden / so nicht zu dem Reich Reichs-Creyßen gehörig gewesen / solches solle zwischen Ihrer Kayserslichen Majestät und Ihrer Churfürstlichen Durchleucht ex æquo zur Theil vertheilt / bis solches bey folgenden Zeiten entweder aufgelaufft / oder bekaufft wird.

IX. Versprechen Ihre Kaysersliche Majestät loco Subsidiorum auff fünf Jahr lang / es erfolge immittelst Fried / oder nicht / jährlich 40000. und zwar von halb zu halben Jahren jedesmalis 20000. fl. Abkumst an Ihre Churfürstliche Durchleucht dabey und richtig zahlen zu lassen / und solte der Termin solutiois à quo vom ersten April dieses Jahres laufen / da aber der Articulo quarto bemelte Krieg über 5. Jahren währen thäte / wollen sie / nach deren Vertheilung allein auff 20000. fl. jährlich verbunden seyn.

X. Hungaren versprechen Ihre Churfürstliche Durchleucht seine Winter- oder Reinschneidungs-Quartier / oder andere Contributiones / sie haben Nahmen / wie sie wollen / im Reich zu fordern / noch anzukommen / sondern

ANNO 1689. was sie also direct, oder indirect ins künftige genießen möchten / Ihre von obgeschriebten Subsidien derselben zu lassen: Solten aber Ihre Kärpferliche Majestät nöthig trachten / und dero und des Erzh. Wölderens einige Mannschafft in Schwaben zu verlegen / solchen Falls wollen Ihre Kärpferliche Majestät vor andern Ihrer Churfürstlichen Durchleucht Mannschafft dazu gebrauchen / und tali casu jgeben / und cooperiren / daß von dem Erzh. / doch ohne Abgang dessen / was derselbe Kärpferlicher Majestät Militz zu reiden haben wird / zu Ihrer Churfürstlichen Durchleucht Militz Subsidienz einiges agio gegeben werde / welches folgendes von obdemelcten Subsidien nicht zu dehaliren.

XL. Solten aber Quartier in Hostico von der Ihrer Churfürstlichen Durchleucht Commando untergebenen Mannschafft genohmen und behauptet werden / haben sie dieselbe pro rata ihrer eigener Mannschafft unter Ihrer Kärpferlichen Majestät Ober-Direction zu genießen.

Schließlichen das Hosticum / so viel die Quartier anlangt / solle verstanden werden juxta factum oder statum Possessionis conclusæ Pacis Neomagenis. Zu Urtheil und dessen ferns hierüber noch gleichlautende Exemplaria aufgedruckt / und von denen hierzu deputirten Kärpferlichen und Churfürstlichen Herren gnädigste Råthen mit Handschrift und Verzeichniß gekrigit / demnach die allernädigste und gnädigste Ratification alsbalden beyzubringen verordnet worden. So geschæhen Wien den 4. Monats Tag May im 1689. Jahr.

Ferdinand Fürst von Dietrich- stein.	Leopold Wilhelm Erz h. Ko. mgezg.	Wolff And. Graf von Ursin und Kosenberg.
(L.S.)	(L.S.)	(L.S.)

E. A. Herr. Graf von Ertracraun.	D. A. Graf von Raimly.
(L.S.)	(L.S.)

Job Bapt. Freyherr von Eybels.	Marx von Mayr.
(L.S.)	(L.S.)

Als haben Wir Kärpfer Leopold / und Wir Maximilian Emanuel Churfürst obdemelcten Vergleich und Bündnis in allen ihren Punkten / Clausulen und ganzen Begriff vollkommenlich approbit und ratificirt / versprochen auch hienit bey unserem Kärpferlichen und Churfürstlichen Wort / daß Wir denselben allweges gelben und nachkommen wollen. Zu dessen wehrer Verplänigung haben Wir diese Ratification eigenhändig unterschrieben / und unser Kärpferlich auch Churfürstlich Secret-Insigel aufgedruckt lassen. Actum in unser Kärpferlichen Reichs-Stadt Wien den 5. Monats Tag May im 1689. Jahr.

Leopold.
(L.S.)

Maximilian Churfürst.
(L.S.)

CXI.

7. Mai. Neutralitäts-TRACTAT zwischen dem Allchristlichen König in Frankreich LOUIS XIV. eines / und einer Eddlichen Eydenosschafft andern Theils / wodurch sich beide Theil obligiren / als nemlich Frankreich über die Eydenosschafft Lande keines weges zu palliren; die Eydenossen aber / keine fremde Kriegs-Wölder in Ihre Lande kommen zu lassen. Baden im Ergau den 7. May. 1689. LONDON. Acta publica Part. XIV. Lib. XV. sub Cap. XI. Num. VI. pag. 336. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve

aussi dans Européische Staats-Cam. ANNO 1689. 9. Mai
[gety Tom. I. pag. 695.]

C'est-à-dire,

Traité de Neutralité entre LOUIS XIV. Roi Très-Christien de France d'une part, & le Loubable Corps HELVETIQUE d'autre part; contenant que de la part de la France il ne sera pris aucun Passage par la Suisse; & que les Loubables Cantons ne l'accorderont aussi à nulle autre Puissance étrangère. Fait à Bade en Argau le 7. Mai 1689.

Während in gehaltenen Tag-Satzung zu Baden den 24. Martii und 6. April letzthin zwischen Ihre Kärpferliche Majestät und Königl. Majestät durch dero Herren Ministros an einem / und der Eddl. 13. und zugewandten Örtchen durch denselben Herren Ehren-Gesandten an dem andern Theil gewis Tractaten und Artikel beschlossen; von Seiten der Kärpferlichen Majestät aber die offthätlich erwarrete Ratification ausgehlichen / haben sich solcher der Sachen Veranlassung Ihre Erzdienst Michael Amelot, Marquis de Guornay Ihre Königl. Majestät Rath in Ihren Råthen / Maître des Requêtes ordinaire dero Königl. Hauses / und ordentlicher Ambassadeur in Eddl. Eydenosschafft / an einem; so dan der Eddl. 13. und zugewandten Örtchen Herren Ehren-Gesandten / an dem andern Theil sich nachfolgender massen miteinander (gleichwol auff der Königl. Majestät zu Frankreich und wohlbesagten Eddl. Örtchen und zugewandten gnädigsten und gnädigste Ratification) bedingt und versprochen / wie folgt:

I. Wosfern die Kärpferliche Majestät in diesem stehenden Monat May und darauf folgenden Junio den durch ihren Ministrum unterschriebenen Tractat ratificiren möchte / daß es so dann bey künftigen Tractat seinen völligen Bestand und Verbleiben / beschließlichen Inhalt nach haben soll.

II. Falls aber solche Ratification inner bemeldter Zeit nicht einfallen würde; bedandter Tractat kraftlos werden / gefallen und ausgehoben seyn soll.

III. Es versprechen / versprechen und versprechen die Königl. Allchristliche Majestät / zu Bewegung ihrer wahren Begierd zu dem Eydenosschafft Rußland / mit ihren Armeen und Kriegs-Wölder über die Eydenosschafft Land keines weges zu palliren; vielmehr sich zu palliren / auch keine Wölder in das Friedthal / also die ganze Landtschaft zwischen dem Rhein und den Eydenosschafft Landen gelegen / eintreten zu lassen / in welchem die Städte Rheinfelden und Lausenburg diesen Krieg hindurch nicht zu belagen oder einzunehmen.

Singegen haben aber die Herren Ehren-Gesandten in guten Treuen und aller Zursichtigkeit zugesagt und versprochen / daß Ihre Herren und Obere auch diesen Krieg hindurch keine Kriegs-Wölder / wenn die immer zu ständig seyn möchten / in ihre Land und Vortrassschiffen kommen / sich darinnen palliren / oder darüber palliren lassen / sondern allen den jenen / welche sich dessen über alle gleich und verglich angewendete Mittel unterfangen würden / mit allem Gewalt widerstehen / solche als Feinde ab- und jureit treiben sollen.

5. Demnach auch bereits etliche Monats her eine Anzahl Eydenosschafft Mannschafft zu Augst und dore herum oberhalb Basel gelegen / um die Pfalz alda zu verwahren / und hochgedachte Ihre Erzdienst der Herr Französische Kurbaltzere von denen Eddlichen und zugewandten Örtchen verlangt / daß zu bedachter Mannschafft noch 750. Mann zu gleichen End an das Dre verlegt werden / so bereit willfahret und vollzogen / ist von den Eddlichen Örtchen weitem notwendigem rathet worden; daß solche Mannschafft / so sich oftmal abthorren in 1500. Mann stark befindet / mit andern einer Anzahl von 1500. Mann alsbald nach ausgewerkelten beiderseitigen Ratificationen von den Eddlichen Örtchen versetzt werden sollen / mit gleichem Wecht die Pfalz alda / wie oben vermeldet ist / wider indmännlich; wer der auch seyn möchte / zu beschützen und gesperret zu halten. In dem ausdrücklichen Verstand / daß obgedachte 750. Mann / und dan auch die jsgendliche 1500. Mann / die dahin kommen sollen / von Ihrer Königl. Majestät auff den Fuß von 5. Rthlr. in specie monatlich sampe denen gewohnten Gratificationen / nemlich / daß allweg 9. Mann

ANNO 1689. 9. Man für 10. paffet und bezahlt werden; auch dero Gold / man ſie vom Hauf ausgießen / einen Anfang nehmen / und ein halber Monatlang vorgeſchoffen werden ſoll / und im December 750. Wien Proviantirung in die Stadt Waſel über die 700. Eadt / welche ohne das aus den franzöſiſchen Länden dahin kommen / weſentlich noch 200. Eadt Frucht aus dem Elſaß gegen gedehender Bezahlung folgt; / und da die anderen 1500. Mann aus dahin verlegt ſeyn werden daß folche Weſter darvor ihr nothwendig Brod und Nahrung haben mögen auff gleiche gedehende Bezahlung.

6. Ihre Königl. Maieſtät wird für den Eſtats-Major der 750. Mann / ſo daſe in ihrem Gold ſeyn / 200. Franken monatlich beſtehen laſſen / da aber ſelbige biß auff die 3000. Mann verſetzt wird ſeyn worden / ſie ſich nach Geſtalt und Bedienung der Anzahl der Schütz gemäß ſolchen Eſtats halber ſich finden laſſen.

7. Es ſollen auch die Eydgnoſſiſche Weſter / ſie ſeyn wenig oder viel an der Anzahl / von niemand als ihren eigenen Officieren Commando dependiren / und von dieſen ehlich und in Treu geuſert werden.

8. Und im Fall die Gefahr ſich alſo vermehrte / daß dieſe Mannſchaft den Paß zu beſtimmen nicht gangbar wäre / werden die Herren Eydgnoſſen ſolche Vorſchlag thun / wie ſie ſchon hievore ſich beſchieden haben.

9. Ihre Königl. Maieſtät thut ſich erklären / daß bey allen Entſcheidungen und Friedens-Eſchlüſſen / die ſelbige ins fünffig eingehen und machen möchten / die löbliche Ort und obgedachte zugewandt in ſolche zu ſchließen und mit zu beſchließen / laut und Inhalt des klaren Buchſtandes der mit Ihrer Maieſtät habenden Bündniß.

10. Seynd Ihre Excellenz und die Herren Ehren-Geſandten einig worden / daß die Königl. Ratification dieſes Tractats / inſiegleich der löblichen Orten und zugewandten Ratificationen biß auff den 20. dno zu Colothurn gegenwärtig ausgewechselt werden ſoll.

In ſtund deſſen haben gedachte Ihre Excellenz Herr Michael Amelot Ambaſſadeur von Frankreich dieſen Tractat durch Herrn Pilot Secretaire kiner Ambaſſade gemacht unterſchrieben / und gleicher geſtalt haben die Herren Ehren-Geſandten (außer denen vom löblichen Ort von Zürich / die es ſiebig ad referendum genommen) durch Hauptmann Johann Carl Schindlern Secretaire der allgemeinen Tag-ſatzung / und der Graſſchaft Waaden / ſolchen auch unterſchreiben laſſen. Beſchehen in der Stadt Waaden im Ergau den 7. May 1689.

CXII.

12. Mai. *Fœdus defensivum & offensivum*, (Magnum Fœdus postea dictum) inter LEOPOLDUM Romanorum Imperatorem & Dominos Ordines Fœderatarum Belgii Provinciarum Generales, initum; quo pendentes periculi communis, per novissimam Invasiorem Gallicam Republica Christiana impendentis magnitudinem, ac lubricam Gallorum in observandis Tractatibus fidem, de efficacioribus mediis simul tam reducenda quam conservanda Pacis conveniunt; seseque invicem obstringunt, ad Bellum Terra Marique contra Regem Gallia conjunctis viribus gerendum, donec Pax Westphalica & Pyrenæa vindicata sit. *Actum Viennæ die 12. Maji 1689.* Cum ARTICULO SEPARATO de Successione Hispanica, in Augustissimum Dominum Austriacæ contra Gallos initis Armis, si opus fuerit, vindicanda. *Actum eodem Loco & die 12. Maji 1689.* [Copie tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye, du tems du Roi CHARLES II.]

Nom testamentum sit, quod tametsi Fœdus illud quod paucis abhinc annis Sacram Cæsaream Majestatem inter & Celos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Federati Belgii Hagæ-Comitum, in mutuum Defensionem æquum est, in quo adhuc vigore permaneat; nihilominus tam Sacra Cæsarea Majestas quam dicti Domini Ordines Generales, pendentes communis periculi post novissimam Invasiorem Gallicam Reipublicæ Chris-

tianæ impendentis magnitudinem, ac lubricam Gallorum in observandis Tractatibus fidem, necessarium judicaverint prædicti Federati Leges veteremque conjunctionem archioribus firmioribusque vinculis roborare, & de efficacioribus simul tam reducenda quam conservanda Pacis & Securitatibus publicis mediis rationes inire, eaque propter per utrinque ad id constitutos Plenipotentarios à parte quidem Sacre Cæsareæ Majestatis per ejusdem Consiliarios Status intimos Dominum Leopoldum Guilelmum Comitem in Königliche Sacri Romani Imperii Procancelarium, autem Veleris Equitem; & Dominum Theodorum Cancellarium Henricum, Comitem à Straßman, Cancellarium Aulicum; & à parte Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium per Dominum Jacobum Hop. Civitatis Amstelodamensis Consiliarium & Syndicum nec non in Consessu eorumdem Dominorum Ordinum Generalium, nomine Hollandiæ & Westfrisiæ Deputatum, commutatis hinc inde Plenipotentiarum Tabulis, conventum sit tenore sequenti.

I. Sit maneat semper inter Sacram Cæsaream Majestatem & Dominos Ordines Generales Federati Belgii constans, perpetua & inviolabilis Amicitia & Correspondentia, teneaturque alter alterius commoda sedulo promovere, damna vero, & incommoda pro posse avertere.

II. Et cum Rex Gallie tam Sacram Cæsaream Majestatem quam Dominos Ordines Generales Unit Belgii absque ulla legitima causa seu pretexto, gravissimo juxta ac iniquissimo Bello nuperit adortus sit, sit eo durante inter Partes contrahentes adortus sit, sit eo durante inter Partes contrahentes non tantum defensivum sed & offensivum Fœdus, vi cuius ambo omnibus viribus contra prædictum Gallie Regem Terra Marique ejusdemque Federatos, qui quidem ad exhortationes eum in finem interponendas lese ab eodem sejungere noluerint, hostiliter agant, de Operationibus Bellicis in communis Hostis perniciem, sive conjunctim sive separatim utilis influentibus Consilia identim communicent.

III. Neutri Partium fas sit ab hoc contra Galliam Bello recedere, aut cum illa illiusve Adherentibus ullam Conventionem aut Tractatum de Pace vel Armistitio sub quocunque demum pretexto scorum insinuerit, nisi volente & concurrente altera Parte.

IV. Nullatenus verò Pax incutur, priusquam Pax Westphalica, Ostaburgensis & Monasteriensis, nec non Pyrenæa communibus viribus, juvante Deo, vindicetur, & omnia juxta earundem tenorem in Ecclesiasticis & Politicis in pristinum statum restituta sint.

V. Institutis autem communi consensu Pacis aut Armistitii Tractatibus, communicabuntur hinc inde bonæ fide ea que agentur, nec una Pars sine alterius consensu & satisfactione quidquam concludat.

VI. Postquam prædictum Bellum communi consensu finitum, & Pax conclusa fuerit, maneat inter Sacram Cæsaream Majestatem & ejusdem Hæredes & Successores, nec non Dominos Ordines Generales Federati Belgii contra sæpius memoratos Coronam Gallie, & ejusdem Adherentes Fœdus perpetuum defensivum, vi cuius Partes contrahentes omnem operam dabant, ut Pax in eunda constanter perpetuoque dureret.

VII. Quod si verò contingeret, ut Corona Gallie iterum unam alteramve Partem contrahentem aut utramque contra eandem Pacem impeteret, quocumque id tempore fiat, tenebuntur hæ sibi vicissim eodem quo nunc modo, Terra Marique, omnibus viribus fideliter assistere, & quancumque Hostilitatem & Violentiam propulsare, neque eo desistere donec omnia in pristinum statum, juxta prædictæ Pacis normam redintegrata sint, & Parti læsæ satisfactum fuerit.

VIII. Porro tam Sacra Cæsarea Majestas omnia Jura Dominorum Ordinum Generalium, quam hi vicissim Jura Sacre Cæsareæ Majestatis contra Coronam Gallie & ejusdem Adherentes omni tempore, omnibusque Mediis & Viribus tueantur & defendant, neque etiam sibi invicem in illis ullam præjudicium afferant.

IX. Si que inter ipsos Contrahentes ratione quorundem limitaneorum Bonorum controversie sint, aut in futurum exortantur, ex per amicabilem Commissionem aut deputandos ab utraque Parte Ministros, omni vi facti penitus exclusi, amicabilem discutiantur componanturque, neque in iis interest temporis quicquam innovetur.

X. Ad prædictis Federis Societatem invicem ex parte Sacre Cæsareæ Majestatis Corona Hispaniæ, &

ANNO à Dominis Ordinibus Generalibus Federati Belgii Corona Angliæ, & admittantur ad illud pariter omnes
1689. utriusque Partis Federati, quibus eadem accedere vi-
sum fuerit; includitur etiam huic Federi Serenissimus
Lotharingæ Dux, confutentque Confederati omnem
operam, confilia & vires, ut & ipse in suos avitos
Ducatus, Ditiones, Status, & Jura plenarie restituat.

XI. Rati habebitur hoc Fœdus ab utraque Parte intra spatium quatuor Septimanarum, vel citius si fieri poterit.

In quorum omnium Certitudinem ac majus Fidei & Sinceritatis robur bina ejusdem tenoris Instrumenta desuper confecta, & à Contrahentium Plenipotentiariis subscripta, signataque reciproce commutata sunt. Actum Viennæ 12. Maji 1689.

(L.S.) LEOPOLDUS GUILLELMUS Comes in
Konigfeg.

(L.S.) T. A. HENR. Comes de STRAAT-
MAN.

(L.S.) J. Hop.

Articuli Separati.

POSTquam ex parte Galliz in variis Locis & Au-
lis palam divulgatum est, quod non obstante
Renunciacione solemnissima, Successionem in Monar-
chiam Hispanicam, casu quo Rex Catholicus sine prole
legitima à vivis decederet, pro Delphino indefinenter
pretendat Vi & Armis assertendam, nec obscurè etiam
collatam, ut prædictus Delphinus in Regem Romanorum
elevatur: Domini Status Generales Federati Belgii
maturo considerantes quantum Status publici collis-
sionem & quantum præjudicium publicæ rei & Tran-
quillitati tam una quam altera Pretensio afferre possit,
promittunt hisce separatim Articulis, non minus ac si
Fœderi principali verbo tenus inserti essent, valituri;
Primo, casu quo modernus Hispaniarum Rex è vita
decederet, non relicti legitimis descendentibus, (quem
casum Deus clementer avertere velit) se Cæsaream
Majestatem ejusvæ Heredes ad Successionem ejusdem
Domini legitime competentem in Monarchiam Hispanicam,
& ejus Regna Provincias, Ditiones & Jura earundem
adipiscendum & assertendam, cum etiam posses-
sionem contra Gallos ejusvæ Adherentes qui se huic
Successioni directè vel indirectè opponere vellent, om-
nibus viribus adiuturos, & in contrarium attentan-
tium vim vi repulsiuros.

Deinde etiam apud Dominos Principes Electores
Imperii, Federatos suos omnia studia & officia colla-
turos, ut quanto citius Serenissimus Hungariæ Rex Jo-
sephus, Sacræ Regiæ Majestatis Primogenitus in Re-
gem Romanorum eligatur, & si ex parte Galliz hæc
Electio minis aut armis impeditur, se pro eadem
tuenda & avertenda omnibus pariter viribus Sacræ Cæ-
saræ Majestati opem laturus.

Invitabitur ad horum etiam Articulorum Societatem
Corona Angliæ. Actum Viennæ 12. Maji 1689.

T. A. HENRICUS Comes de
STRAATMAN.

J. Hop.

CXIII.

17. Mai. *Declaration de Guerre, de GUILLAUME III.
& de MARIE, Roi & Reine de la Grand'
ANGLE- Bretagne, contre le Roi des FRANÇOIS, du 17.
TERRE Mai, 1689. [MERCURE HISTORIQ.
ET LA FRANCE. Tom. IV. pag. 519.]*

GUILLAUME ROI.

COMme il a plu à Dieu de se servir de nous
pour être les heureux instrumens de la dé-
livrance de ces Nations des grands & émi-
nents dangers auxquels elles étoient exposées; & de
nous placer sur le Trône de ces Royaumes, nous
nous croyons obligés de faire notre possible, pour
procurer le bien de nos Peuples, qui ne sauroient

jamais être en sûreté, qu'en prévenant les malheurs
dont ils sont menacés par les Ennemis de dehors.

Lorsque nous considérons le grand nombre d'in-
justes moies dont le Roi des François s'est servi
depuis quelques années, pour satisfaire son ambition;
qu'il n'a pas seulement envahi les Etats de l'Empe-
reur & de l'Empire à présent en Amitié avec nous,
désolant des Provinces entières, & ruinant leurs Ha-
bitans par les Armées; mais qu'il a déclaré la Guerre
à nos Alliez sans y être provoqué, violant manifeste-
ment par là, les Traitez confirmés par la Garantie de
la Couronne d'Angleterre; nous ne saurions moins
faire que de nous joindre à nos Alliez, pour nous
opposer aux desseins du Roi des François, que nous
regardons comme le Perturbateur de la Paix & l'en-
nemi commun de la Chrétienté.

Mais outre les engagements dans lesquels nous som-
mes entez par les Traitez faits avec nos Alliez, qui
justifient suffisamment notre prise d'Armes en ce tempe-
ci, puisqu'ils nous ont requis de le faire; les Injustices
qui nous ont été faites & à nos Sujets par le Roi
des François, sans aucune Reparation, sont telles &
en si grand nombre, que bien que depuis quelques
années, on n'en ait pris aucune connoissance, pour
des raisons connues de tout le Monde, nous ne vou-
lons pas pourtant les laisser passer, sans faire publi-
quement connoître le juste ressentiment que nous avons
de ces outrages.

Il n'y a pas fort long-temps que les François pre-
noient des Permissions du Gouverneur Anglois de
Terre-neuve, pour pêcher dans les Mers de cette cõ-
te; & qu'ils pouvoient un Tribut pour cette Permission,
comme une Reconnissance du Droit que la seule
Couronne d'Angleterre a sur cette Ile. Et néanmoins,
les François ont depuis peu si fort empiété sur notre
dite Ile, & sur le Commerce & la pêche de nos Su-
jets, que leurs actions ont ressemblé plutôt à une in-
vasion d'Ennemis, qu'à des Procédures d'Amis, qui
ne jouissent de l'avantage de ce Négocio que par Per-
mission.

Mais que le Roi des François ait envahi nos Îles
Caribes, qu'il se soit emparé par force de nos Terres
dans la Province du Nouvel York & de la Baye de
Hudson, qu'il se soit rendu Maître de nos Forts,
qu'il ait brûlé les Maisons de nos Sujets, & enrichi
son Peuple du Pillage de leurs Biens & de leurs
Marchandises, qu'il ait retenu quelques-uns de nos Su-
jets dans des cachots, qu'il en ait fait massacrer d'au-
tres, & exposer le reste en Mer sur un petit Vaisseau,
sans nourriture & sans les autres choses nécessaires à
la vie; ce sont des actions indignes d'Ennemis qui n'ont
pas renoncé à l'Humanité. Néanmoins il étoit si
éloigné de se déclarer tel, qu'en même tems, il fai-
soit négotier ici en Angleterre par ses Ministres, un
Traité de Neutralité & de bonne Correspondance en
Amérique.

Le procédé de ce Roi contre nos Sujets en Eu-
rope, est si notoire, qu'il n'est point nécessaire de
nous étendre là-dessus. Les Commissions qu'il a don-
nées aux Armateurs François pour se saisir des Navi-
res des Anglois, la défense qu'il a faite d'apporter,
dans son Royaume, la plupart des Manufactures &
des Denrées d'Angleterre, & les Droits exorbitans
qu'il a imposés sur les autres, nonobstant le grand
avantage que lui & la Nation Française tirent de
leur Négocio avec cette Ile, sont des marques évidentes
du dessein qu'il avoit de ruiner le Commerce, &
par conséquent la Navigation des Anglois, d'où dé-
pendent en grande partie le bien & la sûreté de cette
Nation.

Le Droit du Pavillon attaché à la Couronne d'An-
gleterre, a été disputé par les Ordres; ce qui viole la
Souveraineté que nous avons sur les Mers Britanniques,
que nos Predecesseurs ont de tout tems maintenuë,
& que nous avons aussi résolu de maintenir pour
l'Honneur de notre Couronne, & de la Nation An-
gloise.

Mais ce qui nous touche plus sensiblement, c'est
la manière si indigne d'un Chrétien dont il a persécuté
plusieurs de nos Sujets Protestans en France, pour le
fait de la Religion, contre le Droit des Gens & les
Traitez exprès, les contraignant par des cruautés aussi
étranges qu'extraordinaires, à abjurer leur Religion,
emprisonnant des Maîtres & des Maîtresses de nos
Vaisseaux Marchands, en faisant condamner d'autres
aux Galères, sous prétexte qu'il y avoit dans leurs Na-
vires

ANNO 1689. virent quelques-uns de ses malheureux Sujets Protestans, ou de leurs Effets. Enfin chacun fait que pour comble d'outrages, il s'est efforcé, depuis quelques années, par ses insinuations & ses Promesses de Secours, de renverser le Gouvernement d'Angleterre: que présentement, il fait tout son possible pour ruiner nos bons & fideles Sujets de notre Royaume d'Irlande, par des voyes ouvertes de violence, & par l'invasion actuelle de ce Royaume.

Étant donc obligés de prendre les Armes, & espérant que Dieu favorisera nos justes entreprises, nous avons trouvé à propos de déclarer, & déclarons par la présente, la Guerre au Roi des François, & que nous la lui ferons vigoureusement par Mer & par Terre, conjointement avec nos Alliez, puisqu'il l'a si injustement commencée; étant assurés que nos Sujets concourront de bon cœur avec nous, & nous aideront de même à soutenir une si bonne cause. Mandons & ordonnons par la présente Déclaration, au Général de nos Armées, à nos Commissaires pour exécuter la Charge de Grand Amiral, aux Gouverneurs de nos

Provinces, de nos Forts & Garnisons, & à tous autres nos Officiers & Soldats tant par Mer que par Terre, de commencer & d'exercer tous Actes d'Hostilité contre le Roi des François, ses Vaisseaux & ses Sujets, & de s'opposer à leurs entreprises. Voulons encore que tous nos Sujets prennent connoissance de la présente Déclaration, & leur défendons expressément d'avoir ou d'entretenir ci-après aucune Correspondence ou Communication avec le Roi des François ou avec ses Sujets. Et comme il y a dans nos Royaumes plusieurs Sujets du Roi des François, Nous déclarons & donnons notre Parole Royale, que tous ceux de la Nation Française qui se comporteront, comme ils doivent, envers nous, & qui n'auront aucune Correspondence avec nos Ennemis, seront en sûreté pour leurs Personnes & pour leurs Biens, & exempts de toute molestation & de tout trouble, de quelque sorte qu'il soit. Donné en notre Cour à Hampton-Court, le 17. Mai 1689. & de notre Règne le premier.

ANNO 1689.

CXIV.

20. Juin. Benlegung und Vergleich zwischen Ihro Königl. Majestät von Dänemark und Ihro Hochfürstlichen Durchleucht von Holstein-Schleswig über die zwischen Ihnen lang geschwebten Differenzen / wodurch Höchstgedachte Königl. Majestät an den Durchleuchtigen Herzogen restituirt und cedirt das Gut Gottes-Gabe / ingleichen / nebst Begebung der Hypothek und Anspruchs auf das Amt Trittau / Ihro Hochfürstlichen Durchleucht solches wieder einraunt / wie nicht weniger die Insul Fehmern und Alenbiter Tremsbüttel und Steinhorst / mit der Hohen Mediation Versprechen / Ihro Königl. Hoheit Prinz Georgens / Ihro Majestät Herrn Bruders / Consens wegen dieser letzteren zu verschaffen. Altona den 20. Junii 1689. [Manuscrit, d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. II. Abtheil. IV. Absatz II. 10. pag. 223. aussi en Allemand & en François: & dans Relationis Histo. Francofurt. Continuat. vernalis anni 1689. pag. 68.]

E und und zu wissen sey hienit jedermanniglich / was inassen die zwischen Ihro Königl. Majestät zu Dänemark Norwegen / ic. und des Herrn Herzogens zu Schleswig-Holstein Fürstliche Durchleucht eine zeitero sich enthaltenne schwere Differenzen / durch sorgfältige Vermittelung Ihro Köstlichen Majestät / auch der Herrn Churfürsten zu Sachsen und Brandenburg Durchleucht Durchleucht auff folgende Art beiläufig verglichen und beygelegt worden.

I. Soll eine generale Amnestie und ewige Verzeihenheit altes beschworen seyn und bleiben / so bißhero von beyden Theilen / auch deren Ministern, Unterthanen und Angehörigen vorgenommen oder geschehen seyn mag / und dahero niemand derselben beysträffet / mit einiger Veranmoftung / entgilt oder Schaden beschallen beladen werden: da hingegen eine ewige ununterbrechliche Freundschaft und Vereinigung zwischen Ihro Königl. Majestät zu Dänemark Norwegen / ic. Der Erben und Succes-

oren

CXIV.

Traité d'Accommodement & de Transaction entre Sa Majesté le Roi de DANEMARCK & son Altesse Sérénissime le Duc de HOLSTEIN-SLESWIG sur leurs anciens Differents, par lequel Sadite Majesté restitue & cede à Sadite Altesse Ser. la Terre de Gottes-Gabe, & degage de toute Hypothèque le Bailliage de Trittau comme aussi ceux de Steinhorst, Trems-Buttel, & l'Isle de Fehmern, réservé seulement la Satisfaction & le Consentement du Sérénissime Prince GEORGE son Frere. A Altona le 20. Juin 1689.

A Tous soit notoire comme quoi les Differents difficiles survenus depuis quelque tems entre Sa Majesté le Roi de Danemarck, Norwegues, &c. & Son Altesse Sérénissime le Duc de Sleswick-Holstein, ont été pleinement accommodez, & étez; moyennant l'intervention de Sa Majesté Impériale, & de leurs Allesses Electorales de Saxe & de Brandebourg, de la maniere qui suit.

I. Il y aura Amistie générale & oubli perpetuel de tout ce qui s'est passé de part & d'autre, & entre leurs Ministres, Sujets & Dependans, de sorte que personne n'en sera plus responable ni inquiet en aucune maniere: & qu'au contraire une Amitié reciproque & Union parfaite soit rétablie & affermie entre Sadite Majesté Royale & Sadite Altesse Sérénissime.

finis

ANNO
1689.

forten in der Regierung / und Ihre Fürstliche Durchleucht zu Schleswig-Holstein / und Dero Nachfolgeren / hiemit widerumb eruciet und fest gestellet syn.

II. Restituzion Ihrer Königl. Majestät zu Denmark / Norwegen / ic. des Herrn Herzogen Durchleucht in alle dero Lande und Gülder / in specie das Guld Gores-Gabe / ihre Souverainität / Regalien / Jura Collectarum, Feudorum, Befessungen zu bauen und zu besessen / und sonsten / in summa, in alle die Jura, Hochheiten / Rechten und Gerechtigkeiten / wie sie dieselbe vor und nach dem Westphälischen und Nordischen Frieden / bis zu Anno 1675, gehabt und besessen / auch was Ihre Fürstliche Durchleucht nach dem Fontainebleauschen Frieden zukommen kan / welche Friedens-Schlüsse hant hiemit nachdrücklich confirmirt werden. Ingleichen Dero Bediente und Angehörige in ihre Gülder und Capitalia.

III. Als auch Ihr Hochfürstliche Durchleucht in dero Postulatis unter andern decidiret / daß Ihre Königl. Majeestät die Insul Schernern / sampt den Ampieren Steinhorst / Tremesbuntel und Trismont / von der darauff bestehenden Hypothec und Schuld-Forderung liberiren / und Ihre Fürstlichen Durchleucht abique ullo onere restituiren möchten. So wollen Ihre Königl. Majestät zu mehrer Begünstigung dero aufrichtigen / freundschaftlichen Affection und Gewogenheit gegen des Herrn Herzogen Durchleucht sich der Hypothec und Anstruch / so sie auff das Ampir Trismont haben / begeben / und solches Ihre Fürstliche Durchleucht zugleich mit dero andern Landen wider curiuliren. Was aber die respective Insul und Ampier / Schernern / Tremesbuntel und Steinhorst anbelanget / weil selbige nicht in Ihre Königl. Majeestät / sondern in dero Herrn Brüdern / Prinzen Georgen zu Denmark / Königl. Hoheit Händen seyn / hat die höchste und hohe Mediation / zu desto besser Festsetzung und bey-Erhaltung des Ruhestandes in Norden / und dicken Nicht-Erfolgten Erbs / woran dem Publico so viel gelegen / auff sich genommen / die Mittel zu verschaffen und bey zu bringen / Seine Königl. Hoheit / wegen der darauf habenden Pfand-Summe / ohne Ihre Königl. Majestät zuthun und Nachtheil / in conceniren und zu befriedigen / auch hochbegabter Ihre Königl. Hoheit Consens zu verschaffen / damit gemelte Insul und Ampier sothaner Gestalt an Seine Fürstliche Durchleucht ebenfalls frey und ohne entgelt / auch Schuld- und Pfand-frey restituirt werden mögen.

IV. Dahingegen renunciren Ihre Hochfürstliche Durchleucht allen An- und Ansprüchen / so sie nicht allein auff Ihre Königl. Majestät / (und willen dieselbe dero Lande einige zeitlang innen gehabt / besessen und genossen) machen konten oder möchten / sondern lassen auch deswegen diejenige Processen / so Sie am Käyserlichen Reichs-Hoff-Nacht wider das Fürstliche Haus Ploen erhoben / schwinden und fallen.

V. So viel die Unionen / Pacta Familiae / und andere bis zu Anno 1675. aufgerichtete Verträge / wie auch die Communio angehet / bleibet es bey dem bis dahin üblichen Verkommen / und dem buchstäblichen Einhalt des Westphälischen / Nordischen und Fontainebleauschen Friedens. Auch bleiben alle rückständige Cammer-Interden und Contributionen Königl.ichen Seiten allerdings ungetrigt.

VI. Die übrige Gravamina werden ad amicabilem compositionem / in Eusschung der Güte / ad Viam Juris verwickelt / und soll kein Theil wieder obiges alles via facti etwas unternehmen.

VII. Die Ratificationen über diesen Verstock / sollen innerhalb 14. Tagen à dno der unterschrist alhier in Altona aufgeschickt / auch alsobald darauf / und längstens innerhalb 8. Tagen barisch die Restituzion obnselbahr mündlich bewerkstelliget werden.

Zu wahrer Iherund dessen / synd zwey gleichlautende Exemplaria aufgesetzt / unterschrieben und besiegelt / auch beyden Theilen behändig worden. Geschehen zu Altona / den 20. Junii 1689.

simé, & entre leurs Héritiers & Successeurs à perpetuité. ANNO 1689.

II. Sa Majesté le Roi de Danemarck Noruegue, &c. restitue au Sérénissime Duc de Schleswig-Holstein tous les Pays & Biens, & spécialement la Terre de Gotes-Gabe, avec la Souveraineté, les Regales, & les Droits de faire des Collectes & des Alliances, de bâtir & de posséder des Forteresses, & généralement tous les autres Droits, Préménances, & Prerogatives tant & de la manière, que Sadite Altesse Sérénissime en étoit en possession devant & après les Traités de Westphalie & au Nord, jusqu'à l'an 1675. avec tout ce qui pourroit encore appartenir à Son Altesse en vertu du Traité de Fontainebleau, & à cette fin on confirme de nouveau tous ces Traités. Sa Majesté restitue pareillement aux Ministres & Sujets de Son Altesse tous leurs Biens & tous leurs Capitaines.

III. Comme le Sérénissime Duc insiste aussi par ses demandes à ce qu'il plaise à Sa Majesté Royale de décharger l'Isle de Fehmern & les Bailliages de Steinhorst, Tremesbuntel & Trismont de l'Hypothèque & Prétension y attachées, & de les lui rendre ainsi sans aucune charge, Sa Majesté, pour montrer son affection sincère & une Amitié de Beau-frère envers le Sérénissime Duc, veut bien quitter l'Hypothèque & les Prétensions qu'Elle a sur le Bailliage de Trismont, & rendre ce Bien conjointement avec les autres Pays à Sadite Altesse: Mais pour ce qui est de l'Isle de Fehmern & des Bailliages de Tremesbuntel & Steinhorst, comme ces Biens ne sont pas dans les mains du Roi, mais dans celles de son Frère Son Altesse Royale le Prince George de Danemarck, les Sérénissimes Médiateurs veulent affirmer d'autant plus le Repos du Nord & de ce Cercle de la Basse-Saxe, où le Public a tant d'intérêt, se font charger de procurer ou fournir les moyens, sans que cela coûtât rien à Sa Majesté Danoise, pour contenter Son Altesse Royale ledit Prince de Danemarck, comme aussi d'obtenir le consentement de ce dernier Prince, afin que ladite Isle & lesdits Bailliages puissent pareillement être restitués au Sérénissime Duc de Schleswig-Holstein en propriété, & comme déchargés de toute Prétension & Hypothèque.

IV. En échange de quoi Son Altesse Sérénissime renonce non seulement à toute Prétension & Demande, qu'Elle pourroit former contre Sa Majesté Danoise, sur ce que celle-ci étoit depuis quelque tems en possession & jouissance des Pays de Son Altesse: mais Elle desiste aussi des poursuites du Procès qu'Elle avoit intenté devant le Conseil Imperial Autique contre la Sérénissime Maison de Holstein-Ploen.

V. Touchant les Unionen, Pactes de Famille, & autres Conventions faites jusqu'à l'an 1675. comme aussi touchant la Communauté, on se tiendra à la coutume y pratiquée, & à la lettre des Traités de Westphalie, du Nord, & de Fontainebleau: & de la part de Sa Majesté Danoise on n'exigera jamais les Remes de la Chambre de Finances & les Contributions, dont on lui puisse être en arriere dans lesdits Pays.

VI. Quant aux autres Griets, on en traitera à l'amiable, ou par voye de Justice ordinaire, en cas qu'on n'en pût convenir par composition, & on s'abstiendra de part & d'autre de toute Contravention de ceci, & de la voye de fait.

VII. On échangeera les Ratifications de ce Traité ici à Altona en 14. jours à compter de la date de la signature, & immédiatement après, on en huit jours au plus tard, en fera effectivement & immémablement la susdite Restitution.

En foi de quoi ont été dressés deux Exemplaires de la même teneur de ce Traité, qui ont été signés, munis des Sceaux, & donnés aux deux Parties. Fait à Altona le 20. de Juin 1689.

R:

ANNO 1689. Revers und Versicherung von den Chur-

fürstl. Sächsischen und Brandenburgischen Abgesandten an des Herzog von Holstein Gottorff Durchl. bey Schließung des Altonaischen Friedens ausgefertigt / des Inhalts / daß die Pfand-Insul und Aemter Jelmern / Tremsbüttel und Steinhorst Jbro Durchl. totaliter restituirt werden sollen. Altona den 22. Junii 1689. [LUNIG Teutsches Reichs Archiv. Part. Spec. Continuat. II. vierter Abtheil. Absatz. X. num. CI. pag. 225.]

C'est à dire,

Revers donné par les Ministres Electoraux de SAXE & de BRANDENBOURG, au Serenissime Duc de HOLSTEIN GOTTORFF, portant que les Bailliages engagés de Fehmeren, Tremsbüttel, & Steinhorst, lui doivent estre pleinement restitués. Altona le 22. Juin 1689.

Zu wissen / demnach bey vorgeschabten Schluß hiesiger langwieriger Tractaten zwischen Dero zu Dänemark und Dornem Königl. den Majestät und des Herrn Herzog zu Holstein Gottorff Fürstl. Durchl. es wegen gedachter wieder-Einräumung der hievor verpfändeten Pfand-Insul und Aemter Jelmern / Tremsbüttel und Steinhorst / an Seiten der Königl. Dänischen Ministrorum solche Difficultäten gegeben / daß sie aus Mangel bedürftiger Instruction den Tractat zu signiren angegangen / die Fürstliche Holsteinische Gottorffsche Ministri aber von der total-Restitution nicht abließen / noch den projectirten Recess anders unterzeichnen wollen / als daß ihres gnädigsten Herrn Durchleucht auch wegen obgedachter Insul und Aemter völlig restituirt / daß zu facilitirung dieses hoch-importanten Werdes / Namens unserer gnädigsten Herren / der Churfürsten zu Sachsen und Brandenburg Fürstliche Durchleucht Durchleucht hiedurch übergen zu diesen Tractaten besondern Verrichtungen Verrichtungen über sich genommen und verprochen / in solche Wege es zu richten und zu verschaffen / daß Jbro Fürstliche Durchleucht den Herren Herzogen zu Holstein Gottorff / obgedachte Insul und Aemter Jelmern / Tremsbüttel und Steinhorst / nach dem Verlauf der Executions-Zeit mit und neben dero andern Länden zugleich ohne einige Beschränkung und Entgelt / Schuld- und Pfand-frey / totaliter restituirt und eingeräumt werden sollen / wassern hochgedachte Jbro Churfürstl. Durchl. nach Jbro Kaisersl. Majestät auch dero zu Groß-Britannien Königl. Majestät und die Hochmögende Herren General Staaten der Vereinigten Niederlanden dabeu zu hochgeachteter Jbro Fürstl. Durchl. völligen Restitution nachdrücklich concurren / und zulaßliche Mühe / selbst würdlich und dergestalt / daß des Herrn Herzogen Durchl. zum vollständigen Besitz u. Genuß der besagten Insul und Pfand-Aemter / wann auch gleich des Prinzen Consens intra terminum nicht erfolgen sollte / gelangen / und selbst ebenfalls propria autoritate alsdann ergreifen mögen / zur Hand nehmen / auch davon nicht chenden / bis solches würdlich beschafft / und darsen solches intra terminum nicht zu werde gerichtet werde soue / des Herrn Herzogen Durchl. wegen solchanden verzug indennmirt werden / desitiren noch ablassen werden / Wie dan Jbr. Königl. Majestät und Jbro Hochm. selbst obgenannten Pussancen endlich vor dieß forderung setzen / und des Prinzen Georgen Hochm. zu veranlassen über sich nehmen / damit solches geschalt / die von des H. Herzogen Durchl. an Jbr. Majestät und des Prinzen Georgen Hochm. gegebene Obligationen nach der zahlung extrahirt und gänzlich cassirt und aufgehoben seyn und bleiben mögen. Signat. Altona den 20. [10] Junii 1689.

Revers So der Hochmögenden General Staaten Minister bey den Zwischen der Cron-Dänemark / und dem Fürstl. Tom. VII. Part. II.

Haus-Holstein Gottorff sub eodem dato & loco geschlossenen Tractaten an die Fürstliche Gottorffsche Ministros herausgegeben / desz lauts / daß die Pfand-Insul und Aemter Jelmern / Tremsbüttel und Steinhorst Jbro Durchl. dem Herzog zu Holstein-Gottorff totaliter restituirt werden sollen. Altona den 22. Junii 1689. [Copie communiquée par un Ministre de Danemark.]

C'est à dire,

Revers donné aux Ministres de HOLSTEIN GOTTORFF, par le Ministre de L. H. P. Les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES UNIES des Pais-Bas, portant que les Bailliages de Fehmeren, Tremsbüttel, & Steinhorst doivent estre entierement restitués au Serenissime Duc de Holstein Gottorff. Altona le 22. Juin 1689.

Zu Wissen. Demnach bey vorgeschabten Schluß hiesiger langwieriger Tractaten / zwischen dero zu Dänemark-Dornem etc. Königl. Majestät und des H. Herzogen von Holstein-Gottorff Fürstlichen Durchleucht es wegen gedachter wieder-Einräumung der hievor verpfändeten Pfand-Insul und Aemter Jelmern / Tremsbüttel und Steinhorst / an Seiten der Königl. Dänischen Ministrorum. solche Difficultät gegeben / daß sie aus Mangel bedürftiger Instruction den Tractat zu signiren angegangen / die Fürstl. Holstein-Gottorffsche Ministri aber von der totalen Restitution nicht abließen / noch den projectirten Recess anders unterzeichnen wollen / als daß Jbro Gnädigsten Herren Durchl. auch obgedachter Insul und Aemter völlig restituirt / daß zu facilitirung dieses hoch-importanten Werdes / namment Jbr. Königl. Majestät zu Groß-Britannien und Hochmögenden der H. General-Staaten der Vereinigten Niederlanden / nebst übrigen zu diesen Tractaten bedürftigsten Ministris / über sich genommen und verprochen / in solche Wege es zu richten und zu verschaffen / daß Jbr. Fürstl. Durchleucht den Herren Herzogen zu Holstein-Gottorff obgedachte Insul und Aemter / Jelmern / Tremsbüttel und Steinhorst / nach dem verlauff der Executions-Zeit / mit und neben dero andern Länden / zugleich / ohne einige dero Beschränkung und entgelt / schuld- und pfand-frey / totaliter restituirt und eingeräumt werden sollen / wassern hochgedachte Jbr. Königl. Majestät und auch erndet Herrn General-Staaten / nebst Jbro Kaisersl. Majestät und dade Herren Commendatores Churf. Churf. Durchl. Durchl. dabeu zu hochgeachteter Jbr. Fürstl. Durchl. völligen Restitution nachdrücklich concurren / und zulaßliche Mühe / selbst würdlich und dergestalt / daß des H. Herzogen Durchl. zu völligen ruhigen Besitz und Genuß der besagten Insul und Pfand-Aemter / wann auch gleich des Prinzen Georgen zu Dänemark Hochm. Consens intra terminum nicht erfolgen sollte / gelangen / und selbst ebenfalls propria autoritate alsdann ergreifen mögen / zur Hand nehmen / auch davon nicht chenden / bis solches würdlich beschafft / und darsen solches intra terminum nicht zu werde gerichtet werde soue / des Herrn Herzogen Durchl. wegen solchanden verzug indennmirt werden / desitiren noch ablassen werden / Wie dan Jbr. Königl. Majestät und Jbro Hochm. selbst obgenannten Pussancen endlich vor dieß forderung setzen / und des Prinzen Georgen Hochm. zu veranlassen über sich nehmen / damit solches geschalt / die von des H. Herzogen Durchl. an Jbr. Majestät und des Prinzen Georgen Hochm. gegebene Obligationen nach der zahlung extrahirt und gänzlich cassirt und aufgehoben seyn und bleiben mögen. Altona den 22. Junii. 1689.

O. V. HEEMSKERCK.

Acte par lequel Son Altesse Royale le Prince GEORGE DE DANNEMARK, cede & tranfporte au Serenissime Duc de HOLSTEIN GOTTORFF

ANNO
1689.

TORP. *Piste de Fehmern, & les Baillages de Tremsbuttel & Steinhorsl. Faite à Hamptoncourt le 9. Juillet 1689.* [Copie Manuscrite, communiquée par un Ministre de Danneemarck.]

SON Altesse Royale Monseigneur le Prince George de Danneemarck a eu communication du contenu du III. Article du Traité d'Altena, par lequel la Mediation se charge de fournir les moyens pour contenter Son Altesse Royale de la somme capitale pour laquelle l'Isle de Fehmern & les deux Baillages de Tiensbuttel & Steinhorsl ont été mis en hypothèque, au remboursement de laquelle somme Sa Majesté le Roi de Danneemarck ne doit pas être obligé de contribuer aucune chose, la Mediation promettant de procurer le contentement de Son Altesse Royale, afin que ladite Isle avec lesdits deux Baillages soient restitués de ladite manière à Son Altesse Mr. le Duc de Holstein Gottorp, déchargés de toute prétention, dette ou Hypothèque, que Son Altesse Royale y pourroit avoir.

Son Altesse Royale fortement persuadée qu'il est de la dernière importance au public dans la présente Conjoncture, que par l'entière Exécution du Traité d'Altena la Paix soit affermie dans le Nord, approuve tout ce qui a été stipulé dans ledit troisième Article, pour ce qui la regarde, & qu'il qu'elle avoit eu raison de ne se desirer pas de ses Hypothèques, avant que la Mediation lui ait fait avoir la satisfaction promise, si est-ce que pour faciliter une affaire de si grande conséquence, elle se repose entièrement sur la parole de la Mediation, & à la requête de Sa Majesté le Roi d'Angleterre, elle a consenti, comme en vertu de ces présentes elle consent que Monsieur le Duc de Holstein Gottorp s'en tienne d'abord dans la possession de l'Isle de Fehmern & des deux Baillages de Tremsbuttel & de Steinhorsl, qu'elle lui rend libre de toute sorte d'engagement de dette, ou d'hypothèque, l'acquittant des trois-cens mille écus pour lesquels ledites Terres sont engagées. En foi de quoi Son Altesse Royale a bien voulu signer ceci de sa main & de son Secau. Fait à Hamptoncourt le 9. Juillet 1689.

GEORGE.
(L.S.)

Ihre Kaiserlichen Majestät LEOPOLDI
Guarantie über den vorübergehenden
Altenaischen Tractat. Augsburg den
24. October 1689. [LUNIG Teu-
sches Reichs Archiv. Part. Spec. Cont.
II. Viertes Abtheilung X. Absatz pag.
226. num. CIV.]

C'est-à-dire.

Garantie de l'Empereur LEOPOLD sur le Traité d'Altena. Donnée à Ansbourg le 26. Octobre 1689.

Wir Leopold von Gottes Gnaden / erwählter Römischer Kayser / in allen Zeiten Meistert des Reichs &c. &c. bekennen mit diesem Brief und thum kund allermähligsten / Demnach wir / so wohl aus eigener Kaiserl. / Fürstl. / als aus schreibendes Ansehen Churfürstl. / Fürstl. und Stände des Reichs uns von Anfang her / mit unermüdetem Fleiß angestrengt haben / damit die vor einigen Jahren zwischen dem (Tit.) König in Danneemarck / und dem (Tit.) Herzog in Holstein-Gottorp entstandene schwere Mißverständnisse in der Gütze verglichen und beseitigt werden möchten / zu dem Ende auch uns / auf beider hochgedachten Königs in Danneemarck / und des Herzogens in Holstein-Gottorp Idd. Idd. mit Zuziehung der beider Chur-Fürsten zu Sachsen und Brandenburg Idd. Idd. der Mediation unterzogen / und es endlich durch göttliche Gnade und Verstand / auch kräftige Mithülffung / nicht allein ichtgedachter beyder Churfürsten Idd. Idd. sondern auch anderer des allgemeinen Christenlands lebenden Könige /

gen / Fürsten und Potentien / dahin gebracht / daß jwischen beyder Theilen gewöhnlichst Ministern, unterm 20. (30) Jun. nachsteh zu Altena, ein gewisser Tractat vergeschlossen / unterschrieben / und nachgehends von beiderseits Principalen ratifiziert worden. Und wir nun und Übernehmung der Garantie / zu mehrerer Bestätigung. solchen Vergleichs / und der darob dependirenden innerlichen Ruhe und Eiferheit / belanget worden / auch uns erinnern / welchergestalt wir uns vor Schließung der Tractaten gegen beyde Theile anerkennlich gemacht / daß wir demnach die Prästirung solcher Garantie über letztgemeldten Tractat übernommen / übernehmen auch dieselbe hienit also und dergestalt / daß wir obberührten Vergleich / in allen seinen Puncten / Clausula / Inhalt / Weisung und Verordnungen / kräftiglich garantiren / und handhaben / und darwider nichts geschehen lassen / sondern da von einem oder andern / wider Verursachen / dargegen / oder gegen beiderseit / welche denselben befordern sollten / oder wegen über kurz oder lang / etwas vorgenommen werden wolte / wir alsdann dem Parti beise, gegen dem überreitet / und Turbatores nachdrücklich und mit Macht assistiren und beschützen / auch sonst nichts unterlassen wolten / was zu beschöner Verwahrung solchen Vergleichs / und des dadurch in Norden stabiliren Christenlands / gehören kan / der ungewisselten Zuversicht / daß auch die übrige / so bey diesen Tractaten / durch ihre Vermittelung und Officia concurrirt / und dabey intercessirt seyn / auf solchen unvorhoffenden Fall ein gleichmäßiges prästiren / und uns darunter die hülfliche Hand bieten werden. Inßund dessen / von uns eigenhändig unterschriebener u. mit Ilustren Kayserl. Secret-Zinsigel betrautten Briefe: So geschehen zu Augsburg den 26. Octobere 1689.

LEOPOLD.

Vt. Sebastian Wunibald Erb-Truchses,
Graff zu Zell.

Ad Mandatum Sacre Celsaree
Majestatis.

C. F. Consbruck.

CXV.

Erneuerte Allianz zwischen Ihre Kaiserl. Majestät Leopold I. und dem löblichen Fränkischen Erzh. / wodurch Ihre Kaiserlichen Majestät beiderseits Erzh. in Ihre Protection und Special Garantie nehmen und wider allen unbilligen Gewalt zu schützer versprechen / der Erzh. hingegen eine gewisse Anzahl Trouppen und Geld zu furniren sich obligirt. Wien den 5. Junii. 1689. [LONDORPII Acta Publica Part. XIV. Libr. XV. sub Cap. VII. num. V. pag. 312. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le Theatrum Europæ. Tom. XIII. pag. 670.]

C'est-à-dire,

Alliance renouvelée entre LEOPOLD I. Empereur des Romains, & le Louable CERCLE DE FRANCONIE, par laquelle Sa Majesté Impériale reçoit ledit Cercle en sa Protection & spéciale Garantie, promettant de le défendre contre toute injuste violence. En échange de quoi le Cercle s'oblige à lui fournir un certain nombre de Troupes Auxiliaires, avec un certain Subside en argent. A Vienne le 5. Juillet 1689.

Nach

ANNO
1689.

Nachdem der löbl. Fräncsch. Cräyß / bey gegenwärtigen Nothstand und Francoß / theils fruchtbringender Weis abgegangenen allgemeinen Reichs-Krieg; den Ihre Kaiserlichen Majestät alleruntertänigst ansuchet / die chedessen mit derotheiben zu Larenburg und Augsburg ausgeführte Bündnisse auf gewisse maass / auch auff die jetzige gefährlichen Conjunctionen zu extendiren / mit dem alleruntertänigsten Erbitten / in eine ansehnliche Armatur sich zu setzen / und selbige auff eigenen Mittel zu unterhalten / wann man das gegen von allen Winter-Quartieren / Belegung und weitem Practization / besetzt sein würde / die Campaigne unter der Kaiserl. Generalität Ober-Commando und Anführung wider den declarirten Feind operiren zu lassen. Worauff zwar Ihre Kaiserliche Majestät so sehrst als mündelich / auch durch dero gehobene Ministros / mit mehreren allergnädigst bezeugen haben / dasi sehrschone Allianz-Errungung und auff geringezeitige geschwinde Zeiten und Lauffe einrichtende Bündniß Ihre allerding angemessen seye; Ein groß Bedenken aber allein in dem; dasi durch den langwähigen beständigen schweren Türcken-Krieg / die Geld-Mittel erschöpft / und nun zu Schutz und Rettung des Heiligen Römischen Reichs abermalen unerschwingliche große Kosten erfordert würden / auch in Ansehung des Cräyßes gegen den Rhein nahe gelegener Situation und der Ungevißheit des Krieges-Lauffes / eine ganz veränderte Bestimmung (so geringe erdient man auch sey) / so ohne die äusserste Noth keines weges geschehen soll / von Kaiserl. Winter-Quartieren zu verstreuen; Dannhero Ihre Kaiserliche Majestät allergnädigst verlängern / dasi Fürsten und Stände des Fräncsch. Cräyßes ihre auf den Reinen allerhöchste habende Zahl Regimenter / angeborener Massen unterhalten / und zur Kaiserl. Armee slossen / über dieß aber auch jedes Jahr mit einer ergebigen daaren Geld-Summa / ihnen slossen und dem gesambten Heerstand zum besten sich angreifen / und selbe auf gewisse Zeit in die Kaiserl. General-Kriegs-Commissariat-Cassen einschicken / oder allen unverhofften Falls / bey erfolgter Einlogierung Kaiserlicher Völder und deren Natural-Verpflegung / die Aboehrung stellen möchten; Als ist einbilden der Schluß zwischen denen hierzu Deputirten Kaiserl. Geheimen Räthen an einem / und dem löbl. Fräncsch. Erbkönig an dem Kaiserl. Hoff accordirten Abschiedenen Artikel Theils / auff nachfolgende Weis verabredet und bekräftet worden:

1. Nehmen Ihre Kaiserliche Majestät den Fräncsch. Cräyß samt und sonder mit allen incorporirten Fürsten und Ständen / landen und Leuten / bey diesem gefährlichen Noth-Stand sowohl wieder äußerlich / als innerlich Gewalt / Überzug und Betrugniß / auch alle widerrechtliche Zumuthung / mit die Mahnen haben mögen / in Dero Kaiserliche Macht-Schutz / Protection und Particular Garantie / und wollen keines weges geduldet noch nachsehen / dasi jemand es seye Freund oder Feind / von Kaiserl. oder andern Truppen / unter was Schein und Vorwand es auch seyn möchte / erwachten Cräyßes das allergeringste wider Gehülfe abfordere / oder mit Winter-Quartieren / Stül-Läger / Stand-Quartieren / unnötigen irregulären Durch-Zügen / Streiffrezen / unnützigen Vergewaltigungen / so der Willkür / denen Kaiserl. Constitutionen und diesem Tractat zu wider Lauffen thät / Beweismittel und Belästigung verursache / und wollen Ihre Kaiserliche Majestät die allergnädigste Verordnung ergöhen lassen / dasi dieser Tractat und garantirter Allianz-Schluß unverlangt an die übrige Reichs-Cräyß und gesamte armirte Chur-und Fürsten zur Nachricht kund gemacht werde.

2. Verordnen Ihre Kaiserliche Majestät an Dero nachgesetztes General Kriegs-Commissariat die gemessene Ordre: ergöhen zu lassen / diesen Reces in allen seinen Articulen und Clausulen zu halten / und den löbl. Cräyß hiemit nicht zu beschweren / noch zu belästigen.

3. lassen Ihre Kaiserliche Majestät sich auch pro conditione speciali gefallen / wann Fürsten und Stände von auflässigen Feinden oder einheimischen Standes hostilität angegriffen werden wolten / ihnen gleichfalls / neben denen drey Cräyß-Regimentern / und soviel Kaiserlichen Völdern / als hier zu nöthig / mit abgesonderter Zugabe der beyden Reichs-Fürstlichen Regimenter / alten niedrigen Gewalt damit abhalten zu helfen / neben der General-und Special-Protection zum nachdrücklichen Beystand zu erstehen.

4. Da aber unumgänglich eine wichtige Kriegs-Beschaffenheit allein bösen Ansehen zu entgehen erfordert solte / den Rhein zurück und darüber zu passiren / so ist alsdenns verabredet worden / dasi auff solchen Fall von de-

nen Kaiserlichen Regimentern / theils zu Fuß und theils zu Pferd / doch nicht mehr in den Fräncsch. Cräyß verlegt werden solten als 6. Regimente / doch solde mehr zu verlässen um distict Rhein überwinden zu lassen / wird sich der Fräncsch. Cräyß nicht entgegen seyn lassen / noch einen und andern Regiment das Dach und Fach / ohne Abzug des verwilligten Quanti herzugeben.

5. Gleichwie hingegen Fürsten und Stände des Fräncsch. Cräyßes die allergnädigste Kaiserliche Demurrirung der Allianz-Errungung und deren Extension / auch für das ganze Reich tragende hohe Vorsorge und Schutz mit alleruntertänigstem Dank erkennen; Also versprechen sie hiermit förderlichlich / alle Dero 3. Regimente in dem bisshierigen Completen Stand noch streu zu erhalten / und in allen Feld-Zügen unter Ihre Kaiserlichen Majestät Armeen mit agiren zu lassen / auch dieselbe noch der obhabenden Cräyß-Willkür / mit Abschwörung des Juraments an Ihre Kaiserliche Majestät und Dero Generalität Dispensation annehmen und untergeben / doch dasi sie auch in allen denen Kaiserlichen Völdern zugehenden Vortheilen und Emolumenten gleich considerirt werden / auch den Cräyß allezeit eigenhümlich verbleiben / und denen Obristen die Jurisdiction über die Völder gebühren soll.

6. Hingegen verbindet sich der Cräyß / weilen Ihre Kaiserliche Majestät verwilligt / für die 3. Regimente alle Feld-Züge das Commiss-Verd auß Dero Proviant-Unter und Magazin verabsolgen zu lassen / in rechtmäßig-julänglicher Quantität an Korn oder Mühl getreidlich zu erstehen / auch auff erforderlichen Fall jedesmal ergebige Quantität dessen zu anticipiren.

7. Hat man bedungen / dasi die 3. Regimente jedesmal über Winter / dinstre sie nicht mit einigen Vordrill in hostico verblieben kommen / zurück in den Cräyß zu ihren Ständen und angehörigen andern Orten verlegt und einlogirt werden solten.

8. Weilen aber auch belanzt / mit was schweren und zwepfachen Kriegs-Kosten Ihre Kaiserliche Majestät der Zeit beladen / so erklärt sich der Cräyß / Ihre Kaiserlichen Majestät und dem gemeinen Reichs-Weien zu Diensten / mit einen Vorwurf auff 3. Jahr nach einander mit 507060. fl. jährlich an Handen zu geben / und baar einzubringen an die Kaiserlichen Kriegs-Cassa abzulassen / oder / da es die unumgänglich Noth je nicht anders leiden wolte / gegen andere Natural-Zufschußung und Kosten abzurechnen.

9. Jedoch aber andert nicht / als in gewissen Zahlstücken zu erlegen; dahero sie erbitlich seyn / damit den Anfang zu machen / bey Eingang künftigen Monats Novemb. mit 100000. fl. zu Ende künftigen Junius mit 200000. fl. wiederum zu Ende Marti mit 100000. und endlich mit dem Rest der Verwilligung bey dem Ausbruch der Willk auf denen Quartieren behalten / wober auch ausdrücklich zum Schluß kommen ist /

10. Dasi die künftige verabschaffende Ordnonnachen mit allen Clausulen und Articulen auff das genaueste beobachtet / und deren Inhalt / soviel als von Wert zu Werken krefft gegenwärtigen Tractats / als eine unverbrüchliche abgetheilt Condition diesen Reces eintragen seyn solle. und soll

11. Ein unveränderliches Verbleiben haben / dasi der Cräyß über die 507060. fl. nicht im geringsten angegriffen noch beschweret werden solle: Auch von Kaiserlichen Quartieren in Ansehung der angewendeten Geldgaben / ganz und gar befreit seyn: Auf den Fall aber einer nothwendigen Einquartierung etlicher Kaiserlichen Völder / ist abgehandelt worden / dasi dieselbe

12. Zwar im Cräyß repartirt / doch aber solcher Bestand auff einander verlegt werden solten / dasi außser des blossen Obdachs / Lagerplatz / Holz und licht / so gar es der Quartiers-Mann vor sich selbst hat / und der Musquettere monatlich vier dinst 20. Kreuzer / der Reuter 30. Kreuzer zugahlen hiere / das übrige aber von dem gemeinen Soldaten / nach seinem Verbleiben und baaren Pfenning erstattet werden solte.

13. Ober da man verlangen würde / dasi neben dem Obdach von dem Quartiers-Mann dem Soldaten es seye zu Ross oder Fuß / auch täglich 2. Pfund Brod solten gereicht werden / so wären davon monatlich 45. Kreuzer / als vor das mit Holz / licht und Lagerplatz begleitete Obdach und Brod vor einen Fußgänger 1. fl. 5. Kreuzer / vor den Reuter 1. fl. 15. Kreuzer abzugewen.

14. Dafern aber einige Regimente in dem Cräyß auff dem Land gar auseinander verlegt und repartirt / so hätte

ANNO
1689.

te man wie in denen Käpfel. Erblanben gebräuchlich vor ihre Mund-Portionen 2. fl. vor die Pferd-Portion auch 3. fl. monatlich abzunehmen.

15. Es wird aber auch bedungen / wann etwan durch Mißbrauch / oder andere Unfälle / die Vitrualien / das Getränd und glatte Futur / auff hohen Werth steigen thäte / daselbige nach dem landläufigen Preiß auff dem Markt angeschlagen werden soll.

16. Damit aber in ein- und andern ein richtiges Reglement wegen der Anzahl der Mund-und Pferd-Portionen / der Ober-und Nieder-Officiere Verpflegung bey denen Regimenten-Städten und Prima placen gescheh / und aller

17. Mißbrauch verhindert bleibe / so sollen sowohl die Hof-als Nieder-Officiere weder vor sich noch ihre Kuchente noch auch Wägage-Pferd von dem Quartiere Mann im geringsten mehr / als das bloß obdach prezenzieren / sondern sollen allein von ihrem auff der Kaiserlichen Kriegs-Cassa in empfangen habenden Tractament und Portionen zu leben schuldig seyn / wann aber über solche Ordouung etwas ergriffen werden solte / so ist Abzug an dem angeschafften Geld-Verwilligung zuehmen.

18. Hat das General-Commissariat für die Proviant- und Artillerie auch Munition / Biencien / Kuch und deren Mund-und Pferd-Portionen und Unterhalt / die Verordnurg zu verordnen.

19. Ist vor gut ansehn worden / zu männiglichem Nachtheil die rechtmäßige Regimenten Städte und Prima Placen / Pferd-Portionen in ihre Tabell einzuverleiden / auffser welcher Specification bey denen Reparierungen gar nichts an Kost und Fütierung ohne bare Bezahlung gescheh noch gestanden werden solle.

20. Da aber der laibge Fall einer unvermeidlichen Einquartierung sich ereignen würde / wollen Ihre Kaiserliche Majestät allermähligst verordnen / daß von der Generalität ein solches zeitlich angeschickert / und vor dem vordrücklich Einzug von dem General-Commissariat mit des Erzh. Secretarien / wenn Einlogir-und Reparierung / die unumgänglich Noth genommen / und alles auff das genaueste bey denen Zahl-Jüssen abgezogen werden solte.

21. Darbey ist dem sein Verbleiben haben / und weder Fürsten noch Städte oder dero Beamten und Rathshäusern in einige particular Tractaten / Accord und Vergleich einzulassen / nicht verstatet werden solte.

22. Soll in allem gute Disciplin gehalten / und alle Exzellen / Inordnungen / auch Vergewaltigungen der Unterthanen / nach dem höchsten Kriegs-Recht abgestrafft werden.

23. Soll ein jeder sowohl Hoch-als Niederer Kriegs-Officier und sämtliche Soldaten zu Fuß und Fuß / die treue Disposition / in Reparatur-Guthül und Verwundung der Quartiere denen Fürsten und Städten / denen die Städte / Märck-Plätzen und Dörffer zugewandt überlassen / und ihnen darinnen keine reges vorgeiffen / sondern die Quartiere / wie solcher der Stand anweist / beziehen sich mit dem was vergütet massen aligniert wird / vergütigen / und tant weitere Exactiones vornehmen / widerigen Falles demjenigen / so sich betreten lassen / an seiner Gage es abgezogen werden solte.

24. Wird allen Officieren unterfoget / daß zu denen Ketrouen und Werbungen keine weltliche Hausgesessene und Unterthanen gezogen / und da ein-oder anderer hinterzügen und vergewaltigt worden / solte Er / auff Begehren / so bald ohne Entgelt gefolgt werden.

25. Bedungen sich Fürsten und Städte wegen der in den Erzh. geschehenen Märck- und Remarcken / so sie ohne rechtmäßige Bezahlung unumgänglich länger ertragen können / daß gleichwie Ihre Kaiserliche Majestät in Dero Erb-Contingenten und laiden dergleichen Zuschuss-Kosten an denen Vermittlungen abzugeben gewillt / also auch fürterhin von primo künftigen Novembris an / die im Erzh. darauf gehende sehr nahhafte Consumtionen solcher gestalten gleichfalls zu decourtirten / wie in denen taxenbüchern und andern Tractaten hiezu kommen ist / zu mehrer Uthand it. it. Wien den 5. Juli 1689.

CES-UNIES, du mois d'Août, 1689. [ANNO
[Manuscrit.] 1689.]

Il y aura à l'avenir entre le Roi de la Grande Bretagne & ses Successeurs Rois de la Grande Bretagne & leurs Royaumes d'une part, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas d'autre, & leurs Etats, Terres, & Sujets reciproquement une sincere, ferme, & perpetuelle Amitié, & bonne correspondance, tant par Mer que par Terre, en tout & par tout, tant dehors que dedans l'Europe.

Et pour mieux assurer cette Amitié & bonne correspondance & ôter toutes les difficultés, qui pourroient naître entre les deux Parties, sous quelque pretexte que ce soit, il est arrêté & convenu entre ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne; & ledits Seigneurs Etats Generaux, que tous les Traités de Paix, d'Amitié, d'Alliance, Confédération, Commerce, & de Marine, ci-dessous nommés & mentionnés seront approuvés & confirmés de part & d'autre, à sçavoir le 1. Traité de Paix & de Confédération, conclu à Breda le 3. Juillet 1667.

Le Traité de Navigation & de Commerce conclu en même tems & lieu.

Le Traité de Paix & d'Amitié conclu à West-Münster le 5. Février 1672.

Le Traité de Marine conclu à Londres le 10. d'Octobre 1679. avec une Declaration expliquant plusieurs Articles dudit Traité de Marine du 17. Février 1667; conclu à la Haye le 11. Decembre 1675.

Article pour prevenir ou composer les Disputes qui pourroient arriver entre les Compagnies des Indes Orientales d'Angleterre & de Hollande, conclu à Londres le 3. Mars 1672.

La Ligue défensive concludé à Londres le 3. jour de Mars 1672.

Le Traité de Concert pour les Fleures d'Angleterre & d'Hollande conclu le 29. d'Avril 1689.

Le Traité pour défendre le Commerce avec la France conclu le 22. d'Avril 1689.

Comme ledits Traités, & tous & chascuns les Articles d'iceux sont effectivement approuvés & confirmés par ce présent Traité & demeureront en leur premiere force & vigueur, comme s'ils y étoient inférés de mot à mot, eniant qu'ils ne contrediront ni dérogent les uns aux autres, ou au present Traité; de telle maniere que les points & matières stipulées par un Traité plus nouveau seront accomplies dans le tems dont il sera convenu, sans avoir égard à un Traité plus ancien. De plus il y aura entre Sa Majesté & ses Successeurs, & les Seigneurs Etats Generaux, leurs Sujets & Inhabitans reciproquement, une Alliance étroite & fidèle Confédération, pour se maintenir & conserver mutuellement l'un & l'autre, en la tranquillité, Paix, Amitié & Neutralité par Mer & par Terre, & en la possession de tous les Droits, Franchises, & Libertez, dont ils jouissent, ou ont Droit de jouir, ou qu'ils leur seront aquis, ou qu'ils s'acquerront par des Traités de Paix, d'Amitié, & de Neutralité, qui ont été faits ci-devant, ou qui seront faits ci-après conjointement & de concert avec d'autres Rois, Republiques, & Villes, le tout pourant dans l'étendue de l'Europe seulement, & ainsi, ils promettent & s'obligent de garantir reciproquement non seulement tous les Traités que Sa Majesté ou ses Prédecesseurs & ledits Seigneurs Etats Generaux, ont déjà fait avec d'autres Rois, Republiques, Princes & Etats, lesquels seront exhibez de part & d'autre avant l'échange de Ratification, mais aussi tous ceux qu'ils pourront faire ci-après de consentement & de commun concert, & de le défendre, s'assister, & conserver mutuellement dans la possession des Terres, Villes, & Places, qui appartiennent présentement & appartiendront ci-après tant à Sa Majesté & ses Successeurs les Rois de la Grande Bretagne qu'auxdits Seigneurs Etats Generaux, ledits Traités, en quelque endroit que les Terres, Villes & Places soient situées, qu'en cas que en tout ce que dessus Sa Majesté & ledits Etats Generaux, viennent à être troublez ou attaquez par quelque hostilité ou Guerre ouverte, par qui ou sous quelque pretexte que ce puisse être, auquel cas on se gouvernera de part & d'autre selon ce qui est ci-dessus stipulé dans les Traités susdits conclus le 3. Mars 1672.

Et comme ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne & ledits Seigneurs Etats sont présentement en Guerre

AOÛT.
L'AN-
GLETERE
ET LES
PROVIN-
CES U-
NIES.

CXVI.

Traité d'Amitié, & d'Alliance entre GUIL-
LAUME III. Roi de la Grande Bretagne &
Messieurs les Etats Generaux des PROVIN-
CES U-
NIES.

ANNO
1689.

Guerre contre le Roi T. C. & que ledits Seigneurs Roi de la Grande Bretagne, & Etats Généraux, se trouvent avec une obligation reciproque de s'entr'aider & défendre, de maintenir & de conserver reciproquement leurs Pais & Sujets dans leurs possessions, immunités & Libertés, de Navigation & de Commerce, & autres Droits quelconques, tant par Mer que par Terre, envers & contre tous Rois, Princes & Etats, & particulièrement contre ledit Roi, & afin de pouvoir mieux parvenir à une Paix juste & raisonnable, qui pourroit établir le repos & la tranquillité de l'Europe, il est convenu entre ledits Seigneurs Roi de la Grande Bretagne, & ledits Seigneurs Etats, qu'il ne pourra être fait par aucun d'eux Allié aucune suspension d'Armes, Trêve, ou Paix avec ledit Roi T. C. ni avec un autre Roi, Prince, & Etat, par lequel l'un ou l'autre d'eux Allié seroit troublé ou attaqué, que conjointement ou d'un commun consentement.

Et comme ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne & ledits Seigneurs Etats Généraux sont déjà entrez dans un Traité de concert, pour faire agir leurs forces pendant cette année, contre ledit Roi T. C. il est arrêté & accordé, qu'ils conviendront au plutôt d'autres Articles & stipulations, pour le dénombrement, & l'emploi de leurs Troupes & Vaisseaux de guerre de telle manière qu'il sera trouvé le plus à propos pour agir, avec d'autant plus de succès, contre l'Ennemi commun.

De plus il est convenu entre ledit Seigneur Roi & ledits Etats, que si après que la Paix aura été faite avec le Roi T. C. conjointement & d'un commun consentement, comme il est stipulé ci-dessus, & que par après l'une ou l'autre Part eût venue à être attaquée de-rechef par le Roi T. C. le cas échéant, le Traité d'Alliance & de Garantie, conclu à Westminster le 3. de Mars de l'an 1671 entre l'Angleterre & ledits Seigneurs Etats, qui est aussi approuvé & confirmé par le présent Traité, subsistera alors en toute son étendue & sera exécuté dans tous ses Points, & Articles; comme si même ou semblable Traité avoit été fait de nouveau ou depuis la conclusion de la Paix, avec ledit Roi T. C. avec cette variation seulement, que la Guerre arrivant au cas mentionné dans l'Article de ce Traité, aucun d'eux Alliez, ne pourra faire aucune suspension d'armes avec ledit Roi T. C. ni autre attaquer, que conjointement ou d'un commun consentement. En ce présent Traité seront compris tous les Rois, Princes & Etats, qui voudront y entrer avant l'échange de Ratification, ou six mois après du consentement commun d'eux Rois & Etats.

Le présent Traité sera approuvé & sera ratifié par ledit Seigneur Roi & ledits Seigneurs Etats Généraux, & les Lettres de Ratification seront délivrées de l'un & l'autre côté en bonne & deise forme, dans le terme de six semaines ou plutôt, s'il se peut. En foi de quoi nous Ambassadeurs, &c. en vertu de nos Pouvoirs respectifs avons signé les présentes & apposé le cachet de nos Armes, à Witbal au mois d'Aoust 1689.

CXVII.

15. Aoust. *Traité d'Alliance entre GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne & CHRETIEN V. Roi de Danemarck, du 15. Aoust 1689. (Manuscrit.)*

ET DANEMARCK. (1) **L** fera notoire à un chacun que le Roi de Danemarck & le Roi de la Grand-Bretagne Guillaume III. sont convenus & ont accordé par l'intervention de leurs Ministres de faire une Alliance ferme & stable pour leur sûreté mutuelle, & pour cet effet en ont passé préalablement les Articles suivans.

I. Le Roi de Danemarck & de Norvège promet au Roi de la Grand-Bretagne de lui donner 7000. hommes de ses vieilles Troupes guerrières, armes & bagages pourvus de toutes choses nécessaires pour combattre, savoir 6000. hommes de pied & 1000. Chevaux, y compris leurs Généraux & Officiers & de les faire conduire en Angleterre, en Ecosse ou Irlande à la volonté du Roi d'Angleterre, après la Ratification du Traité, sous l'escorte de six Vaisseaux de Guerre

montez les quatre premiers de 300. hommes chacun & 40. pièces de Canon, les deux autres de 250. hommes & de 30. pièces de Canon, & étant pourvus de vivres & de munitions nécessaires, tant pour faire le trajet, que pour combattre.

II. Ledites Troupes avec leurs Généraux & Officiers seront obligés, de prêter le serment de fidélité au Roi de la Grand-Bretagne pendant tout le tems, qu'elles combattront sous son Étendard, & elles seront obligées d'être sous ses enseignes tout autant de tems qu'il sera enveloppé dans la présente Guerre, bien entendu cependant, que si le Roi de Danemarck avoit la Guerre chez lui, ou que quelque Prince ou Etat la lui déclarât, le Roi de la Grand-Bretagne sera obligé de lui renvoyer ledites Troupes à sa réquisition, le plus promptement qu'il se pourra, & ce dans le terme de trois mois tout au plus, à ses propres dépens, & de le secourir lui-même tant par Mer que par Terre.

III. Qu'il sera permis au Roi de la Grand-Bretagne de se servir de ces Troupes, comme des siennes propres, tant que la Guerre le requerra, & qu'il ne les fera pas, sans une nécessité évidente.

IV. En suite il a été convenu, que ledites Troupes obéiront au Commandement du Duc de Schomburg, ou à tel autre Général, que le Roi de la Grand-Bretagne leur ordonnera d'obéir, auquel ledites Troupes se joindront, & que les Généraux & Officiers de Danemarck assisteront au Conseil de Guerre, toutes les fois que quelque expédition le requerra, & donneront leurs Avis comme les Officiers propres du Roi de la Grand-Bretagne.

V. L'administration de la Justice se fera parmi les Troupes du Roi de Danemarck de même qu'elle se fait dans son Pais, selon les Articles de Guerre & les Droits de Danemarck, sous le Commandement pourant du Duc de Schomburg, ou tel autre qu'il plaira au Roi de la Grand-Bretagne de donner au Conseil Général.

VI. Toutesfois, comme le transport de ces Troupes ne se pourra faire sans beaucoup de frais & de dépens, le Roi de la Grand-Bretagne promet au Roi de Danemarck la somme de 240. mille écus, si elles sont obligées de passer en Angleterre ou en Ecosse, mais si le Roi de la Grand-Bretagne veut absolument que ce transport se fasse en quelque Port d'Irlande il donnera 350. mille écus, savoir la moitié de cette somme, après la Ratification du présent Traité, l'autre moitié, lors que ledites Troupes seront arrivées au Port destiné & que l'argent sera compté à Hambourg en bonne & valable monnoye; pour l'effet de quoi on baillera de bons & valables Répondans.

VII. Ensuite le Roi de la Grand-Bretagne promet aux Généraux, Officiers, & Soldats, qui seront envoyez par le Roi de Danemarck, pareils gages & payes, qu'il donne à ses Généraux, Officiers, & Soldats, tout autant de tems qu'ils seront dans son service & qu'ils seront en tout égaux aux Anglois, lors qu'ils combattent dans son Royaume, & en cas qu'ils soient obligés de combattre ailleurs, ils se contenteront de la paye d'Allemagne ou de Hollande, leur paye commencera le jour que ledites Troupes arriveront au Port destiné, duquel tems le Roi de Danemarck ne sera point tenu de tout le dommage & de toute la diminution, qui arrivera audit Port après leur arrivée audit Port; & tous les frais tomberont sur le Roi de la Grand-Bretagne de quelque nature qu'ils puissent être, pour cet effet on prendra des Commissaires de part & d'autre, comme on est accoutumé en Angleterre, qui les compteront devant & après, sans aucune diminution.

VIII. La Guerre étant finie, le Roi de Danemarck voulant ravoir ses Troupes, le Roi de la Grand-Bretagne sera tenu de les lui rendre dans trois mois tout au plus, après en avoir reçu la signification, & il sera tenu de les lui renvoyer en pareil nombre qu'il les aura prises, & s'il n'y a pas lieu de les renvoyer effectivement, le Roi de la Grand-Bretagne sera obligé de payer au Roi de Danemarck pour chaque Soldat 16. écus, & pour chaque Cavalier 60. écus; Pour ce qui regarde le retour des Troupes en Danemarck les deux Rois conviendront de cela entr'eux, lors qu'ils passeront le Traité d'une ferme Alliance.

IX. Enfin ledits Rois, sont convenus & accordés entr'eux de commencer leur étroite Alliance, aussi-tôt à la Ratification dudit Traité, qui doit être

(1) Ce n'est ici apparemment qu'une Traduction.

ANNO
1689.

ANNO 1689. faite dans un mois ou plutôt, & ils tâcheront par toutes sortes de moyens, & travailleront incessamment & sans interruption, de parvenir à leur but, & à leur fin.

Auquelles choses ci-dessus mentionnées les Parties ont donné créance par leur feings & leurs Sceaux, & ainsi l'ont juré & promis. Fait le 15. d'Aoult 1689.

CXVIII.

12. Aoult. *Traité & Convention entre GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, pour l'Union & le Concert de leurs Armes contre la France, & principalement pour interdire toute sorte de Commerce ou Trafic avec les Sujets du Roi T. C. non seulement de la part de l'Angleterre & des PROVINCES-UNIES, mais aussi de la part des Sujets des autres Rois, Princes, ou Etats.* A Wittehall le 12. d'Aoult 1689. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Impériale. Falc. 23.]

D'Autant que le Roi Tres-Christien a déclaré la Guerre aux Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, & autres Alliez du Roi de la Grande Bretagne, & que le Roi de la Grande Bretagne l'ayant déclarée au Roi T. C. il importe audit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, & auxdits Seigneurs Etats Généraux, de faire le plus de dommage qu'il sera possible, à l'Ennemi commun, pour le reduire à une Paix juste & raisonnable, & à des conditions qui pourront retabir le repos & la tranquillité de la Chretienité, & comme pour cela, il est nécessaire qu'on emploie toutes les forces & particulièrement qu'on fasse en sorte, que tout Commerce & Trafic avec les Sujets dudit Roi T. C. soit effectivement rompu & interdit, pour ôter audit Roi & à ses Sujets, les moyens de fournir à une Guerre, qui pourra autrement par sa durée estre tres nuisible, & causer une grande effusion de sang Chrestien, & Sadite Majesté de la Grande Bretagne & ledits Seigneurs Etats Généraux ayant pour mieux y parvenir ordonné à leurs Flottes de faire voile vers les Costes de France, & de bloquer tous les Ports, Havres & Rades dudit Roi T. C.

I. Il est conclu & arrêté entre Sadite Majesté de la Grande Bretagne, & ledits Seigneurs Etats Généraux, qu'il ne sera pas permis aux Sujets dudit Roi, ni desdits Etats avec leurs propres Vaisseaux, ni avec les Vaisseaux d'aucun autre Royaume, Pais ou Etat, de trafiquer, ni de faire aucun Commerce avec les Sujets du Roi T. C. en maniere quelconque, ni ne pourront emmener dans les Ports au Pais dudit Seigneur Roi, ou desdits Seigneurs Etats, ni dans aucun autre Pais, les Marchandises & Denrées des Pais & Terres de l'obéissance du Roi T. C. ni amener auxdits Pais & Terres aucunes Marchandises ou Denrées quelconques sur peine de Confiscation desdites Marchandises & Denrées, & des Vaisseaux qui y seront employés.

II. Et comme plusieurs Rois, Princes & Etats de la Chretienité sont déjà en Guerre contre le Roi T. C. & qu'ils ont déjà defendu, ou defendront dans peu, tout Commerce avec la France, il est convenu entre Sadite Majesté de la Grande Bretagne, & lesdits Seigneurs Etats Généraux, que si pendant cette Guerre, les Sujets d'aucun autre Roi, Prince ou Etat, entreprennent de trafiquer, ou de faire aucun Commerce avec les Sujets du Roi T. C. ou si leurs Vaisseaux & Batimens seront rencontrés, faisant voile vers les Ports, Havres, ou Rades, de l'obéissance du Roi T. C. sous un soupçon apparent de vouloir trafiquer avec les Sujets dudit Roi, comme cy-dessus, & si les Vaisseaux appartenants aux Sujets d'aucun autre Roi, Prince, ou Etat, seront trouvés en quelque Endroit que ce soit, chargés des Marchandises ou Denrées pour la France, ou pour les Sujets du Roi Tres-Christien, ils seront pris & saisis par les Capitaines

des Vaisseaux de Guerre, Armateurs, ou autres Sujets dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne & desdits Seigneurs Etats, & seront réputés de bonne prise par les Juges compétans.

III. Il est conclu & arrêté que ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne & ledits Seigneurs Etats notifieront au plusloft ce Traité & Accord à tous les Rois, Princes & Etats de l'Europe, qui ne font pas en Guerre contre la France, & que ledits Rois, Princes & Etats soient en même tems informés, que si leurs Vaisseaux, ou Batimens de leurs Sujets, sortis en Mer avant cette Notification, seront trouvés faisant voile vers les Ports, Havres, ou Rades de l'obéissance du Roi T. C. ils seront obligés par les Vaisseaux dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne & desdits Seigneurs Etats de rebrouffer chemin incessamment, & que si les Vaisseaux ou Batimens desdits Rois, Princes ou Etats, ou de leurs Sujets seront rencontrés, faisant voile desdits Ports, chargés des Marchandises ou Denrées de France, ledits Vaisseaux & Batimens seront obligés de s'en retourner auxdits Ports, & d'y laisser lesdites Marchandises & Denrées, à peine de Confiscation, & qu'en cas que les Vaisseaux ou Batimens desdits Rois, Princes, & Etats, ou de leurs Sujets, sortis en Mer après ladite Notification, seront trouvés faisant voile vers les Ports, Havres, ou Rades de l'obéissance du Roi T. C. ou des Ports dudit Roi, ils seront saisis & confisqués avec leurs Marchandises & Denrées comme de bonne prise, & quant aux Princes & Alliez, qui sont déjà en Guerre contre la France, il est aussi arrêté & convenu que Notification leur sera donnée au plusloft de ce que dessus, & qu'ils soyent en même tems priés de vouloir concourir à des moyens si nécessaires à l'Intérêt commun & de donner & faire executer des Ordres qui tendent à la même fin.

Ce présent Traité sera ratifié par Sa Majesté & ledits Seigneurs Etats Généraux, & les Ratifications seront échangées, dans l'espace de six semaines, si ce n'est qu'un Traité d'une Alliance offensive & défensive entre Sa Majesté & ledits Seigneurs Etats Généraux soit conclu & signé avant l'expiration de ce terme, auquel cas, ce présent Traité y sera compris & confirmé. Cependant il est arrêté, & convenu qu'on ne laissera pas de faire executer de part & d'autre, tous & chacun des Articles de ce Traité, ponctuellement & de bonne foi, de même que si les Ratifications étoient déjà échangées. Fait à Wittehal le 12. jour d'Aoult 1689.

Est signé.

(L.S.) CARMARTHEN P.	(L.S.) A SCHIMMELPEN- NING van der OYE.
(L.S.) HALIFAX C. P. S.	
(L.S.) SHREWSBURY.	(L.S.) N. WITZEN.
(L.S.) NOTTINGHAM.	(L.S.) W. DE NARAU.
(L.S.) T. WARTON.	(L.S.) ARNAUT VAN CITTERA.
	(L.S.) E. DE WEEDE.

(1) Article séparé.

IL a été convenu de part & d'autre que Notification sera donnée au plusloft de ce qui est contenu dans ce Traité, non seulement aux Ministres des Roys, Princes, & Etats intéressés qui se trouveront auprès de Sa Majesté & desdits Seigneurs Etats Généraux, mais aussi à ceux qui sont aux Cours Etrangères auprès des Roys, Princes, & Etats respectivement; & de plus, il a été arrêté qu'en cas que l'une ou l'autre Partie vint à être incommodée ou troublée à cause de l'Execution du présent Traité ou d'aucun Article d'icelui, Sa Majesté Britannique, & les Hauts & Puissans Seigneurs Etats promettent & s'obligent de se garantir l'une l'autre à cet égard.

(1) Cet Article ne se trouve pas dans la Copie qu'on tient de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Impériale. (D.V.M.)

ANNO

1689.

24. Sept.

FRANCE

KT

ALGER.

*Traité de Paix pour cent ans entre LOUIS XIV.
Empereur de France, Roi de Navarre, & le
Pacha, Dey, Divan & Milice de la Ville &
Royaume d'ALGER. Fait à Alger le 24. Sep-
tembre 1639. [FREDERIC LEONARD.
Tom. V.]*

L'An mil six cens quatre-vingt-neuf, & le dix-neuvième jour du mois de Septembre; du Règne de Tres-Chrestien Louis, Tres-Puissant & Tres-Invincible Prince, LOUIS XIV. du nom par la grace de Dieu Empereur de France & Roi de Navarre, Le Sieur Guillaume Marcel Commissaire des Armées Navales envoyé par Monseigneur le Marquis de Seignelay Secrétaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté Impériale, en consequence des Lettres écrites par le Tres-Illustre & Tres-Magnifique Seigneur, Hüssein Pacha, Div, Day, & Miuce de la Ville & Royaume d'Alger à M. Girardin de Vauvray, Conseiller du Roi en ses Conseils, Intendant General de la Marine de Levant, par lesquels ils auroient témoigné qu'il leur seroit plaisir de s'entretenir pour le rétablissement de l'ancienne Amitié, & bonne Correspondance qui étoit autrefois entre les Sujets de Sa Majesté Impériale & le Gouvernement de ladite Ville, & pour ce faire, le Roi leur auroit ordonné de ladite Ville, où après avoir rendu fa Lettre de ladite Pacha, & avoir conféré plusieurs fois avec le said Pacha, Day, il auroit éfcié résolu de part & d'autre de rétablir, & même de conserver & maintenir à l'avenir une bonne Paix, & pour cet éfcié seroient convenus des Articles qui suivent.

Premièrement; Les Capitulations faites & accordées
 entre l'Empereur de France & le Grand Seigneur ou
 leurs Predecesseurs; ou celles qui seront accordées de
 nouveau par l'Ambassadeur de France, envoyé exprès
 à la Porte pour la Paix & Repos de leurs Etats,
 seront exactement & sincèrement gardées & observées,
 sans que de part & d'autre il y soit contrevenu, direc-
 tement ou indirectement.

II. Toutes courtes & actes d'Hostilité tant par Mer que par Terre cesseront à l'avenir entre les Vaisseaux & les Sujets de l'Empereur de France , & les Armateurs particuliers de la Ville & Royaume d'Alger.

III. A l'avenir il y aura Paix entre l'Empereur de France & les Très-Illustres Pacha, Dey, & Divan de Milice de ladite Ville & Royaume d'Alger, & leurs Sujets, & ils pourront réciproquement faire leur Commerce dans les deux Royaumes, & naviger en toute sûreté, sans en pouvoir être empêchés pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce soit.

IV. Et pour parvenir à ladite Paix, il a esté convenu d'un libre rachat de part & d'autre pour tous les Eclaves sans distinction au prix qui sera réglé par le Pacha, & le Conful de l'Empereur de France, exceptant néanmoins ledit Pacha, les deux équipages de Mamet Oia, & Amet Seguiere dont il pourra retirer la Milice; & pour les Turcs à cent cinquante écus pour chacun, & les Maures cet, ayant promis ledit Pacha de donner un pareil nombre d'Eclaves François au même prix.

V. Ledit Pacha, Dey, Divan , & Milice d'Alger feront crier publiquement trois jours après la publication du présent Traité, que tous les Patrons qui auront des Esclaves François dans la Ville ou à la Campagne , les laissent venir librement & en route diligence en la Maison du Consul pour prendre leurs noms seulement .

VI. Les Bâtimens François arrestez dans le Port d'Alger contre la bonne foi, seront rendus avec tous leurs Agrez, Canons, Armes, Munitions, Marchandises, Effets & Equipages ou la valeur juste, suivant la Liquidation qui en sera faite par le Sieur Mercadier, Consul de la Nation Française, moyennant quoi l'Empereur de France conférera à la Restitution du Vaisseau le Soleil, & des deux Caravelles, le Perquet & le Dragon prises par les Vaisseaux de Sa Majesté avec leurs Agrez, Canons, Effets & Equipages.

VII. Les Vaisseaux armez en Guerre à Alger, & dans les autres Ports du Royaume rencontrant en Mer les Vaisseaux & Bâtimens navigans sous l'Eendait de France, & Passeports de l'Amiral, conformes

à la copie qui sera transcrite à la fin du présent Article, les laissent en toute liberté continuer leur Voyage sans les arrêter, ni donner aucun empêchement, ains leur permettant tout le secours & assistance dont ils pourroient avoir besoin, observant d'envoyer seulement des Matelots nécessaire pour la conduite, & de donner Ordre qu'il n'en entre aucun ailleurs, que ledites deux Personnes dans ledits Vaisseaux, sans la Permission expresse du Commandant, & réciproquement les Vaisseaux François en usant à l'égard des Vaisseaux appartenans aux Armateurs particuliers de ladite Ville & Royaume d'Alger qui seront Porteurs de Certificats du Consul François établi dans ladite Ville, desquels Certificats suit ci-après la Copie.

Passport dont les Vaisseaux François seront Porteurs.

Louis Alexandre de Bourbon, Comte de Toulouse,
Amiral de France. A tous ceux qui ces présentes
Lettres verront. Salut ; Sçavoir faisons que nous
avons donné Congé & Passeport à Me
de nommé du port de
de s'en aller à chargé de & armé de
après que Visitation de aura été bien & deu-
ment faite, en témoin dequoy nous avons fait mettre
notre Sein & le Seal de nos armes à ces présentes, &
icelles fait contraindre par le Secrétaire General de la
Marine, à Paris le nul fix cent quatre-vingt.

Signé,

L. AL. DE BOURBON Comte de Toulouze
Amiral de France;

Et plus bas,

Par Monseigneur

Er stelle

DE VALINCOURT,

*Certificat du Sr. Consul de la Nation Française
à Alger.*

NOUS, Consul de la Nation Française
à Alger, certifions à tous qu'il appartiendra que
le nommé _____ du port
de _____ ou environ, étant à présent au Port de
Havre de _____ est armé de _____ appartenant aux
Sujets du Royaume d'Alger : En témoin desquels
nous avons signé le présent Certificat & apposé le
Sceau de nos armes. Fait à Alger le _____ jour de
mil six cent quatre-vingt. _____
Signé Consul.

VIII. Les Vaisseaux de Guerre & Marchands tant de France que d'Alger feront receus reciproquement dans les Ports & Rades des deux Royaumes, & il leur sera donné toute sorte de secours pour les Navires, & les Equipages en cas de besoin, comme aussi il leur sera fourni des Vivres & Agrez, & généralement toutes autres choses nécessaires en les payant aux prix ordinaires & accoustuméz dans les Lieux où ils auront relâché.

Si l'on arrivait que quelque Vaiffeau Marchand François étant à la Rade d'Alger, ou à quelquel'un des autres Ports de ce Royaume, fut ataqué par des Vaiffeaux de Guerre ennemis sous le Canon des Forteresses, il leur defendu & protégé par ledits Vaiffeaux, & le Commandant obligera ledits Vaiffeaux Ennemis de donner un temps fuffifant pour fortir, & s'éloigner desdits Ports & Rades, pendant lequel feront tentées ledits Vaiffeaux Ennemis, fans qu'il leur soit permis de les pourfuivre, & la même chose s'exécute de la part de l'Empereur de France, à condition toutes fois que les autres Ports de ce Royaume, à Alger, & aux autres Ports de ce Royaume, ne pourront être pris par les Vaiffeaux Ennemis, ni par ceux de leurs prises dans l'étendue de dix lieues des côtes de France.

IX. Il a été consenti de la part de l'Empereur de France qu'en cas que dans le nombre des Turcs qui seront achepés dans la suite pour servir sur les G-les, il s'en trouve quelqu'un du corps de la Milice d'Alger: Il leur sera libre après en avoir justifié par devant le Consul de France, dont ils rapporteront le Certificat, de se racheter au prix dont ils convien-

ANNO
1689.

dront avec l'Intendant desdites Galeres, & les Ordres necessaires pour leur Liberte seront donnez aussitôt que le paiement en aura esté fait entre les mains du Tresorier General desdites Galeres.

XI. Tous les François pris par les Ennemis de l'Empereur de France qui seront conduits à Alger & autres Ports dudit Royaume seront mis aussitôt en Liberte, sans pouvoir estre retenus Esclaves, même en cas que les Vaisseaux de Tripoli, Tunis & autres qui pourront estre en Guerre avec l'Empereur de France, mettent à Terre des Esclaves François, ledits Pacha, Dey, Divan & Milice de ladite Ville & Royaume d'Alger, donneront dès-à-présent Ordre à tous leurs Gouverneurs de retenir ledits Esclaves, & de travailler à les faire racheter par le Consul François au meilleur prix qu'il se pourra, & pareille chose se pratiquera en France, à l'égard des Habitans dudit Royaume d'Alger.

XII. Et à l'égard des François qui ont esté pris avant & depuis ledit Traité de 1681. jusques à la Rupture, a esté convenu qu'ils seront tous rachetez, en payant trois cent livres pour la rançon d'un chacun, quelques Sommes qui aient esté paiees par leurs Patrons.

XIII. Les Estrangers Passagers trouvez sur les Vaisseaux François, ni pareillement les François pris sur des Vaisseaux Estrangers, ne pourront estre faits Esclaves, ni retenus sous quelque pretexte, que ce puisse estre, quand même les Vaisseaux sur lesquels ils auront esté pris se feroient defendus, à moins qu'ils ne se trouvent actuellement engagez en qualité de Matelots ou de Soldats sur des Vaisseaux ennemis, & qu'ils soient pris les Armes à la main.

XIV. Si quelque Vaisseau François se perdoit sur les côtes de la dependance du Royaume d'Alger, soit qu'il soit poursuivi par les Ennemis, ou forcé par le mauvais temps, il sera secouru de tout ce dont il aura besoin pour estre remis en Mer, & pour recouvrer les Marchandises de son chargement en payant les journées de ceux qui auront esté employez, sans qu'on puisse exiger aucun Droit ni Tribut pour les Marchandises qui seront mises à Terre, à moins qu'elles ne soient vendues dans les Ports dudit Royaume.

XV. Tous les Marchands François qui aborderont aux Ports ou Côtes du Royaume d'Alger, pourront mettre à Terre toutes leurs Marchandises, vendre & acheter librement sans payer autre chose que ce qu'ont accoutumé de payer les Habitans dudit Royaume, & il en sera usé de la même maniere dans les Ports de la Domination de France, & en cas que ledits Marchands ne mettent leurs Marchandises à Terre que par entrepôt, ils pourront les rembarquer sans payer aucuns Droits.

XVI. Les Bacha, Dey, Divan & Milice d'Alger, ne permettront sous quelque pretexte que ce soit à aucuns Corsaires de Barbarie, avec lesquels l'Empereur de France pourra estre en Guerre, d'armer dans les Ports de la Domination d'Alger, ny d'y amener, ni vendre les prises qu'ils auroient faites sur ledits François, comme aussi ils seront defendues à tous leurs Sujets, d'armer sous commission d'aucun Prince ennemi de la Couronne de France.

XVII. Les François ne pourront estre contraincts pour quelque pretexte que ce puisse estre, à charger sur leurs Vaisseaux aucune chose contre leur volonte, ni faire aucun Voiage, où ils n'auroient pas dessein d'aller.

XVIII. Pourra ledit Empereur de France continuer l'establissement d'un Consul à Alger pour assister les Marchands François dans tous leurs besoins, & pourra ledit Consul exercer en liberte dans la Maison la Religion Chretienne, tant pour lui que pour tous les Chrétiens qui y voudront assister, comme aussi pourront les Turcs de ladite Ville & Royaume d'Alger, qui viendront en France, faire dans leurs Maisons l'Exercice de leur Religion, & aura ledit Consul la préeminence sur les autres Consuls, & tout Pouvoir & Jurisdiction dans les differens qui pourront naître entre les François, sans que les Juges de ladite Ville d'Alger en puissent prendre aucune connoissance.

XIX. Si un François vouloit se faire Turc, il n'y pourra estre reçu qu'au préalable il n'ait persisté trois fois vingt-quatre heures dans cette resolution, pendant lequel temps il sera mis en dépôt entre les mains du Consul.

XX. Il sera permis audit Consul de choisir son Drogman, & son Courtier, & d'aller librement à bord des Vaisseaux qui seront en Rade toutes fois &

quantés qu'il lui plaira, & aussi de choisir une maison où il jugera à propos en paient, & d'avoir deux Jardiniers à sa porte qu'il pourra changer quand il voudra.

XXI. S'il arrive quelque differend entre un François & un Turc, ou Maure, ils ne pourront estre jugés par les Juges ordinaires, mais bien par le Conseil desdits Pacha, Dey, Divan, ou par le Commandant dans les Ports où les differends arriveront.

XXII. Ne sera ledit Consul tenu de paier aucune dette pour les Marchands François, s'il n'y est obligé par écrit, & seront les effets des François qui mourront audit Pais, remis es mains dudit Consul pour en disposer au profit des François, ou autres auxquels ils appartiendront, & la même chose sera observée à l'égard des Turcs dudit Royaume d'Alger, qui viendront s'établir en France.

XXIII. Jouira ledit Consul de l'exemption de tous Droits pour les Provisions, Vivres & Marchandises necessaires à sa Maison.

XXIV. Tout François qui aura frappé un Turc ou Maure ne pourra estre puni qu'après avoir fait appeler ledit Consul pour defendre la cause dudit François, & en cas que ledit François se sauve, ne pourra ledit Consul en estre responsable.

XXV. Le Pere de la Mission qui fait la fonction de Vicaire Apostolique à Alger, pourra avec son Confrere assister les Esclaves qui sont dans ledit Royaume, même dans les Baignes des Pacha & Dey, & seront les Missionnaires de quelque Nation qu'ils puissent estre regardez, comme Sujets de l'Empereur de France, qui les prend en sa protection, & en cette qualité ne pourront en aucune maniere estre inquietez, mais maintenus & secourus par le Consul comme François.

XXVI. S'il arrive quelque Contravention au present Traité, il ne sera fait aucun acte d'Hostilité qu'après un deni formel de Justice, & pour faciliter l'establissement du Commerce, & le rendre ferme & stable, les Tres-Ilustres, Pacha, Dey, Divan & Milice d'Alger enverront quand ils l'estimeront à propos une Personne de Qualité d'entre eux résider à Marseille pour entendre sur les Lieux les plaintes qui pourroient arriver sur les Contraventions au present Traité, auquel il sera fait en ladite Ville toute sorte de bon traitement.

XXVII. Si quelque Corsaire de France ou dudit Royaume d'Alger fait tort aux Vaisseaux François, ou des Corsaires de ladite Ville qu'il trouvez en Mer, il en sera puni, & tous les Armateurs responsables.

XXVIII. Si les Vaisseaux d'Alger qui sont presentement en Mer avoient pris quelques Bâtimens François passé le 14. jour du mois d'Octobre prochain, ils seront rendus aussitôt qu'ils seront arrivez en ladite Ville, avec toutes les Marchandises, effets, argent comptant, & rôles des équipages, & il en sera usé de même si les Bâtimens François avoient pris quelques Bâtimens de ladite Ville d'Alger.

XXIX. Toutes les fois qu'un Vaisseau de Guerre de l'Empereur de France viendra mouiller devant la Rade d'Alger aussitôt que le Consul en aura averti le Gouverneur, ledit Gouverneur fera salué à proportion de la marque de Commandement qu'il portera par les Châteaux & Forts de la Ville; & d'un plus grand nombre de coups de canon que ceux de toutes les autres Nations, & il rendra coup pour coup, bien entendu que la même chose se pratiquera dans la rencontre desdits Vaisseaux de Guerre à la Mer.

XXX. Si le present Traité de Paix conclu entre le Sieur Marcel pour l'Empereur de France, & les Pacha, Dey, Divan & Milice de la Ville & Royaume d'Alger venoit à estre rompu, (ce qu'à Dieu ne plaise) tous les Marchands François qui seront dans l'étendue dudit Royaume pourront se retirer avec tous leurs effets, par tout où bon leur semblera, sans qu'ils puissent estre arrestez pendant le temps de trois mois.

XXXI. Les Articles ci-dessus seront ratifiez & confirmez par l'Empereur de France, & les Pacha, Dey, Divan & Milice de la Ville & Royaume d'Alger pour estre observez par leurs Sujets pendant le temps de cent ans, & afin que personne n'en preende cause d'ignorance, seront publiez & affichez par tout où besoin sera.

Fait & arresté avec ledit Sieur Marcel pour ledit Empereur de France d'une part; & ledits Pacha, Dey,

ANNO
1689.

ANNO Dey, Divan, & Milice de la Ville & Royaume d'Alger
1689. de l'autre, le 24. jour du mois de Septembre 1689.

CXX.

30. Dec. *Accessio* GUILLIELMI III. Regis Magnæ Britannia ad Fœdus magnum inter LEOPOLDUM Cæsarem, & Dominos Ordines Fœderati BELGII Generales 12. Maji 1689. initum. Datum in Palatio Regis de Hamptoncourt (1) 20. Decembris 1689. [Copie manuscrite.]

GUILLIELMUS Tertius Dei gratia Magnæ Britannia, Franciæ, & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, omnibus & singulis ad quos præsentis Literæ pervenerint, Salutem. Quandoquidem Tractatus quidam Amicitia & ærarii Fœderis inter Serenissimum, Potentissimum, & Invictissimum Principem & Dominum D. Leopoldum, Divinæ Clementia favente Electum Romanorum Imperatorem semper Augustum, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatia, Slavoniæ, &c. Regem, Archiducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, & Wirtembergæ, Comitum Tyrolis; Et Cælos ac Præpotes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii Provinciarum initus & conclusus sit Viennæ 12. Maji proxime præteriti per Leopoldum Guillelmum Comitem in Königley Sacri Romani Imperii Pro-Cancellarium, Aurei Velerei Equitem, & Theod. Althetum Henricum Comitem à Straatsman, Cancellarium Aulicum, Sux Cæsareæ Majestatis Plenipotentiarios, & Consiliarios Status intimos à parte Sux Cæsareæ Majestatis, & per Jacobum Hop Civitatis Amstelodamensis Consiliarium, & Syndicum, nec non in Consessu Dominorum Ordinum Generalium nomine Hollandiæ & Westfrisiæ Deputatum à parte Dominorum Ordinum Generalium, cujus Tractatus tenor sequitur.

Fiat insertio.

Quumque Domini Ordines Generales per Legatos suos Extraordinarios virtute Art. X. Nos in prædicti Fœderis Constitutionem invitaverunt; Nos quibus nihil magis cordi est quam eas omnes Rationes amplecti quæ necessariæ, maximeque utiles sint, tam reducendæ quam conservandæ Paci, & Securitati publicæ, eò etiam lubentius eadem accepimus, quò Testimonium hoc præbeamus finceri nostri affectus & Amicitia erga Sux Cæsaream Majestatem dictosque Ordines Generales: Sciat, quod nos perfectò maturèq; considerato prædicto Tractatu eundem laudavimus, approbavimus, gratum, acceptum, ratumque habuimus. Sicut per Præsentem pro nobis, Hæredibus, & Successoribus nostris laudamus, approbamus, gratum, acceptum, ratumque habemus unà cum omnibus & singulis ejusdem Articulis, spondentes & in verbo Regis promittentes, Nos prædictum Tractatum sanctè & inviolabiliter observaturos, & adimpleturos, nec eidem in ullo Articulo contraveniatur, aut quantum in nobis erit contraveniri passuros, proviso semper quòd Sux Cæsareæ Majestatis & Ordines Generales præd. Nos in eundem Tractatum admittant, & Instrumenta necessaria optimâ formâ respectivè confecta nobis exhibeant tradantque. In cujus rei majorem fidem & Testimonium hæc Literas manu nostra signatas Magnæ Angliæ Sigillo communiri fecimus. Quæ dabantur in Palatio nostro de Hamptoncourt, Die 20. Decembris 1689.

Dominorum Ordinum UNITI BELGII Generalium Literæ, quibus Accessionem Regis Magnæ Britannia gratam & ratam habent. Actum in eorum Consessu, die 20. Decembris 1689. [Copie manuscrite & sûre.]

(1) Certe Dux est affirmatè corruptio. On ne peut la concilier avec celle de l'acception de leur Haute-Puissance, qui fait, ni avec celle de sa Majesté Impériale. A cela près la Copie est bonne. Je ne saurois dire précisément d'où elle m'est venue, mais si je ne me trompe c'est des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye. [D. M.]

ORDINES Generales Unitarum Belgii Provinciarum omnibus & singulis quorum interest ut quomodolibet interesse poterit, Salutem. Notum testatque facimus. Quandoquidem inter Sacram Sux Cæsaream Majestatem & Nos, Viennæ die 12. mensis Maji hujus anni, Tractatus ærarii Amicitia & Fœderis per Plenipotentiarios & Deputatos ab utraque Parte rite constitutos, initus, conclusus & signatus sit, modo & tenore sequentibus.

Fiat insertio.

Cumque Serenissimo & Potentissimo Principi ac Domino Domino Guillelmo tertio Dei gratia Magnæ Britannia, Franciæ, & Hybernici Regi, Fidei Defensori &c. per Legatos nostros Extraordinarios virtute Art. X. in Societatem dicti Tractatus invitato, visum fuerit, eidem Tractatu accedere, eundemque accessione sua corroborare, atque se & Hæredes, & Successores suos ad observantiam dicti Tractatus & singulorum ejus Articulorum obstringere, & propterea à parte Regiæ Sux Majestatis Instrumentum debita forma confectum sit, ea conditione, quòd tam Sacra Sux Cæsareæ Majestas quam nos alitè memorati Regiam Sux Majestatem in dictum Tractatum admittant, atque iidem Instrumenta ad eam rem necessaria conficiant, & extrahant. Nos itaque declarare volumus, sicut declaramus per Præsentem, Nos accessionem alitè memorati Regiæ Sux Majestatis in Societatem dicti Tractatus ærarii Amicitia & Fœderis, & acceptam, ratam habere, spondentes, & promittentes, nos dictum Tractatum per omnes & singulos ejus Articulos sanctè & inviolabiliter observaturos & adimpleturos, nec iidem Articulis eorumque cuiuspiam contraveniatur, aut contraveniri passuros, atque ad omnia & singula quæ in dicto Tractatu ejusque Articulis contenta sunt, religiose præstanda hæc nos alitè memorati Regiæ Sux Majestati omni meliori modo obligamus, & obstringimus. In quorum fidem hoc Instrumentum majori nostro Sigillo muniri & per Consessum nostri Prædicti dem signari curavimus, ut & per Graphiarum nostrum subscribi iussimus. Actum in Consessu nostro die 20. Decembris 1689.

LEOPOLDI Romanorum Imperatoris Literæ, quibus Accessionem Regis Magnæ Britannia laudat & admittit. Datum Augustæ Vindelicorum Die 23. Decembris 1689. [Copie manuscrite & sûre.]

LEOPOLDUS Divinæ favente Clementiæ electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatia, Slavoniæ Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantia, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, &c. Marchio Moraviæ, Dux Luxemb. ac Superioris & Inferioris Silesiæ, Wirtembergæ & Teckæ, Princeps Sueviæ, Comes Habsburgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, & Goritiæ, Landgravius Alsatia, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac Superioris & Inferioris Lusitiæ, Dominus Marchiæ Slavonicæ, Portus Næonis, & Salinarum.

Notum testatque facimus omnibus & singulis quorum interest, ut quomodolibet interesse poterit: Quod cum Charissimi Amici & Fœderati nostri Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum, vi Art. X. ærarii Fœderis nos inter, & illos in Urbe nostra Viennæ die 12. Maji nuperi per Deputatos ad id utrinque Ministros Plenipotentiarios conclusi, & postmodum ab utraque parte ratibati Serenissimum Principem Dominum Wilhelmum tertium Magnæ Britannia, Franciæ & Hybernici Regem, ad ejus Fœderis Societatem invitavit, & prædictus Serenissimus Rex eidem se accedere, illudque ratum, & gratum habere, & sese ad ejusdem inviolabilem observantiam obligari velle declaravit, confectò, & exhibito desuper Instrumento quod est sequentis tenoris.

Fiat insertio Fœderis.

Nos præmemoratum invitationem Serenissimi Regis Angliæ, Franciæ & Hybernici à Fœderatis Ordinibus Generalibus factam approbavimus, & Promissionem.

ANNO
1689.

nem, quā nobis se praestata sua Serenitas ad praestationem omnium in eo Foedere contentorum obligat, acceptaverimus, eandemque reciprocē ad eius Foederis Societatem admiserimus, quemadmodum hucce approbamus, acceptamus, & admittimus, & saepe memoratam Seren. huius Foederis participem facimus. Adstringentes nos reciprocē verbo nostro Imperiali, Regio, & Archiducali erga eandem ad praestanda ea omnia quae in dicto Foederis Tractatu contenta sunt, ac si cum eadem sua Serenitate ab initio tractata fuissent.

In cuius rei fidem & majus robur hoc Instrumentum manu nostra subscriptum Sigilli nostri Caesarei appensione muniti iussimus. Quod dabatur in nostra & Sacri Imperii Civitate Augustae Vindelicorum die 23. Decemb. 1689. Reg. nostrorum. Rom. 32. Hungariz 35. Bohemici 34.

Signatus erat.

LEOPOLDUS.

Vt LEOPOLDUS GUILLIELMUS
Comes in KÖNIGSBERG.Ad Mandatum Sacrae Caesaris
Majestatis proprium.CASPARUS FLORENTIUS
CONSERUATOR.ANNO
1689.

CCXI.

1690.

fr. Janv.
LES PRO-
VINCES-
UNIES
ET
BRUNSWIC.

Traact zwischen GEORG WILHELM Hartog van Brunswick-Lüneburg en de Heeren Staten Generael der VEREENIGDE PROVINTIEN. Gesloten tot Zell den 15. Jan. 1690. [Manuscrit.]

Alsoo Sijne Furstelijcke Doorluchtigheijde Heer Georg Wilhelm, Hertogh tot Brunswick en Lüneburg door den Vryheer van Heeckeren Extraordinaris Envoyé van de Hoog-Moogende Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden is senegeoght worden, om deselvi Troupen die in gevolg de Conventie van den 4. Augusti 1688. in dienst van den Staat gestaan hebben, daer in te laten continuereen, soo heeft Syne Hoog-Furstelijcke Doorluchtigheijde genegen zijnde Haer Hoog-Moogende hier in te beleven, geresolveert, deselve Troupes tot den laesten dagh van de Maent van April 1691. in dienst van den Staat te laten verblijven, ten waere der generale Vreede eerder moghte worden getroffen, in welke gevalle het Haere Hoog-Moogende sal vry staen, de selve Troupes oock eerder wederom te rugge te konnen senden, mits dat sijne Furstelijcke Doorluchtigheijde twee Maenden van te voren daer van worden gewaerschoot om de noodige Ordes te stellen, tot wederet aenweeminge van deselve, soo hem sulcks moghte gelieven.

II. Dese voorgenomde Troupen bestaen uyt een Regiment Paerden van 4. Compagnien, die elck met tien Ruyters door Sijne Vorstelijcke Doorluchtigheijde sijn versterckt geworden, om tegeens de Ruyterrie van den Staat egaelen dienst te konnen doen, welke by Haer Hoog-Moogende als d'andere Troupes sullen betaelt werden, het Regiment Dragonders van 4. Compagnien blyft als van den beginne geweest is, de vier Bataillons te voet elck van vyf Compagnien zijn te swack om tegeens de Regimenten van den Staat dienst te doen.

Waeromme Sijne Vorstelijcke Doorluchtigheijde sijn reserveert de Vryheijde in plaetse van dese vier Bataillons van vyf Compagnien drye te geveen, elck van seeven Compagnien, onder die Conditien poghtans, dat men sal behouden, ten naeste by het selve antal van Manschap soo die tegenwoordigh is, en dat het zaem in de soldie oock niet, ofte weynigh sal differereen en hooger loopen als het nu betaald word, en dat ondertrulichen de Bataillons soo lang zy op den tegenwoordighen voet sijn, nae proportie van hare force en sterckte, soo int requard van de Officieren als Manschap dienst sullen doen tegeens de Regimenten van den Staat.

III. En dewyle daer over de betaelinge van eenige Hoofden ende andere Officieren disputen zyn geweest, soo neemmen Haere Hoog-Moogende aen, de selve hoo-

go

CCXI.

Traité entre GEORGE GUILLAUME DUC de Brunswick-Lünebourg & les Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des fr. Janv. Pais-bas, pour la Continuation du service des LES PRO-Troupes de son Altesse Serenissime en Hollan-VINCES-UNIES-à Zell le 15. Janvier 1690.

ET
BRUNSWIC.

Comme le Prince Serenissime le Seigneur George Guillaume Duc de Brunswick & de Lünebourg a été requis par le Baron de Heeckeren Envoyé Extraordinaire de Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, pour laisser continuer au service de l'Etat les Troupes qui y ont été en conséquence de la Convention du 4. Août 1688, ledit Prince Serenissime ayant du pencher à complaire en ce à Leurs Hautes Puissances a résolu de laisser demeurer lesdites Troupes au service de l'Etat jusqu'en son dernier jour du mois d'Avril 1691. à moins que la Paix generale ne vint à se conclure plutôt, auquel cas, il sera libre à L. H. P. de pouvoir renvoyer lesdites Troupes & même plutôt, pourvu que ledit Prince Serenissime en soit averti deux mois auparavant, pour mettre les Ordres nécessaires à les reprendre si cela lui agré.

II. Les Troupes susmentionnées consistent en un Regiment de Cavalerie de quatre Compagnies, qui ont été renforcées chacune de dix Cavaliers par ledit Prince Serenissime, pour pouvoir faire le même service que la Cavalerie de l'Etat, lesquelles seront payées par leurs Hautes Puissances comme les autres Troupes, le Regiment de Dragons de quatre Compagnies demeurant comme il a été au commencement; les quatre Bataillons d'Infanterie chacun de cinq Compagnies sont trop faibles pour faire le service avec les Regiments de l'Etat.

C'est pourquoy ledit Prince Serenissime se réserve la liberté, au lieu de ces quatre Bataillons de cinq Compagnies, d'en donner trois chacun de sept Compagnies; sous cette condition néanmoins, qu'on les entretiendra tout au moins au même nombre d'hommes qu'ils sont à présent, & que le total de la solda ne différera point ou peu & ne montera guere plus haut que ce qu'on paye présentement, & que cependant les Bataillons tant qu'ils seront sur le pied d'à présent feront le service avec les Regiments de l'Etat à proportion de leurs forces, tant au regard des Officiers que des Hommes.

III. Et comme il y a eu dispute sur le payement de quelques principaux Officiers & autres, leurs Hautes Puissances se chargent de payer lesdits grands Regiments

mens

ANNÉ 1690. ge Regiments en over-Officiëren tot Vendrigh en Corneth toe te betaden, ingevalle daer oock foodnige Officiëren worden gevonden en by den Staat onder de Militie, en by eenige van de Regimenten, die in den voorleeden Jaere by Haere Hoog-Mogende van eenige andere Prinzen zijn overgenomen, ten waere het haere Hoog-Mogende moghte aengenameer zyn, om het *tantum*, dat tegenwoordigh macudelyck voor de mindere Officiëren word gegeven, met vyf a ses hondert Rixdaelders te verhoogen, waer toe sijn Vorstelycke Doorluchtigheyt Commillaris sal geauthorisicert zyn, om sulcks in den Haegh af te doen.

IV. Voorts sullen deese Troupes van sijne Vorstelycke Doorluchtigheyt soo Officiëren als Gemeinen Soldaten sulcken Ordinaris als Extraordinaris Tractament genieten en betaelt worden als de eygene Militie van den Staat, blyvende getreackert op de Comptoiren van de Provincie van Holland daer deseive tot noch toe oopgelezen hebben.

V. En sullen deese Troupes in 't Velt zynde niet in verscheide Leegen ofte Campementen worden gesepareert, maer soo veel doenlyck te samen gehouden ende sonder permittie van sijne Vorstelycke Doorluchtigheyt onder geen vremden Commande gegeven en altyd de selve ordres en discipline onderworpen wesen, als die eygene Militie van den Staat in de Garnisoenen, sulckende deseive van de naburige Plaetzen, en soo nae by den anderen worden gelegh, soo veel eenighlins *à l'ant* dienft sal kunnen lyden.

VI. Ingevalle het soude komen voor te vallen in eenre occasie ofte rencontre van Oorlogh de voorz. Troupes een merckelyck verlies quamen te doen, soo sullen een de selve Recruty-gelden worden gegeven op die selve maniere als een andere Troupes van den Staat sal geschieden, en sullen de selve Troupes in 't loopen van gevangens getreackert worden, als de Militie van den Staat.

VII. En sullen alle Deserteurs waer de selve onder 't Gebied en Jurisdiction van de Vereenigde-Neederlanden, ofte by der selver Armées oock worden aengetroffen aen de Officiëren van de Regimenten van sijne Vorstelycke Doorluchtigheyt wederom worden uitgelevert en ter handt gestelt buyten kosten en als sulcks tusschen der Geallieerden Troupes in 't gebruyck is.

VIII. Indien het moghte koomen te gebeuren, dat tegens het Doorluchtighe Huys Brunfwick-Lunebourgh ytwes feyterlycke wierde ondernomen ofte dat daer in de Neder-Sassischen Creyts eenige Oorlogh-beveeginge mochten voortvallen, waer door dese Doorluchtighuys Landen met een evident peryckel mochten worden gedreygt, soo sal het sijne Vorstelycke Doorluchtigheyt vry staen, de gemelde Troupes wederom te herroepen, en sulcks sels oock voor den boven-gedaghten tydt van den laesten April 1691.

IX. Doch ingevalle haere Hoogh Mogende mochten verlangen om dese sijne Vorstelycke Doorluchtigheys Troupen langer als den voorichreven Termin van April 1691, in haeren Dienst te laten continueren, soo verklaert sijne Vorstelycke Doorluchtigheyt, niet ongenegen te wesen, buyten eenige nieuwen beweert, om den Staat daer in gevallyk te sijn, en op de voet van dese Conventie: als daerom tydelyk sal worden aengefoght, en als sulcks eenighlins de conventie van sijne Officiëren en van den tydt sal toelaten.

X. Wanneer de gemelte Troupes wederom te rugge naer Huys marcheren, en uyt den Dienst van den Staat sullen worden geremittiert, soo sal men de selve voor heen af betaelen van alle haer Besoldingen, Ordinaris en Extraordinaris Tractementen, Wasgengelderen, en voorts al 't geen men moghte aen haer schuldigh zyn, tot dat sy des Staets Frontieren quitteren, en daer dan boven aen de selve by haeren Afmarich noch geven een maendt Soldye, om daer mede de in de Landen van sijne Vorstelycke Doorluchtigheyt te kunnen retourneren.

XI. En sal dit Tractaet sijn effect forteren van die tydt aen, dat het voorgaende van den 1. Augusti ge-expireert is, en de Ratificatie van dese Conventie, soo

mens & Officiers de surplus, jusques aux Cornettes ANNO 1690. & Enseignes, au cas qu'il s'y trouve de tels Officiers & entre la Milice de l'Etat & parmi quelques uns des Regiments que L. H. P. requerront l'année dernière de quelques autres Princes. A moins que L. H. P. ne trouvasse plus à propos d'augmenter le tantum donné présentement par mois pour les moindres Officiers, de cinq à six cens Rixdales, sur quoy le Prince Serenissime autorisera son Commissaire, pour regler cela à la Haye.

IV. En outre ces Troupes dudit Prince Serenissime tant Officiers que simples Soldats jouiront des Gages tant ordinaires qu'extraordinaires, & seront payez comme les propres Troupes de l'Etat demeurant rattachés sur les Comptoirs de la Province de Hollande, comme elles l'ont été jusques à présent.

V. Et lesdites Troupes étant en Campagne, ne seront pas séparées en divers Armées ou Campements, mais seront autant qu'il sera possible tenues en un corps, & ne passeront point sous le commandement étranger sans la permission dudit Prince Serenissime, & seront toujours soumises au même ordre & discipline que les propres Troupes de l'Etat, & seront mises en Garnison dans les Places les plus voisines & aussi près les unes des autres que le service de l'Etat pourra le permettre.

VI. Au cas qu'il arrive que dans quelque occasion on rencontre de Guerre, lesdites Troupes viendront à faire une perte considérable, il sera donné aux recrues le même argent, & de la même manière que cela se fera à l'égard des Troupes de l'Etat, & lesdites Troupes quant au relâchement des Prisonniers, seront traitées comme celles de l'Etat.

VII. Et les Deserteurs, quand même ils seroient pris dans les Pais de l'obéissance & Jurisdiction des Provinces-Unies des Pais-Bas, ou dans leurs Armées, seront rendus aux Officiers des Régiments dudit Serenissime Prince, & remis entre leurs mains sans frais, & de la même manière qu'il en est usé à cet égard parmi les Troupes des Alliés.

VIII. S'il arrivoit qu'il fut entrepris & attenté quelque chose par voye de fait contre la Serenissime Maison de Brunswick-Lunebourg, ou qu'il survint quelque mouvement de Guerre dans le Cercle de la Basse Saxe, par où les Pais de la dite Serenissime Maison seroient menacés d'un peril évident, il sera en la liberté dudit Prince Serenissime de rappeler lesdites Troupes, & même avant le tems cy-dessus du dernier Avril 1691.

IX. Adès en cas que leurs Hautes Puissances desirassent de retenir lesdites Troupes dudit Prince Serenissime plus long-tems à leur service que jusques au terme susdit d'Avril 1691, ledit Prince Serenissime declare qu'il est disposé à complaire à l'Etat en cela, à moins qu'il n'arrivât quelque chose de nouveau, & ce sur le pied de cette Convention & en étant requis à ses Officiers.

X. Quand lesdites Troupes retourneront chez elles, & seront congédiées du service de l'Etat, on leur payera auparavant toute la solde, Gages ordinaires & extraordinaires, argent de Charités, & enfin tout ce qui pourra leur être encore dû jusques au moment qu'elles quitteront les frontières de l'Etat, & leur sera encore donné outre ce un mois au tems de leur départ, pour pouvoir par ce moyen retourner dans les Pais dudit Prince Serenissime.

XI. Et sortira ce Traité son effect du tems que le precedent du 18. Août 1688. est expiré. Et seront les Ratifications de cette Convention échangées icy à

H h a Zeil

ANNO 1690. Armes en Piémont, que pour empêcher que le Duc de Savoye ne facilité aux Ennemis de la France les moïens d'attaquer ses Provinces, Elle veut bien encore déclarer que si le Duc de Savoye aime mieux confier à la République de Venise pendant le cours de cette Guerre,

la Citadelle de Turin & la Place de Verruë, Sa Majesté prend une si grande confiance aux bonnes intentions de la République, & à la Sagesse & Prudence avec laquelle elle s'est toujours employée pour détourner tout ce qui pourroit exciter quelques troubles en Italie; que si elle veut bien à la requisiion de Monsieur le Duc de Savoye, mettre dans lesdites Places des Garnisons suffisantes pour en pouvoir estre bien assurée, Elle retirera pareillement ses Troupes, sous deux conditions, dont la première est, que si ce Prince, au préjudice de la parole qu'il sera obligé de donner, venoit à joindre les Troupes à celles des Ennemis de la France, ou à leur donner passage dans ses Pais & Etats, la République sera tenue de remettre en ce cas au Pouvoir du Roi, lesdites Places de Verruë & Citadelle de Turin, pour estre gardées par les Troupes de Sa Majesté jusqu'à la conclusion de la Paix. Et la seconde, que l'Empereur & le Roi Catholique s'obligent de ne rien entreprendre en Italie, ni contre les Places qui sont au Pouvoir de Sa Majesté, ni contre aucun Prince ou Etat qui voudra conserver la Neutralité; & que le Pape, la République de Venise & le Grand Duc, se rendront Garands de cette Convention.

Sa Majesté s'assure que si ces offres ne sont point acceptées, au moins Elle aura fait voir à tous les Princes d'Italie, qui desirant le maintien de leur repos, qu'il n'a pas tenu à Elle qu'ils n'ayent détourné de leur voisinage les malheurs de la Guerre, & qu'ils n'en doivent imputer le blâme qu'au dessein qu'ont les Espagnols d'y engager tous les Etats de l'Europe.

CXXIII.

26. Janv. Leipziger Recels zwischen Ihro Churfürstl. Durchleucht zu Sachsen und Brandenburg / wie auch dem gesambten Hoch- & Fürstlichen Hauße Braunschweig-Lüneburg in puncto der Münz-Verbesserung aufgerichtet. Leipzig den 16. Januar. 1690. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abthail. I. Abthg. II. pag. 235. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum*, Tom. XIII. pag. 1189.]

C'est-à-dire.

Recels de Leipzig conclu entre les Serenissimes Electeurs de SAXE & de BRANDEBOURG & sous la Serenissime Maison de BRUNSWIG-LUNEBOURG, touchant l'amélioration de la Monnoye. A Leipzig le 16. Janvier 1690.

Bu wissen / Ob wohl bey dem im heiligen Römischen Reich fast so gänzlich verfallenen, und je länger desto mehr zu völliger Kipperg auslaufenden Münz-Weßen / man nun geraume Jahr her / und von Zeiten zu Zeiten / so wohl auf dem noch währenden Reichs-Zug / als auch hin und wieder gehaltenen Reichs- und Münz-Probations-Tagen / auch andern particular-Conventionen / dahin ein sorgfältiges Aufsehen getragen / wie diesem schädlichen Unwesen dermaltheils mit Nachdruck gesteuert / der allgemeine Irrthum und Irrthum gebende unsägliche Schade abgemindert / und hinwieder gutes Geld im Reich eingeführt werden möge; Daß den noch zu solchen heilsamen und gemeinnützigen Zweck aller Reichs- und Reichs-Schlüsse ungeachtet / bisher nicht zu gelangen gewesen / sondern vielmehr das hochschädliche Uebel sich von Tag zu Tag beßulst vergrößert / daß da nach Verordbung der Reichs-Constitutionen / die Markt sein zu 9. Thaler 2. Groschen und nach dem von einigen

Chur-Fürsten und Fürsten vor geraumen Jahren angesetzt nommenen so genauem Münzseß zu 10. Thaler 12. Groschen ausgemünzt werden sollen / um einige Jahr hero von ein und andern Städten / aus welchem dem Betrag Gemüthsstücker Leute / die Markt zu 12. 14. 15. 20. und mehr Thaler ausgemünzt / und solche Sorten / ob sie gleich 20. 30. bis 40. Thaler pro Cento im Schatz geringer / gleichwohl von verschiednen hohen Städten des Reichs im Handel und Wandel gebräut / und aus dem Landen in den Ober- und Nieder-Sächsischen Reich häufig hinein gedrungen / dahero denn aufst ohn Ursache zu besorgen / daß / wann nicht in Zeiten annoch Hand angelegt / und mit allem Eifer und Nachdruck in Sade gethan werde / man endlich gar in die Kipperg geraten / und hernach das Werth zu redressiren / um so viel schwerer fallen dürfte / solches heilsames Werth aber auf den Schluß beruhen bey dem Reichs-Convent annoch vorgehenden Deliberationen desto länger zu durren be-
denklich gemach / und dann solches Dirs alles an Eichen Ihret Churfürstl. Durchl. zu Sachsen und Brandenburg / auch den gesamen Hochfürstlichen Hauße Braunschweig-Lüneburg zum fürsätzlichen zu Bewußt gegeben / eine abermalige Zusammenkunft in der Stadt Leipzig gehalten / und allerseits Käthe und Minister auf den 10. dinstlauffenden Monats Januarii zusammen gesetzt worden / so ist darauf die Sade in dem Meynen des höchsten / nach-
hinc inde ausgewechselten Verhandlung / in seilige Deliberation gezogen / und folgende Abrede und Schluß / je-
doch bis zur Ratification allerseits beider Herren Principa-
len / getroffen worden.

Nun habe man wohl allerseits nichts lieber sehn und wünschen mögen / als alsobald zu einer Ausmünzung nach der alten Reichs-Ordnung / oder doch wenigstens nach dem Münzseß zu 10. Thaler / zu schreiten / und solchen als eine durchgehende Interims-Verordnung aller folgenden Zeiten einführen / und zum Effect zu bringen; Weil aber vor der Hand solches allerdings nicht practicable / indem das gute Geld in hin und wieder verfallenen Stück eingewechselt und veräußert / das Silber durch die gar zu geringhaltige Sorten in höhere Werth steigt / und dadurch dasselbe Preißern ansteigen / und noch täglich ansteigt / auch eine Vererrungung zu hoffen / so laugt auf solche verbotene Weise continuirt / und vorerwähnte schlechte Sorten überall in Cours nicht nach dem Valore intrinseco / sondern nach dem externo judicio / und a. pro Cento gegen gute Silber (so jedoch in Effectu 20. bis 30. pro Cento besser) considerirt / und dadurch die Handelshandeln nur förmelirt werden / und dann bey so gehalten Saden unmöglich gestalten / von einem extremo so fort zum andern zu kommen; So hat man zu evirung größern Unheils / und nachtheiliger Verbesse-
ren / und redressierung des Münzwesens den Weg einzunehmen / zu beschließen / wie wohl ohne allen Abbruch und präjudiz bey dinstfalls ergangenen Reichs- und Reichs-Schlüssen / das meiste und beste Mittel zu seyn erachtet / so es ein gewissen interim-remedii zu bedienem; Solchesnach ist.

1. Allerseits beliebt und fest geschildt worden / daß eine jede Markt 2. 3. und 4. Gulden auf 12. Thlr. ausgemünzt / und aus vielen erheblichen Ursachen bis nachtheiligsten Wirtschaften damit continuirt / unnußig / aber von seinen derer hohen Herren Correspondenten weiter herunter gegangen werden soll / da man denn um solche Zeit wieder zusammen zu kommen / und einen verhoffende nähern und besten Münz-Zuß seß zu stellen / die Abrede genommen.

2. Was die in aller Herren Compacimenten landten pallierende Münz-Sorten betrifft / so ist abgeredet worden / daß wohl denen Chur- & Fürstlichen und Brandenburgischen / auch Fürstl. Braunschweig-Lüneburgischen alten / die zum weichen auch nach ermitteltem Zeit ausgetragten neuen Sorten / so wohl in gemauer Vertheilung / als auch absonderlich in allen Reichs- und andern Zahlungen / es sey in oder außerhalb dinstl. Zeiten / im gleichen Preiß reciproc angenommen und ausgegeben / hingegen alle andere / außerhalb denen ordentlichen Ober- und Nieder-Sächsischen Reich-Münzen / auf denen Neben- oder Neben-Münzen ausgegeben / gene alte und neue Sorten von niemanden wieder angenommen noch ausgegeben werden sollen; Wollen aber

3. Ehe und bevor ein sufficientes surrogatum von denen hohen Herren Compacimenten angeschafft / solches Verbot anjeto nicht gleich practicable / indem verschiedne dinstfalls respective devaluations, auch Verwerthung dinstl. dem darum von keinem Effect gewesen / daß man

ANNO 1690.

ANNO
1690.

zulängliches surrogatum vorher angeschafft; dannhero die genugsamste zu forderung des Handels auch der Wechsel-Zahlung immer in Cours prävaliret; und besser die wenigste gute Sorten denen Handelungen nur pro pabulo genöthet; So werden allerseits hohe Herren Compacitemen mit der bedekten Ausrichtung nicht säumig sein; und das surrogatum anschaffen; auch dardrey alsofort ihren darenfalls ergangenen Verbot/Edictis mit Ernst nachsehen; Es wollen auch

4. Allerseits hohe Herren Compacitemen in ihren landen das zu ihrem Schuff passirende Silber mit keinem Zoll/ Accis und dergleichen Impositionen/ sie haben Maßen/ wie sie wollen/ belegen/ sondern auf alle Weise die Wohlfeilheit des Silbers helfen facilitiren/ und befördern/ Damit nun

5. Dieser der hohen correspondirenden Churfürstlichen und Fürstl. Häuser/ bey gegenwärtigen jetzigen Welt- und Zustand folgende Intention; auch bey denen andern Städten dieser beyden Ober- und Nieder-Sächsischen Creys/ eine gute Maßfolge haben möge; So ist nöthig befunden worden/ weil die Cron Schwedisch/ beyhero in dieser materia pro publico acti Intention gehalten/ dieselbe zu invitiren/ daß sie dieser löbl. Vorhaben beytreten/ auf Ihre Creystliche Creys-Münz-Edicte gleichmäßige Ordre stellen/ auch darüber/ dero im Nieder-Sächsischen Creys inwohnenden Creys-ausschreib-Amt nach/ mit Hand anhalten/ und ferne alle Beförderung darzu erwirken mögen/ maßen dann auch mit Sachsen-Gotha darüber zu gleichen Ende förderliche Communication ergolossen werden solle.

6. Daß auch dergleichen Städte im Ober- und Nieder-Sächsischen Creys/ so dithero wider die Reichs- und Creys-Schlüsse außer denen Creys-Münz-Edicten gemünzt/ adiniren mögen; So ist zu solchen Ende geschlossen worden/ insonderheit an alle und jegliche Städte beyder Creys/ je gewalt Schrecken abgehen zu lassen/ und ihnen nicht allein diesen unter mehrschuldigenden correspondirenden Churfürstl. und Fürstl. Häusern getroffenen Schluß/ sondern auch die genannte unveränderliche Resolution zu iminiren/ daß sie nicht allein a dato von allen und jeden Ausmünzungen auf ihren Heften-Münz-Edicten absehen/ und da ein oder der andere mit dem Hülfs-Regal berechtigter Stand zu Schuff seiner land und Leute einige quantität Silber ausmünzen lassen wolte/ derselbe das darzu benötigte Silber auf eine der ordentlichen Creys-Münz-Edicte schufen/ und dabeisth gegen Erliegung des Münzloos die Ausmünzung verlangen/ sondern auch zu solchen Ende die bey solchen Heften-Münzen verhandene Edict und Eides/ julsamt denen Wählungen selbst/ dekluriren und aufheben/ oder dieselben zu der Creys-Münz-Edict anheben soll/ mit der angehängten ausbedinglichen Communitation/ daß auf versprochenen Fall/ da den Reichs- und Creys-Schlüssen/ und dieser dithers getroffenen Abrede zu wider schandt werden solle/ so fort ohne alles Nachsehen mit der Execution verfahren werden solle; Als dann Kraft dieses alle hohe Herren Compacitemen sich verbunden/ daß sie grauts ohne weiteres Nachsehen solche Execution auf versprechende Reminenz/ und zwar jeder in seinem Territorio allein/ außer dem Territorio von denen auszuwählenden Fürsten/ auf erheischende Nothdurft aber gesamter Hand vollstrecken lassen wollen/ welche Execution dann auch wider die freyfranten/ deren Anhang/ auch Münz-Meister und Arbeiter an dergleichen Heften-Münz/ extendiren/ und die Verbrecher nach Verhuden an sich/ Gut und Leben gestraft werden sollen/ wie dann auch/ wann ein oder anderer dertt hohen Herren Compacitemen dergleichen Casus/ darüber eine solche Execution zu verhängen/ fund werden solle/ je darüber zu obkragten Ende und schleunigere Vollstreckung solcher Execution/ fleißige und vertrauliche Communication ihergeit pflegen wollen.

7. Damit auch Münz-Meister und Wardens ihr Officium der Gebühr verrichten/ und von demjenigen/ was dem Reichs/ Creys/ und gegenwärtigen Schluß gemäß ist/ nicht absehen mögen; So hat man dienlich befunden/ daß alle und jede Münz-Meister und Wardens von allerseits hoher Herren Compacitemen hiezu deputirten Commisariis specialiter verpöbet werden sollen/ dergestalt/ da einer oder der ander sich unterstehen wölde/ diesen allen zu wider zu leben/ derselbe ipso facto vor infam gehalten/ und über das mit unmaßthätlicher empfindlicher Verurteilung angesehen werden solle/ maßen auch die hohe Herren correspondirenden Churfürsten und Fürstl. Häuser/ auch ihres Theils dringeben nicht allein nachzuforschen/ und keinen Münz-Meister noch Wardens/ der nicht solcher gestalt auch in specie auf diesen jetzigen

Schluß in voreitliche Pflicht genommen/ zu der geringsten Arbeit zu lassen/ sondern auch/ daß solcher bey anderen Städten/ so mit Creys-Münz-Edicten versehen/ gleichfalls gesetzet/ darüber nachdrücklich zu halten/ sich verpflichten.

ANNO
1690.

8. Denen General-Wardens soll ihre gebührende Antzeihen mit Macht gelassen/ und sich/ wenn dem entgegen gehandelt werden solle/ dabey gehandelt/ hingegen dieselbe auch zu Beobachtung ihres Officii ernstlich anhalten/ und damit sie auch über diesen Schluß gehörende Obacht haben mögen/ ihnen so fort davon Communication gethan/ und da sie im Creys etwa/ so diesem Schluß unweiser/ etwas vernehmen/ und in Ersatzung bringen möchten/ so sollen sie dabeisth/ es sey auch von wem es wolle/ an die Creys-ausschreibende Fürsten/ auch jedes Dries hoher Obrigkeit anzuzeigen gehalten sein.

9. Ob auch wohl in denen Reichs- und Creys-Schlüssen zu aller Ehre versehen/ wie nach mit denen Goldschmieden/ Rath-Zechen/ Silber-Zeuchern und dergleichen/ welche gute Reichs- und Creys-Edicten in den Regel weissen/ und verschmelzen/ wie nicht weniger mit dem zu zeigen/ so verbotener Bücher mit Einweisseln und Ausföhrung guter und richtiger und hingegen mit Einführung und Verwechslung schlimmer und geringhaltiger/ auch wohl gar verurtheilter Sorten treiben/ und dardurch zur Confusion/ und Unvorsatz groffter Anlaß geben/ zuverschaffen; So wird wohl eine jegliche Obrigkeit in ihrem Lande auch diesem Gebot zu steuern/ und mit allen Ernst und Schärfe darüber zu halten ohnduen bedacht sein; Es haben aber die sämtliche hohe Herren Compacitemen an auch dabeisth befohlen/ daß nicht allein dem dierherabher auszulassenden/ Edict ausdrücklich zu iminiren/ sondern auch darüber mit allem Ernst/ und zwar nach Bedingung des Verordens/ mit der Confiscation/ auch Leib und Lehen/ Straff zu halten/ und dahin zu sehen/ daß/ wann andernorts dergleichen verdorbener Unverschleiß geschehen solle/ daß auch derselbe zu gehöriger Rührung exponirt werden möge/ welchem alles dasjenige/ was eine hohe Obrigkeit der andern wird advertiren/ zu gemeinshaft. Nichts geben/ auch dem anzuzeigenden Privato quarta gelassen/ und sein Muthen verschwiegen werden solle.

10. Weil auch hin und wieder im schändlichen Zucker und Gewinn von einigen Münz-Meistern die Jahre-Zahlen verrückt/ und auch wohl gar falsche Silber auf die Münze geprägt/ und dadurch nicht allein jedermänniglich durch ein hochstrafbares Fallum hintergangen/ sondern auch die Zerrüttung und Confusion des Münz-Wesens dadurch mit beschadet wird; So ist abgesehen worden/ daß/ wann dergleichen euer/ welcher es emment vorhergehen/ oder auch noch thun wölde/ betreten werden solle/ derselbe mit Confiscation seiner Haab und Güter/ auch wohl am Leben/ andern zum Abschuß und Exempel/ ohne alles Nachsehen und Gnade abgeschlachtet/ julsamt demjenigen Privato/ welcher einen solchen Fallarium machen würde/ von denen confiscirenden Gütern quarta pars ohnschidbar zugewendet/ und sein Muthen auf Wechren gleichfalls verschwiegen werden/ auch dieses/ damit es nicht unbekant sein möge/ denen künftigen anzulassenden Edicten einverleiben werden soll.

11. Damit auch die Kauff-Leute und andere von Silber- und Gold-Lieferung auf die Heften- und Heften-Münzen desto mehr abgeschreckt werden mögen; So wollen allerseits hohe Herren Compacitemen hinfinsig die Contravenores nicht allein mit öffentlicher infamie belegen/ sondern auch des Landes verweisen/ an nebst das atrapirte Silber confisciren/ und welches denen abzufassen den Edicten inseriren lassen.

12. Wegen der Schwed. Münze hat man sich auch insgesam verbunden/ daß ein jeglicher der Compacitemen hohen Herren solch Ziel und Maß hinfinsig halten/ und gehörige Verordnungen in der That stellen solle/ damit die bedachtbare Lande damit nicht beschweret werden mögen.

13. Wörigens ist von diesem Schluß nicht allein dem Reichs/ und Convent zu Regensburg durch eine jegliche Gesandtschaft parit zu thun/ daß sie unter sich so wohl eine vertraute Correspondenz in dieser Materie führen/ als auch durch dertts dienliche Officia das Wort bey andern Heften-Edicten also zu Ergreifung einer demnach ernstlichen Resolution zu befördern/ sondern auch an Ihre Kaysliche Majestät selber/ von denen hohen Herren Principien allerunterthänigste Communication zu thun/ und dieselbe der Gebühr erwirken/ daß hochbedachte Ihre Kaysliche Majestät dahin zu bringen/ damit sie der

ANNO
1690.

ro Orten doch solcher befalls stehenden guten intention allernachst befragen / und es endlich auch bey andern in die Absicht derraufhin richter zu setzen / damit vor erst der vorausgeschickten Ripperey möglichst gekreuzt / und aus dem verbleiblichen Nutzen gewis / gutes Geld hienieder begehret / und das Reich aus der üblen Nothwehr und blande, darinnen es bey denen Exteris allezeit sehet / derraufhin gebracht / und endlich der unsägliche Schade mit Nothdruck abgemindert werden möge.

14. So hat man auch an ein und andere wohl intentionirte vermögende Stände anderer Creys / auch denen vornehmsten Handels / Städten durch particulier. Communication Nachricht zu geben / um bey ihnen noch desto mehr einen Beytrieb und Conformation zu veranlassen / auch was in ein und andern für Antworten erfolget / und sonsten in dieser materie passiret / und zu weiterer Beförderung des Reichs nöthig seyn möchte / jederzeit schriftlich Communication zu pflegen.

15. Wasfen denn auch ferner die Absicht dahin genommen / mit der ausgegangenen und zu solchen heilsamen Zweck angeführten Communication / und Zusammenkunft dyanangestrichen zu continuiren / und das ganze Werk endlich auf rechten Reichthum Fuß hinwider zu bringen / und damit obiges alles mit desto mehrern promptitudine und Verstande dirigirt und beobachtet werden möge ; So warden allerseits hohe Herren Compacientes einigen bezu Ministerum gemeinlich Weisheit und Instruction ertheilt / über denen Vorfallensorten / modo & mediis unter einander stätig und verständig zu correspondiren / und mit gemeinem Concert die Nothdurft ungeschämt aller Ende zu versorgen. Dessen alles zu wahrer Uebertund und gehöriger Erhaltung ist dieser Recces abgefasst / von allerseits zusammen geschickten Raths und Ministris. jedoch zu Ratification dero allerseits hohen Herren Principales / als welche binnen denen nächsten dreym Wochen hinc inde per literas fund gehen werden soll / unterschreiben und vollzogen / und jejedem Theil ein Exemplar zugesendet worden. Gedruckt Leipzig den 15. Jan. 1690.

Weil die Hochf. Braunschweig-Lüneburgl. Herren Ministris obgeschickten Recces darun zu unterschreiben difficulten / weil sie von ihrer gnädigsten Herrschafft ratione des bestanden Interims-Mißguthes zu 12. Thlr. noch zu Zeit nicht geringsam instruct / obgleich aber in allen Punkten mit Chur-Sachsen und Chur-Brandenburg einig seyn / Als haben obgedachte Hochf. Herren Ministris diesen Recces auf vorbedungene Ratification unterschrieben. So geschien stätig den 16. Jan. 1690.

Ludwig Seckhard
Freyherr von
Hoynd. (L.S.)

Dodo Freyherr von
Kniphausen.
(L.S.)

CXXIV.

24. Janv. Wahl. Capitulation Ihres Römisch-Königlichen Majestät Josephi, Worinn die Articulen enthalten / wornach dieselbe das Römische Reich zu verwalten versprochen. Augsburg den 24. Januarii 1690. [Christoph. ZIEGLERN Wahl Capitulationes pag. 306. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LONDORP II *Acta Publica* Tom. XVII. pag. 1. dans VITRIARI *Insitut. Juris Publici* in Append. pag. 1. dans FRAN. FRID. Baron ABNDLERN *Corpus Constitut. Imperial.* Tom. I. pag. 15. inter Wahl Capitulationes, dans le *Theatrum Europ.* Tom. XIII. pag. 1140. dans *Leges Fundamentales Sac. Rom. Imperii* pag. 659. dans HEISS *Histoire de l'Empire* Tom. V. pag. 375. en François, & dans LUNIG *Teutsches*

Reichs-Archiv. Part. General. pag. ANNO 810.] 1690.

C'est-à-dire,

Capitalation Imperiale de JOSEPH Roi des Romains, contenant les Articles, selon lesquels il promet de gouverner l'Empire, A Ausbourg le 24. Janvier 1690.

Eingang

Wir Joseph, von Gottes Gnaden / erwählter Röm. König / zu allen Zeiten Weiser des Reichs / zu Böhmen / zu Ungarn / Dalmanen / Croatien und Slavonien König / Erz- / Hertog zu Oesterreich / Hertog zu Burgund / Steyer / Carnten / Genau und Nürtenberg / Graf zu Friesland / Tyrol und Görz / ic, bekennen öffentlich mit diesem Brief / und then tun mähmlich / als Wir aus Erwägung Gottes des Allmächtigen / durch die / aus bevedenden triffenden Motiven und Ursachen / vorgenommene öffentliche Wahl / der Hochwürdigsten und Durchlauchtigen / Anselm Franken / zu Maynz / Johann Hugo / zu Trier / Joseph Clemens / zu Köln / Erz-Bischöffen / Maximilian Emanuel / in Ober- und Nieder-Bayern / auch der Ober-Pfalz Hertogen / Pfalzgraffen bey Rhein / Hertogen in Bayern / Wir nicht weniger an stat und von wegen des Allerdurchlauchtigen Röm. Kayfers Leopoldi I. als Königs in Böhmen / unsers gnädigen Herren Daners Majestät / dann der auch Durchlauchtigen Johann Georgen / des Dritten / Hertogen zu Sachsen / Jülich / Cleve / und Berg / Burggraffen zu Magdeburg / ic, und Friederichen des Dritten / Marggraffen zu Brandenburg / und Burggraffen zu Nürnberg / ic, respective aller des Heil. Röm. Reichs durch Germania / Gallien und Italien / Erz-Cantzen / und Erz-Cämmerern und Erz-Schatzmeistern / unsers gnädigen Herren Dacern / lieben Vrenen / Churkinder und Churfürsten / respective Ihrer Majestät und d. R. bevollmächtigen Vonschafften / Franz Ulrich / Grafen Kinck von Kunig und Zerkow / Herren iust Chunoß ob der Zellmaur Nicol / Edlen Panmer und Freyherrn von Gerabors / zu Baruch / Hennenbors / Breunung / Hauswald / Sordel / Buchwald / Kretsch / und Weilsbors / und Epwileffen Jacob / von Dandelmann / zu Ehr und Würden des Römischen Königlichen Hofmeis und Gewalts erhoben / erhöht und gesetzt seynd / deren Wir uns auch Gd zu lob / dem Heiligen Römischen Reich zu Ehren / und um der Christenheit und Teutscher Nation / auch gemeinen Nutzens willen beladen. Daß Wir uns demnach aus freyem / und hierzu gegebenen Väterlichen / auch gnädigen Willen / mit Tzesseln unsen respective gnädigen Herrn Dacern / und lieben Vrenen / Churkinder und Churfürsten / vor sich und sämtliche Fürsten und Stände des Heil. Röm. Reichs / Gebirg- und Pacts-Bey / diese nachfolgenden Articulen vereinigt / verglichen / angenommen und zugesagt haben / Alles wissenschaftlich und in Krafft dieses Briefs.

Diese Wahl-Capitulation ist in XLIX. Articulen verfaßt.

Der I. Artikel.

Der König (1) will die Römische Kirche und Päpstliche Heiligkeit / als derselben Advocat, schützen / (2) im Römischen Reich die Einigkeit pflegen / und ohne Ansehung der Personen die Gerechtigkeit handhaben ; jedoch daß (3) die Protestirende Churfürsten / so viel diesen und XVIII. Articel gegenwärtiger Obligation betrifft / den König nicht damit verbinden / noch selbstn darinn willigen / und (4) die gedachte Advocacie dem Religion- und Prophan-Grie-

ANNO
1690.

Frieden zu Prajudiz, nicht allegiret
werde.

I. Zum Ersten / daß Wir in Zeit solcher unserer Kö-
niglichen Würden / Amte und Regierung / die Christen-
heit und den Ernst zu Rom. auch Päpstliche Heiligkeit /
und Christliche Kirchen / als derselben Advocat. in gu-
tem treulichen Schutz und Schutze halten: darzu unse-
rbedacht in dem Heiligen Reich / Frieden / Recht und Einig-
keit pflegen / aufzurichten und versagen sollen und wollen:
damit sie ihren göttlichen Genuß / den Tränen wie den
Knechten / ohne Unterschied der Personen / Stand / Wür-
den und Religion / auch in Sachen unsrer und unsrer Hau-
ses eigenes Interesse betreffend / gewinnen / und haben /
auch behalten / und derselben Drukungen / Freyheiten und
alten lebendigen Herkommen nach / verrichtet werden solle:
Etwas wol so viel diesen / wie auch den nachfolgenden 18ten
Artickel gegenwärtiger Obligation. auch sollen und wollen
Wir bey unserm Heil. Vater zc. belangen / haben vorge-
medte unsere liebe Ohmheit die 12ten Churfürsten zu Sach-
sen und Brandenburg / sich ausdrücklich gegen uns erklä-
ren / was da von dem Ernst zu Rom / und Päpstlicher
Heiligkeit vor Werbung geschicht / daß Ihre Wb. Ab. vor
sich und Ihre Religions-Verehrte / dann nicht willigen
noch uns damit verbunden haben: noch erst gedachte Ad-
vocatus / den Religionen und Prophanen auch zu Münster
und Osnabrück ungerichteten Frieden zu Prajudiz ange-
legen und gebracht / sondern demselben gleicher Schutz
schalten und geleistet werden sollte: Wie Wir Ihnen den
jungen Churfürsten dann auch solches Krafft dieses / ver-
sprechen / und uns hienit darzu verbinden.

Der II. Artickel.

Der König (1) soll alle des Reichs Ord-
nungen / und besonders den zu Mün-
ster und Osnabrück (doch den / der
Eron Frankreich darinnen enthaltenen
Vortheil / wegen des im Heil. Reich
verübten Frieden-Bruchs / aufgenommen)
aufgerichteten allgemeinen Reichs-
Friedensschluß / und darinnen bestän-
digen Religions-Frieden / als ein immer-
während Band zwischen Haupt und
Gliedern / handhaben / (2) daß an
Ortthen / davon das Instrumentum Pa-
cis disponiret / in Ecclesiasticis & Poli-
ticiis, sub quocunque pretextu, oder
ungleicher Auslegung desselben / noch
wider die / dem Reichs-Abschied An.
1555. einverleibte Executions-Ord-
nung / direct noch indirecte, gehan-
delt werde / nicht gestatten: Die Ord-
nungen (3) und Befehle so viel solche
dem in ersigedachten zu Augsburg
1555. aufgerichteten Reichs-Abschied und
Friedensschluß nicht zuwider / erneuern
und confirmiren / (4) solche mit der
Reichs-Stände Mißse / in begeben-
den Fall verbessern: (5) wider diesen Fried-
densschluß in öffentlichen Druck nichts
kommen lassen / sondern sowohl wider
die Authores als Complices ernstlich
verfahren: (6) alle dagegen einge-
wandte protestationes und contradic-
tionen verworffen / und (7) nicht ver-
hängen / daß in Erkennung der Pro-
cessen / censur und confiscation der
Wider / der Wider-Commissarius zu
Frankfurt / dem einen Theil mehr /
als dem andern favorisire.

II. Wir sollen und wollen auch die Gültene Bull / mit
der in dem zu Münster und Osnabrück aufgerichteten all-
gemeinen Reichs-Friedensschluß (der gleichwol / als viel zu
Vortheil der Eron Frankreich darinnen enthalten / wegen
des von jetzt beflagter Eron / wider das Heil. Röm. Reich
verübten Frieden-Bruchs / nunmehr versallen / und ferners
nicht mehr verbindlich ist) auf den achten Electoratum
enthaltenen Extension. nach Inhalt erstverleibten Frieden-
schlusses / den Frieden in Religion / und Prophanen /
den Land-Frieden / samt der Handhabung desselben / wie
auf den zu Augsburg im Jahr 1555. gehaltenen Reichs-
tag aufgerichtet / angemessen / verabschiedet und verbes-
sert / auch in denen darauf erfolgten Reichs-Abschieden
widerholt und confirmirt worden / sondern aber abge-
melten Münster- und Osnabrückischen Friedensschluß und
Münsterischen Executions-Reces. wie auch insonde-
re alles dasjenige / was bey vorigem Reichstag zu Ke-
senpurg verabschiedet und geschlossen worden / und bey
noch währendem fünfzigsten Reichstage ferner für
gut befinden und geschlossen werden möchte / gleich wäre
es dieser Capitation von Worten zu Worten einverleib-
t / fest / und unverbrüchlich halten / handhaben / und
dardarüber niemand beschweren / auch nicht gestatten / daß
an einigen Orten / von welchen das Instrumentum pacis
disponiret / in Ecclesiasticis & Politiciis, sub quocunque
pretextu, oder ungleicher Auslegung desselben / dargegen /
oder wider die in Reichs-Abschied An. 1555. einverleibte
Executions-Ordnung / directe, vel indirecte gehandelt
werde / beschließen sollen und wollen Wir auch andere des
H. Röm. Reichs Ordnungen und Befehle / so viel die
in dem abgemelten angenommenen im 1555. Jahre zu Aug-
spurg aufgerichtet / und mehr erwachten Friedensschluß
nicht zuwider seynd / confirmiren / erneuern / und
dieselbe mit Rath und Consens unser / und des Heil.
Reichs Churfürsten / Fürsten und anderer Ständen / wie
das des Reichs Seligenheit zu jederzeit erfordert wird /
bessern / zumalen auch diejenige / so sich gegen jetzt ver-
melten Friedensschluß / und darinnen beständigen Religions-
Frieden / als ein immerwährendes Band zwischen Haupt
und Gliedern / unter sich selbst zu schreiben / oder etwas
in öffentlichen Druck heraus zu geben / (als dadurch nur
Anstöße / Zwietracht / Mißtrauen / und Zand im Reich
angereicht wird) unternehmen würden oder sollen / ge-
hörig abstraffen / die Schrifft und Abdruck censur
und gegen die Authores hienal / als Complices. wie erst
gemelt / mit Ernst verfahren / auch alle wider den Fried-
densschluß eingewandte protestationes & Contradictiones,
wie sie haben Muthen wie sie wollen / und trügen woher
sie wollen / nach besag erfigendeten Friedensschlusses / ver-
werffen und vernichten / auch wider unsern Reichs-Hof-
Rath / noch dem Wider-Commissario zu Frankfurt am
Mayn / verstaten / daß jener uff des Fiscals oder eines
andern Angaben / in Erkennung der Processen / und die-
ser in censur und confiscation der Wider / einen Theil
mehr / als dem andern favorisire.

ANNO
1690.

Der III. Artickel.

Will der König (1) alle Stände im Heil.
Römischen Reich / bey ihren Hoheiten /
Berechtigkeiten zc. fürnehmlich auch die
Weltliche Churfürsten / bey ihrem pri-
mogenitur-Recht bleiben lassen / (2)
keinen der Sessionem & Votum hat /
davon suspendiren / (3) denselben
ihre Regalia, Privilegia &c. bestätigen /
(4) Die vor oder im dreißig-jährigen
Krieg ertheilte / hernach aber im Fried-
densschluß nicht gut-geheissene / an-
nulliren: (5) keinem seine Untertha-
nen von der Vormässigkeit / Steuern
zc. befreien: (6) Denen Land-Stän-
den / mit Ausschließung des Landes-
Herren / die Disposition über die
Steuer / noch daß sie Conventen an-
stellen / und sich des Beitrags entschla-
gen / nicht gestatten / (7) auch im Fall
dieselbe oder die Unterthanen beim
Reichs-Hof-Rath oder Cammer-Ge-
richt

ANNO
1690.

nicht deswegen etwas zu suchen / sich würden gelassen lassen / selbste so leicht nicht anhörend / sondern à limine judicii zur schuldigen parition an ihre Landes-Herren anzuweisen / und (8) alle sub & obreptitiae ditzfalls erhaltene Privilegia &c. auch beim Reichs-Hof-Rath oder Cammer-Gericht ertheilte Processus, Mandata &c. vor null und nichtig erklären.

III. Und zum dritten sollen und wollen Wir in alle Wege die Teutsche Nation / das Heil. Röm. Reich / und die Churfürsten / als dessen forderste Glieder / und des Heil. Röm. Reichs Grund-Säulen / insbesondere auch die weltliche Chur-Häuser / bey ihrem Primogenitur-Nachf. / und ohne dasselbe wider die Schicksel restringiren zu lassen / nach Inhalt der folgenden Bull / sonderlich des 12. Articulus / wie auch andere Fürsten / Prälaten / Grafen / Herren / und Stände / sammt der ohnmittelbaren freyen Reichs-Ritterschafft / bey ihren Hoheiten / geist- und weltlichen Würden / Berechtigkeiten / Macht und Gewalt / auch sonst jeden nach seinem Stand und Wesen / verbleiben lassen / ohne Unsen und nahrungliches Eintrag und Verhinderung / und ohne der Churfürsten / Fürsten / und Ständen vorstehende Einmuth- und Bewilligung / keinen Reichs-Stand / der Sessionen & Votum in den Reichs-Collegiis hergebracht hat / davon suspendiren / oder ausschließen / dazu den Ständen sammt erligender Reichs-Ritterschafft ihre Regalia / und Vorrechte / Freyheiten / Privilegien / Pfandschaften und Gerechtigkeiten / auch Schatzung und gute Gewohnheiten / so sie hitherto gehabt haben / oder in Übung gewesen seynb / zu Wasser und zu Lande / auff gleichbreitendes Ansuchen / ohne einige Beigerung / und Aufenthalt / in guter beständiger Form / confirmiren und bestätigen / sie auch darbey / als erwählter Römischer König handhaben / schützen und schützen / und niemanden einig Privilegium darwider ertheilen / und da einige vor-oder bey vorgewesenen dreißigjährigen Krieg darwider ertheilt worden wären / so im Friedensschluß nicht gut geheißen / oder approbirt worden / dieselbe gänzlich cassiren und annulliren / auch hienit cassirt und annullirt haben / und keinen Churfürsten und Stand / die ohnmittelbare Reichs-Ritterschafft mit begehren / seine Landesherrschaft / ihm mit oder ohnmittelbar unterworfen seine Untertanen / und mit lands-/Fürstlichen auch andern Pflichten zugewandte Einkünfte / und zum Land gehörige / von deren Vormundschaft / und Jurisdiction / wie auch wegen lands-/fürstlicher hoher Obrigkeit / und sonst rechtmäßig hergebrachten respectiv Staturen / Lebenen / und andern gemeinen Würden und Schuldsigkeiten / weder unter dem pretext der lehen-Herrenschafft / noch einigen andern Schein extirpiren und befreien / noch andern solches gestatten / auch nicht zuzulassen / noch zugeben / daß die lands-Stände die Disposition über die land-Steuern / deren Empfang / Ausgab / und Rechnungs-Recessirung / mit Ausschließung des land-Herren / private vor-und an sich ziehen / oder in dergleichen und andern Sachen / ohne der lands-/Fürsten Vorwissen und Bewilligung / Conveniren anstellen und halten / oder wider des jüngsten Reichs-Abschieds ausdrückliche Verbotung / sich des Vortrage / womit jedes Churfürsten / Fürsten / und Stände landsherrschaft / und Untertanen / zu Recht und Erhaltung deren einem und andern Reichs-Stand zugewiebriger nötiger Besungen / Plätzen / und Garnisonen / wie auch zu unsrer und des H. Reichs Cammer-Gerichts Unterhalt / an Hand zu gehen schuldig seynb / zur ungebührlich einschlagen. Auff den Fall auch jemand von den land-Ständen oder Untertanen wider dieses oder andere obberührte Sachen bey Uns oder unsrem Reichs-Hof-Rath / oder ertheiltem Cammer-Gericht etwas anbringen / oder zu suchen / sich gelassen lassen würde / wollen Wir daran seyn / und darauf halten / daß ein solcher nicht leichtlich gehört / sondern à limine judicii ab-und zu schuldiger parition an seinen lands-/Fürsten und Herren gewiesen werde / Esheilen Wir dann auch alle und jede beggen / und sonder contra jus tertii / und ehe derselbe darüber vernommen / hievor sub- & obreptitiae erhaltene Privilegia / & Exemptiones / sammt allen dergleichen Clausulen / Declarationen / und Befähigungen / wie auch alle darauff und denen Reichs-Estatuten zuwider an unsrem Kaiserl. Reichs-Hof-Rath / oder Cammer-Gericht / wider die landsfürsten und D-

Tom. VII. Part. II.

beigleiten / ohne dergleichen vorher schriftlich begehren ANNO
1690.
und vernommen Bericht / ertheilte Processus, Mandata & Decreta pravia summaria cause cognitione / vor null und nichtig erklären / und dieselbe cassiren und ausschließen sollen und wollen.

Der IV. Artikel.

Der König (1) soll dem Herzog von Savoyen / so fern er sich denen Reichs-Constitutionen und Lehen-Rechten gemäß bezeigen und verhalten wird / die Bekräftigung des Montferrats ertheilen / (2) ungleichen beim König in Spanien / daß dem Herzogen auch die Stadt Trino ohne Eintrag restituirt / (3) der Herzog von Mantua / daß er sich hinfuro alles exercitii jurisdictionis &c. im Montferratischen enthalte / wärdlich anghalten / und (4) mehrgedachter Herzog von Savoyen / in denen in Italien habenden Vicariats-Gerechtigkeiten beschreibet werde / verschaffen / welches (5) jedoch alles auff die Condition / falls er sich denen publicirten Inhibitoris und Avocatoriis gemäß bezeigen wird / gestellt ist.

IV. Insbesondere aber sollen und wollen Wir dem Herzogen zu Savoyen / durch die Person seines rechtmäßigen Gewalthabers / die in dem zu Münster und Osnabrück aufgetruten Instrumento Pacis 5. Octobr. Maj. &c. frey und unbeding / neben andern verprochenen Bekräftigung des Montferrats / auff die Form und Weis / wie sie von weyland Röm. Kay. Mayestät Ferdinando II. Victorio Amadeo / ertheilt worden / so bald Wir nach angetretener unsrer Kayf. Regierung / hienum geschickend ersucht und angelangt werden / denen Reichs-Constitutionen und Lehen-Rechten gemäß / unmaß ohne Aufzug einiger ungewöhnlicher Clausul oder special-reservatori salvatori oder dergleichen Casual / samt übrigen allen / was in gedachtem Instrumento Pacis / und demnächst confirmirten Tractatu Charentensi / den Hauff Savoya andres zu guten vorordnet und zugesagt worden / erfüllen lassen / und ihm darzu durch unsre Kayf. Haupt executive verpflichten / auch deren teines unter einigen Schein / Ursach oder Fälschung / sonderlich auch die Bekräftigung des Montferrats wegen der von dem König in Frankreich dem Herzogen zu Mantua schuldiger und noch nicht bezahlter 494000. Eronen / worvon der 5. ut autem omnium &c. disponirt / und das Hauff Savoya allerdings davon befreit / im geringsten verziehen oder aufhalten / denebst unsrer Kayserliche Auctorität bey dem König in Hispanien kräftiglich anwenden / daß derselbe dem H. Herzogen von Savoya die Stadt Trino unverzüglich / gänzlich und ohne Eintrag restituiren thut / dem Herzogen von Mantua aber von Kayf. Macht und Gewalts wegen / als bald ernstlich befehlen / auch Ihne durch gehörige Mittel widerlich dahin anhalten / in einem vorgeseigen kurzen precompertorischen termin / sich alles Exercitii jurisdictionis selbst / und an andern in dem Montferrat gelegenen / und dem Hauff Savoya durch die Reichs- und vorhergegangene Friedens-handlungen verkunten Dörfern / zu einschließen / damit der Herzog von Savoya seine ihne in denselbigen zuständigen Jurisdiction gehörend und richtig gemessen mag / wie Wir dann nicht weniger darob seyn / und durch Ausfertigung ernstlicher Poenal-Mandaten verfügen wollen / daß weder Er der Herzog von Mantua und seine Nachkommen / noch auch jemand anderer sich / oder von Ihrentwegen stützet in demselben / was wegen des Montferrats für das Hauff Savoya / in dem offters angezogenen Friedensschluß / und dieser unsrer Capitulation begriffen / auff einmüthig Weis und Weis / im geringsten etwas zu contraveniren / und zu wider zu handlen / sich unterseigen / So ihm Wir auch begehren / was das Churf. Collegium unter dato den 4. Jun. in längst verwichenen 1678. Jahr an Ihne / wegen annullir- und Aufhebung dess. dem Hauff Savoya zu Nachschiff / unterfangenen Kayf. und Reichs-Vicariats und Generalats in Italien / geschrieben / hienit allerdings einmüthigen und befehlen / dergestalt / daß Wir ob dergleichen Weisung

ANNO
1690.

sehrlich halten / und die Herzogen von Savona bey
Ihrer in Italien habenden Vicariats-Gerechtigkeit und
Privilegien geduldet schüßen und handhaben wollen /
welches alles jedoch auf die Condition gesetzt wird / wann
für der Herzog von Savona denen von Ihrer Kaiserl.
Majestät von Reich wegen publicierten Inimicis und
Avocatoriis gemäß bejagen und verhaften wird.

Der V. Artikel.

Der König (1) soll die präcedirte Präcedenz ausländischer Potenzen Gesandten / für den Churfürstlichen Gesandten / ins künftige nicht gestatten: jedoch (2) wann ausländisch-gekrönter Könige u. Botschaften vorhanden / diese jenen vorgehen / diese aber vor allen anderen auswärtigen Republiken und Fürsten in Person / jenen folgen inogen: (3) auch nicht zugeben / daß Ihre Botschaften bey publicis Conventibus mit bewehrter Guard / zu Pferd oder zu Fuß aufziehen / noch gestatten / daß Sie sich heimlich oder öffentlich in die Reichs-Sachen mengen: (4) daß denen Churfürsten Ihre Prærogativa erhalten / und (5) bey allen Reichs-Solemnitäten / daß denen Grafen und Herren / die im Reich Sessionem & Votum haben / vor allen anderen / und zwar / gleich nach dem Fürsten-Stand / die Präcedenz gelassen werde / die Versetzung thum.

V. Nachdemalen sich auch eine Zeitlang zugezogen / daß ausländischer Potentaten / Fürsten / Republiken Gesandte / und zwar diese unter dem Nahmen und Vorwand / als wären die Republiken vor gekrönte Häupter / und also den Fürsten gleich zu achten / an denen Kaiserlichen und Königlichem Hofen und Consulen / die Präcedenz vor den Churfürstlichen Gesandten präcediren wollen: So sollen und wollen Wir ins künftige solches weder ge- noch gestatten: wäre es aber Sack / daß neben den Churfürstlichen Gesandten / der recht titulirter und gekrönter regierender ausländischer Königen / Königlichem Wenden / oder Papsten (denen die Regierung / so bald Sie Ihr gehöriges Alter erreicht / zu führen zuliehet / und inneweil in der Tutel oder Curatel begriffen seynd) Botschaften zugleich vorhanden wären / so mögen und sollen zwar Diefelbe den Churfürstlichen Gesandten / Diefelbe aber allen anderen auswärtigen Republiken Gesandten / und auch denen Fürsten in Person ohne Unterschied vorgehen: was auch darwider hievore per Decreta / und sonderlich 1636. oder sonst vorgenommen / oder verordnet / ferner abgesetzt und kraftlos seyn solle: Wie Wir dann auch zu Verhütung allerhand Simulacra / und der darauß entstehende gefährlicher Theilungen / nicht gestatten wollen / daß ausländischer Könige und Republiken Botschaften / weder an unserem Hoff noch bey Reichs-Deputationen-Collegial oder andern publicis Conventibus. mit bewehrter Guard zu Pferd oder zu Fuß / auß der Basen und Straßen aufziehen und erscheinen mögen / vielweniger zulassen / daß sich einige fremde Botschaften heimlich oder öffentlich / in die Reichs-Sachen / so ihre Principales nicht angehen / sondern vor Churfürsten und Stände allzu gehörig / einmischen. Auch sollen und wollen Wir im übrigen die Vorsehung thun / daß denen Churfürsten selbst / Ihr von Alters hergebrachte / und sonst gebührende Würde und Prærogativa erhalten / und darwider von fremdder Regenten / und Republiken Gesandten / oder andern an unserem Kaiserlichen und Königlichem Hoff oder wo es sich sonst begiehn könnte / wider nachtheiliges / oder nachtheiliges vorgenommen oder gestattet werde. So sollen auch bey Kaiserlichen oder Königlichem Crönungen / und andern Reichs-Solemnitäten / den immediat Reichs-Gräffen und Herren / die im Reich Sessionem & Votum haben / vor anderen

aus- und inländischen Grafen und Herren / wie auch ANNO
Kaiserlichen Cammer-Herren und Räthen / und zwar 1690.
gleich nach dem Fürsten-Stand / in dessen Reichs-Rath Sie ersigbachtet Votum & Sessionem hergerbracht / deswegen ihnen auch billig / wie bey den Coniurationibus / oeribus / und Beschwerlichkeiten / also auch solchen Actibus sollembus / nach den Fürsten die Ställe gebühret / die Präcedenz gelassen / und demnach / außer solcher Reichs-Festivitäten / an Kaiserlichen Hoff mit demjenigen / so nicht in würdigen Kaiserlichen Diensten begriffen / obdiert werden.

Der VI. Artikel.

Will (1) der König gesehen lassen / daß die Churfürsten in Ihren Angelegenheiten / je zu Zeiten mögen zusammen kommen / (2) dergleichen Congress nicht verhindern / sondern gnädig aufzunehmen: (3) der Churfürsten gemein- und Rheinische Vereinigung confirmiren: (4) allen anderen Reichs- und Erbs-Gräffen die Collegiale Zusammenkunft gleichfalls nicht verwehren / und (5) Ihre vor diesem unter Ihnen gemachte Uniones und aufgerichtete Erb-Verbrüderungen approbiren.

VI. Wir lassen auch zu / daß die sieben Churfürsten je zu Zeiten / vermög der Gülden Buße und Obervanz / nach Gelegenheit und Zustand des Heiligen Reichs / zu Ihrer Nothdurft / auch so sie beschwerliches Obliagen haben / zusammen kommen mögen / dasselbe zu bedenken und zu berathschlagen / das Wir auch nicht verhindern / noch irren / und deroelben keine Ungenab / oder Widerwille gegen Ihnen sämtlich / oder sonderlich schöpfen und empfangen / sondern uns in dem und anderen der Gülden Buße gemäß / geduldig und unverweiglich halten sollen und wollen. Gesalt Wir dann auch der Churfürsten gemein- und sonderbare Rheinische Verein / als welche beide ohne das mit Beschimpfung und Approbation der vorigen Kaiser rühmlich aufgerichtet / so wohl in diesem / als andern darinnen begriffen Punkten / und was darüber noch weiters die Herren Churfürsten allerseits untereinander gut befinden und vergleichen möchten / auch Unser Theils / approbiren und confirmiren thun / soll auch denen anderen Reichs- und Erbs-Gräffen unverwehrt seyn / so es die Noth und Ihre Interesse erfordert / circulariter und collegialiter / ohngeshindert mählichst / zusammen zu kommen / und dero Angelegenheiten zu beobachten: Wie Wir dann auch die vor diesem unter Ihnen / denen Reichs-Coniurationibus gemäß gemachte Uniones / gleiches gestalt / insofern aber die unter den Churfürsten / Fürsten und Ständen aufgerichtete Erb-Verbrüderungen hinit confirmiren und approbiren.

Der VII. Artikel.

Soll (1) der König alle gehässige Bündnisse und Empörungen / der Unteren wider die Oberen abschaffen / (2) denen Ständen / daß Sie Ihre Landesfürstliche Jura wider die Unterthanen manutreniren / und mit der benachbarten Stände Assistentz / solche zum Gehorsam bringen zulassen: / und übrigens (3) daß die vor Gericht schwebende Streitigkeiten schleunigst entschieden werden mögen / verschaffen.

VII. Wir sollen und wollen auch alle unziemliche hässige Bündnisse / Verstärkungen / und Zusammenhülfe der Landessen / unterthanen / gemeinen Volcks / und an-

deren /

ANNO 1690. **der** / was Stands oder Wälden die seyn / in solchen die Empörung und Anführer / und ungebührliche Gewalt / so gegen den Churfürsten / Fürsten und andern / (die unmittelbare Reichs-Niederstadt mitbegriffen) vorgenommen / und die hinfürho gefehden möchten / aufheben / abschaffen / und mit Ihrer der Churfürsten / Fürsten und anderer Stände Rath und Hilff daran seyn / daß solches / wie es sich gebührt und billig ist / in künfftige Zeit verboten und verbotnen / keines wegs aber darzu / Ertheilung ungarer Processen / Commissionen / Rescripten / Mandaten und ubereilung / Anlaß gegeben werde: Wollen dani auch Churfürsten / Fürsten und Ständen zugestehen und erlauben seyn soll / sich nach Verordnng der Reichs-Consensationen bey Ihren hergebrachten und habenden gerichtlichen Juribus / und mit Assistenz der benachbarten Stände wider Ihre unterthanen zu manueveriren und sie zum Gehorsam zu bringen / da aber die Streitigkeiten vor dem Richter mit Recht befangen wären / sollen solche auff schleunigst angeführt und entschieden werden.

Der VIII. Artikel.

Soll (1) der König die Protectiones aufwärtiger Potentaten über mediatisirte Städte und Landesherrschaften abschaffen / oder wenigstens in die Schranken ihrer erfirsten Concessionen reduciren / damit (2) des Römischen Reichs sämtliche Stände bey gleicher Administration der Justiz in Religion- und Prophan-Sachen / und des Reichs alleinigen Schutzes nach allen Reichs-Ordinungen erhalten / die (3) darwider eine Zeit hero verübte Mißbräuche und auß der angemessnen Brabantschen Gütlichen Will / hergerührte Evocations-Processen aufzuheben / (4) der gehen in Elsaß vereinigten Reichs-Städte immediat / dem Reich einverleibet bleiben / und (5) die mediatisirten Fürstenthümer und Lande von aufwärtigen Völkern / mit Einquartierungen und anderen Kriegs-Ungelegenheiten / nicht ferner beschweret werden mögen.

VIII. Als auch in Veranlassung dero von Regland denen vorgewesnen Römischen Königen und Käyfern / etlichen auswärtigen / von des Heiligen Reichs Jurisdiction eximierten Fürsten und Potentaten über immediat- und mediatisirte Städte und Stände vor Alters gegeben / oder von Ihnen selbst erworbenen und angenommenen / oder sonst usurpirten Schutzes und Schirm-Brieffe / in dem sie sich deren jeweilen auch wieder ihre eigene lands-Oberkeit in Civil- und Justiz-Sachen / des Heiligen Reichs-Zahlungen unvnder / beider / nicht geringe Beirung und Zerstörungen gemeinen lands-Friedens entstanden / darwider dann des Heiligen Reichs Jurisdiction / Autorität und Hoheit unendlich geschwächt / dieselbe auch mit Entziehung ansehnlicher Eider / gar intervertirt worden: Als sollet und wollen Wir zu Abwendung obersandener gefährlicher und gemeiner Tranquillität des Heiligen Römischen Reichs schädlicher Zergliederung und Willkür / dergleichen Protectionen und Schirm-Brieffe über unmittelbare Städte und landesherrlichen Gütlichen Will / so Unseren und des Heiligen Reichs Bezug und Jurisdiction nie gehet / nicht unterwerfen / nicht allein nicht ertheilen / noch solche zu suchen und annehmen gestatten / noch auch die so von vorigen Römischen Käysern in etwan anderwertiger Sachen und Zeiten / Stand und Consideration / ertheilet / und von mediatisirten Ständen angenommen worden / durch Rescripte / oder andere Weis confirmiren / sondern vielmehr darob und daran seyn / damit vermiedt Unserer Inerposition / oder durch andere erlaubte Mittel

Tom. VII. PART. II.

ANNO 1690. und Obz / oberwachte von vorigen Käyfern oblaubs gegen eine oder angenommene Protection / aufgeführt und abgethan / oder wenigst in die Schranken ihrer ersten Kaiserlichen oder Konsoliden Concessionen / wo die vorhanden / ohne einige ferner deren Extension und Aufdehnung reducirt / also unzulässig forcht in Unseren / und des Heiligen Reichs alleinigen Schutz und Vertheilung gelassen / und Churfürsten / Fürsten und Ständen des Heiligen Reichs / sammt der ohnneidbaren Reichs-Niederstadt / und allerorts angehörigen Unterthanen / ohne Impetration in und aufwärtigen Anhangs und Assistenz / bey gleichem Schutz und Administration der Justiz in Religion- und Prophan-Sachen / den Reichs-Satz- und Cammer-Verordnungen / Pfaffen- und Eynabtrachtlichen Friedensschutz / und darauß gegründeten Executions-Edictis / actum modo exequendi / und Vörschreiben Executions-Recess. wie auch nachstehende Reichs-Abtschied genöthig / erhalten / die heroüber eine Zeit hero verübte Mißbräuche da zum öfteren die Verfertigung von ihren ordentlichen Richtern des Reichs ab- und nach Holland / Brabant und andere anständliche Potentaten gezogen werden / und die unter denselben auß der angemessnen Brabantschen Gütlichen Will / zu unterschiedlicher Churfürsten / Fürsten und Ständen / mercklichen Nachtheil herfürbrachte Evocations-Processen gänzlich aufhebet / wie auch das Anno 1594. bey damaligem Reichstag verhängenes Gutachten vollziehen / und denen durch gedachter Brabantscher Will gawirten Ständen / auff erforderter Nothfall / durch das Jus rectoris / freywillige Hilffe geleistet werde / so dann die gehen vereinte Reichs-Städte im Elsaß / krafft Instrumentum Pacis unter dem Heiligen Römischen Reich / gleich wie andere immediat-Städte einverleibet bleiben / und nachdemnach auch verschiedene immediat-Fürstenthümer / Graffschaff- und Herrschafften / ohne einiges Reich / mit Einquartierung / durch aufwärtige Völder / noch unwarlich mit Einquartierungen / und anderen Kriegsallogenheiten / beschwert werden / und daher des so theuer erworbenen Friedensschutzes / in nicht geringen Mäßen zuelich dem Reich entzogen und gleichsam zu mehr Ständen gemacht werden wollet: Als versprechen Wir nicht allein durch eiserne Interposition die Abstellung zu befördern / sondern auch vermög der Reichs-Consensationen bey denen nicht angeführten Graffschafften die Vorsehung zu thun / daß ermelde ohnneidbare Graffschaff- und Herrschafften freylich assistirt / und sie bey ihrer zusammengetragenen Immediat / per omnia gelassen werden / bey welchen allen Wir Churfürsten / Fürsten und Stände / in welchen die freye Reichs-Niederstadt samst deren allerorts land / Leut und Unterthanen / nach Vermögen schützen / manueveriren und handhaben / und darwider in keinerley Weis beschweren lassen wollen.

Der IX. Artikel.

Der König (1) soll mit aufwärtigen Potentaten und Republicken / einige Confederation, Protection, Mediation, und Garantie, sub quocunque pretextu vel colore, denen mediatisirten Unterthanen aufzurichten nicht verstaten / und (2) das darwider vorgenommene / mit der im verberghenden 8. Artikel ermelter Restriction abschaffen / auch wieder die beharrliche Contraventores, ernstlich verfahren.

IX. Und weilen auch in der That versichert worden / daß die anwärtige Gewalt sich in Reichs-Sachen / und sonderlich die / so zwischen Reichs-Ständen und ihren Unterthanen obshweben / unter dem Pretext der Spanische Bündnisse und anderen dergleichen Vorwand / einzuschleichen / zusammen zu kommen / und ihre Angelegenheiten zu beschaffen / zumalen die vor diesem unter ihnen aufgerichtete Unions / gleich gelasse zu confirmiren und zu approbiren / sich untersehn / das Instrumentum Pacis aber allein Churfürsten und Ständen Confederationes und Verbindnisse / worunter insonderlich die begriffen / welche zu des Reichs besten und gemeinsten Lands-Defension / auch mehr bequemer Verrichtung der Graffschafften angeordnet werden / eingezogen er-

ANNO
1690.

laubt / und dem Unterthanen dergleichen nicht zugibt / sondern derselben herüber erhaltene Privilegia und Indults caeteri und aufhebet. Als wollen Wir nicht allein durch Abmahnungen / Schreiben solchen weit ausstehenden Vornehmen begehren / und nicht gestatten / daß der Huldigen Will dem Friedensschluß und denen Reichs-Constitutionen zuwider / einige Mediat-Unterthanen mit auswärtigen Potentaten und Republicken / oder anderwärtigen Reichs-Ständen / oder dero land-Ständen und Unterthanen einige Confederation, Protection, Mediation, und Garantie sub quocunque pretextu vel colore, eingehen oder aufrichten mögen / und was darwider vorgenommen / ohnverzüglich / jedoch mit der im vorhergehenden 8. Artikel verordnete Restriction, abstellen / sondern auch gegen die beherrschte Contravenonen, insonderheit aber diejenige / welche sich wider ihre lands-Obrikeit an fremde Gewalt hangen / und derselben Hülff / indigenat und Schutz würdlich begehren / annehmen / gebrauchen / darbey zu bestehen sich unterfangen / und solchen unzulässigen Handlungen auff vorgehende Erinnerung nicht renunciren / vermag der Reichs- und Reichs-Constitutionen ernstlich verfahren / und auff des Nothdurfftsfall die erregnende Thätlichkeiten und Invasiones, durch gehörige Gegenmüß / den Reichs-Constitutionibus gemäß / abtöhen.

Der X. Artikel.

Der König (1) soll ohne der Churfürsten und Stände Bewilligung / und zwar auf einer Collegial-Zusammenkunft / mit frembden Nationen keine Bündniß in des Reichs Handeln machen; doch daß (2) ihme wegen seiner selbst eignen Lande / nach Inhalt des Instrumenti Pacis, und unbeschädigt des Reichs / dergleichen zu schließen / nicht weniger (3) auch andern Ständen / so wohl unter sich / als mit auswärtigen / auf erst beschriebene Weise / zu ihrer Defension und Sicherheit aufzurichten / umbenennen bleibt.

X. Wir sollen und wollen auch für uns selbst / als erwählter Römischer König / in des Reichs-Handeln keine Bündniß oder Einigung mit frembden Nationen noch sonst im Reich machen / Wir haben dann zuvorhero der Churfürsten / Fürsten und Stände Bewilligung dergu erlangt: Da aber publica salus & utilitas eine mehrere Bewilligung erforderet / da sollen und wollen Wir dann der sieben Churfürsten sämtliche Einwilligung zu gelegener Zeit und Wahlort / und zwar auf einer Collegial-Zusammenkunft / und nicht durch abgesonderte Erklärungen / bis man zu einer gemeinen Reichs-Versammlung kommen kan / wie sonst in allen andern des Reichs Sicherheit concernirenden Sachen / also auch in dieß erlangen. Wann Wir auch uns künftig Untere eigenen Landen selber Bündniß machen würden / so sollte dergleichen andern gestalt nicht geschehen / als unbeschädigt des Reichs / und nach Inhalt des Instrumenti Pacis: So viel aber die Stände des Reichs ingemein belangt / soll denselben allen und jeden das Recht der Bündniß unter sich / und mit auswärtigen zu ihrer Defension, Conservation, Sicherheit und Wohlfahrt zu machen / dergestalt frey bleiben / daß solche Bündniß nicht wider den regierenden Römischen Kaiser / noch wider den allgemeinen landfremden und Münsterischen Friedensschluß seye / und daß dergleichen alles nach laut desselben / und ohnverlegt des Ends bescheyn / wormit ein jeder Stand dem Römischen Kaiser und dem Heiligen Reich / verwandt ist / daß auch die von frembden Potentaten begehrende Hülff / also und nicht anders begehrt werde / noch gesuchet / dann daß dadurch dem Reich kein Gefahr zuwachsen möge.

Der XI. Artikel.

ANNO
1690.

(1) Soll der König jedweder Reichs-Stand zu demjenigen / was ihme ohne Recht mit Gewalt abgedrungen worden / auch (2) was demselben nach dem Münster- und Osnabrückischen Frieden x. annoch vorerhalten wird / ohne Unterscheid der Religion / verheiffen / und (3) ohne einige Verhinderung dabey handhaben und schützen.

XI. Was auch die Zeit hero einem Churfürsten / Fürsten / Prälaten / Grafen / Herrn und andern / oder dero Voretern und Vorfahren / Besidlich- oder Weltlichen Stände / ohne Recht gentzlich genommen oder abgedrungen / oder Inhabt des beschlossenen Münster- und Osnabrückischen Friedens / Executions-Edicti archicameris modi exequendi, und Ministerialischen Executions-Recessus zu restituiren / rückständig ist / und annoch vorerhalten wird / sollen und wollen Wir der Billigkeit nach / jedermannlich zu dem Seinigen ohne Unterschied der Religion verheiffen; auch dasjenig / so Wir selbst vermagt jetzt gedachten Friedensschlusses / und darauf zu Münsterberg und sonstiger auffgerichteter Edictorum, und archicameris modi exequendi zu restituiren schuldig / einen jedweden / so bald und ohne einige Verweigerung vollkommens sich restituiren; bey solchem auch / so viel er Recht hat / schützen und schirmen / ohne alle Verhinderung / Aufsehl oder Verfaumung.

Der XII. Artikel.

Soll (1) der König ohne Wissen sämtlicher Churfürsten vom Reich nichts veräußern / (2) mit der Stände Rath das davon gekommene wieder herzu bringen / und die Ergänzung der Reichs-Grasse befördern: (3) wegen der dem Reich zuständig- und in Italia veräußerten Lehen / Erfundigung eingehen: (4) alles mit Hülff und Beystand der Reichs-Stände vor- und an die Hand nehmen; (5) dem Römischen Johannis-Orden zu denen inn- und außershalb des Reichs erzeugten Gütern wieder verheiffen / und wo er (6) selbst dem Reich etwas zuständiges innen hätte / will er es auff der Churfürsten Verlangen ohne Verzug wieder zustellen.

XII. Zudem und insonderheit sollen und wollen Wir vom Heiligen Römischen Reich und dessen Zugehörungen nicht allein ohne Wissen / Willen und Zulassen bemeldter Churfürsten / sämtlich nichts hingehen / veräußern / verpfänden / verkaufen / noch in andere Weg veräußern oder beschweren / sondern uns auff höchst bewahren / und allen indiglichen Fleiß und Ernst verwenden / dasjenige / so darvon kommen / als veräußert / Pfandsummen / Heerpfaffen und andere / auch confiscirte und ohnconsecrirte weltliche Güter / die zu dem Theil in anderer freyden Nationen Händen ungebührlicher Weis gewachsen / zum förderlichsten wiederum darzu zu bringen / zuweisen / und darbey bleiben zu lassen / nicht weniger die Ergänzung und Redification der gestamten lehen Reichs-Grassen und Maricall zu befördern; Vornehmlich auch / dieweil vorkommen / daß etliche ansehnliche dem Reich angehörige Herrschaften und Lehen in Italien und sonst veräußert worden seyn solten / eigentliche Nachforschung darentwegen anstellen / wo es mit solchen Alienationen bewandt / und die eingebotene Bericht zur Churfürstlichen Rathsversammlung / und solches zu der übrigen Churfürstlichen Wissenschaft zu bringen / inner Zehrschiff / nach unserer angerathenen Königlich Regierung anzuwenden / ohnfehlbarlich einzuführen / auch in diesem und obigen allen mit Rath / Hülff und Beystand der sieben Churfürsten allein / oder nach Gelegenheit der Sachen / auch an-

ANNO
1690.

derer Fürsten und Ständen / jederzeit an die Hand zu nehmen / was durch uns und Sie vor räthlich / nützlich und gut angesehen und verglichen seyn wird. Welten auch dem Kiserlichen Johanneus-Erben in- und außerhalb des Reichs / insbesonder bey den hievorigen achtzig-jährigen Niederländischen Kriegen / ganz ohnverhohlt ansehnliche Güter entzogen und hiehera vorenthalten worden / so wollen Wir solche Restitution durch gültliche Mittel zu befördern uns ansehlen seyn lassen / und ob Wir selbst oder die unsrer etwas / so dem Heiligen Römischen Reich zujähig / und nicht verlihen / noch mit einem rechtmäßigen Titel bekommen wäre oder würde / einpänen / das sollen und wollen Wir bey unsren schuldigen und gebührenden Pflichten / demselben Reich ohn Verzug / auff Ihre der Churfürsten gesanten / wieder zu handlen werden.

Der XIII. Artikel.

Der König (1) will mit denen benachbarten Völkern friedlich leben / und ohne der Reichs-Stände Bewilligung keinen Krieg anfangen / noch eing Kriegsvolk ins Reich führen lassen: (2) wan ein fremdes Kriegsvolk in oder durchs Reich / es gehöre wem es wolle / gleich schon wolle geführt werden / solches mit Ernst abschaffen / und Gewalt mit Gewalt vertreiben / jedoch daß (3) man er von des Reichs wegen / oder das Reich betrüger würde / er sich dagegen aller Hülffe / wievohl ohne Anlegung neuer / noch Renovierung zerfallener Vestungen / bedienen möge ; und (4) ohne Einwilligung sämtlicher Reichs-Stände keinen Frieden schließen / insonderheit aber bey dessen Erfolg daran seyn / daß zu Consolation der betrübten Stände / alles vom Feind occupirte oder geändert / nach des Reichs Fundamental-Gesetzen wiederum in den alten Stand restituirt werde.

XIII. Wir sollen und wollen auch uns darzu in Zeit hemelst unserer Regierung gegen den benachbarten und ansehnlichen Christlichen Völkern friedlich halten / kein Krieg / Weder / noch Krieg in- und außershalb des Reichs / von desselben wegen / unter sonderley Vorwand / wie der auch seye / ohne der Churfürsten / Fürsten und Ständen / oder zum wenigsten der sämtlichen Churfürsten Vorwissen / Rath und Einwilligung / anfangen oder vornehmen / noch ohne sehr gedachten Consens / einiges Kriegsvolk ins Reich führen oder führen lassen. Da auch von einem oder mehr Ständen des Reichs / oder auch fremden Regenten dergleichen vorgenommen / und ein fremdes Kriegsvolk in oder durch das Reich / wem sie auch gehören / unter was Ehren und Vorwand es immer seyn möchte / geführt würde / dasselbe wollen Wir mit Ernst abschaffen / Gewalt mit Gewalt hinterreiben / und den betrübten Ständen unsere kaiserliche Hülffe / Handhülffe und Rettungs-Mittel kräftiglich widerfahren / und nach Inhalt der Reichs-Satz- und Executions-Ordnung gehoben lassen : Wo Wir aber von des Reichs wegen / oder das Heilige Reich angegriffen und bekriegt würden / alsoben mögen Wir uns aller Hülffe gebrauchen : jedoch sollen und wollen Wir weder in währenden solchen Krieg / noch auch sonst in der Churfürsten / Fürsten und Ständen Landen und Gebiet / keine Vestungen von neuem anlegen oder bauen / noch auch zerfallen oder alte wiederum erneuern / viel weniger anderen solches gestatten oder zulassen / auch keinen Stand mit Einquartierung wider die Reichs-Constitutiones / belegen ; Wir sollen und wollen auch keinen Frieden / ohne Churfürsten / Fürsten und Ständen Zustimmung und Einwilligung schließen / und insonderheit bey dessen Erfolg / ernstlich daran seyn / damit das vom Feind in Reich occupirte / oder in Ecclesiastisch & Politisch geändert / in der betriübten Ständen und deren Unterthanen Consolation / in den alten / denen Reichs-Fundamental-Gesetzen und Friedensschlüssen gemäßen Stand / restituirt werde.

Der XIV. Artikel.

Der König (1) will die Reichs-Stände nicht selbst vergewaltigen / noch solches andern zu thun verhehlen : sondern (2) im Fall einer fürzunehmenden Forderung / zu Verhütung aller Reichs-Unruhe / die Sache zu gebühlichem Rechte kommen / und (3) wan die Stände dessen erörthig seyn / ihnen keine Gewalt anthun lassen.

XIV. Wir sollen und wollen auch die Churfürsten / Fürsten und Prälaten / Grafen / Herren und andere Stände des Reichs / insgleichen die unmittelbare Reichs-Ritterschaft / nicht selbst vergewaltigen / solches auch nicht schäzen / noch andern zu thun verhehlen ; sondern wo Wir oder jemand anders / zu ihnen allen / oder einem insonderheit zu sprechen oder einige Forderung vorzunehmen hätten / dieselbe sollen Wir saubere und sonders / Anstehet Zwerracht und andere Umhat im Heiligen Reich zu verhüten / oder Fried und Einigkeit zu halten / vor die orteiliche Gerichte / nach Aufweisung der Reichs-Kaiserliche Cammer-Gerichts-Examinations-Ordnung / und zu wählen und Abschluß aufgerichteten Friedens-Schlus / auch in Nürnberg darauf erfolgten Edicten / zu Verhörr und gebührenden Rechten stellen / und kommen lassen / und mit ihnen gehan / daß Sie in dem oder andern Easchen / in was Ehren und unter was Dahnne es geschehen möchte / darinn sie ordentlich recht leben mögen und dessen nöthig seyn / mit Rath / Hohen / Stand / Pfandungen / Wehen / Kriegen / neuerlichen Exactionen und Anlagen / oder anderer Schalk beschädige / angegriffe sei / überfallen oder beschmiedt werden.

Der XV. Artikel.

Der König (1) soll ohne der Stände Bewilligung des Reichs Völker nicht außer den Reich führen : (2) wegen überhäufter fremder Verbungen / damit sich das Reich nicht gar an Mannschafft entlosse / auff dem Reichstag gute Vorsehung thun / (3) daß in erlaubten Fällen die Reichs-Stände mit Musierplätzen / Durchzüge / Einquartierung u. nicht beschweret werden / verfügen lassen ; nicht minder (4) daß je-mand im Reich vor andern / als solches selbst und dessen Bundesgenossen / werde / oder sich werben lasse / verbieten : (5) wider diejenige / so bey einem in Comitibus Imperii declariren oder wissenlichen Reichs-Feinde und dessen Helffers-Helffern / Kriegsdiensste annehmen / mit aller Schädte versehen : jedoch (6) denen Reichs-Ingessenen / die sich sonst bey Aufständigen / wen es nicht wider das Reich oder dessen Stände angesehen / in Kriegsdienste zu begeben gewillt / unverboren.

XV. Wir gereden und versprechen auch / wann ind künftige auff vorgedachten Rath mit den sichen Churfürsten / und deren darauf gefolgte Bewilligung und Consens / die Nothdurfft erfordern würde / daß Wir zu des Reichs-Delection / einige Kriegsvölker werben solten / dieselbe ohne Churfürsten / Fürsten und Stände Vorwissen und Bewilligung / außershalb des Reichs nicht führen / sondern zu desselben Delection und Rettung der betragten Ständen gebrauchen und anwenden zu lassen / damit dann auch das Römische Reich / als welches bey vorigen Kriegen an Mannschafft mercklich abgenommen / nicht noch weiters durch die fremde Verbungen verliet und ob gemacht werde / solle darwider auff dem Reichstag alle gute Vorsehung geschehen / und wollen Wir uns die Befolgung solcher ausfallenden allgemeynt

ANNO
1690.

ANNO
1690.

Reichs-Schlüssel mit Ernst angelegen seyn lassen. Da auch von uns/ oder andern einigen Völkern im Reich/ oder in unserm eignen Land/ zu ausländischer / uns und dem Reich wohlgehoher / zumahlen mit uns allmählichen Potenzen Danks genossen / wollen Wir die Verhängung thun / daß die Churfürsten / Fürsten und Stände des Reichs sammt allen dessen Angehörigen / bey obdenkelter Vererbung / mit Verkaufung / Durchfuhr / Einquartierungen / Wucher-Plätzen oder sonst in einige andere Weg wider die Reichs-Constitutionen / Instrumentum Pacis / und absonderlich den Reichs-Rösch de Anno 1570 nicht beschwört / oder darwider von uns oder andern verfahren werden ze. Wir wollen hingegen auch auff beglaubende Fall / alles Ernst verbieten / und in keine Weiß gestatten / daß im Heiligen Römischen Reich jemand vor ein andern / wer der auch seye / als das Vaterland und dessen jeglicherlei Bundes-Genossen werde / oder sich werden lasse; und da einer oder anderer hierin mißhandeln / und bey einem in Comitibus Imperii declariren / oder sonst wissenschaftlichen Reichs-Feind / oder dessen Bundes-Genossen / und Helfers-Beistehen / Kriegs-Dienst annehmen würde / wollen Wir wider denselben als des Reichs-Feind mit Consecrirung aller seiner Noth und Güther / auch sonst nach Anleitung der Executions- und anderer Reichs-Ordnung / auch gemeiner Rechten mit aller Schärffe verfahren / dergestalt / daß selbiger auch an seinen Erb- und Lehnsherrn / Anverwandten und Rechten / auch Noth und Güthern / Tempeln und Dignitäten / oder auch / da man ihn erdoppelt / an Leib und Leben / die abwesende Ingsorlsame aber in ihrer Willkür abgestraft / ihnen und ihren Descendenten ihre Erb- und sonst erhaltene Wappen ferner zu führen / nicht gestattet / noch weniger sie vor Ertz- und Kämmerer-Vermaße mehr gehalten / sondern ingemein aller Ehren unfähig erklärt werden sollen. Es soll jedoch auch keinem Reichs-Stand oder Eingeseffenen verboten seyn / sich bey Aufwärtigen in Kriegs-Diensten zu begeben und einzulassen / da es nicht wider das Reich / oder einen Stand desselben / angethe.

Der XVI. Artikel.

Der König (1) soll des Reichs-Stände mit Reichs-Tagen / Aufträgen / Steuern &c. nicht beschweren: (2) die Steuern &c. in zugelassenen Fällen nach Aufweisung des Ritterschaftlichen Friedensschlusses / und anders nicht / ansetzen: ohne der Churfürsten Consens / keinen Reichs-Tag außer dem Reich aufschreiben / (4) die freiwillige Steuern zu keinem andern End / als worzu sie gewilliget / anwenden: (5) Niemanden seinen Antheil daran verringern / oder nachlassen: weniger (6) daß ein Reichs-Stand von Aufwärtigen davon eximirt werde / verfahren.

XVI. Dergleichen sollen und wollen Wir die Churfürsten / und andere des Heiligen Römischen Reichs-Stände / mit den Reichstagen / Kanzley-Geld / Nachschüssen / Aufträgen und Steuern / unnothdürftig nicht beladen / noch beschweren / auch in zugelassenen nothdürftigen unversüßlichen Fällen die Steuer-Aufträge anders nicht / als nach Aufweisung bedürftigen Friedensschlusses ansetzen noch aufschreiben / und sonderlich keinen Reichs-Tag außerhalb des Reichs Teutscher Nation / auch hier und bevor Wir darzu und der heiligen Churfürstlichen Consens und Bewilligung durch förmliche Schickung / anstellen / und uns mit denselben sowohl der Zeit als Maßstab vergleichen / oder Sie von küssen / des Reichs Anliegenheit halber uns darum unterthanigst angelangen und erimert / vornehmen oder aufschreiben / auch die von dem Reich und denselben Ständen eingewilligte Steuer und Hülfen zu keinem andern End / als darzu sie gewilliget worden / und anderen Reichs-Kosten anwenden / noch jemand seinen gebührenden Antheil an den bewilligten Reichs-Hülfen / andern zum Nachtheil / nachlassen oder verringern / weniger gestatten / daß ein Reichs-Stand von Aufwärtigen eximirt werde.

Der XVII. Artikel.

ANNO
1690.

Soll (1) der König die Stände und ihrer allerseits Unterthanen / zu rechtlich- oder gültlichen Tagelässigen außerhalb des Reichs nicht ersuchen: (2) dieselbe und einen jeden besonders bey seiner Immedietät / Freyheit / dem Jure Auftragsraum &c. bleiben lassen: (3) alle dinst dargegen beschriebene Contraventiones &c. aufheben: (4) Die Mißbräuche des Reichswäiss-Weingartisch- und anderer Land-Verichte in Schwaben abstellen; die Stände dargegen (5) bey ihren darwider erlangten Exemptions-Privilegien schützen und schirmen: daß (6) in denen / die Landes-Fürstliche Obrigkeit betreffenden Sachen / ad nudam Instantiam Subditorum / Mandata cum & sine clausula / künfftig nicht mehr / zuwer die interessirten Stände vernommen / ertheilt werden / nicht verfahren; und (7) im widerigen Fall die Landes-Fürstliche Obrigkeit dergleichen Mandatis parition zu leisten keines Weges schuldig seyn sollen.

XVII. Auch sollen und wollen Wir die Churfürsten / Fürsten / Präläten / Grafen / Herren und andere Stände des Reichs / ingleichen die ohnmittelbare Reichs-Kitterschaft und deren allerseits Unterthanen im Reich mit rechtlichen oder gültlichen Tagelässigen / außerhalb Teutscher Nation / und von ihren ordentlichen Richtern nicht dringen / ersuchen und vorverordnen / sondern sie alle und jede vormalig im Reich / laut der Gültigen Recht / wie auch des Heiligen Reichs und Cammer-Verichts-Ordnung / und andere Besch verfahren / bevor auch jeden bey seiner Immedietät / Privilegiis de non appellando & evocando / Electis fori / dem Jure Auftragsraum / bey der ersten Instanz und deren ordentlichen ohnmittelbaren Richtern / mit Aufschub und Verminderung aller deren bisher dargegen / unter was Schein und Vorwand es seyn möge / beschriebener Contraventionen / ergangenen Recepten / Inhibitionen und Befehlen / kleben / und keinen mit Commissionen / Mandaten und andern Verordnungen darwider beschweren / noch auch durch den Reichs-Hoff / Rath und Cammer / Vericht / oder sonst auff keinerley Weiß eingreifen / in specie aber bey Erkennung der Commissionen / die Verordnung des Instrumenti Pacis Article 8. §. in Conveniendis Deputatorum &c. genau beobachten lassen. Als auch von Churfürsten / Fürsten und Ständen (von von langem her) sowohl wider das Kaiserliche Hof-Vericht zu Rothweil / als das Weinartisch- und andere Land-Vericht in Schwaben allerbald große Beschwerden vorkommen / auf unterschiedlichen hievorigen Reichs-Conventen angebracht und geklagt / daher auch im Friedensschluß deren Abolition halber allereit Veranlassung geschehen; Es wollen Wir immuel / bis folgen der Stände Beschwerden würcklich aus dem Grund abgeholfen / und von der Abolition ertheilter Hof- und Land-Verichten auff dem gegenwärtigen Reichs-Tag ein gewisses statuiret werde / ohnschickbarlich daran seyn / daß die eine Zeit her wieder die alte Hof- und Land-Verichts-Ordnung extendire Schaffschuß-Fall abgeben / und die dorthey sich befindliche Excessus und Abusus / in welcher Erkundigung Wir ohnmittelbare Reichs-Stände / Hoff-Deputierten / und solchen / die die Churfürstliche Cammer / und das von dannen denen übrigen des Heiligen Römischen Reichs Churfürsten / Fürsten und Ständen davon Nachricht geben werden möge / notifiziren wollen / sondern sich auffhebt; sonderlich aber Churfürsten / Fürsten und Stände bey ihren darwider erlangten Exemptions-Privilegien / oberrade solche castirt zu seyn vorgewendet werden möchte / handhabt werden / und nicht dem / dem graviren freyschall soll / von nachverordneten Hoff- und Land-Verichten / entweder ad Aulam Caesarem / oder an das Kaiserliche und des Reichs Cammer-Vericht / ohne einige unsere Widerred / oder Hinderung zu appelliren. In alle Weg aber wollen Wir der Churfürsten

ANNO
1690.

stehen mit ihrer Unterthanen / auch anderer von Alters hergebrachte Exemption von vorberührten Nothweilichen / und andern Gerichten / bey ihren Kräften erhalten / und sie darwider nicht turbin noch beschweren lassen / Und dieweil auch vorkommen / daß in Sachen hoher landesfürstlicher Obrigkeit und Regalien / als in specie Juris Collectarum / Sequenze / und dergleichen / zu verschiednen malen ad nudum Instantiam Subditorum / etc. und bevor Ehrfürsten / Fürsten und Stände darüber gebührend gehört / Mandata cum & sine clausula ertheilt werden. Als wollen Wir verfügen / daß in solchen Fällen dem letztern Reichs-Raths gemäß die interessirte Ehrfürsten / Fürsten und Stände / vorher vernommen werden / bey dessen Hinterlassung aber ihnen verstatet und zugestanden seyn soll / solchen Mandatis keine Parol zu lassen.

Der XVIII. Artikel.

Soll (1) der König beym Papst sein bestes Vermögen anwenden / damit von demselben wider die Concordata Principum nicht ferners gehandelt: (2) eines jeden Erz- und Bischoffen oder Dohm-Capitels besondere Privilegia, Statuta und Gewohnheiten gehalten / und darwider nichts vorgenommen: (3) die Erz- und Bischoffe im Reich / auff die von ihren Unterthanen erhobene Klagen / unverhörter Sache mit Monitoris, Interdictis, Comminationibus oder Declarationibus Censurarum, nicht überleyt noch beschweret: (4) Die ad Nuncios Apostolicos oder gar ad Curiam Romanam ziehen wollende Cause Civiles, daß solches nicht geschehe / ermißlich verbotten: (5) die Cause seculares ab Ecclesiasticis rechtlich distinguirt / und die darunter vorkommende zweifelhafte Fälle / durch gültliche Handlungen erlediget werden mögen / jedoch (6) alles was in diesem Articulo begriffen / denen Augspurgischen Confessions-Verwandten / die Reformirten mit eingeschlossen / ohne Nachtheil und Schaden.

XVIII. Auch sollen und wollen Wir bey unsern heiligen Väter dem Papst und Stuhl zu Rom / unser bestes Vermögen anwenden / daß von denselben wider die Concordata Principum, und die zwischen der Kirchen / Päpstliche Heiligkeit oder dem Stuhl zu Rom / und der Christen Nation angestrichene Verträge / wie auch eines jeden Erz- und Bischoffen / oder der Dohm-Capitulen absonderliche Privilegia und rechtmäßig hergebrachte Statuta und Gewohnheiten / durch ohnmündliche Gratien / Rescripten / Provisionen / Annaten / der Stifte Mannigfaltigung / und Erhöhung der Officien im Römischen Hof / auch Reservationen / Dispensationen / und absonderlich Resignationen / dann darauf unternehmende Collation, als solcher Präbenden / Prälaturen / Dignitäten und Officien / welche sonst per obitum ad curiam Romanam nicht devolvirt werden / sondern jederzeit / ohnerachtet in welchem Monat sie auch lebig und vacierend werden / denen Erz- und Bischoffen / auch Capitulen und anderen Collatoren heimzufallen / wie weniger nicht per Coadjutorias Prälaturarum Electivarum & Präbendarum. *Inductor super statu militanti*, oder in andere Weg / in Abzug der Stiffts-Geistlichkeit und anders wider geborne Jurispatronat und elangere Rechte / darzu zu Nachtheil des Juris Patronatus, und der Lehen-herren in keine Weis nicht gehandelt: noch auch die Erz- und Bischoffe im Reich / wann wieder dieselbe von denen ihnen untergebenen Geist- oder Weltlichen etwan gelagzt werden solte / ohne vorherige gangbare Informa-tion über der Sachen Verlauff und Beschaffenheit /

(welche damit keine sub- & obrepleo contra acti veritatem Platz finden möchten / in partibus einzuholen) auch obnangestrichter Verantwortung des Beklagten / wann zu-mahlen derselbe Autoritate pastoralis zu Verbesse-rung und Vermehrung des Gottesdiensts / auch zu Conser-vation und mehrerem Aufnehmen der Kirchen / wider die ungeschorne und üble Hauffhalter verfahren hülfe / mit Monitoris, Interdictis, und Comminationibus oder Declarationibus censurarum überleitet / oder beschweret werden möchten / sondern wollen solches alles mit der Eh-rfürsten / Fürsten und anderen Ständen Rath kräftigst abenden und vornehmen / auch darob und danach seyn / daß die vorgemelte Concordata Principum, und anse-hliche Verträge / auch Privilegia, Statuta und Gewohn-heiten gehalten / gehandhabet / und denentwegen rechtlich ge-lehet und nachgesehen: jedoch was vor Beschwerden-gen darinn gefunden / daß dieselbe / vermög desfallsen ge-habter Handlung zu Augspurg in dem 1530. Jahr / beg-gehaltenen Reichs-Tag abgeschafft / und hinfürter der-gleichen / ohne Bewilligung der Ehrfürsten nicht zugelas-sen werde: Gleicher gestalt wollen Wir / wann es sich er-wan begeh / daß die Cause civiles von ihrem ordentli-chen Gericht im heiligen Reich ab- und auff die stehende ad Nuncios Apostolicos, / und wohl gar ad Curiam Romanam gezogen würden / solches abschaffen / vernichten / und ernstlich verbieten / auch unsern Käyserlichen Fiscalen / so wohl bey unsern Käyserlichen Reichs-Hof-Rath als Cammer-Gericht ansehehn / wider diejenige / so wohl Parteyen / als Advocaten / Procuratoren und No-tarien / die sich hinfürro dergleichen anmassen / und dar-in einiger gestalt gebrauch lassen würden / mit gehöriger Anklag / von Amtes wegen zu verfahren / damit die libere-terre / demnachst gehörend angesehen und bestraft wer-den mögen: Und wollen vorherbezügter Civil-Sachen wil-len / zwischen unsern und des Reichs höchsten Gerichten / so dan denen Apostolischen Nunciaturen mehrmahlige Streit und Irungen entstanden / indem so ein als an-deren Orts / die ab der Officialen Urtheil beschickene Ap-pellationes angenommen / Processus erant / die frey und durch altherb schärfste Mandata / zu gesetzter Ir-und Beschwerung der Parteyen zu behaupten gesucht wor-den / damit dan diesen vornehmen und alle Jurisdic-tions-Conflict möchte verhütet werden / so wollen Wir daran seyn / daß die Cause Seculares ab Ecclesiasticis rechtlich distinguirt / auch die darunter vorkommende zweifelhafte Fälle / durch gültlich mit dem höchsten Stuhl vornehmende Handlung und Vergleich erlediget / fort der Geist- und Weltlichen Obrigkeit / einer jeden ihr Recht und Judicatur ohngefähr gelassen werden möge: Doch so viel diesen Artikel betrifft / unsern lieben Oheimen und Ehrfürsten zu Sachsen und Brandenburg / auch Ihren Religions-Verwandten / Fürsten und Ständen / insgleich der ohnmündelbaren Reichs-Alter-schaft / und deren allerseits Unterthanen / und denen Augspurgischen Confessions-Verwandten / die Reformirte mit eingeschlossen / welche unter Carlsoffischen / Geist-oder Weltlichen Obrigkeit wohnen / oder landfassen seynd / dem Religion- und Prophan-Frieden / auch dem zu Wunsche und Osnabrück aufgerichteten Friedensschluß / und was dem anhängig / wie ohgenelzt / ohnabdrück und ohne Consequenz, Nachtheil und Schaden.

ANNO
1690.

Der XIX. Artikel.

Soll (1) der König die Policey-Verordnungen halten und die Commercio be-förderen: (2) mit der Reichs-Stände Rath / der Rauff-Grerwerbs-Reuth große Gesellschaften / die des Reichs Einwohnern / mit ihren Waaren / viel Schaden zugefügt / gar abschaf-fen: niemanden (3) einig Privilegium uff Monopolia ertheilen: und wann (4) des Reichs Manufacturen / in an-derwärtigen Landen verbotten wür-den / sich dessen Abstellung anlegen seyn lassen / oder auch derselben Lan-des Manufacturen ins Reich zu füh-ren / verbieten.

XIX.

ANNO
1690.

XIX. Wie sollen und wollen auch über die Policy-Ordnungen, wie die Feyn und freyers auff den Reichs-Tägen geschlossen werden / halten und die Commercica des Reichs nach Möglichkeit befördern: Dergleichen auch die große Geschäftlichkeit und Kauf-gewerbs-leuch und andere / so bißhero mit ihrem Reich regiert / ihres Willens gehandelt / und mit Vorsehung und unzulässigen Vorfauff und Monopoliis viel Ungeschicklichkeiten dem Reich und dessen Wohlstand und Beförderung zugefügt / und noch täglich einführen und gebühren thun / mit der Churfürsten / Fürsten / und anderer Ständen Rath / inmassen wie demselben zugegeben / hiedurch auch bedacht und vorgekommen / aber nicht vollstreckt worden / gar abthun / keines wegs jemanden diese Privilegia auff Monopoliis ertheilen / sondern da auch dergleichen erhalten / dieselbe vielmehr / als den Reichs-Sach und Ordnungen wider / wiederum abthun und aufheben: Wan auch geschähe solch / daß in einiger benachbarten landen / die im Reich wohnende Manufacturen guter auffrichtiger Waaren / durch oder einführen / verboten würde / weiln solches der Freyheit der Commercien wider / so wollen Wir uns dessen Abstellung zu befördern / anzeigen seyn lassen / im übrigen aber die Forderung thun / daß auch denselben landen Manufacturen und Waaren ins Reich zu bringen / gleiches gestalt nicht zugelassen seyn solle.

Der XX. Artikel.

Soll (1) der König keinen Zoll von neuem geben / noch einigen alten / weder erhöhen noch prorogiren / ohne einhellige Einwilligung der Churfürsten und Vernehmung der benachbarten Stände: (2) diejenige / so dergleichen verlangen / biß auff eine Collegial-Verammlung zur Ruhe weisen: (3) alle die / so unterm Prætext der Niederlag oder Staßel-Gerechtigkeit sich solcher anmassen / null und nichtig erkennen / denen (4) hiedurch beschwerten Churfürsten / sich forthaner. Beschwörungen / als gut Sie können / selbst zu entheben / frey gelassen: jedoch (5) daß denen alten Zoll-Gerechtigkeiten der Stände dieses alles ohnmächtig seye / und (6) alle die forthane Zölle nichtiger Weise / nach eigenem Gefallen anzustellen oder zu erhöhen sich unterfangen / durch Mandata sine clausula, oder andere rechtliche Mittel zu deren Abschaffung angehalten werden.

XX. Wir sollen und wollen auch insonderheit / beweist die Deutsche Nation / und das Heilige Römische Reich zu Wasser und zu Land von höchsten mit Zöllen beschwert / nun und hinfuro jedoch ohnbedingte daren vor diesem von dem mehreren Theil der Churfürstlichen Collegii bewilliget / und von unserer Vorfahren Römischen Käysern / abwechselnd denen Churfürsten des Reichs ertheilte Zoll-Concessionen / Prorogationen und Perpetuationen / keinen Zoll von neuem geben / noch einige alte erhöhen / oder prorogiren lassen / auch vor uns selbst keinen auffrichten / erhöhen oder prorogiren / es seyen da die benachbarte und interessirte Ständ und dero erforderetes auch in gehörigste Consideration stehendes Gutachten / vorher darüber vernommen / und hernach alter und jeder seiden Churfürsten Willen / Zulassen / und Collegial-Rath mit einhelligem Schluß / also und dergestalt / in diesem Stand vorgehen / daß keines Churfürsten Widerred oder Dissens dargegen / sondern alle und jede Dero Collegial-Stimmen einmüthig seyen / wassen Wir distallte die Majora nicht attendiren / auch ohne vorgesehene unanimia / zu keinem Stand bringen / und den Supplicirenden mit seinen Begehren gänzlich hinweg und

abweisen / Wie auch alle diejenige / so umh neue Zölle / es seye gleich zu Wasser oder Land / oder der alten Erhöhung / oder auch solcher Erhöhung Prorogation anhalten werden / einer Collegial-Verammlung zu erwarten / erinnern / und neben dem Churfürstlichen Collegio jedesmalß dahin seyn sollen und wollen / damit durch die ertheilende neue Zoll und Concessionen andern Churfürsten / Fürsten und Stände in ihren vordien habenden Zoll-Einkünften keine Verringerung / Vagheit oder Schaden zu leyden haben. Demelß fass aber urtheilt / daß zwar der Rahm des Zolls hißweilen nicht gerührt / sondern unter dem Mißbrauch und Prætext einer Niederlag und Staßel-Gerechtigkeit / oder sonst von den aufstehenden Churfürsten und Waaren den so viel / als wann es ein rechter Zoll wäre / erhoben / auch der Handlung und Schiffart durch ohngebührliche und abgemessene Aus- und Einladen / Ausschiffen und Auskisten des Getraids und anderer Güter / merckliche große Beschwer und Verhinderung verursacht und zugefügt wird / so sollen alle und jede dergleichen / sowohl unter währendem Krieg / als vor demselben / auff allen Straßen und schiffbaren Wässern des Reichs ohne Unter-scheid neuerlich anmassende / und ohne ordentliche Bewilligung des Churfürstlichen Collegii / also ausgedruckte Concessionen / oder sonst ein oder anderen Orts vor sich unternehmende Usurpationen / unter was Schein und Nahmen auch dieselbe erhalten worden / oder eigener Gewalt und Willens durchschiffen gesucht worden möchten / null und nichtig seyn / dergleichen auch von uns niemanden / von was Würden oder Stand auch der / oder dieselbe seyn / ohne ablaß des Churfürstlichen Collegii Consens und Einwilligung / ertheilt werden: auch einem jedweden des Heiligen Reichs Churfürsten / welcher sich damit beschwert befindet / frey und bevor stehen / sich solcher Beschwerung so gut er kan / selbst zu entheben: Doch soll den jenen Privilegien / welche Churfürsten / Fürsten und Stände des Reichs / samt der gezeigten Reichs-Ritterschaft / von weyland denen vor-geseenen Römischen Königen oder Käysern zur Zeit / da der Churfürsten Consens per Pacta &c Capitulationes noch nicht also eingeführt / oder nöthig gewesen / recht-mäßig erlange / oder sonst ruhiglich bezugbraucht / hiedurch nichts prejudicirt oder benommen / sondern von uns auff gebührendes Ansehen / vermoz und Kraft des obge-setzten 3. Art. confirmirt / und die Stände darbey ohne Eintrag inmassigliches gelassen: Alle unredmässige Zoll / Staßel und Niederlag aber / oder dergleichen Mißbrauch / da einige wären / gleich bey Annehmung unserer Kaiser-lichen Regierung cassirt und abgethan / und ins künftig denselben keine mehr ertheilt werden / es beschähe dann ersößigter massen mit einmüthigem Collegial-Rath und Bewilligung der seiden Churfürsten / Auff den Fall auch einer oder mehr / was Stands oder Befehl der oder die wären / einigen neuen Zoll / oder eines alten Erleigerungs oder Prorogation in ihren Chur- und Fürstenthümmen / Graf- und Herrschaften und Erbitten zu Wasser und zu Land / im Aufzum Abfahren vor sich selbst / ausserhalb unserer Vorfahren am Römischen Reich / und des Churfürstlichen Collegii Bewilligung / angestellt und auf-gesetzt hätte / oder künftiglich ohne unserer mit obgedachten einmüthigen aller und jeder seiden Churfürsten Collegial-Consens ertheilte Wagnabigung / also anstellen oder auf-setzen würden / den oder dieselbe / so bald Wir dessen vor uns selbst in Erfahrung kommen / oder andere Anzeig davon empfangen sollten und wollen Wir durch Mandata sine clausula, und andere gehörige notdürfftige Rechts-Mittel / auch sonst in all andere mögliche Weg davon abhalten / und was also vorgekommen worden / gänzlich abthun und cassiren / auch nicht gestatten / daß hinfuro jemand de facto eigenes Vernehmen neue Zölle anstellen / für sich dieselbe erhöhen / oder sich deren gebrauchten und annehmen möge.

Der XXI. Artikel.

Der König (1) soll denen sowol ohnmit-theilbaren als mediat-Städten über dasjenige / so sie bißher unredmässig hergebracht / auff auß-ein- und durchgehende fremde Waaren einen neuen Zoll / unter dem Nahmen von Accis, Um-geld / Niederlag / und andere derglei-chen

ANNO
1690.

ANNO
1690.

den Zinssollen zulegen / nicht gestatten:
(2) Derò Fiscal gegen dieselbe zu ver-
fahren anseheßen / darneben (3) de-
nen Reichs-Ständen sich solcher Ver-
schwerden / so gut sie können / selbst
zu erledigen / die Freyheit lassen / je-
doch (4) daß den ohnmittelbaren Reichs-
Städten / auff die Consumptionen ihrer
Bürgerchaften / ohne der Fremdden
Schaden / idtwas zu schlagen / umbe-
nennen seye.

XXI. Als auch verschiedlich geklagt wird / daß unter-
schiedliche ohnmittelbare Reichs-städte / als andere nie-
derle Städte sich ein reiches ganz neuerlich unternehmen /
und noch die facta, auch durch Kreyßen / und andere im
Heiligen Römischen Reich verbundene eigengewaltige
Zwangsbündel unterstehen / unter ihren Thoren / oder
sonst anderer Orten in und vor den Städten die ein-
aus-und durchgehende Waaren / Geräth / Wein / Salz /
Wiche / und andere mit gewissen Aufschlägen / unter
dem Nahmen Accis / Niederlag / Stand-und
Marktrecht / Pforten-Weiden-und Weg-Kauff-Zahls-
Kantzen-Plaster-und Cenio-Geldern / und anderen der-
gleichen Zinssollen zu beschweren. Solches alles aber in
dem Effect- und Nachfolge für nichts anders als einen
neuen Zoll / ja oftmals weit höher zu halten / und denen
benachbarten Churfürsten / Fürsten und Ständen / deren
Länd / seithen und Unterthanen / auch dem gemeinen
Kauff-und Handelsman zu nicht geringem Schaden und
Ungelegenheit gereicht / auch der Freyheit der Commer-
cio-um / des Handels und Wandels zu Wasser und
Land / grab und schnurstracks zuwider: So wollen Wir
so bald bey Unserer Kayserlichen Regierung
hierüber gewisse Information einziehen lassen / auch wor-
innen solche unzulässige Beschwerden und Mißbrauch
bestehen / von denen benachbarten Churfürsten / Fürsten
und Ständen Nachricht erfordern / und dan dieselbe oh-
ne Verzug alle Orten abziehen und aufheben / auch
gegen die übertrieben schädlichen Ernte einziehen ihm:
Ingleichen unsern Kayserlichen Fiscal gegen dieselbe
auf vorgemelte von uns eingezogene Information / oder
auch eines oder anderer hiernunter beschriebene Denuncia-
tion mit oder ohne des Denuncianten Zuthun / schla-
nisch zu verfahren / anseheßen / und solle darinnen einen
jeden Churfürsten / Fürsten und Stand / ingleichen der
freyen Reichs-Ritterschafft erlaubt seyn / sich mit die Sei-
nigen solcher Beschwerden / wie bey dem 20. Artikel
allföhen vermeldet / selbst so gut er kan / zu erledigen und
zu besorgen / doch den ohnmittelbaren Reichs-Städten /
auff ihre angehörige Bürgerchaften wegen der Con-
sumptionen / etwas / ohne Verletzung / Schaden oder
Nachtheil der Fremdden / zu schlagen / ohnbenommen / auch
ohne Prejudiz / dessen / so sie vor den Kriegs-Zeiten in
rechtmässiger Übung und Herbringen gewesen.

Der XXII. Artikel.

Soll (1) der König die Churfürsten /
Derò Räte / Gesandte / Bedienten
und Unterthanen zc. bey denen Stän-
den / welchen auff vorige Weise neue
Zölle gegeben / oder die alten erhöht
worden / bey Ihrer hergebrachten
Zollbefreyung schüzen: (2) daß sich
dieselbe Stände gegen die Churfürsten /
durch einen verglichenen Revers, der-
halben verbinden mögen / anhalten:
(3) bey jedem Eratz-ausschreibenden
Fürsten wegen der Zölle / wie weit
jeder Präzendent darzu berechtiget /
Erkundigung einziehen / und wegen
deren Abschaffung und Reduction,
mit dem Churfürstlichen Collegio,
nochmalß communiciren: (4) keinem

TOM. VII. PART. II.

und neue Zoll-Begnädigung suppli-
rendem / Promotorales an die Chur-
fürsten ertheilen / (5) keine ungewohn-
liche Exactiones an einigen schiff-
fahrtem Strohm verstaten / und (6)
wenn ein in den Rhein gehender Fluß
weilers Schiffreich gemacht werden
kunte und wolte / daß selbes durch
eines oder des anderen angelegenen
Standes / darauf vorgenommnen
verhinderlichen Bau verwehret wer-
de / nicht geschehen lassen.

XXII. Deshalben wollen Wir auch diejenige Stän-
de / denen von unsen Vorfahren Könissen Kaysern
mit Bewilligung des Reichs Churfürsten mit dieser
Maass und Verordhaltung / entweder neue Zölle gegeben
oder die alte erhöht oder prorogirt worden / daß sie
mehrgedachte Churfürsten / deren Gesandte und Räte /
und deren Winde und Erben bey ihrem Ein-und Abzug /
wie auch ihre Unterthanen / Diener / Zugerandte und
andere gesetzte Personen / auch derselben Naab und Gilt-
ter / mit solchen von neuem gegeben / erhöht oder pro-
rogirten Zöllen nicht zu beschweren / sondern an allen
und jeden Orten Ihrer Herrschafft und Länd mit
ihren Waaren und Gütern Zöllner durch-zupassen / ver-
fahren und treiben lassen / sich auch sonsten der Zöl-
Erhöhungen halber / gewisse vorgeschriebene massen ver-
halten / und darüber vermuths eines sonderlichen ver-
glichenen Revers gegen die Churfürsten kräftiglich ver-
binden sollen: die aber solch Revers noch nicht von sich
gegeben / mit allen Ernst / auch bey Verlust des conce-
dirten Privilegii / dahin erinneren und anhalten / sich hiern
der Schuldigkeit zu bequemen / und angezogen Revers
ohne längeren Verzug heraus zu geben / und den Chur-
fürsten einzuhandigen: Denen aber / so künftig abbe-
schriebener massen neue Zölle oder der alten Erhöhrung
oder Prorogation erhalten werden / wollen Wir vor Her-
ausgibung solcher Revers unser Kayserliche Conceitio-
nes femer wegen ansehrigen nicht ertheilen lassen: Da-
mit man auch über die hin und wieder im Reich zu
Wasser und Land eingeführte neue Zölle / oder der al-
ten Erhöhung neben andern imposten und Auflagen / ob /
und wie jeder Präzendent darzu berechtiget / desto
mehr beständige Information und Nachricht haben mö-
ge / so wollen Wir uns dessen bey jedes Eratzes ausschrei-
benden Fürsten erkundigen / darüber auch eine Specimen-
ation geben lassen / und darauff der Abschaffung und Re-
duction halber / mit dem Churfürstlichen Collegio com-
municiren / und da jemand bey uns und neue Zölle be-
gnädig-oder Erhöhung der alten und vorerlangten Zölle /
suppliciren und anlangen würde: so sollen und wollen
Wir ihm einige Verzeßung oder Promotioral-Schrei-
ben an die Churfürsten nicht geben noch aufgeben lassen /
auch weder an Rhein / noch sonstigen einigen schiff-
fahrtem im Heiligen Römischen Reich keine armirte
Schiff / Anschläger / Licenten / noch andere ungewöhnliche
Exactionen / oder was sonst zu Expre-und Verhinder-
ung der Commercen / vernünftlich aber den Reichssin-
nen und andern Churfürsten des Heiligen Römischen Reichs /
zu Schaden und Schmäherung ihrer hohen Regalien
gereicht / verstaten oder zulassen: Derentwegen Wir dan
auch nicht anheben wollen / daß wo ein- / in den Rhein
gehender Fluß weilers Schiffreich gemacht werden kunte
und wolte / solches durch eines oder anderen angelegenen
Standes / darauff eigennützig vorgenommnen verhin-
derlichen Bau verwehret werde / sondern es sollen solche Ge-
bän zu Beförderung des gemeinen Bedarfs / wenigst also
eingedruct werden / daß die Schiffe ohngedruct auff
und abkommen können / und also der von Gott verhe-
nen staatlichen Gelegenheit und Beneficium der Natur
selbst / ein Stand weniger nicht als der andere / nach
Recht und Billigkeit sich gebrauchen möge.

Der XXIII. Artikel.

Soll (1) der König nicht gestatten / daß
die Churfürsten / wann Sie wegen
neuer Zölle zu rechtlichen Ansprüchen

Kk

ge

ANNO 1690.

ANNO
1690.

gerichtet / mit ordinarijs Actionibus, an des Reichs-Cammer oder anderen Gerichten / oder durch den Reichs-Rath / sondern daß (2) solche Streit-Entscheidungen vor uns allein erledigt / und wo (3) dergleichen Process an gedachten Gerichten bereits anhängig gemacht / von dar wieder advocirt werden mögen / verschaffen.

XXIII. und wider unser Reich / daß in solchen Fällen neuer Hülfe und Anstalt halber / dadurch der Churfürsten Zoll geringer und geschwächert werden möchten / die Churfürsten zu rechtlichen Aufsprüchen activ oder passiv Churfürsten demnach den solch Zoll-Regal und Privilegia allein von Römischen Kaysen und Königen mit Bewilligung der sieben Churfürsten nach Aufweisung des 20. Art. im Reich ertheilt und gegeben werden / und also der darüber einfallende Streit-Entscheidung vor niemand anders / als uns gehöret / sollen solche rechtliche Aufsprüche vor uns anhängig werden / und kein Churfürst schuldig seyn / sich dergestalt weder an unsrem und des Heiligen Reichs Cammer-Gericht oder anderen Gerichten mit ordinarijs Actionibus anstrengen zu lassen; gestalte Wir dan hierüber bey gedachtem Cammer-Gericht gebührende Erinnerung und Verfügung in ihm / nicht unterlassen wollen / auch alle diejenige Process / welche an einzelnen Churfürsten Cammer-Gericht zwischen den vier Churfürsten am Rhein lauffet oder sonderlich / und anderen des Heiligen Reichs-Ständen oder Städten zu vorigen Zeiten bereits activ oder activ anhängig gemacht / davon wiederum ab- und an unsrem Kaysers Reichs-Hofrath advociren und setzen.

Der XXIV. Artikel.

Der König (1) will / daß die Churfürsten mit großen Zoll-Freyungen / durch Förderungs-Weisheit und in andere Weg über das Herkommen / ferner beschweret werden sollen / nicht mehr geschehen lassen / und die zu Präjudiz (2) der Churfürsten ertheilte Exemptions-Privilegia wiederum cassiren / und dergleichen keine mehr ertheilen.

XXIV. und nachdem etliche Zeit her die Churfürsten anhero an schiffbaren Strömen habenden Zöllen mit vielen und großen Zoll-Freyungen / über ihre Freyheit und Herkommen / öftersmals durch Beförderungs-Weisheit auch Exemptions-Weisheit / und zu Präjudiz der Churfürsten Zoll-Berechtigungen ertheilt Privilegia / und in andere Weg gesucht und beschwert worden / das sollen und wollen Wir als unentzählich abschaffen / fürkommen / und zumalen nicht verhängen / noch zulassen / fürkoms mehr zu üben / noch zu geschehen; auch keine Exemptions-Privilegia mehr ertheilen / und die so darwider unter während dem Krieg ohne des Churfürstlichen Collegii Bewilligung ertheilt worden / cassirt / todt und ab seyn.

Der XXV. Artikel.

Will (1) der König / die von des Reichs-Ständen und der Ritter-Schaft / wegen ihnen entzogenen Freyheiten / Regalen etc. anstellende Rechtserfertigungen mit ihren Widerwärtigen / nicht verbieten / noch die Execution (2) der am Kayserslichen Cammer-Gericht deswegen erkannten Urtheil / verhindern.

XXV. Ob auch einiger Churfürst / Fürst / oder anderer Stand / die freye Reichs obannirbaber Kircen-Schaft mit eingestülffen / sein Regalien / Immediat / Freyheiten

und Privilegien / Recht und Gerechtigkeiten halber / daß Anno sie ihm geschwächt / geschwächt / genommen / entzogen / bestimmt / oder betrübet worden / mit seinem Begehren und Widerwärtigen zu gebührenden Rechten in kommen / und ihn fürfordern wolle / daselbst / wie auch alle andere ordentliche schwebende Rechtserfertigungen / oder darüber am Kayserslichen Cammer-Gericht ertheilt Urtheil und darüber Exequutiones sollen und wollen Wir nicht verhindern / abfordern / oder verbieten / sondern der Justiz ihren freyen Straden lauff lassen.

ANNO
1690.

Der XXVI. Artikel.

Der König (1) soll die Reichs-Stände / wann ihre Vasallen die Lehen ex crimine laze Majestatis oder sonst ex delicto verurtheilt / distals nach ihrem Willen schalten / die Lehen zum Kayserslichen Fisco nicht einziehen / und (2) sie gleichmäßig also mit denen Allodial-Gütern / ohne einige Veränderung / also gebahren lassen.

XXVI. Wir geben und versprechen auch / daß Wir die Churfürsten und Stände des Reichs / ingleichen die gefreyte Reichs-Kircen-Schaft mit ihren angehörigen Lehen / die seyn gelegen wo sie wollen / wann derselben Vasallen oder Unterthanen / ex crimine laze Majestatis / oder sonst ex delicto distals verurtheilt hätten / oder noch verurtheilt möchten / nach ihrem Willen schalten und walten lassen / keines wegs aber zum Kayserslichen Fisco einziehen / noch ihnen vorige oder andere Vasallen anspürigen; Die Allodial-Güter / welche ex crimine laze Majestatis / oder sonst ex alio delicto verurtheilt waren verurtheilt seyn / oder werden möchten / denen mit den iuribus Fisci beklehnen / oder distals sonst durch beständiges Herbringen habenden Churfürsten / Fürsten und Ständen / unter welcher Oberrichterlicher Bewallungkeit sie gelegen / nicht entziehen / sondern die laube-Dringkeiten / oder Dominos Territorii / mit deren Consecration ge-währen lassen wollen.

Der XXVII. Artikel.

Der König (1) will keinen Reichs-Stand und anderen hinfür / ohne Bewilligung der Reichs-Churfürsten / die des Reichs nicht theilhaftig / auch unverbietet und ohne Ursach in die Acht oder Ober-Acht erklären lassen / sondern (2) hierinnen nach Ausweisung des Reichs-Satzungen / gegenwärtig und zukünftiger Constitutionen etc. verfahren; auch (3) ob die That schon ganz offenbar wäre / dennoch ohne Zuziehung der ohninteressirten Churfürsten / zu der wirklichen Achts-Erklärung nicht schreiten.

XXVII. Wir sollen und wollen auch fürkommen / und keines wegs gestatten / daß hinfür jemand / hohen und niedern Stands / Churfürst / Fürst / Stand / oder anderer / ohne rechtmäßige anstalt / auch ungehöret / und ohne Vorwissen / Rath und Bewilligung des Heiligen Reichs Churfürsten / welche sich des Reichs nicht theilhaftig gemacht / in die Acht und Ober-Acht gethan / gebracht oder erklärt / sondern in solchem ordentlichen Process gehalten und verfahren werde; wie es sich nach Ausweisung des Heiligen Reichs vor angesetztter Satzung und der im Jahr 1555. reformirten Cammer-Gerichts-Ordnung / auch darauf erfolgter Reichs-Abtheilungen gebühret / und was dergestalt bey dem künftigen Reichstag / wie reservirt worden / von Churfürsten / Fürsten und Ständen de modo & ordine weiter verfahren werden möchte. Wäre es aber Euch / daß die That

an

ANNO 1690. an sich selbst ganz norori und offenbar / der Friede-
ger auch in seinem Verbrechen beharrlich und thätlich
fortführe / obwohl es dann nicht eben eines sonderbaren
Processus vornöthig / so wollen Wir jedoch auch in die-
sem Fall mit Zuziehung des Heiligen Reichs ersehn-
der maßen obinverreistlich Churfürsten / che und bevor Wir zu
der würdlichen Achtserklärung schreiten / commu-
niciren / und ohne deren erfolgten Rath und ausdrückliche
Einwilligung / damit nicht verfahren.

Der XXVIII. Artikel.

Soll (1) der König die Reichs-Steuer der Stände und andere Gefälle / die in besondrer Personen Hände gewach-
sen / wiederum zum Reich ziehen / und (2) das dergleichen wider Recht und alle Willigkeit entzogen werde / nicht ge-
statten / wosferne (3) es nicht mit recht-
mäßiger Bewilligung aller sieben Churfürsten geschehen wäre.

XXVIII. Und nachdem das Heilige Römische Reich fast höchlich in Abnehmen und Nüderung gekommen / so solten und wollen Wir neben andern die Reichs-Steuer der Städte und andere Gefälle / so in sonderer Personen Hände gewachsen und verschriben / wiederum zum Reich ziehen / auch eine gewisse Designation / in gewissen Händen dieselbe seyn / inner sechs Monaten den nächsten nach würdlicher Ausrückung Unserer Kaiserlichen Regierung zur Maynischen Churfürstlichen Cansley einschicken / und nicht gestatten / daß solches dem Reich und gemeinen Dingen wider Recht und alle Willigkeit entzogen werde / es wäre dann / daß solches mit rechtmäßiger Collegal Bewilligung aller sieben Churfürsten geschehen wäre.

Der XXIX. Artikel.

Soll (1) der König alle dem Reich heimfallende Lehen / ohne der Churfürsten Vorwissen / nicht wider begeben / son-
dern (2) dergleichen zu Unterhaltung des Reichs und der Kaiser einziehen / doch (3) denen Kaiserlichen Erblän-
dern und sonst manniiglich an seinen Rechten unschädlich / und (4) die bey einer anderen als des Reichs-Cansley aufgefertigte Lehen-Brief und Expec-
tation / ins künfftige ver ungültig er-
kennen und halten.

XXIX. Wann auch Lehen dem Reich und Uns bey Zeit Unserer Regierung / durch Todfall oder Verwirkung creiffen / und letztlich heimfallen werden / so etwas wech-
selig ertragen / als Fürstenthümer / Graffschaften / Städte und dergleichen / die solten und wollen Wir ohne Vorwissen der sieben Churfürsten / keiner niemand lehen / auch niemanden einige Expection / oder Anwar-
tung darauf geben / sondern zu Unterhaltung des Reichs / Unser und Unserer nachkommender König und Kaiser / behalten / einziehen und incorporiren / doch Uns von we-
gen Unserer Erblanden / und sonst manniiglich an seinen Rechten und Freyheiten unschädlich / so solten auch die Lehen-Brief und Expectation über des Heiligen Römischen Reichs angehörige Lehen / welche bey einer anderen / als Unserer Reichs-Cansley / und ohne Vorwissen der Herren Churfürsten / ins künfftige ertheilt und aufgefertigt werden mögen / ganz ungültig seyn.

Der XXX. Artikel.

Der König (1) soll alle dem Reich inn-
oder außershalb desselben gelegene / zu
TOM. VII. PART. II.

gehörige Lehen aufrichtig halten und Anno
renoviren / (2) die Lehen und Lehen- 1690.
Leuth wider allen unbilligen Gewalt
manuteniren: (3) die selbst angehend-
befindliche / chunwägerlich empfangen /
und widrigen falls (4) zu des Reichs
Sicherung / denen Herren Churfürsten
gebührende Revers und Recognition zu-
stellen.

XXX. In alle weg wollen Wir Uns anlegen seyn
lassen / alle dem Römischen Reich angehörige Lehen / inn-
und außershalb desselben gelegen / aufrichtig zu halten /
und derenwegen zu versichern / daß sie zu begehenden
Fällen gebühlich empfangen / und renovirt / auch wider
allen unbilligen Gewalt die Lehen und Lehen-Leuth manu-
tenirt und gehandhabet werden: Da auch Wir deren ei-
nes oder mehr uns angehend befinden / solten und wollen
Wir daß-oder dieselbe obinverreistlich empfangen lassen /
oder / wann das nicht bequemlich geschehen könnte / deswe-
gen denen Herren Churfürsten / zu Sicherung des Reichs
gebührende Revers und Recognition zustellen.

Der XXXI. Artikel.

Soll (1) der König die Ihme heim-
gefallene / oder instünfftig durch Erb-
schaft und sonst zukommende Stüt-
tel / welche dem Reich mit Dienstbarkeiten /
Anlagen / Steuern etc. verbandt / da-
von nicht befreien / (2) dieselbe bey ih-
ren Recht- und Gerechtigkeiten in Geist-
und Weltlichen Dingen schützen und
schirmen / nicht minder (3) wann die
Reichs-Stände in Exemption- und
Steuer- auch anderen Sachen wider
das Haus Oesterreich etwas zu su-
chen haben / denselben unpar-
theyisch-schleunige Justiz / denen Auf-
trägen gemäß / administrieren lassen.

XXXI. Auf den Fall aber zu künfftige Zeit / Für-
stenthümer / Graffschaften / Herrschaften / Ämter- und
Lehenhöfen / Pfandschaften und andere Güter dem
Heiligen Reich mit Dienstbarkeiten / Reichs-Anlagen /
Steuer- und sonst verpflichtet / dessen Jurisdiction un-
terwürffig und jugenhan / nach Absterben deren Inhaber /
Uns durch Erbschaften / oder in andere Weg heimfallen
oder aufwachsen / und Wir die zu Unseren Händen be-
halten / oder mit Vorwissen und Bewilligung der Chur-
fürsten / andern zukommen lassen würden / oder da Wir
derselben allbereit in Unseren Händen hätten / darvon
solte dem Heiligen Reich seine Recht und Gerechtigkeiten /
Anlagen / Steuern / und andere schuldige Pfändt / wie
darauff hergebracht / in dem Graff / dem sie zuvor gehört
haben / hindangehet aller präexistirenden Exemption / ge-
sezt / abgerichtet und restant / auch solche Land und Gü-
ter bey ihren Privilegien / Recht und Gerechtigkeiten / in
Geist- oder Weltlichen Sachen / dem Instrumento Pacis
gemäß / gelassen / geschützt und gesichert werden / und
dennoch sich auch unterschiedliche Stände des Reichs
necht diesem vielfältig belagen / daß / ohngedacht deren
in denen Reichs-Constitutionen enthaltenen Verpfundung /
Sie theils in Exemption-Steuer- und Anlag-Sachen /
theils in Jurisdiction und andern / gegen das Haus
Oesterreich habenden Forderungen / bißhero zu keinem recht-
lichen Aufschlag gelangen können: Als wollen Wir gleich
bey Ausrückung Unserer Kaiserlichen Regierung / hernach
die unverlingte urtheilliche Verpfundung ihm / damit
sowohl in Exemption und erndten Steuern / als dane
im Jahr 1548. bey damahls gehaltenen Reichstag mit
Consens und Bewilligung des Erb-Haus Oesterreich
vergebenen rechtlichen Auftrag / Unserer Kaiserlichen
Cammer-Stricks / als auch in anderen Sachen der Cam-
mer-Gerichts-Ordnung / wegen der Auftrag in gemein /
würdtlich nachgelebet / von denselben beide Theil gegenein-
ander

ANNO ander in Ihren habenden Rechten und Præsentationen
1690. vernommen / darauf auch einen jeden schätzwige und ohn-
parteyische Justiz administrirt werde.

Der XXXII. Artikel.

Der König (1) solle denen im Münz-Wesen
abshredenden Beschwehungen / umb das
Werk in ein beständiges Wesen zu stellen/
mit der Reichs-Stände Rath keinen Pfaff
sparen / zu dem Ende (2) die in Anno
1570. und 1603. und folgenden Reichs-
Tagen belibte Conformität in gute Ob-
acht nehmen / (3) durch die Crafft-Direc-
tores die Hæren-Münzen abschaffen / und
die Contravenientes bestraffen / und / (4)
was noch ferner zutragliches auff noch wäh-
renden Reichstag zu Anwendung solcher
lang gewährten Unrichtigkeit für gut befun-
den werden möchte / sich nicht mißfallen
lassen.

XXXII. Und nach dem im Reich viel Beschwehrung
und Mängel der Münz halber bisher gewesen / und
noch seyn / wollen Wir dieselbe zum förderlichsten mit
Rath der Churfürsten / Fürsten und Ständen des Reichs/
zuvor kommen / und in beständige Ordnung und Wesen
zu stellen allen möglichen Fleiß anzuwenden / auch zu dem
Ende diejenige Mittel / so im Reichs-Abschied de Anno
1570 wegen der in jedem Crafft anzulegenden drey à
vier Crafft-Münz-Städten / Item wegen der in Anno
1603. und auff vorigen / auch nachfolgenden Reichs-Ta-
gen belibten Conformität / sowohl im ganzen Römischen
Reich / als auch mit denen Benachbarten / ins besonde-
rer daben denen Crafft-Directoris auftragten Ab-
straffung der Contravenientes / und daraus resultirenden
höchsthinigen Abschaffung der Pfaffen-Münzen durch
Churfürsten / Fürsten und Stände des Reichs ingemein
bedacht / in gute Obacht nehmen und befördern helfen /
auch zumahlen nicht unterlassen / was ferner zutragliches/
zu Anwendung solcher langwierigen Unrichtigkeit / auff
nach währenden Reichstag vor gut befinden werden
möchte.

Der XXXIII. Artikel.

Soll (1) der König ohne Consens der sie-
ben Churfürsten mit Münz-Freyheiten nie-
mand beagnaden: wider die jenigen (2) so
solches Regal denen verbesserten Reichs-
Constitutionen zugegen mißgebraucht / oder
mißbrauchen lassen / und sich ihrer Münz-
Gerechtigkeit also ohne fernere Erkenntnuß
verlustig gemacht / (3) ingleichen die / so
es mit Bewilligung nicht erhalten / oder
sonsten rechtmäßig hergebracht / gedehnt
verfahen: (4) dergleichen Regalia bey de-
nen mediät-Ständen und Städten gänz-
lich cassiren / und ihnen nicht mehr erthei-
len: auch (5) den mittelbaren Ständen
mit diesem oder anderem hohen Privilegio,
ohne Einwilligung der Churfürsten / nicht
willfahren lassen.

XXXIII. Wir sollen und wollen auch hinfür ohne
Zweyfel und absonderliche Einwilligung und Consens
der sieben Churfürsten / niemand / weß Standes oder
Wesens der seye / mit Münz-Freyheiten und Münzschlägen
begaben und begnaden / auch wo Wir beständig befin-
den / daß diejenige Städte / denen solches Regal und
Privilegium verliehen / dasselbe dem Münz-Eidlich und
anderen zu bestellen Verbesserung erfolgten Reichs-Con-
stitutionen zugegen mißgebraucht / oder durch andere miß-

brauchen lassen / und sich also ihrer Münz-Gerechtigkeit / ANNO
ohne fernere Erkenntnuß verlustig gemacht / ihnen / wie
auch den jenigen / so solches Regal mit Unserer Vorser-
re Römischer Käyfern und der Churfürsten Bewilligung
nicht erhalten / oder sonst rechtmäßig und beständig be-
gebracht / dasselbe nicht allein verheben / und durch die
Crafft oder sonst weiter so gedehnt verfahren lassen /
sondern auch einen solchen privaten Stand / ohne Vor-
wissen und Bewilligung der Churfürsten / nicht rehtui-
ren: Wosern sich aber dergleichen bey mediät-Ständen
und anderen / so dem Reich immediate nicht / sondern
Churfürsten / Fürsten / und anderen Reichs-Ständen un-
terworfen / begeben / alsdann soll durch deroelben kands-
fürsten und Herren wider sie / wie sichs gebühret / verfahren
und solche Münz-Gerechtigkeit ihnen gänzlich gelegt/
cassirt / und ferners nicht ertheilt werden / massen Wir
dan auch den mittelbaren Ständen mit dergleichen oder
anderen hohen Privilegien / ohne mit-Einwilligung der
Churfürsten / vielweniger zu bestellen / oder der Ständen
Privilegien Behinderung oder Abbruch / nicht willfahren
wollen.

Der XXXIV. Artikel.

Der König (1) soll nicht gestatten / daß an-
dere als Reichs-Unterrhanen bey denen
Käyserlichen Post-Amtern / wo dergleichen
in ihren Landen vorhanden / gesetzt / oder
von dem Vertrag gemeiner Real-Be-
freyung / ausschalt der Personal-Be-
freyung / eximirt werden: (2) Den Ge-
neral-Erb-Reichs-Postmeister die Posten
mit aller Nothdurfft zu versehen / und die
Brieffe gegen billiges / und in offnem
Druck angeschlagenes Postgeld richtig zu
bestellen / anhalten: (3) Daß das Ge-
neral-Ober-Reichs-Post-Am in seinem Esse
erhalten werde / verfügen: (4) Dem Ge-
neral-Reichs-Postmeister vom Käyserlichen
Post-Ambe kein fernere Eingriff geschehe
/ verhalten: jedoch / daß (5) das Käyserliche
Post-Ampe bey seiner Anno 1624.
erlangten Investitur in denen Erblanden /
ganz unbeinträchtigt gelassen werde.

XXXIV. Und demnach wider die im Heiligen Römischen
Reich verordnete Post nicht geringe Beschwerden ge-
schreibet / selbe auch nach Anweisung Instrumenti Pacis
auff den Reichstag aufgestellt worden: so wollen Wir
mit Beobachtung dessen keines wegs gestatten / daß Chur-
fürsten / Fürsten und Ständen in ihren Landen und Ge-
bieten / wo dergleichen Käyserliche Post-Ampter vorhan-
den und hergebracht / solche Personen / welche keine Reichs-
Unterrhanen seyn / und deren man nicht versichert
ist / angesetzt / oder dieselbe ausschalt der Personal-Be-
freyung von dem Vertrag gemeiner Real-Befreyung
eximirt und befreit werden: Nicht weniger wollen Wir
den General-Erb-Reichs-Postmeister dahin halten / daß
er seine Posten mit aller Nothdurfft wohl versehe / die
getreue und richtige Brief-Poststellung gegen billiges Post-
geld / so in allen Posthäusern zu jedermanns guter Nach-
richt in offnem Druck beständig angeschlagen seyn sollt/
ohuerverweiglich befördern / und also zu seiner ferneren
Klag und Einsehen Ursach geben. Wir sollen und wol-
len aber zu gänzlicher Aufhebung deren zwischen Unseren
Post-Amptern hastenden Differenzen / in Erwegung
dess vom Churfürstlichen Collegio in Anno 1641. auff
dem Reichstag zu Regensburg / wegen des Reichs-Post-
Amtes eingesendeten Gutachten / und der in solchem
Reichs-Abchied beschlossene Verordnung die beständige
Verfügung thun / daß Unser General-Oberst-Reichs-Post-
Ambe in seinem Esse erhalten / und zu dessen Schma-
lerung nichts vorgenommen / verwilligt oder nachgeschicket/
insonderheit aber der damit beladene General-Reichs-
Postmeister wieder alle von Unserem Käyserlichen Post-
Post-Ambe / jenem bis dahero im Reich beschickte / oder
noch ferner anmassende Eingriff / und Verbilligung als
sonderlicher Amtes-Passquiere gehandhabt / und sowol in
Weßken Unserer Käyserlichen Person und Postplatz als
Abwesen / derselbige bey ruhiger Einkehr-Bestell- und
Auf-

ANNO 1690. Aufsehung aller und jeder, vernimmt der Reichs-Pöbel ankomme und abgehender Brief und Paqueten gegen erbedendes billiges Postgeld gelassen / und was dem und gemindert Reichs-Raths zuwider / auf einigem Brief und Weg ergehen und verlichen werden / hien mit allerdings aufgehoben seyn: Dingen Unser Käyserlich Erblande-Post-Amte bey seiner in Anno 1624. erlangten Inventur, und des General-Reichs-Postmeisters auf dieselbe ertheilte Revers in den Erblanden ganz und unbedingträchtig verblieben / und dabey geschützt werden soll.

Der XXXV. Artikel.

Der König (1) soll sich keiner Succession oder Erbschaft des Römischen Reichs anmassen; die Churfürsten (2) bey der freyen Wahl eines Römischen Königs / auch bey Lezeiten eines Römischen Kaisers / mit oder ohne dessen Consens, vorzunehmen / lassen: die Vicarios (3) bey ihrem gesonderten Rath / Freyheit- und Gerechtigkeiten / so es zu Fällen komme / manutenciren / (4) nicht zugeben / daß Ihre Jura von jemand bestritten werden / und (5) alles / was dinstfalls wider Sie gerhan oder gesucht werden döffte / vor null und nichtig erkennen.

XXXV. Und insonderheit sollen und wollen Wir uns keiner Succession oder Erbschaft des Römischen Reichs anmassen / unterminden / noch unterziehen / oder darnach tradiren / dieselbe auf uns selbst / unsere Erben und Nachkommen / oder auf jemand anders zu wenden; sondern die Churfürsten / Ihre Nachkommen und Erben zu jeglicher Zeit bey ihrer freyen Wahl eines Römischen Königs / nach Inhabt der Güldenen Bulle / und dieselbe jedesmal / und auf allen Fall / wann Sie es vor nöthig / und zu Erhaltung der Grund-Gesetze / und dieser Capitulation, oder sonst dem Heiligen Reich nochwendig und nützlich befinden / auch bey Lezeiten eines Römischen Kaisers / mit oder ohne dessen Consens vorzunehmen; auch die Vicarios, mit von Alters her auf sie kommen / und dem Instrumento Pacis gemäß ist / die Güldene Bulle / alte Rechten und andere Gesetze / oder Freyheiten veranlassen / so es zu Fällen kommen / die Nothdurfft und Gelegenheit erfordert wird / bey ihrem gesonderten Rath in Sachen / das Heilige Reich belangend / gerühiglich bleiben / und ganz und bedinglich lassen; auch nicht nachgeben / daß die Vicariaten / und deren Jura, sambt was denselben anhängig / von jemand disputiret oder bestritten werde; wo aber darwider von jemand etwas gesucht / gerhan / oder die Churfürsten in dem gedungen wurden / das doch keines wegs seyn soll / das alles soll nichtig seyn.

Der XXXVI. Artikel.

Will (1) der König die Römisch-Königliche Cron förderlichst empfangen; (2) Den zwischen Chur-Romayn und Eßln Anno 1657. der Crönung halber errichteten Vertrag gleich confirmiren; (3) Den Crönungs-Actum diesesmal in der Stadt Augsburg celebriren lassen; und (4) seine Königliche Residenz und Hoffhaltung / es erfordere dan der Zustand ein anders / beständig in Teuschland haben und halten.

XXXVI. Wie sollen und wollen auch die Römische Königliche Cron förderlichst empfangen / und bey allem denselben das thun / so sich bestialten gebühret; auch was zwischen beyden Churfürsten zu Maynz und Eßln / wegen der unter ihnen der Crönung halber entstandener Zerungen bey letztem Wahltag Anno 1657. gütlich begütelt und verglichen worden / ebenfalls confirmirt und

bestätigt haben; Der dinstmal aber den Crönungs-Actum in der Stadt Augsburg / zumahlen die Städte Aachen wegen jetziger Kriegeszeiten darzu der Zeit unüberquem ist / celebriren und verlichen lassen; auch unsere Königliche und Käyserliche Residenz / Anwesen und Hoffhaltung im Heiligen Römischen Reich Teuschland / es fordere dann der Zustand zu Zeiten ein anders / allen Gliedern / Ständen und Untertanen desselben zu Nutzen / Ehre und gutem / beständig haben und halten.

Der XXXVII. Artikel.

Der König (1) soll allen denen bereits aufgerichteten / oder mit Rath der Reichs-Stände noch aufzurichtenden Reichs-Satz- und Ordnungen nichts zuwider aufheben; (2) Wider solche Gesetze / selbst von niemanden nichts erlangen / weniger dessen / auf eigener Veranlassung gegeben / sich bedienen / (3) alles / dem zuwider aufhebende / todt und ab seyn; und (4) im Fall der Noth der beschworenen Parthey / dinsthalten einen brieflichen Schein ertheilen lassen.

XXXVII. Wie wollen und sollen auch in dieser Unserer Inseß der Wahl-Capitulation der Güldenen Bulle / der Reichs-Ordnung / oder wie dieselbe uns künftig geändert und verbessert werden möcht / dem obangeregten Frieden in Religion- und Preyhan-Sachen / auch dem Land-Frieden sambt der Handhabung desselben / wie auch der in Anno 1555. aufgerichteten Cammer-Verordnungen des Reichs-Executions-Ordnung / auch nicht emenden / Plünder- und Plünderbüßigen Frieden-Schluß / und dem in Nürnberg Anno 1650. aufgerichteten Executions-Recells, auch andern Gesetzen und Ordnungen so jetzt gemacht / oder künftiglich durch uns / mit der Churfürsten / Fürsten / auch andern Ständen des Reichs / Rath und Zustimmung machet angerichtert werden / zuwider / kein Recept / Mandat oder Commission aufgeben lassen / oder zu geschehen gestatten / in einige Weis / oder Weg; dergleichen auch für uns selbst wider solche Güldene Bulle und des Reichs Freyheit / den Frieden in Religion- und Preyhan-Sachen / auch Plünder- und Plünderbüßigen Frieden-Schluß und Land-Frieden / sambt Handhabung desselben von niemand nichts erlangen / noch auch / ob uns etwas dergleichen auf eigener Veranlassung gegeben wäre oder würde / nicht gebrauchen / in keine Weis; Ob aber diesen und anderen vorgemeldten Articulen und Punkten einiges zuwider erlange / oder aufheben würde / das alles soll Kraftloß / todt und ab seyn / unmassen Wir es jetzt auch als dann / und dann als jetzt hienit cassiren / tödten und abthun; und wo Noth / den beschworenen Partheyen dinsthalten nothdurfftige Ihtund und brieflichen Schein zu geben / und widerfahren zu lassen schuldig seyn sollen / Recept und Befehle hienmit aufzugeben.

Der XXXVIII. Artikel.

Der König (1) solle denen Reichs-Ständen und Ihren Gesandten schleunige Audienz und Expedition ertheilen; (2) Ihnen Ihre Privilegia und Leben-Briefe / nach vorigen tenor unverärgertlich confirmiren; (3) dieselbe über die edition der alten Pactorum familiaria, mit exhibitione neuer / nicht beschwehren; und (4) in wichtigen / das Reich concernirenden Sachen / ohne der Churfürsten / als seiner innerlichen Räthen / auch nach Gelegenheit / der Fürsten und Ständen Raths / nichts vornehmen.

XXXVIII. Wie wollen und sollen auch allen des Reichs Churfürsten / und Ständen / sowohl Ihren Raths / Gesandten / die von der geringsten Reichs-Rathschaft mit begriß / jedertags schleunige Audienz

ANNO 1690. und Expedition ertheilen; denenselben / und dem Reichs-Adel / ihre Confirmationes Privilegiorum, auch schon und lebendriß / nach dem vorigen Tenor, unweigerlich und aller contradiction (als welche zum rechtlichen Aus-
trag zu verwerten) obgehörig; wiederfahren / dabey auch dieselbe ältere Edition der alten Pactorum familie, mit exhibition neuer / ein oder ander Hauss concernirender / und von dem sechsthun keine dependenz habender / nicht beschweren / viel weniger die Reichs-Belehnungen / wegen ersgedachter Edition der Pactorum familie, die seyn neu oder alt / aufhalten lassen: Wir sollen und wollen auch in wichtigen Sachen / so das Reich betreffen / und von hohem präjudiz, und weitem Aussehen seynd / bald An-
sangs der Churfürsten / als unsern unsern Rache Ge-
ständen vernemen / auch nach Belegenheit der Sachen / Fürsten und Ständen Rath-Berathens uns gebrauchen / und ohne dieselbe hierein nichts vornehmen.

Der XXXIX. Artikel.

Der König (1) soll seinen Geheimen Rath / wie auch Reichs-Hof- und Kriegs-Rath / mit hohen Standes- und anderen christlichen Personen Teutscher Nation / die in Reichs-Sagungen wohl erfahren / und keinem aus- oder inländischen Potentaten und Stand des Reichs / außer Ihm mit Dienstpflichten verwandt / bestellen: nicht weniger (2) die Kayslichen und Reichs-Hof-Kämpter / oder sonst an andere außer Teutschland / mit eben dergleichen Personen besetzen: (3) diese Kämpter bey ihren Würden / Reich zu bleiben und ihnen nichts entziehen lassen: (4) Das zwischen denen vom Kaysersstand / und denen Grafen und Herren / in denen Reichs-Collegiis, kein anderer Unterscheid / als das Alter der angerechneten Rathsdienste gehalten werde / verfügen: (5) In Bestellung des Reichs-Vice-Canslers / und anderer Reichs-Hof-Cansler-Personen / dem Churfürsten von Maynz keinen Eingriff thun: (6) Alles darwider geschene ohne consequenz, und das zukünftige vor ungünstig halten; und (7) endlichen keine andere als ohnmittelbar oder mittelbar ange-
sessene Teutsche Fürsten / Grafen und Herren / beyin Reichs-Hof-Rath zu Präsi-
denten oder Vice-Präsidenten annehmen.

XXXIX. Wir wollen auch künftig / bey Ansetzung unser Kayslichen Regierung / unsern Geheimden Rath / wie auch unsern Reichs-Hof- und Kriegs-Rath / wann nemlich Wir des Heil. Reichs wegen in Krieg begriffen / mit Fürsten / Grafen / Herren / vom Adel und anderen christlichen Leuten / vernünft. Instrumentis Pacis, und nicht allein aus unsern Unterthanen / Unterthanen und Vasallen / sondern mehrentheils aus denen / so im Reich Teut-
scher Nation anderer Orten gebohren und erzogen / da-
rin nach Stands-Gebühr angesehn und begütert / der Reichs-Sagungen wohl erfahren / gutes Namens und Herkommens / und niemanden dann uns / und sonst keinen Churfürsten / Fürsten oder Stand des Reichs / noch ausländischen Potentaten mit absonderlichen Dienstpflichten verwandt seynd: Ingleichen unsere Kaysl. und des Reichs Kämpter am Hof / und die Wir sonsten in- oder außerhalb Teutschlands zu begeben und zu besetzen haben / als da seynd Proceßio Germanie, und dergleichen / mit keiner andern Nation / dann gebohrenen Teutschen / die nicht niedern Stands noch Weibens / sondern namhafte Personen / und mehrentheils von Reichs-Fürsten / Gra-
fen / Herren / und von Adel / oder sonst guten kayslichen Herkommens / besetzen / und versehen; auch obgemelte Kämpter bey ihren Ehren / Würden / Gefällen / Reich und Gerechtigkeiten bleiben / und denselben nichts entzie-
hen oder entziehen lassen / sodann verfügen / das in unserm

ANNO 1690. Reichs-Hof-Kriegs- und andern Rathen auff den Ruer-
Bänden / zwischen denen vom Kaysersstand / welche zu
Schütz und Heil / Ruer- und Stimmfälligkeit gebohren /
und denen Grafen und Herren / so in denen Reichs-Col-
legiis kein Session und Stimm haben / oder von solchen
Häusern entsprossen und gebohren seyn / in der Rache-
Session, den alten Herkommen gemäß / kein Unterscheid
gehalten / sondern ein jeder nach Ordnung der angerech-
nen Rathsdienste / ohne einigen von Stands wegen unter
denselben stehenden Vorzug / verleihe: Willen auch in
Besetz- und Aufsetzungen unsern Reichs-Hof-Cansler / so-
wohl mit des Reichs Vice-Canslers / als der Secretarien /
Proceßcolleuten / und aller andern zu der Rache- Hof-
Cansler gehöriger Personen / unsern lieben Neven dem
Churfürsten zu Maynz / als Erh-Canslern durch Germa-
nien / in der Ihme allein hiessfalls zustehenden Dispo-
sition, unter was Vorwand es seye / keine Eingriff oder
Verhindernuß thun / oder darin einige Ziel oder Maß-
geben. So soll auch / was hiedvor darwider vorgegan-
gen seyn mag / in seiner Consequenz gegeben / und wann uns
künftig etwas darwider gethan oder vorordnet werden
möchte / vor ungünstig gehalten werden; und damit hin-
sicht an unserm Königl. oder Kaysl. Hof / des Reichs
Ständen / und andern zum Reich gehörenden / unpä-
rtisch und schleunig Recht bestmehrs wiederfahren und
administriert werden möge / so wollen Wir bey benanntem
Reichs-Hof-Rath keinen zum Präsidium oder Vice-Prä-
sidium bestallen oder verordnen / es sey dann derselbe ein
Teutscher Reichs-Fürst / Graf oder Herr / in denselben
ohnmittelbar oder mittelbar gekien und begütert.

Der XL. Artikel.

Soll (1) der König die neu-aufge-
setzte Reichs-Hof-Raths-Ordnung vest
halten: (2) über den von Chur-Maynz
verordneten Reichs-Vice-Cansler und
Vice-Präsidenten / mit Teutschen
Standes- und der Reichs-Sagun-
gen wohl erfahrenen Personen beset-
zen: (3) was hierinfallt im Instru-
mento Pacis der Religion halber ver-
sehen / in Obacht nehmen: (4) ihm
seine Reichs-Hof-Raths-Befolgung
richtig reichen: (5) bey seiner Præ-
cedenz und Respect erhalten: (6) von
Zöllen / Steuern / und anderen Be-
schwerden befreien; nicht weniger (7)
denselben sowol / als der Stände A-
genen / von der Landes- und anderer
Gerichten Jurisdiction und Personal-
Oneribus eximiren / und (8) auch die
jenigen / welche sich anders-wohin be-
geben wollen / frey / sicher / und ohne
Entgelt / abziehen lassen.

XL. Wir wollen auch die neu aufgesetzte und von uns-
tern Vorfahren glomündigsten Ansehens approbire
Reichs-Hof-Raths-Ordnung (es seye dann / dasz bey
Reichstag ein anders verordnet werde) fest halten lassen /
unterdessen aber neben vorgedachten Präsidien / wie
auch von Chur-Maynz ankommenden Reichs-Vice Cansler
und Vice-Präsidenten / unsern Reichs-Hof-Rath / nach
besag verordneter Reichs-Hof-Raths-Ordnung und Fried-
densatz / von Fürsten / Grafen / Herren / von Adel /
und andern der Reichs-Sagungen wohl erfahrenen ge-
schickten Leuten / obbedeuter massen nicht allein aus unsern Unter-
thanen / sondern größtentheils aus denen / so im Reich Teut-
scher Nation gebohren / barinnen nach Stands-Gebühr
angesehn und begütert / ansetzen: Was auch hierinfallt
der Religion halber in Instrumento Pacis Artic. 5. §. ac
proinde 14. versehen / in Obacht nehmen; Ingleichen die
ohnverlangte gewisse Verordnungen thun / damit sowol aus
unser Hoff-Cammer / als denen bey dem Reich eingehenden
Münzen / vor allen andern Ausgeben / den wüchlichen
bestellen Präsidenten / Reichs-Vice-Canslern / als zugleich
wurde.

ANNO
1690.

würdlichen Reichs-Hof-Kathol. Vice-Präsidenten / und andern Reichs-Hof-Räthen / ihre Reichs-Hof-Kathol. Besoldung richtig und ohne Abzug bezahlt / Auch wegen der Reichs-Hof-Rathes-Excellenz und Respect keine nachgelte werde / was in jüngster Reichs-Hof-Kathol. Ordnung dorthin verfahren / und dergleichen Stand gemäß ist / wie sie dann auch wegen der Zöl / Steuer und anderer Beschwerden Besetzung / Nutzen und des Reichs Cammer-Gerichts Alleen gleich gehalten werden sollen / Ind sie sowohl als der Ständen Agenten von der Land- und andern Gerichten und Kammer Jurisdiction / auch so viel die Obligation / Exemption / Inventur / Edition der Testamente / Versorgung der Kinder / und dergleichen betrifft / weniger nicht von allen Personal-Ordnibus / allerdings betroffen seyn / auch diejenige / so sich anders wohin begeben wollen / keine wegs aufzuhalten / sondern frey / sicher / und ohne Hindernis / auch ohne Abzug und andern Einhalt / oder Verweilung ihrer Güter / fort gehen lassen / und ihnen zu dem End auf Wegbreit gehörige Passirung ertheilt werden sollen.

Der XLI. Artikel.

Der König (1) soll nicht dargegen seyn / daß durch den Churfürsten von Mainz der Reichs-Hof-Rath visitiret / (2) nicht gestattet / daß vom Kaiserlichen Geheimden Reichs-Collegio denselben eingegriffen / (3) daß das / was einmahl in contradictorio judicio cum debita cause cognitione, ordentlich im Reichs-Hof-Rath geschlossen werden / von neuem / außer beliebiger Revision, nicht mehr in cognitione gezogen / (4) am Kaiserl. Cammer-Gericht anhängig / an den Reichs-Hof-Rath nicht advociret / (5) Chur-Mainz / um der Reichs-Stände Sachen / in den Churfürstlichen oder gesammten Reichs-Rath zu bringen / kein Einhalt gethan / noch (6) Dessen Ers-Cancellariat und Reichs-Directorio, Ziel und Maas gegeben / weniger (7) ein und anderer Reichs-Stand / auf dem Geheimden Rath / absque previa cause cognitione, mit Decretis beschreyet werde.

LXII. Auch sollen und wollen Wir keines wegs dargegen seyn / daß der Reichs-Hof-Rath durch den Churfürsten zu Mainz / nach besag des Fredeckschlusses visitiret werde / auch nicht gehalten / verhängen / oder zugeben / daß unser geheimdes Reichs-Collegium sammtlich oder sonderlich / der Reichs-Sachen / welche vor den Reichs-Hofrath gehören / sich anmasset / darinn sich einmische / oder auf einmitley Weiss dem Reichs-Hof-Rath eingreife / vielweniger mit Befehlen oder Decreten / wodurch die im Reichs-Hof-Rath geschlossene Sachen aufzuheben / oder irritirt werden / beschwehre / oder irre / was auch einmahl in ersgemedtem unserm Reichs-Hof-Rath / in judicio contradictorio cum debita cause cognitione ordentlich Weise abgehandelt und geschlossen ist / darüber soll es sicher / allweg verbleiben / und nirgend anders / es sey dann durch den ordentlichen Weg der in ersgemedtem Frieden-Schluss / beliebiger Revision (welche jederzeit quoad processum nach besag ersgemedtem Frieden-Schluss durch unparteyische Reichs-Hof-Rath / so nicht bey Verfassung der vorigen trübsel / vielmehr Referenten / oder Correferenten gewest / aufgefertiget werden soll) von neuem in Cognitione gezogen / noch dessen Execution gehindert / die am Kaiserlichen Cammer-Gericht aber anhängig gemachte / und noch in ohnerörterten Sachen schwebende Sachen / von der ab- und all unser Reichs-Hofrath nicht abgefordert / noch von uns aufgehoben / und dagegen inhibirt / oder sonst auf andere Weiss revidirt / auch was dagegen vorgenommen / als null und unkräftig / vom Cammer-Gericht gehalten / auch abgemeldet unsern lieben Neven den Churfürsten zu Mainz / eine und andere Sache der klagenden Ständen /

(wann schon dieselbe unsere Geheimde und Reichs-Hofrath betreffen) in den Churfürstlichen oder die gesammte Reichs-Rath / ihres Rath und Eigenschaft nach zu bringen / zu proponiren und zur deliberation zu stellen / sein Einhalt geben / noch sonst in Dero Ers-Cancellariat, oder Reichs-Directorio, Ziel und Maas geben / auch kein Stand des Reichs in Sachen / so prävia cause cognitione erfordern / mit Kaiserl. Decretis, aus dem geheimten Rath beschwehre / noch dieselbe in judicio angehen werden sollen.

ANNO
1690.

Der XLII. Artikel.

Der König (1) soll in des Reichs Schrift- und Handlungen die Teusch und Lateinische Sprach gebrauchen / außer (2) denselben / wo eine andere in Übung / und Er sich auch einer andern bedienen / jedoch (3) dem Reichs-Hof-Rath und Cammer-Gerichte / der Teusch und Lateinischen un-abkräftig.

XLII. Wir wollen auch in Schriften und Handlungen des Reichs / keine andere Zungen oder Sprach gebrauchen lassen / dann die Teusche oder Lateinische Zungen / es wäre dann an Orten / außerhalb des Reichs / da gemeinlich ein andere Sprach in Übung wäre / und im Gebrauch stünde / jedoch in alle weg an unserm Reichs-Hof-Rath und Cammer-Gerichte / der Teusch und Lateinischen Sprach einabkräftig.

Der XLIII. Artikel.

Der König (1) soll die Expeditiones in Gnaden und anderen Sachen / auch die ertheilende Diplomata, über die Ständes Erhebungen / allzu in der Reichs-Cancley ausfertigen / (2) die untern Kaiserlichen Nahmen und Tüdel anderwärts aufgesetzte / null und nichtig erkennen / (3) denen Impetranten vor gebührender Tax Erlegung / das prädicat im Reich nicht geben / (4) denenjenigen aber / vor die aus der Reichs-Cancley solches anderen Cancleyen intimirt wird / ohne fernere Beforderung der Jurium, den vorkommigen Tüdel / bey der in denen Diplomatus gesetzter Pen, conferiren / jedoch daß (5) alles / was nomine Archiducali auf dergleichen Weise expedirt wird / gleicher gestalt also angenommen / und (6) diese zwischen der Reichs- und Oesterreichischen Hoff-Cancley bisher obgeschwebte Jarung mit dem Churfürsten von Mainz abgehen werde / (7) dergleichen Dignitäten und prädicata nuzmanten / als denen welschmeritensien / und die den affectirenden Stand / pro dignitate ausführen können / mittheilen / (8) keinen von denen neuerhöbten / dem Kaiserlich- und Gräflichen Collegio, ad Votum & Sessionem, bevor Er sich nicht mit Stand-mässigen Reichs-Gütern qualificirt / und zu einer Ständes-mässigen Steuer / an einen gewissen Ertrag erklärt / aufzuringen / (9) dessen Dignität / zu präjudiz eines höhern Standes oder Alten Hauses / mit höhern Titeln oder Wappen-Weisen / nicht begnadigen / und endlich (10) in Erhebung dero unser Chur-Fürsten und Stände

ANNO
1690.

Ständen des Reichs/ begütert-gefeßenen/
den juri territoriali nicht nachtheiliges
geschick/ noch ihre Güther von der Landts-
Fürstlichen Jurisdiction befreien lassen.

XLIII. Wir sollen und wollen auch in fleißige Obacht
nehmen/ und verschaffen/ daß alle die Expeditionen, so
in Gnaden/ und andern Sachen/ insbesondere aber Di-
plomata, über den Fürstlichen-Gräffen-und Herren-Stand/
auch Nobilitationen, Palatinaten und Käyserl. Rathes-
Titul/ samt andern Reichs-Prebitten/ und Privilegien/
welche Wir unter dem Titul und Nahmen eines Kön.
Königs oder Käyserl. ertheilen werden/ bey keiner an-
dern/ als der Reichs-Cansley/ wie solches von Alters
herkommen/ auch Wirrer und des H. Röm. Reichs
Hebheit gemäss ist/ geschehen/ wie dann Krafft dieses alle
diejenige Diplomata, so bey einer andern/ als der Reichs-
Cansley unsern Fürstl. Käyserl. Titul und Nahmen/ Zeit
während unsern Käyserl. Regierung/ expedirt werden/
hiermit null und nichtig seyn/ und die Imperanten/ ehe
und bevor sie auß der Reichs-Cansley/ gegen gebührende
Tax-Entlassung confirmirt und legitimirt/ dafür im Reich
nicht gesucht/ noch Ihnen das Prædicat oder Titul/ ge-
geben werden sollt/ Was aber für Gnaden-Brieffe/ Stands-
Erhöhungen/ und andern Privilegien in unsern Reichs-
Cansley aufgesetzt/ und von darauß andern Cans-
leyen/ und sonstigen in unsern Reich/ dießselben sollen
nicht schuldig und gehalten seyn/ sodan die Initiationen
nicht allein ohne allen Eingelst/ oder Vorberathung einiger
unser Tax-oder Cansley-Rathen/ wie die Nahmen haben
mögen/ annehmen/ sondern auch denen Imperanten
den erhaltenen Stand und privilegio gemäss/ das ver-
willigte prædicat und Titul in denen Expeditionibus da-
selbst/ ohne Verzug/ zu geben/ und bey Straff darin
gehehen/ nicht zu entziehen/ Dabingegen auch
diejenige Diplomata, welche Wir als Erb-Verzog zu
Oesterreich/ Straff deren bey unserm Erb-Haus her-
gebrachten Privilegien/ wegen Stands-Erhöhung und
sonsten/ ertheilen werden/ (die Wir doch nicht nomine
Cæsareo/ sondern Archiducali ansetzen lassen wollen)
in unsern Reichs-Cansley/ auch sonst allenhalten im
Reich/ uff deren vorgangene schwebende Initiation, oh-
ne einigen Eingelst/ annehmen/ und erkennen werden
sollen. Und wollen Wir/ wie diese und übrige bisher-
ge Irrungen/ zwischen unsern Reichs- und Oe-
sterreichischen Hoff-Cansleyen/ obgleich und einzeln
werden sollen/ uns mit unserm lieben Neven des Churfürsten
zu Mayntz/ so noch weiter verstehen und vergleichen.
Deshalben wollen Wir bey unserm König/ und Käyserl.
Regierung/ bey Callation Fürstl. und Gräfflichen/ auch
anderer Dignitäten und Prædicaten/ vornemlich dahin
sehen/ damit auff allen Fall/ dieselbe allein denen
von uns ertheilt werden/ die es vor andern wohlmeri-
tirt/ im Reich gezeihen/ und die Mittel haben/ den affect-
ierenden Stand pro dignitate anzuführen/ niemand
aber von den neu erhöheten Fürsten/ Gräffen und Her-
ren/ den Fürstlichen Collegio/ es seye gleich auff selbi-
ger/ oder der Gräffen Bänden/ ad Sessionem de Vo-
tom/ wider Derselben Willen/ aufzuringen/ Sie haben
sich dann darzu mit Fürstl. müssen und Gräfflichen
Reichs- Güthern vorher genugsam qualificirt/ und zu
einer Stands-würdigen Stelle/ in einen gewissen Crafft
eingelesen/ und verbunden/ und über solches alles neben
dem Churfürstlichen/ auch dasjenige Collegium oder
Band/ darin sie aufgenommen werden sollen/ vorher
genugsam gehört worden. Wollen auch zu præjudiz oder
Schwächung eines höhern Stands/ alten Hauses o-
der Geschlechts/ dessen Dignität/ Stands und übli-
chen Titul/ keinen/ wer der auch seye/ mit neuen præ-
dicaten/ höhen oder gleichen Titul-oder Wappen-Brief-
fen begaden/ damit nicht hierinnen die geringern Stände
mit den höhern parificirt werden. Soll auch durch eines
oder andern unter Churfürsten und Ständen des Reichs
gefeßenen und begüterten/ zu hoher Stands-Erhöhung/
den juri territoriali nicht nachtheilig seyn/ und die Ihn
zugehörige/ und in solchen Landen gelegne Güther/ einem
als den andern Weg/ unter voriger landesfürstlicher
Jurisdiction verbleiben.

Der XLIV. Artikel.

Soll (1) der König an denen üblichen Reichs-
Cansley-Juribus und Taxen/ die zu der
Cansley-Verdiensten Unterhalt gawidmet/

nicht moderiren/ weniger nachlassen/ (2) Anno
die Käyserliche Begnadigungs-Diploma- 1690.
ta, wann sie bey der Reichs-Cansley bin-
nen drey Monatsfrist nicht ausgelöst wer-
den/ wider cassiren/ und (3) wider die je-
nigen/ welche ohne Käyserliche Verwilli-
gung sich einiger Stands-Erhöhungem/
Nobilitationen/ Reichs-Titul u. anzu-
nehmen/ fiscaliter verfahren/ und sie zu ge-
bürender Straff ziehen lassen.

XLIV. Wollen auch der Reichs-Cansley Tax-Ampt/
und deren Bedienten nothwendiger Unterhalt/ durch die
Nachlass und Moderation der Tax-Gefälle/ so dann/
daß über die Käyserl. Concessionen der Privilegien/
Stands-Erhöhungem/ und andern Gnaden/ die gewöhn-
liche Diplomata der Gebühr nicht ausgelöst werden/ in
große Schmälerung und Abgang/ und daher in tieffe
Schuldenslast gerathen/ als wollen Wir/ zu dessen weiterer
Verhinderung/ neben des Herren Churfürsten zu Mayntz
Abd. die allein als Erb-Cansley daffalls nachlassen/ und
Moderation zu thun berechtigt seyn/ an den übrigen
Reichs-Cansley Juribus und Taxen nicht mehr nachge-
lassen/ und moderirt werde. Wir werden auch/ daß der-
nen/ so von uns dergleichen Käyserl. Begnadigungen ins
künftig erlangen/ und innerhalb drey Monat Zeit her-
nach darüber ihre Diplomata bey der Reichs-Cansley
nicht redimiren und erheben/ sich der verwilligten Gna-
den und Concessionen zu rühmen/ oder deren sich würd-
lich zu gebrauchen/ von uns keines wegs zugeden/ oder
versetzt werde/ sondern unser Käyserl. Begnadigun-
gen solchesfalls nach erwintem Termin ipso facto hin-
wieder gefallen/ cassirt/ und aufgehoben/ und unser
Käyserl. Reichs-Fiscal wider alle/ welche ohne unsere
Käyserl. Verwilligung/ oder unserer verordneten Palai-
nen/ einiger Stands-Erhöhungem/ Nobilitationen/
Reichs-Titulu oder Prædicaten/ und Denominationen/
sich anrühmen/ oder selbst einige Wappen/ mit offnen
oder zugestanden Helmen/ formiren/ der Gebühr zu ver-
fahren/ und dieselbe nach gestalt des Verdienstes und
der Person zu gehöriger Straff zu ziehen/ schuldig und
gehalten seyn sollt.

Der XLV. Artikel.

Soll (1) der König der Churfürsten Ampt-
Verweser und Erb-Amptier/ auff Reichs-
Wahl-und andern Tagen/ von den Käy-
serl. Hof-Amptieren nicht eingreifen/ und
ob (2) gleich wegen jener Abwesenheit ihre
Stellen diese ersetzen müssen/ nicht desto
minder die von solchen Verrichtungen fal-
lende Ausgaben ihnen nicht anzuziehen/
noch (3) dem Hof-Marschall-Ampt in
seinen vom Erb-Marschall-Ampt dependi-
renden Ampt-Verrichtungen/ durch die
Landes-Regierung oder andere/ Hinderung
machen lassen.

XLV. Diensten uns auch sonderlich gebürt/ des
Heil. Reichs Churfürsten/ als unser innerer Glieder
und Haupt/ Säulen des Reichs/ vor männlichen in
sonderbarer hoher Consideration zu halten/ so wollen Wir
die Verfügung thun/ wann Derselben Ampt-Verwe-
ser und Erb-Amptier bey unserm Käyserl. Hof begrif-
fen/ daß dieselbe jedertzeit/ und insbesondere/ wann/ und
so oft Wir auff Reichs-Wahl-und andern dergleichen
Tagen/ unsern Käyserl. Hof begen/ oder Eaden vor-
fallen/ darzu die Erb-Amptier zu gebrauchen seyn/ in
gehörendem Respekt halten/ und ihnen von unsern
Hof-Amptieren keines wegs vor-oder eingreifen/ oder da-
zu wegen Abwesenheit ihre Stellen mit dardrhen unsern
Hof-Amptieren jereilen ersetzt werden solten/ wollen Wir
doch/ daß ihnen den Churfürstlichen Ambts-Verwesern
und Erb-Amptieren/ einen Weg als den andern/ die
von solchen Verrichtungen fallende Ausgaben weniger
nicht/ als ob sie dieselbe selbst verricht und bedient/
ohne Verzug gefolgt und gelassen/ und nicht wie bis-
her

ANNO 1690. hero geschehen / von denen Hof-Kapellern entzogen; auch unsern Hof-Musikall-Zunft in seinen gesammten und von dem Hof-Musikall-Zunft dependirenden Ampus-Berichtungen / durch unsere kais. Regierung oder andere / kein Eintrag oder Hinderung gemacht werde.

Der XLVI. Artikel.

Der König (1) solle sowohl seinem Geheimden / als Reichs-Hof-Rath und Cammer-Gerichte / daß sie sich nach dieser Capitulation in allen Rathschlüssen richten / nicht allein verhalten / sondern (2) solche auch ihren Dienst-Eyden / mit ausdrücklichen Worten / einzuverleihen lassen.

XLVI. Damit auch unsere Geheimde sowohl als Reichs-Hof-Räthe / wie auch unser Kaiserl. Cammer-Gerichte / dieser Capitulation gebührende Wissenschaft haben / und in ihren Rathschlägen / Expeditionen / und sonst sich darnach richten / wollen Wir ihnen dieselbe nicht allein verhalten / sondern auch bey Leistung ihres Amtes- und Eids-Pflicht / einflüßlich einbinden / dieselbe / so viel ihnen kein Gebüht / jederzeit vor Augen zu haben / und darwider weder zu thun / noch zu rathen / solches auch ihren Dienst-Eyden mit ausdrücklichen Worten einzuverleihen lassen.

Der XLVII. Artikel.

Soll (1) der König / als lang der Kaiser lebet / oder nach dessen Tode / bevor er das achtzehende Jahr angetreten / zu präjudiz der Reichs-Vicarien / sich keiner Regierung im Röm. Reich annähern; und (2) zu Westhaltung dieser Capitulation durch einen Revers, nochmals gegen die Churfürsten verbinden.

XLVII. Wir sollen und wollen uns auch zu keiner Regierung oder Administration im Heil. Röm. Reich / so lang Ihre Kaiserl. Majestät im Leben / oder nach Dero Tod (welchen Gott noch lang verhüten wolle) zu präjudiz der Reichs-Vicarien / welche unmittelbar die Reichs-Administration führen / die Expedition aber in unsern Namen verfahren sollen / unterziehen / bis Wir das achtzehende Jahr unsers Alters erreicht und angefangen haben; gleichsam Wir uns durch einen Revers gegen die Churfürsten / nach Inhalt unsers nach der Wahl gehaltenen Eyd's / anders nicht als wann Wir denselben von neuen wiederum abgeschworen hätten / zu Westhaltung dieser Capitulation / nochmals verbinden / und die Regierung ebender angetreten / nicht befügt seyn sollen noch wollen.

Der XLVIII. Artikel.

Ver spricht der König (1) denen Churfürsten / alles obstehende getreulich zu halten / mit einem leiblichen Eyd / und daß (2) weder Dispensation, Absolution, weder geistlich noch weltlich Rechte / wie es Namen haben mag / zu staten kommen solle.

XLVIII. Solches alles und jedes / wie obsteht / haben Wir abgedacht Röm. König den gedachten Churfürsten vor sich und im Namen des H. Röm. Reichs gereth / versprochen / und bey unsren Königlichten Ehren / Würden und Worten / im Namen der Wahrheit zugesagt / rhun dasselbe auch hiemit / und in Kraft dieses Briefs / innassen Wir dann das mit einem leiblichen Eyd zu Gott und dem H. Evangelio geschwornen / dasselbe thut / soll / und unverrücken / zu halten / dem treulich nachzukommen / darwider nicht zu seyn / zu thun / noch zu

TOM. VII. PART. II.

schaffen gethan werde / in einige Wiß oder Weg / wie die mögten erdacht werden; uns auch darwider einiger Beschels / oder Ausnahm / Dispensationes, Absolutiones, geistlicher weltlicher Rechte / wie das Namen haben mag / nicht zu staten kommen sollen.

ANNO 1690.

Der XLIX. Artikel.

Ist der Beschluß König und Kaisers Josephi Wahl-Capitulation.

XLIX. Dessen zu mehrer Urkund / auch wegen unsers geringen Alters / zu mehrer Bestätigung / haben Ihre Kaiserlichen Majestät uff unser und gesambter Churfürsten gehorsames Ersuchen / so dann Wir / diesen Brief eigenhändig unterschrieben / und unsere große Insignel anhängen / auch daran sieben gleichförmige Exemplaria machen und fertigen lassen. Geben in unserer und des Heil. Röm. Reichs Stadt Augsburg / den 24. Monats-tag Januarii / nach Christi unsers lieben Herren und Seligmachers Geburt / im Schutzhundert und neunzigsten / unserer Raths des Römischen im ersten / und des Römischen im dritten Jahr.

Erpöbld.
Joseph.

E. Leopold Wilhelm / Graf
zu Königsegg.

Caspar Florentz Consruck.

CXXX.

Traité conclu entre CHARLES II. Roi d'Esp. 3. Juin.
pagne & VICTOR AMEDEE Duc de Savoie. ESPAGNE
Fait à Milan le 3. Juin 1690. [Mercur.
Historiq. de Septembre, 1690. d'où l'on a tiré SAVOYE;
cette Pièce qui se trouve aussi dans le *Theatrum
Europaeum*. Tom. XIII. pag. 1067. in Alle-
mand & en Abrégé.]

Comme il est venu une Armée Française en Italie, à dessein d'agir ouvertement contre l'Etat de Milan, & qu'elle s'est tenue dans les Etats de son Altesse Royale de Savoie, en haine de l'affection qu'elle porte à Sa Majesté Impériale, & pour contraindre ledit Duc à remettre entre les mains du Roi de France deux de ses principales Places, & une partie de ses Troupes, afin de pouvoir envahir l'Etat de Milan avec plus de facilité, * Son Eminence le Comte de Fuensalda qui en est Gouverneur, a trouvé à propos, pour le service de Sa Majesté Catholique le Roi son Maître, d'offrir à sadite Altesse Royale un secours d'armes de la part de Sa Majesté, comme il a fait. De quoi son Altesse Royale ayant eu connoissance; elle a témoigné être fort sensible à l'affection d'un si Grand Roi, de l'illustre frere duquel il tire son origine, & a envoyé pour cet effet le Comte de Brandillo à Milan, avec plein Pouvoir de traiter avec son Eminence le Comte de Fuensalda, sur ce qu'on jugera à propos pour la défense commune des deux Etats, faveir de celui de Milan, & de ceux de son Altesse Royale, tant par deça que par delà les Monts & Vallées, sans en excepter aucun. En conséquence de ce, son Eminence, le Comte de Fuensalda, au nom du Roi son Maître, & le Comte de Brandillo au nom du Duc de Savoie, & en qualité de son Plenipotentiaire ont convenu, & conclu, arrêté, & promis reciproquement ce qui suit.

I. Qu'entre Sa Majesté Catholique Charles II. Roi d'Espagne &c. d'une part, & son Altesse Royale Victor Amédée Duc de Savoie, Prince de Piémont, & Roi de Chypre d'autre, il y aura une véritable & étroite Alliance défensive, qui sera inviolable, jusqu'à ce que les deux Parties viennent à faire la Paix d'un

L1

com-

* Eminence, ou soupçonne que ceci est une fautive de Copie, & par tout où il y a un *Eminence* il faut lire *Excellence*. [J. M.]

ANNO communément, sans qu'une des Parties puisse faire aucun Traité de Paix ni de Trêve ni d'aucune autre Alliance avec la France, sans le consentement de l'autre Partie. Et Sa Majesté Catholique fera comprendre son Altesse Royale de Savoie, & en tant que cela la concerne, Elle la comprend déjà dans l'Alliance qu'Elle a faite avec Sa Majesté Impériale, avec Sa Majesté Britannique le Roi Guillaume, avec leurs Hautes Puissances les Etats Généraux des Pays-Bas, & avec les autres Alliez, sans en excepter aucun.

II. Qu'on ne fera ni Paix, ni Trêve, à moins que ce qui pourroit être usurpé ou conquis par les armes de l'ennemi, dans l'Etat de Milan ou dans ceux du Duc de Savoie, tant deça que par delà les Monts, soit à force ouverte, ou autrement, ne soit effectivement restitué & remis en son premier état, entre les mains de ceux à qui il aura été enlevé.

III. Les deux Parties s'obligent de s'assister mutuellement l'un l'autre des forces qu'elles ont déjà ou qu'elles pourroient avoir, pour la défenſe des Etats de son Altesse Royale comme si chacun défendoit le sien propre.

IV. Pour l'exécution de ce que dessus le Comte de Fuensalida fera marcher incessamment son Armée, & l'entreiendra sur le pied de 3000. Cavaliers, & de 8. à 9000. Fantassins, durant la présente Guerre; laquelle Armée entrera dans le Piémont, du côté de Vercelli, sous le commandement du Comte de Louviguais & d'autres Capitaines sous lui.

V. Qu'elle Armée aura douze pièces de Canon, avec les munitions de Guerre nécessaires, tout aux dépens de Sa Majesté Catholique.

VI. Qu'elle Armée que l'Armée fera campée sous le Canon de Vercelli, son Altesse Royale y joindra quatre Régiments d'Infanterie, & deux de Dragons.

VII. Quand les Troupes seront jointes, elles marcheront vers Turin, partie par le chemin d'Ivrie, & le reste par où l'on jugera le plus à propos. Deux autres Régiments d'Infanterie & 400. Cavaliers des Troupes de son Altesse Royale joindront ladite Armée, à moins que ladite Ville ne fut assiégée, prise, ou bloquée, & étant ainsi unies on pourrroit la route, selon que les affaires le requerront & que son Altesse Royale le trouvera à propos.

VIII. En cas que Turin, ou une autre Place de son Altesse Royale fut assiégée, prise ou bloquée, l'Armée de Sa Majesté fera obligée de la secourir vigoureusement avec les Troupes de son Altesse Royale.

IX. En cas que l'ennemi aille à la rencontre de notre Armée, son Altesse Royale fera marcher les Troupes qu'Elle pourroit avoir, pour le joindre avec ladite Armée, s'il est possible, ou pour attaquer l'Arrière-garde de l'ennemi.

X. Si l'Armée ennemie marche vers l'Etat de Milan, son Altesse Royale fera incontinent partir ses Troupes, pour se joindre à l'Armée Alliée pour attaquer conjointement l'ennemi, pour la défenſe de l'Etat de Milan, ledites Troupes le devant tenir unies pour la défenſe commune dans toutes les rencontres, lors que le besoin le requerra; à moins que l'on ne convint de les partager, soit que les Troupes de l'ennemi se partagent, soit qu'on voulut attaquer quelques autres Troupes Françaises ou défendre quelques Places.

XI. Son Excellence aura soin de pourvoir de pain son Armée, quand elle ira en Piémont, & aussi long temps qu'elle y séjournera; mais quand l'Armée marchera plus loin qu'à Vercelli, & qu'il sera nécessaire de plus de chariot qu'on n'en a ordonné pour les munitions de bouche & pour les voitures, son Altesse Royale en fera fournir en payant comptant, à un prix raisonnable; & la même chose sera pratiquée dans l'Etat de Milan envers les Troupes de Savoie, s'il est besoin d'avoir plus de chariots, que ceux qui auront été ordonnés.

XII. Et afin qu'on puisse plus aisément livrer du pain à l'Armée de Sa Majesté Catholique en Piémont, S. Eminence fera porter de la farine & du blé à Vercelli; & si par l'empêchement de l'ennemi, ou par quelque accident, le blé ne pouvoit être amené au lieu où se trouvera l'Armée de Sa Majesté Catholique, son Altesse Royale le fournira; & Elle en fera dédommager, ce qui aura lieu au regard des Troupes de son Altesse Royale, en cas que venant dans l'Etat

de Milan, on ne put les pourvoir de blé, comme dit est.

XIII. Ce que dessus sera entrevenu de part & d'autre, au regard des munitions de Guerre, pour le service des Troupes, pendant que l'Artillerie sera à la charge de Sa Majesté Catholique.

XIV. Le fourrage, ou l'usage du foin & de l'herbe en campagne, sera pris indifféremment de l'un & de l'autre côté, au lieu où les Troupes de Sa Majesté Catholique & de son Altesse Royale se trouveront; les uns & les autres se devant soumettre à la discipline militaire & ne commettre aucun désordre, & chacun donnera ordre de son côté aux Vivandiers d'aller à l'Armée, & d'y vendre leurs Marchandises au plus juste prix.

XV. Et parce que la présente Alliance n'est que défensive, on déclare que quand l'Armée de France commencera à commettre des hostilités dans le Milanois, ou dans les Etats de son Altesse Royale, elle se convertira alors en Alliance offensive; & en cas qu'on pût prendre Pignerol & Casal sur les Français, la première de ces deux Villes sera remise à son Altesse Royale, & l'autre appartiendra à Sa Majesté Catholique par droit de Conquête; à la charge néanmoins que cela ne préjudiciera nullement au Droit & à la possession que son Altesse Royale a pris dans le Monterrat en vertu du Traité de Chierasco.

Et en cas qu'on vint à conquérir quelque chose sur l'ennemi au lieu où son Altesse Royale auroit quelque Droit particulier, elle pourra être partagée par moitié, à cause que son Altesse Royale souffre grand dommage de l'Armée de France, qui le tient dans son Pays; ayant différé la marche qu'elle avoit entreprise pour faire une irruption dans le Milanois, auquel les Terres de son Altesse Royale servoient de Rempart, étant cependant opprimée par une charge inépuisable de l'Armée de l'ennemi. Et comme le Comte de Fuensalida prend soin de l'Armée de Sa Majesté Catholique qui est entrete-nue pour la délivrance & pour la défenſe de l'Etat de Milan; il s'oblige aussi de donner aux Troupes de son Altesse Royale des quartiers d'hiver dans le Milanois, & de les rendre en tel état qu'elles puissent servir commodément la Campagne prochaine, la manière & la forme devant être concertée entre son Altesse Royale & son Eminence en personne, ou entre leurs Ministres, de même que la quantité des Troupes réglées; ladite Excellence ayant cependant le Pouvoir d'accorder, moyennant de l'Argent, pour les quartiers d'hiver, à l'exception des fourrages.

S. Eminence le Comte de Fuensalida, au nom de Sa Majesté Catholique, & le Comte de Brandisio au nom de son Altesse Royale, ont promis & promettent d'exécuter inviolablement tout ce que dessus, & de rapporter la Ratification du présent Traité de la part de leurs Souverains, savoir, le Comte de Fuensalida dans deux mois, & le Comte de Brandisio dans six semaines, ayant ce dernier remis au premier, l'original de son plein Pouvoir; Et il a été signé réciproquement deux originaux du présent Traité, lequel sera observé & entrete-nu aussi ponctuellement par les deux Parties, que si la Ratification en étoit déjà arrivée. Fait à Milan le 3. Juin 1690.

Signé,

Le Comte de FUENSALIDA.

Le Comte CHARLES EMANUEL de Brandisio.

CXXVI.

Traité d'Alliance entre LEOPOLD Empereur & 4. Juin. VICTOR AMEDEE II. Duc de Savoie, fait l'EMPE- à Turin, le 4. Juin; 1690. [Manuscrit, d'où repr. l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans ET LA. LUNIGS Teufsch Reichs-Archiv. Part. Spec. SAVOIE. Contin. I. Fortetz. I. pag. 509. dans le Thea- irum Europæum Tom. XIII. pag. 1066. en Alle- mand; & dans Relations Hist. Francois. Contin. Vernal. pag. 36.]

Post-

ANNO
1690.

Postquam Sacra Cæsarea Majest. Augustissimus Imperator Leopoldus, magna benigneque animi compassione intellexit quàm graviter Rex Gallie Serenissimo Duci Sabaudie propter fidelissimum ejusdem erga Sacram Cæsaream Majestatem suam obsequium minatus sit, quodque ea ex causâ exercitum suum in ejusdem Ditione immiserit ad compellendum eum, ut duo sua principaliora Fortissima cum duobus milibus pedum & duabus desultoriorum Equitum Legionibus dedat, præstatoque Exercitui contra Statum Mediolanensem jungat, excitatus est magnus ejusdem Cæsareæ Majestatis suæ animus ad impediendam, tam conspicuo & egregiâ constantiâ suâ de eadem tam præclarè merito, Sacri Romani Imperii Principi Cæsaream protectionem suam, cumque in finem Domini Abbatis Vincentium Grimani necessariis Mandatis, unâ cum facultate agendi, tractandi & conveniendi cum Celsitudine sua Regia de fœdere, quo tum Sacre Cæsareæ Majestatis rationes, tum Serenissimi Domini Ducis securitas stabiliantur, instruere dignata est, cujus proinde innotuit prædictus Serenissimus Dominus Victorius Amadeus secundus Sabaudie Dux & nominatus Dominus Abbas Grimani nomine, & in conformitate accepti à Sacra Cæsarea Majestate mandati conveniunt de Articulis sequentibus.

I. Declarat Serenissimus Dux, nullum se habere Fœdus, nec Tractatum qulemcumque cum Rege Gallie & pro bono Sacre & Cæsareæ Majestatis & Romani Imperii emolumento, prout verum & fidelem ejus Principem decet se operaturum.

II. Adhærebit constanter & perpetuò Sacre Cæsareæ Majestati & Imperio Romano uti & aliis Potentis confederatis.

III. Operationes bellicas compositis cum Sacra Cæsarea Majestate & Fœderatis consilio instituit, omni-que opera & viribus contra Galliam ejusdemque Socios agere fidelissimè.

IV. Obstringit se Serenissimus Dux, quod nullum neque Pacis, neque Induciarum Tractatum cum Gallia, ejusque Sociis sine præficti & consensu Sacre Cæsareæ Majestatis Imperii inibit. Vicissim Sacre Cæsareæ Majestatis & Imperii nomine pollicetur supradictus Dominus Abbas Grimani, quod altissime memorata Sacra Cæsarea Majestas & Imperium Serenissimum Ducem perpetuo defendent tam durante hoc bello cum Gallia quam post subsecutum cum eadem, vel Pacem vel Inducias, quibus Regalis sua Celsitudo semper includitur, idque postea præfictum uti ex parte Sacre Cæsareæ Majestatis constitutus in verbo Imperiali ad omnium, que supra dicta sunt, garantiam omnes nunc temporis Confederatos, qui etiam à Sacra Cæsarea Majestate ad Fœdus hoc cum sua Regali Celsitudine specialiter inendum, disponuntur.

V. Promittit, Sacram Cæsaream Majestatem curaturam, ut Gubernator Mediolanensis, omnibus ejusdem Ducatus viribus, dictæ suæ Celsitudini Regali assistat & præterea Classis Hispanica navalis in oris Provincie securitati Comitatus Nizze invigilet.

VI. Pollicetur similiter, quod Sacra Majestas Cæsarea omni possibili celeritate mittet § 5. à 6. millia, melioris notæ militum, conjungenda cum Serenissimo Duce, iidemque ipsamet stipendia subministrabit, nec hyberna in Pedemonte præstaret, efficit præterea ut Barbeti & Religionarii Gallicæ, uti & alii octo millia militum, qui assidue Legato Hispanico Domino Marchione Borgomero, in illorum auxilium destinantur, ex composito sine communicato consilio operentur & à nobis suæ Celsitudinis Regalis dependant; quoad distributionem autem militum eorundem, conjunctionem & expeditiones suscipiendas Dominus Dux Sabaudie facile convenit cum Domino Gubernatore Mediolanensi, ut utrimque unanimi consilio ad commune bonum dirigantur.

VII. Sacra Cæsarea Majestas & Confederati omnem adhibebunt operam, ut Regali suæ Celsitudini Pinerolium, vel per Tractatus vel vi armorum restituantur, sine ullo tamen præjudicio juri & possessionis, quæ suæ Celsitudini in Terris Montis Ferrati vigore Tractatus Cherufenfis cessa & acquisita sunt.

VIII. Quoad reliqua, que hoc bello contra Galliam acquiruntur, Sacra Cæsarea Majestas approbat ea, quæ cum Domino Gubernatore Mediolanensi pacta sunt.

TOM. VII. PART. II.

ANNO
1690.

Quæ omnia prædictus Serenissimus Sabaudie Dux & memoratus Dominus Abbas Grimani nomine & mandato specialis Sacre Cæsareæ Majestatis sponde-
runt, & spondent, se inviolabiliter observaturos, Dominusque Abbas se Ratificationem Sacre Cæsareæ Majestatis in bona forma intra unius mensis spaium procuraturum, in cujus fidem hinc hujus Tractatus originalia ab utraque parte subscripta, & ab unaqueque unum asserturum est. Augustæ Taurinorum, 4. Julii, 1690.

CXXVII.

Accessio CAROLI II. Hispaniarum Regis ad Fœd. 6. Junii.
Magnum, LEOPOLDO Cæsare, pacifice.
Viennæ die 6. Junii 1690. Cum RATIFICATIONE præfati LEOPOLDI Augustissimi.
Dat. Viennæ 17. Junii 1690. [Copie Authentique signée & certifiée de la propre main du Secrétaire de l'Ambassade d'Espagne à Vienne.]

Nos Leopoldus Divinè favente Clementiâ electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiae, Slavoniæ, &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantie, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchio Moraviæ, Dux Lucemburgiæ, ac superioris & inferioris Silesiæ, Wirtembergiæ, & Thecæ, Princeps Sueviæ, Comes Habsburgi, Tyrolis, Ferreris, Kyburgi, & Goritiæ, Landgravius Alsatie, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac superioris & inferioris Lusatiæ, Dominus Marchiæ Slavoniæ, Portus Naonis & Salinarum &c. Notum & testatum facimus omnibus & singulis eorumque interest, ut quomodolibet interesse possit; Quod cum vi Articuli decimi articuli Fœderis Nos inter & charissimos Amicos, & Fœderatos nostros Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum in Urbe nostra Viennæ, die duodecimâ Maii, Anni proximè præteriti per Deputatos ad id iuncti Ministros Plenipotentiarios conclusi, postmodum ab utraque parte ratihabiti, Serenissimum ac potentissimum Principem Dominum CAROLUM secundum Hispaniarum, utriusque Siciliæ, Hierusalem Regem Catholicum, Archiducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Nepotem Abstem, & Fratrem nostrum charissimum, ad ejus Frederici Societatem invitaverimus, & prædictus Serenissimus Rex eidem se accedere, illudque ratum & gratum habere, & sese ad ejusdem inviolabilem observationem obligari velle, per suum ad Aulam nostram Cæsaream Oratorem Marchionem Burgenmantii, Aurei Velleris Equitem, nec non Gallicæ Proregem, ac Capitaneum Generalem declaravit, qui peculiaris Mandati, & authenticæ Plenipotentis vigore, solenne desuper Instrumentum nomine Regio conficit, nobisque decenter exhibuit tenore sequenti.

Cum inter suam Cæsaream Majestatem, & Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum Ordines amicitie & æquioris Fœderis Tractatus, in cujus Articulo decimo debere suam Cæsaream Majestatem suæ Catholicæ Majestatis Domini mei elementissimi, & dictos Generales Ordines Angliæ Regis inclusionem in ipso curare, conventum est, initus sit tenoris sequentis, videlicet: Notum testatumque sit, quod tamen Fœdus illud, quod per paucis abhinc annis Sacram Cæsaream Majestatem inter & Celos ac Præpotentes D. D. Ordines Generales Fœderati Belgii Hæc Comitum, in mutuum defensionem sanctum est, in suo actuâque vigore permanet, nihilominus tam Sacra Cæsarea Majestas, quam dicti D. D. Ordines Generales perpendentes communis periculi post novissimam invasionem Gallicam Reipublicæ Christianæ impendens magnitudinem, ac lubricam Gallorum in observandis Tractatibus fidem, necessarium judicaverint prædicti Fœderis leges, veteremque conjunctionem æquioribus firmiterque vinculis roborare, & de efficacioribus simul tam reducendæ, quam conservandæ Pacis & securitatis publicæ mediis rationibus inire, eaque propter per utrumque ad id constitutos Plenipotentiarios, à parte quidem Sacre Cæsareæ Majestatis per ejusdem Consiliarios Siaus intimos D. Leopoldum Guilielmum Comitum à Königsegg, Sacri Romani Imperii Pro-Cancellarium, Aurei Velleris

ANNO
1690.

leris Equitem, & D. Theodorum Altheman Henricum Comitum à Stratman, Cancellarium Aulicum, & à Parte Celsorum ac Præpotentium D. D. Ordinum Generalium per D. Jacobum Hop, Civitatis Amstelædamensis Consiliarium, & Syndicum, nec non in Consiliis eorundem D. D. Ordinum Generalium nomine Hollandiæ, & Westfrisiæ Deputatum, communitatis hinc inde Plenipotentiarum tabulis conventum sit tenore sequenti.

I. Sit maneatque semper inter Sac. Cæsaream Majestatem, & D. D. Ordines Generales Federati Belgii confans, perpetua & inviolabilis amicitia & correspondentia, teneaturque alter alterius commoda sedulo promoverè, damna verò & incommoda pro posse avertere.

II. Et cum Rex Gallie tam Sacram Cæsaream Majestatem, quam D. D. Ordines Generales Uniti Belgii absque ulla legitima causa, seu prætextu gravissimo juxta ac iniquissimo bello nuperimè adortus sit, sit eo durante inter Partes contrahentes non tantum Defensivum, sed & Offensivum Fœdus, vi cuius ambo omnibus viribus contra prædictum Gallie Regem terra, marique, ejusdem Federatos, qui quidem ad exhortationes eum in finem interponendas sese ab eodem se jungerè noluerint, hostiliter agant, deque operationibus bellicis, in communis hostis perneciem sive conjunctim sive separatim utilis instituendis Consilia identidem communicent.

III. Neutri Partium fas sit ab hoc contra Galliam bello recedere, aut cum illa illiusque Adherentibus ullam Conventionem, aut Tractatum de Pace, vel Armistitio sub quocunque demum prætextu scortim intrinseque, nisi volente & consentiente altera Parte.

IV. Nullatenus verò Pax incutatur, priusquam Pax Westphalica Ofnabrugiensis, & Monasteriensis, nec non Pyreneæ communibus viribus juvante Deo vindicta, & omnia jura earundem tenorem, in Ecclesiasticis, & Politicis in pristinum statum restituta sint.

V. Instituti autem communi consensu Pacis, aut Armistitii Tractatibus communicabuntur hinc inde bona fide ea, quæ aguntur, nec una Pars sine alterius consensu & satisfactione quicquam concludat.

VI. Postquam præfens Bellum communi consensu finitum, & Pax conclusa fuerit, maneat inter Sac. Cæs. Majestatem, & ejusdem Heredes & Successores, nec non D. D. Ordines Generales Federati Belgii, contra sæpius memoratam Coronam Gallie, & ejusdem Adherentes, Fœdus perpetuum defensivum, vi cuius Partes contrahentes omnem operam dabunt, ut Pax incutenda constanter perpetuoque duret.

VII. Quod si verò congerit, ut Corona Gallie iterum unam alteramque Partem contrahentem, aut utramque contra eandem Pacem impetere, quocunque id tempore fiat, tenebuntur hæc sibi vicissim, eodem quo nunc modo, terra, marique omnibus viribus fideliter assistere, & quancunque hostilitatem, & violentiam propellere, neque ab eo desistere, donec omnia in pristinum statum, juxta prædictæ Pacis normam, redintegrata sint, & Parti læsæ satisfactum fuerit.

VIII. Porro tam Sac. Cæsarea Majestas, omnia jura D. D. Ordinum Generalium, quam hi vicissim jura Sac. Cæs. Majest. contra Coronam Gallie, & ejusdem Adherentes omni tempore, omnibusque mediis, & viribus utantur, & defendant, neque etiam sibi invicem in illi ullum præjudicium afferant.

IX. Si quæ inter ipsos Contrahentes ratione quorundam Limitaneorum Dominiorum Controversiæ sint, aut in futurum exortiantur, eæ per amicabilem Commissionem, aut deputandos ab utraque Parte Ministros, omni via facti penitus exclusa, amicablem discussionem, componanturque, neque in illi interea temporis quicquam innovetur.

X. Ad præfens Federis Societatem invitentur ex parte Sac. Cæs. Majestatis Corona Hispaniæ, & à D. D. Ordinibus Generalibus Federati Belgii Corona Angliæ, & admittantur ad illud pariter omnes utriusque Partis Federati, quibus eidem accedere visum fuerit.

XI. Incluitur etiam huius Federis Serenissimus Lotharingæ Dux, conferentem Confederati omnem operam, consilia, & vires, ut & ipse in suos avizos Ducatus Ditiones, Status, & jura plenarie restituatur.

XII. Ratihabebitur hoc Fœdus ab utraque Parte

inter spatium quatuor Septimanarum, vel citius, si fieri ANNO
posset. 1690.

In quorum omnium certitudinem, ac majus fidei & sinceritatis robur, bina ejusdem tenoris Instrumenta desuper confecta, & à Contrahentibus Plenipotentiaris subscripta, signataque reciproce commutata sunt. ACTUM Viennæ 12. Maii A. 1689.

LEOPOLDUS GUILIELMUS
Comes à KÖNIGSEEG.

(L.S.)

T. A. HENRICUS Comes de
STRATMAN.

(L.S.)

J. Hop.

(L.S.)

Et cum Sua Sac. Majestas Cæs. Suz. Catholicam Majestatem ad se in dicto Tractatu includendum pro conventionem, ut supra, Executione invitaverit. Ideo Serenissimus ac potentissimus D. D. Don CAROLUS Secundus Dei gratia Rex Catholicus, Castellæ, Legionis, Aragonum, utriusque Siciliæ, Hierusalem, Navarre, Granatæ, Tolletæ, Valentis, Galliciæ, Majoriciæ Sevilis, Cordubæ, Corcege, Murciæ, Jacen, Algarbes, Algeciæ, Gibilteræ, Insularum Canarie, Indiarum Insularum, ac Terræ firmæ, Mariæ Oceani, Archidux Austriæ, Dux Burgundis, Brabantis, & Mediantis, Comes Hassburgi, Flandriæ, Tyrolis & Barcelonæ, Dominus Cantabrigiæ, ac Molinæ &c. Amicitiam, correspondentiam, & Fœdus pro bono Christianitatis cum athenemontis Potentis, semper arctiora desiderans, cognoscensque, ut Christianitas contra publicam, jurantemque tot Tractatum Pacis, & Armistitionum fidem, à Gallia nullo alio jure, quam propriæ ambitionis, ac in omnes dominiandi libidinis instinctu impulsus, modo unum, modo alium iniquè ac barbarè opprimendo, ac Augustissimi Cæsaris contra infideles victoriarum progressus, injustissimo quod contra ipsum eodem tempore movit, bello, in tam grave Christianis Republicis detrimentum, impediendo, impetita, ab incendiis, calamitatibus, & ruinis, quas per tot Annorum spatium passa est, & patitur, extimatur, istam Unionem, perquam convenire atque expedire nodum justum, sed etiam perquam necessarium duxit, dicto archiduci Fœderati, à quo solo optimam firmamque Pacem, quam quilibet Princeps, quod sum est, quære ac pacifice frui ac possidere valet (id quem duntaxat finem Sua Majestas Catholica sua Arma, prout in præfenti, semper movit) Christianitas sperare possit, accedere, se jungere, atque illud amplecti, eaque propter opportuno ad ipsam, in dicto arctioris Fœderis Tractatu includendam, & ad ea omnia, quæ propterea necessaria sunt facienda, Mandato, & Plenipotencia Nos Don Carolus Emanuel ab Este, ex Principibus Domus Estensis, Marchionem Burgomastrii, Porciæ, & Sanctæ Christianæ, Comitem Cornelionis, & Vicarium Pelgionis &c. Aurei Veleris Equitem, ipsius Suz. Catholice Majestatis à Consiliis, apud Aulam Cæsaream Oratorem, ac Gallicis Proregem, ac Capitaneum Generalem instruxit, cuius ideo Mandati, & Plenipotentiæ vigore, Suz. Catholice Majestatis nomine prædictum Tractatum laudavimus, approbavimus, gratum, & ratum habuimus, ac unà cum omnibus lingulisque ejus Articulis, laudamus, approbamus, gratum, acceptum, ratumque habemus, & nomine, quo supra, spondemus, ac promittimus, ipsam Suz. Catholicam Majestatem dictum Tractatum sanctè & inviolabiliter observaturam, atque adimplenturam, nec eadem in ullo Articulo contraveniuram, aut quantum in ipsa erit, contraveniri passuram; Hoc tamen ita, ut Sua Cæsarea Majestas, ac Generales Ordines prædicti Suz. Catholice Majestatis in ipsum admittant Tractatum, & Instrumenta necessaria optima forma respectivè confecta, ipsi Suz. Majestati Catholice, seu Nobis ejus nomine exhibent, tradantque. In quorum fidem hæc Instrumentum manu nostra propria subscriptimus, proprioque nostro Sigillo munivimus. ACTUM Viennæ 6. Junii 1690.

D. CAROLUS EMAN.
March. d'ESTE.
(L.S.)

Nos præmemoratum Serenissimum Regem ad dicti
Fœ-

ANNO 1690. Fœderis Societatem admiserimus, & promissionem, qua nobis se ad præstationem omnium in eodem contentorum, per Oratorem suum obligat, acceptaverimus, quemadmodum hæc admittimus & acceptamus, & Serenitatem suam hujus Fœderis participem facimus: Attingentes nos recipere verbo nostro Imperiali, Regio, & Archiducali, eam eandem ad præstanda ea omnia, quæ in dicto Fœderis Tractatu contenta sunt, ac si cum eadem sua Serenitate ab initio tractata fuissent. In ejus rei fidem, & majus robur, hoc Instrumentum manu nostra subscriptum, Sigilli nostri Cæsarei appensione muniti justissimus; Quod dabatur in Civitate nostra Viennæ, die decima septima Mensis Junii, Anno Domini millesimo sexcentesimo nonagesimo, Regnorum nostrorum Romani trigésimo secundo, Hungarici trigésimo quinto, Bohemici verò trigésimo quarto.

LEOPOLDUS.
(L.S.)

LEOPOLDUS GUILLIELMUS
Comes in KÖNIGSEG.

Ad mandatum Sac. Cæsar.
Majestatis proprium.

CASPARUS FLORENTIUS
CONSRBRUCH.

Es Copia del Original que queda en la vec. de esta Real Embarxada, Viena onze de Febrero 1691.

D. JOSEPH DE ARCE.

CXXVIII.

6. Sept. *Traité entre FRIDERIC III. Electeur de Brandebourg & le Marquis de CASTANAGA, comme Gouverneur General des Pais-Bas Espagnols, par lequel S. A. E. promet de ne faire ni Paix ni Trêves avec la France, que de concert avec les Hauts Alliez, & de maintenir son Armée aux Pais-Bas, en dedz du Rhin & de la Moselle, au nombre de vingt mille hommes, moyennant quoi elle jouira d'un subside de quarante mille Patacons par Mois, & des Quartiers que l'Empereur lui avoit assignés auparavant. Fait au Camp de Lunig le 6. Septembre 1690. [Copie Manuscrite tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye, du tems de CHARLES II.]*

Ces Pais se trouvant exposés à une dévastation générale, & au peril de la perte de plusieurs Places importantes, après les accidens des Batailles Navale & de Fleurs, & ayant même sujet d'apprehender, que les François eussent fait passer une partie de leurs forces dans l'Empire pour y faire des progrès considérables si l'on ne les eût pas arrêté par dedz, & que d'ailleurs le Corps qu'ils avoient destiné pour la Moselle, étoit venu se joindre à l'Armée commandée par le Duc de Luxembourg; Le Seigneur Gouverneur Général de ces Pais, au nom de Sa Majesté Catholique, aussi bien que les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, & le Seigneur Prince de Waldeck Généralissime de leur Armée, ont crû que les seuls expédiens pour prévenir des suites si préjudiciables, étoient de requérir le Seigneur Electeur de Brandebourg de passer avec son Armée en dedz de la Meuse, afin de s'opposer aux desseins de l'Ennemi, & donner le tems à l'Armée des Seigneurs Etats de se rétablir, & se remettre en état de lui faire tête, ainsi qu'il a été fait avec assez de succès; Mais ayant été considéré que la France continué de maintenir ses forces principales en ces Pais, si avant qu'elles surpassent en nombre celles de Sa Majesté Catholique & de sesdits Etats ensemble; Il a été trouvé convenir, (tant pour éviter de retomber dans les inconveniens que l'on a prévenus jusques à présent, que pour le bien général de tous les Alliez & de l'Empire) de requérir ledit Seigneur Electeur de vouloir rester avec son Armée en dedz du Rhin, pour agir & tenir ses forces unies à

celles de Saite Majesté Catholique & de L. H. P. ANNO 1690. à quoi S. S. E. ayant bien voulu consentir, pour la part qu'elle prend aux Intérêts de la Cause commune, & de tous les Alliez, l'on est convenu des Points & Articles suivans.

Que tant que cette Guerre durera S. S. E. n'entrera en aucun Traité de Paix, ou de Trêve, ou de Neutralité avec la France, mais concourra & agira en dedz du Rhin & de la Moselle de concert avec leurs Majestés Catholique, & Britannique, & L. H. P., en tout ce qui leur a été trouvé convenir à la pluralité des voix pour le bien de la Cause commune.

Qu'à cet effet S. S. E. maintiendra son Armée sur le même pied, & au même nombre de vingt mil hommes, dont elle est composée à présent, & qu'elle la fera rester tant en hyver, que pendant la Campagne en dedz desdites Rivières du Rhin & de la Moselle, pour se trouver plus en état & plus à portée pour toutes les occasions qui se pourront présenter, sans pourtant prendre quartier dans les Provinces de Gueldres, ni de Limbourg, lesquelles Sa Majesté Catholique réserve pour ses propres Troupes & son service particulier.

Que si la raison de Guerre obligeoit à renforcer les Armées du Roi Catholique, & de l'Etat, qui agissent ou seront en quartier en dedz de la Meuse, S. S. E. donnera ordre à ses Généraux de donner l'assistance de Troupes, que le Seigneur Gouverneur Général de ces Pais au nom du Roi, ou le Seigneur Prince de Waldeck au nom des Seigneurs Etats Généraux, leur demanderont, & il en fera usage réciproquement de la part du Roi & de l'Etat à l'égard de S. S. E. auquel effet les Généraux de part & d'autre formeront une disposition par écrit, contenant le nombre & la forme de se donner ledits secours réciproques.

Qu'en considération de l'Intérêt que S. S. E. souffre pour maintenir son Armée hors de son Pais & dans les endroits ci-dessus, où les monnoyes battues à des coins ont beaucoup moindre évaluation que dans son propre Pais; Il a été convenu tant de la part dudit Roi Catholique, que de celui de la Grande Bretagne, & de sesdits Etats Généraux, que S. S. E. jouira, tant que la présente Guerre durera, d'une somme de quarante mil patacons, ou cent mil florins monnoye d'Hollande par mois, à payer règlement au bout de chaque mois, & à prendre & tirer en la forme suivante:

Savoir cinquante mil florins de ledite monnoye, sur les Contributions que Sa Majesté Catholique tire de la France; vingt cinq mil florins de la part que L. H. P. tirent des mêmes Contributions, & les vingt-cinq mil florins restans à recevoir de Sa Majesté Britannique, & qu'à cette fin seront délivrés des Assignations sur les Camptois desdites Contributions pour ledites septante cinq mil florins, & donnez les Actes d'assurance nécessaires. Mais en cas que les Contributions de la France vinssent à cesser, on payera néanmoins régulièrement à S. S. E. les quarante mil patacons mentionnez ci-dessus, chacun selon sa quote part.

De plus, comme cette Armée sera employée contre la France, & pour la défense & sûreté des Etats de l'Empire entre la Meuse, la Moselle & le Rhin, & que par conséquent l'Empereur & l'Empire ne sont pas moins intéressés dans la conservation & subsistance que les autres Alliez, S. S. E. se trouve obligée de stipuler expressément, que le secours, quoi que médiocre, qu'elle a tiré jusques ici des Assignations de l'Empereur sur certains quartiers, demeure *in integro*, & lui soit continué sans en rien retrancher.

Que par-dessus ce, ledit Seigneur Electeur jouira de la Contribution qui lui a déjà été accordée du Duché de Luxembourg & Comté de Chiny, & même Son Excellence au nom de Sa Majesté, & pour ne pas toucher, consentira, si les autres Alliez en conviennent, que celle qui se pourroit tirer à l'avenir des Evêchés de Metz, Thoul & Verdun, & de la Lorraine, sera pareillement au profit de S. S. E.

Que moyennant ces avantages, S. S. E. ne formera aucune autre Prétention ultérieure à l'occasion de la présente Guerre, & n'aura aucune part dans les Contributions établies, ou à établir à la charge des Sujets de France, mais qu'au contraire elles demeureront entièrement & sans aucune réserve au profit de Saite Ma-

ANNO
1690.

jeſſé Catholique & deſidés Seigneurs Etats, ſelon les Conventions faites entre eux, à la reſerve de ce qui a été ci-deſſus ſpécialement & expreſſément accordé à S. S. E.

Ce preſent Traité ſ'eſt fait entre S. S. E. d'une part, & Son Excellence le Gouverneur Général de ces Pais d'autre part, au nom de Sa Majeſté Catholique, dans la confiance que Sa Majeſté Impériale l'agrèra, mais à condition expreſſe que Sa Majeſté Britannique & leſdits Seigneurs Etats Généraux, chacun d'eux entre reſpectivement dans les obligations avec Sadite Majeſté Catholique ſelon la forme & maniere portée par le preſent Traité, en forte que ſans la concurrence deſdites Puiffances, Sa Majeſté Catholique demeurera ſans obligation.

Fait au Camp de Lennik le 6. de Sept. 1690.

CCXXIX.

19. Oſt. *Traité de Cambio e ranzone de' Prigionieri di guerra fatti & che ſi faranno dalle Truppe di S. M. CHRISTIANISSIMA, & de quelle che compongono l'Armata di S. A. R. di SAVOIA & de ſuoi Alleanzati di qua che di là da Monti. Fatto in Vigore li 19. Ottobre 1690.* [Feuille volante imprimée à Turin pour l'uſage des Troupes des S. A. R. per Antonio Valletta Stampatore di S. A. R. 1691.]

NOI Gio. Luigi Evardo Scudiere Conſigliere del Rè, & Commiſſario ordinario di guerra alla condotta, e buon governo del Regimento di Saulx, e Gio. Battista Luigi Picon Signor d'Andrezel anche Conſigliere del Rè, & Commiſſario di guerra a nome, & per parte di S. M. Christianiſſima, & Noi Gio. Michel Leonardi Conte di Migliandolo, Conſigliere di S. A. R. di Savoia, & Giuseppe Coraſioſo, parimente Conſigliere della medema R. A. & Commiſſario di Guerra, habbiamo convenuto per il Cambio e ranzone de' Prigionieri di guerra fatti, & che ſi faranno dalle Truppe delle Armate & Guarnigioni di S. M. Christianiſſima, e da quelle di S. A. R. & de ſuoi Alleanzati l'une ſopra l'altre di qual ſi ſia Natione che poſſano eſſere, niuna eccettata, tanto di qua che di là da Monti, & habbiamo trattato in virtù dell' autorità reſpectivamente conferaci (la di cui copia ſi è ſcambievolmente rimèſſa) nel modo che ſegue.

Che tutti li Prigionieri fatti, o che ſi faranno da una parte, e dall' altra, faranno con buona fede reſti ſubito, o al piu tardi otto giorni dopo lor prigionia per cambio di Prigionieri di ſimil carica, o equivalente, o altro, facendone compenſa dal più al meno; o pagando la loro ranzone conforme il ſtabilimento di ſotto notato, qual ſi pagará in doppie valutate a ondiſi lire di Francia, o quindici lire di Piemonte caduna valutata a quindici ſoldi di Francia.

Et acciò non vi ſegua conteſta, o difficoltà ſopra la qualità de gli Officiali d' ambe le parti, e ſopra le ranzoni che dovranno eſſere pagate per caduno de' eſſi, ſi è ſtimato conveniente, di notar come ſegue le cariche, e gradi di ciaſcuna delle Parti, & il prezzo della ranzone d' eſſe.

Officiali maggiori dell' Armata di Francia, & delle ſue Guarnigioni.

	Doppie
Il Generale pagará cinquecento Doppie.	500
Un Luogotenente Generale trecento.	300
Un Mareſcial di Campo cento.	100
Un Brigadiere cinquanta.	50
Maggior Generale della Fanteria, o Cavalleria vinti.	20
Maggior di Brigada di Cavalleria, Fanteria, o Dragoni dieci.	10
Intendente di Giuſtitia, buon governo, e finanze, o dell' Armata ducento cinquanta.	250
Subdelegati della medema Intendenza cinquanta.	50
Commiſſario di Guerra dieci.	10

Generale della Cavalleria in titolo d'Officio trecento. ANNO
1690.

Mareſcial Generale de Logis della Cavalleria vinti.	300
Suoi Aiutanti ciaſcuno quattro.	20
Mareſcial Generale de Logis dell' Armata dodici.	12
Aiutanti di Campo ciaſcuno dodici.	12
Intendente de viveri cento.	100
Teforiere dell' Armata cento.	100
Suoi Commiſſi ciaſcuno vinti.	20
Monitioner Generale cento.	100
Ciaſcuno de ſuoi Commiſſi ſei.	6
Gran Prevotſto otto.	8
Suoi Luogotenenti tre ciaſcuno.	3
Procurator del Rè & Scrivano del Prevotſto ciaſcuno una Doppia.	1
Ogni Arciero meza Doppia.	1
Ingegneri dieci Doppie.	10
Per ciaſcuno de lor Aiutanti tre.	3
Capitano delle Guide & Bagalii tre Doppie.	3

Artigliaria.

Il Luogotenente Generale centocinquanta.	150
Luogotenente particolare trenta.	30
Commiſſario Provinciale trenta.	30
Commiſſario ordinario quattro.	4
Capitano di Minatori, di Cannonieri, & di Bombardieri come un Capitano di Fanteria.	
Minatori, Cannonieri, Bombardieri, Operarii & altri Officiali inferiori come un Soldato di Fanteria.	

Officiali dell' Armata e Guarnigioni di S. A. R. & de ſuoi Alleanzati.

Il Generale, e Maſtro di Campo Generale pagaranno ciaſcheduno cinque cento Doppie.	500
Il Generale delle Geni d'Armi; della Cavalleria del Stato di Milano; & de' Napolitani ciaſcuno trecento.	300
Luogotenenti Generali dell' Armata ciaſcuno trecento.	300
Mareſcial di Campo cento.	100
Luogotenenti Generali della ſudetta Cavalleria ciaſcheduno cento.	100
Sargenti Generali di Battaglia di Cavalleria o di Fanteria cinquanta.	50
Commiſſari Generali della ſudetta Cavalleria ciaſcheduno cinquanta.	50
Aiutanti del Commiſſario Generale della predetta Cavalleria ciaſcuno dieci.	10
Forieri maggiori di detta Cavalleria ciaſcuno ſette.	7
Luogotenenti del Generale o del Maſtro di Campo Generale ciaſcuno trenta.	30
Per ciaſcuno de ſuoi Aiutanti dieci.	10
Aiutanti di Campo per Commiſſioni, tanto di S. A. R. che de Generali ciaſcuno dodici.	12
Il Commiſſario Generale dell' Armata, & del Stato ducento cinquanta.	250
Per ſuo Luogotenente cinquanta.	50
Per ciaſcuno de ſuoi Subdelegati e Commiſſari tre.	3
Commiſſari di Guerra ciaſcuno dieci.	10
Maſtro Generale cento cinquanta.	150
Il Contador Principale cento.	100
Per ogni Official del Soldo tre.	3
Il Secretaro di Guerra cento.	100
Il Secretaro di Guerra del Stato di Milano ſeſſanta.	60
Il Secretaro della Cancellaria Secreta ſeſſanta.	60
Intendente de viveri cento.	100
Subdelegato dell' Intendente cinquanta.	50
Teforier Generale cento.	100
Per ciaſcuno de ſuoi Commiſſi quattro.	4
L'Auditor Generale cinquanta.	50
Ciaſcuno de ſuoi Luogotenenti dieci.	10
Quartiere Maſtro Generale dodici.	12
Suoi Aiutanti quattro.	4
Il Prevotſto Generale otto.	8
Ciaſcuno de ſuoi Luogotenenti tre.	3
Fiſcale una.	1
Arcieri ciaſcuno meza Doppia.	1

ANNO 1690.	Il Provveditor Generale cento.	100
	Per ciascuno de suoi Luogotenenti sei.	6
	Monitoner Generale cento.	100
	Ciascuno de suoi Commelli sei.	6
	Capitano delle Guide, e Bigalil tre.	3

Artiglieria.

Generale dell' Artiglieria duecento.	200
Ciascuno de suoi Luogotenenti trenta.	30
Luogotenente Commandante l'Artiglieria cinquanta.	50

Maggiordomo dell' Artiglieria dodici.	12
Per ogni Gentiluomo, Capitano, o Aiutante quattro.	4

Ingegneri dieci.	10
Aiutante tre.	3

Veadore, e Contadore, ch'è una sola persona, & Intendente ciascun otto.	8
---	---

Impresario dell' Artiglieria quindici.	15
Capitano de Minatori, Cannonieri, e Bombardieri come un Capitano di Fanteria.	

Minatori, Cannonieri, Bombardieri, Operarii & altri Officiali inferiori come un Soldato di Fanteria.	
--	--

Li Capitani delle Guardie del Corpo di S. A. R. come anche li Capitani delle Compagnie delle sue Genti d'armi pagaranno cento dieci Doppie.	110
---	-----

Li Luogotenenti di dette Compagnie settanta.	70
Li Cornetti di dette Compagnie quaranta.	40

E perciò che riguarda gli Eserci, & Mareficali di logis di dette Compagnie, li Brigadiere, Sotto-Brigadiere & altri (eccettuati li Brigadiere, & le Guardie delle quattro Compagnie della Guardia del Corpo di S. A. R.) pageranno una metà di lor paga.

Quanto a Brigadiere, e Guardie di dette quattro Compagnie delle Guardie del corpo di S. A. R. faranno rimandati senza ricatto con lor Calacche, e Bandoliere, come anche quelli de Generali; E calo che S. M. Christianissima habbi nella sua Armata delle Guardie del corpo, Genti d'arme, Caval leggieri, o Mofchetieri, effi, e loro Officiali faranno trattati nell'istessa conformità.

Quanto al Regimento di Guardie di S. A. R. li Capitani, Luogotenenti, Sotto-Luogotenenti, Alfieri, & altri, compresi anche li Soldati, pagaranno una metà di lor paga. E riuovandogli nell' Armata di S. M. Christianissima delle Compagnie del suo Regimento di Guardia, gli Officiali, e Soldati pagheranno l'istessa ragione come quelli di detto Regimento di S. A. R. quando anche havessero maggior paga.

Che tutti li Gentiluomini, e Scudieri attualmente fervienti, Secretari de Ministri, & Generali, Commelli di detti Secretari, Domestici, Valets de pied, Statieri, & altri che portano la livrea, tanto di S. M. Christianissima, che di S. A. R. e de Generali, & altri Officiali di ambi le Armate faranno rimandati gratis, eccettuati quelli che hauranno qualche impiego o le sudette Armate, & in quel calo pagaranno a proportion della carica che possederanno.

Infanteria delle due Armate comprese le Milizie.

Maftri di Campo, e Colonelli pagaranno per ciascuno Doppie quaranta.	40
--	----

Luogotenenti Colonelli vinticinque.	25
-------------------------------------	----

Maggiori, o Sargenti Maggiori di Fanteria ciascuno otto Doppie.	8
---	---

Aiutanti Maggiori, o Aiutanti de Terzi quattro.	4
Auditori de Regimenti, & de Terzi tre.	3

Quartier Maftri e Mareficali di logis de Regimenti quattro.	4
---	---

Forieri delle Compagnie, & gli altri Officiali inferiori come li Soldati.	4
---	---

Tamburini, Piffi, & Oboc si rimanderanno gratis.	
--	--

Li Capitani otto.	8
Li Luogotenenti tre.	3

Li Sotto-Luogotenenti, & Alfieri due.	2
Per ogni Sargente una.	1

Per ogni Soldato Scudi due.	
Caporali, Lanz-Spezzeate come li Soldati.	

Cavalleria delle due Armate.

ANNO 1690.

Maftri di Campo, e Colonelli ciascuno pagara Doppie.	40
--	----

Luogotenenti Colonelli vinticinque.	25
-------------------------------------	----

Maggiori, e Sargenti Maggiori vinti.	20
--------------------------------------	----

Aiutanti Maggiori, & Aiutanti sette.	7
Quartier Maftri de Regimenti sei.	6

Auditori sei.	6
Capitani diciotto.	18

Luogotenenti dieci.	10
Cornette, & Alfieri otto.	8

Mareficali di logis, & Sargenti cinque.	5
---	---

Per ogni Soldato di Cavalleria quattro scudi. Forieri, & altri Officiali inferiori delle Compagnie; come li Soldati d'effe; Trombetti, e Timbalieri si rimanderanno gratis.

Dragoni delle due Armate.

Colonelli pagaranno Doppie quaranta ciascuno.	40
---	----

Luogotenenti Colonelli vinticinque.	25
-------------------------------------	----

Maggiori quindici.	15
--------------------	----

Aiutanti Maggiori sei.	6
Capitani dodici.	12

Luogotenenti otto.	8
Cornette, & Alfieri sei.	6

Mareficali di logis e Sargenti quattro.	4
---	---

Per ogni Dragone tre scudi. Forieri, & altri Officiali inferiori delle Compagnie, come li Dragoni.

Tamburini & Oboc faranno rimandati gratis.

Tutti gli Officiali fervienti agli Ospedali delle due Armate, li Capellani, Elemosinieri, Medici, Specieri, Chirurgici, Donne, Figliuoli, Servitori si rimanderanno d'ambe le Parti senza ranfione.

Tutti gli Officiali riformati non pagaranno che per la metà d'effa Carica nella quale sono notati essendo effettivi, ovvero faranno cambiati due de medemi riformati con uno effettivo.

Incontrandosi Officiali non specificati in questo Trattato potranno le Parti darfene incambievolmente avvifo, & aggiustarfene, in maniera che ciò tra loro s'accorderà dovrà puntualmente osservarsi, & s'haurà per inferto nel presente Cartello.

Et essendosi in una delle Armate qualche Carica che non si è mentionata, o trasata nell'altra, si prenderà la regola da quella che si troverà dalla più uniforme alla medema.

Tutti li Soldati di Fanteria, Cavalleria, Dragoni, le di cui ranfoni si trovano eguali, hauranno per loro sussistenza, stando in prigione, una sola Ratione di pane, & li Sargenti due.

Si proibirà d'ambe le Parti il spogliare de lor habiti li prigionieri, con effresa prohibition di servirli di Palle di Stagno, o d'altro Metallo, che di Piombo, come anche di Palle Ramate per le partite sul piede della più copiosa Campagna.

Tutti quelli che possederanno diverse Cariche pagaranno solo la ranfione di quelle ch'eserciranno, & a proportion delle medeme faranno cambiati.

Occorrendo qualche contesa sopra la qualità del Prigioniere si aggiusterà la medema su l'Attestato che con buona fede ne spedirà il General dell' Armata, o il Governatore della Piazza di cui farà il Prigioniere, senza che sia necessaria altra prova.

Rispetto a Volontari d'ambe le Parti se ne aggiusterà un Articolo separato, che si haurà per inferto in questo Trattato, come anche di ciò che si regolerà per li Ministri di Stato.

Li Prigionieri fatti sopra le Truppe dell' Imperatore, che sono al servizio di S. A. R. faranno riscattati con confimile ranfione che quelli mentionati nel presente Trattato, e reciprocamente quelli che le Truppe Imperiali faranno sopra quelle di S. M. Christianissima fin effe le sudette Truppe resteranno nell' Armata di S. A. R.

Li Governatori delle Piazze d'ambe le Parti pagaranno trenta Doppie.

Li Luogotenenti del Rè & Commandanti venti.	20
---	----

Li Maggiori quindici.	15
-----------------------	----

Li Aiutanti Maggiori otto.	8
----------------------------	---

E calo che detti Governatori, Luogotenenti del Rè, e Commandanti, Maggiori, Aiutanti Maggiori habbi-

no

ANNO
1690.

no posseduto, o possedino una Carica più rilevante, pagheranno la somma per il medesimo tassata.

Non si spedirà da Generali, Commandanti delle Piazze, e Truppe alcun Passaporto per andar alla Guerra gli uni contro gli altri, che non vi siano 19. Soldati a piedi, senza il lor Capo, e quindici a Cavallo, e quelli che saranno presi con l'Armi alla mano in minor numero, saranno puniti di due mesi di rigorosa prigionia, salvo siano convinti di furto o di homicidio, nel qual caso saranno consegnati alla Giustizia per esser dalla medesima castigati col rigore, che richiederà la qualità del delitto, di che se ne darà scambievolmente avviso con le ragioni che hauranno obligato di così fare.

Non incorreranno questa pena quelli d'una partita, che si troverà in minor numero di quello con cui si è mandata per esser stati uccisi combattendo alcuni della medesima, il che si chiarirà dal Passaporto, & Attestato del Generale, Governatore, e Commandanti da cui hauranno gli ordini.

Essendovi de Soldati di Fanteria, Cavalleria, o Dragoni prigionieri feriti, o infermi a legno che restano nelle Carceri potessero correr pericolo della vita, che però si dovestero metter in Ospedali, o altri luoghi per fargli assistere, e medicare; le guariranno si pagará per essi, oltre la somma dovuta per la loro razione, ciò che il Sovrano dà agli Ospedali per il trattamento de' gli infermi, il che si dichiarerà con buona fede d'ambe le Parti.

Gli Ufficiali che dell'una, e l'altra parte sopra lor parola faranno stati rilasciati, dovranno ritornar, e renderli prigionieri quindici giorni doppo la Ratificazione del presente Trattato, ove non habbino ancor pagata la somma per essi dovuta del lor Ricatto, e per le spese di lor sussistenza nelle Carceri, il che potranno fare senza esser obligati a ritornarvi, & servir liberamente, subito ne hauranno la quitanza.

Sarà permesso a prigionieri d'avvisar subito loro Superiori del luogo, in cui si trovaranno detenuti; a cui essetto li Signori Governatori, e Commandanti daranno le comodità, & agevolezze convenienti.

Tutti li ferventi a condur Carri d'Artiglieria, viveri, e bagagli faranno rilasciati da una parte, e dall'altra, pagando la lor razione come Soldati.

Tutti li Prigionieri della qualità suddetta fatti sopra le Truppe del Rè si rimanderanno otto giorni doppo la notificazione del presente Trattato, cioè a Casale quelli fatti sul Presidio di Casale; a Pinerolo quei fatti sulla Guarnigione di Pinerolo, & all'Armata quelli fatti sull'Armata, e così rispettivamente gli altri dalle Truppe del Rè sopra quelle che compongono l'Armata di S. A. R. si rimanderanno Presidi, & all'Armata ove servivano quando fon stati presi, o pure à Torino se ivi saranno chiamati.

Si rimanderanno scambievolmente senza razione li Trombetti, e Tamburini, salvo sian presi in partite coll'armi in mano, nel qual caso li Trombetti pagaranno come Soldati di Cavalleria, e li Tamburini come Dragoni, o Soldati di Fanteria a misura del servizio in cui faranno.

Quelli che anderanno dimandar li prigionieri, faranno rispediti fra tre giorni, e se qualche ragione di Guerra obligasse di trattenerli più lungo tempo, la loro spesa sarà pagata da chi gl'haverà trattiene.

Per quello riguarda li servitori delle dette due Armate che hauranno rubato, o ruberanno, a loro Patroni, si dichiara che si farà una esatta perquisizione, acciò si restituisca il furto, massime se sarà di Cavalieri, Armi o dinari, il che si dovrà osservare con scambievolmente incertezza, e buona fede; E perciò sarà permesso a Prevosti delle Armate, e Piazze d'ambe le Parti d'andar con ogni sicurezza in traccia de Ladri un numero di quattro, fino a quindici Soldati sotto la condotta di un Brigadiere, Escorte, o dell'istesso Gran Prevosto, che non potranno esser arrestati, meno loro Armi, e Cavalli, purché siano provvisti di buoni Ordini de Generali, Governatori, Commandanti, o Intendenti delle Armate, o Piazze di lor residenza, e potranno occorrendo condur seco il Procuratore del Rè, o Secretario per l'Instruzione del Processo de'li delinquenti, il che però s'intenderà ne'li luoghi della lor rispettiva giurisdizione.

Et incontrandosi in numero maggiore, o minore di quattro sino a quindici, faranno di buona presa essi, loro Armi, e Cavalli, e sottoposti alla razione specificata in questo Cartello.

Mediante le sovrastrate condizioni si è convenuto di rimandar tutti li prigionieri immediate doppo la Ratificazione del presente Trattato, e se ne faranno de Rolli sotto de quali si stenderanno le Ricevute de Commandanti delle Piazze, ove faranno stati rimandati, e caso che da una parte, o dall'altra il numero de detti prigionieri fosse maggiore o minore, se ne terrà conto per farne compen in dinari contanti al fin del cambio.

Il Cartello, & presente Trattato di cambio, & razione de prigionieri di guerra d'ambe le Parti haurà suo effetto dal giorno della data della Ratificazione, & ne sarà continuata inviolabilmente l'osservanza durante il corso di tutta questa Guerra senza alcuna intermissione.

E per maggior sicurezza del medesimo Trattato habbiamo scambievolmente promesso di farlo ratificare tanto per parte di S. M. Christianissima, che di quella di S. A. R. fra quindici giorni doppo la data d'esso, fatto in Vigone li 19. Ottobre 1690.

Sottoscritto.

L. EVRARD,
GIO. B. L. PICON D'ANDREZEL,
GIO. M. LEONARDI Conte de MIGLIANDOLO,
GIUSEPPE CORAGIOSO.

CXXX.

Traité entre Sa Majesté le Roi de la GRANDE 10. OÙ.

BRETAGNE, LEURS HAUTES PUISSANCES les Etats Généraux des PROVINCES UNIES, d'une part, S. A. R. le Duc de SAVOIE d'autre part, pour son Accession dans la Grande Alliance. Fait à la Haye le 20. Octobre 1690. Avec la RATIFICATION de S. A. R. A Turin le 20. Nov. 1690. [Copie manuscrite communiquée par un des Ministres qui ont négocié & signé le Traité.]

VICTOR Amedée II. par la grace de Dieu Duc de Savoye, Prince de Piemont, Roi de Chypre &c. Le Président de la Tour étant allé à la Haye par notre Ordre exprès pour une Alliance avec Sa Majesté B. & les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, laquelle a été conclue par le Traité signé à la Haye le 20. Octobre mil six cens quatre-vingt dix huit, le teneur.

Comme Son Altesse Royale de Savoye après s'être déclarée pour la Cause commune ne desirer rien plus ardemment que d'entrer dans l'Alliance du Roi de la Grande Bretagne & des Seigneurs Etats Généraux des Provinces Unies des Pais-Bas, & que Sa Majesté Britannique & Leurs Hautes Puissances, sont portées à concourir volontiers au généreux desir d'un Prince qu'elles estiment si particulièrement, leurs Plenipotentiaires ci-bas nommez après avoir conféré ensemble ont cru ne pouvoir mieux diriger cette Alliance à la plus grande Union des Puissances confédérées, qu'en agissant & associant Son Altesse Royale au Traité conclu entre Sa Majesté Impériale & les Seigneurs Etats Généraux le 12. Mai 1689, dans lequel Sadite Majesté de la Grande Bretagne est aussi entrée, afin que comme il ne doit y avoir qu'un même esprit, & qu'un même intérêt entre les Alliez, il n'y ait aussi qu'un même Traité & qu'une même Alliance qui les unisse. C'est pour parvenir à un dessein si avantageux à la Cause commune qu'ils sont convenus de faire les Declarations suivantes, en vertu de leurs Pouvoirs respectifs inferez au bas du present.

I. Mylord Dursley Envoyé Extraordinaire de Sa Majesté de la Grand Bretagne & les Sieurs Walrave Barrn de Heeckeren, Seigneur de Netelhorst, grand Baillif du Comté de Zurlphen, Jacques Baron de Waffenaer & Duyvenvoerde, Seigneur de Duyvenvoerde, Voorskoeten, Veur &c. Grand Baillif & Grand Maître des Dignes de Rhinlande, du corps des Nobles

ANNO
1690.

ANNO
1690.

bles de la Province de Hollande & Westfrise, Antoine Heinius Conciller Pensionnaire, Garde-Sceau, & Intendant des Fiefs de la même Province, Guillaume de Nassau Seigneur d'Odyk, Corteghe &c. premier Noble & représentant l'Ordre de la Noblesse dans les Etats, & au Conseil du Comté de Zelande, Jean van der Does Seigneur de Berghheim, Député de l'Ordre de la Noblesse aux Etats d'Utrecht, Jean Abraham de Schurman Bourguemaitre d'Ylet & Député aux Etats de Frise, Gaspar Henri de Lemker Bourguemaitre de Campen, & Jean Viglius van Heeck Sénateur de Groningue Député des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, agregent, affoient & admettent Son Altesse Royale de Savoye au Traité qui a été conclu & signé le 12. Mai 1689. entre Sa Majesté Impériale & les Seigneurs Etats Généraux dont la teneur s'ensuit.

Notum testatumque sit &c.

Entrant au nom du Roi de la Grande Bretagne & des Seigneurs Etats Généraux, à l'égard de Son Altesse Royale, dans tous les engagements sans aucune réserve ni exception dans lesquels ils sont entrés avec Sa Majesté Impériale, obligent, ainsi que par le présent Acte ils s'obligent, Sa Majesté Britannique & Leurs Hautes Puissances à l'entière & inviolable observation dudit Traité, selon la forme & teneur, envers Son Altesse Royale, comme si elles l'avoient de nouveau ici stipulé & contracté avec Sadite Altesse Royale.

II. Le Sieur de la Tour Baron de Bordeaux, Conciller d'Etat de Son Altesse Royale, Président de ses Finances en Savoye, Intendant de Sa Maison & Son Envoyé Extraordinaire, aiant vu & examiné le Traité susdit l'approuve & le ratifie, reçoit & accepte ladite Affiliation & Agregation au nom de Son Altesse Royale, l'obligeant, ainsi que par le présent Acte il l'oblige, à l'observer & faire inviolablement observer, aux mêmes Conditions, Garanties, & Obligations qui y sont portées, & qui auront la même force que si elles étoient ici de nouveau stipulées entre les Parties.

III. Sa Majesté Britannique & Leurs Hautes Puissances voulant donner à Son Altesse Royale des marques effectives de leur affection, & de l'intérêt qu'elles prennent à sa conservation, lui établissent & promettent une Assistance de trente-mille écus par mois à commencer du jour de la signature du présent Traité, & à continuer durant six mois à venir, la moitié de ladite Somme pour être employée par Sadite Altesse Royale là où il conviendra le mieux pour repousser l'ennemi qui a envahi ses Etats, & laquelle moitié lui sera avancée pour cet effet présentement, & l'autre moitié pour être employée tant pour l'entretien de ses Troupes que pour fournir à celui des Vaudois, & Réfugiés François qui ont été armés aux frais & par les soins de Sa Majesté Britannique, & de Leurs Hautes Puissances, de laquelle Somme de trente-mille écus par mois, le Roi de la Grande Bretagne en fournira vingt-mille, & les Etats Généraux dix mille qu'ils feront régulièrement & ponctuellement payer.

IV. Et comme Sa Majesté Impériale par le Traité qu'elle a fait avec Son Altesse Royale le 4. Juin dernier, a stipulé un Article exprès touchant la Restitution de Pignerol dont la teneur s'ensuit.

Sacra Caesarea Majestas, & Confederati omnem adhibebunt operam, ut Regali Suae Custodiam Pinerolium vel per Tractatus, vel vi armorum restituatur, sine ulla tamen praesudicio Jurium, & Possessionis, quae Suae Custodiam in Terris Montisferati vigore Tractatus Chervensis cessat & acquisita sunt.

Sa Majesté Britannique, & Leurs Hautes Puissances entrants dans toute l'étendue de l'obligation portée par ledit Article, observeront tout son contenu & le feront exécuter ponctuellement.

V. Les Sieurs Plenipotentiaires susdits promettent l'entière & inviolable observation des Articles ci-dessus & s'obligent d'en rapporter les Ratifications en due forme dans deux mois, ou plutôt s'il se peut. En foi dequels ils ont signé le présent Acte & à icelui apposé le Cachet de leurs armes. Fait à la Haye le vingtième Octobre 1690.

CHARLES DE BERKELEY
Viconte de DURSLEY
(L.S.)

TOM. VII. PART. II.

Baron de WASENAAR ANNO
DUYVENVOIRDE. 1690.
(L.S.)

A. HEINSIUS.
(L.S.)

W. DE NASSAU.
(L.S.)

J. VAN DER DOFF.
(L.S.)

A. VAN SCHURMAN.
(L.S.)

H. LEMKER.
(L.S.)

VAN HEECK.
(L.S.)

Et nous étant fait lire le susdit Traité de mot à mot, nous l'avons accepté, approuvé, ratifié & confirmé en tous ses Points & Articles, comme nous l'acceptons & approuvons, ratifions & confirmons, promettans en foi & parole de Prince, de le garder & observer ponctuellement, & de n'y jamais contrevenir ni permettre qu'il y soit contrevenu, directement ni indirectement, en quelque sorte & manière que ce soit; Nous réservant pourtant de faire représenter à Sa Majesté Britannique & à Leurs Hautes Puissances deldits Etats Généraux le peu de proportion du Secours qu'ils nous ont accordé avec le poids de la Guerre où nous sommes engagés, & les raisons qui doivent convier Sadite Majesté & Leurs Hautes Puissances deldits Etats Généraux à nous en établir un plus considérable durant la Guerre, espérant qu'ils y auront l'égard convenable. En foi de quoi nous avons signé la présente Ratification, fait contreseigner par le Marquis de St. Thomas nôtre Ministre & premier Secrétaire d'Etat, & y avons fait apposer nôtre Sceau secret. A Turin le 20. Novemb. 1690.

Signé,

AME.
(L.S.)

Et plus bas,

SAINT THOMAS.

Article secret concernant les VAUDOIS, signé le même jour avec la RATIFICATION de Leurs Hautes Puissances. Fait à la Haye le 8. de Février 1691. Avec les PLENIPOUVOIRS du Roi de la Grande Bretagne, & des Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, & de Son A. R. de SAVOYE, l'un pour traiter avec le Roi d'Angleterre, l'autre pour traiter avec les Etats Généraux des Provinces-Unies. [Copie manuscrite communiquée par le même Ministre.]

LES Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, à tous ceux qui ces présentes verront Salut. Comme ainsi soit qu'avec le Traité d'Alliance entre Sa Majesté le Roi de la Grande Bretagne & nous d'une part, & Son Altesse Royale le Duc de Savoye d'autre part, fait & conclu ici à la Haye par les Ministres & Plenipotentiaires suffisamment autorisés & munis des Plein-pouvoirs le vingtième d'Octobre de l'année passée 1690. il a été fait en même tems un Article secret dont la teneur s'ensuit.

Article secret concernant les Vaudois, fait à la Haye entre les Ministres de Sa Majesté Britannique & de Leurs Hautes Puissances les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas d'une part, & Monsieur le Président de la Tour, Envoyé de Son Altesse Royale le Duc de Savoye d'autre part.

Son Altesse Royale qui a déjà reçu en ses bonnes grâces & remis sous sa protection Royale ses Sujets Vaudois de la Religion, & qui reçoit journellement des preuves de leur fidélité & de leur attachement à son service, déclare par le présent Article qui aura la même force & vigueur que s'il étoit inséré dans le

Mm

Traité

ANNO 1690: Traité ou Acte d'inclusion arrêté aujourd'hui entre le Roi de la Grande Bretagne & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, d'une part, & Son Altesse Royale de l'autre, qu'aux instances & à la considération de Sa Majesté Britannique & de Leurs Hautes Puissances elle a revoué, comme de fait elle revoque, l'Edit decreté contre ledits Vaudois le 31. Janvier 1686. & tous autres Edits ou Ordoires quelconques donnez en execution d'icelui, les a relevés & relève de toute contravention à iceux & leur en accorde à cet éfet, tant que besoin est, ou seroit, abolition entiere & pleine, sans que jamais, ni eux ni autres qui les auroient aidez ou favorisez en puissent être recherchés en général ou en particulier de quelque maniere que ce soit. Qu'elle veut que tous les prisonniers soient mis en liberté, & tous Enfants, Garçons & Filles de quelque âge & en quelque Lieu qu'ils puissent être, rendus sans payer aucuns frals ou depens, les laissant en pleine liberté de retourner avec leurs parents, & de faire Profession de leur Religion sans qu'on puisse inquier ni rechercher eux, ni tous autres au sujet des abjurations qu'ils pourroient avoir faites. Qu'elle remet & conserve eux, leurs Enfants & posterité dans la possession de tous & chacun leurs anciens Droits, Edits, Costumes & Privilèges, tant pour les Habitations, negoces & exercice de leur Religion, que pour toute autre chose, les rétablit & restitue dans tous leurs Biens, fonds, Maisons, Heritages, Noms, Raisons & Actions, & tous autres qui se trouveront en nature & qu'ils pourroient justifier par tout genre de preuve leur appartenir avant ledit Ordre du 31. Janvier 1686. Qu'incontinent après la Ratification du principal Traité, & du présent Article Son Altesse Royale fera expedier en conformité du présent Article des Lettres Patentes en forme d'Edit en faveur dedit Vaudois ses Sujets & autres Gens de la Religion qui se veulent établir dans lesdies Vallées en prêtant le serment de fidelité accoutumé comme fideles Sujets de Son Altesse Royale, lesquelles Sadite Altesse Royale fera interiner & versifier au Senat & en la Chambre des Comptes de Turin, & par tout où besoin sera. Et finalement les Ministres de Sa Majesté Britannique & de L. H. P. seront instruits & autorizés pour regler, selon les anciens Edits, Droits, & Concessions, avec les Ministres de Son A. R. le detail des choses & ce qui pourroit retenir & être omis pour la seurété dedit Vaudois dans cet Article, comme aussi pour l'execution d'icelui tant à l'égard des choses concernant leur Religion, que leurs Biens, Droits & tous autres. Ledit Sieurs Plenipotentiaires ci-mencionnés, ont promis & promettent respectivement au nom de leurs Maîtres & Principaux de faire inviolablement observer le contenu du présent Article, & d'en fournir les Ratifications en bonne & due forme dans deux mois, ou plutôt s'il le peut. En foi de quoi ils ont signé le présent Article, & à icelui opposé le cachet de leurs armes. Fait à la Haye le 20. Octob. 1690.

Signé,

PH. DE LA TOUR.
(L.S.)

Si est-ce qu'ayant pour agreable ledit Article secret, nous l'avons approuvé & ratifié, agréons, approuvons, & ratifions par ces presentes, prometans en bonne foi de le garder, entretenir & observer inviolablement de Point en Point, & selon sa forme & teneur, sans aller jamais au contraire, directement ni indirectement, en quelque maniere que ce soit. En foi de quoi nous avons fait signer les presentes par le President de notre Assemblée, contreigner par notre Grefier, & y apposer notre grand Sceau. Fait à la Haye le 8. de Fevrier de l'an 1691.

Signé,

VAN HECK.

Par Ordonnance dedit Seigneurs
Etats Généraux.

F. FAGEL.

PLEINPOUVOIR

Du Roi de la Grande Bretagne.

ANNO 1690.

GUILIELMUS III. Dei gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, huius Defensor &c. Omnibus & singulis ad quos presentes Litteras pervenerint Salutem. Quandoquidem communi consensu Fœderatorum omnium qui atrocissimis injuriis laceßiti ad Salutem publicam suamque propriam vindicandam Bello contra Regem Christianissimum conficti tenentur, necessariarum viarum fuerit, ut Ministris à singulis Fœderatorum deputandi Hagæ Com. in Hollandia congregarentur, ibidemque confulerent & convenirent de iis mediis & rationibus quæ Bello huic efficacissimè gerendo, quod maturius ad felicem exitum perducatur, salutique publicæ contra vim omnem & injurias tuendæ, Federique non solum conservando sed archius etiam, si opus fuerit, confringendo utilissemæ essent; cumque Cæli ac Præpotentis Domini Ordines Generales Federati Belgii Provinciarum alios quoque Reges Principesque rogant, ut ipsi pariter Ministris suos eodem in loco operam suam cum in finem collatores mandarent. Nos nihil novius deest decess volumus, quo Convenius ille quamprimum celebretur effectumque optatum melius consequatur. Sciatis igitur, quod nos fide, industria & in rebus gerendis dexteritate nostri Caroli Vicecomitis de Dursley prædicti & perquam fidelis Confanguiinis nostri Georgii Comitiss de Berckley Filii primogeniti, plurimum consilii eundem nominavimus, fecimus & constituimus, ac per presentes nominamus, facimus & constituimus nostrum verum, certum & indubitatum Plenipotentiarium: Dantes eidem & concedentes omnem & omnimodam Facultatem, Potestatem & Auctoritatem, nec non Mandatum generale pariter ac speciale cum Plenipotentiaris five Ministris nostrorum contra Christianissimum Regem Fœderatorum, Sociorumve aliorumque Regum, Principum ac Statuum, qui eadem que nos & Federati nostri Consilia amplecti parati sint, sufficiente ad hoc Potestate munitis conveniendi, & una cum iisdem de & super rationibus, mediisque que ad præsens Bellum, Deo adjuvante, proximam præsertim zeltate feliciter gerendum, salutemque publicam & uniuscujusque procurandam, archiusque etiam, si opus fuerit, Fœdus confringendum maxime pertinebant, aut alia quoquomodo necessaria communi consilio videbuntur, consulendi, tractandi & concludendi, atque super iis Articulis, Litteras, & Instrumenta consensendi & à Plenipotentiaris five Ministris prædictis petendi & recipiendi, reliquaque omnia necessaria & oportuna præstandi periculiisque tam amplis modo & forma ac normet ipsi, si interessent, facere & præstare possemus; spondentes & in verbo Regio promittentes vi præsentium, rata ea omnia, grata & accepta omni meliori modo habituros, nec contra ipsorum aliquid aut aliqua contraventuros, quin potius quicquid nomine nostro promissum fuerit, sanctè & inviolabiliter observaturos & observari curaturos; In cujus rei fidem majorem & Testimonium has Litteras manu nostra Regia signatas Angliæ Sigillo communi fecimus. Quæ dabatur in Palatio nostro de Withall. 20. Februarii 1691. Regi nostri secundi.

GUILIELMUS, REX.

PLEINPOUVOIR

Des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies.

LES Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront Salut. Comme Son Altesse Royale de Sardaigne, s'étant déclarée pour le Parti des Hauts Alliez contre la France, nous a témoigné le désir qu'elle avoit de cultiver avec nous une sincere Amitié, & d'entrer en des engagements plus particuliers pour l'avancement de la Cause commune & des Interets reciproques; & qu'elle a autorisé le Seigneur President de la Tour Son Envoyé auprès de nous pour traiter là-dessus ainsi qu'il sera trouvé le plus convenable de part & d'autre, & que de notre côté nous ne sommes pas moins portés à serer avec Son Altesse Royale les noeuds d'une Amitié indissoluble, & à nous unir fortement avec elle; c'est pourquoi nous avons nommé

&

ANNO 1690. & député les Sieurs Walrave de Heeckeren Baron de Netelhorst &c. Jacques Baron de Wallenraet &c. Duyvenvoorde &c. Antoine Heintjens Conseiller Pensionnaire de Hollande, &c. Guillaume de Nassau Seigneur d'Olyck, &c. Jean Abraham de Schurman Bourguemaitre d'Ylet &c. Galpar Henri Lemker Bourguemaitre de Campen &c. Et Jean Viglius van Heeck Seneur de Groningue &c. respectivement Deputez en notre Assemblée de la part des Provinces de Gueldres, de Hollande & Westfrise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise, d'Overyssel, & Groningue & Omelande, pour conférer avec ledit Sieur Président de la Tour, sur les moyens qui pourroient le mieux servir aux engagements, & une liaison étroite entre cet Etat & S. A. R. soit par la voye d'une nouvelle Alliance, ou bien par l'inclusion dans celles qu'on a déjà faites avec Sa Majesté Impériale, ou quelques autres Rois, Princes ou Etats, & nous avons donné comme nous donnons par ces présentes auxdits Sieurs nos Deputez, ou la plus grande Partie d'iceux en cas d'absence ou lorsqu'autre empêchement des autres, Pleinpouvoir & Autorité, & Mandement special à ce que de notre part, & en notre nom, ils puissent traiter, convenir, & conclure de tous les Points & Articles, qu'on trouvera bons, & convenables aux fins susdites; d'en passer des Actes en bonne & due forme, & d'en recevoir de même; & de faire généralement tout ce qu'ils trouveront nécessaire, sans qu'ils aient besoin pour cela de Mandement plus special; promettant sincèrement & de bonne foi d'avoir pour agreable tout ce que par ledits Sieurs nos Deputez sera convenu & signé en vertu de ces présentes, & de l'agréer & ratifier en la meilleure forme. En foi de quoi nous avons fait signer ces présentes par le President de notre Assemblée, & contresigner par notre Greffier, & y apposer notre Cachet. Fait à la Haye le 14. Sept. 1690.

PLEINPOUVOIR

De Son Altesse Royale de Savoye, pour traiter avec le Roi d'Angleterre.

VICTOR Amedée II. par la Grace de Dieu Duc de Savoye, Prince de Piemont, Roi de Chypre &c. La bonité avec laquelle le Roi d'Angleterre a bien voulu nous assurer de Sa Royale Protection, nous fait espérer que Sa Majesté aura aussi agreable de nous accorder l'honneur d'entrer en Alliance avec elle. C'est pourquoi nous avons donné au President de la Tour, comme en vertu des présentes nous lui donnons, un ample Pouvoir de traiter & conclure avec Sa Majesté Britannique, ou avec celui qui sera député par Sa dite Majesté au Traité de Ligue, avec tels Paix, Conditions & Promesses qu'il jugera à propos, quand même ce seroient choses telles qui exigeraient un plus ample & special Mandat que le present Pouvoir; Promettant en foi & parole de Prince d'observer inviolablement, & executer ponctuellement, tout ce que ledit President de la Tour aura traité, conclu, fait, & promis, & de le tenir toujours pour ferme, stable, & irrevocable, & de le ratifier, comme nous le ratifions dès à present. En foi de quoi nous avons signé le present Pouvoir, fait contresigner par notre premier Secretaire d'Etat, & y avons fait apposer le Seal de notre Secret. Donné au Camp de Carignan ce 15. Juillet 1690.

Signé.

V. AMEDEE.

PLEINPOUVOIR

De Son Altesse Royale de Savoye, pour traiter avec les Etats Généraux des Provinces-Unies.

VICTOR Amedée II. par la Grace de Dieu Duc de Savoye, Prince de Piemont, Roi de Chypre &c. La confiance que nous avons en l'Amitié des Hautes Puissances des Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, nous persuade qu'ils nous en donneront volontiers un nouveau témoignage, concourant à l'établissement d'une Union indissoluble entre nous, qui

TOM. VII. PART II.

ANNO 1690. puisse contribuer à l'avantage de nos Interêts reciproques, & au bien commun de toute la Ligue. C'est pourquoi envoyant le President de la Tour vers leurs Hautes-Puissances, nous avons voulu lui donner le Pouvoir de traiter & conclure la dite Alliance; comme en vertu des présentes signées de notre main, nous donnons au susdit President de la Tour un ample Pouvoir de traiter & conclure avec L. H. P. des Meilleurs les Etats Généraux des Provinces Unies des Pais-bas, & avec qui sera par eux député au Traité de Ligue, avec tels Paix, Conditions & Promesses qu'il jugera à propos, quand même ce seroient choses telles qui exigeraient un plus ample, & principal Mandat que le present Pouvoir; promettant en foi, & parole de Prince, d'observer inviolablement, & executer ponctuellement, tout ce que ledit President de la Tour aura traité, conclu, fait, & promis, & de le tenir toujours pour ferme, stable, & irrevocable, & de le ratifier, comme nous le ratifions dès à present. En foi de quoi nous avons signé le present Pouvoir, fait contresigner par notre premier Secretaire d'Etat, & y avons fait apposer le Seal de notre Secret. Donné au Camp de Carignan ce 14. Juillet 1690.

VICTOR AMEDEE.

CXXXI.

Quartiers-Recefs zwischen dem Kaiserlichen General-Kriegs-Commissariat, 26. Nov. 1690. dann des Fränkischen Crayfss Deputierten aufgerichteter; Wodurch sich diese mit jenem wegen Übernehmung der Völker in die Winter-Quartier / dann auch der Portionen halber vergleichen. Geschehen zu Nürnberg den 26. Nov. 1690. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. I. Fortsetzung II. pag. 368. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans FABRI Europaische Staats-Eanglen. Tom. I. pag. 417.]

C'est-à-dire,

Receis conclu entre les Commissaires IMPERIAUX de Guerre, & les Deputés du CERCLE DE FRANCONIE pour le Reglement des Quartiers d'Hyver qui doivent estre donnés aux Troupes, & des Rations de leur Subsistance. A Nuremberg le 26. Nov. 1690.

Und und zu wissen sey hiermit: Nachdeme zwischen dem Kayserlichen autorisirten- und gewollmachten General Kriegs-Commissariat eines andern Theils aber der Fürsten und Stände dieses Fränkischen Crayfss Rächen und Wunschkaffen / so wohl zu Ulm / vermittelst dahin beschickter Abordnung als in außsiger des heiligen Reichs-Stadt Nürnberg / wegen der bevorstehenden Defensions-Polirung gegen und wider den gemeinen Reichs-Feind / dan absonderlich wegen der künftigen Winter-Quartier-Handlungen ergelogen worden: Als hat man sich auf folgende Weisz mutuo consensu vereinbart und verglichen: und zwar I. Reserviren sich Hoch- und Wohlgedachte Fürsten und Stände / vor allen Dingen / die künzlich und genugsame Bedienung von denen Kayserlichen Wassen per modum Conditionis sine qua non, und eben der versicherten Hoffnung / Ihre Kayserliche Majestät würden bey Dero Höhen Generalität solche Anstalten altredigst zu verfügen geruhen / dasz bede der Geseß am nächsten gelegene Fränk- und Schwäbische Crayf von allen feindlichen Aggressionen / Contributionen / Verneuerungen und anders-Verwüstungen / so viel immer möglich / frey und geschuldet / mißlich aber capabel bleiben und / gen / die übernommen seye schwere Winter-Quartier- und

Mm 2

andee

ANNO 1690. andere Prezstanta seiner unablässig fort leisten / und dem Publico das Thier / so lang diese feindliche Mocus dauern / ohn-unterschieden betragen zu können; dagegen über / und auf wenigst zwar unverlopfenden Fall leicht zu erlassen stünde / daß durch feindliche Ravage hierzu alle Mittel benommen / und ob zwar auf solchen durch die Gönliche Schutz-Macht fürstlich zu verhüten stehenden Unfalls / Fall aus der allmählichen Willen über und im Neß verleihe / jedoch allerhöchstdencklicher Ihre Kaiserlichen Majestät und dem gemeinen Reichs-Raths darmit wenig oder nichts gebietet / dem Trappi auch in talem eventum, vigore Recessus ipso facto expirantis. weiter nichts zuzumuthen sein würde; / Kraft obgemeldeter Tractaten aber ist ferner pro

II. Bedecktes nicht werden / daß der Gränzfürst Trappi vor diesmaligen 16000. Portiones zu Ross und Fuß diesen Winter über / auf sechs Monat lang / als à prima Novembris. bis ultimo Aprilis, beides styl. nov. nach mehrer Anzich der sub Num. 1. beigefügten Tabell, mit seinem Unterschied zu versorgen übernehmen sollte; was demahlen in effectiven Stand und gegenwärtig; dan was sich jetzt vacant und hiernächst zu rekrutiren ist / mit den bedecktes weiter genommenen Bergland / daß unter forbanen 16000. Portionen / 5000. in der Saxon am Medar und Rhein / (wovon des General-Commissariats Excellence 3000. Portiones aus der Kriegs-Cassa / 2 acht und sechs / beide Mund- und Pferd-Portionen aber zusammen / 4 vierzehn Guldenährliche selbst zu versorgen / übernommen /) beß der mit Num. 2. signierten Postirungs-Tabell, und damit auch das Neuburgische Regiment zu Fuß in Mayntz und Gelnberg befragen seyn sollte / die übrigen 11000. Portionen aber werden an denen drey halben Dinckwaldischen / Commerzial- und Baiswipferischen Regimenten zu Pferd / (welche auf die gegen dem Koder / Tach und Tauer vorliegende Fürsten und Stände zu logiren /) dan den neu ankommenden Kaiserlichen Deringischen Regiment zu Fuß und in einigen in vorangezogenem Schemate specuicanten General-Staffs-Portionen und Recrouen zu Fuß und Pferd angewiesen. Wobey auch weiter veranlaßt worden / daß die Hochfürstliche Teutsche Majestät / und Hochfürstl. Brandenburg-Elmbachische General-Staffs-Drillens-Hauptmanns- und Adjutanten-Portiones, samst selbigen Recrouen / pro rata, in Dero landen eingenommen und versetzt; die Dinckwaldische und Eschen-Plaukische aber anderen Fürsten und Ständen / in dieserigen Repartition, nach advenant zugescheit werden sollen. So viel nun

III. Die Versorgung quoad Generalia betrifft / so sollte auf die Präzienten und Vacanten von jetzt zu neuen Monaten abgerechnet / und hiemit jede Nichtigkeit und Ordnung untersuchen / und hiemit durch alle Controversen und Streitungen zwischen denen Ständen und dem Ober-Commissariat evirirt werden; / Ergebe sich nun / daß ein oder ander Fürst und Stand sein ihm zu re-parieren Recrouen-Contingent zu Ross und Fuß / oder auch endlichen an Präzienten Portionen nicht ausgegeben / sondern einen Neß (er betreffe nun viel oder wenig) / daran / wiewohl ohne Schuld / hätte aufzuwaschen lassen / so sollte der oder dieselbe solchen Neß vor Endeigung des Winter-Quartiers auf Waas und Weis zur Kaiserlichen Kriegs-Cassa zahlen / wie es der Allianz-Recess mit seiner Expression an die Hand giebt / und so sollen die 16000. Portionen völlig und ohne Abgang entweder mit dem natürlichen Futterhalt / da sie einge-richtet seynd / oder mit der Römer-Monathlichen baaren Zahlung satisfact und abgeführt werden. Anreizend pro

IV. Die Versorgung quoad Specialia, so weist die sub N. 3. beigefügte Ordonnance, wie und auf was Weise dieselbe geschehen / was von Seiten des Quartiermanns präcisiert / und dan anders von der Miiice observirt werden sollte; darbey jedoch insonderheit verab-handelt worden / daß die in denen beiden vorbenannten Stationen postirte Portiones auf Mund und Pferd Ordonnanz-mäßig versorgt / und so ein oder anderer Stand dasselbe / wegen weiter Entlegenheit nicht selbst präcistiren könnte / ein solches durch gewisse hierzu bestellte Lieferanten zu Werck gerichtet werden sollte; Darbey jedoch denjenigen Ständen / die den Unterhalt ad Loca Stationis selbst verschaffen können und wollen / ihre Convenienz vorbe-halten steht; und ist über die Stadt Heilbron / das Amber-Weisbach / Wimpfen und Diercks-Ilm pro Termino ad quem, der Lieferungen halber / benannt worden; und nachdem

V. Die vorjährige Erfahrung gezeiget / daß der so ho-chen und niederen Officiers / als gemeiner Soldatesca Mund-Portiones auf ein jämlichdes gegen und wider den Recess erzeiget / und so fort die Stände und ein merckliches beschweret worden; / so hat man zu Verpflung all dessen dahin geschlossen / daß eine Mund-Portion vom General bis auf den gemeinen Reuter und Infanterie täglich solchen Grenzen / oder monatlich mit acht Guldenährlichen bezahlt / die Pferd-Portion aber in natura ab-geliefert werden sollte / und gleichwie dem Quartiermann die Option freist / sie überlassen wird / ob er unthunlich / erstehenden determinirten Anschlag nach / den Officiere und Soldaten contentiren / oder aber die unthunliche Versorgung darreichen wolle / also hat das General-Kriegs-Commissariat dorez alles Ernsts zu halten / und da erwan dargegen lauffend Exces / kräftiglich zu verhin-dern sich anerbietig gemacht / und den Ständen so viel ein-geraumt / daß sie das auf ein mehrers erzwungene dem-jenigen / so excedirt hat / an der lauffenden Versorgung / da der Exces erweislich ist / abzugeben befragt seyn mögen. Im Fall aber in denen letzteren Monaten der Stand an seinen Excedenten keinen Revers nehmen könnte / so sollte das Commissariat, von der Exces, wie obsteht / liquid ist / verbunden seyn / sich solches an denen Römer-Monaten abgeben zu lassen. Den distigen Ab-zug hingegen pro

VI. Belangen / hat man es darauf herkommen lassen / daß / gleichwie man vor die in der Postur am Rhein- und Medar-Strömen stehende bevezte Portiones respective vierzehn in ständlichen Gulden zu zahlen; als auch vor die Mund- und Pferd-Portionen / 2 parte der Fürsten und Stände / 3. Gulden / benanntlich für jede Mund-Portion vier / und für eine Pferd-Portion auch vier Gulden abzugeben; Wey dem innerlichen Quartier-Re-cess aber / so viel die wirklich eingezogene Portiones be-trifft / drey und einen halben von der Mund- und der Cavallerie / und bey der Infanterie drey Gulden und zwanzig Kreuzer / dan drey Gulden von der Pferd-Portion, an den Römer-Monaten zu bezahlen und in Ab-rechnung zu bringen haben sollte. Obwöhlen man auch

VII. In Kraft mehrer angelegenen Kaiserlichen Allianz-Schlusses befragt gewesen / die eigene 2. Regiment im Trappi zu hyberniren / so wollen jedoch Fürsten und Stände / daß dieselbe / nach Gestalt stetig-gefährlichen Aspekten / mit in die Station am Medar-Strömen ge-zogen werden / geschessen lassen / man es so wohl hiern / als in mehr anderen / dem Recess entgegen lauffenden Dingen ohne weitere prejudicirliche Consequenz seyn / und gebathen Regimenten das ohnentfendliche Commiss und Service von Ihrer Christlichen Durchleucht zu Pals ohnentfendlich gerichtet wurde / und so befragt man ferner / daß die Mannschafft / im Fall einer feindlichen Attaque aus der Defensioen-Linie defens secundirt / und zu weiteren Reichs-Diensten aufreht erhalten werden möge. Und demnach

VIII. Dem General-Kriegs-Commissariat bereits flagbar vor- und angebracht worden / was massen der arme Landman und Uterchen / bey so vielen sehr hart und überflütheten Belastung / noch absonderlich mit aller-hand Fußtruppen / Dorfvan / Frohnen / Schanzen / Fou-ragren und dergleichen hier und da beschweret / und hier-durch an seinen Selbst / woraus er jedoch des Solda-tens Unterhalt und andere Kriegs-Onera ziehen muß) gravirt werden wolle / so hat sich nicht hochdennantes General-Commissariat, dem flirterlich omni possibilibus modo zu remediren / und die necessitate allerzudruffste Kaiserliche Guaranie in so weit quocunque respectu / absonderlich aber gegen die Status armatos und Potentiores, man sich dieselbe wider Verhoffen / untersuchen sollten / an diesen Trappi einige Reichs-Abtheilungen unge-messene Zumuthungen / unter dem Prätext der Bedienung / oder in andere Wege zu thun / zur Willkürlichkeit zu bringen / mithin aber zu verhilten / willfährig anerbieten / daß der hochlobliche Teutsche Riter-Orden und andere Heren Constantis, aus der Schwäbischen Fürsten und Stände bisherigen Annahmung / mit Station- und Win-ter-Quarierung ferner nicht eingenüthig betrügt / son-deren bey der Fränkischen Trappi-Concurrenz allein ge-lassen werden.

In Urkund dessen ist gegenwärtiger Recess des Ge-vollmächtigten autorisirten General-Commissari Herrn Grafen von Carstis Excellenz eines / andern Theils aber von des Fränkischen Trappi Ordiner Deputation wegen unterzeichnet und gezeiget / auch jedes Theil ein Exemplar nachdrücklich zugesendet worden. Signatur Altm-berg

ANNO 1690.

ANNO berg bey noch fürnämnden Crayff-Convent , den 26.
1690. Nov. 6. Decembr. 1690.

(L.S.) Antonio Caraffa.
(L.S.) Friedrich Edmund von Eidingen.
(L.S.) J. P. Wohlgemuth / Freyher.
(L.S.) Johann Conrad Schmid / Lic.
(L.S.) Christoph Pöller / D.

CXXXII.

29. Dec. *Traité entre LOUIS XIV. Roi de France, & les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas pour l'échange & rançon des Prisonniers de Guerre, du 29. Decembre, 1690.* [Feuille Volante imprimée.]

LA
FRANCE
ET LES
PROVINCES U-
NIES.

Nous Elie Guillaume de Rochon de la Peyrouse, Seigneur de la Motte, & de Chasteau vieux, Lieutenant pour le Roi au Gouvernement de Maubeuge, & Commandant pour Sa Majesté en la Ville de Thuin, & ses Dépendances au nom & de la part de Sa Majesté : Et Jacques, Baron de Waffeneur, Seigneur d'Obdam, Hensbroek, Wogheer, Spierdijk, Zydwijk, Kernhem, Tuikelo, Lage, &c. Noble d'Hollande, General Major de la Cavalerie de l'Etat des Provinces-Unies, Gouverneur de Willemstadt, Niervert, dit la Cludert, & des Forts en dependants, au nom & de la part de Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, sommes convenus de l'Echange & rançon des Prisonniers de Guerre, qui ont esté & seront faits par les Troupes des Armées & Garnisons de France & des Etats Generaux, les unes sur les autres seulement, & en avons passé le present Traité en vertu des Pouvoirs, à nous donnez, en la maniere qui ensuit.

Premierement. Que tous les Prisonniers qui seront faits de part & d'autre, soit dans les Batailles, prises des Places, Combats, ou autres occasions, qu'il pourroit y avoir entre les Nations, seront rendus de bonne foy quinze jours après leur detention au plus tard par échange d'autres Prisonniers de pareil poste, ou autres, en faisant compensation du plus au moins des rançons, qui sera marquée cy-après, lesquels se payeront en monnoye de France.

Et afin qu'il n'arrive aucune contestation ni difficulté, tant pour le regard du Poste & Qualité des Officiers de part & d'autre, que des rançons qui devront estre payées par chacun d'eux, il a esté jugé à propos de specifier ci-après les Charges & Postes de chaque Party & le prix desdites rançons.

Les Generaux des Armées du Roy, Commandans en Chef & les Marechaux de France, seront échangés contre le Capitaine General des Etats Generaux, Commandant en Chef leurs Armées, ou payeront — 50000 liv.

Capitaine General des Armées du Roy — 40000.

Les Lieutenans Generaux des Armées du Roy seront échangés contre ceux qui commandent les Armées des Etats Generaux immediatement après le General, ou payeront — 20000

Le Grand Maître de l'Artillerie de France, contre le General d'Artillerie des Etats Generaux, ou payeront — 4000

Les Marechaux de Camp des Armées du Roy seront échangés, ou payeront — 4000

Le Colonel General de la Cavalerie sera échangé contre un General de Cavalerie ou d'Infanterie des Etats, ou payeront — 4000

Le Colonel General des Dragons sera échangé, s'il en rencontre, ou payera — 3500

Le Maître de Camp General de la Cavalerie de France, payera — 3500

Le Maître de Camp General des Dragons, sera échangé, ou payera — 3000

Le Commissaire General de la Cavalerie de France sera échangé, ou payera — 3000

Un Intendant des Armées ou Provinces contre un Deputé des Etats en campagne, ou payeront — 5000

Leurs Subdeleguez — 1500

Un Lieutenant General de l'Artillerie de France sera échangé contre un Lieutenant General de l'Artillerie des Etats Generaux, ou payeront — 1000

Un Lieutenant General de Cavalerie ou d'Infanterie seront échangés ou payeront — 1500

Les Majors Generaux de Cavalerie ou d'Infanterie seront échangés contre les Generaux Majors, ou Commissaires Generaux de Cavalerie ou d'Infanterie, ou payeront — 800

Les Brigadiers de Cavalerie ou d'Infanterie seront échangés, ou payeront — 600.

Un Major de Brigade contre un Major de Brigade, ou payeront — 300

Marechal General des Logis de l'Armée contre un Quartier-Maître General des Logis, ou payeront — 500

Aide du Marechal General des Logis & du Quartier Maître General seront échangés, ou payeront — 100

Aides de Camp servants près la Personne du Roi, & de Montaigneur le Dauphin — 500

Aides de Camp ou Adjutans servants près des Generaux en Chef, Lieutenans Generaux & Marechaux de Camp seront échangés de part & d'autre, ou payeront — 300

Marechal des Logis de la Cavalerie ou Quartier-maître General de la Cavalerie ou Quartier-maître General de la Cavalerie seront échangés, ou payeront — 200

Ses Aides & Adjutans seront échangés, ou payeront — 100

Tresorier General de l'extraordinaire des Guerres — 1500

Le premier Commis de chaque Armée — 500

Les autres moindres des Armées & Places — 50

General des Vivres sera échangé contre le Provveditor, ou payeront — 1000

Les premiers Commis des Vivres de chaque Armée payeront — 500

Les autres moindres Commis & Controleurs des Vivres des Armées & Places — 100

Les Commissaires des Guerres — 100

Le Prevost General sera échangé contre le Prevost General, ou payeront — 300

Le Procureur du Roy ou Alfiésser contre le Fiscal du Conseil de Guerre, ou payeront — 250

Le Lieutenant du Prevost contre celuy des Etats, ou payeront — 100

Le Lieutenant du Prevost contre celuy des Etats, ou payeront — 100

Le Greffier de la Prevosté ou du Conseil de Guerre de part & d'autre seront échangés, ou payeront — 80

Les autres Officiers & Soldats de la Prevosté de part & d'autre, chacun, — 18

A la reserve neanmoins desdits Soldats & Archers qui seront employez à la recherche & poursuite des Voleurs, Malfaiteurs, ou contravenans aux Ordres, lesquels pourront aller en toute sureté depuis le nombre de quatre jusques à quinze, un Brigalier, Exempt, Lieutenant, ou le Grand Prevost meisme à leur telte, sans qu'ils puissent estre de bonne prise, non plus que leurs Chevaux & Armes, étant pourvus de bons Ordres des Généraux, Gouverneurs, Commandans ou Intendants des Armées ou Provinces, & pourront mener avec eux le Procureur du Roy, le Fiscal, Alfiéssers & Greffier pour instruire le Proces des Malfaiteurs, si le cas le requiert, à condition qu'ils n'approcheront point de plus près de deux Lieues les Armées ou Places Ennemies de part ou d'autre.

Et en cas qu'ils seront rencontrés au dessus ou au dessous du nombre susdit, ils seront tous de bonne prise avec leurs Armes & Chevaux, & sujets à la rançon spécifiée dans le présent Cartel.

Le Wagemaitre General contre celuy des Etats Generaux, ou payeront — 150

Son Lieutenant — 80

Commissaire General des Bateaux — 150

Les Lieutenans chacun — 50

Les Conducteurs de l'un & de l'autre chacun payeront — 12

Un Auditeur — 25

Weghmaster General ou Capitaine des Guides seront échangés, ou payeront — 80

Mm 3 Son

ANNO
1690.

ANNO
1690.

Son Lieutenant	—	50
Son Cornette	—	35
Guides à Cheval comme Cavaliers	—	20
Les Ingenieurs en Chef, & qui ont direction sur un département, payeront	—	500
Et les autres un mois de leur appointement, ce qui sera déclaré de bonne foi de part & d'autre.	—	

Artillerie.

Lieutenant particulier ou Colonel d'Artillerie feront échangez, ou payeront	400
Commissaire Provincial ou Lieutenant Col. d'Artillerie feront échangez, ou payeront	250
Commissaire ordinaire ou Major d'Artillerie feront échangez, ou payeront	150
Commissaire extraordinaire, Gentilshommes d'Artillerie, Cadets ou Gardes, feront échangez, ou payeront	30
Captaines des Bombardiers, Mineurs, Pionniers, Matelots, Charrois, Pontons & autres dépendants de l'Artillerie à pied près de même Poste & Qualité feront échangez, ou payeront	50
Canonniers, Bombardiers, Mineurs, Faiseurs de feu d'Artifice, Charpentiers, Marechaux, Pionniers, Matelots, Pontagistes, Brugnastres & autres semblables, s'il s'en rencontre, payeront comme Soldats	7 liv. 10 f.

Gendarmerie.

Le Brigadier de la Gendarmerie,	Liv. 1100
Les Capitaines des Gardes du Corps de Sa Majesté	2000
Le Capitaine Lieut. des Gendarmes du Roi,	2000
Le Capitaine Lieutenant des Chevaux Legers,	
Le Capitaine Lieutenant de la Garde Ecossoise	
Le Capitaine Lieutenant des deux Compagnies des Mousquetaires à Cheval,	
Le Capitaine Lieutenant des Gendarmes Anglois,	
Le Capitaine Lieutenant des Compagnies des Gendarmes & Chevaux Legers de la Reine, de Monsieur le Dauphin & de Messieurs les Ducs de Bourgogne, d'Anjou & de Berry,	
Le Capitaine des Gardes de Monsieur le Duc d'Orléans,	liv. 2000
Le Capitaine Lieutenant de ses Gendarmes & Chevaux Legers,	
Les Lieutenants des Gardes du Corps de Sa Majesté,	
Le Sous-Lieutenant des Gendarmes,	
Le Sous-Lieutenant des Chevaux Legers,	
Les Sous-Lieutenants des deux Compagnies des Mousquetaires du Roy,	
Le Sous-Lieutenant de la Garde Ecossoise,	
Le Sous-Lieutenant de la Compagnie des Gendarmes Anglois	
Le Sous-Lieutenant des Gendarmes de la Reine & de Monsieur le Dauphin, & de Messieurs les Ducs de Bourgogne, d'Anjou & de Berry,	liv. 1000
Le Sous-Lieutenant des Gendarmes de Monsieur le Duc d'Orléans,	
Le Major de la Gendarmerie,	
Les Enseignes des Gardes du Corps du Roy,	
L'Enseigne & Guidon des Gendarmes,	
L'Enseigne de la Compagnie Ecossoise,	
L'Enseigne & Cornette des Compagnies des Mousquetaires,	
L'Enseigne de la Compagnie des Gendarmes Anglois	liv. 1000
L'Enseigne des Gendarmes de la Reine,	
Le Cornette des Chevaux Legers de la Garde,	
Le Cornette des Chevaux Legers de la Reine,	
L'Enseigne des Gendarmes de Monsieur le Dauphin, & de Messieurs les Ducs de Bourgogne, d'Anjou & de Berry,	

Le Lieutenant des Gardes de Monsieur le Duc d'Orléans,	liv. 600
L'Enseigne de ses Gendarmes,	
Le Cornette des Chevaux Legers,	
Le Guidon des Gendarmes Ecossois,	
Celui des Gendarmes Anglois,	
Celui des Gendarmes de la Reine,	
Celui de Monsieur le Dauphin, de Messieurs les Ducs de Bourgogne, Anjou, & de Berry, & de Monsieur le Duc d'Orléans,	
Le Major des Gardes du Corps,	

ANNO
1690.

Et pour ce qui regarde les Exempts & Marechaux des Logis de toutes les Compagnies cy-dessus, les Brigadiers, Sous-Brigadiers, Gardes du Corps, Gendarmes, Mousquetaires, & autres des Compagnies cy-dessus, un mois de leur Solde, ou feront échangez s'il s'en rencontre de même Qualité & Caractère.

Et pour ce qui regarde aussi la Compagnie des Grenadiers à Cheval de la Maison du Roi, les Officiers & Grenadiers de ladite Compagnie feront échangez, ou payeront un mois de leur Solde.

Gardes Françaises & Suisses.

Le Colonel des Gardes Françaises,	Liv. 3000
Le Lieutenant Colonel,	1500
Le Major,	600
Les Capitaines,	300
Les Lieutenants, Aides-Majors & Sous-Lieutenants, Enseignes & autres jusqu'au Soldat compris, un mois de leur solde.	
Le Prevost, Marechal des Logis, Archers & autres de la Prevost des Gardes Françaises, un mois de leur solde.	
Le Colonel General des Suisses,	4000
Les Colonel des Gardes Suisses,	3000
Les Capitaines, Lieutenants, & autres Officiers & Soldats des Gardes Suisses payeront de même que les Gardes Françaises.	

Gardes du Capitaine General des Etats.

Les Officiers, Cavaliers & Soldats des Regiments & des Compagnies des Gardes à Pied ou à Cheval feront échangez, ou payeront un mois de leur solde.

Cavallerie.

Maître de Camp ou Colonel,	Liv. 400
Lieutenant Colonel,	250
Major,	220
Capitaine,	200
Lieutenant,	100
Aide-Major ou Adjudant,	75
Cornette,	75
Quartiermaître de Regiment,	75
Marechal des Logis ou Quartier-maître de Compagnie,	25
Brigadiers ou Caporaux,	22 l. 10 f.
Scribes & Cavaliers,	20
Le Regiment des Cravattes,	
Le Regiment Royal Anglois,	
Le Regiment Royal Piémont,	
Le Regiment du Comte de Nassau Allemand.	
Ledit Regiment seront traités comme le reste de la Cavallerie.	

Dragons.

Colonel des Dragons,	Liv. 350
Lieutenant-Colonel,	250
Major,	200
Capitaine,	150
Lieutenant,	70
Aide-Major ou Adjudant,	60
Cornette,	55
Marechal des Logis, ou Quartiermaître de Compagnie,	25

Quat.

ANNO 1690.	Quartier-maître de Regiment sera échangé, ou payera, _____	50
	Brigadiers ou Caporaux, _____	28
	Dragons, _____	18

Infanterie.

C	Colonel, _____	400
	Lieutenant Colonel, _____	250
	Major, _____	150
	Capitaine, _____	100
	Lieutenant, _____	40
	Aide-Major ou Adjudant, _____	40
	Maréchal de Logis ou Quartier-maître de Regiment, _____	35
	Sous-Lieutenant ou Enseigne, _____	25
	Les Sergens, _____	15
	Soldats, _____	7 l. 10 s.
	Les Prevôts des Regiments de Cavallerie, Dragons ou Infanterie, seront échangés, ou payeront, _____	40
	Leurs Lieutenans, Gieffiers ou Auditeurs de Regiments seront échangés, ou payeront, _____	20

Cadets Gentilshommes.

L	Es Capitaines de neuf Compagnies de Cadets seront échangés, s'il s'en rencontre de même Poste ou Caractère, ou payeront --	150
	Les Lieutenans, _____	80
	Les Sous-Lieutenans ou Enseignes, _____	60
	Les Sergens, _____	20
	Les Caporaux, _____	12
	Les Cadets Gentilshommes, _____	10

Les Gouverneurs, Commandans, Lieutenant de Roy, Majors & Aide-Majors, & Capitaines des Portes, payeront un mois de leur solde, & ayant une autre Charge dont l'appointement est plus haut, payeront sur le pied de ladite Charge.

Tous Volontaires François, qui seront dans les Armées du Roy, de quelque Qualité qu'ils puissent être, s'ils sont du nombre de ceux qui font leur séjour ordinaire à la Cour, & qui n'ont point de Charges Militaires, seront échangés de part & d'autre, ou payeront 2000. liv.

Et les Volontaires, qui seront en quelque Employ, soit dedans ou hors de l'Armée, soit au service de Sa Majesté ou de Messieurs les États, ou tels autres Princes étrangers, que ce puisse être, seront échangés ou payeront ce à quoy ledit Employ par ce Cartel est réglé.

Le contenu de ces deux Articles sera observé aussi au regard des Volontaires, qui seront dans les Armées des États Généraux.

Les Aumôniers, Ministres, Medecins, Directeurs Généraux & particuliers, Apotiquaires, Chirurgiens & autres Officiers servant aux Hôpitaux des Armées & Places de Guerre, comme aussi les Femmes de quelle Condition, qu'elles puissent être, Enfants de douze ans & au dessous, Postillons, Messagers, Domestiques & Valets seront renvoyés de part & d'autre sans rançon.

Tous ceux qui exercent différentes Charges ne payeront la rançon, que de la plus haute Charge qu'ils possèdent, & à proportion d'icelle seront échangés ou payeront leur rançon.

Tous Officiers d'Artillerie, non compris en ce Traité, ayant les mêmes noms avec les Officiers d'Infanterie, pourront sans aucune différence, être échangés pour la même rançon.

Tous Officiers reformés ne payeront que le quart de la rançon de la Charge à laquelle ils sont mis, étant en pied.

Les Trompettes & Tambours, qui iront réclamer lesdits Prisonniers, seront renvoyés dans trois jours, & si quelque raison de Guerre oblige à les retenir davantage, leur dépense sera payée par ceux qui les auront arrêtés.

Tous Officiers & autres, tirans Gages, non compris en ce Cartel, & tenus de suivre les Armées, pourront être rançonnés en payant un mois de Gages, outre qu'il sera licite aux Parties de se donner avis réciproquement des Officiers, qui pourront être

obmis dans ce Cartel, & d'en convenir entr'eux, après quoy ce qui aura été concerté, sera ponctuellement observé & tenu pour intérêt dans ce présent Traité.

S'il arrivoit quelque difficulté, touchant la Qualité ou Gages de quelques Prisonniers, elle sera levée sur le Certificat, qu'en donnera de bonne foy le General de l'Armée, ou Gouverneur de la Place d'où sera ledit Prisonnier sans qu'aucune autre preuve soit nécessaire.

Il sera fait dessein de part & d'autre d'ôter les Habits aux Prisonniers.

Tous Soldats, Cavaliers, Dragons & autres, dont les rançons sont égales, auront pour leur Subsistance, pendant le temps qu'ils demeureront en Prison, trois sols monnoye de France, outre la ration de Pain de Munition, par jour, & les Sergens le double.

Il a été convenu de part & d'autre, de ne contraindre aucuns Prisonniers de Guerre, de prendre parti ou de s'enrôler, & pour prévenir toute contestation là dessus, on fera obligé de faire signer ceux, qui veulent entrer volontairement dans le service de celui qui le tient Prisonnier, comme quoy il l'a fait de bonne volonté, sans y avoir été contraint ny forcé.

Tous les Officiers se pourront faire traiter ainsi qu'ils trouveront bon, & seront en état de payer.

Les Officiers de part & d'autre, qui auront été renvoyés sur leur parole, seront obligés de retourner & se rendre Prisonniers quinze jours après la Ratification de ce Traité, s'ils n'ont auparavant fait tenir leur rançon sur le pied y spécifié, & ce qu'ils pourroient devoir des frais, par eux faits dans la prison pour leur Subsistance, ce qu'ils pourront faire sans être obligés de retourner, & seront libres de servir, si tôt qu'ils auront l'acquies de ceux, auxquels ils s'étoient obligés.

Quant aux mois de Solde, dont plusieurs Articles parlent, ils seront réglés de part & d'autre, selon les Appointemens par mois, que donne Sa Majesté; excepté les Gouverneurs, Commandans, Lieutenans de Roy, Majors & Aide-Majors, Capitaines des Portes, Officiers, Cavaliers & Soldats des Gardes du Capitaine General des Armées de l'Est, qui payeront suivant les appointemens qu'ils reçoivent de Messieurs les États Généraux.

Moyennant les Conditions cy-dessus, on est convenu, de renvoyer de part & d'autre tous les Prisonniers quinze jours après la Ratification du présent Traité, en payant réciproquement ce qu'ils auront dépensé pour leur nourriture pendant le temps de leur Detention dont il sera fait état, & dans les suites de cette Guerre, il sera exactement observé de rendre les Prisonniers aussi-tôt qu'ils seront réclamés, en payant leur rançon, ou rendant des Prisonniers en nombre équivalent à la Charge qu'ils possèdent.

Et pour faciliter toutes choses également à l'avantage des Parties, on s'en rendra compte de six mois en six mois, s'il est nécessaire, en envoyant un état.

Chaque Partie fera un état des Prisonniers, qu'il renverra & en tirera un reçu du Commandant du Lieu, où ils auront été remis, afin qu'après l'entière délivrance des Prisonniers, celui des deux Parties, qui demeurera redevable à l'autre, aye soin d'y satisfaire sur le pied de la rançon cy-dessus spécifiée.

Tous les Prisonniers des Troupes de Cavalerie ou Infanterie, qui sont, ou qui ont été faits depuis la Declaration de la presente Guerre, tant par Mer que par Terre, seront renvoyés de part & d'autre en satisfaisant aux Articles cy-dessus, dans les Places les plus voisines de l'obéissance de Sa Majesté, ou de Messieurs les États Généraux.

Il sera tres-expressement défendu de part & d'autre, de se servir de Balles d'estain, ou autre menuil, que celui de plomb, comme aussi de Balles ramées pour des Parties de Campagne.

Il ne sera délivré par les Generaux, Gouverneurs, Commandans des Places aux Troupes aucuns Pass-ports, pour aller à la Guerre les uns contre les autres au dessous de dix neuf hommes à Pied, quinze à Cheval, sans les Partisans; ayant été convenu, que ceux, qui auront été pris les Armes à la main au dessous dudit nombre, seront repeuz Partis bleus & châtiez de deux mois d'une dure prison: & en cas qu'ils soient convaincus de vol ou de meurtre, ils seront mis entre les mains de la Justice, pour être punis suivant les Ordonnances, dequoy on se donnera

part

ANNO 1690. part reciproquement, & des raisons qu'on aura eu de le faire.

Néanmoins cette peine ne pourra avoir lieu, lors qu'un des Parties, après avoir perdu quelques Hommes en combattant contre l'Ennemy, sera rencontré en moindre nombre, qu'il n'étoit sorti de l'Armée ou de la Garnison, ce qui se vérifiera par les Passeports & Certificats des Généraux, Gouverneurs ou Commandans, dont ils auront eu leurs Congez ou Passeports, comme aussi si quelque petite Troupe a servi d'escorte à un Officier, ce qui se pourra justifier par une semblable Attestation.

Que s'il y a des Cavaliers, Dragons, & Soldats Prisonniers qui soient bleffez ou malades en danger de leur vie, s'ils demeurent dans les prisons, & qu'on soit obligé de les mettre dans les Hospitiaux ou autres Lieux, pour les faire traiter ou panser, il sera payé, outre leur rançon, ce que le Roi, ou Messieurs les Etats Généraux, donnent aux Directeurs des Hospitiaux, pour l'entretien des malades, ce qui sera déclaré de bonne foy de part & d'autre.

Que si de part & d'autre, sous prétexte de bien traiter les Prisonniers, on les met dans des Cabarets ou Auberges à leur dépens ou de leurs Capitaines, il ne sera payé pour leur dépense outre leur rançon que les trois sols de Subsistance & la Ration de Pain de Munition par jour, qu'on oblige de part & d'autre de fournir chaque jour aux Cavaliers, Cravattes, Dragons & Soldats, & le double pour les Sergens.

Que les Passeports d'Espagne auront lieu & seront respectez par les Troupes d'Hollande, de quelque Nation qu'elles puissent être, dans toute l'étendue de la Frontiere depuis la Mer jusqu'à la Mozele, ayant été fournis à des François qui en seront Porteurs, comme Messieurs les Intendants, leurs Subdélégués, Receveurs de Contributions, de Confections, Entrepreneurs de Fourage, Directeurs & Commis des Traintes & Domaines du Roy, Courriers & Postillons, & il en sera fourni de la part de France aux Receveurs des Contributions, de Convoys, de Licents, & autres de semblables Emplois ou fonctions, comme ceux nommez cy-dessus du côté de la France, si le cas le requiert, qui sont établis sur les Frontieres du Pays-Bas Espagnol de la part de Messieurs les Etats, lesquels pourront de part & d'autre aller en toute sécurité dans les Villes & plat Pays de ladite Frontiere, sans néanmoins qu'ils puissent s'approcher plus près de deux Lieues des Places de Guerre Ennemies de part & d'autre.

Aussi il sera permis aux Prisonniers d'avertir aussitôt leurs Supérieurs du lieu de leur detention, à quoy Messieurs les Gouverneurs ou Commandans donneront les mains, leur en facilitant le moyen.

Que les Trompettes & Tambours seront renvoyez de part & d'autre sans rançon, à moins qu'ils ne soient pris en parry les Armes à la main & en ce cas les Trompettes payeront comme les Cavaliers & les Tambours comme les Soldats.

Le présent Traité aura lieu & sera reciproquement bon pour toutes les Troupes tant du Roi, que de Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, qu'elles soient à leur solde ou non, de quelque Nation qu'elles puissent être, sans exception ny exclusion quelconque, qui se trouveront aux Ordres des Princes & Généraux, qui ont ou auront directement & naturellement Commandement & Autorité sur les Armées & Troupes de Sa Majesté, & de leurs Hautes Puissances, agissant de leur part & en leur nom conjointement ou separement en quels Lieux & Pays que ce puisse être, toutes lesquelles Troupes jouiront de part & d'autre du présent Traité, seront echangées ou payeront rançon, comme il a été convenu dans ce Cartel, ce que Sa Majesté promet de tenir pour bon & valable, & le fera ponctuellement observer & exécuter, comme Messieurs les Etats s'obligent & promettent de tenir pour bon & valable le contenu au présent Article, & de le faire agréer, observer & exécuter ponctuellement aux Princes & Généraux, ainsi qu'il est dit cy-dessus.

Le présent Traité aura aussi lieu & sera exécuté par Sa Majesté pendant que la présente Guerre durera, non seulement pour les Troupes qui sont à la solde du Roy, & de Messieurs les Etats Généraux, de quelque Nation qu'elles soient, mais encore à l'égard de tous les Roys & Princes, qui sont présentement en Guerre contre la France, qui dans l'espace de deux mois déclareront par un Acte en bonne forme, qu'ils veulent

bien se conformer à ce Traité, & en promettre l'exécution, soit que les Prisonniers se fassent en deça ou en delà la Mer, & Sa Majesté promet de faire exécuter le susdit Traité à l'égard dedit Roys, & Princes, Alliez dedit Etats Généraux, pourveu qu'encre cy & le susdit temps, ledits Alliez des Etats Généraux, qui sont présentement en Guerre contre le Roy, promettent par un Acte en bonne forme de se conformer audit Traité, pendant que la présente Guerre durera, & aussitôt que les susdits Actes auront été remis au Sieur de la Motte, pour les envoyer à Sa Majesté, elle permettra aux Prisonniers des Troupes dedit Alliez, qui auront fourni leurs Promesses, de faire aussi exécuter le présent Cartel, de s'en retourner en leur Pais, ou à leurs Troupes, en payant la rançon portée par ledit Cartel, pour la Charge, dont ils étoient pourvus, lors qu'ils ont été faits Prisonniers, & s'il se reconnoît quelque difficulté sur la difference des Charges dans les Troupes des Roys & Princes Alliez à celle de l'Etat, enoncées dans le présent Traité, il en sera donné avis audit Sieur de la Motte, pour y apporter les remedes, dont on pourra convenir de part & d'autre.

Le contenu de l'Article cy-dessus ne pourra porter aucun préjudice ny alteration au présent Traité à l'égard des Troupes de l'Etat.

Que le Cartel & présent Traité d'échange & des rançons des Prisonniers de part & d'autre, aura lieu & sera bon du jour de la date de la Ratification, & sera inviolablement continué pendant le cours de cette Guerre, sans qu'il puisse être interrompu.

Et pour plus grande assurance dudit Traité, nous avons promis reciproquement, en vertu des Pouvoirs, qui nous ont été donnez, de le faire ratifier, tant de la part de Sa Majesté, que de celle de Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, dans quinze jours au plus tard de la date d'iceluy. Fait à Bouillon le vingt-neufième Decembre 1690.

Signé,

LA MOTTE DE LA PEYROUSE.

J. B. DE WASSENAER;

Pouvoir du Roy.

LE Roy ayant été informé de la disposition, dans laquelle sont les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, de convenir d'un Traité pour l'échange & rançon des Prisonniers de Guerre, qui ont été & seront faits tant par les Armées de Sa Majesté, que par celles qui sont à leurs soldes, si Sa Majesté avoit agréable d'y entendre; & étant bien aisi de contribuer de sa part au soulagement & à la Liberté dedit Prisonniers; Sa Majesté ayant une entière satisfaction de la conduite, que Mr. de la Motte de la Peyrouse, son Lieutenant au Gouvernement de Maaubeuge, a tenu dans le Traité, qu'il a fait & passé en son nom le vingtième Octobre dernier avec les Commissaires, deputez de la part du Roy Catholique pour un pareil Traité d'échange & rançon des Prisonniers de Guerre, dans lequel il a donné des preuves de sa Capacité & de son experience; Sa Majesté l'a commis, ordonné & député pour se transporter à Bouillon, & s'y rendre vers le 2. du mois de Decembre prochain, pour y étant negotier, conclure, arrester & signer en son nom, avec le Sr. Baron de Wassenaer d'Obdam, député à mesme effet par ledits Etats Généraux, en vertu d'un Pouvoir suffisant, & qui devra être en bonne forme, un Traité general d'échange des Prisonniers de Guerre, qui ont été & seront faits depuis le commencement de cette Guerre, & pendant le temps qu'elle durera, par les Troupes de Sa Majesté & par celles dedit Etats Généraux, en quelque part que ce soit, où les Armées de Sa Majesté & celles des Etats Généraux ont agy & agiront cy-après, sans exception, & ce Homme pour Homme de même Poste & Qualité, & qu'en cas qu'il y eust un plus grand nombre de Prisonniers de Guerre d'une part que d'autre, le surplus, qui ne pourra être échangé, sera mis en liberté, moyennant les paiements des rançons, dont il sera convenu, le tout conformément autant qu'il le pourra au dernier Traité d'échange & rançon, conclu & arrêté le vingt & un May de l'Année 1675, pour les Prisonniers de Guerre, faits par

ANNO
1690.

les Armes de Sa Majesté & celles deditz Estats Généraux, y adjoint ou diminuant ce qui sera jugé à propos, & généralement faire par ledit Sr. de la Peyrouse, pour ledit Echange & Convention des rançons, tout ce qu'il verra nécessaire & à propos, Sa Majesté lui en ayant donné & donnant tout Pouvoir par la presente, promettant en foy & parole de Roi, d'avoir pour agreable, tenir ferme & stable tout ce qui aura été négocié, promis, arrêté & signé de sa part par ledit Sr. de la Peyrouse, en vertu du present Pouvoir, & de

le faire ponctuellement garder & observer de sa part sans difficulté; car telle est la volonté de sa Majesté. Fait à Versailles le dix-neuf Novembre 1690.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas,

LE TELLIER.

Plein-pouvoir des Etats Generaux.

DE Staten Generael der Vereenighde Nederlanden, allen den genen die het aengaen magh, *Doen te weten*, dat Wy goet gevonden hebben te committeren ende te autoriseren; gelijk Wy committeren ende autoriseren by desen, den Heere Baron van Wassenauer, Heere van Obdam, Generael Major ten dienste van Onsen Staat, om uyt Onsen Naem ende van Onsentwegen, met die genee, die van wegen sijne Majesteyt den Koningh van Vranckrijk ingelijcks genoegsaem sal oltre sullen wesen geauthoriseert, te tracteren ende te convenieren over het maecten van een Cartel ofte Accord, wegens de Wilsinghe ende Rantsoeneringe van wederzijds Gevangenen van Oorlogh, soo die tegenwoordigh gevangen zyn, ofte naermels gevangen sullen worden, met het genee daar van dependeert, behoevende ter goeder trouwe, voor poet ende van waerde te sullen houden, oock te sullen approberen ende ratificeren, alles wat door den gemelten Heere Baron van Wassenauer, Heere van Obdam, invoeegen als vooren, in Onsen Name sal wesen geconveniert ende gearresteert. Aldus gedaen onder het Cachet van den Staat, Paraphure van den Heere Presiderende in Onse Vergaderinge, ende de signature van Onsen Griffier, in den Hage den eliden December 1690.

Was gearapheert,

G. SLOOT.

et. Onder stont,

Ter Ordonnantie van de hoog-gemelte Heeren Staten Generael.

Geteekent,

F. FAGEL.

Ter zyden stont het boven-gemelte Cachet in rooden Wasche gedrukt, en met wit Papier overdeekt.

Ratification du Roi.

LE Roy, ayant veu & leu attentivement le Traité cy-dessus transcript, fait & passé en son Nom par le Sieur de la Motte de la Peyrouse, & au nom des Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas par le Sieur Baron de Wassenauer d'Obdam, pour l'échange & rançon des Prisonniers de Guerre, qui ont été faits depuis qu'elle est déclarée, & seront faits cy-après pendant qu'elle durera, par les Troupes de France & celles deditz Etats Generaux, les uns sur les autres; & Sa Majesté ayant ledit Traité bien agreable, l'a ap-

prouvé, confirmé & ratifié, approuve, confirme & ratifié; & a promis & promet en foy & parole de Roy, de l'entretenir & faire entretenir & garder de sa part inviolablement sans y contrevenir ni permettre qu'il y soit contrevenu en aucune maniere, ayant pour témoignage de sa volonté signé la presente de sa main, & à icelle fait apposer le Scel de son secret. A Versailles le quatrième jour de Janvier, 1691.

Signé,

LOUIS.

Ratification des Etats Generaux.

DE Staten Generael der Vereenighde Nederlanden, Allen den genen die desen sullen sien. *Salut: Doen te weten*, Dat Wy, gesien ende ge-examineert hebbende het Tractaet, gheslooten tot Bouillon den 29. December 1690 tusschen den Heere de la Motte de la Peyrouse, als daer toe speciaelick geauthoriseert van Sijne Koninklijke Majesteyt van Vranckrijk, en de Heer Baron van Wassenauer, Heere van Obdam, daer toe

TOM. VII. PART. II.

Traduction.

LES Etats des Provinces-Unies font savoir à tous ceux qui y ont intérêt, qu'on a trouve bon d'envoyer, & envoyé est par la presente, le Sr. Baron d'Obdam, Major General au service des Etats, & par nostre Ordre, à ceux qui seront autorisés de la part de Sa Majesté, le Roi de France, pour négotier & dresser l'Accord du Cartel, touchant l'échange & rançon des Prisonniers de Guerre de part & d'autre: tant ceux qui le sont à present que ceux qui pourront l'être à l'avenir, & ce qui en depend. Promettant sincerement de tenir pour bon, & de ratifier tout ce que ledit Sr. de Wassenauer fera en nostre nom. Fait sous nostre Cachet de l'Etat, paraphé par le Sr. President dans nostre Assemblée, & signé par nostre Greffier. A la Haye le 11. Decembre 1690.

Signé,

G. SLOOT.

Et plus-bas,

Par Ordonnance de leurs Hautes Puissances,

F. FAGEL.

Au côté le Cachet cy-dessus nommé en cire rouge couverts de papier blanc.

Traduction.

LES Etats Generaux des Provinces-Unies, Salut. Faisons savoir que Nous avons veu le Traité conclu à Bouillon le 29. Decembre 1690. entre le Sieur de la Motte de la Peyrouse, autorisé par Sa Majesté le Roi de France, & le Baron de Wassenauer, Sieur d'Obdam, autorisé de nostre part, pour faire

Nn

l'échan-

ANNO 1690. toe van ontfentwegen inſigheijls geauthoriſeert zijnde, over de Ranſoenen ende Verwiſſeling van wederzijds Gevangenen, ſoo als het ſelve hier voren ſtaet uygedrukt.

Ende in achtighe genomen hebbende, dat by het laelte Articul is beloofd, dat het ſelve Traſtaet van wederzyden ſoude werden geratificeert binnen den tijdt van vijftighen dagen naer den voorchreven negen en twintighen December, zijnde den dagh van de Ondertekeninge: *Soo it*, Dat Wy, in gevolge van dien, het voorchreve Traſtaet hebben geapprobeeret ende geratificeert, gelijk Wy het ſelve approberen ende ratificeren mits deſen, volgens ſijnen teneur ende inhoud, beloovende oprechtelijk ende ter goeder trouwe dat Wy het voorz. Traſtaet, en alle de Points ende Articulen van dien, ſoulen onderhouden ende naerkomen, ende doen onderhouden ende naerkomen, by allen ende een yeder die het aengien magh. Aldus gedaen onder het Cachet van den Staet, de Paraphure van den Heer Praſiderende in onſe Vergaderinge, ende de ſignature van Onſen Griſſier, in den Hage den elfden January, 1691.

Was geparaphceert,
W. DE NASSAW,

vs Onderſtands,
Ter Ordonnantie van de hoog-gemelte Heeren Staaten Generael.

Geteckent,
F. FAGEL.

Ter zijden ſtondt het boven gemelte Cachet in rooden Walſche gedrukt, ende met wit Papier overdeckt.

Pécheage des Prisonniers de part & d'autre, de la ANNO
maniere cy-jointe imprimée. 1690.

Et comme on a promis par le dernier Article que le Traité seroit ratifié dans le temps de quinze jours, après le 29. Decembre 1690. qui est le jour qu'il a été signé. Et ledit Traité ayant été bien & agréablement approuvé, confirmé & ratifié, l'approuvent, le confirment, & le ratifient suivant sa forme & teneur, promettant sincèrement de tenir ledit Traité, & de tous les Points & Articles qui y sont compris, & de le faire maintenir & exécuter. Fais sous nostre Cachet à la Haye le 11. Janvier 1691.

Signé,
W. DE NASSAW.

Plus-bas,
F. FAGEL.

CXXXIII.

1691. *Paſſa Dotatitia inter Sereniffimum Principem JACOBUM, JOANNES III. Poloniae Regis Filium natu majorem, & Dominum HEDWIGEM ELISABETHIAM, PHILIPPI GUILIELMI Electoris Palatini Rheni Filiam. Quis Sereniffimus Elector in Dotem Suae Filiae centum milia Florenorum Rhevenſium, praefato Regi & ejus Filio ſe ſoluturum promittit; Et e contra Hic Sereniffima ſue Sponſae in contra-Dotem tantundem, atque alia centum milia titulo Dotalis nuptialis conſtituit. Actum Anno 1691. [LUNIG Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. II. Abſatz I. pag. 112.]*

Cum Sereniffimus ac Potentiſſimus Princeps ac Dominus *Johannes III. Dei gratia Rex Poloniae, Magnus Lithuaniae Dux &c.* maturo conſilio perpenderit, non ſolum ſe ſibi & ſuis, ſed toti Mundo, praecipue verò Regni à Deo ſibi conceditis vivere, Populorumque praecipue vicinorum Amicitiae, Conſervationi & Libertati inter reliqua quam maxime conſiderare, ut per mutua Conjugia major ſinceritatis & reciprocae aſſuetudinis nexus pro ſtabilienda eò ſocietate Pace & Securitate conſervari, modo quo fieri poſſet ſanctiſſimo firmetur; Idco Sereniffimum Filium ſuum natu majorem, Dominum Principem Jacobum hujus quidem propria ſponte & conſueſſima voluntate eò deſtinavit, ut inter illum & Principis Sereniffimi Domini *Philippi Guilhelmi, Comitis Palatini Rheni, Sacri Romani Imperii Archi-Theſaurarii & Electoris, Bavariae, Juliae, Cliviae & Montium Ducis &c.* Filiam quinto genitam, Sereniffimum Dominam *Hedwigem Eliſabetham Amaliae, Comitiſſae Palatinae Rheni* (tit.) Matrimonium iniretur, utpoſe ad ſaluberrimam Regiae Poloniae Majeſtatis ſupra ſitam Intentionem eò praecipue ex capite maxime proſpicuum, quod antiquiſſimus *Donus Palatinae ad Riccum Splendor* toti Orbis adeò illuſceſcat, ut Serenitatis Suae radios tam per Conſanguinitatis quam Affinitatis Neceſſitudinem in omnes ſere totius Europae, Imperatoris, Regum, Principumque Familias non diſſindat modo, ſed & illos toti quali novis ſideri-

bus coruſcare faciat, quot proles ex affinitatibus cum hac domo contractis conſpiciantur, vel certo ſperantur in Regnis illis, quo tanto Provinciarum luctu tamdiu antea cum orbitate luſtrata ſunt. Centè Sereniffimus Dominus Elector veteris cum Inclyta *Poloſorum* Natione conſideratis Amicitiae non invenimur, inſuper quod ipſe ex Rega *Jagellorum* ſanguine antiquiſſima per ſe Sanguinis neceſſitudine ſibi conjuncta Conjugem habuerit Sereniffimam Dominam *Annam Catharinae Conſtantiam*, praeterea & Filius ſui Tertio-genitus, Sereniffimus *Carolus Philippus, Comes Palatinus Rheni &c.* &c. cum Ceſſiſſima *Radeviſiorum* Familia pari ſa Matrimonii Foedere conjunxerit, tam ſalutari Suae Majeſtatis Intentioni eò promiores praebuit aures, quò Sedes Apoſtolica & Sacra Ceſareae Majeſtatis efficiſſimè inſerpoſitis ſuis officiis id gratiſſimum ſibi fore contenderunt. Verum poſteaquam Suae Serenitatis Electoralis inſcripſa Matrimonii Capituſa aequilima cenſuit, Clementiſſimo propterea ejusdem Mandato in ſcripturam redacta, prius tamen quàm ad perfectionem perducere potere, jubente ſic divino Numine pientiſſimè ſupremum obſit diem, idco ejusdem Dominus Filius Primogenitus, Sereniffimus Dominus *Johannes Guilhelmus, Comes Palatinus Rheni, Sacri Romani Imperii Archi-Theſaurarius & Elector, Bavariae, Juliae, Cliviae & Montium Dux* (tit.) pro ſua parte & ſpe Conſultum Sapientiſſimi ſui Domini Parentis approbaturus, & quò non minus ex ſua ſponte ſuum in Regiam Poloniae Domum, pro publico bono affectum reſoluit faceret, ceptum hunc tam ſalutarium ex cauſis Matrimonii Traſtaetum perfici voluit; Igaur quod ſelix ſiquidumque ſit & toti Reipublicae Chriſtiaeque ſalubre, inter Regios & Electorales Deputatos, ex parte Regis quidem Dominus N.N. ex parte Sereniffimi Domini Electoris vero Reverendiſſimum & Illuſtriſſimum Dominum *Ferdinandum ab Yſſcho*, Dominum in Macen, Scientiaſ Suae Electoralis Conſiliaſum intimum & ſupremum Aulæ Cancellarium, Cameræ Praeſidem & Feudorum Praepoſitum, Dynaſtam in Reichenſhofen, nec non Illuſtriſſimum Dominum *Andream Schellerer ab & in Heiderſdorf*, Sacrae Ceſareae Majeſtatis Conſiliarium Imperialeſ Aulicum, nec non Serenitatis Suae Electoralis Conſiliaſum intimum, in ſubſequentes Matrimonii Traſtaetum & Conditiones conveniunt eſt.

I. Itaque Sereniffimus Dominus Elector *Johannes* Gu-

ANNO
1691.

Gustavus spondet in legitimam Uxorem Serenissimam Dominam Principem *Elisabetham* &c. Dominam Sorem suam dilectissimam, Serenissimo Principi Poloniz Regi Dn. *Jacobo* &c. Et vicissim Serenissimus Princeps Regius *Jacobus* precedente Consensu Serenissimi ac Potentissimi Regis Paris sui, promittit, se ducturum in Uxorem prædictam Dominam Principem *Elisabetham*, prædicto Matrimonio consentientem, juxta Ritus Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Catholicæ, & curaturum, ut subsequenti quomodocumque infra dicitur, Matrimonio rato, aut solis, aut Serenissimi ac Potentissimi Domini Parentis, Regis sumptibus *Noburgo* ad *Danubium* decenter ad Suam Regiam Aulam in *Polsiniam* deducatur.

II. In Dotem & titulo Dotis Serenissimæ Principi *Elisabethæ* Serenissimus Dominus Elector promittit solvere Serenissimæ Domini Regi & Filio eorumve Hæredibus & Successoribus Florenorum Rhenensium centum millia in monetâ currenti, Florenum ad sexaginta Crucigeros computando: Prædicti autem Seren. Rex & Regius Filius in casu Dotis prædicto restituerunt pariter illam promittunt restituere pecunia numerata & dicto jam valore præfate Serenissimæ Domini Principi, aut ejusdem Hæredibus & Successoribus, omni exceptione remota, sub Obligatione Bonorum suorum præsentium & futurorum, suorum Hæredum & Successorum omni meliori modo, juxta Ritus & Leges Regni Poloniz, imò & cum legitimo consensu Serenissimæ Domini Regi Majestatis observando.

III. Et contra Serenissimi Domini Domini, Rex & Filius Regius promittunt Serenissimæ Domini Neo-Sponsæ centum millia Florenum in Contradotem, & eorundem, id est, alia centum millia Florenum monetæ sepius jam scriptæ, Nuptialis titulo doni constituere, prout hisce fide Regia constituunt sub Obligatione Hypothecæ & consensu respective Conjugalis & materni jam ante notationem Dotis enumerata, ita ut Dos, contra-Dos & Donum nuptiale ter centum millium Florenorum Rhenensium, ut supra, importent, Quorum usufructus durante Matrimonio Serenissimo Domino Principi Regio, proprietas autem pleno Jure Conjugum superfluit, ejusque Hæredibus & Successoribus remaneat, seu satum prius in Regio Principe, seu Serenissima Sponsa prius contingat, (quod quidem divinum Numen diutissimè differre dignetur) idque fivè post mortem alterutrius Conjugum liberi existant ex hoc Matrimonio, five non, qui tamen si Dei gratia ex hoc connubio existent, Jure merito directæ & naturalis illorum Successioni ad prædictas Summas præsentem Contractu derogari non potest.

IV. Serenissimus ac Potentissimus Rex, ac ejus Dominus Filius Regius durante Matrimonio providebunt Serenissimæ Domini Principi ejusdemque Aulico & aliis necessario Ministriis à primo ad ultimum nullo excepto, de condigna & hujusmodi Regiis & Electoralibus Filiis & Filiabus deceni sustentatione quoad victum, amicum, salarium, aut quicquid horum necessarium erit, imò & Principibus tantæ Dignitatis & Familiez decorum; De reliquo autem durante Matrimonio sine ullo alio Onere aut Conditione Serenissimæ Domini Principi ad libertatam ejusdem dispositionem absque ulla reventia Obligatione Rationis ex paratissimis mediis ad initium cujuscunque mensis quingentos Florenos Rhenenses, qui consuevit uno & quolibet anno sex millia Florenorum Imperialium Rhenensium, solvi curabunt.

V. Si Cæli dispositio contingat, ut Serenissima Princeps (quod ipsa quidem vel omnino non, vel ferè saltem excepto annis feri) dilectissimo suo Domino Sponsò supervivere, ad vidualem ejusdem sustentationem præter antea prædicta in funebum ejus casum proprietarie ipsi competente trecenta Florenorum millia Dotis, Contra-dotis & Doni nuptialis, assignabuntur eidem à Serenissimo Rege ejusque Regio Principe, adhuc alia ducenta Florenorum millia una cum Dote, Contra-dote & Dono nuptiali in Capitali conscientia summam Florenorum quingentorum millium, monetæ Rhenensis, quam statim ac Tabule istæ Nuptiales conventæ & signatæ fuerint, in numerata pecunia adhuc ante Matrimonium ratum, & Abductionem Serenissimæ Domini Principi Neo-ponsæ Serenissimi respective Rex & Elector consignaverint in Principatibus certis in *Silesia*, juxta Declarationem Sacre Cæsareæ Majestatis quæprimùm designandis, in quibus census annuus hypothecalis quinque pro centum Serenissimis

TOM. VII. PART. II.

ANNO
1691.

utrisque Neo-ponsis tunc diu dabitur & perolveretur, usque dum summa Capitalis communi contrahentium consensu non fuerit reperta & exsoluta; Cum ultionis tamen utrinque acceptata Conditione, ut hæc ducenta Florenorum millia, quæ Serenissimæ Sponsæ ultra Dotem, Contra-dotem & Donum nuptiale pro viduali sustentatione adjuvantur, non ut Dos, Contra-dos & Donum nuptiale proprietarie, sed usufructuarie tantum, & quidem non ultra ejusdem Viduitatem & Vitam, & eandem pertineant, imò si vel vivere vel vidua esse declinat, proprietarie & plenissimo Jure ad Serenit. Sponsi Hæredes devolvatur, respectu ejus Summæ viginti millium designatæ viduitati & Successores & Hæredes Serenissimi Neo-ponsi tegressus Sacra Cæsarea Majestas omnimodam spondet Securitatem, ita ut eadem Summa nemini alii nisi legitimis Serenissimi Neo-ponsi Successoribus extrahatur.

* VI. Porro cum annua Pensio mox in Articulo præcedenti enarratæ Summæ 50000. Florenorum ad condignam ex casibus insperatis Principibus Palatinis ex hac Domo Electorali consuetam vidualem sustentationem sufficere non possit, Serenissimus Rex & Regius ejusdem Dominus Filius singuli in solidum, cum consensu Serenissimæ Regine legitimè præstant, eidem hisce superaddunt, in casum & durationem viduitatis, & non aliter ac ultra, alios adhuc vigesies mille Florenos Rhenenses annui redditus, singulis annis jussu & omni Exceptione remota, sine ulla aut litium aut sumptuum molestia, exolvendos fide Hypothecæ tam generali quàm speciali, omnium bonorum tam avitorum quàm avitæ acquisitionis aut adhuc acquirendorum juxta Ritus & Leges Regni Poloniz firmiter expedienda, ita ut nec Generositatis Specialitatis, nec Specialitatis Generalitatis quicquam deroget, cum ultionis hæc Declaratione, si Serenissimæ Domini Vidue in supra-additis hisce vigesies mille annuos Florenos persolvendis molestia, mora, aut omnino impossibilitas modo quocunque futuris temporibus injiceretur, eidem tunc ex nunc, & nunc ex tunc libertas concedatur, vel his annuos vigesies mille Florenos Jure exigendi, vel si malit, eorum loco dicta ducenta Florenorum millia Articulo præcedenti usufructuarie tantum sibi ad tempus Viduitatis assignata, proprietarie sibi suisque Hæredibus reinendi, ita ut in casum non solvendorum eorum supradictorum in Polonia assignatorum 20000. Florenorum, statim ac id se velle declaraverit, ipso Jure ducentorum sepius prælatorum millium Florenorum proprietate ad eandem ejusque Hæredes recidat, amittat tamen etiam ipso Jure omnem ulteriorem Actionem ad illos vigesies mille Florenos supra additos.

VII. Et hæc quidem pro viduali sustentatione conventæ Summæ integre maneat Serenissimæ Domini Sponsæ farorum Dispositione futuræ forsâ Viduæ, etiam si una vel plures Proles extarent, ad quorum condignam & decoram sustentationem licet ex Summis ului pro viduali fervientibus præsentis Contractu necessario Serenissima Neo-ponsa non obligetur (cum Educatio pro Dignitate tanti Sanguinis & sustentatio primariæ ad Sortem Patrimoniale spectet) nihilominus materno in Prolem affectu & pietati cæ Præcustodiione minimè derogari debere. Quemadmodum etiam liberum erit eidem tempus Viduitatis in vel extra Poloniam transigere, quâ in re nulla eidem à quopiam molestia inferatur. Si verò præeligeret, Viduitatem suam in Polonia transigere, gratis ipsi concedenda erit condigna Habitatio, deceni in omnibus & per omnia suppellectile instructa.

VIII. Quæprimùm Pacta dotalia utrinque inscripta & hisce Conditionibus supra enumeratis ex parte Sacre Cæsareæ & Regiæ Poloniz Majestatis & Serenissimi Domini Filii Regii Jacobi Neo-ponsi forma, quâ juxta Leges Poloniz decet, effusior & re ipsa satisfactum fuerit, Clementissimæ Regiæ Majestatis beneplacito relinquatur, quando suos Legatos ad celebrandum juxta Ritus Ecclesiæ Matrimonium ratum, & ipsam etiam Serenissimam Dominam Neo-ponsam in Regnum Poloniz suis tamen sumptibus, ut supra, abducendam ad Serenit. suæ Electoralis Aulam Neoburgicam ablegare voluerit, quos ibidem Sua Serenitas Electoralis excipit, tractari & dimitti curabit pro innata sibi generositate & decenti, qua in Serenissimum Regem fertur, Reverentia.

IX. Antequam tamen ad hujus Matrimonii Celebrationem & actusdem Serenissimæ Sponsæ ex Laribus

N n a

fra-

ANNO
1691.

fraternis Abductionem perveniatur, eadem juratam & solennem Renunciationem faciat, eamque in publicam Scripturam redigi curet, quod aut ipsa aut ejus Descendentes Successores aut Haereditas per se vel per alios nullam unquam Haereditatem aut Successionem ex Domino Palatina, quamvis unus Comes Palatinus Rheni & Dux Bavariae Mafculus ex communi Stipite utriusque Domus per Lineam Mafculinam descendens, in vivis exiit & superest, in Bonis ad eandem pertinentibus tam Feudalibus quam Allodialibus, tam Mobilibus quam Immobilibus in- & extra Imperium ubicunque Terrarum suis, acquisitis jam aut acquirendis, perpeuis temporibus nullo Juris aut facti praetextu pretendere, & sola sibi assignata Dote contenta, de reliquis autem omnibus extantibus Mafculis Agnatis ex utroque Domo Palatina & Bavarica, semper exclusa esse velit, juxta formam in Serenissimi Domo Palatina observatam, & juxta Pacta in Elocutione priorum suorum respectivè Augustinae Imperatricis & Serenissimorum Reginarum Hispaniae & Lusitania nec non Principis Parmensis Sororum conventa.

X. Pro observantia & executione omnium & singulorum, ut suprâ, Conventorum Serenissimi D. D. D. Contrahentes obligant sese, suos Haereditas & Successores & Bona omnia praesentia & futura, etiam mobilia, omni meliori modo tam Jure generalis quam specialis Hypothecae, ita ut Generalitas Specialitati, nec Specialitas Generalitati detrahatur.

XI. Et ut Procuratores infra scripti specialem à Serenissimis suis Dominis Contrahentibus Ratihabitionem praesentium Pactorum quàm proximè sese commuturos promittunt, ita in horum fidem sese sequentem in modum subscripserunt & subfignarunt.

Ex parte Serenissimi Regis &
Principis &c.

CXXXIV.

4. Mai. *Accessio ANSELMUS FRANCISCI Electoris Moguntini ad Fœdus Magnum inter LEOPOLDUM Imperatorem Romanorum & Ordines Foederati BELGII Generales, contra Regem GALLIAE, die 12. Maii 1689. initum. Die 4. Maii 1691. [LONDORPII Acta publica, Part. XIV. Lib. XV. sub Cap. X. num. X. pag. 317. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG Teutsches*

CXXXV.

14. Mai. *Traité van Alliantie tussehen de Heeren Staten Generael der VEREENIGDE PROVINTIEN ter eenre, en RUDOLPH AUGUSTUS ufsens ANTHONI ULRICH Hartogen van Brunswyk-Luneburg Wolfenbuttel ter andere zyde. Gesloten in den Hage den 14. Mai 1691. [Manuskrit.]*

LES PRO-
VINCES-
UNIES
ET
BRUNSWIC-
LUNEBURG.

I. **S** Al tussehen de Heeren Staaten General der Vereenigde Nederlanden ter eenre, ende Haere D. D. ter anderen zyde voor altoos sijn en blijven eene beständige Vriendschap en Correspondentie, ende sal den eenen den anderen allen tyden geroutweyk met raad en daad assisteren en wederzyds intresse bevorderen, mitgeders dan haere respectieve Ministers aen de Hooven van Uytheemse Princen, al-

Reicht-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheil.
I. Abtatz I. pag. 315.]

ANNO
1691.

NOS ANSELMUS FRANCISCUS, Dei Gratia Sanctae Moguntinensi Sedis Archiepiscopus, Sacri Romani Imperii per Germaniam Archi-Cancellarius & Princeps Elector &c. Notum testaturque per praesentes Literas facimus, quandoquidem Tractatus quidam Amicitiae & arctioris Fœderis inter Serenissimum, Potentissimum & Invictissimum Principem & Dominum, Dominum LEOPOLDUM, divina favente Clementia Electum Romanorum Imperatorem, semper Augustum, ac Germaniae, Hungariae, Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniae, Regem, Archiducem Austriae, Ducem Burgundiae, Styriae, Carinthiae, Carniole, & Wurtembergae, Comitum Tyrolis &c. Nec non inter Cellos ac Praepotentes Dominos Ordines Foederatos Belgii Provinciarum initus & conclusus sit Vienna 12. die Mensis Maji anni millesimi sexcentissimi octingentesimi noni per Leopoldum Guillelmum Comitem in Konigssee, Sacri Romani Imperii Pro-Cancellarium, Aurei Velleris Equitem, & Theodorum Althetum Henricum, Comitem à Stramann, Cancellarium Aulicum, Sua Caesarea Majestatis Plenipotentiarios & Consiliarios Status intimos, à parte Sua Caesarea Majestatis, & per Jacobum Hop, Civitatis Amstelredamealis Consiliarium & Syndicum, nec non in Consessu DD. Ordinis Generalium nomine Hollandiae & West-Frisiae Deputatum, à parte Dominorum Ordinum Generalium, qui Tractatus est sequentis Tenoris:

Natum testaturque sit, quod &c.

Cumque Suam Caesarem Majestatem Domini Ordines Generales rogaverint, quatenus virtute Articuli decimi, ut nos in praedicti Fœderis societatem invitaremur: Nos exhortationi Caesarea morem gerentes, cupientes etiam Cellis ac Praepotentibus DD. Ordinibus Generalibus sinceræ nostrae Amicitiae & studii in amplectendis & promovendis iis omnibus, quae tuendae Causae communi & saluti publicae conducere possunt, evidens praebere Documentum, perfectò matureque considerato praedicto Tractatu, eundem laudasse, approbavisse, gratum, acceptum, ratumque habuisse, sicut & non tantum per praesentes laudamus, approbamus, gratum, acceptum, ratumque habemus, una cum omnibus & singulis ejusdem Articulis, verum etiam sincere spondemus, ac fide Electorali promittimus, nos Tractatum istum sancte & inviolabiliter observaturos, & adimpleturos, nec eidem ullo modo contraveniuros, aut, quantum in nobis erit, contraveniri passuros. In cujus rei majorem fidem & testimonium Literas has, manu Nostra subscriptas, Sigillo majore justissimum communiiri. Datum 4. Maji 1691.

CXXXV.

Traité d'Alliance entre les Seigneurs Estats Généraux des PROVINCES-UNIES d'une part, & RODOLPHE AUGUSTE & ANTHOINE ULRICH Ducs de Brunswic-Lunebourg Wolfenbuttel, avec stipulation du nombre de Troupes que ledits Princes seront obligés de Brunschweig tenir au service de L. H. P. à la Solde de la République. Fait à la Haye le 14. Mai 1691. Avec un ARTICLE SEPARÉ du même jour concernant une augmentation de six Compagnies desdites Troupes, que le Roi de la Grande Bretagne prend à sa charge.

14. Mai.
LES PRO-
VINCES-
UNIES
ET
BRUNSWIC-
LUNEBURG.

I. **L** y aura point toujours entre les Seigneurs Estats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas d'une part, & L. L. SS. d'autre, une constante amitié & correspondance, & s'assisteront & avanceront en tout tems les intérêts les uns des autres, fidelement, de conseil & de fait, ensemble les Ministres respectifs qu'ils ont dans les Cours des Princes Étran-

ANNO 1691. alwaer deselve soude residieren , helpen , seconderen , ende voorts alle schadelijcke naedeel afwieren , en des met effectieve secourten malkanderen byspringen , soo en in voegen , als het selve hier naer sal werden verlaert.

II. Haer D. D. en sullen in dienst van Staet van Haer Hoogh-Mogende laeten verblyven een Regiment Paerden van vier Compagnie en twee Regimenten te voet yder van vyf Compagnie geduyrende den tyd van dit tegenwoordige Tractaat.

III. Ende naerdaemal by Experientie bevonden wert , dat de voorschreve drie Regimenten den gerequirenden Dienst niet kunnen doen , ten sy deselve met twee Compagnie werden versterckt , soo sullen haer D. D. den 1. Januari 1692. nogh twee Compagnie by yder van de voorsz. drie Regimenten byvoegen , ten waere sijn Majesteit van Groot-Brittanie voor den Dienst van den Staet nodigh achte dat sulcx eerder geschiede.

IV. De vacante Officiers Plaetsen sullen selckens by haer D. D. werden gesupleert , prefererende d'alten tyden die geene die van deselve bequamlyck onder de voorschreven Troupes mochten sijn , boven andere buyten deselve Troupes.

V. Deselve Troupes sullen geduyrende deese Conventie niet gerappelleert , ofte te rugh geroepen mogen werden , ten sy haer D. D. in haere Steeden ende Landen mochten werden aengegrepen en aengertalt ende deselve gestelt in een evident ofte inevitable danger of pericul , als wanneer haere D. D. daer en boven door Haer Hoog-Mogende sullen moeten werden gecsecouert , als hier naer Art. 13. sal werden geseght.

VI. Haere D. D. neemen aen geduyrende deese Conventie in haere Landen op de been te houden dryfent Man soo te Voet als te Paerd , wel gereguleert ende gesdisciplineert Troupes.

VII. Ende in gevalle haer Hoogh-Mogende geduyrende deese Conventie door jemaadt , als den Koningh van Crancryck , waer mede de selve in den Oorlogh sijn geengaeft , den Keyser , het Ryck ende d'andere Leden van het Doorlughighe Huys Brunswick-Lunebourg allen uytsgefondert , ofte naer het eyndigen van desen Oorlogh , ende geduyrende dese Conventie van den Koningh van Crancryck ofte eenige anderen , sijne Keyserlycke Majesteit het Ryck ende andere Leden van het Doorlughighe Huys Brunswick ende Lunebourg uytsgefondert , als voeren mogten werden aengertalt en aengegreepen , sullen in sulcken gevalle Haere D. D. een maent , naer dat daer toe sullen wesen versocht , ten dienste van den Staet laeten marchieren vyftienhondert Man te Voet , ende twee hondert te Paerd , ende de selve leveren op de frontieren van den Staet , mits voor deselve by Haer Hoog-Mogende betaelt werden een march maent voor de selve Troupes , ende die tot haeren lasten ende soldie neemen , van den tyd af , dat die op de voorschreve Frontieren sullen wesen gearriveert , nemende haere D. D. op haer al het hazard van de selve marche , uytsgefondert het obtineren van vrye Passagie van Landen , waer door die sullen moeten passeren , 't geene den Staet sal moeten versorgen , sonder nochtans haere D. D. genoorzaekt sullen wesen daerom in rupture te treden met die geene die haer Hoogh-Mog. souden mogen komen d'attaqueren.

VIII. Alle die Troupen van Haere D. D. soo die tegenwoordig in dienst van den Staet sijn , als die volgens het voorgaende Art. in derselven dienst soude konnen komen , sullen geassigneert werden op de Provincie van Hollanden , ende soo omtrent die betaalinge , als alle andere Saecten getraecteert ende gehandelt werden , als die eygen Troupes van Staet , ende vervolgens in allen deselve voordeelen genieten , ende in cas van verminderinge oock op de selve wyse en naer proportie van die Sterckte van Compagnie werden gerecruteert.

IX. Ende alsoo nodigh is dat die Compagnie van de voorschreven Regimenten , mits haere groote met eenige Officieren en voor alle die te Voet yder met een tweede Luytenant werde voorzien , soo sal daer over eens ten maent betaelt werden drye hondert Rix-declers in te gaen met den 1. Januari 1692.

X. Die

ANNO 1691. *Etrangers , en quelque endroit qu'ils puissent résider , les y secourront , & detourneront tout ce qui pourroit leur être dommageable & nuisible ; Et à cet effet se secourront les uns les autres , comme il sera déclaré ci-après.*

II. *Leurs Serenitez laisseront demeurer au service de leurs Hautes Puissances un Regiment de Cavalerie de quatre Compagnies , & deux Regiments d'Infanterie de cinq Compagnies , pendant le tems de ce present Traité.*

III. *Et comme on a trouvé par expérience que les susdits trois Regiments ne peuvent pas rendre le service requis , à moins qu'ils ne soient augmentez chacun de deux Compagnies , LL. SS. joindront encore le 1. Janvier 1692. à chacun desdits trois Regimens deux Compagnies , à moins que Sa Majesté de la Grand Bretagne ne jugeât nécessaire pour le service de l'Etat que cela se fit plutôt.*

IV. *Les places vacantes des Officiers seront chaque fois remplies par LL. SS. préférant toujours ceux d'entre lesdites Troupes qui seront les plus capables , aux autres qui n'en seront pas.*

V. *Lesdites Troupes ne seront point rappellées durant cette Convention , à moins que LL. SS. ne fussent attaquées dans leurs Etats & Pays , & réduites en un danger imminent ou inevitable ; & alors LL. SS. devront de plus être secourus par leurs Hautes Puissances comme il sera dit ci-après en l'Article 13.*

VI. *LL. SS. se chargent de tenir sur pied dans leur País durant le tems de cette Convention trois mil hommes tant d'Infanterie que de Cavallerie , de Troupes bien réglées & bien disciplinées.*

VII. *Et s'il arrivoit que durant cette Convention leurs Hautes Puissances vinssent à être attaquées , & assaillies par quelque autre que le Roi de France avec qui ils sont presentement en Guerre , exceptez seulement l'Empereur , l'Empire , & les autres Membres de la Serenissime Maison de Brunswick-Lunebourg , ou qu'après cette Guerre finie & durant cette Convention , ils fussent pareillement attaqués par le Roi de France , ou quelques autres , exceptez comme dessus Sa Majesté Imperiale , l'Empire , & autres Membres de la Serenissime Maison de Brunswick & Lumbourg , LL. SS. feront marcher au service de l'Etat , un mois après qu'ils en seront requis quinze cens hommes de pied & deux cens de Cavallerie , & les livreront sur les frontieres de l'Etat , en payant par leurs Hautes Puissances un mois de Marche pour lesdites Troupes , & les prendront à leur charge & Solde , à compter du jour qu'elles seront arrivées sur les Frontieres , prenant LL. SS. sur elles tout le hazard de ladite Marche ; excepté l'obtention du passage libre sur les País par lesquels ils devront passer , à quoy il faudra que l'Etat pourvoye , sans pourtant qu'il faille que LL. SS. entrent en rupture avec ceux que leurs Hautes Puissances pourroient venir à attaquer.*

VIII. *Toutes les Troupes de LL. SS. tant celles qui sont presentement au service de l'Etat que celles qui y pourroient venir suivant l'Article précédent , seront assignées sur la Province de Hollande , & seront traitées à l'égard du payement , & des autres choses , comme les propres Troupes de l'Etat , & en conséquence jouiront des mêmes avantages ; & en cas de diminution , elles seront recrutées de la même manière , & à proportion de la force des Compagnies.*

IX. *Et comme il est nécessaire que les Compagnies des susdits Regiments , & sur tous ceux d'Infanterie soient outre leurs Officiers pourvus d'un Sous-Lieutenant ou Lieutenant en second , il sera payé pour ce une fois par mois trois cens Rixdales à commencer du premier Janvier 1692.*

N^o 3

X. Les

ANNO
1691.

X. Die voorschreven Troupes weder te rugh naer haer Landt floghende moeten marcheren, in gevolge van 't 5. Art. fullen deselve werden afbetaelt van alle haere achterfallige Gages, Wagen-gelden, ende het gene den Staet sen deselve soo over Recruct in het 8. Art. gemelt, als andersins soude mogen wesen verschuld, tot dat die de Frontieren van den Staet fullen quiliëren.

XI. Haer Hoogh-Mogende neemen aen, indien het gevaer in het 5. Art. gemelt quacm te extendeen ende haer D. D. in haere Steeden ende Landen ge-attaqueren ende aengegriepen te werden, die voorschreven Troupes vryelyck te laten trecken, sonder daer omtrent eenige verhiinderinge te brengen.

XII. Ende in gevalle Haere D. D. gedurende dese Conventie door iemand anders als den Koning van Vrankryck, waer mede de selve benevens het Ryck albereids in Oorlogh synn geëengageert, of naar het eyndigen van desen Oorlogh door den Koning van Vrankryck, ofte eenige anderen mogten aengetaelt, ende aengegriepen, fullen Haer Hoog-Mogende in sulken gevallen een maend, naer dat daer toe fullen wesen verlicht, ten dienste van Haer D. D. laten marcheren drie duysent Man te Voet, ende vier hondert te Paerd, mits voer deselve by Haer D. D. betaelt werdende een march-maend volde soldie nemen, van den tydt af, dat die op de Frontieren van Haer D. D. fullen wesen geverreert, nemende Haer Moog-Mogende alle het hafard van de selve marche, uytselondert het obtinieren van vrye passage van Landen, waer door die fullen moeten passeren, 't gene Haer D. D. fullen moeten versorgen, ofte fullen Haer Hoog-Mogende de selve betaelt eens de somme van hondert twintigh duysent Guildens, tot keure van Haer Hoog-Mogende, sonder dat noghans Haer Hoog-Mogende genootsaecht fullen wesen daerom in rupture te treden met die gene, die Haer D. D. souden komen te attaquieren.

XIII. Edogh indien het quam te gebeuren dat de periculen foo groot waren, dat niet moghelyck was die voorsz. Troupes derwaerts te laten marcheren, ende haere D. D. te laten toekomen, dat in sulken gevallen Haer Hoog-Mogende aen Haer D. D. fullen betalen de voorschreven hondert twintigh duysent guildens in plaats van de voorschreven Troupes.

XIV. Haer D. D. genegen welsende hare Vellinghe ende Fortsseen in beteren staat van defensie te brengen, ende daer toe een goede somme van penningen van noden hebbende, fullen Haer Hoog-Mogende haeren Ontfanger Generael autoriseren, om onder haeren Garantie, als ten opsigte van andere Princen geschied is, ende suffisante attestatie ende securiteyt, aen die syde van Haer D. D. te geven, op interest te lichten jegens 5. ten hondert in 't Jaer, eene somme van 't negentigh duysent Rycksdalders ende nogh daer en boven soo veel als die march-maend sal bedragen, des dat die voorschreven 't negentigh duysent Rycksdalders weder binnen den tydt van ses jaren fullen moeten werden afgeloft ende gequeten, ende de march-maend op het vertreck van de Troupes afgerekenet werden.

XV. Dit Traetaet sal duuren den tydt van ses jaren, naer dato van het selve, ende voor het eyndigen van die tydt met wederisits bewillinge mogen werden vernieuwt of gecontinueert, ende sal binnen den tydt van 4. weken naer het tekenen deses geratificeert, ende die Ratification jegens den anderen alhier in den Hage uytgewisselt werden. Aldus gedaen, in den Hage den 14. May 1691.

Separate Articles.

N Aardemalen synne Majesteit van Groot Britannien aengenomen heeft die twee Compagnien te Paerd ende 4. Compagnien te Voet in 't 3. Articul van de voortstaende Conventie gemelt, mitzaders nogh vier Compagnien te Paard, Haeren D. D. mede toebehoorende, volgens voorgaande Capitularie van den 8. Maart 1690. tot synen laste 'onderhouden, gedurende die lopende jaer, en Haer D. D. daer en boven nogh in 't Leger van den Staet ofte daer sulks gerequireert sal werden, de selve tydt gedurende, tot haeren kosten fullen onderhouden 7. Compagnien te Voet.

X. Les susdites Troupes, lors qu'elles devront retourner en leur pais seront payées en consequence du 5. Article, de tous leurs argerages, gages, argent de Chariots, & tout ce que leur sera dû par l'Etat tant pour les Recrutes mentionnées en l'Article 8. qu'autrement, jusques à ce qu'elles quittent les Frontieres de l'Etat.

XI. Leurs Hautes Puissances se chargent, si le peril mentionné au 5. Art. venoit à s'augmenter, & que LL. SS. vinssent à être attaqués & assillés dans leur Pais, de laisser retourner lesdites Troupes, sans apporter à cet égard le moindre empêchement.

XII. Et s'il arrivoit, que durant cette Convention LL. SS. vinssent à être attaqués & insultés par quelque autre que par le Roi de France avec qui ils sont déjà en Guerre, aussi bien que l'Empire; ou qu'ils vinssent à l'être après la fin de cette Guerre par le Roi de France ou quelques autres, leurs Hautes Puissances seront marcher au service de LL. SS. trois mil hommes d'Infanterie & quatre cens de Cavalerie, un mois après qu'ils en seront requis, en payant par LL. SS. un mois de marche pour lesdites Troupes, & qu'ils les prendront à leur charge & solde, dès le temps qu'elles seront arrivées sur les frontieres de LL. SS. prenant leurs Hautes Puissances sur eux tout le hazard de ladite Marche, excepté l'entretien du passage libre sur les Pais, par où lesdites Troupes devront passer, ce que LL. SS. auront soin de procurer; ou que leurs Hautes Puissances payeront une fois la somme de cent vingt mil livres, au choix de leurs Hautes Puissances, sans néanmoins que leurs Hautes Puissances soient nécessitées d'entrer pour cela en rupture avec ceux qui viendront attaquer LL. SS.

XIII. Mais s'il arrivoit que le peril fut si grand, qu'il ne soit pas possible d'y faire marcher les susdites Troupes & que LL. SS. les reçoivent, qu'en ce cas leurs Hautes Puissances leur payeront les susdites cent vingt mil livres, au lieu des susdites Troupes.

XIV. LL. SS. étant portez de mettre leurs Fortifications en meilleur état de defence, & ayant besoin pour cela d'une bonne somme d'Argent, leurs Hautes Puissances autoriseront leur Receveur General, en donnant de la part de LL. SS. une attestation & sureté suffisante, de lever sous leur Garantie, comme cela s'est fait à l'égard d'autres Princes, à cinq pour cent d'intérêt par an, une somme de quatre-vingt dix mil Risdales, & encore par dessus autant que ce à quoi se montera le mois de Marche; à condition que la susdite somme de quatre-vingt dix mil Risdales en principal soit rachetée & acquittée dans le temps de six années, & le mois de marche porté en compte au départ desdites Troupes.

XV. Ce Traité durera le tems de six ans, après la date d'icelui; Et pourra être renouvelé ou continué avant que son tems expire, d'un commun consentement, & sera ratifié dans le temps de quatre semaines après la signature des présentes & lesdites Ratifications seront icy échangées à la Haye. Ainsi fait à la Haye le 14. May 1691.

Articles séparés.

Comme Sa Majesté de la Grand' Bretagne s'est chargé d'entretenir pendant cette année courante les deux Compagnies de Cavalerie, & quatre Compagnies d'Infanterie mentionnées au troisième Article de la Convention précédente, ensemble encore quatre Compagnies de Cavalerie appartenantes aussi à LL. SS. suivant la précédente Capitulation du 8. Mars 1690. & qu'outre cela LL. SS. entretiendront encore à leurs dépens dans l'Armée de l'Etat, pendant ledit tems, s'il est requis, sept Compagnies d'Infanterie

ANNO
1691.

ANNO Voet, die eerstdaags, haen te werden gerecruteert, ende dienftig geight werd, dat alle die Troupes van 1691. Haer D. D. 100 die in de voorfchreve Conventie, als in dit Separat Articul fyn geroot, in een ende de felve Capitulatie werden gecomprenheende, is tuffchen de gemelte Contrahentien naer voorgaende Communicatie met Hoogftgedaghte fyne Majeftey nader verdragen ende geacordeert, dat Haer Hoog-Mogende met die expiratie van dit lopende jaer met fyn Majeftey van Groot Brianten fodanigh fullen concernerien, dat de voorfchreve vier Compagnien te Paerd ende 7. Compagnien te Voet, mede tot laften van den Staat mogen werden gebraght, 't fy by wege van verwiffelinghe ofte reforme van andere Compagnien. Ende op dat die voorfchreven Troupes tot voorkominge van alle inconvenientien ontrent die tydt van betalinge op eene wyfe mogen werden geacordeert, fullen Haer Hoog-Mogende by Hoogftgedaghte fyne Majeftey hare goede officien aanwenden, ten eynde die voorf. Compagnien tot deffels laften ftande, nevens die van den Staat van tydt tot tydt mogen werden betaelt, ende die voorgemelte Capitulatie naer fyne forme en inhouden in alles voldaan.

II. Haer Hoog-Mogende fullen ten allen tyden, daer toe verfocht wefende aan het Hooft van fyne Keyferlyke Majeftey ende waer het van effect foud n mogen wefen, iterative devouren ende instantien doen aanwenden, ten eynde het employeren van feven Compagnien van Haer Doorluchigheden in dienst van den Staat, in het voorenftaende Articul vermeldt, in plaetzen van naer den Rhyn te fenden, niet mogen itreken tot eenige prejudicie van Haere D. D. Aldus gedaen, &c.

Infanterie.

Staff.

1. Colonel.	-	-	393.	15
1. Luytenant-Colonel.	-	-	131.	5
Major.	-	-	105	
Regiments Quartiermeester.	-	-	100	
Auditeur.	-	-	48	
Predikant.	-	-	45	
Adjuvant.	-	-	50	
Regiments Chirurgien.	-	-	60	
Regiments Tambour.	-	-	20	
6. Pypers à 12. f.	-	-	73.	10.
Provoost.	-	-	39	
16. Perfonen.	-	-	1065.	10

Lijff-Compagnien.

1. Capitain.	-	-	150	
Capitain Luytenant.	-	-	45	
Vaendrick.	-	-	40	
3. Sergeanten à 24.	-	-	72	
3. Onder Officiers à 24. 10.	-	-	73.	10
1. Chirurgien.	-	-	20	
3. Corporals à 23.	-	-	69.	15
1. Schryver.	-	-	12	
2. Tambours 14. f.	-	-	28.	10
71. Gemeene à 12. f.	-	-	869.	15
3. Jongens à 8.	-	-	24	
108. Hooftde.	-	-	1661	
Hier by het furplus	-	-	100	
	-	-	1761	
Importeert over 7. Compagnien.	-	-	7	
	-	-	12327	
Cava-	-	-		

rie qui doivent être recrutés au premier jour; & ANNO qu'il est jugé nécessaire que toutes ces Troupes de LL. 1691. SS. tant celles mentionnées dans la susdite Convention, que dans cet Article séparé soient compris dans une même Capitulation; il a été plus expressement entre ledits Contraiants, après une communication préalable, avec ladite Majesté convenu & accordé, qu'à l'expiration de cette présente année concernant leurs Hautes Puissances concerteront avec ladite Majesté, que lesdites quatre Compagnies de Cavallerie & sept Compagnies d'Infanterie puissent aussi être mises à la charge de l'Etat, soit par voye d'échange ou reforme d'autres Compagnies; Et afin que les susdites Troupes, pour prévenir tous inconveniens à l'égard du tems du payement, puissent être traitées d'une même manière, leurs Hautes Puissances tâcheront de faire enforte par leurs bons offices auprès de Sa Majesté Britannique, afin que lesdites Compagnies, qui sont à leur charge, soient avec celles de l'Etat payées de tems en tems. & que ladite Capitulation soit exécutée selon sa forme & teneur.

II. Leurs Hautes Puissances employeront derechef en tout tems en étant requis, tout devoir & instance à la Cour de Sa Majesté Imperiale, & par tout où cela pourra être efficace, afin que l'employ des sept Compagnies de LL. SS. au service de l'Etat, mentionnées dans l'Article précédent, & qui doivent être envoyées dans des Places de devers le Rhin, ne feroient à aucun préjudice de LL. SS. Ainsi fait, &c.

Infanterie.

Etat Major.

1. Colonel.	-	-	393.	15
1. Lieutenant-Colonel.	-	-	131.	5
Major.	-	-	105	
Quartier-Maire du Regiment.	-	-	100	
Auditeur.	-	-	48	
Ministre.	-	-	45	
Aide Major ou Ajuvant.	-	-	50	
Chirurgien Major.	-	-	60	
Tambour Major.	-	-	20	
6. Fiffres à 12. f.	-	-	73.	10
Provoost.	-	-	39	
16. Perfonen.	-	-	1065.	10

Compagnies des Gardes.

1. Capitaine.	-	-	150	
Capitaine Lieutenant.	-	-	45	
Ensigne.	-	-	40	
3. Sergeants à 24.	-	-	72	
3. Sous-Officiers à 24. 10	-	-	73.	10
1. Chirurgien.	-	-	20	
3. Corporaux à 23.	-	-	69.	15
1. Escrivain.	-	-	12	
2. Tambours 14. f.	-	-	28.	10
71. Soldats à 12. f.	-	-	869.	15
3. Garçons à 8.	-	-	24	
108. Têtes.	-	-	1661	
Icy joint le furplus	-	-	100	
	-	-	1761	
Montans pour sept Compagnies.	-	-	7	
	-	-	12327	
Cava-	-	-		

ANNO
1691.

Cavalerie.

Staff.

1. Colonel.	-	-	393.	15
1. Luytenant Colonel.	-	-	131.	5
1. Major.	-	-	105	
1. Regiments Quartiermeester.	-	-	100	
1. Auditeur.	-	-	-	48
1. Predicant.	-	-	-	45
1. Adjutant.	-	-	-	50
1. Regiments Chirurgien.	-	-	-	60
1. Paucker.	-	-	-	30
1. Prevost.	-	-	-	40
10. Hoofden.	-	-	1003	

Lyff-Compagnien.

1. Rittmeester.	-	-	-	400
1. Capitain-Luytenant.	-	-	-	180
1. Cornet.	-	-	-	145
1. Quartier-Meester.	-	-	-	70
3. Corporaels à 32.	-	-	-	96
1. Chirurgien.	-	-	-	35
2. Trompetters à 35.	-	-	-	70
1. Schryver.	-	-	-	28
52. Ruyters à 28.	-	-	-	1456
1. Smith.	-	-	-	28
	-	-	-	2508
Hier by het surplus op yder Compagnie	-	-	-	140
	-	-	-	2648

Cavallerie.

Etat Major.

ANNO
1691.

1. Colonel.	-	-	393.	15
1. Lieutenant-Colonel.	-	-	131.	5
1. Major.	-	-	105	
1. Quartier-Maitre du Regiment.	-	-	100	
1. Auditeur.	-	-	-	48
1. Ministre.	-	-	-	45
1. Aide Major.	-	-	-	50
1. Chirurgien Major.	-	-	-	60
1. Timbalier.	-	-	-	30
1. Prevost.	-	-	-	40
10. Têtes.	-	-	1003	

Compagnies des Gardes.

1. Capitaine.	-	-	-	400
1. Capitaine Lieutenant.	-	-	-	180
1. Cornette.	-	-	-	145
1. Quartier-Maitre.	-	-	-	70
3. Caporaux à 32.	-	-	-	96
1. Chirurgien.	-	-	-	35
2. Trompettes à 35.	-	-	-	70
1. Ecrivain.	-	-	-	28
52. Cavaliers à 28.	-	-	-	1456
1. Maréchal.	-	-	-	28
	-	-	-	2508
Pour surplus icy pour chaque Compagnie.	-	-	-	140
	-	-	-	2648

CXXXVI.

15. Mai. Declaration de leurs Hautes Puissances, les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, pour la Continuation du Subside promis à son Altesse Royale de SAVOYE le 10. Mai 1691. en la Ville de Haye. [Copie Manuscrite & feure.]

L Es Etats Généraux des Provinces-Unies à tous ceux qui ces présentes verront, Salut. Comme par l'Article III. du Traité conclu à la Haye le 20. Octobre dernier il a été arrêté que Sa Majesté le Roi de la Grande Bretagne & nous, établissons & promettons à Son Altesse Royale le Duc de Savoye une assistance de trente mille écus par mois, à commencer du jour de la signature dudit Traité, à continuer durant six mois à venir, lequel Traité nous avons ratifié & confirmé; & ayant été requis par Sadite Altesse Royale de continuer ladite assistance jusques à la fin de la présente Guerre; Nous avons déclaré & déclarons par ces présentes que nous voulons fournir à Son Altesse Royale notre part de ladite assistance, c'est-à-dire dix mille écus par mois, & les ferons payer de trois mois en trois mois pendant tout le tems que la présente Guerre durera & que de part & d'autre on continuera d'agir avec toutes les forces selon le contenu dudit Traité contre l'ennemi commun, pour être employez ainsi que dans ledit Article troisième il est exprimé que la dernière moitié des six mois doit être employée, lequel payement en vertu du présent Acte commencera dès le jour de l'expiration des six mois susdits.

En foi de quoi nous avons fait signer les présentes par le President de notre Assemblée & contresigner par

notre Greffier & y avons fait apposer notre cachet. Donné à la Haye le 10. Jour de Mai 1691.

Signé,

GYSIE CUPER.
(L.S.)Par Ordonnance desdits
Seigneurs Etats Gé-
néraux.

F. FAGEL.

CXXXVII.

Traité entre son Altesse Electorale de BRANDE-15. Mai. BOURG, & son Excellence le Marquis de CASTANAGA, Gouverneur Général du Pais-Bas Espagnol, pour la Continuation du Service de sept Bataillons Brandebourgeois. A Bruxelles le 15. de Mai 1691. [Copie manuscrite tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye.]

SA Majesté Britannique ayant souhaité, & fait faire instance, afin que Sa Serenité Electorale de Brandebourg voulût, non seulement continuer ici les sept Bataillons d'Infanterie qu'elle y avoit laissés depuis la dernière Campagne, ensuite du Traité du 14. d'Octobre, mais encore y joindre deux mille Chevaux pour servir pendant cet été; Sa Serenité Electorale, considérant le préjudice qu'elle souffrirait par

ANNO la separation de son Armée, & que les fraix extraordinaires, qu'elle seroit obligée de faire pour la subsistance de ses Troupes dans un Pais, où la monnoye est fort haute, & les vivres très-chers, seroient bien confiderables, y avoit rencontré quelque sujet de difficulté: Néanmoins la bonne intention en laquelle elle est de contribuer tout ce qu'elle peut pour la conservation & défense de ces Pais, & son Excellence le Seigneur Marquis de Castagna Gouverneur Général d'icieux pour Sa Majesté Catholique, ayant fait remontré à Sadite Serenité Electorale, comme il souhaitoit de seconder les desirs & dispositions de Sa Majesté Britannique, Sadite Serenité avoit donné Pouvoir au Sieur de Dieft Seigneur de Jessinga son Conseiller d'Etat & Privé pour en traiter; Suivant quoy Sadite Excellence au nom de Sa Majesté Catholique, a fait conclure les Points & Articles ci-après déclarés.

Sa Serenité Electorale fera rendre complets les sept Bataillons d'Infanterie qui sont dans ces Pais, pour faire ensemble le nombre de quatre mille neuf cents hommes, les Officiers y compris, étans pourtant convenu qu'au regard des deux Bataillons qui ont été à Mons pendant le siege, ils auront pour se recruter trois mois à compter du jour de la reddition d'icelle Ville.

Sa Serenité Electorale joindra à cette Infanterie trois Regiments de Cavallerie de vingt trois Compagnies, & un Regiment de Dragons de sept Compagnies, qui feront ensemble deux mille cinquante hommes à Cheval, les Officiers compris.

Ce Corps sera commandé par le Veldt-Maréchal Baron de Spaen, & Sa Serenité Electorale y fera joindre d'autres Officiers Généraux & une Artillerie convenable.

Le susdit Corps ne fera pas séparé sans le consentement dudit Seigneur Général, lors qu'il sera mis en Campagne. Il fera pourtant le service à la disposition de Son Excellence, ou de celui qui commandera l'Armée en Chef, & si Son Excellence trouve convenir de laisser ou envoyer une partie dans les Garnisons, le dit Général ne fera pas difficulté d'y consentir, & en usera de telle manière, que Son Excellence n'aura pas sujet de s'en plaindre, & concourra en toutes affaires de Guerre avec ceux de Sa Majesté, selon que son plus grand service & celui de la Cause commune pourra requérir.

Qu'en considération du bénéfice que Sa Serenité Electorale fait à ces Pais, & à la Cause commune, en laissant par deça lesdits sept Bataillons d'Infanterie & deux mille Chevaux, Son Excellence a bien voulu accorder, pour l'entretien desdites Troupes, la somme de trente six mille patacons, ou écus, monnoye de banque, (y compris l'import du Traité du 7. de Sept. dernier) par mois, à commencer du 15. du mois de Mai courant, & ainsi continuer de mois à autre jusques au 15. de Novembre qui seront six mois.

Pour assurance du paiement de ladite somme, son Excellence donnera dès à présent des Assignations sur le Baron de Surslo in Hollande, qui seront par lui acceptées, & payables au 10. de Juillet prochain, 10. d'Aout, 10. de Sept. 10. d'Octob. 10. de Novembre, & 10. de Decembre ensuivans.

Que parmi ledit subside Son Excellence ne sera obligée de fournir aucun pain, ou autre chose, mais au regard du fourrage, Son Excellence le fera fournir sans le décompter en aucune manière auxdites Troupes de Sa Serenité Electorale, comme à celles du Roi, lors que la Campagne n'en donnera pas; & quand la Campagne en fournira, elles se contenteront de fourrager de même que celles de Sa Majesté, & en cas que lesdites Troupes viennent à être mises dans quelques Villes, l'on devra leur donner le logement de même qu'à celles du Roi.

Lesdites Troupes seront obligées de tenir si bon ordre que l'on n'ait aucun sujet de s'en plaindre, tant dans les Villes qu'à la Campagne, & s'il arrivoit qu'elles fissent dommage, ou prissent plus que ce qui est convenu ci-dessus, Sa Serenité Electorale en fera de convenir l'import de leurs gages, & le paiera à Son Excellence en diminution de la somme promise par le Traité.

Sadite Excellence fera donner sur ce qui reste dû à Sadite Serenité Electorale des Traitez, susdits deux Assignations, chacune de trente cinq mille patacons, ou écus monnoye de banque, l'une à payer le 10. de ce mois de Mai, & l'autre le 10. de Juin prochain, & TOM. VII. PART. II.

S. Excellence fera payer encore en quatre termes égaux, pendant les mois de Sept. Oct. Nov. & Decembre, la somme de vingt mille patacons, & pour assurance de ce paiement, l'on donnera les Assignations, ou fonds lors que la Ratification de S. A. E. sera délivrée; moyennant quoi tous les Arretrages, tant du Traité du 2. de Sept. que de celui du 14. Octobre 1690, demeureront éteints & acquies jusques à ce jourd'hui date de cette.

Par le present Traité celui du 14. d'Octob. viendra à cesser, mais celui du 1. Sept. ci-dessus demeurera en la force & vigueur. Ainsi fait & accordé sous la Ratification de Sa Serenité Electorale (qui se délivrera dans trois semaines) le 15. de Mai 1691. en la Ville de Bruxelles.

CXXXVIII.

Associations & Recels zwischen beeden 29. Mai.
Fränk- und Schwäbischen Creysen /
worinn sie in allem Nothfall einander 8. Jun.
treulich beizustehen / und alle feind-
liche Anstellungen abzuwenden sich ge-
gen einander verbinden. Datum Nürn-
berg den 29. May. 1691. [LUNIG
Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec.
Abtheil. II. pag. 346.]

C'est-à-dire,

Recès d'Association entre les deux Cercles de FRAN-
CONIE & de SUABE, par lequel ils se pro-
mettent une reciproque & fidelle Assistance, en
tous cas de necessité, contre les injures & Aggressions
de ceux qui pourroient les attaquer. A Nürem-
berg le 29. Mai. 1691.

ZU wissen: Nachdem zwischen denen beeden löblichen
Fränk- und Schwäbischen Creysen allson vor au-
ser Zeit die Veranlassung beschehen / bey iedem
vorstehenden höchstschädlichen Coniuncturen an-
ter sich eine nähre Intelligenz an- und fest zu stellen /
und das in denen heilsamen Reichs-Satzungen und der
Executions-Ordnung gegründete Reichs-Vinculum auf
ein Special-Feodus und Association, inmassen es die
mehr und mehr zunehmende feindliche Gefahr in alle
Bege erfordert, zu extendiren / auch darauf ferners er-
folget, dass nach vorherig zwischen beiderseitigen Creys-
Versammlungen zu Nürnberg und Ulm geschlossenen Cor-
respondenz von löblichen ermittelten Schwäbischen Creys
wegen eine Gesandtschaft auf hieher / in erbsagte des
heiligen Reichs-Stadt Nürnberg / zu dem auch löblich
versammelten Fränkischen Convent, zu vordem und Stab-
haltung der Association-Tractaten abgeordnet worden /
dass man sich beiderseits mit einander verglichen und ob-
liget, und zwar soll

I. Jeder Creys des andern Nutzen und Wohlfahrt be-
fordern / die gemeinsame Interesse mutuo secundum /
und an keine nichts unterlassen / was zu verbindlicher
Cultivierung dieser Coniunction dienet. Allerederlei
aber solle man einander in allen Nothfällen treulich
beistehen und die feindliche Aggressiones communibus
Consiliis & Auxiliis abzuwenden / und jurd zu treiben /
eufferen Glaisse und Eisens trachten: Zu Assistierung
dieser heilsamen Eitelten nun erkläret man sich an Seiten
der löblichen Creysen

II. Dabın / dass der löbliche Fränkische Creys ohne
Hindernis des etwan apprehendirten bevorigen Allianz-
Recells, welchen Ihre Kaiserliche Majestät Anno
1689. mit Fürsten und Fürstlichen des Fränkischen Creys
es auf gewiss Zeit erwidert / dessen völlige Relaxation
man allunterthänigst erwartet / mit Accession der be-
den Nürembergischen Regimenter / welche gleiches gestalt
ohne Hindernis des mit Ihrer Kaiserlichen Majestät den
15. Dec. 1688. errichteten Recells, zu jeziger Coniunction
und Association ohne Ausnahm dehnmet bleiben /
und durchaus / wie die übrige Fränkischen Creys-Troupen
Winter und Sommer mit agiren / und diesen Asso-
ciations-Recels in allem getreuen werden / Neun tausend
Oo Mann

ANNO
1691.

Man an 7. Regimenten / als 4. zu Fuß / 1. Curas-
nier- und 2. Dragoner-Regimenten / worunter erstbesagte
zwei Hochfürstliche Würzburgische Regimenten mit be-
griffen / der löbliche Schwabische Creysß aber eben tau-
send Mann an 9. Regimenten / als benamlich 5. zu
Fuß / 2. zu Pferd / und 2. Dragoner / zur gemeinen
Hülff und Rettung / unter dem Commando der utrinque
zugehörigen abgesonderten Generalität / sammt andern re-
quisiten Belieis / an Regiments-Städten / Artillerie / Leu-
ten / Munition / Compagnie-Wägen / Pferden und ver-
gleichn etc. stillen / und darinnen bedürftig nicht man-
geln lassen sollen. Und wie viel Creysß-Trouppen / so
in Corpore / so viel sich thun läßt / beschaffen sollen
und agiren werden / unter Ihrer Königlich Kaiserlichen
Majestät Ober-Direction, doch mit der Maass militiren
sollen / wie Art. 11. mit welcher Expression verabredet
von Ihrer Kaiserlichen Majestät / auch dem löblichen
Schwabischen Creysß in Krafft des den 27. Jan. dieses
laufenden Jahres errichteten Recessus bereits zugestanden
worden / Also bleibet

III. Jedem löblichen Creysß über seine Völder die ei-
gene Juxta dergestalt bevor / daß jedoch was diesfalls im
Reichs-Abchied de Anno 1641. geordnet / ultro citro-
que beobachtet werde. Das Commando aber betref-
fend / so steht man bedenklich nicht an / daß mit Vor-
behalt des / was im 12ten Punct hierunter reservirt
worden / Ihre Hochfürstlichen Durchleucht dem Herrn
Margrafen zu Brandenburg-Culmbach / der Königlich
Kaiserlichen Majestät bestellten General über die Cavalle-
rie / und der Fränkischen Creysß mit-ausschreibenden
Fürsten und Creysß-Brüdern / als darnach ältesten
Generalen bey beiderseitigen Völdern / wenn Seine
Durchleucht sich bey den conjungirten Truppen in hoher
Person befinden / das oberste Commando / wenn aber
Seine Durchleucht abien / und Ihre Hochfürstliche
Durchleucht der Herr Administrator zu Württemberg / als
gleichgehalt Kaiserlicher General über die Cavallerie
und Creysß-ausschreibender Fürst zugegen seynd (welche
neben Ihre Hochfürstliche Gnaden zu Eoslang die Di-
rection der Schwabischen Creysß-Miliz ex communi
Concluso Circuli / und nach der im hierunter folgenden
12ten § enthaltenen Kaiserlichen Declaration / das Mit-
Commando haben) nach derselben gemachten Disposition
Ihre Hochfürstlichen Durchleucht dem Herrn Margrafen
zu Baden-Durlach / als bestellten Kaiserlichen und des
Schwabischen Creysß General / zeitlichst Lieutenant
solches Commando deservirt werde / Wegen der
Rang aber der subalternen Generalität wird die Kriegs-
männliche Competenz vorbehalten / also / daß nach dem
Alter der erlangten Charge / wo das Commando die
Heren General- / Bachmeistern / Obristen oder andere
hohe commandirende Officiers in gleicher Charge treffen
würde / der Rang vor sie und ihre Regimenten genom-
men werden solle / und so fort bey allen Chargen das
Fundament auf das Seniorat gesetzt / und der Rang
darnach regulirt werden solle; Und obwohl

IV. Man die bedenkliche Verpflegungs-Ordonnan-
zen auf gleiche Reife und Conformität einrichten vor
gut angesehen / so hat sich jedoch dasselbe bey gegenwärtiger
Enge der Zeit nicht fügen wollen / sondern es ist die
Ecke sich auf weiteren Erfolg und mehrere Überlegung
diesmahl ausgesetzt worden. Und wie

V. Zu obverstandener weiterer Armatur die hauptsäch-
liche Anlaß gegeben / daß zwar Ihre Kaiserliche Ma-
jestät im Jan. 1691. so den 27. Januarii 1691 mit dem
Schwabischen Creysß aufgesetzt worden / die Bedeckung
solchen Creysß allerschleunigst übernommen / die Mouve-
ments von Orient aber und andere Conjunctionen so
viel gezeiget / daß von denen / so in der Winter-Verpfle-
gung gestanden / fast wenig in diesen Paribus verbleiben
können / also / daß beide löbliche Creysß nicht allein zu
ihrer eigenen Conservation / sondern und des gemeinen
Wohls und des Vaterlandes Wohlfart willen sich so
hoch angegriffen / und dahero verpflichtet seyen / daß bey
sich der beiden Creysß pro omni virium extremitate
erhöbter Armatur / die sie nicht nur vor icht in obver-
standener Anzahl / sondern auch sillerst / so lang es die
Noth erfordert / beständig zu unterhalten / und fortzu-
halten gemeinet / wann sich ihnen eine mehrere Bedeckung
vermehret / diesen beiden Creysß etwas mehreres zuneh-
men werde / innewein Reuo ipsi und die sehrbedenke-
liche Umstände den ferneren nöthen den seigen laß zu re-
gen aufgewieset / Also hat man weiter veranlaßt / an
allerschleunigst. Ihre Kaiserliche Majestät zu Errichtung
dieses Ziels und Zwecks / ex gremio utriusque Circuli.

nehmst eine Abordnung zu thun / und hierbey alle
Schwierigkeiten zu beobachten / zu dem Ende hat die be-
derseitige Gesandtschaften mit einander vertraulich zu
communiciren / Ihre Negotiationes unitis Consiliis
anzustellen / und sich de reliquo miteinander so zu com-
poriren und zu verstehen beyen / wie es der associirten
Creysß Nothdurfft und Wohlthart erfordert / der all-
unterthänigsten Hoffnung gehend / allerschleunigst Ihre
Kaiserliche Majestät zu so ehrender hierunter allersch-
leunigst zu Condecedirenden gerathen worden / als die beide
löbliche Creysß auf den künftigen Grad / und wohl über
Ihre abgeschiedene Kräfte / auch weit über dasjenige /
was andere Reichs-Creysse dem publico iuri bestien der
Zeit beygetragen / sich angegriffen / und die Winter-Quar-
tier nicht eben allein auf Frankfurt und die Schwaben biei-
den müssen / obgleich die unglückliche Situation dero Ge-
gend vor andern mit der Polirung graviren; und dem-
nach

VI. Der Finis dieser Conjunction sein anderen seyn
soll / dan sich in eine mutuelle Defensions-Postur zu
stellen / und einander wider allen feindlichen Einbruch auf
eine tapffere einmüthig und Patriotische Weis hülfflich
zu erscheinen; Als solle sie im übrigen auch keine andere
Incommoda nach sich führen / gestalten zu Verstärkung
auss dessen die Abred auch dahin specialiter ergangen /
daß die Miliz von beiden Theilen / so lang sie den
Sommer durch im Feld steht / soderst mit Brod und
Haber / auch dem Monats-Geld / daraus sie sich die
übrige Nothdurfft zu schaffen / ordentlich verpflegt / in
Verbedingung dessen aber seine Urtheil und Anlaß gegeben
werden möchte / daß der Soldat aus dem Abmangel der
nöthigen Lebens-Mittel kummert / die Unterthanen und
Landes-Zugewissene in diesem oder jenem Creysß zu
bedrängen / und damit schädliche Desordres vorgehen zu
lassen.

Damit aber die Consumpiblen mit denen Quan-
titäten und Postirung hiernebst nicht vertheuert und er-
höhet / sondern im billigen Preiß erhalten werden mö-
gen / so versprochen allerseits Verpflegung dies und jenes
Creysß / alles Fleißes daran zu seyn / damit die Vivres
und Fourage gegen des andern löblichen Creysß An-
gehörige nicht gezeigert / sondern denen Fremden wie
den Einheimischen in gleichem Aufschlag und Preiß gegen
richtiger Zahlung geliefert werden mögen; Wie dan zu
mehr Ertrachtung dessen der Fürsten und Ständen /
oder auch der hohen Creysß-Generalität abgehende Pässe
für die Vivres und Fourage. So viel zu Conservation
der Truppen / an die Drith der Operationen oder die
Polirung eigentlich besteht / in beiden Creysß respecti-
vel / und solche Consumptions-Mittel / auch daß keine
eigennützig Unterthänigkeit mit unterlaßen / sondern der
Fürsten und Stände nothdürfftige Anhalten für die Je-
nige allein darunter begriffen seyn / Zoll- und Mauthfrey
passiret werden sollen.

VII. Ferner ist sich miteinander dahin verstanden wor-
den / daß auf denen Marchen (welche vorher zu zeit-
licher Einrichtung der unveränderlich zu vollziehen haben-
der Route / denen Interessirten Fürsten und Ständen je-
denmahl zu notificiren) gute Ordre gehalten / und so
wohl von denen Unter-Officieren / vom Bachmeister
und Feldwebel anzurechnen / als den Gemeinen / Estappa-
mäßig geteilt / und auf eine Mund-Portion täglich 2.
Pf. Brod / 1. Pf. Fleisch 1. halb Maass Wein oder
1. Maass Bier / des Landes Artz nach / auf die Pfeffer-
de-Portion aber 6. Pf. Haber / 8. Pf. Hey und eine
Nothdurfft-Ertz zu folgen / und dagegen sie die Mund-
Portion 6. Krl. für die Pfeffer-Portion aber 5. Krl. und
also zusammen 11. Krl. Rheinisch täglich bezollet / was
oder darüber genossen oder erzuogen wird / das solle in
taublauffigen Preiß gut gethan / hingegen was von den
höheren Officieren bis auf den Feldrich und Cornet
inclusive genossen wird / gleichgehalt / dem rechten
Worth nach / vergütet werden / doch daß die Officiers
auf Ihre Ordonnanz-mäßige Credit und Preß gegen
obige Zahlung der Estappen mit zugewissen haben sollen.

Es solle sich aber zeigen / daß von hohen oder niederen
Officieren oder Gemeinen / Excess vorgehen / und gegen
diese Disposition ein oder andersseits gehandelt / oder die
Bezahl- und Erstattung difficultirt / auch von denen com-
mandirenden Officieren / auf angebrachte Klage / gleich
nicht remedirt würde / So solle der beschändliche Belauß
auf vorübergehenden Bewoß von Commisariis wegen
gutgethan / und denen schuldigen Theilen so viel an Sold
unnen behalten und abgezogen werden. und weil

VIII. Jedem dieser beiden löblichen Creysß daran ge-
legen / wie es der künftigen Winter-Postirung wegen
sich

ANNO
1691.

ANNO 1691. gehalten werden solle / bey dem allerhöchsten Rath zeitlich zu penetriren / und communi studio sich der weiteren

Præstationen / so neben so ansehnlicher Gefahr und Verpflegung der Seiningen von Franken und Schwaben ohnmöglich weiter zu gewarten / in welcher zu versichern: Als soll dasselbe durch eben die Schwabische / deren oben Art. 5. gedacht worden / nicht alleine zeitlich negotiirt / sondern auch alle andere dienlichen Dingen conjunctis amicus & viuis dahin allaboir / und; da sich was nöthiges ergetze / herunter zeitlich insamen gerhan / und communi studio der mehrere ohnzeit ergetzliche laß abgewendet werden. Ergäbe sich dan

IX. Dasi Seides Belli sich in den Fräntzischen Erctsch ziehen / oder derselbe sonst vom Feind Noth und Ansoß leiden / solle / so obligirt sich der Schwabische Erctsch Krafft dieses Allocacions-Recesses zu ehnmäßiger Aushilf / und allen anderen præstantis activis und passivis / wie sich Fräntzischen theils obligirt und verbindlich gemacht worden.

X. Was sonst die auff das Tapis gebrachte Erinnerung wegen der beiderseitigen angestiffenen Raths-Kriegschafft concurrent ad inculcamentum publicum / den die bestirrete exaction / irregulari Marchen / Reichs-Raths-ungemäßige Zumuthung und dergleichen laubverderbliche Dinge betreffen thut / da sollen beide associirte Theil neben gegenseitiger Beobachtung des ersten / die Abstellung bey Ihrer Kaiserlichen Majestät und dem Reichs-Comitien nicht allein angelänglich suchen / sondern sich auch dagegen / zumahlen aber in solchen Vorfällen freitraglich schützen / und Reparationem Damnozum ult einander suchen / man Status contra Statum sich solcherley schädlicher / und wider die Reichs-Constitutiones laufender Constium gegen besserer Verhoffen weiter annaffen solten; So viel aber die Desertrische und andere in dem Schwabischen Erctsch angestiffene Deth betrifft / behalten Fürsten und Stände des Schwabischen Erctsches ihre bezügliche auch bey dieser weiten Verfassung sich absonderlich bevor. Und gleichwie

XI. Des Ober-Commando modificirung / und dessen respectu beider Erctsch conventueller Einrichtung / bereits Art. 2. vorläufig gedacht worden: Als hat man für gut angesehen / den Passum concernenten des vorerzählten mit dem Kaiserlichen Hoff Schwabischer Seids angestrichenen Recces 5. 6. und seine weitere Ambages und Weitläufigkeit zu machen / hieher von Wort zu Worten zu wiederholen / die also lauten:

„Hingegen seyden Fürsten und Stände des allger. „hörsamsten Ererbien / zu mehrer Sicherheit sehaner „gemeinen Defension ihre auf den Weinen habende „Erctsch-Mannschafft in completen Stand noch ferner „zu erhalten / und so wohl diesen Winter durch / nach „gemachten Concert / in der Postir- und Logirung ste- „hen / als auch künftigen Sommer wiederum gegen „den Feind operiren zu lassen / solchergestalt / dassi zwar „solche Truppen auch voriet unter dem Commando „der ein chef commandirenden hohen Kaiserlichen Ge- „neralität begriffen seyn / und dahero auch ihren jezt „assignirten Posten die Ordre zu empfangen haben; „Oban aber Fürsten und Stände dieses Erctsches / welche „im übrigen sich die freye Disposition liber ermelde „Trouppen vorbehalten / entweder bey einem Erctsch- „Convent / oder außer demselben / die Herren Erctsch- „ausführende Fürsten auff geeignete Fälle für die meh- „rere Defension dieses Erctsches und der etwan in bes- „sonderer Gefahr stehenden Stände dero Erctsch-Gener- „ralität / oder dem Commandanten solcher Regimente / „Special-Ordres ertheilen werden / dieselbe darwider „nicht aufhalten / sondern ihnen / solcher Erctsch-Ordre „völlig guleichen / verfahren / und weder ganz noch zum „Theil auff auswärtigen Posten ohne Consens der Her- „ren Erctschausführenden Fürsten / oder der zu dem „Ende gemessenen bevollmächtigten Raths / commandirt „werden sollen.

XII. Quoad Terminum / und wie lange die Allocacion dauern solle / hat man sich letztlich beiderseitig das mit auf ein Jahr lang verbunden / und die Extension auff den weiteren Erfolg / und beider associirter Theil künftighin ferner weites Verbleiben und Gutbefinden / dan auff der beider Erctsch Fürsten und Ständen folgende Ratification / welche man beiderseits zu beförderter tradit- „en wird / ausgefertiget.

Zu mehrer Uebereinstimmung alles dessen ist gegenwärtiger Recces mutuo Consensu zu Papier gebracht / von denen 4. Händten des Fräntzischen Erctsches eines; anderen Theils aber von denen Schwabischen Erctsch-Fürstenden vollkom- „men und jedem Theil ein Exemplar zugesellet wor-

TOM. VII. PART. II.

den. Signatur Nürberg den 29. May (3. Junii) ANNO 1691.

CCCCIX.

Tratado entre Leurs Hautes Puissances les Etats Gé- „néraux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, „& S.E. le Marquis de GASTANAGA Gouverneur „Général du Pais-Bas Espagnol pour les Con- „tributions. Fait à Bruxelles le 26. Juin 1691. [Copie Manuscrite & authentique, tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye du tems du Roi CHARLES II.]

Nous Don Francisco Antonio de Agüero Marquis de Galtanaga, Chevalier de l'Ordre d'Alcantara, Lieutenant Gouverneur & Capitaine Général des Pais-Bas, &c. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront. Salut. Comme le Traité fait le vingt quatrième d'Octobre mille six cent quatre vings neuf entre les Deputés du Roi notre sire d'une part, & les Commisaires des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies d'autre, à l'égard des Contributions qui se tirent de la France à l'occasion de la presente Guerre, étant venu à cesser par l'expiration du Terme; il a été fait à Bruxelles un nouvel Accord au sujet des Contributions susdites dont la teneur s'ensuit.

Le Traité fait le 24. d'Octobre 1689. entre les Députés de Sa Majesté d'une part & ceux des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies d'autre, à l'égard des Contributions qui se tirent de la France à l'occasion de la presente Guerre, étant venu à cesser par l'expiration du Terme, l'on est convenu par nouvel Accord des Points & Articles suivans.

I. Les Contributions seront demandées par des Envois depêcher au nom de Sa Majesté, & des Etats suivant le Formulaire inséré à la fin de ce Traité.

II. Les Seigneurs Etats Généraux pourront établir en chaque Comptoir une personne de leur part, pour regir ladite Contribution, signer les Envois ou Mandemens & les Quintances, ensemble regler les exécutions conjointement avec les Intendants & Receveurs de la part de Sa Majesté, & recevoir les respectives quoties de ladite Contribution qui se partagera à mesure que les Contributaires la payeront.

III. Les Commis qui seront établis par les Etats pour intervenir en chaque Comptoir, soit que l'on les qualifie Intendants ou autrement, auront en la direction & manienement de la Contribution la même Autorité & Pouvoir que ceux de Sa Majesté, & seront exempts de logement, guet, & gardes, & jouiront des mêmes Privileges dont jouiront ceux de Sa Majesté à Titre des Receveurs des Contributions.

IV. L'une des Parties ne pourra accorder des exemptions ni moderer les taxes imposées au préjudice de l'autre, ni recevoir la quote sepäremet, & si le cas arrivoit, la Partie qui le trouvera grevée, pourra exécuter les contributables, pour en tirer son desintéressement, & même pourra faire exécuter en plus particulier le Receveur qui aura reçu la part de l'autre.

V. Les Comptoirs seront établis à Nieupoort, Gand, Ath, Namur, & Maltricht.

VI. Bien entendu qu'à Maltricht on ne recevra que les Contributions de toutes les Terres ennemies qui sont situées aude là de la Meuse, aussi loin qu'on les pourra étendre de ce côté-là, & le Receveur s'y pourra faire payer ce qui resté dû de ces Contributions au delà de la Meuse; & toutes les autres Contributions en deda de la Meuse qui ont été exigées ou payées à Maltricht, seront exigées & payées à Namur, où l'on recevra aussi les arrages de tous les Pais en deda de la Meuse.

VII. De toutes lesdites Contributions Sa Majesté profitera deux tiers, & les Seigneurs Etats Généraux l'autre tiers.

VIII. Mais il a été stipulé expressément que comme lesdits Seigneurs Etats Généraux jouissent de la moitié de ce qui se recevoit au Comptoir de Maltricht, ils jouiront pareillement dans le Comptoir de Namur de la même proportion pour autant que portoit ledit Comptoir de Maltricht, & afin d'éviter les difficultez de la liquidation de cet Import, l'on le tient fixe à la somme de quatre vingt mille florins.

O o a

IX.

ANNO
1691.

IX. Si toutefois dans la suite l'on trouvoit, que par prise de Place, étendue de Contribution, ou autrement, il y auroit plus de facilité ou avantage d'exiger & recevoir tout le revenu dans la Ville de Maltricht, le Comptoir y sera rétabli sur le même pied & conditions portées par les Articles 2. & 3. de la Convention du 24. d'Octobre de l'année mille six cents quatre vingt neuf.

X. Le présent Traité sera pour le terme d'un an, à commencer du jour de l'expiration du précédent.

XI. La Châtellenie de Courtrai occupée par la France depuis cette Guerre, & les parties de la Province d'Hainaut, comme la Prévôté de Mons, & autres dont les François prendroient possession dans ladite Province depuis la perte de la Ville Capitale, ne seront pas comprises au présent Traité; mais demeureront comme auparavant à Sa Majesté pour en tirer par elle les aides & subides ou quotifions, sans que les Seigneurs Etats y puissent prétendre aucune part pour le terme que durera le présent Traité, sans préjudice néanmoins desdits Seigneurs Etats Généraux, & sans considérer pour l'avenir après l'expiration d'icelui.

XII. Tous les Mandemens extraordinaires que l'on fait par Represaille, Contre-represaille ou autre voie; pour le deslinement des exactions ou retorsions que l'Ennemi pourroit faire au dessus des Contributions ordinaires qui se font par un seul Envoi pour chaque année, qui commence au mois d'Avril ou de Mai, seront profitez par ceux à la charge de qui lesdits Envois extraordinaires auront été faits.

XIII. L'on se donnera toute l'assistance requise des Troupes pour l'établissement, la levée & l'exécution desdites Contributions.

XIV. Les frais qui résulteront de la levée, recette & exécution desdites Contributions viendront à la charge des Parties contractantes, à proportion de la quote que chacun profite.

XV. Les Sauvages qui se donneront aux habitants des lieux qui payeront ladite Contribution, seront signés & respectés de part & d'autre, & le profit qui en résultera sera partagé à la même proportion que l'Envoi principal comme aussi le sol par livre.

XVI. Chacune des Parties pourra régler les gages de ses Officiers, & à cet effet tirera de chaque Comptoir la somme de deux mille & cinq cents florins.

XVII. La liquidation des Arterages de la Contribution depuis le Traité du 24. d'Octobre 1689. sera faite promptement & le Boni satisfait en argent ou assignation sur la Contribution à recevoir, en suite du présent Traité.

XVIII. Les Envois que l'une ou l'autre des Parties pourroit avoir fait pour le paiement de cette Contribution seront revoquez incessamment, & s'il en a été reçu, ou s'en recevoit encore quelque chose, il sera rapporté dans la masse de cette année. Fait à Bruxelles le seizième de Juin mil six cents nonante un, sous Ratification de part & d'autre, qui se délivrera recipro-

quement endans trois semaines, & cependant le Traité sortira son effet.

ANNO
1691.

*S'ensuit le Formulaire selon lequel seront
dépêcher les Envois.*

Messire Charles Gaillard Conseiller & Commis des Domaines & Finances du Roi & Intendant de la Province de Namur, & Theodore Van den Heuvel Commis de la part des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas à la direction des Contributions au département de Namur: Il est ordonné aux habitants de de payer dans le terme de entre les mains des Receveurs des Contributions Joseph Germain & Abraham Niset la somme de à quoi ils ont été taxez pour cette année, prenant Quittance desdits respectifs Receveurs, à peine de nullité de leur paiement, & d'y être contrainz par les sieurs de la Guerre. Fait à Namur le

Ces Envois seront signez par l'Intendant du Roi & par le Commis ou Intendant des Etats.

En foi de quoi nous soussignez Deputez & autorisez à cet effet tant de la part de Sa Majesté Catholique que de Leurs Hautes Puissances, respectivement avons signé ce Traité, & y avons apposé les caches ordinaires de nos Armes.

TIRIMONT
(L.S.)

E. DE WREDE
(L.S.)
F. HULFT.
(L.S.)

Après avoir fait examiner le Traité ci-dessus fait entre les Commissaires denommez de part & d'autre, & eu sur son contenu les avis qu'il convient, l'avons agréé & ratifié, comme nous l'agréons & ratifions par cette selon sa forme & teneur. En foi de quoi nous avons signé cette, & y fait apposer le cachet secret de Sa Majesté. Au Camp de Gemblours le sixième de Juillet 1691.

Etoit signé,

EL MARQUES DE GASTANAOGA.

Plus-bas eussit écrit.

Par Ordonnance de Son Excellence;

Contre-signé,

LOUIS

ANTOINE DE CLARIS.

Pour Copie de l'Original

J. B. VANDORP.

CXL.

II. Juin. *Provisonnel Traact tuschen Zyne Koninghyke Majesteyt van Groot Britanniën WILLEM DE L'AN-
GLETERRE, LE
DANE-
MARC,
ET LA
HOLLAN-
DE.*
III. *En Zyne Koninghyke Majesteyt van Denemarken CHRISTIAN DE V. als ook de
Heren Staten Generaal der VEREENIGDE
PROVINTIEN wegens de Navigatie, Coophandel
hunner Onderdanen enz. Geslooten tot Coppenhagen II. Junii 1691.* [Sur une Feuille volante imprimée, partie en Hollandois, & en Allemand, avec des Traductions Françaises, partie en Latin.]

Naer

CXL.

Traité provisionnel entre GUILLAUME III. II. Juin. Roi de la Grande Bretagne, CHRISTIAN V. L'AN- Roi de Danneemarck, & les Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, touchant la Navigation & le Commerce de DANE- leurs Sujets, soit en France, soit ailleurs. Fait MARC, à Copenhague le II. Juin 1691. *Avec SIX ET LA
ARTICLES d'Amplification, & d'Explication
DE* sur une Declaration ou Ordonnance du Roi de Danneemarck touchant la Navigation & le Commerce de ses Sujets en France. A Copenhague le . . . Decemb. 1691. S'ensuit l'ORDONNANCE même du 19. Mai 1691. Comme aussi la Formule des Serments que devront faire les Propriétaires des Vaisseaux, & des Marchandises, & les Maîtres des Navires; la Formule des Passeports, & la Specification des Marchandises de Contrebande.

Comme

ANNO
1691.

NAer dien Sijne Koninklijke Majesteit van Denemarcken goedgevonden heeft een Declaratoir of Ordonnantie te doen emaneren, waer na sijne Onderdanen ontrent de Vaert, ende het driiven van hare Commerce op Vrankrijk, haer sulden moeten reguleren en godragen; ende het selve door Sijnen Extraordinaire Envoÿd den Heer Lendie aen haer Hoog Mogende is overgegeven, omme te konnen dienen in plaetse van eene Conventie, over de selve Vaert en Commerce tusschen hare Koninklijke Majesteiten van Denemarcken en Engeland, mitgaders haer Hoog Mogende te maecten; Soo is op 't goedvinden van hogstgedachte Heeren, tusschen derselver Ministers verstaen en geaccordeert, dat het voorz. Declaratoir of Ordonnantie, tot voorkomingh van alle disputen, die naemals daer uyt souden konnen ontsaen, sal werden gecöcificeert en gepubliceert met de ses navolgende Poincten.

I. Dat voor het toekomende de Onderdanen van Sijne Koninklijke Majesteit van Engelandt en haer Hoog Mogende trafiquerende en varende op de Rijkten en Landen van den Koning van Denemarcken en Noorwegen, of door den Orizzond in de Oost-Zee, geene Schepen, Goedeten en Effecten over gepretendeerde, of by vervolg van tydt tot tydt te pretenderen schade, niet fullen mogen werden aengehouden, gearresteert of jegens deselve enige represaille verlend, ten zy altoerens geöbserveert werden de formaliteyten, breder gemeint in 't 4. Art. van 't Traictat de la Marine, tusschen Sijne Koninklijke Majesteit van Sweden, en den Staat der Vereenigde Nederlanden den 12. October 1679. tot Nymegen gemaectt en gelooten & se voir vers in het regard van de Onderdanen van Sijne Koninklijke Majesteit van Denemarcken, in de Rijkten van Sijne Majesteit van Groot Britanniën, ende de Vereenigde Nederlanden.

II. Dat de verder het voorz. te doene Declaratoir of Ordonnantie van hogstgedachte Majesteit van Denemarcken sal werden gecompliceert met de specificatie van Waren van Contrabande, dewijle deselve in geene voorgaande Traictaten tusschen Sijne Majesteit en haer Hoog Mogende opgericht, werd gevonden, en van de Deensche zyde gesultineert, dat deien Art. tot een te maacken Commerce Traictat behoort, soo heeft inmiddels hogstgedachte Majesteit wel willen verklaren, dat het 13. Art. des Projects van de Deensche zyde voor heenen overgegeven, sal werden geöbserveert voor den tydt van acht a negen maanden, in 't vertrouwen, dat middelertyd het voorz. Commerce Traictat tot sijne perfectie sal gebracht werden.

III. Dat in de Deensche Schepen geene Vyandlijke Goederen fullen werden geladen, en die van d'ene Franche Haven op de andere getransporteert of vervoert, maar geöblijgert zijn, hunc Lading ingenoomen hebbende, in dier voegen van de Steden en Plaatsen, resisterende onder het gebiedt van Sijne Majesteit van Denemarcken, heen en weder fullen mogen varen, op foodanigen wyse als by Sijne Majesteit van Sweden, voor desen aen haer Hoog Mogende is aangeboden, en alsoo de voorz. aanbiedingh tot noch toe niet bekend is, soo heeft Sijne Majesteit in 't voorz. Article wel willen consentieren *ad interim, ut supra*, voor den tydt van acht a negen maanden; soo nochtans, dat daar geen prejudicie aan de Vaart van Sijne Onderdanen op Neutrale plaatsen werdt gegeven.

IV. Dat de Deensche Schepen ontmoet werdende van d'Engelse en Nederlandse Oorlogh-schepen en Commissie-Vaarders, 't zy op de Kusten, of in volle Zee, geöbserveert sal werden het 20. Article van 't voorz. Traictat de la Marine, tusschen de Kroon Zweden, en den Staat der Vereenigde Nederlanden opgerecht, en daar na men sich *verbo tenuis* ten wederzyden sal reguleren.

V. Alsoo tot conservatie van eene goede Harmonie tusschen Haer Majesteiten van Denemarcken en Engeland, mitgaders haer Hoog Mogende hooghoogh is, dat alle loerendryereyen en fraudes, die veeltyds werden gepleghet door naturalisatie, of het nemen van Burger-brieven, by de Onderdanen van hogstgedachte Heeren Principaalen, tot groote prejudicie van de Negocie, so heeft Sijne Majesteit van Denemarcken gesolveert, dat van nu voortaan een

Comme Sa Majesté le Roi de Danemarck a trouvé bon de donner une Declaration ou Ordonnance, selon laquelle ses Sujets auront à se regler & conduire à l'égard de la Navigation & de leur Commerce en France, & qu'il s'a fait donner à leurs Hautes Puissances par le Sienr Lendie son Envoyé Extraordinaire pour servir & tenir lieu d'une Convention à l'égard desdites Navigation & Commerce d'entre leurs Majestés de Danemarck & d'Angleterre & Leurs Hautes Puissances; il a été accordé & entendu entre les Ministres desdits Seigneurs & sous leur Approbation, que lesdites Declaration & Ordonnance, pour prévenir toutes disputes qui en pourroient naître à l'avenir, seront éclaircies & amplifiées par les six Points suivans.

I. Que pour l'avenir les Sujets de Sa Majesté le Roy d'Angleterre & de Leurs Hautes Puissances trafiquans & navigans dans les Ruyumes & Pais du Roy de Danemarck & Norwége ou par le Sond dans la Mer d'Est, non plus que leurs Vaisseaux, Marchandises & Effects ne pourront pas être retenus, arrestez, ni represailles être accordés contre eux pour Dommages prétendus ou qui dans la suite & de tems en tems pourroient l'être, à moins qu'un préalable ne soient observés les formalités plus amplement mentionnées par l'Art. quatrième du Traité de Marine fait & conclu à Nimègue le 12. Octobre 1679. entre Sa Majesté le Roi de Suède, & l'Etat des Provinces-Unies des Pais-Bas, & ainsi viceversa à l'égard des Sujets de Sa Majesté le Roi de Danemarck dans les Etats de Sa Majesté de la Grand' Bretagne & des Provinces-Unies.

II. Que de plus la susdite Declaration ou Ordonnance à faire par la susdite Majesté de Danemarck sera amplifiée par la Specification des Marchandises de contrebande, parce qu'elle ne se trouve dans aucun des précédens Traitez faits entre Sa Majesté & Leurs Hautes Puissances, & qu'il est souvent de la part des Danois, que cet Article regarde un Traité de Commerce, c'est pourquoi la susdite Majesté a bien voulu déclarer, que le 13. Article du Projet fourni ci-devant de la part des Danois sera observé pour le tems de huit a neuf mois, dans la confiance que cependant le susdit Traité de Commerce sera amené à sa perfection.

III. Que dans les Vaisseaux Danois il ne sera trouvé aucun Marchandise ennemie, & sera transportés des Havres de France en d'autres, mais seront obligés, leur cargaison étant faite, de les conduire des Villes & Places ressortissantes sous la Domination de Sa Majesté de Danemarck allant & revenant, en la maniere qu'il a cy-devant été offert à leurs Hautes Puissances par Sa Majesté de Suède, & comme la susdite offre n'a pas été connue jusques à présent, Sa Majesté a bien voulu consentir au susdit Article *ad interim* ut supra, pour le tems de huit a neuf mois, en sorte neanmoins que par là il ne sera fait aucun préjudice à la Navigation de ses Sujets pour les Places Neutres.

IV. Que les Vaisseaux Danois étant rencontrés par les Vaisseaux de Guerre & Armateurs Anglois, soit sur les Côtes ou en pleine Mer, sera observé l'Article 20. du susdit Traité de Marine, d'entre la Couronne de Suède & les Etats des Provinces-Unies des Pais-Bas & l'on s'y reglera mot pour mot.

V. Comme pour la conservation d'une bonne Harmonie entre leurs Majestés de Danemarck & d'Angleterre, ensemble leurs Hautes Puissances, il est très nécessaire que toutes les supercheries & fraudes qui souvent sont commises par les Sujets desdits Seigneurs Principaux par la naturalisation, ou obtention de Lettres de Bourgeoisie, au grand préjudice du Negocie, Sa Majesté de Danemarck a résolu que dès-à-présent

ANNO
1691.

Ordonnantie sal doen emaneren; daar by alle Beamp- ten en Overheden sal werden geïnjungceert, soo wan- neer eenige vreemde verschoekt genaturaliseert, en met Burger-Brieven begünstigt te werden, sig alvoor- ren deselve te verleenen, haat by Eede sullen referve- ren, datse ten weynighsten tien jaren aan den anderen met hunne Famile in desselfs Rijkken en Landen haar Domicilium sullen blijven houden, gelijck het Synne Majesteit van Groot Brittanien, en haar Hoogh Mo- gende oock vry staet hare Onderdanen by hun vertreck uyt der selfs Rijkken en Landen foodanig te oblige- ren, als Sy tot woonkoninge van alle lotrendrayery en fraudes sullen vinden te behooven.

VI. Synne Majesteit verobligceert sich by desen aan den Koning van Groot Brittanien, en aan haar Hoog Mogende, dat geene Kaperyen, of het weghnemen van eenige Schepen op Synne Stroomen, langhs Synne Kusten, of in Synne Bayen en Havenen, aan wie het oock zyn mach, sal toe staen; maar de selve *de facto* trachten te beschermen en defendeten, veel weyniger, dat foodanige op Synne Stroomen genomen Schepen, in Synne Havenen, of op Synne Reeden sullen werden geadmitteert of geproceert; maar in sulcken geval be- sorgen, dat, die aldaar opgebracht, sullen werden ge- arrelteert, ende de Contraveurens van dese Synne or- dre gedetieert, ter tydt toe, sy aan hooghgedachte Majesteit, over den schimp hem aangedaan, satisfactie sullen hebben gegeven, ende de opgebrachte Schepen aan de Eygennars kosteloos en schadeloos anstonds gerestitueert. Aldus gedaen tot Copenhagen den 11 Junii, 1691.

Wij ondergeschreeven veroblighen uns hiem in Mahmen en auff Ordre Zbro Koninglichen Majes- tat; dass was in dero Mahmen hierin versprochen we- den; heilig exequitret werden soll: Jedoch mit der Con- dition, dass dem ersten und vierten Artikel abseiten Zbrer Koninglichen Majestat von Engelland und der Staten General reciproc geblühend nachgeliebet werde.

(L.S.)

C. G. Z. REVENTLOW. J. JUZZ. T. B. V. JESSEN.

Wij ondergeschreeven gesien en geexamineert heb- bende de Articulen, hier boven uygedruckt, en hoedanigh Synne Koninghlijke Majesteit van Deene- marken belooft deselve heylighlyck te sullen naerko- men, versprecken als vooren, dat de Heeren onse Prin- cipalen den eerste en vierten Articul, conform den vierden en twintighsten Articul, in het Tractaet met Sweden gemaect, mede heylighlyck sullen naerkomen en doen observeren.

Was geteekent,

R. MOLESWORT.
GODERT, BARON VAN REEDE,
Vryheet tot AMERONGEN.

ANNO
1691.

pour l'avenir il sera émaner une Ordonnance par la- quelle il sera enjoint à tous Officiers & Supérieurs, que lors qu'un Etranger demandera d'être naturalisé & d'être pourvu de Lettres de Bourgeoisie, ils lui se- ront, auparavant de les accorder, prêter serment qu'il demeurera & tiendra son Domicile au moins dix ans dans lesdits Royaumes & Pais avec sa Famille; comme il est libre à Sa Majesté de la Grande Bretagne, & à leurs Hautes Puissances d'obliger leurs Sujets, à leur sortie de leurs Etats & Pais, à ce qu'ils jugeront convenir, pour prévenir toute fraude & super- cherie.

VI. Sa Majesté s'oblige par ces présentes envers la Roi de la Grand' Bretagne & leurs Hautes Puissan- ces de ne permettre le long de ses Côtes ou dans ses Bayes, Havres ou Rivières aucune piraterie ou enle- vement d'aucuns Vaisseaux à qui que ce soit, mais defendra & protégera les Vaisseaux qui pourroient être attaquez; bien moins permettra-t-il que tels Vaisseaux pris dans ses Rivières soient admis dans ses Havres & Rades; ni qu'ils y soient protegez; mais en ce cas anra soin que l'on arrête ceux qui y seront amenez, & que les contrevenans à cette senne Or- donnance, soient detenus jusques à ce qu'ils aient donné satisfaction à Sa Majesté, & que les Vaisseaux qui auront été emmenez soient aussitôt rendus sans frais indemnez aux Propriétaires d'iceux. Ainsi fait à Copenhague le 11 Juin 1691.

Nous soussignez nous oblighen par ces presentes au nom & par Ordre de Sa Majesté que ce qui est cy-dessus promis sera saintement executé; mais meam- moins avec cette Condition que les premier & quatre- me Articles seront reciprocement executez par le Roi d'Angleterre & les Etats Generaux.

Signé,

C. G. Z. REVENTLOW. J. JUZZ. T. B. V. JESSEN.

Nous soussignez, ayant vu & examiné les Articles exprimez cy-dessus, & comment Sa Majesté le Roy de Danemarck promet de les observer sainte- ment, promettons comme dessus, que nos Seigneurs Prin- cipaux observeront & seront saintement observer les premier & quatrième Articles, conformément aux quatrième & vingtième Articles du Traité de Suede.

Etoit signé,

R. MOLESWORT,
GODERT BARON DE
REEDE ET D'AMERON-
GUE.

Articles d'Amplification & Explication.

Quandoquidem Dominus Golarhus Liber Baro de Reede & in Amerongen, Ordinis Elephantici Eques auratus, Celsit. ac Præp. D. Ordinum Gen. Uni- ti Belgii Abligatus Extraord. ad Sereniss. & Potentiss. Danicæ & Norvegicæ Regem, & post subsecutum ejus obitum ex speciali Mandato Dominus Wilhelmus de Harro, Dicalæti Bikan in Fribis Præfectus, ad Com- itia ejusdem Provincie ex Nobilium Ordine con- scriptus & Octovir, Academiæ Franquevanæ Curator, è medio Confessus dictorum Dominorum Ordinum Generalium iidem Abligatus Extraordinarius, quos- dam supradictæ Conventionis Articulos elucidari &

amplificari desideraverint. Nos infra nominati Sere- nissimi & Potentissimi Regis Danicæ Ministri & Com- missarii, plena hunc in finem Autoritate muniti, in se- quentes consensus elucidationes, ita ut cum ante ex- hibitas & permutatas prædictæ Conventionis Ratifica- tionum Tabulas, perfectæ & signatæ fuerint, eandem cum ipsis jam memoratæ Conventionis Articulis viam & virtutem habeant.

I. Quid Edictum seu Declaratorium ab altermemo- rato Serenissimo & Potentissimo Rege Danicæ & Norvegicæ, die 19. mensis Maji præteriti datum, cujus

ANNO 1691. *cujus mentio fit in 2. supradictæ Conventionis Articulo, hisce Præsentibus, sub finem totidem verbis adijciatur, & ne quispiam ex prædicti Regis Subditis ignorantiam istius præterdere possit, intra spatium 20. dierum Magistratibus cujusvis Locis per Mandatum speciale significetur.*

II. Quod idem Edictum seu Declaratorium cum enumeratione Mercium prohibitarum vulgò de *Contrabande*, ampliuscitur, prout itæ in Art. 13. ejusdem exempli Tractatus ante hæc à Serenissimi Regis Danicæ & Norvegicæ Ministris exhibiti, recensentur, addita insuper Pice liquida, vulgò *Terr*, quæ dictis Mercibus de *Contrabande* annumerabitur.

III. Quemadmodum in dictæ Conventionis Art. 3. conventum est, quod Navibus ad Serenissimi & Potentissimi Danicæ & Norvegicæ Regis Subditos pertinentibus, non liceat Merces ullas Serenissimi & Potentissimi Regis Magnæ Britannicæ, aut Cel. & Præp. Ordinum Generalium Uniti Belgii Hostibus proprias, ex uno Portu Gallico in alium vehere & transferre: hisce Præsentibus insuper declaratur, dicti Art. verum & genuinum sensum esse, quod Navibus prædictis, nisi Mercibus omnis generis plane vacuæ fuerint, nequaquam licitum erit, ex uno Portu Gallico in alium navigare & transire, nisi evenerit ut integrum Navium istarum Onus in uno Portu diuendi non possit, quo casu illis liberum erit, quod de Onere hoc fupereit, dividendum in alium Portum transvehere & transportare.

IV. Quod dicti 3. Art. sensus ulterior sit, ut Naves Subditorum Serenissimi & Potentissimi Regis Danicæ & Norvegicæ in Galliam navigaturæ, in Portibus Jurisdictioni Imperii Romani aut Partium Bello præfenti implicitarum, subjectis, non onerentur, sed ex Portibus Serenissimi Regis Danicæ & Norvegicæ extra Imperium, aut etiam Mari Baltico recta versus Portum destinationum in Gallia vela facere & cursum prosequi, indeque recta etiam via reverte teneantur, nec eundo vel redeundo ad Partium dictarum oras appellere, ibidem morari, earumque Portus ingredi ullo modo licebit, nisi vi temporali manifesta ad id fuerint coactæ, & in hoc casu, siue Merces in Galliam vehendas ibidem non onerent, ita nec & Gallia advehens ibidem exonerare poterunt, salvo semper Serenissimi & Potentissimi Regis Danicæ & Norvegicæ Subditorum non solum in Mari Baltico, verum etiam aliis Locis Bello præfenti non implicitis Commercio; & sicut in hujus Commercio, ita quoque in Avocatorio Imperialium præjudicium nihil prorsus hisce præsentibus convenum esse, ubique intelligendum est.

V. Quod Sacramentum quo obstringuntur dicti Serenissimi Danicæ & Norvegicæ Regis Subditi, nec non ejusdem Literæ sancti conductus optima & maxime perspicua forma concipiantur, ita ut dolis omnibus & æquivocationibus, vero & genuino hujus Conventionis sensui contrariis, obviam eatur, & talis Juramenti prædicti forma per omnes Ditiones Serenissimi Regis Danicæ & Norvegicæ in universum observetur.

VI. Quod nullo modo Navibus Bellicis, aut aliis ad prædam instructis Hostium, Serenissimi & Potentissimi Regis Magnæ Britannicæ & Cel. & Præp. Ordinum Generalium Uniti Belgii licitum erit, Naves ad eorum Subditos pertinentes iora prospectum Terrarum Serenissimi Regis Danicæ & Norvegicæ, multò minis in ipsius Æstuariis, Portibus aut Fluvii, nec in pleno Mari quidem, si dictæ Naves ad Portus Serenissimi Regis Danicæ & Norvegicæ destinatae fuerint, aut ex eis reverantur, capere, aut ullo modo molestare aut adoriri, easve, quomodocunque captas, earumque Merces in dicti Serenissimi Regis Portibus in totum aut ex parte dividendæ; & si dictæ Naves Bellicæ Navem quamcunque Nautis suis destitutam, in dictos Portus adduxerint, Serenissimi Regis Danicæ & Norvegicæ ibidem constituti Officiales eandem statim occupare, & una cum Mercibus Navi impositis (quæ integre servabuntur) legitimis Proprietariis quamprimò restituere tenebuntur, neque unquam dictis Navibus Bellicis, aut aliis ad prædam instructis, fas esto, & dictis Serenissimi Regis Danicæ & Norvegicæ Portibus vela solvere, postquam Naves aliquæ aut Navium Classis ad Serenissimi Regis Magnæ Britannicæ aut Cel. & Præp. Ordinum Generalium Uniti Belgii Subditos pertinentes exinde ictu Mari commiserint, nisi 24. horis prius elapsis, neque etiam anchoras tollere, aut scaphas emitere ad Naves Mercatorias Subditorum Serenissimi Regis Magnæ Britannicæ & Ordinum Generalium Uniti Belgii, quas ventientes, exeuntes aut prætervehentes confpexerint, prosequendas, capiendas aut spoliandas.

VII. Quod omnes supradictæ Conventionis Art. nec non Elucidationes & Amplificationes eorum, ejusdem durationis erunt, & æquales (quod tempus) vigoris exitimentur. In quorum omnium fidem supradicti Serenissimi ac Potentissimi Regis Danicæ & Norvegicæ Ministris & Commissariis hos Articulis manibus Significis suis muniverunt ac firmanunt. Quod factum Hælsin die . . Decemb. 1691.

GULDENLOW. (L.S.) C. G. REVENTLOW. (L.S.)
J. JUELL. (L.S.) T. B. JESSEN. (L.S.)

Sequitur Edictum seu Declaratorium, de quo in Art. 1. Elucidationum mentio fit.

Eristian der Fünfte von Gottes Gnaden König zu Dänemarken / Norwegen / &c. Als Wir mit der Kron Engeland und den Staten der Vereinigten Niederlanden / eine Freisere Handlung und Tractaten pflegen lassen / wie denen Placaten und Unterschriften hinführo vorgehant worden möge / so sey der Fahrt nach Frankreich seit währenden gegenwärtigen Kriegs-Troublen / da nemlich an einer Seiten die Engliche und Holländische Kriegs-Schiffe und Commisliche Schiffe bald unter diesem / bald unter einem andern Praetext Unserer Unterthanen nach Frankreich irasquieren & Schiffe weggenommen und aufgebracht / an der andern Seiten / einige der Freysheit des Commercii in Transportierung verbotener Waaren zu mißbrauchen / und insbesondere Fremde unter dem Vorwand Unserer Unterthanen / sich solchen Commercii zu prevaliren gestuget / vorgehant / und dan allerseits für gut befunden worden / daß so lange gegenwärtiger Krieg währet / und das Commercium nach Frankreich nicht generaliter frey gegeben und gestiftet wird / zu Vornehmung vor-erwähnter Placaten und Unterschriften / Wir Unseres Heits Unseren Engelanden englisch anbegehlen ließen / keine Paffen aufzufertigen / es sey dan von denen so solche erlangen vorhero mittelst eines corporirten Eyds dargehant und erbatet worden / daß sie Unsere wirtliche Unterthanen und Einwohner Unserer Reichen und Landen (jedoch so viel

Christian Cinquième par la grace de Dieu Roi de Danemarck & de Norvege, &c. Comme nous avons depuis quelque tems fait traiter avec la Couronne d'Angleterre & avec l'Etat des Provinces-Unies des Pays-Bas pour empêcher toutes les supercherries & intrigues, qui se pratiquoient pendant cette Guerre dans le Commerce sur Mer, ou d'une part les Vaisseaux de Guerre ou les Armateurs Anglois & Hollandois ont tantôt sous l'un, tantôt sous l'autre pretexté arrête & pris les Vaisseaux de nos Sujets, qui irasquenoient en France, & ou de l'autre part quelques-uns de nos Sujets ont abusé de leur Liberté du Negoce avec la France, en y transportant des Marchandises de Contrebande, & que des Etrangers memes se sont servis de cette Liberté de Negoce sous le nom de nos Sujets, il a été enfin arrêté & convenu, pour prévenir ces sortes de supercherries, que, tant que la Guerre durera, & que le Commerce avec la France ne sera pas generallement permis, d'un côté nous ordonnerons serienement à nos Chancelleries de ne plus expedier aucun Passeport qu'à ceux, qui auront préalablement fait serment qu'ils sont effectivement Sujets & Habitans de nos Royaumes & Pays (à l'ex-

ANNO
1691.

viel die Fahrt nach Frankreich betrifft. Unsere Provinzen und Staaten im Römischen Reich belegen / Kraft der ergangenen Avocatorien aufgeschloffen / auch Schiff und Ladung gleichfalls unsern Unterthanen gehörig / und unter derselben keine Contrabande Waren / wie solche in denen zwischen Uns / der Kron England / und dem Staat der Vereinigten Niederlanden aufgeschloffenen Tractaten specificirt worden / beschlichend / so dan Engländer und Holländer Seit über die auffsuchende generale Reichle / unsern Unterthanen / gegen Vorrichtung unserer Königlichten Pässe / in ihrer Fahrt und Navigation in seine Wege hinderlich zu fallen / ansonst einen solchen Schiffe / so nach Frankreich zu segeln müssen / von hiesigen Engländern und Holländischen Ministern ein Schreiben gratis / und ohne auffenthalt mitzugeben / und bestimmen im Mahlen ihrer Principalen denen Commandeuren / Aufseheren zur See und Commissie-Fahrern beider Nationen jungetzt werde / sich an unserer Unterthanen Schiffe / so mit unsern Pässen vorerwehnter massen versehen / keines Weges zu verwehren / sondern dieselbe ohne einigle molestirung / Visitation und Auffenthalt / nach dem Orth wohin sie destiniret / pass- und repassiren zu lassen / so ist hiemit unser allergnädigster Wille / dass du hinführo Uns keinen Pais / che und bevor der Importirant entrieder in der Cankeln / oder auch vor dem Magistrat des Orths wo er wohnhafft / obspecificirten corporlichen Eydt abgelegt / zur Unterschrift praesentirest und auffertigst / und da jemand / wer der auch sey / ohne dergleichen Eyddieter Desposition einen Pais verlangen solte / ihn mit seinem Gesuch ab- und jurdt weist: Wie dan auch die die junge so gegen ihren Eydt gehandelt zu haben / hier nach befinden werden mögen / als Meynendige an Ehr und Gut / unaussprechlich gestrafft werden solten. Geben auff unserer Residenten zu Copenhagen den 19. Maji. Anno 1691.

ANNO 1691.
clausen tontemps de nos Provinces & Villes / qui sont situés dans l'Empire / & à qui le Negece avec la France est expressément defendu en vertu des Avocatiers de l'Empire / publiés / & que le Vaisseau & la charge n'appartiennent qu'à nos Sujets / & qu'il n'y a aucune Marchandise de Contrebande spécifiée pour telle dans nos Traités faits avec la Couronne d'Angleterre & avec l'Etat des Provinces-Unies des Pays-Bas: Et que de l'autre côté la Couronne d'Angleterre & l'Etat des Provinces-Unies ordonnent non seulement en general de laisser librement naviger & trafiquer nos Sujets sur l'Exhibition de nos Passports Roiaux / mais que leurs Ministres Residentz icy donneront sans aucune taxe & sans aucun delay à chaque Vaisseau / que nos Sujets envoient avec des Marchandises en France / une Lettre patente / par où ils descendent au nom de leurs Maîtres à tous les Commandants de Vaisseaux / Armateurs / ou Commissionnaires de ne plus arrêter / refuser ou empêcher un tel Vaisseau appartenant à nos Sujets & muni de notre Passport / mais de le laisser librement passer & repasser dans sa route / ainsi notre volonté est / que vous ne despeciez / ni nous presentiez pour notre signature aucun Passport / qu'après que ledit serment aura été prêté dans la Chancellerie ou devant le Magistrat du Lieu / où l'imprerant demore / & si quel'un de quelque Condition qu'il puisse être / recherchoit un Passport sans prêter en personne ce serment / vous lui refuserez sa demande / & vous châtierez aussi exactement par confiscation & infamie / comme parjurés / tous ceux qui auront contrevenu à leur serment. Fait dans notre Résidence de Copenhague le 19. de Mai l'an 1691.

Sequitur Specificatio Mercium prohibitarum.

ONder de Waren van Contrabande sal werden verstaan allerhande Vuur-wercken, en toebehoorende faccken, Canon, Musquetten, Mortieren, Pedarden, Bomben, Granaten, Saucissen, Peck-krancken, Asfuyten, Fourquetten, Bandelieren, Pulver, Lont, Salpeter, Kogels, Piecken, Dergens, Stormhoeden, Cuirassen, Helbaerden, cock Piecken, Paerden, Sadelen, Hollers, Draegbanden, Zeyl-werck, Touw-werck, Masten, Loot, Peck, Teer, Hennip / misgaders die toe d'Equipage ter Zee ende te Lande dienen, sonder eenige verdere Waren. van wat natuut die zijn, daer onder te comprehenderen.

Suit la Specification des Marchandises defenduës.

Sous les Marchandises de Contrebande sont entendus toute sorte de feux d'Artifice / & autres choses en dependantes, comme Canons, Musquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Saucisses, Torches, Affuts, Fourchettes, Bandelieres, Poudres, Plombs, Salpêtre, Boulets, Piques, Epées, Morions, Cuirasses, Hallebardes, Favelots, Chevaux, Haulsecours, Bandriers, Voiles, Cordages, Mats, Miches, Poix, Goudrons, Charvre, ensemble toutes choses servans à l'équipage, tant de Mer, que de Terre, sans comprendre la dessous aucune autre Marchandise, de quelque nature qu'elle soit.

Sequitur Formula Juramenti & Salvi conductus, de quibus Art. 5. conveniunt est.

Formula Juramenti à Proprietario Navis & Oneris, cum unicus est, praestandi.

Ego A. B. verus Sacrae Regiae Majestatis Danicae & Norvegicae Subditus & Civitatis Hafniensis Incola (Officialis) juratus, hoc meo solemnium Juramento sancte & sincere proficior & promitto, quae sequuntur omnia & singula.

I. Quod Navis, cui nomen N.N. centum aut circiter lastarum capax tota & integra ad me solum, nec ad ullum alium revera pertinet.

II. Quod revera statuerim certumque habeam, supradictam Navem quae nunc in Portu Hafniensi (aut alibi N.N. est) exinde sub ductu N.N. praedictae Civitatis Hafniensis (aut alibi N.N.) Incolae & Civis jurati, tanquam Navarchi, recta (in Norvegiam & exinde) Burdegalam (aut ad alia Loca) in Galliam ituram, & Burdegala (aut aliis Locis) ad dictum Portum Hafniensem, aut alium quendam ad Sacrae Regiae

Majestatis Danicae & Norvegicae Ditiones extra Imperium Germanicum sitas, pertinentem, recta revertitur, nec postquam ex Danica aut Norvegica solvitur, usque dum eo rediit revertatur, ullum alium Locum, quam Galliam, nisi tempestate forsitan coactam, petiturum.

III. Quod nullam cum quovis Collusionem aut Contractum, directè vel indirectè, jam fecerim, nec durante hujus Expeditionis cursu cum ullo extraneo, aut parium Imperio Romano subiectum, Cive aut Incola posthac facturus sim, & Navis supradictae ejusve Mercium proprietate, ex toto aut ex parte, ad alium quemvis transferenda, ut nec etiam cum ullo Serenissimi & Potentissimi Regis Danicae & Norvegicae Subditi, nisi hic Subditus ad omnes praesentis Juramenti Articulos, quantum attinet re ipsi transferendum, observandos, simili Juramento priùs obstringatur.

IV. Quod supradicta Navis jam non sit onusta, nec usque dum praedicta Expeditio absoluta fuerit, me sciente,

ANNO te, mandante, consentiente aut connivente, posthac
1691. oneur ex toto aut ex parte Mercibus de *Contraban-*

dictis, Sacre Majestatis Danicæ & Norvegiæ Edicto die & mensæ dato prohibitis, aliisve ullis, quam quæ ad me solum, nullumque alium, absque omni fraude & collusionem revera pertinent, quas solas, nec ullas alias in Galliam vehet, aut inde exportabit.

V. Nec ullas omnino Merces in Galliam vehet, quæ Incolis Imperio subiectis, aliisve Bello præsentis implicitis onuitæ sunt, nec Merces ullas, in Gallia semel onuitas, in altero Gallicæ Porto, aut in Locus dicris, quæ Imperio subijciuntur, aut Bello præsentis implicamur, in reditu, si forsitan vi Tempellatis ad ejusmodi Loca appellere cuncta fuerit, exonerabit.

VI. Quod nullum Mandatum aut Facultatem prædicto Navarcho aut ulli alii jam concessum, aut durante prædictæ Expeditionis cursu, concessurus sim, quid faciendi, quod cuidam ex prædictis Articulis vel minimi adverteretur, nec tale quid à quovis, me sciente, aut connivente, fieri permittam.

*Ita me adjuvet Deus, Istinque Verbum
Sacro-Sanctum.*

Formula Juramenti à Navarcho præstandi.

Ego N. N. supradictæ Navis Navarchus, Sacre Regiæ Majestatis Danicæ & Norvegiæ verus Subditus, & Civitatis Hafniensis Incola ac Civis juratus, hoc meo solemnî Juramento sanctè profiteor & promitto, nihil, quod sciam, quod cuidam ex Articulis supradictis, adverteretur jam factum esse aut posthac me sciente, mandante, connivente aut directè vel indirectè consensum præbente, factum iri.

*Ita me adjuvet Deus, Istinque Verbum
Sacro-Sanctum.*

*Formula Juramenti, à Proprietariis, cum plures
sunt, præstandi.*

Nos infra nominati Sacre Regiæ Majestatis Danicæ & Norvegiæ veri Subditi & Civitatis Hafniensis Incolæ & Cives jurati (Officialis) hoc nostro solemnî Juramento, sanctè & sincerè profiteamur & promittimus quæ sequuntur omnia & singula.

I. Quod Navis, cui nomen N. N. centum circiter lastarum capax, rota & integra ad nos solos revera pertineat, ut sequitur, ad A. B. i., ad E. F. i., ad G. H. i., & ad I. K. i.

II. Quod revera inter nos conclusum sit, supradictam Navem, &c.

III. Quod nullus nostrum cum quovis Collusionem aliquam aut Contractum, directè aut indirectè, jam fecerit, aut postmodum, durante hujus Expeditionis cursu facturus sit, de dicta nostra Navis aut oneris infra nominanda portione ad alium quemvis transferenda.

IV. Quod supradicta Navis jam non sit onusta, nec usque dum prædicta Expeditio perfecta fuerit, nobis aut aliquo nostrum scientibus, consentientibus, &c. quam quæ ad nos solos, absque, &c. revera pertineat, ut sequitur, ad A. B. 10. lastæ, ad L. M. 60. lastæ, & ad O. P. 30. lastæ, cujusmodi Merces solas nec ullas alias, &c. Reliqua ut in superiori Formula mutatis mutandis, &c.

Formula Literarum Salvi conductus.

Nos Christianus Quintus, &c. Omnibus & singulis, quibus hæc Nostræ Salvi conductus Literæ exhibebuntur, notum testatumque volumus, quod Subditi Nostræ N. N. Civitatis Nostræ Regiæ Hafniensis Incola ac Civis juratus (Officialis Nostræ) humillimè Nobis exponi curaverit, Navem, cui nomen N. N. . . . Lastarum capacem, quæ nunc in Portu Hafniensi (aut alibi N. N.) est, ad se solum revera pertinere, jam vero Mercibus sibi soli propriis, Edicto Nostræ Regiæ 1691. dato, nequam prohibitis, & Hafniæ, aut alibi in Regni Nostræ, uti & in Mari Baltico, aut aliis Locis præsentis Bello non implicitis (specificentur Loca) Navis supradictæ impositis, nec

TOM VII. PART. II.

alii onustam vel onerandam, recta ex dictis Locis Burdegalam (aut ad alia Loca) in Gallia ituram, & exinde Mercibus sibi etiam soli propriis, nec aliis onustam in Portum Hafniensem (aut ad alia Loca) Ditionum Nostrarum extra Imperium Germanicum, recta reversurum istam vero Expeditionem sub ductu N. N. prædictæ Nostræ Civitatis Regiæ Hafniensis, &c. &c. Inenitæ ac Civis jurati, tanquam Navarchi persequendum esse. Quæ omnia & singula cum prædicti Subditi Nostræ coram Magistratu Hafniensi (in Cancellaria Nostræ) sub Juramento, juxta formati à Nobis præscriptam, asseveraverint, memoratam Navem hæc Salvi conductus Literis munientiam censuimus, &c. &c.

Nos Christianus Quintus, &c. (tot. tit.) quod Subditi Nostræ A. B. E. F. & alii quidam Cives & Incolæ Civitatis Nostræ Regiæ Hafniensis (N. N.) humillimè Nobis exponi curaverint, nec non sub Juramento coram Magistratu Hafniensi (in Cancellaria) asseveraverint, Navem, &c. ad se solos revera pertinere, jam vero Mercibus ad se solos etiam bona fide pertinentibus, &c. exinde Mercibus similiter ad se solos pertinentibus, &c. Quæ cum &c.

CXLI.

**Theilungs-Recess über das Fürstenthumb Jena/ zwischen denen Herrgogen Wilhelm Ernst/ und Johan Ernst zu Sachsen-Weimar/ dan Johan Georg Herrgog zu Sachsen-Eisenach aufgericht. Wodurch benanntes Fürstenthumb zwischen Ihnen überhaupt vertheilet worden/ jedoch auch einige Stücke in Gemeinschafft verblieben. Geschehen Weimar zur Wilhelmshurg den 12ten Julii 1691. [LUNIG
Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. II. Abstz II. pag. 680.]**

Cest-à-dire,

Recès de Passage entre GUILLAUME ERNEST, & JEAN ERNEST Ducs de Saxe-Weimar d'une part, & JEAN GEORGE Duc de Saxe-Eisenach d'autre part. Ils y partagent en deux Portions la Principauté de Jena qui leur est échüe, à la réserve de quelques Domaines qu'ils retiennent en commun. Fait au Chateau de Wilhelmshourg le 12. Juillet 1691.

WIR GEHTES Gnaden/ Wir Wilhelm Ernst/ Herrgog zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Bergen/ auch Engern und Westphalen/ landgraf in Thüringen/ Marggraf zu Weissen/ gefürsteter Graf zu Henneberg/ Graf zu der Mark und Ravensberg/ Herr zum Ravensstein/ vor uns und den Durchlauchtigen Fürsten/ Unseren freumblichen lieben Brüdern/ Herrn Johann Ernsten/ Herrgogen zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Bergen/ auch Engern und Westphalen/ it. und von denselben Gnaden/ Wir Johann Georg/ Herrgog zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Bergen/ auch Engern und Westphalen/ landgraf in Thüringen/ Marggraf zu Weissen/ gefürsteter Graf zu Henneberg/ Graf zu der Mark/ Ravensberg/ Sayn und Wittgenstein/ Herr zum Ravensstein/ vor uns/ allerseits Erben und Successoren/ Krafft dieses ußstehenden und bezeugten Als der Allmächtige Gott/ nach seinen unerforschlichen allsein weisen Rath und Willen/ den Bystand auch Durchlauchtigen Prinzen/ Unseren respectivè geliebten Duce und Pfirge-Sohnen/ Herrn Johann Wilhelm/ Herrgogen zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Bergen/ auch Engern und Westphalen/ Christloblichen Andenkens/ in der besten Blüthe seiner Jugend am 4. Novembris des nechst abwichenen 1690ten Jahres/ durch einen lauffstetigen Todt von dieser Welt abgeföhret/ und dadurch dero ganze Fürstliche Veranlassungschafft an land und leuten/ auch

Pp

berweg.

ANNO 1691. berechnen / und unbedenklich auf uns devolviret werden / So hat es sich zur Aufzählung ansehn lassen / als

III. Welten vord Dritte die zwey Reichs- und Erbsitz ANNO 1691. Vora nummero gethelet werden können / so soll hinfünftig

können / die endlich von unsrer bedenktest deputiren können / am 29. Jan. dieses Jahres in Ersturt eine Präsummar-Punctation aufgerichtet / und vermög derselben / durch zusehender unsrer Räte die gültigen Frachten mit allem Ernst und Eifer fort getrieben worden / bis Wir endlich persönlich zu Weimar auf der Willhelmsburg zusammen kommen / und durch Gottes Gnade in den unsren und wichtigsten Punkten / den Sonnabend vor Pfingsten / war der 30. Maji dieses Jahres / aus tiefer zur Eingetret / und Erhaltung behändigen / guten / Fürstlichen Vernehmens / ein gültiger Vergleich unter uns getroffen / und folgendes durch mühsame Handlung / Conferenzen / und Schenkungen unsrer hierzu gebrauchten Geheimden-Hofstundt Cammer-Räte / die übrigen noch unerledeten Punkte vermehrt Gütlicher Hilffe auch dem Grunde vord gehoben / und das ganze Jemliche Succession-Rath durch den Weggen / völlig erledigt / und ununterbrochenly beygelegt und verglichen worden / wie folgt:

I. Erstlichen / wollen wir nicht nur vor uns bey den von unsren Hochwürdigsten Vorfahren erkantet und bekantet waren Evangelischen lutherischen Religion / wie solche in denen Schrifften der Propheten und Apostelen / so wolten denen Libris Symbolicis / benamentlich der angeführten Zugspitsigen Confession / und darzu gehörigen Apologie / Schmalkaldischen Articulen / und Formula Concordiae enthalten / durch Gottes des H. Geistes Beystand / allerseits laudhaftig diß an unser seliges Ende verbleiben / auch unsrer Fürstliche Kinder / Erben und Nachkommen / so wohl fürstliche Land-Gräben und Unterthanen darzu einmahnen und anhalten / Kirchen und Schulen mit Christlichen treuschaffen / exemplarisch / solch reiner Religion psychischen Prolegomenen und Lehrten versehen / und in unsren Fürstenthum und Landen nichts darinnen ändern lassen / da aber durch Götliche Verhängung / Zerrütze und Trennungen in der lezte oder Ceremonien unsrer Kirchen einschleichen wolten / dieselben durch Gottes kräftigen Beystand mit Zurückung und Zurücken unsrer / als ides Herrn / Consistorien / Superintendenten / auch wohl andere geschickten Geistlichen / und nützlich der Theologischen Facultät unsrer gesamten Universität Jena / dergestalt führen / wie solches Obes Rats / denen Libris Symbolicis / und unsrer Kirchen-Ordnung gemäß / und bey unsrer glorwürdigsten Vor-Eitern Negierung in solchen Fällen gehalten werden. Im Fall aber jemand von uns / oder unsren Erben und Nachkommen / das bey der gemischte GOTT in Gnaden verbleiben wolle / von solcher waren und ungeschänderen Taufspitsigen Glaubens-Bekantung abtreten / und sich zu derer Papisten / Calvinisten / oder anderer Irren setzen / so heisset auch wie sie wolle / werden würde / soll derselbe auf keinerley Weis / noch unter einigen Schatz / seiner neu angenommenen Religion einiges Exercitium in Kirchen und Schulen einführen / Macht haben / sondern von dem Moment seiner vorgenommenen Aenderung an / der Jurium Episcopium und deren Exercitii gütlich verlustig / und dieß hingegen uns bey der wolsten lutherischen Kirchen bekantlich bleibenden Brüdern und Betreuen / oder unsren Kindern und Nachkommen / darunter jedes mahl der dinstige Bruder oder Bruder von derselben eine einig / alleine zu Discretion / folgen soll / himmelfest sein / Thut sich aber den abgetrennten durch Götlichen Beystand wiederum zu unsrer rechtschuldigen Kirche begeben / und selches mit Herrn und Würde erweisen / häset sich alsdann derselbe des Exercitii der Jurium Episcopium in seiner landes-Portion hinwegzuziehen zu erweisen und anzuweisen / jedoch daß er dasjenige / so mitter Zeit in Ecclesiastica und Religions-Sachen angeordnet worden / allesfalls geniesch halte.

II. Zum anderen wollen Wir uns / so viel nur immer der Zustand und Wohlthut der Lande es leiden will / eintzley Geist- und Weltlichen Ordnungen in Consistorial- und Schulen- und Politzmund- Justizien- Sachen gebrauchen / darüber in unsren Landen halten / und nichts neues verhängen / insunderlich aber mit Jemlich davon sein / und bey unsrer Herrn Betreuen in Götze dem Ermerung thun / damit die Cases daber bere Christen- und Jemlichen Etschlichen Nothen förderlich aufgemacht / und alsdann unter uns die vor elicten Jahren schon projectirte landes- und Götliche-Ordnungen in Rechtigkeit gebracht / zum Druck befördert / und unter jedes Herrn Mahmen publicirt werden mögen.

Vora nummero gethelet werden können / so soll hinfünftig Weimar das Weimarische alleine / Etzwey das Etsweyische auch alleine führen / und teglicher Theil und dessen Casten die idesamlich vermögten Wandes der Etsweyischen Jemlichen auftragen / und an beiderley Theile liefern / Jedoch wollen wir (1) uff Reichs- und Deputation- und anderen verglichen Räten sessig communiciren / und so viel nur immer möglich / sich Conformation auch in diesem Etzde halten / nicht weniger zu mehrer Beschäftigung des unausschließlichen Wandes der Etsweyischen unsrer Fürstlichen Samt-Hauses idesamlich bey der Kaiserlichen Majestät / unsrer altgenährigen Herrn / der Haupt-Lehn / nach Inhalt des letzteren Kaiserlichen Lehn-Briefes / wie auch die Witschenshaftigen uff einmahl und gleiche Kosten suchen / und empfangen lassen. Die Anmerkungen (2) auf andere Lande und Herrschaften bleiben gemein. Ebenfalls haben wir (3) nützlich befinden / daß wir entweder alle zugleich oder nach Gelegenheit idesamlich absonderlich die last und Gewicht der Kriegs-Beschwerden und landes-Prelluren nach aller Möglichkeit / von denen Landen / gleich als wären sie noch gesamt und ungetheilt / abwenden befehlen / und bey Durchführen mit einander sessig correspondiren / und uns befehlen wollen / damit die Marche des nächsten Weges durch die Lande geschehen mögen / jedoch daß kein Theil in des anderen Lande sich einiger Disposition ammaße / oder hierunter einen particular-Vortheil suche. Die Universität zu Jena (4) sammt dem Convictorio / Schöppen-Stubel und Bibliothec soll unter uns / was die Unterhaltung / Befestigung und Conformation / so wohl Visitationen / als die Jura Nouriturum betrifft / ferner gemein bleiben / und behalten wir nachmalig Inbalis vorige Recesse / bey / der Professoren / als gesamter Diener / Reichs in diesem / Seit unsrer Herrschaft / so befehlen / und in Etswey zu consiliren / Jemlich in particular-Verhandlung zu nehmen / doch alles ohnebedacht ihrer ordentlich bey der Universität habenden Verrichtungen / und das Jemlich dadurch nicht gehindert werden / Dergleichen haben wir die schulbige Universität- und Hof-Consolidationen / Depurata und Additiones / nebst denen Stipendien / auch was zu denen Jemlichen in Convictorio gehöret / so uff der Jemlichen Cammer biß dahie gehöret / nebst denen anderen bekantlichen Oncribus in 2. gleiche Theile / laut der hinten an diesem Recesse gehaltenen Specification N. I. stien lassen / und wolten die ohnebedachte Verfügung thun / daß solche von unsren Cammern zu Weimar und Etswey jährlich jedesmahl auff die getheilt Jemlich richtig abgerechret werden sollen. Das Jemliche (5) könter ferner cum commodis de oncribus in bisserigen Gemeinshaft / und soll dessen Visitation idesamlich in unsren Räten mit Jemlichen der verordnet werden. Biß spind auch (6) das Jemlichen Erbiens / nicht alleine dem gemainen Hof-Geizde sinen richtigen lauff umgebenet noch ferner zu lassen / sondern auch in unsren Negierungen / Amtreuer Etsden / und anderen Gerichten / der dergen gewöhnlichen Instanzen halber / als worauf sich unsrer gesamnten Ehr- und Fürstlichen Hauses zu Etswey von unbedenklichen Jahren her gehalten und ohnwiderrsprechlich exercirtes Jus und Privilegium de non appellando ausdrücklich gründet / solch erste Anstalt zu machen / daß sich mit Jemlich niemand wegen prozantirter oder denergeter Justiz zu beschwerten Anstalt haben möge. Gleichwie nun (7) das mit Etswey-Geizde gesamnte Haupt- und unsre particular-Archiv gemein und unter der Jemlichen gesamnten Archivarien zu Weimar verbleiben / und idesamlich Jemlichen Theile die verlangten Urkunden daraus in vidimirt Copia / oder in Originali / gegen einen Erchein / ff eines oder des anderen Theils Negieren / biß zu verabsolgen / Also soll auch das zu Jena vorhandene Archiv vermischet einer richtigen Registratur nach Weimar in unsre particular-Archiv translatirt und gebracht / dasjenige aber / so bereits in Weimarischen Archiv vorhanden / und zu Etswey nicht bekantlich / dahin ausgeliefert werden / die Acta / Urkunden und Documenta hingegen / so die Aemter / Etsden und andere Gerichte der Jemlichen Landes-Portion betreffen / so wohl zu der Jemlichen und Jemlichen Directorio gehören / als vortheil / vermög dieß Recesse / getheilt werden / Sie befinden sich gleich bey der Weimarischen oder Jemlichen Negierung / Etswey / Cammer oder Consistorio / sollen an idesamten Ort / wo Sie hin gehören / verabsolgen werden. Ingleichen bleibet zum (8) das Jemliche Gymnasium zu Etsweyungen noch gemein /

ANNO
1691.

wie auch des Gemeinshaftliche sehr Maßbach / mit welchem es allwege bey dem in dem Haupt-Receß de Anno 1672. beschlissenen S. Nicht minder ic. gelassen wird. und obwohl zum (9) die Universität als Prälaten / mit denen hohen Juristen, wie folgt in Civilibus und Criminalibus auch Consistorialibus die leblichen Vorfahren / und nach ihnen / unserer respective Großherren Vaters und Herrn Vaters Herzoß Wilhelm und Herzoß Bernhard Gnaden / die auf des Hochseligen Fürstens Erbtheil / über dieselben exercirt haben oder thun können / diesemal der Fürstlichen Eisenachischen Portion assine zugesichert und erblich überlassen worden; So behält sich doch Sachsen-Weimar bevor / die Universität Jena als Prälaten ideemal auf die land-Tage zu zuerfordern / dahin sie auch zu folgen und solche zu bescheiden schuldig seyn sollen; Es hat auch nicht die Meinung / daß durch die an Sachsen-Eisenach überlassenen hohen Jura. der Universität an Ihren Kayserlichen Privilegien / auch von unsrer Hochseligen Vorfahren erlangten Freyheiten einigerl Weis präjudicirt / sondern vielmehr alle dinstalle bey dem Fortkommen gelassen werden sollen. Die Hochseligen Sankt-Erlier (10) so wohl die Barchen-Jüdis / bleiben noch zur Zeit gemein / zugewiesen auch die Bergwerke / alles Inhabts voriger Recesse.

IV. Zum Vierthen hat es auch bey dem hergebrachten Directorio unsrer Fürstlichen Hauses sin Bewenden / und wollen wir Herzoß Johann Georg / und unsrer Fürstliche Nachkommen insonderheit die Hälfte an dem zwey tausend acht und zwanzig Gölben Directorial-Geldern jährlich auf die 4. Quartale aus unsrer Eisenachischen an die Weinachische Kammer ohnschickbar zahlen lassen.

V. Worauff Wir vordr. Fürstliche zur würdlichen Verbesserung der Fürstlichen Jausen Landes-Portion. und zwar wie Eingangs erwehnt worden / durch den Pfand und Wegen geleiten / und seynd von Herzoß Wilhelm Erbsen vor uns / und Hochgedachten unsrer Herrn Vaters den / erst und eigenthümlich / auch unvnderstullich zugesichert worden.

Das Amt und Stadt Dornburg samt dem Schloß. Amt und Stadt Bürgel / samt dem Amt-Haus und Kloster / auch dem Forreger Kniesdorf. Amt Capendornff / samt dem Amt-Haus. Amt Heusdorf / samt dem Amt-Haus. Die beyden Wügergen Magdala und Gschäft / Wülselbst mit dem Stadlein.

Das Dorf Döbrichsen.
Das Dorf Wiegendorf mit dem Glei.

Die Hobe über die Stadt Apolda / wie solche von Sachsen-Weimar abgetrennt worden / idech daß die Universität und deren Interessen mit seinen neuen Oertern beschwert werde.

Die Hälfte an dem Döbrichsen Gschäft und Wehfang / samt 27. Acken andern Gschäft / an unterchiedenen Stücken.

Anderhalb sechsen Theile von denen Janschen / wie sechsen Theile an dem Fürstlichen Haupt-Glei. Die Hobe und Nieder-Jagen in dem Janschen / und darzu gehören in dem Amt Leutenburg gelegenen Jagt-Reviere / Hierüber haben Wir Sachsen-Weimarischen Theils noch fünf und sechzig Gölben / von denen Geistlichen Addition-Geldern / so jährlich denen Priestern im Weimarischen von Eisenach zu liefern übernommen / wie das Verzeichniß N. 2. bezeugt / und ist darneben ausdrücklich bedungen worden / daß die bey Jena gelegene Städte und Dörffer in denen Amdttern Dornburg / Bürgel / Heusdorf und Capendornff / auch Wügergen Magdala / Dorf Döbrichsen / Wiegendorf und Stadt Apolda / wie es bey Hochgedachten unsrer Großherren Vaters und Herrn Vaters Gnaden Zeiten biß dato damit gehalten worden / und die Unterthanen es hergebracht haben / Wie in die Stadt Jena ohne sonderbarer Transferte / oder andere neue Ufage einfließen / oder dahin verabsolgen lassen mögen.

Uns Herzoß Johann Georgen bleiben ebenfalls eigenthümlich und unvnderstullich /

Das Residenz-Schloß / Amt und Stadt Jena / benneß Burga / und der Stadt Iobeda / auch dem Schloß-Garten / Regierung-Haus / Fürsten-Keller und Jagt-Haus / Amt / Schloß und Stadt Wilsdorf samt zugewiegen Forreger und Schäfereyen.

Die ganze Züßbach mit Gebäuden / Gschäft / Waldungen / Höfen und Nieder-Jagen / Frohnen / Rechten und Oerterigkeiten / Reiden und Böden / nichts davon ausgeschlossen / bezeugen auch die Himmbergischen

Tom. VII. Part II.

Schwaburgischen Hundische und alle dero Beyend gelegene Jagden / alternativen die Herzoß zu Weimar und der Hochselige Prinz zu Jena selbige biß daher besitzen / genüß und gebraucht / oder nützen und brauchen mögen / idech wollen Wir Herzoß Johann Georg den Fürstlichen Weinachischen Theils jährlich / und jedes Jahr besonders an seinem Willkür / zwey Rente / wie Barchen / und das Erstlinge / ohne Fürstliche Jangerehen / und aus der Züßbach oder andern unsrer Jagden verabsolgen lassen /

Die Hobe über die Herrschaft Kumbda / wie solche von Sachsen-Weimar abgetrennt worden / idech mit der Bedingung / wie oben bey Apolda /

Das Fürstbergische Directorium / darzu die zu Weimar bey der Regierung / Camley und Consistorio vorhandene Aka nach Eisenach auszuantwortet werden sollen / wörbey Sachsen-Weimar sich des Fürstbergischen Pacht begiebt / dessen aber solch ein Fürstlicher Eisenachischer Seiten aufgehoben werden würde; Soll solch Sachsen-Weimar für andern gesonnt werden / auch soll Sachsen-Weimar Officia praestiren / daß der Pacht von andern Fürstlichen Interessenten dem Fürstlichen Hause Eisenach nicht erlischt werde /

Das Forreger Schwabersdorf wie auch mit dem Forreger Döbrichsen

aller Zugehör und Oerterigkeiten /

Drinehalb sechsen Theile von denen Janschen / wie sechsen Theile an dem Fürstlichen Haupt-Glei /

Der halbe Gögge Thaler-Hoff /

Die Ebertsauer Jausen /

Die Hälfte an dem Döbrichsen Gschäft und Wehfang / samt 27. Acken andern Gschäft / an unterchiedenen Stücken /

Die Saal-Jüdis / darbey die Ausweisung und Vertrieb des Holes in Dornburgischen / wie auch die gewöhnliche Vermarkung der Unterthanen an dem Hobe sich nicht zu verzeihen / bedungen / und von Sachsen-Weimar bewilligt worden / idech daß die Ertzsch-Patena auf Sachsen-Eisenachischer Requisition in Sachsen-Weimarischen Maßman egehen / auch denen Unterthanen wegen des Hols-Plates blüßige Satisfaction von Sachsen-Eisenach gegeben werden möge.

VI. Hierauf seynd zum Sechsen alsobald nach Vollziehung dieses Vergleichs die Relegations-Patena gegen einander ausgefüllt worden / daß nummero in Kraft derselben über Fürstliche Theil die Jüne also zugaballe te lande / Amdt / Städte / Wügergen und andere Städte erd- und eigenthümlich einnehmen mag / selbige zu ewigen Zeiten unvnderstullich mit seinen Nachkommen zu besitzen / zu genießen und zu gebrauchen / gut Zug / Recht und Macht haben solle / und zwar alle und jede Stück mit ihren von Alters hergebrachten Erbsen / Vermarkungen / Maßungen / Ein- und Zugehörigen an Häusern / Gebäuden / allmücklichen Jagen / Gölben / Reuten / Gschäft / land- und Trans- und Extra-Ordinar-Steuren / Forregeren / Amdttern / Weinachs / Bieken / Höfen und Nieder- und Kopp- Jagden / Wülselbahnen / hohen und Erbsen / Oertern und Nieder- Oertern / Reide / Folge und Dienst / samt allen andern landes-fürstlichen Hobeiten / Regalien / Herrliche und Gerechtigkeiten / wie die Maßman haben mögen / nichts / als was etwa in specie in diesem Erbvertrage gemeindet / ausgeschlossen / alternativen es von Alters her / und sonst besändig hergebracht / gewisert und erlangt worden.

VII. Zum Sechsten die Abtretung und Einnehmung der zugesicherten lande / Amdt / Städte / auch andern darzu gehören Stücken / geschieht zwar ideo als ob / und ist also über Fürstliche Theil das Regiment in Weimar und Weimarischen Seiten vor sich anzutreten bezeugt / die Intraden / auch land- und Trans-Steuren aber sollen aus der Janschen Landes-Portion biß auf noch verwichenen Trinwais inclusive gemein verbleiben / darauf den die Rechnungen geschlossen / zuverfüß die Diener / Begräbnistoffen und andre bringende Schulden / wie auch von denen Extra-Ordinar-Steuren / welche biß künftigh Michaelis gemein verbleiben / die Miltz bezeugt: Was aber an Ordinar-Geschäft / land- und Trans-Steuren / nach abgescherten Rechnungen übrig bleibt / unter uns in zwey gleichen Theilen vertheilt werden sollen.

VIII. Und damit vordr. Rechte wegen der Interessen derer von Adel und Kaths zu Jena / so wohl der landes-hobe / als darzu gehören land-Trans- und Extra-

P 2

Ordinat

ANNO
1691.

Ordinar Steuereu / wie auch präsen-Gelder halber / Gleichheit gehalten werden möge / so seyend jene in der Specification N. 3. und diese N. 4. erlich die Kitter-Perde / aber in der Fürstlichen Jemischen lands-Portion N. 5. einzuweisen aus einander genossene worden.

IX. Gehalt dan vore Stünde die unterschidigen Onera N. 6. specificirt und vertheilt / auch von den Fürstlichen Theilen verbindlich abgetretet worden / daß alle andere / auf der Fürstlichen Jemischen lands-Portion höherer glaubende Onera / Schulden und Verschreibungen / Sie haben Nahmen wie sie wollen / zu zwey gleichen Theilen übernommen / insonderheit von idem Fürstlichen Theile / und dero Sächsischen und Fränkischen laiden / alle Kuch- und Creysch-auch andere in des Fürstlichen Cammer-Kaufes Besien / angeschene Onera / Kammer-Ziele / im Ober-Sächsischen und Fränkischen Creysen / Befoldung des Agenten am Kayserschen Hofe und Cammer-Rechts Procuratoren in Speyer / auch Advocaten zu Dresden in der Sächsischen Sade / Fränkischen-Steuren zur Hülffe von nun an getragen / und bezahlt werden sollen.

X. Im Fall vore Beden über Verhoffen / von des Hochfürstlichen Prinzen Schwager Hertogin zu Sachsen etc. an ihren Pensionen etwas ausgesihrt / erhalten oder vergrößert wurde / wollen beide Fürstliche Theile dafür sehen / und ider sine Hülffe daran abzugeben schuldig seyn.

XI. Darinnen behalten wir vore Eilfthe die Activ-Schulden / wie solche im Inventario specificirt / in Gemeinschafft / und sollen die hierzu gehörigen Documenta im Weimarschen Particular-Archiv aufgehoben / vidimirte Abschriften davon beeden Theilen gegeben / und die Eaden zu gleiche Kosten ausgeführt werden.

XII. Vore Besichte bleiben die Jüdische und Clavische / so wohl laubendische Succession-Eaden gemein / und sollen auch auf gleiche Kosten geführt / und was erhalten wird / unter uns zur Hülffe getheilt werden.

XIII. Ob wohl vore Drengehende zu wünschen / daß ich die schenckliche Auer-Perde und Heumälle deroer Vassallen in denen Weimarschen Eisenachischen und Jemischen Fürstlichen lands-Portionen / erlich vertheilt werden könnten / dieweil aber in der Epl unmöglich zu einem richtigen Anstalt zu gelangen / so sollen solche mit nachstehender durch gewisse Commisariaten unterseht / in einen richtigen Taxt gebracht und aus einander gethet werden / biß dahin aber sollen die Jemischen Vassallen nach dem Wils N. 7. Jhre Ehen bey denen Regierungen respective zu Weimar und Eisenach zu suchen / auch Rechte zu nehmen / zu sich zu geben schuldig seyn / beschalber dementhal Vassallen gläubende Notification und Anweisungen gethan werden sollen.

XIV. So viel dan zum Wirtshenden die zu dieser Fürstlichen Erbschafft gehörige Mobilia und Movenria betrifft / so hat Sadach-Weimar uns Hertog Johann Georg alle in den Residenz-Schlössen zu Jena befindliche Tapeten / Einzeig / Tische / Stühle samdt dazzu gehörigen Teppichen und überzügen / Vorhängen vor den Fenstern und Guerdons / ausgenommen / was etwa der Prinzessin Charlotten Marien daren gehören möchte / inselnden alles höherer Kays-Gräthe in den Jemischen Schlössen und in der Zubach zum voraus Fremd-Vererlich bruchlitz / alles übrig an Meublen / Mobiliis und Movenien / wie es immer war Nahmen haben / insonderheit die adt Kuxe zu Wilmanu / aller Jemische Jagd-Ping und dazzu gehörige Wägen in der Zubach / und anderen Orten / dergleichen das zu Jena vorhandene Glas-Holz / sollen durch gewisse Deputierte mit Ehesten nach den sämtlichen Inventarien in zwey gleiche Theile gethet / und jeglichem sine Hülffe gefolgt werden / Was aber den uf dnen Ämtern und Forwergern vorhanden höheren und anderen Kaufsalz belanget / wird solcher bißig darbey ohne Beden gelassen.

XV. Theilen vore Kaufsalz-Bende von beeden Fürstlichen Theilen hiñero aus denen Jemischen Cammer-Intracien am Erbe / Ertrahid und Wein / auch aus dem Inventario an Kuxen / Weren und dergleichen / ein und anders gehalten worden / so sollen durch gewisse hierzu Deputierte die Jemischen Cammer- und Amts-Rechnungen theilens aufgenommen / justificirt / und was ein Theil zu viel bekommen / dem anderen wieder heraus gegeben werden.

XVI. In Eintreibung aller Kiste / wollen Wir vore Sedehende gewisse Periboten nachd / welche solche examinirt / einbringen / und jeglichem sine Hülffe in den Cammern oder Cassen leisten sollen.

XVII. Damit zum Eibgehenden bey Vertheilung der erworbenen Jemischen Mannschafft zu Kosi und Fuß richtige Gleichheit gehalten werde / so seyend solche N. 8. in zwey gleiche Theile gethet / so werden selbige aus der Jemischen Caste bis Michaelis verpfligt / nach Michaelis aber hat ider Fürstliche Theil die Eeinigen zu verzeihen und zu unterhalten.

XVIII. Nachdem vore Abschende die hiesigere mit Eur-Sachsen und Gottha gebilde Allianz nach dieser Campagne zu Ende gethet / so wollen wir demnach seyn / und mit allen Kräften bestunnen sehen / und eine unsren landen zuträglich Alliance zu treffen / allen möglichen Fleiß anstehen.

XIX. Und weil wir auch zum Nenngehenden befinden / daß bey vorigen Fürstlichen lands-Abteilungen der vordorhaltenen Perzequation allerhand Schwereigkeiten entstanden / Wir auch icho uns durch den Wogen verglichen / So haben wir selche Kraft dieses gegen einander aufgehoben / und gänzlich fallen lassen / idoch daß wir ebehdort / die Onera zur Hülffe getragen werden.

XX. Was vore Branzigste Titere in Ehen ruhende Glorwürdige Herrn Väter / und Wir Hertog Wilhelm Cruss / Zeit währenden Jemischen Vormundschaften vor Donauve / Privilegia und dergleichen gethan / darbey soll es allerdings sein Bewenden gethan.

XI. Zum Ein- und zwanzigsten wollen wir unsre Fürstenthume und lande ohne vorhergehende Communication keinesweges mit Schulden beschweren / widernigter kemsich verschreiben / verpfänden oder Widerkauffes Weis überlassen / am allerwenigsten aber ein und drey Eult gar daren alieniren / Jedoch haben wir uns dahin verurtheilt / wann irgend einer unter uns aus dringender Noth Geld aufnehmen müste / daß Wir / der andere Theil / auf vorgangene Remonstration und Ersuchung zu selcher Geld-Aufnahme und Verpfändung Ratione dieses Anfalls bis uf sechs tausend Thaler unsren Consens ertheilen wollen / Ausser dem / verpfänden wir uns nochmalis gegen einander allerseits dahin zu trachten / daß wir mit dem Ertrag unsrer lande wohl auskommen / fremder Geld-Aufnahme enttragen / Mühschafft meiden / und unsre Fürstenthume / lande und verarmte Litterbanen wieder in den Stand setzen mögen / wie sie vor denen verderblichen Kriegs-Einstößen in Flore gewesen.

XXII. Die Gewähr der lande / Ämter / Städte / Güter und Jurium haben wir zum zwey und zwanzigsten einander Fürstlich versprochen und zugesagt / idoch soll ider Fürstliche Theil dreyenigen Etate / worauf in seiner von dieser Jemischen lands-Succession erhaltenen Portion Pfandschillinge oder widerkauffliche Kauffsalze haften / vor sich einzulösen beziigt / und der andere dilsfalls einigen Beitrag zu thun nicht schuldig seyn.

XXIII. Zum drey und zwanzigsten versprechen und werden wir / alles und idoch / so obliegt / und uns / einen oder den anderen betriecht / vor uns / unsre Erben und Nachkommen / bey unsren Fürstlichen Erben / Wärdern und Werten / Fürstlich / aufzuehien / und unverbrüchlich zu halten / darwider bruchlitz oder ehestlich nichts zu handlen / oder anderen zu versetzen / Eublichen etc.

XXIV. Zum vier und zwanzigsten wird auch alles das jense / was nach dem Zehnte-Zahl hoch-gedachtes Unfers respective Vaters und Vises-Eohns den / bey Ergriffung der Possession / von denen Bedienten und Unterrhanen vorgenommen worden / in gänztliche Berseffheit gestellt / und soll dessen theuer von denselben in cinige Wege mit Unnguden euegeten.

Renunciiren demnach und zu selchem Ende allen rechtlichen Aussichten und Beschlf / so wider diesen unsren Fürstlichen Erb-Vertrag erdacht oder erfunden werden möchten / an vor allemal / gänztlich und zu Grunde aus / in specie aber / den letzteren dno bis 26. Febr. Anno 1683. gestifteten Jemischen Successions-wis auch dem am 7. Julii 1685. und 1. Mäz 1688. darauff folgenden Recellen / worinnen sich uf jenen beziigen wird / und sollen dils Recelle hiñerby gänztlich aufgehoben seyn / Jedoch soll dazzu kein itzeig Erb-Vertrag / so viel darinnen nicht ausdrücklich geändert worden / unsrer Hochfürstlichen Herrn Väter aufgetriebenen Verträgen de Anno 1662. und 1672. nichts benommen seyn.

Würden sich aber einige Irrungen und Differenzien über den Wort-Verstand dieses Recelles wider Wers hoffen hervor thun / sollen solche durch unsre bedorften Räte untersucht / und da die Güte eintrifft / nach Anleitung des Anno 1677er Recelles abgethan werden.

ANNO
1691.

ANNO
1691.

Wirklich / auch zu stet- und fester unverbrüchlicher
Haltung / haben Wir Uns nicht alleine eigenhändig unter-
schrieben / und unsere Fürstliche Secreta hierunter druckten-
sondern auch Herr Jhrerz Johann Georg haben auch ge-
sehen lassen / daß unser fremdlich getriebener Vender /
Herr Johann Wilhelm / Herzog zu Sachsen / Jülich /
Cleve und Bergen / auch Engeren und Westphalen etc.
diesen Reces / welchen Er / Ihn in allen Punkten und
Cläusen mit belienet / nicht aus eigenhändig unter-
schreiben und herfürstliche Secret darauf drucken lassen /
Es geschähe und geben Wannur zur Wilhelmsburg den
12. Julia Anno 1691.

Wilhelm Ernst / K. zu S.
Johann Georg / K. zu S.
Johann Wilhelm / K. zu S.

CXLII.

22. O⁸. *Traité entre Sa Majesté Britannique.
GUILLAUME III. & les Seigneurs Etats
Généraux des PROVINCES-UNIES; au su-
jet des Vaisseaux pris & repris. Fait à Witthall
le 22. jour d'Octobre 1691. [Copie Manu-
scrite & sûre.]*

COMME il est nécessaire de prévenir les dispu-
tes qui pourroient arriver touchant les Vais-
seaux & Marchandises qui seront repris des
mains des Ennemis pendant la Guerre: Il est arrêté
entre le Serenissime Roi de la Grande Bretagne, &
les Hauts & Puissants Seigneurs les Etats Généraux
des Provinces-Unies, qu'en cas que quelque Vaisseau
ou Bâtiment appartenant au Seigneur Roi de la Gran-
de Bretagne ou ausdits Seigneurs Etats Généraux ou
à leurs Sujets ayant été pris par les Vaisseaux de Guerre
ou armés en course appartenans à un Prince ou à un
Ennemi dudit Seigneur Roi ou dedit Seigneurs
Etats, soit repris par les Vaisseaux de Guerre dudit
Roi, ou Etats Généraux, ou par un Armateur due-
ment autorisé par ledit Roi ou ledits Etats, avant que
tel Vaisseau ou Bâtiment ait été mené *intra Prædia*,
c'est-à-dire dans aucun Port de l'Ennemi ou Flotte
d'icelui portant le Pavillon, tel Vaisseau avec toute
sa charge, Canon & appareil sera restitué au premier
Propriétaire, en payant la récompense du sautement
comme s'ensuit.

En cas que tel Vaisseau ou Bâtiment soit repris par
un Armateur comme ci-dessus, l'espace de quarante
heures après la première capture, on payera pour
la récompense du sautement la cinquième partie de la
valeur du Vaisseau, & de sa charge, Canon & ap-
pareil. Et en cas que tel Vaisseau ou Bâtiment ait été
quarante huit heures dans la possession de l'Ennemi,
& soit repris dans nonante & six heures, la recom-
pense du sautement montera à la troisième partie de
la valeur susdite. Et si tel Vaisseau ou Bâtiment a
été nonante & six heures dans la possession de l'En-
nemi, & est ensuite repris par un Armateur de la ma-
nière susdite, en ce cas-là il sera payé pour recom-
pense du sautement, la moitié de la valeur dudit
Vaisseau, & de sa charge, Canon, & appareil.

En cas que des Vaisseaux ou Bâtiments, comme
ci-dessus, soient repris par un Navire de Guerre avant
que l'Ennemi les ait menés *intra Prædia*, c'est-à-dire
dans aucun Port de l'Ennemi ou Flotte d'icelui por-
tant le Pavillon comme ci-dessus; il sera payé pour
recompense du sautement la huitième partie de la va-
leur dudit Vaisseau, & de sa charge, Canon & ap-
pareil, qui sera partagée entre ledit Roi & ledits Etats
Généraux selon les proportions dont on est convenu
par Traité entre ledites Parties en cas de prises.

La récompense qui sera faite au Capitaine & Mate-
lots du Navire de Guerre reprenans un Vaisseau ou
Bâtiment, comme ci-dessus, sera tirée du prix du sa-
utement en telle proportion que le Roi de la Grande
Bretagne trouvera à propos quand il s'agira d'un Na-
vire de Guerre Anglois, & selon le bon plaisir des
Etats Généraux, en cas que le Navire de Guerre leur
appartienne, pourvu que telle récompense soit donnée
par ledit Roi ou ledits Etats des portions qui leur sont
respectivement affectées de la manière susdite.

Et afin de pouvoir mieux arriver à l'estimation des
Vaisseaux susdits & de leurs charges & Canons & ap-

pareils, elle sera faite par un nombre égal de Person-
nes, qui seront choisies pour cela, & en cas qu'elles
ne puissent s'accorder là-dessus, le Propriétaire sera lui-
même l'estimation du Vaisseau & de sa charge, Can-
non, & appareil, & sera obligé de les vendre au prix
qu'il y aura mis, ou bien l'estimation sera faite par le
Repreneur, qui sera obligé de prendre ledit Vaisseau
avec son Canon & appareil, & les Marchandises au
prix qu'il y mettra.

De plus, il est convenu que si d'autres Princes ont
Etats Alliés dudit Roi, ou dedit Etats Généraux veu-
lent être compris dans cet Accord, les Vaisseaux &
Bâtiments leur appartenans seront traités de la même
manière comme il est ci-dessus stipulé.

En foi de quoi les Commissaires du Roi de la Gran-
de Bretagne & les Ambassadeurs Extraordinaires des
Etats Généraux des Provinces-Unies ont signé les pré-
sentes de leur Seing ordinaire, & à icellui fait apoler
le cachet de leurs Armes. Fait à Witthall le 22. jour
d'Octobre 1691.

CARMARTHEN.
(L.S.)

A. SCHIMMELPENINCK
VANDER OYE.
(L.S.)

HALIFAX.
(L.S.)

N. WITTEN.
(L.S.)

SCHREUWERBURT.
(L.S.)

W. DE NARAU.
(L.S.)

NOTTINGHAM.
(L.S.)

ARNOUT VAN CIT-
TERS.
(L.S.)

TH. WHARTON.
(L.S.)

E. DE WEEDE.
(L.S.)

CXLIII.

Reces, zwischen Churfürst Johann; Nov.

Georg dem Vierden zu Sachsen / und
dem löblichen Schwäbischen Creysse
geschlossen. Kraft welchen Ihro Chur-
fürstliche Durchlaucht zu Bedeck- und
defendierung besagten Creyses vor al-
len Feindlichen Gewalt / sich erkläret /
die beste seiner Armée vor Franken /
und zwen drittheil der anderen beste vor
Schwaben durch den Winter herzuge-
hen; Daentzogen versprechen Fürsten
und Stände besagten Cräntzes / zu er-
haltung solcher Trouppen / zu einem ad-
juto an statt die Verpflegung / ein
hundert und funffzig tausend Gül-
den in sechs Monathen zu erle-
gen / nechst dem auch auff ein jedes
Dienst-Pferd täglich acht Pfund-Heu/
und sieben Pfund Haber bewilligen.
Geschehen zu Ulm ^{27. Nov.} 1691. [LU-
NIG Teutisches Reichs- Archiv. Part.
Spec. Continuat. II. Abtheil. II. pag.
685.]

C'est-à-dire,

Recès entre JEAN GEORGE IV. Electeur de
Saxe & le loüable Cercle de SUABE, portant
que son Altesse Electorale fournira la moitié de
son Armée au Cercle de Franconie, & les deux
tiers de l'autre moitié audit Cercle de Suabe, pour
la défense de l'un & de l'autre contre les injustes
des Ennemis pendant l'Hiver; en échange desquels
pp 3 les

ANNO
1691.

les Princes & Etats dudit Cercle payeront 150.
mille Florins en argent auxdits Troupes, & leur
fourniront huit livres de foin, & sept livres d'avoine
pour chaque cheval par jour. Fait à Ulme le
11. Novembre 1691.

Zu wissen, als weylend der Durchlauchtigste Fürst
und Herr Herr Johann Georg der Dritte / Her-
zog zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / auch
Engern und Weßphalen / des Heil. Röm. Reichs
Erz-Marschall und Churfürst / Landgraf in Thüringen
/ Marggraf zu Meissen / auch Ober- und Nieder-lausnig /
Burggraf zu Magdeburg / gefürsteter Graff zu Henne-
berg / Graff zu der Mark / Ravensberg und Barby /
Herr zu Kasselstein u. Christenlocher Gedächtniß / dor-
ten im Julio durch eine Gefandtschaft einem löblichen
Fränkischen Crayß zuvernehmen gegeben / wie sie zu der-
seigen den Feind aus diesem und dem Schwäbischen Crayß
nothwendig formirturden / und den Winter durch stark
bestehenden Postirungs-Linie / dero Churfürst. ganze Ar-
mee, wann es nothig tractet würde / zu Verzugung
Ihrer gegen das R. Röm. Reich / und vornehmlich dero-
der Gefahr am nächsten liegenden Crayß und Lande sich
reichend aufrichtigsten Patriottischen Invention / hierauff
setzen / und zu Abtreibung der Feindlichen Invasionen /
auf gewisse Conditiones mit gebrauchen lassen wolten /
welches dann auch des jetzt regierenden Herren Churfürsten
zu Sachsen und Burggrafens zu Magdeburg Churfürst.
Durchl. nach deren rühmlichen Fußtapfen Ihres Glor-
würdigsten Vaters nachgeholt / und dem löblichen
Fränkischen Crayß die Conditiones, gegen welche Trup-
pengedächte Ihr Churfürst. Durchlaucht. dero gesamte Trup-
pen hierauff stellen wolten / noch weiter durch dero Ge-
sandtschaft vortragen / und darbey frey setzen lassen / ob
der löbliche Fränkische Crayß hierauf mit den löblichen
Schwäbischen allfälligen Crayß causam communem
machen / und einen gemeinamen Tractat mit Ihro Churfürst.
Durchl. darüber schließen wolte / das Weret aber so schwe-
re simultanee nicht vollbracht werden können / und dar-
auf erfolget / daß der löbliche Fränkische Crayß auf die
Hülffe der Churfürst. Armee certis Conditionibus geschlos-
sen / und wegen der andern Hülffe der allfälligen löblichen
Schwäbischen Crayß / Consent durch den zu Pölnburg
genesenen / und mit einem abscheidenden Churfürstl. Credi-
tiv / auch an Fürsten und Ständen dieses Crayßes legi-
timirten Churfürst. Legations- und Appellations-Rath / Her-
ren Christoph Dietrich Rosen eine gleiche Proposition ge-
schien / und darüber eine und andere Conferenz gehalten
worden / daß man darauf zu Verbesserung des allge-
meinen Vaterlandes Nutzen und Besten / so von Conserva-
tion der beiden löblichen Crayß / Franken und Schwaben
größten Theils dependirt / sich nicht weniger auf Seiten
Fürsten und Stände des löblichen Schwäbischen Crayßes
in die Tractaten einzulassen / und noch dem / daß Ihr
Churfürst. Durchl. in Sachen preliminariter reservirt / daß
gegenwärtige Handlung dem / gewissen Kurfürstlichen
Marschall und deroßelben Glorwürdigsten Herren Vatern /
Churfürsten Johann Georg dem Dritten Christenlocher
Angebotens / in Torquay geschlossenen Operations-Rece-
des / welcher gleichwohl in den löblichen Schwäbischen
Crayß in seinem Eintheil obligirt / allerdings ohne Nach-
theil seyn solle / mit höchstgedachte Ihrer Churfürstlichen
Durchlaucht sich folgendermaßen verglichen / und zwar

1. Verfertigen der löbl. Schwäbischen Crayßes von
Eiderfelden des löbl. Schwäbischen Crayßes von
den andern Hülffe aber zwey Drittel pro Schwaben /
von der andern Hülffe aber zwey Drittel pro Schwaben /
den Winter durch / verzugung / von welchen letztgedachten
zwey Dritttheilen beßhalb zwey tausend Mann an oder
auf dem Ständen des Schwäbischen Crayßes in der
äußern und innern Postirungs-Linie / deren man sich für-
derlichst zu vergleichen / und selbe zu Ende dieses Recesse
mit anzuhängen / sehen / und auf des Feindes Dessein
nachstame Obacht haben / auch mit denen andern Alliir-
ten Truppen stetig communiciren / und separatim so
wohl als conjunctum alle Sorge dahin anwenden sollen /
damit der Feind nirgends durchbrechen / und mit Brand-
schuß / Sengen und Verräthen / Rauben / Plündern
und Verheben / den löblichen Schwäbischen Crayß ei-
nigen Schaden zufügen könne / zu welchem Ende dann
nicht nur die in der Postirung stehende / sondern auch
die in dem Schwäbischen Crayß sonst verlegene Chur-
fürstliche Mannschafft / ia auch die außerhalb des Schwä-
bischen Crayßes stehende andere Hülffe der Armee / auf
den Fall der Noth / und da der Feind einbrechen wolte /

zum Theil oder ganz an Ort und Ende des Schwä-
bischen Crayß / wo es Ratio Belli erfordert werden / und
also ohne Unterschied der Districten / es frey oben / mitten
oder unten / so gelegen / als es nöthig seyn wird / ohne
eigne Difficultation anmarschiren / und dem Feind tapf-
tern Widerstand thun sollen / und hat es mit dem Com-
mando solcher Churfürstlichen Truppen diese verglichen
Bedandnüss / daß die zwey tausend Mann / welche in
der äußern und innern Postirungs-Linie stehen / unter
Ihr Kurfürstlichen Majestät hierauffen ein chef com-
mandirenden General-Feld-Marschall / Herren Grafen von
Caprara / oder in dessen Abwesenheit / unter eines andern
Ihrer Kurfürstlichen Majestät ein chef commandirenden ho-
hen General-Commando die verglichenen Zeit dorthin sehen /
und die Ordres von dorthen annehmen / auf den Fall
eines feindlichen Mouvements aber / von dem Herren
General Caprara oder sonstem ein chef commandirenden
Kurfürstlichen Herren General / an den die Churfürstl. Ar-
mee vor ihm ein chef commandirenden General Wacht-
meister / Herren Grafen von Ziegenhofs / oder wer
an dessen Platz zu commandiren hülfe / des gesanten
Auszuge halber geschrieben werden solle / da dann die
sämtliche Truppen an End und Orth / wohin es die
Nothdurft erheischen wird / von der Churfürstlichen Ge-
neralität also gleich beordert / und auf solchen Fall der
Conjunction / oder da man sonst gegen den Feind zu
sehen kame / dieweil nicht weniger als die andere Chur-
fürstlichen Truppen / so sich auf der Postirung befin-
den / beobachtet hoher Kurfürstlicher Generalität Ordres
folgen / und unter dero Commando stehen sollen. Und ob
zwar

2. Dieser Tractat vornehmlich ratione temporis nur auf
die 6. Winter-Monath / als vom ersten Novemb. si-
nov. an bis zu Ende des Aprilis Anno 1692. griedhet
ist / So haben sich doch Ihr Churfürst. Durchl. dahin er-
kläret / daß wann dießselbe auf anderwärtsige Tractaten
mit Ihr Kurfürstliche Majestät / dero Armee auff längfliche
Compagnie an dem Ober-Rheinstrom allfällig nicht mit
agiren lassen / sondern solches anvertraut sich bestimmen
würden / darüber dann wissen Ihr Kurfürstliche Majestät
und seine Churfürstliche Würden / so sich auf der Postirung befin-
den wird vernommen werden / Fürsten und Stän-
den des löblichen Schwäbischen Crayßes nicht weniger
dieser Majestät davon zu kommen lassen wolten / und wie

3. Ihr Churfürst. Durchl. alles dasjenige / worzu dies
selbe sich in trachte dieses Recesse verbindlich machen / und
was Fürsten und Stände des löblichen Schwäbischen
Crayßes sich nachstehender massen conditionirt / Ihres
höchsten Orthes stetig und unerschütterlich zu halten / und
gleich nach Adjustierung des Recesse die pulsus concer-
nentes per Extracum dero nachgesehenen Generalität und
Commandanten dero Truppen inminuiren / und darbey
die nachbedachte und gemeinliche Ordre ergien lassen wol-
len / daß denselben durchaus nachgesehen / und darwider
auf keine Weise oder Weis gehandelt / sondern gute
Ordre und strengste Kriegs-Disciplin gehalten / und die
Justiz / ohne Ansehen der Person / ohnparteyisch admi-
nistrirt werden solle / also / da so solches nicht ge-
schehen / an Ihro Churfürst. Durchl. auf dieses Crayßes
Strenken commandirende Generalität / von wegen Für-
sten und Ständen des löblichen Schwäbischen Crayßes
kunt oder sonders einige Klagen vorgebracht werden / so
solle ohne alles Hinterdringen / gleich in continenti alle
Schaden und Excesse reparirt / und den den künftigen
den Steltern innen behaltend / nachheren aber wider die
Verdräht der verglichenen Ordnungen / und dieses mit
Ihrer Churfürstl. Durchl. ertheilten Tractato also ver-
fahren werden / daß Fürsten und Stände darob ein Ver-
gnügen haben können / zu welchem Ende dann auch die zu
publiciren stehende Ordnungen / als ob sie von Wort zu
Wort hier inserirt wäre / wie sie dann am Haupt-Eintheil
dieser Tractaten mit ist / durchaus zu lesen.

Gegen so zugesagte Dencken und Bededung nun ver-
sprechen

4. Fürsten und Stände des löblichen Schwäbischen
Crayßes auf solche Churfürst. Truppen / welche zu dissi-
giren zwey Drittel der andern Hülffe in 7023. Fuß-und-
2286. Pferd-Porcionen / oder 3. Regimenten Cavalier /
2. Regimenten Infanterie / item 2. Compagnien Grana-
tirs / und das übrige / obiger Porcion nach / in dem Ge-
neral-Stub / Artillerie und Proviant- Ant bestehend /
auszuweisen / zu einem Admo an star einiger Verpflegung
überhaupt ein hundert und funfzig tausend Gulden / sol-
che in 6. monatlichen gleichen Theilen / jedoch mit Aus-
nahm dessen / so hier unten in eiffem Articul reservirt
wird /

ANNO
1691.

ANNO
1691.

weß) und davon die erste mit fünf und zwanzig tausend Gulden / zu Eingang des bevorstehenden Monats Decembris in denen Sorten zu liefern; die in den Schwedischen Crayß ligt und findet lauffen / ohne daß man wegen dieser bestimmten Summe auf ein oder andere in Mühen gemachte Veränderung zu reflectiren / sondern wie man insequen zu Crayß das Geld einnimmt und ausgibt; also soll auch in Zahlung dieses versprochenen Adjuto es angenommen / und zu Händen des darzu von Ehrh. Durchl. accreditirten Commisarius alhier in Ulm abgeliefert werden. Weiter und zum

5. Wollen Fürsten und Stände nicht erst benannte Summe der ein hundert und fünfzig tausend Gulden / auff die bey folgenden ausgewiesenen Churfürstlichen Mannschaft bedienliche und pallirliche Dienst-Pferde / so wohl in der Postirung (wann dieselbe nicht außerhalb des Crayßes geschicket) / als in denen Quartieren / jedoch mit Exclusion der Wagnerey-Pferde und übrigen Troß / an noch täglich acht Pfund Heu / ohne Abzug liefern / des gleichen auf eine pallirliche Pferd-Portion sieben Pfund Heubarn / gemeinen Land-Gewächses / für welchen Heubarn / jedoch auf jeden Centner ein Gulden / fluss / und vierzig Creuter / gegen Extradition der von jedes Ordres Officieren zu empfangen habender Quittirung bey obvermeldeter Zahlung der Termin-Gelder wieder abgezogen werden sollen / wie aber weder Heubarn noch Heu an auswändige Ordre von diesem löblichen Schwedischen Crayß zu liefern / sondern da sich die Postirung ex ratione militari dann und wann dazwischen fallet / die Lieferung des rauhen und glatten Futters nach der Proportion dieses Crayßes abzumessen / und auf der Postirung stehender Mannschafft dazwischen weiter nicht dann nach der Heilbrunner Verfassung / von denen es ohne Kosten des Crayßes durch das Churfürstliche Commissariat. an Ordre und Endzuehloß ist / weiter zu bringen / von Seiten Ihre Churf. Durchl. versprochen worden; Also / und da geschehen solte / daß wegen des Feindes Consequence die Churf. Truppen noch tiefer hinab rücken müßten / daß sie solchen rauhen und glatten Futters aus dem Heilbrunner Magazin sich nicht bedienen könnten; So hat jedoch der löbliche Schwedische Crayß deswegen keine weitere Incommodenz, indem Ihre Churf. Durchl. zu Sachsen auf solchen Fall die Erklärung dahin thun lassen / daß sich alsdann Ihre Truppen deren Magazine in / die Herrn Fürsten noch tiefer angiehet / vor das ganze Corpus bedienen würden; also / daß den löblichen Schwedischen Crayß der Mangel darvon weiter nicht; dann aus dem Heilbrunner Magazin an die Fürstlichen Commissarios Tausch- und Auswechslungsweiß folgen zulassen. Weiterhin

6. Den Service, so in Holz / Licht / Salz und Liege-Estatt besteht; und weiter auf andere Species, noch viel weniger aber auf Hausmanns-Kost / Taffel-Gelder / Discretionen oder etwas andern zu extendiren / so genießten die Ordennanz-mäßige Portiones / wann sie im Quartier seynd / solchen Service in natura, und haben dasseilbe Geld zu erfordern; auch auf die abente und vacante durchaus / unter feinerley Mahnen / etwas zu erheben; noch die Herrten Officieren / wann sie commandirt seynd / beistimmen etwas nach zu lassen; diejenige Gemut aber / so in den Crayß außer denen Quartieren in Commando begriffen / sollen allein an den Ordre / dahin sie commandirt werden / und den Service in natura genießten können / den in dem Quartier ihre sonst zukommenden Service solcher gestatten empfangen / daß / gleichwie bey andern / so in denen Orten / die sie nicht gegen der Postirung ziehen / geschieht; also auch bey diesen commandirten in einer Haus-Waters Müß ihr stehen soll / das Geld dazu / und zwar Monatlich dreyßig Creuter / oder so weiter es vermag / den Service in natura zuwenden / welches ihm auch Crayßes wegen weiter ersetzt werden soll; In des Crayßes äußerster Postirungs-Linie aber / und sonst an keinem andern auswändigen Ordre / haben Fürsten und Stände auf die Mannschafft / so nach denen zwey Dritteln zu der Schwedischen Armee und deren Proportion dazwischen zu setzen kommen / Monatlich einen Gulden zu bezahlen / doch nicht auf solchen Vorposten in des Haus-Waters Option. dem Soldaten oben benannten Service in natura, wo es seyn kan / oder das Geld dazu zu geben; doch daß es im übrigen ohne alle Consequence bleiben / auch inclusive / von Fährnrich oder Cornet an / so fort alle Ober-Officier darvon ausgeschlossen seyn / und Zeit währenden Commando für den Service nicht fordern; sondern sich mit dem / so Ihre zur rick gelassene pallirliche Pferd und Knecht Ordennanz müßig zu empfangen / vergnügen sollen. Damit aber un-

ter dem Mahnen des Service weder von Officieren noch Benannten so weniger geschiet und ersetzt werde / so solle keinen Officier / er seye von Charge und Condition, wie er wolle / in dem Quartier des Service nach seinen Portionen multiplicirt werden / sondern derselbe hat mit der einfachen Lieferung nach denen Portionen / die ihm seiner höchsten Charge nach gebühren / mit Ausschluß der übrigen / die Er bey dem Erb / prima Plana oder sonstigen hiezu sich gleich andern zu vergnügen. Wie dann auch in kraft dieses Recelles, und bey der publicirten Ordennanz, expresse verboten werden soll / die Hausmanns-Kost bey dem Quartiers-Mann auf einige Weg / entweder mit List oder sonst zu suchen / zu fordern / oder bis er unter dem Mahnen des guten Willens darzu gelanget / dem Hausmann und den Sängern einigen Verlust oder Tort zu thun; Jnnstehen auch alle Herrschafften und Obrigkeit den Jhrigen verbiethen können und mögen / daß sie auch unter dem Mahnen des guten Willens dergleichen Hausmanns-Kost dem Soldaten keineswegs geben sollen. Wüßten aber die Herrschafften bey mancherlicher Untersuchung befinden / oder sich sonst ergeben / daß die Officier des Ordre / wann es an dieselbe gebracht worden / diesen und andern Exzellen entweder nicht abgeloßten / oder erhebliche Ursachen angezeiget werden / woraus es der Unterthan an den Officier des Ordre so gleich nicht bringen können / und der Unterthan würde gegen seine Herrschaff so dann auf Pflicht und Eyd schinen / daß wider die Ordennanz etwas gefordert / und in der That selbst gemessen oder empfangen worden / so soll der Besatz dessen / so der Unterthan hergeben / nach jedes Ordre und des Besonnenen Beschneidung an Geld ange schlagen / und bey der Hauptsumme / so monatlich fallet / abzugschlagen / oder da es nicht geschehen konte / nach Disposition des nächsten Paragraphi. bey denen zwey letzten Monaten inbehalten werden. Und wie

7. Diese Defension und Bedeckung soll den Winter durch / und bis ad finem Aprilis Sili novu währen / und in solcher Zeit keine Churfürstliche Mannschafft / so zu Besetzung des Crayßes applicirt werden kan / an einigen andern Ort / weder zum Theil noch völlig weggezogen / sondern durch dieselbe die einmahl gemachte und angewiesene Postirungs-Linie oder Reserva beibehalten seyn / und selbige weiter nicht landwärts / als sie jetzt von Anfang mit diesem Crayßes Rathum determinirt wird / extendirt / oder gar geändert / sondern dahin fortwährend invigilirt werden soll; daß selbige wider den Feind behauptet / und nirgends getrieben werde; also / und da Ihre Churfürstliche Durchl. aus etwa jetzt ohnvermuthen Ursachen oder Motiven / in noch näherer erst gedachter sechs Winter-Monat Zeit / ihre Truppen zum Theil oder gar von dem Schwedischen Crayß abziehen wolten / (so doch obiger Zustand nach nicht geschehen soll und wird) / so seynd Fürsten und Stände an ihre Representanten auf feinerley Weg mehr gebunden / sondern sie halten sich wegen des Schadens / so aus einiger solcher Alteration entstünde / gegen Ihre Churfürstliche Durchl. auf solchen ohnvermuthen Fall / als Indemnification bevor. Im Fall es auch

8. Geschehe / daß einige dem löblichen Schwedischen Crayß nicht angewiesene Churfürstliche Truppen / oder die ganze Armee auff auskommende feindliche Alarme / oder zu Vernehmung einiger Entreprene, wider den Feind in dem Schwedischen Crayß einziehen müßten / soll dazwischen dadurch keine weitere Beschwerde zugezogen werden; sondern solche Mannschafft ihre Subsistenz sich selbst anschaffen / doch / daß an Ordre und Enden des Schwedischen Crayßes / also wo man sich zusammen ziehen müßte / Mahnen der Fürsten und Stände in Schwaben / mit dem nöthigen Futter und Fourage / so weit Franden selbst mit Fuhrwerk und Lieferung nicht auslangen könnte / auf einen solchen extraordinären Fall / mittelst an Hand gezagten werden / dessen Waaßer der löbliche Fürstliche Crayß / wie Ihre Churfürstliche Durchl. Crayß dieses dem löblichen Schwedischen Crayß die Garantie darüber seyen / gleich halten sich dem demnachgelagerten Weich oder in natura zu Heilbrunn an Fürsten und Stände des Schwedischen Crayßes widerum ersetzt werden; Wann aber auf solchen Fall ein oder andere Stand oder Unterthan zugewungen würde / anstelle ist gedachten rauhen und glatten Futters auf solche Mannschafft ohne gleich baldige baare Bezahlung etwas herzugeben / so soll es an dem versprochenen Geld-Adjuto bey der Lieferung wirralich abgezogen / und solchen Stand für sich und die Seinige brevi manu Satisfaction gegeben werden. Was aber

9. Die Subsistenz der Kost und Wain auf dem Winter

ANNO
1691.

ANNO
1691.

Marſch anbelangt; beſonders / da ſie in den Vor-Posten einander abzuweſen; welches doch nur einmal dieſen Winter geſchehen ſoll; ſo iſt verglichen worden; daß auf eine Mund-Portion zwölf Grayer / und auf eine Pferd-Portion ſechs Grayer / von wegen Ihre Churfürſtliche Durchlaucht begehrt; oder bey der Geld-Beſteuerung abgezogen; und dafür zwey Pfund Brodt / ein Pfund Jleyſch / und ein Maas Bier / oder nach der Lande-Art / ein halb Maas Wein auf den Mann / und auf das Pferd acht Pfund Hey / und ſieben Pfund Haber gegeben; bey jeder Straß oder weiter nichts / es ſey an Geld oder Viſchwaren / exigirt werden ſoll; welches alles dann auch bey dem künftigen Winter aus dieſem Grayſſ alſo zu halten. Weiter und zum

10. Haben Fürſten und Stände / welche mit dem Churfürſtlichen ſo genannten Refractorier-Quartier beſchwehret worden; ſich zwar vorbehalten wollen; dasjenige / was ſie dieſels geſehen / und auf Noß und Mann bezogen müſſen / an dem Belauf der benötigten ein hundert und ſünffzig tauſend Gulden wider abzugeben. Nachdem aber der Churfürſtliche Herr Bevollmächtigter / der genachtem wiſſentlichen Inſtanzen obgehöret; wegen eingewandten expreſſen Befehls es nur dahin limitirt / wegen alſen; was ein oder anderen Ort am Geld / oder in andere Straß erpreſt und excoſtirt worden; / darunter die nöthigſte Natural-Verſorgung nicht zu verſtehen; / auf vorgängige Liquidation entweder reſtituirt / oder darauf abgerechnet / und die prägravirte hoch- und löblichen Stände in ſo weit indemnificirt werden ſollen; So hat man zwar ſolches inſegnein angenommen; und im übrigen anmuth auf dem beſtanden; daß / weilen die ſtarke Geld-Præſentation den erſten Novembris St. n. den Anfang nimmt / und die Fürſten und Stände die vöſſige Natural-Verſorgung auf Noß und Mann in denen Stationen / Refractorier-Quartieren / und auf denen Marchen unumgänglich bezogen müſſen; daß dann wenigſtens Präſentation vom erſten Novembris an / billigen Dingen nach / zu Geld gerechnet / und von gemeinen Grayſſen wegen bey der erſten oder folgenden Liſſierung an denen Churfürſtlichen Termin-Geblenden abgezogen werden mögen; Indem aber die Churfürſtliche Geſandſchaft wegen ſolches letzten Falles contentirt / daß ſie darauf vor Verſetzung des Reſcripts keine Inſtruction zu erhalten getraue; ſo hat man ſolches Pais zu weiterer Handlung ausgeſetzt. Und weilen

11. Fürſten und Stände dieſes Grayſſes inſegnein / wegen oben ingefagter Summe / der ein hundert und ſünffzig tauſend Gulden / keine Garantie oder Obligation in ſolchem über ſich nehmen / ſondern ſich viel mehr vermahret haben wollen; daß kein Stand vor den anderen ſehen ſoll; So iſt weiter abgerechnet worden; daß / ſo an denen Termin-Geblenden einiger Orthen Mangel erſcheint / Ihre Churfürſtliche Durchlaucht dennoch durch Ihre Trouppen auf die Morolos her nicht exequiren werden; biß der Herren Grayſſ-Auſſerſchenden Fürſten Monitoir an die Gaumtheile vorher ergangen / wie dann auch auf ſolchen unumgänglichem Fall der nöthlich vornehmenden Execution / ſolche ohne Beſchwerde der übrigen Fürſten und Stände / und mit ſolcher Moderation vorzunehmen / verſprochen worden; daß man ſich des Exceſſes zu beſorgen nicht Urſach habe. Im übrigen / und damit Fürſten und Stände dieſes getreuen Reichs-Grayſſes um ſo viel mehr geſichert ſeyn können; daß ſie um alle Exceſſe / wie auch um das / ſo nach dem letzten April in den Quartieren / oder in den Marchen ſerner geſonnen werden ſoll; die baare Satisfaction erhalten / ſo ſollen die zwey letzte monatliche Termin an denen hundert und ſünffzig tauſend Gulden von dem Grayſſ ſo lang zurück gehalten werden / biß die interveſtende Fürſten und Stände / und deren Unterthanen beſchweren beſtehen; / und die Churfürſtliche Geſandſchaft aus dem Schwäbiſchen in wiſſentlichen Anwartsen begreifen ſeyn wird.

12. Sollen weiter durch die Churfürſtliche Generalität; noch einige Noße oder Richter-Officer / Gemeine oder andere Kriegs-Beſtiente / die Unterthanen in den löblichen Schwäbiſchen Grayſſ-Zuſtufen / Dorffern / Schanzen oder anderen Verrichtungen beſchreiben / am allerwenigſten aber auf den Fall der billig verweigerten Partition / durch pfändliche Areſtation oder gar durch militariſche Execution ſelbige dazu angehalten werden; ſondern wann beſagten etwas verlangt wird; ſo ſoll darumb einmuth bey dem Fürſtlichen Grayſſ-Auſſerſchenden in Schwaben / oder bey dem jenigen Stand in particulari / von deſſen Unterthanen es begehrt werden will / angeſucht werden; da dann zu ihrer Willkür geſtelet bleibet; ob ſie darunters wiſſenſchaften wollen; oder können;

Wann aber wieder beſſeres Vermußen eine beſaglichen Execution vorgenommen würde; ſo ſiehet nicht allein den Herrſchaften und Unterthanen frey / ſich darwider zu ſetzen / ſondern es wollen Ihre Churfürſtliche Durchlaucht auch ſolchen Conſorium der Jbrigen / abſonderlich / wann beſaglichen de facto benevorkünſtigt werden ſoll; als einen ohnverantwortlichen Eingriff in der Fürſten und Stände Nothen und Gerechtigkeiten empfindlich abſtrafen; und die Satisfaction dem letzteren Theil verſchaffen laſſen. Und weilen

13. Die bemalten annehmende Poſition nicht nur zur Definition der beiden löblichen Grayſſ / Francken und Schwaben; ſondern zugleich zu übrigen / ſo wohl in deſſen ſelben geſeher / und nicht zu denen Grayſſen gehörige Dertzer / abſonderlich aber zu verſchiedenen hoch- und löblichen Reichs-Stände / der Gefahr eben ſo nahe / und theils näher als beider Grayſſ ſituirt lauden; / Schuß und Rettung geſchiehet / Ihre Churfürſtliche Durchlaucht aber / und Beurlaubtſchaft zu verwenden / mit erſagtem den beiden löblichen Grayſſen die Tractaten auf den verlangten Depeſch und Adjuto allein geſchloſſen / und ſich dabey erklährt / was einige andere hoch- und löbliche Stände / oder andere Orthe / hiernächst entweder an Geld oder Naturalien / auf die Churfürſtliche Trouppen verwilligen und bezogen; daß ſolches denen beiden löblichen Grayſſen durchaus in Gute kommen / und an dem verglichenen Adjuto deſicitirt werden ſoll; mit der weiteren Erklärung; daß dieſelbige dieſe Concurrentz beſte / möglichſt beſtärken / und deſertne mit dem löblichen Franckſchen ohne Jutkun des löblichen Schwäbiſchen Grayſſ / einige Tractaten von ſolchen Orthen her bereits geſchloſſen und geſchloſſen wären; oder auch dahmehns Ihre Churfürſtlichen Durchlaucht ſelbigen noch geſchloſſen werden ſollten; den löblichen Schwäbiſchen Grayſſ pro dimidia Parte an ſelben dem tractierten mit participiren zu laſſen / und daß es geſchehen / ſtättig zu cooperiren / ſolche Declaration auch an Seiten des löblichen Schwäbiſchen Grayſſes alſo acceptirt / und andern von deſemben noch abſonderlich reſervirt und bebungen worden / daß deſſen Fürſten und Stände die Concurrentz deſer in dieſem Grayſſ gelegener Ritterschafft; und anderen hin und wieder in verſchiedener dieſer Stände Territorien beſindlich immedies Orthe / abſonderlich ſich vorbehalten / angeſehen ſeyn ſo ſchwerlichen Concurrentz ſich nie man / wider der Deſertion mit geſchloſſen / unter Allegation einiger Privilegii oder Exemption entziehen kann noch ſoll; Als hat man auch dieſes / und daß von Ihre Churfürſtlichen Durchlaucht in Sachſen ſeine Recourten in dieſem Grayſſ gemacht werden ſoll; dahin ſie ſich auch ganz deutlich erdörthen / als eine mit ausgebrachte Condition in gegenwärtigen Reces zu bringen ſeyn nöthig erſeinen. Schließlichen und zum

14. Haben Ihre Churfürſtliche Durchlaucht keinen Anlaß; daß / gleichwie die Tractaten unter der Allerhöchſten Autorität der Römliſchen Kaiſerlichen Majeſtät ihren Anfang genommen / alſo auch Fürſten und Stände des löblichen Schwäbiſchen Grayſſes über den Schluß deſſelben und gegenwärtigen Reces Ihre Kaiſerlichen Majeſtät Aſſiſtenz allernöthigſt ausbitten.

Zu Uſtund deſſen alſen iſt dieſes Reces. Dann alſo gleich ohnwartet der Churfürſtlichen Ratification nachgeſendet werden ſoll; in duplo geſtirt; / und biß auf Ihre Churfürſtliche Durchlaucht eigenhändige Expedition von deſelben bevollmächtigten Geſandſchaft; / und dem ſünff Wänden des löblichen Schwäbiſchen Grayſſes / gewöhnlicher maſſen / reſpective unterſchrieben; / und mit allerſtens gewöhnlichen Fürſtſchaften corroborirt worden. Datum Wilt den 17. (17.) Novembris anno dñi tantſend / ſchieschen hundert; und ein und neunzig.

(L.S.) Chriſtoph Dietrich Bey
(L.S.) (L.S.) (L.S.) (L.S.) (L.S.) Jüngere.

CXLIV.

Traité entre le Roi de France, LOUIS XIV. & 1692.
La Ville & République de BERNE. Fait par
Messire Michel Amelot, Chevalier, Marquis de
Gourmay, Ambassadeur de Sa Majesté en Suisse,
à Soleure le troisieme Janvier 1692. [FRAN-
DER. LEONARD. TOM. IV.]

ANNO 1692. **L**OUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Ayant veü & examiné le Traité fait & signé en notre nom à Soleure le troisième des présents mois & an, par notre aimé & feal Conseiller en nos Conseils, Maître des Requêtes ordinaire de notre Hôtel, & notre Ambassadeur en Suisse, le Sieur Amelot, Marquis de Gournay, d'une part: Et les Sieurs Jean Rodolphe Suiner, ancien Trésorier, & Jean Rodolphe Bucher, tous deux du Conseil d'Etat, & Deputez de la République de Berne, d'autre; duquel Traité la teneur ensuit.

Sur les instances & representations faites au Roi, de la part de la Ville & République de Berne, pour payement des sommes à elle dûes, tant en principaux qu'intérêts, Sa Majesté desirant donner des marques de sa bienveillance à ladite République, & acquitter les dites dettes suivant la verification portée par le Traité signé à Arau le premier Juin mille six cents cinquante-huit, il a été convenu entre tres-excellent Seigneur, Messire Michel Amelot, Chevalier, Marquis de Gournay, Conseiller du Roi en ses Conseils, Maître des Requêtes ordinaire de son Hôtel, & son Ambassadeur en Suisse, d'une part: Et Messieurs Jean Rodolphe Suiner, ancien Trésorier, & Jean Rodolphe Bucher, tous deux du Conseil d'Etat, & Deputez de la République de Berne d'autre, ainsi qu'il ensuit.

Les sommes dûes par la Couronne de France à la République de Berne ayant été ci-devant vérifiées & liquidées par un Traité conclu & signé à Arau le premier Juin 1678, ratifié par le Roi le dix neuvième Juillet de la même année, & enregistré en la Chambre des Comptes à Paris le vint-unième Novembre mille six cents soixante-trois, & y ayant été plusieurs payemens faits en conséquence pendant dix-huit années & trois mois, il s'est trouvé par le calcul nouvellement fait, que le dernier jour de Decembre mille six cents quatre-vingt-onze, il étoit encore dû à la République de Berne la somme de cinq cents cinquante quatre mille huit cents livres, en principaux & intérêts, & la somme de quatre cents quatre-vingt mille quatre cents soixante-deux livres en intérêts échus, & que les capitaux qui ne portoient point d'intérêts, dont il est parlé dans le Traité de 1678, ont été entièrement éteints & acquitez au moyen des payemens susdits.

Pour la satisfaction & paiement desdites deux sommes de cinq cents cinquante-quatre mille huit cents livres en capitaux portant intérêts, & de quatre cents quatre-vingt mille quatre cents soixante-deux livres, & intérêts échus ledit jour dernier Decembre mille six cents quatre-vingt-onze, le Roi promet de faire fournir annuellement, & de quartier en quartier à ladite République de Berne, par les Fermiers des Salines de Franche-Comté, jusques à l'entier & parfait payement des deux sommes cy-dessus dites, & des intérêts qui écherront à l'avenir, la quantité de mille cinq cents boffes, & sept mille cinq cents Charges de sel; savoir la Boffe sur le pied de vint-six livres six sols tournois, & la charge sur le pied de six livres, le premier quartier commençant le premier jour de Janvier, mille six cents quatre vints douze.

Et en échange ladite Ville & République de Berne promet de fournir annuellement pour ledites cinq mille cinq cents boffes, & sept mille cinq cents charges de sel, à raison de vingt six livres six sols tournois la Boffe, & de six livres la Charge, ce qui se monte par chacun an à la somme de cent quatre-vingt neuf mille trois-cents soixante-quinze livres, aux Fermiers des Salines de Franche Comté, par chaque quartier & à mesure de la délivrance dudit sel, des quantités de ladite Ville & République de Berne, pour la somme de cent quatre-vingt neuf mille trois cents soixante-quinze livres, qui sera prémierement déduite sur les intérêts échus & qui écherront, & ensuite sur les capitaux, dont l'intérêt diminuera à proportion des sommes, qui seront acquittées sur ledits capitaux.

Tout le sel desdites cinq mille cinq cents boffes, bien cuit, bien travaillé, soiffé, non trop grossièrement grainé, & repôlé six semaines dans les Etuvaillies de Salins, sera rendu par ledits Fermiers dans le Magasin à Iverdun; duquel Magasin les Fermiers ne payeront aucun loiauge, & ledit sel sera delivré après avoir

ANNO 1692. repôlé trois semaines, au Commis ou Directeur de ladite République de Berne, dans ces Boffes d'égales grandeurs & grosseurs par les fonds, & de doutes d'empoussier convenable, entorte qu'elles soient capables de contenir seize fistins de Berne, dont la Boffe doit estre composée de mesure ordinaire, sans estre secourée, pressée ni foulée par force, & ledit sel déchargé de tout frais hors ceux du remplissage à Iverdun, qui se fera aux dépens de ladite Ville & République de Berne.

Le mesurage s'en fera à la corde dans ledit Magasin d'Iverdun par les Commis des Fermiers, en présence du Commis ou Directeur de ladite République de Berne, qui sera obligé, après le remplissage, de recevoir ledit sel, & d'en donner sa décharge, quand il y en aura la quantité de cent Boffes & au dessus.

Et à l'égard des sept mille cinq cents charges de sel en pain, ci-dessus dites, la charge doit être de quatre côtes, chaque côte de douze, & chaque pain de deux livres & demie poids de marc, ainsi ladite charge fera cent vingt livres dudit poids, qui devra être delivree bien conditionnée par les Sauniers de Salins, à celui ou ceux de ladite République de Berne, qui auront ordre de le recevoir, & cette delivrance se fera de la même maniere qu'elle s'est pratiquée ci-devant envers ladite République, c'est-à-dire, déchargée de tous frais hors des Sauneries.

Ladite République de Berne promet de ne rien debiter de tout le sel hors de ses Terres, & de n'en faire aucun versemment, aux conditions que ledits Fermiers de leur côté ne feront aucune contrebande directe ni indirecte, & ne permettront qu'il s'en fasse du même sel autant qu'il sera de leur pouvoir de l'empêcher, & que les lousbles Cantons, & autres lieux voisins, en useront aussi de même.

Bien entendu qu'au cas qu'il y eût quelque interruption à l'exécution du présent Traité de la part de Sa Majesté, la Ville & République de Berne demeurera dans ses Droits pour les sommes, qui pourroient alors leur être dûes en capitaux ou intérêts.

Bien entendu aussi, que si dans les verifications & liquidations faites il se trouvoit quelque erreur de calcul, il en sera fait réciproquement raison. Et d'autant que la verification des paiements ci-devant faits à la République de Berne, n'a été faite sur les comptes des Trésoriers des Lignes Suisses, s'il se trouve qu'il ait été par eux payé quelque autre somme, deduction en sera faite à l'avenir.

Il a pareillement été convenu, qu'aussi-tôt que les sommes ci-dessus dites, & les intérêts, qui en pourroient échouer pendant l'exécution du présent Traité, auront été entièrement éteintes & acquittées, ladite Ville & République de Berne remettra entre les mains de l'Ambassadeur du Roi en Suisse, les trois Obligations des Rois Charles IX. & Henri III. mentionnées au Traité de 1678, d'où sont dérivées ledites dettes, les autres titres des capitaux, qui ne portoient point d'intérêts, dont est aussi fait mention dans ce même Traité de mille six cents cinquante-huit, ayant été présentement rendus audit Seigneur Ambassadeur Amelot.

Et pour plus grand éclaircissement de ce que dessus, il demeurera attaché à l'original du présent Traité, copie du Traité de mille six cents cinquante-huit, & copie de la liquidation présentement faite jusques au dernier Decembre mille six cents quatre-vingt-onze.

Le présent Traité sera ratifié par le Roi, & par la Ville & République de Berne, & les Ratifications delivrées de part & d'autre, dans six semaines, ou deux mois au plus tard.

En foi de quoi le présent Traité a été signé par ledit Seigneur Amelot, & par ledits Sieurs Deputez, & scellé de leurs cachets. Fait double à Soleure le troisième Janvier mille six cents quatre-vingt-douze.

NOus, ayant agreble le susdit Traité en tout ce qu'il contient, avons icelui agréé, approuvé, & ratifié, approuvons, agreons, & ratifions par ces présentes signées de notre main, promettant en foi & parole de Roi, de l'entretenir, & faire garder & observer de point en point selon la forme & teneur, sans y contrevenir, ni souffrir qu'il y soit contrevenu. Car tel est notre plaisir. En témoin dequoy nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes. Donné à Versailles le vingtième Janvier l'an de grace mille six cents quatre-vingt-douze.

ANNO quatre-vingt douze, & de notre regne le quarante-neuvième.
1692.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas,

Par le Roi.

COLBERT.

Et scellé.

Registré en la Chambre des Comptes, Oû & ce requerrant le Procureur General du Roi, pour estre executé selon sa forme & teneur, le quatrième jour de Mars mille six cent quatre-vingt douze.

Signé,

RICHER.

L OUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Le Traité cy-attaché sous le contrescel de notre Chancellerie ayant été fait & passé en notre nom, par notre amé & feal Conseiller en nos Conseils, Maître des Requestes ordinaire de notre Hôtel, & notre Ambassadeur en Suisse, le Sieur Amelot, Marquis de Gourmay, d'un part: & les Sieurs Jean Rodolphe Suiner, Ancien Tresorier, & Jean Rodolphe Buecher, tous deux du Conseil d'Etat, & Deputé de la Republique de Berne, d'autre, Savoir faisons, qu'après avoir veû & examiné en notre Conseil ledit Traité, Nous l'avons approuvé, ratifié, & confirmé, approuvons, ratifions & confirmons par ces presentes signées de notre main, promettant en foi & parole de Roi de l'observer, & faire exécuter selon sa forme & teneur. Si donnons en Mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenants notre Chambre des Comptes à Paris, qu'ils aient à l'enregistrer, & cesdites presentes, & que dorénavant à commencer du premier jour de la presente année, ils aient à passer & allouer en la dépense des comptes des Gardes de notre Tresor Royal preiens & avenir, chacun en l'année de leur exercice, la somme de cent quatre-vingt neuf mille trois cents soixante-quinze livres, provenant du prix de la Ferme de nos Gabelles de Franche-Comté, aulli preiens & avenir, en cinq mille cinq cents Boisses, & sept mille cinq cents Charges de sel qu'ils luy fourniront par chacun an, en execution dudit Traité, & conformement à icelui. Comme aulli de passer & allouer dans la recette & dépense des comptes desdits Tresoriers des Lignes Suisses, à commencer de ladite presente année, ladite somme de cent quatre-vingt neuf mille trois cents soixante-quinze livres, en rapportant aulli par eux des quittances de ladite Republique de Berne, pour ladite somme, conformement audit Traité, avec copie desdites preientes dûement collationées pour une fois seulement, tant & si long-tems que ledit Traité durera, moyennant quoi ils en demeureront bien & valablement déchargés. Mandons aulli ausdits Gardes de notre Tresor Royal preiens & avenir, chacun en l'année de leur exercice, de tenir nosdits Fermiers des Gabelles de Franche-Comté, quittes & déchargés de ladite somme de cent quatre-vingt neuf mille trois cents soixante-quinze livres par chacun an, tant que le Traité durera, ou de celle de quarante sept mille trois cents quarante trois livres quinze sols par chacun quartier, en leur fournissant les quittances desdits Tresoriers des Lignes Suisses. Enjoignons en outre à nosdits Fermiers des Gabelles de Franche-Comté, preiens & avenir, de fournir à ladite Republique de Berne ladite quantité de sel, suivant & conformement audit Traité, sans aucun empeschement. Car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites presentes. Donné à Versailles le vingtième jour de Janvier l'an de grace mille six cent quatre-vingt douze, & de notre regne le quarante-neuvième.

Signé,

LOUIS.

Et sur le repli:

Par le Roi,

COLBERT,

Et scellés du grand sceau de cire jaune sur double queue.

Et sur le repli est écrit,

Registrés en la Chambre des Comptes, Oû & ce requerrant le Procureur General du Roi, pour estre executé selon leur forme & teneur, le quatrième jour de Mars mille six cent quatre-vingt douze.

Signé,

GAMART.

CXLV.

Wienerischer Recess zwischen Ihro Kays. 22. März.
förl. Majestät Leopold I. und Herzog Georg Wilhelm und Ernst Augusten zu Braunschweig und Lüneburg / worinnen Ihro Kays. Majestät Herzog Ernst Augusten und dero Descendenten männlichen Geschlechts die Chur-Würde versprechen / dargegen dieselb 6000. Mann auf eigne Kosten gegen den Erbfeind auf 2. Jahr zu unterhalten / wie auch 500000. Reichs-Thaler subsidien-Gelder zum Türcken-Krieg an Ihro Kays. Majestät auszugeben zu lassen versprochen. Geschehen Wien den 22. Martii. 1692. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Nrtheil. IV. Abthg IV. pag. 176. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XIV. pag. 313.]

C'est à-dire,

Recès de Vienne entre LEOPOLD Empereur des Romains d'une part, & les Ducs de Brunswick-Lünebourg GEORGE GUILLAUME, & ERNEST AUGUSTE d'autre part, par lequel Sa Majesté Impériale leur promet la Dignité Electorale pour le Duc ERNEST AUGUSTE, & pour ses Descendants mâles, en consideration de quoi ce Prince s'engage d'entretenir 6000. hommes à ses Dépens dans la Guerre contre le Turc, pendant deux Ans, & de lui fournir outre cela un subsidie de cinq cens mille Ecus pour la même Guerre. A Vienne le 22. de Mars 1692.

W ie Leopold von Gottes Gnaden / erwehelter Römischer Kays. / zu allen Zeiten Reichs der Reichs etc. Urkunden hiemit / demnach wir auf bestchebendes allerniederthänigstes Ansuchen beider regierenden Obrherren Georg Wilhelm und Ernst Augusts Herzogen zu Braunschweig und Lüneburg / respective Possulanten zum Bischoffen zu Osnabrück sitzenden sieben nicht allein allergnädigst und erinneret / was wegen der Thren Fürstlichen Hauss zu conferirender Chur-Würde bey letztem Reichs-Tage zu Ausfertigung / von denen bishest in Person wegen gewesenen Chur-Fürsten und der abwesenden Bisthofschaften und Besandten respective vorgetragen / secundum / und unsern allerhöchsten Kayserlichen Willen und Gutbefinden beimgelasset worden / sondern auch den Splendor dieses uralten Hausses / und die sonderbare viele und ersprißliche Dienste / welche

erwelte

ANNO
1692.

amte ich mich gegen Schreier bilden können den heil. Kompende der Reigen Nation, der gefamten perſon Ehrlichkeit und den gemeinen Befen in Krieg- und Friedenszeiten in ununterbrochener Zeite mit forgtlichem Eifer, auch mehrmahlige Darlegung ihrer eigenen Verſehen erweiſen; und noch freier zu erweiſen willens ſeyn; deſſen Verſchiedenen mehr andern dabey mit eintretenden ſonderbar- und triſſigen Verzeigungs-urtheilen; und beſonders den gegenwärtigen Zuſtand des werthen Vaterlandes und der Ehrlichkeit in weltbädliche und triſſe Verzeigung gegen: Als haben wir zu des heil. Kompende des Tages und der Nation zu dem heil. Kompende folgender Gehalt und reſolviren wir mit ſittigbedachten beyden Herzogen ſichden ſichden vereinh-

1. Es sollte erklären wir uns nicht allgeringbaldig und versprechen, daß wir in Anbuhung dieser bedauerl. vielerlei und soeben sehr unklaren, aus von ihrer höchsten und höchsten der hiermit benannten Decrets, mit dem heil. Römische Aisch und die gesamte Christenheit zu erwirken großen Meriten, insofern aber auch in consideration der von denen Christen zu Ausübung geschehenen treustigen Remonstrantien und Ermahnungen bewähren wollen; daß nachden des Hergogen Georg Wilhelmischen haben sich gegen uns erklärt; es Dero Bruder Ernst Auguß lieben und freundt brüderlicher Liebe und Affection, und weils für eine männliche Erben hohes zu überleben, sich gedachten Hergogen Ernst Auguß zu Braunschweig und Lüneburg liebend für sich und Dero Descendenten männlichen Geschlechts lust ordnen primogeniturs die Ehr-Würde würdlich erlangen; und in die Zahl unserer und des Reichs Christen anfind annehmen werden; schalt uns dann darüber unser allerschönst Decret, welches allschon verfaßt ist, zu erneuern, und unsere Einflimmung der Christen l. c. f. f. g. zu senden allschon empfangen, soeben einem gewis. Terminum zur Investitur, und ferebiger Introduction ins Christliche Collegium ansetzen; und darauf auch weiter die Approbation des gedachten Reichs bewähren wollen.

II. In dieser neunten Ehe sollen des Herzogthums
Bramsberg und Hainburg Fürstenthümer / Zell / Eger-
lenberg und Grubenbürg / sampt denen darzu gehörigen
Grafschaften Soya und Dyßelß / auß übrigen gedach-
ten beider Erbthümern sieben sieben zugehörigen Lande /
Kempter / Erülen und Perinienten / ewig und un-
tersteltt solange eine männliche Erbtide Descendenz von
Er. sieben Herzogin Ernst Augusto verhauben / gehören
und unter denen Landen dieser neunten Ehe sampt und
sonders bestirren kün.

III. Wie es mit den Maricular-Anschlägen/ dieser
Chor-Lande mit denen im Fürstlichen Collegio habenden
Vors, fürhin gehalten werden solle/ bleibet auf der beyden
höhen Reichs-Collegiorum Gutachten ausgesetzt.
Gleicherzucht Ihre liebden Liebden verlangen/ daß/
neilen der Lande abstrahirt mit groffen Maricular-An-
schlägen befaßet/ es dabey verbleiben/ dabeneben auch
Sitten in den Fürstlichen Collegio jure Vora wegen der
Fürstenthümer Zelle und Ealsenbey gelassen werden mös-
sen/ also frey und wir gnädigst geneigt/ dazu mit un-
sern Officiis zu concurriren.

IV. Und weiln ferner beyder Ehrur ein gewisses Reichs-Erzbischof-Amt und Reichs-Insigne gemeinlich ist, so ist wegen desselben das Amt des Reichs-Erzbischoffs-Pfaffen-Herrn / u. in diesem die Reichs-Fabne von uns allgeradehin beliebt worden / dessen jedoch auch den in dem Westphälischen Friedens-Instrumente gesetzt / und in Oesens Händen stehendem Haal / welchen der Alerhochste verheissen wolte / der acht Elektorat ausgehen würde / so soll an dasselbe vorgedachte Erzbischofs-Amt und Reichs-Insignis das Erzbischoffs-Meißner-Amt / und das dazu gehörige Insigne diesen neunten und ältesten acht Elektorat zugewiesen und gerühmet seyn.

V. E. Verspreiden hingegen flüchtigen Ihre lieblichen Lieben, daß sie von Ihren alten schützten Quartieren 6000 Mann als 4700, zu Fuß und 1300, zu Pferde, an Reutern und Dragonern gegen den Erb-Feind zu Hilfe schicken; dieselbe im flüchtigen Majo in Hungaren setzen, die haben gegen Campagna hinüber gehen und nicht nur im Felde, sondern auch auf den Marsche und in denen Winter-Quartieren auf eigenen Kosten unterhalten; wie viel weniger von Anfang der zweiten Campagne bis auf obige Anzahl wiederum rekrutieren lassen wollen; inmassen über die mehrere Particularia forsther Hilfeleistung ein besonderer Reces errieth worden.

TOM. VII. PART. II.

VI. Im Fall nach Ablauf der zweyen Campagnen der Krieg mit der Ottomannschen Pforte weiter fortgesetzt werden sollte; so wollten und sollten Ihre Liebden 2000. Mann; und zwar in zwey Bataillon: en zu Fuß; jedes zu 800. Mann; und in einem Regiment zu Pferde à 400. Mann gegen den Erb-Feind auf eigene Kosten bitt zu Ende des Krieges agiren und üblich zu gewöhnlich laßen.

VII. Dafen aber noch vor Ablauf der zweyten Campagne der Friede mit der Otkomannischen Pforten geschlossen folte; woltten Ihre Liebden gedachtes Hülfscorps der 6000. Mann nach unfer allergnädigften Disposition und Gutbefinden im Reich gegen des Reichs Feinde & wie in Maasern agiren lassen.

VIII. Es verdrängen auch in Specie des Herkogens Ernst
Zugift finden ferner, daß sie um ihren vor die Chri-
stliche tragenden Eifer um so mehr zu comprohiren /
um zu Vshuf gegenwärtiger schweren Kriegen /
über und neben obenerwähnter Völkts / Hülf / noch mit
einem subsidio an Gelde von 100000. Reichs - Thaler
an Hand sehn / und zwar die erste 200000. Reichs -
Thaler der Inveftitur; die andre 300000. Reichs - Thaler
aber ein Jahr hernach / an denen im Reich ganz und gä-
nzlichen Müng - Sorten zu Flurschub oder wenig aus-
zahlen wolten; an welchen letzten 300000. Rthl. jedoch
um so viel abzurufen zu lassen erdient vor / als die
im Reich hiefigen von dem Fälschlichen Haufe genosset /
und iezo abzurufen habende Allocationsen fünffigen
Winter ausfragen werden / mit der fernern alterwähnte
sen Aufsat; daß wir vor verflochtenen blühenden Wint-
er / bey continuirtem Reichs - Kriege / und wann Ihre
lieben dazgen eine proportionirliche Mannschafft unter
unser Direction stelen / ihnen solthane Allocationsen
andacht widerum zukehren wolten.

IX. Zummiest aber und Zeit-während vorgedachten
vorn Campaigno oder Jahren wollen beyder Herrzogen
in Zell und Spanner liebden liebden an flux ihres Reichs
Comingsents am Rhein, wenigstens zwey bis drei tausend
Mann; gegen die Cron Frankreich; unter unserm allerten-
commandirten Generalen Commando stellen; es
wäre dann; daß wir unsern allgerädhigsten Unterbefinden
und vorhergegangenen Consens die ganze Macht des ge-
samten Fürstl. Hauses nach den Niederlanden geschickt
würde; in welchem Fall (humbst so lang Ihre liebden
liebden keine Allegationen in Reich gemessen) das
Fürstl. Haus von absonderlicher Stellung des Contin-
gents freier hand befehret sein würde; Zummiest dann
Ihre liebden sich zu erhehlen; daß sie in ge-
wöhnlichem Reichs-Recht sich zu verhalten. X. Die
unserm Reich nicht separiren sondern vertheilen unserm Reich
alsfürst; und diesen Reich conjuncti vertheilen es consili-
um; wir in glücklichem Ende ausführen beissen wollen/
alles treulich/ ohne Gefährde.

Zu dessen Urkund haben wir diesen eigenhändig unterschriebenen Receß mit unserm Kayserlichen Secrer-
Znsehl betrafftig / und Ihret Liebden Liebden gegen einen von ihnen unterschriebenen gleichlautenden auswändigen lassen. So geschähen in unserer Residenz-Stadt Wien / den 22. Martii Anno 1692. unferer Rende / des Römischen in vier und dreßsigsten / des Hungarischen in sieben und dreßsigsten / uno des Böhmischen in sechs und dreßzigsten

Received.

Vt. Leopold Wilhelm / Graff
in Soniascaq.

Ad Mandatum S. C. M. proprium.

Caspar Florentz, Conspruch.

CXLVI.

Erz-Hertzoglichen Hauke Oesterreich
und dem Churfürstl. Hauke Braun-
schweig und Lüneburg geschlossen/ da-
rinnen sie einander mit einer gewissen
hülffe zu succurriren/ Chur-Hannover
der Cron Boheim völlige Restitu-
tion in das Exercitium der Jhr compe-

Qq 2

nen der ANNO
tgesetzt 1692.

circum-

ANNO
1692.

tirendes Jurium Electoralium, mit ihren
suffragiis zu secundiren / und bey der
Wahl eines Römischen Kayfers und
Königs sein Suffragium keinem ande-
ren / als dem Primogenito der Erb-
Herzoglichen Linie zu geben verspricht;
Wien den 22. Martii 1692. Mit einem
Separaten Articul / wodurch Herzog
Ernst-Augustus von Braunschweig
denen Catholischen erlaubt / zu Hannover
und Zell eine Kirche und Schule bauen
zu können. Geben Wien den 22.
Martii 1692. [LUNIG Teutsches
Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. I.
pag. 169. d'où l'on a tiré cette Pièce,
qui se trouve aussi dans le *Theatrum
Europaeum* Tom. XIV. pag. 317. sub
Anno 1692.]

C'est-à-dire,

*Paix à Union perpétuelle entre la Maison Archi-
Ducale d'Autriche & la Maison Elec-
torale de BRUNSWICH-LUNEBOURG,
par laquelle outre le Secours reciproquement promis
dans tous les cas de nécessité, la Maison Elec-
torale de Brunswick s'engage à procurer autant qu'el-
le pourra à la Couronne de Bohême l'entière Resti-
tution de l'Exercice de ses Droits Electoraux, &
à donner toujours sa Voix au Prince Aîné de la
Maison Archi-Ducale d'Autriche, pour l'Electi-
on d'un Empereur des Romains. Fait à Vienne
le 22. Mars 1692. Avec Un ARTICLE
SEPARÉ par lequel l'Electeur ERNEST AUG-
USTE promet d'accorder aux Catholiques de
Hannover & de Zell la liberté d'y bâir des Eg-
lises & des Ecoles. A Vienne le 22. Mars
1692.*

Wir Joseph von Gottes Gnaden erwählter
Röm. Kayser / zu allen Zeiten Mehrer des
Reichs / übrunden hermit / demnach wir auf
allermüthigsten Ersuchen beider regierenden
Gebrüder / des Durchleuchtig-Hochgebohrnen Georg
Wilhelms / auch des Ehrwürdig-Durchleuchtig-Hochge-
bohrnen Ernst-August respective Fürstlichen Wirschaften
zu Hrnabrid / Herzogen zu Braunschweig-Lüneburg /
unsern lieben Ohren / Fürsten und Ansehigen / nach
reißer Überlegung wider und sonder hiezu eingetretenen
Umständen / zu des Heil. Römischen Reichs Wohlstand /
auch gesaueter Christenheit Ruh und Besten / auf Her-
zog Georg Wilhelms hiebische Erklärung / nicht
allein unseren allerhöchsten Consens gegeben /
des vorgedachten Herzog Ernst-Augusts hieben vor sich
und dero männlichen Descendenten die Chur-Würde zu
conferiren / sondern auch auff eingeholte und erfolgte
Einkünftung der Churfürsten d. l. l. l. l. l. l. hieben die
würdtliche Investitur zu erteilen / und dabey allernachst
versprochen / daß wir die Approbation vom ganzen Reich
daranter kräftigst bewenden lassen wollen / daß demnach
jedenfalls uns und beider Gebrüder hieben stehen / zu
respective desse mehrer Verlegung der allermüthigsten
und minner versagten Dankbarkeit und treueglaubens-
für Devotion gegen uns / auch zu mehrer Befestigung
einer beständigen Union zwischen beiderseits Könighen
und Erb-herzoglichen und Churfürstlichen Häusern nach-
folgende Puncta abgehandelt und beschloffen worden:

Erstlich soll zwischen uns / unsern Nachfolgern / Er-
ben und Nachkommen / regierenden Königen zu Ungarn
und Böhmen / Erb-herzogen in Oesterreich an einer-
und vor gedachter beider Gebrüder hieben stehen und
respective dero Descendenten Churfürsten und Herzogen
zu Braunschweig-Lüneburg andererseits hermit und Krafft
diesse eine aufreichtig / beständige / ewige und unauflö-
sliche Correspondenz / Union und Zusammenlegung
seyn / also und verhalte / daß wir / auch unsere, freunde

lich-geliebten Herren Söhne / Königs Josephs hieben Anno
und mündel Reichs-Entungsmüßiger Wahl / und un-
sern Erb-herzoglichen Hause Oesterreich noch folgende
Römische Kayser und Könige Ihre hieben und dero
Descendenten / in besondern Kayser / und Königl. Hau-
den behalten / es stäts wohl meynen / sei bey allen und
jeden gegenwärtig habenden / oder künftig erlangenden
Rechten und Gerechtigkeiten / in genere dem Jure Primo-
geniura kräftigst schülen und vertreten / und ihres
Haukes Aufnahme und Bestes besondern wollen / dahin-
gegen Ihre hieben und dero Descendenten nicht allein
was in diesem ewigen Unions-Pacto enthalten / aufrechi-
tig prestiren und erfüllen / sondern auch überall in be-
sondeter Devotion und unverrücklicher Treue gegen uns
und abgedachte unsrer Nachkommen jederzeit beständig
continuiren wollen.

2. Versprechen mehr erwehnt beider Gebrüder hieben
sichben vor sich und dero Descendenten / daß sie mit
uns und unsern Nachkommen vor einen Mann stehen /
unser Bestes suchen / Schaden abwarren / verhüten und
abwenden helfen / auch zu dem Ende / wann sie be-
den Erben und Nachkommen / etwas in Ersahrung bring-
en solten / so zu unsrer und unsern Haukes Prajudiz
und Nachtheil angikhen oder gerikhen konte / solches so fort
getreulich erörtern / auf Nachs- und Erß- und anderen
Conventen und Zusammenkünften / in und außershalb
Reichs / zu des gemeinen Bestens und Vaterlandes /
auch unsern Landen und Lutterhauken Eiderheit / Wohl-
sahet / Aufstehen und Besten treulich communiciren / und
mit uns / und unserm Erb-Hause / zu weit es nicht wi-
der GDa und das Vaterland / noch ihre oder ihres Hau-
kes Jura (welches verhoffentlich nicht geschikhen wird) con-
formere vora und consilia stören / auch seine fcedera ha-
ben / noch künftig machen wollen / weisse an aufrechi-
ger und vollkommenster Erfüllung dessen / was in diesem
ununterwährenten Unions- Pacto enthalten und verspre-
den / in einigerley Weß oder Wege hinderlich seyn wö-
den / Altemalß wir dann vor uns und gedachte un-
sere Nachkommen hinwegertzen versprechen / daß wir mit
ihnen gleicher Maßen für einen Mann stehen / ihr bestes
suchen / Schaden warren und abwenden / mit ihnen auf
Reichs- und Erß-Haus- und anderen Conventen und Zusam-
menkünften / zu des gemeinen Bestens und ihrer Landen
Eiderheit / Wohlthart und Aufstehen vortruttlich zu com-
municiren / noch auch fcedera haben noch machen wol-
len / weisse diesem Pacto einiger Maßen widerstehen
oder entgegen seyn möchten: Diese perpetuirliche Verei-
nigung soll a die investitur Electoralis ihre Kräfte und
Würdung haben / und darunter begriffen / auch einge-
schlossen seyn / das Reich / und die Königreiche ungarn
und Böhmen / und übrige beiden Theile also zusehende
und innerhalb des Teutschen Reichs belagene Fürstenthü-
mer / Lande und Provinzen / als auch weisse ihnen hie-
nach vermisch gütlicher Schiedung durch Succession /
oder auf andere Art in heil. Röm. Reich Teutscher Na-
tion zu fallen möchten.

3. Daserne demnach wir / unsere Erben und Nach-
kommen / Könige zu Ungarn und Böhmen / Erb-herzo-
ge in Oesterreich / im Reich / oder in den Art. prece-
denten Königreichen und Landen künftig von dem
Erb-Feind / oder sonst jemandem / er sey wer er wolle /
feindlich angegriffen werden / sollen ihre hieben stehen
und dero Descendenten nicht allein jedesmal mit zwey
Bataillons zu Fuß / jezt a 800. Mann / und ein Rege-
ment zu Pferd a 400. Mann / zu Hülf kommen / selbe
auf eigene Kosten reerouiren und remoniren / und da-
mit so lang continuiren / biß die Feinde weksey / und
der etwa uns und unsern Landen zugefahre Schaden er-
setzt seyn wird / sondern auch / wann es verlanger werden
solt / und man wegen billiger Conditionen sich wird ver-
stehen können / noch ein größtes Corpo zu unsern und
des gemeinen Weß Diensten / in Kriegs- und Friedens-
zeiten / uns zu Hülf schicken / daserne jedoch ihre hieben
stehen und dero Descendenten erwan mehr an Caval-
erie schicken wollen / solte solches in dem Wahl und Be-
lieben stehen / und solchen Fall ein Regiment zu Pferd /
gegen drey zu Fuß / gerechnet werden. Daserne auch
ihre hieben stehen an stas vorgedacht 2000. Mann
die Hülf mit GDa leisten wollen / solte solches (excepto
præsentis bello Turcico) in ihrer Wahl bereitstalt
stehen / daß sie nach dem Fuß der Reichs-Matricul für
einen Mann zu Fuß 4. und für einen Reuter 12.
Gulden / jährlich 1.4000. Gulden in gang und gütigen
Sorten zahlen lassen.

4. Im Fall ihre hieben stehen oder respective dero
Descendenten in einem Reichs-Krieg dero Contingent
schicken

1692.

ANNO
1692.

schieden / oder auch in Krafft anderer etwas dikhfalls
eristenden Allianzen zu bederfsten Allirten Keunung und
Defension Hülf leisten / und unsre eigene Erblande
zugleich angreiften würden / oder in einer ausgefeindli-
chen Gefahr eines nahen feindlichen Angriffes stünden / o-
der sonst ein Caus dieser Union sich ereignen würde /
so solle dadurch dieses obverfprochne Hülfss. Quantum
dieser perpetuirlchen Union nicht vergeringer / sondern
ein als andern Weg zu beschiffen und Jhres Descen-
denten Erb- Ländr unvuergerlich und unuerdröchlich
præstirret werden. Im Fall aber ihre Liebben Lieben und
dero Descendenten und Lande selbst feindlich angegrif-
fen würden / oder in gegenwärtigze ausgefeindlicher Ge-
fahr angreiften zu werden stünden / so sollen dieselbe als-
dann die stipulirte Hülf an Volei oder Geld zu schicken
und zu præstiren nicht allein nicht schuldig noch gehal-
ten / sondern auch / wann bereits die Voleis-Hülf ge-
schicket wäre / dieselbe wieder zurück / und in ihr Land zu
ziehen benöthigt seyn.

5. Wir verordnen hingegen für uns / unsre Erben
und Nachebenden / daß im Fall ihre Liebben Lieben
bederfsten / oder von ihnen einer / oder auch dero Descen-
denten von jemand / er sey / wer er wolle / feindlich
angegriffen werden solten / ihnen mit 4000. als 3000.
zu Fuß / und 1000. zu Pferd / auf eigenen Kosten zu
assistiren / selbige auch demmählig auf eigene Kosten zu
recroutiren / und zu reumoniren / wie nicht weniger so
lange damit zu continuiren / bis die Gefahr vorbey / und
der etwa ihre Liebben Lieben und dero Landen zugesagte
Schaden repariret und ersetzt worden. Daseren wir aber
solchane Hülf / entweder ganz / oder zum Theil / lieber mit
Geld auf den Fuß der Hülf-Matricul 2 4. st. vor einen
Mann zu Fuß / und 12. vor einen Reuter zu rechnen /
gehen / oder an stat des Fuß-Voleis / auf Masse und
Waffe / wie Art. 4. verändert worden / Reutheyr stellen
wollen / sieht selbes nicht weniger in unsrer Wahl und
Belieben / gehalten dann auch / im Fall wir / unsre Er-
ben und Nachebenden / in unsren in diesem Pacto be-
griffnen Landen feindlich angegriffen würden / oder in
ausgefeindlich gegenwärtigze Gefahr angegriffen zu wer-
den stünden / wir so dann gleichfalls die stipulirte Hülf
an Volei oder Geld zu schicken und zu præstiren nicht
allein nicht gehalten / sondern auch wenn die Voleis-
Hülf bereits geschicket wäre / dieselbe wieder zurück zu
ziehen benöthigt seyn solten.

6. Wegen der Particularien bestanter Hülf-Eidung /
in specie wegen des Commando, der Civil- und Crimi-
dal-Jurisdiction, Zugewand der commandirenden Offi-
ciers zu denen Kriegs-Conferentiationen / und übrigen Par-
ticularien / solle es dergestalt gehalten werden / wie es bey
dergleichen Conjunction und Fällen Herkommens / und
es Anno 1685. mit denen von ihre Liebben Lieben ge-
schickten / und darnach mit denen Chur-Wäpserischen Au-
xiliar-Voleis in Ungarn gehalten worden u. noch gehal-
ten wird.

7. und damit ihre Liebben Lieben davonogen uns / we-
gen solhaner ihrem Hauß / und respective Descendenten /
conferirender hoher Chur-Würde tragende höchste Ver-
bindlichkeit / und so sehr zu erkennen gehen müssen / so
verordnen dieselbe / daß / wann des icks regierenden Kö-
nigs in Spanien Lieben ohne eheliche Descendenten /
(welches der Akerbische verhalten wolle) zu verfallen kom-
men solten / sey auch alsdann in diesem special-casu uns
und unsren Descendenten / zu Behauptung desjenigen /
wie es uns und derer benachbarten alsdann rechtmählig zufallen
wird / mit vorgedachtem Unions-Quantum der zwey tau-
send Mann auf eigene Kosten / jedoch nicht anders / als
innerhalb der jehen Cröpf des Reichs und an deren
Gränzen assistiren wollen.

8. Wann auch wir / unsre Erben und Nachebenden /
regierende Könige zu Ungarn und Böhmen / Erb-Heerzog
zu Oesterreich / gnädigst gut befinden möchten / daß die
Ereu Böhmen in das Exercirum der Vizeore Auree
Balle nicht weniger / als den übrigen Churfürsten com-
petirend Jurium Electoralium bösig reitiret / und
ad deliberationes & Collegium Electorale bey Reichs-
und andern Zusammenkünften mit gezogen werden solte /
so verordnen ihre Liebben Lieben unser billigmähliges Ver-
langen / mit ihren Suffragis und Votis. an Ort und
Enden / wo es der Nothdurfft erfordert / aufs nachdrück-
lichste zu secundiren / auch darauf zu halten / daß wie
unsren Kayserl. und Königl. Repräsentanten alle Präe-
minenz gebühret / auch unsren Erb-Heerzoglichen Völs-
schaften und Gefandten auf den Reichs-Cräyß- und an-
deren Zusammenkünften / ein weißt den Churfürstlichen
gleiches Tractament gehen werden solle.

9. Im übrigen / gleichwie obgedenhter Herzog Ernst
Augusti Lieben / die in ihr Hauß bringende Chur-Wür-
de zuseherst unsern Kindern und Enaben jusehren / und
davor samt dero Posterität uns und unsren Erb-Hauß
ewig obligirt zu seyn sich erkläret : Als haben wir auch
kräftig zugesagt und versprochen / daß zu Verlegung ihre
Lieben unuerwährender Erkenntnis / und wollen sie zu-
nehmen zu des Reichs Besten zu seyn befinden / die und ihre
Descendenten / künstliche Churfürsten / so oft sie in der
Wahl eines Römischen Kayfers und Königs kommen wird /
ihre Suffragium lauten andern / als dem Primogenito
unsrer Erb-Heerzoglichen Linie geben / und dikh Versprechen so
wohl / als dikh ganze pactum Unionis perpetue. alle-
mahl / und so oft sie und ihre Descendenten die Investi-
tur über ihre Chur-Ländr empfangen / bey deren Erthei-
lung renoviren / confirmiren und bestätigen / und ver-
bindliche Reversales demmählig ausshändigen lassen / auch
darauf jedesmahl die Investitur unuerichtig vor sich ge-
hen zu lassen / Zu dessen Urth und haben wir dikh eigen-
händig unterschrieben / und mit unserm Insigel bekräftig-
ten lassen / in unsrer Stadt Wien den 22. Mart. 1692.

ANNO
1692.

Separirter Artikel / wegen Freyheit der Catholischen Religion in den Chur- Braunschweig-Lüneburgischen Lan- den.

Wir Leopold von Gottes Gnaden / erwählter Rö-
mischer Kayser zu allen Eaten Mehrer des Reichs
u. Urkunden hiermit / nachden wir auch bey unsrer
Ertheilung der allergnädigsten Resolution in puncto der
Chur-Würde wegen des freyen Catholischen Religions-
Exercitii allergnädigst Erwehung thun lassen : Es haben
sich des Herzogen Ernst Augusti Lieben erkläret und ver-
sprochen / sie sich und dero Descendenten / daß gleichwie
sie in ihrem Landen bisshero keinen Gewissens-Zwang ver-
füget oder verlanget / also auch derselbe künftig in dero
Landen nicht allein nicht eingeführt noch geleitet werden
sol / sondern es soll auch zu Hannover und Zell / und
wter an dem ersten Ort von nun an / an dem andern a-
ber / nach Abschieden der zu Zell regierenden Wendts /
Georg Wilhelmischen Kindern (welchen Fall der Akerbische
lang verpöht wolle) denen Römisch-Catholischen eine ei-
gene Kirche und Schule / jedoch auf dero Kosten / an ei-
nem gelegnen Ort / welchen ihre Lieben oder dero Descen-
denten / dazu anweisen wollen / zugestehen / ihnen auch
ein eigener Begräbniß-Platz in besagten Städten / und die
öffentliche Versegung und Begräbung ihrer Todten ver-
gömmet / hietunter aber keine Errichtung einiger Klöster / o-
der Einnehmung geistlicher Ordens-Teile / oder Regula-
rium. noch auch öffentliche Procession. (außerhalb die
öffentliche Begräbniß) es sey zu beschiff der Administration
des heil. Sacraments über die Gassen / oder sonst /
als welche ihre Lieben und denen uns in unsren allern-
erhöhmigst vorgestellten Ursachen / nicht passen zu kö-
nnen verneymt / verhanden werden. Besalß dann auch im
übrigen die buldende Römisch-Catholische-Geistliche / sowohl
als diejenige welche solhaner Religion jurehoben sind /
sich bey in diesem Artikel beschehenen Begrimmungen nicht
mißbrauchen / insonderheit aber die Geistliche sich ultra
in gebührenden Schranken / fried- und schiedlich halten /
auch denen Augspurgischen Confessions-Verwandten zu-
gehörenden Parochiis in ihren eodemum (außer was
die Jura Stole der Kind- & Taufst. Copulationen / Be-
gräbnissen und dergleichen anbetrifft / welche denen Catho-
lischen Priestern allein von ihren Glaubens-Genossen zu
reichen sind) keinen Abdruck thun / viel weniger sich der
Land-Fürstlichen hohen Rechtsmähligkeit und Jurisdiction
in secularibus entgegen / hingegen aber ihnen in ihren
Glaubens- und Gewissens-Sachen / in ihrer geistlichen
Diensten / ihrer Religionen-Teile zu folgen / den Recurs
zu nehmen frey seyen.

Die nicht weniger freie Freyheit und Exception-
en / deren der Augspurgischen Confessions-Verwandten
Geistliche genießen / vergnügt werden solle. Wodurch
man diesen Separat-Artikel / welcher nicht weniger Kraft
haben / noch anders tractet werden solle / als wann er
den Haupt-Reces der perpetuirlchen Union von
Wort zu Wort inscribet wäre / aufschreiben / und da-
von 2. Exemplaria zu vershien gut befinden / davon
eines von uns / und das andere von Er. Lieben und
dero Erb-Pringen unterschreiben / und mit unser bo-
derst respective Insigel bekräftigt werden. Es

ANNO geschehen in unser Residenz-Stadt Wien den 22. Martii
1692. 1692.

Scoroid.

Vt. Leopold Wilhelm / Graf
zu Rönigsseeq.

Ad Mandatum S. C. M. proprium.

Case. Flor. Conspruch.

Ein anderer Separat-Articul zu dem ob-
stehenden Unions-Pactio gehörig / wor-
innen Braunschweigische Seits man
allen Alliancen / welche wider das /
zwischen dem Käufer und denen Her-
ren General Staaten der Vereinigten
Niederlanden errichtete Foedus lauffen/
renunciret wird. Wien den 22. Mar-
tii 1692. [LUNIG Teutsches Reichs-
Archiv. Contin. II. Abtheil. IV. No-
tas IV. pag. 376.]

C'est-à-dire,

*Autre Article séparé, par lequel l'Electeur de Bruns-
zwich renonce à toute Alliance qui pourroit être
contraire à celle de l'Empereur avec les Seigneurs
Estats Generaux des PROVINCES-UNIES.
A Vienne le 22. Mars 1692.*

Zr Republik von Godes Gnaden erwiehlt Rö-
mischer Kaiser, zu allen Zeiten, Wägher, zu
aller Ehren, zu überwinden hiermit, zu was maßen
Wir bey unsen zu heutigem Tage ertheilten allerhöch-
stigen Kayserlichen Resolution in puncto der Chur-
würde und der dachigen püncten uns und der beeden Chur-
brüder, Herzog Georg Wilhelm und Herzog Ernst Aug-
ust zu Braunschweig-Lüneburg respective Postulanten
Bischoff zu Hainaburg liebt, liebt, liebt, bestelllosen
bestehenden uns und Erbkindnis ausdrücklich bedun-
gen / gedachte Iere liebt, auch freilich zugestalt und ver-
sprochen / dasz Sie nicht allein zu gegenwärtigen wider
die Cron Frankreich declarirten allgemeinen Reichs-
Krieg das Reichs-Contingent von ihren Landen freilich
beitragen / und von uns und dem Reich sich baunten
nicht separiren / sondern auch zu dem Contingent der Chur-
fürsten in Inhabung der höchsten uns und beider Chur-
General-Statuten der Reicemigen Niederlanden errichteten
Föderat öffentlich beytreten wollen / injuncten aber und
von uns an und in Kraft dieses alles anderen Bünd-
nissen / Pacten / Obligationen / wie die Maximen haben
müchten / im Fall sie etwa bezuehlich mit ein und an-
deren in-oder auswendigen Potentaten hätten / welche
formalen Federen junderet ließen / oder bezuehlich einiger
Macht entgegen interpretirt werden könnten / oder auch zu
Formirung einer so genannten dritten Parthey oder Zer-
trennung der gemeinsamen Zusammenkunft und Intelligi-
renz Anlaß geben müchten / in genere und in specie
renunciiren / und dieselbe für null und nichtig achten /
Geschalt daher gegemwärtig die Reichs - Articul
des 12ten und 13ten Articul den Wir eigenhändig unter-
schrieben und mit unserm Kayserlichen Secret-Jugsel
bestätigen lassen. So geschien Wirt den 22. Martii
1692.

Leopold.

Vr. Leopold Wilhelm Graff von Königseck.

*Ad mandatum Sacr. Cesar.
Majestatis proprium.*

C. F. CONNORUCH.

CXLVII.

ANNO
1692.
2. Mai.

Cartell oder Tractat zwischen Ihro K^{öniglichen} Majestät LEOPOLD, und LUDWIG des XIV. Königs in Frankreich Bevollmächtigten / mit Einverleibung des Fränkisch- und Schwäbischen Crayffes / wie auch Herrgots von Württemberg / wegen Aufbruchel- und Ranzionierung der Gefangenen / die bereits eingebracht / und künftighin eingebracht werden mögen / nebst Specification und Ansehung der Ranzion-Geelder über jedermänniglichen Charge, Geschlossen zu Basel den 2. May 1692. [LUNIG Teutsches Reichs- Archiv. Part. Special. Continuut I. Abtheilung I. Abts I. pag. 516. d'ou l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans FABBRI Europäische Staats-Gangley. Tom. I. pag. 388.]

C'est-à-dire.

Carrel on Traité pour l'Echange & la Rançon des Prisonniers de Guerre fait & conclu entre les Plénipotentiaires de LEOPOLD Empereur des Romains d'une part, & ceux de LOUIS XIV. Roi de France d'autre part; y compris aussi les Cercles de FRANCONIE & de SUABE, & le Duc de WIRTEMBERG. On y convient spécifiquement de la Somme que chaque Officier & Soldat prisonnier devra payer pour sa rançon. A BALE le 2. Mai 1692.

Wir Johann Franz, des Heiligen Römischen Reichs Graf von Brandenburg, zu Grenzfeldburg und Altpalt, Freyherr von Gatenburg und Künig, Herr zu Rümmlitz, u. Komfcher Käyserlicher Majestät, General-Feld-Marschmeister und Obrster über ein Heerfeldt am Schwabischen Regiment zu Pferd, u. zu Johann Adam, Major, beider Regiments Licentiaris Komfcher Käyserlicher Majestät General-Auditor-Lieutenant, im Nahmen Vro Majestät, des Römischen Kayfers u. Und wir Petrus des Alleurs, Herr zu Alleurs, von Pirville, auffm Meer-Gouverneur der Städte und Schloßer von Lunal, General-Marschmeister der Armee Vro Majestät des Königs, Captain, kessen Regiments der Französischen Guarden und General-Inspector der Infrancie, ecc. und Dionysy Bandasin, Ritter/Königlicher Rath/Ordinari-Regis-Commissarius, anezo zu Landau, im Nahmen Vro Majestät des Königs in Frankreich, u. mit Einverleibung des löblichen Franckischen und Schwabischen Trupps, und Herzogs zu Württemberg u. Rüm und dach von wegen der Anwesenheit und Kanzierung wegen der Befehlsung, ist in gegenwärtigem Kriß schon einmahl zusammen, und sind die Truppen und Guarnisonen Vro Käyserlichen Majestät und des Königs in Frankreich, und des löblichen Franckischen und Schwabischen Trupps, und Herzogs von Württemberg, einmahl worden worden. Wir in Kraft der heubtund einander communicirten Beschwachen tractirt und geschloffen nachfolgenden Abtels:

Artic. I.

Erstlich / daß alle Gefangene / so von ein-oder dem andern Theil erubahrt worden / und noch erubahrt werden / es wie in Schlachten / Treffen / Eroberungen der Befestungen / Plätze / Partheien / und anderer Gefallen / bey Trauen und Glauben / längst 14. Tage nach ihrer Gefangenschaft / durch Auswechslung der Gefangenen in gleicher Qualität der Chargen / oder anderer / mit Vergleichung der Ergeterinnen mit den Größten / ihrer Kan- zion auf folgende vorgeschriebene Wiß / in Teutcher

DU DROIT DES GENS.

311

ANNO Münz und Französischer Münz / so bederkeits in den An-
grängen sangbar kyn / namlichen den Gulden zu 60. Kr.
1692. oder 40. Sols de France, und ein Livre zu 20. Sols de
France, oder 30. Kreuzer bezahlen sollen.

Und damit einigen Difficultäten oder Widerreden /
wegen Qualität der Chargen und Officieren / bederkeits
gänzlich vorgebogen werde / welche ausgewechselt oder ran-
zioniert werden sollen / da man dieselbe nicht alle in
Gleichheit bringen können; So hat man für rathsam be-
funden / eines jeden Heils Chargen / und deren Werth
und Ranzionierung folgender Gestalten zu specificiren.

Artic. II.

Chargen und Officier / so sich bey der Kayserslichen
Armée und Guarnisonen / auch dem Fräncsch- und
Schwedischen Crayse / in englischen Herzogen zu Württem-
berg / und andern befinden:

	fl. oder lb.
General-Lieutenant,	25000. 50000.
General-Feld-Marchall,	15000. 30000.
General von der Cavallerie,	10000. 20000.
General-Feld-Zeugmeister /	6000. 12000.
General-Commissarius,	3000. 6000.
General-Feld-Marchall-Lieutenant,	5000. 10000.
General-Quartiermeister /	1500. 3000.
Obrißter-Kriegs-Commissarius,	1000. 2000.
General-Quartiermeister /	500. 1000.
General-Proviantmeister /	300. 600.
Obrißter-Kriegs-Commissarius,	150. 300.
Hof-Zeugmeister /	250. 500.
General-Kriegs-Zeugmeister /	150. 300.
Obrißter-Quartiermeister /	150. 300.
General-Adjutant,	150. 300.
Proviant-Obrißter-Lieutenant,	150. 300.
Proviant-Director,	150. 300.
General-Quartiermeister-Lieutenant,	70. 140.
Andere Proviant-Commissarii oder Officiere /	50. 100.
General-Wagameister /	50. 100.
Ein Lieutenant,	30. 60.
Stabs-Quartier-Maitre,	50. 100.
Stabs-Quartier-Maitre-Lieutenant,	25. 50.
Capitain des Guides,	50. 100.

Artic. III.

Ihre Kayserslichen Majestät Leib-Guarden zu Pferd /
oder Hatzschere-Compagnie /

Der Capitain,	1000. 2000.
Lieutenant,	1000. 2000.
Cornet,	500. 1000.

Die andere / so wohl Officier als Hatzschere / zahlen
einen Monat-Sold für ihre Ranzion.

Artic. IV.

Ihre Kaysersliche Majestät Leib-Guarden zu Fuß / oder
Trabanten /

Der Capitain,	fl. oder lb. 150. 300.
Der Lieutenant, andere Officier oder Trabanten / sollen für ihre Ranzion einen Monat Sold zahlen,	

Artic. V.

Cavallerie:

	fl. oder lb.
Obrißter zu Pferd /	700. 1400.
Obrißter Lieutenant, *	300. 600.
Obrißter Wachtmeister /	150. 300.
Wachtmeister /	100. 200.
Regiments-Quartiermeister /	40. 80.
Regiments-Auditor,	40. 80.
Regiments-Proviant-Maitre,	15. 30.
Regiments-Wagen-Maitre,	15. 30.
Regiments-Profos,	15. 30.
Lieutenant,	40. 80.
Cornet,	30. 60.
Wachtmeister-Corporal,	14. 28.
Fourier und Musterscheiter /	14. 28.

Trompeter und Pauder /
Sauter / Planter / und gemeine Reuter /

Artic. VI.

Die Regimenter und Truppen (Land-Miliz, oder
Land-Ausgusch zu Pferd / Ihre Kayserslichen Majestät /
beider Craysen und Herzoge zu Württemberg obgedacht /
so wohl Officier und Gemeine / sollen in der Auswechslung
oder Ranzionierung / gleich mit der Cavallerie, gehalten
werden,

Artic. VII.

Husaren oder Ungaren.

Die Husaren oder Ungaren / so wohl Officier / als
Gemeine / sollen auf eben Weis / wie die Cavallerie,
tractirt werden.

Artic. VIII.

Dragoner und Croaten.

Der Obrißter / Obrißter-Lieutenant, Obrißter-Wachtmei-
ster und Hauptmann / sollen ihre Ranzion auf die Weis
wie die Cavallerie zahlen / Die Officier aber unter dem
Hauptmann / bis an den Gemeinen / inclusive, sollen ihre
Ranzion zahlen / wie die Infanterie.

Artic. IX.

Die Regimenter oder Truppen (Land-Miliz oder Aus-
gusch Dragoner / obgedacht Ihre Kayserslichen Majestät / be-
der Fräncsch- und Schwedischen Crayse / auch Herzoge
zu Württemberg / so wohl Officier als Gemeine / sollen
wie die Dragoner gehalten werden.

Artic. X.

Infanterie.

	fl. oder lb.
Obrißter /	600. 1200.
Obrißter-Lieutenant,	300. 600.
Obrißter-Wachtmeister /	120. 240.
Regiments-Quartiermeister /	30. 60.
Regiments-Auditor,	30. 60.
Regiments-Proviantmeister /	15. 30.
Regiments-Wagenmeister /	15. 30.
Capitain oder Hauptmann /	70. 140.
Lieutenant,	24. 48.
Regiments-Profos /	20. 40.
Sergent Feldwebel /	10. 20.
Corporal, Fourier, Musterscheiter /	
Trommelschläger / Pfeiffer / Fourier-Schützen und Gemeine /	

4. 8.

Artic. XI.

Die Regimenter oder Truppen (Land-Miliz
oder Land-Ausgusch zu Fuß / Ihre Kayserslichen
Majestät / beider Fräncsch- und Schwedischen Craysen /
auch Herzoge zu Württemberg / obgedacht / so wohl Offi-
cier als Gemeine / sollen wie die Infanterie tractirt wer-
den.

Artic. XII.

Henducken oder Talspässen.

Die Henducken und Talspässen / so wohl Officier
als Gemeine / sollen wie die Infanterie gehalten werden.
Die Commissarii und andere Artillerie-Officier /
Schick-Junker / Feuerwerker / Konstabler / Fuhr-Knecht /
Arbeiter / Schmitz und andere Handlanger / sollen einen
Monat Sold für ihre Ranzion geben.

Artic:

ANNO

1692.

Artic. XIII.

Artillerie.
 Obrist von der Artillerie,
 Obrist-Lieutenant,
 Regt.-Lieutenant,
 Hauptmann/
 Die Commissarii und andere Artillerie-Officier /
 Soldat-Musket / Feuerwerker / Constabler / Fuhr-Knecht/
 Arbeiter / Schmiedt und andere Handlanger sollen einen
 Monat Sold für ihre Ranzion geben.

fl. oder lb.

700. 1400.

300. 600.

100. 200.

70. 140.

Artic. XIV.

Ingenieur.

Alle Ingenieurs, so in Haupt bey einer Armée, Bes
 tungen oder Plätze / Bedienung thun / sollen jeden für
 ihre Ranzion:

fl. oder lb.

75. 150.

50. 100.

25. 50.

Die andere Ingenieurs.

Die Entrepreneurs.

Artic. XV.

Minist. Compagnie.

Die Officier und Gemeine sollen einen Monats-Sold
 für ihre Ranzion zahlen.

Artic. XVI.

Chargen und Officier / so sich bey der Königlichén
 Französichén Armée und Garnisonen befinden:

lb. oder fl.

General d'Armée, oder Marechaux de

France, 50000. 25000.

Capitaine-General, 40000. 20000.

Lieutenants-Generaux, 10000. 5000.

Grand Maître d'Artillerie, 12000. 6000.

Marechaux de Camp, 3000. 1500.

Colonel-General de la Cavallerie 4000. 2000.

Colonel-General des Dragons, 3000. 1500.

Mestre de Camp, General de la Caval-
 lerie, 3000. 1500.

Mestre de Camp. General des Dragons, 2000. 1000.

Commandant de la Cavallerie, 3000. 1500.

Commissaire-General de la Cavallerie, 2000. 1000.

Intendant des Armes ou Provinces, 6000. 3000.

Leurs Subdelegués, 500. 250.

General des Princes, 600. 300.

Major General de l'Infanterie, 1000. 500.

Maréchal General des Logis, 1000. 500.

Maréchal des Logis General de la Ca-
 vallerie, 200. 100.Major de Brigade, tant de Cavallerie,
 Dragons qu'Infanterie, 300. 150.

Ayde de Camp, 300. 150.

Thesorier General de l'Extraordinaire
 des Guerres, 500. 250.Le Principal Commis de l'Extraordinaire
 des Guerres dans chaque Armée, 300. 150.Les autres Commis de l'Extraordinaire
 de Guerre, 100. 50.

Brigadier de Cavallerie ou Dragons, 1800. 900.

Brigadier de l'Infanterie, 1400. 700.

Commissaire de Guerre, 300. 150.

Inspecteur de l'Infanterie, Cavallerie &
 Dragons, 300. 150.

Principal Commissaire des Vivres, 300. 150.

Les autres moindres Commis & Con-
 treolleurs des Vivres des Armées &
 Places, 100. 50.

Le Capitaine Wagenmeister, 100. 50.

Le Capitaine des Guides, 100. 50.

Les Guides à Cheval de leur Com-
 pagnie seront traités, comme la Cavallerie.

Artic. XVII.

ANNO

1692.

lb. oder fl.

1100. 550.

Gendarmerie.

Le Brigadier des Gens d'Armes.

Les Capitaine des Gardes du Corps de Sa

Majesté. 2000. 1000.

Le Capitaine Lieutenant des Gens d'Armes,

Le Capitaine Lieutenant des Chevaux Le-
 gers, 2000. 1000.Le Capitaine Lieutenant de la Garde Es-
 cossoise, 2000. 1000.Le Capitaine Lieutenant de deux Comp.
 des Mousquetaires, 2000. 1000.Le Capitaine Lieutenant des Gens d'Ar-
 mes Anglois, 2000. 1000.

Le Capitaine Lieutenant des Gens d'Armes

Flamans, 2000. 1000.

Le Capitaine Lieutenant des Compagn. des

Gens d'Armes de la Reyne, de Mon-
 sieigneur le Dauphin, & de Messie-
 gneurs, les Ducs de Bourgogne, Anjou
 & Berry, 2000. 1000.

Le Capitaine des Gardes de Monsieur le

Duc d'Orleans, 2000. 1000.

Le Capitaine Lieutenant des Gens d'Ar-
 mes, 2000. 1000.

Le Lieutenant de la Garde du Corps de

Sa Majesté. 2000. 1000.

Le Sous-Lieutenant des Gens d'Armes,

2000. 1000.

Le Sous-Lieutenant des Chevaux Legers

2000. 1000.

Le Sous-Lieutenant des deux Comp. des

Mousquetaires du Roy, 2000. 1000.

Le Sous-Lieutenant de la Garde Escos-
 soise, 1000. 500.

Le Sous-Lieutenant des Gens d'Armes

Anglois, 1000. 500.

Le Sous-Lieutenant des Gens d'Armes

Flamans, 1000. 500.

Le Sous-Lieutenant des Gens d'Armes

de la Reyne, de Monsieur le

Dauphin, & de Messieurs les Ducs

de Bourgogne, Anjou & Berry, 1000. 500.

Le Sous-Lieutenant des Gens d'Armes

de Monsieur le Duc d'Orleans, 1000. 500.

Les Capitaines des Chevaux Legers de la

Gendarmerie de la Reyne, de Mes-
 sieigneur le Dauphin, de Mes-
 sieigneurs le Duc de Bourgogne,
 Anjou & Berry, & Monsieur le Duc
 d'Orleans, 1000. 500.

Le Major de la Gendarmerie

500. 250.

Le Sous-Lieutenant des Chevaux Legers

de la Reyne, de Monsieur le

Dauphin, de Messieurs les Ducs

de Bourgogne Anjou & Berry, & de

Monsieur le Duc d'Orleans, 500. 250.

Les Enseignes des Gardes du Corps du Roy,

1000. 500.

L'Enseigne & Guidon des Gens d'Ar-
 mes du Roy, 1000. 500.

L'Enseigne de la Compagnie Escossoise,

1000. 500.

L'Enseigne & Cornette des Mousqueta-
 res du Roy, 1000. 500.

L'Enseigne de la Compagnie des Gens

d'Armes Anglois, 1000. 500.

L'Enseigne des Gens d'Armes Flamans,

1000. 500.

L'Enseigne de la Compagnie des Gens

d'Armes de la Reyne, 1000. 500.

Le Cornette des Chevaux Legers de la

Garde du Roy, 1000. 500.

L'Enseigne des Gens d'Armes de Mon-
 sieigneur le Dauphin, & de Messie-
 gneurs, les Ducs de Bourgogne, Anjou
 & Berry, & de Monsieur le Duc
 d'Orleans, 1000. 500.

Les Cornettes des Chevaux Legers de

la Reyne, de Monsieur le Daup-
 hin, & de Messieurs les Ducs
 de Bourgogne, Anjou & Berry, &
 de Monsieur le Duc d'Orleans, 300. 150.

Le Major des Gardes du Corps du Roy

600. 300.

Les deux Aydes Majors des Gardes du

Corps du Roy, 300. 150.

Les

ANNO 1692. Les Aydes Majors des Gardes du Corps de chaque Compagnie.

150. 75.
Le Lieutenant des Gardes de Monseigneur, le Duc d'Orléans,
600. 300.
L'Enseigne des Gardes & Gens d'Armes,
400. 200.
Le Guidon des Gens d'Armes Écossais, Anglois, Flamans, de la Reyne, de Monseigneur, le Dauphin, de Messieurs, les Ducs de Bourgogne, Anjou & Berry, & de Monseigneur le Duc d'Orléans,
600. 300.

Und was die Exempts und Marechaux des Logis all obige Compagnien/ die Brigadiers, Sous-Brigadiers, Gardes du Corps, Gens d'Armes, Musquetairs, und andere obbenannter Compagnien/ betrifft/ sollen einen Monat Sold zahlen.

Die Compagnie des Grenadiers à Cheval de la Maison du Roy, die Officiers und Grenadiers bemelter Compagnien sollen tagelichen einen Monat-Sold zahlen.

Artic. XVIII.

Gardes Françaises & Suisses.

Le Colonel des Gardes Françaises,	3000. 1500.
Le Lieutenant Colonel,	1500. 750.
Le Major,	600. 300.
Les Capitaines,	300. 150.
Die Lieutenants, Aydes Majors, Sous-Lieutenant Enseignes, und andere bisß den Soldaten inclusive, sollen einen Monat Sold zahlen.	
Die Prevost, Lieutenant de Prevost, Marechaux des Logis, Archers und andere von der Prevosté des Gardes, sollen auch einen Monat Sold zahlen.	
Le Colonel General des Suisses,	4000. 2000.
Le Colonel des Gardes Suisses,	3000. 1500.
Die Capitains, Lieutenants, und andere Officiere und Soldaten von den Schweizerischen Gardes sollen ebenst gehalten als die Französische Gardes zahlen.	

Artic. XIX.

Colonel d'Infanterie,	Infanterie.	15. oder 31.
Lieutenant-Colonel,		1200. 600.
Major,		600. 300.
Capitaine,		240. 120.
Ayde-Major ou Adjudant,		140. 70.
Lieutenant,		60. 30.
Enseigne ou Sous-Lieutenant,		48. 24.
Sergeant,		40. 20.
Sergeant,		20. 10.
Caporaux, Anspessades, Tambours, Fifres, Haubois, & Soldats,		8. 4.
Die Prevosts des Regim. d'Infanterie, und die Marechaux des Logis, zahlen ieder		
Die Lieutenant des Prevost zahlen		30. 15.
Deren Archers und Greffiers, oder		10. 5.
Die ausländische Troupen/ so bey Frankreich Infanterie Estrangere genant werden / und die Regimenter des Provinces ou Milice, sollen so wohl Officiere als Gemeine/ wie die Infanterie tractirt werden.		5. 2 1/2.

Artic. XX.

Cadets Gentils-hommes.

Les Capitaines des Compagnies des Cadets sollen zahlen/	150. 75.
Lieutenants/	80. 40.
Sous-Lieutenants ou Enseignes,	60. 30.
Les Sergeants,	20. 10.
Les Caporaux & Anspessades,	12. 6.
Les Cadets Gentils-hommes,	10. 5.
Les Tambours,	8. 4.

Artic. XXI.

Cavallerie: Maître de Camp, ou Colonel de Cavallerie,	15. oder 31.
1400. 700.	

TOM. VII. PART. II.

Le Lieutenant-Colonel,	900. 450.
Le Major,	300. 150.
Capitaines,	200. 100.
Lieutenants,	80. 40.
Cornette,	60. 30.
Ayde Major,	80. 40.
Marechal des Logis d'une Comp.	28. 14.
Trompette & Timbalier,	20. 10.
Brigadiers, Cavaliers, Selliers & Marechaux,	14. 7.
Le Regiment des Cravates, le Regiment Royal Anglois, le Regiment Royal Piemont, Royal Roussillon, Royal Estranger, le Regiment du Comte de Nassau, Allemand, Rotenbourg & autres Reg. sur le Pied Estranger, sollen auff obigen Fuß / als die Französische Cavallerie, so wohl Officiere als Gemeine/ tractirt werden; Ingleichen die Compagnie des Carabiniers.	
Alle Französische Troupen/ so wohl Officiere als Gemeine/ von dem Ban und Arrier-Ban und Milice, sollen gehalten werden gleich wie die Xcutrey / man sie zu Pferd seynd / und wie die Infanterie / man sie zu Fuß seynd.	

Artic. XXII.

Dragons.

Le Colonel, Lieutenant-Colonel, Major & Capitaines, zahlen ihre Ranzion auff die Form / wie die Cavallerie, die andere Officiere aber unter dem Hauptman/ bisß auff die Gemeine inclusive, sollen ihre Ranzion zahlen/ wie die Infanterie.

Artic. XXIII.

Artillerie.

Lieutenant-General de l'Artillerie de France,	31. oder 15.
1400. 700.	
Les Lieutenants ou Commandans,	500. 250.
Die Commissaires, und andere Officiere von der Artillerie, Charons, Sommiere, Bourrelliers, Conducteurs, Chartiers & Faiseurs d'Artifice, Marechaux, Canoniers, sollen einen Monat Sold zahlen,	

Artic. XXIV.

Bombardiers & Fusiliers.

Le Colonel, Lieutenant des Bombardiers & Fusiliers, und andere Officiere und Gemeine von besagten Regimenten/ sollen gehalten werden/ wie die Französische Infanterie.

Artic. XXV.

Compagnie des Canoniers & Mineurs. Die Officiere und Gemeine besagter Compagnien sollen einen Monat Sold zahlen.

Artic. XXVI.

Ingenieurs.

Ingenieur General de France sollen zahlen/	15. oder 31.
300. 150.	
Die Ingenieurs en chief des Armées, Villes & Provinces zahlen,	
Alle andere Ingenieurs, so bey der Armée oder Garnison dienen,	
Die Entrepreneurs der Fortification zahlen/	
Les Piqueurs & autres Employs dans les Fortifications zahlen ieder/	

Artic. XXVII.

Die Gouverneurs, Commandanten/ Lieutenants du Roy, Major, Ayde-Major, Capitaines des Ports, des Places

ANNO
1692.

Places, ein und anderer Seiten / zahlen einen Monat ihrer Besoldung.

Und man sie andere Chargen haben / darvon sie würdig höhere Besoldung ziehen / so sollen sie nach der höchsten zahlen; Dafern nun ein Gouverneur, Commandant, Lieutenant der Roy Major der Besoldungen / in hac Qualitate keine Besoldung hätte / so soll doch die Ranzion auff die höchste Charge, so sie exerciren / gericht werden.

Artic. XXVIII.

Alle diejenige / so verschiedene Chargen exerciren / sollen ihre Ranzion auff die höchste Charge, so sie haben / bezahlen / und nach derselben sollen sie auch ausgewechselt werden / oder sollen auff obbeschränkte Maß ihre Ranzion zahlen.

Artic. XXIX.

Alle andere Officiere / so in diesem Cartell verfaßt worden seyn können / sollen entlassen werden inner Monats-Frist / gegen Bezahlung einer monatlichen Besoldung / und man darentwegen einige Difficultät oder Widerrede wäre / wegen der Qualität oder Besoldung des gefangenen Officiers / so kan man sich beyderseits auff ein Attestat von Generalen der Armée / oder Commandanten in einer Provinz / oder Gouverneur eines nächstgelegenen Platzes / rapportiren.

Artic. XXX.

Alle reformirte Officiere sollen nicht mehr als den vierten Theil ihrer Ranzion der Chargen / so sie zuvor gehabt haben / zahlen / und sollen bey ihren Ehren / die Chargen / so sie vor ihrer Reforme gehabt / zu erklären verbunden seyn.

Artic. XXXI.

Alle Volontairs, so die Personen Ihrer Majestät Majestät im Felde und der Armée folgen / sollen nicht höher Ranzion, als 5500. fl. zu bezahlen / angehalten werden / und wann sie bey der Armée Chargen haben / sollen sie nur à Proportion derselben zahlen.

Artic. XXXII.

Alle andere Volontairs, so bey ermelzten Truppen in Abwesenheit Ihrer Majestät Majestät dienen / sollen nur als General-Adjutant zahlen / nahmentlich 1500. fl.

Artic. XXXIII.

Die Directores und Secretarii der Kaiserlichen Feld-Kriegs-Camley und Commissariats der Generalen und Intendanten / Secretarii der Jagdmajestäten / Regimente Commissarien / und andere Schreiber / Geistliche Seel-Sorger / Capläne / Hofmeister / und deren Verwalter / Courrier / Postillion / Medici, Apotheker / Barbierer / Directores und andere Officiere / so bey der Armée oder Spitalern den Kranken warten / die Kinder von 12. Jahren / sollen beyderseits ohne Ranzion wieder jurisch geschickt werden / ohne / daß erlaubt seyn soll / einige davon / so in diesem Articulo enthalten / auszuspielinieren.

Artic. XXXIV.

Was betrifft die Damen / Damoiselles / Wäber / Jungfrauen / sollen solche nicht ausgelündert werden / weniger einige Insulte begehren / und also gleich wieder ohne Ranzion jurisch gelassen werden.

Artic. XXXV.

Der General-Auditor der Kaiserlichen Armée, der General-Auditor-Lieutenant, Auditus-Audarius und Schreiber / die General-Professoren / deren Lieutenanten und andere Officiere / so zu diesem Amte gehören / von ein

und anderer Armée, sollen gleich gehalten ohne Ranzion jurisch geschickt / und nicht ausgelündert werden.

ANNO
1692.

Artic. XXXVI.

Die Stallmeister / Hofmeister / Kammer-Diener / Tafelbedienter / Köche / und andere Diener und Knechte / so sie verp. tragen / sollen ohne Ranzion beyderseits wieder jurisch geschickt / und nicht ausgelündert werden; Betreffend andere Diener und Knecht / so keine Verp. tragen / sollen / wie ein gemeiner Knecht / à 4. fl. Ranzion zahlen.

Artic. XXXVII.

Wann ein Knecht oder Bedienter von ein und anderer Seiten / unt. Pferd / Effecten / Geld oder anderen / so er gestohlen hätte / sich zu dem Feinde retirirte / solle man beyderseits verbunden seyn / auff die erste Requisition, so begehren würde / fleißige Inquisition zu haben / bey dem Theil / wo er sich retirirt haben wird / damit man dessen Verhohn und erstandte Gut habhaft werde / und der ledigen Parthey den Dieb / samt dem Diebstahl einzuschicken.

Artic. XXXVIII.

Alle Officiere / Dragoner und Soldaten / auch andere Gefangene / so in diesem Cartell specificirt, die seyn von Qualität / wie sie wollen / so seyn oder noch gefangen werden / die Zeit durch / daß dieses Cartell gelten solle / sollen beyderseits ausgeliefert / so bald silbe abgefordert werden / unter Zahlung ihrer Ranzion oder Auswechslung anderer Gefangenen / in gleicher Zahl / oder in Compensation des größten mit dem geringeren / mit der Charge so sie haben / und dieses längst 14. Tage nach begehrender Gefangenschaft.

Artic. XXXIX.

Zu Folge obiger Conditionen hat man verglichen / ein und anderer Seits als Gefangene / so vorhin schon einbracht worden / inner Monats-Frist / oder ebenes / man es seyn kan / und solches die Entfernung der Dertor er beiden mag / nach Schließung gegenwärtigen Tractats / jurisch zu schicken / jedoch / daß sie vom höchsten Officiere biß an den Fährich inclusive zuvor / was sie in Zeit ihrer Gefangenschaft verzehret / bezahlen / darentwegen eine Specification der Gefangenen aufgerichtet werden solle.

Artic. XL.

Damit also hierinnen eine Gleichheit gehalten werde / so solle man beyderseits ein ander von 6. Monat zu 6. Monat / wann es die Noth erfordert / Rechnung thun und eine Specification der Gefangenen / so von dem Tag deren Gefangenschaft geflohen / als was ausgewechselt / oder ranzionirt worden / einschicken.

Artic. XLI.

Ein jeder Theil soll allezeit eine Specification der Gefangenen / so er überhändigt / mitgeben / um dargen ein Recepsile vom Commandanten des Orts / dahin die Gefangene remittirt werden / jurisch zu nehmen / damit nach deren Auswechslung der eine von beyden / so dem anderen schuldig verbleibet / Charge tragen könne / inner 3. Wochen entweder in Geld / oder Auswechslung / auf die obbeschränkte Form / Satisfaction zu verschaffen.

Artic. XLII.

Alle gefangene Cavallerie / Infanterie / Dragoner / Miltiz / und andere / was Sands und Nation die seyn / so seyn / und künfftig / so lang gegenwärtiger Krieg währen wird / so wohl zu Wasser und zu Land / gefangen werden / sollen beyderseits nach obbeschränkter Guthschiffung obigen Articulen / zur Armée, oder nicht und bequemt / unter Jhro Majestät Majestät Monarchistat gelogen Dertor und Platz jurisch geschickt werden.

Artic.

ANNO
1692.

Artic. XLIII.

Die Officiere von ein und anderer Seiten / so auff ihre Patrole jurisch gelassen worden / oder noch künftig gelassen werden möchten / sollen verbunden seyn / wieder jurisch zu kommen / und sich wieder in Gefangenschaft einzustellen; Es wäre dan / daß sie zuvor / nach obbeschränkter Maff / ihre Ranzion oder Auswechslung und ihre Kösten / so Zeit ihrer Gefangenschaft sie gemacht / abgeleant hätten / und wann sie an gegebenen Patrole mangelen sollten / sollen sie verbunden seyn / sich in ihre erste Gefangenschaft / oder zu der Person / wo sie sich obzurück gemacht hatten / 14. Tage nach der vorgerichteten Zeit / wieder einzustellen; Es wäre dan / daß sie eine groffe und wichtige Ursache / Entzweiflung oder Dilection / von der feindlichen Parthey hätten; Unterdeffen aber sie zu Dienst und Gebrauchung des Gewehrs ohnfähig seyn / und wann sie dargegen handelten / sie für unehrlich gehalten werden sollen.

Artic. XLIV.

Betreffend die Verpflegung der gefangenen Reuter / Dragoner / Soldaten / Miliz / und anderer / so sollte ihnen nichts / als das Proviant / Brodt allein gerichtet werden / und sollen in christliche Dörter mit gutem Ertrich / welches man von 8. zu 8. Tagen versprochen solle / gesetzt werden.

Artic. XLV.

Es solle beyderseits verboten werden / die Gefangene durchgehend auszuweichen.

Artic. XLVI.

Wann ein gefangener Reuter / Erbst / Hussar / Dragoner / Soldat und Land-Kussack / so krank und dinstlos wäre / also / daß sie in der Gefangenschaft verbleiben müßten / und man sie in Spindeln legen müßte / um sie zu curiren / so solle neben deren Ranzion / die Medicamenten und deren nöthige Beschäftigungs-Gelegen / nach mündlich / 3. Groffen Teufcher Müß / und 7. Sold Frankfurter Müß / für jeden Tag ihrer Beschäftigung oder Kranckheit gut gemacht werden; Deswegen man ein ander authentisch: Act über die Zeit / in welcher die Gefangenen krank gewesen / zustellen solle.

Artic. XLVII.

Was bezuglich die Officiere betrifft / so können dieselbe sich verpflegen lassen / nach ihrem Erbünden / unter deren Beurlaubung / jedoch wann sich ein Zwiespalt wegen eines Officirs zu indicirter gemachter Zeit erzeuget / solle solches durch die Commandanten des Orts nach der Equität moderirt werden.

Artic. XLVIII.

Die Trompeter und Trommelschläger / so beyderseits wegen der Gefangenen / oder anderer Ursachen wegen / von ein zum andern Theil geschickt werden / sollen immer drey Tag mit ihrer Expedition wieder jurisch gelassen werden / und wann einige Kriegs-Ranzion erforderlich / sie länger aufzuhalten / so solle denen durch dieselbe Parthey / so sie aufhalten / für einen Trompeter des Tages einen Gulden / und für einen Trommelschläger dreyßig Kreuzer gegeben werden.

Artic. XLIX.

In denen Dörtern / wohin die Salva-Guardien / so eine schriftliche Order von Generalen haben / beyderseits gesetzt werden / solle niemand dieselben auff keinerley Weise belästigen / wann aber der General von einer Armee selbst gar zu nahe bey seiner Armee zu seyn erwachte / so solle man beyderseits Macht haben / solche aufzuheben zu lassen; Bezogen die in versicherte Dörter wieder jurisch zu schickn / ohne daß man ihnen einiges Leid zufüge.

TOM. VII. PART. II.

Artic. L.

Obbedachte Salva-Guardien sollen im Hin- und Zurückgehung mit ihren Bauren / die sie begehrt hätten / versehen mit einer schriftlichen Order von Generalen / nicht aufzuhalten / noch ausgeplündert werden.

Artic. LI.

Und wenn eine Partey eine Salva-Guardie mit Bauren und einer schriftlichen Order von Generalen begreift / antreffen hätte / so solle wohl die Partey ihn eine Zeitlang aufzuhalten Macht haben / damit sie nicht entdeckt werde / jedoch / daß man den Salva-Guardien noch den Bauren nichts Leids thut oder ausplündern solle; Dagegen aber die Partey wieder jurisch geht / und wieder in sichern Drien ist / so solle bedachte Salva-Guardie und die Bauren wieder entlassen / und ihre Straß an Ort / so ihnen vorgeschrieben / zu gehen / gelassen werden.

Artic. LII.

Alle Marquanten und Kaufleute zahlen ihre Ranzion / wann sie gefangen werden / für ihre Person / wie ein gemeiner Soldat.

Artic. LIII.

Alle Fuhr-Knecht / so bey dem Proviant-Wesen dienen / sollen ihre Ranzion / wie ein gemeiner Soldat zahlen.

Artic. LIV.

Bei allen Officierten und Soldaten / so man in einer Bataille / Treffen / Eroberungen der Wehungen gefangen bekommt / und ihnen Quartier gegeben / und sie ihre Parole gegeben / soll es unverbrüchlich gehalten werden / und so sich erhalte / daß nach erhaltenen Quartier so durchgehende / oder sonst gegebene Parole nicht haltet / so solle er für unehrlich und infam declarirt seyn / ebener massen derselbe / so Quartier gegeben hätte / und es nicht haltet.

Artic. LV.

Den Generalen / Gouvernoren oder Commandanten der Pläß solle nicht zugelassen seyn / einigen Truppen Paß zu ertheilen / auff Partey gegen einander auszuweichen / wann sie unter der Zahl 19. zu Fuß / oder 15. zu Pferd ohne deren Officiere / und wann man einige mit gerechter Hand gefangen bekäme / weniger / als obgedacht / so sollen sie als Räuber gehalten seyn / und sollen mit einer Straß zwey monatlicher harten Gefangenschaft belegt werden; Im Fall aber sie Räuber oder Todtschläger überwießen würden / sollen sie nach ihrer Mißthat / denen Nachen nach / abgestraft werden / dabey ein Theil den andern darvon / und der Ursach wegen / daß man die Straß vorgekehrt / Part geben solle.

Artic. LVI.

Welche Straß jedoch nicht statt haben kan / wann eine Partey im Treffen gegen den Feind erwachte Mannschafft verloren hätte / und demnach unter weniger Zahl / als er von der Armee oder Garnison ausgegangen / ertrappet würde / welches durch ein Attestat von den Generalen oder Commandanten / von denen sie ihre Paß-port haben / versichert werden müßte. Ingleichen / wann eine kleine Partey / an statt einer Convoy / zu Convoyung eines Officiers / oder andres / ausgeschiedet worden wäre / ebener gehalten / wann man erwachte Fouageirer von der Armee oder Plätzen ergriffte / welches alles durch ein beglaubtes Attestat bekräftet werden müßte; Jedoch / daß die zusammen gezogene Bauren / gemeinlich Genossenschaften / so ohne Paß der Gouverneur / Commandanten oder Generalen / gefangen werden / für Räuber und Mäurer gehalten werden sollen.

Artic. LVII.

Es ist auch beyderseits versprochen worden / daß einigen
Rr 2
Kriegs-

ANNO 1692. Kriegs-Gefangenen nicht erlaubt seyn sollte / sich in andere Kriegs-Dienste / als Ihrer Majestät / Fürsten / Grafen und Ständen / so in diesem Carrell einverleibt / oder der jenen Churfürsten und Ständen / so nach Ratification dieses Tractats inner zweyen Monaten sich zu diesem Carrell verlihen werden / einzulassen / Ingleichen sollte nicht erlaubt seyn / die Gefangene mit Gewalt zu zwingen / oder sonst durch weite Einführung / übel tractiren / oder sonst andere Miß / ohne ihren freyen Willen / zu Annehmung Kriegs-Diensten sollen verlihen / derowegen beyderseits reciproquer Trauen und Glauben erhalten werden sollte / Zu dem Ende die Gefangene / so Dienste annehmen / eine eigenhändige Attestation ausfertigen sollten / So sie aber Schreibens unfähig / solches beyderseits von den Auditeurs und Commisariats protocollirt werden sollte.

Artic. LVIII.

Es sollte beyderseits scharff bey Leib und Lebens-Estrafe verboten seyn / sich keiner Kugeln von Zinn oder andern Metallen / als von Wey / ingleichen keiner vergifteter oder Trabt- oder anders giftigerten Kugeln / weniger sich einiger unter den Christen verbotten und unzulässigster Estrafe / gegen das Leben des Menschen oder Viehs zu gebrauchen.

Artic. LIX.

Denen Gefangenen sollte erlaubt seyn / also gleich ihrer Dienstzeit aus dem Ort ihrer Gefangenenshaft Anstellung zu thun / zu welchem Ende die Gouverneurs und Commandanten ihnen Hand bieten sollen.

Artic. LX.

Wan es sich zutrüge / daß ein Officier gefangen würde / dessen Ranzion in gegenwärtigem Carrell nicht regulirt wäre / oder deroentwegen man in Widerrede geräthe / so sollte beyderseits erlaubt seyn / sich zu vergleichen / und was also verglichen würde / für inlert in gegenwärtigem Tractat gehalten werden / nach Auswech einiger von den Generalen der Armee oder Commandanten der Plätze gebunden Aitelaten.

Artic. LXI.

Es sollte beyden Theilen zu Trost der Gefangenen / so schon gar zu lang mit schwer Gefangenenshaft angehalten / erlaubt seyn / die Gefangene in Gleichheit ihrer Chancen auszuhandeln / oder in Geld ranzioniren zu lassen / wosfern beyde Theile sich vergleichen / und diß unterwärt der Ratification dieses Carrells.

Artic. LXII.

Gegenwärtiger Tractat sollte Platz haben / und exequirt werden / durch Ihre Käyserliche Majestät und Königl. Majestät / die Schwäbisch- und Fränkische Erbsche / auch Herzoge zu Wirtemberg / für alle und jede Truppen und Land-Volk von ein und anderer Seiten / es seye in einer Armee / und von einer Nation oder / Land / wie es wolle / die mögen separatim oder conjunctim agiren / commandirt durch Ihre Majestät Majestät deren Ge-

neralen / oder der obgedachten Allirten. Alle diese beyderseitigen Truppen sollen in gegenwärtigem Carrell eingeschlossen seyn / und dessen zu gaudiren haben / und sollen ansehnlichkeit oder ranzionirt werden / wie oben abgedacht und geschlossen worden. Welches alles Ihre Käyserliche Majestät versprochen / für gut / kräftig / gültig und ohnverbrüchlich zu halten / zu belihen und exequiren zu lassen. Und Ihre Königl. Majestät / auch der Fränkisch- und Schwäbischen Erbsche und Herzoge von Wirtemberg ebener Massen versprochen diß alles für gut / kräftig / gültig und unverbrüchlich zu halten / zu belihen und exequiren zu lassen / so lange als gegenwärtiger Krieg währen wird / ohne einige Exception.

ANNO 1692.

LXIII.

Ingleichen kan dießes Carrell auch gut seyn für die Churfürsten / Fürsten und Stände des Reichs / welche sich a dato Ratificationis inner zweyen Monaten durch einen oebentlichen Act conformiren wollen / daß Sie diß Carrell belihen / und so lange gegenwärtiger Krieg währen wird / exequiren lassen wollen / denen dan von Ihre Königl. Majestät all dieses Carrells Punkten stich / genehm und unverbrüchlich gehalten und exequirt werden sollte / dafest Sie sich nur obgedacht in limitirter Zeit darzu durch ein Ihre Königl. Majestät Generalen von den Arméen / oder nächsten Commandanten / überstehenden Act conformiren / und so bald diß geschähe / beyderseits die Gefangene durch Ansehnlichkeit oder Ranzionierung / wie im gegenwärtigen Tractat einverleibt / ausgefolgt werden / um sich wieder in ihr Land / oder ihren Truppen / zu verlihen erlaube seyn sollte / und so sich eine Difficultät oder Widerrede wegen der sich zu diesem Carrell etwan conformirenden Churfürsten / Fürsten und Ständen des Römischen Reichs / an deren habenden Chargen wegen ereigneten / so sollte denen an den Königl. Generalen der Armée oder Commandanten der Provinzen oder Plätze / so nächst angelien / um solchen Difficultäten / so viel möglich / vorzubiegen / und zu remediiren / zuzuschreiben / und mit denen zu tractiren erlaube seyn.

Artic. LXIV.

Zu mehrer Versicherung diesen Carrells / haben wie reciproquement die Ratification dieses Tractats inner Zeit zweyen Monaten von Ihre Käyserlichen Majestät und Aller-Christlichen Majestät / so Sie es für genehm halten / versprochen / in Bescheidung der löblichen Fränkisch- und Schwäbischen Erbsche / auch Herzoge zu Wirtemberg / diß ohnbeding haben zu confirmiren / oder zu ratificiren / da Sie sich schon durch ihre Vollmachten erklären / sich mit dem / was Käyserlicher Seiten geschlossen wird / zu conformiren.

Zu Ithetund dessen ist gegenwärtiger Tractat geschlossen / unterschrieben / und mit angebobrnen Verschaften von obgedachten Despuirten Ihre Käyserliche und Königl. Majestäten betrafftiget worden. Ueben Wais den 2. Maji / 1692.

(L.S.) Johann Frank / Graf (L.S.) Des Alleurs;
zu Grossschid.
(L.S.) Johann Edmund Selzer (L.S.) Bandonin.
J. U. Lic.

CXLVIII.

30. Juin. *Articles en Pourvaerens op dewelke syn Koning-lyke Majesteyt van Groot Britannien WILLEM DE III. beuueft de Eeren Staaten der VERENIGDE PROVINCIEN. Van syne Hoogheit den Hertog van BRUNSWYK LUNEBURG HANOVER tenige Troepen overnemen gecorrdert in*

CXLVIII.

Articles & Conditions auxquelles GUILLAV-30. Juin. me III. Roi de la Grande Bretagne, & les L'AN- Seigneurs Estats Généraux des PROVINCES-OLETER- UNIES des Pais-bas present en service un RE-LES Corps de sepe mille neuf cents & quarante PROVIN- ces- neuf hommes de son Altesse Serenissime le Duc UNIES-ET de BRUNSWICH LUNEBURG HANO-VER VER-VER.

ANNO in 't Leger by Melle den 30. Juny 1692.
1692. [Manuscrit.]

SYN Doorluchtigheyt de Hertogh van Hanover, aen syn Majesteit den Koningh van Groot-Brittanniën, en Haer Hoog-Mogende de Staaten Generael der Vereenighde-Nederlanden, bekend gemaect hebbende, de begeerte die hy heeft, om de gemeene saak te assisteren, en gepresenteerd te sinnen een Corps auxiliaire Troupen; zoo is syn Majesteit en haer Hoog-Mogende met gemelde syn Doorluchtigheyt, omtrent de volgende Artickelen geaccordeert.

I. Syn Doorluchtigheyt den Hertog van Hanover zal een Corps Troupen van seven duysend negenhonderd en negen-veertig Man, de Officiers daer onder begrepen, leveren, bestaende volgens de nevensgande Lijste in zeven Regimenten Ruyterye, yder van 6. Compagnie, een Regiment Dragonders van 6. Compagnien, een Equadron Gardes de Corps, en ses Regimenten Voetvolck; zonder Artillerie.

II. Syn Majesteit en Haer Hoog-Mogende sullen tot Amsterdam in 't begin van yder maand, in courant Hollands-geld de somme van veertigh-duysent Ryxdaeders doen betalen, te reekenen twaelf maanden in 't Jaar, en zullen dagelyckx twee derde van de Rations brood aen die Troupen doen fourneren, gedurende den gancken tyt van 't Tractiet, en twee derde van de Rations van de Voeragie van de Campagne zullen genieten volgens de particuliere specificatien, die op haer arrivement sullen gegeven werden, op den voer der gemeinen hier nevensgande Lijste. En de Troupen zullen die selfde avantagien, als die van syn Majesteit, en de Heeren Staaten Generael gedurende den Winter in de Spaensche Nederlanden hebben wegens Logement, Service, Vuur, en de Regimenten sullen soo dicht by meelanderen gelogeert zyn, als 't moogelyck zal weten.

III. De betaling van de subsidie en 't Brood sullen van den eersten dagh der loopende Maand Juny, oude styl, beginnen, behoudelyck, dat de Troupen voor 't eynde der gemelde Maend arriveren.

IV. Het sal aen syn Majesteit en haer Hoog-Mogende staen de Monitoring der Troupen te doen, wanneer zy het goed zullen bevinden.

V. Het gemelde Corps der Troupen sal gecommandeert werden door den Heer Prins van Hanover, of in syn absentie door den Generael, aen wien syn Doorluchtigheyt het commando sal geven, sullende gedurende de Campagne niet gesepareerd, en oock geen andere Detachementen gedaen werden, dan van de generaelle commandementen der ganckche Armée, by welke het gemelde Corps sich sal bevinden: oock sal het geen andere Justitie erkennen, dan die van den Heer Hertogh van Hanover.

VI. De Heer Prins van Hanover sal de ordres naekomen van syn Majesteit, en in desselfs absentie, die van syn Doorluchtigheyt den Keurvorst van Beyeren, en in cas dat het gemelte Corps geconjungeert zy niet een Armée, als wanneer syn Majesteit, of syn Keurvorstelycke Doorluchtigheyt 't Woort in 't gechehrifte sullen gelooften hebben voor den tyt van hunre absentie, soo als men daer over sal accorderen tuschen den Prins en den Marschalck Generael, commanderende en chef de Armée van syn Majesteit, ofte de gemelde Heeren Staaten; en wanneer de gemelde Prins van 't gemelde Corps absint zal syn, soo sal de geene, die 't selve sal commanderen, de ordres ontfangen van den Commandant Generael der Armée van syn Majesteit of die gemelde Heeren Staaten, die dan de opperste in charge sou mogen zyn. En 't sy dat de gemelde Heer Prins daer zy, of dat de Generael alleen daer syn, soo sal echter 't gene geresolveert is, geexecuteert werden.

VII. De gemelde Heer Prins sal in die Krygs-Raden assisteren, als oock alle de Generael, 't elckens van de Geheerels des Konings of der gemelde Staaten van 't selfde Character daer zullen betoepen zyn.

VIII. In

VER. Fait à l'Armée près de Melle le 30. ANNO
1692. Avec Un ARTICLE SECRET & 1692:
considérable touchant l'Evêché d'Osabrug du
même jour.

SA Serenité le Duc de Hanover ayant fait connaître à Sa Majesté le Roi de la Grande Bretagne & à leurs Hautes Puissances les Etats Generaux des Provinces-Unies le desir qu'il a d'assister la cause commune, & offert un Corps auxiliaire de Troupes, Sa Majesté & leurs Hautes Puissances ont accordé avec sa susdite Serenité les Articles suivants.

I. Sa Serenité le Duc de Hanover fournira un Corps de Troupes de sept mil, neuf cent & quarante neuf hommes, les Officiers y compris, consistant, suivant la Liste cy-jointe, en sept Regiments de Cavalerie, de six Compagnies chacun, en un Regiment de Dragons, de six Compagnies, en un Equadron de Gardes du Corps, & six Regiments de Fanassins, sans Artillerie.

II. Sa Majesté & leurs Hautes Puissances payeront à Amsterdam au commencement de chaque mois, en argent conrants de Hollande la somme de quarante mil Rixdalles, comptans douze mois pour l'an, & feront fournir journellement deux tiers de Rations de Pain aux Troupes, pendant tout le tems de ce Traité, & jureront de deux tiers de Rations de Fourrage de la Campagne, suivant les specifications particulieres, qui seront données à leur arrivée, sur la pied de la susdite Liste cy-jointe. Et les Troupes auront le même avantage que celles de Sa Majesté & des Seigneurs Etats Generaux dans les Pais-Bas Espagnols pendant l'hiver, à l'égard du logement, service, sen, & les Regiments seront logez si près les uns des autres qu'il sera possible.

III. Le payement des subsides & le Pain, commenceront du premier jour du mois conrants de l'année viens stile, à condition que les Troupes arriveront avant la fin du susdit mois.

IV. Il dependra de Sa Majesté & de leurs Hautes Puissances de faire la revêue des Troupes quand bon leur semblera.

V. Le susdit Corps de Troupes sera commandé par le Seigneur Prince de Hanover, ou en son absence par le General à qui sa Serenité donnera le Commandement, ne seront pas séparés pendant la Campagne, & il ne s'y fera point d'autre détachement que du Commandement general de toute l'armée, auprès de laquelle le susdit Corps se trouvera, & ne reconnaitra d'autre justice que celle du Seigneur Duc de Hanover.

VI. Le Seigneur Prince de Hanover suivra les ordres de Sa Majesté & en son absence ceux de sa Serenité l'Electeur de Baviere, & en cas que le susdit Corps fus conjoint avec une armée, quand Sa Majesté ou sa Serenité Electorale aura renfermé le mot par écrit pour le tems de leur absence, comme on accordera à cet égard entre le Prince & le Marschal General, Commandans en Chef l'Armée de Sa Majesté ou des Seigneurs Etats. Et quand le susdit Prince sera absent dudit Corps, celui qui le commandera recevra les ordres du Commandant General de l'Armée de Sa Majesté ou desdits Seigneurs Etats, qui pourroit alors être le premier en charge, & soit que ledit Prince y soit, en qu'il n'y ait que les Generaux, sera néanmoins executé ce qui a été résolu.

VII. Le susdit Seigneur Prince assistera dans les Conseils de Guerre, comme aussi tous les Generaux, à chaque fois que les Generaux du Roy, ou des susdits Etats du même caractère y seront appelés.

Rt 3

VIII. Au

ANNO
1692.

VIII. In gevalle dat tegen verwachtinge eenige swarighydt soude ontstien, ontrent de investiture, of introductie, van den gemelde Heer Hartog van Hanover tot het Keurvorstendom, soo behoven syn Majesteit en haer Hoogh-Mogende al hun vermoogen daer toe aen te wenden, dat het Keurvorstendom op den zelven geconferceerd worde, soo dra een algemeene Vrede sal gemaect syn.

IX. Naelmael het Doorluchtigh Huys van Bronswick Lunenburg soude ontfien, by nae alle syn magten, ten dienste van de gemeene Saack, van synen Staaten verwydert, soo nemen syn Majesteit en de Heeren Staaten Generael op sich, van de Pretendencen tot de Successie van Saken-Lauenbourg te obtinieren, dat men de differenten sal verhandelen door de gemeene wegen van Justitie, en niet tot eenige feytelykheyt te komen.

X. Indien het Doorluchtigh Huys soude mogen worden geattaquert in synen Staten, wegens het Hertogdom van Lauwenbourg, of om eenige ander preteit, hoedanigh het oock fou mogen zyn, als oock in gevalle de Hertogh van Gottorf, of de Steden van Hambourg of Lubbeck soudens geattaquert worden, fou sal de gemelde Heer Hertogh van Hanover de vryhey hebben, synen Troupen te rughe te trecken.

XI. Men sal niet den eersten een defensieve Alliantie tusschen syn Majesteit en de Heeren Staaten Generael, ter eenre, en den Heer Hertogh van Hanover ter anderder zyde maecten, op foodanigen Conditiën al men sal overeenkomen.

XII. Men sal niet gehouden zyn de Deserteurs, die sich van deene en d'andere kant bevinden over te leveren, wanneer de Troupen in de Nederlanden aenkomen; maar de geene die in 't vervolg zullen deserteeren sullen gereclemeert, en wederlyds ter goeder trouwe weder gegeven worden.

XIII. De Heer Hertogh van Hanover sal synen Guard du Corps weer in syn Land konnen doen komen, nae het eyndigen der Campagne, zonder dat het hem in Gelt sal gekort worden, maar in dat geval sal men de twee derde van de Rations Brood en Voeragie, die men gehouden fou zyn aen de gemelde Guardes, by alden sy bleven, te fourneren, sitrecken.

XIV. De Versorgers van vivres sullen gehouden syn aen de Hanoverische Troupen te leveren het derde van 't Brood en Voeragie 't welken ten koste van syn Doorluchtigheyt komt, in gevalle men sulcx begeert, op de selfde wys, en ten selfden pryse, als sy het aen de Regimenten van syn Majesteit en de gemelde Heeren Staaten leveren.

XV. Synen Majesteit en haer Hoogh-Mogende sullen in cas van eenige operatie, de Oorlogs-armunie aen de Hanoverische Troupen doen leveren, even als een hunne eygene Troupen.

XVI. Het tegenwoordigh Traictaat sal dueren, tot aen de maand April des toekomende Jaars inclusy, en indien men gedurende dien tyt niet anders veraccordeert, synen Doorluchtigheyt sal syn Troupen tegens 't eynde van de gemelde Maend mogen te rughe doen trecken.

De Ratification sullen uytgewisselt worden binnen drie weecten, ende eerder indien het mogelyck is, en 't selve verwachende, hebben Wy ondergeschreven, synde tot dien eynde elast ende geauthoriseert, door synen Majesteit en Haer Hoogh-Mogende ten eenre, en syn Doorluchtigheyt den Hertogh ter andere zyde, het bovenstaende Accord onterdeckent, in 't Leger by Melle den 30. Juny 1692.

(L.S.) WILLIAM BLATHWAY.

(L.S.) ED. WEEDS.

(L.S.) N. W. GORS.

Lyste der Troupen van den Hertog van Hanover volgens het Traictat gesijpuleert.

6. Regimenten Infanterie van 773. Man	-	4638. Man
7. Regimenten Cavallery van 378. Man	-	2646.
1. Regiment Dragonders	-	490.
De Gardes du Corps	-	175.

7949. M.
Sa-

ANNO
1692.

VIII. Au cas que contre toute attente il arrivât quelque difficulté, touchant l'investiture ou installation du susdit Seigneur Duc de Hanover à l'Electorat, Sa Majesté & leurs Hautes Puissances promettent de faire tout leur possible à ce que l'Electorat lui soit conféré, aussi-tôt que la Paix generale sera conclue.

IX. Comme la Serenissime Maison de Bronswick-Lunebourg éloigne presque toutes ses forces de ses Etats, pour le service de la cause commune, Sa Majesté, & les Seigneurs Etats Generaux se chargent d'obtenir des Pretendants à la succession de Saxe-Lauenbourg que l'on traite sur ces differens par les voyes ordinaires de la Justice, & non pas qu'on en vienne à aucune voye de fait.

X. Si la Serenissime Maison de Lunebourg venoit à être attaquée dans ses Etats, à l'occasion du Duché de Lauwenbourg, ou sous quelque autre pretexte, quel qu'il puisse être, comme semblablement si le Duc de Gottorf, ou les Villes de Hambourg ou de Lubbeck fussent attaquées, le susdit Duc de Hanover aura la liberté de rappeler ses Troupes.

XI. On fera au plutôt une Alliance defensiva entre Sa Majesté & les Seigneurs Etats Generaux d'une part, & le Seigneur Duc de Hanover aux conditions qu'on conviendra.

XII. On ne sera pas obligé de rendre les deserteurs qui se trouveront d'un côté & de l'autre, quand les Troupes arriveront dans les Pais-Bas, mais ceux qui deserteront dans la suite, seront reclamez, & rendus de bonne foy de part & d'autre.

XIII. Le Seigneur Duc de Hanover pourra faire revenir ses Gardes du Corps en son Pais, après la fin de la Campagne, sans qu'on lui rabatte rien en argent, mais on rabattra en ce cas les deux tiers des Rations du Pain & de Fournage, qu'on seroit obligé de fournir auxdites Gardes si elles restoient.

XIV. Les pourvoyeurs de vivres seront tenus de fournir aux Troupes d'Hanover le tiers du Pain & du Fournage qui viennent aux frais de sa Serenité, si on le desire, de la même maniere & pour le même prix, qu'ils le fournissent aux Regiments de Sa Majesté & des susdits Seigneurs Etats.

XV. Sa Majesté & leurs Hautes Puissances seront, en cas de quelque operation, fournir les munitions de guerre aux Troupes de Hanover, comme & de même qu'à leurs propres Troupes.

XVI. Ce present Traité durera jusques au mois d'Avril de l'année prochaine inclusivement, & si pendant ce tems on ne convient point autrement, Sa Serenité pourra faire revenir ses Troupes sur la fin dudit mois.

Les Ratifications seront échangées dans le tems des trois semaines, & plûs tôt s'il est possible, & dans cette attente nous à ce autoriser & ayant charge de Sa Majesté & de leurs Hautes Puissances d'une part, & le Duc Serenissime d'autre, avons signé l'Accord icy dessus en l'Armée près de Melle le 30. Juin, 1692.

(L.S.) GUILLAUME BLATHWAY.

(L.S.) ED. WEEDS. (L.S.) N. W. GORS.

Liste des Troupes du Duc de Hanover, stipulées suivant le Traité.

6. Regiments d'Infanterie de 773. hommes	-	4638. hom.
7. Regiments de Cavalerie de 378. hom.	-	2646
1. Regiment de Dragons.	-	490
De Gardes du Corps.	-	175

7949. b.
Ar-

ANNO
1692.

Secret Arysckl.

Article secret.

ANNO
1692.

SYne Majesteit en Haar Hoogh-Mogende sullen alles wat sy kunnen op de generale Vrede anwenden, dat de Beurtwisseling van 't Bisdom van Osnabrug verandert worde in een Erfelycke Successie, en sullen 't zelve van zyn Catholycke Majesteit trachten te verwerven.

Die Arysckel was geteeckent, en sal geratificeert worden, even als het Traictat.

(L.S.) WILLIAM BLATHWAY.

(L.S.) E. D. WEED.

(L.S.) N. W. GORS.

(L.S.) GUILLAUME BLATWAY.

(L.S.) ED. WEED. (L.S.) N. W. GORS.

SA Majesté & leurs Hautes Puissances seront tout ce qu'ils pourront à la Paix generale que l'Alternative de l'Evêché d'Osnabrug soit changée en une succession héréditaire, & ils s'acharneront de l'obtenir de Sa Majesté Catholique.

Cet Article étoit signé, & sera ratifié de même que le Traité.

CXLI.

CXLI.

18. Juil. *Traictat van Vrede tusssen MULEY ISMAËL Keyzer van Marocco, ende de H. M. Heeren Staten Generael der VEREENIGDE NEDERLANDEN, door het welk het Traictat in den Jaere 1684. gesloten, is gebonden voor geconfirmmeert, en op nieuw geratificeert. Gedaen in den Haage den 18. July 1692. [Tiré des Archives de L. H. P. les Etats Generaux des Provinces-Unies.]*

Traité de Paix entre MULEY ISMAËL, Empereur de Maroc & les Hauts & Puissans Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES par lequel le Traité de l'an 1684. est tenu pour confirmé, & de nouveau ratifié. Fait à la Haye le 18. Juillet 1692.

ALS synen Keyzerlycke Majesteit Muley Ismaël Keyzer van Marocco &c. een oprechte genegenheit hebbende, omme met de Hoogh-Mogende Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden in Vrede en vrundschap te blyven leven, ende ten dien eynde op nieuws te confirmieren het Traictat van Vrede tusssen synen Keyserl. Majesteit en haer Hoogh-Mogende in den jaere 1684. gesloten, als mode te convenieren over 't lossen van eenige Nederlandische Slaven in 't gebied van synen Keyzerlycke Majesteit noch gevangen sitende, om over 't een en 't ander met haer Hoogh-Mogende te spreken ende te accorderen, my ondergeschreeven als synen Extraordinaris Envoyé hervaerts heeft afsigonden, SOO IST, dat haer Hoogh-Mogende aan haere zyde betuyght hebbende gelycke genegenheit om met den Keyzer van Marocco Myn Heer en Meester de Vrede te continueren, en eenige Slaven te lossen, vervolgens, naer verscheide Conferentien door de Heeren haer Hoogh-Mogende Gedeputeerden met my gehouden, is over een gekomen en geaccordeert, dat het Traictat van Vrede in den jaere 1684. gesloten, sal werden gehouden voor geconfirmmeert, en op nieuw geratificeert; Dat voorts haer Hoogh-Mogende de Nederlandische Slaven, die onder het gebied van synen Keyzerlycke Majesteit noch gevangen sitten, ofte eenige van dien sullen mogen lossen, betalende voor yder Slaaf de somme van ses hondert 't zeventigh Gulden, ofte vier hondert twintigh Gulden, ende een Moorische Slaaf, met dien verstante, dat voor den voorschreeven prijs vry gelaten, en aan haer Hoogh-Mogende ofte op haere orde overgegeven sullen werden sodanige Slaven als haer Hoogh-Mogende sels sullen opgeven. Sullende Hooghemelde haer Hoogh-Mogende niet genoodsaect welen andere Slaven te losschen, als die sy selt sullen opgeven en eyschen; Dat daer onder mede niet begrepen sullen welen die Slaven, dewelcke naer de Vrede in den Jaere 1684. gesloten, op Zee genomen, ofte door Schipbruck ofte andersints in het gebied van den Keyzer van Marocco gekomen synde tot Slaven syn gemaect; maer dat deselve aenstonds sonder eenige loigeld op vrye Voeten sullen worden gheset; Daeromme ick ondergeschreeven, in den Name van Hooghemelde synen Keyzerlycke Majesteit belowe, dat volgens dit geconvenieerde het voorz. Traictat van Vrede aan de zyde van synen Keyzerlycke Majesteit in allen zynen dele en yder Articul van dien opregtelyck sal werden onderhouden ende naergekomen

door

D'Antant que Sa Majesté Imperiale Muley Ismaël, Empereur de Maroc &c., a un desir sincere de continuer de vivre en Paix & en Amitié avec leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, & à cette fin de confirmer de nouveau le Traité de Paix conclu dans l'année 1684. entre Sa Majesté Imperiale & leurs Hautes Puissances; en outre de convenir de la Rançon de quelques Esclaves Hollandais, qui sont encore prisonniers dans les Etats de Sa Majesté Imperiale. Pour donc conférer & s'accorder avec L. H. P. sur l'un & sur l'autre point, Sa Majesté Imperiale m'a envoyé dans ces Provinces en qualité de son Envoyé Extraordinaire. A ces Causes, leurs H. P. ayant de leur côté témoigné avoir le même desir de continuer la Paix avec l'Empereur de Maroc mon Seigneur & Maitre, & en consequence de racheter quelques Esclaves; après plusieurs Conférences tenues entre Messieurs les Députés de L. H. P. & moi, on est convenu & on a accordé, que le Traité de Paix conclu dans l'année 1684. sera tenu pour confirmé & ratifié de nouveau; Qu'ainsi L. H. P. pourront racheter les Esclaves Hollandais, qui sont encore prisonniers dans les Etats de Sa Majesté Imperiale, ou quelques-uns d'eux, en payant pour chaque Esclave la somme de six cents soixante-dix Florins, ou quatre cents-vingt Florins avec un Esclave More; Bien entendu aussi que suivant le susdit prix on donnera la liberté & l'on remettra à L. H. P. ou à leur ordre tels Esclaves que L. H. P. auront spécifiés & dénotés. Elles-mêmes, & L. H. P. ne seront pas obligés de racheter d'autres Esclaves que ceux qu'elles nommeront & demanderont; qu'on ne comprendra pas aussi ces Esclaves, qui après la Conclusion de la Paix de l'année 1684. ont été pris sur Mer, ou qui étant venus par naufrage ou autrement dans les Etats de l'Empereur de Maroc, y ont été faits Esclaves; mais que ceux-là seront d'abord mis en liberté sans payer aucune Rançon: C'est pourquoi je soussigné promets au Nom de Sadite Majesté Imperiale que conformément à cette présente Convention, ledit Traité de Paix sera fidèlement observé & exécuté en toutes ses parties & en chaque Article de la part de Sa Majesté Imperiale par tous & chacun

que

ANNO 1692. door alle ende een iegelyck, dien het aengaan sal, gelyck oock dat gene, dat invoegen hier vooren vermeld, over de lossinge van Slaven is geaccordeert; belovende hier op de Ratificatie van synne Keyserlycke Majesteit van Matocco te sullen uytbrengen, 'soo heeft het doemlyck is. Tot verscecking van het welke, desen by my is ondertekent. Gedeen in den Hage den agtienden July duyfent ses hondert twee en 't negentigh.

(I'vai geteckent)

que cela pourra concerner; de même que l'Addition ANNO ci-dessus mentionnée & accordée touchant la Raison 1692. des Esclaves; promettant en conséquence de délivrer, aussitôt que je pourra faire, la Ratification de Sa Majesté Impériale de Maroc. En foi dequoi, la Présente a été signée par moi. Fait à la Haye le dix-huit Juillet, de l'année mille six cents quatre-vingt-douze.

(Signé)

CL.

31. OCT. *Traité entre CHARLES II. Roi d'Espagne, GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne, & les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, pour la Jonction de leurs Flottes dans la Méditerranée. A la Haye le 31. Octobre 1692. AVEC LES ARTICLES SEPARE'S du même jour, mois, & an. [Copie manuscrite tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye, du tems du Roi CHARLES II.]*

COMME le Roi d'Espagne, le Roi de la Grande Bretagne, & les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, se sont engagés mutuellement, d'employer toutes leurs forces, tant par mer, que par terre, contre le Roi de France leur Ennemi commun, soit conjointement, ou séparément, afin que par là on puisse procurer une Paix ferme, & durable, & que pour cet effet ils ont jugé très-nécessaire de joindre leurs forces maritimes dans la Mer Méditerranée, il a été convenu, & accordé en la manière suivante.

I. Premièrement, le Roi d'Espagne mettra en mer dans la Méditerranée une Flotte au moins composée de seize grands Vaisseaux de Guerre, 4. Brulots, & vingt-cinq Galeres, avec les autres Vaisseaux, qui devont servir à une telle flotte.

II. Lesdits Vaisseaux de Guerre seront montez de 60. pieces de Canon l'un portant l'autre, 60. bales pour chaque piece de Canon, & vingt-cinq mille livres de poudre, à proportion des 60. pieces de Canon, deux garnitures de voiles, 6. gros Cables de six vingt brasses pour chaque Vaisseau, & tous les autres Agrez selon la condition des Vaisseaux.

III. Ils seront munis des vivres, pour subsister en mer dix mois de suite, & plus long-tems si la nécessité le requiert.

IV. Et parce que la provision des vivres pour tout l'équipage desdits Vaisseaux, ne pourra point être chargée à la fois, l'on en fera un Magasin à Porto Mahon, Carthagene, ou quelque Lieu convenable à l'emploi de la Flotte.

V. Le Roi de la Grande Bretagne, & les Etats Généraux des Provinces-Unies, promettent de joindre, à ladite Flotte du Roi d'Espagne, de leur part, aussi-tôt qu'il sera possible, seize Vaisseaux de Guerre de la même force, & quatre Brulots, tous garnis de toutes les nécessitez de Guerre, & de bouche pour pouvoir subsister dix mois de suite, & plus si la nécessité le requiert.

VI. A condition que le Roi d'Espagne les fera servir par cinq Felouques, ou Tartanes, qui suivront les ordres des Officiers Commandans du Roi de la Grande Bretagne, & des Etats Généraux.

VII. Comme aussi que l'on donnera les Magasins auxdits Officiers Commandans pour ferrer leurs provisions, dont ils trouveront à propos de décharger les Vaisseaux, & de les mettre en lieu de seurété, pour s'en servir en cas de besoin, sans qu'ils soient sujets d'en payer aucun Droit d'entrée, ni de sortie.

VIII. Lesdits Officiers auront aussi la même liberté & exemption des Droits, de tout ce qu'ils acheteront, pour la subsistance de leurs Vaisseaux, & l'équipage des Matelots, & Soldats durant leur présence dans la Mer Méditerranée aux Côtes d'Es-

pagne, & pour leur retour en Angleterre, & Hollande.

IX. Et le cas avenant, qu'ils se devoient servir des provisions des Magasins du Roi d'Espagne, Sa Majesté donnera en vertu de cette Convention, des ordres pour leur en distribuer, à condition que l'on les payera à un prix raisonnable, ou que l'on les pourra remplacer en espece, au choix de celui qui les aura reçus.

X. Les Vaisseaux de Guerre, Galeres, & Brulots se rencontreront au rendez-vous que l'on leur donnera, sans aucune Ceremonie de salut, ou de contre-salut; ce qui sera observé tout le tems qu'ils seront joints, & ils agiront ensemble, tant par la Flotte entiere, que des détachemens; de quelques Vaisseaux que l'on en fera.

XI. Et à la premiere rencontre, les Officiers Commandans se verront dans le Vaisseau du premier Officier Hollandois, pour y regler les affaires, suivant la teneur des Articles séparés, qui en seront faits expressément.

XII. Tous les Vaisseaux seront commandez par les propres Officiers de chaque Nation.

XIII. Et en cas de Combat, ou par malheur de maladie, l'on recevra à terre, & l'on logera les blessés, & malades sur le pis, comme cela se fait pratique au Pais-bas Espagnol; A quoi Sa Majesté Catholique fera donner les ordres nécessaires.

En foi de quoi les Ministres desdits Rois, & les Deputez des Etats Généraux des Provinces-Unies autorisez pour cela, ont signé la présente & y fait apposer le sceau de leurs Armes. A la Haye le 31^{me} du mois d'Octobre 1692.

Signé,

DON FRANCISCO BERNARDO
DE QUIROS.
(L.S.)

W. BARON DE HEECKEREN.
(L.S.)

J. BARON DE WASENAAR
DUYVENHOEDE.
(L.S.)

A. HEINSIUS.
(L.S.)

JO. BECKER.
(L.S.)

J. VANDER DOEI.
(L.S.)

M. VAN SCHELTINGA.
(L.S.)

GHEB. CUPER.
(L.S.)

G. GRUYTS.
(L.S.)

Je soussigné Greffier de leurs Hautes Puissances, atteste que cette Copie, ayant été collationnée, s'accorde en tout, & par tout avec son Original.

Signé,

F. FAGEL.

A R.

ANNO
1692.

ARTICLES SEPREZ.

Les Officiers Commandans se rencontreront sans aucune Ceremonie de rang, à la premiere jonction de la Flote, au Vaiffeau du premier Officier Hollandois, & concerteront entr'eux sur les ordres à observer pour faire agir la Flote contre l'ennemi, avec le plus d'apparence de succès.

Et regleront les séances au Conseil de Guerre, & pour la direction des autres affaires, qui seront de la fonction de l'Officier Commandant.

Et en cas que les Officiers des deux Rois, ne se puissent accorder qui entr'eux seroit le premier de jour, pour exercer la fonction de Commandant de la Flote, ils tireront au sort pour le decider.

Le Conseil de Guerre se composera des Officiers des trois Nations, qui tous trois (pour les premiers Officiers) pourront proposer ce qui leur semblera à propos.

Et l'Officier Commandant de la Flote, ne pourra pas refuser de convoquer le Conseil de Guerre, à la requisiion d'un des premiers Officiers des trois Nations, pour deliberer sur ce qu'il trouuera necessaire à proposer.

Toutes les resolutions qui seront prises au Conseil de Guerre seront couchées en écrit, & signées par les Officiers qui ont assisté à la deliberation.

Ces Articles separez auront la même force, comme s'ils étoient inserez dans la Convention principale.

En foi de quoi les Ministres des Rois d'Espagne, & de la Grande Bretagne, & les Deputez des Etats Generaux des Provinces-Unies autorisez pour cela, ont signé lesdits Articles separez, & y fait apposer le Sceau de leurs Armes. A la Haye le 31. d'Octobre 1692.

Etait signé,

DON FRANCISCO BERNARDO
DE QUIROS.
(L.S.)

W. Baron de HEEREN.
(L.S.)

J. Baron de WASSENAAR
DUYVENVOIRDE.
(L.S.)

A. HEINSIUS.
(L.S.)

JOHAN BECKER.
(L.S.)

J. VANDER DOES.
(L.S.)

M. VAN SCHELTINGA.
(L.S.)

GISE. CUPER.
(L.S.)

G. GRUYE.
(L.S.)

Je soussigné Greffier de Leurs Hautes Puissances, atteste que cette Copie siant été collationnée, s'accorde en tout, & par tout avec son original.

Etait signé,

F. FAGEL.

Articulos Separados.

Los Oficiales Commandantes se encontraran sin Ceremonia alguna de precedencia ala primera Junction de la Flota, en el Nauto del primer Oficial Holandés, y entre ellos convendran asia las Ordenes que se deban obviar para las execuciones de la Flota contra el enemigo, con la mayor apariencia de Sucesso.

Y regularan las sesiones en el Consejo de Guerra, y para la direccion de las demas Cosas que seran de la funcion del Oficial Commandante.

Y en caso que los Oficiales de los dos Reyes, no pudieren acordarse, qual entre ellos el primer dia, debra exercer la funcion de Commandante ala Flota, se hechara la suerte para decidirlo.

El Consejo de Guerra se compondra de Oficiales

TOM. VII. PART. II.

de las tres Naciones que todos tres (por los primeros Oficiales) podran proponer, lo que les parecera apropiado.

Y el Oficial Commandante ala Flota no podra rehusar, de convocar el Consejo de Guerra ala requisiion, de uno de los primeros Oficiales de las tres Naciones, para deliberar sobre lo que hallara conveniente de proponer.

Todas las resoluciones que seran tomadas en el Consejo de Guerra, se pondran por escrito, y firmadas por los Oficiales que han asistido ala deliberacion.

Estos Articulos separados tendran la misma fuerza, como si estubiesen insertos en la Convencion principal.

En fe dello qual los Ministros delles Reyes de Hespaña, y de la Grande Bretaña, y los Diputados de los Estados Generales de las Provincias Unidas autorizados para esto, han firmado los dichos Articulos separados y hecho poner el sello de sus Armas. Fatto en el Haya a 31. de Octubre 1692. estava firmado y sellado.

(L.S.) DON FRANCISCO BERNARDO
DE QUIROS.

(L.S.) W. Baron de HEEREN.

(L.S.) J. Baron de WASSENAAR
DUYVENVOIRDE.

(L.S.) A. HEINSIUS.

(L.S.) JOHAN BECKER.

(L.S.) J. VANDER DOES.

(L.S.) M. VAN SCHELTINGA.

(L.S.) GISE. CUPER.

(L.S.) G. GRUYE.

Infrascripto Secretario de Estado de sus Aklpotentias, certifica que esta Copia hauiendo sido cojeada, concuerda en todo y per todo con su Original.

Essave firmado,

FAGEL.

CL I.

Traité entre l'EMPEREUR, LEOPOLD I. & 1693.

JEAN GEORGE IV. Electeur de SAXE,
traduit de l'Allemand. Fait à Dresde, le 2. de 2. Fevr.
Fevrier 1693. Avec l'Article separé du Roi d'An- l'EMPE-
leterre & des Etats Généraux, en Latin Original. REUR ET
Fait à Dresde; le 2. Mars, 1693. [Manuscrit.] LA SAXE.

Comme ainsi soit, que pour pousser tant mieux la rude presente Guerre, & pour parvenir à une Paix glorieuse, nonobstant les préparatifs que fait l'Ennemi sur le Haut & Bas Rhin, par le moyen desquels il prétend cette année penetrer jusques au centre de l'Empire, & desoler entierement les Cercles circonvoisins, l'Empereur & Roi de Hongrie, & de Bohême, a fait proposer à sa Serenité Electorale de Saxe d'employer toutes les forces que Dieu lui a mis en main, pour le bien de la Patrie qui est en un si grand danger, aussi-bien que pour la conservation de sa propre liberté & sûreté, & de celle des autres Electeurs & Etats de l'Empire: C'est pourquoi sadite Majesté Imperiale voulant montrer dans cette dangereuse conjoncture son affection inviolable, le Sieur Adolff Wraisslous, Comte de Starenberg, Conseiller Privé de Sa Majesté Imperiale, & premier Borg-Grave du Royaume de Bohême a conjointement avec les Ministres de sa Serenité Electorale conclu & arrêté à cet égard les Points & Articles suivans.

Touchant les 400000. Risdales de Subside demandez par sa Serenité Electorale, Sa Majesté Imperiale fera dépêcher une Assignation de 100000. Risdales aux Etats du Cercle de la Haute-Saxe, & 50000. Risdales à la Ville de Francfort, par la Ratification de ce Traité, & reglera la chose de telle maniere que le payement commencera, & se fera au commencement du mois de Novembre, & que le payement entier continuera dans les mois de l'Empire: & comme finalement les Envoyez de Sa Majesté le Roi d'Angleterre, & des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas qui sont ici, par une assurance dressée à part se sont obligez, & acceptez de payer 150000. Risdales des susdits Subsidés, en consequence de ce present Traité d'entre Sa Majesté Imperiale, & sa Serenité

ANNO
1693.

té Electorale, savoir 100000. Rixdales à la sudite Ratification, & 50000. Rixdales à Leipzig le jour de S. Michel prochain, sans aucune récompense de Sa Majesté Impériale, & qu'il s'en faudra encore 10000. Rixdales pour l'entier paiement de ladite somme de 400000. Rixdales, ladite Majesté Impériale stipule de payer de son propre, & de ses revenus, 50000. Rixdales à la fin de cette Campagne; mais pour les autres 50000. Rixdales restans, si Serenité Electorale de Brandebourg, la Serenissime & Electorale Maison de Brunswick & Lünebourg, & le Prince de Hesse-Cassel en donnent une assurance à sa Serenité Electorale par une Obligation faite à part, sans engagement aucun de Sa Majesté Impériale.

Sa Serenité Electorale promet de son côté d'agir vigoureusement cette Campagne contre l'Ennemi commun avec une Armée de 12000. Combatans, & l'Artillerie en dépendante, & de se rendre pour cet effet sur la fin de Mai au lieu où se devront faire les opérations; mais sa Serenité Electorale ne peut pas encore s'ouvrir, si son état futur pourra permettre d'envoyer l'hiver prochain quelques Troupes sur les Frontières; mais comme il s'intéresse fort particulièrement en tout temps à la conservation de l'Empire Romain; il se déclarera si bieu sur la fin de la Campagne que la fidele intention sera suffisamment remarquée.

Pour ce qui regarde le Commandement, de donner la Parole, ou l'Ordre, faire assembler ou convoquer un Conseil de Guerre, & ce qui en dépend, ensemble touchant le rang, soit que l'Armée se conjoigne entièrement, ou une partie avec Sa Serenité Electorale, on agitera, ce qui devra être observé, & comme en cela il ne veut point perdre de son Droit, il ne desirera aussi rien qui ne soit de l'usage. Quant aux lieux où se devront faire les Opérations, & ce qui sera jugé être le plus utile, on en concertera avec Sa Serenité Electorale; car comme il n'a pas pu établir de Magasin qu'en un seul Lieu, aussi lui sera-t-il difficile de s'en éloigner par trop, à moins que le Transport ne pût s'en faire par eau, & au cas que par l'assistance de Dieu tout puissant on vint à recouvrer ce que l'ennemi a en la puissance, & que, pour cet effet, Sa Majesté Impériale soit tout ce qu'elle peut, & contribue tout ce qui est nécessaire pour un Siège, elle rendra à son Seigneur légitime la Place qui sera reprise, avec tout ce que l'ennemi y a trouvé; mais pour le surplus il sera partagé au prorata, entre les Troupes qui auront emporté la Place.

Que si les Troupes de Sa Serenité Electorale viennent à prendre des Quartiers dans les Pais ennemi & à les garder le Subside entier ne laissera pas néanmoins d'être payé.

Et enfin promet Sa Majesté Impériale de dépêcher les Requistaires conformément aux Constitutions de l'Empire, afin que le Passage des Troupes soit accordé, sans qu'il nuise à personne. Sa Serenité Electorale promet de la part de donner des Ordres si précis que personne n'ait à se plaindre du moindre excès, & veut par ce moyen espérer que les Etats que cette Marche concernera, feront jouir de quelques douceurs aux pauvres Soldats.

En témoin & sûreté dequoy ont été des présentes dressés deux Exemplaires signés & scellés de part & d'autre, & a été accordé & promis d'en faire échanger les Ratifications par S. M. I. & S. S. E. le plutôt que faire se pourra,

Signé,

(L.S.) ADOLPH WRATISLAW, Comte de STAREMBERG.

(L.S.) N. URIGH DE GERSDORFF.

(L.S.) H. E. KNOCK.

(L.S.) DIEDERICK BOOSE.

Article séparé.

Comme Sa Serenité Electorale suivant les Subsidés promis l'année 1690, a encore à pretendre un Article de 50000. Rixdales consistant en décompte, comme aussi 15000. Rixdales de l'année 1691. en conséquence du Recès du 30. Mars dressé par le Comte

de Dunewalt Maréchal de Camp, & ratifié par Sa Majesté Impériale le 22. Avril ensuivant; Sa Majesté Impériale fera payer à la fin de la Campagne le premier Article, pour ce qui en restera après Liquidation faite, & 150000. Rixdales après la fin de la Guerre avec la France. Fait à Driden le 2. Fevrier 1693.

ANNO
1693.

(L.S.) ADOLPH WRATISLAW Comte de STAREMBERG.

(L.S.) N. Baron de GERSDORFF.

(L.S.) H. E. KNOCK.

(L.S.) DIEDERICK BOOSE.

Article séparé concernant le Roi de la Grand Bretagne, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies.

Comme l'Excellent & Illustrissime Seigneur Adolphe Wratislaw Comte de Staremburg, Chevalier de la Toison d'or, Conseiller intime de Sa Majesté Impériale & Burgrave suprême du Royaume de Bohême, auroit communiqué à Guillaume Dutton Chevalier Gentilhomme de la Chambre, Ambassadeur Extraordinaire du Roi de la Grand Bretagne, & au Seigneur Walrave Baron de Hecckeren, Seigneur de Neuhoff Drossard du Comté de Zurlphen, Député à l'Assemblée des Seigneurs Etats Generaux, un Projet de Traité à faire & conclure entre Sa Sacrée Majesté, & le Serenissime Electeur de Saxe, pour envoyer dans l'Empire contre l'Ennemi commun douze mil hommes de Troupes Saxones, avec l'Artillerie à ce requise, & leur auroit en même temps fait voir la difficulté de trouver quatre cens mille Rixdales, promis dans ledit Traité à l'Electeur de Saxe; Cest pourquoy les susdits Ambassadeurs Extraordinaires, en consideration du susdit Traité d'Alliance, & par un motif d'Amitié dudit Roy & desdits Seigneurs Etats Generaux envers Sa Serenité Electorale, & afin d'aporter de la facilité à cette affaire, veulent bien fournir cent cinquante mil Rixdales, en monnoye commune de cette Province, promettant au nom du susdit Roy & desdits Seigneurs Etats Generaux de payer & compter de bonne foy la premiere partie de ladite Somme, savoir cent mil Rixdales de la monnoye sudite quinze jours après la Ratification du susdit Traité, & l'autre partie, savoir cinquante mille Rixdales à la S. Michel de cette année à Lippe, promettant de plus Sa Sudite Majesté & ledits Seigneurs Etats Generaux de fournir la Ratification des presentes dans le tems de quatre semaines: en témoin & foy de quoy ledits Ambassadeurs ont signé ces presentes de leurs propres mains, & les ont scellés de leurs Sceaux ordinaires, fait à Driden le 12. Fevr. de l'an 1693.

(L.S.) GUILLAUME DUTTON CALT.

(L.S.) WALRAFF BARON DE HECCKEREN.

Touchant les 50000. Rixdales de Brandebourg, Lünebourg & Cassel.

Savoir que pour suppléer aux 400000. Rixdales lesquels Sa Sacrée Majesté a promis à Sa Serenité Electorale de Saxe, en conséquence des Traités faits avec lui au sujet de la conjonction de ses Troupes avec les autres Armées de l'Empire & des Alliez, comme aussi d'assurer les 50000. Rixdales qui viendront à manquer, son Excellence le Comte de Staremburg, suprême Burgrave, & Conseiller intime, de présent icy, & les Ministres de Sa Serenité Electorale de Brandebourg, & des Princes de Brunswick, & de Hesse-Cassel, aussi presentes, après avoir communiqué & délibéré ensemble sur ce sujet, ont déclaré & promis au nom desdits Electeur & Princes Serenissimes de donner leur consentement à ladite Somme de 50000. Rixdales & de garantir à Sadite Serenité Electorale de Saxe, & de faire effectivement ensorte, que six mois après la date de la Ratification du Traité principal ladite Somme soit comptée à Brunswick, ou à Leipzig en argent courant, & ont promis à cet égard la Ratification, &

agrea-

ANNO 1693. agression desdits Serenissimes Electeurs & Princes, A
Dresden le 7 Mars 1693.

(L.S.) SAMUEL DE CHROASKOCSKE.
(L.S.) JOSEPH HERMAN DE JETEN.
(L.S.) FREDERIC BARON DE KELTER.

CLII.

Fev. Regensburgische Union zwischen denen
Bischöffen von Münster/ Bamberg/
Erfeldstadt/ denen Herzogen von
Sachsen-Getha/ Coburg und Alten-
burg/ dem Marggrafen von Bran-
denburg-Culmbach/ dem Herzogen von
Braunschweig-Wolfenbüttel/ dem Kö-
nig zu Dänemark als Herzogen zu
Holstein/ dem gesambten Fürstlichen
Haus Hessen/ Marggraf Ludwig
Wilhelm zu Baden-Baden/ wodurch
sie die Fürsten-Verein de Anno 1692.
verneuen/ ferner versprechen/ das ih-
nen in Instrumento Pacis Art. VIII. be-
festigte/ und durch den Regensburgi-
schen Reichs-Abschied de Anno 1654.
zu einem Reichs-Grund-Gesetz aufge-
nommene Jus Suffragii festiglich hand-
zuhaben/ auff die Abtheilung und
Verbesseung dessen was in der Kay-
serlichen Leopoldinischen Capitulation
Ihren Juribus Belli & Pacis, Foederum,
ferendarum Legum, Proscriptionis Sta-
tutum nachtheilig/ zu dringen/ vornem-
lich aber die Hammoversche Ehur-
gar nicht zu zulassen/ sondern con-
junctis auxiliis sich darwieder zu setzen
z. Geschlehen Regensburg den 4. Fe-
bruarii 1693. Mit Bischöffen Marquard
de Sebastiani zu Bamberg Ratifica-
tion. Geben Bamberg den 2. May
1693. [LUNIGS Teutsches Reichs-
Archiv. Part. Spec. Abtheil. II. pag.
357.]

Cest-à-dire.

Union de Ratisbonne faite & conclue entre les Evêques de MUNSTER, de BAMBERG, & d'ACHTSTADT, les Ducs de SAXE-GOTHA, ALTENBOURG, & COBOURG; le Margrave de BRANDENBOURG-CULMBACH, le Duc de BRUNSWICH-WOLFENBÜTTEL, le Roi de DANNEMARCK comme Duc de HOLSTEIN, toute la Maison de HESSE, & LOUIS GUILLAUME Marc-Grave de Bade, pour le Renouvellement & Affermissement de l'Union des Princes de l'an 1662. On s'y promet un Concours mutuel, & une assistance réciproque pour le maintien du Droit de suffrage qui appartient aux Princes dans les Affaires de l'Empire par l'Article VIII. de l'Instrument de la Paix, & qui a été reçu en Pragmatique Sanction par le Recès de l'Empire de Ratisbonne; comme aussi pour l'Abolition & redressement des choses qui ont été insérées dans la Capitulation Leopoldine au préjudice de leurs Droits de Guerre, de Paix & d'Alliance, de faire les Loix, & de prescrire les Etats
TOM. VII. PART. II.

desobéissant chacun en son propre Territoire. Il ANNO
s'y oblige en particulier à ne jamais admettre le 1693.
neufvième Electeur de Hanover, & à s'y opposer en commun de toutes leurs forces. A Ratisbonne le 27. Février 1693.

En Dñes Gnaden Wir Marquard Sebastian, Bischoff zu Bamberg/ des Heil. Römischen Reichs hier zu. thun fund hiemit: Demnach wißsen unsern und andern hiernach vernichten die vollmächtigsten Fürsten/ Fürstlichen und Grafen eine Verein und Zusammenkunft/ Krafft der im Heil. Röm. Reich wohl hergebracht und in des Reichs Fundamentals-Gesetzen als auch dem Westphälischen Friedens-Schluss gegründeten Freyheiten/ Privilegien und Gerechtsamen/ aus Special-Befehl und Instruction erachtet und geschlossen worden.

Kund und zu wissen. Nachdem verschiedene Fürsten und Stände des heiligen Römischen Reichs Teutscher Nation bey izeigen aller Drien geschäftlich aneinander käufften der Zeiten sorgfältig beherzigt und erwogen/ was gestalten die von dero höchst-hohen und werthen Fürstlichen so theuer erworbene/ durch weit Secula auf sich derivate/ in dem Inst. Pac. Westph. auf ewig beständige/ auch von ihnen wohl erkennet vertrittliche Junz, Hohenfreyheiten und Gerechtsamen nach und nach bey uns andern sich ereignenden Occasionen keinen geringen Anstoß und Scheltung empfunden/ und nun dieselbe solchen offenkundigen höchstschädlichen Begebnissen zeitlich vorzubringen sich im Gewissen und bey ihrem Ehren verbunden erachten/ hiemit aber nichts heilsam/ und zulänglichst/ dann eine allereinstimmige Verein und Zusammenkunft erfinden können/ bevorab da dieselbe nicht nur in den allgemeinen Reichs Grund-Gesetzen allerdings erlaubt/ sondern auch in dem klaglichen Westphälischen Friedens-Schluss mit deutlichen Worten bekräftigt/ dergleichen auch von theils ihrer hohen Herren Fürstlichen in diesem noch für wahrernden Seculo verschiedentlich/ und zwar noch letzten im Jahr 1662. erachtet worden/ beschließen am Eurfürstl. Collegium bey der ebenmässig erachteten Verein sich wohl und fürstlich zu allerseitigen Aufnehmen bekennen/ So haben Fürsten und Stände zu bloß/ und allzweiger Bewah- und Maintienung ihrer alten Teutschen Freyheit/ Hohen/ Ehren/ Privilegien und Gerechtsamen/ auch des klaglichen Flor Dero Fürstenthum und Landen/ hauptsächlich aber zu des Röm. Reichs höchstem Heil und Wohlfahrt/ als dem einzigen Grund-Zweck/ solchem Patriotischen Exempel nicht weniger nachfolgen/ und ohne jemanden weder in noch ausserhalb Reichs darüber zu beleidigen/ vielweniger eine Scissur und Trennung im Reich zu veranlassen/ sich vertraulich zusammen thun/ und die in Anno 1662. aufgerichtete Fürsten-Verein hiemit unter sich erneuern/ befestigen theils accediren/ und sich dar-
auff mit fernern deren Extendir und Erweiterung de novo gegen einander verpflichten/ versprechen und vereinen wollen. Allermassen dann nachgenannte Fürsten und Stände des Reichs nach reiflicher durch allerseitige zu Ende dieser Tractats unterschiedliche Gesprächs/sonst gepflogener Unterredung und Deliberation über jetzt folgenden Articulos sich von neuem dilligentlich verpflichten/ versprechen und vereinen.

I. Erstlich wollen Fürsten und Stände einander in guten/ wahren/ auffrechten Verträgen und Vertraulichkeit meinen/ haben/ und halten/ und in denen vorberzogenen ihre gemeinsame Gerechtigkeiten/ Hohen und Würden betreffenden Sachen vertrauliche Communication unter einander pflegen/ auch die Conversation derselben sich allersitzlich möglichste Dinge angelegen sijn lassen.

II. Insbesondere aber und vordem andern/ weil solchane der Fürsten und Stände bevorab das Jus suffragii in dem Reichs. Sachen belangende Gerechtsamen in dem Inst. Pac. vornemlich Art. 8. mit klaren noch verbindlichen Worten statlich bekräftigt/ solcher Friedens-Schluss auch alles seines Inhalts durch den letzten Regensburgl. Reichs-Abschied de Anno 1654. in Sanctionem pragmaticam, und zu einem Reichs Grund-Gesetz aufgenommen worden/ So wollen Fürsten und Stände vor allen Dingen ob solchen und andern Fundamentalen Reichs-Gesetzen/ und was darin denen Fürsten und Ständen zu gut verordnet/ schäftlich halten/ wie auch dazumeg/ was der Fürsten/ Stände hergebracht/ handhaben/ und dem zu gegen etwas vorzunehmen/ beschließen noch gestalten.

III. Als aber beiläufig so wohl bey der im Jahr 1678. vorgangenen Wahl der jetzt glorwürdigst regierenden Kay-
St 2 selte

ANNO
1693.

festen Majestät als auch der in Anno 1689. darauf erfolgten Wahl der jetzigen Röm. Königl. Majestät nicht allein bey der darüber geschehenen Handlung denen Fürsten und Ständen des Reichs in dem Jure belli & pacis, sed etiam, ferendum legum, proscriptiois statu und dergleichen hohen angelegenen Gerechtigkeiten nachtheiliger Eingriff geschehen; sondern auch in denen Capitulationen Kistl von erwünschter Regul des Friedens-Schlusses in vielen Dingen mercklich abgeändert; und Fürsten und Ständen durch Ermahnung solcher Ihrer Gerechtigkeiten zu nahe getreten; dahero dann dieselbe schon nachtheiligen versäglichungen Weigen zu widerstehen; dargegen speyerlich zu proceßiren; und daß man solche Wahl-Capitulationes, in so weit sie den Friedens-Schluss und letzten Reichs-Abschied zu wider laufen; für keine Reichs-Schungen erkennen; noch dadurch gebunden seyn können und wollen; sich verwehren zu lassen gemitigst werden; Es wollen Fürsten und Stände nicht allein solche eingemachte profection und Verwahrung hienit beträffiget haben; sondern auch ewigen Fleißes sich bemühen; daß bey noch vornehmenden Reichs-Tag nach Verordnung des Friedens-Schlusses und nach derge- ten letzten Reichs-Abschied; die Abhandlung einer stets-währenden Wahl-Capitulation zur Hand genommen; zur Richtigkeit; und darin alles desienige; so vorangezo- gen warffen denen Fürsten und Ständen zu Nachtheil und Abbruch ihres zulebenden Rechts in jetziger Kayserl. Wahl-Capitulation entfallen; abgethan und verdrisset werden möge.

IV. Dießer Meinung hat es auch viertens; wann ins künftig in allgemeinen Reichs-Sachen und Handlungen mehr herrschen Friedens-Abschied zu wider; ohne gesam- teter Churfürsten und Stände auf gemeinen Reichs-rath an- deren zu solchen Sachen gewöhnlichen Conventen und Zusammenkünften darüber geschehenen Rath und beschöner Einwilligung etwas beschloßen und verordnet werden sol- te; daß nemlich Fürsten und Stände solches für keine Reichs-Sache erkennen; noch sich dadurch einiger Besalt verordnen lassen wolten.

V. Gestalten nachdeme stens ohnlangst wieder alles bessere Vernehmen Fürsten und Stände zu höchster Ihrer Befremdung erfahren mußten; daß; als von Seiten des Hoch-Fürstl. Hauses Braunschweig-Lüneburg-Hannover man sich nicht ergehen seyn lassen; denen ebenangezeigten Reichs-Brandschaden und pragmatischen Sanctionen & dis- creto jundter über den Reichs-Tag des Reichs-Abschieds- Inkr. auf künftigen Fall gänzlich und für ewig expungir- ten Electoral noch den jetzigen zu ambiren; und bey dem dargu gebrauchten modo agendi das Recht; und den in dergleichen höchsten Reichs negotiis hergebrachten auch bey der Reichs-Abschieden Friedenshandlung solenniter ob- servirten Stylum des Reichs und in specie das als ein es- sentialis Stile dargu erforderliche präzium suffragium der Fürsten und Stände schlichterdingz vorzugehen; man ohne dieß Sach vor die gesamte Reichs-Stände; wie sich von Rechtswegen gebühret hätte; kommen zu lassen; solche bloßhin; allen dardieher bestehenden träftigen re- monstrationen ungedacht; vor ein Hochlöbl. Churfürstl. Collegium zu jehen und darinnen auf eine zank unger- mögliche precipitante weise zu verfahren sich anmaßet; und ob man wohl der allereinstimmigsten Zuversicht ge- reffen; Ihre Kayserliche Majestät auf die von ein hoch- löbl. Fürstl. Collegio bey derselben mit tieffster Sub- mission und allen gebührenden Respekt zu mehrmalen disale beschlene allerunterthänigste Vorstellung einige allernachlässig reflexion genommen; und solche gegen die Reichs-fundamental-Gesetz norrid laufende ganz nich- tige procedur keineswegs gebilliget; vielmehr in zu der- gleichen Unerwartung; davor extra casum insuperabili necessitatis, extreme periculi nulla alia ratione averten- di (dergleichen durch Gottes Gnade weder gegenwärtig zu seyn noch zu befürchten) von selbst inclinirt haben würden; noch durch jemand ambition sich auf die Ge- walt führen lassen; daß dergleichen die Reichs-Fürst und Grund- & Gesetze angehenden negotium ohne dardie- her anwesende allgemeine Reichs-Deputation tractire wer- den könnte; dahero wider alle disale sich gemachte be- fere Hoffnung zu vermeintlichen Invektive Er. Fürstl. Durchl. zu Hannover fortgeschritten und damit zum höch- sten präjudiz; Fürsten und Stände verfahren worden; Al- so befinden dieselbe sich unumgänglich genöthiget; nach vor- gesetztem Fundament dargen einander Krafft dieses sich zu vereinen und zu verordnen; daß sie hochermelte Er. Fürstl. Durchl. zu Hannover das Jus Electorale durchaus nicht geüben; noch dieselbe jemahlen vor einen Churfürsten des Reichs; der beschöner Declaration

nullius iussu; erkennen können noch wollen; auch da nichts bestimmter dieselbe sich folgen vermeintlich acqui- riren gien E. H. Würde öffentlich amalfen; und sich pro tai geriren; auch wohl gar durch ausdäriger Es- tianzen allstern; vi federis sich de facto dabey zu Eab- lern, trachten solten; sie sich conjunctis consiliis & auxilii dargen sehn; und durch unvorigliche Zusammenfide- dung ihrer bevollmächtigten bedacht seyn wollen; ein zu- längliches Defensiv-Concert zu formiren; und mit Zu- juchung mehrerer bey dem lastr. Pacis Welt. interessirter Stände solche träftige messen nehmen; wodurch die Vollbringung der Grundgesetze und das denen Fürsten und Ständen abgehende uncräftliche Präjudiz wird abge- wendet; hingegen die Grundgesetze des Reichs; dessen bis- herige Form und daran hangende Harmonie und Wohl- stande defendire und erhalten werden können; dero Wunsch auch die Hände nicht eherndt lassen lassen; daß das be- denen Fürsten und Ständen des Reichs herunter zugesagte Präjudiz wieder abgethan; die Sachen auff den Fuß und die Norm der gültigen Real und das lastr. Pacis Weltph. gemitigst reduct und alles hinwiederumb in vorigen Stand gesetzt werden.

VI. Neben deme stens wollen Fürsten und Stände ihre Absichten dahin richten; daß die des Fürstl. Hofmannen und Personen zulebende Ehren Würden; und was des- me anhängig; in alten hergebrachten Stand; und durch dergleichen eine Zeiters sich den ergehen ereigneten und angemessenen Alterungen in seine Deringung und Ab- gang gerathen mögen; eussiglich dessen so wohl bey Reichs- und andern Versammlungen; als auch an Kaiserlichen / Königl. Churfürstlichen und andern dero Mit-Stän- den Höfen; und wo es sonsten die Gelegenheit mit sich bringen möchte; über dero gedögnlichen Stelle im Oßen und Sihen; Titulatur, Trachtung ihrer Gesanten und andern Ihre gebührenden Ehren und Respects; und was sie disfalls andern Höfen und Würden zu leisten / seiglich und beständig halten.

VII. Weil auch stens bey dem Reichs-Convent seitse- rigen Jahren; sich mehrmaln geäußert; daß ein E. H. Präsi. Reichs-Directorium sein Directorial-Amt in Ansehung und Anordnung dert ihm ein Mahlen eines gan- zen Collegii oder dessen mehrere Stände hergebrachte Conclusurum; oder sonsten von ein und andern einge- nommen gravaminum; wider alle Rechte und Willkür auf hergebrachte Obervanz; zu nicht geringer Particu- lation und respect der Reichs-Fürsten und Stände re- furiert; also soll all dergleichen Particular und Unternehmungen; es sey auch unter was Praetext es immer wolle; ins- künftige keineswegs mehr gebildet; sondern so oft das Munus Directoriale vermindert wird; wider denselben und dessen Herren Principales mit zureichenden träftigen Mitteln so lang verfahren werden; biß dieselbe seinem Amt ein Genügen geleistet; und die thätige Verweigerung abgestellt habe.

VIII. Nicht weniger wollen stens Fürsten und Stände mit angemessen Fleiß dahin jehen und traden; daß die vernünftigen Herbringens und Krafft Kayserl. und des Reichs Beschlüssen Ihre und andern regierenden land- des-Fürsten über eines jeglichen Unterthanen land und leut zulebende obrigkeitliche Gewalt und deren anhangen- des Jura; so weit solche dem gesamnten Reichs-Stand ge- mein seynd; ohngewandelter und ungeträndert erhalten werden; und darmit einander treulich bejehen.

IX. Damit nun zum guten vorgerichtet alle zu gebo- den Effect gebracht werden möge; vorpferden Fürsten und Stände einander hieurbey ihre zu gemeinen Reichs- und andern Versammlungen abschickende Käthe und Ge- sandte dahin gemitiglich zu bejehen und anzuweisen; daß sie nicht allein auf diese beschöner Verabredung in ihren Vocis und Handlungen ihr unverrücktes Absicht richten; sondern auch aus allen vorkommenden dahin einzufließen und der Reichs-Fürsten Gerechtsame betreffenden Sachen gerechtlich unter einander communiciren; und mit ein- stimmigen Rath und Zusammenfegung deren gemeinsch. Wohl- und Erhaltung sich anlegen seyn lassen; dardie- heres theils nichts verlässliches eingehen; noch denselben nachden oder sich darwider trennen und irrig machen las- sen; sondern da dergleichen vorgehen solte; sich unter einander eines gleichförmigen unumschänderlichen Berichts; mit Anhängung ihres unvergesslichen und allerdings unzer- bindlichen Bedenkens vereinbaren; und jedweder dardie- be an seinen Herren Principales in Erhaltung nöthigen Berichts ohnverlangt überbringen; inunmittelbar aber und vor- Einlangung allerfalls dert Herren Principales resolution ihre freier zu Abbruch der Fürstl. Gerechtsamen eingetrig ver- fahren solte.

ANNO
1693.

X. Wann

ANNO
1693.

X. Wann nun vort rote außschuß Reichs- oder andern Versammlungen merckliche der Fürsten und Ständen Ausschüsse betreffen den Sachen vorgehen / und einer oder anderer davon Nachrichd eintrogen sollt / wollen Fürsten und Stände nicht allein daraus mit einander schriftlich vertraulich communiciren / sondern auch / da es die Nothdurfft und Angedenckheit erfordert würde / ihre vertraute Räte an eine gelegene Mahlsitz zusammen schicken / und was bey solcher Begehung zu Erhaltung der Fürsten Rechte und Ausschüssen und Verhütung alles Niedrigen / vorzunehmen / berathschlagen und entschlossen lassen.

XI. Von diesen unter sich verglichenen Punkten wollen zum 1ten Fürsten und Stände auch andern Reichs- Fürsten nachrichtliche communication und Eröffnung thun / ob sie zu schwebiger Mit- Beobachtung dieser bey gesambten Fürsten- Stand so hoch angesehnen und durch den Westphälischen Frieden- Schluß so theuer betrachteter Jurium zu concurriren ganeint / jedoch wann gleich andere begyerten aufstehen solten / nicht weniger ihres theils das selb schuldig beharren.

XII. Es begehren sich aber 12ten Fürsten und Stände bevor / diese zu Erhaltung des Fürsten- Standes Gerechtsameit getroffene Abrede / nach Gesalt und Gelegenheit der künfftigen und Sachen mit gemeinsamen Gutshünden und Einwilligung zu andern / zu wehren / oder sich ferner und enger mit einander desfalls zu sehn / wie dann auch expresse vorbehalten ist / daß wann nach und nach einige mehrere Fürsten und Stände aus Liebe und Patriotischen Eifer zu auffrecht- Erhaltung ihrer unschätzbaren Gerechtsamen und Libertät zu dieser heylsamten Verein accediren wollen / selbigen es allezeit frey und bevor theiben / Immittels aber versprechen sie einander bey Fürstlichen Ehren und Würden / obgehohe verabredete Artikel sei / fest und unverrücklich zu halten / sonder list und Gescheide.

Dessen zu schriftlich ist diese Verabredung ausgefertiget / von nachgeschickten großmüthigsten Räten und Gesandten eigenhändig unterschrieben / und mit ihren Persönlichen besiegelt worden / und hat ein jeder davon ein Exemplar zu sich genommen / auch seines hohen Herren Principalen be- nöthigte Ratification darüber innerhalb 14. Tagen beyzubringen / und gegen einander auszuwechseln verprochen / so geschähen Regensburg den 1. (11.) Februarii Anno 1693.

(L.S.) Von wegen Ihrer Hochfürstl. Gnaden zu Münster.
Dietrich von Pleitenberg.

(L.S.) Wegen des Hochfürstl. Hauses Sachsen Coburg ex speciali Mandato.
J. C. S. V. Wendhausen.

(L.S.) Wegen des Hochfürstl. Hauses Sachsen- Gotha und Altmberg.
R. V. Schonberg.

(L.S.) Wegen Seiner Hochfürstl. Durchl. zu Brandenburg Culmbach ex speciali Mandato.
D. E. Piper.

(L.S.) Wegen des Hochst. Braunschw. Wolfenbüttel Hauses.
J. C. S. V. Wendhausen.

(L.S.) Wegen des gesambten Hochfürstl. Hauses Hessen etc.
Adam Albrecht von der Walsburg.

(L.S.) Wegen Ihrer Königl. Maj. in Dänemark Nordwegen als Nächstgen zu Holslän salvo loco & ordine.
D. E. Piper.

Obwohl vorgeschriebener Fürsten und hoher Potentaten pro salute & tranquilla Imperii stehende gute Erbunden an dergleichen eigenen Declarationibus nur Einige bekannt / so habe ich doch und aus Special- Befehl meines gnädigsten Herren Principalen amoch dieses bekräftigen wollen / daß bey Unterzeichnt dieser wohlmeinenden Fürstl. Union ebenfalls andern nicht intendirt werde / als iustorberl dernaßigen von der Cron Frankreich anbrohender gemeiner Gefahr desto kräftiger zu resistiren / so dann nicht weniger die Fürstliche wohlber- gebrachte Jura Ausschüssen (jedoch ohne einige Ver-

wirrung der Reichs- Fundamental Gesetz / mithin ohne ANNO
1693.
Verletzung deren darin begriffener Ihre Majest. Ma-
jests competirender und hergebrachter allerhöchsten Rich-
ten und authorität) contra quocunque eorumdem tur-
batores, in Krafft der Eyd und Pflichten womit man
den heil. Römischen Reich zugeschn / unanimitir zu schli-
ßen und kräftigst zu maneyniren / inmassen dann der-
gestalt hienit subsignire.

Im Nahmen Ihrer Hochfürstl. Gnaden von Bam-
berg.

(L.S.) Friedrich Etmund von Sickingen / als hierzu
specialiter großmüthigster Gesandter / salvo loco
& ordine.

Im Nahmen Ihrer Hochfürstl. Gnaden von Eych-
städt.

(L.S.) Johann Rudolph Freyherr von Au / als hier-
zu specialiter großmüthigster Gesandter / salvo
loco & ordine mit der Declaration wie Hamburg.

Im Nahmen Ihrer Hochfürstl. Durchl. Herren Lub-
wig Wilhelm Marggraffens zu Baden.

(L.S.) Johan Christoff Freyherr von Greiffen / als hier-
zu specialiter großmüthigster / salvo loco &
ordine mit der Declaration wie Hamburg.

Daß wie solche Verein und Zusammensetzung keines
wärdlichen Inhalts in allen Punkten / Clausula und
Articlen ratificirt / approbirt und bestätiget / ratificiren /
approbiren und bestätigen aus solche hienit und in Krafft
dieser / bey Fürstl. Worten versprechende / daß wir des-
selben in allen treulich nachkommen / und in keine Weise
weder selbsts darwider handeln / noch daß es von denen
unserigen geschehe / geschehen wollen. Ufftründlich unter
unsern Fürstlichen Handzeichen und fürgebrachten Inskri-
pt / geben in unserer Resident- Stadt Hamburg den 2.
May 1693.

Marquard Seb. C. B.

(L.S.)

CLIII.

Traité entre CHARLES XI. Roi de Suède, & 17. Mars.
CHRÉTIEN V. Roi de Danemarck. Fait à SUEDE ET
Stockholme, le 17. Mars, 1693. [Manuscrit.] DANB.
MARC.

Q Uoi que leurs Majestez les Rois de Suède, & de Danemarck eussent espéré qu'après avoir conclu le 10. de Mars 1691. un Traité pour maintenir la Navigation & le Commerce, tant d'injustes Pirateries exercées sur leurs Sujets cesseroient à la fin, Elles ont pourtant appris avec déplaisir, que nonobstant les recherches & remontrances, qu'elles ont fait faire de tems en tems auprès des Parties engagées dans la Guerre pour les faire cesser, elles sont plutôt accrûes & augmentées, même à un Point qu'il est quasi impossible d'exprimer, les Prétextes, Artifices, Inventions, Violences, Chicanes, & Procès, qui ont été mis en usage, non-seulement contre les Vaisseaux & Biens des Sujets de L. L. M. M. mais aussi contre leurs propres Convois, au préjudice des Douanes, & Péages de L. L. M. M. à une Diminution considerable de leurs Droits & Impôts, & au dommage irréparable de leurs Royaumes & Provinces, dont les Sujets ont souffert & perdu infiniment en leurs Personnes, Equipages, Vaisseaux, Biens, & Marchandises. C'est pourquoi L. L. M. M. ont été obligés de passer à l'accomplissement & à l'exécution de leur Traité susmentionné, & de convenir & concerter du tems & des moyens y convenables, à quoi étant instruits, & autorisés par L. L. M. M. les soussignés à savoir de la part de Sa Majesté de Suède, (Tit.) Comte Benoit Oxenstiern, (Tit.) Comte Fabian Wrede, & (Tit.) Comte Nicolas Gillenholpe, & de celle de Sa Majesté Danoise, (Tit.) Baron Jens Juul, ils font convenus en vertu de leurs Plein-pouvoirs de certaines Conditions & Articles en la manière suivante.

I. Bien que le cas des représailles dont il est fait

Si 3

men.

ANNO
1693.

mention dans le troisième Article du précédent Traité ait existé il y a long-tems, en sorte que sans plus de délai on étoit en droit de le mettre en execution principalement puis que L. L. M. M. ont fait faire auprès de l'une & l'autre Partie assés à tems des réquisitions nécessaires pour obtenir Justice, & Satisfaction, & l'ont attendue en vain bien au delà du terme prescrit: Cependant L. L. M. M. pour donner les marques de leur modulation & du désir qu'Elles ont de sortir d'affaire à l'amiable, veulent encore par leurs Ministres, qui sont dans les Cours Etrangères, faire demander, mais sans delay & dans le mois d'Avril prochain, aux Puissances engagées dans la Guerre une entière & juste Satisfaction, pour leurs Sujets, ce que chaque Ministre fera non seulement pour les Sujets de son propre Roi, mais aussi pour ceux du Roi son Allié, & ainsi la Suede pour les Sujets du Danemarck, & le Danemarck pour ceux de Suede, qui pourroient avoir été empêchés dans leur Navigation & Commerce ou dont les Vaisseaux chargés & effets ont été amenez, arrêtés, ou pris par des Vaisseaux de Guerre ou par des Armateurs, à quoi ils joindront une Liste exacte de tous les Vaisseaux dont ils auront connoissance, en se réservant tout ce qui pourroit encore leur être inconnu, ils feront en même tems instance pour que de semblables violences cessent à l'avenir & que les Vaisseaux des Sujets de L. L. M. M. ne soient plus detournez, incommodes, amenez, mais qu'on adjoute foy à leurs Passeports en bonne forme, déclarant, que s'il se trouve contre cela des fraudes L. L. M. M. auront soin d'en faire punir les coupables d'une manière qu'on en seroit satisfait: De plus ils donneront à connoître que L. L. M. M. ne lauroient pas souffrir, qu'on trouble sous divers pretextes, le trafic de leurs Sujets contre les Traitez, & la Neutralité, & qu'on se fasse juge des causes dont il ne leur appartient pas de juger, de sorte que si elles ne veulent pas relâcher *am amica causa*, ou plutôt & sans plus de délai les Vaisseaux encore détenus, & qui sont dans leur entier, avec tous leurs effets & payer suffisamment ceux qui sont confisqués, ou échoués, dédommager de toutes les pertes, & défendre vigoureusement à l'avenir de semblables prises, empêchemens & procédures nuisibles, & le mettre effectivement en execution; en ce cas L. L. M. M. ont résolu & se font engagées mutuellement à le faire Justice Elles-mêmes, chacun pour ses propres Sujets, aussi bien que pour ceux de son Allié.

II. Si la prédite Réquisition n'est pas promptement suivie d'une entière satisfaction, L. L. M. M. s'obligent de faire arrêter & saisir chacun chez soi pour le dédommagement de ses Sujets autant de Vaisseau de la Nation dont on demande la satisfaction, qui fuffiront pour suppléer auxdits dommages, & de n'en relâcher aucun, que L. L. M. M. n'ayent obtenu toutes deux la satisfaction requise.

III. Tous les frais nécessaires à la conservation des Vaisseaux arrêtés, ou de leur charge seront aux dépens des Propriétaires, puis que L. L. M. M. n'ont point donné occasion à cet arrêt, on se remboursera de la même manière pour les frais qui auront été faits en amenant les Vaisseaux, & en les arrêtant.

IV. Et afin que les intentions de L. L. M. M. ne soient eludées par quelque artifice, Elles feront avertir & ordonner à leurs Sujets, de côté & d'autre de ne point embarquer leurs Marchandises dans des Vaisseaux de la Puissance ou de l'Estat dont on a dessein de faire arrêter les Navires, puisque s'il y en trouveoit on ne les regarderoit que comme appartenantes au propriétaire du Vaisseau; il ne sera pas permis non plus aux Sujets des deux Rois d'acheter, en attendant, ou de se faire transporter de semblables Vaisseaux.

V. Nonobstant que chacune de L. L. M. M. soit en liberté de traiter pour le dédommagement de ses Sujets à part, Elles promettent & s'entre assurent pourant tres-confamment que, bien que quelqu'une des Puissances qui ont pris les Vaisseaux de leurs Sujets veut satisfaire séparément à l'une ou à l'autre pour sa part, Elles ne laisseront pas pour cela d'en retenir les Vaisseaux de la manière qu'il a été dit, jusques à ce que l'autre ait aussi obtenu une entière Satisfaction.

VI. En cas que la Puissance ou l'Estat dont les Vaisseaux pourroient être saisis ou arrêtés, de la susdite manière laissa écouler le tems de trois mois depuis l'arrêt fait, sans donner une juste Satisfaction, L. L. M. M. feront sans plus de délai vendre les Vaisseaux & leurs

charges à l'encan, & se rembourseront du provenu, en y continuant jusqu'à un accomplissement entier de tout ce qu'on peut prétendre pour les dommages soufferts & pour les frais faits.

VII. Et afin que les Parties qui sont en Guerre puissent voir clairement qu'on ne peult pas à favoriser l'une plus que l'autre, ou à témoigner quelque partialité, il a été trouvé bon que si après avoir donné satisfaction, elles laissent tranquillement jouir les Sujets des deux Rois de la Liberté du Commerce, il ne sera point permis que les Vaisseaux ou Biens des Sujets de ceux qui en auront sgi ainsi & qui n'inquiètent plus les Sujets de L. L. M. M. mais laissent leur Commerce libre & sans empêchement, soient amenez & rendus par les Vaisseaux de Guerre ou par les Armateurs de leurs Ennemis, dans aucun des Ports des Royaumes de L. L. M. M. mais les Vaisseaux des Sujets de celui qui voudra persister dans de semblables injustices ci-dessus alléguées n'y pourront pas seulement être amenez, mais même vendus par leurs Ennemis, à moins que ce ne soient des prises faites à l'insu & sans la Permission de L. L. M. M. dans leurs propres Ports ou sur leurs Rivières.

VIII. Et comme les Vaisseaux propres de L. L. M. M. aussi bien que ceux de leurs Sujets n'ont pas moins souffert de dommages du Roi d'Espagne que des autres Puissances qui sont enveloppées dans la Guerre présente & que le Trafic des Espagnols en Europe est si peu considérable qu'on n'y scauroit avoir recours pour se dédommager, L. L. M. M. veulent bien faire des recherches si on pourroit découvrir de leurs effets, soit par Mer ou par Terre, ou pour cette fin faire visiter les Vaisseaux qui pourroient être arrêtés pour découvrir s'ils y auroient quelque part, comme aussi accorder à leurs Sujets endommagés des Commissions pour se rendre eux mêmes justice par voye de Représailles, mais outre cela il a été convenu en même tems, que L. L. M. M. notifieront aux Alliés de l'Espagne, qu'en cas que cette Couronne ne leur donne sans délai, satisfaction, Elles s'en tiendront aux effets de ses Alliés, & cela à bon Droit, puisque non seulement ces Puissances sont engagées dans de mêmes Interests, mais qu'encore les Armateurs des unes & des autres s'entendent si bien par Collusions mutuelles, que l'un pourra bien répondre pour l'autre, & c'est ce que L. L. M. M. promettent reciproquement de vouloir faire exécuter, & cela en même tems qu'on est convenu à l'égard des autres.

IX. Si quelqu'une des Parties engagées dans la Guerre venoit à prendre un mauvais parti que L. L. M. M. se font obligées à *Casa de guerra* d'appréhender de procurer Justice, & voudroit augmenter une injustice par l'autre, faisant pour cette fin detériorer ou confisquer les Vaisseaux & les effets de Sujets de l'une ou de l'autre de L. L. M. M. ou bien les incommodeant autrement de quelque manière que ce fut au préjudice des Traités & du Droit de Neutralité; en ce cas L. L. M. M. ont résolu de passer de même à d'autres expédients soit par un arrêt général sur tous les Vaisseaux, défense de tout Commerce par Mer ou par Terre, ou par moyens semblables, le tout à mesure & de la façon que les autres y donneront occasion par leur propre exemple & d'une manière qui fasse connoître à toute la Terre que ce qu'on entreprend du côté de L. L. M. M. n'est pas moins bien soutenu, que juste, & enfin si cela arrivoit, L. L. M. M. prendront cela pour *Casa de guerra*, comme du premier Traité, & se promettent mutuellement sur leur Parole & foi Royale, d'en accomplir entièrement la teneur, & de n'en point desister que la Partie offensée ne soit dûment dédommée & satisfaite.

X. L. L. M. M. n'ayant point d'autre but en tout ceci que de parvenir à ce qui est juste & équitable & de se maintenir & leurs Royaumes & Provinces dans l'état de Neutralité, mais nullement de faire tort ou injustice à qui que ce soit, Elles veulent fortement tenir la main à l'exécution des Alliances qu'elles ont conclu avec d'autres Puissances ou Etats, comme aussi sur les Réglemens & Ordonnances qui pourroient être jugés nécessaires pour réprimer & prévenir toute sorte de Commerce illicite ou défendu; & puisque les Ports & Provinces de L. L. M. M. qui dépendent de l'Empire sont obligés d'en observer les Constitutions & Avocations, L. L. M. M. ne permettront pas, que des Passeports soient accordés aux Habitans de ces Pais, pour aller & venir ou trafiquer directement avec les

ANNO
1693.

ANNO 1693. Pais & Villes dont les suffits Avocatoires contiennent la défense, ni qu'aucun Etranger obtienne leurs Passaports pour une telle Navigation, ou bien abuse de ceux qui sont donnés pour quelque autre Voyage, mais Elles feront punir tout cela par la Confiscation, chacun en son endroit: on en excepte cependant tout trafic & négoce qui se pourroit faire des Royaumes de L. L. M. M. à leurs propres Provinces ou bien réciproquement des unes aux autres, lequel L. L. M. M. faciliteront au possible.

XI. L. L. M. M. sont pareillement convenus & ont promis de faire équiper & tenir prêts un certain nombre de Vaisseaux de Guerre pour appuyer & exécuter leur Traité.

XII. L'Alliance défensive de L. L. M. M. du 1. Février 1690, de même que la Convention pour le maintien du Commerce du 10. Mars 1691, dont il a été fait mention au commencement, seront ici confirmées de nouveau; les deux Traitez, aussi-bien que le présent, dureront & subsisteront non-seulement jusqu'au temps déterminé dans les deux premiers, à savoir jusqu'au 1. de Février 1693, mais encore jusqu'à la fin de la Guerre, dans laquelle les Puissances Maritimes sont engagées à présent, en cas qu'elle se trainât au delà dudit terme: & si en attendant, il arrivoit que quelqu'une de L. L. M. M. ou toutes les deux vinssent à entrer en brouillerie, avec quelque autre Puissance ou Etat au sujet de ce qui est contenu dans ce Traité, alors l'obligation de le maintenir, & de s'assister mutuellement demeurera en son entier & en pleine vigueur, jusques à ce que le différent soit terminé & vuide.

XIII. On est convenu que l'échange des Ratifications de ce Traité se fera en trois semaines à compter du jour de la signature.

En foi de ce qui a été ainsi arrêté & conelu, nous avons signé le présent Traité de nos propres mains, & vérifié par les Sceaux de nos Armes. Fait à Stockholm, le 17. de Mars 1693.

B. O. (L.S.) F. W. (L.S.) N. C. (L.S.)

CLIV.

5. Juil. Consens d'Erst Herzogen zu Sachsen/Bernhards/Christians/Johann Ernests/und Ernests/über die zwischen Dero Herrn Brüdern Albrechten/und dessen Gemahlin Susannam Elisabetham gebohrne Gräffin Kempinsky/ Anno 1689. geschlossene Eheveredung. Geben den 5. Julii 1693.

Celt-à-dire,

Consentement de BERNHARD, CHRISTIAN, JEAN ERNEST, & ERNEST, Ducs de Saxe, sur le Contrat de Mariage fait en 1689, entre leur Frere ALBERT Duc de Saxe-Cobourg, & son Epouse SUSANNE ELISABETH Née Comtesse de Kempinsky. Donné le 5. Juillets 1693.

* Voyez le cy-devant avec le Contrat de Mariage sous le 1. Mai 1689.

CLV.

2. Juil. Declaration Herzogs Fridrich Wilhelms zu Mecklenburg-Schwerin/ gegen Herzog Churfürstlichen Durchleucht Friedrich den III. zu Brandenburg/ daß Er bey der ihm leihenden Landes-Huldigung zugleich die Land-Stände vom Herzogthum Mecklenburg und den

Jürstenthümmeren Rakeburg und Schwerin der Eventual-Erb-Huldigung wolle erimeren lassen / welche von den Mecklenburgischen Land-Ständen Anno 1442. den Marggrafen zu Brandenburg geleistet worden; und dieses darinn / damit erimeire Land-Stände wissen mögen / daß sie nach Abgang des Jürstlichen Mecklenburgischen Stammes männlichen Geschlechts den lebenden Churfürsten und Marggrafen zu Brandenburg für einen rechtmäßigen Successoren und Erb-Herrn zu erkennen haben; woben gedachter Herzog zugleich die zwischen beiden Häusern Brandenburg und Mecklenburg errichtete Reverfals de Anno 1442. renoviret / und auff die Jürstenthümmer Schwerin und Rakeburg extendiret / mit niemand zu Präjudiz der Brandenburgischen Eventual-Succession zu tractiren promittirt / salvis tamen Juribus suis & Ducum Megapolitanorum, nebst stipulirung der hinterlassenden Jürstlichen Wittib zu leistenden Unterhaltung / und der unvermählten Princessinnen Versorgung und Ausstattung. Schwerin den 2. Julii 1693. [LUNIG Grundriss der Europäischen Potenzen. Gerechtsamen Part. I. Cap. III. pag. 502. & LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. IV. Absag III. pag. 278. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans l'Information vom Ursprung des Königlischen Preussischen und Marggräflichen Brandenburgischen Eventual-Successions-Rechts an den Mecklenburgischen Reichs-Leben / in Beilagen sub Lit. CC. Append.]

Celt-à-dire,

Declaration de FREDERIC GUILLAUME Duc de Mecklenbourg-Swerin, à FRIDERIC III. Electeur de Brandebourg, portant que lorsque les Etats Provinciaux du Duché de Mecklenbourg, & des Principautés de Swerin & de Ratzebourg lui feroient l'hommage qui lui est dû, il auroit soin des les avertir de l'hommage de Succession eventuelle qui fut fait en 1442. par les Etats Provinciaux de Mecklenbourg, aux Marggraves de Brandebourg, afin qu'ils sachent, qu'en cas d'extinction de la Ligne Masculine de la Maison Ducale de Mecklenbourg, ils devroient reconnoître l'Electeur & Marggrave de Brandebourg alors regnant pour leur vrai & legitime Seigneur Hereditaire; Son Altesse Serenissime renouvelle en outre de sa part les Reverfals passés l'an 1442. entre les deux Maisons de Brandebourg & de Mecklenbourg, & les étend aux Principautés de Swerin & de Ratzebourg; avec Promesse de ne faire aucun Traité avec qui que ce soit, au prejudice de la Succession eventuelle de Brandebourg; se reservant au reste à lui & à ses Successors Ducs de Mecklenbourg la libre Disposition de ses autres Droits, aux Duchesses Veuves leur Subsistance, & aux Filles

leur

ANNO
1693.leur Alimentation & Dotations. A Suerin le 22.
Juillet 1693.

S On Gned Gnaden Wie Friedrich Wilhelm / Herzog zu Mecklenburg / etc. Tit. übrunden und befehen hiermit für uns / und unsrer Erben und Successores Herzoge zu Mecklenburg / daß wir uns gegen den Durchleuchtigen Fürsten / Herrn Friedrich den Ersten / Margrafen zu Brandenburg / des Heiligen Römischen Reichs Erbschüzern und Churfürsten / wegen der von Seiner Idden verlangten Erbshuldigung in den Mecklenburgischen Landen / als auch in den beeden für Wismar / Pöck und Neu-Elster surrogirten Fürstenthümen Schwerin und Rügenburg / dergestalt Fremd-Verleih ertheilt haben / ertheilt uns auch in Kraft dieses hiermit nachmahls dahin / daß wir bey erfolgter unser laubdes-Huldigung nicht allein in unseren Reverfalen sondern auch in den beeden surrogirten Fürstenthümen / Schwerin und Rügenburg / zumahlen da Ihre Kaiserliche Majestät dem Chur- und Marggräflichen Hause Brandenburg allereit die Belohnung und Confirmation der eventualen Succession auf die Mecklenburgische Lande / auch in specie auf die Fürstenthümer Schwerin und Rügenburg ertheilt haben / dieß Anzeige wollen thun lassen / daß weil wir vorgedacht / in Anno 1442. die damalige Mecklenburgische Land- & Stände in Präsenz der Herzogen zu Mecklenburg / die Eventual-Erbshuldigung gahen / Sie die Land- & Stände im Herzogthum Mecklenburg / auch in den Fürstenthümen Schwerin und Rügenburg beßten einmüthig / auf daß Sie / von nach geheimer Erwählung der Zeit des künftigen Aussterbens des Fürstlichen Mecklenburgischen Stammes Männlichen Geschlechts sich erzeuget / wissen mögen / an wem Sie sich zu halten / und wem Sie für einen rechtmäßigen Successoren und Ihren Erbherren / nemlich den als dem lebenden Churfürsten und Marggrafen zu Brandenburg / und dessen Successoren zu agnosciren und zu erkennen haben / darnach Sie sich zu richten.

Wir wollen auch die damaligen nemlich in Anno 1442. zwischen dem Churfürsten und Marggrafen zu Brandenburg / und denen Herzogen zu Mecklenburg errichtete Reverfalen hiermit alles Inhalts / gleich wören Sie wörtlich auhero gesetzt / renovirt / und zugleich auf unserer beyde Fürstenthümer Schwerin und Rügenburg in Kraft dieses extendirt haben / inßindem Seiner Idden das Protocol / so bey unserm künftigen Jubiläum zu halten werden / einsehen / damit dieselbe eben mögen / daß die Notification obgedachter maßen geschehen sey: Wir versichern auch nicht / daß unsere Successores an der Regierung solche Anzeige werden geschehen lassen / solte aber über Derhoffen dieselbe nachbleiben / so soll doch dervn Unterlassung Seiner Idden als dero ohne dem gungsam fundirten Successions-Recht zu keinem Nachtheil werden.

Wir erlassen uns auch gegen Seiner Idden Fremd-Verleih dahin / daß wir und unsere Successores an der Regierung Seiner Idden und Ihren Chur- und Marggräflichen Haus / der obgedachten Eventualen Succession halber zum Präjudiz mit niemand uns engagiren und tractiren wollen / bedingen aber hiebey / daß uns und unsere Successores / so lange von unserm Hause Mecklenburgische Herrin im Leben seyn / nach wir der / die laubdes-Regierung / freye Disposition in unseren Herzog- und Fürstenthümen ohne Entzug gerathig / als auch dasselbe / was uns und unserer Nachkommen / Herzogen zu Mecklenburg / als Reichs-Fürsten / vermöge der Reichs-Constitutionen und des §. gaudeant: Instrumenti Pacis Olivarum competeret / unbeschränkt gelassen / dan auch / daß künftigh den letzten laubdes-Herren / Herzogen zu Mecklenburg freye Hände bleiben / von den Alodialibus zu reitern / oder kaufen zu disponiren / auch die alsdan hinterlassene Fürstliche Witwen eine oder mehr / auch die unvermählte Prinzeßinnen zu versorgen / auch von Staendmäßige Personen Sie bestrafen wollen / daß sie alsdan nach Ihren Fürstlichen Stände angezuckert werden / da über das Ihnen auch die Frühen-Seiner als dem laubdes- / wie es mit den laubdes-Ständen verfallen gebühret / und gesetzet werden soll / wie auch daß unsere laubdes-Söhnen und Enimohnen / so wohl im Herzogthum Mecklenburg / als den beyden Fürstenthümen / Schwerin und Rügenburg / Ihre Privilegia / Freyheiten / Gerechtigkeiten und wohlhergebrachte Gewohnheiten beybehalten / und von den Chur- / Fürsten und Marggrafen / wan die selbe nach Gottes Willen zur Succession gelangen / renovirt und confirmirt werden mögen. Wie dan auch

wie in Ihrer Idd. das Fremd-Verleih Vertrauen haben / Sie werden auch wollen uns in unsern / und unser Hauses Angelegenheiten allemahl nach Recht und Billigkeit Fremd-Verleih stilliren.

Die Fremd-Verleihen und andere Urungen / so zwischen dem Churfürstlichen Marggräflichen und unsern Fürstlichen Mecklenburgischen Hause noch unentschieden / mögen und sollen durch gütliche Wege / indem von jedem Theile einige Räte darzu allemahl zu deputiren / abgesehen / oder falls in Eile es nicht zu haben / der Weg Rechts erwirbt und prosequirt / beschalls aber de facto zu verfahren / soll nicht verlaßt werden. In welchem haben wir dikse mit unsern Fürstlichen Hand-Zeichen und Insigne corroborirt und bekräftigt / So geschehen auf unser Resident und Besung Schwerin / den 12. 22. Jul. Anno 1693.

(L.S.)

app.

Friedrich Wilhelm.

Gegen-Erklärung Ihro Churfürstlichen Durchleucht Friedrich des III. zu Brandenburg / gegen Herzog Friedrich Wilhelm zu Mecklenburg Schwerin / daß Sie mit vorgedander des Herzogs Erklärung content seyn / auch dero Jus succedendi den Mecklenburgischen Landes-Fürstlichen Juribus nichts präjudiciren solle / Sie auch die stipulirte Conditiones erfüllen wollen; Woben die de Anno 1442. zwischen dem Haus Brandenburg und Mecklenburg errichtete Reverfales renovirt / und gleichfalls auf die Fürstenthümer Schwerin und Rügenburg extendirt / auch hochbeschagtem Herzogen und Dero Haus alle vermögliche Assistenz in Ihren und Ihres Hauses und Landes-Rechts-gegründeten Angelegenheiten / zu deren Beruhigung und Conservatio verheissen wird. Zu Potsdam den 2. Julii 1693. [Information von Ursprung und Verfolg des Königl. Preussischen und Marggräflichen Brandenburgischen Eventual-Successions-Rechts an Mecklenburg in Beylagen sub Lit. D.D. & apud LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. IV. Absatz III. pag. 279.]

Cest-à-dire.

Declaration reciproque de FREDERIC III. Electeur de Brandebourg, à FRÉDÉRIC GUILLAUME Duc de Mecklenbourg-Swerin, portant que Son Altesse Electorale est content de celle qu'il lui a faite, & qu'elle n'entend pas que son Droit de succéder aux Duchés, Territoires, & Droits de Mecklenbourg, puisse ou doive leur porter quelque préjudice; S. A. E. y promet en outre d'accomplir toutes les Conditions, stipulées par le Serenissime Duc; Elle renouvelle de sa part les Reverfaux passés l'an 1442. entre la Maison de Brandebourg, & celle de Mecklenbourg; & les rend aux Principautés de Swerin & de Rügenbourg; Enfin elle promet toute l'Assistance possible au Serenissime Duc & aux Siens, pour la conservation & la tranquillité de Sa Maison dans ses affaires qui se trouvent

ANNO
1693.veront fondées sur le Droit Provincial. A Pots-
dam le 11. Juillet 1693.

Se Friedrich der Brine von Gottes Gnaden /
Margraf zu Brandenburg / des Heiligen Rö-
mischen Reichs Erbschammerer und Churfürst /
in Preussen zu Magdeburg / Cleve / Jülich / Berget / Stei-
nin / Pommern / der Eaffischen und Wenden / auch in
Schlesien zu Grotzen und Schwidnits Herzog / Marggraf
zu Nürnberg / Fürst zu Halberstadt / Minden und Camin /
Graf zu Hohenjollern / der Mark und Ravensberg /
Herr zu Ravensberg wie auch der Lande Jämsburg und
Bütow / u. Merklingen und bekennen hienit für Uns
und Unsere Erben Succelloren Churfürsten und Mar-
grafen zu Brandenburg / Als der Durchlauchtige / Hoch-
geborne Fürst / Unser freundlicher lieber Vetter / Herr
Friedrich Wilhelm / Herzog zu Mecklenburg / Fürst zu
Stettin / Schwerin und Rügen / und Groß zu
Schwerin / der Lande Rostock und Stargard Herr / hö-
rigen Was wegen der Erbfolgsung in dem Herzogthum
Mecklenburg / auch den kurgewogen Fürstenthümern
Schwerin und Rügen / in Anerkennung der in Anno
ein tausend vier hundert zwei und vierzig zwischen den
Churfürstlichen und Marggraflichen und denen Fürstlichen
Mecklenburgischen Häusern errichteten Reversen / also
erkläret haben / daß wir mit Ihro Edd. befalls Freund-
wärtlich kommt und der Jurefist seynd / Ihre Edd. und
dero Erben und Succelloren werden denselben ver-
sprechen lassen nachkommen / daß wir demnach / für
Uns und Unsere Succelloren und Nachkommen / Herzogen
zu Mecklenburg hienit versprechen und versich / daß daß-
selber mal vor hochseligen Ihre Edd. in dem uns zu-
geschickter Declaration und Erklärung sub dato Schwet-
zin den 12. 22. Jul. dinst 1692. Jühres wegen der un-
gehinderten landesfürstlichen Regierung und Disposition
in Dero Herzog Fürstenthümern und Landen und des
Ihro Edd. und Ihren Succelloren / als Reichs Fürsten /
competierenden Fürsten Reichs / vermöge der Reichs Con-
stitutionen und des 6. Goudente / Instrumenti Pacis
Onaburgensis / als auch fürstlich auf den Feldzugs-
Fall die Testir oder Disposition wegen der nachlassenden
Allodial Güter / Vorsehung der fürstlichen Häusern und
Prinzeßinnen / auch deren Anseher / was Sie Stand-
mäßig vernünftiger werden / wie den auch wegen Renovi-
Constitut und Extinction der Land Güter Privile-
gien / Freyheiten und wohl begrenzten Grundbesitzen /
so wohl in dem Herzogthum als denen beiden Fürsten-
thümern Schwerin und Rügen / und im übrigen
ausbedingung und reservirt haben / dergestalt als man es
werthlich anders gesetzt wäre / von Uns und Unseren
Succelloren / denen Churfürsten und Marggrafen zu
Brandenburg / Ihro Edd. und Dero Succelloren ge-
halten und præstet werden soll. Wir renoviren auch die
zwischen Unseren bedersseitigen Vorfahren und Ahn-
Heren denen Churfürsten und Marggrafen zu Brandenburg
und Herzogen zu Mecklenburg in denen alten Jahren /
als in Anno 1442. errichtete Vergleich und nueruelle
Reversen / gleich wären dieselbe werthlich anders inserirt
/ und extenden dieselbe auf die beide fürregirte
Fürstenthümer Schwerin und Rügen / wir versprechen
auch vor Uns und Unsere Erben und Succelloren die
Churfürsten und Marggrafen zu Brandenburg / daß wir
Ihro Herzog Friedrich Wilhelm Edd. und Dero Fürst-
liche Haus und Linie alle vernünftige Assistenz in und
außerhalb Gränzen / in Ihren und Ihres Hauses und
Landes Reichsgegründeten Angelegenheiten / zu deren Be-
rühigung / Conservation und besten erwiesen wollen / be-
sen zu Urkund haben wir dieß mit Unserer Mähmens
Unterschrift und Churfürstlichen Inseigel corroborirt
und bekräftigt. So geschehen und gegeben zu Potsdam
den 11. Jul. 1693.

Friedrich Churfürst.
(L. S.)

E. v. Dantelmann.

CL VI.

26. Jul. Traité par lequel les Etats de Tournay & de
TOURNAY SIS se soumettent aux Contribu-
tions exigées par le Roi Catholique, &
par L. H. P. les Etats Generaux des PROVIN-
TOM. VII. PART. II.

CES-UNIES des Pais-Bas. Fait au Camp d'Es-
quemes le 26. Juillet 1693. [Ibidem authentique
tirée du Registre des Relations des Confiaux
de la Ville & Cité de Tournay.]

ANNO
1693.

Messieurs les Deputez des Ecclesiastiques &
Nobles des Etats & du Magistrat de Tour-
nay pour la Banlieue & Dependence de la-
dite Ville, savoir Dom François le Grand Abbé de
Saint Martin, Messire Noel Portois Abbé de Saint
Nicolas Desprez, Jean Baptiste Dubois Bailly de
Rüme, Jean Scorian Bailly d'Espieres, Charles Copin
Bailly de Pecq, & Robert du Jardin Conseiller
Pensionnaire desdits Etats & Pierre de Cocq Jure
de la Ville, estant deüement autorizé par lesdits Etats
& Magistrat respectivement, ont déclaré qu'en suite de
leur Pouvoir, ils sont aujourd'huy vingtiésime de
Juillet 1693. venus se soumettre à la Contribution
imposée de la part de Sa Majesté Catholique & des
Seigneurs des Etats Generaux des Provinces-Unies
depuis la Declaration de cette Guerre, jüques & y
compris les Mündemens du mois de May dernier qui
finiront au mois d'Avril 1694. & ayant esté recognu
que toutes les Impositions faites dans routes leurs Es-
pèces pendant le temps susdit qui est de cinq années
importent (deduit nonante neuf mille quatre cent cin-
quante Florins pour l'Impost des quoties des Villages
qui sont par de l'Escale & les Lignes) la Somme
de huit cent soixante trait mille huit cent vingt quatre
Florins quinze Pattars, sur laquelle Somme Monsieur
le Comte de Bergeyck du Conseil d'Etat & Trei-
rier General des Domaines & Finances de Sa Majesté
Catholique au Pays-Bas pour la part de Sedité Majesté,
& Monsieur de Sandra Receveur & Directeur des
Contributions au District de Flandres pour la part des
Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, ont
bien voulu faire une moderation de cinquante mille
Florins sous l'Aggregation tant de Son Altesse Electro-
rale de Baviere que des Seigneurs des Etats Generaux,
nous Deputez susdits nous sommes obligez, comme
nous nous obligons par cette de payer la Somme
restante de huit cent treize mille huit cent vingt quatre
Florins quinze Pattars dans la Ville de Gand, An-
vers, ou Bruxelles à notre choix aux Termes cy-aprés
declarez, (savoir l'Impost des trois premieres années
de tous les Mündemens au deux Termes par
egales portions, le premier deux jours après la date
de cette Obligation & l'autre trois semaines après, de-
duction à faire de tout ce que les Communautés, de
deux Corps ont payé respectivement tant l'année 1689.
qu'a present: Et les deux années restantes pareillement
en deux Termes l'un trois mois après le dernier paye-
ment precedent, & l'autre endems les trois mois en-
suivans, sauf à augmenter ou diminuer à la sülidite
Somme toute erreur de fait & de calcul.

Et pour l'assurance dudit payement nous avons don-
né en charge les Personnes de Dom François le Grand
Abbé de Saint Martin, Jean Baptiste du Bois Bailly de
Rume, Jean Scorian Bailly d'Espieres, Laurent du
Bus Lieutenant Bailly de Warcon &
Bailly de Roncy pour les Etats du Tournais &
Pierre de Cocq, pour la Ville, qui volontairement ont
consenti de reitler pour Offages & assurance de ladite
Somme, avec faculté neantmoins de pouvoir renouvel-
ler & remplacer lesdits Offages par d'autres Ecclesiasti-
ques & Seculiers du Corps desdits Etats & Magistrat
de la Ville en pareil nombre & de meme Caractere, en
advertissant toutesfois auparavant Monsieur le Comte
de Bergeyck & des Personnes par lesquelles ils voudront
remplacer ceux qui seront les premiers en Offages, &
alors il leur sera depeiché les Passports & Sécurité
grais pour aller & veoir, & autuit que Messieurs les
Etats du Tournais & le Magistrat de la Ville auront
donné des Sécuritez pour le payement de ladite Somme
entiere, ou celle qui pourroit rester après les payemens
faits dans les Villes d'Anvers, Gand, ou Bruxelles à
leur choix, à la satisfaction toutefois de Son Altesse
Electrale, & des Seigneurs Etats Generaux des Pro-
vinces-Unies, ils seront mis en entiere Libenté, & on
leur donnera des Passports grais pour retourner à
Tournay.

Et parmy cette Soumission & Accord de la Contri-
bution, les Personnes tant Ecclesiastiques que Seculiers
qui sont deputez, & entrent dans l'Assemblée des Etats
du Tournais, leurs Huissiers, les baillis, Greffiers,
Tt

ANNO
1693.

& Collecteurs des Communautés dudit Tournes & aussi ceux de la Banlieue de la Ville pourront parmy Certificat du Greffier desdits Estats & de la Ville aller & tenir librement dans tout le Tournes, plat Pais & Places de France en toutes sortes de Voitures, avec leurs Familles, Domestiques armés contre les Voleurs & Equipage, nonobstant qu'ils résideroient dans la Ville de Tournay.

Fait au Camp d'Esquelles le vingt-septième du mois de Juillet mille six cent quatre vingt-treize, signé François Abbé de Saint Martin, Noël Abbé de Saint Nicolas, J. B. du Bois, J. Scorian, Charles Coppin, du Jardin, P. de Cocq.

Nous soussignés Comte de Bergeyck du Conseil d'Etat & Trésorier General des Domaines & Finances de Sa Majesté, & Abraham Sandra Receveur & Directeur des Contributions de la part des Seigneurs Estats Generaux des Provinces-Unies, déclarons d'avoir accepté, comme nous acceptons par cette l'obligation cy-dessus en duplicat de Messieurs les Deputés des Estats de la Ville de Tournay & Tournes pour le payement de la Contribution de cinq années de cette Guerre qui finiront au mois d'Avril 1694. Et nous leurs avons ensuite délivré les Sauvegardes pour toutes les Communautés, par lesquelles elles sont prises sous la Protection & Sauvegarde de Sa Majesté fait au Camp d'Esquelles le 26 de Juillet 1693.

Signé le Comte de BERGEYCK & ABRAHAM SANDRA. Nous Les Estats du Bailliage de Tournay & Tournes ayant veu & examiné le Traité cy-dessus mentionné, fait & accepté le 26. de Juillet 1693. au Camp d'Esquelles sur l'Escault entre Monsieur le Comte de Bergeyck pour le Roy Catholique & Monsieur Abraham Sandra pour les Estats Generaux d'une part, & les Sieurs Deputés de nous Estats d'autre, au sujet de cinq années de Contributions demandez sur notre Depaquetement, avons icelui agréé, ratifié & confirmé, agréons, ratifions & confirmons en toute sa forme & teneur. Fait en notre Assemblée du jourd'hui 28. dudit mois de Juillet 1693. témoin le Greffier desdits Estats soussigné, *signé* J. du CHAMBE.

Nous Prevost & Jurez, Mayeur & Eschevins de Tournay faisant les Confait & Estat de ladite Ville, déclarons qu'après avoir pris inspection du Traité que dessus nous le ratifions en notre esgard, & l'avons pour agreable, en foi de quoi nous l'avons fait signer de notre Greffier ce 29. Juillet 1693.

Signé,

A. L. JACQUERIE.

Après Collation faite au Registre des Resolutions de Messieurs les Confait de la Ville & Cité de Tournay où les Actes cy-dessus se trouvent enregistrez, la presente Copie y est trouvé accorder par le Greffier Civil de ladite Ville soussigné, son Seing cy-mis jointement le Cachet secret de la même Ville, le 8. Juin 1708.

(L.S.) BULFELART.

CLVII.

DANEMARC ET
BRUNSWIC-
LUNEBOURG.

Traité entre CHRISTIEN V. Roi de Danemarck, & la Maison de BRUNSWIC-LUNEBOURG, pour la Dimolition de Ratzebourg. Fait le 9. Octobre, 1693. [Lettres Historiques du mois de Novembre, 1693. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. V. Abtheil. IV. Absatz IV. pag. 163.]

Au nom de la Tres-sainte Trinité.

Sachent tous presens & à venir, que les Differens survenus entre Sa Majesté le Roi de Danemarck, de Norwege, &c. & la Serenissime Maison de Brunswick-Lunebourg, Zell, & Hanover, &c. au sujet des nouvelles Fortifications de Ratzebourg & de la nombreuse Garnison qu'on y avoit mise, ont été ajustés à l'amiable de la manière suivante, par la Médiation de l'Empire, des Rois d'Angleterre & de Suede, de l'Electeur de Brandebourg, & de Messieurs

les Etats Généraux des Provinces-Unies, qui se sont rendus Garands de ce Traité d'Accommodement.

ANNO
1693.

I. La bonne Intelligence, qu'il y a eu ci-devant entre le Roi de Danemarck, & la Serenissime Maison de Lunebourg sera renouvelée & rétablie, & tout ce qui s'est fait de part & d'autre au sujet de leurs différends sera entièrement oublié.

II. La Serenissime Maison de Lunebourg s'engage, de faire démolir les Fortifications faites à Ratzebourg, tant interieures, qu'exterieures, de commencer cette Démolition un jour après la Ratification du Traité, & de la faire continuer avec tant de diligence, qu'elle puisse être achevée dans trois semaines pour le plus tard.

III. Cette Serenissime Maison s'oblige encore de retirer ses Troupes de Ratzebourg & de leur faire passer l'Elbe après la Démolition des Fortifications de cette Place; mais il lui sera permis de laisser deux cents Hommes dans le Duché de Saxe-Lauenbourg.

IV. Le Roi de Danemarck promet de son côté de faire rentrer dans ses Etats toutes ses Troupes, après la Ratification de ce Traité; tant celles qui sont devant Ratzebourg, que dans le reste du Pays de Saxe-Lauenbourg, & de leur faire entièrement évacuer ce Duché quatre jours après la Ratification du Traité, hormis deux Regimens de Cavalerie & six Bataillons, qui resteront auprès de l'Artillerie, qu'on pourra y laisser quinze jours, au cas qu'elle ne puisse être transportée plutôt: à condition que ces deux Regimens de Cavalerie, & ces six Bataillons ne pourront exiger du Pays que le Fourage & l'utensile, Sa Majesté Danoise s'obligeant de leur fournir le Pain & les autres Vivres dont ils auront besoin. Il sera permis aux Danois d'entrer dans Ratzebourg & d'en sortir après la signature du Traité, & leur Artillerie sera retirée des Barrières, & conduite à un mille de là immédiatement après la Ratification, pour y rester avec les Troupes sultides, jusques à ce qu'elle soit voiturée hors du Pays; ce qui sera, ainsi qu'il a été déjà dit, dans quinze jours au plus tard.

V. On est encore convenu, que toutes les Hostilités de part & d'autre cessent dès le jour que le Traité sera signé; qu'outre les Contributions mises par le Roi au mois d'Août dernier, on n'en établira point de nouvelles, & on n'exigera absolument rien du Pays. Que les Generaux des Troupes de Sa Majesté Danoise feront observer une exacte Discipline dans leur retraite, & seront châtiés severement ceux qui pourroient entreprendre de commettre quelque delict.

VI. Sa Majesté Danoise ne se mêlera point en aucune maniere dans la Succession de Saxe-Lauenbourg contre la Serenissime Maison de Saxe; & ne la troublera pas non plus dans la Succession ou jouissance de ce Pays, directement, ni indirectement; mais laissera entièrement cette affaire à la décision des Arbitres ou Juges choisis à cet effet.

VII. Les Hauts Médiateurs demeureront Garands de l'exécution du present Traité, dont leurs Ministres Plenipotentiaires ont promis de rapporter leur Ratification dans le tems de six semaines.

CLVIII.

Tractat zwischen dem Herzog von Lön-9. Nor-gueville als Obristen Land-Herrn der Graffschafft Mawenburg und Valengis, und dem Canton Lucern / wodurch dieser letztere den ersten mit denen Edlösseren und Städten benannter Graffschafft zu seinen ewigen Burgern aufnimmt / und dieselbe vor allen Gewalt zu schützen verspricht. Geschehen auf Montag den 9. Wintermonat nach Christi Geburt 1693. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Abtheilung I. Ambagas IV. Absatz / von Schweiz, pag. 303. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LEIBNITZ Mantissa Cod. Jur.

ANNO 1693. *Jur. Gentium Diplomat. Part. II. pag. 126.]*

Cest-à-dire,

Traité entre le Duc de LONGUEVILLE en qualité de Comte de NEUCHÂTEL & de VALENGIN, & le Canton de LUCERNE, par lequel ledit Canton le reçoit en sa Composition, avec les Villes, Châteaux & Hommes du Comté, promettant de le secourir & défendre contre toute violence, Fait le Lundi 9. de Novembre 1693.

Wir die Schultheiß, Klein und große Râth / so man nennet die hundert der Stadt Lucern / thun fund wissen öffentlich hiemit / die weit wissen den Durchleucht und Hochgebohrnen Fürsten / dem Herrn Herzogen von Longueville / als Obersten Landfürsten der Graffschaft Nieuwenburg und Valendis von dieser Graffschaft wegen / unter welchen Etât und Städten löblicher Erbgnossenschaft / vor sehr viel Jahren davor eine alt-und rühmliche Vereinigung und ewiges Bürgerrecht geschlossen / mit Nahmen aber entworfen den Beszland Durchleucht und Hochgebohrnen Fürsten und Herren Philippen Marggrafen zu Hochberg löblicher Gesandts / bey seyhenden Marsschallen zu Burgund / Grafen und Oberherren zur Nieuwenburg / Herren zu Koteln und Eaufenburg eines / und unsern freunt / und ehrenden lieben Regiments Vorderen anderen theils / eine solch Einigung und ewig Bürgerrecht geschlossen / und auf St. Martin Magdalenc Abend des funffzigsten hundert und ersten Jahres in der Stadt Lucern öffentlich verfertigt und nach Abschied des hochgedachten Herrn Marggrafen ein solches mit Ihro Fürstliche Durchleucht und nahelichden Anno 1501. mit dessen nachgelassen Episcoper Doctor der Theolonia Johanna / in dem nächsten Jahr aber Anno 1504. darmit mit dem Eberhern dem Herrn Edwigen von Orleans / nachmaligen Herzogen zu Longueville wiederum erneuert / und Anno 1524. mit dessen Befehlzung entworfen der obbesagten Herren Johanna / und unsern lieben Voreltern nachmalige Actus ausgeheltet / entlichen dasselbe auch Anno 1570. von Iher Fürstliche Durchleucht dem Herrn Jenson von Orleans Herzogen zu Longueville und Tourville, auch unsern in Gdte ruhenden Voreltern erneuert und verfrischen worden / wie es dan die deshalb gefertigte Haupt-Brüder wissen / auf welche man sich beziehet:

Vertheltet und in Aufsehung / das eine solche gute Verstandnis und Bürgerrecht zu beständigen guten Erbschiffen wohl ausgeheltet / und erschaffen / So haben zu Erhaltung einer so alten / und verstandigen Freund- und Nachbarschaft Iher Fürstliche Durchleucht Herr Heinrich Juli von Bourbon. Fürst von Conde, und Fürst von Königlichem Schiltz / Pair und Grand Maître von Frankreich / Herzog von Anguien und Châteauroux &c. Ihrer Altes Christlichen Königlich Majestät zu Frankreich Gouverneur und Oberster Etathalter in denen Provinzen Burgund und Breffte, als Ehren-Vorsteher ihrer Fürstlichen Durchleucht des Herrn Herzogen von Longueville. Obersten Landfürsten der Graffschaft Nieuwenburg und Valendis, hieweil obbesagte Iher Fürstliche Durchleucht dem Herrn Herzogen zu Longueville und dem Herrn der Graffschaften Nieuwenburg und Valendis, ererbend stets löblich-Opfahrschafft halber / ein solches in Versehen zu verordnen / wie schon es das herkommen mitbrachte / hiez / obzumalich sallet / in dem Nahmen / und als dero oberndertlicher Ehren-Vorstand durch ihre hiez mit vollkommen Gewalt verordnete Abschiede / die hochgedachte Abschiede / auch Edle / Gesez / Verordnen und Wiß / Herrn / Herrn von Affry Gouverneur und dero General-Statthaltern in gedachter Ober-Herzschafft / wie auch die Herren Abraham Chambrier Atmeper zur Valendis, Herrn Johann Heinrich Herrn Herrn in Diers / Gensellen der gestagten Ober-Herzschafft Herrn Jenson Hery Hogen zu Bourdy, Herrn Johann Estantis-Râth der mehrerwehnten Graffschaft Nieuwenburg und Valendis / gräfliche Vereinigung und ewige Bürgerrecht mit uns wiederum erneuern / und dasselbe auf hochverordnete Iher Fürstliche Durchleucht des Herrn Herzogen zu Longueville. dero Erben und ewigen Nachkommen in guten Trewen zu erhalten schreyen wollen /

TOM. VII. PART II.

in massen hochgedacht ihre Fürstliche Durchleucht durch gedachte mit vollkommen Gewalt verordnete Abschiede hienumben an uns gemeinliche Werbung thun lassen / und uns sambt unsern Etât / Land und Lehen mit unser freundschaftigen Bewilligung zu ihnen / das ist / als ihren Vorsteher / und in Nahmen oft hochgedacht ihrer Fürstlichen Durchleucht des Herrn Herzogen von Longueville, und Obersten Land-Fürsten / und Herrn zu Nieuwenburg und Valendis, von dieser beyder Ober-Herzschaffen wegen / zu ewigen Bürgern empfangen / und das obangezogene ewige Bürgerrecht mit uns erneuert und bekräftiget haben / Darüber auch wie die zu Anfangs ernante / Schultheiß Klein und große Râth / so man nennet die hundert der Stadt Lucern / aus gleich / und denen obangezogenen Grund und Lehen hienit würde lichen / und in Kraft des gegenwertigen / das ernante ewige Bürgerrecht / wie es die alte Bürger-Brüß austretten / und welche hienit in ihren Kräften bleiben und bestähet seyn sollen / bekräftet und erneuert haben / bekräftet und erneuern auch dasselbe mit gegenwertigen / wie ein solches von Artikel zu Artikel hernach folgt.

Namlich / und hieweil wir in Aufsehung derselben Etate und Freundschaft obbesagte Iher Fürstliche Durchleucht den Herrn Herzog zu Longueville, als Obersten Landherren der Graffschaft Nieuwenburg und Valendis, dessen Erben und ewige Nachkommen / mit dessen Etäten / Erbsherrn Land und Lehen der Graffschaft Nieuwenburg und Valendis, in unsern ewigen Bürgerrecht auf und angenommen / so auch hienit willkürlich annehmen und empfangen / also daß wir dieselb auch dero Land und Lehen in gedachten Graffschaften Nieuwenburg und Valendis nun / und hienach zu recht / und vor Gewalt handhaben wollen / nach Ant und Saag unser Etats-Rechtens und löblichen alten Herkommen.

So bleibet noch weiters brecht / ob hochgedachte Iher Fürstliche Durchleucht dero Erben und Nachkommen theilwiser unser Râth Vorsteher zu brauchen nothwendig / und die erforderen wider / also den ihnen die ertheil / und verwilligen sollen / es sollen auch wie beyde Theil / und alle die unsern uns jündlich / unbilligster Rechten gegen einander begnügen / und was alsdan gesprochen wird / darbey zu hiechen / ohne weiter weigern / rügen und appelliren / fürderlich / und ohne Verzug recht ergehen zu lassen / und das fernere Theil der anderen mit fremden Anstaltschiffen Gerichten und Rechten nicht beschlumen / firnehmen / noch beschwehen soll / ausgeheltet und Ede und offen wider.

So sich aber begeben wird / das Eeren oder Widerwille wissen hochgedachte Iher Fürstliche Durchleucht dero Erben und Nachkommen und uns den Schultheiß / Râth und gemeinen stoffen Bürgern auch ewigen Nachkommen anstaltschiffen / so soll doch darmit nichts unvernünftiges gehandelt und fürgenommen werden / sondern so soll jeder Theil den anderen zu Recht und Aufschlag fürfordern / gehn Ziel / dahin dan nach der Erforderung der Theil / so also erfordert wird / in vierzehn Tagen den nächsten darnach kommende den Rechten fast thun / und dasselb jedweder Theil zweem Erben aus dem Verzicht der Erbgnossenschaft erstliche Mänter zu den Epänen setzen / die auch loben und schwehen sollen einen Ede / in Gdte / und den Heiligen / solch Trug / und Ewam von beyden Theilen mit Klagen und Antworten nach Nothdurft zu hören / und dannach zu beschließen / ob sie die mit beyder Theilen Willen und Wissen / betrogen und geschwehen mögen / und ob das mit beschließen mag / so sollen sie dan das Recht in drey vierzehn Tagen den nächsten aufserthen / wie sie das ihr Ede und Eere weigert / und was also von ihnen gemündlich / oder von uns beyden Theilen ausgesprochen wird / das auch dem mehreren Theil zweem Erben nachdungen werden soll / ohne alles weiter rügen / negieren und appelliren.

Ob aber die zugesetzten in ihren Eriden oder Fantastiken verschieden / und sich gleich theilen / so soll unser des Theils zugerechter / so in Tagen erfordert wird / und des die Anspruch ist / und aus dem anderen Theil ein gemainer Mann / der sie zu aller Ead der schiedlich und gleichbedeutend / und der das vor dorum das Recht nicht verliert / noch verschwehen hat / ligen und nennen / und der von dem Theil / dem er zugerecht / daran gewissen und gehalten werden / sich des annehmen / und bey dem Ede sich zu verbinden / solch Ead wie obicht fürderlich auszuordnen / und entweder zugesetzten geforderte Theil / so ihm die bester / und gerecht sein bedünket / in so viel Sack als verfehlt / folgen und schelten soll / und weder Theile zugesetzten theilwiser / also gereth / und solt

T 2

get /

ANNO 1693.

ANNO 1693. get, das die and dan die inder seyn / und dero wie ob
sicht nach-gangen werden soll / ohne alles weiter weigern
und argen / ohne Gescheh.

Doch so befallen wir uns hien zu lauter vor / den heil-
igen Erbi zu dem / das heilig Römisch Reich als von
des Reichs wegen / und alle die / mit denen wir vor-urtheim
des ersten Binger-Reichs mit Herrn Margrafen Phi-
llyp von Hohenberg aufgesetzt / in Bindnis / Einung /
oder Verbindlich seyn / ohne Gescheh.

Wie nun Hochgedacht ihre Fürstliche Durchleucht
Herr Jhrnrich von Bourbon, Fürst von Condé und
Fürst von Königlichem Gehalt u. als Ehren-Vorsitzer
ihrer Fürstlichen Durchleucht des Herrn Herzogen
von Longueville als Obersten Land-Herrn der Graffschaft
Neuenburg und Valendis, in dessen Nahmen / und von
wegen als obgedacht / durch mehr wohlernante dero Herrn
Abgesandte dieses ewige Bürgerrecht in Treuen und ohn-
verbrüchlich zu halten und zu erhalten / in Inster Stadt
und zu Insteren Handen öffentlich gelebt / versprochen und
geschworen haben / welches ihre Fürstliche Durchleucht
der Herr Herzog von Longueville auch selbst Persönlich
in unser Stadt wurde gelebt und geschworen haben /
man von der hies anhaltenen Lebs-Charitätlichkeit ihre
ein solches zu ohnungig gelebt wäre / alles in der
Mass wie solches von Heyland Jhro Fürstliche Durch-
leucht dem Herrn Margrafen Philipp von Hohenberg /
und andern dero Herrn Vorfahren lobfälligen Gedäch-
tnis vor wegen dero oberwehnten Oberherzschaft in Neuen-
burg und Valendis und Insteren lichen Wörtern gelebt
und geschworen worden.

Es haben den gleich erstalten auch wir die Schut-
heit / Heil und große Räte der Stadt Inster in Han-
den hochgedacht Jhro Fürstlichen Durchleucht des Herrn
Herzogs von Longueville, besten Erben und ewigen Nach-
kommen / als Obersten Land-Herrn der Graffschaft Neu-
enburg und Valendis, und ihrer Fürstlichen Durchleucht
des Herrn Fürsten von Condé so als Ehrenvorsitzer wie
obgedacht / dero Herrn Abgesandten dem Herrn von Affy
Gubernatoren und General-Statthaltern in Neuenburg
und Valendis dieses lebendige Bürgerrecht / wñ / sich /
und ohnverbrüchlich zu halten angelebt versprochen und
geschworen / ohn alle Gescheh.

Dessen dan und obgenannter Dingen aller zu wahren
und weisen Urtheil an diefen Brief Inster Stadt
gewöhnlich Sunstel henden / auch von Insteren Stadte
Schreibern unterzeichnet / und statimahl wir von oft
hochgedacht Jhro Fürstliche Durchleucht zu Inster und
Insteren ewigen Nachkommen Handen ein andern doch
einen Inhalt entgegen / bereyben zu dero / und dero
Erben und ewigen Nachkommen Handen diesen gegen-
wärtigen Brief publicir lassen. An welchem den neun-
ten Junymonat nach Christi Inster Herrn und Heylandts
Geburt Christi gescheh das zweyehundert beyt und
neunzigste Jahr.

Johann Carl Balthasar / Staats-Schreiber.

CLIX.

ii. Nov. *Conventio inter CAROLUM XI. Regem Suecie,
& Præpotes Ordines Generales UNITI BEL-
GII, super Navibus Mercatoris Suecicis, per
Naves illorum Ordinum Bellicis abductis, dam-
nisque illarum, facta Holmæ die ii. Novem-
bris 1693. [Simple Copie inas fuit.]*

Quoniam à novissima ii. Novembris Anni mil-
lesimi sexcentissimi nonagesimi primi in-
Conventione variz Mercatoriz Regni Sue-
cie Naves, quorum Catalogus, & chimani dati
æstimati hinc annexa sunt, ab Unit-Belgii Feederat-
orum Provinciarum Bellicis, & in prædam armatis
Navibus capte, & in earum portus abductæ fuerunt,
idecirco diversis habis colloquis inter Dominos Comi-
tes Sacre Regiz Majestatis Suecie Seniores, scilicet
Benedictum Oxenstiernæ Regie Cancellariæ Præsidem,
Fabianum Wreede, Collegiorum Cancellarum Commer-
cium & Metallorum Præsidem, & Nicolaum Gyl-
denstolpe, Regii Principis Hæreditarii Gubernatorem,
ab una, & Dominum Valerium Baronem de Hee-
keren, in Consessu Celsorum & Præpotentium Do-
minorum Ordinum Generalium & Provincia Geldriz
Deputatum, Ordinarum, & Eorundem apud Regiam

Majestatem Suecie Ministrum Plenipotentiarum, ex ANNO
altera parte, hæc controversitæ via amicabilis, modoque
subsequenti compilatæ & asscriptæ fuerunt. 1693.

I. Naves Mercatoriz Studentis Margariæ, & Ro-
landus nuncupatæ, una cum eorum onere in eo sta-
reidentur & restituerunt, quo tempore abductionis
factum, vel si deierores reddere scirent, sed nihilominus
Restitutio, cum refusione detrimenti; si antem red-
di nequeant, earum æstimatio solvatur, ad summam
quadraginta sex millium, centum & sexaginta quique
Thalerorum Imperialium, intra quatuor Menses, no-
mine Dominorum Ordinum Generalium Unit-Belgii,
Hamburgi in Banco numerandorum; sed quoniam hæc
Naves contra Avocatoria, in Imperio Germanico pub-
licata, epistole accutatur, supra memoratis Dominis
Sacre Regiz Majestatis Delegatis, ad seriam, æntamque
prædicti Domini Baronis de Heckeren instantiam,
declaratæ placuit; Quod altememorata Regia Majestas
non tantummodo quas hæc Naves Margaretæ &
Rolandus, una cum oneribus & mercimoniis suis,
sed insuper cunctas ejusdem nature ac conditionis
Naves, & Mercis dictis Avocatoriis subiectas, Catalogo
supradicto comprehensas, in commodum Sacre
Regiz Majestatis, aliis ad exemplum, fisco suo adeici
curabit, quoadquidem Regia Majestas voluntas atque
mens sit, ut Avocatoria in ejusdem Provincie
Germanicis, juxta eorum tñorem & sensum, strictè
observentur, & executioni mandentur.

II. Porro conventum est, ut Domini Ordines Ge-
nerales Unit-Belgii, pro omnibus Præsentionibus, quæ
in annexo Catalogo reperimur, simul & semel, Sacre
Regiz Majestatis (ut damna quæ ejusdem Subditis per-
petui sunt, inde reficiantur) persolvant, intra quatuor
Menses, à die hujus Transfichonis computandos, Summam
septuaginta sex millium Thalerorum Imperialium
Hamburgi in Banco, de qua tamen Summâ deduci
poterunt Naves, earumque Onera, quæ ante dictum
quatuor Mensium Terminum restitutæ fuerint, habiti
ratione Pretii, tempore Restitutionis, arbitrio bono-
rum virorum utrimque nominandorum, æstimandi; si
autem præter expectationem contingat, solutionem
tardius præstari, tum usuræ à dicto Terminò usque
ad dimidium pro centum singulis Mensibus solvantur.

III. Ad requisitionem dicti Domini Plenipotentiariz
à Præsentionibus Sacre Regiz Majestatis excluduntur,
& ite quorum interest, secundum cujusque naturam,
Jus & Competentiam relinquantur, Naves subsequen-
tes, inter relevatas in Catalogo enumeratæ, ut sunt
Onera Navis Catharinæ nuncupatæ, Onera Navis Ca-
rolli, Onera Navis Spei ex Norlandia, onera Navis
Principis Regiz, ut & Onera Navis Angeli Gabrielis,
bonæ insuper Strenuissimæ Naves Pauli Storeri &
Bartoli Wolff, cæteræque Naves Cervus deauratus, &
Viridis Abies, vel Titia dictæ.

Quæ ratione plenariis satisfactum erit omnibus Præ-
sentionibus, ne illa quidem earum relevata vel restituta,
quas secundum prædictum Catalogum, Sacre Regiz
Majestatis Subditi, ex capite interrupti Commer-
cii, ad hunc usque diem ab Ordinibus Unit-Bel-
gii rependendas postularum. Cæterumque hæc Con-
ventionem nullatenus intelligitur mutari. Tractatus ul-
lim affert præjudicium, vel illis quidquam derogari,
sed è contra confirmari eos, & corroborari.

Rati habebitur hæc Transactio utrimque, intra spatio-
rum sex Septimanarum. In ejus rei fidem, eandem
nominum nostrorum, Subscripione & Sigillorum ap-
positione firmavimus, Holmæ die ii. Novembris 1693.

(L.S.) BENEDICTUS OXENSTERNÆ.
(L.S.) FABIAN WREDE.
(L.S.) NIELS GYLDENSTOLPE.
(L.S.) DE HECKEREN.

CLX.

Declaratio Electoris Coloniensis JOSEPHI CLE-
MENTIS, quod pecunia Subsidiaria sibi præenti ANNO
Bello ab ORDINIBUS suppeditata, nullatenus quoad 1694
futurum in consequentiam trahi debeat. Datum
Bonnæ 1694.

* Voyez cy-devant sous le 12. Mai 1550. Tom.
IV. P. III. p. 10.

CLXI.

ANNO

CLXI.

1694

8. Mars. *Alte de la Mise en possession & Investiture de la Souveraineté de NEUCHÂTEL & de VALENGIN, adjugée à Son Altesse Sérénissime MARIE D'ORLÉANS, Duchesse de Nemours, par les Eftats de Neuchâtel le 8. Mars 1694. [Sur l'imprimé à Neuchâtel par ordre du Gouvernement.]*

NOUS LOUIS GUY Bourgeois de la Ville de Neuchâtel, Conseiller d'Etat & Maire de Rochefort. Savoir faisons à tous ceux qui verront la Présente; Que par devant Nous Président en l'Assemblée des Trois Etats du Comté de Neuchâtel, convoqué expressement pour procéder à la Mise en possession & Investiture de la Souveraineté de Neuchâtel & de Valengin en Suisse; Sont comparus, Très-illustre, Très-Haut & Très-Puissant Dame & Princesse, MARIE D'ORLÉANS, Duchesse d'Etouvenne, Comtesse de Saint Paul, Dunois, Tancerville, Gournay & autres Lieux; Veuve de Très-Haut, Très-Puissant & Sérénissime Prince HENRI DE SAVOYE, Duc de Nemours & d'Aumale, Prince de Genevois, Pair de France, &c. Item Haut & Puissant Seigneur CHARLES ANTOINE LOUIS DE VALOIS, Chevalier d'Angoulême, premier Gentilhomme de la Chambre de Très-illustre, Très-Excellent, & Très-Puissant Prince, FRANÇOIS LOUIS DE BOURBON, Prince de Cony, Prince du Sang, Pair de France; Agissant au Nom, & en Qualité de Procureur Général Spécial dudit Seigneur Prince de Cony. Et Généreux & Puissant Seigneur REINHARD, Baron de Guemunguen, Conseiller Privé & Président de Très-illustre, Très-Haut, & Très-Puissant Prince, FRÉDÉRIC MAGNUS, Margrave de Baden-Dourlach &c. Agissant au Nom & en Qualité d'Envoyé dudit Seigneur Margrave, comme Partie Intervenante; Deplus s'est présenté Noble & Prudent Sieur HENRY CHAMBRAY, Banneret de la Ville de Neuchâtel; Agissant de la part du Petit & Grand Conseil de ladite Ville; Lequel a représenté qu'il ne pouvoit pas se dispenser de proposer par devant cette Auguste Assemblée, au Nom du Conseil & Communauté de ladite Ville. Que vu l'importance du sujet, pour lequel on avoit convoqué extraordinairement Messieurs des Trois Etats, il se voyoit obligé au Nom qu'il agissoit, de prendre garde qu'il ne se passât rien qui pût préjudicier aux Droits de tout l'Etat, dont ils font une partie considérable, ni à la Forme & Pratique des anciens Jugemens. Que s'agissant donc aujourd'hui de juger de la Succession de la Souveraineté de Neuchâtel & de Valengin, il demandoit que, suivant le Droit & la Raison, & qu'en conformité de la Franchise, & Pratique observée en pareil cas dans ce Pais, & par tout ailleurs, les Sieges de Messieurs les Nobles fussent remplis & occupés par des Gens du Pais; comme tant plus d'intérêt à la conservation de l'Etat, & de ses Libertés & Privilèges que des Etrangers. Qu'il ne croyoit pas qu'il se trouve personne qui pût douter de la Justice de sa Demande, puis qu'elle est fondée sur les Loix qui ont établi la Nature & la Constitution de l'Etat. Qu'elle s'accorde avec les Maximes les plus certaines de la bonne Politique, & en particulier, avec celle qui veut que les choses se maintiennent par les mêmes moyens, qu'elles ont été établies. Que comme le contentement des principaux Membres d'un Etat a été nécessaire pour donner la forme au Gouvernement, & qu'il est intervenu pour l'établissement des Loix Fondamentales, telles que sont entr'autres celles de la Succession; Aussi est-il requis, que ce même contentement ou suffrage intervienne pour les Cas qui la concernent. Pour ces raisons & plusieurs autres, qu'il omettoit pour ne pas entretenir l'Audience, il demandoit au Nom dudit, que le Siege de Monsieur le Baron de Grandcour, Conseiller d'Etat, qui avoit pris Séance au rang des Nobles, à cause du Fiel Rolet qu'il possédoit, fût rempli par un Juge du Pais; que ce n'étoit pourtant pas qu'il ne fût persuadé de son intégrité, & de sa suffisance, & qu'il ne fût assuré qu'il seroit en cette occasion tout ce que la Justice & le Bien de l'Etat demandent; Mais comme tout ce qui s'est une fois pratiqué, se dire en conséquence, il

en pourroit arriver de grands Inconvénients à l'avenir; & que pour les éviter il conduisoit à ce que ledit Siege dudit Sieur Baron de Grandcour, fût remplacé par un Noble du Pais. Sur cela Monsieur HENRI SEIGNEUR D'OLEICS, Conseiller d'Etat, & Chancelier de cette Souveraineté, en Qualité de Procureur Général, dont il faisoit aussi la fonction, a dit que Monsieur de Grandcour étant Gentil-Homme, tenant Fiel dans cet Etat; & d'ailleurs, le plus Ancien des Conseillers d'Etat qui jugent au rang de la Noblesse; Et que cela s'étant ainsi pratiqué en 1661. où Monsieur de Molondieu tenoit en ladite Quatrième le premier Siege de l'Etat de la Noblesse, ledit Sieur de Grandcour pouvoit & devoit garder son Siege, & juger dans cette Cause; Cependant, qu'il n'empêchoit pas que Messieurs des Trois Etats ne rendissent une Déclaration là-dessus, ne voyant pas qu'il y eût rien de contraire aux Droits de la Souveraineté. & de l'Etat, puis qu'en tout cas il y avoit encore un Conseiller d'Etat, pour remplir son Siege. En même temps Monsieur le Chevalier d'Argoulême a produit & fait lire la Procuration suivante. Par-devant les Conseillers du Roi, Notaires à Paris souffrants, fut présent Très-Haut, Très-Excellent, & Très-Puissant Prince, Monsieur FRANÇOIS LOUIS DE BOURBON, Prince de Conti, Prince du Sang, Pair de France, demeurant en son Hôtel à Paris, sur le Quay de Conti, Paroisse St. André, Héritier institué de son Très-Haut, Très-illustre & Très-Puissant Prince, JEAN LOUIS CHARLES D'ORLÉANS, son Cousin Germain, vivant Prince Souverain des Contes de Neuchâtel & de Valengin en Suisse, & seul appelé à la possession de ses Ducs, servant son Testament du premier jour d'Octobre, mille six cent soixante-huit. Lequel a fait & constitué son Procureur Général & Spécial, la Généralité ne dérogeant à la Spécialité, ni au contraire: à Haut & Puissant Seigneur CHARLES ANTOINE LOUIS DE VALOIS, Chevalier d'Angoulême, premier Gentil-Homme de la Chambre de Son Altesse Sérénissime; Auguel Monsieur Seigneur le Prince de Conti a donné & donne Pouvoir & Puissance de se transporter esdites Souverainetés de Neuchâtel & Valengin, & là, pour & au Nom de Monsieur Seigneur, prendre possession réelle & actuelle desdites Souverainetés de Neuchâtel & Valengin, & de leurs Annexes, Circonscriptions, & Dépendances; en recevoir & prendre aussi l'Investiture, si besoin est, observer les formes en tel cas requises & nécessaires, en retirer tous Allés, & généralement faire pour raison de ladite Veste en possession, & de ladite Investiture le service de tels moines, & en conséquence d'icelle tout ce que ledit Prince pourra ou devra bon être, & comme Monsieur Seigneur le Prince de Conti pourroit faire en Personne, comme audit recevoir tels Juges, donner tels consentements, faire toutes les Déclarations, Protestations; se servir de toutes voyes de Droit qu'il avisera; s'insérer un ou plusieurs, en tout ou en partie, du Pouvoir porté en ces Préfentes; si ledit Procureur présentement constitué le trouve à propos; & généralement faire comme si Monsieur Seigneur le Prince de Conti étoit présent en Personne. Promettant &c. Obligant &c. Fait & passé audit Hôtel de Son Altesse Sérénissime, l'An mille six cents quatre-vingt quatre, le septième jour de Mars après midi; & à Son Altesse Sérénissime signé la Main de ses Présentes d'armes vers l'acte, l'un des Notaires souffrants, & est ladite Main contresignée; l'Original signé HENRI & L'ANGE; JEAN LE CAMUS Chevalier, Conseiller du Roi en tous ses Conseils, Maître des Requêtes Ordinaire de son Hôtel, Lieutenant Civil de la Ville, Président, & Vicar de Paris. Nous testons que lesdits HENRI & L'ANGE sont Notaires du Châtelet de Paris, & que j'ai assisté en Jugement, lors icelui, aux Actes qui sont par eux expédiés. En témoin de quoi nous avons signé & fait contresigner le Présent par notre Secrétaire, & apposer à icelui le Sceau de nos Armes. A Paris, le 8. Mars 1694. Signé le CAMUS, & par messieurs SEIGNEUR GAURET, Jetteur en Place. Puis le Sieur d'Argoulême de Geneve, Avocat dudit Sieur Chevalier d'Angoulême a lu la Protelle qui suit. Messieurs, Son Altesse Monsieur JEAN LOUIS CHARLES D'ORLÉANS, Duc de Longueville, Souverain de cet Etat, étant décédé le 4. Avril, dernier, après avoir institué par son Testament &c. son Procureur Notaire de Lion, le 1. Octobre 1668. son Altesse Sérénissime Monsieur le Prince de Conti son Cousin Germain son Héritier; Je me suis transporté ce jour d'aujourd'hui 7. Mars, pour des semaines dans ce Lieu, en

ANNO

1694.

ANNO
1694.

vertu de la Procuration, dont vous a été faite lecture, pour requérir la Mise en possession & Investiture de cette Souveraineté & Dépendances; Mais je suis obligé de dire, que ce Conseil n'a pas été convoqué dans les formes; une partie même de ceux qui le composent, s'il étoit question d'entrer dans ce détail, sont reclusables; Monsieur le Gouverneur qui en est le Président n'est sans la participation duquel il ne peut être convoqué ni tenu, est absent par la nécessité que Son Altesse Madame de Nemours lui a imposée pour favoriser les Intérêts, quoi qu'elle ne pût le destituer, on interdrait avant qu'aurait été reconnu Souverain de cet Etat, quoi que le Conseil d'Etat fut obligé de le reconnaître pour Chef; quoi qu'il eût été délibéré sous sa Présidence, à divers fois dans ce Conseil, qu'on ne changeoit rien dans le Gouvernement jusqu'à ce qu'il y eût un Successeur reconnu dans les formes; Et quoy que suivant le Droit, & ce qui a été pratiqué, même lors que les Princes de la Succession desquels il s'agissoit, fussent décédés en minorité, comme en 1552. Monsieur le Gouverneur ait, pendant cette espèce d'interregne, seul présidé & représenté le Souverain. C'est ce qui fait que je ne puis reconnaître ce Conseil compétent pour recevoir les requêtes que j'étois prêt de faire, & que sans entendue me soumettre à la Jurisdiction, dont je proteste par express: Mais seulement pour conserver les Droits de Son Altesse Sérénissime Monsieur le Prince de Conty, & satisfaire à la Coutume. Je déclare à toute cette Assemblée, que je demande la Mise en possession, & l'Investiture de cette Souveraineté & Dépendances, soit aux Trois Etats légitimement assemblés, soit, à tel autre Conseil ou Tribunal à qui il conviendrait d'appartenir de la donner; avec offre, que je fais à Saute ouverte de payer les Lays, & produire mes Titres. J'espère, Messieurs, que faisant réflexion que cette Souveraineté, comme il paroît par de solides raisons, & Titres authentiques, dont quelques-uns ont été faits avec vos Prédécesseurs, & les Illustres Cantons vos Alliez, a pu être donnée à Sadite Altesse Sérénissime, qu'elle lui appartient en vertu du Testament de Monsieur JEAN LOUIS CHARLES d'Orléans qui n'a pas été rompu par un postérieur, fait dans un temps, auquel il n'étoit pas habile à tester, ainsi qu'il paroît par le Jugement du Procès ventilant à Paris, entre Sadite Altesse Sérénissime, & Madame la Duchesse de Nemours; On n'ajugera à cette Princesse, qui a déjà disposé de cette Souveraineté aucune Possession ou Investiture provisoire, quand même on y mettroit cette clause que dès à présent comme pour lors Son Altesse Sérénissime Monsieur le Prince de Conty est aussi reconnu Seigneur provisoire de ces Contes. après la mort de cette Princesse si elle meurt avant la décade de ce Procès: J'espère au contraire, qu'on laissera toutes choses en suspens jusqu'à ce que dans une Assemblée régulière, ou par devant le Tribunal Souverain de cet Etat, il ait été décidé de quelle manière la Contestation touchant cette Souveraineté sera instruite, & qui seront les Juges qui la décideront. Et au surplus, je continue de protester de nullité de tout ce qui a été fait, & de tout ce que l'on pourra faire au préjudice des Droits de Sadite ALTESSE SERENISSIME, même contre ceux qui le feront. Et les Treasoriers ou Receveurs qui dériveront des deniers, & de me pourvoir comme par raison conviendra, & de tout ce que de Droit est, & fait à protester; Je prens à Témoins tous ceux qui sont ici présents que je vous ai fait lire ma présente Protestation, & que je vous en laisse Copie par écrit, & ne reconnaissant pas ce Conseil pour Canonique, je me retire. Signé CHARLES-ANTOINE-LOUIS DE VALLOIS, Chevalier d'Angoulême. D. SARTORY.

Après la lecture de cette Proteste, ledit Sieur Chevalier d'Angoulême s'est retiré avec le Sieur de Mars, Secrétaire de Monsieur le Prince de Conty, & ledit Sieur Sartory, sans ouvrir ni faire lire le susdit Testament, & sans laisser d'autres Ecrites que la Procuration & la Proteste susdites: Et comme ils se retiennent, le Sieur Brandt, Avocat de Son Altesse Sérénissime, Madame la Duchesse de Nemours, leur ayant demandé s'ils ne reconnoissent point ce Tribunal? Le Sieur de Mars a répondu qu'ils ne le reconnoissent point. En même temps ledit Sieur Brun d'Oleires, agissant comme Procureur Général, a contreprotesté pour la nullité de cette Proteste, demandant que Messieurs des Trois Etats pourvoyent par la Déclaration qu'ils rendront sur ce sujet, à ce qu'elle ne puisse porter de préjudice aux Droits de la Souveraineté; ni à la compétence de Messieurs des Trois Etats. Ledit Sieur Bannier a aussi contreprotesté au Nom de la Ville, pour la nullité de ladite Proteste de Monsieur

le Chevalier d'Angoulême, demandant que par rapport à la part & à l'intérêt que ladite Ville de Neuchâtel y a, elle soit anéantie, & que Messieurs des Trois Etats pourvoyent par la Déclaration qu'ils rendront sur ce sujet, à ce qu'elle ne puisse point porter préjudice aux Droits de la Souveraineté, ni à la compétence de Messieurs des Trois Etats. Puis il a retiré son Instance à l'égard de Monsieur le Baron de Grandcour, Surquoil Messieurs Fequely & de Gayet, Envoyez du Canton de Fribourg, présents en l'Audience, ont dit qu'ils sont surpris qu'on prétende recueillir Monsieur le Baron de Grandcour, & lui ôter son Siège, comme si les Bourgeois de Fribourg étoient étrangers vu qu'ils sont Combourgeois & même Bourgeois avec cet Etat, comme il est à voir par les Traitez d'Alliances, qu'on a depuis peu renouvellez; Que cela ne s'est jamais pratiqué: Mais bien le contraire, comme il comble en pareil cas; Que ce seroit une nouveauté préjudiciable à la bonne Intelligence de deux Etats si étroitement alliez; outre qu'ayant l'honneur d'être Conseiller d'Etat, & Vassal de Son Altesse Sérénissime, son Siège & son Rang ne lui peuvent pas être ôtés sans autres justes Causes de Révocation: Priens pour cet effet qu'ils lui soient maintenus, & qu'on leur donne du temps pour en donner avis à leurs Seigneurs & Supérieurs; Déclarant d'ailleurs n'avoir rien à démêler avec la Ville de Neuchâtel, & protestant au cas de récus, pour la nullité de ce qui se feroit. Monsieur de Roll, Seigneur d'Imenholtz, Conseiller d'Etat, & Bourlier de la Ville & Canton de Soleure, tant au Nom de Leurs Excellences, que du sien propre, de celui des Sieurs de Roll & Vallier les Coullins, comme Vaux de cette Souveraineté, a aussi représenté qu'ayant remarqué qu'on reculoit ledit Sieur Baron de Grandcour, sur le vain prétexte qu'il est Etranger, l'intérêt commun qu'ils avoient à cette affaire, (puis que si Messieurs des Trois Etats le déclaroient recusable, leur Déclaration pourroit par une conséquence nécessaire avoir le même effet contre lui, & les autres Vaux) l'obligoit de remonter à Messieurs des Trois Etats que c'est une pure nouveauté qu'on prétend introduire à leur préjudice, & qui donne atteinte au Privilege & Droit de ceux pour qui il s'agit, & des autres Vaux, comme Messieurs de Bonilletten de Berne, qui depuis passé deux ou trois cents ans, ont toujours occupé les premiers Sièges de l'Etat de la Noblesse, tant aux Audiences générales qu'aux Etats: Qu'il feroit inutile de les faire convenir dans ce Tribunal pour juger des Procès des particuliers, & leur donner l'exécution dans une Action si célèbre que celle dont il s'agit, où le Droit & les Privileges de leurs Fiefs, leur donnent rang & les appellent. Que par leurs Fiefs & l'homme qui en rendent en temps requis, ils font Faux & Serviteurs de Son Altesse Sérénissime, & non point Etrangers, quand même ils ne seroient pas Alliez autant qu'ils le sont à cet Etat. Enfin qu'ils n'ont rien à démêler avec la Ville de Neuchâtel, qui n'est pas en Droit de leur ôter un Droit qui leur appartient si légitimement, devant se contenter de son rang, sans les venir troubler dans leurs Droits dont ils ont joui de toute ancienneté. Concluant qu'une affaire de cette importance ne soit point jugée & décidée, que premièrement il n'ait eu le temps d'en aviser ses Seigneurs & Supérieurs; autrement il se retirera de l'Audience, lui-même les Ordres qu'il en a, vu que dans cette affaire un seroit Juge & Partie; Et qu'il protestoit de nullité contre ce qui pourroit être ordonné là-dessus. Sur quoi ledit Sieur Brun d'Oleires en Qualité de Procureur Général a dit, qu'il est vrai que les Vaux de cette Souveraineté sont obligés de se trouver aux Audiences & aux Etats pour y juger quand ils en sont requis; Mais que c'est plutôt une charge pour eux, que non pas un Droit, d'autant plus qu'en 1668. Son Altesse Sérénissime Monsieur le Prince de Conty, Prince dernier mort, ordonna que l'Etat de la Noblesse devoit être rempli par des Nobles du Pais: Et nomma même pour cela les quatre plus Anciens Conseillers d'Etat, fins que Messieurs les Vaux s'y soient opposés, non plus qu'en 1672. D'ailleurs que s'il falloit suivre le rang que les Vaux tenoient aux Audiences, ceux qui prétendent juger en cette occasion n'y pourroient pas être admis; Et que ceci n'a rien de commun avec les Alliances & les Combourgeois entre les deux Etats. Que parant il contreprotestoit pour la nullité des Protestes desdits Sieurs Envoyez & Vaux de Fribourg, & de Soleure; & Requetant Messieurs des

ANNO
1694.

ANNO 1694. Trois Etats que par leur Declaration ils pourvoyent à ce que ledites Proteſtes ne puiſſent point porter de préjudice aux Droits de la Souveraineté: ledit Sieur Banneret a auſſi contreproteſté contre ledites Proteſtes, au nom de la Ville & Communauté de Neuſchâtel.

Enſuite le Sieur Brandt, Avocat de Son Alteſſe Sereniſſime Madame la Duchefſe de Nemours, a représenté au nom de Sadite Alteſſe Sereniſſime, que les démarches qui ont été faites dans cette Audiance ſous le nom de Monſieur le Prince de Conti, étant injurieufes à l'Etat, contraires aux Autoritez Souveraines, & aux Loix Fondamentales du Pais, préjudiciables à l'Ordre Judiciaire pratiqué de tous tems en pareil cas, & choquant la compétence de Meſſieurs des Trois Etats, qui ſont les Juges ordinaires, naturels, incontestables en ces fortes d'occasions. Son Alteſſe Sereniſſime demande que tout ce qui a été dit, & généralement tout ce qui a été fait de la part dudit Seigneur Prince de Conti, tant aujourd'hui que ci-devant, ſoit mis au néant & déclaré nul, & comme non avenu, ſans qu'à l'avenir cela puiſſe ni doive rien valoir, ni ſervir contre la compétence deſdits Etats du Pais, ni donner atteinte à tout ce qui a été fait, & ſe fera en conséquence de la Poſſeſſion & de l'Inviolabilité qui ſera accordée à Son Alteſſe Sereniſſime. Concluant parant que ſans prendre nul égard, & ſans s'arrêter aucunement à l'incompétence propoſée, ils doivent juger ſur les Demandes que Son Alteſſe Sereniſſime, Madame a à faire, comme étant les Juges compétens reconnus, tant par ce qui a toujours été pratiqué ci-devant, que par le Jugement qui en fut déjà rendu l'an 1672. Après toutes ces allegations & Proteſtes, nous avons ſur ce demandé le Droit & Jugement à Meſſieurs des Trois Etats; lesquels après avoir pris avis enſemble en Chambre de Conſultation, au recour d'icelle; ils ont déclaré qu'ayant entendu les Propoſitions qu'ont faites Meſſieurs les Envoyez des deux Louables Cantons de Fribourg & de Soleure; demandans du déſit au ſujet des révocations qui ont été faites de la part du Conſeil & Bourgeoisie de Neuſchâtel. Ils ne peuvent avoir ce déſit; puis que c'eſt aujourd'hui le jour ſeul des ſix ſemaines, ſur lequel la Miſe en poſſeſſion & Inſtallation de la Souveraineté ſoit demander; Sans toutefois déroger ni préjudicier aux Prétrogatives des Vauſaux. Cependant aiant fait réflexion ſur ce qui s'eſt paſſé en 1668. & en 1672. ils trouvent que Monſieur de Diebach de Grandcour doit s'abſtenir du Jugement, ſe reſervant de juger ſur les autres Proteſtations & Contreproteſtations, qui ont été faites, quand les Trois Etats ſeront pleinement revêtus. Enſuite de cette Sentence Monſieur Brun en qualité de Procureur Général, aint appelé Monſieur Bergeon Conſeiller d'Etat, & Maire de Neuſchâtel, il a pris ſeance en place dudit Seigneur de Grandcour; Sur cela ledit Sieur de Roll a dit que comme il auroit remarqué par cette Sentence qu'on n'a pas eu tous les égards qu'il ſeroit à deſirer pour les Seigneurs, & Supérieurs. Il proteſte de relever leurs Droits, après qu'il y aura un Prince reconnu; Que Meſſieurs les Aſſeſſeurs ſe ſaiſiſſent Juges & Parties; il ne pouvoit point les reconnoître pour Juges compétens; ains étoit obligé de ſe retirer. Enſin qu'il reiteroit la Proteſte qu'il avoit déjà faite pour la nullité de tout ce qui ſe paſſeroit, & demandoit qu'elle fut rédigée par écrit. Mondit Sieur Brun en qualité de Procureur Général, après s'être étendu plus au long, ſur la contreproteſte qu'il a déjà ci-devant faite, l'a reiterée ſur l'allégué de Monſieur de Roll, & demandé qu'elle ſoit rédigée par écrit. Ledit Sieur Banneret lui a dit nuſſi qu'il ne doit pas trouver étrange que le Conſeil & Communauté de Neuſchâtel en uſât de cette manière. Que la Franchiſe de Jean Comte de Fribourg & de Neuſchâtel porte, qu'il faut être du Comté pour juger de la Souveraineté; Qu'il n'y eut point d'étranger pour Juge en l'an 1672. & qu'il ne parût point qu'il y en ait eu en 1572. Qu'il uſoit du Droit commun de toutes les Nations, que les différends pour la Souveraineté ſoient jugés dans le Pais, & par les Etats du Pais; Que c'eſt un Droit des Gens, & une conclusion qui ſe tire ſi directement des Principes d'équité connus de tout le monde, & de l'intérêt commun, que toutes les Nations ſe ſont unies en ce Point ſans aucun concert. Qu'ainſi étant clair que nul Prince, & nul Etat étranger n'ont Droit de juger des différends pour la Souveraineté, & que ce Droit appartient à l'Etat même, qui a intérêt de conſerver ſa tranquillité, il re-

ſuſtoit de là que les Etats du Pais qui doivent juger de ces fortes de différends, doivent être compoſez de Gens du Pais & des Membres de cet Etat-là. Que quant au reſte, ce n'étoit pas l'intention du Conſeil & Communauté de Neuſchâtel, au nom de laquelle il parloit, de rien faire qui pût offencer ni Meſſieurs de Fribourg, ni Meſſieurs de Soleure, qu'au contraire ils étoient dans de parfaites diſpoſitions, de leur donner en toutes occasions des marques, des égards de la conſideration, & du reſpect que ladite Ville, & Communauté a pour eux; Que leurs Excellences étant juſtes & équitables, Elle ſ'aliſſoit qu'ils ne trouvoient point mauvais qu'Elle ſe ſerve de tous les moyens juſtes & raisonnables pour maintenir ſes Droits, & empêcher qu'il ne ſe faſſe rien au préjudice de l'Etat, dans une occasion de cette importance. Et qu'ainſi il contreproteſtoit pour la nullité de la Proteſte de Monſieur de Roll, demandant que ſa Contreproteſte ſoit rédigée par écrit. Et après quelques Répliques de Roll & d'autre, ledit Sieur Bouquier de Roll s'étant levé, il ſ'eſt retiré. Et les Sieurs Jean Fréderic de Roll, & François-Joſeph Vallier, Conſeillers de Soleure, qui ont auſſi été appelés pour aſſiſter ausdits Etats, à cauſe de leurs Pères, ſe ſont auſſi retirés avec lui: Mais les autres Vauſaux qui étoient préſents ſont demeurés dans la Chambre de l'Audiance. Deplus ledit Sieur Banneret de la Ville de Neuſchâtel a encore voulu recourir le Sieur Baltazar Vallier, Châtelain du Landeron; Mais ſur l'Oppoſition dudit Sieur Brun d'Oſten en qualité de Procureur Général, le Droit demandé à Meſſieurs des Trois Etats, ils ont déclaré que ledit Sieur Vallier étant Originnaire de ce Pais, Bourgeois & Châtelain du Landeron, il peut juger de cette Cauſe. De forte qu'il eſt demeuré ſur ſon ſiège. Après tous ces préliminaires, Son Alteſſe Sereniſſime, Madame la Duchefſe de Nemours a ſait lire le Certificat ſuivant.

Nous CLAUDE CAYE, & CLAUDE COIGNARD, Notaires Gardes-notaires du Roi, en la Ville & Vicomté de Rouen, Certifions à tout qu'il appartiendra, que cejourd'hui quatrième de Février mille ſix cent quatre-vingt quatre, ſur le Mandat qui nous a été fait, ledit Jour susdits Mids, par ANTOINE BARON Maître de l'Hôtel de Son Alteſſe Madame la Duchefſe de Nemours. Nous nous ſommes transportés de ladite Ville de Rouen à l'Abbaye Royale de Saint Georges, diſſant de ladite Ville de deux Lieues, ou environ, pour deſſer notre Procès-verbal de l'Etat de la Santé de Très-Haut, & Très-Eminent Prince, Monſieur JEAN-LOUIS CHARLES d'Orléans, Prêtre, Duc de Longueville, que l'on nous a dit être très-malade, en ladite Abbaye, auquel lieu étant arrivés, nous avons trouvé ledit Seigneur Duc de Longueville ſiſant mort dans ſon Lit, & nous a été atteſté par les Conſigneurs, qu'il étoit cedit Jour décédé ſur le midi, dans ſon appartement, étant au premier Etage dans Penſée de ladite Abbaye, d'unſel preſent Procès-verbal ledit Sieur Baron, au Nom & comme Porteur des Ordes de ladite Dame Deſſeigne de Nemours, preſentſe Médecin dudit ſeu Seigneur Duc de Longueville, a requis le preſent Acte deſdits Notaires, qui le lui ont accordé pour valoir ce qu'il appartiendra. Ce ſa ſait & paſſé en ladite Abbaye de St. Georges ſur les deux heures après Midi l'An & Jour ſuſdit. A ce preſent Dom ABRAHAM JOURDAIN, Ancien Religieux de ladite Abbaye; Dom NICOLAS DU MOUSTIER, Frere des Religieux Réformés de la Congregation de St. Maur de ladite Abbaye; Dom FRANÇOIS QUENET Supérieur; Dom VICTOR FIXIER, Religieux de ladite Abbaye; & Commis ſpécialement pour avoir la conduite de Sadite Alteſſe Sereniſſime deſunt, Et diſcrette Perſonne Mre. JACQUES MAURY, Prêtre, Curé de la Paroiſſe de St. Martin de Becheville, dans le détroit de laquelle ladite Abbaye eſt ſiſte, Mre. NICOLAS MADRAIN, Docteur en Médecine de la Faculté de Paris, & Médecin ordinaire de la Maïſon de Monſieur le Prince de Condé, & Mr. PIERRE ROBILLARD, Médecin Ordinaire dudit ſeu Seigneur Duc de Longueville, qui nous ont atteſté que ledit d'écès eſt arrivé cedit jour, à ladite heure de Mids. Et ont tous les ſuſſenſionnés ſigné à la Minute des preſentes demeurées vers ledit COIGNARD Notaire. Et eſt ladite Minute contrôlée à Rouen au 2. Vol. Folio 202. l'N. 2. par CHARLES de 4. Février 1694. Pourquoy a été poſé vingt ſols, Signé CAYE, & COIGNARD; PIERRE le PESANT, Chevalier, Seigneur de Roſſignollet, & de Pinterville, Conſeiller du Roi. Lieutenant Général au Bailliage de Rouen, & Préſident au Siège Préſidial dudit lieu; Aſſeſſeurs à tous qu'il appartiendra que Meſſieurs CLAU-

ANNO
1694.

ANNO
1694

CLAUDE CAYE, & CLAUDE CIONARD, aiant délivré l'Acte ci-dessus joint Naturelles Garde-cottes du Roi à Rôuen, y demeurant, ont été reçus fait & prêt Serment audit Bailliage, exerçant journellement & passant tous Actes & Contrats dont ils ont requis, auxquels on ajoute foi, tant en Justice que hors icelle. Pour vérité dequoi nous avons signé le present, celui fait signer de nôtre Greffier ordinaire, & après le Seal Royal dudit Bailliage. Donné à Rôuen, le Samedi sixième jour de Février, mille fix cent quatre-vingt quatorze. Signé le PESANT, & AUTZOUT. Après la Lecture de ce Certificat, le Sieur Brandt Avocat de Madite Dame a dit, que puis que Monseigneur JEAN-LOUIS-CHARLES d'Orléans Duc de Longueville nôtre Souverain Prince, est mort le quatrième du Mois de Février dernier Sûle nouveau, & que c'est aujourd'hui le jour des six semaines après son décès sur lequel la Succession de cette Souveraineté le doit réclamer par devant Messieurs des Trois Etats, suivant la Coutume de ce Pais usitée en pareil cas. C'est pourquoi il demande au nom de Madite Serenissime Dame & Princesse la Mîse en possession de ladite Souveraineté de Neuchâtel & de Vallangin, avec ses appartenances, dépendances & annexes, comme étant ladite Serenissime Dame & Princesse la Sœur unique & plus proche Héritière dudit Sieur Seigneur & Prince JEAN-LOUIS-CHARLES d'Orléans son Frere, vivant par la Grace de Dieu Prince Souverain desdits Neuchâtel & Vallangin. Sur cela ledit Sieur Brun d'Oleires en qualité de Procureur Général a dit, que par le Certificat que Son Altesse Serenissime Madame a fait lire & par les Lettres qu'elle a fait l'honneur d'écrire à Messieurs du Conseil d'Etat; Comme aussi par celle que Son Altesse Serenissime Monseigneur le Prince de Conti a écrit à Monsieur le Gouverneur d'Affry, & au Conseil d'Etat, paroissant que Mondit Seigneur nôtre Souverain Prince de glorieuse mémoire est mort le quatrième de Février dernier, selon le nouveau stile; Et que par conséquence, c'est aujourd'hui le jour des six semaines après son décès, sur lequel la Mîse en possession, & Investiture de cette Souveraineté se doivent demander, par devant ce Tribunal, il ne s'oppose point à la demande de Son Altesse Serenissime Madame la Duchesse de Nemours, Sur quoi nous avons demandé le Droit & Jugement à Messieurs des Trois Etats; Lesquels étant allés en Chambre de Consultation pour prendre avis ensemble, au retour d'icelle, ils nous ont rapporté par Sentence, qu'ayant vu par le Certificat que Son Altesse Serenissime Madame a produit, que Son Altesse Serenissime de glorieuse mémoire est mort le quatrième du mois passé selon le nouveau stile, & que c'est aujourd'hui le jour des six semaines, ils mettent ladite Dame en possession de la Souveraineté de Neuchâtel, & de Vallangin avec ses appartenances, dépendances, & annexes quelconques. Le Sieur Brandt a ensuite demandé au Nom de Madite Dame l'Investiture de la Souveraineté de Neuchâtel & de Vallangin, avec ses appartenances, dépendances & annexes, à forme de la Mîse en possession que Messieurs des Trois Etats lui en ont jugée. Sur cette demande, le Sieur Chambrier Bannetier de la Ville de Neuchâtel, a protesté au Nom du Conseil & Communauté de la Ville de Neuchâtel, que quelle Sentence qui se rende elle ne puisse en aucune façon préjudicier aux Franchises, Libertez, Usances, & Coutumes, & autres, & non écrites, ni aux Loix Fondamentales de l'Etat. Et a demandé audit Nom que ladite Proteste soit rédigée par écrit dans le Manuel des Etats. Ledit Sieur Brun d'Oleires toujours en qualité de Procureur Général a aussi protesté que quel Jugement qui se rende, il ne puisse point porter préjudice aux Droits de la Souveraineté, & en outre il a contreprotesté avant que moins fait, contre la Proteste de Monsieur le Bannetier, demandant que toutes ses Protestes & Contreprotestes soient rédigées par écrit. Sur cela est intervenu Monsieur le Baron de Guemmingen, au Nom, & en qualité d'Envoyé de Son Altesse Serenissime Monseigneur le Prince FRÉDÉRIC-MAGNUS Margrave de Baden-Durlach &c. Quel a fait proposer par son Avocat, qu'il priot Messieurs des Trois Etats de rendre un tel Jugement entre les Parties, par lequel toute alienation soit empêchée, les Loix Fondamentales & le Droit Coutumier de cette Souveraineté, les Privilèges de Messieurs les Etats, le Bien public, le Droit de succession tant de la famille de la Serenissime Maison de Baden, qu'aucun bien des autres qui pourrout avoir

le Droit de la Succession, selon les ouvertures, cas & événements qu'il plaira au Tout-puissant d'envoyer par sa Divine Providence, demeurent affermis & soient conservés; Demandant que son Instance soit enregistrée, & d'en avoir Acte. Surquoi nous avons demandé le Droit & Jugement à Messieurs des Trois Etats. Lesquels après avoir pris avis ensemble, en Chambre de Consultation, au retour d'icelle, ils nous ont rapporté, qu'ayant rédigé par écrit leur Sentence en Chambre, ils nous prient d'en faire faire la lecture par Monsieur Brun Seigneur d'Oleires, Chambrier, ce qu'il a fait à haute voix en ces termes: *Messieurs des Trois Etats, aiant mis en considération la Loi & Coutume inviolablement observée jusques à present entre les Descendants des Princes Souverains de cet Etat, & l'Ordre de la Succession qui s'en est constamment ensuyvi, Il donne par Sentence à Son Altesse Serenissime, Madame la Duchesse de Nemours, l'Investiture de cette Souveraineté, Appartenances & Dépendances, comme étant la Sœur unique & plus proche Héritière de Son Altesse Serenissime Monseigneur le Duc de Longueville, nôtre Souverain Prince dernier décédé. A l'égard de la demande de la Possession, & Investiture que Monsieur le Chevalier d'Angoulême a faite, au Nom de S. A. S. Monseigneur le Prince de Conti, en vertu d'un Testament prétendu, on n'y peut avoir aucun égard, non seulement parce qu'il n'a pas été ni ouvert ni lu, mais principalement parce que la Souveraineté ne peut être aliénée par Testament, ni autrement, suivant la nature & constitution de l'Etat, & l'usage toujours pratiqué touchant la Succession de ce Pais. Et quant à la Protestation faite par ledit Sieur Chambrier d'Angoulême, Messieurs des Trois Etats la mettent à néant, comme étant informe & irrégulière, faite contre la Puissance publique & les Franchises & Libertez du Pais; préjudiciable à l'Ordre Judiciaire pratiqué de tous tems, & à la Complétude & Autorité des Trois Etats, qui sont les Juges naturels & incontestables en ces sortes de cas; Ordonnant aux Tresoriers, & Receveurs de Son Altesse Serenissime, de payer & délivrer suivant les Ordres de Son Altesse Serenissime Madame la Duchesse de Nemours, reconnu Souveraine de cet Etat, moyennant qu'il eux & les leurs ne pourrout être recherchés ni inquiétés pour ce sujet, sous quel prétexte que ce soit. Monsieur le Baron de Guemmingen au Nom de S. A. S. Monseigneur le Marquis de Baden-Durlach aiant fait instance que l'Ecrit par lui produit à Messieurs des Trois Etats fut enregistré sur le Manuel des Etats, & qu'en suite Aste lui en fut expédié. Mèdit Sieurs des Trois Etats ont jugé que son Instance fere enregistrée sur le Manuel des Trois Etats, & qu'Acte lui en fere expédié. Et pour ce qui est des Protestes & Contreprotestes de Monsieur le Procureur Général au Nom de la Souveraineté, & de Monsieur le Bannetier, au Nom du Conseil & Communauté de la Ville de Neuchâtel. Mèdit Sieurs des Trois Etats déclarent qu'elles seront enregistrées pour servir avant que de Droit. Ensuite de cette Sentence, nous avons mis en possession & investi Sadite Altesse Serenissime Madame la Duchesse de Nemours de ladite Souveraineté de Neuchâtel & de Vallangin avec ses appartenances, dépendances & annexes, par la tradition du Sceptre que nous avons déposée entre les mains. Enfin, Son Altesse Serenissime a fait dire par le Sr. Brandt son Avocat qu'ayant entendu l'instance d'intervention que l'on venoit de faire de la part de S. A. S. Monsieur le Margrave de Baden, Elle vouloit bien croire que cette Instance n'est qu'à bonnes fins, & qu'elle ne tend point à préjudicier à ses Droits; Toutefois comme elle ignore quels Droits Monsieur le Margrave de Baden prétend avoir, & qu'elle ne fait pas l'usage qu'on voudroit faire de cette Instance dans la suite, ni quelle conséquence on en prendroit tirer, Elle ne peut du moins pour la conservation de ses Droits, & Autorité & pour éviter toute conséquence préjudiciable à l'avenir, que de faire proteste contre la susdite Instance aux fins qu'elle ne puisse nuire, ni donner aucune atteinte aux Droits de Son Altesse Serenissime, ni empêcher l'effet de la possession qu'Elle a prise, & de l'Investiture qui lui a été donnée. Et aiant demandé que sa Proteste soit aussi rédigée & d'en avoir Acte, Messieurs des Trois Etats le lui ont jugé. Ce qui a été jugé & sentence souverainement & absolument par les Nobles, Geneux, Vertueux, & Prudens Sieurs ABRAHAM CHAMBRIER, Ancien Maire de Vallangin; JEAN JACQUES SANDOZ, Commissaire Général; JEAN DE MONTMOLLIN, Tresorier Général; & JEAN*

ANNO
1694

ANNO
1694.

MICHEL BERGEON, Maire de la Ville de Neufchâtel, tous quatre, Conseillers d'Etat, pour l'Etat de la Noblesse. BALTASAR VALLIER, Châtelain du Landeron; JONAS HORY, Docteur aux Loix, Conseiller d'Etat, & Châtelain de Boudry; SIMON BRUN, Capitaine & Châtelain de Tielle, Maire de Saint Blaise; & FRANÇOIS-LOUIS DU TERRAUX, Lieutenant du Vauxtravers, pour le rang des Officiers. Et pour le Tiers Etat, les Sieurs Quatre Ministres de la Ville de Neufchâtel nommément: JEAN OSTERVOLD, Seigneur de Bodelley, Maître Bourgeois en Chef; JEAN JACQUES FAVARGER; Le Capitaine SAMUEL MARVAL, & JEAN PETITPIERRE, tous Quatre du Con-

seil Etroit de ladite Ville. En présence des Nobles Gentilshommes, Vassaux, & Officiers; des Sieurs Conseillers de la Ville de Neufchâtel; des Députés de la Bourgeoisie de Vallangin; des Sieurs Ministres de la Classe, des Députés de toutes les Justices & Communautés du Pais; & de plusieurs autres personnes notables, & du Peuple autant que le grand Poile en a pu contenir. Au grand Poile du Château de Neufchâtel, le huitième jour de Mars, l'An de grace, mille six cents quatre-vingt quatorze. Et recouru par mesdits Sieurs des Trois Etats, à la Chancellerie le douzième du même Mois.

ANNO
1694.

CLXII.

I. Juin.
L'AN-
GLETER-
RE. LES
PROVIN-
CES-U-
NIES ET
BRUNSWIC.

(1) *Traictat van Alliantie tuschen zyn Koninklyke Majesteyt WILLEM de III. Koning van Groot-Brittannien, en de Staaten General der VEREENIGDE NEEDERLANDEN ter eenre, ende Haare Vorstelyke Doorlucht. HECRE RUDOLPHUS AUGUSTUS en ANTHON ULRIC Hertenogen van Brunswyk Wolfenbuttel ter ander zyde, gesloten den 1. Junii 1694.*

I. **E**erstelyck is geconvenieert dat; in craghte van 't tegenwoordig inderse Tractaat, sijn Koninklycke Majesteyt van Groot-Brittannien mede inuere in 't Tractaat, van defensive Alliantie den 14. May 1691. gemaect, tuschen de Heeren Staaten General der Vereenigde Nederlanden ende hare F. F. D. D. de Heeren Hertoghen van Brunswyk-Lunenburgh, ende dat het selve Tractaat by desen werd gehouden voor geconfirmieert, ende speciaelyk dat haar Hoogh-Mogende Troupes in 't voorichreve Tractaat en desselfs separaet Art. gemelt, ter nombre van 5000. Man in haeren Dienst sullen behouden, gedurende den tyt van 't voorichreeven Tractaat.

II. Dat gedurende dit Tractaat, de Heeren Hertoghen haer met geene Koningen, Princken of Potentats in eenige Verbindenisse of Alliantie directelyck of indirectelyck sullen inlaeten tot nadeel of tegende de Interesses van sijn Koninklycke Majesteyt van Groot-Brittannien, ende van Haar Hoog-Mogende, ofte van de Hooge Geallieerden, ende speciaelyk sijn niet sullen engageren, of iets ondernemen, doen of te helpen doen, om by den tegenwoordigen Oorlogh, een Vrede buyten kennisse ende goetvinden van sijn Koninklycke Majesteyt ende van Haar Hoog-Mogende te pousseren; ende dat ook sijn Koninklycke Majesteyt van Groot-Brittannien ende de Heeren Staaten General der Vereenigde Nederlanden, 't interest van 't Furteyllycke Huys van Wollenbuttel niet sullen verbinden of partye nemen.

III. Beloooven de Heeren Hertoghen, boven de albereyts in de Nederlanden hebbende 3000. Man, noch aen sijn Majesteyt ende Haar Hoog-Mogende 2000. Man, bestaende in twee Regimenten te Voet, elck Regiment van seven Compagnien, ende elck Compagnien van 108. Man, ende een Regiment te Paard van ses Compagnien, ende elcke Compagnien van 74. Man, ende alsoo gesamentlycke een Corps van 5000. Man

(1) Ce Traité fut premierement fait en Flainand, entre les Provinces-Unies & les Ducs de Brunswyk-Lunenbourg. Ensuite aussitôt qu'il fut traduit en François, le Ministre du Roi de la Grande Bretagne eut ordre de le signer à Breda, en y ajoutant l'Article suivant, qui pour cette raison ne paroit ici qu'en Français.

TOM. VII. PART. II.

CLXII.

Traité entre GUILLAUME III. Roi de la j. Juin. Grande Bretagne, & les Seigneurs Etats Ge- L'AN- nerals des PROVINCES-UNIES des Pais GLETER- Bas d'une part, & RUDOLPHE AUGUSTE, & ANTOINE ULRIC Ducs de Brunswyk-Wolfenbuttel d'autre part, portant AC- CES- U- cession du Roi d'Angleterre à l'Alliance faite NIES ET du 14. Mai 1691. entre L. H. P. & lesdits BRUNSWIC. Princes, comme aussi de nouveaux engagements d'amitié, & même de garantie de part & d'autre. Sa Majesté & L. H. P. y acceptent aussi de leurs Alteſſes deux mille hommes en service, au dessus des 3000. qu'ils avoient desja. Fait à la Haye le 21. Mai 1694. Avec un ARTICLE SEPARÉ, qui degage le Roi d'Angleterre d'une partie de ses Obligations. A Breda le 1. Juin 1694. [sur une Copie Manuscrite.]

I. **P**remierement il est convenu qu'en vertu du present Traité le Seigneur Roi de la Grande-Bretagne soit aussi compris dans le Traité d'Alliance desjessore conclu le 14. Mai 1691. entre les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, & leurs Alteſſes Serenissimes les Seigneurs Ducs de Brunswyk & Lunenbourg, & que le Traité soit confirmé comme il est confirmé par ces presentes, & spécialement que lesdits Seigneurs Etats garderont en leur service les Troupes mentionnées dans ledit Traité & Article separé d'icelui au nombre de trois mille hommes durant le terme dudit Traité.

II. Les susdits Seigneurs Ducs n'entreront durant ce Traité en aucun engagement ni Alliance desjessment ni indirectement avec aucuns Rois, Princes ou Potentats, au prejndice & contre l'interet desdits Seigneurs Roi de la Grande Bretagne & Etats Generaux ou de leurs Alliez, spécialement ne s'engageront point, ni n'entreprendront & ne feront rien pendant la presente Guerre pour procurer une Paix, sans la consultation & l'agrément dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, & desdits Seigneurs Etats, comme d'autre part lesdits Seigneurs Roi & Etats n'entreront dans aucun engagement ni dans aucun parti qui soit contre les interets de la Serenissime Maison de Wolfenbuttel.

III. Lesdits Seigneurs Ducs promettent outre les trois mille hommes qu'ils ont déjà dans les Pays-Bas, au service desdits Seigneurs Etats de vouloir encore livrer & laisser dans le service & à la solde desdits Seigneurs Roi & Etats, deux mille hommes, consistant en deux Regiments d'Infanterie de sept Compagnies chacun & chaque Compagnie de cent huit hommes, & un Regiment de Cavalerie de six Compagnies, chaque Compagnie de soixante quatorze hommes, faisant ensemble un Corps de cinq mille hommes.

ANNO
1694

Man in dienst ende verpleginge van syne Majesteit ende de Heeren Staten der Vereenigde Nederlanden respectie te stellen, ende soo langh laten ageren, als den tegenwoordigen Oorlogh sal duren.

IV. Daar tegens belooven syne Koninkl. Maj. ende de Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden die hier boven staende 2000. Man gelyck haar Hoogh-Mogende die in derselver Dienst ende Verpleginge hebbende 5000. Man, ende alsoo gesamentlyck respectie 5000. foodanige Verpleginge als Haar Hoogh Mogende eigene Troupes in allen deelen te laten genieten, soo dar het met de verpleginge, recruteringe, alignatie, rappel ende met alle requisiten sal gehouden werden, gelyck in den Tractaat van den 14. May 1691. is belooft, met dien verstaende, dat den Koning ende den Staat tot het doen van 't recruteren van jaer Man, sullen geven, 100 veel als acht eeygenc Troupes, ende dat de Heeren Hartoghen die Manſchap uyt Duytſland daer voor sullen verschaffen.

V. Gelyck ook syn Koninklycke Majesteit ende de Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden tot bevorderinge eenes grondelycken vergelycks inden Vorstlyken Huyje Brunſwyck Lunenburg gesamentlycke Mediale alreeds hebben geoffereert, en die ook van de Heeren Hertoghen gesamentlyck is geaccepteert, soo beloven syn Koninklycke Majesteit ende de Heeren Staten Generael, de voortrellinge foodaniger Mediatie te doeu bevorderen, ende 't als onpartydige Mediateurs craghtlyck helpen vermiddelen, dat het Furstlycke Huys Wolfenbuttel met Zell ende Hanover amiablement sal werden vergeleeken, daar en tusſchen nemen syn Koninklycke Majesteit ende Haar Hoog Mogende die hier mede aen, het Furstlycke Huys Wolfenbuttel ingevalle het selve by syne Rechten feytellyc soude werden benadeelt, daar regens niet alleen met goede officien by te springen, maar ook aen 't selve tevens sulcke feytelcheden eene craghtige garantie ende assistentie te preſteren, gelyck als de Heeren Hertoghen beloven, geene, met de welcke sy in differenten itaen soo lange dit Tractaat duurt, met de wapenen aen te talten, noghte dat het door anderen, om voorgefeyde differenten willen gedaen werde, te veroccalioneren.

VI. Sullen syn Koninkl. Maj. ende de Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden, by de tockomen-te generale Vredens Tractaten het intereff van 't Furstlycke Huys Wolfenbuttel mede aen nemen, en 't selve naer 't uytsteffte vermogen, helpen bevorderen.

VII. Dewyle de Heeren Hertoghen tot aanwervinge ende verpleginge van de voorſchreven Troupes soo wel voormacs als nu onlangh groote onkosten, niet sonder hare incommoditeyt geemployeert hebben, soo beloven syn Koninkl. Maj. van Groot Britannien ende de Heeren Staten Generael daer tegens, dat de selve het Furstlycke Huys Wolfenbuttel van den tyt van de Ratificatie van desen Tractaat aen te reekenen, jaerlyks tot dat de Vrede gemaect ende geratificeert sal syn, sullen geven 100000. Ryksdalders, ende daar van te betalen de helft of 50000. Ryksdalders comptant, soo haest de Troupes soudon komen op de Frontieren van den Staat, ende de wederhelfte, ofte de verdere 50000. Ryksdalders in gelycke termynen van, maend tot maend over 't ganſche jaer, ende dat synde geaccepteert, de volgende jaeren, tot dat de Vreden gemaect ende geratificeert sal syn, alle maend een twaelfde deel van de jaerlycke beloofde 100000. Ryksdalders.

VIII. Gelyck ook hooghgedagte syn Majesteit ende de Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden sich by desen verbinden, om ingevalle het Huys Wolfenbuttel ter occasie van dit Tractaat van ien-ande soude werden benadeelt of geattaqueert, dat de selve ook sal werden gehouden *pro tujs Fœderis*, ende ver-

mes, à servir trois mille hommes à la solde desdits Seigneurs Etats, & deux mille hommes à la solde desdits Seigneurs Roi & Etats, comme ci-dessus, lesquelles Troupes seront employées audit service, pendant tout le tems de la présente Guerre.

ANNO
1694

IV. De l'autre côté, promettent lesdits Seigneurs Roi de la Grande Bretagne, & Etats Generaux de faire jouir lesdits deux mille hommes de telle solde & avantages en toutes les manieres dont jouissent les propres Troupes desdits Seigneurs Etats, à quoi lesdits Seigneurs Etats s'engagent aussi à l'égard des trois mille hommes, qui sont déjà à leur service, de sorte qu'à l'égard de la paye, recrues, assisnations, rappel & autres choses requises, il sera fait, comme il est convenu dans ledit Traité du 14. de Mai 1691. bien entendu, que lesdits Seigneurs Roi & Etats donneront autant pour la recrue de chaque homme, qu'il sera donné aux Troupes mêmes desdits Etats & que lesdits Ducs pour cette consideration fourniront de l'Allemagne les hommes nécessaires pour lesdites recrues.

V. Et comme ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne & lesdits Seigneurs Etats Generaux ont déjà offert leur Mediation, pour l'avancement d'un ferme & stable accommodement entre tous les Princes de la Serenissime Maison de Brunſwic-Lunenburg, que lesdits Princes ont déjà acceptée, lesdits Seigneurs Roi & Etats Generaux promettent par les presentes de porter en avant ladite Mediation, & de faire sans partialité, les offices de Mediateurs, afin qu'il se fasse un Accommodement équitable entre la Maison de Wolfenbuttel & celles de Zell & Hanover: Et cependant lesdits Seigneurs Roi & Etats Generaux s'engagent qu'en cas, que ladite Serenissime Maison de Wolfenbuttel recut aucun préjudice dans ses Droits par voie de fait, non seulement d'y interposer leurs bons offices, mais aussi de l'assister de leur Garantie efficace & secours formel, comme aussi lesdits Seigneurs Ducs promettent de ne point attaquer par les armes, durant le terme de ce Traité, ceux avec lesquels ils sont en différend, ni même être cause qu'ils soient attaqués par d'autres à l'occasion desdits différends.

VI. S'engagent en outre lesdits Seigneurs Roi de la Grande Bretagne & Etats Generaux au tems du Traité de Paix Generale suir, de contribuer de tout leur pouvoir à l'avancement & avantage des intérêts de la Maison de Wolfenbuttel.

VII. Et d'autant que les Seigneurs Ducs ont fait de grosses dépenses à leur grande incommodité, pour la levée & entretien des deux mille hommes ſuſſentionnés, & qu'il est nécessaire de ſubvenir aux efforts extraordinaires, qu'ils s'obligent de continuer à faire contre l'Enemi commun, promettent en cette consideration, lesdits Seigneurs Roi de la Grande Bretagne, & Etats Generaux de payer tous les ans à ladite Maison de Wolfenbuttel, du jour de la Ratification du présent Traité, jufques à ce que la Paix ſoit faite & ratifiée, la ſomme de cent mille Rixdalers, dont la moitié ſera payée en argent comptant, auſſi ſe que lesdites Troupes viendront ſur les frontières de l'Etat & l'autre moitié desdits cent mille Rixdalers, chaque mois de la préſente année proportionnellement, & après l'expiration d'icelle, de payer, jufques à ce que la Paix ſoit faite & ratifiée, une douzième partie de ladite ſomme de cent mille Rixdalers tous les mois des autres années.

VIII. Comme auſſi lesdits Seigneurs Roi de la Grande Bretagne & Etats Generaux s'engagent par les presentes, qu'en cas que ladite Maison de Wolfenbuttel reçoive quelque préjudice, ou ſoit attaquée à l'occasion de ce Traité, cela ſera tenu pro caſu fœderis, &

con-

ANNO volgens de Hoeren Staten Generael sijn verpligt, omme het hooggemelde Huys de beloofde assistentie te presteren.

1694.

Aldus gedan ende geconvenieert tusschen de ondergeschreeve gevolmagtigde Gedeputeerden van sijn Koninklycke Majesteit van Groot-Brittannien, ende Haar Hoog-Mogende ende Hare F. F. D. D. ende ten oirkeonde desen geteekent, ende sal daar over Ratificatie binnen den tyd van drie weeken of noch eerder werden uyggewisselt ende de marche der Troupes binnen den selven tyd geschieden. Aldus gedan ende geteekent in 's Gravenhage den 21. May 1694.

Was geteekent,

(L.S.) E. VAN ELS. (L.S.) P. DE WENDHUSEN.
(L.S.) Baron de WARENAAR
DUYVENVOORDE.
(L.S.) A. HEINSIUS.
(L.S.) W. DE NASSAU.
(L.S.) E. DE WEEDE.
(L.S.) W. VAN HAREN.
(L.S.) H. J. ROELINCK.
(L.S.) HENR. BOTTENIUS.

conferment lesdits Seigneurs Roi & Etats srom ANNO obligés de fournir à ladite Maison l'assistance promise.

Fait & conclu par les soussignés Commissaires ayant Plein-pouvoir desdits Seigneurs Roi de la Grande Bretagne, & Etats Generaux & desdits Seigneurs Ducs de Wolfenbuttel, signé comme cy-dessus dont la Ratification sera échangée dans l'espace de trois semaines, ou plutôt, s'il se peut, & lesdites Troupes se mettront en marche incessamment; fait & signé à la Haye le 21. May, 1694.

Signé,

(L.S.) E. VAN ELS. (L.S.) P. DE WENDHUSEN.
(L.S.) Baron de WARENAAR
DUYVENVOORDE.
(L.S.) A. HEINSIUS.
(L.S.) W. DE NASSAU.
(L.S.) E. DE WEEDE.
(L.S.) W. VAN HAREN.
(L.S.) H. J. ROELINCK.
(L.S.) HENR. BOTTENIUS.

Le même Traité fut signé de la part de Sa Majesté Britannique à Breda le premier jour de Juin 1694.

(L.S.) R. WOLSELEY.
(L.S.) P. DE WENDHUSEN.

Article séparé.

* C'est u. Comme il est stipulé par le Traité ci-dessus signé, ne faute, que Sa Majesté le Roi de la Grande Bretagne lisez le 14. entre dans l'Alliance défensive conclue le 14. May, Mai 1691. 1694. entre les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies & les Serenissimes Ducs de Wolfenbuttel, il est déclaré par cet Article séparé qu'il ne sera pas entendu que ni ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, ni ledits Seigneurs Ducs soient tenus au point de l'assistance actuelle, ni ne sera ledit Seigneur Roi tenu par la confirmation dudit Traité conclu le 14. May 1694. à aucun engagement, à l'égard des trois mille hommes y mentionnez, mais seulement pour la 14. Mai quote part des deux mille hommes qui par ledit Traité cy-dessus signé demeureront dans le service desdits Seigneurs Roi & Etats Generaux conjointement. Fait & signé à Breda le premier jour de Juin 1694.

(L.S.) R. WOLSELEY. (L.S.) P. DE WENDHUSEN.

CLXIII.

23. May. Tractat zwischen Ihro Römische-Kaiserliche Majestät Leopoldum, und Ihro Churfürstliche Durchleucht Fridrich August, nun König in Pohlen / wodurch der unterm Dato Dresden den 20. Februarii 1693. zwischen Ihro Kaiserliche Majestät und dem verstorbenen Churfürst zu Sachsen Johann Georg den IV. geschlossene Tractat confirmirt wird / Ihro Churfürstliche Durchleucht der grossen Allianz beizutreten auff gewisse Art versprochen / und wegen der Vorklassung des Chur-Sächsischen General Feld-Marschals von Schönning tractirt wird. Dresden den 23. Maji 1694. Nebst einem separierten Articul, worinnen Ihrer Kaiserlichen Majestät / Ihro Churfürstliche Durchleucht versprechen / die Readmission der Cron Böheim in das Chur-TOM. VII. PART. II.

fürstliche Collegium auff alle Weise befördern zu helfen. Sub eodem Dato. [Copie Manuscrite communiquée par un des Ministres qui ont signé le Traité.]

C'est-à-dire,

Traité entre LEOPOLD Empereur des Romains, & FREDERIC AUGUSTE, alors Electeur de Saxe, & maintenant aussi Roi de Pologne, par lequel le Traité conclu à Dresde le 20. Fevrier 1693. entre Sa Majesté Imperiale & le defunt Electeur de Saxe JEAN GEORGE IV. est confirmé, avec Promesse de la part de l'Electeur moderne d'accéder sous certaines conditions, au Traité de la Grande Alliance, & de metre en liberté le Marschal de Camp Schönning. A Dresde le 23. May 2. Juin 1694. Avec un ARTICLE SEPARÉ, par lequel le Serenissime Electeur s'engage d'appuyer par son suffrage & par ses offices la réadmission de la Couronne de Boheme dans le College Electoral. De la même Date.

ANNO
1694.

Wohndem Ihre genüge erinnerlich / was zwischen dero Königlich Kaiserl. auch zu Hungaren und Boheim Königlich Majestät / und der in Gm. ruhenden und lätlich verstorbenen Churfürstl. Durchl. zu Sachsen / vor ein Tractat unterm 20. Decem. den 20. Februarii 1693. durch dero dahmalig abgeordneten würcklichen geheimen Rät und Obristen Burggraven im Königlich Boheim / Herrn Christoph Straßbaum / Grafen von Sterrenberg / bey noch continuing Reichs-entzweiung / damals verlangten Assistentz halber / aufgesetzt worden / und den Allerhöchst besagte Ihre Kaiserl. Majestät die dem Keyf. Königl. Räte von ausserwärtiger Churfürstl. Durchl. betrieglich für zu stellen / und nach dero unermüdeten Reichs-väterlichen forgsalt / was zu reuung des betragten Vaterlandes gereichen könne / sich hochselbstlich angelegen seyn lassen / mit dem allerhöchsten gesinn / es wollen dieselbe nach dem Tugend dero löbl. Herrn Vorfahren / ihre von Gm. verliche macht vor das nothwendige Vaterland ferne mit an zu wenden sich nicht entziehen / so haben Ihre Kaiserl. Durchl. zu begnung des gegen Ihre Kaiserl. Majestät tragende treue Devotion und Liebe zu dem weichen Vaterland / dieselbe bereitwillig sich finden lassen / müssen das durch der Kaiserl. an sie abgefertigten Gesandten / Reichs-Hofrath und Cammerherren / Herrn Philip Wilhelm Freyherrn von Bozenberg / und die hierzu von oft gedachter Ihrer Churfürstl. Durchl. deputierte Ministros nachfolgender gestalt verglichen worden.

I. Hat es bey dem / so in obberztem mit dem Herrn Grafen von Sterrenberg aufgesetztem Tractat / wo es nicht alhier geändert / in allem / also wann es von wort zu wort andero wiederholtet wird / sein verbleiben / und wollen Ihre Churfürstl. Durchl. die darinne verordnete 12000. man / und zugehöriger Artillerie / wie dieselbe enthalten / zu stellen nicht einmündigen.

II. Gleich wie Ihre Kaiserl. Majestät verlangen / daß Ihre Churfürstl. Durchl. der so genannten großen Allianz würcklich beytreten mögen / Als wollen so wohl Ihre Kaiserl. Majestät als auch die Cron Engeland / und die Herrn General Staaten / mit denen im nechst vorigen Jahr verprochenen Aligationen und subsidien der vier hundert tausend thaler continuiren / und da bereiten Ihres höchsten ortes zu denen funffzig tausend thaler quæstions ein beistheil tragen / auch nicht unterlassen / bey Engeland und Holland nachdrücklich und der gestalt / das der würckliche Effect erfolge / zu insistiren / damit dieselben gleichfalls zwey beistheil übernehmen mögen / welches Ihre Churfürstl. Durchl. denn also auch wenn die præstation von Engeland und Holländische sein erfolget / acceptirt / und wollen so gleich anff dem sich / wie von dero Herrn Reichsad Churfürstl. Durchl. Erbseßel. Erbdenckmal zu Leipzig den 11. Maji 1697. gesehen / der so genannten großen Allianz nach begehrender Notth / bey zu treten und zu accordiren sich bereit erklähren.

III. Den rest der bisshierigen subsidien belangende / so von Ihrer Kaiserl. Majestät abzumittelbohr zu erlauben / weil sich deren von unterschiedenen Jahren befinden / also funffzig tausend thaler von Anno 1690. wozufft etwas weniger an proviant geleistet / von vorigen Jahre aber de An. 1693. gleichfalls noch rückständige funffzig tausend thaler / welche beyde wollen Ihre Kaiserl. Majestät. nach endigung voriger Campaigne bezahlen zu lassen durch den Herrn Grafen von Sterrenberg verfähret / das was die ein hundert und funffzig tausend thaler post pacem zu vergnügen betrefft / das es bey dem Sterrenbergischen Reichs sein berechnen / so wollen Ihre Kaiserl. Majestät selbe zu gleich mit Ratification dieses Tractats / weil die operation darauf beruht / zahlen / auch die Aligationen auf die Ober-Sächsischen Stände und Stadt Frankfurt zu dem 4ten Artikel des Graf Sterrenbergischen Tractats annehmen / neulich daß der anfang des abtrags mit angehenben Nov. gesehen / und die fest Wintermonat erfolgen soll / eintreten / und die nöthige Requisitionales an die Reichs-Stände und Kreise / wo die durchmarchen gegeben müssen / so fort mit überstücken lassen / dergleichen denn auch zu funffzig rüdmarch Ihre Churfürstl. Durchl. nach anleitung des Graf Sterrenbergischen Tractats im 6ten Artikel von Ihrer Kaiserl. Majestät sich allerdings versehen.

IV. Das Commando betreffende / ist zwar bekandt / daß im 2ten Artikel des Graf Sterrenbergischen Re-

ANNO 1694.
dene aber damals das wort aus dem grunde nicht gehoben / so haben seine Churfürstl. Durchl. in der Beschlus sub C. dero meinung unter nöthigen vorbehalt zu eröffnen der vorstufte befinden / welche Ihre Kaiserliche Majestät sich gnädigst gefallen / und Ihre Churfürstl. Durchl. hier über bey der Ratification verstanden thun zu lassen / dem unterschänigsten vertrauen / und beider Allerhöchste Kaiserl. eigenen überzeugung nach / nicht anstehen mühen.

V. Ihre Kaiserl. Majestät wollen nummhero den General Feldt-Marschall von Schöning / hinwider nach Dresden erlassen / wozogen zum nützlichem Respect Ihrer Kaiserl. Majestät Ihre Churfürstl. Durchl. vrsprochen / Ob. Feldt-Marschall so wohl dieß Jahr über / als auch so lang dieser Krieg währet / weder in Civibus noch Militaribus / ohne Vorwissen Ihrer Kaiserliche Majestät nicht zu gebrauchen / in der dinstigen vertheuerung / das Ihre Kaiserl. Majestät. bey von Schöning die Allerhöchste verprochenen Freyheit der gestalt zu ertheilen geruhen werden / daß dieselbe pari passu mit der Ratification dieses Tractats anfang frey und mit genügsamer sicherheit gelangen möge / müssen das Ihre Churfürstl. Durchl. inszwischen dero im Lande noch stehende Arme zum nach sich fertig zu halten / nach der einlangsten Ratification aber (wiedt alhier binnen 14. tagen / wo nicht eher aus zu werden) und erfolgter völliger Freylassung des oberwöhrten Feldt-Marschalles andero / dieselbe würcklich zu marchiren beordern und nicht beschien verordnen / was endlich auch den desiderirten Schöningischen Revers anbelangt / da wollen es zwar zu Ehren Ihre Kaiserl. Majestät. Ihre Churfürstl. Durchl. gesehen lassen / jedoch dabey des vertrauens sein / daß derselbe also moderirt / und eingerichtert werden möge / daß alles salva eximiatione geschehen und præstirt werden könne / urkundlich und zu dessen schhaltung sin hienon zwey gleichlautende Exemplaria verfertigt / von beeden theilen unterschrieben und besigelt / auch darüber Ihre Kaiserliche Majestät und Churfürstl. Durchl. Ratificationes abgedruckt waffen gegen einander aus zu werden verglichen werden. So geschähen zu Dresden den 11. Maji 1694.

Philip Wilhelm Freyherr
von Bozenberg.
(L.S.)

Herr von Græbendorff.
(L.S.)

Friedrich Adolph von Hatzfeldt.
(L.S.)

Christoph Dietrich Beop.
(L.S.)

Christian August von Hartzhausen.
(L.S.)

ARTICULUS SEPARATUS.

Demnach Ihre Kaiserl. Majestät. wegen der völligen Readmission der Cron Boheim in das Churfürstl. Collegium bereit nicht allen durch den Herrn Grafen von Sterrenberg auf die dahmalis angetragener massen bey in Gm. ruhenden Churfürstl. Durchl. dero Consens zu ertheilen sondern auch nach ists abzunehmen bey letzter Churfürstl. Durchl. durch dero Abgesandten Herr-Herren von Bozenburg absonderliche instance solches beytrits halber thun lassen / und dann Ihre Churfürstl. Durchl. in denjenigen / was Ihre Kaiserl. Majestät. der Cron Boheim / und gantzen Erbköniglichen Kayst von Österreich zu unterschänigsten Ehren und besten / mehrermeyten aufzunehmen / splendore / und wochstum gereichen fan / an die handt zu geben / und solches nach möglichkeit zu befördern / ihren gedachten Vorhaben / welche in der gleich den sich eistig bey allen gelegenheiten erweisen zu haben / sich genüßlich informirt / und nicht nach zu geben / sa vielmehr dieselbe hieninnen zu überretten / gelegenheit zu haben wüßten. Als haben Ihre Churfürstl. Durchl. dessen eine probe hier durch zu geben nicht anstehen wollen / sondern verprochen / daß sie obberzter Readmission oder Reception / nicht allein Voro und Officiis secundiren / sondern auch dero Gesandtschaft beym Reichs-Convent zu Regensburg dieselbe gewünste instruction ertheilen

ANNO 1694. erhöhen / und benehens Ihrer Kaiserl. Majest. aller dienstlicher orten / möglich an die hande zu gehen / und davon nicht aussien wollen / bisß der abgickte zweet erhoben werden wärg / hergen auch zu Ihrer Kaiserl. Majest. andt daß dießelbe Ihre Churfürstl. Durchl. auff dero bestande / und zum theil in bißherigen Conferencien specificirte particulare angelegenheiten / zu dero Churfürstl. conservacion und ausschümen / Allergnädigste gewirge cession undt obacht zu nehmen / gnädigst werden gestallt lassen / dero absonderlich vertrauen tragend / und sich desßelb gänzlich hienit verschert halten wollen. Signaturum Dresden den 21. Maji 1694.

Philipp Wilhelm Freyherr
von Rosenberg.
(L.S.)

M. Freyherr von Gerstorff.
(L.S.)

Friedrich Adolph von Hanffow.
(L.S.)

O. Hrn. Knosch.
(L.S.)

Christoph Dietrich von Boos.
(L.S.)

Christian August von Hartzhausen.
(L.S.)

CLXIV.

16. Août. Vergleich zwischen Herzog Wilhelm Ernst / undt Johann Ernst zu Sachsen-Weymar Gebrüderren in puncto einiger Gravamina, so dem jüngern besagten Herzogen bey geführter Gemeinshaftlichen Regierung begegnet: Krafft welchen demselben erlauber wird / einen particular-Rath zur gesamtten Regierung / wie auch einen zu dem Consistorio zu bestellen / ferner auch die Ober- und Nieder-Gerichtbarkeit in denen ihm laut Väterlicher Succession zugetheilten Wenderehen von dessen älteren Herrn Bruder zugelassen wird; Geschehen Weimar zur Wilhelmsburg am 16. Aug. 1692. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. II. Abßatz II. pag. 700.]

Cest-à-dire,

Accord entre les Ducs de Saxe-Weimar JEAN ERNEST, & GUILLAUME ERNEST Freres, pour le redressement des Griets du plus jeune des deux dans la communion de leur Regence; A quelle fin, on convient qu'il pourra y établir un Conseiller de sa part, comme aussi un Conseiller; & qu'il exercera seul la Jurisdiction haute & basse dans les lieux qui lui sont échus de la Succession paternelle, quoi que jusqu'à présent elle eût été tenue en commun. Fait dans le Château de Wilhelmsburg à Weimar le 16. Août 1694.

Zu wissen sey hiermit / daß: zwischen denen Durchleuchtigsten Fürsten und Herren Wilhelm Ernsten / und Herren Johann Ernsten / Gebrüderren / Herzogen zu Sachsen Jülich / Cleve und Bergen / auch Engern und Bergholten u. vor. tit. indem des Jüngeren Herren Herzogs Durchleuchtigst / als ob / bey geführter Gemeinshaft / Ihre einige gravamina begegnet / sich die Jahre hieto am Kaiserlichen Hofe beßlaget / und

ANNO 1694. sowohl deshalb / als infonderheit auß erfolgen Jmaischen Successions-Anfall / die gänzlich Zuehung der Gemeinshaft infändig gesucht / hingegen des älteren Herren Herzogs Durchl. Ihre Nothdurft in puncto gravaminum nach und nach einwendet / nach zur Theilung der gesamten Lande / walen darzu noch zur Zeit keine austräglige Fürstl. Portionen / nach dem Zustande dero Fürstl. Samt-Hausse / gemacht werden könten / sich nicht versehen wollen / daß demnach zu Zinlegung dieser Mißgehaltigkeit und Stistung bländigen Fürstl. Väterlichen Wohlvernehmens / durch Verleihung Eoselicher Güter / de vermittelst dero sowohl Gesamt- als Particulier-Obescheinden und Hof-Räthen beider Höben Theile unter demselben ansehte folgender Vergleich getroffen worden.

Erstlich / soll des Jüngeren Herrn Herzogs Fürstl. Durchl. sehr siche / zur Fürstlichen gesamtten Regierung einen Particulier-Rath / auch nach Besinden deren vweg zu bestellen / so desßelben gleich denen gesamtten Regierung-Räthen bewohnen / und denen Besindungen mit obzuliegen. So wird auch derselben an dem Fürstl. Gesamtten Ober-Consistorio einen Consistorial-Rath zu halten verflant / und wie bedersits solche particularier-Räthe von Ihrer Durchl. in dero besondere Pflicht genommen werden / Also sollen desßelben vermittelst eines Handschlages der Gemeinshaft zur Fürstl. Regierung und Ober-Consistorio / auf erwählter Regierung sich verpflichten / welche Pflicht jedoch Ihnen keine Hinderung bringet / Ihres gnädigsten Herrn besondere Interesse / umschobet der Gemeinshaft-Verfassung der Hausse / zu bedechen.

Zum Anderen / ist bedersits gut besunden worden / bey der gesamten Fürstl. Cammer / nebst dem Beduiff zu denen besindigen gemeinshaftlichen Ausgaben und Eoselben Tilgung / welcher so fort in ein besondere Verordnunge zu bringen / eine gewisse Summa auszugeben / davon die besindige und extraordinar- Aufwendung auß Besandtschaften / Reisen / Correspondenz / und sonst anders sätzlich zu bestricken / Was aber über solche bederley Besand und Nothdurft an noch im Besande verbleiben möchte / unter bedersits Fürstliche Verschaffen / nach abgelegten itzemaligen Rechnungen / in gleiche Portionen zu vertheilen / und solten die zu denen vorberührten Nothwendigkeiten beschaffte Einkünfte durch den gesamten Cammer-schreiber eintreiben und / jährlich berechnen werden / deme aber des Jüngeren Herrn Herzogs Durchl. einen Cammer-schreiber oder andern gewissen Bedienten für sich dergestalt zuordnen mögen / daß derselbe zwar Ihre / wegen dero eigenen Interesse verpflichtet / aber doch auch der Gemeinshaft bey Fürstliche gemeiner Cammer / wie oben bey den particular-Räthen gemeldet worden / durch einen Handschlag verbindlich gemacht werde. Hiernech und

Zum Dritten / überlassen des älteren Herrn Herzogs Durchl. dero Jüngeren Herrn Wenderehen Durchl. die bisß anhero in Gemeinshaft gehabte Hohe und Niedere Gerichtbarkeit / in allen denen Ihre sowohl auß dem Jesassen Anfall / als der Fürstl. väterlichen Succession zugetheilten Ämtern / Reichth / In dem Amte Capellendoff / und der Vogtey Magdala / Amte Hufsdorff / Grossen Wembach / Hardestien und Breden / einig und allein das Amt Weimar ausgenommen / in welchem Amte beederley Gerichtbarkeit / nach wie vor / bisß zu bey der Fürstl. Theilen anderweit-beländigen Vergleich / in der Gemeinshaft gelassen wird / jedoch sollen des Jüngeren Herrn Herzogs Durchl. den Zwang und Execution wegen dero Einkünften und Gesällen / in solchem Amte Weimar durch Ihren Amtschreiber oder sonst einen dergleichen Bedienten zu üben beßugt seyn. Wegen der Höben Gerichte aber in besagtem Amte ist sich absonderlich dergestalt vereinigt / daß / wie Es. Fürstliche Durchl. die Gerichte und andere zu denen Ober-Gerichten gehörige Einkünfte / nach wie vor / gegen die darzu bedingte Aufwendungen verbleiben / Also hinsüß sowohl in diesem als auch anderen Ämtern und deren Bedienten / damit kein Hiet für den andern mit denen Bedienten Unstosß besuweret werde / die remission der Verdrecher an die Orthe / wo sie delinquiret / gewöhnlicher massen geschehen / und angenommen werden sollen / auch werden die Appellationen und Verweisungen von des Jüngeren Herrn Herzogs Durchl. Ämtern / wie bisßhero / also ferner einwendet / und an der gesamtten Regierung ausgeführt. Was aber die Justiz-Bediente und Wembde in erwählten Ämtern betrifft / haben des Jüngeren Herrn Herzogs Hoch-Fürstl. Durchl. solche Hinsüß nach dero Besallen zu bestellen / und in die

ANNO
1694

ro besondere Pflicht zu nehmen; wie auch sie Ihrer Dienste nach verschulden zu entstehen. Jedoch; daß dieselbige wegen der Verschulden; und was zur Gemeinschaft gehö- rig ist; derselben an der gesamten Fürstlichen Regierung gleichfalls verpflichtet werden.

Zum Fürstlichen soll hinsichtlich; wenn des Jüngeren Herrn Herzogs Durchl. Officianten und Bedienten an dem Hof; in dieser Stadt und Amt Weimar; so viel verordnet; daß sie in Verhaft zu nehmen seynd; von dem hiesigen gesamten Rathsmanne; auf hochgedach- ten Sr. Durchl. Befehl in Arrest oder zur Capitur ge- bracht; der Dreyß aber bis zum Ende von gesamter Fürstlicher Regierung gleich gehalten; wie mit des regie- renden Herrn Herzogs Hoff Officianten und Bedienten befohlen; gestiftet werden. So seynd auch des Jün- geren Herrn Herzogs Hochfürstliche Durchl. in dem Kammeren nicht weniger befohlen; mit erwähnten dem Be- dienten durch Ihre Kommitte dazulisten in dergleichen eben- massen; wie esoh gemeldet mit Verhaftung und Auf- führung des Processen; von der gesamten Regierung ver- fahen zu lassen.

Gleichen nun zum Echten; des Jüngeren Herrn Herzogs Durchl. bey dergleichen Führung der Gemein- schaft von allen Vorfällenheiten; sowohl in profanis als Ecclesiasticis; wie auch der gemeinen Landes-Sicherheit; und die Militarischen Sachen; durch die nüt- zliche Beförderung derer gesamten Collegiorum gehörige Niederlage und Communication erlangen; Also wollen derregierenden Herrn Herzogs Hochfürstl. Durchl. wann dem Herrn Bruders Hochfürstl. Durchl. bey erzeig- ten Beförderung zu dem; sowohl Ober-als Unter-Mil- litar-Chargen; auf einiger Versehen Beförderung eine Absicht nehmen möchten; dieselbe vor anderen in Consi- deration zu ziehen nicht erlangen.

Endlich und zum Evidenten; verleiht es in allen übrigen; soviel durch diesen Vergleich nicht geändert wird; bey denen vorigen Verordnungen; Fürstl. Weiblichen Verträgen und Herkommen des Hauses billig; und las- sen es des Jüngeren Herrn Herzogs Durchl. ohne wei- tere Erklärung der Landes-Zustellung; und mit Wegbung des am Kaiserlichen Hofe erregten Processen; bey der dergleichen Gemeinshaftlichen Regierung; zum aller- dinsten verdrücken; bis so lange sich zur Abklärung hinstün- dig durch Fürstl. Succession in gesamten Haus ein- anderweiger Landes-Anfall begeben wird. Soll auch über die hiesiger in Gemeinschaft bestehende Verfügungen; worüber sich bereits beschwert; oder beschwert werden können; ferner nichts geraget; sondern es dabey schuldig gelassen; und alles in Dergleichen gestellt seyn; Inmassen nicht weniger an denen Ministri und Bedienten; so ei- nem oder anderen Theil beyträglich oder zugehörig gewe- sen; sowohl auch denen Jüngeren beschaffen; wie ohne dem die Billigkeit erfordert; das geringste minner geant- wortet werden soll.

Dessen allen zu mehren Werkund und beständiger Mess- haltung; ist dieser Vergleich von beiden Höhen Fürstl. Theilen selbst eigenhändig unterschrieben; und mit dem Fürstl. Insegen bekräftigt. So geschähen Weimar zur Schlüsselburg; am 16. Augusti Anno 1694.

Wilhelm Ernst; K. zu S.

(L.S.)

Johann Ernst; K. zu S.

(L.S.)

CLXV.

14. Août. *Traité de Commerce, & de bonne correspondance entre la Frontiere de BAYONNE, & Pais de LABOURT, & la Province de GUIPUSCOA d'Espagne. Fait dans l'Isle des Faisans sur la Riviere de Bidassoa le 24^{me}. du mois d'Août. 1694. AVEC LA RATIFICATION du Roi T. C. Donné à Versailles le 8. jour de Septembre 1694. [Imprimé à Bayonne chez Antoine Fauvet, Imprimeur du Roi Ann. 1694.]*

LOURS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; Salut: Nos Chers & bien A- més les Echevins, Jurats, Conseils & Habitans de notre Ville de Bayonne, Manans & Habitans de

notre Pais de Labourt, & Lieux adjacens dépendans du Gouvernement de ladite Ville: Nous ont fait ré- montrer que pour éviter les actes d'hostilité qui se pourroient commettre à l'avenir sur la Frontiere dudit Pais, & de la Province de Guipuscoa à cause de la Guerre ouverte qui est entre Nous, & Notre très-Amé Frere le Roi d'Espagne, & établir une bonne correspondance entre les deux Frontieres pour le bien commun des Habitans dudit Gouvernement de Bayonne, & de ladite Province de Guipuscoa, ainsi qu'il a été fait en pareille occasion, es années 1653, & 1668. Il auroit été proposé de l'autre sous notre bon plaisir, aux fins de ladite corres- pondance & de la liberté du Commerce par ledites Frontieres, de renouveler le Traité fait pour ladite Commerce en l'année 1653, par notre Cher & bien Amé le Sieur Comte de Thoulougen lors Gouver- neur, & notre Lieutenant Général en ladite Ville de Bayonne, Pais de Labourt, & Lieux adjacens, & Don Diego de Cardenas Capitaine Général pour le Roi Catholique de ladite Province de Guipuscoa, confirmé & ratifié par nos Lettres Patentes de ladite année 1653. Et encore en l'année 1668. sous le nom de notre très Cher & bien Amé Cousin le Duc de Gram- mont, Pair & Maréchal de France, lors & de pre- sent Gouverneur & notre Lieutenant Général en la- dite Ville de Bayonne, Pais de Labourt & Lieux ad- jacens, par autres nos Lettres Patentes du vingt- unième Janvier de ladite année 1668. dont les Articles s'ensuivent.

I. Premièrement, il y aura un public général de tous les actes d'Hostilité qui ont été faits de part & d'autre, tant par Mer que par Terre, en quelque fa- çon & maniere que ce soit, sans que pour raison de ce les uns ni les autres dedites Habitans dudit Gouver- nement de Bayonne & Province de Guipuscoa puissent ci-après en être recherchés ni faire aucune deman- de.

II. Que si à l'avenir il se commettoit aucunes Vo- leries ou Pirateries dans ledit Gouvernement de Ba- yonne, ou dans ladite Province de Guipuscoa, soit par Mer ou par Terre, au moyen dequoi il fut apporté du trouble au présent Traité, les Habitans des mêmes Gouvernement & Province, tiendront la main de bonne foi à ce que les coupables, quelque part qu'ils puissent être trouvés, soient punis comme Perturba- teurs du repos Public, comme aussi à ce que ceux qui auront reçu quelque sorte de tort ou de dommage soient indemnisés.

III. Et d'autant que ce Traité se fait pour le bien commun dudit Gouvernement de Bayonne & de la- dite Province de Guipuscoa, il est important pour pré- venir & lever toute difficulté de faire ici expression de l'étendue & des limites tant dudit Gouvernement de Bayonne que de ladite Province, & de remarquer que ledit Gouvernement prend son commencement du côté de la Riviere de Bidassoa par les lieux de Bi- riaru d'Urrugne, Hendaye, & le long de la Côte par le Port de Soccoa, & continué par Ciboure, Saint Jean de Luz, Guetay, Bidart, Biarritz, Bayonne, Capbreton, & le Vieux Boucaut qui en fait la clô- ture.

IV. Et pour le regard de la Province de Guipuscoa, elle commence du côté de France par la Cité de For- tarabie, les Ports du Passage, Saint Sebastian, Oriz, Zerauz, Guetay, Zumaya, Dena, & Morisco qui sont tous Ports de Mer, & du côté de la Riviere de Bidassoa sont les Jurisdiccions de l'Université de Irua & d'Oranqui lesquels sont à l'opposite dedites Lieux & Parroisses de Biriaru d'Urrugne, & Hendaye, & d'aut- tant que toutes les autres Villes, Bourgs & Villages dudit Gouvernement, & de ladite Province qui sont dans la terre fort allés connus, ils ne seront pas speci- fier ici, quoi qu'ils demeurent tous compris sous les noms dudit Gouvernement de Bayonne & de ladite Province de Guipuscoa.

V. Que tous les Navires, Barques & Pinasses des Habitans dudit Gouvernement de ladite Province qui navigeront en Marchandise ne pourront être pris par aucuns des Sujets des Rois de France ou d'Espagne, pourvu qu'ils se trouvent munis de Passeports dudit Gouverneur de Bayonne, & Capitaine Général de la- dite Province, étant accordé que pour obvier à tous les inconveniens, fraudes & abus qui pourroient être commis de part & d'autre, les Habitans dudit Gouver- nement & de ladite Province seront tenus respecti- vement.

dive.

ANNO
1694.

tivement de déclarer les Noms des Vaisseaux & des Maîtres pilotes, ensemble les Ports d'ic eux & le nombre des Mariniers, Canots & autres Armes défenfives, & ladite déclaration faite ledits Passeports seront expédiés aux Habitans de ladite Province de Guipuscoa, par nôtre dit Comte le Duc de Gramont & les Successeurs dudit Gouvernement, sur les Certificats qui auront été expédiés par ledit Capitaine Général de Guipuscoa ou ceux qui le représentent ci-après, & réciproquement pareils Passeports seront donnés aux Habitans dudit Gouvernement de Bayonne par ledit Sieur Capitaine Général sur les Certificats dudit Gouverneur de Bayonne, tous lesquels-dits Passeports seront enregistrés aux lieux où ils seront expédiés.

VI. Et d'autant que se feroit une trop grande fatigue pour les Habitans dudit Gouvernement & de ladite Province de prendre des Passeports pour les Barques, Pinassés, & Chaloupes, qui navigeront chacun dans son détroit, & d'un Port à l'autre avec des denrées de leur Pais, du Poisson de leur Pêche, ou quelque autre sorte de Marchandise: A cette cause & pour un commun soulagement, ne seront ledits Habitans dedit Gouvernement & Province obligés de le munir d'aucun Passeport, que lors seulement qu'ils iront en voyages lointains, ou des Ports dudit Gouvernement de Bayonne à ceux de ladite Province, & réciproquement de ceux de ladite Province à ceux dudit Gouvernement.

VII. En cas qu'au préjudice du présent Traité, aucuns Sujets des Rois de France & d'Espagne viennent à faire quelque prise de Vaisseaux ou Marchandises appartenans à ceux qui sont compris audit Traité, & qu'il arrive que telle prise soit conduite soit aux Ports dudit Gouvernement ou de ladite Province ou en quelque autre de France, d'Espagne ou autres de l'obéissance de leurs Majestés Très-Christienne & Catholique, les Habitans dudit Gouvernement & de ladite Province, seront respectivement obligés de faire les diligences requises & nécessaires en justice jusques en fin de cause, pour faire restituer ledits Vaisseaux & Marchandises aux Propriétaires, si ce n'est qu'en icelles prises il y eût des Gens de Guerre, munitions & Armes autres que celles qui serviroient pour la défense desdits Vaisseaux; Car cela étant ledites Armes & munitions seront de bonne prise; Mais non ledits Navires, ni les Marchandises qui seront esdits Navires conjointement avec les Armes & Munitions, ce qui s'entend seulement à l'égard des Navires dudit Gouvernement & de ladite Province, & non pour ceux qui seront d'autres Ports & Provinces, lesquels ne jouiront point de cette liberté; Ains se trouvant avec des Armes & Munitions, ledites Armes & Munitions ne seront pas seulement de bonne prise; mais aussi ledits Navires & Marchandises qui seront parmi ou avec ledites Armes & Munitions: Davantage pourront ledits Habitans dudit Gouvernement & de ladite Province, faire conduire chacun dans son détroit, & de quelque part que bon leur semblera, toutes sortes de Provisions & Denrées qui leur seront nécessaires, comme Bleds, Avoines, Fèves, Seigles, Millet, Bois, Vins, Moruës, Graisses, Raves, Sel, & généralement toutes autres sortes de Marchandises sans aucune exception, moyennant les ledits Passeports, sauf toutefois des Armes & Munitions de Guerre, comme il vient d'être dit.

VIII. A été aussi convenu que lors que les Habitans dudit Gouvernement de ladite Province seront venir des Navires, Barques, ou Pinassés, soit vuides ou avec des Marchandises ou Provisions à quelque'un des Ports dudit Gouvernement ou de ladite Province, tels Vaisseaux ne pourront être pris en Mer à la distance de quatre lieues des Ports dudit Gouvernement ou de ladite Province inclinés, quand même ledits Vaisseaux ne seroient pas munis desdits Passeports, ni appartenans audit Habitans dudit Gouvernement, ou de ladite Province; ce qui se doit entendre des Vaisseaux François ou Espagnols, & non de ceux des autres Nations, sur lesquels on pourra respectivement courir à la distance susdite s'ils sont ennemis de l'une ou de l'autre des Couronnes: Mais au regard des Vaisseaux dudit Gouvernement & de ladite Province qui navigeront comme dit est avec ledits Passeports, ils pourront librement aller & venir dedans & dehors l'étendue desdites quatre lieues.

IX. Il ne sera néanmoins loisible aux Habitans dudit Gouvernement de Bayonne de faire sous prétexte du présent Traité, porter ou conduire dans les Ports ni autres Lieux de ladite Province de Guipuscoa, aucune

sorte de Marchandise de Contrebande; Ains demeureront les Edits & Déclarations faites sur ce sujet par le Roi d'Espagne en leur force & vigueur, pourront toutefois ledits Habitans dudit Gouvernement faire porter & conduire en ladite Province, tant par Terre que dans leurs Navires, Barques, Pinassés, & autres Vaisseaux, telles Denrées, Provisions & Pêcheries que bon leur semblera, & faire leurs emplettes & retours, en prenant les Passeports ainsi qu'il a été dit ci-dessus, & semblablement les Habitans de ladite Province pourront avec leurs Navires & Barques, Pinassés & autres Vaisseaux porter leurs Denrées, soit par Terre ou par Mer, dans les Ports dudit Gouvernement, & faire leurs emplettes & retours en Provisions & Pêcheries, en prenant des Passeports en la même manière.

X. S'il arrivoit que les Vaisseaux dudit Gouvernement ou de ladite Province, ayans ou n'ayans point de Marchandises de Contrebande fussent obligés par l'effet du mauvais tems ou quelque autre accident ou cas fortuit, de relâcher en quelque'un des Ports dudit Gouvernement ou de ladite Province, il ne pourra en ce cas leur être méfié en façon quelconque; Ains auront ledits Vaisseaux toute liberté de continuer leurs voyages après qu'ils se seront mis en état de ce faire, sans qu'ils puissent toutefois faire décharge d'aucune Marchandise depuis qu'ils seront ainsi en état de continuer leurs routes, & ce sous peine de confiscation.

XI. Et tout ainsi que jusques à présent les Sujets des deux Rois qui ont navigé en Course ont pu faire des reprises les uns sur les autres; il a été aussi accordé que dorénavant ils pourront faire le même; comme aussi les Vaisseaux & Frégates de Course dudit Gouvernement & de ladite Province, pourront faire tous actes d'hostilité les uns contre les autres, ainsi qu'il a été pratiqué jusques à présent, sans que pour raison de ce le présent Traité demeure en aucune façon altéré ni violé.

XII. Et pour plus grande validité du présent Traité il sera réciproquement ratifié par leurs Majestés très-Christienne & Catholique & enregistrée dans les Admirautés de France, & dans celle d'Espagne, dans les terres de l'obéissance de Sa Majesté Catholique, & cependant le Commerce & Correspondance aura cours conformément audit Traité de part & d'autre dans les limites dudit Gouvernement de Bayonne & de la Province de Guipuscoa.

Suite du Traité du Commerce & bonne Correspondance avec la Seigneurie de Biscaye.

AU nom de Dieu soit; sachent tous présents & à venir que la bonne Amitié & Correspondance aiant été de tout tems établie entre la très-Noble & très-Loyale Ville de Bayonne & Gouvernement d'icelle d'une part, & la très-Noble & très-Loyale Seigneurie de Biscaye d'autre; enforte que nonobstant les Guerres survenues de tems à autre entre les deux Couronnes de France & d'Espagne, les deux Rois ont eu la bonté d'accorder cette grace au sujet des deux Frontières pour leur donner moyen de subsister par leur Commerce, ce qui fait que les Guerres, publiées entre les deux Couronnes depuis quelques années, continuant encore présentement, la Seigneurie de Biscaye s'adresse au Roi Catholique son Souverain Seigneur, & obtint de Sa Majesté la permission de faire un Traité de bonne Correspondance le seize du mois de Septembre 1693. Ce qui ayant fait savoir au Seigneur Duc de Gramont, Pair de France, Souverain de Biscaye, Sire de l'Esparre, Chevalier des Ordres du Roi, Gouverneur & Lieutenant Général pour Sa Majesté en Navarre & Bearn, Gouverneur particulier de la Citadelle de Saint Jean Pie de Port, des Ville, Citadelle & Châteaux de Bayonne, Pais Circonvoisins, & Commandant en Soule, il eut la bonté d'agir auprès du Roi très-Christien, & Sa Majesté luy envoya une Lettre de Cachet luy donnant pouvoir de permettre ledit Traité à ladite Ville de Bayonne & Lieux du Gouvernement, ce que ledit Seigneur ayant fait savoir à ladite Ville, il fut nommé des Députés en ladite année 1693, qui se rendirent en l'Isle des Faïsans sur la rivière de Bidassoa lieu accoutumé aux Traitez entre les deux Couronnes, lesquels ayant conféré avec les deux Députés de ladite

Sei-

ANNO
1694

Seigneurie de Biscaye, ils ne purent convenir ensemble des moyens pour l'exécution dudit Traité également utile & avantageux aux deux Frontières, & cela provint de ce que la Patente concédée à ladite Seigneurie portoit exclusion des Articles cinquième & dixième des Traitez des années 1653. renouvellez en 1667. & 1675. après qu'il ladite Seigneurie s'étant de nouveau adressée à Sa Majesté Catholique Elle a obtenu une Cedula ou Patente le cinquième de Juillet de la présente année 1694. portant Pouvoir de renouveler ledit Traité & d'admettre les Articles cinquième & dixième, signé en Espagnol Yo Et. Rey, ce qu'ayant fait savoir audit Seigneur Duc de Gramont il a aussi obtenu de Sa Majesté une autre Lettre de Cachet datée du seizième du mois de Juillet dernier, Signé Louis. Et plus-bas PHILIPPEAUX avec Pouvoir de permettre aux Habitans de Bayonne & du Gouvernement ledit Traité, & ledit Seigneur en ayant donné connaissance à Messieurs les Maire, Echevins & Jurats de ladite Ville de Bayonne, ceux-ci ont nommé pour Député Maître Jean de Larre Avocat en Parlement & Clerc Assesseur de ladite Ville de Bayonne & Maître Jean François Dubroccq un desdits Sieurs Jurats, lesquels après avoir reçu les ordres dudit Seigneur Duc de Gramont par son Ordonnance du neuvième de ce mois, signé de lui, & plus-bas par Monseigneur Lamarque, s'étant transportez au pas de Behobie, & ayant conféré par diverses fois dans l'île des Faïans avec Dom Juan Francisco Ayalzistia Prieur de l'Université de la Case de la Contratation de la Ville de Bilbao, & Dom Simon de Mendietta Depués des ladite Seigneurie de Biscaye à l'effet dudit Traité de bonne Correspondance, comme du Pouvoir à eux baillé par ladite Seigneurie en date du dixième de ce mois signé Diego de Ousparitchea, ils ont convenu & demeuré d'accord que le Traité conclu en ladite année 1653. renouvelé en 1667. & 1675. entre la Ville de Bayonne & Pais de Labour d'une part, & la Seigneurie de Biscaye d'autre, sera reciproquement observé de part & d'autre, & demeurera dans son entière force & vigueur pour tout le contenu aux douze Articles, avec toutes les dépendances & circonstances comme elles y sont inferées: mais comme ces deux Frontières ont trouvé par experience qu'il est survenu entr'elles des contestations qui ont donné lieu à des infractions à quelqu'un desdits Articles dudit Traité, & leur ont causé de grandes pertes & de grands fraix, n'ayant pas pu prévoir des difficultez qui ont été mûes dans la suite de part & d'autre, & desirant déclarer ce qui pourroit faire quelque difficulté, afin de fortir les moyens de contrevenir & rendre plus forte leur bonne amitié & Correspondance, Elles ont trouvé à propos sous le bon plaisir de leurs Rois d'ajouter par forme d'explication à aucuns des Articles dudit Traité ce qui s'ensuit, savoir est, au regard des Articles second & septième desdits Traitez, que si quelque Navire ou autre Bâtiment de Bayonne & Gouvernement navigant avec les Païs-ports & Dépêches nécessaires étoient pris par quelque Fregate de Sa Majesté Catholique ou de ses Sujets & menez en quelque Port d'Espagne, en ce cas ladite Seigneurie de Biscaye sera obligée, après une sommation, de faire à ses dépens les diligences judiciaires & extra-judiciaires qu'il conviendra faire judiciaires à obtenir Sentence definitive en toutes Justices & Tribunaux, & de restituer ledit Bâtiment & Charge aux Propriétaires au cas qu'ils ne soient déclarés de bonne prise, sans que par droit de représaille ni autre prétexte que ce soit ledit Bâtiment puisse être arrêté, & en cas qu'on ne donne satisfaction de tout ce que dessus, les Propriétaires du Navire & Cargaïson auront Droit de se faire payer pour tous les biens & effets des Espagnols de ladite Province de Biscaye compris dans le présent Traité soit en tems de Paix, soit en tems de Guerre, en quelque lieu de France que ce soit pardevant toutes Justices, & même par Droit de représaille en faisant estimer la valeur du Navire & Cargaïson suivant le prix qu'il aura valu au lieu de son départ, au tems qu'il sera pris, & cette obligation reciproque sera faite par la Ville de Bayonne & Lieux du Gouvernement envers les Bâtiments de ladite Seigneurie de Biscaye qui seront pris & menez aux Ports de France, & en ce qui concerne l'Article huitième dudit Traité de mil six cents cinquante-trois qu'en expliquant icelui, s'il se trouve dans les Ports de Bayonne ou Gouvernement ou pareillement dans aucun Port de ladite Seigneurie de Biscaye des Corsaires Ennemis des deux Couronnes

avec des Vaisseaux des uns ou des autres; le Gouverneur de Bayonne ou sur ce qui commandera & reciproquement les Alcaldes & autres personnes ayant Pouvoir & autorité dans les Ports de ladite Seigneurie de Biscaye ne laisseront sortir les Corsaires que vingt quatre heures après que les Vaisseaux François ou Espagnols auront été sortis des Ports où ils seront dans ledit Gouvernement de Bayonne ou dans ceux de ladite Seigneurie de Biscaye, à peine de répondre des événemens de part & d'autre, & de même pour un plus grand éclaircissement de ce que c'est que Provisions & choses comestibles, comme aussi Petrecherries, il est convenu que les Provisions & choses comestibles sont Froment, Seigle, Fève, Orge, Pois, petite Fève & toute autre sorte de Legumes; Morue sèche & verte, Chair & Graisse de Balaine, Raves, Escabeteux; Lamproyes, Sucres, Sel, Vin, Eau de Vie, Cidre; Bœuf & Vaches, Moutons, Chandelie de Suif, Blé d'inde, Lard, & autres choses comestibles, & pour ce qui est des Petrecherries qu'elles s'entendent être Bray, Goldron, Resine, Graisse de Balaine, Suif, Olonnes, Cordages de toute sorte, Chanvre, Mâtures, Ancres, Noyales à faire Voiles & autres Petrecherries, sauf & excepté des Canons, Poudre, Balles, Mèche de toutes sortes d'Armes qui sont prohibées de part & d'autre: en plus les Parties ont demeuré d'accord qu'elles tâcheront d'obtenir de leurs Rois dans six semaines, à commencer des ce jourd'hui, la Ratification du présent Traité, & que dependant en attendant cette Ratification, les Habitans de Bayonne & du Gouvernement d'icelle Ville, & pareillement ceux de la Seigneurie de Biscaye pourront commencer de faire ensemble le Commerce avec tout libéré, sans qu'il puisse leur mesfaires, quand même la Ratification seroit refusée par l'un des deux Rois sous les peines & conditions mentionnées dans l'explication ci-dessus faite par des Articles du présent Traité, comme aussi est arrêté que les Habitans de Bayonne & Gouvernement d'icelle, & ceux de ladite Seigneurie de Biscaye ayant des discussions les uns contre les autres au sujet de leur Commerce, il sera permis de les poursuivre de part & d'autre en Justice de même que dans une pleine Paix: finalement promettant ledits Sieurs Députés en consequence de leurs Pouvoirs reciproquement d'observer & de faire observer de bonne foi le contenu au présent Traité, sans qu'il soit contenu directement ni indirectement pour quelque cause que ce puisse être & ayant les Parties déclaré que les limites, ports & lieux de ladite Seigneurie de Biscaye prend son commencement depuis la Ville de Undarros & suit avec celle de l'Equeho peuble de Hsa Surgidero de Luncho peubla de Munduca Villa de Bernes, sans de Baquir entrée de Aruvenia Villa de Platenia, playa de Algorta Ville de Portugalette, Ville de Bilbao entrée du Conseil de Sancturce, celle du Conseil de Zorobana & de Saint Julien de Muisquis playa de Povenia & ses autres Jurisdiccions jusques à celle de Castres Urdiales & autres Ports, Villes & Lieux de ladite Seigneurie de la connaissance publique, & dont il n'est pas fait mention pour n'être pas si proximité, & seront les Pouvoirs qui ont été rapportés & exhibez de part & d'autre interlés à suite des presents pour plus grande validité. Fait & passé dans l'île des Faïans sur la Riviere de Bidasoa, le vingt-quatrième du mois d'Aout mil six cents quatre-vingts quatorze après midi, ainsi signés, de LARRE Député, & JEAN FRANÇOIS DU BROCC Député.

L'Esquels Articles dudit Traité, qui est ajouté ci-devant, Notifs Sujets du Gouvernement de Bayonne, & Pais de Labour, Nous auront très-humblement supplié, vouloir agréer & approuver de Notre part, pour leur donner moyen de gagner leur vie dans le Negoce: En quoi desirant les traiter favorablement; Savoir faisons que Nous pour ces causes & autres à ce Nous mouvans, & l'affaire mise en délibération en Notre Conseil, de l'avis d'iceluy, & de Notre pleine Puissance & Autorité Royale: Nous avons icelle Articles, ci-devant transcrits, & tout ce qui est en suite, agréé, ratifié, & approuvé; agréons, ratifions & approuvons par ces Présentes, Signé de Notre Main, aux conditions y contenues: Voulons & nous plaît, que le tout soit entretenu, gardé, observé & exécuté selon la forme & teneur tant avec ledits Habitans de ladite Province de Guipuzcoa, que ceux de ladite Seigneurie de Biscaye, sans y être contrevenu, en aucune maniere que ce soit, & ce nonobstant toutes Déclarations,

ANNO
1694.

ANNO
1694.

tions, Ordonnances, Défenses & autres choses à ce contraires, auxquelles pour ce regard seulement, Nous avons dérogé & dérogeons, par ces Présentes, à la charge toutefois, que tous les Navires, Barques & Pinacles de nosdits Sujets desdits Pais de Labourg & Gouvernement de Bayonne qui navigeront en Mer, sous la foi desdits Articles seront tenus de prendre sur les Certificats dudit Gouverneur de Bayonne en la forme énoncée en l'Article cinquième ci-dessus, les Con- gés & Passports accoutumés de notre Très-Cher & bien Amé Fils naturel & légitime le Comte de Toulouze Amiral de France, à cause de sa dite Charge: Et pareillement tous Vaisseaux tant des Régicoles que des Etrangers de payer le Droit d'Ancre, conformément aux Ordonnances & Règlements de la Marine. Si donnons en Mandement à Notre-dit Fils naturel, le Comte de Toulouze, de faire lire, publier & enregistrer les présentes Sièges de l'Admirauté de Bayonne & autres que besoin sera, & icelles faire garder & observer selon leur forme & teneur, sans permettre qu'il y soit contrevenu, faire faire le Procès, punir & châtier les Contrevenants, & faire réparer toutes violences & pirateries qui pourroient être faites au préjudice d'icelles. Mandons à Notre-dit Cousin le Duc de Gramont & autres qui lui succéderont audit Gouvernement de Bayonne, comme aussi à tous Capitaines, tant de Mer que de Terre, & autres nos Sujets qu'il appartiendra chacun endroit soi, que cédites Présentes ils entretiennent, gardent, observent & exécutent, fassent entretenir, garder, observer, & exécuter selon leur forme & teneur. Car tel est notre plaisir: En témoin dequoy Nous avons fait mettre notre Seel à cédites Présentes. Donné à Versailles le huitième jour de Septembre, l'An de Grace mil six cents quatre-vingts-quatorze, & de notre Règne le cinquante-deuxième.

Signé

LOUIS.

Et plus bas;

Par le Roi

PHELYPEAUX;

Et scellé du Grand Sceau de Cire jaune, à queue pendante.

CLXVI.

7. Sept. Tractat zwischen Ihre Königl. Majestät in Dänemark Christian den V. dann Christian Albrecht Herzog zu Schleswig-Holstein / wodurch Ihre Königl. Majestät an Ihre Fürstliche Durchleucht ein Regiment Dragoner auf 3. Jahr lang / so wohl zu deren eigenen Securität / als der in denen Unionen verglichenen mutuellen Assistentz und gemeiner Landes-Defension überlassen. Geschehen zu Copenhagen den 7. Septemb. 1694. [Copie manuscrite communiquée par un Ministre de Danemarck peu après que le Traité fut fait.]

C'est-à-dire;

Traité entre CHRISTIAN V. Roy de Dannemarck, & CHRISTIAN ALBERT Duc de Holstein-Gottorp, par lequel Sa Majesté Danoise cede pour trois ans à Son Altesse Serenissime de Holstein un Regiment de Dragons, dont elle pourra se servir tant pour sa propre defense, que pour celle de leurs Duchés communs de Sleswick & Holstein. A Copenhagen le 7. Septembre 1694.
TOM. VII. PART II.

ANNO 1694.
Und und zu wissen; Nachdem Ihre Königl. Majestät zu Dänemark-Norwegen, und Ihre Fürstliche Durchleucht zu Schleswig-Holstein, Gottorf sich gegenseitigen weit ausgedehnten Zeiten und allerhand gefährlichen Conjunctionen nöthig und rathsam befunden / in denen Fürstenthümern Schleswig-Holstein und deren incorporirten Landen auf guter Fuß / und sonderlich mit einer zulänglichen wohl-exercirten Mannschafft zu Pferde und zu Fuß zur Defension wohlgedachter Herzogthümer gefast und in Bereitschafft zu sein / Ihre Fürstliche Durchleucht aber der Zeit mit Cavalerie nicht sonderlich versehen noch selbige in zulänglicher Anzahl und kurzer Frist anwerben lassen können / dagegen Ihre Königl. Majestät deren eigene Regimenter in Holstein gegenwärtig auf den Weizen haben / das mit denselben sich Ihre Fürstliche Durchleucht wegen überlass- und Übernehmung eines Regiments Dragoner freywillig und wohlbedachtig / auch sonder einigen Abbruch oder Schwächung Dero Fürstliche Hoheit / Rechte und Berechtigkeiten sich verabredet und verglichen / wie folgt:

I. Erstlich überlassen Ihre Königl. Majestät zu Dänemark-Norwegen Ihre Fürstlichen Durchleucht auf drey Jahr lang von dem ersten Jahr dieses 1694. Jahres an zu rechnen / bis den 1. Juli 1697. ein Regiment Dragoner an Staats-Oberrichter-Officieren und Gemeinen / wie Ihre Königl. Majestät befehle ist antrumen / Commando dero Obristen des Hoch- und Reichshoch- und Herrn Christian Ditlefsen Grafen zu Reventlow, in denen Herzogthümern stehende haben / und sich dessen so wohl zu deren eigenen Securität und Diensten / als auch der in denen Unionen verglichenen mutuellen Assistentz und gemeiner Landes-Defension bestmöglichst zu gebrauchen / als hiervon in folgenden 4. Articlen ein mehrers gemeldet wird.

II. Soll diese überlassene Regiment alsbald an dem Tage / da es Ihrer Fürstlichen Durchleucht angewiesen wird / derselben und ihren Fürstlichen Haufe mit Eydt- Pflichten / nach dem desfalls verglichenen Formular, dahin verbunden werden / das Staats-Oberrichter-Officier und Gemeine die dreyjährige Zeit über / so sie in Ihrer Fürstlichen Durchleucht Kriegsdiensten seyen / derselben getreu und held auch schuldig seyn sollen / unter dero Commando zu stehen / und wie in vorhergehendem Articlen empfohen / so wohl zu Ihrer Fürstlichen Durchleucht eigenen Securität und Diensten / als gemeiner Landes-Defension Ihre Fürstlichen Durchleucht oder der bey dem besagten Generals-Person Ordres unumgänglich zu pariren und sich davon nichts abhalten zu lassen.

III. Wollen gleichwohl Ihre Königl. Majestät sich obbemelter Zeit halber reservirt und vorbehalten haben / sothanes überlassene Regiment bedürftenden Falls noch ehender und vor Ablauf der bezeugenen dreyjährigen Zeit zurück zu rufen und an sich zu ziehen / und wollen auch Ihr Fürstliche Durchleucht nicht sagten falls solches innerhalb Monatsfrist nach beschriebener Avocation an Ihre Königl. Majestät zurück zu liefern bereit seyn: doch das bezogen der von Ihrer Fürstlichen Durchleucht an das übergenommene Regiment versprochene Soldt und Unterhalt alsdann vom Tage der wirklichen Zurücklieferung cessirt und aufhöre; So dan wenn nebst übertragter Avocation Ihre Fürstliche Durchleucht auch um die Unions-Hülff requirirt würden / in derselbe / so viel die Hülffs-Weider zu Pferde betrifft / nicht also fort gedungen werde; Doch wollen Ihre Fürstliche Durchleucht möglichst Beförderung thun / solchen falls mit zulänglicher Keuterey sich wieder zu versehen / umb an der verglichenen Assistentz in natura den Unionen gemäß nichts erlangen zu lassen.

IV. Haben Ihre Fürstliche Durchleucht sich dieser überlassenen Staats-Oberrichter-Officier und Gemeinen die bezeugene Zeit über zu dero eignen und dero Hauffs Ehrebeit Diensten und Behauptung dero Brechtums / auch der beyden Herzogthümer nöthigen Defension, ob- angestirter verglichenen massen bestens zu gebrauchen / ordinaire aber und ohne gutbefunden Ihrer Königl. Majestät und Ihrer Fürstlichen Durchleucht sol solches Regiment aus denen Herzogthümern nicht gegen / sondern in denselben bestaunen / jedoch nach denen von Ihrer Fürstlichen Durchleucht ihnen darinnen assignirten Quarten vertheilt werden.

Die Administration der Justiz bey diesem Dragoner-Regiment bleibet bey dem commandirenden Obristen und nachgeordneten Officieren / welche nach denen Königl. Dänemarkischen Kriegs-Ärtden / worauf sie vornahmen ihren Eydt abzugeben / unpartheylich zu verfahren: Doch

Xz

dass

ANNO
1694.

dass in Criminal- und Bluts-Sachen / die auf Leib und Leben gehen / die abgefallte Urtheil zur Approbation, Annehmung / oder auch aggravierung an Ihre Fürstliche Durchleucht remittirt / und mit der wirklichen Execution darnach verfahren werde.

VI. Man nach bestehener wirklichen Uebernehmung obbesagten Regiments an Staats- und Ober-Officieren einge abgehen / ist bedesflich beliebt / dass an deren Stelle Ihre Fürstliche Durchleucht ein oder mehr von eben diesem oder einem andern Königlich Dänischen Regiment vor zu schlagen und zu denominiren haben sollen / und von Ihrer Königl. Majestät in solcher Charge confirmirt zu werden.

VII. Verschreiben Ihre Fürstliche Durchleucht dass so sie dieses Regiments-Staats-Ober-Unter-Officieren auch Gemeinen / die zur Über / da sie in ihren und des Fürstlichen Hauses Eyd-Plüchten und Kriegs-Diensten stehen / eben den Sold und das Tractament reichen lassen wollen / als sie hithero in Holftein nach Ihrer Königl. Majestät Ordonnance, und nach Anweisung der zu Ende hierbey gestellten Verzeichniß wirklich zu gemessen gehabt / doch dieses so lange / als die Contributionen auf gegenseitigen Fug ohne Moderation verbleiben.

VIII. Nach Verlauf obbesagter drey Jahre soll mehr besagtes Regiment an dem Orte / wo es übergeben und angenommen worden / mit Erlassung der an Ihre Fürstliche Durchleucht geleisteten Pflicht / und in der Anzahl / als es an Kopfen Ihre Fürstl. Durchl. gestelt worden / weiter geleistet werden / müssen in solchen Ende / und damit dieses Regiment so wohl zu Ihrer Königl. Majestät als ihrer Fürstlichen Durchleuchtzeit beiderseitigen Vergnügen / und besten / in guter Discipulin / auch gehörigen Stande erhalten / und die etwa bey Officieren und Gemeinen eingetretene Desordres in Zeiten redressirt werden / mögen / ist ferner beliebt / dass solches jährlich einmahl zu vergleichender Zeit durch beiderseits hierzu ernennende Königlich und Fürstliche Commissarien gemusst wer-

den solle / doch Ihre Fürstlichen Durchleucht hiemit unternommen / dergleichen Anweisung für sich selbst gleichfalls so oft vorzunehmen und zu verrichten / als sie es nöthig finden / damit / wie vorgedacht / das Regiment ja derzeit complet gehalten werden möge.

IX. Es soll auch vorgesehn seyn / wann die bedungene Jahre vorbey / das übergenommene Regiment / in Kraft obangegogenen 2. Articuls schuldig und verbunden seyn / auf Ihrer Fürstlichen Durchleucht Order / sonder einigen Aufschub und Exception / nach unter Vorführung eines niges andern Rechts / und an Ihre Fürstliche Durchleucht habender Forderung / die sey gegenwärtig oder zukünftig / eigen oder cedirt / aus Ihrer Fürstlichen Durchleucht laiden / und sich dahin gehalten Quartieren mit guter Order und ohne Hinterlassung einiger Schulden abzu marchiren / und wider beyen Witz / noch vorher Ihre Fürstlichen Durchleucht unterthuen und Angehörigen auf einigley Weis beschwerlich / sondern mit obangeregten gewöhnlichen Tractament allerdings vergnügt zu seyn / welches der Eyd-Formul kürzlich zu inseriren.

Diesem allen vorgesehter Massn wirklich nachzukommen / haben Ihre Königl. Majestät und Ihre Fürstliche Durchleucht sich bey dero Königl. und Fürstlichen Worte dazu verbunden / und seynd zu wahrer Ehrund besten / auf dero aller- und gnädigste Befehl von gleichlautende Exemplaria hierbey abgefasst / deren eins von Ihrer Königl. Majestät und das andre von Ihrer Fürstlichen Durchleucht eigenhändig unterschrieben / und mit dero respective Königl. und Fürstlichen Insignen authentifizirt / auch gegeneinander zu gleich aufbewahrt worden. So geschehen Coppenhagen den 7. Sept. Anno 1694.

CHRISTIAN.

(L.S.)

FORMULA JURAMENTI;

So im vorstehenden Tractat §. 2. angezogen worden.

Es geloben und geschworen alle Officier und Gemeine des von Ihrer Königl. Majestät zu Denmarkern Norwegen an Ihre Fürstliche Durchleucht zu Schleswig-Holftein-Goetorff auf drey Jahr lang und gewissh Conditiones überlassenen Dragoner-Regiments / dass sie dem Hochwürdigsten / Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Christian Albrechten / Erben zu Norwegen / postulirten Coadjutoren des Stiffts Lübeck / Herzogen zu Schleswig-Holfstein / Störmar und Dittmarschen / Grafen zu Oldenburg und Delmenhorst / obgedacht drey Jahr über / da sie in ihrer Hochfürstlichen Durchleucht Kriegsdiensten stehen / getreu und redlich dienen / dero oder ihres hiezu befallenen Generals Commando und Order unweigerlich pariren / denen von ihnen vor-mahl beschworenen Kriegs-Articulen die Justiz und Kriegs-Disciplin betreffend / äussersten Bemühens nachkommen / zu Ihrer Durchleucht und Dero Hochfürstlichen Hauses Securiät / Diensten und gemeiner Landts-Defen-

sion / in allen Nothständen mit Hindansetzung Leibes und Bluts / sich rappet und manlich erweisen / allen Verordnungen und Nachtheil möglicher massn abthuen und hintertreiben / ihren vorgesehten Officieren allen Gehorsam und Respect erweisen / ihren Compagnien und Standarten in allen Occasionen treuhaffig folgen / sich nicht heimlich verbergen / sondern sich allerweg / wie es gebieten / gehorsamen auch christlichen und standhaften Soldaten gebühret und obliegt / gerne und willig gebrauchen lassen / übrigens auch mit den ihnen versprochenen Sold und Tractament allerdings vergnügt / und Ihrer Hochfürstlichen Durchleucht unterthuen darüber nicht beschwerlich seyn / und wann die bedungene 3. Jahr verlossen / oder im Fall Ihre Königl. Majestät je auch vermög des Tractats / speciren würde / auf Ihrer Hochfürstlichen Durchleucht laiden / und denen darinnen gehalten Quartiren mit guter Order unweigerlich abwarten wollen.

E X T R A C T

§. 7. angezogen.

Als dem Königl. Militair-Reglement pro Anno 94. und der gedruckten Verpflegung-Ordonnance unterm 30. Novemb. 1686. und was nach solchen des Herrn Craff Reventlows Regiment Dragoner monatlich in 32. Tagen / auch in einem Jahr oder 365. Tagen kostet:

Dr:

ANNO
1694.

Der Stab.		Monatlich in 32. Tagen.		Jährlich 365. Tagen.	
	ohne Compagnien.	Rd.	fl.	Rd.	fl.
1 Obrister		55			
1 Obrister-Lieutenant.		16			
1 Major		9			
1 Auditeur, so zugleich die Regiments-Quartier-Meister					
Charge verrichtet		15			
1 Schreibere mit Gefellen		16			
1 Gewehrtrager mit den Steffen-Ruchte		9			
4 Schallmeyer-Bläser à 5. r.		20	32		

ANNO
1694.

Der Stab 140		32			
		Rd.	fl.	Rd.	fl.
1 Compagnie		23			
1 Capitain		15			
1 Lieutenant		7			
1 Sergeant		18			
3 Corporals	à 6. Rd.	5			8
1 Tambour		40			
8 Granadier	à 5. Rd.	323			
67 Granadier	à 4. Rd.				40
Summa. Compagnie 432.					

Monatlich in 32. Tagen.		Jahr 365. Tagen.	
Rd.	St.	Rd.	fl.
2592			
84			
2	30		
140	32		
nach dem Regiment 2889—14			
1 32157—267			

Vorgesezte Gage genießet ieder folgender Gestalt:

1. Ertlich die Ober-Officier bekommen ihre Gage constant, weiter nichts mehr als frey Obdach.
2. Folgende aber bekommen monatlich in 32. Tagen.

	Lohnung		Ober-und Unter- Müntzung		Zum Beschlus		Zu Hart- und Hand-Jutter		Zu Stande- Quartier		Summa	
	Rd.	fl.	Rd.	fl.	Rd.	fl.	Rd.	fl.	Rd.	fl.	Rd.	fl.
1 Sergeant.	4	16		40	16		1					
1 Corporal.	3	16		32	16		1	6		25	7	8
1 Tambour.	2	24		24	16		1	6		25	9	
1 Gran.	2	16		24	16		1	6		25	5	
1 Gem.	2	16		24	16		1	6		25	4	50

CLXVII.

19. Nov. Declaratio Electoris Coloniensis JOSEPHI CLEMENTIS, Quod Pecunia Subsidiaria presenti Bello ab ORDINIBUS sibi suppeditata, nullatenus in consequentiam contra Libertates & Privilegia eorum trahi debeat. Data Bonna Anno 1694. die 19. Novembris.

* Voyez le cy-devant sous le 12. Mai 1560.

1695.

L'EMPE-
REUR.
L'AN-
GLETER-
RE, LES
PROVIN-
CES U-
NIES, ET
MUN-
STER.

CLXVIII.

Traité fait entre LEOPOLD Empereur, GUILLAUME III. Roi d'Angleterre, & les PROVINCES UNIES d'une part, & l'Evêque de MUNSTER d'autre, à la Haye le 18. Mars, 1695. [Manuscrit.]

TOM. VII. PART. II.

Primo Reverendissimus & Celsissimus Dominus Episcopus & Princeps Monasteriensis declarat se accedere, quemadmodum hoc ipso accedit Foederi duodecimo die Maji Anno millesimo sexcentesimo octuagesimo nono, concluso inter Suam Cæsaream Majestatem & Cellos & Praepositos Dominos Ordines Generales, quod Foedus hic verbo tenus inferum sequitur.

Notum testatumque sit, quodd, tamen Foedus illud quod paucis ab hinc annis Sacram Cæsaream Majestatem inter, & Cellos ac Praepositos Dominos Ordines Generales Foederati Belgii Haec Comitum in mutuum Defensionem sancitum est, in suo adhuc dum vigore permanet, nihilominus tam Sacra Cæsarea Majestas, quam dicti Domini Ordines Generales perpendentes communis periculi post novissimam Invasionem Gallicam Reipublicæ Christianæ impendens magnitudinem, ac lubricam Gallorum in observandis tractatibus fidem, necessarium judicaverint, praedicti Foederis Leges veteremque Conjunctionem arctioribus firmiteribusque vinculis roborare & de efficacioribus simul tam reducendæ, quam conservandæ Pacis & Securitatibus publicæ mediis Rationes inire, eaque propter per

ANNO
1695.

utrinque ad id constitutos Plenipotentiariorum, à parte quidem Sacre Cæsareæ Majestatis per eundem Consiliarios Status intimos Dominum Leopoldum Guillelmum Comitem in Königsegg, Sacri Romani Imperii Pro-Cancellarium, auri Velleris Equitem, & Dominum Theodorum Althetum Henricum Comitem à Stratman, Cancellarium Aulicum, & à parte Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium per Dominum Jacobum Hop, Civitatis Amstelodamensis Consiliarium & Syndicum, nec non in Consessu eorundem Dominorum Ordinum Generalium nomine Hollandiæ & West-Frisiæ Deputatum, communicatis hinc inde Plenipotentiarum Tabulis conventum sit tenore sequenti.

I. Sit mansuetudo semper inter Sacram Cæsaream Majestatem & Dominos Ordines Generales Federati Belgii constans, perpetua & inviolabilis Amicitia & Correspondentia, teneaturque alteri alterius commoda sedulo promoveri, damna verò & incommoda pro posse avertere.

II. Et cum Rex Gallie, tam Sacram Cæsaream Majestatem quam Dominos Ordines Generales Uniri Belgii absque legitima causa seu prætextu, gravissimum juxta ac iniquissimum Bello nuperime adortus sit, sit eo durante inter Partes contrahentes non tantum defensivum sed & offensivum Fœdus, vi cuius ambe omnibus Viribus contra prædictum Gallie Regem Terra Marique ejusdemque Federatos, qui quidem ad Exhortationes eum in finem interponendas sese ab eodem sejungere noluerint, hostilitate agant, deque Operationibus Bellicis in communis Hostis perniciem, sive conjunctim sive separatim utilis instituendis Consilia iterum communicent.

III. Neutri Partium fas sit, ab hoc contra Galliam Bello recedere, aut cum illa illiusve Adherentibus ullam Conventionem aut Tractatum de Pace vel Armistitio sub quoque demum prætextu scorum institueri, nisi volente & concurrente altera Parte.

IV. Nullatenus verò Pax ineatur, priusquam Pax Westphalica Osnabrugensis & Monasteriensis, nec non Pirenæa communibus Viribus juvante Deo, vindicata, & omnia juxta erundem tenorem in Ecclesiasticis & Politicis in pristinum statum restituta sint.

V. Instituti autem communis consensu Pacis aut Armistitii Tractatus, communicabuntur hinc inde bona fide ea que agentur, nec una Pars sine alterius Consensu & Satisfactione quicquam concludat.

VI. Postquam præfatus Bellum communi consensu finitum, & Pax conclusa fuerit, maneat inter Sacram Cæsaream Majestatem & ejusdem Hæredes & Successores, nec non Dominos Ordines Generales Federati Belgii contra sepius memoratam Coronam Gallie, & ejusdem Adherentes Fœdus perpetuum defensivum, vi cuius Partes contrahentes omnem operam dabant, ut Pax incunda constanter perpetuoque duret.

VII. Quod si vero contingeret, ut Corona Gallie iterum unam alteramve Partem contrahentem aut utramque contra eandem Pacem impeteret, quoqueque id tempore fiat, tenebuntur hæ sibi vicissim eodem, quo nunc modo, Terræ Marique omnibus Viribus fideliter assistere, & quamcumque Hostilitatem & Violentiam propulsare, neque eo desistere, donec omnia in pristinum statum, juxta prædictæ Pacis normam redintegrata sint, & Pax hæc satisfacta fuerit.

VIII. Porro tam Sacra Cæsareæ Majestas omnia Jura Dominorum Ordinum Generalium, quam hi vicissim Jura Sacre Cæsareæ Majestatis contra Coronam Gallie & ejusdem Adherentes omni tempore omnibusque mediis & viribus tueantur, & defendant, neque etiam sibi invicem in iis ullum præjudicium afferant.

IX. Si que inter ipsos Contrahentes ratione quorundam limitacorum Dominiorum Controversiæ sint, aut in futurum exortiantur, ex per amicabilem Commissionem aut deputatos ab utraque Parte Ministros, omni vi facti penitus excluda, amicabiliter discutiant componanturque, neque in iis interea temporis quicquam infoveatur.

X. Ad præfatis Fœderis Societatem invitentur ex parte Sacre Cæsareæ Majestatis Corona Hispaniæ, & à Dominis Ordinibus Generalibus Federati Belgii Corona Angliæ, & admittantur ad illud priter omnes utrinque Paris Federatis quibus eidem accedere visum fuerit, includitur etiam huic Fœderi Serenissimus Lotharingæ Dux, conferentique Confœderati omnem operam, Consilia & Vires, ut & ipse in suos avitos

Ducatus, Ditiones, Status & Jura plenarie restituatur.

XI. Ratificabitur hoc Fœdus ab utraque Parte intra spatium quatuor septimanarum, vel citius si fieri poterit. In quorum omnium certitudinem ac majus fidei & sinceritatis robur bina ejusdem tenoris Instrumenta desuper confecta, & à Contrahentium Plenipotentiaris subcripta signataque reciproce commutata sunt. Actum Viennæ 12. Maii 1689.

(L.S.) LEOPOLDUS GUILLIELMUS Comes in KÖNIGSEGG.

(L.S.) T. A. HENR. Comes de STRATMAN.

(L.S.) J. Hop.

ANNO
1695.

P. R. oinde promittunt & spondent Sacra Cæsareæ Majestas, Sua Regia Majestas Magnæ Britannicæ, & Domini Ordines Generales se quocunque in eodem Fœdere stipulata & promissa sunt, Domino Episcopo & Principi Monasteriensis præstituros, atque se omnia & singula, quæ in hoc Fœdere, & cunctis ejus Articulis continentur, sine ulla exceptione observaturos & adimpleturos, atque observari & adimpleri curaturos, haud secus ac si specialiter desuper cum Domino Episcopo contraxissent.

II. Vicissim promittit & spondet sua Celsitudo se etiam reciproce Sacre Cæsareæ Majestati, Sacre Regiæ Majestati Magnæ Britannicæ, & Dominis Ordinibus Generalibus quocunque in supra scripto Fœdere stipulata & promissa sunt, præstiturum, atque se omnia & singula, quæ in eodem Fœdere & singulis ejus Articulis comprehenduntur, sine ulla exceptione inviolabiliter observaturos & adimpleri curaturos, & observari & adimpleri curaturos, haud secus ac si specialiter cum eisdem desuper contraxisset.

III. Ita tamen ut post finem præfatis Belli, Dominus Episcopus obstrictus non sit, durante Pace in Superiendis habere plures Copias, quam ipse sibi convenientes esse duxerit, nisi aliter inter Partes contrahentes pacificè contigerit.

IV. Porro cum Reverendissimo & Celsissimo Domino Episcopo & Principi Monasteriensis nihil magis cordi sit quam ut secundum normam præscripti Fœderis, Bellum contra Regem Gallie ejusque Federatos omnibus Viribus gerat, spondet ac promittit præter & supra numerum Militum juxta Matriculam Imperii, tam pro se, quam pro Statibus Imperii, sibi à Sacra Cæsareæ Majestate assignandum debitum, qui numerus, comprehensus iis, qui Consensu in præfatio sunt, ascendit ad tria millia trecentos Milites (pro quibus Assignationes à Sacra Cæsareæ Majestate extrahuntur eodem modo ac annis proximè elapsi factum est, quam primùm supradictus Miles versus castra Federatorum moverit) citissimè, & si fieri poterit ineunte mense Maio sub proprio Generali, versus Rhenum missurum quatuor milia Militum, hoc modo numerandos: Primò una Legio Infultoriorum sive Dragonum, divisa in octo turmas, quæ constat annueratis Præfectis, sive Officialibus, sexcentis & quatuor Capitibus, 2. Una Legio Equium, divisa in sex turmas, cujus Summa est trecentorum nonaginta sex Capita, & 3. Quatuor Legiones Pedum, lingule septingentorum quinquaginta, atque ita omnibus computatis, præter eos, qui Consensu remanebant, in Campum educet, sex mille trecentos sexdecim Milites, additis pro more Tormentis Campestribus, Munitionibus, ceteroque apparatu necessario, qui in exercitu requiritur, inter quæ tamen intelligenda non sunt Tormenta majora; Munitiones & Instrumenta obditioni faciende necessaria, has autem Copias sua Celsitudo durante Bello suis impensis habere & alere tenebitur, easque itidem contra communem Hostem militare faciet, sub tali Sacre Cæsareæ Majestatis Duce Supremo, & loco ad tractum Rheni Superiorem, Medium, sive Inferiorem citrà & trans Rhenum, prout Sua Cæsareæ Majestas, Sacra Regia Majestas & Domini Ordines Generales pro re nata & ratione Belli, necessarium duxerint, iis etiam non nisi finita bellica Expeditione illius anni vulgo *Campagne* & cum Sacra Cæsareæ Majestatis Ducis scitu inde discedere vel se ab exercitu separare licebit, ceterum etiam Dominus Princeps Episcopus præfatum numerum Militum suis impensis, debite periculum tenebit, & eorum defectum supplebit.

V. Quod si Sua Regia Majestas Magnæ Britannicæ

ANNO
1695.

ac Celfi & Præpotentes Domini Ordines Generales annuatim & contentiente Sacra Cæſarea Majeſtate, quantum attinet cum numero Militum, qui uti ſuperius dictum vigore Matricule Imperii datur, è re communi eſſe judicaverit, præſentium Militum five totum cum portione Imperio debita, five pro parte quatuor millium Moſam trajicere, vel in Belgium Ditionis Hiſpanicæ venire, Dominus Episcopopus præſentis Copias ille tranſire faciet, ita tamen ut de impenſis, quæ ibidem majores erunt, quam ſi ad Rhenum Copiæ manerent, pro ratione temporis, quo ibi moraturæ ſunt, ex æquo & bono tranſigatur.

VI. Et quoniam Dominus Episcopopus & Princeps Monaſterienſis hac concluſendo inter cætera etiam præcipit ſibi cordi habuerit, ut communes Conſederatos magis ac magis de ſincera & exita ſua voluntate eos contra Regem Gallie in hoc Bello non ſolum Armis juvandi, ſed inſuper cum iis conferendi quæcunque gerendo præſenti Bello, adſpectuæ bonæ, firmæ & ſecuræ Paci, & amovendis quibuscunque impedimentis & obſtaculis in contrarium conducere poterunt, certiores redderet, propterea promittit expreſſè & ſe obſtringit, ſe cum nullo Regum, Principum vel Potentatum Fœdus vel Contraſtum quocunque nomine facturum, qui directè vel indirectè in detrimentum cauſæ Fœderatorum communis vergere, vel eorum commodis contrariarum eſſe queat, & ſpeciatim ſe nullo modo obligaturum nec quæquam tentaturum ſeparatim vel conjunctim cum aliis, nec cuiquam conſilio vel opera adjuvaturum ad faciendam durante præſenti Bello, Pacem, niſi præſentibus & contententibus Sacra Cæſarea Majeſtate, ſua Regia Majeſtate Magnæ Britanniæ & Dominis Ordinibus Generalibus, multò minùs ſe Sociari vel Parti, ut vocant terriæ, adjuvaturum vel alios in ea faciendam, adjuvaturum, vel quicquam aliud incepturum, quod Conſiliis aut Rationibus Conſederatorum five de gerendo amplius Bello five de faciendi bona, firma & ſecura Pace, impedimento ſit vel adverſetur, ſed è contra ſe ſolus Auxilium laturum & eos pro viribus ſuis tam ubi de perfequendis Bello Hoſtibus quam ubi de ſtabilitate Pace agitur, adjuvaturum.

VII. Similiter, ac eodem intuitu promittit etiam Dominus Episcopopus, ſe rei Fœderatorum & ſpeciatim Imperii pendente hoc Bello nullo modo turbaturum, non armaturum, non hoſtiliter vel via facti inſecturum quemquam, quique illi fuerit, aut ob quascunque controverſas, & ſpeciatim ſi altè memorati compaciſcentis ei, præter ſpem perſuadere nequeant, ut Officia ſua conferat, quo in nono Electoratu omnino acquieſcat, in omnem eventum ſe in hac cauſa directè vel indirectè nihil hoſtiliter vel Armis acturum, ſed è contrario intelligens tale quid ab aliis meditari vel tentandum eſſe, eis non modo non operam laturum, verùm multò magis eos dehortaturum & ſtrenuè operam navaturum, quo omnes bono publico contrarie coſiſtiones averſantur, ac propterea ſe Satisfactionem à Sacra Cæſarea Majeſtate Principibus Imperii promiſſam expectaturum.

VIII. Hac ſpe fretus ut attemperati Dominorum Fœderatorum Officiis omni tempore propicietur, ne ſua Celſitudo viciliam à quocunque aut ſub quocunque prætextu hoſtiliter vel Armis aggreſſatur.

IX. Quod ſi tamen, præter ſpem & opinionem contigerit, Ditiones ſuæ Celſitudinis re ipſa hoſtiliter & Armis aggreſſum iri à quocunque, ſub quolibet prætextu & quo tempore illic fuerit, reſervat ipſa ſibi facultatem, Copias ſuas five omnes five aliquas, prout necesseſſitas poſtulerit, tali in caſu domum revocandi.

X. Ut autem Reverendiſſimus & Celſiſſimus Dominus Episcopopus & Princeps Monaſterienſis ſerendo dicto auxilio & exequendo ſuæ bonæ Intentioni reddat aptior, Sacra Regia Majeſtas Magnæ Britanniæ & Celfi & Præpotentes Domini Ordines Generales promittunt & ſpondent, ſe durante hoc Bello & uſque ad Pacem concluſam & ratihabitam, hic Hagæ Comitii vel Amſtelædam Domino Episcopopo numeraturos & ſoluturos ſingulis menſibus, quorum duodecim in Anno ſunt, ſummam viginti millium Thalerorum Imperialium Monetæ Hollandiæ currentis, ita ut primus menſis incipiat 15. hujus menſis Martii Stilo novo: tempore vero Ratificationis hujus Conventionis, in Deſolationem ſummæ promiſſæ illico ſolvatur, quantum duobus menſibus debetur, ſcilicet quadraginta mille Thaleri Imperiales & uſque ad quidecimam menſis

Maji, ſub hac Conditione, quòd, durante Bello, dictæ copię contra communem Hoſtem uti ſuprà convenit eſſe, realiter militabunt.

XI. Pace concluſa, vel etiam ante Pacem concluſam, Partes contrahentes Conſilia conferent, quibus mediis Pax tuenda & confirmanda atque cujuſque ſecuritati & commodis maxime propiciendum erit.

XII. Inſtrumenta Ratificationis hujus Conventionis intra ſpatium quatuor ſepſimanarum, vel citius ſi fieri queat, commutabuntur.

Ita actum & concluſum inter infraſcriptos Plenipotentiarios & Deputatos Sacræ Cæſaræ, Sacræ Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ & Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii ab una & Reverendiſſimi & Celſiſſimi Domini Episcopopi & Principis Monaſterienſis ab altera parte, Hagæ Comitii. Die 18. Martii Anno 1695.

(L.S.) DOMINICUS ANDREAS Co- mes à KAUNITS.	(L.S.) CARO- LUS Vice- Comes de DURSLEY.	(L.S.) D. VAN G. V. ELS. SCHWARTS.	(L.S.) A.
---	---	--	-----------

(L.S.) HENRICUS Comes de STRAT- MAN.	(L.S.) Baro de WASSENBERG. DUS NORFF.	(L.S.) CONRA-
--	---	---------------

(L.S.) A. HEINSIUS.
(L.S.) W. de NASSAUW.
(L.S.) G. van der DOES.
(L.S.) O. SMITIA.
(L.S.) A. W. BENTHEIM.
(L.S.) HENRICUS BOTHENIUS.

Articulus Separatus.

POſtquam Articulo quinto Tractatus inter Suam Cæſaream Majeſtatem & Regiam Majeſtatem Magnæ Britanniæ, & Dominos Ordines Generales Uniti Belgii, ex una, & Dominum Episcopopum & Principem Monaſterienſem, ex altera parte, de decima octava Martii, anni proxime elapſi initii, conventum ſit, ut illa quatuor millia Militum, quæ ſua Celſitudo, vigore Articuli quarti ejusdem Tractatus, ad Rhenum Superiorem, Medium, aut Inferiorem, ſiſtere parata eſt, ad Moſam aut in Belgio Hiſpanicæ Ditionis Exercitui, ſuæ dictæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ jungant, ſi Sua Majeſtas ac Domini Ordines Generales illud è re communi eſſe judicaverint, ita tamen; ut de impenſis, quæ ibidem majores erunt, quam ſi ad Rhenum Copiæ manerent, pro ratione temporis quo ad Moſam aut in Belgio moraturæ ſunt, ex æquo & bono tranſigatur. Articulus hoc ſeparato ulterius conventum eſt, prædictum Militem cum ſuis Officialibus, in futurum, ad juſſum Sux Regiæ Majeſtatis illico & ſine ulla dilatione ad dicta ſua Caſtra moturum, ac Conditione, ut à primo die ſuæ profectionis Subſidium quinque millium Thalerorum Imperialium ſuæ Celſitudinis promiſſum quinque millibus eorundem Thalerorum Imperialium ſit augendum, prout præſenti Articulo augeatur, utque durante ejus manſione in Belgio, aut ad Moſam, ex Armamentario Sux Regiæ Majeſtatis, & Dominorum Ordinum Generalium, ei gratis extrahatur illa portio panis & pabuli, quæ datur proprio illorum Militi, quæ augmentatio Subſidii quinque nimirum millium Imperialium, etiam locum habebit, & continuanda eſt illis menſibus, quibus prædictus Miles in Hybernis erit, in Ditionibus ſuæ Celſitudinis, ut eò aptior reddatur ad ſupplendum defectum, durante zeltiva Expeditione faciendum. Caſu quo autem Sua Regia Majeſtas conſuluerit duxerit, ut prædictus Miles poſt Hyberniam, demò ad Rhenum militet, reddidit Subſidium milititruum à primo die Maji ad normam Tractatus, viginti ſcilicet millium Imperialium; militibus porro ſub juſſu ſuæ Celſitudinis Generalis, qui ut alii Generales Conſederatorum Principum ad Conſilia Bellica pariter vocabitur & ſummo Sux Regiæ Majeſtatis, aut in Ejuſ abſentia Epjuſdem Generaliſſimi, qui totus Exercitus ſuberit, imperio obſedit. Articulus hic ſeparatus hinc inde ſignabitur & ratihabebitur, quibus erit valoris & roboris, ac ſi de verbo ad verbum ad Tractatum 18. Martii proxime elapſi concluſo, eſſet interſus.

N x 3

Hagæ.

ANNO
1695.

ANNO Hagre-Comitis die decimo Aprilis Anni millesimi sexcentissimi nonagesimi sexti.

nitos decimo octavo die Mensis Martii Anno 1695. ANNO inita & conclusa sit in formam sequentem. 1695.

(L.S.) VILLERS (L.S.) Van Els. (L.S.) J. CONRADUS
pro Rege (L.S.) A. HEIN- NORFF pro Do-
Magne Brit- sius. minio Episcopo &
tanniae. (L.S.) P. Van Principe Monasterien-
HACKE. siensi.
(L.S.) J. Van der
DOEL.
(L.S.) W. V. VELLEDE.
(L.S.) GUCKINGA.
Nomine Dominorum
Ordinum Generalium
Uniti Belgii.

*Ratificatio sue Celsitudinis Reverendissimi & Celsissimi
Domini Episcopi & Principis Monasteriensis.*

Nos Fridericus Christianus Dei gratia Episcopus
Monasteriensis, Burgavivus Sitombergensis, Sacri
Romani Imperii Princeps, & Dominus in Borckeloh,
notum testatumque facimus omnibus & singulis, quo-
rum fide intereat, quod inter Sacram Cæsaream Majestatem
Majestatem nostrum Clemenissimum, Suam
Regiam Majestatem Magnæ Britannicæ, ac Cælos &
Præpotentes Dominos Ordines Generales Federati
Belgii ex una: & Nos ex altera Parte, certus quidam
Tractatus sive Conventio, die vigesima tertiâ mensis
Martii hujus currentis Anni millesimi sexcentissimi no-
nagesimi quinti per utriusque Partis Legatos, Plenipo-
tentiarios & Deputatos, inita & conclusa sit modo &
tenore sequenti.

Tractatus sive Conventio.

Nos igitur huic Conventioni satisfacere cupientes
preinertum Tractatum per omnia & singula appro-
bavimus, confirmavimus & ratum habuimus, nec non
Fœderi prædicto inter Suam Cæsaream Majestatem &
Cælos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales
duodecimo die Maji Anni millesimi sexcentissimi octa-
gesimi noni inito accessimus, proit hisce approbamus,
confirmamus & ratum habemus, ac dicto Frederi hoc
ipso accessimus: Promittimus præterea ac declaramus
fide & verbo Principis; nos omnes & singulos supra-
scriptos Articulos, adeoque totam hanc Conventionem,
& quævis contenta præfati Fœderis firmiter & sanctè
observatos, & adimpletuos, nullaque ratione vel
per Nos vel per alios ullo unquam tempore illis con-
traveniunt, nec ut per alios contraveniantur passuros.
In cujus rei fidem & Testimonium hæc manu nostra
subscriptas Sigilli nostri appensione communiri iussimus.
Datum in Urbe nostra Monasteriensis die septima Men-
sis Aprilis Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo
quinto.

FRIDERICUS CHRISTIANUS.
(L.S.)

Ratificatio Regie Majestatis Magnæ Britannicæ.

Guilielmus Tertius Dei Gratia Magnæ Britannicæ,
Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor om-
nibus & singulis præsentibus Literis inspecturis notum
testatumque facimus, quemadmodum Tractatus sive
Conventio inter Sacram Cæsaream Majestatem nos-
metipsos, ac Cælos & Præpotentes Dominos Ordines
Generales Unitarum Belgii Provinciarum ab una &
Reverendissimum & Celsissimum Dominum Episco-
pum, & Principem Monasteriensem ab altera Parte
inter præfati Domini Episcopi in Tractatum interio-
ris Fœderis, inter Cæsaream Suam Majestatem &
dictos Dominos Ordines Generales duodecimo die
Maji Anno millesimo sexcentesimo octagesimo nono
Vienne conclusum accessione & admissione, quam
de ejusdem Copiis, durante hoc Bello, contra Holtem
communem militatum educendis, per Plenipotentiarios
& Ministros, utrinque ad hoc sufficienti Potestate mu-

Tractatus etc.

Nos supramemoratam Conventionem in omnibus
& singulis ejus Articulis approbavimus & confirmavi-
mus ac graam, ratam firmamque habuimus, proit
per præsentibus pro nobis, Hæreditibus & Successoribus
nostris eandem approbamus & confirmamus, ac gra-
tam, firmam, ratamque habemus. Spondentes verboque
Regio promittentes, nos omnia quæ in ea continen-
tur (quantum ad nos attingit) sincerè & bona fide præ-
stituros & observaturos. In quorum majorem fidem
& robur præsentibus manu nostra Regia signatis, signo
nostro Angliæ Sigillo muniti fecimus. Quæ dabantur
in Palatio nostro de Kensington vigesimo quinto die
Mensis Martii Anno Domini 1695. Regni quoque nostri
septimo.

GUILIELMUS REX.
(L.S.)

Ratificatio Sacre Cæsareæ Majestatis.

Nos Leopoldus divina favente Clementia Electus
Romanorum Imperator semper Augustus, ac
Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiae,
Slavoniæ Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ,
Stryiæ, Carinthiæ, Carniolæ, & Wirtembergiæ, Comes
Tyrolis, &c. notum & testatum facimus, omnibus &
singulis, quorum intereat, aut quomodolibet interesse
potest, quod cum nos inter & Serenissimum Angliæ
Regem Guilielmum Tertium, nec non Ordines Ge-
nerales Unitarum Belgii Provinciarum ex una, &
Venerabilem Fredericum Christianum Episcopum Mona-
steriensem Principem devotum nobis dilectum ex
altera, partibus, mensè proximè superiori Hagre-Comitis
per Deputatos ad id Ministros & Plenipotentiarios
quædam Conventio, seu Tractatus initus, conclususque
sit, qui est tenoris sequentis.

Tractatus.

Nos prædictum Tractatum cum omnibus suis Arti-
culis, punctis & clausulis confirmavimus, rati-
habuerimus, & approbavimus, quemadmodum illum
per præsentibus confirmamus, ratificamus, & appro-
bamus, promittentes verbo nostro Imperiali, Regio atque
Archiducali supra memorato Episcopo devotissimo Nos,
quidquid ex hoc Fœdere nobis præstandum est, accu-
ratè præstituros & adimpletuos esse. In cujus rei fi-
dem hoc Instrumentum manu nostra subscriptum,
Sigilli nostri Cæsarei appensione muniti iussimus, quod
dabatur in Civitate nostra Viennæ die decima quarta
Mensis Aprilis, Anno millesimo sexcentesimo nonage-
simo quinto, Regnorum Nostrorum Romani trigesimo
septimo, Hungarici quadragesimo, Bohemici vero vi-
gesimo nono.

LEOPOLDUS.

Vl. AMADÆUS Comes de Windsgartz.

*Ad Mandatum Sacre Cæsareæ Majestatis
proprium.*

G. F. CONSBRUCK.

Ratificatio Dominorum Ordinum Generalium.

Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum
omnibus & singulis, quorum intereat, aut quo-
modolibet interesse poterit, notum testatumque faci-
mus, cum inter Sacram Cæsaream Majestatem Magnæ
Britanniæ & nos, ab una, & Reverendissimum &
Celsissimum Dominum Episcopum & Principem Mo-
nasteriensem ab altera Parte Tractatus sive Conventio
die

ANNO die vigesima tertia Mensis Martii hujus currentis Anni
1695. millesimi sexcentissimi nonagesimi quinti per utriusque
Paris Plenipotentiarios & Deputatos inita & conclusa
sit modo & tenore sequenti.

Tractatus sive Convénio.

Nos huc Convénio satisfacere cupientes prædictum Tractatum sive Convénionem per omnia & singula approbavimus, confirmavimus & ratum habuimus, prout approbamus, confirmamus & ratum habemus, vigore præsentium, promissimus & declaramus præterea sincere & bona fide, nos omnes & singulos superscriptos Articulos, adeoque totam hanc Convénionem, & quævis in ea contenta firmiter & sanctè observavimus, & adimpleturos, nullaque ratione vel per nos, vel per alios alio unquam tempore illis contraveniunt, nec ut per alios contraveniantur passuros. In quorum omnium fidem hæc Sigillo nostro majori muniri & per Consensum nostrum Præsidentem signari curavimus, ac per Grapharium nostrum subseribi jussimus. Actum Haghe-Comitum die vigesima quinta Mensis Aprilis Anni millesimi sexcentissimi nonagesimi quinti.

Vt. J. van der DOES.

*Ad Mandatum athenematorum Domino-
rum Ordinum Generalium.*

H. FAGEL.

CLXIX.

II. Man. Brandenburgischer Verein zwischen dem Bischoffen zu Münster / denen Herzogen zu Sachsen-Coburg und Gotha / dem Marggrafen von Brandenburg-Culmbach / dem Herzogen zu Braunschweig-Bolsenbuttel / denen Marggrafen zu Baden-Durlach und Baden-Baden / dem König in Dänemark als Herzogen zu Holstein / und dem Herzogen von Württemberg / wodurch sie sich obligiren / Ihre Fürstliche Ehre und Würde / conjunctis animis & consiliis zu erhalten / und bey der Kaiserlichen Majestät um hemmung der Hannoverischen Ehre anzuhalten &c. Geschehen Frankfurt am Mayn / den 2. Martii 1695. [LUNIGS Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Württeil. II. pag. 361.]

C'est-à-dire;

Union de Francfort entre l'Evêque de MUNSTER les Ducs de SAXE-COBURG & GOTHA, le Margrave de BRANDEBOURG-CULMBACH, le Duc de BRUNSWICK-WOLFENBUTTEL, les Marc-Graves de BADE-DOURLACH & BADE, le Roi de DANEMARCK, le Duc de HOLSTEIN & le Duc de WURTEMBERG, par laquelle ils se promettent d'agir conjunctis animis & consiliis pour la conservation de leurs Dignités & honneurs de Princes de l'Empire, & d'insister auprès de l'Empereur, pour empêcher on retarder l'Introduction du neuvième Electoral. A Francfort sur le Mayn le 2. Mars 1695.

ANNO II wissen: Als wissen einigen des heil. Römischen Reichs so geistlich weltlich Fürsten vor gut gefunden werden / bey gegenwärtigen / fast gefährlich aufstehenden Conjunctionen sowohl zu Beibehaltung der innerlichen Ruhe und Sicherheit / als genussahme Conservation der durch die innerliche Einführung der gen. Ehr-Würde empfindlich getränkten Fürstlichen Jurium eine Conferenz zu Frankfurt am Mayn zu veranlassen / über denen zu Erreichung solches so hochwichtig / als untadelichen Haupts zwecks dienlichen Mittel auch vertraute Communication und Berathschlagung verschiedentlich gepflogen werden / daß solchem nach die anwesende unten benannte Ministri Krafft der obgedachten und extradien Postulationen hiß auf ihrer gnädigen Herren Principalen Ratification / unter höchsten Access als brüder hoher Herren Interessenten / folgenden Schluß gefaßt und verbindlich abgethet.

I. Obligiren sich die zu Erlangung obiger Intention correspondirende Fürsten / Krafft dieses / bey Fürstlichen Ehren und Würden / conjunctis animis & consiliis dahin zu concurriren / daß ihnen wieder ihre Jura, Dignitäten und Ansehen nichts aufschreibe / noch solches einmessen getränget oder beeinträchtigt werden mögen. Zu dem Ende dann

II. Eine aufrichtige vertrauliche Communication ins ständige unterhalten / und damit sowohl unter denen hohen Herren Principalen selbst / als dem beyn Reichs-Convent befindlichen Ministriis continuirt werden soll.

III. Gleichwie aber das vorstehende Absehn bey dieser Correspondenz dahin gerichtet / wie nemlich dem vernünftest geschätzten Einführung der gen. Ehr-Würde dem Fürstlichen Collegio zugestanden präjudiz in Zeiten begehret / und insohn des Fürstl. Collegii hohe Berücksichtigung salvirt werden möge / also ist

IV. Der Röm. Kayserl. Majestät beywohnender stete zur Berücksichtigung mit schuldigen Dank höchstpersönlich / bißherigen Ehr-Anmassungen selbst den lauff zu hemmen / und vernünftest Dero Kayserl. Declaration, die Introduction, als den vorstehenden effect der obberriren Investitur hiß nach geschonem Verstand / und völlige Satisfaction des Fürstl. Standes zu suspendiren / allergnädigst geruht / und tragen demnach

V. Die Fürstliche Herrn Correspondirende zu dero als höchsten equanimität des unumstößlichen Vertrauen / dieselbe werden nicht allein die ganze Ehr-Sache in bißherigen Stand ohverändert bleiben / sondern vielmehr sich allergnädigst gefallen lassen / die quæstionem An? ob nemlich ein neuer Electoral anzunehmen / dem Reich vorzüglich / ad Comitia durch ein Fürstliches Commissions-Decret zu bringen / und in denen zu Reichs-Collegiis darüber Deliberation pflegen zu lassen. Aller massen dann

VI. Die correspondirende Fürsten es dahin nicht kommen lassen können / daß etwa / gleich vornahm / zu ihrer höchsten Consolation mehr geschähe / durch eine bloße Protestation, Salvation, Affecuation oder andere schriftliche Declaration ein Expediens gemacht / und dero ulla Fürstlichen Stand / Dignität / Ehre und Ansehen neben dem circa ferendas & interpretandas Imperii Leges habenden Jure suffragii gleichsam im Zweifel und neue Contestation gezogen werde.

VII. Dieses nun zu erhalten / hat man vor zuträglich erachtet / bey mehr allergnädigstgedachter Ihrer Kaiserlichen Majestät deswegen glimpfliche Repräsentation zu thun / mit dem gemeinlichen Ersehen / sich diesen modum um so mehr allergnädigst betheben zu lassen / als hochwichtig es ist / daß die hiß daber niedergelegte Reichs-Declarations wieder eröffnet / und zu einmüthiger festen Zusammenkunft im Reich der Weg gehabte werde / und wie solches lediglich in Kayserl. Majestät Willen und Willen beruht: Also lassen die correspondirende Fürsten sich keine andere als dieß mehrer Patriceische Intention bekennen / und können sich von dem allergnädigsten Kayserl. Anst nichts anders versehen / dann daß sie vor ihre bey werthen Vaterland bisher ohne eing subdial oder ander Interesse geistliche treue Verhülfe auch sonder obige spehrt anzuwenden destinnirt rüster Kräfte / hinwieder Justiz und Protection wieder alle gefährliche Vermerck und Nachtheil in ihrer wohlhergebrachten und mit Gerecht und Bluth theuer errienen Libertät und Gerechtsame erlangen / insohn das heilige Röm. Reich in seiner Consistenz / weby es sich von so vielen Seculis her wohl befunten / conservirt bleiben möge.

VIII. Und nachdem Stens Reichs-Lundig / was vor ein considerables quantum die correspondirende Fürsten zu des geliebten Vaterlandes Hoheit / Sicherheit und De-

ANNO
1695.

ANNO
1695.

fension befragen / und wie hoch sie daher vor andern interessirt und verbunden seyn / auf jurdische Mittel zu thun / wodurch dero von alters her erworbene Splendor und Dignität / sowohl in-als außhalb Reichs salviert / und die Macht des kaiserlichen Collegii ihnen nicht entzogen werde / und zu dessen Vertheidigung bey gemeinen Reichs-Verhandlungen von vielen Jahren her praestirirt worden / daß begreiflich falls die in ihnen gerechtfertigten periculis Status sich separat / die Reichs-Deliberationes dadurch sich in Entbindung abspalten müßten suspendirt / auch mit denselben weder ihren Nutzen in keinem Weß weiter verfahren werden / So müßten und wolten die correspondirende Fürsten diesen in conformität ergriffenen Bes noch zur Zeit / so lang sie gleichsam questionem status leben müßten / und da per naturam rationis einmüthig und gemeinliche Deliberationes, nisi remota hoc impedimento zu führen seynd / ebenmäßig existiren / der Hoffnung / es werde die obbeschriebene Difficultät durch Lösung erlediglicher Satisfaction förderlich gehoben / und zu mehrer disharmonie per processum ad ulteriora kein Anlaß gegeben werden. Damit aber

IX. Vergleichene Entschaltung von den Reichs-Deliberationibus hinführo nicht nöthig sey: So haben sich die Herren Correspondierende von grauen Jahren her wohl erinnert / und begriffen / daß darzu die Multiplication der Opinionen / von welcher die Fürst-Directionen letzter laum das Consensus finden zu können / seltsam / ein großes contribute / und beständige Mittel auf einer wahren vertrauten Intelligenz und guter Preparation der Gemüther beruhe / damentro man vor das zulänglichste Expediens traffe / daß bey vorstehenden wichtigen Materien die jetzt und künftigh in der Correspondenz stehende geistliche und weltliche Fürsten verständig mit einander communiciren / und sich darüber vernemen / zu welchem Ende sie bann ihre Vora. so viel möglich / durch eigene Ministros beschieden / oder doch ihre Vollmachten an dero in der Correspondenz stehenden Fürsten Gesandtschafften austragen wessen / wozu es doch die Meinung nicht hat / sich von denen übrigen Gliedern des kaiserlichen Collegii zu trennen / Collegium in Collegio gleichsam zu formiren / oder im Fürsten-Rath etwas dergleichen zu tentiren / sondern daß nach geschlossener der Sendung ohnepraejudicialer Überlegung mit denen übrigen Membren aufrichtige Communication erpögen / und ein gesammtes Fürstl. Consensus dadurch befördert / mithin der bey Reichs-Tagen bestehende modus deliberandi in der That beibehalten werde und lege man darzu des gänzlichlichen Verrathens / hierinnen und so leicht von männiglichem Weß zu gewinnen / als ansehn- und vortreflich Ibro Kaiserliche Majestät darbey interessirt / und nicht allein neben der correspondirenden Fürsten getreuen Einrath / den Zugang einer considerable befähigten Verfassung / ohne einige Subsidien / Assignationen oder andere Weßwerde ihrer selbst / oder anderer Fürsten und Stände des Reichs / in allen Nothfall pro publico gewinnt / sondern auch den so hochwichtigen punctum securitatis publice und dahin freitender proportionierter Reichs-Verfassung / zu unvergleichlichem Vortheil und Aufsehn der Kaiserl. Auctorität und des Reichs mercklich befördert: Geschehen bann hiobey

X. Ferner abgeordnet und verglichen worden / vermuthlich einer Special-Convention. nach Anleitung des heil. Röm. Reichs Constitutionen und Executions-Ordnung / solche Vorsetzung zu thun / daß zu Rettung des lieben Vaterlandes gegen dem allzuwärtigen Feind von Seiten der correspondirenden Fürsten / alles in proportionierter gute Weisheit gestellt und erhalten / zugleich aber auch innwendig des Reichs allerley zu Prajudiz der Fürstlichen Rechte gerührenden Zündstücken / Eingriffen und Weßwehden / wie nicht weniger denu land-verderblichen irregulirten Märschen / und dardier einkommenden Lamentationen / Klagen und dardier einkommenden Mißtrauen / so viel möglich / gesteuert werden möge. Wann nun solcher gestalten die correspondirende Fürsten an der Zeit und Hülfe des geliebten Vaterlandes großen Theil haben / und zu deren Ertragung nach allen äußerlichen Kräften concurriren: So erfordert sowohl die natürliche Billigkeit / als des Reichs Heilkommen und künftigher Obervanz. daß Fürsten und Stände / vermög des ihnen ohnlaugbar zustehenden Juris Belli & Pacis. auch die zu des gemeinen Vaterlandes Gleichrichtung gerühende Mittel und Wege mit ersinnen helfen. Dabey man

XI. Einnig worden / Ibro Kaiserl. Majestät von demjenigen / so man allhier verhandelt / nachdrückliche aper-ten zu geben / und dabei gehörende Instanz-sowohl schriftlich / als durch eigene Abfertigung (wader) so bald man

sich der abziehenden Personen und anderer Nothwendigkeiten halber gungsam wird vernommen haben / ihren ohn-eingelegten Fortgang haben soll / zu thun / ihres allerbegünstigsten Orts daren zu seyn / daß kein vortheiliger oder Particular-Frieden gemacht / sondern zu dessen Tractierung gewisse Zeit und Wohlthaten erwachet / und die so hoch interessirten Fürsten mit darzu gezogen / auch in indicando & amendo Bello / zu ihrer Consolation und mehrer Zufriedenheit / denen Reichs- Constitutionen gemäß eine gleiche Abzug und Weß gehalten werden möge / allernächst dann die gesammte correspondirende Fürsten den Befehl genommen / daß sie / wann zu Eröffnung der Friedens-Tractaten sich mehrere Apparence ereignen solte / zeitlich vorher zusammen stücken / wie bey solchen Friedenshandlungen / benebens zulänglichster Satisfaction. die Reichs-Fürstl. Hoheiten zu beobachten und zu maintainiren überlegen lassen / auch dieselbe nach befandender Convenienz beschiden wessen.

XII. Sie seyn diesem allem nach in keinem Zweifel / es werde so wohl Kaiserl. Majestät ob dieser ihrer wahren Patriotischen Intention ein gnädigster Gefallen tragen / als auch übrige vornehm Commemora des Reichs-Fürsten-Standes / zu einmüthigem Beirath und subscription derselben begierig seyn / wohl erwogen / eines theils neben dem Kaiserl. höchsten Respect und Reestablirung einer befähigten Vertretungkeit zwischen Kaiser und Gliedern / die permission der Reichs- Constitutionen / und darauf gegründeten alten und neuen Obervanz. andern theils aber die natürliche tiefe zu selbst eigener Conservation vor solche militirirt / und nicht zu vernunften ist / daß ein Fürst keine wohlhergebrachte Ehren und Jura negiren / und deren Untergang mit eingeflagelten Händen ansehen könne. Schließlich ist

XIII. Verabredet / daß denen übrigen in der Reichs-Matricul liegenden Fürsten und Ständen deroer und freysich soll / diese Correspondenz zu accediren / vor die allgemeine Ruhe / Libertät und Jura mit sorgen und rathen zu helfen / und sich deren erpfirlichigen Gewinns gleichfalls theilhaftig zu machen. Zu welchem Ende bann gesandte correspondirende Fürsten so wohl mittel Ablassung ausgelegentlicher Invitationen / Schreiben / als auch durch besondere Empfehlung auf gemeinsame Kosten / selbige zum Access vermögen wessen. und wie vielmals / welche diese unmittelbaren Correspondent bequämeten ihre particular-Convenienz halber Bedenken tragen / von dem daraus empfindenden geschiedlichen Effect. Nutzen und Nutzen zu participiren sich von selbst entziehen zu wessen scheinen: Also versprochen hingegen die correspondirende Fürsten und Stände hienit nachseheß bey Teuffischen Christlichen Gläubigen und Ehren / über diese genommener Abrede mit Darsetzung aller zulänglichsten Kräfte und Vermögen fest und unverrücklich zu halten. Geschehen dann zu mehrerer uherund dieselbe von nachgeordneten bevollmächtigten Ministros eigenhändig unterschrieben und besiegelt / auch allseitig höchster Herren Principales Ratification innerhalb 6. Wochen bequämeten und gegen einander anzuwechseln versprochen worden. So geschehen zu Frankfurt am Mayn den 14. (24.) Martii A. 1695.

Von wegen Ihrer Hochfürstl. Gnaden zu Münster
(L.S.) Cochenheim.

Von wegen Ihrer Hochfürstl. Hochfürstl. Durchl.
Durchl. zu Sachsen / Coburg und Sachsen / Meinungen

(L.S.) J. E. Freyherr von Woblfoggen.

Von wegen Ihrer Hochfürstl. Durchl. zu Sachsen
Gotha

(L.S.) Joh. Jost Hartmann Pfiffer.

Ex substitutione Sr. Hochfürstl. Durchl. zu Brandenburg-Culmbach Ministri J. C. Starck.

(L.S.) DE Piper.

Von wegen H. Durchl. Durchl. zu Braunschweig
Wolfenbütel

(L.S.) Woudeke.

Ex substitutione Sr. Hochfürstl. Durchl. zu Baden
Durlach Ministri R. von Gemingen.

(L.S.) DE

ANNO
1695.

ANNO (L.S.) DE Piper.

1695. Ex substitutione Sr. Hochfürstl. Durchl. zu Baden-Baden Ministri C. F. von Plettsdorf.

(L.S.) DE Piper.

Von wegen Ihrer Königl. Majestät in Dänemark Norwegen/ als Herrgen zu Helsing etc. salvo loco & ordine.

(L.S.) DE Piper.

Von wegen Ihrer Hochfürstl. Durchl. zu Württemberg/ salvo loco & ordine.

(L.S.) E. Heyland.

CLXX.

8. Août, *Renouvellement de la part des PROVINCES-UNIES, de l'Alliance conclue en 1689. entre L'EMPEREUR, & lesdites PROVINCES-UNIES & leurs Alliez. Fait à la Haye, le 8. Août, 1695. Avec la RATIFICATION des Etats Generaux donnée le 6. Octobre, 1695.* [Pièce authentique tirée des Registres de L. H. P. & signée de la propre main de Mr. le Greffier FAGEL.]

Ordines Generales Uniti Belgii omnibus & singulis quorum intererit aut quomodolibet interesse poterit, notum testamurque facimus, quod cum inter Plenipotentiariorum Confederatarum Potentiarum ad Congressum hic Hagae Comitum institutum die octavo Augusti hujus anni millesimi sexcentissimi quinti conventum sit, de renovatione & confirmatione Federis inter Sacram Caesarem Majestatem & Nos, duodecimo Maii anni millesimi sexcentissimi octuagesimi noni conclusi ac per accessionem aliarum Potentiarum generale facti, uti plenius liquet ex ipso Renovations & confirmationis Instrumento, quod de verbis ad verbum hic intertum est.

Quamquam Foedus inter Sacram Caesarem Majestatem, & Cellos ac Praepotentes Dominos Ordines Generales Federati Belgii duodecimo Maii anni millesimi sexcentissimi octuagesimi noni, contra Galliam conclusum, & per accessionem aliarum Potentiarum universale ac generale factum, in suo vigore, per omnia firmum subsistat, clarisque terminis continet, qualiter quisvis Confederatarum, durante hoc Bello, contra communem hostem agere; & quae circumspicito, ac modus in tractanda Pace, aut Armistitio cum Gallia recipere adhiberi, nec non quod moderna Unio, etiam conclusa tandem dicta Pace, in terminis Federis Defensivi perfluitare ac durare debeat.

Nihilominus tamen Sacra Caesarea Majestas, laudabili zelo conservande temper hujus aetate, constantis & inviolabilis Unionis alie dictarum Confederatarum Potentiarum mota, earundem ad Congressum hic Hagae Comitum institutum, Plenipotentiariorum proponi curavit, non abs re, & communi emolumento futurum, si obligationes, quae per praementionatum Foedus generale reciprocè contraxerant fuerunt, renovarentur.

Quam renovacionem modo dicti Plenipotentiariorum tanto magis probuam ac necessariam existimant, quanto vel maxime interit, hunc communem hostem, non solum omni spe atquequende intentionis tunc per consuetas perniciolae machinationes, aut oblationes, & per divisionem Confederatarum penitus exuere, verum etiam omnem diffidentiam, ac formidinem Tractatum separarum & medio tollere.

Ea propter sepe dicti Federatarum Potentiarum Plenipotentiariorum vigore Mandatorum suorum & unanimi consensu, salva tamen Principum suorum Ratificatione, inter se conveniunt, ante nunciorum Generale Foedus, die duodecima Maii anni millesimi sexcentissimi octuagesimi noni initum, renovare, recognoscere ac confirmare; prout huc renovant, recognoscunt ac confirmant; Principes suos ad inviolabilem obier-

TOM VII. PART. II.

vationem universi tenoris ac omnium Punctorum, Clausularum & obligacionum in modo dicto Foedere contentarum, Obligando, non secus, quam si illud Foedus huic Instrumento de verbo ad verbum inferum, & noviter inter Partes stipulatum foret.

Quod tamen etiam intelligi debet ad mentem, & normam Tractatum, Conventionum aut Actuum separarum, quibus multi Principes ad primigenium illum Tractatum accesserunt, & quibus dicti Plenipotentiariorum nihil quidquam vel detractum, vel additum voluit, quin imo omnes & singula ejusdem Accessiones hic renovantur, & confirmantur cum omnibus stipulationibus & promissis inter. Confederatos invicem contractis.

Practerea etiam necessarium judicatum fuit Sacram Caesarem Majestatem ex parte hujus Congressus requirere, prout eadem praesentibus humiliter requiritur, quatenus dignaretur omnes Electores, Principes ac Status Imperii adhortari, ut se huic Renovacioni Federis Generalis aggregent, & illi, qui huc usque, in eo comprehensi non erant, eidem quantocius accedant, si quidem haec Renovatio & confirmatio Declarationi belli ex parte Imperii Ratione die 2. Februarii anni millesimi sexcentissimi octuagesimi noni, contra Galliam factae plenarie conformis est, nullum alium praeter ferens scopum, quam honestae, generalis, ac securae Pacis conjunctim adipiscendae ejusque pro cuiusvis Federatarum ac totius Europae constanti tranquillitate in futurum conservandae. Obligant se quoque supra memorati Plenipotentiariorum, quod super hac Renovacione dicti Federis Ratificationem a suis Principibus quantocius, & ad plurimum respectu illorum qui longius absint, intra duos menses procurare velint.

In cujus fidem uniusquisque modo dictorum Plenipotentiariorum simile Instrumentum sepe mentionatae Renovacionis propriae manus subscriptione & Signilli sui appensione signavit. Actum Hagae Comitum die octavo Augusti anni millesimi sexcentissimi nonagesimi quinti.

Nos infra scripti Cellorum ac Praepotentium Dominorum Ordinum Generalium Federati Belgii ad hoc specialiter Deputati haec subscripimus & Signilla Nostra huic Instrumento apposimus.

(Signatur erat.)

(L.S.) S. V. WYNBERGEN.
(L.S.) F. BARON DE REEDE.
(L.S.) A. HEINSIUS.
(L.S.) W. DE NASSAU.
(L.S.) J. VANDER DOES.
(L.S.) J. AITZEMA.
(L.S.) H. J. ROELINCK.

Nos itaque idem Instrumentum & omnia, & singula in eodem contenta, approbasse, confirmasse & ratavimus; quemadmodum approbamus, confirmamus & ratavimus, vigore praesentium, promittentes sincerè & bonae fidei, Nos quoeunque in eodem Instrumento contenta sunt, quatenus ad nos attineant, observaturos & adimpleturos, nec quicquam contra facturos vel eidem ullo modo contraveniuros. In quorum fidem huic Signillo nostro majori muniti, per Confessum nostrum Praesidem signari & per Graphiarium nostrum subsciberi fecimus. Actum Hagae Comitum die sexto Octobris anni millesimi sexcentissimi nonagesimi quinti. (Signatur erat) S. V. GOCKINGA Vt. (inferius script. erat) Ad Mandatum athenememoratum Dominorum Ordinum Generalium (Subsignatur erat) F. FAGEL.

Exemplar hoc in omnibus convenire cum suo Originali, a quo ex loco coccino & aureo pendebat Signillum majus altissimè memoratorum Dominorum Ordinum Generalium cerâ rubrâ impressum, testor Eorundem Graphiariorum.

F. FAGEL.

CLXXI.

Renouvellement de la part de FREDERIC CHRISTIEN Evêque de Naugher de l'Alliance faite en 1689. entre LEOPOLD Empereur,

16. Août.

L'EMPE-
REUR, LES
PROVIN-
CES-UN-
IES ET
MUN-
CIPAL-
TÉ.

*image
not
available*

ANNO
1695.

institutum, Plenipotentiaris proponi curavit, non abso-
re & communi emolumento futurum, si obligationes,
que per præmentionatum Fœdus generale reciprocè
contractæ fuerint, renovarentur.

Quam Renovationem modo dicti Plenipotentarii
tanto magis proficuum ac necessariam æstimantur,
quanto vel maxime interest, hunc communem Hostem
non solum omni pæ assequende intentionis suæ
per confectas perniciosas machinationes aut oblationes
& per divisionem Confederatorum, penitus exuere,
verum etiam omnem diffidentiam, ac formidinem
Tractatum separatorem è medio tollere.

Ea propter supraddicti Federatarum Potentiarum
Plenipotentiarum, vigore Mandatorum suorum, & unani-
mum consensu, salva tamen Principum suorum Rati-
ficatione, inter se conveniunt, antememoratum gene-
rale Fœdus die 12. Maii 1689. initum, renovare,
recognoscere & confirmare, prout hiæc renovant,
recognoscunt, & confirmant, Principes suos ad invio-
labilem observationem universi tenoris ac omnium
Punctorum, Clausularum, & Obligationum in modo
dicto Fœdere contentarum obligando, non secus quam
si illud Fœdus huic Instrumento de verbo ad verbum
inferunt, & noviter inter Partes stipulatum foret.

Quod tamen etiam intelligi debet ad mentem &
normam Tractatum, Conventionum, aut Actuum sepa-
ratorum, quibus multi Principes ad primigenium
illum Tractatum accesserunt, & quibus dicti Plenipo-
tentarii nihil quidem vel detractum vel additum
volunt, quin imo omnes & singule ejusmodi Acces-
siones hic renovantur, & confirmantur, cum omni-
bus stipulationibus & promissis inter Confederatos in-
vicem contractis.

Præterea etiam necessarij iudicatum fuit, Sacram
Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congressus re-
quirere, prout Eadem presentibus humilissime requiritur,
quatenus dignaretur, omnes Electores, Principes, ac
Status Imperii adhortari, ut se huic Renovationi
Fœderis generalis aggregent & illi, qui hucusque in eo
comprehensi non erant, eidem quantocius accedant, si-
quidem hæc Renovatio & Confirmatio Declarationi
belli ex parte Imperii Ratibonæ die 4. Februarii 1689.
contra Galliam factæ plenarie conformis est, nullum
alium præ se ferens scopum, quam honestæ, genera-
lis ac securæ Pacis conjunctionem adipiscende, ejusque
pro cuiusvis Federatarum ac totius Europe constan-
ti tranquillitate in futurum conservande. Obligent se
quoque, supra memorati Plenipotentarii, quod super
hæc Renovatione dicti Federis Ratificationem à suis
Principalibus quantocius & ad plurimum respectu li-
torum, qui longius absunt, intra duos menses procurare
velint. In cujus fidem unusquisque modo dicto-
rum Plenipotentiarum simile Instrumentum sæpe
mentionatæ Renovationis propria manus subscriptione,
& Signi sui appensione signavit. Actum Hagæ-Comitum
die octavâ Augusti 1695.

Nos igitur eadem ratione qua antedicto Federi die
trigesima mensis Decembris, Anni millesimi sexcenti-
navigesimi secundis accessimus, idque laudavi-
mus & approbavimus, supra inferam quoque Renova-
tionis ejus formulam laudasse & approbasse, sicuti
vigore presentium eam laudamus, approbamus, gratam,
acceptam ratamque habemus, spondentes & fide ac
verbo Electorali præsentantes, nos illi nullo modo
contraveniunt, aut quantum in nobis est contraveniri
passuros, sed ejus tenorem in omnibus sanctè & invio-
labiliiter observaturos, atque adimpleturos esse.

In quorum fidem, majusque robur præsentis Literarum
nostrarum subscriptionis, & sigillo nostro muniri
jussimus. Dabantur Linsburgi die 4. Augusti Anni
millesimi sexcentiesimi nonagesimi quinti.

(L.S.) ERNESTUS AUGUSTUS Elector.

Copiam hanc manus meæ subscriptione, & sigilli
mei appositione roboratam Ego infrascriptus Serenitatis
suæ Electorali Brunsvicensis & Luneburgensis Consiliarius,
ejusdem ad Congressum Confederatarum, qui est Hagæ-Comitum, Plenipotentiarum in omnibus vero
Originali, quod in Congressu custodia est, conveni-
entem illius loco exhibui.

(L.S.) HENR. HUNKEN.

TOM. VII. PART. II.

CLXXIII.

ANNO
1695.

Renouvellement, de la part de MAXIMILIEN
EMANUEL Elekteur Duc de Baviere, de l'Al-
liance faite en 1689. entre LEOPOLD EM-
PEREUR & les PROVINCES-UNIES, & leur
Alliez. Fait au Camp de Namur, le 22. Août
1695. (Manuscrit.)

22. Août.
L'EMPE-
REUR,
LES PRO-
VINCES-
UNIES,
ET BA-
VIÈRE.

Nos Maximilianus Emanuel Dei Gratia utriusque
Bavarie & Palatinatus superioris Dux,
Comes Palatinus Rheni, Sacri Romani Im-
perii Archidux & Landgravius in Luchtemberg &c.
Omnibus & singulis suorum interest, hiæc notum faci-
mus ac testamur. Postquam Sacre Cæsareæ Majesta-
ti aliquæ contra Galliam Federatis Potentius & Prin-
cipibus è re visum fuit, ut Fœdus illud, inter dictam
Sacram Cæsaream Majestatem Leopoldum primum ac
Cælos & Præpotentes Dominos Ordines Generales
Federatarum Belgii Provinciarum Viennæ die 12. Maii
1689. ab initio conclusum, cui Federi præter alios
& Nos quoque postmodum accessimus, nostrumque
desuper Instrumentum 3. Maii 1691. expediti fecimus;
inter utrinque Federatos cum maxime in finem reno-
vetur, tum ut præfate Coronæ Gallie omnis per secre-
tas machinationes assequende intentionis suæ ipse præ-
cendatur, tum ut inter ipsos Confederatos omnis diffi-
dentiæ & separationis occasio è medio tollatur. Quod
propterea Ministrum & Consiliarium nostrum Status
nobis fidelem dilectum Corbinianum de Prielemeyer de
novo Hagam-Comitis ablegavimus, ejusque plenam
Potestatem dedimus, ut super ejusmodi renovatio-
ne Fœderis cum aliis Deputatis ac Plenipotentariis ibi
presentibus conveniat, nec non ejusmodi renovati Fœ-
deris Instrumentum, unum vel plura, prout hoc de
necessitate visum fuerit, notum nomine signet, quod
& modo, formæ ac tenore factum fuit quod sequi-
tur.

Quamquam Fœdus inter Sacram Cæsaream Majesta-
tem, & Cælos ac Præpotentes Dominos Ordines
Generales Federati Belgii 12. Maii 1689. contra Gal-
liam conclusum, & per Accessionem aliorum Potentia-
rium universale ac generale factum, in suo vigore
per omnia firmum subsistat, clarisque terminis con-
tineat, qualiter quivis Confederatorum, durante hoc
Bello, contra communem Hostem agere, & que
circumspectio ac modus in tractanda Pace, ut Armi-
sticio, cum Gallia reciprocè adhiberi, nec non quod
moderni Unio, etiam conclusa tandem dicta Pace, in
terminis Fœderis defensivi persistere ac durare de-
beat.

Nihilominus tamen Sacra Cæsareæ Majestas laudabi-
li zelo conservande semper hujus artæ, ac inviolabilis
Unionis alie dictarum Confederatarum Potentiarum
mota, Earundem ad Congressum hic Hagæ-Comitum
institutum Plenipotentiaris proponi curavit, non abso-
lutum emolumento futurum, si obligationes,
que per præmentionatum Fœdus generale reciprocè
contractæ fuerint, renovarentur.

Quam Renovationem modo dicti Plenipotentarii
tanto magis proficuum ac necessariam æstimantur,
quanto vel maxime interest, hunc communem Hostem
non solum omni pæ assequende intentionis suæ
per confectas perniciosas machinationes aut oblationes
& per divisionem Confederatarum, penitus exuere,
verum etiam omnem diffidentiam, ac formidinem
Tractatum separatorem è medio tollere.

Ea propter supraddicti Federatarum Potentiarum
Plenipotentiarum, vigore Mandatorum suorum, & unani-
mum consensu, salva tamen Principum suorum Rati-
ficatione inter se conveniunt, antememoratum gene-
rale Fœdus die 12. Maii 1689. initum, renovare,
recognoscere & confirmare, prout hiæc renovant,
recognoscunt, & confirmant, Principes suos ad invio-
labilem observationem universi tenoris ac omnium
Punctorum, Clausularum, & Obligationum in modo
dicto Fœdere contentarum obligando, non secus quam
si illud Fœdus huic Instrumento de verbo ad verbum
inferunt, & noviter inter Partes stipulatum foret.

Quod tamen etiam intelligi debet ad mentem &
normam Tractatum, Conventionum, aut Actuum sepa-
ratorum, quibus multi Principes ad primigenium
illum Tractatum accesserunt, & quibus dicti Plenipo-
tentarii nihil quidem vel detractum vel additum
volunt, quin imo omnes & singule ejusmodi Acces-
siones hic renovantur, & confirmantur, cum omni-
bus stipulationibus & promissis inter Confederatos in-
vicem contractis.

Y y 2

ten-

ANNO
1695.

tentarii nihil quidem vel detractum vel additum volumus, quin imo omnes & singule ejusmodi Accessiones hic renovantur, & confirmantur, cum omnibus stipulationibus & promissis inter Confederatos invicem contractis.

Præterea etiam necessarium judicatum fuit, Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congressus requirere, prout Eadem præsentibus humillime requiritur, quatenus dignaretur, omnes Electores, Principes ac Status Imperii adhortari, ut se huic Renovationi Federis generalis aggregent, & illi, qui buceque in eo comprehensi non erant, eidem quanticus accedant, siquidem hæc Renovatio & confirmatio Declarationi Belli ex parte Imperii Ratihabente die 7. Februarii 1689. contra Galliam factæ plenarie conformis est, nullum alium præ se ferens scopum, quam honestæ, generalis, ac securæ Pacis conjunctim adipiscendæ ejusque pro cujusvis Federatorum ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum conservandæ.

Obligant se quoque supra memorati Plenipotentarii quod super hac Renovatione dicti Federis Ratificationem à suis Principibus quanticus & ad plurimum respectu illorum qui longius absumt, inter duos menses procurare velint. In cujus fidem unusquisque modo didictorum Plenipotentiarum simile Instrumentum sepe mentionatæ Renovationis propriæ manus subscriptione & Signilli sui appensione signavit. Actum Hagæ-Comitum die octava Augusti Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo quinto.

Quibus ita factis tenore præsentium declaramus Nos hujusmodi Renovationis actum, ac ipsum respectivè Fœdus per omnia & singula approbavisse, quemadmodum huic approbatus & ratihabemus; verbo Principes promittentes, nos omnia & singula, in præfato Fœdere contenta sanctè & religiosè observavimus; implecturos, ac se observari & impleri curavimus, neque, quantum in nobis erit, passuros, ut à quoquam, sub quoquoque demum prætextu, directè vel indirectè, violentur ut infringantur. In horum omnium testimonium, & majorem fidem præfens Ratificationis Instrumentum propria manu subsignavimus, ac Signillo nostro Electorali communis fecimus. Actum in Castris ad Namurum die vigesima secunda Augusti, Anni millesimi sexcentissimi nonagesimi quinti.

MAXIMILIANUS EMANUEL Elector.

plus bas,

(L.S.)

Jo. PETRUS KEMPIS.

FRIEDRICH PLÉNIPOTENT. (L.S.)

CLXXIV.

17. Août. *Renouvellement de la part de FREDERIC III. Electeur de Brandebourg de l'Alliance faite en 1689. entre LEOPOLD Empereur, & les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas, & leurs Alliez. Fait à Cologne sur la Spée le 27. Août, 1695. [Manuscrit.]*

BOURB.

Nos Fridericus Tertius Dei Gratia, Marchio Brandenburgensis, Sacri Romani Imperii Archi-Camerarius & Princeps Elector Prussie, Magdeburgie, Clivie, Julise, Montium, Sietini, Pomeranie, Cassubiorum Vandalorumque nec non in Silesia, Cracovie Dur, Burgravius Norimbergensis, Princeps Halberstadie, Minde, & Camini, Comes de Hohenzoelen, Marce & Ravensbergi, Dominus in Ravenslein, Lawenburg & Buzau.

Norum facimus omnibus & singulis præsentibus litteris inspectis, lectis vel auditis, aut quomodoque infra scriptorum notitia ad ipsos pervenire poterit: Postquam ad firmandum & actius stringendum vinculum, quod inter Federatos præfenti Bello contra Galliam intercedit, utile & de re communi visum fuerit, Fœdus, die 12. Mensis Maii anni 1689. primo inter Sacram Cæsaream Majestatem ex una, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Federati Belgii ex alte-

ra partibus initum, & post, Accessione aliorum Regum, Electorum, & Principum generale factum, renovare, majusque robur ei addere, eaque de re præhabita maturâ deliberatione inter generotum & magnificum Consilium nostrum Status initum, apud prædictos Ordines & in Congressu Hagensi Ministrum Plenipotentiarum, sincerè nobis fideiorem & dilectum Wolfgangum de Schmettau, nec non reliquorum Federatorum ibidem præfentium Ministrorum Plenipotentiarum conventum fuerit formâ, modo & tenore sequenti.

Quamquam Fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem & Celsos ac Præpotentes Dominos Generales Federati Belgii die 12. Mensis Maii 1689. contra Galliam conclusum & per Accessionem aliarum Potentiarum universale ac generale factum, in suo vigore per omnia firmum subsistat clarissime terminis continet, qualiter quisvis Confederatorum durante hoc Bello contra communem hostem agere, & que circumspicere ac modus in tractanda Pace aut Armistitio cum Gallia recipere adhiberi, nec non quod moderna Unio, etiam conclusa tandem dida Pace, in terminis Federis defensivè persistere ac durare debeat.

Nihilominus tamen Sacra Cæsareæ Majestatis laudabili zelo conservandæ semper hujus archæ, constantis & inviolabilis Unitatis alie dictarum Confederatarum Potentiarum mora, earundem ad Congressum hic Hagæ Comitum institutum Plenipotentiarum proponi curavi, non abs re & communi emolumento futurum, si obligationes quæ præ mentionatum Fœdus generale recipere contrahe fuerint, renovarentur.

Quam Renovationem modo dicti Plenipotentarii tantò magis proficuum ac necessariam existimant, quanto vel maxime interest, hunc communem Hostem non solum omni se assidueque intentionis ac per consuetas perniciosas machinationes oblationesque, & per divisionem Confederatarum penitus exuere, verum etiam omnem diffidentiam ac formidinem Tractatum separatorem à medio tollere.

Ea propter sepe dicti Federatarum Potentiarum Plenipotentiarum vigore Mandatorum suorum & unanimi consensu, salva tamen Principum suorum Ratificatione inter se conveniunt, ante memoratum generale Fœdus die 12. Maii 1689. initum, renovare, recognoscere ac confirmare, prout huic renovant, recognoscunt ac confirmant, Principes suos ad inviolabilem observationem universi tenoris, ac omnium Punctorum, Clausularum, & Obligationum in modo dicto Fœdere contentarum obligando, non secus quam si illud Fœdus huic Instrumento de verbo ad verbum insertum & noviter inter Partes stipulatum foret.

Quod tamen etiam intelligi debet ad mentem & normam Tractatum, Conventionum, aut Actum separatrum, quibus multi Principes ad primigenium illum Tractatum accesserunt, & quibus dicti Plenipotentarii nihil quidem vel detractum vel additum volunt, quin imo omnes & singule ejusmodi Accessiones hic renovantur & confirmantur cum omnibus stipulationibus, & promissis inter Confederatos invicem contractis.

Præterea etiam necessarium judicatum fuit, Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congressus requirere, prout Eadem præsentibus humillime requiritur, quatenus dignaretur omnes Electores, Principes ac Status Imperii adhortari, ut se huic Renovationi Federis generalis aggregent, & illi, qui huic usque, in eo comprehensi non erant, eidem quanticus accedant, siquidem hæc Renovatio & confirmatio Declarationi Belli ex parte Imperii Ratihabente die 7. Februarii Anno millesimo sexcentesimo octuagesimo nono contra Galliam factæ plenarie conformis est, nullum alium præ se ferens scopum, quam honestæ, generalis ac securæ Pacis conjunctim adipiscendæ, ejusque pro cujusvis Federatorum ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum conservandæ. Obligant se quoque supra memorati Plenipotentarii, quod super hac Renovatione dicti Federis Ratificationem à suis Principibus quanticus & ad plurimum respectu illorum qui longius absumt, intra duos menses procurare velint, in cujus fidem unusquisque modo didictorum Plenipotentiarum simile Instrumentum sepe mentionatæ Renovationis propriæ manus subscriptione & Signilli sui appensione signavit. Actum Hagæ-Comitum die octava Augusti Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo quinto.

Cdm

ANNO
1695.

ANNO 1695. Cum ergo hæc omnia & singula per supradictum Plenipotentiarium nostrum de Schmettau, jussu & Mandato nostro ita gesta, peracta & conventa sint; Nos eadem omnia & singula cetera nostra scientia approbamus, ratificamus, & confirmamus, ratque & firma esse & fore virtute presentium declaramus, si-mulque verbo Electores promissimus pro Nobis, No-strisque & Electoribus nostris Hierarchibus, Nos omnia, que & scripto illo continentur, firmiter, constanter & in-violabiliter servavimus, nullaque ratione vel per nos vel per alios nullo unquam tempore contraveniunt, aut ut per alios contraveniunt passuros, quomodocunque id fieri poterit. In quorum omnium testimonium & fidem Signillum nostrum Electorale huic Diplomati manu nostra subscriptum appendi fecimus. Dabantur Colo-niæ ad Spream die 17. Augusti 1695.

FRIDERICUS Elector.

(Signillum Electorale majus huic
Ratificationi appensum est.)

E. V. DANCKELMAN.

Copiam hanc cum Originali suo, in Congressu Ple-nipotentiarium hodie exhibitio & illic cum cæteris Ratificationibus assertivo per omnia concordare atter-tor manu propria, & appensione Sigilli mei. Hagæ Comitum die 23. Januarii 1696.

W. DE SMETTAU.

CLXXV.

1. Sept. *Renouvellement de la part de CHARLES II. Roi d'Espagne de l'Alliance faite en 1689. entre LEO-POLD Empereur & les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas & leurs Alliez. Fait à Madrid le 1. de Septembre, 1695. [Manu-scrit.]*

DOn Carlos, por la gracia de Dios Rey de las Españas, de las dos Sicilias, de Jerusalem, de las Indias &c. Duque de Borgoña y de Milan, Conde de Habsburg, Illandes y Tirol &c. Por quanto en Primero de Agosto pasado de este año se ha asistido en el Haya por Don Francisco Bernardo de Quiros de mi Consejo de Castilla, mi Embaxador en las Provincias-Unidas del Pays-Bas y mi Plenipotenciario en el Congreso del Haya y todos los demás Ministros de a quel Congreso el Tratado de Renovation de la Alianza y Hiza contra la Francia, que se concludy en doze de Mayo de mil seiscientos y ochenta y nueve entre El Serenissimo y Potentissimo Emperador Rey de Romanos, de Bohemia y de Un-gria, y los Altos y muy Poderosos Estados de las Pro-vincias-Unidas del Pays-Bas, cuyo Tratado de Renovation, en Lengua Latina es el siguiente.

Quamquam Fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem & Cælos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Federati Belgii duodecima Mensis Maji anno millesimo sexcentesimo octuagesimo nono contra Galliam conclusum, & per Accessionem aliarum Potentiarum universalæ ac generalæ factum in suo vigore per omnia firmum subsistat, clariq; terminis continet, qualiter quisvis Confederatorum, durante hoc Bello, contra communem Hostem agere, & quæ circumspèctio ac modus in tractanda Pace, aut Armistitio cum Gallia recipere adhiberi, nec non quod moderna Unio, etiam conclusa tandem dicta Pace, in terminis Fœderis definitivi persistere ac durare debeat, nihilominus tamen Sacra Cæsarea Majestas laudabili zelo conservandæ semper hujus arte, constantis & invidiabilis Unionis alæ dictarum Confederatarum Potentiarum mora, earundem ad Congressum hic Hagæ Comitum initium Plenipotentiarius proponi curavit, non abs re & communi emolumento futurum, si Ob-ligationes, quæ per præmentionatum Fœdus generale recipere contractæ fuerunt, renoventur.

Quam Renovationem modò dicti Plenipotentiarii tanto magis proficuum & necessariam existimant, quanto vel maxime interest, hunc communem Hostem non solum omni spe alioqueque Intentionis suæ per

confutas perniciosas machinationes oblationesque & per divisionem Confederatorum penitus exuere, verum etiam omnem diffidantiam ac formidinem Tractatum separatorem è medio tollere.

Et propter sepe dicti Federatarum Provinciarum Plenipotentiarii, vigore Mandatorum suorum, & unanimitatis consensu, salva tamen Principium suorum Ratificatione, inter se conveniunt, antè memoratum gene-rale Fœdus die duodecimo Maji anno millesimo sexcentesimo octuagesimo nono initum renovare, recog-noscere, ac confirmare, prouti hæc renovant, re-cognoscunt & confirmant. Principales fuere ad inviola-bilem observationem universi tenoris ac omnium Punctorum, Clausularum & Obligationum in modo dicto Fœdere contentarum obligando, non secus quam si illud Fœdus huic Instrumento de verbo ad verbum insertum, & noviter inter Partes stipulatum foret, quod tamen etiam intelligi debet, ad mentem & normam Tractatum, Conventionum aut Actuum separatuum, quibus multi Principes ad primigenium illum Tractatum accesserunt, & quibus dicti Plenipotentiarii nihil quidquam vel detractum vel additum volunt. Quin imò omnes & singule ejusmodi Accessiones, hic re-novantur & confirmantur cum omnibus Stipulationi-bus & Promissis inter Confederatos invicem contrac-tis. Præterea etiam necessarium judicatum fuit, Sa-cram Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congres-sus requirere, prouti eadem presentibus humillime re-quiritur, quatenus dignaretur omnes Electores, Prin-cipes ac Status Imperii adhortari ut ei huic Renovatio-ni Fœderis generalis aggregent, & illi qui hucusque in eo comprehensi non erant, eidem quantocius accedant, si quidem hæc Renovatio & Confirmatio Declarationi Belli ex parte Imperii Ratibone die decima quarta Februarii anno millesimo sexcentesimo octuagesimo nono contra Galliam factæ plenarie conformis est, nullum alium præ se ferens scopum, quam hostilitæ generalis ac securæ Pacis conjunctim adimplendæ, ejus-que pro cuiusvis Federatarum ac totius Europæ con-stanti tranquillitate in futurum conservandæ. Obligan-tur se quoque supramemorati Plenipotentiarii, quod super hac Renovatione dicti Federati Ratificationem ad suis Principibus quantocius & ad plurimum respectu illorum qui longius absunt intra duos Menses procurare velint. In cujus fidem unusquisque modò dicto-rum Plenipotentiarius simile Instrumentum sepe mentionatæ Renovationis propriæ manus Subscriptione, & Sigilli sui appensione signavit. Actum Hagæ Comi-tum prima Augusti anno millesimo sexcentesimo nona-gesimo quinto.

Y havendose visto y examinando he referido apro-barle y ratificarle en todos sus puntos; por tanto en virtud de la presente le apruebo y ratifico en tée y palabra Real prometo cumplirle; en la forma que en el se contiene. Para lo qual mando despachar la pre-sente firmada de mi mano, sellada con el selo secreto y refrendada de mi infrascripto Secretario de Estado, Dada en Madrid à primero de Septiembre & mil seis-cientos noventa y cinco Años: YO EL REY. Don CRISPIN GONZALEZ BOTELLO, Concordat cum suo Ori-ginali, quod manus propriæ subscriptione confirmat. Hagæ Comitum vigesima tertia Januarii anno millesimo sex-centesimo nonagesimo sexto.

DON FRANCISCO BERNARDO DE QUIROS.

(L.S.)

CLXXVI.

Allé par lequel LEO-POLD Empereur renouvelle son Alliance conclue en 1689. avec les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas, & leurs Alliez. Fait à Ebersdorf le 12. Septembre, 1695. [Ma-nuscrit.]

L Leopoldus Divina favente Clementia Electus Ro-manorum Imperator, semper Augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Croatiæ, Slavoniæ Rex, Archidux Austriae, Dux Burgundiæ, Brabantie, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchio Mo-raviæ, Dux Lucemburgi, ac Superioris & Inferioris

ANNO 1695.

12. Sept. *L'EMPE-REUR, ET LES PRO-VINCES-UNIES.*

Yy 3

St.

ANNO
1695.

Silesiæ, Wirtembergæ, & Teckæ, Princeps Sueviæ, Comes Habsburgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, & Goritiæ, Landgravius Alsatiæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac Superioris & Inferioris Lusaviæ, Dominus Marchiæ Slavoniæ, Portus Naonis, & Salinarum, &c.

Notum testatumque facimus vigore præsentium universis, quorum interest, quod cum Nostri & Fœderatorum Nostrorum Plenipotentiarii Hagæ Comitû congregati, de renovanda obligatione Fœderis, quod anno millesimo sexcentesimo octagesimo nono primum Nos inter & Uniti Belgii Ordines Generales percussimus, deinde aliarum Potentiarum & Principum accessione auctum est, convenirent, desuperque Instrumenta reciproce commutavit tenoris sequens.

Quamquam Fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem & Cellos ac Præpotes Dominos Ordines Generales Federati Belgii 12. Mensis Maji 1689. contra Galliam conclusum & per Accessionem aliarum Potentiarum universale ac generale factum in suo vigore per omnia firmum subsistat, clarisque terminis continet, qualiter quisvis Confœderatorum durante hoc Bello contra communem Hostem agere, & que circumspicere ac modus in tractanda Pace, aut Armistitio, cum Gallia reciproce adhiberi, nec non quod moderna Unio, etiam conclusa tandem dicta Pace, in terminis Fœderis defensivè persistere ac durare debeat.

Nihilominus tamen Sacra Cæsarea Majestas laudabili zelo conservandæ semper hujus artæ, constantis ac inviolabilis Unionis altè dictarum Confœderatarum Potentiarum mota, Earundem ad Congressum hic Hagæ-Comitum institutum Plenipotentiarius proposuit curavit, non abs te, & communi consensu tuto, si Obligationes quæ per præmentionatum Fœdus generale reciproce contractæ fuerunt, renovarentur.

Quam Renovationem modò dicti Plenipotentiarii tantò magis proficuum ac necessariam existimaverunt, quantò vel maximè interest, hunc communem Hostem non solum omni spe assequendæ Intentionis suæ per consuetas perniciosas Machinationes aut oblationes, & per divisionem Confœderatorum penitus exuere, verum etiam omnem diffidentiam ac formidinem Tractatum separatum & medio tollere.

Ea propter supra dicti Fœderatarum Potentiarum Plenipotentiarii vigore Mandatorum & unanimi consensu, salva tamen Principium Ratificatione, inter se conveniunt antememoratum generale Fœdus die 12. Maji 1689. initum renovare, recognoscere ac confirmare, prout huc renovant, recognoscunt & confirmant, Principes suos ad inviolabilem Observationem universi tenoris ac omnium Punctorum, Clausularum & Obligationum in modo dicto Fœdere contentarum obligando, non secus quàm si illud huic Instrumento de verbo ad verbum inferum, & noviter inter Partes stipulatum foret, quod tamen etiam intelligi debet ad mentem & normam Tractatum, Conventionum aut Actuum separatorum, quibus multi Principes ad primigenium illud Tractatum accesserunt, & quibus dicti Plenipotentiarii nihil quidem vel detractum, vel additum volunt, quia imò omnes & singulæ ejusmodi Actiones hic renovantur, & confirmantur cum omnibus stipulationibus & promissis inter Confœderatos invicem contractis.

Præterea citam necessarium judicatum fuit, Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congressus requirere, prout Eadem præsentibus humiliter requiritur, quatenus designaret omnes Electores Principes ac Status Imperii adhortari, ut se huc Renovationi Fœderis Generalis segreget, & illi qui bucuque in eo comprehensi non erant, eidem quatenus accedant, siquidem hæc Renovatio & Confirmatio Declarationi Belli ex parte Imperii Ratibonæ die 4. Februarii 1689. contra Galliam factæ plenariè conformis est, nullum alium præ se ferens scopum, quàm honestæ generalis ac securæ Pacis conjunctim adipiscendæ, ejusque pro curjus Fœderatorum ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum conservandæ.

Obligant se quoque supra memorati Plenipotentiarii quod super hac Renovatione dicti Fœderis Ratificationem à suis Principibus quatenus & ad plurimum respectu illorum, qui longius absint intra duos menses procurare velint. In cujus fidem unusquisque modo dictorum Plenipotentiarius simile Instrumentum sepe mentionatæ Renovationis propriæ manus subscriptione & Signilli sui appensione signavit. Actum Hagæ

Comitum die octava Augusti Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo quinto.

(L.S.) D. A. C. à KAUNITZ

Nominè Sacra Cæsarea Majestatis.

ANNO
1695.

Nos salutarem hanc Fœderis Renovationem laudaverimus, approbaverimus & ratam habuerimus, prout hisce laudamus, approbamus & ratam habemus, universi & singulis Fœderatis nostris eandem Renovationem ratificandis; verbo nostro Cæsareo denudè declarantes Nos ad inviolabilem dicti Fœderis omniumque Punctorum & Clausularum in eodem uti & in supra inserto Renovationis Instrumento contentarum observationem obligari, Nosque iis ex parte nostra exactè satisfacturos esse.

In cujus majorem fidem hocce Ratificationis Nostræ Instrumentum manu nostrâ subscriptum Signillo Nostræ muniri iussimus. Datum in Arce Nostræ Eberstorfii die duodecimi Mensis Septembris Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo quinto, Regiorum nostrorum Romani trigesimo octavo, Hungarici quadragesimo primo, Bohemici vero trigesimo nono.

LEOPOLDUS.

(L.S.)

Vt. AMADEUS Comes de WINDISGRATZ,

Ad Mandatum Sacra Cæsarea Majestatis proprium.

CASPARUS FLORENTINUS CONSRUCK.

Copiam hanc cum Originali suo concordare attestor propriæ manus subscriptione & Signilli mei appensione.

(L.S.) D. A. C. à KAUNITZ.

CLXXVII.

Renouvellement, de la part d'ELÉONOR, Reine 13. Sept. Donataire de Pologne, & Duchesse Donataire de l'EMPIRE-Lorraine, de l'Alliance faite en 1689, entre LEO-REUR, POLD Empereur, & les PROVINCES-ULLES PRONIES des Pays-bas & leurs Allies. Fait à VINCE-Impruck, le 13. Septembre 1695. [Manu-UNIEL, ET LORRAINE.]

ELeonora Dei Gratia Regina Vidua Poloniæ & Ducissa Lotharingiæ & Barri &c. nata Archiducissa Austria &c. Mater, & Tutrix charissimæ Filii Nostri Serenissimi Principis Leopoldi primi eadem Dei Gratia Lotharingiæ Ducis, Marchissi, Ducis Calabriæ, Barri, Gueldriæ, Marchionis Dufisponi & Nomenii, Comitis Provincie, Vademontis, Albimontis, Zuphaniz, Salmontis, & Regens, & Administratrix Corporum, Bonorum, & Statuum prædicti Filii Nostri. Omnibus & singulis presentes visuris & inspecturis; Notum testatumque facimus, quod cum ad propolitionem Serenissimi & Potentissimi Imperatoris Domini Fratris Nostri honoratissimi Fœdus inter Suam Majestatem & Præpotes Ordines Generales die 12. Maji 1689. initum, & postmodum per Accessionem aliarum Potentiarum factum generale ac universale, ab eorundem Plenipotentiariis Hagæ-Comitis die octava mensis Augusti proximè elapsi renovatum fuerit, prout Renovationis Instrumentum nostro nomine, vigore nostræ Plenipotentiæ subfigmatum, ab Illustri & Magnifico Domino Dominico Sacri Romani Imperii Comite à Kaunis &c. Equite auri Velleris, Camerario & Consiliario Cæsareo intimo, nec non Suzæ Majestatis Cæsareæ Oratore ac Plenipotentiario Hagæ-Comitis existente, hic infra de verbo ad verbum descriptum insequitur.

Quamquam Fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem & Cellos ac Præpotes Dominos Ordines Generales Federati Belgii 12. Mensis Maji 1689. contra Galliam conclusum, & per Accessionem aliarum Potentiarum universale ac generale factum in suo vigore per omnia firmum subsistat clarisque terminis con-

ANNO continet; qualiter quisvis Confederatorum durante
1695. hoc Bello, contra communem Hostem agere, & quae
circumspicio ac modus in tractanda Pace aut Armi-
sticio cum Gallia reciprocè adhiberi, nec non quod
moderna Unio, etiam conclusa tandem dicta Pace, in
terminis Fœderis defenſivi perſistere ac durare de-
beat.

Nihilominus tamen Sacra Cæsarea Majestas laudabi-
bili zelo, conservandæ semper hujus archæ, constantis
& inviolabilis Unionis altè dictarum Confederatarum
Potentiarum mota, earundem ad Congressum hic
Hagæ-Comitum institutum Plenipotentiaris proponi
curavit, non abs re & communi emolumento futu-
rum, si Obligaciones quæ per præmentiorum Fœdus
generale reciprocè contractæ fuerunt, renovarentur.

Quam Renovacionem modò dicti Plenipotentarii
tamò magis proficuum ac necessariam existimant,
quantò vel maxime interest, hunc communem Hostem
non solum omni spe assequendæ Intentionis suæ
per confectas periculosas Machinationes oblationesque,
& per divisionem Confederatarum penitus exuere,
verum etiam omnem diffidentiam ac formidinem
Tractatum separatum è medio tollere.

Ea propter sepe dicti Fœderatarum Potentiarum
Plenipotentiaris vigore Mandatorum & unanimi
consensu, salva tamen Principum suorum Ratificatione,
inter se conveniunt, ante memoratum generale Fœdus
die 12. Maji 1689. initium, renovare, recognoscere,
ac confirmare, prout hiæc renovant, recognoscunt ac
confirmant, Principes suos ad inviolabilem Observa-
tionem universi tenoris, ac omnium Punctorum, Clau-
sularum, & Obligationum in modo dicto Fœdere
contentarum obligando, non secus quam si illud Fœdus
huic Instrumento de verbo ad verbum insertum & no-
viter inter Partes stipulatum foret.

Quod tamen etiam intelligi debet ad mentem &
normam Tractatum, Conventionum, aut Actuum sepa-
ratorum, quibus multi Principes ad primigenium il-
lum Tractatum accesserunt, & quibus dicti Plenipo-
tentarii nihil quidquam vel detractum vel additum vol-
unt, quin imò omnes & singule ejusmodi Accessiones
hiæc renovantur & confirmantur cum omnibus Stipu-
lationibus & promissis inter Confederatos invicem
contractis.

Præterea etiam necessarium judicatum fuit, Sacram
Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congressus re-
quirere, prout eadem præsentibus humillimè requiritur,
quatenus dignaretur omnes Electores, Principes ac Sta-
tus Imperii adiutorii, ut se huic Renovacioni Fœderis
generalis aggreget, & illi, qui huic uque, in eo com-
prehensi non erant, eidem quantocius accedant, siquid-
em hæc Renovatio & Confirmatio Declarationi Belli
ex parte Imperii Ratibonæ die 7. Februarii Anno
millesimo sexcentesimo octuagesimo nono, contra
Galliam factæ plenè conformis est, nullum alium
præ se ferens scopum, quam honestæ, generalis ac
securæ Paci conjunctim adificandæ, ejusque pro cu-
jusvis Fœderatorum ac totius Europæ constanti tran-
quillitate in futurum conservandæ.

Obligant se quoque supremamoti Plenipotentarii
quod super hæc Renovacione dicti Fœderis Ratifica-
tionem à suis Principibus quantocius & ad plurimum
respectu illorum qui longius absum, intra duos Menses
procurare velint: in cuius fidem unusquisque modo
dictorum Plenipotentiarum simile Instrumentum sepe
mentionatæ Renovacionis propriæ manus subscrip-
tione & Signilli sui appensione signavit. Actum Hagæ-
Comitum die octava Augusti Anno millesimo sexcen-
tesimo nonagesimo quinto.

Cumque necessarium sit, ut hoc renovati Fœderis
Instrumentum ratificetur, idcirco nos pro parte nostra
supradicto nomine quæ Mater & Tutrix charissimi Filii
nostri Serenissimi Principis Leopoldi primi Ducis Lo-
tharingæ & Barri, ac pro ipsius Hæredibus & Suc-
cessoribus suis, idem præmentum Fœderis renovati
Instrumentum per omnia, & singula approbavimus,
confirmavimus, & ratum habuimus, veluti hiæc ap-
probamus, confirmamus, & ratum habemus, promit-
tentes insuper Nos nomine quo supra atque Hæredes
& Successores dicti nostri charissimi Filii, omnia &
singula in præfato renovati Fœderis Instrumento con-
tenta divina favente gratia bone fide præstituros &
adimpleuros, omneque ratione impedituros, ne à nos-
tris vel aliis ullo modo violenter, in cuius rei fidem,
hasce manu nostra subscriptas Signilli nostri Regialis
appensione muniri iussimus. Datas in Aula Oempon-

tana die decima tertia Septembris Anno Domini mil-
lesimo sexcentesimo nonagesimo quinto. ANNO
1695.

ELEONORA Regina.

(L.S.)

Ad Mandatum Sacre Regalis
Majestatis proprium.

C. F. SANTER de M. &c.
à Secreſis.

Copiam hanc cum Originali suo concordare attes-
tor propriæ manus subscriptione & Signilli mei appen-
sione.

D. A. C. à KAUNITZ
(L.S.)

CLXXVIII.

Renouvellement de la part de VICTOR AMÉDÉE II. Sept.
II. de l'Alliance faite en 1689, entre LEO-L'EMPE-
POLD Empereur, & les PROVINCES-UNIES
des Pays-Bas & leurs Alliez. Fait à Tu-
PROVIN-
rin, le 21. Septembre, 1695. [Manuscrit.]
UNIES ET
LA SA-
VOYE.

Victorius Amedeus II. Dei Gratia Dux Sabau-
diæ, Princeps Pedemontii, Rex Cypri &c.
Cum nobis Instrumentum Renovacionis Fœ-
deris Generalis die octavo elapsi mensis Augusti Hagæ-
Comitum initæ à Comite & Præfide de la Tour,
Nuntio nostro ibidem Extraordinario transmissum fu-
erit in formam sequentis tenoris.

Quamquam Fœdus inter Sacram Cæsaream Majes-
tatem, & Cælos ac Præpotentes Dominos Ordines
Generales Fœderati Belgii 12. Maji 1689. contra Gal-
liam conclusum, & per Accessionem aliarum Potentiarum
universale ac generale factum, in suo vigore per
omnia firmum subsistat, clarisque terminis continet,
qualiter quisvis Confederatorum, durante hoc Bello,
contra communem Hostem agere, & quæ circum-
spicio ac modus in tractanda Pace, aut Armisticio,
cum Gallia reciprocè adhiberi, nec non quod moder-
na Unio, etiam conclusa tandem dicta Pace, in ter-
minis Fœderis defenſivi perſistere ac durare debeat.

Nihilominus tamen Sacra Cæsarea Majestas laudabili
zelo conservandæ semper hujus archæ, ad inviolabilem
Unionis altè dictarum Confederatarum Potentiarum
motu, earundem ad Congressum hic Hagæ-Comitum
institutum, Plenipotentiaris proponi curavit, non abs
re & communi emolumento futurum, si Obligaciones,
quæ per præmentiorum Fœdus generale reciprocè
contractæ fuerunt, renovarentur.

Quam Renovacionem modò dicti Plenipotentarii
tamò magis proficuum ac necessariam existimant,
quantò vel maxime interest, hunc communem Hostem
non solum omni spe assequendæ Intentionis suæ per
confectas periculosas machinationes aut oblationes,
& per divisionem Confederatarum penitus exuere, verum
etiam omnem diffidentiam ac formidinem Trac-
tatum separatum à medio tollere.

Ea propter supradicti Fœderatarum Potentiarum
Plenipotentiaris, vigore Mandatorum suorum, & unani-
mi consensu, salva tamen Principum suorum Ratifica-
tione, inter se conveniunt, ante memoratum generale
Fœdus die 12. Maji 1689. initium, renovare, recognos-
cere, & confirmare, prout hiæc renovant, recognos-
cunt, & confirmant, Principes suos ad inviolabilem
observantiam universi tenoris, ac omnium Puncto-
rum, Clausularum, & Obligationum in modo dicto
Fœdere contentarum obligando, non secus quam si
illud Fœdus huic Instrumento de verbo ad verbum
insertum, & noviter inter Partes stipulatum foret.

Quod tamen etiam intelligi debet ad mentem &
normam Tractatum, Conventionum, aut Actuum sepa-
ratorum, quibus multi Principes ad primigenium
illum Tractatum accesserunt & quibus dicti Plenipo-
tentarii nihil quidquam vel detractum, vel additum
volunt, quinimò omnes & singule ejusmodi Accessio-
nes hiæc renovantur & confirmantur, cum omnibus Scrip-
pula.

ANNO
1695.

pulationibus & Promissis inter Confoederatos invicem contractis.

Præterea etiam necessarium judicatum fuit, Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congressus requirere, prout eadem præsentibus humiliter requiritur, quatenus dignetur, omnes Electores, Principes ac Status Imperii adhortari, ut se huic Renovationi Fœderis generalis aggregent, & illi qui huc usque in eo comprehensi non erant, eidem quantocius accedant, siquidem hæc Renovatio & Confirmatio Declarationi Belli ex parte Imperii Ratisbonæ die 4. Februarii 1689. contra Galliam factæ plenarie conformis est; nullum alium præ se ferens scopum, quam honeste generalis ac securæ Pacis conjunctum adipiscendæ ejusque pro cuiusvis Fœderatorum, ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum conservandæ. Obligant se quoque supramemorati Plenipotentiarii, quod super hac Renovatione dicti Fœderis Ratificationem à suis Principalibus quantocius & ad plurimum respectu illorum, qui longius absunt, intra duos Menses procurare velint. In cuius fidem uniusquique modo dictorum Plenipotentiarii simile Instrumentum sæpe mentionatæ Renovationis propriæ manus subscriptione & Sigilli sui appensione signavit. Actum Hagæ-Comitum 8. Augusti 1695.

DE LA TOUR.
(L.S.)

Nos viso & lecto dicto Instrumento Renovationis & Confirmationis memorati Fœderis Generalis, illud iuxta sui seriem & tenorem approbamus, ratificamus, & confirmamus in omnibus suis. Punctis, Clausulis & Articulis, promittentes bona fide, & in verbo Principis, nos ratum, gratum, firmum, & stabile habere, & inviolabiliter observaturos quicquid in dicta Renovatione Fœderis promissum & conclusum fuit, nec unquam permittendos contra eam quovismodo directè vel indirectè aliquid fieri. In quorum fidem hæc præsentis Literas proprio pugno firmavimus & à Marchione à sancto Thoma nostri Status Administro & à secretis primario subscribi ac Sigilli nostri secreti appensione roborati iussimus. Datum Taurini die 21. Septembris 1695.

V. AMEDEUS.

A. Sancto Thoma.
(L.S.)

Regie Celsitudinis Sabaudie Ducis Ablegatus Extraordinarius & Plenipotentiarius hocce Rathificationis exemplum transcribi curavit ex Autographo ad literam, & ad plenam fidem subscriptione sua Sigilloque munivit. Hagæ-Comitum die 15. Octobris 1695.

(L.S.) DE LA TOUR.

CLXXIX.

11. Sept.
L'EMPEREUR,
LES PROVINCES-UNIES,
ET ZELL.

Renouvellement de la part de GEORGE GUILLAUME Duc de Brunswick-Lunebourg Zell, de l'Alliance faite en 1689. entre LEOPOLD Empereur & les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas, & leurs Alliez. Fait à Ebsdorf le 22. Septembre 1695. [Manuscrit.]

Nos, Georgius Guilielmus Dei gratia Dux Brunsvicensis & Luneburgensis. Notum facimus & testamur, cum de Fœderis illius architoris, primus inter Sacram Cæsaream Majestatem & Cælos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderatarum belgii Provinciarum, Viennæ die 12. Mensis Maji Anni 1689. inito, posteaque ad alios quoque Reges, nec non Electores quosdam ac Principes Imperii, & nomenque, qui eidem accesserunt, extendi, Renovatione, auspiciis ac consilio, altissimè memorata Sacre Cæsareæ Majestatis inter ejusdem & reliquarum Fœderatarum Potentiarum Hagæ Comitum congregatos Plenipotentiarios & Deputatos actum, & prævia deliberatione conclusum sit, prout ex sequenti abiis, salva Dominorum Principalium Ratificatione, in scripturam redacto Recensui pareat.

Quamquam Fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem & Cælos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati belgii 12. Mensis Maji 1689. contra Galliam conclusum, & per Accessionem aliarum Po-

tentiarum universale ac generale factum in suo vigore per omnia firmum subsistat, clarisq; terminis contineat, qualiter quivis Confoederatorum durante hoc Bello, contra communem Hostem agere, & quæ circumspèctio ac modus in tractanda Pace aut Armistitio cum Gallia reciprocè adhiberi, nec non quod moderna Unio, etiam conclusa tandem dicta Pace, in terminis Fœderis defensivè persisteret ac durare debeat. Nihilominus tamen Sacra Cæsareæ Majestas laudabili zelo, conservandæ semper hujus archæ, constanti ac inviolabilis Unionis ac dictarum Confoederatarum Potentiarum mota, earundem ad Congressum hic Hagæ-Comitum institutum Plenipotentiarios proponi curavit, non abs re & communi emolumento futurum, si Obligationes quæ per præmentionatum Fœdus generale reciprocè contractæ fuerunt, renoventur.

Quam Renovationem modo dicti Plenipotentiarii tanto magis proficuum ac necessariam existimant, quanto vel maxime intererit, hanc communem Hostem non solum omni fide assidueque Intentioni suæ per consuetas perniciosis machinationes ut obtineat, & per divisionem Confoederatorum peritus exuere, verum etiam omnem diffidentiam ac formidinem Tractatum separatorem à medio tollere.

Ea propter sæpe dicti Fœderatarum Potentiarum Plenipotentiarii vigore Mandatarum suorum & unanimi consensu, salva tamen Principalium suorum Ratificatione, inter se conveniunt, antememoratum generale Fœdus die 12. Maji 1689. initum, renovare, recognoscere, ac confirmare, prout huc renovari ac confirmari, Principales suos ad inviolabilem observantiam universi tenoris, ac omnium Principalium, Clausularum, & Obligationum in modo dicto Fœdere contentarum obligando, non solum quæ in illud Fœdus huc Instrumento de verbo ad verbum insertum & noviter inter Partes stipulatum foret.

Quod tamen etiam intelligi debet ad mentem & normam Tractatum, Conventionum aut Aliorum separatorem, quibus multi Principes ad primigenium illum Tractatum accesserunt, & quibus dicti Plenipotentiarii nihil quicquam vel detractum vel additum volunt, quin imò omnes & singule ejusmodi Accessiones hic renovantur & confirmantur cum omnibus Stipulationibus, & Promissis inter Confoederatos invicem contractis.

Præterea etiam necessarium judicatum fuit, Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congressus requirere, prout eadem præsentibus humiliter requiritur, quatenus dignetur omnes Electores, Principes ac Status Imperii adhortari, ut se huic Renovationi Fœderis generalis aggregent, & illi qui hucusque in eo comprehensi non sunt, eidem quantocius accedant, siquidem hæc Renovatio & Confirmatio Declarationi Belli ex parte Imperii Ratisbonæ die 4. Februarii 1689. contra Galliam factæ, plenarie conformis est, nullum alium præ se ferens scopum, quam honeste, generalis ac securæ Pacis conjunctum adipiscendæ, ejusque pro cuiusvis Fœderatorum ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum conservandæ.

Obligant se quoque supra memorati Plenipotentiarii quod super hac Renovatione dicti Fœderis Ratificationem à suis Principalibus quantocius, & ad plurimum respectu illorum, qui longius absunt, intra duos Menses procurare velint. In cuius fidem uniusquique modo dictorum Plenipotentiarii simile Instrumentum sæpe mentionatæ Renovationis, propriæ manus subscriptione & Sigilli sui appensione signavit. Actum Hagæ-Comitum die 8. Augusti 1695.

Nos itaque hunc Recensum amore tuendæ ac promovendæ salutis publicæ & adipiscendæ universalis ac securæ Pacis studio approbasse ratumque ac gratum habere, sicuti omnia & singula in eodem contenta vigore præsentium & approbamus ratque habemus ac promittimus Nos illa sanctè & inviolabiliter adimplere, & quæ à Nobis, tanquam fidei Fœderato & Principe Imperii exigii possunt, optima fide præstituros esse. In cuius rei majorem fidem Literas hæc manu nostra subscripsimus & Sigillo nostro muniti curavimus. Ebsdorffii die 22. Mensis Septembris, Anno 1695.

GEORGIUS WILHELMUS.
(L.S.)J. SIEGEL.
(L.S.)

CLXXX.

ANNO

CLXXX.

1695.

18. Oß.

Vergleich zwischen Herzog Johann Ernst zu Sachsen-Saalfeld / dann auch Herzog Friedrich zu Sachsen-Gotha / durch Vermittlung Herzog Albrechts zu Sachsen-Coburg / wegen einigen / an des ersten Landes Portion sich er-eigneten Abgang aufgerichteter. Worin denselben zu Erfüllung beflagten Ab-gangs jährlich 5642. Gulden Weis-nisch auß der Cammer zu Altenburg bewilliget / dann auch einige bishero beflagten Herzog Friedrich reservirte Cammer-Land und Frank-Steuren überwiesen werden. Geschehen Saal-feld den 18. Octobr. 1695. [LUNIG Teutsches Reichs. Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abß. II. pag. 703.]

Cest-à-dire,

Accord moyenné par ALBERT Duc de Saxe-Cobourg, entre JEAN ERNEST Duc de Saxe-Saalfeld & FRÉDÉRIC Duc de Saxe-Gotha, pour un Supplément de Partage Héritaire en fa-veur du premier; A quelle fin, une Somme de 5642. Florins de Mine, lui seront annuellement assignés sur la Chambre d'Altenbourg; outre cer-taines Réserves Camérales, & Provinciales, & certains Seigneurs au Acquis qui lui sont cédés. A Saalfeld le 18. Oâbr. 1695.

Einnach Herrn Herzog Johann Ernst zu Sachsen-Saalfeld Fürstliche Durchleucht einige Jahre her Verschreibung gestühlet / daß in dem Anno 1680. den 24. Febr. von Dero damaligen ältesten Herrn Brüdern / Herzog Friedrich zu Sachsen-Gotha Christ-liche Durchleucht mit Ihro und dero Herren Brüdern zu Könnich / Eisenberg und Nitzerehausen Fürstliche Durchleuchten erdienten Erb-Vergleich in verschiede-nen Punkten sich bey dero Landes-Portion vor denen Iden. an Vorfall und Abgang erlangt / indem ein Ausstich der Gütle bey der Stadt Köhnen und dem 4. Dorff-keßlitz / Enderthal / Ober-Lositz / Großku Nien-dorf / und Ratsbach / welche Anno 1643. zu den neu-angeworbenen Amt Zella geschlagen / und in dem Anno 1678. geringsten Portions Aufschlag nicht von denen Kämthern Saalfeld und Gräfenthal abgezogen wor-den / deroit in Aufsch kommen / benebst die Jahrs-Rente bey der Stadt Saalfeld sammt denen Manns-schickten Steuern anßer gemeldten Portions Aufschlag in Aufsch gebracht worden / auch das Amt Gräfenthal nach keinem Kauff-Preise / und nicht nach dem Fuß der Portion-Wücher / im Aufschlag sich befunde / und überien aber insgesamt solche Ihre zugeschlagnen Kämther und Drey-ke deren Situation nach also bewandt waren / daß sie denen übrigen außschlichen Landes-Partheien nicht beyn-schmen / bevorab auch / daß Eine Durchleucht an Land und Renten ein wenigst / als dero übrige Herren Brüd-er / erhalten / undtinen einen größern Abgang an sonst überschneffenen Ertrag der Lande gegen die Portion-An-schläge erlitten / nicht weniger Seiner Fürstlichen Durch-leucht wegen der bodgedacht Jähres altstien Herrn Brüd-ers Fürstliche Durchleucht vor sich und Ihren Fürstlichen Descendenten reservirten Jurium neuen Ankaufes bekommen / und darinne eine andere Einrichtung verlan-gt / auch wegen dessen allen und anderen mehr geschiedten Gravamina ein Käyserliche Commission zur Güte aus-gemündet / Sachsen-Gotha aber hingegen weggeschick / beils obberechnet in Anno 1680. außgerichtete Haupt-Recess an und vor sich selbst verurtheilt / auch durch einen an-berichtigten Vergleich vom 6ten April. 1682ten Jahre bekräftiget / und darinnen von Sachsen-Saalfeldischen Seiten weitem Preconventionen nachmahls gänzlich renun-ciet / bey beyden Verhandlungen auch sowohl selbst eigene als andere der Seiten verhängende Käthe und respective

TOM VII. PART. II.

Fürstliche Assistenz gebraucht worden; Hiernächst das jenige / was wegen der Kämther Aufschlag vor Wängel angegeben / Sachsen-Gotha allenfalls nicht allein / sondern die sammtliche Fürstliche intercedenten mit zu acten schuld-ig / auch die Saalfeldischen Jahr-Renten und Manns-schickten Steuern eigentlich nicht als Anders / sondern vor besondere Cammer-Gütle zu acten / so zur Saal-feldischen Landes-Portion nicht gehören / und hierto auch dergleichen Jahr-Rente bey denen meisten andern Kämthern in deren Portions-Anschläge nicht mit begriffen wären / hieselbst folche Sachsen-Saalfeld ohne Compensation nicht präcediren konnte; als hat man vor allen Dingen / da zumahl auch Sachsen-Gothaischer Seiten obgedachter Kerpelichen Commission / wegen der Anträge des Fürst-lichen Hauses und sonst / widersprochen worden / sich ange-legen seyn lassen / diese Beschwerden in Vortommung schiedlicher Weiterung durch zusammen geschickte Käthe in der Euge zu untersuchen und adjuhren / endlich auch Herrn Herzog Albrechts zu Sachsen-Coburg Fürstliche Durchleucht als der Zeit ältester Herr Bruder und Vetter / auf beschicktes Ersuchen Ihre Freund-Brüder- und Deutsche Vermählung zu Erhebung des Reichs mit angewandt / und darauf Herrn Herzog Friedrich zu Sachsen-Gotha Fürstliche Durchleucht bey der gütlichen Handlung und Rectification nothiger Eintracht und Har-monie im gesunden Fürstlichen Hause sich mit hochbe-sagten dero Herrn Vettters zu Saalfeld Fürstliche Durch-leucht endlich dahin vereinbaret / daß

1. Dasjenige / was dierste an Land und Renten bey dem Amt / Stadt- und Stift Saalfeld und denen Kämthern Gräfenthal und Zella / inclusive der obgedachten Jahr-Renten und Mannschickten Steuern / sammt der Stadt Pöschel innen haben / und genießen / auß 6500. Gulden hietum reguliret seyn und bleiben / und hierbey Sachsen-Saalfeld jährlich noch 5642. Gulden Weisnisch zu Re-venuen auß der Cammer zu Altenburg in 4. Termien / und zwar von verschiednen Lucien an / und also bey ein-nahenden Quartal Lucie zum erstenmahl den 4ten Theil zu gewarten haben solte.

2. Nicht weniger wollen derselben Herrn Herzog Friedrich zu Sachsen-Gotha Durchleucht / wegen des durch obbesagten doppelten Aufschlag in die 16. Jahr her erlitterten Abgangs und anderer insonderheit bey denen Kämthern Gräfenthal und Zella angegebenen Wängel / auch sonst etwa aus Irthum geschickten Nachschickten in ihrer Landes-Portion gegen der ildigen Fürstlichen Herrn Brüdere Antheil / sowohl wegen des Seiner Nachschickten auf die obberechnete Cammer-Gelder / zu Ab-sonnung dessen allen und anderer Aufschickte / die bishero vor Sachsen-Gotha reserviret / an denen verwilligten Cammer-Schickten Land und Renten-Steuren / über den vorhin bestandenen Theil / überhaupt beständig und unwiderrüchlich cediren / und dergestalt überweisen / daß Sachsen-Saalfeld / mit deren wirklichen Einschlag / mit Catharina den Anfang zu machen haben. Wegen

3. Der Bergwercke ist abgericht / daß man deren bessere Einrichtung und Erhebung sich besunders anlegen seyn / und ratione der Nutzung und Administration bey dem Anno 1682. getroffenen Recesse bewenden lassen / und zu Vermählung der Collisionen bey der Jurisdiction auß Maassen / wie Zeit wehrender Ders-Bermählungschafft ge-schehen / und Herrn Herzog Johann Ernste Durchleucht und dero Eiben und Successoren die Ausstich dergestalt streng aufgetragen wolle / daß nach der Instruction / so hierüber abzuheben / der Bergwercks-Bau sorgfältig / die Jurisdiction beobachtet / die Berg-Bewerben in ges-ammter Pflicht behalten / und an Herrn Herzog Friedrich zu Gotha Durchl. von der Bergwercke Anstalt wiederum schickte Communication gethan / und dann gemeinlich-liche Erinnerungen nachgelebet werden solle.

4. Die auswärt gen zum Stift Saalfeld gehörige / und ohne dem Kier-Pferts freye ich zu Wolde-manns-dorf / Moza / Erdmannsdorf / Nain / Culmba / Pöschel und Rucka / sollen Herrn Herzog Johann Ernste Durch-leucht überweisen / wie auch

5. Die noch vorhandene Kämther-Cammer-Steuer und Cammer-Recarden in der Saalfeldischen ständlichen Landes-Portion / und folche nach Geßellen einzutreiben / überlassen werden.

6. Ob zwar Fürstlich-Saalfeldischen Theils darauf Anfangs beharrt worden / die hier präcedirte Landt und Leute angemessene Revenuen der 5642. Gulden bey dem ersten in Gottes Handen stehenden Successions-fall / nach dem Aufschlage der Portions-Wücher mit Landt und Renten gänzlich vermischt zu haben / so ist doch hie-r auf Fürstlichen Gothaischen Theils die Erklärung da-

Zz

hii

ANNO
1695.

bin gegeben / auch von Sadem-Eaalfeldt belichtet worden / daß Sadem-Gotha von allen ergehenden Anfallen / so viel möglich / in Anschlag derer Revenuen nach obgedachten Portionen Anschlag und beßeren Zahlungs-Principio / samst deren nachgehenden Cammer-Eintrien abgeben / oder durch Aufschuß andrer ausländischen laiden Vergütung thun wollen / darzogen aber solche Cammer-Güter pro rata jedesmal abgeben und cessiren sollen. Ratione der hohen Jurium ist zu Abthung beßeren / und Vorkommung künftigen Zweifels und Unverständes abgetretet / daß

7. Sadem-Gotha die Dirigir- und Administration derselben / wie folde im Haupt-Receß de Anno 1680. sowohl dem publico zum Nutzen / als auch aus andern erheblichen Motiven verordnet und befohlen ist / über sich behalte / und dieselbe in Ihre Fürstliche Durchleucht zu Sadem-Eaalfeldt hinhin gleichsam vigore Commissionis perpetue / und in Vollmacht / oder wie es von Recht wegen am beßendesten und unbedenklichsten geschehen kan und mag / mit Verführ / von Sadem-Eaalfeldt darunter sein Eingriff erstreckt / darzogen Sadem-Gotha bey vorkommenden Fällen auf fremdenverliche Communication Verfügung und Remedierung thun / insgemein aber mit Sadem-Eaalfeldt in weßigen gemeinschaftlichen selbigen mit angehenden public-civil- und militair negotiis über denen darbey vorkommenden neuen erheblichen und bedenklichen Umständen vertraulich communiciren / und wo es Nothwendig wird / durch Schanden vernemen / auch auf Ihre Monia / wodurch aber ohne bringende Erbblutheit nichts schwer gemacht oder aufgehoben werden soll / reflectiren / dann in schlechten ungeschickten Expeditionen von dem / was darinnen vorerbet und vergangen / sowohl was sonst besonders notables eintreffen / so bald nachrichtliche Erkennung thun wolle / und soll / was bishero an dergleichen Communiis jurist blieben / auf speciale Anlegung noch verabsolvet werden.

8. Weilen Herr Herzog Johann Ernst Fürstliche Durchleucht die bey Ihrer laubdes-Portion vorfallende Jutz-Sadem / in denen gesandten laubdes-Collegiis zu Altenburg künftigher tractiren zu lassen gemeint seyn / auch zu dessen Schuß ein Rath bey der Regierung und dem Consilio dafelbst halten wollen / und daß die Befolgung von der laubdeschaft werde mit übernommen werden / verhoffen / so lassen sich solches Vorhaben Herr Herzog Friedrichs Durchleucht als dem Haupt-Receß gemäß / gestalten / und wollen / so viel die Befolgung betrifft / es mit geschehen lassen / auch so viel an Ihre / mit befohlen / und beide Fürstliche Theile von der laubdeschaft für laubdes-Friede verfahren.

9. Zu Appellationen-Sadem sollen ad interim / und bis zu Bestellung eines Appellations-Gerichts / die Verfügungen aus Fürstlichen Eaalfeldischen laubdes-Portion an der gesandter Regierung nach Altenburg ergehen / und die Ausführung darauf in der Cantlar und Räte Mahnen verfährt / auch besonderes Siegel mit dem Eaalfeldischen Wapen ohne Umkriß darbey gebraucht werden / in Zukunft aber bey der Ausführung des gesandten Appellation-Gerichts / wollen Herr Herzog Friedrichs Durchleucht sich nicht zugewen seyn lassen / daß dasjenige dafelbst Herr Herzog Johann Ernst Durchleucht auch anzuwenden möge / was denen samstlichen andern hohen Intercessen darbey zukommen wird. Und

10. Wir die Cantlar und Räte auf Herrn Herzog Johann Ernst Durchleucht den Haupt-Receß nach mit zu verpflichten / also soll es auch bey der Ober-Steuereinnahme dafelbst geschehen / sowohl nach abgetretener Rechnung daraus die verlangten Nachrichten zu benötigter Information communicirt / auch da einige erhebliche und nöthige Erinnerung darbey zu thun / solche in Consideration gezogen werden / und haben Ihre Fürstliche Durchleucht die Steuer-Unter-Einnahmer jedoch mit richtigen und beklagenden Personen in Ihrer laubdes-Portion zu benennen und anzuweisen / deren Verpfändung und Cantion aber soll zu des gesandten laubdes Besten respective bey der Regierung und bey dem Steuer-Ober-Einnahmes-Collegio geschehen / wenn auch

11. laubdes-Aufschuß-Lage auszufahren nöthig / soll von Sadem-Gotha / nach Inhalt des Haupt-Receßes / zeitige Communication davorher gegeben / und die Proponente nach nöthiger Information befraget / hierinnen auch im übrigen von beyden Theilen leicht ermittelten Receß gemäß verfahren werden. Daserne sich auch

12. Ratione der Eaalfeldischen laubdes-Portion besondere Angelegenheiten ereignen / die eine laubdeschaftliche

Verhandlung erforderten / so wollen Herr Herzog Friedrichs Durchleucht auch Freund-Verliche Communication darauf reflectiren / selbige nach befehen befehen / und die Ausführung dem Receß gemäß / verfahren / sowohl

ANNO
1695.

13. Wenn denen laubdes-Propositionen und Verträgen / zu sich und Ehren der Herr Herzog zu Eaalfeldischen Durchleucht / die Formel dahin eingeht lassen / daß deren insofern im Eingang Meldung geschehen / und wie auf gegessene Fremd-Verliche Communication mit derselben die Ausführung eines laubdes von Sadem Herr Herzog Friedrichs Durchleucht nöthig befinden / und beverpflichtet werden / ausgeführt werde / Worzogen Herr Herzog Johann Ernst Fürstliche Durchleucht zu Folge der Recesse die jedesmalig laubdeschaftliche Convention zu befehen und die Geschehnisse denen laubdes-Verordnungen nach / zu befehren / mithin hierunter und sonst die ganze Altenburgische laubdes-Verfassung / gleich von dem Herrn Bruders zu Eisenberg Durchleucht geschehen / unumverändert abhalten zu helfen / seiner erbstig verbleiben / jedoch / daß bey denen Deliberationen / es werde die gesandte laubdeschaft oder der Aufschuß beschrieben / die Jutz admittirt werden / und haben Herr Herzog Johann Ernst Fürstliche Durchleucht die bey jedesmaligen laubdes-oder Aufschuß-Lagen verwilligte Steuern allein in Ihrer laubdes-Portion auszuführen. Allermaßen nun mit obbeschiedenen / alle beßere Trungen / welche wegen der Erbfindung bey beyden Fürstlichen Theilen gesallt / verzeigt und abgethan / und es im übrigen was hierinnen nicht geändert und erläutert / bey denen Recessen de anno 1680. und 1682. son beklagendes Vernehmen haben soll / also haben sich zu gleich Herr Herzog Johann Ernst Fürstliche Durchleucht / Ihre Erben und Nachkommen / gegen obbeschiedene Verwilligungen und Abrede / aller ferneren Ansprüche / wegen seihner vorgangener Erbfindung der Fürstlichen Erbschaften erbtlich und wiedererblischen laubdes / auch überiger Erbschaft an Mobilia / Vorräthen / Käsen / Activis / Cammer-Gütern / und andern / wie das Mahnen haben mag / beklaglich und immerwährend abgeben / wollen auch sofort diesen Receß beym Fürstlichen Raths-Hoffe / Rath überreichen / dessen Ratification mit auswirken / hiñ de cause hactenus more dafelbst und bey dem Kaiserlichen Cammer-Gericht zu Weßel beiderseits renunciren / hingegen diesem und mehr ertheilten beyden vorigen Recessen ausgesetzt nachkommen / und darunter keine neue Schwierigkeit erregen lassen / hingegen wollen Herr Herzog Friedrichs Durchleucht / vor sich und bey Nachkommen solches / Recessen nicht weniger ihres Erbes nachsehen / und darüber nicht verhandeln / noch streiten lassen / und haben sich zu mehrer Fortsetzung derselben / beyde Fürstliche Theile verzeihen / Herrn Herzog Albrechts zu Sachsen-Geburg / und des Herrn land-Gravens zu Hessen-Eaalfeld Fürstliche Durchleucht / und der Fürstlichen Leicendanten und der Garantie dieses und vorigen beyden Recessen zu ersehen / massen sie dieselbe auch hiermit und Kraft dieses zu Ihren Garantien ernennen und befehen / und da auch künftighen eine neue Trungen aus denen bisherigen / und was davon dependirt / als weil de hiermit ganz todt und abgethan / sich ereignen / sollen solche vermittels Fürstlicher schriftlicher Communication oder Zusammenkunft freiedender Ererben / und der Fürstlichen Hauses und dessen Verfassung kündigen können / auch wohl durch persönliche Zusammenkunft / oder auch eussertigen Falls / wenn die Sack gar zu zuweilhaftig / durch die in Pactis Majorum und dem Fürstlichen Väterlichen und respective Groß-Väterlichen Testament auf dergleichen Fälle verordnete Ausrede in aller Enge und ohne Trennung des Fürstlichen Wohlvernehmens schlußig gegeben und ausgemacht werden / jedoch daß / inmittelst und bis zum Austrag solcher Trungen / alles nach ertigen und vorigen Recesse gelassen und verfährt werde / sollen auch zu beyden Theilen beizugenen Residenten / welche mit denen bisherigen Schwierigkeiten zu thun gehabt / und jeder seiner Fürstlichen Verfassung darunter schuldig Details gehalt / denjenigen mit einiger Unannehmlichkeit oder Bedrücklichkeit nicht ansehn werden / sondern alles / was vorgangenen / gleich verzeihen und abgethan verbleiben / hingegen unter Herrn und Dienten ausrichten / welches und welches Wohlvernehmen unumwidlich unterhalten / und selbigen aus seiner Unschuld fern gemindert oder getrennt werden. Und wir nun beyde Fürstliche Durchleucht Theile alle obigen Punkte / eussig / wohlbedacht und mit Zusichung beiderseitiger samstlicher Räte und treuen Diener wohl erwogen / und wie obgedacht / über denselben alle wege stift und

ist

ANNO 1695. *fist zu halten und halten zu lassen gemeinet. Als haben Sie allen Exceptionen und Benehmen tñ in genere, quàm in specie, wie die Menschen haben mögen / bey Fürstl. wahren Worten / Treuen und Glauben hiermit nachmahls wißentlich renunciret / und ist darüber dieser Recets in duplo verfertigt und von beyden Fürstlichen Thronen vollzogen worden / So geschehen Saalfeldt den 18. Octobr. 1695.*

Johann Ernst H. zu S.
(L.S.)

Friedrich H. zu S.
(L.S.)

CLXXI.

18. OCT. *Testament de GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne & Prince d'Orange. Fait à la Haye le 18. d'Octobre 1695. & ouvert au même Lien le 8. de May 1701. [Feuille volante imprimée à la Haye en 1701. On le trouve aussi en Allemand dans LUNIG Teutscher Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Fortsetzung II. Abtheil. IV. Absatz II. pag. 436.]*

AU Nom du Seigneur, Amen. Nous Guillaume par la grace de Dieu Roi de la Grande Bretagne, Prince d'Orange, &c. considerant l'infirmité & la mortalité de l'homme, la certitude de la mort, & l'incertitude du tems & de l'heure d'icelle, avons trouvé à propos, & résolu, avant que de sortir de ce Val Terrestre, de notre libre volonté & desir, de disposer des Biens temporels qu'il a plu à Dieu de nous donner, tant Feodaux, qu'Allodiaux, en vertu de l'Ordre de Messieurs les Etats de Hollande & de Westfrie en date du 15. Juin 1673. Recommandant premierement notre Ame immortelle entre les mains misericordieuses de Dieu, & de notre Sauveur Jesus Christ, & notre Corps mortel à la Terre; Revoquant, cassant & annullant par ces presentes tous Testaments, Codicilles, ou autres Dispositions que nous aurions pu jamais avoir faits ou passez, ne voulant pas qu'iceux, & aucun d'eux fust suivi ou executé en aucun Point; Et ainsi disposant de nouveau, nous declaron avoir nommé & institué, comme nous nommons & instituons par ces presentes notre Héritier unique & universel dans tout nos Biens tant Feodaux qu'Allodiaux, que nous aurons délaitez en mourant,

(1) Notre Cousin le Prince Friso de Nassau, fils aîné du Prince Casimir de Nassau, à présent Stadthouder de Frise, reservant de lui instituer tels Tuteurs, que nous disposerons ci-après.

De plus nous declaron de nous reserver la Puissance de pouvoir sous notre main & Signature privée faire tels Legs particuliers, & telles Dispositions, que nous pourrions ci-après trouver à propos, voulant & desirant, que quoiqu'ils soient écrits par nous seulement & signés de nous, ou écrits par un autre & signés de nous, ils soient de même force & valeur, que s'ils étoient spécialement inserez & exprimez dans ce notre Testament.

Nous declaron tout ce que dessus être notre Testament & dernière volonté, desirant qu'il ait & soit son plein effet, soit comme Testament, Codicille, Donation à cause de mort, ou de quelque maniere qu'il pourra le mieux avoir qu'il sortir son effet, non-obstant aucun défauts ou négligence, qui pourroient y avoir été commises, auxquels nous prions que l'on supplée en la meilleure maniere que se pourra.

Nommant & instituant pour Exécuteurs de ce Testament & dernière Volonté les Etats Généraux des Provinces-Unies, les suppliant qu'il leur plaise de l'accepter, & de faire exécuter ce notre Testament ou dernière Volonté. En foi de quoi nous avons fait écrire ces presentes, & les avons signées de notre main & signature, & scellées de notre Cachet. A la Haye le 18. Octobre 1695.

Etait signé

GUILLAUME ROI.

(1) Ces lignes imprimées en Italique sont écrites de la main propre de Sa Majesté de gloireuse memoire.

TOM. VII. PART. II.

Le Cachet de Sa Majesté étant imprimé à côté en ANNO 1695.

La souscription étoit ainsi:

Aujourd'hui 19. Octobre 1695. par devant Moi Adrian van Sterrevelt Notaire Public admis par la Cour de Hollande & résident à la Haye, en présence des Temoins sous-nommés, comparus Guillaume troisième par la Grace de Dieu Roi de la Grande Bretagne, Prince d'Orange &c. de moi Notaire convenu, fait & dispos de corps, lequel exhiba à moi Notaire ce present Papier cacheté en quatre Endroits du Cachet de Sa Majesté & coulé de Soye noire, & dit que dedans étoit contenu le Testament & dernière volonté de Sa Majesté; & que Sa Majesté desiroit, qu'il sortit ainsi son effet, quand même toutes les solemnités requises pourroient n'y être pas observées. Ce fut fait & passé à la Haye en présence des Sieurs Guillaume Comte de Portland, & Guillaume de Schuylenbourg Temoins à ce requis, lesquels avec Sa Majesté & moi Notaire ont signé ces presentes, LES jour & au comme dessus.

Etait signé,

GUILLAUME ROI.

PORTLAND,

GUILLAUME VAN SCHUYLENBOURG.

Et plus bas,

En présence de moi, & signé

ADR. VAN STERREVELT, Notaire.

Ayant sur les quatre coins le Cachet de Sa Majesté imprimé en Cüte noire.

Et plus bas.

S'accorde avec son Principal,

Etait signé,

D. P. VAN ASSENDELFT.

CLXXII.

Renouvellement de la part de GUILLAUME III. 7. NOV. Roy de la Grande Bretagne de l'Alliance conclue en l'EMPE-1689. entre LEOPOLD Empereur, & les PRO-REUR, VINCES-UNIES des Pays-Bas, & leurs ALLES PRO-1695. VINCES-UNIES, Fait à Burford, le 7. Novembre, 1695. [Manuscrit.]

GUilielmus Tertius Dei gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, &c. Omnibus & singulis præsentibus Literas inspecturis, Notum testaturque facimus, quandoquidem Principibus & Potentibus in præsentem Bello contra Regem Galliarum Fœderatis visum fuerit, per ipsorum Ministros & Plenipotentarios ad Congressum Hagæ-Comitum deputatos, Fœdus inter bonum Fratrem nostrum Serenissimum Romanorum Imperatorem & Cælos ac Præpotes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii duodecima die Maji Anno millesimo sexcentesimo octagesimo nono contra Galliam conclusum, & aliarum deinde Potentiarum Accessione generale factum, renovare & confirmare, prout renovatum & confirmatum est ex parte nostra per dilectum & fidelem consanguineum nostrum Edwardum Vice-Comitem de Villiers ad id sufficienti Potestate munitum in formam sequentem.

Quoniam Fœdus inter Sacram Cæsarem Majestatem & Cælos ac Præpotes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii duodecima die Maji Anno millesimo sexcentesimo octagesimo nono contra Galliam conclusum & per Accessionem aliarum Potentiarum universale ac generale factum in suo vigore per omnia firmum subsistat clarisque terminis continet, qualiter quivis Confederatorum durante hoc Bello contra communem Hostem agere & que circumspicio ac modus in tractanda Pace aut Armistitio cum Gallia reciprocè adhiberi, nec non quod moderna

Zz 2

Unio,

ANNO
1695:

Uti, etiam conclusa tandem dicta Pace, in terminis Federis delinvi perferre ac durare debeat. Nihilominus tamen Sacra Cæsarea Majestas laudabili zelo conservandæ semper hujus archæ, constantis, ac inviolabilis Unionis altè dictarum Contoederatarum Potentiarum mora, earundem ad Congressum hic Hæge Comitum institutum, Plenipotentiaris proponi curavit, non abs re, & communi emolumento futurum, si Obligationes, quæ per præmentionatum Fœdus generale reciproce contractæ fuerunt, renovarentur.

Quam Renovationem modo dicti Plenipotentarii tanto magis proficuum ac necessariam existimant, quanto vel maximè interest, hunc communem Hostem non solum omni spe assequendæ Intentionis suæ per consuetas perniciosas machinationes aut oblationes & per divisionem Confœderatorum penitus exueri, verum etiam omnem dissensionem, ac formidinem Tractatum separatum & medio tollere.

Ea propter sæpè dicti Fœderatarum Potentiarum Plenipotentiarum, vigore Mandatorum suorum, & unanimi consensu, salva tamen Principalium suorum Ratificatione, inter se conveniunt, ante memoratum Generale Fœdus die 12. Maji 1689. initum, renovare, recognoscere, ac confirmare, prouti hisce renovant, recognoscunt, & confirmant, quilibet Principalem suum ad inviolabilem observationem universi tenoris ac omnium Punctorum, Clausularum & Obligationum in modo dicto Fœdere contentarum, obligando, non secus quàm si illud Fœdus hoc Instrumento de verbo ad verbum interitum, & noviter inter Partes stipulatum foret.

Quod tamen etiam intelligi debet ad mentem & notam Tractatum, Conventionum, aut Actuum separatorum, quibus multi Principes ad primigenium illum Tractatum accesserunt, & quibus dicti Plenipotentarii, nihil quicquam vel detractum vel additum volunt, quin imò omnes & singule ejusmodi Accessiones hic renovantur, & confirmantur cum omnibus Stipulationibus & Promissis inter Confœderatos invicem contractis.

Præterea etiam necessarium judicatum fuit, Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congressus requirere, prouti Eadem præsentibus humillimè requiritur, quatenus dignaretur omnes Electores, Principes ac Status Imperii adhortari, ut se huic Renovationi Fœderis Generalis aggregent, & illi qui hucusque in eo comprehensi non erant, eidem quantocius accedant, siquidem hæc Renovatio & Confirmatio Declarationi Belli ex parte Imperii Ratisbonæ die 2. Februarii 1689. contra Galliam factæ plenariè conformis est, nullum alium præ se ferens locum, quàm honestæ generalis ac securæ Pacis conjunctim adipiscendæ, ejusque pro cuiusvis Fœderatarum ac totius Europæ comitatu tranquillitate in futurum conservandæ.

Obligant se quoque supra memorati Plenipotentarii quod super hæc Renovatione dicti Fœderis Ratificationem à suis Principalibus quantocius & ad plurimum respectu illorum qui longius absint intra duos menses procurare velint. In cuius fidem unusquisque modo dictorum Plenipotentiariorum simile Instrumentum sepe mentionatæ Renovationis propriæ manus subscriptione & Sigilli sui appensione signavit. Actum Hagæ Comitum die octava Augusti Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo quinto.

Pro Rege Magnæ Britanniæ.

VILLIERS.

(L.S.)

Nos supramemoratam Renovationem & Confirmationem prædicti Fœderis in singulis ejus Punctis & Clausulis approbavimus & ratam firmamque habuimus, sicut per Præsentem pro nobis, Hæredibus, & Successoribus nostris eandem approbamus & ratam firmamque habemus, sponte & verbo Regio promittentes nos omnia quæ in ea continentur, (quantum ad nos attinet,) sincere & bona fide præstituros & observaturos, in quorum majorem fidem ac robur, præsentibus Magnam Nostram Angliæ Sigillum apponi fecimus. Dabantur in Aula Nostra Burfordiæ die sexto mensis Novembris, Anno Domini millesimo sexcentesimo nonagesimo quinto.

fimo nonagesimo quinto, Regniqve vero nostri, septimo.

ANNO
1695:

GUILLIELMUS R.

Concordat cum Originali.

VILLIERS.

CLXXXIII.

Tractat zwischen Se. Churfürstl. Durch- leucht Ernesto Augusto zu Braun- schweig und Lüneburg / eines und Ihro Hochfürstl. Durchl. Friderico zu Schleswig- Holstein vor sich und die Cron Schweden andern theils / wodurch Ihro Churfürstliche Durchleucht gegen Ihro Durchl. dem Herzogen zu Conservation dero Rechts und Souverainität nach allem Vermögen behufllich zu seyn / und in fall der noth mit einer specificirten Anzahl Volks an Handen zu gehen; Ihro Durchl. der Herzog dagegen zu gleicher Assistenz / cooperirung der vörligen Ausschickung des Electorats und Fürstenthumbs Sachsen- Lauenburg gegen Ihro Churfürstliche Durchleucht sich verbindet. Im Monat Februario aufgericht 1696. [Copie Manuscripte & sure.]

C'est-à-dire.

Traité d'Affiance mutuelle entre ERNEST AUGUSTE Electeur de Brunswick- Lünebourg, d'une part, & FRIDERIC Duc de Holstein- Gotorp pour lui & pour le Roi de Suède d'autre part, par lequel S. A. E. promettant au Serenissime Duc de procurer autant qu'il pourra la Conservation de ses Droits & de sa Souveraineté, & de le secourir même en cas de besoin d'un certain nombre de Troupes, S. A. S. s'engage en échange d'assister pareillement S. A. E. de toutes ses forces, en cas qu'elle vint à estre attaquée dans ses Etats, & d'appuyer ses Interets dans l'affaire de l'Electorat, & dans celle de la Succession de Saxe- Lauenbourg. Fait au Mois de Fevrier. 1696.

On Oudes Gnaden Wir Ernst Augustus, Churfürst zc. zc. und Wir Friderich / Herzog zu Schleswig / zc. zc. Als des zu Schleswig- Holstein aniso regirenden Herzogs Idd. fithero dero angetretenen Regierung von der Cron Denemarc in dem Exercitio der Ihr in denen Fürstenthümern Schleswig- und Holstein unstrittig stehenden Souverainität durch allerschönd genalshütze / denen bis anhero errichteten vielen Vergleichs / Annuitäten zu wider lauffende / ensonderheit aber beu lehren Altionsen Reich allredings conträre Vermittdatungen widerrechtlich turbiert / undt demnithero genothbringt worden / nicht allein Ihre justige zu der Cron Schweden zu nehmen / undt mit soliger eue genante undt solte Verbündnis undt Allianz durch dero großmächtige Ministros völlig abhandeln undt schliffen zu lassen / sondern auch anbey zuträglich besinden / dass auch Wir / der Churfürst undt unser Danst nebenst der Cron Schweden in solche Verbündnisse treten / undt dadurch so woll die allgemeine Ruhe des Nieder- Sächsischen Reichs bey denen jetzmahligen ohne deut gefährlichen Conjunctionen / als auch des Herzogs Idd. privai interesse undt beschußung gegen die von der Cron

ANNO
1696.

Erohn Dänemark internuntium inbesetzte Aretorats be-
fordern helfen müssen. Es haben Wir/ der Churfürst
in dieser / als einer unser und unsern Hauses souveränen
invertheil mit beständigen Gade / Uns in wichtige / tra-
taten eingeleitet / zwar seine bedenklichkeit befunden / dar-
bey aber doch nöthig erachtet / daß in mehrer und kräf-
tiger beschung dieser Tractats Hochgedachte Erohn
Schweden mit des Herzogen zu Holländ. Idd. zuseherst
sich dahin verjaget / damit beide Theile / so viel gegen-
wärtigen Tractat anbelangt / vor einem man stehen und
helfen / und dumaß hierauf so wohl Hochgemelte
Erohn als des Herzogs Idd. sich zu reciproquer erfül-
lung alles des jenen / so Uns inhalts dieses Tractats ver-
hoffen worden / erklärt / So versprechen Wir dahero der
Churfürst / etc.

I. Des Herzogs Idd. zu conservation dero Rechten
und Souveränität in dero Fürstenthümern nach allen ver-
mögen künftiglich und dero Besatzung als unsern ständ-
licheit Uns ansehlen zu lassen / wie Wir dan hierzu
das ansehn an zu nehmen nicht einmüthig wollen.

II. Derchesset Wir zuseherst nicht allein vor Uns selbst
Uns zu bezeichnen / sondern auch unsere Hebe Bundes-
genossen / in specie Ihre Kaiserl. Majest. die Erohn En-
geland und Herren Staaten der Vereinigten Niederlan-
den unteranderten stehis zu verzeihen / durch dero kräf-
tige interposition zu bewirken / das die zwischen der Erohn
Dänemark und des Herzogs Idd. bist anhero in com-
missionen gegeben sein und Perinneuen würdlich se-
pariert / gehalten / und dadurch alle gleichheit zu sichern
genossin so künftige präcediret und benommen werde:
Solte aber

III. Dieser zweck nicht erreicht werden / sondern das
Werk zu verzeichnen Ruptur und östentlichen Kriege ge-
räthet / So verordnen Wir Uns in solchen fall / des
Herzogs Idd. mit 10. Equadrons, jete in 120. pferd /
und 6. Bataillons, jete in 800. man / auf erheben / und
nachdurst nicht ebenmäßigen Aufsehen / innerhalb 10. Ta-
gen Uns unsern Länden zu Hülfe zu kommen / Es wären
dan unsere Truppen bey erfolgender dieser Ruptur außer
landes employet und eintreut / in welchen fall Wir
dumoch den halben theil / also nemlich 5. Equadrons und
4. Bataillons in obbezeigter jete der 10. Tagen stellen /
den übrigen halben Theil aber herbey zu schaffin Uns eine
frist von 6. Wochen verzeichnen wollen: und ob Wir
gleich

IV. Zinn Commando dieser unserer Truppen einen
General-Major / zwey Brigadiers und übrige zum Gene-
ral-Stab gehörige Officiers zu verordnen aufstellen /
So sithen democh dieselbige insonder dem von des Her-
zogen Idd. ergebenden künftighen ordres gehörige folge zu
Leiten / anzuweisen und beschlagen / es auch wissen denen
vor allen dreyen zusammen halbdien Partheien / abson-
derlich jehelichen ständlichen hohen und niedrigen Officiers
bey wirrdlicher conjunction aller dreyen Truppen des
Königs und Commando halber dergestalt gehalten wer-
den / daß die niedrige denen höhern / und unter denen so
in gleichen Rang stehen / die jüngern denen ältern zu we-
chen und zu pariren gehalten seyn: inmassen wir denen
unserigen fürstliche von Uns unterschiedene Brevets und
Patenten dero beßung zu handlen stellen / auch haben so
wohl die Erohn Schweden / als des Herzogs Idd. ein gleich-
mäßiges zu davertheiligen / und dadurch allen Mißver-
ständnissen vor zu kommen / zu belichen Uns versichert.
Gleich and

V. Daß der unsere Truppen als Chefcommandiren-
der General-Major nicht allein zu allen Kriegsdelibera-
tionen gegen / und von denen zu unternehmenden Ope-
rationen wechse advocat werde / sondern auch nicht als an-
der exponirt / und nicht er / oder sonst iber gehalten
würden / sich dagegen mit beständtheit / ohne obliegenden
massen / zu segen / und gehörig zu deren conservation dien-
liche remonstrationes zu thun / jedoch frey segen und
zulässig seyn solte. Was nun

VI. Die subsistence insonderheit so wol die benöthigte
fourage / als das gewöhnliche Commis-brot anbelangt /
so wollen des Herzogs Idd. solches beides mit erfor-
derer exactitude nicht in solcher quantität fourniren /
daß unsern zu beßun ausstellung verordneten Com-
missario ein solches vor jet zu richtig eingeliefert /
und durch dissen ermanlung unsere Truppen in
ihnen rein und verordnet gehalten mögen: So viel
aber

VII. Dero übrige Bedarf und Verpflegung betrifft /
sind Wir erobrig / hierinnen des Herzogs Idd. unsere
vor dero interesse tragende versorge würdlich zu bejungen

und gegen erkaum 17000. Rhd. Monatslohn pension.
so wohl denen Hohen und niedrigen Officiers / als auch
denen gemeinen unserer Truppen / so lange sie zur de-
tection des Herzogs Idd. und dero Fürstenthümer ge-
braucht werden möchten / ihre Verpflegung aus unserm
Kriegs-Böhl / und die auf den sich unsere Kriegs-Or-
donnance durch unsern Commissario in reiden / auch
andere solche schwere Kriegs-disciplin halten zu lassen /
daß die Fürstl. Kustschmeiß Interparen dadurch keines
weges wider bejehligig noch beschädigt werden könnten. Wir
wollen auch

VIII. Die Recrutirung jährlich in unsern Länden ge-
staten / und soll zu des Herzogs Idd. selbst-igen gesellen
stehen / ob dieselbe nach endigung einer jedweden Campa-
gne nicht wegen absonderliche abhandlung pflegen / oder
aber auch sich über diesen punct völlig mit Uns vereinigen
wollen / da Wir dann im letztem fall Uns erheben / ge-
gen ausstellung 46. Rhd. vor jedes pferd / und 18.
Rhd. für jeden Mann / so wol zu Pferd als zu fuß die sammt-
liche recrutirung zu übernehmen / undt auf unsern Kosten
verrichten zu lassen. Es werden auch

IX. Des Herzogen Idd. die erforderete Kriegs-Ammu-
nition und Pulver / Wein / auf dero Kosten beschaffen /
dafür aber selbe an schwerer Artillerie und andern Re-
quisitis nach der handt einigh Abgang und Mangel er-
leiden solten / sind wir erobrig / auch hierinnen / remit-
tirt billigmäßiger bejahlung / nach aller möglicher auf
unsern Ländes-Magazinen zu assistiren. Und wollen ü-
brigens

X. Uns Uns als ein getreuer Bundes-genoss zu bejeu-
gen / des Herzogen Idd. solche unsere Hülfs-Truppen
nicht allein auf so viel Campagne / als zu auffstellung
dieses Krieges nöthigen / trafft dieser überlassen / sondern
auch dero selbst / wenn Uns / so Gott gnadig verhüten
wolle / succumbiren und in Geht / gegenen solten / über
die alhier vorgedachte Manfassen in solchen unverseh-
ren mit unserer ständlichen übrigen Mächte noch künftigen
vermögen zu hülfe und bejstand kommen: Dahingegen
versprechen Wir

XI. Der Herzog / nicht völliger Approbation des
verzeichnenden / daß / wenn des Churfürsten Idd. oder
dero Haus in dero Länden feindlich angegriffen werden
solte / sithen so dann auf gleichmäßige Art und Weise
in succurren / und nach allen ausstellen vermögen tren-
nlich bey zu segen. Auch

XII. Zu gänzhcher und völliger Aufmachung des von
Kaiserlichen Majestät Es. Idd. conferirten Electorats
so wol anges als bey etwan erfolgenden Friedens-Trac-
taten nach ausstellen vermögen zu cooperiren / nicht we-
niger

XIII. Seine des Churfürsten Idd. und dero Haus so
wohl bey Possession des Fürstenthums Siedens / laun-
burg / auf Es. Idd. Ansehen / gegen jedwemaligen
kräftig erhalten zu helfen / als auch zu bejahrung
deter sinner Idd. angehen nach solchem an gemeldten Für-
stenthum jurendenden ganz fundbarem Rechten / erwe-
dere bey denen zukünftigen Friedens-Tractaten / oder bey ander-
weitiger der Sachen vorkommender gründlichen debarattung
allen vermögens Bejtrag zu leisten.

CLXXXIV.

Declaratio LEOPOLDI Romanorum Imperatoris 30. Mars.
super admisione Principum & Statuum inclis
Circuli Francoici, in Fœdus inter dictum Impe-
ratorem & Ordines Generales UNITI BELGII
Viennæ Anno 1689. initum, atque Hæc Comitit
die 8. Augusti 1695. renovatum. Datum Vien-
næ 30. Martii 1696. [LUNIG Teutisches
Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Absätz.
I. Absätz. I. pag. 643.]

N Os Leopoldus Divina favente clementia Elec-
tor Romanorum Imperator tempore Augus-
tus, ac Germanie, Hungarie, Bohæ-
mie, Dalmatie, Creatie, Slavonie &c. Rex, Ar-
chi-Dux Austrie, Dux Burgundie, Styrie, Carin-
thie, Camiolæ & Wirtembergæ, Comes Tyrolis
&c. notum & testum facimus omnibus & singulis
quorum intereat quomodo libet interesse potest, quod
cum Principes & Status inclis Circuli Francoici de-
clarant, se Fœderi, quod anno millesimo sexcentiesi-
mo octingentesimo nono primum nos inter & Unit Belgii
Ordines Generales percussum, dedisse aliarum Po-
ten-

ANNO 1696. tentiarum & Principum Accessione auctum est, sua etiam ex parte accedere, illaque ratum & gratum habere, & ad ejus invariabilem observationem obligari vellet; Nos prememoratos Principes & Status ad dicti Fœderis societatem & promissionem, qua nobis se ad præstationem omnium in eodem contentorum obligant, admiserimus & acceptaverimus, quemadmodum hiæc admittimus, acceptamus, Eisdemque hujus Fœderis juxta omnes & singulos Articulos participes factimus, adstringentes Nos reciproce verbo Nostro Imperiali, Regi atque Archi-Ducali erga sepe dictos Principes & Status, ad præstandum illis omnia, quæ in memorato Fœderis Tractatu supra tactis Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii à Nobis promissa sunt, ac si simul cum suprafati Circuli Francoconi Principibus & Statibus ab initio tractata & hiæc Tabulis verboteus expressa essent.

In cujus rei fidem & majus observantie robur hoc Instrumentum manu nostra subscriptum, Sigilli nostri Cæsarei appositione, nuntii jussimus. Quod dabatur in Civitate nostra Viennæ die trigesima mensis Martii anno millesimo sexcentesimo nonagesimo sexto, Regnorum Nostorum Romani trigesimo octavo, Hungarici quadragesimo primo, Bohemici vero quadragesimo.

LEOPOLDUS &c.

(L.S.)

Vt. SEBASTIANUS WUNIBALDUS Comes à ZEPHL.

Ad Mandatum Sacra Cæsarea Majestatis proprium.

G. F. CONSBRUCH. &c.

CLXXXV.

30. Mars. Renouvellement de la part du Prince JOSEPH CLEMENT DE BAVIÈRE Électeur de Cologne de l'Alliance conclue en 1689. entre LEOPOLD Empereur, & les PROVINCES-UNIES. Fait le 30. Mars, 1696. [Manuscrit. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abthcil. I. Abtatz I. pag. 540.]

ORDINES GENERALES Unitarum Belgii Provinciarum, omnibus & singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse poterit, notum testanturque facimus; Quandoquidem inter Sacram Cæsarem Majestatem & Nos, Viennæ 12. Maii 1689. Tractatus arctioris Amicitiae & Fœderis, per Plenipotentarios & Deputatos, ab utraque Parte rite constitutos, initus, conclusus, & signatus sit, modo & tenore sequenti.

Notum testanturque fit, quod &c.

Cumque Reverendissimo & Serenissimo Principi, ac Domino Domino Josepho Clementi Dei Gratia Archi-Episcopo Colonienſi, Sacri Romani Imperii Principi Electori, per Italiani Cancellario, Sedis Apostolicæ Legato nato, Episcopo & Principi Leodienſi, Postulato Rudubonensi, Coadjutori Hildesienſi, Praeposito Berchtesgadenſi, uniusque Baviaræ, Superioris Palatinatus, Westphaliæ, Angariz & Bullonii Ducis, Comitum Palatino Rheni, Landgraviu Luchtenbergenſis, Marchionis Franchimontenſis, Comitum Lossenſis, Hornenſis &c. Visum fuerit virtute Articuli decimi in Societatem dicti Tractatus venire, eidem accedere, eundemque accessione suâ corroborare, atque se ad observantiam hujus Tractatus, & singulorum ejus Articulorum obstringere, & propterea à parte sue Serenitatis Electoralis Instrumentum debitâ formâ consecutum sit, atque tam Sacra Cæsarea Majestas quàm Nos, Serenitatem suam Electoralem in dictum Tractatum admittendam, atque iidem Instrumenta ad eam rem necessaria consuecunda esse censuerint, Nos itaque de-

clarare volumus, sicut declaramus præsentibus. Nos accessione fuisse Serenitatis Electoralis in Societatem præfati Tractatus arctioris Amicitiae & Fœderis, gratam, acceptam, & ratam habere, sponte & promittentes sincerè & bonâ fide Nos dictum Tractatum per omnes & singulos ejus Articulos sanctè & inviolabiliter observaturos & adimpleturos, nec iidem Articulis, nec eorundem cuiquam contraveniunt, aut contraveniri passuros, atque ad omnia & singula, quæ in dicto Tractatu ejusque Articulis contenta sunt, præstanda, hiæc Nos fuisse Serenitatis Electoralis omni meliori modo obligamus & obstringimus. In quorum fidem hoc Instrumentum majori nostro Sigillo muniri, & per Confessum nostri Praesidem signari curavimus, ut & per Graphiarium nostrum subscribi jussimus. Actum in Confessu nostro die trigesima Martii anni millesimi sexcentissimi nonagesimi sexti.

Vt. JOHAN BECKER.

Ad Mandatum athenemoratorem Dominorum Ordinum Generalium.

(L.S.) F. FAGEL.

CLXXXVI.

Articulus Separatus inter Imperatorem LEOPOLD. 10. Avril. DUM, GUILIELMUM III. Regem Angliæ, & D. D. Ordinis UNITI BELGII Generales ab una, & FRIDERICUM Episcopum Monasteriensem parte ab altera, de conjunctione armorum, atque augmento subsidii Domino Episcopo, per Tractatum inter eos anno 1695. initum, promissi. Itaque Comitum 10. Aprilis 1696.

* Voyez le ci-devant sous le 18. Mars 1695.

CLXXXVII.

Convention entre GUILLAUME III. Roi de la 14. Mai. Grand Bretagne, & les PROVINCES-UNIES L'Archevêque de Pais-Bas d'une part, & le Duc de SLES-GLÉTEREN WICK-HOLSTEIN-GOTTORP de l'autre. Fait à la Haye, le 14. Mai 1696. (Manuscrit.)

I. Son Altesse Sérénissime laissera au Roi de la Hollande Grand-Bretagne, & à leurs Hautes Puissances ces trois Régiments de Gardes à Cheval de 570. Hommes & deux Régiments d'Infanterie de 880. Hommes chacun compris les Officiers.

II. Ces Troupes se mettront en marche au commencement du mois de Mai vieux stile & ainsi aussi tôt que l'on pourra avoir connoissance de cette Convention.

III. Ces trois Régiments seront joints au Corps des Troupes que leurs Altesse Electorales & Sérénissime de Brunswick-Lunebourg ont destiné pour le service des Alliez sur le Rhin.

IV. Son Altesse Sérénissime y fournira tout ce qu'il faut pour leur entretien, pendant la Campagne, pourvu que les Troupes restent sur le Rhin; mais si le Roi & les Etats Généraux demandent de les faire marcher sur la Meuse, le pain & le fourage leur sera donné sans payer, & sans rien déduire du subside.

V. Le Contingent que S. A. Sérénissime doit à l'Empire sera compris dans ces trois Régiments.

VI. Ces Troupes ne serviront que cette Campagne, laquelle finie, elles seront rendues à son Altesse Sérénissime, ou-bien on conviendra après la Campagne des conditions pour la continuation dudit secours, pour une autre année, ou jusques à la fin de la Guerre, si l'on peut tomber d'accord.

VII. En cas que son Altesse Sérénissime sur en danger d'être attaquée dans les propres Etats, ou qu'il arrive des troubles de fait dans le Cercle de la Basse

ANNO 1696.

ANNO
1696.

Saxe, Elle se réserve la liberté de les rappeler, & Sa Majesté le Roi & Leurs Hautes Puissances les laisseront aller à la requéition, en deduisant à proportion les subsides.

VIII. Sa Majesté & Leurs Hautes Puissances donneront pour cela à S. A. S. sixante & quinze mille Ecus argent comptant de Hollande, payables ici à la Haye, la moitié quand les Troupes passeront l'Elbe, là où les Commissaires du Roy & de l'Etat les pourront faire passer en revê, & l'autre moitié le premier Septembre nouveau stile.

IX. Son Altesse Serenissime non seulement fera reçû dans la Grande Alliance immédiatement après la Signature du présent Traité, mais encore pour la plus grande seurté de ses Etats, Elle jouira de l'appuy, & d'une Garantie particuliere de Sa Majesté Britannique & de leurs Hautes Puissances contre tout ce qui lui fera intenté par voye de fait.

La Ratification de ce Traité sera faite en trois semaines, ou plutôt, s'il se peut. Fait à la Haye ce 14. de May 1696.

VILLIERS. J. VAN ESE. A. G. HESPER.
F. B. VAN REEDE.
A. HEINRICH.
JOHAN BECKER.
DE WERDE.
AR. LEMKER.

CLXXXVIII.

11. Mai.
L'EMPE-
REUR, LES
PROVIN-
CES-UNIES ET
LA
FRAN-
CONIE.

Acte par lequel le Cercle de FRANCONIE donne Plein-Pouvoir à son Envoyé d'entrer dans l'Alliance conclue en 1689. & renouvelée depuis entre LEOPOLD Empereur, & les PROVINCES-UNIES des Pays-bas & leurs Alliez. Fait le 23. Mai, 1696. (Manuscrit.)

Nos Lotharius Franciscus Dei Gratia Sacre Sedis Moguntine Archi-Episcopus, Sacri Romani Imperii per Germaniam Archi-Cancellarius & Elector, Episcopus Bambergensis, & Nos Dei Gratia Christianus Ernestus, Marchio Brandenburgensis, Magdeburgensis in Prussia, Stetini, Pomeranorum, Cassuborum, Vandalorum, ut & in Silesia, Crostienum Dux, Burgavivus Norimbergensis, Princeps Halberstadiensium, Mindenium, & Camienensium, Comes de Hohenzollern, S. C. M. Marechalhus Campetris, &c. Nostris & reliquorum incliti Circuli Franconici Principum ac Statuum nomine ad id specialiter requisiti, Notum testatumque facimus, quod, cum nihil ardentius exoptemus, quam ut præiens Bellum quo Christianus Orbis affligitur, in æquum, honestum, securum, & perpetuum Pacem quancunq; converti queat, atque propterea grato acceperimus in omni Fœdus quoddam inter Sacram Cæsaream Majestatem, & Uniti Belgii Ordines Generales, eorumque Confederatos 12. Maii 1689. initum, & nuper Hagz-Comitis omnium Confederatorum Ministrum Plenipotentiariorum solemnè pactione & sancta S. R. I. Electorum, Principum, ac Statuum inibi nondum comprehensorum invitatione, ac admissione, eatenus renovatum esse, ut per futuros Tractatus, & Collogia Pacis præveniretur finis Partium hinc inde consensu eo facilius obtineretur, ideo pro augendo tam necessarie Confederationis robore eidem sincerè fide accedere decrevimus, ac proinde consiliis dexteritate, experientiâ & fide Nobilibus Nobis sincerè dilecti & fidelis, respectivè Consilariis Moguntinensibus, & Bambergensibus Nostris intimi, nec non Bambergensibus nostris Aulæ Marechalhis, & Satrapæ in Lichtenfels, Wolfgangi Philippo à Schrottenberg, Eum nominavimus, elegimus, & constituvimus Aبلغatum Extraordinarium & Plenipotentiarium Nostrum, ut nostro reliquorumque præzati incliti Circuli Franconici Principum ac Statuum nomine coram supradictis omnium & singulorum Confederatorum Ministris Plenipotentiaris, vel ubi necessarium fuerit, nostris eorumdemque desideris, ac promptam ad præmemoratum Accessionem declararet voluntatem, Tabulasque desuper, Articulos, ac conditiones ex lege & normâ in suis Instruc-

tionibus contentas cum iisdem concipiat, conficiat ac permutet, dantes & concedentes Eidem non solummodo hunc in finem, sed etiam Deliberationibus tam Ecclesiasticis, quam Politicis in negotiis vel Bellum vel Pacem, five speciales Circuli Franconici securitates & utilitates concernentibus assensum, desuper conficiendi, agendi, concludendi, & signandi Acta, Declarationes, Pacta convenia commutandi alique omnia, que ad præfatum Accessionem, & speratum Pacis negotium peritiam faciendi, plenam Potestatem & auctoritatem, cum omni Mandato ad id necessarium, æquè libere, & amplè ac ipsi præzentes id faceremus, vel facere possemus, quantumvis Mandato adhuc speculiori & expressiori, quam quod huc præzentes continetur, opus esse vidum fuerit; promittentes præterea & declarantes fide & verbo nostro, Nos acceptum & gratum, firmum quoque & ratum habituros quæcunque per dictum nostrum reliquorumque Principum ac Statuum Circuli Franconici Aبلغatum Extraordinarium & Plenipotentiarium acta, conclusa, signata, ac commutata fuerint, hisceque præzentes non obstrigentes ad expediendum Ratificationum nostrarum Instrumenta in decenti & solenni formâ, intraque tempus prout convenierit. Actum die 11. Maii 1696.

LOUIS FRAN. AEMEB.
(L.S.)
CHRISTIANUS ERNESTUS MR.
(L.S.)

CLXXXIX.

Accessio Circuli SUEVICI ad magnum Fœdus inter Romanorum Imperatorem LEOPOLDUM, & Generales UNITI BELGII Ordines Anno 1689. sancitum, & Anno 1695. die 8. Augusti renovatum. Datum 11. Julii 1696. [L. NIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuât. I. Abtheilung I. Absatz I. pag. 643.]

Nos Marquardus Rudolphus, Dei Gratia Episcopus Constantiensis &c.
Nos Eberhardus Ludovicus, Dux Württembergensis & Teccensis, Comes Montispellardi, Dominus Heidenheimi &c. nostro, reliquorumque Principum ac Statuum, incliti Circuli SUEVICI nomine ad hoc specialiter requisiti, notum testatumque facimus, quandoquidem inter &c. (sicut in aliis Accessionibus.)
Cumque alii Reges ac Principes huic Fœderi postmodum accesserint, & propterea Sacra Cæsarea Majestas, nunquam satis laudando, conservandæ & stringendæ magis inter omnes in præzenti Bello junctas Potentias Unionis Zelo moti; eandem ad Congressum Hagz Comitum præzentibus Plenipotentiaris proponi curaverit, utilitati publicæ haud parum consultum iri, si hoc Fœdus solenni pactione confirmaretur & cum ulteriori Clausula eatenus renovaretur, ut reliquorum Electorum Principum ac Statuum Imperii in illo nondum comprehensorum, invitatione & admissione omnino universale efficieretur, quo per futuros Tractatus fines hujus Fœderis, qui in honestis, generalis & securæ Pacis conjunctum adipiscendæ, ejusque pro cuiusvis Fœderatorum ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum conservandæ studio ac cura consistit, tanto facilius feliciusque obtineri possit; Quemadmodum etiam superioris Anni die 8. Augusti in hac rem certa quedam formula in dicto Congressu concinnata & signata est, sequenti tenore.

Infrascriptus Fœdus Renovatioris de dato 8. Aug. 1695.

Et veto non solum Sacra Cæsarea Majestas, sed & prædicti D. D. Ordines Generales, alique, antea memorato Fœdere comprehensæ Principes, vigore Articuli X. in Renovatione Fœderis sollicitè repetiti, Afflicto inter se Sacri Romani Imperii Circulos inclitos Franconie & Sueviæ, eorumque Principes & Status in hujus quoque Fœderis societatem & communionem omnium exinde resultantium emolumentorum invitaverint, inclitusque Suevici Circuli pro faciendâ iustâ accessio-

ANNO
1696.

11. Juillet.

ANNO
1696.

ne in Conventu Generali Decretum adornaverit, cujus virtute nos Abligatos nostros Extraordinarios & Plenipotentiarios sincere nosse dilectos & fideles, Fridricum de Dürheim, Consiliarium Status Intimum, Pro-Cancellarium Constantiensem, & Johannem Georgium de Kulpis, Consiliarium Status Intimum, Consistorium ac Senatus Ecclesiastici Directorem Wurtembergicum ac Senatus Ecclesiastici Accessionis negotio, Hagum Comitum miserimus, qui etiam declarationem, sponsonem ac promissionem suam, vi Mandatorum propterea acceptorum solenniter facta, nos reliquosque Principes & Status incliti Circuli Suevici ad exactam omnium Articulorum in isthoc Fodere, quatenus ab initio confectum, & postea quoque renovatum, & confirmatum est, contentorum observationem promissorumque religiosam & inviolabilem executionem obligant: Nos, nostro, reliquorumque Constantium nomine, Declarationem, sponsonem ac promissionem ab Abligatis nostris Extraordinariis factam, per presentes hanc approbamus, acceptam & gratam, firmam quoque & ratam habemus, idque ob lubentius, quo clarior Testimonium hoc præbamus devotissimi ac perpetui nostri, nostrorumque Constantium, erga Sacram Cæsaream Majestatem cultus, & sinceræ erga prædictos Dominos Ordines Generales, reliquosque Fœderis Socios Amicitia, observantia atque studiū. Quare mature consideratis antea laudatis, tum ipsius Fœderis, tum Renovationis ejusdem Tractatibus, eisdem denuo nostro non minus, quam reliquorum Principum & Status Incliti Circuli Suevici nomine, laudamus, approbamus, gratosque, acceptos & ratos habemus, atque ita eisdem accedimus, & ad exactam observationem omnium & singulorum illis contentorum Articulorum nos, ceterosque Constantiis nostros obligamus, omniumque inde provenientium commodorum & Jurium nos, Inclitumque Circulum Suevicum participes reddimus; spondentes fideque ac verbo nostro Principali promittentes, nos Tractatibus hunc nullo modo contraveniunt, aut quantum in nobis est, contraveniri passuros, sed illos ipsos sanctæ ac inviolabiliter observandos adimplendosque esse, ut ita in illum finem omnia bona fide præstituti simus, que nobis inclitici Circuli Suevici Constantibus reliquis; tanquam Fœderis bujus Sociis incumbere possint: Cumque de cetero non dubitemus, Sacram Cæsaream Majestatem ac Cælos & Præpentes DD. Ordines Generales Uniti Belgii curaturos, ut nobis super hac Accessione, receptionis Instrumenta necessaria exhibeantur, ita & nos in hujus rei fidem Instrumentum hunc nostrum, reliquorumque nostrorum Constantium nomine confectum manu nostra subscriptum & sigillo nostro secretorū communitati fecimus. Datum d. 16. (26.) Julii, 1696.

(L.S.) MARQUARD RUDOLPHUS Episcopus
Constantiensis.(L.S.) EBERHARD LUDOVICUS Dux Wür-
tembergensis.

XCX.

29. Août. *Traité de Paix entre LOUIS XIV. Roi de France & VICTOR AMÉDÉE II. Duc de Savoie, par lequel Son Altesse Royale se déparant de tous les Engagemens qu'elle avoit avec les Hautes Alliez contre la France, Sa Majesté lui promet la Restitution non seulement de tous ce qu'elle avoit pris & occupé sur elle pendant la Guerre, mais aussi de la Ville de Pignerol & de son Territoire, après qu'on en aura détruit toutes les Fortifications. On y convient aussi du Mariage de LOUIS Duc de Bourgogne, Petit-fils de Sa Majesté, avec MARIE ADELAÏDE Princesse de Savoie &c. A Turin le 29. d'Août 1696. Avec les RATIFICATIONS du Roi Très-Chrétien & de S. A. R. la première donnée à Versailles le 7. Sept. 1696. & l'autre à Turin le 30. d'Août 1696. [FREDERIC LEONARD d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans les *Actes & Mémoires de la Paix de Ryswick*, Tom. I. pag. 196. dans*

LUNIGS Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. ANNO Contin. II. Fortsetzung II. Absätz XII. pag. 1696. 112. dans *FABRI Europ. Staats-Canzler* Tom. III. pag. 806. dans *HERMAN. FRAN. FRED. BARONIS AB ANDLERN Corpus Constit. Imperial.* Tom. I. in Append. pag. 3. en Allemand. & dans le *Theatrum Europæum*. Tom. XV. pag. 25. en Allemand.]

LE Roi Très-Chrétien, ayant toujours conservé pendant le cours de cette Guerre un desir fincère de procurer le Repos de l'Italie, & Dieu ayant aussi inspiré les mêmes sentimens à Son Altesse Royale de Savoie, Sa Majesté de son côté a donné son Plein-pouvoir, Commission & Mandement, au Sieur René Sire de Froullai, Comte de Telf, Chevalier des Ordres du Roi, Lieutenant General de ses Armées, Colonel General des Dragons de France, Gouverneur d'Ypres, Lieutenant General pour le Roi dans les Provinces du Maine, & du Perche, & Commandant présentement pour Sa Majesté dans les Pais & Places de la Frontiere de Piémont, & S. A. R. de sa part ayant pareillement donné les Pouvoirs, & Mandemens au Sieur Charles Victor Joseph Marquis de S. Thomas, Ministre & premier Secrétaire d'Etat de Sadtie A. R. lesdits Plenipotentiaires, après s'être réciproquement donnés les Originaux de leurs Pleins-pouvoirs, en vertu desquels ils traitent, font convenus des Articles suivans.

Qu'il y aura désormais pour toujours une Paix stable & sincere entre le Roi & son Royaume, & S. A. R. Monsieur le Duc de Savoie & ses Etats, comme si elle n'avoit jamais été troublée, & le Roi reprenant les mêmes sentimens de bonté qu'il avoit auparavant pour Sadtie A. R. comme elle l'en supplie, Sadtie A. R. renonce par le present Traité, & se départ entièrement de tout engagement pris, & de tous Traitez faits avec l'Empereur, Rois & Princes contenus sous le nom de la Ligue, & se charge d'employer tous ses soins & de faire tout ce qu'il pourra, pour obtenir desdits Puissances, au moins de l'Empereur, & Roi Catholique la Neutralité pour l'Italie, jusqu'à la Paix Generale, par un Traité particulier qui sera fait, ou au défaut dudit Traité par des Déclarations que ledits Empereur, & Roi Catholique feront au Pape, & à la République de Venise, & qui seront en même temps suivies de la retraite de toutes les Troupes que les Alliez ont présentement en Italie, ainsi qu'il sera marqué ci-après. Au surplus pour témoignage évident du retour effectif de l'amié du Roi pour S. A. R. Sa Majesté veut bien consentir, & promet que la Ville & Citadelle de Pignerol, Forts sainte Brigitte, la Perouie, & autres Forts en dépendans soient razez, & démolis quant aux seules Fortifications, aux frais du Roi, & ledits Fortifications démolies, le tout sera remis entre les mains de S. A. R. aussi-bien que les Terres & Domaines compris sous le nom de Gouvernement de Pignerol, & qui avoit appartenu à la Maison de Savoie devant la Cession que Victor Amé premier Duc de ce nom en avoit fait au Roi Louis XIII. Lesquelles Ville démolie, Citadelle & Forts démolis & Territoire, seront pareillement remis à S. A. R. pour les tenir en Souveraineté, & en jouir pleinement & à perpénité, & elle & ses Successeurs à l'avenir, comme d'une chose leur appartenant en propre, au moyen de laquelle presente Cession S. A. R. s'engage, & promet tant pour lui que ses Heritiers & Successeurs & ayant cause, de ne faire rebâtir, ni rétablir aucune des susdites Fortifications, ni en faire construire de nouvelles fur, & dans l'espace des susdits Territoire, Fonds, & Rochers, ni en quelque autre Lieu que ce soit, cédé par le present Traité, suivant lequel il sera seulement loisible à S. A. R. ou aux Habitans de Pignerol de fermer ledit Pignerol d'une simple clôture de muraille non terrassée & sans Fortifications. Bien entendu qu'homins dans ledit Territoire cédé par le present Traité, S. A. R. sera en liberté de faire construire telle Place, Places, ou Fortifications qu'elle jugera à propos, sans que le Roi le puisse aucunement trouver mauvais. Qu'en outre S. M. remettra à Sadtie A. R. ses Pais, & Places conquises, Châteaux de Montmeilan, de Nice, Ville-Franche, de Siète, & autres sans exception, sans Démolition, & dans leur entier, avec la quantité de Munitions de

ANNO de Guerre, & de Bouche, Canons & Artillerie, tout
1696. ainsi qu'elles étoient pourvues & munies alors qu'elles
sont tombées entre les mains de S. M. fans qu'il puisse
être touché aux Bâtimens, Fortifications, augmentations
& améliorations faites par S. M. & après la
restitution des Places S. A. R. pourra entretenir,
& augmenter les Fortifications comme choses à lui
appartenantes, fans que le Roi sur cela le puisse in-
quiéter, ni le trouver mauvais. Bien entendu que le
Roi retirera de la Ville, Citadelle & Forts de Pignerol
toutes les Artilleries, Munitions de Guerre, & de
Bouche, Armes, & effets amovibles de quelque nature
qu'ils soient. Qu'à l'égard des Revenus de la Ville,
Dépendances, & Territoire de Pignerol le Roi les
remet à S. A. R. de la même forme & manière que
le Roi en jouit présentement, & les Dispositions que
le Roi peut en avoir faites subsisteront de la sorte por-
tée par leur Contrat, Don, Possession ou Acquisition.

Que ladite Restitution des Pais, & Places de
S. A. R. & remise de Pignerol râté & ses Depen-
dances comme dessus se fera ensuite de la signature
du présent Traité, & seulement après que les Troupes
étrangères seront effectivement sorties d'Italie, & se-
ront arrivées, savoir les Allemans, Troupes de Ba-
vière, Brandebourg, Religieuses soldoiez par l'An-
gletterre, & autres Troupes Auxiliaires seront arrivés
réellement en Allemagne, & les Espagnols, & autres
Troupes qui sont présentement à la solde du Roi
Catholique retourneront dans le Milanois, en manière
que l'Execution d'aucun des Articles, ni Restitution
d'aucune Place n'aura lieu qu'après que ladite sortie des
Troupes telle qu'elle vient d'être exprimée, aura été
entièrement accomplie, bien entendu que ladite sortie
des Troupes étrangères sera censée entièrement accom-
plie, quoiqu'il arrivât comme cela se pourroit, que
les Espagnols en retirassent quelque petit nombre
d'hommes pour recruter les Corps, qui sont à leur
Solde, & s'il y a quelques-unes desdites Troupes qui
prennent parti, & entrent réellement dans les Etats
de la République de Venise, elles seront censées être
entrées en Allemagne dès qu'elles seront sur l'Etat Ve-
nitien, & remis à ladite République de Venise. Et
après la Ratification du présent Traité, l'on travaillera
incessamment aux fourneaux nécessaires pour la Dé-
molition des sudes Villes, Citadelle, & Forts de
Pignerol; mais au cas que S. A. R. juger à propos
de continuer le secret du présent Traité au delà du
Terme de ladite Ratification, il est convenu pour
éviter l'éclat que pourroit faire le travail desdits four-
neaux, qu'on ne les commencera que quand, après le
temps de ladite Ratification, S. A. R. le voudra.
Laquelle Démolition se fera, & l'on y travaillera, en
manière que deux ou trois mois après la sortie des
Troupes ci-dessus marquée, le tout soit remis à S. A.
R. auquel il sera loisible d'envoyer un Commissaire
pour y assister, & jusques à l'execution de ce que
dessus, S. M. veut bien pour la plus grande satisfac-
tion de S. A. R. lui faire remettre lors qu'il en re-
querra S. M. deux Ducs & Pais pour rester en
Otage entre les mains de S. A. R. qui les traitera
selon la Dignité de leur rang.

II. Sa Majesté ne fera aucun Traité de Paix, ni
de Trêve avec l'Empereur, ni avec le Roi Catholique
que S. A. R. n'y soit compris dans des termes con-
venables, & efficaces, & le présent Traité sera con-
firmé dans celui de la Paix Generale, aussi bien que
ceux de Querque, de Munster, Pirenée, & Nime-
gue, tant pour quatre-cens quatre-vingt quatorze mille
écus d'or qui sont mentionnés particulièrement dans
celui de Munster à la décharge de Son Altesse Royale,
dont le Roi demeurera toujours Garant envers Mon-
sieur le Duc de Mantoue, qu'en tout ce qu'il con-
tient, qui n'est point contraire au présent, qui sera
irrevocable, & demeurera dans la force & vigueur,
le tout nonobstant la présente remise de Pignerol, &
de ses Dépendances; Et à l'égard des autres Intérêts,
ou Prétenions qui regardent la Maison de Savoie,
S. A. R. se réserve d'en parler par Protellations, Mé-
moires, ou Envoyés, fans que ce présent Traité
puisse être préjudiciable à icelles Prétenions.

III. Que le Mariage de Madame la Princesse fille
de S. A. R. se traitera incessamment pour s'effectuer
de bonne foi, lors qu'elle sera en âge, & que le Con-
trat se fera lors de l'effet du présent Traité. Après
la Publication duquel la Princesse sera remise entre les
mains du Roi. Que dans ledit Contrat de Mariage

TOM VII. PART. II.

qui sera considéré comme Partie essentielle du présent
Traité, & dans lequel ladite Princesse fera les Renon-
ciations accoutumées, avec promesse de ne rien pren-
dre au de là de la Dote suivante sur les Etats, &
Succession de S. A. R. S. A. R. donnera pour
Dot à Madame la Princesse la Fille deux cents mille
écus d'or, pour le payement desquels S. A. R. fera
une Quittance de cent mille écus, deus du reste du
Mariage de Madame la Duchesse Royale, avec les
Intérêts échus, & promis; & pour le restant le Roi
le remet, en faveur du présent Traité, S. A. R. s'obli-
geant d'ailleurs de donner à la Princesse la Fille au
temps de la célébration de son Mariage ce qu'en appelle
en Piemontois Fardel, & en François Trouffau ou
Présent de nocces, & dans le Contrat de Mariage
sera stipulé le Doiaire que S. M. accordera suivant la
coutume de France.

IV. Que S. A. R. se departant présentement, effi-
cacement & de bonne foi, comme elle a fait ci-de-
sus, de tous les engagements qu'elle peut avoir contre
la France, espere aussi que S. M. y correspondra
avec tous les Semimens que S. A. R. demande &
souhaite, & qu'ayant l'honneur d'appartenir de si près
au Roi & s'engageant encore dans la splendeur d'une
nouvelle Alliance, S. M. lui accorde, & promet la
puissante protection, dont S. A. R. lui demande le
secours, & que S. M. lui rend dans toute son éten-
due. Et comme S. A. R. souhaite d'entretenir une
entiere Neutralité avec les Rois, Princes & Puissances,
qui sont présentement les Alliez, S. M. promet de
n'exiger de S. A. R. aucune contrainte dans le desir
qu'elle a de garder avec eux toutes les mesures exte-
rieures de bienfiance & libres, telles qu'il convient à
un Prince Souverain, ayant chez ces Princes des Am-
bassadeurs & Envoyés; & retenant dans la Cour des
Ambassadeurs & Envoyés des mêmes Princes, fans
que S. M. le puisse trouver mauvais, comprenant
sous ledit mot de Princes l'Empereur, Rois, & Pui-
sances de l'Europe.

V. S. M. promet, & declare que les Ambassadeurs
de Savoie tant ordinaires qu'extraordinaires recevront
à la Cour de France tous les honneurs sans exception,
& dans toutes les circonstances que reçoivent les
Ambassadeurs des Têtes Couronnées, & pour comme
le sont les Ambassadeurs des Rois, & que les Am-
bassadeurs tant ordinaires qu'extraordinaires de S. M.
dans toutes les Cours de l'Europe sans nulle exception,
pas même de celles de Rome & de Vienne, traite-
ront aussi lesdits Ambassadeurs tant ordinaires qu'ex-
traordinaires, & Envoyés de Savoie, de la même ma-
nière que ceux des Rois & Têtes Couronnées; ce-
pendant comme cette augmentation d'honneur pour
le traitement des Ambassadeurs de Savoie, n'avoit
jamais été établie au point que S. M. l'accorde, elle
reconnoît que c'est en faveur du présent Traité & du
Contrat de Mariage de Madame la Princesse la Fille,
& S. M. promet que cette dite augmentation aura
lieu du jour que le Traité du Mariage suide sera signé.

VI. Que le Commerce ordinaire d'Italie se fera &
maintiendra comme il étoit établi avant cette Guerre
du tems de Charles Emanuel second, Pere de S. A.
R. & enfin, l'on observera & pratiquera en tout &
par tout, entre le Royaume & toutes les Parties de
l'Etat de S. M. & ceux de S. A. R. ce qui se faisoit
obéir, & pratiquoit, en tout du vivant dudit
Charles Emanuel second, par le chemin de Suze, la
Savoie, & le Pont-Beauvoisin & Ville Franche, cha-
cun payant les Droits, & Doianes de part & d'autre.
Les Bâtimens François continueront de payer l'ancien
Droit de Ville Franche, comme il se payoit du tems
de Charles Emanuel, à quoi il ne se fera aucune
opposition comme l'on pourroit en avoir fait dans
ce tems-là. Les Courriers, & les Ordinaires de Fran-
ce passeront comme auparavant par les Etats de S. A.
R. & en observant les Reglemens, payeront les Droits
pour les Marchandises, dont ils se feront chargés.

VII. Son Altesse Royale fera publier un Edit, par
lequel elle ordonnera sous de rigoureuses peines cor-
porelles à ceux qui habitent dans les Vallées de Lufen-
ne sous le nom de Vaudois, de n'avoir aucune com-
munication sur le fait de la Religion, avec les Sujets
du Roi, & s'obligera S. A. R. de ne point souffrir
dès la date de ce Traité aucun établissement de Sujets
de S. M. dans les Vallées Protestantes sous couleur
de Religion, Mariage, ou d'autres raisons d'établisse-
ment, commodité, Heritage, ni autre pretexte, &
qu'au

ANNO
1696.

qu'aucun Ministre ne vienne dans l'étendue de la Domination du Roi, sans être rigoureusement puni de peine corporelle, & qu'après S. M. n'entrera dans aucune connoissance de la manière dont S. A. R. traitera les Vaudois, à l'égard de la Religion, S. A. R. s'obligeant de ne point souffrir aucun exercice de la Religion prétendue Réformée dans la Ville de Pignerol, & Terres cédées, comme S. M. n'en souffre, ni n'en souffrira dans son Royaume.

VIII. Qu'il y aura de part & d'autre un perpetual oubli & Amnistie de tout ce qui a été fait depuis le commencement de cette Guerre en quelque manière, ou en quelque lieu que les hostilités se soient exécutées. Que dans cette Amnistie seront compris tous ceux qui ont servi S. M. durant la Guerre, en quelque emploi que ce puisse être, non-obstant qu'ils soient Sujets de S. A. R. en sorte qu'on ne pourra faire aucune recherche contre eux ny les inquiéter dans leurs Personnes & Biens par voye de fait ou de Justice, ou pour quelque autre prétexte que ce puisse être. Il en sera de même à l'égard des Sujets du Roi qui auront servi S. A. R.

IX. Que les Benefices Ecclesiastiques pourvus jusqu'à présent par le Roi dans les Pays de S. A. R. conquis par Sa Majesté, durant l'époque du tems que Sa dite Majesté en a joui, demeureront à ceux qui en ont été pourvus par le Roi, & par les Bulles du Pape; & qu'à l'égard des Commanderies de S. Maurice, Charges de Judicature, & Magistrature, S. A. R. n'aura aucun égard à la Nomination que le Roi en a faite pendant la possession des Etats de S. A. R. & les provisions pour les Charges de Robbe faites par S. A. R. de ceux qui en ont abandonné les fonctions durant la Guerre demeureront fermes.

X. Qu'à l'égard des Contributions imposées sur les Terres de la Domination de S. A. R. bien qu'elles soient légitimement imposées & dues, & qu'elles le montent à des Sommes très-considérables, Sa Majesté les remet dans leur entier à S. A. R. par un effet de sa Liberté, en manière que du jour de la Ratification du présent Traité le Roi ne prétendra ni n'exigera aucune desdites Contributions, laissant à Sa dite Altesse Royale la jouissance de ses Revenus dans tous ses Etats aussi-bien que de la Savoye, Nice, environs de Pignerol, & Suze, comme aussi Son Altesse Royale reciproquement n'exigera sur les Sujets, & Terres de la Domination du Roi aucune Contribution.

XI. Qu'à l'égard des Prétenions de Madame la Duchesse de Nemours sur S. A. R. Sa Majesté laissera entre Sa dite Altesse Royale & ladite Dame de Nemours la discussion des susdites Prétenions dans la voye ordinaire de la Justice, sans s'en mêler aucunement.

XII. Qu'il sera loisible à Son Altesse Royale d'envoyer des Intendants ou Commissaires en Savoye, Comté de Nice, Marquisat de Suze, & Barcelonnette, Pignerol & ses Dependances pour y régler ses Intérêts, Droits, Revenus, & établir les Douanes, & Gabelles de Sel, & autres, & lesdits Deputés seront reçus, & autorisés dans leurs fonctions après la Ratification du présent Traité, après laquelle lesdits Droits seront & partageront à S. A. R. sans exception ni contradiction.

XIII. Que si la Neutralité d'Italie s'accorde, ou que la Paix generale se fit, comme un grand nombre de Troupes seroient totalement inutiles, & à charge à S. A. R. & qu'outre les dépenses excessives pour les entretenir, c'est souvent une occasion de méintelligence que de conserver sur pied plus de Troupes qu'il n'en faut dans un Etat, soit pour la Conservation ou pour la Dignité de Souverain, Son Altesse Royale s'oblige de n'entretenir en tems de Neutralité que six mille Hommes de Pied en dedans des monts, & quinze cents au delà des monts pour les Garnisons de la Savoye, & Comté de Nice, & en tout quinze cent Chevaux ou Dragons, & cette Obligation de Son Altesse Royale n'aura lieu que jusques à la Paix generale.

Nous Plenipotentiaires susdits avons arrêté & signé les présents Articles, & nous promettons, & nous obligons de les faire ratifier & confirmer par Sa Majesté & par Son Altesse Royale, promettant aussi qu'ils seront tenus secrets religieusement jusques à la fin du mois de Septembre prochain, auquel tems, si on en fera d'autant de la même substance, & teneur, ceux-

ci seront supprimés; fait à Turin le vingt-neuf d'Août ANNO mille six-cent nonante six.

ANNO
1696.

RENE DE FROULLAY TESSE. DR S. THOMAS.

Ratification du Roi TRÈS-CHRETIEN sur son Traité de Paix avec S. A. R. de Savoye. A Versailles le 7. Septembre 1696. [FREDERIC LEONARD.]

LOUIS par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, salut. Ayant vu & examiné le Traité conclu & signé en notre nom le vingt-neuvième du mois d'Août dernier, dans la Ville de Turin par le Sieur René de Froullay, Comte de Tessé, Chevalier de nos Ordres, Lieutenant-General de nos Armées, Colonel-General de nos Dragons, Gouverneur de notre Ville d'Ypres, Lieutenant-General dans nos Provinces du Maine & du Perche, & Commandant pour notre Service dans nos Pays & Places de la Frontiere de Piedmont, en vertu du plein Pouvoir que Nous luy avons donné pour cet effet, d'une part; & le Sieur Charles Victor Joseph Marquis de Saint Thomas, Ministre & premier Secrétaire d'Etat de notre Frere le Duc de Savoye, muni pareillement du Pouvoir nécessaire pour regler & convenir des Articles de Paix, & pour la Neutralité d'Italie, dont la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

NOUS ayant agreable le susdit Traité en tous & un chacun les Points qui y sont contenus & declarez, avons iceluy accepté, approuvé, ratifié, & confirmé; acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & Parole de Roy, garder & observer inviolablement, sans aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, ni permettre qu'il y soit contravenu en quelque sorte & manière que ce soit. En témoin de quoy Nous avons fait mettre à ces Présentes nostre Seal secret. Donné à Versailles le septième jour du mois de Septembre, l'an de grace mil six cents quatre-vingt-seize, & de notre Règne le cinquante-quatrième.

Ratification de S. A. R. de Savoye. [FREDERIC LEONARD.]

VICTOR Amé II. par la grace de Dieu Duc de Savoye, Prince de Piedmont, Roy de Chypre, &c. A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, salut. Comme le Marquis Charles Victor Joseph de Saint Thomas, nostre Ministre & premier Secrétaire d'Etat, en vertu du plein Pouvoir que nous luy en avons donné, a conclu, arrêté & signé le vingt-neuvième du mois d'Août dernier dans notre Ville de Turin, avec le Sieur René Sire de Froullay, Comte de Tessé, Chevalier des Ordres du Roy, Lieutenant-General de ses Armées, Colonel-General des Dragons de France, Gouverneur de la Ville d'Ypres, Lieutenant-General dans les Provinces du Mayne & du Perche, & Commandant pour le Service du Roy dans les Pays & Places de la Frontiere de Piedmont, muni du plein Pouvoir de Sa Majesté, les Articles de Paix, & pour la Neutralité d'Italie, desquels suit la teneur.

Le Roy Très-Christien, ayant &c.

NOUS ayant agreable les susdits Articles en tous & un chacun leurs Points qui y sont contenus & declarez, avons iceux accepté, approuvé, ratifié, & confirmé; acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons, & le tout promettons en foy & Parole de Prince, garder & observer inviolablement, sans aller ni venir au contraire, directement ou indirectement en quelque sorte & manière que ce soit. En témoin de quoy nous avons signé ces Présentes de nostre main, & à icelles fait apposer nostre Seal secret. Donné à Turin

ANNO 1696. Turin le trentième jour d'Aoust l'an de grace mil six cent quatre-vingt-seize.

Signé,
V. AME.

Et plus-bas:

DE S. THOMAS.

(1) *Acte de la Restitution des Pays, & Etats de Savoie, faite par LOUIS XIV. Roi de France à VICTOR AMÉ II. Duc de Savoie en vertu de leur Traité de Paix. Du 28. Septembre 1696. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswyck. Tom. I. pag. 211.]*

Sachent tous, & en chacun, que conformément au Traité de Paix fait & signé entre Sa Majesté Très-Chrétienne Louis XIV. Roi de France & de Navarre, &c. d'une part, & Son Altesse Royale Victor Amédée II. Duc de Savoie, Prince de Piémont, Roi de Chypre, &c. il a été ordonné par Sa dite Majesté Très-Chrétienne, à Monsieur Antoine Balhafar de Longcombe, Marquis de Thoy, Général Major des Armées de France, & Gouverneur de Savoie, de rendre entièrement à Son Altesse Royale, tous les Pays, Places, Châteaux, & Forteresses de toute la Savoie, à la réserve de Montmélian; d'en retirer les Troupes qui y sont, conformément aux Puantes de Sa Majesté. Pour laquelle fin Son Altesse Royale y a envoyé le Marquis Charles Thana, Capitaine de ses Gardes du Corps, Major Général de son Armée, & Gouverneur en Savoie, avec Pouvoir de recevoir au nom de Son Altesse Royale lesdits Etats & Places. C'est pourquoi le Marquis de Thoy s'étant rendu en la Chambre du Conseil de la Maison de Ville de Chambéry, & y ayant fait assembler la Noblesse, les Syndics, & les Conseillers de la dite Ville, ledit Marquis de Thana y comparut aussi, & après avoir complimé le Marquis de Thoy, ce Marquis lui remit entièrement de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne tout le Pais & toutes les Places du Duché de Savoie, à la réserve de Montmélian, conformément au Traité de Paix. Il fit cette restitution en ces termes: *Monsieur le Marquis de Thana, conformément à l'ordre du Roi mon Maître, & suivant le Pouvoir que vous en avez reçu de Son Altesse Royale, je remets entièrement à votre Altesse en votre Personne, les Places, & toutes les Dépendances des Etats de Savoie, à l'exception de Montmélian, & par conséquent son Altesse Royale en peut disposer, de la même manière qu'elle a fait, avant que lesdits Etats eussent été pris par les Armes du Roi.* Sur quoi le Marquis de Thana répondit, qu'il recevoit au nom de Son Altesse Royale lesdits Pays, Places & Dépendances. Cela étant fait, le Marquis de Thoy repeta encore une fois ladite cession; après quoi il sortit de la Maison de Ville. De tout ce que dessus les Marquis de Thoy & de Thana en firent passer un Acte devant Notaires; qui fut signé, *Thoy de Piffon: & le Marquis de Thana. Faure des Charmettes, Sindic, Témoin. Perrin, Sindic, Témoin. Cugnet, Sindic, Témoin. Tance, Sindic, Témoin.* Et moi, *Gaspard Chambet, Notaire, & Bourgeois de Chambéry, ai reçu le présent Acte, de ce requis.*

Signé,

G. CHAMBET, Notaire.

CXCI.

15. Sept. *Contrat de Mariage entre LOUIS Duc de Bourgogne, Fils aîné de Monseigneur le DAUPHIN de France, & MARIE ADELAÏDE Princesse de Savoie, Fille aînée de S. A. R. Monseigneur le Duc de Savoie; fait & passé à Turin le 15. Septembre 1696. Avec les RATIFICATIONS du Roi T. C. de Monseigneur le Dauphin, & de Monseigneur le Duc de Bourgogne. [Sur l'Imprimé à Paris chez FRIEDRIC LEONARD. Avec Permission & Privilège special du Roi ann. 1697. in 4.]*

(1) La Date manque à cette Pièce. Celle-ci est tirée du Titre qu'on y voit dans les *Actes & Memoires de la Paix de Ryswyck.* [Dum.]

TOM. VII. PART II.

guent le Duc de Savoie; fait & passé à Turin le 15. Septembre 1696. Avec les RATIFICATIONS du Roi T. C. de Monseigneur le Dauphin, & de Monseigneur le Duc de Bourgogne. [Sur l'Imprimé à Paris chez FRIEDRIC LEONARD. Avec Permission & Privilège special du Roi ann. 1697. in 4.]

AU Nom de la Tres-Sainte Trinité, Pere, Fils & S. Esprit. Soit notoire à tous, Que comme le Tres-Haut, Tres-Puissant, & Tres-Excellent Prince Louis XIV. par la grace de Dieu Roy Tres-Chrétien, de France & de Navarre, auroit non-seulement donné des assurances solides du retour de son estime & de son affection pour le Tres-Haut & Tres-Puissant Prince Victor Amédée II. Duc de Savoie, par le Traité de Paix signé entre le Sieur Comte de Tessé, Chevalier des Ordres de Sa Majesté Lieutenant General dans ses Armées, Colonel General des Dragons de France, Gouverneur de la Ville d'Ypres, Lieutenant General dans la Province du Maine & du Perche, & Commandant dans les Pais & Places de la Frontiere de Piémont, Plenipotentiaire de ladite Majesté, & le Sieur Marquis de S. Thomas Ministre, & Premier Secrétaire d'Etat, Plenipotentiaire dudit Tres-Haut, & Tres-Puissant Prince Duc de Savoie: Mais aussi pour lui témoigner encore davantage la singulière consideration qu'elle fait de sa Maison pour tant d'Alliances reciproques si souvent contractées depuis plusieurs siècles entre la Maison de France & celle de Savoie, Sa Majesté seroit convenue par l'Article III. dudit Traité, que le Mariage de Monseigneur le Duc de Bourgogne avec Madame la Princesse de Savoie, Fille aînée dudit Tres-Haut & Tres-Puissant Prince Duc de Savoie, & de Madame Anne d'Orléans Duchesse de France, se traiterait incessamment, pour s'effectuer de bonne foy lorsqu'ils seront en âge & que le Contrat se fera presentement: après quoy ladite Dame Princesse sera remise entre les mains du Roy. En execution duquel Article Sa Majesté auroit envoyé à Turin le Sieur Comte de Tessé, Chevalier de ses Ordres, Lieutenant General dans ses Armées, Colonel General des Dragons de France, Gouverneur de la Ville d'Ypres, Lieutenant General dans les Provinces du Maine & du Perche, & Commandant pour ladite Majesté dans les Pais & Places de la Frontiere de Piémont, pour stipuler & resoudre avec les Ministres de Savoie les Articles & conditions dudit Mariage entre ledit Seigneur Duc de Bourgogne, & ladite Dame Princesse de Savoie. Et en conséquence ce jourd'hui quinzième du mois de Septembre 1696. pardevant moi Marquis de S. Thomas Ministre & Premier Secrétaire d'Etat dudit Seigneur Duc de Savoie, & en presence & du consentement de Tres-Haute & Tres-Puissante Princesse Anne d'Orléans Duchesse de Savoie: & en presence de Tres-Haute, & Tres-Puissante Princesse Marie Jeanne Baptiste de Savoie, Duchesse Douairière de Savoie, de Tres-Haut, & Tres-Puissant Prince Emmanuel Philibert Amédée de Savoie, Prince de Carignan, de Tres-Haute, & Tres-Puissante Princesse Marie Catherine d'Elbe Princesse de Carignan, & des Témoin cy-bas signés, ont comparu le Tres-Haut, & Tres-Puissant Prince Victor Amédée II. Duc de Savoie d'une part, & ledit Sieur Comte de Tessé en vertu des pleins Pouvoirs tant dudit Seigneur Roy Tres-Chrétien, que de Monseigneur le Dauphin & de Monseigneur le Duc de Bourgogne, en date du premier du mois d'Aoust de l'année courante, d'autre part. Declarant ledit Seigneur Duc de Savoie, que comme il veut répondre sincèrement aux sentimens de l'affection toute particuliere & de la tres-grande estime que Sa Majesté lui témoigne & à toute sa Maison, & qu'il desire aussi passionnément que la même bonne intelligence & amitié qu'il voit avec une joye tres-particuliere bien rétablie aujourd'hui entre Sa Majesté & lui, soit non seulement continue sous le Gouvernement present, mais aussi qu'elle passe encore avec la même fermeté aux Successeurs & Descendants; Il juge que le moyen le plus efficace pour parvenir à cette bonne fin est de renouer bien étroitement cette bonne intelligence & amitié par le lien de ce Mariage, dont les Articles ont été accordés & arrêtés ainsi qu'il suit.

I. Qu'avec la grace & benediction de Dieu, préalablement, obtenue Dispense de la Sainte-

Act 2

ANNO
1696.

té à raison de la proximité & confanguinité entre Monseigneur le Duc de Bourgogne & Madame la Princesse de Savoie, si-toit, qu'Elle aura atteint l'âge de 12. ans accomplis, ils feront célébrer leurs Epousailles & Mariage par parole de présent, selon la forme & en la solennité prescrite par les Sacrez Canons & Constitutions de l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine. Et se feront ledites Epousailles & Mariage en la Cour & en présence de Sa Majesté Tres-Christienne, où ladite Dame Princesse de Savoie sera élevée d'une manière convenable à sa haute Naissance. Et se fera ladite solennité des Epousailles, quand le temps de l'accomplir sera concerté & arrêté entre Sa Majesté, Mondit Seigneur le Dauphin, & le Tres-Haut, & Tres-Puissant Prince Duc de Savoie & Madame la Duchesse de Savoie.

II. Ledit Tres-Haut & Tres-Puissant Prince Duc de Savoie promet, & demeurera obligé de donner en Dot à Madame la Princesse Marie Adelaide de Savoie sa Fille aînée, en faveur du Mariage qu'Elle contracte avec Monseigneur le Duc de Bourgogne, la somme de deux cens mil Ecus d'Or ou leur juste valeur, payable de la manière qu'il a été convenu à part: Comme aussi de lui donner des Pierres & autres ornemens, ainsi qu'il sera trouvé convenable: promettant en ouge de lui donner au temps de la célébration dudit Mariage son fardel, soit Trousseau ou Present des Noces, lequel sera élimé.

III. Sa Majesté Tres-Christienne s'oblige d'affurer & assurera la Dot de ladite Dame Princesse Marie Adelaide de Savoie sur bonnes Rentes & sur Fonds & Assignations valables au contentement dudit Tres-Haut & Tres-Puissant Prince Duc de Savoie, ou des personnes, qu'il nommera pour cet effet. Et Sa Majesté enverra aussi-toit à Mondit Seigneur le Duc de Savoie les Actes de ladite Assignation de Rentes. Et en cas de dissolution de Mariage & que de Droit la restitution de Dot ait lieu, elle sera rendue en comptant à ladite Dame Princesse ou à celui, qui aura charge ou Droit d'Elle, avec son fardel, ses Pierres & Joyaux, & pendant le temps qui courra, qu'on ne lui rendra point la Dot, ladite Dame Princesse, ou ses Heritiers & Successeurs jouiront des Revenus à quoy se monteront ledits deux cens mil Ecus d'Or à raison de denier vingt, qui seront payez en vertu desdites Assignations, que Sa Majesté & ses Heritiers & Successeurs feront obligez de garantir jusqu'à la juste valeur des interests au denier vingt de ladite Dot.

IV. Sa Majesté Tres-Christienne donnera, pour Monseigneur le Duc de Bourgogne à ladite Dame Princesse Marie Adelaide de Savoie pour ses Bagues & Joyaux, la valeur de cinquante mil Ecus d'Or sol, lesquels & tous autres qu'Elle apportera avec soy, lui appartiendront sans difficulté comme estans Bien de son Patrimoine propres à ladite Dame Princesse, ses Heritiers & Successeurs, ou à ceux qui auront son Droit & cause.

V. Sa Majesté suivant l'ancienne & loiable coutume de la Maison de France, assignera & constituera à ladite Dame Princesse pour son Douaire vingt-mil Ecus d'or sol chacun an sur des Revenus & Terres dont le principal lieu aura Titre de Duché, desquels Lieux & Terres ladite Dame Princesse jouira par ses mains, & de son autorité & de celle de ses Commissaires & Officiers, & aura la Justice, comme il a toujours été pratiqué. D'avantage à elle appartiendra la Provision de tous les Offices vacans comme ont accoutumé d'avoir les Reynes & Dauphines de France: bien entendu neantmoins que ledits Offices ne pourront estre donnez qu'à des naturels François, comme aussi l'administration & les formes desdites Terres conformément aux Loix & Costumes du Royaume de France, de laquelle Justice Assignation ladite Dame Princesse Marie Adelaide de Savoie entrera en possession & jouissance si-toit que son Douaire aura lieu, pour en jouir toute sa vie soit qu'Elle demeure en France, ou qu'elle se retire ailleurs.

VI. Il a été particulièrement convenu que ladite Dame Princesse Marie Adelaide de Savoie tenoit les Renonciations suivantes & à cet effet ledit Seigneur Duc de Savoie son Seigneur & Pere l'a habilitée & habilité & l'a dispensé de son bas âge pour prester le serment nécessaire, estant mineure de douze ans & neantmoins proche d'achever l'onzième & eu égard principalement à la grande connoissance & au jugement au dessus de son âge dont elle est dotée, dérogeant ledit

Seigneur Duc de Savoie toutes les Loix, Constitutions, Edits, Decrets & Usages contraires à ladite Habilitation & Dispense avec les Dérégatatoires des Dérégatatoires d'autant, que ladite Dame Princesse reconnoit fort bien, ainsi qu'elle l'a déclaré & declare, combien avantageux lui sera & à ses Descendans l'effectuation dudit Mariage, qui lui donne une juste espérance de parvenir au rang de Reine, & à ses Descendans de succéder à la Couronne de France, réfléchissant encore que c'est principalement pour affermir la Paix, si désirée & si nécessaire & son inclination générale la portant aussi à vouloir conserver l'éclat de la Maison de Savoie dans la personne des Princes & Princesses qu'il plaira à Dieu de lui donner, ou des autres Princes & Princesses mâles quoique plus éloignez & en Ligne collatérale & leurs Descendans mâles à l'infini pour le repos & la tranquillité des Peuples de ladite Maison de Savoie. C'est pourquoy s'est presentement constituée ladite Dame Princesse Marie Adelaide de Savoie, en présence dudit Tres-Haut & Tres-Puissant Prince Victor Ame! son Seigneur & Pere, pardevant moy Marquis de S. Thomas, Ministre & Premier Secrétaire d'Etat & en présence des mêmes Témoins que dessus & de l'autorité & assistance du Sieur Marquis de Bellegarde, Grand Chancelier de Savoie, nommé & élu son Curateur pour cet Acte, laquelle de son propre mouvement & libre volomé, pour les motifs & motifs exprimés, & principalement pour l'effectuation de la Paix & le désir qu'Elle a de voir l'éclat de sa Maison conservé dans la personne des Princes & Princesses, & leurs Descendans mâles ou des Princes en Ligne Collatérale & leurs Descendans mâles à l'infini, ayant été informée par ledit Seigneur Duc de Savoie son Seigneur & Pere, que sans cette Renonciation le Mariage ne le seroit point fait, ny la Paix conclue, & en particulier par ledit Sieur Grand Chancelier, de la force, & effet de ladite Renonciation & Serment: a renoncé & renonce avec serment preste sur les Saints Evangiles entre mes mains touché, tant par Cession, Donation entre-vifs irrevocable, & en la meilleure forme que faire se peut tant par voye abdicative, que translatrice pour elle, ses Enfans & Descendans, à tous les Droits, Noms, Raïsons & Actions personnelles, Réelles, Mixtes, Hipotequaires, & Remedes possessoires, qui pourroient lui appartenir ou à ses Descendans, soit en qualité de ses Heritiers, ou pour des raïsons propres penées ou imprévues, aux Etats, Duchez, Principautez, Marquisats, Comtez, Seigneuries, Jurisdiccions & Fiefs & leurs appartenances & dependances, possédées & appartenans, tant deçà que delà les monts, à fondit Seigneur & Pere, & qui pourroient à l'avenir lui appartenir & à la Couronne de Savoie, afin que fondit Seigneur & Pere en jouisse & ses Descendans mâles Successeurs à ladite Couronne, & leurs Descendans mâles, & à leur défaut les mâles en Ligne collatérale de ladite Maison, & leurs Descendans mâles à l'infini, en l'aveur desquels ladite Dame Princesse pour Elle & les siens, a cédé, remis & transporté, cede, remet & transporte tous ledits Droits, Noms, Raïsons & Actions qui lui peuvent appartenir ou à ses Heritiers & Descendans, les mettant & constituant en son propre lieu & place, avec promesse de n'y jamais contrevenir, en quelque manière que ce soit, directement ny indirectement, de façon que ladite Dame Princesse & ses Heritiers & Descendans restent exclus à perpétuité, & cenzies, & considerez comme étrangers incapables de succéder ausdits Etats, Duchez, Principautez, Marquisats, Comtez, Jurisdiccions, Fiefs & dependances sans aucune exception, encore qu'il fust nécessaire d'en faire une spécifique & individuelle mention, & même encore qu'il n'y auroit aucun Loy, Investiture, Costume ou autre Disposition exclusive des Femelles & de leurs Descendans par l'existence des mâles, quoique plus éloignez & en Ligne Collatérale, ledit Seigneur Duc de Savoie son Seigneur & Pere preste, stipulant & acceptant pour tous ledits Princes, Descendans & Collatéraux mâles nez & à naître qui pourroient y avoir Droit, avec moy Ministre & premier Secrétaire d'Etat, avec Declaration pourtant & Protection que fait ledit Seigneur Duc de Savoie, de ne jamais admettre que ladite Dame Princesse sa Fille aînée, & autres Princes & Filles & leurs Descendans puissent en aucun tems, ni en aucun cas avoir aucun

ANNO
1696.

* Cet endroit est écrit. Il faut sans doute lire le mot *Princes* de la Maison qu'on plus éloigné. [D u m.]

ANNO 1696. Droit de succéder aux fuffits États de la Maison de Savoye au préjudice des mâles. En outre ladite Dame Princeffe, attendu la Constitution dotale deffus deux cent mil écus d'Or comme deffus, reconnoiffant d'avoir une Dote fuffifante & telle qu'on a coutume de la donner aux Princeffes de la Maison de Savoye, demeure entièrement contente, & fatisfait dudit Seigneur fon Pere, Ten a quité & quité ledit Seigneur Duc de Savoye prefent, & acceptant pour luy & pour les Princes mâles, foit en Ligne directe ou Collaterale de fa Maison, avec promeffe que fait ladite Dame Princeffe de ne luy en jamais rien demander, ny permettre que par autre luy en foit faite aucune demande, (a) L'equilibré Stipulation & l'acceptation enfuite eflaut deffus intervenus en la prefente écriture, & de plus Elle a fait & fait une Renonciation abdicative & translatrice de tous les Droits, Noms, Raifons & Actions qui peuvent ou pourroient à l'avenir luy appartenir & à fes Heritiers, Successeurs & Descendans quoique non heritiers, comme s'ils pouvoient agir de leur propre chef en cas du decés de ladite Dame Princeffe avant ledit Seigneur fon Pere, & biens paternels, maternels, libres & allodiaux, de quelque nature, qualité & valeur qu'ils foient, fans aucune exception, foit pour caufe de Dor, avantages nuptiaux, Legitime & fupplément d'icelle, & Succession ab intestat, avec toutes Actions, personnelles, réelles, mixtes, hypothécaires, & Remedes poffeffoires. De toutes lesquelles Raifons & Actions ladite Dame Princeffe s'eft déveffie & en a invefti ledit Seigneur Duc de Savoye fon Seigneur & Pere prefent & acceptant, pour en difpofier idon fon bon plaifir: Toutes lesquelles chofes contenues tant dans la narrative & difpofitive des Renonciations cy-deffus, ladite Dame Princeffe en l'affurance & de l'autorité dudit Sieur Grand Chancelier fon Curateur, a affuré estre véritables, avec ferment de nouveau prêté fur les Saints Evangiles entre mes mains touchées, avec lequel elle a encore promis & promet pour elle & les fuffits Descendans, de les avoir pour agreables, de les tenir fermes & ftables, & de les observer inviolablement, fans jamais y contrevenir ny permettre qu'il y foit contrevenu, fous l'obligation de tous fes biens prefens & à venir, avec la Clause de Conftitut, renonçant à cet éfet avec ledit ferment réitéré à toutes Loix, Edits, Constitutions, Coutumes, Statuts & Difpofitions à ce contraires, au benefice de la minorité d'âge, lésion énorme, & énormiffime, refufion en entier, nullité de Contrat par défaut de folemniété, exception de chofe non due & fans Caufe, de dot, de crainte reverentiale ou prefumée abfolution de folemniété, déclarant de ne s'en vouloir feryr, au cas qu'elle vint à l'obtenir, comme nulle & inefficace, & à tout autre caufe & exception, tant penfées qu'imprevues, dont il fut befoin d'en faire une exprefle & individuelle mention: par le moyen defquelles ladite Dame Princeffe, fes Heritiers, Successeurs, & Descendans pufient contrevenir au prefent Contrat, voulant que ledites Raifons & Exceptions foient tenues comme fi elles étoient juy fpecielement exprimées, & qu'il y fuit expreflement derogé & renoncé, & que ledits fermens demeurent toujours fermes & irrevocables, qu'ils prévalent à tout autre Acte qui fe pourroit faire au contraire, & qu'ils fuppléent à tout défaut d'âge, de folemniété & autres auxquels ledit Seigneur Duc de Savoye de fon autorité abfolue, a pareillement voulu fuppléer & fupplée, & valide ledites Renonciations en toutes leurs parties. Et comme c'eft l'intention de Sa Majesté Tres-Christienne que ledites Renonciations aient leur entier éfet, & qu'on ne pufle jamais y contrevenir: A cet éfet ledit Sieur Comte de Tefle s'eft personnellement établi & continué, lequel en la fuffite qualité de Procureur, & au nom de ladite Majesté, de Monfieur le Dauphin & de Monfieur le Duc de Bourgogne, a promis & promet pour eux, leurs Heritiers, & Successeurs à la Couronne d'observer & faire inviolablement observer ledites Renonciations, comme un Article effentiel du prefent Contrat de Mariage, de ladite Paix & de n'y jamais contrevenir ny permettre qu'il y foit contrevenu en aucune maniere, de les faire ratifier, de point en point par ladite Majesté, Monfieur le Dauphin & Monfieur le Duc de Bourgogne, & de les faire enchermer au Parlement de Paris, felon la forme acoustumée, avec toutes les

Claufes neceffaires, & enregistrer au Confeil d'État de Sa Majesté & par tout ailleurs où befoin fera, fans aucune reftriction ny modification, ainfi qu'ils devront auffi estre enchermer & approuvés au Senat de Piémont. Et tout ce que deffus ledit Sieur Comte de Tefle en la fuffite qualité, a promis & promet avec ferment de garder, exécuter & observer fous l'obligation des biens preffus & à venir de ladite Majesté, de Monfieur le Dauphin, de Monfieur le Duc de Bourgogne & de la Couronne, avec la Clause de Conftitut. Le tout ainfi accordé & convenu dans ledit Traité de Paix, encore qu'il n'y foit pas fpecifiquement déclaré, & principalement à l'égard des Descendans de ladite Dame Princeffe.

VII. Sa Majesté donnera & assignera à ladite Dame Princeffe Marie Adélaïde de Savoye pour la dépuée de fa Chambre & entretènement de fon état & de fa Maifon, femme convenable telle qu'appartient à une Princeffe d'un fi haut rang, la luy assignant en la forme & maniere qu'on a acoustumée en France, & donnera assignation pour tel entretènement.

VIII. Ledit Tres-Haut & Tres-Puiffant Prince Duc de Savoye fera acheter ladite Dame Princeffe à fes frons & dépens jufqu'au Pont de Bonvoifin avec la Dignité & appareil qu'il appartient à fi grande Princeffe, & elle fera reçue de mefme de la part de Sa Majesté.

IX. Qu'en cas que le Mariage fe diffolve entre Monfieur le Duc de Bourgogne & ladite Dame Princeffe, & qu'elle le fufvive, en ce cas il fera à la liberté de ladite Dame Princeffe ou de demeurer en France en tel lieu qu'il lui plaira, ou de retourner en Savoye fans aucun empêchement, ou d'aller en tel autre endroit qu'elle choifira plus convenable hors de France toutes fois & quantes que bon luy femblera avec tous fes Biens, Dot, Fardel & Douaire, Bagues & Joyaux & Veffemens, Vaillelle d'argent & tous autres Meubles & chofes quelleconques avec fes Officiers & Serviteurs de fa Maifon, fans que pour quelque caufe que ce foit on luy pufle donner aucun empêchement, ny arrefter fon départ directement ou indirectement, empêcher la jouiffance & recouvrement de feld. Dot, Fardel & Douaire ny autres assignations qu'on luy auroit donné ou deub donner, & pour cet éfet Sa Majesté, Monfieur le Dauphin & Monfieur le Duc de Bourgogne donneront audit Tres-Haut & Tres-Puiffant Prince le Duc de Savoye pour ladite Dame Princeffe telles Lettres de fureté, qui feront neceffaires, fignées de leur propre main, & fcellées de leur Sceau, & des aprefent comme des lors Sa Majesté les affure & promet pour foy & pour les Successeurs Roys en foy & parole de Roy.

X. Ce Traité & Contrat de Mariage à été fait avec defsein de fupplier nostre Saint Pere le Pape qui ait agreable de l'approuver & luy donner fa benediction Apoftolique comme auffi, d'en approuver les Articles & Capitulations qui en ont été faites de part & d'autre, & ledit Sieur Comte de Tefle en ladite qualité de Procureur a promis & promet au nom de Sa Majesté, de Monfieur le Dauphin & de Monfieur le Duc de Bourgogne qu'ils approuveront & ratifieront de point en point le prefent Contrat, & qu'à cet éfet il en fournira leurs Ratifications en bonnes & deues formes dans un mois à compter du jour & date dudit Contrat, avec Promeffe de le faire enchermer au Parlement de Paris & enregistrer au Confeil d'État de Piémont: Promettant & s'obligant refpectivement ladite Majesté, Monfieur le Dauphin & Monfieur le Duc de Bourgogne fur leur foy & parole, tant pour eux que pour leurs Heritiers & Successeurs & ledit Sieur Comte de Tefle à leur nom en vertu des Pouvoirs cy-deffus, & ledit Seigneur Duc de Savoye auffi fur fa foy & parole, celle de Madame la Duchefle de Savoye fon Epoufe & de la Dame Princeffe Marie Adélaïde leur fille ainée, & pour leurs Heritiers & Successeurs, de garder, accomplir & observer inviolablement les juffits Articles & Conventions, fans jamais y pouvoir contrevenir directement ny indirectement, car s'ils font promis & fupplé, Desquelles Conventions j'ay fait deux Originaux dont l'un a été remis entre les mains dudit Sieur Comte de Tefle, & l'autre eft demeuré entre les miennes comme Miniftre & Premier Secrétaire d'État dudit Seigneur Duc de Savoye & Notaire de la Couronne.

ANNO 1696.

ANNO 1696. Fait & signé à Turin ledit jour 15. de Septembre 1696.

M. ADELAÏDE de Savoye.
V. AMEDE.
ANNE.
M. J. BAPTISTE RENE' DE FROULAY-TESE'.
EM. FIO. AMO. DI SAVOIA.
MARIA CATTI. d'Este Savois.
BELLEGARDE.
ALEX. ANG. DI HERCEFARIO TESO.
MICHEL ANTOINE VIDO Archevesque de Turin
Témoin.
D. CARLOS IIST. d'Este, Testimo.
LE M. DE PIANESE, Témoin.

• De St. THOMAS.

Ratification du Roi Tres-Chretien.

L Ouis par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront. Salut. Ayant veü & examiné le Traité ou Contrat de Mariage de notre très-Cher & bien Amé Petit-fils le Duc de Bourgogne avec notre très-Chere & très-Amée Niece la Princesse de Savoye, Fille aînée de notre très-Cher, & très-Amé Frere le Duc de Savoye qui a été fait & conclu à Turin le 15. de ce mois par notre Cher & bien Amé le Comte de Tessé, Chevalier de nos Ordres, notre Lieutenant General en nos Armées, Colonel General des Dragons de France, Gouverneur de notre Ville d'Ypres, nostre Lieutenant General au Gouvernement de nos Provinces du Mayne, & du Perche, & Commandant pour Nous dans les Pays & Places de la Frontiere de Piedmont, tant en nostre nom qu'en celui de notre très-Cher, & très-Amé Fils unique le Dauphin de France, de celui de nostre dit Petit-Fils le Duc de Bourgogne son Fils aîné, muni de pleins Pouvoirs que nous luy en avions donné à cet effet d'une part, & par nostre dit Frere le Duc de Savoye d'autre, dont la teneur s'ensuit.

Au Nom de la Tres-Sainte Trinité &c.

Nous ayant agreable le fuidit Traité ou Contrat de Mariage en tous les Points & Articles qui y sont contenus. Avons iceluy accepté, approuvé, ratifié & confirmé, & par ces Presentes signées de notre main, Acceptons, approuvons, ratifions & confirmons pour en estre la Celebration faite dans le temps & ainsi qu'il est porté par iceluy. Promettant en foy & parolle de Roy de l'accomplir, observer & faire observer sincerement & de bonne foy, sans aller ny souffrir qu'il soit allé directement ny indirectement au contraire, pour quelque cause & occasion que ce puisse estre. Voulons en consequence que ledit Traité ou Contrat de Mariage soit enregistré en nostre Cour de Parlement de Paris, & par tout où besoin sera. En témoin de quoy Nous avons signés ces Presentes, & à icelles fait apposer nostre Seal secret. Donné à Versailles le 25. jour de Septembre 1696.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas,

Par le Roi

COLBERT,

Et scellé.

Ratification de Monseigneur le Dauphin du Contrat de Mariage de Monseigneur le Duc de Bourgogne.

L Ouis, Dauphin de France: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront: Salut. Ayant vu &

ANNO 1696. examiné le Traité ou Contrat de Mariage de notre tres-Cher, & tres-Amé Fils aîné le Duc de Bourgogne, avec notre tres-Chere & tres-Amée Cousine la Princesse de Savoye Fille aînée de notre tres-Cher, & tres-Amé Frere le Duc de Savoye, qui a été fait & conclu à Turin le quinze de ce mois, par notre Cher & bien-amé le Comte de Tessé, Chevalier des Ordres du Roy notre tres-Cher & tres-Honoré Seigneur & Pere, son Lieutenant General en ses Armées, & au Gouvernement de ses Provinces du Mayne & du Perche Gouverneur de la Ville d'Ypres, son Commandant dans les Pays & Places de la Frontiere de Piedmont, Colonel General des Dragons de France, muni à cet effet des Pleins-pouvoirs qui luy estoient nécessaires, tant du Roy nostre dit Seigneur & Pere, que de nous & de notre dit Fils le Duc de Bourgogne, d'une part, & par nostre dit Frere le Duc de Savoye d'autre, dont la teneur s'ensuit.

Au Nom de la Tres-Sainte Trinité &c.

Nous, ayant agreable le fuidit Traité ou Contrat de Mariage en tous les Points & Articles qui y sont contenus, avons iceluy accepté, approuvé, ratifié & confirmé, & par ces Presentes, signées de notre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, pour en estre la Celebration faite dans le temps & ainsi qu'il est porté par iceluy, promettant, en foy & parolle de Prince, de l'accomplir & observer sincerement & de bonne foy, sans aller directement ny indirectement au contraire, pour quelque cause & occasion que ce puisse estre. En témoin de quoy Nous avons fait mettre à ces Presentes notre Seal ordinaire. Fait à Versailles le vingt-cinquième jour de Septembre 1696.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas,

Par Monseigneur le Dauphin.

COLBERT,

Et scellé.

Ratification de Monseigneur le Duc de Bourgogne de son Contrat de Mariage.

L Ouis de France, Duc de Bourgogne. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Ayant vu & examiné le Traité ou Contrat de Mariage, avec notre tres-Chere & tres-Amée Cousine la Princesse de Savoye, Fille aînée de notre tres-Cher & tres-Amé Frere le Duc de Savoye, qui a été fait & conclu à Turin le quinze de ce mois, par notre Cher, & bien-amé le Comte de Tessé, Chevalier des Ordres du Roy notre tres-Cher, & tres-Honoré Seigneur & Ayeul, son Lieutenant General en ses Armées, & au Gouvernement de ses Provinces du Mayne & du Perche, Gouverneur de la Ville d'Ypres, son Commandant dans les Pays & Places de la Frontiere de Piedmont, & Colonel des Dragons de France, muni à cet effet des Pleins-pouvoirs qui luy estoient nécessaires, tant du Roy notre dit Seigneur & Ayeul, que de notre tres-Cher, & tres-Honoré Pere le Dauphin de France, & de Nous, d'une part, & par notre dit Frere le Duc de Savoye d'autre, dont la teneur s'ensuit.

Au nom de la Tres-Sainte Trinité, &c.

Nous, ayant agreable le fuidit Traité ou Contrat de Mariage en tous les Points & Articles qui y sont contenus: Avons iceluy accepté, approuvé, ratifié & confirmé, & par ces presentes, signées de notre main, acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons, pour estre executé selon la forme & teneur: Promettant, en foy & parolle de Prince d'accomplir & observer sincerement & de bonne foy, sans aller directement ny indirectement au contraire, pour quelque cause ou occasion

ANNO 1696. casion que puisse estre, en témoin dequoy Nous avons fait mettre à cédites Présentes notre Scél ordinaire. Donné à Versailles le vingt cinquième jour de Septembre mil six cens quatre vingt-seize.

Signé.

LOUIS.

Et plus bas,

Par Monseigneur le Duc de Bourgogne.

COLBERT,

Et scellé.

CXCII.

7. O^R. (1) *Traité entre Sa Majesté Impériale LEOPOLD, & Sa Majesté Catholique CHARLES II. d'une part, & S. A. R. VICTOR AME II. Duc de Savoie d'autre part, pour une suspension d'Armes en Italie, entre Leursdites Majestés & la Couronne de France. A Vigevano le 7. Octobre 1696. Avec l'ARTICLE SEPARÉ, & les Ratifications de toutes les Parties.* [sur l'Imprimé à Paris, chez FREDERIC LEONARD Imprimeur Ordinaire du Roi, avec Permission & Privilege. Ann. 1697. in 4.]

Louis par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre. A tous ceux qui ces présentes verront, Salut. Ayant vu & examiné le Traité fait à Vigevano le septième du présent mois, entre le Comte de Mansfeld au nom de l'Empereur, le Marquis de Leganez au nom du Roy Catholique, d'une part, & le Marquis de Saint Thomas, Ministre & premier Secrétaire d'Etat, au nom de notre Frere le Duc de Savoie, d'autre, en vertu des Pleins-pouvoirs qui leur ont été donnez pour cet effet: & le Maréchal de Catinat, General de nos Armées, Gouverneur & notre Lieutenant General en notre Duché de Luxembourg & Comté de Chiny; & du Comte de Tessé, Chevalier de nos Ordres, Lieutenant General de nos Armées, Colonel General des Dragons de France, Gouverneur de notre Ville d'Ypres, Lieutenant General dans nos Provinces du Maine & du Perche, Commandant pour notre service dans nos Pays & Places de la Frontière de Piémont, en vertu du plein-pouvoir que Nous leur avons donné le dix-septième du mois d'Aoust dernier, ayant promis en nostre nom de fournir nos Lettres de Ratification en bonne forme du Traité susdit, dont la teneur s'ensuit.

SA Majesté Impériale & Sa Majesté Catholique, ayant daigné écouter avec bonté les instances & les représentations réitérées de son Altesse Royale Monseigneur le Duc de Savoie & compatissans aux malheurs que son Pays a souffert durant cette Guerre, se sont enfin disposés à agréer & approuver que son Excellence Monseigneur le Comte de Mansfeld Prince de Fondi, & son Excellence Monseigneur le Marquis de Leganez, munis d'un plein-pouvoir & suffisant de leurs Majestés Impériale & Catholique, qui seront cy-bas inferez d'une part, & M. le Marquis de Saint Thomas, Ministre & premier Secrétaire d'Etat de S. A. R. muni d'un ample Pouvoir de sedit A. R. qui sera aussi cy-bas inféré, d'autre, ayant pour l'exécution de ce que dessus, convenu comme il suit.

I. Comme le principal objet est le soulagement de son Altesse Royale, & le repos qui en revient à ses Voisins, ces Messieurs se sont réciproquement obligés à S. A. R. & Elle à la Maison d'Autriche d'une part,

& au Roy Tres-Chrétien de l'autre, qu'il y aura dorénavant une suspension d'Armes jusqu'à la Paix Generale, toute hostilité cessant réciproquement du jour d'aujourd'hui & par conséquent on levera au plus tard après demain le siège de Valence.

II. Et afin que la tranquillité de ce Pays ne soit point troublée par le séjour réciproque des deux Armées, les Parties ont réciproquement promis à S. A. R. que leurs Armées & Troupes tant propres, qu'Auxiliaires, à la réserve pourtant de celles qui sont à la solde du Roy Catholique dans l'Etat de Milan, sonneront en même temps à proportion de leur nombre, pour se retirer réciproquement dans leurs Pays, au moyen de quoi l'accomplissement des offres faites à S. A. R. étant assuré pour ce chef, il est juste que la France y satisfasse entièrement de son côté pour la sûreté commune & le repos public, sans se conserver les moyens de le troubler par l'actuelle possession de la Citadelle de Pignerol & des Châteaux de Montmelian, & de Suze, & que tout ce que dessus exprimé, s'exécute de part & d'autre dans le terme le plus court qui sera actuellement praticable. Et pour plus grande sûreté qu'aucune des Parties ne contrevienne à cette Convention, & à la suspension d'armes établie jusqu'à la Paix Generale, S. A. R. du contentement des deux Parties s'oblige à s'y opposer & même à prendre les Armes contre celle qui manquera en tout ou en partie au présent Traité, avec un engagement irrevocable jusqu'à la conclusion de la Paix Generale.

III. La Marche des Troupes Impériales étant d'une grande dépense à S. M. I. & ne pouvant assigner les Quartiers d'Hyver ausdites Troupes en Allemagne, sans une trop grande incommodité, ne les tenant pas en Italie, on a conclu que les Princes d'Italie, savoir M. le Grand Duc de Florence. M. le Duc de Mantouë M. le Duc de Parme, M. le Duc de Modene & autres inferieurs, & la Republique de Genes devroyent conformément au repartiment fait de la somme de trois cens milles Pistoles, cent mille présentement, & deux cens mille aux termes qui seront assignez. Moyennant les dits précautions S. M. T. C. s'oblige de ne s'ingérer directement ni indirectement en leur faveur, pour les exempter dudit payement, au contraire Elle promet de ne faire aucune opposition directement ou indirectement, aux diligences qu'ils se feront pour obliger ceux qui pourroient refuser de payer leur quote, & afin que pour cela la Marche des Troupes Impériales, & Auxiliaires ne soit point retardée S. A. R. & M. le Marquis de Leganez, demeurent obligez de pourvoir l'effet dudit payement effectif en toute manière jusqu'à ce qu'il ait été exécuté.

IV. Attendu la saison avancée & la distance des Provinces intercelles, & attendu que pour la sûreté du pontuel accomplissement de ce que dessus, on a convenu de donner, comme chacune des Parties donnera réciproquement deux Ostages entre les mains de S. A. R. laquelle s'oblige de ne les pas remettre avant ledit Accomplissement comme elle devra faire après. On commencera d'exécuter le tout le plutôt qu'il sera praticable, à tout quoy la Maison d'Autriche, sans que par cecy on puisse jamais entendre ni présumer qu'elle le soit séparée en aucune manière de ses Alliez, les susdits Meilleurs promettent de rapporter la Ratification, sçavoir son Excellence Monseigneur le Prince Comte de Mansfeld, celle de S. M. I. dans un mois. Son Excellence M. le Marquis de Leganez, celle de S. M. C. dans deux mois, & M. le Marquis de Saint Thomas, celle de son A. R. dans deux jours. Donné à Vigevano le septième Octobre 1696.

(L.S.) H. F. P. F. C. D. MANSFELD.

(L.S.) LE MARQUIS DE LEGANEZ.

(L.S.) DE SAINT THOMAS.

Nous ayant agréable le Traité susdit, & l'Article ajouté depuis à la suite, avons iceluy accepté, approuvé, ratifié & confirmé: & par ces Présentes signées de notre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons. Promettant en soy & parole de Roy de l'observer, & exécuter ponctuellement en tout ce qui nous regarde, sans y contrevienir ni souffrir qu'il y soit contrevenu. En témoin de quoy Nous avons fait apposer à cédites Présentes notre Scel secret. Donné à Fontainebleau le vingt deuxième jour d'Octobre, l'an de

(1) La Copie de ce Traité qui se trouve dans les *Atlas & Mémoires de la Paix de Ryswick*, Tom. I. pag. 212. & dans la première Edition de ce *Grand Recueil de Hollande* Tome IV. pag. 473. est entièrement défectueuse & fautive. Le Préambule, l'Article séparé, & les Ratifications y manquent. [J. W.]

ANNO 1696. grace mil six cens quatre-vingt seize, & de nôtre Regne le cinquante, quatrième.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas:

Par le Roy,

COLBERT.

Ratification de l'Empereur à Vienne le 29. d'Octobre 1696.

Nous Leopold par la grace de Dieu, 61^e Empereur des Romains, toujours Auguste & Roy d'Allemagne d'Hongrie, Bohême, Dalmatie, Croatie & Slavonie, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, Brabant, Styrie, Carinthie, Carniole, Marquis de Moravie, Duc de Luxembourg & de la Silésie supérieure & inférieure, Wurtemberg, & Teck, Prince de la Suabe, Comte d'Alsace, Tirol, Ferrère, Kiburg & Gortie, Landgrave d'Alsace, Marquis du Sacré Empire Romain, Burgovie & de la Lusace supérieure & inférieure, Seigneur de la Marche Slavonique, du Port-Naon & des Salines: Voulons faire sçavoir à tous ceux qu'il appartiendra, ou qu'il pourra en quelque manière appartenir, qu'ayant été fait & conclu à Vienne le 7. d'Octobre 1696. un Traité, entre les Illustres Henry François Comte de Mansfeld, Prince de Fondi, le Marquis de Legnèz, Gouverneur de l'Etat de Milan, & le Marquis de Saint Thomas, comme Plenipotentiaires à ce établis respectivement à nôtre nom & à celui du Serenissime, & Tres-Puissant Roy Catholique d'Espagne, & du Serenissime Duc de Savoie pour une suspension d'Armes en Italie, & la retraite reciproque des Troupes Alliées & Etrangères en leur Pays, de la teneur suivante.

Sa Majesté Impériale & Sa Majesté Catholique ayant daigné, &c.

Nous avons ledit Traité approuvé, confirmé, & ratifié en tous ses Points, ainsi que par ces Présentes Nous approuvons, confirmons & ratifions, promettant en parole d'Empereur, d'observer & d'accomplir fermement & religieusement tout ce qui est contenu dans ledit Traité, & de ne permettre, autant qu'il dépendra de Nous, qu'il y soit contrevenu par qui que ce soit. En foy de quoy Nous avons signé ce Diplôme, & à celui fait apposer nôtre Sceau Impérial. Donné dans nôtre Ville de Vienne le 29. du mois d'Octobre 1696. de nos Regnes de l'Empire le 39. d'Hongrie le 42. & de Bohême le 41.

LEOPOLD.

(L.S.) V. SEBASTIEN WNIBALDE
Comte de ZEGH. &c.

Par le propre ordre de S. M. I. LUDWIG DOLBERG, de ma propre main;

Article séparé avec la Ratification de l'Empereur.

Nous Leopold par la grace de Dieu 61^e Empereur des Romains toujours Auguste, & Roy d'Allemagne, d'Hongrie, de Bohême, Dalmatie, Croatie, Slavonie, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, Styrie, Carinthie, Carniole, & Wurtemberg, Comte du Tirol &c. Faisons sçavoir, qu'ayant été convenu entre le Serenissime Duc de Savoie, & l'Illustre Henry François Comte de Mansfeld, Prince de Fondi d'un Article séparé touchant les Fiefs Impériaux, de la teneur suivante. Que cette suspension d'Armes & Neutralité jusqu'à la Paix Generale, s'étendra à toute l'Italie dans laquelle on n'imposera rien, ni par voye des Armes, ni par quelqueque alteration de la légitime possession dont jouissent aujourd'hui les Feudataires Impériaux, & ce, ni présentement ni à l'avenir, sans le préalable consentement de S. M. I. fermes, restant néanmoins

pour toujours les Concessions faites par S. M. I. à S. A. R. le 8. Février 1690. Nous avons ledit Article approuvé & ratifié, ainsi que par ces Présentes Nous approuvons & ratifions, promettant en parole d'Empereur, de observer sincèrement tout ce qui est contenu dans ledit Article séparé, & de ne pas permettre qu'il y soit contrevenu par qui que ce soit. Donné dans nôtre Ville de Vienne le 31. Octobre 1696, de nos Regnes de l'Empire le 39. d'Hongrie le 42. & de Bohême le 41.

ANNO 1696.

LEOPOLD.

V. SEBASTIEN WNIBALDE.
Comte de ZEGH. &c.

Par le propre ordre de S. M. I. LUDWIG DOLBERG, de ma propre main.

CXCIII.

Vergleich zwischen König Augusto in 1697. Pöhlen und Churfürsten zu Sachsen an einem / dann Churfürst Fridrich den Dritten zu Brandenburg anderen Theils / wegen der Nembler Lauenburg / Seewenberg und Gersdorff / wie auch der Erbvogten in und außerhalb der Stadt Queblinburg aufgerichter; Wodurch obbenante Nembler und die Erb-Vogten dem Churfürsten / mit dem / aufsolge dem Münster- und Osnabrückischen Instrumento Pacis, von Ihro Kaiserlichen Majestät zu einem Equivalent, vorhero an die Cron Schweden cedirte Vor-Pomerische Lande / abgetretenen Fürstenthum Halberstadt / eigenthumblich verbleiben / davor erzeugen Ihrer Königlichen Majestät in Pöhlen / Seine Churfürstliche Durchleucht dreymahl hundert tausend Thaler zu zahlen versprechen. Geschehen Anno 1697. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. II. Abthlag III. pag. 248. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europaeum* Tom. XV. pag. 411. & dans *Europäische Staats-Geselen* Part. IV. pag. 447.]

C'est-à-dire,

Traité d'Accommodement entre AUGUSTE Roi de Pologne & Electeur de Saxe, & FREDERIC III. Electeur de Brandebourg, par lequel les Bailliages de Lauenbourg, Seewenberg, & Gersdorff, comme aussi l'Avantie Inheritance de dans & dehors la Ville de Queblinbourg sont ceder par Sa Majesté ainsit Electeur, en vertu de l'Instrument de Paix d'Osnabrug, & comme lui ayant été assignés avec la Principauté de Halberstadt par Sa Majesté Impériale, en equivalent de la Partie Pomeranie cédée à la Couronne de Suède. En échange de quoi néanmoins l'Electeur promet au Roi de lui payer une Somme de 300000. Dalers. Fait l'an 1697.

3 Wissen: Demnach zwischen beyden Churfürstlichen Häusern Sachsen und Brandenburg / nach es folgten Münster- und Osnabrückischen Friedens-Schluss / wegen der Nembler Lauenburg / Seewenberg und Gersdorff / mit alrer ihrer Zugehör / wie auch

ANNO
1697.

der Erb-Boisig mit allen ihren Rechten und Erbsitten in und außershalb der Stadt Duedlinburg etc. sich einige Differenzen und Granten hervorgerhan / woraus beforzlich allerhand Unwillkührigkeiten und Mißverständnisse erwachsen könnten. Als haben der Durchleuchtigste Großmächtigste Fürst und Herr / Herr Friedrich Augustus König in Polen und Churfürst zu Sachsen / wie auch der Durchleuchtigste Großmächtigste Fürst und Herr / Herr Friedrich der Dritte / Margraf zu Brandenburg / des Heiligen Römischen Reichs Erb-Kammerer und Churfürst etc. zu Beobhaltung der beiderseits gegen einander herrlich tragenden aufrechten und sonderbaren zärtlichen Affection und Freundschaft sich dieserhalb / nach zuvor gegessenen reifen Rath / wesentlich und wohlbedacht / wie folgt: zu Grund aus Fremd-Vererlich verglichen und vertragen. **Schlichte** / es sollen obbenannte Camptzer / Erb-Boisig / und Obere samt allen andern dazugehörigen Rechten und Gerechtigkeiten an in- und außershalb der Stadt und Stifts Duedlinburg / veranlaßt des alten Juristicat / bey dem Euer Churfürstlichen Durchl. zu Brandenburg / durch obgedachtes Instrumentum Pacis von der Römischen Kaiserlichen Majestät und dem Reich zu einem Equivalem. vor dem an der Cron Schweden abgetretene vor-Pommernsche Lande cedirten Fürstenthum Halbeslath / zu ewigen Zeiten Erb- und Eigenthümlich verbleiben / ferner cediren auch hochgedachte Ihre Königl. Majestät in Polen und Churfürstliche Durchleucht dasjenige Recht / welches sie oder dero Gensliche Herrn Vorseher durch einer zeitlichen Adligin Investitur oder sonst an-in-und außser gedachter Stadt und Stifts Duedlinburg ebenamts acquirit und gehabt / besitzen und genossen / oder haben / besitzen und genießen können / sollen oder mögen / es habe Maßman wie es wolle / nicht das geringste davon ausgeschlossen / samt der von Alters her zum Fürstenthum Halbeslath oder der davon relevanten Graffschafft Hehlenitz gehörigen Erb-Boisig / wie auch dem Schutzhofen-Ann in der Stadt Duedlinburg / und allen dazugehörigen Rechten und Gerechtigkeiten / gleichgeschalt nichts davon ausgenommen / hochgedachter Euer Churfürstlichen Durchl. zu Brandenburg Erb- und Eigenthümlich. Hingegen versprechen icht hochgedachte Ihr. Churfürstliche Durchleucht zu Brandenburg Euer Königl. Majestät in Polen und Churfürstlichen Durchl. zu Sachsen alsobald bey erfolgender wirklichen Tradition und Übergab / auch beschehener respectiver Erlaß- und Anweisung der Residenten und Unterthanen daar und in einer ungetrennten Summa in dero Churfürstlichen Cammer zu bezahlen dreymahl hundert tausend Thaler / an ganz-und geyigen ein drind

und zwey drind-Stücken. **Wollt** diesem wollen auch hochgedachte Ihr. Königl. Majestät in Polen und Churfürstliche Durchleucht zu Sachsen samt dero Nachkommen / die dem Fürstenthum Halbeslath wieder abgetretene und eingeräumte Boisig / Camter und Schutzhof / ingleichen die cedirte Rechte / und alle dazugehörige Perennien / Euer Churfürstlichen Durchl. zu Brandenburg / so oft es nöthig / in-und außershalb Gerichts wider mangelndes Ansehen / soforst erwirken und gewähren / nicht vermerck beschaffen und icht / in dero Archiven vorhandene / und zu dieser Erb-Boisig gehörige Documenta, Acta, Urkunden und Reichs-Regen / ohne etwas davon jurist zu behalten / ganz getrenlich extrahiren lassen / obligiren und verbinden sich auch über dieses / wan von Ihrer Churfürstlichen Durchl. zu Brandenburg es begehrt / und vor nöthig geacht werden sollte / nicht nur der Römischen Kaiserlichen Majestät sondern auch der sämtlichen Herren Agnaten / und Erbverbrüder / wie auch der Fürstlichen Frau Adligin zu Duedlinburg resp. Consens, Confirmation und Genehmigung darüber auszuwirken / und sollte ferner Churfürstlichen Durchl. zu Brandenburg gehörig einzuweisen / und von hochgedachter Seine Churfürstliche Durchl. zu Brandenburg über lang oder kurz / dieserhalb / von wem es auch sey / beschet / oder mit Gewalt der Waffra angesetzt werden sölten / dieselbe mit aller ihrer Macht zu vertheidigen und bey dem geringsten Genuß der cedirten Städt zu schützen / Alles bey dero Königl. und Churfürstlichen Worte und unter Verschöndung der Churfürst. Land und Gütern so viel bringennöthigen. **Wobey** schließlich beiderseits hohe Transaktionen allen und ichten Ausfäden / welche zu Ansehn oder Schwächung dieser Transaction und Verleumdung als bereits erachtet seyn mögen / oder noch künftig durch Verstocken-Wiß und Verstand ersuchen und erachtet werden können / hiemit ausdrücklich und wohlbedacht renunciret und abgesetzt / gleichwürdige Transaction und resp. Cession in duplo gleichschicklich vollzogen und mit dero Königl. und Churfürstl. Insegel bekräftiget haben. Es geschehen und gegeben zu — in Jahr nach Christi unsern lieben Herrn und Erlösers Geburt 1697.

ANNO
1697.Friedrich Augustus / König und
Churfürst.

Christian Augustus / H. I. S.

August Weyer.

Vidim. Dasi dieß Copy nach fleißigen Collationen mit dem Originali gleichlautend sey / wie hiermit attestirt.

(L.S.)

Churfürstl. Brandenburgische Geheim Cammer Cantley.

Nota: Dieß Documentum ist in der Europäischen Staats-Cantley Part. IV. p. 447. also befindlich.

GCIV.

17. Janv.

Associations-Recess zwischen denen Churfürstl. Rhein-Franck-Bayer-Schwab-Ober-Rhein-und Westphälischen Eblischen Sechs Reichs-Erben / nicht nur zu Kriegs-Zeiten wider alle feindliche Invasionen, sondern auch damit tempore Pacis contra quosvis Turbatores & Contraventores ein Miles perpetuus zu Behuf Securitatis publice unterhalten werden möge. Geschehen Frankfurt am Mann den 17. Januar. 1697. [Theatrum Europaeum, Tom. XV. pag. 226.]

Cest-à-dire,

Reces & Association conclu entre les six Cercles de l'Empire, ELECTORAL DU RHYN, de
TOM. VII. PART. II.

FRANCONIE, de BAVIERE, de SUABE, du HAUT-RHYN, & de WESTPHALIE, pour un Armement personnel destiné en tems de Guerre à la Defense de l'Empire, & particulièrement des six Cercles contre toute Invasion ennemie, & en tems de Paix au maintien de la Tranquillité publique contre tous ceux qui la voudroient troubler. A Frankfurt le 17. Janvier 1697.

Wir wissen etc. Demnach der Hochwürdigste Fürst und Herr / Herr Lotharius Franz / des Heiligen Stuhls zu Mainz Erb-Bischoff / des Heiligen Römischen Reichs durch Germanien Erb-Cantler und Churfürst / Bischoff zu Bamberg etc. etc. Theils auf eigener reifer Erwägung dernaltiger dem lieben teutschen Vaterlande höchst-gefahrlich aufsteigender Conjunctionen / indan die Feindliche Cron Frankreich durch den in Italien erhaltenen Particular-Frieden / zu Vertheidigung ihrer Mannschafft in des Reichs-Landen / einen sehr großen Vortheil erwarben / Theils auch aus dem von verschiedenen Erzen und Städten in seine Churfürstliche Gnaden gestrichen abgesonderten Vertrauen / sile

Bbb

eine

ANNO
1697.

eine dem Publico höchstnützliche Sache zu sein erachtet /
denn dem Reich nach angeden und der kaiserlichen
Gefahr vor andern exponiren Chur-Rhein- / Fran-
cösischer- / Schwäb- / Ober- / Rhein- und Westphälischen löb-
lichen Reichs-Gräfen Directori und aufstehende
Rhein-Chur- und Fürsten vermuthet eines nach Inhalt
der Beschlüsse sub lit. A. unterm 2. Novembris nach
vorigen Jahres abgegangenen Invitations- / Schreiben in
bezug des Heiligen Reichs Stadt Frankfurt auff den
5. des darauff folgenden Monats Decembris. Se. Nov.
zu veranlassen / um sich einer muthwilligen Denition und
Assensu in wahren Parteilich- und einseitigen
Behandeln mit einander zu vereinigen und näher
zu verbinden / darauf auch zu diesem Ende bereuften
abgeschickte Räte und Gesandtheiten zeitlich
erscheinen / und nach vorhergegangener genauiger Legiti-
mation ihrer Person / die vom Chur-Mainischen Di-
rectorio nach laut des abstrahirten Beschlusses sub
Lit. B. am 12ten Decembris. eröffnete Proposition an-
gehört / und so fort die Consultationen über die dem ob-
gedachten Invitations- / Schreiben beigelegte Proponenda
sub Lit. C. in Obes Nahmen antworten; als ist und
wird / auff der gütlichen Herrn Principalen so wohl
als der gesamten übrigen dieser löblichen Gräfen
Churfürsten und Landen vorliegende Ratification und
Mittheilung / verabredet und verglichen worden /
wie hernach folgt / und zwar:

Erstlichen / hat man vor allem aus einem rühmlichen
Eifer zu Wiederbringung der gemeinen Weisheit von al-
tem Ceremonial abstrahirt / auch expresse befohlen /
dass alles senflich ohne Praejudiz eines jeden Herrn Prin-
cipalen und Reichs Compromittirten Prerogativen / Re-
chten und Gerechtsamen / inassen sich deswegen ad Pro-
tocolum allerorts verordnet worden / sein und verbleiben
sollt. So dann

Zweytens / auff die in proponendo primo & secundo
vorgedachte Quæstionen: An? Oben umhelfen der
Punctus securitatis publice bis anhero auff keinen zu-
verlässigen Fuß gesetzt worden; die in diesem versammel-
ten löblichen Gräfen / in subsidium der allgemeinen
Reichs-Berathung pro communi & mutua Diensthohe
in Vorschlag gebracht / gewisst und sichere Associationem
Armorum affirmative einwilligend resolvirt und ferner
belehrt / dass diese Alliance und Association dahin ge-
mepnet sein und abgesehen sollt / auff dass nicht allein
diesem noch stürmenden Krieg über / das Reich und
besonders wohlwollende löbliche Reich / gegen alle feindliche
Invasionen mit zusammen gesetzten Kräften beschützt / mit
hin fider beschütztesten Krieg geschlossen ausgeführt
sondern auch tempore Pacis contra quosvis Turbare-
res & Contravenientes an Miles perpetuus / zu Guar-
antien des künftigen anstehenden Friedens in dem Reich
und sonderlich diesen löblichen Gräfen / daraus formirt und
sich Vorhaben aus allerhand triftigen Considerationi-
bus, amech durante hoc Bello je eher je besser / in
allen seinen Puncten verglichen und schließet werden
möge; und man dahero von Seiten derer löblichen Gräfen
per den künftigen Friedens-Tractaten / dieser Arma-
tur und Reichs-Guarantie halben sichere Precautiones
nehmen / und sich möglichst dahin bewerben und bemühen
sollt / dass deren in den künftigen Instrumento Pacis
vermuthet eines sonderbaren Paragraphi gedenkt werde /
damit solche nach derer Reichs-Verträgen stehende oder
abnehmende Armatur von niemanden missbraucht / geirret
oder in einen Damm gezogen werden möge. Gleichwie
man sich nun anhe

Drittens / über das proponendum tertium und die
darinnen vorfallende Frage: Quomodo? dahin verein-
get hat / dass (1.) alles nach dem Fuß der Executions-
Ordnung und andern übrigen Reichs-Constitutionen / in
so weit sich dieselbe juxta modernum Imperii & Belli
Statum appliciren lassen / regulirt / und dann (2.) we-
gen des Quantis per der igeen Gefahr / und so lang der
gegenwärtige Krieg noch dauern wird / nicht der Gräfen
Militärisch Fuß / sondern die auff dem amech wäh-
renden Reichs-Zug zu Regimenter in Anno 1681. den
20. Augusti. durch ein förmliches Reichs-Gutachten /
und die darauf den 2. Octobris besagten Jahres er-
folgte Kapitulische Resolution zu einem Reichs-Schluss /
mit denen darinnen exprimirten Reservationen gedehne
Reparation / dergestalt beyzubehalten sey / dass das
vermuthet dieser Reparation einem jeden derer löblichen
Gräfen umfassende Simplicium antwo / und so lang der
Krieg noch dauern wird / besag der Beschlüsse sub Lit. D.
tripelirt / und mithin von denen löblichen Gräfen 60000;

Mann / zu wepen drücktesten Infanterie und einem drit-
theil Cavalerie geredet / zu Friedens-Zeiten aber we-
nigstens vierzig tausend Mann / jedoch nicht nach obiger
Regimenter-Reparation / sondern der Gräfen ein-
getheilten Militärisch-Fuß / worüber man sich alldam
durch eine besondere Zusammenkunft zu Regensburg / ge-
stet und unterhalten werden sollen. Also ist auch / so
weit

Zweitens / das Commando über die Troupes, wel-
che die löblichen Gräfen auff solche Fuß zusammen bringen
werden / befehrt / befohlen worden / dass wegen desselben /
man nemlich die Troupes in denen Gräfen setzen / oder
man sie ad locum Operationis zusammen führen / und
in ein Corpus formirt / ein Unterschied zu machen sey /
dan gleichwie ersten Falls einem jeden Gräfen über sein
Contingent / nach Inhalt der Executions-Ordnung das
Commando zu exercit / ehenbenommen bleibt / Also
sollt hingegen anderen Falls wegen des Ober-Comm-
mandos / indem es hiefige die Expertise / zu gewissem End-
den des Publici / mehr als zu viel bezeugt hat / was
vor Hinderung und Nachtheil denen Reichs-Operationen
durch dessen Zertheilung zugegen worden / dan in dem
von denen löblichen Gräfen / Landen und Chur- /
mit einander vereinigten Association-Recess enthaltenen
modo gehalten / die Ober-Direction sub auspicio Ce-
saris geschehet / und mithin das Ober-Commando
darvon dependente Convocation / auch militärische
Disposition derer Troupes / hoc tempore Belli domi-
nigen / welcher Nahmens Ihre Kaiserlichen Majestät bey
der im Reich militirenden Armée. das Commando in
Capite haben wird / und aus der Herrn Marggrafens
indwieg Willkür zu Baden / und Kayserlichen Gene-
ral-Lieutenants Hoch- / Fürstliche Durchlaucht Seynd / unter
gewisser mit derselben zu vergleichen habender Capitulati-
on / jedoch dass dadurch immittelst die wirksame ein-
verleite Zusammenführung derer Troupes nicht zu hin-
dern / aufstretzen und überlassen werden / mit dem fer-
neren Vorbehalt / man sich dessen Ihre Kaiserliche
Durchlaucht durch obverhessenen messen / oder ande-
ren Anlass / noch vor Einbringung dieses Krieges von dem
Ober-Commando abtunnen werden / alsdann man sich
wegen dessen Nachbeziehung auff Seiten derer löblichen
Gräfen eines weitern vergleichen möge. Indem nun
nach regulirtem Commando nicht minder dem Publico
und absonderlich diesen associirten löblichen Gräfen daran
gelegen ist / dass auch die Provinzial- / Kriegs-Disciplin /
mutuelle Hülfleistung / Regulierung der Marches und
dergleichen / recht eingerichtet werde / So hat man sich
bereithalten

Vierthens / dahin miteinander verglichen / wollen / wie
obgedacht / diese gesamte Association auf den Fuß der
Executions-Ordnung und übrigen Reichs-Constitutionen
gegründet worden / in Kraft welcher die Hülfleistung ohne
entgeltlich und aus der succurrirten Gräfen allmäh-
liche Kosten geschehen sollt / dass demnach ein jeder Gräfen
sein Contingent an Mannschafft und Pferden / so lang
solches den Sommer durch im Felde steht / aus seinen
eigenen Mäulen mit den Ordnonnsmässigen Vord und
Haber / so dan dem gehörigen Geld und Monats-Gelb /
darauf der Soldat sich die übrige Nothdurft anzuhaften
sey / versehen / und durch sein eigen Commissariat ver-
fahren und reiten lassen sollt / damit nicht / in Entlo-
hung dessen / dem Soldaten Zufluss und Unsch ge-
schehe / aus Mangel der nöthigen Provision und Sold /
die Unterthanen und Land- / Leuten / in diesem oder
andern Gräfen zu belästigen / und unter dem Vorwand der
Fouragierung allerhand Excesse zu verüben. Wie den

Schluss / zu mehrer Erhaltung / das Land-verder-
liche Fouragiren auff die Früchte im Felde / denen Dör-
fern / Städten und Plätzen / während dem Cantonen und
Refractiren gänzlich verboten seyn / das Fouragiren auch
auf Gräfen / nicht anders als mit guter Ordnung / nach
der Hohen commandirenden Generalität Anweisung ge-
schehen sollt / und hat dahero ein jeder Gräfen sich in den
den und sonderlich bey igeen anstehenden Friedens-
Gefahr / ohnewegig mit nöthigen Willkür-
und Feld-Magazinen / einen baumen und der Operati-
on nahe gelegenen Orte zu versehen / als welche richtig
geordnet der forderbaren Requisition in rebus belli-
cis eines ist. Damit aber auch von bannen das Pro-
vident denen Regimenter jederzeit ordentlich zugebracht
werden möge; So hat ein jeder Gräfen per seinen Troup-
es ein wohlbestelltes Proviant-Zubehört zu halten /
um den lands- / Unterthan mit Aufschaffung ein und ande-
rer Land-Zubehört nicht zu beschweren / welche auch auff
ein und andern sich auffstenden verüben Nothdurft
nicht

ANNO
1697.

ANNO
1697.

nicht anders / als gegen Preſtirung billig-mäßiger Be-
lohnung zu forciren / auch nicht eigenmächtig von denen
Officiers oder Commiſſariaten zu preſſen / ſondern von
einer jeden Orts Magiſtrat oder denen Beamten man-
nlich zu ſuchen / und unter deſſelben mactender Repari-
tion auszuſtehen ſeynd. Daß aber dem beſchriebnen Erſatz
die Sachen deſſelben nicht zu ſchwer ſeyn / ſo ſoll dem-
ſelben

Eidenden / in demjenigen Erſatz / dem die Hülffe
zukommt / oder in denen allocirten angränzenden / auf
vorhergehende geziemende Requiſition, ein Magazin-
Orth ohnmöglich von dem Magiſtrat angewieſen wer-
den / welches jedoch ohne des Publici weitere Koſten / ohne
Præſentation der freyen Quartieren / oder Services vor
die Commiſſariaten / Proviant- und Magazin-Bediente /
oder daß auch freye Stallung und Futter vor die Pfer-
de und deſſelben geſchiet werde / zu verſehen iſt / in-
maßen ſolches alles vor Exceſs zu achten / die ein jeder
weſtrre et alſenfalls etwas dickerunter erpreſſen oder ge-
meißen ſoll / zu beſuchen hat. Hingegen man einander
reciproce verſprochen / auf daß mit denen Magazins
deſſo beſſer aufzukommen / die Veranſtaltung zu machen /
daß die Vivres und Fourage, ſo etwan in der Nach-
barſchaft / wo die Kriegs-Operationen geſchehen / einzu-
kaufen waren / gegen des andern allocirten löblichen
Erſatz angehörig nicht geſtiget / ſondern denen
Fremden mit denen Inheimſchen in gleichem billigmäßi-
gem Preiſe und Anſatzes gegen richtige Zahlung geſchie-
ret werden möge / da ein jeder Erſatz ſeine Troupes
nomine publico verordnen Vorſchüſſen / jedoch
damit von denen Privats keine eigennützige unterſchleiſe
mit unterlaſſen (zu welchem Ende beſchaltete Anzei-
gen, welche nach dem Sub Lit. E. beſeytigten Formular zu
mehrter Sicherheit einjurknet / zu produciren ſeynd) von
denen handels-herſchaftlichen Zoll- und Mauthfrey paſſiret
werden.

Adens / verſtehet ſich alles dieſes / ſo von der Eoge-
ner- und Campaigne-Zeit disponiret worden / auch auf
den Winter / man ex ratione Belli etwas von andern
Erſatz-Troupes in der Vorſorgung gegen den Feind miſſte
beſchalten werden; wiewohl ſeyn / ſo viel möglich /
dahin zu tractiren / da ein jeder Erſatz ſeine Troupes
nach geübter Campaigne mit guter Ordnung ſamt
nach ſeinen Landen ſich / und den Winter über bey de-
nen darin gehörigen Churſteilen und Ständen hyber-
niren laſſen möge / damit ſolche Geſchalten die Remont-
und Recroutierungen / auch Anſchaffung der gehörigen
Nothwendigkeiten / auf künftige Campaigne deſſo beſſer
beſorget werden können. Alldieweil nun / bey ſo be-
wandten Dingen / ein jeder Erſatz das Seinige Reichs-
Conſtitutions-mäßig pro Defensione Imperii publica
gangſam præſtirt : Es iſt auch hingegen billig / daß
denſelben weder einige freye Winter-Quartieren vor
Fremde oder in ſolchen Erſatz nicht gehörige Troupes,
noch ſeyn ein anderwärts weitere Koſt mit Geld-
Præſtationen / oder wie es in unrer Maßen haben mag /
zugemuthet / viel weniger de facto anſchüebet werde ;
Geſchalten man ſich dan von Seiten derer ſechs Erſatz
dahin gegen einander verbunden / daß man / im Fall wie-
der beſſer verſehen deſſelben Zumuthungen geſchehen
ſollten / mit Nach und That einander reciproce allii-
ren / und ſolche Zumuthungen von dem Nothleidenden
Erſatz abzuwenden / mehrten beſſen bey ſeiner Reichs-
Libertät zu manœuvrern / auff das Trügſtigſte tractiren
ſollt und wollet. Und obwohln.

Demnach / eines jeden Erſatz eigener Conveniẽz
billig anſehen geſchiehet ſollt / wie er ſeine Troupes
an Officiers und Gendarmen mit dem Sold / auch Pro-
viant-Portionen tractiren wollet : Es erkennet man
jedoch / daß es beſſer wäre / man die Verſorgungs-Or-
dnungen in eine Conformität einrichtet werden könn-
ten / und daß die ſeinge / ſo gleiche Dienſte thun / auch
gleiche Verſorgung zu genießen hätten : Alldieweil
aber ſolches bey gegenwärtiger Enge der Zeit ohnmöglich
ins Werck zu richten gewöhen / ſo hat man es auff wei-
teren Erfolg und zu mehrter Überlegung diſſimalen auf-
geſtellt. Damit man auch

Zehndens wiſſen möge / wie die muuette Hülfflei-
ſtung / welches der vornehmſte Zweck dieſer Allociation
iſt / einander zu leiſten / ſo geht zwar darinnen die Ex-
cutions-Ordnung abzuhalten Zeit und Platz / daß nem-
lichen ſolches Anfangs von denen nächſt angränzenden
und bey anmaßender größter Gefahr von denen ferne-
ren Erſatz geſchiehen ſollt / zu welchem Ende gewiſſe
nähere Verbindungen hievoro zwiſchen denen ſo genann-
ten correspondierenden Erſatz errichtet worden : Alld.

Tom. VII. PART. II.

maſſen wie die drey Obere / Francken / Bayern und ANNO
Schwaben / alſo auch die drey Untere / Chur-Rhein /
Ober-Rhein und Weſtphalen / in ſolcher Correſpon-
denz anzuſehen ſich / welche dan ſuſſerſt einander in Ca-
ſibus ſubſiſt an Hand zu gehen / wo aber / wie bey ge-
genwärtigem Reichs-Krieg / die ſchändliche Operationen
gegen das Reich hauptſächlich an einen Ort geſchehen /
mit geſamter Erſatz-Hülffe billig an ſolchen Orten / und
vor jedesmalen auff des in Capite commandirenden
Generals einlangende Ordre / in tempore zu erſcheinen ;
Inmaſſen ohne dem der particular-Zuſatz und Umſtan-
de / und ſonderlich des erfordereten Quanti halten / das
meiſte auff ſelbſtdachter in Capite commandirenden Ge-
neralität verſtändiges Ermeſſen und Eumatten / und
darüber zwiſchen allerſeitigen Interellenten treffendes
Concerto, was etwa ein und anderer Orten von dieſer
oder ſeiner Erſatz Troupen zu detachiren / einſenden
ankommet : es wäre dan Saths / daß ein und anderer
Erſatz in ſeinen eigenen Landen von dem Feind angegrif-
fen / oder Sates Belli verändert würde / auff ſelbſt
unverzüglich Nothfall ein ſolcher Erſatz ſein eigenes Con-
tingent bey ſich zu behalten / oder wan es bereits bey
der Haupt-Armee ſiehet / von demnir zu ſeiner eigenen
Rettung nach Weſchafftheit der Gefahr ganz oder zum
Theil zu avociren beſugt / auch die übrige Erſatz dem
Nothleidenden mit ebenmäßiger möglichſter Aſſiſtence an
Hand zu gehen / ſchuldig ſeyn ſollten. Damit aber die
Hülffe mit deſſo verläßlicherem Effect geſchehe / ſo hat

Erſtens an jeder Erſatz ſeine Troupes beſtändig in
completten Stande zu erhelten / und mehrten die Regi-
menter und Compagnien geſam und richtig zu recrouti-
ren und zu remonſtriren / wie dan auch / und damit
ein Erſatz gegen den andern widerige Gekunden zu ſich-
ren oder zu præſumirten Urfach habe / ob waren die
Troupen dem betreffenden Quanto nach nicht complet,
oder mit der verglichenen Zugucht nicht angam verſehen/
man allerſt beſiehet hat / daß bey würdlicher Zuſam-
menſtellung ſolcher Erſatz-Quantorum, durch machende
Veranſtaltung der in Capite commandirende hohen Ge-
neralität / entweder gleich bey Anfang der Campaigne,
oder ſo bald es wegen der ſchändlichen Concomenace ge-
ſchehen kan / die Muſtrirungen ſolcher Erſatz-Troupen
mit allerſtiger Zuordnung von den Kriegs-Commisſa-
riats vorgenommen / und die beſtändige Deſectus ſo geſch
und ganz ohnmacht durch den ſeinen Erſatz bey wele-
den ein dergleichen Mangel erkunden würde / Allans-
mäßig erſetzt werden ſollten. Wiewohl einem jeden Erſatz
ſo viel die Recrut- und Remonſtrierung anbeſteht / aber
mals deſſelbe die Freyheit bleibt / ob er ſolche durch
die Erſatz-Stände Conſingensweiſe ſelbſten præſtiren /
oder vermittelſt gewiſſer Tractaten die Completion der
den Officiers / welches die beide Tractat- und Schwäbiſche
Erſatz biſher zu gutem Succes gethan / überlaſſen
ſeyn wollet. Dazwilen nun auch

Zweitens in einer rechtſchaffenen Gegengewicht haupt-
ſächlich vorzuſehen / daß der Soldat mit guten tau-
ſendlichen Gewehr / und das ganze Corpo mit gehöriger
Artillerie ausgerüſtet ſey / ſo hat ein jeder Erſatz auch
darauff ſeine heiſſige Reflexion zu nehmen / und die An-
ſatz zu machen / daß der Miltz gutes Gewehr bey wele-
chem die Gleichheit des Calibers ſo viel möglich zu ob-
ſerviren / gegeben / und auſſer denen gewöhnlichen Re-
giments-ſtücklein zu deſſo mehrerer Verſtärkung des
Erſatz-Corpo eine proportionirte Feld-Artillerie, ad
exemplum des Franck- und Schwäbiſchen Erſatz (deren
jeder a zwölf / ſechs und dreyſtündige / wanzig / und
beide zuſammen vierzig Stücke zu ihrer Mannſchaft
weiter beſteller) ausgerüſtet / auch ſey mit der erforderli-
chen Munition und zugeworrenen Artillerie-Officiers /
Fuhrweiden / Wäſchmeiſtern und übrigen Bedienten
denen Miltzführung eines ſchönen-Gewegs und der
gleichen beſtändigen Dingen nach verſehen werden mög-
lich und nachhene

Dreyzehndens / ſo weht zu Vorſorderung der Kriegs-
Operationen / wegen Föhrung der Schiff und andern
Brieten-Gewegs / Aufſchaffung der darzu gehörigen Ma-
terialien / Chanc-Koſten und dergleichen / als bey gemein-
ſamen Zuſammenkünften wegen abſchickender Staſſetten
und Counters / auch pro re utra nomine communi ver-
ordnenen Legationen vornehm iſt / daß man über das
jenige / ſo ein jeder Erſatz vor ſein Contingent der
Mannſchaft und deren erforderenden Requiſiten / aus
ſeinen eigenen Miltzen præſtirt / einen gemeinſamen
Fundum habe / woraus dergleichen Koſten / ſo dieſe Al-
location in corpore concerner / beſtiren werden können
Als hat man die Queſtionem : An? affirmative reſol-

Bbb 2

viret/

ANNO 1697. viret / ratione Quæstionis: Quomodo? aber sich fermet mit einander verabredet / daß unter dem Titel einer allgemeinen Operations-Casse ein solches zum Stande gebracht / und eine gewisse Summe Geldes dergestalt zusammen geschossen / und damit versehen werden solle /

wie es sich anders bey denen löblichen Craisen Franken und Schwaben bestialt gehalten worden: zu welchem Ende man einen jeden Crais in particular zu seinem eignen gutbedienlichen überlassen wil / ob er Römisch-Maximilianisch / oder in numero rotundo zu rechnen / vor diesemmal fünfzig oder hundert tausend Gulden oder Thaler / in Reichs-Constitutionen-mäßigen guten Geld aufschlagen / und dargu destiniren wolle. Man nun die Sachen in den Stand gekommen / daß tempore Operationis ein solcher Fundus vorhanden / woraus die Nothdurft mit Beobachtung eines jeden Craises rati genommen werden könne / so soll in solchen Fällen / die ad Militaria gehören / der in Capite commandirende hohe Herr General über solche Cassen die Disposition haben / ohne welches Decret der Casierer nichts zu thun hat. Was aber bey einem versammelten Congress die Extra-Extra-Couriers-und Legationen-Kosten betrifft / darüber hat man von Congress wegen / oder man derselbe nicht zusammen / das Chur-Maximilianische Directorium auf Erforderungs-Fall zu disponiren. Ferner soll alle Jahr die Rechnung / was disfalls von denen sechs Craisen aufgelegt worden / in ein Corpus zusammen gebracht / und Ordnung-mäßig bey dem Congress vorlauffig examinirt / so dann bey denen particular-Craisen-Lagen abgehört / auch bestialt die mehrere Behörde vor das künftige versigt werden / inwiefern hat ein jeder Crais über sein bestehendes Contingent einen gewissen Casierer in dem Feld und bey der in Capite commandirenden hohen Generalität zu halten / welcher wann dergleichen Gelder vorröthig seyn / daß Crais- rathum auf dero ergehende Decreta anstellen könne. Ob aber die ganze Cassa mit sich ins Feld zu führen / oder Anfangs nur einige tausend Reichsthaler mitzunehmen / und der Rest in einem wohlverwahrten und der Operation nahe gelegenen Ort juruck gelassen werden solle / solches wird / wie alle übrige particular-Veranstellungen eines jeden Craises gutbedienlich zwar überlassen / es sollen jedoch ob anbey die Dispositiones all gemacht werden / damit der dadurch inwendigen Ruht nicht gehindert / sondern vielmehr auf das Beste befördert werden möge. Gleichwie aber die Kriegskasse die beste Artner einem Land mehr a charge ist / als zu Defension und Nutzen gereicht / wenn bey derselben keine scharf Manns-Zucht und Kriegs-Disciplin gehalten wird: Also solle auch darauf bey denen associirten Crais-Troupes / nebst leistender Satisfaction gegen den laudiren Theil / wie scharfer Straffe nach dem Tenor des Articuls-Briefs von der Crais-Generalität / oder man die allseitige Crais-Troupes bescheiden stehen / mit Zuspicherung jener / von dem in Capite commandirenden General aller Unfug abgestraft / und mithin alles in guter Ordnung erhalten werden. Adieuwilen auch

Insichenden die bey dem March-Wesen hiesigero vorgeschickte Excessus denen Reichs-Craisen und Städten den größten Schaden zuzufügen: Als hat man sich disfalls zu deren löblichen Abstellung / und im Gegentheil Reichs-Constitutionen-mäßiger Einrichtung derer Marches / mit einander folgendermaßen verglichen: daß

1. Von denenjenigen Feldhern / welcher Troupes durchmarchiren sollen / veranlaßt gehöriger Requisitions-Scheiben zuvor mit den Durchmarch gehörend und zeitlich / nicht aber allertsehl / was die Troupes schon an oder in dem Crais seyn / angestuft / und die Specification der durchmarchirenden Mannschafft nebst erforderlichen Brod-und Haber-Portionen begehret /

2. Von denen darben interessirenden Hoff-und löblichen Crais-Städten / die Kasse dem grabeften und ratione termini a quo & ad quem proportionirten Weg nach concertirt / und auch pünctlich beobachtet /

3. Die Bezahlung der consumptibien auf ein gewisses / vor Wam und Wof / nach Beschaffenheit der Pretorium antecedenter und vor der würdlichen Eintretung verglichen / auch

4. Zu Versicherung der richtigen Abhaltung des Verkaufs Geiselt ausgehandelt / oder durch Deposition einer zulässigen Summen Geldes / oder sonstigen gungsame Caution gestellet werden solle; welches alles dann also einjurirtet / daß

5. So wohl vor die Unter-Officiers / vom Wachtmeister und Feldwebel an zu rechnen / als Gemeine / die Bezahlung den verglichenen Etappen nach geschehe / bey denen

höheren Officiers aber bisß den Cornet und Feldrith inclusive / das gemeinliche in lauffigen Preiß zu setzen werde / außer was der hohen Officiers Ordnung-mäßige Knechte und Pferde consumiren / welchen das Beneficium der Etappen gleichfalls in guten kommen mag. So ist auch

6. Wegen der Dorfmann / so bey dergleichen Marches pretendirt wird / ein gewisses zu vergleichen / wo aber nichts verglichen worden / sollen auf die Compagnie nicht mehr als höchstens zwey Wegen Dorfmann / und solch auch nicht weiter / als von einem zulässigen-Ort zu dem anderen / genommen / auf jedes betragende Pferd aber täglich 20. Er. bezahlet werden. Sollte sich aber

7. Zeigen / daß von hohen oder niederen Officiers Excellen vorgegangen / und gegen diese Disposition ein oder anderer Crais gehandelt / oder die Bezahlung-und Ersetzung difficultirt / auch von denen commandirenden Officiers auf angebrachte Klage so gleich nicht remedirt worden; So soll der bestialte Reclam auf vorberogierten Beweiss / so entweder durch Zeugen oder auch bey der Obrigkeit des Orts durch Ablegung körperlichen Eides geschehende Versicherung / und des Magistrats / daß solches vollstreckt / ertheilende Attestation gegeben kan / entweder durch die gestellte Caution / oder wans nicht zulänglich wäre / durch des excedirenden Theils oder dessen Selbst-herin verordnetes Commissariat gut seyn / und dem schuldigen Theil so viel an seinem Sold innen behalten und abgezogen werden. Nachdemmalen nun

Sichendens auf solche Weise das proponendum quantum auch seine Nichtigkeit erlangt hat / ferner allen denen Prämissis auflösen gebiet / wie weit die zwischen beiden löblichen Craisen Franken und Schwaben aufgerichtete Formula Associationis von dem andern löblichen vier Craisen acceptirt worden / auch wie es mit der muuellen Hülffleistung / und was dargu gehörig / zu halten seye. Und dan

Sichendens / es sey gegenwärtigen Congressu mit darumb zu thun gewesen / daß gleich wie in dem proponendo quinto angeführt wird / die allseitige Chur-und Fürstliche Crais-Ausschreib-Kemter durch ihre großmächtige Räte und Hofschafften sich allein preliminarer und -in der Generalität über dieses Associationis-Wert vergleichen / und darüber einen Reces auf Ratification ihrer gnädigsten Herren Principalen und der gesamten Reichs-Ständen aufstehen / die particular-Veranstellungen aber wegen Aufstellung und Einrichtung des Quanti (dessen man sich obenbericht massen mit einander verglichen) der Disposition eines jeden Craises und der darinnen gehörigen Städten nach ihrem eignen gutbedienlichen und bleiben überlassen werden sollen / propter summum in mora periculum aber solch particular-Veranstellungen gar frucht Anstand leyden wollen / sondern die hohe Nothdurft erfordert / daß von denen löblichen Crais-Ausschreib-Kemtern nummero in einem jeden Crais ohne einiges Zeit-verloren die hienü gehörige Stände versammelt / und mit denselben über die disfalls bey gegenwärtigen Congressu vorgestommene und verglichene Puncten communicirt / und pünctliche Requisitiones gesat werden mögen; als werden die Chur-und Fürstliche Crais-Ausschreib-Kemter daran seyn / daß ohne einigen Anstand solch particular-Crais-Lage mündlich aufgeschrieben / darauf die Nothdurft bedacht / auch von dem erfolgenden Schluß also gleich beschickte Ihrer Churfürstlichen Gnaden zu Maynz u. Nachrict gegeben werden; Auf deren Einlangung Seine Churfürstliche Gnaden mit denen übrigen Crais-Directorien und Ausschreib-Kemtern aus der Sade in Vertranen communiciren / die Nothdurft beobachten / und mithin das Wort so prepariren lassen werden / daß man abgedachte Crais-Directorien und Ausschreib-Kemter / auf höchsten Wehnte Seine Churfürstlichen Gnaden abermalige Invitation (welche auch vor Anfang der Campagne geschehen soll) hinnerberumb anhero nach Frankfurt ihre Großmächtige abschieden / alsdann dieses löbliche und höchnbedingte Associationis-Wert bermalen in seiner völligen Perfection gebracht / und die Executio dieses Schusses in der That gezeiget werden möge.

Schließlich ist abgetrebet und einmüthlich geschlossen worden / daß gleichwie es jederzeit die Meinung gehabt und noch hat / daß dieses Associationis-Wert lub aufseis Chreits ausgeführt werden solle / wie dan aller höchstgedachter Ihre Kayserlichen Majestät aus Seiner Churfürstlichen Gnaden zu Maynz u. nicht allein anständig und noch vor dem würdlichen Congress von dem darbey auf Seiten derer sechs Craisen stehenden / wohlmeinenden patriotischen Bedanten / befage des copey-lichen

ANNO 1697.

ANNO
1697.

lichen Beyfalls sub Lit. F. allerunterthänigste Nach-
richt gegeben; sondern auch; als Seine Majestät in ih-
rem an Ihr. Churfürstliche Gnaden unterm dritten
nechst vorigen Monats Decembris abgelassenen und in
Copia sub Lit. G. hier beeygungten Antwort-Schreiben/
diese Besammlung und das darbey/ zu des Reichs so
wohl gegenwärtig als künftiger Deienon führende abge-
hen allernächst approbiret/ bey dem Congressu selbst
mit dero allhöchster sublimirten Befanden/ des Herrn
Churfürsten von Hehenlohe Excellenz jederzeit vertrauliche
Communication gegeben und mehr allerschöps gedachter
Ihr. Churfürstlichen Majestät alldorten unterm 2ten dieses
nach Ausweis der Beilage sub Lit. H. alles und jedes
was bis dahin bey diesem Congress passiret/ allerschöps
samst hinterbracht worden; Also soll auch nunmehr Sei-
ner Majestät inwiehl des sub Lit. I. hier beeygungten
Schreibens gegenwärtiger Reichs allerunterthänigst über-
sendet/ und nicht allein dießelbe/ auf das sie seit dero
Churfürstlichen Assistance die darinnen enthaltene gute
Consilia noch ferner favorisiren/ und dieser Association
von wegen des löblichen Oesterreichischen Reichs mit ei-
nem diesem Recessu gemäßen Quotum beyzutreten mög-
ten/ allerschöpsamst ersucht/ sondern auch die übrige
löbliche Reichs-Corps/ laut der sub Lit. K. beeygungten
Schreiben/ zu einer gleichmäßigen Accession invitiret/
und bennehmen nicht minder zu ihrer Majestät dieser
errichtete Associations-Recess in Copia communiciret
werden; Gestalt man dan auch zu weiterer Beförde-
rung der nöthigen Defension, so wohl an Ihr. Königs-
liche Majestät von England und die Herrn Genera-
l-Estaaten der Vereinigten Niederlanden nach Lit. L. &
M. die gegenwärtige Gefahr dieses Krieges nachdrücklich
gebracht/ und um Unterstützung einiger Hülfss-Bölcker
gemeint angestuchet/ als auch an die übrige dem Reich
näher verwandte Krönen/ so dan an diejenige armirte
Fürst- und Fürstlein welche Theils in denen übrigen noch
nicht accediren mit Wollen/ oder auch denen allsichiren
Reichs-Contingent erfordert/ versehen seynd/ nach Lit.
N. & O. eine gleichmäßige Imploration gethan hat/
dass sie zu ihrer ohnfehlenden Glorie und aus rechtsschö-
nem Eifer pro publico mit allen ihren Kräften das
periculöse Quaterland dardamals zu retten sich gestellen
lassen mögten.

Zu Urth und dessen allen ist gegenwärtiger Recess sechs
mahl fertiger/ von allerhöchster Bevollmächtigten Herrn
Gesandten unterschrieben und signet worden. So ge-
schehen zu Frankfurt am Mayn den 11. Januar. 1697.
&c. &c.

CXCIV.

20. Sept. *Traité de Paix entre LOUIS XIV. Roi de France,*
& les Seigneurs Etats Généraux des PROVIN-
CES-UNIES des Pais-Bas. Fait à Ryswyck
le 20. Septembre 1697. Avec L'ARTICLE
SEPARÉ, touchant le terme accordé à l'Empe-
reur & à l'Empire, pour accepter les Conditions
de Paix stipulées pour eux. Du même jour 20.
Sept. 1697. Et les PLEINS-POUVOIRS &
RATIFICATIONS de part & d'autre. [Feuil-
le volante imprimé à Paris, chez FRIDE-
RIC LEONARD, avec Permission & Privi-
lege du Roi. An. 1697. in 4. On trouve
aussi cette Pièce dans les Actes & Mémoires de la
Paix de RYSWYCK. Tom. III. pag. 103.
dans le Recueil de divers Traitez faits depuis
soixante ans sec. Part. pag. 500. dans HERM.
FRANC. FRID. Baronis AB ANDLERN
Corp. Consilium. Imperialium. Tom. I. in Ap-
pend. pag. 138. en Allemand. & dans le Thea-
trum Europæum. Tom. XV. pag. 199. en Al-
lemand.]

A U nom de Dieu, & de la Très-Sainte Tri-
nité. A tous présents & avenir soit notoire,
que pendant le cours de la plus sanglante
Guerre, dont l'Europe ait été affligée depuis long
temps, il a plu à la divine Providence de préparer à la
Chrétienté la fin de ses maux en conservant un ardent
desir de la Paix dans le cœur de Très-haut, Très-

excellent, & Très-puissant Prince LOUIS XIV. ANNO
par la grace de Dieu Roi Très-Chrétien de France
& de Navarre; Sa Majesté Très-Chrétienne, n'ayant
d'ailleurs en vue que de la rendre solide & perpétuelle
par l'équité de ses Conditions; & les Seigneurs Etats
Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, souhai-
tans de concourir de bonne foy, & autant qu'il est
en eux, au rétablissement de la tranquillité publique,
& de rentrer dans l'ancienne Amitié & Affection de
Sa Majesté Très-Chrétienne, ont consenti en premier
lieu à reconnoître pour cet effet la Médiation de
Très-haut, Très-excellent, & Très-puissant Prince
Charles XI. de glorieuse mémoire, par la grace de
Dieu Roi de Suède, des Gots & des Vandales; mais
une mort précipitée aiant traversé l'espérance que toute
l'Europe avoit justement conçue de l'heureux effet
de ses Conseils, & de ses bons Offices; Sa Majesté
Très-Chrétienne, & ledits Seigneurs Etats Généraux,
persistans dans la résolution d'arrêter au plutôt l'effu-
sion de tant de Sang Chrétien, ont estimé ne pou-
voir mieux faire que de continuer de reconnoître en
la même qualité le Très-haut, Très-excellent, &
Très-puissant Prince Charles XII. Roi de Suède, son
Fils, & son Successeur, qui de sa part a continué aussi
les mêmes soins pour l'Avancement de la Paix entre
Sa Majesté Très-Chrétienne, & ledits Seigneurs Etats
Généraux, dans les Conférences qui se sont tenues
pour cet effet au Château de Ryfwik, dans la Pro-
vince de Hollande, entre les Ambassadeurs extraordi-
naires, & Plenipotentiaires nommés de part & d'autre;
sçavoir de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne le
Sieur *Nicolas Auguste de Harlay*, Chevalier, Seigneur
de Bonneuil, Comte de Celi, Conseiller ordinaire de
Sa Majesté en son Conseil d'Etat, le Sieur *Louis*
Verjus, Chevalier, Comte de Crecy, Conseiller ordi-
naire du Roi en son Conseil d'Etat, Marquis de
Trecon, Baron de Couvay, Seigneur du Boulay, les
deux Eglises, de Forville, du Meuliet, & autres Lieux;
& le Sieur *François de Callieres*, Chevalier, Seigneur de
Callieres, de la Roche-Chellay, & de Gigny; & de
la part des Seigneurs Etats Généraux, les Sieurs *Jo-*
seph Heinsius, Conseiller Pensionnaire des Etats de Hol-
lande & de West-Frile, Garde du Grand Seau, &
Surintendant des Fiefs de la même Province; *Ew-*
hard de Weede, Seigneur de Weede, Dykvelt, Rateles,
& autres Lieux, Seigneur Foncier de la Ville d'Oude-
water, Doyen & Ecolatre du Chapitre Imperial de
Ste. Marie à Utrecht, Dick-Grave de la Rivière le
Rhyn, dans la Province d'Utrecht; Président des Etats
de ladite Province; & *Guillaume de Haras*, Grieman
du Bit, Député de la part de la Noblesse aux Etats
de Frile, & Curateur de l'Université de Franeker,
Députés en leur Assemblée de la part des Etats de
Hollande, d'Utrecht, & de Frile; lesquels après avoir
imploré l'Assistance divine, & s'être communiqué
respectivement leurs pleins Pouvoirs, dont les Copies
seront insérées de mot à mot à la fin du présent Traité,
& en avoir deuément fait l'échange par l'intervention
de l'entremise du Sieur Baron de *Lillhout*, Am-
bassadeur extraordinaire, & Plenipotentiaire du Roy
de Suède, qui s'est acquité de la fonction de Média-
teur avec toute la prudence, toute la capacité, &
toute l'équité nécessaires; ils seroient convenus à la
gloire de Dieu, & pour le bien de la Chrétienté des
Conditions, dont la teneur s'ensuit.

I. Il y aura à l'avenir entre Sa Majesté Très-Chrétienne, & ses Successeurs Rois de France & de Navarre, & les Royaumes, d'une part, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, d'autre, une Paix bonne, ferme, fidèle & inviolable, & cesseroit ensuite & seroit délaissée tous Actes d'Hostilité, de quelque façon qu'ils soient, entre ledit Seigneur Roy, & ledits Seigneurs Etats Généraux, tant par Mer, & autres Eaux, que par Terre, en tous leurs Royaumes, Pays, Terres, & Provinces & Seigneuries, & pour tous leurs Sujets & Habitans de quelque qualité ou condition qu'ils soient, sans exception des Lieux ou des Personnes.

II. Il y aura un oubli & Amnistie générale de tout ce qui a été commis de part & d'autre à l'occasion de la dernière Guerre, soit par ceux qui étant nez Sujets de la France & engagés au service du Roy Très-Chrétien, par les Emplois & Biens qu'ils possédoient dans l'estendue de la France, sont entrez & demeurent au service des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, ou par ceux qui étant nez Su-
jets

ANNO
1697.

jets desdits Seigneurs Etats Généraux, ou engagés à leur service par les Emplois & Biens qu'ils possédoient dans l'étendue des Provinces Unies, sont entrez ou demeurent au service de Sa Majesté, Très-Christienne, & les futures Personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, sans nul excepter, pourront rentrer, rentreront, & seront effectivement laissez & rétablis en la possession & jouissance paisible de tous leurs Biens, Honneurs, Dignitez, Privilèges, Franchises, Droits, Exemptions, Constitutions & Libertez, sans pouvoir estre recherchez, troublez, ny inquiétez en general, ny en particulier, pour quelque cause ou pretexte que ce soit, pour raison de ce qui s'est passé depuis la naissance de la Guerre, & en consequence du present Traité, & après qu'il aura esté ratifié tant par Sa Majesté Très-Christienne, que par lesdits Seigneurs Etats Généraux, leur sera permis à tous & à chacun en particulier, sans avoir besoin de Lettres d'Abolition & de Pardon, de retourner en personne dans leurs Maisons, en la jouissance de leurs Terres, & de tous leurs autres Biens, ou d'en disposer de telle maniere que bon leur semblera.

III. Et si quelques prises se font de part & d'autre dans la Mer Balique, ou celle du Nord depuis Terre-neuve jusqu'au bout de la Manche dans l'espace de quatre semaines, ou du bout de ladite Manche jusqu'au Cap de St. Vincent dans l'espace de six semaines, & de la part de la Mer Mediterranée & jusqu'à la Ligne dans l'espace de dix semaines, & au delà de la Ligne & en tous les autres Endroits du monde dans l'espace de huit mois, à compter du jour que se fera la Publication de la Paix à Paris & à la Haye; ledites prises & les dommages qui se feront de part ou d'autre après le terme prefix, seront portez en compte, & tout ce qui aura été pris sera rendu avec compensation de tous les dommages qui en seront provenus.

IV. Il y aura de plus entre ledit Seigneur Roy & lesdits Seigneurs Etats Généraux, & leurs Sujets & Habitans reciproquement, une sincere, ferme & perpetuelle Amitié & bonne Correspondance, tant par Mer que par Terre, en tout & par tout, tant dedans que dehors l'Europe, sans fe ressentir des offenses ou dommages, qu'ils ont receus tant par le passé qu'à l'occasion desdites Guerres.

V. Et en vertu de cette Amitié & Correspondance, tant Sa Majesté que les Seigneurs Etats Généraux procureront & avanceront fidelement le Bien & la Prosperité l'un de l'autre, par tout support, aide, conseil & assistances réelles en toutes occasions & en tous tems, & ne consentiront à l'avenir à aucuns Traitez ou Negotiations, qui pourroient apporter du dommage à l'un ou à l'autre, mais les rompront & en donneront les avis reciproquement avec soin & sincerité aussi-tôt qu'ils en auront connoissance.

VI. Ceux par lesquels quelques Biens ont été saisis & confisqués à l'occasion de ladite Guerre, leurs Heritiers ou ayant cause, de quelque condition ou Religion, qu'ils puissent être; jouiront d'eux Biens & en prendront la possession de leur Autorité privée, & en vertu du present Traité, sans qu'il leur soit besoin d'avoir recours à la Justice, nonobstant toutes Incorporations au Fisco, Engagemens, dons en faits, Sentences preparatoires ou définitives données par défaut & continuance en l'absence des Parties, & icelles non ouies, Traitez, Accords & Transactions, quelques Remonciations qui aient été mises & faites Transactions pour exclure de partie desdits Biens ceux à qui ils doivent appartenir, & tous & chascuns Biens & Droits, qui conformément au present Traité seront restitués, ou doivent estre restitués reciproquement aux premiers Proprietaires, leurs heirs ou ayant cause, pourroient être vendus par ledits Proprietaires, sans qu'il soit besoin d'impêtrer pour ce consentement particulier, & ensuite les Proprietaires des Rentes qui de la part des Fisco sont constitués en lieu des Biens vendus, comme aussi des Rentes & Actions, étant à la charge des Fisco respectivement, pourront disposer de la propriété d'icelles par vente ou autrement, comme de leurs autres propres Biens.

VII. Et comme le Marquisat de Bergen op Zoom avec tous les Droits & Revenus qui en dependent, & généralement toutes les Terres & Biens appartenans à M. le Comte d'Auvergne, Collonel General de la Cavallerie Légère de France, & qui sont sous le Pouvoir desdits Seigneurs Etats Généraux des Provinces Unies, ont été saisis & confisqués à l'occasion de

la Guerre, à laquelle le present Traité doit mettre une heureuse fin, il a été accordé que ledit Sieur Comte d'Auvergne sera remis dans la possession dudit Marquisat de Bergen op Zoom, ses Appartenances & Dependances, comme aussi dans ses Droits, Actions, Privilèges, Usances & Prerogatives, dont il jouissoit lors de la Declaration de la Guerre.

VIII. Tous les Pays, Villes, Places, Terres, Fords, Isles & Seigneuries, tant au dedans qu'au dehors de l'Europe, qui pourroient avoir été pris & occupés depuis le commencement de la présente Guerre, seront restitués de part & d'autre au même état, qu'ils étoient pour les Fortifications lors de la prise, & quant aux autres Edifices, dans l'état qu'ils se trouveront, sans qu'on puisse y rien détruire ny deteriorer, sans aussi qu'on puisse pretendre aucun Dédommagement pour ce qui auroit pu être demolì; Et notamment le Fort & Habitation de Pontichery sera rendu aux Conditions suivantes à la Compagnie des Indes Orientales établie en France: Et quant à l'Artillerie qui y a été amenée par la Compagnie des Indes Orientales des Provinces-Unies elle lui demeurera ainsi que les Munitions de Guerre & de bouche, Eclaves & tous les autres effets, pour en disposer comme il lui plaira, comme aussi des Terres, Droits & Privilèges qu'elle a acquis tant du Prince que des Habitans du Pays.

IX. Tous Prisonniers de Guerre seront delivrez de part & d'autre sans distinction ou reserve & sans payer aucune rançon.

X. La levée des Contributions cessera de part & d'autre du jour de la signature des Ratifications du present Traité de Paix, & aucuns Arerages desdites Contributions demandées & accordées ne pourront estre exigés, mais toutes les Pretentions, qui pourroient retenir sur ce sujet, sous quelque titre ou pretexte que ce soit, seront entièrement anéantis de part & d'autre. Comme aussi cesseront à l'échange desdites Ratifications du present Traité toutes les Contributions de part & d'autre à l'égard des Pais des Rois Très-Christien & Catholique.

XI. Pour affermir d'autant plus & faire subsister ce Traité, on est de plus convenu entre Sa Majesté & les Seigneurs Etats Généraux, qu'étant satisfaits à ce Traité, il se fera, comme se fait certu-cy, une Renonciation tant generale que particuliere sur toutes sortes de Pretentions, tant du tems passé, que du present, quelles qu'elles puissent être, que l'un parti pourroit interner l'autre, pour ôter à l'avenir toutes les occasions que l'on pourroit susciter & faire parvenir à de nouvelles dissensions.

XII. Les voyes de la Justice ordinaire seront ouvertes, & le cours en sera libre reciproquement; & les Sujets de part & d'autre pourront faire valoir leurs Droits, Actions & Pretentions suivant les Loix & les Statuts de chaque Pais, & y obtenir les uns contre les autres sans distinction toute la satisfaction qui leur pourra légitimement appartenir; & s'il y a eu des Lettres de Reprises accordées de part ou d'autre, leur effet ou après la Declaration de la Rupture de la Guerre, elles demeureront revocquées & annulées, sauf aux Parties, en faveur desquelles elles auroient été accordées, à se pourvoir par les voyes ordinaires de la Justice.

XIII. Si par inadvertence ou autrement il survient quelque inobservation ou inconvenient au present Traité de la part de Sadite Majesté ou desdits Seigneurs Etats Généraux & leurs Successeurs, cette Paix & Alliance ne laissera pas de subsister en toute sa force, sans que pour cela on en vienne à la Rupture de l'Amitié, & de la bonne Correspondance. Mais on réparera promptement lesdites Contraventions, & si elles procedent de la faute de quelques particuliers Sujets, ils en seront seuls punis & châtiés.

XIV. Et pour mieux assurer à l'avenir le Commerce & l'Amitié entre les Sujets dudit Seigneur Roy & ceux desdits Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, il a été accordé & convenu, qu'arrivant cy-après quelque interruption d'Amitié ou Rupture entre la Couronne de France & lesdits Seigneurs Etats desdites Provinces-Unies (ce qu'à Dieu ne plaise) il sera toujours donné neuf mois de tems après ladite Rupture aux Sujets de part & d'autre pour se retirer avec leurs effets & les transporter où bon leur semblera. Ce qu'il leur sera permis de faire, comme aussi de vendre ou transporter leurs Biens & Meubles en toute liberté, sans qu'on leur puisse donner aucun

ANNO
1697.

ANNO empêchement ; ni proceder pendant ledit tems de
1697. neuf mois à aucune faulse de leurs effets, moins encote
à l'arrest de leurs Personnes.

XV. Le Traité de Paix entre le Roi Très-Chrétien, & le feu Electeur de Brandebourg, fait à Saint Germain en Laye, le 29. Juin 1679. sera rétabli entre Sa Majesté Très-Chrétienne, & Son Altesse Electorale de Brandebourg à présent, en tous ses Points & Articles.

XVI. Comme il importe à la Tranquillité publique, que la Paix conclue entre Sa Majesté Très-Chrétienne, & Son Altesse Royale le Duc de Savoie, le 9. Août 1696. soit exactement observée, il a été convenu de la confirmer par ce present Traité.

XVII. Et comme Sa Majesté & les Seigneurs Etats Généraux, reconnoissent les puissans offices que le Roi de Suede a contribuez incessamment par ses bons Conscils, & avertissemens au salut & au repos public, il a été convenu de la part d'autre, que Sadite Majesté Suedoise avec les Royaumes soit comprise nommément dans le present Traité en la meilleure forme que faire se peut.

XVIII. En ce present Traité de Paix & d'Alliance, seront compris de la part dudit Seigneur Roi Très-Chrétien, tous ceux qui seront nommez avant l'échange des Ratifications, & dans l'espace de six mois, après qu'elles auront été échangées.

XIX. Et de la part des Seigneurs Etats Généraux le Roi de la Grande Bretagne, & le Roi d'Espagne, & tous leurs autres Alliez, qui dans le tems de six semaines, à compter depuis l'échange des Ratifications se déclarent d'accepter la Paix, comme aussi les treize louables Cantons des Lignes Suisses, & leurs Alliez & Confederez, & particulièrement en la meilleure forme & maniere, que faire se peut, les Républiques & Cantons Evangeliques, Zurich, Berne, Glarus, Bile, Schaffhouse & Appenzel, avec tous leurs Alliez & Confederez, nommément la République de Geneve, & ses Dependances, la Ville & Comté de Neuchâtel, les Villes de St. Gall, Mulhaufe & Bienné; Item les Lignes Grises & Dependances, les Villes de Bremen, & d'Embsen, & de plus sous Rois, Princes & Etats, Villes, & Personnes particulieres, à qui les Seigneurs Etats Généraux, sur la requisition qui leur en sera faite, accorderont d'y être compris.

XX. Ledit Seigneur Roi, & ledits Seigneurs Etats Généraux, consentent que le Roi de Suede, comme Mediateur, & tous autres Potentats & Princes, qui voudront bien entrer en un pareil engagement, puissent donner à Sa Majesté, & audit Seigneur Roi, leurs Promesses & Obligations de Garantie de l'Execution de tout le contenu au present Traité.

XXI. Le present Traité sera ratifié & approuvé par le Seigneur Roi, & les Seigneurs Etats Généraux, & les Lettres de Ratification seront delivrees dans le terme de trois semaines, ou plutôt si faire se peut, à compter du jour de la signature.

XXII. Et pour plus grande sûreté de ce Traité de Paix, & de tous les Points & Articles y contenus, sera ledit present Traité publié, verifié, & enregistré en la Cour du Parlement de Paris, & de tous autres Parlemens du Royaume de France, & Chambre des Comptes dudit Paris, comme aussi semblablement ledit Traité sera publié, verifié, enregistré, par ledits Seigneurs Etats Généraux, dans les Cours & autres Places, là où on a accoutumé de faire les Publications, Verifications, & Enregistrements.

En foi de quoi nous Ambassadeurs de Sadite Majesté, & des Seigneurs Etats Généraux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons écrits noms signés ces presentes de nos Seings ordinaires, & à icelles fait apposer les Chuchets de nos Armes. A Ryfwyck en Hollande le 20. Septembre 1697.

Etoit signé,

(L.S.) N. LILLIE. (L.S.) N. A. DE HAR. (L.S.) A. LAY BONNEUIL. HEYN-
ROOT. SIUS.
(L.S.) VERJUS DE (L.S.) E. CRECY. DE WEEDE.
(L.S.) DE CAL. (L.S.) W. LIEBES. V. HAREN.

S'enfuit la teneur du Pouvoir des Ambassadeurs & Plenipotentiaires du Roi Très-Chrétien. ANNO 1697.

L OUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, à tous ceux qu'il ces presentes Lettres verront, Salut; Comme nous ne souhaitons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix, la Guerre, dont la Chrétienté est presentement affligée, & que par les Soins & la Mediation de notre très-cher & très-aimé Frere le Roi de Suede, les Villes de Delft & la Haye ont été agréées de toutes les Parties pour tenir les Conférences nécessaires à cet effet; nous par ce même desir d'arrêter autant qu'il sera en nous, & par l'assistance de la Divine Providence, la desolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de Sang Chrétien, & savoir faisons, que nous confians entièrement en l'expérience, la capacité & la fidélité de notre ami & feal le Sieur de Harlay de Bonneuil, Conseiller ordinaire en notre Conseil d'Etat, de notre bien aimé le Sr. Verjus, Comte de Crecy, Baron de Courcy, Sieur de Boulay, les deux Egilles, du Meulleit & autres Lieux, & de notre bien aimé le Sieur de Calheres de la Roche Chellay & de Gigny, par les preuves avantageuses que nous en avons faites dans les divers Emplois importants que nous leur avons confiez, tant au dedans qu'au dehors de notre Royaume: Pour ces causes & autres bonnes considérations à ce nous mouvans, nous avons commis, ordonné & député ledits Sieurs de Harlay, de Crecy, & de Calheres, commettions, ordonnons & députons par ces presentes lignes de notre main, & leur avons donné & donnons Plein-Pouvoir, Commission & Mandement special d'aller en ladite Ville de Delft, en qualité de nos Ambassadeurs extraordinaires & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & y conférer soit directement soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement reçus & agréés avec les Ambassadeurs Plenipotentiaires & Ministres de nos très-chers & grands Amis les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, & de leurs Alliez, tous munis de Pouvoirs suffisans, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les différends qui causent aujourd'hui la Guerre, & pourrions nous ledits Plenipotentiaires tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre par maladie, ou autre empêchement, ou un seul, en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie, ou autre empêchement, en convenir & sur icelles conclure & signer une bonne & feure Paix, & généralement faire, négocier, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront nécessaire pour le sùdité effet de la Paix, avec la même autorité que nous ferions & pourrions faire, si nous y étions presens en personne, encors qu'il y eut quelque chose qui requit un Mandement plus special non contenu en cédites presentes; promettant en foy & Parole de Roy de tenir ferme & d'accomplir tout ce que ledits Sieurs de Harlay, de Crecy & de Calheres ou par deux d'entre eux en cas de l'absence de l'autre par maladie ou autre empêchement, ou par un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, aura elle stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification, dans le tems qu'ils auront promis en notre nom de les fournir, car tel est notre plaisir. En temoing de quoy nous avons fait mettre Scel à cédites presentes. Donné à Versailles le 25. de Février 1697. & de notre Regne le 54.

Etoit signé,

LOUIS.

Et sur le reply étoit écrit, par le Roy.

Signé,

COLBERT.

S'enfuit la teneur des Pouvoirs des Ambassadeurs & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux.

LES Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas à tous ceux qui ces presentes verront, Salut: Comme nous ne souhaitons rien plus ardemment que

ANNO
1697.

de voir finir par une bonne Paix la Guerre, dont la Chrétienté est à présent affligée; & que par les soins & la Médiation du Sérénissime Roi de Suede le Lieu de Ryfwick a esté agréé de toutes les Parties pour le Lieu des Conférences; Nous par ce même desir d'arrêter, autant qu'il sera en nous, la défoliation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de Sang Chrétien, avons bien voulu y contribuer tout ce qui dépend de nous, & pour cet effet député en ladite Assemblée quelques Personnes du Corps de la nôtre, qui ont donné plusieurs preuves de la connoissance & expérience qu'ils ont des affaires publiques, aussi bien que de l'affection, qu'ils ont pour le bien de notre Etat; Et comme les Sieurs *Jagot Borel*, Seigneur de Duynbeek, *Welthove* & *Merresteyn*, Sénateur & Bourguemestre de la Ville d'Amsterdam, & Conseiller Député de la Province d'Hollande; *Everhard de Weede*, Seigneur de Dyckvelt, Rateles, &c. Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Ecolatre du Chapitre Imperial de Ste. Marie à Utrecht, Dyck-Grave de la Rivière le Rhin, dans la Province d'Utrecht, Président des Etats de ladite Province; & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Député de la part de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université à Franeker, Députés en notre Assemblée de la part des Etats de Hollande, d'Utrecht, & de Frise, se sont signalez en plusieurs Emplois importants pour notre service, où ils ont donné des marques de leur fidélité, application & adresse au manient des affaires; pour ces causes & autres Considerations à ce nous mouvants, nous avons commis, ordonné & député ledits Sieurs *Borel*, *de Weede*, & *de Haren*, commetteurs, ordonnons, & députons par ces présentes, & leur avons donné & donnons plein Pouvoir, Commission, & Mandement special d'aller à Ryfwick, en qualité de nos Ambassadeurs extraordinaires, & Plenipotentiaires pour la Paix: Et y conférer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement reçus & agréés, avec les Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Très-Christienne & de ses Alliez, munis des Pouvoirs suffisants, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les différends, qui causent aujourd'hui la Guerre, & pourront nôs Ambassadeurs & Plenipotentiaires tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre, par maladie ou autre empêchement, ou un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, en convenir & sur iceux conclure & signer une bonne & saine Paix, & généralement faire négocier, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront nécessaire, pour le sùbit effet de la Paix, & de faire généralement tout ce que nous pourrions faire, si nous y étions présents, quand même pour cela il seroit besoin de Pouvoir & Mandement plus special, non contenu dans ces dites présentes, promettant sincèrement & de bonne foy d'avoir pour agreable, ferme & stable, tout ce que par ledits Sieurs nos Ambassadeurs & Plenipotentiaires, ou bien par deux d'iceux, en cas de maladie, d'absence, ou d'autre empêchement en pareil cas de maladie ou d'autre empêchement, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification, dans le temps qu'ils auront promis en notre nom de les fournir. Donné à la Haye en notre Assemblée, sous notre grand Sceau, la paraphure du Président de notre Assemblée, & le Seing de notre Greffier, le 6. d'Avril de l'an 1697.

Esloit paraphé,

F. B. DE REEDE, Vt.

Sur le pli estoit écrit,

Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Generaux.

Esloit signé,

F. FAGEL.

Et scellé du grand Sceau en cire rouge.

Les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, à tous ceux qui ces présentes verront, Salut: Comme nous ne souhaitons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre, dont la Chrétienté est à présent affligée, & que par les Soins & la Médiation du Serenissime Roi de Suede le Lieu de Ryfwick a été agréé de toutes les Parties

pour le Lieu des Conférences, nous par ce même desir d'arrêter autant qu'il sera en nous, la défoliation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de Sang Chrétien, avons bien voulu y contribuer tout ce qui dépend de nous, & pour cet effet, nous avons déjà député cy-devant en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires en ladite Assemblée quelques Personnes du Corps de la nôtre, qui ont donné plusieurs preuves de la connoissance & expérience qu'ils ont des affaires publiques, aussi bien que de l'affection qu'ils ont pour le bien de notre Etat, à sçavoir les Sieurs *Jagot Borel*, Seigneur de Duynbeek, *Welthove* & *Merresteyn*, Sénateur & Bourguemestre de la Ville d'Amsterdam, & Conseiller Député de la Province d'Hollande; *Everhard de Weede*, Seigneur de Dyckvelt, Rateles, &c. Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Ecolatre du Chapitre Imperial de Ste. Marie à Utrecht, Dyckgrave de la Rivière le Rhin dans la Province d'Utrecht, Président des Etats de ladite Province; & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Député de la part de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université à Franeker, Députés en notre Assemblée de la part des Etats de Hollande, d'Utrecht & de Frise, & comme à présent nous avons jugé à propos de joindre une quatrième Personne à nos susnommés trois Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires pour ce même effet, & que le Sieur *Antoine Heinsius*, Conciller Pensionnaire des Etats de Hollande & de West-Frise, Garde du grand Sceau, Sur-Intendant des Fiefs, & Député en notre Assemblée de la part de la même Province, s'est signalé en plusieurs Emplois importants pour notre Service, où il a donné des marques de sa fidélité, application & adresse au manient des affaires: Pour ces causes & autres considerations à ce nous mouvants, nous avons commis, ordonné & député ledit Sieur *Heinsius*, commetteurs, ordonnons & députons par ces présentes, & lui avons donné & donnons plein Pouvoir, Commission & Mandement special d'aller à Ryfwick en qualité de notre Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire pour la Paix, & y conférer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement reçus & agréés, avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Très-Christienne & de ses Alliez, munis des Pouvoirs suffisants, & y traiter des moyens de terminer, & pacifier les différends, qui causent aujourd'hui la Guerre, & pourra nôtre dit Ambassadeur & Plenipotentiaire ensemble avec ledits Sieurs *Borel*, *de Weede*, & *de Haren*, nos trois autres Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, ou avec deux ou un seul d'entr'eux en cas de l'absence des autres, par maladie ou autre empêchement, ou même seul en l'absence de tous trois en pareil cas de maladie ou autre empêchement, en convenir, & sur iceux conclure & signer une bonne & saine Paix: Et généralement faire, négocier, promettre & accorder tout ce qu'il estimerait nécessaire pour le sùbit effet de la Paix, & de faire généralement tout ce que nous pourrions faire, si nous y étions présents, quand même pour cela il seroit besoin de Pouvoir & Mandement plus special, non contenu dans cesdites présentes, promettant sincèrement, & de bonne foy d'avoir pour agreable, ferme, & stable tout ce que par ledit Sieur *Heinsius*, ensemble avec nos trois autres Ambassadeurs & Plenipotentiaires ou avec deux ou un seul d'entr'eux, en cas de maladie, d'absence, ou d'autre empêchement des autres, ou même seul en l'absence de tous trois en pareil cas de maladie ou d'autre empêchement, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification, dans le temps qu'il aura promis en notre nom de les fournir. Donné à la Haye en notre Assemblée, sous notre Grand Sceau, la paraphure du Président de notre Assemblée, & le Seing de notre Greffier, le 5. d'Août de l'an 1697.

Esloit paraphé,

F. B. DE REEDE, Vt.

Sur le repli estoit écrit,

Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Generaux.

Esloit signé,

F. FAGEL.

Et scellé du Grand Sceau en cire rouge.

Artis

ANNO
1697.

ANNO
1697.

Article séparé.

Oùtre ce qui a été conclu & arrêté par le Traité de Paix, fait entre les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roy Très-Chrétien, & ceux des Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies ce jourduy 20. Septembre 1697. il a été encore convenu par ce présent Article séparé, qui aura la même force & vertu, que s'il étoit inséré de mot à mot dans le susdit Traité, que Sa Majesté Très-Chrétienne accordera, comme elle accorde par ce présent Article, à l'Empereur, & à l'Empire jusqu'au premier de Novembre prochain, pour accepter les Conditions de Paix, proposées en dernier lieu par Sadite Majesté Très-Chrétienne, suivant sa Déclaration du premier jour du présent mois de Septembre, si Sa Majesté Impériale & l'Empire n'en peuvent autrement convenir avec Sadite Majesté Très-Chrétienne, & en cas, que dans ledit tems, l'Empereur & l'Empire n'acceptent point ledites Conditions, ou n'en conviennent pas autrement avec Sadite Majesté Très-Chrétienne, ledit Traité de Paix sortira son plein & entier effet, & sera exécuté suivant sa forme & teneur, sans pouvoir y contrevenir par ledits Seigneurs Etats Generaux, sous quelque pretexte que ce puisse être directement ou indirectement.

En foy de quoy nous Ambassadeurs de Sadite Majesté & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs avons édicts noms signé cet Article séparé de nos Seings ordinaires, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes; à Ryfwik en Hollande le vingtième jour du mois de Septembre, 1697.

Eloit signé,

(L.S.) N. A. DE HARLAY	(L.S.) A. HEINSIUS.
BONNEUIL.	(L.S.) E. DE WEDE.
(L.S.) VERJUS DE CRECY.	(L.S.) W. V. HAREN.
(L.S.) DE CALLIERES.	

Ensuit La Ratification de Sa Majesté Très-Chrétienne sur le Traité de Paix & d'Amitié.

L'Oùis par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme notre Amé & Feal Conseiller Ordinaire en notre Conseil d'Etat *Nicolas Auguste de Harlay*, Chevalier, Seigneur de Bonneuil, Comte de Celi, notre cher & bien Amé *Louis Verjus*, Chevalier, Comte de Crecy, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Seigneur de Boulay, des deux Eglises de Fortille & de Meuillet; & notre cher & bien Amé *François de Callieres*, Chevalier, Seigneur de la Roche-Chellay & de Gigny, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des pleins Pouvoirs, que nous leur en avons donné, auroient conclu, arrêté & signé le 20. jour de Septembre dernier, à Ryfwik, avec les Sieurs *Antoine Heinsius*, Conseiller Pensionnaire des Etats d'Hollande & de West-Frise, avec les Sieurs *Antoine Heinsius*, Conseiller Pensionnaire des Etats d'Hollande & de West-Frise, Garde du grand Seau, & Sur-Intendant, des Fiefs de la même Province; *Everhard de Weede*, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Ratales, Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Ecolatre du Chapitre Imperial de Ste Marie d'Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin dans la Province d'Utrecht, President des Etats de ladite Province; & *Guillaume de Haren*, Grieman du Bilt, Député de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université de Franeker, Députés en leur Assemblée de la part des Etats d'Hollande, d'Utrecht & de Frise, en qualité d'Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nos tres-chers & grands Amis Etats Generaux des Provinces Unies des Pays-Bas, pareillement munis des pleins Pouvoirs, le Traité de Paix dont la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

Nous ayant agreable le susdit Traité de Paix en tous & un chacun les Points & Articles, qui y sont contenus & déclarés, avons iceux tant pour nous, que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pays, To m. VII. PART. II.

Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons le tout, promettant en foy & Parole de Roy, & sous l'Obligation & Hypotèque de tous & chacuns nos Biens preiens & avenir, garder & observer inviolablement sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement en quelque sorte & maniere que ce soit. En temoin dequoy, nous avons signé ces présentes de notre main, & à icelles fait apposer notre Seel. Donné à Fontainebleau le troisième jour d'Octobre, l'an de grace 1697. & de notre Regne le cinquante cinquième.

ANNO
1697.

Eloit signé,

LOUIS.

Et plus-bas,

Par le Roy.

Signé,

COLBERT.

Ensuit La Ratification de Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas sur le Traité de Paix & d'Amitié.

Les Etats Generaux des Provinces-Unies du Pays-Bas, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut: Ayant veu & examiné le Traité de Paix & d'Amitié fait & conclu à Ryfwik en Hollande le vingtième jour du mois de Septembre de la présente Année 1697. par le Sieur *Nicolas Auguste de Harlay*, Chevalier, Seigneur de Bonneuil, Comte de Celi, Conseiller Ordinaire de Sa Majesté Très-Chrétienne en son Conseil d'Etat, le Sieur *Louis Verjus*, Chevalier, Comte de Crecy, Conseiller ordinaire du Roy en son Conseil d'Etat, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Seigneur de Boulay, les deux Eglises, de Fortille, du Meuillet & autres Lieux; & le Sieur *François de Callieres*, Chevalier, Seigneur de Callieres, de la Roche-Chellay & de Gigny, Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Très-Chrétienne à l'Assemblée de Ryfwik, au nom & de la part de Sadite Majesté; Et par les Sieurs *Antoine Heinsius*, Conseiller Pensionnaire des Etats de Hollande & de West-Frise, Garde du grand Seau, & Sur-Intendant des Fiefs de la même Province; & *Everhard de Weede*, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Ratales & autres Lieux, Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Ecolatre du Chapitre Imperial de Sainte Marie à Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin, dans la Province d'Utrecht, President des Etats de ladite Province; & *Guillaume de Haren*, Grieman du Bilt, Député de la part de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université de Franeker, Députés en notre Assemblée de la part des Etats de Hollande, d'Utrecht & de Frise, nos Ambassadeurs & Plenipotentiaires à ladite Assemblée de Ryfwik, en notre nom & de notre part, en vertu de leurs pleins-Pouvoirs respectifs, duquel Traité la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

Et d'autant que le contenu dudit Traité porte, que les Lettres de Ratification seront délivrées de part & d'autre en bonne & due forme dans le terme de trois semaines, ou plutôt si faire se peut, à compter du jour de la signature, nous voulant bien donner des marques de notre sincerité, & nous acquiescer de la Parole que nos Ambassadeurs ont donné pour Nous, Nous avons agréé, approuvé & ratifié ledit Traité & un chacun des Articles d'iceluy, cy-dessus transcrits, comme nous l'agréons, approuvons & ratifions par ces présentes; promettant en bonne foy & sincerement le garder, entretenir & observer inviolablement de Point en Point, selon sa forme & teneur, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte ou maniere que ce soit. En foy de quoy nous avons fait signer les présentes par le

Ccc

Prefi.

ANNO
1697.

Président de notre Assemblée, contresigner par notre Greffier, & y apposer notre grand Sceau. Fait à la Haye le dixième Octobre 1697.

Ensuit la Ratification de Sa Majesté Très-Chrétienne, sur l'Article séparé.

LOUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront: Salut: Ayant veu & examiné l'Article séparé, que notre Amé & Feal Conseiller Ordinaire en notre Conseil d'Etat *Nicolas Auguste de Harlay*, Chevalier, Sieur de Bonneuil, Comte de Cely; notre Cher & bien Amé, *Louis Verjus*, Chevalier, Comte de Crecy, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Sr. du Boulay, des deux Eglises, de Fortille, & du Meulleit; & notre Cher & bien Amé *François de Calheres*, Chevalier, Sr. de Calheres, de la Roche-Chellay & de Gigny, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des pleins Pouvoirs, que nous leur en avions donné, ont conclu, arrêté & signé le vingtième jour de Septembre dernier à Ryfwick, avec les Sieurs *Antoine Henfius*, Conseiller Pensionnaire des Etats de Hollande & de West-Frise, Garde du Grand Sceau & Sur-Intendant des Fiefs; *Everhard de Werde*, Seigneur de Werde, Dyckvelt, Raaels, &c. Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Ecolatre du Chapitre Imperial de Sainte Marie d'Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin dans la Province d'Utrecht, Président des Etats de ladite Province; & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Deputé de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université de Franeker, Deputez en leur Assemblée de la part des Etats d'Hollande, d'Utrecht & de Frise, en qualité d'Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nos très Chers & grand Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, pareillement munis de pleins Pouvoirs, duquel Article séparé la teneur s'enluit.

Fiat insertio.

Nous ayant agreable le susdit Article séparé en tout son contenu, avons icelui lû, aprouvé & ratifié, lûons, approuvons & ratifions par ces présentes, signées de notre main, promettant en foy & parole de Roy de l'accomplir, observer & faire observer pleinement & de bonne foy, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ou indirectement au contraire pour quelque cause & occasion que ce puisse être. En temoin de quoy nous avons signé ces présentes & à icelles fait apposer notre Seel. Donné à Fontainebleau le troisième jour d'Octobre, l'an de grace mil six cent quatre vingt dix sept, & de notre regne le cinquante cinquième.

En suit signé,

LOUIS.

Plus bas,

Par le Roy.

Signé,

COLBERT.

Ensuit la Ratification de Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, sur l'Article séparé.

LES Etats Generaux des Provinces-Unis du Pais-Bas, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront. *Salut:* Comme ainsi soit qu'ouïre le Traité de Paix & d'Amicé, fait & conclu à Ryfwick en Hollande, le vingtième jour de Septembre de la présente année 1697. il ait été fait de même un Article séparé, par le Sieur *Nicolas Auguste de Harlay*, Chevalier, Seigneur de Bonneuil, Comte de Cely, Conseiller Ordinaire de Sa Majesté Très-Chrétienne en son Conseil d'Etat; le

Sieur *Louis Verjus*, Chevalier, Comte de Crecy, Conseiller Ordinaire du Roy en son Conseil d'Etat, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Seigneur de Boulay, les deux Eglises de Fortille, du Meulleit & autres lieux; & le Sieur *François de Calheres*, Chevalier, Seigneur de Calheres, de la Roche-Chellay & de Gigny, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Très-Chrétienne à l'Assemblée de Ryfwick, au nom & de la part de ladite Majesté; & par les Sieurs *Antoine Henfius*, Conseiller Pensionnaire de Etats de Hollande & West-Frise, Garde du grand Sceau, & Sur-Intendant des Fiefs de la même Province, *Everhard de Werde*, Seigneur de Werde, Dyckvelt, Raaels, & autres Lieux, Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Ecolatre du Chapitre Imperial de Sainte Marie à Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin, dans la Province d'Utrecht, Président des Etats de ladite Province, *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Deputé de la part de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université de Franeker, Deputez en notre Assemblée de la part des Etats de Hollande, d'Utrecht & de Frise, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires à la dite Assemblée de Ryfwick, en notre nom & de notre part, en vertu de leurs Pleins-Pouvoirs respectifs, duquel Article séparé la teneur s'enluit.

Fiat insertio.

Nous ayant pour agreable ledit Article séparé l'avons agréé, approuvé & ratifié, l'agréons, approuvons & ratifions par ces présentes, de même que s'il étoit inséré dans le susdit Traité de Paix & d'Amicé, promettant de garder, entretenir & observer inviolablement, tout ce qui est contenu en icelui, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement sous quelque pretexte que ce soit. En foy de quoy nous avons fait signer ces présentes par le Président de notre Assemblée, contresigner par notre Greffier, & y apposer notre grand Sceau. Fait à la Haye le dixième Octobre l'an 1697.

CXCVI.

Traité de Commerce, de Navigation & de Mari-20. Sept.
ne entre LOUIS XIV. Roi de France & les LA
Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-FRANCE
UNIES. Fait à Ryfwick le 20. Septembre, ET LES
1697. AVEC L'ARTICLE SEPARÉ, 100-PROVIN-
chant l'exemption du Droit des cinquante sousces U-
par Tonneau qui se leve en France sur tous les NA-
vires étrangers. Fait le même jour 20. Septembre
1697. Comme aussi les PLEIN-POUVOIRS
& les RATIFICATIONS de part & d'autre.

LE Traité de Paix, qui a été conclu ce jour d'hui, entre le Roy Très-Chrétien, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, faisant cesser tous les sujets de mécontentement, qui avoient altéré pendant quelque tems l'affection, que Sa Majesté a toujours eue pour leur bien & leur prospérité, suivant l'exemple des Rois ses Predecesseurs, & lesdits Seigneurs Etats Generaux, rentrant aussi dans la même passion, qu'ils ont cy-devant témoigné pour la grandeur de la France, & dans les sentiments d'une sincère reconnaissance pour les obligations & les avantages considerables, qu'ils en ont cy-devant reçus, Sa Majesté ne veut rien omettre de ce qui la peut affermir, & lesdits Etats Generaux, ne souhaitant pas moins de la perpetuer, ont estimé qu'il n'y en avoit point de meilleur & de plus assuré moyen, que d'établir une libre & parfaite correspondance entre les Sujets de part & d'autre, & pour cet effet, regler leurs interets particuliers, en fait de Commerce, Navigation & Marine, par des Loix & Conventions les plus propres à prévenir tous les inconveniens, qui pourroient affoiblir la bonne correspondance: ladite Majesté satisfaisant au desir desdits Etats Generaux auroit ordonné le Sieur *Nicolas Auguste de Harlay*, Chevalier, Seigneur de Bonneuil, Comte de Cely, Conseiller Ordinaire de Sa Majesté en son Conseil d'Etat; le Sieur

Louis

ANNO 1697. *Louis Verjus*, Chevalier, Comte de Crecy, Conseiller Ordinaire du Roy en son Conseil d'Etat, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Seigneur de Boulay, les deux Eglises de Fortille, du Meuliet, &c. le Sieur *François de Calbret*, Chevalier, Seigneur de Calbret, de la Roche-Chelly &c de Gigny, ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires à l'Assemblée de la

Negotiation de la Paix; & ledits Seigneurs Etats Generaux les Sieurs *Antoine Hingfis*, Conseiller Penionnaire des Etats de Hollande & de Well-Frise, Garde du grand Scau, & Sur-Intendant des Fiefs; *Everhard de Werde*, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Ratcles, &c. Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolatre du Chapitre Imperial de Sainte Marie à Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin, dans la Province d'Utrecht, President des Etats de ladite Province; & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Deputé de la part de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université de Franeker, Deputés en leur Assemblée de la part des Etats de Hollande, d'Utrecht & de Frise, de conférer & convenir, en vertu de leurs Pouvoirs respectivement produits, & dont Copie est cy-dessus transcritte, d'un Traité de Commerce, & de Navigation en la maniere qui s'ensuit.

I. Les Sujets de Sa Majesté & des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas, jouiront reciproquement de la même liberté au fait du Commerce & de la Navigation, dont ils ont joui de tout temps devant cette Guerre par tous les Royaumes, Etats & Provinces de l'une & de l'autre part.

II. Et ainsi n'exerceront plus à l'avenir aucunes sortes d'hostilitez ni de violences les uns contre les autres, tant sur la Mer que sur la Terre, ou dans les Rivières, Rades & Eaux douces, sous quelque nom & prétexte que ce soit; & aussi ne pourront les Sujets de Sa Majesté prendre aucunes Commisissions pour des Armeemens particuliers, ou Lettres de représailles des Princes & Etats Ennemis deditz Sieurs Etats Generaux, & moins les troubler ni endommager d'aucune sorte, en vertu de telles Commisissions ou Lettres de représailles, ni même aller en course avec elles, sous peine d'être poursuivis & châtiés comme Pirates; ce qui sera reciproquement observé par les Sujets des Provinces-Unies à l'égard des Sujets de Sa Majesté; & seront à cette fin toutes & quantes fois que cela sera requis de part & d'autre dans les Terres de l'obéissance de ladite Majesté & dans les Provinces-Unies publiées & renouvelles d'inscrites très-expresses & très-précises, de se servir en aucune maniere de telles Commisissions ou Lettres de représailles, sous la peine fulmenionnée, qui sera exécutée severement contre les contrevenants; outre la restitution entiere, à laquelle ils seront tenus envers ceux, auxquels ils auront causé aucun dommage.

III. Et pour éviter d'autant plus à tous inconveniens, qui pourroient survenir par les prises, faites par inadvertence, ou autrement, & principalement dans les lieux éloignés, il a été convenu & accordé, si quelques prises se font de part ou d'autre dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord, depuis Terneuse en Norvegue, jusques au bout de la Manche dans l'espace de quatre semaines, ou du bout de ladite Manche jusqu'au Cap de S. Vincent dans l'espace de six semaines, & de là dans la Mer Méditerranée & jusqu'à la Ligne dans l'espace de dix semaines, & au delà de la Ligne & en tous les autres endroits du Monde dans l'espace de huit mois, à compter depuis la publication de la presente, ledites prises & les dommages, qui se feront de part ou d'autre, après les termes prefix, seront portez en compte, & tout ce qui aura été pris, sera rendu avec compensation de tous les dommages, qui en seront provenus.

IV. Toutes Lettres de marque, & de Représailles qui pourroient avoir été ci-devant accordées, pour quelque cause que ce soit, sont déclarées nulles; & n'en pourra être ci-après donnée par l'un deditz Allez, au préjudice des Sujets de l'autre; si ce n'est seulement en cas de manifeste déni de Justice, lequel ne pourra pas être tenu pour versé, si la requête de celui qui demande ledites Représailles n'est communiquée au Ministre qui la trouvera sur les Lieux de la part de l'Etat, contre les Sujets duquel elles doivent être données, afin que dans le terme de quatre mois, ou plutôt, s'il se peut, il puisse s'informer du con-

traire, ou procurer l'accomplissement de Justice qui ANNO 1697. fera dû.

V. Ne pourront aussi les particuliers Sujets de Sa Majesté être mis en action ou arrêt en leurs Personnes & Biens, pour aucune chose que Sa Majesté peut devoir, ni les particuliers Sujets deditz Seigneurs Etats Generaux pour les dettes publiques deditz Etats.

VI. Les Sujets & Habitans des Pais de l'obéissance de Sa Majesté, & deditz Seigneurs Etats Generaux vivront, convergeront, & frequenteront les uns avec les autres, en toute bonne amitié & correspondance; & jouiront entre eux de la liberté de Commerce & Navigation dans l'Eutope, en toutes les limites des Pais de l'un & de l'autre, de toutes sortes de Marchandises & Denrées, dont le Commerce, & le transport, n'est défendu generalement & universellement à tous tant Sujets qu'étrangers par les Loix & Ordonnances des Etats de l'un & de l'autre.

VII. Et pour cet effet, les Sujets de Sa Majesté & ceux deditz Seigneurs Etats Generaux pourront franchement, & librement frequenter avec leurs Marchandises & Navires, les Pais, Terres, Villes, Ports, Places & Rivières de l'un & de l'autre Etat, y porter & vendre à toutes Personnes indistinctement, acheter, trafiquer & transporter toutes sortes de Marchandises dont l'entrée, ou sortie, & Transport, ne sera défendu à tous Sujets de Sa Majesté, & deditz Seigneurs Etats Generaux; sans que cette liberté reciproque puisse être défendue, limitée ou restreinte, par aucun Privilege, Octroy ou aucune Concession particuliere; & sans qu'il soit permis à l'un ou à l'autre de conceder, ou de faire à leurs Sujets des Immunités, Benefices, dons gratuits ou autres avantages, par dessus ceux de l'autre ou à leur préjudice; & sans que ledits Sujets de part & d'autre soyent tenus de payer plus grands, ou autres Droits, Charges, Gabelles ou Impositions quelconques sur leurs Personnes, Biens, Denrées, Navires ou Frets d'iceux directement ou indirectement, sous quelques noms, titre ou prétexte que ce puisse être, que ceux qui feront payez par les propres & naturels Sujets de l'un & de l'autre.

VIII. Les Sujets des Etats Generaux ne pourront aussi être traités autrement ou plus mal dans les Droits de comptable, d'anchrage, du sol parisis & toutes autres charges & impositions de quelque nom qu'elles puissent être appellées, soit sous le titre du Droit étranger ou autrement, sans aucune reserve ou exception, que les Sujets mêmes de Sa Majesté Très-Chrétienne, qui ne seront pas Bourgeois dans les lieux, où ledits Droits se lèvent.

IX. Quant à l'égard du Commerce du Levant en France, & de vingt pour cent qui se lève à cette occasion, les Sujets des Etats Generaux des Provinces-Unies jouiront aussi de la même liberté & franchise, que les Sujets du Roi Très-Chrétien, tellement qu'il sera permis ausdits Sujets des Etats Generaux de porter des Marchandises du Levant, à Marseille & autres Places permises en France, tant par leurs propres Vaisseaux, que dans des Vaisseaux François, & que ni dans l'un ni l'autre cas ledits Sujets des Etats Generaux ne seront assujettis audit vingt pour cent, sinon dans les cas, où les François y sont Sujets, portant des Marchandises dans leurs propres Vaisseaux à Marseille, ou autres Places permises, & qu'en ceci ne pourra se faire aucun changement au préjudice des Sujets deditz Etats Generaux.

X. Il sera permis aux Sujets des Seigneurs Etats Generaux d'apporter, faire entrer & debiter en France & dans les Pais conquis, librement & sans aucun empêchement du Harang salé, sans distinction, & sans être Sujets au rempackement, & ce nonobstant tous Edits, Déclarations & Arrêts du Conseil à ce contraires, & notamment ceux des 15. Juillet, & quatorzième Septembre mil six cents quatre vingt-sept, portant défenses d'apporter ni faire entrer dans les Ports de France aux Places conquises du Harang autrement qu'en vrac & salé du Sel de Brouage; & qui ordonnent que ledit Harang fera apporté dans les Ports de Mers en vrac dans des Barils, dont les dix-huit compofteront douze de Harang pacqué, lesquels Arrêts demeureront révoqués & annulés.

XI. L'on dépêchera reciproquement à la Douane ou aux Bureaux, tant en France qu'aux Pais des Etats

ANNO
1697.

Generaux également & sans aucune distinction les Sujets de l'une & de l'autre Nation, aussi-tôt qu'il sera possible, sans leur causer aucun empêchement ny retardement, quel qu'il puisse être.

XII. L'on fera un nouveau Tarif comme & suivant la convenance reciproque, dans le tems de trois mois, & cependant le Tarif de l'an 1667. sera executé par provision, & en cas, qu'on ne convienne pas dans ledit tems dudit Tarif nouveau, le Tarif de l'an 1664. aura lieu pour l'avenir.

XIII. Les Navires de Guerre de l'un & de l'autre trouveront toujours les Rades, Rivieres, Ports & Havres libres & ouverts pour entrer, sortir, & demeurer à l'ancre, tant qu'il leur sera necessaire sans pouvoir être visités, à la charge néanmoins d'en user avec discretion, & de ne donner aucun sujet de jalousie, par un trop long & affecté séjour, ny autrement, aux Gouverneurs dedites Places & Ports, auxquels les Capitaines dedites Navires feront faveur la cause de leur arrivée & de leur séjour.

XIV. Les Navires de Guerre de Sa Majesté & dedit Seigneurs Etats Generaux & ceux de leurs Sujets qui auront été armés en Guerre, pourront en toute liberté conduire les prises qu'ils auront faites sur leurs Ennemis, où bon leur semblera, sans être obligés à aucuns Droits, soit des Sieurs Admiraux ou de l'Admirauté, ou d'aucuns autres, sans qu'aussi ledits Navires ou ledites prises entrant dans les Havres, ou Ports de Sa Majesté ou dedit Seigneurs Etats Generaux, puissent être arrestés ou saisis, ny que les Officiers des lieux puissent prendre connoissance de la validité dedites prises, lesquelles pourront sortir & être conduites franchement & en toute liberté aux Lieux portés par les Commissions, dont les Capitaines dedites Navires de Guerre seront obligés de faire apparoir: Et au contraire ne fera donné azile ny retraite dans leurs Ports ou Havres à ceux qui auront fait des prises sur les Sujets de Sa Majesté ou dedit Seigneurs Etats Generaux; mais y étant entrés par nécessité de tempeste ou peril de la Mer, ou les sera fortir le plutôt qu'il sera possible.

XV. Les Sujets dedit Seigneurs Etats Generaux ne seront point réputés Aubains en France, & ainsi seront exempts de la Loy d'Aubaine, & pourront disposer de leurs biens par Testament, Donation ou autrement: Et leurs Heritiers, Sujets dedit Etats demeurants tant en France, qu'ailleurs, recueillir leurs successions mêmes *ab intestat*, encore qu'ils n'ayent obtenu aucunes Lettres de Naturalité sans que l'effet de cette Concession leur puisse être contesté, ou empêché, sous pretexte de quelque Droit ou prerogative des Provinces, Villes, ou personnes privées, pourront pareillement sans ledites Lettres de Naturalité s'établir en toute liberté les Sujets dedit Seigneurs Etats en toutes les Villes du Roiaume, pour y faire leur Commerce & Trafic, sans pourtant y pouvoir acquérir aucun Droit de Bourgeoisie, si ce n'est, qu'ils eussent obtenu Lettres de Naturalité de Sa Majesté en bonne forme & seront généralement traités ceux des Provinces-Unies en tout & par tout autant favorablement, que les Sujets propres & Naturels de Sa Majesté, & particulièrement ne pourront être compris aux taxes qui pourront être faites par les Etrangers, & sera tout le contenu au present Article observé au regard des Sujets du Roy dans les Pays de l'obeissance dedit Seigneurs Etats.

XVI. Les Navires chargés de l'un des Alliés, passants devant les côtes de l'autre, & relachans dans les Rades ou Ports, par tempeste ou autrement, ne seront contraints d'y decharger ou debiter leurs Marchandises, ou partie d'icelles, ny tenus d'y payer aucuns Droits, sinon lors qu'ils y dechargeront des Marchandises volontairement & de leur gré.

XVII. Les Maîtres de Navires, leurs Pilotes, Officiers & Soldats, Matelots & autres gens de Mer, les Navires mêmes, ni les Denrées & Marchandises dont ils seront chargés, ne pourront être saisis, ni arrestés, en vertu d'aucun ordre general ou particulier de qui que ce soit, ou pour quelque cause ou occasion qu'il puisse être, non pas même sous pretexte de la conservation, & défense de l'Etat, & généralement rien ne pourra être pris aux Sujets de part & d'autre, que du consentement de ceux, à qui il appartiendra, & en payant les choses, qu'on désirera d'eux, en quoy toutes fois n'est entendu de comprendre les saisies & arrests faits par ordre & autorité de la Justice, & par

les voyes ordinaires, & pour loyales dettes, Contrats ou autres causes legitimes, pour raison desquelles il sera procédé par voye de Droit, selon la forme de la Justice.

XVIII. Tous les Sujets & Habitans de France & des Provinces-Unies pourront en toute seureté & liberté naviger avec leurs Vaisseaux, & trafiquer avec leurs Marchandises, sans distinction de qui puissent être les Proprietaires d'icelles, de leurs Ports, Roiaumes & Provinces & aussi des Ports & Roiaumes des autres Etats ou Princes, vers les Places de ceux qui sont déjà Ennemis déclarés, tant de la France, que des Provinces-Unies ou de l'un des deux, ou qui pourroient les devenir: Comme aussi les mêmes Sujets & Habitans pourroient avec la même seureté & liberté naviger avec leurs Vaisseaux & trafiquer avec leurs Marchandises sans distinction de qui puissent être les Proprietaires d'icelles, des Lieux, Ports & Rades de ceux qui sont Ennemis de l'une & de l'autre dedites Parties, ou de l'un des deux en particulier sans contradiction ou detourbir, de qui que ce soit, non seulement à droiture dedites Places Ennemies vers un Lieu neutre, mais aussi d'une Place Ennemie à l'autre, soit qu'elles se trouvent situées sous la Jurisdiction d'un même Souverain, soit qu'elles le soient sous des divers.

XIX. Ce Transport & ce Trafic s'étendra à toutes sortes de Marchandises, à l'exception de celles de contrebande.

XX. En ce genre de Marchandises de contrebande s'entend seulement être compris toutes sortes d'Armes à feu, & autres assortimens d'icelles, comme Canons, Mousquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Saucisses, Cercles-poisses, Affûts, Fourchettes, Bandolieres, Poudre, Meche, Salpêtre, Balles, Piques, Epées, Morions, Casques, Courraies, Hallebardes, Javelines, Chevaux, Selles de Cheval, Fourreaux de Pistols, Baudriers & autres assortimens servant à l'usage de la Guerre.

XXI. Ne seront compris dans ce genre de Marchandises de contrebande les Froments, Bleds & autres Grains, Legumes, Huiles, Vins, Sel, ni généralement tout ce qui appartient à la nourriture & sustentation de la vie, mais demeureront libres, comme autres Marchandises & Denrées, non compris en l'Article précédent, & en sera le transport permis, mêmes aux lieux ennemis dedit Seigneurs Etats, sans aux Villes & Places assiégées, bloquées ou investies.

XXII. Pour l'execution de ce que dessus, il a été accordé qu'il le sera en la maniere suivante. Que les Navires & Barques avec les Marchandises des Sujets de Sa Majesté, étant entrés en quelque Havre dedit Seigneurs Etats & voulant de la passer à ceux dedit Ennemis, seront obligés seulement de montrer aux Officiers des Havres dedit Seigneurs Etats, d'où ils partiront, leurs Passeports, contenant la specification de la Charge de leurs Navires, attestés & marqués du Seal & Seing ordinaire & reconnus des Officiers de l'Admirauté des Lieux, d'où ils seront premierement partis, avec la declaration du Lieu, où ils feront destinés, le tout en forme ordinaire & accoutumée, après laquelle exhibition de leurs Passeports en la forme susdite, ils ne pourront être inquirés ni recherchés, detenus ni retardés en leurs voyages, sous quelque pretexte que ce soit.

XXIII. Il en sera usé de même à l'égard des Navires & Barques Françaises, qui iront dans quelques Rades des Terres de l'obeissance dedit Seigneurs Etats, sans vouloir entrer dans les Havres, ou y entrants, sans toutefois vouloir débarquer & rompre leurs Charges, lesquels ne pourront être, obligés de rendre compte de leur Cargaison, qu'au cas qu'il y eut soupçon qu'ils portassent aux Ennemis dedit Seigneurs Etats des Marchandises de Contrebande, comme il a été dit cy-dessus.

XXIV. Et audit cas de soupçon apparent ledits Sujets seront obligés de montrer dans les Ports leurs Passeports en la forme cy-dessus spécifiée.

XXV. Que s'ils étoient entrés dedans les Rades, ou étoient rencontrés en pleine Mer par quelques Navires dedit Seigneurs Etats, ou d'Armateurs particuliers, leurs Sujets, ledits Navires des Provinces-Unies, pour éviter tout desordre, n'approcheront pas plus près des François que de la portée du Canon, & pourront envoyer leur petite Barque ou Chaloupe au bord des Navires

ANNO
1697.

ANNO 1697. vire ou Barques Françaises, faire entrer dedans deus ou trois Hommes seulement, à qui seront montrés les Passeports & Lettres de Mer, afin qu'il puisse appuier non seulement de la Charge, mais aussi du Lieu de la demeure & résidence, tant du Maître & Patron, que du Navire même, afin que par ces deux moyens, on puisse connoître, s'ils portent des Marchandises de contrebande, & qu'il apparaisse suffisamment, tant de la qualité dudit Navire, que de son Maître & Patron, auxquels Passeports & Lettres de Mer se devra donner entiere foy & créance, & afin que l'on connoisse mieux la validité, & qu'elles ne puissent en aucune maniere être falsifiées & contrefaites, seront données certaines marques & conreings de sadite Majesté & desdits Seigneurs Etats Generaux.

XXVI. Et en cas que dans ledits Vaisseaux & Barques Françaises, destinés vers les Havres des Ennemis desdits Seigneurs Etats se trouve par les moyens susdits quelques Marchandises & Denrées de celles, qui sont cy-dessus déclarées de Contrebande & desdites, elles seront déchargées, dénouées & confisquées par devant les Juges de l'Amirauté des Provinces-Unies ou autres competens, sans que pour cela le Navire & Barque, ou autres Biens, Marchandises & Denrées libres & permises, retrouvées au même Navire, puissent être en aucune façon saisis ni confisquées.

XXVII. Il a été en outre accordé & convenu, que tout ce qui se trouvera chargé par les Sujets de Sa Majesté en un Navire des Ennemis desdits Seigneurs Etats, bien que ce ne soit Marchandises de Contrebande, sera confisqué avec tout ce qui se trouvera audit Navire, sans exception ni reserve, mais d'ailleurs aussi sera libre & affranchi tout ce qui sera & se trouvera dans les Navires appartenans aux Sujets du Roi Tres-Christien, encore que la Charge ou partie d'icelle fut aux Ennemis desdits Seigneurs Etats, sauf les Marchandises de Contrebande, au regard desquelles on se reglera selon ce qui a été disposé aux Articles precedents, & pour éclaircissement plus particulier de cet Article il est accordé & convenu de plus, que les cas arrivants que toutes les deux Parties, ou bien l'une d'icelles, fussent engagées en Guerre, les biens appartenans aux Sujets de l'autre Partie, & chargés dans les Navires de ceux qui sont devenus Ennemis de tous les deux, ou de l'une des Parties, ne pourront être confisqués aucunement, à raison ou sous prétexte de cet embarquement, dans le Navire Ennemi; & cela s'observera non seulement quand lesdites Denrées y auront été chargées devant la déclaration de la Guerre: Mais même quand cela sera fait après ladite déclaration; pourveu que c'ait été dans les termes & les termes qui s'ensuivent; à savoir si elles ont été chargées dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord depuis Terreuve en Norvege, jufques au bout de la Manche dans l'espace de quatre Semaines, ou au bout de ladite Manche, jufques au Cap St. Vincent, dans l'espace de six Semaines, & delà dans la Mer Mediterranée, & jufques à la Ligne dans l'espace de dix Semaines, & au delà de la Ligne, & en tous les endroits du Monde dans l'espace de huit mois, à compter depuis la publication de la presente: Tellement que les Marchandises & biens des Sujets & Habitans chargés en ces Navires Ennemis, ne pourront être confisqués aucunement, durant les termes & dans les etendues susnommées à raison du Navire qui est Ennemi; ains seront restitués aux Proprietaires sans aucun delay, si ce n'est qu'elles aient été chargées après l'expiration desdits termes; & pourtant il ne sera nullement permis de transporter vers les Ports Ennemis telles Marchandises de Contrebande, que l'on pourroit trouver chargées en un tel Navire Ennemi, quoy qu'elles fussent rendues par la susdite raison. Et comme il a été réglé cy-dessus, qu'un Navire libre affranchira les Denrées y chargées, il a été en outre accordé & convenu, que cette liberté s'étendra aussi aux Personnes, qui se trouveront en un Navire libre, à tel effet, que quoy qu'elles fussent Ennemies de l'une & de l'autre des Parties, ou de l'une d'icelles, pourtant se trouvant dans le Navire libre, n'en pourront être rictes, si ce n'est qu'ils fussent Gens de Guerre, & effectivement en service desdits Ennemis.

XXVIII. Tous les Sujets & Habitans desdites Provinces-Unies jouiront reciproquement des mêmes Droits, libertés & exemption en leurs Trafs & Commerce dans les Ports, Rades, Mers, & Etats de sadite Majesté, ce qui vient d'être dit, que les Sujets

de Sa Majesté jouiront en ceux desdits Seigneurs Etats, ANNO 1697. & en haute Mer, se devant entendre que l'égalité sera reciproque en toute maniere de part & d'autre; & même en cas que cy-après ledits Seigneurs fussent en Paix, Amitié & Neutralité avec Rois, Princes & Etats qui deviendront Ennemis de sadite Majesté, chacune des deux Parties devant user reciproquement des mêmes conditions & restrictions exprimées aux Articles du present Traité, qui regarde le Trafic & le Commerce.

XXIX. Et pour assurer davantage les Sujets desdits Seigneurs Etats qu'il ne leur sera fait aucune violence par ledits Vaisseaux de Guerre, sera fait defense à tous Capitaines des Vaisseaux du Roi, & autres Sujets de Sa Majesté de ne les molester ny endommager en aucune chose que ce soit, sur peine d'être tenus en leurs Personnes & biens des dommages & interets suffisans à le souffrir jufques à la due restitution & réparation.

XXX. Et pour cette cause seront dorénavant les Capitaines & Armateurs obligés chacun d'eux, avant leur partement, de bailler caution bonne & solvable par devant les Juges competens de la somme de quinze mille livres tournois, pour répondre chacun d'eux solidairement, des mal-versations, qu'ils pourroient commettre en leurs courtes; & pour les contraventions de leurs Capitaines & Officiers au present Traité & aux Ordonnances & Edits de Sa Majesté qui seront publiés en vertu & en conformité de la disposition d'iceulx, à peine de deliance & nullité desdites Commillions & congés; ce qui sera pretrellément pratiqué par les Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux.

XXXI. S'il arrivoit qu'aucun desdits Capitaines François fit prise d'un Vaisseau chargé desdites Marchandises de Contrebande, comme dit est, ne pourront ledits Capitaines faire ouvrir ny rompre les Coffres, Males, Bales, Bougettes, Tonneaux & autres Caisses, ou les transporter, vendre ou échanger, ou autrement aliener qu'elles n'aient été descendues en Terre en la presence des Juges de l'Amirauté & après Inventaire par eux fait desdites Marchandises trouvées dans ledits Vaisseaux, si ce n'est que ledites Marchandises de Contrebande ne taisant qu'une partie de la Charge, le Maître ou Patron de Navire trouvant bon & agreant de livrer ledites Marchandises de Contrebande audit Capitaine & de poursuivre son Voyage; auquel cas, ledit Maître ou Patron ne pourra nullement être empêché de poursuivre sa route & le dessein de son Voyage.

XXXII. Sa Majesté voulant que les Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux soient traités dans tout le Pais de son obéissance aussi favorablement, que ses propres Sujets, donnera tous les ordres nécessaires pour faire que les Jugemens & Arrêts, qui seront rendus sur les prises, qui auront été faites à la Mer, soient donnez avec toute Justice & équité, par Personnes non suspectes ni interessées au fait, dont sera question: Et donnera Sa Majesté des ordres précis & efficaces, afin que tous les Arrêts, Jugemens & Ordres de Justice déjà donnez & à donner, soient promptement & dûment exercez, selon leurs formes.

XXXIII. Et lors que les Ambassadeurs desdits Seigneurs Etats Generaux ou quelque autre de leurs Ministres publics, qui seront à la Cour de Sa Majesté, feront plainte desdits Jugemens, qui auront été rendus, Sa Majesté sera revoir ledits Jugemens en son Conseil, pour examiner si les ordres & precautions contenues au present Traité, auront été suivies & observées, & pour y faire pourvoir, selon la Raison, ce qui sera fait dans le tems de trois mois au plus; & néanmoins avant le premier Jugement ni après icelui, pendant la Revision, les biens & effets, qui seront reclaimés, ne pourront être vendus, ni déchargés, si ce n'est du consentement des Parties interessées pour éviter le déperillement desdites Marchandises.

XXXIV. Quand procès sera mis en premiere & seconde instance contre ceux qui auront fait des prises en Mer, & les Interests en icelles, & que ledits Interests viendront à obtenir un Jugement ou Arrêt favorable, ledit Jugement ou Arrêt aura son execution sous caution, nonobstant l'appel d'iceulx, qui aura fait la prise, mais non au contraire, & ce qui est dit au present Article & aux precedents, pour faire rendre bonne & breve Justice aux Sujets des Provinces-Unies, sur

ANNO
1697.

les prises faites à la Mer, par les Sujets de Sa Majesté, sera entendue & pratiquée par les Seigneurs Etats Généraux, à l'égard des prises faites par leurs Sujets sur ceux de Sa Majesté.

XXXV. Sa Majesté & les Seigneurs Etats Généraux pourront en tout tems faire construire ou fretter dans les Pais l'un de l'autre tel nombre de Navires, soit pour la Guerre ou pour le Commerce, que bon leur semblera, comme aussi acheter telle quantité de Munitions de Guerre, qu'ils auront besoin, & employeront leur autorité, à ce que ledits marchez de Navires & achats de Munition se fassent de bonne foi & à prix raisonnable, sans que Sa Majesté ni les Seigneurs Etats Généraux puissent donner la même permission auditx ennemis de l'un & de l'autre, en cas que ledits ennemis fussent attaquants ou agresseurs.

XXXVI. Arrivant que des Navires de Guerre ou des Marchands échouant par tempête ou autre accident aux Côtes de l'un ou de l'autre Allié, ledits Navires, Appareux, Biens & Marchandises, & ce qui sera fauvé, ou le provenant, si ledites choses étant périssables ont été vendues, le tout étant réclamé par des Propriétaires ou autres, ayant Charge & pouvoir d'eux, dans l'an & jour, sera restitué sans forme de Procès, en payant seulement les frais raisonnables, & ce qui sera réglé entre ledits Alliez pour le Droit de fauvement; & en cas de contravention au présent Article, Sa Majesté & ledits Seigneurs Etats promettent d'employer efficacement leur autorité, pour faire châtier avec toute la severité possible ceux de leurs Sujets, qui se trouveront coupables des inhumanitez, qui ont été quelquefois commises à leur grand regret en de semblables rencontres.

XXXVII. Sa Majesté & ledits Seigneurs Etats Généraux ne recevront & ne souffriront, que leurs Sujets reçoivent dans nul des Pais de leur obéissance aucuns Pirates & Forbans quels qu'ils puissent être; mais ils les feront poursuivre & punir & chasser de leurs Ports, & les Navires déprédés, comme les biens pris par ledits Pirates & Forbans, qui se trouveront en être, seront incontinent & sans forme de Procès restitués franchement aux Propriétaires, qui les réclameront.

XXXVIII. Les Habitans & Sujets de côté & d'autre, pourront par tout dans les Terres de l'obéissance dudit Seigneur Roi & ledits Seigneurs Etats Généraux, se faire servir de tels Avocats, Procureurs, Notaires & Solliciteurs, que bon leur semblera, à quoi aussi ils seront commis par les Juges ordinaires, quand il leur besoin, & que ledits Juges en feront requis, & sera permis auditx Sujets & Habitans de part & d'autre, de tenir dans les Lieux, où ils seront leur demeure, les Livres de leur Trafic & Correspondance, en la Langue que bon leur semblera, sans que pour ce sujet ils puissent être inquiétez, ni recherchés.

XXXIX. A l'avenir aucuns Consuls ne seront admis de part & d'autre, si l'un jugeoit à propos d'envoyer des Résidents, Agens, Commissaires ou autres, ils ne pourront établir leur demeure, que dans les Lieux de la Residence ordinaire de la Cour.

XL. Sa Majesté & ledits Seigneurs Etats Généraux ne permettront point, qu'aucun Vaisseau de Guerre, ni autre équipé pour la Commission & pour le service d'aucun Prince, Republique ou Ville, que ce soit, vienne faire aucune prise dans les Ports, Havres ou aucunes Rivières, qui leur appartiennent, sur les Sujets de l'un ou de l'autre, & en cas que cela arrive, ledite Majesté & ledits Seigneurs Etats Généraux employeront leur autorité & leur force, pour en faire faire la restitution ou réparation raisonnablement.

XLI. S'il survenoit par inadvertence ou autrement quelques inobervations ou contraventions au présent Traité de la part de Sa Majesté, ou ledits Seigneurs Etats Généraux, & leurs Successeurs, il ne laissera pas de subsister entoutte sa force, sans que pour cela on en vienne à la rupture de la Confederation, Amitié & bonne Correspondance, mais on en reparera promptement ledites contraventions, & si elles procedent de la faute de quelques particuliers Sujets, ils en seront seuls punis & châtiés.

XLII. Et pour mieux assurer à l'avenir le Commerce & l'Amitié entre les Sujets dudit Seigneur Roi &

ANNO
1697.

ceux ledits Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, il a été accordé & convenu, qu'arrivant ci-après quelque interruption d'Amitié ou rupture entre la Couronne de France & ledits Seigneurs Etats ledites Provinces-Unies (ce qu'à Dieu ne plaise) il fera toujours donné neuf mois de temps après ledite rupture aux Sujets de part & d'autre, pour se retirer avec leurs Effiers, & les transporter où bon leur semblera. Ce qui leur sera permis de faire, comme aussi de vendre ou transporter leurs Biens & Meubles en toute liberté, sans qu'on puisse leur donner aucun empêchement, ni proceder pendant ledit temps de neuf mois à aucunes saisies de leurs effets, moins encore à l'arrêt de leurs Personnes.

XLIII. L'on prévendra de part & d'autre, autant qu'il sera possible, tout ce qui pourroit en aucune maniere empêcher directement ou indirectement l'exécution du présent Traité, & spécialement de l'Article septième, & on s'oblige aux moindres plaintes, qui se feront de quelques contraventions, de les faire incontinent repaier.

XLIV. Le présent Traité de Commerce, Navigation & Marine durera vingt-cinq ans, à commencer du jour de la signature, & les Ratifications en seront données en bonne forme, & échangées de part & d'autre dans l'espace de trois semaines, à compter du jour de la signature, ou plutôt, si faire se peut.

XLV. Et pour plus grande sûreté de ce Traité de Commerce & de tous les Points & Articles, y contenus, sera ledit présent Traité publié, vérifié & enregistré en la Cour du Parlement de Paris, & en tous autres Parlemens du Royaume de France, & Chambre des Comptes dudit Paris, comme aussi semblablement ledit Traité sera publié, vérifié & enregistré par ledits Seigneurs Etats Généraux dans les Cours & autres Places, où on a coutume de faire les publications, verifications & enregistrements.

Formulaire des Passeports & Lettres qui se doivent donner dans l'Amirauté de France, aux Navires & Barques, qui en sortiront suivant l'Article du présent Traité.

Louis Comte de Thoulouse, Amiral de France, à tous ceux qui se présentes Lettres verront, Salut : Scavoir faisons, que nous avons donné congé & permission à

Maitre & Conducteur du Navire, nommé _____ de la Ville de _____ du port de _____ Tonneaux, ou environ, étant de présent au Port & Havre de _____ de s'en aller à _____ chargé de _____ après que vifitation aura été faite de son Navire avant que partir pour l'expédition des causes Maritimes, comme ledit Vaisseau appartient à un ou plusieurs des Sujets de Sa Majesté, dont il sera mis Acte au bas des présentes; comme aussi de garder, & faire garder par ceux de son équipage les Ordonnances & Reglemens de la Marine, & mettre au Gresse le Roole, signé & vérifié, contenant les noms & surnoms, la naissance & demeure des Hommes de son équipage, & de tous ceux qui s'embarqueront; lesquels il ne pourra embarquer sans le lçd & permission des Officiers de la Marine, & en chacun Port ou Havre où il entrera avec son Navire, fera apparoir aux Officiers & Juges de la Marine du présent congé; & leur fera fidèle rapport de ce qui sera fait & passé durant son voyage & portera les Pavillons, Armes & Enseignes du Roi, & les nôtres, durant son voyage. En témoin de quoi nous avons fait apposer notre Seing & le Seal de nos Armes, à ces présentes; & icelles fait contresigner par nôtre Secrétaire de la Marine à _____ jour de _____ mil six cents _____

Signé,

LOUIS, Comte de THOULOUSE.

Et plus-bas, par

Formu-

ANNO
1697.

Formulaire de l'Acte contenant le serment.

Nous de l'Amirauté de Maître du Navire nommé au Passeport ci-dessus a prêté le serment mentionné en icelui. Fait à le jour de mil six cens

Autre Formulaire des Lettres, qui se doivent donner par les Villes & Ports de Mer des Provinces-Unies, aux Navires & Barques qui en serviront suivant l'Article susdit.

Aux Serenissimes, Très-Illustres, Très-Puissants, Honorables & Prudents Seigneurs Empereurs, Rois, Républiques, Princes, Ducs, Comtes, Barons, Seigneurs Bourguemaîtres, Echevins, Conseillers, Juges, Officiers, Justiciers & Regens de toutes bonnes Villes & Places, tant Ecclesiastiques que Seculiers, lesquels ces presentes verront ou liront; nous Bourguestre & Regens de la Ville de

Maitre du Navire, comparant devant nous, a déclaré de serment solemnel que le Navire nommé grand environ listes, sur lequel maintenant il est maître, appartenant aux habitants des Provinces-Unies; ainsi Dieu le veut aider; & comme volontiers nous verrions ledit Maître de Navire aidé dans ses justes affaires, nous vous requérons, tous en general & en particulier, où le fust Maître avec son Navire & denrées arrivera, qu'il leur plaise de recevoir benigneement & traiter dûement, le souffrant sur les Droits accoutumés des peages & frais, dans, par & auprès de vos Ports, Rivieres & Domaines, le laissant naviger, passer, frequenter & negocier là, où il trouvera à propos, ce que volontiers nous reconnaitrons; en temoin de quoy, nous y avons fait apposer le Sceau de notre Ville.

En foy de quoy nous Ambassadeurs susdits de Sa Majesté & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons édités noms signé ces presentes de nos Seings ordinaires & à icelles fait apposer les Cachets de nos Armes. A Ryfwyck le 20. jour du mois de Septembre mil six cent quatre vingt dix sept.

Etait signé,

(L.S.) N. A. DE HARLAY	(L.S.) A. HEIN-
BORNEUIL.	SUS.
(L.S.) VERJUS DE CRECY.	(L.S.) E. DE WER-
	DE.
(L.S.) DE CALLIERES,	(L.S.) W. V. HA-
	REN.

Article séparé.

Outre ce qui a été conclu & arrêté par le Traité de Commerce, fait entre les Ambassadeurs de Sa Majesté Très-Chrétienne, & ceux des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, ce jourd'hui vingtième Septembre mil six cents quatre vingt dix sept, il a été encore convenu par ce present Article séparé, qui aura la même force & vertu que s'il étoit inséré de mot à mot dans le susdit Traité, que l'imposition de cinquante fous par Tonneau établie en France sur les Navires des Etrangers cessera entièrement à l'avenir, à l'égard des Navires des Sujets des Etats Generaux des Provinces-Unies, & ne pourra désormais être rétablie, en sorte que les Navires des Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux seront déchargés de ladite Taxe, soit que ledits Navires aillent droit en France des Pays ou Terres desdits Seigneurs Etats Generaux, ou de quelque autre endroit que ce puisse être, soit chargés ou à vuide, soit aussi qu'ils foyent chargés pour décharger dans une ou plusieurs Places de France, ou bien qu'estant destinés pour prendre Charge aux lieux où ils auroient dessein d'aller, & n'y en trouvant pas, ils aillent en d'autres pour en avoir, soit aussi que ledits Navires des Sujets des Seigneurs Etats Generaux sortent des Ports de France, pour s'en retourner chez eux, ou pour aller ailleurs, en quel-

ques Lieux que ce puisse être, chargés ou vuides, soit même qu'ils aient pris leurs charges dans une ou plusieurs Places, puis qu'il a été convenu que ny dans lesdits cas, ny dans aucun autre qui pourroit arriver, les Navires des Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux ne seront pas sujets à ladite imposition, mais qu'ils en seront & demeureront exempts tant en venant desdits Ports de France qu'en y allant, excepté seulement au cas suivant, sçavoir, quand ledits Navires prendront des Marchandises en France, & qu'ils les transporteront d'un Port de France, en un autre Port de France, pour les y décharger, auquel cas seulement & nullement en aucun autre les Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux seront obligés de payer ledit Droit comme les autres Etrangers. Le present Article séparé sera ratifié & enregistré de même que le Traité de Commerce.

En foy dequoy nous Ambassadeurs de sadite Majesté & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons édités noms signé cet Article séparé de nos Seings Ordinaires, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes; à Ryfwyck en Hollande le vingtième jour du mois de Septembre mil six cents quatre vingt dix sept;

Etait signé,

(L.S.) N. A. DE HARLAY	(L.S.) A. HEYN-
BORNEUIL.	SUS.
(L.S.) VERJUS DE CRECY.	(L.S.) E. DE WER-
	DE.
(L.S.) DE CALLIERES.	(L.S.) W. V. HA-
	REN.

Sensuit la teneur du Pouvoir des Ambassadeurs & Plenipotentiaires du Roy Très-Chrétien.

Louis par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut: Comme nous ne souhaitons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre, dont la Chrétienté est presentement affligée, & que par les soins & la Mediation de notre Trescher & Tres-aimé Frere le Roy de Suede, les Villes de Delft & la Haye ont été agréées de toutes les Parties pour tenir les Conférences nécessaires à cet effet; nous par ce même desir d'arrêter autant qu'il sera en nous, & par l'assistance de la Divine Providence, la desolation de tant de Province, & l'estifion de tant de sang Chrétien, sçavoir faisons, que nous confians entièrement en l'expérience, la capacité & la fidélité de notre amé & feal le Sieur de Harlay de Bonneuil, Conseiller ordinaire en notre Conseil d'Etat, de notre bien amé le Sieur Verjus, Comte de Crecy, Baron de Couvay, Sieur de Boulay, les deux Eglises, de Fortille, du Meüillet & autres Lieux, & de notre bien Amé le Sieur de Callieres, de la Roche-Chellay & de Gigny, par les preuves avantageuses que nous en avons faites dans les divers Emplois importants que nous leur avons confiés, tant au dedans qu'au dehors de notre Royaume, pour ces causes & autres bonnes considerations à ce nous mouvans, nous avons commis, ordonné & député lesdits Sieurs de Harlay, de Crecy, & de Callieres, commettant, ordonnant & deputant par ces presentes signées de notre main, & leur avons donné & donnons Plein-Pouvoir, Commission & Mandement special d'aller en ladite Ville de Delft, en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & nos Plenipotentiaires pour la Paix & y conférer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement receus & agréés avec les Ambassadeurs Plenipotentiaires & Ministres de nos Tres-chers & grands amies les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, & de leurs Alliés tous munis de Pouvoirs suffisants, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differens qui causent aujourd'hui la Guerre, & pourront nous susdits Plenipotentiaires tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre par maladie, ou autre empeschement, ou un seul, en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie, ou autre empeschement, en convenir, & sur iceux conclure & signer une bonne & saine Paix, & généralement faire negocier, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront nécessaire pour le susdit effet de la Paix, avec la

ANNO
1697.

ANNO
1697.

même autorisé que nous ferions & pourrions faire, si nous y étions présents en personnes, encores qu'il y eût quelque chose qui requit un Mandement plus special non contenu en cédites présentes; promettant en foy & parole de Roy de tenir ferme & d'accomplir tout ce que lesdits Sieurs de *Harlay*, de *Cray*, & de *Culliers*, ou par deux d'entr'eux en cas de l'absence de l'autre par maladie, ou autre empêchement, ou par un seul en l'absence de deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification, dans le tems qu'ils auront promis en notre nom de les fournir, car rel est notre plaisir. En temoign de quoy nous avons fait mettre notre Sceau à cédites présentes. Donné à Versailles le 25. de Février 1697. & de notre Regne le 54.

Etoit signé,

LOUIS.

Et sur le reply étoit écrit,

Par le Roy.

Signé,

COLBERT.

S'enfuit la teneur des Pouvoirs des Ambassadeurs & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Generaux.

LES Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, à tous ceux qui ces présentes verront, *Sabait*: Comme nous ne souhaitons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre, dont la Chrétienté est à présent affligée; & que par les soins & la Mediation du Serenissime Roy de Suede le Lieu de Ryfwick a été agréé de toutes les Parties pour le Lieu des Conférences; nous par ce même desir d'arrêter autant qu'il sera en nous la desolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de sang Chrétien, avons bien voulu y contribuer tout ce qui dépend de nous, & pour cet effet député, en ladite Assemblée quelques personnes du Corps de la nôtre, qui ont donné plusieurs preuves de la connoissance & experience qu'ils ont des affaires publiques, aussi bien que de l'affection, qu'ils ont pour le bien de nôtre Etat; Et comme les Sieurs *Jagues Borrel*, Seigneur de Duynbeek, *Westhoven* & *Meresteyn*, Senateur, & Bourgmestre de la Ville d'Amsterdam, & Conseiller Député de la Province d'Hollande; *Everhard de Weede*, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Ratelees, &c. Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolatre du Chapitre Imperial de Sainte Marie à Utrecht, Dyck-Grave de la Riviere le Rhin dans la Province d'Utrecht, Président des Etats de ladite Province; & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Député de la part de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université à Franeker, Députés en nôtre assemblée de la part des Etats de Hollande, d'Utrecht, & de Frise se sont signalés en plusieurs emplois importants pour nôtre service, où ils ont donné des marques de leur fidélité, application & adresse au manient des affaires; pour ces causes & autres considérations à ce nous mouvants, nous avons commis, ordonné & député lesdits Sieurs *Borrel*, de *Weede*, & de *Haren*, commettions, ordonnons, & députons par ces présentes, & leur avons donné & donnons plein-Pouvoir, Commission, & Mandement special d'aller à Ryfwick, en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires pour la Paix: Et y conferer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement reçus & agréés avec les Ambassadeurs Extraordinaires, & Plenipotentiaires de Sa Majesté Tres-Chrétienne & de ses Alliés, munis des Pouvoirs suffisants, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differens, qui causent aujourd'hui la Guerre, & pourront nos dits Ambassadeurs & Plenipotentiaires tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre, par maladie ou autre empêchement, ou un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, en convenir & sur iceux conclure & signer une bonne & seure Paix & generalement faire, negocier, pro-

mettre & accorder tout ce qu'ils estimeront necessaire pour le susdit effet de la Paix, & de faire generalement tout ce que nous pourrions faire, si nous y étions présents, quand même pour cela il seroit besoin de Pouvoir & Mandement plus special, non contenu dans ces dites présentes; promettant sincerement & de bonne foy d'avoir pour agreable, ferme & stable, tout ce que par lesdits Sieurs nos Ambassadeurs & Plenipotentiaires, ou bien par deux d'iceux, en cas de maladie, d'absence, ou d'autre empêchement du troisième, ou par un seul en l'absence des deux autres, en pareil cas de maladie ou d'autre empêchement, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification, dans le temps qu'ils auront promis en notre nom de les fournir. Donné à la Haye en nôtre Assemblée, sous nôtre grand Sceau la paraphure du President de nôtre Assemblée, & le Seing de nôtre Greffier, le 6. d'Avril de l'an 1697.

ANNO
1697.*Etoit paraphé,*

F. B. DE REEDE. Vt.

Sur le pli étoit écrit,

Par Ordonnance des susdits Seigneurs Etats Generaux:

Etoit signé,

F. FAGEL.

& scellé du Grand Sceau en cire rouge.

LES Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, à tous ceux qui ces présentes verront, *Sabait*: Comme nous ne souhaitons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre, dont la Chrétienté est à présent affligée; & que par les soins & la Mediation du Serenissime Roy de Suede le lieu de Ryfwick a été agréé de toutes les Parties pour le Lieu des Conférences, nous par ce même desir d'arrêter, autant qu'il sera en nous, la desolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de sang Chrétien, avons bien voulu y contribuer tout ce qui dépend de nous, & pour cet effet nous avons déjà député cy-devant en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires en ladite Assemblée quelques Personnes du Corps de la nôtre, qui ont donné plusieurs preuves de la connoissance & experience qu'ils ont des affaires publiques, aussi bien que de l'affection qu'ils ont pour le bien de nôtre Etat, à sçavoir les Sieurs *Jagues Borrel*, Seigneur de Duynbeek, *Westhove* & *Meresteyn*, Senateur & Bourgmestre de la Ville d'Amsterdam, & Conseiller Député de la Province de Hollande; *Everhard de Weede*, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Ratelees, &c. Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolatre du Chapitre Imperial de Sainte Marie à Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin dans la Province d'Utrecht, Président des Etats de ladite Province; & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Député de la part de la Noblesse aux Etats de Frise; & Curateur de l'Université aux Etats de Frise; & Curateur de l'Université de Franeker, Députés en nôtre Assemblée de la part des Etats de Hollande, d'Utrecht & de Frise, & comme à présent nous avons jugé à propos de joindre une quatrième Personne, à nos susnommés trois Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, pour ce même effet, & que le Sieur *Antoine Heynsius*, Conseiller Pensionnaire des Etats de Hollande & de West-Frise, Garde du grand Sceau, Sur-Intendant des Fiefs, & Député en nôtre Assemblée de la part de la même Province, s'est signalé en plusieurs Emplois importants pour notre service, où il a donné des marques de sa fidélité, application & adresse au manient des affaires, pour ces causes & autres considérations à ce nous mouvants, nous avons commis, ordonné & député ledit Sieur *Heynsius*, commettions, ordonnons, & députons par ces présentes, & lui avons donné & donnons plein-pouvoir, Commission & Mandement special d'aller à Ryfwick, en qualité de nôtre Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire pour la Paix, & y conferer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement reçus & agréés, avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipoten-

ANNO 1697. taires de Sa Majesté Tres-Chrétienne & de ses Alliés, munis des Pouvoirs suffisants; & y traiter des moyens de terminer, & pacifier les différends, qui causent aujourd'hui la Guerre, & pourra nôtre dit Ambassadeur & Plenipotentiaire ensemble avec ledits Sieurs Barrel, de Weede, & de Haren, nos trois autres Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, ou avec deux ou un seul d'entr'eux en cas de l'absence des autres, par maladie ou autre empêchement, ou même seul en l'absence des tous trois en pareil cas de maladie ou autre empêchement, en convenir, & y interceder, & conclure & signer une bonne & saine Paix: Et généralement faire, négocier, promettre & accorder tout ce qu'il estimera nécessaire pour le susdit effet de la Paix, & de faire généralement tout ce que nous pourrions faire si nous y étions présents, quand même pour cela il seroit besoin de Pouvoir & Mandement plus special, non contenu dans cesdites présentes, promettant sincèrement, & de bonne foy d'avoir pour agreable, ferme, & stable tout ce que par ledit Sieur Haryns, ensemble avec nos autres Ambassadeurs & Plenipotentiaires, ou avec deux ou un seul d'entr'eux, en cas de maladie, d'absence, ou d'autre empêchement des autres, ou même seul en l'absence de tous trois en pareil cas de maladie ou d'autre empêchement, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratifications, dans le temps qu'il aura promis en nôtre nom de les fournir. Donné à la Haye en nôtre Assemblée, sous nôtre Grand Sceau, la paraphrase du Président de nôtre Assemblée, & le sceing de nôtre Greffier, le 5. d'Aoust de l'An 1697.

Etait paraphé,

F. B. DE REEDE, Vt.

Sur le pliq. étoit écrit,

Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Generaux.

Etait signé,

F. FAGEL.

Et scellé du grand Sceau en cire rouge.

Ratification du Roi T. C. sur son Traité de Navigation & de Commerce avec les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas. A Fontainebleau le 3. d'Octobre 1697. [Sur l'Imprimé Paris chez FREDERIC LEONARD. Avec Privilège du Roi. Anno 1697. in 4.]

Louis par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre. A tous ceux, qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme nôtre amé & feal Conseiller ordinaire en nôtre Conseil d'Etat, Nicolas Auguste de Harlay, Chevalier, Seigneur de Bonneuil, Comte de Cell: nôtre cher & bien amé Louis Verjus Chevalier, Comte de Crecy, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Sieur du Boulay, des deux Eglises, de Fort-Ille & du Meuliet; & nôtre cher & bien amé François de Calieres, Chevalier, Seigneur de la Roche Chellay & de Gigny, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des pleins-Pouvoirs que Nous leur en avons donné, auront conclu, arrêté & signé le vingtième jour de Septembre dernier à Ryfwick, avec les Sieurs Antoine Heinius Conseiller Pensionnaire des Etats d'Hollande & de West-Frise, Garde du Grand Sceau & Surintendant des Fiefs, Everard de Weede Seigneur de Weede, Dyckvelt, Raterles &c. Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolastre du Chapitre Imperial de Sainte Marie d'Utrecht, Président des Etats de ladite Province &c., & Guillaume de Haren, Grietman du Bildt, Député de la Noblesse aux Etats de Frise & Curateur de l'Université de Franeker, Deputez en leur Assemblée de la part des Etats d'Hollande, d'Utrecht & de Frise, en qua-

TOM. VII. PART. II.

ANNO 1697. lité d'Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nos tres chers & grands Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, pareillement munis des Pleins-Pouvoirs; le Traité de Commerce, Navigation & Marine, dont la teneur s'ensuit.

Fiat inferio.

Nous ayant agreable le susdit Traité de Commerce, Navigation & Marine en tous & chacun les Points & Articles qui y sont contenus & declarez, Avons iceux tant pour nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roy, sous l'Obligation & Hypothèque de tous & de chacun nos biens presents & à venir, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin de quoy Nous avons signé ces présentes de nôtre main, & à icelles fait apposer nôtre scel. Donné à Fontainebleau, le troisième jour d'Octobre, l'an de grace mil six cents quatre-vingt-dix-sept, & de nôtre Regne le cinquante-cinquième.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas:

Par le Roy,

COLBERT.

Et scellé de cire jaune sur lacs ou cordons de foye bleüe treffez d'or, le Sceau enfermé dans une boîte d'argent: sur le dessus de laquelle sont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, sous un Pavillon Royal soutenu par deux Anges.

S'ensuit la Ratification de Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, sur le Traité de Commerce, Navigation & Marine.

Les Etats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront; Salut: Comme ainsi soit, que le vingtième jour de Septembre de la présente Année 1697. il a été fait & conclu à Ryfwick en Hollande un Traité de Commerce, Navigation & Marine, par le Sieur Nicolas Auguste de Harlay, Chevalier, Seigneur de Bonneuil, Comte de Cell, Conseiller Ordinaire de Sa Majesté Tres-Chrétienne en son Conseil d'Etat; le Sieur Louis Verjus, Chevalier, Comte de Crecy, Conseiller Ordinaire du Roy en son Conseil d'Etat, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Seigneur de Boulay, les deux Eglises, de Fortille, du Meuliet & autres Lieux; & le Sieur François de Calieres, Chevalier, Seigneur de Calieres, de la Roche-Chellay & de Gigny, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Tres-Chrétienne à l'Assemblée de Ryfwick, au nom & de la part de sadite Majesté: Et par le Sieur Antoine Heinius, Conseiller Pensionnaire des Etats de Hollande & de West-Frise, Garde du grand Sceau, & Sur-Intendant des Fiefs de la même Province; Everard de Weede, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Raterles & autres Lieux, Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolastre du Chapitre Imperial de Sainte Marie à Utrecht, Dyckgrève de la Riviere le Rhin, dans la Province d'Utrecht, Président des Etats de ladite Province, & Guillaume de Haren, Grietman du Bildt, Député de la part de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université de Franeker, Deputés en nôtre Assemblée de la part des Etats de Hollande, d'Utrecht & de Frise, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires à ladite Assemblée de Ryfwick, en nôtre nom & de nôtre part, en vertu de leurs pleins-Pouvoirs respectifs, duquel Traité la teneur s'ensuit

Ddd

Fiat

ANNO
1697.

Fiat inferio.

Et d'autant que le contenu dudit Traité porte, que les Ratifications d'iceluy seront données en bonne forme, & changées de part & d'autre dans l'espace de trois semaines, ou plutôt si faire se peut, à compter du jour de la signature, nous voulant bien donner des marques de notre sincérité, & nous acquiescer de la Parole, que nos dits Ambassadeurs ont donné pour Nous, Nous avons agréé, approuvé & ratifié ledit Traité & un chacun des Articles d'iceluy cy-dessus transcrits, comme nous l'agréons, approuvons & ratifions par ces présentes; promettant en bonne foy & sincèrement de le garder, entretenir & observer inviolablement de point en point, selon sa forme & teneur, sans jamais aller ny venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte ou manière que ce soit. En foy de quoy avons fait signer les présentes par le Président de notre Assemblée, contre-signer par notre Greffier, & y apposer notre grand Sceau. Fait à la Haye le dixième Octobre 1697.

S'ensuit la Ratification de Sa Majesté Très-Christienne, sur l'Article Separé.

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre; à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, *Salut*: Ayant veu & examiné l'Article Separé, que notre Amé & Feal Conseiller Ordinaire en notre Conseil d'Etat *Nicolas Auguste de Harlay*, Chevalier, Sr. de Bonneuil, Comte de Cely; notre cher & bien Amé, *Louis Verjus*, Chevalier, Comte de Crecy, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Seigneur du Boulay, des deux Eglises, de Fortille, & Meuliet; & notre cher & bien Amé *François de Callieres*, Chevalier, Seigneur de la Roche-Chellay & de Gigny, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des pleins-Pouvoirs, que nous leur en avions donnés, ont conclu, arrêté & signé le vingtième jour de Septembre dernier à Ryfwyck, avec les Sieurs *Antoine Heynsius*, Conseiller Pensionnaire des Etats de Hollande & de West-Frise, Garde du Grand Sceau, & Sur-Intendant des Fiefs; *Everhard de Weede*, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles, &c. Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Ecolatre du Chapitre Imperial de Sainte Marie d'Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin dans la Province d'Utrecht, Président des Etats de ladite Province; & *Guillaume de Heren*, Grietman du Bilt, Deputé en leur Assemblée de la part des Etats d'Hollande, d'Utrecht & de Frise, en qualité d'Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nos tres-Chers & grands Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, pareillement munis de Plein-Pouvoir, duquel Article séparé la teneur s'ensuit.

Fiat inferio.

Nous ayant agreable le susdit Article séparé en tout son contenu, avons iceluy loué, approuvé & ratifié, loüions, approuvons & ratifions par ces présentes, signées de notre main, promettant en foy & parole de Roy de l'accomplir, observer & faire observer sincèrement & de bonne foy, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ou indirectement au contraire pour quelque cause & occasion que ce puisse être. En témoin de quoy nous avons signé ces présentes & à icelles fait apposer notre Seel. Donné à Fontainebleau le troisieme jour d'Octobre; l'an de grace mil six cent quatre vingt dix sept, & de notre regne le cinquante cinquième.

Etoit signé,

LOUIS.

Et plus-bas,

Sur le Roy,

Signé,

COLBERT.

S'ensuit la Ratification de Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, sur l'Article séparé.

ANNO
1697.

LES Etats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, *Salut*: Comme ainsi soit qu'outre le Traité de Commerce, fait & conclu à Ryfwyck en Hollande, le vingtième jour de Septembre-de la présente année 1697, il ait été fait de même un Article séparé, par le Sieur *Nicolas Auguste de Harlay*, Chevalier, Seigneur de Bonneuil, Comte de Celi, Conseiller Ordinaire de Sa Majesté Très-Christienne en son Conseil d'Etat; le Sieur *Louis Verjus*, Chevalier, Comte de Crecy, Conseiller Ordinaire du Roy en son Conseil d'Etat, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Seigneur de Boulay, les deux Eglises, de Fortille, du Meuliet & autres Lieux; & le Sieur *François de Callieres*, Chevalier, Seigneur de Callieres, de la Roche-Chellay & de Gigny, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Très-Christienne à l'Assemblée de Ryfwyck, & par les Sieurs *Antoine Heynsius*, Conseiller Pensionnaire des Etats de Hollande & West-Frise, Garde du grand Sceau, & Sur-Intendant des Fiefs de la même Province; *Everhard de Weede*, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles, & autres Lieux, Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Ecolatre du Chapitre Imperial de Sainte Marie d'Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin, dans la Province d'Utrecht, Président des Etats de ladite Province; & *Guillaume de Heren*, Grietman du Bilt, Deputé de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université de Franeker, Deputez en notre Assemblée de la part des Etats de Hollande, d'Utrecht & Frise, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires à ladite Assemblée de Ryfwyck, en notre nom & de notre part, en vertu de leurs pleins-Pouvoirs respectifs, duquel Article séparé la teneur s'ensuit.

Fiat inferio.

Nous ayant pour agreable ledit Article séparé l'avons approuvé & ratifié, l'agréons, approuvons & ratifions par ces présentes, de même que s'il étoit inséré dans le susdit Traité de Commerce, promettant de garder, entretenir & observer inviolablement, tout ce qui est contenu en iceluy, sans jamais aller ny venir au contraire, directement ou indirectement, sous quelque prétexte que ce soit. En foy de quoy nous avons fait signer ces présentes par le Président de notre Assemblée, contre-signer par notre Greffier, & y apposer notre grand Sceau. Fait à la Haye le dixième Octobre l'an 1697.

Allé ou Article séparé touchant la Liberté reciproque de la Pêche du Harang, & de tous autres Poissons entre les Sujets de Sa Majesté T. C. & de leurs Hautes Puissances. Au Chateau de Ryfwyck le 9. Octobre 1697. [Sur l'imprimé à Paris, chez FRIDERIG LEONARD, avec Permission & Privilege du Roi n. 1697. in 4. Actes & Memoires de la Paix de Ryfwyck, Tom. III. pag. 364.]

NOUS Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roi Très-Christien aux Conférences de la Paix générale, déclarons que le Roi notre Maître a consenti & accordé une Liberté entière de la Pêche tant de Harang qu'autres poissons, de quelque nature, & en quelques Lieux & Pais que ce puisse être, à tous les Sujets des Seigneurs Etats Généraux, sans attendre les délais portez par les derniers Traitez de Paix & de Commerce, signez le 20. de Septembre à Ryfwyck, & qu'en conséquence de ladite Déclaration, tous Vaisseaux de Guerre de Sa Majesté, Armateurs, & autres ne pourront plus désormais prendre, rançonner, inquiéter, ou molester tous ledits Sujets dedits Etats Généraux, qu'ils trouveront pêchant à la Mer, ou dans les Rivières & autres Eaux, ni en allant ou revenant, & réciproquement nous Ambassadeurs Extra-

ANNO
1697.

traordinaires, & Plenipotentiaires des Etats Généraux aux Conférences de la Paix, déclarent que ledits Seigneurs Etats Généraux nos Supérieurs ont consenti & accordé la même chose aux Sujets de Sa Majesté Très-Christienne. En foi de quoi nous avons signé le présent Acte, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes. Au Château de Ryfwick en Hollande, le 9. d'Octobre 1697.

Étoit signé,

DE HARLAY BONNEVILLE.
VERJUS DE CRECY.
DE CALLIERES.

A. HEINSIUS.
E. DE WEEDE.
W. V. HAREN.

Ordonnance du Roi T. C. pour la Liberté du Commerce & de la Navigation en faveur des Sujets de l'Etat, des PROVINCES-UNIES, avec défense de les y troubler sur peine de la vie. Fait à Fontainebleau, le 9. Octobre 1697. [Actes & Memoires de la Paix de RYSWICK. Tom. III. pag. 457.]

SA Majesté ayant accordé ses Passports aux Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, pour

être distribués aux Vaisseaux & Bâtimens de leurs Sujets, qui vont en Mer; Sa Majesté veut qu'ils soient reçus dans tous les Ports de Son Royaume avec une entière Liberté, & qu'ils soient traités aussi favorablement, que ses propres Sujets. Fait Sa Majesté très-expresses inhibitions & défenses à tous les Officiers de Marine commandans les Vaisseaux de ses Sujets armez en course, d'arrêter aucun des Vaisseaux des Sujets deditz Etats, ni leur donner aucun empêchement dans leur Navigation, à peine de la vie. Mande & ordonne Sa Majesté à Monsieur le Comte de Thoulouse Amiral de France, & aux Vice-Amiraux, Lieutenans Généraux, Intendants, Chefs d'Escadre, Capitaines, & autres Officiers de Marine de tenir la main à l'exécution de la présente Ordonnance. Enjoint Sa Majesté aux Officiers des Sièges de l'Amirauté, de la faire lire, publier, afficher & enregistrer, à ce qu'aucun n'en ignore, & de la faire exécuter de Point en Point, selon la forme & teneur. Fait à Fontainebleau, le 9. jour d'Octobre, 1697.

Signé,

LOUIS,

Et plus bas,

PHÉLYPEAUX.

Ordonnant van Haere Hoogh Moogende de Heeren Staaten Generaal der VEREENIGDE NEDERLANDEN, waardoor sy de gesloote Vrede met de Croon Frankryk, aan haere Ingeceeten bekent maecten, beniffen de Plaetsen en Termynen van 't ophouden van alle Vyandykbeden. Haag den 15. October 1697.

DE Staten Generaal der Vereenighde Nederlanden; Allen den geenen die desen sullen sien ofte hooren lesen, *Doem se weten*: Dat tot lof en eere van God de Heere Almachtigh, welstant en bevordering van het Gemeene best van dese Vereenighde Nederlanden in het generael, ende van de goede Ingeceten van dien in het bysonder, den twintighsten September deses loopenden jaers 1697. te Ryfwick in Hollandt gemaect en gelooten is een goede, valste, getrouwe en onverbreecelijcke VREDE, tuschen den Koningh van Vranckryck ter eenre; ende Ont, ter andere zijde: Daer op wederijds Ratificacien in behoortlicke forma den eliden deses loopende maends October te Ryfwick voornemt zijn uygewisselt: Dat dien volgende soo ter Zee, versche Wateren, als te Lande, in alle de Landchappen en Steden onder wederijds ressort, sonder ondericheyt van Plaetsen, waer die gelegen zijn, mitgaders tuschen wederijds Volkeren en Ingeteuten, van wat staet ofte conditie die souden mogen wesen, alle Acten van hostilitieyt en vyandschap moeten cessieren en ophouden, naer expirat van de respectieve termijnen, hier onder uygedruckt; te weten, naer expirat van vier wecken, te reeckenen van den een en twintighsten October seshen hondert seiven en tnegentigh, zijnde den dach van de gedane Publicatie in 't Gravenhage, en sulcks naer den achthenden van de zensfende maent November, in de Oost en Noord-Zee, van Terneuse in Noorwegen af, tot het eynde van 't Canael; en naer den tijdt van ses wecken, en sulcks naer den tweeden December eerstkomende van het eynde van het Canael tot aen de Caep Sint Vincent; en naer den tijdt van thien wecken, en sulcks naer den derighden van de selve maent December, van de Caep Sint Vincent in de Middellandsche Zee, en tot aen de Linie; ende eyndelijck naer den tijdt van acht menden, en sulcks naer den een en twintighsten July 1698. van en over de Linie in alle Plaetsen van de Werelt.

Ordonnance des Seigneurs Estats Generaux des PROVINCES-UNIES pour la Publication de leur Paix avec le Roi de FRANCE, marquant les Lieux, & les tems auxquels elle doit commencer. Fait à la Haye le 15. Octobre 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryfwick Tom. III. pag. 458. & 460.]

LES Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, à sons ceux qui ces présentes Lettres verront ou entendront lire, sçavoir faisons, qu'à la louange & gloire de Dieu le Seigneur tout puissant & pour le bien & l'avantage de la République des Provinces-Unies des Pais-Bas en general, & des bons Habitans d'icelles en particulier. Le vingtième Septembre de cette présente année 1697. il a été fait à Ryfwick en Hollande, une bonne, ferme, fidèle & inviolable Paix, entre le Roi de France d'une part, & Nous d'autre part. Dont les Ratifications furent de part & d'autre échangées en forme convenable à Ryfwick, le onzième de ce présent mois d'Octobre. Qu'en consequence cessèrent tant par Mer & Eaux douces, que par Terre tous Altes d'hostilitiez, dans tous les Pais & Villes dépendantes du ressort de part & d'autre, sans distinction de Plaets, où qu'elles soient situées, ensemble entre les Peuples & Habitans d'une & d'autre part, de quelque état & condition qu'ils puissent être, & ce après l'expiration des termes respectifs exprimez ci-dessus; sçavoir après l'expiration de quatre semaines, à compter du vingtième d'Octobre mil six cent quatre-vingt dix-sept, qui est le jour de la Publication à la Haye, & ainsi après le dix-huitième du mois de Novembre prochain, dans les Mers d'Est & du Nord, depuis Terneuse en Norvège, jusqu'au bout du Canal, & après le tems de six semaines, & ainsi après le deuxième Décembre prochainement venant depuis le bout du Canal, jusqu'au Cap Saint Vincent, & après le tems de dix semaines, & ainsi après le treizième dudit mois de Décembre du Cap Saint Vincent, dans la Mer Méditerranée & jusques à la Ligne; & enfin après le tems de huit mois, & ainsi depuis le vingtième Juin 1698. depuis & par delà la Ligne dans toutes les Places du Monde.

Ddd 2

Ces

ANNO
1697.

Derhalven lasten en bevelen wy expresselijck mit
doen allen ende en yegelijcken, sijn Onderdanen en
Ingeletten van de Geuneten Nederlandtsche Pro-
vincien, die gene die onder Onse onderdanigheit en
gehoorzaamheyt zijn geseten, de voorz. VREDE, in
conformité van de voorz. Tractaten, onverbreckelijck
te onderhouden, sonder daer tegen yers te doen
op paeze van getraet te werden als perturbateurs van
de gemeene ruste, sonder eenige genade, faveur, ver-
dragh ofte dissimulation. Aldus gesien en beslooten
ter Vergaderinge van de hooghgemelte Heere Staten
Generael, in den Hage den vyftienden October,
schijnen hondert leven en megentigh.

Was geparafeert,

J. VAN DER WATEN, ¹²

Onder staats,

Ter ordonnance van de selve.

Geteckent,

F. FAGEL.

Zijnde op 't spatium gedrukt het Cachet van haer
Hoogh Mogende op een rooden Ouwel, overdeekt
met een Papieren Ruyte.

C'est pourquoy mandons & enjoignons expressement ANNO
par ces présentes à tous & à un chacun, tant Sujets 1697.
& Habitans des Provinces-Unies des Pais-Bas, que
demeurant dans notre ressort & sous notre obéissance,
d'observer inviolablement ladite Paix conformément
auxdits Traités, sans y contrevenir sur peine d'être punis
comme Perturbateurs du repos public, sans aucune
grace, faveur, support ni dissimulation. Ainsi fait
& conclu en l'Assemblée desdits Seigneurs Etats
Généraux à la Haye le quinzième Octobre mil six
cens quatre-vingt dix-sept.

Etoit parafé

J. VAN DER WATEN, ¹²

Et plus bas étoit,

Par Ordonnance des mêmes.

Signé,

F. FAGEL,

Estant sur l'espace imprimé le Cachet de leurs
Hautes Puissances sur une oublie rouge, couverte
d'un carré de Papier.

Protestation faite, au nom du Comte d'EGMONT,
pour la Conservation de ses Droits, sur le Duché
de Gueldres, Seigneurie de Malines, Comté d'Eg-
mont, de Zutphen, de Meurs, de Hornes, & au-
tres Terres & Pais possédés par le Roi Catholique,
par les Etats Généraux des PROVINCES-UN-
IES, & par l'Evêque & Prince de LIEGE. A
Ryswick le 7. Octobre 1697. [Actes & Mé-
moires de la Paix de Ryswick Tom. III. pag.
314.]

Nous MICHEL DE GHILLET Ecuyer, Sei-
gneur de Feppin, &c. Envoyé & fondé des
Commissions & Plein-Pouvoirs de Très-Haut, Très-
Illustre, & Très-Puissant Prince, Monseigneur Proce-
pe François d'Egmont, Duc de Gueldres, &c. Comte
d'Egmont, de Zutphen, Buten, Leerdam, Hornes &
Meurs, Seigneur Souverain du Pais d'Arckel, des Vil-
les & Territoire de Malines & Hellestein, des Iles d'A-
meland, & autres Seigneuries; déclarons qu'ayant pré-
senté nousdits Plein-Pouvoirs & Commissions avec les
Mémoires, Déclarations & Protestations ici joints de
nouveau, à son Excellence Monsieur le Baron de Lili-
liorot, Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire
du Sérénissime Roi de Suède, des Goths, Vandales,
&c. Médiateur pour les présens Traités de Paix; &
qu'ayant reconnu, que toutes nos Remontrances, Re-
quisitions, & Instances ont été & sont jusqu'à présent
ineffectives & inutiles aux fins des Restitutions des
Etats, Domaines, Seigneuries, & autres Droits légitime-
ment réclamés & répétés par ledits Actes de Dé-
clarations & Mémoires de Mondit Seigneur le Comte
d'Egmont; à ces causes, nous avons en notre-dite
qualité, itérativement protesté, & protestons solen-
nellement & autant que besoin est; pour la Conser-
vation des Droits de mondit Seigneur, contre tout
ce qui peut avoir été, & pourra être réglé & conclu
dans les Traités de la présente Paix, à l'exclusion de
mondit Seigneur, & au préjudice de ses Droits, Rang,
Dignité & Prérogatives; laquelle Protestation nous
avons prié & dûment requis, prions & requérons
Sadite Excellence Monseigneur le Baron de Lili-
liorot en Sadite Qualité de Médiateur, de recevoir & de
faire insérer dans le Protocol de la Médiation, & de
nous en accorder un Acte dans la meilleure forme
que faire le pourra, pour valoir & servir à mondit
Seigneur le Comte d'Egmont dans les tenus & Lieux

où il pourra en avoir besoin. Fait à Ryswick sous
notre Signature & le Cachet de nos Armes le septième
jour du mois d'Octobre, mille six cens quatre-
vingt dix-sept.

Signé,

GHILLET.

Et à côté étoit apposé le Cachet de ses Armes en
Cire rouge:

Plai-bas:

Après les Collations faites à leurs Originaux écrites
en parchemin, il s'est trouvé que les présentes s'y ac-
cordent, par moi Not. Publ. résident à la Haye.

Signé,

S. FAVON Not. Publ. 1697.

S'ensuit l'Acte de Legalisation.

Nous Ecouter, Bourguemistres, Echevins & Re-
gens de la Haye en Hollande, certifions à tous
qu'il appartient, que Samuel Favon, qui a collationné
& authentiqué les Copies suscrites, est Notaire
Public, juré, créé & admis par la Cour de Hollande
exerçant sa fonction de Notaire dans notre-dite Ville,
par notre Permission, & que foi est ajoutée à tous
les Actes, Contrats, Collations, Copies Authentiques
& autres qui sont reçus & faits par devant lui, tant
en Justice que dehors. En foi dequoi nous avons fait
sceller la présente du Seau de notre-dite Ville, & signer
par notre Secrétaire le 7. d'Octobre 1697.

Etoit signé,

ANTHONI DE VEER.

Et au bas étoit appendu le grand Sceau de ladite Ville
en cire verte.

S'ensuit l'Acte de Reconnaissance & Certificat de son
Excellence Monsieur le Médiateur.

Nous certifions que Monsieur de Ghillet nous a
mis entre les mains les Originaux des Actes, dont
les

ANNO les Copies collationnées sont contenues dans le présent
1697. Volume, à lesquels Originaires nous avons garde, pour
être inférés dans les Actes du Protocole de la Média-
tion. Fait au Chateau de Ryfwick le septième jour
d'Octobre 1697.

Signé,

N. LILLIEROOT.

Et à côté étoit apposé le Cachet des Armes de son
Excellence en cire noire.

*Commission & Plein-pouvoir, donnée par Mon-
seigneur le Comte d'Egmont, à Monsieur de Ghillel
son Envoyé Extraordinaire à Ryfwick.*

PROCOPE FRANÇOIS D'EGMONT, par la
grâce de Dieu Duc de Gueldres & de Juliers,
Comte d'Egmont & de Zutphen, Baron, Leerdam,
& Hornes, Seigneur Souverain du Pais d'Arckel,
des Ville & Territoire de Malines & Iselheim, des
Iles d'Ameland & autres Seigneuries. Quoi que les
tentatives malheureuses faites par nos Ayeux depuis plus
d'un Siècle pour rentrer dans la possession des Etats
& Domaines, qui lui sont reueus sans aucun Titre
légitime par Sa Majesté Catholique, leurs Hautes Puissances,
& l'Evesque Prince de Liège, ne nous aient
que trop appris que la raison n'est gueres éconcie si
elle n'est soutenue de la Force; nous avons été néanmoins
à la conjoncture qu'il se présente, pouvoir
nous donner de plus justes espérances que jamais, d'ob-
tenir la Justice qui nous a été refusée.

Comme la plupart des Puissances de l'Eur. se assem-
blent par leurs Plénipotentiaires à Ryfwick, semblent
concourir dans l'esprit d'y établir une Paix solide, nous
nous sommes flattés que l'on y pourroit faire une sa-
tisfaisante attention sur nos intérêts. Il est vrai que nous
ne sommes pas en état aujourd'hui de troubler le Res-
pos des Princes qui retiennent nos Etats, mais il n'est
pas moins certain, que la suite des tens peut faire
passer nos Droits en d'autres mains, & qu'ils pourront
toujours alors servir d'occasion à une juste Guerre, que
la Sagesse des Princes & Puissances, qui travaillent
aujourd'hui à la Paix, paroit demander que l'on pré-
viene.

Dans cette vue & dans la connaissance particulière
que nous avons de Mérite, de la Capacité, & Affec-
tion à notre Service de la Personne du Sieur Michel
de Ghillel Eeuyer, Seigneur de Fepin, Licencié des
Droits, Conciliateur, Intendant de nos Maisons, Domai-
nes & affaires, nous avons jugé à propos de consti-
tuer, deputer & commettre, comme par ces présentes
nous constituons, députons & commettons pour notre
Envoyé Extraordinaire ledit Sieur de Ghillel, auquel
nous donnons Plein-pouvoir de négocier & traiter en
notre nom avec les Ambassadeurs & Plénipotentiaires
envoyés à Ryfwick par les Princes & Puissances qui
retiennent actuellement les Souverainetés, Domaines,
Seigneuries, & autres Droits qui nous appartiennent,
sems avec ceux de Sa Majesté Catholique pour la
Restitution de la Partie du Duché de Gueldres, de
la Seigueurie de Malines, des Ailes de Weert, &
autres Droits dont elle jouit présentement, ou dont
elle a disposé à notre préjudice; avec leurs Hautes
Puissances, leurs Cessionnaires ou Donataires, non seu-
lement pour l'autre partie du même Duché de Guel-
dres, mais aussi pour les Comtes d'Egmont, de Zut-
phen, Meurs, leurs Dépendances, & autres Terres &
Droits de l'ancien Patrimoine de notre Maison, dont
ils jouissent actuellement; avec leurs Vassaux & Sujets
pour d'autres parties de nos Biens patrimoniaux qu'ils
se font indûment appropriés; & ensu avec l'Evesque
de Prince de Liège pour le Comté de Hornes, les
Dépendances & annexes, qu'il occupe aujourd'hui.
Auquel Sieur de Ghillel nous avons donné & don-
nons par ces présentes Plein-pouvoir d'accorder, ter-
miner & conclure tous différends pour raison de nos
Droits avec les mêmes Princes, Puissances, leurs Ces-
sionnaires, Donataires, Vassaux & Sujets, promettant
en foi & Parole de Prince, d'avoir agréable, confir-
mer & ratifier tout ce qui sera par lui arrêté, conclu,
ou presté, sans souffrir qu'il soit fait aucune chose
en ladite Assemblée qui puisse être contraire à nos
Droits, conformément aux instructions que nous lui
avons données. En foi de quoi nous avons signé ces

présentes de notre main, que nous avons fait contre-
signer de notre Secrétaire, & sceller du Sceau de nos
Armes. Donnée en notre Hôtel à Arras, le vingt &
unième de Septembre mille six cents quatre-vingt &
sept.

Signé,

Le Comte d'EGMONT.

Plus bas pat son Altesse & contresigné,

J. GROMMEZ,

Au bas duquel étoit appendu le Sceau de mondit
Seigneur COMTE D'EGMONT, en cire rouge.

*Protectio Principis FRISIAE ORIENTALIS
adversus Inclusionem Civitatis EMBEDENSIS in
Tractatu Pacis inter REGEM GALLIAE &
Ordines Generales FOEDERATI BELGII
facta. Du. Hage Comitii 4. Mensis Novembris
1697. [Actes & Mémoires de la Paix de Ry-
swick Tom. IV. pag. 135.]*

Ceterisfimus Princeps & Dominus Christianus Eber-
hardus, Princeps Orientalis, Etena, Seede-dorpi &
Wimundus Princeps & Dominus, postquam cognovit
quod Urbs ejus Embodensis Conditioibus Pacis
inter Serenissimum & Potentissimum Principem &
Dominum Ludovicum XIV. Galliarum Regem Chris-
tianissimum, & Ceteros ac Prepotentes Dominos Or-
dines Generales Federati Belgii die XX. Septembris
nuperi pactis, Article XIX. peculiari mentione tan-
quam loci aut particeps comprehensum fuit, non potuit
quin publico testatum faceret, quod isti quidem Urbi
sue Commercio Liberatam & communia Pacis
istius commodam adeo non invidet, ut vi ipsa ea non
fecit ac aliorum suorum Subditorum saluam quantum
potest promovere studeat, cuius in finem pro Ur-
be, si qua opus, & illa hoc ab eo periclitet, suo loco
& tempore intercessurus fuisset.

Cum autem initio & iniquo fuit Hereditario
Provincie & Urbis Principe ac Domino, insertio illa
facta sit, atque inde quidem Conditioibus Urbis ejus-
dem ignari colligere aut falso persuaderi possent, libe-
ram eam & sui Juris esse, quae tamen, quod nec ipsa
nec quicumque alius negare audeat, non nisi municipalis,
homagium Sacramento Principi suo obstricta, immo
nec in Haereticorum saltem Civitatum Societatem
unquam recepta est, cuius tamen minus illum Jus
Federationis competit.

Ideò laudatis Serenissimus Princeps publicè hac
mihi demandata Protestatione Juribus suis in eam Ur-
bem, ad avertendam, quam quis ex ea admittione in
illa Pacis eliceret velit aut possit, adversam aut finis-
tam interpretationem, argumentationem, aut conse-
quationem, folementem omnique meliori modo cavere,
simulque cuius constare voluit, si quid in ea Urbis
istius in Fœdus Gallo-Belgicum ante conclusum Pacis
universalis Imperii Romani Germanici, cuius Mem-
brum est Principatus Ostris, negotiorum, adoptione
prepropere aut prepotestere, id nec sciente nec volente
se actum esse; quin & quod fortassis pretenditur,
Exemplum Pactum Pacis Neomagensis inter eundem
Regem Christianissimum & Dominos Ordines
Federatos, qua Urbs illa etiam continetur, in exem-
plum transire, vel causae huius interveire non posse,
quoniam id quoque non solum minori Principi etate,
sed & cum Serenissimum ejus Matrem tunc tem-
poris Turcicæ & Gubernatorem-gerum est. Quam-
obrem nomine & jussu predicti Serenissimi Principis
Domini mei Cémentissimi, Illustrissimi & Excellen-
tissimi Dominos Legatos Mediatores Sacre Reipae
Majestatis Suecicae, qua par est, Observantia & Re-
verentia majorem in modum oro & obsecro, ut Cau-
tionem & Protectionem hanc benigne admittere, &
in Acta Pacificationis referre, indeque quidem inter-
positæ Documentum & Testimonium perperam in-
ferendum nulli concedere non graventur.

*Sr. Hage-Com. die 4. mensis Novembris.
Kal. Gregor. Anno 1697.*

HENRIC. AVEMAN Serenissimi Principis Ostris
Consiliarius intimus & Pro-Cancellarius.

Ddd 3

Cer-

ANNO 1697. *Certificat Secretarii Legationis Mediatoris 4. Novembris 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryfwick. Tom. IV. pag. 139.]*

Quod Celsissimi Principis Frisite Orientalis Christiani Eberhardi Plenipotentiarius Dominus Henricus Avenam Declarationem quandam hodie insinaverit, quâ proferatur contra quamcunque interpretationem, argumentationem, vel consecutionem, quæ contra Principis sui Jura ex eo poterit elici, quod

Urbs Embdenfis in Instrumento hujus Pacis inter Regem Christianissimum & Status Generales Federati Belgii conclusæ nominatim sit comprehensa, hinc attestor.

ANNO 1697.

In idem Protocollo.

C. G. FRIESENDOFF,
Secretarius Legationis &
Mediationis Regiæ.

Resolutie van Haare Hoog Mogende de Heeren Staten Generaal der Vereenigde Nederlanden, dat sy den PAUS in geen ander Qualiteyt als die van een Werelikh Vorst in de Vrede met Vranckryk insjooten konnen admitteren, in 's Gravenhaage den 8. Janu. 1698.

Zynde ter Vergaderinge gerepresenteert en voorgedragen, dat by het 18. Articul van 't Tractaet van Vrede tusschen Sijne Majesteit van Vranckryck en desen Staet, den 20. September des vooreden jaers te Ryfwick geslooten ende geteyckent, is over een gekomen dat in het voorschreeve Tractaet begrepen sullen wesen, van de zijde van Hoogstgedachte Sijne Majesteit alle de geene die Sijne Majesteit soude goetvinden te noemen, binnen ses maenden, naer de uytwisseling van de Ratificatie, en dat gevolgelyk meer Hoogstgedachte Sijne Majesteit by Acte gepasseert te Verualies den 15. November als vooreden jaers, en alhier aen de Heeren Extraordinaris Ambassadeurs en Plenipotentiarijssen van Syn Koninklyke Majesteit van Sweeden, als Mediatuer overgelevert, ten dien eynde heeft genoemt, den Paus en alle de Prince van Italien, den Koning van Portugal en sijne Staten, de wreden den Abt ende de Staet van Sint Gallen, de Republiek van Valais, de Prince en den Staet van Neuchatel, de Staet van Geneve en haer Dependencie, de Steden Mulhausen en Bienne, en de drie Lijques Grises. Is naer voorgesende deliberatie goetgevonden en verstaen, dat sal werden verklaert, soo als verklaert werd by desen, dat gelijck onder anderen alle de Prince van Italien by de voorschreeve Acte in de Vrede, van wegen Hoogstgedachte Sijne Majesteit werden geincludeert, haer Hoogh Mogende konnen sentien, dat den Paus ook geincludeert werde, als een seculier Prince in Italien; soo als de Heeren haer Hoogh Mogende gewese Extraordinaris Ambassadeurs en Plenipotentiarijssen tot de Vrede handelinge, hebben gerapporteert, dat de Heeren Extraordinaris Ambassadeurs en Plenipotentiarijssen van sijne Koninklyke Majesteit van Vranckryck, aen haer hebben verklaert, ook te wesen de Intencie van Hoogstgedachte Sijne Koninklyke Majesteit by de voorschreeve Acte.

Ende sal Extraÿt van dese haer Hoog Mogentheden Resolutie door den Agent Rosenboom geselt werden in handen van de Heeren Extraordinaris Ambassadeurs ende Plenipotentiarijssen van Sijne Koninklyke Majesteit van Sweeden, als Mediatuer, met verzoek van de selve te doen infereren in haer Protocolle.

JOHAN BECKER.

Accordeert met het voorschreeve Register.

F. FAGEL.

Resolusion des Estats Generaux des PROVINCES-UNIES, portant qu'ils ne peuvent recevoir l'Inclusion du PAPE comprise entre celles du Roi T. C. sinon en qualité de Prince seculier. A la Haye le 8. Janvier 1698. [Actes & Memoires de la Paix de Ryfwick, Tom. IV. pag. 261. & 264. en Hollandois & en François.]

A Tant été représenté dans l'Assemblée, que par le 18. Article du Traité de Paix, conclu & signé à Ryfwick le 20. Septembre de l'année dernière entre Sa Majesté Très-Chrétienne & ces Etats, on est convenu que dans ledit Traité seroient compris de la part de Sadite Majesté, tous ceux qu'Elle trouveroit bon de nommer, dans l'espace de six mois, depuis l'échange des Ratifications, & qu'en conséquence de ce, par un Acte passé à Versailles le 15. Novembre de la dernière année, & délivré ici aux Sieurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roi de Suède, comme Médiateurs, Sadite Majesté a nommé à cet effet le Pape & tous les Princes d'Italie, le Roi de Portugal & ses Etats, les treize Cantons Suisses & leurs Alliez, savoir l'Abbé & la Ville de Saint Gall, la République de Valais, les Princes & l'Etat de Neuchâtel, la Ville de Geneve & ses Dependances, les Villes de Mulhausen & de Bienne & les trois Lijques Grises, après une mûre délibération, il a été trouvé bon & arrêté qu'on déclareroit, comme il est déclaré par ces présentes, que comme entr'autres, sous les Princes d'Italie sont par ledit Acte compris dans la Paix de la part de Sadite Majesté, leurs Hautes Puissances peuvent regarder, que le Pape y soit aussi compris en qualité de Prince seculier d'Italie, ainsi que les Sieurs ci-devant Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de leurs Hautes Puissances pour la Négociation de la Paix, ont rapporté que les Sieurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de France leur ont déclaré que c'étoit aussi l'intention de Sa Majesté Très-Chrétienne dans ledit Acte.

Et sera l'Extraît de cette Résolusion de leurs Hautes Puissances remis par l'Agent Rosenboom entre les mains des Sieurs Ambassadeurs Extraordinaires de Sa Majesté Suédoise, avec prière de le faire insérer dans leur Protocole.

JEAN BECKER.

Accorde avec le Régistre ci-devant.

F. FAGEL.

ANNO Protestation faite au nom des Seigneurs Etats de
1697. GUELDRÉ & de ZUTPHEN contre celle du
Comte d'EGMONT, au sujet de ses Préten-
tions. A la Haye le 30. Janvier 1698. [Actes
& Mémoires de la Paix de Ryfwick, Tom. IV.
pag. 276.]

ces avoient faite dès ce tems-là & dont il est fait
mention dans le Protocole dudit 7. jour d'Octobre.
Fait comme dessus. ANNO 1697.

(L.S.) G. FRIESENDOERFF.

CXCVII.

NOUS Gouverneur Héréditaire, Conseillers & ceux
de la Chambre des Comptes dans le Duché de
Gueldres, & Comté de Zutphen, pour cet effet spé-
cialement autorisés par leurs Nobles Puissances Mes-
sieurs les Etats du Duché de Gueldres & Comté de
Zutphen, en vertu d'une Résolution, savoir faisons à
tous ceux, à qui il appartiendra, qu'étaient informez,
qu'un Monsieur Ghillelfe qualifiant Envoyé du Comte
d'Egmont a entrepris de faire insinuer & enregistrer
le 17. du mois d'Octobre dernier, *in perpetuum rei
Memoriam & post consulam Pacem*, certains Mémoires,
Déclarations, & Protestations touchant la prétendu
Souveraineté des Etats, Domaines, Seigneuries &
autres Droits du Duché de Gueldres & Comté de
Zutphen dans les Actes du Protocole de la Médiation,
par son Excellence Monsieur le Baron de Lillieroot
Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire du
Sérénissime Roi de Suède, Gots & Vandalas, quoi
que ce Ghillelfe ne soit reconnu, ni légitimement reçu
dans l'Assemblée des Plenipotentiaires à Ryfwick, &
sans qu'il ait donné la moindre connoissance, ni commu-
nication de cet Acte inoui aux Ambassadeurs Ex-
traordinaires & Plenipotentiaires de la part des Sei-
gneurs Etats Généraux, qu'après que la Paix fut signée
& que les susdits Mémoires, Déclarations & Protesta-
tions furent insérées dans le Protocole de la Média-
tion, & qu'une Copie collationnée avec l'Original fut
mise entre les mains pour s'en servir, sans que nous
ayons aucune connoissance que l'on ait fait quelque
mention de cette Prétenfon mal fondée dans les Trai-
tez de Munster ou ceux de Nimègue; nous avons
donc trouvé à propos au nom de nos Seigneurs les
Etats ci-dessus, de faire une Protestation générale &
particulière contre la forme & tout ce qui est conte-
nu dans les Mémoires, Déclarations & Protestations
de Monsieur le Comte d'Egmont touchant la prétendu
Souveraineté des Etats, Domaines, Seigneuries &
autres Droits du Duché de Gueldres, & Comté de
Zutphen; déclarant de la part desdits nos Seigneurs les
Etats, tant à l'égard de leurs Personnes, que pour leur
Postérité pour aujourd'hui & à jamais tout ce qui pour-
roit être écrit & inséré dans le Protocole de la Média-
tion soit de ce sujet, nul & invalable; sans que nous
ayons voulu pour à cette heure nous engager à réfuter
tous les arguments & allegations compris dans ledit
volume, ne contenant que des erreurs, injures, & *in
facto*, & des contrevérités palpables. Requérant au
nom des Etats du Duché de Gueldres & Comté de
Zutphen Monsieur le Baron de Lillieroot en ladite
qualité de Médiateur de recevoir & de faire insérer cette
contre-Protestation dans le Protocole de la Média-
tion & de nous en accorder un Acte dans la meil-
leure forme, que faire se pourra. En foi dequoy nous
y avons fait apposer le grand Scau du Duché de Guel-
dres & Comté de Zutphen.

(L.S.) J. VAN ECK.
Greffier.

W. COCK.
Secrétaire.

Certificat ou Extrait du Protocole de la Médiation de
Sa Majesté le Roy de Suède, touchant la réception de
la contre-Protestation ci-dessus, tenu à la Haye le 30.
Janvier 1698.

LES SEURS Jean van Esfen & Sieur van Wynbergen
Deputés à l'Assemblée de Messieurs les Etats Gé-
néraux ont délivré ce jourd'hui aux Actes du Proto-
cole de la Médiation une Contre-Protestation de la
part de Messieurs les Etats de la Province de Guel-
dre, contre celle, qui lui insinuée de la part de Mon-
sieur le Comte d'Egmont le 7. Octobre passé, & cela
conformément à la Résolution, que Messieurs les
Ambassadeurs Extraordinaires de Leurs Hautes Puissances

*Traffans Pacis inter LUDOVICUM XIV. Re-20. Sept.
gem Gallia & GUILLIELMUM III. Re-
gem Magnæ Britannia quæ omnes Regionis, Arce,
Insula & Terra durante hoc Bello hinc inde a
ulsa restituerunt; Principatus vero Arasienensis
juxta remorem Ariculi separati Pacis Noviomagen-
sis Regi Britannico revertisse; ac reliqua Pro-
tensiones tam circa Loca in Sinu Hadsoni sita,
quam ratione Capitulationis ab Anglis Anno 1695.
facta, uti & limitum Terrarum, Judicio Com-
missariorum maritimarum Paris nominandorum reman-
tuntur. Rex porò Christianissimus promittit,
suum honorem oppugnare, quod nec directè, nec
indirectè alicui aut aliquibus ex Inimicis predicti
Regis Magnæ Britannia auxilium dabit, nec admi-
nistret, nec quoque modo Conjuratiõibus aut
Machinationibus contra prædictum Regem ubivis
Locorum excitatis vel excitandis favabit. Atque
in Actibus Ryfwickensibus die 10. Septembris 1697.
Cum Articulo separatò, de Terminò aut Pacem
accipiendam Sacra Cæsarea Majestati Imperioque
concesso, eodem die & Anno 1697. [Sur l'im-
primé à Paris chez FREDERIC LEONARD.
avec Permission & Privilège du Roi, en 1697.
in 4. Actes & Mémoires de la Paix de Ryf-
wyck Tom. III. pag. 176. en Latin, & pag.
194. en François. Recueil de divers Traitez
faits depuis 60. ans. seconde Partie pag. 512. en
François. HERN. FRANC. FRIEDER. BARON
et ANDLERN Corpus Confir. Imperialium Tom. I. in App. pag. 132. en Alle-
mand. Theatrum Europæum Tom. XV. pag.
195. en Allem.]*

Guilielmus Tertius Dei Gratia Magnæ Britannia;
Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor &c.
Omnibus & singulis ad quos Literæ pervenerint: Sa-
lutem. Quandoquidem Divina favente Providentiâ
& interveniente primùm operi Mediatori Serenissimi ac
Potentissimi nuper Principis Caroli undecimi, Regis
Sueciæ &c. deinde Filii ac Successoris ejus Caroli
duodecimi, Regis Sueciæ &c. & per Colloquia in Edi-
bus Nostris Ryfwickensibus, de fopienso Bello, quo
Magna Pars Orbis Christiani nuper affligebatur, habita
inter Nos et alios & Federatorum Nostrorum Legatos
Extraordinarios & Plenipotentios ab una, & Sere-
nissimi ac Potentissimi Principis Ludovici Decimi
quarri, Regis Christianissimi &c. Legatos Extraordinarios
& Plenipotentios ex altera parte, de Pace inter
Nos ac dictum Regem Christianissimum, his quæ se-
quuntur Conditionibus conventum fuerit.

Notum sit omnibus & singulis, quorum interest,
aut quomodocunque interesse poterit, quod
postquam Bellum infeliciter accensum, inter Serenissi-
mum & Potentissimum Principem Dominum Guil-
lielmum III. Dei Gratia Magnæ Britannia &c. Re-
gem & Serenissimum ac Potentissimum Principem &
Dominum Ludovicum XIV. Dei Gratia Regem
Christianissimum &c. ed perductæ res sunt permissio-
ne Bonitatis Divinæ, ut ex utraque Parte restituendæ
Pacis demùm spes afflueret, & cum dicta Sacra Ma-
jestas Magnæ Britannia, & Sacra Majestas Christia-
nissima pari desiderio exoptaret effusionem Christiani
Sanguinis quam primùm sistere, communi animo
conferrent, ut præcipuè quæ gratissime agnosca-
tur indebita studis Potentissimi, & Gloriosissimi
Memoris Principis Caroli XI. Regis Sueciæ &c. sed
cum spes Consiliorum & bonorum ejus officiorum,
quam universa Europa meritis conceperet, inopinatâ
morte

ANNO
1697.

morre præcepta fuerit. Sacra Regia Majestas Magnæ Britannicæ, & Sacra Regia Majestas Christianissima crediderunt seise optime facturas, si Mediatorum opus continuandum deferret Filio, & Successori ejus Carolo XII. Regi Sueciæ &c. qui pari studio operam suam dedit ad concludendam Pacem inter Sacram Regiam Majestatem Magnæ Britannicæ & Sacram Majestatem Christianissimam in Conciliis cum in finem habitis in Aëdibus Ryswickensibus in Provinciâ Hollandiæ, inter Nobilissimos, Illustrissimos, & Excellentissimos Dominos Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios utriusque nominatos, à parte quidem Sacre Regiæ Majestatis Magnæ Britannicæ, Nobilissimum, Illustrissimum, atque Excellentissimum Dominum, Dominum Thomam Comitem Pembrocchiæ, & Montgomerici, Baronem Herbert de Carduff, privati Angliæ Sigilli Custodem, à Conciliis Regis intimis, & ex excellentissimis Justitiariis & Custodibus Regni Angliæ, Dominum Eduardum Vice-Comitem Villiers de Darford, Baronem de Hoo, Angliæ Equitem Marshallum, Majestatis Sux ac Celios ac Præpotes Dominos Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum Ablegatum Extraordinarium, & ex Excellentissimis Justitiariis & Gubernatoribus Generalibus Regni Hiberniæ, Dominum Robertum Dominum de Lexington, Baronem de Everham, ex intimis Cubiculariis Regis, Generosum, Majestatis Sux ac Serenissimum & Invictissimum Principem Romanorum Imperatorem Ablegatum Extraordinarium, & Dominum Josephum Williamson Equitem Auratum, ex Conciliis Regis intimis, & ab Archivis Status in Confessio Ordinum Regni Angliæ, sive Parlamentis Senatores; à parte vero Sacre Regiæ Majestatis Christianissimæ, Nobilissimos, Illustrissimos, atque Excellentissimos Dominos, Dominum Nicolaum Augustum de Hrlay Equitem, Dominum de Bonneuil, Comitem de Cely, Consiliarium Ordinarium Regis in Consilio Status, & Dominum Ludovicum de Verjus Equitem, Comitem de Creû, Consiliarium Ordinarium Regis in Consilio, Marchionem de Treon, Baronem de Couvay, Dominum de Boulay, & duarum Ecclesiarum, de Fort Ille, Meulleit &c. & Dominum Franciscum de Calletes, Equitem, Dominum de Calletes, de Rochecolay, & de Gigny, qui post invocationem Divini Nominis auxilium, mutuasque Plenipotentiarius Tabulas communicatas, & ritè commutatas, quorum Apographa fuit finem hujus Instrumenti verbotenis inserta sunt, interveniunt, & operâ Nobilissimi, Illustrissimi, & Excellentissimi Domini, Nicolai Liberi Baronis de Lileroot, Secretarii Status Serenissimi, ac Potentissimi Regis Sueciæ, ejusdem Majestatis Legati Extraordinarii ad Celios, ac Præpotes Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum, ad Concilium iidem Pais Generalis Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, qui munere Mediatorio pro concilianda Tranquillitate publicæ, pœcual à partium studio, sedulo, prudenter, plurimique cum laude perfunctus est, ad Divini Nominis Gloriam, & Christianissimæ Republicæ salutem, in mutuas Pacis & Amicitie Leges conveniunt tenore sequenti.

I. Pax fit universalis perpetua veraque, & sincera Amicitia, inter Serenissimum ac Potentissimum Principem Guilelmum Tertium Magnæ Britannicæ Regem, & Serenissimum ac Potentissimum Principem Ludovicum decimum quartum, Regem Christianissimum, eorumque Hæredes & Successores, nec non utriusque Regna, Status & Subditos, eaque ita sincerè & inviolatè servetur & colatur, ut alter alterius utilitatem, honorem, ac commodum promoveat, omnique ex parte fida vicinitas, & secura Pacis atque Amicitie cultura reviviscat in dies, atque augeatur.

II. Omnes inimicitie, Hostilitates, Discordiæ & Bella, inter dictum Dominum Magnæ Britannicæ Regem, & dictum Dominum Regem Christianissimum, eorumque Subditos, cessent & aboleantur, ita ut uterque ab omni Direptione, Deprædatione, Læsione, Injuriis, ac Infestatione qualicunque, tam Terra quàm Mari, & Aquis dulcibus, ubivis Gentium, ac maxime per omnes aëtherius Regnum ac Dionum tractus, Dominia, Loca, cujuscumque sint Conditionis, temperet proflus, & abstinere.

III. Omnes offensus, Injurie, Damna, quæ prædictus Dominus Rex Magnæ Britannicæ ejusque Subditi, vel prædictus Dominus Rex Christianissimus ejusque Subditi, durante hoc Bello, alter ab altero petulerint, oblivioni tradantur, ita ut nec eorum, nec ullius alterius rei causæ vel prætextus, nec alteri, aut alterius Subditi, possit

hac quidquam hostilitatis, inimicitie, molestiæ vel impedimenti, per se vel per alios, clam vel palam, directè vel indirectè, specie Juris aut via facti, inferant, vel inferri faciant aut patiantur.

IV. Et quoniam Rex Christianissimus nihil unquam in votis potius habuit, quàm ut fiat firma & inviolabilis Pax, promittit prædictus Rex & pœndet pro se & Successoribus suis, quod nulla omnino ratione perturbabit prædictum Dominum Regem Magnæ Britannicæ in libera Possessione Regnum, Regionum, Terrarum aut Dominiorum, quibus in prædicti fuit, Honorem suum idcirco oppugnans, sub fide & verbo Regis, quod nec directè nec indirectè, alicui aut aliquibus ex Inimicis prædicti Domini Regis Magnæ Britannicæ auxilium dabit, ut administret, nec quoquo modo favebit Conspirationibus aut Machinationibus, quæ contra prædictum Regem ubivis Locorum, excitare aut meditari possint Rebelles & Malevoli. Eum itaque ob finem spondet & promittit, quod non affuerit Armis, Instrumentis Belli, Annona, Navibus aut Pecunia, aut alio quocunque modo, & quavis Personam aut quavis Personam, vel Mari vel Terra, qui poterunt inopertum, sub ullo prætextu turbare aut inquietare prædictum Dominum Regem Magnæ Britannicæ, in libera & plena Possessione Regnum, Regionum, Terrarum aut Dominiorum suorum: idem quoque velle spondet & promittit Dominus Rex Magnæ Britannicæ se facturum & præstiturum, erga prædictum Dominum Regem Christianissimum, & Regna, Regiones, Terras & Dominia ejus huc rebus inviolabiliter pro se & Successoribus suis ejus Regem Magnæ Britannicæ.

V. Liber fit usus Navigationis & Commerci inter Subditos utriusque dictorum Dominorum, Regum; prout jam olim erat tempore Pacis, & ante nuperissimi Belli Denunciationem; ita ut quivis eorum aëtherius Regna, Provincias, Emporia, Portus & Flumina, libere cum Mercibus suis adeire, ibique versari ac negociari citra molestiam possit, omnibusque Libertatibus, Immunitatibus & Privilegiis per solennes Tractatus & vetustam Consuetudinem concessis, ibidem uti & frui.

VI. Reddat & aperiat ordinaria Dispositio Justitiæ per Regna & Dominia aëtherius Domini Regis, ita ut liberum sit omnibus utriusque Subditi allegare & obtinere Jura, Præsentiones & Actiones suas, secundum Leges, Constitutiones, & Statuta utriusque Regni.

VII. Restituet Dominus Rex Christianissimus Domino Regi Magnæ Britannicæ omnes Regiones, Insulas, Arces & Colonias ubivis Locorum suas, quæ possidebant Angli ante hujus presentis Belli Declarationem, & vice versa Dominus Rex Magnæ Britannicæ restituet Domino Regi Christianissimo, omnes Regiones, Insulas, Arces & Colonias ubivis Locorum suas, quæ possidebant Galli ante dictam ejusdem Belli Declarationem, atque hæc Restitutio utriusque fiat intra spatium fidei mensium, ut citius si fieri possit. Et cum ad finem statim ab hujus Tractatus Ratificatione alter dictorum Dominorum Regum alteri Domino Regi, aut Commissariis, ejus nomine, ad id delegatis, omnia Acta Cessionis, Instrumenta & Mandata necessaria, ritè & secundum debitam formam confecta tradat, aut tradi jubeat, ita ut effectus sequatur.

VIII. Constituentur ab utraque Parte Commissarii qui possint examinare & determinare Jura & Præsentiones, quas assert uterque Dominorum Regum, in Loca in Sinu Hudsoni sita, quorum quidem Locorum à Gallis captorum, durante Pace præcedenti hoc præfens Bellum, ab Anglis vero recuperatorum durante præfenti Bello, Possessio Gallis cedatur vigore Articuli proximè Superioris. Capitulatio ab Anglis facta, die 5. Septembris 1696. observabit secundum formam & tenorem suum, restituentur Mercionia ibidem memorata: Præfectus Arcis ibidem captus Libertatem obtinebit, si illud adhuc non factum sit. Lites super executionem ejusdem Capitulationis ortæ & valor ibidem Bonorum perditorum à dictis Commissariis adjudicabuntur, & determinabuntur. Porro dicti Commissarii immediatè post Ratificationem presentis Tractatus Autoritate sufficienti munientur defendendi Limites & Confinia Terrarum utriusque restitutarum, vigore Articuli præcedentis, commutandi quoque Terras, sicuti illud possit conducere in rem & utilitatem mutuum aëtherius Domini Regis.

Et cum ob finem dicti Commissarii nominabuntur, qui in Urbe Londini, intra spatium trium mensium proximè sequentium Ratificationem presentis Tractatus

ANNO
1697.

ANNO
1697.

tus convenient, & intra spatium sex mensium (post eorum primam Conventionem numerandorum) determinabunt omnes Lites, & processus qui super hac re oriri possunt. Et deinde Arrieu super quos conficiunt Commissarii, ratihabebuntur ab alterutro Domino Rege, eandemque vim & vigorem habebunt, ac si præfati Tractatus ad verbum inserti fuerint.

IX. Omnes Litteræ, tum Represaliarum quàm Marce, & contra-Marce, quæ hæcenus quavis de causa utrinque concessæ fuerint, nullæ, cassæ & irritæ maneat, & habeantur, nec ullæ in posterum hujusmodi Litteræ ab alterutro dictorum Dominorum Regum adversus alterius Subditos concedantur, nisi prius de Juris denegatione manifestè constiterit, nisi illius qui Represaliarum Litteras sibi concedi petit, Libellus supplex Ministro (Regis illius nomine) contra cuius Subditos illæ Litteræ postulantur, ibidem degenti edictus ac offensus fuerit, ut is intra quatuor mensium spatium aut citius in contrarium inquirere possit, aut procurare, ut ex parte Rei Adori quàmprimùm satisfiat, si verò Regis illius, contra cuius Subditos Represalix postulantur, nullus Minister ibi degat, Represaliarum Litteræ non concedantur, nisi post spatium quatuor mensium, computandum à die quo Libellus supplex Regi contra cuius Subditos Represalix petuntur, aut privato ipsius Consilio, edictus ac oblati fuerit.

X. Tum ad præcedendam omnem Litæ & Conventionum materiam, quæ oriri possit ex causa Restitutionis Navium, Mercium aliarumque rerum mobilium, quas in Regionibus & oris longè distitis, post sanctam Pacem & anequam ibidem innotescat, easque & occupatas fuisse alterutra Pars ab altera conque-ri possit. Omnes Naves, Merces, alique Bona mobilia, quæ post Subscriptionem & Publicationem præfatis Tractatus utrinque occupari poterunt, intra spatium duodecim dierum in Manibus Britannicis & Septentrionalibus, intra spatium sex Hebdomadarum, à diebus Mariibus Britannicis & Septentrionalibus usque ad sancti Vincentii Promontorium, tum intra spatium decem Hebdomadarum ultra dictum Promontorium eis Lineam Æquinoctialem, vel Æquatorem, tum in Oceano, in Mari Mediterraneo, quàm alibi, denique intra spatium sex mensium trans terminos prædictæ Lineæ per universum Orbem sine ulla exceptione, vel ulteriore temporis locive distinctione, ullæ Restitutionis aut Compensationis ratione habenda, occupantur sint & maneat.

XI. Si verò acciderit per inegotiantiam aut imprudenciam, aut aliam quâlibet causam, ut quivis Subditus alterutris prædictorum Dominorum Regum, faciat aut committat aliquid, Terra, Mari aut Aquis dulcibus, ubivis Gentium, quò minus observetur præfatus Tractatus, aut quo particularis aliquis Articulus ejusdem effectum suum non fortitur, hæc Pax & bona Correspondentia inter prædictos Dominos Reges, non ideo interruptur, aut infringitur, sed in pristino suo robore, firmitate & vigore manebit, sed Subditus iste solummodo de suo facto proprio respondebit, & poena perfolvet, iudicatus per Leges & præscripta Juris Gentium.

XII. Sin autem (quod Omen Deus Optimus Maximus avertat) fortitè simulantes inter dictos Dominos Reges aliquando renouentur & in apertum Bellum erumpant, Naves, Merces ac Bona quævis Mobilia, alterutris Paris, quæ in Portibus atque in Ditione Paris adversæ heretæ atque extare deprehendantur, Fiscis ne addicantur, aut ullo incommodo afficiantur, sed Subditis alterutris dictorum Dominorum Regum fœmestre spatium integrum hinc inde concedatur, quò res prædictas ac aliud quivis ex suis Fœderibus, quò libitum erit, citra ullam molestiam, inde avehant ac transferant.

XIII. Quantum ad Principatum Aragonensem, aliasque Terras & Dominia, quæ pertinent ad prædictum Dominum Regem Magnæ Britannicæ, Articulus separatæ Tractatus Neomagenis, inter Regem Christianissimum & Dominos Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum, decimo die Augusti 1678. conclusi, secundum formam & tenorem suum effectum plenum fortitur, atque ita omnes Innovationes & Immutationes rescinduntur, omnia Arresta, Edicta & alia Acta, cujuscunque sint generis, absque ulla Exceptione, quæ dicto Tractatu ullo modo contraria sint, aut post Conclusionem ejusdem intervenierint, pro infectis & annullatis habeantur, absque omni reversione & consequentia in futurum, atque ita omnia res-

TOM. VII. PART. II.

tituntur prædicto Domino Regi eodem statu & co-
dem modo, quibus isti utebatur & fruebatur, prius-
quam de Possessione eorum dimotus esset, in tempore
1697.

Belii per dictum Tractatum Neomagenem compositi, aut quibus per eundem Tractatum sui sui uti debet, & ad imponendum finem omnibus Molestiis, Litibus, Processibus & Causis qui super hæc moveri possint, alterut prædictis Dominorum Regum Commissariis nominabit, qui plena & summaria Potestate illa omnia componere & expedire possint: Et in quantum, per Auctoritatem Domini Regis Christianissimi Dominus Rex Magnæ Britannicæ impeditur fuerit, quominus frueretur Redibus, Juribus & Commodis tum Principatus sui Aragonensis quàm aliorum suorum Dominiorum, quæ post conclusionem Tractatus Neomagenis, usque ad Declarationem præfatis Belli sub Dominatione prædicti Regis Christianissimi fuerunt, prædictus Dominus Rex Christianissimus Regi Magnæ Britannicæ restituit & restitui efficit realiter, cum effectu & cum Interesse debito, omnes istos reditus, Jura & Commoda, secundum Declarationes & Verificationes eorum dictis Commissariis faciendas.

XIV. Tractatus Pacis inter Regem Christianissimum & defunctum Electorem Brandenburgicum ad Fanum Sancti Germani in Laye 29. die Junii 1679. conclusus, restituitur in singulis suis Articulis, & in pristino suo vigore manebit, inter Sacram Majestatem Christianissimam, & Serenissimum Electorem Brandenburgicum.

XV. Cum maximè conductus ad Tranquillitatem publicam, ut Tractatus observetur, qui inter Sacram Majestatem Christianissimam & Celsitudinem Regalem Sabaudicæ nono die Augusti 1696. anni, conclusus erat, conventum est, ut confirmetur idem Tractatus per præfentem Articulum.

XVI. Sub hoc præfenti Paëis Tractatu comprehenduntur illi qui ante Ratificationem permutationem, vel intra sex menses postea ab una alteraque Parte ex communi consensu nominabuntur; Interim tamen quemadmodum Serenissimus ac Potentissimus Princeps Gulielmus Rex Magnæ Britannicæ & Serenissimus ac Potentissimus Princeps Ludovicus Rex Christianissimus, gratè agnoscunt sincera officia, ac indefectæ studia quibus Serenissimus ac Potentissimus Princeps Carolus Suevicæ Rex, interpositi sui Mediatione hoc salutare Pacificationis Opus, Divino adjuvante auxilio, ad exitum optatum promovit & ad testandum pacem æquid communi Pacis omnium consensu, sanctum & conventum est, ut altissimè memorata Sacra Regia Majestæ Suevicæ cum omnibus suis Regnis, Ditionibus, Provinciis, ac Juribus huic Tractatu sic inclusa, & præfenti Pacificationi omni meliori modo comprehenda.

XVII. Denique hujus præfenti Paëis ac Fœderis solennes ac ritè confectæ Ratificationes intra trium Hebdomadarum spatium, à die Subscriptionis computandum, vel citius si fieri possit, in Domo Rywicensi in Provinciâ Hollandicæ utrinque exhibeantur, & recipi-
procè ritèque commutentur.

In quorum omnium & singulorum supra memoratorum fidem, majusque robur, & ad id donandum debitum vigorem atque plenam Auctoritatem, infrascripti Legati Extraordinarii & Plenipotentarii, unum cum Illustrissimo & Excellentissimo Domino Legato Extraordinario Mediatore, præfens Instrumentum Pacis subscriptionibus, Sigillisque propriis muniverunt. Acta hæc sunt in Ædibus Rywicensibus in Provinciâ Hollandicæ die 20. Mensis Septembris Anni 1697.

N. LILLIEROOT.	DE HARLAY BON-
(L.S.)	(L.S.)
VILLIERS.	VERJUS DE CRECY.
(L.S.)	(L.S.)
J. WILLIAMSON.	N. CALLIEREA
(L.S.)	(L.S.)

Articulus separatæ.

PRÆter ea omnia quæ conclusa & concordata sunt per Tractatum Paëis, factum hoc præfenti die 20. Septembris anni 1697. conventum insuper est per præfentem Articulum separatum, qui eundem vigorem & effectum habebit, ac si verbo totus in eodem Tractatu insertus fuisset, quod Rex Christianissimus pacificatur, & spondet, sicut per præfentem Articulum pa-
Ecc

ANNO
1697.

citur & spondet, quod liberum sit Imperatori & Imperio usque ad primam diem Mensis Novembris proxime sequentis, Conditumque Pacis à Rege Christianissimo nuperumque propositis accipere, secundum Declarationem prima die hujus præsentis mensis factam, nisi aliter conventum fuerit intra Cæsaream Majestatem & Imperium inter & Majestatem Christianissimam: & si intra prædictum tempus Majestas Cæsarea non accipiat eas Conditiones, nec alia ratione Cæsaream Majestatem & Imperium inter & Majestatem Christianissimam conventum fuerit, prædictus Tractus electum suum plenum fortiter & executionem debitam habebit secundum formam & tenorem suum, nec licitum erit Regi Magnæ Britannię vel directè vel indirectè sub quacunque ratione aut causa eidem Tractatu contravenire.

In quorum omnium fidem nos infra scripti Legati Extraordinarii & Plenipotentarii Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britannię & Sacræ Majestatis Christianissimæ, vigore Plenipotentiarum nostrarum præsentem Articulum separatim Subscriptionibus & Sigillis propriis muniri curavimus. Actum in Aëdibus Ryswickensibus in Provincia Hollandiæ 20. Mensis Septembris Anni 1697.

N. LILLIEROOT. PEMBROKE. DE HARLAY BON-
(L.S.) NEUIL. (L.S.)
VILLIERS. VERJUS DE GREY.
(L.S.) (L.S.)
J. WILLIAMSON. N. CALLIERES.
(L.S.) (L.S.)

Ratihabito data à Rege Angliæ.

NOs viro & perpenso præfato Tractatu, eundem in omnibus & singulis ejus Articulis & Clausulis approbavimus, & ratum firmumque habuimus, sicut per præsentem, pro Nobis, Heredibus & Successoribus Nostris, eundem approbamus, & ratum firmumque habemus, spondentes utroque Regio promittentes Nos omnia que in eo continentur, sincere & bona fide præstituros & observavimus. In quorum majorem fidem & robur hęc Præsentibus Magnum Nostrum Angliæ Sigillum apponi fecimus: Dabantur in Aula Nostra apud Loo in Provincia Gueldriæ die vicessimo quinto mensis Septembris Anni Domini millesimi sexcentissimi nonagesimi septimi, Regniq; Nostrum Noni.

GULIELMUS R.

G. BLATWATT.

Procuratio Dominorum Legatorum & Plenipotentiariorum Regis Magnæ Britannię.

GULIELMUS Tertius Dei Gratia Magnæ Britannię, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, &c. Omnibus ad quos præsentem Litterarum pervenerint aut ullo modo specheverint, Salutem. Cum in præsentium istius, eoque animorum inclinatio videretur, ut Bellum quo Magna Orbis Christiani pars jam diu graviter affligitur, favente divini Providentiæ, Officio Mediatoris bono Fratre Nostrum Serenissimo ac Potentissimo Rege Sueciæ fungente, feliciter restitui posse, spes haud mediocriter affulgeat: Nos qui Pacis studiosi semper fuimus, semperque erimus, nihil magis in votis habentes quam ut Concordia æqua, sincera & diuturna inter Principes Christianos quantocius fiat, & plurimum excolatur: Tranquillitatis publicæ recuperandæ occasionem oblatam haud gravatè amplectimur, cumque de Pacis Generalis Tractatu inter nos & Fœderatos Nostris ab una, & Regem Christianissimum ab altera Parte instituenda, à Nostris & Fœderatorum Nostrorum & Regis prædicti Ministris in Hollandia consensus sit, cumque ad tam pium & præclarum Opus perficiendum Viro- rum Prudentiæ & in rebus arduis experientia præditorum tantoque Negotio parum operâ uti necesse

fit, sciat, quod nos Fide, Industria, Judicio, Prudentiæque peritectorum & perquam fideliū Confanguineorum Nostrorum, Thomæ Comitissæ Pembrockiæ & Montisommerci, Baronis Herbert de Cardif, &c. Privati Sigilli Nostris Angliæ Custodis, & à Consiliis nostris intimis, Edwardi Vice-Comitis de Villiers, Nostris nunc ad Celos ac Præpotes Dominos Ordines Generales Unitæ Belgii Aulegi Extraordinarii & ad Congressum Ministrorum à Confœderatis Nostris missorum, qui Hugæ Comitum habebitur, Plenipotentarii, prædicti & perquam fideli Consilarii Nostris Roberti Domini Lezington, Baronis de Averam et intimis Cubiculis Nostris, Generosi Nostris ad Serenissimum & Invictissimum Principem Romanorum Imperatorem Aulegi nunc Extraordinarii, atque prædicti Nobisque fidelis Josephi Williamson Equitis Autai, Nobis à Consiliis intimis, & ab Archivis Status, in Consessu Ordinum Regni Nostris Angliæ sive Parlamentis Senatoris, plurimum consilii expertique quæ possent in rebus transigendis scientia usque singulari, ex negotiis muneribusque variis, quæ domi forisque jam dudum digni gesserunt, ipsosque Thomam Comitum Pembrockiæ & Montisommerci, Edwardum Vice-Comitem de Villiers, Robertum Baronem de Averam & Josephum Williamson nominavimus, fecimus, constitimus, & deputavimus, & per Præfentes nominamus, facimus, constitimus & deputamus, nostros veros, certos & indubitatos Legatos Extraordinarios, Ambassadors, Commisarios, Deputatos, Procuratores & Plenipotentarios, damus eisdem & concedentes, & eorum duobus quibusvis ægotantibus vel utrinque alias absentibus, duobus alteris omnem & omnimodam Potestatem, Facultatem, Authoritatemque, nec non Mandatum generale patitur ex speciale (ita tamen ut generale speciale non deroget, neque contrariet.)

vel alium quencunque Locum ubi dictum Pacis Tractatum & Negotiationem institui ac celebrari contingerit, adeundi, ibique pro Nobis, ac nomine nostro, una cum Commisariis ac Plenipotentariis Confœderatorum nostrorum & cum iis quos Rex Christianissimus, ex altera Parte deputaverit, congregandi, & colloquendi cum iis pariter, quos alii quicunque Reges, Principes, Respublicæ aut liberæ Civitates sufficienti Authoritate instructos, ad dictum Pacis Tractatum missos, ad Lites Controversasque et occasione hujusce Belli ortas, componendas & pene determinandas, cumque iis de Pace firma ac stabili tractandi, conveniendi, & concludendi, idque omne quod ab iis ita conclusum conventumque fuerit, pro nobis & nomine nostro, signandi, superque conclusis Instrumentis quotquot & qualia fuerint necessaria, consensendi, mutuoque tradendi recipiendique, dantes ulterius & concedentes Legatis nostris supradictis Potestatem Authoritatemque Litteras commensurasque qualescunque quæ ad securitatem Personarum, Comitum, Servorum, atque Impedimentorum eorum omnium, qui dicto Tractatu transigendo, consensiendo operam impendant, vel ei quovis modo interviunt, requiri possint, de tempore in tempus videantur, signandi, concedendi & exhibendi, ac generaliter ea omnia tractandi, promittendi, stipulandi, conveniendi & faciendi, quæ in & super præmissis, aut eorum quolibet quovis modo necessaria, vel quomodolibet opportuna judicaverint, in tam amplis modo & forma ac vi effectusque pari, ac nos ipsi facere possemus, si dicto Tractatu personaliter interfuissimus, spondentes ac in verbo Regio promittentes, Nos omnia & singula quæcunque à dictis Nostris Legatis & Plenipotentariis & eorum duobus quibusvis ægotantibus, vel uterque alias absentibus, ut antedictum est, à duobus alteris, vi Præsentium transigi & concludi contingerit, grata, rata & accepta, iis protus modo & forma, quibus conventum erit, habituros, in quorum omnium fidem majusque robur præfentes manu nostra Regiæ signatas Magnæ Angliæ Sigillo communivi fecimus. Dabantur in Aula nostra apud Kensington, die decimo festo Februarii, Anno Domini millesimo sexcentesimo nonagesimo septimo, Regniq; Nostrum Nono.

GULIELMUS R.

(L.S.)
Magni Angliæ.

ANNO
1697.

ANNO S'enfuit la teneur du Pouvoir des Ambassadeurs & Plenipotentiaires du Roi Très-Christien. 1697.

LOUIS par la Grâce de Dieu, Roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut: Comme nous ne souhaiions rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre, dont la Chrétienté est présentement affligée, & que par les soins & la Médiation de notre Très-cher & Très-aimé Frere le Roi de Suède, les Villes de Delft & de la Haye ont été agréées de toutes les Parties pour les Conférences nécessaires à cet effet; nous par ce même desir d'arrêter autant qu'il sera en nous, & par l'Assistance de la Divine Providence, la défection de tant de Provinces, & l'effusion de tant de Sang Chrétien, sçavoir faisons, que nous confians entièrement en l'expérience, la capacité & la fidélité de notre amé & feal le Sieur de Harlay de Bonneuil, Conseiller ordinaire en notre Conseil d'Etat, de notre bien amé le Sieur Verjus, Comte de Crecy, Baron de Couvray, Sieur de Boulay, les deux Eglises, de Forville, du Meilliet & autres Lieux, & de notre bien Amé le Sieur de Callieres, de la Roche-Chellay & de Gigny, par les preuves avantageuses que nous en avons faites dans les divers Emplois importants que nous leur avons confiés, tant au dedans qu'au dehors de notre Royaume, pour ces causes & autres bonnes considérations à ce nous mouvans, nous avons commis, ordonné & député ledits Sieurs de Harlay, de Crecy, & de Callieres, commettions, ordonnons & députons par ces présentes lignes de notre main, & leur avons donné & donnons plein Pouvoir, Commission & Mandement spécial d'aller en ladite Ville de Delft, en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & y conférer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Médiateurs respectivement reçus & agréés avec les Ambassadeurs Plenipotentiaires & Ministres de notre Très-cher & Très-aimé Frere le Roi de la Grande Bretagne, & de ses Alliez tous munis de Pouvoirs suffisans, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les différends qui causent aujourd'hui la Guerre, & pourront nos dits Plenipotentiaires tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre par maladie, ou autre empêchement, ou un seul, en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie, ou autre empêchement, en convenir & sur iceux conclure & signer une bonne & sûre Paix, & généralement faire négocier, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront nécessaire pour le succès effectif de la Paix, avec la même autorité que nous serions de pourrions faire, si nous y étions présents en Personne, encore qu'il y eut quelque chose qui requit un Mandement plus spécial non contenu en cesdites présentes; promettant en foi & Parole de Roi de tenir ferme & d'accomplir tout ce que ledits Sieurs de Harlay, de Crecy, & de Callieres, ou par deux d'entr'eux en cas de l'absence de l'autre par maladie, ou autre empêchement, ou par un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expédier nos Lettres de Ratification, dans le temps qu'ils auront promis en notre nom de les fournir, car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre Seel à cesdites présentes. Donné à Versailles le 25. de Février 1697. & de notre Regne le 54.

Etait signé,
LOUIS.

Et sur les replis étoit écrit,

Par le Roy,

Signé,
COLBERT.

Ratification du Roi T. C. sur le Traité de Paix conclu entre S. M. & le Roi de la Grande Bretagne. A Fontainebleau le 3. d'Octob. 1697. [Sur l'imprimé à Paris, chez FREDERIC LEONARD avec Permission & Privilège du Roi, Ann. 1697. in 4.]

TOM. VII. PART. II.

LOUIS par la Grâce de Dieu, Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, salut. Comme notre Amé & feal Conseiller ordinaire en notre Conseil d'Etat, Nicolas Auguste de Harlay, Chevalier Sieur de Bonneuil, Comte de Celi, notre Cher & bien Amé Louis Verjus, Chevalier Comte de Crecy, Marquis de Trécon, Baron de Couvray, Sieur du Boulay, des deux Eglises, de Fort Ile & du Meilliet; & notre Cher & bien Amé François de Callieres, Chevalier Sieur de la Rochechellay & de Gigny, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des plénins Pouvoirs que Nous leur en avons donné, auraient conclu, arrêté & signé le vingtième jour de Septembre dernier à Riswick, avec le Sieur Thomas Comte de Pembrok & de Montgomery, Baron d'Herbert & de Cardiff, Garde du Sceau Privé d'Angleterre, Conseiller ordinaire au Conseil d'Etat de notre très-cher & très-Amé Frere le Roy de la Grande Bretagne, & l'un des Justiciers d'Angleterre; le Sieur Edouard Vicomte de Villiers & de Dorset, Baron de Hoo, Chevalier Maréchal d'Angleterre, & l'un des Justiciers d'Irlande, le Sieur Robert de Lexington Baron d'Evoram, Gentilhomme de la Chambre de Sa Majesté Britannique; & le Sieur Joseph Williamson, Chevalier Conseiller ordinaire de Sa Majesté Britannique en son Conseil d'Etat, & Garde des Archives de l'Etat, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de notre dit Frere le Roy de la Grande Bretagne, pareillement munis de ses plénins Pouvoirs, le Traité de Paix dont la teneur s'ensuit.

Fait inferio.

NOUS ayant agréable le susdit Traité en tous & chacun les Points & Articles qui y sont contenus & déclaré, avons iceux tant pour Nous, que pour nos Héritiers, Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries, & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foi & Parole de Roy, & sous l'obligation & hypothèque de tous & chacun nos Biens présents & à venir, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quel que sorte & manière que ce soit. En témoin de quoy Nous avons signé ces Présentes de notre main, & à icelles fait apposer notre Seel. Donné à Fontainebleau le troisième jour d'Octobre l'an de grâce mil six cents quatre-vingt-dix sept, & de notre Regne le cinquante-cinquième.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas:

Par le Roy,

COLBERT.

Et scellé de cire jaune sur lacs ou cordons de soye bleue, tressés d'or, le Sceau enfermé dans une boîte d'argent; sur le dessus de laquelle font empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, sous un Pavillon Royal soutenu par deux Anges.

Extrait du Protocole de la Médiation, tenu au Château de Ryswick le 12. Septembre 1697. touchant une Pension de 50. mille Livres Sterling promise par GUILLAUME Roi de la Grande Bretagne pour la Reine MARIE D'ESTE. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswick Tom. III. pag. 173.]

MESSIEURS les Ambassadeurs du Roi d'Angleterre, ont déclaré que le Roi leur Maître a promis que la Pension annuelle d'environ cinquante mille Livres Sterling, ou de telle somme qu'elle se trouvera établie par Acte du Parlement, scellé du Grand Sceau d'Angleterre en faveur de la Reine Marie d'Este, sera payée

Ecc 2

ANNO
1697.

à l'avenir conformément audit Acte, & qu'ils consentent que Monsieur l'Ambassadeur Médiateur le tienne inscrit dans son Protocole, & en donnera Copie Authentique à Messieurs les Ambassadeurs de France, en présence desquels, ainsi que de Messieurs les Ambassadeurs des Etats Généraux, ladite Déclaration a été faite.

(L.S.) N. LILLIEROOT.

Extrait du Protocole de la Médiation touchant la Relaxation des PROTESTANS FRANÇOIS pris sur les Vaisseaux Anglois, & la Liberté des quatre Ministres d'ORANGE. Du 12 Septembre 1697 [Actes & Mémoires de la Paix de Ryswick Tom. III. pag. 174.]

LEURS Excellences Messieurs les Ambassadeurs de Sa Majesté Très Chrétienne, ont déclaré que s'il se trouve que le Traité qui a été fait & signé à Breda ne soit point en François, alors ils s'engagent qu'ils en fournissent un autre en Latin avant la Ratification. Ils promettent de relâcher les Protestans François, qui ont été pris sur des Vaisseaux Anglois; comme aussi de remettre en liberté les quatre Ministres d'ORANGE.

Promesse de GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne au sujet du de la Paix faite par le Roi T. C. avec le Roi CATHOLIQUE & avec les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES portant qu'il en procurera la Ratification, mais que s'il ne pouvoit pas l'obtenir, celle qu'il a faite avec le Roi T. C. aura néanmoins son plein & entier effet. Fait à Lee le 21 Sept. n. s. 1697. [Actes & Mémoires de la Paix de Ryswick Tom. III. pag. 280.]

Nous Guillaume III. par la grace de Dieu Roi de la Grande Bretagne, &c. approuvons le Traité de Paix fait & signé à Ryswick le 20. Septembre 1697. entre nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, & ceux du Seigneur Roi Très-Christien, & nous nous obligons en foi & Parole de Roi d'en fournir dans le tems qui y est porté la Ratification pure & simple, & en bonne forme, signée de nous & scellée du Grand Sceau d'Angleterre, & comme il a été fait aussi le même jour au nom dudit Seigneur Roi Très-Christien, deux autres Traitez, l'un avec le Seigneur Roi Catholique, & l'autre avec les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, nous, en cas, qu'en vertu du Traité fait avec le Seigneur Roi Catholique, le Seigneur Roi Très-Christien, trouve bon de faire retirer les Troupes des Pais dudit Seigneur Roi Catholique, tant en Flandres qu'en Catalogne, lors de la délivrance du présent Acte, promettons d'employer nos offices les plus efficaces pour faire fournir aussi en bonne forme les Ratifications pures & simples deditus deux Traitez, tant de la part dudit Seigneur Roi Catholique, que de la part deditus Seigneurs Etats Généraux dans le tems porté par ledits Traitez; & si ledit Seigneur Roi Très-Christien y faisoit quelque difficulté à son égard, ou qu'il n'y voulut point satisfaire dans ledit tems, nous promettons encore que le Traité fait entre nousdits Ambassadeurs, & ceux du Roi Très-Christien n'en sortira pas moins son plein & entier effet. Et nous nous engageons aussi d'employer de même nos offices pour faire que le Traité de Ratification deditus Etats Généraux des Provinces-Unies soit pareillement exécuté de point en point, nonobstant le refus que pourroit faire ledit Seigneur Roi Catholique de la Ratification du sien. En foi dequoi nous avons signé de notre main le présent Ecrit pour servir d'assurance de notre part de tout ce qui y est contenu. Fait à Lee le 21. de Septembre n. s. 1697.

(L.S.) WILLIAM R.

Dérogation à l'Article X. du Traité de Paix entre ANNO la FRANCE & L'ANGLETERRE touchant la Cessation des hostilités par Mer, laquelle sera censée avoir commencé, ou dû commencer du jour de la signature. Fait en double à Ryswick le 10. Octobre 1697. [Actes & Mémoires de la Paix de Ryswick Tom. III. pag. 376.]

Nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roi Très-Christien, & du Roi de la Grande Bretagne; Déclarons qu'encre qu'il soit porté par l'Article dixième du Traité de Paix signé à Ryswick le vingtième du mois de Septembre dernier entre leurs Majestés Très-Christienne & Britannique, que les délais prescrits par ledit Article ne commenceroient qu'après la signature & publication dudit Traité, néanmoins l'intention de leursdites Majestés est, que leursdits délais commencent du 20. Septembre, jour de la signature dudit Traité; en sorte que celui de douze jours, qui y est marqué pour les Mers Britannique & Septentrionale, doit être censé expiré dès le deuxième du présent mois, & les autres délais devant expirer à proportion. En foi dequoi nous avons signé le présent Ecrit, & à icelui fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait double à Ryswick le 10. d'Octobre 1697.

PENBROCK.
VILLIERS.
WILLIAMSON.

DE HARLAY BONNEUIL.
VERJUS DE CRECY.
DE CALLIERES.

Ordonnance de LOUIS XIV. Roi de France pour la Publication & observation de la Paix conclue entre lui, & GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne. A Fontainebleau le 22. Octobre 1697. [Actes & Mémoires de la Paix de Ryswick Tom. III. pag. 462.]

ON fait à savoir à tous, qu'une bonne, ferme, stable & solide Paix, avec une amitié & réconciliation entière & sincère, a été faite & accordée entre très-Haut, très-Excellent, & très-Puissant Prince LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre notre Souverain Seigneur; très-Haut, très-Excellent & très-Puissant Prince, GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne; & entre nosdits Seigneur Roi, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, leurs Vassaux, Sujets, & Serviteurs, en tous leurs Royaumes, Pais, Terres, & Seigneuries de leur obéissance. Que ladite Paix est générale entr'eux & leursdits Vassaux & Sujets; & qu'au moyen d'icelle, il leur est permis d'aller, venir, retourner, & séjourner en tous les lieux deditus Royaumes, Etats, & Pais, négocier & faire Commerce de Marchandises, entretenir correspondance, & avoir communication les uns avec les autres; & ce en toute liberté, franchise, & sûreté, tant par Terre, que par Mer, & sur les Rivières & autres Eaux, & tout ainsi qu'il a été & dû être fait en tems de bonne, sincère, & amiable Paix; telle que celle qu'il a plu à la divine bonté de donner auditse Seigneurs Rois & auditse Seigneurs Etats Généraux des Provinces des Pais-Bas, & à leurs Peuples & Sujets. Et pour les y maintenir il est très-expressement défendu à toutes personnes, de quelque qualité & condition qu'elles soient, d'entreprendre, attenter, ou innover au contraire, ni au préjudice d'icelle, sur peine d'être punis sévèrement, comme infracteurs de Paix & perturbateurs du repos public. Fait à Fontainebleau, le 22. jour d'Octobre 1697.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas,

COLBERT.

*Inclusio in Tractatu Pacis per Regem MAGNÆ BRITANNIÆ facta pro Rege Hispaniæ, FOR-
DERA-*

ANNO 1697. DERATO BELGIO & tredicim CANTONIBUS HELVETICIS. Dat. Hagæ Comitû 18. Novemb. Sûlo novo 1697. [Actes & Mémoires de la Paix de Ryswick Tom. IV. pag. 176.]

dénommées, pour leur future. Fait à Versailles le 17. ANNO 1697. jour de Mars 1698.

(L.S.) LOUIS.

COLBERT.

GUILIELMUS Tertius Dei Gratia Magnæ Britannici, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor. Omnibus præsentibus inspecturis Salutem: quandoquidem ex Article decimo sexto Tractatus Pacis conclusi vigesimo die Septembris hujus præsentis Anni in Ædibus nostris Ryswycken inter nos & Regem Christianissimum per Legatos & Plenipotentarios ex utraque Parte constitutos concordatum fuerit, quod in dicto Tractatu comprehenderentur illi, qui intra sex menses ex Ratificationum Commutatione numerandos à nobis nominati fuerint; Nos qui studio & affectu particulari colendam & Conservandam duximus Amicitiam Serenissimi & Invictissimi Imperatoris & Sacri Romani Imperii, omniumque ejus Electorum, Principum, Statuum & Civitatum, cum etiam Serenissimi & Potentissimi Regis Hispaniarum, itemque Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Unitatum Regni Provinciarum, tredicim tamen Rerumpublicarum, & Cantorum Helveticorum, & specialibus Rerumpublicarum & Cantorum Evangelicorum, Tiguri, Bernæ, Glaronæ, Basiliæ, Schaffhusii & Abbatibus-Celestibus, cum omnibus & singulis, quos inter sese habent respective Federatis, Republica scilicet & Urbe Genevæ, cum suis Dependentiis, Comitatu & Civitate Nemonencom ad Lacum, Civitatibus Sancti Galli, Mulhusii & Biennæ, atque Ligis Rhenicis seu Grisonibus cum suis Dependentiis, nec non Rerumpublicarum & Civitatum Lubecensis, Bremensis & Hamburgensis, eodem omnes Principes, Reipublicas, Status & Civitates comprehensum omnium Confœderatos recipimus, & comprehendimus omni meliori modo & forma. In quorum omnium Testimonium & Fidem præsentibus manu nostra Regia signatis, communi nostro Sigillo muniti justissimus. Dabantur in Aula Nostra Hagæ Comitum in Provincia Hollandiæ die decimo octavo mensis Novembris, Sûlo novo 1697. Regniq. nostri nono.

(L.S.) GUILIELMUS Rex.

G. BLATHWATTH.

Autre Incision du Roi de FRANCE dans sa Paix avec le Roi de la GRANDE BRETAGNE, où le Nom du Pape est omis, & dont M. Williamson Ambassadeur de Sa Majesté Britannique fut en son content. Donné à Versailles le 17. Mars 1698. [Actes & Mémoires de la Paix de Ryswick Tom. IV. pag. 367.]

Comme par l'Article 16. du Traité, conclu à Ryswick le vingtième Septembre 1697. par les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roi, & par ceux du Roi de la Grand' Bretagne, Sa Majesté s'est réservée la liberté de comprendre dans ledit Traité, ceux qui dans l'espace de six mois après l'échange de ses Ratifications seroient nommez de part & d'autre d'un commun consentement: Elle a déclaré & déclaré, par la présente signée de sa main, au Roi de la Grand' Bretagne qu'Elle nomme tous les Princes d'Italie, le Roi de Portugal, & ses Etats, les treize Cantons de Ligues Suisses & leurs Coalitez, favoir l'Abbé & la Ville de Saint Gall, la République de Valais, le Prince & Etat de Neuf-Châtel, la Ville de Genève & ses dépendances, les Villes de Mulhausen & Bienné, & les trois Ligues des Grisons pour être tous compris dans ledit Traité de Paix, & jouir par eux du bénéfice qui en peut revenir, aux conditions & avantages qui y sont spécifiés tant pour eux que pour leurs Terres, Pays & Etats, comme s'ils y étoient expressément nommez. En foi de quoi Sa Majesté a signé la présente, qui a été multipliée pour être distribuée tant au Roi d'Angleterre qu'à toutes les Parties qui y font

Allée de la Prestation faite au tems de la Paix de Ryswick par le Sieur Bourret, au Nom de MARIE D'ORLEANS Duchesse de Nemours pour la conservation de ses Droits sur la Principauté d'Orange, sur le Marquisat de Rothelin & sur plusieurs autres Terres, & Seigneuries. Fait à la Haye le 7. & 8. Novembre 1697. [Actes & Mémoires de la Paix de Ryswick Tom. III. pag. 470.]

LE Droit de propriété de la Maison d'Orléans de Longueville sur le Marquisat de Rothelin & ses dépendances, est ainsi à établir. En l'année 1504. Jeanne de Hocquebert fille unique seule Héritière de Philippe de Hocquebert Marquis de Rothelin, épousa Louis d'Orléans premier du Nom Duc de Longueville, auquel Elle apporta en Mariage entr'autres biens, le Marquisat de Rothelin avec ses dépendances.

Après la mort de Louis arrivée en 1516. Jeanne de Hocquebert son Epouse fit une Donation dudit Marquisat de Rothelin à Louis d'Orléans second du Nom Duc de Longueville, & à François d'Orléans appelé Marquis de Rothelin ses Enfants pour en jouir entre eux conjointement, comme ils ont fait pendant plusieurs années.

Mais les Princes de la Maison de Baden profitant des Divisions & des Guerres qui étoient alors entre le Roi François Premier, & l'Empereur Charles-Quint, s'emparèrent dudit Marquisat de Rothelin (qui est situé en la Contée de Wüenthal près de Bâle) & ses dépendances, & Ermet de Baden s'en mit en possession de l'autorité de l'Empereur.

Depuis ce tems ils se sont conservés dans cette indue possession; quelques diligences qui aient été faites par les Princes de la Maison de Longueville, pour le faire restituer par la Maison de Baden cet ancien Patrimoine de leurs Ancêtres.

Madame de Nemours qui est seule Héritière de la Maison d'Orléans de Longueville, espère qu'il plaira à Messieurs les Médiateurs d'entrer en connoissance de la justice de ses Droits; & de lui accorder leurs offices, pour la faire restituer en la pleine & paisible possession dudit Marquisat de Rothelin & de ses dépendances.

JE FRANÇOIS BOURRET Envoyé de son Altesse Sérénissime madue Dame Duchesse de Nemours, en vertu de son Plein-pouvoir daté à Paris le trentième Août dernier; me suis adressé à leurs Excellences Monsieur le Comte Bonde, & Monsieur le Baron de Lillieroot, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Sérénissime Roi de Suède, des Goths, des Vandales, &c. Médiateurs pour les Traitez de la Paix générale; Auxquels j'ay communiqué l'Original dudit Plein-pouvoir, & représenté les justes Droits & Prétentions de son Altesse Sérénissime, sur la Principauté d'Orange, & sur plusieurs Terres & Seigneuries situées en Franche-Comté, venant originaiement de Jean de Châlons, Marie Desbaux, & Alix de Châlons; ensemble sur le Marquisat de Rothelin & ses dépendances venant de Jeanne de Hocquebert; Pour la preuve desquels j'ai remis à chacune de leurs Excellences, Copie des deux Mémoires cy-dessus & plusieurs Testaments, Arrêts, & autres Actes & Pièces justificatives dedit Droits, & les ai très-instantement prié d'en prendre connoissance, & d'accorder à son Altesse Sérénissime leur favorable Médiation, pour la faire restituer en la pleine & paisible possession & jouissance dedit Principauté & Biens. Fait à la Haye le vingt-unième Octobre mille six cent quatre vingt-dix-sept.

Signé,

BOURRET.

Ecc 3

Ré.

ANNO
1697.

Récompense desdits Mémoires & Déclarations.

L'An 1697, le 29. du jour du mois d'Octobre, par devant moi Samuel Favon, Notaire Public admis par la Cour de Hollande, résident à la Haye, & en présence des Témoins sous-nommés, est comparu François Bourret, Conseiller & Trésorier Général des Maisons & Finances de son Altesse Sérénissime Madame la Duchesse de Nemours, & son Envoyé en l'Assemblée de la Paix générale à Ryswick, à l'effet du contenu aux Mémoires cy-dessus. Lequel a déclaré & reconnu avoir écrit & signé de sa main ledits Mémoires, & en avoir délivré avant dès le vingt-unième du présent mois à leurs Excellences Monsieur le Comte Bunde, & Monsieur le Baron de Lillieroot, Ambassadeurs & Plénipotentiaires du Sérénissime Roi de Suède, des Goths, des Vandales, &c. Médiateurs pour les Traités de la Paix générale, aux fins qu'il leur pût prendre connaissance des Droits de son Altesse Sérénissime, & lui accorder leur Médiation, pour la faire restituer en la pleine & paisible possession de la Principauté d'Orange & de plusieurs Terres & Seigneuries situées en Franche-Comté, qui lui appartiennent du Chef de Jean de Châlons, Marie Desboux, & Alix de Châlons, ensemble du Marquisat de Rothelin & ses dépendances, à Elle appartenans du Chef de Jeanne de Hocquebert; Depuis lequel jour vingt-unième du présent mois, quelques diligences & instances qu'il ait faites auprès de leurs Excellences, il n'en a pu tirer aucune réponse favorable, quoi que leurs Excellences aient reçu ledits Mémoires & les Pièces justificatives des Droits de son Altesse Sérénissime: C'est pourquoi il est resté & nécessaire de protester incessamment pour la conservation desdits Droits, & cependant de faire reconnaître présentement lesdits Mémoires. De laquelle reconnaissance & déclaration moult Sieur Bourret audit nom m'a demandé Acte, & requis de vouloir garder comme personne publique & mettre au rang de mes Minutes ledits Mémoires & Déclaration, & d'y attacher Copie de son Plein-pouvoir du trentième Août dernier pour y avoir recours en tout tems, à lui octroyé. Fait & passé à la Haye les jour, an, & mois que dessus, en présence de Samuel Favon le jeune Clerc, & Jean Roiser, Témoins à ce requis, lesquels ont signé avec moult Sieur Bourret & moi Notaire en la Minute des présentes demeurée par devers moi dit Notaire. Ce que j'atteste.

Signé,

FAVON, Notaire Public.

Protestation pour la Conservation des Droits de son Altesse Sérénissime Madame la Duchesse de Nemours, sur la Principauté d'Orange, plusieurs Terres & Seigneuries situées en Franche-Comté, le Marquisat de Rothelin, & leurs dépendances.

SACHENT TOUS & soient dûment informez en vertu de cet Acte public, que l'an 1697, le 7. jour de Novembre environ sur les 10. heures du matin, par devant moi Samuel Favon Notaire Public, admis par la Cour de Hollande, résident à la Haye, & en présence des Témoins sous-nommés, est comparu François Bourret, Conseiller & Trésorier Général des Maisons & Finances de Très haute, Très-puissante, & Sérénissime Princesse, Madame Marie d'Orléans, par la grace de Dieu, Princesse Souveraine de Neuchâtel & Vallengin en Suisse Duchesse de Nemours & d'Elthoutville, Comtesse de Dunois, Saint Pol, Gournai, Tancarville, Chaumont, Dreux, & autres lieux; Envoyé & chargé du Plein-pouvoir de Son Altesse Sérénissime, daté à Paris le 30. Août dernier, dont il a été déposé Copie dûment collationnée, mise au nombre de mes Minutes le 29. Octobre aussi dernier, & par moi fait mention dudit dépôt au pied de l'Original dudit Plein-pouvoir, qui sera transcrit tout au long à la fin du présent Acte: Lequel m'a dit & déclaré qu'ayant présenté & remis dès le 21. dudit mois d'Octobre à leurs Excellences Monsieur le Comte Bunde, & Monsieur le Baron de Lillieroot, Ambassadeurs

Extraordinaires & Plénipotentiaires du Sérénissime Roi de Suède, des Goths, Vandales, &c. Médiateurs pour les Traités de la Paix générale, moult Plein-pouvoir, avec les Mémoires & Pièces pour établir la Justice des Droits de son Altesse Sérénissime madame Dame Duchesse de Nemours sur la Principauté d'Orange, & sur les Terres Harlay, Caillet, Varennes, le Château & Ville de Condorey, Anconnes, Saint Laurent de la Roche, Sainte Anne sous ledit la Roche, Geninguey, Bealpreure, Lorme, Pierrepertuis, l'île sous Montreuil, Chavennes, l'île en Brestle, Viteal, & autres Terres & Seigneuries situées en la Franche-Comté, ensemble sur le Marquisat de Rothelin, scis en la contrée de Vientral près Balé, & leurs appartenances & dépendances. Il a fait tous les efforts pour engager leurs Excellences Meilleurs les Médiateurs à prendre connaissance desdits Droits, & à interposer leurs Offices & leur favorable Médiation, sur les demandes de son Altesse Sérénissime, à l'effet d'être restituée en la pleine & paisible possession desdits Principauté & biens: qui lui appartiennent à titre légitime, en qualité de seule Héritière de Jean-Louis-Charles d'Orléans, Duc de Longueville son Frere, dernier mâle de la Maison de Longueville, à laquelle ils sont dévolus, savoir ledits Principauté d'Orange & Biens de Franche-Comté, du Chef de Marie Desboux Princesse d'Orange, seule Héritière de la Maison Desboux, de Jean de Châlons, & d'Alix de Châlons leur Filles; dont son Altesse Sérénissime est issue en droite ligne, & ce en vertu des Testaments de ladite Marie Desboux du 22. May 1416, & de Jean de Châlons du mois d'Août 1417. Contre le Sérénissime Roi de la Grande Bretagne Guillaume III. & tous autres qui détiennent & occupent ledits Principauté & Biens de Franche-Comté, dont Guillaume Comte de Nassau, l'un de ses Prédécesseurs, s'étoit emparé sans Titre; & dont les Comtes de Nassau ont été condamnés de tailler la possession libre à la Maison de Longueville par trois Arrêts du Grand Conseil des 20. Novembre 1573, 27. Juillet 1576, & premiers Février 1657. Et à l'égard dudit Marquisat de Rothelin & de ses dépendances, du Chef de Jeanne de Hocquebert, fille unique & seule Héritière de Philippe de Hocquebert Marquis de Rothelin, mariée à Louis d'Orléans premier du nom Duc de Longueville, dont son Altesse Sérénissime est pareillement issue en droite ligne: contre les Sérénissimes Princes de la Maison de Bâden, qui détiennent & occupent ledit Marquisat de Rothelin & ses dépendances, dont Ernest de Bâden, l'un de leurs Prédécesseurs, s'étoit emparé sans titre & sans aucune prétexte légitime. Mais ledit Sieur Bourret ayant reconnu, que toutes les Remontrances, Requisitions & Instances par lui faites, pour faire restituer à son Altesse Sérénissime ledits Principauté & Biens, étoient inefficaces & inutiles, il auroit été obligé de se réduire à des protestations pour la conservation des Droits de sadite Altesse Sérénissime, & auroit dûment prié & requis leurs Excellences Meilleurs les Médiateurs de les recevoir, de les faire insérer dans le Protocole de la Médiation, & de lui en accorder Acte dans la meilleure forme que faire se pourroit, pour servir & valoir à son Altesse Sérénissime en tous & lieux, à l'effet de quoi il se seroit transporté plusieurs fois, tant au Château de Ryswick où se tiennent les Conférences au sujet du Traité de la Paix générale, qu'en leurs Hôtels & Domiciles à la Haye, notamment les 25. 26. 27. 28. 29. & 30. d'Octobre dernier: Surquoy ayant pu à leurs Excellences de lui déclarer, & de lui donner pour réponse, qu'ils ne pouvoient pas recevoir ledites Protestations, & les insérer dans leur Protocole, parce qu'à l'égard de la Principauté d'Orange, & desdits Biens de Franche-Comté, ledit Sieur Bourret ne s'étoit présenté qu'après l'échange des Ratifications du Traité de Paix d'entre la France & l'Angleterre, & pour ce qui est du Marquisat de Rothelin, cette matière n'avoit point été agitée dans les présents Traités, & il n'en étoit fait aucune mention dans les Articles de la Médiation, ce qui les mettoit hors d'état de recevoir ledites Protestations: C'EST POURQUOI ledit Sieur Bourret, sur le refus de leurs Excellences Meilleurs les Médiateurs, s'est vu obligé de recourir aux voyes de Droit, & de protester solennellement, comme il procède en effet par devant moi Notaire Public, & les Témoins sous-nommés, en vertu dudit Plein-pouvoir, pour conserver à son Altesse Sérénissime madame

ANNO
1697.

ANNO Dame Duchesse de Nemours, ladite Principauté d'O-
1697. range, lesdites Terres & Seigneuries situées en Fran-
 che-Comté, & ledit Marquisat de Rothelin avec tou-
 tes leurs appartenances & dépendances, & les autres
 Terres & Biens venons des Maisons de Châlons, Des-
 baux & de Hocquebert, en quelques lieux qu'ils se
 trouvent situés, ensemble tous les Droits de ladite
 Altesse Sérénissime: A ce que tous les Traitez de Paix,
 généraux ou particuliers, faits ou à faire, ne puissent
 en façon quelconque déroger, nuire, ni préjudicier à
 son Altesse Sérénissime, les Hoirs ou ayans cause,
 présents ou à venir, directement ou indirectement:
 Déclara qu'il n'a jamais acquiescé à ce qui a été fait,
 & pourroit être fait à l'avenir, au préjudice des Droits
 de son Altesse Sérénissime susmentionnez, qu'il n'a
 rien négligé pour la faire restituer en la pleine & pais-
 sible possession desdits Principauté & Biens, & qu'il
 en appelle à une conjoncture de tems plus favorable.
 Et en vertu de cette Proclamation publique, il m'a re-
 quis en ladite qualité de Notaire Public, & les Té-
 moins y présents & soussignez, de lui en dresser & dé-
 livrer un Acte dans les termes ci-dessus, que je lui ai
 délivré pour servir & valoir à son Altesse Sérénissime
 madite Dame Duchesse de Nemours ce que de rai-
 son: Duquel Acte ledit Sieur Bourret m'a pareillement
 requis de bailler & dénoncer des Copies à leursdites
 Excellences Monsieur le Comte Bonde, & Monsieur
 le Baron de Lillieroot, afin que ledit Acte en soit d'au-
 tant plus authentique & solennel, & de leur réitérer
 les instances & les requêtes ci-devant faites à leurs
 Excellences par ledit Sieur Bourret, pour l'insérer dans
 le Protocole de leur Médiation. Fait & passé à la
 Haye en l'étude de moi Notaire, en présence de Sa-
 muel Favon le jeune Clerc, & Jean Rozier, Témoins
 requis & priez aux fins que dessus, l'an, jour, mois
 & heure marquez ci-dessus; & ont ledit Sieur Bourret
 & les Témoins susnommez, signé avec moi Notaire,
 la Minute des présentes, laquelle est restée par devers
 moi, ce que j'atteste:

Signé,

FAVON, Notaire Public.

Dénomination faite à Messieurs les Médiateurs.

Et le huitième jour de Novembre audit an 1697.
 environ les onze heures du matin, pour satisfaire à
 la réquisition de monditi Sieur Bourret, Je soussigné
 Notaire Public admis par la Cour de Hollande, ré-
 sident à la Haye, en présence des Témoins susnom-
 muez, certifie que je me suis transporté aux Hôtels &
 Domiciles de leursdites Excellences Monsieur le Comte
 Bonde, & Monsieur le Baron de Lillieroot, Média-
 teurs pour les Traitez de la Paix Générale, à la Haye,
 où parlant au Suif de chacun d'eux, je leur ai baillé
 & dénoncé séparément autant de l'Acte ci-dessus, en-
 semble des Copies du Plein-pouvoir dudit Sieur Bourret
 en date du 30. Août dernier, & des Mémoires présen-
 tez à leurs Excellences, reconnus par devant monditi
 Notaire, le 29. Octobre aussi dernier, & de l'Acte
 de ladite Reconnaissance, & je les ai, parlant com-
 me dessus, requis avec le respect convenable, d'insé-
 rer lesdits Actes dans le Protocole de la Médiation:
 lesquelles dénominations j'ai faites en présence de Sa-
 muel Favon le jeune Clerc, & Jean Rozier Témoins à ce
 requis, qui ont signé la Minute des présentes avec moi
 Notaire, laquelle Minute est restée par devers moi,
 ce que j'atteste:

Signé,

FAVON, Notaire Public.

Ensuit la teneur dudit Plein-pouvoir.

MARIE, par la Grace de Dieu, Prince-
 sse Souveraine de Neuchâtel & Valengin en
 Suif, Duchesse de Nemours & d'Estouteville,
 Comtesse de Dunois, S. Pol, Gournai, Tan-
 carville, Chaumont, Dreux & autres lieux. A

tous ceux qui ces présentes Lettres verront, **ANNO**
1697. La Principauté d'Orange, & les Terres de Hailay,
 Cuslé, Varennes, le Château & Ville de Condorcet,
 Ancone, S. Laurent de la Roche, Ste Anne sous
 ledit la Roche, Gninguey, Beal Repaire, Lorme,
 Pierre Percuis, l'île sous Montcal, Chavennes, Vi-
 tell, l'île en Breffé, & autres situées en la Franche-
 Comté, & le Marquisat de Rothelin, nous appartenans
 à titre légitime, comme leule Héritière de la Maison
 d'Orléans de Longueville, en qualité de fille d'Henri
 d'Orléans Duc de Longueville Pair de France, Sou-
 verain de Neuchâtel & Valengin sous très-honoré
 Seigneur & Pere, & devenu leule Héritière de Jean
 Louis Charles d'Orléans de Longueville, Comte de
 Dunois, aussi Souverain de Neuchâtel & Valengin,
 dernier Mâle de la Maison de Longueville: Nous avons
 résolu d'envoyer notre Député en l'Assemblée de Ry-
 swick où se font les Conférences au sujet du Traité
 de la Paix Générale, pour y représenter nos droits &
 intérêts, à l'effet de nous conserver la Principauté d'O-
 range, & lesdites Terres situées en la Franche-Comté,
 & le Marquisat de Rothelin, comme lesdits Principau-
 té & Biens nous éans dévolus par le décès de mesdits
 Seigneurs les Ducs de Longueville, auxquels ledits
 Principauté & Biens de Franche-Comté appartenient,
 du chef de Marie Desbaux Princesse d'Orange leule
 Héritière de la Maison Desbaux, de Jean de Châlons,
 & d'Alix de Châlons leur fille, desquels Marie
 Desbaux, Jean & Alix de Châlons, nous sommes
 issus en droite ligne, & mesdits Seigneurs les Ducs
 de Longueville nos Auteurs, auxquels lesdits Biens ont
 appartenu en vertu des Testaments de ladite Marie Des-
 baux Princesse d'Orange, du 22. May 1416. & de
 Jean de Châlons, du mois d'Août 1417. & en consé-
 quence des Arrêts du Grand Conseil des 20. Novem-
 bre 1553. & 27. Juillet 1556. obtenus par mesdits
 Seigneurs François d'Orléans, & Leonor d'Orléans
 Duc de Longueville, contre Guillaume Comte de
 Nassau qui s'en étoit emparé sans titre, & d'un autre
 Arrêt obtenu par monditi Seigneur Henri d'Orléans Duc
 de Longueville, contre Marie Stuart Veuve de Guil-
 laume Comte de Nassau, tant en son nom que comme
 Tutrice: Par tous lesquels Arrêts les Comtes de
 Nassau ont été condamnez, de laisser à la Maison de
 Longueville la possession libre de la Principauté d'O-
 range, & autres Biens qui ont appartenu à Jean de
 Châlons & Marie Desbaux: en exécution desquels
 Arrêts, ont été faites différentes poursuites & diligen-
 ces, même es années 1682. & 1694. A ces causes
 savoir faisons, qu'ayant entièrement confiance en la
 personne du Sieur François Bourret notre Concilier
 & Tresorier Général de nos Maisons & Finances, nous
 l'avons nommé & constitué, & par ces présentes le
 nommons & constituons notre Procureur Général &
 special, pour se transporter en ladite Ville de Ryswick,
 & suivant les instructions particulières que nous lui a-
 vons fait donner, représenter la justice de nosdits Droits,
 & demander que nous soyons restituée en la pleine &
 paisible possession desdits Principauté d'Orange & biens
 situés en Franche-Comté, à nous dévolus, & égaux
 mesdits Seigneurs Ducs de Longueville nos Auteurs
 ont été maintenus, & les Comtes de Nassau conlan-
 nez de leur en laisser la possession libre, qui s'en étoient
 emparez sans aucun prétexte légitime: Ensemble ledit
 Marquisat de Rothelin. Comme aussi donnons Pou-
 voir audit Sieur Bourret, en cas qu'il soit fait refus
 d'entrer en connoissance de la justice de nos Droits,
 & de nous comprendre dans ledit Traité, pour nous
 conserver lesdits Biens, de faire en notre nom les
 protestations nécessaires pour la conservation de nosdits
 Biens & Droits, & de tout ce qui en peut depen-
 dre, & d'en retirer des Actes dans la meilleure forme
 que faire le pourra; faire à cet effet toutes les diligen-
 ces nécessaires, à ce que tous les Traitez de Paix gé-
 néraux ou particuliers, faits ou à faire, ne puissent
 en façon quelconque déroger, nuire, ni préjudicier à
 Nous, nos Hoirs ou ayans cause, présents & à venir,
 directement ou indirectement. Et généralement nous
 donnons Pouvoir audit Sieur Bourret de faire en la
 Négociation de cette affaire & ce qui en dépend, tout
 ce qu'il jugera à propos pour en avoir & procurer le
 succès. Promettant d'avoir le tout pour agréable
 ferme & stable, comme si nous même y avions été
 en personne: en foi & témoignage de quoi, nous a-
 vons signé ces présentes de notre main, & icelles
 fait contresigner par l'un de nos Secrétaires, & y ap-
 posé

ANNO
1697. poser le sceel de nos Armes. A Paris l'an de Grace mil six cens quatre vingts dix-sept, le trentième jour d'Août.

Signé,

MARIE D'ORLEANS.

Et plus-bas,

par Madame,

Signé,

DE S. AMOUR.

Et scellé. La Copie du Plein-pouvoir ci-devant transcrit a été collationnée par moi Notaire soussigné sur l'Original en papier; & jointe aux Memoires signez de mondit Sieur Bourret, reconnus ce jourd'hui par devant moi dit Notaire & témoins, pour être gardée avec la Minute de l'Acte de ladite reconnaissance au nombre de mes Minutes; au pied de l'Original duquel Plein-pouvoir a été par moi fait mention dudit dépôt. Fait à la Haye le vingt-neuvième jour d'Octobre mil six cens quatrevingts dix-sept:

Signé,

BOURRET ET FAVON, Notaire Public.

Ce que j'atteste:

Signé,

FAVON, Notaire Public.

CXCXVIII.

20. Sept. *Traité de Paix entre LOUIS XIV. Roi de France & CHARLES II. Roi d'Espagne, par le quel toutes les Conquêtes, Occupations & Réunions faites par Sa Majesté T. C. sur Sa Majesté Catholique tant en Espagne qu'aux Pais-Bas depuis la Paix de Nimègue sont restituées, à la réserve de 82. Villes, Bourgs, & Lieux spécifiés dans une Liste séparée. La Roi T. C. y promet aussi de remettre la Ville de Dinant à l'Evêque, & à sa Recommandation le Roi Catholique rendra l'Isle de Ponza au Duc de Parme. Fait à Ryswick le 20. Septembre 1697. Avec les PLEIN-POUVOIRS & les RATIFICATIONS des deux Rois. Comme aussi l'ARTICLE SEPARÉ pour le Terme laissé à l'Empereur & à l'Empire, avec les Ratifications. Item la LISTE ET DECLARATION des Réunions ou Occupations faites par Sa Majesté T. C. dans les Provinces Catholiques du Pais-Bas, depuis la Paix de Nimègue. Et la LISTE d'Exception des Lieux réservés par la France.* [Sur l'imprimé à Paris chez FREDERIC LEONARD avec Permission & Privilège du Roi Ann. 1697. On trouve aussi cette Pièce dans les *Attes & Memoires de la Paix de Ryswyck*. Tom. III. pag. 219. dans le *Recueil de divers Traitez faits depuis soixante ans*. seconde Part. pag. 357. dans HERN. FRANC. FRID. Baronis AB ANDLERN *Corpus Constitum. Imperialium* Tom. I. in App. pag. 126. in Allernand. & dans le *Theatrum Europæum*. Tom. XV. pag. 190. in Allem.]

AU Nom de Dieu & la Très-Sainte Trinité, à tous présents & à venir, soit notoire que pendant le cours de la plus sanglante Guerre dont l'Europe ait été affligée depuis long-temps, il a plu à la divine Providence de préparer à la Chrétienté la fin de ses maux, en conservant un ardent desir de la Paix dans les cours de très-haut, très-

ANNO
1697. excellent & très-puissant Prince Louis Quatorzième, par la grace de Dieu Roi Très-Christien de France & de Navarre; & de Très-haut, Très-excellent & Très-puissant Prince Charles Second, Roi Catholique des Espagnes; lesquels souhainans également de concourir de bonne foi, & autant qu'il est en eux, au rétablissement de la Tranquillité publique, & n'ayant d'ailleurs en vûe que de la rendre solide & perpétuelle, par l'équité de ses Conditions; leursdites Majestés ont unanimement consenti en premier lieu à reconnaître pour cet effet la Mediation de Très-haut, Très-excellent & Très-puissant Prince de glorieuse Memoire Charles Onzième, par la grace de Dieu Roi de Suede, des Gots & des Vandales: mais une mort précipitée ayant traversé l'esperance que toute l'Europe avoit justement conçue de l'heureux effet de ses Conseils, & de ses bons Offices; leursdites Majestés, persévérant dans la résolution d'arrêter au plutôt l'effusion de tant de Sang Chrétien, ont estimé ne pouvoir mieux faire que de continuer de reconnaître en la même Qualité, Très-haut, Très-excellent & Très-puissant Prince Charles Douzième Roi de Suede son Fils & son Successeur, qui de sa part a continué aussi les mêmes soins, pour l'avancement de la Paix entre leurs Majestés Très-Christienne & Catholique; dans les Conférences qui se sont tenues pour cet effet au Chateau de Ryswick dans la Province de Hollande, entre les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires nommez de part & d'autre. Savoir de la part de Sa Majesté Très-Christienne, le Sieur Nicolas Auguste de Harlay Chevalier, Seigneur de Bonneuil, Comte de Cely, Conseiller Ordinaire du Roi en son Conseil d'Etat; le Sieur Louis Chevalier Verjus, Comte de Crecy, Conseiller Ordinaire du Roi en son Conseil d'Etat, Marquis de Treon, Baron de Couvray, Seigneur de Boulay, les deux Eglises, de Port Ile, du Meuillet, & autres Lieux; & le Sieur François de Callieres, Chevalier, Seigneur de Callieres de la Rochechelly & de Gigny. Et de la part de Sa Majesté Catholique, le Sieur Dom Francisco Bernardo de Quiros, Chevalier de l'Ordre de Saint Jacques, Conseiller du Roi en son Conseil Royal & Suprême de Castille; & du Sieur Louis Alexandre de Scockart, Comte de Tirimont, Baron de Gaebeke, Conseiller du Conseil Suprême d'Etat des Pais Bas à Madrid, de ceux d'Etat, & privé dans les mêmes Pais. Lesquels après avoir imploré l'Assistance divine, & s'être communiqué respectivement leurs pleins Pouvoirs, dont les copies seront insérées de mot à mot à la fin du présent Traité, & en avoir dûment fait l'échange par l'intervention & l'entremise du Sieur Nicolas Baron de Lihemoot, Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Suede, qui s'est acquité de sa fonction de Mediateur avec toute la prudence, toute la capacité, & toute l'équité nécessaire, ils seroient convenus à la gloire de Dieu & pour le bien de la Chrétienté des Conditions dont la teneur s'ensuit.

I. Il est convenu & accordé qu'à l'avenir il y aura bonne, ferme & durable Paix, Confédération & perpétuelle Alliance & Amitié entre les Rois Très-Christiens & Catholique, leurs Enfants nez & à naître, leurs Hoirs, Successeurs & Héritiers, leurs Royaumes, Eaux, Pais, & Sujets; qu'ils s'aimeront comme bons Freres-procurant de tout leur pouvoir le Bien, l'Honneur & la Reputation l'un de l'autre, évitant de bonne foi, & autant qu'il leur sera possible, ce qui pourroit leur causer reciproquement quelque dommage.

II. En conséquence de cette Paix & bonne Union, tous Actes d'Hostilités cesseront entre ledits Seigneurs Rois, leurs Sujets & Vassaux, tant par Mer & autres Eaux que par Terre, & généralement en tous Lieux où la Guerre se fait par les Armes de leurs Majestés; tant entre leurs Armées qu'entre les Garnisons de leurs Places, & s'il y étoit contenu par la prise d'une, ou plusieurs Places soit par attaque, par surprise ou par intelligence, & même s'il se faisoit des Prisonniers ou qu'il se commît d'autres Actes d'hostilité par hazard ou autrement, la Contrevenance sera réparée de part & d'autre de bonne foi, sans retardement ni difficulté, restituant sans aucune diminution ce qui aura été occupé, & delivrant les Prisonniers sans rançon ni payement de dépense.

III. Tous sujets d'inimitié ou de mesintelligence demeureront éteints & abolis pour jamais. Il y aura de part & d'autre un oubli & une Amnistie perpétuelle

ANNO
1697.

tuelle de tout ce qui s'est fait pendant la présente Guerre, ou à son occasion, sans qu'on puisse à l'avenir, sous aucun prétexte, directement ni indirectement, en faire aucune recherche, par voye de Justice ou autrement, sous quelque prétexte que ce soit, & leursdites Majestés, ni leurs Sujets, Serviteurs & Adhérents n'en pourront témoigner de résentiment ni en prétendre aucune sorte de réparation.

IV. Seront remises & laïssées en la Possession, Domaine & Souveraineté de Sa Majesté Catholique, les Places de Gironne, la Roë & Belver en l'état qu'elles ont été prises avec l'Artillerie, qui s'y est trouvée dans le même temps, & toutes les autres Villes, Places, Forts, Lieux & Châtelaines généralement quelconques, qui ont été occupés pendant cette Guerre, par les Armes de Sa Majesté Très-Christienne, & depuis le Traité de Nimègue, dans la Principauté de Catalogne, ou ailleurs en Espagne, leurs Appartenances, Dependances & annexes seront remises en l'état auquel ils se trouvent à présent, sans en rien retenir, relâcher, affaiblir ni détériorer. Sera aussi remise de même au Pouvoir, Domaine & Souveraineté de Sa Majesté Catholique, la Ville de Barcelone, Fort & Fortifications en dependants avec toute l'Artillerie, en l'état auquel le tout s'est trouvé au jour de la prise, avec toutes Appartenances, Dependances & annexes.

V. La Ville & Forteresse de Luxembourg, en l'état auquel elle se trouve présentement, sans y rien démôler, changer, diminuer, affaiblir, ou détériorer des Ouvrages, Forts & Fortifications d'icelle, avec l'Artillerie qui s'y est trouvée au temps de la prise: ensemble la Province & Duché de Luxembourg, & Comté de Chiny en toutes leurs Consistances, & tout ce qu'ils comprennent avec leurs Appartenances, Dependances & Annexes, seront rendus & remis au Pouvoir, Souveraineté, Domaine & Possession du Roi Catholique, de bonne foi, pour en jouir par ledit Seigneur Roi Catholique, tout ainsi qu'il a fait ou pu faire lors & avant le Traité de Nimègue, sans en rien retenir ni relâcher, si ce n'est ce qui a été cédé à Sa Majesté Très-Christienne, par le précédent Traité de Paix.

VI. La Forteresse de Charleroi sera pareillement remise au Pouvoir & sous la Souveraineté, de Sa Majesté Catholique avec sa Dependance en l'état auquel elle est à présent sans y rien rompre, démôler, affaiblir ou détériorer, de même que l'Artillerie, qui y étoit lorsqu'elle a été prise.

VII. Sera remise aussi à la Souveraineté, Domaine, & Possession de Sa Majesté Catholique la Ville de Mons Capitale de la Province de Hainaut avec ses Ouvrages & Fortifications dans l'état auquel elles se trouvent à présent, sans y rien rompre, démôler, affaiblir ou détériorer; ensemble l'Artillerie qui s'y est trouvée au temps de la prise, & la Banlieue & Prévoité, Appartenances, & Dependances de la même Ville en toute sa consistance, ainsi que le Roi Catholique en a joui, ou pu jouir lors & avant ledit Traité, de même que la Ville d'Aix dans l'état où elle étoit au temps de la dernière prise; sans y rien rompre, démôler, affaiblir ni détériorer de ses Ouvrages avec l'Artillerie qui s'y est trouvée audit jour, ensemble la Banlieue, Châtellenie, Appartenances, Dependances, & annexes de ladite Ville, comme elles ont été cédées par le Traité de Nimègue, à la réserve des Lieux ci-après, à savoir le Bourg d'Anthonin, Vaur, Guatrin, Ramecroix, Bethême, Constanin, le Fief de Paradis, ledits derniers étant des enclavements de Tournaisis, & ledit Fief de Paradis, en tant qu'il contribué avec le Village de Kain, Haines, Mèles, Mourcourt, Kain, le Mont de S. Audebert de la Trinité, Fontenoy, Maubray, Heriers, Caluëlle, & Viers, avec leurs Paroisses, Appartenances & Dependances restons sans en rien relâcher, en la Possession & Souveraineté de Sa Majesté Très-Christienne, la Province de Hainaut demeurant au surplus à la Souveraineté de Sa Majesté Catholique, sans préjudice néanmoins de ce qui a été cédé à Sa Majesté Très-Christienne, par les précédents Traitez.

VIII. Sera remise au Pouvoir, Domaine, Souveraineté & Possession de Sa Majesté Catholique la Ville de Courtray, dans l'état présent avec l'Artillerie, qui s'y est trouvée au temps de la dernière prise; ensemble la Châtellenie de ladite Ville, Appartenances, Dependances, annexes conformément au Traité de Nimègue.

IX. Ledit Seigneur Roi Très-Christien fera aussi res-

TOM. VII. PART. II.

tuer à Sa Majesté Catholique toutes les Villes, Places, Forts, Châteaux, & Poltes, que les Armées ont ou pourroient avoir occupées jusqu'au jour de la Paix, & même depuis icelle, en quelque Lieu du Monde qu'elles soient situes, comme pareillement Sadite Majesté Catholique, fera restituer à Sa Majesté Très-Christienne toutes les Places, Forts, Châteaux, & Poltes que les Armées pourroient avoir occupées durant cette Guerre, jusqu'au jour de la Publication de la Paix, & en quelques Lieux qu'ils soient situes.

X. Tout les Lieux, Villes, Bourgs, Places, & Villages, que le Roi Très-Christien a occupés, & réunis depuis le Traité de Nimègue dans les Provinces de Luxembourg, Namur, Brabant, Flandres, Hainaut, & autres Provinces du Pais-Bas, selon la Liste desdites réunions produites de la part de Sa Majesté Catholique dans les Actes de cette Negotiation, & dont Copie sera annexée au présent Traité, demeureront à Sa Majesté Catholique absolument & à toujours, à la réserve des 82. Villes, Bourgs, Lieux, & Villages contenus dans la Liste d'exception, qui en a été aussi fournie de la part de Sa Majesté Très-Christienne, & qui sont par elle prétendus, pour raisons des Dependances des Villes de Charlemont, Maubeuge, & autres cédées à Sa Majesté Très-Christienne, par les Traitez d'Aix la Chapelle & de Nimègue, à l'égard desquels 82. Lieux sulsdits seulement dont la Liste sera pareillement annexée au présent Traité, on est demeuré d'accord qu'il sera nommé incessamment après la signature du présent Traité des Commissaires de l'un & d'autre, tant pour régler auquel des deux Rois ledits 82. Villes, Bourgs, Lieux, ou Villages, ou aucuns d'iceux devront demeurer & appartenir, que pour convenir des échanges à faire des Lieux, & Villages enclavés dans les Pais de la Domination de l'un & de l'autre, & en cas que ledits Commissaires ne puissent demeurer d'accord; jurs Majestés Très-Christienne & Catholique en remettront la dernière Décision au Jugement des Seigneurs États Généraux des Provinces-Unies, que ledits Seigneurs Rois ont réciproquement consenti de prendre pour Arbitres, sans préjudice néanmoins aux Ambassadeurs Plenipotentiaires desdits Seigneurs Rois T. C. & Catholique, d'en convenir autrement entr'eux à l'amiable, & même avant la Ratification du présent Traité, s'il est possible, moyennant quoi toutes difficultés tant à l'égard desdites Réunions que des limites, & Dependances, demeureront de prise & d'autre entièrement s'effouées & terminées: en conséquence cesseroient toutes poursuites, Sentences, Séparations, Incorporations, Commises, Decretemens, Confiscations, Réunions, & Déclarations, Reglemens, Edits, & tous Actes généralement quelconques données au nom & de la part de Sa Majesté Très-Christienne pour raison desdites Réunions, soit par le Parlement ou Chambre établie à Metz, soit par tous autres Tribunaux de Justice, Intendant, Commises, ou Delegations contre Sa Majesté Catholique & ses Sujets, & seront révoquées & annulées à toujours, comme s'ils n'avoient jamais été & au surplus la Généralité desdites Provinces, demeureront à Sa Majesté Catholique, à la réserve de toutes les Villes, Places, & Lieux cédés à Sa Majesté Très-Christienne, par les précédents Traitez, avec les Appartenances & Dependances.

XI. Toutes les Places, Villes, Bourgs, Lieux, & Villages, Circonsistances, Dependances & annexes ci-dessus remis & cédés par Sa Majesté Très-Christienne, sans en rien relâcher ni retenir, rentreront en la Possession de Sa Majesté Catholique, pour en jouir par elle & de toutes les Prerogatives, Avantages, Profits & Revenus, qui en dependent, avec la même étendue, & aux mêmes Droits de Propriété, Domaine & Souveraineté qu'elle en jouissoit avant la dernière Guerre, lors & avant le Traité d'Aix la Chapelle & de Nimègue, & tout ainsi qu'elle en a pu ou dû jouir.

XII. La Restitution desdites Places se fera de la part dudit Seigneur Roi Très-Christien réellement, & de bonne foi, sans retardement ni difficulté pour quelque cause & occasion que ce soit à celui ou à ceux qui seront à ce deputez par ledit Seigneur Roi Catholique, immédiatement après la Ratification du présent Traité, sans rien démôler, affaiblir, diminuer ou endommager en aucune sorte dans ledites Villes, & sans que l'on puisse prétendre ni demander aucun remboursement pour les Fortifications, Edifices publics & Bâtimens faits auditres Places, ni pour le payement de

Fif

ce

ANNO
1697.

ANNO
1697.

ce qui pourroit être dû aux Soldats & Gens de Guerre, qui s'y trouveront lors de la Restitution.

XIII. Le Roi Très-Chrétien fera retirer de toutes lesdites Places qu'il remet au Roi Catholique toute l'Artillerie que Saïnt Majesté a fait apporter dans lesdites Villes, depuis qu'elles ont été prises, toutes les Poudres, Boulets, Armes, Vivres, & autres Munitions qui s'y trouveront, lors qu'elles seront remises à Saïnt Majesté Catholique; & ceux que le Roi Très-Chrétien aura commis pour cet effet, pourront se servir pendant deux mois des Chariots & des Bâteaux du Pais; ils auront le Passage libre tant par Eau que par Terre pour faire emporter lesdites Munitions dans les Places de Sa Majesté Très-Chrétienne, les plus voisines. Les Gouverneurs, Commandans, Officiers, & Magistrats des Places & Pais ainsi restitués feront donner toutes les facilités qui dépendront d'eux pour la voiture & conduite desdites Artillerie & Munitions. Pourront aussi les Officiers, Soldats, & Gens de Guerre, qui foront desdites Places, en retirer & emporter les Biens Meubles à eux appartenans, sans qu'il leur soit loisible d'exiger aucune chose des Habitans desdites Places, & du plat Pais, ni d'endommager les Maisons, ni d'emporter aucune chose appartenante aux Habitans.

XIV. Les Prisonniers de quelque nature & Condition qu'ils puissent être, seront mis en liberté de part & d'autre, & sans rançon, aussi-tôt après l'échange des Raticafications, en payant leur dépense, & ce que qu'ils pourroient d'ailleurs légitimement devoir. Et si quelques-uns avoient été mis aux Galères de leurdites Majestés, à l'occasion & par le malheur desdites Guerres seulement, ils seront promptement délivrés & mis en liberté, sans aucun retardement ni difficulté, pour quelque cause & occasion que ce soit, & sans qu'on leur puisse demander en ce cas aucune chose pour leur rançon ou pour leur dépense.

XV. Par le moyen de cette Paix & étroite Amitié les Sujets des deux cœurs, quels qu'ils soient pourront en gardant les Loix, Usages, & Coutumes du Pais, aller, venir, demeurer, trafiquer & recourir au Pais l'un de l'autre comme bons Marchands, & ainsi que bon leur semblera, tant par Terre que par Mer & autres Eaux, traiter & négocier ensemble, & seront soutenus & défendus les Sujets au Pays l'un de l'autre, comme propres Sujets, en payant raisonnablement les Droits en tous Lieux accoutumés, & autres qui par lesdits Rois ou leurs Successeurs seront imposés.

XVI. Tous les Papiers, Lettres, Documents concernant les Pais, Terres & Seigneuries qui seront cédés & restitués auxdits Seigneurs Rois par le présent Traité de Paix seront fournis & délivrés de bonne foi de part & d'autre dans trois mois, après que les Ratifications du présent Traité auront été échangées en quelques Lieux que lesdits Papiers & Documents se puissent trouver, même ceux qui auront été enlevés de la Citadelle de Gand & de la Chambre des comptes de l'ille.

XVII. Les Contributions établies, ou demandées de part & d'autre, Représailles, Envois de Fourrage, Grains, Bois, Bestiaux, Utensiles, & autres espèces d'Impositions pour les Pais de l'un & de l'autre Souverain, cesseront aussi-tôt après la Ratification du présent Traité, & tous les Arrerages ou Parties qui en peuvent être dus ne pourront être réciproquement exigés, à quelque Titre & sous quelque prétexte que ce soit.

XVIII. Tous les Sujets de part & d'autre Ecclesiastiques & Séculiers, Corps, Communautés, Universités & Colleges seront rétablis tant en la jouissance des Honneurs, Dignités & Benefices dont ils étoient pourvus avant la Guerre, qu'en celle de tous & chacun leurs Droits, Biens Meubles & Immeubles, Rente à rachat dont les Capitaux demeurent en existence, & les Rentes viagères faïtes & occupées depuis ledit temps, tant à l'occasion de la Guerre, que pour avoir suivi le Parti contraire, ensemble de leurs Droits, Actions & Successions à eux survenues, même depuis la Guerre commencée, sans toutefois pouvoir rien demander ni prétendre des Fruits & Revenus perçus & échus pendant cette Guerre, dès le faïssissement desdits biens Immeubles, Rentes & Benefices jusqu'au jour de la Publication du présent Traité.

XIX. Ne pourront semblablement rien demander ni prétendre de Lettres, Erits & Meubles qui auront été conquis avant ledit jour, sans que jamais les

Creanciers de telles Dettes, & Depositaires de tels Effets, & leurs Heritiers ou ayant cause en puissent faire pour suite ni en prétendre recouvrement, lesquels rétablissements, en la forme avant dite, s'entendront en faveur de ceux qui auront suivi le Parti contraire, en sorte qu'ils rentreront par le moyen du présent Traité, en la grace de leur Roi & Prince Souverain, comme aussi dans leurs Biens tels qu'ils se trouveront existans à la conclusion & signature du présent Traité.

XX. Et le sera ledit rétablissement des Sujets de part & d'autre, selon le contenu des Articles 21. & 22. du Traité de Nimègue, nonobstant toutes Donations, Concessions, Déclarations, Confiscations, Commises, Sentences Préparatoires & Définitives, données par contumace en l'absence des Parties & l'elles non ouïes, lesquelles Sentences & leurs Jugemens, demeureront nuls & de nul effet & comme non données & prononcées, avec liberté pleine & entière ausdites Parties de revenir dans les Pais, d'où elles se sont retirées ci-devant, pour jouir en personne de leurs Biens & Meubles, Rentes & Revenus, ou d'établir leurs demeures hors desdits Pais, en tel Lieu que bon leur semblera, leur en demeurant le choix & élection, sans qu'on puisse user contre eux d'aucune contrainte, pour ce regard; & en cas qu'ils aiment mieux demeurer ailleurs, ils pourront depuis ou commettre telles Personnes non suspectes que bon leur semblera, pour le gouvernement & jouissance de leurs Biens, Rentes & Revenus; mais non au regard des Benefices regardant Residence, qui devront être personnellement administrés & servis.

XXI. Les Articles 24. & 25. du dit Traité de Nimègue, concernant les Benefices feront exécutés, & en conséquence ceux qui ont été pourvus de Benefices par celui des deux Rois, qui au temps de la Collation possédoit les Villes & Pais où ledits Benefices sont situés, seront maintenus en la Possession & jouissance desdits Benefices.

XXII. Les Sujets de part & d'autre auront la liberté, & entière faculté de pouvoir vendre, changer, aliéner, ou autrement disposer, tant par Acte d'entre vifs que de dernière volonté des Biens & Effets Meubles & Immeubles, qu'ils ont ou auront situés sous la Domination de l'autre Souverain, & chacun les y pourra acheter, Sujet ou non Sujet, sans que pour cette Vente, ou Achat aucun ait besoin d'Ordroi, Permission ou autre Acte quelconque que ce présent Traité.

XXIII. Comme il y a des Rentes affectées sur la Généralité de quelques Provinces dont une Partie est possédée par Sa Majesté Très-Chrétienne, & l'autre par le Roi Catholique, il est convenu & accordé que chacun payera la quote part, & seront nommez des Commissaires pour régler la Portion que chacun desdits Seigneurs Rois en devra payer.

XXIV. Les Rentes légitimement établies, ou dûes sur les Domaines par les précédents Traitez, & de paiement desquelles il appartiendra dans les comptes rendus aux Chambres des Comptes par les Receveurs de leurs Majestés Très-Chrétienne & Catholique avant lesdites Cessions, seront payées par leurdites Majestés aux Creanciers desdites Rentes, de quelque Domination qu'ils puissent être, François, Eispagnols ou d'autre Nation sans distinction.

XXV. Et comme par le présent Traité il se fait une Paix bonne & ferme tant par Mer que par Terre entre lesdits Seigneurs Rois, en tous leurs Royaumes, Pais, Terres, Provinces, & Seigneuries, & que toute Hostilité doit cesser à l'avenir, il est stipulé que si quelques prises se font de part ou d'autre dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord, depuis Teneuze en Norwègue jusqu'au bout de la Manche dans l'espace de quatre semaines; au bout de ladite Manche, jusqu'au Cap de S. Vincent dans l'espace de six semaines; & de là dans la Mer Méditerranée & jusqu'à la Ligne dans l'espace de dix semaines; au delà de la Ligne & en tous les autres Endroits du Monde dans l'espace de huit mois, à compter du jour que se fera la Publication du présent Traité, lesdites prises qui se feront de part & d'autre après le terme préfix seront rendus avec récompense de tous les Dommages qui en seront provenus.

XXVI. Il y aura en cas de Rupture, ce qu'à Dieu ne plaise, un Terme de six mois pour donner moyen aux Sujets de part & d'autre de retirer, & transporter leurs Effets & Personnes où bon leur semblera, & le leur

ANNO
1697.

ANNO leur fera permis de le faire en toute liberté, sans qu'on leur en puisse donner aucun empêchement ni procéder pendant ledit temps à aucune fausse deslites criers, & moins encor à l'arrêt de leurs Personnes.

XXVII. Les Troupes de part & d'autre, se retiront aussitôt après la Ratification du présent Traité sur les Terres & Pais de leurs propres Souverains, & dans les Places, & Lieux qui doivent réciproquement demeurer & appartenir à leurs Majestés, après ou suivant le présent Traité, sans pouvoir rester, sous quelque prétexte que ce soit, dans les Pais de l'autre Souverain, ni dans les Lieux qui lui doivent pareillement ci-après demeurer ou appartenir, & il y aura aussitôt après la signature de ce même Traité cessation d'Armes & d'Hostilités en tous Endroits de la Domination desdits Seigneurs Rois, tant par Mer & autres Eaux que par Terre.

XXVIII. Il a été aussi accordé que la perception des Droits, dont ledit Seigneur Roi Très-Chrétien est en possession, sur tous les Pais qu'il remet ou restitue audit Seigneur Roi Catholique, sera continuée jusqu'au jour de la Restitution actuelle des Places, dont ledits Pais font dépendans, & que ce qui en restera dû lors de ladite Restitution sera payé de bonne foi, à ceux qui en ont pris les Fermes; comme aussi que dans le même tems les Propriétaires des Bois confisqués dans les Dependances des Places, qui doivent être restitués à Sa Majesté Catholique, rentreront en la possession de leurs Biens, & de tous les Bois qui le trouveront sur le lieu: bien entendu que du jour de la signature du présent Traité, toutes les coupes de Bois cesseront de part & d'autre.

XXIX. Le Traité de Nimègue, & les precedens seront exécutés selon leur forme & teneur, excepté dans les Points & Articles, où il y aura été ci-devant derogé, ou fait en dernier lieu quelque changement par le présent Traité.

XXX. Tous les Procédures faites & les Jugemens rendus entre particuliers par les Juges, & autres Officiers de Sa Majesté Très-Chrétienne établis tant dans les Villes & Places dont elle a joui en vertu du Traité d'Aix-la-Chapelle, & qu'elle a cédé depuis à Sa Majesté Catholique, que dans celles qui appartiennent au Roi Très-Chrétien en vertu du Traité de Nimègue, ou dont il a été en possession depuis ledit Traité, & pareillement les Arrêts du Parlement de Tournai rendus pour raison des différens, & procès poursuivis par les Habitans desdites Villes & de leurs Dependances, durant le tems qu'elles ont été sous l'obéissance de Sa Majesté Très-Chrétienne, auront lieu & foront leur plein & entier effet, comme si ledit Seigneur Roi demeurait Seigneur & Possesseur desdites Villes & Pays, & ne pourrout être ledits Jugemens & Arrêts revocqués en doute & annulés, ni leur Exécution autrement retardée ou empêchée: bien sera-t-il loisible aux Parties de se pourvoir par Revision de la Cause, & selon l'Ordre & la Disposition des Loix & des Ordonnances, demeurant cependant les Jugemens en leur force & vertu, sans préjudice de ce qui est stipulé à cet égard dans l'Article 21. du susdit Traité de Nimègue.

XXXI. La Ville & le Château de Dinant seront remis par Sa Majesté Très-Chrétienne à l'Evêque & Prince de Liege en l'état qu'ils étoient lorsqu'ils ont été occupés par les Armes de Sa Majesté.

XXXII. Sa Majesté Très-Chrétienne ayant témoigné souhaiter que l'Île de Ponza qui est dans la Mer Méditerranée soit remise au Pouvoir de Monsieur le Duc de Parme, Sa Majesté Catholique en considération des offices de Sa Majesté Très-Chrétienne a bien voulu déclarer qu'elle sera retirer les Gens de Guerre qu'elle y peut avoir, & remettre cette Île au Pouvoir & possession de Monsieur le Duc de Parme, aussitôt après la Ratification du présent Traité.

XXXIII. Comme il importe à la tranquillité publique que la Paix conclue à Turin le 29. d'Août 1696. entre Sa Majesté Très-Chrétienne, & Son Altesse Royale de Savoye, soit aussi exactement observée, il a été trouvé bon de la confirmer & comprendre dans le présent Traité, & dans tous ses Points, tels qu'ils font contenus dans la Copie signée & scellée par les Plenipotentiaires de Savoye & qui sera jointe au présent Traité, pour la Manutention duquel Traité & du présent leuidites Majestés donnent à Son Altesse Royale leur Garantie.

XXXIV. Leuidites Majestés reconnoissans les offi-

TOM. VII. PART. II.

ces, & les soins que le Serenissime Roi de Suede ANNO continuellement employez pour le rétablissement de la Paix, sont convenus que Sa Majesté Suedoise, les Rois, & Etats seront nommément compris dans le présent Traité, en la meilleure forme & manière que faire se peut.

XXXV. En cette Paix, Alliance, & Amitié, seront compris tous ceux qui seront nommez de part & d'autre, d'un commun consentement, avant l'échange des Ratifications, dans l'espace de six mois après qu'elles auront été échangées.

XXXVI. Leuidits Seigneurs Rois Très-Chrétien & Catholique, consentent que Sa Majesté Suedoise en qualité de Mediateur, & tous autres Rois, Princes & Républiques qui voudront entrer dans un pareil engagement, puissent donner à leurs Majestés leurs Promesses & Obligations de Garantie, pour l'exécution de tout ce qui est contenu au présent Traité.

XXXVII. Et pour plus grande félicité de ce Traité de Paix & de tous ses Points & Articles y contenus, sera le présent Traité publié, vérifié & enregistré tant au Grand Conseil, & autres Conseils, & Chambre des Comptes dudit Seigneur Roi Catholique aux Pays-Bas, qu'aux autres Conseils des Couronnes de Castille & d'Aragon, le tout suivant & en la forme contenue au Traité de Nimègue, de l'année 1678. comme semblablement ledit Traité sera publié, vérifié & enregistré en la Cour de Parlement & en tous Parlemens du Royaume de France & Chambre des Comptes dudit Paris: Desquelles publications & enregistrements seront remises & délivrées des Expéditions de part & d'autre, dans l'espace de trois mois après la Publication du présent Traité.

XXXVIII. Lequels Points & Articles ci-dessus énoncés, ensemble le contenu en chacun d'eux, ont été traités, accordés, passés & stipulés, entre les susdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires desdits Seigneurs Rois Catholique & Très-Chrétien, au nom de leurs Majestés, lesquels Plenipotentiaires en vertu de leur Pouvoir, dont les Copies seront insérées au bas du présent Traité, ont promis, & promettent sous l'obligation de tous & chascuns les Biens, & Etats, présents, & avenir des Rois leurs Maîtres qu'ils seront inviolablement observés, & accomplis, de les faire ratifier purement & simplement sans y rien ajouter, & d'en fournir les Ratifications par Lettres authentiques, & scellées, où tout le présent Traité sera inséré de mot à autre, dans six semaines, à commencer du jour & date du présent Traité, & plutôt si faire se peut. En outre ont promis & promettent lesdits Plenipotentiaires audit nom que ledites Lettres de Ratifications ayant été fournies, ledit Seigneur Roi Très-Chrétien, le plutôt qu'il pourra en présence de telle Personne, ou Personnes qu'il plaira audit Seigneur Roi Catholique deputer, jura solennellement sur la Croix, l'Evangile, Canons de la Messe, & sur son Honneur d'observer & accomplir pleinement & scellément & de bonne foi, tous les Articles du contenu au présent Traité, & le semblable sera fait aussi le plutôt qu'il sera possible, par ledit Seigneur Roi Catholique en présence de telle Personne, ou Personnes, qu'il plaira audit Seigneur Roi Très-Chrétien deputer. En témoignage desquelles choses ledits Plenipotentiaires ont soulé le présent Traité de leurs noms, & fait apposer le Cachet de leurs Armes. Fait à Ryfwic, en Hollande, le vingtième Septembre seize cent quatre-vingt dix-sept.

Ampl. signé.
Sur l'Original.

LILLIEROOT.	HARLAY BONNE.	DON FRANCISCO
(L.S.)	UIL. (L.S.)	B. QUIROS.
		(L.S.)
VERJUS DE CRECY.	(L.S.)	
	LE COMTE DE	
FRANÇOIS DE CAL.	TERMONT.	
LIERES. (L.S.)	(L.S.)	

Plen-Pouvoir de leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs de Sa Majesté Très-Chrétienne.

L Ois, par la Grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes Lettres

ANNO Confesyo de Castilla, y nuestro Embaxador en las Pro-
1697. vincias Unidas del Paye Baxo, y Don Alexandro Schokart, Conde de Tirimont, de los Conseyos de Estado y Pribado de nuestros Payes Baxos de Flandres para que por nuestra parte traten dicha Negociacion, y teniendo entera confianza de su singular fidelidad, prudencia, y experiencia en el manejo de los negocios, les encargamos, y les mandamos expresalmente, que con toda brevedad pasen al Village de Ryfwick, y que en el juntamente, con los demas Embaxadores Plenipotenciarios de nuestros, muy altos, y muy poderosos Aliados, y con Intervencion de los officios de los Embaxadores Extraordinarios Plenipotenciarios del muy alto, y muy poderoso Principe Cario Rey de Suecia, nuestro muy charo Hermano, ó, directamente entren en las Conferencias, y Tratados de Paz con los Embaxadores Extraordinarios Plenipotenciarios del muy alto, y muy Poderoso Principe Louys XIV. Rey Christianissimo de Francia nuestro muy charo Hermano, y Primo, que tengan Facultad legitima, y suficiente para el mismo fin; Concedemos tambien plena y entera Authorizad, y todo el poder que para ello se requiere à los dichos nuestros Embaxadores Extraordinarios Plenipotenciarios Don Francisco Bernardo de Quiros, y Conde de Tirimont à ambos juntos, y cada uno en particular en sufiença, ó, indisposicion del otro para enablar, concluir, y firmar, por nos, y en nuestro nombre el Tratado de Paz entre nos, y nuestros, muy akos, y muy poderosos Aliados, y el muy alto y muy poderoso Principe el Rey Christianissimo de Francia, y assi mismo para formar, expedir, y entregar todos los Instrumentos necesarios à este efecto, y assi para generalmente hacer, prometer, estipular, y concluir los Años y Declaraciones para permutar las Convenciones, y para hazer todas demas Cosas pertençientes à la dicha Negociacion de Paz con la misma libertad, y amplitud que nos otros mismos lo pudieramos hazer si nos hallásemos presentes à un en aquellos Negocios, y Años que pareze pudieran requerir Orden mas especial, y mas expreça que la que contiene la presente; Y todo lo que nuestros dichos Embaxadores Extraordinarios Plenipotenciarios junta, ó, separadamente en la forma ya dicha hubieren hecho, y tratado, prometido, firmado, y concludido, nos lo prometemos, aseguramos y damos nuestra fee y palabra Real que todo lo ratificaremos solemnemente en la mejor forma, y modo que se pudiere, y dentro del tiempo que de comun acuerdo se haviere conenido; En fee de todo lo qual, y para su mayor fuerza damos la presente firmada de nuestra mano sellada con nuestro sello secreto, y refrendada del infraescripto Secretario de Estado; En Madrid à doze de Abril de mil seiscientos, y auenta y siete;

Firmado;

YO EL REY.

(L.S.) DON CRISPIN GONZALEZ BOTELLO.

(Concedida con su Original.)

Ratification de Sa Majesté Très-Christienne.

L Ouis par la grace de Dieu Roi de France, & de Navarre. A tous ceux qui ces presentes Lettres

ANNO
1697. nôtre Conseil de Castille & nôtre Ambassadeur aux Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, & Don Alexandre Schokars, Comte de Tirimont des Conseils d'Etat & privé des Pays-Bas de Flandre, afin qu'ils traitent cette Negociation de nôtre part, & étant bien assurez, & perjurez & ayant pleine confiance en leur fidelité, prudence & experience dans le maniement des affaires, nous les chargeons & leur commandons spécialement de se transporter, avec toute la brieveté possible au Village de Ryfwick, & d'entrer dans les Conférences & Traitez de Paix, avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotenciaires de Très-Haut & Très-Puissant Prince Louis XIV. Roi Très-Christien de France, nôtre Très-Cher Frere & Cousin, conjointement avec tous les autres Ambassadeurs Plenipotenciaires de nos Très-Hauts & Très-Puissans Alliez, & avec l'Intervention des officiers des Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotenciaires du Très-Haut & Très-Puissant Prince, Charles Roi de Suede, nôtre Très-Cher Frere, & qu'ils ayent faculté legitime & suffisante pour cette même fin, nous leur accordons aussi pleine & entiere autorité, & tout le Pouvoir, qui est requis pour ces effets à nosdits Ambassadeurs Extraordinaires Plenipotenciaires Don Francisco Bernardo de Quiros & Comte de Tirimont, à tous deux ensemble, & à chacun d'eux en particulier par absent, ou indisposicion de l'un ou de l'autre pour enablar, conclure & signer pour nous & en nôtre nom le Traité de Paix entre nous & nos Très-Puissans Alliez, & le Très-Haut & Très-Puissant Prince le Roi Très-Christien de France, comme aussi pour former, expedier, & delivrer tous les Instrumens necessaires pour ces effets, & généralement pour faire promettre & stipuler, & conclure, les Alliez & Declarations, pour échanger les Conventions, & pour faire toutes les autres choses appartenantes à ladite Negociation de Paix, avec la même Liberté & Faculté que nous pourrions faire nous même si nous étions present, même dans les Affaires & Alliez qui pourroient requerir un Ordre plus special & plus expreç que celui qui contient le present, & nous promettons, assurerons, & donnons nôtre foi, & Parole Royale que nous ratifierons solennellement dans la meilleure forme & maniere que faire se pourra, & dans le tems, duquel on sera convenu d'un commun Accord, tout ce que nosdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotenciaires auront fait, traité, promis, signé & conclu, ensemble ou séparément, dans la Forme déjà exprimée. En foi de tout ce que dessus & pour sa plus grande force, nous donnons la presente signée de nôtre main, scellée de nôtre Scell secret, & referendée du Secrétaire d'Etat. Souffris, Madrid ce 12. d'Avril 1697.

Signé,

MOI LE ROI,

DON CRISPIN GONZALEZ BOTELLO.

Concordat cum Originali.

verront. Salut. Comme nôtre Amé, & Fiel Conseiller ordinaire en nôtre Conseil d'Etat Nicolas Auguste de Harlay, Chevalier, Sieur de Bonneuil, Comte de Cely, nôtre Cher & bien Amé Louis Verjus, Chevalier, Comte de Crecy, Marquis de Freon, Baron
Eff 3 de

ANNO de Couvay, Sieur de Boulay, des deux Eglises, de
1697. Fort-lille, & du Mouillet, & notre Cher & bien Amé
François de Callières, Chevalier, Sieur de la Roche-
Chellay, & de Gigny, nos Ambassadeurs Extraordi-
naires, & Plenipotentiaires, en vertu des Pleins-Pou-
voirs que nous lous en avions donné, auroient conclu,
arrêté & signé, le vingtième jour de Septembre der-
nier à Rytwych, avec le Sieur Don Francisco Bernar-
do de Quiros, Chevalier de l'Ordre de S. Jacques,
Conseiller de notre très-cher, & très-ami Frere le Roi
d'Espagne en son Conseil Royal & supreme de Castil-
le, & le Sieur Louis Alexandre de Schockart Comte
de Tirimont Baron de Gaesbeke, du Conseil supreme
d'Etat des Pais-Bas à Madrid, & de ceux d'Etat, &
Privé dans les mêmes Pais, Ambassadeurs Extraordi-
naires, & Plenipotentiaires de notre dit Frere le Roi
d'Espagne, pareillement munis de ses Pleins-Pouvoirs,
le Traité de Paix, dont la teneur s'en suit.

Il étoit inferé le Traité de Paix.

Nous ayant agreable le fûsist Traité en tous & un
chacun les Points & Articles qui y sont contenus, &
déclarez, avons iceux tant pour nous, que pour nos
Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pais, Terres, Sei-
gneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié, & con-
firmé; acceptons, approuvons, ratifions, & confir-
mons, & le tout promettons, en foi, & Parole de
Roi, & sous l'Obligation, & Hypothèque de tous &
chacuns nos Biens presents & à venir, garder, & ob-
server inviolablement, sans jamais alier, ni venir au
contraire, directement, ou indirectement, en quelque
sorte & maniere que ce soit. En témoin dequoi nous
avons signé ces presentes de notre main, & à icelles
fait apposer notre scel. Donné à Fontainebleau le
troisième jour d'Octobre, l'an de Grace mil six cens
quatre-vingt-dix sept, & de notre Regne le cinquante-
cinquième.

Signé

LOUIS,

Par le Roi:

COLBERT.

*Article séparé avec l'Espagne pour le delay accordé à
l'Empereur à l'Empire. Avec la Ratification du
Roi T. C. [Sur l'imprimé à Paris, chez
FRIDERIC LEONARD. Avec Permission &
Privileges du Roi ann. 1697. in 4.]*

Louis, par la Grâce de Dieu, Roy de France & de
Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres
verront, Salut. Ayant veu & examiné l'Article séparé
que notre Amé & Feal Conseiller Ordinaire en notre
Conseil d'Etat, Nicolas Auguste de Harlay Chevalier
Seigneur de Bonneuil Comte de Cely, notre Cher &
bien Amé Louis Verjus Chevalier Comte de Crecy,
Marquis de Treon, Baron de Couvay, Seigneur de
Boulay, les deux Eglises de Fort-lille & du Mouillet,
& notre Cher & bien Amé François de Callières
Chevalier Seigneur de la Rochechellay & de Gigny
Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires,
en vertu des Pleins-Pouvoirs, que nous leur en avions
donné; ont conclu, arrêté & signé le vingtième jour
de Septembre dernier à Ryswick avec le Sieur Don
Francisco Bernardo de Quiros Chevalier de l'Ordre
de Saint Jacques, Conseiller de notre Très-Cher &
Très-Amé Frere le Roy d'Espagne en son Conseil
Royal & Suprême de Castille, & le Seigneur Louis
Alexandre de Schockart Comte de Tirimont, Baron
de Gaesbeke, du Conseil supreme d'Etat des Pays-Bas
à Madrid & de ceux d'Etat & Privé dans les mêmes
Pais, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires
de Notre-dit Frere le Roy d'Espagne pareillement
munis de ses Pleins-Pouvoirs, duquel Article la teneur
s'en suit.

ANNO
1697. Outre ce qui a été conclu & arrêté par le Traité
de Paix, fait entre les Ambassadeurs Extraordinaires &
Plenipotentiaires du Seigneur Roy Très-Chrétien &
ceux du Seigneur Roy Catholique; ce jourd'huy vingti-
ème de Septembre 1697. on est encore convenu
par le present Article séparé qui aura la même force
& vertu que s'il étoit inferé mot à mot dans ledit
Traité; Que Sa Majesté Très-Chrétienne accordera,
comme elle accorde par ce present Article, à l'Empe-
reur & à l'Empire juiques au premier du mois de
Novembre prochain, pour accouter les Conditions de
Paix proposées en dernier lieu par Sa Majesté Très-
Chrétienne, suivant la Declaration du premier jour
du present mois de Septembre, si Sa Majesté Impé-
riale & l'Empire ne pouvoient en convenir d'une au-
tre maniere avec Sa Majesté Très-Chrétienne, & en
cas que dans ledit temps l'Empereur & l'Empire n'ac-
ceptent point les Conditions suldites, ou n'en convien-
nent pas autrement avec Sa Majesté Très-Chrétienne,
ledit Traité de Paix sortira son plein & entier effet
& sera exécuté selon sa forme & teneur, sans qu'il
puisse y estre contrevenu par ledit Seigneur Roy Ca-
tholique, sous quelque pretexte que ce soit, directement
ou indirectement; En foy de quoy nous Ambassa-
deurs de Sa Majesté Très-Chrétienne & de Sa Ma-
jesté Catholique, en vertu de Nos Pouvoirs respec-
tifs, avons esdits noms signé cet Article séparé de nos
Seings ordinaires; & y avons fait apposer le Cachet
de nos Armes, au Château de Ryswick dans la Pro-
vince de Hollande le 20. Septembre 1697.

(L.S.) DE HARLAY (L.S.) D. FRANC. BERN. DE
BONNEUIL. QUIROS.

(L.S.) VERJUS DE CRECY.

(L.S.) DE CALLIERES (L.S.) ET. CONDE DE TI-
MONT.

Nous ayant agreable le fûsist Article séparé en tout
son contenu, avons iceulx lous, approuvé, & ra-
tifié, lousons, approuvons, & ratifions par ces Presen-
tes signées de notre main. Promettant en foy & Pa-
role de Roy, de l'accueillir, observer & faire obser-
ver sincerement & de bonne foy, sans souffrir qu'il
soit jamais allé directement ou indirectement au con-
traire pour quelque cause & occasion que ce puisse
estre. En témoin dequoy nous avons signé ces Pre-
sentes, & à icelles fait apposer notre Scel. Donné à
Fontainebleau le troisième jour d'Octobre 1697. Et
de notre Regne le cinquante-cinquième.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas,

Par le Roy.

COLBERT.

Et scellé en cire jaune sur cordons de soye bleus
treffez d'or.

Ratification de Sa Majesté Catholique.

Don Carlos par la grace de Dieu Roi des Espa-
gnes &c. Don Francisco Bernardo de Quiros,
de mon Conseil de Castille, & Don Louis Alexan-
dre de Schockart, Comte de Tirimont, Baron de
Gaesbeke, de mon Conseil supreme de Flandres, &
de ceux d'Etat, & Privé des mêmes Pays, ayant
concouru au Château de Ryswick dans la Province
de Hollande, avec les Ministres du Roi Très-Chrétien
nos Très-Cher & Très-Aimé Frere, & Cousin, avec
les Ordres, & Pouvoirs de l'un & de l'autre, chacun
pour ce qui lui touchoit pour les Traitez de la Paix,
&c.

ANNO
1697.

& ayant exécuté en la forme & maniere contenue dans le Traité qui sera ici inféré mot à mot, dont la conclusion fut ajustée, & signée par ledits Ministres d'une & d'autre part, le vingtième de Septembre de la présente année seize cens quatre-vingt dix-sept, lequel est comme s'en suit.

Ici étoit inféré le Traité de Paix.

L Equel Traité ici écrit & inféré comme il est dit ci-dessus, m'ayant été envoyé par ledits Don Francisco Bernardo de Quiros, & Comte de Tirimont, après l'avoir vu & examiné moutement mot à mot dans mon Conseil, j'approuve, & ratifie pour moi, mes Héritiers, & Successeurs, comme aussi pour les Vassaux, Sujets, & Habitans de tous mes Royaumes, Pais, & Seigneuries, tout le contenu en icelui, & chaque Point en particulier de ceux qu'il contient, & tiens pour bon, ferme & valable par la présente; promettant en foi & Parole de Roi, & pour tous mes Successeurs, & Héritiers, de le suivre, & accomplir invariablement selon sa forme & teneur, & d'ordonner qu'il soit suivi, observé, & accompli, de la même maniere que si je l'avois traité en propre Personne, sans faire ni laisser faire en quelque façon que ce soit, ni permettre qu'il se fasse chose aucune au contraire, & que s'il venoit à se faire quelque Contravention au contenu dudit Traité, je la ferai reparer effectivement, sans difficulté, ni délai, châtiant, & faisant châtier les délinquents; obligeant pour l'effet de ce qui est dit ci-dessus, tous, & un chacun de mes Royaumes, Pais, & Seigneuries, de même tous mes autres biens présents, & à venir, comme aussi mes Héritiers, & Successeurs, sans rien excepter, & pour la fermeté de cette Obligation, je renonce à toutes les Loix, Coutumes, & toutes autres choses y contraires. En témoignage de ce qui est dit ci-dessus, j'ai fait dépecher la présente signée de ma main, scellée de mon Scel secret, & contreignée de mon Secrétaire d'Etat. Donné à Madrid le huit d'Octobre seize cens quatre-vingt dix sept.

signé,

YO EL REY.

Et au pied

DON CRISPIN GONÇALES BOTELLO;

Ratification de l'Article séparé; par Sa Majesté Catholique.

DON Carlos par la grace de Dieu Roi des Espagnes &c. Ayant été convenu au Château de Ryfwick dans la Province de Hollande, entre Don Francisco Bernardo de Quiros de mon Conseil de Castille, & Don Louis Alexandre Scockut Comte de Tirimont de mon Conseil de Flandres, & de ceux d'Etat & Privé dans ces Pais-là & les Ministres du Roi Très-Chrétien mon très-Cher, & très-Aimé Frere, & Cousin, avec des Pouvoirs reciproques, chacun pour ce qui lui touchoit, d'un Article séparé qui sera ici inféré mot à mot, lequel est celui qui s'en suit.

Ici étoit inféré l'Article séparé.

Et cet Article ayant été vu & examiné, j'ai résolu de l'approuver & ratifier, comme en vertu de la présente je l'approuve & ratifie dans la meilleure & plus parfaite forme que je puis. Promettant en foi & Parole de Roi l'accomplir entièrement selon son contenu, auquel effet j'ai ordonné de dépecher la présente signée de mon main, scellée de mon Scel secret, & contre-signée de mon Secrétaire d'Etat. Donné à Ma-

drid le huit d'Octobre seize cens quatre-vingt dix-sept.

YO EL REY.

DON CRISPIN GONÇALES BOTELLO.

Liste & Declaration des Remissions on occupations faites par Sa Majesté Très-Chrétienne dans les Provinces de Sa Majesté Catholique aux Pais-Bas, depuis le Traité de Nimegue.

Province de Luxembourg.

LA France s'est emparée de la Ville Capitale de ce Nom & de trente cinq Villages & Hameaux nommez Villages du Prevost.

Comme aussi de la Prevosté de Luxembourg composée de trois Bans de Justice, à sçavoir Kündzigh ou Clemenci, Putlange & Pettingen.

De trois Landmayries, qui sont Berrembourg, Santweiles, & Reckien, & de trois Mayries, Steinsel, Linggen, Schuteringen, consistantes ensemble en septante un, tant Villages, que Hameaux.

Du Château, Bourg & Seigneurie du Rodenmacheren avec vingt Villages en dépendans.

Du Château & Seigneurie de Heislerange avec quatre Villages.

De Raville & ses dependances qui consistent en dix-sept Villages.

Du Château & Comté de Ruffy, qui contient onze Villages.

De la Seigneurie de Ruffy, avec cinq Villages.

Du Château & Ban de Justice de Putlange, consistant en quinze Villages.

Du Château & Seigneurie de Preisch, contenant deux Villages.

Du Château d'Agimont, avec ses deux Bourgs de Givet, & Hameaux en dépendans.

De la Seigneurie de Viltoux Waland.

Des Terres & Seigneuries du Comté de Rochefort avec quatre Villages.

Du Château & Prevosté d'Orcyromont contenant Vienne & vingt autres Villages, & dix Seigneuries y enclavées.

Des Seigneuries de Chasse Pierre, Riviere Fontenoylle, Sainte Cecile, Leich les Maules, Lignon le Bertrille, Ban d'Orto, Marpon, Dochamps, Herbeumont, le Ban de Batailles, Ban de Muffon.

Du Comté de Montsigt avec treize Villages & Hameaux.

Du Chef-lieu & Prevosté de S. Marde avec seize Villages.

Du Château & Seigneurie de Lathour, Montquintin, la Vaux, Gommeri, Bassil, Rouette, & Villers la Loup.

De la Ville & Comté de Chiny, avec vingt sept tant Villages, Hameaux que Forges.

De la Baronnie de Jamaigne, avec cinq Villages & Hameaux.

De la Seigneurie du Neufchâteau, consistante en quarante six Villages, & Hameaux.

Du Bourg, Franchité & Mayrie de Remich, avec vingt quatre tant Villages que Hameaux.

Du Bancq de Justice de Mackeren le Comté, comprenant la Ville & trente quatre tant Villages que Hameaux.

De la Seigneurie de Waffler Billich.

De la Prevosté d'Echternach, contenant la Ville & trente trois tant Villages que Hameaux, distingué par quatre Mayries, à sçavoir Oisweiler, Irel, Cleaben & Bollendorf.

De la Ville & Prevosté de Biedbourg consistante en la Franchité de Dudeldorf, & trente quatre Villages.

De la Ville & Prevosté de Dickrick, qui comprend une Ville & vingt six tant Villages que Hameaux.

De la Ville & Prevosté d'Arlon consistante en la Ville & cent & vingt neuf tant Villages que Hameaux

com-

ANNO
1697.

ANNO
1697.

composée de quinze Bans ou Mayries, sans y com-
prendre les Forges & Fournaux.

De la Seigneurie du Pont des Oyes, qui contient
deux Villages, Hameaux & Forges.

De la Ville, Mayrie & Prevosté de Bisthoigne, con-
sistante en la Ville & cent quarante cinq tant Villages
que Hameaux composées de dix Mayries.

De la Ville, Mayrie, & Prevosté de Marche,
comprenant la Ville & dix-neuf tant Villages que Ha-
meaux.

De la Ville & Prevosté de Durbuy qui consiste
en la Ville & septante six tant Villages que Hameaux divi-
sez en quatre Cours, & en dix-neuf Seigneuries Fon-
cières.

Du Comté de la Roche contenant le Château,
Ville & cinquante & un tant Villages que Hameaux,
paragés en quatre Mayries.

De la Seigneurie de Beau Saint avec celle de Ber-
toigné & deux Villages en dependant.

Du Comté de Saine consistant en Château, Bourg
& trenze deux tant Villages que Hameaux.

Du Comté de Vianden qui comprend le Château,
Ville, & quarante neuf tant Villages, que Hameaux,
divisez en six Mayries, dont relevent plusieurs autres
Châteaux & Terres en arrière-fiefs.

De la Terre & Seigneurie de Saint Vith consistant
en une Ville & quarante sept tant Villages que Hameaux
paragés en six Cours.

De la Seigneurie de Munster contenant vingt qua-
tre tant Villages que Hameaux.

De la Seigneurie de Mont St. Jean qui consiste en
quatre Villages, & Hameaux avec un ancien Château
démolý.

Du Château & Seigneurie de Differtange & Soilue-
re avec vingt trois tant Villages que Censs & Hameaux
en dependans.

Du Château & Seigneurie de Bertrange.

Du Château & Seigneurie Dansembourg, avec
trois Villages qui en dependent.

Du Château & Seigneurie de Hollenfcitz, avec dou-
ze tant Villages que Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Marfch, avec qua-
torze tant Villages que Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Pitange, avec seize
tant Villages que Hameaux.

De la Seigneurie de Hesperdange.

De la Seigneurie d'Arloncourt avec trois Villages.

De la Seigneurie de Meiffembourg avec quinze Vil-
lages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Fusbach avec trois
Villages.

Du Château & Seigneurie de Linfter ou Linfere,
avec neuf Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Effingen.

De la Seigneurie de la Rochette avec les masu-
res d'un vieux Château & quinze Villages & Ha-
meaux.

De la Seigneurie de Keringen, avec deux Villages
ou Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Beaufort avec onze
Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Berbourg avec onze
Villages & Hameaux.

De la Seigneurie de Herberenne & Montpach.

Du Château & Seigneurie de Rueland avec vingt
Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie d'Ouren avec six Villa-
ges & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Clair-vaux avec qua-
rante quatre Villages & Hameaux.

Du Château & Comté de Wiltz, avec vingt trois
Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie d'Esch ou d'Aïse, con-
sistant en vingt deux Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Bourg-scheilte, avec
douze Villages & Hameaux.

De la Ville, Château & Seigneurie de Neuwerbourg,
avec cinquante deux Villages & Hameaux.

De la Franchise de Walwiler.

Du Château & Seigneurie de Brandebourg, avec
six Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Kayll, avec trois
Villages.

Du Château & Seigneurie de Falckenstein, avec
trois Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Bettingen, avec neuf

Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Ham, avec quatre
Villages & Hameaux.

De la Seigneurie de Brouch, avec douze Villages
& Hameaux.

De la Seigneurie de Malbergh, avec trois Villages
& Hameaux.

De la Seigneurie de Rospoxtre avec six Villages &
Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Mirwart, avec vingt
un Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Focan avec trois Vil-
lages & Hameaux.

De la Seigneurie de Rachampt, avec un Village
& Hameaux.

De la Seigneurie de Ayvaille, avec huit Villages &
Hameaux.

De la Seigneurie de Harzer, avec trois Villages &
Hameaux.

De la Seigneurie de Bafelle.

De la Seigneurie du Chesne, avec trois Villages &
Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Wirry, avec quatre
Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie d'Uffeldange, avec dix
huit Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie d'Aüthel, avec six Vil-
lages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Girsch avec quinze
Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Koerich, avec cinq
Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Sept-Fontaines, avec
dix Villages & Hameaux.

De la Seigneurie de Wirckringen, avec six Villages
& Hameaux.

De la Terre & Seigneurie de St. Hubert, avec un
Bourg & six Mayries.

De la Seigneurie de Waltingen & Lanzen.

De la Ville, Château & Seigneurie de Schleiden,
avec trente six Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Cronenbourg, avec
treize Villages, & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Manderfcheit, avec
les Villages en dependans.

Du Château & Seigneurie de Schirfist, consistant
en deux Villages & Hameaux.

De la Cour de Tommen, contenant vingt deux
Villages & Hameaux.

De Haceville, qui consiste en trois Villages.

Du Château & Seigneurie de Mecforth, avec trois
Villages.

Du Château & Seigneurie de Holtzembourg, avec
deux Villages.

De Sterpigny.

Du Château & Seigneurie d'Apbourg, consistant
en trente quatre tant Villages que Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Sinsfeldt consistant en
quatre.

De Scharfflichen douze Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Dome & Dentsbourg
contenant quatre Villages & Hameaux.

De Mehet Bettenfelt.

Du Château & Seigneurie de Sohyer.

Du Ban Desclaffin, qui consiste en trois Villages &
Hameaux.

De Redu.

D'Esclaye.

Du Château & Seigneurie de Beaurin, consistant
en cinq Villages & Hameaux, y compris Dionvaux,
quoique la France l'ait annexé à la Terre d'Agimont.

De Han fur Lessé, contenant trois Villages & Ha-
meaux.

Du Château & Seigneurie de Houffalize, contenant
trois Villages & Hameaux.

De la Seigneurie de Wibren, avec deux Villages.

De Hummin.

Du Château & Seigneurie de Waha, consistant en
deux Villages.

De la Seigneurie de Bande.

Du Château & Seigneurie de Soi, consistant en six
Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Diverdis.

Du Château & Seigneurie de Jeneppe.

ANNO
1697.

Do

ANNO
1697.

Du Château & Seigneurie Dochain, consistant en fix tant Villages que Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Rollet, consistant en neuf.

Du Château & Seigneurie de Mont Jardin.

Du Château & Seigneurie de Javigni, qui consiste en six.

De la Seigneurie de Mabompré.

Du Château & Seigneurie de Laval en trois.

De Villers la Loup.

De Chesnoy.

Du Château & Seigneurie de Cuette la Grande.

Du Château & Seigneurie de Soigneul S. Remy en deux.

De la Seigneurie de Ville Haimont, consistant en neuf Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Villers devant Orval.

De la Seigneurie de S. Marie.

De la Seigneurie d'Orval avec quatre Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Dorcheresse.

De Vanée qui consiste en deux Villages.

Du Château & Seigneurie de Boulogne contenant cinq.

Du Château & Seigneurie de Harbeumont consistant en sept.

Du Château & Seigneurie d'Everlange, qui consiste en neuf tant Villages que Hameaux.

De la Seigneurie de Nallogne.

Du Château & Seigneurie de Grunc.

De la Prévoité d'Étal, consistant en quatorze Villages & Hameaux, divisée en trois Mayries.

La Terre & Seigneurie de S. Hubert, consistant en six Mayries ou Féaulé, avec plusieurs Villages qui en dépendent.

Namur.

La France a occupé depuis ledit Traité de Nimegue dans la Province de Namur:

La Prévoité de Poilvache qui contient les Mayries, Bans, Terres, Villages & Hameaux suivants.

La Mayrie de Rendarche consistante es Villages.

De Lustin, Malien, Lourier, avec son Château, Sorinne la Longue, Affesse, Jalloigne, Wauremont, avec son Château.

Et es Hameaux du Château de Roncinne d'Ivoix, le Château d'Affesse, le Château d'Eitroy, Coriou, Porin, d'Affesse, Biochau, Millier, les Fonds de Jasioigne.

La Mayrie d'Empinnes contenant les Villages d'Empinnes, Empinelle, Nattoy.

Et les Hameaux de Franceffe le Gaillard, les Fontaines, Champillou les Sars.

La Mayrie de Falmagne comprenant le Village.

De Falmagne, le Château de Thiry en dependant, qui est démolé & Hullanoux.

Ban de Lignon consistant en Villages & Hameaux De Lignon, Chapoy, Onchips, Ronvaux, Corbion, & Barfaine.

Ban de Soi, savoir le Village de Soi & Mohiville en dependant.

Terre & Baronnie de Gefes.

Les Hameaux Houyoux, les Forges, fond de Chaumont, Pourin, Preit d'Hamide, Houde, & Franceffe qui dependent tous de ladite Terre de Gesves.

Villages particuliers dependans aussi de ladite Prévoité.

Oha & Recpe en dependant, Wallay, Halliot, Chatlin avec les Hameaux de Maibes & Fricée en dependans, Valin, Hour en Famine, Sorinne sur Dinant, Boissalle, Village & Château de Spontin, & les Hameaux de Durnallic, Mianoye, & Dorinne en dependant, Joéne, Fillec, Hodomont avec le Hameau de Juliet en dependant, Hargnies, les deux Bourfignes, savoir la neuve & la vieille, Mafnil, saint Blaise, Halbes, & Pondrome.

Les forêts d'Auwez, Comisse, Lache, Lerbois, petit & grand Fail, qui consistent en sept à huit cent

TOM. VII. PART. II.

ANNO
1697.

bonniers appartenans à Sa Majesté, comme aussi quelques censés, dîmes, rentes, cens, & autres revenus de son Domaine qui ont été occupés aux mois de Novembre & Decemb. 1681.

Elle s'est de plus emparée en l'an 1682. des forêts des haute & basse Arche.

Et vers le mois d'Avril 1680. du Prioré de Hastier situé sur le bord de la Meuze.

La Mayrie de Hour qui contient les Villages de Hour sous Poilvache, Iwar, Euehulle, Jodinne, Lisoigne, Purnotte, Awaigne, & les Hameaux de Bauche, Jayolle, Futroy, Venette, Champalle, Hagomont, Bloimont, Monchavée, Frapeul, Frefise, Tailfer, Seigniol, & Loys, & Loyers.

La Mayrie de Bovignes qui comprend,

La Ville & Franchise dudit Bovignes, quelques maisons aux deux côtés avec la grande Cense de Metz & quinze ou seize maisons situées à l'opposite de ladite Ville du côté de Dinant.

La Mayrie d'Anthée, consistante es Villages

D'Anthée, Haut le Vastia, Riviere, Sommiere, Melin, Marinne, & Orhaye.

Et es Hameaux de la petite Cense de Metz, Grange, Rostenne, Ohey, Hentoir, avec son Château,

Chestrevin, Vespain, Flun, Welin, & Serenne.

Baillage de Bovignes dit d'entre Sambre & Meuze qui contient les Bans, Terres, Abbayes, Châteaux, Villages, & Hameaux suivants.

Le Ban de Waulloir contenant

Les Villages & Abbayes de Waulloir, Lumle,

Hastir, la Vaux, & Hastir par delà Gerin.

Et les Hameaux d'Ermetton sur Meuze, le Mont

Ostemée, Stair, & Pernenne.

Le Ban d'Anthée contenant

Anthée, Mianoye, Morville & Fontaine avec son

Château.

La Terre & Franchise de Biesme la Colonotte consistante es Villages de Biesme, Heverette, Prée, Wagnies, Orest, Sart, Aftache, & Gognies.

La Terre de Gerpinne qui contient le Village ou Bourg de Gerpinne.

Et les trois Hameaux d'Alleffage, Fromignéc, & Imignéc.

La Terre de Thy.

Qui consiste es Villages dudit Thy avec son Château, Sanlée, Chastier, Jourdinne, Tuisinne, Fersuille.

Et es Hameaux de Mafnil, le Lievre, & Vouérie de Rabufée.

Villages particuliers dependans dudit Baillage de Bovignes.

Flavion, Rosée, avec son Hameau de Jusenne, Biesmerée, Ermetton sur Bierre, Stavé, Steit, Mericenne, Fontenelle, partie de Châtillon Martignol, Romrée, Feppin, Berlée avec son Château, Acoz avec son Château, Villers la Potterie, Jonerét Fourneau, Serville, Aveloy, Arbre, Profonde-Ville, Leives, Bioulx, Graux, Ronignée, Messie, Relselle, Rosiere, & Bois de Villers.

Baillage de Montaigne qui est composé des Villages & Hameaux suivants:

Les Maires du vieux Château de Montaigne, Fallean, Montaigne la Ville, la Forge au Montaigne, Sallet, Fain, Corbay, Henemont, Warant, Hun, Envoye, Rouillon, Fournaux, Forges, & Fanderies de Molin & Abbaye.

Mayrie de S. Gerard qui contient le

Village de Broigne avec le Monastere.

Les Hameaux de Mafion, Gonios, Sofoye, Maredret, les Censés de Montigny, de Libinne, de Behoude & de Hieraude.

ANNO
1697.*Banlieue d'entre Sambre & Meuse.*

Village de Foltz, les Hameaux de Haye, Afolz, & Weppion.

Dans l'entre Sambre & Meuse & dependances de cette Province sont aussi enclavées les Forêts de haute & basse Marlagne qui contiennent quatre mil & trois cens Bonniers & plus, les forêts de Bier & ses dependances 1590. Bonniers, les Bois de Biesme avec Halloy, & vieux Fourneau, & autres annexes, cinq cent & quarante Bonniers, & des Censés, Dixmes, Cens, Rentes & divers autres Domaines, & revenus appartenans à Sadite Majesté, avec plusieurs Fiefs relevans du Château de Namur.

La France depuis le Traité de Nimègue pour occuper la Ville de Walcourt & le Village de Bioulx, (mêmes après le Traité de Treve) a fait planter des Potteux au Voisinage du Château de Namur, sous prétexte qu'elle auroit étendu ses occupations avant la même Treve jusques audit Village. Pour faire ôter ces Potteux, & mettre des Limites en arriere du côté de la Parelle, l'on a été obligé par Traité fait à Philippe-Ville le 4. Janvier 1687, de lui laisser suivre l'occupation de ladite Ville de Walcourt, & dudit Village de Bioulx, aux mêmes termes, formes, & conditions, que par ledit Traité de Treve la France est demeurée dans l'occupation de tous les Lieux qu'elle a occupés depuis le Traité de Nimègue, lequel Traité particulier fait pendant icelle audit Philippe-Ville vient à cesser par le Traité de Paix qu'on propose.

Haynaut.

LA Principauté & Prévôté de Chimay, avec les Villages, Hameaux & Droits en dependans, à sçavoir.

La Ville de Chimay.

St. Remy.

Forges.

Bourlez.

Boutonville.

Baillieville.

Villiers la Tour.

Sceloigne.

Robechies.

Bauwez.

Montmignies.

Macon.

Imbrechies.

Monceau.

Salles.

Baileux.

Viellies.

Lompret.

Estrocing, la Cauchie & ses Hameaux.

Feron.

La Roulie.

La Prévôté de Beaumont avec ses appendances & dependances qui consistent en

La Ville de Beaumont.

Berfillies.

De Leval.

Thirimont.

Solre St. Gery.

Grandrieu & Frallies.

Sivry.

Froidchapelle & Fourbechies.

Rance.

Monbliart.

Cerfontaine.

Feries les grandes.

Feries les petites.

Rosier.

Beaufort & Robechies.

Grandreng.

Rocque.

Leumes.

La Ville de Chievrès.

Villages occupés.

Partie de la Bourgade d'Antoin, Fontenoy, Veron, Vaux Monbray, & Braffmanil.

Les Villages de Maulde, Pipaix, Giffignies dans Pipaix, Rocourt, Wermes, Paroisse de Wieres, ANNO
Ogimont, Seigneuriel, petit Queffroy à Potes, 1697.
Bourgeon, Paroisse de Fontenay Grammetz & Paroisse de Thieulain, partie d'Anthoin reputée Terre-Franche, le Breuch à forêt, Mourcourt, Herines, Walmes, & Lignette.

La Ville de Fontaine l'Evêque, le Village de Thiverelles, & six cent Bonniers ou environs de prairies.

Villages d'Anderlues, l'Abbaye d'Aumont & Bousfiere, avec les Fermes de Wainencieux, Forêt, & la Cense au Bois.

Flandres.

LA Ville de Renais.

La Ville de Loo.

La Ville de Roulers.

Et les Villages de Meuregem, Watervliet, Vendeville, Templemars, Billau, & le Château de la Motte au Bois avec ses tenances.

Bois de Nieppe.

Bois d'Osthuil.

Brabant.

LA Terre d'Ayseau avec ses Appendances qui consistent en plusieurs Hameaux, particulièrement en celui d'Oignies avec le Cloître du même nom & une partie du Village de Monceau.

Le Ministre de Sa Majesté Catholique demande que Sa Majesté Tres-Chrétienne se déporte de l'occupation qu'elle a faite depuis le Traité de Nimègue de toutes, & chacune des Parties cy-dessus déclarées, & autres qu'elle peut avoir occupées depuis ledit Traité, encore qu'elles ne soient pas ici portées ou spécifiées, & que Sa Majesté Catholique soit remise en la réelle & actuelle possession d'icelles, comme elle l'étoit avant ledit Traité de Nimègue, le tout sans prejudice du Droit de Sa Majesté Catholique pour d'autres occupations faites par la France, dont n'a pas été fait cession au Roi très-Chrétien par ledit Traité de Nimègue ni aucun precedent Traité.

Liste d'Exception des Lieux que les Ambassadeurs de France ont prétendu réserver.

LA Ville de Chievrès.

Partie de la Bourgade d'Antoin.

Fontenoy.

Vezon.

Vaux.

Maubray.

Bramenil.

Mauve.

Pipax.

Giffignies dans Pipax.

Rocourt.

Wermes. Paroisse de Wieres.

Ogimont.

Seigneuriel.

Petit Queffroy à Potes.

Bourgeon, Paroisse de Fontenoy.

Grammetz.

Fermont, Paroisse de Thieulain.

Le Breuch à forêts.

Maircourt.

Herines.

Walmes.

Lignette.

Tuifelles & 600. bonniers ou environ de prairies.

Renais.

La Ville de Loo.

La Ville de Roulers.

Le Village de Meuregem.

Le Bourg de Watervliet.

Le Village de Templemars.

Le Hameau de Wandeville.

Billau.

Le

ANNO Le Château de la Motte au bois avec ses tenan-
ces.
1697. Le Bois de Nieppe.
Le Bois d'Ourbult.

Dépendances de Charlemont.

A Gimont.
Givet, S. Hilaire Ville.
Givets, Notre Dame.
Vaisécin.
Felsaine.
Dion le Mont.
Dion le Val.
Winenne.
Landrichamp.
Finevaux.
Felschaux.
Ferauche.
Javeingue.
Aventre.
Charnez.
Fochmont.
Fromelaine.
Felix Prer Abbaye de Filles.
Remethon sur Bierre.
Sevry.
Gauchetée.
Her.
Herlet.
Lificourt.
Ranfenne.
Mabour.
Maison Saile.
Mainil St. Blaise.
Vireux le Wallerand.
Villeries.
Rienne.
Bourfogne la Vicille.
Boufogne la Neuve.
Hargnies.
Hebbes.
Vauflors, Abbaye & les deux Haillures.
Ermeion sur Meule.
Mantignul.
Romerée.
Berée.
Festin.

Lieux dépendants de la Prévôté de Manbenge.

T Irimont.
Berthilles, Abbaye.
Le Val sous Beaumont.
Cersfontaine.
Roq sur Sambre.
Estrun.
Le Feron.
La Voulie.
Beaufort.
Aumont Abbaye.
Boilliere.

Protestatio nomine CAROLI Ducis de la Trimouille pro conservatione sui Juris preteriti ad Regnum Neapolitanum. Actum in Palatio Ryswick dicto die 28. Septembris 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswick. Tom. III. pag. 329.]

EGO JOANNES GABRIEL SANGUINIERE DE CHARANSAC, Regis Christianissimi in sua Curia praesidii Patriensis Senator, Plenipotentiarius Celsissimi, ac Illustrissimi Principis Caroli Hollandi Belgici de la Trimouille, Tarenti, ac Talemundi Principis, Tiemolize, Thoarsy, Loduni, ac Castrialdi Ducis, Vallis, Montisfortis, Gismari, Jouvelze, ac Talisburgi Comitis, Vitrei, Malileonis & Didonae Bironis, Rhedonum, Bailii, Brosfæ ac Martillei Vicecomitis, Spinæi Marchionis, Paris Francie ac Regis Christianissimi Ordinum Equi-

TOM. VII. PART. II.

tis torquati, nec non Nobilium Cubiculariorum Præ-

maril.
Mortarium quoque sunt fidem appello, & omnes ac singulos monitos volo, Telles voco, quod hac die vigesima octava Septembris hora post meridiem quartâ me contuli ad Palatium vulgo dictum Ryswick in Hollandia situm, & sermonem dirigens ad Personam Illustrissimi & Excellentissimi Domini Nicolai Liberi Baronis Lillieroot Serenissimi Regis Suecici Legati Extraordinarii, & ad Tractatus Pacis universæ Mediatoris, exposui, & declaravi, me ei Libellum, cum bonâ veniâ Christianissimi Regis Domini nostri Clemen-
tissimi dedisse, quo & Instrumentis annexi, cum clare docui Jura antedicti Principis de la Trimouille, circa Regnum Neapolitanum, quod ipsi Principi, tanquam ex assê hæreditæ Carolæ d'Aragon, causis, & Juribus, in prædicto libello allegatis, & abunde probatis, legitimè competit, ac ipsum vigore Mandati Plenipotentiæ meæ, & eo quo potui studio, tam voce quam scriptis, obsecraffe, ut æquissimæ causæ cognitionem suscipiens, præfatum Celsissimum, ac Illustrissimum Principem de la Trimouille, tanquam & Frederico Neapolitano, è Solio deurbato ortum, adversus Serenissimum Principem, Carolum Secundum Hispaniarum Regem, Ferdinando d'Aragon, Neapoli intruso editum, ut est Mediatori muneris, audiret, & audiri procuraret, manifestissimoque ejus Juri, ut par erat, opiuaretur; nihilominus tamen contra spem, licet Excellentissimus Dominus Mediator, dictum Libellum & Instrumenta ad causam facientia receperit, ac Mandatum Plenipotentiæ meæ, in Registris Mediationis inscribi curaverit, accidisse, ut petitioni meæ tam julte nihil datum, officiaque mea omnia irrita, assidue Domus Patrocinium neglectum, & omnia jura remedia denegata fuerint. Quomobrem Ego Joannes Gabriel Sanguiniere, vi Mandati supradicti protestari coactus sum, si quid sive in præsens, sive in posterum, generalibus Pacis Pactis, hic vel alibi fœderis aut fœderis, quocumque modo vel praxerit inferatur, quod hæreditariis prædicti Celsissimi, ac Illustrissimi Principis de la Trimouille, liberorum ejus, aut ab eis causam habentibus Juribus, Dignitatibus, Gradibus, prærogativis, ac commodis inde pendentibus, ac nominatim, Juri, illi, ejus Liberi, aut ab eis causam habentibus circa Regnum Neapolitanum competenti, directè vel indirectè derogare queat, Muneris mihi commissi ergo, per expressum Mandatum, hæc omnia melioribus quibus potui & debui verbis. Declarans coram Deo & hominibus me nunquam acquiescisse, sicut nec per iterata Mandata acquiescere potuisse, imo nihil inmentatum reliquisse, ut quod attentatum fuerit, prævenirem, & vel minimum causæ mihi commissæ præjudicium amoverem, quemadmodum impetratarum facio, ad meliora tempora provocans, & integrum illibatumque Celsissime ac Illustrissime Domui de la Trimouille, jus, quibus potui vindicasse asserens, de quibus omnibus ac singulis, publicam istam apud omnes & singulos non solum præsentis, sed absentes etiam, & posteros, Protestationem, manu meâ subscriptam, & Sigillo meo munitam interpono, hancque Excellentissimo Domino Lillieroot Mediatori tradido, illumque obsecro, ut in registris Mediationis hanc Protestationem repultrari dignetur. Datum die & horâ supra dictâ, anno millesimo sexcentesimo nonagesimo septimo, in dicto Palatio Ryswick.

Signatum,

SANGUINIERE.

Locus sigilli.

Hæc superscriptam Protestationem Tabulis Protocolli Mediationis Regie de verbo ad verbum insertam esse ostensor, in adibus Ryswicensibus die septima Octobris 1697.

Signatum,

LILLIEROOT.

Locus sigilli.

Protestation faite au tems de la Paix de Ryswick de la part de FREDERIC Duc de Luxembourg pour la conservation de ses Pretentions sur
Cgg 2

ANNO
1697.

ANNO
1697.

le Duché de Luxembourg. A Ryswick le 7. Octobre 1697. [Actes & Mémoires de la Paix de Ryswick Tom. III. pag. 312.]

NOUS PIERRE DE LA CLOSURE, Ecuyer de Gènes fondez de la Procuration ci jointe de haut & puissiant Seigneur Charles François Frédéric Duc de Luxembourg, Montmorenci, & Piney, Pair, premier Baron Chrétien de France, Gouverneur & Lieutenant Général pour le Roi en la Province de Normandie, Bailly de Rouen, &c. pour réitérer les Protestations faites, lors du Traité de Nimègue, avons présenté le Mémoire ci-joint à son Excellence Monsieur le Baron de Lillieroot, Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire du Roi de Suède, Médiateur pour la Paix, qui s'est conclu entre le Roi Très-Christien d'une part, & le Roi Catholique de l'autre à Ryswick le 20. du mois de Septembre dernier; & en conséquence avons protesté & protestons autant que besoin est pour la conservation des Droits de mondit Seigneur le Duc de Luxembourg contenus dans le Mémoire ci-joint, contre ce qui y a été réglé au sujet dudit Duché de Luxembourg, laquelle Protestation nous prie & dûment requis, prions & requérons son Excellence Monsieur le Baron de Lillieroot en ladite qualité de Médiateur, de recevoir & faire insérer dans le Protocole de la Médiation, pour la présente Paix, & de nous en accorder un Acte dans la meilleure forme qui se pourra, pour servir au Seigneur Duc de Luxembourg dans les occasions & avant que besoin fera. Fait à Ryswick le 7. Octobre 1697.

Signé,

LA CLOSURE, & cacheté de ses Armes.

Nous certifions à tous ceux qu'il appartiendra que Monsieur de la Closure a mis entre nos mains l'Original de la Protestation dont Copie est à l'autre côté, lequel Original nous avons gardé pour être inséré dans les Actes du Protocole de la Médiation. Fait à Ryswick le 7. Octobre 1697.

Signé,

(L.S.) N. LILLIEROOT.

Promesse de MAXIMILIEN Eleveur de Baviere, comme Gouverneur General des Pais-Bas Espagnols, pour le paiement d'une somme de 472. mille Patacons, & d'une autre de 200. mille Patacons, dus à FREDERIC III. Eleveur de Brandebourg. Faite à Loo le 20. Octobre 1697. Avec la GARANTIE de GUILLAUME III. de la Grande Bretagne du 20. Octobre 1697. Et celle des Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES pour le même effet. [Copie tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye, du tems du Roi CHARLES II.]

SA Serenité Electorale de Baviere ayant eu rapport du Memoire donné ce matin par Mrs. les Ministres de S. S. E. de Brandebourg touchant la sureté de la satisfaction de ce qui reste des subsides que de la part de S. M. ont été promis à ladite Serenité Electorale pendant le cours de cette Guerre, declare qu'il n'est pas dans la possibilité ny dans son pouvoir d'offrir au delà de ce qu'elle a déjà fait, savoir de faire payer la somme de 472. mille Patacons, qui ensuit de la liquidation *salvo jussu* étant à payer dedits, & ce des Concessions ou Subsidies que les Etats des Provinces qui composent les Pays-bas Espagnols, accordent annuellement à Sa Majesté en quatre termes, & Années à raison de cent dix huit mille Patacons, par an, & de neuf mille huit cents trente trois Patacons, & un tiers par mois *salvo jussu* à commencer le premier terme du premier de Novembre de l'Année 1698. suivant la repartition icy jointe.

que pour la sureté de ce paiement Sa Serenité Electorale de Baviere comme Gouverneur des Pays-bas fera expedier une obligation sous le grand Scel du Roy pour la reconnaissance de cette dette, & la satisfaction d'icelle aux termes cy-dessus declarés, comme celle qui a été donnée pour les quinze cents mille Florins en changeant l'Hypothèque & *caufam debendi*, & sans le soumettre à l'execution Militaire, & quoy que l'on n'ait pas besoin pour la satisfaction de ladite somme des Obligations des Etats desdites Provinces, parce que ces Concessions, ou Subsidies étant par eux accordés, sont entièrement à la disposition de Sa Serenité Electorale de Baviere, neanmoins pour le plus grand appaiement de S. S. E. de Brandebourg, & ladite Serenité Electorale de Baviere s'obligea par ladite obligation de procurer l'Obligation particuliere des Etats de chaque Province comprise dans ladite repartition, & à la reserve de celle de Brabant, à raison, que l'Obligation de cette Province rencontrerait plus de difficulté, comme Messieurs les Ministres de Sa Serenité Electorale de Brandebourg en font bien informés: Et Sa Serenité de Baviere fera delivrer des Lettres de charge sur les Receveurs desdites Provinces pour chaque année, avec l'extradition de l'Obligation, & Sa Serenité Electorale de Baviere prie S. M. B. & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies de vouloir bien donner à Sa Serenité Electorale de Brandebourg leur Acte de garantie de l'execution de cette obligation, & du paiement; & Sa Serenité Electorale de Baviere donnera par dessus l'affectation particuliere sur les Concessions ou Subsidies desdites Provinces tous les Revenus de Sa Majesté en ce Pays pour Hypothèque generale, & pour arriere-hypothèque specielle les Droits d'entrée, & sortie de Sainte Marie qui se levont presentement à Lilo, avec pouvoir de rester dans la perception desdits Droits apres la satisfaction des sommes que ledits Seigneurs Etats Generaux ont déjà prêtées à Sa Majesté jusques à ce que Sa Serenité Electorale de Brandebourg soit pleinement satisfaite de 472. mille Patacons, *salvo jussu* de cette obligation. Et quant aux 200. mille Patacons que l'on a assigné sur la quotisation de la Prevosté de Mons au mois de May 1696. & que Sa Serenité Electorale de Brandebourg a levé sur le credit desdits Seigneurs Etats Generaux l'on donnera entiere execution à ce qui a été alors convenu, & l'on livrera tous les Actes qui en résultent spécialement de faire reconnoître cette dette par la Province de Haynaut, & un ordre irrevocable au Receveur de subsides d'en payer annuellement 24. mille Patacons pour les rentes & extinction du Capital. Fait à Loo le 20. d'Octobre 1697.

Et doit signé,

M. EMANUEL.

Repartition.

Sur le Brabant.	-	-	-	20000. Patacons
Sur Flandres	-	-	-	40000.
Sur Gueldres	-	-	-	15000.
Sur Limbourg	-	-	-	15000.
Sur Luxembourg	-	-	-	23000.
Sur Namur	-	-	-	5000.

Approbation & Garantie du Roi d'Angleterre.

Avant veu & examiné l'Acte cy-dessus écrit, nous avons trouvé à propos de l'approuver quand à nous, ainsi que nous l'approuvons par la presente, promettant de tenir la main à l'execution de ce qu'y est contenu. Fait à Loo le 20. Octobre 1697.

Eloit signé,

WILLIAM REK.

DEn Heer Raet Pensionaris Heinfus heeft ter Vergadering voorgedragen dat de Troupes van syn K. D. van Brandenburg op subsidien van syne Majesteyt van Groot-Brittanniën, den Coning

ANNO
1697.

ANNO 1697. ning van Spagne en desen Stet in den voorleden Oorlog aen de Male en in de Spaense Nederlanden gedient hebbende, nae gedijene Liquidatie tot laste van

hoogthgedagte Coping van Spagne, noch te preten-deren hadden een somme van 472. duysent Ryxdalders, dat syne K. D. van Beveren als Gouverneur van de Spaense Nederlanden geen middel weete om die somme soo promptelyck op te leggen en te betalen, de voorfchreve Trouppen aldaer waren byven cantone-eren en t'eenmaal onwillig om van daer te marche-ren, ten 27 haer de voorfchreve somme wiere voldoen, dog dat eyndelyck door t'elkenomste van hoogthgedag-ten syn Majesteit de Ministres van S. K. D. van Branden- burg genomen hadden contentement dat S. K. D. van Beveren de voorfchreve somme soude betalen in 4. terminen, ynt de subtidien van de respective Pro- vincien onder Spagne gehorende, stekende tot ge-neraal verband alle de Domeynen van syne Catholy-ke Majesteit ende tot aetheborge de incommende en uytgide Regten van het Fort S. Marie, misdat syne Majesteit en hier Hoog-Moogende soude guarenderen de executie van dien en continuieren in t'ontfangen en percipieren van de voorfchreve uytgide en incommen- de Regten na dat alle de Capitelen by haer Hoog-Moo- gende daer op geligt, met de intreffen van dien volco- men souden wefen voldoen, tot dat hoogthgedagte S. K. D. van Brandenburg mede volcomen soude wefen betaelt van de voorfchreve 472. duysent Ryxdalders of Paracon, soo als alle t' selve breder in de Acte hier voortlaes is geexpleeffert: Waer op gedelibereert synde is goet gevonden mits desen te verclaren, dat haer Hoog-Moogende aenemden de voorfchreve gere-quirende Guarantie, en hebben vervolgens haer Hoog- Moogende beloof en beloven by desen de hand te sul- len houden aen de executie van t' gene inde voor- fchreve Acte is gemelt, en te sulen continuieren in t' ontfangen en percipieren van de voorfchreve uytgide en incommende Regten van t' Fort S. Marie, nae dat alle de Capitelen by haer Hoog-Moogende off onder de selve garantie daer oppelicht met de intreffen van dien volcomen sulden wefen voldoen, tot dat S. K. D. van Brandenburg mede volcomen sal wefen betaelt van de voorfchreve 472. duysent Ryxdalders offte Pa- tacons.

scripfas sigillis nostris munivimus. In Arce Ryswi- ANNO cenn 22. Septembris, 1697. 1697.

(L.S.) D. A. C. à KAUSITZ. (L.S.) DE HARLAY
(L.S.) HEN. C. DE STRATMAN. BONNEVILLE.
(L.S.) J. F. B. DE SEILERN. (L.S.) VERJUS DE
CRECY.
(L.S.) DE CAL-
LIERES.

Consensus nomine Electorum, Principum & Statuum Imperii, per eorum Legatos adhibitus.

P Oſtquam Sacrae Caesaree Majestatis & Sacrae Regiae Majestatis Christianissimae Legati Extraordinarii ad interpositionem Excellentissimi Domini Legati Mediatoris & Excellentissimorum Dominorum Legatorum trium Potestatum (quae 30. Septemb. Pacem cum Rege Christianissimo concluſerunt) conveniunt, quod plena & integra omnium cujusque generis hostilitatum cessatio esse debeat usque ad 1. Novembri, desperique declarationis suas 22. Septemb. in Arce Rysswicensi reciprocè ab utraque parte extradiderunt, ante illam verò Sacrae Regiae Imperii Electorum, Principum & Statuum Legati & Plenipotentiarii consilia sua debito modo communica- runt, inque communem illam extraditam opinionem conveniunt, idcirco supra memoratorum Electorum, Principum & Statuum Legati & Plenipotentiarii Dominorum suorum Principalium nomine, qui deputatio- nem Imperii constituunt, hifce praesentibus tabulis ne- cesse declarare censuerunt sese Actum Armistitii ab Il- lustrissima & Excellentissima Legatione Caesarea per Illustrissimum & Excellentissimum Legatum Mediatorem Illustrissimis & Excellentissimis Legatis Galliae ex- hibitum, etiam nomine alie dictorum Dominorum E- lectorum, Principum & Statuum datum oblatumque velle, sequè cum ipsis planè conformare. Actum Ha- ge-Comitis die 23. Septembris 1697.

Ad Requiritum.

(L.S.) M. FRIDERICUS Baro de SCHON-
BORN Legatus Moguntinensis.

CXCIX.

23. Sept. Cessatio armorum inter LEOPOLDUM Romano- rum Imperatorem & LUDOVICUM XIV. Galliae Regem in Arce Rysswicensi die 22. Septembris 1697. Cum CONSENSU Legatorum Imperii Electorum, Principum & Statuum Hage Comitum in eorum Consessu die 23. Septembris 1697. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. General. pag. 1069. Ailes & Memoires de la Paix de Rysswick Tom. III. pag. 275. en Latin & en François. Theatrum Europaeum Tom. XV. pag. 211. en Allemand.]

N Os Sacrae Caesaree Majestatis & Sacrae Re- giae Majestatis Christianissimae Legati Extraor- dinarii & Plenipotentiarii ad interpositionem Excellentissimi Domini Legati Mediatoris, & ad in- stantiam Excellentissimorum Dominorum Legatorum trium Potestatum, quae vigesima Septembris Pacem cum Rege Christianissimo concluſerunt, omnino con- sistit, Sacram Caesarem Majestatem & Sacram Ma- jestatem Christianissimam haec eadem rati habituros esse, inter nos convenimus, prout convenimus, quod plena & integra cessatio esse debeat omnium cujus- que generis hostilitatum, quocunque nomine ve- niant, aut quocunque occasione seu pretextu exerceri possent, abique ulla reservatione aut Locorum excep- tione, inter Exercitus, Milites, & Subditos Imperato- ris, Imperii, & Regis Christianissimii, ad primam usque Novembris proxime venturi, quodque cum in fi- nem Sacra Caesarea Majestas, & Sacra Majestas Chri- stianissima sine dilatione Mandata necessaria mittent su- premissi illarum militum Praefecti, aliiique, quò Conventio haec promptis ab omnibus executioni detur. In quorum fidem praesentes tabulas manibus nostris sub-

CC.

Tractatus Pacis inter LEOPOLDUM Romano- rum Imperatorem & Imperium Romano-Germani- cum ab una, & LUDOVICUM XIV. Regem Galliae ab altera partibus; Quò, Pace Westphali- ca & Neomagenſi pro basi & fundamento positis, Cessari, Imperio, Augustissima Domui Austriae, & omnibus Statibus Imperii quaevis iam durante Bello, quam Unionum seu Reunionum Nominè Loca & Jura occupata, restitui debent, Urbs ve- ri Argentensisi, & quidquid ad eam in sinistra Rheni parte pertinet, Regi Christianissimo cedunt. Munimenta in Regione Huningae in dextera Ripa, & in Insula Rheni exstructa, nec non Munimenta Fort Louis, Trarbach, Montroyal, Knrburg, & Eberenberg, destructioni & demolitioni mandan- tur. Conveniunt est insuper Articulo XXVIII. de Restitutione Ducis Lotharingiae in liberam & ple- nariam Possessionem eorum Statuum, locorum, & bonorum, quae Patruus ejus Dux Carolus Anno 1670. possidebat, exceptis mutationibus Articulis sequentibus explanatis. Actum in Palatio Ryss- wicensi die 30. Octobris 1697. Cum ARTICULO SEPARATO praefationem inter Electorem Palatinum & Ducissam Anselmensem controver- sam concernent, eodem die 30. Octobris 1697. Sequuntur RATIFICATIONES Utriusque Partis. [Sur l'Imprimé à Paris, chez FRIDE- RIC LEONARD, avec Permission & Privi- lege du Roi An. 1697. in 4. en Latin & en Fran- GGG 3

ANNO
1697.

François, d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans les *Actes & Mémoires* de la Paix de Ryswyck. Tom. IV. pag. 13. en Latin, & pag. 59. en François; dans le *Kœnig* des divers Traitez faits depuis soixante ans, seconde Partie pag. 579. en François; dans P. ANTONIO FORESTI del Mapemondo Illustrico. Tom. I. pag. 505. en Italien; dans le *Theatrum Europæum* Tom. XV. pag. 211. en Allemand; dans LUNIGS *Teschke Reichs-Archiv*. Part. General. pag. 1069. en Latin, & en Allemand; dans VITRIARIUS, à JOHAN. FRID. PEEFFINGERO *Illustrati* Lib. IV. in Append. pag. 25. dans HERM. FRANCO. FRID. BARONIS AB ANDLERN *Corp. Constitut. Imperialium* Tom. I. in Append. pag. 115. en Allemand.]

In nomine Sacrosanctæ Trinitatis, Amen.

N Oum sit omnibus & singulis, quorum interest: cum ab aliquot jam annis ferale bellum cum multa sanguinis Christiani effusione & plurimarum Provinciarum desolatione gestum esset inter Serenissimum & Potentissimum Principem & Dominum, Dominum Leopoldum electum Romanorum Imperatorem semper Augustum, Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiae, Slavoniæ Regem, Archiducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantie, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchionem Moraviæ, Ducem Luxemburgi, superioris & inferioris Silesiæ, Wuttembergi & Teckæ, Principem Sueviæ, Comitum Halbpuigi, Tyrolis, Kyburgi & Goritiæ, Marchionem Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac superioris & inferioris Lusatiæ, Dominum Marchiæ Slavoniæ, Portus Naonis & Salinurum, &c. Særenique Romanum Imperium ab una: & Serenissimum atque Potentissimum Principem & Dominum, Dominum Ludovicum XIV. Franciæ & Navaræ Regem Christianissimum ab altera parte: sua Sacra Cæsareæ Majestas verò & sua Sacra Regia Majestas Christianissima ad finienda quancumque hæc mala in perniciem rei Christianiæ indies augebantur animus sensu advertens, factum Divinæ Bonitatis esse, ut amittere Serenissimo & Potentissimo Principi & Domino, Domino Carolo XI. Suecorum, Gothorum, Vandalorum Rege, Magni Principi Finlandiæ, Duce Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdiæ, Steini, Pomeraniæ, Castubiæ & Vandaliciæ, Principis Rugiæ, Domini Ingrici & Wismarici, nec non Comitæ Palatini Rheni, Bavarici, Julici, Clivici & Montium Duce, &c. inclytæ Memoriz, qui mox ab exortorum motuum initio Pacem inter Christianos Principes sollicitè fudere non destitit, atque dein Mediator universum receptus illam quamprimum conciliare, ad mortem usque gloriosè allaboravit, solennes ea de causâ Tractatus in Palatio Rîswiceni in Hollandia instituit, post ejus autem & vivi decessum pari studio succedens in pateris pro tranquillitate publica curas Serenissimi & Potentissimi Principis & Domini, Domini Caroli XII. Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regis, Magni Principis Finlandiæ, Ducis Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdiæ, Steini, Pomeraniæ, Castubiæ & Vandaliciæ, Principis Rugiæ, Domini Ingrici & Wismarici, nec non Comitæ Palatini Rheni, Bavarici, Julici, Clivici & Montium Ducis, &c. ad finem perducti fuerint. Compunctus quippe dicto loco utrinque legitime constituti Legati Extraordinarii & Plenipotentarii, nomine quidem Sacre Cæsareæ Majestatis Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Dominicus Andreas Aulicæ, Hungaricæ, Bohemici, Mähricæ & majoris Orzæchæ, Eques auri Veleris, Sacre Cæsareæ Majestatis Consiliarius Status intimus, Camerarius & Sacri Imperii Pro-Cancellarius: Dominus Henricus Joannes S. R. I. Comes à Kaunitz, hæreditarius Dominus in Austerlitz, Hungaricæ, Bohemici, Mähricæ & majoris Orzæchæ, Eques auri Veleris, Sacre Cæsareæ Majestatis Consiliarius Status intimus, Camerarius & Sacri Imperii Pro-Cancellarius: Dominus Henricus Joannes S. R. I. Comes à Stratzman & Peirbsch, Dominus in Orth, Schmiding, Spatenbrun & Carlsberg, Sacre Cæsareæ Majestatis Consiliarius Imperialis Aulicus & Camerarius: & Dominus Joannes Fridericus liber & Nobilis Baro à Seidem, Sacre Cæsareæ Majestatis Consiliarius Imperialis Aulicus & in Imperii Co-

missarius Concommissarius Plenipotentarius: nomine verò Sacre Regiæ Majestatis Christianissimæ Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Nicolaus Augustus de Harlay, Eques, Dominus de Bonneuil, Comes de Cely, Regiæ fuzæ Majestatis Consiliarius in Consilio Status ordinarius: Dominus Ludovicus Verjus Eques, Consiliarius Regis ordinarius in Consilio Status, Comes de Crecy, Marchio de Trepo, Baro de Couvay, Dominus in Bouilly, durum Ecclesiæ, in Fortille, & in aliis Locis: & Dominus Franciscus de Calieres, Eques, Dominus de Calieres, Rupischelze & Gigny, interventu & operâ Illustrissimorum & Excellentissimorum Dominorum, Domini Caroli Bonde, Comitæ in Biörnöö, Domini in Helleby, Tyreso, Töfaholm, Gräfsleen, Gustafberg & Reziara, Sacre Regiæ Majestatis Sueciæ Senatoris, & supremi Dicastarii Dorpatensis in Livonia Præfidi, & Domini Nicolai Liberi Baronis de Lillieroot, Sacre Regiæ Majestatis Sueciæ Secretarii Status, atque ad Cælos & Præpotes Dominos Ordines Generales Federati Belgæ Legati Extraordinarii, amborum ad Pacem universalem restabiliendam Legatorum extraordinariorum & Plenipotentiariorum, qui munere Mediatorum integre, sedulo & prudenter perfuncti sunt, presentibus, suffragantibus & consentientibus Sacri Romani Imperii, & eorum Principum & Statuum Deputatorum Plenipotentiariorum, post invocatam æterni numinis opem & commutatis ritè Mandatorum formulis ad Divini Numinis gloriam & Christianæ Reipublicæ Salutem in munus Pacis & Concordiæ Leges convenenter tunc sequenti.

I. Pax sit Christianis, Universalis & perpetua, veraque Amicitia inter Sacram Cæsaream Majestatem, ejusque Successores, totum Sacrum Romanum Imperium: Regnaque & Ditiones Hæreditarias, Clientes & Subditi ab una: & Sacram Regiam Majestatem Christianissimam, ejusque Successores, Clientes & Subditi ab altera parte: eaque ita sincerè servetur & colatur, ut neutra Pars in alterius perniciem vel detrimentum sub quolibet colore quocumque molatur, aut molestiis, seu quodvis damnum inferre volentibus ullum auxilium, quocumque nomine veniat, prestare, alteriusve Subditi Rebelles, seu refractarios recipere, protegere, aut juvare quavis ratione possit, aut debeat, sed potius utraque Pars alterius utilitatem, honorem ac commodum serio promoveat, non obstantibus, sed annullatis omnibus, in contrarium scientibus promissionibus, Tractatibus & Fœderibus quomodocumque factis aut faciendis.

II. Sit perpetua utrinque Amicitia & obliquo omnium eorum, quæ quocunque loco, modove, ultro citroque hostilitate facta sunt, ita ut nec eorum nec illius alterius rei causâ vel pretestu alter alteri quicquam iniuriæ aut molestiæ, directè vel indirectè, specie juris aut viâ facti usquam inferat, aut inferri patiar, sed omnes & singulæ hinc inde verbi, scriptis, aut factis illatæ injuriæ & violentiæ abque omni personarum, reutem respectu ita penitus abolitæ sint, ut quicquid eo nomine alter adversus alterum prætereundere possit, perpetui sit oblivioni sepulchrum. Gaudant etiam hæc amicitia ejusque beneficio & effectu omnes & singuli utriusque Partis Vasalli ac Subditi, ita ut nemini eorum noxæ aut præjudicio sit, his vel illius partes secutum esse, quò minus pristino, in quo ante bellum immediatè fuisset, statui, quod honores & bona plene restituantur, relevatis tamen iis, quæ ratione Beneficiorum Ecclesiasticorum, mobilium & fructuum Articulis sequentibus speciatim definita sunt.

III. Pacis hujus basis & fundamentum sit Pax Westphalica & Neomagensis, eaque statim à commutatis Ratificationum formulis in sacris & profanis plenè executioni mandentur, & posthac factæ lectæ conserventur, nisi quatenus minus alter expresse conventum fuerit.

IV. Restituantur inprimis Sacre Cæsareæ Majestati & Imperio, ejusque Statibus & Membris à Sacra Regia Majestate Christianissima quævis tam durante bello & viâ facti, quam Unionum nomine occupata Loca & Jura, quæ extra Alsatiam sita, ut in indice Reunionum à Legatione Gallica exhibitæ expressa sunt, cassatis, quæ ea de causâ à Cameris Metenci, & Vesoninæ, ut & Consilio Brisseni edita sunt, Decretis, Arrestis, & declarationibus, omniaque in eum statum reponantur, quo ante illas occupationes, Uniones, seu Reuniones fuerunt, nullo deinceps tempore amplius turbanda seu inquietanda, Religione tamen Carbo-

ANNO
1697.

ANNO Catholica Romanâ in locis sic restituit in statu quo
1697. nunc est, remanent.

V. Et quævis ex generalibus hujus reguli facili
judicari quæ, qui & quævis restituendi sint, ni-
hilominus ad aliquorum instantiam, accedentibus pecu-
liaribus rationibus, de quibusdam causis specialem
mentionem fieri placuit, ita tamen, ut expresse non
nominari pro omittis non habeantur, sed pari omni-
nino cum nominatis loco sint, & eodem jure fruan-
tur.

VI. Nominatim restituendus Dominus Elector Tre-
virensis & Episcopus Spirensis in Urbem Trevirensi-
em, in statu, quo nunc est, absque ulteriore demolitione,
ullave adificationum publicorum aut privatorum deterio-
ratione, cum tormentis bellicis, quæ ibidem tempore
postremæ occupationis repetita fuerunt; omnia quoque
de occupationibus, Unionibus, & Reunionibus jam præ-
cedenti Articulo quarto statuta, in commodum Eccle-
siarum Trevirensis & Spirensis speciatim repetita cen-
feri debent.

VII. Fructus etiam omnibus emolumentis Pacis
hujus, ejusque assertionis plenissimè comprehenditur
Dominus Elector Brandenburgicus, cum omnibus
Ditionibus, Possessionibus, Subditis & Juribus, no-
minatim istis, quæ ipsi ex Tractatu 29. mensis Junii
Anni 1679. inito competunt, ac si singula speciatim
relata essent.

VIII. Restituatur à Rege Christianissimo Domino
Electori Palatino occupatæ omnes Ditiones, sive ad il-
lum solum pertinent, sive cum aliis communes sint,
quocunque nomine veniant, speciatim verò Civitas &
Præfectura Germersheimensis, illaque comprehensæ
præposituræ & subpræfecturæ, cum omnibus Arcibus,
Urbibus, Oppidis, Pagis, Villis, fundis, feudis &
juribus, prout per Pacem Westphalicam restitute fu-
erunt, omnibus etiam Documentis literariis ex Archivis,
Cancellariis, Curia feudali, Camerâ Rationum, Præfec-
turis, aliisque Officiis Palatinis ablatis, nullo loco, re,
jure, aut Documento exceptis. De juribus verò hujus
præstationibus Domine Ducissæ Aurelianensis convenit,
ut prævia restitutione supradicta res secundum
formulam Compromissi à Sacra Cæsare Majestate &
Sacra Regia Majestate Christianissima tanquam Arbitri
juxta Leges & Constitutiones Imperii decidatur; illis
verò in sententiâ discordibus, Papæ tanquam Super-
arbitro decidenda deferatur. Non minus tamen inter-
veniens amicabile compositis inter Partes tentetur, &
donec res finem accipiat, annus summa ducentarum
millium librarum Turonensium seu centenorum mil-
lium florenorum Rhenensium à Domino Electore
Domine Ducissæ Aurelianensis eâ ratione & condi-
tione solvatur, prout peculiari Articulo, ejusdem cum
Pace hæc vigoris, expressum est, utriusque Partis tam
in possessorio, quam in petitorio, uti & Imperii jure
undiquaque integro.

IX. Restituatur Serenissimo Suecicæ Regi, ut Co-
miti Palatino Rheno, Comiti Sponheimi & Velden-
zæ, avitus Ducatus Bipontini liber & integer cum
appertinentiis & dependentiis, illisque juribus, quibus
Sæpe Regiæ Majestatis prædecessores Comites Palati-
ni & Duces Bipontini gavisii sunt, aut gaudere po-
tuerunt, ad normam Pacis Westphalicæ: ita ut omnia
sub quocunque titulo à Corona Gallicæ hæctenus ex
toto, vel parte illius Ducatus præsentia, occupata &
reunita pleno jure ad Sacram Regiam Majestatem
Suecicæ ejusque heredes Comites Palatinos Rheni re-
deant. Reddantur quoque Documenta literaria, ad dic-
tum Ducatum spectantia, unâ cum tormentis bellicis,
quæ tempore occupationis ibidem extiterunt, cuncta-
que alia, de quibus in favorem restituendorum, præ-
cedentibus Articulis conventum est.

X. Quantum ad Principatum Veldenzicæ, & quæ
sub nomine dicti Principatus aut Lautereccensis de-
functus Princeps Leopoldus Ludovicus Comes Pala-
tinus Rheni possederat, restituatur juxta §. quartum
& Indicem à Legatione Gallica exhibitum, salvis cu-
jusque prætensionum tam in possessorio quam pe-
torio juribus.

XI. Magno Ordinis Teutonici Magistro & Epis-
copo Wormatiensi, Domino Principi Francico Ludo-
vico Palatino reddendus plene ablatus à Gallia incello
Ordo antiquitus dictus seu possessio Commendæ
loci, redditus, & jura, fructusque dictus Ordo ra-
tione Commendarum & Bonorum sub Dominio Gal-
lico srorum tam circa collationem, quam adminis-
trationem ipsorum utibus, privilegiis & immunitati-

bus, quibus antehac juxta Statuta & Regulas suas gra-
vatus est, & Ordo Sancti Joannis Hierosolymitani
gaudere consuevit. Locum etiam habebunt ratione
Episcopatus Wormatiensis reliquarumque Domini
Principis Ecclesiarum, quæcunque Pace hæc de resti-
tutione locorum, contributionibus, aliisque conventa
sunt.

XII. Reddetur Domino Electori Colonien-
si tanquam Episcopo & Principi Leodiensi Caltrum & Op-
pidum Dinantense in statu, quo tempore occupationis
fuit, cum omnibus juribus & dependentiis, tor-
mentis quoque bellicis & Documentis ibi tum reper-
tis. Omnia porro de occupationibus, Unionibus &
Reunionibus supra Articulo quarto statuta in com-
modum Ecclesiarum Colonien- & Leodiensis speciatim
repetita haberi debent.

XIII. Restituatur Domus Wurtembergica & no-
minatim Dominus Dux Georgius pro se & successori-
bus ratione Principatus seu Comitatus Mompelgaren-
sis in cum statum, jura, prærogativas, ac in spe-
cie in eam immediatatem eiga Sacrum Romanum
Imperium, quâ antea gavisus est, & quâ cæteri Im-
perii Principes gaudent, vel gaudere debent, annul-
latis penitus Vaillagii recognitione, Coronæ Gallicæ
Anno 1681. factâ. Frustranturque deinceps dicti Prin-
cipes libere omnibus eodem pertinentibus relictibus,
tam secularibus, quam Ecclesiasticis, quibus ante
Pacem Neomagensem fruebantur, non minus ac Feudis,
quæ tempore detentionis Gallicæ vel alia istis
apta, nec ab ipsismet aliis concessa sunt, excepto
Pago Baldeheim cum appertinentiis, quem Rex
Christianissimus Commendatoris de Chamlay Regiorum
Caltrum Metrorum Generali contulit, quodque ra-
tum manere debet, ita tamen, ut Domino Duci Wur-
tembergico, velut Domino directo, ejusque successori-
bus homagium præstare, ab eoque Feudi hujus renova-
tionem petere teneatur. Restituatur quoque in ple-
narium & liberam possessionem, tam Feudorum suorum
Burgundicorum, Clereval & Passivant, quam
Dynastiarum Granges, Herricourt, Blamont, Chate-
lôt & Clemon. cæterarumque in Comitatu Burgundicæ
& Principatu Mompelgardensi sitarum cum omnibus
juribus & redditibus, eo planè modo, prout ante Pacem
Neomagensem possederant, abolitis penitus istis, quæ
quocunque titulo, tempore ac modo in contrarium
facta vel præstata fuerunt.

XIV. Gaudet etiam Dominus Marchia Badensis om-
ni jure & beneficio Pacis hujus, adeoque Westphali-
cæ & Neomagen- & inprimis verò Antieulorum 4.
& 5. hujus Tractatus.

XV. Restituatur eodem modo Principes & Co-
mites Nassovienses, Hanovienses, & Leningenses
omnesque cæteri Sacri Romani Imperii Status, qui
per Articulum quartum hujus Tractatus aliove restitu-
endi veniunt, in omnes & singulas suas Ditiones
eoque pertinentes proventus & redditus, aliisque om-
nia jura & beneficia, quocunque nomine insignita
sint.

XVI. Cum verò Pacis melius stabilizande ergo,
placuerit Loca quorundam hinc inde permixta, Sacra
Cæsarea Majestas & Imperium celsum Sæpe Regiæ
Majestati Christianissimæ ejusque in Regno successori-
bus Urbem Argentinensem & quidquid ad illam ci-
vitatem, in sinistra Rheni parte pertinet, cum omni
jure, proprietate & supremo Dominio, quod sibi &
Romano Imperio hæctenus in ea competit, aut com-
petere poterat, eaque omnia & singula in Regem
Christianissimum ejusque Successores transferant, ut
dicta Urbs cum omnibus suis appertinentiis & depen-
dentiis in sinistra parte Rheni sit, absque ulla reserva-
tione cum omnimodâ jurisdictione & superioritate, si-
permoque Dominio à modo in perpetuum ad Regem
Christianissimum ejusque Successores pertineat & Coro-
næ Gallicæ incorporata intelligatur, absque Cæsari,
Imperii vel cujusque alterius contradictione: Adjus
cessionis alienationisve majorem validitatem, Imperator
& Imperium vigore præsentis Transactionis expresse de-
rogant omnibus & singulis prædecessorum Imperatorum
Sacricæ Romani Imperii Decretis, Constitutionibus,
Statutis & Confœderationibus inter juramento firmatis
aut in postum firmandis, nominatimque Capitulationi
Cæsareæ, quatenus alienatio omnimodâ bonorum
& jurium Imperii prohibetur, quibus omnibus expresse
renuntiant, dictamque Urbem unâ cum Magistratibus,
Officialibus, Civibus & Subditis omnibus, à vincu-
lis & sacramentis, quibus hucusque Imperatoribus &
Im-

ANNO
1697.

ANNO
1697.

Imperio obstricta fuerat, exsolvunt, easque ad subjectionem, obedientiam & fidelitatem Regi Christianissimo ejusque Successoribus præstendam remittunt, atque ita Regem Christianissimum in plena iustaque proprietate, possessione & superioritate constituunt, omnibusque in eâ iuribus ac præferentibus ex nunc in perpetuum renuntiant; inque hunc finem dictam Urbem Argentinensem ad Imperii Matriculam expungit placet.

XVII. Liberum tamen manent omnibus & singulis ejus Urbis & appartenentiarum Incolis, cujuscunque conditionis sint, qui emigrare voluerint, inde domicilium aliud, quocunque libuerit, unâ cum mobilibus bonis suis ullo impedimento, detractone aut extractione, intra annum à ratihabita Pace, post quinquennium verò præstitis præstatis secundum conditiones in ejusmodi casibus illic olim usitatas transferre, immobilia vero ad vendere, aut retinere, & per se, vel per alios administrare. Eadem quoque facultas retinendi & per se, vel alios administrandi aut alienandi omnibus aliis Imperii Membribus aut subditiis mediatis vel immediatis manent, qui bona, redditus, debita, actiones, vel jura in dicta Urbe, ejusque appartenentiis habent, five semper retineant, five durante Bello, aut ante illud confiscata seu adempta aliisque concessa fuerint, per Conventionem hanc restituenda, quocunque nomine veniant, aut ubicunque degant. Salva etiam sit jurisdictioni Ecclesiasticae iis, ad quos antiquitus spectaverat, nec eam, ejusque exercitum impedire unquam liceat.

XVIII. Vicissim Sacra Regia Majestas Christianissima restituit cum omnibus iuribus & dependentiis intra 30 dies à commutatis Ratificationum formulis Sacrae Caesaris Majestati & Imperio munimentum Kehl à se constructum in dextra Rheni parte situm integrum. Munimentum verò de la Pille ceteraque in ipso Rheno fere Rheni Infulis exstructa intra mensem sequentem aut citius, si fieri poterit, sumptibus Regis Christianissimi folo planè aequabuntur, à neutra parte posthac reedificanda. Fluminis autem navigatio, aulive usus utriusque Partis Subditis, aut qui aliis illac commicare, navigare aut merces transvehere volent, aequè patebit: nec quicquam ab alterutra Parte illi aut alibi unquam fiet, quæ Flumen divertatur, aut ejus cursus fere navigatio aliisve usus difficilior quavis ratione reddatur, multò minus nova telonia, portoria, aut pedagia exigantur, aut vetera augeantur, navessive, quæ transeunt, ad unam magis quàm alteram ripam appellere, aut onera, seu merces exponere, vel recipere cogentur, sed id libero cujusque arbitrio relinquere semper debet.

XIX. Cedit quoque Sacra Regia Majestas Christianissima Sacrae Caesaris Majestati & Serenissimae Domui Austriacae Urbem & Arcem Friburgensem, nec non Fortalitium S. Petri, Fortalitium item Stellæ nuncupatum, & quocunque alia Munimenta ibidem aut alibi per Sylvam Hercyniam vel reliquam Braggoviae Districtum noviter creta, aut restaurata, in statu, quo nunc sunt, absque ulla demolitione aut deterioratione, cum Villis Lohen, Metzhausen, & Kirchzarten, cumque omni jure, prout suæ Regiae Majestati per Pacem Neomagenensem cessa aut ab illa possessa & exercita fuerunt, usi & Archivo, omnibusque Scripturis seu Documentis literariis tempore occupationis illi repertis, five ibi adhuc existent, five aliorum transita sit, jure Dicecæsanæ aliisque juribus & redditibus Episcopatus Constantiensis semper silvis.

XX. Transfert similiter in Sacram Caesaris Majestatem & Domum Austriacam Sacra Regia Majestas Christianissima Briscum integrum in moderno statu, cum Granariis, Armamentariis, Munimentis, Vallis, Muris, Turribus, aliisque ædificiis publicis ac privatis, atque omnibus dependentiis in dextra parte Rheni sitis: iis, quæ in sinistra Rheni parte sunt, interque ea Fortalio le Mortier dicto, Regi Christianissimo relicto. Urbs tamen, quæ nova dicitur, in eadem sinistra Rheni parte sita, uti & pons, ac munimentum Insulae Rheni inopescunt omnino destruentur & folo aequabuntur, à neutra Parte alio tempore reedificanda. Ceterum eadem libertas Briscum migrandi hic repetita censetur, quæ ratione Urbis Argentinae convenita est.

XXI. Præfata Loca, Urbes, Castra & Fortalitia cum omni districtu, appartenentiis & dependentiis Sacrae Caesaris Majestati à Sacra Regia Majestate Christi-

nissima retrocessa restituantur & tradantur absque omni reservatione, exceptione aut retentione bonâ fide & sine ulla dilatione, impedimento vel prætextu, iis, qui post ratihabitis Pacis Tabulis à Sacra Caesaris Majestate ad id constituti & specialiter deputati fuerint, easque de re locorum evacuandorum Prædictis, Gubernatoribus aut Officialibus Gallicis fidem fecerint, ita ut dictæ Urbes, Arces, Fortalitia & Loca cum omnibus prerogativis, utilitatibus & emolumentis ac quibuscunque ibidem comprehensis, in jure, possessione ac aequalè & omnimodum potestatem ac superioritatem Sacrae Caesaris Majestatis & Domus Austriacae redeant, & apud eandem perpetuis temporibus permancant, quemadmodum antehac ad eam spectant, & à Sacra Regia Majestate Christianissima hæcenus possessa fuere, nihilque omnino juris aut præferentis in Loca præfata & eorum Districtus Coronæ Galliae remansisse, aut reservatum fuisse, intelligatur. Nec quidquam porro exigatur pro sumptibus & expensis in munimentis aut alia ædificia publica vel privata insumptis, nec alia quocunque de causâ retardetur restitutio, nec alia quocunque de causa retardetur executioni plenaria intra triginta dies à Pace ratihabitis executioni demandanda, adeo ut prædicta Gallicæ inde protinus abducantur, absque omni molestia, damno vel gravamine, Civibus, & Incolis, aut aliis quibuscunque Subditiis Austriacis titulo debitorum aut præferentium quolibet inferendo. Neque fas sit Militie Gallicæ in Locis evacuandis, aut aliis quibuscunque ad Sacram Regiam Majestatem Christianissimam non spectantibus diutius commorari, hyberna, vel stationes habere, sed in propriis Coronæ Galliae Ditionibus illuc commigrare tenerentur.

XXII. Eadem ratione reddetur Sacrae Caesaris Majestati, Sacroque Romano Imperio Philippburgum illæsum cum munimentis ei in dextra parte Rheni junctis, omnibusque tormentis bellicis, quæ tempore ultimæ occupationis ibidem existerint, Episcopatus Spirensis jure undequaque reservato, atque eo nomine Articulus quartus Instrumenti Pacis Neomagenensis expressè repetitus habeatur. Munimentum verò quod in sinistra ripa ædificatum est, unâ cum ponte à Rege Christianissimo post occupationem factio, destruetur.

XXIII. Curabit Rex Christianissimus suis impensis folo æquari munimenta à regione Huntingæ in dextera ripa & in Insula Rheni exstructa, fundo cum ædificiis Domui Badensi reddendo: pons quoque illic Rheno superstructus destruetur.

XXIV. Destruendum similiter Munimentum, quod in dextra parte Rheni ædificatum est, & regione Fortallii, Fort-Louis nuncupati, ipso Fortallio & Insula penes Regem Christianissimum remanentibus, folum verò Munimenti destructi Domino Marchioni Badensi cum ædificiis restituendum. Destruetur etiam ea pontis pars, quæ illuc ab Insula pertingit, à neutra parte deinceps separanda.

XXV. Demolenda præterea à Rege Christianissimo Munimenta post Pacem Neomagenensem Castra Trarbacensia addita, nec non Fortalitium Montroyal ad Moellam, à nullo posthac reedificanda, relicta tamen in pristino statu Arce Trarbacensia & unâ cum Urbe & appartenentiis prioribus possessoribus plenariè restituenda.

XXVI. Eadem quoque demolendi ratio obtineat in Munimentis Arci Kurburgensi à Rege Christianissimo additis: post quæ destructa, Arx hæc cum integra relicta Urbe Kirm non minus ac reliqua ad Principem Salmensem ejusque Agnos, Rheingravios & Wildgravius spectantia Bonis, nominatim etiam Principibus Salmenis, ceteraque illa reddentur, eodem omnino modo & jure possidentia, quo ea ante destructionem possederunt, & Pace hac convenit est.

XXVII. Idem etiam de destruentis novis Munimentis Arce Eberenburgensi à Rege Christianissimo adjectis, eaque Baronibus de Sickingen cum reliquis ad illos spectantibus Bonis ab utraque parte reddendis cautum est.

XXVIII. Cum Dominus Dux Lotharingæ hoc in Bello cum Sacra Caesaris Majestate conjunctus sit, & prædicti Tractatus comprehendi voluerit, restitutor pro se, hæreditibus & Successoribus suis in liberam & plenariam possessionem eorum Statum, Locorum & Honorum, quæ Patruus ejus Dux Carolus anno millesimo sexcentesimo septuagesimo (cùm à Christianissimis Regis armis occupata fuissent) possidebat, excerptis tamen mutationibus, Articulis sequentibus explanandis.

XXIX.

ANNO
1697.

ANNO XXIX. Restituet imprimis Sacra Regia Majestas Christianissima Domino Duci Urbem veterem & novam Nanci cum omnibus appendentiis, cumque tormentis bellicis, que in Urbe veteri tempore occupationis repta fuerunt, ea tamen conditione, ut integris relictis omnibus Valli & Propugnaculis Urbis veteris, uti & portis Urbis novae, Iugis Valli & Propugnacula non minus ac omnia utriusque Munimenta exteriora, impensis Sacrae Regiae Majestatis solo plano aequentur, nullo deinceps tempore reparanda, nisi quod Dominus Dux ejusque Successores Urbem novam impilati & aequali muro abique angulis claudere possint, quandoeunque libuerit.

XXX. Evacuabit quoque S. R. M. Christianissima Castrum Bitich cum omnibus appendentiis, uti & Castrum Hambourg, destructis prius Munimentis, amplius non reparandis, ita tamen, ut ipsi Castris, & quae illis juncta sunt, Oppidis nullum damnum inferatur, sed ea omnino illis conserventur.

XXXI. Suffragatur porro Domino Duci omnia de Unionibus seu Reunionibus Articulo quarto statuta, ac si hic verborum repetita essent, ubicunque aut quomodocunque facere hoc decesset fuerint.

XXXII. Retineat sibi vero Sacra Regia Majestas Christianissima Fortalitium Sarrlois cum dimidia leuca in circuitu à Communiis Regis & Lotharingae designanda, cumque omni Superioritatis & supremi Domini jure perpetuo possidendum.

XXXIII. Urbs quoque & Praefectura Longwicensis una cum suis Pertinentiis & Dependentiis cum omni Superioritate, supremo Domino & Proprietate, maneat in perpetuum penes Dominum Regem Christianissimum ejusque Haeredes & Successores: nihilque Juris impoſuerint in his praeterire possit Dominus Dux ejusque Haeredes & Successores: sed in praedicta Urbis & Praefecturae permutationem Sacra Regia Majestas Christianissima aliam Domino Duci cedit, in uno ex tribus Episcopatibus ejusdem amplitudinis & valoris Praefecturam, de qua bona fide inter eosdem Communitates conveniet: eique sic cessit, & in Dominum Ducem à Rege Christianissimo translati, tam ipse Dux, quam ipsius Haeredes & Successores fruuntur in perpetuum cum omnimoda Superioritatis supremi Domini & Proprietatis Juribus.

XXXIV. Pateat semper Regio Militi ad Loca limitata pergenti aut inde redeunti sine obaculo suo impedimento transire innotius per Ditionem Domini Ducis, praevia tamen semper notificatione tempestiva, & ut transiens Miles non evehatur, nec divertiçula quaeratur, sed via ordinaria & brevissima utatur, & iter absque mora debite acceleret, nullam vim, nullumque damnum Locis vel Subditis Ducis inferat, annonamque ac necessaria à Communiis Lotharingicis subministranda paratâ pecuniâ solvat, abolitis vicissim & in poſseſſorem Domini Ducis sine exceptione plene redeuntibus Viis & Locis quae Sacrae Regiae Majestati Christianissimae per Pacem Neomagenſem reservata fuerunt.

XXXV. Beneficia Ecclesiastica usque ad diem praesentis Tractatus à Rege Christianissimo collata, penes modernos Possessores, qui ea à Sacra Majestate Regia consecuti sunt, quiesca relinquuntur.

XXXVI. Saucium praeterea fuit, ut omnes Processus, Sententiae atque Decreta lata per Consilium, Judices aut alios Regiae Majestatis Christianissimae Officiales in Controversiis & Actionibus ad finem perductis, tam inter Subditos Ducatus Lotharingae & Barri, quam alios, tempore, quo Rex Christianissimus haec Status possedit, locum habeant, atque plenum integrumque suum fortiantur effectum, non secus ac si Sacra Regia Majestas eorum Possessor manifesti, neque dictas Sententias & Decreta in dubium vocare, annullare, aut Executionem illorum retardare aut impedire integrum erit. Partibus quidem licitum erit juxta ordinem & dispositionem Legum atque Constitutionum confugere ad Revisionem Actorum, interm tamen Sententiae suae in robore & vigore maneat.

XXXVII. Restituuntur mox à ratiſhabitâ Pace Domino Duci, Archiva & Documenta literaria, quae in Casophylacio Nancœno & Barrenſi, atque in utriusque Camera Computorum five alibi locorum habeantur & ablata fuerunt.

XXXVIII. Poreſit ſtatim à ratiſhabitâ Pace Dominus Dux in Ducatus Lotharingae & Barri Commiſſarios mittere, qui rebus illius attendant, Justitiam administrent, Teloniorum, Salutarum, aliorumque Jurium

TOM. VII. PART II.

eam gerant, cursum publicum disponant, exteraeque agant, quae ad Regimen à Domino Duce eodem tempore plene suscipiendum pertinere queant.

XXXIX. Ratione Vestigialium seu Teloniorum, eorumque Immunitatis in vectura filis, & lignorum, five Terrâ, five per Flumina, fervetur status seu consuetudo anni 1670. nulla innovazione permitta.

XL. Maneat antiquus Usus & Libertas Commerciorum inter Lotharingum & Ditionem Metensem, Tulensem & Viromandensem, mutuoque utriusque Partis beneficio impoſuerint exacte fervetur.

XLI. Serventur similiter in pristino suo vigore & robore Concordata illata inter Christianissimos Reges & Duces Lotharingiae inita.

XLII. Domino Duci, ejusque Fratribus post Restitutionem integrum erit Jus, quod sibi in diversis causis competere afferunt, viâ ordinariâ persequi, non obstantibus Sententiis, quae ipsi abſentibus & non auditis late dici possint.

XLIII. In his, quae hic aliter expresse conventa non sunt, observentur quoque ratione Domini Ducis ejusque Ditionum & Subditorum ea, quae hoc Tractatu maxime §. *Restituuntur utriusque Partis Vassalli, &c.* §. *Simul atque Infermentum Parvi, &c.* & §. *ut ad Seditiones, &c.* cautâ sunt, ac si hic speciatim enumerata essent.

XLIV. Dominus Cardinalis de Fursenberg testificetur in omnia Jura, bona Feudalia ac Allodialia, Beneficia, Honores & Prærogativas, quae Sacri Imperii Principibus & Membriſus competunt, tam ratione Episcopatus Argentoratensis à dextrâ parte Rheni, quam Abbatiae Staveloenſis, aliasve, fructuque cum Agnatiâ seu Cognatiâ, qui illi adhaereſcunt, & Domesticiâ, plenâ amnestiâ & ſecuritate omnium factorum didicorumque & quorumlibet contra illum illorum Decretorum, nec quicquam Heredes, aut Agnati seu Cognati & Domestici, ob Hereditatem demandi Domini Electoris Maximilianî Henrici à Dominiſus Electoris Colonienſis & Bavae, eorumque Haeredibus aut quibuscunque aliis conveniri unquam poterunt, ut nec vicissim ex illâ Hereditate seu ob Legatâ sibi relicta vel res donatas Dominus Cardinalis ejusque Agnati seu Cognati & Domestici, aut causam ab his habentes, quicquam quovis modo à Dominiſus Electoribus aliisque petere debeant, omni Jure, Praesentione seu Actione personalis ac reali penitus extinctâ. Eadem amnestiâ & ſecuritate gaudebunt, eodemque omnino Jure utentur ex Canoniciſus Colonienſibus ii, qui partes illius secuti & Canoniciſus ab Beneficiis privati fuerant, restituenturque cum omnibus Canoniorum, Beneficiorum & Dignitatum Juribus in eum Capitulâ Cathedralis & Collegiatarum Ecclesiarum locum & ordinem, quo ante depositionem fuerant, ita tamen, ut Reditus penes modernos Possessores manebantibus, illi æque ac restituti communibus Dignitatum & Beneficiorum titulis & functione, priore tamen loco restituti delato fruantur, post Possessionem vero obitum aut voluntariam Resignationem, restituti soli Dignitates & reditus protinus occupent, interea quoque pro Ordine, quem inter se habent, singuli novis Praebendis proximè vacaturis, consequantur. Hocque etiam superioribus Ecclesiasticis, ad quos res pertinet, gratum fore nullatenus dubitatur. Haeredes quoque illorum Canoniorum, qui pariter destituti durante Bello decesserunt, quorumque Bona, reditus & jura sequeſtrata aut Fisco addicta fuerunt, in hisce recuperandis Beneficio §. *Restituuntur omnes utriusque Partis Vassalli, &c.* plenè gaudeant ea expresse additâ Conditione, ut Legatâ à Defunctis ad pias causas relicta juxta eorum Dispositionem ex censibus assignatis absque morâ solvantur.

XLV. Amnestiâ quoque comprehendantur specialiter Landgravii Hassiae Reineſſenſes, & in eum statum, quoad Arcem Reinfels totumque Comitatum inferiorem Cartimelbocensem cum omnibus Juribus ac Dependentiis reponantur, in quo eorum Pater Landgravius Ernestus ante initium hujus Belli exiit, filius tamen utriusque Juribus Domino Landgravio Hassiae-Casselanae competentibus.

XLVI. Restituuntur omnes utriusque Partis Vassalli & Subditi, Ecclesiastici & Saeculares, Corpora, Universitates & Collegia Honoribus, Dignitatibus & Beneficiis, quibus ante Bellum gaudebant, uti & in omnia Jura bona, mobilia & immobilia, census quoque fidei reditus, etiam qui redimi possunt, & qui vitâ terminantur (dummodo fors extincta non sit) tempore & occasione Belli occupata seu detenta, una cum Juribus,

Hhh

Actio-

ANNO 1697.

ANNO
1697.

Actionibus & Successionibus, quæ ipsi durante Bello eveniunt, ita tamen, ut nihil ratione fructuum seu proventuum post occupationem seu detentionem ad diem usque Ratiabatur Pacis perceptorum, aut Pensionum celtarum petere possint. Similiter peti amplius non poterunt Debitorum, Merces & Mobilia tempore & ratione Belli Furta addita vel Autoritate publicâ in alios usus conversâ, adeoque nec Creditores ejusmodi Debitorum, nec Domini eorum Mercium aut Mobili-um, eorumque Authorum ad causam ab eis habentes, ea persequi aut restitutionem seu satisfactionem prædere unquam debebunt. Restitutiones hæc ad eos quoque extenduntur, qui partes contrarias secuti sunt, quæve eo nomine suspecti fuerunt, & quibus post Pacem Neomagentem Bona, Reditus aut Jura idæo quod alibi habuissent, vel homagium non præstiterint, aut similes ob causas, vel prætextus ablata fuerunt, quique proinde virtute Pacis hujus in Principis sui gratiam redibunt, sicut & in prius Jura & quævis Bona, quæ hæc tempore Consecutionis & Subscriptionis hujus Tractatus fuerunt. Autem omnia isthæc statim à Ratiabatur Pace executioni mandabuntur, non obstantibus ullis Dominationibus, Alienationibus, Consecutionibus, Confiscationibus, Communiis, Impensis, Meliorationibus, Sententiis interlocutoriis & definitivis, ex communi- catione, Partibus absentibus & non auditis, latis, quæ Sententiæ & res judicæ nullæ erunt, & perinde habebuntur, ac si judicæ aut promissæ non essent, plena libertate & integrâ manente in omnibus in Partem, seu ad Bona illa redeundi, utque in non minus ac censibus & redditibus, vel ipsi frui, aut alibi, ubiqueque ipsis visum fuerit, domicilium figere seu morari possint, propterea, omni violentiâ seu coactione penitus excludi. Tumque fas illis erit per Procuratores non suspectos Bona & redditus administrare, inque uti frui, exceptis tamen Beneficiis Ecclesiasticis Relictis, quæ personæ non personaliter administrari, & obiri debebant. Omnibus denique utriusque Partis Subditis libera sentias erit, Bona Mobilia & Immobilia, census & redditus, quæ sub alterius Ditione habent, vendendi, permutandi, alienandi & trans-ferendi, alterve de his inter Vivos & per ultimam Voluntatem disponendi, ita ut quilibet, Subditus vel Extraneus, ea emere seu acquirere possit, nulla aliâ seu ulteriori permissione Superioris requirenda præter eam, quæ hoc Articulo continetur.

XLVII. Si aliqua Beneficia Ecclesiastica mediata vel immediata, durante hoc Bello, ab unâ alterave Partem in Terris seu Locis sibi tunc subjectis juxta primæve Institutionis ac generalium vel particularium de his factorum Statutorum legitimorum normam aut aliam quævis à summo Pontifice canonice factam Dispositionem & Provisionem capibus collata fuerint, ea non minus aut illa Beneficia Ecclesiastica quæ ante prædictum Bellum in Locis ex hac Pace restituendis tali modo collata fuerunt, prædictis Possessoribus relinquuntur, ita ut nec in illorum Possessione vel legitima Administratione, nec in fructuum perceptione, à quocunque turbati aut impediti vel eorum nomine seu causa præterita aut præsentem in Jus vocari, conveniri, aut quavis ratione inquietari seu molestari unquam possint aut debeant, ut tamen ea præsentem, quæ sibi ratione illorum Beneficiorum incidunt.

XLVIII. Cum tranquillitas publice interit, ut Pax conclusa Augustæ Taurinorum 29. Augusti 1696. inter Sacram Regiam Majestatem Christianissimam & Dominum Sabaudicæ Ducem exacte observetur, illam quoque Pace hæc comprehendere & confirmari placuit, ut ejusdem cum Pace hæc vigor sit & perpetuo maneat. Confirmantur præterea singulatim, quæ Pace Westphalicæ & Neomagentis superius restituta pro Domo Sabaudicæ cauta sunt, & hic nominatim repetita censentur; ita tamen ut per factam Restitutionem Pinaroli ejusque Dependentiæ nullâ in parte minui aut alterari quæ Obligio, quam Sacra Regia Majestas Christianissima in se suscepit, salvendi Domino Manu Duci, quadringenta nonaginta quatuor milia aureorum, in Liberationem Domini Ducis Sabaudicæ, prout in Instrumento Westphalicæ Pacis fultus declarata est. Atque ut ea plenius & firmius corroborentur, omnes & singuli Principes Pacis generalis con- fortes, quæ inter se pro majori securitate stipulantur sponiones seu Garantias, eadem Domino Duci Sabau- dicæ præstant, & ab eo vicissim accipiunt.

XLIX. Redditiōe vero seu Restitutiōe quicunque Locorum, Personarum, Rerum aut Jurium à Gallia

facti aut faciendi, redintegratis seu redintegrandis nihil novi Juris acquirunt. Si verò aliorum contra illos Præventiones iurint, hæc post factam Restitutionem, quæ propter nullatenus diffusi debet, loco conveni-entem proponenda, examinanda & decidenda erunt.

L. Simul atque Instrumentum Pacis hujus à Domini Legatis Extraordinariis & Plenipotentibus subscrip- tum & signatum fuerit, cesset omnis cujusqueque ge-neris Hostilitas ac Violentia, ædificiorumque, Vinea- rum & Sylvarum vastatio aut arborum cæcio: deducan- turque illi post Ratiabationes commutatas utrinque copie ex Locis non munitis ad alteram partem pertinentibus. Loca vero munita ex Pace hæc restitu-enda tradantur intra triginta dies à Ratiabatur Pace, aut citius, si fieri poterit, quæ præcedentibus Artic-ulis nominati sunt, vel si expressi non fuerint, illis, qui immediate ante destinationem in possessionem fue- runt, absque ulli Munimentorum aut Ædificiorum publicorum vel privatorum destructione, aut statui, in quo nunc sunt, deterioratione, vel quarumvis impen- sarum in vel ob ea factarum repetitione, ulli Milium aut eorum nomine vel aliâ de causâ faciendâ ex- actione, aut rerum ad Incolas spectantium vel ex hac Pace relinquendarum ablatione. Demolito autem quæ- visque destructionum, de quâ supra conventum, abs- que impensis & molestiâ alterius Partis, minorum quæ- dam intra mensem, majorum vero intra duos menses, aut citius, si fieri poterit, plenè perficiantur. Restitutur præterea bonâ fide statim à Ratiabationibus commu- tatis omnia Archiva & Documenta literaria, non ea tantum, quæ ad Loca Sacre Cæsareæ Majestatis & Imperio ejusque Statibus & Membris restituenda aut relinquenda pertinent, sed & omnia illa, quæ ex Ca-merâ & Urbe Spirenâ, alibi in Imperio habitata sunt, eorum memoria specialis in hac Conventiōe facta non sit. Captivi quoque utrinque fidei ratione Belli plenè libertati absque ulla restitutione, maxime ii, qui remis additi aut alias ad opus publicum dam- nati fuerunt.

LI. Et ut ad Subditos utriusque Partis plenior Pa- cis fructus modo pervenire possint, convenit, ut quæcum- que Contributiones Pecuniarum, Frumentorum, Vinis, Feni- cularum, Pecudum, aut alterius nominis, licet alter- utrius Subditis jam imperatæ aut per Pacta stabilitæ fuerint, ut & pabulationes omnium generis in alterutris Ditione statim à die Ratiabationis omnino cessent, & quod tum ex ejusmodi aliisque Contributionibus, Indictionibus aut Exactionibus residuum debebitur, pen- nitus absolutum sit & maneat, obitiam etiam ex quic-unque causâ hoc Bello dati aut additi, sine morâ abique aere reddantur, liberique in Partem dimittan- tur.

LII. Redeat quoque mox à subscripta Pace Com- mercia inter Sacre Cæsareæ Majestatis Imperique & Sacre Regiæ Majestatis Christianissimæ, Regni- que Galliæ Subditos durante Bello prohibita, in eam, quæ ante Bellum fuit, libertatem, fruunturque utrinque omnes & singuli, nominatim Urbium Imperialium & Emporiorum Hanseaticorum Cives & Incolas Terræ Marique plenissima Securitate, pristinis Juribus, Im- munitatibus, Privilegiis & Eminentis per solennes Tractatus aut vetustum Consuetudinem obtentis, utriusque Conventionem post Pacem restant.

LIII. Omnia per hac Pacem conventa valeant, ac perpetua firmitate nintur, observentur & execu- tioni mandentur, non obstantibus abrogatis & cassatis omnibus quæ contraria credi, allegari, aut excogitari unquam possint, etiam tali sint, ut eorum specialior seu amplior mentio fieri debeat, aut abrogatio, seu annullatio nulla seu invalida dici possit vi- deatur.

LIV. Utrique contrahentium Partium licet Pacem hæc ejusque Observationem Fœderibus, Munimentis in proprio solo, extra Loca tamen superius nomina- ta excepta, pro arbitrio extendendi & ampliandi, Prædictisque & Stationibus, æque aliis mediis ad De- fensionem comparatis firmare cum aliis quoque Re- gibus, Principibus & Rebuspublicis, tum imprimis Sueciæ Regi, seu Mediatori, æque ac virtute Pacis Westphalicæ eam asserere Sacreque Cæsareæ Majes- tatis, Imperique, & Sacre Regiæ Majestatis Christianis- simæ Garantiam prestare semper fas erit.

LV. Ex cum Sacra Cæsareæ Majestas, Imperique, & Sacra Regia Majestas Christianissima grato animo agnoscant indefessa Studia & Officia, quæ Serenissimi Sueciæ Rex tranquillitati publicæ reducende impen- dit,

ANNO
1697.

ANNO 1697. die, utrique placuit, eum cum Regnis & Provinciis suis prefenti hoc Tractatu omni meliori modo nominatim comprehendendi.

LVI. Porro quoque Sacre Cæsareæ Majestatis & Imperii nomine Pace hic comprehenduntur præter nominata jam Imperii Membra etiam reliqui Electores, Principes, Status & Membra Imperii, interque ea singillatim Episcopus & Episcopatus Basiliensis, cum omnibus eorum Ditionibus, Prærogativis & Juribus, tum & tredecim Helvetiorum Cantones cum eorum Fœderatæ & Dependentiis, Urbe & Comitatu Neocomitatus ad Lacum, Civitatibus Sancti Galli, Mulhuse & Biennæ, tribus Ligis Rhæticis seu Grisonibus, septemdecim Valerianis & Abbate Sancti Galli.

LVII. Nominæ Sacræ Regiæ Majestatis Christianissimæ comprehenduntur præter tredecim Cantones Helveticæ eorumque Fœderati, & nominatim Respublica Valaisanorum.

LVIII. Includentur etiam Paci omnes illi, qui ante Permutationem Rathibutionum, vel postea intra sex menses ab una vel altera parte ex communi consensu nominabuntur.

LIX. Pacem hoc modo conclusam promittunt, Legati Cæsarei & Regii Deputatorumque Imperii Ordinum Plenipotentiarum ab Imperatore, Imperio, & Rege Christianissimo ad formam hic munus placitam rathibutionum & Rathibutionum Instrumenta intra sex septimanarum spatium ab hodierno die computandam, aut citius, si fieri queat, hic reciprocè commutatum iri.

LX. In quorum fidem roburque tam Cæsarei quam Regii Legati Extraordinarii & Plenipotentiarum, unâ cum Electorum, Principum & Status Imperii ad hunc Actum deputatorum Plenipotentiarum Tabulas hæc propriis manibus subscripserunt & Signillis suis muniverunt. Acta hæc sunt in Palatio Riswicensi in Hollandia trigesima die mensis Octobris, anno Domini millesimo sexcentesimo nonagesimo septimo.

(L.S.) D. A. C. & CAU-

(L.S.) HENR. C. DE

(L.S.) J. F. L. B. &

SEILERN.

(L.S.) DE HARLAY BON-

(L.S.) VERJUS DE CRECY.

(L.S.) DE CALLIERES.

(L.S.) DE CALLIERES.

Nominæ Em. Elect.

Mogunt.

(L.S.) M. FRIDERICUS BARO DE SCHONBORN LEGAT.

(L.S.) IGNATIUS ANTONIUS OTTEN Plenipotentiarum.

(L.S.) GEORGIUS WILHELMUS MOLL, Plenipotentiarum.

Nominæ Domus Austriacæ.

(L.S.) FRANCISCUS RUDOLPHUS AB HALDEN Liber Baro de Trazberg &c.

Nominæ Magni Ordinis Teutonici Magistri.

(L.S.) C. B. & LOE, Ordinis Teutonici Eques.

Nominæ Celsissimi Principis & Episcopi Heripolensis.

(L.S.) JOANNES CONRADUS PHILIPPUS IGNATIUS de Taltungen.

Nominæ Eminentissimi & Celsissimi Electoris Trevirensis et Episcopi Spirensis.

(L.S.) JOANNES HENRICUS DE KATERSFELD, Plenipotentiarum.

Nominæ Celsissimi Principis & Episcopi Constantiensis.

(L.S.) FR. DERICUS & DURHEIM.

TOM. VII. PART. II.

Nominæ Reverendissimi & Celsissimi Domini Episcopi & Principis Hildesensis.

(L.S.) CAROLUS PAULUS ZIMMERMAN, Celsissimæ suæ Cancellariis, Consiliarius intimus, & Plenipotentiarum.

Nominæ Serenissimi & Reverendissimi Electoris Coloniaensis tanquam Episcopi & Principis Leodienis.

(L.S.) JOANNIS CONRADUS NORFF, Deputatus Plenipotentiarum.

Nominæ Reverendissimi & Celsissimi Episcopi, & Principis Monasteriensis.

(L.S.) FERDINANDUS L. B. & PLETTENBERG-EXLENHAUSEN, Ecclesiæ Cathedralis Paderb. Monast. & Hildes. respect. Decan. & Capit.

Nominæ Serenissimi Electoris Palatini, ut Ducis Neuburgici.

(L.S.) JOANNES HENRICUS HETTERMAN, Plenipotentiarum.

Nominæ Serenissimi Ducis Wurttembergici.

(L.S.) JO. GEORGIUS NOBILIS DE KULPIS. S. R. Imp. Eques Consil. Status intimus & Consil. Director.

(L.S.) ANTONIUS GUNTERUS DE HESPEN, Consiliarius in Consilio Superiori & Plenipotentiarum Serenissimi Domini Ducis.

Nominæ Serenissimi Principis Badæ Badensis.

(L.S.) CAROLUS FERDINANDUS DE PLITTERDORFF, salvo alternationis ordine.

Nominæ Collegii Abbatialis Suevici.

(L.S.) JOSEPH. ANTON. EUSEBIUS AB HALDEN, in Neideberg L. B. de Auenriedt Plenipotentiarum.

Nominæ Comitum Scammii Wetteravici.

(L.S.) CAROLUS OTTO Comes à Solms.

(L.S.) F. C. AB ECKELSHHEIM, Consiliarius Hanovien-sis & Plenipotentiarum.

Nominæ liberæ Imperialis Civitatis Colonie Agrippinæ.

(L.S.) HERMAN. JOSEPH BÜLLINGEN, Syndicus & Plenipotentiarum.

Nominæ Civitatis Augustæ Vindelicorum.

(L.S.) JOANNES CHRISTOPHORUS à DIRHEIM, Plenipotentiarum.

Nominæ Civitatis Imperialis Francofurti.

(L.S.) JOANNES JACOBUS MÜLLER, Plenipotentiarum.

(L.S.) JOANNES MELCHIOR LUCIUS, J. U. L. Syndicus & Plenipotentiarum.

Sequitur tenor Plenipotentiarum.

Plenipotentiis Cæsareæ.

NOs LEOPOLDUS Divinâ favente Clementiâ electus Romanorum Imperator semper Augustus.

ANNO 1697.

ANNO
1697.

Ruß, ac Germaniz, Hungariz, Bohemiz, Dalmatiz, Croatia, Slavoniz &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundie, Brabantiz, Styrie, Carinthie, Carniolæ &c. Marchio Moraviz, Dux Lucemburgi, ac Superioris & Inferioris Silesiæ, Wirtenbergæ & Teckz, Princeps Sueviæ, Comes Habsburgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, & Gorizæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviz, ac Superioris & Inferioris Lufatiz, Dominus Marchiz, Slavoniz, Portus Naonis, & Salinarum &c. Notum testatumque facimus, quod cum nihil ardentius optemus, quàm ut præfens Bellum, quo ab aliquot jam annis Christianus Orbis affligitur, in æquum & honestam Pacem quantocius converteri queat, atque omnibus Partibus belligerantibus placeat, ut Tractatus & Colloquia Pacis in Loco ab his communi consensu eligendo instituantur; idè quidquid in nobis est, ad comparandam tranquillitatem Orbis Christiano lubenter conferre volentes; consilii fidei, Prudentiz, & Experientiz nostrorum & Sacri Romani Imperii fidelium dilectorum Illustis & Magnifici nostri Consilarii Status, Camerarii, & Sacri Imperii Pro-Cancellarii, Domini Andreæ Comitiss à Kaunitz, Hæreditarii Domini in Austriæ, Hungarischbrod, Mahisprutz, & Majoris Orzechan, Equitis auri Velleris; nec non Illustis & Magnifici nostri Consilarii Imperialis Aulici, Camerarii, Henrici Joannis Comitiss à Sarratam, Domini in Peurbach, Orh, Schmiding, Spatenburg, & Carlsberg; uti & Magnifici nostri Consilarii Imperialis Aulici, & in Comitiss Imperii Commisarii Plenipotentiarii Joannis Friderici Liberi Baronis de Seilen, &c. eos nominavimus, elegimus, & constitutus nostros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios ad dictos Conventus & Tractus Pacis habendos. Quibus potestatem committimus & specialiter mandamus, ut se quàm primum fieri possit, ad Locum, de quo inter Partes conventum fuerit, conferant, ibique Pacis colloquia, si vè directè si vè interveniente operâ hinc inde recepti Mediatoris, instaurant cum Serenissimi Potentissimi & Christianissimi Principis Domini Ludovici Franciæ Regis &c. Affinis & Fratri nostri Carolissimi, Legatis vel Deputatis sufficienti Mandato ad præfens Bellum terminandum, controversiasque, quæ eò spectant, per bonam & firmam Pacem componendas munitis. Damus quoque plenam & absolutam Potestatem cum omni Authoritate & Mandato ad id necessarius, supradictis nostris Legatis Extraor-

dinariis & Plenipotentiariis, si vè tribus conjunctim, si vè duobus ex illis tercio abente vel aliter impedito, aut etiam uni eorum soli & seorsim, duobus reliquis similiter absentibus vel impediis, Pacis Tractatum pro nobis, nostroquè nomine ineundi, concludendi, & signandi inter nos & prædictum Serenissimum & Potentissimum Franciæ Regem Christianissimum, omnia quoque Instrumenta, quæ in eum finem requiri possunt, conficiendi, expediendi, extrahendi, adeoque in universum agendi; promittendi, stipulandi, concludendi & signandi Acta, Declarationes, Pacta conventa commutanda, aliaque omnia, quæ ad dictum Pacis Negotium pertineant faciendi acq̃e liberè & ample, ac si præfentes id facere possemus; Quantumvis Mandato adhuc specialiori, & expressiori, quàm quod præfentibus hisce continetur, opus esse videtur fuisse. Promittimus præterea & declaramus fide & verbo nostro Imperiali, acceptum & gratum, firmum quoque & ratum Nos habituros, quodcumque per dictos Legatos nostros Extraordinarios & Plenipotentiarios trinos conjunctim, vel binos ex illis tercio abente vel aliter impedito, unum etiam eorum solium, similiter absentibus vel impediis duobus reliquis, actum, concludum, signatum, extrahitum & commutatum fuerit, nos adstringentes hiis Præfentibus ad expediendum Ratificationum nostrarum Diplomata in decenti & solenni forma robarque præfentes manu nostra subscriptis Sigillo nostro Imperatorio firmari jussimus. Datum in Civitate nostra Viennæ, die tertii mensis Februarii anno millesimo sexcentesimo nonagesimo septimo, Regnorum nostrorum, Romani triglesimo nono, Hungarici quadragesimo secundo, Bohemici verò quadragesimo primo.

LEOPOLDUS.

(L.S.)

VI. SEBASTIANUS WUNIBALDUS COMES à
Zeyll.Ad Mandatum Sacrae Caesaris Majestatis
proprum.

CASPARUS FLORENTINUS CONSRUCÉ.

Plenipotencia Imperii.

Demnach des Heiligen Römischen Reichs Churfürstlicher Fürsten und Stände für ratsamlich befunden, auch dero Willen zu ertzen, welche denen zwischen Ihrer Kaiserlichen Majestät unserem Allergnädigsten Herrn, und dem Reich, auch übrigen Höhen Alliirten eines, und der Cron Frankreich andern Theils, auf des Fundament des Westphälischen zu Nimwegen beschlossenen Friedens veranlaßten Tractaten von Reichs wegen bey zu wohnen, und dessen Interesse mit zu beobachten hätten, und dann auß dem Churfürstlichen Collegio Chur-Magitz, Chur-Bayern, Chur-Sachsen und Chur-Brandenburg, Auß dem Fürstlichen aber Carolisschen ersten / Jhesuicischen / Saltzburg, Hoch- und Teutsch-Meister, Brixburg, Spretz, Constanß, Hildesheim / Metz, Münster; salvo alternationis ordine, Pfalz Neuburg, Baden-Baden / Schwabische Prälaten; So dan A. C. Bermanthen freys, Wogeburg / Schweden / Bremen; oder Pfalz-Zweibrücken / Eächsen-Coburg / Eächsen-Gotha / Brandenburg-Culmbach / Braunschweig-Zell / Braunschweig-Wolfenbütel / Hesse-Cassel / Müntzenberg; salva alternatione, Holsheim-Gildesloot / Anhalt / Breitenburgische Graffen; auß dem Reichs-Städtischen Carolisschen Theils / Gödn und Augsburg; und A. C. Bermanthen Theils / Frankfurt und Müntzenburg darzu

Les Electeurs, Princes, & Etats du S. Empire ayant trouvé bon de choisir quelques-uns d'entre eux, pour veiller à leurs Intérêts, & assister de leur part aux Traitez de Paix, qui se doivent faire entre Sa Majesté Impériale, l'Empire & ses Hautes Alliez d'une part, & entre la Couronne de France de l'autre, & selon le fondement de la Paix faite ci-devant en Westphalie & confirmée ensuite à Nimègue; ont député & nommé du Collège Electoral les Electeurs de Mayence, de Bavière, de Saxe, & de Brandebourg; du Collège des Princes & d'entre les Catholiques, ceux d'Autriche, de Saltzbourg, le Grand Maître de l'Ordre Teutonique, de Wirtenbourg, de Spire, Constance, Hildesheim, Liège, Munster (sans l'ordre de leur alternative) Palatin Neubourg, Bade-Bade, & les Prelats de Suabe, & d'entre les Protestans ceux de Magdebourg, de Suede de la part de Brene ou des Deux-Ponts, de Saxe-Cobourg, de Saxe-Gotha, de Brandebourg Culmbach, de Brunswick-Zell, de Brunswick-Wolfenbütel, de Hesse-Cassel, de Wirtemberg (sans leur alternative) de Holsheim-Gluckstad, d'Anhalt, & les Comtes en Wetterau; & finalement du Collège des Villes Impériales entre les Catholiques celles de Cologne & d'Aixbourg, & les Protestantes celles de Francfort, & de Nü-

ANNO
1697.

ANNO 1697. hierzu erwählt und beinahe worden; Als wird denen
 felen / von gefamten Reichs-wegen / zu obgedachtem En-
 de / Kraft duffs vollkommene Gewalt ertheilet / auff
 daß sie die Jähre mit gemessener Vollmacht fürderhin
 an dem beubunden Orth / zu denen gemelten Tractaten
 fachen und abordnen / und daßst mit / und neben be-
 nen Höchstachtbahren Käyserlichen Herrn Herrn Ple-
 nipotentiarius zu erfennen / und nach Ansehung der ih-
 non dierfils ertheilten Instruktion / daszunge be-
 schlagen / und iuxta scilum Imperii tractaten / und ver-
 richten zu helfen / was zu Widerherbringung eines christli-
 cheden / befandigen / und allgemeinen Friedens dienen /
 und Beförderung der quovis modo betragten und un-
 terstruften Reichs- / Städten und Gliedern verlangter
 Restitution auch recht- und billigmäßiger Satisfaction
 nicht weniger geminder Wohlthat und Befriedigung des
 Vaterlandes gedogen mag. Was nun mit Jhro der Eren
 Freundschafft durch sie / oder in ein oder des andern Jäh-
 res sonstige Ansehung / oder nicht-erscheinen durch die übrigen
 / doch daß der abschieden Voia zu obervirung der
 parität finnen Religions-Verwandten Theil inunmittel-
 bartheiten follen / nebst Höchst-Geachtet Käyserlichen
 Gesandtschafft / nach Anbieten obangerogter Instruktion
 also geschandiet / verrichtet / und geschlossen werden wird;
 Solches solte / so wohl von der Deputierten Principaten
 als auch von den übrigen sämtlichen Reichs-Ständen / in
 tin gewisser allerseits bestimmender und jährlänglicher Zeit
 ratificiret / angenommen und ohnverwehrtlich gehalten /
 auch die Deputierte Ständen bestreuen / nie et sich in
 dergleichen Fällen geüßret / jetzmalst fräfftig vertreten
 werden. Signatum Regensburg den 15. Junii 1697.

(L.S.)

Churfürstliche Mayestätliche Cantley.

remberg, anquels on donne de la part dudit Em-
 pire & en vertu de ce present Aste une pleine au-
 torité, afin qu'ils puissent promptement envoyer leurs Mi-
 nistres au lieu des Traitez, pour y assister conjointement
 avec les Principaux Plenipotentiaires de Sa Ma-
 jesté Impériale, & en conformité de leur Instruction
 concerant à traiter, régler selon le stile observé dans
 l'Empire, & conclure tous ce qui pourra être nécessaire
 pour obtenir une Paix générale, sûre, honnête &
 perpétuelle avec le rétablissement de la tranquillité pu-
 blique, comme aussi avec restitution, & toute la
 Satisfaction, qui sera trouvée due à des Etats &
 Membres de l'Empire endommagés, ou entièrement
 opprimés. Ainsi on acceptera, ratifiera dans le tems
 convenu, & observera de la part de tout l'Empire
 aussi bien que des Etats Deputés, tout ce que les Mi-
 nistres de ceux-ci ou quelques uns d'eux en cas
 d'absence, de maladie, ou d'empêchement des autres
 (où pour observer la parité les présents opineront en-
 core pour les absents Membres de leur Religion) auront
 conjointement avec l'Ambassade Impériale traité,
 réglé, & conclu avec la Couronne de France, & les
 Etats Deputés, y seront, comme de raison & de cou-
 tume, toujours maintenus & puissamment soutenus.
 Signé à Ratisbonne le 15. de Juin 1697.

(L.S.)

La Chancellerie Electorale de Mayence.

Plein-Pouvoir de Sa Majesté Très-Chrétienne.

L OUIS par la Grace de Dieu Roi de France & de
 Navarre à tous ceux qui ces présentes Lettres
 verront, Salut. Comme nous ne souhaitons rien plus
 ardemment que de voir finir par une bonne Paix la
 Guerre, dont la Chrétienté est présentement affligée,
 & que par les soins & la Médiation de notre Très-
 cher, & Très-Aimé Frere le Roi de Suède, les Vil-
 les de Delft & de la Haye ont été agréées de toutes
 les Parties, pour tenir les Conférences nécessaires à cet
 effet. Nous par ce même desir d'arrêter, autant qu'il
 sera en nous, & par l'Assistance de la divine Provi-
 dence, la déclaration de tant de Provinces & l'effu-
 sion de tant de Sang Chrétien; Sçavoir faisons, que
 nous confians entièrement en l'expérience, la capacité
 & la fidélité de notre bien aimé & feal le Sieur de
 Harlay de Bonneuil, Concilié Ordinaire en notre
 Conseil d'Etat, & de notre bien aimé le Sieur Verjus,
 Comte de Crecy, Baron de Courcy, Seigneur du Bou-
 lay, les deux Epîles, de Menillet & autres Lieux,
 comme aussi en celle de notre bien aimé le Sieur de
 Callieres, Seigneur de la Roche-Chellay & de Gigny,
 qui est actuellement en la Ville de Delft, par les
 épreuves avantageuses, que nous en avons faites dans
 les divers Emplois importants que nous leur avons con-
 fiés, tant au dedans qu'au dehors du Royaume. Pour
 ces causes & autres bonnes Considérations à ce nous
 mouvans, nous avons commis, ordonné & député
 ledits Sieurs de Harlay, de Crecy & de Callieres,
 commentons, ordonnons & députons par ces présentes
 signées de notre main, & leur avons donné & don-
 nons Plein-Pouvoir, Commission & Mandement spe-
 cial, d'aller dans ladite Ville de Delft, en qualité de
 nos Ambassadeurs Extraordinaires, & nos Plenipoten-
 tiaires pour la Paix, & conférer soit directement, soit
 par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement
 reçus & agréés avec tous les Ambassadeurs Ple-
 nipotentiaires & Ministres, tant de notre très-cher &
 très-aimé Frere l'Empereur des Romains, que de notre
 très-cher & très-aimé Frere & Coulin le Roi Catho-
 lique, comme aussi de nos très-chers & grands Amis
 les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas,

& de tous les autres Princes leurs Alliez, tous munis
 de Pouvoirs suffisans, & traiter des moyens de termi-
 ner & pacifier les différens, qui causent aujourd'hui
 la Guerre, & pourront nos fultis Ambassadeurs &
 Plenipotentiaires tous trois ensemble, ou deux en cas
 de l'absence de l'autre par maladie, ou autre empê-
 chement ou un seul en l'absence des deux autres en
 pareil cas de maladie ou autre empêchement, en con-
 venir, & sur iceux conclure & signer une bonne &
 feure Paix, & généralement faire, & negocier, pro-
 mettre & accorder tout ce qu'ils estimeront nécessaire
 pour le fultit effet de la Paix, avec la même autorité
 que nous ferions & pourrions faire, si nous y étions
 présens en Personne, encore qu'il y eût quelque chose,
 qui requiert un Mandement plus special, non contenu
 en cédites présentes, promettant en foi & Parole de
 Roi, de tenir ferme & d'acquiescer tout ce que par
 ledits Sieurs de Harlay, de Crecy & de Callieres, ou
 par deux d'entre eux en cas de l'absence de l'autre,
 par maladie ou autre empêchement, ou par un seul en
 l'absence des deux autres, en pareil cas de maladie ou
 autre empêchement aura été stipulé, promis & accor-
 dé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification
 dans le tems qu'ils auront promis en notre nom de
 les fournir. Car tel est notre plaisir, en rémoïn de-
 quoi nous avons fait mettre notre seel à ces présentes.
 Donné à Versailles le vingt-cinquième jour de Février
 l'an de grace mil six cents quatre-vingt dix-sept & de
 notre Règne le cinquante-quatrième.

Signé,

LOUIS,

Et sur le repli,

Par le Roi.

COLBERT.

Et scellé du grand Sceau de cire jaune.

Hhh 3

Ani-

ANNO
1697.

Articulus separatus.

AD majorem Elucidationem Articuli: *Restituentur à Rege Christianissimo Domino Electori Palatino &c.*
8. Instrumenti Pacis hodie subscripse hic amplius statuere placuit, ut in proponendis & decidendis Domine Ducissæ Aurelianensis adversus Dominum Electorem Palatinum Præsentionibus seu Juribus hæc forentur ratio. Ubi de Loco Congressus inter utrumque Arbitrum intra tempus Rathabitationi Pacis præstitum conveniret, Partii utrique ille Locus significabitur, illucque intra bimestre spatium à plenaria Restitutione Domini Electoris Palatini juxta allegatum Articulum factâ numerandum Delegati Dominorum Arbitrorum mittentur. Exhibebatur tûm illic intra mensem sequentem, à Domina Ducissâ, integra Designatio Præsentionum, seu Petitionum adversus Dominum Electorem, illaque intra octiduum Domino Electori communicetur. Deinde decantur inde à Dominorum Arbitrorum Delegatis ibidem traditur, inter alios quatuor menses, eadem die ab his nominandâ, utriusque Partis Fundamenta in quadruplo; ex quibus singuli Arbitri unum exemplar penes se retinebant, tertium ad Acta communia Arbitrii reponitur, quartum verò Partibus hinc inde intra octiduum communicabitur. Respondetur pari ratione, & Dominorum Arbitrorum Delegatis eadem die in quadruplo exhibebatur utriusque Partis responso, partibus rursus vice mutâ intra octiduum extradendâ. Intra quatuor subsequentes menses ad Conclusionem causæ utrinque procedatur, & Arbitrii Sententiæ simul submittantur, atque hæc Conclusio & Submissio, Partibus ad notitiam communicetur, & Aquæ præstibus Partium Procuratoribus, quod dici solet, intulerunt. Viso dein & examinato utriusque Partis Jure intra sex menses à Dominis Arbitris eorumque Delegatis juratis in Loco Congressus Sententiâ secundum Leges & Constitutiones Imperii publicè feratur, & ubi concors fuerit, executioni plenè mandetur. Sin Domini Arbitri eorumque Delegati in Sententiâ discordes fuerint, Acta Arbitrii communia intra bimestre spatium à die Sententiæ inchoandum, communibus Partium sumptibus Romam deferantur, & summo Pontifici, tanquam Super-Arbitro exhibeantur, quæ rem iterum examinandam, Delegatis neutri Partium suspectis, & juratis intra binos menses committat, hiique super AGit prioribus, nulla ulteriore deductione Partibus permittâ, intra sex menses proximè secuturos, ut dictum est, juxta Leges & Constitutiones Imperii ultimam Sententiâ proferant, nullo modo convellendam, sed absque ulla mora aut contradictione à Dominis Arbitris executioni demandandam. Quod si alterutra Pars in proponendis, deducendis aut probandis Præsentionibus & Juribus moram fecerit, licebit nihilominus alteri Parti in Terminis constitutis, qui extendi nunquam debebunt, Jura sua deducere & exhibere, atque Arbitris æquè ac Super-Arbitro eâ quâ expressum est ratione procedere, Sententiæque juxta exhibita Acta, & probata pronuntiare & exequi. Processus tamen hoc non obstante cum ab ipsius Partibus tûm à Dominis Arbitris via amicabile compositionis tenetur, nihilque omittitur, quod ad terminandam amicè controversiam pertinere possit. Cum etiam Articulo Pacis jam allegato conveniret, ut donec hæc Controversiâ finem accipiat, annua Summa ducentarum millium librarum Tyronensium, seu centenarum millium Florentinorum Rhenum, à Domino Electore Palatino, Domine Ducissæ Aurelianensis excelsari, ratione hujus Solutionis & Terminis, à quo inchoare debeat, porro specialiter conventum est, ut ista Præstatio tunc demum incipiat, postquam juxta tenorem dicti Articuli mentionate inibi Ditiones & Loca, Domino Electori plenariè restituta fuerint. Ut autem Domina Ducissâ Aurelianensis de solutione præstite Summæ tantò securior esse possit, Dominus Elector tot ex Administratioribus seu Collegiis Prædictæ Germerheimensis aliorumque Locorum Palatinorum quot suffecerint, ante rathabitationem Pacem nominabit, qui eam Domine Ducissæ, vel ejusdem Mandatario Landaviz singulis annis, dimidia parte quovis semestri solvendâ, præstandam in se suscipiant, quique si non satisfecerint, viâ Juri ordinariâ, & si ulterius necessitas urgeat, vel ab ipso Rege Christianissimo Executione Militari ad solvendum cogi possint. Fiet autem hæc Solutio eâ Legge, & Conditione, ut ea, quæ ratione dictæ annuæ præstationis Domine Ducissæ Aurelianensis, decisione eorum Arbitris pendente soluta, cum Præsentionibus,

si quæ ab Arbitris eidem adjudicarentur, compensandâ, vel si nihil, aut minus illi deberi decideretur, restituentur veniant, hæcque Compensatio vel Restitutio non minus, quàm ipsâ Controversiâ per Sententiâ arbitratam determinetur. Si verò Domina Ducissâ Aurelianensis formulæ Compromissi in exhibendi Designatione Præsentionum, Instrucone causæ, & Responsione ad exhibita Palatina non satisfecerit, sed in morâ fuerit, cursum dictæ Præstationis annuæ pro isto solum temporis spatio siltetur, ipso causæ processu juxta eandem Compromissi formulam procedente. Acta hæc facti in Palatio Rivicensi 30. Octobris 1697.

ANNO
1697.

(L.S.) D. A. C. à KAV-
NITZ. (L.S.) DE HARLAY BON-
(L.S.) HENR. C. à STRAT-
MAN. (L.S.) VERJUS DE CRECY.
(L.S.) J. F. L. B. à SEI-
LERN. (L.S.) DE CALLIERES.

Nomine Em. Elect. Nomine Seren. Bavariz
Mogunt. Electoris.

(L.S.) M. FRIDERICUS DE PRIFLMEYER, Lega-
BARO DE SCHÖN- tus Extraordinarius
BORN, Legat. & Plenipotentarius.
(L.B.)

(L.S.) IGNATIUS ANTON. OTTEN, Plenipotentarius.
(L.S.) GEORGIVS WILHELMVS MOLL, Plenipoten-
tarius.

Nomine Domus Austriacæ.

(L.S.) FRANCISCUS RUDOLPHVS AB HALDEN, L. B.
de Trazberg.

Nomine Magni Ordinis Teutonici Magistri.

(L.S.) CAROLVS B. à LOË, Ordinis Teutonici Eques.

Nomine Celsissimi Principis & Episcopi Herbi-
polensis.

(L.S.) JOANNES CONRADVS PHILIPPVS IGNATIUS
DE TASTUNGEN.

Nomine Eminentiissimi & Celsissimi Electoris Trevi-
rensis ut Episcopi Spirensis.

(L.S.) JOANNES HENRICVS DE KEYSERSFELD, Ple-
nipotentarius.

Nomine Celsissimi Principis & Domini Episcopi Con-
stantiensis.

(L.S.) FRIDERICVS à DÜRHEIM.

Nomine Celsissimi ac Reverendissimi Principis &
Episcopi Hildesienfis.

(L.S.) CAROLVS PAULVS ZIMMERMAN, Celsitudi-
nis sue Excelsarius, Confiliarius intimus, & Ple-
nipotentarius.

Nomine Serenissimi & Reverendissimi Electoris Co-
lonienfis tanquam Episcopi & Principis Leo-
dientis.

(L.S.) JOANNES CONRADVS NORFF, Deputatus Ple-
nipotentarius.

Nomine Reverendissimi & Celsissimi Episcopi & Prin-
cipis Monasteriensis.

(L.S.) FERDINANDVS L. B. à PLETTENBERG EX
LENHAUSEN, Ecclesiæ Cathedral. Paderborn.
Monast. & Hildes. respectivè Decan. & Capit.

No.

ANNO 1697. Nomine Serenissimi Electoris Palatini tanquam Ducis Neuburgi.

(L.S.) JOANNES HENRICUS HETTERMAN, Plenip.

Nomine Serenissimi Marchionis Badæ Badensis.

(L.S.) CAROLUS FERDINANDUS L. B. DE PLITERSDORFF, salvo allegationis Ordine.

Nomine Collegii Abbatialis Suevæ.

(L.S.) JOSEPH. ANTON. EUSEBIUS AB HALDEN IN NEIDBERG L. B. DE AUTENRIEDT. Plenip.

Nomine liberæ & Imperialis Civitatis Coloniz Agrippinæ.

(L.S.) HERMAN JOSEPH BULLINGEN, Syndicus & Plenipotentarius.

Nomine Civitatis Augustæ Vindelicorum.

(L.S.) JOANNES CHRISTOPHORUS à DIERHEIM, Plenipotentarius.

Ratificatio Cæsarea Pacis 30. Octobris 1697.
Rivisici conclusa.

N^Os Leopoldus (tot. tit.) notum facimus omnibus & singulis præsentis Literas inspecturis, lectoribus ve regi audientibus aut quomodocunque infrascriptorum notitia ad ipsos pervenire poterit, postquam ad relinquendum, quod ante annos aliquot exaruit grave Bellum, Congressus in Palatio Rivisiceni in Hollandia institutus fuit. Divina clementia factum esse, ut post multos & laboriosos Tractatus per destinatos ad id ab utraque Parte Legatos Extraordinarios & Plenipotentarios Pax & Amicitia tandem conclusa sit, formâ, modo, & tenore sequenti.

(Inferatur Instrumentum.)

Cum igitur hæc omnia per nostros Legatos & Plenipotentarios supra memoratos nostro Mandato munitos, prout hic verborum inserta & descripta leguntur, gesta, peracta & conventa sunt, nos eadem omnia & singula præhibita matura & diligenti consideratione ex certa nostra Scientia approbamus, ratificamus & confirmamus, ratique & firma esse & fore virtute presentium declaramus, simulque verbo Imperiali promittimus pro nobis, nostrisque Successoribus & Imperio Romano, cujus Status Ratibonæ congregati memoratam Pacem vigore conclusi die 26. proxime elapsi Mensis Novembris facti, & ad manus nostras transmissi approbavit & ratum habuerunt, nos omnes & singulos supra descriptos Articulos & quicquid tota hæc Pacis Conventio continetur, firmiter, constanter & inviolabiliter servaturos atque executioni mandavimus, nullique ratione, ut vel ex nostra parte vel per alios contraveniant, passuros, quomodocunque id fieri possit, omni dolo & fraude exclusis. In horum omnium & testimonium & fidem Sigillum nostrum Cæsareum majus huic Diplomati manu nostra subscripto appendi fecimus. Datum in Civitate nostra Viennæ septima Decembris anno millesimo sexcentesimo nonagesimo septimo, Regnorum nostrorum, Romani quadragesimo, & Hungarici quadragesimo tertio, Bohemici vero quadragesimo secundo.

LEOPOLDUS.

(L.S.)

Vl. SEBASTIANUS WUNIBALDUS Comes à Zeyhl.

Ad Mandatum Sacra Majestatis proprium.

C. F. CONSRUCIL.

Ratificationis Cæsarea Pacis 30. Octobris 1697.
Rivisici conclusa separatis Articulis.

ANNO 1697.

N^Os Leopoldus (tit.) notum testatumque facimus, cum præter Instrumentum Pacis Nos & Imperium inter & Serenissimum & Potentissimum Regem Franciæ Christianissimum conclusæ à Nobis jam ratihabuit, etiam in Articulum sequentem conventum fuerit.

(Inferatur separatus Articulus.)

Q^Uod Nos eum pariter ratum habuerimus & confirmaverimus, prout eum hæc confirmamus, verbo Cæsareo promittentes, Nos eundem accuratè observaturos, nec unquam permitturos esse, ut illi quavis ratione contraveniantur. In quorum fidem Sigillum Nostrum Cæsareum Tabulis hæc manu nostra scriptis appendi iussimus. Datum in Civitate nostra Viennæ 7. Decembris anno millesimo sexcentesimo nonagesimo septimo, Regnorum nostrorum, Romani quadragesimo, Hungarici quadragesimo tertio, Bohemici vero quadragesimo secundo.

LEOPOLDUS.

(L.S.)

Vl. SEBASTIANUS WUNIBALDUS Comes à Zeihl.
Ad Mandatum Sacra Cæsarea Majestatis proprium.

C. F. CONSRUCIL.

Ratificatio de St. Mijsse Très-Christienne.

L^Ouis par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à tous ceux, qui ces présentes verront, Salut. Comme nôtre amé & feal Conseiller ordinaire en nôtre Conseil d'Etat, Nicolas Auguste de Harlay, Chevalier Sieur de Bonneuil Comte de Cely, nôtre Cher & Bien-ami Louis Verjus Chevalier, Comte de Crecy, Marquis de Freon, Baron de Couvay, Sieur de Boulay, des deux Eglises, de Fontille & de Mennet, & nôtre Cher & Bien-ami François de Calheres Chevalier Sieur de la Roche-Chellay & de Gigny nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires en vertu des Pleins-pouvoirs que nous leur en avons donné, auroient conclu, arrêté & signé le trentième Octobre dernier à Rytwick avec le Sieur Dominique André Comte de Cauritz, Seigneur Héritaire d'Austerlitz, Hongarischbrod, Marichpruff & du grand Orzechau, Chevalier de la Toison d'or, Conseiller Secrétaire & Chambellan de nôtre Tres-cher & l'ami Frere l'Empereur, & Vice-Chancelier de l'Empire, le Sieur Henri Jean Comte de Strattman & Teurbach, Sieur d'Orth, Smiding, Spatenbrun & Carlberg, Conseiller Aulique & Chambellan de nôtre dit Frere l'Empereur, & le Sieur Jean Frederic libre & noble Baron de Scilern son Conseiller Aulique & Commissaire Plenipotentiaire dans les Diettes de l'Empire, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nôtre Tres-cher & Tres-ami Frere l'Empereur & les Députés Plenipotentiaires des Electeurs Princes & Etats du Saint Empire pareillement munis des Plein-pouvoirs, le Traité de Paix dont la teneur s'ensuit.

Inferatur tenor Tractatus.

N^Ous ayant agréable le susdit Traité en tous & un chacun les Points & Articles, qui y sont contenus & déclarés avons iceux tant pour nous, que pour nos Heritiers, Successeurs, Rois, Princes, Pays, Terres, Seigneuries, & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptions, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & Parole de Roy & sous l'obligation & hypocris de tous & chascuns nos biens présents & avenir, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire directement ou indirectement en quelque sorte & manière que ce soit. En témoin de quoi nous avons signé ces présentes de nôtre main, & à icelles fait apposer nô-

ANNO nôtre fecl. Donné à Meudon le quatorzième jour de Novembre l'an de grace mil fix cens quatre-vingt dix-sept, & de nôtre Regne le cinquante cinquième.

Esloit signé.

LOUIS.

Par le Roy

COLBERT.

Appendebat Sigillum magnum in capsula argentea.

Ratification de l'Article séparé par Sa Majesté Très-Chrétienne.

Louis par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes verront, salut. Ayant veu & examiné l'Article séparé, que nôtre ami & feal Conseiller ordinaire en nôtre Conseil d'Etat Nicolas Augulle de Haisly Chevalier Sieur de Bonneuil, Comte de Cely, nôtre cher & bien aimé Louis Verjus Chevalier Comte de Grecey, Marquis de Freon, Baron de Couvay, Sieur de Boulay, des deux Eglises, de Fortille, & du Menillet, & nôtre cher & bien-ami François de Callieres, Chevalier Sieur de la Roche-Chellay & de Gigny, Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires en vertu des Pleins-pouvoirs, que nous leur en avons donné, ont conclu, arrêté & signé le trentième Octobre dernier à Ryswick avec le Sieur Dominique André Comte de Cauniez, Sieur Hereditaire d'Austerlitz, Hongarischbrod, Marischprutz & du grand Orzechau, Chevalier de la Toison d'or, Conseiller Secrétaire, & Chambellan de nôtre tres-cher & tres-ami Frere l'Empereur, & Vice-Chancelier de l'Empire, le Sieur Henri Jean Comte de Straatsman & Paurbach, Sieur d'Orth, Smiding, Spatenbrun, Conseiller Aulique, & Chambellan de nôtre dit Frere l'Empereur, & le Sieur Jean Frederic libre & noble Baron de Sellern son Conseiller Aulique & Commisnaire Plenipotentiaire dans les Dietes de l'Empire, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nôtre tres-cher & tres-ami Frere l'Empereur, & les Deputez Plenipotentiaires des Electeurs, Princes, & Etats du Saint Empire pareillement munis de Pleins-pouvoirs, duquel Article séparé la teneur s'en suit.

Infrastru tenor Articlei separati.

Nous ayant agreable le susdit Article séparé en tout son contenu, avons iceluy, approuvé, loué & ratifié, approuvons, louons & ratifions par ces presentes signées de nôtre main, prometans en foy & Parole de Roi de l'accomplir, observer, & faire observer sincerement & de bonne foy, sans souffrir qu'il y soit jamais allé directement ni indirectement au contraire pour quelque cause & occasion, que ce puisse estre, En témoin dequoy nous avons signé ces presentes & à icelles fait apposer nôtre Seel. Donné à Versailles le onzième jour de Novembre l'an de grace mil fix cens quatre-vingt dix-sept, & de nôtre Regne le cinquante-cinquième.

Esloit signé.

LOUIS.

Par le Roy.

COLBERT.

Appendebat Sigillum magnum.

Extrait du Protocolle de la Mediation portant que les Ambassadeurs de France en signant la Paix avec ceux de l'EMPEREUR & de l'EMPIRE ont accordé un terme de six semaines à ceux qui n'ont pas voulu signer, à la fin duquel ils se ront obligés de se declarer. A Ryswick le 11. Octobre 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswick. Tom. IV. pag. 11.]

ANNO 1697. Sur ce qui a été rapporté par l'Ambassade Impériale à Messieurs les Ambassadeurs de France, que quelques-uns des Etats de l'Empire de la Confession d'Ausbourg ne pourroient pas, faute d'ordre, signer le Traité de Paix qu'il s'agissoit de conclure, à cause de l'Article qui regarde la Religion à la fin du §. 4. dudit Traité, Meilleurs lesdits Ambassadeurs de France nous ont déclaré, que ce défaut de signature n'empêcheroit point la Conclusion de la Paix, & qu'ils consentoient que lesdits Etats refusans ne laissent pas de jouir du bénéfice de la cession d'Hollandez durant le terme de six semaines, convenu pour l'échange des Ratifications, pendant lequel temps ils seroient aussi obligez de déclarer ici où à Ratisbonne s'ils acceptent ou non toutes les Conditions dudit Traité. Et faite par eux de les accepter purement & simplement, ils déclaroient que la Guerre continueroit contre les refusans, nonobstant même les Articles portez dans ledit Traité en leur faveur, qui en ce cas deviendroient caducs; la Paix au surplus demeurant réciproquement faite pour être exécutée à l'égard de tous les autres Etats de l'Empire, qui l'auroient signée & acceptée.

(L.S.) BONDE.

(L.S.) LILLIEROOST.

Autre Extrait du Protocolle de la Mediation concernant le terme accordé par les Ambassadeurs de FRANCE, aux Ministres des Princes PROTESTANS de l'Empire pour accepter la Paix prise à signer. Le 30. Octobre 1697. Actes & Memoires de la Paix de Ryswick. Tom. IV. pag. 166.]

MEilleurs les Ambassadeurs de Sa Majesté Impériale étant entrez avec Meilleurs les Ambassadeurs de Sa Majesté Très-Chrétienne dans le Cabinet de nous appartenant, où les Conférences se sont tenues ordinairement, & nous ayant fait prier de nous y rendre, nous ont dit, que Meilleurs les Ambassadeurs de France ne vouloient accorder aucune des Conditions que Meilleurs les Ministres des Etats Protestans demandoient, mais qu'ils la requisoient de l'Ambassade Impériale ils vouidoient bien permettre que lesdits Ministres Protestans, signassent d'abord la Paix avec tous les autres *Sub jte rati*, ou bien fissent leur Déclaration de l'accepter soit à Ratisbonne ou ici, avant le terme de l'échange des Ratifications, & qu'en attendant ils jouiroient de la Paix, comme les autres qui alloient signer, ce que Meilleurs les Ambassadeurs de France ont avoué en notre présence, & ils y ont ajouté ce qui est contenu dans l'extrait du présent Protocolle qui a été extraxé aujourd'hui à part le 30. Octobre 1697.

Declaratio Plenipotentiariorum WIRTEMBERGICORUM, de Subscriptione Pacis, nec non de spatio sex septimanarum recusantibus concessio, cuius Beneficium acceptant, siquæ reservant. Datum Hagæ Comitû 11. Octobris 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswick, Tom. IV. pag. 107.]

Cum plurimorum Sacri Romani Imperii Electorum & Principum Augustanz Confessioni addictorum Legati & Plenipotentarii ideo quod Excellentissimi Regis Christianissimi Legatio clausulam quandam Articuli IV. Religionem concernentem, super qua non instructi fuerunt, Instrumento Pacis die 11. Octobris in Palatio Ritswicensi signato inferi uferent, ad ejusdem Subscriptionem concurrere recusaverint, vel ut ipsi consequenter asseverarunt, non poterint, & ne propterea publice tranquillitatis reintegratio in totum prorahereur, vel incertis eventibus aliis exponereur ab Illustissimis & Excellentissimis Legatis Cæsaribus, auctoribus Illustissimis & Excellentissimis Legatis Gallicis pro temperamento in medium allatum fuerit, ut supra dicto modo Subscriptionem recusantibus, liberum sit vel ab eadem penitus abstinere, ita tamen, ut intra spatium 6. septimanarum Ratificationi Pacis prefatum, mentem Dominorum suorum Principum de acceptatis ejusdem Articulis declarant, vel iidem jam tum sub spe & Conditione Ratificationis appone-

ANNO
1697.

re, Infraſcripti Sereniſſimi Ducis Wirtembergici Miniſtri Plenipotentiarii quo ſuum promovende Pacis ſtudio & magis teſtamentum, ultimum propoſitionis membrum eligeret, & ſic præſentibus huius Sereniſſimo Domino Principi ſuo quævis inde competentia referre vellent. Illuſtriſſimos & Excellentiſſimos Dominos Legatos Mediatoreſ, ea, qua par eſt, obſervantia requirunt, ut hanc Reſervationem ad Acta recipere dignentur. Hagæ-Comitum die 2. Octobris 1697.

J. GEORGIUS DE KULPIS.
(L.S.)
A. G. DE HESPERN.
(L.S.)

Declaratio J. C. NORFF Deputy Plenipotentiarii Sereniſſimi Electoris Coloniæ & Principis Leodiienſis, quod licet Pacem Caſaream & Imperii cum Rege Chriſtiſſimo ſubſcripſerit, iſte tamen non intendit eam approbare in puncto Dereliſſionis Jurium ad Eccleſiam LEODIENſEM, in Ducatum BULLONIENſEM pertinens. Actum Ryſwici 30. Octobris 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryſwich Tom. IV. pag. 110.]

Quandouidem Serenitas Sua Electoralis Coloniæ ſibi, ut Episcopos & Principes Leodiienſes, Deputatio ſibi ab Imperio Romano, una cum aliis Principibus & Conſtitutis ad reſtabiliendam Pacem cum Corona Gallie, delata, conſenſit, & ad eam perſuegendam, Pacemque in hac Qualitate ad normam Inſtructionis Imperii die 1. Junii 1697. in Comitibus Raſenſibus conſeque ſubſcribendam, infra nominatum Plenipotentiarium ſuum delegavit, ſi muneris fui eſſe duxit præſentibus declarare, ſe imminens Tractatum Pacis, non aliter niſi in ſupra dictâ Qualitate Delegat ſubſcripſurum, neque mentem ſuam elle, hac ſua Subſcriptione approbare Articulum 28. Pacis Neomagenſis, quatenus hac Pace Ryſwicenſi foret confirmandum, quod evidenter deroget Juri Episcopatu Leodiienſi ſine ulla controverſia in Ducatum Bulloniensem competenti, quodque dictæ Paci Neomagenſi, contra expreſſum Mandatum Episcopati & Capituli Leodiienſis inferius fit, reſervando alteremoratæ Suz Serenitati & Episcopatu ulterioriſ Proſteſtationes quas pro conſervandis ſuis Juribus ſibi convenire duxerit, requirerequod Excellentiſſimos Dominos Legatos & Plenipotentiarios illuſtris hujus Congreſſus, pro dandâ ſibi benivolâ Declaratione, hanc ſuam Subſcriptionem nullum ſupramemoratû Juribus Suz Serenitatis Electoralis adferre præjudicium, ſed ad perſicendum Commiſſionem Imperii Serenitati Suz Electorali delatam fuiſſe neceſſariam. Actum in Palatio Ryſwicenſi 30. Octobris 1697.

Signatum erat.

J. C. NORFF.

Proteſtation du Baron de MEAN Ambaſſadeur, & du Sr. NORFF Plenipotentiaire du Sereniſſime Electeur de Cologne & Prince de Liège contre la Paix de l'Empereur & de l'Empire avec la France, pour autant qu'elle confirme l'Article 28. de la Paix de Nimègue, au préjudice du Droit qui appartient à l'Eglie de Liège, ſur le Duché de BOUILLON. Fait au Château de Ryſwici le 31. Octobre 1697. Avec le CERTIFICAT du Secrétaire de l'Ambaſſade de la Médiation ſur le même ſujet. A Ryſwici le 31. Octobre 1697.

Il eſt ſouſſigné Ambaſſadeurs, & Plenipotentiaires de Son Alteſſe Sereniſſime Electorale de Cologne, Evêque & Prince de Liège ayant pluſieurs fois, avant, pendant, & après la dictature des Préliminaires du 10. Février dernier, déclaré par ordre expreſ de ſadite Alteſſe Sereniſſime Electorale de ne pas pouvoir prendre le Traité de Nimègue pour Baſe, & pour fondement de la Paix préſente, à cauſe de l'Article 28. qui déroge entièrement aux Droits de ſon Eglie de Liège, à l'égard du Duché de Bouillon, qui y eſt inferé contre les Ordres & Inſtructions de Son A. S. E. Maximilien Henri fon Prédéceſſeur, & deſaprouvé par les Proteſtations ſolennelles dudit Prince & du Chapitre de Liège, en date du 17. & 18. Février
TOM. VII. PART. II.

1697. avant la Ratification dudit Traité comme il conſte par les Actes de ſadite Négociation de Nimègue, & voyant, que nonobſtant toutes Inſinuations & Représentations jointes à celles, que Son Excellence Monſieur le Baron de Lillieroot Ambaſſadeur Médiateur & les autres Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires des Hauts Alliez ont très ſouvent réitérées pendant la Négociation de la Paix en ce Congreſ, on n'a ſû porter leurs Excellences Meſſieurs les Ambaſſadeurs de France de faire inferer au Traité de Paix fait avec l'Empire la Reſtitution du Château, Ville, & Duché de Bouillon, avec tout ce qui en dépend appartenant à ſadite Eglie de Liège, ſi juſtement redemandée par Son A. S. E. après une Poſſeſſion de ſix Siècles, confirmée par les Traitez de Cambray & de Cambraiſ, reconnue par les Rois Très-Chrétiens, & même par Sa Majeſté à préſent régnante, qui a offert encore pendant cette Guerre des équivalens aux Rois de Suède, & de Danemarck pour ledits Ville, Château, & Duché de Bouillon, après avoir été occupé par ſes Armes dans un tems, que le Pays de Liège n'étoit point en Guerre, & qui par conſéquent, ſelon toute Juſtice, & raiſon, doivent être rendus à Son Alteſſe Sereniſſime, & la Poſſeſſion remiſe à l'Eglie de Liège, comme en ayant été privée par voye de fait, ſi ſe trouve obligé par ordre expreſ de leur Prince & Maître, pour la Conſervation de ſes Droits, & de ceux de ſon Eglie de Liège, de renouveler les Reclamations & Proteſtations ci-devant faites, en proteſtant derechef contre l'Article 28. dudit Traité de Nimègue, & contre le préſent Traité, pour autant, qu'il ſe pourroit confirmer dans ce Point, comme auſſi contre la détention dudit Duché de Bouillon, qui ſe fait au préjudice deſdits Droits incontestables de Son Alteſſe Sereniſſime Electorale, & de l'Eglie de Liège, déclarant en même tems que ledit Traité, & la détention d'un des plus anciens Patrimoines de ſadite Eglie doivent être cenſez nuls & de nul effet; & comme ſi n'étoient jamais arrivés, & qu'ils ne pourroient ni à préſent, ni à l'avenir porter aucun préjudice aux Droits & à la Poſſeſſion appartenante incontestablement à l'Evêché de Liège, n'étant point dans le Pouvoir d'aucune Puiffance quelle quelle ſoit de diſpoſer, diminuer, altérer ou compromettre en aucune manière les Droits & la Poſſeſſion de ſadite Eglie ſans le conſentement expreſ des Evêques & du Chapitre, ni à ceux-ci d'aliéner ou de mettre en doute ledits Droits, & Poſſeſſion lui appartenans, ſi clairement & ſi incontestablement; & afin qu'on ne puiſſe jamais prétexter aucune ignorance de cette Declaration & Proteſtation, ledits Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires requireront leurs Excellences Meſſieurs les Ambaſſadeurs Médiateurs de ſes vouloir faire mettre au Protocole de la Médiation, Son Alteſſe Sereniſſime Electorale & ſon Chapitre de Liège ſe reſervant de ſ'en pouvoir ſervir en tout tems pour marque, & preuve qu'ils n'ont jamais conſenti audit Article 28. ni à tous autres Traitez qui le pourroient en ce Point confirmer, nonobſtant la ſignature que les Miniſtres Plenipotentiaires de ſadite Alteſſe Sereniſſime Electorale ont été obligés de faire, comme Députés de l'Empire du préſent Traité de Ryſwici, qui a proteſté contre ledit 28. Article, agitant toujours les autres Articles de ce Traité, & qu'il ſoit garanti par un Acte expreſ, de tout le préjudice qui en pourroit jamais arriver à ſadite Eglie, prétendant de ſ'en faire relever en tout tems, en cas de beſoin, afin de pouvoir toujours recouvrer ledits Château, Ville & Duché de Bouillon, avec leurs Appendances & Dependances: Fait au Château de Ryſwici en Hollande, ce 31. Octobre 1697.

L. B. MEAN. NORFF.
(L.S.) (L.S.)

Certificat touchant la Proteſtation de Bouillon ou Extrait du Protocole de la Médiation tenu au Château de Ryſwici, le 31. Octobre 1697.

Monſieur le Baron de Mean, Ambaſſadeur Extraordinaire de Son Alteſſe Electorale de Cologne & ſon Plenipotentiaire Monſieur Norff ont aujourd'hui préſenté à leurs Excellences Meſſieurs les Ambaſſadeurs Médiateurs une Proteſtation touchant les Droits de l'Eglie de Liège ſur le Château, Ville & Duché de Bouillon, avec ſes Dependances, laquelle a été inferée
lii dans

ANNO dans les Actes dudit Protocole, & communiqué à
1697. leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs de Fran-
ce. Fait à Ryfwich comme dessus.

C. G. FRIESENDOFF Secrétaire
de l'Ambassade.

*Extractus Protocolli Cancellariæ MOGUNTINÆ,
Subdelegato NORFF datus ad maiorem conser-
vationem Juris Serenissimi Electoris Colonienſis ut
Episcopi Leodiensis in Ducatum BULLIONEN-
SEM. Haga Comitii 11. Nov. 1697. [Actes
& Memoires de la Paix de Ryfwich, Tom. IV.
pag. 161.]*

Serenitatis Suez Electoralis Colonienſis Conſiliarius &
Plenipotentiarius Dominus NORFF, produxit nomine
Clementissimi Domini sui, ut Episcopi Leodiensis
Reservationem & Protectionem in scriptis ad Pro-
tocolum, vigore cuius declarat, Subscriptionem à se
in Instrumento Pacis tanquam Subdelegato Imperii
factam, Juribus, Serenissimo Domino suo in Duce-
m Bullionensem competentibus, nullatenus præjudi-
care, neque se hunc Articulum 28. Pacis Neomagenſis
velle agnoscere, petendo deluſer ſibi nomine De-
putationis Imperii, Attestationem quandam extradi.
Cumque dicta Reservatio ad futuram rei memoriam
Protocollo Imperii inserta, perque conſultum Depu-
tatorum placitum fit prædictam Attestationem extra-
di, Extractus hic cum Sigillo Cancellariæ Electoralis
Moguntinæ & Directorialis Imperii, præſto Domino
Subdelegato NORFF ad maiorem conſervationem Juris
Serenissimi Electoris Colonienſis, ut Episcopi Leodiensis
juxta prædictum Conſultum Deputationis Imperii in
optima formâ conſeſſus est, ſignatum Hagæ Comitii
11. Novemb. 1697.

Locus Sigilli Cancellariæ Moguntinæ.

Versionem hanc ex Idiomate Germanico factam
cum Originali suo per omnia concordare at-
teſtor.

Erat ſignatus.

JOHANNES CONRADUS NORFF,
Serenissimi Electoris Colonienſis
ad Tractatus Pacis Sub-Depu-
tus Plenipotentiarius.

*Ratification du Serenissime Electeur de COLOGNE,
comme Evêque & Prince de LIEGE sur la Pro-
tection faite en son nom pour la Conſervation
des Droits de son Eglise sur la Duché de
BOUILLON. A Liège le 10. Decembre
1697. Avec celle du CHAPITRE de Liège
du 9. Decembre 1697. [Actes & Memoires de
la Paix de Ryſwich. Tom. IV. pag. 193.]*

Son Altesſe Sérénissime Electoralis déclare d'avoir ra-
tiſié, comme elle ratiſie encore par cette, la Pro-
tection que ſon Ambaſſadeur le Baron de Meun &
ſon Plenipotentiarius NORFF ont fait contre le Traité
dernier de Ryſwick pour la Conſervation des Droits
de ſon Eglise ſur le Duché de Bouillon. Liège ce 10.
de Décembre 1697.

Erat ſignatus.

JOSEPH CLEMENT.

*Ratification du Chapitre de la Très-Illuſtre Cathédra-
le de Liège, touchant la Protection faite touchant
Bouillon.*

Meffigneurs les Doyen & Chapitre de la Très-Il-
luſtre Eglise Cathédrale de Liège déclarent de ra-
tiſier comme ils ratiſient par cette, la Protection faite
au Château de Ryſwick le 31. d'Octobre par Ordre
expres de ſon Altesſe Sérénissime leur Evêque & Prin-
ce, pour la Conſervation des Droits de Sadite Altesſe
Sérénissime & de l'Eglise de Liège, ſur le Château,
Ville & Duché de Bouillon, avec ſes Dépendances;
inferée dans les Actes du Protocole de la Médiation,
& communiqué à leurs Excellences Meſſieurs les Am-
baſſadeurs de France, dont la teneur ſ'enſuit.

• PROTESTATION.

Donnée à Liège au lieu Capitulaire ce 9. Decembr. 1697.

Par Ordonnance de mes Très-Révéréndiſſimes,
Très-Ilлуſtres & Généreux Seigneurs les Doyen
& Chapitre ſuſdits.

SCHEPERS.

* On la trouve à la pag. précédente col. 1.

*Declaratio cauſarum ob quas Legati & Plenipoten-
tarii Serenissimum Electorum & Principum
Imperii Proteſtantium noluerunt ſubſcribere Pa-
cem Imperialem cum Gallia factam. Datum
Hagæ Comitii 25. Octob. 4. Nov. 1697. [Ac-
tes & Memoires de la Paix de Ryſwich. Tom.
IV. pag. 143.]*

ANNO
1697.

Simul ac Illuſtriſſimi & Excellentiſſimi Domini Le-
gai Sæcæ Cæſaræ Maſteltis 29. menſis Octobris
atque ita pridie ante conſultum ſignatamque pacem pro-
poſuerunt, Illuſtriſſimos atque Excellentiſſimos Domi-
nos Legatos Gallicos, ſub conditione ſine qua non.
poſtulare, ut Articulo IV. Tractatus, qui de reſtituendis
ex capite Reunionem agit, quique totus lectus releſ-
tuſque, utriusque tandem approbatus fuit, ſequens Clau-
ſula annexeretur: *Religionem tamen Catholicam Romanam in
his ſe reſtitutis in ſtatu quo nunc eſt remaneat.* Elec-
torum, Principum, ac Statum Imperii Auguſtanæ
Confeſſionis ad Tractatus Pacis deputatorum Legati ac
Plenipotentiarii hic præſentes in unum conveniunt, &
re bene perſepta unanimiter exiſtimant dictam Clau-
ſulam adſervari.

I. Legibus Imperii Fundamentalibus, nimirum tam
Paci religioſæ de Anno 1555, quâ definitum eſt quod
Auguſtanæ Confeſſionis Conſortes in quietâ poſſeſſione
bonorum Eccleſiaſticorum & reſtitutum ad ipſos ap-
pentionem relinqui, & nullæ inde lites ab ipſis moveri
debeant, quam etiam imprimis Paci Weſtphalicæ, quæ
præſenti Tractatui, tanquam baſis & fundamentum
ſubſternitur. Hujus enim verba expreſſa ſunt: Quod
unicum & ſolum reſtitutionis & obſervantiæ futuræ
fundamentum in Eccleſiaſticis eſſe debeat anno 1624.
& reſpectivè in Palatinatu ſtatu, ante motus Bohemi-
cos, donec controverſe Religionis amabili Partium
compoſitione univerſali definiantur.

II. Capitulationibus Cæſaræ & Regis Romanorum,
in quibus aſſeritur Paci Religioſæ, & tam inſeſſectis
Weſtphalicæ ſolemniter conſtituuntur.

III. Inſtructioni ab Imperio Deputatis Ejus ad præ-
ſentes Pacis Tractatus data, quæ utriusque, tam Catho-
licis, quam Evangelicis normam agendi præſcribit. Eam-
dem etiam Inſtructionem à Sacta Cæſaræ Maſteltæ con-
firmata fuit, atque in hoc ſenſu Excellentiſſimam Le-
gationem Cæſaræam pariter obligat: tenor illius eſt,
quod omnia tam in Eccleſiaſticis, quam Politicis quo-
cunque modo mutata, ad normam Pacis Weſtphali-
cæ in priſtinum ſtatum reponi debeant. Porro,

IV. Clauſula illa contraria eſt Inſtructioni particulari,
quam Deputati Auguſtanæ Confeſſionis à Corpore E-
vangelicorum acceperunt, ut etiam

V. Mandatis particularibus Principalem Ipſorum de
collimantibus.

VI. Ipſi Garantæ Paci Weſtphalicæ, quam Rex
Chriſtianiſſimus una ſuſcepit.

VII. Præliminari hujus Pacis, quod fundamentum
fuit Tractatum inde ſecutorum, nec non

VIII. Projectio die 20. Julii & Declarationi die 1.
Septembris ab Excellentiſſima Legatione Gallica extra-
diſ, quæ de mutatione adeo periculôſa Inſtrumentum
Paci Weſtphalicæ, ne minimam quidem mentionem
ſciunt. Et cum prædicta Legatio adhuc paucos ante
ſignatum Pacem dies Cæſaræ Legationis optionem de-
derit, an illud Projectum & Declarationem ſuper Pa-
ce, prout jacent, ſignare vellet, vel exinde apparet, de
dicta Clauſula nullum tunc temporis adhuc à Rege Chri-
ſtianiſſimo mandatum adſuiſſe.

IX. Contrariatur quoque dicta Clauſula Articulo
præcedenti Tertio Pacis Ryſwicenſis, juxta quem Pax
Weſtphalica & Neomagenſis dictæ præſentis baſis &
fundamentum eſſe, & ut additum eſt, ſtatim à com-
mutatis Ratificationum formulis, in facris & profanis
plene executioni mandari, & poſthac ſanctæ recte ſer-
vari debent. Quod attinet ad Clauſulam ibi adſignatam,
niſi quatenus aliter convenit eſſe, illam tantum de
proſinus, & nullo modo de Eccleſiaſticis intelligi poſ-
ſe, ex ſuperius allegato & multis aliis paribus Inſtru-
mentis Paci Weſtphalicæ maniſeſte deprehenditur. San-
ctum enim ibi eſt, & ſpecialiter Articulo V. §. 9. In-
ſtrumentis Paci Oimabugenſis, quod Auguſtanæ Con-
feſſionis additi poſthac in habita vel recuperata poſſeſ-
ſione nullo modo turbari, ſed ab omni perſecutione
juris & facti perpetuo tuti eſſe debeant, donec Con-
troverſe Religionis compoſitæ fuerint.

X. Repugnat quoque allegata ſæpius Clauſula Arti-
culi

ANNO
1697.

culis separatim Tractatum cum Rege Magnæ Britanniæ, & Dominis Ordinibus Generalibus Federati Belgii, per quos Sacre Cæsareæ Majestati & Imperio liberum manet, Pacem in conditionibus quæ in supra memoratis Projecto & Declaratione Gallica stipulatae sunt, intra terminum inire.

XI. Talis Clausula Unionem & Vinculum concordie inter Status Imperii nimium quantum lædit, & cum.

XII. Excellentissima Legatio Cæsarea commune Evangelicorum Monitum ad Articulum III. executionem Pacis in Imperio tantum concernens, ex hac ratione admittere recusavit, quod dicta executio in Imperio nil quicquam Galiam tangat, sed unice ad Cæsarem & Imperium spectet, cum infuper.

XIII. Excellentissima Legatio Gallica non tantum monitu particulari quorundam Evangelicorum, quibus restitutioni Religionis suæ in Provinciis ad Romanum Imperium redeundis cavere voluerunt, tanquam superflua. Regem Christianissimum non concernentia & sub generali dispositione Articuli Tertii jam comprehensa admittere noluerit, sed etiam illud commune Evangelicorum Monitum, quo conservationi Religionis Evangelicæ in Civitate Argentinenfis ac in Alsatia ad normam Pacis Westphalicæ prospicere voluerunt, rejectum non apparuit, quia ratione eadem pretendens aut Legatio Cæsarea admittere possit, ut contra dictam Pacem mutatio circa statum Sacrorum in terris Imperii fiat. Denique.

XIV. Supradicti Legati & Plenipotentarii hic præfentes in scriptis citatam Clausulam, contra Mandata quæ habent, & conscientias suas consentire haud potuerunt, ne eo ipso quoque Dominis suis Principibus ut & reliquis Pacis Westphalicæ Afferentibus & Compacificentibus insignis præjudicium afferrent, præteritum cum etiam in lectura Instrumenti Pacis Ryswici in ipso Articulo signaturæ facta animadvertent in aliis quoque postibus ipsi insertis, quædam inserta alia quamvis jam placita, omnia tamen fuisse, quæ Evangelicos non leviter angunt, de quibus etiam Relatio ad Comitiam Imperii fiet, & quamvis.

XV. Pro expediendi proposito fuerit, ut Evangelici sub spe rati Instrumentum Pacis subscriberent, hæc tamen exceptio tribus ad id per speciales rationes motis, apud reliquos Legatos & Plenipotentarios locum in casu præfenti invenire non potuit, ubi sicut dictum est, Instructiones expresse contrarium injungunt, & ubi de mutatione status circa Sacra in Terris Imperii agitur, præteritum cum Excellentissima Legatio Gallica durante Pacis Negotiatione in rebus etiam levioris momenti defectum Mandatorum Regis sui scilicet pro executione allegaverit, unde consilium habitum fuit.

XVI. Alterum expediens acceptare, subscriptionemque eo usque differræ, donec Dominis Principibus ea omnia referri, hique intra tempus Ratificationis hac super re, aut hic, aut Ratibonæ sese declarare possint.

Quo autem de rationibus in re tam ardui momenti eo melius apud Acta præfentis Negotiationis, nunc & imperpetuum constet, Legati ac Plenipotentarii hic subscripti Illustrissimos & Excellentissimos Dominos Legatos Mediatores, ut Repræsentationem hanc in Protocollo suo inferant, atque ipsis Documentum infuinationis de super extradant, enixe requirunt, & pariter testantur Principales suos non minore zelo, quam reliquos Imperii Deputatos in Pacem ferri, & non nisi cum dolore perceptum esse, quod illa ipsorum nomine ob difficultatem minime præviam signari non poterit.

Declarationem hanc nomine Sacri Romani Imperii, Electorum, Principum & Statuum Augustanæ Confessionis ad Tractatum Pacis Deputatorum, Eorundem Legati & Plenipotentarii hic præfentes subscripserunt & sigillis suis muniverunt. Hæc Comitum die

25 Octobris.

4 Novemb. 1697.

Nomine Serenissimi
Electoris Saxonie.

Nomine Serenif. Electoris
Brandenburgi.

CHRISTOPHORUS DIET-
CUS BOSE JUNIOR, Le-
gatus. (L.S.)

W. DE SCHMETTAU, N.
B. DE DANCKELMAN,
Legati Extraord. & Ple-
nipot. (L.S.) (L.S.)

Nomine Ducatus Palatino-
Bipontini.

Nomine Serenissimi Ducis
Saxo-Coburgici.

ANNO
1697.

GEORGIUS FRIDERICUS
DE SNOLSKY. (L.S.)

HENRICUS RICHARDUS
LIBER BARO AD HA-
GEN, Plenip. (L.S.)

Nomine Serenif. Ducis
Saxo-Gothani.

Nomine Serenissimi Mar-
chionis Brandenburgici
Culmbacensis.

ADOLF CHRISTIAN AVE-
MAN, Plenipotentarius.

Ez. B. DE STEIN..

Nomine Serenif. Ducis
Brunsvico-Zel-
lenis.

Nomine Serenif. Ducum
Brunsvico-Guelpherbi-
tanorum.

EKLINGKORAEF, Ple-
nipotentarius.

JOHAN WILHELM DE
MANSBERG.

Nomine Serenif. Landt-
gravi Hasso-Castellani.

Nom. Ducatus Holsatiæ
Gluchthadensis suo lo-
co & ordine.

WILHELM VULTEJUS,
Plenipotentarius.
(L.S.)

DETHLERUS NICOLAUS
DE LEWENCKROON, Ple-
nipotentarius. (L.S.)

*Certificatio Secretarii Legationis Mediatricis 4. Nov.
1697. [Actes & Memoires de la Paix de
Ryswiche Tom. IV. pag. 156.]*

Exhibuerunt eodem die Domini Legati & Plenipo-
tentarii Sacri Romani Imperii, Deputati Electo-
rum, Principum & Statuum, Augustanæ Confessionis
additorum demonstrationem scripto comprehensam de
die 4^{to} Novemb. quæ exponunt rationes, cur subscribere
non poterant Instrumento Pacis die 21. Octobris
conclusæ, postquam Articulo quarto ejusdem sequentis
Clausula inserta fuisset: *Religione tamque Catholicæ Romanæ
in locis per restitutionem in statu quo nunc est remanente*
hoc itaque scriptum ritè infinuatum esse attestat.

In fidelem Protocolli.

C. G. FRIESENDOERFF.

*Protectio Legatorum Suecorum, quod Exitus Pa-
cis Ryswicensis illa Osnabrugensi minime respondens
Regi suo non debeat imputari, præfentem in Rebus
Ecclesiasticis Majestatem suam ut Sponsorem tan-
gentibus. Datum in Palatio Ryswicensi die 12. Oc-
tobris 1697. [Actes & Memoires de la Paix
de Ryswiche Tom. IV. pag. 8.]*

Cum præfenti Pacis Tractatu, ubi Sacra Regia Ma-
jestas Sueciæ partes Mediatricis sustinuit, haud par-
va sit facta mutatio Pacificationum Westphalicæ &
Neomagenfis, quarum utriusque sua Regia Majestas
juxta cum aliis supremis Potestatibus vindex est atque
affertor, sua Regia Majestas necessarium existimavit per
nos infra scriptos suos Legatos Extraordinarios & Ple-
nipotentarios declarare testantemque facere, quod alit
memoratæ suæ Regiæ Majestati nihil magis cordi fuerit
quam supra dictarum Pacificationum conservatio, &
quod Regia Majestas continuè in hunc finem studius
ejusmodi a parte Gallie procuraverit promissi quæ suæ
Regiæ Majestati omnem spem fecerant per Pacis futu-
ræ Tractatus intentione sua potiundi, sicut & constat,
Regem Christianissimum tunc conditiones durante hoc
Pacis negotio proposuisse, quarum virtute Urbis Ar-
gentinenfis cum suis dependentiis Imperio relinqui ac
servari potuisset, sed cum hæc propositiones intra præfixum
tempus non acceptæ fuissent, & Gallia armorum
suorum successu eas postmodum immutaverit, Pat
quoque cum Federatis qui una sponsores erant, sub-
cuncta sit, ita ut Imperator & Imperium e re sua duxerint.

ANNO

1697.

rint, potius amore Pacis in dictas mutationes contenti-
re, quam grave incertumque profectui bellum, Sacra
sua Regia Majestas confidit, neque in præsens, neque
in posterum vel Garantie vel Mediationis suæ officii
ex hoc capite culpe quicquam imputatum iri. Porro
cùm in ipsâ Tractatus conclusione novi quid circa Ec-
clesiastica in Instrumento Pacis Westphalici stabilita
exoritur sit, ea de re fuz Regiæ Majestatis Legati Ex-
traordinarii & Plenipotentiarii expresse sibi reservant
mentem fuz Regiæ Majestatis intra terminum commu-
tandarum Rathabitionum declarare. Actum in Palatio
Ryfwiceni die 13. Octobris 1697.

CAROLUS BONDE. N. LILLIEROOT.

*Protestatio Comitiss BALLIANI Nunciæ extraor-
dinarii Ducis Mantuæ, contra Pacem Ryfwicem-
sem, quod, videlicet, quicquid in ea conclusum
vel decretum fuerit, quod futuris ejusdem Ducis
contrariari possit, nullius præjudicii fuisse & esse de-
beret ipsi Domino Duci. Acta & Domini Lega-
tis Mediatoribus consignata die 4. Novembris
1697. Cum CERTIFICATIONE ejusdem
Legationis Secretarii Baronis à FRIESEN-
DORF. 4. Novembris 1697. [Actes & Mé-
moires de la Paix de Ryswich Tom. IV. pag.
122.]*

Pervenit ad hunc Hagæ-Comitis Congressum infra-
scriptus Comes Camillus Ballianus à Serenissimo
Domino Duce Mantuæ ex propria benignitate in Nun-
tium extraordinarium electus, pro illius petrastrandis
negotiis apud hunc præstantissimum Ryfwicensem Con-
gressum, petit admitti coram celebratissima fide ad ex-
empla Commissionis sibi à Clementissimo Domino suo,
Domino Duce Mantuæ pro reparandis præjudiciis omni-
bus, si quæ sunt & obinendis provisionibus oppor-
tunis atque necessariis super damnis occasione præsen-
tis ultimi Belli passis in illius Statibus cum Mantuæ tum
Montiserrati, nec non & super differentiis inter illum
& Dominum Ducem Sabaudiz jamdiu vententibus,
quæ nunquam debitum finem consecute fuere; quæ su-
per petitione, cùm hæc exaudiri fuerit. Volens prop-
terea, omni quo potest meliori modo, dicti Domini
Ducis indemnitati consulere, tenore præsentium de-
clarat, atque protestatur, quicquid in præsentibus Pa-
cis Tractatibus actum, conclusum vel decretum fue-
rit, quod Juribus ejusdem Domini Ducis contrariari
posset, nullius præjudicii fuisse & esse debere ipsi Do-
mino Duci, upore quod nec illius Jura intellecta fue-
runt, nec infrascriptus actum vel expresse consen-
sum præstitit, minimeque prestare poterit, adeo ut
Jura sepe dicto Domino Duci Mantuæ quomodo &
qualitercunque competentia ac competenda, ex causis
permixtis & aliis suis loco & tempore exprimendis,
illata semper & intacta, prout antea, perdurent tempo-
ribus quandocunque exercenda; & non aliter nec alio
modo cunctanter usus, præsentis reverenter Protesta-
tionis & jurium reservationis scripturam unâ cum edita
in scriptis instantia, pro obtinenda enarrata audientia
Illustrissimis atque Excellentissimis Dominis Legatis
Extraordinariis Suedenibus Mediatoribus ad hunc Pa-
cem generalem sub die 21. mo præteriti mensis Oc-
tobris consignata, in illarum Protocollo & relationibus
dictæ Pacis, ad perpetuam rei memoriam inseri testi-
monialiaque opportuna & authentica infrascripto Comi-
tu Balliano coucedi, die 4. Novembris 1697.

*Certificatio Secretarii Legationis Mediatorie, super
hac Protestatione. Datum Ryfwici 4. Novem-
bris 1697. [Actes & Mémoires de la Paix de
Ryswich Tom. IV. pag. 125.]*

Eodem die exhibuit Serenissimus Dux Mantuæ Nun-
tium Domini Comes Camillus Ballianus Protesta-
tionem scripto comprehensam super damnis Statibus
Mantuæ & Montiserrati occasione præsentis Belli il-
latis, nec non differentiis inter laudatum Dominum

Ducem & Dominum Ducem Sabaudiz, jam diu ver-
tentibus, quod ita actum esse attestat.

ANNO

1697:

In fidem Protocolli,

C. G. FRIESENDOFF.
Secretarius Legationis &
Mediatoris Regiæ.

*Protestatio nomine Ducis BRUNSWICO-LUNE-
BURGICI ex Linca GUELPHERBYTA-
NA contra Pacem Ryfwicensem pro conservatione
Juris sui in duas Præbendas Ecclesiæ Argenta-
rentis, juxta tenorem Instrumenti Pacis Westphali-
cæ. Actum Hagæ Comitiss 4. Novembris 1697.
[Actes & Mémoires de la Paix de Ryswich
Tom. IV. pag. 126.]*

Illustrissimis & Excellentissimis Dominis Legatis
Mediatoribus, tam ex Instrumento Pacis Osnabru-
genfis Art. XIII. §. 11. & 12., quam ex iteratis apud
Excellentias suas factis representationibus notum erit,
quàm liquidum sit jus, quod Serenissimis Ducibus
Brunswico-Luneburgicis, Linæ Guelpherbytanz in
duas Præbendas seu Canonicias in Episcopatu Ar-
gentoratenfi competi, speraverant inde alie memora-
ti Duces justum ipsorum petium, ut scilicet ipsi duas
Præbendas per Instrumentum Pacis Westphalicæ col-
latæ & per Sententiam quandam à Consilio Brifacensi
ablatæ juxta tenorem Preliminarium Pacis restituerentur,
illum consecuturum effectum, ut per specialem
Articulum Instrumento Pacis Cæsareo Gallico inferen-
dum in possessionem dictorum Beneficiorum iterum
immitterentur. Cùm verò infrascriptus aitememoratorum
Serenissimorum Ducum ad Convenitum Pacis
missus Plenipotentiarius, animadvertit, petiti hujus
in Instrumento Pacis mentionem non fieri, hinc ex
speciali Mandato Serenissimorum suorum Principum
declarat voluit, se Serenissimorum Ducum juri per
Instrumentum Pacis Westphalicæ titulo suis oneris
quæsito remanere non posse, & cùm restituito dicto-
rum Canoniciatum obtineri non poterit, hinc in omnes
illos Actus, Conventions aut Pacta, quibus Sere-
nissimorum Ducum jus in dictas Præbendas lazi aut
inverti ullo modo potest, se consentire non posse de-
clarat, justasque aitememoratorum Ducum præsentio-
nes per Instrumentum Pacis Westphalicæ quæsitæ &
per Preliminarium Pacis Ryfwicensis pro parte restitui-
ratis conservare, & quævis competunt aitememoratis
rebus suam intra terminum Ratificationis amplius ex-
ponant; Illustrissimos atque Excellentissimos Dominos
Legatos Extraordinarios Mediatore rogat, ut Protec-
tationem hanc, per quam nihil aliud quàm Serenissimo-
rum suorum Principum jus ratione illarum Præben-
darum competens, illisum reservare intendi, Protocollo
Mediatorio debito loco inseri & reponi jubeant. Hagæ-
Comitis die 4. Novembris 1697.

FRIDERICUS à STEINBERG.

*Arrêt (1) du Conseil Souverain d'Alsace fait à
Brifac, rendu par défaut en faveur du Chapi-
tre de Strasbourg contre les Princes de la Mai-
son Ducale de Brunswick-Lunebourg Wolfem-
butel, & contre le Prince CHARLES GUS-
TAVE de Bade-Dourlach, par lequel lesdits Prin-
ces sont dépouillés de la moitié du Village de Lam-
pertsheim & de la Maison communement nom-
mée Broudershof, avec tous les Droits y apparte-
nant. Donné à la Ville neuve de Brifac le 11.
Juillet.*

(1) Quel que les deux Prébendes, qui font le sujet de la pro-
testation du Duc de Brunswick-Wolfenbutel, ne soient pas do-
nnées en cet Arrêt, c'est pourtant le même en vertu duquel
il se plaint d'en avoir été dépouillé; & comme il se trouve joint
pour l'Ancêtre à ladite Protestation dans les Actes de Ryswick, on a
cru ne devoir pas l'en séparer. (D u m.)

ANNO 1697. Juillet 1687. [Actes & Memoires de la Paix de Ryfwich Tom. IV. pag. 130.]

L'ouis par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre au premier nôtre Huissier ou Sergent Royal sur ce requis, faisons savoir que ce jourd'hui vñ par nôtre Conseil Souverain d'Allace, le deffaut fait de comparoir obtenu au Greffe des présentations d'icelui par les Prévot, Doyens, Chanoines & Chapitre de l'Eglise Cathédrale de nôtre Ville de Strasbourg Demandeurs aux fins de la Commission par eux obtenue en Chancellerie le 15. Janvier dernier d'une part, & les Princes Antoine Ulrich, Ferdinand Albert & Auguste Guillaume de Brunsvyk . Fery, & Adolphe de Mecklenbourg, & Charles Guylave de Bade-Dourlach Défendeurs & deffailans d'autre part, ladite Commission tendante à ce qu'il leur soit permis de faire assigner les Défendeurs pour se voir condamner, de se deffister & départir à leur profit de l'occupation & jouissance de la moitié du Village de Lampertsheim, fauée dans la basse Allace, d'une Maison fize dans nôtre Ville de Strasbourg appelée communément de Brouterhoff, ensemble de plusieurs autres Maisons situées audit Strasbourg & des Rentes & Revenus consistant en bled, argent, grains, poules appartenans & dépendans dudit Brouterhoff, à la restitution des fruits depuis leur injuste détention & leurs dommages & intérêts, &c. aux dépens, assignation donnée aux Défendeurs en l'Hôtel de nôtre Procureur général, attendu leur qualité d'étrangers le dix huitième du même mois de Janvier, le dit deffaut obtenu contre les Défendeurs & deffailans le 2. d'Avril, suivant, demande en profit & celui avec huit pièces 7. arêtes sous les Cotes A. B. C. D. E. F. G. H. favoroit sous les Cotes A. deux Décrets ou Mandats de l'Empereur Rodolphe, le premier du 12. Septembre 1588. adressé à tous les Bourgeoismaîtres, Juges, Baillis, & Officiers de l'Evêché de Strasbourg, le deuxième du troisième Février, mil six cent, adressé aux Sieurs Herman Adolphe Comte de Solms, Ernest Comte de Mansfeld, Gulberhard Trufes & adhérens, portant injonction de rendre au Chapitre Catholique de Brouterhoff, &c. généralement tous les biens dequels ils s'étoient emparés, sous la Cotte B. un Extrait du Traité fait à Haguenau le douzième Novembre mil six cent quatre au sujet de la moitié du Village de Lampertsheim au fied de Brouterhoff, sous la Cotte C. une spécification des Rentes & Revenus repetés par les Demandeurs, sous la Cotte D. & le Procès Verbal par lequel il paroit que l'onzième Juin mil six cent trente trois des Dèputés de nôtre dite Ville de Strasbourg dépossédèrent les Doyens, Chanoines, & Chapitre dudit Strasbourg dudit Brouterhoff & de tous les biens en dépendans, en se fassant de tous les titres, papiers, bleds, ornemens d'Eglise, Argenterie & autres effets, qui y étoient, & descendant au Receveur de plus administrer ni faire aucune recette, sous les Cotes E. & F. font deux Missives des vingt un & vingt neuvième Novembre 1648. la première du feu François Evêque de Verdun adressée à nôtre dite Ville sous la Cotte G. & un ordre de l'Evêque de Worms, comme Prince Circulaire, du Rhin & Commissaire Dèputé par Sa Majesté Impériale pour l'exécution de l'Edit à lui envoyé, concernant la restitution à faire au Chapitre de nôtre dite Ville de Strasbourg, adressé aux Magistrats de la même Ville le quinzième Décembre de la même année, sous la Cotte H. & un Aête en forme de Protestation faite aux Magistrats de Strasbourg en date du 3. Février, mille six cent quarante neuf, par le grand Chapitre de la même Ville, de leur rendre & restituer en conformité de l'Edit ci-dessus envoyé à l'Evêque de Worms la moitié du Village de Lampertsheim, du Brouterhoff, & biens en dépendant, ensemble toutes les autres Pièces par eux produites & employées. Conclusions de nôtre Procureur Général, tout dûment veu & examiné oui, sur ce le rapport de Monsieur Jean Mauri, Conseiller en nôtre dit Conseil, a déclaré & déclare le deffaut bien & valablement obtenu, & adjuant le profit des Demandeurs de la moitié du Village de Lampertsheim, d'une Maison fize dans nôtre Ville de Strasbourg, vulgairement appelée de Brouterhoff, ensemble de plusieurs autres Maisons, situées audit Strasbourg, & de toutes les rentes & revenus en dépendans, à la restitution des fruits par eux perçus depuis leur injuste détention, aux dommages & intérêts des Demandeurs & aux dépens du deffaut & de

tout ce qui s'en est ensuivi; si te mandons pour faire pour l'exécution du présent Arrêt tous exploits & autres Actes de justice requis & nécessaires, de ce faire te donnons Pourvoir: donné à la Ville Neuve de Bricks, en nôtre Conseil Souverain d'Allace, l'onzième Juillet l'an de Grace mil six cent quatre vingt sept & de nôtre Regne le quarante cinquième. Collationé par ordre & arrêt du Conseil, JACQUIRET avec Paraph & scellé.

ANNO 1697.

Certificatio Secretarii Legationis Mediatorie. 4. Novemb. 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryfwich Tom. IV. pag. 135.]

Serenissimum Ducum Brunsvico-Luneburgicorum Linæ Guelpherbytanæ, Plenipotentiariorum genitissimum Dominum Fridericum a Steinberg Scriptum quoddam pro reservando Principibus suis jure, quod ipsi ex Instrumento Pacis Westphalicæ in duos Præbendas seu Canonicatus in Episcopatu Argentoratensi competere contendunt, hodie exhibuisse attestor.

In fidem Protocolli,

C. G. FRIESENDOFF,
Secretarius Legationis & Mediationis Regiæ.

Declaratio Plenipotentiariorum Dominorum Comitum SCAMNI WETTERAVICI de modo & sensu quo subscripserunt Pacem Imperialem, nimirum sub spe ratificari. Datum Hagæ Comitum 25. Octobris 4. Novembris 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryfwich Tom. IV. pag. 141.]

Cum nuper in signatione Instrumenti Pacis die 25. Octobris in Palatio Ryfwicenti facta, quorundam Sacri Romani Imperii Statuum Augustanæ Confessionis additorum Plenipotentiariorum qui ad subscripTIONem ejusdem concurrere nomenque suum sponere voluerunt, expressè declaraverint, id propter Clausulam Religionem concernentem, quæ Art. IV. subjuncta fuit, & super qua nemo eorum instructus esse possit, ad eum modum quem Illustrissima & Excellentissima Legatio Cæsarea, auctoribus ipsius Illustrissima & Excellentissima Legatis Gallicis, pro temperamento in medium attulit, nimirum sub spe & conditione ratificari & hanc suam mentem scriptis insuper testari promiserint; Nos infra scripti Illustrissimum Dominorum Comitum Scamni Wetteravici Plenipotentiariorum, ad præsentibus hijs per Actum, & Illustrissimos ac Excellentissimos Dominos Legatos Mediatores, dignetur, hanc nostram declarationem ad Acta recipere, omni qui per est observantia rogatos volumus. Hagæ Comitum die 25. Octobris 4. Novembris 1697.

(L.S.) CAROLUS OTTO;
Comes à Solms.

(L.S.) FRIDER. CHRIST: ab
EDELHEIM Plenip.

Inclusio Cæsarea in favorem Regis Catholici, Regis Magnæ Britanniae, & Ordinum Fœderati Belgii, in Pace cum Rege Christianissimo sancta. Dat. in Palatio Ryfwicensi 9. Novemb. 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryfwich Tom. IV. pag. 158.]

Cum Article 58. Pacis 30. Octobris nuper Imperatorem ac Imperium inter & Regem Christianissimum conclusæ conveniret, ut intra præfixum illud tempus ab utraque parte comprehensim nominetur; nemine Sacre Cæsareæ Majestatis & Imperii Pace istâ speciatim comprehenduntur Rex Catholicus, Rex Magnæ Britanniae, & Fœderatum Belgium, cum omnibus Regnis, Provinciis, Diocionibus, Juribus, Vassalis & Subditis: Salvâ ulteriore designatione includendorum

ANNO
1697.post hanc exhibenda.
Novembris 1697.

Actum in Palatio Ryfwicensi 9.

D. A. C. a KAV- NITZ. (L.S.)	H. C. DE STRAAT- MAN. (L.S.)	J. F. L. B. a SEILERN. (L.S.)
------------------------------------	------------------------------------	-------------------------------------

Nom. Em. El. Mog.	Nom. Ser. Biv. El.	Nom. Ser. El. Saxon.	Nomine Serenif. El. Brandeb.
----------------------	-----------------------	-------------------------	---------------------------------

M. L. B. de SCHOMB. Legatus. (L.S.)	DE PRIEL- MEYER LEG. ERI. & PI. L.S.)	CHRIST. DIE- TER. BOSE. TIER. BOSE. (L.S.)	WILHELM DE SCHMET- TAU. (L.S.) DE DAN- KELMAN. (L.S.)
--	--	---	---

(L.S.) IGNATIUS ANTON.
OTTEN Plenip.(L.S.) GEORG. WILHELM
MOLL. Plenipot.

Nomine Domus Austriacae. Franc.

(L.S.) RUD. AB HALDEN. L. B. DE TRATSBURG.

Nomine Seren. Magni Ordinis Teutonici Ma-
gistri.

(L.S.) CAROL. BARO à LOË Ord. Teuton. Eques.

Nomine Reverendissimi & Celsissimi Principis &
Episcopi Herbipolenis.(L.S.) J. CONR. PHILIP. IGNAT. DE TASTUNGEN,
Consil. intimus & Aulæ Superior Matreshallus.Nomine Eminetissimi & Celsissimi Electoris Trevi-
rensis ut Episcopi Spirensis.

(L.S.) JOHANNES HENRICUS DE KEYSERFELD. DT.

Ultior Inclusio Casarea in favorem summi PON-
TIFICIS, cæterarum Principum ITALIÆ,
& Regis LUSITANIÆ. Exhibita Hæc Comi-
tibus die 14. Decembris 1697. [Actes & Me-
moires de la Paix de Ryfwich Tom. IV. pag.
243.]

Nomine Sacre Casareæ Majestatis Pace 30. Oc-
tobris 1697. cum Rege Christianissimo conclu-
sa, præter jam nominatos, ulterius comprehendantur,
summus Pontifex omnesque Principes & Respublicæ
Italice, tum & Rex Lusitanie, salva ampliore inclusio-
ne intra præfixum tempus indicanda. Hæc Comitibus
14. Decembris 1697.

(L.S.) HENR. C. DE STRAATMAN.

(L.S.) J. F. L. B. A. SEILERN.

Reservatio per Legatos & Plenipotentiariorum nonnullorum
Electorum & Principum Imperii apud Legationem
Mediatoriam consignata, pro Conservatione Juris-
dictionis ad ipsos in Transactionibus Pacificatoriis juxta
Stylum Imperii pertinentium. Dat. Hæc Comitibus
die 14. Novembris 1697. [Actes & Memoi-
res de la Paix de Ryfwich. Tom. IV. pag.
281.]

Cum ille tractandi modus, qui tam ab initio quam
in progressu & sine præfinitum Pacis Tractatum,
inter Sacram Casaream Majestatem Sacrumque Ro-
manum Imperium ab una, & Sacram Regiam Ma-
jestatem Christianissimam ab altera Parte concludorum
servatus fuit, libero, quod Electoribus, Principibus,
& Statibus Imperii competet, Suffragio, & consensui
circa Fœdera cum externis, Imperii nomine pangenda.

in variis passibus adveniret, ac Stylo Imperii, cujus
exacta observantia ejus ad dictos Tractatus Deputatis
in Instructione serio commendatur, consentaneus non
sit, dictorum Electorum, Principum, ac Statuum ad
Tractatus Pacis Deputatorum Legati ac Plenipotentia-
rii, contra hujusmodi tractandi modum, in quantum
is Juribus Statuum, & in specie Articulo 8. Instru-
menti Pacis Osnaburgensis nec non Stylo Imperii re-
pugnat. Dominis suis Principibus & Universis Impe-
riorum, Jura sua omni meliori modo, juxta recta referant
se scilicet ea, quæ, uti dictum, ob injuriarum an-
gustiam temporis, vel ob aliam quamvis rationem in
præfenti Pacis Negotio, circa tractandi modum in-
congrue facta sunt, nunc & futuris temporibus ullo
modo in præjudicium Jurium Statibus Imperii com-
petentium, allegari aut vergere possint aut debeant.
Atque ut hujus Reservationis eò major sit effectus, in-
fra subscripti Legati ac Plenipotentarii Illustrissimos
atque Excellentissimos Dominos Legatos Majores,
quo illa Mediationis Protocollo inferatur, decenter re-
quirunt, eademque in Comitibus Imperii ad Acta hujus
Negotiationis cum Expositione singulorum infirmant.
Signatum Hæc Comitibus die 14. Novembris anni
1697.

Nomine Serenif. Electoris Saxonie.	Nomine Serenif. Electoris Brandeburgici.
---------------------------------------	---

CHRISTOPHORUS DIET- RICUS BOSE Junior, Legatus.	W. DE SCHMETTAU, W. B. DE DANCKELMAN. Legati Ext. & Plenip.
---	---

Nomine Reverendissimi & Celsif. Episcopi ac Princip. Monast.	Nomine Serenissimi Mar- chionis Brandenburg. Culmbacensis.
--	--

FERDINANDUS L. B. DE PLETTENBERG.	E. L. B. DE STEIN.
--------------------------------------	--------------------

Nomine Serenif. Ducis Sax-Goth.	Nomine Ducatus Holfat. Gluckstadtensis.
------------------------------------	--

ADOLFFUS CHRISTIAN A- VEMAN.	DETHLERSUS NICOLAS DE LEWENCRON.
---------------------------------	-------------------------------------

Nomine Serenif. Landgr. Hessen-Cassid.	Nomine Serenif. Ducis Brunsvico-Luneburg. Cellenis.
---	---

WILHELMUS VULTEJUS.	E. KLINGGRAEFF.
---------------------	-----------------

Nomine Ducatus Palatino- Bipontini.	Nom. Ducum Brunsw. Luneburg. Welferby- tanorum.
--	---

GEORGIUS FRIDERICUS à SNOILSKY.	M. DE MANSBERGEN.
------------------------------------	-------------------

Inclusion du Roi de FRANCE dans le Traité de
Paix avec l'Empereur & l'Empire en faveur de
ses Amis & Allies. A Versailles le 15. No-
vembre 1697. [Actes & Memoires de la Paix
de Ryfwich Tom. IV. pag. 257. & 258.]

Comme par l'Article LVII. du Traité de Paix
conclu à Ryfwich par les Ambassadeurs Extraordi-
naires du Roi, & par ceux de l'Empereur & de
l'Empire il est porté que Sa Majesté pourra comprendre
dans l'espace de six mois après l'échange des Rati-
fications tous ceux qu'Elle jugeroit à propos. Sa Ma-
jesté a nommé le Pape & tous les Princes d'Italie, le
Roi de Portugal & les Etats, les treize Cantons des
Ligues Suisses & leurs Coalizés, favori l'Abbé & Vil-
le de St. Gail, la République de Valais, le Prince &
les Etats de Neuchâtel, la Ville de Genève & ses Dé-
pendances, les Villes de Mulhausen & Bienne, & les
trois Ligues des Grisons, & Elle les nomme & déci-
de qu'Elle a entendu les comprendre en effet dans le-
dit Traité qui a été conclu & signé à Ryfwich le 30.
jour d'Octobre dernier en la meilleure forme & ma-
nière que faire se peut. En témoin de quoi Sa Ma-
jesté a signé ce présent Acte de fa main & y a fait ap-
poser

ANNO 1697. *poser son scel secret. Fait à Versailles le 15. Novembre 1697.*

LOUIS,

COLBERT.

Autre semblable (1) Incluse du Roi de France dans sa Paix avec le Roi de la Grande Bretagne. A Versailles le 15. Novemb. 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswich Tom. IV. pag. 255. & 256.]

Comme par l'Article 16. du Traité de Paix, conclu à Ryſwyck par les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roi, & par ceux du Roi de la Grande Bretagne, il est porté que Sa Majesté pourra comprendre dans l'espace de six mois après l'échange des Ratifications tous ceux qu'Elle jugeroit à propos, Sa Majesté a nommé le Pape & tous les Princes d'Italie, le Roi de Portugal & ses Etats, les treize Cantons des Liges Suisses & leurs Coalizés, savoir l'Abbé & la Ville de Saint Gall, la Republique de Valais, le Prince & l'Etat de Neuchâtel, la Ville de Genève & ses Dépendances, les Villes de Mulhausen & Bienne, & les trois Liges des Grisons, & Elle les nomme, & déclare qu'Elle a entendu les comprendre en effet dans ledit Traité qui a été conclu & signé à Ryſwyck le 20 jour de Septembre dernier en la meilleure forme & manière, que faire se peut. En témoin de quoi Sa Majesté a signé le présent Acte de sa main & y a fait apposer son scel secret. Fait à Versailles le 15. Novembre 1697.

LOUIS;

COLBERT.

(1) Deux autres Inclusions de même forme & teneur furent délivrées en même temps aux Médiateurs, l'une pour l'Espagne, l'autre pour l'Etat des Provinces-Unies. [Idem.]

Extrait du Protocole de la Médiation au sujet de la NOBLESSE IMMEDIATE de l'EMPIRE qui n'a pas été expressément nommée dans le Traité de Paix. A la Haye le 6. Decembre 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswyck Tom. IV. pag. 245.]

Monsieur le Baron de Gortz, Plénipotentiaire de son Altesse Sérénissime d'Heſſe-Cassel, a fait assigner aujourd'hui à leurs Excellences Messieurs les Médiateurs, 1. Une Deduction de ce que la Noblesse immédiate de l'Empire n'avait pas été nommée comprise dans la Paix faite dernièrement à Ryswyck, encore qu'elle l'ait été dans celle de Westphalie. 2. Une Déclaration de l'Ambassade Impériale au sujet de la Paix ainsi conclue, datée de la Haye le 10. de Novembre 1697. 3. Une pareille Déclaration de la part des Ministres Plénipotentiaires des Electeurs, Princes & Etats, & de la Députation de l'Empire assemblée ici, signée par le Seigneur Baron de Gortz. 4. Une Attestation de la Chancellerie Electorale de Mayence sur le même Point. Et tous ces Documents ont été mis aux Actes du Protocole. C'est ce que je déclare par celle-ci faite à la Haye le 6. Decembre 1697.

C. G. FRIESENDRUFF, Secrétaire de l'Ambassade & de la Médiation Royale.

CC I.

13. Dec. *Protestation générale des Ambassadeurs de France contre toutes les Protestations qui pourroient avoir été faites, avant ou après la Conclusion de la Paix. A Ryſwyck le 13. Decembre 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswich Tom. IV. pag. 226.]*

ANNO 1697. Nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roi Très-Chrétien déclarons au nom & par ordre exprès de Sa Majesté que, comme son intention est d'exécuter ponctuellement le Traité de Paix, que nous avons signé au Château de Ryſwyck le 30. du mois d'Octobre dernier avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de l'Empereur & de l'Empire munis respectivement des Pouvoirs nécessaires, Sa Majesté ne permettra pas qu'il soit fait aucun changement, omission, restriction ou réserve, à la teneur d'aucun des Articles dudit Traité, soit en tout ou en partie; qu'ainsi elle nous a ordonné de déclarer, comme nous déclarons par le présent Acte, que toutes Protestations, Conventions, Promesses, Lettres, ou autres Actes prétendus dérogoires, soit publics, ou particuliers, soit avant ou depuis la conclusion dudit Traité de Paix, si aucun y en a, par où on prétendit abolir, diminuer, ou affaiblir le sens & l'effet d'aucun Article dudit Traité, ou d'aucunes Clauses dedit Articles, sont & demeureront nuls & de nulle valeur, comme étant contraires au parfait respect convenu, réglés & accordés pour le parfait rétablissement du repos de la Chrétienté; & afin que personne ne puisse river à l'avenir aucun Droit ni induction de pareils Actes, ou Ecrits, nous avons remis notre présente Déclaration à Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roi de Suède Médiateurs pour les Traitez de la Paix générale, conjointement avec la Ratification pure & simple de ladite Majesté sans aucune restriction ni réserve, pour être échangée avec les Ratifications de l'Empereur & de l'Empire par les mains dedit Sieurs Ambassadeurs Médiateurs, & nous les avons requis d'insérer nôtre dite Déclaration dans leur Protocole & de nous en donner Acte signé de leurs mains. Fait à Ryſwyck ce 13. Decembre 1697.

VERJUS DE CRECY. F. CALLIEREA
(L.S.) (L.S.)

Extrait du Protocole de la Médiation sur la Protestation Générale des Ambassadeurs de France, tenu à la Haye ce 13. Decembre 1697.

Messieurs les Ambassadeurs de Sa Majesté Très-Chrétienne ont aujourd'hui remis entre les mains de Messieurs les Ambassadeurs Médiateurs, une Déclaration par laquelle ils ont déclaré invalides & de nulle valeur toutes les Protestations (en cas qu'il y en eût) Conventions, Promesses, Lettres ou autres Actes prétendus dérogoires, soit en tout ou en partie, au Traité conclu à Ryſwyck le 30. d'Octobre dernier; ils ont désiré que cette Déclaration fût insérée au Protocole de la Médiation, & il leur en a été donné le présent Extrait.

C. G. FRIESENDRUFF,
Secrétaire de la Médiation.

CC II.

*Renovatio & Confirmatio Fœderum, inter SUECIA, 1698.
Coronam, & Republicam BATAVAM, ad
mutuam Defensionem, & communis Securitatis
Conservationem internum. Holmæ 11. Febr. 1698.
[Simple Copie, mais sûre.]*

SActa Regia Majestatis Suecice, atque Celsi ac Potentes Domini Ordines Generales Unius-Belgii, rite reputantes, atque animo expeditum, quantum commodi atque utilitatis utrique Patri accesserit ex Fœderibus, quibus Corona Suecica, ad mutuam Defensionem, & communis Securitatis Conservationem invicem obstrictæ fuerunt, magni omnino ipsorum interelle existimant, ut in tam salutari necessitudine, & sinceræ Amicitie vinculo perseverent, Ideoque occasione mortuissimi defunctus Regis Majestatis sue Divi Parentis gloriosissimi Memoræ Potentissimi Domini Caroli XI. (vulgo rot.) consilium & percellissimum duxerunt, ad præcedentium omnium mutuarum Defensionis & Amicitie Fœderum Renovatio-

nem,

ANNO nem, & Confirmationem utrimque certos ad id negotium Deputatos Plenipotentarios nominare, & constituere, nimirum ex parte Sacrae Regiae Majestatis

1698.

Sueciae & ex parte Dominorum Ordinum Generalium Nobilissimum & Generosissimum Dominum Walraven, Baronem de Heeckeren (tituli tot.) qui congressi & collocati, vi acceptorum Mandatorum, in sequentes reciprocae Declarationis consenserunt Articulus.

I. Pacta & Fœdera, quae inter Sacrae Regiae Majestatis Praedecessores Reges, & Celios ac Praepotentes Dominos Ordines Generales iniis & conclusi sunt, videlicet Holmiae primo Septembris Anni 1640. Suderocrae die 15. Augusti Anni 1645. Eibinge 7. Septembris Anni 1646. Hagae Comitum 28. Julii Anni 1667. Noviomagi die 3. Octobris Anni 1679. & rursus Hagae Comitum die 3. Januarii Anni 1686. ita stabilita & corroborata censebuntur, ac si hic cum suis Articulis separatis verbis repetita & inserta essent: sed quod ultimum Anno 1679. Noviomagi conclusum Navigationum & Commerciorum Tractatum, ceteraque ad Commercio spectantia, & supra nominata Tractatibus inserta, ordinabuntur & constituentur, quomodo Articulus secundo sequenti continetur.

II. Cumque post conclusa Neomagi die 3. Octobris 1679. Navigationum & Commerciorum Pacta, plurimae hinc inde existerint utriusque Partis Subditorum Querele, de dictis Pactis non satis accurate observari vel possibilibus, promittunt spondentes Partes contrahentes, se curaturas, ut id, quicquid sit, reciproce, mediis congruis corrigatur & tollatur; atque iis, qui aliquid damni contra Pactorum tenorem perpessi sunt, debite satisfiat, se quoque, quumprimum possibile erit, certos utrimque Commissarios nominaturas, ac constituturas, qui Hagae Comitum congregantur, atque ea, quae contra dicta Commerciorum Pacta admisa sunt, sub examen & disquisitionem revocent, eaque ordinent & statuunt, quod ratione Commerciorum in utriusque Nationis Civium commodum vergere, atque ad mutuae inter eosdem Amicitiae & bonae Correspondentiae incrementum conducere deprehendantur.

III. Proinde invicem spondent & pollicentur Regia Majestas, & Celii & Praepotentes Domini Ordines Generales Foederati Belgii, se dicta Pacta & Fœdera, Articulo primo enumerata exacte & fideliter servaturos, nec passuros, quidquam contra eorundem tenorem innovari vel attentari; si vero praeter spem quidquam à quoquam vel ierendi vel patari contingat, quod eorundem tenori & scopo repugnet, se utrique effecturos, ut id avertatur, corrigatur & reparetur, omniaque ad normam & genuinum Tractatum sensum redigantur.

IV. Hic Actus Confirmatorius idem durationis tempus sibi praefixum habebit, quod Pactis Anni 1686. definitum extitit, à signaturâ hujus Instrumenti computandum, ratihabebitur autem quanticus, ita ut Ratificationem reciproca commutatio, hic Holmiae fieri possit intra tempus quinque mensium, vel etiam citius, si fieri potest, à dicta signaturâ vel Subscriptione, in cujus rei fidem & certitudinem, hinc hujus Actus Instrumenta nomen & Sigillorum nostrorum Subscriptione & Appositione, firmata invicem commutativa. Holmiae die 12. Februarii 1698.

Articulus secretus.

Sacra Regia Majestas Sueciae & Celii ac Praepotentes Domini Ordines Generales Foederati Belgii, quumprimum apud Magnae Britanniae Regem, per utrumque Partis Ministros efficiat sua officia adhibebunt, ut alter memoratus Rex cum alter memoratis Partibus contrahentibus, talem interioris Amicitiae & bonae Correspondentiae necessitudinem, mutuaeque Defensionis Confoederationem inire velit, qualem non tantum ipsorum Contrahentium Regnorum, Statuum & Ditionum Securitati convenire, sed & conservandae Orbis Christiani tranquillitati, super fundamento Foederum de Anni 1681. & 1683. necessariam existimabunt.

CCIII.

ANNO 1698.

Conventio inter Reges ANGLIAE & SUECIAE, & Celios ac Praepotentes Domini Ordines Generales Foederati Belgii, de inveniendis Fœderis defensionis triplici & renovandis Fœderibus, inter alter memoratos Reges antea iniis Hagae Comitum die 3. Maji 1698. [Simple Copie, mais sûre.]

Cum Sacra Regia Majestas Sueciae & Celii ac Praepotentes Domini Ordines Generales Foederati Belgii vigore Articuli separati Renovationis Foederum Holmiae, die 3. Februarii nuperi conclusi convenirent, de adhibendis utrimque efficiationibus officiis, ut Sacra Regia Majestas Magnae Britanniae cum alter memoratis Partibus contrahentibus talem interioris Amicitiae & bonae Correspondentiae necessitudinem, mutuaeque Defensionis Confoederationem inire velit, qualem non tantum ipsorum contrahentium Regnorum, Statuum & Ditionum Securitati conveniret, sed & conservandae Orbis Christiani Tranquillitati necessariam existimarent; Ad quam Confoederationem & reciprocam Obligationem inveniendam alter memoratus Magnae Britanniae Rex postmodum se accedere declaravit. Ministri itaque alter memoratorum Regum & Dominorum Ordinum Generalium Foederati Belgii plenâ Potestate ad id muniti, nimirum à parte Sacrae Regiae Majestatis Magnae Britanniae Illustrissimus & Excellentissimus Dominus Josephus Williamus, Eques Aularius, praedictae Sacrae Regiae Majestatis à Consiliis intimis, ejusdemque Legatus Extraordinarius & Plenipotentiarius. A parte Sacrae Regiae Majestatis Sueciae Illustrissimus Dominus, Nicolaus Liber Baro de Lillieroor, Ejusdem Regiae Majestatis, atque ad Celios & Praepotentes Dominos Ordines Generales Foederati Belgii, Legatus Extraordinarius & Plenipotentiarius, à parte Dominorum Ordinum Generalium Foederati Belgii Nobilissimus ac Generosissimus Dominus Walraven Baro de Heeckeren (totus tit.)

cum hic Hagae Comitum institutus colloquiis atque post accuratam Deliberationem animadvertissent, hanc Confoederationem ita comparatam esse, ut non facile ex omni parte tam brevi tempore, quod sibi huic operi perficiendo profuerant, absolvi possit, consilium proinde duxerunt vi acceptorum Mandatorum formulisque eorundem rite commutatis, ad inchoandum opus tam salutare atque pro Fundamento ejusdem, in praesens de tali Foederis Actu Generali convenire, prout Articulus sequenti continetur.

I. Si Amicitia fida sincera & constans inter Sacram Regiam Majestatem Sueciae, Sacram Regiam Majestatem Magnae Britanniae, nec non Celios & Praepotentes Dominos Ordines Generales Foederati Belgii, qui vi hujus Foederis defensionis, in mutuas securitatis assertionem consentiunt, ad Utilitatem, Honorem & Commoda invicem promovenda sese obstringunt, deque adversis aliorum Consiliis & Machinationibus tempestive praemonere, & iis averrendis communi consilio atque auxilio se tueri promittunt.

II. Scopus hujus triplicis Foederis erit, non tantum mutua illa, pro alter memoratorum Partium Defensione & Securitate, Amicitia, sed & Pacis & Tranquillitatis contra quicumque Aggressionem in Europâ Assensio atque Conservatio.

III. Ut autem alter memorati Foederati tam melius convenire possint de modo & mediis ad obtinendum hunc Scopum spectantibus, statutum simul est, ut quumprimum denominentur certi Plenipotentiarii, qui nomine alter memoratorum Regum Emendationem & Renovationem Foederum, quae antea inter Sueciae & Magnae Britanniae Coronas, cum pro stabilienda aeternioris Amicitiae necessitudine, tum circa Commercio utriusque Subditorum iniis facta, adgeditatur atque conficiant. Quae tamen Renovationes non impediunt, quominus Ministri trium Foederatorum quocunque & sine ulla interpositâ morâ adsumant & promoveant Negotiationem de componendis omnibus & linguis requisitis, quae triplici huic Foederi integrè perficiendo interservire existimabuntur.

IV. Praesens autem Conventio Generalis, seu basis solida

ANNO
1698.

solida atque incorrupta præstat Federis defenſivi triplicis, nunc statim initium capiet, ita ut si eveniret horum Federatorum aliquem in Regnis, Statibus, vel Provinciis suis in Europa suis hostilitati invadi, eadem reliquis, absque ulla excusatione, morâ vel preterito, præstent auxilio succurrant, neque ab isto auxilio desistant, antequam Partis læsæ plenarie satisfactum sit.

V. Teneantur Partes contrahentes consilia sua communicare, atque illas possibiles rationes invicem inire, quibus Pax Generalis consolidari & corroborari queat; Adeoque promittunt resipâ atque efficaciter mutui auxilii sibi prospicere contra quancunque Aggressionem, quæ Tranquillitatem in Europa turbare possit.

VI. Nihil derogabitur hæc Conventionem Transactibus vel Federibus inter Partes contrahentes quovis tempore antehæc conclusis, sed eadem potius in integro vigore suo permanent.

VII. Ratiſhabebitur hæc Conventio & fiet Communitio formularum Hæc Comitibus intra tempus sex septimanarum, à die signaturæ computandarum, vel citius, si ita fieri poterit.

In quorum omnium fidem & robur aitememoratorum Regum; uti & Celsorum & Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium supradicti Plenipotentiarum hunc Actum Federis, cujus sex Instrumenta confecta sunt, subscripserunt, & Signis suis muniverunt. Actum Hæc Comitibus die 12. Mensis Maji Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo octavo.

JOSEPH WILLIAMSON.

NICOLAUS BARO DE

(L.S.)

LILLIEROOT.

WALRAVEN BARO DE HEEREN.

(L.S.)

CCIV.

9. Juillet. (a) *Traité d'une Ligue de défense entre LOUIS XIV. Roi de France & CHARLES XII. Roi de Suède. Fait à Stockholm, le 9. Juillet, 1698.*

LA FRANCE

ET LA SUEDE,

Au Nom de la tres-sainte Trinité, ainsi soit-il.

QU'il soit notoire à tous ceux à qui il appartient, ou pourra appartenir de quelque manière que ce soit, & à chacun d'eux en particulier, qu'y ayant toujours eu une ancienne amitié entre les Rois de France & de Suède & leurs Etats, qui a encore été depuis selon la conjoncture des tems affermie & fortifiée par de nouveaux Traitez, & que desirant tous deux la renouvellement & l'étendre encore davantage pour l'utilité & le bien public, afin de concourir ensemble mutuellement & sincèrement (en vertu de l'étroite Alliance qui a été entre leurs glorieux Ancêtres) à conserver dans l'Europe la Paix & la tranquillité qui y ont été rétablies par les soins & la Médiation du puissant Prince le feu Roi de Suède. Pour cet effet le puissant Prince Charles XII. Roi de Suède, des Goths & des Vandales, Prince de Finlande, &c. ayant nommé pour ses Ministres & ses Commissaires les tres-illustres & excellents Seigneurs & Senateurs, le Comte Benoit Oxenstiern, Chancelier Aulique, le Comte Nicolas de Guldenstolp, le Comte Thomas Polus, & le Baron Jean de Bergenhielm après leur avoir donné les Pleins-pouvoirs, & ce nécessaires, il leur a ordonné de conférer & traiter sur cela avec le tres-illustre & excellent Seigneur Jean Antoine de Mémoires Comte d'Avaux Ambassadeur Extraordinaire du Roi tres-Chrétien, résidant ici, Seigneur de Roissy & muni pareillement des Pleins-pouvoirs à ce requis, avec lequel après plusieurs Conférences tenues à ce sujet & après s'être donnés réciproquement leurs Pleins-pouvoirs, qui sont joints à la fin de ce Traité, ils sont convenus de part & d'autre des Articles suivants.

I. Le présent Traité renouvelle & confirme l'an-

(a) Ce n'est ici que la Traduction de l'original Latin.

TOM. VII. PART. II.

cienne amitié & union qui a été entre Sa Majesté T. C. & les glorieux Prédécesseurs de Sa Majesté Suedoise, & il y aura à l'avenir une sûreté & inviolable amitié entre le très-puissant Prince le Roi de France d'une part, & le très-puissant Prince le Roi de Suède de l'autre & leurs Etats, en vertu de laquelle ils seront obligés d'entraîner mutuellement leurs intérêts comme les leurs propres, & de soutenir leur dignité, comme aussi de repousser chacun selon les forces les dommages & les préjudices qu'on voudrait leur faire.

II. Et d'autant que Sa Majesté Très-Chrétienne & Sa Majesté Suedoise n'ont rien tant à cœur que de maintenir une ferme & solide Paix dans la Chrétienté, l'unique but & la principale fin de ce Traité sera aussi d'affluer & de conserver le repos & la tranquillité publique; Et pour cet effet, ces deux Rois seront obligés de se communiquer chacun leurs dessein, & de s'employer uniquement aux moyens d'affirmer & de fortifier le plus qu'il sera possible la Paix Générale, & de la soutenir contre tout ce qui pourroit la troubler.

III. Comme le présent Traité ne tend à rien qui puisse blesser & offenser personne, & qu'il ne regarde entièrement que le bien public, & principalement la conservation de la tranquillité dont joit à présent la Chrétienté, s'il arrive que la Paix soit violée ou rompue par quelqu'un ou en contrevenant à ce dont on est convenu, par elle, ou par quelque autre acte d'hostilité, les deux Rois Allies, s'engageront aussitôt à prendre les mesures qui seront nécessaires pour en obtenir une réparation convenable. Ils emploieront pour cela leurs offices mutuels, & ils s'achèteront à détourner par des remontrances celui qui la voudroit troubler, ou qui seroit l'Agresseur, de semblables entrepriſes, & mettront tous leurs soins à empêcher que la tranquillité publique ne soit ébranlée, ni altérée en aucune manière.

IV. Mais si leurs remontrances & leurs soins étoient inutiles, alors d'un commun consentement ils concourront ensemble à la sûreté & conservation de celui qui sera offensé, & ils empêcheront qu'on ne lui fasse aucun tort, ni aucune violence dans les Privilèges, Droits & Dignités, & tâcheront à réduire & faire exécuter toutes choses sur le pied, & selon la règle du Traité de Paix.

V. Et d'autant que le présent Traité, comme on a déjà dit ci-dessus, ne regarde que le maintien de la tranquillité & du repos public, on convient que si dans l'espace d'un an, quelque Prince ou quelque Etat desiré d'entrer dans ce Traité, on l'y admettra du consentement mutuel des deux Rois.

VI. Quand l'un d'eux fera la Paix, ou une Trêve avec quelqu'un de ses ennemis, il aura soin de faire comprendre l'autre dans le Traité qu'il fera, afin qu'en vertu de l'Alliance qui les unit, il ne puisse recevoir aucun dommage.

VII. Les Traitez que l'un des deux Rois aura fait jusques ici avec d'autres Rois, Princes, & Nations étrangères conserveront toujours leur même force & vigueur, tant qu'ils ne seront pas contraires à aucun des Articles du présent Traité.

VIII. En vertu de ce présent Traité, il y aura toujours un Commerce libre entre les Sujets des deux Rois, ainsi qu'il y en a eu par le passé, & il sera toujours permis aux deux Nations de négocier & de commercer ensemble par Terre & par Mer, tant en temps de Paix qu'en temps de Guerre, sans aucun obstacle, & en payant les Droits ordinaires.

IX. Les Sujets des deux Rois pourront entrer librement dans tous les Ports, Villes, & Provinces des deux Royaumes, autant que cela ne sera pas contraire aux Loix & Coutumes établies dans celdis Royaumes; ils pourront y apporter, & vendre leurs Marchandises, & y en acheter semblablement & en emporter d'autres, en payant les Droits ordinaires, sans que personne puisse leur faire aucune peine.

X. Le présent Traité durera l'espace de dix années, à compter du jour de la signature, & pourra encore être prolongé au delà, du commun consentement des deux Rois, s'ils le jugent à propos; & pendant ledit temps, ils se communiqueront exactement l'un & l'autre leurs dessein & leurs pensées, principalement en ce qui regardera le maintien & la conservation de la tranquillité publique, & prendront ensemble des mesures pour apporter les remèdes nécessaires & conven-

K k

ble

ANNO 1698. bles contre tous les perils & les accidents dont elle pourroit être menacée.

XI. Les deux Rois ratifieront & confirmeront tout ce qui est contenu dans le présent Traité dans l'espace de trois mois, à compter du jour de la signature, ou plutôt encore, s'il est possible, & on fera l'échange des Ratifications.

En foi de quoi, & pour plus grande sûreté, nous nous sommes réciproquement donnés deux exemplaires de ce Traité, de la même teneur, & conçus dans les mêmes termes, signés de notre main, & où nous avons apposé le Cachet de nos Armes; à Stockholm le 9. Juillet vieux stile 1698.

(L.S.) J. A. DE MESMES (L.S.) B. OXENSTERN.
Comte d'AVAUX. (L.S.) N. GULDENSTOLP.
(L.S.) T. POLUS.
(L.S.) J. BERGENSHJELM.

CCV.

11. O3. *Premier Traité de Partage pour la Succession d'Espagne, fait & conclu entre LOUIS XIV. Roi de France, GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne, les Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas; par lequel les Royaumes de Naples & de Sicile, les États de la Côte de Toscane, le Marquisat de Final, & la Province de Guipuscoa sont destinés à LOUIS Dauphin de France; la Couronne d'Espagne, avec les Indes & les Pais-Bas, au Prince JOSEPH FERDINAND Fils aîné de l'Électeur de Bavière, & le Duché de Milan au Prince CHARLES, Archi-Duc d'Autriche. A la Haye le 11. d'Octobre 1698. Avec les ARTICLES SECRETS, portant entre autres que l'Électeur de Bavière pourra succéder au Prince son Fils en la Succession d'Espagne. A la Haye ledit jour 11. d'Octob. 1698. Et avec les Plein-pouvoirs du Dauphin; l'Autorisation & la Ratification du Roi T. C. [Tiré & traduit d'une petite Collection Angloise, imprimée à Londres en 1701. On trouve aussi cette Pièce dans LUNIG *Tenishes Reichs-Archiv*, Part. Spec. Continuat. II. Abtheil. IV. Absatz I. pag. 115.]*

QU'il soit notoire à tous ceux qui ces présentes verront; Que Très-haut & Très-puissant Prince Louis XIV. par la grace de Dieu Roi T. C. de France & de Navarre; Très-haut & Très-puissant Prince Guillaume III. par la même grace de Dieu Roi de la Grande Bretagne; & les Etats Généraux des Provinces-Unies, n'ayant rien plus à cœur que d'assurer de plus en plus par de nouveaux engagements, la bonne Intelligence établie entre S. M. T. C. le Roi de la Grande Bretagne, & les Etats Généraux, par le dernier Traité conclu à Ryfwick; & de prévenir par des mesures prises à tems, les événements qui pourroient causer de nouvelles Guerres en Europe; Ils ont pour cet effet donné leurs Plein-pouvoirs, pour faire un nouveau Traité; faveur de la part du Roi de France, au Comte de Tallard Lieutenant Général de ses Armées &c. de la part du Roi d'Angleterre, à Guillaume de Bentinck, Comte de Portland, Chevalier de l'Ordre de la Jarretière, &c. & au Chevalier Joseph Williamson; & de la part des Etats Généraux aux Sieurs François Verboet, Sénateur & Bourgeois de la Ville de Nimègue; Maître Général des Postes du Duché de Gueldres, Comté de Zutphen & autres Places; Frédéric Baron de Reede Seigneur de Liet, Saint Antoine, Berlé &c. Commandeur de Buren, & de l'Ordre de la Noblesse de Hollande & de Westphalie; Antoine Heinshuis Conseiller Pensionnaire, Garde du Grand Sceau, & Sur-Intendant des Fiefs desdites Provinces de Hollande & de Westphalie; Jean Becker ancien Sénateur & Bourgeois de la Ville de Middelbourg; Jean van der Does Seigneur de Berghelien de l'Ordre de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Guillaume van Haeren Grietman du Wilt, Député pour la Noblesse des

ANNO 1698. Etats de Frise & Curateur de l'Université de Francker; Arnout Lemker Bourgeois de la Ville de Deventer, & Jean de Drewes tous Députés dans l'Assemblée desdits Etats Généraux pour les Provinces de Gueldres, Hollande, Frise, Zélande, Utrecht, Overlisse, & Groningue & Ommelandes, lesquels en vertu des Pouvoirs à eux donnés font demeurer d'accord des Articles suivants.

I. La Paix établie par le Traité de Ryfwick entre le Très-haut & Très-puissant Prince Louis XIV. Roi de France & de Navarre, Très-haut & Très-puissant Prince Guillaume III. Roi de la Grand' Bretagne, & les Etats Généraux des Provinces-Unies, leurs Héritiers & Successeurs, & leurs Royaumes & Sujets, sera toujours ferme & constante; & leurs dits Majestés, & Etats Généraux, feront toujours réciproquement tout ce qu'ils pourrout pour contribuer à l'avantage l'un de l'autre.

II. Comme le principal objet de leurs Majestés Très-Chrétiennes & Britanniques, & des Etats Généraux, est de maintenir la Tranquillité de l'Europe, ils n'ont pu voir, sans peine, que depuis quelque tems la santé du Roi d'Espagne devient la languissante qu'il y a toutes les raisons du monde d'appréhender que ce Prince ne vive pas long-tems; & de quoi qu'il présente ils ne puissent penser, qu'avec douleur, à la perte qui en pourroit arriver à cause de la véritable & sincère Amitié qu'ils ont pour lui; Ils ont néanmoins jugé nécessaire d'en prévenir les suites parce que Sa Majesté Catholique n'ayant point d'enfance, & la Succession venant à manquer, cela causeroit infailliblement une nouvelle Guerre, si le Roi T. C. vouloir soutenir ses Prétentions, ou celles du Dauphin, à toute la Succession d'Espagne, & si l'Empereur vouloir soutenir les siennes, celles du Roi des Romains, & de l'Archi-Duc son second Fils, & l'Électeur de Bavière, celles du Prince Electoral son Fils aîné, à ladite Succession.

III. Ainsi les deux Rois, & les Etats Généraux; souhaitant par dessus toutes choses la Conservation de la Tranquillité publique, & voulant empêcher une nouvelle Guerre en Europe, en accommodant les disputes & différends qui pourroient arriver au sujet de ladite Succession, & sous l'ombrage de voir de si grands & vastes Etats être unis & possédés par un seul Prince, ont trouvé à propos de prendre par avance des mesures justes & raisonnables, pour prévenir les malheurs que l'accident de la mort du Roi Catholique pourroit produire, s'il mourait sans enfans.

IV. C'est pourquoi il a été stipulé & agréé, que ledit cas arrivant, le Roi T. C. tant en son nom, qu'en celui du Dauphin, ses Enfants Mâles ou Femelles, leurs Héritiers, & Successeurs ne, ou à naître, se trouveront satisfaits, comme ils le sont par ces présentes; Que ledit Dauphin aîné pour sa part en pleine propriété & jouissance, pour toutes les Prétentions qu'il peut avoir à la Succession d'Espagne & ses Héritiers & Successeurs, ne, ou à naître, pour toujours, sans être inquiété sous quelque prétexte que ce soit, directement ou indirectement, soit par Cession, Appel, Revolte, ou autrement de la part de l'Empereur, le Roi des Romains, l'Archi-Duc Charles son deuxième Fils, ses autres Enfants Mâles ou Femelles, & descendants, leurs Héritiers & Successeurs ne, ou à naître, ni pareillement de la part de l'Électeur de Bavière, au nom du Prince Electoral son fils aîné ou de ses Descendants, Héritiers & Successeurs, ne, ou à naître; les Royaumes de Naples & de Sicile, les Places à présent dépendantes de la Monarchie d'Espagne, situées sur la Côte de Toscane, & les Isles joignantes comprises sous les noms de St. Eneime, Porto Hercule, Orbetello, Porto Longone & Pionabino, & de la même manière aussi que les Espagnols les possèdent à présent; La Vallée & Marquisat de Final aussi de la même manière que les Espagnols les possèdent; La Province de Guipuscoa, particulièrement les Villes de Fontarabie, & de S. Sébastien, situées dans cette Province & spécialement le Port du Passage qui y est compris; avec cette restriction seulement que s'il y a quelque autre Place de la Dependence de ladite Province, qu'on puisse trouver au delà des Pirenées ou des autres Montagnes de Navarre, Alava ou Biscaye du côté de l'Espagne, elles demeureront à l'Espagne, & de même s'il y a quelques Places de la Dependence des Provinces sujettes à l'Espagne qui soient en deça des Pirenées ou des autres Montagnes de Navarre, Alava

ANNO
1698.

ou Biscaye du côté de la Province de Guipuscoa, elles demeureront à la France, & les Passages desdites Montagnes, & ledites Montagnes qui sont entre ladite Province de Guipuscoa, Navarre, Alava ou Biscaye, à qui que ce soit qu'ils appartiennent, elles seront partagées entre la France & l'Espagne; de manière qu'il restera autant desdits Passages, & Montagnes à la France de son côté qu'il en restera à l'Espagne du sien; le tout avec les Fortifications, Ammunitions de Guerre, Poudres, Boulets, Galères, & Galeasses qui se trouveront appartenir au Roi d'Espagne, au tems de son décès, sans aucuns Enfants, & seront annexés aux Royaumes, Places, Illes, & Provinces qui doivent composer la part du Dauphin. Bien entendu que les Galères, Galeasses, & autres effets appartenants au Roi d'Espagne par son Royaume d'Espagne & autres Dependances qui écherront en partage au Prince Electoral de Bavière lui demeureront, & que ceux qui sont de la Dependence des Royaumes de Naples & de Sicile apparteniront au Dauphin comme il a été dit ci-dessus. En consideration desquels Royaumes, Illes, Provinces, & Places, le Roi T. C. tant en son nom qu'en celui du Dauphin (qui a aussi donné, & qui est, son Plein-pouvoir au Comte de Tallard,) pour eux-mêmes, leurs Enfants Males ou Femelles, Heritiers ou Successeurs, nez ou à naître, promet & s'engage de renoncer, au tems de la fudite Succession, comme ils renonceroient des à présent par ces présentes, à tous leurs Droits & Préentions qu'ils pourroient avoir à ladite Couronne d'Espagne, & auxdits Royaumes, Illes, Etats, Pais, & Places, qui en dépendent à présent, & qu'ils en feront expedier des Actes authentiques, pour cet effet, dans la plus forte & meilleure forme que faire se pourra, lesquels seront delivrez au tems de la Ratification de ce Traité.

V. La Couronne d'Espagne, & ses autres Royaumes, Illes, Etats, Provinces & Places, qui en dépendent à présent, seront donnez au Prince Fils aîné de l'Electeur de Bavière, excepté ce qui est déclaré ci-dessus, être la Part & Portion du Dauphin, en pleine Propriété & entiere Possession pour sa part, & pour toutes les Préentions qu'il peut avoir à la Succession de la Couronne d'Espagne pour lui, ses Heritiers, & Successeurs, nez & à naître, de sorte qu'il ne puisse jamais être inquiet dans ses Droits, directement, ou indirectement, sous quel prétexte que ce puisse être, soit par Cession, Appel, Revolte, ou autrement, de la part du Roi T. C. du Dauphin, ou de ses Enfants Males, & Femelles, & descendants, leurs Heritiers, & Successeurs nez ou à naître; ni de la part de l'Empereur, du Roi des Romains, de l'Archiduc Charles son second Fils, ses autres Enfants Males & Femelles, ses Heritiers & Successeurs nez ou à naître. En consideration de laquelle Couronne d'Espagne, ses autres Royaumes, Illes, Etats, Provinces, & Places, en dépendans, l'Electeur de Bavière, tant en qualité de Pere que de Tuteur legitime, & Administrateur du Prince Electoral son Fils aîné, qu'au nom dudit Prince Electoral, & qu'en celui de ses Enfants, Heritiers & Successeurs nez ou à naître, comme aussi ledit Prince Electoral de Bavière, si-tôt qu'il sera venu en âge pour lui-même, les Heritiers, Successeurs nez ou à naître, le tiendront contents & satisfaits que ledit Prince Electoral ait pour sa Part & Portion ce qui a été accordé ci-dessus dans cet Article; & ledit Electeur de Bavière tant en Qualité de Pere que de Tuteur, & legitime Administrateur du Prince Electoral son Fils aîné, & aussi au nom dudit Prince & en celui de ses Enfants, Heritiers, & Successeurs, nez ou à naître, renoncera, au tems de la mort de Sa Majesté Catholique, & ledit Prince Electoral aussi, quand il sera parvenu en âge, en fera de même, à tous les Droits & Préentions qui ont été donnez & accordés pour la Portion du Dauphin, & à ceux qui seront assignez par les Articles suivans à l'Archiduc Charles, & en feront expedier des Actes solennels, dans la plus forte & meilleure forme que faire se pourra, savoir l'Electeur de Bavière en la qualité ci-dessus au tems de la mort du Roi Catholique sans Enfants, & ledit Prince Electoral si-tôt qu'il sera en âge.

VI. On excepte de ce qui a été accordé & assigné ci-dessus, le Duché de Milan; les deux Rois, & les Etats Généraux ayant trouvé à propos & étant demeurés d'accord, qu'il seroit donné à l'Archiduc Charles d'Autriche, second Fils du Très-Illustre & Très-Puissant Prince Leopold élu Empereur des Romains,

pour la part & pour toutes les Préentions & Droits que l'Empereur, le Roi des Romains, l'Archiduc Charles son second Fils, tous leurs Enfants Males & Femelles, & Successeurs nez ou à naître, pourroient avoir à ladite Succession d'Espagne, & ledit Archiduc en jouira en pleine propriété & puissance, ses Heritiers & Successeurs, nez ou à naître, pour le polidier pour toujours sans y être troublé ni molesté en quelque tems que ce soit, sans prétexte de Préentions, de Droits, directement ou indirectement, par le Roi T. C. ledit Dauphin, les autres Princes ses Enfants, leurs Heritiers & Successeurs, nez ou à naître, de même que de la part de l'Electeur de Bavière, au nom du Prince Electoral son Fils aîné, ou dudit Prince Electoral, leurs enfans, descendants, Heritiers, & Successeurs nez ou à naître.

VII. En consideration duquel Duché de Milan, l'Empereur aussi tant en son nom que celui du Roi des Romains, de l'Archiduc Charles son second Fils, ses Enfants Males ou Femelles, leurs Enfants Heritiers ou Successeurs, nez ou à naître, & aussi le Roi des Romains, & l'Archiduc Charles, si-tôt qu'il sera en âge, tant pour lui que pour ses Enfants, Heritiers & Successeurs nez ou à naître, seront contents, & satisfaits que l'Archiduc Charles ait pour toutes Préentions à la Couronne d'Espagne, le Duché de Milan, ainsi qu'il est dit ci-dessus, & que l'Empereur tant en son nom qu'en celui du Roi des Romains, de l'Archiduc Charles son second Fils, ses Enfants Males ou Femelles, & leurs Heritiers & Successeurs & aussi ledit Roi des Romains, renonceroient, au tems de la mort de Sa Majesté Catholique, & l'Archiduc Charles si-tôt qu'il sera en âge, à tous les Droits & Préentions qu'ils pourroient avoir à ladite Succession d'Espagne & autres Royaumes, Illes, Etats, Provinces, & Places dependantes d'icelles, qui composent les Parts & Portions assignées, comme il est dit ci-dessus, au Dauphin & au Prince Electoral de Bavière: Et qu'ils feront expedier pour cela des Actes solennels, dans la meilleure forme que faire se pourra: savoir l'Empereur & le Roi des Romains, au tems du décès de Sa Majesté Catholique sans Enfants, & l'Archiduc Charles si-tôt qu'il sera en âge.

VIII. Le présent Traité sera communiqué à l'Empereur, & à l'Electeur de Bavière par le Roi de la Grande Bretagne & les Etats Généraux, incontinent après que l'on en aura signé & échangé les Ratifications, & S. M. I. le Roi des Romains, & ledit Electeur seront priez de l'approuver au tems du décès de Sa Majesté Catholique sans Enfants, de même que l'Archiduc Charles & le Prince Electoral de Bavière si-tôt qu'ils seront parvenus en âge.

IX. Mais si l'Empereur, le Roi des Romains, ou le Duc de Bavière refusent d'y entrer, les deux Rois, & les Etats Généraux empêcheront le Prince, Fils, ou Frere de celui qui en aura fait refus, d'entrer en Possession & jouissance de ce qui a été assigné, & sa Part & Portion demeurera en sequestre, entre les mains des Vice-Rois, Gouverneurs, & autres Regens qui gouverneront de la part du Roi d'Espagne, & qui ne s'en dessaisiront, que du consentement des deux Rois & des Etats Généraux, jusques à ce qu'ils soient convenus desdits Partages & de ce Traité; Et en cas que nonobstant cela, il vouldrait par force prendre Possession de sa Part & Portion, ou de ce qui sera assigné à d'autres, les deux Rois, ainsi que ceux qui seront satisfaits & contents de leur Part & Portion, conformément à cet Accord, l'empêcheront autant qu'ils le pourront.

X. Le Roi d'Espagne venant à mourir sans Enfants, & le cas ci-dessus arrivant ainsi, les deux Rois & les Etats Généraux s'obligent de laisser toute la Succession dans l'Etat quelle sera, sans en rien saisir, ni en tout ni en partie, directement ou indirectement, mais chaque Prince pourra le mettre en Possession de ce qui lui aura été assigné pour sa part, aussi-tôt qu'il aura accompli de son côté ce qui est mentionné dans les Articles 6. 7. & 9. precedents; Et s'il s'y trouve quelque difficulté, les deux Rois & les Etats Généraux, seront leur possible pour que chacun d'eux puisse entrer en Possession de ce qui lui appartient suivant le présent Traité, & qu'il ait son plein, & entier effet, s'engageant de donner par Terre & par Mer, toute l'Assistance, & le Secours qui seront nécessaires pour réduire par force ceux qui s'opposeroient à l'execution d'icelui.

Kkk a

XL

ANNO
1698.

ANNO
1698.

XI. Si ledits Rois & les Etats Généraux ou aucun d'eux est attaqué par qui ce puisse être, à l'occasion de cet Accord ou de l'exécution d'icelui, ils s'assisteront réciproquement les uns les autres de tout leur pouvoir, & se rendront Garands eux-mêmes de l'exécution dudit Traité, & de la Renonciation qu'ils ont faite en conséquence.

XII. Tous Rois, Princes & Etats qui voudront entrer dans le présent Traité y seront admis, & les deux Rois & les Etats Généraux, ou chacun d'eux en particulier, pourra inviter tous ceux qu'il trouvera à propos d'y entrer, qui seront aussi, comme il est dit ci-dessus, Garands de l'exécution dudit Traité, & de la validité des Renonciations y contenues.

XIII. Et pour une plus grande sûreté du Repos de l'Europe, ledits Rois, Princes & Etats, ne feront pas seulement Garands de l'exécution dudit Traité, & de la validité des Renonciations y contenues. Mais si aucun des Princes, en faveur de qui ledit Partage est fait, voudrait ci-après troubler l'ordre établi par icelui, & s'agrandir aux dépens des autres, sous quel prétexte que ce soit, la même Garantie du Traité sera réputée s'étendre en ce cas, de manière que les Rois, Princes & Etats qui l'ont fait seront obligés d'employer toutes leurs forces pour s'opposer à leurs entreprises & maintenir toutes choses dans l'état agréé par ledits Articles.

XIV. Si aucun Prince, quel qu'il puisse être, s'oppose à la prise de Possession de la part qui a été assignée par ledit Traité, ledits deux Rois, & Etats Généraux, seront obligés de s'assister l'un l'autre de tout leur Pouvoir, & incontinent que ledit Traité sera signé, ils conviendront de ce que chacun d'eux devra contribuer tant par Mer, que par Terre.

XV. Le présent Traité sera ratifié & approuvé par ledits deux Rois & Etats Généraux, & les Ratifications en seront échangées dans le terme & espace de trois semaines, ou plutôt s'il est possible, à compter du jour de la signature d'icelui. En foi de quoi nous avons signé le présent Traité, & y avons mis le Sceau de nos armes. A la Haye, le 11. Octobre 1698.

Signé,

CAMILLE D'HOSTUN Comte de Tallar.

PORTLAND,

GUILLAUME FRANÇOIS VERBOLT.

F. B. DE REEDE.

A. HILINUS,

JEAN BECKER,

J. VAN DER DOES.

VAN HAREN.

AR. LEMKER ET J. DE DREWES.

Articles secrets.

LE Roi Très-Chrétien, le Roi de la Grande Bretagne, & les Etats Généraux ayant agréé le Traité de Partage qui a été fait de la Succession à la Couronne d'Espagne, pour prévenir par ce moyen les malheurs qui pourroient arriver dans l'Europe par la mort du Roi d'Espagne sans Enfants, & la plus grande & meilleure partie de ladite Succession ayant été donnée au Prince Electoral de Bavière, sans avoir pris aucunes mesures pour résoudre & convenir à qui elle tombera après lui, s'il arrive qu'il meure aussi sans Enfants. Ledits deux Rois & les Etats Généraux pour prévenir les disputes & les Guerres que cela pourroit produire, ont agréé par ces Articles secrets qui auront autant de force & de vertu que le Traité ci-dessus, auquel aussi il a relation, Que

I. S'il arrive que le Roi d'Espagne vienne à mourir sans Enfants, & que par conséquent les Royaumes d'Espagne, des Indes & autres Pais & Etats qui ont été donnés en partage au Prince Electoral de Bavière viennent à lui échouer, l'Electeur de Bavière d'après fera Tuteur & Curateur du Prince Electoral son Fils, durant sa minorité, pendant tout lequel tems il aura le Gouvernement dedits Royaumes, Isles, Places, & Etats, qui ont été donnés audit Prince Electoral son Fils par ledit Traité.

II. S'il arrive que ledit Prince vienne à mourir sans

Enfants, Son Altesse Electorale lui succédera dans la Possession & jouissance dedits Royaumes &c. qui lui ont été donnés pour sa part & les aura en pleine propriété pour lui & pour ses Enfants Mâles & Femelles, Descendants, Successeurs, & Heritiers, nez ou à naître, de manière que si l'Empereur, le Dauphin, leurs Enfants Mâles, ou Femelles, Descendants, Successeurs, & Heritiers, ou aucun autre prétend avoir la moindre Prétention à ladite Succession; le Roi T. C. le Roi de la Grande Bretagne, & les Etats Généraux, s'engagent eux-mêmes de nouveau d'employer toutes leurs forces par Mer & par Terre, pour maintenir l'Ordre établi dans cet Article, touchant la Monarchie d'Espagne, dont ils sont unanimement demeurés d'accord, espérant par cette précaution entretenir la tranquillité de l'Europe, qui est depuis peu si bien établie.

Tous Rois, Princes & Etats qui voudront bien entrer dans ce Traité y seront admis, si-tôt qu'il sera rendu public, au tems de la mort du Roi d'Espagne, en cas qu'il vienne à mourir sans Enfants, & ledits deux Rois & Etats Généraux ou chacun d'eux en particulier, seront priés & invités ceux qu'ils trouveront à propos d'y entrer, qui, de même que les autres, seront Garands de ce qui est contenu dans ledit Article secret. En témoin de quoi nous, qui avons signé le Traité qui a relation au présent Article, avons aussi signé celui-ci, & y avons apposé nos cachets. A la Haye le 11. Octobre 1698.

Signé

TALLARD.

PORTLAND, ET WILLIAMSON.

Article secret concernant le Segneſtre du Duché de Milan.

LEDITS deux Rois & les Etats Généraux sont demeurés d'accord, qu'en cas que le Duché de Milan vint à être en segneſtre, en vertu de la clause mentionnée au 9. Article du Traité conclu aujourd'hui, entre les mains du Prince de Vaudemont, qui en est à présent Gouverneur, la chose segneſtrée, & conséquemment le Duché de Milan, sera administré & gouverné par le Prince Charles de Vaudemont son Fils.

Le présent Article secret aura la même force que s'il étoit inséré dans le Traité auquel il a rapport. A la Haye le 11. Octob. 1698.

Signé

TALLARD,

PORTLAND, ET WILLIAMSON.

Autre Article secret.

EN explication des Articles cinquième, septième, & dixième du Traité conclu ce jourd'hui à la Haye, on est convenu, que quoi que l'Archiduc Charles ne fit pas la Renonciation avant que d'être en âge; Pourvu que l'Empereur, & le Roi des Romains aient fait les leurs, ledit Archiduc pourra entrer en Possession de sa part au tems de la mort du Roi d'Espagne, sans Enfants, quoi qu'il ne fût pas en âge; Et de même on est tombé d'accord que le Prince Electoral de Bavière, quand même il ne seroit pas en âge, pourvu que l'Electeur de Bavière en ladite Qualité de Pere, & comme Gardien légitime & Administrateur dudit Prince ait fait la sienne, ledit Prince Electoral de Bavière pourra aussi entrer en Possession de la Portion qui lui est échue, dans le tems de la mort de Sa Majesté Catholique sans Enfants, quoi qu'il ne fût pas en âge; bien entendu néanmoins que ledit Prince Electoral de Bavière fera sa Renonciation si-tôt qu'il sera en âge. Fait à la Haye le 11. Octobre 1698.

Signé,

TALLARD.

PORTLAND ET WILLIAMSON.

Phin.

ANNO 1698. *Plein-Pouvoir du Dauphin de France au Comte de Tallard; avec Renonciation expresse à La Couronne d'Espagne.*

LOUIS Dauphin de France, Fils unique du Roi; à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. D'autant que nous nous sommes proposés de suivre en toutes choses l'exemple qui nous est donné par le Roi notre très-cher, & très-honoré Seigneur & Pere; & que nous voulons principalement l'imiter dans le desir sincere qu'il a de maintenir la Paix dont l'Europe jouit depuis la Conclusion du Traité de Ryswick, sa prudence lui faisant prévoir les evenemens capables de troubler le repos public, & employer les moyens nécessaires pour en prévenir les effets; Nous sacrifions aussi, avec plaisir, nos Droits légitimes pour contribuer au succès d'un Dessein si conforme à l'Intérêt de la Chrétienté. C'est pourquoi notre dit très-cher & très-honoré Seigneur & Pere nous ayant communiqué les Ordres & Pouvoirs qu'il a donnés à notre Cher & Bien aimé le Comte de Tallard Lieutenant Général de ses Armées, & de sa Province de Dauphiné, & Son Ambassadeur extraordinaire vers notre très-cher & très-aimé Frere le Roi d'Angleterre, pour conclure & signer avec ledit Roi un Traité, dont l'objet principal est la Conservation de la Paix de l'Europe, si Dieu dispose de notre très-cher & très-aimé Frere le Roi d'Espagne dans la conjoncture presente; nous avons, ensuite du Pouvoir, & de la Permission qui nous en a été donnée par notre très-cher, & très-honoré Seigneur & Pere, donné, comme nous donnons par ces presentes signées de notre main, Plein-pouvoir, Commission & Commandement special, audit Comte de Tallard, de renoncer en notre nom, & au nom de nos Enfants, Heritiers & Successeurs neuz, ou à naître, à tous les Droits qui nous appartiendront, ou qui pourrout nous appartenir légitimement sur la Monarchie d'Espagne, en cas du décès de notre dit Frere & Oncle le Roi Catholique, lesquels nous transmettons à notre cher & très-aimé Neveu le Prince Fils aîné de notre Cher & très-aimé Frere & Beau-frere l'Electeur de Baviere, & à ses Descendants; Et nous consentons qu'en cas du décès de notre dit Frere & Oncle Roi Catholique, notre dit Neveu le Prince Electoral de Baviere, puisse exercer notre dit Droit, en notre Lieu & Place, sur tous les Royaumes, Provinces & Etats dependants de la Monarchie d'Espagne, excepté ceux qui seront réservés à nous, & à notre très-cher & très-aimé Frere & Cousin l'Archiduc Charles d'Autriche, second Fils de notre très-cher & très-aimé Frere l'Empereur, selon les Articles & Conditions, dont conviendra ledit Comte de Tallard avec les Commissaires qui seront nommés par notre dit Frere le Roi d'Angleterre: Autorisons ledit Comte de Tallard pour promettre en notre nom, que nous ratifierons & approuverons tout ce qui fera, par lui, stipulé & convenu de notre part, & pour stipuler effectivement, demander, conclure, & signer en notre nom de la même maniere que nous le pourrions faire si nous y étions presents en Personne: quand même le cas demanderoit un Ordre plus special que celui qui est contenu dans ces presentes. Donné à Versailles le 19. Août 1698.

Signé,

LOUIS.

Et sur le reply,

Par Monseigneur le Dauphin.

COLBERT.

Autre Pouvoir du Dauphin de France pour les Articles séparés.

LOUIS Dauphin de France, Fils unique du Roi, à tous ceux qui les presentes verront, Salut. Ensuite du Pouvoir à nous donné par notre très-honoré Seigneur & Pere; Nous avons fait dépêcher ce jour d'hui à notre très-cher & Bien aimé le Comte de Tallard Lieutenant Général &c. un Pouvoir de conclure & signer, avec notre Très-Cher, & Très-aimé Frere

le Roi d'Angleterre, un Traité dont l'objet principal est la Conservation de la Paix de l'Europe, si Dieu dispose de notre Très-Cher & Très-Aimé Frere, & Oncle le Roi d'Espagne. Mais comme il pourra arriver dans la Negociation à faire sur ce sujet, qu'il sera aussi trouvé nécessaire, de conclure quelques Articles secrets & séparés dudit Traité; nous avons de nouveau donné audit Comte de Tallard, & par ces presentes signées de notre main, nous lui donnons Plein-pouvoir, Commission & Commandement special de conclure, traiter, négotier, conclure & signer les Articles & Conventions secretes & séparées, qu'on jugera convenable, & de promettre en notre nom, que nous ratifierons & approuverons tous les Articles qui auront été signés par ledit Comte de Tallard, tout ainsi & en même maniere que s'ils avoient été interez de not à mot dans ledit Traité; Quand même le cas demanderoit un Ordre plus special, que celui qui est contenu en ces presentes. Donné à Versailles le 19. d'Août 1698.

Signé,

LOUIS.

Et sur le reply,

Par Monseigneur le Dauphin.

COLBERT.

Pouvoir & Autorisation de Sa Majesté Très-Chrétienne pour le Dauphin.

LOUIS par la Grace de Dieu Roi de France & de Navarre; A tous ceux qui ces presentes verront, Salut. Nous avons envoyé à notre Cher & bien Aimé le Comte de Tallard Lieutenant Général de nos Armées, & de notre Province de Dauphiné, & notre Ambassadeur Extraordinaire en Angleterre, un Pouvoir de traiter, conclure, faire & signer, avec ceux qui seront munis de pareil Pouvoir de notre Très-Cher, & Très-Aimé Frere le Roi de la Grande Bretagne, & des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, tels Articles & Conventions qu'on jugera nécessaires pour prévenir les Evenemens, qui pourroient troubler la tranquillité publique; Et afin de ne rien omettre de ce qui dependroit de nous, nous avons bien voulu en même tems, autoriser notre Très-Cher, & Très-Aimé Fils unique le Dauphin, à donner de sa part tous les Actes nécessaires pour la même fin. A ces causes, & autres à ce nous mouvans, nous avons permis & par ces presentes permettons à notre dit Fils, de donner audit Comte de Tallard tous les Pouvoirs qui pourrout lui être nécessaires, pour traiter, & transiger, touchant son Droit & ses Pretentions, & en consequence de cela, de faire les Renonciations qui y seront stipulées, promettant en foi & Parole de Roi de les approuver, & de consentir qu'elles soient accomplies & exécutées, de la même maniere, & avec ce qui se fera en consequence du Pouvoir que nous avons donné audit Comte de Tallard. En foi de quoi nous avons signé ces presentes de notre main, & y avons fait apposer notre Secau privé. Donné à Versailles le 19. Août de l'an 1698, & de notre Regne le 56.

Signé

LOUIS,

Et plus bas,

Par le Roy.

COLBERT.

(L.S.)

Ratification du Roi Très-Chrétien.

LOUIS par la Grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes verront, Salut. Aiant vu & examiné le Traité, que notre Cher & Bien-aimé le Comte de Tallard, Lieuten

Kkk 3

nant

ANNO 1698.

ANNO
1698.

nant de nos Armées, & de notre Province de Dauphiné, & notre Ambassadeur Extraordinaire en Angleterre, a fait, conclu & signé en notre nom à la Haye le 21. d'Octobre dernier, en vertu du Plein-pouvoir que nous lui avions donné pour cela, avec Guillaume de Bentinck Comte de Portland Chevalier de l'Ordre & Très-Aimé Frere du Roi de Grande Bretagne, Premier Gentilhomme de sa Chambre, & Général de Sa Cavallerie; & le Chevalier Joseph Williamson aussi Conseiller privé de notre dit Frere, & Garde des Archives, munis aussi des Pleins-pouvoirs de notre dit Frere; duquel Traité la teneur s'ensuit.

Fiat inferio.

NOUS agreeant le susdit Traité, en tous ses Points & Articles, tels qu'ils y sont contenus & déclarés, l'avons accepté, ratifié & confirmé; & par ces présentes nous l'acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons; prometant en foi & Parole de Roi de l'exécuter, observer, & faire observer, sincèrement & de bonne foi, sans faîte, ou souffrir qu'on fasse rien au contraire, directement ou indirectement, pour aucune cause, ou occasion que ce puisse être. En foi de quoi nous avons signé ces présentes de notre main, & y avons fait apposer notre Sceau privé. Donné à Fontainebleau le 24. Octobre l'An de notre Seigneur 1698. & de notre Règne le 56.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas,

Par le Roy,

COLBERT.
(L.S.)

NB. Les Ratifications des Articles secrets & séparés, étoient conques dans les mêmes Termes, & de la même date; ce qui fait qu'on ne les met point ici.

CCVI.

25. Dec. *Instrumentum Turcicum Amicitie ad duos annos inter MUSTAPHA HAN TURCARUM Sultanum & PETRUM ALEXOVICIUM magnam Czarum atque totius Russie Autocratorem inito &c.* Anno Hegire 1110. [Grund und umständlicher Bericht von denen türkischen Kaiserlichen und Ottomanischen Groß-herrschaften / wodurch der Karlowitsche Friede auf 25. Jahr beschloffen und darauf bestättigt worden, pag. 30. HERM. FRANC. FRIDER. AB ANDLERN Corpus Constit. Imp. Tom. I. in Append. pag. 150. *Theatrum Europaeum* Tom. XV. pag. 528. en Allemand.]

Hic est Deus Maxime aperiens omnia, Potentissimus, Firmissimus.

IN Nomine Dei, misericordia, semper miserentis. Causa exarationis hujus veritate præcellens scripti, & necessitas descriptionis hujus realitate insigni Instrumenti hæc est; incorruptibilis Domini Creatoris, & immortalis Officii liberarii arbitrii Domini Dei, cujus exollatur gloria extra omnem similitudinem & paritatem æternam confirmationem, ubertatis concessione & gratia honoratissime Meccæ, & lucidissime Medinæ Servi, & Sanctæ Hierusalem, & aliorum benedictorum locorum Defensoris & Rectoris

binarum Terrarum Sultani, & Regis binorum Marium, Dominatoris Potentis Ægypti, & libanitarum Provinciarum, ac feliciæ Arabiæ, & Adenensis Terræ, & Cæsaræ Africanæ, & Tripolis, & Tunes, & Insulæ Cypri, & Rhodi, & Crete, & aliarum Albi Maris Insularum, atque Imperator Babilonius, & Bostiræ, & Laxe, & Bevani, & Carizæ, & Erzerum, & Schreful, & Muslur, & Diarbecir, & Rize, & Damaci, & Halebi, & Sultani Persiæ, & Arabiæ Irachienis Regionis, & Regis Ghauristanæ, & Turchiæ, & Ghauristanæ, & Daphistanæ, & Turpeztunis, & Imperatoris Provinciarum Rum, & Zulchadiæ, & Maras, Imperatoris Regionum Tartariæ, Circassiæ, & Absissorum, atque Cimæz, & Deil-Capfac, Imperatoris Orientis, & Occidentis, & Anaroliæ, & Rumeliæ, Possessoris Sedis Regiæ Constantinopolis, & protectæ Prutiæ, ac defensis Adrianopolis, & præterea Imperatoris latissimum tot Provinciarum, totque Climatuum, & Urbium, ac Celeberrimi Dominatoris, Sultani Sultanorum, Regis Regum, Serenissimi, Potentissimi, Augustissimi Domini nostri Imperatoris Refugii Musulmanici, Sultani Filii Sultanonum, Sultani Mustafa Regis, Filii Sultani Mechemet Regis, cujus Imperium Deo perenne faciat, ac Principatum stabiliat inter in diem Judicii, Majest. Excellens Imperium inter, & Gloriosissimum inter eximios Principes Christianos, & Præcellens Imperium inter Magnos Dominatores Christianos, Directorem magnorum negotiorum Christianarum Rerumpublicarum, chlamyde Amplitudinis & Majest. Exornatissimum, argumentis Magnitudinis & Glorie condecoratissimum Rerum Moscoviticarum Regionum, & omnium Ruthenicarum Provinciarum Dominatum & possessorum subjectarum illis Terrarum & Urbium, Sublimem Czarum Moscoviæ, Pertum Alexovicium (cujus fines Deus salute & rectitudine coronet) cum intercedens ab aliquibus Annis diffusum fuerit in causa calamitatis subditorum, & subjectorum utriusque Partis, ea intentione, ut iterum in Amicitiam & benevolentiam commutetur ad bonam constitutionem rerum Civitatis, & ad reducendum in meliorem conditionem statum servorum Dei, in Syria in confinis Carlovitzi, facto Congressu cum Illustrissimo & Excellentissimo inter Christianos Magnates, Domino Procopio Bogdanowitz Volskian, alie memorati Czari Plenipotentiario Commissario, & Extrado. Legato, & intimo Consiliario, & Locum tenente Bulchoviz, ab eodem Czaro ad Tractatus, & conclusionem Pacis negotii perfecta autoritate destinato & deputato, ac diligentibus Mediationis munus bonis officiis, ac diligenti opera deputatis à Gloriosissimis inter Eximios Christianos Principes, & Refugis Magnorum Dominatum ejusdem Gentis, Angliæ & Scotiæ, & Hiberniæ Rege, Wilhelmo III. & Generalibus Statibus Nederlandensibus (quorum fines Deus salute & rectitudine coronet) ad exequendum Mediationis sue functionem ad Tractatus Pacis, Illustrissimis, & Excellentissimis inter Magnates Christianos, Wilhelmo Lord Paget, Barone de Beaufort, & Domino Jacob Collier, cum si ab utraque Parte subdita sit ad Pacem & Conciliationem propensio atque inclinatio; cum tamen non esset facile brevi tempore, ut, ablati difficultatibus, omnes res convenientes Amicitie & Vicinitati perfecte ac debite ad bonum ordinem redigerentur, ne interpretetur continuatio istorum aliorum Tractatum, sed ut perducantur atque ad finem perducantur, hac utrique intentione per mutuum consensum à die (1) *vigesimo quinto Decembris Anni millesimi centesimi decimi, nempe a natali Domini Jesu Christi*, usque ad integros duos Annos terminus constitutus est, intra quem scilicet Almus iste Tractatus ad bonum ordinem reducat, atque inter excellens Imperium, Moscoviticum Cætetum, favente Deo Altissimo, Pax, sive per Inducias sive perpetua coalescat & vetus amicitia renovetur.

Itaque intra statutum unanimi consensu terminum cesset

(1) Cet endroit est brouillé & corrompu. Ce n'est point la commune des Turs d'adhérer les Russes Chrétiens dans leurs Tractez; & s'ils le faisoient, ils auroient fait au moins de ne pas les confondre avec celles de l'Empire comme elles le sont ici. La même faute se trouve, sans aucune différence, dans tous les exemplaires imprimés qu'on a vus, on a lieu de croire qu'elle vient de la premiere copie qui ait été donnée au public, après la conclusion du Traité. On peut au reste la redresser & l' éclaircir en lisant du vicesimo quinta Decembris Anni millesimi centesimi decimi, nempe a natali Domini Jesu Christi. [Dum.]

ANNO
1698.

ANNO 1698. cesset omne praelium & bellum. & pugna, atque conflictus & utrinque amoveatur atque tollatur hostilitates.

Moscorum Czaro subiectis à Moscovitis & Cosacis, & aliis in subiecta Excellis Imperio Musulmanico confinia, five alia, five Crimenia & loca, & subditos, nulla fiat executio & hostilitas, nullumque damnum inferatur, neque clam, neque palam, pariterque à parte Crimenis nullius conditionis exercitus, præterit Crimenis Chaus, & omnia genera Tartarorum Horde, nullam penitus excursionem faciant, nullamque damnum inferant, neque clam, neque palam, in Civitates & Oppida, subditos, & subiectos Moscorum Czaro.

Atque si qui, five clam, five palam, motum aliquem atque dispositionem & hostilitatem, & incursionem fecerint contra hoc Pactum, & hanc conditionem, quæ inter nos confecta est, & sese contumaces, & minus obediens reddiderint, ex cuiuscunque parte sint, deprehendantur, incarceration, & sine remissione puniantur; proinde præfata ratione colendi & observandi huius Amicitie tempore; conflictatio & hostilitas penitus amoveatur & tollatur, atque ab utraque parte perfecta propensio, & plena inclinatio adhibeatur ad conclusionem Pacis. Et Crimenis quoque Chaus iuxta suam obedientiam & subjectionem ad Excellis Imperium, adjungatur huic Paci.

Utque ab utraque parte acceptatum & observatum sit, cum alie memorati Czari Plenipotentiarius Legatus & Commissarius vigore suæ facultatis & authoritatis Moscovitico sermone descriptum, legitimum & validum Instrumentum tradiderit, nos quoque Facultatis & vicarie nostræ Deputationis vigore, nostris manibus subscriptum, & nostris sigillis firmatum, hoc scriptum, tanquam validum & legitimum Instrumentum tradidimus. Deus favens est requisit.

Subscriptum erat,

MEHAMED RAME, Magno Cancellario. (L.S.)	ALESSANDRO MAURO- CORDATI DI SCAR- LATO. (L.S.)
---	--

CCVII.

25. Dec. *Instrumentum Moscoviticum ejusdem Armistitii ad duos Annos inter PETRUM ALEXOVICEM Magnum Czarum totius Russiæ Autocratorem, & MUSTAPHA HAN Turcarum Sultannum initii, per Mediationem WILHELMII III. Regis Magnæ Britannie & Ordinum Generalium Fœderati BELGII, sub spe quod interim vetus Amicitia, five per Pacem perpetuam sive per Inducias coalescat & renovetur. Actum in Congressu Carlowitzi die 25. Decembris Anno Nativitatis Christi 1698. [Grund-und umständlicher Bericht von denen Römisch-Kaiserlichen und Ottomannischen Groß-Vortschafften/ wodurch der zu Carlowitz auf 25. Jahr aufgerichtete Frieden/ beschloffen worden. pag. 29. HERM. FRANC. FRID. BARONIS AB ANDLERN. Corpus & Confit. Imperialium Tom. I. in Append. pag. 151. Theatrum Europæum Tom. XV. pag. 529. en Allemand.]*

IN Nomine Domini Dei Omnipotentis in Trinitate Sanctæ Unitis; Ejusdem Grati Serenissimi & Potentissimi Magni Domini Tzarum, & Magni Ducem Petrum Alexievici, totius Magnæ & Parvæ & Albæ Russiæ Autocratores, Moscoviæ, Kiovie, Wolodimiræ, Novogardiz, Tzarum Casaniæ, Tzarum Astrachani, Tzarum Siberiæ, Domini Moscovicæ, & Magni Ducem Smolensci, Tveriz, Ingoriz, Permiz, Viatkæ, Bolgariz & aliorum Dominiorum, & Magni Ducem Novogardiz,

Inferioris Terræ, Cernihoviz, Refaniz, Rotoviz, Jaroslaviæ, Boloroviz, Valoviz, Obdoviz, Confiniz, & totius Septentrionalis Plage Imperatorum, & Domini Iverienis Terræ, Cartulinum & Gruzinum Tzarum, & Kabardienis Terræ, Csercaliorum & Montanorum Ducem, ac aliorum multorum Dominiorum & Terrarum Orientalium, Occidentalium, Septentrionaliumque, Paternum Avitumque Hæredem, Successorem & Dominum ac Dominatorem, suum inter Majestatem, atque inter Serenissimum & Potentissimum Magni Domini Sultannum Mustafam Chanum, Filium Sultani Mechmet Chani, Dominum Constantinopolos, Albi Maiis, Nigri Maris, Anatoliz, Vrumiz, Romaniz, honoratissime Meccæ & Medinæ, Sanctæ Hierusalem, Ægypti & Abyssinæ, Babylonis & Ricæ, & Damasci Dominatorem, Tartaricarum & Crimenium Ordinum, nec non aliorum multorum Dominiorum, Regnorum & Urbium, Insularum & Provinciarum Imperatorem; Ab aliquot annis intercedens diffidium causi fuit calamitatis subditorum & subceptorum utrique parti, ea intentione, ut rursus in amicitiam & benevolentiam ad bonam reum civium constitutionem, reducanturque in meliorem conditionem & statum transirent, in Symmæ ad Confina Carlovitzi facto Congressu, cum Illustrissimi & Excellentissimi Selectissimo Domino Magno Cancellario, Reis Mechmet Effendi, & cum Selectissimo Domino ab intimis Secretis Alexandro ex Prospia Scarlatti Maurocordato, alie memoratæ suæ Sultanicæ Majestatis Plenipotentiarius, Commissarius & Extraordinarius Legatus, ad Tractatus, & constitutionem negotii Pacis, perfecta autoritate destinatis & deputatis, Mediatione vero Serenissimi & Potentissimi suæ Regiæ Majestatis Magnæ Britannicæ; & Prepositum Generalium Statuum Nederlandensium Holandiarum, Illustrissimorum & Excellentium Plenipotentiariorum eorundem Extraord: Legatorum Domini Willelmi, Lord Paget, Baronis de Beaufort, &c. & Domini Jacobi Coljer, &c. ab utraque autem parte ad Pacem, & Inducias propensio & inclinatio adhibita fuit, atamen non facile fuit intra breve tempus, subitis difficultatibus, res universas convenientes Amicitie Vicinitatis perfecte & debite in bonum ordinem redigere; sed ne interruptetur continuus horum aliorum Tractatum, quin imo, neinceps perficiatur, ad finem deducatur, hac intentione utrinque per mutuum consensum, id est, à die vigesimo quinto Decembris, Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo octavo, à nativitate Domini Dei Jesu Christi, in futuros duos integros Annos, inter alie fatos ambos Magnos Dominos fiant Inducie, in quibus alius hinc Tractatus in bonum ordinem reducat, atque inter suam Tzaricam Majestatem Moscoviticam, & Sultanicam Majestatem Turcicam, Deo Altissimo secundante, Pax perpetua, aut in sufficientes Annos Inducie concludatur, & vetus Amicitia restituitur. Proinde in hoc constituto de terminato unanimi consensu destinatum omne praelium, bellum, pugna & conflictus, & utrobique amoveatur & tollatur hostilitates, & à Subditis suæ Tzaricæ Majestatis Moscovitice & Cosacis ac aliis Confinis Musulmanicis & Crimenibus atque reliquis suæ Sultanicæ Majestatis subiectis Locis, & Subditis nulla introitus & Hostilitas fiat, neque clam, neque palam ullum damnum inferatur; pariter ex parte suæ Sultanicæ Majestatis adversus partem suæ Tzaricæ Majestatis nullius Ordinis exercitus, postillum vero Crimenis Chaus, & omne genus Tartarorum & Ordinum penitus ullas incursiones faciant nec ullum damnum palam aut clam in Civitatibus & Oppidis, & si qui vel aperte motum aliquem & dispositionem, Hostilitatemque ac incursionem, contra hanc constitutionem & conditionem, quæ nos inter confecta est, fecerint, & ex quacunque demum Parte tales contumaces repetierint, apprehendantur, incarceration, & sine remissione indefensè puniantur: Hac itaque præfata ratione, tempore colendi & observandi huius Amicitie, conflictatio, & hostilitas absolute amoveatur & tollatur, ac ab utraque Parte ad concludendam Pacem perfecta propensio & plena inclinatio adhibeatur, & Crimenis Chaus, ex munere suæ erga Imperatorem suam Majestatem Turcicam obedientie & subjectionis huic Paci adjungatur; quæ omnia, ut ab utraque Parte acceptetur & observetur, quoniam alie memoratæ suæ Sultanicæ Majestatis Plenipotentiarii Legati & Commissarii, vigore suæ facultatis & authoritatis, Turcico

ANNO 1698.

ANNO
1698.

cio fermone scriptum legitimum & firmum Instru-
mentum, ex eoque Latino fermone, propriis mani-
bus, sigillis firmatam Copiam dederunt; Pariter &
ego Facultatis & Plenipotentie mihi datæ vigore man-
propria subscriptum, & sigillo firmatum, hoc scrip-
tum, Ruthenico, & Latino fermone Copiam tanquam
firmum & legitimum Instrumentum tradi. Scrip-
tum in Carloviz, Anno millesimo sexcentesimo nona-
gesimo Octavo, mensis Decembris, vigesimo quinto
die.

Subscriptum erat,

Procopio Bogdanoviz Vosnecin, alte
memorati Czari Plenipotentiario, Com-
missario, & Extraordinario Legato. &
intimo Confiliario, & Locum tenente
Bulchoriz.

Copia Plenipotentia^æ Moscoviticæ.

N^{ost}rum factum, et testatur his praesentibus, quod nos inter nos, et nosros Confederatos ex una, et aliam inter Ottomanumque ex altera parte, ad amicitiam constituendam Pacis via aperta sit, quod nos etiam hoc in negotio recusare nolumus; Ideo nos Illustri Magnae Regiae Domino nostro Consulario, et Locumtenenti Balciae, Proprio Bogdanowitzi Wofsinzmo plenam et absolutam Facultatem et Potestatem dedimus in constituendo Congressu subscribendo, et Signo munimur censuimus, cum Ottomanica Porta idemque, et nobis praesentem Pacem, et de omnibus nostris utilitatibus et consuetudinibus, simul cum Confederatorum nostrorum et Ottomanorum Legatis tractando, quicquid illis in hoc negotio consenserit, et a illis nostris praemittimus nostro Tesoro Majestatis nostrae Legatum curatum et conservatum, firmum et ratum habere volumus et debeamus, quodque vigere harum Literarum Signillo nostro munivimus nostram. Scripta Imperii nostri in Aule imperante Magnae Aule Nostroe. Anno a condito Mando 7206. mensis Junii 19. die Imperii nostri 16. Anno.

(L.S.)

CCVIII.

1699. *Infirmum* Cafareum Pacis ad viginti-quinque An-
nos inter LEOPOLDUM Imperatorem Augu-
stissimum & MUSTAPHA HAN Turcarum
Sultannum inita, GUILIELMO III. Rege
Britannico & Ordinibus Federati BELGI
Generatibus Mediantibus; in Congressu
Carlowitz in Sirmio die 26. Januarii 1699. Cae-
sarea PLENIPOTENTIA. DAT. VIENNAE 23.
Junii 1698. [Tiré des Archives de la Chan-
celerie Aulique de Guerre.]

AD perpetuum rei memoriam: Notum fit omnibus et singulis quorum interest: Postquam per fedecim buccas annos fœvum, exitiale & multa humani sanguinis effusione cruentum adeo Bellum cum plurimarum Provinciarum defolatione effectus esset inter Serenissimum & Potentissimum Principem & Dominum *Lepoldum* (plen. tit.) ab uni: Et Serenissimum atque Potentissimum Principem & Dominum *Sultannum Massifia* Han *Ottomannum* Imperatorem, ac *Asiæ & Græciæ*, ejusque gloriosos Predecessores, ab alterâ Parte: Miseritque tandem afflicte Subditorum fortis formæ dicti ambo Potentissimi Imperatores finem tantis in perneciem generis humani augebuntibus & inextinguibilibus sanguinum indiffinitis, sâctum Divina Bonitate efficit, ut amicitiam & concordiam Serenissimo & Potentissimo Principi & Domino *Gulimino III.*, Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rege, ut & Cælis ac Prepotentibus Dominis Ordinibus Unitarum Belgii Provinciarum, glennens ræ de causâ Tractatus Carolicus in Sirmio, prope confinia utriusque Imperii inflavit & ad

nem perdidit fuerint. Componentes quippe duci Lo-
 co utrimque legatione confinit Legati Plenipoten-
 tiar: Nomine quidam Sacrae Cæsareæ et Romanorum
 Imperatoris Majestatis Illustrissimi et Excellentissimi
 Domini, Dominus Wolfgangus, Sacri Romani Impe-
 rii Comes ab Ottingen, Sacra Cæsareæ Majestatis Illu-
 strissimus, Confiliaris intimus et Consiliarius Imperia-
 lissimus Præfex et Dominus Leopoldus Schick, Sacri Ro-
 manorum Imperatoris Majestatis Illustrissimus et Ex-
 cellentissimus Domini, Dominus Wilhelmus, ejus-
 dem Sacrae Cæsareæ Majestatis Councillarius, Gene-
 ralis Vigilum Præfatus et Legationis Dominus et
 Equitum Tribunus, ambo ad Tractatus hunc Pacem
 cum Porta Ottomanicâ Deputati Legati Extraordina-
 rii et Plenipotentiar: Nomine vero Imperialis Ottoman-
 icæ Majestatis Illustrissimi et Excellentissimi Domini
 Dominus Mehmet Effendi, Supremi Imperii Otto-
 mannici Cancellarius, et Dominus Alexander Mour-
 cadze, ex Nobili Stirpe de Scarlati, intus jam duci
 Legationis et Secretarius, interventu et operibus
 Illustrissimum et Excellentissimum Dominorum
 Illustrissimorum et Excellentissimorum Domini
 Domini Guidonis Jacobi, Baronis de Bismarck, et
 Domini Magnæ Britannicæ Regis, et Domini Jacobi
 Jacobi, Cellorum et Præpotentium Generalium Federatæ
 Belgii Ordinum, amorum apud excelsum Portam Otto-
 manicam Oratorum et ad reſtabilitandum pacem
 Universalem Legatorum Plenipotentiarum, qui munc
 nunc Mediatorio integre, sedulo et prudenter perſeque-
 ſunt, poſt invocata æterni Numinis opem et communem
 gloriam et utriusque Imperii Tabulam, ad Divini Numinis
 gloriam et utriusque Imperii pacem in ſequentes dies
 ſiguri mutua Pacis et Concordiæ.

II. Regio Transilvanie, quemadmodum de prefatis
est in Possessione & Potestate Cæsareæ Majestatis, in
maneat in eodem Dominio: Et à Podolie confinium
usque ad extremum Valschie confinium fusi Montium
bus, qui antiqui fuerunt limites inter prefatos Bellisul-
inter Transilvaniam, ex una parte, & Moldaviam
que Valschiam, ex alia parte, atque à confinio Val-
chie usque ad Flumen Marium, pariter fusi Montium
bus, qui antiqui fuerunt Limites, circumfcribatur, &
sic utriusque observatis antiquis Limitibus, nec ul-
tra sit citra ab utroque Imperio fieri possit extensio.

II. Provingis subiecta Arci Transveniensium cum omnibus fuis Diftrictibus & Interfluvibus Fluvius maneat in Poffeffione & Potestate Excelli Imperii Ottomanni. Atque a Parte Transylvaniae fines eius terminentur ad Partem Transilvaniae ad Fluvium Marufium in fuperiori Articulo definitum. Quod in antiqui Limites. Tum a parte Marufi uicque ad Fluvium Tibicium ceterioribus ripis ejusdem Marufi, & a parte Tibici uicque ad Danubium ceterioribus ripis Fluvii Tibici fines ejus limitentur; quae vero in iura Transilvaniae non tranfeant. Quae in iura Transilvaniae Lugas, Lippa, Cſanad, Kifanſita, Bompſe Canſanſa, & Sabia ceterae, & intra praefcriptas ante praefata Bellum Limites antiquos Transylvaniae, ac fecundum praedecalarum rationem intra Ripas Fluvium Marufium a parte Transilvaniae Transilvaniae Teritoria quaecunque aliam finem repraeſentent, conditione deſtituantur per Carſares uſque in Paſtorum Transilvaniae non poſſint. Et praedicta Regio Transilvaniae ſi omnino libera relinquatur; & impoſterum neque in dictis his Locis, neque prope ripas Fluviorum Marufi uicque Tibici alia vel majora vel minora Loca poſſint ſpeciem Fortificationis exhibere, extruuntur.

Fluviorum Marufii ac Tibifici inter Provinciam Temifvarienfem , & Provincias Cæfareæ Poteflatis & Poffeffioni fubjectas, ufus fit communis Subditis utriusque Imperii, tum ad potum Pecorum omnis generis, tum ad Pifcationem & alias commoditates Subditis perquam neceffarias.

Cum verò onerariæ Naves à partibus superioribus subiectis Cæsareo Dominio, tum per Marisium Fluvium in Tibiscum, tum per Tibiscum in Danubium, sive ascendendo, sive descendendo ultra citroque meantes nullo obice præpediri debeant;

Navigationis Navium Germanicarum aut aliorum Subditorum Caesareorum nullo modo possit in cursu suo ultra citroque incommodari, sed liberè atque commodè fiat ubique in prædictis duobus Fluvii; & siquidem reciproce Amicitie & mutue benevolentie convenientia id etiam requiratur, ut Subditi Imperialis Ottomanicæ Potestati subiecti possint usus prædictorum Fluviorum esse participes, sine impedimento Navibus Pûcatoris etiam ac cymbis utantur. Molendi-

ANNO
1699.

ANNO
1699.

nariz autem Naves in Locis tantum quibus Naviga-
tioni alterius nempe Cæsarei Domini nullatenus im-
pedimento esse possint, communicatione Gubernato-
rum utriusque Domini & consensu ponantur; quin-
imo, ne diversione aquarum in Marisio cursus Cæsa-
reorum Navium incommodum aliquod patiatur, nulla-
tenus permittitur, ut, sive Molendinorum, sive alia
occasione ex Marisio aquæ aliò deriventur, seu didu-
cantur.

Infule quæcunque in prædictis Fluviis, cum actu
sint in Potestate Cæsarea, maneant, uti possidentur;
& Subditi utriusque Dominii omnino pacifice atque
tranquille vivant, severissimisque Edictis ab Insolentis
& Contraventione Paſſorum continentur.

III. Cum Regio inter Fluvios Tibiscum & Danubium, vulgò dicta Batska, sit in sola possessione & potestate Cæsareæ Majestatis, sic maneat deinceps etiam in præfata Potestate & Dominio Cæsareo; neque Tibiscum, vel in præfata est, sanctificetur.

IV. Ab extrema ripa eiorum Tibidi oppolta Tidelianae ripae et Angulo Terrae ibidem per conjunctionem Tibidi & Daubii terminato, deductur linea recta usque in ripam Danubii. Item et Regione eiorum ripae Tibufianae fiam, & ulterius protrahatur pariter recta ad Moraviz ripam eiorum amnis Boslivi; & inde ad Locum usque ibi predictus amnis Boslivi principali alveo in Savum elabatur; & Moravizio sine alla Fortificatione relicto, & struicque tantum in oppolta utrimque ripa apertis pagis sequentur, per predictam lineam firmatam atque diductam sine fossis, live lapidibus, live palis, live alla ratione, Imperia sequenti modo:

Regio verius Belgradinura intra modo dictos Limi-
tes permaneat sub sola Potestate Potentissimi Otto-
mannorum Imperatoris.

Regio vero extra prædictam Lineam sita maneat sub
sola Possessione & Potestate Potentissimi Romanorum
Imperatoris ; & secundum prædictos Limites pariter
possideantur Fluvii, qui sunt in Territoriis permanen-
tibus in possessione utriusque Partis.

V. Ab officio ananis Bonit in Savum effluentis usque item in Savum elabens Unna Fruvii ostium, Savi altera quidem pars pertinet ad Ditionem Cesaream possideatur ab ejus Majestate, altera vero pars possideatur ab Imperatore Otomannorum.

Interfluens Fluvius Savus & Infuse in hoc communi Fractu sine, sint communes, & usus tum ad Navigationem ultra citroque, tum ad alias Commoditates uniusque Partis Subditis pariter communis ut, utrique religiose observantibus pacificum & imperpetuum in viro citroque Commercium.

Ulique ad Unnam Fluvium Regio pertinet ad Dominium Imperialis Onomancie Maestris, quo Ennam spectat, ceterioribus ripis Unae Fluvii designatur, atque terminetur, evacuatis Novi, Dubizza, Jelenkovizza, Doboy & Biod, ex parte Bosnensis, & quacunq[ue] alio simili Loco in hoc tractu existente; & deductis inde praedictis Caesareis ista pars omnimodo libera relinquitur.

Castanoviz autem & Infule infra Terram Novi
versus Savum, cum ulterioribus ripis ejusdem Unne,
cum sint & maneant in Potestate Romanorum Impe-
ratoris, prædictis Linnibus hinc distinguantur.

Loca prædicta ultra Unnam longè à Savo Sita & ab utraque Parte prædictis confervata atque poffeffa, cum Terris ante prædictum Bellum ad eadem fpectantibus manentibus iterum in Potestate utriusque pollidentis Partis, ea conditione, ut Commiffarii utriusque modè deputandi, Diftrictus atque Territoria fingulatum decus huius pariculis Lincis feparantes, per foſſas, lapides, palos, aut alia quacunq; ratione ad evitandam confuſionem poſita ſigna, fegregant atque diſjungant in partibus Croaticæ ufq; ad ultimum confinium & terminum Locorum in utriusque Dominii Poſſeſſione permanſerunt.

Ex utraque Parte, si quis ausus fuerit alterare mutare, evellere, tollere, aut quovis modo violare aliquod ex predictis signis, ille per omnimodam inquisitionem deprehensus ad exemplum aliorum severis fime puniatur.

Committitur verò ad distinctionem & positionem
Limitum in isto confinio, quoad fieri poterit, quam
celerrime deputandis, Regis Edictis demandetur, ut
ad tranquillitatem & securitatem Subditorum utrius
que Dominiū sedulo arrium adhibentes, sine contraven-
tione & sine quacunque particulari complacencia Ter-
TOM. VII. PART II.

ras optime separent atque manifeste distinguant.

Com firi in altera Savi Parte (q̃a Dominium Imperiale Ottomanicum respicit) munimentis Brod Fortificationes, utpote recentis à Militiis Cæsareis factæ, tempore educendi præsidii Cæsarei everti debeant, Locus autem ille sit commodissimus ad Mercaturam, poterit ibidem erigi cum honesto & comodo recinēdi Civitas, ita tamen, ut in Arcis aut Munimenti formam non redigatur.

VI. Definunt tamen per hoc Tractatus & subsecuta, ubi opus fuerit, locali Deputatorum Commissarium separatione stabili, five ditione idoneo tempore per operam Commissariorum utrimque stabiliendi consistorium Limites sancti utrimque & religiosè observentur, ita ut sub nulla ratione ausu praesumat extendi, transferri, aut mutari possint; Neque liceat assensu Pacificentium Partis in alterius Partis Territorium ultra Rursus fenum Terminos aut Limites quicumque Jurisdictionis extendendi, aut exerceat, aut attentus sit, ut in quocumque loco, ubi ditione non possident Partis Subditi five Ditionis, non possidentis, seu Tributum quicumque, five praeteritum, seu futurum five ad quavis animi humano ingenio excogitabilem exactiōis aut vexationis speciem adigere aut molestare, fed omnis aletatio iuste amovetur.

VII. Licitum & liberum esto utrique Partium pro confusiorum suorum securitate, quocunque meliori vium fuerit modo, Arces, Munimenta & Loca per presentes Tractatus pacifice posita, quaecunque de facto extant, reparare, munire & fortificare, exceptis illis, de quibus utrimque nominatim superius cautum est.

Ad Incolarum vero commoda Habitationes in extremis confinis ac apertos Pagos ædificare, ubique sine impedimento, & sine exceptione utrique Parti liceat; dummodo sub hoc prætextu nova Fortalitia non erigantur.

§ 26. Incuriones hostiles & Occupationes, omnesque Infusus, clam aut ex improbo, cladi, Devastationes & Depopulationes, Trinitatis utriusque Domini omnino & levedissimi damna prohibita sunt ac illicitae; Transgressores vero Anticlii huius, ubiqueque deprehendi, statim incarceratione, & perjurio adflicti Locis, ubi captivi fuerint, pro merito perjuriorum que ubi remissione, & ratiq; quocumque sunt diligentiissime persequi & advenire, cum omni equitate Dominis suis restituerint. Capitanei quoque ipsimet, Commandantes & Praefecti utriusque Partis ad Iustitiam nulla admitti incuria integerrime administrandam, fidei amissione Offici non solum, sed etiam Vitz & Honoris additici sunt acque obnoxii.

[illegible]

X. Cum tempore præsentis hujus Belli plures ex Hunnariis & Transilvanis à subjectione Sæzæ Cæsareæ Majestatis secedentes ad confinia Excelli Imperii sese receperint, atque hac in parte etiam conclusæ per Inducias inter utrumque Imperium almæ huic Paci, debitis modis, in futuram securitatem providendum sit, de prædictis ita pactum est, ut in Ditionibus antenominati Excelli Imperii ad libitum possint locari & accommodari.

Ne tamen aliquo modo confiniorum tranquillitas
& Subditorum quies perturbari queat, Loca ubi præ-
dicti collocabuntur, remota sint ab omnibus limiraneis
& confinariis partibus; & Uxoribus illorum dabitur

Lir

fa

ANNO
1699.

ANNO 1699. facultas sequendi maritos suos, lique in Imperatorio assignato ad hoc Districtu cohabitandi.

Cumque impelleretur inter reliquos Subditos Potentissimi Ottomannorum Imperatoris annuendi verum; non licet illis à subiectione ejusdem amplius recedere; & si qui recesserint, atque ad Patriam iterum reverti voluerint, in numero & conditione Malevolorum recententur, neque illis à Cæsareis fomentum aut receptaculum præbeatur, quin imò deprehensi Ottomannicus confinium Gubernatoribus extradantur, quò magis utrimque securitati Pacis prospiciatur.

XI. Ad tollendas penitus quascunque in confiniis super aliquo Auticulorum Armistitii hujus, aut quavis de re impoliter enantes Controversias, Differendas, aut Discordias, ubi prompto & maturo remedio opus sit, Ordinarum utrimque in confiniis primo quoque tempore electi pari numero Commissarii, viri neutiquam avidi, sed graves, probi, prudentes, expeti atque pacifici; hique loco opportuno convenientes line Exercitu cum æquali pacificarum Personarum Comitiva omnes & singulas hujusmodi Controversias emergentes audiant, cognoscant, decendant, & amicabiliter componant, talem denique ordinem & modum constituant, quo utraque Pars suos Homines, & Subditos citra omnem tergiversationem, vel prætextum gravissimis penis ad sinceram ac firmam Pacis observantiam compellat; quòd si verò Negotia tanti momenti occurrerint, quæ per Commissarios utrimque Paris componi, & expediri non possint, tunc ad ambos Potentissimos Imperatores remittantur, ut ipsi complandis eisdem, & solandis & extinguendis modum & rationem invenire, & adhibere valeant, ita ut tales Controversiæ, quàm fieri poterit, intra brevissimum temporis spatium componantur, nec earum resolutio ulla ratione negligatur aut protrahatur.

Cumque præterea in antecedentibus Sacris Capitulationibus Duelli & mæus ad certamen Provocationes fuisse vetite, impoliterum etiam fuisse illicita, & si qui ad impudicæ gravissimæ auid fuerint, in illos ut Transgressores gravissimè animadvertantur.

XII. Captivi tempore & presentis belli ex utraque Parte in Captivitate abacti, & in publicis Carceribus adhuc repositi, cum occasione istius alme Pacis liberationem tandem aliquando merito sperent, nec possint line latione Pietatis Imperatoris & laudatæ Conscientiæ in eadem Captivitate miseria & calamitate relinquere: Utilitas ab antiquo, vel honestioribus adhuc rationibus per Consultationem in Libertatem aliantur, & si pures aut meliores Conditiones in una, quam in altera Parte inveniantur, pro æquiori etiam liberatione, quando solennes Legati instantius adhibent, gratia & huic alme Paci conveniens utrimque Imperatoris Pietas nequaquam denegatur.

Ceteris verò, qui in privatorum Potestate sunt, vel apud ipsos Tartaros, licitum sit liberationem suam humiliter, & quam fieri poterit mediocri lucro procurare; quòd si cum capivi Domino honesta Accommodatio fieri non poterit, Judices Locorum Litem omnem per Compositionem dirimant. Sin autem prædictis vis id etiam confecti huius possit, Captivi Preliis eorum sive per Testimonia, sive per Juramenta probis atque solutis libentur. Nec possint Domini aviditate majoris lucris se Redemptioi eorumdem opponere, & quandoquidem à Parte Excelli Imperii Ottomanni Homines non emitterentur, qui taliter eliberandi Captivi operam adhibeant, spectabit ad probitatem Cæsareum Præfectorum, ut ad disimulandum Ottomannos Captivos, quo empti sunt pretio sincerè liquidato, Domuius illorum asstringant, atque ita sanctum hoc Opus pari utrimque pietate promoveant.

Quousque demum Captivi utrimque prædicta ratione eliberentur, Legati Plenipotentiaris ex utraque Parte officia sua adhibebunt, ut interea miseri Captivi benigne tractentur.

XIII. Pro Religiosis ac Religionis Christianæ Exercitii Ritu Romano-Catholice Ecclesiæ quæcunque præcedentes Gloriosissimi Ottomannorum Imperatores in Regnis suis, sive per antecessores Sacras Capitulationes, sive per Signa Imperialis, sive per Edicta & Mandata specialia favorabiliter concesserint, ea omnia Serenissimi & Potentissimi Ottomanni Imperator impoliterum etiam observanda confirmabit, ita ut Ecclesiæ suas præfati Religiosi reparare atque retinere possint, functiones suas ab antiquo con-

sueta exerceant. Et nemini permittum sit contra Sacras Capitulationes & contra Leges Divinas aliquo genere molestiæ aut pecunie Petitionis eisdem Religiosis cuiuscunque Ordinis & Conditionis asserere, sed consiliet Imperatoria Pietas quædant & fruantur.

Præterea Serenissimi & Potentissimi Romanorum Imperatoris solenni ad fulgidam Portam Legato licitum sit commissi sibi circa Religionem & Loca Christianæ Venerationis in Sancta Civitate Jerusalem existentia exponere, atque Instantias suas ad Imperiale Solium asserere.

XIV. Commercio juxta antecessores etiam Sacras Capitulationes libera sint utrimque Paris Subditis, in omnibus Imperiorum Regnis & Ditionibus, ut autem utrimque Parti utili ratione & sine fraude & dolo pascantur, inter Depositos Commisissos rem Mercatorum bene intelligentes tempore solennium utrimque Legationum contrahantur, & sicuti cum aliis Excelli Imperii Amicis Nationibus observatum est, ita etiam Subditi cuiuscunque Nationis Cæsareæ Majestatis, securitate & utilitate Commercio in Regnis Excelli Imperii idoneis modis & ultimis Privilegiis gaudeant ac perfuerint.

XV. Quæcunque Conditiones in antiquis Sacris Capitulationibus expressæ sunt, nec prædictis Punctis hoc Tractatu Republicis, aut liberissimo cuiusque Possidentium Domino & Usui quidem adversantur, aut præjudicant, possint etiam colantur sancte, & observentur, cassatis & annullatis iis, quæ supradictis quocunque modo repugnant.

XVI. Ut quoque tantò magis Armistitium hoc bonaque inter ambos Potentissimos Imperatores Amicitia firmetur ac coalescat, mitterent solennes utrimque Legati ex æquo utatis Cerimonialibus ab initio in confinia usque ad reditum in Locum secundæ Permutationis expediti, honorandi, tractandi atque processendi, qui in Signum Amicitie spontaneum munus, conveniens tamen & utrimque Imperatoris Dignitatem commensuratum asserunt: Et prima solite in mensis Junio iter prævia nuntia Correspondentia, uno eodemque tempore, suspicientes in Sirmienfi confinio, more jam pridem inter utrimque Imperium observato, permurabuntur.

Solennibus porò Legatis in Imperatorio Aulis, quidquid libuerit petere liceat ac permittatur.

XVII. Regula & norma Curialium in recipiendis receptisque passim honorandis & tractandis Ministris utrimque citroque commensantibus & commoantibus juxta utramque prioribus etiam temporibus modalitatem deinceps ab utrimque cum æquali decore secundum distinctam Characteris Ministrum prerogativam observentur.

Legatis Cæsareis & Residentibus & quibuscunque eorumdem Homines pro suo arbitrio, quibuscunque placuerit ventibus ubi licitum sit, neve quisquam impedimento esse possit.

Ministri porò Cæsarei, sive Oratores, sive Ablegati, sive Residentes, sive Agentis munere fungantur, quibus reliquorum Principum fulgidæ Portæ Amicorum Legati & Agentes Immunitatibus & Privilegiis perfuerint, eadem Libertate imò ad distinguendam Cæsareæ Dignitatis prerogativam utatis melioribus modis fruantur, habeantque liberam potestatem conducendi Interpretes.

Cursiores etiam & alii eorum Homines Vienna ad fulgidam Portam, atque iterum redeuntis, & ultro citroque venientes salvo passu tuto & secure permeant, atque ut commodè iter suum perficiant, omni favore coadiuventur.

XVIII. Pax ista quamvis secundum propositas Conditiones conclusa tum demum integrum omni ex parte robur Obligationis & debite Observantæ vinculum accipiet & inducet, cum omnia ac singula, quæ de continis supra recensito modo ultro citroque promissa & acceptata sunt, eim de distinctionibus limitum, quàm de evacuationibus & demolitionibus plenarie in effectum & executionem deducta fuerint, ita ut absoluta designatione limitum in unoquoque confinio statim subsequatur demolitio aut evacuatio, quod ut quam celerem succedat, designentur ad Limites & Terminos confinium ponendos & distinguendos ex utraque Parte Commissarii, qui die sequenti, scilicet vigesima secunda mensis Martii, aut duodecimi secundum veterem stylum anni millesimi sexcentissimi nonagesimi noni in Locis inter Commissarios consensu Gubernatorum utrimque confiniis det-

ANNO 1699.

ANNO
1699.

In Nomine Sanctissimæ & individuæ Trinitatis.

AD perpetuum rei memoriam, omnibus & singulis, quorum interit, notum sit, quodloquidem inter Regnum Polonium & Excellentissimum Imperatorem Augustum Romanum & Excellentissimum Potentissimum Magnæ Britannicæ & Francicæ & Hibernicæ Regem, Wilhelmum Tertio, & Cælis & Præpotentibus Dominis Generalibus Federati Belgii Ordinum, sistenti homini Sanguinis, & recedende reciproce Quietis desiderio, ad procurandos huius ælæ Pacis Tractatus Mediationem suam interponentibus, atque Officia & Conditiones eisdem Mediationis diligenti opera & studio explebunt, Excellentissimus Dominus ad Fulgidam Portam Legatus Plenipotentiarius, Wilhelmus Dominus Paget, Baro de Baudefort, in Comitatu Staffordienfi, ejusque Comitatus Regis Locum tenente, ex parte Majestatis Britannicæ, & Dominus Jacobo Coljer, ex parte Cæsarum & Præpotentium Dominorum Generalium Federati Belgii Ordinum, favente Deo, reciproca utriusque inclinatione, atque propensione sopiri & penitus extinguere placuerit, atque Carolovic, ad Consilia Syrmii, ubi Congressus Legatorum Plenipotentiarum ex inclite Mediationis dispositione inhiurus fuerat, initis Tractatibus de Pacis Articulis cum Illustrissimo & Excellentissimo Domino Mechmet Effendi, Magnæ Cancellario Excelli Imperii, & Illustrissimo & Excellentissimo Domino Alexandro Maurocordato, de Nobili Stirpe Scharlati, ab initis Secretis ejusdem Excelli Imperii, ad tractandam Pacem Legatus Plenipotentiaris, post aliquot Sessiones, tandem, annuente Divina Clementia, Negotium hoc ælæ Pacis feliciter in mutuas Leges coalescit. Itaque integerrima iterum Amicitia & Pax inter Serenissimum & Potentissimum Musulmanorum Imperatorem Soltanum, Filium Soltani Mechmeti, Soltanum Multifi, & Serenissimum ac Potentissimum Regem Augustum Secundum, Dominum nostrum, Clementissimum, & Republicam Poloniarum, super undecim mutuo contentis compositis hisce Articulis perpetuo religiose inter utrumque Dominum observanda, perfecta, conclusa, restituta & renovata est. Qui Articuli subinde sigillatim describuntur.

I. Cum Excelli perpetrati subnixo Imperio, multo abhinc tempore intercedere ope & favore Dei Altissimi subita Hostilitate Conciliandis & bonæ Viciniæ congruus cum sinceritate antiquæ Amicitia iterum coalescent, ut Hostilitates utriusque amoveantur, & Subditi pristina securitate, quiete ac tranquillitate fruantur ac stabiliantur, & Consilia Provinciarum subditorum Poloniæ à Consiliis Imperialibus, tum Moldaviæ, tum aliorum Districuum subditorum Excelli Imperio, antiquis Limitibus separantur ac distinguantur, nec utriusque ac presentis ac extensis deinceps fiat, sed Limites antiqui sine mutatione & perturbatione tanquam fidei religiose observentur atque colantur.

II. Quæcunque, sive Munimenta, sive Loca, vel majora vel minora, intra veteres Moldaviæ Limites, ante penultimum Bellum existentes, fra atque hucusque detenta sunt, à Poloniis,eductis atque extractis inde Polonicis Militibus, evacuentur, & Moldaviæ Provincia maneat ex integro libera, ante postremum in quo erat, pacifico statu sit.

III. Intra veteres quoque ante postrema duo Bella veteris Poloniæ Limites fuit Camenici Fortalitium, eductis inde Musulmanicis Militibus, evacuetur & integrum reliquatur, & Podolæ atque Ucrainæ Provinciarum nulla deinceps ab Excelli Imperio fiat Præsentio, & Ucrainæ Colacorum Hæmatum nomine sublitur, qui molis in Moldavia relictæ Hæmatum amoveantur. Quæcumque Limites antiqui Poloniæ & Moldaviæ manifesti sint, si commodum fuerit tempus, ab initio futuri Martii inchoetur Evacuatio, & quæ citius fieri poterit, quæprimùm Polonica Militia à Moldavia educantur, & Munimenta & Loca illius evacuentur, & Moldavia maneat libera, simulque ab initio Martii Camenencensis Fortaliti Evacuatio inchoetur, atque Evacuatio Negotium ubi prius periculi poterit, sine hesitatione & sine tarditate ac negligentia in executionem deducatur, & Camenencis Fortaliti Evacuatio ad summum usque in decimum quintum Mensis Maii ad finem perducatur, & quo cum facilitate & celeritate dicti Fortaliti fiat Eva-

cuatio: Ad onera imponenda & transvehenda, quod fieri poterit, Curribus & Jumentis Poloni Transportacionem cosueverunt, & ubique Evacuacionis Negotium cum securitate & salva re peragatur, in quibus Evacuacionibus Fortalitiorum & aliorum Locorum quoquo pacto munitionum & Subditi quicunque voluntarie exire velint, cum propriis rebus & suppellectilibus exeant tuto & securo, & quicunque remanere velint, item tuto remaneant, & utriusque nullatenus impediatur. Et cum Evacuatio Fortalitiorum & Locorum utriusque à principio Martii mensis inchoari debeat, Instantiam de Tormentorum Camenici relictione faciat ex propriis atque ibi reperiis Ablegatis Polonicis quæprimùm ad Fulgidam Portam Expediendis aliter ad fœdum Imperatoris.

IV. Nemo Subditorum Excelli Imperii quicunque Conditionis, præsertim verò Tartari, quicunque Gentis, sub ejusvis Præsentionibus & controversiæ prætextu, in Subditi Regis & Reipublice Poloniarum & in Limites eorum Hostilitates exercere, Excursionem agere, Captivos rapere, Pecora abigere, aut quicquid damni inferre, neve eos offendere possunt, expreis Regis Edictis committatur & demandetur Velitis, Begzibus & felicissimo Crimenfi Hano Cavoglio & Noradino, & reliquis Subditis ac Vogvode & Moldaviæ, ut subditi maxime fidelitate observeant & conservent Consistorium positum Transilvania & Conciliationem atque Quietem, neve aut in Captivacionibus aut Pecorum abactionibus, aut quicunque alia ratione damnis & molestiis afficiant Poloniæ Subditos, & seversissime inquirant in Perturbatores & Transgressores Conditionum Pacis, atque habita notitia, ad exemplum aliorum in illos animadvertant, & rapta adjuvante propriis Dominis restituantur, & si qui hac de re negligenter ac officiant agant, sive amissione Officiorum, sive privatione vite, proat ex Divinis Legibus conveniunt, ipse puniantur, pariterque Poloni huius Conditiones Pacis omnino & sedulo observent atque colant, & nemo in oppositum quicquid audeat.

V. Cum Regnum Poloniæ ab antiquo fit liberissimum, ab Excelli Imperio aut subiectis eidem Gentibus qualicunque Præsentionibus aut Expollationis prætextu nulla penitus Hostilitate perturbetur, & conclusio istius ælæ Pacis Pactorum vi ad tales Præsentiones nequaquam adstringatur.

VI. Tempore huiusce Belli Budnicenses & alii Tartari & propriis Locis excentes, atque in Terras Moldavorum ingressi, Hostilitates & Offensiones hac occasione in Moldavos & Moldaviam exercent, quod cum sit contrarium facis Capitulationibus antehac concessis Regibus Poloniæ, atque proinde cessare ac sustuli debeat, à quibusque Locis & Possessionibus & Prædiis & Chymalibus in Moldavia aut occupatis, aut de novo extractis, Tartari amoveantur, & nativis propriis Locis habitent atque pacifice vivant, & nullatenus in postremum Offensiones faciant.

VII. Religiosi Christiani Romano-Catholici, iuxta concessa ab Excelli Imperio Edicta, ubicunque Ecclesiæ suas habent, consuetas suas functiones sine impedimento exercent & pacifice vivant, & ultimus ibi commissas Instantias de Religione Extraordinarias ad Fulgidam Portam Magni Legatus ad Imperatorium solum exponat.

VIII. Cum res Mercatoris & fructibus Pacis existat, atque Provincias in meliorem conditionem reducat modiori forma in ordinem redicta: Mercatores utriusque Domini in postremum non per occulta Loca neantes, sed per Loca transitu opportuna ultra citroque euntes & redeuntes, postquam solvunt juxta consuetum ab antiquo Teloneum rerum portatarum & exportatarum, novis Exactionibus & Expollationibus nequaquam molestantur, neve ex numerata Pecunia Teloneum exigant, & quicunque nativi Subditi Poloniarum & Lithuanicæ, & aliorum subditorum isdem Nationum, ad Mercimonium agendam venientes, & nullum damnum intercentes, prædicta ratione Mercaturam & Coemptionem & Venditionem, sicut in antecedentibus facis Capitulationibus etiam declaratur, exercentes exactione Tributi dicti Harac, & aliis inordinatis exactionibus, ne molestantur, verum enim verò si qui relictis suis Regionibus in Imperii Regnis sedem fiant, & si qui alii extraneos scilicet Polonis immisceant, tales ne possint esse detrimento Reipublicæ, Mercatorum Polonorum rodentium ex Armis & Equis & Jumentis & Captivis, qui liberationis suæ infra-

ANNO
1699.

cien-

ANNO
1699.

mentum legitimum habentes in Patriam redire voluerint, nihil exigatur, & ut quicumque impedimento sit taliter abeuntibus Captivis, verum sub illo pretextu nemini liceat sine facultate vetita abducere. Præterea opibus & rebus Mercatorum utriusque Domini, quibus in aliis Regionibus mori contingat, publici Confiſcatoris & Partoris ne ab utralibet Parte ſeſe immiſceant, ſed inter Mercatores uni, cui ſedes adhibetur, tradantur, ut juxta Catalogum Depoſitionis Hæreditatis tradat; qui autem talis acciderit inter Mercatores, inter ipſos Præpoſiti deſiſſione deſinatur, ipſe verò, quibus debet, rationem reddat. Ad debitum ſive ſcripto, ſive Inſtrumento judiciario non alirumtur, ſolvendum, contra Divinas Leges nemo compellatur, neve Teſtimonius ſolis conductibus Lites debitum & ſponſionum dicantur aut audiantur; Inſtrumentis ſcilicet legitimis & ſcriptis & ante extradiſis ſacris Mandatis perfectis atque conſideratis, juſte ac debito cauſa deciderunt, atque in ſimilibus cauſis contenta & ſtatuta in Sacris Capitulationibus, ut aliis Conſideratis Nationibus conceſſa, in Polonos etiam Mercatores extendantur, & ulterius ſpeciem Poloniæ anteaſe concederentur, & in manibus eorumdem ſervatorum ſacrorum Edictorum ſenſus quoque colatur & obſervetur.

IX. Captivi tempore Belli abacti Pretiis illorum juxta Leges comprobate aut datis Juramentis in maniſeſtum productis, atque ſolutis, juxta antecedentium Capitulationum hac de Re Declarationem, elibenter: Si verò tales Captivi multo tempore ſervierint, ex diſcretionem Pretia Empiorum cum imminui debeant, ſi honeſto & mediocri Pretio cum Domino Captivi conveniri non poterit, Judices Locorum legitime procedentes tales Differencias componant. Si aliqua occasione poſt Concluſionem Pacis ex Regionibus Polonicis Captivi rapiantur, ſine pretio dimittantur, & in Regnis Excelli Imperii & inter Tartaros etiam ad eliberandos Polonos Captivos circumvenientes Homines quandocunque pacifice re ſuas agerent, præteritum opere liberationi Captivorum navate aut alia ratione nequaquam offendant, quimodo offendentes & detrimentum inferentes puniantur. Captivi in publicis Cartæceribus recenti Permutatione utrinque in Libentatem aſſerantur, magnus verò Poloniarum Legatus de Captivis ſuis Inſtantiis ad Solum Imperiale altere poterit.

X. Quodcumque Sereniſſimus Rex Poloniæ in ſtabilita cum Excello Imperio Pace obtinuit ſervare permanebit, ſicut in antecedentibus Capitulationibus declaratur, Moldaviæ Wojewoda etiam ea ratione, qua ab antiquo cum Rege Poloniæ ſincere ſeſe præſtitit, ruſus conſentia ratione ſincere tractet, cæterum inſtar aliorum Subditorum Excelli Imperii, uti prius pacati ſunt, & è Moldaviæ agere Valacis Provinciis, ſi qui tranſiſſerint, ne recipiantur: Si qui alia methodo in Poloniæ Dominium inſerperſerint, ac poſtea Provinciam ſuam perturbare ac corrumpere deprehendi fuerint, ſimiles Homines, quando perquirentur, reddantur, & Condiſio illi, cum in antecedentibus Capitulationibus clarè & maniſeſte poſita ſit, obſervetur. Pariter ex Subditis Polonis, ſive Poloni illi ſint, ſive Koſaci, cujuscunque Nationis exiſtuerint, quando Perturbationem aſſerant, hinc etiam neque recipiantur neque protegantur, ſed rectò reddantur, & univerſi quicumque turba re voluerint Pacem atque Amicitiam hæc ratione utrinque concluſam, ex merito puniantur.

XI. Quæcumque Conditiones & Clauſule, in antecedentibus Capitulationibus deſcriptæ atque conventæ, nullatenus adſervantur de recenti concluſis Pacis neque oppoſite ſunt liberis ac perpetuis Juribus utriusque Domini, deinceps etiam colantur & obſerventur, quæ vero contrarie ſunt, caſſentur & annihilentur, favente & annuente Deo Altiffimo. Quæ utrinque declaratis & extratis Articulis perfectioni & extadiori ratione concluſa Pax & Conſentium inter Majeſtates Auguſtiſſimi & Potentiſſimi Maſculinorum Imperatoris, Hæredesque ejusdem, & Sereniſſimi ac Potentiſſimi Poloniarum Regis & Succellores ejus, Poloniaque Republicam, ex Voluntate & Clementia Dei perpetua, ſtabilis, firma & inconcuſſa permaneat, & conſervata atque cuſtodita ſit ab omni turbatione & mutatione & conſuſione, viſitatione, & uno eodemque tenore firmiſſime perſeſcet, & conſtantiffime continuet, & ut omnes omnimò Hoſtilitates amoveantur atque ſuſtolantur, quum cuiſſimè notitia præbeatur in Conſiſſis Præſidentibus, Præſidis & Gubernatoribus, ut ſibi caveant, ne in poſterum Tranſgreſſiones fiant, neve altera Pars alteri damna inferat, verum enim

verò omnes utrinque ſincere & amice ſeſe præſtent, juxta illam aliam Pacem, ut autem omnibus cupita atque comperta ſit illius alius Paris Concluſio, triginta dies pro termino ponantur, poſt quem nullus prætextus nullaque excuſatio acceptabatur, ſed in eos, qui adſerviantur edis Edictis exacte obſerventiam neceſſariam, ſeveriſſime animadvertatur. Poſt Subſcriptionem verò Inſtrumentum utriusque Partis Ablegatus, prius à Polonia miſſus, & ad fulgiam Poſtam veniens, juxta antiquum conſueſſum aliter Regias publicas Literas, Ratificationem poſſidentium Inſtrumentis declarationum continentis, atque Literas Imperatoris Ratificationis item accipit atque deducit. Poſtea verò ad ſolenem Confirmationem Paſſorum Pacis & perſectionem reciproce ſinceritatis & abſolutum terminationem mutue Amicitie, & diſpoſitionem ac digelationem reliquarum rerum juxta laudatum veterem morem adventum magnus Legatus, quum primò commodè fieri poterit, movet. Ac promiſſiones alma Pax ab utrinque Parte acceptatur atque colatur, cum aliis memoratis Auguſtiſſimi Turecorum Imperatoris Plenipotentiarii & Conſiſſimi exiſtentis Legati, vi ſue Facultatis & Authoritatis Tureco ſimone evarant, legitimum & validum Inſtrumentum tradiderint; ego quoque vi Facultatis & Deputations mee propria manu ſubſcriptas, & Sigillo ſigillas à me Paſſorum Literas, tanquam legitimum & validum Inſtrumentum tradi. Acta hæc juxta in Congreſſu Carovizii in Syrmio ſub Tencuris celebrato die vigeſimo ſexto menſis Januarii anno Domini millemo ſexcentiſimo nonageſimo nono.

(L.S.)

Copia Plenipotentiæ Poloniæ.

NOI Auguſtus Secundus, Dei gratia Rex Poloniæ, Magni Dux Lithuanie, Ruſſie, Pruſſie, Moſcovie, Samogitie, Kyevæ, Poloniæ, Podolie, Podlachie, Livonie, Suolavie, Særvie, Czerniebowieque; nec non Hæreditarius Dux Saxonie & Principi Elector, &c. &c. Notum teſtaturque fatimur, quorum intereſſe, univerſi & ſpeciali, quodlibet recepta intra hunc ipſos dies amica ex nova Fœderis ſacri à Sereniſſimo & Potentiſſimo Romanorum Imperatore notificante, de tranſiſſione ruſus eundem inter Sereniſſimum Imperatorem & Nos atque Republicam Noſtram alioque Chriſtianam Fœderatam, ab una; & Fulgidam Portam Ottomanam, ab altera partibus, Pacis utiliter ſupplande Traſſata, ea, qua potuiſſet, expedire celeritate, ad ſalutem hoc Populi diuturni Belli calamitate aſſiſtiſſi opus, in ærem ac legitimum Plenipotentiarium & Marimum Legatum Noſtrum deſtinamus & ordinavimus Illuſſrem & Magnificum Conitem Stanifſum in Moſcovitiam Rakoray & Komie Malachowici, Palatinum Poſnaniſſimum, Terræ Luconſiſſi Caſtreſum & Krecowienſium Gubernatores, uti quidam præſentibus deſtinamus & ordinamus ex Senatus Conſilio, Dantes & concedentes illi plenariam & omnimodam Facultatem, Negotium hoc Paci omni meliori modo in rem Noſtram atque Republicam juxta Inſtructionem datam tradendi, peragendi & acceptandi; promittimus autem in verbo Noſtro Regio, Nos, quidquid per ipſum taliter geſſum, actum, acceptatumve fuerit, pro rato & legitimo habituros eſſe, harum Literarum teſtimonio ac vigore, in majorem fidem Sigillo publico, Manuque Noſtra communicarum. Dabantur ad Caſtra Noſtra Regia in Subarvii Leopoldi die quinto menſis Septembris Anno Domini millemo ſexcentiſimo nonageſimo octavo, Regi vero Noſtri ſcivendo.

AUGUSTUS REX.

(L.S.)

STANISLAUS SZESZNA.

Reſerend. & Regi. Radul.

CCX.

16. Janv.
Inſtrumentum Turecum Pacis inter MUSTAPHA LA TUR-
HAN Turecorum Sultannum & Sereniſſimum Romanique ET
publi. VENET.

LII 3

ANNO
1699.

publicam VENETAM inite, non quidem Legito Veneto agente & pacifice, sed Legatis Cæsareis & Polonis Negotium sibi assumunt, sub spe præstata Reipublice Acceptationis, ad quod certum temporis spatium datur & præstatur. Altum in Congressu Calixtini die 23. Augusti Recte Anno Illegitimo 1710. [Titre de la Chancellerie Impériale Autrique de Guerre.]

Ita est Deus omnia maxime apertis Potentissimus Firmissimus,

In Nomine Dei misericordis, semper misentis.

Causa Descriptionis hujus Instrumenti, Veritate Præcelsis & necessitate extationis hujus Scripti in realitate insigni hæc est: Cum occasione Inimicitie ac malevolentie, quæ ab aliquibus annis contriti cum Excello Imperio inter Rempublicam Venetiarum, subiecti atque subditi pariter, ut rursus in amicitiam, & benevolentiam conveniat, & Jura viciniorum restituantur, Mediatione & Infimatione atque Convensatione gloriosissimorum inter Magnos Principes Christianos, & compositorum Magnorum Negotiorum Curiamarum Rempublicarum, Exornatissimorum clamyde amplitudinis & honoris condecoratissimorum argumentis Magnitudo & Celebritas germanissimis Angliæ, Sæviæ, & Hiberniæ Regis, Guilielmi III. & Statuum Generalium Nederlandiæ, quorum sine salute & rectitudine conueniunt, ex commiserant ne subditorum servorum Dei, præstita Pacis propeensione & inclinatione atque facto inter Plenipotentiarum utriusque Partis Caroloviti prope conuiua in Symio, & Illustrissimi & Excellentissimi inter Christianos Magnates Bataviciæ Majestatis Extraordinatio

Legato Guilielmo Dominus Paget, Barone de Beaufort, & Legato Dominorum Statuum Generalium Nederlandiæ, Domino Jacobo Colyer, Mediatorum muneris functionem per omnes numeros bonis officiis plenibus, atque eorumdem interueniunt, juxta veterem consuetudinem permittit & considerat Plenipotentiarum, & iniis Tractatibus & Conferentiis Pacis ex Imperiali Mandato & vigore authoritatis ac deputationis nostræ, cum prememoratis Republicæ Legatus Plenipotentiarum Illustrissimus inter Christianos Magnates Dominus Eques Carolus Rozzani, in multis Sessionibus collatis de rebus Paci Colloquiis, etiam ad considerationem inter tempore eisdem superfuisset, nihilominus propter aliquorum difficultatum occursum in conclusione Articulorum Pacis hæsitaverit, & eaque de causa Illustrissimus & Excellentissimus Majestatis Romanorum Imperatoris atque Poloniarum Plenipotentiarum Legati, ex respectu debito Præminaribus Punctis, opera prememoratorum Mediatorum Legatorum, & consensu omnium atque approbatione statuit, præfatis obviata ratione per Art. III. eorumdem declarata usque ad subscriptionem & permutationem Infinitumorum utriusque mutuo contentu quindecim iterum dierum data prorogationis terminis longum expiraturum esse, itaque a prædicto Legato Venetiæ nulli resolutione data iussit; ea intentione ut concludere per Divinum favorem Paci Venetiarum quoque Republica includatur & comprehendatur, controversos Articulus pro Venetia etiam Republica meliore modo tractantes, atque habitis respectu & observatione, ad fundamentale Instrumentum adiunctis Præliminariis huius Pacificationi antehæc inter excellens Imperium & Cæsarem Majestatem & Rempublicam Venetiarum, tanquam validum & invariable statum est; rursus eorumdem Mediatorum Legatorum officiis & opera cum Excello Imperio, inter vices memoratis Rempublicam sollicitum, ista Pacis viciniorum observanda, mutuo tandem consensu nobiscum concluditur, quæ de verbo ad verbum sequenti modo recitantur.

ANNO
1699.

I. LA Morea colle sue Città, Fortezze, Castelli, Terre, Ville, Monti, Fiumi, Laghi, Boschi, Porti, & ogni altra cosa che si ritrova dentro la circonferenza della medesima, hora posseduta della Republica di Venezia, resti pacificamente nel possedimento & Dominio dell'istessa Republica, tra i suoi Limiti del Mare, e dell' Eßamaglio, ove sono gli vestigi dell' antica muraglia, così che ne dal canto di Morea si faccia veruna estensione nella Terra ferma, ne dal canto della Terra ferma si faccia alcuna estensione oltre i Limiti della Morea.

II. La Terra ferma essendo nel possedimento dell' Excello Imperio, restarà totalmente nel possedimento & Dominio dell'istesso Imperio per appunto nello stato che si trovava nel principio di questa ultima Guerra. La Fortezza di Lepanto restarà evacuata della Republica di Venezia; il Castello detto di Rumelia, nella parte di Lepanto si demolirà; si demolirà parimente la Fortezza di Preveza, & si lacererà in quella parte la Terra ferma nel suo primiero & intiero stato.

III. L'Isola di Santa Maura, colla sua Fortezza, Capo di Ponte detto Peraccia, senza veruna estensione maggiore in Terraferma, e l'Isola di Leucade, attaccata a Santa Maura, restaranno nel Possedimento & Dominio della Republica di Venezia.

IV. L'Evacuatione di Lepanto, e la demolitione del Castello detto di Rumelia, & di Preveza, si eseguiranno subito doppo la distinctione delli Limiti in Dalmatia, & in questo mentre, per levare tutte le hostilità, & anco l'occasione di queste, li predetti delli detti tre luoghi si conteranno dentro, ne faranno alcuna elcur-

I. LA Morée avec toutes ses Villes, Fortereßes, Châteaux, Terres, Villages, Montagnes, Rivières, Lacs, Bois, Ports & toutes choses généralement quelconques, qui se trouveront comprises dans toute l'étendue de la même Province, & qui sont maintenant possédées par la République de Venise, demeureront en la possession & sous la domination de la même République, dans toute la circonferance du Pais enfermé entre la Mer & l'Ïsthme à l'endroit où se voyent les vestiges de l'ancienne muraille, de manière qu'il ne se pourra faire aucune extension du Contient de la Morée dans la Terre ferme ni au delà des Confins de cette Province.

II. Comme la Terre ferme est sous la domination du haut Empire elle demeurera entièrement en la possession dudit Empire, dans l'état qu'elle étoit au commencement de la dernière Guerre. La Forteresse de Lepante sera évacuée par la République de Venise & le Château nommé Romelie sera démolí du côté de Lepante; on démolira pareillement la Forteresse de Previsa & on laissera de ce côté-là la Terre ferme en son premier & entier état.

III. L'Isle de Sainte Maura avec sa Forteresse; le Cap du Pont nommé Peraccia, sans qu'il puisse s'étendre plus avant dans la Terre ferme. & l'Isle de Leucate, attachée à Sainte Maura resteront en la possession & Seigneurie de la République de Venise.

IV. L'Evacuation de Lepante, & la démolition du Château de Romelie & de Preveza, s'exécuteront incontinent après que les Limites de la Dalmatie auront été réglées; & cependant pour empêcher toutes sortes d'hostilités, & même pour en empêcher toutes les occasions, les Garnisons des trois Places susdites n'en sortiront point. Elles se contenteront dans les Fortifications d'icelles, & ne feront aucunes courtes dans la Terre ferme, & n'y pourront rien préten-

dre

ANNO 1699. *escursione nella Terraferma, ne veruna pretenzione, per qualsivoglia pretesto; e gli abitanti delli sudetti luoghi possono restare, o partire secondo che vorranno, senza esserli usata alcuna violenza.*

V. Li Golsi che si trovano fra la Terraferma, e Morea restaranno all' uso comune, obbligandosi l'una, e l'altra parte di conservarli immuni e franchi, di qualsivoglia cattiva gente.

VI. L'Isola dell' Arcipelago, e di quelle Mari restaranno in quello stato ch'erano avanti il principio di questa ultima Guerra nel 1699. Eccello Imperio; ne si prenderanno della Repubblica Carazzi, o siano Contribuzioni, o altro introdotto nel tempo della presente Guerra.

VII. Per l'avvenire l'Eccello Imperio non pretenderà dalla Repubblica di Venezia per l'Isola di Zante, ne dalfuoi abitanti alcuna pensione passata, o futura. L'Isola di Egina con la sua Fortezza, come adiacente alla Morea posseduta della Repubblica di Venezia rimarrà col suo presente stato nel possello e Dominio dell' istessa Repubblica.

VIII. Nella Dalmazia le Fortezze di Chinin, e Sing, e Cielut, e Gabella, essendo al presenti nel possello e Dominio della Repubblica di Venezia restaranno nel pacifico possello, e Dominio della medesima; ma poiche si devono porre li limiti in tale forma, che li posselli restino chiani, e li sudditi d'ambe le parti in quiete, e tranquilita, ne si possi venire à qualsivoglia immaginabile differenza, che possa in alcuna maniera disturbare la tranquillità delli confini, si è accordato, che dalla Fortezza di Chinin, alla Fortezza di Verlica, e da questa alla Fortezza di Sing, e da questa alla Fortezza di Duare, detta Zadvaria, e da questa alla Fortezza di Vergoraz, e primamente da questa, alla Fortezza di Cielut e Gabella, si tirino linee rette, e si separino li confini, si che dentro le dette Linee verso il Dominio Veneto, e il Mare, tutte le Terre, e li Distritti, con i Castelli, Forri, Torri, e Luoghi chiusi restino nel solo possello, e Dominio della prementovata Repubblica, e le Terre, e Distritti, che saranno fuori della detta linea restino nel possello & Dominio dell' Eccello Imperio, con i Castelli, Forri, Torri, e Luoghi chiusi esistenti in quelle, e non si permetterà per l'avvenire alcuna esenzione, e dilatazione, o restituzione ne dall' una, ne dall' altra parte, e le dette Linee secondo l'habilità delli Luoghi li faranno chiare, e manifeste, con li termini di Colli e boschi di di Fiumi, e aque correnti, e ove il luoco non darà l'evidenza, si poneranno segni di fosse, o pali, o Colonne, come fra li Commissarii d'ambe le Parti destinati a questa designatione di comun concerto, si trovarà a proposito; e perche dette Fortezze nel possello della Repubblica habbiano anche in fronte conveniente spazio di territorio, alle Fortezze di Chinin, Verlica, e Sing, e Duare, e Vergoraz, e Cielut, s'assiglierà delli Commissarii lo spazio di un ora di Paese con rettitudine, o linea semicirculare, conforme lo permetterà, o lo richiederà la convenientia del terreno, la Fortezza di Chinin haverà il suo fianco verso le parti di Croatia fin al confine del Cesareo Dominio, senza verun pregiudizio delli tre Dominii, che habbano in quella parte li termini delli loro confini, ma

dre sous quelque prétexte que ce puisse être. Il sera ANNO 1699. *aussi permis aux habitans desdits lieux d'y rester ou d'en sortir suivans qu'ils le jugeront à propos, sans qu'il leur soit fait la moindre violence.*

V. L'usage des Golses qui sont situés entre la Terre ferme & la Morée sera commun entre les deux Puissances, & l'une & l'autre des deux Parties s'oblige de les conserver francs & de les purger de toutes sortes de brigands & de personnes nuisibles.

VI. Les Iles de l'Archipel, & de ces Mers resteront sous la domination du haut Empire en l'état qu'elles étoient avant le commencement de cette dernière Guerre. On n'exigera des Sujets de la République aucuns Tributs nommez Caraches, & il ne s'y levera aucunes contributions, Ni aucuns des autres Impôts qui y ont été introduits durant la présente Guerre.

VII. Le haut Empire n'exigera à l'avenir de la République de Venise pour l'Isle de Zante, ni de ses habitans aucune position ni pour le passé ni pour le futur. L'Isle d'Egina avec sa Forteresse, étant voisine & adjaçente à la Morée, & présentement possédée par ladite République demeurera en la possession d'elle en l'état qu'elle est présentement.

VIII. Les Fortereses de Chinin, de Sing, de Cielut, & de Gabella situées dans la Dalmatie, étant présentement possédées par la République de Venise, elles demeureront à l'avenir sous la domination de la même République pour en jouir paisiblement: mais comme on doit fixer les Limites de cette Province si exactement, & si clairement qu'on ne puisse plus en douter à l'avenir, pour la conservation du repos & de la tranquillité des Sujets des deux Parties & pour prévenir tous les différens imaginables qui pourroient troubler de quelque manière que ce pût être le repos des Frontières, on est convenu que depuis la Forteresse de Chinin, jusqu'à celle de Verlica, de celle-ci à la Forteresse de Sing, de cette dernière à celle de Duare autrement dite Zadvaria, de celle-ci à celle de Vergoraz, & semblablement de Vergoraz à la Forteresse de Cielut & de Gabella, on tirera des lignes droites pour faire la séparation des confins, de manière qu'entre lesdites lignes on tirant vers les Terres de la Domination des Venitiens & du côté de la Mer, toutes les Terres, & les Cantons avec les Châteaux, Forrs, Tours & lieux fermes, seront seulement possédés par la République ci-dessus nommée; & à l'égard des Terres & Cantons qui seront hors de ladite ligne ils demeureront en la possession & sous la domination du haut Empire, avec tous les Châteaux, Forrs, Tours & Lieux fermes, qui y sont compris; & il ne sera permis en aucune manière d'écarter, ni de diminuer les Frontières de part ni d'autre. Lesdites lignes seront marquées clairement & distinctement selon la disposition des lieux, par le moyen des Collines & des Bois, ou celles des Rivières & des Eaux courantes; & lorsque le lieu ne sera pas connoître évidemment lesdites limites, elles seront marquées par des Fossés, des Pieux, & des Colonne, ainsi que les Commissaires nommez par les Parties pour régler de concert lesdites Frontières, le jugeront à propos: & afin que lesdites Fortereses qui demeureront en la possession de la République ayent devant elles un espace de Territoire convenable, les Commissaires marqueront autour des Fortereses de Chinin, de Verlica, de Sing, de Duare, de Vergoraz & de Cielut une Baulicé ou espace de Pais d'une heure de chemin en droite ligne, ou en demi-Cercle, selon que la disposition du terrain le permettra ou le demandera. La Forteresse de Chinin présentera son flanc du côté de la Croatia, jusques aux confins des Terres de l'Empereur, sans porter aucun préjudice aux trois Puissances dont les frontières confineront aux limites susdites; mais on sera toujours obligé de garder un

ANNO si haverà sempre da osservarsi il jus accordato a cadaun di questi tre Dominii, per questa universale Pace.

1699.

La sudetta linea s'osservarà dell' una, e dell' altra parte; ma le vicino o dentro di quella, venisse a restare qualche Fortezza dell' Eccello Imperio, restandò nelle fatiche di questa il suo territorio intiero, nella fronte semicircularmente, haverà da godere il terreno posto dentro la circonferenza, parimente dello spacio d'un ora. E per la Fortezza di Cielut parimente nella fronte si darà il territorio dello spacio d'un ora, e nel fianco fuori della linea lo spacio di due ore di terra, tirandosi u una linea retta sin al Mare, in questa forma, e regolata, essendo distinto il confine, e potti i termini, e le parate le terre da possedersi, si osserveranno inviolabilmente, & senza veruna mutatione, e se alcuno mai haverà l'ardire di violare qualche segno, o di transgredire qualche termine, è gli Officiali ancora, che mancaranno nella dovuta cura, col meritato castigo, delli delinquenti, tanto dall' una, quanto dall' altra parte, faranno severamente puniti; e se è caso i Commissarii haveranno, che incontro di qualche difficoltà, non potessero accordarsi, informaranno i loro Patroni sinceramente e realmente. A fine per gli officiali dei Rappresentanti della M. Ces. e Britannica, e degli altipotenzi Stati Generali delle Provincie-Unite presenti alla saglia Porta, si definisca amichevolmente, e per simil, o altra qualsivoglia differenza di confine non si venirà à alcuna hostilità, ne si intorbiderà la quiete delli Sadditi, ne s'intenderà alterata la Pace conclusa con l'Eccello Imperio.

IX. Il Territorio, e li Distritti della Signoria di Ragusa faranno continui con i Territorii, e Distritti dell' Eccello Imperio, levandosi ogni ostacolo ch'impedisce la continuatione, e la comunicazione delle Terre, della detta Signoria con le Terre del medesimo Imperio.

X. Nella vicinanza di Cattaro, Castelnovo, e Risano essendo attualmente nel possesso, e Dominio della Repubblica di Venezia, restino nel pacifico possesso, e Dominio della medesima Repubblica, con le loro Terre. E il Possesso s'intenda per qualunque altra Fortezza in quella parte esistente, attualmente nel possesso della medesima, e li Commissarii che saranno destinati, dall' una, & l'altra parte, siano d'esperimentati probati, a fine senza alcuna propria passione, giudicando realmente questo importante affare; anco in quella parte separino li Territorii, e li distinguano con evidenti segni, si che si levì l'occasione d'ogni torbidanza, ma da quella parte ancora si avverta, che non si interrompa la continuatione intiera delle Terre di Ragusa con quelle dell' Imperio.

XI. Dovendosi cominciare la designazione del confine d'ambe le parti in Dalmatia, e nella parte di Cattaro, al primo tempo, che sarà commo; li Commissarii deputati à questa opera, corrispondendo con previ avvisi, faranno la loro congiunzione in luogo conveniente, con committiva di Gente Militare ben fi; ma pacifica, e queta d'ugual numero; e con l'aiuto d'Idio cominciaranno la loro funzione dal giorno dell' Equinozio, cioè: di Marzo dell' anno corrente, ed

violabilmente le droit qui appartient à chacune des trois Puissances susdites, suivant les Conventions de cette Paix universelle.

Les deux Parties s'en tiendront également à la Ligne susdite; que s'il arrivoit que dans le voisinage de cette Ligne, ou dans la Ligne même, il y eut quelque Forteresse de la dépendance du haut Empire, le Territoire situé derrière cette place lui restera tout entier, & on lui marquera de front en ligne circulaire un espace de terrain pris dans la circonférence de ladite Ligne, & qui aura pareillement une heure d'étendue. Pour ce qui regarde la Forteresse de Cielut, on lui assignera semblablement de front une Bailliée de l'espace d'une heure, & du côté du flanc un espace de deux heures de chemin hors de la Ligne, en tirant une Ligne droite jusqu'à la Mer; & lors que les limites auront été fixées, les bornes posées & les Territoires séparés, en la forme & manière susdite pour demeurer de cette sorte en la possession de l'une & de l'autre des Parties, lesdites bornes seront observées inviolablement & sans y apporter le moindre changement; & si jamais il arrive à qui que ce soit d'avoir la hardiesse de violer les marques desdites frontières, ou de passer au delà des limites; & que les Officiers même manquent à remplir leur devoir & à apporter tout le soin nécessaire à cet égard, en châtiant les delinquans selon leur mérite, ils seront punis sévèrement sans d'une part que d'autre. Et au cas que les Commissaires trouvent quelques difficultés, & qu'ils ne puissent s'accorder entr'eux, ils en informeront fidèlement & exactement leurs Maîtres, afin que ces différens se puissent terminer à l'amiable par les bons offices & la Médiation de ceux qui représentent Sa Majesté Impériale & les Seigneurs Médiateurs à la Porte Ottomane.

IX. Le Territoire & les dépendances de la Seigneurie de Raguse seront joints aux Territoires & Comens du Haut Empire, & on levera tous les obstacles qui empêchent la jonction & la communication des Terres de ladite Seigneurie avec les Terres du même Empire.

X. Castelnovo & Risano qui sont dans le voisinage de Cattaro étant actuellement en la possession & sous la Seigneurie de la République de Venise, elle demeurera dans la jouissance paisible desdites Places & de leurs Territoires. Ce qui doit s'entendre pareillement de quelque autre Forteresse que ce puisse être, située dans ce Canton, & dans la même République est actuellement en possession; & les Commissaires qui seront députés de part & d'autre doivent être choisis entre des personnes d'une probité reconnue, afin que n'étant prévenus d'aucune passion ni d'aucun intérêt particulier, ils puissent décider cette importante affaire avec toute l'équité possible, en faisant la séparation des Territoires de ce Pais, & en faisant connaître leurs limites par des marques évidentes, de manière qu'on puisse retrancher toutes sortes d'occasions de troubles & de démêlés entre les deux Parties; mais que l'on donne encore avis de ce côté-là que la proximité des Terres de Raguse avec celles de l'Empire Ottoman ne doit point être interrompue.

XI. Et d'autant que la fixation des limites des deux Parties doit commencer par la Dalmatie, & du côté de Cattaro, d'abord que le temps sera favorable, les Commissaires députés pour cet effet, s'en donneront des avertissements réciproques, & s'assembleront dans un lieu propre & convenable à une telle Action, accompagnés de part & d'autre d'un petit nombre de gens armés, mais toutefois paisibles & nullement enclins à causer du trouble; lesdits Commissaires commenceront avec l'aide de Dieu leur fonction & leurs conférences le premier jour de l'Equinoxe, c'est-à-dire le 22 de Mars de l'année courante, & ils em-

ANNO
1699.

ANNO ed adopereranno ogni diligenza nella distinzione dell' uno e dell' altro confine delle sudette Parti; e finché non sia prefetto la finiscono nel termine di due mesi, o più presto se li può fare.

XII. Quanto più è desiderata la fermezza dell' amicizia e la quiete della Sudditi d' ambe le Parti, tanto più devono esser ugualmente abominati quelli che portati dal reprobo loro genio, o costume anco nel tempo di Pace, con ladronerie, & altri hostili esercizii, intorbidano la tranquillità del confine; perciò ne dall' una, ne dall' altra parte, si farà ricetto, o fomento, à tali forcuti, & di qualsivoglia sorte, ma faranno perseguitati, presi, e consegnati, acioche ad effempio d' altri fino col meritato castigo puniti; e farà, per l' avvenire proibito l' appoggio, & il mantenimento di questi mali uomini.

XIII. A cadauna delle Parti sia lecito di rifare, riparare, & fortificare le possedute Fortezze, ma non già di fabbricare di novo, altre Fortezze appresso il confine, o le demolite Fortezze dalla Republica di Venezia nelle sponde della Terra ferma per la commodità; però alla Sudditi sia lecito di porre Borghi, e Villaggi per tutto; osservandoli tra di loro pacificamente ogni buona corrispondenza, e vicinanza, e contentendoli nelle propria termini; e se à caso succedesse loro alcuna differenza, subito convenendo li Prefetti del confine d' ambe le Parti amichevolmente, e con ogni giustizia levino l' occasione di qualsivoglia contrasto.

XIV. Tanto per la Religione, e per la Libertà, e permessa della Schiavi, quanto per il Traffico, s' osservarà lo Stile, e tenore dell' antecedenti Capitulationi, e sarà lecito all' Ambasciatore della Republica di portarne le sue ulteriori Istanze al Soglio Imperiale. In tanto circa il Traffico siano confirmati anco per questa Pace, li Sacri Commandamenti Imperiali concessi per avanti alla Republica, & il Traffico haverà da godere la sua forma, ch' aveva avanti questa ultima Guerra, li Mercanti della Nazione Veneta tutti li Privileggi che le sono stati concessi.

XV. Sin al giorno dell' immediate sottoscrizione fra li Plenipotenziarii dell' Eccello Imperio, e della Republica di Venetia dal giorno della sottoscrizione della Plenipotenziarii di S. M. Ces. & di Polonia dell' accordo per la Republica, deve cessare ogni l' ostilità d' ambe le Parti tanto per Terra, quanto per Mare, ed osservarsi ogni buona Corrispondenza, & anche li Rettori d' ogni confine habbiano la Notitia di questo Armistizio, si pone per le Parti di Bosnia, & Albania, & Dalmazia, il termine di 30. giorni, e per le Parti dell' Isola di Candia, e di Morea, e gli altri confini di quelle Parti si pone il termine di giorni 40. doppo e dentro li quali termini al possibile dal canto dell' Eccello Imperio, o dal canto della Republica di Venetia, non si contravenirà ad alcuno di questi Articoli, che li potranno osservare; in oltre si concede alli Sudditi una vera & universale Amnistia e qualsivoglia loro fatto, o delitto commesso in tempo di Guerra, passando in totale obliuione, nissuno d' essi, come delinquente, sarà per l' avvenire castigato, o molestato.

XVI.

ANNO plègeront tout le soin & toute la diligence possible à faire la distinction des confins des deux Parties; en sorte qu'ils en puissent achever entièrement la séparation dans le terme de deux mois, ou plutôt s'il se peut.

1699.

XII. Et comme lesdites deux Parties ont témoigné réciproquement un desir ardent de leur emeller une amitié ferme & constante, & de procurer la tranquillité de leurs Sujets, elles doivent avoir d' autant plus d' aversion de ces sortes de personnes, lesquelles animées d' un esprit de troubler la tranquillité des frontières par des brigandages, & par d' autres espèces d' hostilités: c' est la raison pour laquelle on ne donnera ni de part ni d' autre aucun asile, ni protection à pareils transgresseurs de quelque qualité qu'ils puissent être; au contraire ils seront pourchassés, arrêtés & emprisonnés, pour être punis selon leur mérite, afin de servir d' exemple aux autres: & il sera défendu à l' avenir de donner aucun appui ni protection à ces sortes de gens.

XIII. Il sera permis à chacune desdites Parties de rétablir, réparer & fortifier les Fortezes qui sont en leur possession; mais non pas d' en bâtir de nouvelles auprès des Frontières, ni de rebâtir celles qui ont été démolies par la République de Venise sur les confins de la Terre ferme pour sa commodité. Il sera permis aux Sujets desdites Parties de bâtir partous des Bourgs & des Villages, à condition de vivre entre eux d' une parfaite correspondance, & comme bons voisins & amis, en se contenant exactement dans leurs propres limites: Que s' il arrive entre eux quelque différend, les Gouverneurs des Frontières tant d' une part que d' autre en seront informés amiablement, afin qu'ils retranchent le plus équitablement qu'il sera possible toute sorte d' occasion de Dispute.

XIV. Pour ce qui regarde la Religion, la Délivrance & l' Echange des Esclaves, & en ce qui concerne le Commerce, on observera les Conditions du dernier Traité selon leur forme & tenor, & il sera permis à l' Ambassadeur de la République de faire à cet égard de nouvelles Instances au Trône Impérial. Ainsy à l' égard de la Religion, de la Délivrance des Esclaves, & du Commerce, les sacrez Edits Impériaux ci-devant accordés à la République, seront confirmés par le présent Traité de Paix; & le Traffiqe s' exercera de la même manière qu' il se pratiquoit avant cette dernière Guerre, & les Négoçians de la Nation Vénitienne jouiront de tous les Privileges qui leur ont été accordés ci-devant.

XV. Depuis le jour de la signature faite par les Plenipotenziaries de Sa Majesté Impériale, & de Pologne, de ce dont on est convenu pour la République de Venise, jusqu' au jour de la signature immédiate du Traité conclu entre les Plenipotenziaries du Haut Empire & de la République, toutes Hostilités cesseront tant par Terre que par Mer, & les Sujets des Parties vivront en bonne Amitié & Corrépondance: & afin que tous les Gouverneurs des Frontières soient informés de cette suspension d' Armes, les Parties sont convenues d' un Terme de 30. jours pour les Provinces de Bosnie, d' Albanie & de Dalmatie, & d' un Terme de 40. jours pour l' Ile de Candie & pour la Morée, & les autres Frontières qui sont du même côté; durant lequel espace de tems le Haut Empire & la République de Venise feront chacun de son côté tous leur possible, pour empêcher qu' on ne contrevienne à pas un desdits Articles qui seront exécutés, autant qu' il sera possible. De plus on accorde à tous les Sujets tant d' un côté que d' autre une sincère & générale Amnistie quelque Action & Crime qu'ils puissent avoir commis en tems de Guerre, & qui sera entièrement mis en oubli; & aucun d' eux ne sera recherché, inquiété ni chassé à l' avenir comme delinquant.

ANNO
1699.

XVI. La Duratione della presente Pace con l'Eccell. Imperio della Republica di Venetia si determinerà, quando si verrà alla stesca degli Instrumenti & alla immediata Sottoscrizione della Plenipotenziaria d'amb' le Parti nella forma che si dichiarerà doppo quelli Articoli; e parimente si tratterà degli Articoli ch'appartengono all' maggiore stabilimento dell' Amicitia, e buona Correspondenza.

Post quæ omnia tandem jam inter nos ita convenit ac stipulatum est præcis hoc Instrumentum, ut si interea temporis quondam nos hic adfuerimus, prædictus Plenipotenziarius Venetus sese ad Acceptationem & Subscriptionem resolverit, possit ipsemet illico, & sine dilatione exarare tenorem totius Instrumenti, & propria Subscriptione, proprioque Sigillo firmare, ac nobis tradere, & compar à nobis Instrumentum nostris item Subscriptionibus & Sigillis munium sibi traditum suscipere, ita jamen ne supra positi Articuli perturbentur aut permittantur aut restringantur, vel amplificentur, sed tantummodo quæ ad majora renovatæ Amicitie officia pertineant videntur, mutuo consensu addantur, Articulis Locorum & Limitum nequaquam immutatis.

Quod si prædictus Legatus Plenipotenziarius Reipublicæ Venetæ nobis hinc discedentibus, re sue quantum ad se, indeterminata, remaneret, permittitur ut istius Instrumenti præmorsate Reipublicæ, ut infra spatium triginta dierum à die conclusæ hujus alme Pacis, possit ratificare hoc Instrumentum, & Ratificationem suam Mediatoribus Legatis transmittere, Articulis etiam ad Amicitie reciproca officia extendere, & præsentem Tractatum Viennæ à die adventus solennis Legati Excelli Imperii, per Legatum suum Plenipotenziarium ibidem commorantem intra spatium duorum mensium plene perficere, sin vero eadem Reipublica Articulis supra recensitis minus acquirerit, item Viennæ eadem inclita perleverante Mediatione, & præsentem uno aut altero ex Cæsaris Ministris Plenipotenziariis, Legati utriusque Partis potest hoc Tractatum resumere ac dirigere, his tamen Conditionibus, ut jam semel statutum mutuo consensu Partium fundamentale Instrumentum in omnibus, & per omnia ex æquo utriusque religiose & inviolabiliter observetur atque colatur (neque Articuli, in hoc præsentem Instru-

XVI. La durée de la présente Paix entre le Haut Empire & la République de Venise, se déterminera, lorsqu'on sera la Délivrance des Actes du présent Traité, & que les Plenipotenziaries des deux Parties procederont à la signature immédiate dudit Traité, en la forme & manière qui sera déclarée ensuite desdits Articles; & l'on conviendra semblablement des Conventions que l'on jugera nécessaires pour affermir de plus en plus l'amitié & la parfaite Correspondance des Parties.

ANNO
1699.

mento recensiti, in dubium revocentur, aut uni Parti magis, quam alteri adjumento sint) præterea intra spatium sex mensium à die quæ solennis Legatus Excelli Imperii Viennam adveniret, juxta Conditiones toties facti preliminaris & fundamentalis vicissim acceptati Instrumenti, debeat Legatus Plenipotenziarius Venetus Viennæ Tractatus suos abolivere, perficere, & concludere, ac permutare valida ad hoc necessaria utrique Parti Instrumenta, atque ita Reipublica citata Veneta huic alme Pacis includi, observato interea juxta rationem in Articulis supra interitis declaratum utrinque Amicitio, amotisque vicissim Terra Marique quibusvis Hostilitatibus & Offensionibus & nulla admittit Articulorum hic stabilitorum Contraventionem. Quod si neque hoc prænominate Reipublicæ plauerit, post supra statutum Terminum incumbat eidem, rem suam sive Belli, sive Pacis per se gerere, nec propriam hac in re culpam alii, quam sibiipsum imputare, & atque cum præteriti Domini Extraordinarii & Plenipotenziarii Legati Cæsareæ Majestatis ac Poloniarum, Tethibus etiam Legatis Plenipotenziariis Mediatoribus, Lari- no sermone descriptum validum & legitimum Instrumentum propriis Subscriptionibus & Sigillis firmatum, vigore Autoritatis & Facultatis sibi concessæ, ac Deputationis suæ nobis tradiderunt; nos quoque, vigore Facultatis, & Autoritatis, ac Plenipotencie, & Deputationis nostræ, validum & legitimum hocce Instrumentum propriis Subscriptionibus & Sigillis signatum extradidimus. Exaratum die vigesimo quarto mensis dicti Reciep anno 1110.

Subscription erat,

MEHEMET RAMI ALESSANDRO MAURCORDATI
Magno Cancellario. di Segretario.
(L.S.) (L.S.)

CCXI.

16. Janv. Instrumentum Cæsareum & Polonicum Pacis inter MUSTAPHA HAN Turcarum Sultannum & Serenissimam Reipublicam VENETAM stabiliente & servanda; quò, ob desectum Legati Veneti, se excusantis, Legati Cæsarei & Poloni, Rerum Venetarum sagunt, ac nomine Serenissimæ Reipublicæ Conditiones Pacis inveniunt, relicto eidem certo Temporis spatio, ad eas acceptandum vel rejiciendum. Alium in Congressu Carlovitii in Sirmio die 26. Januarii 1699. Cum APPROBATIONE & Subscriptionibus Mediatorum. Sequitur ACCEPTATIO & Ratificatio Serenissimæ Reipublicæ Venetæ; Data in Ducali Palatio die 7. Februarii 1699. [Tiré de la Chancellerie Imperiale Aulique de Guerre.]

In Nomine Sanctissimæ & Individuæ Trinitatis.

NOTUM sit omnibus, & singulis quorum interest, quod posteaquam ad reducendam Populorum tranquillitatem ab aliquot annis Bello turbatam & renovandam Amicitiam inter Excellsum Ottomanicum Imperatorem, & Serenissimam Venetorum Reipublicam, mediantibus & conciliantibus Serenissimo & Potentissimo Principe ac Domino Guilielmo Tertio Magnæ Britannicæ, Franciæ & Hiberniæ Rege, ut & Excellis, ac Præpotentibus Generalibus Uniti Belgii Ordinibus Declaratio Pacis proposita sit, cumque in finem Congressus inter Plenipotenziarios utriusque Partis Carlovitii in Sirmio, intervenit Illustrissimorum & Excellentissimorum Dominorum, Domini Guilielmi Pæger, Baroni de Beaufort, Serenissimi Regis Bri-

tanniæ, & Domini Jacobi Coljer, Celsorum ac Præpotentium Federati Belgii Ordinum, amborum apud Purum Ottomanicum Oratorem, & ad Pacem hanc reitablandum Legatorum Plenipotenziariorum Mediatorum muneri Officia, sedulo ac integerrime peragentium institutus permutatisq; hinc inde Plenipotenciis continuatus fuerit. Illustrissimus vero & Excellentissimus Dominus Carolus Ruzini Eques supra prædictæ Reipublicæ Serenissimæ Legatus Plenipotenziarius, in multis Sessionibus collatis de rebus Pacis Colloquiis, etiam si ad considerationem sit temporis eidem superfuisset, nihilominus ob varias quæ sibi occurrerunt Difficultates post satis amplum etiam temporis spatium in Tractu suo progressi non potuit. Nos infrascripti Sacre Cæsareæ Majestatis, & Sux Regiæ Majestatis Poloniarum Legati Extraordinarii & Plenipotenziarii extremum concessit Prorogationis Terminum & abolivendi Tractatus necessitatem imminere videntes, ex Obligatione preliminaribus ad hunc Congressum punctis, opera antedictorum Dominorum Mediatorum, & omnium Nostrum consensu statuti, debita prædictam conservata ratione, per Articulum 3. declarata, Pacem Serenissimæ Venetorum Reipublicæ promovere cupientes, Tractatus pro modo facta Reipublica assumptum, & habito respectu, ad solenne Pacis hujus Fundamentum antehac iner Cæsaream Majestatem, Reipublicam Venetam, & Excellsum Imperium tanquam validum, & inviolabile statutum, mediari quo potuimus modo Tractatus cum Illustrissimis & Excellentissimis Porce Ottomanicæ Legatis Plenipotenziariis Dominis, Domino Mehmet Elendî, Supremi Imperii Ottomanici Cancellario, & Domino Maurocordato, ex Nobili stirpe de Scarlatti mox dicti Imperii Consiliario, & intimo Secretario, sexdecim Articulis, eò, quò sequitur tenore & conditionibus ad finem appositus servandos mutuo consensu conclusimus.

Fiat

ANNO
1699.

Fiat inferius.

POst quæ omnia cum supramemoratis Excelli Imperii Ottomannici Legatis ulterius quoque ita conventum est, ut quædum jam dicti Domini Legati hic aduerint, si Dominus Legatus Venerus scire ad acceptationem inferiorem superiorum Articulorum resolveret, posset illico eisdem in Instrumentum redigere, illudque propria Subscriptione Sigilloque munitum Dominis Plenipotentiaris Ottomannicis extradere, & compar viciliam ab eisdem subscriptum signatumque recipere, ea tamen lege, ne præterquam in illis quæ ad Amicitie majoris officia pertinere videbuntur, supra recentissimos Articulos quoad Limites & Loca nec alia quæpiam ratione immutare, restringere, ampliare, aut permutare liceat; Quod si discedentibus hinc Dominis Excelli Imperii Ottomannici Legatis, eundem Dominum Legatum Venerum quantum interest rebus adhuc suis indeterminatis remanere conigerit, permittit Expedite Venerum Republicæ ut intra spatium triginta dierum, die conclusæ hujus universalis alme Pacis possit ratificare hoc Instrumentum & Ratificationem suam Dominis Legatis Mediatoribus transmittere, Articulos quoque ad renovandæ Amicitie reciproca officia extendere, & præsentem Tractatus Viennæ: die Adventus solennis Legati Excelli Imperii Ottomannici per Legatum suum Plenipotentiarium ibidem commorantem, intra spatium duorum mensium plene perficere.

Sin vero eadem Respublica Articulis supra recentissimis minis acquievere, iterum Viennæ eadem inclina perferantur Mediatione & præsentem uno, aut altero ex Cæsareis Ministris Plenipotentiaris, Legaturisque Paris poterint hosce Tractatus ressumere, ac dirigere, his tamen Conditionibus, ut antea statutum mutuo Partium consensu præliminare & fundamentale Instrumentum in omnibus, & per omnia ex æquo religioso, & inviolabiliter observetur, atque colatur, neque tum Articuli Pacis in hoc præsentem Instrumento recentis uni Parti magis quàm alteri adjumento sint.

Præterea intra spatium sex mensium à die qua sollemnis Legatus Excelli Imperii Ottomannici Viennæ advenit, juxta Conditiones toties facti præliminaris, & fundamentalis viciliam acceptati Instrumenti debeat Legatus Plenipotentiaris Venerus Viennæ Tractatus suos absolovere, ac valida desuper, & necessaria utrique Instrumenta permutare, atque ita Respublica etiam Venetiarum huic alme Paci includi, observato interea juxta rationem in Articulis hic suprapositis declarata utrinque Armistitio, amotique viciliam Terra, Marique quibusvis Hostilitatibus, & nulla admittit Articulorum hic stabilitorum Contraventione. Quod si neque intra supra statutos Terminos prænominata Respublica Tractatus suos poterit ad finem perducere, incumbat soli Respublicæ sui rebus ultro prospicere, super quibus omnibus hucusque declaratis, & concordatis ritè recteque observandis, cum præceptis sæpius Domini Excelli Imperii Ottomannici Legati Plenipotentiaris vigore suæ Facultatis & Auctoritatis, & Plenipotentie, & Deputationis, validum & legitimum Instrumentum propriis Subscriptionibus & Sigillis munitum nobis tradiderint: Nosque Cæsareæ, & Regis Poloniæ Majestatis Legati extraordinarii & Plenipotentiaris vigore Cæsareæ Majestatis & Serenissimi Regis Poloniarum generalis nostræ Facultatis, assistentibus etiam, & attestantibus Dominis Legatis Plenipotentiaris Mediatoribus præsentem Instrumentum in maiorem fidem, & Conditionum Pacis pro incerta Venetorum Republica officis nostris promotum & supra enarrato modo conclusum firmitatem Subscriptionibus pariter propriisque Sigillis nostris apposis corroboravimus.

Acta hæc sunt in Congressu Carloviti in Sirmio sub tenoris die 26. Januarii 1699.

WOLFGANGUS C. AB OTTING. LEOPOLDUS C.
(L.S.) SCHLIK.
(L.S.)
S. MATACHOUKI. (L.S.)

Hæc præmissa coram nobis & Subscriptione Mediatoris nostra ita acta conclusa & firmata esse, TOM. VII. PART. II.

vigore publici muneris nostri pariter Subscriptionem & Sigillorum nostrorum appositione attestatur & firmamus, anno & die ut supra. ANNO 1699.

GUILIELMO PAGET. (L.S.) J. COLJER. (L.S.)

Exemplar Formula adjuncta à Serenissima Republica Veneta pro Ratificatione Instrumenti Pacis.

Sylvestre Valerio Dei Gratia Dux Venetiarum, &c. Notum facimus & attestamus, quod die 26. Januarii 1699. more Imperii, in Congressu Pacis factio Carlovitz, sancitum est Instrumentum tenoris sublequentis.

Inferatur Instrumentum.

Conclusio.

NOTis igitur Capitula sedecim supradicta Pacis inter Serenissimum Mustapha Turcarum Imperatorem & Rempublicam Nostram à Senatu Nostrum omnino rata & grata habemus, spondentes in verbo supradictæ Respublicæ Articulos eisdem omnes & singulos inviolabiliter observare, nec pro viribus passuros ut à quopiam violentur. In quorum fidem hæc Nostras fieri iussimus, manumque nostra subscripsimus, & Sigillo Nostrum Ducali corroboravimus, in Ducali Palatio die 7. Februarii 1699. M. V.

SYLVESTER VALERIO DUX Venetiarum.

AGOSTINO BIANCHI
Secretarius.

Sigillum Ducale pensile
est in argenteo.

CCXII.

Successions-Vergleich zwischen Albrecht zu C. April Coburg / Bernhard zu Meinungen / Heinrich zu Römheld / Christian zu Eisenberg / Ernst zu Hildburghausen / Johann Ernst zu Saalfeld / und Friedrich zu Gotha / allerseits Herzogen zu Sachsen / Vermög dessen der Herzog von Gotha verspricht / seinen an dem sich erledigenden Fürstenthum Coburg habenden Antheil / dem Herzog Bernhard zu Meinungen gegen Geld oder Revenuen zu überlassen; welches auch Römheld / Eisenberg / Hildburghausen und Saalfeld thun sollen; dargegen stipulirt sich der Herzog von Gotha / daß Ihm die auch auff dem Erledigungs-Fall stehende Eisenbergische und Römheldische Portiones gegen Geld oder Revenuen unter gewissen Bedingungen überlassen werden sollen; Zu Coburg den 6. April 1699. [LUNIG Teutsches Reichs- Archiv, Part. Spec. Abtheilung IV. Absatz II. pag. 239, Theatrum Europæum Tom. XVI. pag. 80.]

C'est-à-dire,

Pacte de Succession entre les Serenissimes Princes Ducs de Saxe, ALBERT de Coburg, BERNARD de Meinungen, HENRI de Römheld, CHRISTIAN d'Eisenberg, ERNEST de Hildburghausen, JEAN ERNEST de Saalfeld, & FREDERIC de Gotha, par lequel le Dux

ANNO
1699.

Duc de Getha declare, qu'en cas de vacance de la Principauté de Coburg il cedera au Duc de Meiningen la Portion, qui lui en devroit revenir, moyennant une compensation en argent ou en Revenus, ce que feront aussi les Ducs de Römheld, d'Eisenberg, de Hildburghausen, & de Saalfeld; en consideration de quoi aussi le Duc de Getha stipule, que si les Domaines de Römheld, & d'Eisenberg viennent vacans, les Portions des autres lui seront cedées, moyennant une semblable compensation en argent, ou en revenus. Fait à Coburg le 6. Avril 1699.

Bil wissen: Nachdem der Durchlauchtigste Fürst und Herr Herr Albrecht Herzog zu Sachsen-Saalfeld, Elbe und Herz, auch Engern und Weichthal / Land-Graf in Thüringen, Margraf in Meissen, Grafshaupt Graf zu Hainberg, Graf in der Mark und Ravensberg, Herr zu Naumburg, u. der Römisch-Kaiserlichen Majestät befehlet General-Feld-Marschall-Lieutenant, und Obrister über ein Regiment zu Fuß, u. mit seiner Hochfürstlichen Durchlaucht, fremdlich, gültigen Herren Weidern, und respective Herren Betern / denen auch Durchlauchtigsten Fürsten und Herren / Herren Verwartern zu Meinungen / Herren Rathsräthen zu Römheld / Herren Christen zu Eisenberg / Herren Ersten zu Hildburghausen / Herren Johann Ersten zu Saalfeld / und Herren Christen zu Getha / allerhöchster Herrgen zu Sachsen / Fürst, Elbe und Herz, auch Engern und Weichthal / Land-Grafen in Thüringen / Marckgrafen zu Meissen / Grafshaupt Grafen zu Hainberg / Grafen in der Mark und Ravensberg / Herren zu Naumburg und resp. Tenna / u. auch tragender Geralt für die Kuxe und Wohlthat derer schon Hochfürstlichen Hauses und Unterthanen erlassenen Seniors und Ducator wegen / sich Freund-Brüderlich und veracht vernehmen / so derer in Wegz. Haden schonen Successions-Fälle haben / im fürstlichen Hause bey demselben Zustand desfalls / zu Verhaltung aller besagenden Thätigkeiten und Bescheiden der Lande / in Zeiten gewisser Dergleichen zu treffen sein möchte / und dann folches nach dem Exempel derer hochfürstlichen Herren Vorfahrer auch im Reich obigen Observanz einziehend ver gut und heilsam befunden / auch zu dem Ende eine befondere Conferenz anhero nachder Coburg veranstaltet / und von sämtlichen vorbeschriebener Herren Herrgen zu Sachsen Hochfürstlichen Durchl. Durchl. Durchl. Durchl. Durchl. durch derer vertraute hierzu mit Instruction und Creditiven beehrte verfehene Räte und Deputierte gehalten worden. Als man im Namen Gottes zum Werk geschritten / und hat nach erregener mühsamer Handlung / wie es bey sich erregenen Anfall und Entscheidung derer Lande mit deren possessionen / Ergriffung / Administration und Division zu halten / bis auf Ratification derer hohen Herren Principale / endlich folgende Abrede genommen: Und zwar wird es praesentirter nicht unbillig per unanimitatem dabei gehalten / was disfalls die fürstlich-würdliche Disposition und Übertrag des Hauses pro norma an Hand geben / das nemlich die Fürstenthümer / Herrschaften und Ämter an deren Juribus und pertinentien / wo es sich wohl füget / ungetrennt besonnen gehalten / und zur Zerstückung der Gränze und Befestigung der Lande mit fremden Onebus keine so genaue persequation in der Theilung gesucht werde. Hiernächst ist vor sehr auf drei Fälle / da keine fürstlich-würdliche Descendenten vorhanden / als zu Coburg / Römheld / und Eisenberg / welche doch der Altherbste noch seiner Erbvererbung noch lange abwarten werden / reflectirt worden: Da dann folget

I. Den Coburgischen Anfall betrifft / Sachsen-Römheld / Eisenberg / Hildburghausen und Getha / sich hien mit dahin erklären / daß sie dero Räte an sichigen eigenen Fürstenthum / samt allem dessen Eiu- und Ausgehungen / insbesonder die Coburgischen Reichs- und Erbschaft-Voti cum omni & pleno jure Regio Herren Herzog Bernhard zu Sachsen-Meiningen-Hochfürstlichen Durchl. für sich und Ihre Fürstliche Descendenten cediren / und so viel die Theilung der Lande anlangt / nach denen portions-würdigen überlassen wollen; jedoch daß nur benachtes Herren Herzogs Durchlaucht, und dessen Descendenten der Theilung Coburg / nach Innhalt derer / so wohl mit beschriben / als Herren Herzogs Albrechts Hochfürstlichen Durchlaucht. getrossenen Erb- u. Theilmag-Recessen können / auch vorbehaltlich der Concurrenz bey dem Privilegio, der zu Coburg dinsten zweyen Jahren / mit ge-

samelter Hand zu errichtenden Academien nach eines jeglichen fürstlichen Hauses Bewilligung. Welches alles und jedes Sachsen-Meinungen hienmit auch also vor sich und dero Fürstliche Descendenten acceptirt / und da hingegen

II. Sich erkläret und verspricht Sachsen-Römheld und Hildburghausen / wegen ihrer Recces-mäßigen Portionen / mit Hainbergischen Landen cum omni onere & jure nach denen portions-würdigen / ausgenommen des Heilighen Reichs-Voti und der Concurrenz bey dem Gymnasio in Ertelung / nicht weniger das genannte Heimberrgische Archiv zu Meinungen mit dem Inventarhal und dergleichen / so Sachsen-Meinungen sich reservirt / zu facisciren; Sachsen-Eisenberg und Getha aber vor ihre gleichfalls Recces-mäßige portiones genuss: nahe gelegene Revenuen ober Getha / welchen fallt der Theilmag-Anschlag und Kuxer wäherer Ertrag aus wieweil bey allen dreyen Fällen auf einerley Zeit einwirkenden Jahres-Rechnungen genommen würde; anzuweisen / und sich zu dem Ertrag des Capitals abzutreten. So lange nun bis daß Satisfaction mit Land und Leuten / also auch mit Anweisung der Revenuen geschehen / bleiben jedem Theil sein jus retentionis / und sind obbemeldte Cedenten zu frieden. Hiemeilen aber die Herren Herzogs Christians Durchl. die Coburgischen Anfalls wegen / zusammenbede Portionen-Revenuen / derselben jeumlich entlegen / so wollen Herren Herzog Christian Hochfürstliche Durchlaucht / so solche auch fremd-Præcedenter Addition von Sachsen-Meinungen inrechnen / und hingegen höchst-erhöhten Portion Herzog Christians Durchlaucht / durch Abtretung gewisser nahe gelegener Land und Leuten / so viel der Eisenbergische Antheil nach denen Coburgischen Portionen-würdigen / betragen möchte / annehmlich vergüten.

III. Wey dem Römheldischen Anfall nehmen Herren Herzog Albrechts Hochfürstl. Durchl. oder nach deren Antheil Sachsen-Getha die Possession, und werden alle Recces-mächtige Ihre Durchl. aus forderbarer Regierde den fürstlichen Hause sein Verhaltung zu reserviren gegen anderertheil dergleichen, wofür sich besondres erscheidender Abrede nach praesentir wird / sich auf solchen erlegenden Fall dahin hienmit erklären / daß sie auf dero Daran zukommende Räte, an Landen und Leuten / das Amt Thonar mit allen seinen pertinentien / Territorial- und andern Gerechtigkeiten / nach dem Aufschlag der Portionen-würdigen / annehmen / zu dero Coburgischen Lande schlagen / und sich das übrige / was an dero Recces-mäßigen Räte ermagelt / mit Abtretung wohlbedingter Revenuen ober Getha / nach obbemeldtem principio regulativo einer zwölfjährigen wäheren Ertrags / vergüten / die übrigen Lande aber dieser Römheldischen Portion gegen omni & pleno jure regio Sachsen-Getha zur freien Administration überlassen wollen; Nach dero in dessen Handen stehenden Todes-Fall aber / sich obiges Amt mit seinen pertinentien und Juribus hienwider an Sachsen-Getha / dergestalt / daß künftig denen übrigen fürstlichen Intercessen / nach dessen wäheren Ertrag / und obigem Principio regulativo mit Revenuen ober Getha Satisfaction gebe. Sachsen-Meinungen / Eisenberg und Hildburghausen aber cediren und überlassen hienmit sich für sich und dero Successores, dero Recces-mäßigen Räte an denen sämtlichen hienfallsigen Landen cum omni & pleno jure regio an Sachsen-Getha / welches hingegen verspricht / sämtliche Cedenten / nach eines jeden Bewilligung / mit Revenuen ober Getha / nach obbemeldtem Principio regulativo einer zwölfjährigen wäheren Ertrags / zu facisciren. Was auch bey dem Coburgischen Anfall wegen des Administration und Retention Rechts / bedungen / folches wird nicht weniger bey diesem Fall unter ihnen als unter hien inde eingekunden / und respective vorbehalten. Sollte denn der vorgeschlagene Innhalt zwischen Römheld und Saalfeld künftig hin noch geschehen / so schickte wird zwar Sachsen-Getha / nach Herrn Herzogs Christian Durchl. Willen / die Saalfeldische Landes-portion cum omni & pleno jure regio überlassen / und werden hingegen die anderen fürstlichen Intercessen auf ihre Recces-mäßigen Portionen mit Revenuen ober Getha / nach dem wäheren Ertrag derer obgemeldten zwölf Jahres-Rechnungen / doch also / daß die Römheldische und nicht die Saalfeldische Landes-Portion in Anschlag gebracht / auch dasjenige / was wegen der gemeinschaftlichen Possessionen / Ergriffung / welche im Saalfeldischen Sachsen-Getha in thum / Administration und Retention / oberertheil / also hie gleichfalls beobachtet wird / facisciren. Herren Herzog Albrechts Fürstl. Durchl. aber bekommen auf dero Räte das Amt Grafenthal / mit alldem Juribus und Conditionibus, auch bedungenen Rückfall an Sachsen-Getha /

ANNO
1699.

ANNO 1699. Gotha / wie solches alles beym Aitte Hertzog verabredet worden.

IV. An dem Eisenbergischen Anfall mag Sadhen-Gotha die Possession communi nomine nehmen / und erwidert sich Sadhen-Coburg gegen abbeducte annehmliche Satisfaction / dahero selbige würdlich prestatirt wird / seine Recces-nässige Karam an nur gemeldeten Eisenbergischen Landen und Leuten mit dero Juribus an Sadhen-Gotha / vor sich und Ihre Fürstliche Successores / über / sich daselbst mit möglichen und abzutretenden Revenüen oder Geld / salvo jure retentionis dñi dahin / verwilligen zu lassen. Sadhen-Neumung / Neumied und Nilsdurschhausen aber haben sich / trass dieses / mit Sadhen-Gotha auch bey diesem Eisenbergischen Anfall auf eben die Weise verglichen / gleichwie es in vorhergehenden Punkten wegen des Nöthilichsthen mit Cession der Lande / cum omni jure regio / dahero bedungener Satisfaction und Retention / wie auch überlassener Administration verabredet worden.

V. Was die übrige Erbkassst-Massim an Cammer-Geldern / baarem Geld / Land- und Trand-Steinen / Stadtschütz-Edelern / Activ- und Passiv-Erdulden / und dergleichen anlangt / werden solche nach eines jeden hohen interessenten Verlang / vertheilt / jedoch / daß die Land- und Trand-Steuer-Erbschaften bey jeder Landes-Portion und Fürstenthum ungetrennet vertheilt.

VI. Die Vertheilung der Reichs-Votorum geschieht alldam / wie dñsro / in Gemeinschaft / und weil Sadhen-Gotha / so weit es darinnen die vier jüngsten Fürstlichen Herren Schiedrute zu vertreten / in contextu der Vollmacht / mit der Formel: Der Uns und Unser freundschaftsgewissen Herren Vetteren /c. Dero Namen hinführo erpinnen.

VII. Die jüngsten / so wegen besagter dreier Anfälle den andern / nicht obigen Verzicht / an sich ihrer zu erhalten Revenüen das Capital heraus zu geben haben / sollen darin schenke nicht anzuhalten seyn / dñs vorher / wohin sie wieder an Land und Leuten / dem Hause zum besten / möglich angewendet werden / fastsame Versicherung geschehen / Das Capital aber wird nach dem Füss auf 5. pro Cento determinirt und abgetragen. Und ob gleich in dem verhandenen Erblassungs-Recessen verabredet / daß / ohne Consens aller Fürstlichen Interessenten / von Land und Leuten nichts veräußert noch verpfändet werden soll / auch / bey denen künftigen Anfällen an Landen und Leuten / oder deren Revenüen / ein gleichmässiges vor sich begehrt / und sich geschehen / so würden jedoch dadurch demjenigen / so dieser Successionen-Fälle halber / obiger Abrede nach Geld heraus zu geben verbunden / und genommen seyn müssen / zu mehrer des Werths Facilitierung / durch Aufnahme gewisser Capitalien / so viel / als in Abtragung solcher Pösten nöthig seyn möchte / von Land und Leuten zu verpfänden / zu welchem Ende dann bey besagten Fall / auf vorher geschehene Notification allerhöch Fürstliche Interessenten / den Consens zu erteilen hierdurch sich anstellen.

VIII. Wann bey denen obigen Anfällen eine Fürstliche Frau Witwe hinterbleibt / so geschieht demjenigen / in dessen angefallenen Landen sie sich befindet / zu dem gesührenden Dotalitio und Unterhaltung von allen Fürstlichen Interessenten / ein proportionirter Beysatz / und ist ihm deswegen fastsame Versicherung durch annehmliche Revenüen in Landen zu lassen.

IX. Gleichwie nun oben wegen Apprehension der Possession Abrede genommen / also soll die Obligation der Verlassenschaft an allen Orten der apert gewordenen Lande von des verstorbenen Herren hinterlassenen respectiven Ministris und Bedienten / mit Zuziehung eines Notarii / vertheilt / und so dann die Relegnit-Inventur- und Theilung von allerhöch Fürstlichen Interessenten abzuwendenden Rächten bevorzuehliget werden. Und weilen auch der Willigkeit gemäß / daß treuer und wohlverdienter Rächte und Bedienten erwünschte müssliche Officia nicht unberohret bleiben / so haben sich die Fürstliche hohe Herren Paciscenten dahin gnädigst erklärt / daß sie / und zwar aber nach seiner Rata / für dñsiger Räte und Ministros / so bey Abgang eines oder des andern Fürstl. Theils in dero Diensten sich würdlich befinden / und wohl mererthe gemacht / dergestaltige Sorge tragen wollen / damit entweder durch anderwärtige Accommodation / oder nach Verabredung / durch eine ersatliche provision ihrem Unterhalt und Subsistenz so viel thumlich / prospiciert seyn könne.

X. Möchte sich nach Gottes Willen begeben / daß Fürstliche Mämlische Descendenten zu Coburg / Köm-

hild / und Eisenberg erzielet würden / steht demjenigen / in dessen eventuellicher zuziehlichen Landen dieser Caus sich ereignet / frey / ob er bey vorerwähnten Successionen-Vertheilung demselben bleiben wolle / Da denn die übrige Fürstliche Interessenten daran gleichfalls verbunden / widerwärtig falls aber / und da jenen ein solches nicht gefällig / selbiger annehmlich / und ratione successiones / alles in dem Einde / wie es vor diesen Tractaten gewesen / hergehet / soll und restaurirt werden solch / Summa ist auch:

XI. Sadhen-Coburg ausdrücklich hiernu bindiget / daß ihm dieser Verzicht und was darinnen unter denen Herren Interessenten ratione Successiones pacificet / an dem / was es sich mit Sadhen-Gotha Anno 1681. den 24. Septembris getroffenen Haupt-Tractat §. 19. wegen dero vier jüngeren Herren Brüder Landes-Portionen mit mehreren vertheilt und bedungen / allerdings ohne präjudiz und Abbruch sey / jedoch / daß bey denen oben 3. §. 4. benannten Fällen die hohen Jura gegen andere annehmliche Satisfaction an Sadhen-Gotha durch diesen Recces überlassen worden.

XII. Gleichen hat man / um mehrerer Festhaltung willen / in Übernehmung einer Garantie / die Fürstlichen Rächte / Bedienten / Eisenach / Braunfels / Weisungen / dñs / und Hessen-Cassa dñs / und will dñs selbige deswegen mit nächsten gesunden ertheilen / sich auch hier / mit dahin erklärt haben / daß / weil Sadhen-Cassa dñs diesen Recces mit in interessierten angesehen / man hierdurch dero rechtmässigen Requisitionen zu gemessen zu präjudiciren nicht gemeynet seyn.

An Urkund ist vorstehende Abrede in diesen Recces getradet / und derselbe dñs auf Ratification der hohen Herren Principales / welche binnen vier Wochen / à dato an / bekräftigen / und gegen einander ansunderseyn / von demn darin deputirten Sadhen-Coburg / Weimung / Kömild / Eisenberg / Nilsdurschhausen / und Erbhaltenen geheimen und andern Rächten geschehen und bekräftigt worden.

Es geschehen Coburg / den 6. April. im Jahr unsers Hejls 1699.

Johann Wurfhard Köstler.	(L.S.)
Fred. Adam v. Pernau / Freyherr.	(L.S.)
Joh. Christ. Freyherr v. Weizsagen.	(L.S.)
Paul Heinrich Wilmann.	(L.S.)
Ephraim Wagner / Doct.	(L.S.)
Johann Georg Zangen.	(L.S.)
Tobias Sutoris. Doct.	(L.S.)
Christ. Hieronymus Mühlisfort.	(L.S.)

Erklärung und Versicherung im Namen Herzog Friderichs von Sadhen-Gotha / Herzog Christian zu Sadhen-Eisenberg gegeben / daß Sie demselben so wol als auch dem Herzogen Von Saalfeld bey abgang der Gotha'schen Linie das Fürstenthumb Altenburg gerne gönnen / auch der Personal-Rang nach Sadhen-Gotha ihm zugestanden werde etc. Gegeben Eisenberg den 21. Junii 1699. Mit Herzog Friderichs Von Sadhen-Gotha Ratification. Gegeben Friedenstein den 27. Junii 1699. [LUNIG Teut'sches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abtheilung IV. Absatz II. pag. 711.]

Cest-à-dire,

Declaration & Assurance donnée au Nom de FRIDERIC Duc de Saxe-Gotha à CHRISTIAN Duc de Saxe-Eisenberg / portant qu'il n'empeche point qu'en cas d'extinction de la ligne de Gotha / le Duc d'Eisenberg & le Duc de Saalfeld puissent avoir la Principauté d'Altenbourg / & que l'Ordre en Rang Personnel soit accordé audit CHRISTIAN Duc d'Eisenberg / après lui Duc de Gotha

Mmm 3

&c.

ANNO 1699.

ANNO
1699. Et. Faisé à Eisenberg le 21. Juin 1699. Avec
la RATIFICATION DE FRIDERICI Duc
de Gotha, faite à Friedenstein le 27. Juin 1699.

Dem Durchlauchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Chris-
tian / Herzogen zu Sachsen / Jülich / Cleve und
Berg / auch Engern und Westphalen / u. ge-
schehet auf ihre gnädigsten Verlangen die
Erklärung und Versicherung:

I. Daß berordnen sowohl / als Herren Herzog
Johann Ernst Fürstl. Durchl. und deren
Descendenten / wenn auch gleich die letztere
bereits den in Vorbesch. gedachten Umfah
mit der Königlichsten Landes / Portion würden habet
haben / Herren Herzog Friedrichs Hochfürstl. Durchl.
bei Abgang der letzten gültigen Vorherrschaft (mit
welches doch der höchste Ged. in Gnaden verhalten wol-
te) das Fürstenthum Altemburg cum omni & pleno
Jure respo. ganz genommen / auch darzu bey denen übrigen
hehen Herrn Interessenten alle mögliche Officia mit an-
zuwenden genügt sein worden.

II. Daß Herrn Herzog Christians Hochfürstl. Durchl.
der Personal-Rang nach dem Alter von Sachsen-Gotha
zu und ausser dem Hause zugehoben werde / auch sol-
che dessen bey Weimar und Eisenach durch zwey mit
Herren Herzog Friedrichs Durchl. errichteten Recesse so-
wohl als selbst eigenes beyen Raths Directorio zu Ver-
sehung überreicher Weimar und Eisenachses Schrei-
ben / neimenen das natürliche Alter zur Norm des per-
sonal Ranges im Fürstl. Hause Sachsen expresse allegirt
und agnoscirt worden / zur Ehre verordnet.

III. Daß nach getroffenen Vergleich mit Hildes-
hausen und Saalfeld wegen dieses Punktes / dem Abgela-
sten zu Regierung eine neue / und / dem Successions-
Recess. §. 5. gemäße Vollmacht sämtlicher Herren
Herrn / mit der formel: Von EDEN Gnaden Wir
Friedrich / tot. tit. vor uns und in Vollmacht Herren
Admirals / Weimar / Christians Herren zu Sachsen
u. exprimirt / werde überfichet / und damit die vorige
Vollmacht ausgedrückt werden.

IV. Daß vermög des von Herren Herzog Christians
Hochfürstl. Durchl. zu Coburg unterm 28. Martii a.
c. gehaltenen Vorfalls / in denen Altemburgischen Lan-
des-Angelegenheiten / Landes-Tagen / und Aufschuß-Ta-
gen / dieser Fürst: Von EDEN Gnaden Wir Fried-
rich / tot. tit. vor uns und in Vollmacht des Durch-
lauchtigen Fürsten / unserer freundlich geliebten Vaters
Herren Christoph / tot. tit. wegen dero in diesen Für-
stenthum habenden Landes / Anteils u. sowohl in der
Proposition, als auch deren Abscheu bedrauet wer-
den sollen / wieweil es zugleich die Meinung behält / daß
solcher Syllus Herren Herzog Christians Fürstl. Durchl.
weder an dero Senio noch an daran hangenden Direc-
torio praesudicirlich sein solle.

V. Daß wie das Haupt-Directorium mit zugehö-
rigen Prerogativen und emolumento des Amtes Obdile-
ben denen Hochfürstlichen Wir jüngsten Herren Chris-
tianen im Erb-Vertheilungs-Recess de Anno 1680.
vertheilt und zugehoben worden: Also auch Herrn
Herzog Friedrichs Hochfürstl. Durchl. hierinnen von
vorheren Recesse und der Sachsen-Hochfürsten zu Ei-
senberg unterm 12. Maji 1696. gegebener Erklärung
abzugehen / so wenig gemeinet / als Sie vielmehr dero
sämtlichen Herren Vatern beifalls bey aller Ungebühr
und widerrechtlichen Beinträchtigungen contra acta mit
Reverenz des gesamten Fürstlichen Hauses / zu assistiren /
nach wie vor einfließen bleiben.

VI. Daß bey dem landständtlichen Conventen und
würdtlichen Deliberationen / auch die Sachsen-Eisen-
bergischen Deputierten / Inhalt des Saalfeldischen Recesse
de anno 1695. ohne Widerstand zu admittiren / jedoch
dagegen aus dardem dem Sachsen-Gothischen Aufschuß
und deren dardurchigen expeditionibus dero bey sol-
cher Deliberation verhandelten negotien nichts zu entse-
hen sey.

VII. Daß die von Hochfürstl. Eisenbergischer Seite
urgirte Communication forschum verlangter maffen / und
wie es die Recesse buchhändlich sagen / gegeben werde.

VIII. Daß Sachsen-Gotha / wegen der Eisenbergischen
Nachschuß-Gelder / nach Anleitung des Haupt Recesse
de anno 1680. in Ablegung des Capitals, auf vorherge-
hende halbjährige leistungsdien sich parat werde haben
lassen / und damit nach Gutsfinden Grund und Boden
erlassen zu können.

IX. Daß Sachsen-Gotha / bey dem nach EDEN

Willen sich begebenden Coburgischen Anfall die Sachsen-
Eisenbergische Portion an Landen / Vassalen und Steuern
durch gewisse Revenuen von Sachsen-Münningen / ver-
mög des abgehandelten Successions Recesse / anjun-
gen / und dardrigen Sachsen-Eisenberg eben so viel Land
und Vassalen / nach der Insinuation und Perception dier-
rer bemittelten Land- und Brand-Steuern aus dem Al-
temburgischen Fürstenthum (jedoch mit Vorbehalt des
Rückfalls an Sachsen-Gotha) abzutreten erdösig sey.

X. Daß wenn Herren Herzog Christians Hochfürstl.
Durchl. durch mehrere Anfälle ein ganzes Reich / Vo-
rum erhalten / so dann dieselbe raione derjemigen Land-
mörinnen Sie solches Voium haben / von dem Sachsen-
Gothaischen nexu liberirt seyn sollen.

XI. Daß die Sachsen-Eisenbergische aus freunds-
ter Affection und Begierde zu einem aufstehen und
beiliebigen Vertrauen offerirte Mediation bey Sachsen-
Saalfeld Herren Herzog Friedrichs Hochfürstl. Durchl.
sevil mehr angenehm und günstig seyn werde / als Sie
Ihres hohen Orths Ihre größte Vergnügung in Frie-
de / liebe und Harmonie des Fürstl. Hauses so-
den / auch in dero stänbt. Angelegenheiten sich allegirt
Fürstlich / beilieblich / gerecht und billig zu erweisen ge-
trachtet / noch solches niemals von dergleichen Chris-
tlichlichen Intention abweichen werden. Zu Ibre
funder dessen / und biß auf Herren Herzog Friedrichs
Hochfürstliche Durchl. gnädigste Ratification und Be-
stehung / habe ich gegenwärtigen Schein einhän-
dig unterzeichnet und besiegelt / So geschehen Eisenberg
den 21. Junii 1699.

(L.S.)

Christianus Hieronymus
Mühlpfort.

Fürstliche Sächsische Gothische Resolution.

Von EDEN Gnaden / Wir Friedrich Herzog zu Sach-
sen / Jülich / Cleve und Berg / auch Engern und West-
phalen u. c. Bekennen für uns und unser Fürstl. Suc-
cessores.

Demnach dem Durchlauchtigsten Fürsten / Herren Chris-
tianen / Herzogen zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg /
auch Engern und Westphalen / in ihren Requisitionen
für abgeordneter Hoch-Rath Mühlpfort, am 21ten Junii
nachstehende Punkte / in 11. unterschiedenen Punkten
biß auf unserer Ratification, eine fürstliche Erklä-
rung unter seiner Unterschrift ausgestellt / und Wir auf
deren unterthänigsten Vortrag darbey kein Bedenken /
sondern dieselbe unserer Intention untertheltem Instruction
gemäß befunden / Als wollen Wir befigte Erklärung in
allen Punkten / hiernit in Kraft dieses ratificirt haben /
unserhändlich unsere eigenhändigen Unterschrift und be-
gedruckten Fürstl. Secrets, So geschehen Friedenstein
den 27. Junii 1699.

Friedrich.

(L.S.)

CCXIII.

Tarif arrêté entre les Commissaires du Roi de 29. Mai.

FRANCE, & le Commissaire des Seigneurs Es-
tats GENEVAUX des PROVINCES. UNIES
des Pais-Bas, en execution de l'Article XII. du
Traité de Commerce conclu à Ryswick le 20. Sep-
tembre 1697. Contenant les Droits qui seront
payés tant aux Entrées du Royaume, sur les
Droites & Marchandises du cru, pèche & fa-
bric des Sujets des Etats GENEVAUX, qu'aux
Entrées des Provinces-Unies sur les Droites &
Marchandises du cru & fabrique de France. A
Paris le 29. Mai 1699. Avec les RATIFI-
CATIONS de part & d'autre, & l'ACTE
pour l'execution du Tarif. [Sur l'imprimé à la
Haye chez Paul Scheluter Imprimeur ordinaire de
L. H. P. Ann. 1699.]

ANNO
1699.

LE Roi Très-Chrétien, & les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, désirant d'exécuter l'Article XII. du Traité de Commerce, conclu à Ryswick le 20. Septembre 1697, & conformément à la disposition de cet Article, faire un nouveau Tarif commun, suivant la convenance réciproque, auroient nommé des Commissaires pour y travailler, savoir, de la part de Sa Majesté, Jean Baptiste de Lévy, Conseiller Secrétaire du Roi, & Directeur Général du Commerce, Jean Remy Heuault, Conseiller Secrétaire du Roi, Secrétaire & Greffier du Conseil d'Etat & Privé, & Antoine Peletier, Conseiller Secrétaire du Roi: Et de la part des Etats Généraux, Guillaume Nieupoort, lequel le seroit rendu pour cet effet dans la Ville de Paris, où lesdits Seigneurs Commissaires après diverses Conférences tenues pour satisfaire à l'Article douze dudit Traité, & achever de rétablir le Commerce & la Navigation réciproque entre les deux Nations, sont convenus unanimement que les Especes comprises dans les Articles suivants ne paieront, à commencer du premier jour de Juillet prochain, aux entrées du Roiaume, que les Droits ci-après réglés au lieu de ceux portés par le Tarif du 18. Avril 1667, & par les Arrêts postérieurs;

S A V O I R.

Baleine coupée & apécée, le cent pesant paiera neuf Livres, ci. 9 Liv.
Barcanas, la piece de vingt-deux aunes paiera cinq Livres, ci. 5 Liv.
Beurre d'Hollande, le cent pesant paiera douze Livres, ci. 12 Liv.
Bustes, Efans & Cerfs passez en Bustes, Collets & Colins de Bustes, le cent pesant paiera vingt-six Livres, ci. 26 Liv.
Camelots à ondes & demi soye & de toutes autres fortes, la piece de vingt aunes paiera huit Livres, ci. 8 Liv.
Cire blanche, le cent pesant paiera onze Livres, ci. 11 Liv.
Cuirs de Bœuf tannez de toutes fortes, la douzaine paiera quatorze Livres, ci. 14 Liv.
Cuirs de Vache tannez, la douzaine paiera sept Livres, ci. 7 Liv.
Draps d'Hollande de toutes fortes & couleurs, la piece de vingt-cinq aunes paiera cinquante-cinq Livres, ci. 55 Liv.
Et les pieces de plus grande ou moindre longueur, à proportion.
Fanons de Baleine, le cent en nombre tant grands que petits du poids de trois cens Livres ou environ paiera vingt Livres, ci. 20 Liv.
Fer blanc, le baril de quatre cens cinquante feuilles doubles paiera vingt Livres, ci. 20 Liv.
Le Baril de simples feuilles paiera dix Livres, ci. 10 Liv.
Fromages d'Hollande de toutes fortes, le cent pesant paiera une Livre dix Sols, ci. 1 Liv. 10 Sols.
Huile & graisse de Baleine & d'autres Poissons, la Barique du poids de cinq cens vingt Livres paiera sept Livres dix Sols, ci. 7 Liv. 10 Sols.
Morue verte ou Cabillaud salé, le Baril pesant trois cens Livres paiera cinq Livres, ci. 5 Liv.
Et les Barils pesant plus ou moins, paieront à proportion.
Maqueroux, le Lest de douze Barils paiera douze Livres, ci. 12 Liv.
Plumes à écrire, le cent pesant paiera quatre Livres, ci. 4 Liv.
Pipes à Tabac, la grosse de douze douzaines paiera cinq Sols, ci. 5 Sols.
Porcelaine contrefaite ou Fayence d'Hollande, le cent pesant paiera dix Livres, ci. 10 Liv.
Rubans de fil, le cent pesant paiera huit Livres, ci. 8 Liv.
Ratines Drapées ou apécées en drap de cinq quarts, ou quatre tiers de largeur, la piece de vingt-cinq aunes paiera cinquante-cinq Livres, ci. 55 Liv.
Et les pieces de plus grande ou de moindre longueur, à proportion.
Ratines Drapées de deux tiers de large, la piece de vingt-cinq aunes paiera vingt-sept Livres dix-sols,

ci. 27 Liv. 10 Sols.
Raunes Frisées de cinq aunes paiera quarante-deux Livres, ci. 42 Liv.
Ratines Frisées de deux tiers de largeur, la piece de vingt-cinq aunes paiera vingt-une Livres, ci. 21 Liv.
Soyes de Porc, le cent pesant paiera quatre Livres, ci. 4 Liv.
Savon vert, noir, mol & liquide, le cent pesant paiera deux Livres, ci. 2 Liv.
Serges de Seigneur, & Serges façon d'Alcot, la piece de vingt aunes paiera huit Livres, ci. 8 Liv.
Serges Drapées façon de Florence, Angletierre & autres Pays, blanches & teintes, la piece depuis treize jusqu'à quinze aunes paiera onze Livres, ci. 11 Liv.
Sucre rafiné en pain ou en poudre, Candis, blanc & brun, le cent pesant paiera vingt-deux Livres dix Sols, ci. 22 Liv. 10 Sols.
Toiles d'Hollan le fines & ouvrées, soit crusés, jaunes, blanches & bilettes, tant fines, moyennes que grosses, la piece de quinze aunes paiera deux Livres, ci. 2 Liv.

I. Les Denrées & les Marchandises du Cru, des Pêches & de la Fabrique des Sujets des Etats Généraux, spécifiées en la présente Convention paieront les Droits ci-devant expliqués, à toutes les entrées du Royaume, Terres & Pais de l'obéissance du Roi.

II. Les Denrées & les Marchandises du Cru, des Pêches & de la Fabrique des Sujets des Etats Généraux, non comprises dans la présente Convention, ensemble toutes les Marchandises de leur Commerce contenues dans le Tarif du 18. Avril 1667, ou dans les Déclarations & Arrêts postérieurs paieront pareillement à toutes les entrées du Royaume, Terres & Pais de l'obéissance du Roi les Droits ordonnés par ledit Tarif, & par lesdites Déclarations & Arrêts postérieurs.

III. Les Droits établis par la présente Convention, & ceux compris dans les deux Articles precedents, seront également payés dans le tems des Foires sur les Denrées & Marchandises du Cru, des Pêches, Fabrique & Commerce des Provinces-Unies, tant par les Sujets de Sa Majesté, que par ceux des Etats Généraux, ce qui sera pareillement exécuté, même à l'entrée des Ports des Villes de Dunkerque & de Malisille, le tout nonobstant toutes Franchises & Privilèges, sans préjudice néanmoins de l'exécution de l'Art. IX. du Traité de Commerce de Ryswick, pour les Marchandises de Levant.

IV. Toutes les autres Denrées & Marchandises du Cru, de la Pêche & Fabrique des Sujets des Etats Généraux, ensemble toutes les Marchandises de leur Commerce, qui ne sont point exprimées dans la présente Convention, ni dans le Tarif du 18. Avril 1667, ni dans les Déclarations & Arrêts postérieurs, paieront aux entrées & aux sorties les Droits portés par le Tarif du 18. Septembre 1664. par tout où il a cours, & dans les autres Provinces du Royaume, les Droits ordonnés par les differents Tarifs, qui y sont exécutés.

V. Les Denrées, & les Marchandises dont les Droits aux sorties & aux entrées ne sont point fixés par les Tarifs de 1664, & 1667, & par les Edits, Déclarations & Arrêts postérieurs, ni par cette Convention, paieront cinq pour cent à la sortie, & cinq ou dix pour cent à l'entrée, suivant les deux derniers Articles mis à la fin de l'état des entrées & des sorties qui composent le Tarif de 1664, dans les lieux où il a cours, & dans les autres Provinces du Royaume, suivant qu'il est réglé par les differents Tarifs qui y sont exécutés.

VI. Les Edits, Déclarations & Arrêts qui fixent les Ports & les Bureaux, par lesquels certaines Denrées, & certaines Marchandises peuvent entrer dans le Royaume, Terres & Pais de l'obéissance du Roi à l'exclusion de tous autres lieux & passages, ensemble les Edits, Déclarations & Arrêts qui déclarent l'entree dans l'étendue des Pais de l'obéissance du Roi, de certaines Denrées & Marchandises, & ceux qui déclarent la sortie de quelques autres, seront exécutés selon leur forme, & teneur.

VII. Comme aussi lesdits Se. Commissaires sont convenus que les Denrées & Marchandises du cru & fabrique de France, Terres & Pais de l'obéissance du Roi, ci-après déclarées, ne paieront, à commencer du premier jour de Juillet prochain, aux entrées des Pais, Terres & Seigneuries de l'obéissance des Ge.

ANNO
1699.

ANNO
1699. Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, que les
Droits ci-après.

S A V O I R.

B Eurre, le cent pesant payera dix Sols, ci. 10 Sols
Fromage, le cent pesant payera un florin quatre sols, ci. 1 fl. 4 f.
Jambons, le cent pesant payera un florin douze sols, ci. 1 fl. 12 f.
Mélasse ou Sirop fortant du sucre, le cent pesant payera cinq florins, ci. 5 flor.
Cidre & Poire, le Tonneau composé de quatre barriques, deux pipes, trois pions ou six tiers, payera quatre florins, ci. 4 flor.
Verre à faire vitres, le panier payera dix sols : ci. 10 f.
Verres à boire payeront cinq pour cent de leur valeur.
Verjus, le Tonneau composé de quatre barriques, deux pipes, trois pions ou six tiers, payera quatre florins, ci. 4 flor.
Vinaigre, le Tonneau composé aussi de quatre barriques, deux pipes, trois pions ou six tiers, payera deux florins, huit sols, ci. 2 fl. 8 f.
Et pareillement ledits Srs. Commissaires font convenu que le Vis-argent ne payera à la Sortie des Pais, Terres & Seigneuries des Etats Généraux pour la France, Pais, Terres & Seigneuries de l'obéissance du Roi, le cent pesant que quatre florins, ci. 4 flor.
VIII. Les Denrées & les Marchandises ci-dessus ne payeront pour tous Droits que les sommes fixées par la présente Convention pour chacune espèce : Et à l'égard des Denrées & Marchandises du cru, Fabrique & Commerce des Sujets du Roi, non comprises dans la présente Convention, elles payeront les Droits ordonnés par les Tarifs des Provinces-Unies des Pais-bas, & ceux qui y sont présentement établis & en pratique.

IX. Tous les Articles contenus en la présente Convention, seront exécutés pendant le tems porté par l'Article XLIV. du Traité de Commerce de Rylwick, & auront la même force & vigueur que s'ils y étoient insérés, sans au surplus déroger audit Traité; comme aussi les Ratifications en seront données en bonnes forme, & échangées, dans le tems de quinze jours, à compter de ce jourd'hui.

X. En foi de quoi, Nous Commissaires de Sa Majesté, & des Seigneurs Etats Généraux, en vertu de nos Ordres & Pouvoirs, avons signé ces Présentes à Paris ce 29. jour de Mai 1699.

Etait signé,

DE LAGNY. GUILL. NIEUPORT.
HANAULT. PELETIER.

R A T I F I C A T I O N.

De Sa Majesté Très-Christienne.

L OUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Ayant vu & examiné le Tarif du vingt-neuf Mai dernier, contenant les Droits qui seront payez tant aux entrées de notre Royaume sur les Denrées & Marchandises du cru, pêche & fabrique des Sujets de nos très-chers & grands Amis les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas; qu'aux entrées dedites Provinces-Unies, sur les Denrées & Marchandises du cru & fabrique de France, fait & arrêté en exécution de l'Article XII. du Traité de Commerce conclu à Rylwick le 20. Septembre 1697. entre Nous amez & seurs Conseillers Secretaires, Maison, Couronne de France & de Nos Finances, Jean Baptiste de Lagni, Directeur Général du Commerce; Jean Remi Henault, Secrétaire & Greffier du Conseil d'Etat & Privé; & Antoine Peletier, tous trois Commis-

naires de Notre part: Et Guillaume Nieuport, Commissaire député pour cet effet de la part dedites Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas; duquel Tarif la teneur s'ensuit.

ANNO
1699.

Fiat Inferio.

Nous ayant agréable ledit Tarif en tous les Points & Articles qui y sont contenus; avons icelui accepté, approuvé, ratifié & confirmé; & par ces Présentes signées de Notre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons: promettant en foi & parole de Roi, de l'accomplir, observer & faire observer sincèrement & de bonne foi, sans souffrir qu'il y soit allé directement ou indirectement au contraire pour quelque cause & occasion que ce puisse être. En témoin de quoi Nous avons fait mettre Notre Seel à ces Présentes. Donné à Versailles le trentième jour de Juillet, l'an de grace mil six cents quatre vingt dix neuf, & de notre Regne le cinquante septième.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas,

Par le Roy.

COLBERT;

Et scellé en cire jaune sur lacs de foye bleuë & or.

R A T I F I C A T I O N

Des Seigneurs Etats Généraux.

L Es Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, A tous ceux qui ces présentes verront, Salut. Comme ainsi soit, que le vingt-neuvième jour de Mai de la présente année 1699. entre les Commissaires de Sa Majesté Très-Christienne & le Nôtre, est arrêté un Tarif, contenant les Droits qui seront payez tant aux entrées du Royaume de ladite Majesté sur les Denrées & Marchandises du cru, pêche & fabrique de Nos Sujets, qu'aux entrées de Nos Provinces sur les Denrées & Marchandises du cru & fabrique de France, duquel Tarif la teneur s'ensuit.

Fiat Inferio.

Si est ce qu'ayant pour agréable ledit Tarif, Nous l'avons approuvé & ratifié, l'agréons, approuvons & ratifions par ces présentes, promettant sincèrement & de bonne foi, de le garder, entretenir & observer inviolablement en tous & chacun de ses Articles, sans aller ni venir au contraire, directement ou indirectement en quelque sorte ou manière que ce soit. En foi de quoi Nous avons fait signer ces présentes par le Président de Notre Assemblée, contreseigner par Nôtre Greffier, & y apposer Nôtre grand Seau. Fait à la Haye le 30. de Juillet l'an 1699.

Signé,

JEAN BECKER, Vt.

Plus-bas,

Par Ordonnance dedites Seigneurs Etats Généraux.

Contreigné,

F. FAGEL.

Scellé du grand Sceau en cire rouge sur lacs de foye rouge & or.

Als

ANNO 1699. *Acte pour l'exécution du Tarif avec le premier jour de Janvier 1700.*

PAR le Tarif arrêté le vingt-neuvième Mai mil six cent quatre-vingt dix neuf, entre Nous Jean Baptiste de Lagry, Conseiller Secrétaire du Roi, & Directeur Général du Commerce; Jean Rami Henault, Conseiller Secrétaire du Roi, Secrétaire du Conseil d'Etat & Privé; & Antoine Peletier, aussi Conseiller Secrétaire du Roi, Commissaires nommez à cet effet de la part de Sa Majesté: Et Guillaume Nieuport, aussi Commissaire nommé de la part des Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas; il a été convenu unanimement que les Espèces comprises dans les Articles qui composent ledit Tarif, ne payeront, à commencer du premier jour de Juillet 1699. tant aux entrées du Royaume qu'aux entrées desdites Provinces-Unies, que les Droits spécifiés, par ledit Tarif, au lieu de ceux portez par le Tarif du dix-huit Avril 1667. Et par les Arrêts postérieurs, & par l'Article IX. dudit Tarif, il est porté que les Ratifications en seront échangées en bonne forme, dans le terme de quinze jours, à compter de celui de la Signature: Mais comme l'échange des Ratifications n'a pas été fait dans le tems prescrit par ledit Article, & qu'il n'a pu le faire que depuis l'expiration dudit jour premier Juillet; Nousdits Commissaires de Sa Majesté & desdits Etats Généraux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs & suffisans, sommes convenus que l'exécution dudit Tarif qui devoit commencer ledit jour premier Juillet 1699. ne commencera que le premier Janvier 1700. & que la presente Déclaration aura la même force & vertu que ledit Tarif. En témoin de quoi, Nousdits Commissaires avons signé la Pré sente de Notre main. A Paris le septième Decembre mil six cent quatre vingt dix-neuf.

DE LAGRY.
HENAUT.
PELETIER.

GUILL. NIEUPORT.

CCXIV.

ii. Juillet. Haupt-Vergleich zwischen Herrn Johann Adolph / Grafen zu Bentheim-Tecklenburg / und Herrn Wilhelm Moritz / Grafen zu Solms und Tecklenburg / wegen der Grafschaft Tecklenburg und Herrschaft Rheda. Geschien Kengrich den ii. Julii 1699. Mit dem Neben-Vergleich sub eodem

loco & die, wie auch der Final-Transaction zu Braunsfels den 14. Sept. 1699. unter eben dieselben geschlossen. Nebst der Kayserlichen und des Heiligen Reichs Cammergerichts Ratification sub dato die 4. Decembris 1699. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. II. Abtheilung VI. Abthg I. von Grafen von Bentheim pag. 18. d'où cette Pièce est tirée. On la trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XVI. pag. 244.]

Cest-à-dire,

Transfession principale entre JEAN ADOLPHE Comte de Bentheim-Tecklenburg & GUILLAUME MAURICE Comte de Solms-Tecklenburg, touchant le Comté de Tecklenburg, & la Seigneurie de Rheda. Fait à Lengrich le ii. Juillet 1699. Avec un RECES particulier fait au même lieu & le même jour; Comme aussi une TRANSACTION finale faite à Braunsfels le 14. Sept. 1699. Un RECES d'ELUCIDATION fait au même lieu le 1. Decembre 1669. Et la RATIFICATION de la Chambre Imperiale de Justice du 4. Decembre 1699.

W

Itt Keyserl. von Gnedt Gnaden ertheilte Kayserl. Kayser / zu allen Zeiten Widere des Reichs te. Willkuen und thun fund jedermänniglich mit diesem Insest offen Kayserlichen Cammer-Gericht die Edel. Johans Adolph / Graf zu Bentheim / Steinfurt und Tecklenburg; so dan Wilhelm Moritz / Graf zu Solms und Tecklenburg / Hertz zu Mühlentberg ic. in Unterthänigkeit für und andringen lassen / wie daß in dem an diesem Insest höchsten Gericht über ein hundert und zwanzig Jahre recht-hängig gewesen / und endlich nach dergehrter Restituzion und Revision zur Execution gebrachten Proceß, durch Vermittlung des Weisphälischen Ercebis hertz subdelegirten Ausbreib-Amts se sich auff den Grund verglichen / wie die angerichtete von Wort zu Wort hernach geschriebene Neben- und Haupt-Reces sub Num. 1. 2. 3. 4. folchet mit mehrtem auszuweisen.

Haupt-Vergleich.

Kund und zu wissen sey hiemit / nachdem eine geraume Zeit und über ein ansezt Seculum her zwischen dem Hochgräflichen Hauff Solms-Tecklenburg / so dem Hochgebornen Grafen und Herrn Herrn Wilhelm Moritz / Grafen zu Solms-Tecklenburg und Erichingen / Herrn zu Mühlentberg / Rheda / Wildenfels / Conzenwald / Hünningen Dorfweiler und Beaucourt, als Klägern an Einem / und dem Hochgräflichen Hauff von Bentheim-Tecklenburg / so dem Hochgebornen Grafen und Herrn Herrn Johann Adolph / Grafen zu Bentheim / Tecklenburg / Steinfurt und Erichingen / Herrn zu Linge / Rheda / Werlinghofen / Lünge / Herrn zu Ertvoegen zu Eßeln ic. als Beklagten an anderer Seiten / wegen der von Hochgebornen Gräflichen Solmsischen Hauff präcedirter Erb-Quoten Weiland der Hochgebornen Grafen und Frauen / Frauen Annen / geborne Gräfin von Tecklenburg / und vermalter Gräfin zu Solms / an der Grafschaft Tecklenburg und Herrschaft Rheda / schwere Erbstreitigkeiten und Processen an den Hochgebornen Kayserlichen Cammer-Gericht entstanden und geschwiegen / welche endlich den Ausgang gehabt / daß durch verschiedne Judicats obgedachte Frau Anna / vermalte Gräfin zu Solms / geborne von Tecklenburg / in auch Weiland ihres Herrn Vaters / Grafen Das des Älteren / verlassenen Graf und Herrschaft Tecklenburg und Rheda / eine rechte Mit-Erbin

TOM. VII. PART. II.

declarirt; und drowegen Herr Beklagter dem Herrn Kläger nicht allein gedachter Frau Gräfin Annen / davon gebohrten Kindes-Theil / sondern auch die Halbschwester ohne leibes-Erben und ab intestato verstorbenen vier Geschwister / benamlich Gräfin Otto des Jüngeren / Frau Elisabeth / Ermgard und Catharina an gedachter Graf- und Herrschaft Tecklenburg Erb-Portionen mit allen deren Insest Zubehören / wie sich solches zur Zeit Weiland Grafen Conraden von Tecklenburg Äbsteren befinden / sammt allen à tempore litis contestate daraus erhabenen Insesten / vernünftiger Auflegung ordentlichen Inventari / oder in Ermangelung dessen einer eydlichen Designation abzutreten / anzuordnen und gut zu machen schuldig erkennt und condemnirt / auch nach erfolgten verstorbenen Patris und Mandatis de exequendo / an des Weisphälischen Ercebis hofes Directorium / endlich im Augusto und Septembri des bingelzeten 1699ten Jahres widerliche Insestion in obgenant dem Herrn Grafen von Solms / als nummehr Erbfolger obgedachter Frauen Gräfin Anna vererbt Erb-Portiones in der Grafschaft Tecklenburg und Rheda / welche sich zusammen zu drey Theilen gedachter Graf- und Herrschaften ertragen / demirrt und realitirt / zu fernem Vergleichs-Versuch aber / oder bey dessen Entschickung / Anhang der Liquidation ratione percceptorum, eine Zusammenkunft auf den 10. Maji Sol. nov.

ANNO
1699.

nov. des laufenden Jahres in der Stadt Osnabrück be-
nehmen und veranstalten / hernach aber selbige Conferenz
anher in dem Dorf Iengring verlegt worden / daß durch
Gottes Segen und Fürsorgen Sprach und Unterhand-
lung allerseits vertraulich geschlossener / insonderheit
aber zu dieser Sache von einem hohen Directorio des
Nieder-Rheinisch-Westfälischen Creyses angetrungen
Herrn Subdeputirten / nach vielfältig lunc inde ge-
fahren über ein oder andern Ertz nicht amüßlich er-
achteten Vorlesung / endlich obgedachte schwere Sache fol-
gender gestalt verglichen und gültlich hingeletzt worden.

Und zwar zurersth und erstlich hat dieser Vergleich
zum Grund und Haupt-Zweck die gänzlich Hebung aller
bieherigen occasione obgedachter Proccellen / zwischen bee-
den Hochgräflichen Häusern vorgefener Unfreundschafft /
Widerstret und Differenz / und dahingegen die Stiftung
eines besändigen und wahrhaften beyverantwortlichen
Vertrauens und Vernehmens / dergestalt daß hinführo
jenes allerdinges cessiren und auf den Weg geräumt /
und hingegen hiemit nachdich eine besändige Verantwor-
tung / und veranget / zu beider Hochgräflichen Häuser Auf-
nehmen ständige Correspondenz festgesetzt / auch von ige-
gen und künftigen Hochgräflichen Descendenten fortge-
setzt / und stiftig cultivirt werden solle.

Dickmiedt ist zuersth verglichen / daß Seine Hoch-
gräfliche Gnaden von Solms wegen ihres an der Graf-
schafft Tecklenburg und Herrschafft Rheda obgedachterma-
ßen habenden Erb-Rechts und Portionen / so dann
darob adjudicirter Abtretung / die ihm concessirt bis
als datum der in Anno 1698 in Augusto & Septem-
ber vörländlich geschlossene Commission respectiv erlich
behalten / und ihre weiter übergeben werden sollen / num-
mehr in allen drey Vierteln des Schlosses und Han-
des Tecklenburg com pertinentis nebst drey Vierteln
der ganzen Grafschafft Tecklenburg / so dann einen Vier-
tel des Schlosses und Herrschafft Rheda / (salvo con-
sentia Eurer Fürstlichen Gnaden zu Münster als Lehn-
Herrn / welcher man hincmirt Westphälisch-Tecklenburg-
scher Seiten vorzugrassen / oder etwas gegen Dero In-
tention in thun nicht gemenet) cum pertinentiis in
dem Stande wie sie igeo ist mit allen ihren heben und
meinen Rechten / in Specie mit denen übrigen darin er-
richteten Schloßlein / Ertzen / Bannern / Kirchspielen /
Dörffern / Gassen / Wäldern / Hölzen / Meys-
repen / mit der Superiorität und Landes-Hoheit / und
allen zum Theil dem Dominio Territoriali an Geistlich
und Säkularer Jurisdiction / Lehn-Rechten und sonstigen an-
hängig seyn mag / auch Rechten und Geulten / landwirth-
schaftlichen / Pflandern / Lehnsherrschaften / Vorwerde-
ren / Wäldern / Laubt und Leuten / Frohnen / Diensten /
Tagen / Wäldern / Wäldern / Wäldern / Leuten /
Contributoren / ordinare und extraordinäre Collecten /
Fiscalen / Ertzen und allen andern Rechten / wie
solche der Grafen von Tecklenburg als obmündelbare
Leute des Reichs von ewigen Zeiten her eingebracht
gebracht und genossen / oder hätten mügen und genossen
können oder mögen.

Demnach dahingegen verspricht obgedachter Herr Graf
von Solms-Tecklenburg hiemit vor sich und seine Er-
ben und nachkommenden Herrschaffen wohlbedachtam /
daß er an den übrigen Theil der Grafschafft Tecklen-
burg und Herrschafft Rheda im obgedachten Herrn
Graffen / Herrn Johann Adolph von Bentheim-Teck-
lenburg / so viel solches / seine Descendenten und deren
Ertzen betrifft wegen obgedachter adjudicirter Fruchtum-
perceptionum keine sonderliche Ansprach und Forderung
thun wolle.

Demnach / bleibet dahy / daß / gleichwie wegen der
Reichs-und Creyses-und anderer gemeinen Landes-Anle-
gen dahero gedachte Graffen- und Herrschaffen vereinigt
gerne / und eine sehr darin das Jüliche nach begerade-
ter Proposition abgetragen / also auch auf solchen Fuß
continuirt und darmit keine Veränderung gemacht wer-
den solle.

So viel aber flussend die künftige Regierung obge-
dachter Grafschafft Tecklenburg und Herrschafft Rheda be-
langt / von selbiger sollen beide Herrn Graffen und ihre
Nachkommen den Titel und das Wapen führen / und
gedachte Regierung / wiewohl zu obgedachter Theilen /
dennoch gesamer Hand und pro indiviso durch delie-
dende auf untertheilte Weise anzuordnen Räte und
Bedienten / (jedoch daß auch einem jeden Herrn sehr sehr /
auf seine eigene Kosten einen oder mehr Räte auch
Kontrollanten und Empfänger / die in seinen sonderbaren
Pflücken sitzen / dancsch anzuordnen und zu gebrau-

den) bestellt und verordnet / die von der landes-Regie-
rung dependente und selbiger antwortende laufende On-
da von einem jeden zu obgedachten Theilen getragen / auch
hernächst hierüber zu allerseits Nutzen und Menage und
Beförderung des gemeinen landes-Beuten unter beider
regierenden Herrn ein absonderliches gutes Reglement
und Verfassung eingerichtet werden.

Die Execuciones und so in der Regierung gehörige Ver-
richtungen dieser Grafschafft und Herrschafft sollen schicklich von
wegen und im Namen beider zur Zie regierenden Her-
ren Graffen geschehen / dergestalt / daß der Zeitweil in der
Regierung und gemeinschafftlich ansser und inner landes
vorgehenden Verrichtungen den Vortgang und Rang ha-
ben / Auch damit die distalle oder sonst anderwärts her-
rührende die Herrschafft und Regierung dieses landes be-
treffende Auszschreiben und Lufträge an beide Herren
Graffen eingebracht werden mögen / dieser Vergleich ge-
schrien Ders fund gemacht / und daß man sich darnach
richten wolle / verlangt worden ist / Worbey hat durch
Beförderung eines hohen Directorii dahin gearbeitet
werden solle / damit auf dem Creys-Tag zuer Vo zu ge-
standen werden mögen / dergestalt / daß alsdann beide ob-
gedachte Herren Graffen jedesmal in Führung des
Voti von einem Creys-Tag zum andern / bey weh-
ren den gedachten Creys-Conventen aber von Tag zu Tag
alterniren / auch auf dem Reichs-Tag so wohl / als im
Fall / da das Jüliche Vorum in Circulo obgedach-
termaßen nicht zu erhalten wäre / gedachte Alternation in
Führung des vorgedachten Tecklenburgischen Voti zu ob-
serviren seyn wird.

Leibendens solle die Bestellung der gemeinschafftlichen
Bedienten / wie auch Geistliche und Schul-Beidenten der-
gestalt geschehen / daß ins künftige beide regierende Her-
ren in der Grafschafft Tecklenburg und Rheda distalle
alternando einander und vergeben / jedoch ein Herr so
wohl als der ander communicatio consilio mit seinem
Nicht-Herrn einher gehen / und dahin daß seine incapä-
bit oder dem Will-Herrn erschölch und stündlich gedachte
Personen angedordnet werden seyn wolle.

Rechts / was die auf obgedachten Grafschafft und
Herrschaften Tecklenburg und Rheda / und deren Domänen
noch stehende Schulden und lasten betrifft / folge rade
der Herr Graf von Solms / als weil sie tempore mor-
tis des Grafen Ernsts von Tecklenburg vorhanden
gewesen / zu drey Vierteln / zu den übrigen aber / we-
de die hernach gemacht seynd / ist er nicht verbunden / da
hingegen auch gedachter Herr Graf von Solms sein
Rath und Antheil an denen Prezentationen / welche ge-
dachter Graf Conrad gehabt / behält / die übrige aber
hernach der Herr Bentheim-Tecklenburg anzuwenden /
und zu dieser Erbtheile nicht gehörige Prezentationen dem
Graffen von Bentheim-Tecklenburg alleine verbleiben /
Weilen aber die Herren Graffen von Bentheim sich be-
klaget / daß / wann die ganze nach Graf Conradi Zeit
aufgeschwollene Schulden-last ihnen alleine aufgebracht
werden solle / solche deren Antheil / welchen sie noch be-
halten / gar absorbiren und ihnen also die Subsistenz be-
nehmen werden dürfte / So hat zwar der Herr Graf
von Solms sich zu Wegung seiner Affection erkläre-
ret / daß er zu Standmüßiger Subsistenz der Frauen
Gemahlin vom Herrn Graffen Johann Adolph von
Bentheim-Tecklenburg ad vitam / Dero Fürstlichen Kö-
tern / so lange sie unverheuratet / des jungen Herrn
Graffen Johann Augustin jährliches aus den Erbtheiligen
Gefällen zuwenden / dahenden den Punkt der Schul-
den dergestalt zu überlegen und einrichten / damit der
alte Herr Graf Johann Adolph zu seiner Standmüßi-
gen Subsistenz ein sicheres frey häre / auch in allge-
mählicher Tilgung der Schulden / durch Zülße der land-
Schätze auch sonsten dergestalt abzurufen zu befäh-
igen / und hincmirt dergestalt / ob zwar es seine
Sache / begerlich zu seyn. Demnach aber diese nicht / als
nach vorher untersuchten Statu der Schulden / geschehen
kan / als ist distalle verglichen und ausbedungen / daß
der Status Creditorum sofort mit Zuweisung bederfor-
schender Bedienten unterlegt und eingebracht / demnach auf be-
vorstehender Zusammenkunft dieser Punet reiflich über-
legt / beschlüssig regulirt und verabschiedet werden solle.

Demnach bleiben dem Herrn Graffen zu Solms die
Gründe / da der Anno 1698. geschöbenem Commission
von den drey Vierteln der Grafschafft Tecklenburg
und Rheda / als weil sie von Dero Bedienten noch nicht
erhoben sind / besser / und wird man in puncto dessen /
so der Herr Graf von Bentheim-Tecklenburg wegen der
Executions-Kosten abzutragen hat / sich den bevorstehen-
der Versammlung verordnen / dergestalt / daß der ge-
dachte

ANNO
1699.

ANNO 1699. dachte Herr Graf die vergleichende Summ baar erlegen/ oder aber davor eines der privat acquirirten Gräflichen Bentheim-Zetelburgischen Güter zu verschreiben / und pro rata hiß zur Zahlung einzunehmen schuldig seyn sollte. Jedemans ist verständig / daß der Herr Graf von Solms bey seiner fürstlichen Durchlaucht dem Herrn Landgrafen von Hessen-Kassel / falls dieselbe wegen Abgang eines Theils der Graffschaft Zetelburg die Kammer nicht und Freudenberg in Anspruch nehmen wollte / alle Officia, um solches zu verheßen / anwenden / und in diesem Stück dem Hause Bentheim so / ob wäre es ihre eigene Sach / assistiren wolle und sollte.

Falls aber über alle Zweifel Seine Hochfürstliche Durchlaucht von Hessen-Kassel hierunter durch vorstehende Nachsicht und Wohlgefallen-Gnade und offerten nicht zu vernehmen wären / so haben den Herrn Grafen von Bentheim-Zetelburg über kurz oder lang gedachte Kammer nicht und Freudenberg deswegen würdlich entgegen ver-

(L. S.) Johann Adolph / Graf zu Bentheim-Zetelburg.

den sollten / so ist abgetret / daß man sich alsdenn hier. ANNO 1699. unter näher verglichen / oder dem Theil an diese Transaktion verbunden seyn / sondern ein jeder in seinem Recht stehen soll.

Und da endlich einige obgedachte Punkten auf die bei vorstehende Conferenz zu völliger Entschidung verhandelt seynd / so ist abgetret / daß flügige Conferenz unaußgesetzt fortgesetzt / und des Ends beyderseits Herrschafften / nebst denen Mediatoribus und ihren Räten / je eher je lieber in künftiger Wochen nach Braumfels / oder wo man es des Theils gut finden wird / erheben / dahiß sich zusammen treten / und alles zur Perfection bringen wollen; Inzwischen aber dieser Vergleich aus demgedenen Ursachen noch nicht fund gemacht / sondern es biß dahin in diesem Stand gelassen werden sollte. Zu Wirt und dessen haben diese Vergleich beyderseits Herten eigenhändig unterschrieben / und mit ihren Gräflichen Initialien besigelt / so geschehen längstlich den 27. (17.) Juli 1699.

(L. S.) Wilhelm Moritz / Graf zu Solms und Zetelburg.

Neben-Vergleich.

zu wissen sey hiermit / nachdeme heute dato zwischen den Herrn Grafen von Bentheim-Zetelburg an einer / und den Herrn Grafen von Solms-Zetelburg an anderer Seiten ein beschlüssiger Vergleich in ihrer so lange gedauerten schwerer Streitigkeit durch Obder Zeugen getroffen / dabey danach zu Conservation der geistlichen Harmonie und allerorts mehreren Aufsehung und Commodität gut gefunden worden / in nachspecificirten Punkten ein und anders anderseits näher zu be- räumen und zu schließen / inmassen dieselbe / ob wäre es dem Haupt-Contracte einverleibt / gehalten / eben sol- che Kraft mit jener haben / ja gar denselben in denen hinein näher erläuterten und veränderten Punkten dero- giren soll.

1. Weilen die Erfahrung lehret / daß die Gemeinshaft insonderheit in Wohnungen und Häuser leicht Seltsam- heit zu allerhand Unstätt gen / die Schlüssel und Häu- ser auch dadurch zu verfallen / und deren Reparation ver- abläumt zu werden pflegt / insonderheit aber das Schloß Zetelburg einer Haupt-Reparatur bedürftig ist; So ist darüber unterret / und näher verglichen / daß der Herr Graf zu Solms das ganze Schloß Zetelburg / nebst der Wohnung Groß-Schloß / Hofgarten / und was sonst dazzu gehört / vor sich alleine und private be- halten wolle / inmassen den hiermit einer dem andern sein beschlüss habendes Recht überzieht / und ihn in würd- lichen Weis bestilten gepiet haben will; Jedoch derges- talt / daß der Herr Graf Johann Adolph von Bent- heim-Zetelburg / als lange er lebet / auf dem Schloß Zetelburg nach seinen Belieben die Wohnung jederzeit be- halten / und inmassen den Herrn Grafen von Solms seyn stehen sollte die nöthige Reparation und was er son- sten zu Conservation und Verbesserung des Schlosses gut findet / verzeihen zu lassen / auch des Ends auff dem gedachten Schloß / da er es nöthig achtet / zu logiren; Wie dan auch dem Herrn Grafen Johann August und dessen Erben / man sie in der Graffschaft seynd / und es gut findet / zußetzt / suo Jure auf das Haus Zet- elburg zu kommen / und sich alda aufzuhalten / jedoch daß er dahiß seine wette und beständige Residenz nicht habe / und dieses dem Herrn Grafen zu Solms und des- sen Erben / ratione des Hauses Rheda vice versa zußetzt / von dem auf dem Hause Zetelburg verhandenen Ge-

(L. S.) Johann Adolph / Graf zu Bentheim-Zetelburg.

schloß aber sechs kleinere metalline Stücke dem Herrn Gra- fen von Bentheim verbleiben.

2. Gleich auch wegens in dem Haupt-Contract der Herr Graf von Solms auf seine Anspruch per- sonarum nicht anders als in Ewernen der Herrn Gra- fen von Bentheim-Zetelburg / Herrn Grafen Johann Adolph und Johanna Augusti reuociret / sonst aber Ihne beschlüss seine Anspruch an den übrigen Bennei- mischen Häusern bevor bleibt / inmassen er dahiß sich jederzeit reservirt haben will / zu dem Ende die Herten Grafen von Bentheim-Zetelburg an obgedachten übrige Häusern / ratione regressus & respectu Portionis Hereditarie einen in Recht begründeten Erwerb haben; Als ist beschloffen und verglichen / daß der Graf von Solms best beyde Enden auf die best dienfamste Weis in seinem oder der Herten Grafen von Bentheim Na- men auf seine Kosten ein- und ausführen / dasjenige aber / so dadurch künftige gewonnen werden möchte / unter dem iho verglichenen Parteyen / oder ihren Erben aqua- liter vertheilt und dividirt werden soll.

3. Da auch drüben der eine Theil der Herrschafft Rheda 1. 2. des Haupt-Vergleichs unter Einer Fürst- lichen Gnaden zu Münster Consens / dem Herrn Grafen von Solms zugesagt / so wird man an Gräflicher Bent- heimischer Seite zwar bona fide hierunter gehen / und nicht dem Herrn Grafen von Solms zu Erhaltung ge- meinen Consensus alle Officia anwenden / biweilen aber solchen würdlich zu prästiren / nicht in des Herrn Gra- fen von Bentheim Macht steht / als ist abgetret / daß dertelbe hierunter nicht gefahret / noch weiter als ad om- nia Officia verbunden / das übrige dem Herrn Grafen von Solms / welcher in so weit und wegen Rheda sein völlig Recht sich reservirt / anheim gelassen werden solle.

4. Ist vereinbaret / daß Falls über kurz oder lang ein oder anderer Theil gut findet seiner ihre Erb-Portio- nes an mehrgedachte Graf- und Herrschafften zu verlaus- sen / der andere gegen Verlegung des billigen Preiti be- dacht dazzu seyn / auch dem Theil dem andern durch Einlassung der Creditoren aus seinen Quoten zu seyn suchen / sondern eine gute hochvertrauliche Harmonie mög- lich conservirt werden solle. Überblieben allerorts Herten Unterschrift und vorgedructen Gräflichen Inzie- len. So geschehen längstlich den 27. (17.) Juli 1699.

(L. S.) Wilhelm Moritz / Graf zu Solms und Zetelburg.

Final-Transaction.

Demnach zwischen denen hochgedachten Grafen und Herten / Herrn Johann Adolph / Grafen zu Bentheim-Zetelburg / Steinfurt und Limburg / Herrn

TOM. VII. PART. II.

zu Lingen / Rheda / Hoya / Alten und Westerlinghoven an einem / und Herrn Wilhelm Moritz / Grafen zu Solms / Braumfels / und Zetelburg / auch zu Erisingen / Herrn

Nnn 2

ANNO
1699.

ju Mündenburg / Rheba / Sigen / Wildenstift / Sonnenwald / Büdingen / Dorsquers / Beaucourt &c. am andern Theil, über die Erbschaft und Succession an der Grafschaft Teuttenburg und Herrschaft Rheba / und Pertinenzen / nach der im verwichenen 1693. Jahr / durch den Hochgräflichen Executor und hiesigen Directorium vollzogene Execution und Einziehung der Erb-Portionen / an Terminis zur Liquidation der gleichfalls adjudicirter fruchtum perceptorum auf den 10. (20.) Maji jüngsthin nach Osnabrück demüthet / woselbst Maji jüngsthin Directori Herrn vorsehlagen / deren Hochgräflichen Partbeien die Güte vorgeschlagen / darinnen confirmirt / auch ein und andere Offertes geschehen / endlich zu letzt durch einen Haupt- und Neben-Vergleich abschandelt und geschlossen / und dadurch Seine Hochgräflichen Gnaden zu Solms-Braunfels-Teuttenburg zu dem durch vorerwähnte Immission allshou-erhaltenen drei Theile in der Grafschaft Teuttenburg und Herrschaft Rheba noch drei Theile in der Grafschaft / also zusammen drei Quart, alles mit der landes-herbheit / und allen An- und Abgehörungen / Rechten und Gerechtigkeiten ingeliet und abgetreten werden / wie die darüber ausgefertigter Haupt- und Neben-Vergleiche sub dato längerlich den 17. (27.) Juli 1699. mit mehreren besagen / darinnen aber abgetretet / dass / weilen der Statu Debitorum demüthet nicht bey hauben gewesen / man alhier nach dessen Untersuchung weiter zusammen kommen / und diesen Punkt / auch was sonst noch übrig sey möchte richtig abhau und adjustiren wolle; Als ist nach reifler Überlegung und Vermählung aller anwesenden obbdenotirten Herrn Creff / Directorial-Subdelegatorum ferner hienit verglichen und fest gestellt:

Erstlich thun obgenotirte Herrn Transigenten die nach angezogene zu längerlich ausgefertigter Haupt- und Neben-Vergleiche vom 17. (27.) Juli traffe dieses nachmalen confirmiren und hienit fest halten / dergestalt / dass solche in allen ihren Punkten und Clausula (außer dem / was in diesem Final Vergleich geändert / andern zugesetzt / und hernach folgen wird) fest und kräftig seyn und gehalten werden sollen / als wären selbige anhero wörtlich wiederholt / geschlossen nummero hienit und in Kraft dieses Seine Hochgräflichen Gnaden zu Solms-Braunfels-Teuttenburg die in denen längdenstlichen Vergleichen accordirte Portiones an die Graf- und Herrschaft Teuttenburg und Rheba abgetreten / und in wirtschafftlichen Weg und Gemüß übergeben und eingeräumt werden.

Dannhero zugestanden hat Seine Hochgräflichen Gnaden zu Solms-Braunfels-Teuttenburg sich zu drei Vierteln von dem alten und Groß-Erbslichen Schulden / und darüber zu einer Temporal-Alimentation der Fürstin und einiger Gräflichen Kinder andersgiltig und verbindlich gemacht / solches dahin gelobet / dass nächst hochgedachte Seine Hochgräfliche Gnaden gegen die im nachfolgenden §. 3. übernommene Prestation nicht als klein von allen so wohl alten und vom Grafen Octone seniorer herübergekommen als auch andern hernachte contrahirenden Schulden / die haben Maßnahmen / wie sie wollen / ganz frey und ledig seyn / und damit anders nicht zu thun haben / noch deswegen belästigt oder beschwert werden sollen / als alleine Seine Hochgräflichen Gnaden zu Bentheim-Teuttenburg / und denen übrigen mit Rath und communicibus Viribus & Juribus, welche sich ein jeder Theil contra quoscunque Creditores zum seuerlichsten vorbehält / zu assistiren und zu helfen / damit durch ermähnte Wege ein guter und vorträchtlicher Vergleich mit denen Creditores getroffen werden möge / sondern auch die specificirte alimentations-Gelder nummero aus Seine Hochgräflichen Gnaden zu Bentheim-Teuttenburg verwichenen Theilen an Teuttenburg und Rheba bezugommen werden / und Solms-Braunfels-Teuttenburg davon entlieget seyn sollen.

Dahingegen haben hienit Seine Hochgräfliche Gnaden zu Solms-Braunfels-Teuttenburg / zu Tilg- und allmählichen Ablosung der accordirten und sonst auf den Dominien hauffenden liquiden Schulden eingewilligt / aus drei Theil der Herrschaft Rheba jährlich ein tausend fünf hundert Reichsthaler / und aus der Grafschaft Teuttenburg so viel zusammen drei tausend Reichsthaler zu beschaffen / und damit innerhalb fünf Jahr zu continuiren / so und befristet / dass selbige unter drei Diversion und Anordnung denen Creditoren ausgegahlet / und dadurch die Schulden nach und nach abgetiget wer-

den. Und gleichwie Seine Hochgräfliche Gnaden zu Solms-Braunfels-Teuttenburg von allen Schulden frey seyn und bleiben / also haben dieselbe mit denselben nach Vertheilung der benötigten innerhalb fünf Jahren / welche den 1. Augusti dieses laufenden 1699. Jahres den Anfang nehmen / wann schon zu selbiger Zeit gegen geschiedte Parvenit noch einige Schulden dieser Artig seyn möchten in Einmündung seyn der jährlich anzurechnenden drei tausend Reichsthaler, wiederum los und ledig / und haben drei Theilen und Irraden in der Grafschaft Teuttenburg und Herrschaft Rheba völlig und frey zu genießen.

So gar / dass auch viertens / wann abgetretet maßen vor Ablauf gedachter fünf und zwanzig Jahren sich befinden sollte / dass die Schulden abgetiget / aleben wann schon die fünf und zwanzig Jahre noch nicht zum Ende / der jährliche Betrag der drei tausend Reichsthaler cessiren sollte.

Damit aber künftens die große Schulden-last / welche Seine Hochgräflichen Gnaden zu Bentheim-Teuttenburg ohne das allzu schuldig / desto eherer geliegt werden könnte / so haben dieselbe gleichfalls zugewilligt und sich verbunden / dass aus drei Theil lenden und Irraden jährlich zwei tausend Reichsthaler mit Nutzen und Vortheil zu Tilgung der Schulden angewendet / und zahlte werden sollen.

Zugleich ist Sechstens verglichen / und wollen Seine zu Bentheim-Teuttenburg Hochgräfliche Gnaden auf drei Theil lenden und Einkünften nachfolgende Depuata und Alimentation reichen lassen / nemlich der Fürstlichen Frau Gemahlin / ein tausend Reichsthaler / vor drei Söhnen / Herrn Grafen August fünf hundert Reichsthaler / und vor die Gräfliche Töchter / jeder zwei hundert und fünfzig Reichsthaler / gehalten auch die letztlebende Gräfliche Bentheim-Teuttenburgische Tochter aus denen gesamten Teuttenburgischen und Rhebaischen lenden also doirt und ausgetheilt werden sollen / als ob dieselbe ohnverheiratet / bey einem Herrn lichen wären.

Nachdem auch Siebentens verglichen worden / dass / wann über kurz oder lang einer der transigenten Theilen seine Erbtheile oder Erb-Portiones zum Theil oder ganz zu verlaufen resolviren wolle / dass der ander Theil den daherkommenden Erbschaft der billigen Kauf-Verkaufung haben sollte / geschlossen die durch den zu längerlich getroffenen und herübergekommenen / wie obgenutirte / confirmirte Vergleich Seine Hochgräflichen Gnaden zu Solms-Braunfels-Teuttenburg endlich übergeben und abgetreten drei Quart an der Grafschaft Teuttenburg zum Pertinentius / so dan einen Quarter an der Herrschaft Rheba / seinem Pacho familie oder Fidei-commisso, wenn schon dergleichen so vor gültig und verbindlich gehalten werden wollen / wie doch Seine Hochgräfliche Gnaden zu Solms-Braunfels-Teuttenburg keines wegs eussen verhanden wölen / unterwerffen / sondern hienit und Kraft dieses ausdrücklich davon ausgeschloffen seyn und bleiben sollen; Also den schließlich von denen Hochgräflichen Herren Pacificanten ausdrücklich verordnet und geschlossen werden / dass keiner dem anderen in seinem Theile durch Vergleich zukommenden landes-Portionen / deren Einkünften und Geshäften im geringsten vorgestehen oder prezipiren / sondern die Empfang- und Rechnung & Bediente jedem Herrn Grafen das Einige sub Pena Excommunicationis in propriis zu leisten und auszugeben schuldig und gehalten seyn sollen / insonden dan die gesamte Herrschaftliche Geshäfte in der Grafschaft Teuttenburg und Herrschaft Rheba wie auch die darauf hauffende Schulden-last durch beiderseits zusammen deputirte Räte und Bediente fordsamst aufs genaueste unterzucht / und daraus ein richtiger Status credituum & onerum formirt werden solle / womit also diese ganze Sache aus dem Grund verglichen / und haben beyde Herrn Transigenten der Ehrliche Ehren und wahren Worten einander gelobet / zugesagt und versprochen / alles / was in denen so wohl zu längerlich erwiderten / als diesen heutigen Vergleich / welche alle in vollkommeneren Valer seyn und haben / verfertigt / treulich und ohnverrätlich zu halten und zu beobachten / mit Renunciation auf alle Beneficia und Exceptiones der Rechten / so diesen Vergleich wider seyn / und erbadet werden möchten. Alles treulich und ohne Gesährte. Dess zu Über und haben beyde Herrn Contrahenten diese Transaktion eigenhändig unterschrieben / und Ihre Hochgräfliche Secer-Insigel darmit drucken lassen. So geschehen Braunfels den 14. Sept. 1699.

(L.S.) Johann Xyloth / Graff zu Bentheim-Teuttenburg.

(L.S.) Wilhelm Moritz / Graff zu Solms und Teuttenburg.

Er

ANNO
1699.

ANNO
1699.

Erläuterungs-Recess.

ANNO
1699.

Wir Johann Adolph / Graff zu Bentheim-Tecklenburg-Steinfurt und Lüneburg / Herr zu Ache / Hoya / Alsen / Verden / und Wir Wilhelm Moritz / Graff zu Solms-Braunfels-Grödenstein und Hungen / auch zu Tecklenburg und Erzingen / Herr zu Hünningen / Ache / Hungen / Dorfsvalter und Beaucourt &c. Urtunden hiermit und bekennen vor Ihn / Ihrer Erben und Nachkommung / demnach Wir in diesem ungeläufigen Jahr über den Punctum der adjudicirten Fructuum perceptorum von dem Solms-Braunfelsischen Erb-Portionen an der Graffschaft Tecklenburg und Herrschaft Ache / durch Vermittelung und unter der Autorität einer löblichen Ritters-Kammer-Rathschaftlichen Graff-Sublegation und gründlich auf ein verglichen / auch zu dessen mehrer Festhaltung die Anfangs zu Longen den 27. (17.) Jul. errichtete Haupt- und Neben-Vergleiche / und hernach allhier zu Braunfels unterm 24. (14.) Septembr. geschlossene Final-Transaction bey dem Käyserlichen und des Reichs Cammer-Gericht confirmiren lassen / und weiter nichts übrig / als daß Wir auf solches Fundament unsere gemeinschaftliche Regierung der Tecklenburgischen und Acheischen landen / zu jedes in denen angestrichen Vergleichen benannten Zustehen bestellen und alles den Reccellen gemäß einrichten / auch sofort einander anständig und treulich wegen / vor einem Mann gegen den oder dieynige / welche obangeregte Ursache sub Autoritate Caesaris errichtete und darauf confirmirte Transaction und Vergleiche anzusehen sich anmassen wollen / anmüthig seyen.

Daß Wir hant dato deßs alles nachmahls fleißig

mitinender erzeigen / und darauf euer dem anderen treulich zugesagt und versprochen / alles verglichen ohne fernern Zerzug respective zu vollziehen und zu halten / auch da es sich jeztund hervor thut / widererlegt durch Williggeschmerte das Fürstliche Haus Hessen-Cassel aufgezeigt wird / wegen der Ritterschaft und Friedenberg Anspruch zu weichen / vernünftlich darüber unser Vergleich und Transaction nicht massen zu schwächen / und dadurch im geringsten nicht irre machen zu lassen / sondern solchen Anspruch auf schuldige Wege zu beggen / und darneben alles zu thun und vorzunehmen / was zu beständiger Festhaltung mehrerertheils unserer Transaction und Vergleichen gut seyn und geraden mag / allermassen Wir dan hiedurch und in Kraft dieses noch mahlen erklären / daß eie offtermehre Vergleiche und Transaction auf alle Fälle zu ewigen Tagen fest und unverrückt verbleiben / und auf ewerley Weise / es mag seyn / oder Mahlen haben / wie oder was es wolle / auch so gar nicht durch die obgenelte Heßsche Ansprache oder auch die Vindicacion selbigen / ininirung oder geschwächt / noch annullirt werden solten.

Schließlich wollen Wir allen dreien gemelten Theiligen auf alle Weise communibus consensu dergleiche entgegen seyen / damit Wir beyertheil und jeder Erben und Successores bey diesem allen ruhiglich seyn und verbleiben mögen / alles getreulich und ohne Geschre. Wesen zu wahrer Urtund und fester Festhaltung haben Wir diesen unfern wohlbedachtlichen ausrichteten Erläuterungs-Recessum eigenhändig unterschrieben / und mit unsern Erbslichen Secret-Insigel befrachtet. So geschehen Braunsfels den 1. Decembr. 1699.

(L.S.) Johann Adolph / Graff zu Bentheim-Tecklenburg.

(L.S.) Wilhelm Moritz / Graff zu Solms und Tecklenburg.

Man nun geachte Graffen dreien Confirmation auch bey diesen unfern höchsten Gericht zu suchen einschloffen / zu dem Ende dan der Ehrsam / Ihnser und des Reichs hoher Ritters / Johann Friedrich Hoffmann der Rechts Doctor / bezeugten unsern Käyserlichen Cammer-Gerichts Advocat und Procurator / als beyder transigirender Graffen vernom vorbrachten Original-Special-Reccellen confirmirter Urwald / um solchane Confirmation und Ausföhlung Documenti / bey diesen Ihnsern Käyserlichen Cammer-Gerichte unterhänigst Ausföhlung gehen / auch erlangt / daß heut zu Ende bemelten dato nachfolgendes Decretum ertheilt worden:

Seind obgenelte Transactiones den 7. Novembr. jüngsthin und respective heut zu mitteln bemelten dato. jedoch salvo jure Tertii. hiermit confirmirt und bekräftigt / auch darüber nachdürftige Urtund erlannt in Consilio den 4. Decembr. 1699.

Als ist ihm dieser mit unserm anhangenden größtem Käyserlichen Insigel befrachtete Exten darüber ausfertigt / und mitgetheilt worden / so geschehen in Ihnser und des heiligen Raths-Stadt Böhlar / den vierdten Tag Monats Decembr. nach Christi Ihnsern lichen Herrn Schertz im schätzigen hundert neun und neunzigsten / Ihnsern Reichs des Käyserlichen im janz und vierzigsten / des Hunsgrischen im fünf und vierzigsten / und des Böheimischen im vier und vierzigsten Jahren.

Ad Mandatum Domini Ekst Imperatoris pro-
prio.

Johann Adam Weidart / Käyserliche Cammer-Gerichts-Tausch-Verwalter.

Jacobus Michael Lf. Judicii
Imperialis Cameræ Proto-
notarius.

CCXV.

18. Août. Vergleich zwischen denen Commissarien
Ihro Römischen Käyserliche Majestät
LEOPOLDI, und des Türkischen
Groß SULTANS MUSTAPHA II.
von wegen der Gränz-Scheidung be-
sage dem Carlowitzischen Friedens-
Schluß. Beschrieben im Lager unweit
Brod den 18. Augusti 1699. [LUNIG
Teutsches Reichs Archiv. Part. Spec.
Abtheilung I pag. 184.]

Cest-à-dire;

Convention entre les Commissaires de LEOPOLD
Empereur des Romains & de MUSTAPHA II.

Sultan des Turcs pour le Reglement des Limites
conformement à la Paix de Carlowitz. Au Camp
de Brod le 18. d'Août 1699.

Zu wissen allen und icken: Demnach dem ewigen
und allmächtigen Gott / als den höchsten Richter
des Friedens / geschehen hat / daß nach einem so
langwierigen und blutigen Krieg / der Friede zwi-
schen denen Großmächtigsten Fürsten und Herren / Herrn
Leopold I. erwählten Römischen Kayser zu allen Zeiten
Mehrerem des Reichs / und dem Sultan Mustafa / der
Türcken Han / wiederum aufgerichtet worden; itab auch
bekannt ist / daß allerböchstbesagter Römischer Kayser / da
die Friedens-Conditionen auf dem Congreß zu Carlo-
witz fest gestellt worden / zu Weigerung der mit dem Sul-
tan aufdringlich-gedachten Freundschaft / alles / was er in
dem Königlich Böhmisch / durch seine kriegliche Waffen im
jüngsten Kriege erobert / wiederum zu restituiren verspro-
chen; itab nun durch die Gnade Gottes die Gränze zwis-
chen der Kayserthümer / dießseits der Donau / angenommen
die Gegent Novi, nach der Richtschaur des Friedens-
Instrumentis / sind aufgerichtet worden / wie folches in
Nau 3
sei

ANNO
1699.

seinen absonderlichen Instrumento noch klärer zu sehen; So ist der Thron Erbsitz / die Beszung Dübzig und Döb-
bop / samt der Palast zu Teschen / von der Kayser-
lichen Besetzung evacuirt / und der Türckischen Pforte
eingeliefert / auch endlich die Citadelle / so gegen Weis-
sitz / an dem Weisitzener Ufer des Sauerflusses gelegen /
samt freyen auf der rechten Insel gewachsenen Dämmen /
nieder gerissen und der Erde gleich gemacht worden.

Wird also hiermit allen und jeden Unterthanen der
beiden Kaiserthümer / im Namen des Allerdurchlauch-
tigesten Königlich Kayserl. und zu dessen
ewigen Gedächtnis / mit dreymahliger forschrennung des
Geschützes / Nahrung der Trommeln / stiegenden Fahnen /
und im Gewehr stehender Miltz / in Gegenwart beider
Kayserlichen Commissarien / publicirt und vor männiglich
angerufen; daß vorbesagte Besetzungen / die Palast-
und der Thron / nicht allein von dem Commissario des
Grosfürstenthums / sondern auch alle und jede
da herum liegende Landesherrn / welche in Besatz / nach
Tatalt des Friedens-Instrumentes / dem Türckischen Kay-
serthum einzuräumen / und denselben ganz frey zu lassen
sind / wiederum abgetreten / übergeben und dero freyen
Macht und Gewalt überlassen werden; Ausgenommen
die Gegend des alten Novi, welches so lang in Kay-
serlicher Gewalt bleiben soll / bis die dieser Gegend con-
cernierende und betante Controversien von denen Kay-
serlichen Ministri und den Türckischen Gesandten gänzlich
werden gegeben und erledigt sein; Die Gegend
aber des Sauerflusses / von dem westrügigen Ufer des
Jenae-Flusses an / bis an den Ort / wo sich die Sau
in den Fluß Buzow ergießet / sollen mit allen darzu-
gehörigen Insulen denen beyden Kayserthümern ge-
mein verbleiben.

Dieses wird also männiglich zu einem ewigen Zeugnis
publicirt und fund gemacht / also / daß sich niemand
zu der Unwissenheit zu entschuldigen habe / weilen Ihro
Kayserliche Majestät dero Tren und der ganzen Welt
betanten / beschuldigen / und verurtheilen und aufrichtigen Glau-
ben in diesen so großen Friedens-Geschäfte betlig und
unverrücklich halten wollen. Geschehen in dem kaiser-
lichen Stodt / den 18. Augusti 1799.

CCXVI.

10. Nov. Abschied zwischen Bernhard Herzog zu
Sachsen-Meiningen / Ernest zu Sachsen-
Hildburghausen / und Johann Ernst
zu Sachsen-Salfeld / anderen Theils
wegen der Pollse-Ergreifung an denen
von Weyl. Herzog Albrecht zu Sachsen-
Coburg hinterlassenen Landen beschiedenen.
Worinn der erste diese zu Compossessoren
der besagten Landen erkennet / diese
aber hingegen sich erklären / nach Er-
forderung der Affairen wieder dahin
zu kehren / und die Tractaten über
der Theilung salvo Jure quovis anzu-
treten. Geschehen zu Coburg den
10ten Nov. 1699. [LUNIG Teut-
sches Reichs-Archiv. Part. Spec. Con-
tinuat. II. Abssag pag. 712.]

Cest-à-dire,

Recès entre BERNARD Duc de Saxe-Meiningen,
ERNEST Duc de Saxe-Hildburghausen, &
JEAN ERNEST Duc de Saxe-Salfeld sur
la Succession du feu Duc de Saxe-Cobourg. Le
premier y reconnoit les deux autres pour legiti-
mes & indubitables Compossesseurs; & ils s'y re-
servent le Droit, d'en revenir à une ulterieure
Convention selon l'exigence de leurs affaires, &

nommément à un Partage de ladite Succession.
Fait à Cobourg le 18. Novembre 1699.

ANNO
1699.

zu wissen / Nachdem uff erfolgten östlichen Hinterrit
des Weyland Durchleucht. Fürsten und Herrn /
Herrn Albrechts / Herzogs zu Sachsen / zwischen
denen Durchl. Fürsten und Herrn / Herrn Bern-
hardten / eines / und Herrn Ernsten / wie auch Herrn
Johann Ernsten / allerhöchsten Erbprinzen / Herzogen zu
Sachsen u. wegen der Pollse-Ergreifung ver. hoch-
mächt. Seine Durchleuchtlichen Durchleucht hinterlassene
Land- und Erbschaft / sich einige Trennung darüber
und Beiläufigkeiten ereignen wollen; Als ist zu Vorcom-
mung derselben / und hingegen in Verbeibhaltung Freund-
brüderlichen beschuldigen Vernehmens und Einigkeit / unter
Ihren Hochfürstlichen Durchleucht Durchleucht
Durchleucht durch dero zukunfftigen geordnete Räthe und
Deputierte mit gleichmäßiger Auslegung und Vermitt-
lung beider übrigen Hochfürstl. Durchl. Herrn In-
teressierten anwesenden Grosvürstenthums / auf unter-
schiedlichen Vortrag und Genehmhaltung folgende Abrede ge-
nommen worden: Es erließen sich zuehmal hochberühmte
Herrn Herzog Bernhardten Hochfürstliche Durchleucht
hiermit nach in Kraft dieses / daß gleichwie sie auch
hochbesagten dero freundlich geliebten Herrn Erbprinzen
Hochfürstliche Durchleucht an denen Hochfürstlichen
Successions-Fall zukunfftigen Nachten etwas zu en-
tschieden niemals gemeint gewesen; Also auch dieselben samt
und sonders pro veris & indubitatis Compossessoribus
solcher Verlassenschaft / jedoch nach ihren rath. und dar-
an habenden Befugnissen / agnoscieren / und Thun der
Erfolgs Possessionen dergestalt zukunfftigen sein sollt / als
ob Sie dieselbe selbst in Vertheil oder durch die Thirge
vollständig und überall ergriffen hätten / welche freundliche
Erklärung mehr hochbesagte Herrn Herzog Ernsten
und Herrn Herzog Johann Ernsten Hochfürstliche Durch-
leucht Durchleucht hiermit annehmen und dargen sich
hinwiederum Freundbrüderlich dahin erklären / daß
nach dero Convenienz und zugestandten Freyheit / nach
Erforderung der Affairen / wieder anders zu stehen / und
hierbey in der Residenz in denen verbeibhaltenen Gemä-
chern ohne Beschwerde der Communication und des ertzt
Nachschick sich aufzuhalten und zu leben / oder die Thirge
auf solche Weise hier zu lassen / oder anders zu schicken /
und sich aufhalten zu lassen / sie sich von hinnen weg be-
geben / immittelst aber die von Herrn Herzog Bernhardten
Hochfürstliche Durchleucht Thun oberirte gültliche Trac-
taten über der Theilung dieser Anfälle im Namen
S. Dero durch die Thirge salvo Jure quovis antretten / und
bist zur Ratification fortsetzen / im Fall aber durch sol-
che / worzu doch von beyden Herrn Theilen sich zu aller
Billigkeit erbothen wird / wider Vorhoffen der Inve-
nies gültlichen Vergleiches nicht crueidet / noch diese
Sache schon werden könnte / alsdann ohne schwebet
ohnhöfliche Beiläufigkeit wegen Erreichung der auff
solchen Fall vorgeschlagenen Aufträge des Fürstlichen
Hanks sich weiter erklären wollen. Zu dieser Verbeibhaltung
des alten haben beyderseits Fürstliche Höfe intereirenten
bey Fürstlichen wahren Worten und treuen Verbeibhaltung
gethan / und dieses eigenhändig unterschrieben auch dero
Fürstliche Insigeln bepruden lassen / Es geschehen Co-
burg den 10. November. 1699.

Bernhardt H. J. E. Ernst H. J. E. Johann Ernst H. J. E.
(L. S.) (L. S.) (L. S.)

CCXVII.

Traité entre LOUIS XIV. Roi T. C. de France, & Dcc.
& CHARLES II. Roi Cath. des Espagnes, pour
le reglement des Limites, & l'Echange de quel-
ques Lieux, en execution du Traité de Ryswick.
A l'Isle le 3. Decembre 1699. [Titre des Ar-
chives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye,
du tems du Roi Charles II.]

COMME par les Articles dix, & vingt trois du
Traité de Paix conclu à Ryswick en Hollan-
de le 20. Septembre 1697. entre les Ambas-
sadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Ma-
jesté Très-Christienne, & ceux de Sa Majesté Catho-
lique, il a été convenu qu'il seroit nommé des Com-
mis.

ANNO 1699. missaires de part & d'autre, tant pour régler auquel des deux Seigneurs Rois, les Villes, Bourgs, Lieux ou Villages, ou aucuns d'eux compris dans la Lité d'exception jointe audit Traité devront demeurer & appartenir, que pour faire échange des Lieux qui peuvent être enclavés dans le Pais de la Domination de l'une & de l'autre Couronne, & pour fixer la portion que chacun d'eux Seigneurs Rois devra payer de Rentes affectées sur la Généralité des Provinces dont une partie est possédée par Sa Majesté Très-Chrétienne, & l'autre par Sa Majesté Catholique, les Commissaires nommez respectivement de leur part; savoir, de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne, Messire Dreux Lougüé, Dugé, Chevalier, Seigneur de Bagnols, Conseiller en son Conseil d'Etat, Intendant en Flandres; & Messire Daniel François Voisin, Chevalier, Seigneur du Meisil, aussi Conseiller en son Conseil d'Etat; Et de la part de Sa Majesté Catholique, Messire Louis Alexandre de Sockart, Comte de Tirimont, Conseiller d'Etat de Sa Majesté Catholique; & Messire Hyacinthe Marie de Brouhoven, Seigneur de Spy, Conseiller d'Etat de Sa Majesté, & Président en son grand Conseil, se font assembles en la Ville de Lille, & après plusieurs Conférences tenues en vertu de leurs Pouvoirs, sont convenus des Articles & Conditions qui suivent.

I. Sa Majesté Catholique se desiste de la prétention qui avoit été formée de la part lors du Traité de Ryfwick; pour être remise en la possession des Villes, Bourgs, Villages & Lieux ci-après: Savori, partie de la Bourgade d'Antoing, Veslon, Brameuil, Vernes Paroisse de Wieres, Bourgon Paroisse de Fontenoi, Thivecelles (à l'exception de 600. Bonniers ou environ de Prairies compris dans l'inondation de Condé qui sont dépendans des Villages d'Archies, Preaux, Ville & Pommeruill, Bernillart, Neuville & Henfies); la Ville de Loo, Roufflé, Merville, Templeurs, Vandeville, Billa, le Château de la Motte-aux-Bois avec ses tenues, le Bois de Nieppe, le Bois d'Ourluail, Agimont, Givets, St. Hilaire, Givets Notre-Dame, Landrichamp, Avietre, Charneux, Flohimont, Formelaine, Felixpret Abbaye, Gauchene, Her, Herlet, Rancenne, Vireux le Walrand, Eargnies, Hebbes, Ermeton sur Meuse, Mattignol, Romérée, y compris le Territoire de la Manille, Cerfontaine, Rocq fur Sambre, Eltrun, le Feron, la Roulie, Beaufort, Aumont Abbaie, Bouffiere près d'Aumont, lesquels Lieux avoient été mentionnez dans la Lité des Réunions, & Sa Majesté Catholique abandonne tous Droits, & Prétentions, qu'elle y pouvoit avoir sans en rien retenir ni réserver.

II. Sa Majesté Très-Chrétienne abandonne à Sa Majesté Catholique la possession des Villes, Bourgs, Villages & Lieux ci-après: Savori, la Ville de Chievers, Mandé, Pipaix, Guinillies dans Pipaix, Roucourt, Ogimont, Seigneureuil, petit Quefnoil à Pottes, Grandmets; Fremont Paroisse de Thieulin, le Breucq à Forêt, Vaines, Lignettes, les Prairies dépendantes des Villages d'Henfies, Ville & Pommeruill, Neuville, Archies, Bernillart, & Preaux qui sont des Prévôté de Mont & Châtelaine d'Ath (lesquelles Prairies se trouvent dans l'inondation de Condé & consistent en 600. & quelques Bonniers); Renaix, le Bourg de Watervill, Vonchele, Felaines, Dion le Mont, Dion le Val, Winenne, Finevaux, Feischeux, Ferauche, Javigne, Ermeton, Surbierre, Severy, Mahoux, Liécourt, Maisoncelle, Masnil St. Blais, Villersles, Rienens, Bourloigne la vieille, Bourloigne la neuve, Vaulor Abbaye, & les deux Halieres, Berfée, Tirimont, Berfies, l'Abbaye, & le Val four Beaumont, & Sa Majesté Très-Chrétienne se desiste de tous Droits, Actions ou Prétentions qu'elle y pouvoit avoir, sans en rien retenir ni réserver.

III. Le Ruiffeau d'Ermeton qui tombe dans la Meuse au Village d'Ermeton sur Meuse demeurera commun & sera en cet endroit la separation des Terres de France & d'Espagne, en sorte que s'il se trouvoit quelques dépendances d'Ermeton, au-delà du Ruiffeau du côté de Vaulor, elles appartiendront à Sa Majesté Catholique, & tout ce qui se trouvera des dépendances dudit Village d'Ermeton de l'autre côté vers Charlemont appartiendra à Sa Majesté Très-Chrétienne.

IV. Les Commissaires de Sa Majesté Catholique aiant déclaré que le Village de Fepin a été compris par inadvertance dans la Lité des Réunions, & que ce Village appartient à Monsieur l'Electeur de Trèves en

toute Souveraineté, Sa Majesté Catholique n'y prétendant aucun Droit de Souveraineté, ni autres, & les Commissaires de Sa Majesté Très-Chrétienne aiant soutenu que Sa Majesté s'est sur ce Village tous Droits de Souveraineté & autres dont elle est en possession, cette prétention n'aient pu être terminée dans la présente Conférence, elle sera réglée par les Commissaires de Sa Majesté Très-Chrétienne & ceux de Monsieur l'Electeur de Trèves.

V. Sa Majesté Catholique cede & transporte dès maintenant & à toujours à Sa Majesté Très-Chrétienne les Villages de Roulies, Fier le grand, & Fier le petit, avec leurs Territoires & Dépendances, & tous Droits de Possession, Propriété, Jurisdiction, Ressort, & Souveraineté, tels qu'ils ont ci-devant appartenu à Sa Majesté Catholique.

VI. Sa Majesté Très-Chrétienne fait pareillement toute cession & transport à Sa Majesté Catholique des maintenant & à toujours des Villages & Lieux de Gefvry, Montigny St. Christophe, Wiberries près la Sambre, Hante & Neuville sur Sambre, avec leurs Territoires, & Dépendances, & tous Droits de Possession, Propriété, Jurisdiction, Ressort & Souveraineté, tels qu'ils ont ci-devant appartenu à Sa Majesté Très-Chrétienne, sans néanmoins que la présente cession fasse préjudice à la franchise prétendue par les Habitans d'Idame.

VII. La perception des Droits du Domaine & autres dont Sa Majesté Très-Chrétienne a joui jusqu'à présent tant dans les Villages & Lieux de Gefvry, Montigny, St. Christophe, Wiberries, Hante, & Neuville qui sont cédés à Sa Majesté Catholique, que dans ceux ci-dessus spécifiés qui doivent demeurer à Sa Majesté Catholique du nombre des quatre-vingt deux compris dans la Lité d'exception jointe au Traité de Paix de Ryfwick, sera continué au profit de Sa Majesté Très-Chrétienne, jusques au jour de l'échange des Ratifications du présent Traité, ce qui sera lors dû desdits Droits sera payé à ceux qui en ont pris les Fermes & Adjudications de Sa Majesté Très-Chrétienne, & Sa Majesté Catholique entrera en possession immédiatement après l'échange des Ratifications, & au plus tard huit jours sans autre Acte ou formalité que le présent Traité, auquel effet seront envoyés tous Ordres nécessaires aux Gouverneurs & Intendants de Sa Majesté Très-Chrétienne d'en abandonner la possession.

VIII. Sa Majesté Catholique jouira pareillement de tous Droits de Domaine & autres dans les Villages de Roulies, Fier le grand, Fier le petit, jusques au jour de l'échange des Ratifications du présent Traité, ce qui en restera lors dû, sera payé à ceux qui en ont pris les Fermes, ou qui en ont fait la regie, soit pour Sa Majesté Catholique, ou pour les Etats de Haynaut, & Sa Majesté Très-Chrétienne entrera en possession immédiatement après l'échange des Ratifications, & au plus tard huit jours après, sans autre Acte, permission ou formalité que le présent Traité, auquel effet seront envoyés tous Ordres nécessaires aux Gouverneur & Intendants de Sa Majesté Catholique d'en abandonner la possession.

IX. Au moyen du présent Traité, les Villages & Lieux qui composent la Terre d'Agimont, se trouvent possédés par Sa Majesté Très-Chrétienne, partie par Sa Majesté Catholique, les Rentes affectées sur cette Terre seront payées par les deux Seigneurs Rois, à proportion de ce qu'ils posséderont des lieux qui la composent, tels qu'ils sont énoncés dans le Contrat de l'acquisition qui en a été faite par l'Empereur Charles-Quint en 1555, & sera le partage des rentes qui devront être payées, réglé sur le pied du revenu, suivant les Comptes des trois dernières années qui ont précédé l'évacuation de Charlemont faite en l'année 1680, desquelles il sera composé une année commune.

X. Pour ce qui concerne les Rentes perpétuelles & viagères affectées sur la Généralité de quelques Provinces desquelles une partie est possédée par Sa Majesté Très-Chrétienne, & l'autre par Sa Majesté Catholique, dont est fait mention au XXIII. Article du Traité de Paix conclue à Ryfwick, les Commissaires de leurs Majestés aiant formé l'état des rentes que chacune desdites Provinces doit, il s'est trouvé que celle de Flandre suivant la vérification qui en a été faite tant sur les Comptes, que sur les autres Pièces & Titres qui ont été représentés, est chargée annuellement de 483317. Rot. 2. pat. 2. den.; savoir, sur la

Re:

ANNO Recette du vieil Impôt, 231262. flor. 15. pat. 1.
1699. den., sur la Recette du droit dit du Mouillage, 200403.
flor. 11. pat. 1. den.; sur celle dite des nouveaux Foui. 42964.
flor. 3. 2. pat. 1. den.; & pour les Rentes particulières

dûes au Collège de Militus à Louvain, & à l'Evêque
de Bruges 8687. flor., toutes lesquelles Parties revien-
nent ensemble à ladite somme de 483317. flor. 9. pat.
2. den. ci-dessus déclarée, le tout monnoyé d'Espagne
de 20. pat. au flor. qui valent 25. sols monnoye de Fran-
ce: Sur laquelle somme de 483317. flor. 9. pat. 2. den.
ayant été fait deduction de celle de 34029. flor. 9.
pat. 2. den. pour les Parties ci-après déclarées; favoir,
4200. flor. pour parcelle femme que les Etats Généraux
des Provinces-Unies contribuent annuellement pour
leur quote dans lesdites rentes, 548. flor. pour les
rentes remboursées, 338. flor. 17. pat. 2. den. pour
celles réputées préfectes, 17000. flor. pour le droit
des Barques, 6000. flor. pour l'augmentation du re-
venu desdites Barques, 6542. flor. 14. pat. pour le
droit de Vaseghelt, & 600. flor. pour le revenu des
Digues le long du Canal de Gand à Bruges & de Bru-
ges à Ostende, revenant ensemble à celle de 34029.
flor. 9. pat. 2. den., il s'est trouvé que la somme dont
la repartition doit être faite, est réduite à celle de
449288. flor.

XI. La repartition de cette somme ayant été fixée
selon le Transport de ladite Province de l'année 1631.
qui sert de règle pour toutes les repartitions, il a été
trouvé que la partie de ladite Province de Flandre
qui reste sous la Domination d'Espagne doit être char-
gée de 296483. flor. 5. pat. 7. den. de Rente, à rai-
son de 65. 19. pat. 9. den. & demi en 100. flor. &
la partie possédée par Sa Majesté Très-Chrétienne,
non compris Dunkerque qui n'entre point dans cette
repartition, qui doit être chargée de 152804. flor. 14.
pat. 5. den., à raison de 34. flor. 2. den. & demi en
100. flor. Sur laquelle somme de 152804. flor. 14.
pat. 5. den. qui doit être payée par Sa Majesté Très-
Chrétienne au-delà de celle de 276. flor. 7. pat. 11.
den. pour la quote de la Ville & Châtellenie de Bour-
bourg, Gravennes & de Mardick dans les Rentes
créées par la Province de Flandres, dites des nouveaux
Fouis, auxquelles ces Villes & Châtellenies ne doivent
pas contribuer, attendu qu'elles avoient été cédées à
Sa Majesté Très-Chrétienne par le Traité de Paix du
7. Novembre 1659. & que l'emprunt desdites Ren-
tes, dites des nouveaux Fouis, n'a été fait que depuis
ledit Traité, la quote part due par Sa Majesté Très-
Chrétienne dans les Rentes affectées par la Généralité
de la Province de Flandres demeure fixée à la som-
me de 152808. flor. 6. pat. 6. den.; & celle due par
les Etats de Flandres demeure aussi fixée à 296759. flor.
13. pat. 6. den.

XII. Et pour ce qui concerne les Rentes dues par la
Province de Haynaut, il s'est trouvé suivant la vérifica-
tion qui en a été faite tant sur les Comptes, que sur les
autres Pièces & Titres qui ont été représentés, que la-
dite Province est chargée annuellement en Rentes he-
ritières ou perpétuelles sur les Recettes dites, Générale,
de deux Membres & des Deux, de la somme de 176944.
flor. 3. pat. 8. den., même monnoye, sur laquelle
somme aiant fait deduction de 1252. flor. 6. pat. 3. den.
d'une part, pour la diminution des Vingtièmes de quel-
ques Parties de Rentes qui y sont sujettes; 4706. flor.
10. pat. 10. den. & demi d'autre part, pour la reduc-
tion au denier feize des Rentes qui se sont trouvées
constituées au denier douze, douze & demi & quator-
ze. 135. flor. pour Parties de Rentes dont l'Etat de
Haynaut jouit seul, & 99. flor. 10. pat. pour autres
Parties de Rentes réputées préfectes, montant lesdites
sommes ensemble à celle de 6193. flor. 7. pat. 1.
den. & demi, la somme dont la repartition doit être
faite est réduite à celle de 170750. flor. 16. pat. 6. den.
& demi pour les Rentes Héritières; & pour les Rentes
Vingtières subsistantes, dues par la même Province, el-
les se sont trouvées monter annuellement à la somme
de 166023. flor. 5. pat. 11. den. & demi.

XIII. La repartition de ces sommes aiant été réglée
sur le pied du Cahier des deux Vingtièmes imposées sur
ladite Province en 1604. dont on est convenu de se
servir pour cette repartition, n'en aiant point été de
plus certain, la partie de ladite Province qui reste sous
la Domination d'Espagne doit être chargée de 133410.
flor. 9. pat. 7. den. de Rentes Héritières ou perpétuel-
les; & de 110270. flor. 12. pat. de Rentes Vingtières,
à raison de 66. flor. 8. pat. 4. den. & demi en 100. flor.;

& la partie possédée par Sa Majesté Très-Chrétienne, non
compris la Ville de Valenciennes que l'on est con-
venu de ne point comprendre dans la présente repartition,
doit être chargée de 57340. flor. 6. pat. 11. den.
& demi de Rentes Héritières ou Perpétuelles, & de
55752. flor. 13. pat. 11. den. & demi de Rentes Vin-
gières, à raison de 33. flor. 11. pat. 7. den. & demi
en 100. flor.; sur lesquelles sommes de 57340. flor. 6.
pat. 11. den. & demi de Rentes Héritières, & 55752.
flor. 13. pat. 11. den. & demi de Rentes Vingtières, qui
doivent être payées par Sa Majesté Très-Chrétienne,
aiant été fait deduction, favoir de 528. flor. 17. pat. 4.
den. sur les Rentes Héritières ou Perpétuelles, & de
496. flor. 13. pat. 1. den. sur les Rentes Vingtières, pour
les quotes des Villes, Prévôtés & Châtellenies de
Queincy, Avesnes, Landrecy, Condé, & Bouchain
dans les Rentes créées depuis que chacune desdites
Places, Prévôtés & Châtellenies ont été solennelles à
l'Obéissance de Sa Majesté Très-Chrétienne, auxquels
lesdites Places, Prévôtés, Châtellenies ne doivent point
contribuer, la quote due par Sa Majesté Très-Chrétien-
ne dans les Rentes Héritières ou Perpétuelles est de-
meurée fixée à 56801. flor. 9. pat. 7. den. & demi; &
la quote dans les Rentes Vingtières à 55256. flor. 10.
den. & demi; & la quote due par les Etats de Haynaut
dans les Rentes Héritières demeure aussi fixée à 133949.
flor. 6. pat. 11. den.; & dans les Rentes Vingtières à
110767. flor. 5. pat. 1. den.

XIV. Il a été convenu que les Rentes affectées sur
la Recette dite du Charbonnage, & celles affectées sur
la Recette dite de la Navigation, ne seront point com-
prises dans le calcul des Rentes à partager, attendu que
les Etats de Haynaut en doivent demeurer seuls char-
gés, comme jouissans seuls de Droits sur le Charbon
& ceux de la Navigation affectés au payement de ces
Rentes.

XV. Pour satisfaire au payement de la somme de
152528. flor. 6. pat. 6. den. due par Sa Majesté Très-
Chrétienne pour la quote dans les rentes de la Province
de Flandres, il a été convenu que Sadite Majesté
Très-Chrétienne continuera de payer la somme de
69429. flor. 2. pat. 10. den. & demi aux Créanciers
qu'elle a ci-devant fait payer & employer dans l'état des
charges de ses Domaines, dont l'extrait concernant les-
dites rentes est demeuré annexé au présent Traité. Plus
elle se charge de payer 15571. flor. 19. pat. 1. den. de
Rentes due par les Etats de Flandres à des Créanciers
Sujets de Sadite Majesté, suivant l'état qui a été fourni
de la part de Sa Majesté Catholique, & qui demeurera
aussi annexé au présent Traité; & d'autant que pour
remplir ladite quote de 152528. flor. 6. pat. 6. den.,
il manque encore la somme de 71527. flor. 4. pat. 6.
den. & demi, Sa Majesté Très-Chrétienne en fera faire
le payement chaque année en la Monnoye ci-dessus dé-
clarée en la Ville d'Ipres, ou en celle de Lille, entre
les mains de celui qui sera pour ce préposé par les Es-
tats de la Province de Flandres, & à cet effet Sadite
Majesté Très-Chrétienne en assignera le payement fur
les Droits & impôts appelés des quatre Membres de
Flandres dont Sadite Majesté jouit, & fera ladite som-
me employée annuellement dans l'état des charges de
ses Domaines.

XVI. Et pour satisfaire au payement de la somme
de 56801. flor. 9. pat. 7. den. & demi d'une part, due
par Sa Majesté Très-Chrétienne pour la quote dans les
Rentes Héritières ou perpétuelles de la Province de
Haynaut, & de la somme de 55256. flor. 10. den. &
demi d'autre part, pour la quote dans les Rentes vin-
gières, il a été convenu que Sadite Majesté Très-Chrétien-
ne se chargera de payer 13539. flor., dont le dernier
de Rentes Héritières ou perpétuelles, & 1884. flor.
5. pat. 10. den. & demi de Rentes vingtières qui se trou-
vent dues par les Etats de Haynaut à des Créanciers Su-
jets de Sadite Majesté, suivant les deux états qui ont
été fournis de la part de Sa Majesté Catholique, &
qui demeurent annexés au présent Traité; & d'autant
que pour remplir lesdites quotes il manque encore la
somme de 43262. flor. 9. pat. 7. den. & demi pour
les Rentes héritières ou perpétuelles, & celle de 36411.
flor. 15. pat. pour les Rentes vingtières; Sa Majesté
Très-Chrétienne en fera faire le payement chaque an-
née en la monnoye ci-dessus déclarée en la Ville de
Maulbeuge, ou en celle de Valenciennes entre les mains
de celui qui sera pour ce préposé par les Etats de Hay-
naut, & à cet effet Sa Majesté Très-Chrétienne en
assignera le payement sur les vingtièmes & impôts dont
Sadite

ANNO
1699.

ANNO Sadite Majesté jouit dans le Haynaut, & fera ladite
1699. somme employée annuellement dans l'état des charges
des Domes.

XVII. En faisant par Sa Majesté Très-Chrétienne le
payement de la somme de 36411. flor. 15. par. qui
doit être remise aux Etats de Haynaut, ou à celui qui
sera par eux préposé pour suppléer de la quote-part
de Sadite Majesté dans les Rentes viagères, ils seront
tenus de justifier chaque année que les Creanciers aus-
quels ledites Rentes viagères sont dues, & dont l'état
est demeuré annexé au présent Traité, seront en-
core vivans, ou le jour auquel ils seront decedez; sera
en même tems donné connoissance à celui qui sera pré-
posé par les Etats de Haynaut des Creanciers des Ren-
tes viagères dont Sa Majesté Très-Chrétienne a pris le
payement à la charge, qui seront decedez, & du jour
de leur decés, à proportion que ledites Rentes via-
gères s'éteindront par le decés des Creanciers, l'extinction
s'observera au profit de Sadite Majesté & des Etats de
Haynaut, à proportion de leurs quoties dans la tota-
lité.

XVIII. Lorsque les sommes qui doivent être payées
par Sa Majesté Très-Chrétienne aux Receveurs qui
seront préposés par les Etats de Flandres & de Hay-
naut, seront remises chaque année entre les mains des-
dits Receveurs, ils seront tenus de justifier que celle
qui aura été payée l'année précédente par Sa Majesté
Très-Chrétienne aura été réellement distribuée aux
Creanciers, & que ceux des Etats de Flandres & de Haynaut
auront payé leur quote-part des Rentes de leur Pro-
vince, à proportion de ce qu'ils en doivent, & s'il
se trouve qu'ils n'aient pas payé leur quote-part en-
tière, Sadite Majesté retiendra pareille somme à pro-
portion, en forte que si ledits Etats ont payé le tiers
moins que leur quote, Sa Majesté Très-Chrétienne
pourra tenir en susseance pareillement le tiers de ce
qu'elle doit payer audit Receveurs.

XIX. Le payement des sommes ci-dessus dont Sa
Majesté Très-Chrétienne s'est chargée tant envers les
Creanciers des Sujets, qu'à fournir par supplément aux
Etats de Flandres & de Haynaut, ou à ceux qui seront
préposés de leur part, aura cours à commencer du 30.
Septembre 1697. jour du Traité de Ryswick, & la
première année échue à pareil jour de l'année 1698.
sera payée un mois après l'échange des Ratifications du
présent Traité pour les Rentes Héritières ou perpé-
tuelles, & pour les Rentes viagères dans le même
tems, en satisfaisant à ce qui est porté par l'Article
XVII. dudit présent Traité, & la seconde année échue
au vingt Septembre de la présente, sera payée trois
mois après que les Etats de Flandres & de Haynaut au-
ront justifié chacun à leur égard que la somme payée par
Sa Majesté Très-Chrétienne pour la première année
aura été distribuée aux Creanciers, & que ledits Etats
auront payé la quote-part des Rentes de leur Pro-
vince de la même année à proportion de ce qu'ils en
doivent.

XX. Au moyen de ce qui a été réglé par les Articles
précédens pour le payement des Rentes dues par la
Généralité des Provinces de Flandres & de Haynaut,
il ne restera aux Creanciers Sujets de Sa Majesté Très-
Chrétienne aucune action pour raison desdites Rentes
à la charge de Sa Majesté Catholique, ses Sujets de
Communauté, non plus qu'à ceux de Sa Majesté Ca-
tholique à la charge de Sa Majesté Très-Chrétienne &
ses Sujets, en forte que les Actions demeureront absolu-
ment éteintes de part & d'autre à cet égard.

XXI. Les Commissaires d'Espagne aiant fortement
insisté à ce que Sa Majesté Très-Chrétienne se char-
geât de payer la quote-part des arrerages des Rentes
qu'elle s'engage de payer tant Héritières ou perpé-
tuelles, que viagères subsistantes, & même des Rentes
viagères éteintes échues avant le Traité de Ryswick,
& les Commissaires de Sa Majesté Très-Chrétienne
aiant soutenu au contraire que Sadite Majesté n'en étoit
point tenu, il a été convenu pour terminer toutes dif-
ficultés, que Sa Majesté Très-Chrétienne payera les-
dits arrerages du jour du Traité de Ryswick seulement,
& en continuera le payement à l'avenir, comme il est
ci-dessus expliqué, & quant aux arrerages échus avant
ledit Traité de Ryswick, il a été aussi expressément con-
venu que les Creanciers Sujets de France n'auront
pour raison desdits arrerages, & ne pourront exercer
aucune action, ni faire aucunes poursuites en Justice
ou autrement contre Sa Majesté Catholique, ses Pro-
vinces, Communautés ou Sujets qui peuvent avoir été
Tom. VII. PART. II.

obliger au payement desdites Rentes, comme Mem-
bres de la Généralité desdites Provinces, que même Sa
Majesté Très-Chrétienne ne leur donnera aucune aide
à cet égard, de quelque manière & en quelque tems
que ce puisse être, soit de Paix ou de Guerre, quand
même ils n'en seroient point payez, & que leur Ac-
tion demeureroit toujours sans effet, & qu'elle ne
permettra pas qu'il soit usé à ce sujet de voye de re-
tentition, compensation, représaille, ou autres à con-
tre Flandre, & de Haynaut ne payeront aux Creanciers
Sujets de Sa Majesté Catholique qu'une année d'arra-
rages par an échue avant ou depuis le Traité de Ryswick.
& s'il arrive qu'ils payent deux années en un an, il a
été convenu expressément qu'en ce cas les Etats de
Flandres & de Haynaut seront aussi tenus de payer aux
Creanciers Sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne une
année à compte desdits arrerages qui leur font dus, é-
chus avant le Traité de Ryswick, mais si, comme il
a été dit ci-devant, il ne se paye qu'une année par
an aux Sujets de Sa Majesté Catholique, les Sujets
de Sa Majesté Très-Chrétienne ne pourront rien pré-
tendre de leurs arrerages échus avant le Traité de Ry-
swick.

XX. Ce qui est expliqué dans l'Article précédent
n'aura pas lieu pour les deux années d'arrerages échues
depuis le Traité de Ryswick qui pourront être payées
en une seule année en conséquence de ce qui est porté
par l'Article IX. du présent Traité, & en cas qu'elles
fussent payées en un an, les Creanciers Sujets de Sa
Majesté Très-Chrétienne ne pourront en conséquence
de ce payement prétendre d'être payez par les Etats de
Flandres & de Haynaut d'une seconde année d'arra-
rages, outre celle qu'ils recevront de Sadite Majesté Très-
Chrétienne.

XXIII. Il a été convenu que la prétention formée
tant par le Receveur des Conspicutions pour Sa Majesté
Très-Chrétienne en Haynaut pendant la dernière Guer-
re, que par le Sr. de Sainte-Mont Donataire de Sadi-
te Majesté, contre les Etats de Haynaut, & le Magis-
trat de Mons, pour raison des arrerages dus à des Su-
jets de Sa Majesté Catholique, dans le tems que la Vil-
le & dépendances de Mons étoient sous l'obéissance de
Sa Majesté Très-Chrétienne, & demeurera éteinte & sans
effet.

Ainsi fait & arrêté sous le bon plaisir de leurs Ma-
jestés Très-Chrétienne & Catholique. A Lille le 3.
Decembre 1699.

DUGUE' DE BAGNOLS.
VOISIN.

LE C. DE TIRIMONT.
BRUCHOVEN.

CCXXVIII.

(1) *Acte de Reservation de Droit, touchant le harang*, Decemb.
donné par M^r. NIEUPOORT, Commissaire de
L. H. P. au Marquis de TORCI, Ministre &
Secrétaire d'Etat du Roi T. C. dans le tems de
l'échange des Ratifications. [Copie Manuscrite
& Authentique.]

LE sousigné Commissaire des Seigneurs Etats
Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, à
ordre de déclarer, que l'Intention desdits Etats
Généraux, en faisant la Convention sur le Tarif de
convenance reciproque le 29. Mai 1699. n'a été nul-
lement de faire aucun préjudice, ou innovation au
Droit, que les Sujets desdits Etats Généraux peuvent
ou prétendent avoir acquis par le Traité de Commerce
de Ryswick au sujet du harang de la pêche des Sujets
desdits Etats Généraux, mais au contraire qu'ils at-
tendent de la justice, & de l'affection du Roi T. C. pour
ledits Etats Généraux, & de l'affection du Roi T. C. pour
être chargé au delà de ce que porte le Tarif de
1664. & que Sa Majesté aiant la bonté de faire exa-
miner, si selon le VII. Article dudit Traité, il peut
être chargé en aucune façon, davantage que le harang
de la pêche des Sujets de France. Fait à Versailles
ce... Decembre 1699.

GUILL. NIEUPOORT.

Traic-

(1) Cet Acte appartient au Tarif arrêté entre le Roi de France &
les Etats Généraux, & inséré ci-dessus sous le 29. Mai de l'année An-
née 1699.

ANNO
1699.

CCCXIX.

12. Dec. *Tractatus inter AUGUSTUM II. Regem Poloniae nomine suo atque totius Regni & Magni Ducatus Lithuaniae ab uni. & FRIDERICUM III. Electorem Brandenburgensem ab altera parte, de Retraditione per dictum Electorem ad Coronam Polonicam Civitatis Elbingae, & solutione per dictam Coronam Serenissimo Electori 300. millium Thalerorum in vim relationis Hypothecae Elbingensis, sub certis conditionibus ibidem stipulatis. Versavia die 12. Mensis Decembris 1699. Cum Revis Augusti RATIFICATIONE data Dreſde die 9. Januarii 1700. [LUNIG Teutisch Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuut. II. Abf. III. pag. 249. & page 300.]*

Nos Augustus secundus, DEI gratia Rex Poloniarum, Magnus Dux Lithuaniae, Ruthenae, Prussiae, Mollaviae, Samogitiae, Kiuoviae, Volhyniae, Podoliae, Podlachiae, Livoniae, Smolensciae, Severiae, Czerniechovizque, nec non Hereditarius Saxoniae, Juliae, Cliviae, Montium, Angriae & Westphaliae Dux, Sacri Romani Imperii Archi-Marchialis & Elector, Landgravius Thuringiae, Marchio Minitiae, tum superioris ac inferioris Lusitaniae, Burggravius Magdeburgensis, Comes Principatus Hennebergensis, Comes Marcae, Ravensbergae & Barby, Dominus in Ravensstein. Norum facimus universis & singulis, quorum interest, ut quomodolibet interesse poterit. Cum Populorum salus suprema lex sit, cui parere, regnare est, & a nobis merito censetur: Saluti vero bali inconcussa stet publica pace atque inviolata, tum interna, tum externa tranquillitate; Hinc est ut ad Regimen Regni Nostri, Divino nutu ductaque evecti, nihil antiquius habeamus, quam pacato coelestis ope intrinsecus regno, perpetuo Paci & quieti, ac mutuae benevolentiae cum vicinis Principibus, uti nominatum cum SERENITATE ELECTORALI BRANDENBURGICA servandae studemus. Quapropter, nascentis nuper diffidit flammis, occasione occupatae Elbingae, propediem erupturis, opportune occurrentes, Nostri ac Reipublicae, ex Consilio, per legem publicam designato, Commissariis Plenipotentiariis, omnimodam facultatem dedimus & concessimus, cum Ministris Suae SERENITATIS conveniendi, remque amicaliter discutendi, & pro jure & dignitate, ut par est, componendi. Qui ad infra scriptas condiciones & puncta unanimiter devenerunt, omniaque & singula utrinque firmanunt, in hunc, qui sequitur modum.

Tractatus Retraditae Elbingae.

In Nomine Domini Amen.

Notum sit universis & singulis, quorum interest, ut quomodolibet interesse poterit. Fœdus perpetuum atque Amicitia Serenissimum & Potentissimum Principem Dominum AUGUSTUM SECUNDUM, DEI gratia Regem Poloniarum, Magnam Ducem Lithuaniae, Ruthenae, Prussiae, Mollaviae, Samogitiae, Kiuoviae, Volhyniae, Podoliae, Podlachiae, Livoniae, Smolensciae, Severiae, Czerniechovizque, nec non Hereditarius Saxoniae, Juliae, Cliviae, Montium, Angriae & Westphaliae Dux, Sacri Romani Imperii Archi-Marchialis & Elector, Landgravius Thuringiae, Marchionem Minitiae, tum superioris ac inferioris Lusitaniae, Burggravius Magdeburgensem, Comitem Marcae, Ravensbergae & Barby, Dominum in Ravensstein, atque Regnum Poloniarum & Magnam Ducatum Lithuaniae inter, & Serenissimum Principem Dominum FRIDERICUM TERTIUM, Marchionem Brandenburgensem, Sacri Romani Imperii Archi-Camerarium & Electorem, in Prussia, Magdeburgi, Steini, Pomeraniae, Cassubiorum, Jantatorumque, nec non in Silesia, Cronae Ducem, Burggravius Norimbergensem, Principem Halberstadt, Minda & Camini, Comitem de Hohenhausen, Dominum in Lauenburg & Bittau: Insuper occasione, occupatae per SUAM SERENITA-

TEM Elbingae, in tanto insensu proruperat diffidum, quanto minus haec olim praevisa erant. Iste procul dubio ardens mali sensus in flammis atrocis Belli, nisi divina bonitas, vicibus meriti vel demeriti Regnis pacem ac tranquillitatem admeis & relictis, prius mediatoris Vicinorum & Amicorum Principum succitantes, mox Consilia generalia Regni Comitiis interjecisset, isque moderamen ad res amice aspiendae, permittum fuisset, ac tandem a sua Serenitate Electorali, admissio Ministrorum ejus, ad dandas rationes explicatorias, praesentis laesae Reipublicae indemnitati constanter expetita fuisset. Id demum, postquam assensu sacrae Regiae Majestatis hic Varaviae, redintegrandae Amicitiae sincera declaratione, quod non animo laedendi, nec offendendi Rempublicam, praemissa facta fuerint, nomine Principalis Sui comparuissent, debite ad id intructi, Literisque Mandati muniti, atque ultimariam nuper congregatae Reipublicae Consilii declarationem, à SUA SERENITATE ELECTORALI acceptam esse declarasset, Consilium Senatus & Ordinibus Equestris Regni & Magni Ducatus Lithuaniae, Lege publica generalium Regni Comitiorum, proxime praeteritorum, designatum, facultate à SACRA REGIA MAJESTATE praemunitum, in absentia ejusdem de Regno, sub felici directione Suae Celsitudinis Primatialis, Illustrissimi & Reverendissimi in Christo Patris, Domini Michaelis Cardinalis Radziejewski, Arcid-Episcopi Gnesnensis, Primitivus Regni Poloniarum, & Magni Ducatus Lithuaniae, convocatum, cum eisdem Ministris, utpote, Illustris & Magnifico Joanne Dietricio, Libero barone ab Hoyerbeck, in Eichmedem, Baroneve, Dankau & Geyerwalde, Electoribus Brandenburgensis Capitanei Hereditarii, Consiliario Suae Intimo, atque Aelato Extraordinario, & Generoso ac Magnifico, Godofredo Werdero, Consiliario Aulico & Residente in Polonia Suae SERENITATIS ELECTORALIS, in sequentes descendit & concessit Tabulas.

ANNO
1699.

I. POST factam modo praemissa mutuae amicitiae reintegrationem, omnis apprehensio Elbingae emanatorumque quorumvis inde scriptorum & exactionum ab utrinque abolevit memoria; Fœdus verò perpetuum atque firma & sincera amicitia ad terminum tuum veterum tum recentium Valavienium Paolorum integrè ac invariabiliter indissolubili nexu & vinculo conservanda reducta & restituitur.

II. Civitas Elbingensis, post recentem occupatam, integrè, sine quavis Demolitione reproturum ibidem teneiorum ac fortificationum, quovis deinceps jure & praesentione hypothecae Elbingensis alioque inde emergentibus in perpetuum abolevis, evacuato milite, retradenda erit, die prima Mensis Februarii Anno Domini 1700. praesentibus Commissariis ad id numeris designatis, sine ulla difficultate & sine quavis negotii exequendi procrastinatione.

III. Praefidiarii Suae Serenitatis Electoralis omnia tormenta, mortaria, sclopetta, bombardas, aliaque bellica Instrumenta, tam munitiones quasunque proprias in Civitatem importatas, liberè & absque cujusvis praedatione asportabunt & avehent; quaecunque vero ad Civitatem pertinent, nullo pretexto inde amovebuntur.

IV. Vicissim à Sacra Regia Majestate & Regioe Poloniarum & Magni Ducatus Lithuaniae neglecta quovis casu summa Trecentorum millium Thalerorum Imperium, in vim relationis hypothecae Elbingensis Quadringentorum millium Thalerorum Imperium, inde omnium emergentium, fide bona Suae Serenitatis Electorali post Comitum Deo dante immediate proxima finita vel non finita, elabente Trimestri realiter hic Varaviae exsolvenda declaratur, atque in majorem fidei publice securitatem certa Censura ex Thesauri Regali sub Sigillis ejusdem Consilii atque Ministrorum Registro, in vim Reverentium authenticè specificato, loco pignoris post evacuationem Elbingae inchoatum, postea die in maius Commissarii Suae Serenitatis Electoralis ad id Penitentiariam habentis, jure solennis Depositum concedenda & tradenda erunt. Quae quidem Censura integrè ac sub sigillis specificatis juxta Registrum Reverentiae, quantum summa praestata exsoluta fuerit, absque omni mora, praetextu, vel quasi imaginabili pro se ut quapiam alia praesentione veluti solenne Reipubl. Depositum, totaliter restituenda erunt.

V. Quod si stato tempore ob aliquos casus summa praedicta exsoluta non fuerit, factura permittitur Suae Serenitati.

ANNO
1699.

Serenitati Electorali, integrum Territorium *patronymicum* Civitatis Elbingensis, pacifice sine quovis impedimento una cum usufructu solito ejusdem Territorii occupandi, illudque, item sine quovis innovatione aut quocunque colore, fortaliti extinctione, verum in statu quo, una cum Clandis tamdiu possidendi, donec summa spediata 300000. Thalerorum exsoluta fuerit. Quamprimum verò eadem exsolvetur, tam dictum Territorium integrum, quàm & memoria Clandis sub eadem ut supra cautela, nullam se humanitus exceptandam injiciendo diticultatem, inviolabiliter restituenda & reddenda erunt ad manus ad id à Rep. Deputatorum.

VI. Trajectum super Vistulam uti & certa per suam Serenitatem Electoralem exactio *Strungelâ* dicta commiffione mutua, si & in quantum contraria Pactis, examinanda & fopienda.

VII. In majorem affectus erga Regiam Majestatem & Remp. testificationem à sua Serenitate Electorali summa quovis, quocunque titulo apud Remp. ex Ca-

pite Serenissimi olim Domini Principis de Creje pietas vel pietatenda meque convergentia relictio cessatur & annihilatur, nil Juris inde sibi aut cuijque, nunc & posterum reservandi.

VIII. Testimoniales suae Serenitatis Electoralis pro Hefchero valituae ad ipsius debitam exculpationem & libertatem in proximis Deo favente Comitibus omni meliori respectu in manus Suae Celsitudinis Primatialis deposite acceptantur.

IX. Reliqua omnia sublati ad utrinque praetensionibus, in vigore veterum & recentiorum Pactum Velavienfium constituta firmiter permittant, amicitia vera & indifolubilis ad mutua Partium utraqueque commoda perpetuo colatur & augeatur. Et super haec omnia Ratificatorie tàm facit Regiae Majestatis, quàm Suae Serenitatis Electoralis mutuae pro termino evacuationis comportabuntur, in quorum fidem duo Exemplaria ejusdem tenoris confecta & ad invicem communita manibus propriis subscripta & Sigillis communita sunt. Variatae die 12. Mens. Dec. 1699.

ANNO
1699.

M.^o CARDINALIS RADZIEWICKI,
Philus Regni & M. D. Lithuan.

NIKOLAUS SWIETACKI, Episcopus
Pohanianf. (L.S.)

ANDREAS ZATUSKI, Episc. Varmienfis & Sambienfis.
(L.S.)

GEORGIUS ALBRACHTUS à DENHOFF, Episcop. Przemyslensis,
supremus Regni Cancellarius S. R. I. Princeps.
(L.S.)

S. JARLONOWSKI, C. C. E. R. P.
Dux supremus (L.S.)

JOSEPHUS BOGUSLAUS STYZKA,
Castellanus Villenensis, M. D. Lith. Dux Campestris.
(L.S.)

GEORGIUS JOVIANSKI, Castellanus Lancienfis. (L.S.)

FRANCISCUS GRZYBOWSKI, Castellanus Junilaidi.
(L.S.)

STEPHANUS DE RYCHTY HUMIECKI, Dapifer Polonae Colon. R. M.
(L.S.)

LUBOMIRSKI, Supremus
Regni Polonae Marchialis.
(L.S.)

STANISLAUS SZUKA, Pro-cancellarius M. D. L.
(L.S.)

BENEDICTUS SAPIEHA,
Thesaurarius Supremus, M. D. Lithan.
(L.S.)

MICHAEL DE KOZIELSKO
PUZYNA, Villensis Verbokvien. Capitaneus.
(L.S.)

FRANCISCUS LOSKI POCHILL,
Zactocyn. Judet & Vi-capitaneus Variavienfis.
(L.S.)

JOHANNES DIETERICUS Liber Baro ab HOFERBECK, Serenissimi Electoris Brandenburgici Abiegtus Plenipotenarius.
(L.S.)

GODOFREDUS WERNER, Serenissimi Electoris Brandenburgici Residentis Plenipotenarius.
(L.S.)

CCXX.

Fædus inter GUILLIELMUM III. Magna 1700.
Britannia Regem, & CAROLUM XII. Sueciae Regem, & Oraines Generales UNITI BELGII, cum ARTICULIS SEPARATIS secretis.
Hæc-Comitum die 11. Januarii Ann. 1700.
[Feuille Volante.]

Quandoquidem Sacra Regia Majestas Sueciae, Sacra Regia Majestas Magnae Britanniae, & Cæli ac Fraxporentes Domini Ordines Generales Federati Belgii, eo Tractatu, qui 4. Maji 1698. Hæc-Comitum conclusus & signatus fuit, mutue defensionis Confederationem inierant, tam ad præstendam Regnis, Statibus, & Ditionibus Partium contrahentium iurisdictionem, quam ad conferendam in Orbe Christiano pacem & tranquillitatem; cumque vigore Articuli tertii ejusdem Tractatus nominandi fuerint ab unicuique parte Ministri & Plenipotenarii, ad promovenda & componenda omnia & singula, quæ integrè perficendo eidem Fæderi intervenire possent existimarentur. Propterea atque cum in finem Sereniff. & Potent. Principes & Dominus Carolus XII., Dei Gratiæ Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rex &c. &c. Sereniff. & Potent. Principes & Dominus Gulielmus III. eidem Dei Gratiæ, Magnæ Britanniae, Franciæ, & Hiberniæ Rex &c. &c.

AUGUSTUS REX.

VENCESLAUS FRANCISCUS TRZEINSKI,
Vincerna Raven. S. R. M. Secretarius.

TOM. VII. PART II.

ANNO
1700.

Sec. &c. atque Celsi & Præpotentes Domini Ordines Generales Uniti Belgii, nominaverunt & constituerunt Plenipotentes suos; scilicet Rex Suecie Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Nicolaum Liberum Baronem de Lillienroth &c. Rex Magnæ Britannie Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Joannem Williamson, Equitem Austriacum, &c. Et Domini Ordines Generales, Dominos Johannem ab Etien, &c. Franciscum de Breedenhorst, &c. Antonium Heinsum, &c. Gulielmum de Nassau, &c. Everhardum de Weede, &c. Gulielmum de Haaren, &c. Arnoldum Lemker, &c. & Ludolphum Gockinga, omnes in Consilio eorundem Deputatos, qui, vi Potestatis ipsi concessit, & Mandatorum suorum, in sequentes Fœderis Leges conveniunt.

I. Primò maneat in vigore suo Tractatus Confœderationis die 2^æ Miji 1698 conclusus, & vi præsentium confirmetur, eodem modo ac si de verbo ad verbum hic inferius esset.

II. Idem interea & in vigore suo maneat cuncta Fœdera, tam inter altissime memoratos Reges invicem, quam inter singulos eorundem cum altissime memoratis Dominis Ordinibus Generalibus Uniti Belgii inita, unum quodque secundum tempus durationis eisdem prædictum.

III. Hæc autem Fœdera locum habeant, non solummodo in casibus inibi comprehensis & determinatis, verum etiam speciatim si contingeret unum vel plures jam nominatorum Fœderatorum & Contrahentium invadi, occasione hujus Fœderis, sub quocumque colore vel prætextu id fieri possit.

IV. Ideoque supra memorati Contrahentes sponsonem, & garantiam reciprocam in se suscipiunt Regno, Statuum, Provinciarum, Ditionum & Terrarum suarum in Europâ, æque invicem omni meliori modo contrâ aggressionem, infestationem, vel oppressionem hostiles quoscunque tueri promittunt, quamprius itaque unus Confœderatorum læsisset fuerit, ambo reliqui concurrant ad eum defendendum, secundum Leges Tractatum cum eodem initorum, ut & ex Legge hujus Fœderis communis; quod si auxilia per hostes Tractatus promissa, non fuissent, omnes vires possibiles & necessarie adhibeantur ad defendendum eum, qui provocatus fuerit, & ad ei procurandum justam satisfactionem.

V. Quoniam autem altissime memorati Fœderati existimaverunt fecutitate: Regnorum, Statuum, Provinciarum, Ditionum, & Terrarum suarum magnam partem constitutam esse in conservatone Pacis generalis inter Principes Christianos, & illorum magnopere interit, nec per oppressiones & aggressionem eam alibi factas, eorum Regna, Status atque Provincie tractu temporis turbentur, & cum aliis bello involvantur, propterea sibi invicem promittunt & hæc promittunt, se tutores & vindicatores speciatim Tractatus sequentes.

VI. Scilicet Pacem Osnabrugensem, Monasteriensem, Ao. 1648. & Pacem Neomagensem, Ao. 1678. & 1679. ut & Tractatum Pacis inter Imperatorem & Imperium atque Regnum Gallie, Ryswici die 20. Octobris Ao. 1697. conclusum, quatenus hic non discrepat à Tractatibus Pacis Osnabrugensis, Monasteriensis & Neomagenis.

VII. Sicuti & Tractatus Pacis Ryswici conclusus 20. Septembris 1697. inter Regem Magnæ Britannie & Regem Gallie, & Dominos Ordines Generales Uniti Belgii.

VIII. Ut autem hæc sponso sive Garantia efficaciam & effectum suum sortiat, altissime memorate Partes contrahentes omnem operam impendant, ut Pacta superioribus Articulis recentia absque ulla violatione facta tecta maneant, fin autem quocumque modo infringi vel violari contingerit, separatim atque conjunctim, via & mediis amicitabilibus amittentur ad obtinendam reparationem factæ violationis & infractionis eorundem Tractatus Pacis; Verum si hi conatus & Officia inutilia caderent, vel si bellum excitaretur, antequam Partes conciliari possent, singuli Fœderatorum ad præstandam modo dictam sponsonem sive Garantiam, & ad obtinendam reparationem violationis & infractionis memoratorum Tractatum Pacis, dabunt sex mille Milites, quanticus unus Fœderatorum eos postulare velit, vel id necessarium ductum fuerit, idque donec violationes & infractiones factæ, fuerint reparatæ, & Pax restituta fuerit.

IX. Ita tamen ut hi sex mille Milites non nisi fe-

mel à quovis Confœderatorum in auxilium exigi poterunt, adeo ut si uni Fœderatorum missi fuerint virtute hujus Fœderis communis, præterea alii mittendi non sint, sed Confœderati inter se convenient de loco ubi is maxime necessarius erit.

X. Quod si quis Fœderatorum, casu exigente, alteri præstiterit auxilia, Pactis peculiaribus stipulata, sive in totum, sive ex parte, tunc non tenebitur eidem Fœderato præstare auxilia ex capite hujus Fœderis communis, nisi residuum ejus, quod superius numero auxiliorum ex Fœdere communi, numerum in Fœdere peculiari determinatum excedat.

XI. Sed si contingerit hæc auxilia non sufficere ad stabilendam Pacem, vel si prænominati Fœderati, vel eorum aliqui Bello etiam involvatur, & cœtu agent Fœderati inter se de augendis auxiliis, secundum ea quæ contenta sunt in Articulo quarto hujus Fœderis.

XII. Obstringunt etiam se Fœderati, se non duros auxilia, vel opem lauros hostibus eorum, vel illius, qui Bello implicatus fuerit, fed & contrario fe incubituros in hoc ut ejus vires diminuantur, eumque in finem Fœderati consilia conferant; an non Commercium cum hostibus Fœderatorum, vel Fœderati, prohiberi, vel alio modo tales hostes debilitari, & omnis accessio virium eorum impediri possit.

XIII. Casu eveniente, quo antedicta auxilia certum in locum mittenda sint, Fœderati simul operam navant ad faciliem & securum reddendum Militum transitum, ad quem obtinendum officia adhibebunt apud Principes, quorum terræ transfundæ erunt.

XIV. Memoratæ Copiæ militares in auxilium missæ, quemadmodum jam dictum est, sint sub Imperio Ducis vel Generalis Fœderati requisiti, manebunt quoque in uno eodemque exercitu junctæ, quatenus vario belli toleret, Dux autem jam dictus Prædicto vel Generali Requisitis parere tenebitur.

XV. Hi Confœderati, qui Bello implicabuntur, finire & fideliter omnia quæ geruntur invicem communiabunt, nec ullam Negociationem suscipiunt, nec Inducias aut Pacem facient, absque mutuo consensu.

XVI. Conferent iidem de omnibus cum eo Fœderatorum qui bello involvatus non fuerit, eumque etiam comprehendunt in Tractatu Pacis future, & interea cum eo communicabunt de modo, quo auxilia missa maxime utilis effici queant.

XVII. Licitum fe aliis Regibus, Principibus & Statibus ad præsens Fœdus accedere, quatenus illorum accessus ad promovendam & altendam tranquillitatem publicam conducere, communi Confœderatorum consensu, utilis judicabitur.

XVIII. Duret hoc Fœdus in annos octodecim: & permutabuntur Tabulæ Ratificationum Hæge-Comitum intra spatium duorum vel trium mensium, vel citius, si fieri poterit.

In quorum fidem Nos supramemorati Plenipotentarii præsens Fœdus, cujus sex Instrumenta confecta sunt, subscriptionibus & sigillis Nostris munivimus, scilicet Ego Nicolaus Liber Baro de Lillienroth pro Rege Suecie, Hæge-Comitum die 1^æ Januarii Ao. 1700. Ego Josepheus Williamson pro Rege Magnæ Britannie, Londini die 1^æ Januarii Ao. 1700. & Nos Deputati ditionum Ordinum Generalium pro iisdem, Hæge-Comitum die 1^æ Januarii Ao. 1700.

(L.S.) N. LILLIEN-
ROTH.
(L.S.) J. WILLIAM-
SON.

(L.S.) J. V. ESEN.
(L.S.) FR. V. BRIEDENHOF
VAN OOSTHUYSEN.
(L.S.) A. HEINSIUS.
(L.S.) W. DE NASSAU.
(L.S.) E. DE WEDE.
(L.S.) W. VAN HAAREN.
(L.S.) AR. LEMKER.
(L.S.) S. L. GOCKINGA.

Articuli Separati Secreti.

Quandoquidem hodie Fœdus defensivum conclusum sit inter Sacram Regiam Majestatem Suecie, Sacram Majestatem Magnæ Britannie, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Uniti Belgii, atque è re communi visum fuerit, eidem quoddam addere Articulus, qui ejusdem sint valoris, ac si in ipso Tractatu expressi forent, itaque convenit est tenore sequenti.

I. TUC-22

ANNO 1700. I. Tueantur & vindicent altissime memorati Fœderati non solum Pacem & Tractatus, quorum mentio facta in Articulis 6. & 7. Fœderis Principali, sed etiam præterea Tractatum Pacis inter Reges Gallie & Hispaniarum die 20. Septembris 1697. Ryswici conclusum.

II. Si Rex Magnæ Britannie & Domini Ordines Generales ad alii fuerint bellum suscipere pro vindicatione five Garantâ Pacis Ryswicensis, eo casu, Rex Sueciz obligatus erit, loco sex mille Militum, in Articulo octavo Tractatus Principali memoratorum, iis auxilium præbere decem milia Militum, bene vestitorum & bene armatorum, cum adjunctis Tormentis campetribus necessariis, nec quicquam Rex Magnæ Britannie aut Domini Ordines Generales solvent pro horum delectâ & transmutatione, sed is, qui has Copias auxiliares requisiverit, ab eo tempore, quo ex Stationibus Pomeranie & Brehme extierit, ad iter ingrediendum, eisdem sustentabit, & stipendia tisdem præbebit, secundum normam & modum in solutione militie Dominorum Ordinum Generalium usitatum; & liberum erit his Copiis omni tempore supplementa legere in Regnis & Terris Sacræ Regiæ Majestatis Sueciz subiectis.

III. Nullus Fœderatorum obligatus sit promissâ auxilia mittere in Italiam, Hispaniam, vel in alia loca æquæ aut longius remota, sed si requirant ibidem suppetiis opus habuerit, aliunde eandem acceriet, interini autem uti præter præstatis auxiliariis Copiis in Terris magis vicinis vel propiis, tam ad hostem divertendum, quam ad sui & Fœderatorum suorum defensionem.

IV. Quomodo enim alitissime memoratis quàm maxime cordi est tranquillitas in Septentrione, cumque cum in finem singuli separatim jam antehæc se Fœderatores & Vindices confiderent Tractatus Altonensis inter Regem Danie & Ducem Holsteie-Gottorpensem conclusi, atque existant ab observantia hujus Tractatus magnâ ex parte pendere modo indignatam tranquillitatem in Septentrione, itaque consilium esse dederunt, hoc ipso de novo sese invicem obstringere ad Vindicationem five Garantiam dicti Tractatus Altonensis, & hæc Vindictorio five Garantia pro statu præsentis locum habebit contra quancunque aggressionem & viam facti, remittatur autem Contentio inter Regem Danie & Ducem Holsteie-Gottorpensem ad Negotiationem Pinnenbergeniensem, ubi terminetur quantocius fieri possit.

V. Huc Fœc iter accedere poterunt, si ita Ipsi visum fuerit, Imperator & Rex Hispanie, tanquam ii ad quos Vindictio five Garantia Pacis Ryswicensis non minimè ex parte pertinet, & cum iis de conditionibus conveniatur.

VI. Rex Magnæ Britannie & Domini Ordines Generales spondent, se omnem diligentiam & operam adhibeant, ut Rex Hispanie Regi Sueciz solvat, quantum debetur propter Naves Sueciz, bellis præcedentibus, à Sublitis Regis Hispanie injustè captas.

In quorum fidem Nos Infra scripti Legati Extraordinarii & Plenipotentarii Regum Sueciz & Magnæ Britannie, & Deputati Dominorum Ordinum Generalium Unitæ Belgii, nominati in Tractu Principali, Articulis hoc separatim, quorum sex Instrumenta confecta sunt, subscriptionibus & Sigillis Nostri munivimus, scilicet Ego Nicolaus Liber Baro de Lillienroth, pro Rege Sueciz, Hagæ Comitum die 11 Januaria 1700. Ego Josephus Williamson pro Rege Magnæ Britannie, Lon fin die 11 Januaria Ao. 1700. & Nos Deputati Dominorum Ordinum Generalium pro eisdem, etiam Hagæ Comit. die 11 Januaria 1700.

(L.S.) N. LILLIEN-
ROTH.
(L.S.) J. William-
SON.

(L.S.) J. V. ESEN.
(L.S.) FR. V. BREEDENHOF
VAN OOSTHUYSEN.
(L.S.) A. HEINIUS,
(L.S.) E. DE NASSAU.
(L.S.) W. DE WEEDE.
(L.S.) AR. LEMKER.
(L.S.) S. L. COCKINGA.

CCXXI.

13. Mars. Second Traité de Partage pour la Succession d'Espagne, fait & conclu entre LOUIS XIV. Roi

de France, GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES du Pais-Bas, par lequel, les Royaumes de Naples & de Sicile, les Places situées sur la Côte de Toscane avec les Isles, le Marquisat de Final, & la Province de Guipuscoa, sont destinés à LOUIS Dauphin de France, avec les Duchés de Lorraine & de Bar; Le Duché de Milan, à LEOPOLD JOSEPH CHARLES Duc de Lorraine, en échange de ses Etats; & la Couronne d'Espagne avec les Indes & les Pais-Bas au Serenissime Archiduc CHARLES, second Fils de l'Empereur LEOPOLD. A Londres le 13. Mars N. S. & à la Haye le 25. du même Mois 1700. [Copie tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne, du tems du Roi Charles II.]

QU'il soit notoire à tous ceux qui verront les présentes. Que le Serenissime & très-puissant Prince Louis XIV. par la grace de Dieu Roi de France &c., & le Serenissime & très-puissant Prince Guillaume III. aussi par la grace de Dieu Roi de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, n'ayant rien plus à cœur que de fortifier par de nouvelles liaisons la bonne intelligence établie entre Sa Majesté très-Chrétienne. Sa Majesté de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux, par le dernier Traité conclu à Ryswick, & de prévenir, par des mesures prises à temps, les événements qui pourroient exciter une nouvelle Guerre dans l'Europe, ont donné pour cet effet leurs Pouvoirs pour convenir d'un nouveau Traité; savoir Sa Majesté très-Chrétienne au Sieur Camille d'Holstun, Comte de Tallard, Lieutenant Général des Armées du Roi en la Province de Dauphiné, & au Sieur Gabriel Comte de Briord, Marquis de Senofin, Conseiller du Roi en tous ses Conseils, & son Ambassadeur Extraordinaire auprès des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas; Sa dite Majesté Britannique au Sieur Guillaume Comte de Portland, Vicomte de Cirencester, Baron de Woodstock, Chevalier de l'Ordre de la Jarretière, & Conseiller du Roi en son Conseil Privé, & au Sieur Edouard Comte de Jerley, Vicomte de Vilers, Baron de Hoo, Chevalier Maréchal d'Angleterre, Premier Secrétaire d'Etat, & Conseiller du Roi en son Conseil Privé, & les Seigneurs Etats Généraux à Jean van Essen Bourguemaitre & Sénateur de la Ville de Zauphen, Curateur de l'Université de Hardewic; Frid. Baron de Rheede Sr. Antoine &c., de l'Ordre de la Noblesse de Hollande & Westfrie, Antoine Heindus, Conseiller Pensionnaire, Garde du Grand Sceau, & Surintendant des Fiefs des mêmes Provinces; Guillaume de Nassau, Seigneur d'Odyck, Cortegene &c., & premier Noble, représentant la Noblesse dans l'Assemblée des Etats de Zelande; Everard de Weede Seigneur de Dyckvelt, Râteaux &c., Seigneur Foncier d'Oudewater, Scholaître du Chapitre Imperial de Ste. Marie à Utrecht, Dyck graef de la Rivière du Rhin dans la Province d'Utrecht, & Président des Etats de la même Province; Guillaume van Haren, Deputé de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université de Franeker. Arnold Lemker Bourguemaitre de la Ville de Deventer, & Jean de Hecke, Sénateur de la Ville de Groningue, tous Deputés dans l'Assemblée des Etats Généraux, de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & de West-Frise, de Zelande, Utrecht, Frise, Over-Yssel, Groningue, & Ommelandes, lesquels, en vertu de leurs Pouvoirs, sont convenus des Articles suivants.

I. La paix rétablie par le Traité de Ryswick entre Sa Majesté très-Chrétienne, Sa Majesté Britannique, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, leurs Héritiers & Successeurs, leurs Royaumes, Etats & Sujets, sera ferme & constante, & leurs Majestés & les Etats Généraux feront réciproquement tout ce qui pourra contribuer à l'avantage & à l'utilité de l'un & de l'autre.

II. Comme le principal but que Sa Majesté très-Chrétienne, Sa Majesté de la Grande Bretagne, & lesdits Seigneurs Etats Généraux se proposent, est celui de maintenir la tranquillité générale de l'Europe, ils

ANNO
1700.

n'ont pu voir sans douleur que l'Etat de la santé du Roi d'Espagne fût depuis quelque tems venu à languir, qu'il y a tout à craindre de la vie de ce Prince, quoi qu'il ne pûssent tourner leurs pensées du côté de cet événement sans affliction, par l'amitié sincère & véritable qu'ils ont pour lui. Ils ont cependant éliné qu'il étoit d'autant plus nécessaire de prévoir que Sa Majesté Catholique n'ayant point d'Enfants, l'Ouvrière de la Succession existoit infalliblement une nouvelle Gaette, si le Roi très-Christien soutenoit ses prétentions, & celles de Monseigneur le Dauphin ou de ses Descendants sur toute la Succession d'Espagne, & que l'Empereur voulût aussi faire valoir ses prétentions, celles du Roi des Romains, & de l'Archiduc Charles, son second fils, ou de ses autres enfants, mâles ou femelles, sur ladite Succession.

III. Et comme les deux Seigneurs Rois, & les Seigneurs Etats Généraux, délirent sur toutes choses la conservation du repos public, & d'éviter une nouvelle guerre dans l'Europe, par un accommodement des disputes & différends qui pourroient survenir à cet effet de ladite Succession, ou par l'ombage de trop d'Intéressements sous un même Prince, ils ont trouvé bon de prendre par avance des mesures nécessaires pour prévenir les malheurs que le triste événement de la mort du Roi Catholique sans Enfants pourroit produire.

IV. Pour cet effet il a été accordé & convenu que si le fût cas arrivoit, le Roi très-Christien, tant en son propre nom qu'en celui de Monseigneur le Dauphin, ses Enfants mâles ou femelles, Héritiers & Successeurs, ne & à naître, comme aussi mondit Seigneur le Dauphin, pour lui-même, ses Enfants, mâles ou femelles, Héritiers ou Successeurs, ne & à naître, se tiendront toujours, comme ils se tiennent faits, par le présent, Que Monseigneur le Dauphin ait pour son partage en toute propriété possession & pleine, en extinction de toutes ses prétentions sur la Succession d'Espagne, pour en jouir lui, ses Héritiers Successeurs, Descendants mâles ou femelles, ne & à naître perpétuellement, sans pouvoir jamais être troublé, sous quelque prétexte que ce soit, de droit ou de prétention, directement ou indirectement, même par Cassation, Appel, Revolte ou autre voye, de ce pûssit être, de la part de l'Empereur, du Roi des Romains, du Serenissime Archiduc Charles, son second fils, des Archiduchesses, & de ses autres Enfants, mâles ou femelles, Descendants, ses Héritiers & Successeurs ne & à naître; les Royaumes de Naples & de Sicile en la manière que les Espagnols les possèdent présentement; Toutes les Places dépendantes de la Monarchie d'Espagne, situées sur la côte de Toscane, & Isles adjacentes, comprises sous le nom de Santo Stefano, Porto Hercule, Orbiello, Talamone, Porto Longone, l'Imbino, en la manière aussi que le, Espagnols les tiennent présentement; la Ville & le Marquisat de Fanz, de la manière pareillement que les Espagnols les tiennent, la Province de Guisquico, nommément la Ville de Fontarabie & de St. Sebastian, situées dans cette Province, & spécialement le Port du Passage, avec ce qui y est compris, avec cette restriction seulement, que s'il y a quelques lieux dépendans de ladite Province qui se trouvent situés au delà des Péninsules, & autres Montagnes de Navarre, d'Alava ou de Biscaye du côté d'Espagne, ils resteront à l'Espagne; & s'il y a quelques lieux pareillement dépendans des Provinces situées à l'Espagne, qui soient en dedans des Provinces ou autres Montagnes de Navarre, d'Alava ou de Biscaye, dans la Province de Guisquico, ils resteront à la France; & les trajes desdites Montagnes, & ledites Montagnes qui se trouvent entre lesdites Provinces de Guisquico, Navarre, Alava & de Biscaye, à qui elles appartiennent, seront partagées entre la France & l'Espagne; en sorte qu'il restera autant desdites Montagnes, & trajes à la France de son côté qu'il en restera à l'Espagne du sien. Le tout avec ses fortifications, munitions de guerre & de bouche, poudre, boulets, Canons, Galères & Choumres qui le trouveront appartenir au Roi d'Espagne, lors de son décès sans enfants, & être attachés aux Royaumes, Places, Isles & Provinces qui doivent composer le partage de Monseigneur le Dauphin: bien entendu que les Galères, Choumres, & autres effets appartenant au Roi d'Espagne par le Royaume d'Espagne, & autres Etats qui tombent dans le partage du Serenissime Archiduc, lui resteront; celles qui appartiennent au Royaume de Naples & de Sicile, devant revenir à Monseigneur le Dauphin, ainsi qu'il

est dit ci-dessus. De plus les Etats de Monseigneur le Duc de Lorraine, allié des Ducs de Lorraine & de Bir, ainsi que le Duc Charles IV. de ce nom, ses possédait & tels qu'ils ont été rendus par le Traité de Ryfwick, seront cédés & transférés à Monseigneur le Dauphin, ses Enfants & Héritiers & Successeurs mâles, ne & à naître, en toute propriété & possession plénier, en la place du Duché de Milan qui sera cédé & transféré en échange audit Duc de Lorraine, ses Enfants mâles & femelles, Héritiers, Descendants, Successeurs ne & à naître, en toute propriété & plénier possession, lequel ne relèvera par un parti si avantageux. Bien entendu que le Comté de Bitch appartenant à Mr le Prince de Vaudemont, qui restera dans la possession des Terres, dont il a joui ci-devant quil ont été, ou dû être rendus en exécution du Traité de Ryfwick. Moyennant lesquels Royaumes, Isles, Provinces & Places ledit Roi très-Christien, tant en son propre nom qu'à celui de Monseigneur le Dauphin, ses Enfants mâles ou femelles, Héritiers & Successeurs ne & à naître, lequel a aussi donné son Plénipouvoir pour cet effet au Sieur Comte de Tallard, & au Sieur Comte de Briord, promettent & s'engagent de renoncer, lors de l'ouverture de ladite Succession d'Espagne, comme en ce cas ils renoncent dès à présent par celui-ci, à tous les Droits & Prétentions sur tous les autres Royaumes, Isles, Etats, & Places qui en dépendent présentement, à l'exception de ce qui est énoncé ci-dessus pour son partage. Et de tout cela ils feront expédier des Actes solennels dans la plus forte & la meilleure forme qu'il se pourra, qui seront dévotés au tems de l'échange de la Ratification de ce présent Traité, au Roi de la Grande Bretagne & aux Seigneurs Etats Généraux.

V. Toutes les Villes, Places & Ports situés dans les Royaumes & Provinces qui doivent composer le partage dudit Seigneur Dauphin, seront conservés, sans pouvoir être démolis.

VI. Ladite Couronne d'Espagne & les autres Royaumes, Isles, Etats, Pais & Places que le Roi Catholique possédait présentement tant dedans que dehors l'Europe, seront données & assignées au Serenissime Archiduc Charles, second fils de l'Empereur, à l'exception de ce qui a été énoncé dans l'Article IV. qui compose le partage de Monseigneur le Dauphin, & du Duché de Milan en conformité dudit Article IV) en toute propriété & possession plénier, en partage & extinction de toutes ses prétentions sur ladite Succession d'Espagne, pour en jouir lui & ses Héritiers, Successeurs, ne & à naître perpétuellement, sans pouvoir jamais être troublé sous quelque prétexte que ce soit de Droits & Prétentions, directement ou indirectement, même par Cassation, Appel, Revolte ou autre voye, de la part du Roi très-Christien, de mondit Seigneur le Dauphin ou de ses Enfants mâles ou femelles, ses Héritiers Successeurs, ne & à naître. Moyennant laquelle Couronne d'Espagne & autres Royaumes, Isles & Etats, Pais & Places qui en dépendent, l'Empereur tant en son propre nom, qu'en celui du Roi des Romains, du Serenissime Archiduc Charles, son second fils, des Archiduchesses ses Filles, ses Enfants, leurs Enfants, mâles ou femelles, leurs Héritiers, Descendants ou Successeurs ne & à naître, comme aussi le Roi des Romains pour lui, & le Serenissime Archiduc Charles dès qu'il sera majeur pour lui-même, leurs Héritiers & Successeurs, mâles ou femelles, ne & à naître, se tiendront satisfaits que le Serenissime Archiduc Charles ait en extinction de toutes leurs prétentions sur la Succession d'Espagne, ladite Cession faite ci-dessus. Ledit Empereur tant en son propre nom qu'en celui du Roi des Romains, & du Serenissime Archiduc Charles, son second fils, des Archiduchesses ses Filles, ses Enfants mâles ou femelles & des Héritiers & Successeurs; comme aussi le Roi des Romains en son propre nom, renoncent lors qu'ils entreront en ce présent Traité & qu'ils le ratifieront, & l'Archiduc Charles dès qu'il sera majeur, à tous autres Droits & Prétentions sur les Royaumes, Isles, Etats, Pais & Places qui composent le partage & les portions assignées ci-dessus à Monseigneur le Dauphin & à celui qui aura le Duché de Milan par échange de ce qui sera donné à mondit Seigneur le Dauphin. Et que de tout cela ils feront expédier des Actes solennels dans la plus forte & la meilleure forme qu'il se pourra; savoir l'Empereur & le Roi des Romains quand ils ratifieront le présent Traité, & le Serenissime Archiduc Charles.

ANNO
1700.

ANNO
1700.

Archiduc dès qu'il fera majeur, lesquels seront délivrés à Sa Majesté Britannique & aux Seigneurs Etats Généraux.

VII. Immédiatement après l'échange des Ratifications de ce présent Traité, il sera communiqué à l'Empereur, lequel sera invité d'y entrer; mais si trois mois après, à compter du jour de ladite communication & de ladite invitation, ou le jour que Sa dite Majesté Catholique viendra à mourir, si c'est, avant ledit terme de trois mois, Sa Majesté Impériale ou le Roi des Romains refusoient d'y entrer & de convenir du partage assigné au Serenissime Archi-Duc; les deux Seigneurs Rois, & les Seigneurs Etats Généraux, conviendront d'un Prince, auquel ledit partage sera donné. Et en cas que nonobstant la présente Convention ledit Serenissime Archi-Duc voulut prendre possession de la portion qui lui fera échuë, avant qu'il eût accepté le présent Traité, ou de celle qui seroit assignée à Monseigneur le Dauphin, ou à celui qui aura le Duché de Milan par échange, comme il est dit ci-dessus, ledits Seigneurs Rois & les Seigneurs Etats Généraux, en vertu de cette Convention, l'empêcheront de toutes leurs forces.

VIII. Le Serenissime Archi-Duc ne pourra passer en Espagne, ni dans le Duché de Milan, du vivant de Sa Majesté Catholique, que d'un commun consentement & point autrement.

IX. Si le Serenissime Archi-Duc vient à mourir sans enfans, soit avant ou après la mort du Roi Catholique, le partage qui lui est assigné ci-dessus par l'Article VI. de ce Traité, passera à tel enfant de l'Empereur, mâle ou femelle, hors le Roi des Romains, que Sa Majesté Impériale trouvera bon de désigner: & en cas que Sa Majesté Impériale viant à decéder sans avoir fait ladite designation, elle pourra être faite par le Roi des Romains; mais le tout à condition que ledit partage ne pourra jamais être réuni, ni demeurer à la personne qui sera Empereur ou Roi des Romains, ou qui sera devenu l'un & l'autre, soit par Succession, Testament, Contrat de Mariage, Donation, Echange, Cession, Appel, Revolte ou autre voye; & de même le partage du Serenissime Archi-Duc ne pourra jamais revenir ni demeurer en la personne qui sera Roi de France ni Dauphin, ou qui sera devenu l'un & l'autre, soit par Succession, Testament, Contrat de mariage, Donation, Echange, Cession, Appel, Revolte ou quelque autre voye que ce soit.

X. Le Roi d'Espagne venant à mourir sans enfans, & aussi le s'il survient, ledits Seigneurs Rois, & Etats Généraux, s'obligent de laisser toute la Succession dans l'état, comme alors elle se trouvera, sans s'en saisir en tout ni en partie, directement ni indirectement, mais chaque Prince pourra d'abord se mettre en possession de ce qui lui est assigné pour son partage, dès qu'il aura satisfait de sa part aux Articles IV. & VI. précédens celui-ci, & s'il y trouve de la difficulté, les deux Seigneurs Rois & les Seigneurs Etats Généraux feront tout leur devoir possible, afin que chacun soit mis en possession de sa portion selon cette Convention, & qu'il puisse avoir son entier effet, s'engageant à donner par terre & par mer le secours & assistance d'hommes & de vaillances nécessaires pour contraindre par la force ceux qui s'opposeroient à ladite Convention.

XI. Si ledits Seigneurs Rois ou les Seigneurs Etats Généraux étoient attaqués par qui que soit, à cause de cette Convention ou l'exécution qu'on en fera, on s'assistera mutuellement l'un l'autre, avec toutes ses forces, & on se rendra Garand de la ponctuelle exécution de ladite Convention, & Renonciation faite en conséquence.

XII. Seront admis dans le présent Traité tous Rois, Princes & Etats qui voudront y entrer, & il sera permis aux deux Seigneurs Rois & aux Seigneurs Etats Généraux & à chacun d'eux en particulier de requérir & d'inviter dans le présent Traité, & d'être semblablement Garands de l'exécution du Traité & des Renonciations qui y sont contenues.

XIII. Et pour assurer encore davantage le repos de l'Europe ledits Rois, Princes & Etats, sans que non seulement invités d'être Garands de ladite exécution du présent Traité, & de la validité desdites Renonciations comme ci-dessus; Mais si quelqu'un des Princes, en faveur desquels les partages font faits, vouloit dans la suite troubler l'ordre établi par ce Traité, faire de nouvelles entreprises à l'ocasi contraire, & ainsi s'agrandir

aux dépens les uns des autres, sous quelque prétexte que ce soit; la même Garantie du Traité sera censée devoir s'étendre aussi en ce cas; en sorte que les Rois, Princes & Etats qui la promettent, seront tenus d'employer leurs forces pour s'opposer aux dites entreprises, & pour maintenir toutes choses dans l'état convenu par ledits Articles.

XIV. Que si quelque Prince que ce soit s'oppose à la prise de possession des partages convenus, ledits Seigneurs Rois & les Etats Généraux seront obligés de s'entraider l'un l'autre contre cette opposition, & de l'empêcher de toutes leurs forces; & l'on conviendra d'abord après la signature du présent Traité de la portion que chacun doit contribuer tant par Mer que par Terre.

XV. Le présent Traité & tous les autres Actes faits en conséquence ou qui y ont rapport, & nommément les Actes solennels que Sa Majesté Très-Christienne & Monseigneur le Dauphin sont obligés de donner en vertu de l'Article IV. ci-dessus, seront enregistrés au Parlement de Paris, suivant leur forme & teneur, & l'usage ordinaire, pour avoir lieu aux conditions qui y sont portées, dès que l'Empereur fera entré dans le présent Traité, ou au bout des trois mois qui sont donnés pour cet effet, s'il n'y entre pas plutôt. Et pareillement Sa Majesté Impériale sera tenue quand elle entrera dans le présent Traité, de le faire approuver & enregistrer avec tous les Actes solennels, que Sa Majesté Impériale, le Roi des Romains, & le Serenissime Archi-Duc seront obligés de donner en vertu de l'Article VI. ci-dessus, en son Conseil d'Etat, ou ailleurs, suivant les formes les plus authentiques du Pais.

XVI. Les Ratifications des deux Seigneurs Rois, & des Seigneurs Etats Généraux seront toutes trois échangées en même tems à Londres, dans l'espace de trois semaines, à compter du jour que ledits Seigneurs Etats Généraux auront signé, & plutôt, si faire se peut. Fait & signé à Londres le 13. Mars nouveau l'An 1700. & à la Haye le 25. dudit mois de Mars 1700. par nous Plenipotentiaires de France, d'Angleterre, & des Seigneurs Etats Généraux, étant convenu que la signature de ce présent Traité se feroit de la sorte. En foi de quoi nous avons signé le présent Traité de notre main, & fait apposer le Cachet de nos Armes.

Signé,

TALLARD. PORTLAND.
ET BRIORD. ET JERREY.JEAN VAN ESEN.
F. B. VAN RHEEDE.
A. HEINRICH.
W. DE NASSAU.
EV. DE WEEDE.
W. VAN HAREN.
A. LEMKE.
VAN HERKE.

CCXXII.

Articles préliminaires, conclus à Ollsboob le 18. 18. Juil. Juillet 1700. pour procurer la Paix entre Sa Majesté DANOISE & son Altesse S. de HOLSTEIN GOTTORP. [Copie communiquée par un des Ministres de la Negotiation.]

I. SA Majesté le Roi de Danemarck consent de faire traiter non seulement avec S. A. S. de Schleswig-Holstein-Gottorp, mais aussi avec Sa Majesté le Roi de Suede, & la Serenissime Maison de Brunswic-Lunebourg, Hanover & Zell, sur les différends qu'ils peuvent avoir ensemble.

II. Les Plenipotentiaires des Parties qui seront choisis pour travailler à la Paix seront nommés & se rendront à Hambourg (sans que le choix de ce lieu puisse tirer à conséquence) en deux jours après l'échange de la présente Convention, sauf pourtant qu'il sera libre aux deux Parties d'y ajouter ensuite tels autres Ministres qu'ils jugeront à propos.

III. On procédera sincèrement & de bonne foi de tous côcés à l'ajustement des différends, & sur tout on fera

ANNO
1700.

ANNO
1700.

fera son possible pour convenir en peu de jours du gros de l'affaire, & des principaux Articles qui peuvent être en question; & pour cet effet les Alliez remonteront, deux jours après l'échange de cette Convention, leurs Postulats entre les mains de celui qui sera chargé de ceux de Sa Majesté le Roi de Danemarck; bien entendu que comme dans l'éloignement où se trouve le Roi de Suède, il n'est pas possible de savoir si-tôt les prétentions, il lui sera libre de les proposer le plutôt que faire se pourra.

IV. Pour merre le Traité en train, les Parties consentent à une cessation d'armes, & de tous actes d'hostilité au Pais de *Schleswig & Holstein*, & sur l'Elbe, pour huit jours; à commencer un jour après cette Convention.

V. Les Armées des deux côtés resteront dans leurs Camps où elles sont présentement.

VI. Le chemin de *Steyn à Barken*, & de *Barken à Segeberg* servira de limites aux fourrageurs. Ni les uns ni les autres des deux Armées ne passeront ledit chemin.

VII. Pendant le Traité les Postes & Couriers auront liberté entière d'aller & venir, pourvu qu'ils le tiennent à une demie lieue, au moins, des Camps, & qu'ils touchent de leurs Cornets quand ils approchent.

VIII. La présente Convention signée des Ministres des Alliez, sera mise entre les mains de Mr. Fabricius Ministre d'Etat de S. A. S. de Brunswick-Lunebourg, à Hambourg, pour être échangée avec celle qui sera signée des Ministres de Sa Majesté le Roi de Danemarck. Fait à Oldeslooh ce 18. Juillet 1700.

CCXXIII.

13. Août. Friedens-Tractat zwischen Seiner Königl. Majestät zu Danemarck Frederico IV. und Seiner Hochfürstlichen Durchleucht Herzog Friedrich zu Holstein-Gottorf / durch Ihre Kaiserlichen Majestät und Ihre Churfürstlichen Durchleucht Durchleucht zu Sachsen und Brandenburg Mediation geschlossen / wodurch die zwischen beyden Theilen entstandene Feindschaften beseget / und wegen der gemeinschaftlichen Regierung / Prærogativ-Defension, des Exercitii Juris Armorum & Fortalitiorum, Stiffts Lübeck / Ersetzung der Schäden / Zölle u. transigirt wird. Travendahl den 18. Aug. Anno 1700. [Feuille volante imprimée, d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Fortsetzung II. Vortheilung IV. Absatz X. pag. 244. dans *Actorum publicorum* der zu mehreren Begriff der Schleswig-Holsteinischen Affären deutscher Städte. Fascicul. X. pag. 60. dans *Fabri Europæische Staats-Gangley* Tom. V. pag. 693. dans le *Theatrum Europæum* Tom. XV. pag. 772. dans THUCELIUS in *Actis publicis* S. R. Imp. Part. II. pag. 833. Lat. & dans *Relationis Histor. Franc.* Contin. Vernal. anni 1700. pag. 81.]

C'est-à-dire,

Traité de Paix entre FREDERIC IV. Roi de Danemarck, & FREDERIC Duc de Holstein

Gottorf, par la Médiation de Sa Majesté Impériale, & des Serénissimes Electeurs de Saxe & de Brandebourg. Les anciennes inimitiés y sont déposées. Et l'on y convient de tout ce qui regarde la commune Régence, & dessein de l'Exercice du Droit des Armes & des Fortresses, l'Evêché de Lübeck, la Compensation des Dommages, les Impostions &c. A Travendahl le 18. d'Aout 1700.

ANNO
1700.

Der Mahnen der Heiligen Dreifaltigkeit. Und mit zu wissen sey hiemit übermänniglich: Demnach seit Anno 1675. zwischen Königl. Majestät zu Danemarck / und des Herzogen zu Schleswig-Holstein-Gottorf Durchleucht verschiedene beschwerliche Unverständnisse und Dissidenz entstanden / und obgleich dieselbe durch die in Anno 1679. zu Joutainebien / und ferner A. no 1689. zu Altona errichtete Frieden-Schlüsse und Vergleich componirt worden / solte dennoch occasione der über den eigentlichen Verstand und Interpretation ein und anderen in dem Altoaischen Vergleich enthaltenen Articlen abereimt entstandenen Unverständlichkeiten von neuem regt gemacht / und es endlich observiret der dar zu Ew. Ihre Kaiserlichen Majestät und Ihrer Churfürstlichen Durchleucht Durchleucht zu Sachsen und Brandenburg bey der Sache interponirten hohen Mediation, auch der hohen Garands gedachten Altoaischen Vergleichs angemandten vielfältigen Bemühungen darüber zu Beseitigen und einen öffentlichen Kriege zwischen beiderseitigen regierenden Ihre Königl. Majestät in Danemarck / Norwegen u. und des Herrn Herzogen zu Schleswig-Holstein-Gottorf u. Durchleucht und Dero hohen Herren Alliierten und Garands angeschlagen. Man aber nicht allem vey Ew. Ihre Kaiserlichen Majestät und Ew. Churfürstlichen Durchleucht zu Brandenburg auch inwischen und bis aus Ende continuirt / als len möglichsten Fleiß und Bemühung dahin angewandt / daß solte entstandene Kriegsunruhe in Zeiten wieder gedämpft / und der Ruhe und Friedens-Stand in diesem Nieder-Sächsischen Craß und denen benachbarten Nordischen Quarten / durch einen billig-mäßigen Frieden reabiret / mithin ein völliges auch befriedigendes gutes Vernehmen zwischen Ihre Königl. Majestät in Danemarck und des Herrn Herzogen in Schleswig-Gottorf Durchleucht wieder gestiftet werden möchte / sondern auch folglich andere vey Pflichten der Obristen darunter mit angewandt. Dasi demnach auf die zwischen beyder trüglichen Theilen und Dero respective Alliierten und Garands darzu bevollmächtigten Ministri gegogene ungleiche Tractaten und von Alter- und Hebrichtemelter Herren Mediatoren Abschieden und Ministri haben angewandten emßlichen Bemühung Vermittlung / oberwehne Unverständnisse / Differenzen und Ertzungen / gütlich componirt / und darüber nachfolgender Tractat und Vergleich verabiret und geschlossen worden:

I. Soll alles dasjenige / was bey diesen Kriegen und Kriege von einem Theil gegen den anderen und dessen Angehörige zu Wasser und Lande widerig gestiftet durch diese Amnettie völlig aufgehoben und abgethan seyn / und nimmer weiter gedacht / nehmlicher gegen je und deswegen weiter einige Aufsprach oder Præsentation gemacht werden. In specie sollen auch dieser Amnettie mit gemessen die Städte Lübeck und Hamburg und alle deren Einwohner und Angehörige / und solichen wegen alles dessen / so bey und occasione dieser Tröublen vorgefallen seyn / ohne nummer einig sech zugesagt / noch jemals den deswegen die geringste Querection movent werden.

II. Werden hiemit die zwischen dem Hoch Danemarck / Norwegen / und deren gesamten Emcessenen an einen / und denen Herrn Herzogen zu Schleswig-Holstein und deren incorporirten Landen anderen Theils errichtete Uniones de Annis 1533. und 1623. (ausse was wegen Aufheben des Vassallgü und erlangten Souverainität in den Nordischen Friedens-Schlüssen de Annis 1628. und 1660. repliciret) auch alle bis ad Annum 1675. errichtete Paix und Verträge die Beschäftigung-Nordischen-Intendantenkauffe Altoaischen Friedens aus Gleichhörsigkeit Recesse hiemit nachgehenden bekräftigt / jedoch / daß solange Uniones als *Fœderata perpetua* nicht waites als nach ihren wörtlichen Inhalt explicirt werden sollen / und zwar / daß die unaufgibt zwischen beyden regierenden Herrschen entstehende Feindgen / entweder per amicabilem compositionem unter sich / oder durch Vermittlung darzu erwählender Putsachen abgethan werden sollen.

III.

ANNO
1700.

III. Die über Prælaten / Ritterschaft und gewisse Massen über einige Städte bishero gestiftete gemeinsame Regierung oder Communione wird (wenigstens ohne Präjudiz der in den Nordischen Frieden stipulirten / und nachgehends in den Christlichsteuigen Reces bestätigten Disposition, wegen Theilung gedachter Prælaten und Ritterschaft) continuirt: Jedoch mit diesem expressen Beding, daß kein Theil über solche zur gemeinschaftlichen Regierung gehörende Personen / Dörfer und Güter / das geringste zu Kriegs- und Friedenszeiten ohne des andern Consens und Mittheilichen vornehme und disponire / es sey in Administration der Justiz / Geboten / Patenten / Executionen / oder wegen Einquartierung / Contribution oder anderer Auflagen / wie die auch Mahnungen haben mögen: Massen alles / was barometrisch nicht gesamelter Hand geschehen würde / an sich unglücklich und von keinen Kräften seyn soll. Und wie nun Prælaten und Ritterschaft so / wie sie in der Landes-Matricul gesetzet / so wohl in Civibus als Ecclesiasticis, auch der Colledien wegen / unter gemeinsamer Regierung und Jurisdiction ohne einige Excepcion und Exemption, und daneben bey ihren Privilegiis und Juribus verbleiben / also hingegen hat in denen übrigen schon getheilten landen / Kambieren und Städten / als des Simeons sechster Theil die souveraine und hohe landesfürstliche Gewalt und daraus herrschende Jura ganz allein und privative zu exerciren / und soll von dem andern Theil unter dem Prätext einiger Communione, oder was Vorwand sonst seyn möchte / zu keiner Zeit daran etliche Schränkung noch Eintrag geschehen.

IV. Damit künftig allen Streitigkeiten und dargu findenden Prätexten und so mehr vorgedacht werden möge / ist in genere damit nachmalis fest gesetzet worden / daß / wie in denen beider Fürstenthümern beyde Theile vorwärts der alten Verträge / Obervang allerdings in völliger Souveränität seyn / und Peria Jura gemein / und gemein seyn sollen. Also auch Ihre Majestät in Dänemark und der Successores als regierende Herren zu Schleswig-Holstein in und ratione der Fürstenthümer Schleswig-Holstein / seinen Vorzug und Prärogative in einigen Jura, ausser was ratione ordinis hergebracht ist / vor Ihre Durchleucht zu Holstein-Gottorff und der Successores, als auch regierenden Herren zu Schleswig-Holstein sich annehmen noch präzendirten / sondern bey der völligen Parität und gleichen Rechten unter beyden Theilen zu unterwerfen bevohlen lassen wollen.

V. Was die Defension des Schleswig-Holsteinischen Landes betrifft / so wird / wenn das ganze Land / und also beyden pacifizierenden Theilen von Auswärtigen einige Gefahr zufließen soll / von selbigen auch billig mit zusammen gesetzten Kräften und communi consilio solche abzuwenden getrachtet werden / und die Nothdurft und erfordert Mühen auf gemeinen Land-Tagen der alten Obervang nach zu belegen seyn. Jedoch soll unter dem Vorwand solcher gemeinen Defension kein Theil schuldig seyn / sich in Sachen impliciren zu lassen / deren Resultat sich annehmen nicht nöthig hat / und worin der eine Theil etwa ohne des andern Mit-Guthfinden und Bewilligung sich eingelassen hätte: Dieweiliger soll in solchen Fällen ein Theil vor dem andern von denen Landes-Colledien sich etwas arrogiren.

Was aber einen jeden Theil absonderlich betrifft / nachdemahlen die jetzige Strungen hauptsächlich wegen des Execricti Juris Armorum, und in specie Fortaliorum, und was davon dependirt / mithin über den eigentlichen Verstand des Altonaischen Vergleichs erstanden. So ist / und künftig sollen allen vor zu bauen / homini declarirt und fest gesetzet worden / daß hochgedachter Seine Durchleucht und deren Successoren ohne alle Dispute verbleiben soll das Plenum & Liberum Jus Armorum, Armamentis, Foederum & Fortaliorum, und was davon dependirt / und dessen freyes Exercitium. Wodbey aber von beyden Theilen beibehalten worden / daß (1.) kein Theil Befestungen erbauen soll / näher als auf zwey Meilen Weges an denen von dem andern Theil begehenden Befestungen / (2.) auch überall nicht näher als auf eine Meile von und an des andern Territorio (worunter Jedoch die gemeinschaftliche Dörfer nicht mit zu berechnen) etwas fortificiren / (3.) soll auch kein Theil näher als auf eine Meile Weges an denen ordinären Straßen und Passagen von Flensburg nach Rendsburg / und von da nach Jülich / Glückstadt und Hamburg / Befestungen bauen / (4.) damit auch von einem Theil dem andern durch eine gar zu große Armatur und in denen Fürstenthümern zu haltende Anzahl Soldats keine Umbrage und Jalousie gegeben werden möge: So ist verglichen / daß aufser die

TOM. VII. PART. II.

mer ganz evidenten Nothwendigkeit (als wenn von einer unwürdigen Einbruch / und mehr Gefahr vorhanden / oder Ihre Königl. Majestät in Dänemark dero Allüren aus dem Königlich Dänemark / einige Hilfe zu leisten hätten / als welchen falls derselben die Passage durch deso Theil der Fürstenthümer dieses frey bleiben muß) kein Theil mehr als 6000 Mann zu Pferde und Fuß in die Fürstenthümer Schleswig-Holstein / bringen noch halten / sich aber zu keiner Zeit zu Unterwerfung oder Vergrößerung des andern Theils gebräuchlich soll. Weilen aber Seine Durchleucht zu Holstein-Gottorff mit einer solchen Anzahl Soldats nicht allemal versehen seyn möchte / auf den Plätzen zu halten / So bleibt Derselben allemal frey / wenn Sie es nöthig finden / von dero Freunden und Allirten aus dem Rheinischen Reich und Nieder-Sächsischen Gräff / bis auf 3000 Mann einzunehmen / und zu dero Sicherheit in die Fürstenthümer zu bringen und zu verlegen.

Wenn Sie auch von fremden Herren einige Truppen / so in dero Dienste / Eyd und Pflichten treten / und voriger Pflicht erlassen werden / annehmen können und annehmen wollen / so steht solches (weil dergleichen Leute nicht anders als Gottesfurcht eigene Truppen zu consideriren seyn) und so mehr / wenn auch ultra numerum der gedachten 3000 / und bis auf die gedachte Zahl der 6000 Mann / zu Hochgedachter Seine Durchleucht freyen Willen und Disposition: Jedoch / daß von einer Puissance allein auch solcher Gestalt keine große Anzahl als 3000 Mann zu übernehmen seyn wird. Jedoch wird auch verwahret / daß bey denen Durchleuchten der Truppen / kein Theil des andern Durchleuchten und Unterthanen mit Nacht-lagern und Einquartierungen befehlen soll: Es wäre dann / daß im Nothfall / auf specielle Requisition / ein Nacht-lager concedirt würde / welches falls dann / als / so geschehen wird / beahlet / und ganz exacte disciplin gehalten werden soll. Der bloße Transitus aber soll auf begehende Requisition nicht verweigert werden.

VI. Der Altonaische Vergleich soll innerhalb 6 Wochen nach Auswechslung der Ratificationen ad litteram / in specie auch mit Relevation des Gutes Gottes-Gabe an Ihre Durchleucht zu Holstein-Gottorff / zu völliger Execution gebracht werden: Jedoch in alle Wege den Jülichischen Haupt Holstein-Platz kein Regress in salvo bleiben.

VII. Alle von wegen Ihre Durchleucht zu Holstein-Gottorff auch vorgeschickte werden / wie auch die Werbung Christiannus oder Friederichs / dero Ambten und Angehörigen / insbesondere aber der Stadt Kiel / vielfältige Beschwerden und Schadten zugezogen wurden / gegen den Inhalt des Christlichsteuigen Recesses. Daber Seine Durchleucht die Intinances machen lassen / daß die gezeigte Werbung demoliret werden möchte.

So ist von wegen Ihre Königl. Majestät zu Dänemark verstorben / daß denen Gottorffischen Bedwärtigen und in diesem Punkt nachdrücklich und vollkommen remedirt / den Christlichsteuigen Reces zu Kriegs- und Friedenszeiten auch darunter allerdings nachgehenden / die Gottorffische angehörig / in specie die Stadt Kiel / bagegen und überall aus gedachter Werbung künftig nicht gravirt werden sollen: Massen dann auch auf allen unter erfolgten Ansehen innerhalb sechs Wochen nicht reparirt würde / Seine Durchleucht ratione des in vorhergedachten Christlichsteuigen Reces, sub Conditione wegen dieser Werbung ersteliten Consens / ihre Nothdurft mit Jura salva & integra sich reservirt haben wollen.

VIII. Wegen des Pacti, so Anno 1647. mit dem Capitulo zu Lübeck an Seiner Holstein-Gottorff wegen der Bischoflichen Wahl / auf sechs Generationen ertheilt worden / wollen Ihre Königl. Majestät zu Dänemark / es bey dem Christlichsteuigen Reces de Anno 1667. und darin beschriebenen Verstande allerdings beibehalten / und solchen auf keine Weise direct noch indirecte entgegen handeln lassen.

IX. Als von wegen Ihre Durchleucht zu Schleswig-Holstein-Gottorff / so wohl der hohen Medication als Ihre Königl. Majestät zu Dänemark / Vorwegen u. s. f. in mehreren vorgeschickte / in was großen Schaden und Verderb Ihre Haus und Land / durch die passirte Strungen gesetzet worden / So haben Ihre Königl. Majestät aus Freund-Verweiliger Affection und Gerechtheit gewilligt / daß Sie Ihre Durchleucht zu Holstein-Gottorff die Summa von zwey hundert tausend Reichsthalern an guten vollständigen Dänischen Eronen / (welche innerhalb 12. Tagen a dato dieses / in

Ppp Qum

ANNO
1700.

ANNO
1700.

Hamburg in Banco, oder bey sichern guten Cassienten versichert und angewiesen / und dem Gottorffischen Bevollmächtigten solche Versicherungen ausgediehet werden sollen / und zwar solche Summen zwischen hier und künftigen Reichs-Landschlag Anno 1701. in Odewis trum Regum, zu Hamburg abschließbar begeben lassen wollen. Hingegen sollen Ihre Durchlaucht zu Holstein-Gottorf alle andere, wegen einiger Schadloshaltung aus diesen Kriege bereits movirte oder annoch zu movierende Prætenzionen schwinden und fallen. Nicht weniger wird an Seiten Ihre Durchlauchtigkeit hiemit renunciirt (1.) Anno 1697. von der Königlich-Milice verursachten Kosten, (2.) Der ratione der bestanden Persequation dem Hoch-Fürstlichen Hause Gottorff zustehenden Prætenzion, davon in dem Tractat von Anno 1661. und dem Schlüsselischen Keceß Erwähnung geschien / und (3.) Denjenigen, so nach den 23ten Junii 1689. von Königlich-Geiten aus dem Fürstlichen eingetriben. Hingegen wollen Ihre Königl. Majestät allen aus diesen Kriege etwa habenden Schadloshaltungs-Prætenzionen ebenfalls hiemit renunciirt haben.

Hierbey ist ferner verglichen / daß / was an Domainen-Gebäuden in den Herzogthümern Schleswig-Holstein u. von ein oder andern Theile in des andern Landen biß auf den 14ten Augusti inclusive eingetriben und erhoben seyn möchte / solches denselben Theil / welcher es genossen verbleiben: / Was aber weiterhin mit von dem 15ten Augusti inclusive an / erhoben seyn würde / solches bona fide innerhalb 4. Wochen restituirt werden soll.

Wie dan auch die von beyden Theilen in des andern Landen / Kompten und Städten ausgeschriebene Contributions, welche nicht gebühren 14. dieses oder vorher vordem begehrt seyn / cessiren und nicht eingetriben werden / nicht weniger auch die von denselben Städten wegen der ausgeschriebenen extraordinären Erhebung extradirte Obligacionen oder gebühre Cautiones hiemit cessiren und annullirt seyn sollen. Die bey Prælaten und Bisthümern aber bereit ausgeschriebene und inintime Contributions sollen biß zu Ende dieses Monats begehrt und exequirt werden.

X. Weilen man befunden / daß (1.) die im Amte Gottorf nahe bey Schleswig belegene zwey Königl. Meistern Werck und Ulfens / dan auch (2.) das in Hordor-Altmarischen belegene Werck Jeddriß / zu allerhand Difficultäten und Trümpfen offters Anlaß geben: So haben Ihre Majestät auf beschriebenes Ansuchen hier mit vermögert und versprochen / daß Sie solches Werck gegen ein Äquivalent aus den Schlüsselischen Capitul-Gütern oder anderen Ihre Domänen vertreten permittiren / die Proportionen nach sechs-ßßrigen Registren ausfinden / und diese Sache innerhalb 4. Monaten zum Stande bringen lassen wollen. Dastu dan in dem Königl. Antheil sich Fürstliche Unterthanen oder Mand-Güter finden / so Ihre Majestät gelegen wären / werden Seine Durchlauchtigkeit mit dergleichen Permutation Deroelben auch gerne willfahren.

XI. Wegen des zu ist in Ampt Zundern vor Jahren von Königl. Geiten ausgelassen Zolles / ist abgetret worden / daß selbiger von denen Fürstlichen Schleswig-Holstein-Gottorffischen Unterthanen überall nicht (2.) auch von denen Kaufmannschaften und Wahren / so directe aus der See nach der Stadt und Amt Zundern / oder von da in die See gehen / nicht gehoben: sondern selbige davon allerdings befreiet seyn / und ohne einige Abgiffen von Zollen oder sonst / wie es immer Maßnen haben mag / gelassen werden sollen.

Alle übrige Gravamina sollen durch deperdens darzu zukommen zustehende Rächte in Hamburg innerhalb sechs Wochen a. die Ratification dieses Tractats / bona fide abgethan und gänzlich gehoben werden.

XII. Als bey dieser Travandul von Ihre Durchlaucht zu Braunschweig-Lüneburg-Gölle eine Schanke auf die vor dem Hamburgischen Hafen in der Elbe gelegene Insel der Brevenhoff genant / gelegt worden: So ist von Deroelben / daß solche Schanke so fort nach der Ratification dieses Tractats / evacuiret und raliert werden soll / hingegen aber auch an Seiten Ihre Königl. Majestät zu Dänemark-Norwegen u. hiemit versprochen worden: daß die Erbauung dieser Schanke nimmer in jemand præjudic allegirt / noch von der Insel des Brevenhoff / und noch alda noch ferner sich ansetzen möchte / der Schiff-Fahrt einiger Vermummung noch Hinderniß geschehen soll.

XIII. In diesen Frieden und Amnestie werden mit eingeschlossen die hohen Garands des Altmanischen Vergleichs / der Successores, Reichs / Lande und Angehöriger: und soll alles dasjenige / so von selbigen zu Wasser

und Lande gegen ein-und andern Theil geschien / in Anno 1699. enige Vertragheit gestellt / und in Unguten nimmer weiter gedacht werden.

Insonderheit wollen Ihre Königl. Majestät zu Dänemark-Norwegen u. vor sich und Dero Successores hiemit versprochen haben / daß Sie wegen dessen / so bißhero vorgegangen / nach unter was Prætext es sonst seyn möchte / gegen Ihre Königl. Majestät in Schweden / oder das Durchlauchtigste Haus Braunschweig-Lüneburg-Gölle und Hannoverischen Reichs / weder selbst et was Thätliches vornehmen / noch anderen / die solches thun oder thun möchten / mißthun oder Feinden und Widersetzlichen auf Feindley Weise mit Noth und That / Hilff nicht Vorstuh / direct noch indirect leisten / sondern vielmehr ohnangesehen alles dessen / so biß anhero verhandelt / vorstommen und paltret / mit denselben / und zwar was in specie Ihre Majestät und die Cron Schweden belangt / nach Inhalt der zwischen beyden Nordischen Königen und Reichern vor dem errietheten Pacten und Frieden-Schlüssen ein beständiges gutes Freundschaftliches Vernehmen unterhalten wollen. Hingegen wollen Ihre Königl. Majestät in Schweden und Hochgeachtetes Durchlauchtigste Haus sich auf gleicher Weise gegen die Cron Dänemark betragen / und an aller guten Freundschaft und Nachbarnlichen Correspondenz und Freundschaft mit Ihrer Königl. Majestät es ihr er Seits auch nicht erlassen lassen.

XIV. Die Königl. Kaiserliche Majestät und übrige hohe Puillances, so sich bißhero der Garantie des Altmanischen Vergleichs angenommen: nicht weniger auch Ihre Königl. Majestät in Frankreich / und die Chur- und Fürsten des Reichs / zu welchen ein oder ander Theil darunter ein Vertrauen haben möchte / welche dan innerhalb 2. Monaten zu benennen / sollen invitirt werden / beyden Theilen die Garantie dieses Tractats und der das bey errietheten Richten-Articulen zu leisten.

XV. Die Ratificationen über diesen Tractat sollen in 7. Tagen a. dato, und ohne da möglichst gegen einander in Ergebung ausgewechselt werden.

Dit Urtheil und dessen seyn dieses Vergleichs zwey Instrumenta verfertigt / von denen ab beyden Theilen dazu bevollmächtigten Ministern unterschrieben / und mit ihren Piuschaften besiegelt worden. Es geschien zu Travendahl den 13. Augusti, Anno 1700.

Johann Hugo von Lente. Magnus von Wedderkop.
(L.S.) (L.S.)

Christoph Blome. Vincier von Königstein.
(L.S.) (L.S.)

Sechs separatirte Articul des vorhergehenden Travendahlischen Friedens / deren jeder sub eodem Dato & Loco geschlossen / und der erste von der Sicherheit des Herzogen zu Holstein-Pöln; der zweyte den Vörmarsch der Schwedischen Troupen auß Dänemark; der dritte die Dänische Hypothec auf 260. tausend Rthlr. der vierte die Jura superioritatis der Stadt Lübeck über gewisse Dörffer / der fünfte die Dänische Prætenzion der 120. tausend Rthlr. an das Stift Lübeck / und endlich der sechste / die Schließung der so genanten Hittler-Schanz betrifft. [Copie manuscrite communiquée par un des Ministres de la Negociation.]

C'est-à-dire:

Six ARTICLES SEPAREZ du precedent Traité: si le premier touchant la sécurité du Duc de HOLSTEIN PLOËN; le second pour la sortie des Troupes Suédoises hors du DANEMARCK; le troisième pour l'hypothèque de 260. mille Rixdalers, promis par le IX. Art. du Traité; le quatrième

ANNO
1700.

trième en faveur de la Ville de LUBECK & de sa Supériorité sur certains lieux. Le cinquième touchant une Pretension du Roi de DANEMARCK de 120. mille Ecus, sur l'Evêché de LUBECK. Et le sixième touchant la Demolition demandée du Fort de l'Elbe, nommé Huster Schanz.

Die Herrin Kriegen zu Holstein Ploen Durch-
leucht Der Eiden und Plektenkamen, | sollen
gehe die die die Königlich Dienstlich zu
Denemerk und der Herrin Kriegen die
stein in Gortoff Durchleucht ertritte. Durch
und Recesse in keinen Baye turbiret und betrübe | sonder
bey ihnen darin erlangte und sonst habenen Justiz
und beffenden Herrschaffen | Zuehender und selbigen in-
corporierten Gütern gerichte gelassen | und hinfünftlich
von einander | wer der auß sich mocht | dagegen ange-
schafft | kedd | dadurch dem Altonaischen Vergleich nicht
prejudiciret werden. Disste leparat Articul sol eben
die Krafft und Wärdung haben als wenn er dem Haupt-
Tractat von Worten zu Worten inseriert wäre | und
seind demselben Original verfertiget | von denen bey-
den Theilen baid bewilliget | und mitir unterschrieben
und mit ihren Pfünschen bekräftiget | haben. So
geschien zu Trarumbh den 18ten Augustus Anno
1599.

Articulus Separatus 2.

W^{ir} verfahren und überreichen Ihre Durchlaucht zu
S. Majestät die Königin, welche bey Ihrer Königl.
Majestät in Schweden durch ein Schreiben zu
erhalten und zu wege zu bringen / daß Diefelbe sich
gefallen lassen werde / daß 1. in Schweden und denen
Königlichen Dänemärkschen Insulen alle Hostilitäten,
Contributions und Exactiones den Tag herauf nach
dem Schwedischen Reichs Rathes Abfertigung
Courree. Ihrer Königl. Majestät zu Schweden die
Nachricht von dem Schluß die Tractaten zwischen
d. annehmen wird / gleich mögen aufhören / und was
solchen Tag der Antritt des Courrees inclusive nicht
wüßlich gehoben sein wird / weiter nicht exigirt / denn
aus 2. Die Königl. Schwedische Wälder so gleich
nach dem Schluß der Tractaten in die Hände der
Generalität in Schweden die Nachricht zu bringen /
daß die Rationirungen aus dem Königl. Tractat
nicht aufgeworfen sein / aus dem Friedens Reichthum
nach dem Wunsch und Wente nicht contrair sein / abge-
führt werden sollen. Im Uebriht ist die Declaration
des Königs von Schweden die sich beziehet auf die
Frieden und mit D. R. Schillingen Hölzlein unter-
zeichnet. Den 11. Augusti Anno 1700.

Articulus separatus. 3.

Wozu in denen unter dem Neutigen dato in dem 9.
Articul bekräftet 14. Tagen die Einföhrung der
Veränderung auf zwey hundert kassus und Reichthum,
nicht 1000000000. (Es soll nicht die Härte Beden-
ken, daß der Herrgott nicht 1000000000. Reichthum
und Superiorität, als ein Hypothecum an Götter fra-
diziert werden; und es selber als einen in Possession zu neh-
men befähigt sein; wobei Ihre Durchleucht versprochen in
eventum nicht weiter / als die von solchen Capital ge-
bildene Zinsen ohne alle weitere Erhöhung der Contribu-
tionen oder andern Einfüssen 4 p. pro cento zu
geben lassen / und Sie auf keine Weise jenen schindern
werden, zu mehrer Verlesung ist dieser separar Articul
von bestertheits bewilligigten Ministern signirt / und
eigenschändig unterschrieben / und soll mit dem Haupt-Actum
von gleichen Willen und Kräften sein. Datum
Trauensteden den 18. Augusti Anno 1700.

Articulus separatus 4.

Als von denen allhier bey diesen Tractaten von wegen
Ihrer Majestät in Schweden/ Ihrer Churfürstlichen
Durchleucht zu Brandenburg und dem Durchleuchtigen
Hauße Braunschweig-Lüneburg anwesenden Ministri in-

fländig verlangt und recommendirt worden, daß Ihre
Majestät zu Demutirung gerben wölen, / der Eviden-
zen, die Jura superioralis über die Dörfer Mühl-
bach, Mühlstorf, St. / Eidsbürgers, Wörs, / Thorst-
dorf, Mendenstorf und Tremstorf ohne fernerer Streit zu
lassen: So hoffte die Königl. Dänische Hten. Ge-
wollmächtigte, in wege zu bringen, daß Ihre Majestät
in Begütigung der wege zu Willens gien, ihre bewährte-
ste Krongl.-Einkün, und in rechte der einmündigen In-
tercession Ihm mehrbedachte Dörfern wegen am Krön-
lichst folgenden Reichthum, ihre Aufsehn-
flast geben, inmündlich abzu, dessen wölen, wenn
die Dörfer siltet an Ihre Majestät durch eine Ver-
schickung es suchen wöle, derselben das Gut und Dorff
Müllingen und alle dero Perennien so firt zum eum-
Terrenio Jura übergeben und lassen wölen. Zu übr-
fundt ist dieser separir Arical von dem Königl.
Demutirungsbefehlswollmächtigten Ministri unterschri-
ben, / und mit deren Pfinschen betätigt worden.
Actum Traubmahl den 18. Augusti 1709.

Articulus separatus 5.

Auf das von dieses Bisthums-Sächsischen Krefche und seinen Lehren, Herrn Dnecker, wegen von Seiten der Königlich-Preussischen Regierung, den unbenutzlichen und ausschweifig-umhergehenden großmüthigen Verworf, Ministerium gehörenden Anhalten, daß ihre Majestät zu Dänemark gerühen wolten, die an das Estif und Capitul zu Lübeck aus gewissen Religionen Affignationen gemachte Forderung auf ein hundert zwanzig tausend Reichsthaler bemessen zu lassen, sich von wegen ihrer Majestät zu Dänemark die Erfüllung erbetet, daß sie an obiges Estif und Capitul ein mehreres, als was nach dem Reich und Krefschick, und nach dem Fuß der Marck-Praxis obliegen und infommen, auch nach Zugrundelegung ihrer Majestät genossen reitlen kan, nicht fordern, sondern sich mit dem hieselbst 6. B. B. Boden die Sache zur Bestätigung bringen, und nachgedachten Estif und Capitul nach aller Billigkeit handlen, und bemessen was einigen andren Sündnen geschehen, wiederfahren lassen wollen.

Urfundlich ist dieser Separat Articul von beyderseits
bevollmächtigten Ministris signiret und eigenhändig unter-
schrieben / und soll mit dem Haupt-Tractat von gleichen
Würden und Kräfften seyn. Actum Travendahl den
18. Augusti Anno 1700.

Articulus separatus 6.

Mit die beiden gemachten Tacten befohlene In-
 stanz, daß Ihre Majestät zu Demnachst folgenden
 dem Elb-Commercio zum Behn
 Strohm bekohle so genannte Stroh-Schank weghen und
 demoliren zu lassen / sich gefallen laßen wolten / bat man
 an seinen hochgebohrnen Ihrer Königlich Majestät
 sich dahin erkläre / daß sie solchen Punkt dem Arbitrio
 Ihrer Majestät von Groß-Britannien und Herrn Ge-
 neral Tact der Vereinigten Niederlanden / als Guarant
 und darneben Ihrer Majestät von Frankreich / überlas-
 sen / und innerhalb ihres Monat Zeit nach dem Auf-
 gabe / sich zu dem Beweisen laßen wolten. Inzwischen ist
 der Kaiserliche Antrage sehrbeyförmig erwidert worden
 und die Kaiserliche Majestät hat sich dahin erkläre
 Minister Ignazt und eigensamlich verordnen / und soll
 mit dem Haupt-Tacten von solchen Wärdern und Sach-
 ten seyn. Actum Travendahl den 13. Augusti Anno
 1700.

Johan Hugo von Lente.
(L. S.)

Christoph Blome.
(L. S.)

Acte wegen der Garantie des 12ten Art-
iculs in dem vorhergehenden Travens-
dahlischen Vertrag. Segeberg den
13.^{te} Aug. 1700. [Copie Manuscrite
communiquée par un des Ministres
de la Negociation.]

C'est-à-dire,

Acte pour la GARANTIE du XIII. Article du
 PpD 2 Traité

ANNO
1700.Traité de Travendael. A Segeberg le 13. d'Août
1700.

Nachschaffen/vermöge des 13. Artikels des heute dero zwischen Ihrer Majestät in Dänemark / und Herrn Herzogen zu Schleswig-Holstein-Gottorf Durchleucht geschlossenen Friedens-Tractats an sitzben Hochschätzter Ihrer Majestät unter andern versprochen worden / daß sie Ihrer Majestät in Schweden Forderungen und weidigen auf keinerlei Weise mit Nuth noch That Hülfe noch Vorstehung direct noch indirecte leisten wollen / und aber die von Ihrer Majestät zu Schweden zu diesen Tractat bevollmächtigte Herrn Ministri dabey declariret / daß solches alch in specie von Ihrer Majestät in Polen / Churfürsten zu Sachsen / als von welcher die Cron Schweden in diesem ohnlängs öffentlich feindlich angegriffen worden / verslanden werden müste / darauf dan die Königl. dänemarchische Herrn Ministri sich gegen Hochbedenke dahin erkläret / daß Ihre Majestät zu Dänemark Norwegen / in specie auch ratione des Königs in Polen und Churfürsten zu Sachsen / dem Janghalt des vorgedachten Artikels 13. dazw. sich ein Genuß hat / und während letzten Kriege gegen Ihre Majestät zu Schweden / zu Wasser noch Lande / direct noch indirecte Seiner Königl. Majestät in Polen und Churfürsten zu Sachsen / einige Hülfe nach Vorstehung leisten wollen noch würden / welches dan von Königl. Schwedischer Seiten also angenommen worden: So haben wir / zu Beförderung des Friedensschlusses nicht allein daß obiges alles vorgegangen und geschehen / hiermit ausseren / und gegenwärtige Acte darüber aufstellen / sondern auch uns reitern / und hiermit versprechen wollen / unserer allerhöchsten Hören Verhöflichst und Principalen Garantie in specie über diesen Punct / innerhalb 6. Wochen / die Ratification über diese Acte innerhalb 4. Wochen zu wege zu bringen. Es geschehen / Segeberg den 13. Aug. 1700.

JACOBUS CHIRST.
(L.S.)Is. HAERSHOLTE.
(L.S.)

NB. Die Braunschweig-Lüneburgische Ministri haben Ihre Acte gleiches lautes a part aufgesetzt.

Ihre Königl. Majestät FRIDERICI IV. in Dänemark Versicherung / der Hypothec auf die Landtschaft Brettsfadt oder Norgensharde / wegen der dem Herrn Herzog von Holstein-Gottorf im Travendaelischen Frieden versprochener 260000. Thaler. Coldingen den 26. Aug. Anno 1700. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abtheilung IV. Absatz X. pag. 250.]

C'est-à-dire.

Lettres d'Hypothèque, données par FRÉDÉRIC IV. Roi de Danemarck, au Sérénissime Duc de HOLSTEIN-GOTTORP sur la Terre de Brettsfadt, autrement Norgensharde, pour le tout de 260 mille Ecus promis par la Paix de Travendael. Données à Coldingen le 26. Août 1700.

Wir Friedrich der Dritte / von Gottes Gnaden König zu Dänemark / Norwegen / der Weiden und Gothen / Herzog zu Schleswig-Holstein / Stormarnen und der Dänemarschen / Graff zu Oldenburg und Delmenhorst / u. d. d. d. fund und bekennen hiermit für uns und unsere Erb-Successores ander Regierung: Als wir in dem zwischen uns und dem Durchleuchtigsten Kaiser unsere freundlichlichen Beiden Herrn Fürstlichen Erben zu Norwegen / Herzogen zu Schleswig-Holstein Stormarn und Dänemarschen / Grafen zu Oldenburg und Delmenhorst u. d. d. d. dieses reichlichen Vergleich nebst andern Puncten / uns Freundboetlicher Affection und Gewogenheit versprochen / Ihre

seiden auf nechstünfftigen Umschlag 260000. Rthlr. solten zu lassen / zukunfft aber binnen vierzehn Tagen entweder in Banco zu Hamburg oder bey sitzben guten Kaufleuten deshalben Versicherung zu stellen / und man solche Versicherung in so kurzer Zeit zu beschaffen auscultirt findet: So haben wir an deren stat so wohl zu Verlegung unserer bey der Sache sitzbenben sitzbenben Intention / als zu ihrer seidenben völigten Sicherheit derselben in unserer Landtschaft Brettsfadt oder Norgensharde / zumahlen solche Landtschaft Ihre ohne dem dieser Gelde halber zu einer Hypothec versprochen worden / ein constitutum Possessorium hienit verordnen / und einräumen wollen: Thun solches auch Recht dieses vergelteten / als / daß Seiner seidenben von nun an ein constitutum Possessorium in vorgemelter unter Landtschaft haben / auch unsere Garantie und gemeint Unterthanen dazw. in evanum der auff nechstünfftigen Umschlag nicht erfolgenden Zahlung alebann ohne weitere Sollemnität unserer Pflichten erlassen / und an Seiner seidenben auf die in obgedannten Vergleich stipulirte Conditiones übergeben / Seiner seidenben auch solchensfalls auf drücker Umschlage-Zeit die wirkl. Possession erworbener Landtschaft mit allen im Tractat exprimirten Juribus eignen Besessens zu regreßsen / und die die versprochene 260000. Rthlr. wölle abtragen / ruhig zu continuiren wohlberechtigt und beeidmachtet sein sollen: Geschehen wir denn zu dessen zu verlässiger Gewissheit für uns und unsere Erb-Successores an der Regierung solches ohne alle Gegenrede und Hinderung geschehen / und Seiner seidenben und Dero Erben in den Weis der Hypothec / den getroffenen Vergleich gemäß / bis zu prästirter richtiger Zahlung der offig. 260000. Rthlr. ruhig verbleiben zu lassen / hienit bey unseren Königl. Warten versprechen. Inßw. indisch unsern Königl. Handtzen und vorgedachten Inseget: Es geschehen auff unserm Schloß Coldingen den 26. Aug. 1700.

Friedrich Rex.

(L.S.) K. Thott, G. V. Breytenuau.

Neben-Vergleich über den Travendaelischen Frieden zwischen Ihrer Königl. Majestät in Dänemark FRIDERICO IV. und Herzogs Friedrichs zu Schleswig-Holstein-Hochfürstliche Durchleucht / wegen Bezahlung derer im erwachten Frieden von Ihrer Königl. Majestät an gemelten Herrn Herzogs Durchleucht versprochenen 260000. Rthlr. woben sich dan Ihre Königl. Majestät verschiedenes stipuliret. Hamburg den 12. Julii 1701. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abtheilung IV. Absatz X. pag. 21. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le Theatrum Europæum Tom. XVI. pag. 175. & dans THUCELIUS in Actis publicis Part. II. pag. 829.]

C'est-à-dire:

Recès particulier conclu entre FRÉDÉRIC IV. Roi de Danemarck, & FRÉDÉRIC Duc de Holstein-Gottorp, touchant le paiement de 260 mille Ecus promis par la Paix de Travendael, sur quoi Sa Majesté Dannoise fait quelques stipulations. Hambourg le 12. Juillet 1701.

Wir wissen: Nachdem Ihre Königl. Majestät zu Dänemark Norwegen u. d. d. in dem 9ten Artikel des zu Travendael aufgeschriebenen Tractats versprochen / an des Herrn Herzogen zu Schleswig-Holstein Durchleucht 260000. Reichsthaler zahlen zu lassen /

ANNO
1700.

lassen / folche Echter auch zu diesem Behuf in beständiger Zeit zu Hamburg parat gehalten / wegen derer wirklichen Auszahlung aber sich um bedürftigen einige Dilectation hervor gethan / weilen Ihre Königliche Majestät ein Reciproque Execution befristeten Tractats erfordert / und deshalb gewisse Gravamina anführen lassen: als seynd solche durch gültige Vermittelung folgendermaßen verglichen und abgethan worden: Erstlich restituiren Ihre Durchleucht denen Herren Herren in Norburg das hieselbst occupirte Gut Gonesgub mit allem davor verschundenen Mobilien und Vieh / so nicht gestorben / oder zum Nutzen des Guts angewandt: evacuiren selches 14. Tage nach Vollziehung dieses Recessus, bezogen sich auch für sich und der Successoren alles Anspruchs / welchen dieselbe so wohl gegen Ihre Königliche Majestät als das gesambte Haus Pöln aus dem 2. Article des Altonaischen Tractats oder sonst auf derührtes Gut Gonesgub haben möchten. Nachdem auch ferner von Seiten Ihrer Königlichen Majestät aus denen alten Erbteilungen / lehens-Documenten und andern Fundamentis erwiesen worden / daß die ganze Insel Arron / einseitig sich auf das darauf belegene 4. Güter eintheiltes Dominal zum Herrguthumb Schleswig gehöriges seyen. Cuius et in den Erbteilungen der Königlichen Portion zugesetzt worden: So lassen es Ihre Durchleucht zu Schleswig-Holstein-Gottorf hiebei bewenden / und wollen auch selbe Insel für sich und derer Nachkommen keinen ferneren Anspruch führen / ohne was die Succession betrifft.

Zweitens: Willen in dem Traventhalischen Tractat verfahren / daß kein Theil dem andern in den iugestherten Landen / Ämtern und Städten zu seiner Zeit einige Behinderung der Eintrag thun solle: Es haben Ihre Durchleucht auch deshalb für sich und derer Successores de preterito & in futurum sich allen Anspruchs wegen des Halbfürstenthums der gemeinschaftlichen Contributionen / die in der landes-Matriculirte denkmale Ämter und Städte / und auf Arron befindliche 4. Güter betreffend / so den Fürstlichen-Conderburg-Pöln-Norburg-und Glücksburgischen Häusern gehören / begeben / weilen solche aus dem Königlichen Zuthil hergekommen und abgethan seyen. Ihre Durchleucht befehlen sich aber eventualiter den in Gones Händen stehenden auf die laube seligen Zufall bevor / so weit sie diesen dazwischen befristet seyen werden. Alas aber alle übrige von denen Herren Herren zu Conderburg / Norburg und Glücksburg / auch anderen Particulieren befristet anjehelnde und in der landes-Matriculirte sich befindende Abtheile Güter betrifft: so bleiben selbige unter gemeinsamer Jurisdiction und Collectionen. Hingegen renunciren Ihre Königliche Majestät für sich und derer Successoren in der Regierung der Präzensionen von 103. Pfingen auf dem Perquisitions-Recht de Anno 1666, welche derselben zu Erhaltung einer durchgehenden Gleichheit in denen Pfingen bezugetet / also daß jeder Herr die Thne darin jngesteg danielis besitzen und angerechnete Güter einzig und allein ohne des andern Gegentheils collectiren. Ingleichen renunciren Ihre Königliche Majestät allen Präzensionen / welche sie vermöge des Glücksburgischen Recessus und sonst auf die vormahls durch Wasserfurch überschwemmte / nachgehends aber von Jahren zu Jahren durch lezung neuer Diche wieder gewonnener landtreyen des Fürstlichen-Gottorfischen

Antheils / wegen / da sie ad commune Cautrum provinciale hätten gebracht werden sollen / des Halbfürstenthums der Contributionen machen können: Gestalt dan von Ihrer Königlichen Majestät und Hochfürstlichen Durchleucht ferner befohlen / daß Inbalt Traventhalischen Friedens nicht allein solche und andere bereits eingetragte landtreyen / sondern welche noch eingetragte werden können / es seye in Nord-Strand / Zumbissen / Eyderbüden / Bredtsbüden / Dümmsen / oder sonstigen den Herrn allein und privatim zu collectiren / juchsen und vertheilen / ohne daß er gehalten / demogen das geringste ad commune cautrum zu bringen.

Als auch Drittens in dem Traventhalischen Tractat stipulirt / daß alles / was nach dem 14. Augusti an Contributionen erhoben seyn würde / bona fide restituirt seyn sollte: Es versprechen Ihre Hochfürstliche Durchleucht daß jngleich / und wann die Auszahlung der 260000. Rthlr. geschehet / auch die aus denen Grafschaften Oldenburg und Delmenhorst durch Königlich-Schleswigische Auxiliar-Troopem eingetragene Contributionen-Gelder dem Antheils wieder zur gehen werden sollen.

Als auch Viertens Ihre Königliche Majestät versprochen die Fürstliche Obligaciones ex causis onerosis in solvum & pro Satisfactione annehmen müssen / und dieselben vergin verglichen gewesen / daß 260000. Rthlr. in deposito bleiben sollen: so wollen Ihre Königliche Majestät deshalb auch nachgeben / und die ganze Summa der 260000. Rthlr. so fort nach Ratification gegenwertigen Recessus auszahlen lassen / jedoch mit Vorbehalt daß sie wegen abgemeldeter Hochfürstlichen Obligaciones ihre Jura salva & integra bekalten / und nicht abhalten seyn wollen / imweisen / und hñ es wegen vorgedachter Obligaciones zur völligen Rückstufung geset / die vor einige Fürstliche Ministros und Bediente vermög des Altonaischen Vergleichs noch rückständige Capitalia zu bezahlen.

Obwar auch im übrigen und fünften Ihre Königliche Majestät vermög des Glücksburgischen Anno 1667. auferlegten Recessus die von denen Fürstlichen Unterthanen aus der Stadt und Amt Hulsum, auch Eyderstätt restirende Verzeßung einer harten Anzahl Viehes nicht erlegt werden / und deshalb von Auszahlung der 260000. Rthlr. Verzögerung geschehen: so ist doch / jnnahmen anmoch einige Zeit erstörben würde / folche Sache zu völliger Rückstufung zu seyn / befristet befohlen / daß sie ad Gravamina vermög / und befristet Inbalt des vorbestanden Recessus abgethan werde. Damit jedoch hies und andere mehr an hohen Theilen führende Gravamina in keine weitere Verzögerung gebracht / befundenen zu ihrer völligen Erledigung ehest gelangen mögen: Als ist Königlich-und Fürstlicher Seiten befohlen / sothane gesambte Gravamina, und was darzu noch würde geset werden / so fort nach Vollziehung dieses Neben-Vergleichs ohne weiteren Aufschub durch befristetes hierzu committirte geachtmüthige Ministros und Räte vornehmen / und innerhalb 27. Monaten / da dato Ratificationis gegenwertigen Recessus völlig erörtern und schliessen zu lassen.

In mehrere Urt und dessen seynd wegen dieses Neben-Vergleichs zwey gleichlautende Exemplaria auf befristetes Herrn Principalen erfolgader Ratification verfertigt / unterschrieben und befristet worden. Es geschehen zu Hamburg den 12. Julii 1701.

Johann Hugo von Lente.
(L.S.)Plancier von Königstein.
(L.S.)J. G. Banier.
(L.S.)

CCXXIV.

2. & 5.
Oñ.

Testamento cerrado de D. CARLOS II. Rey Católico de España, por el qual declara Felipe Duque de Anjou en su Successor universal de todos los Estados de la Corona de España assi en España misma como en Italia, en los Paises Bajos o en las Indias, y en todos los derechos que de ellos dependen; dexando a la Casa de Austria por satisfacion de sus derechos & razones, la esperanza de poder casar una de sus Archiduquessas con el dicho Duque de Anjou. Hace despues quantidad de Legados pios, y establece una Junta provisional, que gobierne asta la llegada del Successor, y ordena en favor de la Reyna su Esposa che non solo se le

paghe su dote entera, pero que a mas gozará durante su vin de los alimentos de quatro cientos mil Ducados al año, y que todas la joyas que no se hallaran vinculadas, le seron entregadas; y le apartiendran en propriedad. Fecho en Madrid a dos de Oltubre 1700. Con un Codicilo que contiene entre otras cosas que si la Reyna lo quisiere, podrá passar al Gobierno de uno de los Reynos de Italia, o de Flandes. En Madrid a 5. de Oltubre 1700. [Sur l'imprimé à Madrid par Juan Garcia Infanzon Imprimeur de la Sma Cruzada anno 1700. in 4. Et à Paris chez Frideric Leonard, l'Imprimeur Ordinaire du Roi avec Privilege in 4. ann. 1700. en Espagnol & en François.]

ANNO
1700.

EN el nombre de la Santísima Trinidad, Padre, Hijo, y Espíritu Santo, Tres Personas distintas, y un solo Dios verdadero, y de la gloriosísima Virgen María, Madre del Hijo, y Verbo Eterno, y Señora nuestra, y de todos los Santos de la Corte Celestial. Yo Don Carlos por la gracia de Dios, Rey de Castilla, de León, de Aragón, de las dos Sicilias, de Valencia, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Sevilla, de Córdoba, de Corcega, de Murcia, de Jaén, de los Algarves de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales, y Occidentales, Islas, y Tierra firme del Mar Oceano, Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, de Brabante, de Milán, de Atenas, y de Neopatria, Conde de Aipurg, de Flandes, de Tyrol, y Barcelona, Señor de Vicaya, y de Molina. Conozco, que como mortal no puedo escapar del pecado de nuestro primer Padre; y hallandome por el pecado de nuestro primer Padre; y hallandome, como me hallo enfermo en la cama, de enfermedad que Nuestro Señor ha sido servido de darme; Por tanto hago mi Testamento, ordeno, y declaro mi última voluntad, por esta Escritura, estando en mi libre, y sano juicio, qual Nuestro Señor fue servido que le tuviese.

1 Primeramente suplico a Jesu-Christo Nuestro Dios, y Señor verdadero, Dios, y Hombre, que por los meritos de su Pasión, y Sangre se congojo, el mayor de los pecadores, de su misericordia, y clemencia; y aunque le he sido tan desagradecido, que no le he servido como debo, ni reconocido los singulares beneficios, y mercedes que me ha hecho, espirituales, y temporales; obedeciendo, y cumpliendo en todo su Santa Ley, y amándole con el amor á que tan aventajados, y extraordinarios favores me obligan, me dé su gracia, para que como he vivido siempre en su Santa Fe, muera en ella, y en la obediencia de la Iglesia Católica Romana, y allí lo proreñe, y quiero hazer, como fiel hijo de ella.

2 Y para que me duela de mis pecados, con verdadero dolor que quisiera, y deseara tener para remedio de mis culpas, con la virtud, y gracia de los Sacramentos, que para bien, y remedio nuestro, con piedad de Dios instituyó en su Iglesia, suplico á la Santísima Virgen María su Madre, que como Abogada de los pecadores, y mia para todo el tiempo que me quedare de vida; y especialmente al fin de ella, me socorra, y ayude con su intercesión, para que fu preciso Hijo me conceda su divino favor, y gracia. Siempre la he tenido por Señora, y Abogada con especial devoción, quana he podido con mi flojedad, y flaqueza, y efíero en su misericordia, y clemencia la asirá conmigo en todos tiempos, y mayor en el aprieto de la muerte; y particularmente por la devoción, y afecto que siempre he tenido al Soberano, y extraordinario beneficio que recibí de la potestad papana de Dios, previniéndola de toda culpa en su Inmaculada Concepción, por cuya piedad he hecho con la Sede Apostólica todas las diligencias que he podido para que así lo declare, y en mis Reynos he defendido, y procurado la devoción de este Misterio; y en conformidad de lo que ordenó el Rey mi Señor, y mi Padre, la he mandado llevar en mis Estandartes Reales, como empressa; y si en mis dias no pudiere conseguir de la Sede Apostólica esta decisión, luego muy afectuosamente á los Reyes que me sucedieren, continúen las instancias que en mi nombre se huvieren hecho, con grande aprieto, hasta que lo alcancen de la Sede Apostólica. También suplico á los Bienaventurados San Miguel Arcángel, y Angel, y Angeles Santos de mi guarda, y á los Santos Apóstoles San Pedro, San Pablo, Santiago, Parron de España, San Carlos, y San Felipe, Santo Domingo, San Benito, San Francisco, Santa Teresa (de quien me he movido con tan particulares demostraciones devoto) Santos mis Abogados, y á todos los demás de la Corte Celestial, intercedan por mí con mi Dios, y Señor al mismo fin; y para que me dé gracia eficaz para que yo me duela de mis pecados de todo corazón, y con todas veras de él, ame á este Señor, y Dios mio, que tanto merece ser amado.

3 Mando que después de mi fallecimiento, mi cuerpo sea llevado con la menor pompa que mi estado Real permite, al Monasterio de San Lorenzo el Real, y allí sea sepultado en el Panteón deputado para los cuerpos de los Señores Reyes mis Predecesores, y

para mis Sucesores; y el mio se ponga en el lugar que le corresponde, según la orden que el Rey mi Señor, y mi Padre dexó dada para la colocación de 1700. los cuerpos Reales quando feneció esta obra.

4 Y por quanto de mi orden fe han hecho algunas fundaciones en dicho Monasterio, y para ello señaládo algunas rentas, mando se conserve en la misma forma que lo he dispuesto en sus mismas fundaciones; y dotaciones.

5 Mando á los Reyes mis Sucesores, que tengan muy especial cuidado de la conservación de este Real Monasterio, en la forma, y con la mayor grandesa que le fundó, y dotó el Señor Rey Don Felipe Segundo mi Viábuolo.

6 Mando que el dia de mi muerte todos los Clerigos, y Religiosos del Lugar donde muriere, digan Misa por mi alma; y en los Altares privilegiados se digan todas las que se pudieren dezir por tres dias; y quiero que demás de esto se digan por mi alma, á cumplimiento de cien mil Misas; y es mi intencion, que las que por la misericordia de Dios no tuviere necesidad, se apliquen por mis Padres, y por los demás Predecesores; y en caso que tampoco las ayan menester, se apliquen á las Almas del Purgatorio mas necesitadas, según mi intencion; y mis Testamentarios encargarán á los que las huvieren de dezir, las digan, y apliquen conforme á esta intencion, y ellos tambien señalarán la limosna que por ellas se huviere de dar.

7 Y por quanto el Rey mi Señor, y mi Padre mandó situar tres mil ducados de renta (que con efecto se situaron) en el servicio de los ocho mil Soldados que el Reyno concedió por menor en esta Villa de Madrid, y su Provincia, con consentimiento de ella, para redimir Captivos, casar Huérfanos, y facar pobres de la Carcel, y después aumentó dichos tres mil ducados á seis mil de renta en cada un año, situados en el mismo servicio de los ocho mil soldados; y fino cupiesen en él, se situasen en las rentas mas ciertas, y seguras que huviese desembarazadas, y fuesen vacando, ó vacasen después de sus dias; y que estos seis mil ducados de renta se empleasen, los dos mil de ellos en redimir Captivos, prefiriendo los que huviesen servido en sus Exercitos, y Armadas; y en defecto de estos, se redimiesen otros sus Vasallos, prefiriendo los niños, y mugeres, y los que estuviesen en mayor peligro espiritual. Otros dos mil ducados de renta se empleasen en casar huérfanos, hijas de criados de las Casas Reales; y los dos mil ducados restantes, en facar pobres de la Carcel, dexando la eleccion de las personas en todos los dichos generos (en lo que no fuese contrario á lo dispuesto de los Captivos) al arbitrio, y voluntad de los Reyes mis sucesores, y de de su Confeñor, y Limosnero Mayor, que avian de proponer las mas necesidades, y en quien concurriesen las mayores causas para gozar de esta limosna, prefiriendo en todo sus Criados, y los de los Reyes, y Reynas, que por tiempo fuesen, y antejadas cosas el pagar las deudas de su Magestad. Declaro, y es mi voluntad, que esto se observe, cumpla, y execute, puntual, y literalmente, como está dispuesto.

8 Por lo mucho que debo á Dios Nuestro Señor, y por lo que defco el bien espiritual del que succedere legítimamente en estos mis Reynos, y Señorios, le ruego, y encargo afectuosamente, que como Principe Católico, para bien suyo, y de sus Reynos, sea muy zeloso de la Fe, y obediente á la Sede Apostólica Romana, viva, y proceda en todas sus acciones, como temeroso de Dios, observante de su Santa Ley, y Mandamientos, procurando en todo la divina gloria, y exaltación de su nombre, propagación de su Fe, y aumento de su servicio; honre mucho á la Inquisición, la ayude, y favorezca, por lo que zela, y guarda la Fe, cosa tan necesaria, especialmente en estos tiempos, en que tanto se han derramado las heregias; honre, y ampare el Estado Ecclesiástico, y le guarde, y haga guardar sus excomunicaciones, é inmunidades; honre, y favorezca las Religiones, y procure con veras fu reformacion en lo que la huviere menester: administre en sus Reynos justicia con igualdad; ame á sus Vasallos, y con entrañas, y amor de Padre los procure relevar, y en todo cuye de su bien, y prosperidad, y con esto tendrá el corazón de todos; y nuestro Señor con particular providencia le asistirá, y ayudará á la medida de la caridad con quemarse por ellos; y en

par.

ANNO particular le encargo zele mucho, y vele sobre los
1700. Ministros, no confintiendoles defecto alguno en la
parte de la enerezeria, è incorruptibilidad, aun en las
mas minimas cosas, por fer el daño mayor que puede
padecer el gobierno, y por aver sido, yo tan enemi-
go de semejante abuso.

9 En todos mis Reynos, Señorios, y Estados fe ha
guardado, y guarda la Religion Catolica Romana, y
mis gloriosos Predecesores la han guardado, y man-
tenido, y gualtado, y empeñado en defenfa de ella el
Patrimonio Real, anteponiendo la honra, y gloria de
Dios, y de su Santa Ley à todas las cosas, y con-
sideraciones temporales; y porque esta es la primera
obligacion de los Reyes, ruego, y encargo à mis Su-
cesores, que cumpliendo con ella, hagan, y executen
lo mismo, y si lo que Dios no quiera, ni permita
alguno de mis Sucesores professare alguna Seda, ó
Heresia de las condenadas, y reprobadas por nuestra
Santa Madre Iglesia Catolica Romana, y se apartare,
y separare de esta unica, y verdadera Sagrada Religion;
por el mismo hecho le doy, y declaro por incapaz,
è inhabil para la governacion, y regimen de todos
los dichos Reynos, y Estados, y de qualquiera de el-
los, y del Oficio, y Dignidad de Rey, y le privo de
la fucefion, pofseffion, y derecho de ellos, abrogo,
y derogo, y doy por ningunas qualquier Leyes, Fue-
ros, y Ordenanças que lo puedan impedir, y me con-
formo con las leyes Canonicas, y de los Santos Con-
cilios, y disposiciones Pontificas, que privan à los
Hereses, y Apostatas de los Dominios temporales,
ufando (como para este uso) de la plenitud de potes-
tad, con cierta ciencia, y con todas las fuerças, y
clausulas necesarias, para que lo que aqui contenido fe
cumpla, guarde, y execute, y tenga fuerza de ley,
como si fuera hecha, y publicada en Cortes, con las
Solemnidades que son necesarias en cada uno de mis
Reynos, y Estados.

10 Tambien ruego, y encargo à mis Sucesores,
que por tiempo fueren, gobiernen mas las cosas por
consideraciones de Religion, que no por respecto del
Estado Politico. Que con esto obligarán à Dios nues-
tro Señor à que con particularidad los ayude, y asista,
poniéndolo las comodidades propias al servicio, y
exaltacion de su Fe. Y yo en las cosas grandes que
fe han ofrecido, tuve por mejor, y mas conveniente,
faltar à las razones de Estado, que dispensar, y dis-
mular un punto en materia que mire à la Religion.

11 Item, mando, y encargo à todos los Sucesores
de esta Corona, que por quanto en reconocimiento, y
obsequio de la fuprema Mageftad, que todo fiel
Christiano debe tener al soberano Myfterio de el San-
tissimo Sacramento, y en especial, por la mas
estrecha, y singular que le reconozco, y toda la Au-
gustissima Casa de Austria, dispufe, que para merecer
mayor favor fuyo, y consuelo mio, fe colocasse en la
Real Capilla de Palacio, fe continué para siempre,
como yo lo fio, y efpero de mis Sucesores; y tam-
bien les encargo, y mando fe continué la solemnidad
de las Quarenta Horas que en cada principio de mes
esta fundida, haziendo con toda aquella devocion,
y autoridad, que mas fe pudiese executar; y que as-
simismo fe continen los Oficios Divinos en la dicha
Capilla, con el mismo cuydado que hasta aqui lo he
procurado; y mas, si mas puede fer; y para este fin
fe conserven todos los Ministros, y Oficiales de dicha
mi Capilla Real, asifi de Musica, como de Instrumen-
tos, y de Vozes, y los demas Afiftentes que fe ha-
llan de presente, y fueren fucediendo en fus vacantes;
para lo qual tengo hecha dotacion en diferentes me-
dios, y rentas, que para este fin estàn aplicados.

12 Si Dios por fu infinita misericordia me conce-
diere hijos legitimos, declaro por mi universal herede-
ro en todos mis Reynos, Estados, y Señorios, al
hijo, varon mayor, y à todos los demás, que por fu
orden deben fuceder; y en falta de varones, las hijas,
en conformidad de las Leyes de mis Reynos; y no
aviendole dignado Dios, al tiempo de hazer este Testa-
mento, de hazerme esta merced; fiendo mi primera
obligacion mirar por el bien de mis Subditos, dispo-
niendo fe conserven todos mis Reynos en aquella union
que les conviene, guardándose por ellos la debida fi-
delidad à fu Rey, y Señor natural; no dudando de la
que siempre han profesado, fe arreglarán à lo mas
justo, corroborando con la fuprema autoridad de mi
disposicion.

13 Reconociendo, conforme à diversas Consultas

de Ministros de Estado, y Justicia, que la razon en **ANNO**
que fe funda la renuncia de las Señoras Doña Ana, y **1700.**
Doña Maria Terefa Reynas de Francia, mi Tia, y
Hermanas, à la fucefion de estos Reynos, fue evitar
el perjuizio de unirfe à la Corona de Francia; y
reconociendo, que viniendo à ceñir este motivo fun-
damental, subfifte el derecho de la fucefion, en el
Pariente mas inmediato, conforme à las Leyes de estos
Reynos; y que oy fe verifica este cafo en el hijo fe-
gundo del Delin de Francia. Por tanto arregiendome
à dichas Leyes, declaro fer mi Sucesor (en cafo que
Dios me lleve fin dexar hijos) el Duque de Anjou,
hijo fecondo del Delin; y como à tal le llamo à la
fucefion de todos mis Reynos, y Dominios, fin ex-
cepcion de ninguna parte de ellos; y mando, y ordeno
à todos mis Subditos, y Vafallos de todos mis Rey-
nos, y Señorios, que en el cafo referido de que Dios
me lleve fin fucefion legitima, le tengan, y reconoz-
can por fu Rey, y Señor natural, y fe le dé luego,
y fin la menor dilacion la pofseffion aqual, prece-
diendo el Juramento que debe hazer de obfervar las
Leyes, fueros, y costumbres de dichos mis Reynos, y
Señorios; y porque es mi intencion, y conviene asifi
à la Paz de la Chrifitandad, y de la Europa toda, y
à la tranquilidad de estos mis Reynos, que fe mantenga
siempre defunida esta Monarquia de la Corona de
Francia; declaro confeguentemente à lo referido, que
en cafo de morir dicho Duque de Anjou, ó en cafo
de heredar la Corona de Francia, y prefirit el goze
de ella al de esta Monarquia; en tal cafo deba pafar
dicha fucefion al Duque de Berri, fu hermano, hijo
tercero de el dicho Delin, en la misma forma; y en
cafo de que muera tambien el dicho Duquedado Berri,
ó que venga à fuceder tambien en la Corona de Fran-
cia; en tal cafo declaro, y llamo à la dicha fucefion
al Archiduque, hijo fecondo del Emperador mi Tio,
excluyendo por la misma razon, è inconvenientes con-
trarios à la falud publica de mis Vafallos, al hijo pri-
mogénito del dicho Emperador mi Tio, viniendo à
faltar, dicho Archiduque, en tal cafo declaro, y llamo
à la dicha fucefion al Duque de Saboya, y fus hijos;
y en tal modo es mi voluntad que fe execute por
todos mis Vafallos, como fe lo mando, y conviene
à fu misma falud, fin que permitan la menor defmembra-
cion, y menoscabo de la Monarquia, fundada con tan-
ta gloria de mis Progenitores. Y porque defeo viva-
mente que fe conserve la Paz, y Union que tanto
importa à la Chrifitandad entre el Emperador mi Tio,
y el Rey Chrifitiffimo; les pido, y exorto, que estre-
chando dicha Union, con el vinculo del Matrimo-
nio del Duque de Anjou con la Archiduquesa, logre
por este medio la Europa el sosiego que necesita.

14 Y en el cafo de faltar yo fin fucefion, ha de
fuceder el dicho Duque de Anjou en todos mis Rey-
nos, y Señorios, asifi los pertenecientes à la Corona
de Castilla, como la de Aragon, y Navarra, y todos
los que tengo dentro, y fuera de España, fefalada-
mente en quanto à la Corona de Castilla, Leon,
Toledo, Galicia, Sevilla, Granada, Cordova, Mur-
cia, Jaen, Algarves de Algecira, Gibraltar, Ilas de
Canaria, India, Ilas, y Tierra Firme del Mar Occen-
no, de el Norte, y del Sur, de las Filipinas, y otras
qualquiera Ilas, y Tierras descubiertas, y que fe descu-
brieren de aqui adelante, y todo lo demás, en qual-
quier manera tocante à la Corona de Castilla. Y por
lo que toca à la de Aragon en mis Reynos, y Esta-
dos de Aragon, Valencia, Cataluña, Napoles, Sicilia,
Mallorca, Menorca, Cerdeña, y todos los otros
Señorios, y derechos, como quiere que fean, pertene-
cientes à la Corona Real del; y asimismo en mi Esta-
do de Milán, Ducados de Brabante, Limbourg, Luxem-
bourg, Grlines, Flandes, y todas las demás Provin-
cias, Estados, Dominios, y Señorios, que me per-
tenezcan, y puedan pertenecer en los Payes Bajos, de-
rechos, y demás acciones, que por la fucefion de el-
los en mi han recaído; y quiero que luego que Dios
me llevar de esta presente vida, el dicho Duque de
Anjou, fe llame, y sea Rey, como ipfo facto lo fera
de todos ellos; no obstante qualquiera renunciacion,
y actos que fe ayan hecho en contrario, por carecer de
justas razones, y fundamentos; y mando à los Prela-
dos, Grandes, Duques, Marqueses, Condes, y Ricos
Hombres; y à los Priores, y Comendadores, Alca-
ldes de las Casas Fuertes, y Llantas, y à los Cavalleros,
Adelantados, y Merinos, y à todos los Concejos, y
Justicias, Alcaldes, Alguaciles, Regidores, Oficiales, y

Hon-

ANNO
1700.

Hombres buenos de todas las Ciudades, Villas, y Lugares, y Tierras de mis Reynos, y Señorios, y à todos los Virreyes, y Gobernadores, Castellanos, Alcaydes, Capitanes, Guardas de las Fronteras de agende, y allende el Mar, y à otros qualquiera Ministros nuestros, y Oficiales, allí de la Governacion de la Paz como de los Exercitos de la Guerra en Tierra, y en Mar, allí en todos nuestros Reynos, y Estados de la Corona de Aragon, y Castilla, y Navarra, Napoles, y Sicilia, y Estado de Milan, Payes Bajos, y en otra qualquier parte à Nos perteneciente, y à todos los otros nuestros Vasallos, Subditos naturales, de qualquiera calidad, y preeminencia que sean, donde quiera que habitaren, y fe halleren, por la fidelidad, lealtad, fugacion, y vassallage que me deven, y son obligados, como à su Rey, y Señor natural, en virtud del Juramento de fidelidad, y omage que me hizieron, y debieron hazer, que cada, y quando que pluguiere à Dios llevarme desta presente vida, los que fe hallaren presentes, luego que à su noticia viniese, conforme à lo que las Leyes de estos dichos mis Reynos, Estados, y Señorios, en tal caso disponen, y en cde mi Testamento esta establecido, ayan, tengan, y reciban al dicho Duque de Anjou (en caso de faltar yo sin sucesion legitima) por su Rey, y Señor natural propietario de los dichos mis Reynos, Estados, y Señorios, en la forma que vâ dispuesta. Alzen Pendones por el, haciendo los años, y solemnidades, que en tal caso se fuesen, y acostumbraban hazer, segun el estillo, uso, y costumbre de cada Reyno, y Provincia, presten, exhiban, hagan prestar, y exhibir toda la fidelidad, lealtad, y obediencia, que como Subditos, y Vasallos, son obligados à su Rey, y Señor natural, y mando à todos los Alcaydes de las Fortalezas, Castillos, y Casas Llanas, y à sus Lugares, Tenientes de qualquiera Ciudades, Villas, y Lugares, y despoblados, que hagan pleyto omage, segun costumbre, y fuero de España, Castilla, Aragon, y Navarra, y todo lo que à ello les toca, y en el Estado de Milan, y à los otros Estados, y Señorios, segun los estillos de la Provincia, y parte donde serán por ellos al dicho Duque de Anjou, y de los tener, y guardar para su servicio, durante el tiempo que se les mandare tener, y después entregarlos à quien por el les fuere mandado, de palabra, ó por escrito; lo qual todo lo que dicho es, cada una cosa, y parte della, les mando, que hagan, y cumplan coça, y con efecto, sô aquellas penas, y casos fijos en que caen, è incurran los Rebeldes, è inobedientes à su Rey, y Señor natural, que violan, y quebrantan la lealtad, fee, y pleyto omage.

15 Si al tiempo de mi fallecimiento no se hallare mi Sucesor dentro de estos Reynos, conuinido la mayor, y mas autorizada providencia al gobierno universal de todos ellos, y la mas conforme à sus Leyes, Fueros, Constituciones, y Costumbres; segun lo considero el Rey mi Señor, y mi Padre, mientras dicho Sucesor pueda por si dar providencia al gobierno; lo que luego que yo faltare, se forme una Junta, en que concurren el Presidente, ó Governador del Consejo de Castilla, el Vice-Chanciller, ó Presidente del de Aragon, el Arçobispo de Toledo, el Inquisidor General, un Grande, y un Consejero de Estado, los que yo dexare nombrados en este mi Testamento, ó Codicilo, que yo hiziere, ó papel firmado de mi mano; y el tiempo que la Reyna, mi muy cara, y amada muger se conseruare en estos Reynos, y Corte, ruego, y encargo à su Magestad asista, y autorize dicha Junta, la qual fe tengo en su Real preferencia, en la Plaza, y parte que su Magestad señalare, tomando el trabajo de intervenir en los negocios, y en ellos tenga voto de calidad, de modo, que siendo iguales los votos prefiera la parte donde el voto de su Magestad fe arripare, y en todo lo demás fe este à la mayor parte; y que este gobierno dure mientras mi Sucesor, si estuviere en la mayor edad, pueda proveer de gobierno subido mi fallecimiento.

16 Y en caso que mi Sucesor fea de menor edad, tocandome (como me toca) por Padre universal de todos mis Vasallos, dar la mejor governacion que fea possible à mis Reynos, y la mas conforme à sus Leyes, Fueros, Constituciones, y Costumbres, nombrando Gobernadores, naturales de ellos, para que segun mi Alta, y Real disposicion, y en nombre de mi Sucesor, gobiernen dichos mis Reynos, en toda Paz, y Justicia, provean à su defensa, de modo, que mis Subditos se conserven en aquella quietud, è in-

munidades, que por las Leyes, Fueros, Constituciones, y Costumbres de cada uno deben gozar, y en la lealtad à su Rey, y Señor natural, en que tanto fe han emferado. Nombro por Tutores de dicho mi Sucesor, durante su menor edad, hasta los catorze años, à los mismos, que dexo nombrados en la dicha Junta, para que gobiernen, en caso que mi Sucesor fe hallare fuera de estos Reynos, al tiempo de mi fallecimiento hasta que venga à ellos, à los quales nombro por tales Tutores, y Curadores, durante la menor edad de mi Sucesor, usando para ello de toda la Potestad, y arbitrio, para que en su nombre gobiernen dichos Reynos, en la misma forma que yo viviendo lo pudiera hazer, ò mi Sucesor, llegando à la mayor edad, guardando la forma, que adelante fe dirà en el modo de la Governacion, y à todos los dichos Tutores los relevo de la obligacion de dar fiança, y quiero que con solo este nombramiento, y Juramento que han de hazer, y prestar, puedan govar, y goviernen, sin otra Aprobacion, Confirmacion, ni diligencia, ptra cuyo nombramiento uso de toda mi Real Potestad, lo mas ampliamente que puedo, dispensando, como dispengo, en caso, que fea necesario, qualquiera Leyes, Pragmaticas, Fueros, y Costumbres, como en caso extraordinario, y necesario al mayor bien de mis Dominios, y Vasallos, y que esto fea por esta vez, atendiendo à todas las Circunstancias que occuren, y obligan à dar esta Providencia, evitando los daños que de otras pudieran sobrevenir.

17 El Vice-Chanciller à quien dexo nombrado por Tutor en la Junta, lo ha de ser, y yo le nombro por Tutor especial, y particular, por lo tocante al Reyno de Aragon, en aquellos casos, y negocios que fuere necesario; y en conformidad de sus Fueros, y Privilegios, para que administre la Tutela de mi Sucesor en aquel Reyno; y si el que prefidiere en el Consejo de Aragon, no pudiere serlo, conforme à ellos; dexando (como dexo) ajustar mi disposicion à solo lo que puedo, como Señor natural de aquel Reyno, sin derogar, ni alterar lo que no pudiere dispensar; y dispensando en todo lo que puedo, yeabe en mi suprema Potestad, nombro por Tutor de mi Sucesor al Regente mas antiguo Togado de los dos Naturales de aquel Reyno, que al tiempo que yo muera, ò después fiviere en el Consejo de Aragon, para que como tal Tutor, tenga la Administracion, y Autoridad que yo le puedo dar, y doy, en aquellas cosas, y casos, que conforme à los Fueros, y Privilegios fueren necesarios; teniendo entendido, que en las materias, y negocios de Estado, Guerra, Gobierno, Gracia, y Provision de Oficios, no fe ha de hazer novedad, y han de correr por los Consejos de Estado, Guerra, y Aragon, como hasta aqui fe ha hecho, y haze; y las Consultas que por los dichos Consejos lo hizieren, fe llevaran à la Junta de los Tutores, para que en ella se tome resolucion, en la forma que ordeno en los demás negocios; y en caso de morir, ò faltar al exercicio el Regente mas antiguo del dicho Reyno, nombro por tal Tutor al que se le seguire; y así sucesivamente iràn subintrando en la Tutela del dicho Reyno de Aragon, hasta qui mi Sucesor goviene; y relevo al dicho Tutor de la obligacion de dar fianças, y de todo lo demás que yo puedo dispensar, y fuere dispensable, en virtud de mi Soberania, y plenitud de Potestad, para que con este nombramiento, y Juramento pueda el Regente à quien tocare administrar la dicha Tutela por la forma que dexo.

18 El dicho Regente que fuere Tutor ha de residir en esta Corte; y servir su plaza en el Consejo, y asistir en la Junta de los demás Tutores, por lo que conviene fe halle con las noticias universales, y en la misma Junta darà las particulares, por lo que tocata al Reyno de Aragon, para que oyendo à los demás Tutores, y conformandose con la mayor parte, se encaminen, y dispongan los negocios de aquel Reyno, como mas convenga al servicio de Dios, y de mi Sucesor, mejor administracion de la Justicia, Bien, Paz, y sosiego de aquel Reyno.

19 A todos los Ministros, y personas que dexo, ò dexare nombrados, doy el poder, autoridad, y facultad, que como Padre, Rey, y Señor de mis Vasallos, les puedo dar, y el mismo que les dà las Leyes, Fueros, Constituciones, y Costumbres de mis Reynos, sin diminucion alguna, y toda la que fuere necesario, para que en el tiempo de la menor edad de mi Sucesor, puedan govar en Paz, y en Guerra, hazer leyes, pro-

ANNO
1700.

ANNO 1700. proveer los Oficios, y Cargos menores, y mayores, assi en lo Politico, como en lo Militar, presentar las Prelacias, Obispos, Abades, y demas Dignidades Ecclesiasticas, en la forma que yo lo hago, y puedo hazer, exerciendo el Oficio de Tutores, y disponiendo en nombre de mi Sucesor todas las cosas, como ellas pudiera disponer, siendo mayor; y para el dicho efecto los difiero, y he por discernida la dicha Junta, con que antes de exercir ayan de hazer todos, y cada uno de ellos el Juramento de fidelidad a mi Sucesor, y guardar su vida, procurar su provecho, y el bien de mis Reynos, y Vassallos, y apartar de mi Sucesor todo mal, y dano, y hazer todo lo que tales Tutores estan obligados a hazer, y que en todos los negocios daran fu su parecer, con atencion al mayor servicio de Dios, y exaltacion de su Santa Fe, execucion de la Justicia, y Administracion de ella, y de obedecer a mi Sucesor, y que guardaran secreto de todo lo que se tratase en la Junta: y este Juramento ha de hazer el Presidente, o Gobernador del Consejo, en manos de los demas de la Junta, despues que cada uno de ellos lo aya hecho en manos del mismo Presidente, o Gobernador.

20. Los dichos Tutores que nombro, y daxe a nombrados, han de administrar juntos, y no los unos fin los otros, y para esto se han de juntar en una Pieza de Palacio todos los dias, y horas que sea necesario a ver, y conferir las Consultas, y negocios, assi de oficio, como de partes, prefiriendo aquellos a estos, haciendo relacion de ellos el Secretario que me asistiere en el Despacho Universal, a quien nombro para que continúe en la misma ocupacion; y siempre que la Reyna mi muy cara, y amada Muger se mantuviere en estos Reynos, que (como va dicho) ha de intervenir en dicha Junta, se hará en la Pieza de Palacio que su Magestad señalara, y se votará cada negocio, y se executará lo que resolvieren la mayor Parte; y a los enfermos, y ausentes se les ha de pedir fu parecer en los casos arduos, si pareciere a la mayor Parte.

21. Todas las Consultas que hizieren los Consejos, se entregarán en la Secretaría del Despacho Universal al Secretario que lo fuere de él, las quales se abrirán en la Junta, dándose fu parecer en ellas, en la forma dicha; apuntará el Secretario de el Despacho la resolucio, que por la mayor parte quedare resuelta, y al dia siguiente las traerá puestas; y lino es que necesite la brevedad para que base luego; y esta resolucio se rubricará, asistiendo la Reyna mi muy cara, y amada Muger, como dicho es, por su Magestad en el lugar que yo lo hago, y mas abajo por dos de la Junta; y en caso de no asistir Su Magestad, se rubricará por todos los que asistieren en la Junta, segun las precedencias en que se hallaren, contando que a lo menos sean quatro los que rubriquen; y que por los que tocan al Consejo de Aragon, lleven siempre la rubrica del Vice-Chanciller, o Regente mas antiguo, que asistiere en la Junta, y en la remision de los negocios, assi de oficio, como de parte a los Consejos, y Ministros, se executará por Decretos rubricados en la misma conformidad, que las Resoluciones de las Consultas, o por papeles firmados del Secretario del Despacho, uno, y otro, segun lo resolvieren la Junta.

22. Y en los Despachos que yo firmo, assi de mi Real mano, como de estampa, se firmarán por la Reyna, mi muy cara, y amada Muger, en el lugar que yo firmo, y por todos los demas de la Junta, en inferior, lugar; y si ellevieren impedidos algunos, firmarán por lo menos quatro de ellos, con tal, que por los que tocan a Aragon, lleven siempre la firma del Vice-Chanciller, o Regente mas antiguo del Consejo de Aragon que asistiere en la Junta, y los Secretarios de Estado los referendarán en el lugar que lo executan; y los demas pondrán. Por mandado de Su Magestad; pues todos los Despachos deben empezar con el nombre de mi Sucesor Rey nante, o de Su Real Dignidad; y todos ellos quiero con toda Potestad Real, que para el bien de mis Subditos debo, y puedo úsar, sean obedecidos, como Cartas, y Cédulas del Rey, y Señor natural de estos Reynos, y los que no las obedecieren, sean castigados por ello, con las penas que corresponden, a quien no obedece las Cartas, Cédulas, y Despachos de su Rey, y Señor natural.

23. Y porque la Junta, no solo ha de despachar
TOM. VII. PART. II.

lo que viene representando por los Consejos, sino proveer a todo aquello que tuviere por mas conveniente a mi Sucesor, y al bien universal de mis Reynos, y Vassallos; si alguno de la Junta diere alguna noticia, o hiziere alguna proposicion en orden a esto, se votará tambien en la Junta, y se resolverá lo que por mayor parte de votos se acordare.

24. En caso de aver igualdad de votos, por no asistir la Reyna mi muy cara, y amada Muger, o por otro accidente, se ha de llamar al Presidente del Consejo a quien perteneciere la materia que se tratase, o al Decano del mismo Consejo, en caso de no tener Presidente, o que concurra en la Junta el que lo fuere. Y si el Decano fuere de la Junta, se ha de llamar al siguiente en grado.

25. La hora mas conveniente para la Junta, será todas las mañanas a la que se fiele de los Consejos; y los dias de Fiesta se continuará, empezando una hora antes, y sino pareciere bastante para el despacho este tiempo, se señalará alguna tarde menos ocupada entre semana; y ofreciendole a qualquiera hora negocio grave, de que se dará cuenta inmediatamente al Secretario del Despacho, o por los Ministros de la Junta, o los Presidentes de los Consejos, subirá el Secretario a dar cuenta a la Reyna mi muy cara, y amada Muger, que comunicando la al Presidente del Consejo, resolverá, si se necesita de convocar luego la Junta, para dar Providencia en la tal materia. Y en caso de ausencia de su Magestad, lo comunicará el Secretario del Despacho al Presidente del Consejo, y al Vice-Chanciller, o Presidente de Aragon, y resolviendo estos se convoque la Junta, se executará; y en lo que pidiere prompta providencia dentro de la Corte, lo executará el Presidente, o Gobernador del Consejo, dando cuenta despues a la Junta (si fuere caso que lo pida por su gravedad.)

26. Encargo a los de la dicha Junta conserven la mayor union por lo que ello importa al buen Gobierno, y bien de estos Reynos, y aunque egiere la Reyna mi muy cara, y amada Muger, que por su parte los encaminará a este buen fin dandoles exemplo, por cumplimiento de mi obligacion, ruego, y encargo a su Magestad que assi lo execute.

27. La mayor importancia para el bien de estos Reynos, es la presencia de mi Sucesor en ellos, y assi en caso de hallarse en mayor edad, le ruego, y encargo venga a ellos con la mayor brevedad posible; y en caso de estar en la menor edad, mando, y encargo a la Junta lo solicite, como con el tan grande consideracion, y conveniencia, atendiendo a la legritud, y brevedad de que llegue a estos Reynos.

28. En caso que mi Sucesor esté en la mayor edad, luego que llegue a esta Corte se le dará por la Junta cuenta del estado de todos los negocios, y do los que por su gravedad mereciere estar noticiado de averle executado en su ausencia.

29. Y en caso que mi Sucesor sea de menor edad, quiero, y es mi voluntad, que segun la edad de mi Sucesor, se le dé quema de los negocios que se tratan en la Junta, assi porque se reconozca reside en su persona la suprema Potestad, como para que se vaya instruyendo, dexando para mejor estimacion de la Junta la forma que en esto se deba guardar; y por los mismos fines, llegando a la bastante edad, segun la estimacion de la Junta, para oír la Consulta ordinaria del Consejo de Castilla, se la hará el Consejo en la misma forma que a mi, por ser acto de la suprema Regalia que deben reconocer mis Vassallos reside en su Real Persona, aunque por su menor edad la administran los Tutores, y Curadores que dexo nombrados; y mientras no pudiere executar esto, se observará por el Consejo de Castilla la Consulta ordinaria lo que se executa quando yo esto y ausente, o por algun impedimento no la oigo.

30. Declaro, que en la Junta que dexo nombrada, assi tanto por la ausencia de mi Sucesor, estando en la mayor edad, como para su Tutoria, y gobierno de estos Reynos, mientras no ha llegado a ella, deben suceder en los quatro puestos de Presidente, o Gobernador del Consejo, Vice-Chanciller, o Presidente de Aragon, Arzobispo de Toledo, y Inquisidor General, para entrar en dicha Junta, en caso de faltar alguno de ellos por muerte, o otra justa causa, los que entraren en sus mismos Oficios, y que sucediendo esto despues de mi fallecimiento, se deven proveer dichos Oficios en el tiempo de la menor edad de mi

ANNO Sucesor, por los mismos de la Junta, y por la mayor
1700. parte de los votos. Y en quanto al Grande, y

Consejero de Estado, si yo no dexare papel ecrito de mi mano, declarando los que deben suceder, en falta de los primeros nombrados por mi; (que si esto yo dexare hecho, quiero que se observe invariablemente tambien) se eligiran por la Junta en caso de vacante, en la misma conformidad que va dicho, atendiendo mucho en el nombramiento del Grande à la gran representacion de la Nobleza de mis Reynos, por cuya estimacion, y aprecio, que siempre han hecho della mis Predecessores, y yo, he querido, y dispuesto, que este tan estimable Gremio, tenga parte tan principal en el gobierno de todos mis Reynos, y por lo que mira al Consejero de Estado, se atenderà à que la persona de toda inteligencia, y practica en los negocios de Estado, como conviene à quien en esta Junta representa aquel Consejo, de quien mis Predecessores, y yo hemos hecho tanta estimacion.

31 En los Lugares que deben ocupar en la Junta, siguiendo las ordenes que sy para esto, y lo que se observò en mi menor edad. Declaro deben fentarse en la forma que los nombro, y despues el Grande, y Consejero de Estado, conforme el que primero llegare entre los dos; y en caso de ser Cardenal de la S. Iglesia, precederà en el asienso solo el Presidente del Consejo, y Vice-Chanciller de Aragon; y hallandose presente la Reyna mi muy cara, y amada Muger, se le pondrà silla, y en el votar se observará la forma de Junta, y no de Consejo de Estado.

32 Los Tribunales que yo dexo en mis Reynos se conservarán indefectiblemente en la misma forma que oy tienen sus manojos, para lo qual les comunico de nuevo toda aquella autoridad que oy exercen, usando para ello de toda mi Regalía; y los Ministros que concurririen en ellos al tiempo de mi fallecimiento, y todos los Virreyes, y Gobernadores, y otros qualquiera que exercen Jurisdiccion, se mantendrán en ella, hasta que por mi Sucesor, ó por la Junta, que dexo nombrada, segun los motivos, que tuviere, hagan novedad, segun la Potestad que les dexo; y para que exerczan dichos Oficios, les doy toda la que debo, y puedo darles; y mando à mis Reynos, y Subditos les obedezcan en la misma conformidad, que lo hazian hasta dicho caso.

33 Por lo que conviene todo esto para el bien, y defension de mis Vassallos, y que vivan en Paz, y Justicia, à lo qual deben atender tanto, assi la Reyna, como à quien pertenecen especialmente la Governacion de mis Reynos, como todos los Tribunales, y Ministros; y assi se lo encargo de nuevo, muy especialmente, y que cuiden mucho de que se observen todas las Leyes, Disposiciones, y Providencias que yo dexare dadas, para la mejor administracion, y autoridad de la Justicia, y buen gobierno de mis Vassallos; y porque la forma, y distribucion de Tribunales que oy corre, y se conserva, se ha hallado la mas util por mucho tiempo para el gobierno de esta Monarquia, por los grandes, y diversos Reynos, cuyo gobierno se caixde mas justa, y facilmente con esta planta, usando bien della, encargo à mis Sucesores la mantengan con los mismos Tribunales, y forma de Gobierno, y muy especialmente guarden las Leyes, y Fueros de mis Reynos, en que todo su Gobierno se administre por Naturales de ellos, sin dispensar en esto por ninguna causa, pues además del derecho, que para esto tienen los mismos Reynos, se han hallado muy inconvenientes en lo contrario.

34 Mando, que à la Reyna, Doña Maria-Ana, mi muy cara, y amada Muger, se restituya todo lo que huviere recibido de Dote, y se le pague por mi Sucesor, y Testamentado todo lo demás à que yo estuviere obligado, y dias de esto, durante fu Vida, y Viudedad, desde el dia en que yo falleciere, se le den quatrocientos mil Ducados cada año por sus alimentos.

35 Y por la voluntad que he tenido, y tengo à la Reyna mi muy cara, y amada Muger, la dexo todas las joyas, bienes, y alhajas que no quedaren vinculadas, y otros qualquiera derechos, que tenga, y puedan pertenecer me; y mando à todos mis Vassallos, respeten, veneren, y sirvan à la Reyna mi muy cara, y amada Muger, para que en el amor, y reverencia de todos, halle alguna parte del consuelo, que yo holigra poder dexarla; y à mi Sucesor en estos Reynos, luego muy afectuosa, y encarecidamente encargo,

que en caso que la Reyna mi muy cara, y amada Muger, por su voluntad, ó mayor retiro suyo, gustare de pasar à alguno de los Reynos de Italia, y por bien del que eligiere, se dedicare à gobernarle, lo disponga mi Sucesor, dandole los Ministros que para ello fueren mas condecorados, y de mayores experiencias; y si quisiere vivir en alguna Ciudad de los Reynos, se la dará el Gobierno della, y de su tierra con la Jurisdiccion; y esto lo cumpla qualquiera de los Sucesores.

36 Si al tiempo de mi fallecimiento se hallare mi Sucesor en la menor edad, mando que se confiere mi Real Casa, en la forma que oy està; para que sirva à mi Sucesor en los mismos Oficios que oy tiene, ó entonces tuviere, por la grande representacion, y fervorios, que concurren en los de su primera Genitura, por lo que se debe atender à lo que han servido, y razones que concurren en los demás que la componen; y si mi Sucesor se hallare en mayor edad, le encargo atienda à estas estimables, y dignas razones para elegirlos, y conservarlos en los Oficios que oy tienen los de primera Esfera, por el lustre que la misma Casa Real conservará assi, y se servirá de los demás, segun sus Oficios, por la satisfaccion que han dado en ellos.

37 Quiero que à los criados, assi de mi Real Casa, como de la Reyna mi muy cara, y amada Muger, y de la Serenissima Reyna mi Señora mi Madre (que està en gloria) se mantengan los gozes, raciones, y demás emolumentos que les estuviere señalados, con el empleo, y exercicio de cada uno per todos los dias de su vida; caso que alguno se hallare impossibilitado de continuar sirviendo en su empleo à mi Sucesor, quando llegue el caso de poderlo hazer, por que desde entonces ha de ser de su obligacion, y quenta satisfacerlos.

38 Por quanto mi noble Guarda de Corps, se formò con la precia ordenança de servir à la Real Persona del Rey actual, y no à otra; mando, que si yo faltare sin dexar Sucesion, la dicha Guarda le levante, y quite fu Cuerpo de Guardia de Palacio, pero manteniendose en el mismo numero de Soldados con su Capitan, ó Gobernador, y demás Oficiales que tuviere, hasta que pueda continuar el servir à mi Sucesor; y el Gobierno de ella, y provision de sus plazas ha de correr en la misma forma que hasta aqui.

39 Las Guardas Españolas, y Alemanas continuarán fu Asistencia en Paz, como hasta aqui, para su mayor decoro, y servicio de la Reyna mi muy cara, y amada Muger, y llevar los Pliegos que se dirigieren por la Junta, y Secretaría del Despacho, como lo han observado viviendo yo.

40 Por quanto el Rey mi Señor, y mi Padre dexò vinculadas, y anexas à la Corona la Flor de Lis de Oro, con muchas Reliquias, que fue del Señor Emperador Carlos Quinto mi Revisabuelo, y sus antepasados, y el Lignum Crucis, que unas, y otras están en el Relicario de la Real Capilla, y en la Guardajoyas, conformandome con esta Disposicion, mando se observe, y cumpla en la misma conformidad que fu Magestad lo mandò.

41 Por quanto el Rey mi Señor, y mi Padre dexò vinculadas otras alhajas, que asimismo están en la Guardajoyas de este Palacio de Madrid, y varios adornos de pinturas, y buletes que sy en dicho Palacio, mandando, que à sus acreedores se les diese satisfaccion por la Corona, hasta la concurrente cantidad, por juzgar de la decencia de la misma Corona las dichas alhajas, conformandome en esta disposicion, mando se observe, y cumpla en la misma conformidad que fu Magestad lo ordenò.

42 Por quanto assi en el dicho Palacio, que tengo en esta Corte, como en los demás Alcázares Reales que están dentro, y fuera de ella, y en otras Ciudades, Villas, y Lugares, mando que todas las pinturas, Tapicerias, Espejos, y demás menage con que están adornados, quede todo vinculado, como desde luego lo vinculo, con todas las fuerzas, y firmezas, que dispone el Derecho, y de que para ello uso, para mi Sucesor, y Sucesores en esta Corona; y desde luego, y para siempre los privo de que puedan dar, ni enagenar en manera alguna los dichos Alcázares, y Casas Reales, ni ninguna de las cosas que quedaren en ellas; para cuyo cumplimiento, mando, que dichas alhajas se reconozcan por los inventarios que huviere en las mismas Casas, y se formen nuevos inventarios las que en ellos no estuviere puestas, y en sus Oficios de

ANNO
1700.

ANNO
1700.

de Veeduria, y Contaduria, y en los de mi Real Casa, se pongan copias autorizadas de ellos, con insercion de esta clausula, para que en todo tiempo conste estân vinculados, y que no se han de dar, ni en manera alguna enagenar por mi Sucesor, y Sucesores, sino es que en caso de que para la defenfa de nuestra Sagrada Religion, y de mis Reynos necessiten valerie de los medios que las dichas cosas puedan producir para tan principales fines; para cuyos casos dero en la calidad de libres todas aquellas alhajas de que es necesario valerie para los efectos referidos, y no otro alguno, por urgente, y grave que sea; esto por quanto he guidado por mi parte algunas sumas considerables en diferentes obras, y adornos, y porque tambien mis Reynos, y Vassallos me han dado muchas de ellas, por hazerme este servicio, y complacerme; y por quanto estas alhajas que he añadido, pueden ser afectas á mis deudas, mando se tassen, y pague la precio á mis acredores por la Junta de Delcargos.

43 El Rey mi Señor, y mi Padre, me dexo á mi, y á mis Sucesores en el Reyno, un Santo Crucifixo, que tiene muchas Indulgencias, y está en mi Cuadrapa, con el qual murió el Señor Emperador mi Revisabuelo, y los demás Reyes hasta su Magestad, y yo espero hazer lo mismo, conformandome con esta disposicion. Le dexo á mi Sucesor, y Sucesores en la Corona, por esta tan piadosa devocion, y memoria.

44 Declaro, que yo he deseadó hazer siempre justicia á mis Vassallos, nunca he tenido animo, ni voluntad de agravar á nadie; pero caso que alguno, ú algunos ayan tenido queja, ú pretension, por resolucion, ú disposicion mia, mando le fse satisfaccion enteramente, y de la misma manera, se pague todo lo que pareciere que yo debo á mis Criados, como á otras Personas; y ruego, y encargo á mi Sucesor, y á los demás que en su caso goviernaren en menor edad, suplan lo que faltare de mi Real hacienda, hasta la verdadera, y cumplida satisfaccion de mis deudas, y de los agravos, y daños que pareciere aver yo hecho.

45 Ruego, y encargo á mis Sucesores, segun que por tiempo tuviere el Gobierno de estos mis Reynos, procuren con cuydado escutar todos sus súbditos, y relevar los Reynos de Tributos, é imposiciones, porque aunque voluntariamente sirven con ellos, el ruego, y voluntad de los Reyes, siempre aprieta á los Vassallos, y no se pondrían, ni pueden llevar si los Reyes tuvieran con que acudir al remedio, y socorro de sus necesidades, por urgentes, y precisas que fuesen, y segun esto, quando quiera que les cessaren las necesidades han de cessar los Tributos.

46 Igualmente encargo á mis Sucesores legitimos en mis Coronas, y Señorios, que por tiempo los poseyeren, honren á sus Reynos, y se devuelven en su conservacion, y aumento; burren, favorezcan, y amparen á sus Vassallos, por lo que merecen, y aunque esto es general en todos los Reynos, en particular les encargo el amor, y cuydado de los Reynos de España, y muy especialmente de la Corona de Castilla, que es notorio las fuerças de gente, y dinero que hemos sacado de esta Corona, en tiempo de los Señores Reyes mis Abuelos, en el del Rey mi Señor, y mi Padre; y en el mio, para las Guerras de Flandes, Alemania, Francia, Italia, y otras partes, y los servicios, y desahamamiento de sangres, que en todo han hecho, y hazen cada dia en defenfa de la Religion Catolica.

47 Item, que á todos los dichos mis Reynos, y Señorios, Vassallos, y personas de ellos, les administren, y hagan administrar justicia con igualdad, sin respeto humano alguno, y que esto sean Padres, y amparo de los huérfanos, viudas, y personas necesitadas, y miserables, para que no sean oprimidas, ni beaxadas de los poderosos, y ricos, que este es proprio Oficio de Rey, para que á cada uno se le guarde su derecho, y todos vivan en paz, y quietud, amor, y obediencia á su Rey.

48 Encomiendo muy particularmente á mi Sucesor, y Sucesores, el favorecer, y amparar á todos los Vassallos forasteros, y ffar de ellos, como de los mismos propios de Castilla, por ser este el medio eficaz para conserarlos en amor, donde falta nuestra presencia Real.

49 Y por quanto he hallado estos Reynos muy cargados de tributos, y aunque de algunos les he alivado, no tan permitido las Guerras, y necesidades de mi tiempo hazer en esto todo lo que quisiere en beneficio

TOM. VII. PART. II.

de mis Subditos, y ser muy conveniente á la misma Corona el darles estos alivios; Mando á mis Sucesores, que dando lugar á ello las necesidades publicas, procuren quitar lo mas que pudieren estos Tributos; y que de estos subsidios, y rentas, y del Patrimonio, no gassen, ni consuman en mercedes, ni rentas voluntarias, ni un solo real, que no se puede, ni se debe, por ser sangre de tales Vassallos, que solo la defenfa, y causa de la Religion puede justificar la incomedidad que en esta parte se haze; y para conseguirlo mejor, procuren por todos los medios posibles desamparar las mismas rentas.

50 Conformandome con las Leyes de mis Reynos, que prohiben la enagenacion de los bienes de la Corona, y Señorios de ellos, ordeno, y mando á mi Sucesor, y á otro qualquier Sucesor, que por tiempo fuere, que no enagenen cosa alguna de dichos Reynos, Estados, y Señorios, ni los dividan, ni partan, aunque sea entre los propios hijos, ni en otras personas algunas; y quiero, que todos ellos, y lo que á ellos, y á cada uno de ellos perteneciera, ú pudiere pertenecer, y cualquiera otros Estados, y que por tiempo me tocare la sucesion, y á mis herederos despues de mi, anden, y estén siempre juntos, como bienes indivisos, é impartibles en esta Corona, y en las demás de mis Reynos, Estados, y Señorios, segun que al presente lo están, y quando por grande, y urgente necesidad, grandes, y loables servicios, enagenaren algunos Vassallos, lo harán de consejo, y voluntad de las personas intereladas, y contenida en la Ley que hizo el Señor Rey Don Juan el Segundo, porque de pacto, y concierto en las Cortes que tuvo en Valladolid, año de mil quatrocientos y quarenta y dos, que despues confirmaron, y mandaron guardar los Santes Reyes Catolicos Don Fernando, y Doña Isabel mis Predecesores, el Señor Emperador mi Revisabuelo en las Cortes que tuvo en Valladolid, año de mil quinientos y veinte y tres, y ultimamente mi Vitiabuelo, y Abuelo, y el Rey mi Señor, y mi Padre por sus Testamentos, y yo de nuevo los confirmo, quiero, y mando se guarde, y cumpla.

51 Por quanto la Señora Reyna Doña Isabel, y despues de ella el Señor Emperador mi Revisabuelo, y los demás Señores Reyes sus Sucesores hasta el Rey mi Señor, y mi Padre, dexaron dispuesto en sus Testamentos, que de todos los Grandes, y Cavaleros de estos Reynos, y Señorios, se cobren las alcavalas, tercias, pechos, y derechos pertenecientes á la Corona Real, y Patrimonio de mis Reynos, y Señorios, yo tambien lo dispongo, y mando en la misma manera.

52 Y porque por las grandes ocupaciones de Paz, y Guerra, y negocios graves, y arduos que me han ocurrido en tiempo de mi Reynado, no lo he podido executar por ende, porque los dichos Grandes, y otras personas, á causa de dicha tolerancia, y difusilacion que avemos tenido, y tuvieremos de aqui adelante, en qualquiera manera, no puedan dezir, ni alegar que tienen uso, y costumbre, ni que se aya seguido, ni causado precripcion alguna que pueda prejudicar al derecho de la Corona, y Patrimonio Real, ni á los Reyes que despues me sucedieren en los dichos mis Reynos, de mi proprio motu, cierta ciencia, y poderio Real absoluto, de que en esta parte quiero usar, y uso, como Rey, y Soberano Señor, no reconociendo en lo temporal superior en la tierra, revoco, caso, anulo, y doy por de ninguno, y de ningun valor, ni efecto la dicha tolerancia, y qualquiera difusilacion, permiso, ú licencia que aya concedido, y concediere de palabra, y por escrito, y qualquiera transcurso de tiempo, aunque fuese luego, luegoísimos, y aunque, sea de cien años, y tal que no huviese memoria de hombres en contrario para que no les pueda aprovechar, y siempre quede el derecho de la Corona ileso, y puerdo, y los Reyes que despues me sucedieren en dichos mis Reynos, reincorporen en la Corona, y Patrimonio Real de ellos las dichas Alcavalas, Tercias, Pechos, y Derechos, como quiera á ellos pertenecientes, como cosa anexa á la dicha Corona, y que de ella no ha podido, ni puede, ni podrá apartarse, por alguna tolerancia, permiso, ú difusilacion, ú transcurso del tiempo, ni por expresse licencia, ú concesion que huviere de Nos, y de los Reyes nuestros Predecesores, en fuerza, y obervancia de lo que dexaron dispuesto la Señora Reyna Doña Isabel, el Señor Emperador mi Revisabuelo, y los demás Señores Reyes sus sucesores hasta el Rey mi Señor, y mi Padre.

Q 99 a

33 De

ANNO
1700.

ANNO
1700.

52. Declaro, que siempre he tenido cuidado, que de mis Sotos, y Bosques que tengo en diferentes partes de mis Reynos, no reciban daño los Vasillos en sus haciendas, y heredades, mas si al tiempo de mi fallecimiento, no le huviere dado satisfaccion á los lugares, que huvieren recibido daño con las Monesteras; mando, que mi Montero Mayor ajuste el interés, y por lo que él dictare, sin otra averiguacion, ni diligencia, se dé satisfaccion luego.

54. Asimismo declaro, que las obras que he mandado fazer, assi en el Bath-Reyno, Palacio, y demas Casas de Campo, que no corren por ordenes de la Junta de Obras, y Bosques, he consignado los gastos de ellas, por mis Reales gastos Secretos, distribuyendolo, por mano de Joseph del Olmo, Maestro mayor de las Obras Reales; y porque será posible se continuen estas Obras por la misma mano, ú de el Maestro Mayor que le sucediere, quiero, y á mi voluntad se lo satisfaga, lo que por sus relaciones juradas constare deberles de las referidas obras, por aver sido para mayor adorno, y conveniencia de las mismas Casas Reales; y pudiendo tambien por esta razon, tener súpidas algunas cantidades, assi Don Felipe del Terres, mi Secretario de Camara actual, como el que le sucediere; por entrar en su poder las medias del Bolisillo, y otras partidas, mando fe este lo que dixeren, respecto de la confianza, y experiencia que tengo de estos Criados.

55. Mando fe paguen todas mis deudas, en la mejor, y mas breve forma que sea posible, concurriendo todos los Testamentarios que desto nombrados en Junta, que para esto fe tenga con el Secretario de Descargos, dandole las providencias convenientes, para lo que usare mas, y fuere con especialidad del cargo de mi Real conciencia.

56. Y porque en los Testamentos de los Señores Reyes mis predecesores, ay varias Clausulas, que se han ido repitiendo hasta el Rey mi Señor, y mi Padre, en orden al descargo de sus conciencias, que por los accidentes, y estrechezas de los tiempos no se han podido executar, y á este fin, desde el Señor Emperador, fe han situado varias rentas de la Corona, que corren por la Junta de Descargos, mando que estas se administren en la misma forma, añadiendo á ellas, las que dispuso el Rey mi Señor, y mi Padre, para que con su producto se vayan satisfaciendo estas deudas, las que lo aplicado á la Testamentaria, se minore nunca, ni haga baxa, ni descuento, sino que sea íntegro, y efectivo, pagandose siempre muy puntualmente, en cuya disposicion son tan interesados los Reyes Sucesores en la Corona, para que se observe lo mismo con las que ellos desaren.

57. Y en el remanente de todos mis bienes, derechos, y acciones que en qualquiera manera me puedan tocar, y pertenecer, cumplido, y pagado enteramente este mi Testamento en todo, y por todo, como en él fe contiene, y vá expresado; dexo, y nombro por mi heredero al dicho Sucesor de mis Reynos, para que con la benedicion de Dios, y esta mi voluntad los herede.

58. Para la breve execucion de este mi Testamento, y ultima voluntad, nombro por mis Albaceas, y Testamentarios universalmente en todos mis Reynos, Eñados, y Señorios, assi los que son dentro de España, como los que estan fuera de ella, en qualquiera parte, y forma á la Reyna mi muy cara, y amada Muger; al que fuere Sumiller de Corps, y no le aviendo al Gentilhombre de Camara mas antiguo, hasta que le aya; al que fuere mi Mayordomo Mayor, y no le aviendo al Mayordomo mas antiguo, hasta que le aya; á mi Cavalierizo Mayor, el que lo fuere, ó biziere su oficio; á mi Limosnero Mayor, á mi Confesor, y á al que le sucediere en este empleo; á al que fuere Presidente, ó Gobernador del Consejo del de Castilla, y no le aviendo, al que fuere mas antiguo, hasta que le aya; al que fuere Vice-Chanciller de Aragon, y no le aviendo, al que fuere mas antiguo, hasta que le aya; al que fuere Inquisidor General, y no le aviendo al mas antiguo del Consejo de Inquisicion, hasta que le aya; al que fuere Presidente de Indias, y en falta de él al mas antiguo, hasta que le aya; al que fuere Prior de San Lorenzo el Real; y quiero, y mando, que los dichos mi Testamentarios puedan hazerle informar, y cometer los que governaren en qualquier parte de mis Reynos, y Señorios, dentro, y fuera de España, y otros Ministros, y personas residentes en ellos, lo que vieren convenir para la buena execu-

cion, y cumplimiento de este mi Testamento.

59. Es mi voluntad, y mando, que esta mi Escritura, y todo lo en ella contenido valga por mi Testamento, y ultima voluntad, en la mejor forma, y manera que pueda valer, y mas útil, y provechoso fuere, y pueda ser, y si alguna mengua, ó defecto tuviere este mi Testamento, ó falta de solemnidad, por grande que sea, yo de mi proprio motu, cierta Sciencia, y poderio Real absoluto, de que en esta parte quiero usar, y uso, la suplo, y quiero, y á mi voluntad que la aya por supido, algo, y quito del todo obstatulo, ó impedimento, assi de hecho, como de derecho; y quiero, y mando, que todo lo contenido en este mi Testamento, se guarde, y cumpla, sin embargo de qualquier Leyes, Fueros, y Derechos comunes, y particulares de los dichos mis Reynos, Eñados, y Señorios, que en contrario de esto sean, ó ser puedan, y cada cosa, y parte de lo en este mi Testamento contenido, y declarado; quiero, y mando, que sea avido, y tenido por Ley, y que tenga fuerza, y vigor de Ley, hecha, y promulgada en Cortes generales, con grande, y yntura de liberacion, y no lo embargue Fuero, ni derecho, ni otra disposicion alguna; por que es mi voluntad, sea esta Ley que aqui hago, derogue, y abroge, como postera, qualquiera Fueros, Leyes, y Derechos, Costumbres, Eñillos, y otra disposicion, qualquiera que la pudiere contradecir en manera alguna; y por este mi Testamento, revoco, y doy por ninguno, y de ningun valor, ni efecto, qualquiera otro Testamento, Codicillo, ó Codicilos, ó otra qualquiera postera voluntad que antes del aya hecho, y otorgado, con qualquier Clausula derogatorias, en qualquier forma que sea, los quales, y cada uno de ellos, que parezcan, quiero, y mando, que no hagan feo en juyzio, ni fuerza del salvo este, que hago sora, y otorgo, qui es mi ultima voluntad, con la qual quiero morir, y vá escrito en cinquenta y dos hojas, todas en papel de pliego entero de esta letra, y de papel comun, y tres; y media en blanco, en testimonio de lo qual Yo el Rey Don Carlos le otorgo, y lo firmo en la Villa de Madrid á dos de Octubre de mil y setecientos años.

YO EL REY.

COPIA DE EL CODICILO.

YO Don Carlos, por la gracia de Dios, Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, &c. Conde de Flandes, &c. Digo, que hallandome con la enfermedad, que Nuestro Señor fue servido de darme; pero con mi entendimiento natural, otorgué Testamento cerrado en tres de Octubre del año de mil y setecientos, ante Don Antonio de Ubilla y Medina, Cavallero del Orden de Santiago, de mi Consejo, mi Secretario de Estado de la Negociacion de Italia, y del Despacho Universal, Notario publico en todos mis Reynos, y Señorios, y de los Testigos que en él fe expresan.

Y porque una de las Clausulas que contiene, es la de mandar que si la Reyna Doria Marina mi muy cara, y amada Muger, después de mi fallecimiento gustare por su voluntad, ó mayor retro suyo, passarse á alguno de los Reynos de Italia, y por bien del que eligiere, se dedicare á gobernarle, lo disponga mi Sucesor, dandole los Ministros que para ello fueren mas condecorados, y de mayores experiencias; y si quisiere vivir en alguna Ciudad de estos Reynos, fe la de el gobierno de ella; y de fe tierra con la jurisdiccion, y aora para mas extension de la dicha clausula, y satisfaccion de la Reyna, y á mayor abultamiento, quiero que si tuviere por de su mayor decono, conveniencia, y gusto retirarse á vivir en los Eñados que yo tengo en Flandes; y si tambien fe dedicare á gobernarlos, fe la de por mi Sucesor en la misma forma el mando, y gobierno de ellos, como fe haria para qualquiera de los Reynos de Italia que eligiése, en virtud de la clausula del dicho mi Testamento, señalandola los Ministros mas apropiados para ello.

Á Mando, que la obra que por mayor decencia, y culto al Santissimo Sacramento, fe emperó en la Capilla de Palacio, que yo tengo en esta Villa de Madrid, y de cuenta mia fe pagavan los gastos de esta obra, y los adornos de ella, se concluya por mi Sucesor, hasta poner la en forma, siguiendo en todo las plan-

ANNO
1700.

ANNO
1700.

plantas, y conciertos que están executados, y se adelante quanto fuere posible, para que buelva a colocarse en ella con la debida solemnidad el Santísimo Sacramento.

3 Mando a los Conventos Reales de las Descalzas Franciscas, al de la Encarnación, Agustinas Recoletas; al de Santa Teresa, y al de Santa Ana, Carmelitas Descalzas, una alhaja a cada uno para su adorno, la que eligiere la Reyna mi muy cara, y amada Muger, a qui en ruego, y encargo lo cumpla así.

4 Item, quiero, y es mi voluntad, que el Convento de Religiosas, Carmelitas Descalzas, intitulado San Joseph, en Avila, se incorpore, y agregue al Patronato Real, señalando para ello la cantidad, o cantidades que se necesitaren, disponiendo se todo por la Camera de Castilla, en la forma que se acostumbra.

5 Ordeno; y mando, que quando se satisfagan las deudas que yo dexare, se pague tambien todo lo que estuviere debiendo, hasta el dia de mi fallecimiento la Reyna mi muy cara, y amada Muger, de cuya orden se presentará relacion de ello.

6 Aviendo deseado toda mi vida tener el Compromiso de mis Reynos de España la Gloriosa Santa Teresa de Jesus, por la especial devocion que la tengo, encargo a mi Sucesor, y a mis Reynos, lo dispongan, como tan importante para sus mayores beneficios, que debe esperar por la interposicion de esta Santa.

7 Y para que así tenga cumplimiento lo prevenido aqui, hago este Codigo, que quiero que valga, como lo todo ello se huviese interado en el dicho mi Testamento cerrado, el qual dexo en todo fu vigor, y fuerza, en lo que no fuere contrario a lo que aquí ordeno, y mando, y quiero que valga; y que quando se abra, con la solemnidad del Derecho, se haga lo mismo con este Codigo, y se ponga con el, para que tenga el mismo valor, y firmeza; y va escrito en quatro tomas con esta; y para otorgarle cerrado, lo firmé en la Villa de Madrid a cinco dias del mes de Octubre de mil y setecientos años.

YO EL REY.

COPIA DEL PAPEL QUE CITA EL
Testamento.

N Ombro a Don Rodrigo Manuel Manrique de Lara, Conde de Argüelles, Gentil Hombre de mi Cámara, de mi Consejo de Estado, para que como Ministro de El, concurre en la Junta que he disputado por mi Testamento, para el gobierno de mis Reynos, en el interin que puede tenerse mi Sucesor en ellos; y aviendo de concurrir tambien en la dicha Junta un Grande, por representacion de la Nobleza; nombro a Don Francisco Calisto Pimentel, Conde de Benavente, mi Sumiller de Corps; y para que así se execute, lo firmé en Madrid a dos de Octubre de mil y setecientos años.

YO EL REY.

CCXXIV.

23. Nov. Heydenheimischer Associations-Recesf derer beeden löblichen Frantz- und Schwäbischen Creyße/ die Sicherheit und Conservacion derselben betreffend/ gehalten Heydenheim den 23. Novembr. 1700. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheilung II. pag. 372. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XVI. pag. 2. & dans THUCELIUS in *Actis Publicis* Part. I. pag. 640.]

Cest-à-dire,

ANNO
1700.

Recès d'Association entre les Cercles de FRANCONIE & de SUABE pour leur commune sécurité & conservation. A Heydenheim le 23. Novembre 1700.

3 u wissen: Nachdem die beide löbliche Frantz- und Schwäbische Creyße nicht nur von geraumer Zeit in einer Correspondenz mit einander gestanden; sondern auch solche durch gewisse Anno 1691. & Anno 1692. errichtete Tractaten mehrers stabiliret und sich in ein auf die Reichs-Satzungen und Executions-Ordnung gegründetes Speculacodum und Association mit der Conduccion eingelassen; daß solches so lange dauern sollte; bisß die damalige hochschwerliche Conjunctionen sich milderten; und zu einem solchen reputirlichen Frieden anliesen; da man so dann; der utrinque befindenden Coniuncten nach; sich mit einander weiter zu vernehmen hütet; und nun zwar durch Dieses Gnade noch in Anno 1697. und mit Auszug selbigen Jahres der Frieden zu Bayreuth erfolget; wodurch aber diese obere Reichs-Creyße mit Lande des württembergischen Krieges erlittenen grossen Schaden und Ruin halber nicht wegs ergögen; sondern mehrers als verhin exponirt geblieben; und zu äussersten Erbitten des Reichs genadet worden; die damalige Conjunctionen auch müssig und weit aussehend; daß man mehr als jemahls Ursache hat; sich in beiden löblichen Frantz- und Schwäbischen Creyßen; zu Verwahrung des so theuer erworbenen Reichs-Standes weßl mit einander zu verstehen; und dieselb treulich zusammen zu halten; als hiß nach verstrichenen hinc & inde hierüber gesprochen und schriftlichen Communicationen eine Zusammenkunft zwischen beiden löblichen Creyße Hoch-Zürst. Ausser-Rhein und der darzu bevollmächtigten Gesellschaft anhero nach Heydenheim veranlaßet; und sich dahier auf gesamter Fürsten und Stände bey der löblichen Creyße bayerische Ratification folgender Punkten mit einander verglichen worden. Und zwar wird

Primò dieser als dasselbige widerhölet; was in den beiden vorerwähnten Recessen von 29. März. (3. Jun.) 1691. und 29. Febr. (10. April) 1692. von mautueller Beförderung des gemeinsamen Ruhms und Bestens; auch eines jeden Creyßes Ansehen; Sicherheit und Conservacion enthalten; und hiß effest; als wann es hier verbotenen wieder inserirt worden wäre; zu consideriren; vornemlich aber alles dahin zu richten; daß

Secundò der Ruhestand in diesen beiden Creyßen durch nichts trübet; noch dessen Fürsten und Stände in neue Mosen, weisse; die oberschwebende Zeiten und Ängste zeitlich nach sich ziehen derselben eingestehen; sondern in ihrer Coniuncten, ohne jonantes Hindernis verbleiben; und darob ruhiglich gelassen mögen; daniemhero

Tertio zu Verwahrung dieses ganz innocenren Anstosses haben beide löbliche Creyße sich verbindet; einander mit Rath und That getreulich an Hand zu legen; und aller bedörftigen Dingen mit Schreiben und Schreiden das darzu dienliche conjunctim aufs nachdrücklichste; und des möglichste versehen zu lassen; auch

Quarto zu beszen stettiger Manuenerung; nicht aber zu einigen Ungehens Offension; noch ferner beide löbl. Creyße eine Proportionirte Militairische Verfassung von 14300. Mann dergestalt benutzschaffen; daß

Quintò der löbl. Frantzische Creyße fünf bemahlige 5. Regimenter als Creyße / Schenblin und Schönbach zu Fuß; jedes in 1600. und Waprunn zu Pferd und Auslast Dragonen; jedes von 600. Köpffen; also zu sammen 6000. Mann; der löbliche Schwäbische Creyße aber fünf 7. Regimenter / als Waaden-Waaden / Waaden-Dunkel / Fürstenberg und Waprunn zu Fuß; jedes gleichfalls von 1600. und Erb-Prinz Württemberg und Sautzberg zu Pferd; und Zöllern Dragonen; jedes von 600. Köpffen; also zusammen 8200. Mann; an zwei geworden seyen; effectiv auf den Weihen haben; und was noch ein oder andern Orts daran abgehen möchte; förderlich auffstellen; auch nach erstbedörftiger Proportion, bey ereignender Necessität; dieselben augmeniren; und darinnen jebedmahl de concerio jussiren werden löbl. Creyßen verfahren werde. Allein

Sextò die Eintheilung der Compagnien; wie auch die Verfassung der Mannschafft; und desselbe errichtende Ordinance, bleibt unsers jeden löbl. Creyßes Coniuncten

ANNO
1700.

auchin gestellt; doch dass / so viel möglich / auch hiezu-
ten ein Gleichheit gehalten / und darüber denen fünf
bey bestehender gleichem Dienten / aus der Inagelacht
entstehenden Klagen und Confusionen / vorgebogen werden
müß. So bleibt auch

Septimo die Justitia über seine Mäler einem jeden
löbl. Creyß begehrt / bevor / wie respective in dem
Prinzen und Fürsten 5. vorerwähnten Recces enthalten
nach laßten sich auch

Octavo in dem Rang der Generalität / Obristen und
Regimenter / dergleichen dem gemeinen Conceno bey
Kriegs-Rath / in allen wichtigen Vorfällen zu re-
guliren. Weshalb aber

Nam das Commando / so hat ein jeder löbl. Creyß /
man beyder Trouppen nicht zusammen setzen / son-
dern durchaus allein und zu freyer Disposition / wann
aber eine Conjunction beider Creyß / Trouppen befeh-
le / ist dem sich genussig zu bezeigen / was die Execucion
Ordnung desfalls mit sich führt: Nach Massgeb dem
auch

Decimo bey sich trauender Gefahr / dem nöthig-
enden Creyß alle Assistenten mit zusammen setzen
Kräften zu lassen / und alle bey gemeinen Rath zu wider-
laufende und schädliche Secreten nach sich gehende Zu-
sammenhang Conjunction viribus abjungere / welches
auch

Undecimo auf die land-verderbliche March / Remar-
chen / Still-lager und Quartier zu verfahren / und hie-
zu dem respective 2. und 4ten 5. nachbezügter Re-
cesse nachzugehen / und so wohl beider löbl. Creyß ei-
genen / als andern Trouppen zu beobachten. Dinst we-
niger

Duodecimo bey benötigter Conjunction und Ma-
tuelen Succurrirung demjenigen nachzukommen / welches
in denen 5. 6. und 7ten 5. bey Französischen Allocati-
on / Recces de Anno 1692. in passibus habilibus
enthalten. Dies ist dann

Tredimo da bey nöthigster Conjunction noch ein
und andere mehrere Erläuterung erfordert / sollte daselbe
durch gültige Zusammenetzung geschehen / und auch son-
sten in allen eine verante Correspondez zwischen be-
den löbl. Creyßen gestossen / dergleichen sich von seinen
cinquenz-Trachten mit einander eingeleiten / nach insig-
lic hieran etwas iterari / oder davon absque praescri-
to / Consensu beider Theilen abzuwenden werden / und ist
dessen allen zu Urkund / mit Vorbehalt Eingangs es-
wehnter beider löbl. Creyßen / Fürsten und Städte Ra-
tification gegenwärtiger Recces in Vapier gebracht / und
von beiderseitig Hofrath / aufstreichenden bey amfien-
den Gesandtschaften publicirter und signirt / auch jedem
Theil davon ein Exemplar zugesendet worden. So gesche-
hen Speydenheim den 25. November. 1700.

J. E. Scharff.

J. E. Stand.

Fried. von Dörheim.

J. Badmeister.

CCXXV.

Decemb. *Letres Patentes de LOUIS XIV. Roi de France
& de Navarre, pour conserver à PHILIPPE
Duc d'Anjou son Petit-Fils, & tous ses Des-
cendants Mâles, les Droits entiers de leur Naissance
& particulièrement celui de pouvoir succéder à
leur tour à la Couronne de France, nonobstant leur
élévation à celle d'Espagne, & leur résidence ac-
tuelle hors du Royaume. Données à Versailles au
Mois de Decembre 1700. [Actes & Memoires
de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 217. d'où
l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans une
Brochure in 4. imprimée à Londres en An-
glois, & en François l'an 1713. chez Benj. To-
ke par Auctorité publique.]*

LOUIS par la Grace de Dieu, Roy de France
& de Navarre: A tous présents & à venir,
Salut. Les prosperitez dont il a plu à Dieu de
Nous combler pendant le cours de notre Règne, font
pour Nous autant de motifs de Nous appliquer nous

seulement pour le tems présent, mais encore pour
l'avenir, au bonheur & à la tranquillité des peuples dont
la divine Providence Nous a confié le gouvernement.
Ses jugemens impénétrables Nous laissent seulement
voir que nous ne devons établir notre confiance, ny
dans nos forces, ny dans l'étendue de nos Etats, ny
dans une nombreuse postérité; & que ces avantages
que nous recevons uniquement de la bonté, n'ont de
solidité que celle qu'il lui plaît de leur donner. Comme
il veut cependant que les Rois qu'il choisit pour
conduire ses peuples, prévoient de loin les événements
capables de produire les défordres & les guerres les plus
sanglantes; qu'ils se servent pour y remédier, des lu-
mières que la divine sagesse répand fur eux; Nous ac-
complissons les desseins, lors qu'au milieu des réjouis-
sances universelles de notre Royaume. Nous envisageons
comme une chose possible, un triste avenir, que
nous prions Dieu de détourner à jamais. En même
tems que Nous acceptons le Testament du feu Roy
d'Espagne, que notre très-cher & très-ami Filz le
Dauphin renonce à ses droits légitimes fur cette Cou-
ronne en faveur de son second Filz le Duc d'Anjou,
notre très-cher & très-ami Petit-Fils, institué par le
feu Roy d'Espagne son Héritier universel; Que ce
Prince connu présentement sous le nom de Philippe V.
Roy d'Espagne, est prest d'entrer dans son Royaume,
& de répondre aux vœux empressez de les nou-
veaux Sujets. Ce grand événement ne nous empêche
pas de porter nos vûes au-delà du tems présent; Et
loque notre Succession parait le moment échoué, Nous
jugeons qu'il est également & du devoir de Roy, & de
celui de pere, de déclarer pour l'avenir notre volonté,
conforme aux sentimens que ces deux qualités Nous
inspirent. Ainsi persuadé que le Roy d'Espagne notre
Petit-Fils conservera toujours pour Nous; pour la Mai-
son, pour le Royaume où il est né, la même tendresse
& les mêmes sentimens, dont il nous a donné tant de
marques; que son exemple unissant les nouveaux Sujets
au nôtre, va former entre eux une amitié perpétuelle.
& la correspondance la plus parfaite; Nous exprimons
aussi lui faire une injustice, dont nous sommes inca-
pables, & causer un préjudice irréparable à notre Royaume,
si nous regardons désormais comme étranger, un
Prince que nous accordons aux demandes unanimes de
la Nation Espagnole. PEUR CES CAUSES & AUTRES
grandes considérations, à ce Nous mouvans, de notre gra-
ce spéciale; pleine puissance & autorité Royale, Nous
avons dit, déclaré & ordonné, & par ces Présentes
signées de notre main, disons, déclarons & ordonnons.
Voulons & Nous plait, que Notre Très-Cher & Très-
ami Petit-Fils le Roy d'Espagne conserve toujours les
Droits de la naissance, de la même manière que s'il fai-
soit sa résidence actuelle dans notre Royaume; ainsi
Notre Très-Cher & Très-Amé Filz unique le Dauphin
étant le vray & légitime Successeur & Héritier de no-
tre Couronne & de nos Etats, & après lui Notre
Très-Cher & Très-Amé Petit-Fils le Duc de Bourgo-
gne, s'il arrive, ce qu'à Dieu ne plaise, que notre dit
Petit-Fils le Duc de Bourgogne vienne à mourir sans
Enfans mâles, ou que ceux qu'il auroit en bon & loyal
Mariage décèdent avant lui, ou bien que lesdits Enfans
mâles ne laissent après eux aucuns enfans mâles nez en
légitime Mariage. En ce cas notre dit Petit Filz le Roy
d'Espagne, usant des Droits de sa naissance, soit le vray
& légitime Successeur de notre Couronne & de nos
Etats, nonobstant qu'il fût alors absent & résidant hors
de notre Royaume; & immédiatement après son dé-
cès, ses Hoirs mâles procréés en loyal mariage, vien-
dront à ladite Succession, nonobstant qu'ils soient nez
& qu'ils habitent hors de notre dit Royaume; Venant
que pour les causes susdites, notre dit Petit-Fils le
Roy d'Espagne ny ses Enfans mâles, ne soient censés
& réputés moins habiles & établis de venir à ladite
Succession, ny aux autres qui leur pourroient échoir
dans notre dit Royaume. Entendons au contraire que
tous Droits & autres choses généralement quelconques,
qui leur pourroient à présent & à l'avenir competer &
appartenir, soient & demeurent conservées saines &
entieres, comme s'ils résidoient & habitoient con-
tinuellement dans notre Royaume jusques à leur trépas,
& que leurs Hoirs fussent Originaires & Régnicoles,
les ayant à cet effet en tant que besoin est ou seroit,
habillé & dispensé, habilions & dispensions par cesl-
tes présentes. SI DONNONS EN MANDEMENT à nos
Ames & Faux Conscillers, les Gens tenans notre Cour
de Parlement & Chambre de nos Comptes à Paris,
Pré-

ANNO Prélidens & Tréforiers Généraux de France au Bureau
 1700. de nos Finances établi audit lieu, & à tous autres nos
 Officiers & Justiciers qu'il appartiendra, que ces Prés-
 lentes ils fissent registrer, & du contenu en icelles
 jour & user Notre dit Petit-Fils le Roy d'Espagne,
 les Enfans & Descendans mâles en loyal Mariage, plei-
 nement & paisiblement, nonobstant toutes choses à ce
 contraires, auxquelles de nos mêmes grâces & autorité
 que dessus, nous avons dérogé & dérogeons. CAR TEL
 EST NOTRE PLAISIR; & ain que ce soit chose ferme
 & stable à toujours Nous avons fait mettre notre scel
 à cesdites Présentes. **DONNE'** à Versailles au mois de
 Décembre, l'an de grâce mil sept cens, & de notre
 Règne le cinquante-huitième.

Signé,

LOUIS.

Et sur le reply:

Par le Roi.

PHELYPEAUX.

Et à côté, *Visa* PHELYPEAUX.

Et scellé du grand Sceau, en cire verte sur lacs de **ANNO**
 soye rouge & verte. 1700.

*Registrées, ouy & ce requérant le Procureur Général du
 Roy, pour être exécutées selon leur forme & teneur, sui-
 vant l'Arrest de ce jour. A Paris en Parlement, le pre-
 mier Fevrier mil sept cens-un.*

Signé,

DONGOIS.

*Registrées en la Chambre des Comptes, Ouy & ce re-
 quérant le Procureur Général du Roy, pour être exécutées
 selon leur forme & teneur, les Bureaux assembles, le
 1701.*

Signé,

RICHER.





